ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 28 janvier 2019

à 13 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 24 janvier 2019

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil municipal est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le lundi 28 janvier 2019, à 13 h**, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

_____

Le greffier de la Ville
Yves Saindon, avocat

(English version available at the Service du greffe, City Hall, Suite R-134)

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 28 janvier 2019

à 13 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 28 janvier 2019 ainsi que de l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 17 janvier 2019.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 7.11, 15.01, 15.02, 20.26 à 20.31, 30.07 ainsi que des articles 80.01 (20.17) à 80.01 (20.23), 80.01 (30.05) et 80.01 (30.06).

Veuillez noter que les libellés des articles 20.20 et 30.06 ont été modifiés afin de mieux cibler l'objet pour lequel le conseil est appelé à se prononcer.

Veuillez également noter que l'avis du Conseil jeunesse distribué sous l'article 7.09 lors de la première livraison a été remplacé par une version graphique consolidée.

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI.

Montréal

Assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 28 janvier 2019

ORDRE DU JOUR

VERSION 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 17 décembre 2018

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

05 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

05.01 *Service du greffe*

Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

06 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

07 – Dépôt

07.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 19 décembre 2018

07.02 *Service du greffe*

Déclarations d'intérêts pécuniaires

07.03 *Service du greffe*

Dépôt du bilan de visibilité 2018 et des états financiers au 30 septembre 2018 et autres documents du Grand Prix Cycliste de Québec et de Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157

07.04 *Service du greffe*

Dépôt du bilan 2018 et du Festival international Nuits d'Afrique, en vertu de la résolution CM13 1157

07.05 *Service du greffe*

Dépôt du bilan des activités 2018 des Francos de Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157

07.06 *Service du greffe*

Dépôt du bilan des activités 2017-2018 du Festival TransAmériques, en vertu de la résolution CM13 1157

07.07 *Service du greffe*

Dépôt du bilan 2018 du Festival Juste pour rire, en vertu de la résolution CM13 1157

07.08 *Service du greffe*

Dépôt du bilan des activités 2018 du Festival Zoofest, en vertu de la résolution CM13 1157

07.09 *Conseil Jeunesse* - 1187181002

Dépôt du document intitulé « L'avis sur la mobilité des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans » et des recommandations émises à ce sujet par le Conseil jeunesse de Montréal

07.10 *Service du greffe*

Dépôt du procès-verbal de correction en regard du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 17 septembre 2018

07.11 *Service du greffe*

Dépôt de l'avis du sous-ministre du Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) en date du 13 décembre 2018 et du rapport du MAMH intitulé « Rapport synthèse du suivi des recommandations formulées dans les rapports d'audit publiés entre 2012 et 2014 concernant, notamment le Service de police de la Ville de Montréal »

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 *Service du greffe*

Déclaration pour la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste

15.02 *Service du greffe*

Déclaration pour le Mois de l'histoire des Noirs

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1182968017

Accorder un contrat à Néolect inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois - Dépense totale de 2 360 743,53 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 447920 (6 soum.)

20.02 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1182968016

Accorder un contrat à Néolect inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois - Dépense totale de 1 681 858,38 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 447910 (7 soum.)

20.03 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1187231068

Accorder un contrat aux Entrepreneurs Bucaro inc. pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 4 331 650 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 317101 (8 soum.)

20.04 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1187231073

Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Berri, de la rue Jarry à la rue Guizot, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 3 117 781,54 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 409210 (8 soum.)

20.05 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1188183004

Accorder un contrat à Groupe St-Lambert pour l'exécution des travaux de rénovation de la bibliothèque d'Ahuntsic, située au 10300, rue Lajeunesse, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 1 901 154,40 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5974 (7 soum.)

20.06 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1186707002

Accorder un contrat de services professionnels à Rousseau Lefevbre inc. pour la réalisation du programme d'aménagement fonctionnel et technique dans le cadre du projet McGill College - Dépense totale de 311 705,85 $ taxes, contingences et déboursés inclus - Appel d'offres public 18-17354 (1 soum.)

Mention spéciale: Dossier en lien avec l'article 20.07

20.07 *Service des infrastructures voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1187736002

Accorder un contrat de services professionnels, de gré à gré, à l'OBNL Fondation Villes Nouvelles Canada (New Cities Foundation) pour réaliser une démarche de positionnement pour le projet McGill College - Dépense totale de 272 466 $, taxes, contingences et déboursés inclus / Approuver un projet de convention à cette fin

Mention spéciale: Dossier en lien avec l'article 20.06

20.08 *Service des infrastructures voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1184139002

Approuver un projet d'entente de collaboration entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal visant à confier au ministère la réalisation des travaux d'achèvement du réaménagement du carrefour des boulevards Henri-Bourassa et Pie-IX, dans le cadre des travaux de réfection du pont Pie-IX et d'autoriser une dépense maximale de 4 682 931,75 $, taxes, contingences et incidences incluses

20.09 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1184922023

Accorder un contrat à Équipements Twin inc. (lot 1) pour la fourniture et l'installation de cinq bennes à copeaux sur des châssis de camion fournis par la Ville, pour une somme maximale de 663 980,63 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-17301 (2 soum.)

20.10 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1188034014

Accorder un contrat à Jacques Olivier Ford inc. pour la fourniture de 29 camions châssis cabine de marque Ford F-350 et F-450, pour une somme maximale de 1 260 067,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17345 - (3 soum.)

20.11 *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1187637002

Accorder un contrat d'exécution d'œuvre d'art à Jon Rafman, artiste professionnel faisant affaire sous le nom de Jon Rafman Studios inc., pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art « Transitions », dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Prince-Arthur Est, pour une somme maximale de 413 910 $, taxes et contingences incluses / Approuver un projet de contrat à cette fin

20.12 *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1187637004

Accorder un contrat d'exécution d'œuvre d'art à Nadia Myre, artiste professionnelle faisant affaire sous le nom Nadia Myre inc., pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art « Dans l'attente | While Waiting », dans le cadre du projet d'aménagement de l'îlot William-Ottawa du projet Bonaventure, pour une somme maximale de 1 006 031,25 $, taxes et contingences incluses / Approuver un projet de contrat à cette fin

20.13 *Service des infrastructures voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1181009025

Accorder un contrat à Loiselle inc. pour les travaux de démolition et de réhabilitation des sols dans le prolongement de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux, entre l'avenue Durocher et l'avenue Hutchison, dans le cadre du projet MIL Montréal, dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 1 305 908,11 $, taxes, variations des quantités, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 420411 (8 soum.)

20.14 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1187231077

Accorder un contrat à Clean Water Works Inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 9 252 100 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441112 (2 soum.)

20.15 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1187231066

Accorder un contrat aux Entreprises Canbec construction inc. pour des travaux de conduites d'égout unitaire, de conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures et de conduits de Bell dans l'avenue Mercier, de la rue Bellerive à la rue Notre-Dame, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve - Dépense totale de 1 444 690,32 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 335501 (8 soum.)

20.16 *Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports* - 1187513003

Accorder un contrat à 9163-8478 Québec inc., faisant affaire sous la raison sociale de Clôtures Summum, pour la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures situées dans les arrondissements du secteur Est de l'île de Montréal, soit Anjou, Le Plateau-Mont-Royal, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et Rosemont–La Petite-Patrie - Dépense totale de 728 110,12 $, taxes et incidences incluses - Appel d'offres public 18-17325 (lot 2 - secteur Est) (8 soum.)

20.17 *Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports* - 1187513002

Accorder un contrat à G. Daviault ltée pour la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures situées dans les arrondissements du secteur Ouest de l'île de Montréal, soit Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, L'île-Bizard–Sainte-Geneviève, Lachine, LaSalle, Le Sud-Ouest, Verdun et Saint-Laurent - Dépense totale de 635 124,87 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 18-17325 (lot 1 - secteur Ouest) (8 soum.)

20.18 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1186891002

Accorder un contrat à Mécanicaction inc. pour la fabrication et l'assemblage du mur et tunnel de glace pour le projet Migration du Biodôme 2.0 - Dépense totale de 646 965,20 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 5984 (3 soum.)

20.19 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1180652004

Accorder un contrat à Corporation de construction Germano pour l'exécution de travaux d'accessibilité universelle au chalet du parc Jeanotte situé au 500, rue Laplante, dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 782 649,20 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5985 (3 soum.)

20.20 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1180335006

Approuver un projet d'entente pour le déploiement de bornes de recharge rapide pour véhicules électriques entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal pour une période de 10 ans

20.21 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1185323013

Approuver un projet de deuxième convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de Place Dupuis fiducie commerciale, pour une période de 30 mois, à compter du 1er avril 2019, des espaces à bureaux situés au 3e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, d'une superficie totale de 599,50 mètres carrés, pour un loyer total de 533 378,33 $, taxes incluses

20.22 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1185941002

Approuver un projet de convention de prolongation de bail et de modification par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, du 1er février 2015 au 31 janvier 2025, une lisière de terrain le long de l'avenue Pierre-Dupuy, d'une superficie de 9 011,1 mètres carrés, à des fins de piste cyclable et d'espace vert, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour un loyer total de 112 681,07 $, taxes incluses

20.23 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1181233002

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple du droit résolution stipulé en sa faveur aux termes d'un acte de vente intervenu entre la Ville de Montréal et Bridor inc., le 2 mars 2015, sur un terrain situé au nord de la rue de Rouen et à l'ouest de la rue Moreau, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 21 379 654

20.24 *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale* - 1188056001

Accorder un soutien financier de 1 145 000 $ à Jeunesse au Soleil, sur une période de quatre ans, soit un montant de 170 000 $ pour ses frais de déménagement et de location et un montant de 975 000 $, en trois versements égaux de 325 000 $, pour ses frais de location pour les années 2019, 2020 et 2021, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) / Approuver un projet de convention à cet effet

20.25 *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale* - 1185970005

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 870 000 $ à trois organismes, pour l'année 2019, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal (Entente MIDI-Ville 2018 - 2021) / Approuver les projets de conventions à cet effet

20.26 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1187231063

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Duroking Construction / 9200 2088 Québec inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray et des travaux de réfection de chaussée dans la 20e Avenue, de la rue Villeray à la rue Jean-Talon et dans la 18e Avenue, de la rue Villeray au boulevard Crémazie Est, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 2 730 599,34 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 409110 (10 soum.)

20.27 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1187000009

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy, au-dessus du fleuve St-Laurent, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 22 067 067,44 $, taxes, variations des quantités, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 440710 (3 soum.)

20.28 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1186676003

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Groupe Unigesco inc. pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Mont-Royal, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 14 648 702,40 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5958 (5 soum.)

20.29 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1185965006

Autoriser une dépense additionnelle de 570 672 $, taxes incluses, pour le projet de réfection du chalet du parc La Fontaine, dans le cadre du contrat 14341 accordé à Corporation de construction Germano (CM18 0375), majorant ainsi le montant du contrat de 3 909 958,04 $ à 4 480 630,04 $, taxes incluses

20.30 *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1180230004

Accorder un contrat d'exécution d'œuvre d'art à Patrick Bernatchez, artiste professionnel faisant affaire sous le nom Studio Patrick Bernatchez inc., pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art « 29 " 53 » sur la place centrale du site Outremont, pour une somme maximale de 1 207 237,50 $, taxes et contingences incluses / Approuver un projet de contrat à cette fin

20.31 *Service de l'habitation* - 1193227001

Approuver un projet d'entente « Subordination and Standstill Agreement » à intervenir entre 9307-6925 Québec inc, Peter Skierka, Les Habitations Duff Court, Computershare Trust Company of Canada et la Ville de Montréal / Autoriser une cession de rang hypothécaire en faveur du nouveau prêteur, à l'échéance du prêt hypothécaire de 1er rang

30 – Administration et finances

30.01 *Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports* - 1187513001

Offrir aux arrondissements concernés les services professionnels du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour gérer et réaliser les travaux visant la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

30.02 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1181097017

Accepter l'offre de service de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux de construction de saillies de trottoirs à l'intersection des avenues Casgrain et Fairmount Est, ainsi qu'à l'intersection des avenues De Gaspé et Fairmount Est, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

30.03 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1181097018

Accepter l'offre de service de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux de réaménagement à l'intersection des avenues Somerled et Draper, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

30.04 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1187796009

Approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool dans les établissements commerciaux de la Société de développement commercial du Quartier Latin, entre 3 h et 6 h, lors de la Nuit blanche le 3 mars 2019

30.05 *Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être* - 1185019001

Déclarer le conseil de la Ville compétent, pour une période de 2 ans, quant à l'adoption des règles relatives au respect de la personne et à l'application de celles-ci en ce qui concerne les mécanismes d'aide et le processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes prévus à la Politique de respect de la personne, en vertu de l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Mention spéciale: Dossier en lien avec l'article 41.11

30.06 *Service de l'expérience citoyenne et des communications* - 1186376002

Autoriser des virements budgétaires totalisant 468 024 $, pour l'année 2019, en provenance des arrondissements de Montréal-Nord, d'Ahuntsic-Cartierville et de Verdun vers la Division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au sein du Service de l'expérience citoyenne et des communications et ce, à compter du 2 février 2019 / Autoriser pour l'année 2020 et les années subséquentes, un ajustement de la base budgétaire de 513 000 $

30.07 *Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe* - 1187989003

Autoriser le transfert de 4 997 300 $, montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent

41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement

41.01 *Service des infrastructures voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1182891003

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro

41.02 *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180603013

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant l'occupation, à des fins d'hébergement de personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, du bâtiment situé sur le lot 3 746 517 du cadastre du Québec

41.03 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1185950001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 33 339 000 $ pour le financement d'acquisitions immobilières stratégiques

41.04 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1182968001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements en lien avec l'implantation d'un système centralisé de préemption pour autobus et véhicules d'urgence

41.05 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité* - 1186620014

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 18 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant le réaménagement des berges prévus au Plan de l'eau

41.06 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1183690009

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 34 000 000 $ pour le financement de travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières

41.07 *Service de la culture* - 1181103006

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 12 050 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux du projet de réaménagement de la rue de Bleury

41.08 *Service de la culture* - 1181103005

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 5 500 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux du projet de réaménagement de la rue Clark

41.09 *Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports* - 1187235006

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 36 700 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux

41.10 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1183690010

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 75 000 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement de rues sur le réseau local de la Ville de Montréal

41.11 *Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être* - 1185019001

Avis de motion et dépôt - Règlement sur la politique de respect de la personne

Avis de motion, dépôt et présentation - Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (18-010)

Mention spéciale: Dossier en lien avec l'article 30.05

41.12 *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité* - 1186620013

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 57 000 000 $ afin de financer les travaux prévus au Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux

42 – Adoption de règlements

42.01 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1182968015

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 11 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour le maintien et l'amélioration des feux de circulation et de la gestion de la circulation

42.02 *Service du greffe* - 1183599006

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056)

42.03 *Service de l'Espace pour la vie* - 1187610001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 27 000 000 $ pour le financement de travaux prévus au programme de maintien des actifs du Service de l'Espace pour la vie

46 – Toponymie et voies publiques

46.01 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1184521022

Nommer le parc Lily-Tasso à l'intersection du boulevard Perras et de l'avenue du Fief-Carion, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

46.02 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1184521020

Renommer « avenue Albert-Louis-Van Houtte » la partie de la 19e Avenue située au nord de la rue Jarry Est, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

46.03 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1184521029

Nommer le parc Pierre-Dansereau, dans l'arrondissement d'Outremont

46.04 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1184521025

Nommer l'allée Léo-Bricault, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

46.05 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1184521026

Nommer la place des Fleurs-de-Macadam, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

65 – Motion des conseillers

65.01 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour que la Ville de Montréal adopte un budget carbone ambitieux afin de faire de Montréal une ville carboneutre en 2050

65.02 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour une liste grise plus stricte et transparente

65.03 *Service du greffe*

Motion pour éviter toute apparence de conflit d'intérêts sur les commissions permanentes du conseil municipal et du conseil d'agglomération

65.04 *Service du greffe*

Motion non partisane visant à demander au Comité Service à la clientèle et Accessibilité universelle de la Société de transport de Montréal de tenir au moins deux assemblées publiques en 2019

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1187075005*

Autoriser la prolongation, pour une période de douze mois, sans dépense additionnelle, du contrat accordé à Bauval CMM (CG16 0128), pour le traitement de roc, béton et asphalte en provenance des écocentres

Compétence d'agglomération :	*Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.02 *Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires - 1182346002*

Accorder un contrat à Remorquage Météor inc. pour la fourniture d'un service de remisage des véhicules saisis, pour une durée de trois ans, dans le cadre de l'opération « Sabot de Denver » sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public 18-17277 (1 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Cour municipale*

20.03 *Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice - 1180206003*

Accorder un contrat de gré à gré à Genetec inc. pour la mise à jour du système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI) et du renouvellement de son contrat d'entretien, pour la période du 1er février 2019 au 31 janvier 2024, pour une somme maximale de 656 529,10 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.04 *Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires - Institutionnelles - 1187684008*

Accorder un contrat de gré à gré à SIGMA-RH Solutions inc. pour le renouvellement du contrat d'entretien du logiciel SIGMA-RH.net, pour la période du 3 février 2019 au 2 février 2020, pour une somme maximale de 243 258,35 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.05 *Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires - Institutionnelles - 1185932002*

Accorder un contrat de gré à gré à Druide informatique inc. pour le regroupement de 5145 licences du logiciel Antidote, incluant l'entretien et le programme de maintenance valide jusqu'au 31 mars 2020, pour la somme maximale de 196 198,51 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.06 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction aménagement des parcs et espaces publics - 1188194001*

Accorder un contrat de services techniques à Excavation L. Martel inc. pour la préparation et le tamisage du terreau en vue d'aménager le parc Frédéric-Back, pour une somme maximale de 521 066,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17252 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Parc du complexe environnemental Saint-Michel*

20.07 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1180720002*

Accorder un contrat à Les Contrôles I.S.I inc. pour la mise à niveau des infrastructures de contrôle des procédés au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) - Dépense totale de 778 159,89 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public ENV CESM 2018-03 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : *Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.08 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1182675004*

Accorder un contrat à UBA inc. pour la fourniture et la livraison d'hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 % de concentration en vrac liquide pour le Service de l'eau, pour une période de vingt-quatre mois, avec une option de renouvellement de 12 mois, pour une somme maximale de 1 086 713,81 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17336 (2 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.09 *Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice - 1180206004*

Autoriser une dépense additionnelle de 656 293 $ USD (1 041 310,57 $ CDN, taxes incluses) pour la mise jour du module CommandPoint Premier AVS (Automatic verification system), l'acquisition du module CommandPoint Premier AVRR (Automated Vehicle Routing and Recommendation) et la mise à jour du progiciel pour l'optimisation de la géolocalisation par proximité pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat accordé à Northrop Grumman Systems Trading inc. (CG09 0285), majorant ainsi le montant total du contrat de 5 791 971,67 $ USD à 6 448 264,67 $ USD / Approuver un projet d'avenant no 4 à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.10 *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics - 1187900007*

Autoriser une dépense additionnelle de 87 997,02 $, taxes incluses, pour le réaménagement de la portion nord du square Dorchester, dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard (CG15 0050), majorant ainsi le montant total du contrat de 753 878,89 $ à 841 875,91 $, taxes incluses / Approuver un projet d'Avenant no 2 à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel*

20.11 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1183855007*

Conclure quatre ententes-cadres en biens et services d'une durée de 48 mois avec Solmatech inc. (contrat #1: 1 031 992,38 $, taxes incluses, contrat #3: 589 671,13 $, taxes incluses) et Groupe ABS inc. (contrat #2: 889 049,65 $, taxes incluses, contrat #4: 524 752,28 $, taxes incluses) pour des services de forages et d'essais de laboratoire pour différents projets de réfection d'infrastructures routières - Appel d'offres public 18-17185 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.12 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1188184001*

Autoriser la cession de deux contrats de services professionnels entre Cobalt Architectes inc., St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L. et Ville de Montréal et SNC-Lavalin inc., à titre d'intervenants, pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux et pour la mise à niveau de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds / Approuver les projets de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.13 *Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie - 1186232001*

Accorder un soutien financier annuel de 596 202,44 $, taxes incluses, indexé de 2 % au 1er janvier 2020 pour une somme totale de 1 204 328,93 $, taxes incluses, répartie comme suit : 439 224,44 $ en 2019 et 448 008,93 $ en 2020 à la Société canadienne de la Croix-Rouge, Québec et de 156 978 $ en 2019 et 160 117,56 $ en 2020 à Jeunesse au Soleil, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal / Approuver le projet de protocole d'entente à cet effet

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.14 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1181179013*

Approuver un projet d'avenant à la convention intervenue le 27 juin 2017 entre la Ville de Montréal et PME MTL Centre-ville (CG17 0254) relatif à la tenue deux concours en entrepreneuriat pour les secteurs « rue Saint-Denis » et « rue Saint-Paul Est » dans le cadre du PR@M-Artère en chantier, afin de reporter son échéance au 31 décembre 2019

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

20.15 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité - 1183277001*

Accorder un soutien financier de 192 805 $ à D-Trois-Pierres, organisme à but non lucratif de bienfaisance, pour une durée de trente-cinq mois, soit du 1er février 2019 au 31 décembre 2021, afin de soutenir sa mission d'insertion sociale au parc-nature du Cap-Saint-Jacques et au parc agricole du Bois-de-la-Roche / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

20.16 *Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires - 1182346003*

Accorder des contrats de services professionnels d'huissiers de justice aux fins de la signification des actes et de l'exécution des jugements de la cour municipale à Paquette & Associés, huissiers de justice s.e.n.c.r.l., Valade et Associés, huissiers de justice inc. et Hainault Gravel huissiers de justice inc., pour une période de 24 mois sans option de prolongation - Dépense totale estimée à 1 548 025,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17347 (6 soum.)

Compétence d'agglomération : *Cour municipale*

20.17 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1181541002*

Conclure une entente-cadre de gré à gré avec Techno-Feu inc. pour la fourniture de pièces authentiques de marque E-One, pour une période de cinq ans - Appel d'offres sur invitation 18-17146 (montant estimé de l'entente 1 599 755,45 $, taxes et indexation annuelle de 2 % incluses) (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.18 *Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel - 1184384001*

Conclure deux ententes-cadres avec Médial conseil santé sécurité inc. et Alia Conseil inc. pour une durée de deux ans, avec option de renouvellement d'une année, pour des services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne - Appel d'offres public 18-17223 (6 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.19 *Service des technologies de l'information - 1187655002*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder deux contrats de services professionnels avec Systematix Technologies de l'information inc. (lot 1 au montant de 2 311 714,94 $, taxes incluses) et Documens Traduction inc. (lot 2 au montant de 172 577,48 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions numériques et sites web (rédaction et traduction de contenu web) / Appel d'offres public 18-17271 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.20 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1187231099*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Les Services EXP inc. (contrat #1: 8 628 579 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux d'infrastructures - Appel d'offres public 18-17017 (5 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.21 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1184069020*

Approuver le projet de troisième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Gestion Gérard de Cola inc., un espace à bureaux situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis, pour le poste de quartier 45 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 5 ans, à compter du 1er mars 2019, moyennant un loyer total de 698 200,86 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.22 *Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières - 1180192001*

Autoriser une dépense additionnelle maximale de 1 517 441 $, taxes incluses, pour les travaux d'audit supplémentaire non prévus à la convention initiale dans le cadre du contrat accordé à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., au cours des exercices financiers de 2019 et 2020, et ce, en conformité avec les modifications législatives, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 467 502,26 $ à 2 984 943,26 $, taxes incluses / Approuver le projet d'addenda no 2 à cet effet / Pour 2019, autoriser le transfert budgétaire au montant de 390 500 $ du Bureau du vérificateur général vers le Service des finances / Autoriser un budget supplémentaire de dépenses au Service des finances pour un montant de 173 500 $ financé à même une facturation à différents organismes et autoriser un transfert budgétaire de 136 000 $ en provenance des dépenses de contingences / Pour l'année 2020, ajuster de façon récurrente la base budgétaire du Service des finances de 686 400 $ au niveau des charges et de 152 500 $ au niveau des revenus, en contrepartie, diminuer de façon récurrente la base budgétaire du volet des charges de 390 500 $ et du volet des revenus pour 160 000 $ du Bureau du vérificateur général

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.23 *Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. - 1186775003*

Accorder un contrat de services professionnels à SSQ Assurance pour la gestion des régimes d'assurance collective en cas de décès et mutilations accidentels offerts aux élus municipaux, aux employés et aux retraités, à compter du 1er février 2019 / Autoriser le versement d'une somme approximative de 1 596 390 $ (incluant la taxe de 9 %) pour la durée maximale du contrat de 9 ans 11 mois prenant fin le 31 décembre 2018, répartie de la façon suivante : la part de l'employeur est de 839 613 $ et la part des employés et retraités est de 756 776 $ / Appel d'offres public 18-17427 (3 soum.) / Accorder un contrat gré à gré à la Compagnie d'assurance AIG du Canada, pour une somme approximative de 15 700 $ (incluant la taxe de 9 %), afin de maintenir les protections d'assurance décès mutilations accidentels des régimes d'assurance collective que la Ville s'est engagée à offrir à ses employés et retraités pour la période du 1er au 31 janvier 2019 (CG08 0527)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

30 – Administration et finances

30.01 *Service du matériel roulant et des ateliers - 1184922024*

Autoriser une dépense de 6 755 815,57 $, taxes et contingences incluses, pour l'acquisition de 7 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Maxi-Métal inc. (CG18 0122)

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

30.02 *Service de l'eau - 1188020007*

Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme pour une protection accrue des sources d'eau potable (PPASEP) du Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques ouvrant droit à une subvention évaluée à 345 000 $ pour réaliser un rapport d'analyse de la vulnérabilité des sources d'eau potable de l'agglomération de Montréal

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

30.03 *Service de l'environnement - 1187534001*

Autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre 2019, renouvelable automatiquement pour 12 mois, pour des paiements totalisant un montant maximum de 300 000 $ annuellement / Préciser que l'entente intervenue avec l'ARTM dans le cadre de son programme OPUS+ Entreprise (CG18 0301) est à durée indéterminée et que les élus et les membres du personnel de cabinet peuvent y adhérer

Compétence d'agglomération : *Transport collectif des personnes*

30.04 *Service du matériel roulant et des ateliers - 1184922025*

Autoriser une dépense de 9 785 706,21 $, taxes et contingences incluses, pour l'acquisition de 8 camions échelles, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Aéro-feu ltée (CG15 0354)

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

30.05 *Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières - 1190029001*

Autoriser le report du dépôt des états financiers 2018 au bureau du greffier, du 31 mars au 30 avril 2019, au plus tard

30.06 *Service de police de Montréal , Direction des opérations - 1185841001*

Autoriser une dépense maximale de 743 600 $ annuellement, pour la location jusqu'à concurrence de 65 véhicules, pour la durée du financement des projets ACCES, ACCEF, EILP et ACCES Cannabis, conformément aux ententes 2001-0034 et 2011-0009 intervenues entre le Service de police de la Ville de Montréal et le Centre de gestion de l'équipement roulant du Gouvernement du Québec

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

42 – Adoption de règlements

42.01 *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - 1185092005*

Adoption - Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 878 720

Compétence d'agglomération : *Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

42.02 *Service de l'environnement - 1184060001*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 300 000 $ afin de financer les travaux de réfection requis pour la mise aux normes des écocentres existants, un emprunt de 1 935 000 $ pour financer l'achat d'équipements servant à l'échantillonnage des rejets industriels, pour l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, pour le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile et pour l'ergonomie des postes de travail et un emprunt de 450 000 $ pour financer la protection et la réfection de bâtiments des stations d'échantillonnage de la qualité de l'air

Compétence d'agglomération : *Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

42.03 *Service des grands parcs, verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité - 1188168001*

Adoption - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de parc régional

Compétence d'agglomération : *Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

42.04 *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1172748001*

Adoption - Règlement sur le remorquage des véhicules

Compétence d'agglomération : *Sécurité publique*

50 – Ressources humaines

50.01 *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1175326002*

Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un maximum de quatre policiers à l'Équipe intégrée relative à la sécurité nationale (EISN) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), pour une durée de trois ans, à compter du 25 septembre 2017, avec la possibilité d'une prolongation pour une durée maximale d'une année et le maintien de l'augmentation temporaire de l'effectif policier permanent de deux postes pour la même période - Deux postes sont financés par la GRC et deux autres sont aux frais du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) / Approuver les projets d'entente de détachement à cet effet

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1185075005*

Nomination des membres du Comité technique conformément au Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

51.02 *Service de la culture - 1188021004*

Nomination de monsieur Philippe Lambert, à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal, en remplacement de madame Marie-Christine Lê-Huu

Compétence d'agglomération : *Conseil des Arts*

Article 3.02

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 17 décembre 2018
13 h

Séance tenue le lundi 17 décembre 2018
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. François William Croteau, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, M. Luc Ferrandez, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, M. Benoit Langevin, Mme Patricia Lattanzio, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt et Mme Cathy Wong.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Manon Barbe, Mme Catherine Clément-Talbot, Mme Suzanne Décarie, Mme Andrée Hénault et Mme Lise Zarac.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice
Mme Lynne Trépanier, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

---

Avant de déclarer la séance ouverte, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, souhaite reconnaitre que nous sommes sur un territoire autochtone millénaire, lieu de rencontres et de diplomatie entre les peuples ainsi que du Traité de la grande paix. Nous remercions la nation Kanien'keha;ka (Mohawk) de son hospitalité en territoire non cédé. Elle invite les membres du conseil à observer un moment de recueillement.

La présidente du conseil informe les membres du conseil qu'une nouvelle exposition a été inaugurée sur l'espace extérieur de la *Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale* situé à l'arrière de l'hôtel de ville et intitulée « Montréal, terre d'artistes ». Cette exposition présente un survol de la diversité artistique montréalaise et est réalisée par le Conseil interculturel de Montréal et sera présentée jusqu'en décembre 2019.

Au chapitre des célébrations internationales, la présidente du conseil signale les événements suivants : le 1er décembre 2018 « Journée mondiale contre la SIDA », le 3 décembre 2018 « Journée internationale des personnes handicapées », le 18 décembre 2018 « Journée internationale des migrants », le 20 décembre 2018 « Journée internationale de la solidarité humaine ».

Pour terminer, la présidente du conseil souligne les anniversaires de naissance du mois de décembre du leader de la majorité, M. François Limoges et de la conseillère Mme Marianne Giguère.

La présidente du conseil cède la parole au conseiller et président du comité exécutif, M. Benoit Dorais.

M. Dorais prend la parole et indique aux membres du conseil qu'il porte, pour la 2e année consécutive, une tenue spéciale reflétant le temps des fêtes dans le but d'amasser des fonds pour la Mission Bon Accueil, organisme montréalais de lutte à l'itinérance, situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest. Il poursuit en indiquant qu'il répétera cette initiative pendant son mandat et que les dons recueillis pendant l'assemblée du conseil seront comptabilisés devant témoins par souci de transparence. Le conseiller Dorais invite tous les membres à être généreux et souligne que le temps des fêtes n'est pas nécessairement une période festive pour tout le monde. Pour terminer, le conseiller Dorais souhaite que sa tenue apporte un peu d'ambiance dans cette assemblée.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillères et conseillers ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Lionel Perez	Mme Valérie Plante	Engagement de l'Administration à respecter intégralement toutes les recommandations de l'OCPM quant à l'avenir de l'axe Camillien-Houde/Remembrance / Respect des recommandations de l'OCPM, tel que mentionné par Projet Montréal pendant la campagne électorale

La mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, prend la parole et souligne la présence dans les tribunes des candidats ayant remporté l'élection partielle. Elle salue Mme Caroline Bourgeois qui occupera le poste de mairesse de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, et M. Josué Corvil, qui occupera le poste de conseiller de la Ville, dans le district de Saint-Michel et leur souhaite la bienvenue.

Mme Karine Boivin-Roy	Mme Valérie Plante (Mme Magda Popeanu)	Mesures afin d'atténuer l'éventuelle crise du logement de juillet 2019 / Mesures afin de contrer les effets combinés de gentrification et de pénurie de logements dans Parc-Extension
M. Marvin Rotrand	Mme Valérie Plante (M. François Limoges)	Invite l'Administration à donner un mandat à la Commission de la présidence afin d'étudier le faible taux de participation des Montréalais aux élections partielles / Réitère sa demande et offre sa collaboration
M. Aref Salem	Mme Valérie Plante (M. François W. Croteau)	Chantier de la rue Sainte-Catherine - combien d'ententes ont été conclues avec des partenaires privés pour l'utilisation de stationnements avoisinants / Mesures afin d'aider les personnes à mobilité réduite, les familles et les personnes âgées à fréquenter cette rue emblématique du Canada
M. Abdelhaq Sari	Mme Valérie Plante (Mme Nathalie Goulet)	Comment l'Administration peut-elle donner son appui au Plan stratégique pour soutenir le personnel du SPVM en matière de prévention du profilage racial et social dans lequel il n'y a aucune mention à l'égard de l'utilisation des caméras portatives / Si l'Administration est pour ou contre l'idée de munir les policiers de caméras portatives sachant que les citoyens sont insatisfaits avec la présentation du Plan du SPVM

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, informe les membres que la webdiffusion n'est pas fonctionnelle et que les équipes s'affairent à rétablir la situation.

Question de	À	Objet
M. Benoit Langevin	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	État de la situation sur l'itinérance à la suite de l'exercice « Je compte Montréal », le 24 avril 2018 / Stratégie d'urgence pour la présente saison froide déjà entamée

---

À 13 h 32,

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Francesco Miele

de prolonger la période de questions des membres du conseil de 15 minutes, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

Mme Christine Black	Mme Valérie Plante (M. François Limoges)	Conférence sur l'intelligence artificielle tenue à Montréal et refus du gouvernement canadien d'émettre des visas temporaires à certains participants d'origine africaine – représentations de la Ville de Montréal auprès du gouvernement canadien à cet égard afin de préserver la réputation d'ouverture et de diversité de Montréal
M. Alan DeSousa	Mme Valérie Plante (M. Craig Sauvé) (M. Éric Alan Caldwell)	Mesures qui seront prises par l'Administration afin de régler le conflit des employés d'entretien de la STM et maintenir le niveau de service aux citoyens / Rôle du vice-président de la STM auprès des médias
M. Dimitrios (Jim) Beis	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell) (M. Robert Beaudry)	Représentations auprès du gouvernement du Québec afin qu'il s'engage à verser des compensations aux commerçants touchés par les travaux du REM / Position de l'Administration concernant certains commerces de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro qui n'auront pas droit à des compensations financières considérant les impacts des travaux du REM
M. Francesco Miele	Mme Valérie Plante (M. Jean-François Parenteau)	Contrat à Rebuts Solides Canadien – Plan de match de l'Administration afin de ne pas se retrouver dans une situation d'urgence / En attente du dépôt d'un rapport sur les dépenses dans les 6 mois – reddition de comptes souhaitée

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, la présidente du conseil déclare la période de questions des membres du conseil close à 13 h 47.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au leader de la majorité pour la suite de l'ordre du jour.

CM18 1417

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée du conseil municipal du 17 décembre 2018, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CM18 1418

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 19 novembre 2018

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 19 novembre 2018, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 11 décembre 2018 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

CM18 1419

Approbation du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 28 novembre 2018

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 28 novembre 2018, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 11 décembre 2018 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.03

---

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

La présidente du conseil appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec*, pour la période du 1er au 30 novembre 2018.

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif pour la période du 1er au 30 novembre 2018.

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* pour la période du 1er au 30 novembre 2018.

Un débat s'engage.

CM18 1420

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation intitulé « L'avenir du secteur manufacturier à Montréal »

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation intitulé « L'avenir du secteur manufacturier à Montréal », et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

04.04 1183430016

CM18 1421

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs portant sur « L'aménagement des bâtiments dans une perspective de développement durable sur le territoire de la Ville de Montréal »

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs portant sur « L'aménagement des bâtiments dans une perspective de développement durable sur le territoire de la Ville de Montréal », et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

04.05 1183430013

CM18 1422

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur l'inspecteur général portant sur Montréal en histoires

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur l'inspecteur général portant sur Montréal en histoires, et le conseil en prend acte.

04.06 1183624001

CM18 1423

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur l'inspecteur général portant sur l'octroi d'un contrat pour la fourniture de batteries d'accumulateurs pour véhicules (appels d'offres publics 15-14023 et 16-15500)

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur l'inspecteur général portant sur l'octroi d'un contrat pour la fourniture de batteries d'accumulateurs pour véhicules (appels d'offres publics 15-14023 et 16-15500), et le conseil en prend acte.

04.07 1183624002

---

5 - Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

La présidente du conseil appelle le point « Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements »

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole à la conseillère Giuliana Fumagalli.

La conseillère Fumagalli souhaite déposer, séance tenante, une résolution adoptée par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Le leader de la majorité, M. François Limoges, informe la conseillère Fumagalli qu'il n'est pas possible de déposer cette résolution séance tenante et invite la conseillère à la transmettre au greffier afin qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine assemblée du conseil municipal.

---

6 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

La présidente du conseil appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil »

Aucune réponse déposée.

À 14 h 20, Mme Cathy Wong quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place au vice-président du conseil, M. Sterling Downey.

---

7 - Dépôt

Le vice-président du conseil appelle le point « Dépôt »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

7.01 Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 22 novembre 2018.

7.02 Dépôt du rapport de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 29 novembre 2018.

7.03 Déclaration d'intérêts pécuniaires – Voir l'annexe au procès-verbal.

CM18 1424

Dépôt du rapport annuel 2017-2018 et du plan stratégique 2017-2021 de la Salle Pauline-Julien, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport annuel 2017-2018 et du plan stratégique 2017-2021 de la Salle Pauline-Julien, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.04

CM18 1425

Dépôt du rapport annuel 2018 de l'organisme Altergo, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport annuel 2018 de l'organisme Altergo, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.05

CM18 1426

Dépôt du rapport d'activités 2018, du bilan marketing et autres documents de l'organisme Festival, mode et design Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport d'activités 2018, du bilan marketing et autres documents de l'organisme Festival, mode et design Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.06

7.07 Dépôt des déclarations des membres du comité exécutif en vertu du Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissements - Voir l'annexe au procès-verbal.

CM18 1427

Dépôt du rapport du greffier relativement aux déclarations de réception, par les élus, d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport du greffier relativement aux déclarations de réception, par les élus, d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage, et le conseil en prend acte.

07.08

CM18 1428

Dépôt du bilan des activités 2018 du Festival international de jazz de Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le bilan des activités 2018 du Festival international de jazz de Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.09

---

11 - Dépôt de pétitions

Le vice-président du conseil appelle le point « Dépôt de pétitions »

Par Monsieur Marvin Rotrand

11.01 Dépôt d'une pétition signée par 1500 (approx.) personnes pour que le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce étende la protection des non-fumeurs en adoptant un règlement interdisant de fumer dans tous les parcs, espaces verts, arénas, gymnases et maisons de culture du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

CM18 1429

Déclaration pour le 70^{e} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

Attendu que la Journée des droits de l'homme est célébrée chaque année le 10 décembre;

Attendu que l'année 2018 marque le 70^{e} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui a été adoptée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies, à Paris;

Attendu que le Montréalais John Humphrey a joué un rôle de premier plan dans la rédaction de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*;

Attendu que la Déclaration universelle des droits de l'homme est un document fondateur qui a proclamé les droits inaliénables de chaque individu en tant qu'être humain, sans distinction aucune;

Attendu que la Déclaration universelle des droits de l'homme a été rédigée par des personnes issues de divers horizons juridiques et culturels et de toutes les régions du monde, et qu'elle présente des valeurs universelles et un idéal commun à atteindre par tous les peuples et par toutes les nations;

Attendu que les principes qui sont inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme sont toujours aussi pertinents aujourd'hui qu'ils l'étaient en 1948;

Attendu que la Ville de Montréal accorde une importance capitale aux droits de la personne, à la réconciliation avec les peuples autochtones, à la lutte contre les discriminations, à la diversité et l'inclusion ainsi qu'aux enjeux de migration;

Attendu que l'éducation aux droits de la personne est plus importante que jamais afin de promouvoir le respect pour la diversité et renforcer un environnement d'inclusion à Montréal;

Attendu que des populations entières doivent encore se battre pour le respect de leurs droits;

Attendu que Montréal souhaite combattre la discrimination sous toutes ses formes selon la *Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale* et la *Déclaration de Montréal pour la diversité culturelle et l'inclusion*, pour ainsi éviter les conflits;

Il est proposé par Mme Valérie Plante

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que la Ville de Montréal :

1 - souligne le 70e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui a eu lieu le 10 décembre 2018, en rappelant l'importance des actions municipales déployées en faveur des droits de la personne et du vivre-ensemble, de la lutte contre les discriminations, de la diversité et de l'inclusion;

2 - sensibilise la population au respect des droits de la personne;

3 - s'assure de l'égalité en dignité et en droits des individus et des groupes humains sur son territoire.

Un débat s'engage.

Le vice-président du conseil, M. Sterling Downey, cède la parole à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante.

La mairesse de Montréal prend la parole pour présenter la déclaration et pour souligner le riche parcours de la Ville de Montréal en tant que défenseur des droits humains ainsi que l'apport du Montréalais, John Humphrey, ancien professeur de droit à l'Université McGill qui a joué un rôle de premier plan dans la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme et qui a également contribué à la création de la branche d'Amnistie internationale au Canada. Elle poursuit et indique que son Administration accorde une importance capitale aux droits des humains, à la réconciliation avec les peuples autochtones, à la lutte contre les discriminations, à la diversité et l'inclusion ainsi qu'aux enjeux de migration et invite l'assemblée à observer une minute de silence au nom de tous ceux et celles dont les droits sont bafoués à travers le monde.

Le vice-président du conseil remercie la mairesse pour son intervention et cède la parole au conseiller Benoit Langevin.

Le conseiller Langevin prend la parole pour rappeler les grandes lignes de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que les circonstances qui ont amené à la création de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et invite les membres du conseil à prendre les mesures nécessaires pour faire respecter la *Charte Montréalaise des droits et responsabilités* et pour remplir leurs devoirs envers les Montréalaises et les Montréalais.

Le vice-président du conseil remercie le conseiller Langevin pour son intervention.

Adopté à l'unanimité.

15.01

À 14 h 33, le conseil procède à l'étude des points en orientation au conseil d'agglomération de l'ordre du jour.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.01) à 80.01 (20.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1430

Accorder un contrat à Trois diamants autos (1987) ltée pour la fourniture de 60 véhicules de patrouille de marque et modèle Dodge Charger - Dépense totale 2 172 882,03 $, taxes et incidences incluses - Appel d'offres public 18-17265 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 2 172 882,03 $, taxes incluses, pour la fourniture de 60 véhicules de patrouille de marque et modèle Dodge Charger, comprenant tous les frais incidents non limitatifs, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Trois diamants autos (1987) ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 069 412,03 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17265 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

3 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1184922020
80.01 (20.01)

Article 80.01 (20.02)

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec Les services EXP inc. (contrat #1: 8 628 579 $, taxes incluses) et CIMA+ S.E.N.C. (contrat #2: 9 322 173 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux d'infrastructures - Appel d'offres public 18-17017 (5 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure une entente-cadre par laquelle Les Services EXP inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la surveillance de travaux de réfection de structures, pour une somme maximale de 8 628 579 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17017 ;

2 - de conclure une entente-cadre par laquelle CIMA+ s.e.n.c., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la surveillance de travaux de réfection de structures, pour une somme maximale de 9 322 173 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17017 ;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des villes liées, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Il est proposé par Mme Patricia R. Lattanzio

appuyé par M. Francesco Miele

de retourner ce dossier au comité exécutif pour plus ample étude.

Le leader de la majorité, M. François Limoges, suggère de reporter l'étude de ce dossier à une phase ultérieure afin de permettre à l'Administration d'apporter des éléments de réponse additionnels.

Le leader adjoint de l'opposition officielle, M. Francesco Miele, acquiesce à la proposition du leader de la majorité conditionnellement à ce que l'opposition officielle puisse prendre la parole avant le droit de réplique de l'Administration.

La proposition est agréée.

CM18 1431

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec Stantec experts-conseils ltée (contrat #1 : 3 516 762,58 $, taxes incluses) et Les services EXP inc. (contrat #2 : 2 853 881,86 $, taxes incluses) pour la surveillance des travaux de réfection de ponts et d'ouvrages d'art - Appel d'offres public 18-17089 (5 soum.)

Le conseiller Alan DeSousa déclare son intérêt et s'abstient de participer aux délibérations et de voter.

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure deux ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels en surveillance des travaux de réfection de ponts et d'ouvrages d'art ;

2 - d'accorder aux firmes ci-après désignées, ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, les contrats à cette fin, pour les sommes maximales et les contrats inscrits à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17089 ;

Firme	Somme maximale	Contrat
Stantec expert-conseils ltée	3 516 762,58 $	1
Les services EXP inc.	2 853 881,86 $	2

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des arrondissements, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

À 14 h 39, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, reprend le fauteuil présidentiel.

Adopté à l'unanimité.

1187231065
80.01 (20.03)

CM18 1432

Accorder un soutien financier maximal non récurrent de 174 580 $ à PME MTL Centre-Est afin de soutenir le travail lié à l'initiative SÉRI Montréal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 174 580 $ à PME MTL Centre-Est pour soutenir le travail lié à l'initiative SÉRI Montréal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1188006002
80.01 (20.04)

CM18 1433

Autoriser la prolongation, pour une période de douze mois, de l'entente-cadre conclue avec Linde Canada ltée (CG16 0014) pour la fourniture de gants de travail, nécessaire pour répondre aux besoins opérationnels des arrondissements et des services centraux de la Ville de Montréal, pour un montant estimé de 547 589,95 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 1 888 816,46 $ à 2 436 406,41 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser la prolongation, pour une période de douze, de l'entente-cadre conclue avec Linde Canada ltée (CG16 0014), pour la fourniture de gants de travail, nécessaire pour répondre aux besoins opérationnels des arrondissements et des services centraux de la Ville de Montréal, pour un montant estimé à 547 589,95 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 1 888 816,46 $ à 1 436 406,41 $, taxes incluses;

2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services et arrondissements utilisateurs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1186133003
80.01 (20.05)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.06) à 80.01 (20.10) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1434

Accorder des contrats à Serviforêt inc. pour les travaux d'abattage manuel de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans le parc-nature du Bois-de-Saraguay pour les lots 1, 2 et 3 - Dépense totale de 1 367 896,67 $, taxes, contingences et variation de quantité incluses - Appel d'offres public 18-17305 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder à Serviforêt inc., plus bas soumissionnaire conforme, les contrats pour les lots 1, 2 et 3 pour les travaux d'abattage manuel de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans le parc-nature du Bois-de-Saraguay, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 139 913,89 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17305;

2 - d'autoriser une dépense de 113 991,39 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3 - d'autoriser une dépense de 113 991,39 $, taxes incluses, à titre de variation de quantité;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1188144002
80.01 (20.06)

CM18 1435

Autoriser le renouvellement de l'entente-cadre conclue avec Nortrax Québec inc. (CG16 0696), fournisseur unique, pour la fourniture de pièces authentiques de marque John Deere-division construction, pour un montant estimé à 1 209 546,43 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat jusqu'à concurrence d'une somme totale de 2 419 092,86 $, taxes incluses, ou pour une période de vingt-quatre mois supplémentaires

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser le renouvellement l'entente-cadre conclue de gré à gré avec Nortrax Québec inc. (CG16 0696), pour une durée supplémentaire de vingt-quatre mois, pour la fourniture sur demande de pièces authentiques de marque John Deere, division construction, pour un montant estimé à 1 209 546,43 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat jusqu'à concurrence d'une facturation totale de 2 419 092,86 $, taxes incluses;

2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1181541001
80.01 (20.07)

CM18 1436

Accorder un contrat à D.P.S. Transport inc. pour la fourniture et la livraison de sable en vrac au parc Frédéric-Back, pour une somme maximale de 705 337,14 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-17237 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder à D.P.S. Transport inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture et la livraison de sable en vrac, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 705 337,14 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17237;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1188161001
80.01 (20.08)

CM18 1437

Accorder un contrat de gré à gré à Information Builders (Canada) inc. (CG15 0754) pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support pour les licences logicielles WebFocus, pour la période du 30 décembre 2018 au 29 décembre 2021, pour une somme maximale de 166 016,55 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Information Builders (Canada) inc., fournisseur unique, pour la période du 30 décembre 2018 au 29 décembre 2021, pour le renouvellement du contrat d'entretien des licences WebFocus, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 166 016,55 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 10 octobre 2018;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1188057002
80.01 (20.09)

CM18 1438

Accorder un contrat de gré à gré à Novipro inc., par l'entremise de son entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), pour l'entretien des logiciels IBM selon le programme Passeport Avantage du manufacturier, pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019, pour une somme maximale de 1 929 088,34 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder à Novipro Inc., par l'entremise de son entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), un contrat de gré à gré pour l'entretien des logiciels IBM selon le programme Passeport Avantage du manufacturier, pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019, pour une somme maximale de 1 929 088,34 $, taxes incluses;

2 - d'autoriser le Directeur du Service des technologies de l'information à signer le formulaire d'adhésion du CSPQ et tous documents relatifs pour l'adhésion au programme IBM Passeport Avantage, pour et au nom de la Ville;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1186871004
80.01 (20.10)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.11) à 80.01 (20.15) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1439

Accorder un contrat à SIMO Management inc., pour une période de deux ans, pour l'inspection du réseau d'égouts de l'agglomération de la Ville de Montréal - Dépense totale de 1 300 367,25 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-17207 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder à SIMO Management inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'inspection du réseau d'égout de l'agglomération de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 083 639,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17207;

2 - d'autoriser une dépense de 216 727,88 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1187526023
80.01 (20.11)

CM18 1440

Accorder un contrat à Talvi inc. pour la construction de chambres de vannes à divers endroits sur le réseau principal d'aqueduc - Dépense totale de 3 016 851,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10272 (5 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 3 016 851,71 $, taxes incluses, incluant les contingences au montant de 253 943,75 $, taxes incluses, et les incidences au montant de 223 470,50 $, taxes incluses, pour la construction de chambres de vannes à divers endroits sur le réseau principal d'aqueduc;

2 - d'accorder à Talvi inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 539 437,46 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10272;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1187908002
80.01 (20.12)

CM18 1441

Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc. pour des travaux de voirie à divers endroits dans les pistes cyclables de la Ville de Montréal - Dépense totale de 1 161 975,49 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 434310 (7 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 1 059 977,72 $, taxes incluses pour des travaux de voirie à divers endroits, dans les pistes cyclables de la Ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder aux Entrepreneurs Bucaro inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 019 977,72 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 434310 ;

3 - d'autoriser une dépense de 101 997,77 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1187231070
80.01 (20.13)

CM18 1442

Autoriser une dépense additionnelle de 300 602,14 $, taxes incluses, pour le réaménagement de l'édifice Lucien-Saulnier et son annexe, dans le cadre du contrat accordé à Développement Atrium inc. (CG18 0190), majorant ainsi le montant des contingences du contrat de 901 806,41 $ à 1 202 408,55 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 300 602,14 $, taxes incluses, pour le réaménagement de l'édifice Lucien-Saulnier et son annexe, dans le cadre du contrat accordé à Développement Atrium inc. (CG18 0190), majorant ainsi le montant des contingences du contrat de 901 806,41 $ à 1 202 408,55 $, taxes incluses ;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1187619002
80.01 (20.14)

CM18 1443

Accorder un contrat de gré à gré à Gartner Canada Co., par l'entremise de son entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), pour un abonnement à des services-conseils spécialisés en soutien à des dossiers stratégiques en technologies de l'information, pour la période du 1er janvier 2019 au 30 novembre 2019, pour une somme maximale de 662 601,02 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver, conformément à la loi, le projet de convention de gré à gré par lequel Gartner Canada Co., par l'entremise de son entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), s'engage à fournir à la Ville de Montréal des services conseils spécialisés en soutien à des dossiers stratégiques en technologie de l'information, pour la période du 1er janvier 2019 au 30 novembre 2019, pour une somme maximale de 662 601,03 $, taxes incluses, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

2 - d'autoriser le Directeur du Service des technologies de l'information à signer ledit projet de convention et tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1187438009
80.01 (20.15)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.16) à 80.01 (20.20) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1444

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec IGF axiom inc. (1 309 277,81 $, taxes incluses), Groupe Intervia inc. (1 202 523,53 $, taxes incluses), Les services EXP inc. (973 320,86 $, taxes incluses) et Axor experts-conseils inc. (830 119,50 $, taxes incluses), pour des services en conception pour le maintien et la gestion de la mobilité dans le cadre des programmes de réfection et de développement d'infrastructures d'égout, d'aqueduc, de chaussée, de trottoir, de piste cyclable et d'éclairage extérieur - Appel d'offres public 18-17217 (6 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure quatre ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels en conception de documents d'ingénierie dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal ;

2 - d'approuver les ententes-cadres par lesquelles les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales et les contrats inscrits à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17217 ;

Firme	Somme maximale	Délai maximal	Contrat
IGF axiom inc.	1 309 277,81 $	36 mois	1
Groupe Intervia inc.	1 202 523,53 $	36 mois	2
Les services EXP inc.	973 320,86 $	36 mois	3
Axor experts-conseils inc.	830 119,50 $	36 mois	4

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des arrondissements, et ce au rythme des besoins à combler pour une période maximale de 36 mois.

Adopté à l'unanimité.

1187231080
80.01 (20.16)

CM18 1445

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc., pour une prestation de service en analyse, configuration et développement de solutions d'affaires en gestion électronique de documents (GED) pour les services institutionnels de la Ville de Montréal, pour une durée de 24 mois, soit du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020, pour une somme maximale de 5 842 385,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17153 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure une entente-cadre par laquelle Conseillers en gestion et informatique CGI inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour l'analyse, la configuration et le développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 5 842 385,64 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17153 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

2- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1188057003
80.01 (20.17)

CM18 1446

Autoriser une dépense additionnelle de 172 462,50 $, taxes incluses, pour le projet de déménagement des effectifs de l'hôtel de ville vers l'édifice Lucien-Saulnier, dans le cadre du contrat accordé à Beaupré Michaud et Associés Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés (CG17 0192), majorant ainsi le montant des contingences du contrat de 191 730,73 $ à 364 193,23 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 172 462,50 $, taxes incluses, pour le projet de déménagement des effectifs de l'hôtel de ville vers l'édifice Lucien-Saulnier, dans le cadre du contrat accordé à Beaupré Michaud et Associés Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés (CG17 0192), majorant ainsi le montant des contingences du contrat de 191 730,73 $ à 364 193,23 $, taxes incluses ;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1187619003
80.01 (20.18)

CM18 1447

Accorder un contrat à Les Services EXP inc. pour les services professionnels de génie-conseil quant à différents projets sous la responsabilité du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, pour une somme maximale de 821 151,45 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17224 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un contrat à Les Services EXP inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour la fourniture, sur demande, de services professionnels de génie-conseil pour différents projets d'aménagement sous la responsabilité du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, pour une durée de 36 mois, pour une somme maximale de 821 151,45 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17224;

2 - d'imputer ces dépenses à même les budgets du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1184162001
80.01 (20.19)

CM18 1448

Accorder un contrat de services artistiques à Jonathan Villeneuve, artiste professionnel, faisant affaire sous le nom 9387-3289 Québec inc., pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art public « Utopie » pour le projet d'aménagement et de mise en valeur du parc Jean-Drapeau, pour une somme maximale de 751 936,50 $, taxes et contingences incluses / Approuver le projet de contrat à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver une projet de convention par lequel Jonathan Villeneuve, artiste professionnel, faisant affaire sous le nom de 9387-3289 Québec inc., s'engage à fournir à la Ville les services artistiques requis pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art public « Utopie » pour le projet d'aménagement et de mise en valeur du parc Jean-Drapeau, pour une somme maximale de 751 936,50 $, taxes incluses, conformément aux termes et conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1187637003
80.01 (20.20)

À 15 h 07, le leader de la majorité, M. François Limoges, appelle l'article 51.04 afin de faire coïncider son étude avec la présence de M^{e} Bishop au balcon.

CM18 1449

Nomination de l'inspectrice générale de la Ville de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 décembre 2018 par sa résolution CE18 2088;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Valérie Plante

Et résolu :

1 - de nommer Me Brigitte Bishop à titre d'inspectrice générale de la Ville de Montréal pour un mandat d'une durée de cinq ans, à compter du 18 décembre 2018;

2 - d'autoriser le directeur général à signer le contrat de travail pour et au nom de la Ville de Montréal.

Un débat s'engage.

La mairesse, Mme Valérie Plante et le chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, souhaitent officiellement la bienvenue à la nouvelle inspectrice générale de la Ville qui a occupé ce poste par intérim pendant quelques mois. Mme Plante et M. Perez l'assurent de leur pleine collaboration.

Adopté à l'unanimité.

51.04 1184506007

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.21) à 80.01 (20.25) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1450

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels, d'une durée de trente-six mois, avec GLT+ inc. (463 176,79 $, taxes incluses) et Consultants Legico CHP inc. (431 397,70 $, taxes incluses) pour l'estimation des coûts de construction de différents projets sous la responsabilité du Service des infrastructures, de la voirie et des transports - Dépense totale de 894 574,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17287 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure deux ententes-cadres pour la fourniture de services professionnels, d'une durée de trente-six mois pour la fourniture sur demande de services professionnels en estimation de coûts de construction d'infrastructures urbaines pour différents projets sous la responsabilité du Service des infrastructures, de la voirie et des transports;

2 - d'accorder aux firmes ci-après désignées ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, les contrats à cette fin, pour les sommes maximales et les contrats indiqués à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17287;

Firme	Somme maximale	Délai maximal	Contrat
GLT+ inc.	463 176,79 $	36 mois	1
Consultants Legico-CHP inc.	431 397,70 $	36 mois	2
TOTAL	894 574,49 $		

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1182891002
80.01 (20.21)

CM18 1451

Accorder un prêt de 15 500 000 $ dans le cadre du Fonds d'investissement PME MTL visant 6 organismes du réseau PME MTL et un prêt de 500 000 $ dans le cadre des Fonds locaux de solidarité FTQ visant 3 organismes du réseau PME MTL / Approuver les addendum aux conventions de prêt et cession de créances à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un prêt de 15 500 000 $ dans le cadre du Fonds d'investissement PME MTL visant les 6 organismes du réseau PME MTL et un prêt de 500 000 $ dans le cadre des Fonds locaux de solidarité FTQ visant 3 organismes du réseau PME MTL;

2 - d'approuver les addendum aux conventions de prêt et cession de créances intervenues entre la Ville et les 6 organismes visés, soit :

- PME MTL Centre-Est
- PME MTL Centre-Ouest
- PME MTL Centre-Ville
- PME MTL Est de l'Île
- PME MTL Grand Sud-Ouest
- PME MTL Ouest de l'Île

3 - d'imputer ces avances de fonds conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1185175005
80.01 (20.22)

CM18 1452

Approuver le projet de troisième convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Corporation First Capital (Kirkland/Panama) inc., un espace d'une superficie de 6291 pieds carrés, situé au 2883, boulevard Saint-Charles, à Ville de Kirkland, pour les besoins du PDQ 1 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de 10 ans et 15 jours, à compter du 13 février 2019, moyennant un loyer total de 2 519 466,10 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet de troisième convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Corporation First Capital (Kirkland/Panama) inc. un espace d'une superficie de 6291 pieds carrés, situé au 2883, boulevard Saint-Charles, à Ville de Kirkland, pour les besoins du PDQ 1 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de 10 ans et 15 jours, à compter du 13 février 2019, moyennant un loyer total de 2 519 466,10 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de troisième convention de modification de bail;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1184069017
80.01 (20.23)

CM18 1453

Approuver le projet de 9e convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Les Entreprises Burak inc. un espace à bureaux d'une superficie de 1 870 pieds carrés, situé au 2120, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service des ressources humaines, pour un terme de 10 ans, soit du 1er avril 2019 au 31 mars 2029, moyennant une dépense totale de 547 613,28 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet de 9e convention de modification du bail par lequel la Ville loue de Les Entreprises Burak inc. un espace à bureaux d'une superficie de 1870 pieds carrés, situé au 2120, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service des ressources humaines, pour un terme de 10 ans, soit du 1er avril 2019 au 31 mars 2029, moyennant une dépense totale de 547 613,28 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1186025009
80.01 (20.24)

CM18 1454

Accorder un soutien financier maximal de 17 150 100 $ aux six organismes du réseau PME MTL, pour les années 2019 à 2021, afin de bonifier l'offre de service d'accompagnement dédiée aux entrepreneurs / Approuver les projets de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier maximal de 17 150 100 $ aux six organismes du réseau PME MTL, pour les années 2019 à 2021, afin de bonifier l'offre de service d'accompagnement dédiée aux entrepreneurs;

2 - d'approuver les projets de convention de contribution financière entre la Ville et les 6 organismes visés ci-après, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier :

PME MTL Centre-Est;
PME MTL Centre-Ouest;
PME MTL Centre-Ville;
PME MTL Est de l'Île;
PME MTL Grand Sud-Ouest;
PME MTL Ouest de l'Île.

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1185175003
80.01 (20.25)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.26) à 80.01 (20.30) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1455

Accorder un soutien financier maximal de 375 000 $, pour l'année 2019, et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 50 000 $, à Judo Canada pour la tenue du Grand Prix de judo qui aura lieu à Montréal du 5 au 7 juillet 2019 / Autoriser à cette fin un virement de 375 000 $, en provenance des dépenses contingentes vers le Service de la diversité sociale et des sports pour l'année 2019 / Approuver le projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier maximal de 375 000 $ pour l'année 2019 et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 50 000 $ à Judo Canada pour la tenue du Grand Prix de judo qui aura lieu à Montréal du 5 au 7 juillet 2019;

2 - d'autoriser un virement de 375 000 $, en provenance des dépenses contingentes vers le Service de la diversité sociale et des sports à cet effet;

3 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

4 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1184141003
80.01 (20.26)

CM18 1456

Accorder un soutien financier non récurrent de 1 500 000 $, sur une période de quatre ans, à l'Institut Néomed, pour la mise en oeuvre d'un complexe d'innovation et de commercialisation en sciences de la vie et technologies de la santé (SVTS) - phase 1 / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 1 500 000 $, sur une période de quatre ans, à l'Institut Néomed pour la mise en oeuvre du Complexe d'innovation et de commercialisation en sciences de la vie et technologies de la santé (SVTS) - phase 1;

2 - d'approuver un projet de convention ente la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions du versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1184300003
80.01 (20.27)

CM18 1457

Accorder un soutien financier de 594 000 $ au Conseil des Industries durables (CID) pour la reconduction du projet « Parcours développement durable Montréal » pour les années 2019-2021 / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier de 594 000 $ au Conseil des Industries durables (CID) pour la reconduction du projet « Parcours développement durable Montréal » pour les années 2019 à 2021 ;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

Adopté à l'unanimité.

1180881002
80.01 (20.28)

CM18 1458

Accorder un contrat à Norgéreq ltée, pour des travaux de mise aux normes de la plomberie et le remplacement des chaudières de l'édifice du 1500, rue des Carrières - Dépense totale de 1 494 861,96 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5980 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense totale de 1 494 861,96 $, taxes incluses, soit 1 181 709,06 $ pour les travaux de mise aux normes de la plomberie et le remplacement des chaudières de l'édifice du 1500, rue des Carrières, comprenant un montant de 177 256,36 $ (15 %) pour le budget de contingences et un montant de 135 896,54 $ (10 %) pour le budget des incidences;

2 - d'accorder à Norgéreq ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 181 709,06 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5980 ;

3 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1181029007
80.01 (20.29)

CM18 1459

Autoriser une dépense additionnelle de 68 017,86 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat 305401 accordé aux Entreprises Michaudville inc. (CG18 0297), majorant ainsi le budget autorisé des dépenses incidentes de 483 000 $ à 551 017,86 $, taxes incluses / Accorder un contrat à Bell Canada pour la reconstruction des massifs de conduits et du puits d'accès 3DPA2-1 se trouvant sur la rue Knox, entre les rues Hibernia et Charon, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, pour une somme maximale de 160 917,86 $, taxes incluses, conformément au Consentement de travaux sur commande portant le numéro de projet H58760 (fournisseur exclusif)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 68 017,86 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat 305401 accordé aux Entreprises Michaudville inc. (CG18 0297) majorant ainsi le budget des dépenses incidentes autorisé de 483 000 $ à 551 017,86 $, taxes incluses ;

2 - d'accorder un contrat à Bell Canada pour la reconstruction des massifs de conduits et du puits d'accès 3DPA2-1 se trouvant sur la rue Knox, entre les rues Hibernia et Charon, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, pour une somme maximale de 160 917,86 $ taxes incluses, conformément au formulaire de consentement de travaux sur commande portant le numéro de projet H58760 ;

3 - d'autoriser la directrice de la Direction des infrastructures à signer le formulaire de consentement de travaux précité, pour et au nom de la Ville ;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1187231090
80.01 (20.30)

À 15 h 44, le chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, prend la parole afin de demander une mise à jour concernant la webdiffusion. La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, indique que la situation n'est pas encore rétablie.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.31) à 80.01 (20.35) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1460

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout unitaire, d'une conduite d'eau secondaire, d'une conduite d'eau haute-pression et d'une conduite d'eau principale et construction d'une chaussée et des trottoirs temporaires en revêtement bitumineux dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury - Dépense totale de 41 576 385,02 $, taxes, contingences, variation de quantités et incidences incluses - Appel d'offres public 333904 (2 soum.) / Autoriser un budget de fonctionnement additionnel de revenus et dépenses de 1 398 456 $, taxes, contingences et variation de quantités incluses, pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville, remboursables par Bell en vertu de l'entente / Autoriser un budget de fonctionnement additionnel de revenus et dépenses de 842 972 $, taxes, contingences et variation de quantités incluses, pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville, remboursables par Énergir en vertu de l'entente

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense de 37 566 932,16 $, taxes, variations de quantités et incidences incluses, pour des travaux de reconstruction d'un égout unitaire, d'une conduite d'eau secondaire, d'une conduite d'eau haute-pression et d'une conduite d'eau principale et construction d'une chaussée et des trottoirs temporaires en revêtement bitumineux dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury;

3- d'accorder à Eurovia Québec Grands Projets inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission après correction d'une erreur d'écriture, pour une somme maximale de 31 480 274,25 $, taxes incluses (excluant le budget des contingences) et incluant les montants des travaux remboursables par Bell et Énergir;

4- d'autoriser une dépense de 4 009 452,86 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

5- d'imputer une dépense de 39 121 729,64 $ aux règlements d'emprunts, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

6- d'autoriser un budget de fonctionnement additionnel de revenus et dépenses de 1 398 456 $ (contrat entente : 1 146 275,36 $ + contingences : 137 553,04 $ + variations des quantités : 114 627,54 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente;

7- d'autoriser un budget de fonctionnement additionnel de revenus et dépenses de 842 972 $ (contrat entente : 690 960,33 $ + contingences : 82 915,24 $ + variations des quantités : 69 096,03 $), pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente;

8- d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1187595001
80.01 (20.31)

CM18 1461

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels à Desjardins Assurances pour l'administration des régimes d'assurance collective offerts aux élus municipaux, aux employés et aux retraités de la Ville de Montréal à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels pour une période maximale de neuf ans et demi (9,5), soit du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2028 / Autoriser le versement d'une somme approximative de 872 824 932 $ (incluant la taxe de 9 %) pour la durée maximale du contrat prenant fin le 31 décembre 2028 - Appel d'offres public 18-16915 (3 soum.) / Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal au contrat intervenu entre l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et SSQ Assurance pour l'administration des régimes d'assurance collective offerts aux élus municipaux, aux employés et aux retraités de la Ville de Montréal à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels pour la période du 1er janvier au 30 juin 2019, aux mêmes termes et conditions que le contrat approuvé par la résolution CG08 0342 / Autoriser le versement d'une somme approximative de 42 516 345 $ (incluant la taxe de 9 %) pour la période de 6 mois se terminant le 30 juin 2019 / Autoriser la modification des termes et conditions du contrat accordé à SSQ Société d'assurance-vie pour la période du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2018 afin de prolonger de 6 mois les périodes de comptabilité de résiliation initialement prévues aux arrangements financiers

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre et avoir exposé la position à prendre ;

Préambule :

Attendu que pour la mise en oeuvre de la « Solution UMQ », l'Union des municipalités du Québec (ci-après l'« UMQ ») a procédé à un appel d'offres public (UMQ001-2019-2024) pour l'octroi d'un contrat d'assurances collectives des employés du regroupement des municipalités de Québec, Beauce, Portneuf, Mauricie, Laurentides et Outaouais (ci-après le « Regroupement), conformément à l'article 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que suivant cet appel d'offres public, le contrat a été octroyé au plus bas soumissionnaire conforme, soit SSQ Assurance (ci-après le « Contrat »);

Attendu que pour la mise en oeuvre de la « Solution UMQ » pour le Regroupement, l'UMQ a également procédé à un autre appel d'offres public pour l'octroi d'un contrat de services conseils en lien avec le Contrat pour le Regroupement, conformément à l'article 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes*;

Attendu que suivant cet appel d'offres public, le contrat de services conseils a été octroyé au plus bas soumissionnaire conforme, soit Mallette Actuaires inc. (le « Consultant »);

Attendu que la « Solution UMQ » prévoit le paiement à l'UMQ de frais de gestion équivalant à 1.15% des primes payables par chaque municipalité membre du Regroupement et le versement au Consultant d'une rémunération équivalant à 0.65% des primes payables par chaque municipalité membre du Regroupement;

Attendu que conformément à la *Loi sur les cités et villes* et en conformité avec la « Solution UMQ », la Ville de Montréal souhaite adhérer au Contrat du Regroupement de l'UMQ;

Attendu que SSQ Assurance et l'UMQ acceptent que la Ville de Montréal adhère au Contrat aux mêmes conditions que celui actuellement en vigueur entre SSQ Assurance et la Ville, sauf pour la durée du contrat qui sera du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019, et sous réserve du paiement des frais de gestion payables à l'UMQ et de la rémunération payable au Consultant en vertu de la « Solution UMQ », et sans affecter les conditions du Contrat à l'égard des autres membres du Regroupement;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - que le préambule fasse partie intégrante des présentes comme si récité au long;

3 - de mandater l'UMQ pour la représenter au contrat d'assurances collectives;

4 - d'adhérer au contrat de l'UMQ en matière d'assurances collectives à compter du 1er janvier 2019 jusqu'au 30 juin 2019, aux conditions mentionnées au préambule;

5 - de déclarer que l'adhésion au contrat du regroupement « Solution UMQ » sera d'une durée maximale de six (6) mois commençant le 1er janvier 2019 jusqu'au 30 juin 2019;

6 - de payer à l'UMQ des frais de gestion de 1.15 % des primes totales versées par la Ville de Montréal pour la durée de son adhésion au contrat et une rémunération de 0,65% des primes totales versées par la Ville en guise de rémunération au consultant Mallette actuaires inc.;

7 - de s'engager à respecter les termes et conditions du contrat intervenu avec SSQ Assurance, en application des présentes au sein du regroupement auquel la Ville se joint, le tout sous réserve des modifications mentionnées plus haut;

8 - d'approuver une dépense approximative de 42 516 345 $, taxes incluses, pour l'adhésion de la Ville au contrat intervenu entre l'UMQ et SSQ pour la période du 1er janvier au 30 juin 2019;

9 - d'approuver le contrat par lequel Desjardins Assurances, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour l'administration des régimes d'assurance collective offerts aux élus municipaux, aux employés et aux retraités de la Ville de Montréal à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels, pour une somme maximale de 648 487 138 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16915 et selon les termes et conditions stipulés au contrat;

10 - d'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

11 - d'autoriser la modification des termes et conditions du contrat d'assurance collective octroyé à SSQ Société d'assurance vie inc. pour la période du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2018 afin de prolonger les périodes de comptabilité intérimaire et finale de résiliation conformément à la convention de modification numéro 1 jointe au présent dossier. Les rapports de résiliation seront produits dans les quatre mois suivant les dates mentionnées ci-dessous :

- la comptabilité finale des régimes d'assurance maladie, des soins dentaires et de l'invalidité de courte durée se produit 12 mois après le 30 juin 2019;
- la comptabilité finale des régimes d'assurance vie et d'invalidité de longue durée se produit 36 mois après le 30 juin 2019;
- la comptabilité intérimaire se produit après 12 mois et 24 mois suivant le 30 juin 2019.

12- de mandater le Service des ressources humaines afin qu'il procède à la mise en application des changements.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

80.01 1186775001 (20.32)

CM18 1462

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Gémitech inc. pour le remplacement de disjoncteurs 25 kV ainsi que pour la fourniture et l'installation de circuits amortisseurs RC à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets - Dépense totale de 3 667 234,59 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10251 - (5 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 3 667 234,59 $, taxes incluses, comprenant les contingences au montant de 465 000 $, taxes incluses, et les incidences au montant de 100 000 $, taxes incluses, pour le remplacement de disjoncteurs 25 kV ainsi que pour la fourniture et l'installation de circuits amortisseurs RC à l'usine de production de l'eau potable Charles-J.-Des Baillets;

3 - d'accorder à Gémitech inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 102 234,59 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10251;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1184474002
80.01 (20.33)

CM18 1463

Accorder un contrat à ArchiDATA inc., pour une durée de 36 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services professionnels de traitement et d'archivage de plans de bâtiments dans la solution ArchiDATA (Optic en ligne) utilisée à cet effet à la Ville, pour une somme maximale de 336 301,88 $, taxes incluses / Appel d'offres public 18-17174 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder au seul soumissionnaire, ArchiDATA inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture sur demande de prestations de services professionnels de traitement et d'archivage de plans de bâtiments dans l'application Optic en ligne utilisée à cet effet à la Ville, pour une durée de 36 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 336 301,88 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17174 ;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1187632001
80.01 (20.34)

CM18 1464

Accorder un soutien financier de 4 805 000 $ au Bureau du taxi de Montréal pour l'année 2019 / Approuver le projet d'entente-cadre et le projet de convention de prêt de services entre le Bureau du taxi de Montréal et la Ville de Montréal, pour une durée de 2 ans, à compter du 1er janvier 2019

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet d'entente-cadre et la convention de prêt de services entre le Bureau du taxi de Montréal et la Ville de Montréal, pour une période de 2 ans, à compter du 1er janvier 2019;

2 - d'accorder un soutien financier de 4 805 000 $ pour l'année 2019 au Bureau du taxi de Montréal, selon les termes et conditions édictés dans le projet d'entente-cadre;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1187652004
80.01 (20.35)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.36) à 80.01 (20.39) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1465

Approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville, d'un montant maximum de 35 M$, visant la réalisation des travaux reconnus admissibles pour le projet d'aménagement et de mise en valeur de l'île Sainte-Hélène, legs du 375e anniversaire de Montréal, devant être complétés avant le 31 décembre 2019

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville d'un montant maximum de 35 000 000 $ visant la réalisation des travaux reconnus admissibles pour le projet d'aménagement et de mise en valeur de l'Île Sainte-Hélène, legs du 375e anniversaire, et devant être complétés avant le 31 décembre 2019, soit :
   - l'aménagement complet de l'allée Calder;
   - l'aménagement d'une agora naturelle;
   - l'aménagement d'un village événementiel;
   - le réaménagement de la promenade riveraine haute;

   et ce, dans le cadre du programme d'infrastructures Québec-municipalités, sous-volet 2.1 projets à incidences régionales ou urbaines;

2 - de mandater la Société du parc Jean-Drapeau pour gérer la mise en œuvre de ce projet;

3 - d'autoriser le directeur général de la Ville de Montréal à signer le protocole d'entente avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, pour et au nom de la Ville.

Adopté à l'unanimité.

1183246001
80.01 (20.36)

CM18 1466

Autoriser la Société de transport de Montréal à acquérir, par expropriation, un terrain de Investissements de Ville inc. pour la construction du nouveau centre de transport de l'Est

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'autoriser la Société de transport de Montréal à acquérir, par expropriation, un terrain de Investissements de Ville inc. pour la construction du nouveau centre de transport de l'Est.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1180854009
80.01 (20.37)

CM18 1467

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à MédiSolution (2009) inc. pour consulter l'historique des données des paies versées aux employés provenant de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal (CUM), pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2026, pour une somme maximale de 555 893,78 $, taxes incluses / Autoriser, à l'exercice 2019, un virement budgétaire non récurrent de 129 400 $ en provenance du Service des ressources humaines vers le Service des technologies de l'information et un virement budgétaire récurrent de 99 200 $ en 2020 / Réduire la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 72 500 $ à compter de l'exercice budgétaire 2022 / Approuver le projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver, conformément à la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel la firme MédiSolution (2009) inc. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour consulter l'historique des données des paies versées aux employés provenant de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal (CUM), pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2026, pour une somme maximale de 555 893,78 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

2 - d'autoriser, à l'exercice 2019, un virement budgétaire non récurrent de 129 400 $ au net, ainsi qu'un virement budgétaire récurrent de 99 200 $ au net en 2020 et les années subséquentes, le tout en provenance du Service des ressources humaines vers le Service des technologies de l'information, et de réduire la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 72 500 $ au net à compter de l'exercice budgétaire 2022 ;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1187684007
80.01 (20.38)

CM18 1468

Accorder un soutien financier de 930 000 $, pour l'année 2018, à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal, afin de réaliser l'ensemble des programmes de promotion d'accueil spécialisé, de publicité et de marketing liés au développement des industries du tourisme et des congrès à Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier de 930 000 $, pour l'année 2018, à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal inc., afin de réaliser l'ensemble des programmes de promotion d'accueil spécialisé, de publicité et de marketing liés au développement des industries du tourisme et des congrès à Montréal;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

À 16 h 29, Mme Cathy Wong quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place au vice-président du conseil, M. Sterling Downey.

Adopté à l'unanimité.

1187956001
80.01 (20.39)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (30.01) à 80.01 (30.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1469

Adoption d'une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau (exercice financier 2019)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter la résolution suivante :

RÉSOLUTION VISANT À AFFECTER DES SOMMES À LA RÉSERVE FINANCIÈRE GÉNÉRALE D'AGGLOMÉRATION POUR LE SERVICE DE L'EAU (EXERCICE FINANCIER 2019)

Il est résolu que les sommes mentionnées aux paragraphes a) à e), prises à même le fonds général et que les revenus mentionnés aux paragraphes f) et g), sont affectés à la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau;

a) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de la quote-part pour le service de l'eau;

b) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable;

c) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes;

d) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de toute quote-part exigée en vertu d'un règlement d'emprunt visant le financement de travaux afférents aux infrastructures d'eau potable et d'eaux usées, admissibles au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds Chantiers Canada-Québec ou de tout paiement comptant effectué en vertu d'un tel règlement, le cas échéant;

e) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de toute quote-part exigée en vertu d'un règlement d'emprunt visant le financement de travaux afférents aux infrastructures d'eau potable et d'eaux usées, admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et de la contribution du Québec ou de tout paiement comptant effectué en vertu d'un tel règlement, le cas échéant;

f) les revenus de toute subvention dédiée au service de l'eau;

g) les revenus de tout mode de tarification exigé par le conseil d'agglomération pour la fourniture du service de l'eau.

Adopté à l'unanimité.

1183843012
80.01 (30.01)

CM18 1470

Adoption d'une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter la résolution suivante :

RÉSOLUTION VISANT À AFFECTER DES SOMMES À LA RÉSERVE FINANCIÈRE DESTINÉE À FINANCER DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS D'AGGLOMÉRATION

Il est résolu que la somme de 136,7 M$ prise à même le fonds général, conformément aux règles prévues par la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), est affectée à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations d'agglomération.

Adopté à l'unanimité.

1183843015
80.01 (30.02)

CM18 1471

Adoption d'une résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2019)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter la résolution suivante :

RÉSOLUTION ÉTABLISSANT LA QUOTE-PART GÉNÉRALE ET D'AUTRES QUOTES-PARTS (EXERCICE FINANCIER DE 2019)

Vu les articles 118.79 et 118.80 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001) (ci-après désignée la « Loi »);

Vu l'Arrêté du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire du 21 juillet 2017 remplaçant l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions du 26 novembre 2008 concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (ci-après désigné « l'arrêté ») pris en vertu de l'article 118.80 de la Loi;

1. Dans la présente résolution, les mots suivants signifient :

« municipalité liée » : une municipalité énumérée à l'article 4 de la Loi;

« potentiel fiscal de 2019 » : le potentiel fiscal pour l'exercice de 2019 aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération de la municipalité centrale, établi selon les règles prescrites par l'arrêté.

2. Aux fins du financement de dépenses faites par la municipalité centrale dans l'exercice d'une compétence d'agglomération, il sera perçu des municipalités liées les quotes-parts suivantes, établies sur la base du potentiel fiscal de 2019 :

1° la quote-part générale qui finance toute dépense qui ne fait pas l'objet d'un autre mode de financement;

2° la quote-part pour le service de l'eau qui finance toute dépense relative au service de l'eau qui ne fait pas l'objet de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable, de la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes ou d'un autre mode de financement;

3° la quote-part pour le service des premiers répondants qui finance les dépenses liées à l'exercice de l'élément de sécurité publique que constitue le service des premiers répondants. La Ville de Côte-Saint-Luc n'est pas une municipalité liée pour la répartition de ces dépenses;

4° la quote-part pour le financement du déficit d'un exercice financier antérieur qui finance le déficit d'agglomération constaté au 31 décembre 2017.

3. Les quotes-parts établies conformément à l'article 2 sont présentées à l'annexe A.

4. La présente résolution s'applique à l'exercice financier de 2019.

ANNEXE A
QUOTES-PARTS PAR VILLES LIÉES

ANNEXE A
QUOTES-PARTS PAR VILLES LIÉES

Pourcentages contributifs pour les quotes-parts 2019

Villes liées	Quotes-parts - Générales - Service de l'eau - Déficit exercice(s) antérieur(s)	Quotes-parts Premiers répondants
Ville de Montréal	**82,87927 %**	**83,83120 %**
Villes reconstituées	**17,12073 %**	**16,16880 %**
Baie d'Urfé	0,49369 %	0,49936 %
Beaconsfield	0,85222 %	0,86201 %
Côte-Saint-Luc	1,13553 %	s.o.
Dollard-des-Ormeaux	1,67665 %	1,69590 %
Dorval	2,91435 %	2,94782 %
Hampstead	0,40341 %	0,40804 %
L'Ile-Dorval	0,00286 %	0,00289 %
Kirkland	1,19269 %	1,20638 %
Mont-Royal	2,13112 %	2,15559 %
Montréal-Est	0,70019 %	0,70823 %
Montréal-Ouest	0,23485 %	0,23755 %
Pointe-Claire	2,61287 %	2,64288 %
Senneville	0,13746 %	0,13904 %
Sainte-Anne-de-Bellevue	0,30303 %	0,30651 %
Westmount	2,32982 %	2,35658 %
Agglomération de Montréal	**100,00000 %**	**100,00000 %**

Adopté à l'unanimité.

1183843008
80.01 (30.03)

CM18 1472

Approbation d'une dérogation temporaire pour 2019 de la limite d'endettement, telle qu'elle est définie à la Politique de gestion de la dette

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver la demande de dérogation temporaire pour 2019 de la limite du ratio d'endettement, tel qu'elle est définie à la Politique de gestion de la dette, jusqu'à un maximum de 115 %.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1183894003
80.01 (30.04)

CM18 1473

Prendre acte du bilan 2012-2018 du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains / Approuver le renouvellement du Programme pour l'année 2019

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre acte du bilan 2012-2018 du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains;

2 - d'approuver le renouvellement du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains pour l'année 2019.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1187898006
80.01 (30.05)

CM18 1474

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes restantes à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (56 510 416,33 $)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes restantes à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération, soit un montant de 56 510 416,33 $.

Adopté à l'unanimité.

1183894004
80.01 (30.06)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.01) à 80.01 (42.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1475

Adoption - Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2019)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2019) ».

Adopté à l'unanimité.

1183843007
80.01 (42.01)

CM18 1476

Adoption - Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2019)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019) ».

Adopté à l'unanimité.

1183843009
80.01 (42.02)

CM18 1477

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054) ».

Adopté à l'unanimité.

1183843013
80.01 (42.03)

CM18 1478

Adoption - Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2019)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2019) ».

Adopté à l'unanimité.

1185205006
80.01 (42.04)

CM18 1479

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 45 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant la protection des milieux naturels

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 45 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant la protection des milieux naturels », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

1180592002
80.01 (42.05)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.06) à 80.01 (42.09) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1480

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer les travaux préalables requis pour la mise à niveau et la réfection de la station de pompage et du réservoir McTavish

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer les travaux préalables requis pour la mise à niveau et la réfection de la station de pompage et du réservoir McTavish », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

1182675002
80.01 (42.06)

Article 80.01 (42.07)

Adoption - Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier ».

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Aref Salem

appuyé par Mme Karine Boivin-Roy

d'apporter l'amendement suivant à l'article 80.01 (42.07) :

« de modifier le guide joint à l'Annexe A du projet de règlement tel qu'indiqué ci-après :

- d'ajouter après le paragraphe 11 de l'article 1 :
- un paragraphe 12 qui se lit comme suit : « l'accessibilité universelle ».

À 16 h 49, le leader de la majorité propose de reporter l'étude du dossier à une phase ultérieure afin de prendre connaissance de l'amendement soumis.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole à la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy qui accepte la proposition.

CM18 1481

Adoption - Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs / Réserver une somme de 25 M$ pour assurer le financement du programme

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'adopter le règlement intitulé « Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs »;

2 - de réserver une somme de 25 M$ pour assurer le financement du programme, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1187796003
80.01 (42.08)

CM18 1482

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer les travaux d'infrastructures et d'aménagement urbain, la construction de bâtiments, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer les travaux d'infrastructures et d'aménagement urbain, la construction de bâtiments, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Un débat s'engage.

À 16 h 50, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, reprend le fauteuil présidentiel.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1185929004
80.01 (42.09)

CM18 1483

Approuver le Règlement R-187 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 7 188 900 $ pour financer le projet « Employé numérique phases 2 et 3 » pour un terme de 5 ans et approuver la modification du Programme des immobilisations 2019-2028 de la Société de transport de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le Règlement R-187 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 7 188 900 $ pour financer le projet « Employé numérique phases 2 et 3 », pour un terme de 5 ans, le tout conformément aux articles 123 et 135 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ c. S-30.01);

2 - d'approuver la modification du Programme des immobilisations 2019-2028 de la Société de transport de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

1186213007
80.01 (45.01)

À 16 h 53, le leader de la majorité, M. François Limoges, modifie la séquence de l'ordre du jour afin de réunir les articles 80.01 (51.01) et 51.05 de l'ordre du jour, car ces deux articles sont en lien et traitent du même sujet.

La proposition est agréée.

CM18 1484

Nominations aux commissions permanentes

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de nommer monsieur Jocelyn Pauzé à titre de membre de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation en remplacement de madame Lise Zarac.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

80.01 (51.01)

_____

CM18 1485

Nominations aux commissions permanentes

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de nommer M. Jocelyn Pauzé à titre de membre de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation en remplacement de Mme Lise Zarac;

2 - de nommer Mme Lise Zarac à titre de membre de la Commission de la présidence du conseil en remplacement de M. Jocelyn Pauzé.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

51.05

_____

À 16 h 55, le conseil reprend l'étude de l'article 80.01 (42.07).

_____

CM18 1486 (suite)

Adoption - Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier

La présidente du conseil cède la parole au conseiller Benoit Dorais.

Le conseiller Benoit Dorais indique que l'Administration ne peut accepter l'amendement du conseiller Salem et de la leader de l'opposition officielle puisqu'il est déjà inclus dans le règlement.

_____

Le débat se poursuit.

_____

La présidente du conseil cède la parole au conseiller Aref Salem.

Le conseiller Salem retire l'amendement à la suite des clarifications apportées par le conseiller Dorais.

La présidente du conseil déclare l'article 80.01 (42.07) adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

1181179010
80.01 (42.07)

À 17 h 02, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, suspend les travaux jusqu'à 19 h.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 17 décembre 2018
13 h

Séance tenue le lundi 17 décembre 2018, 19 h
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. François William Croteau, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, M. Luc Ferrandez, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, M. Benoit Langevin, Mme Patricia Lattanzio, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt et Mme Cathy Wong.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Manon Barbe, Mme Catherine Clément-Talbot, Mme Suzanne Décarie, Mme Andrée Hénault, M. Luis Miranda, Mme Chantal Rossi et Mme Lise Zarac.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice
Mme Lynne Trépanier, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

---

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, déclare la séance ouverte.

Avant de débuter la période de questions du public, la présidente du conseil souligne la présence dans les tribunes, de jeunes de l'arrondissement de Montréal-Nord, qui ont participé, en collaboration avec Concertation Montréal, à l'activité « Une soirée à l'hôtel de ville ». Elle nomme les personnes suivantes : de l'organisme Paroles d'excluES – Îlot Pelletier : M. Leonardo Munoz, responsable et chargé de mobilisation, accompagné de Fariz Ennaji, Angela Arismendy, Daniella Rios, Junika Julot et Sarah Jean-Paul; de l'organisme Centre des jeunes l'Escale : M. Kenny Thomas, responsable et coordonnateur du milieu de Vie, accompagné de Sarah Lacombe, Maïsha Lalancette, Mélissa Smith et de la conseillère d'arrondissement, Mme Renée-Chantal Bélinga. La présidente du conseil espère que toutes ces personnes ont apprécié cette expérience au conseil municipal et les remercie de leur présence.

La présidente du conseil cède la parole à la mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord, Mme Christine Black et au conseiller Abdelhaq Sari qui prennent respectivement la parole pour saluer les invités présents au balcon, les remercient de s'être déplacés à l'hôtel de ville et indiquent qu'ils sont toujours les bienvenus à la mairie de Montréal-Nord.

---

1 - Période de questions du public

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Les citoyennes et citoyens ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
Mme Alison Hackney	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Révision de la tarification du transport collectif par l'ARTM – consultation publique sur ce sujet souhaitée / Réitère sa question
M. Francis Lapierre	Mme Valérie Plante (M. Lionel Perez)	Mesures envisagées afin de palier aux GES, réduire la congestion automobile, augmenter l'offre de transport en commun en réduisant le coût pour les utilisateurs / Réitère sa question à la mairesse de Montréal
M. Ghislain Gagnon	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Prolongement de la ligne bleue et connexion vers la ligne verte – représentations auprès du gouvernement du Québec et de l'ARTM / Formuler une demande à l'ARTM à cet égard
M. François Gagnon	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Projet du boulevard L'Assomption – prendre acte de l'urgence climatique et cesser le développement routier / Réduire la pollution sonore et atmosphérique **Dépôt de document**
M. Louis Langevin	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Possibilité de payer le compte de taxes en 11 versements mais avec intérêts – taxe déguisée / Ventilation du compte de taxe générale souhaitée
Mme Jacqueline Gremaud	Mme Valérie Plante (M. Philipe Tomlinson)	Projet de construction d'une garderie et d'une synagogue sur un terrain public (îlot Saint-Viateur) à vocation culturelle, dans l'arrondissement d'Outremont / Mandat accordé à une firme pour la construction éventuelle d'une synagogue sans en informer les citoyens **Dépôt de document**
M. Lucien Pigeon	M. Jean-François Parenteau	Promouvoir la lutte contre les changements climatiques – urgence d'agir / Solliciter l'aide de vedettes internationales afin de promouvoir la lutte aux changements climatiques
M. Alain Desgagné	Mme Valérie Plante	Gratuité ou réduction des tarifs du transport en commun pour les aînés / Étendre cette gratuité aux étudiants également
Mme Laurel Cleugh Thompson	M. Éric Alan Caldwell	Mandat à l'ARTM pour la révision de la tarification du transport en commun – Enjeux avec la venue du futur REM et possible hausse de la tarification globale pour l'ensemble des usagés
M. Jean Duval	Mme Valérie Plante (M. François W. Croteau)	Le citoyen souhaite obtenir l'aide pour un rapport d'incident pour le SPVM
M. Laurian Ionita	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Offrir gratuitement des titres de transport en échange des frais d'immatriculation imposés aux citoyens de Montréal / Stratégies afin d'inciter les citoyens à utiliser davantage le transport en commun

Question de	À	Objet
M. Yves Daoust	M. Éric Alan Caldwell (M. Sylvain Ouellet) (M. Richard Deschamps)	Orientations de l'Administration concernant la réfection des rues, planage ou resurfaçage et avantages sur l'étalement sur 10 ans plutôt que 5 ans / Si resurfaçage, implication d'une mise à niveau des regards d'homme, par exemple dans les rues des Oblats et Maria dans l'arrondissement de LaSalle, et si coûts additionnels prévus
M. Fréderic LeCoq	Mme Valérie Plante (M. Philipe Tomlinson)	Îlot Saint-Viateur – exclure d'emblée cet espace à toute spéculation **Dépôt de document**
M. Francesco Moreno	Mme Valérie Plante (M. Richard Deschamps)	Sondage sur la transparence des maires d'arrondissement et première place attribuée à la mairesse de l'arrondissement de Lachine, Mme Vodanovic

---

À 20 h 05,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Karine Boivin Roy

de prolonger la période de questions des citoyennes et citoyens afin de terminer la liste de noms inscrits, conformément à l'article 53 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Question de	À	Objet
Mme Claudia Leduc	Mme Magda Popeanu	Proposition d'un projet de Coopérative afin de préserver les logements abordables dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal / Mesures pour faciliter ce genre de projet souhaitées
M. François Picard	M. Craig Sauvé	Projet du SRB Pie IX – simplifier le projet et revoir l'aménagement / Mettre à jour l'ingénierie et rendre public les documents concernant le schéma de chaque tronçon du projet
M. Carl Paul Bégin	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Projet de modernisation de la rue Notre-Dame et mesures d'apaisement de la circulation – si un nouveau décret du BAPE est envisagé / Échéancier des travaux et accès aux documents afférents au projet

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyennes et citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil* (06-051), la présidente du conseil déclare la période de questions du public close à 20 h 17. Elle remercie toutes les personnes qui se sont déplacées pour faire état de leurs doléances aux membres du conseil.

À 20 h 19, le conseil reprend ses travaux.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité prend la parole pour informer les membres du conseil, qu'à la suite de l'entente avec les leaders lors de la rencontre avec la présidente du conseil, que la séquence de l'ordre du jour sera modifiée pour appeler les articles 51.01 à 51.03, tout de suite après la période de questions des citoyennes et citoyens, afin de faire coïncider l'étude de ces points avec la présence d'invités au balcon.

CM18 1487

Nominations de membres au Conseil interculturel de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1999;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de nommer à titre de membres du Conseil interculturel de Montréal, pour un mandat de trois ans se terminant en décembre 2021, les personnes suivantes :

- Monsieur Frédéric Dejean, en remplacement de Madame Romy Schlegel, et
- Monsieur Juste Rajaonson, en remplacement de Madame Doina Sparionoapte;

2 - de remercier les membres sortants pour leur contribution au sein du Conseil interculturel de Montréal.

Un débat s'engage.

La présidente du conseil souhaite la bienvenue aux nouveaux membres et cède la parole respectivement aux conseillères Laurence Lavigne Lalonde et Effie Giannou ainsi qu'à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante.

Les conseillères Lavigne Lalonde, Giannou et la mairesse Plante prennent, à tour de rôle, la parole pour saluer tous les invités présents au balcon, remercier les membres sortants pour leur collaboration et pour avoir mené à bien les dossiers qu'ils ont eu à traiter durant leur mandat. Elles soulignent également l'importance de leur travail qui contribue à orienter les membres du conseil municipal pour qu'ils prennent des décisions qui reflètent la diversité montréalaise, les félicitent d'avoir été sélectionné parmi un très grand nombre de candidat et les remercient d'avoir choisi de se joindre au Conseil interculturel de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1187968004

CM18 1488

Nomination et renouvellement de mandat au Conseil des Montréalaises

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2066;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de nommer à titre de membres du Conseil des Montréalaises :

- Mme Dominique Daigneault en remplacement de Mme Sharon Hackett, pour un premier mandat de trois ans, se terminant en décembre 2021;
- Mme Zina Laadj pour un deuxième mandat de trois ans se terminant en décembre 2021;

2 - de remercier Mme Sharon Hackett pour sa contribution au Conseil des Montréalaises.

Un débat s'engage.

La présidente du conseil souhaite la bienvenue aux nouveaux membres et cède la parole respectivement à la conseillères Laurence Lavigne Lalonde, à la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy, et à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante.

La conseillère Lavigne Lalonde, la leader de l'opposition officielle, Mme Boivin-Roy, et la mairesse Plante prennent, à tour de rôle, la parole pour saluer tous les invités présents au balcon, remercier les membres sortants pour leur collaboration et pour avoir mené à bien les dossiers qu'ils ont eu à traiter durant leur mandat. Elles soulignent également l'importance de leur travail qui contribue à orienter les membres du conseil municipal pour qu'ils prennent des décisions qui reflètent la diversité montréalaise, les félicitent d'avoir été sélectionné parmi un très grand nombre de candidat et les remercient d'avoir choisi de se joindre au Conseil des Montréalaises.

Adopté à l'unanimité.

51.02 1187721003

CM18 1489

Nominations et renouvellements de mandat au Conseil jeunesse de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2067;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de nommer les personnes suivantes au Conseil jeunesse de Montréal :

- Mme Alice Miquet à titre de présidente pour un premier mandat de 12 mois se terminant en décembre 2019;
- M. Rami Habib à titre de vice-président pour un second mandat de 12 mois se terminant en décembre 2019;
- M. Michael Wrobel à titre de membre pour un second mandat de trois ans se terminant en décembre 2021;
- M. Benjamin Herrera à titre de membre pour un premier mandat de trois ans se terminant en décembre 2021, en remplacement de M. Jérémy Gareau;
- M. Yazid Djenadi à titre de membre pour un premier mandat de trois ans se terminant en décembre 2021, en remplacement de Mme Amina Janssen;

2 - de remercier les membres sortants pour leur contribution au Conseil jeunesse de Montréal.

Un débat s'engage.

La présidente du conseil souhaite la bienvenue aux nouveaux membres et cède la parole respectivement à la conseillère Laurence Lavigne Lalonde, au conseiller Benoit Langevin et à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante.

La conseillère Lavigne Lalonde, le conseiller Langevin et la mairesse Plante prennent, à tour de rôle, la parole pour saluer tous les invités présents au balcon, remercier les membres sortants pour leur collaboration et pour avoir mené à bien les dossiers qu'ils ont eu à traiter durant leur mandat, soulignent aussi l'importance de leur travail qui contribue à orienter les membres du conseil municipal afin qu'ils prennent des décisions qui reflètent la diversité montréalaise, les félicitent d'avoir été sélectionné parmi un très grand nombre de candidat et les remercient d'avoir choisi de se joindre au Conseil jeunesse de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

51.03 1187181001

À 20 h 32, Mme Cathy Wong quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place au vice-président du conseil, M. Sterling Downey.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1490

Accorder un contrat de gré à gré à Astral Affichage pour l'achat d'espaces publicitaires dans le réseau de la Société de transport de Montréal ainsi que sur le réseau d'affichage extérieur d'Astral pour les besoins du Service de l'Espace pour la vie, pour une somme maximale de 304 683,75 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 28 novembre 2018 par sa résolution CE18 1914;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Astral Affichage, fournisseur exclusif, pour l'achat d'espaces publicitaires dans le réseau de la Société de transport de Montréal (STM) ainsi que sur le réseau d'affichage extérieur d'Astral pour les besoins du Service de l'Espace pour la vie, pour une somme maximale de 304 683,75 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1186756003

CM18 1491

Accorder un contrat à Hollywood Nettoyage Spécialisé pour les services de gestion des brigades alternées dans 15 arrondissements, pour une période de 24 mois - Dépense totale de 839 274,38 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres 18-17119 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1954;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 839 274,38 $, taxes et contingences incluses, pour les services de gestion des brigades alternées dans 15 arrondissements;

2- d'accorder à Hollywood Nettoyage Spécialisé, pour une période de 24 mois, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 729 803,81 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17119;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1187286007

CM18 1492

Autoriser la cession du contrat, se terminant le 31 mars 2019, accordé à Les Pavages Chenail inc. pour la fourniture sur demande d'enrobés bitumineux à chaud pour la saison hivernale (CM17 0321) à Construction DJL inc. filiale du Groupe Eurovia

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1961;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'autoriser la cession du contrat se terminant le 31 mars 2019, accordé à Les Pavages Chenail inc. pour la fourniture sur demande d'enrobés bitumineux à chaud pour la saison hivernale (CM17 0321) à Construction DJL inc. filiale du Groupe Eurovia.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1184338001

CM18 1493

Accorder un contrat à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de voirie dans la rue Sherbrooke Est, du boulevard Tricentenaire à la 53e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 4 334 858,72 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 310201 (8 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1963;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense totale de 4 334 858,72 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour des travaux de voirie dans la rue Sherbrooke Est, du boulevard Tricentenaire à la 53e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles;

2- d'accorder à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 667 144,29 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 310201;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1187231067

CM18 1494

Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 6 057 226,22 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441211 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1966;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense totale de 6 057 226,22 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal;

2- d'accorder à Aquarehab (Canada) inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 397 478,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 441211;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1187231069

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1495

Accorder un contrat à Afcor Construction inc. pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque Mordecai-Richler, située au 5434 avenue du Parc, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 1 165 501,73 $ taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5976 (9 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1967;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense totale de 1 165 501,73 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque Mordecai-Richler, située au 5434 avenue du Parc, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal;

2- d'accorder à Afcor Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 897 000 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5976;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1188183001

CM18 1496

Accorder un contrat à Procova inc. pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque d'Henri-Bourassa, située au 5400 boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord - Dépense totale de 1 220 450,44 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5975 (12 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1968;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense totale de 1 220 450,44 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque d'Henri-Bourassa, située au 5400 boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement de Montréal-Nord;

2- d'accorder à Procova inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 945 094,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5975;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1188183002

CM18 1497

Accorder un contrat à Procova inc. pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque de Saint-Michel, située au 601, rue François-Perreault, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 1 313 825,08 $ taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5977 (8 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1970;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense totale de 1 313 825,08 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque de Saint-Michel, située au 601, rue François-Perreault, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension;

2- d'accorder à Procova inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 024 427,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5977;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1188183003

CM18 1498

Conclure une entente-cadre de services professionnels, d'une durée de trois ans, avec Infrastructel inc. pour des services de surveillance des travaux de la Commission des services électriques de Montréal, pour une somme maximale de 1 691 512,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 1675 (2 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1971;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre de services professionnels, d'une durée de 3 ans, avec Infrastructel inc. pour des services de surveillance de travaux dans le cadre de la construction de nouveaux réseaux et de l'enfouissement des fils aériens dans différents arrondissements;

2- d'approuver un projet de convention par lequel Infrastructel inc. firme ayant eu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 691 512,20 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1675 et selon les termes et conditions stipulé au projet de convention;

3- d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal à signer le projet de convention pour et au nom de la Ville;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1186850012

CM18 1499

Conclure une entente-cadre de services professionnels, d'une durée de trois ans, avec Groupe ABS inc. pour des services de surveillance des travaux de la Commission des services électriques de Montréal, pour une somme maximale de 1 815 685,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 1681 (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1973;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre de services professionnels, d'une durée de 3 ans, avec Groupe ABS inc. pour des services de surveillance de travaux dans le cadre de la construction de nouveaux réseaux et de l'enfouissement des fils aériens dans différents arrondissements;

2- d'approuver un projet de convention par lequel Groupe ABS inc. firme ayant eu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 815 685,20 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 1681 et selon les termes et conditions stipulé au projet de convention;

3- d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal à signer le projet de convention pour et au nom de la Ville;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1186850013

À 21 h 04, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, reprend le fauteuil présidentiel.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1500

Résilier l'entente actuelle se terminant le 31 décembre 2018 et accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à la Corporation du Théâtre Outremont pour la réalisation d'une programmation culturelle au Théâtre Outremont en 2018, 2019, 2020 et 2021, pour une somme maximale de 1 517 670 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un virement budgétaire de 143 832,88 $ (net de ristourne) par année pour les années 2019, 2020 et 2021 en provenance de l'arrondissement Outremont vers le budget du Service de la culture

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1974;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de résilier l'entente actuelle de la Ville de Montréal avec la Corporation du Théâtre Outremont se terminant le 31 décembre 2018;

2- d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel la Corporation du Théâtre Outremont s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la réalisation de la programmation culturelle au Théâtre Outremont couvrant la période du 1er juillet 2018 au 30 juin 2021, pour une somme maximale de 1 517 670 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3- d'autoriser un virement budgétaire de 143 832,88 $, par année, pour les années 2019, 2020 et 2021 en provenance de l'arrondissement d'Outremont vers le budget du Service de la culture;

4- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1183205007

CM18 1501

Accorder un contrat de services professionnels à Kanva Architecture inc. pour la conception de plans et devis pour la réfection des murs et des pochettes de plantation des écosystèmes du Biodôme - Dépense totale de 270 061,91 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-17290 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1978;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire, Kanva Architecture inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la conception de plans et devis pour la réfection des murs et des pochettes de plantation des écosystèmes du Biodôme, pour une somme maximale de 234 836,44 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17290;

2- d'autoriser une dépense de 35 225,47 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

Adopté à l'unanimité.

20.12 1186365004

CM18 1502

Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et la Fondation de la Chapelle historique du Bon-Pasteur, établissant les modalités d'utilisation des équipements de la Chapelle historique du Bon-Pasteur, jusqu'au 31 décembre 2022, à titre gratuit

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1982;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et la Fondation de la Chapelle historique du Bon-Pasteur, établissant les modalités d'utilisation des équipements de la Chapelle historique du Bon-Pasteur, jusqu'au 31 décembre 2022, à titre gratuit;

2- d'autoriser la directrice du Service de la culture à signer, ladite convention pour et au nom de la Ville.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1186868001

CM18 1503

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2019, deux immeubles d'une superficie totale de 7 500 mètres carrés, situés au 350, place Royale et au 150, rue Saint-Paul Ouest, utilisés à des fins de musée, moyennant un loyer total de 218 006,40 $, excluant les taxes / Le montant de la subvention immobilière est de 7 854 750 $ pour la durée de l'entente

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1986;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, à des fins de musée, deux immeubles d'une superficie totale 7 500 mètres carrés, situés au 350, place Royale et au 150, rue Saint-Paul Ouest, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2019, moyennant un loyer total de 218 006,40 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail;

2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1184069019

CM18 1504

Accorder un soutien financier totalisant 125 000 $ à Montréal en Fêtes, pour l'année 2018, pour la réalisation de « Montréal en Fêtes et le spectacle du Nouvel An » dans le Vieux-Montréal, dont 50 000 $ en soutien technique / Autoriser l'occupation du domaine publique pour l'événement « Montréal en Fêtes » qui se déroulera sur la place Jacques-Cartier et sur certaines rues environnantes / Approuver un projet de convention de soutien financier et un projet de protocole d'entente de soutien technique à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1989;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 125 000 $, pour l'année 2018, à Montréal en Fêtes pour la réalisation de « Montréal en Fêtes et le spectacle du Nouvel An », dans le Vieux-Montréal;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 d'approuver un projet de protocole de soutien technique estimé à 50 000 $ pour les deux volets de cet événement avec Montréal en Fêtes, selon les termes et conditions stipulés au projet de protocole;

4- d'autoriser l'occupation du domaine public pour l'événement « Montréal en Fêtes 2018 »;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1181312001

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1505

Accorder un soutien financier de 4 680 000 $ et un prêt de 4 680 000 $ aux Habitations communautaires Duff Court, dans le cadre du Fonds d'Investissement Montréal (FIM) - Phase 4 / Approuver deux projets de convention à cette fin / Autoriser la Ville, au terme du prêt garanti pour une hypothèque de 1er rang, à céder son deuxième rang hypothécaire en faveur du FIM / Autoriser l'affectation de 6 552 000 $ provenant du surplus accumulé non affecté de compétences locales / Ajuster la base budgétaire d'un montant de 1 404 000 $ pour l'année 2020

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2046;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 4 680 000 $ à l'organisme les Habitations communautaires Duff Court et un prêt de 4 680 000 $ sans intérêt garanti sous la forme d'un prêt sans intérêt garanti par une hypothèque de 2e rang pour un projet de logements abordables, dans le cadre d'un montage financier mis en place par le Fonds d'Investissement Montréal - phase 4 (FIM-IV);

2 - d'approuver un projet de convention de prêt et un projet de convention de soutien financier entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'autoriser la Ville, à l'arrivée du terme du prêt garanti par une hypothèque de 1er rang, à céder son deuxième rang hypothécaire en faveur du Fonds d'Investissement de Montréal ;

4 - d'autoriser l'affectation de 6 552 000 $ provenant du surplus accumulé non affecté de compétences locales;

5 - d'autoriser un ajustement à la base budgétaire d'un montant de 1 404 000 $ pour l'année 2020;

6 - de déléguer à la directrice de la Direction de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire la signature de l'acte hypothécaire en faveur de la Ville de Montréal;

7 - d'imputer ces sommes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1180640006

CM18 1506

Accorder un soutien financier de 20 000 000 $ à la Société du patrimoine Angus pour l'aménagement de l'îlot central du Technopôle Angus, entre le 1er janvier 2019 et le 1er avril 2029 / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2047;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 20 000 000 $ à la Société du patrimoine Angus afin de permettre le développement de l'îlot central du site du Technopôle Angus, entre le 1er janvier 2019 et le 1er avril 2029;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1187340008

CM18 1507

Accorder un soutien financier de 19 912 000 $ au Partenariat du Quartier des spectacles, pour une durée de 5 ans, couvrant les années 2019 à 2023, pour la réalisation de sa mission dans le Quartier des spectacles / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2041;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier au montant total de 19 912 000 $ au Partenariat du Quartier des spectacles pour une durée de 5 ans, couvrant les années 2019 à 2023, pour la réalisation de sa mission dans le Quartier des spectacles;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1181103003

CM18 1508

Abroger la résolution CM18 0987 / Approuver un projet d'acte de vente par lequel la Ville vend à Édifice 9503 Sherbrooke inc., aux fins d'assemblage, un terrain d'une superficie de 1 824,7 mètres carrés, situé du côté nord de la rue Sherbrooke Est, faisant partie du prolongement de la rue Bilaudeau, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, pour une somme de 415 000 $, plus les taxes applicables / Fermer comme domaine public le lot 4 115 604 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2038;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'abroger la résolution CM18 0987;

2 - de fermer comme domaine public le lot 4 115 604 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

3 - d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Édifice 9503 Sherbrooke inc. un immeuble situé au nord de la rue Sherbrooke Est et à l'ouest de la rue Contrecœur, constitué du lot 4 115 604 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, pour la somme de 415 000 $, plus les taxes applicables, le tout sujet aux termes et conditions prévus au projet d'acte;

4 - d'imputer la recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1181368003

CM18 1509

Accorder quatre contrats à Groupe SDM inc., pour une période de 24 mois avec une option de renouvellement de deux périodes additionnelles de 12 mois chacune, pour la fourniture des services de dégel de conduites d'eau métalliques du réseau d'aqueduc à l'aide d'appareils de dégel électriques, pour 12 arrondissements, soit un montant de 245 371,90 $, taxes incluses, pour le lot 1; un montant de 124 576,18 $, taxes incluses, pour le lot 2; un montant de 126 125,99 $, taxes incluses, pour le lot 3 et un montant de 189 171,29 $, taxes incluses, pour le lot 5 - Appel d'offres public 18-17126 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2027;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre pour la fourniture sur demande des services de dégel de conduites d'eau métalliques du réseau d'aqueduc à l'aide d'appareil de dégel électrique, pour 12 arrondissements, d'une durée de 24 mois avec une option de renouvellement de 2 périodes additionnelles de 12 mois chacune;

2- d'accorder au seul soumissionnaire, Groupe SDM inc, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, quatre contrats à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, soit pour les sommes maximales de 245 371,90 $, taxes incluses (lot 1); de 124 576,18 $, taxes incluses, (lot 2); de 126 125,99 $, taxes incluses, (lot 3) et de 189 171,29 $, taxes incluses, (lot 5), conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17126 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des 12 arrondissements, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1186133002

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1510

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure avec IPL inc. des ententes-cadres d'une durée de 36 mois pour l'achat de bacs roulants de 120, 240 et 360 litres pour la collecte des matières recyclables et organiques - Appel d'offres public AO 18-17181 (2 soum.) - (montant estimé de 3 041 753 $, taxes incluses)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2024;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure des ententes-cadres, pour une période de 36 mois, pour la fourniture de bacs roulants de 120, 240, 360 litres pour les matières recyclables et organiques;

3- d'accorder à IPL inc., plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des lots, les contrats à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chaque lot, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17181 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

Firme	Lots	Montant (taxes incluses)
IPL inc.	1	2 665 394 $
	2	376 359 $
TOTAL		3 041 753 $

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service de l'environnement, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1185308003

CM18 1511

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour la fabrication et l'installation de la nouvelle marquise sur la rue Saint-Hubert, entre les rues Jean-Talon et De Bellechasse, dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert (Lot 5) - Dépense totale de 21 978 976,64 $, taxes, variations des quantités, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 403914 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2030;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense de 20 177 421,18 $, taxes, variations de quantités et incidences incluses, pour la fabrication et l'installation de la nouvelle marquise sur la rue Saint-Hubert, entre les rues Jean-Talon et De Bellechasse, dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert (Lot 5);

3- d'accorder à Eurovia Québec Grands Projets inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 18 015 554,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 403914;

4- d'autoriser une dépense de 1 801 555,46 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

5- d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

20.22 1181009026

_____

CM18 1512

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à J. René Lafond inc. pour la fourniture de 15 tracteurs compacts articulés à voie étroite de marque Wacker Neuson avec divers outils et pièces d'équipement - Dépense totale de 2 780 319,97 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-17292 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2026;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense de 2 780 319,97 $, taxes et contingences incluses, pour la fourniture de 15 tracteurs compacts articulés à voie étroite de marque Wacker Neuson avec divers outils et pièces d'équipement;

3- d'accorder à J. René Lafond inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 647 923,78 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17292 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1184922022

CM18 1513

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Approuver un projet de convention de gré à gré par lequel le Partenariat du Quartier des spectacles s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la réalisation d'activités opérationnelles et services spécifiques rendus à la Ville par l'organisme dans le Quartier des spectacles, pour une somme maximale de 14 371 875 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2051;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

2 - d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel le Partenariat du Quartier des spectacles s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la réalisation d'activités opérationnelles et services spécifiques rendus à la Ville par l'organisme dans le Quartier des spectacles, pour une durée de 5 ans, de 2019 à 2023, pour une somme maximale de 14 371 875 $, taxes incluses;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1181103004

CM18 1514

Approuver un projet d'acte modifiant la servitude publiée sous le numéro 13 317 376, en faveur de la Ville de Montréal et affectant le lot 3 667 245 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, créée lors de la vente de la rue du Glacis le 25 mai 2006 afin de permettre la réalisation de travaux par Gare Viger Sud inc., propriétaire du lot en contrepartie d'une somme de 666 496 $, plus les taxes applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 décembre 2018 par sa résolution CE18 2086;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'approuver un projet d'acte d'amendement à des servitudes à intervenir entre la Ville de Montréal, la Gare Viger Sud inc., la Société d'habitation et de développement de Montréal et le Cirque Éloize, par lequel la Ville de Montréal annule la servitude d'utilités publiques et modifie l'assiette et les conditions de la servitude de passage créées aux termes de l'acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 13 317 376 qui grève le lot 3 667 245 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et ce, aux conditions stipulées au projet d'acte;

2 - d'autoriser le greffier de la Ville à signer ledit acte d'amendement, conditionnellement à :

- la présentation de la confirmation écrite du ministère du Développement durable et de la lutte aux changements climatiques (MELCC) qui approuve une réhabilitation partielle du lot 3 667 245 du cadastre du Québec, circonscription foncière du Québec, et que les travaux exigés par le MELCC pour donner cette approbation, le cas échéant, ont été approuvés par la Division de Ponts et Tunnels; et

- la signature d'un protocole d'entente relativement aux modalités applicables aux travaux qui devront être réalisés aux frais de Viger et à la satisfaction de la Ville sur le domaine public et sur le Fonds Servant ou de toute autre entente à convenir avec la Ville pour se conformer à la réglementation municipale, le cas échéant; et

- la signature de l'acte d'amendement par la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) et le Cirque Éloize.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1187979002

À 21 h 48, le conseil reprend l'étude de l'article 80.01 (20.02).

CM18 1515 (suite)

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec Les services EXP inc. (contrat #1: 8 628 579 $, taxes incluses) et CIMA+ S.E.N.C. (contrat #2: 9 322 173 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux d'infrastructures - Appel d'offres public 18-17017 (5 soum.)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

d'apporter un amendement à l'article 80.01 (20.02) en retirant le paragraphe 1 du Résolu.

Un débat s'engage sur l'amendement du leader de la majorité et du conseiller Dorais.

La présidente du conseil met aux voix l'article 80.01 (20.02), tel qu'amendé, et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

1185249003
80.01 (20.02)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1516

Adoption d'une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 novembre 2018 par sa résolution CE18 1830;

Vu le dépôt de cette résolution à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 8 novembre 2018, par sa résolution CM18 1301;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter la résolution suivante :

RÉSOLUTION VISANT À AFFECTER DES SOMMES À LA RÉSERVE FINANCIÈRE DESTINÉE À FINANCER DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE COMPÉTENCES LOCALES

Il est résolu que la somme de 234,2 M$ prise à même le fonds général est affectée à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences locales.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1183843014

CM18 1517

Adoption d'une résolution établissant la contribution des villes reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier 2019)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 novembre 2018 par sa résolution CE18 1834;

Vu le dépôt de cette résolution à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 8 novembre 2018, par sa résolution CM18 1302;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter la résolution suivante :

RÉSOLUTION RELATIVE À LA CONTRIBUTION DES MUNICIPALITÉS RECONSTITUÉES AUX FINS DU FINANCEMENT DES DÉPENSES AFFÉRENTES AU CENTRE-VILLE (EXERCICE FINANCIER DE 2019)

Vu l'article 185.0.1 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) prévoyant que les municipalités reconstituées de l'agglomération de Montréal versent à la Ville, aux fins des dépenses qu'elle engage pour le centre-ville, une contribution répartie entre elles en fonction de leur potentiel fiscal respectif.

1. La contribution pour le financement des dépenses engagées pour le centre-ville, pour l'exercice financier de 2019, est répartie entre les municipalités reconstituées comme suit :

Villes reconstituées	**Contribution pour le financement des dépenses du centre-ville**	
	$	%
Baie-D'Urfé	239 537	*2,884*
Beaconsfield	413 491	*4,978*
Côte-Saint-Luc	550 951	*6,632*
Dollard-Des Ormeaux	813 497	*9,793*
Dorval	1 414 022	*17,022*
Hampstead	195 732	*2,356*
L'Île-Dorval	1 387	*0,017*
Kirkland	578 683	*6,966*
Mont-Royal	1 034 002	*12,448*
Montréal-Est	339 726	*4,090*
Montréal-Ouest	113 949	*1,372*
Pointe-Claire	1 267 744	*15,261*
Senneville	66 695	*0,803*
Sainte-Anne-de-Bellevue	147 030	*1,770*
Westmount	1 130 411	*13,608*
Total	**8 306 856**	***100,000***

Source : Ville de Montréal

2. Les dispositions du règlement annuel de la Ville sur les taxes qui sont relatives aux intérêts sur les arrérages de taxes, au mode de paiement et aux dates d'exigibilité de la taxe foncière générale, telles qu'établies pour l'exercice financier de 2019, s'appliquent aux fins du prélèvement de la contribution en y faisant les adaptations nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1183843010

CM18 1518

Accepter l'offre de service de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux pour la construction de cinq dos d'ânes allongés dans la rue De Bordeaux, entre l'avenue du Mont-Royal Est et la rue Rachel Est, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 28 novembre 2018 par sa résolution CE18 1932;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'accepter l'offre de service de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux pour la construction de cinq dos d'ânes allongés sur la rue De Bordeaux, entre l'avenue du Mont-Royal Est et la rue Rachel Est, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1181097014

CM18 1519

Accepter l'offre de services de l'arrondissement de LaSalle de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de fourniture et d'installation de deux duos (déchets/recyclage) semis-enfouis au parc des Rapides, dans l'arrondissement de LaSalle, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 2001;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'accepter l'offre de services de l'arrondissement de LaSalle de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de fourniture et d'installation de deux duos (déchets/recyclage) semis-enfouis au parc des Rapides, dans l'arrondissement de LaSalle, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1185186001

CM18 1520

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes restantes à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences municipales (155 970 142,56 $)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 2008;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes restantes à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences municipales, soit un montant de 155 970 142,56 $.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1183894005

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.06 à 30.08 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1521

Autoriser une appropriation de 500 000 $ de la réserve de la voirie locale afin de financer la réalisation de l'auscultation des trottoirs des rues du réseau artériel de la Ville de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 28 novembre 2018 par sa résolution CE18 1935;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'autoriser une appropriation de 500 000 $ de la réserve de la voirie locale afin de financer la réalisation de l'auscultation des trottoirs des rues du réseau artériel de la Ville de Montréal.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.06 1183690008

CM18 1522

Autoriser le déploiement du service de patrouille d'aqueduc du secteur Est afin de desservir 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à compter du 1er janvier 2019, le territoire couvert par les arrondissements de Rosemont–La Petite-Patrie, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, d'Ahuntsic-Cartierville, de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve / Approuver l'augmentation des charges inter-unités aux 4 arrondissements concernés

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 2003;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'autoriser le déploiement du service de patrouille d'aqueduc afin de desservir 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à compter du 1er janvier 2019, les arrondissements de Rosemont–La Petite-Patrie, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, d'Ahuntsic-Cartierville, de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve;

2 - d'approuver l'augmentation des charges inter-unités aux quatre arrondissements concernés conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.07 1181610012

CM18 1523

Approuver une programmation de travaux dans le cadre du programme PRIMEAU, volet 2 - Renouvellement de conduites, ouvrant droit à une subvention évaluée à 30 M$ pour des travaux de réhabilitation de conduites secondaires d'égout en 2019 / Autoriser le Service de l'eau à transmettre cette demande au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) / Abroger la résolution CM18 0671

Attendu que la Ville de Montréal a pris connaissance du Guide sur le programme PRIMEAU;

Attendu que la Ville de Montréal doit respecter toutes les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution gouvernementale;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1996;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'abroger la résolution CM18 0671;

2 - d'attester que la Ville de Montréal :

- s'engage à respecter toutes les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle;
- s'engage à payer sa part des coûts admissibles et des coûts d'exploitation continus associés à son projet au programme PRIMEAU;
- confirme qu'elle assume tous les coûts non admissibles et les dépassements de coûts associés à son projet au programme PRIMEAU;
- autorise le dépôt de la demande d'aide financière au programme PRIMEAU.

Adopté à l'unanimité.

30.08 1188020004

À 22 h 01, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, ajourne la séance jusqu'au mardi 18 décembre 2018, à 9 h 30.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 17 décembre 2018
13 h

Séance tenue le mardi 18 décembre 2018, 9 h 30
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. François William Croteau, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, M. Luc Ferrandez, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Patricia Lattanzio, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt et Mme Cathy Wong.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Catherine Clément-Talbot, Mme Suzanne Décarie, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, M. Luis Miranda et Mme Lise Zarac.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Normand Marinacci.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR LA PROPOSITION D'AMENDEMENT DE LA CONSEILLÈRE FILATO ET DU CONSEILLER BEAUDRY À L'ARTICLE 65.03 :

Mme Catherine Clément-Talbot, Mme Suzanne Décarie, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, M. Luis Miranda et Mme Lise Zarac.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR LA PROPOSITION D'AMENDEMENT DE LA CONSEILLÈRE FILATO ET DU CONSEILLER BEAUDRY À L'ARTICLE 65.03 :

M. Normand Marinacci.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ À L'ARTICLE 65.03, TEL QU'AMENDÉ :

Mme Catherine Clément-Talbot, Mme Suzanne Décarie, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, M. Luis Miranda et Mme Lise Zarac.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ À L'ARTICLE 65.03, TEL QU'AMENDÉ :

M. Normand Marinacci.

AUTRES PRÉSENCES :

M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice
Mme Lynne Trépanier, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, déclare la séance ouverte.

Avant de débuter la période de questions du public, la présidente du conseil informe les membres qu'ils recevront une invitation par courriel pour la 32e édition de la simulation du Jeune conseil de Montréal qui aura lieu le 19 janvier et du 25 au 27 janvier 2019. La présidente du conseil poursuit et indique que cet exercice, qui consiste à la simulation parlementaire du conseil par des jeunes âgés de 18 à 30 ans, qui pendant 3 jours débattent et présentent des projets de règlements portera notamment sur la protection et la création du patrimoine montréalais; la communautarisation du Service de police de la Ville de Montréal; l'inclusion des nouvelles arrivantes et finalement sur la priorisation des transports en commun et des transports actifs. La présence des élus.es est toujours grandement appréciée par les jeunes en exercice. La présidente du conseil mentionne que les membres recevront également une invitation pour Cité Elles MTL 2019 qui aura lieu les 29 et 30 mars 2019. Cet exercice consiste à la simulation parlementaire du conseil par un groupe composé d'une quarantaine de femmes et la présidente du conseil sollicite la participation des membres du conseil afin d'agir à titre de mentor. Les mentors appuient les participantes dans leur simulation de préparation en caucus, les conseillent sur leurs interventions et partagent la réalité de leur parcours d'implication politique. Pour terminer, la présidente du conseil remercie les élus.es et les invite à réserver ces dates dès que possible.

La présidente du conseil invite les membres du conseil à observer un moment de recueillement ayant omis de le faire en début de séance.

La présidente du conseil cède la parole au conseiller Benoit Dorais.

Le conseiller Dorais remercie les élus.es et le personnel qui ont donnés généreusement à la suite de l'initiative du conseiller qui consistait à porter une tenue spéciale du temps des fêtes. Une somme de 235 $ a été recueillie et comptabilisée devant témoins et sera remise à la Mission Bon Accueil.

---

1 - Période de questions du public

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Les citoyennes et citoyens ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Laurian Ionita	M. Éric Alan Caldwell	Problématique concernant la circulation à Montréal et application du code de sécurité routière pour tous / Campagne d'éducation des citoyens souhaitée – faire des représentations auprès du gouvernement provincial
Mme Sandra Boursiquot	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato) (M. Francesco Miele)	Dénonce une situation de harcèlement sexuel à la mairie de l'arrondissement d'Anjou – demande l'aide de l'Administration

---

N'ayant aucune autre intervention de la part des citoyennes et des citoyens, la présidente du conseil déclare la période de questions du public close à 9 h 43. Elle remercie les personnes qui se sont déplacées pour faire état de leurs doléances aux membres du conseil.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillères et conseillers ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Lionel Perez	Mme Valérie Plante	Dépôt d'un Plan d'action d'intégration des immigrants qui ne tient pas compte des changements politiques survenus au niveau provincial / Reconnaître que le Plan d'action est déficient et invite l'Administration à le bonifier

Question de	À	Objet
Mme Karine Boivin-Roy	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Nomination de l'inspectrice générale – explications sur l'écart de salaire à la baisse avec celui de son prédécesseur à la lumière de la Politique de l'équité salariale / Possibilité de réévaluer le salaire de M^{e} Bishop
M. Francesco Miele	Mme Valérie Plante (M. Jean-François Parenteau)	Véhicules de déneigement n'ayant pas les autorisations nécessaires pour être sur la route – est-ce que des mesures ont été prises par le Service du matériel roulant et des ateliers afin de ne pas mettre en péril les opérations de déneigement et qu'aucun col bleu ne sera mis à l'amende / Si un chargement devrait être décrété à court terme – les véhicules seraient-ils exemptés ou gardés au rancart?

À 9 h 58,

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. François Limoges

de prolonger la période de questions des membres du conseil de 5 minutes, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

M. Richard Guay	M. Sylvain Ouellet (M. Benoit Dorais)	Travaux de réfection – rue Sherbrooke Est, entre la 42^{e} Avenue et le boulevard de la Rousselière, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, segment sans trottoir – position de l'Administration à cet égard
Mme Christine Black	Mme Valérie Plante (M. François Limoges)	Refus par le gouvernement canadien d'émettre des visas à des chercheurs en intelligence artificielle – position de l'Administration sur ce dossier / Préserver la réputation de Montréal

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, la présidente du conseil déclare la période de questions des membres de conseil close à 10 h 04.

À 10 h 04, le conseil reprend ses travaux.

Le leader de la majorité, M. François Limoges, indique qu'à la suite d'une entente avec l'opposition officielle, les articles 30.09 à 30.13 ne seront pas réunis pour fins d'étude.

CM18 1524

Prolonger, jusqu'au 31 décembre 2020, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant les feux de circulation situés sur le réseau de voirie locale, et les structures routières et connexes situées sur le réseau de voirie locale, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1993;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

de prolonger, jusqu'au 31 décembre 2020, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant les objets suivants, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* :

- les feux de circulation situés sur le réseau de voirie locale;
- les structures routières et connexes situées sur le réseau de voirie locale qui respectent l'un des paramètres suivants:
    - ouvrage composé d'éléments dits structuraux;
    - pont, passerelle ou tunnel dont la longueur du tablier (distance comprise entre les extrémités du tablier ou entre les faces intérieures des garde-grèves des culées) est de 4,5 mètres ou plus;
    - mur de soutènement et écran antibruit dont la hauteur moyenne, mesurée à partir du dessus du terrain naturel sans inclure les dispositifs de retenue, est de 1,5 mètre ou plus et dont la superficie est de 50 mètres carrés ou plus;
    - ponceau dont l'ouverture, mesurée perpendiculairement aux parois, est de 4,5 mètres ou plus. Dans le cas où il y a plusieurs cellules côte à côte, il faut considérer la somme de leurs ouvertures. Les cellules doivent évidemment se trouver sur le même cours d'eau, et la distance entre chacune d'elles doit être inférieure ou égale au diamètre de la cellule la plus importante;
    - quai à neige composé d'un tablier dont la longueur hors-tout est de 4,5 mètres ou plus et la hauteur moyenne mesurée à partir du terrain naturel est de 1,5 mètre ou plus.

_____

Un débat s'engage.

_____

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par Mme Karine Boivin-Roy

d'apporter un amendement à l'article sous étude afin de réduire à une année la durée de prolongation de la compétence relative aux feux de circulation situés sur le réseau de voirie locale, soit jusqu'au 31 décembre 2019, et de prolonger, pour une période de 5 ans, la compétence relative aux structures routières et connexes situées sur le réseau de voirie locale, soit jusqu'au 31 décembre 2023.

_____

Un débat s'engage sur l'amendement du chef de l'opposition officielle, M. Perez, et de la leader de l'opposition officielle, Mme Boivin-Roy.

_____

Le conseiller Éric Alan Caldwell prend la parole et indique qu'il en accord avec l'amendement proposé.

Le conseiller Marvin Rotrand prend la parole et informe les membres qu'il n'est pas d'accord sur le fait que le conseil puisse accorder des mandats dont le terme va au-delà de la date des prochaines élections municipales, ce qui lierait une prochaine administration à cet engagement.

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par Mme Giuliana Fumagalli

de scinder l'amendement présentement à l'étude afin que les membres du conseil puissent voter distinctement sur les deux propositions de réduction et prolongation de compétence.

La proposition est agréée.

La présidente du conseil met aux voix la 1ère partie de l'amendement du chef de l'opposition officielle et de la leader de l'opposition officielle qui consiste à réduire à une année la durée de prolongation de la compétence relative aux feux de circulation situés sur le réseau de voirie locale, soit jusqu'au 31 décembre 2019 et la déclare adoptée à l'unanimité.

La présidente du conseil met aux voix la 2e partie de l'amendement qui consiste à prolonger, pour une période de 5 ans, la compétence relative aux structures routières et connexes situées sur le réseau de voirie locale, soit jusqu'au 31 décembre 2023, et la déclare adoptée à la majorité des voix.

Le débat se poursuit sur l'article 30.09, tel qu'amendé.

La présidente du conseil met aux voix l'article 30.09, tel qu'amendé, qui se lit maintenant comme suit : « de prolonger, jusqu'au 31 décembre 2019, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant l'objet suivant, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec ;*

- les feux de circulation situés sur le réseau de voirie locale; »

et le déclare adopté à l'unanimité;

et « de prolonger, jusqu'au 31 décembre 2023, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant l'objet suivant, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* :

- les structures routières et connexes situées sur le réseau de voirie locale qui respectent l'un des paramètres suivants:

    - ouvrage composé d'éléments dits structuraux;

    - pont, passerelle ou tunnel dont la longueur du tablier (distance comprise entre les extrémités du tablier ou entre les faces intérieures des garde-grèves des culées) est de 4,5 mètres ou plus;

    - mur de soutènement et écran antibruit dont la hauteur moyenne, mesurée à partir du dessus du terrain naturel sans inclure les dispositifs de retenue, est de 1,5 mètre ou plus et dont la superficie est de 50 mètres carrés ou plus;

    - ponceau dont l'ouverture, mesurée perpendiculairement aux parois, est de 4,5 mètres ou plus. Dans le cas où il y a plusieurs cellules côte à côte, il faut considérer la somme de leurs ouvertures. Les cellules doivent évidemment se trouver sur le même cours d'eau, et la distance entre chacune d'elles doit être inférieure ou égale au diamètre de la cellule la plus importante;

    - quai à neige composé d'un tablier dont la longueur hors-tout est de 4,5 mètres ou plus et la hauteur moyenne mesurée à partir du terrain naturel est de 1,5 mètre ou plus. »

et le déclare adopté à la majorité des voix;

et il est

RÉSOLU

en conséquence.

Dissidence : M. Marvin Rotrand sur la durée de prolongation relative aux structures routières.

30.09 1184073001

CM18 1525

Prolonger, jusqu'au 31 décembre 2023, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant l'enlèvement, le transport et le dépôt de matières résiduelles conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1994;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

de prolonger, jusqu'au 31 décembre 2023, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant l'objet suivant, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* :

- l'enlèvement, le transport et le dépôt des matières résiduelles.

_____

Un débat s'engage.

_____

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par M. Francesco Miele

d'apporter un amendement à l'article sous étude afin de réduire à 6 mois la durée de prolongation de la compétence relative à l'enlèvement, le transport et le dépôt de matières résiduelles, soit jusqu'au 30 juin 2019.

_____

Un débat s'engage sur l'amendement du chef de l'opposition officielle, M. Perez, et du conseiller Miele.

_____

Le conseiller Jean-François Parenteau prend la parole et indique que le délai proposé par le chef de l'opposition officielle n'est pas adéquat et qu'il serait plus réaliste de prolonger la compétence pour une période de 3 ans.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au chef de l'opposition officielle.

Le chef de l'opposition officielle indique qu'il retire son amendement et soumet un nouvel amendement.

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par M. Francesco Miele

d'apporter un amendement à l'article sous étude afin de réduire à une année la durée de prolongation de la compétence relative à l'enlèvement, le transport et le dépôt de matières résiduelles, soit jusqu'au 31 décembre 2019.

_____

Un débat s'engage sur l'amendement du chef de l'opposition officielle, M. Perez, et du conseiller Miele.

_____

Le leader de la majorité, M. François Limoges, indique que l'Administration est d'accord avec l'amendement du chef de l'opposition officielle, M. Perez et du conseiller Miele.

_____

Le débat se poursuit sur l'article 30.10, tel qu'amendé.

_____

La présidente du conseil met aux voix l'article 30.10, tel qu'amendé, qui se lit maintenant comme suit : « de prolonger, jusqu'au 31 décembre 2019, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant l'enlèvement, le transport et le dépôt de matières résiduelles, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*. » et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

30.10 1186717007

CM18 1526

Prolonger, jusqu'au 31 décembre 2024, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant les activités d'opération relatives aux lieux d'élimination de la neige sur le réseau de voirie locale, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018 par sa résolution CE18 1995;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

de prolonger, jusqu'au 31 décembre 2024, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant les activités d'opération relatives aux lieux d'élimination de la neige sur le réseau de voirie locale, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par M. Alan DeSousa

d'apporter un amendement à l'article sous étude afin de réduire à une année la durée de prolongation de la compétence concernant les activités d'opération relatives aux lieux d'élimination de la neige, soit jusqu'au 31 décembre 2019.

Un débat s'engage sur l'amendement du chef de l'opposition officielle, M. Perez, et du conseiller DeSousa.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, demande au conseiller Marvin Rotrand de retirer le mot « déguisé » utilisé lors de son intervention car il figure sur la liste des mots antiparlementaires. Ce dernier s'exécute.

La présidente du conseil cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité informe les membres du conseil que l'Administration accepte l'amendement du chef de l'opposition officielle et du conseiller DeSousa à l'effet de prolonger d'une année la compétence dont il est question dans le présent dossier.

Un débat s'engage sur l'article 30.11, tel qu'amendé.

Le chef de l'opposition officielle utilise son droit de réplique.

La présidente du conseil met aux voix l'article 30.11, tel qu'amendé, qui se lit maintenant comme suit : « de prolonger, jusqu'au 31 décembre 2019, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant les activités d'opération relatives aux lieux d'élimination de la neige sur le réseau de voirie locale, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*. » et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

30.11 1184631013

CM18 1527

Prolonger, jusqu'au 30 juin 2020, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant l'application de la réglementation en matière de stationnement pour la délivrance de constats d'infraction sur le réseau de voirie locale, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2061;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

de prolonger jusqu'au 30 juin 2020 l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant l'application de la réglementation en matière de stationnement pour la délivrance de constats d'infraction sur le réseau de voirie locale, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Karine Boivin-Roy

d'apporter un amendement à l'article sous étude afin de réduire à une année la durée de prolongation de la compétence concernant l'application de la réglementation en matière de stationnement pour la délivrance de constats d'infraction sur le réseau de voirie locale, soit jusqu'au 31 décembre 2019.

Un débat s'engage sur l'amendement du conseiller DeSousa et de la leader de l'opposition officielle, Mme Boivin-Roy.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au conseiller Éric Alan Caldwell.

Le conseiller Caldwell informe les membres du conseil que l'Administration accepte l'amendement du conseiller DeSousa et de la leader de l'opposition officielle, Mme Boivin-Roy, à l'effet de prolonger d'une année la compétence dont il est question dans le présent dossier.

La présidente du conseil met aux voix l'article 30.12, tel qu'amendé, qui se lit maintenant comme suit : « de prolonger jusqu'au 31 décembre 2019 l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant l'application de la réglementation en matière de stationnement pour la délivrance de constats d'infraction sur le réseau de voirie locale, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*. » et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

30.12 1187590007

CM18 1528

Prolonger, jusqu'au 30 juin 2020, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant le stationnement tarifé contrôlé par parcomètre, distributeur et borne de stationnement sur le réseau de voirie locale, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2062;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

de prolonger jusqu'au 30 juin 2020 l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant le stationnement tarifé contrôlé par parcomètre, distributeur et borne de stationnement sur le réseau de voirie locale, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Karine Boivin-Roy

d'apporter un amendement à l'article sous étude afin de réduire à une année la durée de prolongation de la compétence concernant le stationnement tarifé contrôlé par parcomètre, distributeur et borne de stationnement sur le réseau de voirie locale, soit jusqu'au 31 décembre 2019.

Un débat s'engage sur l'amendement du conseiller DeSousa et de la leader de l'opposition officielle, Mme Boivin-Roy.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité informe les membres du conseil que l'Administration accepte l'amendement du conseiller DeSousa et de la leader de l'opposition officielle, Mme Boivin-Roy, à l'effet de prolonger d'une année la compétence dont il est question dans le présent dossier.

La présidente du conseil met aux voix l'article 30.13, tel qu'amendé, qui se lit maintenant comme suit : « de prolonger jusqu'au 31 décembre 2019 l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM16 1455 concernant le stationnement tarifé contrôlé par parcomètre, distributeur et borne de stationnement sur le réseau de voirie locale, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*. » et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

30.13 1187590006

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.14 à 30.16 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1529

Accepter l'offre de services de l'arrondissement de LaSalle afin de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la construction d'un corridor actif dans le lien vert entre le boulevard Shevchenko et la 90e Avenue, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2056;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'accepter l'offre de services de l'arrondissement de LaSalle de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la construction d'un corridor actif dans le lien vert, entre le boulevard Shevchenko et la 90e Avenue, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*.

Adopté à l'unanimité.

30.14 1181097013

CM18 1530

Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à l'Union des municipalités du Québec (UMQ) ainsi qu'au Carrefour du capital humain pour l'année 2019 - Dépense de 433 338,31 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2063;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à l'Union des municipalités du Québec (UMQ) ainsi qu'au Carrefour du capital humain pour l'année 2019;

2 - d'autoriser le paiement de la cotisation pour l'année 2019 à l'UMQ ainsi qu'au Carrefour du capital humain, au montant de 433 338,31 $, taxes incluses;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.15 1184784009

CM18 1531

Autoriser des virements budgétaires totalisant 87 000 $ pour l'année 2018 en provenance des arrondissements de Ville-Marie, de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et de Pierrefonds-Roxboro vers le Centre de services 311 à la Direction générale et ce, à compter du 24 novembre 2018 / Autoriser des virements budgétaires totalisant 769 500 $ pour l'année 2019 en provenance des arrondissements de Ville-Marie, de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et de Pierrefonds-Roxboro vers le Centre de services 311 au Service de l'expérience citoyenne et des communications / Autoriser un ajustement à la base budgétaire de 769 500 $ pour l'année 2020 et les années subséquentes

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2072;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'autoriser, pour l'année 2018, des virements budgétaires totalisant 87 000 $ en provenance des trois arrondissements vers le Centre de service 311 à la Direction Générale, se détaillant comme suit : 48 288 $ de l'arrondissement de Ville-Marie, 28 973 $ de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et 9 658 $ de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;

2 - d'autoriser, pour l'année 2019, des virements budgétaires totalisant 769 500 $ en provenance des trois arrondissements vers le Centre de services 311 au Service de l'expérience citoyenne et des communications, se détaillant comme suit : 427 500 $ de l'arrondissement de Ville-Marie, 256 500 $ de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et 85 500 $ de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;

3 - d'autoriser, pour l'année 2020 et les années subséquentes, un ajustement à la base budgétaire de l'ordre de 769 500 $ en provenance des arrondissements de Ville-Marie (427 500 $), de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (256 500 $) ainsi que de Pierrefonds-Roxboro (85 500 $) vers le Centre de services 311, au Service de l'expérience citoyenne et des communications;

4 - d'imputer ces sommes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.16 1186376001

CM18 1532

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 11 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour le maintien et l'amélioration des feux de circulation et de la gestion de la circulation

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscrire pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 11 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour le maintien et l'amélioration des feux de circulation et de la gestion de la circulation », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.01 1182968015

CM18 1533

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur la Charte montréalaise des droits et des responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la Charte montréalaise des droits et des responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.02 1183599006

CM18 1534

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 27 000 000 $ pour le financement de travaux prévus au programme de maintien des actifs du Service de l'Espace pour la vie

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 27 000 000 $ pour le financement de travaux prévus au programme de maintien des actifs du Service de l'espace pour la vie », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.03 1187610001

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1535

Adoption - Règlement relatif au fardeau fiscal (exercice financier 2019)

Vu l'avis de motion donné du Règlement relatif au fardeau fiscal (exercice financier 2019) à l'assemblée du conseil municipal du 8 novembre 2018 par sa résolution CM18 1303;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement relatif au fardeau fiscal (exercice financier 2019) » à l'assemblée du conseil municipal du 8 novembre 2018 par sa résolution CM18 1303;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 novembre 2018, par sa résolution CE18 1851;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement relatif au fardeau fiscal (exercice financier 2019) ».

Adopté à l'unanimité.

42.01 1183843004

Règlement 18-067

CM18 1536

Adoption - Règlement sur les taxes (exercice financier 2019)

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur les taxes (exercice financier 2019) à l'assemblée du conseil municipal du 8 novembre 2018 par sa résolution CM18 1304;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur les taxes (exercice financier 2019) » à l'assemblée du conseil municipal du 8 novembre 2018 par sa résolution CM18 1304;

Attendu qu'à la suite de l'avis de motion et du dépôt du projet de règlement, des modifications ont été apportées au projet de règlement et qu'une nouvelle copie du règlement a été distribuée;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu les recommandations du comité exécutif en date du 8 novembre 2018 et du 12 décembre 2018, par ses résolutions CE18 1852 et CE18 2083;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les taxes (exercice financier 2019) ».

Adopté à l'unanimité.

42.02 1183843005

Règlement 18-068

CM18 1537

Adoption - Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier 2019)

Vu l'avis de motion donné du Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier 2019) à l'assemblée du conseil municipal du 8 novembre 2018 par sa résolution CM18 1305;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier 2019) » à l'assemblée du conseil municipal du 8 novembre 2018 par sa résolution CM18 1305;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 novembre 2018, par sa résolution CE18 1853;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier 2019) ».

Adopté à l'unanimité.

42.03 1183843006

Règlement 18-069

CM18 1538

Adoption - Règlement modifiant le Règlement relatif au taux du droit de mutation applicable aux transferts dont la base d'imposition excède 500 000 $ (10-007)

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement relatif au taux du droit de mutation applicable aux transferts dont la base d'imposition excède 500 000 $ (10-007) à l'assemblée du conseil municipal du 8 novembre 2018 par sa résolution CM18 1306;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif au taux du droit de mutation applicable aux transferts dont la base d'imposition excède 500 000 $ (10-007) » à l'assemblée du conseil municipal du 8 novembre 2018 par sa résolution CM18 1306;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 novembre 2018, par sa résolution CE18 1856;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif au taux du droit de mutation applicable aux transferts dont la base d'imposition excède 500 000 $ (10-007) ».

Adopté à l'unanimité.

42.04 1183843011

Règlement 10-007-3

CM18 1539

Adoption - Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019)

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019) à l'assemblée du conseil municipal du 8 novembre 2018 par sa résolution CM18 1307;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019) » à l'assemblée du conseil municipal du 8 novembre 2018 par sa résolution CM18 1307;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 novembre 2018, par sa résolution CE18 1849;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019) ».

Adopté à l'unanimité.

42.05 1185205005

Règlement 18-070

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.06 à 42.08 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1540

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 286 400 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égouts

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 286 400 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égouts à l'assemblée du conseil municipal du 19 novembre 2018 par sa résolution CM18 1381;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 286 400 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égouts » à l'assemblée du conseil municipal du 19 novembre 2018 par sa résolution CM18 1381;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 octobre 2018, par sa résolution CE18 1760;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt 286 400 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout »,sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.06 1180746001

Règlement 18-071

CM18 1541

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant la protection des milieux naturels

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant la protection des milieux naturels à l'assemblée du conseil municipal du 19 novembre 2018 par sa résolution CM18 1382;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant la protection des milieux naturels » à l'assemblée du conseil municipal du 19 novembre 2018 par sa résolution CM18 1382;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 novembre 2018, par sa résolution CE18 1820;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant la protection des milieux naturels », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.07 1180592006

Règlement 18-072

CM18 1542

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 089 000 $ afin de financer les travaux prévus au programme Accès jardins

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 20 089 000 $ afin de financer les travaux prévus au programme Accès jardins à l'assemblée du conseil municipal du 19 novembre 2018 par sa résolution CM18 1383;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 20 089 000 $ afin de financer les travaux prévus au programme Accès jardins » à l'assemblée du conseil municipal du 19 novembre 2018 par sa résolution CM18 1383;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 novembre 2018, par sa résolution CE18 1900;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 20 089 000 $ afin de financer les travaux prévus au programme Accès jardins », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.08 1187128006

Règlement 18-073

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 43.01 et 43.02 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1543

Avis de motion, dépôt et adoption du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) », afin de modifier la carte intitulée « Les taux d'implantation - Site patrimonial du Mont-Royal » de manière à augmenter le taux d'implantation de 35 % à 55 % sur le territoire formé du lot 1 063 869 du cadastre du Québec, situé au 3100, Le Boulevard, et ce, en vue d'un projet d'agrandissement de l'École St-Georges / Tenue d'une consultation publique

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance ultérieure du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de modifier la carte intitulée « Les taux d'implantation – Site patrimonial du Mont-Royal » jointe à l'annexe I du document complémentaire, de manière à augmenter le taux d'implantation de 35% à 55% sur le territoire constitué du lot 1 063 869 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au 3100, Le Boulevard, et ce, en vue d'un projet d'agrandissement de l'École St-Georges de Montréal, prévu selon le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'immeuble (CA-24-011), lequel est déposé avec le dossier décisionnel;

ADOPTION DU PROJET

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de modifier la carte intitulée « Les taux d'implantation – Site patrimonial du Mont-Royal » jointe à l'annexe I du document complémentaire, de manière à augmenter le taux d'implantation de 35% à 55% sur le territoire constitué du lot 1 063 869 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au 3100, Le Boulevard, et ce, en vue d'un projet d'agrandissement de l'École St-Georges de Montréal, prévu selon le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'immeuble (CA-24-011);

2 - de soumettre le dossier à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour qu'il tienne l'assemblée publique de consultation prévue conformément à la loi.

Adopté à l'unanimité.

43.01 1180607007

Règlement P-04-047-198

CM18 1544

Avis de motion, dépôt et adoption du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) » / Tenue d'une consultation publique / Délégation de pouvoirs au greffier

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance ultérieure du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) » lequel est déposé avec le dossier décisionnel;

ADOPTION DU PROJET

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) »;

2 - de tenir une assemblée publique de consultation par l'intermédiaire de la mairesse ou d'un autre membre du conseil désigné par la mairesse;

3 - de déléguer au greffier le pouvoir de fixer la date, l'heure et le lieu de l'assemblée publique, un rapport de consultation devant être déposé au conseil municipal afin que la version finale du règlement puisse être adoptée par ce dernier.

Adopté à l'unanimité.

43.02 1184188001

Règlement P-11-018-3

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 44.01 à 44.04 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM18 1545

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de retirer la propriété située au 2950, rue Jarry Est (ancienne école Saint-Bernardin-de-Sienne, École des métiers de la construction de Montréal) de la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Vu l'avis de motion donné du « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de retirer la propriété située au 2950, rue Jarry Est (ancienne école Saint-Bernardin-de-Sienne, École des métiers de la construction de Montréal) de la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension à l'assemblée du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension du 2 octobre 2018, par sa résolution CA18 14 0333;

Vu la résolution CA18 14 0333 du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension à sa séance du 2 octobre 2018, adoptant ledit projet de règlement;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu qu'une assemblée publique de consultation a été tenue le jeudi 16 octobre 2018 à 18 h, à la mairie de l'arrondissement située au 405, avenue Ogilvy, sur ce projet de règlement;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 28 novembre 2018, par sa résolution CE18 1942;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » visant le retrait de la propriété située au 2950, rue Jarry Est (ancienne école Saint-Bernardin-de-Sienne, École des métiers de la construction de Montréal) de la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Adopté à l'unanimité.

44.01 1181010019

Règlement 04-047-199

CM18 1546

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) », relativement à la création d'un secteur établi de densité 01-01, afin de permettre l'élimination du taux d'implantation minimal dans les zones qui bordent le boulevard Gouin et la rivière des Prairies et dans le site patrimonial de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet

Vu l'avis de motion donné du « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) », relativement à la création d'un secteur établi de densité 01-01, afin de permettre l'élimination du taux d'implantation minimal dans les zones qui bordent le boulevard Gouin et la rivière des Prairies et dans le site patrimonial de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet à l'assemblée du conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville du 9 octobre 2018, par sa résolution CA18 09 0218;

Vu la résolution CA18 09 0219 du conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville à sa séance du 9 octobre 2018, adoptant ledit projet de règlement;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu qu'une assemblée publique de consultation a été tenue le 5 novembre 2018 à 19 h, à la salle du conseil de l'arrondissement située au 555, rue Chabanel Ouest, 6^{e} étage, sur ce projet de règlement;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018, par sa résolution CE18 2017;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) », relativement à la création d'un secteur établi de densité 01-01, afin de permettre l'élimination du taux d'implantation minimal dans les zones qui bordent le boulevard Gouin et la rivière des Prairies et dans le site patrimonial de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet.

Adopté à l'unanimité.

44.02 1184039012

Règlement 04-047-200

CM18 1547

Adoption, avec changement, du règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition, la construction, la transformation et l'occupation de bâtiments à des fins notamment d'habitation sur le terrain de la maison mère des Soeurs de Sainte-Anne situé au 1950, rue Provost »

Vu l'avis de motion donné du « Règlement autorisant la démolition, la construction, la transformation et l'occupation de bâtiments à des fins notamment d'habitation sur le terrain de la maison mère des Soeurs de Sainte-Anne situé au 1950, rue Provost » à l'assemblée du conseil municipal du 23 avril 2018 par sa résolution CM18 0545, lequel est déposé avec le dossier décisionnel;

Vu la résolution CM18 0545 de l'assemblée du conseil municipal du 23 avril 2018, adoptant le projet de règlement P-18-022;

Attendu que des assemblées publiques de consultation sur ce projet de règlement ont été tenues par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) le 29 mai et le 20 juin 2018 à la Maison mère des Soeurs de Sainte-Anne, située au 5190, rue Provost, dans l'arrondissement de Lachine, tel qu'il appert dans son rapport en date du 15 août 2018;

Attendu que le conseil municipal a pris acte du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal lors de l'assemblée du 17 septembre 2018, par sa résolution CM18 1067;

Attendu qu'à la suite de cette assemblée de consultation publique des modifications ont été apportées au projet de règlement P-18-022;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu les recommandations du comité exécutif en date du 11 avril 2018 et du 12 décembre 2018, par ses résolutions CE18 0618 et CE18 2080;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter, avec changement, le règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition, la construction, la transformation et l'occupation de bâtiments à des fins notamment d'habitation sur le terrain de la Maison mère des Sœurs de Sainte-Anne situé au 1950, rue Provost ».

Adopté à l'unanimité.

44.03 1170415006

Règlement 18-022

CM18 1548

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de modifier la carte 3.1.1 intitulée « L'affectation du sol », la carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » et le chapitre 9 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Lachine visant à autoriser l'affectation « Secteur résidentiel », permettre une hauteur maximale de 8 étages, un taux d'implantation allant de faible à moyen ainsi que la création d'un nouveau secteur établi 09-11 sur la propriété située au 1950, rue Provost, et ce, en vue d'un projet de reconversion de la maison mère des Soeurs de Sainte-Anne

Vu l'avis de motion donné du « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de modifier la carte 3.1.1 intitulée « L'affectation du sol », la carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » et le chapitre 9 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Lachine visant à autoriser l'affectation « Secteur résidentiel », permettre une hauteur maximale de 8 étages, un taux d'implantation allant de faible à moyen ainsi que la création d'un nouveau secteur établi 09-11 sur la propriété située au 1950, rue Provost, et ce, en vue d'un projet de reconversion de la maison mère des Soeurs de Sainte-Anne à l'assemblée du conseil municipal du 23 avril 2018 par sa résolution CM18 0546, lequel est déposé avec le dossier décisionnel;

Vu la résolution CM18 0546 de l'assemblée du conseil municipal du 23 avril 2018, adoptant le projet de règlement P-04-047-195;

Attendu que des assemblées publiques de consultation sur ce projet de règlement ont été tenues par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) le 29 mai et le 20 juin 2018 à la Maison mère des Soeurs de Sainte-Anne, située au 5190, rue Provost, dans l'arrondissement de Lachine, tel qu'il appert dans son rapport en date du 15 août 2018;

Attendu que le conseil municipal a pris acte du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal lors de l'assemblée du 17 septembre 2018, par sa résolution CM18 1067;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu les recommandations du comité exécutif en date du 11 avril 2018 et du 12 décembre 2018, par ses résolutions CE18 0617 et CE18 2081;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de modifier la carte 3.1.1 intitulée « L'affectation du sol », la carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » et le chapitre 9 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Lachine visant à autoriser l'affectation « Secteur résidentiel », permettre une hauteur maximale de 8 étages, un taux d'implantation allant de faible à moyen ainsi que la création d'un nouveau secteur établi 09-11 sur la propriété située au 1950, rue Provost, et ce, en vue d'un projet de reconversion de la Maison mère des Sœurs de Sainte-Anne.

Adopté à l'unanimité.

44.04 1170415007

Règlement 04-047-195

Article 65.01

Motion de l'opposition officielle en faveur d'un plan d'action pour la sortie de la pauvreté s'appuyant sur la notion de « revenu viable »

La leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy, indique que l'article 65.01 est retiré en l'absence du proposeur de la motion, et ce, conformément à l'article 77 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

À 11 h 23, la présidente du conseil suspend les travaux.

À 11 h 24, le conseil reprend ses travaux.

À 11 h 24, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, propose à la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy, de reporter l'étude de l'article 65.02 à une phase ultérieure afin de permettre au proposeur de la motion, le conseiller Dominic Perri de réintégrer la salle du conseil. La proposition est agréée par la leader de l'opposition officielle et par le leader de la majorité, M. François Limoges.

CM18 1549

Motion de l'opposition officielle pour la nomination d'un commissaire auprès de la communauté LGBTQ+ à la Ville de Montréal

Attendu que la communauté LGBTQ+ est une communauté vibrante de Montréal qui fait néanmoins face à plusieurs enjeux dont la discrimination, l'itinérance, le manque de ressources communautaires et l'absence de recherche et de données sur les défis qui lui sont propres;

Attendu que l'article 2 de la Charte montréalaise des droits et responsabilités affirme la nécessité de combattre toutes les formes de discriminations, notamment celles basées sur le sexe et l'orientation sexuelle;

Attendu qu'en août 2017, lors du festival Fierté Montréal, le maire de Montréal a promis la mise en place d'une première politique de la diversité sexuelle et de la pluralité des genres à la Ville de Montréal ainsi que la nomination d'un(e) agent(e) de liaison auprès de la communauté LGBTQ+;

Attendu que le programme de Projet Montréal de 2017 proposait des mesures pour « faire de Montréal une ville encore plus accueillante pour les personnes LGBTQ + »;

Attendu qu'en août 2018, la mairesse de Montréal a confirmé que l'administration travaillait actuellement sur une politique de la diversité sexuelle et annoncé que Montréal sera l'une des villes candidates pour être l'hôte de la World Pride en 2023;

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Lionel Perez

1- que la Ville de Montréal crée le poste de commissaire auprès de la communauté LGBTQ+ et qu'elle lance un appel à candidatures afin de combler ce poste dans les meilleurs délais;

2- que le commissaire soit impliqué dans l'élaboration de la première Politique sur la diversité sexuelle afin de mobiliser les membres de la communauté et assurer de représenter leurs intérêts et leurs défis;

3- que le commissaire soit responsable de la mise en œuvre de la première Politique sur la diversité sexuelle lorsqu'elle sera adoptée.

Un débat s'engage.

À 11 h 32, Mme Cathy Wong quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place au vice-président du conseil, M. Sterling Downey.

Le débat se poursuit.

Il est proposé par Mme Rosannie Filato

appuyé par M. Robert Beaudry

d'apporter les amendements suivants à l'article 65.03 :

« - d'ajouter un 6^{e} et un 7^{e} Attendu qui se lisent comme suit :

Attendu que les rencontres tenues en 2018 avec différents groupes représentant la communauté LGBTQ+ ont permis de dégager un consensus clair sur l'importance de consulter et d'impliquer toute la diversité des groupes et personnes LGBTQ+ en amont de toute démarche visant à connaître leurs besoins et les pistes d'actions à cibler à l'échelle municipale;

Attendu qu'en conséquence, au printemps 2019, des consultations auront lieu afin d'élaborer une politique de la diversité sexuelle et d'identifier des priorités consensuelles pour la communauté LGBTQ+ afin d'assurer que le soutien de la Ville profite au plus grand nombre possible de membres de la communauté et réponde aux besoins prioritaires;

- de remplacer les paragraphes du Résolu par les suivants :

  que la Ville de Montréal profite des consultations qui seront tenues au printemps 2019 pour aborder avec les groupes et membres de la communauté LGBTQ+ la création et nomination d'un poste de commissaire auprès de cette communauté, qui pourrait être en charge de la mise en oeuvre de la Politique sur la diversité sexuelle et de représenter les intérêts et les défis de la communauté;

  que la Ville de Montréal poursuive son processus de consultation auprès de la communauté LGBTQ+ afin de fonder la politique à venir sur une évaluation rigoureuse et objective des demandes qui émaneront des personnes et organisations concernées, assurant ainsi de répondre adéquatement aux besoins et d'assurer une adhésion de la population aux stratégies ciblées ».

_____

Un débat s'engage sur l'amendement de la conseillère Filato et du conseiller Beaudry.

_____

Le vice-président du conseil, M. Sterling Downey, cède la parole au conseiller Marvin Rotrand et ce dernier soulève une question quant à la recevabilité de l'amendement.

À 11 h 42, le vice-président du conseil propose de suspendre les travaux pour quelques minutes afin de s'entretenir avec le greffier sur la recevabilité de l'amendement.

À 11 h 43, le conseil reprend ses travaux.

Après avoir pris en délibéré la question du conseiller Rotrand concernant la recevabilité de l'amendement, le vice-président du conseil juge l'amendement de la conseillère Filato et du conseiller Beaudry recevable.

_____

Le débat se poursuit sur l'amendement de la conseillère Filato et du conseiller Beaudry.

_____

Le vice-président du conseil cède la parole à la conseillère Filato afin qu'elle exerce son droit de réplique sur l'amendement.

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Francesco Miele

de procéder à un vote enregistré sur l'amendement de la conseillère Filato et du conseiller Beaudry.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Plante, Dorais, Popeanu, Ouellet, Goulet, Caldwell, Lavigne Lalonde, Beaudry, Filato, Croteau, Ferrandez, Gosselin, Parenteau, Parizeau, Limoges, Mauzerolle, Sauvé, Miron, Giguère, Parent, Norris, Vodanovic, Thuillier, Lessard-Blais, Montgomery, Ryan, Sigouin, Watt, Tomlinson, Normand, McQueen, Arseneault, Rouleau, Pauzé, Barbe, Deschamps, Fumagalli et Rapanà (38)
Votent contre:	Mesdames et messieurs Perez, Boivin-Roy, Miele, DeSousa, Black, Giannou, Salem, Beis, Lattanzio, Deros, Sari, Rossi, Perri, Guay, Bissonnet, et Rotrand (16)
Résultat:	En faveur : 38 Contre : 16

La présidente du conseil déclare l'amendement de la conseillère Filato et du conseiller Beaudry adopté à la majorité des voix.

_____

Le débat se poursuit sur l'article 65.03, tel qu'amendé.

_____

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Francesco Miele

de procéder à un vote enregistré sur l'article 65.03, tel qu'amendé.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Plante, Dorais, Popeanu, Ouellet, Goulet, Caldwell, Lavigne Lalonde, Beaudry, Filato, Croteau, Ferrandez, Gosselin, Parenteau, Parizeau, Limoges, Mauzerolle, Sauvé, Miron, Giguère, Parent, Norris, Vodanovic, Thuillier, Lessard-Blais, Montgomery, Ryan, Sigouin, Watt, Tomlinson, Normand, McQueen, Arseneault, Rouleau, Pauzé, Barbe, Deschamps, Fumagalli et Rapanà (38)
Votent contre:	Mesdames et messieurs Perez, Boivin-Roy, Miele, DeSousa, Black, Giannou, Salem, Beis, Lattanzio, Deros, Sari, Rossi, Perri, Guay, Bissonnet, et Rotrand (16)
Résultat:	En faveur : 38 Contre : 16

La présidente du conseil déclare l'article 65.03, tel qu'amendé, adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.03

À 11 h 50, le leader de la majorité, M. François Limoges rappelle l'article 65.02.

Avant de débuter l'étude de l'article 65.02, la présidente du conseil indique qu'il faut désigner un autre appuyeur pour la motion en l'absence de la conseillère Suzanne Décarie.

La leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy, informe l'assemblée que le chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, remplacera la conseillère Décarie à titre d'appuyeur de la motion.

CM18 1550

Motion de l'opposition officielle pour l'ajout de feux piétons avec mode « tout rouge » pour favoriser la sécurité des enfants et des aînés

Attendu que le transport actif revêt une importance stratégique dans l'atteinte de plusieurs objectifs de la Ville de Montréal tels que la réduction des GES, la réduction du bruit et la réduction de la sédentarité;

Attendu que la Ville de Montréal a adopté une Charte du piéton à l'été 2006 plaidant la primauté des piétons et plaçant également ces derniers « au coeur des priorités »;

Attendu que la Ville de Montréal a adopté en 2016 *l'Approche Vision Zéro* visant à « améliorer davantage la cohérence des interventions et de mobiliser l'ensemble des partenaires concernés » en faveur d'une éradication des accidents entraînant des décès et des blessés graves;

Attendu qu'entre 2018 et 2013, le transport actif à Montréal a connu une hausse de 1,8 % par année en moyenne selon la dernière *Enquête Origine-Destination* 2013;

Attendu que selon le Journal de Montréal, en date du 11 septembre, l'année 2018 est la plus meurtrière pour les piétons depuis 5 ans;

Attendu que la région administrative montréalaise est l'endroit où les accidents impliquant au moins un piéton sont les plus fréquents, représentant 43 % de tous les accidents du Québec;

Attendu que plus de la moitié (55 %) des accidents impliquant un piéton ont lieu à une intersection selon le *Rapport détaillé des faits et statistiques touchant les piétons de la SAAQ, 2016*;

Attendu que les jeunes et les personnes âgées sont plus à risque d'être impliqués dans un accident en tant que piéton;

Attendu que les piétons victimes d'accidents qui ont 60 ans et plus subissent des blessures plus graves et séjournent plus longtemps à l'hôpital;

Attendu que l'élimination des interactions entre voitures et piétons aux intersections par l'instauration d'une période où les feux sont en mode « tout rouge », peut grandement accroître la protection du passage des piétons, notamment car le virage sur feu rouge est interdit à Montréal;

Attendu qu'encore très peu d'intersections montréalaises sont déjà dotées de feux « tout rouge »;

Attendu que la Ville de Québec et la Ville de Sherbrooke ont une proportion élevée de feux « tout rouge », respectivement 86 % et 62 %, et qu'ils présentent des taux annuels moyens de piétons-victimes par 100 000 habitants beaucoup plus faibles avec respectivement 37,7 % (Capitale-Nationale) et 20,5 % (Estrie). Ce même taux est de 63 % à Montréal;

Attendu que le médecin spécialiste en santé communautaire à Direction de la santé publique du Québec, Patrick Morency, propose l'instauration des feux rouges exclusifs parmi les mesures efficaces apportant une plus grande sécurité des piétons;

Il est proposé par M. Dominic Perri

appuyé par M. Lionel Perez

que la Ville de Montréal déploie dès 2019 des feux piétons avec mode « tout rouge » aux intersections aux abords des écoles et des résidences pour personnes âgé(e)s de manière à offrir un environnement plus sécuritaire et propice au transport actif.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Éric Alan Caldwell

appuyé par Mme Sophie Mauzerolle

d'apporter les amendements suivants à l'article 65.02 :

« - de remplacer « 2018 » par « 2008 » au 4e Attendu;

- d'ajouter un Attendu entre le 5e et le 6e Attendu qui se lit comme suit : Attendu que selon la dernière enquête origine-destination, Montréal génère 42 % des déplacements vulnérables du Québec;

- de retirer le 12e Attendu;

- d'ajouter un 14e Attendu qui se lit comme suit : Attendu que l'approche Vision Zéro adoptée en 2016 par la Ville de Montréal améliorera significativement la sécurité de tous les usagers de la route, incluant les piétons, avec une approche qui préconisera une solution adaptée aux conditions particulières de chaque carrefour, et non une solution unique appliquée unilatéralement;

- de remplacer le texte du Résolu par le suivant : que le plan Vision Zéro de la Ville de Montréal qui sera présenté en 2019 intègre le déploiement des feux piétons avec mode « tout rouge » aux intersections aux abords des écoles et des résidences pour personnes âgé(e)s là où une telle approche est la plus appropriée pour permettre un environnement plus sécuritaire et propice au transport actif ».

Un débat s'engage sur l'amendement du conseiller Caldwell et de la conseillère Mauzerolle.

Le chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, prend la parole et indique que sa formation politique accepte l'amendement proposé.

La présidente du conseil met aux voix l'article 65.02, tel qu'amendé et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.02

CM18 1551

Motion non partisane visant à demander au Comité Service à la clientèle et Accessibilité universelle de la Société de transport de Montréal de tenir au moins deux assemblées publiques en 2019

Attendu que la Société de transport de Montréal (STM) a créé son Comité Service à la clientèle et Accessibilité universelle (CSA) pour veiller à ce que les enjeux importants pour les passagers soient examinés et, si nécessaire, portés à l'attention du conseil d'administration;

Attendu que le mandat du CSA est vaste et qu'il comprend l'approbation de nouvelles lignes d'autobus et la modification de lignes actuelles;

Attendu que, conjointement avec la direction de la STM, le CSA a, au fil des ans, joué un rôle essentiel en supervisant la mise en oeuvre de nouvelles politiques et d'innovations visant à augmenter l'achalandage, ce qui a entraîné, dans le réseau de la STM, des améliorations telles que la possibilité d'embarquer par toutes les portes sur certains trajets et le lancement d'un système d'information des passagers en temps réel, ainsi que d'autres perfectionnements;

Attendu que le CSA a travaillé sur des enjeux tels que l'amélioration de l'accessibilité du système de transport en commun pour répondre aux besoins de sa clientèle et la mise en oeuvre du paiement mobile des titres de transport, qu'elle continue à le faire et qu'elle passe en revue l'ensemble du réseau d'autobus pour veiller à l'optimisation du service;

Attendu que le CSA a déjà tenu des assemblées publiques au siège social de la STM ou dans certains quartiers pour permettre à sa clientèle d'exprimer son opinion sur les enjeux relatifs à des dossiers comme l'accessibilité ainsi qu'au sujet des services offerts dans les différents arrondissements et dans les différentes communautés de l'agglomération de Montréal;

Attendu que, malgré les avantages évidents de ces interactions publiques avec sa clientèle, le CSA a décidé de ne pas tenir d'assemblée publique en 2018;

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par M. Alan DeSousa

que le conseil municipal invite la STM à demander avec insistance au CSA de tenir, en 2019, au moins deux assemblées publiques dont l'une porterait sur l'accessibilité du réseau et l'autre serait tenue dans un arrondissement ou une municipalité de l'agglomération de Montréal afin de permettre à la clientèle de ce secteur d'exprimer son opinion au sujet des services et d'autres enjeux relatifs au transport en commun.

Un débat s'engage.

À 12 h 06, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, reprend le fauteuil présidentiel.

Le conseiller Craig Sauvé confirme qu'il y aura des rencontres publiques en 2019 et juge, de ce fait, non pertinente la teneur de la motion soumise. Il indique que l'Administration votera contre cette motion.

Le débat se poursuit.

Le conseiller Marvin Rotrand prend la parole et propose d'apporter une modification à sa motion dans le but de ne pas imposer de sujet à traiter dans le cadre des assemblées publiques demandées. Le Résolu de sa motion se lirait donc comme suit : « que le conseil municipal invite la STM à demander avec insistance au CSA de tenir, en 2019, au moins deux assemblées publiques ».

Le leader de la majorité, M. François Limoges, propose de reporter la motion inscrite à l'article 65.04 à la prochaine assemblée du conseil municipal, en vertu du 2° paragraphe de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

La proposition est agréée.

65.04

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, prend la parole pour remercier les membres du conseil pour leur soutien au cours de cette première année à la présidence du conseil marquée par 11 assemblées ordinaires et 6 assemblées extraordinaires. Elle poursuit et indique que ces assemblées sont rendues possibles grâce, notamment, au greffier, M^{e} Yves Saindon, et toute son équipe, le Bureau de la présidence, les techniciens du Service du matériel roulant et des ateliers, l'équipe de l'audio, les agents de sécurité, les policiers et policières du SPVM, l'équipe de l'entretien ménager, les équipes de montage et de la webdiffusion, de la halte-garderie ainsi que le Service des technologies de l'information. La présidente du conseil salue les 250 citoyennes et citoyens qui sont venus prendre la parole à la période de questions du public. Pour terminer, la présidente du conseil souhaite un joyeux temps des fêtes à tous les membres présents.

La présidente du conseil cède la parole à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante et au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez.

La mairesse de Montréal prend la parole et remercie à tous ceux et celles qui contribuent aux bons débats dans cette chambre, notamment, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong et le vice-président du conseil, M. Sterling Downey. La mairesse poursuit en indiquant que 2019 sera l'année du grand déménagement pour tous les élus.es et le personnel de l'hôtel de ville et elle invite les membres du conseil à faire preuve de solidarité et de résilience. Elle souhaite à tous les membres un très joyeux temps des fêtes et les enjoint à profiter de ces moments privilégiés avec la famille et les enfants et de bien se ressourcer.

Le chef de l'opposition officielle fait écho aux propos exprimés par la mairesse et par la présidente du conseil et remercie à son tour toutes les personnes impliquées au bon déroulement des assemblées du conseil. Il indique également que cette période est propice pour prendre un temps de relâche avec la famille et les proches. Il souhaite un très joyeux Noël et une bonne année 2019 à tous les membres. Pour terminer, même si l'année 2018 a été mouvementée, le chef de l'opposition dit espérer qu'en 2019 il sera possible de travailler ensemble pour mettre en œuvre différents projets et il offre son entière collaboration à l'Administration à cet effet.

À 12 h 32, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente du conseil déclare l'assemblée levée.

_____
Cathy Wong
PRÉSIDENTE DU CONSEIL

_____
Yves Saindon
GREFFIER DE LA VILLE

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____
Valérie Plante
MAIRESSE

ANNEXE – ARTICLE 7.03

INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES 2017-2021
Conseillers municipaux – 2018
Le 17 décembre 2018

Beaudry, Robert, **Deschamps,** Richard, **Giannou**, Effie, **Mauzerolle,** Sophie**, Montgomery** Sue, **Norris**, Alex, **Parent**, Marie-Josée, **Perez,** Lionel, **Rapanà**, Giovanni, **Rotrand** Marvin, **Vodanovic**, Maja **Watt,** Stéphanie, **Wong**, Cathy,

ANNEXE – ARTICLE 7.08

DÉCLARATIONS DES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF 2017 – 2021
Conseillers municipaux – 2017
Le 17 décembre 2018

Beaudry, Robert, **Croteau**, François-William, **Parenteau,** Jean-François

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
28 JANVIER 2019

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 31 DÉCEMBRE 2018

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 DÉCEMBRE 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
AFCOR CONSTRUCTION INC	100% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS	1185991003	ACCORDER UN CONTRAT À LA COMPAGNIE AFCOR CONSTRUCTION INC, POUR RÉALISER DES TRAVAUX DIVERS DANS LA CHAUFFERIE PRINCIPALE DU JARDIN BOTANIQUE, POUR UN MONTANT DE 396 000,00 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC # 1199939 - 4 SOUMISSIONNAIRES- AUTORISER UNE DÉPENSE TOTALE DE 472 646,25 $, TAXES INCLUSES	CE18 1962	2018-12-07	396 000,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 1

TOTAL : 396 000,00 $

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
31 JANVIER 2019

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 31 DÉCEMBRE 2018

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 DÉCEMBRE 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
INFRAVERT	100% AGGLO	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1183243001	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES TECHNIQUES À INFRAVERT, POUR LA RESTAURATION ET L'INSTALLATION DE L'OEUVRE D'ART PUBLIC "LA PUERTA DE LA AMISTAD", SITUÉE AU PARC JEAN-DRAPEAU, SUR L'ÎLE SAINTE-HÉLÈNE, AU MONTANT MAXIMAL DE 167 182,73 $, TAXES ET CONTINGENCES INCLUSES - AUTORISER UNE DÉPENSE TOTALE DE 177 821,63 TAXES INCLUSES (162 374,85 $ NET DE RISTOURNES DE TAXES) - APPEL D'OFFRES PUBLIC (18 - 17331) - (2 SOUMISSIONNAIRES)	CE18 2029	2018-12-14	167 182,00 $
MATÉRIAUX PAYSAGERS SAVARIA LTÉE	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL	DIRECTION AMÉNAGEMENT DES PARCS ET ESPACES PUBLICS	1188194002	OCTROYER UN CONTRAT DE SERVICES TECHNIQUES À MATÉRIAUX PAYSAGERS SAVARIA LTÉE POUR LE TAMISAGE DU COMPOST AU PARC FRÉDÉRIC-BACK, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 197 297,10 $, INCLUANT LES TAXES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 18-17035 - TROIS (3) SOUMISSIONNAIRES - CONTRAT 18-6331.	CE18 2028	2018-12-13	197 297,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 2

TOTAL : 364 479,00 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
28 JANVIER 2019

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 31 DÉCEMBRE 2018

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 DÉCEMBRE 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1180744003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 96 500 $ À OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL (OMHM) AFIN DE RÉALISER UN PROJET DE TROIS ACTIVITÉS PILOTES, SOIT RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION CITOYENNE ET DE L'ENGAGEMENT DES LOCATAIRES, BRIGADES DE MÉDIATION JEUNES POUR L'AMÉLIORATION DE LA COHÉSION SOCIALE DANS LES HABITATIONS À LOYERS MODIQUES (HLM) DE MONTRÉAL ET BRIGADE CITOYENNE EN SALUBRITÉ, POUR LA PÉRIODE DU 13 DÉCEMBRE 2018 AU 31 MAI 2019, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE18 2043	2018-12-13	96 500,00 $
CENTRE DES ARTS PAULINE-JULIEN	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1183205009	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 150 000 $ AU CENTRE DES ARTS DE LA SCÈNE PAULINE-JULIEN POUR LA RÉALISATION DE SON PLAN D'ACTION 2018-2019 DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET APPROUVER LA CONVENTION À CET EFFET.	CE18 2049	2018-12-13	150 000,00 $
MAISON THÉÂTRE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1183205010	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 62 500 $ À LA MAISON THÉÂTRE POUR LA RÉALISATION DE SON PROJET APPRÉCIER LE THÉÂTRE PROFESSIONNEL 2018-2019 DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET APPROUVER LA CONVENTION À CET EFFET.	CE18 2050	2018-12-13	62 500,00 $
INSTITUT DU NOUVEAU MONDE	100% VILLE	SERVICE DU GREFFE	DIRECTION	1183599008	ACCORDER UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE NON RÉCURRENTE DE 50 000 $ À LA SOCIÉTÉ À BUT NON LUCRATIF INSTITUT DU NOUVEAU MONDE (INM) DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE DE FINANCEMENT POUR L'ORGANISATION DU PROGRAMME CADRE « DE L'ANIMATION PUBLIC À L'INNOVATION SOCIALE » / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE18 2052	2018-12-12	50 000,00 $
JEUNESSE AU SOLEIL	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1188056002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER SPÉCIAL DE 150 000 $, EN 2018, À JEUNESSE AU SOLEIL EN AVANCE DE FONDS POUR LE SOUTIEN FINANCIER DE LA VILLE QU'IL SERA RECOMMANDÉ DE LUI ACCORDER POUR DES FRAIS DE LOCATION ET DE DÉMÉNAGEMENT (1188056001), DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	CE18 2090	2018-12-20	150 000,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 5

TOTAL : 509 000,00 $

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
28 JANVIER 2019

DÉPÔT DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

LISTE SIMON

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GESTION PERGEBEC INC.	1316907	19 DÉC. 2018	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Facture# 22860//# Dossier: PRP 20181130 401 10Service d'enquête	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 043,58 $	
MORNEAU SHEPELL LTD.	1316355	17 DÉC. 2018	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Facture# 900455 Services professionnels Services individuels (non taxable) - Fourniture de services externes requis dans le cadre du Programme d¿aide aux employés	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 223,00 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1316477	17 DÉC. 2018	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Paiement de facture Rogers #1954435031. Voir l'annexe pour la facture.	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 091,27 $	
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	1315385	12 DÉC. 2018	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Facture # 683435/ Acces aux bases de données. Frais code d'accès Novembre 2018, Club soquij recherche juridique Novembre 2018, Plumitifs Novembre 2018 et Collections Novembre 2018	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 333,57 $	
WOLTERS KLUWER QUEBEC LTEE	1316635	18 DÉC. 2018	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Facture#2672188 6749 - Contrats des organismes publics québécois - feuilles mobiles, 01-févr.-2019 au/to 01-févr.-2020.	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 067,20 $	
CONCEPTION PAYSAGE INC.	1316929	19 DÉC. 2018	SIMINARO, LISA	Services professionnels en architecture de paysage en ingénierie (civile et électrique) pour la transformation d'un terrain de soccer en un terrain de soccer/rugby avec surface synthétique - Réf. : Facture 5806	Ahuntsic - Cartierville	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	5 951,87 $	
GAINAGE PRS INC	1314135	06 DÉC. 2018	PAQUIN, DOMINIQUE	Installation d'une gaine formadrain tel que stipulé au contrat 40046. - En référence à la facture 31277.	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	5 249,37 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1314946	12 DÉC. 2018	RIVARD, THOMAS	Service de nettoyage d'égout pour 2018/2019. - En référence à la soumission recue par courriel le 05/12/18.	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	5 144,39 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1315555	12 DÉC. 2018	PAQUIN, DOMINIQUE	Travaux d'aqueduc au coin de Gouin et Norwood. En référence à la facture 20751.	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	19 732,40 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1315566	12 DÉC. 2018	PAQUIN, DOMINIQUE	Réparation d'un branchement d'égout. - 12343 rue Cousineau.	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	16 498,79 $	
NUSPACE MOBILIER INC	1311432	18 DÉC. 2018	SIMINARO, LISA	Diverses chaises - Réf. : Devis 4689-Q-7865	Ahuntsic - Cartierville	Bibliothèques	2 077,83 $	
R. BENOIT CONSTRUCTION INC.	1316528	17 DÉC. 2018	PAQUIN, DOMINIQUE	16 Ave Alliance- Remplacement conduit égout sanitaire 6 ¨.	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	5 139,14 $	
R. BENOIT CONSTRUCTION INC.	1316864	19 DÉC. 2018	PAQUIN, DOMINIQUE	12059 rue Lavigne - Replacement conduite égout sanitaire 6¨.	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	8 363,25 $	
R. BENOIT CONSTRUCTION INC.	1317410	20 DÉC. 2018	PAQUIN, DOMINIQUE	12 280, rue Lavigne - Remplacement de la conduite d'égout sanitaire 6'' par une nouvelle en PVC SDR28 - 6 mètre de longueur x 3.8 mètre de profondeur x 1.5 de largeur	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	6 194,26 $	
SERVICES MATREC INC.	1316245	17 DÉC. 2018	RIVARD, THOMAS	16 toilettes chimiques - Mesures d'urgences du printemps 2017.	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	5 061,33 $	
BRAULT & BOUTHILLIER LTEE	1316567	18 DÉC. 2018	BOISVERT, CHANTAL	Achats divers dans le cadre du programme RAC Fabricatheque	Anjou	Bibliothèques	6 856,12 $	
CREUSAGE RL	1256368	05 DÉC. 2018	BOISVERT, CHANTAL	ANJ - BCO - TP - 2018 - Excavation cylindré, nettoyage d'égout et excavation pneumatique.	Anjou	Réseau de distribution de l'eau potable	21 522,44 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1248934	20 DÉC. 2018	BOISVERT, CHANTAL	ANJ - BCO - TP - 2018 - Services d'aqueduc	Anjou	Réseaux d'égout	9 559,34 $	
INOLEC	1312787	17 DÉC. 2018	BOISVERT, CHANTAL	PIÈCES POUR AQUEDUC	Anjou	Réseaux d'égout	2 891,98 $	
9464620 CANADA INC.	1299789	20 DÉC. 2018	LABELLE, MARC-ANDRÉ	GAG - Fourniture de barres d'absorption pour chasse-neige A	Approvisionnement	Matériel roulant	70 035,06 $	
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1313798	05 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BORNE FONTAINE 8' ENTENTE 1048943	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	12 737,08 $	1048943
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1315103	11 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de pièces d'aqueduc sur ententes 1129138 + 1048943 + 1137513 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 980,08 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1315103	11 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de pièces d'aqueduc sur ententes 1129138 + 1048943 + 1137513 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	33 512,01 $	1048943
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1315103	11 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de pièces d'aqueduc sur ententes 1129138 + 1048943 + 1137513 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	7 457,66 $	1129138
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1316322	17 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de pièces d'aqueduc sur ententes 1129138 + 1137513 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	7 563,18 $	1129138
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1316322	17 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de pièces d'aqueduc sur ententes 1129138 + 1137513 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	14 644,37 $	1137513
ALFAGOMMA CANADA INC.	1315849	13 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de boyaux, supports et tapis - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	2 126,00 $	
ALFAGOMMA CANADA INC.	1315849	17 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de boyaux, supports et tapis - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Environnement et nature	178,48 $	
ALFAGOMMA CANADA INC.	1315849	13 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de boyaux, supports et tapis - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	10 750,72 $	
ALL TAPE DISTRIBUTION	1316509	17 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de tapes divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Transport et entreposage	862,37 $	
ALL TAPE DISTRIBUTION	1316509	17 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de tapes divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	2 469,31 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1312955	03 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SALOPETTE D'HIVER DOUBLE ENTENTE 1270328	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 882,33 $	1270328
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1313120	03 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	achat de manteaux et autres sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	12 861,51 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1313792	05 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SEMELLE FLEXIBLE,ANTI-DERAPANTE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 392,46 $	1241794
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1315331	12 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	achat de manteaux et salopettes d'hivers sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 349,72 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1316331	17 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT ENTENTE 1270328 - MANTEAU D'HIVER DOUBLE,	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	4 699,45 $	
AREO-FEU LTEE	1306446	12 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	REAPP. MAGASIN VIAU - CAPTEUR COMPLET	Approvisionnement	NON DEFINI	1 268,88 $	
AREO-FEU LTEE	1306446	12 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	REAPP. MAGASIN VIAU - CAPTEUR COMPLET	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	855,20 $	
AREO-FEU LTEE	1306446	12 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	REAPP. MAGASIN VIAU - CAPTEUR COMPLET	Approvisionnement	Matériel roulant	252,28 $	
BATTERIES DIXON INC.	1313415	04 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP DICKSON - BATTERIE D'ACCUMULATEURS ENTENTE 1289561	Approvisionnement	Matériel roulant	6 007,69 $	1289561
B.BOX	1307152	05 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de boîtes en cartons - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Transport et entreposage	4 140,18 $	
BELMONT LIFT INC.	1316336	17 DÉC. 2018	GAUTHIER, DEAN	Achat d'un transpalette pour le Centre de distribution Colbert (2 soumissions)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	28 294,13 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1313808	05 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	PNEU RECHAPE RÉAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE DICKSON	Approvisionnement	Matériel roulant	7 825,72 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1317488	21 DÉC. 2018	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	6 898,73 $	
BRODI SPECIALTY PRODUCTS LTD	1316482	17 DÉC. 2018	BRISEBOIS, LUC	Commande inventaire rush	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	2 771,67 $	
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1312953	03 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de gilets de sécurité sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 858,29 $	1109736
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1313794	05 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PANTALON,PLUIE,DOUBLE,POLAR,ORANGE,HAUTE VISIBILITE ENTENTE 1109736	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	4 371,68 $	1109736
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1316328	17 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT ENTENTE 1109736 - GILET,PLUIE,CAPUCHON INTEGRE, PANTALON,PLUIE,DOUBLE,BAVETTE.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	4 390,58 $	1109736
CONSTRUCTION DJL INC	1316652	18 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'enrobé bitumineux à froids sur entente 1315230 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	5 710,27 $	1315230
CONTROLES VEHICULAIRES PROTEK INC.	1316367	17 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	3 765,66 $	
CREIGHTON ROCK DRILL LIMITED	1315167	11 DÉC. 2018	BILODEAU, LUCY	PIERREFONDS REAP INV MÉCANIQUE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 406,99 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1313803	05 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SIGNALISATION,+14,7	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	6 463,03 $	1126009
DUFRESNE STANDARD & SPECIAL INC.	1314110	20 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de vis diverses - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	63,41 $	
DUFRESNE STANDARD & SPECIAL INC.	1314110	17 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de vis diverses - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	6,14 $	
DUFRESNE STANDARD & SPECIAL INC.	1314110	06 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de vis diverses - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	2 214,28 $	
EDIFICE COLBERT INC.	1317481	21 DÉC. 2018	LABELLE, MARC-ANDRÉ	FACTURE 125: RELOCALISATION DE L'AÉROTHERME #4 DU REMPLACEMENT DE 7 D'ENTRE EUX EN DÉCEMBRE 2017 AVEC LES FRAIS D'ADMINISTRATION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	11 915,86 $	
ELECTROMEGA LTEE	1292221	10 DÉC. 2018	BILODEAU, LUCY	COLBERT REAP INV ENTENTE 1165781 PIECE POUR FUT DE CIRCULATION	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 555,92 $	1165781
ELECTROMEGA LTEE	1317104	19 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de bride d'alimentation référence entente 1165781) - Inventaire Colbert Projet MAN	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	24 900,94 $	
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1312956	03 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bottes de sécurité sur entente 1143452 + 1305720 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	19 877,26 $	1305720
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1312956	03 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bottes de sécurité sur entente 1143452 + 1305720 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	684,86 $	1143452
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1313791	05 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT -BOTTINE,SECURITE,SOULIER,SECURITE, SPORT LEGER ENTENTE 1305720	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	8 993,21 $	1305720
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1315111	11 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOTTINE,SECURITE,SOULIER,SECURITE,CUIR,FEUTRE AMOVIBLE,BOTTINE,SECURITE ENTENTE 1305720	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	13 839,44 $	1305720
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1315325	12 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bottes et souliers de sécurité sur entente 1305720 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	6 372,74 $	1305720
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1315325	12 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bottes et souliers de sécurité sur entente 1305720 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	1 130,85 $	1143452

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1315325	12 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bottes et souliers de sécurité sur entente 1305720 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	75,26 $	1143452
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1315653	20 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP VERDUN ENTENTE 1143452/1305720 - BOTTINE,SECURITE,HIVER,DEMI-MASQUE,RESPIRATOIRE,SILICONE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	58,65 $	1143452
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1315653	13 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP VERDUN ENTENTE 1143452/1305720 - BOTTINE,SECURITE,HIVER,DEMI-MASQUE,RESPIRATOIRE,SILICONE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 438,34 $	1305720
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1316329	17 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT ENTENTE - BOTTINE,SECURITE,SOULIER,SECURITE, SPORT LEGER...	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	13 910,84 $	1305720
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1313934	06 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP ST-LEONARD - DISQUE EXTERIEUR,"BOMBARDIER", CALE POUR ARBRE TRANSVERSAL... ENTENTE 1158736	Approvisionnement	Matériel roulant	4 630,61 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1313934	05 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP ST-LEONARD - DISQUE EXTERIEUR,"BOMBARDIER", CALE POUR ARBRE TRANSVERSAL... ENTENTE 1158736	Approvisionnement	Matériel roulant	325,59 $	1158736
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1315446	12 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP MTL-NORD MÉCANIQUE - CHENILLE SOUPLE DE CAOUTCHOUC HD	Approvisionnement	Matériel roulant	3 939,03 $	
FLEET BRAKE QUEBEC LTD	1301991	05 DÉC. 2018	LOISEAU, DEBORAH	REAP INVENTIARE DICKSON-AILE ARRIERE,PLASTIQUE, COTE GAUCHE ET DROIT,ROUE DOUBLE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 629,56 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1311281	13 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	3 194,28 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1311281	19 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	3 226,69 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1311281	13 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	1 478,44 $	
GOODYEAR CANADA INC.	1313314	04 DÉC. 2018	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	8 703,04 $	
GOODYEAR CANADA INC.	1314432	07 DÉC. 2018	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	4 078,81 $	
GOODYEAR CANADA INC.	1315645	13 DÉC. 2018	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	8 703,04 $	
GOODYEAR CANADA INC.	1315654	13 DÉC. 2018	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	2 672,90 $	
KENWORTH MONTREAL	1313251	11 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	1 968,52 $	
KENWORTH MONTREAL	1313251	04 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	7 946,42 $	
LALEMA INC.	1314267	10 DÉC. 2018	DESBIENS, JEAN-GUY	Impact	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	2 732,70 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1309708	03 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en outillage - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Transport et entreposage	2 535,02 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1309708	03 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en outillage - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Environnement et nature	822,05 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1309708	03 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en outillage - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	917,72 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1309708	07 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en outillage - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	409,98 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1309708	03 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en outillage - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	7 594,30 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1312951	03 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillage sur entente - Inventaire Coblert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	2 183,76 $	1212648
LE GROUPE J.S.V. INC	1314106	06 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	20,24 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1314106	06 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Transport et entreposage	1 296,39 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1314106	06 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Matériaux de fabrication et usinage	1 317,80 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1314106	21 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	583,31 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1314106	06 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Environnement et nature	226,77 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1314106	13 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	611,79 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1314106	06 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	939,02 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1314106	17 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	66,35 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1314106	17 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	443,41 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1314106	13 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Transport et entreposage	297,33 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1315330	17 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT ENTENTE 1212649/1212529 - DISQUE,TRONCONNER,PULVERISATEUR,AGRICOLE,INDUSTRIEL	Approvisionnement	Outillage et machinerie	1 418,91 $	1212648
LE GROUPE J.S.V. INC	1315330	12 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT ENTENTE 1212649/1212529 - DISQUE,TRONCONNER,PULVERISATEUR,AGRICOLE,INDUSTRIEL	Approvisionnement	Outillage et machinerie	1 184,26 $	1212529
LE GROUPE J.S.V. INC	1315330	12 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT ENTENTE 1212649/1212529 - DISQUE,TRONCONNER,PULVERISATEUR,AGRICOLE,INDUSTRIEL	Approvisionnement	Outillage et machinerie	202,71 $	1212648

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LE GROUPE J.S.V. INC	1315330	12 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT ENTENTE 1212649/1212529 - DISQUE,TRONCONNER,PULVERISATEUR,AGRICOLE,INDUSTRIEL	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	2 973,25 $	1212529
LE GROUPE J.S.V. INC	1315330	12 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT ENTENTE 1212649/1212529 - DISQUE,TRONCONNER,PULVERISATEUR,AGRICOLE,INDUSTRIEL	Approvisionnement	Environnement et nature	1 469,74 $	1212648
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1307181	14 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Impression de formulaires sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	4 285,24 $	
LES COMPTEURS LECOMTE LTEE	1317076	19 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP COLBERT - COMTEUR D'EAU	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	35 815,02 $	1312291
LES INDUSTRIES WIPECO INC.	1313832	05 DÉC. 2018	LESSARD, SIMON	RÉAPPROVISIONEMENT MAGASIN VIAU MAG 02	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	2 692,93 $	
LES INDUSTRIES WIPECO INC.	1313832	05 DÉC. 2018	LESSARD, SIMON	RÉAPPROVISIONEMENT MAGASIN VIAU MAG 02	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	47,24 $	
LINDE CANADA LIMITEE	1312957	03 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de gants sur entente 1105438 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	8 001,06 $	1105438
LINDE CANADA LIMITEE	1315112	12 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT -GANT RESISTANT SOLVANT,GANT,MONTEUR DE LIGNE,GANT,TRAVAIL ENTENTE 1105438	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	144,50 $	
LINDE CANADA LIMITEE	1315112	11 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT -GANT RESISTANT SOLVANT,GANT,MONTEUR DE LIGNE,GANT,TRAVAIL ENTENTE 1105438	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	5 425,16 $	1105438
LINDE CANADA LIMITEE	1316140	14 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - DEUXIÈME PARTIE DU BC 1315112	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	16 982,52 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1278788	21 DÉC. 2018	LABELLE, MARC-ANDRÉ	LOCATION D'UNE FOURGONNETTE TYPE TRANSIT POUR LA SALLE DE COURRIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	3 409,16 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	1316839	19 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP ST-LÉONARD - AMPOULE MINIATURE,PLAQUETTE DE FREIN, AVANT,ETRIER ET CALIPER, AVANT...	Approvisionnement	Matériel roulant	2 898,02 $	
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	1311289	03 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Confection de vêtements de travail - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 919,60 $	
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	1316330	17 DÉC. 2018	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - VETEMENT COL BLEU	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 004,84 $	1251060
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	1316330	20 DÉC. 2018	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - VETEMENT COL BLEU	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	1 867,73 $	
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	1316330	18 DÉC. 2018	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - VETEMENT COL BLEU	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	374,81 $	
M.A.G. INTEGRATION	1244954	04 DÉC. 2018	MARCOTTE, ANNE-MARIE	Outil de la gestion contractuelle/d'évaluation des fournisseurs (OGC) selon la soumission 238. // ajout pour modification de statuts OGC selon la soumission 269	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 545,95 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1313285	04 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	5 257,35 $	1114428
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1313590	05 DÉC. 2018	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	6 556,47 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1313849	05 DÉC. 2018	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	10 859,41 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1313919	05 DÉC. 2018	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	3 245,88 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1314722	10 DÉC. 2018	LABELLE, MARC-ANDRÉ	PNEUS NEUF POUR CAMIONS INCENDIE	Approvisionnement	Matériel roulant	5 697,04 $	1114428
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1316585	18 DÉC. 2018	LABELLE, MARC-ANDRÉ	PNEUS NEUF POUR CAMIONS INCENDIE	Approvisionnement	Matériel roulant	7 373,40 $	1114428
NEOPOST CANADA LIMITEE	1317596	21 DÉC. 2018	LABELLE, MARC-ANDRÉ	POUR PAYER FACTURES 2385065 ET 2399371	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 218,57 $	
NOUVELLE TECHNOLOGIE (TEKNO) INC.	1315328	12 DÉC. 2018	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - COMPTEUR D'EAU	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	57 635,95 $	1185029
NOUVELLE TECHNOLOGIE (TEKNO) INC.	1315328	12 DÉC. 2018	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - COMPTEUR D'EAU	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	10 759,12 $	1260249
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1316794	18 DÉC. 2018	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - PRODUIT ENTRETIEN MECANIQUE	Approvisionnement	Construction	398,24 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1316794	18 DÉC. 2018	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - PRODUIT ENTRETIEN MECANIQUE	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	1 111,19 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1316794	18 DÉC. 2018	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - PRODUIT ENTRETIEN MECANIQUE	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	554,84 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1316847	19 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Construction	37,57 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1316847	19 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	117,67 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1316847	20 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	122,71 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1316847	19 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	211,65 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1316847	19 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	1 939,82 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PNEUS METRO INC.	1313937	05 DÉC. 2018	BILODEAU, LUCY	PIERREFONDS REAP MECANIQUE PNEU	Approvisionnement	Matériel roulant	3 449,36 $	
PNEUS METRO INC.	1316965	19 DÉC. 2018	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	6 898,73 $	
PNEUS METROPOLITAINS INC.	1313917	05 DÉC. 2018	BILODEAU, LUCY	PIERREFONDS REAP INV MECANIQUE PNEU	Approvisionnement	Matériel roulant	2 747,02 $	
PNEUTECH-ROUSSEAU INC.	1315512	12 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	1 986,28 $	
PNEUTECH-ROUSSEAU INC.	1315512	18 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	21,00 $	
PRODUITS SANY	1310633	04 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP MTL-NORD -NETTOYEUR,FOUR,SAVON,MAIN,ANTI-BACTERIEN ENTENTE 1048199	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	2 213,23 $	1048199
PRODUITS SANY	1310633	04 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP MTL-NORD -NETTOYEUR,FOUR,SAVON,MAIN,ANTI-BACTERIEN ENTENTE 1048199	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	311,94 $	
PRODUITS SANY	1316325	17 DÉC. 2018	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - PRODUITS ENTRETIEN	Approvisionnement	Environnement et nature	4 586,74 $	1048199
QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.	1317587	21 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en quincaillerie - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	2 270,14 $	
QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.	1317587	21 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en quincaillerie - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Environnement et nature	1 157,49 $	
QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.	1317587	21 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en quincaillerie - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Matériaux de fabrication et usinage	2 801,91 $	
QUINCAILLERIE PONT MERCIER LTEE	1312961	03 DÉC. 2018	BILODEAU, LUCY	LACHINE REAP INV FEUILLE DE CONTREPLAQUE	Approvisionnement	Construction	2 128,23 $	
QUINCAILLERIE PONT MERCIER LTEE	1312961	14 DÉC. 2018	BILODEAU, LUCY	LACHINE REAP INV FEUILLE DE CONTREPLAQUE	Approvisionnement	Outillage et machinerie	81,68 $	
QUINCAILLERIE PONT MERCIER LTEE	1312961	03 DÉC. 2018	BILODEAU, LUCY	LACHINE REAP INV FEUILLE DE CONTREPLAQUE	Approvisionnement	Outillage et machinerie	101,42 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1310330	04 DÉC. 2018	LAPLANTE, JEAN-MARC	HUILE UNIVERSEL,POUR TRACTEUR,TRANSMISSION,DIFFERENTIEL,HYDRAULIQUE,TDH,VRAC	Approvisionnement	Matériel roulant	2 975,39 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1315005	11 DÉC. 2018	LEBRUN, ANDRÉ	HUILE VRAC ATELIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 661,56 $	
SIGNEL SERVICES INC	1309430	06 DÉC. 2018	BILODEAU, LUCY	VERDUN REAP INV SIGNALISATION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	146,98 $	
SIGNEL SERVICES INC	1309430	06 DÉC. 2018	BILODEAU, LUCY	VERDUN REAP INV SIGNALISATION	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 137,45 $	
SPI SANTE SECURITE INC.	1316513	17 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de semelles à crampons - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 947,07 $	
STELEM	1310617	04 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces de BI sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	12 695,09 $	1222638
STELEM	1315329	18 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP COLBERT - PIECE BORNE INCENDIE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	14 803,24 $	
STELEM	1315329	18 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP COLBERT - PIECE BORNE INCENDIE	Approvisionnement	Outillage et machinerie	661,42 $	
STELEM	1315329	12 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP COLBERT - PIECE BORNE INCENDIE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	55,12 $	1222638
STELEM	1315329	12 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP COLBERT - PIECE BORNE INCENDIE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	13 333,41 $	1265402
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1310616	04 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de pièces d'aqueduc et égout sur entente 1143933 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	998,31 $	1207964
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1310616	04 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de pièces d'aqueduc et égout sur entente 1143933 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	14 161,15 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1310616	04 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de pièces d'aqueduc et égout sur entente 1143933 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	13 154,51 $	1195479
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1313796	05 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de tuyaux en cuivre sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	6 610,43 $	1195479
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1315106	11 DÉC. 2018	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - AQUEDUC	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	7 667,24 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1316323	17 DÉC. 2018	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - AQUEDUC	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 974,19 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1316323	18 DÉC. 2018	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - AQUEDUC	Approvisionnement	Outillage et machinerie	240,95 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1316323	17 DÉC. 2018	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - AQUEDUC	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	186,88 $	1207964
SYSTEMES DE MARQUAGE "DIAGENT" MARKING SYSTEMS INC.	1316802	18 DÉC. 2018	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - MARQUEUR PERMANENT	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 040,96 $	
SYSTEMES DE MARQUAGE "DIAGENT" MARKING SYSTEMS INC.	1316802	20 DÉC. 2018	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - MARQUEUR PERMANENT	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	24,09 $	
TECHNO FEU INC	1313260	05 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	15,75 $	
TECHNO FEU INC	1313260	04 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	5 594,59 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TECHNO FEU INC	1314213	07 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	36,75 $	
TECHNO FEU INC	1314213	06 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	4 695,16 $	
TECHNO FEU INC	1315193	13 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	15,75 $	
TECHNO FEU INC	1315193	11 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	13 421,16 $	
TECHNO FEU INC	1315504	12 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	220,28 $	
TECHNO FEU INC	1315504	12 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	2 518,92 $	
TECHNO FEU INC	1315504	13 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	15,75 $	
TECHNO FEU INC	1316360	17 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	9 185,32 $	
TECHNO FEU INC	1316360	18 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	36,75 $	
TECHNO FEU INC	1316360	17 DÉC. 2018	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	140,91 $	
TENCO INC.	1313668	05 DÉC. 2018	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-ENS/PIVOT,TOURNIQUET POUR SALEUSE	Approvisionnement	Matériel roulant	7 387,87 $	
TENCO INC.	1313668	06 DÉC. 2018	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-ENS/PIVOT,TOURNIQUET POUR SALEUSE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	46,19 $	
THOMSON REUTERS	1316736	21 DÉC. 2018	MARCOTTE, ANNE-MARIE	Livres de référence (contrats municipaux par demande soumission)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	44,85 $	
THOMSON REUTERS	1316736	18 DÉC. 2018	MARCOTTE, ANNE-MARIE	Livres de référence (contrats municipaux par demande soumission)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	5 220,50 $	
TOTAL CANADA INC.	1316980	19 DÉC. 2018	BILODEAU, LUCY	PIERREFONDS REAP INV	Approvisionnement	Matériel roulant	2 212,30 $	
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1313413	04 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP DICKSON - BAGUE EN CAOUTCHOUC POUR LAMPE STROBOSCOPE,FEU,CHANGEMENT,DIRECTION... ENTENTE 1231915	Approvisionnement	Construction	156,87 $	1231915
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1313413	04 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP DICKSON - BAGUE EN CAOUTCHOUC POUR LAMPE STROBOSCOPE,FEU,CHANGEMENT,DIRECTION... ENTENTE 1231915	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	897,64 $	1231915
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1313413	12 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP DICKSON - BAGUE EN CAOUTCHOUC POUR LAMPE STROBOSCOPE,FEU,CHANGEMENT,DIRECTION... ENTENTE 1231915	Approvisionnement	Matériel roulant	62,99 $	1231921
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1313413	04 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP DICKSON - BAGUE EN CAOUTCHOUC POUR LAMPE STROBOSCOPE,FEU,CHANGEMENT,DIRECTION... ENTENTE 1231915	Approvisionnement	Matériel roulant	1 475,69 $	1231915
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1313413	12 DÉC. 2018	JOLY, LINDA	REAPP DICKSON - BAGUE EN CAOUTCHOUC POUR LAMPE STROBOSCOPE,FEU,CHANGEMENT,DIRECTION... ENTENTE 1231915	Approvisionnement	Matériel roulant	22,05 $	1231915
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1313802	05 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de petites pièces mécanique sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	2 025,83 $	1231915
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1313701	05 DÉC. 2018	LESSARD, SIMON	REAPPROVISIONEMENT VIAU MAG 02	Approvisionnement	Matériel roulant	2 149,59 $	
VALMONT WEST COAST ENGINEERING	1310606	04 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	Fabrication de fûts et rallonges sur entente 1224056 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 771,67 $	1224056
VALMONT WEST COAST ENGINEERING	1313416	04 DÉC. 2018	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de fûts sur entente 1224056 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	140 420,78 $	1224056
VICROC INC.	1317051	19 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAP INVENTAIRE DICKSON-VERIN TELESCOPIQUE POUR ORIENTATION DE PELLE CHASSE-NEIGE	Approvisionnement	Matériel roulant	22 971,26 $	
VICROC INC.	1317051	21 DÉC. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAP INVENTAIRE DICKSON-VERIN TELESCOPIQUE POUR ORIENTATION DE PELLE CHASSE-NEIGE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	89,24 $	
V-TO INC	1316804	18 DÉC. 2018	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - TAPIS	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	5 624,50 $	
W. COTE ET FILS LTEE	1314123	10 DÉC. 2018	BILODEAU, LUCY	PIERREFONDS REAP INV MECANIQUE PIECEDE DENEIGEUSE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	90,33 $	
W. COTE ET FILS LTEE	1314123	06 DÉC. 2018	BILODEAU, LUCY	PIERREFONDS REAP INV MECANIQUE PIECEDE DENEIGEUSE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 201,88 $	
W. COTE ET FILS LTEE	1315170	11 DÉC. 2018	BILODEAU, LUCY	PIERREFONDS REAP INV MECANIQUE PIECE DE DENEIGEUSE	Approvisionnement	Matériel roulant	5 509,55 $	
W. COTE ET FILS LTEE	1315170	12 DÉC. 2018	BILODEAU, LUCY	PIERREFONDS REAP INV MECANIQUE PIECE DE DENEIGEUSE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	180,68 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1312948	03 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d plomberie sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 405,86 $	1137506
WOLSELEY CANADA INC.	1313797	05 DÉC. 2018	LEARY, GENEVIEVE	Achat de sellettes universelles sur entente - Inventaire colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 040,96 $	1137506
WOLSELEY CANADA INC.	1316324	18 DÉC. 2018	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - AQUEDUC	Approvisionnement	Transport et entreposage	847,54 $	1114700
WOLSELEY CANADA INC.	1316324	17 DÉC. 2018	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - AQUEDUC	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	10 150,46 $	1137506
WOLTERS KLUWER QUEBEC LTEE	1317408	20 DÉC. 2018	MARCOTTE, ANNE-MARIE	Achat de Livres - contrats municipaux - manuel sur les meilleurs stratégies, 2e édition.	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	6 847,00 $	
WOOD WYANT	1314756	10 DÉC. 2018	BILODEAU, LUCY	VERDUN REAP INV PRODUT ENTRETIEN	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	2 006,37 $	
COMMUNICATIONS INFRAROUGE INC.	1317215	20 DÉC. 2018	GALIPEAU, MICHELE	BVG-SP-2018-29	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	10 498,75 $	
GROUPE PUR INC.	1312886	03 DÉC. 2018	GALIPEAU, MICHELE	Services professionnels BVG-SP-2018-25	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	8 399,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LANGLOIS AVOCATS S.E.N.C.R.L.	1316002	14 DÉC. 2018	GALIPEAU, MICHELE	Services professionnels sans contrat BVG	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	6 494,52 $	
PETRIE RAYMOND S.E.N.C.R.L	1317310	20 DÉC. 2018	GALIPEAU, MICHELE	Services professionnels BVG-SP-2018-22	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	10 498,75 $	
RICHARD FLAGEOLE, FCPA, FCA	1316486	17 DÉC. 2018	GALIPEAU, MICHELE	BVG-SP-2018-18	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	2 519,70 $	
RICHTER S.E.N.C.R.L.	1311972	20 DÉC. 2018	GALIPEAU, MICHELE	Services professionnels BVG-SP-2018-21	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	3 674,56 $	
POTENTIEL PLUS PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL INC	1316531	17 DÉC. 2018	PEPIN, JULIE	Facture#199 Conseiller en ressources humaines - Traitement des plaintes	Commission de la fonction publique de Montréal	Gestion du personnel	4 934,41 $	
BELL CANADA	1312690	04 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Travaux de conversion rue St-Zotique (CAP 2018)	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	13 175,13 $	
BELL CANADA	1312859	04 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Travaux de conversion rue Grant (CAP 2018)	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	7 156,60 $	
BELL CANADA	1316886	19 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Téléphonie Crémazie - compte à payer 2018	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	18 084,34 $	
CANADIEN NATIONAL	1315176	12 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Frais d'ingénierie dans le cadre du contrat 1489-étude 20180915	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	4 840,70 $	
CONSTRUCTION N.R.C INC.	1212720	03 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	C 1412 - Modifications et additions au réseau municipal de conduits souterrains dans l'emprise du boulevard Henri-Bourassa Ouest, entre l'autoroute A40 et le boulevard Thimens	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	80 678,30 $	
CPU SERVICE INC.	1316875	19 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Ordinateurs portables : compte à payer 2018	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 277,48 $	
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1315723	13 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Formations d'employés de la CSEM pour : PER-970 Processus de gestion de projet selon le guide PMBOK 6e édition (avec préparation à l'examen PMP) de 6 jours non consécutifs à partir du 6 février 2019	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	11 038,81 $	
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1317332	20 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Bottes et souliers de sécurité - 2018	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	25 211,97 $	
EQUIPEMENT WAJAX	1316706	18 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	réparations fact#Z79773	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	7 873,75 $	
FRANCOIS LEFEBVRE.	1265080	20 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Honoraires pour la fermeture des contrats de la CSEM	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	14 000,52 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1261101	21 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Hydroexcavation 2018 - appel d'offres # 1667	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	958,05 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1261101	14 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Hydroexcavation 2018 - appel d'offres # 1667	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	806,78 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1261101	11 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Hydroexcavation 2018 - appel d'offres # 1667	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	1 563,14 $	
HYDRO-QUEBEC	1312863	03 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Travaux de conversion - Secteur de la rue Rachel (CAP 2018)	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	88 189,50 $	
HYDRO-QUEBEC	1316439	17 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	chauffage 4305 rue hogan - décembre 2018	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 211,72 $	
HYDRO-QUEBEC	1316898	19 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Travaux de concessions HQ novembre 2018 et compte à payer 2018	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	52 461,06 $	
INFRAROUGE KELVIN INC.	1299519	17 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Thermographie 2018/2019- appel d'offres 1671	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	22 186,53 $	
INFRASTRUCTEL INC.	1317470	21 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Inspection par caméra 360 dans le cadre des travaux de la CSEM : mandat 1674	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	200 127,57 $	
INFRASTRUCTEL INC.	1317473	21 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Caractérisation env. des sols dans le cadre des travaux de la CSEM : mandat 1677	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	188 311,33 $	
J.R.G. DENEIGEMENT & EXCAVATION ENR.	1248009	20 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Renouvellement - Services pour la location de machinerie incluant l'opérateur pour des travaux d'excavation, de disposition des matériaux de déneigement pour 2018 (appel d'offres #1591) -Dossier#1160128003	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	22 186,53 $	
LES TERMINAUX KENMONT INC.	1313110	03 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Conteneur 20' usagé	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 783,40 $	
LINE BASBOUS	1316430	17 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	honoraires professionnels pour communications réseaux sociaux	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 000,00 $	
MORNEAU SHEPELL LTD.	1265905	18 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Services professionnels : régime de retraite année 2018	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	43 309,12 $	
NADEAU ULTRA TECH	1315380	12 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Enseigne sur le toit du 4845 Jean-Talon Ouest (conversion)	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	3 564,33 $	
NADEAU ULTRA TECH	1317114	20 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Modification entrée électrique - soumission N18-087 (conversion)	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	7 312,38 $	
PCI-PERRAULT CONSEIL INC.	1266051	18 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	refonte du programme d'équité salariale et interne	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 040,97 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PRODUITS SUNCOR ENERGIE, S.E.N.C. - PETRO-CANADA	1316428	17 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	compte à payer 2018	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 747,01 $	
ROGERS AT&T***	1317304	20 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Compte à payer 2018	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 442,39 $	
SOBEK TECHNOLOGIES	1312909	03 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	¡¿Ensemble de module Geotec EXP ¿ DBM, Lab, Log, Pro	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	19 655,25 $	
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1316861	19 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	ameublement pour les nouveaux locaux de la CSEM - Votre soumission #KS-0314_R2	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	27 458,02 $	
VIDEOTRON LTEE .	1312865	03 DÉC. 2018	WU, CANDY YU	Travaux de conversion Projet secteur William (CAP 2018)	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	73 354,78 $	
ADVISO CONSEIL INC.	1316415	17 DÉC. 2018	ROSAY, MELINA	Adviso Conseil - 3 heures de formation sur la publicité numérique	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	7 874,06 $	
ANNEXE COMMUNICATIONS INC.	1315717	13 DÉC. 2018	TINO, RUFFINO	Annexe Communications inc. - Relations de presse - Activités hivernales des Parcs Nature de Mtl- Mandat du 10 décembre 2018 au 31 mars 2019	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 624,69 $	
COGECO MEDIA ACQUISITIONS INC.	1315262	11 DÉC. 2018	TREMBLAY, LOUISE	Cogeco Media acquisitions - Placement média - Plan d'action Acces. Universelle	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	10 367,52 $	
COMPAGNIE & CIE, CREATION	1317455	21 DÉC. 2018	TREMBLAY, LOUISE	Compagnie & cie création - Production d'un plan de communication stratégique - Implantation des collectes	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	10 957,60 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1296637	04 DÉC. 2018	MARCOTTE, CATHY	Achat - Ordinateur portatif (Ultrabook) et Station d'accueil - Service des communications - # de dérogation R330287, R331600 et R330310	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 231,54 $	1164102
DISTRIBUTIONS LG INC.	1316753	18 DÉC. 2018	VIDAL, STEPHANIE	Facture# 18999-193 Distributions LG- Impression et distribution de documents - Projet Saint-Denis pour Info-Travaux	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 021,64 $	
DOMINIQUE GELINEAU	1315597	13 DÉC. 2018	VIDAL, STEPHANIE	Dominique Gélineau - Conseiller en communication - projet Sainte-Catherine selon la convention(pièce jointe)entre Mme Stéphanie Vidal et M. Dominique Gélineau.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	13 228,42 $	
ELIANE RENAUD	1314560	07 DÉC. 2018	ROSAY, MELINA	Eliane Renaud - Formation en coaching de gestion - Formations du personnel 2018	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 624,69 $	
GROUPE LA GUERILLA INC.	1314776	10 DÉC. 2018	LUSSIER, VERONIQUE	Groupe la Guerilla - coût extra pour la production de capsules vidéo - budget 2019	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 595,43 $	
JEAN BEAUDIN	1315503	12 DÉC. 2018	TREMBLAY, LOUISE	Jean Beaudin - Production d'un vidéo - Campagne de déneigement	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	7 391,12 $	
LA PRESSE LTEE	1315994	14 DÉC. 2018	TREMBLAY, LOUISE	La presse - Placement média - Campagne déneigement	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	9 796,38 $	
LA PRESSE LTEE	1317220	20 DÉC. 2018	TREMBLAY, LOUISE	La Presse - Placement média - Demande en retard Accélérer Mtl	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	4 362,24 $	
LAURENCE GAGNON BEAUDOIN	1316748	18 DÉC. 2018	VIDAL, STEPHANIE	Accompagnement media sociaux.Laurence Gagnon Beaudoin - Gestion de communauté - Habiter Montréal (septembre à dec 2018)	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 624,69 $	
LE DEVOIR INC.	1301341	18 DÉC. 2018	DUFORT, ALAIN	BCO 2018 / Placement média d'appel d'offres - AO/ 15-14549	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	26 246,87 $	
LE DEVOIR INC.	1301341	10 DÉC. 2018	DUFORT, ALAIN	BCO 2018 / Placement média d'appel d'offres - AO/ 15-14549	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	6 299,25 $	1072498
LE DEVOIR INC.	1316007	14 DÉC. 2018	DUFORT, ALAIN	Le Devoir - Placement média d'avis public en français - Budget 2019+PTI	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	6 600,04 $	
LEGER	1317333	20 DÉC. 2018	TREMBLAY, LOUISE	service professionnels - Campagne de déneigement 1er paiement 2018	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	14 173,31 $	
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1315600	13 DÉC. 2018	VIDAL, STEPHANIE	L'empreinte Imprimerie inc. - Impression d'accroche portes via PrintSys - Info Travaux.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 346,57 $	
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1317326	20 DÉC. 2018	TREMBLAY, LOUISE	L'empreinte impression inc. - Impression - Carte dépliants, contrôle animalier - Projet: 19630 Campagne contrôle animalier 2018 - Carte dépliant	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	8 183,78 $	
LINEAIRE INFOGRAPHIE INC.	1317605	21 DÉC. 2018	TREMBLAY, LOUISE	Achat- Lineaire Infographie inc. - Distributeurs de sacs pour chiens rouge avec impression en blanc	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	13 411,94 $	
MARTECH SIGNALISATION INC.	1314544	07 DÉC. 2018	DUFORT, ALAIN	Martech signalisation inc. - Enseigne spéciale	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	13 519,75 $	
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1317234	20 DÉC. 2018	TREMBLAY, LOUISE	Facture# TN 16240 /TransContinental Media - Placement média - Demande en retard de Accélérer MTL	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 273,67 $	
MELTWATER NEWS CANADA INC.	1314782	10 DÉC. 2018	DUFORT, ALAIN	Meltwater - Service - Revue de presse	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	25 721,94 $	
NATIONAL ADVERTISING BENEVOLENT SOCIETY	1308220	18 DÉC. 2018	TREMBLAY, LOUISE	Frais impression pour les abribus de l'île de Montréal - Placement média - Bien Manger Bien jeter - Service des communications	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	10 000,00 $	
NEWAD MEDIA INC.	1315394	12 DÉC. 2018	TREMBLAY, LOUISE	soumission# SC-022153-2 /Service placement media publicitaire. Relance Bien Manger Bien Jeter	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	6 299,25 $	
PAPRIKA COMMUNICATIONS INC.	1315010	11 DÉC. 2018	VIDAL, STEPHANIE	Conception d'une plateforme créative d'habillage de chantier et boite à outils - Projet Ste-Catherine Info-Travaux	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	12 650,99 $	
POSTMEDIA NETWORK INC	1314507	07 DÉC. 2018	DUFORT, ALAIN	Postmédia Network - Service - Placement média d'avis public	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	40 470,05 $	
POSTMEDIA NETWORK INC	1316462	17 DÉC. 2018	DUFORT, ALAIN	PostMedia - Placement média d'avis public en francais - Budget 2019+PTI	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	23 884,66 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1291214	21 DÉC. 2018	DUFORT, ALAIN	Services professionnels pour l'élaboration de la planification stratégique	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 674,56 $	
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	1306385	14 DÉC. 2018	TREMBLAY, LOUISE	Sisca - Impression du budget de fonctionnement 250 exemplaires - Finances selon la soumission 12719-1.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	22 362,33 $	
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	1306385	19 DÉC. 2018	TREMBLAY, LOUISE	Sisca - Impression du budget de fonctionnement 250 exemplaires - Finances selon la soumission 12719-1.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	4 522,33 $	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1316776	18 DÉC. 2018	ROSAY, MELINA	Société Canadienne des Postes - Frais de poste - Carte Accès Montréal	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	14 698,25 $	
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1314622	07 DÉC. 2018	HARDY, LISE	Ordinateur et accessoires - Apple iMac avec écran Retina 5K - Tout-en-un - 1 x Core i5 3.8GHz - RAM 8 Go - lecteur hybride 2 To - Radeon Pro 580 -GigE - LAN sans fil: 802.11a/b/g/n/ac, Bluetooth 4.2 -	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	4 440,23 $	
9229-7795 QUEBEC INC.	1294214	18 DÉC. 2018	HAMEL, ANDRE	Service de mesurage électronique des camions dans le cadre des activités de déneigement Appel d'offre no 18-16622	Concertation des arrondissements	Déblaiement et chargement de la neige	115 486,24 $	
9229-7795 QUEBEC INC.	1315724	13 DÉC. 2018	ROUMAGERE, CHLOE	3DMEC (Devis 18272-Simulation Visuelle 3D de scénarios d'aménagement du site Solutia)	Concertation des arrondissements	Déblaiement et chargement de la neige	8 743,35 $	
CONSTRUCTION J. RICHARD GAUTHIER INC.	1314630	07 DÉC. 2018	HAMEL, ANDRE	Gauthier-Service de tracteur bouteur D6T LGP avec opérateur pour dépotoir - Château Pierrefonds-Mobilisation-Démobilisation -Château Pierrefonds-Mobilisation-	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	4 853,57 $	
CONTENEURS EXPERTS S.D. INC.	1316339	17 DÉC. 2018	COURNOYER, FRANCOIS	Installation conteneur pour guérite d'entrée au site neige CSM	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	27 390,82 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1315767	13 DÉC. 2018	BELANGER, ALAIN	Workstation de table Mémoire supplémentaire - 2 Dimm x 16 Go DDR4 - 2133 Mhz ou Mémoire supplémentaire - 1 Dimm x 32 Go DDR4 - 2133 Mhz	Concertation des arrondissements	Rel. avec les citoyens et communications	2 254,00 $	1164102
ENVIROMET INTERNATIONAL INC.	1314869	10 DÉC. 2018	HAMEL, ANDRE	Fourniture de services professionnels en prévisions météorologiques spécialisées pour la Ville de Montréal, saison hivernale 2018-2019	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 388,48 $	
LAFARGE CANADA INC	1314785	10 DÉC. 2018	HAMEL, ANDRE	DEPOT A NEIGE	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	7 718,11 $	1195735
LOCAPRO 2002	1316315	21 DÉC. 2018	SZABO, ANDREA	Location de ROULEAU COMPACTEUR 66" Dépot de neige Château-Pierrefonds - Facture 166479 GL 2101.0012500.114148.03125.54503.012353.0000.000000.051121.00000.00000 APPRO A. HAMEL	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	855,57 $	
LOCAPRO 2002	1316315	17 DÉC. 2018	SZABO, ANDREA	Location de ROULEAU COMPACTEUR 66" Dépot de neige Château-Pierrefonds - Facture 166479 GL 2101.0012500.114148.03125.54503.012353.0000.000000.051121.00000.00000 APPRO A. HAMEL	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	1 888,98 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1313644	05 DÉC. 2018	BRISSON, GUYLAINE	Téléphonie cellulaire - SCA - Facture 1954434573 du 24 nov. 2018 - Entente 1137408	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	565,40 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1313644	05 DÉC. 2018	BRISSON, GUYLAINE	Téléphonie cellulaire - SCA - Facture 1954434573 du 24 nov. 2018 - Entente 1137408	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	484,32 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1313644	05 DÉC. 2018	BRISSON, GUYLAINE	Téléphonie cellulaire - SCA - Facture 1954434573 du 24 nov. 2018 - Entente 1137408	Concertation des arrondissements	Administration, finances et approvisionnement	48,95 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1313644	05 DÉC. 2018	BRISSON, GUYLAINE	Téléphonie cellulaire - SCA - Facture 1954434573 du 24 nov. 2018 - Entente 1137408	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	110,15 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1313644	05 DÉC. 2018	BRISSON, GUYLAINE	Téléphonie cellulaire - SCA - Facture 1954434573 du 24 nov. 2018 - Entente 1137408	Concertation des arrondissements	Rel. avec les citoyens et communications	7 015,00 $	
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL	1267581	20 DÉC. 2018	TINO, RUFFINO	Service - Soutien psychosocial - Brigade de propreté GDI - Service de la concertation des arrondissements	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	3 675,00 $	
SOCIÉTÉ D'HABITATION ET DE DEVELOPPEMENT DE MONTREAL (SHDM)	1316713	18 DÉC. 2018	BRISSON, GUYLAINE	Location - Espace de stationnement - Chaussegros-de-Léry - Janvier à décembre 2019 - 160.9/mois - SCA - Gestion animalière et Soutien technique et opérationnel - Facture VM118	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	10 135,49 $	
SOCIÉTÉ D'HABITATION ET DE DEVELOPPEMENT DE MONTREAL (SHDM)	1316713	18 DÉC. 2018	BRISSON, GUYLAINE	Location - Espace de stationnement - Chaussegros-de-Léry - Janvier à décembre 2019 - 160.9/mois - SCA - Gestion animalière et Soutien technique et opérationnel - Facture VM118	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	10 135,49 $	
TECHNOLOGIES METEOROLOGIQUES MET-TECH INC.	1313593	05 DÉC. 2018	HAMEL, ANDRE	Prévisions météorologiques quotidiennes opérationnelles. Programme d'hiver 2018-2019	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 598,44 $	
TRANSVRAC MONTREAL LAVAL INC.	1315149	11 DÉC. 2018	HAMEL, ANDRE	Facture 83972 transport de dépôt au site à neige de la 6e Avenue - Lachine.	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	2 551,20 $	
WM QUEBEC INC.	1315992	14 DÉC. 2018	HAMEL, ANDRE	Service - Enfouissement résidus balais de rues et dépôts à neige	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	25 252,37 $	1253901
WM QUEBEC INC.	1315992	14 DÉC. 2018	HAMEL, ANDRE	Service - Enfouissement résidus balais de rues et dépôts à neige	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	22 108,07 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ABC ENVIRONNEMENT INC.	1315666	13 DÉC. 2018	BOUTIN, PIERRE	Nettoyage d'égout et inspection des conduites dans CDN-NDG	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseaux d'égout	22 714,83 $	
CLOTURES SENTINELLE LTEE	1316456	17 DÉC. 2018	HOOPER, CHANTAL	Clôtures temporaires de chantier	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	7 116,25 $	
GROUPE ABS INC.	1317035	19 DÉC. 2018	BOUTIN, PIERRE	Étude géotechnique, analyse de caractérisation des sols contaminés de l'avenue Westbury entre Bourret & Chemin de la Côte Ste-Catherine. CDN-NDG-19-GG-TP-027	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	15 973,85 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1303945	21 DÉC. 2018	PLANTE, STÉPHANE	Gré à gré - Location de machinerie avec main d'¿uvre pour des travaux de creusage en Hydro-Excavation dans l'Arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseaux d'égout	104,99 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1303945	19 DÉC. 2018	PLANTE, STÉPHANE	Gré à gré - Location de machinerie avec main d'¿uvre pour des travaux de creusage en Hydro-Excavation dans l'Arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseaux d'égout	6 752,01 $	
LAFARGE CANADA INC	1248184	14 DÉC. 2018	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	Fourniture de pierre concassée VM-2 pour 2018	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	1 806,98 $	1195735
LAFARGE CANADA INC	1248184	11 DÉC. 2018	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	Fourniture de pierre concassée VM-2 pour 2018	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	2 024,19 $	1195735
LES CONSULTANTS VERRET INC.	1316284	17 DÉC. 2018	HOOPER, CHANTAL	Services professionnels - Animation de trois sessions de formation: Clientèles difficiles ou agressives, intervenir de façon sécuritaire.	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	5 175,15 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1314219	06 DÉC. 2018	BOUTIN, PIERRE	Travaux de réparation de drain privé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Soumission # 18-5380 - Place Lucy	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseaux d'égout	22 362,34 $	
ARTEXPERT.CA INC	1314249	13 DÉC. 2018	LAVERDIERE, SUZANNE	Services professionnels de gré à gré pour la réalisation d'une étude faisant l'inventaire des ressources en accompagnement entrepreneurial de l¿écosystème créatif et culturel	Culture	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	9 132,00 $	
ASBL DES RACINES POUR GRANDIR	1315461	12 DÉC. 2018	PICHET, GENEVIEVE	Déploiement du projet Des Racines pour Grandir	Culture	Musées et centres d'exposition	5 668,96 $	
ATELIER ROBITAILLE THIFFAULT, S.E.N.C.R.L.	1315606	13 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Participation à la charrette de design relatif au projet Espace Rivière	Culture	Autres - activités culturelles	4 251,99 $	
AUVITEC LTEE	1313254	04 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Acquisition système e sonorisation pour La Roulotte	Culture	Autres - activités culturelles	51 993,01 $	
AXIOME CONSTRUCTION INC	1314824	10 DÉC. 2018	LAVERDIERE, SUZANNE	Recherche et redaction	Culture	Autres - activités culturelles	3 424,87 $	
BERNARD ET FILS TRAITEUR INC	1314531	07 DÉC. 2018	LAVERDIERE, SUZANNE	Service traiteur - Remise des prix d'Excellence	Culture	Autres - activités culturelles	4 087,16 $	
BIBLIO RPL LTEE	1313157	10 DÉC. 2018	BELLEMARE, NATHALIE	Achat de fournitures de bureau destinées aux travaux de reliure et préparation matérielle des documents des bibliothèques de Montréal	Culture	Bibliothèques	8 994,28 $	
BISSON ET ASSOCIES INC.	1317390	20 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Rédaction et correction PSR	Culture	Autres - activités culturelles	22 047,37 $	1252454
BOUTY INC	1314914	10 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Achats de chaises pour la division du BAP et BEEC	Culture	Autres - activités culturelles	3 311,57 $	1013950
CAROLINE MARTEL	1313432	04 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Projet de développement du nouveau Centre d'histoire de Montréal - Développement du contenu muséal	Culture	Autres - activités culturelles	4 200,00 $	
CATHERINE BECHARD	1315616	13 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Acquisition d'¿uvres d'arts	Culture	Autres - activités culturelles	10 278,28 $	
CENTRE DES AUTEURS DRAMATIQUES (CEAD) INC.	1312942	07 DÉC. 2018	TREMBLAY, GINA	Accompagnement dramaturgique pour le Théâtre La Roulotte	Culture	Autres - activités culturelles	3 307,11 $	
CENTRE ESTHETIQUE AUTO SUPREME INC.	1313753	05 DÉC. 2018	LAVERDIERE, SUZANNE	Projet quartier des spectacles - Pattes de clôture	Culture	Autres - activités culturelles	22 005,38 $	
COLLEGE AHUNTSIC.	1314534	07 DÉC. 2018	TREMBLAY, GINA	Résidence de création artistes autochtones	Culture	Autres - activités culturelles	2 099,75 $	
COMPUGEN INC.	1312994	03 DÉC. 2018	LAVERDIERE, SUZANNE	Microsoft Office Standard 2019 - Licence - 1 PC - academic - OLP: Academic -Win - Single Language	Culture	Bibliothèques	2 974,93 $	
CONSEIL DES METIERS D'ART DU QUEBEC	1317395	20 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Acquisitions ¿uvres d'art	Culture	Autres - activités culturelles	6 964,43 $	
CORPORATION DU THEATRE OUTREMONT	1314794	10 DÉC. 2018	TREMBLAY, GINA	Projet francisation - théâtre Outremont	Culture	Autres - activités culturelles	11 437,31 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1313599	05 DÉC. 2018	LAVIGNE, VALERIE	Acquisitions matériels informatique	Culture	Bibliothèques	4 348,05 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1317527	21 DÉC. 2018	LAVERDIERE, SUZANNE	Projet RAC-Pierrefonds - Équipements informatiques	Culture	Bibliothèques	43 027,50 $	
DARIA DER KALOUSTIAN	1313443	04 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Projet de développement du nouveau Centre d'histoire de Montréal - Préparation du déménagement	Culture	Autres - activités culturelles	4 900,00 $	
DAVID ELLIOT	1317128	20 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Acquisitions ¿uvres d'art PADORAC	Culture	Autres - activités culturelles	8 690,00 $	
DIVERSITE ARTISTIQUE MONTREAL	1314487	07 DÉC. 2018	TREMBLAY, GINA	Projet Partenariat Accès culture	Culture	Autres - activités culturelles	3 036,40 $	
ECOLE NATIONALE DE THEATRE DU CANADA	1314422	07 DÉC. 2018	TREMBLAY, GINA	Suivi de la réalisation des costumes, accessoires, marionnettes et du décor de la pièce Cache-Cache et dépenses de production de la tournée	Culture	Autres - activités culturelles	8 674,77 $	
ELLEPHANT INC.	1316495	17 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Achat ¿uvres d'arts	Culture	Autres - activités culturelles	8 661,47 $	
EMILIE GUILBEAULT-CAYER	1313429	04 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Projet de développement du nouveau Centre d'histoire de Montréal - Développement du contenu muséal	Culture	Autres - activités culturelles	4 409,47 $	
ENTREPRISES INTMOTION INC.	1313167	03 DÉC. 2018	COURT, ALEXANDRA	Achat d'étiquettes RFID pour la préparation matérielle Au centre de services partagées /Bibliothèques	Culture	Bibliothèques	7 217,88 $	1162283

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GALERIE HUGUES CHARBONNEAU INC.	1316917	19 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Acquisition ¿uvre d'art - ''Pépinière''	Culture	Autres - activités culturelles	8 661,47 $	
GENEVIEVE MATTEAU	1317523	21 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Services professionnels pour effectuer des recherches et à rédiger des documents de références en lien avec la conservation de la collection d'art public	Culture	Autres - activités culturelles	2 099,75 $	
GROUPE SAKO INVESTISSEMENT INC.	1314947	10 DÉC. 2018	COURT, ALEXANDRA	Cueillettes et livraison de boites et de chariots entre les bibliothèques de La Ville De Montréal en date du 30 novembre 2018, 01 et 03 décembre 2018.	Culture	Bibliothèques	2 362,22 $	
HALO CREATION	1315596	13 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Explosion 67 - Équipement de remplacement Centre d'histoire	Culture	Autres - activités culturelles	2 270,25 $	
HOUDA RIHANI	1315718	13 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Accompagnement des diffuseurs du réseau accès culture - projet francisation	Culture	Autres - activités culturelles	4 175,00 $	
HUNEAULT DESIGN ET COLLABORATION	1315632	13 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Participation à la charrette de design relatif au projet Espace Rivière	Culture	Autres - activités culturelles	4 251,99 $	
ISABELLE HAYEUR	1315615	13 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Acquisition d'¿uvres d'arts	Culture	Autres - activités culturelles	6 929,17 $	
JULIE NOEL	1313427	04 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Projet de développement du nouveau Centre d'histoire de Montréal - Développement du contenu muséal	Culture	Autres - activités culturelles	2 100,00 $	
JUSTIN LARAMEE	1311039	07 DÉC. 2018	TREMBLAY, GINA	Mise en scène de la pièce présentée par le Théâtre La Roulotte à l'été 2019	Culture	Autres - activités culturelles	2 519,70 $	
LA SOCIETE POUR L'AVANCEMENT DE LA CHANSON D'EXPRESSION FRANCAISE (SACEF)	1313450	04 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Pré-production du spectacle des lauréats : Ma première Place des Arts 2018	Culture	Autres - activités culturelles	2 624,69 $	
LE FILS D'ADRIEN DANSE	1315727	13 DÉC. 2018	TREMBLAY, GINA	Représentation de Partition blanche au Centre Culturel Notre-Dame-De-Grâce	Culture	Bibliothèques	4 199,50 $	
LES DISTRIBUTIONS PIERRE LAROCHELLE INC.	1309560	10 DÉC. 2018	COURT, ALEXANDRA	Achat de 300 000 codes zébrés pour l'identification des documents acquis par les bibliothèques de Montréal suivant la soumission 3802.	Culture	Bibliothèques	8 855,06 $	
LES PLACEMENTS DALECORP INC.	1315760	13 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Acquisition d'¿uvres d'arts	Culture	Autres - activités culturelles	18 477,80 $	
LES PRODUCTIONS LE VENT DU NORD INC.	1314537	07 DÉC. 2018	TREMBLAY, GINA	Reseau accès culture - Spectacle du groupe le vent du nord	Culture	Autres - activités culturelles	25 197,00 $	
LIAM MALONEY PHOTOGRAPHY	1317115	20 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Plan d'acquisition d'¿uvres d'art PADORAC	Culture	Autres - activités culturelles	6 929,17 $	
LIGIA BORGES MATIAS CARBONNEAU	1307123	17 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Accompagnement des diffuseurs du réseau Accès Culture - Journées d'accueil interculturelles à l'automne 2018	Culture	Autres - activités culturelles	2 750,00 $	
L.L. LOZEAU LTEE.	1313710	05 DÉC. 2018	LAVERDIERE, SUZANNE	Acquisitions 2 cameras ainsi que les accessoires dans le cadre du programme RAC - Bibliothèque Pierrefonds	Culture	Bibliothèques	8 425,34 $	
LOUIS BOUVIER	1315614	13 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Acquisition d'¿uvres d'arts	Culture	Autres - activités culturelles	4 400,00 $	
LYDIA DUNTON	1313444	04 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Projet de développement du nouveau Centre d'histoire de Montréal - Préparation du déménagement	Culture	Autres - activités culturelles	2 100,00 $	
MAGASINS BEST BUY LTEE	1313632	05 DÉC. 2018	LAVERDIERE, SUZANNE	Acquisitions consoles de jeux - projet de rénovation et d'agrandissement de la bibliothèque de Pierrefonds - Programme RAC	Culture	Bibliothèques	10 423,31 $	
MARC-OLIVIER BECOTTE	1317013	19 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Documentation photographique hivernale de 10 ¿uvres d'art extérieures sur le territoire de la Ville de Montreal	Culture	Autres - activités culturelles	6 818,94 $	
MARY ANNE POUTANEN	1313425	04 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Projet de développement du nouveau Centre d'histoire de Montréal - Développement du contenu muséal	Culture	Autres - activités culturelles	6 000,00 $	
MULTIRECYCLE	1312783	03 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Multi recyclage au centre d'histoire	Culture	Autres - activités culturelles	2 141,04 $	
MULTIRECYCLE	1312783	11 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Multi recyclage au centre d'histoire	Culture	Autres - activités culturelles	2 141,04 $	
NATHALIE THIBODEAU	1317118	20 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Mise à jour du guide de la planification des lieux culturels du Bureau des équipements et espaces culturels	Culture	Autres - activités culturelles	20 777,03 $	
NATHALIE TRUDEL	1317140	20 DÉC. 2018	LAVERDIERE, SUZANNE	Service professionnels pour la rédaction de textes du Plan d'action 2019 et à la création de formulaires et de rapports de suivi du Plan d'action 2019	Culture	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	3 412,09 $	
OFFICE NATIONAL DU FILM DU CANADA	1312974	07 DÉC. 2018	TREMBLAY, GINA	Programme ONF à la maison - Éditions automne 2018-2019	Culture	Autres - activités culturelles	2 624,69 $	
OLIVIER PARE	1315622	13 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Repérage thématique préliminaire - Centre d'histoire	Culture	Autres - activités culturelles	2 880,00 $	
PETER KRAUSZ INC.	1315637	13 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Acquisition d'¿uvres d'arts	Culture	Autres - activités culturelles	6 698,20 $	
REPRODOC INC.	1315876	14 DÉC. 2018	MARTIN, NATHALIE	Achat de 11450 fiches plastifiées des deux côtés pour le Programme Coup de poing	Culture	Bibliothèques	4 959,46 $	
SAMUEL ST-AUBIN	1317131	20 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Acquisitions ¿uvres d'art PADORAC	Culture	Autres - activités culturelles	5 000,00 $	
SOCIETE CANADIENNE DES AUTEURS, COMPOSITEURS ET EDITEURS DE MUSIQUE (SOCAN)	1314822	10 DÉC. 2018	TREMBLAY, GINA	Concert Campbell	Culture	Autres - activités culturelles	2 894,76 $	
SOPHIE JODOIN	1315620	13 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Acquisition d'¿uvres d'arts	Culture	Autres - activités culturelles	19 632,66 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	1308623	13 DÉC. 2018	LAVERDIERE, SUZANNE	Transfert de connaissance du gestionnaire du centre d'histoire en préparation à son départ pour la retraite	Culture	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	3 464,59 $	
STUDICA LIMITED	1313678	05 DÉC. 2018	LAVERDIERE, SUZANNE	Acquisition une découpeuse de vinyle et des accessoires dans le cadre du programme RAC - Bibliothèque de Pierrefonds	Culture	Bibliothèques	2 961,64 $	
SYLVIE BOUCHARD	1315639	13 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Acquisition d'¿uvres d'arts	Culture	Autres - activités culturelles	7 150,00 $	
TANGENTE INC.	1314425	07 DÉC. 2018	TREMBLAY, GINA	Laboratoire public - Maisons de la Culture	Culture	Autres - activités culturelles	2 918,65 $	
TURQUOISE DESIGN INC.	1315605	13 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Participation à la charrette de design relatif au projet Espace Rivière	Culture	Autres - activités culturelles	4 251,99 $	
VOXEL FACTORY INC.	1313657	05 DÉC. 2018	LAVERDIERE, SUZANNE	Acquisition d'une imprimante 3D et accessoires dans le cadre du programme RAC	Culture	Bibliothèques	5 414,98 $	
YANN POCREAU	1315613	13 DÉC. 2018	PICARD, MICHELE	Acquisition d'¿uvres d'arts	Culture	Autres - activités culturelles	5 196,88 $	
COMMUNICATIONS INFRAROUGE INC.	1297496	05 DÉC. 2018	SAVARD, JOHANNE	services professionnels liée à cette demande d'achat, services requis pour l'organisation d'un événement soulignant le 15e anniversaire du Bureau de l'ombudsman de Montréal	Dépenses de contributions	Conseil et soutien aux instances politiques	3 558,02 $	
IMMEUBLES CENTURIAN PEEL/METCALFE INC.	1317096	19 DÉC. 2018	SAVARD, JOHANNE	Fourniture et installation de gradateurs (4) pour ajuster l'éclairage dans les nouveaux bureaux de l'Ombudsman de Montréal - selon soumission de Redbourne du 18 décembre 2018	Dépenses de contributions	Conseil et soutien aux instances politiques	2 264,06 $	
6113991 CANADA INC	1311698	21 DÉC. 2018	LAPOINTE, NORMAND	Préparation d'une conférence pour la journée dans le cadre du comité de direction sur la mobilisation ainsi que 6 conférences pour les gestionnaires sur le thème de mobilisation selon la convention	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 624,69 $	
9164-2637 QUEBEC INC.	1316873	19 DÉC. 2018	THERRIEN, MARIE-CLAUDE	TOMA: Recherche d'un nouvel emballage et du carton	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 619,44 $	
ABP LOCATION INC.	1316874	19 DÉC. 2018	THERRIEN, MARIE-CLAUDE	ABP Express: Achat Bar Chrome plex avec rangement intégré selon commande 208233	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	3 228,36 $	
ANGELO CADET	1315054	11 DÉC. 2018	LADOUCEUR-GIRARD, MARIE-CHRISTINE	Mandat de production vidéo pour le BINAM présentée en ouverture de l'événement Montréal inclusif	Direction générale	Autres - activités culturelles	10 236,28 $	
ANGLOCOM INC.	1315638	13 DÉC. 2018	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Facture 76800-ANGLOGOM : Traduction en français, espagnol et anglais divers documents concernant Metropolis	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	8 267,77 $	
ANNICK BRABANT	1312982	03 DÉC. 2018	LADOUCEUR-GIRARD, MARIE-CHRISTINE	Charge de projet pour "Vous faites partie de l'histoire!"	Direction générale	Autres - activités culturelles	14 194,31 $	
AUBE CONSEIL INC	1315086	11 DÉC. 2018	LAPOINTE, NORMAND	Expertise-conseil en gestion de l'expérience client	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	13 648,37 $	
BOUTY INC	1317554	21 DÉC. 2018	THERRIEN, MARIE-CLAUDE	BOUTY : Achat des chaises pour le Bureau du Protocole type agio AGPP-PN-R2 TU6009	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	5 083,49 $	1013950
COLLECTIF RECOLTE	1315749	13 DÉC. 2018	GUIDOIN, STEPHANE	Accompagnement pour le montage de candidature au Défi VI- Volet alimentaire - Paiement 2/3	Direction générale	Gestion de l'information	6 824,19 $	
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1313346	04 DÉC. 2018	GUIDOIN, STEPHANE	iPad Pro 10,5'' 64Go Gris cosmique Wi-	Direction générale	Gestion de l'information	2 493,45 $	1163361
C.P.U. DESIGN INC.	1313972	05 DÉC. 2018	GUIDOIN, STEPHANE	0203 Ordinateur portatif Convertible	Direction générale	Gestion de l'information	3 868,55 $	1164102
C.P.U. DESIGN INC.	1314945	10 DÉC. 2018	GRIMARD, YVES	Mémoire supplémentaire - 2 Dimm x 8 Go DDR4 - 2133 Mhz et ordinateur Workstation de table	Direction générale	Administration, finances et approvisionnement	2 102,65 $	1164102
C.P.U. DESIGN INC.	1316665	18 DÉC. 2018	LAPOINTE, NORMAND	Tablette Pro	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	3 107,42 $	1164102
EMANUELLE DUFOUR	1316162	14 DÉC. 2018	BACHMAN, PEGGY	Dépouillement du résultat de la consultation et rédaction d'une ébauche de stratégie de réconciliation, selon la facture 2018-12-07 COMA-0102S	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	4 480,00 $	
FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTREAL	1317534	21 DÉC. 2018	BACHMAN, PEGGY	Recherche et compilation de données pour contribuer à élaborer la stratégie de sécurité urbaine et d'amélioration de la qualité de vie de la population autochtone du Plateau Mont-Royal	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	9 289,29 $	
GRISVERT INC.	1315773	13 DÉC. 2018	GUIDOIN, STEPHANE	Conception et facilitation d'un atelier de travail avec partenaires de la mobilité	Direction générale	Gestion de l'information	6 207,39 $	
INSTITUT FORMAT	1316885	19 DÉC. 2018	THERRIEN, MARIE-CLAUDE	INSTITUT FORMAT: frais de formation de Marie-Ève Bordeleau le 21 décembre 2018 pour une durée de 7 heures selon facture 3894	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	4 199,50 $	
L'INSTITUT DE TOURISME ET D'HOTELLERIE DU QUEBEC	1317561	21 DÉC. 2018	LAPOINTE, NORMAND	Facture#185971//Frais - Rencontre de la démarche d'alignement - Comité de direction et CE - 12 décembre 2018	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	5 492,47 $	
MEDERIK SIOUI	1316891	19 DÉC. 2018	THERRIEN, MARIE-CLAUDE	Médérik Sioui :honoraire pour consultation en Histoire, culture et politique des Premières Nations du projet Scénario de la réconciliation selon facture #1	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 000,00 $	
MOTIVO PROMOTIONS GROUP INC.	1316895	19 DÉC. 2018	THERRIEN, MARIE-CLAUDE	MOTIVO PROMOTIONS GROUP: Achat Étuis de crayons (imagerie) selon facture 20494	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 325,47 $	
OLTHUIS KLEER TOWNSHEND LLP	1317533	21 DÉC. 2018	BACHMAN, PEGGY	Production d'un texte sur la réconciliation et d'un avis juridique sur les obligations potentielles de la Ville de Montréal en lien avec le PL C-262, selon l'entente signée par la commissaire M.-È. Bordeleau	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	8 346,51 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1315064	11 DÉC. 2018	TALEB, NASSIM AMINE	ESTIMATION facture Rogers décembre 2018	Direction générale	Rel. avec les citoyens et communications	18 960,74 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1315071	11 DÉC. 2018	TALEB, NASSIM AMINE	Facture Rogers 45364157N-OD 30 novembre 2018	Direction générale	Rel. avec les citoyens et communications	20 047,36 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1317317	20 DÉC. 2018	GAGNON, ANDRE	Facture #DDC-24-45364153 Rogers - ajout de 2 files d¿attente	Direction générale	Rel. avec les citoyens et communications	13 948,64 $	
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1315023	11 DÉC. 2018	LAPOINTE, NORMAND	Multifonction pour la Direction générale | Bureau des projets et programmes d'immobilisations	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	4 358,03 $	949660
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1315996	14 DÉC. 2018	GRIMARD, YVES	Photocopieur SHARP Modèle MX3070N Systèmes multifonctions numériques pleine couleur	Direction générale	Administration, finances et approvisionnement	4 774,83 $	949660
SOCIETE D'HABITATION ET DE DEVELOPPEMENT DE MONTREAL (SHDM)	1316667	18 DÉC. 2018	LUSSIER, DANIELLE	Location d'une salle de réception au Marché Bonsecours dans le cadre de l'événement Gala Montréal durable qui se tiendra le 30 avril 2019 incluant les redevances traiteur	Direction générale	Protection de l'environnement	9 375,00 $	
SOFTCHOICE LP	1314771	10 DÉC. 2018	GRIMARD, YVES	Logiciel requis dans le contexte d'analyse et l'interprétation de preuves numériques	Direction générale	Administration, finances et approvisionnement	21 590,67 $	
SOLUTIONS DE RECONNAISSANCE RIDEAU INC	1316870	19 DÉC. 2018	THERRIEN, MARIE-CLAUDE	Rideau Recognition Solutions : Achat 9 emballages assiettes bousquet taille 1 selon facture 1-615115	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 280,30 $	
UNIVERSITE CONCORDIA	1316163	14 DÉC. 2018	BACHMAN, PEGGY	Réalisation d'une journée de formation sur les réalités autochtones et la réconciliation à l'intention des employés de la Ville de Montréal, selon la facture IN 9643	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	5 774,31 $	
UNIVERSITE DE MONTREAL	1316910	19 DÉC. 2018	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Université de Montréal : Honoraires de Bob White, pour réalisation de l'étude afin d'approfondir la compréhension et promotion du vivre-ensemble à l'échelle municipale selon article 8.2a de la convention#facture LABRRI-2018	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	22 853,65 $	
VACANCES PREFERENCE INC.	1313730	05 DÉC. 2018	NORMANDIN, HENRI-PAUL	fact#001A20128 -TEMPUS : billet d'avion de Montréal à Beijing du 5 au 13 novembre 2018 pour Mme Lucie Lavoie	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 458,36 $	
VINCENT FORTIN	1313888	05 DÉC. 2018	TALEB, NASSIM AMINE	Facture #3 avis alerte de Vincent Fortin 1er au 31 octobre 2018	Direction générale	Rel. avec les citoyens et communications	2 055,00 $	
VINCENT FORTIN	1313904	05 DÉC. 2018	TALEB, NASSIM AMINE	Facture # 4 Vincent fortin avis alerte 1e au 30 novembre 2018	Direction générale	Rel. avec les citoyens et communications	2 550,00 $	
CEGEP MARIE-VICTORIN	1314488	07 DÉC. 2018	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	Réservation de places de stationnement au CEGEP Marie-Victorin pour les utilisateurs du CSMV pour la période de janvier à juin 2018 et du 1er juillet au 31 décembre 2018	Diversité sociale et des sports	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	26 850,55 $	
CENTRE ST-PIERRE	1317555	21 DÉC. 2018	BASTIEN, NADIA	Remboursement de la facture HC-42260 pour l'animation et la prise de notes pour 06 rencontres de consultation pour le plan sur l'accessibilité universelle qui s'est déroulé en novembre 2018	Diversité sociale et des sports	Développement social	8 050,16 $	
DEMENAGEMENT/ENTREPOSAGE M.E.C. PLUS	1316693	18 DÉC. 2018	FRAPPIER, GENEVIEVE	Le 30 novembre, toiler la surface d'une piste de 200 mètres avec tapis déjà sur place - Détoiler le 2 décembre 2018	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	5 835,97 $	
INGETEX	1314525	07 DÉC. 2018	FRAPPIER, GENEVIEVE	Lubrification nettoyage de chariot, Vérification du rail du rideau	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	3 275,61 $	
PRODUITS SANY	1317546	21 DÉC. 2018	FRAPPIER, GENEVIEVE	Machine a vapeur	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	14 225,49 $	
SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL (STM)	1317574	21 DÉC. 2018	BASTIEN, NADIA	Remboursement de la facture du contrat de location de 8 bus du 02 novembre et 13 novembre 2018 incluant le kilométrage des autobus.	Diversité sociale et des sports	Développement social	2 832,00 $	
SPORTS MONTREAL INC.	1314513	07 DÉC. 2018	FRAPPIER, GENEVIEVE	Événement Testez le sport - Septembre 2018	Diversité sociale et des sports	Autres - Activités récréatives	4 781,13 $	
TTI ENVIRONNEMENT INC.	1316216	17 DÉC. 2018	ST-ARNAULT, SYLVIE	Service d'enlèvement des matières compostables au stade de soccer de Montréal - Année 2018	Diversité sociale et des sports	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	2 047,26 $	
UNIVERSITE D'OTTAWA	1313292	04 DÉC. 2018	LALANDE, AGATHE	Facture RS015155-Services du chercheur Irvin Waller pour renforcer la capacité municipale dans la prévention du Crime	Diversité sociale et des sports	Développement social	15 021,51 $	
JR SERVICES SANITAIRES	1315861	13 DÉC. 2018	URRA, PAULA	2018 - Nettoyage de 10 000 bacs montréalais	Environnement	Matières recyclables - collecte sélective - collecte et transport	27 296,75 $	
MICHEL PAUZE & ASSOCIES, CABINET DE CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES INC.	1316173	14 DÉC. 2018	ALLARD, LINA	2018-Formation Coaching exécutif	Environnement	Protection de l'environnement	2 624,69 $	
14 EYE FILMS	1306742	21 DÉC. 2018	HERNANDEZ, OLIVIER	SP.SSE - Convention de services professionnels relatifs au montage et aux retouches d'effets spéciaux pour une édition plus courte du spectacle SSE-4801 au Planétarium Rio Tinto Alcan	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 000,00 $	
14 EYE FILMS	1317515	21 DÉC. 2018	HERNANDEZ, OLIVIER	AN.FAM - Convention de services professionnels pour le montage et motion design pour deux écrans d'une activité jeunesse	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 300,00 $	
9753745 CANADA LTD.	1315396	12 DÉC. 2018	LARRIVEE, MAXIM	Programmation informatique - e butterfly development 2018	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	10 000,00 $	
ANGELINA BONDI	1249066	20 DÉC. 2018	CHARPENTIER, ANNE	Service de traduction	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 616,60 $	
ATELIER DE DECORS KAMIKAZE INC.	1315015	11 DÉC. 2018	HALLE, ANDREE	Fabrication d'une boîte lumineuse formée de deux caissons fixés discrètement. Incluant la livraison et l'installation	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	15 705,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ATS SCIENTIFIC INC.	1313369	04 DÉC. 2018	BOUVRETTE, JEAN	Acquisition d'un broyeur à matière végétale et d'un tamiseur (excluant les options #22.020.0004 et ATS-Vacuum de leur soumission) pour le projet de restauration du bâtiment administratif et son complexe d'accueil	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	35 167,00 $	
BERESFORD	1316463	17 DÉC. 2018	BOISVERT, SUZANNE	Poussettes	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	13 330,34 $	
BIG FIN SCIENTIFIC	1315256	11 DÉC. 2018	BOUVRETTE, JEAN	Acquisition d'une balance de précision Marel PL2020 Bluetooth et d'un contrôleur DCG-5 et leurs accessoires.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 927,70 $	
BMR MATCO RAVARY	1313820	05 DÉC. 2018	CHARPENTIER, ANNE	Matériaux de bois pour l'événement « Papillon en liberté 2019 »	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 619,86 $	
CENTAURECOM INC.	1308907	06 DÉC. 2018	BOISVERT, SUZANNE	Achat de manteaux d'hiver Soumission 0512-18	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 943,20 $	
CHARLES PREMONT	1286695	04 DÉC. 2018	LE NAY, ALBANE	N/Réf : 001461 - Rédaction / Contrat de gré à gré pour des services de rédacteur en chef de la brochure EPLV pour l'année 2018	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 690,00 $	
COFFRES-FORTS C.B. 2000 INC.	1314993	11 DÉC. 2018	BOISVERT, SUZANNE	ACHAT D'UN COFFRE-FORT-BIODOME COULEUR GRIS CHARBON- voir soumission en annexe	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 125,00 $	
CONSULTANTS LEGICO-CHP INC.	1272418	19 DÉC. 2018	CHARPENTIER, ANNE	Évaluation des coûts de construction du projet Métamorphose de l'Insectarium à l'étape de production des plans et devis 90 %	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 750,00 $	
CREONIX	1312967	03 DÉC. 2018	CHARPENTIER, ANNE	Projet de mission Monarque & eButterfly - Nouveaux outils, design Mission monarque, intégration design eButterfly et test/correction de bogue dans eButterfly v5	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	10 000,00 $	
DAVID GOUR	1303828	03 DÉC. 2018	HERNANDEZ, OLIVIER	EQ.BEAN - Design et suivi de production des sacs de billes du Théâtre du Chaos - Portion 2018 (remise des plans et devis)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 812,50 $	
EXTENSION CONCEPT	1315077	11 DÉC. 2018	HERNANDEZ, OLIVIER	AN.FAM - Toile Espace temps et structure autoportante	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 795,00 $	
EXTENSION CONCEPT	1315924	14 DÉC. 2018	HERNANDEZ, OLIVIER	AN.FAM - Espace temps - Toile et structure autoportante	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 630,00 $	
FISHER SCIENTIFIQUE	1313408	04 DÉC. 2018	BOUVRETTE, JEAN	Acquisition de deux (2) congélateurs du modèle FORMA 400BX ULT 115V pour le projet de restauration du bâtiment administratif et son complexe d'accueil	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	18 060,00 $	
FISHER SCIENTIFIQUE	1315259	11 DÉC. 2018	PARIS, YVES	Acquisition d'équipements dédiés à la recherche au Biodôme. (voir document ci-joint). Congélateur -80; réfrigérateur labo; Hotte et lecteur microplaques.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	59 510,01 $	
FREDERIC DESROCHES LAPOINTE	1309379	20 DÉC. 2018	HERNANDEZ, OLIVIER	AN.FAM - Convention de services professionnels relatifs à la conception de deux animations scolaires destinées à la programmation du Planétarium Rio Tinto Alcan	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 993,61 $	
GATEWAY TICKETING SYSTEMS INC.	1315720	13 DÉC. 2018	BOISVERT, SUZANNE	2 imprimantes boca Pour JC Robert	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 562,80 $	
GILLES SABRIE	1314666	10 DÉC. 2018	PRONOVOST, RENE	Reportage photographique en Chine. Dans le cadre de l'exposition permanente au Jardin de Chine qui ouvrira en 2019	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	17 708,95 $	
GOTO INC.	1313786	05 DÉC. 2018	HERNANDEZ, OLIVIER	SP.Hor - Licence pour "HORIZON : Beyond the Edge of the Visible Universe" pour la période du 5 novembre 2019 au 4 novembre 2020	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	22 611,70 $	
HAMILTON PLASTIC SYSTEMS LTD	1314712	10 DÉC. 2018	PRONOVOST, RENE	Acquisition de deux fours à matière végétale à grande capacité de modèle Shini Cabinet Dryer CD-20 dans le cadre du projet « restauration du bâtiment administratif et son complexe d'accueil »	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	11 438,86 $	
IMAGI AFFICHAGE	1314034	06 DÉC. 2018	LE NAY, ALBANE	Contrat #1-271118 : Service d'affichage - campagne corporative à partir du 21 décembre 2018 - Super panneaux, colonnes de rues et lumiquais.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 014,00 $	
IMPACT SYNERGIE INC.	1316893	19 DÉC. 2018	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Tondeuse, kit de broyage, batterie ultra lithium, harnais et tronçonneuse	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 743,95 $	
INDIVIDUAL ENTREPRENEUR SHOKHAN ANDREW VITALIEVICH	1313781	05 DÉC. 2018	HERNANDEZ, OLIVIER	SP.MIC - Licence "Mice and the Moon"	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 044,68 $	
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1314168	06 DÉC. 2018	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Outils	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 234,86 $	
J. RENE LAFOND INC.	1317100	19 DÉC. 2018	PRONOVOST, RENE	Soumission # client : 52504 - Réservoir en polyéthylène, enrouleur manuel, fusil à arbre, moteur à essence	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 990,99 $	
K+S SEL WINDSOR LTEE.	1309897	06 DÉC. 2018	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Sel de déglaçage	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 500,00 $	
K+S SEL WINDSOR LTEE.	1309897	19 DÉC. 2018	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Sel de déglaçage	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	87,65 $	
LABORATOIRE SUR L'AGRICULTURE URBAINE	1315752	13 DÉC. 2018	BERNIER, MARTINE	Réalisation du projet Biquette au Jardin en collaboration avec le Laboratoire sur l'agriculture urbaine. Pour la saison 2019	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	10 000,00 $	
LA SOCIETE DE BONSAI ET DE PENJING DE MONTREAL (S.B.P.M.)	1316361	17 DÉC. 2018	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Substrat pour bonsaï/penjing - 100 sacs de Chabasai 28 li.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 000,00 $	
LE DEVOIR INC.	1314979	11 DÉC. 2018	LE NAY, ALBANE	Annonce #328754 : Publicité pleine page à paraître dans Le Devoir le samedi 22 décembre 2018, back D magazine, section Culture. Planétarium Réf. #001616	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 000,00 $	1072498

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES INDUSTRIES HARNOIS INC	1313772	05 DÉC. 2018	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Toiles des serres du Jardin botanique	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 904,79 $	
LES INDUSTRIES HARNOIS INC	1315100	11 DÉC. 2018	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Ombrière	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 193,96 $	
LOUE FROID INC.	1288730	12 DÉC. 2018	BOUVRETTE, JEAN	Dans le cadre du projet de mise aux normes électriques du Biodôme. Location (2) systèmes de climatisation portable ainsi que leurs équipements requis pour le fonctionnement. Selon la soumission 7273 v1.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 000,00 $	
LOU SAUVAJON	1298764	14 DÉC. 2018	PHAM-GUILBEAULT, MIA	Gestion et coordination de projets en cours d'élaboration pour la programmation du Planétrium tel que les "vendredi pleine Lune".	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 010,00 $	
MARIE-PIERRE SIMARD	1313170	03 DÉC. 2018	CHARPENTIER, ANNE	Matériel d'animation pour « Papilon ¿uvre d'art » pour papillons en liberté	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 060,00 $	
MECALAB LTEE.	1312873	03 DÉC. 2018	BOUVRETTE, JEAN	Acquisition d'un microscope et de ses accessoires destiné à la clinique vétérinaire du Biodôme pour le projet Réfection des zones non touchées par le projet Migration	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 202,00 $	
OFFICE DES CONGRES ET DU TOURISME DU GRAND MONTREAL	1317521	21 DÉC. 2018	BILODEAU, MATHIEU	Carte touristique 1 panneau	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	13 850,00 $	
OLYMPUS CANADA INC.	1313366	04 DÉC. 2018	BOUVRETTE, JEAN	Contrat à Olympus Canada inc. pour l'acquisition d'une loupe stéréoscopique (binoculaire) pour le projet Restauration du bâtiment administratif et son complexe d'accueil.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	11 003,20 $	
POSTMEDIA NETWORK INC	1316832	19 DÉC. 2018	CHARPENTIER, ANNE	Annonce imprimée , 1/6 de page, couleur, cahier "Culture", parue dans The Gazette le 29 décembre 2018.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 375,00 $	
RCI ENVIRONNEMENT	1258889	06 DÉC. 2018	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Collecte de déchets Ateliers et J.Ext.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 200,00 $	
SENSORMATIC CANADA INCORPORATED	1315097	11 DÉC. 2018	JODOIN, JULIE	Système Split Synergy 2.5M 1190 Acrylic gris incluant bases ZSSB-E1180CG	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	10 062,00 $	
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1316620	18 DÉC. 2018	HERNANDEZ, OLIVIER	EQ.INF - Matériels informatiques pour le PLané	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 909,85 $	
SOLUTIONS ZOOM INC.	1315543	12 DÉC. 2018	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Armoires de rangement	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 215,30 $	
STUDIO ECONOMIK	1316899	19 DÉC. 2018	HERNANDEZ, OLIVIER	EQ.SONO - Équipements de son pour le PRTA	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 800,00 $	
TERIS SERVICES D'APPROVISIONNEMENT INC	1317068	19 DÉC. 2018	PRONOVOST, RENE	Soumission #379812 - Divers articles pour JEXT	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 500,69 $	
TKNL INC.	1315936	14 DÉC. 2018	HERNANDEZ, OLIVIER	EQ.SONO - Processeurs BSS	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 985,00 $	
TRICENTRIS - TRI, TRANSFORMATION SENSIBILISATION	1312963	03 DÉC. 2018	BERNIER, MARTINE	Paillis de verre. 20 supersacs de 2,600 lb	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 100,00 $	
W COMMUNICATION INC.	1317369	20 DÉC. 2018	JODOIN, JULIE	Développement d'une ligne graphique avec une thématique à chacun des écosystèmes tel que décrit dans la soumission 24061.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 000,00 $	
WILLIAMS SCOTSMAN OF CANADA INC.	1249170	20 DÉC. 2018	CHARPENTIER, ANNE	BCO 2018 / Location de bureau mobile (roulotte), situé à l'Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 600,00 $	
XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC.	1308127	17 DÉC. 2018	PHAM-GUILBEAULT, MIA	EQ.MUR - Rideaux pour le mur d'images	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 587,18 $	
COMAQ, CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX AGREES DU QUEBEC	1315386	12 DÉC. 2018	CYR, RAOUL	Service - Formation en comptabilité municipale (101 et 102)	Finances	Administration, finances et approvisionnement	34 488,39 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1299979	04 DÉC. 2018	MARCOTTE, CATHY	Achat divers accessoires informatique pour le service des finances. # Dérogation R334711	Finances	Administration, finances et approvisionnement	3 096,92 $	1164102
PITNEY BOWES DU CANADA LTEE	1313577	05 DÉC. 2018	HEBERT, ISABELLE	Timbreuse SendPro P1500 conformément à votre offre du 28 novembre 2018	Finances	Administration, finances et approvisionnement	7 804,45 $	
TACT CONSEIL	1314011	06 DÉC. 2018	CYR, RAOUL	Service - Numérisation des factures, entente de compensation financière.	Finances	Administration, finances et approvisionnement	2 139,65 $	
9245-2879 QUEBEC INC. (BMP CONSTRUCTION INC.)	1313114	03 DÉC. 2018	LALONDE, SOPHIE	Travaux d'excavation et de remblayage d'une ouverture de dimensions 1.82m x 1.82m x 1.82 à proximité du mur de fondation de l'édifice Gaston Miron	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 149,62 $	
9309-0496 QUEBEC INC.	1304144	26 DÉC. 2018	RINFRET, SIMON	TEM MODIFIER PASSERELLE CONTENEUR 6000 NOTRE DAME OUEST PLOURDE PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 084,11 $	
AL CARRIERE EXTINCTEUR (1991) LTEE	1314553	07 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Entretien des extincteurs portatifs et de systèmes d'extinction automatiques pour les hottes de cuisine commerciales pour divers bâtiments pour l'année 2018 - Entente contractuelle 1206563	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 728,13 $	1206563
ANIXTER CANADA INC.	1259875	20 DÉC. 2018	BRADETTE, LOUISE	Commande ouverte 2018 - Achat de matériel de sécurité (câbles, fils de communication, etc) - Richard Gagné	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 290,41 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	1301595	31 DÉC. 2018	BURGY, JOHANNE	FORMATION ESPACE CLOS OUVRAGE DESSERVI RÉGION OUEST BURGY, JOHANNE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 595,00 $	
APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	1301616	31 DÉC. 2018	BURGY, JOHANNE	FORMATION - POUR ESPACES CLOS INITIALES - BURGY, JOHANNE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 745,00 $	
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1317559	21 DÉC. 2018	BUTEAU, FRANCOIS	Inspection et réparation de la piscine Annie-Pelletier - Facture # 52840	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 721,81 $	
ARCHIDATA INC.	1315623	13 DÉC. 2018	DESJARDINS, SYLVIE	Sécurisation des étages et des ouvrages sensibles contenus en le paramétrant selon nos besoins - Louis Philippe Cloutier	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 136,53 $	
ASCENSEURS THYSSENKRUPP	1313335	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Remise en marche de l'ascenseur suite au chantier pour l'Edifice Shell (1106) situé au 10351, rue Sherbrooke est	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 139,65 $	
ASCENSEURS THYSSENKRUPP	1315307	12 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Bibliothèque RDP (2459) - 9001, boul. Perras - Remplacement de l'automate C200H de l'ascenseur devenu désuet par un automate CJ1M fixé sur une plaque de montage	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	12 884,07 $	
BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.	1279236	05 DÉC. 2018	BOUVRETTE, JEAN	Offre de services professionnels pour la surveillance des travaux de réaménagement du service alimentaire et de l'aire de distribution dans le cadre du projet (Migration 2.0 du Biodôme)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	8 955,00 $	
BUSCH VACUUM TECHNICS INC.	1306349	20 DÉC. 2018	VERREAULT, DOMINIQUE	Remplacement système de pompe à vides pour laboratoire	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	27 454,00 $	
B W TECHNOLOGIES LTD	1249323	19 DÉC. 2018	BRADETTE, LOUISE	BCO 2018 pour achat de composantes pour les systèmes d'alarmes intrusion et contrôle d'accès - Sécurité	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	1 042,43 $	
B W TECHNOLOGIES LTD	1249323	14 DÉC. 2018	BRADETTE, LOUISE	BCO 2018 pour achat de composantes pour les systèmes d'alarmes intrusion et contrôle d'accès - Sécurité	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	1 593,95 $	
CATHERINE-J CHARETTE	1315212	11 DÉC. 2018	DESJARDINS, SYLVIE	Coaching pour les c/d sous la direction de Sylvie Desjardins	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 414,71 $	
CHUBB EDWARDS	1313459	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Remplacement du panneau d'alarme incendie, remplacement des résistances de fin de ligne, tester le tout au CO Ouest	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 527,58 $	
CLAUDE LEPAGE ELECTRIQUE (2012) INC.	1313699	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Travaux électriques pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 345,96 $	
CLAUDE LEPAGE ELECTRIQUE (2012) INC.	1315298	12 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 969,70 $	
COFORCE INC.	1313547	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Entretien ménager pour le mois d'octobre 2018 et grand ménage annuel pour le garage de la Cour Darlington situé au 6960, avenue Darlington	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 031,18 $	
COFORCE INC.	1313551	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Entretien ménager pour le mois d'octobre 2018 au Centre Jean-Claude Malépart	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 338,99 $	
COFORCE INC.	1313553	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Installation de feuilles de contreplaqué, travaux de gypse, joints et peinture pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 986,51 $	
COFORCE INC.	1313558	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Traçage de lignes extérieures dans le stationnement pour 18 places de stationnement et réparation importante de plâtre dans la cage d'escalier et nettoyage complet de la cage d'escalier au PDQ 38	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 088,96 $	
COFORCE INC.	1313564	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Travaux de nettoyage de nettoyage plancher garage, application d'un scellant, décontamination; peinture le corridor du garage en jaune au PDQ 23	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 541,97 $	
COFORCE INC.	1313571	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Appliquer 4 couches de peinture époxy grise sur le plancher du garage au PDQ 23	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 733,36 $	
COFORCE INC.	1313574	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Décontaminer le plancher du garage du côté Daniel Gervais et appliquer 3 couches de peinture époxy au PDQ 23	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 047,80 $	
COFORCE INC.	1313597	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Remplacer tuiles de céramique au local 260, enlever boites de carton des bouches de ventilation et installer plexiglas de 2' X 2', réparer et peinturer (3 couches) les 2 bas de murs au 2580, boul. St-Joseph est	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 582,34 $	
COFORCE INC.	1313662	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Divers travaux de réparation et entretien pour le CO Est	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 696,88 $	
COFORCE INC.	1313669	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Enlever le tapis de la grande salle et recouvrir les murs de l'aire d'entrainement avec un revêtement de contreplaqué 1/2, un côté fini et peindre au Centre de formation (Carrière Demix)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 450,11 $	
COFORCE INC.	1315277	11 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Travaux pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 083,69 $	
COMPRESSEURS GAGNON INC.	1313352	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Remplacement/installation de boyaux pour compresseurs pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 236,76 $	
CONSEIL DU BATIMENT DURABLE DU CANADA / CANADA GREEN BUILDING COUNCIL	1316449	17 DÉC. 2018	SHARIFIAN, JABIZ	Frais de certification de projet LEED argent pour la mise à niveau de l'arena Saint-Donat (0276) Incidences 15135	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	4 073,60 $	
CONSTRUCTION DLUX INC.	1315292	12 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Travaux de céramique dans 4 douches au Centre Mgr Pigeon, remplacement de tuiles de plafond suspendu au 6150, Royalmount et au laboratoire de l'Environnement	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 726,05 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CONSTRUCTION RAYTECH (2014) INC.	1315302	12 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Remplacement du réservoir d'eau chaude à la Caserne 3	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 767,46 $	
CREAFORM INC	1273547	14 DÉC. 2018	ROUILLARD, JOHANNE	PAULO CERQUEIRA 0095 EXPERTISE DU MUR MOBILE DE LA PISCINE (VÉRIFIER ALIGNEMENT) COMPLEXE SPORTIF CLAUDE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	17 832,65 $	
DAIKIN APPLIED CANADA INC.	1314006	06 DÉC. 2018	RINFRET, SIMON	TEM CONTRAT DE SERVICE D'UNE DURÉE D'UN AN POUR REFROIDISSEUR DAIKIN COUR MUNICIPALE KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 929,17 $	
ECHAFAUDAGES FAST (MONTREAL) INC.	1315148	11 DÉC. 2018	RINFRET, SIMON	TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - ÉCHAFAUDAGE - 5290 CHEMION DE LA CÔTE-DES-NEIGES - KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 459,35 $	
ECOLE POLYTECHNIQUE MONTREAL	1298794	04 DÉC. 2018	ROUILLARD, JOHANNE	Octroyer un contrat pour une étude de géothermie non-conventionnelle (sera réalisée en milieu universitaire et se terminera en décembre 2020)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	73 814,61 $	
ENTREPRISES J.VEILLEUX & FILS INC.	1313420	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Travaux de renforcement temporaire du pontage de la toiture des anciennes écuries à la Maison-Mère des Religieuses Hospitalières située au 251, avenue des Pins ouest	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 648,97 $	
EPM MECANIQUE	1313463	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Travaux mécaniques à la Caserne 20	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 557,87 $	
EXPERT D'ENTRETIEN D'EXPERIENCE INC.	1316071	14 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Centre de soccer intérieur CESM (0631) - 9235, avenue Papineau - Nettoyage des vitres intérieures et extérieures et des poutres métalliques verticales - Remplacer néons non fonctionnels dans les 3 terrains intérieurs de soccer - 2 soum.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	21 679,92 $	
G.A.L. DEMOLITION	1316755	18 DÉC. 2018	VERREAULT, DOMINIQUE	Démolition trottoir pour stationnements des voitures électriques du Biodôme	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	14 500,00 $	
GESTION PFB	1313473	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Main-d'¿uvre pr déplacer des plots, installer nouveaux ancrages côté profond de piscine incluant mise à la terre des plots, changer bases de 2 plots et les modifier pour les rendre conformes aux autres (2 demandes distinctes) Ctre Roussin	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 081,35 $	
GESTION PFB	1313485	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Travaux de menuiserie pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 884,50 $	
GESTION PFB	1315246	11 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Installation d'échafaudages au balcon du théâtre et démantèlement après les travaux de réparation du plafond au Théâtre Outremont	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 852,76 $	
GRISVERT INC.	1316164	14 DÉC. 2018	DESJARDINS, SYLVIE	Atelier-conférence sur la mobilisation - 17 décembre 2018 lors du comité élargi des cadres	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 175,87 $	
GROUPE REAL JEAN	1314002	21 DÉC. 2018	BUTEAU, FRANCOIS	FLEURY, GASTON	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 548,51 $	
GROUPE REAL JEAN	1316792	18 DÉC. 2018	VERREAULT, DOMINIQUE	Remplacement du système de surpression pour arrosage a l'eau des serres	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	16 997,00 $	
GROUPE RPL	1315297	12 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Travaux de désamiantage : sécuriser le mur extérieur de la cuisine, gratter ce qui est friable et encapsuler les trous au Château Dufresne	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 178,51 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1306516	17 DÉC. 2018	SOULIERES, MICHEL	Travaux d'excavation de certaines pochettes dans l'écosystème du Golfe pour le projet Migration.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	36 767,20 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1310682	06 DÉC. 2018	BUTEAU, FRANCOIS	TREMBLAY, ERIC # en urgence	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 965,27 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1311574	06 DÉC. 2018	BUTEAU, FRANCOIS	PLOURDE, DOMINIC # en urgence	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 624,69 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1315743	13 DÉC. 2018	VERREAULT, DOMINIQUE	Luc Vezina 0434	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	14 138,66 $	
H.C. VIDAL LTEE.	1314518	07 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	PDQ 23 (3249) - 4555, rue Hochelaga - Soumission #18-12-18130.CV - Réparation de 54 tubes sur la chaudière #2 "Volcano" série #6092-S - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 850,45 $	
H.C. VIDAL LTEE.	1316955	19 DÉC. 2018	RINFRET, SIMON	CHAUFFAGE LA TEM FABRICATION ET L'INSTTALATION DE DEUX RESERVOIR COMPLEXE GADBOIS	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 640,98 $	
INSTALLATIONS TECHNI-PRO-VAC	1313040	03 DÉC. 2018	RINFRET, SIMON	TEM SERVICE D'INSTALLATION DE SYSTÈME DE DÉPOUSSIÉREUR 6000 NOTRE DAME OUEST KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	14 409,53 $	
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1313325	05 DÉC. 2018	BURGY, JOHANNE	SOUDURE-VCR - PRODUIT TOUR D'EAU - ANNEXE SERRE, COMPLEXE A, 4101 RUE SHERBROOKE E., MONTRÉAL - KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 755,95 $	
LACHAPELLE LOGISTIQUE	1316946	19 DÉC. 2018	BONNEAU, ISABELLE	Travail de manutention nécessaire à la préparation de l¿inventaire des biens excédentaires à l¿édifice Gaston-Miron (#0285) situé au 1210 Sherbrooke est.	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	5 712,52 $	
LAFLEUR & FILS INC.	1313323	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Réparations de portes de garage pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 055,78 $	
LAFLEUR & FILS INC.	1315125	11 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Entretien préventif et réparations de portes de garage pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 407,73 $	
LE BARRICADEUR	1314565	07 DÉC. 2018	DESJARDINS, SYLVIE	Services de barricade - Différents lieux (voir détails dans les lignes du BC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 497,19 $	
LES CONSTRUCTIONS SERBEC INC.	1313433	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Fournir et installer un abreuvoir au gymnase à la Caserne 63	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 279,30 $	
LES CONSTRUCTIONS SERBEC INC.	1315238	11 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Hiverniser des airs climatisés au Centre formation pompiers et Caserne 47; sécuriser murs gymnase Caserne 64 et réparer main courante endommagée Caserne 19	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 042,05 $	
LES COUVERTURES ST-LEONARD INC	1304991	14 DÉC. 2018	LALONDE, SOPHIE	Travaux de réfection de toiture pour la chambre de vanne Vincent d'Indy (0229) C15403 (TEM)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	58 876,99 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1313349	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Travaux sur génératrices de divers bâtiments 0280 Caserne 23 et 0300 Caserne 16 et location d'une génératrice pour le bâtiment 0154 Complexe Gadbois	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 925,20 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1314549	07 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Remplacement du joint de culasse de génératrice : fuite antigel lors du test de banc de charge, location d'une génératrice temporaire et resurfaçage de la tête du moteur à la Biblio et Maison culture CDN	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 185,15 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1315197	11 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Travaux sur génératrice pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 035,00 $	
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1313490	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Bâtiment 0337 - Procéder à des ouvertures dans les murs de blocs pour réparation tuyauterie de plomberie et fournir/installer porte d'accès de 14" X 24"; bâtiment 0878 - Réparer le drain du toit et inspection par caméra de la colonne	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 418,40 $	
LES OUTILS PIERRE BERGER INC	1313284	04 DÉC. 2018	BURGY, JOHANNE	SOUDURE-VCR - MARTEAU ROTATIF HEPA - DESSERVI REGION OUEST - PLOURDE, PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 109,24 $	
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	1315799	13 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	AO18-16941 Service de déneigement de divers terrains et de bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal - Lot #6	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 551,22 $	
LES PORTES J.P.R. INC.	1315175	11 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Les portes de garage #5 et #6 ne s'ouvrent plus : remettre câble en place, réamorcer ressorts, rempl 2 pentures sur porte #6, remplacement de 4 sections , 2 coupe-froid de 14', rempl 2 pentures sur porte #5 Cour Ville Marie	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 937,65 $	
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	1314701	10 DÉC. 2018	BURGY, JOHANNE	MACONNERIE ECHAFAUDAGE 6000 NOTRE DAME OUEST DESJARLAIS, PIERRRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 568,82 $	
LUCIEN CHARBONNEAU LTEE	1313328	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Fournir et installer une contre-passe d'alimentation 2 US gallon type PF2X4HP entre les pompes dans le local de la chaufferie et réparation fuite d'eau au niveau des conduits du filtre existant au Centre Gabrielle-et-Marcel-Lapalme	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 933,07 $	
LUMIPRO INC.	1313754	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Main-d'oeuvre et équipement pour faire le relampage des tubes fluorescents de couleur bleue, travaux en hauteur (environ 50') à la Maison de la culture Maisonneuve	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 302,64 $	
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1249401	11 DÉC. 2018	DESJARDINS, SYLVIE	BCO 2018 : Placement média d'appel d'offres pour le SGPI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 349,12 $	
MOTEURS ORLEANS (1993) LTEE	1312478	10 DÉC. 2018	BUTEAU, FRANCOIS	ST-AMOUR, YANNICK # en urgence	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 986,91 $	
MP REPRODUCTIONS INC.	1279642	05 DÉC. 2018	DESJARDINS, SYLVIE	BCO 2018 - Service - Impression pour le SGPI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 149,62 $	
MSK CANADA LTEE.	1315199	11 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Fournir et installer garde-corps autoportant Delta prévention VSS au niveau de la trappe d'accès au Centre de soccer intérieur CESM	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 372,73 $	
NEDCO	1286022	31 DÉC. 2018	BURGY, JOHANNE	ÉLECTRICITÉ PORTES MOBILES FILAGE OUVERAGE DESSERVI REGION OUEST DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 319,08 $	
NEDCO	1315062	11 DÉC. 2018	BURGY, JOHANNE	ÉLECTRICITÉ-PORTES MOBILES - CHAUFFAGE 600 VOLTS - ARÉNA ST-LOUIS, 5633 RUE SAINT DOMINIQUE, MONTRÉAL - DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 434,15 $	
PLOMBERIE CHARBONNEAU INC.	1313354	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Remplacer abreuvoir au rdc à l'Intervention Sud (3725)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 005,21 $	
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	1313406	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Travaux de plomberie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 234,68 $	
PLOMBERIE J. JODOIN LTEE	1313424	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Remplacement de deux (2) cuves de concierge par des "mop sink" au plancher au Centre Mgr Pigeon	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 383,98 $	
PORTOMATIK INC.	1304277	27 DÉC. 2018	BURGY, JOHANNE	SERRURERIE APPEL DE SERVICE ÉDIFICE PLESSIS DESJARLAIS, PIERRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 012,41 $	
PORTOMATIK INC.	1313544	05 DÉC. 2018	BURGY, JOHANNE	SERRURERIE - RÉPARATION DE PORTE - CENTRE AQUATIQUE RIVIÈRES DES PRAIRIES - DESJARLAIS, PIERRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 251,72 $	
PRODUITS SANY	1315902	14 DÉC. 2018	GUERIN, CAROLE	Pour le Jardin Botanique, achat d'une autorécureuse T300 Echo et 2 aspirateurs V-LWU-13B	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	12 636,05 $	
PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	1315209	11 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Travaux de protection incendie pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 880,67 $	
REPARATION REPROWE INC.	1300824	10 DÉC. 2018	RINFRET, SIMON	TEM POMPE DE PISCINE PISCINE EXT DU PARC BALDWIN DESROCHERS ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	554,33 $	
REPARATION REPROWE INC.	1300824	31 DÉC. 2018	RINFRET, SIMON	TEM POMPE DE PISCINE PISCINE EXT DU PARC BALDWIN DESROCHERS ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 857,26 $	
REPARATION REPROWE INC.	1315479	12 DÉC. 2018	BURGY, JOHANNE	PLOMBERIE - RÉPARATION POMPE FILTRATION - CENTRE SPORTIF SAINT-CHARLES, 1055 RUE D'HIBERNIA, MONTRÉAL - PLOURDE, PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 450,72 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1249418	18 DÉC. 2018	NGUYEN, DIANE	BCO 2018 pour le service de communication sans fil	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	220 473,74 $	1137408
ROGERS COMMUNICATIONS INC.	1252881	21 DÉC. 2018	CASTONGUAY, JULIE	BCO 2018 - Frais de service pour les appels 1234 ENTENTE 1146051	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	24 147,12 $	
SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES PERE ET FILS INC.	1315126	11 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Entretien paysager pour les mois de septembre et octobre 2018 au Château Dufresne	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 064,75 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SERVICE D'ENTRETIEN MÉNAGER VIMONT INC.	1314533	07 DÉC. 2018	LEVESQUE, PIERRE	Achat de tapis d'hiver pour le PDQ 35	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 362,22 $	
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET DIVISION ECONOMIE SOCIALE	1313709	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Entretien ménager pour les mois de septembre et octobre 2018 au 6000, rue Notre-Dame ouest - Arrondissement Sud-Ouest	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 641,00 $	
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET DIVISION ECONOMIE SOCIALE	1313727	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Entretien ménager pour les mois de septembre et octobre 2018 au 6000, rue Notre-Dame ouest - SGPI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 181,13 $	
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET DIVISION ECONOMIE SOCIALE	1313731	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Entretien ménager pour le mois d'août 2018 au Centre culturel Notre-Dame-de-Grâce	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 012,65 $	
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET DIVISION ECONOMIE SOCIALE	1313736	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Entretien ménager pour le mois de septembre 2018 pour le Centre culturel Notre-Dame-de-Grâce	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 594,54 $	
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET DIVISION ECONOMIE SOCIALE	1313739	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Entretien ménager pour le mois d'octobre 2018 pour le Centre culturel Notre-Dame-de-Grâce	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 780,37 $	
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET DIVISION ECONOMIE SOCIALE	1313744	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Entretien ménager pour les mois de septembre et octobre 2018 au Centre Abe-Limonchik situé au 6600, avenue Victoria	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 961,73 $	
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET INC.	1279827	20 DÉC. 2018	LALONDE, SOPHIE	Service d'entretien pour le 3444, boul. St-Joseph de Mai à décembre 2018	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	4 956,00 $	
SERVICE DE PEINTURE ERIC INC	1311320	06 DÉC. 2018	ROUILLARD, JOHANNE	Caserne 25 (0273) - 1212, rue Drummond - Travaux de peinture intérieurs - 2 soumissions reçues sur 4 demandées	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	63 929,51 $	
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1313430	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 050,86 $	
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1315233	11 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 011,63 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1313356	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Travaux d'installation de tapis et de peinture pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 787,45 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1313379	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Entretien ménager des locaux situés au 1402 et 1500, Des Carrières pour les mois d'août, septembre et octobre 2018	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 322,87 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1313386	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Entretien ménager pour le Centre de formation du SPVM (8240) situé au 8491, Ernest-Cormier - locaux partie A, pour les mois d'août, septembre et octobre 2018	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 307,17 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1313391	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Entretien ménager du Centre de formation SPVM (8240) situé au 8525, Ernest-Cormier - locaux partie B pour les mois d'août, septembre et octobre 2018	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 762,51 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1313399	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Entretien ménager de l'édifice situé 2260, rue Bennett du 16 au 31 mai 2018, juin, juillet, août, septembre et octobre 2018 + achat de 20 poubelles de bureau, 2 de cafétéria et de 5 bacs de recyclage	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	14 822,45 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1315221	11 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Ramasser tous les débris et matériaux dans les locaux désaffectés et les amener au dépotoir pour l'édifice du 3535, Papineau - Les Dauphins	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 304,49 $	
SHARP ÉLECTRONIQUE DU CANADA LTÉE	1310471	10 DÉC. 2018	DESJARDINS, SYLVIE	Achat de 1 imprimante Sharp Modèle MX-4070N SELON ENTENTE 949660	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	2 323,53 $	949660
SIG-NATURE	1315790	13 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	AO18-16941 Service de déneigement de divers terrains et de bâtiments du Service de police de la Ville de Montréal - Lot #2	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 622,07 $	
STANEX INC.	1317253	20 DÉC. 2018	BRADETTE, LOUISE	Contrat # ST- 1999 Contrat de service 2019 pour l'entretien des UPS Powerware #9155-BKVA, no de série #FY461FBB02 ET #Y461FBB03, pour la période du 20 déc. 2018 au 19 déc. 2019 (1402, rue des Carrières)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 385,86 $	
STOREVOLUTION INC.	1314285	06 DÉC. 2018	SOULIERES, MICHEL	Fourniture et l¿installation de stores à enroulement manuels et motorisés pour la bibliothèque Pierrefonds (3101) Incidences 13539	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	56 184,06 $	
TECHNO-CONTACT INC.	1303248	31 DÉC. 2018	RINFRET, SIMON	TEM CONTROL URGENCE CENTRE SPORTIF COTE DES NEIGES DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 732,32 $	
TECHNORM INC.	1276067	03 DÉC. 2018	BONNEAU, ISABELLE	Analyse des principales exigences réglementaires au 303 ND pour les besoins relatifs à planification du projet de la mise en ¿uvre du plan directeur et densification des esp. adm. de Chaussegros-de Lery	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	2 450,89 $	
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1314543	07 DÉC. 2018	SHARIFIAN, JABIZ	Fourniture et l¿installation de mobilier pour la bibliothèque Pierrefonds (3101) Incidences 13539 Entente 854079	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	36 470,54 $	854079
TENNANT	1305136	11 DÉC. 2018	GUERIN, CAROLE	Jardin Botanique - Réparations de l'autorécureuse. Machine 10741833	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 771,20 $	
TENNANT	1315762	13 DÉC. 2018	GUERIN, CAROLE	Jardin Botanique - Réparations de l'autorécureuse. Machines 10497898 et 1045479T	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 514,81 $	
THEATRIXX TECHNOLOGIES INC	1314031	06 DÉC. 2018	BURGY, JOHANNE	ÉVÉNEMENTS PUBLICS COUPLEURS CAMLOCK DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 821,76 $	
VERSION PAYSAGE INC.	1316198	14 DÉC. 2018	SHARIFIAN, JABIZ	Serv. en architecture de paysage -projet du déménagement de la section parc auto du SPVM - 15212	Gestion et planification immobilière	Activités policières	21 152,88 $	
VITRERIE ARMAND	1313351	04 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Appel de service pour remplacer verre dans une fenêtre brisée dans la tour à boyaux à 28' du sol à la Caserne 14	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 024,16 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VITRERIE BRUNELLE (1953)	1313703	05 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	Remplacement d'une fenêtre type VB-600 cadre de 6" ouvrant à tremie sur la partie haute de la fenêtre, partie bas de la fenêtre fixe, anodisé clair, vitrage thermo trempé clair 6 X 6 à la Caserne 14	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 191,10 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1314458	07 DÉC. 2018	BURGY, JOHANNE	PLOMBERIE - RACCORD DE PLOMBERIE POUR CHALET CLIFFORD - DESSERVI RÉGION OUEST - PLOURDE, PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 407,81 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1315295	13 DÉC. 2018	BUTEAU, FRANCOIS	VEZINA, LUC # en urgence 0450	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 063,14 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1315345	14 DÉC. 2018	VERREAULT, DOMINIQUE	CHABOT, SYLVAIN # en urgence	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 777,38 $	
W & P DENEIGEMENT SERVICES INC.	1309124	14 DÉC. 2018	BOTERO, ANDRES	CTMO Ouest (1100) - 9091-9191, boul. Henri-Bourassa ouest - Déneigement 2018-2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 902,94 $	
WSP CANADA INC.	1315515	12 DÉC. 2018	SHARIFIAN, JABIZ	Évaluation acoustique pour mise aux normes de l'aréna Mont-Royal - Incidences 114562	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	2 062,12 $	
COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ILE	1315719	13 DÉC. 2018	SINCLAIR, NANCY	COMMISSION SCOLAIRE POINTE-DE-L'ILE - frais de conciergerie et de surveillance pour BVA (9 décembre) et BVO (16 décembre) pour l'élection partielle dans RDP-PAT. CE18 1758	Greffe	Greffe	22 828,34 $	
LES DISTRIBUTIONS VALERIE PHILIP INC	1316837	19 DÉC. 2018	BONNEAU, MARIE-EVE	Facture 181214 Paiement 75% à la signaturePaiement 25% à la livraison Épinglettes d'identification Hôtel de ville plaquées or 24k - finition argentée-nickel - finition cuivrée environ 3/4 de pouces avec aimant de qualité supérieur	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	10 380,18 $	
MOTIVO PROMOTIONS GROUP INC.	1317049	19 DÉC. 2018	MCSWEEN, BRIGITTE	Facture#20494// Achat de 133 Étuis de crayons - imagerie,134 Étuis de crayons - Azur multi stations 133Étuis de crayons - MR-63 / AZUR	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	2 325,47 $	
SELMA TANNOUCHE BENNANI	1291595	07 DÉC. 2018	BONNEAU, MARIE-EVE	Sociologue, travail de recherche sur la traite des femmes; recrutuer 30 participantes; effectuer 30 entrevues semi-dirigées- transcrire les entrevues en verbatim ou synthèse	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	2 000,00 $	
ADDENERGIE TECHNOLOGIES INC.	1314600	07 DÉC. 2018	MORIN, ISABELLE	Service de maintenance et réparation d'équipements	Infrastructures, voirie et transports	Autres - Transport	3 643,07 $	
ADDENERGIE TECHNOLOGIES INC.	1314600	13 DÉC. 2018	MORIN, ISABELLE	Service de maintenance et réparation d'équipements	Infrastructures, voirie et transports	Autres - Transport	724,41 $	
ADDENERGIE TECHNOLOGIES INC.	1316517	17 DÉC. 2018	MORIN, ISABELLE	Pour BR 603: Service de maintenance et réparation d'équipements - Ref : Rachid Rekouane	Infrastructures, voirie et transports	Autres - Transport	3 354,35 $	
ALLIAGE DE DONNEES INC.	1316263	17 DÉC. 2018	BESSETTE, HUGUES	Accompagnement pour faire correspondance entre données (SIM et MTQ) et dictionnaire TMDD - Ref : Olivier Audet	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 283,49 $	
ALTEL INC	1316297	17 DÉC. 2018	BESSETTE, HUGUES	2019 - Renouvellement du contrat de service pour le système de surveillance des caméras du CGMU - Ref : Patrick Ricci	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	23 943,69 $	
ANDREE-ANNE D'AMOURS	1317212	20 DÉC. 2018	FELTON, SYLVAIN	Andrée-Anne D'Amours - Soutien aux projets du Programme de rues piétonnes et partagées (Mandat 4)	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	22 803,75 $	
ARIUM DESIGN INC.	1316526	17 DÉC. 2018	FELTON, SYLVAIN	Conception d'un banc balancelle dans le cadre du projet Laurentien-Lachapelle - Ref : Francine Dubeau	Infrastructures, voirie et transports	Autres - Amén., urb. et développement	24 435,84 $	
ASSOCIATION DES COMMERCANTS AVENUE LAURIER OUEST	1316302	17 DÉC. 2018	BOULIANNE, MARTIN	IN284401 DRM: 002844-TG-01. AMÉNAGEMENT DES BACS DE FLEURS AVENUE LAURIER OUEST. DEMANDEEUR: FERNANDO RIVERA. TR: CM16 1265. GRÉ À GRÉ.	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	17 915,10 $	
CANADIEN NATIONAL	1316819	18 DÉC. 2018	CHAMPAGNE, BENOIT	Réfection du passage à niveau du boulevard des Grandes Prairies situé au point milliaire 0.42 de l'embranchement Langelier à St-Léonard	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	148 481,76 $	
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1313006	03 DÉC. 2018	CHAMPAGNE, BENOIT	Renouvellement annuel de l¿abonnement IP à la bibliothèque virtuelle du MTQ pour l'accès en ligne aux normes "ouvrages routiers". Période: 2018-11-18 au 2019-11-17 - SIVT	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	8 346,51 $	
CITE DE DORVAL	1317283	20 DÉC. 2018	CARRIER, JEAN	Travaux de resurfaçage requis sur la 43e Avenue entre l¿avenue Ryan et la limite de Lachine	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	20 666,80 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1294233	04 DÉC. 2018	MARCOTTE, CATHY	Achat - Ordinateur portable et accessoires pour Monsieur Codrin Budis - Service des infrastructures, voirie et transports - # dérogation R328339	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 026,89 $	1164102
C.P.U. DESIGN INC.	1313974	05 DÉC. 2018	PELOQUIN, YVAN	Achat - Barrettes de Mémoire pour ordinateur - Hors entente - Service des infrastructures, voirie et transports	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 061,95 $	
ECO-COMPTEUR INC.	1317334	20 DÉC. 2018	FELTON, SYLVAIN	Facture #90696 -Eco-compteur - Rues piétonnes - Licences Éco-vision + télétransmission et sauvegarde des données automatiques + services	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 544,18 $	
EX AEQUO	1317518	21 DÉC. 2018	FELTON, SYLVAIN	Facture ##177595 -Ex aequo - Participation aux réunions du CCAU de 2018	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 200,00 $	
GROUPE ALTUS	1310594	05 DÉC. 2018	SAINTE MARIE, PIERRE	Services professionnels pour la mise à jour du portrait économique de la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue McGill College, Groupe Altus, gré à gré sur invitation, DEM : Valentine About	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	51 988,76 $	
INFO COMPLEXE RIVE-SUD	1305983	03 DÉC. 2018	SAINTE MARIE, PIERRE	Achat - portable, licences Office 2016, Acrobat pro et Microsoft Visio Pro 2016 - pour le REM, pour le grand projets 4 et pour la gestion de grands projets - SIVT - # de dérogation R335027	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 736,86 $	
JOSEPH K. LAM	1223166	20 DÉC. 2018	BESSETTE, HUGUES	Recevoir et accompagner les délégués asiatiques lors du Congress ITS World 2017 - Ref : Son Thu Lê	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 099,75 $	
LE GROUPE LEFEBVRE M.R.P. INC	1316394	17 DÉC. 2018	BOULIANNE, MARTIN	Gré à gré - IN281401 DRM: 002814-TG-01. SCELLEMENT DE FISSURES, PROJET NOTRE-DAME. DEMANDEUR: JULIEN MEUNIER. TR: CM 16 0740.	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	10 246,78 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES ENSEIGNES PROFESSIONNELLES	1314840	10 DÉC. 2018	BOULIANNE, MARTIN	Gré à gré - IN293601 DRM: 002936-TG-01. MODIFICATION SUR STÈLE STL-2. DEMANDEUR: DANIEL RODRIGUEZ. TR: CM16 0771. SO#20181126-1645	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	8 935,49 $	
MARINA STAINGART	1313483	04 DÉC. 2018	BESSETTE, HUGUES	Mise à jour et création de processus opérationnel pour le CGMU - Ref : Patrick Ricci	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 128,65 $	
MINISTRE DES FINANCES	1317355	20 DÉC. 2018	CARRIER, JEAN	09-27 Frais d'intérêt du Ministère des Transports pour les travaux au P.E du boulevard Saint-Jean-Baptiste (81-05500).	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	5 848,21 $	
MIOVISION TECHNOLOGIES INC.	1314607	07 DÉC. 2018	CARETTE, CLAUDE	Projet Bretelle Côte-Sainte-Catherine - ID: 38664 (10 études -80 heures) 15/11/2018 - Ref: Virginie Gauvin	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 015,76 $	
NEOLECT INC.	1316253	17 DÉC. 2018	BESSETTE, HUGUES	Maintenance des panneaux de Jalonnement dynamique au site BR2b & site dm12 - Ref : Patrick Ricci	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	19 265,21 $	
PEPINIERES Y. YVON AUCLAIR ET FILS ENR.	1314819	10 DÉC. 2018	BOULIANNE, MARTIN	Gré à gré - IN284401 DRM : 002844-TG-01. FOURNITURES HORTICOLES AVENUE LAURIER PRINTEMPS 2019. DEMANDEUR: FERNANDO RIVERA. TR: CM16 1265.	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	17 385,93 $	
PEPINIERES Y. YVON AUCLAIR ET FILS ENR.	1314828	10 DÉC. 2018	BOULIANNE, MARTIN	Gré à gré - IN284401 DRM: 02844-TG-01. FOURNITURES HORTICOLE AVENUE LAURIER PRINTEMPS 2019. DEMANDEUR: FERNANDO RIVERA. TR: CM16 1265. GRÉ À GRÉ	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	8 246,77 $	
QUEBECOR MEDIA AFFICHAGE	1317597	21 DÉC. 2018	BOULIANNE, MARTIN	Gré à gré- IN327101 DRM: 003271-TR-01. DEVIS POUR LE DÉPLACEMENT DE L'ABRIBUS # 7076. DEMANDEUR: PIERRE-ALEXANDRE PRÉVOST-ROBERT. TR: CM18 0640	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	3 598,13 $	
REGROUPEMENT DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DU MONTREAL METROPOLITAIN RAAMM	1317520	21 DÉC. 2018	FELTON, SYLVAIN	Facture #57 -RAAMM - Participation aux rencontres du Comité consultatif en accessibilité universelle CCAU2018	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 200,00 $	
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET INC.	1275905	17 DÉC. 2018	RAIL, CHRISTIANNE	Projet Ste-Catherine, Service d'entretien ménager pour le kiosque d'information, (aux deux semaines à partir de mai 2018 jusqu¿au mois de décembre 2021), OSBL Pro-Prêt inc., gré à gré, DEM : Valentine About.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	8 378,00 $	
STEPHANE BILODEAU	1298596	12 DÉC. 2018	BOSSE, JEAN-PIERRE	Préparation de dossiers et présentations pour l'avant-projet des lots A à C de la rue Peel, Stéphane Bilodeau, gré à gré, DEM : Anjali Mishra.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	10 220,00 $	
TECHNI-LIGNES PLUS	1316266	17 DÉC. 2018	FELTON, SYLVAIN	Techni-lignes Plus - Matériel et main d'¿uvre pour marquage voie réservée ch. McDougall entre The Boulevard et Cedar, direction sud	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 868,79 $	
TECHPORT SERVICES LTD	1315028	11 DÉC. 2018	AYLWIN, CHANTAL	Quote# 2573 Support technique et mises à jour du logiciel de photogrammetrie numérique Summit Evolution Feature Collection- licence #84589 et 84590- du 1er septembre 2018 au 31 août 2019	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	8 881,94 $	
TRANSCORE ITS	1240030	14 DÉC. 2018	BESSETTE, HUGUES	Contrat de service pour la licence 1 an (option 2 ans) pour TransSuite installé au CGMU - REF : P. Ricci	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	40 261,66 $	
VERONIQUE RIOUX DESIGN INDUSTRIEL	1317516	21 DÉC. 2018	FELTON, SYLVAIN	Veronique Rioux - Rédaction de devis d'AO en design industriel pour le développement d'une gamme de mobilier urbain numérique	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	22 572,31 $	
ENGLOBE CORP.	1254088	03 DÉC. 2018	LECLAIR, MARTINE	LAC - TRAITEMENT ET VALORISATION DES SOLS CONTAMINÉS DE TYPE BC SANS ODEUR, MODIFIÉ POUR AJOUTER LA LIGNE 2.	Lachine	Réseau de distribution de l'eau potable	5 258,82 $	1229286
ETHNOSCOP INC.	1315792	13 DÉC. 2018	GIRARD, MARIE-JOSEE	Surveillance archéologique pour les travaux de réparation d'une fuite d'aqueduc sur les terrains de parc Canada (500, chemin des Iroquois).	Lachine	Réseaux d'égout	5 240,66 $	1270994
EXCAVATION D.D.L.	1317127	20 DÉC. 2018	SAVARD, MARTIN	Facture 11650 - Réparation bris d'aqueduc 8e Avenue et Notre-Dame.	Lachine	Réseau de distribution de l'eau potable	11 533,18 $	
FORMADRAIN INC.	1317553	21 DÉC. 2018	CYRENNE, CHRISTIANNE	RÉHABILITATION PAR GAINAGE DES BRANCHEMENTS D'ÉGOUT (CÔTÉ PUBLIC) D'UNE LONGUEUR DU 10.5 M ET D'UNE DIAMÈTRE DE 150 MM À L'ADRESSE 7755, RUE GEORGE DANS L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE	LaSalle	Réseaux d'égout	4 609,22 $	
LAFARGE CANADA INC	1302231	04 DÉC. 2018	LAMBERT, LYNE	PIERRE CONCASSEE,MG-20,PREMELANGEE,TONNE METRIQUE,CONFORME AU DEVIS NORMALISE 6VM-9 VILLE DE MONTREAL RÉFÉRENCE À L'ENTENTE 1195735	LaSalle	Réseaux d'égout	3 050,94 $	1195735
STELEM	1313188	04 DÉC. 2018	LAMBERT, LYNE	LAS BCR TP 2018 - ACHAT MANIPULATEUR DE VANNE ET POMPE SUBMERSIBLE STELEM	LaSalle	Réseau de distribution de l'eau potable	11 690,36 $	
AQUAREHAB (CANADA) INC.	1313912	05 DÉC. 2018	BERARDUCCI, DANIEL	Facture 12489 - Service d'excavation pneumatique	L'Île Bizard - Ste-Geneviève	Réseau de distribution de l'eau potable	2 595,82 $	
CEGEP DE SAINT-LAURENT	1317454	21 DÉC. 2018	LANE, TREVOR	Facture #10420 -Service - Formation préalable des préposés à l'aqueduc(OPA)	L'Île Bizard - Ste-Geneviève	Réseau de distribution de l'eau potable	2 939,65 $	
9093451 CANADA INC.	SLD914875	19 DÉC. 2018	MONGEON, JEAN-FREDERIC	21585801 Pan à huile	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 335,82 $	
9175-2998 QUEBEC INC	1248338	10 DÉC. 2018	THIBAULT, MAXIME	Bon de commande ouvert pour achat d'outils manuels - Année 2018	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 729,67 $	
ADF DIESEL MONTREAL INC.	AVM913436	04 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT DE POMPE INJECTION RECONDITIONNÉ	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 655,64 $	
AGRITEX	CAR913189	06 DÉC. 2018	PORTELANCE, RAYMOND	RÉPARATION DU DIFFÉRENTIEL D'UN TRACTEUR DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 685,37 $	
AGRITEX	CAR913221	06 DÉC. 2018	PORTELANCE, RAYMOND	RÉPARATION DU DIFFÉRENTIEL D'UN TRACTEUR DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 126,00 $	
AIGUISAGE PIGEON INC.	CAR906217	08 DÉC. 2018	AUDY, MICHEL	C1345475	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 519,70 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ANDREA RISTORANTE	1316029	14 DÉC. 2018	SAVAGE, CLAUDE	Facture 260//Programme reconnaissance - Diner et cocktail 4 à 6 pour 107 personnes, le 6 déc. pour le lac-à-l'épaule, selon	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 293,97 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	SLT903574	10 DÉC. 2018	MONTPETIT, SYLVAIN	VETEMWENT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 497,12 $	
ARCTIC TRAVELER (CANADA) LTD	CAR915187	19 DÉC. 2018	TROTTIER, LUC	PIECES ESPAR POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 242,85 $	
BATTERIES DIXON INC.	1316710	18 DÉC. 2018	ROUSSEL, BRUNO	Réappro magasin batterie 94RAGM pour voiture de police Dodge Caravan	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 418,70 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1313871	05 DÉC. 2018	GARNEAU, DOMINIC	Facture - Pneus de Caravan 225/65R17 pour réappro inventaire - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 407,95 $	1114277
BRIDGESTONE CANADA INC.	1313875	05 DÉC. 2018	GARNEAU, DOMINIC	Facture - Achat - Pneus hiver pour J-F pour les voiture banaliser SPVM - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	16 924,06 $	1114277
BRIDGESTONE CANADA INC.	1316695	18 DÉC. 2018	HOGUE, ROBERT	Pneu hiver 245/55R18 pour réappro magasin / livré par Pneus S.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 195,30 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1316697	18 DÉC. 2018	HOGUE, ROBERT	Pneu hiver 245/55R18 pour réappro magasin / livré par Pneus lachine	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 244,13 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1316699	18 DÉC. 2018	GARNEAU, DOMINIC	Pneus pour voiture de police (charger)245/55R18 PVS 103V	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	30 987,77 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1317353	20 DÉC. 2018	HOGUE, ROBERT	Facture#6480368194//Achat de pneus hiver manquant pour voiture banalisé (Pour fred QG) livré par pneus Lachine	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 842,61 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1317359	20 DÉC. 2018	GARNEAU, DOMINIC	Facture#6480874456// Achat de pneus de Charger 245/55R18 pour réappro inventaire.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 110,31 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1317366	20 DÉC. 2018	HOGUE, ROBERT	Pneus pour le SPVM PARC AUTO.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 036,19 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	DIC913679	10 DÉC. 2018	TREMBLAY, MICHEL	8-98093-973-0 JANTES 19.5	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 428,49 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	1310439	13 DÉC. 2018	MAGNE, MELISSA	593-04273 piece pour balais john deere	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 930,84 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	DIC912524	04 DÉC. 2018	LEBRUN, ANDRÉ	0LVU22537 JEU DE CALLES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 286,49 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	DIC914067	11 DÉC. 2018	DYOTTE, MATHIEU	FREIN + EXHAUST+ PANNE HUILE TRANSMISSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	67,17 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	DIC914067	10 DÉC. 2018	DYOTTE, MATHIEU	FREIN + EXHAUST+ PANNE HUILE TRANSMISSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 760,08 $	
CIMI INC.	1315203	11 DÉC. 2018	SAINT-VIL, PHILIPPE	Réparations effectuées sur l'excavatrice en location pour CDN-NDG, selon facture B00233 1 CH Réparations effectuées sur l'excavatrice en location pour CDN-NDG, selon facture B01312 Réparations effectuées sur l'excavatr	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 215,83 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	1316961	19 DÉC. 2018	MASSE, PAUL	Boite on/off pour protection du moteur	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	4 806,41 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	1317050	19 DÉC. 2018	MASSE, PAUL	Fourniture et installation d¿un vérin CHALLENGER modèle E15. ¿ 15000lbs -Vérin 2 poteaux E15 - 15000 lbs	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	6 079,62 $	1196343
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	LAS915480	21 DÉC. 2018	LAPLANTE, JEAN-MARC	REPARATION LIFT PAR UNDERWOOD#2018-67129	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 464,58 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	NME915385	20 DÉC. 2018	ROY, ALAIN	MN-008632/Inspection annuelle décembre 2018 Ford smith MPX210E MN-008635/Réparé rear saddle Ford smith MP210E	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 276,13 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	ROS913877	06 DÉC. 2018	AUBIN, FREDERIC	FOURNIR BON DE COMMANDE POUR CLIFFORD UNDERWOOD EN REFERENCE A LA FACTURE # 2018-66742	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 362,22 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	ROS913885	06 DÉC. 2018	AUBIN, FREDERIC	FOURNIR BON DE COMMANDE POUR CLIFFORD UNDERWOOD EN REFERENCE A LA FACTURE # 2018-66902	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 292,41 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1298186	04 DÉC. 2018	MARCOTTE, CATHY	Achat - Workstation portatif et Station d'accueil - MRA - # de dérogation R332822	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 581,69 $	1164102
CUBEX LIMITED	ANJ914287	12 DÉC. 2018	THIBAULT, MAXIME	PIÈCES DIVERSES POUR RAVO UNITÉ/BON DE TRAVAIL 539-14473/928109	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 391,99 $	
CUBEX LIMITED	DIC911960	04 DÉC. 2018	LONGPRE, ERIC	FOURNIR P/O AU FOURNISSEUR POUR BRIS ANORMALE SELON ESTIMATION DE FIN SAISON 2018	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 214,13 $	
CUBEX LIMITED	NME913479	04 DÉC. 2018	ROY, ALAIN	539-15168/ Entretien annuel décembre 2018	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 754,98 $	
CYCLO CHROME INC.	1313850	05 DÉC. 2018	GARNEAU, DOMINIC	facture - Mise en service des vélos cadets Préparation et kilométrage - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 238,45 $	
DISTRIBUTION D TITTLIT INC.	CAR914508	12 DÉC. 2018	LUSSIER, STEPHANIE	PAYER FACTURE SNAPON POUR ACHAT OUTILS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 644,27 $	
D M GOOS DIESEL INC	CAR914512	12 DÉC. 2018	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	FOURNIR P.O ENTRETIEN 2000 HRS VOIR FCT#09121 AUTORISE B.ALLARD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 118,09 $	
DRIVE PRODUCTS INC	CAR914142	21 DÉC. 2018	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	reparer controle ependeuse a sel autorise par b.allard	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 422,99 $	
DRIVE PRODUCTS INC	SLT913365	17 DÉC. 2018	BRISEBOIS, LUC	Commande pour mécanique	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 810,19 $	
ENTREPRISE DESJARDINS & FONTAINE LTEE	CAR915177	19 DÉC. 2018	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O INSTALLATION OREILLE SUR DEUX CHASSE NEIGE VOIR SOUMISSION #17439 AUTORISÉ PAR B.ALLARD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 713,96 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EQUIPEMENTS G. GAGNON INC.	DIC906414	20 DÉC. 2018	RECTON, YAN	Pièces de remplacement pour bris facturable et entretien hors saison pour "flail mower Befco"	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 268,90 $	
EQUIPEMENTS J.K.L. INC.	DIC914167	11 DÉC. 2018	LONGPRE, ERIC	REPARATION TRANSMISSION TRACTEUR HOLDER PAYABLE À LA DEMANDE DE L'ATELIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 098,47 $	
EQUIPEMENT SMS INC.	CAR913692	05 DÉC. 2018	JUTEAU, JACQUES	ACHAT DE PIECES MECANIQUE POUR L'ATELIER DU CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 090,89 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	LAS914288	13 DÉC. 2018	LAPLANTE, JEAN-MARC	0FLAT WASHER 5/8	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 425,28 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	1317291	20 DÉC. 2018	SAINT-VIL, PHILIPPE	Tommy G2 55X32+6 AL Avec Lid Guard plateforme d'aluminuim de 55''x38''+6'' capacité de 1500Lbs	Materiel roulant et ateliers	Autres - activités culturelles	5 940,67 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	AVM914109	10 DÉC. 2018	OUIMET, GUY	FOURNIR PO POUR INSTALLATION BAVETTE CHEZ TWIN FACT 8055940	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 089,83 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	NME914567	13 DÉC. 2018	ROY, ALAIN	224-17209/PTO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 847,52 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	PIR913323	03 DÉC. 2018	LATOUR, REMI-PAUL	ACHAT RESERVOIR DIESEL AVEC POMPE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 635,19 $	
EQUIPEMENT WAJAX	1287025	13 DÉC. 2018	PASCAL, RAOUL	Formation portant sur l'opération sécuritaire des plateformes aériennes, camions-nacelles et camions-grues avec tarières	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	18 714,02 $	
EQUIPEMENT WAJAX	CAR913531	17 DÉC. 2018	GAUVREAU, ALAIN	PIECES POUR REPARATION D'UNE NACELLE TEREX - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	62,99 $	
EQUIPEMENT WAJAX	CAR913531	04 DÉC. 2018	GAUVREAU, ALAIN	PIECES POUR REPARATION D'UNE NACELLE TEREX - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 411,12 $	
FORD LINCOLN GABRIEL	LAS915233	19 DÉC. 2018	LAPLANTE, JEAN-MARC	FAIRE REPARER EXHAUST ET SHIFTER CHEZ GABRIEL FORD#BG65791	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 106,78 $	
FORD LINCOLN GABRIEL	MAD913754	06 DÉC. 2018	BRISEBOIS, JOEL	FOURNIR PO GABRIEL FORD SELON DOCUMENT BG65241 POUR PROBLEME DE FREIN ET ENTRETIEN PREVENTIF	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 061,10 $	
FORD LINCOLN GABRIEL	MAD914581	13 DÉC. 2018	BRISEBOIS, JOEL	FOURNIR PO GABRIEL FORD SELON DOCUMENT BG65485 POUR REPARATION FREIN ET FUITE D'ANTIGEL MAJEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 261,03 $	
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	1317350	20 DÉC. 2018	SAVAGE, CLAUDE	Fourgon Ford E-450 2018 tronqué de base SD chassis RARJ 176po et boite 16 pieds frs	Materiel roulant et ateliers	Réseau de distribution de l'eau potable	46 057,81 $	
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	AVM913276	03 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE RF65158 FORD FORTIER,	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 268,66 $	
GB LEVAGE INC.	ROS915033	18 DÉC. 2018	GARNEAU, DOMINIC	INSPECTION DES PONTS ROULANTS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 605,33 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	AVM915303	19 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT DE PIECES POUR VÉHICULE 283-02024	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 250,71 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC913906	13 DÉC. 2018	RECTON, YAN	BHT/V9208002 RADIATEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 031,54 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC914935	17 DÉC. 2018	POMPONI, GINO	5301094RX COMPRESSEUR A AIR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 092,10 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	CAR915261	19 DÉC. 2018	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	PIECES FREIGHTLINER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 029,07 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	MAD914430	12 DÉC. 2018	VEILLETTE, PATRICK	PAYER FACTURE POUR FUEL CONTAMINE CHEZ GLOBOCAM AU MONTANT DE $4624.19 AVANT TAXE.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 854,82 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	MAD914583	13 DÉC. 2018	BRISEBOIS, JOEL	FOURNIR PO GLOBOCAM MONTREAL SELON FACTURE 516153 POUR REPARATION SYSTEME DE FREINAGE ABS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 630,52 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	MAD915333	20 DÉC. 2018	ITIM, SAÏD	REMPLACER LA TANK D'URÉE CONTAMINÉE.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 539,86 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	PIR914377	13 DÉC. 2018	MOCANU, SILVIU	2018 PFDS BCG POMPE HEUI ET AUTRE PIECES CONNEXES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 109,72 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	PIR915152	19 DÉC. 2018	LATOUR, REMI-PAUL	0BUTTON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 878,10 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	PIR915635	28 DÉC. 2018	MOCANU, SILVIU	2018 PFDS BCG ENS. DE PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 676,53 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	SLT913890	06 DÉC. 2018	VERMETTE, SUZANNE	919623 - VEH 396-07390 - PIECES POUR REPARATION SUR CAMION STERLING	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 097,59 $	
GOODYEAR CANADA INC.	DIC914143	11 DÉC. 2018	LEBRUN, ANDRÉ	139-418-205 PNEUS : 225 / 70 R 19.5 MARQUE : GOODYEAR MODEL :G622	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 779,55 $	
GORDON YVON.COM INC.	PIR908805	13 DÉC. 2018	LATOUR, REMI-PAUL	INSPECTION ET REPARATION (FACT. # 30856)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 350,35 $	
GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE	ROS901762	26 DÉC. 2018	BEAULIEU, DAMIEN	LUMIERE AU LED POUR LA CHAMBRE A PEINTURE POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 030,47 $	
HEBDRAULIQUE INC.	1247833	17 DÉC. 2018	GARNEAU, DOMINIC	Bon de commande annuelle 2018 pour fabrication et fourniture hydraulique/ Ajout montant $2000 160418/ Ajout montant $2000 020818	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 292,63 $	
HEBDRAULIQUE INC.	1316119	14 DÉC. 2018	MASSE, PAUL	Divers jeu de mors pour le service MRA	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	7 351,22 $	
HEBDRAULIQUE INC.	1316919	19 DÉC. 2018	MASSE, PAUL	Unité de puissance 600 volts 20 HP avec démarreur munie d'une pompe hydraulique de 14 GPM	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	7 029,96 $	
HEBDRAULIQUE INC.	DIC914565	13 DÉC. 2018	DYOTTE, MATHIEU	COMMANDE DE FITTING POUR ATELIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 591,55 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
HEBDRAULIQUE INC.	MAD914594	13 DÉC. 2018	BRISEBOIS, JOEL	FOURNIR PO HEBDRAULIQUE POUR ACHAT DE FITTING	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 085,35 $	
HYDRAULIQUES R.N.P.	DIC915657	27 DÉC. 2018	DYOTTE, MATHIEU	REPARATION CYLINDRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 383,43 $	
HYDRAULIQUES RNP 2016 INC.	CAR913170	20 DÉC. 2018	GAUVREAU, ALAIN	RECONDITIONNEMENT DE 4 CYLINDRES HYDRAULIQUES D'UN CAMION BENNE A DÉCHETS DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 545,27 $	
HYDRAULIQUES RNP 2016 INC.	DIC915654	27 DÉC. 2018	DYOTTE, MATHIEU	REPARATION CYLINDRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 892,17 $	
HYDRAUMAX ATELIER D'USINAGE INC.	CAR914546	17 DÉC. 2018	TROTTIER, LUC	REBATIR COLLECTEUR HYDRAULIQUE DE NACELLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 503,95 $	
HYDRAUMAX ATELIER D'USINAGE INC.	ROS912130	10 DÉC. 2018	LESSARD, SIMON	FAIRE REPARER CYLINDRE HYD EXTENTION , COULE ET FAIRE REPARER LA ROD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 230,98 $	
J.A. LARUE INC	1313855	05 DÉC. 2018	SAVAGE, CLAUDE	Location de souffleuse à neige pour 5 mois - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 598,50 $	
J.A. LARUE INC	1317288	20 DÉC. 2018	SAINT-VIL, PHILIPPE	Location mensuelle (5 mois - débutant le 1er déc. 2018) d'une souffleuse à neige pour OUTREMONT - Négociation gré à gré	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 498,75 $	
J.A. LARUE INC	AVM914111	10 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE S000005656	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 388,88 $	
J.A. LARUE INC	AVM914381	12 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE 5309 LARUE POUR H-S	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 539,23 $	
J.A. LARUE INC	AVM914501	12 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO A LARUE POUR LES PREFACTURE 5348	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 241,59 $	
J.A. LARUE INC	DIC913862	06 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	INSPECTION ET REPARATION HORS SAISON SOUFFLEUSE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 150,66 $	
J.A. LARUE INC	DIC913863	06 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	INSPECTION ET REPARATION HORS SAISON SOUFFLEUSE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 866,41 $	
J.A. LARUE INC	DIC913864	06 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	INSPECTION ET REPARATION HORS SAISON SOUFFLEUSE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 429,38 $	
J.A. LARUE INC	DIC913865	06 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	INSPECTION ET REPARATION HORS SAISON SOUFFLEUSE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 985,83 $	
J.A. LARUE INC	PIR912300	19 DÉC. 2018	BOURRET, YANICK	PIECES SOUFFLEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	33,07 $	
J.A. LARUE INC	PIR912300	03 DÉC. 2018	BOURRET, YANICK	PIECES SOUFFLEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 997,17 $	
J.A. LARUE INC	PIR912300	10 DÉC. 2018	BOURRET, YANICK	PIECES SOUFFLEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	432,06 $	
J.A. LARUE INC	PIR914838	17 DÉC. 2018	GAUVREAU, ALAIN	INSPECTION MECANIQUE (FACT. # I000039632)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	18 109,49 $	
J.C. TRANSMISSION INC.	AVM913267	03 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO POUR SOUMISSION 53624 JC TRANSMISSION FACTURE 021589	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 295,37 $	
J.C. TRANSMISSION INC.	DIC912675	04 DÉC. 2018	LONGPRE, ERIC	TRANSMISSION POUR FL-80 1997	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 161,90 $	
J.M. BUSSIERES & FILS LIMITEE	1315194	11 DÉC. 2018	MASSE, PAUL	Location mensuelle (4 mois - débutant en décembre 2018) d'un loader avec pelle EDF, marque Volvo, modèle L-70G (2012), selon contrat 002592	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 724,44 $	
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	DIC912398	13 DÉC. 2018	RECTON, YAN	Moteur électrique d'embrayage de déversement de sel pour saleuse de trottoir EPOKE .	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 530,29 $	
JOLICOEUR LTEE	1317042	19 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	BRIS DE CONTRAT NETTOYAGE VETEMENT MÉCANICIENS OUTREMONT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 711,20 $	
KENWORTH MONTREAL	DIC904981	07 DÉC. 2018	LONGPRE, ERIC	FOURNIR PO POUR REMPLACER SIEGE ET PROBLÈME MECANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 704,10 $	
KENWORTH MONTREAL	ROS913748	06 DÉC. 2018	BELANGER, BRUNO	PIECES CUMMINS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 142,59 $	
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	MAD913786	14 DÉC. 2018	BRISEBOIS, JOEL	ACHAT DE PIECES SELON SOUMISSION# 90144	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 346,03 $	
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	PIR912333	03 DÉC. 2018	MOCANU, SILVIU	2018 PFDS BCG SERV. EXT REP. UNITE 118-14227 GR. PARCS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 712,15 $	
LASSONDE MARINE INC.	1315672	13 DÉC. 2018	ROUSSEL, BRUNO	Facture #7307 - Réparation/Entretien Hivernations Embarcation de police pièces et main-d'œuvre plus entreposage extérieur pour l'hiver	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 703,43 $	
LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTEE	CAR914196	11 DÉC. 2018	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	REPARATION TROUBLE SUR PHARE DE CROISEMENT VOIR FCT#	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 255,35 $	
LE GROUPE GUY INC.	CAR913829	06 DÉC. 2018	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	REPARATION DE SEAL DE ROUE ARRIERE +REMPLACEMENT HOSE ANTIGEL COOLER CHANGEMENT D'HUILE ET FILTRE TRANSMISSION VOIR FCT#BL60512	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 032,80 $	
LES ATELIERS MOBILES JPD (1987) INC.	LAS915102	18 DÉC. 2018	BERUBE, TOMMY	LS11125 USINAGE ATTACHE PIVOT CANTRALE LOADER JOHN DEERE 437-16235	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 713,93 $	
LES CAMIONS INDUSTRIELS YALE MONTREAL LTEE	CAR909687	14 DÉC. 2018	AUDY, MICHEL	C1354517	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 207,85 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES ENTREPRISES DOUGLAS POWERTECH INC	DIC913964	07 DÉC. 2018	TREMBLAY, MICHEL	REPARER PROBLEME ELECTRIQUE + 500HRS MAINTENANCE *9519*	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 480,94 $	
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR915062	18 DÉC. 2018	LUSSIER, STEPHANIE	PAYER FACTURE BENCO 13204	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 586,57 $	
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR915082	18 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	PAYER FACTURE POUR RÉPARATIONS FAIT PAR BENCO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 205,58 $	
LES EQUIPEMENTS BENCO (CANADA) LTEE	CAR915092	18 DÉC. 2018	LUSSIER, STEPHANIE	PAYER FACTURE BENCO 13202	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 552,30 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	1304434	17 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	414-09147	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	409,14 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	1304434	03 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	414-09147	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	930,56 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	1304434	10 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	414-09147	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 864,49 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	DIC912852	07 DÉC. 2018	TREMBLAY, MICHEL	ACHAT DE PIECES DE DIFFRENCIEL AVANT DU TRACTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 447,45 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	PIR913373	05 DÉC. 2018	COUTURE, MICHEL	0FRAIS DE TRANSPORT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 927,03 $	
LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE	1316927	19 DÉC. 2018	MASSE, PAUL	Sableuse oscillante	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	7 498,63 $	
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	VER902465	19 DÉC. 2018	VEILLETTE, PATRICK	FACTURE 705344 AMÉNAGEMENT DES VESTIAIRES POUR MÉCANICIENS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 154,32 $	
LES RESSORTS ST-MICHEL INC.	CAR913100	06 DÉC. 2018	PORTELANCE, RAYMOND	REPARATION SUSPENSION D'UNE CAMIONNETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 275,92 $	
LINDE CANADA LIMITEE	1316719	18 DÉC. 2018	MASSE, PAUL	SOUMISSION 10452304 - INSTALLATION DE VENTILATEUR	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	9 694,59 $	
LOCATION DICKIE MOORE.	AVM841796	10 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	LOCATION DE CHARIOT ÉLÉVATEUR POUR UNE PÉRIODE DE 3 MOIS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 640,97 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1315129	11 DÉC. 2018	SAINT-VIL, PHILIPPE	Location de véhicules pour divers arrondissements de la Ville de Montréal	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	23 123,61 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1316949	19 DÉC. 2018	SAINT-VIL, PHILIPPE	LOCATION SAUVAGEAU INC.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 265,63 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	LAS909129	05 DÉC. 2018	LAPLANTE, JEAN-MARC	LOCATION FLAT BED CHEZ SAUVAGEAU #R256154 FACT#T218784-01	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 237,09 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	DEU34598	06 DÉC. 2018	LONGPRE, ERIC	reparation Z310	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 541,85 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	DIC867198	05 DÉC. 2018	LONGPRE, ERIC	FOURNIR PO POUR RÉPARATION DU MOTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 841,53 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	ROS915025	18 DÉC. 2018	GARNEAU, DOMINIC	reparation de camionnette du SIM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 115,31 $	
LONGUS EQUIPEMENT INC.	CAR913335	05 DÉC. 2018	PORTELANCE, RAYMOND	PIÈCES POUR RÉPARER TRACTEUR CHARGEUR DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 568,97 $	1168418
LONGUS EQUIPEMENT INC.	DIC913628	05 DÉC. 2018	DYOTTE, MATHIEU	REPARATION HORS SAISONT APPROUVER PAR ROMEO RICHARD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 475,62 $	
LONGUS EQUIPEMENT INC.	DIC913632	05 DÉC. 2018	DYOTTE, MATHIEU	REPARATION TRANSMISSION TRACTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 432,62 $	
LUBEQUIP (MC)	1309683	14 DÉC. 2018	MASSE, PAUL	3S. SOUMISSIONS 74883-1 ET 75052.1 -et 75538-1 - Location d un jour d un chariot élévateur - installation huile neuve- Conception, la fabrication et l¿installation de réservoirs d¿huile et d¿antigel ainsi que d¿un conteneur pouvant loc abr	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	1 520,55 $	
LUBEQUIP (MC)	1309683	19 DÉC. 2018	MASSE, PAUL	3S. SOUMISSIONS 74883-1 ET 75052.1 -et 75538-1 - Location d un jour d un chariot élévateur - installation huile neuve- Conception, la fabrication et l¿installation de réservoirs d¿huile et d¿antigel ainsi que d¿un conteneur pouvant loc abr	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	1 438,17 $	
LUBRI-EXPERT INC.	1308299	10 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	remplissage des nouveaux réservoir d'huile en vrac pour garage Outremont	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 273,27 $	
MAGNETO-LAVAL INC.	CAR914451	12 DÉC. 2018	LUSSIER, STEPHANIE	PAYER FACTURE # FC00014142 @ MAGNETO-LAVAL,	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 865,17 $	
MAGNETO-LAVAL INC.	CAR915388	20 DÉC. 2018	JUTEAU, JACQUES	SERVICE EXTERNE POUR L'ATELIER DU CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 089,82 $	
MAGNETO-LAVAL INC.	LAC914370	13 DÉC. 2018	VEILLETTE, PATRICK	REMPLACER CONTROLE MANETTE DU PANIER CASSE,SOUMISSION 25151 ,MONTANT AVANT TAX 4689 $	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 922,86 $	
MECANO ALCA INC	DIC915115	18 DÉC. 2018	RECTON, YAN	Modification et vérification du système de sécurité concernant les pattes stabilisatrices.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 484,36 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MEGA-TECH	1317316	20 DÉC. 2018	HOGUE, ROBERT	Facture# 18-7614//Réappro magasin / sirène dynamax 100w pour voiture de police	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 101,41 $	
MERCEDES-BENZ MONTREAL-EST	ANJ915345	20 DÉC. 2018	THIBAULT, MAXIME	RÉPARATION SWITCH D'IGNITION MERCEDES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 022,26 $	
MERCEDES-BENZ MONTREAL-EST	DIC887901	19 DÉC. 2018	ARCE, CRISTIAN	REMPLACER FUEL RAIL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 035,54 $	
MERCEDES-BENZ MONTREAL-EST	DIC913962	07 DÉC. 2018	TREMBLAY, MICHEL	REPARATION SYSTEME REGENERATION *3411.72$*	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 115,36 $	
MERCEDES-BENZ MONTREAL-EST	DIC913962	10 DÉC. 2018	TREMBLAY, MICHEL	REPARATION SYSTEME REGENERATION *AJUSTEMENT DE PRIX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	319,80 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1265409	06 DÉC. 2018	VEILLETTE, PATRICK	Pneu	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 014,66 $	1114428
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	CAR914440	15 DÉC. 2018	PORTELANCE, RAYMOND	PNEU POUR UN TRACTEUR CHARGEUR DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 906,05 $	1114428
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	ROS914022	10 DÉC. 2018	LESSARD, SIMON	MICHELIN ARR 315 /80 R 22.5 X D N 2 GRIP	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 825,85 $	
MICHEL LABRECQUE AUTO LTEE	LAS915402	20 DÉC. 2018	LAPLANTE, JEAN-MARC	REDRESSIR CHASSIS ET FITTER NOUVEAUX MORCEAUX CHEZ MICHEL LABRECQUE AUTO LTEE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 182,14 $	
NACELLE L.M. INC.	ROS915028	18 DÉC. 2018	GARNEAU, DOMINIC	INSPECTION ANNUELLE CISEAU D'ÉLÉVATION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 105,34 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	AVM913741	05 DÉC. 2018	OUIMET, GUY	AT337345 ORBITROL DE DIRECTION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 121,07 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	AVM914643	13 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO NORTRAX SUITE AUX REPARATION SUR FACTURE 230298. ENTRETIEN, REPARATION FUITES MULTIPLES, ORBITROL ETC BT230298.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 777,71 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	CAR903404	06 DÉC. 2018	JUTEAU, JACQUES	SERVICE EXTERNE POUR L'ATELIER DE ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 148,17 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	DIC902942	07 DÉC. 2018	RECTON, YAN	Travaux hors saison sur loader loué.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 617,34 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	DIC902943	07 DÉC. 2018	LONGPRE, ERIC	Travaux hors saison sur loader loué.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 287,60 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	DIC902944	07 DÉC. 2018	RECTON, YAN	Travaux hors saison sur loader loué.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 516,84 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	DIC913428	05 DÉC. 2018	DYOTTE, MATHIEU	HUILE POUR LOADER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 712,69 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	LAS913487	18 DÉC. 2018	LAPLANTE, JEAN-MARC	FRAIS DE TRANSPORT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	41,99 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	LAS913487	04 DÉC. 2018	LAPLANTE, JEAN-MARC	TURBO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 227,01 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	NME914190	11 DÉC. 2018	ROY, ALAIN	678-06233/ECM 2ieme commande/Harness	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 777,93 $	1173362
NORTRAX QUEBEC INC.	NME914190	13 DÉC. 2018	ROY, ALAIN	678-06233/ECM 2ieme commande/Harness	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 275,87 $	1173362
NORTRAX QUEBEC INC.	SLT906705	05 DÉC. 2018	BRISEBOIS, LUC	Commande pour réparation mécanique	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 965,61 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	SLT909878	10 DÉC. 2018	BRISEBOIS, LUC	Commande pour service mécanique	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 563,40 $	
P.E.S. CANADA INC.	1316188	14 DÉC. 2018	GARNEAU, DOMINIC	Aménagement de véhicules. (LED TORUS3 WHITE FOR LIT3KIT)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 283,49 $	
P.E.S. CANADA INC.	1317405	20 DÉC. 2018	HOGUE, ROBERT	Réappro magasin pour Take down pour gyrophare voiture de police code 3	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 569,57 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1315236	11 DÉC. 2018	MAGNE, MELISSA	VERIFICATEUR DE BATTERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 536,24 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1315313	17 DÉC. 2018	MAGNE, MELISSA	OUTILLAGE GARAGE ET CAMIONS SERVICE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 053,85 $	
PIE IX CHRYSLER	CAR913602	05 DÉC. 2018	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	FOURNIR P.O POUR REMPLACEMENT RADIATEUR DE CHAUFFRETTE+ BALLJOINT + SUPPORT DE MOTEUR ETCHANGEMENT D'HUILE MOTEUR VOIR FCT# 353663 AUTORISÉ PAR B.ALLARD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 098,57 $	
PNEUS ET RECHAPAGE SOUTHWARD MONTREAL INC	LAS915458	21 DÉC. 2018	LAPLANTE, JEAN-MARC	CHANGER PNEU DE LOADER PAR SOUTHWARD#80617	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 833,09 $	
PNEUS METRO INC.	DEU34580	17 DÉC. 2018	GARNEAU, DOMINIC	ACHAT DE PNEUS D'HIVER, ROUES ET SENSOR DE PRESSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 572,61 $	
PNEUS METROPOLITAINS INC.	DIC913727	18 DÉC. 2018	DYOTTE, MATHIEU	PNEU POUR TRACTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 735,16 $	
PNEUS SP INC.	1248361	17 DÉC. 2018	GARNEAU, DOMINIC	Bon de commande ouvert pour réparation de crevaison, installation et balancement des pneus - Année 2018	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 354,36 $	
PNEUS SP INC.	1312885	03 DÉC. 2018	HOGUE, ROBERT	Facture - Pneus hiver pour voiture banalisé / Yokohama bluearth 215/55R17 98v - MRA	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 943,95 $	
PNEUS TOYO CANADA INC.	DIC911703	05 DÉC. 2018	TREMBLAY, MICHEL	G8943	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 338,28 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
P.R. DISTRIBUTION INC.	AVM909511	17 DÉC. 2018	OUIMET, GUY	FOURNIR P/O DISTRIBUTION PR # FACT 75295.00	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 056,10 $	
P.R. DISTRIBUTION INC.	MAD910769	05 DÉC. 2018	BRISEBOIS, JOEL	BOULONS ET NOIX SELON SOUMISSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 240,28 $	
P.R. DISTRIBUTION INC.	MAD910769	17 DÉC. 2018	BRISEBOIS, JOEL	BOULONS ET NOIX SELON SOUMISSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 749,88 $	
QUEBEC LINGE CO	DIC844897	05 DÉC. 2018	LONGPRE, ERIC	COMMANDE OUVERTE POUR L'ANNÉE 2017 ATELIER DICKSON POUR SERVICE DE GUENILLE UNITÉ DE 1.00$	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 370,96 $	
QUEBEC LINGE CO	DIC844897	04 DÉC. 2018	LONGPRE, ERIC	COMMANDE OUVERTE POUR L'ANNÉE 2017 ATELIER DICKSON POUR SERVICE DE GUENILLE UNITÉ DE 1.00$	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 630,88 $	
REMORQUAGE 514 INC.	PIR913016	03 DÉC. 2018	MOCANU, SILVIU	2018 PFDS BCG REMORQUAGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 099,75 $	
RESSORT IDEAL LTEE	AVM915166	18 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE F0161205 RESSORT IDEAL SUITE AU PEPE ET REPARATIONS.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 778,46 $	
RESSORT IDEAL LTEE	AVM915167	18 DÉC. 2018	OUIMET, GUY	FOURNIR PO RE FACTURE F0161407	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 401,03 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR915019	18 DÉC. 2018	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	FOURNIR P.O INSPECTION SAAQ ET LES REPARATIONS QUI S'EN SUIVENT VOIR FCT#F0161370	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 409,46 $	
RESSORT IDEAL LTEE	DIC913651	12 DÉC. 2018	LEBRUN, ANDRÉ	SUSPENSION BENNE VIDANGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 865,36 $	
RESSORT IDEAL LTEE	NME913620	05 DÉC. 2018	ROY, ALAIN	393-13037/Réparé suspension(pieces&main d'oeuvre)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 358,87 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS915037	18 DÉC. 2018	GARNEAU, DOMINIC	reparation de suspension de camion de pompier	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 041,93 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS915045	18 DÉC. 2018	GARNEAU, DOMINIC	reparation de suspension de camion de pompier	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 729,79 $	
RM ELECTRO DIESEL INC.	DIC915015	18 DÉC. 2018	RECTON, YAN	Installation d'un système de chauffage Espar dans la boîte arrière.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 958,29 $	
ROBERT BOILEAU INC	CAR914869	18 DÉC. 2018	AUDY, MICHEL	C1368552	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 095,14 $	
ROBERT BOILEAU INC	NME913509	04 DÉC. 2018	LONGPRE, ERIC	301-02214/Moteur électrique	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 902,93 $	
R.P.M. TECH INC	CAR914861	18 DÉC. 2018	JUTEAU, JACQUES	ACHAT DE PIECES MECANIQUE POUR L,ATELIER DE ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 028,41 $	
RYDER EQUIPEMENTS DE MANUTENTION	DEU34831	17 DÉC. 2018	GARNEAU, DOMINIC	PIÈCES GARAGE SELON FACTURE OE0237734	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 288,10 $	
RYDER EQUIPEMENTS DE MANUTENTION	DEU34857	18 DÉC. 2018	GARNEAU, DOMINIC	PIÈCES GARAGE SELON FACTURE PSI3301611	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 180,76 $	
SABLAGE AU JET GILLES LAPOINTE LTEE	ROS911299	05 DÉC. 2018	PASCAL, RAOUL	PEINTURE ETSABLAGE MODULE POUR MULTI-MODE POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 296,63 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	CAR915066	18 DÉC. 2018	TROTTIER, LUC	HUILES ET GRAISSE - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 255,22 $	
SENTINEL CANADA	CAR915088	18 DÉC. 2018	TROTTIER, LUC	HUILE ET GRAISSE - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 701,43 $	
SERVICE LUBRICO INC.	1315891	14 DÉC. 2018	MASSE, PAUL	Achats des échelles et JDIFCP30AUL Charriots essence fuel 30 G.	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	5 982,15 $	
SERVICE LUBRICO INC.	AVM914970	18 DÉC. 2018	OUIMET, GUY	FOURNIR PO POUR 2 DEVIDOIRS 75'	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 349,10 $	
SERVICES D'ESSAIS INTERTEK AN LTEE	ROS913272	03 DÉC. 2018	BEAULIEU, DAMIEN	INSPECTION ET CERTIFICATION DE LA CHAMBRE A PEINTURE POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 438,87 $	
SOCIETE EN COMMANDITE STRONGCO	DIC913522	04 DÉC. 2018	BRANCONNIER, SERGE	REPARATION HORS SAISON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 405,82 $	
SOCIETE EN COMMANDITE STRONGCO	MAD915325	20 DÉC. 2018	ITIM, SAÏD	APPEL DE SERVICE, REMPLACER PNEU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 435,39 $	
SP SOLUTION MAINTENANCE INDUSTRIEL INC	SLD910396	06 DÉC. 2018	IOANNONE, REMO	SLD-MECANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 716,56 $	
ST-LAURENT/SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC	PIR913157	10 DÉC. 2018	GAUVREAU, ALAIN	2018 PFDS BCG SERV. ETX. MODIFICATION SUSP.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 613,26 $	
ST-LAURENT/SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC	PIR913839	12 DÉC. 2018	LATOUR, REMI-PAUL	REPARER BRACKET SUSPENSION ARRIERE (FACT. # 324291)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 514,85 $	
ST-LAURENT/SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC	SLT912650	11 DÉC. 2018	MONTPETIT, SYLVAIN	SERVICE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 315,17 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SYLVAIN GUIMOND INC.	1316341	17 DÉC. 2018	PASCAL, RAOUL	Conférencier invité au lac-à-l'épaule du 6 décembre 2018, selon facture 646	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 149,62 $	
TECHNICIEN DE GLACE INC	CAR906222	08 DÉC. 2018	AUDY, MICHEL	C1345475	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 782,17 $	
TECHNICIEN DE GLACE INC	CAR906222	14 DÉC. 2018	AUDY, MICHEL	C1345475	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 459,33 $	
TECHNO FEU INC	ROS913229	03 DÉC. 2018	LEFEBVRE, MARIO	183GG3003 HAUT-PARLEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 714,96 $	
TECHNO FEU INC	ROS913897	10 DÉC. 2018	LESSARD, SIMON	SPOT BLANC SOUS LE PANIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 057,91 $	
TECHNOLOGIES PH	VER914274	13 DÉC. 2018	VEILLETTE, PATRICK	UNITÉ 283-10464 (80)/ POMPE PTO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 698,19 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	1310705	20 DÉC. 2018	MAGNE, MELISSA	513-06123 v.m	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 419,34 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	1317292	20 DÉC. 2018	SAINT-VIL, PHILIPPE	Gerbeur électrique Jungheinrich EJC B14 tel que décrit à votre soumission 402930. Négociation gré à gré.	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	14 263,76 $	
UAP INC.	1314640	07 DÉC. 2018	MASSE, PAUL	Matériel entretien mécanique pour le MRA - Atelier	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	3 452,02 $	
UAP INC.	1314640	10 DÉC. 2018	MASSE, PAUL	Matériel entretien mécanique pour le MRA - Atelier	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	2 356,33 $	
UNIMANIX INDUSTRIES INC.	1315998	14 DÉC. 2018	MASSE, PAUL	Soumission 2259 - PTI 68130 - Achat Système de lavage à pression - atelier Carrosserie.	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	6 281,09 $	
UNI-SELECT QUEBEC INC.	ANJ912188	11 DÉC. 2018	THIBAULT, MAXIME	REMPLISSAGE DE RESERVOIR ANTIGEL ET LAVE VITRE DE L'ATELIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 392,17 $	
UNI-SELECT QUEBEC INC.	DIC899867	05 DÉC. 2018	RECTON, YAN	Remplissage réservoir d'huile a transmission.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 319,16 $	
UNI-SELECT QUEBEC INC.	DIC912225	13 DÉC. 2018	RECTON, YAN	Remplissage réservoir d'urée et antigel au clos P.A.T.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 175,80 $	
UNI-SELECT QUEBEC INC.	VER912987	05 DÉC. 2018	VEILLETTE, PATRICK	ATELIER MÉCANIQUE/ HUILE MAXLIFE DEXRO III AT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 066,74 $	
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX	1317289	20 DÉC. 2018	SAINT-VIL, PHILIPPE	Frais de consommation de carburant pour les véhicules du SIM (oct. 2018), selon facture 15950	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 126,84 $	
VILLE DE KIRKLAND	1315216	11 DÉC. 2018	SAINT-VIL, PHILIPPE	Consommation de diésel pour les véhicules du SIM -période du 1er octobre au 30 novembre 2018, selon facture 2018-000045	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 326,92 $	
VILLE DE POINTE-CLAIRE	1317345	20 DÉC. 2018	SAINT-VIL, PHILIPPE	Facture 201857-000005971//Frais de consommation de carburant pour le SIM (nov. 2018).	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 198,79 $	
CONSTRUCTION DJL INC	1316532	17 DÉC. 2018	MORISSETTE, PIERRE	Asphalte chaude en période hivernale pour les travaux de la voirie MHM. Selon l'entente 1192862.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	15 538,15 $	1192862
CREUSAGE RL	1294799	18 DÉC. 2018	MORISSETTE, PIERRE	Hydro-excavation. Contrat gré-à-gré 2018.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	3 564,33 $	
DANY TREMBLAY SOUDURE INC.	1311162	18 DÉC. 2018	DUSSAULT, MARC	Soudure caisson d'étanconnement. Demande de Luc St-Gelais 23 novembre 2018.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	3 414,19 $	
GROUPE AKIFER INC.	1274933	18 DÉC. 2018	VILLANDRE, SERGE	Échantillonnage, analyse et rapport des sols contaminés selon l'entente 1197934.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	6 664,61 $	1197934
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1310799	12 DÉC. 2018	MORISSETTE, PIERRE	AO-18-036. Travaux de branchement au 1903 rue Théodore.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	2 677,18 $	
CONSTRUCTION DJL INC	1313196	04 DÉC. 2018	VASSART, CLAIRE	DA580891- 576789 : BC couvrant la période du 1er au 31 décembre 2018. Achat asphalte chaude EC-10.	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	2 204,74 $	1192862
CONSTRUCTION DJL INC	1313196	20 DÉC. 2018	VASSART, CLAIRE	DA580891- 576789 : BC couvrant la période du 1er au 31 décembre 2018. Achat asphalte chaude EC-10.	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	3 439,39 $	1192862
ENGLOBE CORP.	1276232	13 DÉC. 2018	PERROTTE, LINE	DA 578750-552565 :L'élimination et le traitement des sols contaminés caractérisés.	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	9 448,87 $	1229286
EXCA-VAC	1315227	11 DÉC. 2018	PERROTTE, LINE	DA 579173:Travaux d'hydro-excavation avec mains d'oeuvre, en urgence, pour le mois de novembre 2018.	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	4 586,20 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1300503	05 DÉC. 2018	PERROTTE, LINE	DA 578142 569175: Paiement de travaux d'excavation par remplacement complet à effectuer au 10550 Pigeon en urgence.	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	11 128,67 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1316765	18 DÉC. 2018	VASSART, CLAIRE	DA 580670: Pour paiement de facture #1295. Remplacement du drain d'égout à partir de la conduite ville jusqu'à limite de la propriété. Plus travaux d'asphalte temporaire	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	16 378,05 $	
GE-BER TRANSPORT INC.	1314439	07 DÉC. 2018	VASSART, CLAIRE	DA 578719:Location pour une période de 225 heures, pour effectuer le transport des matériaux des sols contaminés. Le transport qui se fera uniquement en semaine, se fera à partir de De Charleroi jusqu'aux sites d'enfouissement.	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	20 315,08 $	
GROUPE AKIFER INC.	1273532	03 DÉC. 2018	VASSART, CLAIRE	DA 577774-550675 Ajout à la commmande-Demande d'analyse de sol chez GROUPE AFIGER INC. Selon l'entente #1197934.	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	9 091,91 $	1197934
HETEK SOLUTIONS INC	1315844	13 DÉC. 2018	TAILLEFER, FRANCINE	DA579966: Localisateur de conduite VIMAX VM 850.	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	4 201,60 $	
LA CIE J. CHEVRIER INSTRUMENTS INC.	1316783	18 DÉC. 2018	VASSART, CLAIRE	DA 580636:Demande d'achat de deux détecteurs de gaz 4 gaz, Gas Alert Max XT, LEL, O2, CO et d'une base double	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	4 618,64 $	
LANAUCO LTEE	1313953	05 DÉC. 2018	VASSART, CLAIRE	DA 578660 URGENT - Travaux d'urgence - sécuriser poteau d'Hydro-Québec	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	2 220,48 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MARYSE PERRON	1313680	05 DÉC. 2018	TAILLEFER, FRANCINE	DA 578514 : Animation d'un jeu de société et heure du conte Oie s'envole...Ours s'endort - 18 ateliers du 23 novembre au 20 décembres 2018 (1er versement le 7 décembre 2018 et 2e versement le 20 décembre 2018)	Montréal-Nord	Bibliothèques	3 611,56 $	
PLOMBERIE MIRAGE INC	1303410	18 DÉC. 2018	VASSART, CLAIRE	DA 571092 :Demandes de travaux d'excavation par coupe fenêtre à effectuer au 11911 Racette.	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	7 349,12 $	
PLOMBERIE MIRAGE INC	1306482	18 DÉC. 2018	VASSART, CLAIRE	DA 573614 :Travaux d'excavation par coupe fenêtre au 12748 Avenue Allard	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	6 194,26 $	
PLOMBERIE MIRAGE INC	1316773	18 DÉC. 2018	VASSART, CLAIRE	DA 580556 : Paiement de facture pour la réparation de conduite d'égout au 12015 Albert-Duquesne	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	7 664,09 $	
TENAQUIP LIMITED	1316821	18 DÉC. 2018	TAILLEFER, FRANCINE	DA 580628 pompe a essence Gorman Rupp 12D-GX 160	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	2 582,45 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1313645	05 DÉC. 2018	LABONTE, FARAH	DA 578448 : Réparation pour conduit d'égout au 10832 Av. Hénault	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	10 498,75 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1313663	05 DÉC. 2018	LABONTE, FARAH	DA 578450 : Travaux d'excavation pour réparation d'urgence par coupe fenêtre au 11131 rue Hénault.	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	14 698,25 $	
SYLVAINE CHASSAY	1313589	05 DÉC. 2018	POITRAS, ANNE-MARIE	Honoraires professionnels pour activités en lien avec l'exposition Brouillard : Corps et lumières	Outremont	Autres - activités culturelles	2 975,00 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1313141	03 DÉC. 2018	BRIDEAU, ANDRE	Service - Excavation pour remplacement d'un égout et réfection d'asphalte au 535 av. Wiseman - Arrondissement Outremont	Outremont	Réseaux d'égout	9 448,87 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1316137	14 DÉC. 2018	PAQUET, MARIE-FRANCE	Travaux d'excavation pour le remplacement d'un drain sanitaire dans le main de la Ville. Changer 6 mètre de conduit de 12 pouces. Travaux de réfection d'asphalte - condition d'hiver	Outremont	Réseaux d'égout	19 947,62 $	
PRICEWATERHOUSECOOPERS S.R.L./ S.E.N.C.R.L.	1313566	12 DÉC. 2018	CLOUTIER, SIMON	Optimisation du réseau logistique et de la gestion des inventaires	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	4 320,05 $	
NOVEM DISTRIBUTION INC	1315332	12 DÉC. 2018	BEAUDOIN, STEPHANE	SESA-0102 Produit de cadenassage HORS ENTENTE - MORAILLON pour bouchon de verrouillage compressible (permettant de fixer 3 cadenas) GL 2130.0010000.303120.04121.56510.015073.0000.000000.000000.00000.00000 APPRO. S. BEAUDOIN	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	2 503,95 $	
NOVEM DISTRIBUTION INC	1315332	12 DÉC. 2018	BEAUDOIN, STEPHANE	SESA-0102 Produit de cadenassage HORS ENTENTE - MORAILLON pour bouchon de verrouillage compressible (permettant de fixer 3 cadenas) GL 2130.0010000.303120.04121.56510.015073.0000.000000.000000.00000.00000 APPRO. S. BEAUDOIN	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	14 126,07 $	1180264
ABC ENVIRONNEMENT INC.	1314453	07 DÉC. 2018	OUELLETTE, PASCAL	Inspection d'égout par caméra selon facture # A08621 du 10/10/2018 pour MENTANA	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	2 740,17 $	
ACTION R-VAC INC.	1314493	07 DÉC. 2018	OUELLET, GUY	Location de camion combiné vide puisard selon le bon de travail # 1168796 finissant le 31 Aout 2018 en lien avec les factures 10365 - 10366 - 10367 - 10368	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	8 818,93 $	
CREUSAGE RL	1253965	06 DÉC. 2018	LABRIE, CLAUDE	Service d'excavation pneumatique pour réparation mineure sur boitiers de services et de vannes de rues en 2018	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	67 052,37 $	1206286
EQUIPEMENT MCCANN LTEE	1314288	06 DÉC. 2018	OUELLET, GUY	Commande de l'unité hydraulique 28HP Briggs et Statton selon la soumission du 17 Octobre 2018.	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	10 380,11 $	
GROUPE AKIFER INC.	1273208	06 DÉC. 2018	RAKOTONIAINA, RIJA	Caractérisation des sols au 5425 Mentana	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	4 326,54 $	1197934
INOLEC	1315850	13 DÉC. 2018	OUELLET, GUY	Commande outils et appareils pour MENTANA selon la soumission # 50089854-00 du 12/12/2018	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	7 428,77 $	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1259401	06 DÉC. 2018	LABRIE, CLAUDE	Disposition de terre d'excavation pour 2018	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	66 175,51 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1304601	19 DÉC. 2018	OUELLET, GUY	BC POUR LA REPARATION PARTIELLE D'UN BRANCHEMENT D'EGOUT A L'ADRESSE 4259 DE LORIMIER MONTREAL SELON LA SOUMISSION EN DATE DU 12 JUILLET 2018	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	6 299,25 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1304601	19 DÉC. 2018	OUELLET, GUY	BC POUR LA REPARATION PARTIELLE D'UN BRANCHEMENT D'EGOUT A L'ADRESSE 4259 DE LORIMIER MONTREAL SELON LA SOUMISSION EN DATE DU 12 JUILLET 2018	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	15 070,95 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1309895	19 DÉC. 2018	OUELLET, GUY	BC POUR LA REPARATION PARTIELLE D'UN BRANCHEMENT D'EGOUT A L'ADRESSE 2581 SHERBROOKE EST MONTREAL SELON LA SOUMISSION DU 30 OCTOBRE 2018	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	17 643,14 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1309895	19 DÉC. 2018	OUELLET, GUY	BC POUR LA REPARATION PARTIELLE D'UN BRANCHEMENT D'EGOUT A L'ADRESSE 2581 SHERBROOKE EST MONTREAL SELON LA SOUMISSION DU 30 OCTOBRE 2018	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	7 349,12 $	
TRANSVRAC MONTREAL LAVAL INC.	1315464	12 DÉC. 2018	OUELLET, GUY	Transport de terre pour MENTANA pour la période du 21, 22, 27, 28 et 29 Novembre 2018.	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	5 632,58 $	
ACCEO SOLUTIONS INC	1316709	18 DÉC. 2018	GUILLOTTE, JULIE	Contrat d'entretien pour 1 an pour les 33 PDA. Période de couverture : 4 sept 2018 au 3 sept 2019. factRFA18001516 lié au bc antérieur #976543	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	3 464,59 $	
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1312992	03 DÉC. 2018	SAUVAGEAU, SYLVAIN	PATROUILLEUR CONFORMEMENT AU DEVIS TECHNIQUE - GR 1 OPERATIONS RÉGULIERS SERVICE D'AGENCE DE SÉCURITÉ - APPLICATION DU REGLEMENT DU STATIONNEMENT FACT 1075692	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	9 984,19 $	C1091439

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1312993	03 DÉC. 2018	SAUVAGEAU, SYLVAIN	PATROUILLEUR CONFORMÉMENT AU DEVIS TECHNIQUE- GR 1 OPÉRATIONS RÉGULIERS - SERVICE D'AGENCE DE SÉCURITÉ APPLICATION DES REGLEMENTS DU STATIONNEMENT SPVM FACT 10175693	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	11 425,20 $	C1091439
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1314361	07 DÉC. 2018	SAUVAGEAU, SYLVAIN	Patrouilleur conformément au devis technique - Gr 1 opérations régulières - service d'agence de sécurité -application des règlements du stationnements spvm-fact#10150042	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	12 540,27 $	C1091439
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1314362	07 DÉC. 2018	SAUVAGEAU, SYLVAIN	Patrouilleur conformément au devis technique - Gr 1 opérations régulières - service d'agence de sécurité -application des règlements du stationnements spvm-fact#10150041	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	10 241,51 $	C1091439
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1315425	12 DÉC. 2018	SAUVAGEAU, SYLVAIN	Patrouilleur conformément au devis technique - Gr 1 opérations régulières - service d'agence de sécurité -application des règlements du stationnements spvm-fact#10199620	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	12 488,81 $	C1091439
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1315831	13 DÉC. 2018	SAUVAGEAU, SYLVAIN	Patrouilleur conformément au devis technique - Gr 1 opérations régulières - service d'agence de sécurité -application des règlements du stationnements spvm-fact# 10199619	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	9 538,16 $	C1091439
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1316275	17 DÉC. 2018	SAUVAGEAU, SYLVAIN	Patrouilleur conformément au devis technique - Groupe 1 opérations réguliers - service d'agence de sécurité - application du règlement de stationnement SPVM	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	11 082,10 $	C1091439
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1316276	17 DÉC. 2018	SAUVAGEAU, SYLVAIN	Patrouilleur conformément au devis technique - Groupe 1 opérations réguliers - service d'agence de sécurité - application du règlement de stationnement SPVM	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	11 082,10 $	C1091439
LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER	1315075	11 DÉC. 2018	GUILLOTTE, JULIE	Service de déneigement de la cour arrière du 1500 des Carrières	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	4 934,75 $	
6113991 CANADA INC	1317249	20 DÉC. 2018	LEFRANCOIS, SIMON	Démarche de mobilisation pour 2018-2019 - portion 2018 - Fournisseur Énergie mobilisation	Ressources humaines	Gestion du personnel	15 692,23 $	
ALAIN PETIT	1316610	18 DÉC. 2018	CORMIER, MELISSA	Service - Coaching exécutif VM-Barabé 2018-1	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 624,69 $	
ALAIN PETIT	1316614	18 DÉC. 2018	CORMIER, MELISSA	Service - Coaching exécutif VM-Barabé 2018-1	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 624,69 $	
ANDREE CARRIER	1310947	20 DÉC. 2018	LEFRANCOIS, SIMON	Conception et montage d'une grille graphique avec couverture pour les guides généraux et une grille graphique pour les guides techniques - fournisseur Andrée Carrier Arteo Design graphique selon la soumission 7 novembre 2018.	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 446,20 $	
ARBITRAGE J.P. LUSSIER INC.	1314816	10 DÉC. 2018	DESJARDINS-SAEY, CAROLINE	Facture 3788-7 (Grief : V-AP-20161-0049, V-AP-2015-1088, V-AP-2015-01102 et V-AP-2015-1103 - Débours : location de salle) Facture 8092-2 (GRIEFS : V-AP-2016-0303, V-AP-2015-1083 ET V-AP-2017-0277 Débours : location de salle)	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 357,08 $	
ARBITRAGE MARCEL MORIN INC.	1314802	10 DÉC. 2018	DESJARDINS-SAEY, CAROLINE	Facture 17282 -Grief 12-1087 - Délibéré et rédaction	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 961,73 $	
ARBITRAGE MARCEL MORIN INC.	1315554	12 DÉC. 2018	DESJARDINS-SAEY, CAROLINE	Facture 17310//Griefs : 17-1373 et 17-1374 / conseiller relation de travail.	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 310,16 $	
CARLOS MARIANO LOPEZ	1315154	11 DÉC. 2018	PEDNEAULT, MARC-ANDRE	Intervenant social en prévention	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 770,28 $	
CLAUDE MARTIN	1316261	17 DÉC. 2018	DESJARDINS-SAEY, CAROLINE	Facture 2626 Grief 2016-12 - Collectif et syndical - V/D ARPAR 14 018-312 -	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 166,82 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1314001	06 DÉC. 2018	LAPOINTE, JOSEE	Acquisition de 5 micro-ordinateurs portatifs Ultrabook HP EliteBook 14 pouces pour: 5 nouveaux conseillers (1 équipe de Frédéric Thomas et 4 équipe de Mélissa Cormier) portables a remettre au TI pour rembourser les portables empruntés	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 385,91 $	1164102
DEFI ENTREPRISES ACTIVES	1317199	20 DÉC. 2018	PEDNEAULT, MARC-ANDRE	Défi Entreprises Actives - Course Centraide facture: 1001	Ressources humaines	Gestion du personnel	9 244,70 $	
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1315501	12 DÉC. 2018	DUFOUR, BERNARD	Expertise Neurosciences facture: 21487, Dr Marc-André Laliberté, psychiatre	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 359,60 $	
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1316867	19 DÉC. 2018	PEDNEAULT, MARC-ANDRE	Facture: 21558//Expertise Neurosciences, expertise Dr Paul Lespérance	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 359,60 $	
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1316974	19 DÉC. 2018	PEDNEAULT, MARC-ANDRE	Facture#3146//TotalMed Solutions Santé Inc (expertise médecin)	Ressources humaines	Gestion du personnel	19 492,03 $	
GROUPE EDGENDA INC.	1317280	20 DÉC. 2018	LEFRANCOIS, SIMON	Services professionnels - Groupe Edgenda Inc. - Projet contremaitres des travaux publics - Capsules et ateliers - parcours "Gestion de l'équipe" - pour l'année 2018 - fin d'année 2018 et du contrat	Ressources humaines	Gestion du personnel	25 006,35 $	1221525
LES SERVICES ASSESSMED	1316018	14 DÉC. 2018	DUFOUR, BERNARD	Facture: A-9564 -Les services AssessMed Dr Jean Boileau, neurologue	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 792,67 $	
LINKEDIN IRELAND LIMITED	1316626	18 DÉC. 2018	THOMAS, NATHALIE	Octroyer un contrat à LinkedIn Ireland pour l'achat de 3000 licences d¿utilisation des services de LinkedIN Learning, pour un montant total de 93 000$.	Ressources humaines	Gestion du personnel	93 000,00 $	
LOCATION GERVAIS (1985) INC.	1317063	19 DÉC. 2018	BOUCHARD, DIANE	Location Gervais - Location - Accessoire et équipement de restauration, vaisselle pour la rencontre annuelle des employés du SRH le 30 novembre 2018	Ressources humaines	Gestion du personnel	8 374,38 $	
MÉDIAL CONSEIL SANTÉ SÉCURITÉ INC.	1315753	13 DÉC. 2018	CORMIER, MELISSA	BC ouvert 2018-2019 - Dans le cadre du Mandat Médial effectuera l'adaptation des formations Le Cadenassage et les Espaces clos	Ressources humaines	Gestion du personnel	26 141,89 $	
NOVACONCEPT FORMATION INC.	1313264	04 DÉC. 2018	CORMIER, MELISSA	BC ouvert 2018-2019 Octroyer un contrat de gré à gré à Novaconcept pour la conception d¿une formation en ligne sur l¿Approche service	Ressources humaines	Gestion du personnel	25 979,16 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
NOVACONCEPT FORMATION INC.	1316617	18 DÉC. 2018	CORMIER, MELISSA	Service - Production de l'identité visuelle de la politique	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 039,40 $	
OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTREAL	1317198	20 DÉC. 2018	LEFRANCOIS, SIMON	Service - trois séances de formation à la consultation publique dans le cadre du comité mixte du développement professionnel	Ressources humaines	Gestion du personnel	10 000,00 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1249023	20 DÉC. 2018	BEAUREGARD, GENEVIEVE	BCO/Frais Téléphonie cellulaire Année 2018 - Direction PARH	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 464,59 $	
ROSA FANIZZI	1316088	14 DÉC. 2018	ROCHETTE, JEAN	Factures RF-02071//Grief : 2017-020 - Prise de déposition et productions des transcriptions. Facture RF-02072// Prise de déposition et productions des transcriptions	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 463,01 $	
SENIK INC.	1316681	18 DÉC. 2018	FRADETTE, MARIE-CLAUDE	Facture no VM-10991 SENIK - Organisation journée des employés - 30 novembre 2018 -Logistique	Ressources humaines	Gestion du personnel	9 567,51 $	
SENIK INC.	1317242	20 DÉC. 2018	TINO, RUFFINO	Concepteur multimédia pour la rencontre annuelle des employés du SRH du 30 novembre 2018 - Fournisseur Senik	Ressources humaines	Gestion du personnel	9 044,89 $	
SHOW DEVANT	1317061	19 DÉC. 2018	BOUCHARD, DIANE	Équipement de scène pour la rencontre annuelle des employés du SRH du 30 novembre 2018 - Fournisseur Show Devant	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 895,05 $	
TAB PRODUCTS OF CANADA, CO.	1315550	12 DÉC. 2018	DUFOUR, BERNARD	Achat Fourniture de classement et de rangement.	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 014,36 $	
TADROS ORTHOPEDIE M.D. INC.	1315795	13 DÉC. 2018	DUFOUR, BERNARD	Facture: 04122018 -Dr Cherif Tadros, orthopédiste- honoraire décembre 2018	Ressources humaines	Gestion du personnel	7 349,12 $	
TADROS ORTHOPEDIE M.D. INC.	1316283	17 DÉC. 2018	PEDNEAULT, MARC-ANDRE	Expertises Dr Tadros, chirurgien orthopédiste, facture: 29112018	Ressources humaines	Gestion du personnel	10 635,23 $	
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL	1316144	14 DÉC. 2018	FRADETTE, MARIE-CLAUDE	Facture no A003 -UQAM-Département des sciences de l'activité physique - Création et validation Test d'aptitude physique - Auxiliaire de soutien et Maitre chien	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 564,86 $	
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL	1316625	18 DÉC. 2018	CORMIER, MELISSA	Formation sur mesure L'écriture comment se démarquer dans le cadre du comité mixte du développement professionnel	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 181,12 $	
ACTION R-VAC INC.	1289662	06 DÉC. 2018	BARBEAU, DANY	Bon de commande ouvert 2018 pour le service d'un cureur d'égout avec opérateur	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseaux d'égout	10 288,77 $	
CREUSAGE RL	1289671	18 DÉC. 2018	LAUZON, CHRISTIAN	Service d'hydro-excavation avec opérateur le 5 décembre au 710, 9e avenue / bon de travail 23216	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseaux d'égout	173,23 $	
CREUSAGE RL	1289671	14 DÉC. 2018	LAUZON, CHRISTIAN	Service d'hydro-excavation avec opérateur le 5 décembre au 710, 9e avenue / bon de travail 23216	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseaux d'égout	2 456,71 $	
LAFARGE CANADA INC	1249448	04 DÉC. 2018	FLEURANT, DALILA	Bon de commande ouvert 2018 pour l'achat de pierre concassée	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	5 179,41 $	1195735
LES ENTREPRISES PRESQU'ILE INC	1309518	06 DÉC. 2018	LAUZON, CHRISTIAN	Service d'un 12 roues avec opérateur pour des travaux au coin de la 70e avenue et du 11865 boul. Maurice-Duplessis ayant eu lieu le 19 novembre 2018	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	2 493,45 $	
LES ENTREPRISES PRESQU'ILE INC	1309518	17 DÉC. 2018	LAUZON, CHRISTIAN	Service d'un 12 roues avec opérateur pour des travaux au coin de la 70e avenue et du 11865 boul. Maurice-Duplessis ayant eu lieu le 19 novembre 2018	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	498,69 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1314291	14 DÉC. 2018	COUTU, MARTIN	Remplacement de la portion située sous le domaine public d'un branchement d'égout privé dans le cadre de l'application du Règlement 15-085 - 1483, 39e Avenue (PAT)	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseaux d'égout	3 674,56 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1314291	06 DÉC. 2018	COUTU, MARTIN	Remplacement de la portion située sous le domaine public d'un branchement d'égout privé dans le cadre de l'application du Règlement 15-085 - 1483, 39e Avenue (PAT)	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseaux d'égout	7 007,92 $	
9048-3173 QUEBEC INC.	1310067	11 DÉC. 2018	LAFOND, DANIEL	Service de déménagement d'arbres de jauge Casgrain vers golf municipal parc Maisonneuve - Division DTET Immeubles RPP(J.F.M.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Construction d'infrastructures de voirie	4 409,47 $	
9048-3173 QUEBEC INC.	1315317	12 DÉC. 2018	LAFOND, DANIEL	Service de déménagement d'arbres de la jauge Casgrain vers golf municipal parc Maisonneuve - Division DTET Immeubles RPP(J.F.M.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Construction d'infrastructures de voirie	2 309,72 $	
ENGLOBE CORP.	1309788	17 DÉC. 2018	GOYETTE, ARIANE	TRAITEMENT & VALORISATION DES SOLS CONTAMINÉS DE TYPE AB - Jauge Casgrain - Division parcs RPP (G.L.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Horticulture et arboriculture	3 205,14 $	
ENGLOBE CORP.	1316976	19 DÉC. 2018	GOYETTE, ARIANE	TRAITEMENT & VALORISATION DES SOLS CONTAMINÉS DE TYPE AB - Jauge Casgrain - Division parcs RPP (G.L.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Horticulture et arboriculture	7 598,53 $	
EXCAVATION VIDOLO LTEE	1317256	20 DÉC. 2018	MARTEL, DIANE	Transport de terre pour disposition de sols contaminés - Jauge Casgrain, Division Parcs RPP (G.L.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Horticulture et arboriculture	10 078,80 $	
J.C. VALLIERES INC.	1292233	13 DÉC. 2018	GIRARD, NADINE	Commande ouverte : Service de location de rétrocaveuse (2 options: Rétrocaveuse avec opérateur OU Rétrocaveuse avec opérateur & accessoires) sur demande, exclusivement pour Division des PARCS RPP - Période du 24-08-2018 au 31-12-2018 (M.C.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Horticulture et arboriculture	32 776,58 $	
LES EXCAVATIONS DDC	1316822	18 DÉC. 2018	FRENETTE, JEAN-SIMON	Projet de déplacement de la jauge d'arbres du Plateau - Location rétrocaveuse - DTET Immeubles RPP (J.F.M.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Construction d'infrastructures de voirie	2 494,50 $	
SOLMATECH INC.	1288351	20 DÉC. 2018	TRUONG, DAT-MINH	Projet 0718-01 Jauge à arbre de Gaspé et Plateau- Caractérisation environnementale des sols selon offre de service OSE4810-18	Rosemont- La Petite-Patrie	Construction d'infrastructures de voirie	14 880,40 $	
SOLMATECH INC.	1314143	10 DÉC. 2018	LAFOND, DANIEL	Projet : 0718 Jauge Dandurand - Suivi qualitatif des Matériaux - DTET Immeubles RPP (J.F.M.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Construction d'infrastructures de voirie	17 784,88 $	
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1314752	10 DÉC. 2018	FOURNIER, MAXIME	Service d'hydro excavation en urgence pour la Voirie de l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie (G.S.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 070,88 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TERRASSEMENT AHUNTSIC INC.	1314121	10 DÉC. 2018	LAFOND, DANIEL	Service de location de rétrocaveuse avec opérateur (godet seulement) pour déménagement d'arbres de la jauge Dandurand vers parc Maisonneuve - DTET RPP Immeubles (J.F.M.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Construction d'infrastructures de voirie	4 391,36 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1315957	14 DÉC. 2018	GAUDET, MARIE-PIERRE	Travaux pour la réparation d¿une section de la conduite d'égout au 6368, avenue De Chateaubriand (2 soum.) - Division DTET RPP (A.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	18 897,75 $	
BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	1316314	19 DÉC. 2018	BRUNET, SYLVIE A.	SLD-BCO-TP-GÉNIE 2018 SERVICE D'HYDRO EXCAVATION AVEC OPÉRATEUR	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	8 399,00 $	
CARBEC.CA	1317026	19 DÉC. 2018	BEAUDOIN, STEVE	SLD-BCR-TP-GÉNIE 2018 ACHAT FOURNITURE D'ABREUVOIR A 3 BASSINS, COULEUR VERTE	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	14 687,75 $	
CONSTRUCTION DJL INC	1316844	19 DÉC. 2018	BEAUDOIN, STEVE	SLD-BCO-TP-VOIRIE 2018 FOURNITURE D'ASPHALTE TIÈDE SELON L'ENTENTE D'ACHAT CONTRACTUELLE 1192868 QUI TERMINE LE 31/03/2019	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	11 006,89 $	1192862
GROUPE SDM INC	1316906	20 DÉC. 2018	BRUNET, SYLVIE A.	SLD-BCO-TP-VOIRIE 2018 Service de dégel.	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	3 674,56 $	
LAFARGE CANADA INC	1250007	05 DÉC. 2018	LALIBERTE, BRIGITTE	SLD-BCO-DTP-VOIRIE ET AQUEDUC 2018 PIERRE CONCASSE	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	101 703,38 $	1195735
AFFLECK DE LA RIVA, ARCHITECTES	1316488	17 DÉC. 2018	BOURQUE, LOUIS-HENRI	Élaboration de deux Programmes fonctionnels et techniques (PFT) pour deux chalets de parc dans le secteur de GriffintownPARC DU BASSIN- À-BOIS ET PARC « A » (ÎLOT SAINT-THOMAS)	Service de la mise en valeur du territoire	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	18 897,75 $	
ARCHEO-QUEBEC	1312510	03 DÉC. 2018	VIBERT, SONIA	Conseiller en protection du patrimoine - Adhesion au reseau Archeo-Quebec comme membre municipal pour 2018 et participation et soutien au Mois de l'archéologie 2018	Service de la mise en valeur du territoire	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	6 500,00 $	
CAROLINE DUBE	1315318	12 DÉC. 2018	TESSIER, MONIQUE	Octroyer à Caroline Dubé le contrat de services professionnels pour la préparation d¿un support visuel pour ILLUSTRER les nouvelles dispositions de la modification du RÉGLEMENT sur la CONSTRUCTION et la TRANSFORMATION des bâtiments.	Service de la mise en valeur du territoire	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	4 828,95 $	
JEROME BARTH	1314764	10 DÉC. 2018	BOURQUE, LOUIS-HENRI	Jérôme Barth a le mandat de siéger à titre d'expert sur un panel de design ¿ Services professionnels pour la coordination d¿un panel de design	Service de la mise en valeur du territoire	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	14 300,00 $	
LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M. INSTRUMENTS INC	1315395	12 DÉC. 2018	CLOUTIER, MARIANNE	Achat de 2 caméras infrarouge, matériel de détection de moisissures pour les inspecteurs en salubrité.	Service de la mise en valeur du territoire	Autres biens - Rénovation urbaine	17 329,23 $	
RAQUEL PENALOSA	1314751	10 DÉC. 2018	BOURQUE, LOUIS-HENRI	Raquel Penalosa a le mandat de siéger à titre d'expert sur un panel de design ¿ Services professionnels pour la coordination d¿un panel de design	Service de la mise en valeur du territoire	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	8 818,95 $	
BRB HYDRAULIQUE INC	1317347	20 DÉC. 2018	COUTURE, CHARLES	Matériaux pour le Centre de formation Maxim'eau - DRE	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	12 026,99 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1314209	06 DÉC. 2018	COUTURE, CHARLES	Ordinateur de table configuration ultra-petit et station accueil	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	5 880,47 $	1164102
GREAT LAKES AND ST-LAWRENCE CITIES INITIATIVE	1313097	03 DÉC. 2018	MORISSETTE, CHANTAL	Frais d'adhésion pour l'année 2018 à l'Alliance des villes des grands lacs et du Saint-Laurent pour le Service de l'eau	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	11 000,00 $	
JEAN-FRANCOIS DAUNAIS	1315144	11 DÉC. 2018	LEMIRE, LUCIE	BC OUVERT 2018 - Contrat services professionnels pour accompagnement dans l'harmonisation des pratiques d'affaires, incluant un volet analyse, recherche et communication interne en lien avec les projets réalisés.	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	4 565,66 $	
LES SERVICES EXP INC.	1312814	03 DÉC. 2018	BANNIER, ALICIA	ANNEE 2018 SEULEMENT - Étude préparatoire relativement au réseau sanitaire basse pression dans le Technoparc de Montréal - arrondissement du Sud-Ouest - Offre de service du 15 novembre 2018	Service de l'eau	Réseaux d'égout	17 422,26 $	
LES SERVICES EXP INC.	1316229	17 DÉC. 2018	DEVEAU, DOMINIQUE	Suivi environnemental-Quartier des gares phase 2. Incidences VMP-18-002.Peel Reconst AQPeel	Service de l'eau	Réseaux d'égout	34 005,45 $	1179804
LES SERVICES EXP INC.	1316229	17 DÉC. 2018	DEVEAU, DOMINIQUE	Suivi environnemental-Quartier des gares phase 2. Incidences VMP-18-002.Peel Reconst AQPeel	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	34 005,45 $	1179804
PREMIER CONTINUUM INC.	1315121	11 DÉC. 2018	LARRIVEE, ALAIN	formation comment assurer la continuité des affaires 12 oct et 30 nov 2018	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	5 855,97 $	
TATA COMMUNICATIONS (CANADA) LTD.	1315147	11 DÉC. 2018	LEMIRE, LUCIE	divers travaux de réparation et d'entretien dans les locaux du 1555 Carrie-Derick	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 907,63 $	
VERSALYS	1312824	03 DÉC. 2018	BANNIER, ALICIA	Formation Excel pour l'équipe expertise et entretien	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	608,92 $	
VERSALYS	1312824	03 DÉC. 2018	BANNIER, ALICIA	Formation Excel pour l'équipe expertise et entretien	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 383,22 $	
BOO! DESIGN INC.	1313628	05 DÉC. 2018	DRAPEAU, MATHIEU	Impression, distribution et installation d'outils de communication dans le cadre de la démarche de planification participative du plan directeur du parc La Fontaine (18-6344)	Service des grands parcs	Planification et gestion des parcs et espaces verts	5 657,99 $	
CARBONIC MECANIQUE-ELECTRICITE S.E.N.C.	1212149	06 DÉC. 2018	PICARD, FREDERIQUE	Services de consultation spécialisée en électricité du bâtiment dans le cadre du projet de réalisation d'un toit végétalisé sur le Pavillon Prince de l'édifice Louis-Charland	Service des grands parcs	Admin. générale - Autres dép.- À répartir	10 175,65 $	
CARBONIC MECANIQUE-ELECTRICITE S.E.N.C.	1212149	06 DÉC. 2018	PICARD, FREDERIQUE	Services de consultation spécialisée en électricité du bâtiment dans le cadre du projet de réalisation d'un toit végétalisé sur le Pavillon Prince de l'édifice Louis-Charland	Service des grands parcs	Horticulture et arboriculture	7 077,47 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DEPOTIUM	1317432	21 DÉC. 2018	LUSSIER, MARIE-JOSEE	location de mini entrepôt du 11 déc. 2018 au 30 avril 2019	Service des grands parcs	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 198,38 $	
G. DAVIAULT LTEE	1313054	03 DÉC. 2018	CORBEIL, JASMIN	Incidences 17-6870-i-006 - Fourniture d'attaches bride double pour l'ajustement des clôtures de chantier - Square Viger - 1 soumissionnaire	Service des grands parcs	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	3 149,62 $	
GROUPE CIVITAS INC.	1312875	03 DÉC. 2018	DRAPEAU, MATHIEU	Élaboration d'un relevé d'arpentage partiel du secteur du pôle d'accueil du parc Maisonneuve et du seuil d'entrée du jardin botanique (18-1956)	Service des grands parcs	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	32 833,00 $	
INDY-CO INC.	1311947	14 DÉC. 2018	CORBEIL, JASMIN	Enlèvement des brise-lames au Port de plaisance de Lachine en travaux d'urgence (18-6337)	Service des grands parcs	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	29 824,33 $	
MP REPRODUCTIONS INC.	1314304	06 DÉC. 2018	CORBEIL, JASMIN	Traitement de fichier, dessin technique, contrat 18-6292-i-002 Incidences	Service des grands parcs	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 150,97 $	
NADEAU FORESTERIE URBAINE INC.	1316576	18 DÉC. 2018	DRAPEAU, MATHIEU	Détermination des rayons de protection des arbres par rapport au réaménagement du pôle d'accueil au parc Mainsonneuve et du seuil de l'insectarium de Montréal (18-1992)	Service des grands parcs	Planification et gestion des parcs et espaces verts	4 042,02 $	
PASCALE LEMAIRE	1314125	06 DÉC. 2018	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Service de coaching pour Véronique Angers, chef de division. Les objectifs du service sont le développent d'habileté de communication interpersonnelle et la réflexion en vue de développer un plan de mobilisation des employés de l'équipe	Service des grands parcs	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 099,75 $	
PEPINIERE DOMINIQUE SAVIO LTEE	1296664	13 DÉC. 2018	BEDARD, DANIEL	Fourniture et livraison de 160 arbres en pots vers la jauge de l'organise Soverdi 18-6286	Service des grands parcs	Horticulture et arboriculture	6 607,58 $	
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	1313829	05 DÉC. 2018	DRAPEAU, MATHIEU	Renouvellement AutoCAD Souscription annuelle Multi-Utilisateurs	Service des grands parcs	Planification et gestion des parcs et espaces verts	6 793,74 $	
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1316131	14 DÉC. 2018	DRAPEAU, MATHIEU	réaménagement de la section de Mathieu Drapeau en air ouverte.	Service des grands parcs	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 618,13 $	
9082-8179 QUEBEC INC.	1307954	11 DÉC. 2018	FERREIRA, RUY PAULO	SERVICE DE CAMIONS 12 ROUES ET 12 ESSIEUX AVEC CHAUFFEURS POUR TRANSPORT TERRES D'EXCAVATION	Sud-Ouest	Réseaux d'égout	22 582,81 $	
APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	1314997	11 DÉC. 2018	FERREIRA, RUY PAULO	Formation cadenassage et signalisation	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	2 287,00 $	
BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	1310190	17 DÉC. 2018	FERREIRA, RUY PAULO	TRAVAUX D'HYDRO-EXCAVATION	Sud-Ouest	Réseaux d'égout	3 080,07 $	
BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	1310190	19 DÉC. 2018	FERREIRA, RUY PAULO	TRAVAUX D'HYDRO-EXCAVATION	Sud-Ouest	Réseaux d'égout	1 296,60 $	
BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	1317598	21 DÉC. 2018	IKHLEF, AMAR	HYDRO-EXCAVATION	Sud-Ouest	Réseaux d'égout	3 958,03 $	
LAURIER LAMONTAGNE	1314176	06 DÉC. 2018	IKHLEF, AMAR	Formation prévention CSST pour les employés de l'aqueduc. le 11 décembre 2018	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	2 850,00 $	
POMPACTION INC.	1310153	12 DÉC. 2018	DUBOIS, CLAUDE	location de pompe submercible pour bris de conduite tunnel atwater	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	23 079,29 $	
SERVICES ENVIRONNEMENTAUX JBM	1317023	19 DÉC. 2018	FERREIRA, RUY PAULO	TRAVAUX HYDRO-EXCAVATION	Sud-Ouest	Réseaux d'égout	2 645,68 $	
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1310566	12 DÉC. 2018	FERREIRA, RUY PAULO	Nettoyer puisard Tunnel Atwater	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	4 691,00 $	
7/24 MARKETING INC.	1316103	14 DÉC. 2018	PERRAS, SYLVAIN	Campagne de recrutement TI - Création - Concept recruteur - Conformément au devis 18-2219	Technologies de l'information	Gestion de l'information	20 997,50 $	
8470863 CANADA INC.	1314071	06 DÉC. 2018	NUNES, DEMIS	Service de Webdiffusion des assemblées des commissions permanentes du conseil de ville.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	12 755,98 $	1306737
ARXTECH CANADA	1308514	06 DÉC. 2018	NUNES, DEMIS	Achat - UPS (Batterie) pour protéger les équipements de télécommunication - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 993,27 $	
BELL CANADA	1313287	04 DÉC. 2018	GAGNE, REJEAN	Renouvellement - Entretien - Licences (airwatch) par le biais du contrat avec le CSPQ- Période du 28 décembre 2018 au 27 décembre 2019 - Soumission B100289547	Technologies de l'information	Gestion de l'information	19 511,29 $	
BELL CANADA	1314948	10 DÉC. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	Équipements MPLS - PE-C: A.1: Transmetteurs fibres 40GBASE-LR4 (0-10 km)	Technologies de l'information	Gestion de l'information	14 572,17 $	1294688
BELL CANADA	1316460	17 DÉC. 2018	GAGNE, REJEAN	Licences Workspace One advance (airwatch) par le biais du contrat avec le CSPQ- Soumission B100291612	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 133,88 $	
BELL CANADA	1316766	18 DÉC. 2018	PERRAS, SYLVAIN	Switch - L3 - managed - 48 x 1 Gigabit / 10 Gigabit SFP+ + 4 x 40 Gigabit / 100 Gigabit QSFP28 - rack-mountablecode : QFX5110-48S-AFO	Technologies de l'information	Gestion de l'information	43 257,08 $	
BOUTY INC	1314798	10 DÉC. 2018	STRASBOURG, PIERRE	Achat de huit chaises Vittoria modèle VTM3-BU1-GA14-SSE-99-70-N2-226 avec fini Hue 226 Achat de sept chaises Vittoria modèle VTM3-BU2-GA01-SSE-99-70-N2-226 avec fini Hue 226	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 609,01 $	1013950
COMPUGEN INC.	1313334	04 DÉC. 2018	MOCANU, GIANINA	Achat des écrans Dell pour des nouvelles ressources - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	59 688,35 $	1163303
COMPUGEN INC.	1313910	05 DÉC. 2018	MOCANU, GIANINA	Acquisition de licences Microsoft Project Pro 2019 et Microsoft Visio Standard 2019 pour des nouvelles ressources - Service des technologies de l'information - # de dérogation B346356	Technologies de l'information	Gestion de l'information	71 864,11 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COMPUGEN INC.	1314088	06 DÉC. 2018	PAGE, MARTIN	70910.02 - Traitement Corporatif (Programme Plateformes et Infrastructures) - Acquisition d¿un logiciel de base de données Microsoft SQL pour le nouveau serveur Dell pour SPVM Hochelaga - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 905,36 $	
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1312945	03 DÉC. 2018	PARENTEAU, LYNE	Formation - Gérer les situations difficiles & les plaintes avec la clientèle 23 novembre 2018	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 734,92 $	
ENTREPRISES DUTIL & MICHAUD INC.	1313298	04 DÉC. 2018	PERRAS, SYLVAIN	Services professionnels - Membre externe - Comité d'entrevues - Campagne de recrutement 2018-2019	Technologies de l'information	Gestion de l'information	22 828,34 $	
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.	1315159	11 DÉC. 2018	THERRIEN, SOPHIE	Renouvellement - Nutanix - system support renewal NX-1450 - Période du 27 décembre 2018 au 26 juin 2019 - Service des technologies de l'information - Soumission S0072780	Technologies de l'information	Gestion de l'information	7 872,12 $	
ESRI CANADA LIMITED	1316724	18 DÉC. 2018	PERRAS, SYLVAIN	Projet de démonstration (POC) poprtant sur le suivi en temps réel des véhicules - Contrat du 29 novembre 2018	Technologies de l'information	Gestion de l'information	35 632,76 $	
GROUPE INFOPRESSE INC.	1313104	03 DÉC. 2018	PARENTEAU, LYNE	Formation - Atelier Design Sprint 12 & 13 décembre 2018	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 199,50 $	
HORTONWORKS	1316732	18 DÉC. 2018	PERRAS, SYLVAIN	70540.01 - Hortonworks - Audit de l'écosystème et de la sécurité sur la plateforme Hadoop ¿ Services professionnels	Technologies de l'information	Gestion de l'information	44 810,54 $	
IBM CANADA LTEE	1313721	05 DÉC. 2018	PAGE, MARTIN	70910.01 - Acquisition de modules avec ports de 10 GB - Centre de données avec IBM Canada - Service des technologies de l'information - GAG	Technologies de l'information	Gestion de l'information	13 655,38 $	
IBM CANADA LTEE	1317069	19 DÉC. 2018	NUNES, DEMIS	UCS-FI-M-63241 FCH212879YR	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 660,70 $	
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1315061	11 DÉC. 2018	PARENTEAU, LYNE	Courus 2018- Frais de taxi - Service des TI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	10 498,75 $	
MONTREAL INTERNATIONAL	1315750	13 DÉC. 2018	PERRAS, SYLVAIN	Participation aux journées Québec de décembre 2018 - Mission de recrutement à Paris	Technologies de l'information	Gestion de l'information	27 150,00 $	
NEDCO	1317146	20 DÉC. 2018	NUNES, DEMIS	Divers patchcord	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 403,38 $	
NUXEO	1317547	21 DÉC. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	Renouvellement de la plateforme Nuxeo Studio	Technologies de l'information	Gestion de l'information	28 622,18 $	
ORACLE CANADA ULC	1314913	10 DÉC. 2018	PAGE, MARTIN	Service technique - Admissibilité au soutien complet d'ORACLE pour la recertification des serveurs, conformément à la soumission CA-8113435	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 049,98 $	
PG SOLUTIONS INC.	1316423	17 DÉC. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	71350- Mise en route - Accompagnement	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 759,38 $	
RESEAU ACTION TI	1314569	07 DÉC. 2018	PERRAS, SYLVAIN	Adhésion RéseauAETI & RéseauTIQ	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 086,64 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1315073	11 DÉC. 2018	STRASBOURG, PIERRE	Courus 2018 - Facturation du mois de décembre - Service des TI - Téléphonie cellulaire	Technologies de l'information	Gestion de l'information	31 496,25 $	
SC360 INC	1313327	04 DÉC. 2018	MOCANU, GIANINA	Acquisition de quatre (4) cabinets et l¿installation pour des équipements de télécommunication pour l¿aménagement du salle de télécommunication dans le cadre du projet PTI 68111 - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 280,19 $	
SOCIETE EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE	1316118	14 DÉC. 2018	PAGE, MARTIN	Frais d'entretien - bâtisse 801, rue Brennan - Service des TI - (Installation circuits électriques et travaux de peinture)	Technologies de l'information	Gestion de l'information	15 748,12 $	
TACT CONSEIL	1315069	11 DÉC. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	Extraction des données du système Kovis	Technologies de l'information	Administration, finances et approvisionnement	6 981,67 $	
TECHNOLOGIE OPTIC.CA	1314901	10 DÉC. 2018	NUNES, DEMIS	SFP requis pour Projet WiFi & Operation pour les commutateurs	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 189,02 $	
TELUS MOBILITE	1313331	04 DÉC. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	68037-03-LTE public : Preuve de concept utilisation du LTE pour la sécurité publique. - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	44 267,83 $	
VALIANTYS INC.	1314937	10 DÉC. 2018	THIBAULT, JEAN-MARTIN	60110 -Programme de Sécurité (ancien 68255 - Gestion des identités et des accès) - Achat des licences et de les plugiciels de sécurité - Octroyer un contrat à Valiantys	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 925,82 $	
WELLNESS TELECOM	1315978	14 DÉC. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	Remote agent mutisensor of Wellness own R&D design with the Quamtra software application. It includes filling detection sensor, temperature sensor and motion shaking detector sensor. Battery life 10 years (Depending on comm. configuration)	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 558,58 $	
XEROX CANADA LTEE	1311050	05 DÉC. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	70450 Optimisation de la gestion des paiements - XEROX Canada - Gré à Gré - Appel d¿offres public 17-16462 - Accorder 210 heures de services professionnels pour la numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR)- 2018/11/06	Technologies de l'information	Administration, finances et approvisionnement	16 403,25 $	
YVES R. HAMEL ET ASSOCIES INC.	1314908	10 DÉC. 2018	MOCANU, GIANINA	Évaluation d¿un réseau Wi-Fi et recommandation pour son optimisation et amélioration - Dossier O-2018728-V2	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 322,13 $	
ALFAGOMMA CANADA INC.	1316306	17 DÉC. 2018	DORAIS, SYLVAIN	Soumission QT000010071, Boyaux pour pompes hydrauliques pour situation d'urgence.	Verdun	Réseaux d'égout	3 927,80 $	
CONSTRUCTION CAMARA	1307855	04 DÉC. 2018	ROBERGE, MARTIN	Réparation de service d'égout au 290, rue Moffat - Arrondissement Verdun	Verdun	Réseaux d'égout	7 181,14 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CREUSAGE RL	1316049	14 DÉC. 2018	DORAIS, SYLVAIN	Facture F-7478, Service de creusage pneumatique au 497-630 Melrose, 89 Willibrord, 3770-4005 Lasalle le 28 novembre 2018.Mer	Verdun	Réseaux d'égout	2 244,11 $	
EQUIPEMENTS STINSON (QUEBEC) INC.	1313051	03 DÉC. 2018	THIFFEAULT, MARTIN	location de 4 mois debutant le 3 decembre 2018 au 3 avril 2019 location benne 4 tonnes falcon et detack (1) fois savon empêchant asphalte de coller a la benne (18.9 litres) au travaux publics Verdun	Verdun	Réseaux d'égout	8 817,90 $	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1273229	04 DÉC. 2018	LAUZON, JULIEN	RECYCLAGE NOTRE DAME INC. TRAITEMENT ET VALORISATION DES SOLS CONTAMINÉS DE TYPE AB - VERDUN	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	3 020,66 $	1225134
BETON MOBILE RIVE-SUD INC.	1313581	05 DÉC. 2018	DUFRESNE, ALAIN	Factures 880500 - 880349 - 880499 - Mélange de béton, frais chauffage - TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	13 340,18 $	
CENTRE DE LOCATION ARCO INC.	1313778	05 DÉC. 2018	DUFRESNE, ALAIN	RESTREPO, ALEJANDRO. ACQUISITION DE GENERATRICE HONDA POUR CAMION	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	15 590,64 $	
CLEAN WATER WORKS INC	1315598	13 DÉC. 2018	MARTHET, DOMINIQUE	Soumission 12 décembre 2018 - Travaux urgence sur Saint-Antoine près de Lucien L'Allier, chemisage structural conduite d'égout principale	Ville-Marie	Réseaux d'égout	22 572,31 $	
DORSON LTEE	1313358	04 DÉC. 2018	DUFRESNE, ALAIN	ALEJANDRO RESTREPO, ACHAT DE JUMPING JACK 0879	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	10 267,62 $	
EXCAVATION R. LECUYER & FILS INC.	1313563	05 DÉC. 2018	MARTHET, DOMINIQUE	Soumission du 9 novembre 2018 - Location d'une pelle hydraulique avec opérateur selon le devis du lundi à vendredi (130$/h) et le samedi et dimanche (130 $/h) - TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	22 572,31 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1314684	10 DÉC. 2018	CORNEJO ARENAS, ANA MARIA DE LOURDES	Soumission 6 décembre 2018 - Service de hydro excavation lundi au vendredi 305$/h 8h-16h et fin de semaine samedi - dimanche 8h - 16 h - TP Voirie	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	9 846,57 $	
MULTI-INDUSTRIEL A.D. LTEE	1315191	11 DÉC. 2018	BELLEVILLE, ERIC	BELLEVILLE, ÉRIC.ACQUISITION DE TABLETTE ET INSTALLATION D'ARMOIRE POUR LE MAGASIN	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 540,16 $	
OLIVIER MONTULET	1314703	10 DÉC. 2018	MARTHET, DOMINIQUE	Soumission 4 décembre 2018 - Service de formation en compagnonnage OPA pour employés, tarif de 750 $ par employé deux jours de formation - TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	10 498,75 $	
STELEM	1315454	12 DÉC. 2018	BELLEVILLE, ERIC	ACHAT DE PIÈCES DE BORNES INCENDIE MUELLER POUR INVENTAIRE DÉPOT VMA	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	5 956,88 $	
STELEM	1316833	19 DÉC. 2018	DUFRESNE, ALAIN	ACHAT DE SCIE A ANNEAU HYDRAULIQUE ET UNITE HYDRAULQUE POUR AQUEDUC VILLE-MARIE	Ville-Marie	Réseaux d'égout	20 918,76 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1315584	13 DÉC. 2018	BELLEVILLE, ERIC	ÉRIC BELLEVILLE, INVENTAIRE AQUEDUC ET ÉGOUTS 0879	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	1 773,66 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1315584	13 DÉC. 2018	BELLEVILLE, ERIC	ÉRIC BELLEVILLE, INVENTAIRE AQUEDUC ET ÉGOUTS 0879	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	650,92 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1316827	20 DÉC. 2018	BELLEVILLE, ERIC	BELLEVILLE, ERIC RÉAPPRO 0879	Ville-Marie	Réseaux d'égout	576,18 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1316827	20 DÉC. 2018	BELLEVILLE, ERIC	BELLEVILLE, ERIC RÉAPPRO 0879	Ville-Marie	Réseaux d'égout	982,68 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1316827	20 DÉC. 2018	BELLEVILLE, ERIC	BELLEVILLE, ERIC RÉAPPRO 0879	Ville-Marie	Réseaux d'égout	3 078,23 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1317137	20 DÉC. 2018	BELLEVILLE, ERIC	BELLEVILLE, ÉRIC RÉAPPRO AQUEDUC ET ÉGOUTS	Ville-Marie	Réseaux d'égout	8 163,82 $	1277188
TENAQUIP LIMITED	1313179	04 DÉC. 2018	BISSONNETTE, CHRISTIAN	RESTREPO, ALEJANDRO. ACHAT D'APPAREIL A DRESSER ET ARRONDIR LES TUYAUX 1 1/2¨À 2. ¨	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	4 607,65 $	
ULINE CANADA CORP	1315168	11 DÉC. 2018	DUFRESNE, ALAIN	ÉRIC BELLEVILLE, PALETTES PLASTIQUES 0879	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	12 864,83 $	
ULINE CANADA CORP	1315179	11 DÉC. 2018	BELLEVILLE, ERIC	ÉRIC BELLEVILLE, BAC DE RAYONNAGE 0879	Ville-Marie	Réseaux d'égout	6 473,01 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1314651	07 DÉC. 2018	DUFRESNE, ALAIN	Achat de Mini tapping Tool (RT1000 3/4" CTS OUTIL TARAUDER), selon la soumission #8637127 en annexe.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	12 021,55 $	
BOO! DESIGN INC.	1317383	20 DÉC. 2018	DANSEREAU, SYLVAIN	impression livre de cuisine - Francisation	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Bibliothèques	2 115,49 $	
BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.	1313290	04 DÉC. 2018	BEAUDREAULT, BRIGITTE	SERV. PROF. - ÉLECTROMÉCANIQUE - CARRIÈRE FRANCON	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Exploitation des sites de disposition de neige	9 448,87 $	
GAINAGE PRS INC	1316880	19 DÉC. 2018	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Branchement au 7113 d'Iberville	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	3 585,32 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1307884	03 DÉC. 2018	JOBIN, MICHEL	ÉGOUT - Branchement au 7583 Henri-Julien	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	2 782,17 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1313321	04 DÉC. 2018	GERVAIS, ROBERT	BRANCHEMENT - Travaux en urgence au 7607 Casgrain	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	7 349,12 $	
ADMINISTRATION PORTUAIRE DE MONTREAL	0000015456	05 DÉC. 2018	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 421,56 $	
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	p96470	19 DÉC. 2018	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 901,39 $	
HYDRO-QUEBEC	29900003067418112 6	03 DÉC. 2018	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 748,17 $	
RANDSTAD CANADA	2893510	04 DÉC. 2018	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 016,96 $	
ROGERS AT&T***	1954435064	05 DÉC. 2018	LAUZON, GUYLAINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 421,24 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SERRURIER EXCEL INC.	39459	13 DÉC. 2018	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 117,44 $	
AUDIO CINE FILMS INC	155517	13 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 385,85 $	
DIVISION EXPRESS MAG	7329	10 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 361,65 $	
EBSCO CANADA LTEE	8033536	13 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 599,16 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	149743	05 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 788,77 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	149744	05 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 763,10 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	149746	11 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 812,08 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	150014	06 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 467,39 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	150017	11 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 309,75 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	150063	10 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 138,56 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	150064	12 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 166,75 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	150087	11 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 558,62 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	150088	10 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 612,58 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	150201	12 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 563,19 $	
LIBRAIRIE DU SQUARE INC.	2612	05 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 166,25 $	
LIBRAIRIE DU SQUARE INC.	2613	07 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 517,65 $	
LIBRAIRIE MEDIASPAUL	620085	07 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 050,80 $	
LIBRAIRIE OLIVIERI ENG.	33926	11 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 367,93 $	
LIBRAIRIE OLIVIERI ENG.	33959	20 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 945,85 $	
LIBRAIRIE PAULINES	132176	03 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 388,15 $	
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7158095	18 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 046,35 $	
LIBRERIA ITALIANA-ALPHAGRAPH	2703	21 DÉC. 2018	FRIKH, DJAMILA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 101,00 $	
LISE DUQUETTE	2018079vm	14 DÉC. 2018	PRUD'HOMME, JOCELYNE	Projet Coup de poing - Révision des textes des fiches de lecture, uniformation des fiches	Culture	Bibliothèques	2 040,00 $	
MAGASINS BEST BUY LTEE	837804	17 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 249,86 $	
MIREILLE PHILOSCA	30	13 DÉC. 2018	PRUD'HOMME, JOCELYNE	Coordination des ateliers et démarchages de décembre 2018 - Programme Contact	Culture	Bibliothèques	2 057,75 $	
OVERDRIVE INC.	05161co18227413	10 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	6 360,30 $	
OVERDRIVE INC.	05161co18230019	13 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	11 213,98 $	
PLANETE BD	1000	03 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 802,90 $	
PLANETE BD	1010	21 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 669,35 $	
PLANETE BD	1015	13 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 609,25 $	
PLANETE BD	1031	21 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 450,70 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1954435020	05 DÉC. 2018	DESCHENES, KARINE	Frais de téléphonie cellulaire #1954435020 24 novembre 2018	Culture	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 096,82 $	
SOMABEC LTEE.	556825	13 DÉC. 2018	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 486,00 $	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	0000366035	19 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 15-002689	Dépenses communes	Autres - Administration générale	14 312,68 $	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	0000369105	19 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 15-002689	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 218,93 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BELANGER SAUVÉ, S.E.N.C.R.L.	0000370179	19 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 15-002689	Dépenses communes	Autres - Administration générale	14 333,86 $	
CUDDIHY INC.	3498	19 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-000930	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 437,19 $	
CUDDIHY INC.	3499	19 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 17-002933	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 340,72 $	
D3B AVOCATS S.E.N.C.	1598	05 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-001597	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 569,57 $	
DANIEL LAPOINTE	10	21 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais de consultations dossier;18-002540	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 559,07 $	
DOCTEURE CLAUDE PAQUETTE	20181120	04 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques/ expertise médicale dossier; 18-000268	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 309,72 $	
DUFOUR MOTTET AVOCATS	33487	10 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier16-002671	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 876,66 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	149167149881	10 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 16-000366	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 750,00 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	149168149882	10 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 15-0003637	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 195,29 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	149834	10 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques fraisavocats dossier; 18-003561	Dépenses communes	Autres - Administration générale	10 170,88 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	149924	21 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier 18-003722	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 382,66 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	149925	21 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier 18-003722	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 583,70 $	
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN SENCRL , S.R.L.	1269747	04 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 16-000488	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 065,10 $	
LABORATOIRES D'EXPERTISE DE QUEBEC LTEE	029735	21 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais expertises dossier; 17-002789	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 099,75 $	
LE GROUPE FA2L INC.	10688	13 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais consultation dossier ; 09-003400	Dépenses communes	Autres - Administration générale	52 953,07 $	
LUCIE GUIMOND LEGAL	2018076	19 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier 14-003183	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 852,01 $	
PARADIS & DEBOST	18061	10 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais d'expertise dossier 12-003535	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 674,56 $	
RACICOT CHANDONNET LTEE	30363	10 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocars dossier; 18-002402	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 299,25 $	
RICHTER GROUPE CONSEIL INC.	20403517	10 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques vérification conseil dossier :14-002910	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 496,08 $	
RICHTER GROUPE CONSEIL INC.	20403518	13 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais consultation dossier ; 16-003203	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 527,59 $	
SBSC ENVIRONNEMENT INC.	2881824020	10 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques -frais consultant dossier; 14-002646	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 709,99 $	
SERVICE D'ANALYSES DE DONNEES MESIQ INC	mes12377	21 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais analyse dossier; 16-001468	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 309,72 $	
SERVICES FERROVIAIRES CANAC INC.	1908000000297	05 DÉC. 2018	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais d'expertise dossier; 18-002355	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 519,70 $	
CENTRAIDE DU GRAND MONTREAL	1187921006181221	21 DÉC. 2018	LESPERANCE, YANICK	Don de 250 000 $ à Centraide du Grand Montréal dans le cadre de sa campagne de financement 2018. Dossier: 1187921006 / Résolutions: CE18 1494 et CM18 1057.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	250 000,00 $	
MAISON D'HAITI	1175970008	21 DÉC. 2018	LESPERANCE, YANICK	Soutien financier: 10% de 30 000 $ = 3 000 $ Projet: Des familles bien ancrées dans leur milieu pour lutter contre l'exclusion sociale. Dossier: 1175970008 / Résolution: CE17 1749.	Direction générale	Autres - activités culturelles	3 000,00 $	
9178-0296 QUEBEC INC.	20180206	10 DÉC. 2018	SCHOEB, AMELIE	Réf. #1105 : Analyse de données pour organigramme du stress	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 000,00 $	
ATELIER JEAN PAQUET INC.	7748	11 DÉC. 2018	GAGNE, ANNIE	50 tiroirs Cornell vernis 2 portes étiquette 1 poignée	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 030,00 $	
CONSERVUS	22010	10 DÉC. 2018	SCHOEB, AMELIE	Réf. #1108 : Renouvellement des pages d'information du Planétarium, Biodôme, Insectarium et Jardin Botanique sur www.montrealinfo.com et dans le logiciel des Concierges de Montréal débutant le 31 décembre 2018, pour 1 an.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 400,00 $	
EKM ARCHITECTURE	18072	17 DÉC. 2018	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 180,00 $	
ESRI CANADA LIMITED	90131241	21 DÉC. 2018	BILODEAU, MATHIEU	ArcGIS Desktop Basic Single Use License	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 565,00 $	
GROUPE LOU-TEC INC.	11116870003	05 DÉC. 2018	GAGNE, ANNIE	Location de la nacelle par les JEXT - du 12 au 22 novembre 2018	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 153,47 $	
INSTITUT DE RECHERCHE EN BIOLOGIE VEGETALE DE MONTREAL	001550	20 DÉC. 2018	GAGNE, ANNIE	Facturation main-d'oeuvre pour contribution à la numérisation papillons	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 939,22 $	
INTERNATIONAL SEAFOOD AND BAIT	fv040972	10 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211393 / Poissons Capucette	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 725,33 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
INTERNATIONAL SEAFOOD AND BAIT	fv040973	10 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211393 / Poissons Capucette	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 725,33 $	
INTERNATIONAL SEAFOOD AND BAIT	fv040974	10 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211393 / Poissons Capucette	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 725,33 $	
JEAN-FRANÇOIS ROUSSEAU	1	03 DÉC. 2018	LALANDE, LUCIE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 000,00 $	
LAURE WARIDEL	20181205	12 DÉC. 2018	GAGNE, ANNIE	Conférence « Habite la planète » au Planétarium le 27 novembre 2018	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 000,00 $	
MARIE-HELENE PARIZEAU	20181211	18 DÉC. 2018	LALANDE, LUCIE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 000,00 $	
MARIPOSARIO DEL BOSQUE NUEVO	620	03 DÉC. 2018	GAGNE, ANNIE	Papillons	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 560,00 $	
NOSTALGIA IMPORT CANADA	118449	18 DÉC. 2018	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 845,30 $	
PECHERIE ATLANTIQUE DU QUEBEC,(DIVISION DE METRO-RICHELIEU INC.)	124025929	10 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211347 / Éperlan 2-4po pêche de juin	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 512,52 $	
RCI ENVIRONNEMENT	0001490711	04 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211190 / Conteneur 10 vg pour récupérer gravier 3/4, service de levée et redevance d'élimination	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 173,91 $	
SCOTTS CANADA LTEE	57788613	10 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211353 / Terreau MS-2873-25, en petits sacs, 22 palettes de 50 sacs	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 213,00 $	
SERVICES DE CONTENEURS ATS INC. (LES)	209624	14 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211419 / Achat de conteneurs usagésde 20 pieds, Grade A	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 050,00 $	
SERVICES DE CONTENEURS ATS INC. (LES)	209678	14 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211419 / Achat de conteneurs usagésde 20 pieds, Grade A	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 024,99 $	
SERVICES DE CONTENEURS ATS INC. (LES)	209803	19 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211419 / Achat de conteneur usagés supplémentaires grade B de 40' x 9'-6''	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 025,00 $	
SETI INSTITUTE	0121318	18 DÉC. 2018	LALANDE, LUCIE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 000,00 $	
SOCIETE DES MUSEES QUEBECOIS	20192425	19 DÉC. 2018	LALANDE, LUCIE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 305,00 $	
TKNL INC.	35891741	19 DÉC. 2018	LALANDE, LUCIE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 579,81 $	
VICTOR M. CAYABYAB (ISLAND BUTTERFLIES FARM)	01new	10 DÉC. 2018	GAGNE, ANNIE	Papillons	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 780,60 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111966836	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 415,01 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111973896	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 609,64 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111973898	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	32 449,48 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111981067	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 268,05 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111981068	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 350,74 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111982322	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 654,59 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111982323	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 207,09 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111985319	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 280,07 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111985320	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 162,13 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111985321	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 231,26 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111985322	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 048,85 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111988320	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 077,52 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111988321	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	25 638,05 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111988322	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	27 684,85 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111991037	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 238,28 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111991783	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 141,81 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENERGIE VALERO INC.	4111991784	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 795,22 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111993986	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 341,35 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111994583	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 732,88 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111994584	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 629,36 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111994585	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 200,95 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111994586	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 103,53 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111994587	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 256,07 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111996396	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 620,46 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111996397	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 738,53 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111997817	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	22 561,30 $	
ENERGIE VALERO INC.	4111997818	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 076,76 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112001923	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 081,09 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112005095	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	27 134,40 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112005096	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	24 222,41 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112006539	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 469,39 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112006540	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 707,78 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112006541	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 906,68 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112010969	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 993,33 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112010970	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 480,95 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112010971	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	26 985,90 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112010972	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 388,96 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112010973	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	21 987,64 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112013901	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 358,56 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112013902	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 148,06 $	
LES PETROLES PARKLAND	21082008	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 386,09 $	
LES PETROLES PARKLAND	21082009	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 141,07 $	
LES PETROLES PARKLAND	21082065	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	15 537,55 $	
LES PETROLES PARKLAND	21082068	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 628,25 $	
LES PETROLES PARKLAND	21082079	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 801,48 $	
LES PETROLES PARKLAND	21082080	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 686,68 $	
LES PETROLES PARKLAND	21101195	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 007,92 $	
LES PETROLES PARKLAND	21101196	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 368,91 $	
LES PETROLES PARKLAND	21147783	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 701,59 $	
LES PETROLES PARKLAND	21172519	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	16 781,95 $	
LES PETROLES PARKLAND	21172520	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 971,08 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES PETROLES PARKLAND	21255803	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	16 821,13 $	
LES PETROLES PARKLAND	21255809	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	28 768,71 $	
LES PETROLES PARKLAND	21255810	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	28 768,71 $	
LES PETROLES PARKLAND	21255812	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 269,04 $	
LES PETROLES PARKLAND	21255813	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 943,63 $	
LES PETROLES PARKLAND	21255816	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	28 769,89 $	
LES PETROLES PARKLAND	21316369	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 145,13 $	
LES PETROLES PARKLAND	21316370	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	18 543,05 $	
LES PETROLES PARKLAND	21375189	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 206,81 $	
LES PETROLES PARKLAND	21375200	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 840,62 $	
LES PETROLES PARKLAND	21404206	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	16 207,93 $	
LES PETROLES PARKLAND	21585435	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	55 704,19 $	
LES PETROLES PARKLAND	21621445	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 655,79 $	
LES PETROLES PARKLAND	21621449	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 432,61 $	
LES PETROLES PARKLAND	21621450	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 557,90 $	
LES PETROLES PARKLAND	21621451	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 722,27 $	
LES PETROLES PARKLAND	21627660	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 708,85 $	
LES PETROLES PARKLAND	21627661	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 774,68 $	
LES PETROLES PARKLAND	21627671	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	17 135,88 $	
LES PETROLES PARKLAND	21627672	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 188,55 $	
LES PETROLES PARKLAND	21627673	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 270,53 $	
LES PETROLES PARKLAND	21627680	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 562,49 $	
LES PETROLES PARKLAND	21627681	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	33 575,57 $	
LES PETROLES PARKLAND	21627682	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	21 982,06 $	
LES PETROLES PARKLAND	21679514	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	24 816,98 $	
LES PETROLES PARKLAND	21679518	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 252,75 $	
LES PETROLES PARKLAND	21679527	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 907,96 $	
LES PETROLES PARKLAND	21679528	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 389,04 $	
LES PETROLES PARKLAND	21768849	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 601,55 $	
LES PETROLES PARKLAND	21768850	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 950,59 $	
LES PETROLES PARKLAND	21768851	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 277,80 $	
LES PETROLES PARKLAND	21768854	04 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 908,07 $	
LES PETROLES PARKLAND	21768855	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 905,77 $	
LES PETROLES PARKLAND	21768863	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	27 803,51 $	
LES PETROLES PARKLAND	21984700	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 599,39 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES PETROLES PARKLAND	21984701	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	21 977,69 $	
LES PETROLES PARKLAND	21984706	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 932,57 $	
LES PETROLES PARKLAND	21984707	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 784,11 $	
LES PETROLES PARKLAND	21984723	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	16 232,98 $	
LES PETROLES PARKLAND	22089884	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 592,49 $	
LES PETROLES PARKLAND	22089885	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	25 904,44 $	
LES PETROLES PARKLAND	22089887	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 813,18 $	
LES PETROLES PARKLAND	22194355	07 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	25 867,06 $	
LES PETROLES PARKLAND	22194356	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	25 856,38 $	
LES PETROLES PARKLAND	22252809	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	25 828,62 $	
LES PETROLES PARKLAND	22318178	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 139,29 $	
LES PETROLES PARKLAND	22323057	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 831,70 $	
LES PETROLES PARKLAND	22323058	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 817,52 $	
LES PETROLES PARKLAND	22356787	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 324,71 $	
LES PETROLES PARKLAND	22356788	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 646,20 $	
LES PETROLES PARKLAND	22367374	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 114,17 $	
LES PETROLES PARKLAND	22367380	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 818,16 $	
LES PETROLES PARKLAND	22367385	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 439,51 $	
LES PETROLES PARKLAND	22385608	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 450,06 $	
LES PETROLES PARKLAND	22385610	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	22 221,74 $	
LES PETROLES PARKLAND	22385611	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 447,87 $	
LES PETROLES PARKLAND	22427564	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 873,86 $	
LES PETROLES PARKLAND	22459848	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 566,94 $	
LES PETROLES PARKLAND	22487975	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	25 054,70 $	
LES PETROLES PARKLAND	22487976	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	22 829,67 $	
LES PETROLES PARKLAND	22487998	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	23 439,79 $	
LES PETROLES PARKLAND	22487999	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	22 336,07 $	
LES PETROLES PARKLAND	22488002	19 DÉC. 2018	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 421,64 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocensemblemtlgdecoste	05 DÉC. 2018	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	10 207,84 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	ensemblemontreal20184344p	05 DÉC. 2018	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	9 677,48 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	ensemblemontreal2018454647p	14 DÉC. 2018	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	15 643,36 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl201845eelus	14 DÉC. 2018	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 579,84 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl201846e	05 DÉC. 2018	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	9 337,32 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtlgdecoste	05 DÉC. 2018	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 474,24 $	
EQUIPE BARBE TEAM-PRO ACTION LASALLE	equipebarbeteam20181211p	11 DÉC. 2018	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	15 705,52 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	allocationprojet20181211	11 DÉC. 2018	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	37 297,83 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	allocationprojet20181217	17 DÉC. 2018	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	27 797,68 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	avancedepelec5nov17projetmtl3	18 DÉC. 2018	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Greffe	87 000,00 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal201812	11 DÉC. 2018	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	76 982,15 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal2018122	17 DÉC. 2018	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	48 477,83 $	
AAF (MC) INTERNATIONAL	91320909	13 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211334 / Filtres de différentes grandeurs pour le système de ventilation du Jardin botanique	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 474,72 $	
AAF (MC) INTERNATIONAL	91322996	17 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211337 / Filtres à air pour système de ventilation du Biodôme	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 931,72 $	
ACCES COMMUNICATIONS	311877ac	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211391 / Radio portatifs pour le Jardin botanique	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	4 965,00 $	
ACKLANDS - GRAINGER INC.	9839484830	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 210871 / Inspection et certification des lignes de vies fixes des écosystèmes	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 990,00 $	
ARMORTHANE COATING INC.	6550	13 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211470 / Armodeck base coat	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	4 273,13 $	
ARMORTHANE MONTREAL	8125	18 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211489 / Refaire membrane d'étanchéité des bassins de la montagne du Jardin alpin	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	6 158,75 $	
ARMORTHANE MONTREAL	8126	18 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211489 / Refaire membrane d'étanchéité des bassins de la montagne du Jardin alpin	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	7 333,18 $	
ARMORTHANE MONTREAL	8127	18 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211489 / Refaire membrane d'étanchéité des bassins de la montagne du Jardin alpin	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	7 333,18 $	
ARMORTHANE MONTREAL	8128	18 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211490 / Refaire la membrane d'étanchéité des bassins de la chute du Jardin alpin	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	5 184,41 $	
ARMORTHANE MONTREAL	8129	18 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211490 / Refaire la membrane d'étanchéité des bassins de la chute du Jardin alpin	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	7 255,59 $	
ARMORTHANE MONTREAL	8130	18 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211488 / Fournir matériel et main d'oeuvre pour imperméabiliser le ruisseau du Jardin alpin	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	8 250,00 $	
ARMORTHANE MONTREAL	8131	18 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211488 / Fournir matériel et main d'oeuvre pour imperméabiliser le ruisseau du Jardin alpin	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	5 400,00 $	
ARMORTHANE MONTREAL	8132	18 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211488 / Fournir matériel et main d'oeuvre pour imperméabiliser le ruisseau du Jardin alpin	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	7 850,00 $	
BMR MATCO RAVARY	6730374	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211305 / Fibro ciment série expression écorce	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	6 492,79 $	
CAMFIL FARR (CANADA) INC.	732778	20 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211485 / Filtres à air pour système de filtration du Biodôme	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	4 693,12 $	
CREUSAGE RL	f7390	05 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211343 / Creusage avec vacuum	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 344,36 $	
DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO	14835892	17 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211475 / Valve IPEX 4'' série FK et 3''	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	6 181,75 $	
DISTRIBUTION ET ENSEIGNEMENT BOISSINOT INC	1883	12 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211192 / Système de communication pour les masques faciaux modèles EM-OTS2-Aqua, pour Guardian FFM, kit de 2 ears et mics	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 175,00 $	
D.M. VALVE ET CONTROLES INC.	140272	14 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	Bc 211425 / Reconditionner valve 3 pouces Fisher Control vanne Type ED	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 650,00 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	3142363	14 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211473 / Aérotherme 50KW / 3PH / 600 V0 KW + Trousse Thermostat	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 485,60 $	
G.A.L. DEMOLITION	6571	11 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211301 / Démolition de murs de blocs de béton au niveau 0	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 129,63 $	
G.A.L. DEMOLITION	6598	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211469 / Démolition de garde-corps en verre au Golfe du St-Laurent marin + plancher béton aspect sable à démolir	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	4 833,86 $	
G.A.L. DEMOLITION	6599	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211482 / Fournir outillage et main d'oeuvre pour démolir les 29 vitres ses anciennes bornes de la forêt tropicale	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	8 542,20 $	
G.A.L. DEMOLITION	6600	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211509 / Fournisr main d'oeuvre pour démolition d'une section de garde-corps aux loutres Biodôme	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	4 328,60 $	
G.A.L. DEMOLITION	6601	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211510 / Démolition des rochers et glissage aux loutres	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	6 205,40 $	
G.A.L. DEMOLITION	6602	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211480 / Disposer des 26 vitres de la forêt laurentienne	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	8 542,20 $	
G.A.L. DEMOLITION	6603	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211511 / Retirer 6 vitres sur le belvédère du castor	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 451,80 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
G.A.L. DEMOLITION	6604	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211511 / Démolir l'écumoir en rocher dans le bassin des loutres	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 566,80 $	
G.A.L. DEMOLITION	6605	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211512 / Démolir les 12 vitres de garde-corps à la vue sous marine au St-laurent	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 077,40 $	
GROUPE HORTICOLE LEDOUX INC.	f82968	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211130 / Netafim, Uniram trubulent	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 352,04 $	
GROUPE REAL JEAN	048410	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 210724 / Pompe hydromatic	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	6 471,60 $	
GROUPE SANYVAN INC.	13429	11 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211400 / Décontamination d'huile dans puits d'ascenseur	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 268,32 $	
H.C. VIDAL LTEE.	018560	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211237 / Remplacer les 110 tubes de la chaudière	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	7 732,62 $	
H.C. VIDAL LTEE.	18552a	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211237 / Remplacer les 110 tubes de la chaudière	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	7 505,19 $	
H.C. VIDAL LTEE.	18556	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211237 / Remplacer les 110 tubes de la chaudière	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	7 505,19 $	
H. P. HYDRO-PRESSION INC.	2614	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211498 / Décaper la peinture et uniformiser les surfaces de 3 colonnes et une section de mur	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 840,00 $	
LES ENTREPRISES DE REFRIGERATION L.S. INC.	lsp45608	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211080 / Remplacer une section de gaine qui s'est ouverte suite à une mal fonction de volet	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	7 136,00 $	
LES ENTREPRISES DE REFRIGERATION L.S. INC.	lsp46619	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211279 / Ventilateur de transfert pour le monde polaire	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 956,00 $	
LES ENTREPRISES DE REFRIGERATION L.S. INC.	lsp46620	14 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211359 / Ventilateur twin city, BSI135A	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 150,00 $	
LES VALVES ET CONTROLES DIRECTES INC.	1809	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211235 / Flow meter ultrasonic wall mounted	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 310,00 $	
LOUE FROID INC.	31073	13 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211452 / Location au mois d'une fournaise au gaz propane	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 170,36 $	
LUMINERGIE	91783602	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211240 / Lumières de toute sorte	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	6 198,24 $	
LUMISOLUTION INC.	55153500	13 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211200 / Fixture au DEL de marque AimLite	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	4 995,00 $	
MACHINERIE PLUS LTEE	121854	13 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211314 / Raboteuse 20 po, tête hélicoïdale king	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	4 899,99 $	
MACHINERIE PLUS LTEE	122083	20 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211502 / Scie à ruban KING INdustriel avec tête engrenages à double pivot #kc712ds	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 699,99 $	
PRODUITS CHIMIQUES CARTIER LTEE	1938	06 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211175 / Ethylène glycol a 95% avec inhibiteur de corosion, couleur rose	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	6 340,80 $	
PRODUITS ET SERVICES DE LA CONSTRUCTION (MONTREAL) INC	fc00197666	04 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211383 / Peinture sika 261 ca gris Biodôme fini thixo + fini lisse	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 338,00 $	
PRODUITS PRAXAIR	85963415	14 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211211 / Machine Plasma Miller Spectrum	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 974,50 $	
PRODUITS PRAXAIR	86153507	14 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211318 / Soudeuse Miller MXSTR161STL	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 144,50 $	
REMORQUES SYLMAR INC	037802	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211376 / Remorque Laroche	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	6 832,22 $	
RYDER EQUIPEMENTS DE MANUTENTION	psi3244002	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 210720 / Frais de location pour un chariot élévateur du 30 mai au 15 juin 2018	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 050,00 $	
SERVICES DE CONTENEURS ATS INC. (LES)	208896	14 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211419 / Achat de conteneurs usagésde 20 pieds, Grade A	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	5 450,00 $	
SIEMENS CANADA LIMITED	94865166	04 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211329 / Ensemble de valve et actuateur 3 voies 1-1/2 #BPZ 371-03205	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 141,31 $	
SIEMENS CANADA LIMITED	94869206	04 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211329 / positioning relay + servomoteur pour valve de chauffage	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 276,18 $	
TYCO FEU ET SECURITE INTEGRES CANADA, INC.	20668563	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211495 / Inspections gicleurs et alarme incendie 536 pour le Planétarium	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 312,50 $	
UNITED RENTALS (TMA#518086)	163987348001	13 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211436 / Location d'une génératrice 500 kw avec démarrage à distance et 75 pieds de câble pour le branchement	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 002,70 $	
VENTILATION MANIC INC.	12927	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211486 / Retirer le conduit de ventilation dans l'anneau technique au Biodôme	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	7 500,00 $	
VENTILATION MANIC INC.	12928	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211486 / Installaiton de conduit de ventilation dans l'anneau technique au Biodôme	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	8 200,00 $	
VENTILATION MANIC INC.	12929	21 DÉC. 2018	DURAND, CATHERINE	BC 211486 / Matériel pour Installation de conduit de ventilation dans l'anneau technique au Biodôme	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	6 800,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
INSTITUT DU NOUVEAU MONDE	1183599008181213	13 DÉC. 2018	LESPERANCE, YANICK	Soutien financier non récurent de 50 000 $ à l'Institut du Nouveau Monde / demande de financement du programme cadre "De l'animation du débat public à l'innovation saciale". Dossier: 1183599008 / CE18 2052.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	50 000,00 $	
LA NOUVELLE TABLEE (1996) INC	99175	17 DÉC. 2018	LESPERANCE, YANICK	Location de tables et de chaises pour les endroits de vote du BVO le 9 décembre 2018. Dans le cadre de s élections partielles dans RDP-PAT et Villeray. CE18 1758.	Greffe	Greffe	3 256,71 $	
LA NOUVELLE TABLEE (1996) INC	99446	18 DÉC. 2018	LESPERANCE, YANICK	Location de tables et de chaises pour le BVO le 16 décembre 2018. Élections partielles dans RDP-PAT et Villeray. CE18 1758.	Greffe	Greffe	4 053,30 $	
LES TRANSPORTS LACOMBE INC	33874	18 DÉC. 2018	LESPERANCE, YANICK	Support offert pendant l'opération de destruction des urnes du scrutin de 2017.	Greffe	Greffe	2 677,18 $	
SOCIETE D'HABITATION ET DE DEVELOPPEMENT DE MONTREAL (SHDM)	mv129	17 DÉC. 2018	LESPERANCE, YANICK	Cartes de stationnement pour les élus des villes liées à Chaussegros-de-Léry.	Greffe	Greffe	6 525,00 $	
TINK PROFITABILITE NUMERIQUE INC.	510195	13 DÉC. 2018	LESPERANCE, YANICK	Soutien informatique, dans le cadre des élections partielles dans RDP-PAT et Villeray, pour le site Élection Montréal. CE18 1758.	Greffe	Greffe	4 189,00 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	011753	08 DÉC. 2018	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:455254	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 881,91 $	
CENTRE DE L'AUTO RENE DOYON	30191a	15 DÉC. 2018	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:455692	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 114,89 $	
CENTRE DE SERVICE 2010 ENR.	39960	01 DÉC. 2018	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:455130	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 248,58 $	
CENTRE DE SERVICE 2010 ENR.	39986	01 DÉC. 2018	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:455129	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 169,03 $	
CENTRE DE SERVICE 2010 ENR.	40275	05 DÉC. 2018	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:455131	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 250,00 $	
CHAMPLAIN DODGE CHRYSLER LTEE	bd29675	05 DÉC. 2018	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:455184	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 397,28 $	
EXPEDITIONS SUR LES RAPIDES DE LACHINE LIMITEE	201895	01 DÉC. 2018	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:455124	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 227,71 $	
GOODYEAR CANADA INC.	0067463761	13 DÉC. 2018	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:455530	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 286,63 $	
LAPIERRE FINE MECANIQUE INC.	165916	13 DÉC. 2018	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:455527	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 044,82 $	
LE CENTRE SHELL GUAY INC.	80135	20 DÉC. 2018	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:455954	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 978,50 $	
LES CARROSSERIES LE BARON INC.	23503	05 DÉC. 2018	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:455092	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 108,91 $	
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	20181206va	07 DÉC. 2018	DI STEFANO, MELISSA	Petite caisse	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 314,10 $	
ROGERS AT&T***	749113502195443465 0	03 DÉC. 2018	GOULET, DIANE	Téléphonie cellulaire - nov2018	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 157,77 $	
9351-8272 QUÉBEC INC. & CLINIQUE SPECTRUM INC.	rmi00013794500013 80940006	01 DÉC. 2018	Système RECLAM	9351-8272 QUÉBEC INC. & CLINIQUE SPECTRUM INC.\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-007182, sur la liste de paiement 1811IC010 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 350,00 $	
ANTHONY DI CESARE	rmi00013796500013 81100005	08 DÉC. 2018	Système RECLAM	ANTHONY DI CESARE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-007202, sur la liste de paiement 1812IC003 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 544,36 $	
ASS. GENERALES DES CAISSES DESJARDI	rmi00013532400008 56930001	08 DÉC. 2018	Système RECLAM	ASS. GENERALES DES CAISSES DESJARDI\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-004710, sur la liste de paiement 1812IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	6 407,25 $	
BELL_37	rmi00013661800009 68390003	01 DÉC. 2018	Système RECLAM	BELL\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-005917, sur la liste de paiement 1811IC010 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 916,94 $	
CARMELA TRASENTE	rmi00013807400013 82100003	01 DÉC. 2018	Système RECLAM	CARMELA TRASENTE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-007307, sur la liste de paiement 1811IC011 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 189,35 $	
CESAR ANTONIO MELARA	rmi00013810700013 82340003	01 DÉC. 2018	Système RECLAM	CESAR ANTONIO MELARA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-007339, sur la liste de paiement 1811IC011 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 713,98 $	
DESJARDINS ASSURANCES_83	rmi00013548000012 19450001	08 DÉC. 2018	Système RECLAM	DESJARDINS ASSURANCES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-004856, sur la liste de paiement 1812IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 118,26 $	
DESJARDINS ASSURANCES_83	rmi00013572700012 19450001	08 DÉC. 2018	Système RECLAM	DESJARDINS ASSURANCES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-005083, sur la liste de paiement 1812IC003 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 002,93 $	
DESJARDINS ASSURANCES_84	rmi00013688600011 29860003	11 DÉC. 2018	Système RECLAM	DESJARDINS ASSURANCES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-006176, sur la liste de paiement 1812IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 214,26 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 DÉCEMBRE 2018

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GESTION ADICO INC.	rmi00013785600013 80590001	01 DÉC. 2018	Système RECLAM	GESTION ADICO INC.\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-007099, sur la liste de paiement 1811IC009 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 864,20 $	
INDEMNIPRO / RÉCLAMATIONS BELL_10	rmi00013636800009 00750003	01 DÉC. 2018	Système RECLAM	INDEMNIPRO / RÉCLAMATIONS BELL\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-005681, sur la liste de paiement 1811IC009 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	12 773,07 $	
INTACT ASSURANCE_298	rmi00013751200009 62460003	01 DÉC. 2018	Système RECLAM	INTACT ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-006768, sur la liste de paiement 1811IC011 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 072,43 $	
INTACT ASSURANCE_299	rmi00013579400012 23150001	08 DÉC. 2018	Système RECLAM	INTACT ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-005145, sur la liste de paiement 1812IC003 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	9 472,34 $	
INTACT ASSURANCE_300	rmi00013686300010 05530001	11 DÉC. 2018	Système RECLAM	INTACT ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-006153, sur la liste de paiement 1812IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 750,00 $	
INTACT ASSURANCE_302	rmi00013619500010 73650004	22 DÉC. 2018	Système RECLAM	INTACT ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-005516, sur la liste de paiement 1812IC009 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 500,00 $	
INTACT ASSURANCE_303	rmi00013616400009 06070006	22 DÉC. 2018	Système RECLAM	INTACT ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-005486, sur la liste de paiement 1812IC009 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 840,42 $	
INTACT ASSURANCE_304	rmi00013570400011 82850001	22 DÉC. 2018	Système RECLAM	INTACT ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-005062, sur la liste de paiement 1812IC007 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	8 956,83 $	
JEAN ESMIRE VIXAMA	rmi00013519200013 54500003	01 DÉC. 2018	Système RECLAM	JEAN ESMIRE VIXAMA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-004588, sur la liste de paiement 1811IC010 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 000,00 $	
LA CAPITALE ASSURANCE_1	rmi00013800800013 67450003	08 DÉC. 2018	Système RECLAM	LA CAPITALE ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-007242, sur la liste de paiement 1812IC003 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 726,90 $	
LA CAPITALE ASSURANCES GÉNÉRALES_91	rmi00013616500009 04860003	22 DÉC. 2018	Système RECLAM	LA CAPITALE ASSURANCES GÉNÉRALES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-005487, sur la liste de paiement 1812IC006 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 000,00 $	
LA PERSONNELLE_100	rmi00013668500012 74810003	22 DÉC. 2018	Système RECLAM	LA PERSONNELLE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-005981, sur la liste de paiement 1812IC006 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 000,00 $	
L'UNIQUE ASSURANCES GÉNÉRALES_24	rmi00013724800012 90560006	08 DÉC. 2018	Système RECLAM	L'UNIQUE ASSURANCES GÉNÉRALES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-006523, sur la liste de paiement 1812IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	13 079,33 $	
L'UNIQUE ASSURANCES GÉNÉRALES_25	rmi00013652300012 90560005	11 DÉC. 2018	Système RECLAM	L'UNIQUE ASSURANCES GÉNÉRALES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-005829, sur la liste de paiement 1812IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 750,00 $	
M'HAMED NAIT BELAID	rmi00013749700013 76760005	01 DÉC. 2018	Système RECLAM	M'HAMED NAIT BELAID\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-006753, sur la liste de paiement 1811IC010 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 035,06 $	
MYLÈNE LAFORTUNE	rmi00013713300013 73290005	08 DÉC. 2018	Système RECLAM	MYLÈNE LAFORTUNE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-006413, sur la liste de paiement 1812IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 384,00 $	
SÉCURITÉ NATIONALE COMPAGNIE D'ASSURANCE_11	rmi00013616100011 84330005	11 DÉC. 2018	Système RECLAM	SÉCURITÉ NATIONALE COMPAGNIE D'ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-005483, sur la liste de paiement 1812IC005 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	22 425,88 $	
SUZANNE LAPOINTE ET OLIVIER CYRUS	rmi00013672200013 69370004	22 DÉC. 2018	Système RECLAM	SUZANNE LAPOINTE ET OLIVIER CYRUS\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-006016, sur la liste de paiement 1812IC008 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 147,77 $	
TOMMY BOUCHARD	rmi00013560200013 58350003	01 DÉC. 2018	Système RECLAM	TOMMY BOUCHARD\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-004967, sur la liste de paiement 1811IC011 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	8 275,20 $	
LA SOCIETE DE VERDISSEMENT DU MONTREAL METROPOLITAIN	773	21 DÉC. 2018	LUSSIER, MARIE-JOSEE	GDD: 1184107002_CM18 0377_Deuxième versement pour le renforcement de la canopée montréalaise sur les sites privés et institutionnels pour l'année 2018_18-9027	Service des grands parcs	Horticulture et arboriculture	329 825,00 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1954435160	06 DÉC. 2018	MOUHANDIZ, HAFIDA	Frais mensuel de téléphones cellulaires_ Novembre 2018 ; Compte 7-3761-9957	Technologies de l'information	Gestion de l'information	31 468,38 $	
						Total	**13 094 898,90 $**	

RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU jeudi 20 décembre 2018, à 17 h

Au CM du lundi 28 janvier 2019, à 13 h

Article 7.01

20.01	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction - 1184922020

Accorder un contrat à Trois diamants autos (1987) ltée pour la fourniture de 60 véhicules de patrouille de marque et modèle Dodge Charger - Dépense totale 2 172 882,03 $, taxes et incidences incluses - Appel d'offres public 18-17265 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.02	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1185249003

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec Les services EXP inc. (contrat #1: 8 628 579 $, taxes incluses) et CIMA+ S.E.N.C. (contrat #2: 9 322 173 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux d'infrastructures - Appel d'offres public 18-17017 (5 soum.)

Adopté à l'unanimité, avec modifications.

20.03	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1187231065

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec Stantec experts-conseils ltée (contrat #1 : 3 516 762,58 $, taxes incluses) et Les services EXP inc. (contrat #2 : 2 853 881,86 $, taxes incluses) pour la surveillance des travaux de réfection de ponts et d'ouvrages d'art - Appel d'offres public 18-17089 (5 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.04	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales - 1188006002

Accorder un soutien financier maximal non récurrent de 174 580 $ à PME MTL Centre-Est afin de soutenir le travail lié à l'initiative SÉRI Montréal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.05	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1186133003

Autoriser la prolongation, pour une période de douze mois, de l'entente-cadre conclue avec Linde Canada ltée (CG16 0014) pour la fourniture de gants de travail, nécessaire pour répondre aux besoins opérationnels des arrondissements et des services centraux de la Ville de Montréal, pour un montant estimé de 547 589,95 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 1 888 816,46 $ à 2 436 406,41 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.06	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité - 1188144002

Accorder des contrats à Serviforêt inc. pour les travaux d'abattage manuel de frênes dépérissants et d'arbres dangereux dans le parc-nature du Bois-de-Saraguay pour les lots 1, 2 et 3 - Dépense totale de 1 367 896,67 $, taxes, contingences et variation de quantité incluses - Appel d'offres public 18-17305 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.07	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1181541001

Autoriser le renouvellement de l'entente-cadre conclue avec Nortrax Québec inc. (CG16 0696), fournisseur unique, pour la fourniture de pièces authentiques de marque John Deere-division construction, pour un montant estimé à 1 209 546,43 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat jusqu'à concurrence d'une somme totale de 2 419 092,86 $, taxes incluses, ou pour une période de vingt-quatre mois supplémentaires

Adopté à l'unanimité.

20.08	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction aménagement des parcs et espaces publics - 1188161001

Accorder un contrat à D.P.S. Transport inc. pour la fourniture et la livraison de sable en vrac au parc Frédéric-Back, pour une somme maximale de 705 337,14 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-17237 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.09	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles - 1188057002

Accorder un contrat de gré à gré à Information Builders (Canada) inc. (CG15 0754) pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support pour les licences logicielles WebFocus, pour la période du 30 décembre 2018 au 29 décembre 2021, pour une somme maximale de 166 016,55 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.10	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure - 1186871004

Accorder un contrat de gré à gré à Novipro inc., par l'entremise de son entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), pour l'entretien des logiciels IBM selon le programme Passeport Avantage du manufacturier, pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019, pour une somme maximale de 1 929 088,34 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.11	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1187526023

Accorder un contrat à SIMO Management inc., pour une période de deux ans, pour l'inspection du réseau d'égouts de l'agglomération de la Ville de Montréal - Dépense totale de 1 300 367,25 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-17207 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.12	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1187908002

Accorder un contrat à Talvi inc. pour la construction de chambres de vannes à divers endroits sur le réseau principal d'aqueduc - Dépense totale de 3 016 851,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10272 (5 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.13	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1187231070

Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc. pour des travaux de voirie à divers endroits dans les pistes cyclables de la Ville de Montréal - Dépense totale de 1 161 975,49 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 434310 (7 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.14	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1187619002

Autoriser une dépense additionnelle de 300 602,14 $, taxes incluses, pour le réaménagement de l'édifice Lucien-Saulnier et son annexe, dans le cadre du contrat accordé à Développement Atrium inc. (CG18 0190), majorant ainsi le montant des contingences du contrat de 901 806,41 $ à 1 202 408,55 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.15	Service des technologies de l'information , Direction - 1187438009

Accorder un contrat de gré à gré à Gartner Canada Co., par l'entremise de son entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), pour un abonnement à des services-conseils spécialisés en soutien à des dossiers stratégiques en technologies de l'information, pour la période du 1er janvier 2019 au 30 novembre 2019, pour une somme maximale de 662 601,02 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin

Adopté à l'unanimité.

20.16	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1187231080

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec IGF axiom inc. (1 309 277,81 $, taxes incluses), Groupe Intervia inc. (1 202 523,53 $, taxes incluses), Les services EXP inc. (973 320,86 $, taxes incluses) et Axor experts-conseils inc. (830 119,50 $, taxes incluses), pour des services en conception pour le maintien et la gestion de la mobilité dans le cadre des programmes de réfection et de développement d'infrastructures d'égout, d'aqueduc, de chaussée, de trottoir, de piste cyclable et d'éclairage extérieur - Appel d'offres public 18-17217 (6 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.17	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles - 1188057003

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc., pour une prestation de service en analyse, configuration et développement de solutions d'affaires en gestion électronique de documents (GED) pour les services institutionnels de la Ville de Montréal, pour une durée de 24 mois, soit du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020, pour une somme maximale de 5 842 385,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17153 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.18	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1187619003

Autoriser une dépense additionnelle de 172 462,50 $, taxes incluses, pour le projet de déménagement des effectifs de l'hôtel de ville vers l'édifice Lucien-Saulnier, dans le cadre du contrat accordé à Beaupré Michaud et Associés Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés (CG17 0192), majorant ainsi le montant des contingences du contrat de 191 730,73 $ à 364 193,23 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.19	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction aménagement des parcs et espaces publics - 1184162001

Accorder un contrat à Les Services EXP inc. pour les services professionnels de génie-conseil quant à différents projets sous la responsabilité du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, pour une somme maximale de 821 151,45 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17224 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.20	Service de la culture , Direction du développement culturel - 1187637003

Accorder un contrat de services artistiques à Jonathan Villeneuve, artiste professionnel, faisant affaire sous le nom 9387-3289 Québec inc., pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art public « Utopie » pour le projet d'aménagement et de mise en valeur du parc Jean-Drapeau, pour une somme maximale de 751 936,50 $, taxes et contingences incluses / Approuver le projet de contrat à cette fin

Adopté à l'unanimité.

20.21	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets - 1182891002

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels, d'une durée de trente-six mois, avec GLT+ inc. (463 176,79 $, taxes incluses) et Consultants Legico CHP inc. (431 397,70 $, taxes incluses) pour l'estimation des coûts de construction de différents projets sous la responsabilité du Service des infrastructures, de la voirie et des transports - Dépense totale de 894 574,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17287 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.22	Service du développement économique , Direction - 1185175005

Accorder un prêt de 15 500 000 $ dans le cadre du Fonds d'investissement PME MTL visant 6 organismes du réseau PME MTL et un prêt de 500 000 $ dans le cadre des Fonds locaux de solidarité FTQ visant 3 organismes du réseau PME MTL / Approuver les addendum aux conventions de prêt et cession de créances à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.23	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1184069017

Approuver le projet de troisième convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Corporation First Capital (Kirkland/Panama) inc., un espace d'une superficie de 6291 pieds carrés, situé au 2883, boulevard Saint-Charles, à Ville de Kirkland, pour les besoins du PDQ 1 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de 10 ans et 15 jours, à compter du 13 février 2019, moyennant un loyer total de 2 519 466,10 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.24	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1186025009

Approuver le projet de 9e convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Les Entreprises Burak inc. un espace à bureaux d'une superficie de 1 870 pieds carrés, situé au 2120, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service des ressources humaines, pour un terme de 10 ans, soit du 1er avril 2019 au 31 mars 2029, moyennant une dépense totale de 547 613,28 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.25	Service du développement économique , Direction - 1185175003

Accorder un soutien financier maximal de 17 150 100 $ aux six organismes du réseau PME MTL, pour les années 2019 à 2021, afin de bonifier l'offre de service d'accompagnement dédiée aux entrepreneurs / Approuver les projets de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.26	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports - 1184141003

Accorder un soutien financier maximal de 375 000 $, pour l'année 2019, et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 50 000 $, à Judo Canada pour la tenue du Grand Prix de judo qui aura lieu à Montréal du 5 au 7 juillet 2019 / Autoriser à cette fin un virement de 375 000 $, en provenance des dépenses contingentes vers le Service de la diversité sociale et des sports pour l'année 2019 / Approuver le projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.27	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales - 1184300003

Accorder un soutien financier non récurrent de 1 500 000 $, sur une période de quatre ans, à l'Institut Néomed, pour la mise en oeuvre d'un complexe d'innovation et de commercialisation en sciences de la vie et technologies de la santé (SVTS) - phase 1 / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.28	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1180881002

Accorder un soutien financier de 594 000 $ au Conseil des Industries durables (CID) pour la reconduction du projet « Parcours développement durable Montréal » pour les années 2019-2021 / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.29	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1181029007

Accorder un contrat à Norgéreq ltée, pour des travaux de mise aux normes de la plomberie et le remplacement des chaudières de l'édifice du 1500, rue des Carrières - Dépense totale de 1 494 861,96 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5980 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.30	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1187231090

Autoriser une dépense additionnelle de 68 017,86 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat 305401 accordé aux Entreprises Michaudville inc. (CG18 0297), majorant ainsi le budget autorisé des dépenses incidentes de 483 000 $ à 551 017,86 $, taxes incluses / Accorder un contrat à Bell Canada pour la reconstruction des massifs de conduits et du puits d'accès 3DPA2-1 se trouvant sur la rue Knox, entre les rues Hibernia et Charon, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, pour une somme maximale de 160 917,86 $, taxes incluses, conformément au Consentement de travaux sur commande portant le numéro de projet H58760 (fournisseur exclusif)

Adopté à l'unanimité.

20.31	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets - 1187595001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout unitaire, d'une conduite d'eau secondaire, d'une conduite d'eau haute-pression et d'une conduite d'eau principale et construction d'une chaussée et des trottoirs temporaires en revêtement bitumineux dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury - Dépense totale de 41 576 385,02 $, taxes, contingences, variation de quantités et incidences incluses - Appel d'offres public 333904 (2 soum.) / Autoriser un budget de fonctionnement additionnel de revenus et dépenses de 1 398 456 $, taxes, contingences et variation de quantités incluses, pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville, remboursables par Bell en vertu de l'entente / Autoriser un budget de fonctionnement additionnel de revenus et dépenses de 842 972 $, taxes, contingences et variation de quantités incluses, pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville, remboursables par Énergir en vertu de l'entente

Adopté à l'unanimité.

20.32	Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. - 1186775001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels à Desjardins Assurances pour l'administration des régimes d'assurance collective offerts aux élus municipaux, aux employés et aux retraités de la Ville de Montréal à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels pour une période maximale de neuf ans et demi (9,5), soit du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2028 / Autoriser le versement d'une somme approximative de 872 824 932 $ (incluant la taxe de 9 %) pour la durée maximale du contrat prenant fin le 31 décembre 2028 - Appel d'offres public 18-16915 (3 soum.) / Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal au contrat intervenu entre l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et SSQ Assurance pour l'administration des régimes d'assurance collective offerts aux élus municipaux, aux employés et aux retraités de la Ville de Montréal à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels pour la période du 1er janvier au 30 juin 2019, aux mêmes termes et conditions que le contrat approuvé par la résolution CG08 0342 / Autoriser le versement d'une somme approximative de 42 516 345 $ (incluant la taxe de 9 %) pour la période de 6 mois se terminant le 30 juin 2019 / Autoriser la modification des termes et conditions du contrat accordé à SSQ Société d'assurance-vie pour la période du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2018 afin de prolonger de 6 mois les périodes de comptabilité de résiliation initialement prévues aux arrangements financiers

Adopté à l'unanimité.

20.33	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1184474002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Gémitech inc. pour le remplacement de disjoncteurs 25 kV ainsi que pour la fourniture et l'installation de circuits amortisseurs RC à l'usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets - Dépense totale de 3 667 234,59 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10251 - (5 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.34	Service de la gestion et de la planification immobilière , Bureau de projet et des services administratifs - 1187632001

Accorder un contrat à ArchiDATA inc., pour une durée de 36 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services professionnels de traitement et d'archivage de plans de bâtiments dans la solution ArchiDATA (Optic en ligne) utilisée à cet effet à la Ville, pour une somme maximale de 336 301,88 $, taxes incluses / Appel d'offres public 18-17174 (1 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.35	Direction générale , Cabinet du directeur général - 1187652004

Accorder un soutien financier de 4 805 000 $ au Bureau du taxi de Montréal pour l'année 2019 / Approuver le projet d'entente-cadre et le projet de convention de prêt de services entre le Bureau du taxi de Montréal et la Ville de Montréal, pour une durée de 2 ans, à compter du 1er janvier 2019

Adopté à l'unanimité.

20.36	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction - 1183246001

Approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville, d'un montant maximum de 35 M$, visant la réalisation des travaux reconnus admissibles pour le projet d'aménagement et de mise en valeur de l'île Sainte-Hélène, legs du 375e anniversaire de Montréal, devant être complétés avant le 31 décembre 2019

Adopté à l'unanimité.

20.37	Société de transport de Montréal , Direction - 1180854009

Autoriser la Société de transport de Montréal à acquérir, par expropriation, un terrain de Investissements de Ville inc. pour la construction du nouveau centre de transport de l'Est

Adopté à l'unanimité.

20.38	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles - 1187684007

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à MédiSolution (2009) inc. pour consulter l'historique des données des paies versées aux employés provenant de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal (CUM), pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2026, pour une somme maximale de 555 893,78 $, taxes incluses / Autoriser, à l'exercice 2019, un virement budgétaire non récurrent de 129 400 $ en provenance du Service des ressources humaines vers le Service des technologies de l'information et un virement budgétaire récurrent de 99 200 $ en 2020 / Réduire la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 72 500 $ à compter de l'exercice budgétaire 2022 / Approuver le projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.39	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales - 1187956001

Accorder un soutien financier de 930 000 $, pour l'année 2018, à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal, afin de réaliser l'ensemble des programmes de promotion d'accueil spécialisé, de publicité et de marketing liés au développement des industries du tourisme et des congrès à Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

30.01	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale - 1183843012

Adoption d'une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau (exercice financier 2019)

Adopté à l'unanimité.

30.02	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale - 1183843015

Adoption d'une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération

Adopté à l'unanimité.

30.03	Service des finances , Direction des revenus - 1183843008

Adoption d'une résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2019)

Adopté à l'unanimité.

30.04	Service des finances , Direction du financement et de la trésorerie - 1183894003

Approbation d'une dérogation temporaire pour 2019 de la limite d'endettement, telle qu'elle est définie à la Politique de gestion de la dette

Adopté à l'unanimité.

30.05	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports - 1187898006

Prendre acte du bilan 2012-2018 du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains / Approuver le renouvellement du Programme pour l'année 2019

Adopté à l'unanimité.

30.06	Service des finances , Direction du financement et de la trésorerie - 1183894004

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation des sommes restantes à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (56 510 416,33 $)

Adopté à l'unanimité.

41.01	Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - 1185092005

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 878 720

Traité.

41.02	Service de l'environnement , Direction - 1184060001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 300 000 $ afin de financer les travaux de réfection requis pour la mise aux normes des écocentres existants, un emprunt de 1 935 000 $ pour financer l'achat d'équipements servant à l'échantillonnage des rejets industriels, pour l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, pour le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile et pour l'ergonomie des postes de travail et un emprunt de 450 000 $ pour financer la protection et la réfection de bâtiments des stations d'échantillonnage de la qualité de l'air

Traité.

41.03	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité - 1188168001

Avis de motion et dépôt - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de parc régional

Traité.

41.04	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1172748001

Avis de motion et dépôt - Règlement sur le remorquage des véhicules

Traité.

42.01	Service des finances , Direction des revenus - 1183843007

Adoption - Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2019)

Adopté à l'unanimité.

42.02	Service des finances , Direction des revenus - 1183843009

Adoption - Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2019)

Adopté à l'unanimité.

42.03	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale - 1183843013

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054)

Adopté à l'unanimité.

42.04	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale - 1185205006

Adoption - Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2019)

Adopté à l'unanimité.

42.05	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité - 1180592002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 45 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant la protection des milieux naturels

Adopté à l'unanimité.

42.06	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1182675002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer les travaux préalables requis pour la mise à niveau et la réfection de la station de pompage et du réservoir McTavish

Adopté à l'unanimité.

42.07	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1181179010

Adoption - Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier

Adopté à l'unanimité.

42.08	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1187796003

Adoption - Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs / Réserver une somme de 25 M$ pour assurer le financement du programme

Adopté à l'unanimité.

42.09	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale - 1185929004

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer les travaux d'infrastructures et d'aménagement urbain, la construction de bâtiments, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements

Adopté à l'unanimité.

45.01	Société de transport de Montréal , Direction - 1186213007

Approuver le Règlement R-187 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 7 188 900 $ pour financer le projet « Employé numérique phases 2 et 3 » pour un terme de 5 ans et approuver la modification du Programme des immobilisations 2019-2028 de la Société de transport de Montréal

Adopté à l'unanimité.

51.01	Service du greffe , Direction

Nominations aux commissions permanentes

Adopté à l'unanimité.

GRAND PRIX CYCLISTE DE QUÉBEC 07 SEPT.2018 DE MONTRÉAL 09 SEPT.2018

UCI WORLD TOUR

Article 7.03

Bilan de visibilité 2018

Montréal








MOT DU PRÉSIDENT

La 9ème édition des Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal (GPCQM) qui, rappelons-le, sont les seules épreuves nord américaines de l'UCI WorldTour, circuit phare du cyclisme international, a présenté une fois de plus un plateau de haut calibre. Les 18 UCI WorldTeams, originaires de 15 pays et cinq continents, les deux équipes continentales professionnelles, américaine pour l'une et israélienne pour l'autre, qui ont elles, été invitées, tout comme l'équipe nationale du Canada, avaient sélectionné quelques-uns de leurs meilleurs atouts capables de briller sur les circuits très sélectifs, urbains et spectaculaires de Québec et de Montréal.

Répondant à l'appel du public québécois et prêts à relever le défi du nouveau parcours de Montréal, le champion olympique en titre, porteur du maillot jaune pendant 8 jours cet été sur le Tour de France, vainqueur du GPC de Montréal en 2016 et étant déjà monté 4 fois sur le podium des GPCQM, Greg Van Avermaet était présent au côté de Diego Ulissi, vainqueur du GPC de Montréal en 2017, ainsi que de Michael Matthews et John Degenkolb. C'est l'australien qui, à l'identique de son compatriote Simon Gerrans il y a 4 ans, entre dans l'histoire, à l'issue de cette 9ème édition, en allant décrocher le deuxième doublé Québec / Montréal. Greg Van Avermaet l'accompagne sur la deuxième (Québec) et la troisième marche (Montréal) du podium pour une 5ème et 6ème fois de sa carrière et repart sans avoir pu lever les bras à Québec, comme il l'avait pourtant espéré.

Mais Matthews n'est pas le seul à accomplir un doublé aux GPCQM 2018... Guillaume Boivin, fraîchement remis d'une grave blessure au genou, remporte le titre de meilleur canadien lors des deux épreuves. Il avait déjà raflé le titre en 2017 à Québec, et malgré un retour de blessure, il aura su animer la course et se hisser en haut du classement national à Québec aussi bien qu'à Montréal.

Près de 170 000 spectateurs étaient aux rendez-vous de cette édition. Les villages des fans ont accueilli plus de 91 000 visiteurs sous une météo plutôt clémente, quoique plus fraîche à Montréal, cette fois-ci. Les retombées médiatiques et économiques pour le Québec sont toujours fidèles au rendez-vous. La couverture de presse omniprésente, la diffusion dans plus de 130 pays, la webdiffusion qui prend de plus en plus sa place au sein du paysage cycliste et sportif international, la ferveur de la foule présente, fidèle, et les bons mots recueillis de la part des athlètes, de leur staff et des médias envers l'accueil qu'ils reçoivent, offrent incontestablement une vitrine exceptionnelle au Québec.

Soyons fiers ensemble, chers partenaires, chers exposants, de ce que nous réalisons pour le public d'ici et d'ailleurs, pour nos convives et pour ces athlètes incroyables qui nous offrent année après année un spectacle sportif gratuit, accessible, sur fonds de cartes postales de nos magnifiques villes que sont Québec et Montréal. Les GPCQM ont, cette année encore et sous l'oeil attentif de David Lappartient, Président de l'Union Cycliste Internationale présent à Montréal, fait fièrement résonner les villes de Québec et de Montréal comme véritables capitales mondiales du cyclisme.

Sans votre confiance, votre appui et votre collaboration de tous les instants, année après année, il nous serait impossible d'atteindre un tel niveau d'excellence reconnu véritablement par tous et à l'international.

Au plaisir de vous retrouver l'an prochain, les 13 et 15 septembre 2019, toujours avec cette même volonté d'innover et de célébrer fièrement ce 10ème anniversaire des Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal. C'est un rendez-vous !

Merci d'être des nôtres !



Serge Arsenault
Président
Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal



Au départ du GPC de Québec 2018
Serge Arsenault remerciant et souhaitant bonne chance aux coureurs.



Au départ du GPC de Montréal 2018 - De gauche à droite :
Tim Wellens (vainqueur du GP Mtl 2015), Serge Arsenault (Président des GPCQM), Michaël Matthews (Vainqueur GPCQM2018 - 2ème doublé), Simons Gerrans (détenteur du 1 er doublé GPCQM en 2014), David Lappartient (Président de l'Union Cycliste Internationale) et Greg Van Avarmaet (Vainqueur GP Mtl en 2016).

DOCUMENT DE RÉTROACTION | SOMMAIRE

LE PRÉSENT DOCUMENT DRESSE LE BILAN DE LA 9E ÉDITION DES GRANDS PRIX CYCLISTES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL TENUE LES 7 ET 9 SEPTEMBRE 2018.

1. Les Grands Prix Cyclistes en un coup d'œil — page 4
2. Hospitalité 2018 — page 7
3. Village des fans 2018 — page 15
4. Visibilité sur le site — page 21
5. Plan média et matériel publicitaire — page 33
6. Retombées d'envergure internationale — page 55
7. Volet numérique - gpcqm.ca & les réseaux sociaux — page 69
8. Sondage terrain 2018 - Faits saillants — page 97
9. Annexes — page 107
   - A. Critérium national 2018
   - B. Propulser la relève
   - C. Événements écoresponsables
   - D. Accréditations médias
   - E. Activités de relations publiques
   - F. Calendrier des communications



Pour toutes questions sur ce document de rétroaction, veuillez joindre :
Linda Hézard, Directrice Communications & Marketing au (450) 671-9090, poste 207 ou Marcel Leblanc, VP Exécutif au (450) 671-9090, poste 234

Merci de votre apport et intérêt envers les Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal.
L'équipe des GPCQM

LES GRANDS PRIX CYCLISTES EN UN COUP D'OEIL

9E ÉDITION DES GRANDS PRIX CYCLISTES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL (GPCQM)

Du mardi 4 septembre au lundi 10 septembre...UNE SEMAINE OÙ TOUT TOURNE AUTOUR DU VÉLO

Deux épreuves de l'UCI WorldTour en Amérique, le plus haut niveau de compétition cycliste mondiale...

Une épreuve pour les athlètes d'ici, jeunes et moins jeunes, femmes et hommes… sous le regard des meilleurs !

LA COMBINAISON PARFAITE POUR LA RELÈVE DE DEMAIN

PROGRAMMATION 2018

MARDI 4 SEPTEMBRE

15 h 00 Arrivée des coureurs à l'aéroport Jean-Lesage (Air Transat)
16 h 00 Arrivée des coureurs à l'hôtel Fairmont Le Château Frontenac

MERCREDI 5 SEPTEMBRE

13 h 30 Conférence de presse d'ouverture
14 h 15 Point de presse avec les têtes d'affiche internationales

JEUDI 6 SEPTEMBRE

9 h 30 Conférence de presse de l'équipe nationale
10 h 30 Jour d'entraînement

VENDREDI 7 SEPTEMBRE

9 h 30 Ouverture du Village des Fans et du Village VIP
10 h 00 Présentation des équipes
11 h 00 Départ du Grand Prix Cycliste de Québec
16 h 15 Arrivée
16 h 30 Cérémonies protocolaires
17 h 00 Fermeture officielle du Village des Fans et du Village VIP

SAMEDI 6 SEPTEMBRE

9 h 30 Départ des coureurs de Québec vers Montréal
12 h 00 Arrivée des coureurs à l'hôtel Delta Montréal par Marriott
15 h 30 Critérium National de Montréal
18 h 00 Cérémonies protocolaires du Critérium National

DIMANCHE 9 SEPTEMBRE

9 h 30 Ouverture du Village des Fans et du Village VIP
10 h 00 Présentation des équipes
11 h 00 Départ du Grand Prix Cycliste de Montréal
16 h 15 Arrivée
16 h 30 Cérémonies protocolaires
17 h 00 Fermeture officielle du Village des Fans et du Village VIP

LUNDI 10 SEPTEMBRE

14 h 00 Départ des coureurs vers l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau

LES GRANDS PRIX CYCLISTES EN UN COUP D'OEIL

LE PELOTON



GRAND PRIX CYCLISTE DE QUÉBEC

DÉPART
146 coureurs

201,6 km

16 tours
12,6 km par tour
186 m dénivelé/tour
2 976 m dénivelé total

FIL D'ARRIVÉE
123 coureurs

GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL

DÉPART
143 coureurs

195,2 km

16 tours
12,2 km par tour
283 m dénivelé/tour
4 528 m dénivelé total

FIL D'ARRIVÉE
102 coureurs





Michael Matthews - 2ème doublé de l'histoire des GPCQM
Vainqueur à Québec le 7 septembre et à Montréal le 9 septembre.

NOS PARTENAIRES

Partenaires publics
Gouvernement du Canada • Gouvernement du Québec • Ville de Québec • Ville de Montréal

Partenaires majeurs
Québecor • Air Transat

Partenaires
La Fédération des producteurs acéricoles du Québec • Lexus • Jura

Partenaires médias
Réseau TVA • TVA Sports • Le Journal de Québec • Journal de Montréal • Pedal Magazine • FM 93 • 98,5 FM • Évasion • Espaces • Zeste • Serdy • Quoi faire à Québec • Newad • VOX AM/FM (Star 92.9 WEZF, 101.3 ESPN, Planet 96.7 WXZO, The Zone 960 AM, WVTK 92.1) • WPTZ (Réseau TV nord-est des É.U)

Fournisseurs de service
Thule • Osprey • Déménagement performance • Molson • Production Dio • Steel Space • Chapiteaux Guy Sédillot • Tout en party • Cono Sur vins et spiritueux • Modello Masi • Langlois-Château • Protocole

Hôtels officiels et partenaires touristiques
Fairmont Le Château Frontenac • Delta Montréal • Office du tourisme de Québec • Tourisme Montréal

Avec la collaboration de
Commission des champs de bataille nationaux • Commission de la capitale nationale du Québec • Université de Montréal • Fédération québécoise des sports cyclistes • Cyclisme Canada

Récipiendaires de dons provenant du Club des Leaders
La Fédération québécoise des sports cyclistes • l'Institut de Recherche en Immunologie et en Cancérologie

Au sein même du **Parc de la Francophonie à Québec** ou bien du **Parc Jeanne Mance à Montréal**, l'expérience au Village VIP des Grands Prix cyclistes est un moment privilégié au cœur de l'action, dans un décor prestigieux qui offre une vue imprenable sur la ligne de départ et d'arrivée. L'environnement chaleureux et convivial du Village VIP en fait un endroit rêvé pour côtoyer l'élite mondiale du cyclisme, puisque les coureurs y sont réellement accessibles avant le départ.

Cocktail de bienvenue, écrans multiples pour suivre la course en direct, bouchées gourmandes tout au long de la journée, service de bar et de rafraîchissements et bien plus encore … Tout est mis à disposition des invités VIP afin de leur faire vivre une journée mémorable.



Messieurs **Steeve Verret**, membre du Comité exécutif, responsable des grands événements sportifs à la Ville de Québec et **Sébastien Proulx**, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport à quelques minutes du départ du Grand Prix Cycliste de Québec.



M. H**adrien Parizeau**, conseiller associé en matière de jeunesse, de sports et de loisirs, Ville de Montréal a rencontré les coureurs avant le coup de départ du Grand Prix Cycliste de Montréal.



M. **David Lappartient**, président de l'Union Cycliste Internationale (UCI), était également sur la ligne de départ dans le cadre du Grand Prix Cycliste de Montréal. Une visite forte appréciée des coureurs et des organisateurs des GPCQM.

Un cadre extérieur de prestige, au cœur de l'action !













Une occasion de réseauter et de profiter du moment !













L'HOSPITALITÉ 2018

Un service de rafraîchissements, des collations gourmandes et un menu cocktail des plus savoureux !







Les TOURS VIP de parcours pour vivre la course de l'intérieur !







Le CLUB DES LEADERS

Entre amis passionnés, pour remercier des collaborateurs, fidéliser des clients, ou encore développer des relations d'affaires, nous mettons tout en œuvre pour faire de ces journées des expériences privilégiées inoubliables.

- ★ Accès au Village VIP
- ★ Menu cocktail et service de rafraîchissements
- ★ Visite des paddocks des équipes
- ★ Rencontres avec des personnalités du monde du cyclisme professionnel
- ★ Tirage exclusif : Maillot autographié par le trio gagnant de l'édition 2018
- ★ Cadeau souvenir






«Both races remain the best organised races and fan experience anywhere in the world. Quebec (without VIP) & Montreal (with VIP) were both fabulous experiences. The service and staff were super friendly.» - Caerphilly, Wales, UK

«We thoroughly enjoyed the Grand Prix this year. Thank you so much once again for creating such a memorable experience for us.» - Orlando, Floride, USA

Le CLUB DES LEADERS

Faire partie du Club des Leaders, c'est également contribuer aux 2 causes soutenues par les GPCQM depuis quelques années.

En 2018, nous remettrons 2 150 $ à chacune de ces deux causes d'importance.

INSTITUT DE RECHERCHE EN IMMUNOLOGIE ET EN CANCÉROLOGIE
IRIC
Université de Montréal

LES GRANDS DÉFIS IRIC CONTRE LE CANCER

FQSC

Vaincre le cancer différemment

Depuis 2014, nous sommes fiers d'encourager l'IRIC, l'Institut de recherche en immunologie et en cancérologie de l'Université de Montréal. Sa façon innovante d'envisager la recherche a déjà permis de réaliser des découvertes qui auront, au cours des prochaines années, une incidence des plus significative dans la lutte contre le cancer, première cause de mortalité au Canada.

Accompagner l'élite de demain

Depuis nos débuts en 2010, mais avec encore plus de ferveur aujourd'hui, soulever la relève nous tient à coeur. En appuyant la Fédération des sports cyclistes (FQSC), nous permettons à des jeunes athlètes québécois d'avoir accès à différents programmes de développement nécessaires à l'atteinte du plus haut niveau et à la concrétisation de leurs rêves.

LES LOGES

Service de loge sur-mesure au service de votre entreprise !



- Espace privatisé pour vos invités au coeur du Village VIP
- Vue exclusive sur le parcours
- Hôtesses
- Un cadeau souvenir pour chaque invité
- Participation à un tirage exclusif
- Bouchées, collations gourmandes et bar ouvert
- La possibilité d'afficher vos couleurs

L'HOSPITALITÉ 2018









«De notre côté, vendredi le 7 septembre….une magnifique journée et des clients de tous les horizons étaient dans la loge ***Newad****…. Avec un seul critère : Passion du vélo.*

Les commentaires ne sont que positifs et les installations de haut calibre….Une activité qui fait beaucoup d'heureux…. L'an prochain j'aimerais pouvoir y inviter plus de monde….» (Premier Tech)

LE VILLAGE DES FANS 2018

Année après année, le Village des Fans devient un incontournable lors de la présence des spectateurs aux GPCQM.

91 474 visiteurs en 2018 (Québec 55 700 et Montréal 35 774)

- → Espace physique: À partir de **10' x 10'**
- → À partir de **2 500$** selon l'espace et l'emplacement choisi
- → Exposants en 2018 : 15 à Québec / 16 à Montréal

VILLAGE DES FANS
GRAND PRIX CYCLISTE



- ★ Animation
- ★ Distribution d'échantillons et dégustations de produits
- ★ Concours : Plusieurs prix intéressants tels que des voyages, un vélo, une machine à café et une Lexus !
- ★ Vente de produits
- ★ Distribution de la liste des coureurs engagés et d'objets promotionnels (Casquettes, drapeaux, clochettes, etc.)
- ★ Aire de détente familiale, jeux divers, animateur de foule et clown burlesque

98,5 FM • Boutique GPCQM • Cannondale • CLD Beauharnois-Salaberry • Clif Bar • Education First International • Érable du Québec • Eye Am soins oculaires • FM93 • FQSC • Lemon Coco •Lexus • Mode de vie 360 • Osprey • Thule • Tourisme Montréal • Tourisme Prescott-Russell • TVA Sports

L'endroit idéal pour magasiner



VILLAGE DES FANS
GRAND PRIX CYCLISTE









L'occasion de goûter









VILLAGE DES FANS
GRAND PRIX CYCLISTE





La chance de participer à des concours





VILLAGE DES FANS
GRAND PRIX CYCLISTE





L'occasion d'essayer







VILLAGE DES FANS
GRAND PRIX CYCLISTE

S'informer







Passer du bon temps !













VILLAGE DES FANS
GRAND PRIX CYCLISTE



La répartition des panneaux de la Ville de Montréal

24 panneaux + 18 Critérium National

- Ligne de départ - Avenue du Parc (miroir) : 6
- Courbe intérieure Chemin de la Côte-Sainte-Catherine et boul. du Mont-Royal : 3
- GPM - Arche Érable du Québec (miroir) : 6
- Avenue du Parc - Zone Podium (miroir) : 6
- Épingle extérieure de la courbe Avenue du Parc : 3
- Ligne d'arrivée - Avenue du Parc en direction de l'Avenue des Pins (miroir): 6



La répartition des panneaux de la Ville de Montréal en images

GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL

CRITÉRIUM NATIONAL MONTRÉAL













VISIBILITÉ DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Panneaux de la Ville de Montréal - Extraits du signal international













Marqueurs de kilomètre

11 à Montréal

- 50 m (de chaque côté de la route)
- 200 m (de chaque côté de la route)
- 200 m (de chaque côté de la route)
- 3 km (de chaque côté de la route)







Extrait du signal international



Extrait du signal international

GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL



L'arche de Départ / Arrivée





Extrait du signal international



Extrait du signal international

La Flamme rouge Québecor à Québec et à Montréal





VISIBILITÉ DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Bannière de la scène protocolaire GPCQM (Québec et Montréal) et du Critérium National







Extrait du signal international



Bannière de la zone d'entrevues (Québec et Montréal)



Extrait du signal international



Extrait du signal international



Extrait du signal international

VISIBILITÉ DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Bannière de conférence de presse du 5 septembre



Bannières de point de presse d'après-course
(Québec et Montréal)





Boucle vidéo des partenaires sur les écrans géants





Bannière arche du Village VIP (Québec et Montréal)



Afficube – Merci à nos partenaires





Remise du trophée au vainqueur du Grand Prix Cycliste de Montréal

M. Hadrien Parizeau
Conseiller associé en matière de jeunesse, de sports et de loisirs









PLAN DE COMMUNICATION 2018 - LES STRATÉGIES VISÉES…

- Concentrer le maximum de nos efforts publicitaires entre le 6 août et le 10 septembre grâce à nos alliances et ce tant sur le marché québécois, canadien qu'américain (Nord-Est);
- Assurer une présence tout au long de la saison (dès juin) via des médias complémentaires ainsi que sur les événements connexes et pertinents : divers magazines spécialisés en cyclisme et en sports-loisirs et différents évènements de vélo;
- Maximiser les retombées auprès des marchés secondaires, tertiaires auprès des cibles spécifiques grâce à des approches RP soutenues;
- Mettre en place une campagne d'affichage et de promotion déployée au cœur des villes hôtes, des citoyens et des gens de passage
  (affichage urbain et dépliants);
- Renforcer notre présence sur les réseaux sociaux dans le but d'élargir notre communauté et générer plus d'engagement;
- Faire appel à des influenceurs : femme et homme;
- Mettre davantage de contenu touristique de QC et de MTL de l'avant;
- Accentuer les messages relatifs à la gratuité de l'événement;
- Accentuer les efforts de communication au sujet du Critérium national;
- Démystifier le cyclisme sur route de haut calibre en faisant appel à des influenceurs et en éduquant nous-même notre communauté sur nos propres médias;
- Proposer du contenu exclusif;
- Diffusion de communiqués et nouvelles via CNW (Canada & Nord-Est des États-Unis).

PLAN MÉDIA & MATÉRIEL PUBLICITAIRE

Un plan publicitaire d'une valeur de plus 1 000 000 $ répartis sur 3 territoires

Grandes lignes des investissements média

Le Québec

Alliance TVA – 390 920 $

Alliance QMI – 325 000 $

Serdy Media – 103 250$

Alliance Cogeco – 165 120$

Newad – 25 000 $

Publicité sauvage – 4 830 $

Quoi faire à Québec – 4 800 $

Le Canada

Pedal Magazine (+Bike Trade) – 35 000 $

Canadian Cycling – 3 800 $

Les États-Unis

Vermont Magazine – 4 500 $

VOX AM/FM – 44 100 $

WPTZ – 3 900 $

Calendrier complet en Annexe F	**Valeur totale**	**1 051 147 $**

PUBLICITÉS IMPRIMÉES

Dans des magazines spécialisés dès le début de la saison du vélo.

PEDAL MAGAZINE - Marché visé : Canada anglophone

Parutions :

- Édition annuelle
- Fashion - Spring
- Été
- Automne
- Hiver

BIKE TRADE CANADA- Marché visé : Canada anglophone - BTB

Parutions :

- Hiver
- Printemps - Été
- Automne

CANADIAN CYCLING - Marché visé : Canada anglophone

Parution :

- Août-Septembre

Logo de la Ville de Montréal
sur toutes les publicités dans les magazines



PUBLICITÉS IMPRIMÉES

QUOI FAIRE À QUÉBEC - Marché visé : Québec

Parutions:

- Août
- Septembre (caméo sur couverture)

Logo de la Ville de Montréal

MAGAZINE Quoi faire À QUÉBEC.COM



ESPACES - Marché visé : Québec

Parutions:

- Été
- Septembre

Logo de la Ville de Montréal

espaces
plein air ▲ voyages ▲ découvertes

VISUELS



PUBLICITÉS IMPRIMÉES

VERMONT SPORTS MAGAZINE
Marché visé : États-Unis

Parutions:

- Juillet (endos couverture arrière)
- Août (endos couverture arrière)

Logo de la Ville de Montréal



VERMONT SPORTS
NEW ENGLAND'S OUTDOOR MAGAZINE



PUBLICITÉS IMPRIMÉES DANS LES JOURNAUX À L'APPROCHE DES GRANDS PRIX CYCLISTES

Du 24 août au 10 septembre 2018

- Le Journal de Québec
- Le Journal de Montréal
- Le 24 H

Logo de la Ville de Montréal





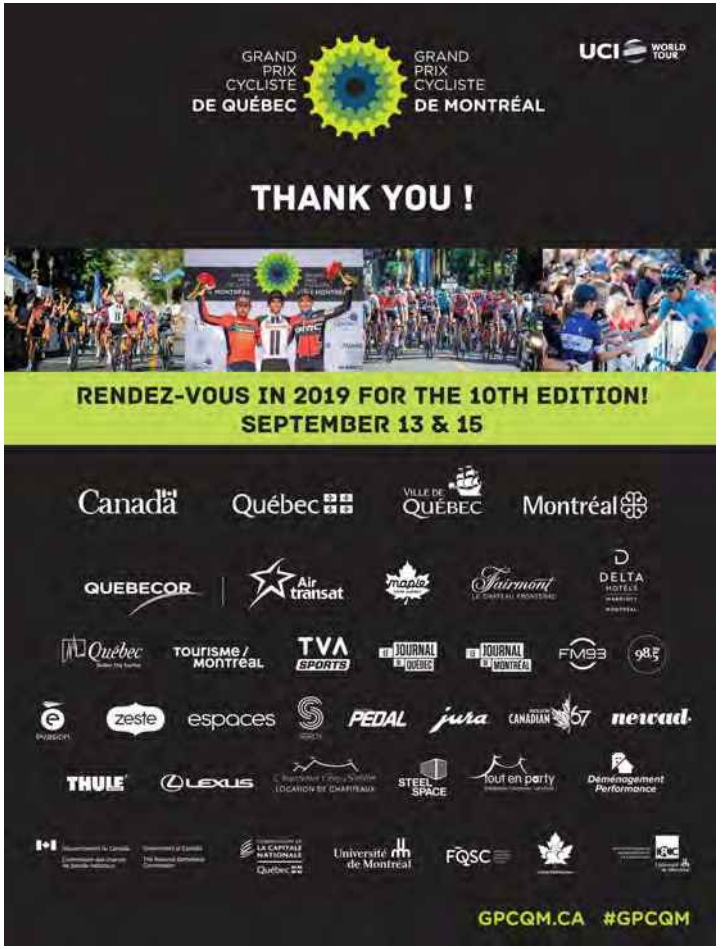


PUBLICITÉS IMPRIMÉES POUR REMERCIER NOS PARTENAIRES

- Journal de Québec, Journal de Montréal (½ page le 10 septembre)
- BIKE TRADE Magazine (Spring-Summer, publié en octobre)
- PEDAL Magazine (03 novembre 2018)

Logo de la Ville de Montréal





AFFICHAGE ABRIBUS

Du 6 août au 9 septembre 2018

83 abribus sur le territoire montréalais
11 surfaces à Lévis

Logo de la Ville de Montréal







AFFICHAGE SAUVAGE

Affichage extérieur dans les villes de Québec (600 affiches) et de Montréal (1 500).

Du 14 août au 10 septembre 2018







Montréal

Logo de la Ville de Montréal



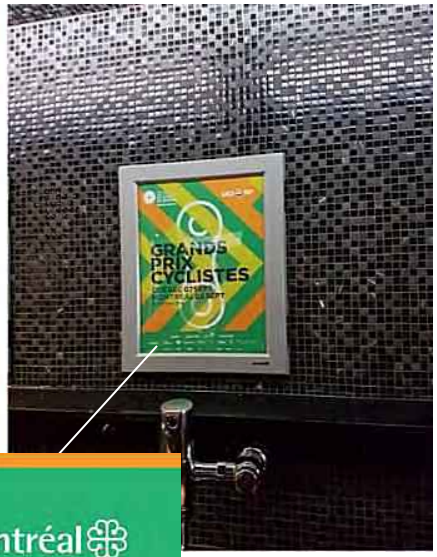
AFFICHAGE NEWAD

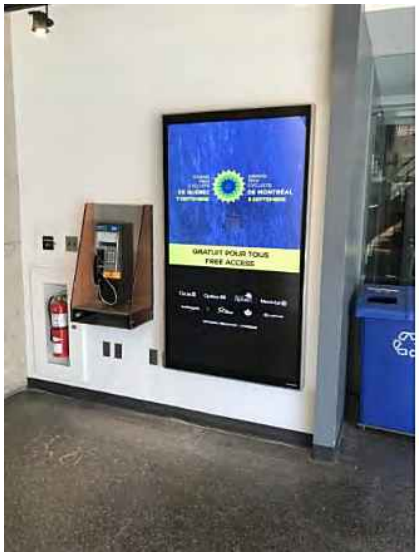
Affichage numérique et classique dans les resto bars, campus et réseaux d'affaires
Québec, Montréal et Ottawa – 13 août au 9 septembre
Clip vidéo de 15 sec à Montréal et Ottawa

VIDÉO

Logo de la Ville de Montréal









Montréal

PUBLICITÉ TÉLÉ



Spots 30 secondes (FR et ANG)

TVA

- TVA Sports
- TVA Sports 2
- LCN
- AddikTV
- CASA
- Évasion
- Zeste
- WPTZ







Logo de la Ville de Montréal

PUBLICITÉS RADIO

ÉCOUTER

98,5 FM - Montréal (COGECO)

Campagne publicitaire du 20 août au 9 septembre

56 occasions de 30 secondes

Mention de la Ville de Montréal

FM 93 – Québec (COGECO)

Campagne publicitaire du 17 août au 7 septembre

57 occasions publicitaires de 30 secondes

Mention de la Ville de Montréal

VOX AM/FM – États-Unis (5 stations de radio : Star 92.9 WEZF, 101.3 ESPN, Planet 96.7 WXZO, The Zone 960 AM, WVTK 92.1)

Campagne publicitaire radio du 15 août au 10 septembre 2017

450 occasions de 30 secondes sur les 5 stations

125 occasions de 15 secondes sur les 5 stations

Mention de la Ville de Montréal

Burlington, VT | Essex, NY | Willsboro, NY | Plattsburgh, NY | Port Henry, NY

CONCOURS RADIO COGECO

FM 93 – QUÉBEC

Promotion du 17 au 24 août

21 occasions de 30 secondes et 16 occasions de 15 secondes dans les *jingles* de l'heure et à l'émission L'avant-match

594 participations

À GAGNER : 1 forfait VIP pour 2 personnes pour le Grand Prix Cycliste de Québec



98,5 FM – MONTRÉAL

Promotion du 20 août au 7 septembre

40 occasions de 30 secondes / mention des concours durant les émissions Les amateurs de sports et le Québec maintenant

380 participations totales pour le concours Louis Garneau

2 618 participations totales pour le concours Thule

À GAGNER : 5 certificats cadeaux Louis Garneau et cinq sacs Thule



PUBLICITÉS SUR LE WEB - UN APERÇU DE LA PORTÉE

98,5 FM :	27 août au 9 septembre (25 639 impressions)
Canadian Cycling Magazine:	26 juillet au 10 septembre (112 738 impressions)
Canoë.ca & ROS Sport :	24 août au 9 septembre (700 045 impressions)
Espaces.ca et Evasion.tv :	7 août au 10 septembre (302 300 impressions)
Journal de Québec et MTL :	20 août au 9 septembre (242 857 impressions)
Québecor :	20 août au 9 septembre (942 890 impressions)
VOX Media Group :	2 au 10 septembre (23 000 impressions)
Vermont Sports Magazine :	1er juillet au 9 septembre (190 089 impressions)
Ville de Montréal :	4 au 9 septembre (15 489 impressions)
WPTZ :	24 août et 7 septembre (58 835 impressions)
Zeste & Foodlavie :	13 août au 9 septembre (242 200 impressions)









INFOLETTRE DES GPCQM

Parutions :

- Août 2018 (2)
- Septembre 2018 (1)

7 685 abonnés

Taux d'ouverture : 26,11 %
Taux de clic : 20,20 %

Logo de la Ville de Montréal en bas de page à chaque envoi





LES TÊTES D'AFFICHES SONT DÉVOILÉES

VAN AVERMAET, GERRANS, MATTHEWS ET DEGENKOLB SERONT AU DÉPART DES GRANDS PRIX CYCLISTES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL

EN SAVOIR PLUS

CRITÉRIUM NATIONAL : LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES !



QUI SUCCÉDERA À NOS VAINQUEURS 2017 ?

Quatrième édition du Critérium National, dans le cadre de la programmation des Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal, pour coureurs hommes et femmes, canadiens et internationaux. Ouverte aux catégories Junior, Sénior et Maître, cette épreuve prend place sur le terrain de jeu des coureurs des WorldTeams.

Dévoilez votre intensité et votre puissance sur ce parcours de 1 km aux relances explosives ! Plus de 10 000$ de bourses à gagner !

Inscrivez-vous dès maintenant !



PLUS FORT CONTINGENT DE CANADIENS DEPUIS LA CRÉATION DES GPCQM !

14% DES COUREURS PROVIENNENT DE L'AMÉRIQUE DU NORD : BOIVIN, HOULE, PERRY, ANDERSON, DE VOS SERONT AU DÉPART !

EN SAVOIR PLUS





LES DÉPLIANTS DES GPCQM

Le dépliant promotionnel

Distribution de **30 000 exemplaires** dans les villes de Québec et de Montréal.

- **25 000 copies distribuées à l'intérieur de 600 établissements à Québec et à Montréal par l'agence Publicité Sauvage.**

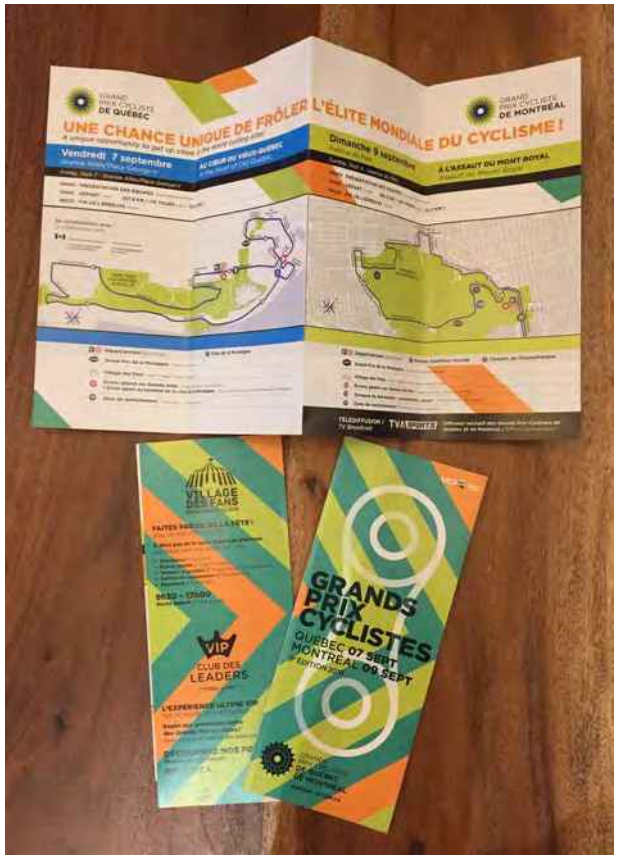
- **4 000 copies distribuées aux GPCQM** via une escouade composée de jeunes coureurs de clubs cyclistes de Québec et de Montréal, tout au long du parcours, au Village VIP, au Village des Fans et à la boutique officielle.

- 1 000 copies distribuées au Fairmont Château Frontenac et Delta Montréal.

Logo de la Ville de Montréal







Les listes des engagés

Distribution de **5 000** exemplaires GRATUITS

- **2 500** copies distribuées au Grand Prix Cycliste de Québec
- **2 500** copies distribuées au Grand Prix Cycliste de Montréal

Via une escouade composée de jeunes coureurs de clubs cyclistes de Québec et de Montréal, tout au long du parcours, au Village VIP, au Village des Fans et à la boutique officielle.





Logo de la Ville de Montréal



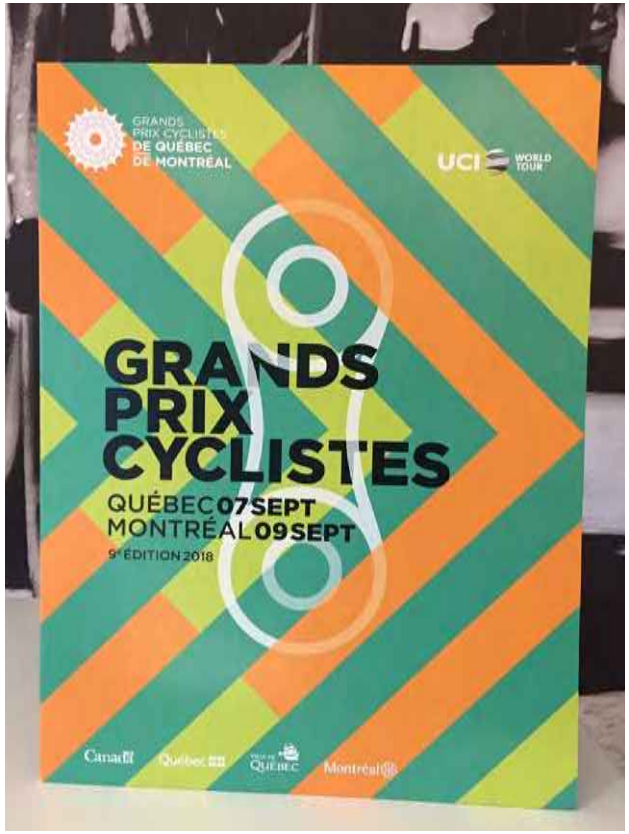






POCHETTE DE PRESSE

Logo de la Ville de Montréal sur la pochette



Communiqué de la Ville de Montréal distribué aux journalistes aux centres de presse et en ligne



Montréal

Cabinet de la mairesse et du comité exécutif

Pour diffusion immédiate

Communiqué

ville.montreal.qc.ca

Montréal est fière d'accueillir encore cette année les plus grands cyclistes du monde lors du Grand Prix Cycliste de Montréal

Montréal, le 5 septembre 2018 – La mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, et le conseiller associé en matière de jeunesse, de sports et de loisirs, M. Hadrien Parizeau, sont heureux d'inviter les Montréalaises et les Montréalais aux abords du parcours du 9e Grand Prix Cycliste de Montréal qui aura lieu le dimanche 9 septembre 2018 et d'assister gratuitement à ce spectacle sportif de haut niveau. La Ville de Montréal est fière de soutenir cette course majeure qui fait de la métropole une ville où le vélo occupe une place de choix.

« C'est un honneur pour la Ville de Montréal d'être l'hôte d'un événement du prestigieux circuit de l'Union Cycliste Internationale (UCI) WorldTour, qui regroupe les plus grandes courses cyclistes du monde. L'événement promet de nous faire vivre des moments incroyables sur le mythique parcours du mont Royal, » a déclaré Mme Valérie Plante. « Le Grand Prix Cycliste nous permet année après année de stimuler l'intérêt pour le vélo et la pratique sportive, avec d'importantes retombées sociales et économiques pour la métropole. »

« Montréal continue d'être une destination de choix pour non seulement pour de grands événements, mais qui présentent une importante valeur ajoutée. D'un point de vue technique et sportif, le Grand Prix Cycliste de Montréal est un incontournable. Il est reconnu de tous dans le milieu cycliste de haut niveau et c'est une fierté pour nous de l'accueillir ! », a mentionné M. Hadrien Parizeau.

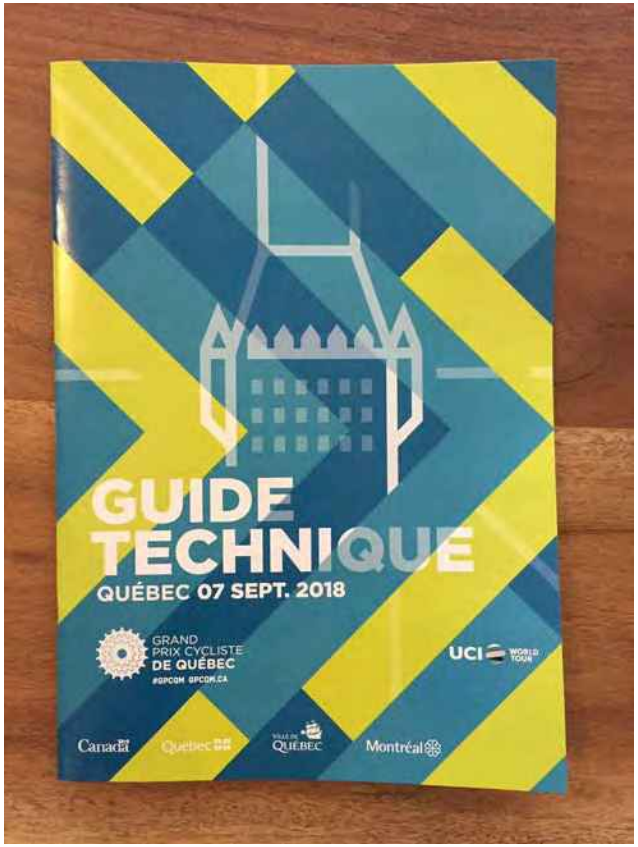
L'événement accueillera 147 des meilleurs coureurs cyclistes de la planète, provenant de 30 pays. La course sera diffusée dans plus de 130 pays, attirant le regard de millions de spectateurs et de téléspectateurs sur notre ville. Cette couverture contribue au rayonnement de la métropole à l'échelle mondiale, en tant que ville d'événements sportifs majeurs.

Le coup de départ du Grand Prix Cycliste de Montréal sera donné à 11 heures sur l'avenue du Parc, entre les avenues du Mont-Royal et des Pins. Pendant plus de cinq heures, les cyclistes parcourront 195,2 kilomètres à travers les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Outremont, Plateau-Mont-Royal et Ville-Marie.

-30-

GUIDE TECHNIQUE (Québec et Montréal)

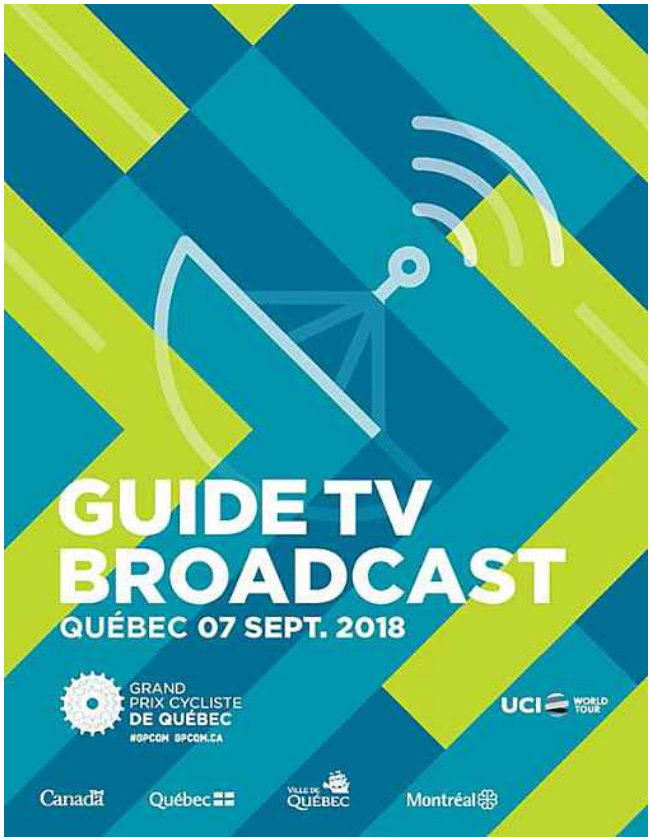
Document imprimé et numérique, distribué aux équipes, officiels, médias et personnel technique

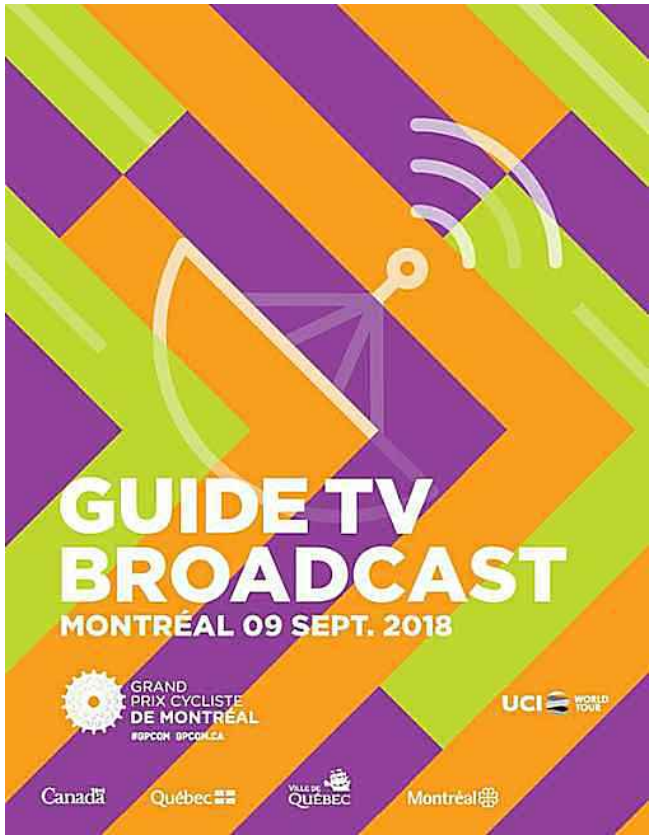




Logo de la Ville de Montréal sur les deux couvertures

GUIDE TV BROADCAST DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL
Document numérique partagé à tous les télédiffuseurs





Logo de la Ville de Montréal sur la couverture de chaque guide

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Logo fin de Communiqué
Remerciements à la Ville de Montréal sous À PROPOS

À PROPOS DES #GPCQM
Les Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal, les seules épreuves de l'UCI WorldTour présentées en Amérique, contribuent dans une mesure importante à la réalisation de l'un des objectifs prioritaires de l'Union Cycliste Internationale (UCI) : la mondialisation du circuit WorldTour. Ces épreuves rejoignent celles déjà labellisées en Europe et en Océanie. Depuis 2010, l'organisation est responsable de la planification ainsi que de la tenue des GPCQM et compte sur l'appui indispensable de partenaires publics et privés : le gouvernement du Canada, le Gouvernement du Québec, la Ville de Québec, la Ville de Montréal, la Commission des champs de bataille nationaux, l'Office du tourisme de Québec, Tourisme Montréal, Québecor, Air Transat et TVA Sports à titre de diffuseur officiel des GPCQM.



GRANDS PRIX CYCLISTES DE QUÉBEC DE MONTRÉAL
#GPCQM GPCQM.CA
QUÉBEC 07 SEPT
MONTRÉAL 09 SEPT
9e ÉDITION 2018
UCI WORLD TOUR

COMMUNIQUÉ DE PRESSE | Pour publication immédiate

MATTHEWS EN AVAIT TROP ENVIE

Québec, 7 septembre 2018 – Reparti de l'avant après une première partie de saison décevante, l'Australien a remporté sa première classique de l'UCI WorldTour en s'imposant, au sprint, à l'arrivée de la 9e édition du Grand Prix Cycliste de Québec. Les belges Greg Van Avermaet (BMC Racing Team) et Jasper Stuyven (Trek-Segafredo) complètent le podium.

144 coureurs prennent le départ de cette 9e édition du Grand Prix Cycliste de Québec. Lars Bak (Lotto-Soudal) et Cort Magnus Nielsen (Astana Pro Team) sont non-partants. Au km 3, Nicolas Dougall (Team Dimension Data), Robert Britton (Rally Cycling Team), Guy Sagiv (Israel Cycling Academy), Alexander Cataford et Bruno Langlois (Équipe Canada) se détachent. À la fin du premier tour, les cinq courageux comptent déjà 4'30 d'avance sur le peloton. Leur avance croît jusqu'à 6'30 quand l'équipe BMC Racing Team se décide à prendre en compte la poursuite lors du troisième tour. L'écart se stabilise autour des six minutes avant que Team Sunweb puis Bahrain-Merida participent à réduire l'écart à 4'40 à cinq tours de l'arrivée.

Sous l'impulsion des équipes Astana Pro Team puis Trek-Segafredo, le peloton revient à moins d'une minute des cinq hommes de tête dans les cinquante derniers kilomètres. À 24 km de l'arrivée, Peter Kennaugh (Bora-Hansgrohe) sort alors en contre et revient sur Langlois et Britton qui se sont détachés à l'avant. Le Britannique s'isole en tête à 17 km du but et, à la cloche du dernier tour, il possède quinze secondes sur un groupe de contre initié par Jakob Fuglsang (Astana Pro Team), Robin Carpenter (Rally Cycling) et Mathias Frank (AG2R La Mondiale). Kennaugh est encore en tête à l'amorce du dernier kilomètre mais il doit capituler à 400 mètres de la ligne, repris par l'avant-garde du peloton. Au terme d'un sprint très disputé, Matthews s'impose pour la première fois sur le Grand Prix Cycliste de Québec. Van Avermaet termine deuxième pour la quatrième fois de sa carrière alors que Stuyven complète le podium.

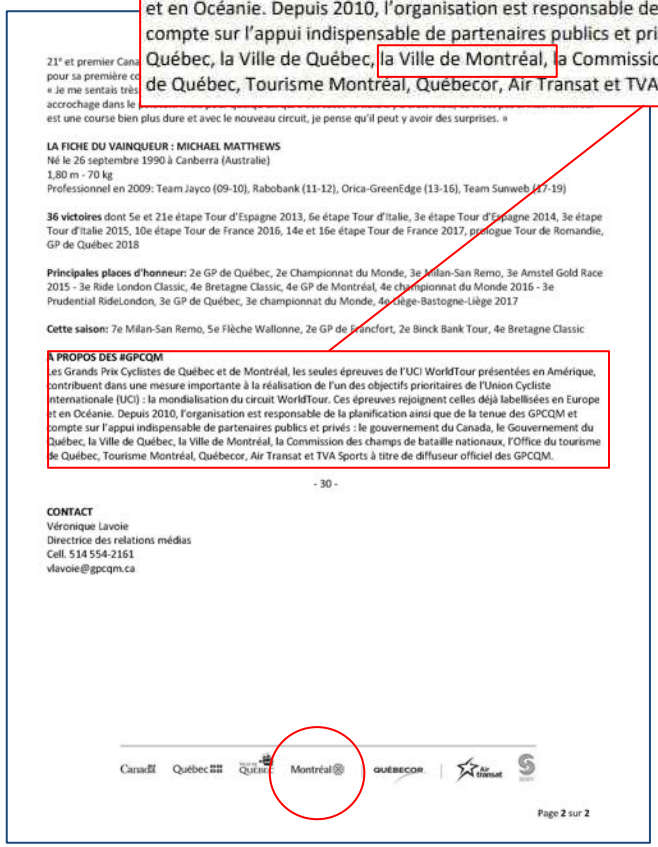
LES RÉACTIONS

Deuxième à Québec en 2015, encore troisième l'an dernier, **Michael Matthews** qui n'a jamais caché sa passion pour les deux épreuves canadiennes est enfin récompensé.
« Je suis content d'être reparti sur une bonne voie pour cette deuxième partie de saison. J'ai fait beaucoup de sacrifices pour être performant ici, c'était une grande motivation de gagner à Québec, a déclaré l'Australien qui signe son premier succès sur une classique UCI WorldTour. Quand j'ai vu Greg (Van Avermaet) lancer le sprint, j'ai un peu paniqué mais quand j'ai pris la tête, j'ai vu que j'avais les jambes. C'est une grande victoire pour moi. C'est le genre de course qui manquait à mon palmarès et je suis très content que ça arrive ici. »

Deuxième pour la quatrième fois, la troisième consécutivement, le belge **Greg Van Avermaet** a reconnu « une vraie déception. Après avoir buté deux fois sur Sagan, je tombe sur Matthews, mais j'étais encore là, le podium reste un beau résultat pour moi. Il y avait encore beaucoup de coureurs dans le dernier kilomètre avec le vent de face, ce n'était pas facile. J'ai lancé mon sprint à 200 mètres mais Michael était vraiment très fort et il a tout de suite pris la tête. Je suis content de ma forme et j'espère gagner pour la deuxième fois dimanche à Montréal. »

Troisième, son compatriote **Jasper Stuyven** signe son premier podium sur une classique de l'UCI WorldTour :
« J'étais dans la roue de Greg (Van Avermaet) mais je n'ai jamais pu passer. J'espère être encore plus fort dans les mois, les années à venir. Par rapport à l'an dernier, je vois qu'en cette fin de saison, j'ai passé un cap. »

Page 1 sur 2



21e et premier Cana
pour sa première co
« Je me sentais très
accrochage dans le
est une course bien plus dure et avec le nouveau circuit, je pense qu'il peut y avoir des surprises. »

LA FICHE DU VAINQUEUR : MICHAEL MATTHEWS
Né le 26 septembre 1990 à Canberra (Australie)
1,80 m - 70 kg
Professionnel en 2009: Team Jayco (09-10), Rabobank (11-12), Orica-GreenEdge (13-16), Team Sunweb (17-19)

36 victoires dont 5e et 21e étape Tour d'Espagne 2013, 6e étape Tour d'Italie, 3e étape Tour d'Espagne 2014, 3e étape Tour d'Italie 2015, 10e étape Tour de France 2016, 14e et 16e étape Tour de France 2017, prologue Tour de Romandie, GP de Québec 2018

Principales places d'honneur: 2e GP de Québec, 2e Championnat du Monde, 3e Milan-San Remo, 3e Amstel Gold Race 2015 - 3e Ride London Classic, 4e Bretagne Classic, 4e GP de Montréal, 4e championnat du Monde 2016 - 3e Prudential RideLondon, 3e GP de Québec, 3e championnat du Monde, 4e Liège-Bastogne-Liège 2017

Cette saison: 7e Milan-San Remo, 5e Flèche Wallonne, 2e GP de Francfort, 2e Binck Bank Tour, 4e Bretagne Classic

À PROPOS DES #GPCQM
Les Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal, les seules épreuves de l'UCI WorldTour présentées en Amérique, contribuent dans une mesure importante à la réalisation de l'un des objectifs prioritaires de l'Union Cycliste Internationale (UCI) : la mondialisation du circuit WorldTour. Ces épreuves rejoignent celles déjà labellisées en Europe et en Océanie. Depuis 2010, l'organisation est responsable de la planification ainsi que de la tenue des GPCQM et compte sur l'appui indispensable de partenaires publics et privés : le gouvernement du Canada, le Gouvernement du Québec, la Ville de Québec, la Ville de Montréal, la Commission des champs de bataille nationaux, l'Office du tourisme de Québec, Tourisme Montréal, Québecor, Air Transat et TVA Sports à titre de diffuseur officiel des GPCQM.

- 30 -

CONTACT
Véronique Lavoie
Directrice des relations médias
Cell. 514 554-2161
vlavoie@gpcqm.ca

Canada Québec Montréal QUÉBECOR Air transat

Page 2 sur 2

AVIS AUX RÉSIDENTS

Une nouveauté cette année, les GPCQM, ont distribué **19 000** exemplaires du dépliant AVIS DE FERMETURE DES RUES aux commerces et résidents situés le long du parcours du Grand Prix Cycliste de Montréal, via une campagne de ciblage de Postes Canada. Cette initiative fait partie de l'entente du promoteur avec la Ville de Montréal.





TÉLÉDIFFUSION ET WEBDIFFUSION EN DIRECT ET EN DIFFÉRÉ

Canada
●TVA Sports (fr) ●Facebook Live (Ang)

États-Unis
●Fubo TV ●Flo Sports

Mexique
●TDN

Amérique du sud
●GCN ●Facebook Live ●ESPN

Europe/Afrique du Nord
●Eurosport ●Facebook Live (Belgique/Asie)



RETRANSMISSION TÉLÉVISUELLE DANS PLUS **DE 130 PAYS**



Moyen-Orient
●OSN

Afrique
●Supersport ●Econet

Asie
●Eurosport ●DAZN

Océanie
●Sky Sports

Webdiffusion en direct
●Facebook Live

Visibilité de la Ville de Montréal sur TVA Sports

Panneaux d'ouverture et fermeture (Québec et Montréal)
Analyse du parcours de Montréal
Météo du GP de Montréal



GP de Québec



GP de Montréal

Panneau d'autopromotion des GPCQM



UNE VITRINE INTERNATIONALE DANS PLUS DE 130 PAYS

Extraits du signal international (1 de 3)









GRAND
PRIX CYCLISTE
DE MONTRÉAL









UNE VITRINE INTERNATIONALE DANS PLUS DE 130 PAYS

Extraits du signal international (2 de 3)



















UNE VITRINE INTERNATIONALE DANS PLUS DE 130 PAYS

Extraits du signal international (3 de 3)



















ACTIVITÉS DE RELATIONS PUBLIQUES ** Voir le tableau détaillé en annexe E*

ENTREVUES RÉALISÉES

On ne pourra jamais recenser le nombre exact d'entrevues réalisées dans le cadre des GPCQM, puisque de nombreux acteurs de l'événement, provenant de partout dans le monde, participent à LA discussion de l'heure. On peut toutefois noter que le service de relations médias de l'organisation a généré plus de 100 entrevues à lui seul.

ACCRÉDITATIONS MÉDIAS **Voir le tableau détaillé en annexe D*

TYPE: journalistes, influenceurs, photographes, caméramans et blogueurs
PAYS: Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, République tchèque, Slovaquie et UK

GP QC	GP MTL
72	70

142 accréditations
N'inclus pas les accréditations au critérium et les représentants des médias qui vont sur le parcours sans nécessairement avoir besoin de s'accréditer

PORTÉE DE LA CAMPAGNE RP

MÉDIAS	PORTÉE
WEB (international)	Plus de 1350 mentions, pour une portée de plus de 555 813 640
Imprimé (Québec)	plus de 75 articles
Radio (Québec)	plus de 140 mentions
TV (Québec)	Plus de 65 mentions
Imprimé (Voyage de presse)	À venir

** Données basées sur les rapports de MELTWATER et INFLUENCE*

VOYAGE DE PRESSE

Depuis 2010, les GPCQM organisent un voyage de presse européen, accueillant des médias d'actualité et spécialisés en cyclisme provenant de magazines, de grands quotidiens, d'agences de presse ou d'agences photo. Le voyage jouit d'une grande popularité et reçoit plusieurs demandes annuellement. En 2018, huit journalistes (représentant neuf médias) et un photographe ont composé le voyage de presse international:

- **AFP**
- **Getty images (plus grand agence photo internationale)**
- **Het Laatste Nieuws**
- **Het Nieuwsblad**
- **La Dernière Heure**
- **Le Soir**
- **SudPresse**
- **L'Équipe**
- **ProCycling**
- **CyclingNews**

Afin de répondre à la demande d'autres médias nationaux et internationaux, nous élaborons également des forfaits sur mesure (hébergement, transport, repas, etc.).

**Voir le tableau des médias accrédités en annexe D*

En 2016, les GPCQM avaient été mis en nomination par l'A.I.J.C (Association Internationale des Journalistes de Cyclisme) pour le prix de l'organisation ou la personne la plus favorable et respectueuse du travail des médias.



INFLUENCEURS

Pour la première fois cette année, l'organisation a collaboré avec des influenceurs Instagram de renom afin de mousser sa notoriété en Amérique du Nord. Voici le rapport des importantes retombées générées par ces collaborations:

@pro_tour_cycling (159k abonnés):
- 590K impressions
- 4.9 % d'engagement (normale de l'industrie 2-4%)

@iamtedking (27,8k abonnés):
- 88.6K impressions
- 13.8% de portée (normale de l'industrie 5-10%)

@_zackmorris (45,5k abonnés):
- 50.2K impressions
- 5.8 % d'engagement (normale de l'industrie 2-4%)



L'organisation a aussi invité en formule VIP des athlètes canadiens olympiques afin d'augmenter sa portée sur les médias sociaux auprès d'un public jeune et actif : François Hamelin (patinage de vitesse), Hugues Fournel (canoë-kayak), Roseline Filion (plongeon), Hugo Barrette (cyclisme sur piste), Philippe Marquis (ski acrobatique) et Émilie Fournel (canoë-kayak).

RETOMBÉES D'ENVERGURE INTERNATIONALE

EXTRAITS DE REVUE DE PRESSE AU QUÉBEC


LE DEVOIR


MONTREAL GAZETTE

HABS PLAY THE NUMBERS GAME

OVER THE LINE?

ELECTION

KING OF THE HILL


métro

SPORTS

CANADIEN

Une deuxième recrue au tapis

Grand Prix cycliste.

Matthews signe un doublé

SERENA WILLIAMS

17 000 $US


LA PRESSE+ SPORTS

SPORTS

DJOKOVIC DE RETOUR AU SOMMET

DEUX FOIS PLUTÔT QU'UNE

UNE CULTURE À IMPOSER

HILL ET LES CHIEFS S'ÉCLATENT


CYCLISME Grand Prix de Montréal

Matthews remet ça à Montréal

Guillaume Boivin dans la roue des meilleurs


LA PRESSE+ SPORTS

CYCLISME

« Je ne peux pas encore le croire »

SIMON DROUIN

Michael Matthews ne porte pas tellement bien son surnom. « Bling », ça pourrait se résumer à une quincaillerie de bijoux, faux ou d'un luxe ostentatoire. Bref, ça colle à quelqu'un qui en jette ou qui vit au-dessus de ses moyens.

L'Australien porte deux petites boucles d'oreille, mais il y a belle lurette qu'il a rangé bracelets et autres chaînes dans un coffret. À la place, il fait parler ses jambes. Et ce n'est pas du toc !

Sonny Colbrelli peut en témoigner. L'Italien de Bahrain-Merida pensait bien avoir gagné à 20 mètres de l'arrivée du Grand Prix cycliste de Montréal, hier après-midi.

Mais 48 heures après sa victoire à Québec, Matthews en avait toujours dans le réservoir, produisant un ultime coup de reins pour s'imposer de nouveau, cette fois de justesse.

« Ça été un effort de 210 % haute pour me rendre

EXTRAITS DE REVUE DE PRESSE DU VOYAGE DE PRESSE


« Le Québec m'inspire »


Canadese dubbel voor Matthews

Van Avermaet (3de) en Naesen (4de) bijten opnieuw tanden stuk op Australier


Matthews cauchemar DE VAN AVERMAET

VAN AVERMAET: "C'EST FRUSTRANT..."


Arsenault: "Le cyclisme DOIT SE RÉINVENTER"


"J'avais besoin DE SOUFFLER..."


Anthony Roux - Arthur Vichot
Paroles de futurs « ex »
Une amitié indéfectible tie le champion de France Anthony Roux à Arthur Vichot, équipiers ambitieux cette semaine au Canada avec Groupama-FDJ et adversaires l'an prochain


Matthews sauve sa saison
L'Australien, qui refait surface en cette fin d'été, a dominé Van Avermaet, deuxième pour la quatrième fois.

VTT – Championnats du monde
Les Français à l'affût

RETOMBÉES D'ENVERGURE INTERNATIONALE

EXTRAITS DE REVUE DE PRESSE DU WEB


HLN NIEUWS SPORT SHOWBIZZ REGIO VIDEO

Michael Matthews wint de GP van Québec en neemt zo revanche voor niet-selectie WK, Van Avermaet tweede


CYCLING.BE running.be

SPORT BE

SPORT.BE WIELRENNEN

Matthews troeft twee Belgen af in Québec






NATIONAL POST

Aussie captures Grand Prix Cycliste de Montreal with breathtaking finish


De Telegraaf

Matthews verslaat Van Avermaet in Québec

Michael Matthews heeft de Grand Prix Cycliste de Québec gewonnen.


Páči sa mi to 0 Zdieľaj Diskusia(0)

WebNoviny

Správy Šport Ekonomika Kultúra Spoločenský komix Zaujímavosti

Matthews je víťazom Grand Prix Cycliste de Québec, kde predtým dvakrát triumfoval Peter Sagan

QUÉBEC CITY 8. septembra (WebNoviny.sk) – Austrálčan Michael Matthews z tímu Sunweb vyhral jednorazové cyklistické preteky Grand Prix Cycliste de Québec, ktoré sú tradičným septembrovým dielom v bohatej mozaike podujatí WorldTour. Piatkové preteky so štartom aj cieľom v Québec City (201,6 km) Matthews rozhodol pre seba v záverečnom špurte na Grande Allée pred Belgičanom Gregom van Avermaetom (BMC Racing) a ďalším belgickým jazdcom Jasperom Stuyvenom (Trek-Segaredo).

EXTRAITS DE REVUE DE PRESSE DU WEB (SUITE)













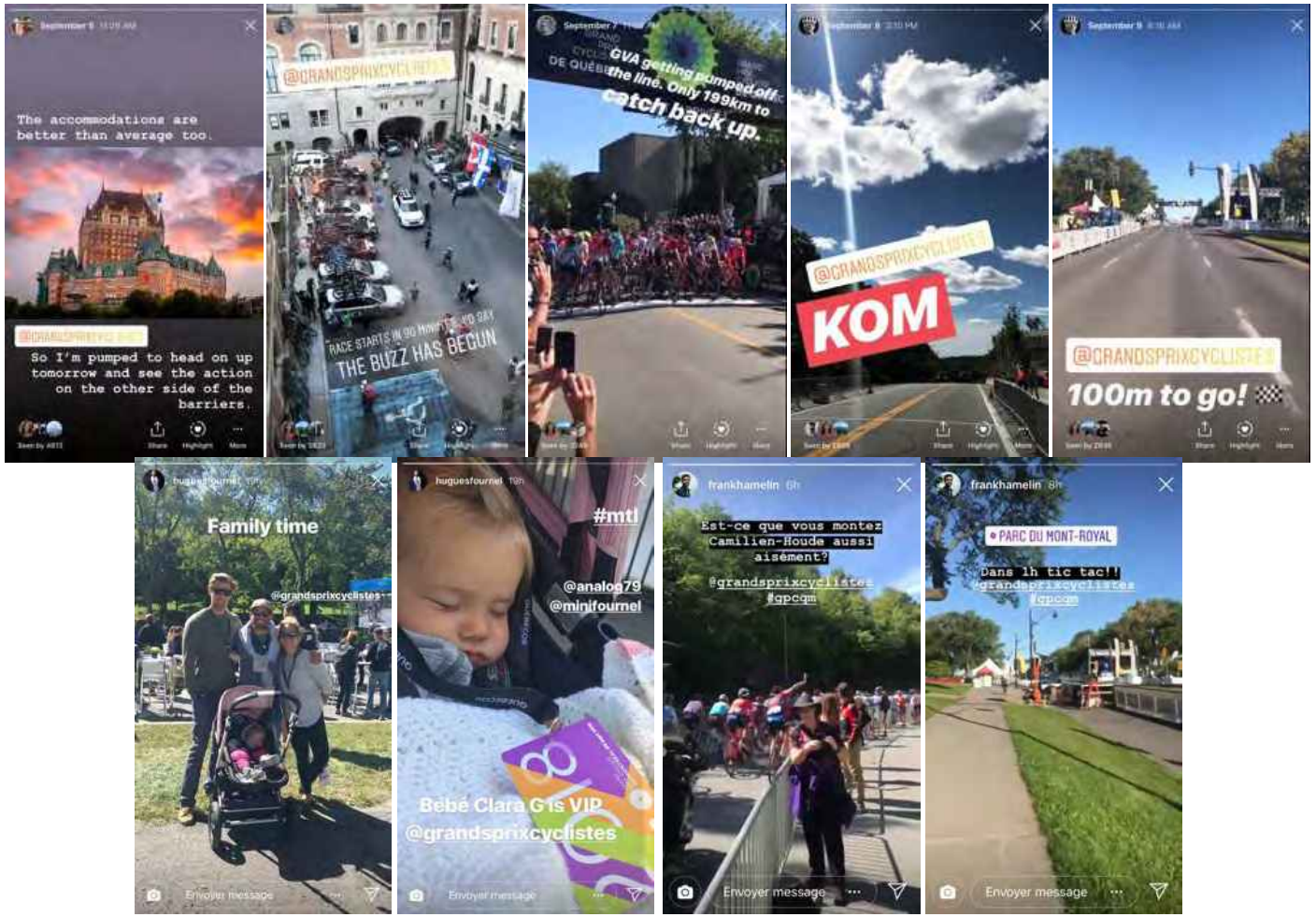






RETOMBÉES D'ENVERGURE INTERNATIONALE

LES INFLUENCEURS RACONTENT…



LES INFLUENCEURS RACONTENT… (SUITE)



_zackmorris • Abonné(e)
• Montreal, Quebec

_zackmorris "Earned Not Given"
• 2018 Criterium National •
Remember when I crashed 3x in 2 days at my first race back in Febuary? I told you all that my caption would read "Earned not given." when I took my first victory back. At that point, I felt that I had worked so hard to get to where I was. Looking back, I had no idea of the challenges that were in my near future. Between dropping 50lbs and becoming a cyclists again, almost losing my leg from the poisonous spider bite, the month of antibiotics, and the personal

3 314 J'aime



pro_tour_cycling • Abonné(e)
• Montreal, Quebec

pro_tour_cycling The podium from the @grandsprixcyclistes
1. Michael Matthews
2. Sonny Colbrelli
3. Greg Van Avermaet
Photo by @_ZackMorris
#protourcycling #gpcqm #grandprixmontreal
steppesoffaith So thrilled for Matthews!
eastsidecycling Big wins!
9913.25 @mehul_rambajun
xploitdh Gutted for Pete
cyclistgears Couldn't pass it by
mehul_rambajun @9913.25 kan ti ena sa?
9913.25 @mehul_rambajun Bisn fek la
mehul_rambajun @9913.25 dakor mo

2 506 J'aime



pro_tour_cycling • Abonné(e)
• Plateau Mont-Royal

pro_tour_cycling The @grandsprixcyclistes Montreal is underway! The UCI president David Lappartient made his way all the way over from France to attend the event.
Photos by @_zackmorris
#protourcycling #gpmontreal
rsleck44 Sweeeeeet
cyclistgears alrighty :/
boboli_cafe It was awesome

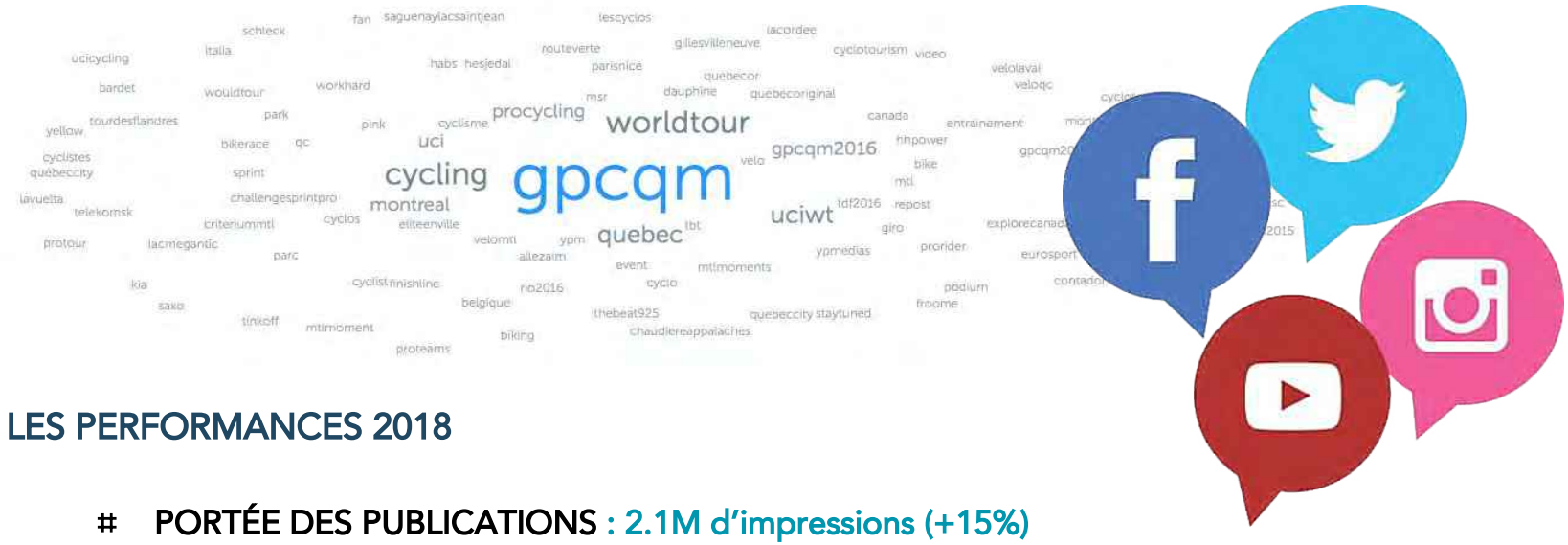
1 196 J'aime



pro_tour_cycling • Abonné(e)

pro_tour_cycling Michael Matthews picks up the Massive dub today at the GP Quebec in Canada.
#protourcycling #GPQuebec
#GrandPrixQuebec
cyclistgears Blimey!
cyclencycleroma
futurum.cc Great!
9_danke @dayvisamongous he is good
dayvisamongous @9_danke but apparently

1 812 J'aime



LES PERFORMANCES 2018

- # PORTÉE DES PUBLICATIONS : 2.1M d'impressions (+15%)
- # TAUX D'ENGAGEMENT : 15% (X 5)
- # ABONNÉS INFOLETTRE : 7 685
- # TRAFIC WEB DURANT LES ÉVÉNEMENTS : 64 444 sessions
- # VISIONNEMENT LIVE : Plus de 8000 heures

GPCQM.CA

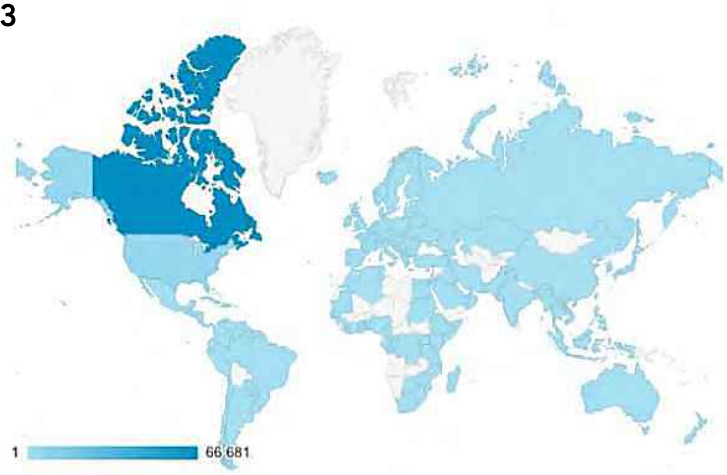
Chaque année, notre site internet nous permet de mettre de l'avant des nouvelles importantes dont l'annonce des têtes d'affiche, les podiums, la liste des partants, la description des épreuves, notre programmation, etc.



Quelques données sur nos utilisateurs
(Du 1er juillet 2018 au 30 septembre 2018)

Nombre de sessions : 128 865
Nombre d'utilisateurs : 87 482
Nombre de pages vues : 263 643

**Données Google Analytics*



No. 1 : Le Canada
100 182 sessions

TOP 5 à l'international

1. **États-Unis : 8 934 sessions**
2. **France : 5 049 sessions**
3. **Belgique : 2 718 sessions**
4. **Les Pays-Bas : 1 408 sessions**
5. **Le Royaume-Uni : 1 079 sessions**

Les 4 pays suivants sont l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne et le Portugal

VOLET NUMÉRIQUE – Site web gpcqm.ca

GPCQM.CA

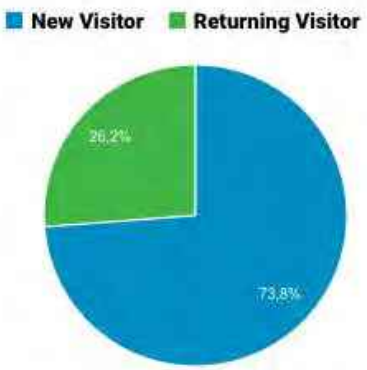
Durant la semaine des Grands Prix Cyclistes, le site est bonifié de plusieurs documents, liste des partants, résultats, infos circulation, etc.

49,71 % des sessions sont réalisées sur mobile, **34,63 %** à partir d'un ordinateur et finalement, **15,66 %** sur une tablette.

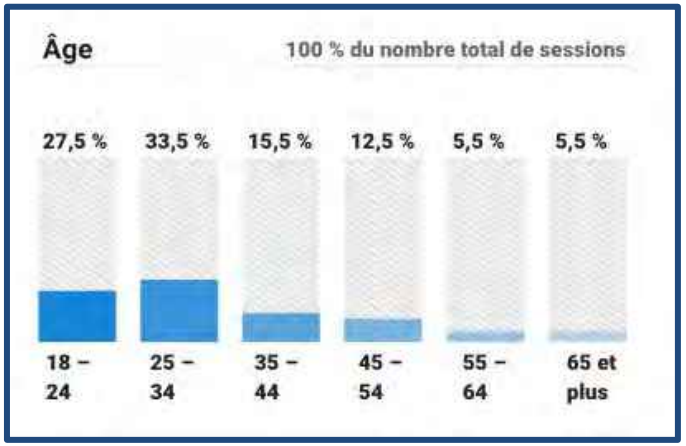
Trafic web durant la semaine des GP

Un total de 64 444 sessions

28 890 sessions pour le GP de Québec
11 915 sessions pour le Critérium National
25 639 sessions pour le GP de Montréal

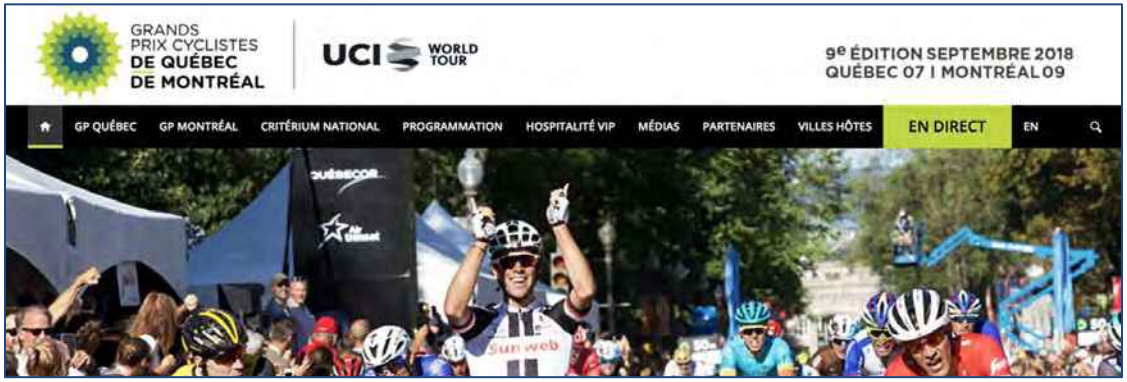




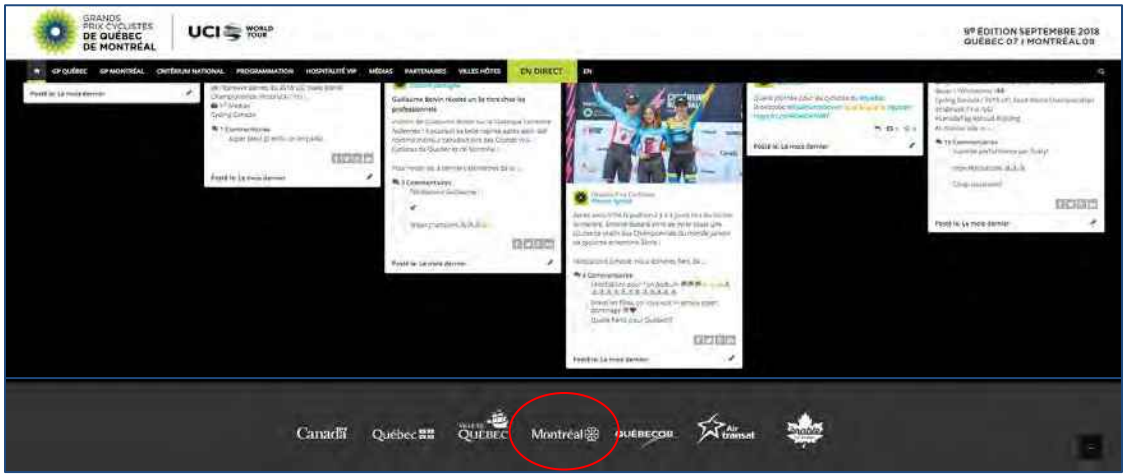


*Données Google Analytics

GPCQM.CA

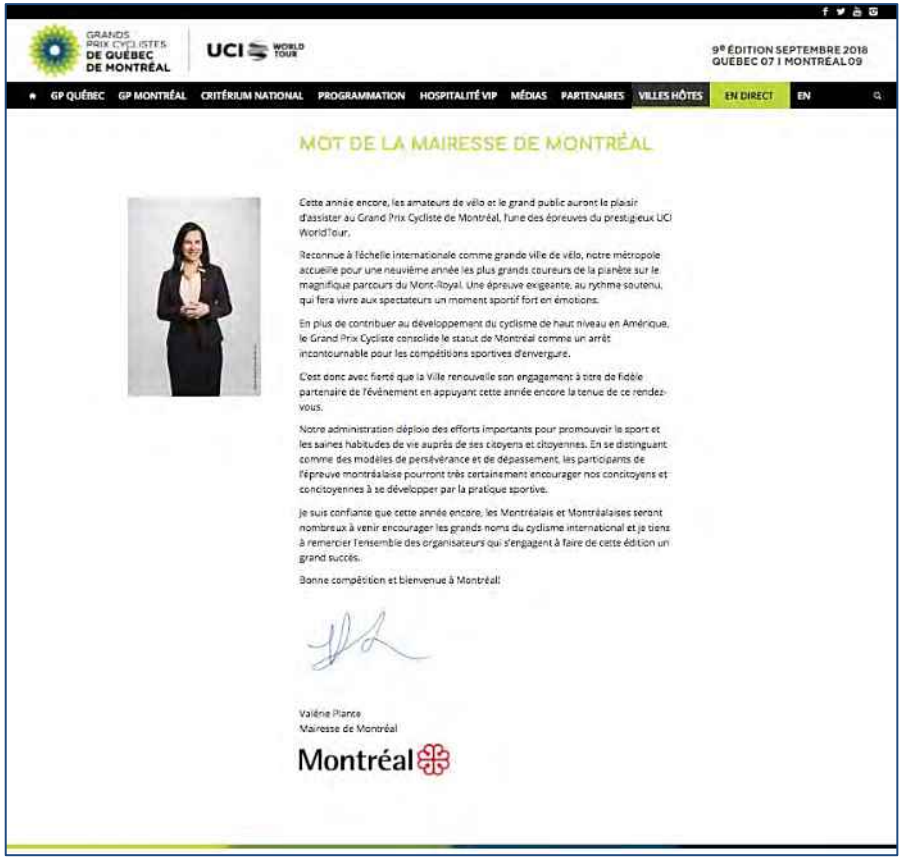


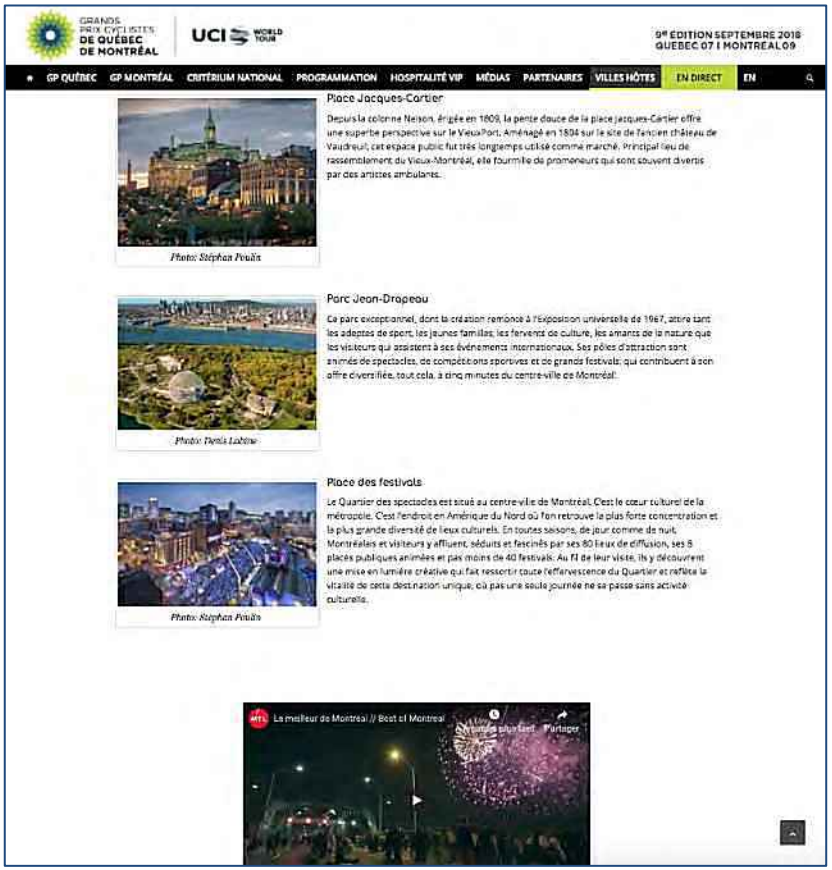
Bas de page d'accueil



GPCQM.CA

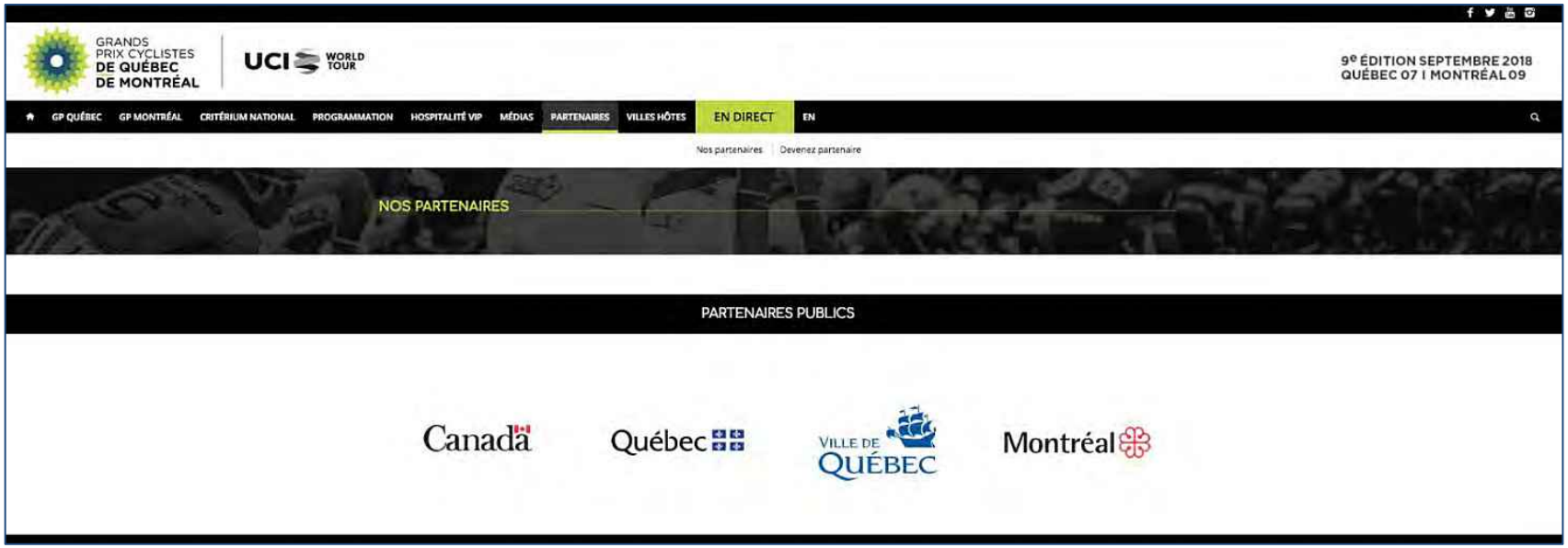
Page VILLES HÔTES dédiée à la Ville de Montréal





GPCQM.CA

Section NOS PARTENAIRES



FACEBOOK LIVE sur les pages GPCQM et GCN (Global Cycling Network)

La nouvelle plateforme FaceBook Live a été un excellent support pour une webdiffusion live en anglais et en espagnol.

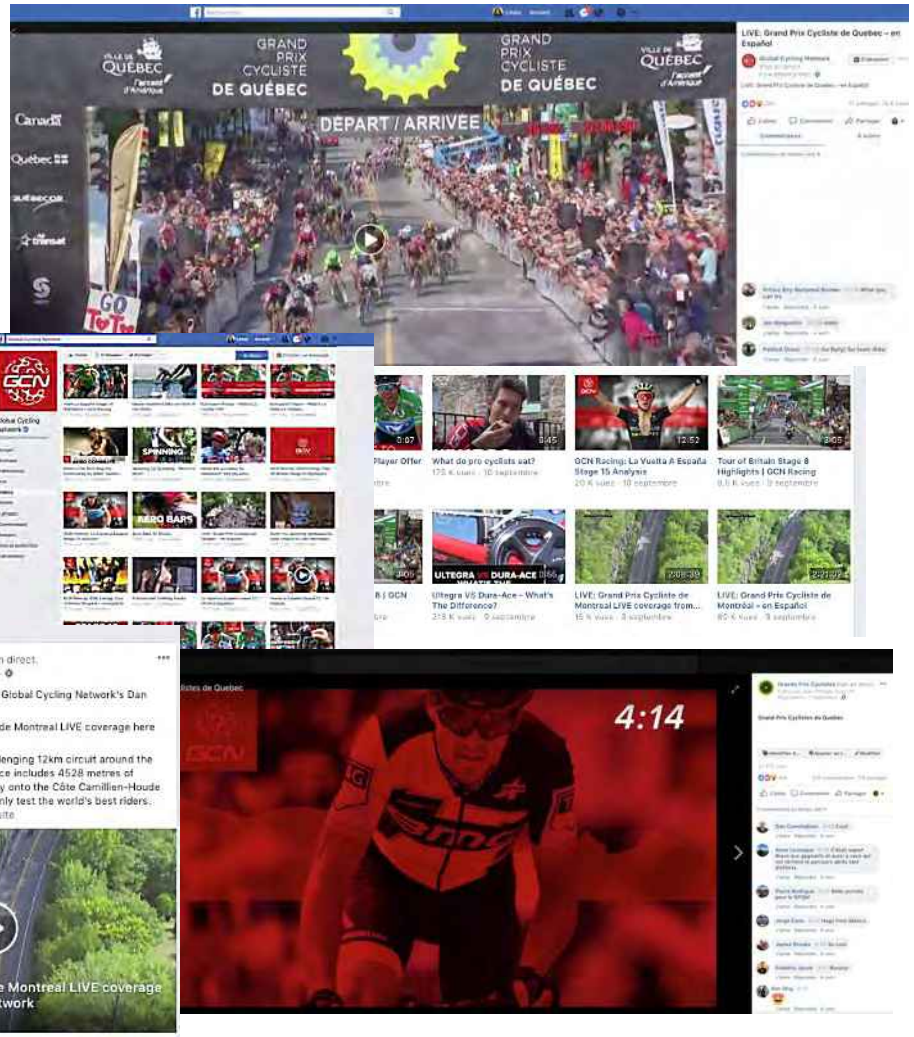
Sessions LIVE

GPC Québec :
78 461 utilisateurs uniques
Durée moy. des sessions : 4 min 14 sec pour les 50 derniers kms
245 586 minutes

GPC Montréal :
103 280 utilisateurs uniques
Durée moy. des sessions : 5 min 7 sec
pour les 50 derniers kms
241 428 minutes

Total utilisateurs : 181 741
Total minutes Live vues: 487 014

Page Facebook des GPCQM uniquement:
62 363 vidéos vues
223 084 minutes visionnées (+ de 3 500 heures)



SURVOL : FACEBOOK / TWITTER / INSTAGRAM

Encore une fois cette année, les GPCQM ont intensifié leur présence sur les médias sociaux en visant l'augmentation de la visibilité et l'engagement de la communauté, s'assurant que le contenu distribué à ces derniers réponde à leurs besoins et que ces derniers répondent aux appels à l'action des Grands Prix Cyclistes et de ses partenaires

Les médias sociaux ont été une source de contenu exclusif, de contenu en direct, de vidéos Live, résumés ou en coulisse pour les différents usagers des médias sociaux.

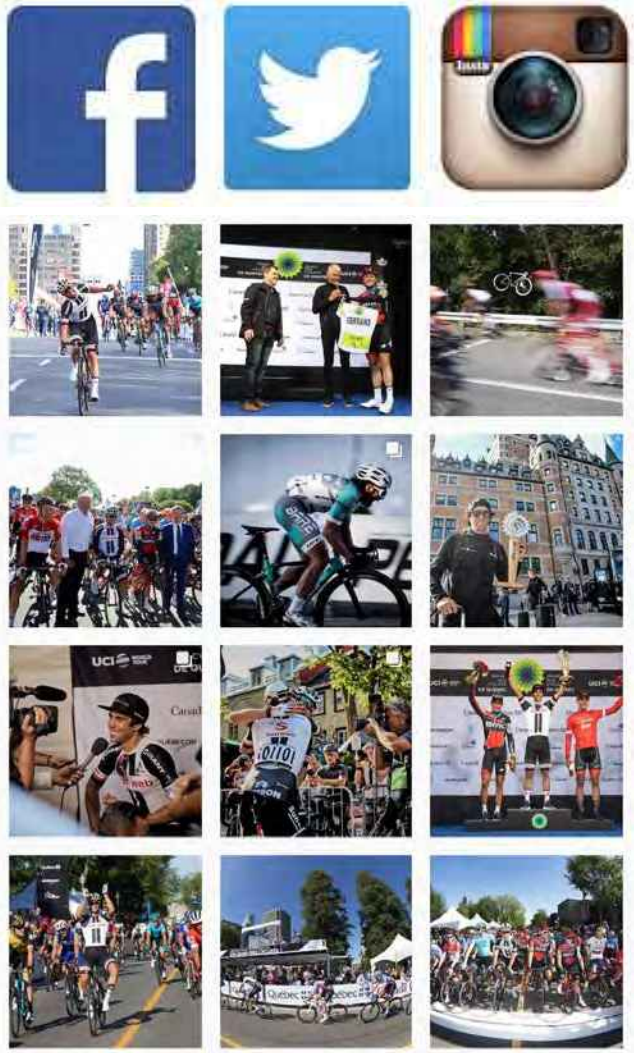
Mots-clics de l'événement : **#GPCQM**

Nombre d'abonnés en date du 18 septembre 2018

Facebook : 14 824 abonnés (+5%)

Twitter : 6 896 abonnés (+5%)

Instagram : 3 935 abonnés (+11%)



LES MÉDIAS SOCIAUX NE SONT PAS L'AFFAIRE D'UN WEEK-END

Tout au long de l'année, mais spécialement la semaine précédant et pendant les courses, alors que notre audience est réceptive et engagée, nous partageons des contenus afin d'offrir de la visibilité aux Grands Prix Cyclistes et à nos partenaires visant à augmenter la notoriété de tous les partis au sein de notre communauté et de la communauté cycliste.

En 2018, une stratégie, permettant d'augmenter la visibilité et le taux d'engagement des publications a été élaborée et exécutée, gardant en tête les contraintes qu'apportent les différents algorithmes des plateformes. La stratégie a été optimisée en créant également des contenus inspirés des plus récents standards de l'industrie sportive.



Septembre





Août



Juillet

FACEBOOK

771,5K impressions

Le nombre de fois que la marque Grands Prix Cyclistes a été vue sur Facebook.



Publication avec la plus grande portée : Live de GCN à Québec

15% d'engagement

Pourcentage d'usagers ayant engagé (aimé, commenté, partagé, cliqué) avec les publications des Grands Prix Cyclistes.

Moyenne de l'industrie : 1-2%

Résultat 2017: 3%



Publication la plus engageante : Album d'après course

62 K visionnements de vidéos

Le nombre de fois que les usagers ont regardé une vidéo des Grands Prix Cyclistes.



Vidéos résumé de courses (Après Live de GCN)

3,4% de conversion

Pourcentage des usagers Facebook ciblés par une publicité qui se sont rendus dans un rayon de 200m de la ligne d'arrivée à Québec ou Montréal.



Mesuré avec le format publicitaire Facebook Store Visit.

FACEBOOK – CONTENUS POPULAIRES : ALBUMS PHOTO D'APRÈS COURSE

Après chaque course et les matins suivants, nous avons publié des albums photo (8 à 16 images par album) sur la page Facebook. Ce type de contenu a permis aux usagers de suivre l'action de façon exclusive et de revivre les moments forts de chacune des courses.

122K impressions



20% d'engagement



FACEBOOK – CONTENUS POPULAIRES : VIDÉO RÉCAPITULATIVES

Encore une fois cette année, les vidéos les plus populaires sur la page Facebook des GPCQM, après les vidéos en direct de GCN, sont les deux résumés des courses de 2 minutes diffusées dans les instants suivant les épreuves.

L'exclusivité et la rareté du contenu font en sorte que les usagers qui cherchent à voir un résumé des courses se ruent sur le contenu pour voir les faits saillants de la course.

43.2K impressions **18.5% d'engagement** **9.8K vues de vidéos**





FACEBOOK – CONTENUS POPULAIRES : VIDÉOS EN COULISSES

Filmées live sur mobile ou à l'aide d'une caméra de réalité virtuelle, ces vidéos prises dans les coulisses des Grands Prix Cyclistes (ravitaillement, en voiture média, sur la ligne de départ, etc.) ont été publiées sur la page Facebook durant les Grands Prix cyclistes. Elles ont généré un engagement important de la part des usagers.

28.3K impressions



20.7% d'engagement



8.5K vues de vidéos



FACEBOOK – LE PARTAGE DES WORLDTEAMS

Les GPCQM, c'est aussi **21 équipes** et **147 coureurs ayant des audiences, et une influence** et qui font, eux aussi, rayonner les partenaires et les Grands Prix Cyclistes en partageant du contenu sur leurs réseaux.







FACEBOOK - LE CONCOURS JURA

CONCOURS JURA

9 983 utilisateurs atteints

1 052 réactions

3 003 participants au concours

1 906 inscriptions à l'infolettre





FACEBOOK- LE CONCOURS RADIO VOX

(Burlington-Plattsburgh)

Concours Facebook du Star 92.9 (45 000 abonnés). Huit publications appuyées de 6 mentions dans le programme du matin (Mike and Mary in the Morning)

À GAGNER : 2 forfaits VIP pour 2 personnes.

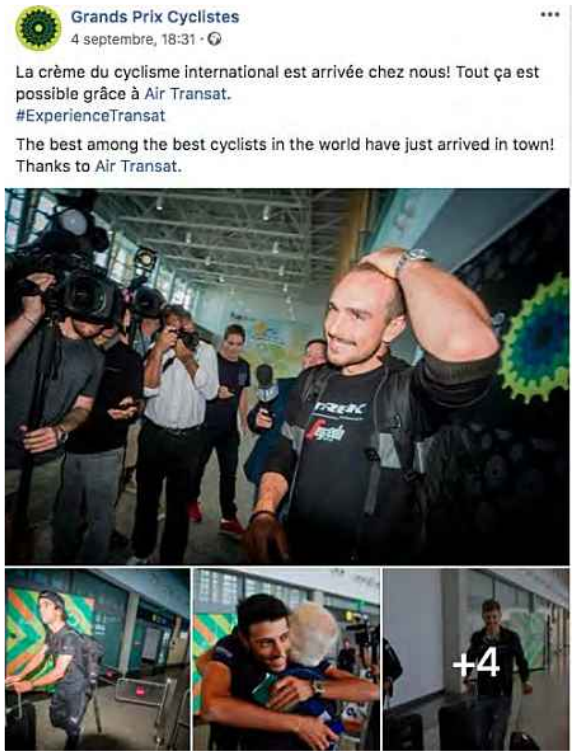
- Billets VIP au Grand Prix Cycliste de Québec avec hébergement au Fairmont Le Château Frontenac le vendredi 7 septembre, stationnement, souper et déjeuner le lendemain
- Une nuitée à l'hôtel Le Delta Montréal le 8 septembre, stationnement, souper et déjeuner inclus ainsi que deux Billets VIP au Grand Prix Cycliste de Montréal le lendemain.

1 212 participations



FACEBOOK

Lors de la semaine des courses, nous profitions de l'achalandage de la page pour donner de la visibilité à nos partenaires.







FACEBOOK

… et vice versa! Nos partenaires parlent aussi de l'événement sur les réseaux sociaux.







TWITTER #GPCQM

Twitter est un incontournable pour la diffusion d'informations en direct et de nouvelles, particulièrement dans le sport, ainsi que pour le partage d'informations de la part de tiers : équipes, coureurs, médias, amateurs. Twitter aide les Grands Prix cyclistes à avoir une plus grande visibilité et notoriété auprès de la communauté cycliste d'ici et d'ailleurs. **Twitter est d'ailleurs responsable pour plus de 50% des impressions sur les médias sociaux en 2018.**

Lors des courses, les abonnés avaient accès au fil de course bilingue en direct sur Twitter. Notre équipe a aussi fait des publications en français et en anglais lors des moments marquants des GPCQM, comme l'annonce des têtes d'affiche, l'arrivée des coureurs à l'aéroport ou les faits saillants d'avant-événement, ce qui nous a permis de maximiser la portée de nos publications et la visibilité des événements.

1.1M impressions

Le nombre de fois qu'un contenu des Grands Prix Cyclistes a été vu sur Twitter.

1.5% d'engagement

Pourcentage d'usagers ayant engagé (aimé, partagé, commenté ou cliqué) avec les publications des Grands Prix Cyclistes.

Moyenne de l'industrie : 0.5-1%

PUBLICATIONS LES PLUS POPULAIRES SUR TWITTER

GPCQM @GPCQM · Sep 9
Le peloton devant la tour @airtransat, un partenaire majeur des #gpcqm.
#montreal #uci #uciworldtour
Crédit photo : James Startt
Translate Tweet



GPCQM @GPCQM · Sep 9
A quelques minutes du départ, @HugoHoule détaillé ses ambitions et celle de sa formation @AstanaTeam #GPCQM
Translate Tweet



GPCQM @GPCQM · Sep 9
Un vélo placé sur le circuit en l'honneur de Clément Ouimet, cycliste de @CyclingCanada décédé en octobre dernier sur la Côte Camilien-Houde.
#Ride4Clement #gpcqm

Crédit photo : Patrick Beaudry
Translate Tweet



GPCQM @GPCQM · Sep 9
Après son compatriote @simongerrans en 2014, @blingmatthews est le second coureur à remporter la même année le Grand Prix cycliste de Québec et celui de Montréal

Translate Tweet

8 13

TWITTER UGC - #GPCQM

Twitter a aussi été la plateforme générant le plus grand nombre d'impressions de contenu de la part des utilisateurs (user generated content ou UGC). Les équipes, coureurs, médias, amateurs et influenceurs ont été nombreux à partager les développements et résumés entourant la course. **De plus, il est à noter que Twitter est la plateforme avec la plus grande portée à l'international, alors que les 65% des usagers exposés au contenu se trouvaient hors du Canada.**

5.1K publications **12.5M impressions** **5% d'engagement**



Principaux thèmes sur Twitter



Distribution mondiale du contenu

- 35% Canada
- 65% hors du Canada

Seconds marchés en importance : France, États-Unis

PUBLICATIONS UGC LES PLUS POPULAIRES SUR TWITTER

Les équipes, les médias à travers le monde, ainsi que plusieurs journalistes ou personnalités publiques, parlent des GPCQM sur Twitter, ce qui fait rayonner l'événement sur la scène internationale.







INSTAGRAM – CONTENU DES @GRANDSPRIXCYCLISTES

Le compte Instagram des Grands Prix cyclistes diffuse une série de **photos triées sur le volet et des albums photo des moments marquants des GPCQM**. Il s'agit d'un outil de promotion numérique qui permet d'augmenter la visibilité des éléments ainsi que d'inspirer la communauté, **tant en publications statiques qu'en stories.**

139,6 K impressions

Le nombre de fois que des contenus des Grands Prix Cyclistes ont été vus sur Instagram.

10,3% d'engagement

Pourcentage d'usagers ayant engagé (aimé, partagé, commenté ou cliqué) avec les publications des Grands Prix Cyclistes.

Moyenne de l'industrie : 2-4%

PUBLICATIONS LES PLUS POPULAIRES SUR INSTAGRAM









INSTAGRAM - #GPCQM

Deuxième plateforme en importance pour la visibilité offerte par les usagers, Instagram a été très populaire auprès des équipes, coureurs, médias, amateurs et influenceurs. Ces derniers ont été nombreux à partager des images tirées des courses.

570 publications







INSTAGRAM – PUBLICATIONS UGC LES PLUS POPULAIRES

















INSTAGRAM - GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL









YOUTUBE

Étant donné la montée en popularité de la plateforme dans les marchés canadiens et américains, et afin de rejoindre de nouveaux publics, nous avons diffusé du contenu vidéo avant les Grands Prix cyclistes (bande-annonce), pendant les courses (vidéos dans les coulisses) et après les événements (résumés de course).

152.3K impressions

Le nombre de fois que les contenus des Grands Prix Cyclistes ont été vus sur YouTube.

32% d'engagement

Pourcentage d'usagers ayant regardé les vidéos.

Moyenne de l'industrie : 25%

60.9K vues de vidéos

Le nombre de fois que les usagers ont regardé une vidéo des Grands Prix Cyclistes.





SONDAGE TERRAIN – FAITS SAILLANTS
Démographie

A chaque année un sondage terrain est réalisé auprès des spectateurs à différents points névralgiques le long des parcours. Mené par l'Alliance canadienne du tourisme sportif, le sondage nous permet de dresser un portrait sociodémographique et la provenance de nos spectateurs, de connaître l'achalandage et également d'évaluer l'impact économique ainsi que les retombées tangibles pour les deux villes, pour la province et pour le Canada.

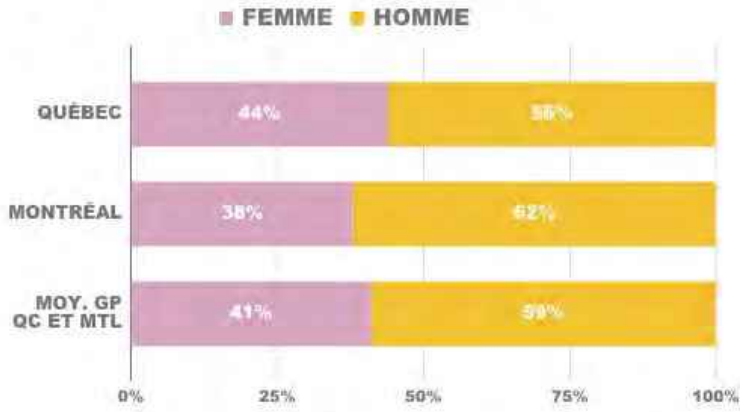
QUÉBEC
702 répondants
Échantillon de 1 752 spectateurs
110 400 spectateurs
Composition moy. du groupe de chaque personne interrogée : 3 pers

MONTRÉAL
880 répondants
Échantillon de 2 417
57 700 spectateurs
Composition moy. du groupe de chaque personne interrogée : 2.3 pers

GROUPES D'ÂGES



GENRE



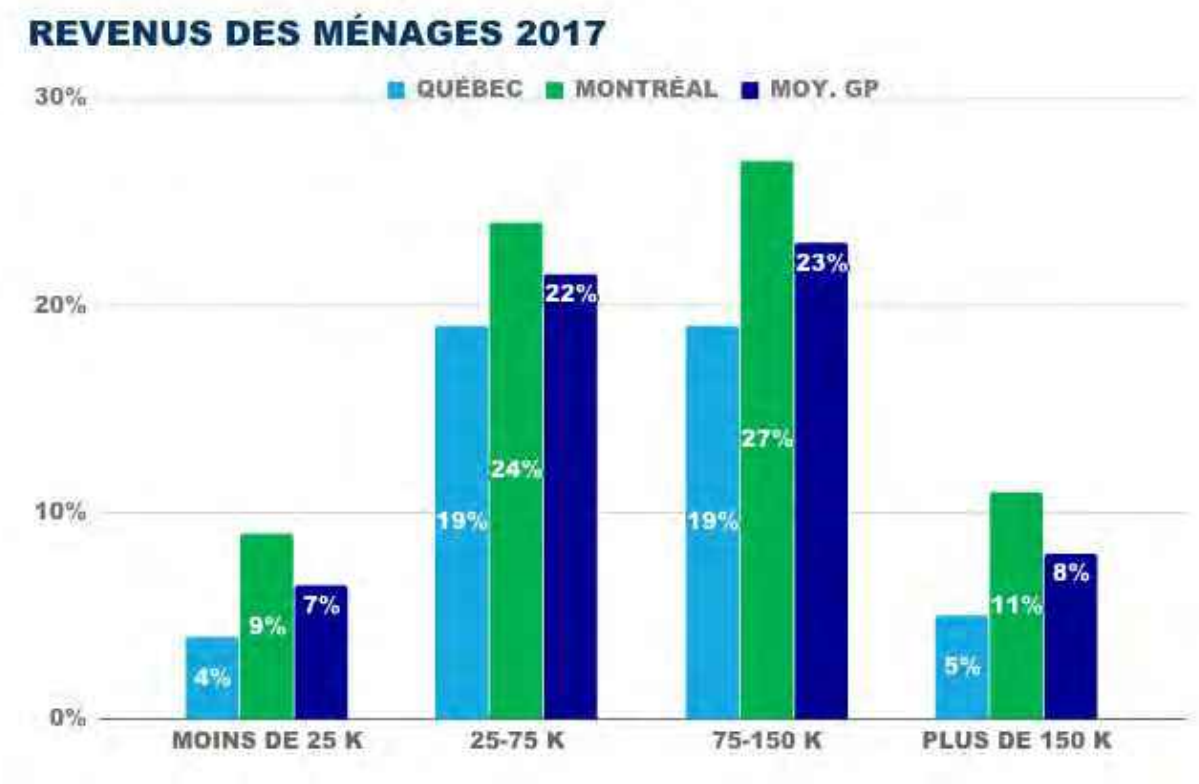
Tant à Québec qu'à Montréal, la catégorie la plus représentée est celle des **35-65 ans avec une moyenne de 52 %.**

On observe une foule traditionnellement **plus jeune à Montréal, lié au fait que l'événement se déroule la fin de semaine comparativement à Québec, le vendredi.** Les 17 – 34 ans représentent 28% des personnes interrogées à Montréal.

Source - sondage terrain 2018

Canadian Sport Tourism Alliance
Alliance canadienne du tourisme sportif

SONDAGE TERRAIN – FAITS SAILLANTS
Revenus des ménages



OBSERVATIONS 2018

EN MOYENNE, la plus grande concentration de spectateurs ont des revenus qui se situent entre **25 K et 150 K (45%).**

De plus, il est à noter que 71% des personnes interrogées ont répondu à la question à Montréal, contre seulement 47 % à Québec.

Source - sondage terrain 2018

Canadian Sport Tourism Alliance
Alliance canadienne du tourisme sportif

SONDAGE TERRAIN – FAITS SAILLANTS
Provenance & hébergement

GP CYCLISTE DE QUÉBEC - COMPARATIF 2017 VS 2018



>> Croissance de + 8 % de visiteurs vs 2017



>> Croissance des visiteurs HORS QUÉBEC
+ 2% pour le Canada
+ 3% pour les U.S.A
+ 7% pour l'International

GP CYCLISTE DE MONTRÉAL - COMPARATIF 2017 VS 2018



>> Croissance de + 12 % de visiteurs vs 2017

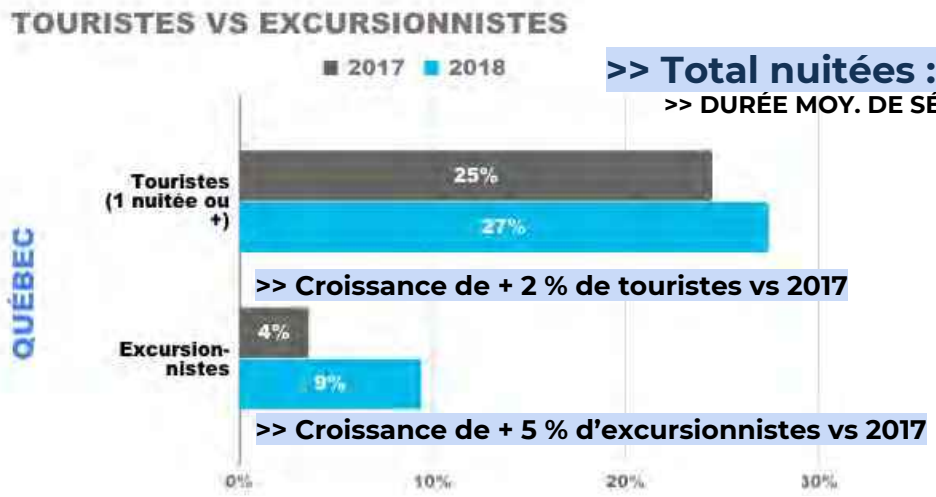


>> Croissance des visiteurs TOUTES ORIGINES CONFONDUES
+ 3% pour le Québec
+ 2 % pour le Canada
+ 1 % pour les U.S.A
+ 5 % pour l'International

Source - sondage terrain 2018

Canadian Sport Tourism Alliance
Alliance canadienne du tourisme sportif

SONDAGE TERRAIN – FAITS SAILLANTS
Provenance & hébergement

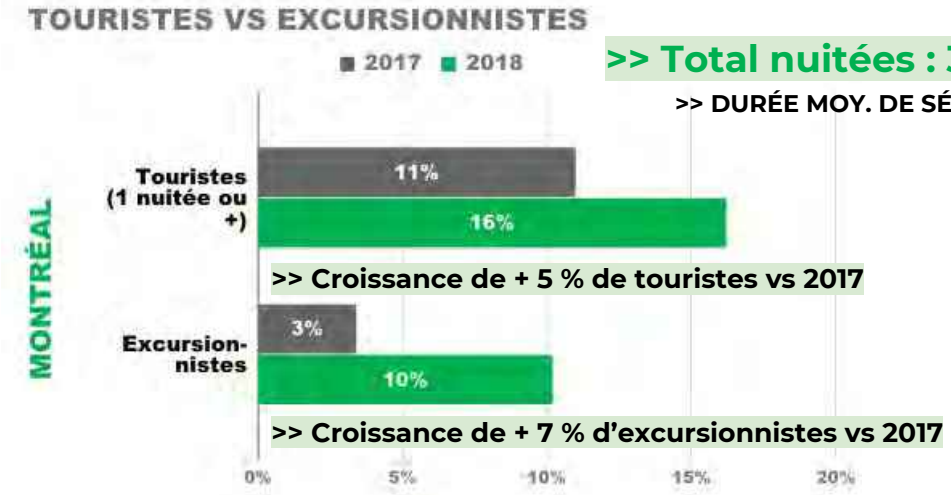


>> Total nuitées : 82 093

>> DURÉE MOY. DE SÉJOUR : 2,7

>> Croissance de + 2 % de touristes vs 2017

>> Croissance de + 5 % d'excursionnistes vs 2017



>> Total nuitées : 35 409

>> DURÉE MOY. DE SÉJOUR : 3,8

>> Croissance de + 5 % de touristes vs 2017

>> Croissance de + 7 % d'excursionnistes vs 2017

COMBINAISON DES GPCQM

> +7 % de TOURISTES = 24 %
> +6% D'EXCURSIONNISTES = 10%
> + 42 000 NUITÉES = 117 502
> Durée séjour = 3

PROVENANCE DES TOURISTES

> + 5 % pour l'international : 7,3%
> + 1% pour les États-Unis : 4,3%
> + 1% pour le Canada : 5,5%
> - 1% pour le Québec : 6,4%

TAUX DE CENTRAGE DES VISITEURS



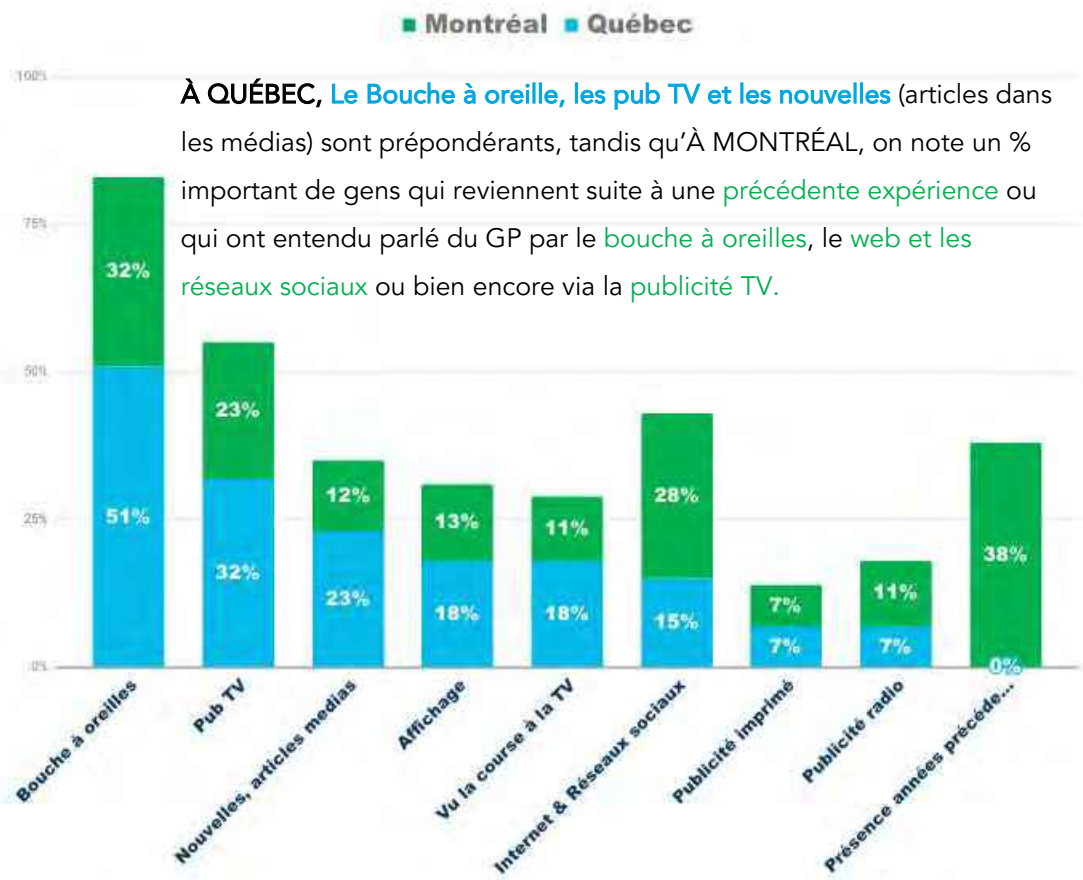
> **56 %** des visiteurs sont centrés, c'est à dire que les GPCQM sont LA raison principale de leur visite.
> Ce % est stable versus 2017.

Source - sondage terrain 2018

Canadian Sport Tourism Alliance
Alliance canadienne du tourisme sportif

SONDAGE TERRAIN – FAITS SAILLANTS
Sources d'information

Comment avez-vous entendu parlé des GP Québec - Montréal ?
Réponses multiples



À QUÉBEC, Le Bouche à oreille, les pub TV et les nouvelles (articles dans les médias) sont prépondérants, tandis qu'À MONTRÉAL, on note un % important de gens qui reviennent suite à une précédente expérience ou qui ont entendu parlé du GP par le bouche à oreilles, le web et les réseaux sociaux ou bien encore via la publicité TV.

À QUÉBEC TOP 3 CHEZ .... LES VISITEURS
Bouche à oreilles et publicité TV : **30%**
Vu la course à la TV, Web & réseaux sociaux : **16%**
Nouvelles et Articles dans les médias : **9%**

À MONTRÉAL TOP 3 CHEZ .... LES VISITEURS
Assisté à l'une des éditions précédente, Web et réseaux sociaux : **37%**
Bouche à oreilles et publicité TV : **29%**
Vu la course à la TV : **17%**

Ces TOP 3 illustrent la notoriété des événements à l'extérieur du Québec et les retombées des investissements faits via le voyage de presse, la télédiffusion, les partenariats et les achats médias TV, Web et Réseaux sociaux.

OBSERVATIONS DU GRAPHIQUE

Une répartition des réponses qui illustre assez bien la stratégie de communication multiplateformes qui est déployée depuis 3 ans pour toucher un public plus large, surtout au niveau local afin que les GP gagnent en notoriété et deviennent des événements incontournables dans la catégorie des événements sportifs majeurs GRATUITS.
Le graphique illustre également assez bien les particularités de chacune des villes dans la manière de s'informer.

À noter : Plus de la moitié (51%) des spectateurs interrogés sont allés visiter le site gpcqm.ca.

Source - sondage terrain 2018

Canadian Sport Tourism Alliance
Alliance canadienne du tourisme sportif

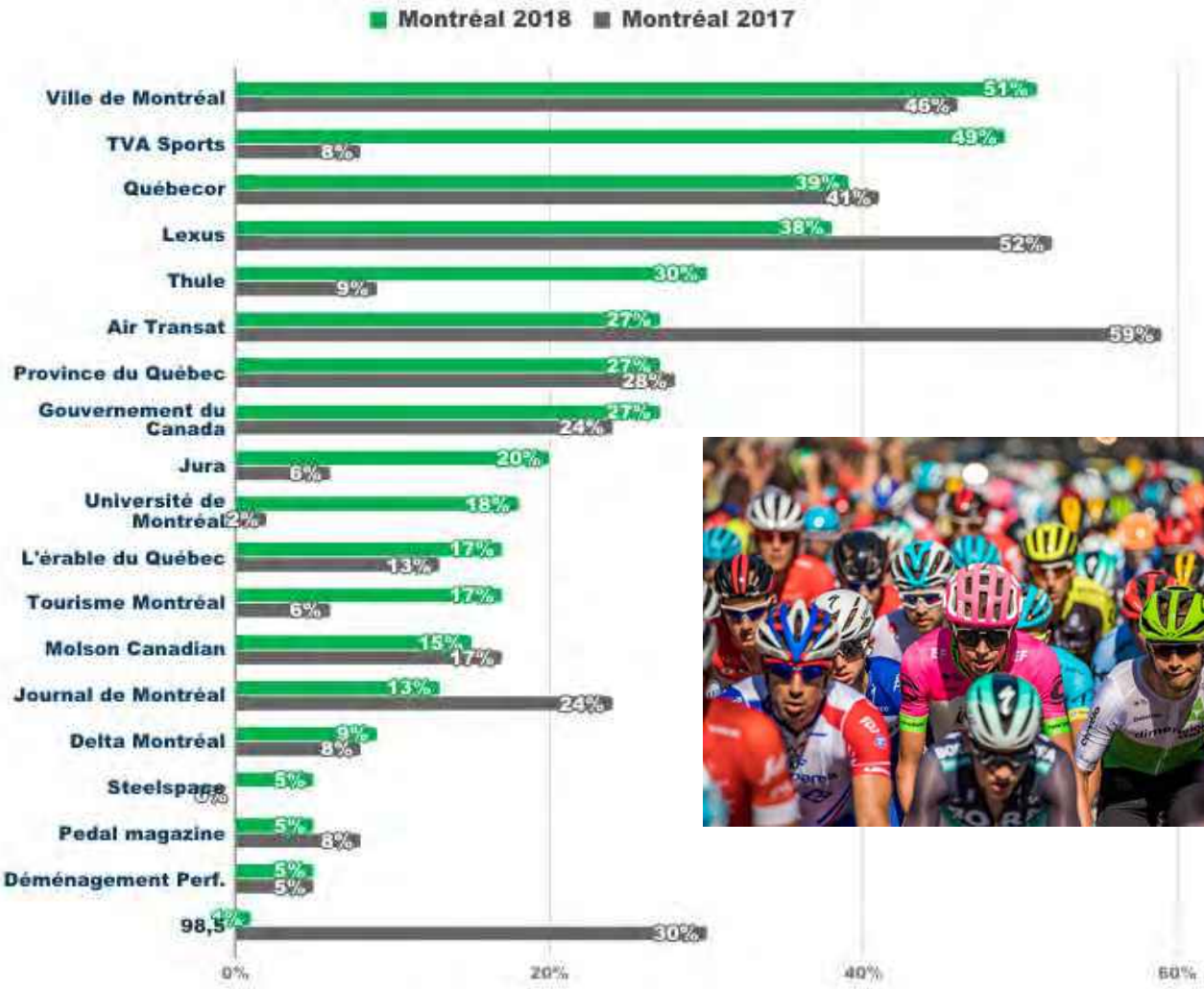
SONDAGE TERRAIN – FAITS SAILLANTS
Rappel spontané des partenaires



Source - sondage terrain 2018

Canadian Sport Tourism Alliance
Alliance canadienne du tourisme sportif

SONDAGE TERRAIN – FAITS SAILLANTS
Rappel spontané des partenaires



Source - sondage terrain 2018

Canadian Sport Tourism Alliance
Alliance canadienne du tourisme sportif

SONDAGE TERRAIN – FAITS SAILLANTS
Satisfaction et renouvellement de la foule





Un niveau de satisfaction élevé et un fort attachement aux événements… **82%** des spectateurs ont **un intérêt** à revenir l'année prochaine



RENOUVELLEMENT DE LA FOULE

Pour déterminer le temps de présence des spectateurs, plusieurs facteurs clés sont pris en compte : **des décomptes de la foule à partir des véhicules de course, des estimations à partir du signal aérien transmis par l'hélicoptère ainsi que des réponses obtenues de la part des spectateurs dans l'enquête réalisée sur le terrain**. Évidemment, la température et les conditions météorologiques ont une influence directes sur les résultats de ces données, comme peuvent en témoigner les chiffres des années les moins clémentes.

Note : Plus le % de spectateurs assistant à la totalité de la course est élevé, plus le ratio de renouvellement de la foule est bas.

TEMPS DE PRÉSENCE DES SPECTATEURS	GPC QUÉBEC				GPC MONTRÉAL			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
Incidence météo	22°	25°	18°	21°	18°	23°	20°	17°
Moins de 2h	27%	23%	14%	23%	36%	15%	21%	33%
Entre 2 et 4 heures	26%	24%	19%	24%	24%	30%	32%	23%
Course entière (+/- 5 heures)	47%	53%	67%	54%	40%	55%	48%	44%
Ratio de renouvellement de la foule	1,41	1,34	1,28	1,36	1,60	1,28	1,36	1,53

OBSERVATIONS 2018 *** Note : À Montréal, en 2013 précipitations de 2,6 mm contre 18,6 mm en 2015.*

Ce sont 50%* des spectateurs qui ont assisté aux courses dans leur intégralité cette année. Cette année encore, c'est à Québec que les spectateurs sont restés le plus longtemps. 78% d'entre eux sont restés entre 2h et 5 heures.

* Moyenne Québec et Montréal

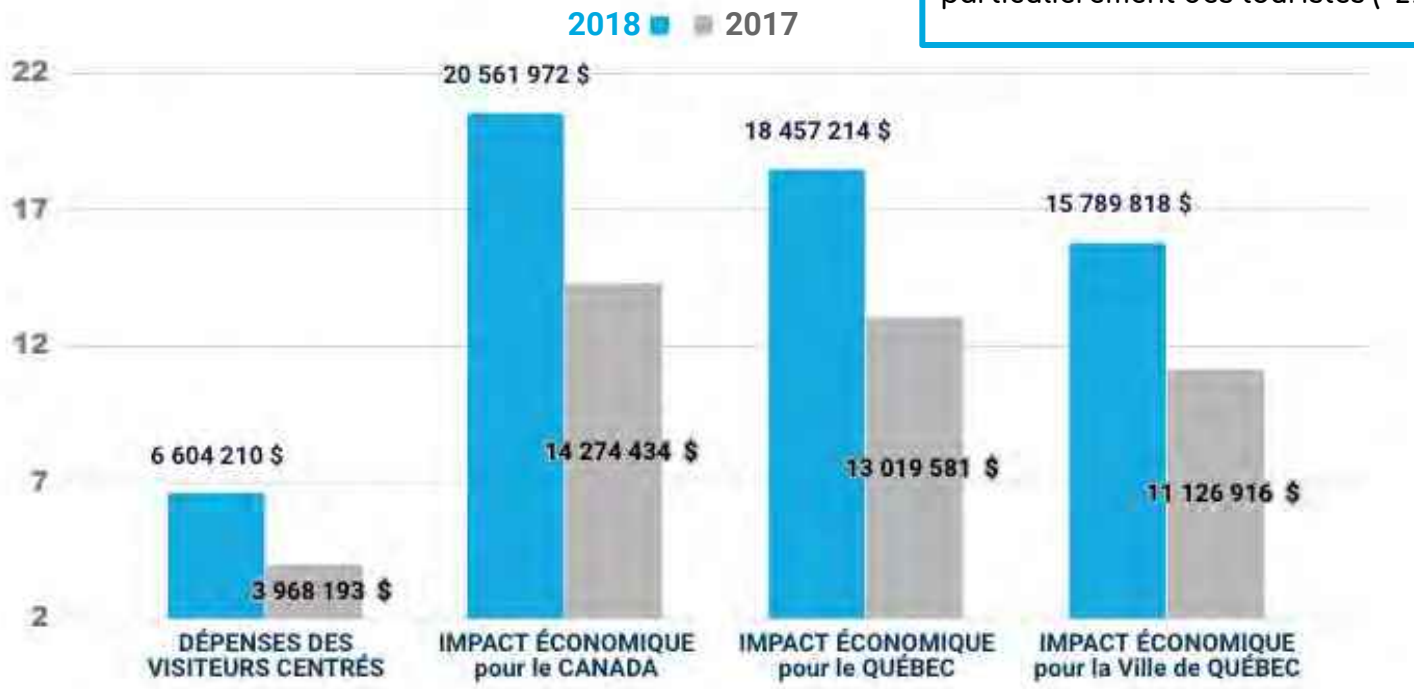
Source - sondage terrain 2018

Canadian Sport Tourism Alliance
Alliance canadienne du tourisme sportif

D'IMPORTANTES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES EN PROGRESSION

GRAND PRIX CYCLISTE DE QUÉBEC

Une forte croissance des retombées du GP de Québec, relative à l'augmentation de fréquentation des visiteurs (+8%) et particulièrement des touristes (+2%)



Source - sondage terrain 2018

Canadian Sport Tourism Alliance
Alliance canadienne du tourisme sportif

Le calcul des retombées économiques totales pour la province du Québec respecte la méthodologie exigée par Tourisme Québec. Celle-ci calcule légèrement différemment le poids des dépenses admissibles du critère associé à la raison de la visite dans chaque ville visée.

D'IMPORTANTES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES EN PROGRESSION

GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL

Malgré la baisse de fréquentation observée à Montréal cette année, on note toutefois qu'une très légère diminution des retombées du GP de Montréal, relative à l'augmentation de fréquentation des visiteurs (+12%) et particulièrement des touristes (+5%).



Source - sondage terrain 2018

Le calcul des retombées économiques totales pour la province du Québec respecte la méthodologie exigée par Tourisme Québec. Celle-ci calcule légèrement différemment le poids des dépenses admissibles du critère associé à la raison de la visite dans chaque ville visée.

Canadian Sport Tourism Alliance
Alliance canadienne du tourisme sportif

SONDAGE TERRAIN – FAITS SAILLANTS
Les retombées économiques

D'IMPORTANTES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES EN PROGRESSION

COMBINÉS GRANDS PRIX CYCLISTES QUÉBEC & MONTRÉAL

IMPACT ÉCONOMIQUE POUR LES VILLES

23,6 M.$

+ 3,7 M. vs 2017

>>>

IMPACT ÉCONOMIQUE POUR LE QUÉBEC

27,1 M.$

+ 4,3 M. vs 2017

>>>

IMPACT ÉCONOMIQUE POUR LE CANADA

30,2 M.$

+ 5,1 M. vs 2017

DÉPENSES COMBINÉES

VISITEURS CENTRÉS **9,6 M.$**
+ 2,4 M. vs 2017

EXPLOITATION & VISITEURS **14 ,3 M.$**
+18% vs 2017

AUTRES CHIFFRES CLÉS POUR LA PROVINCE DU QUÉBEC

Produit Intérieur Brut (PIB)		14 M.$	+ 14% VS 2017-16 et 15
Taxes total		5,4 M.$	+ 21% VS 2017-16 et 15
	Fédéral	1, 9 M.$	+18%
	Provincial	3,1 M.$	+22%
	Municipal	430 000 $	+42%
Emplois total		165	vs 141 en 2017
Salaires		9 M.$	+ 17% vs 2017

Le calcul des retombées économiques totales pour la province du Québec respecte la méthodologie exigée par Tourisme Québec. Celle-ci calcule légèrement différemment le poids des dépenses admissibles du critère associé à la raison de la visite dans chaque ville visée.

Source - sondage terrain 2018

Canadian Sport Tourism Alliance
Alliance canadienne du tourisme sportif


ANNEXES

CRITÉRIUM NATIONAL MONTRÉAL

4e ÉDITION - Une épreuve de plus en plus suivie

Le samedi 8 septembre, la veille du GPC de Montréal, le public a pu assister à la quatrième édition du Critérium National, sur l'Avenue du Parc , entre Mont-Royal et Duluth. **172 participants ont pris part à cette édition**, sur le parcours de 1,5 km exigeant et technique. De nombreux spectateurs ainsi que les coureurs des WorldTeams intéressés par la performance des amateurs ont pu assister à cette course, profitant des terrasses, du barbecue et de la diffusion sur écrans géants.

★ Avenue du Parc, Montréal
★ **36 femmes et 136 hommes, dont 35 juniors**
★1 distance de 1,5 kilomètre parcouru 25 fois par les hommes et 20 fois par les femmes







CRITÉRIUM NATIONAL MONTRÉAL

Avec cet événement destiné aux coureurs et coureuses d'Amérique du Nord détenteurs d'une licence UCI (Union Cycliste Internationale) et évoluant dans les catégories Junior, Senior et Maître, les promoteurs des GPCQM poursuivent leur action en faveur du développement du cyclisme au Québec. Une course de choix notamment pour le peloton féminin de calibre international.

Le nombre de coureurs Junior est en augmentation cette année avec 35 athlètes Hommes et Femmes.



Première au Critérium National dans la catégorie junior, **Simone Boilard** a été décorée de bronze à la course sur route junior des Championnats du monde 2018 deux semaines plus tard !



GAGNANTES ET GAGNANTS 2018

Gagnante femmes junior : Simone Boilard, d'Équipe Canada
Gagnant hommes junior : Nicolas Rivard, de l'équipe Espoirs Élite Primeau Vélo
Gagnante femmes séniors : Raphaele Lemieux, indépendante
Gagnant hommes séniors : Zachary Morris, de Bare Nation
Gagnante femmes maîtres: Véronique Desjardins, de Maglia Rosa Racing Team
Gagnant hommes maîtres : Jérémie Fontanaud, de Scott-Rackultra

CRITÉRIUM NATIONAL MONTRÉAL

LE CRITÉRIUM NATIONAL EN PLEINE ACTION !








LES GPCQM, UN TREMPLIN POUR LA RELÈVE QUÉBÉCOISE ET CANADIENNE

Depuis leur première édition, les GPCQM se sont donnés comme mission d'aider les jeunes cyclistes québécois et canadiens à progresser dans leur sport. Plusieurs athlètes ont ainsi pu se faire un nom sur la scène internationale et être recrutés par des équipes professionnelles. Voici quelques-unes des initiatives mises sur pied par les GPCQM afin de propulser la relève québécoise et canadienne :

- Invitation de l'équipe canadienne à prendre part aux Grands Prix cyclistes aux côtés des WorldTeams.
- Remise de bourses pour chaque course lors du Critérium National. Notons que cette année c'est près de 180 coureurs qui ont eu la chance de rouler sous le regard des WorldTeams et de l'UCI WorldTour.
- Appui financier au programme Un jour WorldTour. Celui-ci est organisé sous forme de stage de préparation pour les catégories juniors à U23 regroupant ainsi une trentaine d'athlètes, garçons et filles confondus. Ce programme FQSC est encadré par des coureurs professionnels ou d'anciens athlètes qui transmettent leur passion, partagent leur précieuse expérience et conduisent la relève vers un objectif : les Jeux olympiques.
- Offre de billets VIP à la FQSC afin de les aider dans leur démarchage de partenaires.
- Appui financier à la Coupe du Québec qui comprenait cette année 5 épreuves dédiées aux catégories de 9 à 17 ans. Également commanditaire du maillot offert au leader du classement général et au leader du classement aux points (sprint) de la Coupe du Québec.



Hugo Houle (Astana) et deux membres de l' équipe canadienne ont mené l'échappée à Montréal.



Les coureurs de l'Équipe canadienne à l'occasion des Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal.



LES GPCQM, UN TREMPLIN POUR LA RELÈVE QUÉBÉCOISE ET CANADIENNE

Chaque année, depuis 9 ans, nous invitons une cinquantaine de jeunes cyclistes âgés de 15 à 17 ans pour occuper le rôle de jeune teneur. Ils ont ainsi la chance de rencontrer les coureurs professionnels le jour des courses dans le cadre d'un concours organisé en collaboration avec la FQSC.











LES GPCQM, UN TREMPLIN POUR LA RELÈVE QUÉBÉCOISE ET CANADIENNE

À chaque édition, plusieurs organisateurs de courses de niveau provincial et régional sont invités à assister aux Grands Prix Cyclistes de Québec et/ou de Montréal afin de parfaire leurs connaissances en organisation.

Depuis la toute première édition en 2010, l'organisation des GPCQM collabore étroitement avec Cyclisme Canada (CC) et la Fédération québécoise des sports cyclistes (FQSC) en organisant des formations pour différents niveaux de commissaires et d'entraîneurs. Cette démarche a permis à certains commissaires canadiens d'officier sur des courses à l'international et à des entraîneurs de travailler avec des athlètes et des équipes sur le circuit mondial. Depuis 5 ans, les Grands Prix cyclistes permettent de former et d'évaluer des conducteurs et pilotes qui font leur Formation de Conducteur Caravane Cycliste. Cette année pour la deuxième année consécutive, un délégué technique de l'UCI était présent pour assurer une formation lors de la semaine des GPCQM. Près de 20 personnes y ont assisté et sont maintenant certifiées par l'UCI pour conduire dans la caravane cycliste des courses de niveau WorldTour.

Des formations de commissaires et d'entraîneurs ont été données à Montréal



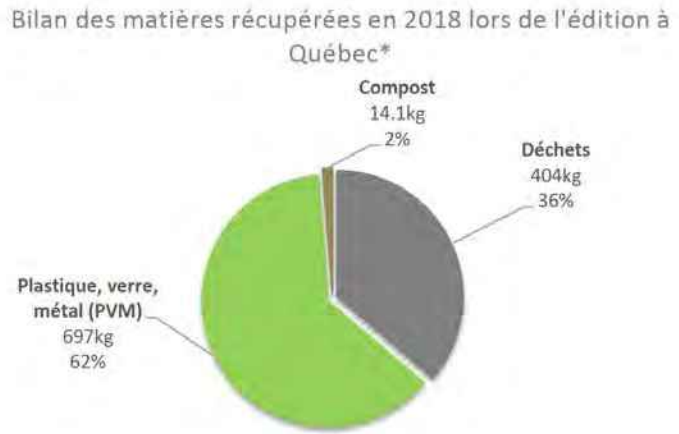
Les conducteurs de l'échelon course requièrent une certification de l'UCI

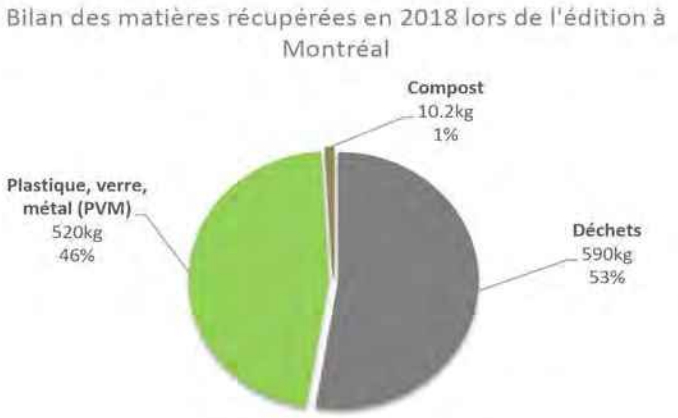




Depuis 2015, les GPCQM ont entamé des démarches significatives afin de devenir des événements écoresponsables. Pour ce faire, des bacs et des conteneurs pour les déchets, les matières recyclables et les matières compostables ont été disposés sur le site les jours de course.

Le taux de récupération est de **64 %** à Québec et de **47 %** à Montréal.







Au total, 1 217 kg de matières recyclables et **24 kg de matières compostables** ont été récupérées lors des Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal cette année.

Le taux de récupération global pour les deux courses est passé de 48,5% en 2017 à **54% cette année.**





NOUVEAUTÉ DEPUIS 2016

Des verres réutilisables Écocup sont donnés au Village VIP afin de diminuer la quantité de bouteilles d'eau distribuée.

ANNEXE D - Accréditations média

PRÉNOM	NOM	PAYS	FONCTION	MEDIA	TYPE	QC	MTL
Bart	Audoore	Belgique	Journaliste	Het Laatste Nieuws	Presse	x	x
Wim	Vos	Belgique	Journaliste	Het Nieuwsblad	Presse	x	x
Quentin	Finné	Belgique	Journaliste	La Dernière Heure	Presse	x	x
Stéphane	Thirion	Belgique	Journaliste	Le Soir et SudPresse	Presse	x	x
Joël	Lemay	Canada	Photographe	Agence QMI	Agence de nouvelles		x
Richard	Prudhomme	Canada	Photographe	Alamy	Agence de photos		x
Pierre-Alexandre	Guay	Canada	Photographe	Argon 18	Web	x	x
Christian	Richard	Canada	Photographe	Association of North American Road Cyclists	Web	x	x
Philippe	Tremblay	Canada	Journaliste	Canadian Cycling Magazine	Presse	x	x
Dan	Gravel	Canada	Journaliste	CHOI RadioX	Radio	x	
Sébastien	Bouchard	Canada	Photographe	COGECO Média	Radio		x
Charles	Hamel	Canada	Photographe	Cyclepresse	Presse	x	x
Louise	Levesque	Canada	Journaliste	Cyclepresse	Presse	x	x
Antoine	Caron	Canada	Caméraman	Cycling Canada	Web	x	x
Allison	Kelly	Canada	Journaliste	Eibhir	Agence de photos	x	
Oran	Kelly	Canada	Photographe	Eibhir	Agence de photos	x	x
Éric	Poisson	Canada	Journaliste	Équipe numérique du Gouvernement du Québec	Web	x	
Marie-Claude	Bernard	Canada	Journaliste	Équipe numérique du Gouvernement du Québec	Web	x	
Sara-Juliette	Ilins	Canada	Journaliste	Équipe numérique du Gouvernement du Québec	Web	x	
Jonathan	Bernard	Canada	Journaliste	FM 93	Radio	x	
Patrice	Lapointe	Canada	Photographe	Fotosports	Agence de photos	x	x
Cedric	Bonel	Canada	Influenceur	gophobservation (Instagram)	Médias sociaux		x
Serge	Bernier	Canada	Caméraman	Info Sport Québec	Web	x	x
Valérie	Morissette	Canada	Photographe	Info Sport Québec	Web	x	x
Jean-François	Racine	Canada	Journaliste	Journal de Montréal/Québec	Presse	x	x
Accompagne	Jean-François Racine	Canada	Photographe	Journal de Québec	Presse	x	
Robert	Skinner	Canada	Photographe	La Presse	Application web		x
Simon	Drouin	Canada	Journaliste	La Presse	Application web	x	x
Accompagne	Peter Black	Canada	Photographe	La Presse canadienne	Agence de nouvelles	x	
Alexandre	Geoffrion-McInnis	Canada	Journaliste	La Presse Canadienne	Agence de nouvelles		x
Peter	Black	Canada	Journaliste	La Presse canadienne	Agence de nouvelles	x	
Valérian	Mazataud	Canada	Photographe	Le Devoir	Presse		x
Jean-Marie	Villeneuve	Canada	Photographe	Le Soleil	Presse	x	
Olivier	Bossé	Canada	Journaliste	Le Soleil	Presse	x	
Simon	Clark	Canada	Photographe	Le Soleil	Presse	x	



ANNEXE D - Accréditations média

Norberto	Aguiar	Canada	Journaliste	LusoPresse	Presse		x
Amir	El Etr	Canada	Photographe	Mat TV	TV		x
Marion	Ghibaudo	Canada	Journaliste	Maudits Français	Web		x
John	Mahoney	Canada	Photographe	Montreal Gazette	Presse		x
Pat	Hickey	Canada	Journaliste	Montreal Gazette	Presse		x
Richard	Whelan	Canada	Journaliste	Pedal Magazine	Presse	x	x
Tim	O'Connor	Canada	Photographe	Pedal Magazine	Presse	x	x
Zack	Morris	Canada	Influenceur	Pro Cycling Tour (Instagram)	Médias sociaux		x
Cassandra	Kerwin	Canada	Photographe	Québec Chronical Telegraph	Presse	x	
Alexandre	Zacharie	Canada	Photographe	Quoi faire à Québec	Web	x	
Charles	B. Ostiguy	Canada	Journaliste	Radio Bidon	Web podcast	x	
David	Desjardins	Canada	Journaliste	Radio Bidon	Web podcast	x	
Accompagne	Jean-Philippe Martin	Canada	Caméraman	Radio-Canada	TV	x	
Jacques	Poitras	Canada	Caméraman	Radio-Canada	TV		x
Jean-Philippe	Martin	Canada	Journaliste	Radio-Canada	TV	x	
Marie	Malchelosse	Canada	Journaliste	Radio-Canada	TV		x
Michael	Roy	Canada	Journaliste	Radio-Canada	TV	x	x
Mireille	Roberge	Canada	Journaliste	Radio-Canada Radio	Radio	x	
Accompagne	Nahila Bendali	Canada	Caméraman	RDI	TV	x	
Nahila	Bendali	Canada	Journaliste	RDI	TV	x	
Accompagne	Sébastien Boucher	Canada	Caméraman	RDS	TV	x	
Accompagne	Sébastien Boucher	Canada	Caméraman	RDS	TV		x
Sébastien	Boucher	Canada	Journaliste	RDS	TV	x	x
Charles-André	Laviolette	Canada		Serdy Média	TV		x
Nicolas	Ruelle	Canada		Serdy Média	TV		x
Mathieu	Laberge	Canada	Journaliste	Sportcom	Agence de nouvelles	x	x
Jacques	Boissinot	Canada	Photographe	The Canadian Press	Agence de nouvelles	x	
Julian	McKenzie	Canada	Journaliste	The Canadian Press	Agence de nouvelles		x
Timothy	Austen	Canada	Journaliste	The Charlatan	Presse		x
Christinne	Muschi	Canada	Photographe	The Montreal Gazette	Presse		x
Accompagne	Stéphane Turcot	Canada	Journaliste	TVA SPORTS	TV	x	
Accompagne	Andy Mailly-Pressoir	Canada	Caméraman	TVA SPORTS	TV		x
Accompagne	Yvan Martineau	Canada	Caméraman	TVA SPORTS	TV	x	x
Andy	Mailly-Pressoir	Canada	Journaliste	TVA SPORTS	TV		x

Stéphane	Turcot	Canada	Caméraman	TVA SPORTS	TV	x	
Yvan	Martineau	Canada	Journaliste	TVA SPORTS	TV	x	x
Vincent	Drouin	Canada	Photographe	VéloGazette	Agence de photos	x	x
Guy	Maguire	Canada	Photographe	VÉLOPTIMUM	Web		x
Chantal	Gagnon	Canada	Photographe	Ville de Québec	Web	x	
Olivier	Rhéaume	Canada	Caméraman	Ville de Québec	Web	x	
Zack	Morris	Canada	Influenceur	zack morris (Instagram)	Médias sociaux		x
Casey B.	Gibson	États-Unis	Photographe	Canadian Cyclist	Web	x	x
Daniel	Tremblay	États-Unis	Photographe	Capovelo.com	Web	x	
Gilles	Lalonde	États-Unis	Journaliste	Capovelo.com	Web	x	
Michael	Better	États-Unis	Journaliste	CyclingTips	Web	x	x
Bonnie	Ford	États-Unis	Journaliste	ESPN	Multi	x	x
Aaron	S. Lee	États-Unis	Journaliste	Eurosport	Web		x
Ted	King	États-Unis	Influenceur	iamtedking (Instagram)	Médias sociaux	x	x
Sam	Wiebe	États-Unis	Photographe	Rally Cycling	Web	x	x
Tom	Soladay	États-Unis	Journaliste	Rally Cycling	Web	x	x
Casey B.	Gibson	États-Unis	Photographe	Sipa USA	Agence de photos	x	x
Ian	Austen	États-Unis	Photographe	The New York Times	Presse		x
Brian	Hodes	États-Unis	Photographe	VeloImages	Agence de photos	x	x
Benoit	Noel	France	Rédacteur	AFP	Agence de nouvelles	x	x
Jean-Luc	Gatelier	France	Journaliste	L'Équipe	Presse	x	x
Marie-Anne	Straus Birkel	Luxembourg	Photographe	RTL	Web	x	x
Zdenek	Matejovskly	République tchèque	Caméraman	TV NOVA	TV	x	
Ivana	Matejovska	Slovaquie	Journaliste	TV JOJ Slovakia	TV		x
François	Thomazeau	UK	Journaliste	Cycling podcast	Web podcast	x	x
Daniel	Benson	UK	Éditeur en chef	CyclingNews	Web	x	x
Frattini	Kirsten	UK	Journaliste	CyclingNews	Web	x	x
Luc	Claessen	UK	Photographe	Getty Images	Agence de photos	x	x
Sophie	Hurcom	UK	Journaliste	ProCycling	Presse	x	x

ANNEXE E - Activités de relations publiques

DATE	ACTIVITÉ	OUTILS	PORTÉE
Mars à juillet	Représentations sur le Tour de France et autres courses du circuit UCI WorldTour	Représentation	Internationale
Mai	Appel à l'accréditation et au voyage de presse	Communiqué (diffusion GPCQM)	Internationale
Mai à août	5 manches pour la Coupe du Québec	Représentation et présence médias sociaux	Nationale
Juin à août	Recrutement des jeunes teneurs	Initiative FQSC et GPCQM	Nationale
Juin à août	Offensive médias internationaux : Europe, Canada, USA et Influenceurs		Internationale
Juillet	Appel à l'accréditation et au voyage de presse	Communiqué (diffusion GPCQM)	Internationale
Juillet à août	Offensive des évènements sur les médias sociaux		Internationale
Août et Sept.	Intégration à la programmation TVA et TVA Sports		
Août et Sept.	Infolettre aux clubs, partenaires et amis du GPCQM		
17 août	Opération officielle d'invitations VIP à des personnalités publiques	Invitation via courriel	Nationale
18 août	Clôture des Mardis cyclistes de Lachine	Représentation	Nationale
21 août	Annonce de lancement des GPCQM (contingent nord-américain)	Communiqué (diffusion GPCQM et CNW (Québec, Canada, États-Unis)	International
23 août	Annonce des leaders des WorldTeams	Communiqué (diffusion GPCQM et CNW (Québec, Canada, États-Unis)	Internationale
31 août	Conférence téléphonique avec Simon Gerrans		National
31 août	Tournée médiatique: Marcel Leblanc et Guillaume Boivin		National
3 sept.	Annonce de la programmation de la semaine événementielle	Communiqué (diffusion GPCQM)	Internationale
4 sept.	Point de presse – Arrivée des WorldTeams à l'aéroport de Québec	Présence médias, web, médias sociaux	Internationale
5 sept.	Annonce du jour	Avis (diffusion GPCQM)	Internationale
5 sept.	Podcast Radio Bidon	Entrevues avec divers acteurs de l'industrie du cyclisme mondial	Nationale

ANNEXE E - Activités de relations publiques

121

DATE	ACTIVITÉ		PORTÉE
5 sept.	Conférence de presse – Ouverture des GPCQM	Présence médias, web, médias sociaux	Internationale
5 sept.	Conférence de presse – Présentations des leaders des WorldTeams	Présence médias, web, médias sociaux	Internationale
5 sept.	Retour sur les conférences de presse	Communiqué (diffusion GPCQM)	Internationale
6 sept.	Présence à la conférence de presse d'Équipe Canada (café Cartel)		National
7 sept.	Annonce du jour	Avis (diffusion GPCQM)	Internationale
7 sept.	Entrevue feed international – Gagnants du Grand Prix Cycliste de Québec	TV	Internationale
7 sept.	Point de presse – Gagnants du Grand Prix Cycliste de Québec		Internationale
7 sept.	Annonce des résultats du Grand Prix Cycliste de Québec	Communiqué (diffusion GPCQM et CNW (Canada et États-Unis)	Internationale
8 sept.	Période d'entrevues – Arrivée des WorldTeams à Montréal (Hôtel Delta)		Internationale
8 sept.	Annonce des résultats du Critérium National de Montréal		Internationale
9 sept.	Annonce du jour	Avis (diffusion GPCQM)	Internationale
9 sept.	Minute de silence pour Clément Ouimet lors de la présentation d' Équipe Canada		International
9 sept.	Point de presse – David Lappartient, Hadrien Parizeau et M. Arsenault.		Internationale
9 sept.	Point de presse – Gagnants du Grand Prix Cycliste de Montréal	Présence médias, web, médias sociaux	Internationale
10 sept.	Annonce des résultats du Grand Prix Cycliste de Montréal	Communiqué (diffusion GPCQM et CNW (Canada et États-Unis)	Internationale
22 au 30 sept	Championnat du monde de Cyclisme sur route - Autriche Innsbruck 2018	Représentation et reportages pour les réseaux sociaux	Internationale
19 nov.	Gala FQSC		


GRANDS
PRIX CYCLISTES


GPCQM.CA
9E ÉDITION DES GRANDS PRIX CYCLISTES
LCN
7:26
GRAND
PRIX
CYCLISTE




QUÉBEC
07 SEPTEMBRE
GRAND
PRIX
CYCLISTE
DE QUÉBEC
GRAND
PRIX
CYCLISTE
DE MONTRÉAL
MONTRÉAL
09 SEPTEMBRE
UCI



ANNEXE F - Calendrier du Plan de promotion 2018

Pour un meilleur aperçu, CLIQUEZ ICI

CALENDRIER PROMOTIONNEL 2018	Détails	VALEUR	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPT		OCT	
			1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31
RADIO - QUÉBEC																
98,5 FM	**du 20 août au 9 septembre**															
Concours - Les Amateurs de Sports Mario Langlois incluant le web (détaillé plus bas)	Promo concours : 20 occ. publicitaires de 30 sec.	50 700,00 $										20 au 24				
	10 mentions dans l'émission Les amateurs de sports											20 au 24				
	Mentions web et visibilité site - *détails dans portion Web*											20 au 24				
Concours - Le Québec Maintenant incluant le web (détaillé plus bas)	Promo concours : 20 occ. publicitaires de 30 sec.												3 au 7			
	10 mentions dans l'émission Les amateurs de sports												3 au 7			
	Mentions web et visibilité site - *détails dans portion Web*												3 au 7			
Spot radios - incluant le web (détaillé plus bas)	56 occ. de 30 secondes	42 700,00 $										27 août au 7 sept				
Entrevues	reportages en direct et mentions	31 175,00 $											9 sept.			
FM93	**du 17 août au 7 septembre**															
Concours -Expérience VIP incluant le web (détaillé plus bas)	21 occasions de 30 secondes et 16 occasions de 15 secondes dans les jingles de l'heure 12a-12a	7 426,00 $										17 au 24 août				
	5 mentions des GPCQM dans l'émission l'Avant-Match + 1 grand gagnant											17 au 24 août				
Spot radios	57 occ. de 30 secondes	14 595,00 $										27 août au 7 sept				
Implication de la station	entrevue et reportage	18 525,00 $														
RADIO - U.S.A																
VOX AM/FM - U.S.A (Burlington, VT - Plattsburgh, NY Market)	**du 20 août au 9 septembre**															
101.3 ESPN - Concours - Expérience VIP	50 mentions live et diffusion d'un message promo 30 sec. pré-enregistré											27 au 31 août				
5 stations de radios : WVTK-FM, WCPV-FM, WXZO-FM, WEAV-AM, WEZF-FM incluant le web (détaillé plus bas)	375 spots 30 sec sur les stations (75 par station)	*44 000,00$*										20 au 9 sept.				
	125 spots de 15 sec sur les 2 stations (25 spots par station)											20 au 9 sept.				
Implication des stations	2 entrevues téléphoniques avec ESPN											tbc				
TOTAL RADIO		209 121,00 $														

ANNEXE F - Calendrier du Plan de promotion 2018

CALENDRIER PROMOTIONNEL 2018	Détails	VALEUR	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPT		OCT	
			1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31
IMPRIMÉS - AFFICHAGE QUÉBEC			AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPT		OCT	
QMI	du 25 août au 10 septembre		1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31
Journal de Québec	2 x 1/2 page - Cahier Weekend - Actualité											25	1			
	2 x 1/2 page - Section Sports												3 et 10			
	2 x 1/2 page - Section Actualités												4 et 7			
	1 x 1/2 page Merci - Section Sports												10			
Journal de Montréal	2 x 1/2 page - Cahier Weekend - Actualité	150 000,00 $										25	1			
	1 x 1/2 page - Section Sports												5			
	3 x 1/2 page - Section Actualités												7, 8 & 9			
	1 x 1/2 page Merci - À côté de la couverture journalistique												10			
24h	1 x 1 page - Section Sports												5			
	1 x 1 page - Section Actualités												7			
SERDY MÉDIA	de juin à septembre															
Magazine Espaces	1 page dans 2 publications (Été et Automne)	9 050,00 $														
QUOI FAIRE À QUÉBEC	de août à septembre															
Quoi faire à Québec (inclus la portion Web, voir détails)	2 pleines pages	4 800,00 $									1		4			
	Mention GPQ dans pages éditoriales												4			
	Caméo sur couverture du magazine												4			
QMI	6 août au 9 septembre															
Abribus	91 surfaces - Montréal 13 surfaces à Lévis	90 000,00 $									6 août au 9 sept					
PUBLICITÉ SAUVAGE	13 août au 9 septembre															
Affiches	1 800 affiches extérieures - Québec et Montréal - 24"x36"	5 570,00 $									13 août au 9 sept					
	Distribution de dépliants dans 300 lieux - Québec et Montréal										13 août au 9 sept					
NEWAD	13 août au 9 septembre															
RestoBars Numérique Montréal	25 emplacements - 601 300 impression au total	20 000,00$									13 août au 9 sept					
RestoBars Classique Montréal	20 emplacements										13 août au 9 sept					
RestoBars Numérique ottawa	15 emplacements										13 août au 9 sept					
Restobar classique ottawa	20 emplacements										13 août au 9 sept					
Campus Digital Montréal	3 emplacement											27 août au 9 sept				
Campus Digital Ottawa	1 emplacements											27 août au 9 sept				
RestoBars Classique Montréal	25 emplacements - 80 000 impressions	5 000,00$									13 août au 9 sept					
RestoBars Classique Québec	25 emplacements - 62 500 impressions										13 août au 9 sept					

ANNEXE F - Calendrier du Plan de promotion 2018

CALENDRIER PROMOTIONNEL 2018	Détails	VALEUR	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPT		OCT	
			1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31
IMPRIMÉS - AFFICHAGE - Canada																
PEDALMAGAZINE	**de mars à novembre**															
Pedal magazine **inclus le web (voir détails dans la portion web)**	1 pleine page dans 5 publications :	35 000,00 $	10		11				3			21			tbc	
	1 pleine page THANK YOU															3-nov.
Bike Trade	1 pleine page dans 3 publications		AVRIL				Juin						Sept.			
CANADIAN CYCLING MAGAZINE	**de août à septembre**															
Canadian Cycling **inclus le web (voir détails dans la portion web)**	1 pleine page dans la parution de août/septembre (volume 7 issue 4)	2 100,00 $									Août-sept					
IMPRIMÉS - U.S.A																
VERMONT SPORT MAGAZINE	**de juillet à août**															
Vermont Magazine **inclus le web (voir détails dans la portion web)**	1 pleine page dans 2 parutions	4 664,00 $							Juillet		Août					
TOTAL IMPRIMÉS		326 184,00 $														

TÉLÉVISION - QUÉBEC			AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPT		OCT	
GROUPE TVA - QUÉBECOR	du 20 août au 9 septembre		1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31
TVA Réseau	Banque d'occasions de 30 secondes (99 spots)	220 600,00 $										20 août au 9 sept.				
TVA Sports, TVA Sports 2, LCN, Addik, Casa	Banque d'occasions de 30 secondes (792 spots)	145 320,00 $										20 août au 9 sept.				
	Plan d'autopromotions incluant les logos de nos partenaires majeurs											28 août au 10 sept.				
TVA Québec, Montréal, Sherbrooke, LCN	Vidéo 30 secs (122 occasions)	65 000,00$											1er au 9			
SERDY MÉDIA	**du 13 août au 9 septembre**															
Évasion	658 occasions de 30 secondes	46 832,50 $									13 août au 9 septembre					
Zeste	538 occasions de 30 secondes	26 402,00 $									13 août au 9 septembre					
TÉLÉVISION - QUÉBEC																
WPTZ	**1er au 8 septembre 2018**															
NBC5	34 occasions de 30 sec	4 011,00 $											1er au 8			
TOTAL TV		508 165,50 $														

ANNEXE F - Calendrier du Plan de promotion 2018

CALENDRIER PROMOTIONNEL 2018	Détails	VALEUR	AVRIL 1er au 15	AVRIL 16 au 30	MAI 1er au 15	MAI 16 au 31	JUIN 1er au 15	JUIN 16 au 30	JUILLET 1er au 15	JUILLET 16 au 31	AOÛT 1er au 15	AOÛT 16 au 31	SEPT 1er au 15	SEPT 16 au 30	OCT 1er au 15	OCT 16 au 31
WEB - Québec			**AVRIL**		**MAI**		**JUIN**		**JUILLET**		**AOÛT**		**SEPT**		**OCT**	
SERDY MÉDIA	**du 8 août au 9 septembre**															
espaces.ca	Bannière 728x90 - 60 000 impressions	1 500,00$									8 août au 9 septembre					
	Post Facebook - 1 publication	500,00$											Sem 3 sept.			
	1 infolettre - bannière 728x90 53 000 abonnés	1 750,00$											4			
evasion.tv	Bannière (970x250) - 90 000 impressions	4 050,00$									13 août au 9 septembre					
	BigBox (300x250) - 152 000 impressions	4 560,00$									13 août au 9 septembre					
Zeste.tv	Bannière (970x250) - 90 000 impressions	4 050,00$									13 août au 9 septembre					
	BigBox (300x250) - 152 000 impressions	4 560,00$									13 août au 9 septembre					
Gpcqm.ca	Campagne Facebook	tbc														
	5 à 6 infolettres						3					17, 29	5			
	Web diffusion et live FB	tbc											5 au 22			
CANOÉ - TVASPORTS	**du 20 août au 10 septembre**															
Journaldequebec.com Journaldemontreal.com	Double-bot (300X600)- Cat. Actualité - journal de Mtl - 178 571 impressions +142 857 impressions Double-bot (300X600)- Cat. Actualité - journal de Qc - 178 571 impressions +100 000 impressions	26 799,00 $										24 août au 9 sept				
	Splitbox (Vidéo intégrée au contenu) JdMtl : 151 514 impressions & JdQc : 151 515 impressions															
www.tvasports.ca	Multisizes Billboard 300X600 et 300X250 - 740 653 impressions	18 200,00 $										20 août au 9 sept				
COGECO	**du 20 août au 9 septembre**															
www.985fm.ca	BigBox et superbannière - 25 000 impressions	incl. Portion Radio										27 août au 9 sept				
98.5 FM - CONCOURS	Pages web dédiées aux concours + Lien vers site internet	incl. Portion Radio										20 au 7 sept.				
	Bannière (1280x720) dans la section concours	incl. Portion Radio										20 au 7 sept.				
FM 93 - CONCOURS	Page dédiée au concours avec bannière (1280x720) + Lien vers votre site internet	incl. Portion Radio											27			
	Bannière dans la section événement (1280x720)	incl. Portion Radio											27			
Quoi Faire à Québec	**24 août au 7 septembre 2018**															
quoifaireaquebec.com	50 000 pages vues BIGBOX	incl. Portion imprimé										24 août au 7 sep.				
	Bannière "En vedette" (1272x380)	incl. Portion imprimé														
FACEBOOK	**Juillet à septembre**															
Campagne	selon les besoins	907,00 $														
GOOGLE AD GRANTS	**toute l'année**															

ANNEXE F - Calendrier du Plan de promotion 2018

CALENDRIER PROMOTIONNEL 2018	Détails	VALEUR
WEB - Canada		
PEDAL	**de janvier à décembre**	
www.pedal.ca	Big box	Incl. Portion imprimé
	Envoi infolettre	Incl. Portion imprimé
CANADIAN CYCLING	**de août à septembre**	
www.canadiancycling.ca	BigBox (300x250) - 40 000 impressions	1 700,00 $
	Leaderboard (1120x270) - 40 000 impressions	
	3 publicités infolettre (BigBox ad position)	
	vidéo Ads (in content)	
FACEBOOK	**Juillet à septembre**	
Campagne	selon les besoins	
YOUTUBE	**1er août au 9 septembre**	
Campagne	Vidéo Pré-roll 15 sec et 30sec - 24 000 impressions	718,00 $
GOOGLE AD GRANTS	**toute l'année**	
Référencement - 30% du dons de 10K offert aux obnl	toute l'année	N\R
WEB - U.S.A		
VERMONT MAGAZINE	**de juin à septembre**	
www.vsports.com	BigBox et Bannière	Incl. Portion imprimé
	5 pubs dans infolettre	Incl. Portion imprimé
	Calendrier des événements (3X)	Incl. Portion imprimé
	Publication sur Facebook et site internet (vidéo promotionnelle)	Inclu Portion imprimé
VOX	**du 4 août au 9 septembre**	
Star 92.9 WEZF, 101.3 ESPN, Planet 96.7 WXZO, WVTK 92.1	1 big box (300x250)	Incl. Portion imprimé
WPTZ	**du 25 août au 8 septembre**	
	1 big box	Incl. Portion imprimé
FACEBOOK	**Juillet à septembre**	
Campagne	selon les besoins	
YOUTUBE	**1er août au 9 septembre**	
Campagne	Vidéo Pré-roll 15 sec et 30sec - 56 000 impressions	1 677,00 $
GOOGLE AD GRANTS	**toute l'année**	
Référencement - 20% du dons de 10K offert aux obnl	toute l'année	N\R
TOTAL WEB & MÉDIAS SOCIAUX		1 677,00 $



ANNEXE F - Calendrier du Plan de promotion 2018

CALENDRIER PROMOTIONNEL 2018	Détails	VALEUR	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPT		OCT	
			1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31
REPRÉSENTATIONS - SALONS									FÉV - AOÛT							
SALON DU VÉLO DE MONTRÉAL et de GATINEAU/OTTAWA	**du 23 février au 18 mars**															
Salon du vélo de Montréal du 23 au 25 février	25 paires de billets de courtoisie pour chaque salon															
	Présence du logo sur les affiches et dans les éléments d epromotion et de communiation des Salons et dans les annonces journaux															
	Logo sur le site internet des Salons															
	Logo sur l'arche d'entrée des Salons et dans le guide du visiteur															
	Droit nominatif du café des cyclistes à Montréal															
Salon du vélo de Gatineau/Ottawa du 16 au 18 mars	Un kiosque 20x10 avec écran au salon de Gatineau	**6 000,00 $**														
	Concours lors des Salons avec tirage au sort et remise de la base de donnée recueillie															
	Diffusion d'une infolettre GPCQM pour promouvoir l'offre du Village des Fans à tous les exposants des Salons															
	Mise en place d'un tirage au sort															
	Déploiment d'un visuel à l'effigie des Grand Prix															
TOTAL REPRÉSENTATIONS		**6 000,00 $**														
TOTAL VALEUR DU PLAN PROMO &PUBLICITAIRE		1 051 147,50 $	GRANDS PRIX CYCLISTES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL 2018													

RÉSEAUX SOCIAUX			AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPT		OCT	
MENTIONS DES PARTENAIRES & VISIBILITÉ GPCQM		R/R	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31
FACEBOOK, INSTAGRAM, TWITTER, YOUTUBE	Selon ententes, opportunités et stratégie															

VOYAGE DE PRESSE 2018	RELATIONS PUBLIQUES	28 700,00 $	AVRIL		MAI		JUIN		JUILLET		AOÛT		SEPT		OCT	
			1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 31	1er au 15	16 au 30	1er au 15	16 au 31
France																
Agence France Presse	Info - agence de presse mondiale et généraliste - 150 pays												4 AU 10			
L'Équipe	131 000 exemplaires vendus en 2016 - 12,5 millions de visiteurs uniques par mois sur lequipe.fr												À VENIR			
Belgique																
Le Soir	Tirage 70 000 exemplaires - Lectorat : 400 000 - Relais SudPresse avec 120 000 ex avec un impact de 700 000 pour 4 millions d'habitants de la région Wallonie-Bruxelles												4 AU 10			
La Dernière Heure	60 825 ex par jour - site web : 280 000 visiteurs unique / jour												4 AU 10			
Het Laatste Nieuws	270 000 exemplaire par jour -Près d'un million pour l'ensemble des journaux du groupe Site web : 1.7 millions de visiteurs uniques par jour												4 AU 10			
Het Nieuwsblad et plusieurs autres publications	520 000 exemplaires - 1million visiteurs uniques quotidien sur le web												4 AU 10			
Grande-Bretagne																
Procyling	Mag - 19 000 exemplaires vendus en UK - USA et Canada															NOV
Cycling News	*WEB - 1.7M Cross Brand Reach - 40M Monthly Page Impressions 3.23m global uniques (July 2015)*												4 AU 10			À VENIR
USA																
Peloton	Magazine															
Influenceur	Ted King												6 AU 10			
INTERNATIONAL																
Getty Images	Agence photo diffusant dans les magasines spécialisés du monde entier. Agence de certaines équipes WorldTeams												4 AU 10			


GRANDS
PRIX CYCLISTES
DE QUÉBEC
DE MONTRÉAL
UCI WORLD TOUR
MERCI !
Rendez-vous à la 10e édition !
13 et 15 septembre 2019

Événements GPCQM

États financiers
au 30 septembre 2018

Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 3
États financiers	
Résultats et actif net	4
Flux de trésorerie	5
Situation financière	6
Notes complémentaires	7 - 11
Annexe	12

Raymond Chabot
Grant Thornton

Rapport de l'auditeur indépendant

Raymond Chabot
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Bureau 2000
Tour de la Banque Nationale
600, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec)
H3B 4L8

T 514 878-2691

Aux administrateurs de
Événements GPCQM

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'organisme Événements GPCQM, qui comprennent l'état de la situation financière au 30 septembre 2018 et les états des résultats et actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du

caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme Événements GPCQM au 30 septembre 2018 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.[1]

Montréal
Le 27 novembre 2018

[1] CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A121364

Événements GPCQM
Résultats et actif net
pour l'exercice terminé le 30 septembre 2018

	2018	2017
	$	$
Produits		
Subventions		
Ville de Montréal	**1 250 000**	1 250 000
Ville de Québec	**1 125 000**	1 100 000
Gouvernement du Québec	**979 628**	988 000
Gouvernement du Canada	**900 000**	900 000
Sport Canada	**75 000**	75 000
Tourisme Montréal	**70 000**	70 000
Commandites	**1 598 569**	1 854 907
Événements	**267 265**	144 258
Licences de diffusion	**104 008**	87 303
Divers	**13 128**	23 207
	6 382 598	6 492 675
Charges		
Production télévisuelle	**920 000**	910 000
Marketing	**1 528 527**	1 570 404
Organisation des événements	**2 176 507**	2 350 304
Logistique	**817 204**	829 548
Salaires du personnel administratif, commissions et charges sociales	**212 362**	208 420
Charges locatives	**88 620**	88 620
Frais de bureau	**7 183**	8 933
Télécommunications	**3 868**	3 771
Frais de déplacement	**1 921**	10 163
Honoraires professionnels	**379 820**	380 194
Frais de représentation et repas	**3 010**	18 740
Assurances	**15 109**	14 888
Autres	**16 334**	17 674
Créances douteuses		1 377
Frais bancaires	**9 593**	7 452
Intérêts sur l'emprunt bancaire	**26 030**	22 886
Perte de change	**6 401**	6 847
Amortissement des immobilisations corporelles		59
	6 212 489	6 450 280
Excédent des produits par rapport aux charges	**170 109**	42 395
Actif net négatif au début	**(234 819)**	(277 214)
Actif net négatif à la fin	**(64 710)**	(234 819)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Événements GPCQM
Flux de trésorerie
pour l'exercice terminé le 30 septembre 2018

	2018	2017
	$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits par rapport aux charges	**170 109**	42 395
Éléments hors caisse		
Amortissement des immobilisations corporelles		59
Variation nette d'éléments du fonds de roulement	**620 830**	(648 052)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	**790 939**	(605 598)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation nette de l'emprunt bancaire et flux de trésorerie liés aux activités de financement	**(250 001)**	250 001
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	**540 938**	(355 597)
Encaisse au début	**363 463**	719 060
Encaisse à la fin	**904 401**	363 463

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Événements GPCQM
Situation financière
au 30 septembre 2018

	2018	2017
	$	$
ACTIF		
Court terme		
Encaisse	**904 401**	363 463
Comptes clients et autres créances (note 3)	**443 009**	737 085
Subventions à recevoir (note 4)	**1 192 142**	1 632 664
Stocks	**16 405**	27 237
Frais payés d'avance	**19 000**	15 500
	2 574 957	2 775 949
PASSIF		
Court terme		
Emprunt bancaire (note 5)		250 001
Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement (note 6)	**2 639 667**	2 760 767
	2 639 667	3 010 768
ACTIF NET NÉGATIF NON AFFECTÉ	**(64 710)**	(234 819)
	2 574 957	2 775 949

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil,

Administrateur

Administrateur

Événements GPCQM
Notes complémentaires
au 30 septembre 2018

1 - STATUTS ET OBJECTIFS DE L'ORGANISME

L'organisme, constitué en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (Québec), a pour objectifs d'organiser et de promouvoir le Grand Prix Cycliste de Montréal et le Grand Prix Cycliste de Québec. Il est un organisme à but non lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers de l'organisme sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

Lors de l'évaluation initiale, les actifs et les passifs financiers de l'organisme provenant d'opérations non conclues avec des apparentés ainsi que ceux provenant d'opérations conclues avec des parties qui n'ont pas d'autre relation avec l'organisme qu'en leur qualité de membres de la direction (ainsi que les membres de la famille immédiate) sont évalués à la juste valeur qui est, dans le cas des actifs financiers ou des passifs financiers qui seront évalués ultérieurement au coût après amortissement, majorée ou diminuée du montant des commissions et des coûts de transaction afférents.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de l'organisme sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût après amortissement, l'organisme détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative et si l'organisme détermine qu'il y a eu, au cours de l'exercice, un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs d'un actif financier, une réduction sera alors comptabilisée à l'état des résultats à titre de moins-value. La reprise d'une moins-value comptabilisée antérieurement sur un actif financier évalué au coût après amortissement est comptabilisée aux résultats au cours de l'exercice où la reprise a lieu.

Événements GPCQM
Notes complémentaires
au 30 septembre 2018

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Constatation des produits

Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré. Les apports reçus à titre de dotations sont présentés comme des augmentations directes de l'actif net.

Commandites, événements, licences de diffusion et produits divers

Les produits de commandites, d'événements et de licences de diffusion, et les produits divers sont constatés à titre de produits conformément à l'entente entre les parties, lorsque les services ont été fournis ou que les événements cyclosportifs ou la diffusion ont eu lieu, que le montant est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. L'organisme reçoit des commandites sous forme de fournitures et de services. Au cours de l'exercice, un montant de 1 378 141 $ en commandites (1 638 175 $ en 2017) a été constaté ainsi qu'un montant de 40 000 $ en licences de diffusion (40 000 $ en 2017). De plus, des montants de 966 141 $, de 419 000 $ et de 33 000 $ ont été constatés dans les charges respectivement aux postes Marketing, Organisation des événements et Logistique (961 155 $, 683 000 $ et 34 020 $ en 2017).

Évaluation des stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Conversion des devises

L'organisme utilise la méthode temporelle pour la conversion des opérations libellées dans une monnaie étrangère. Selon cette méthode, les éléments monétaires d'actif et de passif sont convertis au cours à la date de l'état de la situation financière. Les éléments non monétaires d'actif et de passif sont convertis aux cours historiques, à l'exception de ceux comptabilisés à la juste valeur qui sont convertis au cours à la date de l'état de la situation financière. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Les gains et les pertes de change afférents sont comptabilisés dans les résultats de l'exercice.

3 - COMPTES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	2018	2017
	$	$
Comptes clients	**131 346**	225 862
Avances à des administrateurs, sans intérêt	**1 132**	1 132
Taxes à la consommation à recevoir	**310 531**	510 091
	443 009	737 085

Événements GPCQM
Notes complémentaires
au 30 septembre 2018

4 - SUBVENTIONS À RECEVOIR

	2018	2017
	$	$
Ville de Montréal	**125 000**	125 000
Ville de Québec	**112 500**	110 000
Gouvernement du Québec	**299 228**	441 600
Gouvernement du Canada	**528 100**	900 000
Sport Canada	**75 000**	3 750
Tourisme Montréal	**52 314**	52 314
	1 192 142	1 632 664

5 - EMPRUNT BANCAIRE

L'organisme dispose d'un crédit d'exploitation sous la forme d'un emprunt bancaire d'un montant autorisé de 1 085 000 $ (1 130 000 $ en 2017) portant intérêt au taux préférentiel plus 1,5 % (taux préférentiel plus 1,75 % en 2017) (5,20 %; 4,95 % en 2017). Toute somme utilisée relative à l'édition 2018 des Grands Prix Cyclistes devra être remboursée avant le 31 mars 2019. De plus, l'organisme dispose d'une facilité de crédit additionnelle sous forme de cartes de crédit portant intérêt au taux de 19,99 % et d'un montant autorisé de 50 000 $. Ces facilités de crédit sont renouvelables en février 2019 et sont garanties par une hypothèque de 1 500 000 $ grevant l'universalité des biens de l'organisme, de même que par un cautionnement de 567 500 $ d'une société contrôlée par des administrateurs communs. L'organisme n'a versé aucune contrepartie en échange de ce cautionnement. En vertu de la convention de crédit, l'organisme doit respecter certaines clauses restrictives.

6 - COMPTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES DE FONCTIONNEMENT

	2018	2017
	$	$
Comptes fournisseurs et charges à payer		
Sociétés contrôlées par des administrateurs communs	**711 312**	623 795
Autres	**1 375 510**	1 584 127
Billet à payer à une société contrôlée par des administrateurs communs, sans intérêt	**552 845**	552 845
	2 639 667	2 760 767

Événements GPCQM
Notes complémentaires
au 30 septembre 2018

7 - OPÉRATIONS CONCLUES AVEC DES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES PAR DES ADMINISTRATEURS COMMUNS

	2018	2017
	$	$
Produits		
Commandites	**–**	2 190
Événements	**29 437**	–
Charges		
Production télévisuelle	**920 000**	910 000
Marketing	**258 131**	317 714
Organisation des événements	**158 687**	213 228
Logistique	**72 430**	71 086
Salaires du personnel administratif, commissions et charges sociales	**212 362**	208 420
Charges locatives	**88 620**	88 620
Frais de bureau	**2 528**	1 518
Télécommunications	**–**	50
Honoraires professionnels	**359 130**	364 634
Frais bancaires	**3 108**	–

Ces opérations ont été conclues dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange.

8 - ENGAGEMENT

L'organisme s'est engagé, d'après un contrat de gestion conclu avec une société contrôlée par des administrateurs communs et échéant le 31 décembre 2019, à verser 5 % des produits du Grand Prix Cycliste de Montréal et du Grand Prix Cycliste de Québec en échange de services de gestion. Le contrat est renouvelable automatiquement pour une période additionnelle correspondant à la durée de la licence que l'organisme obtiendra de l'Union Cycliste Internationale lors de son renouvellement.

9 - RISQUES FINANCIERS

Risque de crédit

L'organisme est exposé au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière. L'organisme a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont les comptes clients, les avances et les subventions à recevoir, étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour l'organisme.

Risque de marché

Les instruments financiers de l'organisme l'exposent au risque de marché, plus particulièrement au risque de change et au risque de taux d'intérêt, lesquels découlent à la fois des activités de fonctionnement et de financement.

Événements GPCQM
Notes complémentaires
au 30 septembre 2018

9 - RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de change

L'organisme réalise la plupart de ses transactions en dollars canadiens. Le risque de change découle des produits et des charges libellés dans une monnaie étrangère, lesquels sont principalement effectués en euros. Au 30 septembre 2018, l'organisme est exposé au risque de change en raison de l'encaisse et des comptes clients libellés en euros totalisant 1 125 $ (619 000 $ au 30 septembre 2017) ainsi que des comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement libellés en euros, en dollars américains et en francs suisses totalisant respectivement 493 702 $, 9 430 $ et 17 833 $ (589 634 $, 2 814 $ et 0 $ au 30 septembre 2017).

Risque de taux d'intérêt

L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt relativement aux passifs financiers portant intérêt à taux fixe.

La facilité de crédit sous forme de cartes de crédit porte intérêt à taux fixe et expose donc l'organisme au risque de variations de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de l'organisme est le risque qu'il éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est donc exposé au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

Événements GPCQM
Annexe
pour l'exercice terminé le 30 septembre 2018
(non audité)

	Grand Prix Cycliste de Québec	Grand Prix Cycliste de Montréal	Total
	$	$	$
Produits			
Subventions			
Ville de Montréal		1 250 000	1 250 000
Ville de Québec	1 125 000		1 125 000
Gouvernement du Québec	489 814	489 814	979 628
Gouvernement du Canada	450 000	450 000	900 000
Sport Canada	37 500	37 500	75 000
Tourisme Montréal		70 000	70 000
Commandites	803 285	795 284	1 598 569
Événements	150 088	117 177	267 265
Licences de diffusion	52 004	52 004	104 008
Divers	12 064	1 064	13 128
	3 119 755	3 262 843	6 382 598
Charges			
Production télévisuelle	460 000	460 000	920 000
Marketing	762 241	766 286	1 528 527
Organisation des événements	1 181 121	995 386	2 176 507
Logistique	368 768	448 436	817 204
Salaires du personnel administratif, commissions et charges sociales	106 181	106 181	212 362
Charges locatives	44 310	44 310	88 620
Frais de bureau	3 672	3 511	7 183
Télécommunications	2 011	1 857	3 868
Frais de déplacement	977	944	1 921
Honoraires professionnels	189 910	189 910	379 820
Frais de représentation et repas	1 526	1 484	3 010
Assurances	7 555	7 554	15 109
Autres	8 167	8 167	16 334
Frais bancaires	4 708	4 885	9 593
Intérêts sur l'emprunt bancaire	12 774	13 256	26 030
Perte de change	3 200	3 201	6 401
	3 157 121	3 055 368	6 212 489
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(37 366)	207 475	170 109



steam pro 2.0
real data • real time

Évaluation d'impact économique

Rapport final
Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal 2018

Préparé par : Tony Fisher, consultant en EIE, ACTS
Date : Octobre 2018

L'ÉVÉNEMENT

GRANDS PRIX CYCLISTES DE QUÉBEC DE MONTRÉAL

- Les Grands Prix cyclistes de Québec et de Montréal sont les deux seuls arrêts en Amérique du Nord du Circuit mondial de l'UCI.
- Les courses présentent 18 des meilleures équipes de cyclisme du monde ainsi que deux équipes pro-continentales invitées et Équipe Canada.
- Le Grand Prix cycliste de Québec a eu lieu le 7 septembre, suivi du Grand Prix cycliste de Montréal le 9 septembre.

LA MÉTHODOLOGIE



L'information concernant la composition et les dépenses des spectateurs aux courses des GPCQM 2018 a été colligée au moyen de sondages face à face réalisés sur place à chacune des épreuves. Le sondage recueillait l'information essentielle pour déterminer l'origine des spectateurs assistant à l'événement, les dépenses des visiteurs de l'extérieur de la ville de Québec et de Montréal et l'importance des GPCQM dans leur décision de se rendre dans les communautés hôtesses. Le sondage a été effectué à l'aide d'ordinateurs tablettes Samsung Galaxy avec le logiciel QuickTapSurvey et le questionnaire était disponible tant en français qu'en anglais. Une copie du questionnaire se trouve dans l'Annexe.*

Dix-huit enquêteurs ont été embauchés et formés dans chaque communauté et se consacraient spécifiquement à l'enquête sous la supervision du consultant, plus un gestionnaire additionnel. Tous les enquêteurs provenaient d'université et de collèges locaux et étaient bilingues. Avant les courses, les enquêteurs ont reçu une formation d'une heure sur l'utilisation des tablettes pour la cueillette des données, comment effectuer le sondage face à face et une description complète du questionnaire. Les enquêteurs ont été affectés tout autour du parcours de la course afin d'obtenir un échantillon représentatif. L'enquête débutait immédiatement à la suite du départ des courses (11h tant à Québec qu'à Montréal) et se poursuivait jusqu'avant la fin imminente de la course (16 h). Les enquêteurs avaient comme consigne de circuler autour de la zone où ils étaient assignés et d'interviewer chaque troisième personne rencontrée afin d'obtenir un échantillon large de réponses.

Québec

Au total, 702 répondants ont accepté de participer à l'enquête lors de l'édition 2018 du GPCQ. L'échantillon reflète l'information de 1 752 spectateurs, ce qui donne un intervalle de confiance +/- 2,3 % pour des résultats représentant l'ensemble des spectateurs.

Montréal

À Montréal, 880 répondants ont accepté de participer. L'échantillon reflète l'information de 2 417 spectateurs, ce qui donne un intervalle de confiance de +/- 2,1 % pour des résultats représentant l'ensemble des spectateurs.

GRAND PRIX CYCLISTES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL -
MÉTHODOLOGIE

Un calcul clé dans la présente étude consiste à déterminer le nombre global de spectateurs qui ont assisté aux événements à Montréal et à Québec. Les évaluations initiales de la taille de la foule ont été effectuées dans les véhicules de poursuite pendant la durée de la course. Ces estimés ont été enrichis par le signal de la vidéo aérienne à partir des hélicoptères qui diffusaient la course, et ce, dans le but de produire des évaluations de spectateurs plus adéquates. Les décomptes de la foule ont été effectués au départ, à mi-parcours et à la fin de la course afin de déterminer le nombre de spectateurs à l'événement.

En outre, les calculs d'assistance incluaient des mesures de rotation afin de tenir compte du fait que ce n'étaient pas tous les spectateurs qui seraient dans l'assistance pendant la durée entière de la course (les résultats de rotation sont dérivés des résultats des enquêtes sur le site).

La présente méthodologie a été utilisée pour estimer la taille de la foule aux GPCQM depuis le début des épreuves en 2010.

MEETS PRO$^{2.0}$ est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

SCHÉMA DES 12 INDICATEURS POUR LE MINISTÈRE DU TOURISME
Grand Prix Cycliste de Québec

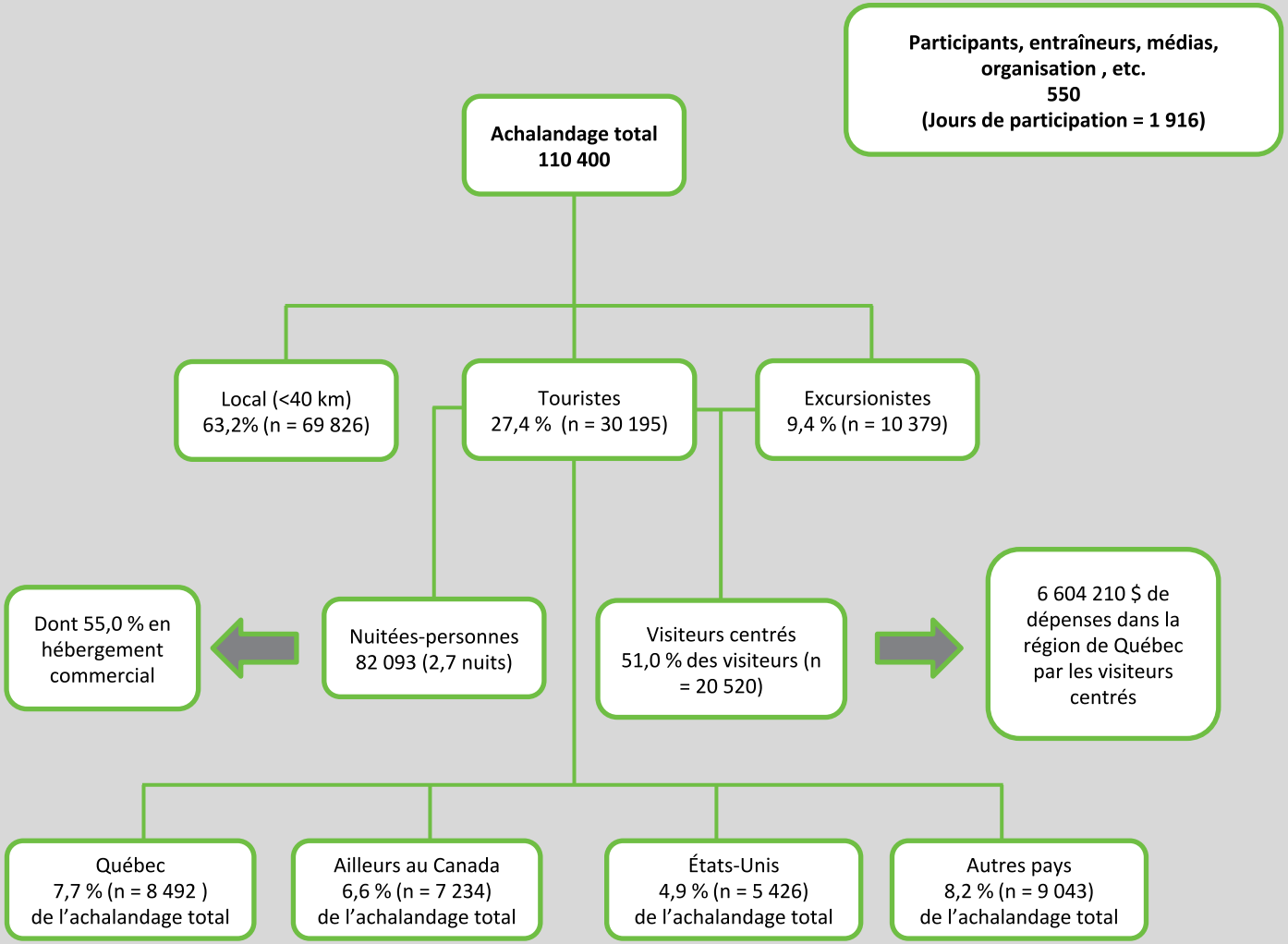


SCHÉMA DES 12 INDICATEURS POUR LE MINISTÈRE DU TOURISME
Grand Prix cycliste de Montréal

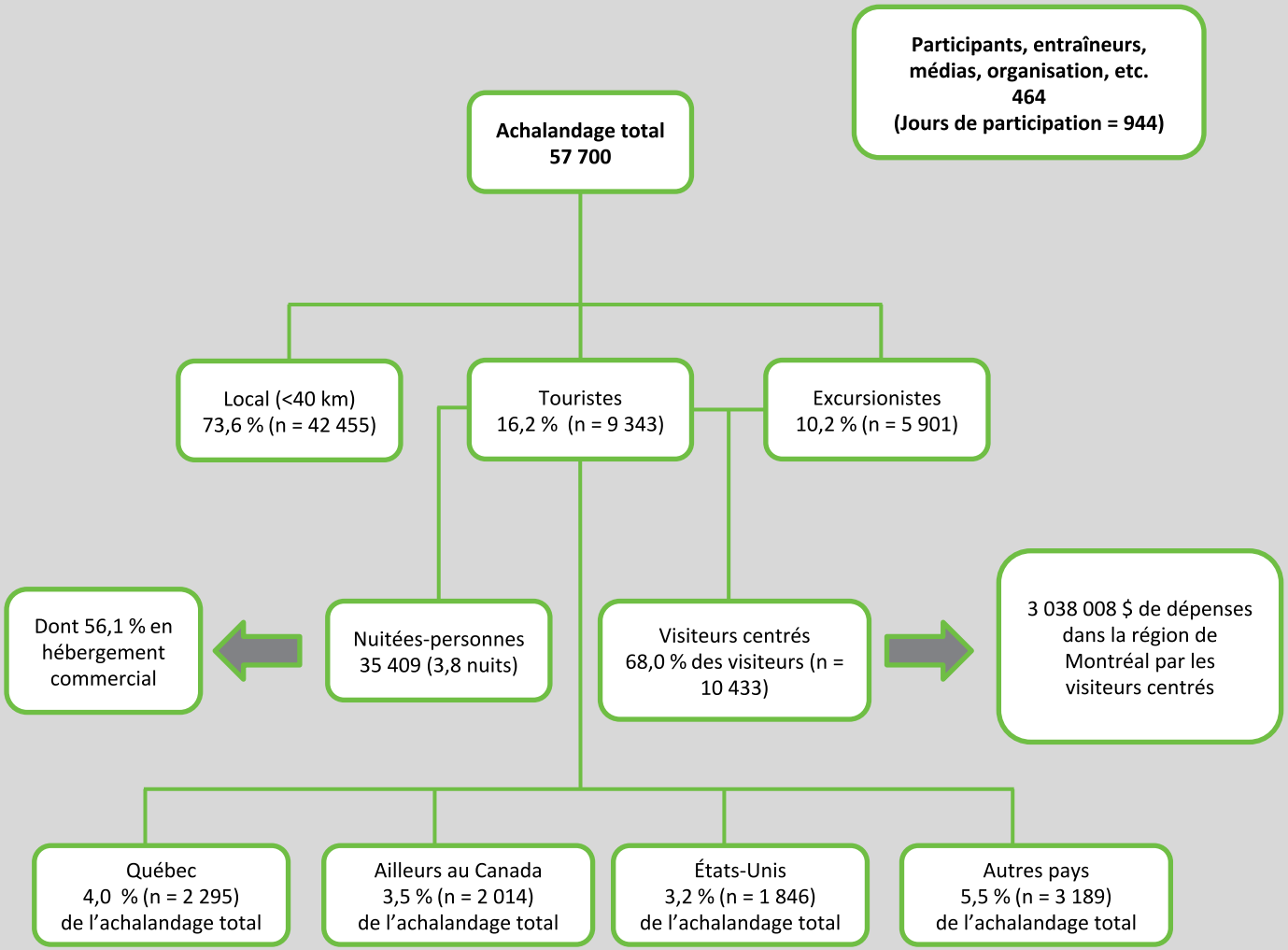
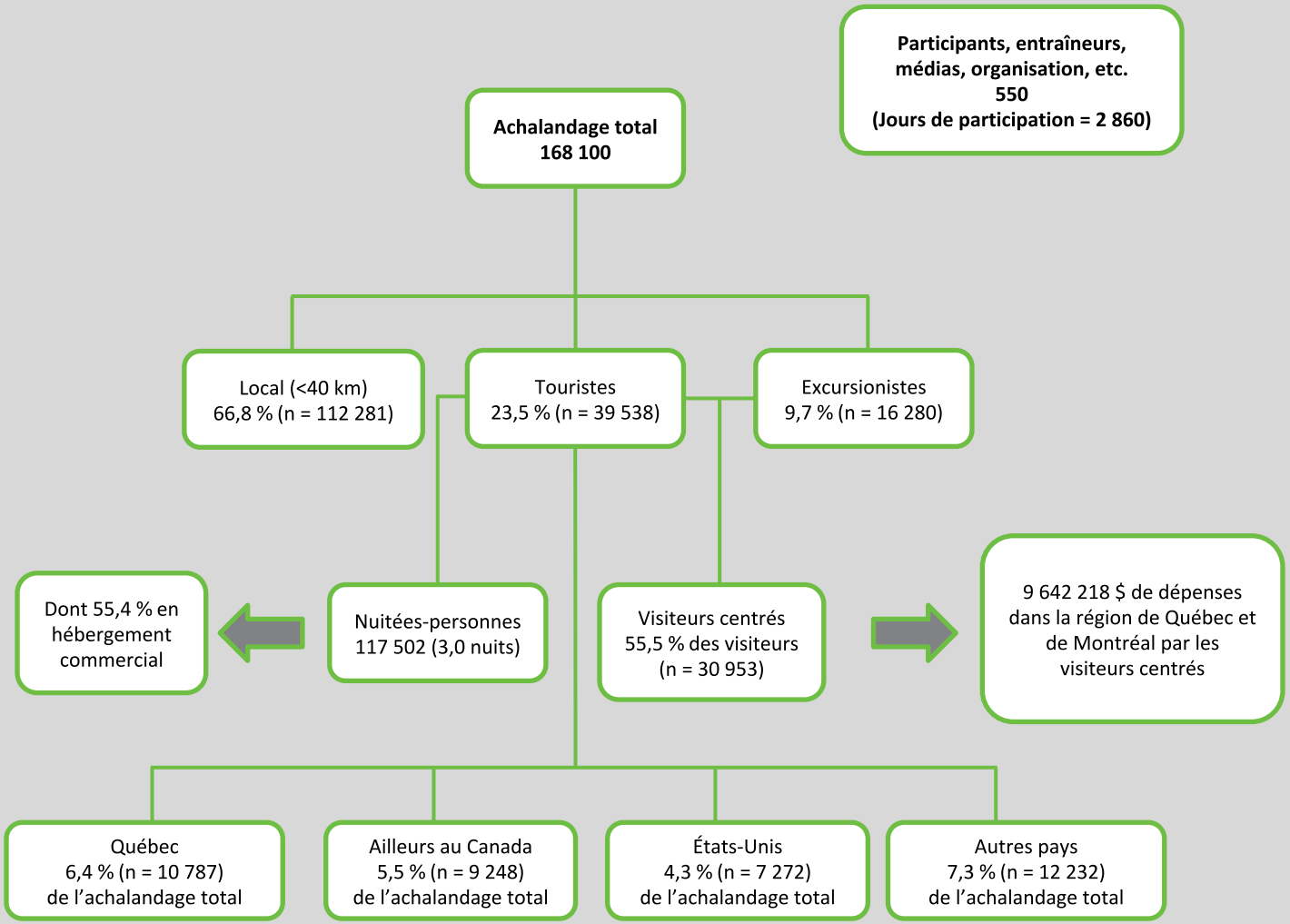


SCHÉMA DES 12 INDICATEURS POUR LE MINISTÈRE DU TOURISME
Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal



GRAND PRIX CYCLISTE DE QUÉBEC
DÉPENSES DES VISITEURS PAR PERSONNE

Par personne	Excursionnistes	Touriste du Québec	Touriste de l'extérieur du Québec	Moyenne
Nuitées	n/a	1,2	3,3	*2,7*
Taille du groupe	*3,6*	*2,0*	*3,1*	3,00
Village des fan s / Boutique du GPCQM	4,64 $	10,08 $	5,95 $	6,48 $
Hébergement	0,00 $	50,19 $	145,75 $	88,47 $
Restaurants	71,39 $	44,69 $	178,04 $	122,85 $
Épicerie / autres aliments et boissons	11,34 $	9,08 $	19,88 $	15,44 $
Loisirs et divertissements	6,38 $	0,00 $	40,05 $	23,06 $
Magasinage	11,21 $	5,16 $	51,49 $	31,49 $
Dépenses de véhicule personnel	13,15 $	20,43 $	28,18 $	22,71 $
Location de véhicule	3,59 $	5,57 $	7,68 $	6,19 $
Taxi / transport en location	2,39 $	3,71 $	5,12 $	4,13 $
Transports en commun	0,60 $	0,93 $	1,28 $	1,03 $
Total	**124,69 $**	**149,83 $**	**483,43 $**	**321,84 $**

MEETS PRO[2.0] est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE QUÉBEC

TOTAL DES DÉPENSES DES VISITEURS

Total	Excursionistes	Touristes du Québec	Touristes de l'extérieur du Québec	Total
Visiteurs	*10 379*	*8 492*	*21 703*	*40 574*
Village des fans / Boutique du GPCQM	48 165 $	85 628 $	129 122 $	262 915 $
Hébergement	0 $	426 192 $	3,163 212 $	3 589 405 $
Restaurants	740 939 $	379 486 $	3,864 108 $	4 984 533 $
Épicerie / autres aliments et boissons	117 737 $	77 065 $	431 556 $	626 357 $
Loisirs et divertissements	66 227 $	0 $	869 233 $	935 460 $
Magasinage	116 399 $	43 787 $	1 117 467 $	1 277 653 $
Dépenses de véhicule personnel	136 468 $	173 479 $	611 524 $	921 471 $
Location de véhicule	37 218 $	47 313 $	166 779 $	251 310 $
Taxi / transport en location	24 812 $	31 542 $	111 186 $	167 540 $
Transport en commun	6 203 $	7 885 $	27 797 $	41 885 $
Total	**1 294 168 $**	**1 272 377 $**	**10 491 984 $**	**13 058 529 $**

MEETS PRO[2.0] est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE QUÉBEC –
DÉPENSES DES VISITEURS AJUSTÉES SELON L'IMPORTANCE

Total	Excursionistes	Touristes du Québec	Touristes de l'extérieur du Québec	Total
Importance	*78 %*	*85 %*	*43 %*	*51 %*
Village des fans / Boutique du GPCQM	37 462 $	72 784 $	55 579 $	165 4824 $
Hébergement	0 $	362 263 $	1 361 557 $	1 723 820 $
Restaurants	576 286 $	322 563 $	1 663 246 $	2 562 096 $
Épicerie / autres aliments et boissons	91 573 $	65 505 $	185 757 $	342 835 $
Loisirs et divertissements	51 510 $	0 $	374 148 $	425 658 $
Magasinage	90 532 $	37 219 $	480 997 $	608 748 $
Dépenses de véhicule personnel	106 141 $	147 458 $	263 221 $	516 820 $
Location de véhicule	28 948 $	40 216 $	71 788 $	140 951 $
Taxi / transport en location	19 298 $	26 810 $	47 858 $	93 967 $
Transport en commun	4 825 $	6 703 $	11 965 $	23 492 $
Total	**$1,006,575**	**$1,081,521**	**$4,516,115**	**$6,604,210**

*L'importance a été calculée afin de respecter la méthodologie recommandée par le ministère du Tourisme du Québec. Les répondants devaient répondre à une question en trois parties : la première, s'ils étaient au courant de la course avant de se déplacer vers la ville hôtesse. Si tel était le cas, les répondants étaient questionnés sur l'importance de l'événement dans leur décision d'effectuer le déplacement, et ce, à l'aide d'une échelle en trois points : raison principale du déplacement, partie de la raison d'effectuer le déplacement, ou aucune importance dans la décision de se déplacer. Une pondération de 100 % était appliquée à ceux qui avaient indiqué qu'il s'agissait de la raison principale du déplacement, et 0 % à ceux qui avaient indiqué que l'événement n'avait eu aucune influence ou qu'ils n'étaient pas au courant de l'événement avant le départ. Les répondants qui avaient indiqué que le Grand Prix cycliste était une partie de la raison d'effectuer le déplacement étaient invités à quantifier cette importance à l'aide d'une échelle de 1-10, et leurs dépenses étaient ajustées afin de refléter le score correspondant (i.e. un score de 5 signifiait que 50 % des dépenses de leur voyage étaient attribuable au GPC). N = 123

GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL

DÉPENSES DES VISITEURS PAR PERSONNE

Par personne	Excursionistes	Touriste du Québec	Touriste de l'extérieur du Québec	Moyenne
Nuitées	*n/a*	*2,0*	*4,4*	*3,8*
Taille du groupe	*2,2*	*2,9*	*2,2*	*2,3*
Village des fans/ Boutique du GPCQM	6,30 $	12,75 $	6,12 $	9,74 $
Hébergement	0,00 $	62,47 $	138,03 $	77,61 $
Restaurants	42,17 $	76,84 $	118,87 $	92,08 $
Épicerie / autres aliments et boissons	11,64 $	11,84 $	46,02 $	26,90 $
Loisirs et divertissements	9,11 $	19,74 $	22,75 $	19,98 $
Magasinage	8,60 $	28,95 $	51,30 $	34,39 $
Dépenses de véhicule personnel	14,30 $	13,55 $	31,96 $	23,15 $
Location de véhicule	2,79 $	2,64 $	6,24 $	4,52 $
Taxi / transport en location	1,40 $	1,32 $	3,12 $	2,26 $
Transport en commun	0,35 $	0,33 $	0,78 $	0,56 $
Total	**96,67 $**	**230,44 $**	**425,18 $**	**291,19 $**

MEETS PRO$^{2.0}$ est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL
TOTAL DES DÉPENSES DES VISITEURS

Total	Excursionistes	Touristes du Québec	Touristes de l'extérieur du Québec	Total
Visiteurs	*5 901*	*2 295*	*7 049*	*15 245*
Village des fans/ Boutique du GPCQM	37 184 $	75 245 $	36 102 $	148 531 $
Hébergement	0 $	368 657 $	814 489 $	1 183 146 $
Restaurants	248 859 $	453 445 $	701 428 $	1 403 732 $
Épicerie / autres aliments et boissons	68 669 $	69 880 $	271 584 $	410 133 $
Loisirs et divertissements	53 782 $	116 467 $	134 272 $	304 521 $
Magasinage	50 770 $	170 818 $	302 707 $	524 296 $
Dépenses de véhicule personnel	84 413 $	79 940 $	188 593 $	352 945 $
Location de véhicule	16 471 $	15 598 $	36 799 $	68 867 $
Taxi / transport en location	8 235 $	7 799 $	18 399 $	34 434 $
Transport en commun	2 059 $	1 950 $	4 600 $	8 608 $
Total	**570 441 $**	**1 359 799 $**	**2 508 973 $**	**4 439 213 $**

MEETS PRO[2.0] est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL

DÉPENSES DES VISITEURS AJUSTÉES SELON L'IMPORTANCE

Total	Excursionistes	Touristes du Québec	Touristes de l'extérieur du Québec	Total
Importance	*82 %*	*77 %*	*61 %*	*68 %*
Village des fans/ Boutique du GPCQM	30 385 $	58 046 $	21 913 $	110 344 $
Hébergement	0 $	284 393 $	494 376 $	778 768 $
Restaurants	203 353 $	349 801 $	425 750 $	978 904 $
Épicerie / autres aliments et boissons	56 112 $	53 908 $	164 845 $	274 865 $
Loisirs et divertissements	43 947 $	89 846 $	81 500 $	215 294 $
Magasinage	41 486 $	131 774 $	183 736 $	356 997 $
Dépenses de véhicule personnel	68 977 $	61 668 $	114 471 $	245 116 $
Location de véhicule	13 459 $	12 033 $	22 336 $	47 828 $
Taxi / transport en location	6 729 $	6 016 $	11 168 $	23 914 $
Transport en commun	1 682 $	1 504 $	2 792 $	5 978 $
Total	**466 132 $**	**1 048 988 $**	**1 522 888 $**	**3 038 008 $**

*L'importance a été calculée afin de respecter la méthodologie recommandée par le ministère du Tourisme du Québec. Les répondants devaient répondre à une question en trois parties : la première, s'ils étaient au courant de la course avant de se déplacer vers la ville hôtesse. Si tel était le cas, les répondants étaient questionnés sur l'importance de l'événement dans leur décision d'effectuer le déplacement, et ce, à l'aide d'une échelle en trois points : raison principale du déplacement, partie de la raison d'effectuer le déplacement, ou aucune importance dans la décision de se déplacer. Une pondération de 100 % était appliquée à ceux qui avaient indiqué qu'il s'agissait de la raison principale du déplacement, et 0 % à ceux qui avaient indiqué que l'événement n'avait eu aucune influence ou qu'ils n'étaient pas au courant de l'événement avant le départ. Les répondants qui avaient indiqué que le Grand Prix cycliste était une partie de la raison d'effectuer le déplacement étaient invités à quantifier cette importance à l'aide d'une échelle de 1-10, et leurs dépenses étaient ajustées afin de refléter le score correspondant (i.e. un score de 5 signifiait que 50 % des dépenses de leur voyage étaient attribuable au GPC). N = 125

GRANDS PRIX CYCLISTES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL – DÉPENSES DES VISITEURS AJUSTÉES SELON L'IMPORTANCE

Total	Excursionistes	Touristes du Québec	Touristes de l'extérieur du Québec	Total
Importance	79 %	81 %	46 %	55 %
Village des fans/ Boutique du GPCQM	67 847 $	130 830 $	77 492 $	276 168 $
Hébergement	0 $	646 656 $	1 855 932 $	2 502 588 $
Restaurants	779 639 $	672 364 $	2 088 997 $	3 541 000 $
Épicerie / autres aliments et boissons	147 685 $	119 413 $	350 602 $	617 700 $
Loisirs et divertissements	95 457 $	89 846 $	455 648 $	640 952 $
Magasinage	132 019 $	168 993 $	664 733 $	965 745 $
Dépenses de véhicule personnel	175 119 $	209 125 $	377 693 $	761 936 $
Location de véhicule	42 407 $	52 248 $	94 123 $	188 779 $
Taxi / transport en location	26 028 $	32 827 $	59 026 $	117 881 $
Transport en commun	6 507 $	8 207 $	14 757 $	29 470 $
Total	**1 472 707 $**	**2 130 509 $**	**6 039 003 $**	**9 642 219 $**

*L'importance a été calculée afin de respecter la méthodologie recommandée par le ministère du Tourisme du Québec. Les répondants devaient répondre à une question en trois parties : la première, s'ils étaient au courant de la course avant de se déplacer vers la ville hôtesse. Si tel était le cas, les répondants étaient questionnés sur l'importance de l'événement dans leur décision d'effectuer le déplacement, et ce, à l'aide d'une échelle en trois points : raison principale du déplacement, partie de la raison d'effectuer le déplacement, ou aucune importance dans la décision de se déplacer. Une pondération de 100 % était appliquée à ceux qui avaient indiqué qu'il s'agissait de la raison principale du déplacement, et 0 % à ceux qui avaient indiqué que l'événement n'avait eu aucune influence ou qu'ils n'étaient pas au courant de l'événement avant le départ. Les répondants qui avaient indiqué que le Grand Prix cycliste était une partie de la raison d'effectuer le déplacement étaient invités à quantifier cette importance à l'aide d'une échelle de 1-10, et leurs dépenses étaient ajustées afin de refléter le score correspondant (i.e. un score de 5 signifiait que 50 % des dépenses de leur voyage étaient attribuable au GPC). N = 125

GRANDS PRIX CYCLISTES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL – ASSISTANCE DES PARTICIPANTS

Les organisateurs des GPCQM ont effectué soigneusement un suivi de l'assistance totale du personnel accrédité, avec le total des nuitées/personne apparaissant dans les tableaux ci-dessous :

	31/08		01/09		02/09		03/09		04/09		05/09		06/09		07/09		08/09		09/09	
	VENDREDI		SAMEDI		DIMANCHE		LUNDI		MARDI		MERCREDI		JEUDI		VENDREDI		SAMEDI		DIMANCHE	
	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl
Échelon Course	0	0	0	0	1	0	1	0	294	0	305	0	327	0	324	0	0	327	0	308
Media	1	0	1	0	1	0	1	0	10	0	13	0	20	0	13	0	0	14	0	10
Prod.TV	0	0	0	0	0	0	1	8	17	10	37	6	48	0	1	25	0	26	0	23
Org.	4	0	4	1	31	0	46	0	75	0	101	0	155	0	84	32	0	97	0	57
Total	5	0	5	1	33	0	49	8	396	10	456	6	550	0	422	57	0	464	0	398

Total Québec	1916	Total Montreal	944

MEETS PRO 2.0 est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRANDS PRIX CYCLISTES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL – RÉSULTATS DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE

Les résultats de l'impact économique ont été préparés à l'aide des dépenses de tourisme dans chaque ville combinées au budget d'exploitation des GPCQM associé à la tenue des courses. Les dépenses d'exploitation incluaient le transport et l'hébergement des participants, des médias et des dignitaires, la préparation des courses incluant les villages des fans et des dignitaires, la télédiffusion de l' événement et les autres dépenses.

Québec

	Ville de Québec	Québec	Canada
Dépense initiale	11 503 909 $	11 503 909 $	11 503 909 $
PIB	6 860 794 $	9 604 256 $	10 582 614 $
Traitements et salaires	4 631 245 $	6 114 344 $	6 660 991 $
Emplois	88,4	112,5	121,0
Production de l'industrie	15 789 818 $	18 457 214 $	20 561 972 $
Total des taxes	3 034 354 $	3 737 882 $	3 978 317 $

Montréal

	Montréal	Québec	Canada
Dépense initiale	5 498 710 $	5 498 710 $	5 498 710 $
PIB	3 607 141 $	4 521 272 $	4 956 360 $
Traitements et salaires	2 370 590 $	2 864 348 $	3 107 846 $
Emplois	45,1	53,2	56,9
Production de l'industrie	7 857 497 $	8 738 346 $	9 668 609 $
Total des taxes	1 513 300 $	1 743 334 $	1 852 099 $

MEETS PRO$^{2.0}$ est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRANDS PRIX CYCLISTES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL – RÉSULTATS D'IMPACT ÉCONOMIQUE - COMBINÉS

Québec et Montréal

	Ville de Québec	Ville de Montréal	Québec	Canada
Dépense initiale	11 503 909 $	5 498 710 $	17 002 620 $	17 002 620 $
PIB	6 860 794 $	3 607 141 $	14 125 529 $	15 538 974 $
Traitements et salaires	4 631 245 $	2 370 590 $	8 978 692 $	9 768 837 $
Emplois	88,4	45,1	165,7	177,9
Production de l'industrie	15 789 818 $	7 857 497 $4	27 195 560 $	30 230 582 $
Total des taxes	3 034 354 $	1 513 300 $	5 481 216 $	5 830 415 $
Fédéral	1 038 087 $	520 334 $	1 889 299 $	2 021 440 $
Provincial	1 727 660 $	852 619 $	3 163 930 $	3 258 035 $
Municipal	268 606 $	140 348 $	427 987 $	550 941 $

MEETS PRO$^{2.0}$ est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

Impact économique Résultats détaillés

QUÉBEC

	Québec (CMA)		Québec		Canada
Dépense initiale					
	11 503 909 $		11 503 909 $		11 503 909 $
Produit intérieur brut					
Impact direct	3 269 470 $		3 650 618 $		3 650 618 $
Impact indirect	2 439 166 $		4 103 749 $		4 637 843 $
Impact induit	1 152 159 $		1 849 890 $		2 294 154 $
Impact total	6 860 794 $		9 604 256 $		10 582 614 $
Traitements et salaires					
Impact direct	2 575 905 $		2 777 270 $		2 777 270 $
Impact indirect	1 535 883 $4		2 459 955 $		2 770 161 $
Impact Induit	519 457 $		877 118 $		1 113 560 $
Impact total	4 631 245 $		6 114 344 $		6 660 991 $
Emplois (annualisés)					
Impact direct	52,1		55,4		55,4
Impact Indirect	26,8		42,4		47,3
Impact Induit	9,5		14,7		18,3
Impact total	88,4		112,5		121,0
Production de l'industrie					
Direct et indirect	13 863 488 $		15 364 319 $		16 612 676 $
Impact induit	1 926 330 $		3 092 895 $		3 949 296 $
Impact total	15 789 818 $		18 457 214 $		20 561 972 $
Taxes (Impact direct, indirect et Induit)					
Fédéral	1 038 087 $		1 287 506 $		1 377 589 $
Provincial	1 727 660 $		2 159 480 $		2 227 822 $
Municipal	268 606 $		290 896 $		372 906 $
Total	3 034 354 $		3 737 882 $		3 978 317 $

Impact économique Résultats détaillés

MONTRÉAL

	Montréal (CMA)		Québec		Canada
Dépense initiale					
	5 498 710 $		5 498 710 $		5 498 710 $
Produit intérieur brut					
Impact direct	1 566 674 $		1 701 169 $		1 701 169 $
Impact indirect	1 407 584 $		1 957 784 $		2 193 770 $
Impact induit	632 883 $		862 320 $		1 061 421 $
Impact total	3 607 141 $		4 521 272 $		4 956 360 $
Traitements et salaires					
Impact direct	1 213 359 $		1 284 940 $		1 284 940 $
Impact indirect	863 113 $		1 170 546 $		1 307 999 $
Impact induit	294 118 $		408 862 $		514 907 $
Impact total	2 370 590 $		2 864 348 $		3 107 846 $
Emplois (annualisés)					
Impact direct	24,7		25,9		25,9
Impact indirect	15,2		20,3		22,4
Impact induit	5,2		6,9		8,5
Impact total	45,1		53,2		56,9
Production de l'industrie					
Direct et indirect	6 799 374 $		7 296 623 $		7 842 787 $
Impact induit	1 058 124 $		1 441 723 $		1 825 822 $
Impact total	7 857 497 $		8 738 346 $		9 668 609 $
Taxes (impact direct, indirect et induit)					
Fédéral	520 334 $		601 793 $		643 850 $
Provincial	852 619 $		1 004 451 $		1 030 213 $
Municipal	140 348 $		137 090 $		178 035 $
Total	1 513 300 $		1 743 334 $		1 852 099 $

QUESTIONS?

Si vous avez des questions concernant les résultats présentés dans ce rapport, veuillez communiquer avec :

Tony Fisher
613.266.6964
tony.fisher@paradigmconsultinggroup.ca

Si vous souhaitez effectuer une autre étude d'EIE à l'aide du modèle **meets.pro$^{2.0}$** pour un événement futur, veuillez contacter :
research@canadiansporttourism.com





steam pro 2.0
real data • real time

Résultats du sondage et estimés d'assistance

Rapport final
Grands Prix cyclistes de Québec et de Montréal 2018

Préparé par : Tony Fisher, consultant en EIE, ACTS
Date : octobre 2018

L'ÉVÉNEMENT

GRANDS PRIX CYCLISTES DE QUÉBEC DE MONTRÉAL

- Les Grands Prix cyclistes de Québec et de Montréal sont les deux seuls arrêts en Amérique du Nord du Circuit mondial de l'UCI.
- Les courses présentent 18 des meilleures équipes de cyclisme du monde ainsi que deux équipes pro-continentales invitées et Équipe Canada.
- Le Grand Prix cycliste de Québec a eu lieu le 7 septembre, suivi du Grand Prix cycliste de Montréal le 9 septembre.

LA MÉTHODOLOGIE



L'information concernant la composition et les dépenses des spectateurs aux courses des GPCQM 2018 a été colligée au moyen de sondages face à face réalisés sur place à chacune des épreuves. Le sondage recueillait l'information essentielle pour déterminer l'origine des spectateurs assistant à l'événement, les dépenses des visiteurs de l'extérieur de la ville de Québec et de Montréal et l'importance des GPCQM dans leur décision de se rendre dans les communautés hôtesses. Le sondage a été effectué à l'aide d'ordinateurs tablettes Samsung Galaxy avec le logiciel QuickTap Survey et le questionnaire était disponible tant en français qu'en anglais. Une copie du questionnaire se trouve dans l'Annexe.*

Dix-huit enquêteurs ont été embauchés et formés dans chaque communauté et se consacraient spécifiquement à l'enquête sous la supervision du consultant, plus un gestionnaire additionnel. Tous les enquêteurs provenaient d'université et de collèges locaux et étaient bilingues. Avant les courses, les enquêteurs ont reçu une formation d'une heure sur l'utilisation des tablettes pour la cueillette des données, comment effectuer le sondage face à face et une description complète du questionnaire. Les enquêteurs ont été affectés tout autour du parcours de la course afin d'obtenir un échantillon représentatif. L'enquête débutait immédiatement à la suite du départ des courses (11 h tant à Québec qu'à Montréal) et se poursuivait jusqu'avant la fin imminente de la course (16 h). Les enquêteurs avaient comme consigne de circuler autour de la zone où ils étaient assignés et d'interviewer chaque troisième personne rencontrée afin d'obtenir un échantillon large de réponses.

Québec

Au total, 702 répondants ont accepté de participer à l'enquête lors de l'édition 2018 du GPCQ. L'échantillon reflète l'information de 1 752 spectateurs, ce qui donne un intervalle de confiance +/- 2,3 % pour des résultats représentant l'ensemble des spectateurs.

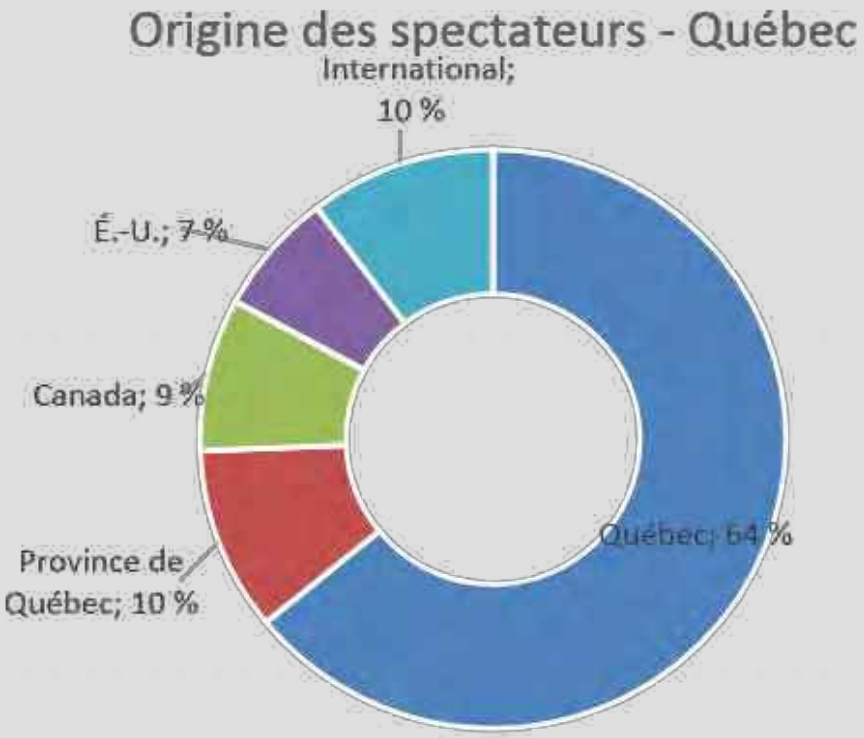
Montréal

À Montréal, 880 répondants ont accepté de participer. L'échantillon reflète l'information de 2 417 spectateurs, ce qui donne un intervalle de confiance de +/- 2,1 % pour des résultats représentant l'ensemble des spectateurs.

GRAND PRIX CYCLISTE DE QUÉBEC

ORIGINE DES SPECTATEURS

Origine	2018	2017	2016	2015
Québec	64 %	72 %	73 %	76 %
Ailleurs au Québec	10 %	14 %	14 %	15 %
Ailleurs au Canada	9 %	7 %	5 %	5 %
États-Unis	7 %	4 %	5 %	2 %
International	10 %	3 %	4 %	2 %
Total	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**
Visiteurs	*36 %*	*28 %*	*27 %*	*24 %*



Note : il y avait un paquebot de croisière dans le port durant le GPCQ 2018

MEETS PRO[2.0] est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE QUÉBEC

DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES DES SPECTATEURS

Genre	
Hommes	56 %
Femmes	44 %

Groupe d'âge	
16 ans et moins	7 %
17-34	18 %
35-65	58 %
Plus de 65	17 %

Revenu du ménage en 2017	
Refus de répondre / Ne sait pas	53 %
Moins de 25 k $	4 %
25 k $ à 75 k $	19 %
75 k $ à 150 k k	19 %
150 k $ et plus	5 %

MEETS PRO[2.0] est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE QUÉBEC

INFORMATION SUR LES SPECTATEURS

Les spectateurs étaient invités à dire combien de temps ils avaient passé au Grand Prix cycliste de Québec 2018. Avec le beau temps en 2018, la durée du séjour sur le site du parcours de la course est revenue à ce qu'elle était en 2015 et 2016. Seulement 8 % des répondants ont indiqué qu'ils avaient passé moins d'une heure à observer la course. L'enquête a révélé qu'un partie à peine plus faible des visiteurs était allée au village des fans; toutefois, cela pourrait refléter l'augmentation des gens dans la partie du parcours dans le bas de la ville, particulièrement de la rue Des Glacis à la rue Buade.

Visite du Village des fans?	
Oui	50 %
Non	35 %
Ne sait pas	15 %

Durée du séjour sur le site	2018	2017	2016	2015
Moins de 2 heures	23 %	14 %	23 %	27 %
2 à 4 heures	24 %	19 %	24 %	26 %
Course en entier	53 %	67 %	53 %	47 %



MEETS PRO 2.0 est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE QUÉBEC

INFORMATION SUR LES SPECTATEURS

Sur une échelle de 1 à 5, quelle est la probabilité que vous assistiez à l'édition 2019 de :				
	GPC de Québec		GPC de Montréal	
	Local	Visiteur	Local	Visiteur
1 – Très improbable	4 %	30 %	74 %	68 %
2 – Assez improbable	0 %	5 %	15 %	9 %
3	1 %	23 %	8 %	2 %
4 – Assez probable	12 %	14 %	0 %	7 %
5 – Très probable	83 %	28 %	3 %	14 %

Aviez-vous visité le site Web du GPCQM (www.gpcqm.ca)	
Oui	48 %
Non	52 %

MEETS PRO 2.0 est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE QUÉBEC

SOURCES D'INFORMATION

Source d'information	Local	Visiteur	Total
Bouche à oreille / Word of Mouth	64 %	30 %	51 %
Publicité à la télé / TV Ads	34 %	30 %	32 %
Nouvelles / articles dans les médias / News / media articles	31 %	9 %	23 %
Affichage / Posters	27 %	2 %	18 %
Vu une course des GPCQM à la télévision / Saw a GPCQM race on TV	19 %	16 %	18 %
Internet / Réseaux Sociaux / Internet & social media	15 %	16 %	15 %
Publicité imprimée / Print ads	7 %	7 %	7 %
Publicité à la radio / Radio advertisements	9 %	2 %	7 %

MEETS PRO 2.0 est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE QUÉBEC

APPEL DES COMMANDITAIRES (SANS AIDE)

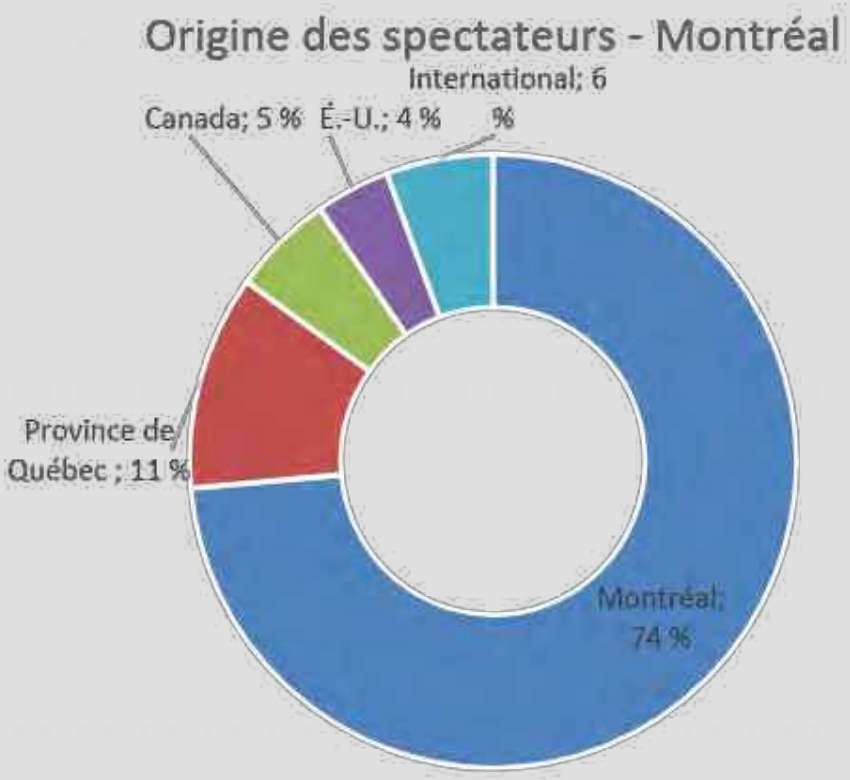
Marque	Rappel (%)	Marque	Rappel (%)	Marque	Rappel (%)
Ville de Québec	52 %	Thule	6 %	Journal de Montréal	2 %
TVA Sports	51 %	Osprey	5 %	Pedal	2 %
Lexus	50 %	Cono sur	4 %	Zeste	2 %
Québecor	38 %	*EF*	*3 %*	Louis Garneau	2 %
Air Transat	32 %	Jura	3 %	Cannondale	*2 %*
Government du Québec	23 %	Déménagement Performance	3 %	OTQ	3 %
Érable du Québec	21 %	Newad	3 %	CCBN	3 %
Gouvernement du Canada	17 %	Radio 93	3 %	Molson Canadian 67	1 %
Fairmont Château Frontenac	13 %	Delta Hotels Montréal	2 %	Production Dio	1 %
Ville de Montréal	10 %	Location de chapiteaux	2 %	Steel Space	1 %
Cliff Bar	*8 %*	Tout en party	2 %		
Journal de Québec	7 %	Protocole	2 %		

MEETS PRO[2.0] est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL

ORIGINE DES SPECTATEURS

Origine	2018	2017	2016	2015
Montréal	74 %	86 %	70 %	69 %
Ailleurs au Québec	11 %	8 %	10 %	14 %
Ailleurs au Canada	5 %	3 %	10 %	13 %
États-Unis	4 %	2 %	5 %	2 %
International	6 %	1 %	5 %	2 %
Total	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**
Visiteurs	*26 %*	*14 %*	*37 %*	*31 %*



MEETS PRO2.0 est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL

DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES DES SPECTATEURS

Genre	
Hommes	62 %
Femmes	38 %

Groupe d'âge	
16 ans et moins	15 %
17-34	29 %
35-65	47 %
Plus de 65	9 %

Revenu du ménage 2017	
Refus de répondre/ Ne sait pas	29 %
Moins de 25 k $	9 %
25 k $ à 75 k $	24 %
75 k $ à 150 k $	27 %
150 k $ et plus	11 %

MEETS PRO 2.0 est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL

INFORMATION SUR LES SPECTATEURS

Le temps passé par les spectateurs sur le site du Grand Prix cycliste de Montréal était un peu plus court que lors des années précédentes en dépit du beau temps le jour de la course. La plupart des spectateurs étaient dans le secteur de l'Avenue du Parc et en montant sur la Côte Camillien-Houde, de telle sorte qu'un pourcentage relativement élevé des spectateurs sont allés au village des fans.

Visite du Village des fans?	
Oui	62 %
Non	33 %
Ne sait pas	5 %

Durée de séjour sur le site	2018	2017	2016	2015
Moins de 2 heures	33 %	21 %	15 %	36 %
2 à 4 heures	23 %	32 %	30 %	24 %
Course entière	44 %	47 %	55 %	40 %



MEETS PRO 2.0 est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL

INFORMATION SUR LES SPECTATEURS

Quelle est la probabilité que vous assistiez à l'édition 2019 :				
Sur une échelle de 1 à 5,	GPC de Montréal		GPC de Québec	
	Local	Visiteur	Local	Visiteur
1 – Très improbable	4 %	16 %	66 %	57 %
2 – Assez improbable	6 %	7 %	14 %	4 %
3	11 %	9 %	9 %	11 %
4 – Assez probable	13 %	21 %	2 %	11 %
5 – Très probable	66 %	47 %	9 %	17 %

Aviez-vous visité le site Web du GPCQM (www.gpcqm.ca)	
Oui	53 %
Non	47 %

MEETS PRO 2.0 est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL

SOURCES D'INFORMATION

Source d'information	Local	Visiteur	Total
Déjà venu aux courses du GPCQM avant	37 %	38 %	38 %
Bouche à oreille / Word of Mouth	33 %	29 %	32 %
Internet / Réseaux Sociaux / Internet & social media	25 %	37 %	28 %
Publicité à la télé / TV Ads	21 %	29 %	23 %
Affichage / Posters	15 %	8 %	13 %
Nouvelles / articles dans les médias / News / media articles	11 %	15 %	12 %
Publicité à la radio / Radio advertisements	12 %	9 %	11 %
Vu une course des GPCQM à la télévision / Saw a GPCQM race on TV	9 %	17 %	11 %
Publicité imprimée / Print ads	7 %	6 %	7 %

MEETS PRO2.0 est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL

RAPPEL DES COMMANDITAIRES (SANS AIDE)

Marque	Rappel (%)	Marque	Rappel (%)	Marque	Rappel (%)	Marque	Rappel (%)
Ville de Montréal	51 %	Érable du Québec	17 %	Déménagement Performance	5 %	Argon 18	1 %
TVA Sports	49 %	Molson Canadian 67	15 %	Pedal	5 %	Bianchi	1 %
Québecor	39 %	Osprey	14 %	Langlois Chateau	4 %	FM 98.5	1 %
Lexus	38 %	Journal de Montréal	13 %	*Cliff*	*4 %*	*Garneau*	*1 %*
Thule	30 %	Journal de Québec	10 %	Newad	3 %		
Air Transat	27 %	Delta Hotels Montréal	9 %	Subaru	3 %		
Gouv. du Québec	27 %	Évasion	7 %	Cono sur	2 %		
Gouv. du Canada	27 %	Production Dio	6 %	Espaces	2 %		
Jura	20 %	Location de chapiteaux	6 %	Serdy	2 %		
Ville de Québec	19 %	Fairmont Chateau Frontenac	6 %	Trek	2 %		
Université de Montréal	18 %	Protocole	6 %	EF	1 %		
Zeste	17 %	Tout en party	5 %	Cannondale	1 %		
Tourisme Montréal	17 %	Steel Space	5 %	Lemon Coco	1 %		

MEETS PRO$^{2.0}$ est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE QUÉBEC – ASSISTANCE

Emplacement	Distance	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Départ / Arrivée	*750*	14 000	15 000	9 000	16 500	17 000	14 000	15 000
Parc des Champs de bataille	*2 750*	8 000	6 500	6 000	3 500	3 500	2 000	2 800
Grande-Allée Ouest	*600*	1 000	1 000	2 500*	1 600	1 800	1 400	1 600
Gilmour (2014 – Maguire)	*900*	1 000	3 600	6 000*	2 000	2 500	1 500	1 200
Boulevard Champlain	*3 500*	1 000	875	1 000*	1 200	1 500	800	1 500
Dalhousie	*200*	400	1 200	1 200	2 100	2 500	2 000	3 200
Côte de la Montagne (CDM)	*400*	8 500	8 000	8 500	8 500	8 500	6 000	4 000
CDM à des Glacis	*1 500*	4 000	6 000	5 000	11 000	12 500	10 000	14 000
Des Glacis à St-Jean	*500*	5 500	6 500	6 000	9 000	9 500	8 000	10 500
De la Fabrique à Buade	*500*	13 000	13 500	13 000	13 000	14 000	11 000	15 000
Du Fort	*500*	6 000	5 500	6 000	6 200	6 500	5 000	6 300
St-Louis à Départ / Arrivée	*500*	6 500	5 000	5 000	5 500	5 500	4 800	5 800
Total	**12 600**	**68 900**	**72 675**	**69 200**	**80 100**	**85 300**	**66 500**	**80 900**

Taux de rotation		1,4	1,27	1,29	1,41	1,34	1,28	1,36
Assistance totale		**100 200**	**92 700**	**89 500**	**113 010**	**114 500**	**85 100**	**110 400**

MEETS PRO[2.0] est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTE DE MONTRÉAL - ASSISTANCE

Emplacement	Distance	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
D/A à chemin Camillien-Houde	*800*	7 000	6 500	4 500	2 000	4 000	8 500	4 500
D/A à Ch. Camillien-Houde (zone du parc)	*800*	3 500	3 000	2 500	200	2 000	5 500	1 500
Côte au sommet	*1 500*	15 000	19 000	12 000	2 500	16 000	26 000	12 000
Sommet au km 4	*1 700*	6 500	6 000	4 000	500	3,000	5 500	3 000
Chemin de la Côte-des-Neiges	*1 100*	2 500	2 200	2 500	400	2 500	4 000	2 500
Gatineau, Maréchal, Decelles	*800*	1 800	1 500	1 300	600	1 500	2 500	1 300
Chemin de la Polytechnique	*900*	4 000	2 900	1 500	500	2 000	2 800	1 500
Édouard-Montpetit	*1 500*	3 500	4 000	3 500	500	4 000	5 200	1 000
V.d.I / Ste-Catherine / Champagne *(2012-2017 Côte Ste-Catherine 8,5km-10km)*	*1 500*	9 000	8 500	5 000	400	6 000	7 100	1 200
Boulevard du Mont-Royal *(2012-2017 Côte Ste-Catherine 8,5km-10km)*	*500*	3 100	2 800	2 200	700	2 500	2 800	2 200
Ave du Parc (côté du Village, CSC à épingle à cheveux)	*1 000*	2 900	6 000	3 500	2 200	6 000	8 000	4 000
Ave du Parc (côté du Parc, épingle à cheveux à D/A)	*800*	2 200	2 400	2 000	400	1 000	3 000	3 000
Total	***12 900***	**61 ,000**	**64 800**	**44 500**	**10,900**	**50,500**	**80 900**	**37 700**
Taux de rotation		1,45	1,39	1,46	1,60	1,28	1,36	1,53
Assistance totale		**88 200**	**90 000**	**64 800**	**17 400**	**64 680**	**110 100**	**57 700**

MEETS PRO[2.0] est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

GRAND PRIX CYCLISTES DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL
MÉTHODOLOGIE

Un calcul clé dans la présente étude consiste à déterminer le nombre global de spectateurs qui ont assisté aux événements à Montréal et à Québec. Les évaluations initiales de la taille de la foule ont été effectuées dans les véhicules de poursuite pendant la durée de la course. Ces estimés ont été enrichis par le signal de la vidéo aérienne à partir des hélicoptères qui diffusaient la course, et ce, dans le but de produire des évaluations de spectateurs plus adéquates. Les décomptes de la foule ont été effectués au départ, à mi-parcours et à la fin de la course afin de déterminer le nombre de spectateurs à l'événement.

En outre, les calculs d'assistance incluaient des mesures de rotation afin de tenir compte du fait que ce n'étaient pas tous les spectateurs qui seraient dans l'assistance pendant la durée entière de la course (les résultats de rotation sont dérivés des résultats des enquêtes sur le site).

La présente méthodologie a été utilisée pour estimer la taille de la foule aux GPCQM depuis le début des épreuves en 2010.

MEETS PRO$^{2.0}$ est la propriété de l'Alliance canadienne du tourisme sportif. Tous droits réservés 2017.

SCHÉMA DES 12 INDICATEURS POUR LE MINISTÈRE DU TOURISME
Grand Prix Cycliste de Québec

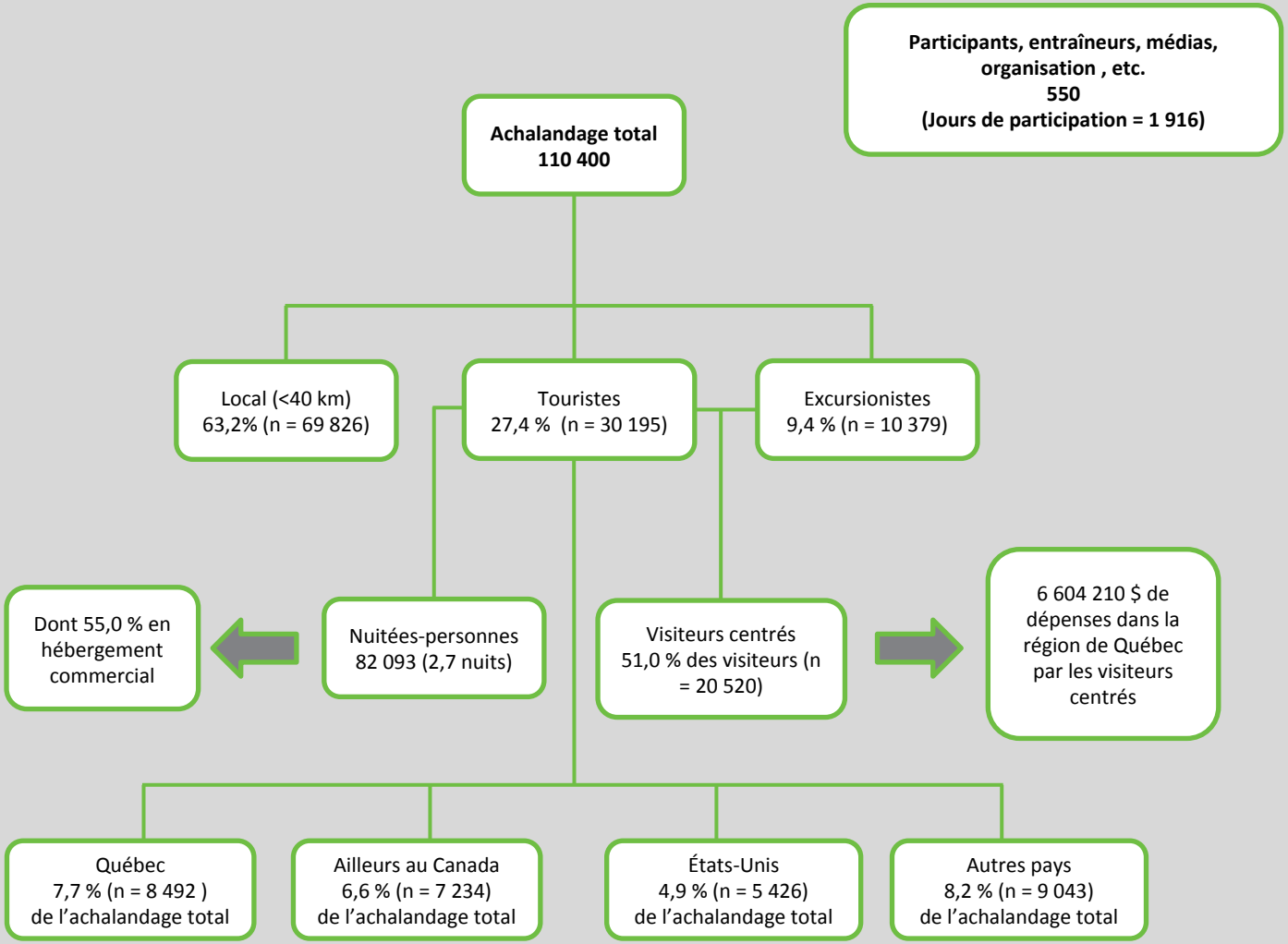


SCHÉMA DES 12 INDICATEURS POUR LE MINISTÈRE DU TOURISME
Grand Prix cycliste de Montréal

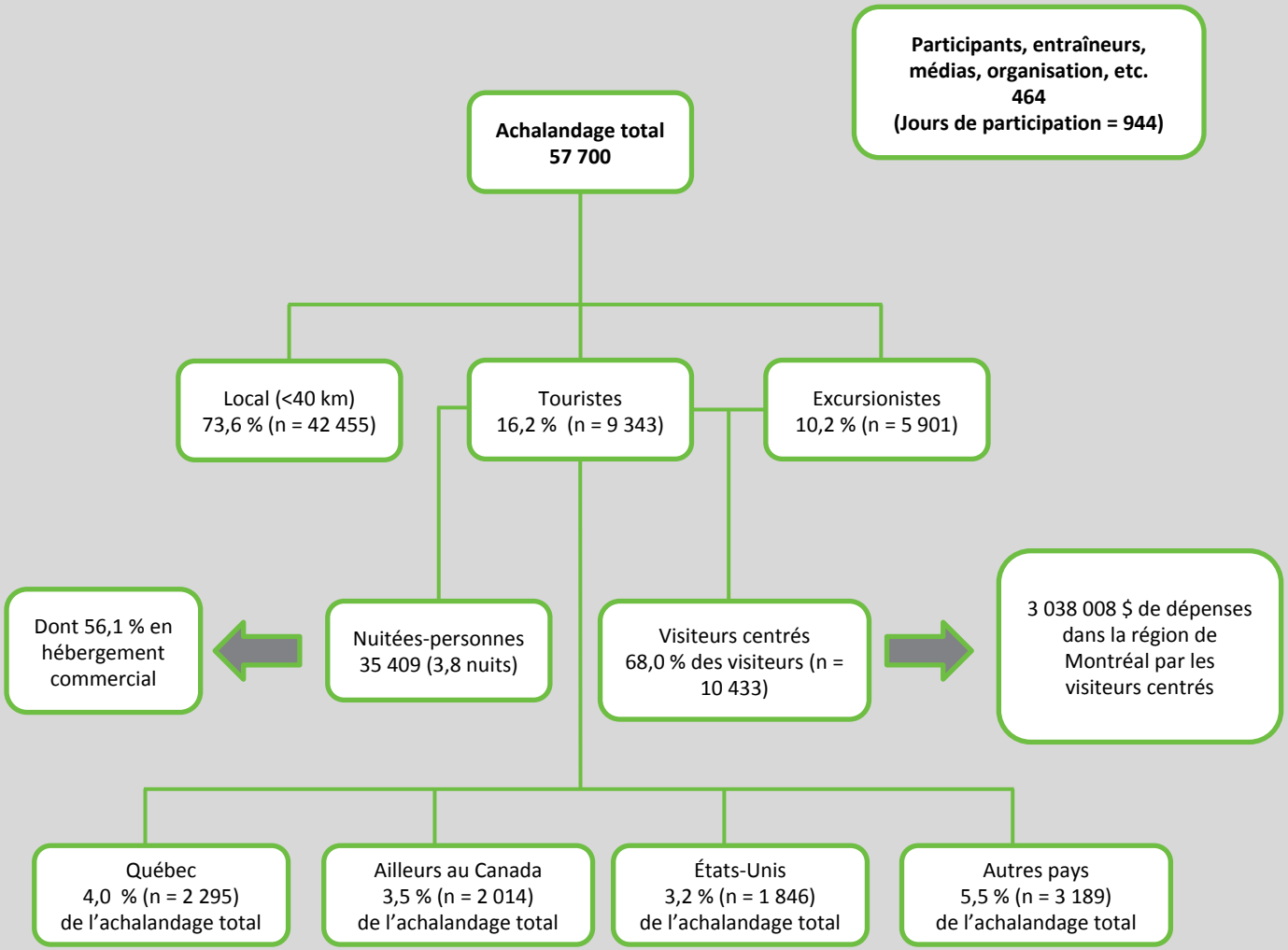
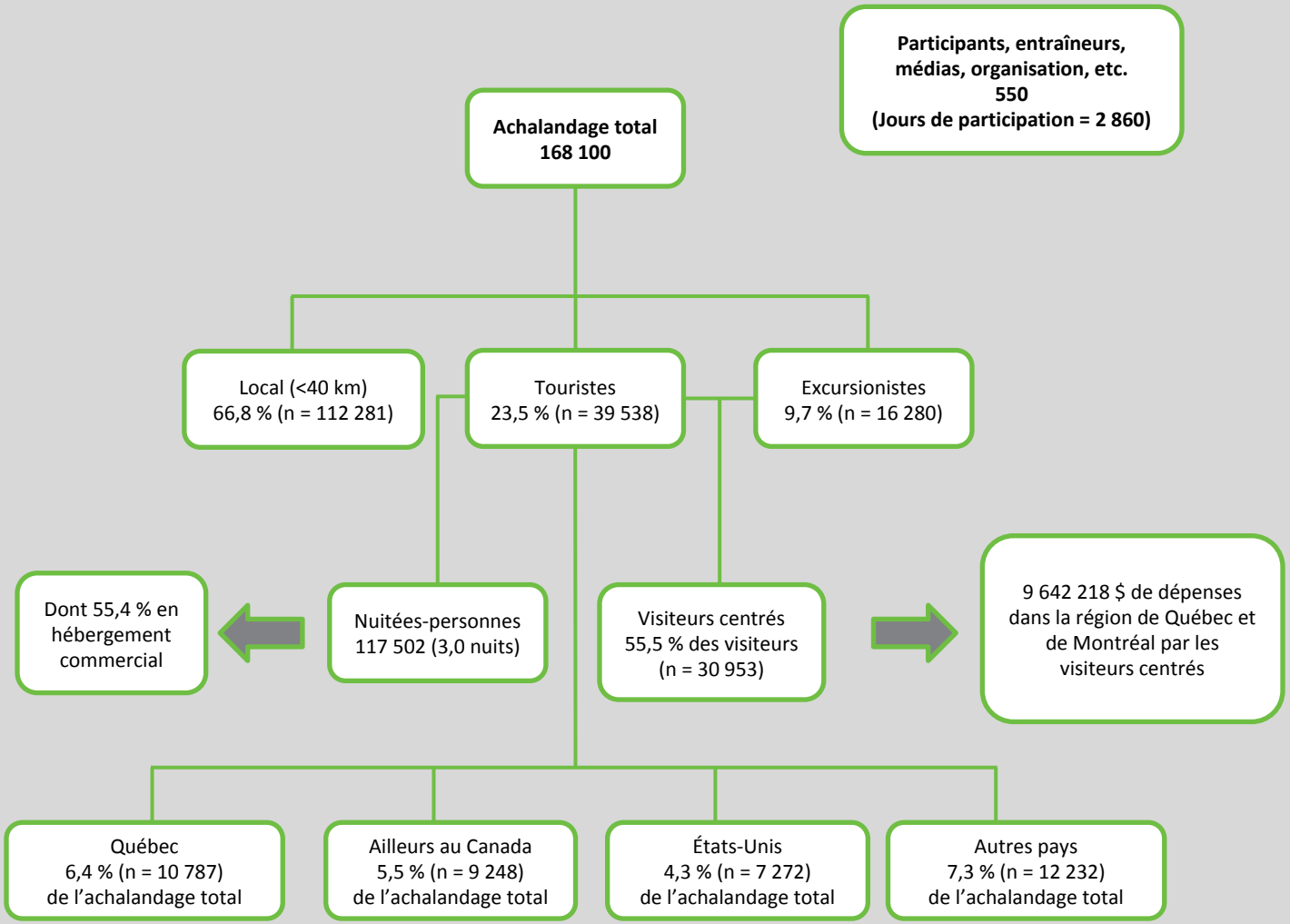


SCHÉMA DES 12 INDICATEURS POUR LE MINISTÈRE DU TOURISME
Grands Prix Cyclistes de Québec et de Montréal



QUESTIONS?

Si vous avez des questions concernant les résultats présentés dans ce rapport, veuillez communiquer avec :

Tony Fisher
613.266.6964
tony.fisher@paradigmconsultinggroup.ca

Si vous souhaitez effectuer une autre étude d'EIE à l'aide du modèle **meets.pro$^{2.0}$** pour un événement futur, veuillez contacter :
research@canadiansporttourism.com





FESTIVAL INTERNATIONAL NUITS D'AFRIQUE

BILAN

FESTIVAL INTERNATIONAL NUITS D'AFRIQUE

32E ÉDITION - DU 10 AU 22 JUILLET 2018



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION **4**

FAITS SAILLANTS & NOUVEAUTÉS **5**

PROGRAMMATION **8**

Programmation en salle // Huit séries de concerts 8

Programmation extérieure // Le Village des Nuits d'Afrique 9

Statistiques de la programmation 11

LA PRODUCTION **12**

Le choix des salles 12

Le Site extérieur 12

MISE EN MARCHÉ & PARTENARIATS MÉDIAS **14**

Partenaires médias de la 32e édition 15

ICI Radio-Canada - Grand partenaire 15

Autres partenaires médias 17

Partenaire média international 18

PLAN DE COMMUNICATION **19**

Axes de communication 19

Moyens de communication 20

Campagnes publicitaires 20

Supports et stratégies de communication 20

CD Compilation 21

Porte-parole et Ambassadeur 21

Relations de presse 21

Couverture médiatique nationale 22

Journalistes internationaux 23

Couverture médiatique international 23

Lancement médiatique et Événements spéciaux 26

Lancement de la programmation 26

Cocktail des partenaires 26

Prix Nuits d'Afrique pour la Francophonie 27

Supports numériques 27

Site web 27

Médias sociaux 28

Application mobile 29

Billetterie et stratégies de ventes 29

DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE 30

Achalandage touristique 30

Développement du secteur 31

PARTENAIRES PUBLICS ET PRIVÉS 32

Diversification du financement 32

Partenaires publics 32

Partenaires privés 33

PARTENAIRES DE L'INDUSTRIE MUSICALE 35

RESSOURCES HUMAINES 36

ÉCORESPONSABILITÉ ET DÉVELOPPEMENT DURABLE 39

MESURES DE SÉCURITÉS 41

ANNEXE 1 - CAMPAGNES PROMOTIONNELLES FINA 2018 43

ANNEXE 2 A - COUVERTURE MÉDIATIQUE NATIONALE 49

ANNEXE 2 B - COUVERTURE MÉDIATIQUE INTERNATIONALE 59

FESTIVAL INTERNATIONAL NUITS D'AFRIQUE

32e édition - du 10 au 22 juillet 2018

BILAN DU VOYAGE MUSICAL PLANÉTAIRE



\\ // INTRODUCTION \\ //

L'expérience événementielle la plus RASSEMBLEUSE ET INCLUSIVE de Montréal!

Plus que jamais ouvert sur le monde, la 32e édition du Festival International Nuits d'Afrique nous a conviés à un **VOYAGE MUSICAL PLANÉTAIRE** sous le signe de la **découverte**, de la **convivialité** et de **l'authenticité**. Au total, **700 artistes** originaires de **30 pays** - musiciens, chanteurs, danseurs ou acrobates - ont fait vivre aux festivaliers, **l'expérience événementielle la plus rassembleuse et inclusive de Montréal.**

Pendant **13 jours**, des centaines de milliers de festivaliers se sont régalés d'une programmation riche et diversifiée comprenant **125 concerts et activités** culturelles et participatives, à travers **8 séries de concerts en salle**, du 10 au 22 juillet 2018 et **6 jours de programmation extérieure gratuite**, du 17 au 22 juillet 2018, au Parterre du Quartier des spectacles de Montréal.

La **popularité** et la **notoriété** des *Nuits d'Afrique*, tant auprès des Montréalais que des touristes internationaux, ajoutés à l'offre artistique unique que propose le festival, en font un **ÉVÉNEMENT MAJEUR DISTINCTIF** qui fait battre le cœur de la métropole. Une fois de plus, **un public de tous âges et de toutes origines** s'est rassemblé au *Village des Nuits d'Afrique* pour le plaisir d'être ensemble, en famille et entre amis.

Acteur de premier plan dans l'écosystème des festivals et événements au Québec et au Canada, le FINA est un **événement culturel majeur incontournable**, **RECONNU À TRAVERS LE MONDE** et une **VITRINE EXCEPTIONNELLE** pour les artistes nationaux et internationaux.

De plus, le festival fédère chaque année un nombre important de **partenaires publics et privés**, et de nombreux **commanditaires**, sans oublier le facteur humain : une équipe dévouée et aguerrie et une centaine de bénévoles passionnés.

\\ // FAITS SAILLANTS & NOUVEAUTÉS \\ //

PROGRAMMATION

Proposant un **large éventail de concerts rassembleurs et d'activités gratuites pour toute la famille**, le FINA marque de son empreinte la métropole. Surprenant, dynamique et rassembleur, ce festival est pour plusieurs, un **lieu de découvertes et d'exclusivités**. Des plus grands noms de la scène internationale aux nouvelles générations d'artistes, tous viennent à la rencontre du public, partager leur passion et leur joie de vivre à un **public de tous âges et de toutes origines**.

C'est le grand **FEMI KUTI & The Positive Force** (Nigéria) qui a donné le ton à cette 32e édition lors du **CONCERT D'OUVERTURE** officielle au MTELUS devant une salle pleine et un public comblé par cette dose d'Afrobeat énergique et enivrante.

LA FÊTE AU VILLAGE → *Des concerts et activités gratuites pour toute la famille*

Du 17 au 22 juillet 2018, le mythique **VILLAGE DES NUITS D'AFRIQUE** prenait vie au Parterre du Quartier des spectacles proposant aux festivaliers, une **expérience événementielle et multisensorielle gratuite, pour toute la famille** :

- des concerts événementiels rassembleurs sur la **SCÈNE TD – RADIO-CANADA**
- des concerts et activités plus intimistes dans la **SPHÈRE TUNISAIR**
- des activités récréatives dans la nouvelle **ZONE FAMILLE 107.3 ROUGE**
- l'irremplaçable **MARCHÉ TOMBOUCTOU** et la boutique **DISQUES DU MONDE**
- les **SAVEURS TROPICALES** proposées par les kiosques de boissons et restaurateurs

GRANDS ÉVÉNEMENTS TD *en collaboration avec* ICI MUSIQUE

Le public était encore une fois au rendez-vous pour assister aux nombreux concerts et **DJ SETS** présentés sur la **SCÈNE TD - RADIO-CANADA**, en particulier pour la série **GRANDS ÉVÉNEMENTS TD *en collaboration avec* ICI MUSIQUE.**

Parmi eux, le très attendu concert des **Skatalites** (Jamaïque), l'électrisante **Flavia Coelho** (Brésil) en symbiose avec son public et le nouveau spectacle des **Productions Kalabanté** (Guinée-Qc).

De ces grands événements rassembleurs, le plus haut taux d'achalandage revient à **Sékouba Bambino** (Guinée). Ce monument de la culture mandingue et pop a clôturé dans l'apothéose et la chaleur caniculaire, ces légendaires Nuits d'Afrique dont l'écho, s'est fait entendre à travers le monde.

« Fallait lire les sourires dans la foule, les admirateurs de Bambino qui se pinçaient de pouvoir l'entendre gratuitement hier soir (...) La tombée de rideau de rêve. » **Philippe Renaud, Le Devoir**, 23 juillet 2018

Rappelons que Sékouba Bambino avait été honoré pour sa prolifique carrière, lors de la cérémonie de remise du **Prix Nuits d'Afrique pour la Francophonie**, quelques jours plus tôt à l'Hôtel de Ville de Montréal en présence de nombreux dignitaires.

PRODUCTION

Soucieux de répondre aux besoins des familles, nous sommes fiers d'avoir trouvé un partenaire pour cette nouvelle **ZONE FAMILLE 107.3 ROUGE**. Un chapiteau, partiellement couvert a permis d'accueillir des groupes d'enfants et de proposer un ensemble d'activités ludiques et participatives, encadrées par une équipe dynamique d'animateurs jeunesse. Cette formule gagnante a eu un énorme succès et laisse présager un réel développement lorsque nous pourrons exploiter l'îlot Clark en 2020.

Toujours aussi populaire, le **MARCHÉ TOMBOUCTOU** nous plonge dans l'ambiance colorée des marchés typiquement africains où on prend plaisir à dénicher la bonne affaire. Sur les 32 espaces disponibles, 12 étaient occupés par de nouveaux commerçants et artisans. En plus de promouvoir des **produits exclusifs et équitables**, nous avons développé cette année le **volet marché d'art** avec comme nouveauté, les sculptures sur pierre d'un artiste du Zimbabwe qui ont été très prisées par une clientèle à la recherche d'œuvres d'art et d'exclusivités.

Sensible à l'environnement, le FINA s'est engagé vers plus d'**ÉCORESPONSABILITÉ**. Ainsi plusieurs efforts ont été consciemment mis en place cette année pour évaluer nos impacts environnementaux, bien gérer nos matières résiduelles et améliorer l'accessibilité du site extérieur. Dans le but de mieux planifier nos actions futures, une **ESCOUADE VERTE** a été mise en place sur le site extérieur pour sensibiliser les commerçants et les festivaliers au tri sélectif et planifier nos prochaines actions environnementales.

COMMUNICATIONS

Les plateformes Facebook, Twitter et Instagram sont aujourd'hui des canaux indispensables pour **rejoindre et fidéliser un public diversifié, branché sur le numérique**. C'est pourquoi, sur le plan des communications, le FINA avait l'objectif de **rajeunir sa marque** à travers une stratégie numérique axée sur la diffusion de contenus de qualité, produits à l'interne diffusés sur les **RÉSEAUX SOCIAUX**. Ainsi, plusieurs vidéos rafraichissantes, basées sur du ***storytelling*** ont suscité une adhésion spontanée de nos fans.

Pour s'adresser à un public, de tous âges et de toutes origines, le festival a confié cette année le rôle de **PORTE-PAROLE** médiatique à **Eddy King**, humoriste d'origine congolaise, également musicien et DJ à ses heures. Ce choix s'est avéré judicieux vu la réponse des grands médias intéressés à l'interviewer.

> *« En ce moment où on parle beaucoup, beaucoup de diversité, c'est très beau ce que je vois ici », disait **Eddy King** à la foule rassemblée lors de la présentation du concert d'ouverture.*

Soulignons également, le **RAYONNEMENT MÉDIATIQUE INTERNATIONAL** qui a mis l'accent sur les artistes incontournables de la programmation et sur les tendances musicales qui alimentent et enrichissent les musiques du monde. Parmi les journalistes internationaux invités, le très respecté **Claudy Siar** de **Radio France International** a réalisé sur le terrain, une douzaine d'entrevues et de portraits d'artistes, principalement de notre scène locale, diffusés dans son émission quotidienne *Couleurs tropicales* pendant une semaine consacrée aux Nuits d'Afrique de Montréal (40 millions d'auditeurs dans le monde).

Par ailleurs, le président fondateur du festival, **Lamine Touré,** a retenu l'attention des médias nationaux et internationaux qui ont réalisé avec lui des entrevues et reportages largement diffusés à travers le monde : du **reportage de Hortense Volle** diffusé dans l'émission *Si loin, si proche* de **RFI** au reportage de Catherine François, diffusé à plusieurs reprises dans le *Journal de l'Afrique* de **TV5 Monde** rediffusé à plusieurs reprises au Téléjournal de Radio-Canada. Ce reportage qui soulignait notamment la nomination de Lamine Touré à l'Ordre du Canada, a suscité d'importantes réactions notamment sur les médias sociaux.

PARTENARIATS STRATÉGIQUES

PARTENAIRES MÉDIAS

La popularité et la notoriété des Nuits d'Afrique résultent à la fois de la qualité artistique proposée, de la diversification de ses publics et de l'appui stratégique de ses partenaires. Ainsi, une grande visibilité médiatique découle des campagnes publicitaires que réalise le FINA avec l'investissement de ces partenaires médias.

Parmi les **faits saillants et nouveautés** à souligner en 2018 :

- → **RADIO-CANADA, partenaire principal,** bonifie la valeur de son partenariat en termes de visibilité et de contenu met de l'avant sa marque principale sur la scène extérieure;
- → **ROUGE 107.3** *(NOUVEAU)* devient le **premier commanditaire de la Zone famille**, en pleine expansion;
- → **STINGRAY MUSIC** *(NOUVEAU)* propose et développe une **présence numérique internationale** via une chaîne musicale et un programme télévisuel consacré au FINA.

PARTENAIRES PUBLICS & PRIVÉS

La notoriété et la réputation de Nuits d'Afrique sont le fruit de l'alliance entre la qualité artistique de la programmation, la diversification de ses publics et la consolidation des ses acquis tels que les **partenariats locaux, nationaux et internationaux** que l'organisme a développés au fil du temps. Cette notoriété lui permet de consolider ses partenariats, les bonifier et les multiplier. → *Voir liste détaillée à la page 33*

Le FINA ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui, le plus grand rendez-vous des musiques du monde en Amérique, sans l'appui essentiel de ses nombreux partenaires publics et privés.

Parmi les **faits saillants et nouveautés** à souligner en 2018 :

- → **BONIFICATION** de l'aide au fonctionnement du **Conseil des Arts et des Lettres du Québec**
- → **BONIFICATION** de l'aide du **Conseil des arts du Canada** par le biais de projets spéciaux

Nos commanditaires officiels, **Banque TD** et **Brasseur GMT – Belle Gueule** sont toujours aussi présents et nous saluons l'ajout des **NOUVEAUX PARTENAIRES** : **TUNISAIR,** *(NOUVEAU)***, La COOP Fédérée** *(NOUVEAU)* **et Taxelco**. *(NOUVEAU)*

\\ // PROGRAMMATION \\ //

À l'image des musiques du monde, **PLURIELLES ET SANS FRONTIÈRES**, la 32e édition du Festival international Nuits d'Afrique a été, une fois de plus, passionnante, enivrante et festive.

Parmi les axes de programmation, FINA 2018 a donné une place prépondérante aux **VOIX DE FEMMES** et à la **NOUVELLE GÉNÉRATION D'ARTISTES** qui puisent dans les sonorités d'ascendances africaines et les musiques urbaines, pour proposer de nouvelles esthétiques et un nouveau son mondial, sans frontières.

PROGRAMMATION EN SALLE → HUIT SÉRIES DE CONCERTS

13 jours de concerts - 6 salles de spectacles

Huit séries ont mis en lumière les nouveautés les plus enthousiasmantes, les voix les plus puissantes, les styles les plus branchés, sans oublier les sonorités les plus *roots* qui les inspirent. Ces concerts ont eu lieu dans plusieurs salles de différents gabarits à Montréal : le **MTELUS, le Théâtre Fairmount, le Lion d'Or, le Gesù, le Club Balattou** et **Le Ministère** *(NOUVEAU)*.

COUP DE CŒUR EN SÉRIES

De la série **VOIX DU MONDE,** à **100 % féminine** cette année, le public a été conquis par la voix puissante et la générosité débordante de **Votia** (Île de la Réunion) au Club Balattou, suivi d'un moment de pur bonheur en compagnie de **Djazia Satour** (Algérie) au Théâtre Fairmount. Des primeurs au Canada!

Parmi les autres voix de femmes, dignes de mention, **Meklit** (Éthiopie), présentée dans la **SÉRIE GRANDS ÉVÉNEMENTS** (en salle) qui a séduit un public de connaisseurs ainsi que **Flavia Coelho** (Brésil) dans la **SÉRIE GRANDS ÉVÉNEMENTS** qui a brulé les planches de la scène extérieure, en plus de participer à la coproduction internationale **ALKEBULAN** présentée au Lion d'Or.

CRÉATEUR D'AMBIANCES, RÉVÉLATEUR DE TALENTS

De plus, notre proximité avec la scène locale nous a permis de créer avec les artistes, des **soirées à succès** qui ont suscité l'attention des médias et la participation d'un public plus jeune.

Ainsi, cette 32e édition a contribué à la révélation médiatique du phénomène **AFROTRONIX** de **Caleb Rimtobaye** (Tchad-Qc) tête d'affiche de la ***Soirée Future Tribe*** **SÉRIE URBAN AFRICA.** Moment très attendu du festival, son spectacle est composé de musique électronique, de blues du désert, de danse et de performances visuelles, avec la participation d'autres voix fortes de la scène locale : **Vox Sambou, Djely Tapa et Seydina N'Diaye**.

Présenté dans la **SÉRIE NUITS D'AFRIQUE SOUND SYSTEM**, **Naaman** (France) a prouvé sa maitrise du reggae jamaïcain dans un Théâtre Fairmount, plein à craquer. C'est aussi une salle comble et une ambiance de feu qui régnait lors de la ***Soirée Afrohouse*** avec **DJ Poirier, Mr Touré! et Yaya** ainsi qu'au concert de **NOUBI TRIO** (Sénégal-Qc) **SÉRIE RÉVÉTATIONS** qui lançait son nouvel album *Couleur Terre* (Disque *Nuits d'Afrique)* entouré de plusieurs artistes invités : **Bïa, Mamzelle Ruiz, Ilam et Seydina N'Diaye**.

RENCONTRES EXCLUSIVES

La **SÉRIE PRESTIGE** a donné lieu à des rencontres musicales d'exception entre des artistes nationaux et internationaux. En primeur mondiale, le concert ***ALKEBULAN*** présenté au Lion d'Or, réunissait sur une même scène, **Sergio Pererê** (Brésil), **Flavia Coelho** (Brésil) et **Zal Sissokho** (Sénégal-Qc) dont les racines africaines communes étaient le point de départ de cette aventure musicale qui a littéralement séduit un public de connaisseurs. Dans le même registre soulignons le concert ***NUIT DE LA KORA*** qui réunissait sur scène, l'artiste international **Prince Yannick** (Congo) et **Diely Mori Tounkara** (Mali).

Ces rencontres uniques contribuent à la magie du festival et au plaisir des festivaliers privilégiés d'avoir accès à autant de diversité, de découvertes et d'exclusivités.

Cette année, la **SÉRIE LES INCONTOURNABLES** *(NOUVEAU)* a permet de mettre en lumière, des artistes coup de cœur du festival pour leur grand talent de musicien, de performeur et de communicateur. À ce titre, ils sont tous dignes de mention.

Dès le premier soir, **Dicko Fils** (Burkina Faso) a enflammé le public du Balattou avec sa voix d'or suivi de l'excellent groupe **Afrodizz** (Nigéria-Qc) et son groove contagieux. Le traditionnel **Rendez-vous Mandingue** a été concocté cette année par l'irremplaçable et versatile **Aboulaye Koné** (Côte d'Ivoire-QC) et pour finir, **Tété** (France-Sénégal) a encore une fois touché droit au cœur ses admirateurs Canadiens.

Les noctambules ont pu se réjouir avec la **SÉRIE LES ÉTOILES NUITS D'AFRIQUE** qui débute dès 23 h au Club Balattou. Neuf soirées inédites ont été concoctées autour de trois artistes de la scène locale : **Djely Tapa** (Mali-Qc), **Wu-Sen Family** (Maroc-Qc) **Foro Brasa** (Brésil-Qc). Chacun a créé des rencontres exclusives avec leurs invités spéciaux, proposant une expérience différente chaque soir.

PROGRAMMATION EXTÉRIEURE → LE VILLAGE DES NUITS D'AFRIQUE

6 JOURS de concerts et d'activités → GRATUIT et pour toute la famille

Du 17 au 22 juillet, parallèlement à la diffusion en salle, ce fut au tour du Village des Nuits d'Afrique de proposer **une expérience événementielle et multi sensorielle** à 360 degrés comprenant des **CONCERTS**, des **ATELIERS À CIEL OUVERT**, des **DJ SETS** branchés et des activités pour toute la famille.

SCÈNE TD – RADIO-CANADA

Plus de vingt-huit concerts d'artistes nationaux et internationaux étaient programmés sur la scène principale qui attire chaque année un public fidèle au rendez-vous. La qualité et la diversité des styles et des pays représentés caractérisent cette programmation. Chaque fin de soirée, les **Grands Événements TD en collaboration avec ICI Musique** étaient des moments magiques incomparables avec les artistes phares des musiques du monde qui attirent les foules.
Du mardi au vendredi, de 14 h à 23 h, le samedi et dimanche, de 11 h à 23 h.

Dès la 1re journée, deux groupes internationaux ont retenu l'attention : le groupe panaméricain **Ladama** (Brésil, Colombie, Venezuela, États-Unis) exclusivement féminin, a surpris le public par la qualité de sa prestation. Ensuite, le mythique groupe **The Skatalites** (Jamaïque) a offert un concert composé de grands succès, tantôt accompagné par la reine du ska, la chanteuse Doreen Shaffer.

Flavia Coelho (Brésil) a livré une performance musicale remarquable sur la scène extérieure. Énergique et flamboyante, elle a été un réel coup de coeur pour le public, les médias et le festival.

L'engouement d'un public était à son comble lors de la présentation de **Wassa Wassa**, des **Productions Kalabanté** (Guinée-Qc). Ce nouveau spectacle multidisciplinaire incarne l'esprit, à la fois authentique et familial des Nuits d'Afrique et surprend par la frénésie des chorégraphies, des percussions et des exploits acrobatiques.

Le très attendu concert de **Degg J Force 3** (Guinée), groupe phare de la scène hip-hop africaine a offert une prestation énergique et engagée qui a su séduire un public multigénérationnel.

« *Bénie sois la nuit au Festival Nuits d'Afrique* » titrait le journal Le Devoir pour résumer le concert de **Sekouba Bambino** (Guinée) en clôture du festival. Ce célèbre griot mandingue, accompagné de son splendide groupe de neuf musiciens, a été l'un des moments les plus magiques de cette 32e édition.

Sur la **SCÈNE TD - RADIO-CANADA,** les festivaliers ont également pu découvrir les **VOIX DE LA RELÈVE,** lauréats des ***Syli d'Or de la musique du monde 2018*** **:** la musique festive d'**El Son Sono** (Pérou-Qc)**,** la pop africaine de **Kenzow** (Burkina Faso-QC) et la cumbia afrocolombienne et autres grooves psychotropicaux de **Ramon Chicharron** (Colombie-Qc)**.**

DJ SETS ESCALES TROPICALES TV5 *(NOUVEAU)*

Programmés entre les deux derniers concerts du soir, ces **interludes musicaux et festifs** nous faisaient voyager sur des musiques d'Afrique, d'Amérique latine et des Antilles avec une sélection des meilleurs *grooves tropicaux.* Présentées les 17,18, 19 et 22 juillet, les **ESCALES TROPICALES TV5** étaient animées tantôt par **Eddy King**, porte-parole de la 32e édition, tantôt par **Bonbon Kojak.**

DJ SETS ICI MUSIQUE

Pour célébrer les musiques du monde, **RADIO-CANADA** ont présenté 2 **DJ SETS ICI MUSIQUE**, animés par **Catherine Pépin** (*Un nomade dans l'oreille*, ICI MUSIQUE) accompagnée d'artistes surprises : **Geneviève Toupin et Chloé Lacasse** du groupe Chances, le 20 juillet et **ILAM** le 21 juillet.

ATELIERS À CIEL OUVERT

Offerts gratuitement sur le Parterre du Quartier des spectacles, ces ateliers à destination d'un public de tous âges séduisent un nombre grandissant de festivaliers qui reviennent d'année en année apprendre les rudiments de la samba, de la danse ouest-africaine, afro-colombienne et afro-urbaine *(NOUVEAU)* ou encore, pour s'initier au balafon ou aux percussions africaines et brésiliennes. Danser ou jouer d'un instrument devient un jeu d'enfant avec nos maîtres danseurs et tambourineurs.

ZONE FAMILLE 107.3 ROUGE

Situé sur le parterre gazonné du site extérieur, la *Zone Famille 107.3 Rouge* comprenait un chapiteau aux couleurs de Rouge 107.3, du matériel de bricolage, des livres ainsi que des jeux et des coussins géants disposés autour. Tous ses éléments étaient fournis gracieusement par les **partenaires** suivants, principalement : *Spin Jeux & Activations, Karibu* et *Tic Tac Gym*.

La talentueuse artiste **maquilleuse** Allison est venue illuminer le visage des enfants de son art. D'autres animatrices ont offert des **ateliers** de yoga, de bricolage, de conte, sans oublier la **chasse au trésor**.

\\ // PROGRAMMATION EN CHIFFRE \\ //

700 ARTISTES → **65% NATIONAUX**

128 ACTIVITÉS & CONCERTS

66 CONCERTS
- **38 en SALLE**
- **28 en EXTÉRIEUR**

6 DJ SETS

56 ACTIVITÉS PARTICIPATIVES

30 PAYS REPRÉSENTÉS

Afrique du Sud	Gabon
Algérie	Guinée
Bénin	Haïti
Brésil	Île de la Réunion
Burkina Faso	Jamaïque
Cameroun	Mali
Canada	Maroc
Chili	Mexique
Colombie	Mozambique
Congo	Nigéria
Cote d'Ivoire	Pérou
États-Unis	Sénégal
Éthiopie	Tchad
Europe de l'Est	Tunisie
France	Venezuela

//\\ LA PRODUCTION //\\

SALLES DE SPECTACLES

Les salles retenues sont stratégiquement situées au cœur des quartiers culturels de Montréal (Quartier des spectacles, Centre-ville, Mile-End et Plateau Mont-Royal). Elles offrent des équipements professionnels et un encadrement irréprochable permettant d'accueillir le public et les artistes dans les meilleures conditions possible.

M TELUS	[59, Ste-Catherine Est]	2000 places
Théâtre Fairmount	[5240, avenue du Parc]	450 places
Le Gesù	1200, rue de Bleury]	400 places
Le Lion d'Or	[1676, rue Ontario]	300 places
Le Ministère	4521, boulevard Saint-Laurent]	180 places
Club Balattou	[4372, boulevard Saint-Laurent]	150 places

SITE EXTÉRIEUR → LE VILLAGE DES NUITS D'AFRIQUE

UNE ORGANISATION BIEN RODÉE

À souligner l'excellente collaboration avec les ressources humaines et techniques du Partenariat du Quartier des spectacles et des Services culturels de la ville de Montréal ainsi que la bonne cohabitation avec les chantiers de construction adjacents au site. À souligner également l'excellente cohésion et efficacité de l'équipe du festival déployée sur le site extérieur, de la régie, à la l'accueil du public et la sécurité.

AMÉNAGEMENT DU SITE

Considérant l'indisponibilité de l'îlot Clark actuellement en construction [entre de Montigny et Sainte-Catherine] nous avons dû réaménager les espaces dédiés à la production, notamment l'arrière-scène et fermer partiellement la **rue de Montigny**, pour y installer la roulotte de production, la technique ainsi que les espaces réservés aux artistes et au catering. Sur la **rue Clark**, on a installé la roulotte réservée aux bénévoles et à l'escouade verte ainsi que l'espace média. Sur le **parterre**, la nouvelle *Zone Famille 107.3* a pris plus d'ampleur avec de nouvelles installations.



HEURES D'OUVERTURE

Mar au ven : 13 h à 23 h 30
Sam et dim : 11 h à 23 h 30

SPHÈRE TUNISAIR *(NOUVEAU PARTENARIAT)*

La SPHÈRE TUNISAIR est le lieu idéal pour vivre des moments de proximité et un contact privilégié avec les artistes. Au programme : concerts intimes, contes, présentations de rythmes, d'instruments de musique et de danses ainsi qu'une exposition photo qui célèbre 70 ans d'histoire de TUNISAIR.

ZONE FAMILLE 107.3 ROUGE *(NOUVEAU PARTENARIAT)*

Grande nouveauté cette année, un commanditaire s'est associé à cette portion du site dédiée aux familles**.** Un monde de découvertes et de plaisirs attendait les enfants dans la **ZONE FAMILLE 107.3 ROUGE** à travers une panoplie d'activités ludiques et d'ateliers participatifs : éveil musical, gymnastique, bricolage, conte, yoga, jeux géants, maquillages exclusifs ainsi qu'une zone de détente avec coussins géants pour se reposer après les activités. *Vendredi : 13 h 30 à 19 h | Samedi et dimanche : 11 h à 19 h*

MARCHÉ TOMBOUCTOU

Le Marché Tombouctou fait vivre au visiteur une **expérience multisensorielle** et un **dépaysement complet**. Déambuler dans le marché est une expérience en soi, car il nous transporte en plein cœur de l'Afrique, avec ses couleurs, ses odeurs, les tissus colorés des boubous, chemises et autres accessoires vestimentaires, ses bijoux extravagants, ses instruments de musique et œuvres d'art. On peut expérimenter l'art de la palabre, de la négociation à l'africaine et découvrir les vertus du beurre de karité ou du jus de gingembre. Les Caraïbes et l'Amérique latine y sont aussi représentées parmi les 27 artisans, designers et commerçants du marché, mentionnons le succès des 12 nouveaux exposants, dont un sculpteur de pierre du Zimbabwe, ce qui révèle un intérêt manquant pour l'art de la part des festivaliers.

RESTAURANTS & BARS

Situés de chaque côté du parterre, les restaurants et bars du Village des Nuits d'Afrique offrent un choix de cuisines africaines, antillaises et latines. Lieux de rencontre idéaux, on y fait une pause pour déguster les boissons tropicales comme le fameux jus de gingembre et le bissap, ainsi que les mets typiques comme le poulet Yassa du Sénégal, le poulet Jerk de la Jamaïque ou les acras de Martinique.

BOUTIQUE DISQUES DU MONDE

Nuits d'Afrique s'est associé à **Sunrise Records** *(NOUVEAU)* pour offrir aux festivaliers une Boutique de disque proposant un vaste choix musical, en plus des CD des artistes de la 32^{e} édition, les CD compilations et T-shirts du festival.

ESPACE VIP & ESPACE MÉDIA**S**

L'ESPACE VIP est le lieu de rencontre et d'échange pour tous les partenaires publics et privés ainsi que les invités spéciaux du festival, notamment les journalistes internationaux. Agréablement aménagée en terrasse, on y déguste un large éventail de boissons, alcoolisées ou non. Ce lieu demeure essentiel pour entretenir et approfondir nos relations avec nos partenaires.

L'ESPACE MÉDIAS permettait d'accueillir sur le site les journalistes locaux et internationaux ainsi que leurs équipes de tournage. L'espace permet d'être à proximité des artistes, près des loges et la scène. Équipé d'un ordinateur et d'une connexion WiFi, l'espace média permettait également à l'équipe de développer du contenu en direct pour alimenter les médias sociaux.

//\\ MISE EN MARCHÉ & PARTENAIRES MÉDIAS //\\

La promotion et la mise en marché du festival sont supportées par un plan de communication marketing qui vise un rayonnement national et international. De manière globale, la stratégie de communication-marketing des Productions Nuits d'Afrique est une **stratégie intégrée** qui tient compte de sa **CLIENTÈLE MULTIGÉNÉRATIONNELLE** et **MULTICULTURELLE**.

POSITIONNEMENT

En 2018, nous avons continué d'accentuer le positionnement du Festival international Nuits d'Afrique en soulignant la **DIFFÉRENCIATION DU PRODUIT** culturel et la **RICHESSE DE L'EXPÉRIENCE** offerte, en salle et sur le site extérieur. De plus, le FINA est un **événement majeur de la métropole** et une **DESTINATION TOURISTIQUE** incontournable.

PARTENAIRES MÉDIAS → ALLIANCES STRATÉGIQUES

Chaque année, une vaste campagne médiatique est déployée pour promouvoir le festival. Les nombreux partenariats médias que PNA entretient et développe chaque année permettent d'assurer un grand déploiement de **visibilité médiatique**.

OBJECTIFS

Pour cette 32e édition, voici les objectifs mis de l'avant pour le département marketing.

- → Déployer notre campagne publicitaire à travers les médias partenaires et leurs plateformes de visibilité (par exemple : site web et médias sociaux)
- → Augmenter le nombre d'occasion publicitaires sur ICI Radio-Canada Télé, CTV, TV5 et Télé Québec.
- → Bonifier la campagne publicitaire en développant des concours via nos partenaires généralistes et commerciaux (Radio-Canada, CTV, Rouge 107.3 et CJAD).
- → Associer un partenaire média à chacune des séries de concerts en salle afin de bénéficier de campagnes promotionnelles et publicitaires ciblées en fonction des divers publics.
- → Associer un partenaire à la ZONE FAMILLE afin de développer et maximiser cette zone qui est en pleine expansion sur le site extérieur.
- → Mettre en place un nouveau partenariat international (STINGRAY MUSIC) pour accroître le rayonnement médiatique international du festival.

Les partenariats développés avec les grands médias généralistes et commerciaux comme **ICI Radio-Canada, TV5, CTV, Rouge 107.3 et CJAD** rejoignent un **large auditoire** alors que les médias spécialisés comme **La Fabrique culturelle** ou les radios communautaires s'adressent à différents **segments auditoires**.

INVESTISSEMENT PUBLICITAIRE

L'investissement dans la publicité de la 32e édition, d'une valeur de 609 692 $, a été réparti comme suit :

- → 42 % INTRA QUÉBEC
- → 30 % CANADA (HORS-Québec)
- → 28 % International

La **BANDE-ANNONCE** du festival a été diffusée plus de **3 MILLIONS** de fois à travers nos différents partenariats : ICI RADIO-CANADA – ICI ARTV – ICI Explora, CBC, TV5, CTV et TQ, iciRadiocanada.ca – CBC.ca, CTV.ca, le Cinéma Beaubien et le Cinéma du Parc et Hôtel.tv. La **version radio** a été diffusée à **1254 occasions** dans l'ensemble des partenaires.

PARTENAIRES MÉDIAS DE LA 32e ÉDITION

GRAND PARTENAIRE → **RADIO-CANADA**

PARTENAIRES MÉDIAS → **ICI MUSIQUE / TV5 / CTV / La Fabrique Culturelle / La Vitrine Culturelle / Journal Métro / Rouge 107.3 / CJAD / CIBL / MIKE FM / CISM / Radio VM / CKUT / CJLO / CHOQ.ca / Atuvu.ca / L'Initiative**

PARTENAIRE INTERNATIONAL → **STINGRAY MUSIC**

Pour la 32e édition du festival, plusieurs **BONIFICATIONS** ont été réalisées avec nos partenaires: **ICI Radio-Canada, ICI Musique, Rouge FM, CTV, TV5**

ICI RADIO-CANADA

Ce partenariat complet touche autant la **programmation**, que le **contenu**, les **communications**, la **visibilité** et la **promotion**. Une collaboration étroite avec le département des *communications et image de marque* apporte un support majeur dans le développement du partenariat. Il est très important d'intégrer davantage toutes les avenues exploitables en promotion afin que Nuits d'Afrique rayonne et que la marque Radio-Canada et ICI Musique soit mises en avant via nos clientèles cibles et fusionnelles.

Dans le cadre de la 32e édition, nos deux partenaires majeurs, **TD et RADIO-CANADA** ont bénéficié d'une **visibilité exclusive sur la scène extérieure** *(NOUVEAU)* identifiée à leur nom et avec leurs logos bien visibles sur le haut de scène. Cette visibilité de premier plan a permis de maximiser la campagne promotionnelle via Radio-Canada et ses plateformes et de donner une visibilité supplémentaire à notre partenaire TD.

Le partenariat a permis une **augmentation placement publicitaire télé** (plus de 43 %) mettant en vedette la programmation en salle et extérieure de Nuits d'Afrique, en diffusion sur **ICI Radio-Canada, ICI ARTV, ICI Explora** et sur le volet anglophone **CBC.**

Dans le cadre de sa promotion, différentes avenues ont été élaborées afin de maximiser ce partenariat.

Le festival a bénéficié d'une visibilité accrue à l'intérieur des murs de la Maison Radio-Canada afin que les travailleurs et visiteurs puissent découvrir le festival. À titre d'exemple : visuel sur les écrans numériques dans le hall d'ICI Radio-Canada, Panneau lumineux à l'extérieur de la tour de Radio-Canada, panneau lumineux sur les murs du corridor principal et une offre corporative a été mise de l'avant afin que les employés de ICI Radio-Canada puissent avoir un bénéfice direct.

ICI MUSIQUE

ICI Musique était **présentateur de la Série Grands événements en salle** et s'est **associé avec TD pour la présentation des Grands Événements extérieurs.** La promotion de ces Grands événements s'est déployée via toutes ses plateformes internes, sous forme de contenu, publicité, autopromotion, concours, etc.

ICI Musique a offert une promotion via ses **émissions grande écoute** pour les 3 concerts en salles de la Série Grands Événements) et la mise en place de **tirage de billets**.

ICI Musique a fait la promotion quotidienne des activités du festival avec la **collaboration des animateurs**, soit dans le contenu des émissions, les tirages, les publications sur les réseaux sociaux, etc.

Au niveau programmation, pour la 2e année consécutive, **2 DJ sets ICI MUSIQUE** ont été présentés sur la scène extérieure. Animés par **Catherine Pépin**, chaque soir elle était accompagnée d'un artiste DJ. Deux membres du groupe **CHANCES** et **ILAM** (Révélation Radio-Canada 2016-2017) se sont prêtés au jeu. L'animatrice d'ICI Musique en faisait la promotion via les réseaux d'ICI Musique avec mention en onde.



FINA s'est associé à ICI Musique pour une 3e année consécutive dans la mise en place du **Kiosque INFO** afin d'être le point d'accueil et la porte d'entrée du site extérieur. Une excellente visibilité pour ICI Musique et un atout majeur pour le festival.

Aussi, une **WEB RADIO ICI MUSIQUE** mettant en vedette la programmation de FINA 2018 a été mise en place par l'équipe d'ICI Musique. Le public y avait accès directement sur les sites web d'ICI Musique et de Nuits d'Afrique.

ICI MUSIQUE a fait largement la **promotion du CD Compilation FINA2018** via la page ICI Musique et ICI Radio-Canada et ses animateurs en ont fait largement la promotion.

Le partenariat comprenait un **VOLET COMMUNICATION**, l'équipe de direction des communications et image de marque informait régulièrement toutes leurs équipes ainsi que les responsables culturels de chacune des émissions et s'assurait que l'information soit diffusée via entrevue, capsule ou tirages.

Le festival a bénéficié d'une **visibilité promotionnelle sur la première chaîne télé d'ICI Radio-Canada**, notamment le **CONCOURS *LES ÉCHANGISTES*.** Le festival a pu offrir cette visibilité à son nouveau partenaire TUNISAIR qui a contribué à la mise en place des prix offerts pour ce concours.

DESCRIPTION DU PRIX offert par **TUNISAIR** et **SULTANA TOURS**

- Un voyage d'**une semaine** pour **2 personnes** en **Tunisie**, à Hammamet
- **2 Billets d'avion** en classe économique + transfert aéroport-hôtel
- Séjour **7 jours / 6 nuits au *Steigenberger Hotel Marhaba Thalasso 5 étoiles***
- Prix **Deux (2) t-shirts** à l'effigie du Festival, **deux** (2) **affiches**, **deux** (2) **CD**;
- **Une** (1) **Passe Privilège 2018** pour deux (2) personnes pour Nuits d'Afrique;
- **Une** (1) **Passe Privilège 2019** pour deux (2) personnes pour Nuits d'Afrique

Valeur du prix : 5580 $ / Nombre de participants : 6 617

En conclusion, le partenariat d'ICI RADIO-CANADA est un atout primordial pour le Festival International Nuits d'Afrique et travailler en étroite collaboration avec leur équipe ne peut que permettre une belle collaboration et bonifier année après année son offre. Il y a un accord parfait entre les 2 entités et un très grand potentiel de développement. À reconduire et à développer davantage pour les futures éditions.

AUTRES PARTENAIRES MÉDIAS

CTV

Afin de maximiser la campagne promotionnelle sur les ondes de la télé commerciale anglophone CTV, le festival a mis en place un concours qui était diffusé en onde afin de diriger les gens à participer sur ctv.ca Il y a eu 92 occasions publicitaires uniquement pour ce concours. Une très belle visibilité additionnelle pour le festival en plus des occasions publicitaires.

DESCRIPTION DU PRIX

- → Une nuitée avec petit déjeuner à l'hôtel Le Saint-Sulpice pour 2 personnes
- → Une croisière AML sur le Fleuve St-Laurent pour 2 personnes
- → Un chèque cadeau de la boutique Ananas et Bananas.

TV5

Un partenariat important pour le festival qui rejoint une clientèle très ciblée. Ce partenaire nous permet la diffusion de la publicité télé sur sa chaîne et mettre de l'avant différents contenus et la mise en place d'un concours majeur qui permettait de gagner des billets pour le concert d'ouverture officielle avec FEMI KUTI au MTELUS. Le concours s'est déroulé sur Facebook et Instagram de TV5.

De plus TV5 a bonifié son offre en ajoutant une **exploitation de commandite sur le site extérieur** du festival. **Quatre tables de pique-nique à l'effigie de TV5** étaient disposées dans une zone spécifique du parterre et sur chacune des tables, les festivaliers pouvaient jouer à un jeu et socialiser entre eux.



ROUGE 107.3 & CJAD

Pour une première fois, un partenaire majeur et commercial était associé à la **ZONE FAMILLE**.
La Zone Famille 107.3 Rouge annexée d'un coin détente 107.3 Rouge et CJAD.

Une très grande réussite cette zone d'exploitation et l'ajout d'un partenaire a permis de bénéficier d'une meilleure identification + décorum ainsi qu'une campagne promotionnelle invitant les auditeurs des 2 stations de radios commerciales à venir découvrir cet espace au festival.

Les familles étaient invitées à venir jouer à différents jeux, à se relaxer dans la **Zone détente**, à lire, bricoler et à participer à une chasse au trésor 107.3 avec devinettes qui a été mise en place par l'équipe promo de Bell Média.

De plus dans la Zone détente, les parents étaient invités à socialiser entre eux ou tout simplement prendre une pause et s'ils le désiraient une borne à **recharge cellulaire** était mise à leurs dispositions**.**
Une grande réussite!



PARTENAIRE MÉDIA INTERNATIONAL

STINGRAY MUSIC *(NOUVEAU)*

En 2018, FINA s'associe à un nouveau partenariat média, **STINGRAY MUSIC**, distributeur mondial de services musicaux multiplateformes et expériences numériques.

Stingray un est partenaire majeur qui nous permet d'innover dans notre stratégie de mise en marché international et de développement de public. Chaque jour, plus de 400 millions de ménages et 12 000 entreprises exploitant 78 000 établissements commerciaux profitent des produits et des services de Stingray.

Ce partenariat comprenait une visibilité promotionnelle multiplateforme et un partenariat de contenu sur la **chaîne télé Stingray DJAZZ** et via la création de la **chaîne radiophonique *Nuits d'Afrique 2018***.

Dès janvier 2019, un **programme télévisuel** d'une heure consacré au FINA sera **diffusé dans plus de 156 pays**. Il sera composé de **captations de concerts** en direct de la scène extérieure et d'**entrevues** avec **trois artistes nationaux et internationaux** représentatifs des Nuits d'Afrique.

- → **Ramon Chicharron**, artiste montréalais d'origine colombienne
- → **Degg J Force 3**, représentant de la nouvelle génération d'artistes urbains africains
- → **Sekouba Bambino**, tête d'affiche internationale, lauréat, Prix Nuits d'Afrique pour la Francophonie 2018

La **nouvelle chaîne radio numérique *NUITS D'AFRIQUE 2018*** est distribuée partout au Canada et dans le monde depuis l'été 2018. Plus de 150 artistes programmés au festival y figurent.

Visibilité promotionnelle multiplateforme de STINGRAY MUSIC :

- → Réseaux sociaux (FB + Instagram) - publications
- → Infolettre – mention
- → Blogue - publication d'un article qui dévoile 5 artistes du festival
- → Escouade réseaux sociaux - couverture en direct sur le site du Festival

VOIR ANNEXE 1 : *DÉTAILS DE LA CAMPAGNE PROMOTIONNELLE ET PUBLICITAIRE*

\\// PLAN DE COMMUNICATION \\//

La promotion et mise en marché du FINA comprend un ensemble d'outils, moyens et activités, réalisées en fonction d'une planification stratégique, d'un échéancier de réalisation bien coordonné, appuyé par une équipe compétente et proactive.

AXES DE COMMUNICATION

Pour appuyer notre positionnement, nous avons développé des campagnes promotionnelles et publicitaires autour de plusieurs **axes de communications et messages-clés largement utilisés par les médias** :

À PROPOS DU FESTIVAL

- → Un voyage musical planétaire
- → 13 jours d'émotions et de découvertes, sans décalage horaire
- → Le plus grand rendez-vous des musiques du monde
- → L'expérience événementielle la plus rassembleuse et inclusive de Montréal!
- → Une expérience humaine et culturelle empreinte d'authenticité.
- → Une programmation extérieure gratuite pour toute la famille;
- → 125 concerts et activités, dont un large éventail de spectacles et événements rassembleurs

À PROPOS DE LA PROGRAMMATION

- → Des séries de concerts qui s'adressent à divers publics et proposent différentes expériences
- → Une forte présence des voix de femmes; la série *Voix du monde*, 100 % féminine
- → Des concerts et des soirées branchées sur les cultures urbaines et la nouvelle génération d'artistes des musiques du monde
- → Des têtes d'affiche et des concerts événementiels, en salle (Femi Kuti, Sabri Mosbah, Meklit, Naaman) et sur le site extérieur (The Skatalites, Sekouba Bambino, Wassa Wassa, Flavio Coelho).

SUPPORTS ET STRATÉGIES DE COMMUNICATION

- → Campagnes publicitaires dans les médias traditionnels et médias sociaux ;
- → Stratégies de ventes pour certains concerts : prévente, promotion des forfaits, des séries, etc.;
- → Distribution d'affiche, programme, dépliant;
- → Communications électroniques : communiqués et infolettres;
- → Matériel promotionnel (dossier de presse, MP3, CD Compilation musicale FINA2018);
- → Collaboration d'un porte-parole et d'un ambassadeur;
- → Relations de presse nationale et internationale;
- → Accueil de journalistes internationaux ;
- → Activités médiatiques (Lancement de la programmation, Prix Nuits d'Afrique pour la Francophonie);
- → Plateformes numériques (site web, médias sociaux, application mobile);

CAMPAGNES PUBLICITAIRES

Une vaste campagne publicitaire est mise en place et **diffusée sur l'ensemble des médias partenaires** du festival (télévision, radio, presse écrite et web). Chaque investissement publicitaire tient compte de l'audience et de la portée du média. La campagne promeut le festival en tant qu'expérience culturelle événementielle. De plus, chaque série de concerts est présentée par un partenaire média ce qui permet de rejoindre un public diversifié en lui proposant un contenu ciblé.

La **BANDE-ANNONCE** du festival a été diffusée à plus de **3 MILLIONS D'OCCASIONS** à travers nos différents partenaires télés et leur plateforme web ainsi que sur les écrans des cinémas Beaubien et du Parc et sur les écrans des hôtels du réseau Hôtel.tv. La **publicité radio** a été diffusée à **1254 occasions** dans l'ensemble des partenaires médias.

Parallèlement aux médias traditionnels, nous avons également fait la promotion de neuf concerts et événements programmés en salle via une **campagne de clics sur Facebook**. Les résultats ont été au rendez-vous, car il y a eu beaucoup de clics menant vers la billetterie notamment pour les concerts de Sabry Mosbah, Femi Kuti et Naâman.

SUPPORTS DE COMMUNICATION

L'image de marque du festival repose sur un travail de communication éditoriale riche et complet ainsi qu'une communication visuelle soignée qui se décline sur ses différents supports imprimés et plateformes numériques.

IMPRIMÉS → AFFICHE, BANNIÈRE, DÉPLIANT & PROGRAMME

2500 affiches de format standard et **huit affiches géantes** (4 *Monstres* et 4 *Bébés Monstres*) ont été installées dans le secteur de Centre-ville et du Plateau Mont-Royal par Publicité Sauvage.

Le **dépliant** comprend la grille horaire, une description sommaire des concerts et activités et les informations pratiques. Il est imprimé à **60 000 exemplaires**. Une large distribution est assurée par **Diffumag** et **Publicité Sauvage** dès la fin mai, à travers **1200 points de distribution** dans la grande région métropolitaine, incluant la Rive-Nord et la Rive-Sud.

Une autre partie de la distribution des dépliants et des programmes est assurée par PNA et dessert les centres d'information touristique et autres grands lieux d'accueil touristiques de Montréal de même que les centres d'hébergement, hôtels et auberges, les centres communautaires, plusieurs entreprises, fournisseurs, commanditaires et partenaires du festival. Les programmes et dépliants sont également distribués directement sur le site extérieur du festival.

COMMUNIQUÉS ET INFOLETTRES

Les **communiqués de presse,** destinés aux médias et les **infolettres** destinées à nos fans sont essentiels pour communiquer avec nos publics cibles. Avec l'intégration de contenus multimédias et d'hyperliens qui redirigent le destinataire vers le site internet, les médias sociaux, et la billetterie en ligne, ils ont pour but de susciter l'intérêt et un appel à l'action.

De la mi-avril à la fin juillet 2018, **25 communiqués** ont été envoyés, à des moments stratégiques, à plus de **1500 contacts médias**. Un premier communiqué est envoyé en avril à l'intention des magazines généralistes et touristiques afin de dévoiler les dates et quelques faits saillants de la programmation.

Un calendrier éditorial nous permet de planifier et de structurer les nombreux axes de communication, les messages-clés, les nouvelles et les événements à souligner. Parmi les sujets communiqués : l'annonce des porte-paroles, le lancement du *CD Compilation FINA 2018* et *Syli d'or 2018*, le lauréat du *Prix Nuits d'Afrique pour la Francophonie*, la programmation en salle, le lancement de la programmation extérieure, les activités familiales et le bilan du festival.

Plusieurs communications sont relayées à destination du public, notamment aux abonnés de l'**infolettre** du festival, dont le taux moyen d'ouverture s'élève à 25 %. Une ligne directrice et un calendrier de suivi permettent de maintenir la cohésion de ces communications qui se déclinent également sur les autres **plateformes numériques** : médias sociaux, site web et application mobile.

CD COMPILATION

Produit et mis en marché par Disques Nuits d'Afrique depuis 1999, le CD compilation propose une sélection de **14 titres d'artistes** programmés au FINA. Inséré dans la pochette de presse lors du lancement de la programmation, il est envoyé à certains journalistes et médias, en particulier les radios de à l'ensemble de nos contacts médias en version électronique.

Le CD Compilation est également un **produit dérivé.** Distribué à travers le Canada par Distribution Select et dans le monde entier en version numérique, en streaming et en téléchargement, sur différentes plateformes. Les 10 pays où la compilation numérique est le plus téléchargée sont : États-Unis, France, Japon, Royaume-Uni, Suisse, Allemagne, Espagne, Pays-Bas, Australie, Suède, Belgique.

PORTE-PAROLE & AMBASSADEUR

Pour véhiculer ses messages-clés et promouvoir le festival auprès des médias et du grand public, PNA a choisi cette année de travailler avec un porte-parole et un ambassadeur.

EDDY KING → Porte-parole

Cet artiste, tout aussi Français que Québécois ou Congolais est fier de ses origines qu'il retranscrit dans son humour multiculturel et sa passion pour la musique africaine. Engagé et touchant un large public, c'est à travers ces valeurs qu'Eddy King a parfaitement joué son rôle de porte-parole pour cette 32^{e} édition du festival.

En plus de son mandat de porte-parole, Eddy King a également animé **2 DJ sets** de 30 min intitulés ***Escales tropicales*** sur le site extérieur : un mélange d'afrobeat aux sonorités africaines et caribéennes.

HERBY MOREAU → Ambassadeur

Herby Moreau a construit, au fil des années, une relation forte avec le festival et a contribué à son histoire et son évolution. Il représente le festival et ses valeurs et porte son image dans sa globalité. Étant présent depuis plusieurs éditions, PNA lui a confié un rôle d'ambassadeur de la marque Nuits d'Afrique, et ce tout au long de l'année. L'Ambassadeur était présent lors des événements médiatiques : lancement de la programmation et cocktail des partenaires.

RELATIONS DE PRESSE

Les relations de presse sont l'une des activités majeures de notre plan de communication puisqu'elles génèrent **d'importantes répercussions médiatiques** et des **retombées mesurables** sur le plan de fréquentation, mais

également sur le plan de la **notoriété**. Le Festival international Nuits d'Afrique bénéficie d'une **excellente couverture médiatique nationale et internationale.** À travers leurs articles, chroniques, reportages et entrevues, les journalistes des grands médias de masse et des médias spécialisés témoignent d'une reconnaissance exemplaire envers le festival, les artistes et l'organisation.

En cette 32e édition du festival, le festival a utilisé un **nouvel outil de gestion**, **ZONE FESTIVAL**, qui a modifié le processus d'accréditation. Pour la première année, les journalistes devaient faire leur demande via un formulaire et fournir une photo. Ce nouvel outil permet une meilleure gestion, identification et suivi par notre équipe de communication. **Nombre total d'accréditations médias : 150 journalistes.**

COUVERTURE MÉDIATIQUE NATIONALE

Plus de **390 répercussions médiatiques** ont été recensées en 2018, avec une prépondérance de répercussions web avec 270 résultats. En plus d'être diffusées sur leurs canaux respectifs, les contenus diffusés à la radio et à la télé ont également été **relayé sur le web**.

Il est à noter qu'avec la popularité des médias sociaux accessibles sur nos téléphones intelligents, **la plupart des médias relayent sur leurs plateformes numériques et médias sociaux** les entrevues, articles ou reportages réalisés. Certains vont aussi l'enrichir d'autres contenus, par exemple : une entrevue bonifiée d'une session en direct (captation musicale) ou l'ajout d'une *playlist* suggérée par l'artiste interviewé.

Dans la **presse écrite à grand tirage**, la couverture a été abondante et quotidienne en période festival. La Presse (version web et numérique) et Le Devoir (version papier, web et numérique) ont réalisé plusieurs articles de fond sur le festival, les artistes internationaux, les têtes d'affiche ainsi que des critiques d'albums ou de concert. Le Journal de Montréal, le Journal Métro et le 24 Heures ont aussi réalisé plusieurs articles, brèves et suggestions de concerts.

Le festival a eu une **couverture radio quotidienne de qualité** sur les chaînes publiques d'ICI Radio-Canada, ICI Musique et CBC dans différentes émissions de grande écoute comme : *Gravel le matin, Médium large, le 15-18, Nouvelle Vague ou Daybreak.* À souligner également, **l'impact médiatique télévisuel de notre tandem : Eddy King et Herby Moreau.**

RÉPERCUSSIONS TÉLÉ

- → Reportage de Catherine François, TV5 Monde : un portrait de Lamine Touré, président fondateur du FINA et mention de sa nomination à l'Ordre du Canada. Initialement diffusé sur Le Journal de l'Afrique à plusieurs occasions, ce reportage a été également diffusé et rediffusé, à plusieurs reprises, sur Radio-Canada aux heures de grande écoute.
- → 3 chaînes de télévision ont couvert l'ouverture du site extérieur par le biais de directs et de reportages : Radio Canada pour le TJl de 18 h, TVA pour le TJ de 18 h 30 et CTV pour le téléjournal de 18 h.
- → Reportage avec notre porte-parole et notre ambassadeur Eddy King et Herby Moreau pour l'émission *Sucré Salé* de TVA, diffusée également sur les réseaux sociaux.
- → AfrotroniX a obtenu une entrevue et une performance en direct à l'émission *Les Échangistes* de Radio-Canada suscitant un engouement du public.
- → Reportage avec entrevue d'Eddy King pour le topo du site extérieur le week-end du 21 et 22 juillet.

VOIR ANNEXE 2 A : *COUVERTURE MÉDIATIQUE NATIONALE*

JOURNALISTES INTERNATIONAUX

Le ***Festival International Nuits d'Afrique*** entretien d'excellentes relations avec les journalistes et médias internationaux. Plusieurs d'entre eux sont devenus, au fil des ans, des fidèles du festival. D'année en année, ils témoignent de la qualité du Festival, de l'ambiance et de la chaleur si particulières qui s'en dégagent et qui en font un événement unique au monde.

La présence des médias internationaux comme la chaîne **RFI** (Radio-France International), **Afropop Worldwide** (web et radio diffusée à travers 115 canaux aux États-Unis, en Europe et en Afrique) et **North Public Radio Country** (radiodiffusée aux É-U et au Canada) est une réelle opportunité pour les artistes locaux de se faire connaître à l'international et joue un rôle catalyseur dans le développement de leur carrière.

Avec des captations de concerts, des entrevues et des portraits des artistes et des organisateurs du festival ; des reportages, des émissions spéciales et des chroniques, ces médias relayent à la fois de l'information en temps réel ainsi qu'en différé sur plusieurs mois suivant l'événement ce qui permet un rayonnement international du festival sur le long terme!

COUVERTURE MÉDIATIQUE INTERNATIONALE

En 2018, **sept représentants des médias internationaux** étaient invités par PNA pour couvrir la 32e édition du festival. Provenant d'Europe et d'Amérique du Nord, ils **diffusent dans plus d'une soixantaine de pays à travers le monde**, dans leurs médias respectifs (radio, télé, médias écrits) et autres plateformes de diffusion web ou mobile.

Média :	**Radio France International** (Paris, France)
Journalistes :	**Claudy Siar** accompagnéde son équipe de tournage
Émission :	***Couleurs Tropicales*** *(durée : 45 minutes)*
Diffusion :	Du lundi au vendredi à la radio de RFI (40 millions d'auditeurs dans le monde) + Contenus visuels : Web + Application mobile + Médias sociaux

RFI est une radio française d'actualités, diffusée mondialement en français et en 13 langues étrangères. Grâce à l'expertise de ses rédactions basées à Paris et de son réseau unique de 400 correspondants sur les 5 continents, RFI propose à ses auditeurs des rendez-vous d'information et des magazines offrant les clés de compréhension du monde. RFI réunit chaque semaine près de **40 millions d'auditeurs à travers le monde et son offre « nouveaux médias »** (site Internet, applications mobiles…) enregistre **10 millions de visites chaque mois**

Claudy Siar travaille pour l'émission ***Couleurs Tropicales*** depuis plus de 20 ans. Il y travaille en tant que producteur et animateur de l'émission désignée aujourd'hui comme une référence pour les aficionados des musiques « Afro » du monde entier. Avec ce programme, l'animateur est devenu une vedette en Afrique. Il est à l'origine du concept de la « Génération consciente ». Il soutient des mouvements citoyens de jeunes pacifistes en Afrique. Claudy Siar est l'initiateur de la première consultation nationale de la jeunesse africaine organisée en Guinée du 25 mai au 10 août 2015. (Wikipédia)

COUVERTURE RÉALISÉE : Présent du 16 au 22 juillet, Claudy Siar et son équipe (un total de 3 personnes) ont réalisé une douzaine d'entrevues avec des artistes locaux et internationaux. Ces entrevues ont été filmées dans différents quartiers de Montréal pour diffusion radio et médias sociaux. Pendant toute la semaine du 23 au 27 juillet 2018, l'émission *Couleurs Tropicales* était entièrement dédiée au FINA.

Au total, 5 émissions de 49 minutes 245 minutes de contenu médiatique consacré au FINA et aux artistes.

CONTENUS DES ÉMISSIONS

- → **23 JUILLET 2018 : Prince Yannick** (Congo)**, Dicko Fils** (Burkina Faso)**, Suzanne Rousseau,** (directrice générale) *http://musique.rfi.fr/emission/info/couleurs-tropicales/20180723-nuits-dafrique-prince-yannick-dicko-fils-suzanne-rousseau*
- → **24 JUILLET 2018 : Alioune Guissé** (Sénégal/QC), **Kabey Konate** (Burkina Faso/QC)**, Lamine Touré** (président fondateur) *http://musique.rfi.fr/emission/info/couleurs-tropicales/20180724-nuits-dafrique-kabey-konate-alioune-guisse-lamine-toure-fondateur-festival*
- → **25 JUILLET 2018 : Degg J force 3 (**Guinée), **Nya Soleil** (Cameroun), **Bobo** (Côte d'Ivoire-QC) *http://musique.rfi.fr/emission/info/couleurs-tropicales/20180725-nuits-dafrique-montreal-degg-j-force-3-nya-soleil-bobo*
- → **26 JUILLET 2018 : Naxx, Dakka,** (Congo/QC), **Dakka** (Côte d'Ivoire/Mali/Québec), **Carine au Micro** (Bénin-Qc), **Banda Kakana** (Mozambique) *http://musique.rfi.fr/emission/info/couleurs-tropicales/20180726-nuits-dafrique-montreal-naxx-mwa-ndaya-dakka-carine-micro-banda-kakana*
- → **27 jUILLET : Unik** (Haïti-Qc)**, Kenzow** (Burkina Faso-QC) **et Tété** (France) *http://musique.rfi.fr/emission/info/couleurs-tropicales/20180727-nuits-dafrique-montreal-unik-kenzow-tete*

Média : **Radio France International** (Paris, France)
Journalistes : **Hortense Volle**
Émission : ***Si loin, si proche***
Diffusion : Émission de radio hedomadaire (Samedi) + Contenus visuel sur le web + Applications mobile et Médias sociaux de RFI

COUVERTURE RÉALISÉE : Un carnet de voyage où sont interviewés différentes personnalités de la ville. Dans ce topo, on donne la parole à Lamine Touré, président fondateur du FINA.

- → **Émission du 9 juin 2018 : *Montréal l'Africaine***
  http://www.rfi.fr/emission/20180609-afrique-montreal-africaine-canada

---

Média : **AFROPOP WORLDWIDE** (Brooklyn, États-Unis)
Journalistes : **Akornefa Akeya & Ron Deutsch**
Émission : **Afropop Worldwide**
Diffusion : Webmagazine et émission radiophonique distribuée dans plus de 115 radios aux États-Unis, en Europe et en Afrique + Relais sur les médias sociaux

Radio pionnière dans la diffusion de la musique du monde d'ascendance africaine lancée en 1988 par Public Radio International. Cette série radiophonique hebdomadaire, animée par le très renommé Georges Collinet et produit par Sean Barlow a été récipiendaire du Prix Peabody en 2014. Cette émission radiophonique est actuellement distribuée par Public Radio International à plus de 115 radios aux États-Unis, en Europe et en Afrique, notamment dans plusieurs capitales musicales dynamiques comme Paris, New York, Dakar, Le Caire, La

Havane ou Salvador de Bahia, au Brésil. Les articles et entrevues diffusées également sur le web sont une référence internationale dans le domaine des musiques et cultures du monde d'ascendance africaine.

COUVERTURE RÉALISÉE

- → **K-Iri** (Éthiopie-Burkina Faso-QC), 0 (La Réunion) et **Flavia Coelho** (Brésil) : *http://afropop.org/articles/nuits-dafrique-2018*
- → **Tété** (Sénégal-France) : *http://afropop.org/articles/t%C3%A9t%C3%A9-breaks-boundaries-at-nuits-dafrique*
- → **Sékouba Bambino**, lauréat du Prix Nuits d'Afrique pour la Francophonie : *http://afropop.org/articles/sekouba-bambino-diabat%C3%A9-the-griots-dna*

Média : **NORTH COUNTRY PUBLIC RADIO** (Vermont, États-Unis)
Journaliste : **David Sommerstein**
Émission : ***The Beat Authority***
Diffusion **Radio+web+ médias sociaux**

North Country Public Radio (NCPR) est un réseau régional affilié à la radio publique nationale dont le siège social est situé à Canton, dans l'état de New York et desservant North Country, dans l'ouest du Vermont ainsi que les provinces de l'Ontario et du Québec.

COUVERTURE RÉALISÉE

David Sommerstein a réalisé une entrevue avec Caleb Ritmobaye de **AfrotroniX** et a réalisé une émission musicale dédiée au festival dans laquelle il a diffusé notamment les morceaux de la compilation musicale.

- → **AfrotroniX** (Tchad-QC) : *https://www.northcountrypublicradio.org/news/story/36633/20180717/the-future-of-africa-in-montreal-s-music-scene*
- → **Festival internationalNuits d'Afrique & Playlist** : *https://www.northcountrypublicradio.org/programs/local/beatauthority.php*

D'autres journalistes internationaux ont réalisé une couverture médiatique du festival depuis l'étranger sans prise en charge ou par le biais d'un correspondant à Montréal.

Média : **TV5 MONDE**
Journaliste : **Catherine François**
Émission : ***Le Journal Afrique*** du 10 juillet 2018
Diffusion : Diffusion internationale (200 pays) + Web, Médias sociaux

Télévision généraliste francophone siégeant à Paris, TV5 Monde est détenue conjointement par des sociétés audiovisuelles publiques de France, de Belgique, de Suisse, du Canada et du Québec. Disponible dans 354 millions de foyers à travers 200 pays, TV5 Monde est regardée chaque semaine par 60 millions de téléspectateurs.

→ **Reportage : *Lamine Touré, celui qui a apporté l'Afrique à Montréal* :** *https://information.tv5monde.com/culture/lamine-toure-celui-qui-apporte-l-afrique-montreal-247893*

Média : **France 24**
Journaliste : **Amobé Mévégué**
Émission : **Chronique culturelle**
Diffusion : Radio internationale, 9 juillet 2018

Télévision française d'information en continu, **France 24** est une filiale de France Médias Mondes qui supervise l'audiovisuel à l'extérieur de la France. Disponible dans 355 millions de foyers, elle est regardée chaque semaine par 60 millions de téléspectateurs.

→ **Festival international Nuits d'Afrique** : *https://www.france24.com/fr/a-affiche/20180709-smarty-album-burkina-faso-tribe-called-quest-clip-festival-nuits-afrique-montreal*

→ ***VOIR ANNEXE 2 B : COUVERTURE MÉDIATIQUE INTERNATIONALE***

LANCEMENT MÉDIATIQUE & ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX

Des événements médiatiques et de relations publiques sont organisés chaque année pour faire rayonner le festival auprès de nos publics cibles et de nos partenaires, privés et publics.

→ **Lancement médiatique**
→ **Cocktail des partenaires et Concert d'ouverture officielle avec Femi Kti**
→ **Remise du Prix Nuits d'Afrique pour la Francophonie**

LANCEMENT MÉDIATIQUE

Le dévoilement de la programmation de cette 32e édition du Festival s'est déroulé le 29 mai, soit six semaines avant le début de l'événement, dans la formule habituelle de 5h à 7h au Théâtre Fairmount, devant plus de 200 personnes : représentants des médias, des institutions et entreprises partenaires et de la communauté artistique.

Animée par **Catherine Pépin**, animatrice à **ICI MUSIQUE**, cet événement médiatique a plongé les invités dans l'ambiance festive des Nuits d'Afrique avec la diffusion sur grand écran d'extraits vidéo des artistes programmés. À souligner, la performance musicale afrofuturiste d'**AfrotroniX**, en tant que figure emblématique de cette 32e édition, a réjoui l'ensemble des invités présents.

COCKTAIL DES PARTENAIRES

Chaque année, le Cocktail des partenaires est un moment privilégié pour rassembler tous nos partenaires publics et privés et les remercier publiquement de leur appui. C'est aussi le prélude au concert d'ouverture officielle qui avait lieu au MTELUS, rue Ste-Catherine.

Le Cocktail de la 32e édition a été une réussite sur tous les plans : une organisation bien rodée, des prises de parole bien senties qui livraient des messages-clés importants et une appréciation très positive de la part des

nombreux partenaires présents. L'ambiance déjà bien chaleureuse a monté d'un cran lors de la présentation du concert mémorable de Femi Kuti & The Positive Force.

PRIX NUITS D'AFRIQUE POUR LA FRANCOPHONIE

Créé en 2016, lors du 30e anniversaire du festival, le *Prix Nuits d'Afrique pour la Francophonie* est **décerné à un artiste au rayonnement international** qui incarne une vision rassembleuse de la Francophonie et de la diversité des expressions culturelles de l'Espace francophone international. Ce Prix met également relief les valeurs universelles de paix, de coopération et de développement durable véhiculées par le festival et son fondateur, **Lamine Touré** (nommé membre de l'Ordre du Canada en 2018 et Chevalier de l'Ordre national du Québec en 2013) pour qui, le vivre ensemble prend tout son sens avec sa capacité de rassembler tous les publics, de tous âges et de toutes origines.

En 2018, la cérémonie protocolaire de remise du Prix a lieu le vendredi 20 juillet, à l'hôtel de ville de Montréal en présence de dignitaires, partenaires du festival, représentants des médias et d'organisations faisant partie de la Francophonie. Avec l'aimable participation de Monsieur **Jean-Louis Roy,** président-directeur général de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Madame **Cathy Wong**, présidente du conseil de ville de Montréal.

Le Prix a été décerné à l'artiste guinéen **Sékouba Bambino**, un monument de la musique monde, dont la carrière couvre quatre décennies, et qui a joué un rôle important, notamment dans le rayonnement et la modernisation de la culture mandingue en plus d'influencer plusieurs générations d'artistes africains dans l'Espace francophone.

Cette cérémonie prend chaque année davantage de prestance et gagne en reconnaissance publique. Plusieurs **points positifs** sont dignes de mention : la qualité du lieu, l'excellente collaboration avec l'équipe de la ville, la qualité des allocutions (Jean-Louis Roy et Sue Montgomery), de l'animation (Willy B. Rose), la qualité des invités qui ont assisté à la cérémonie et la qualité du lauréat. À souligner également la présence de l'équipe de RFI qui a publié du contenu vidéo diffusé sur Facebook et Twitter qui ont eu des échos jusqu'en Guinée et les articles élogieux pour cette artiste, parus dans Le Devoir et la Presse.

SUPPORTS NUMÉRIQUES

Les plateformes numériques du festival sont des outils indispensables pour les festivaliers : une source d'information privilégiée sur les spectacles, les artistes, les annonces, les primeurs, les concours exclusifs.

SITE WEB

- → **Nombre de pages vues : 300 K**
- → **Nombre de visiteurs : 65 K**
- → **Nombre de sessions : 93 K**

Chaque page dédiée aux spectacles comprend du contenu **texte et multimédia** (photo, vidéo, extrait sonore), des **liens transactionnels** (billets, forfaits), des **liens vers les autres plateformes web** du festival (Facebook, YouTube, Soundclound, etc.) ainsi qu'un lien vers la **webradio** de son partenaire ICI MUSIQUE qui diffusait la musique des artistes de FINA 2018.

Le site web comprend également toutes les informations pratiques à propos du festival, un blogue, une section multimédia et une **SECTION PRESSE** où les journalistes peuvent trouver facilement, dès la conférence de presse, les biographies, en français et en anglais, les photos d'artistes, le dossier de presse et des contenus musicaux de tous les artistes programmés.

Durant la saison du festival, de fin mai à fin juillet, le nombre moyen d'utilisateurs est de 65 K. Le site internet du festival est consulté majoritairement par des internautes canadiens, mais également dans plus de 140 pays, dont 63 %, via un appareil mobile, une augmentation de 10 % par rapport à 2017. L'acquisition se fait principalement via un moteur de recherche (65 %) et la proportion des visiteurs nouveaux est de 55 %.

MÉDIAS SOCIAUX

Depuis de plusieurs années, le Festival développe une forte présence sur les réseaux sociaux grâce à une planification stratégique réalisée en fonction d'objectifs spécifiques et de ressources dédiées à l'interne pour créer des contenus créatifs, attractifs et de qualité qui transmettent l'essence et l'expérience exclusive de Nuits d'Afrique.

FACEBOOK → 22 100 abonnés → **Portée totale de la page : 484 K** → **Vues des vidéos : 103,3 K** *Du dévoilement de la programmationà la fin du festival – du 28 mai 2018 au 31 juillet 2018*	Ce réseau social est au centre de la stratégie de communication digitale avec 2 à 3 publications par jour à partir de la semaine de la conférence de presse, utilisation du sponsoring pour augmenter la portée et l'engagement des fans. Entre la fin mai 2018 (dévoilement de la programmation) et la fin juillet (fin du festival, on enregistre une acquisition de 1380 fans.
TWITTER → 3700 abonnés	Utilisation régulière et quotidienne de Twitter. Avec une base d'abonnés solide, la stratégie est d'orienter notre communication davantage vers les professionnels : journalistes, artistes, institutions, etc.
INSTAGRAM → 1689 abonnés	Utilisation régulière et quotidienne d'Instagram. À travers Instagram, nous avons emmené les fans dans les coulisses du festival. Réseau social de l'esthétique, on privilégie les plus beaux visuels.

STRATÉGIES DE COMMUNICATION

- Communiquer à **un public de tous âges, de toutes origines** : des familles aux étudiants, aux touristes.
- **Humaniser le festival** : montrer les visages qui y travaillent : l'équipe, les bénévoles, etc.
- Utilisation de l'hashtag **#FINA2018** sur tous les réseaux. Beaucoup de médias ou du public ont publié avec ce # et ont partagé leur story avec Nuits d'Afrique ou mentionné Nuits d'Afrique.
- **Eddy King**, porte-parole et **Herby Moreau**, ambassadeur, tous deux très influents sur les réseaux.

- **Variété de supports** : photos, vidéos, infographies. D'après les statistiques, les publications qui fonctionnent le mieux contiennent des photos et des vidéos natives. Les liens externes (YouTube) sont de moins en moins mis en avant par l'algorithme Facebook.
- **Rubriques hebdomadaires** afin de créer un rendez-vous avec les fans.
- Publications de contenus sur les **artistes** : clip vidéo, interview, live, documentaire, photo, partage de l'évènement, FINAportraits, etc.
- Communication autour des **partenaires** : Création vidéo avec intégration des partenaires, bannières Facebook, 10 raisons de venir au festival Nuits d'Afrique (équipe marketing).
- Publications sur le **Village Nuits d'Afrique**.

CATÉGORIES DE CONTENUS

- **Sponsorisation d'événements et campagne de clic avec vidéo** sur Facebook et Instagram.
- **Fina Jukebox** - chaque lundi, partage de la playlist d'une série du festival
- **TBFINA** - chaque jeudi, revivre les 32 éditions du festival en photo
- **Un jour un Artiste** – mettre en avant un artiste son clip, mais surtout une anecdote, ce qui le qualifie
- **Jeux-concours** – 2 concours par mois minimum en juin et juillet.
- **FinaConfessions :** Découvrir les artistes différemment: capsules vidéos d'interview avec les artistes.
- **FinaPortrait :** Diffusion des coulisses du festival avec la présentation des services du festival
- **Les coulisses du festival :** du contenu sous différents formats
- **Invitation :** Vidéos d'artistes qui donnent RV aux festivaliers à venir sur la page de leur événement.
- **Vidéo de Eddy King et Willy B Rose** sous le signe de l'Humour pour annoncer le festival.
- **Eddy King, reporter :** les coulisses des spectacles, la rencontre avec les artistes
- **Vidéo en direct :** Filmer en live avant concert, après concert, la foule…
- **Influenceurs :** Partager les contenus d'influenceur qui parle de nous. De même pour les médias.

APPLICATION MOBILE → 1,66 K utilisateurs

Cette année, nous avons utilisé le service de synchronisation de notre nouvelle application de gestion *Zone Festival*. Cette solution était temporaire, car nous sommes dans l'attente d'un nouveau site internet *responsive,* adapté à tous les types d'écrans, en 2019. Moins d'utilisateurs cette année, cependant l'appréciation était très positive.

BILLETTERIE & STRATÉGIES DE VENTES

Chaque année, nous offrons différents forfaits afin d'encourager l'achat de plusieurs spectacles. De plus, avec l'achat d'un billet ou d'un forfait les festivaliers peuvent assister gratuitement aux concerts de la série *Étoiles de Nuits d'Afrique*.

Nous avons offert une **nouvelle expérience numérique** au public via la nouvelle billetterie *Universe* qui permettait l'utilisation des **billets électroniques** sans impression et la possibilité de vendre des billets dernière minute. Des stratégies marketing ont été développées, également avec notre partenaire **Ticketmaster** et nos partenaires de diffusion qui communiquaient nos offres via leur infolettre, Facebook et Twitter ou encore sur **Tuango**.

En faisant vivre aux festivaliers une **expérience globale, empreinte d'authenticité** où se rassemblent toutes les cultures du monde, le FINA se démarque dans l'offre culturelle du Quartier des spectacles et **contribue au positionnement de Montréal** comme **destination culturelle internationale.**

ACHALANDAGE TOURISTIQUE

Comme en témoigne l'analyse des études d'achalandage et de provenance touristique, réalisées en 2014 et 2017 par SEGMA Recherche, l'achalandage du festival est en **progression constante** et rejoint un **public diversifié, de grande valeur**.

Au regard des revenus générés sur le site extérieur et du nombre de personnes présentes, nous estimons avoir accueilli le même nombre de visiteurs.

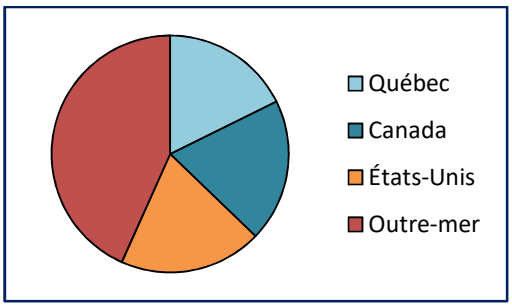
FAITS SAILLANTS

- → Le nombre de **VISITEURS UNIQUES** est passé de 180 8054 en 2014 à 191 044 en 2017 pour un **ACHALANDAGE TOTAL de 512 181 jours de participation en 2017**.
- → **L'ACHALANDAGE TOURISTIQUE** provient du Québec (17,7 %), du Canada (19,5 %), des États-Unis (19,5 %) et d'outre-mer (43,3 %). Le nombre de touristes est en **forte progression** depuis 2014 atteignant 27 541 en 2017.
- → **L'INDICE D'ATTRACTIVITÉ** est en **forte progression.** La proportion de touristes venus à Montréal spécialement pour participer au FINA était de **51,5% en 2017.**
- → Le **TAUX DE NOTORIÉTÉ** connaît aussi une **augmentation notable**, atteignant **75 % en 2017.**

ACHALANDAGE TOURISTIQUE

Données comparatives	2014	2017
Nb de visiteurs unique	180 805	191 044
Nb de touristes	16 456	27 541
Nb d'excursionnistes	23 911	29 165
Total touristes et excursionnistes	40 367 (19,3%)	56 706 (23,5%)
Indice d'attractivité	**35,6 %**	**51,5 %**

PROVENANCE TOURISTIQUE EN 2017



Source : Segma recherche, juillet 2017

Tous ces indicateurs, notamment la croissance de l'achalandage, l'engouement des visiteurs, l'excellente performance en termes d'attractivité touristique (51,5%) et les retombées économiques qui en découlent, estimée à plus de 23 millions de dollars, démontre clairement le dynamisme du festival et son **impact majeur sur le rayonnement de la métropole**.

En conclusion, l'étude d'achalandage et de provenance touristique réalisée en 2017 confirme l'importance du FINA en tant que grand événement culturel et touristique qui contribue à faire rayonner la métropole, attirer un nombre croissant de touristes et générer d'importantes retombées économiques.

PARTENAIRES TOURISTIQUES

Hôtel Le Gouverneur	Amigo Express	Guidatour
Hôtel Le Travelodge	Éco Récréo *(Nouveau)*	Local Montréal
Auberge Le Pomerol	Fitz & Follwell	Zipline

Sur les 25 entreprises contactées, 3 ententes ont été signées avec des partenaires hôteliers et 6 ententes de partenariats avec des entreprises récréotouristiques. Sur le plan de la visibilité promotionnelle sur Facebook, c'est l'entreprise Amigo Express qui a eu le plus d'interactions avec 6120 vues.

Sur le site web Nuits d'Afrique, les deux profils les plus visités étaient : **Découverte d'une journée** et **Sortie en famille**; ce qui démontre un intérêt marqué pour les activités familiales.

La vidéo promo réalisée par PNA annonçant les offres touristiques a atteint 2612 personnes et générée : 915 vues et 152 clics.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR

Cette année, PNA a déployé davantage de ressources à l'interne pour structurer et développer ce secteur. Nous avons réussi à bâtir une belle relation nos partenaires bien que les résultats ne soient pas comme on aurait voulu en termes de chiffres. En résumé, voici les objectifs et résultats atteints au niveau de la promotion de l'offre, des partenariats du secteur et d'un point de vue organisationnel.

OBJECTIFS & RÉSULTATS ATTEINTS

- → Bonifier l'expérience globale de nos festivaliers
- → Personnaliser des offres selon le **profil du festivalier** et ainsi offrir une expérience sur mesure.
- → Réorganisation de notre matériel promotionnel pour simplifier les offres et les mettre de l'avant (site web, dépliants et programme, etc.)
- → Pour chacun des profils identifiés (**touristes internationaux**, **excursionniste, famille, montréalais**) offrir des promotions liées à l'hébergement, le transport et les activités touristiques divertissantes et accessibles à tout type de personne.
- → Créer des partenariats pertinents avec des entreprises locales
- → Intégrer les partenaires dans notre branding et réaliser une vidéo promotionnelle.
- → Intégrer davantage les promotions croisées avec nos partenaires
- → Code promotionnel 20 % dans notre billetterie pour les hôtels partenaires
- → Promotion croisée : accès à plus de visibilité des 2 côtés, meilleures relations entre les entités, initiatives intéressantes (événements Facebook coorganisés, infolettres, code promo, etc.)
- → Mise en place des outils de mesures de rendement

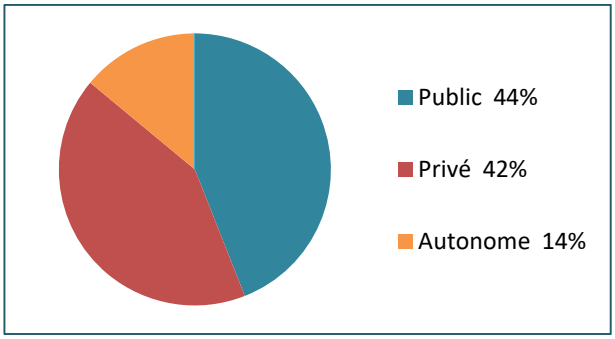
À souligner, la présence de notre équipe à la **Foire Tourisme Montréal** et la présentation du festival par l'équipe, appuyée par une présentation audiovisuelle dynamique lors d'une des rencontres des **Clés** d'Or où étaient rassemblé une cinquantaine de concierges d'hôtels. Une invitation au concert d'ouverture leur a été offerte et un document détaillant nos offres touristiques a été transmis par courriel.

//\\ PARTENAIRES PUBLICS ET PRIVÉS //\\

La notoriété et la réputation de Nuits d'Afrique sont le fruit de l'alliance entre la qualité artistique de la programmation, la diversification de ses publics et la consolidation des ses acquis tels que les **partenariats locaux, nationaux et internationaux** que l'organisme a développés au fil du temps. Cette notoriété lui permet de consolider ses partenariats voire de les multiplier.

DIVERSIFICATION DU FINANCEMENT

La croissance constante du FINA est attribuable à une saine gestion financière visant la diversification des revenus provenant de sources publiques et privées et l'équilibre des dépenses.



PARTENAIRES PUBLICS

Depuis leurs débuts, Les Productions Nuits d'Afrique ne cessent de développer des partenariats solides avec les instances gouvernementales fédérale, provinciale et municipale et autres institutions publiques.

- Patrimoine canadien
- Musicaction
- Conseil des arts du Canada
- Tourisme Québec
- Conseil des Arts et des Lettres du Québec
- Secrétariat à la région métropolitaine du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
- Ministère des Relations internationales
- Ville de Montréal
- Tourisme Montréal
- Conseil des Arts de Montréal
- Partenariat du Quartier des spectacles
- Fondation SOCAN

PARTENAIRES PRIVÉS

L'appui des partenaires et commanditaires privés de Nuits d'Afrique contribue grandement à sa réussite. La plupart d'entre eux bonifient d'une année à autre leur entente. En 2018, de nouvelles ententes ont été signées en plus de l'ajout de nouveaux partenaires.

COMMANDITAIRES OFFICIELS

GROUPE BANQUE TD

Depuis 2010, le Groupe TD fournit une **commandite monétaire** pour le festival en tant que présentateur des **Grands Événements TD** qui ont lieu chaque soir sur la scène principale du site extérieur. Cette entente triennale sera renouvelée l'an prochain. Présent **sur le site extérieur**, le Groupe Banque TD a maintenu le même type d'**activation de** commandite que l'année précédente (un espace ludique avec jeux et concours) les 21 et 22 juillet, à proximité du Marché Tombouctou et de la zone de restauration.

Pour une 6e année consécutive, le **Cocktail des Partenaires** a été organisé, en partenariat avec TD, au Hall 2-22 de la Vitrine culturelle. Cette activité de réseautage a connu un **énorme succès** cette année avec un record d'achalandage.

TUNISAIR *(NOUVEAU)*

La compagnie aérienne TUNISAIR effectue en moyenne 47 vols par jour dans plus de 44 villes dans le monde, dont les plus importantes d'Europe (27 villes / 13 pays), d'Afrique (10 villes/ 8 pays) et du Moyen-Orient (7 villes-7 pays). L'Afrique est également considérée comme un marché important et l'ouverture des lignes vers Abidjan et Bamako ne cesse d'enregistrer un succès croissant.

Ce nouveau partenariat comprenait une partie de **commandite monétaire** et l'autre en **commandite de produits.** TUNISAIR était **présentateur du concert de préouverture, SABRY MOSBAH** en plus de couvrir la totalité des **frais reliés au transport aérien** du groupe.

Pour sa 32e édition, le festival a permis à ce partenaire d'exploiter ce lieu intimiste, fort prisé des festivaliers. La **SPHÈRE TUNISAIR** est le lieu idéal pour vivre des moments de proximité avec les artistes. Au programme : concert intime, contes, présentations de rythmes, d'instruments de musique et de danses ainsi qu'une **exposition photo** qui célèbre 70 ans d'histoire de TUNISAIR.

Jumelé avec le partenariat de Radio-Canada, TUNISIAIR a collaboré à l'élaboration du prix offert dans le **concours de l'émission *Les Échangistes*.** Le Prix, d'une valeur de $5580 **comprenait** un voyage d'**une semaine**, pour **2 personnes** en **Tunisie**, à Hammamet avec hébergement **au Steigenberger Hotel Marhaba Thalasso 5 étoiles**. Prix offert par **TUNISAIR** et **SULTANA TOURS**

LA COOP FÉDÉRÉE *(NOUVEAU)*

La Coop fédérée est la plus importante entreprise agroalimentaire au Québec et elle est la 24e coopérative agroalimentaire au monde. La Coop fédérée représente 120 000 membres, producteurs agricoles et consommateurs répartis dans près de 70 coopératives affiliées réparties dans plusieurs provinces canadiennes.

Pour une première année, ce partenaire a pu bénéficier d'une visibilité sur les t-shirts du festival. Son logo était visible au derrière des t-shirts des agents d'accueil (poste d'entrée sur le site extérieur), des bénévoles et des artistes. De plus, le festival a permis à ce partenaire d'exploiter la zone famille le samedi après-midi en permettant de remettre des ballons gonflés à l'hélium avec le logo de La Coop fédérée aux familles présentes dans la Zone Famille 107.3 Rouge.

LES BRASSEURS GMT → BELLE GUEULE

Partenaire de Nuits d'Afrique depuis plusieurs années, l'entente actuelle couvre 2019 et 2020 et comprend une **commandite monétaire** et **de produits.** Brasseurs GMT a bénéficié d'une importante visibilité exclusive dans les 3 bars opérés par les Productions Nuits d'Afrique et répartis sur l'espace du site de cette 31e édition.

FOURNISSEURS OFFICIELS

Mega Stage, ESKA eau de source naturelle, Domaine de Lavoie, Location, Viau, Zone Festival, Boîte à musique, Hôtel Le Gouverneur, Hôtel Travelodge Montréal Centre, Hôtel Les Suites Labelle, Hôtel Le Roberval, Archambault, Taxelco.

ESKA, EAU DE SOURCE NATURELLE

ESKA, eau de source naturelle est partenaire du Festival depuis 2010. L'entente qui a été reconduite nous permet de créer des **zones fraicheur sur le site** grâce aux tentes et parasols à l'effigie d'Eska.

DOMAINE DE LAVOIE *(NOUVEAU)*

Il s'agit d'un nouveau partenaire avec un producteur vinicole québécois. Cette **commandite exclusive de produits** (vin blanc, rouge, rosé) était accessible tant au **Balattou** que dans les cinq bars du **site extérieur**.

AUTRES PARTENAIRES

TAXELCO

Téo Taxi, propriété de Taxelco est une entreprise d'**économie verte et sociale** qui révolutionne l'industrie du taxi en proposant une alternative, soir le transport électrique. Ce partenariat comprenait un **volet service** et un **volet promotionnel**. Un **crédit taxi** a été utilisé pour le transport de ses artistes et journalistes internationaux. De plus, le dépliant du festival était distribué dans la **Zone Taxelco de l'Aéroport de Montréal**, une façon de plus de rejoindre les touristes.

ARCHAMBAULT

Par ce partenariat, le festival a pu bénéficier d'une vitrine à l'intérieur de 4 boutiques Archambault pour la **distribution de 1200 dépliants**. Pour la 32^{e} édition, nous avons ciblé **4 magasins** : Tour Jean-Talon, Hall d'Anjou, Berri et Place des Arts.

CINÉMA BEAUBIEN & DU PARC

Reconduction de l'entente avec bonification. Ce partenariat permet de rejoindre des cinéphiles sensibles à la culture qui est un public cible pour le festival par la diffusion de la **bande-annonce du festival** : 750 occasions au Cinéma Beaubien et 450 occasions au Cinéma du Parc pour un total de 1190 occasions publicitaires.

HÔTELS.TV

Initiée en 2014, l'entente promotionnelle avec Hôtels.TV a été reconduite en 2018. La **bande-annonce du festival** a été diffusée en boucle sur le **réseau Hôtels.TV de Montréal et de Québec** dans plus de **50 hôtels** et plus de **15 000 chambres** d'hôtel en juillet 2018.

\\// PARTENAIRES DE L'INDUSTRIE MUSICALE //\\

PRÉSENCE DE NUITS D'AFRIQUE À L'INTERNATIONAL

Avec son statut de pionnier dans la diffusion des musiques du monde, le *Festival international Nuits d'Afrique* ne cesse de développer des **coopérations fructueuses** avec de multiples acteurs du milieu culturel **au niveau national et international.** Ainsi, PNA est toujours présent dans les réseaux et marchés dédiés aux professionnels de l'industrie musicale. Ces lieux et occasions de rencontres sont indispensables au repérage d'artistes, au réseautage des partenaires et au développement de collaborations.

WOMEX → Pologne, Europe

La *World Music Exposition* est **le plus important marché professionnel international pour la musique du monde.** Se tenant chaque année dans une ville européenne, Nuits d'Afrique y participe depuis la première édition, soit depuis 1994. Ce rendez-vous incontournable est essentiel au réseautage international et au positionnement du FINA en tant qu'évènement musical international.

APAP → New York

L'Association of Performing Arts Presenters est un rendez-vous incontournable pour le marché musical nord-américain. Dédié aux spectacles vivants, l'APAP regroupe chaque année plus de 2000 délégués du monde entier. Comme pour le WOMEX, c'est l'occasion unique pour tisser des liens étroits avec les professionnels de l'industrie, c'est pourquoi nous y participons depuis 2006.

MaMA → Paris

Depuis 2013, Nuits d'Afrique est présent dans ce rendez-vous professionnel de la musique actuelle où se rassemblent les *majors* du disque, les indépendants, producteurs de spectacles, programmateurs de salles et de festivals, managers et éditeurs de musique, médias, institutions publiques et bien sûr, les artistes.

MUNDIAL → Montréal

Mundial Montréal est le plus important marché dédié aux musiques du monde en Amérique du Nord. Il présente depuis 2011 une programmation de vitrines et des activités de réseautage ciblées qui s'adresse à un réseau de diffuseurs largement développé. Il est également partenaire des Productions Nuits d'Afrique.

PARTENAIRES DE DIFFUSION \\ COLLABORATIONS & SYNERGIE

Le Festival international Nuits d'Afrique est une **vitrine exceptionnelle** pour mettre en valeur et faire rayonner les artistes d'ici sur le plan international. C'est aussi vrai pour les artistes internationaux, pour qui le festival est un événement incontournable, reconnu à travers le monde ainsi qu'une porte d'entrée sur un vaste réseau de diffusion panaméricain.

Par son mandat de promotion et de diffusion des musiques du monde et son implication dans son milieu professionnel, FINA a tissé des liens solides avec les autres grands événements musicaux au Canada et aux États-Unis. À travers des **partenariats stratégiques** favorisant la **circulation des artistes** nationaux et internationaux, les Productions Nuits d'Afrique collaborent chaque année avec **un réseau de diffuseurs** événementiels au Canada et aux États-Unis.

PARTENAIRES ÉVÉNEMENTIELS

CANADA

- Ottawa Blues Fest, Ottawa, ON
- Le Sunfest Festival, London, ON
- Kultrun Festival, Kitchener, ON
- Hillside Festival, Guelph, ON
- Festival Matapa, Hamilton, ON
- Hamilton Music Festival, ON
- Afrofest, Toronto, ON
- Festival Franco-Fête, Toronto, ON
- Harbourfront Center, Toronto, ON
- Winnipeg Folk Festival, MA
- Calgary Folk Fest, Calgary, AL
- Victoria Folk Festival, Victoria, BC

QUÉBEC

- Le Festival d'Été de Québec, QC
- Journées d'Afrique, Québec, QC
- Sherblues Festival, Sherbrooke, QC
- Festif, Baie-St-Paul, QC

ÉTATS-UNIS

- Summer Stage, NY
- Celebrate Brooklyn, NY
- Grassroots Festival, Trumansburg,

De plus, six festivals et diffuseurs sont partenaires de Nuits d'Afrique dans la diffusion d'au moins un groupe ou artiste s'étant démarqués dans la vitrine ***Syli d'Or de la musique du monde***.

- Festival de Musique du Bout du Monde, Gaspé, QC
- Festival des Traditions du Monde, Sherbrooke, QC
- Festival Rythmes du Monde, Chicoutimi, QC
- Festivoix, Trois-Rivières, QC
- Fiesta des cultures, Saint-Rémi
- Jardins Gamelin, Montréal

REMI

Le Festival international Nuits d'Afrique est membre du Regroupement des Événements Majeurs Internationaux (REMI) depuis 2015. Plusieurs rencontres « Journées d'expertise » ont lieu chaque année et permettent des échanges d'informations entre gestionnaires d'événements sur les bonnes pratiques à adopter.

\\// RESSOURCES HUMAINES \\//

Le personnel dévoué et polyvalent de Nuits d'Afrique a un esprit d'équipe et d'entraide exceptionnel. C'est la longévité, l'expertise, le souci de l'accueil et le professionnalisme de l'organisme qui contribuent à la qualité de son personnel et vice-versa.

Mise à part son équipe permanente, en place tout au long de l'année, le Festival International Nuits d'Afrique mobilise, pour chacune de ses éditions, un réel déploiement de personnel saisonnier, de stagiaires affectés à divers postes et de nombreux bénévoles.

NOUVEL OUTILS DE GESTION

Cette année, PNA innove avec l'utilisation d'un nouvel outil de gestion en ligne : **ZONE FESTIVAL**. Ce logiciel, conçu spécialement pour répondre aux besoins des festivals, a permis d'améliorer notre efficacité au niveau de la gestion des informations, de la gestion des bénévoles, des accréditations, de la régie des transports et horaires des artistes, équipes de productions, etc..

ÉQUIPE PERMANENTE

- → Directrice générale
- → Développement et Affaires publiques
- → Responsable des commandites et des partenariats
- → Responsable de la programmation
- → Responsable des communications
- → Chargée des relations de presse
- → Commis comptable
- → Responsable Disques Nuits d'Afrique (temps partiel)
- → Directrice de production site extérieur (saisonnier)
- → Responsable du transport et de l'hébergement (saisonnier)
- → Adjoint logistique (saisonnier)
- → Directeur technique (saisonnier)
- → Responsable des bénévoles (saisonnier)
- → Adjoint au responsable des bénévoles (saisonnier)
- → Comptable
- → Avocat

EMPLOIS TEMPORAIRES & CONTRACTUELS

- → Technique (son, éclairage, régie, montage et démontage, Backline, électricité…)
- → Animation (sur scène et zone famille)
- → Sécurité privée et personnel d'accueil
- → Transport des artistes et des journalistes internationaux
- → Service traiteur

EMPLOIS DIRECTS

À leur propre compte ou à celui d'entités commerciales sollicitées par l'organisation du Festival, ces employés fournissent des services essentiels à la réalisation du Festival dans des secteurs d'activités spécifiques. Il est à noter que le *Festival International Nuits d'Afrique* soutient plus de **500 emplois** par année.

- → Marchands
- → Kiosques de boissons
- → Restaurateurs
- → Employés des salles de spectacle
- → Techniciens et chauffeurs
- → Billetterie téléphonique
- → Imprimerie
- → Distribution
- → Conception du site Internet
- → Conception graphique
- → Concepteur des publicités TV et radio
- → Rédacteur et traducteur du matériel promotionnel
- → Vidéastes et photographe
- → Préposés d'accueil et billetterie

STAGIAIRES

L'équipe des Productions Nuits d'Afrique œuvre également à la formation de stagiaires locaux et internationaux qui viennent de tous horizons acquérir de l'expérience auprès des professionnels du milieu.

Dans le cadre de la 32e édition du Festival, dix stagiaires se sont joints à l'équipe, dont quatre au département des communications, quatre au marketing, un à la logistique et un à la production.

Les stagiaires collaborent à la réalisation de diverses tâches (suivis médias, graphisme, réseaux sociaux, mise en page des biographies des artistes, préparation des dossiers de presse, préparation de la conférence de presse et du point de presse, suivi des contrats, suivi de partenariats et commanditaires, etc.). Ces stagiaires acquièrent une expérience unique au sein de l'équipe en place, et contribuent à des échanges très fructueux, permettant aux artistes de bénéficier d'une visibilité hors pair et toujours croissante.

BÉNÉVOLES

Le déroulement du festival nécessite également le recrutement d'un nombre important de bénévoles. Le *FINA* répond donc à ce défi par l'accueil de personnes issues de toutes les cultures en tant que bénévole. *Le FINA* accorde en effet une attention particulière au recrutement en intégrant à son équipe des bénévoles expérimentés, mais aussi de nouveaux arrivants originaires de différents pays, qu'ils soient jeunes travailleurs ou étudiants.

Plus de 100 bénévoles ont été recrutés par le responsable des bénévoles. Sur le terrain 70 d'entre eux ont effectué une moyenne de 30 heures de travail durant les deux semaines de festival (derniers préparatifs, festival, montage, démontage).

Depuis plusieurs années, le FINA bénéfice des services du Centre d'Action bénévole de Montréal, importante source de recrutement. Étant membre de cet organisme, le Festival peut bénéficier de plusieurs activités comme le recrutement, la formation, la visibilité sur leur site web ainsi que la référence de bénévoles. De plus, notre partenariat avec le YMCA a permis d'accueillir dix bénévoles via le programme de travaux compasatoires.

DESCRIPTION DES POSTES

Catering
Chef d'équipe (Salle)
Vente produits dérivés
Contrôle d'accès
Sécurité des loges
Hôtesses VIP
Accueil festivaliers
Placiers
Quartier général - contrôle des radios
Escouade verte
Kiosque d'information
Marché Tombouctou

\\// ÉCORESPONSABILITÉ & DÉVELOPPEMENT DURABLE \\//

ACTIONS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le plan d'action de développement durable du Festival international Nuits d'Afrique s'appuie sur TROIS axes principaux :

- → L'Engagement culturel
- → L'Engagement social
- → L'Engagement environnemental

Dans cette vision, voici un résumé des actions entreprises dans le cadre de la 32e édition du festival.

ENGAGEMENT CULTUREL

Le Festival conserve son rôle important pour la **démocratisation de la culture** en étant l'évènement montréalais le plus rassembleur et représentatif de toute **la diversité culturelle canadienne**. L'une de ses missions principales est de sensibiliser le grand public aux diverses pratiques artistiques et culturelles des communautés ethnoculturelles en utilisant des canaux artistiques et culturels. Le Festival se veut donc, d'abord et avant tout, une plateforme pour échanger, apprendre de l'autre et s'émerveiller.

La programmation repose ainsi sur trois critères essentiels : la **qualité artistique**, la **représentativité** d'un maximum de territoires et **la sensibilisation**. À travers des activités originales permettant de fidéliser, diversifier et élargir son public, Nuits d'Afrique permet également aux artistes un rayonnement, une visibilité et un enrichissement notables. Ainsi la présentation de plusieurs activités de programmation reposant sur l'échange et l'interaction entre le public et les artistes (ateliers à ciel ouvert et programmation complète de la Sphère Tunisair) offre des occasions d'apprentissage et d'échange à travers les arts. Ces ateliers et échanges, offerts gratuitement, séduisent un nombre important de festivaliers qui reviennent chaque année.

ENGAGEMENT SOCIAL

De par son code éthique, son partage d'expertise et son souci de la sécurité de son équipe, de ses collaborateurs et des festivaliers, le FINA veille à demeurer l'exemple d'un événement moderne, dynamique et engagé respectant des **principes d'équité**, de **solidarité sociale** et de **participation**.

L'esprit Nuits d'Afrique confère à son événement une réelle singularité parmi les autres festivals. Car, nous accordons une importance soutenue et manifeste aux activités favorisant l'engagement social qui se caractérise à travers les aspects suivants : **l'accueil des stagiaires et bénévoles**, la mission de **développement de l'auditoire** et la mise en place d'activités de sensibilisation.

À titre d'exemple, le festival porte en une attention particulière à la création d'une équipe de bénévoles composée d'individus issus de diverses cultures et souhaite favoriser au sein de son événement **un dialogue interculturel**. Il est en effet primordial que l'équipe des bénévoles reflète la diversité culturelle du festival et de Montréal ainsi que les valeurs d'échange et de partage qui y sont présentes. FINA favorise ainsi l'intégration de **nouveaux arrivants de toutes origines** qui vont trouver à travers leur expérience de bénévole au festival, leurs premiers repères et premiers contacts.

D'autre part, depuis plus de 8 ans, FINA entretient une excellente **collaboration avec le YMCA**, dans le cadre du Programme des travaux compensatoires. Ce programme nous permet de compter sur d'autres personnes qui nous sont précieuses principalement lors du montage du site extérieur. **L'accessibilité à notre site extérieur pour les personnes à mobilité réduite** fait aussi partie de nos priorités en termes d'engagement social.

ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

Le festival International des Nuits d'Afrique est soucieux de l'environnement et s'engage vers plus d'écoresponsabilité. Ainsi plusieurs efforts ont été consciemment mis en place cette année pour :

- → **Évaluer nos impacts environnementaux**
- → **Bien gérer nos matières résiduelles**
- → **Impliquer les parties prenantes**
- → **Améliorer l'accessibilité du site extérieur**.

ÉVALUER NOS IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

En matière de **réduction et gestion des matières résiduelles**, le festival a généré **2,15 tonnes** de matières recyclables et **1,46 tonne** de déchets.

- → Une **ESCOUADE VERTE** a été mise en place pour sensibiliser les commerçants et les festivalier.es au tri sélectif.
- → Des panneaux éducatifs ont aussi été réalisés pour les espaces production, artistes et bénévoles.
- → 200 kg de matières résiduelles variées ont été caractérisées pour comprendre nos problématiques.
- → Sur la base des données récoltées, nous évaluons la faisabilité d'éliminer les déchets plastiques et de collecter les résidus alimentaires, les huiles de cuisson, les cannettes, les matériaux dangereux et les encombrants.
- → Nous avons disposé des encombrants et déchets dangereux à l'Écocentre.

TRANSPORTS & GES

- → Le festival a généré plus de 15 tonnes de Co2* (transports de l'équipe et des artistes à Montréal et à l'international + déchets, calculés avec l'outil du Fonds d'action québécois pour le développement durable).
- → 6,7% de nos transports de production ont été effectués en véhicules électriques avec la compagnie montréalaise Téo Taxi.
- → La position centrale du festival permet à la grande majorité du public de venir en transport en commun, en vélo ou à pied.
- → Une offre de covoiturages a été offerte avec Amigo Express permettant d'offrir aux festivaliers la possibilité de faire du covoiturage en bénéficiant d'une réduction sur leur abonnement.

SERVICE DE SÉCURITÉ ET PREMIERS SOINS

HORAIRE SÉCURITÉ

Une version du plan de sécurité est disponible. Le FINA tient compte de l'ensemble des opérations de montage/démontage/événements et couvre l'ensemble des besoins internes ainsi que tous ceux liés au protocole d'événement, soit fouille, circulation, escorte… La sécurité en périphérie du site sera assurée par CLB Sécurité et une demande sera aussi acheminée au SPVM afin d'avoir la présence de cadet à certains postes stratégiques. L'ensemble du plan de sécurité doit être révisé, modifié et approuvé par l'ensemble des acteurs concernés par le dossier lors d'une rencontre qui sera organisée par le BDF.

MESURE D'URGENCE

Un corridor de 5m sera dégagé et délimiter en tout temps (aucune installation fixe dans son périmètre) durant la période événement «jour» et «soir» sur les rues inclues du site, pour garantir la circulation des pompiers et autres services prioritaires. De plus, Les rues Maisonneuve et Clark seront fermées par des blocs de béton, en cas de problèmes liés aux attaques terroristes. Cette mesure est à la demande du SPVM et ce, pour tous les événements de grands envergures de la ville de Montréal. Tout le site composé du Grand et du Petit Parterre sera accessible à tous les types de véhicules du SPVM, du SIM et d'Urgence Santé.

- → Un corridor de sécurité pour une circulation d'urgence reliant la scène et la régie sera aussi installé. Ce corridor sera installé tous les soirs à conté de 18h00.
- → Une sortie d'urgence sera rajoutée sur le côté ouest du Parterre en cas d'évacuation d'urgence.
- → En tout temps, un corridor de circulations piétonnières sera aussi installé sur la rue St-Urbain, entre rue De Montigny et Maisonneuve.
- → Superviseur CLB en charge de l'événement : Aghiles

SERVICE DE PREMIERS SOINS

Les services de premiers soins seront entièrement couverts **par l'Équipe Médicale.** Une tente de 10' x 20' leur sera dédiée sur le site. Un espace est alloué pour leur véhicule de premiers soins et ainsi accueillir une ambulance.

BESOINS EN TERMES DE SERVICES

SERVICE DE POLICE

Pour assurer la circulation sécuritaire des piétons et un contrôle des entrées de site et de circulation, le service de cadets est demandé. Principalement aux heures de pointes à l'accès St-Urbain et Président Kennedy en mode soir **demande cadet**

Le SPVM confirme : 4 cadets qui seront positionnés tous les soirs d'événement entre (18h15 et 23h45) Rue St-Urbain et de Maisonneuve afin de simplifier la traverse des piétons.

SERVICES DE POMPIERS

Requis selon l'évaluation du dossier par le SIM. Une procédure d'évacuation du site sera établie avec le SIM. Le SIM prévoit une visite sur le site lors du dernier jour de montage afin d'en faire une évaluation des lieux.

PROCéDURES ANTITERRORISTES:

À la demande du SPVM, des blocs des bétons 1500 lbs seront installés en permanence à toutes les entrées du site. Ces procédures sont en place en vu de créer des obstacles pour les terroristes en véhicules.

ANNEXE 1

CAMPAGNE PROMOTIONNELLE FINA 2018

Détail des campagnes promotionnelles pour chaque partenaire

MÉDIAS	PLACEMENTS
IMPRIMÉS	
Journal Métro	**Parutions :** 5 Parutions dans la Section Art. Vendredi 1er juin ½ page dominante / 6,61" x 8,57" vendredi 29 juin 1/3 horizontale / 10'' X 3,71'' Vendredi 6 juillet ½ page dominante / 6,61" x 8,57" Vendredi 13 juillet 1/3 horizontale / 10'' X 3,71'' Vendredi 20 juillet 1/3 horizontale / 10'' X 3,71''
Journal de Montréal	**Parution :** 1 parution dans *Suivez le Guide*, le cahier spécial *Guide des festivals* du Journal de Montréal. Une publicité et un encart 400 caractères. **Date :** vendredi 29 juin 2018 **Format :** 4.0 x 40

TÉLÉVISIONS	
ICI Radio-Canada	**Occasions :** 76 / message de 30 sec **du 2 au 20 juillet :** Pub 100 % EXT **Promo concours :** du 2 au 9 juillet, pour Les Échangistes
ICI Radio-Canada DIGITAL	**Impressions :** 205 886 – 545 Clics / Vidéos 300 x600 **du 10 au 20 juillet :** Pub 100 % INT
ICI ARTV	**Occasions :** 152 / message de 30 sec **du 2 au 20 juillet :** Pub 100 % EXT
ICI EXPLORA	**Occasions :** 188 / message de 30 sec **du 2 au 20 juillet :** Pub 100 % EXT
CBC	**Occasions :** 42 / message de 30 sec **du 2 au 20 juillet :** Pub 100 % EXT
CBC DIGITAL	**Impressions :** 107 692 **du 10 au 17 juillet :** Pub 100 % INT
TV5	**Occasions :** 135 messages de 30 sec en rotation h24 **du 22 juin au 22 juillet :** Pub INT ET EXT
CTV	**Occasions :** 129 / message de 30 sec **du 2 au 20 juillet :** Pub INT ET EXT + 92 spots CONCOURS

CTV DIGITAL	**Impressions :** 21 388 **du 11 juillet au 21 juillet :** Pub 100 % INT
Télé-Québec	**Occasions :** 25 occasions / mess de 30 sec **du 25 juin au 13 juillet :** Pub 100 % EXT
Cinéma Beaubien et Parc	**Occasions :** Diffusion avant toutes les séances dans les 2 cinémas pendant 1 mois : 1190 occasions publicitaires **du 22 juin au 22 juillet :** Pub 100 % EXT
Hôtel.tv	**1 mois de diffusion :** 2 808 000 occasions / message promo de 30 sec **Du 22 juin au 22 juillet :** Pub 100 % EXT *dans plus de 50 hôtels (15 000 chambres X 26 jours / 72 x par jour à raison de 3x l'heure)*

RADIOS	
ICI Radio-Canada	**du 2 au 15 juillet :** message (15sec) produit par ICI Radio-Canada **du 11 au 22 juillet :** message (15sec) produit par ICI Radio-Canada
ICI Musique	**du 2 au 15 juillet :** message produit par ICI Musique **du 16 au 22 juillet :** message produit par ICI Musique **Promotions diverses :** * Promotion de la série Grands Événements en ondes (portion intérieure) et promotion des Grands-Événements TD-ICI Musique (portion extérieure). * Promotion des DJ Sets ICI Musique avec Catherine Pépin et artistes invités: le vendredi 20 et samedi 21 juillet
Rouge FM	**Promotion conférence de presse (21 spots)** 1 msg promo de 30 sec du 31 mai au 6 juin **Promotion Festival et de la Zone Famille (63 spots)** 1 msg promo de 30 sec du 2 au 22 juillet Tirage en onde : 4 passes à gagner **Camion promo :** * Un camion promo devant le Théâtre Fairmount à la conférence de presse du 29 mai
CJAD	**Promotion conférence de presse (21 spots)** 1 msg promo de 30 sec du 31 mai au 6 juin **Promotion Festival et de la Zone Famille (63 spots)** 1 msg promo de 30 sec du 2 au 22 juillet Tirage en onde : 4 passes à gagner

MIKE FM	**Messages promo 30 sec (110 spots) :** 25 spots du 30 mai au 7 juin 85 spots du 2 au 22 juillet **Mentions et tirages en ondes** *+ Visibilité sur les réseaux sociaux*
CIBL	**Messages promo 30 sec (216 spots) :** 16 spots du 30 mai au 3 juin 31 spots du 2 au 15 juillet 31 spots du 16 au 22 juillet (Promotion de la programmation extérieure) 138 spots du 2 au 19 juillet (Promotion de la série Voix du monde) ? **Entrevue garantie :** 7 juillet dans l'émission Au pied du lit avec Eddy King. **Présence à la conférence de presse :** 1 spot, 30 mai
CISM	**Messages promo 30 sec (180 spots) :** 20 spots du 1er au 5 juin 50 spots du 2 au 15 juillet 50 spots du 16 au 22 juillet 60 spots du 7 au 21 juillet (Promotion de la série Urban Africa et Africa sound system) **Mentions et 2 tirages en ondes**
Radio VM	**Messages promo 30 sec (150 spots) :** 30 spots du 1er au 6 juin 30 spots du 2 au 8 juillet 30 spots du 9 au 15 juillet 30 spots du 16 au 22 juillet 30 spots du 5 au 20 juillet (Promotion de la série prestige) **Tirages en ondes**
CHOQ FM	**Messages promo 30 sec (160 spots) :** 40 spots du 2 au 8 juin 80 spots du 2 au 15 juillet 40 spots du 16 au 22 juillet **Facebook live** avec Forró Brasa le 18 juillet **Tirages en ondes**
CKUT	**Messages promo 30 sec (120 spots) :** 40 spots du 2 au 8 juin 40 spots du 3 au 9 juillet 40 spots du 10 au 22 juillet **Tirages en ondes**
CJLO	**Messages promo 30 sec (150 spots) :** 30 spots du 2 au 8 juin 120 spots du 2 au 22 juillet (soit minimum 5 fois par jours pendant 21 jours) **Tirages en ondes**

WEB	
CTV	**Concours** **92 occasions** Diffusion d'une capsule vidéo sur la chaîne CTV et concours sur le Web.
TV5	**Impressions web + digitales :** *20 000 impressions d'une bannière web en rotation pendant 21 jours sur TV5.ca, selon les disponibilités ; Une bannière web dans 2 envois de l'infolettre TV5 ; 2 publications sur la page Facebook (incluant le tirage de 25 paires de billets) et plusieurs publications sur le compte Instagram de TV5 (photos et storys); 1 bannière web dans 2 envois de l'infolettre TV5. **Concours :** Concours en ligne sur Facebook et Instagram pour 25 paires de billets pour Femi Kuti. **Bannières web :** Big box : 300 x 250 Bannière infolettre : 728 x 90
Radio-Canada	**Bannière web :** 300 x 250 px (français + anglais) **Réseaux sociaux :** promotion du festival sur la page Facebook Radio-Canada : au moins 2 publications
ICI Musique.ca	* Web radio ICI Musique * Diffusion du Partenariat via leurs plateformes web et leurs réseaux sociaux du 1 au 22 juillet 2018 : minimum 2 publications + tirages de billets * Événement Facebook pour le DJ Setc avec Catherine Pépin * Mention de l'événement et du concours via l'émission Vi@ Fehmiu * Mention des concours via l'émission Les échangistes et la page Facebook Radio-Canada Concours * Page consacrée à Nuits d'Afrique
107.3 Rouge	**Visibilité sur le site Web :** Du 2 juillet au 22 juillet 2018 Section A NE PAS MANQUER, sur rougefm.ca **Conférence de presse :** une publication sur Facebook et une publication sur Instagram ***Concours Facebook :*** 4 passes VIP à gagner, publication sur Facebook
CJAD.com	**Visibilité sur le site Web :** Du 2 juillet au 22 juillet 2018 Section EVENT, sur cjad.com ***Concours Facebook :*** 4 passes VIP à gagner, publication Facebook
CISM	10 000 bannières web de type **LeaderBoard** (728x90) **Bigbox** (300x250)

CHOQ.ca	10 000 bannières web, du 1er au 22 juillet **Bandeau web avec hyperlien :** 728 x 90 Organisation d'un concours pour tirages de billets
Atuvu.ca	**Bannières web - du 22 juin au 22 juillet 2018** * Bannière festival avec Hyperlien 300 x 250px et/ou 728x90 px / 50 000 impressions * Mini bannière avec Hyperlien : 180 x 150 / 80 000 impressions * Bannière avec Hyperlien : 300 x 250 le 1er juillet **Hyperlien :** Hyperlien dans la section partenaire avec visibilité toute l'année vers le site du festival **Diffusion du festival :** Sur le site atuvu.ca et dans les bulletins dès que des spectacles du festival sont au calendrier, pendant 7 semaines **Publipostage promotionnel :** Publipostage promo VIP, avec promotion "brandée" pour recruter de nouveaux membres. Envoi à 20 000 membres **Envoi promotionnel** Un envoi promotionnel personnalisé à 20 000 membres de la région de Montréal pour annoncer les offres du festival sur atuvu.ca **Association aux 4 concerts de la série Révélation :** 1 publipostage personnalisé pour annoncer la série 4 publications sur les réseaux sociaux (1 avant chaque concert) 10,000 affichages de bannières publicitaires pour chaque spectacle de la série
La Vitrine.com	**Bandeaux web :** Page d'accueil "A la Une" / visuel générique du festival / 600 x 400 du 1er juin au 22 juillet Infolettre La Vitrine / 1er au 22 juillet / 570 x 75 (NOUVEAU) **Digital :** * Écrans dynamiques et bornes interactives du 1er juin au 22 juillet * Exportation des données sur le calendrier culturel du 29 mai au 22 juillet * Passerelles numériques extérieures du 10 au 22 juillet * Intégration à la programmation sur HÔTEL. TV et sur les écrans du Palais des Congrès du 10 au 22 juillet *Intégration de la programmation sur les écrans du Palais des congrès du 10 au 22 juillet. Capsule Check 6 média (NOUVEAU) du 1er au 30 juillet **Infolettre :** Promotion préventes et offres spéciales prévente **Journal 24 h :** * Promotion et visibilité * Promotion des préventes, des offres spéciales, des billets à rabais et/ou des activités gratuites les vendredis, dans le cahier ICI Weekend. **Campagne métro média :** Promotion de la prévente, des forfaits spéciaux, activités à rabais et des activités gratuites sur les capsules promotionnelles

	de La Vitrine sur les écrans de Métro Vision sur les quais de métro. **Campagne promo :** ''Expérience Nuits d'Afrique'' auprès des étudiants du Passeport MTL étudiant international (NOUVEAU) **Blogue :** 1 billet **Réseaux sociaux :** 4 publications donc une pour un concours
Télé-Québec / La Fabrique Culturelle	**Réseaux sociaux :** publication Facebook et/ou Twitter sur le compte de la Fabrique Culturelle + productions d'un jeu-questionnaire **Billet** Rédaction d'un billet sur la 32e édition du festival **Bannière 728 x 90** sur Télé-Québec : pour promouvoir le festival, les PNA ou un concours, 50 681 impressions **Ilôt 300 x 250** : sur La Fabrique culturelle : pour promouvoir le festival, les PNA ou un concours, pendant 3 semaines, 29 428 impressions **Ilôt et bannière :** total de 80 109 impressions avec 108 clics **Capsule vidéo :** production d'une capsule portant sur les activités du festival. 10 jours de mise en vedette durant l'année de la capsule sur le page d'accueil de la Fabrique Culturelle **Infolettre :** mention dans une infolettre de certains éléments du partenariat + temps d'antenne sur les ondes de Télé-Québec pour la diffusion de la pub du festival

ANNEXE 2 - A -

COUVERTURE MÉDIA NATIONALE - FINA 2018

MÉDIA	DATE	SUJET/Titre/ARTISTE	COUVERTURE
WEB			
AfriKCaraibmontreal	18-Jun -18	FINA	article de fond
AfriKCaraibmontreal	13-Jul -18	Noubi	entrevue
AfriKCaraibmontreal	17-Jul -18	Femi Kuti	article
AfriKCaraibmontreal	24-Jul -18	Meklit FINA	article de fond+video
AfriKCaraibmontreal	24-Jul -18	Prince Yannick	article de fond+vidéo
AfriKCaraibmontreal	10-Jul -18	FINA mardi 10 juillet	article de fond
AfriKCaraibmontreal	14-Aug -18	Sabry Mosbah	entrevue video
AfriKCaraibmontreal	17-Aug -18	Flavia Coelho	entrevue vidéo
AfriKCaraibmontreal	29-Aug -18	HK	entrevue vidéo
AfriKCaraibmontreal	13-Sep -18	Degg J Force 3	entrevue vidéo
AfriKCaraibmontreal		Barbara Guillaume	entrevue vidéo
AfriKCaraibmontreal		Djazia Satour	entrevue vidéo
AfriKCaraibmontreal		Sékouba Bambino	entrevue vidéo
Allevents	12-Jun -18	Femi Kuti, concert d'ouverture	calendrier/brève
Allevents	24-Jun -18	Flavia Coelho, El Son sono, The Hurt	article
Art & Opinions	30 Jul -18	Article de fond : Nuit de la Kora, Femi Kuti, Zalama Crew, Sabry Mosbah, Ladama, Meklit, Tété	Reportage FINA 2018 et critiques plusieurs artistes
Art is the message	24-Aug -18	Femi Kuti	entrevue vidéo
Art is the message	24-Aug -18	Flavia Coelho	entrevue vidéo
Art is the message	24-Aug -18	Naxx	entrevue vidéo
Art is the message	24-Aug -18	Noubi Trio	entrevue vidéo
Art is the message	24-Aug -18	Sabry Mosbah	entrevue vidéo
Art is the message	24-Aug -18	Alioune Guissé	entrevue vidéo
Arts et culture	14-Mar -18	Femi Kuti concert d'ouverture	relais communiqué
Artzés	30-May -18	FINA	relais communique
Atlas Mtl	6/28/2018	Djazia + Sabry Mosbah	Djazia + Sabry Mosbah
Atuvu.ca/À l'affiche	29-May -18	FINA Conférence	annonce
Baron Mag	8-Jul -18	Noubi	Entrevue
Baron Mag	19-Jul -18	Wailing trees	article
Biloamagazine	9-Jul -18	FINA	relais communiqué
Blogue des ventes	9-Jul-18	festivals à voir cet été	calendrier
Bohos	11-Jun -18	FINA	calendrier/mention
Canada Wiki	12-May -18	Montreal	mention

Carpe Diem	4-Jun -18	Meklit	calendrier
Carpe Diem	12-Jul -18	Femi Kuti	relais communiqué
Carpe Diem	20-Jul -18	Zalama Crew et autres	calendrier
Centre Afrika	14-Jun -18	FINA	mention
Concours chanceux	5-Jul -18	FINA	mention
CTV News	4-Jul -18	Concours	concours
CultMTL	12-Jul -18	FINA	brève
CultMTL	17-Jul -18	FINA	Mention
Cultureart	21-Jul -18	Votia	article de fond
Curtain up	1-Jul -18	FINA	brève
Dailyhive MTL	29-Jun -18	FINA	brève
Dailyhive MTL	20-Jul -18	FINA	calendrier
DAM	2-Jul -18	Noubi et Femi	Kuti
Destination centre-ville	17-May -18	FINA	brève/calendrier
Destination 3000	Avril 2018	FINA	mention
Dieseonze	7-Jun -18	Jean Sebastien Williams	mention
Echomontreal	13-Jul -18	FINA	mention
Echosmontreal	15-Jun -18	FINA	mention
Enmanchette	8-Jul -18	Eddy King	relais La presse
Enmanchette	8-Jul -18	FINA	relais Journal de Mtl
Evensi	31-May -18	Étoiles NA	calendrier
Exclaim	12-Jul -18	FINA	annonce
GAMAXLIVE	15-May -18	Eddy King - porte-parole	relais communique
Generation224	6-Jul -18	Degg J Force 3	brève
Glowbi	6-Jul -18	Femi	relais le devoir
Gouvernement de QC	10-Jul -18		communiqué Gouv. Québec
Huffingpost	15-Jun -18	FINA	mention
ICI Musique	29-May -18	FINA2018	blogue
ICI Musique	13-Jun -18	FINA2019	communiqué ICI Musique
ICI Musique	14-Jun -18	Noubi	article
ICI Musique	9-Jul-18	compilation	article de fond
ICI musique	12-Jul -18	Noubi Trio	album en écoute
ICI Musique/Facebook	10-Jul -18	Meklit	concours
ICI Musique/Facebook	10-Jul -18	Noubi Trio	Album en écoute
ICI Musique/Facebook	10-Jul -18	Naaman	concours
ICI Musique/Facebook	5-Jul -18	Noubi La Fabrique Culturelle	relais
ICI Musique/Facebook	7-Jul -18	Femi Kuti	concours
ICI Musique/Facebook	7-Jul -18	Sabry Mosbah	concours
Iheartradio	13-Jul -18	FINA	mention
Journalacces.	17-Jul -18	Boogat	article
La cliqc	19-Jul -18	Wailing Trees	article

La Fabrique culturelle	4-Jul -18	Noubi	entrevues/article
La Presse +	1-Jun -18	FINA	calendrier
La Presse +	8-Jul -18	Eddy King Pour ou contre	Entrevue
La Presse +	12-Jul -18	Meklit	article de fond + entrevue
La Presse +	13-Jul -18	FINA	article de fond
La Presse +	18-Jul -18	Djazia Satour	article de fond + entrevue
La Presse +	14-Jul -18	AfrotroniX	article de fond + entrevue
La Presse +	19-Jul -18	FINA	mention
La Presse +	21-Jul -18	Sékouba Bambino	article de fond + entrevue
La Presse.ca	1-Jun -18	FINA	calendrier
La Presse.ca	8-Jul -18	Eddy King Pour ou contre	Entrevue
La Presse.ca	9-Jul -18	FINA	article de fond
La Presse.ca	9-Jul -18	Abécédaire de l'été à Montréal	brève
La Presse.ca	12-Jul -18	Meklit	article de fond + entrevue
La Presse.ca	16-Jul -18	AfrotroniX	article
La Presse.ca	18-Jul -18	Djazia Satour	article
La Presse.ca	19-Jul -18	FINA	mention
La Presse.ca	22-Jul -18	Sékouba Bambino	article
La Vitrine	6-Jul -18	FINA	article de fond
La Scena	28-Jun -18	FINA	article
La Vitrine culturelle	30-May -18	FINA	brève
L'actualité	20-Jun -18	Skatalites/Wassa Wassa	brève
Le canal auditif	9-Jul-18	femi kuti	calendrier
Le Devoir	30-May -18	FINA	article
Le Devoir	7-Jul -18	Femi Kuti & The Positive Force	article de fond
Le Devoir	13-Jul -18	Meklit	article de fond + entrevue
Le Devoir	13-Jul -18	Femi Kuti	article - critique
Le Devoir	14-Jul -18	Mr Touré! Et Boogat	article de fond + entrevue
Le Devoir	19-Jul -18	Flavia Coelho	article - critique
Le Devoir	22-Jul -18	FINA	mention
Le Devoir	21-Jul -18	FINA	mention
Le Devoir	23-Jul -18	Sekouba Bambino et Boogat	article - critique
Le Journal de Montréal	17-May -18	FINA	mention
Le Journal de Montréal	8-Jul -18	FINA	Article
Le Journal de Montréal	19-Jul -18	FINA	brève
Le journal Métro	30-May -18	5 soirées à ne pas manquer	article de fond
Le journal Métro	10-Jul -18	Femi Kuti	entrevue
Le journal Métro	13-Jul -18	AfrotroniX	entrevue
Lemixmag	19-Jul -18	FINA	article
Lemixmag	19-Jul -18	Noubi Trio	entrevue
Lemixmag	19-Jul -18	Meklit	entrevue
Lemixmag	25-Jul -18	AfrotroniX	critique spectacle + entrevue

Lien Multimedia	16-Mar -18	Femi Kuti concert d'ouverture	relais communiqué
Lien Multimedia	17-May -18	Eddy king	relais communiqué
Lien Multimedia	7-Jun -18	Compilation	relais communiqué
Lien Multimedia	14-Jun -18	Boogat	mention
Lien Multimedia	7-Jul -18	Femi Kuti & The Positive Force	article
Lien Multimedia	12-Jul -18	Noubi Trio	article
Lien Multimedia	16-Jul -18	Dicko Fils	article
Lien Multimedia	17-Jul -18	Wailing trees	article
Lien Multimedia	25-Jul -18	FINA bilan	relais com bilan
Lien Multimedia	27-Jun -18	Noubi trio	article de fond
L'Initiative	14-Mar -18	Femi Kuti concert d'ouverture	relais communiqué
L'Initiative	20-Apr -18	FINA	relais communiqué
L'Initiative	31-May -18	FINA	relais communiqué
L'Initiative	26-Jun -18	HK	brève
L'Initiative	6-Jul -18	FINA	relais communiqué
l'initiative	11-Jul -18	Sabry Mosbah	article
L'Initiative	12-Jul -18	Masmoudi	brève
L'Initiative	12-Jul -18	FINA	brève
L'Initiative	16-Jul-18	noubi	article
L'Initiative	17-Jul -18	Escales tropicales	relais communique
L'Initiative	19-Jul -18	Djazia Satour	article
L'Initiative	19-Jul -18	AfrotroniX	article
L'Initiative	20-Jul-18	programmation du 20 au 22	relais communique
L'Initiative	22-Jul -18	HK	article de fond
L'Outarde libérée	8-Jun -18	FINA	brève
Maudits Francais	12-Jul-18	wailling trees	article
Maudits Francais	20-Jul -18	FINA	brève
Medium	2-May -18	10 choses a faire a MTL l'été	mention
Medium	27-Jun -18	FINA	calendrier/mention
Métropole	14-Jul -18	Meklit	article
Métropole	20-Jul -18	Votia	article
Mileend.com	4-Jul -18	Sabry Mosbah	calendrier
MissMontrealBlog	15-Oct -18	Dakka	entrevue
Montreal157	13-Jul -18	FINA	article de fond
Montreal Times	3-Jul -18	FINA	article de fond
Montrealalaloupe	11-Jul -18	FINA	brève
Montrealcitycrunch	16-Jul -18	Tété	mention
Montrealcitycrunch	21-Jul -18	nuit de la kora	brève
MP3S.SU	9-Jun -18	Compilation	Partage Compilation
MTL	8-Jun -18	FINA	brève
MTL	16-Jun -18	FINA	mention
Mtlblog	9-Jul -18	Femi/Fina	article

Mtlblog	19-Jul -18	FINA	annonce
Mundial Montréal	7-Jun -18	FINA	annonce
Narcity	19-May -18	FINA	annonce
Network	20-Jul -18	FINA	annonce
Nightlife.ca	6-Jul -18	FINA/Balattou	mention
Noticias	17-Jul -18	Programmation latino	article de fond
Passion musique et culture	12-Jul -18	Oktopus	brève
Passion musique et culture	14-Jul -18	Meklit	brève
Pieuvre.ca	21-Jul -18	Noubi Trio FINA	article de fond
Poste d'ecoute	8-Jun -18	Compilation	Partage Compilation
Quartier des Spectacles	30-May -18	FINA	brève
Quartier des Spectacles	1-Jun -18	FINA	brève
Quartier des Spectacles	14-Jun -18	Carine au micro	brève
Quartier des Spectacles	17-Jul -18	FINA	14 concerts à voir
Quartier des Spectacles		FINA	brève
Quebec spot media	23-Mar -18	Festival	relais communiqué
Quebec Spot Media	24-Jun -18	Noubi Trio	article
Quebecvacances	30-May -18	FINA	brève
Qui fait Quoi	8-Jun -18	Compilation	relais communiqué
Qui fait Quoi	13-Jun -18	Boogat	article
Quoi faire Montréal	8-May -18	Conférence de presse	Brève
Radio Canada	12-Jun -18	FINA	relais com ICI Musique
Radio Canada	27-Jun -18	FINA	mention
Radio Canada	2-Jul -18	FINA	Article/jeu concours
Radio Canada	8-Jul -18	FINA	relais Radio-Canada
Radio Canada	8-Jul -18	Concours Les Échangistes	concours
Radio Canada	10-Jul -18	FINA	article
Radio Canada	11-Jul -18	Lamine Touré	article de fond + vidéo
Radio Canada	12-Jul -18	Meklit	article de fond + entrevue
RCI	16-May -18	Ramon Chicharon	article de fond + entrevue
RCI	22-Jun -18	Noubi Trio/FINA	article de fond + entrevue
RCI	26-Jun -18	Sabry Mosbah	article de fond + entrevue
RCI	9-Jul -18	FINA	article de fond
RCI	12-Jul -18	Femi Kuti	article de fond + entrevue
Regards sur la ville	8-Jul -18	FINA	articles
Reggae.fr	19-Jul -18	Wailing trees	brève.
Restomontréal	18-Apr -18	FINA	brève
Restomontréal	5-Jun -18	FINA	brève
Rogiciel Larpv.tv	23-Jun -18	Afrotronix conf de presse	video + article
So Montréal	29-May -18	FINA Conférence	brève
So Montréal	29-May -18	Conf Presse	annonce
Stingray	28-Jun -18	FINA	article de fond

Sympatico	10-Jul -18	FINA	relais Radio-Canada
The Suburban	11-Jul -18	FINA	article de fond + entrevue
Titre Presse	30-May -18	FINA	calendrier
Titre Presse	12-Jul -18	Meklit	relais Radio-Canada
Touki Montreal/Culture	15-Mar -18	Femi Kuti concert d'ouverture	article de fond
Touki Montreal/Culture	30-May -18	FINA	article de fond
Touki Montreal/Culture	9-Jul -18	FINA artistes à découvrir	article de fond
Touki Montreal/Culture	9-Jul -18	Noubi Trio	article de fond
Touki Montreal/Culture	13-Jul -18	FINA	article de fond
Touki Montreal/Culture	15-Jul -18	FINA + artistes féminines	article de fond
Touki Montreal/Culture	15-Jul -18	Wailing Trees	article de fond
Touki Montreal/Culture	16-Jul -18	K-Iri et Tété	article de fond
Touki Montreal/Culture	21-Jul -18	Sékouba Bambino	article de fond
Twinsprod/We love music	31-Aug -18	FINA	relais communiqué
Twinsprod/We love music	12-Jul -18	FINA	relais communiqué
Twinsprod/We love music	13-Jul -18	Sekoubah Bambino	relais communiqué
Twinsprod/We love music	13-Jul -18	Alkebulan	relais communiqué
Twinsprod/We love music	16-Jul -18	FINA site extérieur	relais communiqué
Twinsprod/We love music	17-Jul -18	Escales tropicales	relais communiqué
Voir	15-May -18	FINA	mention
Voir	14-Jun -18	FINA	relais communiqué
Vocalist Magazine	1e oct 2018	FINA + Diely Mory Tounkara, Noubi Trio et Femi Kuti	Article de fond et entrevues
Vyperion	8-Jun -18	Compilation	brève
Wanacorp	14-Jul -18	FINA	article
Xalima TV	11-Jul -18	Noubi	article de fond
RADIO & WEB			
Canal M / Les coups de cœur d'Arlette	17-Jul -18	Degg J Force 3	entrevue + perfo
Canal M / Les coups de cœur d'Arlette	19-Jul -18	Abdel Kadiri	entrevue + perfo
CBC All in a week-end	20-May -18	Ramon Chicharron	entrevue +diffusion musique annonce concert
CBC The Bridge	23-Jun -18	Montréal festivals	annonce FINA + dates
CBC All in a week-end	7-Jul -18	Meklit	entrevue + diffusion musique
CBC Homerun	10-Jul -18	AfrotroniX	entrevue + musique
CBC Homerun	12-Jul -18	Femi Kuti	entrevue avec Duke Eatmon
CBC All in a week-end	15-Jul -18	AfrotroniX	entrevue + diffusion musique
CBC Break Away	19-Jul -18	Boogat	entrevue live

Choq.ca Carte blanche	18-Jul -18	Forro Brassa	FB live performance de Forro Brasa
CIBL Au pied du lit	7-Jul -18	Eddy King	entrevue + diffusion musique
CIBL Haïti autrement	8-Jul -18	Barbara Guillaume	entrevue + diffusion musique
CKUT Basa Basa	19-Jun -18	Naxx	entrevue + perfo
CKUT Samedi midi	7-Jul -18	Barbara Guillaume	entrevue + diffusion musique
CKUT Funky revolutions	7-Jul -18	Noubi Trio	entrevue + diffusion musique
CKUT Funky revolutions	7-Jul -18	Afrodizz	entrevue + diffusion musique
CKUT Basa Basa	10-Jul -18	AfrotroniX	entrevue + diffusion de la musique
CKUT Basa Basa	17-Jul -18	Prince Yannick	entrevue + perfo
CKUT Latin Mondays Music	18-Jul -18	Forro Brassa	entrevue + diffusion musique
CKUT Latin Mondays Music	18-Jul -18	El Son Sono	entrevue + diffusion musique
CKUT Latin Mondays Music	19-Jul -18	Zalama Crew	entrevue + diffusion musique
CKUT Latin Mondays Music	21-Jul -18	Ramon Chicharron	entrevue + diffusion musique
CKVL Recto verso	17-Jun -18	Noubi Trio	entrevue portrait
CKVL Recto verso	13-Jul -18	Ramon Chicharron	entrevue portrait
CKVL Recto verso	13-Jul -18	Kenzow	entrevue portrait
CKVL Recto verso	13-Jul -18	Boogat	entrevue portrait
ICI Musique	9-Jul -18	Ici Musique	diffusion musique annonce des dates
ICI Musique L'Effet Pogonat	19-Jul -18	Tete	
ICI Musique Les samedis d'Anne-Marie	10 -22-jul -2018	FINA	Tété + Naâman
ICI Musique Parce que c'est l'apéro	10 -22-jul -2019	FINA	compilation, AfrotroniX, Noubi Trio
ICI Musique Via Fehmiu	10 -22-jul -2019	FINA	Diffusion musique : Noubi AfrotroniX, compilation
ICI Musique Voilà l'été	10 -22-jul -2019	FINA – artistes… DJ set Ici Musique	Diffusion musique : compilation, AfrotroniX

RADIO & WEB			
Radio Centre –ville Entraide sociale	1-Jul -2018	FINA	diffusion musique
Radio Centre-ville	11-Jul -18	Barbara Guillaume	entrevue + diffusion musique
Radio Centre-ville	18-Jul -18	Aboulaye Kone	entrevue + diffusion musique
Radio Shalom	19-juil -18	5 groupes à voir	annonce + diffusion de la musique
Radio-Canada Le 15-18	29-May -18	Eddy King	entrevue avec EK
Radio-Canada Gravel le matin	30-May -18	FINA	annonce
Radio-Canada Le 15-18	6-Jul -18	Herby Moreau	entrevue+diffusion musique
Radio-Canada Gravel le matin	9-Jul -18	Noubi Trio	Diffusion musique, lancement album, FINA
Radio-Canada	10-Jul -18	FINA	Diffusion musique, annonce festival.
Radio-Canada Gravel le matin	11-Jul -18	Femi Kuti	annonce + diffusion de la musique
Radio-Canada	12-Jul -18	Meklit	entrevue
Radio-Canada Gravel le matin	13-Jul -18	Meklit	Annonce concert et FINA Diffusion de musique
Radio-Canada Dessine-moi un été	14-Jul -18	FINA	Annonce du concert de Noubi Trio, Diffusion musique
Radio-Canada Le 15-18	15-Jul -18	FINA	annonce + diffusion de la musique
Radio-Canada Desautels le matin	15-Jul -18	Kenzow	portrait de Kenzow + perfo au FINA
Radio-Canada Gravel le matin	17-Jul -18	Flavia Coelho	entrevue en direct
Radio-Canada Gravel le matin	19-Jul -18	Boogat	entrevue +prestation
Radio-Canada Gravel le matin	20-Jul -18	Zalama Crew	Annonce du concert et festival + musique
Radio-Canada Nouvelle Vague	20-Jul -18	Degg J Force 3	entrevue en direct
RCI	22-Jun -18	Noubi Trio	entrevue + musique
RCI	26-Jun -18	Sabry Mosbah	entrevue
RCI	12-Jul -18	Femi Kuti	entrevue
RCI	13-Jul -18	Zalama	entrevue
RCI	13-Jul -18	Abdel Kadiri	entrevue
RCI	19-Jul -18	FINA	entrevue en direct avec Suzanne Rousseau

TÉLÉVISION & WEB			
CBC/CBC News	12-Jul -18	Fémi Kuti	entrevue avec Femi Kuti
CBC/Our Montreal	13-Jul -18	Fémi Kuti	entrevue avec Femi Kuti
CTV Téléjournal	11-Jul -18	FINA	entrevue en direct Suzanne Rousseau + Eddy King
CTV Téléjournal	16-Jul -18	FINA - ouverture site extérieur	entrevue Suzanne Rousseau
CTV Téléjournal	17-Jul -18	FINA - ouverture site extérieur	entrevue Eddy King
ICI TV Ça va causer	4-Jun -18	FINA, Eddy King porte-parole	entrevue Eddy King
ICI TV Ça va causer	5-Jun -18	FINA + Colin programmateur	entrevue Colin Rigaud
ICI RDI RDI Week-end	8-Jul -18	FINA + Eddy King	entrevue avec Eddy King
Radio-Canada Téléjournal de 18 h	10-Jul -18	Lamine Touré	Reportage sur LamineTouré
Radio-Canada Téléjournal de 22 h	10-Jul -18	Lamine Touré	Reportage sur LamineTouré
Radio-Canada Les Échangistes	17-Jul -18	Performance AfrotroniX + FINA	Entrevue Afrotronix + performance live
Radio-Canada Téléjournal	17-Jul -18	FINA	Direct du site extérieur
TV5 Monde Le Journal de l'Afrique	10-Jul -18	Lamine Touré, FINA	Reportage sur LamineTouré
TVA Téléjournal	17-Jul -18	FINA ouverture site extérieur	Direct du site extérieur
TVA Sucré Salé	18-Jul -18	FINA - Eddy King (porte-parole) Herby Moreau (ambassadeur	Entrevue Herby Moreau et Eddy King
TVA Téléjournal	21-Jul -18	FINA	Entrevue Direct : Eddy King site extérieur FINA
TVA Téléjournal	22-Jul -18	FINA	Entrevue Direct : Eddy King site extérieur FINA

PRESSE ÉCRITE			
24 Heures/Culture	10-Jul -18	FINA - 5 spectacles a ne pas louper	article
24 Heures/Je sors je reste	12-Jul -18	Femi Kuti	annonce
24 Heures/Je sors je reste	16-Jul -18	Votia	brève
24 Heures/Je sors je reste	18-Jul -18	Flavia Coelho	brève
24 Heures/Je sors je reste	20-22 jul2018	AfrotroniX	brève
Coup de Pouce/récré	juillet-aout 2018	FINA	annonce
Le Devoir/Culture	30-May -18	FINA	Brève
Le Devoir/Culture	7 et 8 juillet	FEMI KUTI	article de fond
Le Devoir/Culture	13-Jul -18	Meklit	article de fond + entrevue
Le Devoir/Culture	13-Jul -18	Femi Kuti	annonce
Le Devoir/Culture	14 et 15-jul -2018	Mr Touré et Boogat	article de fond + entrevue
Le Devoir/Culture	17-Jul -18	Ladama	Article
Le Devoir/Culture	19-Jul -18	Flavia Coelho	annonce
Le Devoir/Culture	23-Jul -18	Boogat et Sekouba Bambino	annonce
Le Journal de Montréal/Culture	2-Jun -18	FINA	Annonce
L'initiative/Culture	1-Jul -18	FINA	article
L'initiative/Culture	aout 2018	Noubi Trio	Article de fond
L'initiative/Culture	aout 2018	FINA	Bilan
Métro/Culture	30-May -18	FINA	article de fond
Métro/Culture	1-Jun -18	Sekoubah Bambino	article de fond
Métro/Culture	11-Jul -18	Femi Kuti	article
Métro/Culture	13-15 jul 2018	AfrtroniX	entrevue
Métro/Culture	17-Jul -18	The Skatalites	brève
The Suburban	11-Jul -18	FINA	article de fond + entrevue
Voir	1-Jul -18	FINA	annonce

ANNEXE 2 - B -

COUVERTURE MÉDIATIQUE INTERNATIONALE - FINA 2018

Média	Date	Sujet/Titre/Artiste	Couverture
AFRIQUE			
WEB			
224 together 4ever	17-Jul -18	Degg J Force 4	video + brève
Africain.info	22-Jul -18	FINA	brève
Africultures	19-Jul -18	FINA	brève
Afroguinée	11-Jun -18	DJF3	breve
Afroguinée	22-Jul -18	DJF4	article de fond
Afroguinée	23-Jul -18	Sekouba Bambino	article de fond
Conakry infos	25-Aug -18	Sékoubah Bambino	mention
Diaspora	11-Jul -18	Touré	relais Radio-Canada
Évasion	17-Jun -18	Luc Bambarra	article de fond
Guinée News	22-Jul -18	Degg J Force 3	article de fond
Guinee Niooz	23-Jul -18	Sekouba Bambino	relais guinee news
Guinee Niooz	27-Jul -18	Degg J Force 3 au FINA	relais article Guinée News
Guineenews	22-Jul -18	Sekouba Bambino	article de fond
Journal du Tchad	11-Jul -18	AfrotroniX	article
L'économiste du Faso	10-Aug -18	Dicko Fils + FINA	brève
Mediaguinee	21-Jul -18	Sekouba Bambino	relais Le Devoir
Mediaguinee	23-Jul -18	Sekoubah	relais article Le Devoir
AMÉRIQUE NORD & SUD			
WEB			
Adventures of a Twenty Something (Blog voyage)	26-Jul -18	FINA	Article sur les grands festivals à Montréal - Mention FINA
Enclave - World Culture in LA (Blog culture)	16-Jul -18	FINA	Entrevue Suzanne Rousseau
Exclaim	6-Jul -18	FINA : concerts	Relais programmation
USA Today/événements	2-Jul -18	FINA	choses à voir à Montréal
World Music Report	21-May -18	*Festival International Nuits d'Afrique Coming Soon*	Article de fond
World Music Report	10 juin -18	*32nd edition Festival International*	Article de fond
World News Network	2-Jul -18	FINA	mention
RADIO & WEB			
Afropop Worldwide	31-Jul -18	*Tété Breaks Boundaries at Nuits d'Afrique*	Critique du spectacle de Tété

Afropop Worldwide	8-Aug -18	*Field Report: 32nd Edition of Nuits d'Afrique*	Revue de la 32e édition: Zal Sissokho, Flavia Coelho, Tété, K-Iri, Sérgio Pererê, Votia Dicko Fils
Afropop Worldwide	15-Aug -18	*Wrapping Up Nuits d'Afrique 2018*	Article sur la 32e édition : Femi Kuti, Sékouba Bambino, Flavia Coelho, Votia, Ramon Chicarron, Degg J Force 3, Noubi Trio, Zalama Crew HK, Alkebulan
Afropop Worldwide	16-Aug -18	*Sekouba "Bambino" Diabaté: The Griot's DNA*	Interview Sékouba Bambino
NCPR The Beat Authority	17-Jul -18	*The Future of Africa in Montreal's Music Scene*	Article de fond, entrevue AfrotroniX + diffusion de la musique
NCPR The Beat Authority	20-Jul -18	FINA	20 min sur la FINA + diffusion musique des artistes programmés
MAGAZINE			
Rolling Stone México	Avril -18	*Montreal Para mélomanos*	Article sur les grands festivals à Montréal - Mention FINA
ASIE			
WEB			
Xitfilms	23-Jul -18	AfrotroniX conférence de presse	relais article Rogiciel
Xitfilms	24-Jul -18	Meklit FINA	relais AfrikCaraibmtl
Xitfilms	16-Jul -18	Degg J Force 3	relais artilce 224

EUROPE			
RADIO & WEB & MÉDIAS SOCIAUX			
RFI MUSIQUE Voix du monde	9-Jun -18	*Montréal l'Africaine* Carnet de voyage : Lamine Touré +le Balattou, FINA	Reportage radio + article web & relais Facebook
RFI MUSIQUE Couleurs Tropicales	23-Jul -18	FINA 2018 : Prince Yannick, Dicko Fils, Suzanne Rousseau, DG FINA	Émission complète (45 min) Entrevues audio + segment filmé sur FB
RFI MUSIQUE Couleurs Tropicales	24-Jul -18	FINA 2018 : Alioune Guissé+Kabey Konate+Touré	Émission complète (45 min) Entrevues audio + segment filmé sur FB
RFI MUSIQUE Couleurs Tropicales	25-Jul -18	FINA 2018 : Degg J force 3 + Nya Soleil + Bobo	Émission complète (45 min) Entrevues audio + segment filmé sur FB
RFI MUSIQUE Couleurs Tropicales	26-Jul -18	FINA 2018 : Naxx + Dakka, Carine au Micro et Banda Kakana	Émission complète (45 min) Entrevues audio + segment filmé sur FB
RFI MUSIQUE Couleurs Tropicales	27-Jul -18	FINA 2018 : Unik, Kenzow et Tété	Émission complète (45 min) Entrevues audio + segment filmé sur FB

WEB			
360/Musique	10-Jul -18	Touré AVA	relais reportage TV5
Glowbi.net	30-Jul -18	Couleurs Tropicales au FINA	relais
Le Routard	19-Mar -18	FINA	brève
Musiques du monde	15-Jun -18	FINA	brève
Nouvelles024	23-Jul -18	Sekouba Bambino et Boogat	relais article Le Devoir
RFI MUSIQUE	30-Jul -18	*Couleur Tropicales au FINA*	Blogue : article de fond sur les artistes interviewés
RFI MUSIQUE	11-Jul -18	*Noubi Trio aux Nuits d'Afrique de Montréal*	Blogue : entrevue Noubi Trio
TÉLÉ			
Boursorama	9-Jul -18	FINA	annonce FINA + dates+images
FRANCE 24	9-Jul -18	FINA	Annonce FINA + image
TV5 Monde Le Journal de l'Afrique	10-Jul -18	Touré	reportage sur Lamine Touré, président fondateur FINA
MAGAZINE			
Amina Magazine	No Juillet 2018	*Homme du mois : Femi Kuti*	article de fond+entrevue



MERCI À TOUS NOS PARTENAIRES ET À L'ANNÉE PROCHAINE!

PROCHAIN RENDEZ-VOUS → 33e ÉDITION → DU 9 AU 21 JUILLET 2019

FRANCOS

8 AU 17 JUIN 2018

BILAN DES ACTIVITÉS



Présentation générale et mission	3
La 30e édition en bref	4
Portrait de la clientèle et performance touristique	5
Programmation 2018 1. Programmation extérieure gratuite 2. Programmation en salle 3. Spectacles exclusifs et concept 4. Place à la relève	6
Autour de la musique	15
Développement de l'auditoire	18
Rôle structurant et identitaire des Francos dans l'industrie musicale francophone et du Québec	19
Prix remis lors des Francos 2018	20
8e Rendez-vous Pros des Francos – 11 au 14 juin 2018	21
Développement touristique	23
Mise en marché et promotion	24
Développement durable	31
Sécurité	32

Annexes

Annexe 1 _ Plan de site

Annexe 2 _ Forfaits et activités touristiques

Annexe 3 _ Sommaire du plan média

Annexe 4 _ Communiqué de presse Bilan

Annexe 5 _ Liste des journalistes du Québec accrédités en 2018

Annexe 6 _ Liste des journalistes hors Québec accrédités en 2018

Annexe 7 _ Liste des professionnels délégués accrédités en 2018

Annexe 8 _ Détails des initiatives en développement durable

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Trente ans… le meilleur âge pour faire la fête ! Fidèles à sa mission première, les Francos de Montréal ont décliné la musique francophone dans toute sa diversité : en alliant les grands noms aux artistes émergents, en présentant des spectacles de hip-hop, de chanson en passant par le rock, la pop, l'électro et le folk. Du 8 au 17 juin 2018, la 30e édition des Francos, c'était 10 jours de festivités, près de 250 spectacles dans 6 salles et 8 scènes extérieures et plus de 180 groupes ou d'artistes d'ici ou d'ailleurs.

Élément essentiel à la vitalité de la musique francophone, le festival constitue un véritable levier pour les artistes et les genres musicaux émergents et le rassemblement pertinent pour les professionnels de cette industrie, notamment avec les Rendez-vous Pros des Francos.

Grâce à l'animation urbaine qui les caractérise et la gratuité de la majeure partie de son calendrier scénique, les Francos sont un puissant outil de démocratisation contribuant au rayonnement et au développement des publics pour les artistes de toute la francophonie. Elles font également rayonner Montréal, métropole francophone d'Amérique, et ville de festivals à l'international grâce à l'importante revue de presse générée et aux nombreux touristes qui y prennent part.

MISSION

- ★ Offrir une programmation entièrement francophone
- ★ Diffuser et promouvoir la scène musicale francophone
- ★ Contribuer à la découverte des artistes francophones québécois, canadiens et étrangers
- ★ Investir dans le développement de la carrière des artistes de la relève
- ★ Favoriser l'accessibilité des publics québécois, canadiens et étrangers et créer un rapprochement entre les diverses communautés résidant sur le territoire
- ★ Fournir un **cadre de mise en marché unique** à l'intention des **professionnels de l'industrie** francophone du disque et du spectacle
- ★ Susciter l'intérêt des **médias internationaux**

LA 30e ÉDITION EN BREF

« The biggest celebration of French music in the world! Free concerts, to make us dance and sing! A remarkable festival in the heart of Montreal on Place des Arts. »

Evo Blog, 18/05/30

247 prestations dont 177 gratuites

11 grands événements extérieurs gratuits sur la place des Festivals

14 spectacles exclusifs ou premières

7 scènes extérieures

8 salles de spectacles

174 journalistes accrédités

332 professionnels accrédités

1 733 articles ou mentions dans les médias imprimés et électroniques

1 529 reportages ou mentions à la radio et la télévision

57 000 mentions J'aime ↑

9 200 abonnés ↑

21 400 abonnés ↑

500 200 visionnements de vidéos sur Facebook et YouTube

187 000 utilisateurs

14 276 abonnés ↑



PORTRAIT DE LA CLIENTÈLE ET PERFORMANCE

SEXE



57% femmes



43% hommes

ÂGE

16 – 24 ans: 33%
25 – 34 ans : 33%
35 – 44 ans: 14%
45 – 54 ans: 10%
55 ans et plus : 10%

66%

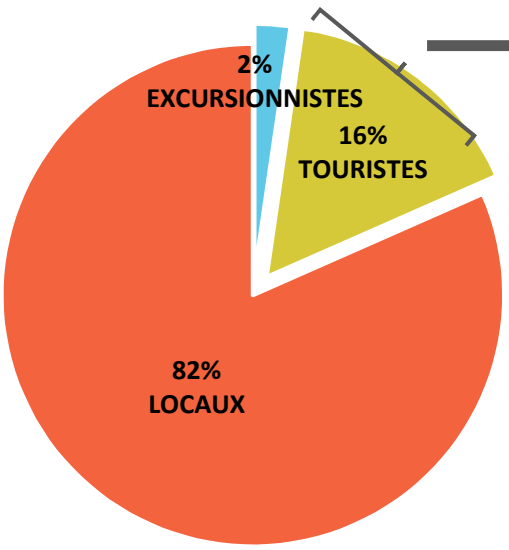
ACHALANDAGE TOTAL

856 052

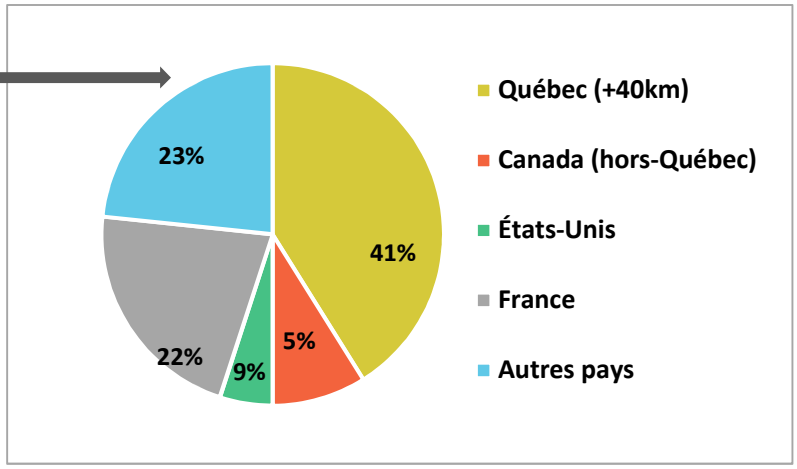
PARTICIPANTS DIFFÉRENTS

428 026

PROVENANCE DES FESTIVALIERS



PROVENANCE DES TOURISTES ET EXCURSIONNISTES



Sources : Étude auprès des participants et Étude de provenance et d'achalandage, elevent 2018

PROGRAMMATION 2018

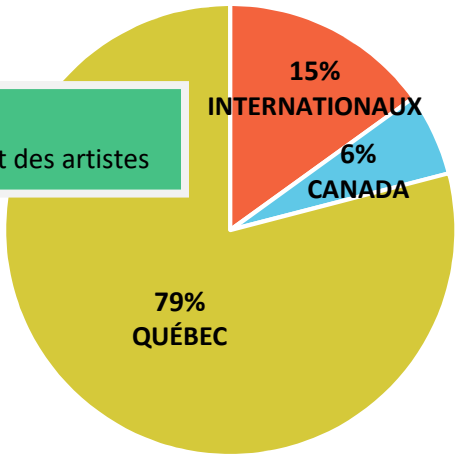


DIX JOURS DE MUSIQUE!

La programmation : en résumé

247	• Prestations artistiques
1023 | 186	• Artistes | Formations musicales
14	• Exclusivités ou spectacles-concepts ou différents
14	• Lieux de diffusion et scènes extérieures
71%	• Proportion de la programmation gratuite

PROVENANCE
des formations musicales et des artistes



« Dix jours au rythme des Francos de Montréal: L'un des plus beaux festivals du monde. »

Patrick Simonin, TV5 Monde, 13 juin 2018

FRANCOS DE MONTRÉAL

30e édition
8 au 17 juin 2018

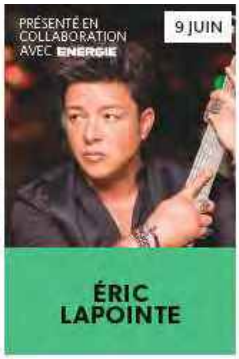
PROGRAMMATION EXTÉRIEURE GRATUITE

CHAQUE SOIR !

Onze grands événements gratuits – place des Festivals 21h

Spectacles inédits spécialement créés pour les Francos, les Grands événements proposent un savant mélange entre les artistes établis et ceux de la relève. L'éclectisme des styles musicaux, la météo magnifique et la variété des artistes ont attiré des foules record sur la place des Festivals.



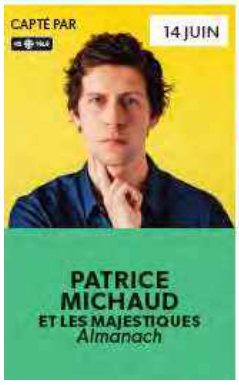


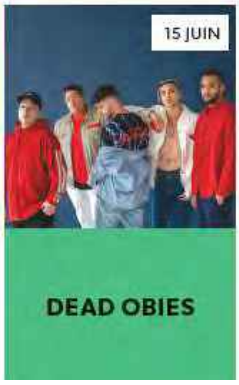


















« **Un menu alléchant aux Francos** […] L'offre de la trentième édition des Francos de Montréal est plus que jamais diversifiée. Tous âges, tous genres, toutes allégeances. Entre le 8 et le 18 juin – je choisis au hasard-, un festivalier en goguette pourrait acclamer les Dead Obies aussi fort que Klô Pelgag avec l'Orchestre du Temple Thoracique, retrouver Dan Bigras et découvrir le groupe Mordicus […]. Tout ça et tellement plus. L'« événement spécial » Daniel Bélanger sur la grande scène ? Oh que oui ! Yann Perreau, avec Hubert Lenoir, Catherine Major et Anna Frances Meyer (des DeuxLuxes) pour brasser du Jacques Higelin ? On ira, n'en doutez pas. »

Sylvain Cormier, Le Devoir, 18/05/24



SEPT MONDES !

Les scènes extérieures

Les Francos se font un devoir d'accorder une place à **tous les styles musicaux**. Qu'il s'agisse de hip-hop, de rock, de pop, de chanson, d'électro, de musique urbaine, d'étoiles montantes ou d'artistes établis, de créations, de nouveautés, ou de relectures. Les Francos célèbrent la musique 100% francophone sous toutes ses coutures :

GRANDS ÉVÉNEMENTS ET MUSIQUE POP



– Scène Bell –
Scène principale / Place des Festivals

MUSIQUE ROCK



– Scène Loto-Québec –
Scène secondaire | Parterre symphonique

DJ, CHANSON



– Zone Coors Light –

NOUVELLES CRÉATIONS



– Complexe Desjardins –
livrées par des interprètes issus de la 24e édition de Ma première Place des Arts

MUSIQUE ROCK



– Scène Hydro-Québec–

RELÈVE, AUTEURS-COMPOSITEURS-INTERPRÈTES



– Scène Sirius XM –

MUSIQUE URBAINE, HIP-HOP, RAP, ÉLECTRO



– Scène Desjardins –

FRANCOS DE MONTRÉAL

30e édition
8 au 17 juin 2018

PROGRAMMATION EN SALLE

- 62 formations musicales en salle
- 75 % taux d'occupation moyen des salles
- 15 concerts affichant complets

« Il y a des hommages à Pauline Julien et à Jacques Brel, Claude Dubois est en vedette, et la jeune garde – Andréanne A. Malette, Émile Bilodeau et Eddy de Pretto – se taille une belle place dans la programmation. Bref, pour leurs 30 ans, les FrancoFolies de Montréal ont dévoilé mardi des spectacles qui devraient satisfaire tous les publics. »

ICI Radio-Canada, 18/02/06

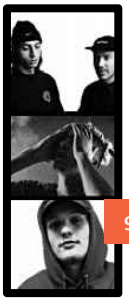
« Eddy de Pretto, une note parfaite aux Francos de Montréal. »

SAISON s'inspirer et célébrer l'art de vivre, 11/06/2018

COMPLET !

LES GRANDS SUCCÈS 2018

MTELUS
Capacité de + de 2000 spectateurs



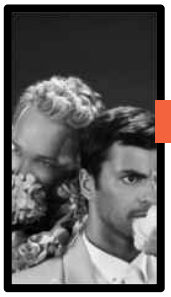
ROMÉO ELVIS X LE MOTEL | JOE ROCCA| FOUKI

9 JUIN



10 JUIN

EDDY DE PRETTO



16 JUIN

POLO & PAN

L'ASTRAL
+ de 500 spectateurs



14 JUIN

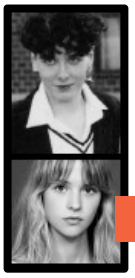
JULIETTE ARMANET

CLUB SODA
≈ de 900 spectateurs



15 JUIN

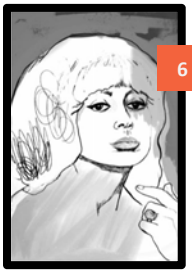
ÉMILE BILODEAU



HUBERT LENOIR | ANGÈLE

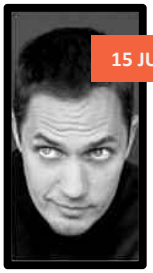
12 JUIN

THÉÂTRE MAISONNEUVE
+ de 1000



6 JUIN

LA RENARDE



15 JUIN

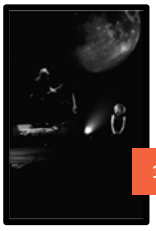
GRAND CORPS MALADE

CINQUIÈME SALLE
+ de 400 spectateurs



8 AU 10 JUIN

ROCH VOISINE



SUR LA LUNE

13 JUIN

MAISON SYMPHONIQUE DE MTL
+ de 1500 spectateurs



15 JUIN

ANDRÉANNE A.MALETTTE



15 JUIN

BREL
SYMPHONIQUE

SPECTACLES EXCLUSIFS ET CONCEPTS

Année après année, les Francos présentent des spectacles-concepts, des créations originales et des exclusivités. De plus, plusieurs artistes profitent du festival et de sa couverture médiatique pour lancer leur tournée à l'aide d'une première durant les Francos. C'est entre autres ce qui confère aux Francos un pouvoir attractif pour le public et permet au festival de se démarquer.

Journée 30e des Francos





30e

YANN PERREAU

Tombés du ciel, un salut au grand Jacques Higelin

Pour rendre un dernier salut au rockeur-poète qui laissera une marque indélébile dans l'histoire de la chanson francophone, Yann Perreau entouré de ses invités a fait entendre le riche répertoire du regretté Jacques Higelin. **Hubert Lenoir | Catherine Major | Anna Frances Meyer**

30e

La musique de STONE

Hommage à Plamondon

Ce concert composé uniquement de chansons écrites par Luc Plamondon étaient réorchestrées par Jean-Phi Goncalves. Ces nouveaux arrangements confèrent une touche actuelle et moderne à certaines œuvres incontournables du prolifique auteur.

Ariane Moffatt | Betty Bonifassi | BEYRIES | Catherine Major | Gabrielle Shonk | Klô Pelgag | La Bronze | Marie-Pierre Arthur | Martha Wainwright | Safia Nolin | Valérie Carpentier



Le dimanche 17 juin s'est ajouté à la programmation des neuf jours déjà prévus au calendrier des Francos 2018. **Cette journée supplémentaire a représenté une opportunité d'attractivité et de rayonnement pour le festival.** Un dimanche de plus a permis aux touristes étrangers de prolonger leur séjour et aux touristes québécois et à leur famille de profiter de cette journée spéciale, le tout pour baigner dans l'univers des Francos au cœur de la métropole francophone. En effet, le 17 juin était une occasion de rassemblement pour toute la population.

Les créations en direct



LA TRAVERSÉE

une rencontre artistique entre le Québec et la France

Quatre artistes d'ici et quatre artistes français se sont croisés de part et d'autre de l'Atlantique pour composer des chansons originales et monter un spectacle.

Québec : **Sara Dufour** | **Antoine Corriveau** | **Sophie Pelletier** | **Shawn Jobin**

France : **Pomme** | **Adrien Soleiman** | **Laura Cahen** | **Marvin Jouno**



RAPKEB ALLSTARZ

L'idée du collectif de musiciens Urban Science était simple : Rassembler en un seul show les forces vives du Rapkeb et les faire rapper en les accompagnant de la façon la plus groovy qui soit.

Koriass | **Alaclair Ensemble** | **Rymz** | **Lary Kidd** | **Dead Obies** | **Taktika** | **Joe** | **Rocca** | **Brown**

35K VISIONNEMENTS



Studio des Francos Bell



Cette année les Francos et Bell ont offert aux festivaliers la chance d'assister en exclusivité au processus créatif de deux spectacles inédits ! En effet, la 30e édition des Francos a marqué le retour du Studio des Francos Bell, un studio éphémère réservé aux artistes et cette année, ce ne sont pas moins de deux projets musicaux ambitieux qui ont été créés tout spécialement pour le festival.

LA TRAVERSÉE : une rencontre artistique entre le Québec et la France
Avec :
Québec : Sara Dufour | Antoine Corriveau | Sophie Pelletier | Shawn Jobin
France : Pomme | Adrien Soleiman | Laura Cahen | Marvin Jouno

RAPKEB ALLSTARZ
Avec :
Koriass | Alaclair Ensemble | Rymz | Lary Kidd | Dead Obies | Taktika | Joe Rocca | Brown

Spectacles exclusifs | Première | Lancement | Première montréalaise



La Renarde

Sur les traces de Pauline Julien

Pauline Julien, cette femme de force et de fragilité, mais aussi de passion et d'engagement, a été un modèle pour tous. Afin de souligner son apport considérable à la culture québécoise, des femmes de différentes générations et diverses disciplines se sont réunies pour faire revivre, en textes et en chansons, cette grande dame.

Erika Angell | Émilie Bibeau | Fanny Bloom | Sophie Cadieux | France Castel | Frannie Holder | Louise Latraverse | Amélie Mandeville | Klô Pelgag | Queen Ka | Ines Talbi



TTC Anniversary DJ set

Pour les 20 ans du groupe

Un retour en 2006 avec trois figures majeures de la scène hip-hop et électro d'ici et de France ! TTC a célébré ses 20 ans avec les 4 membres originaux du groupe, flow tranchant et beats contagieux à l'appui.

Teki Latex | Cuizinier | Tido | Orgasmic



Exterio / Kamakazi / Capitaine Révolte

Pour les 15 ans de SLAM DISQUES, Triple Headline avec 3 groupes emblématiques de la scène alternative québécoise : Exterio et Kamakazi qui célébraient respectivement leurs 25 et 10 ans sur scène, et Capitaine Révolte qui jouaient des pièces de son dernier album.



Roch Voisine

Une heure avec Roch Voisine

Pour la première fois de sa carrière, le chanteur aux millions d'albums vendus dans le monde a joué dans l'intime Cinquième Salle. Monté spécialement pour le 30e anniversaire des Francos, le spectacle du chanteur acadien a revisité son immense répertoire.



Seba et Horg | Dubmatique

Soirée Vintage à l'os

Le mythique groupe Dubmatique et les nouveaux rois du boom rap québécois Seba et Horg ont mis le party dans la place.



Sur la lune, souvenirs de Claude Léveillée

Un hymne à la beauté de l'imaginaire Léveillée.

Catherine Major | Daniel Lavoie | Ingrid St-Pierre | Pierre Flynn | Moran



DJ Fony + DJ 30 cm

Gabrielle Laïla Tittley plus connue sous le pseudo de Pony, cette fois-ci sous le nom de DJ FONY avec Dominic de Corridor, ont fait tourner les disques et les têtes !

INTÉRIEUR GRATUIT!



Ariane Zita

Lancement de son premier album tout en français *Oui mais non*.



Alain Lefèvre

L'événement 50e d'André Mathieu

À l'occasion des 50 ans du décès d'André Mathieu, le grand pianiste Alain Lefèvre a célébré, en première montréalaise, l'œuvre magistrale de cette figure incontournable de la musique québécoise.

Jean-Philippe Tremblay | Diane Dufresne | Marc Labrèche | Catherine Major



Raimen

20e d'Armageddon

Formé par le duo de rappeur Outra-22 et Nauf, Rainmen est considéré comme un groupe précurseur sur la scène hip-hop québécoise. Pour leur passage, les deux complices ont fêté avec nous les 20 ans de leur album culte Armageddon.

EXTÉRIEUR GRATUIT!

PLACE À LA RELÈVE

De par son rôle de chef de file pour la musique francophone au Québec, les Francos accordent **une place prépondérante aux artistes de la relève** aussi bien en extérieur qu'en salle. Les Francos sensibilisent le public et développent l'auditoire de ces artistes québécois et canadiens de la relève. En effet, les festivaliers peuvent découvrir gratuitement certains artistes sur une petite scène extérieure ou en première partie d'artiste établi et au fil des ans les voir prendre la tête d'affiche de spectacles.

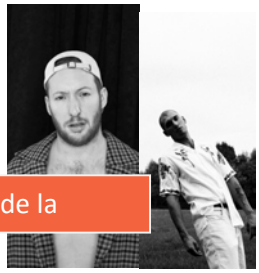
Quelques exemples d'artistes de la relève présentés aux Francos 2018 :

TÊTE D'AFFICHE

12 têtes d'affiche de la relève



Hubert Lenoir|Angèle
Club Soda 12 -06



RYMZ | Lary kid
Club Soda14-06



Émile Bilodeau
Club Soda 15-06



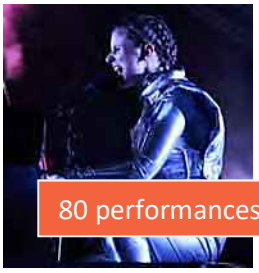
Juliette Armanet
L'Astral 14-06



Eddy de Pretto
MTELUS 10-06

SCÈNE GRATUITE

80 performances gratuites de la relève



Klô Pelgag
Scène Bell 10-06



LaF
Scène Desjardins15-06



Le Nombre
Scène Hydro-Qc 16-06



Sabrina Sabotage
Scène Sirius XM 12-06



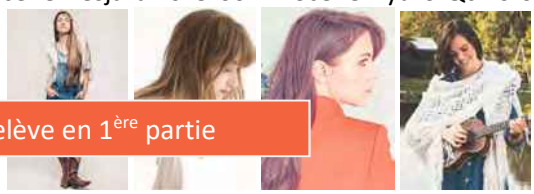
Maude Audet
Scène Loto-Qc 08-06

PREMIÈRE PARTIE

16 artistes de la relève en 1ère partie



Le Couleur
Pp de Polo & Pan
MTELUS 16-06



Amélie Hall 8-06, Caroline Savoie 9-06, Laura Gagné 10-6 et Marjolaine Morasse 11-6
Pp de Roch Voisine
Cinquième Salle, PdA



Andréanne A Malette
Pp de Marc Dupré
Centre Bell 09-06



Hollydays 15-06 et Voyou 16-06
Pp de Pierre Lapointe
Théâtre Maisonneuve

L'**École nationale de la chanson** (ÉNC) offre depuis 1999 une formation de 10 mois à temps plein aux jeunes auteurs-compositeurs-interprètes des quatre coins de la francophonie. La cohorte est soutenue et accompagnée par une équipe d'artistes et de professionnels chevronnés. Depuis 2012, les Francos organisent un spectacle en partenariat avec l'ÉNC. Le 8 juin 2018, à L'Astral, les étudiants de l'ÉNC et Dany Placard ont présenté le résultat d'une année d'apprentissage. Au total, c'est 21 artistes qui se sont produits sur scène.



AUTOUR DE LA MUSIQUE !

Les Francos c'est avant tout la musique ! Un festival unique en Amérique où les amateurs de musique francophone ont la chance de voir plus de **200 spectacles, dont près de 70% sont offerts gratuitement en extérieur au cœur du Quartier des spectacles.**

Par ailleurs, les Francos ont mis en place une foule de services et d'activités afin de maximiser l'expérience des artistes, professionnels et festivaliers aux Francos.

LES PETITS CONFORTS

Services et activités régulières

ZONE COORS LIGHT

Muni d'une scène, aire de détente, tables de ping-pong, véritable salle de spectacle en plein-air, la zone Coors Light est un lieu de rassemblement très prisé par les festivaliers.







STATIONNEMENTS GRATUITS POUR VÉLOS ET PLANCHES À ROULETTES

Deux espaces clôturés permettent aux festivaliers de se rendre aux Francos en vélo ou en planche à roulettes. Ces espaces surveillés par des agents de sécurité et permettent donc de les laisser en toute tranquillité. Ces zones sont situées à côté de bornes BIXI et aux abords des stations de métro Place-des-Arts et St-Laurent.

OFFRE ALIMENTAIRE RENOUVELÉE

Des classiques hot dogs et crème glacée, à la nourriture végétalienne en passant par des mets asiatiques ou des grillades, plus de 25 concessions alimentaires (mélange de camions de rue et de kiosques) sont disponibles sur le site des Francos afin de répondre aux besoins des festivaliers.





AIRES DE DÉTENTE

De nombreux espaces de terrasses aménagées afin de faire perdurer le plaisir des festivaliers à l'aide d'un breuvage à proximité des scènes extérieures et des kiosques alimentaires, leur permettant de s'asseoir et de profiter d'un peu d'ombre.

LA SALLE DE PRESSE

Lieu prisé des artistes, des professionnels et des journalistes qui gravitent autour de l'événement, elle offre un espace de travail et de réseautage hors pair. L'équipe d'attachés de presse du festival est sur place tout au long des Francos pour aider les professionnels présents.



Conférences de presse animées par **Nicolas Tittley** et transmises en direct :
> En direct avec **Grand Corps Malade**
> En direct avec **Camille**
> En direct avec **Eddy de Pretto**





EN PLUS : DJs sets d'Hubert Lenoir et Alexandre Martel !

FOIRE DES FRANCOS

Le samedi 9 juin de 11 h 00 à 19 h 00, la Foire des Francos fut une occasion de découvrir de nouveaux artisans, se procurer des articles promotionnels de ses artistes préférés ou encore dénicher des objets fabriqués localement tels que de la papeterie, des bijoux, des vêtements, des objets de décoration, etc. Cette année plus de 50 exposants y étaient présents.

PAIEMENT PAR CARTE

Depuis 2016, tous les kiosques alimentaires et de produits dérivés sur le site acceptent le paiement par carte. Une initiative essentielle permettant de maximiser l'expérience aux Francos.

BORNES DE RECHARGE POUR TÉLÉPHONES CELLULAIRES

7 bornes de recharge ont été mises à la disposition des festivaliers, leur permettant de rester connectés, d'immortaliser leurs souvenirs des Francos et de les partager avec leurs familles et amis sur les réseaux sociaux.

ÇA BOUGE SUR LE SITE EXTÉRIEUR!

Révolution du plan de site

À la suite de la réduction de l'espace public disponible autour de la place des Festivals (causé par les constructions temporaires notamment) le festival a innové en installant pour la première fois trois scènes sur le nord du site (Promenade des artistes). Ainsi, la deuxième scène en importance (scène Loto-Québec), qui était auparavant sur la rue Ste-Catherine, a été placée sur le parterre symphonique. Cette dernière proposait une programmation en alternance avec les deux autres scènes de la zone, soit la scène Sirius XM sur le petit parterre et la Hydro-Québec sur la Promenade des artistes.


Scène Loto-Québec


Scène Hydro-Québec


Scène Sirius XM

C'EST GOURMET!

NOUVEAUTÉ

Patio bouffe et beat le Lait !

DJ | Break dance | Graffiti en direct | Offre alimentaire

L'équipe des Francos cherche toujours à innover son offre sur le site extérieur. Voulant créer une nouvelle expérience 360 degrés, multi sensorielle, incluant une offre musicale, visuelle et alimentaire propre, le Patio le Lait a été créé de toutes pièces. Cette initiative est née dans une volonté de bonifier l'expérience des festivaliers.



Le nouveau **Patio bouffe et beat le Lait** a pris place sur l'Esplanade de la Place des Arts (PDA) pour la durée des Francos. Gratuit et ouvert de 17 h 00 à minuit tous les soirs, cet espace proposait des DJ, du breakdance, des graffitis en direct, des tatouages et ateliers de confection de macarons et, bien sûr, toute une offre alimentaire avec, *grilled-cheese* et macaronis aux fromages d'ici, maïs soufflé aux saveurs éclatées et *milk-shakes* décadents.

DE L'ANIMATION!

NOUVEAUTÉ

La Station Desjardins

Activités | Rencontre avec des artistes | Programmation urbaine

La Station située au pied des marches de la Place des Arts, proposait des activités tous les soirs pour les jeunes et liées avec l'univers de la scène urbaine comme des sessions de *scratch*, des *WordUP*! *battles*, du *beatboxing*, et plein d'autres surprises !



DÉVELOPPEMENT DE L'AUDITOIRE

Les Francos mettent en œuvre diverses stratégies pour favoriser l'accessibilité et le développement des publics telles que : le programme Prix FrancoFous et la présentation d'une grande variété de styles musicaux pour attirer tous les publics.

Prix FrancoFous
Tous les spectacles de la série Tout en chanson La Presse+ étaient présentés à petit prix.

En achetant un billet de 30 $ ou plus (avant frais) pour n'importe quel spectacle des Francos, les festivaliers pouvaient obtenir un billet gratuit pour un des spectacles FrancoFou de leur choix.

Styles musicaux variés
Musique du monde, hip-hop, musique urbaine, rétrospective de carrière ou d'œuvres musicales, les Francos ratissent très large pour attirer un public des plus variés.

Radio Néo

Radio Néo est une radio diffusée sur les ondes hertziennes à Paris, Lyon, Toulouse et Bourges et en numérique à travers le monde. Cette radio française exclusivement consacrée à la découverte de nouveaux talents musicaux francophones a approché Laurent Saulnier vice-président Programmation des Francos lors des RV Pros 2016 pour y participer. Il a participé à 10 capsules de septembre à juin 2018, où il a présenté des artistes francophones de la scène indépendante du Québec et d'autres provinces canadiennes, ayant une actualité en France (spectacles, vitrines, sorties d'album, etc.) faisant ainsi rayonner le talent musical canadien francophone de l'autre côté du globe.

« On cherche toujours à attirer un public assez jeune sans pour autant renier le passé. Voilà comment on parvient à réunir les fans des Dead Obies et de Klô Pelgag, ainsi que ceux de Daniel Bélanger et de Marjo ! »

Laurent Saulnier, directeur de la programmation

«This year's lineup offers a particularly exciting blend of veterans (Roch Voisine, Arthur H, Daniel Bélanger) and newcomers (Eddy de Pretto, Lou-Adriane Cassidy, LaF), covering a range of styles ranging from chanson and rock to rap and electronica. »

The Montréal Gazette, 08/06/2018

RÔLE STRUCTURANT ET IDENTITAIRE DES FRANCOS DANS L'INDUSTRIE MUSICALE FRANCOPHONE ET DU QUÉBEC

Particularités des Francos

> La spécificité **100% francophone** de la programmation constitue « LE » caractère distinctif des Francos ;

> Un calendrier scénique annuel de plus de **250 concerts dont plus de 70% sont offerts gratuitement** ;

> Un accès privilégié aux prestations musicales d'artistes en provenance de toute la francophonie avec plus de **200 formations différentes ;**

> Prépondérance de la relève et des nouvelles tendances musicales ;

> Une programmation éclectique : rock, world, rap, hip-hop, blues, électronique, chansons à texte ou populaires ;

> ***Les Rendez-vous Pros des Francos*** dont l'objectif est de fournir aux professionnels de l'industrie musicale francophone un lieu de réseautage performant pour leur développement d'affaires ;

> Les Francos constituent une **vitrine de diffusion et de promotion influente** et sont un formidable tremplin en raison de la **visibilité** conférée aux artistes et de l'opportunité de rencontrer les acteurs de l'industrie (maisons de disques, producteurs, agents, diffuseurs, captation télévisée et radiophonique, etc.). De plus, les Francos professionnalisent les métiers des arts (fournisseurs et travailleurs de l'ombre qui œuvrent à la mise en scène de spectacles et au déploiement de la carrière d'artistes).

Investir dans le développement de la carrière des artistes de la relève

En 2018, 59% des formations musicales appartenaient à la relève

En programmant une majorité d'artistes de la relève, les Francos participent :

- au positionnement et à la visibilité des artistes sur la scène québécoise, nationale et internationale ;
- au renouvellement de leur offre artistique ;
- à la vitalité, à la notoriété et au rayonnement de la chanson francophone ;
- au développement et à la sensibilisation des publics à ces nouveaux venus sur la scène musicale.

Les Francos donnent un élan à la carrière d'un artiste de la musique francophone. Dans une perspective de développement des artistes canadiens, un artiste suscitant un intérêt marqué auprès du public et des médias lors d'une première présence sur une scène extérieure est invité l'année suivante à se produire en salle en première partie et éventuellement à participer à un Grand événement sur la place des Festivals.

PRIX REMIS LORS DES FRANCOS

PRIX SPÉCIAL POUR LES 30 ANS!! 30e

La bourse 96.9 CKOI



Une bourse exceptionnelle de 30 000$ destinée à encourager un artiste de la relève, a été remise à Hubert Lenoir lors de la 30e édition des Francos.

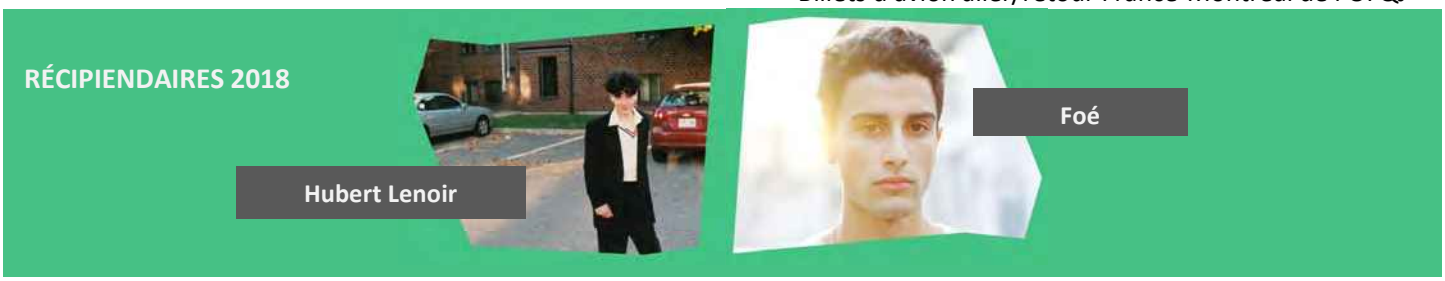
23e ÉDITION

Prix Félix-Leclerc

Créé en 1996 par la Fondation Félix-Leclerc en collaboration avec Les Francos, ce prix vise à **stimuler la création chez les jeunes auteurs-compositeurs-interprètes et à encourager la production et la diffusion de la chanson francophone**. Le prix se distingue par sa **réciprocité**. En effet, il permet à deux lauréats, l'un du Québec et l'autre de France, de se faire connaître outre-Atlantique. Pour être admissibles, les candidats doivent avoir un répertoire majoritairement composé de pièces originales francophones et avoir au moins un disque à leur actif.

Prix du récipiendaire québécois :
> **15 000 $** en bourse
> Invitation à participer aux **Francofolies de La Rochelle 2019**

Prix du récipiendaire français :
> **5 000 $** en bourse
> Invitation à participer aux **Francos de Montréal 2019**;
>Billets d'avion aller/retour France-Montréal de l'OFQJ



AU FRANCOS EN 2018

Partenariats avec les autres concours et festivals de musique francophone

Les Francos entretiennent depuis plusieurs années des liens privilégiés avec différents autres concours et festivals. Leurs gagnants respectifs sont invités à se produire sur l'une des scènes de l'événement lors de l'édition subséquente. Ainsi, cette année, ont participé aux Francos :

- **Festival international de la chanson de Granby** : Pierre Guitard
- **Chansons dans la mire, avec les gagnants du concours de Ma première Place des Arts,** spectacle-concept de la SACEF **:** Marie Boismenu-Gagnon, Lili Gauthier et Dave Bex
- **Les Francouvertes** : LaF
- **Vue sur la Relève** : Yokofeu
- **Vision Diversité** : Rebel Moon

8e ÉDITION DES RV PROS DES FRANCOS – 11 au 14 juin 2018

En 2011, profitant de ce grand rassemblement francophone, les Francos ont mis en place les **« Rendez-vous Pros des Francos »** (RV Pros) offrant ainsi un lieu privilégié de réseautage tant aux « pros » de l'industrie musicale, qu'aux artistes et médias du Québec et de l'étranger. Le tout, gratuitement.

Objectifs des RV Pros :

- ★ Création de passerelles internationales entre les différents intervenants du milieu ;
- ★ Faciliter les échanges et la promotion de nos artistes auprès des professionnels de la musique et des médias ;
- ★ Susciter les ententes d'affaires ;
- ★ Contribuer au rayonnement de Montréal comme plaque tournante de la production et de la diffusion de la musique francophone.

La 8e édition en bref :

- ★ **332 professionnels** accrédités (maisons de disques, agents, tourneurs, producteurs, programmateurs d'événements et autres représentants de l'industrie musicale du disque et du spectacle vivant ainsi que des médias) en provenance du **Québec**, de l'**Alberta**, du **Manitoba**, du **Nouveau-Brunswick**, de l'**Ontario**, de l'**Allemagne**, de **Belgique**, de **France**, de **Suisse.**
- ★ **1 grand apéro d'ouverture** à L'Astral réunissant quelque **200 pros** et autres représentants des organismes de soutien de l'événement.
- ★ **6 ateliers**, dont 2 *speed meetings* qui ont permis près de **160 rencontres** en tête-à-tête entre professionnels.
- ★ **9 vitrines** présentées par **les Francos**, la **SABAM,** la **SOCAN** et la **SACEM**.
- ★ Des **apéros-rencontres quotidiens** avec des prises de parole des représentants chaque soir.
- ★ Quelque 200 journalistes et photographes des quatre coins de la planète, accrédités pour les Francos et automatiquement accrédités aux RV Pros.





Résultat de l'étude de satisfaction des RV Pros :

- ★ 96 % de taux de satisfaction des répondants;
- ★ 99 % des répondants comptent revenir à la prochaine édition;
- ★ 82 % des répondants sont satisfaits des contacts qu'ils ont établis en vue de développer des échanges pour l'exportation de leurs artistes;
- ★ 72 % des répondants ont conclu (ou prévoient conclure) des ententes à la suite de leurs rencontres faites aux RV Pros des Francos 2018;
- ★ 94 % des répondants ont apprécié les activités proposées;
- ★ 99 % des répondants seraient prêts à recommander l'événement à des amis de l'industrie pour participer aux RV Pros des Francos 2019;
- ★ 36% des pros étaient nouvellement accrédités.

Ateliers, vitrines et apéros

	11 juin	12 juin	13 juin	14 juin
Ateliers et conférences	**SPEED MEETING**	**SPEED MEETING** **CONFÉRENCE :** *Règles et cadre juridique applicable en France* **ATELIER :** *Spectacles québécois en France* *La Traversée*	**ATELIER :** *La coécriture comme outil de développement* **REMISE DE PRIX :** 6e prix Christopher-J,-Reed	**BARBECUE**

Vitrines

FRANCOS







SACEM





SABAM





SOCAN





Prestations gratuites et ouvertes à tous

Apéro-rencontre

APÉRO SACEM



APÉRO SABAM



RV PROS

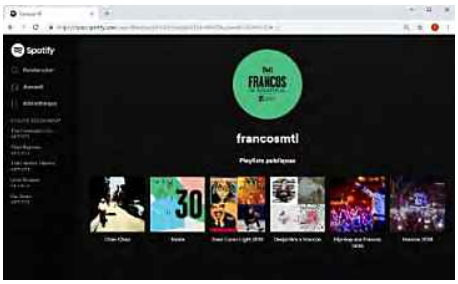
DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

Considérées comme la plus importante manifestation mettant à l'honneur l'univers musical de la francophonie, les Francos représentent un **produit touristique unique**. Afin de développer leur plein potentiel et afin de présenter à la clientèle une expérience complète et sur mesure, les Francos ont mis en place des stratégies de développement et des partenariats avec différents acteurs de l'industrie touristique.
Pour l'édition 2018, une approche de mise en marché touristique basée sur la prestation d'hébergement grâce à des stratégies de marketing relationnel permettant la **redirection systématique des flux touristiques du festival vers ses partenaires hôteliers a été élaborée**.



Axe d'intervention principal :
La promotion **Où loger** permettait aux festivaliers d'effectuer en ligne à partir de notre site, des réservations de chambres et cela, au meilleur tarif disponible. Cette année, l'utilisation de la carte interactive et de géolocalisation des établissements hôteliers et des attraits touristiques propulsée par la toute nouvelle plateforme **STAY22,** a permis aux festivaliers de visualiser et d'évaluer en temps réel, la distance séparant les différents points d'intérêts du festival des hôtels partenaires afin de conclure leur réservation.
Pour augmenter la visibilité des partenaires hôteliers et le nombre de visites sur la page des forfaits touristiques des Francos, une campagne de **remarketing** Google AdWords a été lancée et mise en place. Différentes extensions étaient proposées et redirigeaient l'internaute vers la page « Forfait et voyage » du site des Francos.

Axe d'intervention secondaire :
Afin de promouvoir l'événement auprès des visiteurs résidants à Montréal, il était offert aux membres de l'Association des hôtels du Grand Montréal d'utiliser différents outils promotionnels numériques pour animer leurs airs communs aux saveurs du Festival. Il était possible pour eux de télécharger gratuitement un montage vidéo promotionnel et d'accéder aux différentes listes de lecture officielles disponibles sur la plateforme Spotify.



Autre axe d'intervention:
Des activités autonomes ont été proposées à la clientèle touristique par le biais du site web des Francos.

- Visite pédestre – Le Vieux-Montréal VIP (VDM)
- Croisières du Bateau-Mouche

Partenariats :
Les Francos travaillent en étroite collaboration avec différents partenaires touristiques afin d'assurer la promotion de leurs offres touristiques.

HÔTELS PARTENAIRES

> Hyatt Regency Montréal (Hôtel officiel)
> Près de 100 établissements sur la plateforme de réservations

PARTENAIRES DE COMMERCIALISATION

> MontrealFest Hospitality (agence réceptive)
> Tourisme Montréal
> Tourisme Québec

AUTRES PARTENAIRES TOURISTIQUE

> Conservus
> L'Association des Hôtels du Grand Montréal (A.H.G.M)
> Stay22

MISE EN MARCHÉ ET PROMOTION

PLAN MÉDIA[1]

Importante campagne publicitaire multiplateformes (imprimé, télé, radio, application, Internet, affichage) sur le marché local, national et international

Marchés : Québec, reste du Canada, Nord-est américain (Nouvelle-Angleterre) et Europe francophone (France).

Valeur estimée à plus de **2.5 millions $**



OUTILS DE COMMUNICATIONS

> Affiche générale	3 000
> Affiches événements / spectacles	1 500
> Dépliant – spectacles en salles	130 000
> Dépliant – horaire complet	125 000
> Horaires	270
> Infolettres	9

CAMPAGNES PROMO



C'est cadeau aux Francos
But : Faire la promotion de l'événement auprès des plus jeunes
30 paires de billets à 30$
30 passes accès illimité au MTELUS



Promo « 30 pour 30 »
But: mettre en avant les **nouveautés** ou **classiques** du paysage musical francophone et faire la promotion de l'événement
30 personnalités québécoises partagent 10 de leurs chansons francophones favorites.



Concours « Vis tes Francos »
But: Faire la promotion de l'événement et en accroître sa notoriété
Plus de 23 000 $ en prix



Concours en partenariat avec les Inrocks (France)
But: faire rayonner les Francos en Europe
Billet d'avion aller-retour, logement et coupons restaurants.

[1] Voir Annexe 3 : Sommaire du plan média

SITE WEB

Outil de promotion nécessaire pour l'événement et pour les artistes qui bénéficient d'une visibilité impressionnante par la création d'une fiche artiste avec photos, vidéos, extraits de spectacles et entrevues, liens vers leurs plateformes sociales et mise en ligne d'extraits sonores.

En plus de la programmation, les internautes ont aussi la possibilité de s'abonner à l'infolettre. Le site web héberge aussi un onglet qui regroupe les initiatives touristiques mises en place par le festival et un onglet À Propos qui donne de l'information sur le festival : un historique, ses partenaires, les initiatives de développement durable.

FRÉQUENTATION

Période du 1 juillet 2017 au 30 juin 2018

428 993 visiteurs uniques
2 146 457 pages vues

NOUVELLE VERSION 2018

- Nouvelle présentation
- Site 100% adaptable
- Nouvelle identité visuelle
- Structure simplifiée



APPLICATION MOBILE

Les Francos offrent gratuitement l'application mobile Francos Montréal, qui permet de vivre le festival en tout temps sur un téléphone intelligent, le tout en quelques clics ou manipulations tactiles.

8 500 UTILISATEURS

NOTIFICATIONS PERSONNALISÉES

GÉOLOCALISATION

VIDÉOS ET CONCOURS EXCLUSIFS



ÉCOUTE EN LIGNE

Plusieurs listes d'écoute regroupant différents styles ont été créées pour le festival et étaient disponibles sur la première plateforme au monde : Spotify. Il était aussi possible d'écouter l'intégralité des choix des 30 personnalités de la promotion 30 pour 30 sur la plateforme Stingray.



MÉDIAS SOCIAUX

On assiste à une croissance continue de l'usage des médias sociaux, ce qui confirme l'importance de ces plateformes dans la promotion et la mise en marché de l'événement. Afin de faire rayonner le festival toute l'année, une gestionnaire de comptes développe un grand nombre d'actions sur les plateformes sociales telles que : des concours promotionnels, annonces de la programmation en direct des conférences de presse via Facebook et Twitter, interactions avec les abonnées, suggestions de spectacles et partage de photos. Les festivaliers et les artistes partagent aussi du contenu avec leurs adeptes, créant ainsi des effets viraux.

BEAUCOUP DE FANS!

57 000 mentions J'aime sur Facebook (2017 : 49 000) ↑ **16%**
21 400 abonnés Twitter (2017 :21 300) ↑ **1%**
9 200 abonnés Instagram (2017 : 7 800) ↑ **18%**

HIGHLIGHT 2018

Le contenu vidéo continue d'être le plus populaire !

- Créations *maison* pour l'annonce de la programmation (100 000 vues)
- Chansons complètes d'Éric Lapointe et Eddy de Pretto
- Toujours populaire : vidéo recap du premier weekend des Francos

Capsules avec
DIANDRA DESCHAMPS
> >
Ping-pong avec Ludovick Bourgeois
Entrevue éclatée : Hubert Lenoir
Entrevue éclatée : Angèle
Entrevue éclatée : France vs Québec
Vox pop : ta chanson préférée de Marjo
> >



100% INSTAGRAMMABLE!
BRIGADE INSTAGRAM
21 festivaliers avec des accès exclusifs



STORIES INSTAGRAM
70 000 vues



Création de contenus : Grâce à ses partenaires et commanditaires, la présence de l'événement sur les médias sociaux se bonifie. Les activations promotionnelles permettent une création de contenus par les festivaliers et augmentent le rayonnement des Francos durant l'événement. Ces activations bonifient l'expérience du festivalier et permettent la perpétuation dans le temps de leur participation à l'événement. De plus, l'utilisation de mots-clics officiels véhiculés par les partenaires vient intensifier la présence des Francos sur le web.

RELATIONS DE PRESSE

CONFÉRENCES DE PRESSE

Lancement de la programmation en salle
Date : mercredi 4 avril 2018 11h00
Lieu : Club Soda
Nombre de personnes présentes: 150

Annonce historique et dévoilement du concert de clôture gratuit
Date : jeudi 17 mai 2018 13h30
Lieu : Espace Paul-André Fortier, Édifice Wilder
Nombre de personnes présentes: 80

Lancement de la programmation extérieure
Date : mercredi 23 mai 2018 de 17h00 à 19h00
Lieu : Esplanade de la PDA
Nombre de personnes présentes: 150

Conférence de presse Bilan[2]
Date : samedi 16 juin 2018 16h00
Lieu : Salle Stevie Wonder
Nombre de personnes présentes : 40

TOURNÉE : PROMOTIONNELLE, TOURISTIQUE ET ARTISTIQUE

Divers membres de l'équipe des Francos participent à des événements médiatiques, touristiques et artistiques qui leur permettent d'être à l'affut des nouvelles tendances et de développer le marché au niveau des médias, des voyagistes ainsi que des organisateurs d'événements et de festivals.

DATE	ÉVÉNEMENT	LIEU
Octobre 2017	*GoMédia Canada Marketplace*	Halifax. Nouvelle-Écosse
Octobre 2017	MAMA	Paris, France
Octobre 2017	WOMEX	Katowice, Pologne
Novembre 2017	Congrès SATQ	Laval, Québec
Décembre 2017	Rencontres Trans Musicales	Rennes, France
Mars 2018	Rencontres avec des partenaires et lunchs de presse	Paris, France
Avril 2018	Canada Media Marketplace	San Francisco, États-Unis

[2] Voir Annexe 4 : Communiqué de presse bilan

RETOMBÉES MÉDIATIQUES

JOURNALISTES

En 2018, **144 journalistes locaux** et **30 journalistes étrangers ont été accrédités au festival.**[3]

REVUE DE PRESSE

422 articles dans les médias imprimés locaux et hors Québec, dont **39** « à la une » ;
1 311 articles et mentions dans les médias électroniques ;
1 275 reportages et mentions radio représentant plus de **55 heures** de temps d'antenne ;
254 reportages et mentions télévisés totalisant plus de **13 heures** de temps d'antenne.

La couverture médiatique des Francos a généré **1 733 articles** dans **plus de 255 médias nationaux et internationaux** en provenance de **17 pays.** En voici un échantillon :

Belgique: L'Avenir, Belga News Agency | 5 médias
Canada Hors Québec: La Presse Canadienne, msn.com | + de 35 médias
Québec: La Presse+, journaldemontreal.com | + de 180 médias
États-Unis: globenewswire.com, business.dailytimesleader.com | 16 médias
France: rocknfool.net, AFP Infos-Françaises | + de 65 médias

Soulignons également une couverture médiatique dans les pays suivants : **Algérie, Allemagne**, **Australie, Brésil, Haïti**, **Luxembourg, Mexique, Pays-Bas et Pérou**



[3] Voir Annexe 5 et 6 pour les listes des journalistes du Québec et hors Québec accrédités en 2018

PARTENARIATS MÉDIATIQUES



DIFFUSIONS, CAPTATIONS, RETRANSMISSIONS

Les diffusions et captations de divers spectacles permettent à des milliers de Québécois d'être au cœur des Francos, faisant perdurer le plaisir que procure le festival tout en développant l'auditoire. Elles s'inscrivent dans la stratégie de communication du festival et contribuent à son attractivité. Voici les captations, diffusions, enregistrements et retransmissions des Francos 2018 :

DIFFUSIONS RADIOS EN DIRECT

> **Rouge FM** a diffusé en direct les spectacles de la série *Les Grands spectacles Bell*, ainsi que ceux de la série *Les Soirées Ford*.

> La série ***En Marge CISM*** était en direct de 16 h à 19 h tous les jours du 9 au 17 juin.

> **CHOQ FM** était aussi en direct durant les Francos.

RADIO-CANADA AUX FRANCOS

> **Monique Giroux** était en direct de la Terrasse Sangria le 8 juin à 17h30 pour célébrer les 30 ans des Francos lors de l'enregistrement de son émission « Chants libres à Monique ».

> **Catherine Pépin**, l'animatrice de l'émission « Le temps d'une chanson » a convié le public, le 15 juin à 17h30, à une édition spéciale de son émission intitulée « 1968, l'année de tous les possibles ».

> Lancement de programmation **ICI Première** et **ICI Musique** le 16 juin de 17h à 19h.

> Le concert extérieur de **Yann Perreau** le 17 juin sur la scène Bell a été capté par **ICI Radio Canada Télé**.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les instances mondiales tendent à intégrer la culture comme partie prenante de la définition du développement durable au même titre que l'aspect environnemental, social ou économique. La culture constitue une composante essentielle de la qualité de vie.

Le Gouvernement du Québec a adopté l'Agenda 21, un cadre de référence à partir duquel pourront être mises en œuvre des actions qui permettront de renforcer les liens entre la culture et les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement durable.

Les Francos croient depuis longtemps en ce précepte et posent continuellement des gestes en vue d'améliorer l'impact qu'elles ont sur la société, qu'il soit d'ordre social, culturel, environnemental ou économique. Afin de témoigner de façon concrète de leur engagement, elles rassemblent dans une section de leur site internet tous les gestes qu'elles posent[4]. **Exemples d'initiatives :**

ASPECT ENVIRONNEMENTAL

Dans toutes ses actions, l'équipe des Francos de Montréal est fière de mettre en application le principe des 3RV, tel que défini dans la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles :

> Favoriser la **R**éduction à la source
> Optimiser le **R**éemploi
> Maximiser le **R**ecyclage
> **V**aloriser les matières organiques

Élimination de toutes les pailles en plastique sur le site.

Recyclage des huiles usées dans les kiosques alimentaires.

Récupération de l'eau de pluie pour arroser les bacs à fleurs.

Programme de compostage dans les bistros du site extérieur.

ASPECT SOCIAL

Distribution de billets de faveur à des organismes caritatifs.

Aménagement du site facilitant le déplacement des personnes à mobilité réduite.

Promotion de la culture des artistes d'ici via les vitrines des Rendez-vous Pros.

ASPECT ÉCONOMIQUE

Fournisseurs et design locaux des produits dérivés.

Contribue à la vitalité économique du Quartier des spectacles. Des centaines d'emplois, génèrent des millions de dollars en valeur ajoutée au PIB et en recettes fiscales aux gouvernements.

[4] Voir Annexe 7 Détails des initiatives en développement durable

SÉCURITÉ

En 2018, la sécurité devient un enjeu d'actualité et les festivals n'y échappent pas. Dans une récente étude, 97% des festivaliers trouvaient le site des Francos très ou assez sécuritaire[5].

Afin d'assurer la sécurité de ses festivaliers, des artistes ainsi que de ses employés, les Francos de Montréal mettent en place diverses actions telles que :

> Présence des Hirondelles afin d'assurer le bien-être et la sécurité des festivalières, des membres de la communauté LGBTQ+ et de tous ceux qui peuvent se sentir vulnérables pendant nos événements;
> Installation de blocs de béton à l'entrée du site;
> Travail en partenariat avec les différents diffuseurs afin de s'assurer que la sécurité est au cœur de leurs préoccupations;
> Collaboration avec le Service de police de la Ville de Montréal ainsi qu'avec le Service de sécurité incendie de Montréal;
> 1 000 employés de différents départements parcourant le site et assurant une présence pour aider les festivaliers, signifiant qu'une personne en situation de vulnérabilité se retrouve toujours à quelques pas d'un employé du Festival;
> 50 % de l'équipe d'accueil et de sécurité est féminine;
> Des couloirs de circulation sont mis en place dans les endroits où il y a des foules potentielles afin de permettre à toute personne de se rendre à des endroits plus tranquilles sur le site ainsi que pour faciliter son évacuation;
> Des espaces de détente permettent aux gens de se tenir à l'écart des foules lorsque le besoin s'en fait ressentir;
> Mise en place de mesures de sécurité d'urgence.



[5] Source : Francos de Montréal édition 2018 - Rapport provenance & achalandage - elevent, Octobre 2018

ANNEXE

1

PLAN DE SITE

PLAN DU SITE


MONDE DÉCOUVERTES
PARTERRE
ZONE RELAX
MAISON SYMPHONIQUE DE MONTRÉAL
SALLE WILFRID-PELLETIER
ESPACE Bell
CINQUIÈME SALLE
LE PATIO ROUGE ET BLEU
THÉÂTRE MAISONNEUVE
LE SHAG AU M2
MYELUS
CLUB SODA
ZONE Desjardins
LA MAISON DU FESTIVAL
PAVILLON BELL
CASTEL
LE LUMIÈRE HAL
ZONE
QUARTIER DES SPECTACLES MONTRÉAL
BOUL. DE MAISONNEUVE
RUE DE MONTIGNY
RUE JEANNE-MANCE
RUE SAINT-CATHERINE
RUE DE BLEURY
Bistro SAQ
Bar-terrasse à sangria Two Oceans
Gradins Bell
Terrasse La Presse+
Terrasse ESKA
Pavillon Bell
Scènes extérieures
Salles
Franco Bar Coors Light
Restauration
Borne de recharge à téléphones Bell
Chaise adirondack
Stationnement à vélos Desjardins
Station de métro
Stationnement
Info-Francos La Presse+
Accès pour personnes à mobilité réduite
Plateforme pour personnes à mobilité réduite
Toilettes
Premiers soins
Aide aux personnes vulnérables

ANNEXE

2

FORFAITS ET ACTIVITÉS TOURISTIQUES

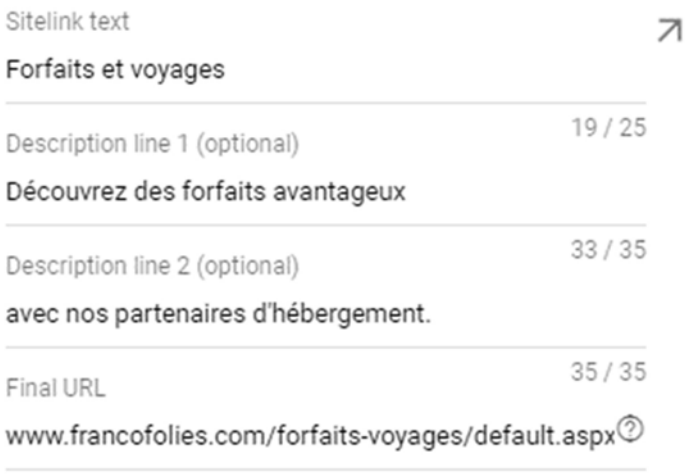
FORFAITS ET ACTIVITÉS TOURISTIQUES

VIEUX-MONTRÉAL VIP

Cette visite exclusive de deux heures en compagnie d'un guide professionnel offre une expérience privilégiée et personnalisée, avec des attentions particulières dont un rafraîchissement et une agréable pause dégustation. Elle inclut la visite intérieure de la basilique Notre-Dame, sillonne l'arrondissement historique de la place d'Armes à la place Jacques-Cartier, en passant par les rues Notre-Dame et Saint-Paul, et se termine à la place Royale.

CAMPAGNE PUB ADWORDS

Exemples de campagne Adwords avec extensions utilisées



ANNEXE

3

SOMMAIRE DU PLAN MÉDIA

Bell présente les

FRANCOS DE MONTRÉAL.

en collaboration avec

LOTO QUÉBEC

Sommaire

Valeur finale

Valeur de la campagne Imprimée	133 001 $ À cette valeur s'ajoute celle des publications
Valeur de la campagne Radio	776 737 $
Valeur de la campagne Télévision	219 425 $
Valeur de la campagne Internet	153 789 $
Valeur de la campagne La Presse+	789 150 $
Valeur de la campagne Affichage	96 791 $
Valeur de la Campagne touristique canadienne	52 940 $
Valeur CA de la Campagne USA et Europe	120 743 $
Valeur totale >	2 342 576 $

ANNEXE

4

COMMUNIQUÉ DE PRESSE BILAN

Bell

FRANCOS DE MONTRÉAL

LOTO QUÉBEC

Communiqué
Pour diffusion immédiate

Bilan de la 30e édition des Francos de Montréal

Montréal, le samedi 16 juin 2018 —

A comme Alaclair Ensemble – Parce que c'est ça que c'tait.
B comme Bell – Pour 10 ans de plus !
C comme Clôture (Higelin/Stone) – Déjà demain !
D comme Daniel Bélanger – Peut-être pas six milliards, mais aucune solitude.
E comme Eddy de Pretto – Premier passage remarqué.
F comme Foule – Un million de fois merci !
G comme Gratuit – Près de 150 concerts gratuits pour vous !
H comme Hirondelles – Parce qu'on tient à vous.
I comme Intime – Roch Voisine, tout simplement.
J comme Juliette Armanet - <3
K comme Karaoké (Éric Lapointe) – Tout un party mon Éric !
L comme Loto-Québec – 90 minutes, pour faire durer le plaisir…
M comme Médias – Plus de 200 journalistes accrédités dont 80 journalistes internationaux !
N comme Nostalgie (Marjo) – La reine du rock !
O comme Oh ouiiii – Une bourse de 30 000 $ offerte par 96.9 CKOI à l'un des artistes de la relève
P comme Prix Félix-Leclerc – Bravo Hubert !
Q comme Québec – France et LA Traversée – Une belle collabo transatlantique !
R comme Renarde – Les Femmes à l'honneur, pour célébrer Pauline Julien.
S comme Sourire – Vous êtes beaux !
T comme trois cent inscriptions aux rendez-vous Pros.
U comme Universel – S'affranchir des frontières.
V comme Vitrine – Relève assurée. Place aux jeunes talents ! Notamment Fouki.
W comme Wow – Juste…wow !
X comme xox – Y'a d'l'amour aux Francos.
Y comme Yolo (jeunes) – Parce qu'on n'a qu'une seule vie.
Z comme ZZZ – Plus que 360 dodos avant la prochaine édition !

MERCI et à l'année prochaine !
12 au 22 juin 2019 : 31e édition
30e édition des Francos de Montréal : 8 juin au 17 juin 2018

— 30 —

Téléchargez les photos et les dossiers de presse au ftp.equipespectra.ca
nom d'utilisateur : ffcommclient mot de passe : Francos
Les journalistes actifs sur Twitter sont invités à utiliser ces références : #FrancosMTL ou @FrancosMtl

Source : Les Francos de Montréal — 514 288-5309
Renseignements (médias) :
Greg Kitzler, directeur, Relations de presse et médias sociaux — 514 288-5309, poste 3907 ; greg.kitzler@equipespectra.ca
Éliane Lévesque, attachée de presse — 514 288-5309, poste 3908 ; eliane.levesque@equipespectra.ca
Élise Casavant, attachée de presse — 514 288-5309, poste 3909 ; elise.casavant@equipespectra.ca
Alain Des Ruisseaux, attaché de presse — 514 288-5309, poste 3911 ; alain.desruisseaux@equipespectra.ca
Isabelle Lavigne, attachée de presse — 514 288-5309, poste 3913 ; isabelle.lavigne@equipespectra.ca
Renseignements (public) : Ligne info-Francos La Presse+ — 514 876-8989 ou sans frais 1 855-FRANCOS ; Francos.com


UN BIEN BEAU 30e
LES FRANCOS DE A à Z


A


B


YANN PERREAU
La musique de
STONE
Plamondon


D


E


F


G


H


I


J


K


SCÈNE LOTO-QUÉBEC
FRANCOS
L


FRANCOS
M
Marjo affr


N


30e
O


Bell
FRANCOS


Q






RU
PROS












MERCI
et à l'année prochaine !


Merci à nos commanditaires officiels
Bell


Merci à nos commanditaires officiels


Merci à nos partenaires gouvernementaux
et organismes de soutien et partenaires de la francophonie


Merci à nos partenaires médias


Merci à nos fournisseurs officiels




Bell
FRANCOS
DE MONTRÉAL

ANNEXE

5

LISTE DES JOURNALISTES DU QUÉBEC ACCRÉDITÉS

Liste des journalistes du Québec accrédités

Nom	Média	Fonction
Alain Brunet	Journal Métro	journaliste
Alain De Repentigny	Les Artszé	journaliste
Alain Mercier	ICI Musique / Radio-Canada	journaliste
Annie Rochefort	MeteoMedia	journaliste
Ansfrid Tchetchanigbo	CKUT	journaliste
Antoine Bordeleau	Radio-Canada	journaliste
Antoine Jourdan	Huffpost	journaliste
Ariane Gratton-Jacob	99scènes.com	journaliste
Arlette Fara	Radio-Canada	journaliste
Bénédicte Lebel	atuvu.ca	journaliste
Benoit Beaudry	Voir.ca	journaliste
Bernard Michaud	recherchiste ICI Musique	journaliste
Bilal Butt	recherchiste Radio-Canada	journaliste
Blanca Victoria Solorzano	Stingray	journaliste
Brendan Kelly	La Presse	journaliste
Bruno Lapointe	Radio Énergie	journaliste
Camille P. Parent	magazine Fugues	journaliste
Caroline Vigeant	FM 103.3	journaliste
Catherine Beauchamp	Baron Mag	journaliste
Catherine Chantal-Boivin	URBANIA Musique	journaliste
Catherine Pépin	Blog Leche-vitrine	journaliste
Christelle St-Julien	La Metropole.net	journaliste
Christophe Rodriguez	RDI	journaliste
Claude Côté	La Presse	journaliste
Claude Thibault	Salut Bonjour	journaliste
Colette Schryburt	Ici Musique	journaliste
Daisy Le Corre	MatTv	journaliste
David Bush	HHQc.com	journaliste
David MacIntyre	Ic3y Mag	journaliste
Denys Lelièvre	Magazine 7 jours	journaliste
Douglas Griffiths	Maudits Francais	journaliste
Élise Jetté	Les Meconnus	journaliste
Émilie Gauthier	Ton Barbier	journaliste
Emmanuel Liodenot	MatTv	journaliste
Emmanuelle Lambert	inter-peura	journaliste
Eramelinda Boquer	Radio-Canada	journaliste
Eric Parazelli	Montreal Gazette	journaliste
André, Claude	COGECO (98,5 FM, CKOI, Rythme)	journaliste
Annie Rochefort	Magazine Son et Image	journaliste

Liste des journalistes du Québec accrédités

Nom	Média	Fonction
Arel-Dubeau, Amélie	Choq.ca	journaliste
Aubry, Émilie	CHOQ.ca	journaliste
Azzoug, Anis	Sucré Salé TVA	journaliste
Bélanger, Annie	Journal de Montréal	journaliste
Bérubé-Lupien, Émilie	Maudits francais	journaliste
Bibeault, Mathieu	Radio-Canada	journaliste
Boissonnault, Mélanye	FF	journaliste
Bonnard, judith	Esther aux premieres loges	journaliste
Bordeleau, Antoine	atuvu.ca	journaliste
Bouchard, Marie-Pierre	Feu à Volonté	journaliste
Bourdages, Luce	radio-canada	journaliste
Boyer, Charles	Radio Canada	journaliste
Brunet, Alain	radio-canada	journaliste
Brunet, Andrée-Anne	WebRadio Mixcloud	journaliste
Brunette, Patrick	Magazine Saison	journaliste
Bussières, Frédéric	Journal de Montréal	journaliste
Calcagno, Leonardo	La Presse	journaliste
Caron, Barbara-Judith	Eklectik Média	journaliste
Ceretti-Lafrance, Emmanuelle	Radio-Canada / Media Ranch TV	journaliste
Clavet, Alain	Fm 103,3	journaliste
Coté, Claude	Radio Canada	journaliste
Côté, Émilie	L'Outarde Libérée	journaliste
Cournoyer, Sabrina	Flashquebec.info	journaliste
Courteau, Alexandre	Eklectik Média	journaliste
Coutu-Perrault, Ariane	Touki Montréal	journaliste
Daigle-Garneau, Samuel	ICI musique (recherchiste)	journaliste
Daigneault, Coralie	CIBL Radio Montréal	journaliste
Delisle-Crevier, Patrick	Quartier Libre	journaliste
Delorme, Isabelle	The Montreal Times	journaliste
Dénommée, Olivier		journaliste
Desrosiers, Malika	radio-canada	journaliste
Dostaler, Ariane	Les meconnus	journaliste
Dufernoy, Kevin	198.5 fm	journaliste
Duhamel, Claude	Sorstu.ca	journaliste
Dunlevy, T'Cha	Stingray Music	journaliste
Dupuis, jordan		journaliste
Dupuis, Michel	ICI Musique	journaliste
Fraser, Maude	Radio-Canada	journaliste
Fraser-Jodoin, Maude	URBANIA Musique	journaliste

Liste des journalistes du Québec accrédités

Nom	Média	Fonction
Gauvin, Marie-Josée	Le Devoir	journaliste
Gendron-Martin, Raphaël	Bible urbaine	journaliste
Ghibaudo, Marion	Paroles et Musique / SOCAN	journaliste
Grimaldi, Francine	Voir.ca	journaliste
Guibbaud, Valérie	recherchiste Radio-Canada	journaliste
Hardy, Esther	Ici Radio Canada Premiere	journaliste
Hébert-Lévesque, Maxime	Sorstu.ca	journaliste
Jetté, Élise	QuebecSpot Media	journaliste
Jules Bordeleau	Fabiola Pinto recherchiste	journaliste
Kirouac, Anne-Marie	journal de Montréal	journaliste
Labrèche, Louis-Philippe	Ici Musique recherchiste	journaliste
Lalonde, Jean	TVA Nouvelles	journaliste
Lapointe, Amélie	Agence QMI	journaliste
Lapointe, Bruno	Le Devoir	journaliste
Lapointe, Josée	Radio Canada	journaliste
Laroche, Matthieu	SMR Culture Plus	journaliste
Lavoie, Caroline	Ici Radio Canada	journaliste
Lebel-Matte, Benedicte	Hier Soir à Paris	journaliste
Leclair, Stephane	Journal de Montréal	journaliste
Lefèvre-Mons, Manon	Huffpost Quebec	journaliste
Legault, Janie-Maude	MeteoMedia	journaliste
Lessard, Marie-Claude	HHQc.com	journaliste
Liodenot, Emmanuel	Meteomedia	journaliste
Maheux, Diane	L'Outarde Libérée	journaliste
Martel, François	Global News	journaliste
Martin, Thomas	Le devoir	journaliste
Martinez, Sergio	Voir.ca	journaliste
McQuade, Penelope	ICI musique	journaliste
Mélanye Boissonnault	Montrealrocks.ca	journaliste
Melissa Pelletier	Ici Musique	journaliste
Ménard, Sylvain	La vitrine.com	journaliste
Mongrain, Marc-André	Journal Metro	journaliste
Monson, Zachary	Orbita Popular	journaliste
Morin, Clotilde	Huffpost Quebec	journaliste
Myriam Fehmiu	MaTv	journaliste
Ouimet, Louis-Philippe	Bell Media / BOOM	journaliste
Pageau-Marcotte, audrey	Journal Métro	journaliste
Papineau, Philippe	Les Artszé	journaliste
Paquet, Michelle	ICI Musique / Radio-Canada (Recherchiste)	journaliste

Liste des journalistes du Québec accrédités

Nom	Média	Fonction
Parazelli, Éric	MeteoMedia	journaliste
Paris, Marie	CKUT	journaliste
Parker, Julie	Radio-Canada	journaliste
Perrin, Catherine	Huffpost	photographe
Perrin, Victor	99scènes.com	photographe
Pinos, Leigh-Anne	Radio-Canada	photographe
Pinto, Fabiola	atuvu.ca	photographe
Plante, Stéphane	Voir.ca	photographe
Poitras, Marie-helene	recherchiste ICI Musique	photographe
Poulin, Marie-Andrée	recherchiste Radio-Canada	photographe
Pradier, Samuel	Stingray	photographe
Renaud, Philippe	La Presse	photographe
Rezzonico, Philippe	Radio Énergie	photographe
Richard, Sylvain	magazine Fugues	photographe
Richer, Catherine	FM 103.3	photographe
Rigot, Mathieu	Baron Mag	photographe
Rodriguez, Christophe	URBANIA Musique	photographe
Roy, Marie-Josée	Blog Leche-vitrine	photographe
Salomon, Rebecca	La Metropole.net	photographe
Samuel Mauffette, Antoine	RDI	photographe
Saumure, Véronique	La Presse	photographe
Simon-Clerc, Nathalie	Salut Bonjour	photographe
Spector, Dan	Ici Musique	photographe
Sylvain Cormier	MatTv	photographe
Thérien, Valérie	HHQc.com	photographe
Therrien, Pierre	Ic3y Mag	photographe
Tortorici, Giosi	Magazine 7 jours	photographe
Trottier, Marie-Christine	Maudits Francais	photographe
Valette, Philippine	Les Meconnus	photographe
Valois-Nadeau, Benoit	Ton Barbier	photographe
Velarde, Frida	MatTv	photographe
White, Patrick	inter-peura	photographe
Wilson, Gregory	Radio-Canada	technique
Yelle, Marie-Pier	Montreal Gazette	technique

ANNEXE

6

LISTE DES JOURNALISTES HORS QUÉBEC ACCRÉDITÉS

Liste des journalistes hors Québec accrédités

Nom	Prénom	Média	Pays	Fonction
Baer	Édouard	NOVA - Animateur	France/Paris	journaliste
Berrebi	Stéphanie	FrancoFans	France/Paris	journaliste
Bertini	Philippe	Nice Matin	France/Nice	journaliste
Beyer	Serge	Longueur d'Ondes	France/Paris	journaliste
Boucher	Hélène	Amina Magazine	France/Villenave d'Ornon	journaliste
Cadoret	Angélique	Virgin Radio / SoonNight	France/Paris	journaliste
Chaminade	Damien	FERAROCK	France/Paris	journaliste
Chemouny	Éric	Je Suis Musique	France/Paris	journaliste
Davignon	Aurore	48 FM 105.0, Radio Panik 105.4, Radio Rectangle	Belgique/Bruxelles	journaliste
Davroy	Gabrielle	Vivacité	Belgique/Liège	journaliste
Debroy	Satyabrata	bd24live.com	Canada/Montréal	journaliste
Delneste	Yannick	Sud-Ouest	France/Paris	journaliste
Demaily	Patrice	Tsugi/Libération	France/Paris	journaliste
Diao	Camille	NOVA - Co-animatrice	France/Paris	journaliste
Dolbec	Lysandre	HITWEST	France/Nantes	journaliste
Dummer	Jennifer	jennismusikbloqc	Allemagne/Berlin	journaliste
Fall	Azzédine	Les Inrocks (Foodie, Voyage, Tourisme)	France/Paris	journaliste
Gloanec	Baptiste (Léo)	HITWEST - Animateur	France/Nantes	journaliste
Gosselin	Michael	TV5 Monde	France/Paris	journaliste
Keller	Athenais	Le Figaro	France/Paris	journaliste
Marc	Nicolas	La Scène	France/Nantes	journaliste
Mello	Marie	RFI Musique	Canada/Montréal	journaliste
Moubarak	Louis	Francophonie Express	Canada/Montréal	journaliste
Rodrigue	Valérie	Mariefrance.fr	France/Paris	journaliste
Simonin	Patrick	TV5 Monde	France/Paris	journaliste
Soundiram	Mina	Les Inrocks (Foodie, Voyage, Tourisme)	France/Paris	journaliste
Souvant	Jack	NOVA - Complice	France/Paris	journaliste
Tremblay	Pierre	Radio 3 RTHK	Chine/Hong Kong	journaliste
Vardanyan	Alexander	Channel 6	Russie	journaliste
Weber	Pauline	Beaux Arts Magazine	France/Paris	journaliste

ANNEXE

7

LISTE DES PROFESSIONNELS ET DÉLÉGUÉS

Liste des professionnels et délégués

Nom	Prénom	Entreprise	Ville	Province/pays
Blais	Stephanie	Post Script	Edmonton	Alberta
Dummer	Jennifer	Jennifer Dummer (la culture québécoise dans l'espace germanophone)	Berlin	Allemagne
Méli	Max	Back in the Dayz	Bruxelles	Belgique
Dumont	Valérie	This Side Up! / Québécofolies	Bruxelles	Belgique
Farinnella	Julien	Art-i	Liège	Belgique
Davignon	Aurore	Emission Tabarnak diffusée sur 48FM - Radio Rectangle et Radio Panik	Liège	Belgique
Maquet	Frédéric	Les deux ours	Liège	Belgique
Philippe	Kopp	Live Nation Belgique	Liège	Belgique
Wilkin	Xavier	Live Nation Belgique	Liège	Belgique
Renard	Nicolas	NR ARTIST MANAGEMENT	Uccle	Belgique
Lemée	Céline	À gauche de la lune	Lille	France
BIGALLET	VINCENT	BAAM PRODUCTIONS	LYON	France
BOUGEL	CAMILLE	BAAM PRODUCTIONS	LYON	France
Teglia	Patricia	Aoura	Paris	France
Chamorro	Daniel	Astérios	Paris	France
Blanchard	Mélodie	Caramba	Paris	France
VINCENOT	GUILLAUME	ÉCOUTE DON' ÇA / EDC SPECTACLES	Paris	France
Olivier	Agathe	Initial	Paris	France
Buche	Clotaire	Junzi	Paris	France
LEVRON	ANNE CLAIRE	LE RAT DES VILLES	Paris	France
NIORE	Marc-Azad	NEOGENE MUSIC	Paris	France
Pierret	Emmanuel	NEOGENE MUSIC (https://www.facebook.com/neogenemusic)	Paris	France
Renet	Aline	Prodiss	Paris	France
Seguineau	Malika	Prodiss	Paris	France
Zamora	Sébastien	Zamora Productions	Paris	France
Julien	Desaulniers	Festival du Voyageur	Winnipeg	Manitoba
Chouinard	Carole	Carole Chouinard, gérance d'artistes	Memramcook	New Brunswick
Clériot	Mélanie	Festival Inspire	Moncton	Nouveau-Brunswick
Emond	François	Jeux de la Francophonie 2021	Moncton	Nouveau-Brunswick
Frigault	Julie	Julie Frigault	Moncton	Nouveau-Brunswick
Forget	Xavier	Centre national des Arts	Ottawa	Ontario
Bénac	Michel	LaFab Musique	Ottawa	Ontario
Gagnon	Tracy-Ann	LaFab Musique	Ottawa	Ontario
Murphy	Rodney	SOCAN	Toronto	Ontario
Coutu	Michel	Diffusion Mordicus	Amqui	Québec

Liste des professionnels et délégués

Nom	Prénom	Entreprise	Ville	Province/pays
Bourget	Alain	1 2 3 GO PRODUCTIONS	Blainville	Québec
Lafleur	France	Productions bonne maison	Boischatel	Québec
Angers	François	Francois Angers	Boucherville	Québec
Bruno Robitaille	Bruno	École nationale de la chanson / Chainon Manquant	Bromont	Québec
Douvillez	Kevin	Le réseau Chaînon	Bromont	Québec
Gibson	Mark	Kindomusik	Cowansville	Québec
Lavallée	Pascal	Kindomusik	Cowansville	Québec
Le Blanc	Benoit	Kindomusik	Cowansville	Québec
Bélisle	Hélène	Festival de la chanson de Granby	Granby	Québec
Lachance	Pierre	Les disques de la cordonnerie	Lachine	Québec
Kennedy	Ryan	Ryan kennedy music	Lagounaris	Québec
Dendane	Sara	[co]motion / MTL WOMEN IN MUSIC	Laval	Québec
Dupuis-Brault	Marie-Kim	[co]motion, agitateur de culture	Laval	Québec
monzolo	BOURKI	cartierville	Laval	Québec
Yacine	Elkaouachi	Smoking Camel	Laval	Québec
Marcoux	Steve	Steve Marcoux	Laval	Québec
Pouliot	Alex	Artifice	Lévis	Québec
Bilodeau	Stephane	Productions La Voix LActée	Longueuil	Québec
Collin	Sebastien	Sebastien Collin	Longueuil	Québec
Blanchet	Jean-François	Torpille Promo Radio	Longueuil	Québec
Brunet	Catherine	Torpille Promo Radio	Longueuil	Québec
Morasse	Marjolaine	Torpille Promo Radio	Longueuil	Québec
Privée	Marie-France	Torpille Promo Radio	Longueuil	Québec
Coulombe	Shantale	123go Productions	Montréal	Québec
Davis	Ronald	Accès Musiqc	Montréal	Québec
Lefebvre	Denise	Ad Litteram	Montréal	Québec
Préfontaine	Pascale	Ad Litteram	Montréal	Québec
Senécal	Marilyse	Ad Litteram	Montréal	Québec
Lombart	Guillaume	Ad Litteram / Livetoune	Montréal	Québec
Julie	Gariepy	Adisq	Montréal	Québec
Bourget	Nathalie	Agence RubisVaria	Montréal	Québec
Dauvissat	Astrid	Agence RubisVaria	Montréal	Québec
Hamel	Marypier	Agence RubisVaria	Montréal	Québec
St-Amand Courcy	Maude	Agence RubisVaria	Montréal	Québec

Liste des professionnels et délégués

Nom	Prénom	Entreprise	Ville	Province/pays
Tremblay	Emilie	Ambiances Ambigues	Montréal	Québec
Dufaud	Stéphanie	Ambiances Ambiguës	Montréal	Québec
Eric	Harvey	Ambiances Ambiguës	Montréal	Québec
Garnier	Flora	Ambiances Ambiguës	Montréal	Québec
Juneau	Jonathan	Ambiances Ambiguës	Montréal	Québec
Poulin	Fred	Ambiances Ambigues - Duprince	Montréal	Québec
Garnier	Flora	Ambiances Ambiguës / Duprince	Montréal	Québec
Matte	Brigitte	Anacrouse	Montréal	Québec
Sanchez	Angelina	Angelina Sanchez	Montréal	Québec
Parang	Mia	Apple Music / iTunes Canada	Montréal	Québec
BeauBien	Yzabel	Association des professionnels de l'édition musicale (APEM)	Montréal	Québec
Payette	Jérôme	Association des professionnels de l'édition musicale (APEM)	Montréal	Québec
Boussâa	Nora	Audiogram	Montréal	Québec
Craig	Philippe	Audiogram	Montréal	Québec
Gasselsdorfer	Elizabeth	Audiogram	Montréal	Québec
Gilbert	Mélanie	Audiogram	Montréal	Québec
Guay	Justine	Audiogram	Montréal	Québec
Guimond	Léandre	Audiogram	Montréal	Québec
HD	Alixe	Audiogram	Montréal	Québec
Lebel	Laurence	Audiogram	Montréal	Québec
Robillard	Stephanie	Audiogram	Montréal	Québec
Roy	Estelle	Audiogram	Montréal	Québec
Toptchiian	Marina	Audiogram	Montréal	Québec
Bony	Florent	Aurores Montréal	Montréal	Québec
Dumas	Joss	Bandit	Montréal	Québec
Lafleur	Karine	Believe Distribution Services	Montréal	Québec
Corbeil-Savage	Francis	Bell Média	Montréal	Québec
Menon	Bertrand	Bertrand Menon, Avocat	Montréal	Québec
Jarry	Maxime	Bleu Carpette	Montréal	Québec
Pinet	Valérie	Bloc Notes Music Publishing	Montréal	Québec
Thibault	Marie-Pier	Bloc Notes Music Publishing	Montréal	Québec
Délice	Gourmet	Bonsound	Montréal	Québec
Francoeur Chalifour	Samuel	Bonsound	Montréal	Québec
Kachani	Lina	Bonsound	Montréal	Québec
La Haye	Vanessa	Bonsound	Montréal	Québec

Liste des professionnels et délégués

Nom	Prénom	Entreprise	Ville	Province/pays
Masse	Yanick	Bonsound	Montréal	Québec
Pelletier	Jérémie	Bonsound	Montréal	Québec
Rochon	Marie-Eve	Bonsound	Montréal	Québec
Tremblay	Eric	Bonsound	Montréal	Québec
Murray	Jane	Bonsounr	Montréal	Québec
Facal	Carole	Caracol / LADY Publishing	Montréal	Québec
Desjardins Chiasson	Renelle	Centre Phi	Montréal	Québec
Désormiers	Laurianne	Centre Phi	Montréal	Québec
Melançon	Cédric	Chased By Creatures	Montréal	Québec
Jalbert	Claudie	Claudie Jalbert	Montréal	Québec
Bouchard	Marie-Eve	Club Soda	Montréal	Québec
Perron	Julie	co-motion	Montréal	Québec
Pellan	Gaetan	Consulat général de France Montréal	Montréal	Québec
Desjardins	Julie	Coop Les Faux-Monnayeurs	Montréal	Québec
Thibodeau	Melissa	Coop Les Faux-Monnayeurs	Montréal	Québec
Paquin	Sébastien	Costume Records	Montréal	Québec
Rondeau	William	Costume Records	Montréal	Québec
Ouimet	Isabelle	Coup de coeur francophone	Montréal	Québec
Drouin	Mathieu	Crystal Math	Montréal	Québec
Mongrain	Marc-André	Culture Cible / Sors-tu.ca	Montréal	Québec
H.Maheu	Julien	Dare To Care	Montréal	Québec
Garneau	Myriam	Dare To Care Records	Montréal	Québec
Giguère	Alexandre	Dare To Care Records	Montréal	Québec
Gingras	Nathalie	Dare To Care Records	Montréal	Québec
Nadeau	Alexandra	Dare To Care Records	Montréal	Québec
Parenteau	Louis-Pierre	Dare to Care Records	Montréal	Québec
Bacave	Charlotte	Dare To Care Records | Grosse Boite	Montréal	Québec
Bergeron	Sonia	Dare To Care Records | Grosse Boîte	Montréal	Québec
Verona	Kiki	Dark Rain Pictures	Montréal	Québec
Lacombe	Sarah	De Flore	Montréal	Québec
Du Berger	Raymond	Disques Artic inc.	Montréal	Québec
Anthony	Mouton	Distribution Select	Montréal	Québec
Parent-Roy	Dorothée	Distribution Select	Montréal	Québec
Tellier	Jean-Cimon	Duprince / Ambiances Ambiguës	Montréal	Québec
Barbosa	Pedro	e-Bola Musik	Montréal	Québec
Rixhon	Eddy	Eddy Rixhon	Montréal	Québec

Liste des professionnels et délégués

Nom	Prénom	Entreprise	Ville	Province/pays
Bonnal	Juliette	Éditorial Avenue	Montréal	Québec
Lafrance	Guillaume	Éditorial Avenue/Audiogram	Montréal	Québec
DAMAWOU	KOKOU	EK MUSIC	Montréal	Québec
Gagne	Emilie	Emilie Gagne	Montréal	Québec
GUITTON	CAMILLE	evenko	Montréal	Québec
Bourdages	Valérie	evenko	Montréal	Québec
Côté	Evelyne	evenko	Montréal	Québec
Guay	Patrick	Evenko	Montréal	Québec
Battle	Shevaughn	FACTOR	Montréal	Québec
Gaboury	William	Father & Son Records	Montréal	Québec
Chenail	Louise	Fondation Musicaction	Montréal	Québec
Moreau	Geneviève	Fondation Musicaction	Montréal	Québec
Roy	Anne-Cécile	Fondation Musicaction	Montréal	Québec
Tremblay	Anne-Karine	Fondation Musicaction	Montréal	Québec
Boumard Coallier	Julien	Fondation SOCAN	Montréal	Québec
Philpot	Paolo	Forêt Noire	Montréal	Québec
Frédéric	Lamoureux	Francofolies de Montréal	Montréal	Québec
Monnier	Frederic "Paco"	Frederic "Paco" Monnier	Montréal	Québec
Harris	Mary Catherine	Genison	Montréal	Québec
Valiquet	Jehan	GROUPE MUSINFO INC	Montréal	Québec
Ruel	Guillaume	Guillaume Ruel Tourneur	Montréal	Québec
Bardier	Michaël	Heavy Trip	Montréal	Québec
Fleming	Heidi	Heidi Fleming	Montréal	Québec
Brault	Gina	Impresaria	Montréal	Québec
Chartier	Sylvain	Impresaria	Montréal	Québec
Blackburn	Isabelle	Indépendante	Montréal	Québec
Phulpin	Mélissa	Indépendante	Montréal	Québec
schuller	franz	Indica	Montréal	Québec
Villette	Gautier	Indica records inc	Montréal	Québec
Goulet	Camille	Indie Montreal	Montréal	Québec
Delgado	Pomeline	Indie Montréal	Montréal	Québec
Franc	Eva	Indie Montréal	Montréal	Québec
Weisz	Jon	Indie Montréal	Montréal	Québec
Le Nôtre	Kristell	Kristell Le Notre	Montréal	Québec
Bellaunay	Gaëlle	L.M.M. (Le Mouvement des Marées)	Montréal	Québec
DARAN	Jean-jacques	L.M.M. (Le Mouvement des Marées)	Montréal	Québec

Liste des professionnels et délégués

Nom	Prénom	Entreprise	Ville	Province/pays
Perina	Lori	L.M.M. (Le Mouvement Des Marées)	Montréal	Québec
Franco	Sébastien	L-A be / Spectacle Bonzaï / Musiqcnumeriqc	Montréal	Québec
Lescafette	Aurélie	La Tribu	Montréal	Québec
Campbell	Stéfane	Label Étiquette/Cupasoup' MGMT	Montréal	Québec
Ravatel	Jean-Marc	Le Centre Culturel Espace 7000	Montréal	Québec
Calcagno	Leonardo	Leonardo Calcagno	Montréal	Québec
Morel	Valérie	L'Équipe Spectra	Montréal	Québec
Morin	Joakim	L'Équipe Spectra/Francos/Festival International de Jazz de Montréal	Montréal	Québec
Beauchamp-Lalonde	Marilou	Les disques Dare to Care	Montréal	Québec
Kilakos	Kyria	Les Disques Indica	Montréal	Québec
Guindon	Jean-François	Les Faux-Monnayeurs	Montréal	Québec
Vallée	Lydia	Les Francos de Montréal	Montréal	Québec
Courtemanche	Sylvie	Les Francouvertes	Montréal	Québec
Laniesse	Alizée	Les Francouvertes	Montréal	Québec
Lacombe	Sébastien	Les Productions Labombe	Montréal	Québec
Manaud	Julien	Lisbon Lux Records	Montréal	Québec
MENUT	Alice	Lisbon Lux Records	Montréal	Québec
Julien	Magalie	Magalie Julien	Montréal	Québec
WOLFF	DENIS	Maisonnette / Ray-on / Ho-Tune musique	Montréal	Québec
François	Marchal	Marchal Management inc.	Montréal	Québec
Carrière	Marie-Eve	Marie-Eve Carrière	Montréal	Québec
Tremblay	Marie-Josée	Marie-Josée Tremblay	Montréal	Québec
Bois	Marie-Noëlle	Marie-Noëlle Bois	Montréal	Québec
Létourneau	Marie-Pier	Marie-Pier Létourneau	Montréal	Québec
Bérubé	Mathieu	Mathieu Bérubé	Montréal	Québec
Guay	Melanie	Melanie Guay Productions	Montréal	Québec
Reboux	Guillaume	Monsieur Oscar inc.	Montréal	Québec
Johanne	Morissette	SODEC	Montréal	Québec
Carassic	Mylène	Musicaction	Montréal	Québec
Maltais	Alex	Musicaction	Montréal	Québec
Monette-Tremblay	Thomas	Musicaction	Montréal	Québec
Ogiez	Laurianne	Musicaction	Montréal	Québec

Liste des professionnels et délégués

Nom	Prénom	Entreprise	Ville	Province/pays
Paquette	Émilie	Musicaction	Montréal	Québec
Tremblay	Jérôme	Musicaction	Montréal	Québec
parent	nathalie	Musicaction et Fonds RadioStar	Montréal	Québec
Martin	Andréanne	Musinfo	Montréal	Québec
Mathieu-Bégin	Laurie	Opak	Montréal	Québec
Bidar	Julien	Outloud	Montréal	Québec
Viard	Pauline	Outloud	Montréal	Québec
Molnar	Catherine	PASA Musik	Montréal	Québec
Nadon	Patrick	Patrick Nadon	Montréal	Québec
Girard	Marie-Ève	Place des Arts	Montréal	Québec
Spiteri	Jozef	POP Montreal	Montréal	Québec
SPELLANZON	JEREMY	POP Montreal & pour la France : Francos de Montréal / FIJM	Montréal	Québec
Fuocco	Cathy	Production Sherzo	Montréal	Québec
Cardin	Jean-François	Productions du Président	Montréal	Québec
Durand	Pierre-Luc	Quartier Général	Montréal	Québec
Elmer	Melyssa	Quartier général	Montréal	Québec
Fortin	Emilie	Quartier Général	Montréal	Québec
Brunelle	Marie-Pierre	Radio-Canada	Montréal	Québec
Lavenant	Ludivine	Ray-On / Harris&Wolff	Montréal	Québec
Simon	Bourdou	Ray-On / Harris&Wolff / Maisonnette	Montréal	Québec
Bourbeau	Alexandra	RIDEAU	Montréal	Québec
Guérette	Nadia	RIDEAU	Montréal	Québec
Richard	Julie-Anne	RIDEAU	Montréal	Québec
Deschamps-Landry	Charles	R-Management	Montréal	Québec
Ritchot	Guy	R-Management	Montréal	Québec
Artun	Alexan	Rosemarie Records	Montréal	Québec
Quesnel	Valérie	Rosemarie Records	Montréal	Québec
Quirion	Vincent	Rosemarie Records	Montréal	Québec
Menard	Jocelyn	SACEF	Montréal	Québec
Chenier	Samantha	Samantha Chenier	Montréal	Québec
Charest	Sébastien	Seb Charest - Gestion de droit d'auteur	Montréal	Québec
CHAUVOT	Pauline	Select Digital Inc.	Montréal	Québec
Croteau	Jolen	Simone Records	Montréal	Québec
Gauthier-Durand	Gabrielle	Simone Records	Montréal	Québec

Liste des professionnels et délégués

Nom	Prénom	Entreprise	Ville	Province/pays
Pleau	Magalie	Simone Records	Montréal	Québec
Clavel	Patricia	SIX media marketing	Montréal	Québec
Fauteux	Simon	Six Media Marketing	Montréal	Québec
Fortin	Émilie	Slam Disques	Montréal	Québec
Beland	Cleo	SOCAN	Montréal	Québec
Berriault	Sophie	SOCAN	Montréal	Québec
Bonfils	Widney	SOCAN	Montréal	Québec
Charest	David	SOCAN	Montréal	Québec
Falco	Stéphanie	SOCAN	Montréal	Québec
gagné	Nathalie	SOCAN	Montréal	Québec
Girard	MARIE-EVE	SOCAN	Montréal	Québec
Langlois	Huguette	SOCAN	Montréal	Québec
Melchior	Karine	SOCAN	Montréal	Québec
Parazelli	Eric	SOCAN	Montréal	Québec
Robertson	Andréanne	SOCAN	Montréal	Québec
duhamel	claude	Société-Radio-Canada	Montréal	Québec
Boucher	Catherine	SODEC	Montréal	Québec
Lamy	Christian	SODEC	Montréal	Québec
Pont	Isabelle	SODEC	Montréal	Québec
Sauvé	Jean-Philippe	SODEC	Montréal	Québec
Jolicoeur	Thomas	SOPROQ	Montréal	Québec
Léveillé Gauvin	Hubert	SOPROQ	Montréal	Québec
Moffet	Sebastien	SOPROQ	Montréal	Québec
Dupré	Marie-Josée	SPACQ	Montréal	Québec
Collerette	Laurence	Spectra Musique	Montréal	Québec
Drouin	Mathieu	Spectra Musique	Montréal	Québec
Leduc	Alycia	Spectra Musique	Montréal	Québec
Luca	Pharand	Spectra Musique	Montréal	Québec
Quesnel	Solène	Spectra Musique	Montréal	Québec
Raymond	Stéphanie	Spectra Musique	Montréal	Québec
Simard	Catherine	Spectra Musique	Montréal	Québec
Burke	Adrian	Spotify	Montréal	Québec
Moffett	Guillaume	Spotify	Montréal	Québec
Wiszniak	Nathan	Spotify	Montréal	Québec
Grimard	Stéphanie	Stéphanie Grimard	Montréal	Québec
Laichi	Stephanie	Stephanie Laichi	Montréal	Québec

Liste des professionnels et délégués

Nom	Prénom	Entreprise	Ville	Province/pays
Ayotte	Eric	Stingray	Montréal	Québec
Sin	Kevin	TéléMag	Montréal	Québec
Tassone	Liana	Third Side Music	Montréal	Québec
Bouchard	Nicolas	Tir Groupé	Montréal	Québec
D. Stewart	Dave	Udemuzik	Montréal	Québec
Xu	Chuxin	Udemuzik	Montréal	Québec
Fremaux	Léo	Ulule	Montréal	Québec
Plante	Myriam	Ulule	Montréal	Québec
Allard	Marie-Audrey	UniForce Pro	Montréal	Québec
Morin	Genevieve	UniForce Pro (UniForce Productions)	Montréal	Québec
Morin	Genevieve	UniForce Productions	Montréal	Québec
Dauphin	Claude	Universal Music Canada	Montréal	Québec
Belhache	Elisa	Ville de Montréal / réseau Accès culture	Montréal	Québec
Giguere	Viviane	Viviane Giguere	Montréal	Québec
Lebel	Jasmine	Vue'en Ô	Montréal	Québec
Cayenne	Mehdi		Montréal	Québec
Laniel	Noémie		Montréal	Québec
Marie-Elaine	Thibault		Montréal	Québec
Tebbs	Debbie		Montréal	Québec
Lippe	Valerie	Crystal Math Management	Outremont	Québec
Arnould	Cassandre	Coyote Records	Québec	Québec
Mercier	Catherine	Coyote Records	Québec	Québec
Cossette	Vincent	Pantoum Records	Québec	Québec
Potvin	Raphaël	Raphaël Potvin	Québec	Québec
T. Drolet	Roger	Roger T. Drolet	Québec	Québec
TAPP	Mylène	Mylène Tapp	Rosemère	Québec
Bouchard	Catherine	Disques 7ième Ciel / 117 Records	Rouyn-Noranda	Québec
Gaudreault	Philippe	Disques 7ième Ciel / 117 Records	Rouyn-Noranda	Québec
Jolin	Steve	Disques 7ième Ciel / 117 Records	Rouyn-Noranda	Québec
Picard	Maude	Disques 7ième Ciel / 117 Records	Rouyn-Noranda	Québec
Thibault	Jenny	FME	Rouyn-Noranda	Québec
Azoulay	Noémie	Résonances, Agence de spectacles	Saint-Bruno-de-Montarville	Québec
Azoulay	Noémie	Résonances, Agence de spectacles	Saint-Bruno-de-Montarville	Québec
Deschamps	Marjorie	Résonances, Agence de spectacles	Saint-Bruno-de-Montarville	Québec

Liste des professionnels et délégués

Nom	Prénom	Entreprise	Ville	Province/pays
Fréchette	Josée	JoFresh	Saint-Eustache	Québec
Bujold	Marie	Marie Bujold, gérante artiste	Saint-Jérôme	Québec
Déziel	Guillaume	SYNC.MU	St-Alphonse-Rodriguez	Québec
LAMARRE	Diane	Art illimité !	St-Bruno-de-Montarville	Québec
Dupuis	Jessica	Pasa Musik	Ste-catherine	Québec
Plamondon-Emond	Jacynthe	InTempo Musique & Hook Records	St-Hubert	Québec
Dufour	Anne-Marie	Le Festif! de Baie-St-Paul	St-Joseph-de-la-Rive	Québec
SOULINE	LARISSA	LARISSA SOULINE	St-Lambert	Québec
Pépin	Marie-France	Westing	st-paul-d'abbotsford	Québec
Ménard	Andrée	Productions Andrée Ménard	Sutton	Québec
Desjardins	Sophie	Productions Martin Leclerc	Verdun	Québec
Levasseur	Claudia	Productions Martin Leclerc	Verdun	Québec
Wilsey	Renée	Consultante arts de la scène	Victoriaville	Québec
Jolicoeur-Dufour	Miriam	Coyote Records	Ville de Québec	Québec
Perez	Rafael	Coyote Records	Ville de Québec	Québec
Chouinard	Eric	Distribution Select	Ville St-Laurent	Québec
Moffat	Pierre	Distribution Select	Ville St-Laurent	Québec
Monnier	Jacques	Paléo Festival	Nyon	Suisse

ANNEXE

8

DÉTAIL DES INITIATIVES EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Initiatives environnementales

RECYCLAGE

Les initiatives en matière de recyclage sur le site extérieur des Francos de Montréal remontent à la toute première édition, tenue en 1989. Depuis 2002, les activités de recyclage sont menées en partenariat avec le Consortium Écho-Logique. Ensemble, nous avons mis sur pied un projet pilote permettant d'évaluer les ressources requises sur le site et dans les bureaux de production – une première dans le secteur des événements de grande envergure (2 millions de visiteurs et plus). Nous sommes très fiers que notre système de récupération intégrale des matières résiduelles serve aujourd'hui de modèle à d'innombrables événements publics.

- Chaque année, en moyenne, 12 tonnes de matières recyclables sont récupérées sur le site des Francos.
- Un programme de compostage a été implanté dans les bistros du site extérieur des Francos.
- Toutes les publications destinées à l'externe sont imprimées sur du papier 100 % recyclé FSC.
- Utilisation de guenilles recyclées.

RÉDUCTION À LA SOURCE

En plus de mener de nombreuses actions concrètes pour mieux recycler, nous investissons de plus en plus dans nos efforts de réduction à la source. À ce chapitre, plusieurs habitudes sont déjà bien implantées :

- Nous procédons à l'inscription des médias en ligne, ce qui nous permet une économie de papier non négligeable.
- Nous préconisons l'utilisation de documents internet pour les conférences de presse. Nous mettons également des clés USB à la disposition des journalistes, qui peuvent aussi télécharger les informations à partir de leur propre matériel informatique de poche.
- Nous avons réduit la consommation de bouteilles d'eau en optant pour des contenants de 18 litres en arrière-scène, à la salle de presse, dans les loges et bureaux de production.
- Nous avons mis en place des stations de remplissage pour les bouteilles d'eau des employés afin de favoriser l'utilisation de bouteilles à remplissages multiples.
- Nous avons réduit considérablement le nombre de verres en plastique utilisés en vendant la bière directement dans les canettes.

SENSIBILISATION

À l'interne, une campagne de sensibilisation en continu est effectuée (chroniques vertes dans le journal électronique interne, implantation du compost, affichage, etc.) Une équipe "verte" est formée parmi les employés pour développer des actions écoresponsables et sensibiliser l'ensemble des employés à l'importance de ces dernières.

RÉEMPLOI ET VALORISATION

Plus de 200 plantes sont réparties sur le site. Certaines vont au festival Osheaga par la suite et les autres sont données aux employés des festivals.

Nous récupérons l'eau de pluie pour arroser un certain nombre de bacs à fleurs situés sur le site.

Initiatives sociales

Chaque année, les Francos favorisent la **mixité sociale** et la **démocratisation de la culture**, tout en facilitant l'**intégration des différentes communautés** qui demeurent sur le territoire de Montréal, du Québec et du Canada via notamment leur politique de gratuité pour toutes les activités extérieures.

- L'effectif du festival se constitue sans recourir au bénévolat et respecte les normes en matière d'équité salariale;
- Formation continue aux employés;
- Organisation d'activités de collecte de fonds annuelle au profit de Centraide;
- Favorisation de l'embauche étudiante et de l'embauche de stagiaires pour découvrir le milieu de la production d'événements;
    - L'embauche se réalise avec l'objectif d'assurer des emplois durant tout l'été avec les événements ainsi que les festivals d'evenko, plutôt que pendant notre festival seulement;
- Spécialisation et gain en expérience de la main-d'œuvre (technique, gestion des opérations, logistique);
- **Distribution de billets de faveur à des organismes caritatifs**;
- **Aménagement du site facilitant le déplacement des personnes à mobilité réduite** et service d'accueil incluant le **prêt de chaise roulante**, la **réservation d'espaces** pour assister aux Grands événements extérieurs et un plan d'accès personnalisé;
- Don de nourriture non consommée et des objets perdus non réclamés à la Maison du Père.
- Tous les objets trouvés qui sont en bon état sont remis à l'Écocentre, qui les redistribue dans différents organismes de Montréal;

D'autres actions favorisant l'équité sociale et culturelle sont également développées dans la mise en œuvre même du festival et de sa programmation :

- Création de liens entre les artistes d'ici et d'ailleurs via les affiches partagées, les premières parties et la réalisation de créations originales;
- Coup de projecteurs sur les artistes de la relève et/ou œuvrant dans le domaine des musiques émergentes;
- Révélation de jeunes talents avec l'élaboration de concours (*Étoile montante Ford* depuis 2012);
- Promotion de la culture des artistes d'ici via les vitrines des Rendez-vous Pros;
- Échange de savoir-faire et d'expertise par l'entremise des ateliers des Rendez-vous Pros;
- Mise en valeur de la culture francophone et rayonnement du patrimoine musical via des partenariats et des bourses : Prix Félix-Leclerc de la chanson, Prix FrancoFolies au Festival international de la chanson de Granby.

Initiatives économiques

Annuellement, les Francos représentent **10,8 millions de dollars en valeur ajoutée au PIB** et créent plus de 200 emplois équivalents à du temps plein dans la région de Montréal.
Elles favorisent la **création de richesse**, tout en respectant des **valeurs éthiques**. Le festival est doté d'une politique d'éthique des affaires respectant des principes de gestion et des pratiques administratives saines et rigoureuses.
De plus, elles supportent le **savoir-faire local** en **embauchant du personnel qualifié** de la région montréalaise. Une cinquantaine d'artisans locaux vendent leurs produits lors des Francos de Montréal.
Les fournisseurs et designers à la production des marchandises à son effigie sont montréalais.

Article 7.06



Danse + Théâtre

Bilan des activités 2017-2018

Du 23 mai au 7 juin 2018

12e édition Montréal

Nous prenons allègrement l’entière responsabilité de demain.

— *Refus global*, 1948

TABLE DES MATIÈRES

Rappel de la mission 5
Message des codirecteurs généraux 6

PORTRAIT DE LA 12E ÉDITION

Portrait du FTA 2018 11
Faits saillants 13
Prix et mentions 14
Les partenaires et les collaborateurs culturels 15

L'ÉVÉNEMENT

La programmation artistique 21
Un premier livre sur le FTA 27
Les Terrains de jeu 29
Montréal, pôle de la création contemporaine 34

LES COMMUNICATIONS

Les communications et la mise en marché 39
Le développement touristique 43

L'ORGANISATION

Gouvernance et équipe 47
Gestion financière 50
Financement privé 54
Développement durable 57

Conclusion 61

ANNEXES

I Extrait du plan directeur 2017-2021 67
II Programmation artistique 68
III Rencontres au Quartier général 73
IV Projections cinématographiques 74
V Rapports d'assistance 75
VI Missions de repérage de l'équipe artistique 78
VII Professionnels étrangers accueillis 80
VIII Impacts du FTA sur la diffusion nationale et internationale 82
IX Outils de communication 88
X Médias accrédités 90
XI Extraits de presse 91
XII Bilan carbone 98
XIII Équité et diversité 99
XIV Donateurs 100
XV Conseil d'administration 102
XVI Équipe 103

« C'est devenu un rendez-vous. Ce moment que l'on attend, cette rencontre que l'on rejoue fébriles et apeurés. Se faire beau, le cœur et les yeux parés des atours des jours de fête. [...] Merci Martin Faucher de nous offrir ces avalanches de mots et de préserver avec humanité les champs du silence. »

Mathias Daval

I/O Gazette (France), 05-06-2018

« Le plus important festival de spectacle vivant d'Amérique du Nord, le Festival TransAmériques, s'achève sur un bilan qui n'a d'égal que la qualité et la variété de sa programmation. [...] Au FTA les prix de la diversité, de la curiosité et de l'acuité contemporaine. »

Hervé Pons

Lesinrocks.com (France), 06-06-2018

« Le Festival a témoigné cette année des paradoxes du pays en matière de rapport à l'histoire. Et de ses inquiétudes pour l'avenir. La programmation étrangère du Festival a aussi largement contribué à sa diversité esthétique. Avec des œuvres puissantes comme *Pourama pourama*, de l'Iranien Gurshad Shaheman et *And So You See* de la Sud-Africaine Robyn Orlin, le FTA a donné à voir des gestes singuliers de résistance. D'espoir. »

Anaïs Heluin

Politis (France), 14-06-2018

« Le Festival TransAmériques a pris son envol et a déployé son arsenal de bonbonnes d'oxygène pour nous requinquer après un interminable hiver. »

Mario Girard

La Presse+, 26-05-2018

RAPPEL DE LA MISSION

Événement international établi à Montréal, le FTA a pour mission de contribuer à l'avancement de la danse et du théâtre par la diffusion et la production d'œuvres contemporaines, de même que par le développement de leurs publics.

Le FTA veut révéler notre époque à travers les œuvres nationales et internationales qu'il présente et des activités périphériques à sa programmation. Il vise à susciter une émulation forte et un esprit de communauté au bénéfice des milieux artistiques et de la société dans laquelle il s'inscrit.

Eu égard à sa mission, le FTA entend poursuivre les objectifs suivants :

- Donner accès au public aux arts scéniques contemporains de recherche et d'avant-garde, tant dans les contenus que dans les pratiques ;
- Soutenir le rayonnement des artistes et accroître la circulation nationale et internationale de leurs œuvres ;
- Intéresser de nouveaux auditoires à la danse et au théâtre et fidéliser les publics en valorisant l'apport de l'art aux sens critique et esthétique ;
- Obtenir un impact structurant sur les milieux de la danse et du théâtre, notamment en permettant aux artistes de relever leurs défis et en établissant des collaborations avec les diffuseurs d'ici et d'ailleurs ;
- Renforcer le rôle de Montréal, métropole culturelle, et contribuer à en faire un lieu incontournable de la création contemporaine internationale.

MESSAGE DES CODIRECTEURS GÉNÉRAUX

2018, UNE ANNÉE FULGURANTE

La 12e édition du Festival TransAmériques s'est tenue du 23 mai au 7 juin 2018. Seize jours durant, l'événement s'est déployé avec éclat dans la métropole, galvanisant un public avide de découvrir les spectacles et les activités de la programmation. Nous sommes très fiers de ce succès indéniable.

L'événement s'est ouvert sur le diptyque *6 & 9* du Tao Dance Theater de Beijing, précédé d'une cérémonie inaugurale en présence de Mme Tekwatonti McGregor, aînée des peuples mohawks, et suivi des allocutions de la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante ; de Mme Bian Zhichun, consule générale, Consulat général de la République populaire de Chine à Montréal ; de Mme Caroline Lussier, directrice au Conseil des arts du Canada ; de Mme Anne-Marie Jean, présidente-directrice générale du Conseil des arts et des lettres du Québec, et de Mme Nathalie Maillé, directrice générale du Conseil des arts de Montréal.

L'ensemble de la programmation a été vivement apprécié du public et a connu un grand succès critique. Lorsque *Kings of War* et le Tooneelgroep Amsterdam débarquent à Montréal au cœur d'une offre de 25 spectacles, c'est un phare que nous allumons, un appel à maintenir nos idéaux artistiques et les valeurs éthiques que nous défendons. L'édition a par ailleurs été marquée par l'atteinte d'une assistance record en salle, 99 % des places ayant trouvé preneurs. Ces résultats témoignent d'un travail d'équipe rigoureux effectué tout au long de l'année, autant par nos plus proches collègues et collaborateurs que par nos partenaires publics et privés qui permettent à la grande aventure du FTA de se poursuivre.

Cette quatrième édition pilotée par notre tandem témoigne de notre volonté d'ancrer plus fermement le FTA dans la vie culturelle montréalaise. Le Festival est non seulement un temps privilégié pour découvrir les plus brillants artistes d'ici et d'ailleurs, mais également pour réaffirmer l'actualité de la danse et du théâtre face aux enjeux de notre société et de notre humanité. Nous souhaitons ardemment que le Festival contribue au dynamisme des milieux artistiques nationaux et internationaux ainsi qu'à nourrir l'appétit des nombreux publics qui le fréquentent.

La coproduction de nouvelles œuvres nous permet de jouer ce rôle de manière stimulante et de continuellement réinventer les modes de collaboration et d'accompagnement des artistes. Pensons à *La vie utile* d'Evelyne de la Chenelière et Marie Brassard, spectacle coproduit avec Espace GO qui aura connu une diffusion en saison avant d'être présenté dans notre programmation ; à *Fluid Grounds* de Benoît Lachambre et Sophie Corriveau, que nous avons présenté gratuitement dans l'Atrium des Grands Ballets Canadiens en partenariat avec l'Agora de la danse; à l'exposition-performance *Phantom Stills & Vibrations* de Lara Kramer, une nouvelle collaboration avec le MAI – Montréal, arts interculturels.

La dernière édition aura été marquée par des réalisations majeures, dont la publication du livre *FTA : Nos jours de fête,* lancé dans le cadre du Festival. Jessie Mill et Marie Parent ont intelligemment dirigé cette publication qui témoigne de la formidable traversée du Festival depuis sa fondation en 1985.

Les Terrains de jeu du FTA — les activités qui accompagnent la programmation en salle — ont aussi gagné en vitalité, les activités destinées au grand public comme celles qui visent à nourrir les pratiques artistiques professionnelles. Ce volet comprenait notamment une troisième édition des Cliniques dramaturgiques, une initiative en voie de devenir un pôle réputé d'expertises en dramaturgie et qui se déploiera prochainement dans quelques villes étrangères.

Mentionnons aussi l'accueil du Directors Circle International, regroupement informel d'une vingtaine de dirigeants de festivals et de lieux de diffusion mondiaux des arts de la scène contemporaine, ainsi que du premier forum CAMP (Creative Agent Manager Producer) réunissant une nouvelle génération d'agents et producteurs d'ici et d'ailleurs. CAMP poursuivra sa trajectoire dans différents événements étrangers au cours de l'année à venir avant de revenir au FTA l'an prochain.

UN SECOND PAS VERS L'HORIZON 2021

En janvier 2017, le conseil d'administration adoptait le Plan directeur 2017-2021. Une dizaine d'objectifs y étaient définis pour permettre au Festival d'affirmer sa mission tout en lui assurant un positionnement international privilégié.

Au terme d'une deuxième année à garder le cap sur les objectifs visés, nous sommes à même de constater la grande exigence qu'implique la croissance d'un événement majeur comme le nôtre. Nous avons connu des avancées importantes, notamment le maintien d'une programmation d'envergure diversifiée et la hausse du nombre de billets disponibles. Si, en 2015, le nombre de billets avait fléchi sous le seuil de 18 000, nous avons su cette année redresser la barre avec une offre de près de 22 000 billets tout en maintenant des salles combles. Notre volonté de développer les publics s'avère fondée et peut résolument se poursuivre.

Nous travaillons sur un bilan de mi-parcours du Plan directeur 2017-2021 qui sera accompagné d'un plan d'actions sectorielles. Certains des enjeux que nous souhaitions relever ont été abordés avec succès au cours des deux dernières années. Nous veillons maintenant à faire évoluer l'ensemble des objectifs. Toutefois, faute de disposer pleinement des ressources qui nous permettraient d'assurer l'ensemble des orientations, il est difficile d'avancer sans craindre de fragiliser le Festival.

La dernière année aura d'ailleurs été traversée par de vives inquiétudes d'ordre financier. Heureusement, la nouvelle politique culturelle du Québec adoptée en juin 2018 a doté le CALQ de nouveaux crédits budgétaires, ce qui lui a permis de bonifier de manière récurrente son apport au FTA à quelques mois de la fin de l'année financière. L'année se conclut néanmoins avec un déficit, ce qui nous amène à redoubler de vigilance.

Une réflexion approfondie a été effectuée sur le plan du financement privé et de la philanthropie, ce qui nous a menés à modifier la structure organisationnelle du secteur afin de renforcer nos expertises. Nous avons commandé à la firme Elevent une étude du potentiel du FTA sur le marché de la commandite. Cette étude étoffée qualifie, quantifie et balise nos espérances de revenus dans le secteur privé et identifie les barrières à surmonter pour atteindre nos objectifs. Toutes ces actions devraient nous aider à faire progresser de manière appréciable les revenus de ce secteur dans un avenir rapproché.

NOS ALLIÉS

Le Festival TransAmériques est plus que jamais un événement montréalais majeur bien ancré au Québec, au Canada, et jouissant ailleurs dans le monde d'une très grande réputation. Il participe à faire de Montréal un lieu unique de la création contemporaine des arts de la scène.

Au terme de cette 12e édition, nous saluons chaleureusement tous les artistes, les artisans, les travailleurs culturels, les partenaires et les spectateurs qui rendent possible la tenue du FTA. Si vous avez ce Bilan des activités en main, c'est que vous êtes partie prenante du FTA. C'est tout d'abord avec vous que nous souhaitons partager notre vision d'avenir, nos succès, nos défis, parce qu'il faut être nombreux à y croire pour parvenir à nos fins.

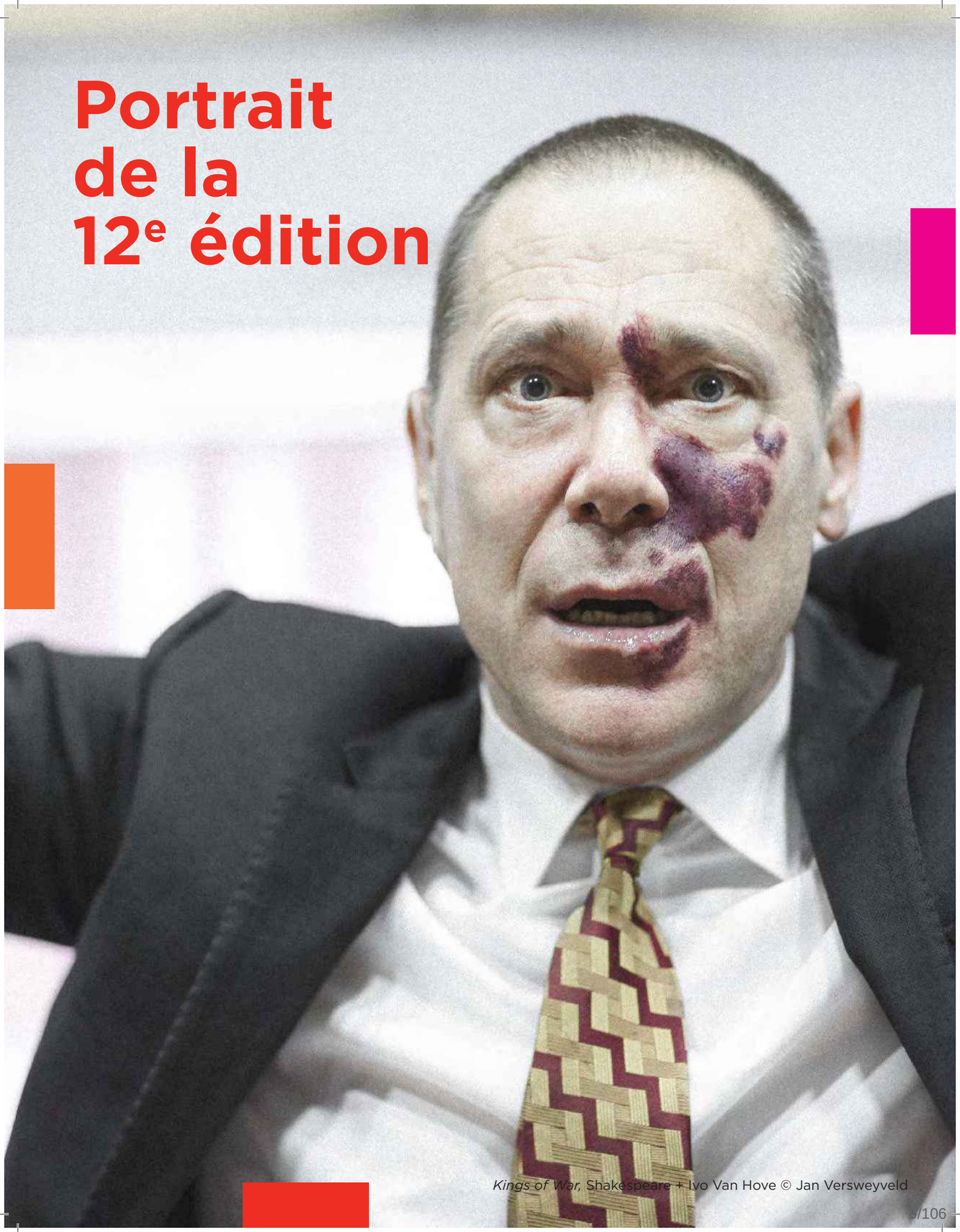


Martin Faucher
Codirecteur général et directeur artistique



David Lavoie
Codirecteur général et directeur administratif

Portrait de la 12e édition



Kings of War, Shakespeare + Ivo Van Hove © Jan Versweyveld



Betroffenheit, Crystal Pite + Jonathon Young © Wendy D Photography

Dark Field Analysis, Jefta van Dinther © Ben Mergelsberg



PORTRAIT DU FTA 2018

La 12e édition du FTA s'est déroulée sur une période de 16 jours, du 23 mai au 7 juin 2018, et s'est déployée dans 17 salles et lieux.

La programmation était composée de 25 spectacles[1, 2] et d'une exposition :

- *6 & 9* de Tao Ye (Beijing)
- *And So You See…* de Robyn Orlin (Johannesburg)
- *Autour du Lactume* de Réjean Ducharme et Martin Faucher (Montréal)
- *Betroffenheit* de Crystal Pite et Jonathan Young (Vancouver)
- *Bleu* de Jean-Sébastien Lourdais (Montréal)*
- *Dark Field Analysis* de Jefta van Dinther (Stockholm + Berlin)
- *Fluid Grounds* de Benoît Lachambre et Sophie Corriveau (Montréal)* °
- *Kings of War* d'Ivo van Hove (Amsterdam)
- *La nuit des taupes* de Philippe Quesne (Nanterre)
- *La parade des taupes* de Philippe Quesne (Nanterre)°
- *La vie utile* d'Evelyne de la Chenelière et Marie Brassard (Montréal)*
- *Non finito* de Système Kangourou (Montréal)
- *Nos ghettos* de J-F Nadeau et Stefan Boucher (Montréal)*
- *Oblivion* de Sarah Vanhee (Bruxelles)
- *Phantom Stills & Vibrations* (exposition + performance) de Lara Kramer (Montréal)°
- *Pourama pourama* de Gurshad Shaheman (Bruxelles + Marseille)
- *Quatuor tristesse* de Daniel Léveillé (Montréal)*
- *Récital* d'Anne Thériault (Montréal)*
- *Solo 70* de Paul-André Fortier (Montréal)*
- *Tijuana* de Gabino Rodriguez (Mexico)
- *Titans* d'Euripides Laskaridis (Athènes)*
- *Tom na Fazenda* de Michel Marc Bouchard et Rodrigo Portella (Rio de Janeiro)
- *Union of the North* de Matthew Barney, Valdimar Jóhannsson et Erna Ómarsdóttir (Reykjavík + New York)
- *Until our Hearts Stop* de Meg Stuart (Bruxelles + Berlin)
- *Windigo* de Lara Kramer (Montréal)*

[1] Les spectacles suivis d'un * ont bénéficié d'un investissement en coproduction du FTA.
[2] Les événements suivis du ° étaient accessibles gratuitement.

En marge de cette programmation, le FTA a présenté une série d'activités pour le grand public et les artistes professionnels réunies sous l'appellation des Terrains de jeu. Ces activités ont rejoint 7 797 festivaliers.

Pour le grand public :

- Rencontres post-spectacle (23) ;
- Rencontres au Quartier général : tables rondes et rencontres (26) ;
- Soirées au Quartier général (16) ;
- Projections cinématographiques à la Cinémathèque québécoise (4).

Pour les artistes professionnels :

- Cliniques dramaturgiques (2 évènements et 15 consultations) ;
- Rencontres internationales des jeunes créateurs et critiques des arts de la scène (22 participants en provenance de 11 pays) ;
- Classes de maître en théâtre et en danse (2).

Ce portrait ne saurait être complet sans évoquer les importants projets de développement des publics dont :

- Parcours étudiant (760 jeunes, 26 écoles de 13 villes québécoises) ;
- Yulanda Faris Choreographic Project (3 participants et 1 mentor de 3 villes canadiennes) ;
- Rencontres des créateurs autochtones (15 participants du Québec, du Canada et de l'étranger).

FAITS SAILLANTS

- La 12e édition s'est conclue avec un taux d'assistance de 99 % pour ses représentations en salle, 19 spectacles sur 22 ayant affiché complet, et 93 % des représentations à guichets fermés. Une assistance totale de 30 202 festivaliers, dont 21 314 spectateurs en salle.
- 115 représentations de 25 spectacles en provenance de 13 pays : l'Allemagne, l'Afrique du Sud, la Belgique, le Brésil, le Canada, la Chine, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Islande, le Mexique, les Pays-Bas et la Suède.
- 210 artistes en provenance de 20 pays : l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, la Belgique, le Brésil, le Canada, la Chine, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, le Maroc, le Mexique, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède, la Suisse et la Turquie.
- 3 œuvres ont été présentées dans l'espace public : *Fluid Grounds*, *La parade des taupes* ainsi que *Phantom Stills & Vibrations*.
- 173 diffuseurs, programmateurs et conseillers artistiques en provenance de 28 pays : l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Cameroun, le Canada, le Chili, la Colombie, la Corée du Sud, la Croatie, Cuba, le Danemark, l'Écosse, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, Israël, le Japon, le Mexique, la Norvège, le Panama, le Pays de Galle, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse.
- 165 journalistes accrédités, dont 16 en provenance de l'extérieur du Québec : de la Belgique, de la France, du Canada et du Royaume-Uni.
- 2 432 nuitées générées directement par les activités du Festival, en plus des nuitées des festivaliers venus à Montréal pour l'événement.
- 760 élèves et étudiants participant au Parcours étudiant.
- La publication d'un livre portant sur l'histoire du FTA.

PRIX ET MENTIONS

- Le prix **Gascon-Thomas 2018** a été remis à Martin Faucher par l'École nationale de théâtre du Canada, en reconnaissance de l'importance de sa pratique ainsi que pour sa grande contribution à la vie théâtrale canadienne
- Paul-André Fortier a été nommé Officier de **l'Ordre national du Québec** (FTA 2008 + FTA 2014 + FTA 2016 + FTA 2018).
- Louise Lecavalier est devenue en novembre 2017 la lauréate du **Prix Denise-Pelletier**, la plus prestigieuse distinction accordée par le gouvernement du Québec dans le domaine des arts de la scène (FTA 2008 + FTA 2010 + FTA 2013 + FTA 2016) ; et en décembre 2017, l'UQAM lui accordait un **doctorat *honoris causa*.**
- Maxime Carbonneau a remporté le **Prix John-Hirsch** qui récompense de jeunes metteur(e)s en scène pour l'excellence de leur vision artistique (FTA 2016).
- Le **Grand Prix de la danse de Montréal 2017** a été remis au chorégraphe Daniel Léveillé (FTA 2007 + FTA 2012 + FTA 2015 + FTA 2018).
- Le **Grand Prix de la danse de Montréal 2018** a été remis à la chorégraphe Crystal Pite pour son spectacle *Betroffenheit* (FTA 2018).
- Manuel Roque (*bang bang)* a remporté le **Prix du Conseil des arts et des lettres du Québec** (CALQ) pour la meilleure œuvre chorégraphique de la saison artistique 2016-2017 (FTA 2015 + FTA 2017), de même que le **Prix de la danse de Montréal 2017, catégorie INTERPRÈTE**, ex æquo avec Esther Gaudette (FTA 2015 + FTA 2018).
- Le **Prix de la danse de Montréal 2017, catégorie DÉCOUVERTE** a été attribué à Paige Culley, interprète de *Pour* de Daina Ashbee (FTA 2017).
- Le **Prix de la danse de Montréal 2018**, **catégorie INTERPRÈTE** a été attribué à Louise Bédard pour *Tout ce qui va revient* de Catherine Gaudet (FTA 2016).
- Le **Prix de la critique** de l'Association québécoise des critiques de théâtre (AQCT) a été remporté par les spectacles *J'aime Hydro* de Christine Beaulieu et Porte-Parole (FTA 2016), dans la catégorie **Meilleur spectacle Montréal**, et *Des arbres à abattre* de Krystian Lupa (FTA 2017), dans la catégorie **Hors Québec Montréal**.
- Le prix **Michel Tremblay 2017** du Centre des auteurs dramatiques (CEAD) à été remis à *J'aime Hydro* de Christine Beaulieu et Porte-Parole (FTA 2016) pour la catégorie **Meilleur texte dramatique.**
- Coproduite par le FTA, *Other Jesus* d'Evan Webber et Frank Cox-O'Connell (FTA 2019) a remporté 6 prix **Dora Mavor Moore**: Outstanding New Play (Evan Webber), Outstanding Direction (Frank Cox-O'Connell), Outstanding Performance (Ensemble), Outstanding Costume Design (Sherri Hay), Outstanding Scenic Design (Sherri Hay), Outstanding Sound Design/Composition (Christopher Willes).

LES PARTENAIRES ET LES COLLABORATEURS CULTURELS

Pour accomplir sa mission, le Festival TransAmériques s'appuie sur des partenaires qui assurent son ancrage dans la métropole et dans les communautés artistiques ainsi qu'avec d'importants alliés nationaux et internationaux qui lui permettent de se déployer.

LES PARTENAIRES PUBLICS

Le FTA est soutenu par les gouvernements fédéral, provincial et municipal ainsi que par des partenaires parapublics. Leur contribution s'effectue sur une base pluriannuelle, annuelle ou pour des projets spécifiques.

En 2017-2018, ces partenaires sont : le **Conseil des arts et des lettres du Québec**, le **Conseil des arts du Canada**, le **Conseil des arts de Montréal**, **Patrimoine canadien**, le **ministère de la Culture et des Communications,** la **Direction de la culture et du patrimoine de la Ville de Montréal**, le **Secrétariat à la région métropolitaine**, le **ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale**, **Tourisme Montréal** et **Tourisme Québec.**

LES COLLABORATEURS ARTISTIQUES ET DE DIFFUSION

Plusieurs organismes de diffusion artistique offrent au FTA des conditions d'accueil préférentielles ou promeuvent les spectacles programmés dans leurs salles. C'est le cas de l'**Agora de la danse** et de **Tangente**, de l'**Usine C**, du **Théâtre ESPACE GO,** de **La Chapelle Scènes contemporaines**, d'**Espace libre**, du **Théâtre Denise-Pelletier,** du **Monument-National,** du **Centre du Théâtre d'Aujourd'hui**, de la **Maison Théâtre**, de la **Société de la Place des Arts**, du **Théâtre Prospero**, de **Montréal, arts interculturels (MAI),** du **Théâtre Aux Écuries** et du **Centre Pierre-Péladeau**.

Parmi les grands partenaires culturels, le **Partenariat du Quartier des spectacles** est un allié essentiel pour offrir des événements gratuits dans l'espace public, notamment sur la place des Festivals. Cette année, *La parade des taupes* de Philippe Quesne a été présentée grâce à ce soutien.

La collaboration avec le **Carrefour international de théâtre de Québec (CITQ)** a permis une plus grande diffusion de spectacles internationaux au Québec, soit *La parade des taupes*, *La nuit des taupes* et *Oblivion*. De plus, cette collaboration a permis le partage des coûts liés à leur diffusion.

Mentionnons aussi le soutien du **Cœur des sciences de l'UQAM**, de la **Cinémathèque québécoise**, de **Compétence Culture**, de la **Société des arts technologiques** et de **La Vitrine**, ainsi que la participation du **Centre culturel canadien** à Paris pour les Cliniques dramaturgiques.

LES FONDATIONS ET PARTENAIRES ÉTRANGERS

L'accueil de certains spectacles se fait en partenariat avec des instances étrangères qui soutiennent le rayonnement de leur culture sur les scènes d'ici. Dans le cadre de sa dernière édition, le FTA a reçu des contributions de l'**Institut français,** du **Service de coopération et d'action culturelle du Consulat général de France à Québec,** du **Goethe-Institut Montréal**, du **ministère fédéral des Affaires étrangères d'Allemagne**, du **Consulat général de la République populaire de Chine**, de l'**Ambassade des Pays-Bas à Ottawa** et du **Consulat général du Brésil à Montréal.**

Les Rencontres internationales de jeunes créateurs et critiques des arts de la scène se sont quant à elles réalisées avec l'appui des **Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ)**, de l'**Association des théâtres francophones du Canada (ATFC)**, du **Festival Quatre Chemins (Port-au-Prince)**, du **Goethe-Institut Montréal**, de la **Fondation suisse pour la culture Pro Helvetia**, de l'**Ambassade d'Espagne à Ottawa**, de l'**Istituto Italiano di Cultura Montréal** et du **Consulat général d'Israël à Montréal**.

LES PARTENAIRES PRIVÉS

Le FTA reçoit l'apport de nombreux commanditaires et partenaires privés qui lui permettent d'accroître ses ressources, d'élargir sa visibilité médiatique et promotionnelle et de bonifier l'expérience des festivaliers.

PARTENAIRES MAJEURS

La Presse+, ICI ARTV, Hydro-Québec, Hôtel Monville

PARTENAIRES PRINCIPAUX

L'Appartement Hôtel, Hôtel Zéro1, Infopresse, Fugues

PARTENAIRES MÉDIAS

Impact média, Publicité Sauvage, Le Devoir, Cult MTL, Jeu, Spirale, Les Inrocks, Espace Art Actuel, Promotions Propaganda

PARTENAIRES CULTURELS

Festival du nouveau cinéma, Centre Phi, Festival international de la littérature, POP Montréal, Rencontres internationales du documentaire de Montréal, Union des Artistes, Regroupement québécois de la danse, Conseil québécois du théâtre

PARTENAIRES

Somme toute - éditions, APL, Havas, Caisse de la Culture, Hyatt Regency Montréal, Fou d'ici, Optique Georges Laoun, Openface Internet, Location Légaré, Cargolution, Lickstats, Eska, Brasseurs du Monde, Marcel Proulx Horticulteur, Aéroports de Montréal, Scène Scapin, BOXXO

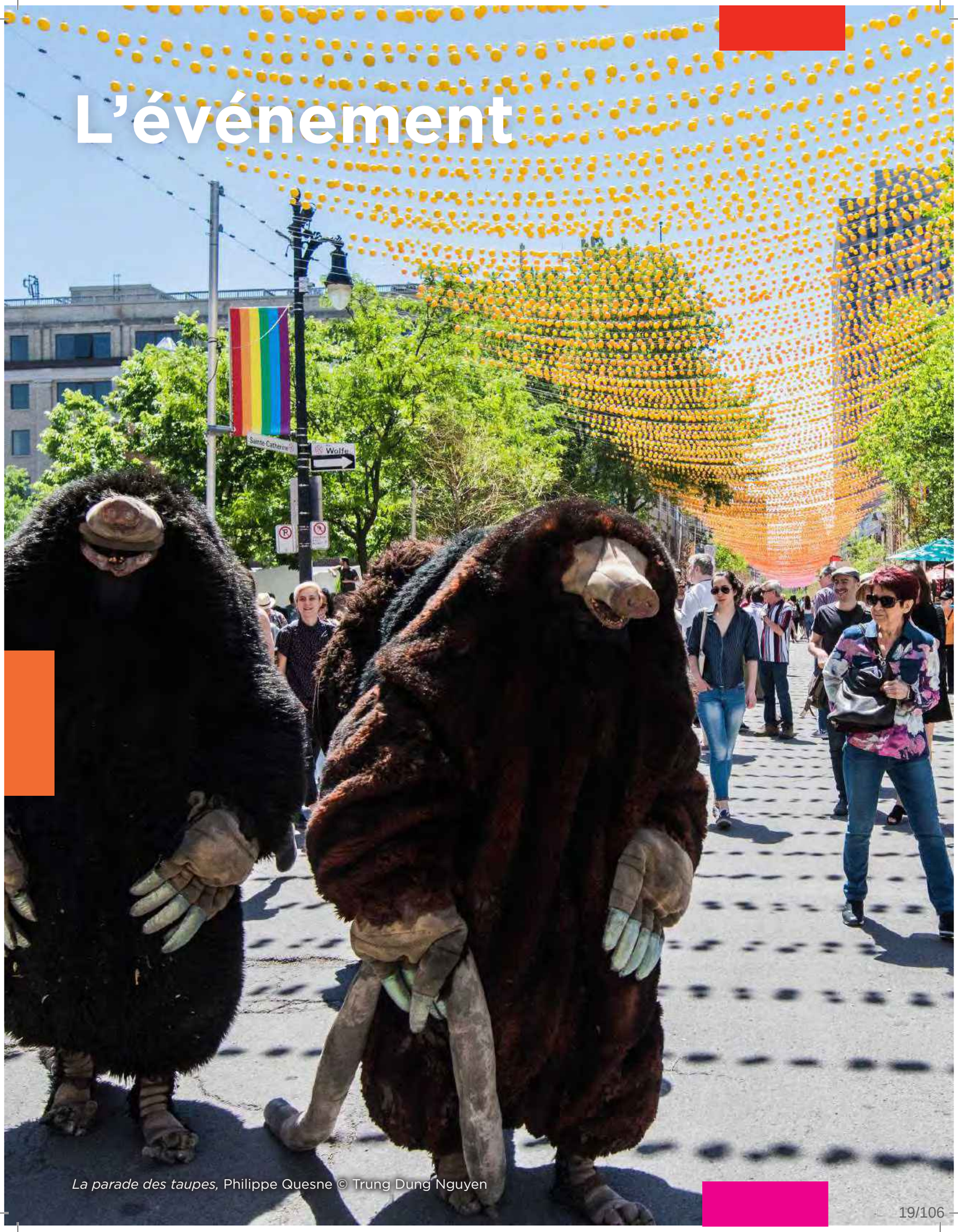
LES RÉSEAUX NATIONAUX

Le Festival est membre de l'**Association québécoise des enseignants de la danse à l'école**, du **Conseil québécois du théâtre**, du **Regroupement québécois de la danse**, de **CanDanse**, de **La Danse sur les routes du Québec,** du **Regroupement des arts interdisciplinaires du Québec,** du **Partenariat du Quartier des spectacles**, de **Quebec Drama Federation**, de **Tourisme Montréal** et de la **Chambre de commerce du Montréal métropolitain**.

LES DONATEURS

Un nombre croissant de spectateurs et d'amis du Festival lui octroient un don dans le cadre de la campagne annuelle de financement, de la soirée-bénéfice, du FTA éclaté ou à l'achat de billets de spectacles. La liste de ces donateurs est présentée à l'Annexe XIV.

L’événement



La parade des taupes, Philippe Quesne © Trung Dung Nguyen



Les Rencontres internationales © Trung Dung Nguyen



Les Parcours étudiants © Trung Dung Nguyen



Total Space Party, Quartier général du Festival © Trung Dung Nguyen

LA PROGRAMMATION ARTISTIQUE

« NOUS PRENONS ALLÉGREMENT L'ENTIÈRE RESPONSABILITÉ DE DEMAIN. » REFUS GLOBAL, 1948

Marquée par un monde révolté, et tout particulièrement par le mouvement #metoo et celui de la décolonisation par les arts, l'édition 2018 du Festival TransAmériques aura été celle où les artistes auront tenté de définir autrement l'espèce humaine en proposant de nouvelles formes scéniques, en questionnant leur intimité ou en inventant des créatures fantaisistes ou fantastiques afin de mieux nommer ce que nous sommes, ce dont nous souffrons, ce à quoi nous aspirons.

Cette 12e édition s'est ouverte par ***6 & 9*** de Tao Ye, première présence au FTA d'un chorégraphe chinois. Ces deux pièces savamment écrites, d'un esthétisme raffiné, où les corps des danseurs, virtuoses, humbles, totalement investis dans leur art, se débattaient tour à tour dans de sombres ténèbres ou dans une lumière éblouissante, nous ont permis de plonger dans une abstraction spirituelle qui appelait l'élévation. Un début inspirant.

LA FRAGILITÉ DES PUISSANTS, LA FORCE DES MODESTES

Kings of War, passionnante fresque shakespearienne conçue et mise en scène par l'un des plus grands metteurs en scène de l'heure, Ivo van Hove, et jouée avec force par les acteurs du Toneelgroep Amsterdam. Avec ce triptyque à la dramaturgie redoutable réunissant les pièces de guerre que sont *Henry V*, *Henry VI* et *Richard III*, le sort du monde régi par des souverains tantôt veules, tantôt aveugles ou tyranniques était représenté de manière tout simplement géniale. Cette production, la plus ambitieuse que le FTA ait invitée depuis 2007, a littéralement électrisé le public.

Le monde des petits, celui de la plupart d'entre nous qui n'aspirons qu'au simple bonheur de vivre, de respirer, était évoqué par ***Tijuana*** du Mexicain Gabino Rodriguez, ***Oblivion*** de la Belge Sarah Vanhee, ***Non finito*** des Québécoises Claudine Robillard et Anne-Marie Guillemaine, et ***Autour du Lactume*** de Réjean Ducharme et Martin Faucher. Les forces économiques d'un capitalisme et d'une société de consommation triomphants se voyaient remises en question, voire recalées par un théâtre d'une simplicité, d'une poésie et d'une pauvreté réjouissantes. Que ce soit par les observations d'un ouvrier mexicain tentant de survivre au quotidien en gagnant le salaire minimum, par le lent déploiement sur scène de tous ses déchets accumulés dans une année, par le dévoilement de ses trop nombreux rêves inachevés et leur tentative d'accomplissement, ou par l'exploration de la psyché d'un jeune écrivain s'épanouissant dans le bouillonnement du Québec des années 1960, la pureté de l'instant présent triomphait dans les mots, les gestes, dans le simple fait d'être là, en chair et en os, sur scène ou dans la salle. La lenteur et le dépouillement comme antidote à une frénésie occidentale dévastatrice.

LE CORPS QUI BOUSCULE

Le monde n'est désormais plus simple à nommer, à définir, par ses origines, par les genres masculin et féminin ou par ses règles sociales. La quête identitaire passe dorénavant par une exploration et

une acceptation intimes de soi qui transgresse les étiquettes traditionnelles devenues soudainement obsolètes. L'ordre du monde doit maintenant se rebâtir par des corps, des sexualités, des genres qui se redéfinissent sans cesse avec nuance. Les Sud-Africains Robin Orlyn et Albert Khoza mettaient en scène dans l'exubérant ***And So You See… our Honorable Blue Sky and Ever Enduring Sun… Can Only Be Consumed Slice by Slice*** le corps généreux et décomplexé de ce dernier dans une vigoureuse danse de libération, où l'affranchissement de la soi-disant « normalité européenne », incarnée par le Requiem de Mozart, côtoyait les mystères des rituels chamaniques africains.

Gurshad Shaheman, Iranien vivant en France, nous conviait avec ***Pourama Pourama*** à une émouvante quête identitaire, à une traversée de son enfance, de son adolescence et à la découverte de l'âge adulte qui prenait la forme d'un repas se déroulant en trois temps, dans trois lieux du Centre du Théâtre d'Aujourd'hui et où, chaque fois, les stratégies de narration étaient renouvelées. Ce sensible voyage initiatique nous révélait un idéal amoureux douloureux, une franche acceptation d'un soi rempli de contradictions.

Michel Marc Bouchard a écrit avec ***Tom à la ferme*** un chef-d'œuvre qui met en scène la différence, l'imprévisible du pulsionnel, le trouble sexuel, la honte de soi, la haine de l'Autre. Le metteur en scène brésilien Rodrigo Portella et sa bande de comédiens incandescents nous ont livré avec ***Tom na Fazenda***, une version bouleversante de ce drame psychologique où le rejet de l'Autre entraîne la mort. Dans un Brésil où un terrible mouvement d'extrême-droite déchire le pays, cette production d'une sensualité, d'une sauvagerie et d'une intelligence extrêmes ne pouvait qu'être des plus pertinentes. Le public montréalais a réservé une ovation monstre à cette production exceptionnelle, la belle surprise du Festival.

Until our Hearts Stop de l'Américaine Meg Stuart mettait lui aussi en scène la différence et proposait une nouvelle façon d'être au monde, socialement et intimement. Pièce-fleuve, baroque, parfois fuyante et insaisissable, ***Until our Hearts Stop*** mêlait musiques en direct et corps en action, scène et salle, interprètes professionnels et spectateurs, redéfinissait avec audace et impudeur le vivre-ensemble et inventait de manière troublante de nouvelles façons d'entrer en relation, entre autres par une sexualité affranchie, avec l'autre, avec soi.

Union of the North des Islandais Valdimar Johannsson, Erna Omarsdottir et de l'Américain Matthew Barney. Étrange film qui réinterprétait d'une manière hallucinée la cérémonie du mariage en explorant les rites de séduction et d'accouplement de l'Homme et de la Femme contemporains. Se déroulant dans un centre d'achats des plus froids et impersonnels de Reykjavik, cette œuvre barbare et crue fascinait, dérangeait.

LA RÉINVENTION DE L'UNIVERS

Nous en sommes à un point charnière de l'évolution du monde tel que nous l'avons connu jusqu'à maintenant. Nous épuisons les ressources de notre planète à une vitesse telle que demain risque d'être fait de gâchis et de désolation. Cet état d'urgence de notre monde nous amène à nous questionner profondément, sur notre futur bien sûr, mais également sur nos origines. Le chorégraphe suédois Jefta van Dinther, le metteur en scène français Philippe Quesne et le chorégraphe et danseur

grec Euripides Laskaridis ont inventé des créatures étonnantes, fantaisistes ou inquiétantes, afin de mieux parler de l'état fragile du monde actuel. Dans ces trois spectacles insolites, véritables poèmes scéniques, les mots étaient superflus pour exprimer le grand désarroi qui nous anime, pour tenter de répondre à ce qui nous interpelle, à ce qui ne pourra sans doute jamais être résolu.

Dark Fields Analysis était une vertigineuse plongée dans les tréfonds du corps humain, de sa psyché, de ses pulsions. Sur scène, deux hommes nus s'interrogent sur le sens de la vie, de leur vie. Mais sont-ils vraiment humains ? Sont-ils plutôt le résultat d'une intelligence artificielle ? Puis, le rationnel s'estompe pour faire place au pulsionnel, à l'animal qui se cache en chacun de nous. Après un long séjour dans la noirceur absolue, les deux hommes retournent par la plénitude de la voix chantée à une origine ancestrale qui leur permet de s'épanouir et de se délivrer des carcans sociaux. La puissance des ténèbres.

La nuit des taupes de Philippe Quesne se déroulait dans une caverne préhistorique où d'adorables taupes géantes démolissaient leur abri ressemblant à un bungalow dérisoire pour mieux retourner à leur habitat naturel constitué de stalactites et de stalagmites. Évoluant dans un univers de carton-pâte renvoyant à celui d'une bande dessinée pour adolescents révoltés, ces taupes muettes, mais musiciennes, après être passées du rite de la naissance à celui de la mort, après avoir cité des grands pans de l'histoire de l'art et de l'humanité, terminaient leur périple par un concert punk apocalyptique et cathartique.

Titans de Euripides Laskaridis, œuvre dont nous étions les fiers coproducteurs, mettait en présence une créature mi-femme mi-déesse, naïve et coquette, enceinte jusqu'aux dents, qui réinventait l'Univers en manipulant avec drôlerie la matière qui peuple son monde : planches de styromousse, ampoules électriques et néons, papiers et cartons, paillettes, cordes, branchages. Évocations du vent, de la terre, de l'eau et du feu ; le cosmos et la terre ferme se confondaient pour former un monde où le nouveau-né mis au monde par cette clownesse métaphysique pouvait évoluer. Magie de fortune, nombreuses surprises surgies de trois fois rien, jeu physique frôlant le grotesque, le burlesque et l'absurde, Euripides Laskaridis nous enchantait avec des angoisses existentielles que nous connaissons tous trop bien.

CRÉATIONS QUÉBÉCOISES

La création d'œuvres inédites occupe une place de choix dans les éditions du FTA. Par la coproduction, le Festival accompagne dès ses balbutiements des aventures artistiques audacieuses et prometteuses qui connaissent dans la plupart des cas une belle trajectoire ici et ailleurs. Cette année, ce sont neuf créations nationales que nous avons accompagnées et vues naître.

Daniel Léveillé et Paul-André Fortier, deux figures majeures de la danse québécoise, ont montré toute l'étendue de leur talent, de leur sensibilité et de leur savoir-faire.

Daniel Léveillé nous offrait une pièce d'une étonnante douceur, ***Quatuor tristesse***, où six corps nus se font, se défont, s'embrassent, se quittent et reviennent dans des méandres élégants et bruts de bras, de jambes, de soupirs, de regards et de silences. Au son de musiques mélancoliques de la Renaissance italienne, espagnole et anglaise, la tristesse comme partie prenante de nos vies.

Paul-André Fortier, quant à lui, après plus de 40 années passées au sein de Fortier Danse-Création et abordant ses 70 ans, nous livrait son dernier opus, ***Solo 70***, avant la fermeture de sa compagnie. Créé en collaboration avec le dramaturge Étienne Lepage, ***Solo 70*** est le portrait vibrant de l'homme dansant qu'est devenu au fil des œuvres Paul-André Fortier, ombre noire dans l'anonymat de nos villes, tantôt solitaire et vulnérable, tantôt se mêlant avec hardiesse à de plus jeunes générations. Le poids et la force tranquille de la vieillesse se heurtant à la fougue de la jeunesse. Ce geste d'adieu à un pan entier de l'abondante carrière de cet artiste majeur aura été un moment de grande émotion, un événement de cette édition 2018 à marquer d'une pierre blanche.

Anne Thériault et Jean-Sébastien Lourdais ont placé l'exploration de la matière au cœur de leurs pièces, musicale avec l'utilisation du thérémine pour l'une, bien concrète avec la présence d'abondantes nouilles de riz pour l'autre. Au centre de cette recherche où le son, la musique, la stridence, le chuchotement, le vide et le silence composaient des paysages méditatifs, l'humain, qui cherche sa place dans l'univers. ***Récital*** et ***Bleu***, deux pièces intimistes, deux intérieurs chorégraphiques à découvrir patiemment, sur la pointe des pieds.

S'inscrire dans la trame de l'effervescence théâtrale montréalaise, ne pas évoluer en vase clos, voilà un des objectifs que le FTA poursuit afin d'inscrire ses créateurs dans une mouvance internationale. C'est avec fierté que nous nous sommes associés cette année au théâtre Espace GO pour la création de ***La vie utile*** d'Evelyne de la Chenelière et Marie Brassard. Amorcé au cours de la saison régulière d'Espace GO, cet oratorio technologique, qui met en scène de manière fantastique le personnage de Jeanne à différents moments de sa vie et de sa mort, a poursuivi avec succès sa diffusion au sein du Festival. Différents publics ont ainsi pu être rejoints par l'œuvre de deux grandes artistes de notre paysage théâtral québécois.

Nos ghettos de Jean-François Nadeau et Stefan Boucher déboulonnaient en mots et en musique l'angélisme bon enfant qui sous-tend trop souvent le discours politique et citoyen lorsqu'il est question du vivre-ensemble. Nadeau et Boucher exploraient avec âpreté le coin de la 2e Avenue et de la rue Bélanger du quartier Rosemont, zone disparate d'un Montréal en mutation où cohabitent avec une triste indifférence des commerces tenus par des gens issus de diverses communautés culturelles. Spectacle dérangeant pour les uns, car créé par un homme blanc privilégié à la parole qualifiée de surplombante, jubilatoire pour les autres, car porté par un homme blanc doutant de sa position de privilégié et ne craignant pas d'exposer nos contradictions et nos paradoxes collectifs, ***Nos ghettos*** avait le courage d'aborder la question de l'Autre sans compromis ou mièvrerie.

PAROLES ET IMAGES DES PREMIÈRES NATIONS

Trop longtemps par nous cachée, ignorée, balayée sous le tapis de notre culpabilité, la réalité des peuples des Premières Nations canadiennes en est une que nous devons dorénavant mettre en lumière. Qu'elle soit entachée de notre empreinte colonialiste destructrice ou encore porteuse de valeurs nobles, respectueuses des différentes formes de vie sur terre, la culture ancestrale des Premières Nations désire dialoguer avec l'ici et maintenant, avec le contemporain. Nous avons accueilli dans cette édition deux œuvres de l'artiste d'origine ojie-crie Lara Kramer.

Présentée en collaboration avec le MAI-Montréal, arts interculturels, ***Phantom Stills and Vibrations*** se déroulait tout au long du Festival. Cette exposition immersive rendait hommage aux victimes de l'ancien pensionnat autochtone de Pelican Falls, à Sioux Lookout, en Ontario, en évoquant avec pudeur les âmes des victimes de cet établissement, le dernier à fermer ses portes au tournant des années 1980. Lara Kramer et son collaborateur Stefan Petersen y ont donné à quatre reprises une performance au sein de cette exposition.

Windigo, l'autre création de Lara Kramer, mettait en présence deux hommes vagabonds à la dérive physique et psychologique dans une zone indéterminée du Nord, quelque part entre la désolation d'une réserve autochtone et la morne périphérie d'une triste ville. Des matelas dénudés peuplaient la scène, radeaux dérisoires où ces âmes à la recherche d'elles-mêmes tentaient de renouer avec la simplicité du geste artisanal qui était jadis le lot de leur quotidien, ainsi que trouver un sens, une âme, un esprit dans la surabondance des objets manufacturés les submergeant et les dénaturant. ***Windigo***, une balade post-apocalyptique, un lent cérémonial de guérison du temps qui ne passe pas, ou mal.

L'ESPACE PUBLIC

Afin de rapprocher l'art contemporain de la vie citoyenne, de dialoguer, parfois spontanément, avec qui ne soupçonne peut-être pas ces formes artistiques de danse et de théâtre contemporains, il nous est primordial d'offrir gratuitement à chaque édition des œuvres dans l'espace public, que ces espaces soient intérieurs ou à l'extérieur.

Outre ***Phantom Stills and Vibrations***, deux autres œuvres ont été offertes au public de Montréal et à ses visiteurs de passage.

La parade des taupes de Philippe Quesne précédait la présentation de ***La nuit des taupes*** à l'Usine C. Les six gentilles, mais parfois délinquantes, taupes géantes ont tout d'abord déambulé rue Sainte-Catherine au cœur du Village avant de s'engouffrer dans le long tunnel menant au quai de la station Beaudry pour entreprendre un court, mais intense, trajet en métro. Les taupes ont ressurgi à l'air libre à la station Berri-UQAM et retrouvé leur liberté à la place Émilie–Gamelin du Quartier des spectacles où elles ont fraternisé avec tout un chacun. Cette parade inusitée a réuni une foule nombreuse, joyeuse, familiale. Les taupes ont installé un sain chaos dans le quotidien montréalais.

Fluid Grounds de Benoît Lachambre et Sophie Corriveau était un événement performatif ambitieux se déroulant sur trois jours dans l'Atrium des Grands Ballets Canadiens de l'édifice Wilder. Benoît Lachambre, Sophie Corriveau et Nancy Tobin ont investi la totalité de l'espace disponible, sol et murs, afin de les recouvrir, de les dénuder, puis de les recouvrir à nouveau, dans un minutieux rituel, de rubans adhésifs de couleurs vives. De grandes formes sinueuses, des sculptures organiques étranges sont ainsi formées, dans lesquelles les interprètes se fondent, interagissent entre eux et avec les spectateurs. Le temps et les corps se déployaient dans une nouvelle logique, l'heure et la journée étaient suspendues, l'œil était ravi, les barrières du connu s'estompaient.

Ces trois œuvres ont permis au public du Festival de prendre une pause dans la frénésie du quotidien, d'appréhender l'art contemporain dans une perspective de simplicité et de liberté.

POUR FINIR

Clôturant le Festival de manière éblouissante, ***Betroffenheit*** des Canadiens Crystal Pite et Jonathan Young. Danse et théâtre s'entremêlaient dans une pièce aux allures de music-hall cruel où chaque parcelle des corps des interprètes, danseurs et acteur, racontait avec panache et virtuosité la terrible présence de la mort après la disparition tragique d'êtres aimés, puis l'enfer de la dépression profonde qui en résulte. ***Betroffenheit*** était une pièce à l'esthétique parfois lugubre et glauque, mais résolument tournée vers la lumière. Le solo qui terminait la pièce était un pur moment de grâce chorégraphique, la vie luttant, et luttant, et luttant contre ses démons, pour finalement s'apaiser et triompher de la noirceur. Une leçon de courage et d'espoir.

Cette édition 2018 était diversifiée, abondante. Passant de grands plateaux à des espaces des plus intimes, de productions à grand déploiement à des scènes dénudées, de grands noms de la scène nationale et internationale côtoyaient des artistes plus marginaux. Cette diversité esthétique, générationnelle et géographique a su capter l'attention et le regard de spectateurs professionnels venus d'ailleurs, ainsi que ceux d'un public montréalais curieux et enthousiaste.

UN PREMIER LIVRE SUR LE FTA

Cette année marque la publication de ***FTA : Nos jours de fête***. Ce premier ouvrage consacré au FTA a été lancé pendant le Festival en présence de Marie-Hélène Falcon, sa cofondatrice et directrice générale et artistique de 1985 à 2014, et de plusieurs collaborateurs. Publié chez Somme toute - éditions, il s'agit d'un ouvrage collectif de réflexion sur les arts scéniques au Québec. On y trouve des manifestes artistiques, des débats esthétiques et politiques, des récits et témoignages d'artistes et d'observateurs de la scène d'ici et d'ailleurs. La notion même de festival y est interrogée et bousculée, pour mieux comprendre ce qu'un tel événement rend possible. Ces prises de parole sur l'art sont ponctuées par des photographies de toutes les époques, de la première édition du Festival de théâtre des Amériques en 1985 au Festival TransAmériques de 2017.

Jessie Mill, dramaturge et conseillère artistique au FTA, et Marie Parent, professeure de littérature, ont dirigé ce collectif qui donne la parole aux artisans et aux artistes du Festival. Parmi les collaborateurs du livre figurent Marie Brassard, Romeo Castellucci, Olivier Choinière, Marie Chouinard, Mélanie Demers, Floyd Favel, Christian Lapointe, Louise Lecavalier, Robert Lepage, Alexander MacSween, Dana Michel, Alain Platel, Nadia Ross, Yves Sioui Durand, Larry Tremblay et Martin Faucher.

FTA : Nos jours de fête s'adresse à tous les amateurs de danse, de théâtre et de création contemporaine — spectateurs, artistes et artisans, professionnels, étudiants — et devient ainsi un ouvrage de référence à partager.

[Fragments]

« Nous n'avons jamais cherché le consensus, c'était, à notre avis, un cul-de-sac qui vide l'art de sa charge poétique et politique. D'emblée, notre intérêt allait vers ce qui crée la rupture : le marginal, la différence, le métissage, la bâtardise. Tout ce qui retrousse. « Si un son vous dérange, disait John Cage, écoutez-le. » Nous tendions l'oreille à ce qui était unique, dissonant, discordant, radical, aux artistes qui interrogeaient leur art, leur époque, qui cherchaient de nouveaux langages, d'autres façons d'habiter le théâtre, de rencontrer le public. Qu'avons-nous besoin de voir ? Qu'est-il important de montrer aujourd'hui ? À quoi devons-nous résister ? Le Festival a été un vaste chantier, en transformation permanente. »

Marie-Hélène Falcon

La danse, comme une cérémonie sauvage

« Je voudrais arriver à créer une danse inclusive, où chaque mouvement contiendrait son contraire, les brisures et la fluidité, la force et l'abandon, la vitesse et la lenteur, l'élévation et la chute. J'ai tendance à vouloir contrôler le corps. J'aimerais pouvoir le reconstruire molécule par molécule, chaque jour. Choisir son évolution plutôt que de la subir. Je livre une bataille contre la gravité, mais ce n'est pas suffisant, car je cherche aussi un sens et le sens vient du centre, d'une énergie, d'une pensée intégrée dans le corps. J'ai besoin d'articuler le corps jusqu'à ce qu'il incarne ma façon de penser ou d'être et devienne un nouveau langage. Le corps est un outil pour être, pas seulement pour paraître et, en ce sens, je le traque, je cherche toujours ses ouvertures. »

Louise Lecavalier

Se voir voir

« Et c'est ici que réside ton travail, spectateur. Comme dans un processus de *reverse engineering*, c'est à toi de reconfigurer la philosophie de la composition de la création d'une œuvre. Il s'agit d'entrer dans le courant de la rivière, de tracer de nouvelles lignes à la constellation qu'il reconnaît à sa façon. Le dessin peut changer en fonction de chacun : lorsqu'on regarde les mêmes points, des lignes complètement différentes peuvent être tracées. Je peux comprendre celui qui dit que l'un de mes spectacles est, par exemple, blasphématoire, tout comme celui qui le trouve, par exemple, trop chrétien. Tous deux, en même temps, ont raison. Définir ce qui est, ce que représente ou ce que signifie une certaine image, ce n'est pas mon problème. Mon devoir s'arrête en donnant accès à une image vraie. À ce moment comme artiste, je ne suis plus. Pareil au sourire sans le chat. »

Romeo Castellucci

Un espace de la tentative

« Il ne faut laisser ni les politiciens ni les financiers contrôler, instrumentaliser ou restreindre ces trafics imaginaires et vitaux. Les artistes n'ont pas à faire œuvre utile ou rentable et encore moins à adopter quelque logique néolibérale. Leur utilité est ailleurs ; par la distance et l'observation d'un monde vis-à-vis duquel ils sont paradoxalement si poreux et sensibles, ils proposent un miroir complexe de la psyché humaine, de ses différents visages et de ses paysages émotionnels, réinventés ou recadrés par le langage et par la forme. »

Stéphanie Jasmin et Denis Marleau

LES TERRAINS DE JEU

Depuis l'édition 2015, les nombreuses activités qui accompagnent les spectacles sont regroupées sous l'appellation des Terrains de jeu, un ensemble élaboré à l'intention du grand public, des artistes et des professionnels du spectacle, traversé par des enjeux artistiques et sociopolitiques. Les Terrains de jeu enrichissent la programmation et transforment l'énergie des spectacles en matière à penser. Avant le début du Festival, des films de fiction et des documentaires sont projetés à la Cinémathèque québécoise. À l'issue de certaines représentations, les artistes s'entretiennent avec les spectateurs. Au Quartier général, des discussions de fond, des conférences et des débats osent une parole et des échanges assumés. Les professionnels sont quant à eux conviés à des causeries, des Cliniques dramaturgiques et des Classes de maître. S'ajoutent à ce programme des activités offertes aux étudiants, aux artistes amorçant leur pratique, de même qu'aux jeunes artistes et aux professionnels venus des quatre coins du monde. Les Terrains de jeu permettent d'élargir la compréhension des œuvres en proposant des clés de lecture à tous les spectateurs.

LE QUARTIER GÉNÉRAL – UN ESPACE POUR TOUS

Lieu de rencontre de tous les festivaliers, le Quartier général accueille les professionnels, réunit les artistes à l'occasion des repas de premières et offre au public un espace convivial où se retrouver pour échanger et festoyer. Situé à l'Agora Hydro-Québec du Cœur des sciences de l'UQAM et soutenu par le commanditaire ARTV, ce lieu est l'hôte de la plupart des activités des Terrains de jeu.

En 2018, au fil des 16 jours du Festival, les spectateurs ont pu assister à 26 rencontres, dont certaines étaient spécialement dédiées aux étudiants, aux artistes et aux professionnels du spectacle. Des artistes de la programmation — Ivo van Hove, Philippe Quesne et Paul-André Fortier — ont fait l'objet de grandes rencontres au cours desquelles des pans de leur répertoire ou de leurs projets artistiques ont été partagés avec les spectateurs. Ainsi, 1 625 spectateurs ont enrichi leur expérience de fréquentation des œuvres en assistant à ces activités.

À la tombée du jour, le QG se pare des couleurs de la fête pour accueillir la vie nocturne du Festival. Au menu des festivités figuraient cette année une diversité de DJ et de sons, à l'image d'une ville ouverte sur le monde dans toute sa pluralité de cultures, d'identités et de genres.

En plus des Nuits de Montréal, animées par Parker Mah, notre DJ en résidence, le QG a accueilli huit soirées thématiques, notamment un Bal des monstres orchestré par le collectif Wants&Needs Danse et une soirée partagée avec le OFFTA. Pour la soirée de clôture du Festival, DJ Martin a surpris les festivaliers en proposant sa propre sélection musicale et en inaugurant une deuxième piste de danse pour une finale doublement énergique. Au total, 2 513 festivaliers ont festoyé durant ces soirées.

Le Quartier général permet également d'accueillir des initiatives d'associations professionnelles, d'organismes artistiques ou de maisons d'enseignement tenues pendant le FTA. En 2018, le Conseil québécois du théâtre et le Regroupement québécois de la danse y rassemblaient 67 membres autour d'une discussion sur l'imminente nouvelle politique québécoise de la culture, alors que PME-ART y tenait le lancement d'un ouvrage retraçant les 20 ans de la compagnie. Un groupe d'agents et de

producteurs créatifs, réunis sous l'appellation « CAMP », a également mené un chantier sur ces professions essentielles à l'accompagnement des artistes, dont les grands enjeux ont été partagés avec la communauté des artistes et des professionnels au cours d'un événement public.

Le QG offre au public des commodités, parmi lesquelles le WIFI, un service de café-bar ouvert midi et soir et un fil Twitter/Instagram mural. Très fonctionnels, ses espaces comprennent un salon d'accueil, un espace de réunion, une salle de presse, ainsi qu'une billetterie réservée aux professionnels du spectacle afin d'offrir aux artistes, programmateurs et journalistes tous les services facilitant leur participation au Festival.

PENSER LA CRÉATION AUTOCHTONE

Dans la foulée des œuvres de la chorégraphe oji-crie Lara Kramer présentées dans la programmation, le FTA a souhaité consacrer une partie des Terrains de jeu à la création des artistes des Premiers Peuples. En collaboration avec Scène contemporaine autochtone, une discussion entre quatre artistes scéniques du Canada et de l'Australie s'est déroulée devant des spectateurs attentifs et curieux. Bien que le sociologue innu Pierrot Ross-Tremblay ait dû annuler sa conférence au QG sur le thème de « l'apartheid canadien », sa pensée et celles de plusieurs penseurs autochtones accompagnent déjà la réflexion sur l'autochtonie qui se poursuivra l'an prochain.

UN BILAN CRITIQUE PORTÉ PAR LES CITOYENS

En 2018, le bilan critique du FTA a pris une nouvelle forme en conviant des spectateurs de différents horizons et des spécialistes de la scène à discuter publiquement des œuvres vues durant ces 16 jours de création. La multiplicité des voix a permis de mettre en tension l'intelligence critique et l'intelligence citoyenne. Une étudiante du niveau secondaire, un critique d'art, une jeune critique des Rencontres internationales, un conseiller dramaturgique et un spectateur assidu du FTA ont ainsi partagé leurs coups de cœur, leurs découvertes, et leurs interrogations devant une soixantaine de spectateurs venus jeter un dernier regard sur l'ensemble de la programmation du Festival.

EN DIALOGUE AVEC LES ARTISTES

La rencontre étant au cœur du Festival, des espaces d'échanges privilégiés avec les artistes sont offerts tout au long de son déroulement. Parmi ces initiatives, soulignons celle qui est devenue une tradition pour de nombreux spectateurs : les discussions après les deuxièmes représentations. Cette année, 2 038 spectateurs ont participé à l'une ou l'autre de ces 23 rencontres avec les artistes.

DES ŒUVRES CINÉMATOGRAPHIQUES QUI ENRICHISSENT LES CONTENUS

En collaboration avec la Cinémathèque québécoise, le Festival a présenté cette année quatre programmes comprenant documentaires, films d'art et œuvres de fiction faisant écho aux spectacles de la programmation. 321 spectateurs ont assisté à ces projections. À la demande de certains groupes scolaires, trois projections supplémentaires ont étoffé l'expérience des étudiants.

LES CLINIQUES DRAMATURGIQUES

Dans le cadre de la troisième édition des Cliniques dramaturgiques, événement consacré à l'accompagnement artistique, le FTA a invité une dramaturge québécoise et six dramaturges internationaux provenant de l'Allemagne, de la Belgique, du Cameroun, de la France et de la Grèce. Un petit-déjeuner-causerie a ouvert les Cliniques, suivi d'une série de tête-à-tête dramaturgiques où des artistes locaux ont rencontré l'un des interlocuteurs invités autour d'une question, d'un enjeu ou d'un obstacle rencontré dans leur projet de création. Quinze consultations privées ont eu lieu au bénéfice de la communauté artistique. Alors que des artistes de la danse, du théâtre et de la performance de différentes générations sont venus oxygéner leur pratique dans le cadre de ces activités d'enrichissement, une grande table de travail en présence de 33 participants a permis d'ouvrir la discussion à tous et de partager certaines références et réflexions.

LES CLASSES DE MAÎTRE

Destinées aux artistes professionnels de la danse, du théâtre et des arts de la scène, les Classes de maître offrent une immersion dans l'univers d'un artiste de la programmation ainsi que des clés de compréhension de sa démarche. Deux thématiques orientaient les classes cette année — le théâtre documentaire et les rituels sacrés —, deux manières d'appréhender le réel dans la création. Organisées en collaboration avec l'Union des artistes, ces Classes ont permis des échanges approfondis avec des artistes internationaux invités au FTA. Vingt-huit participants de trois régions du Québec et de la France ont suivi les dix heures d'atelier tantôt du performeur et chorégraphe sud-africain Albert Khoza, tantôt de l'acteur et metteur en scène mexicain Gabino Rodríguez.

LES RENCONTRES INTERNATIONALES DES JEUNES CRÉATEURS ET CRITIQUES DES ARTS DE LA SCÈNE

Les Rencontres internationales permettent à une vingtaine de jeunes professionnels francophones de vivre au rythme du Festival au cours d'un séminaire intensif de 11 jours. Âgés de 25 à 35 ans, ils provenaient cette année de l'Allemagne, l'Argentine, la Belgique, l'Espagne, les États-Unis, la France, Haïti, Israël, l'Italie, la Suisse, le Québec et les autres provinces canadiennes. Ces rencontres se sont tenues grâce au soutien de l'**Ambassade d'Espagne à Ottawa**, de l'**Association des Théâtres Francophones du Canada (ATFC)**, du **Consulat général d'Israël à Montréal**, du **Festival de théâtre par 4 chemins** (Haïti), de la **Fondation suisse pour la culture Pro Helvetia**, du **Goethe-Institut Montréal**, de l'**Istituto Italiano di Cultura di Montréal**, de l'**Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ)**, des **Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ)** et de l'**Office Québec-Monde pour la jeunesse (OQM)**.

RENCONTRE DE CRÉATEURS AUTOCHTONES

Pour sa première édition cette année, les Rencontres de créateurs autochtones ont été organisées et commissariées par Onishka Productions et ses deux commissaires, Émilie Monnet et Patti Saughnessy.

Dans le but de permettre aux artistes autochtones canadiens de bénéficier d'une période de réflexion et de création, ces Rencontres ont pris la forme d'un laboratoire de création piloté par l'artiste néo-zélandaise Victoria Hunt et regroupaient une douzaine de participants. Une présentation publique de fin de laboratoire a eu lieu à l'Édifice Wilder : *Day of Invigilation, une conversation performative*.

Planifié par l'équipe de développement des publics, un horaire de spectacles et de rencontres avec des artistes a été spécialement conçu pour ces participants qui ont également assisté à des spectacles présentés au OFFTA et à Suoni per il popolo.

YULANDA M. FARIS CHOREOGRAPHERS PROGRAM

En 2017, le Dance Centre à Vancouver a mis sur pied le Yulanda M. Faris Choreographers Program, un programme de soutien où trois bourses sont remises à de jeunes chorégraphes canadiens pour leur permettre de participer à divers festivals et évènements internationaux sur une période de deux ans.

Un horaire de spectacles, de rencontres avec des artistes et d'activités des Terrains de jeu a été spécifiquement élaboré pour ces jeunes boursières et leur médiatrice. Des billets pour cinq spectacles leur ont aussi été offerts.

PARCOURS ÉTUDIANTS

Animé par le désir d'accessibilité et l'importance de la sensibilisation aux arts de la scène contemporaine, le FTA met sur pied des activités d'accompagnement et de formation auprès des jeunes spectateurs, dont les Parcours étudiants qui regroupent les programmes offerts à la clientèle scolaire (voir détails à l'Annexe V).

En 2018, 760 étudiants en provenance de 26 écoles, notamment huit établissements qui en étaient à leur première expérience, ont participé à ce volet. Les groupes provenaient d'Essex en Ontario, de Gatineau, Granby, Laval, Montréal, Québec, Repentigny, Saint-Hyacinthe, Saint-Lambert, Sainte-Thérèse, Terrebonne, Trois-Rivières et Valleyfield.

- Le **Séjour culturel** consiste en une immersion de quatre jours destinée aux élèves du second cycle du secondaire et allie à la fois la découverte des arts de la scène et l'exercice du sens critique. Y ont participé 160 élèves qui ont généré 608 entrées.
- L'**Autre parcours** permet aux enseignants de créer un séjour sur mesure et en adéquation avec leurs besoins pédagogiques. Y ont participé 82 élèves de niveau secondaire, 103 du collégial et 53 des universités de la province du Québec — dont l'UQAM et Concordia qui offrent des séminaires intensifs sur le Festival — qui ont généré 973 entrées.
- Le **FTA à la carte** offre aux groupes scolaires d'au moins 15 étudiants un tarif privilégié de 22 $ par billet et leur permet de vivre l'expérience du FTA pour une soirée ; 383 élèves de niveau secondaire de Montréal ont participé cette année à un atelier et/ou un spectacle, et généré 381 entrées.

TOURNÉE DES ÉCOLES

Chaque année, l'équipe artistique visite les écoles de formation professionnelle spécialisées en danse et en théâtre de la région métropolitaine et de la capitale canadienne des niveaux collégial et universitaire afin de présenter la programmation et d'offrir aux étudiants des tarifs préférentiels exclusifs. Cette année, 13 écoles ont été visitées, dont deux écoles anglophones, attirant 404 étudiants qui ont généré 816 entrées.

NOUVEAUTÉS LIÉES AUX ÉTUDIANTS

- Cette année, les écoles provenant de l'extérieur de la ville ont pu séjourner chez notre partenaire, les résidences EVO Vieux-Montréal, offrant un accès direct au métro à l'intérieur même du bâtiment. Grâce au soutien financier d'Hydro-Québec, des cartes OPUS de trois jours ont été offertes à toutes les écoles de l'extérieur de Montréal participant au Séjour 1.
- Huit nouvelles écoles ont pu participer aux Parcours étudiants en 2018 grâce au soutien financier d'Hydro Québec. Le Collège Durocher Saint-Lambert et l'École secondaire du Verbe divin de Granby ont quant à eux participé pour la première fois au Séjour culturel et une école de l'Ontario, Essex High School, au FTA à la carte. Des parcours sur mesure ont été créés pour plusieurs établissements d'enseignement de l'art dramatique et du théâtre au niveau collégial : Collège Dawson, cégep Marie-Victorin, cégep de Saint-Laurent et cégep de Saint-Hyacinthe.
- Une première collaboration avec le département de danse contemporaine de l'Université Concordia a permis la création d'un cours consacré entièrement à la programmation du Festival.
- Seize professeurs, provenant du Collège Lionel-Groulx, du Collège Notre-Dame-de-Lourdes, de l'École secondaire Armand-Corbeil, de l'École secondaire Sophie-Barat et du Pensionnat-Saint-Nom-de-Marie ont profité des tarifs exclusivement offerts aux professionnels de la danse et du théâtre afin d'assister à une série de spectacles, une initiative qui s'inscrivait dans le cadre de leurs activités de développement professionnel.

MONTRÉAL, PÔLE DE LA CRÉATION CONTEMPORAINE

L'accueil des professionnels a connu un grand succès par la quantité et la qualité des professionnels du spectacle qui ont assisté à cette édition 2018. Le Festival a accueilli 149 diffuseurs, programmateurs, conseillers artistiques, dramaturges et délégués en provenance de 24 pays. Ceux-ci se sont prévalus de 548 billets de spectacles, offerts ou à tarif réduit, assistant à une moyenne de six spectacles dans le cadre du FTA, sans compter les spectacles fréquentés en marge de l'événement (OFFTA, Circuit-Est, présentations privées en atelier et en salles de répétition, etc.).

Depuis quatre ans, le FTA bâtit sa programmation pour faire en sorte que les créations nationales puissent être vues sur une période concentrée. En 2018, ce temps fort a eu lieu entre le 29 mai et le 5 juin. Cette stratégie s'avère toujours efficace et appréciée des professionnels du spectacle.

La 12e édition du FTA a été marquée par l'accueil de la réunion annuelle du **Directors Circle International (DCI)** du 30 mai au 1er juin. Cette organisation informelle regroupe une vingtaine de directeurs de festivals et structures de diffusion américains et européens dans le but d'échanger sur les enjeux et les problématiques mouvantes qui animent les arts de la scène.

Quatre agents d'artistes en danse ont décidé d'unir leurs forces pour réfléchir à l'avenir de leur métier. Au sein du projet de recherche **CAMP (Creative Agent Manager Producer)**, les membres fondateurs Adrien Bussy (Montréal, Canada), Magnus Nordberg (Stockholm, Suède), Line Rousseau (Tilburg, Pays-Bas) et Lene Bang Henningsen (Copenhague, Danemark) étudient le rôle et la place de l'agent dans l'écosystème des arts de la scène au Canada et dans le monde. Ils ont choisi de tenir la première étape officielle de leur projet au FTA 2018. CAMP poursuivra ses réflexions ces deux prochaines années avec des escales au Gothenburg Dance et au Theatre Festival (Suède), puis aux Pays-Bas et au Danemark en 2019, avant de tirer leurs conclusions en 2020.

LES COLLABORATIONS

Le FTA a travaillé en collaboration avec **Les Grands Ballets Canadiens de Montréal** afin de partager les frais de séjour de certains programmateurs étrangers et avec la **Danse sur les routes du Québec** pour l'organisation d'activités destinées à ses membres.

PRÉSENCE À L'ÉTRANGER

La présence de l'équipe artistique du FTA dans différents lieux de diffusion et festivals nationaux et internationaux constitue un levier remarquable. Au cours de leurs déplacements, les membres de l'équipe rencontrent leurs homologues pour les intéresser aux projets des artistes nationaux. Cette approche stimule aussi la présence de ces interlocuteurs importants au FTA.

Le directeur artistique Martin Faucher possède une connaissance fine et étendue des réseaux de diffusion internationaux et nationaux. À titre de conseiller artistique de 2007 à 2014, puis de directeur artistique depuis 2014, il a voyagé à travers le monde en assistant à d'innombrables festivals internationaux et en visitant un grand nombre de structures de diffusion et de production. Martin Faucher et Jessie Mill, dramaturge et conseillère artistique, multiplient les rencontres avec leurs

collègues au cours de leurs nombreuses missions de repérage. Dans le cadre de festivals et événements internationaux auxquels ils assistent, ils profitent de toutes les tribunes et occasions qui leur sont offertes pour faire la promotion des artistes d'ici.

Depuis 2016, le FTA collabore avec le **Phénix, Scène nationale de Valenciennes**, porteur d'un important projet d'accompagnement d'artistes européens. En mars 2019, cette collaboration prendra une forme particulière avec la tenue de Cliniques dramaturgiques, concept développé au FTA, pendant l'évènement du Cabaret des curiosités. À cette occasion, Jessie Mill se rendra à Valenciennes, accompagnée d'un dramaturge québécois et d'un jeune professionnel de la communauté théâtrale québécoise pour mettre sur pied un programme dramaturgique fait de consultations privées et de débats publics. Le Phénix invitera pour l'occasion cinq dramaturges internationaux choisis en collaboration avec le FTA.

Les Cliniques dramaturgiques inspirent et stimulent des participants internationaux à mettre en œuvre dans leurs contextes des dispositifs similaires. Ainsi, le dramaturge grec Alexandros Mistriotis prévoit mettre sur pied un projet rassemblant la cohorte des dramaturges du FTA 2018 à Athènes, en 2019-2020. À **La Bellone**, à Bruxelles, trois dramaturges s'inspirent du modèle des Cliniques du FTA. Enfin, Kouam Tawa, dramaturge des **Récréâtrales** de Ouagadougou (Burkina Faso), envisage de transposer ce modèle dans le cadre du laboratoire ÉLAN consacré à la formation et à la création.

Au cours de son voyage au Brésil au printemps 2018, dans le cadre de la **Mostra Internacional de Teatro de São Paulo (MITsp)**, Jessie Mill a rencontré de nombreux collègues programmateurs notamment venus du Brésil, de l'Argentine, du Chili, de l'Afrique du Sud, de la Lettonie et de la Suède. Plusieurs d'entre eux ne pouvaient venir au FTA 2018 et se promettent d'être présents pour la prochaine édition. À São Paulo, la présence du FTA a été remarquée, notamment par un journal local, qui a souligné la participation de Jessie Mill au festival.

Le FTA était aussi présent à la dernière édition du **Festival Internacional de Buenos Aires (FIBA)** à l'automne 2017. Cette manifestation majeure réunit un grand nombre de programmateurs parmi lesquels la Coréenne Seong Hee et l'Iranienne Maryam Karroubi. C'est à la suite de sa rencontre avec Jessie Mill que Martine Dennewald, directrice artistique de Theaterformen (Hanovre), s'est déplacée à Montréal et à Toronto en saison régulière pour voir des spectacles et rencontrer des artistes québécois et canadiens.

Jessie Mill est retournée à Istanbul pour assister au festival **A Corner in the World**, dédié essentiellement à la jeune scène turque et moyen-orientale. Les organisateurs de ce festival envisagent de convier un dramaturge ou un metteur en scène québécois à leur prochaine édition pour offrir un atelier à la communauté artistique turque.

De passage à Marseille au **Festival Parallèle** en janvier 2018, Jessie Mill a rencontré Lou Colombani et son assistant Antonin Delom. Ce dernier, invité à Montréal par le OFFTA, a aussi profité de son séjour pour découvrir des artistes que nous lui avions recommandés. Le dialogue se poursuit, par échange de références, de captations vidéo et d'informations sur les activités de la scène québécoise.

LES RÉSEAUX INTERNATIONAUX DE DIFFUSION

Toujours à l'affût de nouvelles collaborations, le Festival participe régulièrement à des événements et festivals internationaux et maintient de nombreux liens sur le plan international.

En 2018, le FTA aura permis de renforcer et de tisser de nouveaux liens avec plusieurs organismes et diffuseurs à l'étranger, parmi lesquels la **Mostre Internacional de Teatro** (São Paulo), le **Santarcangelo Festival** (Santarcangelo di Romagna), le festival **Tanz im August** et le **HAU – Hebbel am Ufer** (Berlin), le **Théâtre de la Ville**, le **Théâtre de l'Odéon** et le **Festival d'Automne** (Paris), **Montpellier Danse** (Montpellier), le **Théâtre Vidy-Lausanne** (Lausanne), **Julidans** (Amsterdam) le festival **A Corner in the World** (Istanbul), la **Kaserne Basel** (Bâle), le **Noorderzon Festival** (Groningen), et les festivals **Under the Radar** et **American Realness** (New York).

LES COPRODUCTIONS ET AIDE À LA CRÉATION

Dans un esprit de recherche, le FTA soutient le développement de la création contemporaine par la coproduction des projets d'artistes établis et d'artistes en début de carrière en qui il reconnaît force, authenticité et talent. La coproduction d'œuvres fait partie intégrante de la mission du FTA.

Toutes les créations 2018 en danse et en théâtre ont bénéficié d'un investissement en coproduction variant de 7 500 $ à 15 000 $ pour un total de 91 500 $, en plus des cachets des représentations. Cet apport est crucial, car il permet de valoriser les projets de création bien avant leur diffusion, favorisant ainsi la recherche artistique, de même que l'approche d'autres coproducteurs nationaux et internationaux.

Afin de s'inscrire dans les circuits internationaux, le FTA a la volonté de coproduire ou d'aider annuellement la création d'au moins une œuvre internationale. Cette année, le Festival a soutenu la création de *Titans* du Grec Euripides Laskaridis.

LES TOURNÉES INTERNATIONALES

Le FTA maintient et accroît la circulation internationale des œuvres et des artistes canadiens en créant un espace de rencontres et d'échanges privilégié. On estime que la présence des programmateurs étrangers a favorisé au cours de la dernière année 260 représentations de spectacles canadiens dans les festivals et les lieux de diffusion contemporains internationaux qui ont généré des retombées de plus d'un million et demi de dollars en revenus de vente et en cachets d'artistes. (Voir les détails à l'Annexe VIII).

Les communications



Lancement du livre *Nos jours de fête* © Trung Dung Nguyen



Bannière sur le Théâtre Maisonneuve de la Place des Arts © Trung Dung Nguyen



Affiches dans la ville © Trung Dung Nguyen



Quartier général du Festival © Trung Dung Nguyen

LES COMMUNICATIONS ET LA MISE EN MARCHÉ

« À l'avant-garde depuis toujours » : voilà le slogan un brin provocateur qui a accompagné la campagne de promotion du FTA 2018. En s'appropriant de grandes avancées technologiques ou industrielles et d'autres innovations qui ont marqué l'Histoire en sciences ou en arts, le FTA entendait positionner la danse et le théâtre sur le même plan que toutes ces inventions révolutionnaires : les premiers pas de l'homme sur la lune, l'apparition de l'imprimerie, l'urinoir de Marcel Duchamp, la formule mathématique d'Einstein, les ordinateurs d'IBM et la motoneige de Bombardier. Signé par Compagnie et cie, le concept se posait telle une énigme à déchiffrer qui faisait appel à la culture et à l'intelligence des spectateurs, comme le fait chaque printemps la programmation du FTA.

Autour de cette notion d'avant-garde, le directeur artistique Martin Faucher a souhaité faire dialoguer notre société actuelle avec les idées du manifeste du *Refus global* publié en 1948, en faisant résonner plusieurs citations dans divers outils de communication ainsi qu'à l'intérieur du Quartier général (ex. *Nous prenons allègrement l'entière responsabilité de demain, Les frontières de nos rêves ne sont plus les mêmes,* etc.). Soixante-dix ans plus tard, le FTA se réclamait des mêmes idéaux essentiels que ceux des signataires de l'époque qui revendiquaient, dans un contexte d'obscurantisme, la liberté artistique et l'émancipation sociale.

LES ÉVÉNEMENTS PUBLICS

- Le **prédévoilement** de la programmation s'est tenu le mardi 6 février 2018 au Café du Monument-National en présence d'une quarantaine de journalistes et partenaires, dont les artistes Marie Brassard, Paul-André Fortier et Étienne Lepage, qui y ont présenté leur projet de création. Cinq spectacles ont été annoncés : *6 & 9, La nuit des taupes, Betroffenheit, La vie utile* et *Solo 70*. Le spectacle *Kings of War* avait été dévoilé par communiqué le 15 novembre 2017 avec une offre promotionnelle d'avant les Fêtes.
- Le **dévoilement** de la programmation a eu lieu le mardi 20 mars 2018 à la Société des arts technologiques où cet événement s'est tenu pour la première fois. Près de 400 invités étaient présents. La vente exclusive des forfaits a commencé aussitôt et s'est poursuivie jusqu'au 29 mars 2018, date à laquelle tous les billets à l'unité ont été mis en vente.
- Le **cocktail d'ouverture** a eu lieu le mercredi 23 mai au QG, avant la première du spectacle *6 & 9*, en présence de 150 invités et de plusieurs dignitaires, parmi lesquels l'aînée mohawk Tekwantonti McGregor et M^{me} Valérie Plante, mairesse de Montréal.

WEB ET INITIATIVES NUMÉRIQUES

Pour cette 4^{e} année de collaboration avec l'agence publicitaire Havas, le nouveau site lancé en 2016 a prouvé qu'il pouvait bien évoluer dans le temps sur toutes les plateformes. L'accompagnement d'Havas s'est élargi aux stratégies publicitaires numériques avec des formations créées sur mesure pour rejoindre des audiences ciblées sur Facebook ou Google. Le mandat du responsable des contenus numériques, poste créé en 2017, s'est révélé encore plus pertinent pour coordonner et maximiser les impacts de nos actions dans nos réseaux sociaux, nos infolettres et notre site Web.

- Malgré une diminution de la fréquentation du site de 20 % par rapport à l'année exceptionnelle de 2017 (139 806 visites effectuées par 80 450 visiteurs uniques du 19 juin 2017 au 19 juin 2018), l'engagement des visiteurs s'est nettement accru avec un plus grand nombre de pages vues et de plus longues durées de consultation.
- Les 22 infolettres promotionnelles envoyées à une moyenne d'environ 7 745 destinataires ont obtenu un taux de clics de 12 %, supérieur à la norme de 5 %.
- Encore une fois, le contenu vidéo a contribué à susciter un engouement en ligne. Les 48 différentes capsules promotionnelles de diverses formes (bandes-annonces des spectacles, montages des décors, diffusions en direct, etc.) ont généré un nombre de vues de 146 355 (Facebook, YouTube et Instagram confondus). Notons que Facebook a généré 86 % des vues, surtout de façon organique. La vidéo la plus virale a été celle des applaudissements suivant la première de *Tom na Fazenda*, qui a suscité 2 075 interactions, 362 commentaires et 81 partages, dont 46 % sur le territoire brésilien.
- Les adeptes du FTA dans les réseaux sociaux ont augmenté de 11 % sur Facebook (18 538), de 37 % sur Instagram (3 500) et de 4 % sur Twitter (7 279), réseau envisagé comme un fil de presse de la couverture médiatique du Festival.

LES OUTILS DE COMMUNICATION

Une impressionnante série d'outils de communication (voir détails à l'Annexe IX) a été produite afin de rendre compte de la programmation du Festival auprès des publics ciblés. Peu de changements sont à signaler de ce côté, sinon que le tirage a été révisé à la baisse pour le programme officiel en raison de l'efficacité de notre site web.

Des sacs et des t-shirts aux couleurs vives et partageant des citations du *Refus global* ont été remis au personnel du Festival, aux bénévoles, aux élèves des Parcours étudiants — grâce au généreux soutien d'Hydro-Québec — ainsi qu'aux artistes et invités internationaux.

LES PARTENARIATS PROMOTIONNELS

Pour faire rejaillir la force et la diversité de sa programmation ailleurs que dans les médias traditionnels, le Festival cherche à innover en établissant des ententes promotionnelles avec de nombreux organismes susceptibles de pointer certains spectacles de la programmation à leur clientèle, tissant des ponts entre différents publics de la culture. Si d'importants partenariats ont été reconduits avec le Centre PHI, le Festival du nouveau cinéma, le Festival international de la littérature ou les Rencontres internationales du documentaire de Montréal, il faut souligner que le renouvellement des alliances stratégiques avec des médias reconnus comme *La Presse*, ICI Radio-Canada et *Le Devoir* ont consolidé la visibilité et la notoriété du Festival, en plus d'autres partenariats médiatiques avec *Infopresse* et *Fugues*, fidèles depuis de nombreuses années.

Du côté d'ICI Radio-Canada, l'objectif était d'associer de nouveau sa marque ICI ARTV à un festival international de création contemporaine en danse et en théâtre qui soit à la fois reconnu, audacieux et percutant. À cette fin, ICI Radio-Canada a produit des contenus de qualité et diffusé des messages

promotionnels promouvant le FTA sur différentes plateformes (réseaux sociaux, web, radio, télé). En déployant son identité dans le QG du FTA et en y installant son ludique Lite Brite format géant, ICI ARTV s'inscrivait directement dans le parcours des festivaliers. Le concours « Un week-end VIP au FTA », diffusé pendant *Les Échangistes,* a généré plus de 5 000 inscriptions. Soulignons aussi que, pour la première fois, *La Presse* a voulu s'associer à la présentation d'un spectacle en particulier*, La nuit des taupes*, en plus d'organiser un concours auquel ont participé 3 000 personnes, d'une valeur publicitaire de 50 000 $.

LES RELATIONS DE PRESSE

Une nouvelle relation d'affaires a été entamée avec la renommée agence Roy & Turner Communications, dorénavant mandatée pour assurer les relations de presse. Une équipe d'expérience a été mise en place pour que l'impact du Festival dans la sphère médiatique soit toujours plus important, malgré la transformation de l'écosystème des médias. Cela dit, les objectifs principaux de cette première année de collaboration étaient d'établir des relations solides pour défendre une vision artistique de haut niveau, tout en maintenant la qualité des échanges avec les journalistes et les artistes du Festival. Par ailleurs, grâce à l'expertise élargie de Roy & Turner, de nouvelles stratégies ont pu être testées, comme des campagnes d'influence avec des personnalités populaires dans les réseaux sociaux, ou encore un soir de première avec photographes, tapis rouge et célébrités.

Un total de 165 journalistes, dont 17 de l'étranger, ont été accrédités grâce à une nouvelle collaboration avec Playtime, une jeune agence française de relations publiques, qui a facilité la venue à Montréal de journalistes des *Inrocks, La Terrasse, La Libre Belgique, Politis, Médiapart, Mouvement*, entre autres. Une délégation de la revue française *I/O Gazette* était de retour à Montréal pour une deuxième année consécutive, produisant un numéro entier sur le FTA 2018.

LA MISE EN MARCHÉ

La force combinée des actions de communications, de développement des publics et de marketing a permis d'atteindre des résultats de billetterie inégalés. L'objectif de revenus a été dépassé de 15 %, franchissant la barre des 600 000 $ pour la première fois depuis la création du Festival; le taux d'assistance s'est établi à 99 % — dont 85 % de billets payants ; 93 % des représentations ont été données à guichets fermés ; 19 spectacles sur 22 présentés en salle ont affiché complet :

- 10 spectacles en danse: *6 & 9, Dark Field Analysis, Until our Hearts Stop, Union of the North, Bleu, Quatuor tristesse, Récital, Solo 70, And So You See..., Betroffenheit* ;
- 9 spectacles en théâtre : *Kings of War, Tijuana, Oblivion, Pourama pourama, La vie utile, Non finito, Titans, Nos ghettos, La nuit des taupes*.

Deux locomotives expliquent notamment ces résultats de billetterie exceptionnels : combinés, les grands spectacles *Kings of War* et *Betroffenheit* ont généré 39 % des revenus. La décision ponctuelle d'imposer un supplément de 25 $ à la sélection de *Kings of War* dans un forfait a contribué à maximiser les revenus.

Dès la mise en vente des forfaits le 20 mars 2018, un nombre record de plus de 3 000 billets ont été vendus en 7 jours, une augmentation de 24 % par rapport à 2017 ! Au final, 1 090 forfaits ont trouvé preneurs, dont 49 achetés par des mordus qui ont vu 12 spectacles ou plus.

En choisissant de présenter davantage de spectacles dans de grandes salles et en augmentant le nombre de représentations, le Festival a dépassé la barre symbolique des 18 000 billets vendus pour la première fois de son histoire (le record précédent était de 16 738 billets en 2017).

Fort de ce succès, le Festival doit toutefois revoir certaines de ses pratiques pour qu'un plus grand nombre de billets soit vendu directement en ligne afin d'alléger le travail de l'équipe de billetterie. Compte tenu de la rareté de l'offre en raison de la popularité des propositions artistiques et des jauges parfois très limitées, il importe de continuer à resserrer le nombre de billets de faveur en circulation pour favoriser une croissance des revenus autonomes.

SONDAGE DE SATISFACTION

Au terme de cette édition, l'équipe des communications a conduit un sondage de satisfaction envoyé à tous les clients, portant entre autres sur la programmation, les Terrains de jeu, les communications, la billetterie et les conditions d'accueil. De précieuses données, de même que de nombreux commentaires et points de vue, ont été récoltés via ce sondage qui a ensuite fait l'objet d'une discussion d'équipe. Tous les départements du Festival ont ainsi été invités à prendre en compte les observations partagées afin d'améliorer l'expérience des festivaliers.

En rafale, de bonnes nouvelles reçues de ce sondage : 98 % de tous les clients prévoient participer à la prochaine édition, 98 % recommanderaient la fréquentation du FTA à des proches et 97 % sont satisfaits des outils de communication.

LE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

Le Festival TransAmériques contribue activement à positionner Montréal comme métropole culturelle dans le créneau des arts contemporains en continuant à solidifier ses acquis, ses partenariats et son importante réputation à l'étranger. Outil de dialogue, le FTA favorise l'effervescence des échanges entre artistes, publics et professionnels tout en facilitant les interactions entre les grandes métropoles de la planète. En raison du soutien et de la diffusion d'œuvres nationales et internationales, le FTA contribue au facteur d'attractivité de Montréal comme une destination culturelle incontournable en Amérique du Nord.

Les trois principaux objectifs qui guident le plan de développement touristique 2014-2018 sont de :

- Renforcer la réputation internationale de Montréal comme métropole culturelle ;
- Augmenter l'achalandage du Festival et le nombre de touristes spécialisés ;
- Bonifier l'expérience touristique des visiteurs à Montréal.

LE FTA ET L'INDUSTRIE TOURISTIQUE MONTRÉALAISE

Le Festival est appuyé par Tourisme Montréal, et pour une deuxième année consécutive par Tourisme Québec. Il s'inscrit dans les calendriers et les activités organisées par ces partenaires et tient un kiosque au lancement de la saison touristique estivale de Tourisme Montréal, en plus de faire partie du calendrier de Bonjour Québec ainsi que de tous les guides promotionnels de Montréal.

Chaque année, en amont du Festival, de nombreux hôtels du centre-ville reçoivent les programmes officiels du FTA ainsi qu'une visite d'un des membres de l'équipe de communication à l'occasion d'une tournée des hôtels. Le FTA envoie des infolettres touristiques ciblées auprès de ses contacts hors Québec, avec une attention particulière aux professionnels des arts de la scène du Canada anglais et du nord-est des États-Unis.

L'ensemble des activités directes du Festival (projets de développement des publics, accueil de compagnies étrangères et de spectateurs professionnels invités, organisation de formations et d'autres rencontres professionnelles, etc.) ont généré 2 432 nuitées dans les hôtels montréalais, dont 1 122 nuitées générées directement par le séjour des compagnies artistiques, des professionnels du spectacle et des journalistes égrangers, et 1 310 nuitées par les Parcours étudiants. L'hébergement des autres festivaliers n'est pas dénombré.

LE RAYONNEMENT DU FTA À L'ÉTRANGER

La présence de la direction artistique et de son équipe dans plusieurs évènements internationaux ainsi que la couverture de médias spécialisés hors Québec assure une constante visibilité du Festival à l'étranger. En plus de maintenir ses partenariats publicitaires avec les principales revues spécialisées en théâtre et en danse en Amérique du Nord, le FTA a accueilli pour une deuxième année la publication française *I/O Gazette* qui a consacré un numéro entier au Festival.

ENGAGEMENT AU CŒUR DE L'OFFRE CULTURELLE MONTRÉALAISE

Afin de compléter l'expérience touristique des invités et des visiteurs, le Festival propose une sélection de galeries d'art et de restaurants partenaires susceptibles de les intéresser. Des recommandations sont regroupées dans le site Web du FTA ainsi que dans le Guide pratique distribué à l'attention des 533 professionnels accueillis. Ces points de repères culturels et gastronomiques sont choisis en fonction de leurs expériences communes avec le Festival, de l'intérêt et des besoins de notre public.

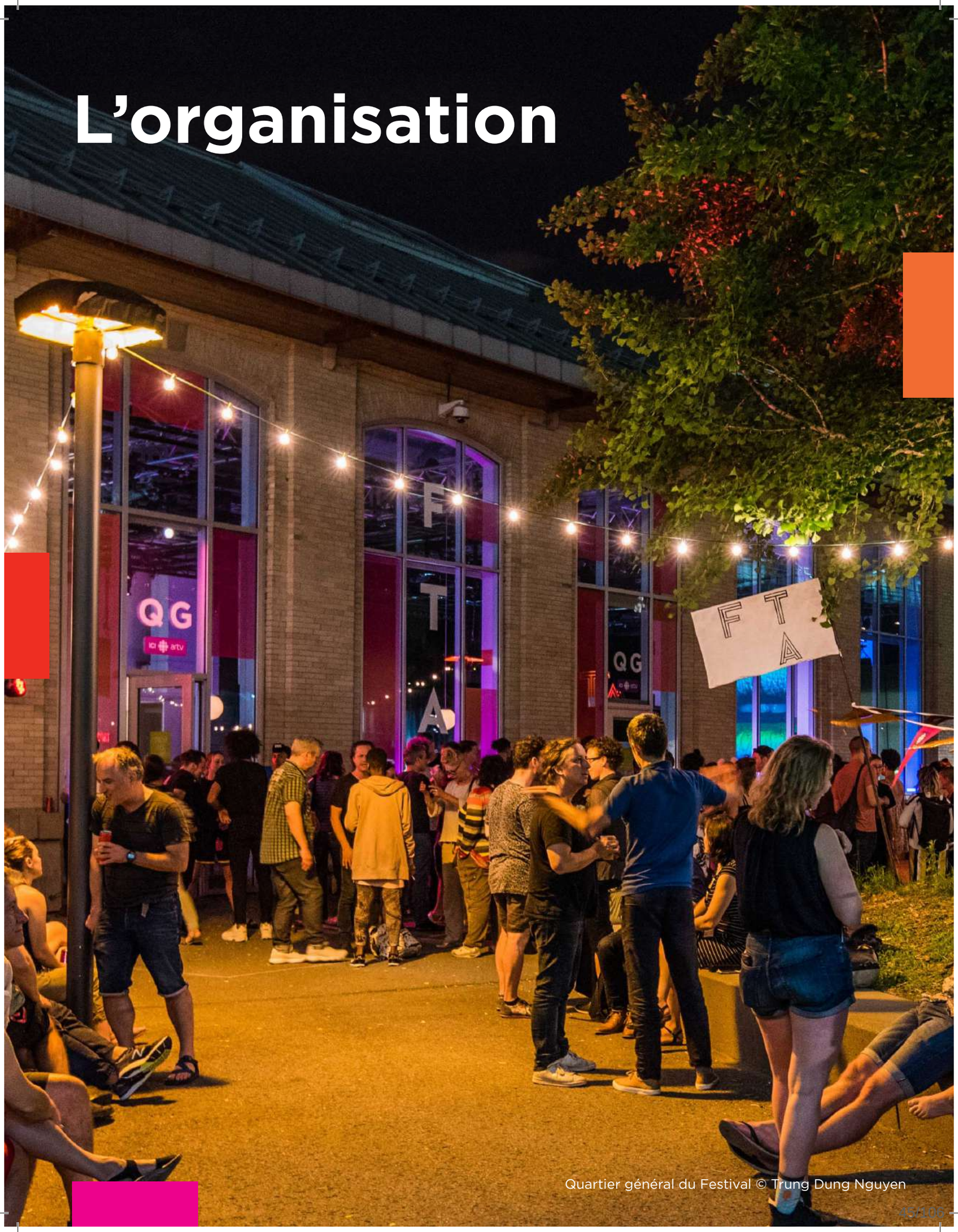
Des ententes avec neuf galeries d'art (**Centre SKOL, Centre CLARK, la Centrale Galerie Powerhouse, le Livart, OBORO, Never Apart, Eastern Bloc, Fonderie Darling et Centre Phi**) permettent de rejoindre de nouveaux publics tout en favorisant le croisement des communautés des arts visuels et des arts vivants.

En plus de faire la promotion de l'évènement au sein de leurs établissements, les partenaires hôteliers ont pu bénéficier de forfaits et d'avantages spéciaux pour les festivaliers. Pour rejoindre et informer efficacement les touristes et festivaliers, la promotion des offres des cinq hôtels partenaires (**Hôtel Monville, Auberge Le Pomerol, Auberge de la Fontaine, Hôtel ZERO1** et **Appartement-hôtel Trylon**) et des six partenaires gastronomiques (**Labo Culinaire-FoodLab, Les Affamés, Accords – Le bistro, Le petit extra, Trip de Bouffe** et le **Bar Furco**) s'est faite à la fois par une infolettre touristique ciblée, nos réseaux sociaux, notre site et à travers notre Guide pratique.

Les six librairies partenaires proposaient quant à elles des vitrines inspirées de la programmation pendant toute la durée du Festival (**Le Port de tête, Librairie Monet, L'Euguélionne, librairie féministe, Librairie Raffin, Plaza St-Hubert, Librairie Paulines** et **Librairie du Square**).

Nouvel hôtel officiel du FTA, le Monville a ouvert ses portes en mars 2018, deux mois à peine avant le Festival, et a accueilli tous les diffuseurs internationaux, journalistes étrangers et participants du Directors Circle International.

L’organisation



Quartier général du Festival © Trung Dung Nguyen



David Lavoie et Martin Faucher © Trung Dung Nguyen



L'équipe du FTA 2018 © Trung Dung Nguyen

GOUVERNANCE ET ÉQUIPE

UN CONSEIL D'ADMINISTRATION AVISÉ

Présidé pour une deuxième année par M. Charles Milliard, le conseil d'administration comptait à la fin de l'année quinze membres et deux sièges vacants. Trois nouveaux administrateurs se sont joints au cours de l'exercice, soit M^me^ Michèle Lefaivre, (directrice affaires juridiques, Caisse de dépôt et placement du Québec), M^me^ Danielle Sauvage (gestionnaire culturelle) et M. Simon Tabah (chef principal, Affaires juridiques, McKesson Canada). Nous saluons d'autre part le départ de M^me^ Nathalie Chapdelaine, de M^me^ Evelyne de la Chenelière et de M. Jacques Dostie, et les remercions chaleureusement pour leur engagement des dernières années.

Le conseil comprend trois générations. Il compte six femmes et neuf hommes. Sept de ses membres se sont joints depuis trois ans ou moins. Nous estimons que le conseil maintient un bel équilibre entre des visions riches d'expériences et des visions jeunes et innovantes.

D'une assemblée générale à l'autre, soit de décembre 2017 à novembre 2018, les membres se sont réunis à quatre occasions. Outre les activités régulières, le conseil a initié deux projets particuliers : une réflexion sur les enjeux liés à l'inclusion de la diversité culturelle et l'adoption d'une politique interne contre les agressions et le harcèlement.

Dans la foulée du mouvement #metoo et des dénonciations qui ont marqué le milieu culturel au cours de l'automne 2017, les administrateurs du Festival ont promptement adopté une politique interne. Cette politique établit un processus de gestion des plaintes et responsabilise le conseil d'administration dans leur traitement des plaintes. Le document a été présenté à l'ensemble de l'équipe, incluant les stagiaires, les bénévoles et certains fournisseurs de services.

QUATRE COMITÉS À L'ŒUVRE

Présidé par M. Charles Milliard, le comité exécutif s'est réuni une seule fois, pour réviser et valider l'échelle salariale de l'équipe permanente.

Les membres du comité de gouvernance, présidé par M^me^ Marie Lavigne, se sont réunis à deux occasions afin de réviser la définition des mandats de tous les comités et pour étudier les candidatures de nouveaux administrateurs intéressés à se joindre au conseil.

Présidé par M. Éric Gosselin, le comité de développement et de financement s'est quant à lui réuni cinq fois. En plus de soutenir les activités philanthropiques et la sollicitation de partenaires, le comité a orchestré avec succès une transformation de la soirée-bénéfice, laquelle, plutôt que de se tenir en septembre, se déroule pendant la tenue du Festival. En plus de piloter cette refonte, M. François Forget a généreusement accepté de coprésider le nouvel événement aux côtés de la comédienne Macha Limonchik. Les membres ont constitué un comité d'honneur réunissant 16 personnalités d'affaires, ce qui a assuré le succès financier de la soirée tenue le 4 juin 2018.

Enfin, en décembre 2017, le conseil a institué un comité Vigie de la diversité. Composé de cinq membres et présidé par M^me^ Danielle Sauvage, il a pour mandat d'assurer une veille stratégique sur les questions de la diversité culturelle, dans le but de maintenir des pratiques exemplaires au sein du conseil d'administration, de l'équipe, des activités et du développement des publics, et de veiller au bon positionnement du Festival.

La dynamique collaborative instaurée au sein de la plus haute instance décisionnelle du FTA est riche et stimulante. La codirection générale ne peut que se réjouir du soutien que lui accordent les membres du conseil d'administration.

UNE ÉQUIPE DE HAUT NIVEAU

Les codirecteurs généraux Martin Faucher et David Lavoie ont dirigé l'équipe pour une quatrième année. La qualité des résultats atteints témoigne avec éloquence d'une vision dynamique, partagée par l'ensemble de l'équipe.

ÉQUIPE PERMANENTE

L'équipe permanente est composée de 13 employés à temps plein et de 3 employés à temps partiel. L'année a notamment été marquée par l'arrivée de plusieurs nouveaux joueurs, maintenant ou renforçant les expertises en place.

À la suite de l'annonce du départ de Louise Roussel à la direction du département de la production au début de l'automne 2017, Viviane Dohle, adjointe de production depuis 2013, a été promue et appelée à prendre les rênes du département à compter de juillet 2018. Pour soutenir cette transition et nourrir de nouvelles compétences, Audrey Blouin a été embauchée à titre d'assistante de production. Simon Cloutier a pris la direction technique en main, après une entrée en poste progressive amorcée lors de l'édition précédente.

Du côté des communications, Hugo Couturier a dirigé ce département pour une neuvième édition, avec l'appui de Julie Delorme à la coordination et de Jeanne-Renée D-Lorrain au développement des publics. Marie Attard a occupé le poste de responsable des contenus numériques, poste que nous souhaitons perpétuer.

À l'administration, le départ de Tau S. Bui au cours de l'hiver a permis l'embauche de Christine Meslin, CPA, CMA, à titre de chargée de l'administration, avec l'appui de Mathieu Séguin-Tétrault, technicien à l'administration. Pour sa part, Ludovic Delrieux a pris en charge le financement privé et les partenariats à la fin septembre 2017.

Composée de Jessie Mill, dramaturge et conseillère artistique, de Karen Graham, adjointe à la programmation, et de Mélanie Carbonneau, adjointe à la codirection générale et à la direction artistique, l'équipe artistique profite d'une stabilité appréciable.

ÉQUIPE TEMPORAIRE ET STAGIAIRES

Dès décembre, l'équipe s'élargit progressivement jusqu'à la tenue du Festival. Des experts et de jeunes recrues se joignent à l'équipe, selon les exigences et responsabilités des mandats. En 2018, 26

employés temporaires ont collaboré à la 12e édition, en plus de l'équipe de relations de presse de l'agence Roy et Turner et des équipes techniques liées aux spectacles.

Quatre stagiaires se sont aussi investis, pour une durée moyenne de quatre mois. Ces stages effectués dans les départements des communications, du développement des publics, de la production et de la programmation artistique, constituent un apport important, sinon essentiel, à la réalisation de l'événement. Ils permettent à de jeunes finissants d'acquérir une expérience déterminante pour leur cheminement professionnel. Une allocation financière est allouée aux stagiaires.

DES BÉNÉVOLES INDISPENSABLES

Le FTA ne saurait se réaliser sans l'appui de nombreux bénévoles. L'édition 2018 a pu compter sur l'engagement de 32 bénévoles qui ont effectué un total de 480 heures de travail. En contrepartie de leur apport, ils ont obtenu des billets pour assister aux spectacles de leur choix, entre autres avantages, en reconnaissance leur engagement.

UN ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL DE QUALITÉ

La direction accorde une grande attention aux conditions de travail qui sont offertes aux employés, aux contractuels et aux bénévoles. En ce sens, une politique de travail élaborée en 2015 assure à tous un cadre clair et équitable.

Dans la foulée des changements apportés aux normes du travail du Québec qui entreront en vigueur en janvier 2019, cette politique interne a fait l'objet d'une mise à jour au cours de l'automne 2018.

GESTION FINANCIÈRE

LES DÉFIS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DIRECTEUR

Le succès de fréquentation que connaît le Festival TransAmériques depuis plusieurs années ne saurait éclipser le grand défi que représente l'augmentation de sa capacité de programmation. Toute croissance significative de l'offre de spectacles visant à accroître le nombre de billets disponibles à la vente engendre une perte financière, et ce, même en contexte de pleine occupation. Ce défi est au cœur du Plan directeur 2017-2021, dont la 12e édition constituait le second jalon (voir Annexe I).

Après avoir connu un creux historique de 17 748 billets en 2015, il est appréciable que le seuil minimal de 20 000 ait été maintenu depuis 2017. La quantité de billets disponibles est ainsi passée de 19 531 en 2016, à 21 263 en 2017, pour atteindre 21 426 billets en 2018, soit une croissance de 10 % comparativement à 2016 et de 21 % par rapport à 2015. Cet objectif est crucial, car il est au cœur de la dynamique de développement de l'organisme. Pour cette raison, les résultats atteints en 2018 apparaissent comme une avancée névralgique au terme d'une prise de risque financière par ailleurs très importante.

Après avoir profité en 2017 d'un apport exceptionnel de la Société des célébrations du 375e anniversaire de Montréal pour la présentation d'un spectacle d'envergure, lequel aura permis de démontrer les impacts positifs d'une capacité de programmation rehaussée, il est rassurant que ces avancées aient pu être maintenues, notamment grâce à l'engagement des partenaires gouvernementaux du Festival.

Certes, les revenus de billetterie ont atteint en 2018 des sommets inégalés dans l'histoire du Festival, mais ceux-ci ne sont évidemment confirmés qu'au terme de l'événement, ce qui impose une évaluation fine du rendement espéré. Il en va de même pour la majorité des revenus autonomes qui sont validés tardivement au cours de l'année financière.

Par ailleurs, si l'ensemble des sources de revenus autonomes et privées mérite d'être développé par des efforts constants, force est d'admettre que le niveau de financement public alloué est prépondérant lorsqu'il est question d'évaluer la capacité financière de l'événement. Or, les partenaires gouvernementaux sont nombreux, et les modalités de leurs engagements sont variables et parfois confirmées après la tenue de l'événement. Heureusement, certains ont démontré cette année encore une forte adhésion aux enjeux du FTA, nous permettant de résoudre l'essentiel d'un déficit anticipé qui a suscité beaucoup d'inquiétude au sein de l'organisme.

UNE 12E ÉDITION QUI SE CONCLUT AVEC UN LÉGER DÉFICIT

L'exercice financier se termine le 30 septembre 2018 avec un déficit de 55 817 $. Les produits ont connu une légère hausse de 2,1 % par rapport à l'exercice précédent, se chiffrant à 4 000 072 $. En contrepartie, les dépenses totalisent 4 055 888 $, en hausse de 4,3 %.

LES REVENUS

Les revenus autonomes et de sources privées totalisent 1 605 373 $ en 2018 (1 717 577 $ en 2017), en diminution de 6,5 %. Le financement est complété par les apports des partenaires publics pour une somme de 2 394 699 $ (2 198 404 $ en 2017), en croissance de 8,9 %.

PRODUITS	2018	2017
REVENUS AUTONOMES	**991 464 $**	1 094 931 $
Guichets	**622 127 $**	516 815 $
Contributions et soutiens d'organismes étrangers	**245 600 $**	452 930 $
Autres revenus	**123 737 $**	125 186 $
REVENUS DU SECTEUR PRIVÉ	**613 909 $**	622 646 $
Dons et commandites	**131 117 $**	176 989 $
Échanges et commandites de services	**482 792 $**	445 657 $
SOUS-TOTAL – REVENUS AUTONOMES ET DU SECTEUR PRIVÉ	**1 605 373 $**	1 717 577 $
SUBVENTIONS		
Fédéral	**588 200 $**	527 900 $
Provincial	**1 291 351 $**	1 162 356 $
Municipal	**515 148 $**	508 148 $
SOUS-TOTAL – SUBVENTIONS	**2 394 699 $**	2 198 404 $
TOTAL DES PRODUITS	4 000 072 $	3 915 981 $

REVENUS AUTONOMES

Les revenus de billetterie ont connu une croissance remarquable de 20,4 %, passant de 516 815 $ à 622 127 $. Un record dans l'histoire du Festival ! Cette augmentation est certes liée à une augmentation du nombre de billets disponibles à la vente, mais elle est surtout marquée par les revenus additionnels du spectacle *Kings of War* dont l'envergure et les coûts élevés ont nécessité une tarification particulière.

Les contributions et soutiens d'organismes étrangers ont retrouvé un seuil régulier — s'établissant à 245 600 $ –, après une année exceptionnelle en 2017, en raison du soutien de la Société des célébrations du 375e anniversaire de Montréal.

Les autres revenus, relativement constants et totalisant 123 737 $, sont principalement constitués par la gestion du bar du Quartier général, par la vente de publicités et par le partage de dépenses à des partenaires de projets.

REVENUS DU SECTEUR PRIVÉ

Les revenus provenant du secteur privé se sont maintenus grâce à un renforcement des échanges et commandites de services. La majorité de ces services est liée aux partenariats promotionnels du secteur des communications et aux ententes avec les établissements hôteliers.

Les dons et les commandites en argent ont pour leur part connu une baisse de 26 %. Cette diminution est cependant contrebalancée par une réduction presque égale des dépenses associées. En effet, la refonte de la soirée-bénéfice, désormais tenue autour d'un spectacle du FTA plutôt que lors d'un événement spécial à l'automne, a affiché un profit semblable aux années précédentes, avec des dépenses moindres. De la même manière, le FTA éclaté — une soirée dédiée aux jeunes personnalités d'affaires — a été tenu dans un cadre plus intimiste, réduisant revenus et dépenses. La commandite a quant à elle retrouvé le niveau qui prévalait avant 2017, année marquée par une commandite majeure ponctuelle, favorisée par le 375e de Montréal.

SUBVENTIONS

L'accomplissement de la mission du FTA implique l'appui d'un grand nombre de partenaires publics. Certaines ententes entre le Festival et ses partenaires sont établies sur une base pluriannuelle, ce qui confère à l'organisme la stabilité financière nécessaire à la planification et à la mise en œuvre de ses activités. Cependant, certaines contributions sont confirmées tardivement, parfois après la tenue d'une édition.

Le FTA reçoit des subventions pluriannuelles du **Conseil des arts et des lettres du Québec**, de **Patrimoine canadien**, de la **Ville de Montréal**, du **Conseil des arts de Montréal** et, dorénavant, du **Conseil des arts du Canada**. Il obtient aussi des subventions au projet de ces mêmes partenaires, ainsi que du **Secrétariat à la région métropolitaine**, du **ministère de la Culture et des Communications**, de **Tourisme Québec**, de **Tourisme Montréal** et du **ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec**.

Soulignons que dans la foulée de l'adoption de la nouvelle politique culturelle du Québec en juin et des crédits additionnels attribués au CALQ par la suite, ce dernier a annoncé en août 2018 une majoration récurrente de 135 000 $ en faveur du FTA. Cette annonce a résolu une large part du déficit qui était jusqu'alors anticipé.

LES CHARGES

CHARGES	2018	2017
Programmation et production	**2 579 192 $**	2 442 883 $
Communications et développement des publics	**797 151 $**	770 519 $
Billetterie	**105 890 $**	94 137 $
Financement privé	**67 727 $**	85 690 $
Administration	**505 930 $**	495 513 $
TOTAL DES CHARGES	**4 055 888 $**	3 888 743 $

Les charges ont connu une hausse générale de 4,3 %, correspondant à une augmentation des dépenses de 167 145 $ comparativement à 2017.

Dans ce cadre, les frais de programmation et de production ont augmenté de 136 309 $ (5,6 %), pour atteindre 2 579 192 $. Cet investissement significatif aura entre autres permis la présentation d'un

spectacle de très grande envergure, *Kings of War*, qui a eu un effet de locomotive pour promouvoir l'ensemble de la programmation.

Les frais de communications et de développement des publics se sont accrus de 26 632 $ (3,5 %). Une variation attribuable aux deux-tiers à la production du livre ***FTA : Nos jours de fête***.

Les frais de billetterie ont pour leur part connu une croissance de 11 753 $ (12,5 %), directement liée à l'augmentation des revenus de billetterie.

Tel que mentionné ci-dessus, les frais liés aux activités de financement privé ont été réduits de 17 963 $ (21 %) à la suite de la refonte de nos activités-bénéfices.

Enfin, les frais d'administration ont augmenté de 10 417 $ (2 %), notamment liés au renouvellement du bail qui inclut des travaux de rénovations à venir en 2019.

ÉLÉMENTS DU BILAN ET FONDS DE COPRODUCTION

Au terme de l'année financière, les actifs nets se trouvent diminués de 55 817 $, ce qui correspond au déficit inscrit au 30 septembre 2018. Ces actifs nets totalisent désormais 286 251 $. Ils sont partagés entre un Fonds de coproduction (auparavant actif affecté au développement) et un actif non affecté.

Le Fonds de coproduction dispose de 175 151 $, et son usage est réservé à l'apport financier à la création d'œuvres artistiques inédites.

L'actif non affecté affiche pour sa part un solde de 75 665 $. Cette somme est insuffisante pour soutenir convenablement la prise de risque financière que doit assumer le FTA chaque année. Il est donc prioritaire de renforcer cet élément du bilan dans les meilleurs délais.

FINANCEMENT PRIVÉ

UNE PRIORITÉ STRATÉGIQUE

L'accroissement des revenus issus du financement privé est un élément stratégique important, et il est considéré à ce titre dans le Plan directeur 2017-2021. Cet enjeu est partagé en deux champs d'activités, soit la philanthropie et la commandite. Après une année 2017 affichant des résultats exceptionnels en raison de la mobilisation métropolitaine entourant les célébrations du 375e de Montréal, l'année 2018 est quant à elle marquée par une importante transition interne.

Le conseil d'administration et le comité de développement et de financement veillent activement au recrutement de nouvelles personnalités qui pourront élargir les réseaux d'affaires et de mécénat du Festival. Les administrateurs accueillis au cours de la dernière année témoignent notamment de ce développement.

Pour augmenter la capacité de sollicitation et les résultats attendus, il est convenu que les expertises internes doivent être renforcées. C'est à cette fin que les responsabilités au sein de l'équipe ont été révisées, attribuant à la direction des communications et du marketing le mandat du développement de la commandite et au responsable de la philanthropie et des partenariats, celui des activités philanthropiques. Ces ajustements impliquent aussi des changements dans les stratégies, les programmes et les activités.

LA PHILANTHROPIE

La sollicitation de dons se fait principalement par l'entremise des deux activités de collecte de fonds que sont la campagne annuelle et la soirée-bénéfice.

CAMPAGNE ANNUELLE

La campagne « Soutenez la flamme artistique » a été lancée le 1er novembre 2017 en prenant appui sur l'univers visuel sportif de la 11e édition. Le FTA a sollicité sa communauté de festivaliers et d'artistes au profit de sa mission artistique et de ses projets éducatifs. L'opération s'est orientée vers le triple impact du don, soit : le soutien à la création artistique par la coproduction, le développement de l'esprit critique des jeunes festivaliers par les Parcours étudiants et la croissance du FTA. La campagne a permis de collecter 27 517 $, soit une augmentation de 52 % par rapport à 2017.

Trois fondations ont un apport significatif dans ce succès, soit la Fondation McConnell, la Fondation Pierre Desmarais-Belvédère ainsi qu'une autre fondation familiale désirant garder l'anonymat. L'approche de fondations privées va de pair avec la construction d'un argumentaire et d'outils de mesure des impacts du FTA dans la collectivité, ce à quoi nous travaillons activement.

SOIRÉE-BÉNÉFICE « INCROYABLES TAUPES »

Au terme de cinq éditions de « Ma soirée au TransAmériques » tenues en septembre (la dernière tenue en 2017) le comité de développement et de financement a effectué un bilan et révisé les objectifs. Les membres et la direction ont convenu de l'intérêt de ramener la soirée-bénéfice à

l'intérieur du Festival pour tirer profit de l'attractivité, de la programmation artistique et de l'équipe élargie qui est en place.

Le changement de concept s'est articulé autour du terme « Incroyable », sous le leadership de François Forget, vice-président exécutif, Sid Lee, qui a de surcroît accepté d'assumer la coprésidence d'honneur de la soirée, avec la comédienne Macha Limonchik.

La soirée « Incroyables taupes » a eu lieu à l'Usine C le 4 juin 2018, autour du spectacle français *La nuit des taupes*. Dans une ambiance chaleureuse, personnalisée et ludique, l'événement réunissant près de 200 invités a permis de recueillir 66 379 $.

FTA ÉCLATÉ

Initié en 2014 par M. Charles Milliard, le FTA éclaté a constamment bénéficié du leadership d'un membre influent de la relève d'affaires, avec l'appui d'un comité de jeunes professionnels. Dans le contexte de la refonte de la soirée-bénéfice, les objectifs de cette autre activité ont été repositionnés afin d'offrir une expérience de réseautage inusitée favorisant la découverte du milieu artistique, la rencontre des participants et l'établissement de nouvelles relations.

L'édition 2018 du FTA éclaté s'est tenue au Théâtre Aux Écuries le 31 mai autour du spectacle *Non finito*, avec une discussion avec les artistes du collectif québécois Système Kangourou. L'événement a rassemblé une trentaine de participants qui ont vivement apprécié l'expérience et exprimé le souhait de la poursuivre en 2019. Une réflexion est en cours sur le développement de ce cercle de jeunes professionnels.

LA COMMANDITE ET LES PARTENARIATS

COMMANDITES

Au printemps 2018, la direction du Festival a commandé à la firme Elevent, avec le soutien du Service de la culture de la Ville de Montréal, une étude évaluant la valeur du FTA dans le marché de la commandite. Cette étude permet de découvrir les forces et les faiblesses du Festival, en plus de déterminer un potentiel de revenus pouvant être générés. Enfin, l'étude permet d'orienter les réflexions sur les objectifs et l'organisation du travail pour assurer une progression des résultats au cours des prochaines années. La recherche d'un commanditaire principal pour 2020 s'avère une cible prioritaire, ce qui mobilise déjà nos énergies.

Le rapport de l'étude a été présenté à la direction et aux différents employés concernés par la commandite, ainsi qu'au comité de développement et de financement. Ce chantier important sera poursuivi en 2019, avec l'appui d'une experte-conseil.

Par ailleurs, dans le cadre de sa 12e édition, le FTA a renforcé sa relation avec Hydro-Québec qui a poursuivi son engagement pour une troisième année auprès du Parcours étudiant et augmenté son soutien à 31 500 $. Mentionnons aussi la Caisse de la culture Desjardins qui a également accru son engagement en faveur des Terrains de jeu professionnels à hauteur de 5 000 $.

PARTENARIATS ET ÉCHANGES DE SERVICES

Les nombreux partenariats et échanges de services demeurent des leviers majeurs pour élargir le rayonnement promotionnel et valoriser la collaboration avec différents partenaires, notamment les établissements hôteliers où sont logés les nombreuses équipes artistes invitées.

En 2017-2018, le FTA a inauguré une entente avec le nouvel Hôtel Monville, partenaire majeur de la 12e édition. Des partenariats d'envergure ont aussi été renouvelés, entre autres avec *La Presse*, *Le Devoir* et Radio Canada. La valeur comptabilisée de ces ententes est établie à près de 308 800 $.

VENTE DE PUBLICITÉ

Le FTA dispose d'espaces publicitaires dans son programme officiel. Plusieurs partenariats d'échanges de visibilité, surtout au sein du milieu artistique, viennent enrichir cette publication. Des ventes de 16 950 $ ont été conclues, soit une augmentation de 12 % par rapport à l'année précédente, en plus d'échanges publicitaires pour une valeur de 9 370 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

À titre d'événement majeur de la métropole, le FTA souhaite assumer un leadership dans l'instauration de bonnes pratiques de développement durable, en faveur de la société québécoise et des communautés artistiques. La présente section traite de l'écoresponsabilité, les sections précédentes rendant compte de manière transversale des aspects sociaux et économiques.

Le FTA a officiellement entrepris une démarche d'écoresponsabilité en 2013 et participe depuis au Regroupement des festivals responsables (anciennement Club Tribu), une initiative de Tourisme Montréal regroupant des événements intéressés à nourrir leur démarche en cette matière.

Soulignons que la rédaction d'un plan de développement durable est en cours, en lien avec le Plan directeur du Festival TransAmériques 2017-2021.

ÉCORESPONSABILITÉ

Le FTA tient la quasi-totalité de ses activités dans des salles de spectacles. En 2018, un seul événement, *La parade des taupes*, a été présenté dans l'espace public extérieur, ce qui limite l'impact dans cette sphère. Toutefois, lorsque le Festival y est présent, et il aspire à y être davantage, son équipe veille à contrôler les conséquences de cette présence, incluant la sécurité du public.

Sur le plan de l'écoresponsabilité, les éléments suivants guident actuellement nos actions :

- Priorisation des partenariats écoresponsables et des commerces de proximité ;
- Efforts d'optimisation de l'utilisation des ressources et de réduction énergétique ;
- Gestion des matières résiduelles au Quartier général ;
- Mesure de l'impact carbone.

GESTION DES REBUTS ET DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Le Quartier général aménagé à l'Agora Hydro-Québec du Cœur des sciences de l'UQAM est un espace dont le FTA assume la gestion 16 jours durant. Les actions liées à ce lieu sont les suivantes :

- Poursuite de la collaboration avec le service de traiteur Fou d'ici situé à proximité des installations. Ceci permet de minimiser les déplacements et de tenir des inventaires minimums pour réduire les pertes alimentaires ;
- Nombre suffisant de poubelles de recyclage dont la gestion relève de l'UQAM ;
- Mise en place de récipients de compostage dont la gestion relève de Compost Montréal;
- Signalisation des stations de tri afin d'assurer une gestion efficiente des déchets ;
- Installation d'une fontaine à eau avec refroidisseur, permettant d'éliminer la vente d'eau en bouteilles (37 bouteilles de 18.9L ont été utilisées par le public) ;

- Système de verres en consigne (éco-cups) ;
- Ustensiles compostables ;
- Utilisation de produits en vrac (Yupik) dans des sacs en papier compostables ;
- Remise des surplus alimentaires à un organisme soutenant les sans-abris ;
- Ajout d'un lavabo temporaire pour rincer les plats en plastique du traiteur qui sont recyclés au lieu d'être mis à la poubelle.

Mentionnons enfin que le Festival applique les meilleurs standards de gestion des rebuts et du recyclage pour ses espaces de bureau. Les matières dangereuses (batteries, peinture, etc.) sont récupérées et disposées de manière responsable.

CONSOMMATION DE RESSOURCES

Sur le plan de la promotion et des communications, le FTA veille à réduire les besoins d'impression, à la suite de l'accroissement de ses activités numériques. L'achat de papier recyclé certifié FSC est établi. Les mesures internes de réduction des photocopies doivent quant à elles être peaufinées, bien que le nombre de photocopies couleur soit bien contrôlé.

La mutualisation des ressources est encouragée, et le FTA prête sa salle de réunion à des organismes artistiques tels que le Conseil québécois du théâtre, le Montreal English Theater Awards (METAS), le Festival du Jamais Lu, le Théâtre Bluff, etc. Des accessoires de scène ont été partagés avec le Carrefour international de théâtre de Québec, tout comme différentes compagnies artistiques partagent ou louent à peu de frais leurs équipements au Festival. La Pépinière | Espaces collectifs a acheté deux balançoires en bois et un producteur de musique électronique s'est procuré la boule argentée du Quartier général 2018.

Le FTA met ses archives au profit des communautés universitaires, auprès du Centre de documentation de l'École supérieure de théâtre l'UQAM (CEDEST) et de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ). Ses ressources sont aussi rendues accessibles à des auteurs et critiques.

De bonnes pratiques énergétiques sont implantées dans les espaces de bureau : fermeture des équipements électriques après les heures de travail, filtre à eau permettant d'éviter la consommation de bouteilles de plastique, vaisselle réutilisable et espace de cuisine équipé. Enfin, l'ensemble de l'équipe utilise les transports en commun ou des moyens alternatifs à la voiture pour se rendre au travail.

BILAN CARBONE

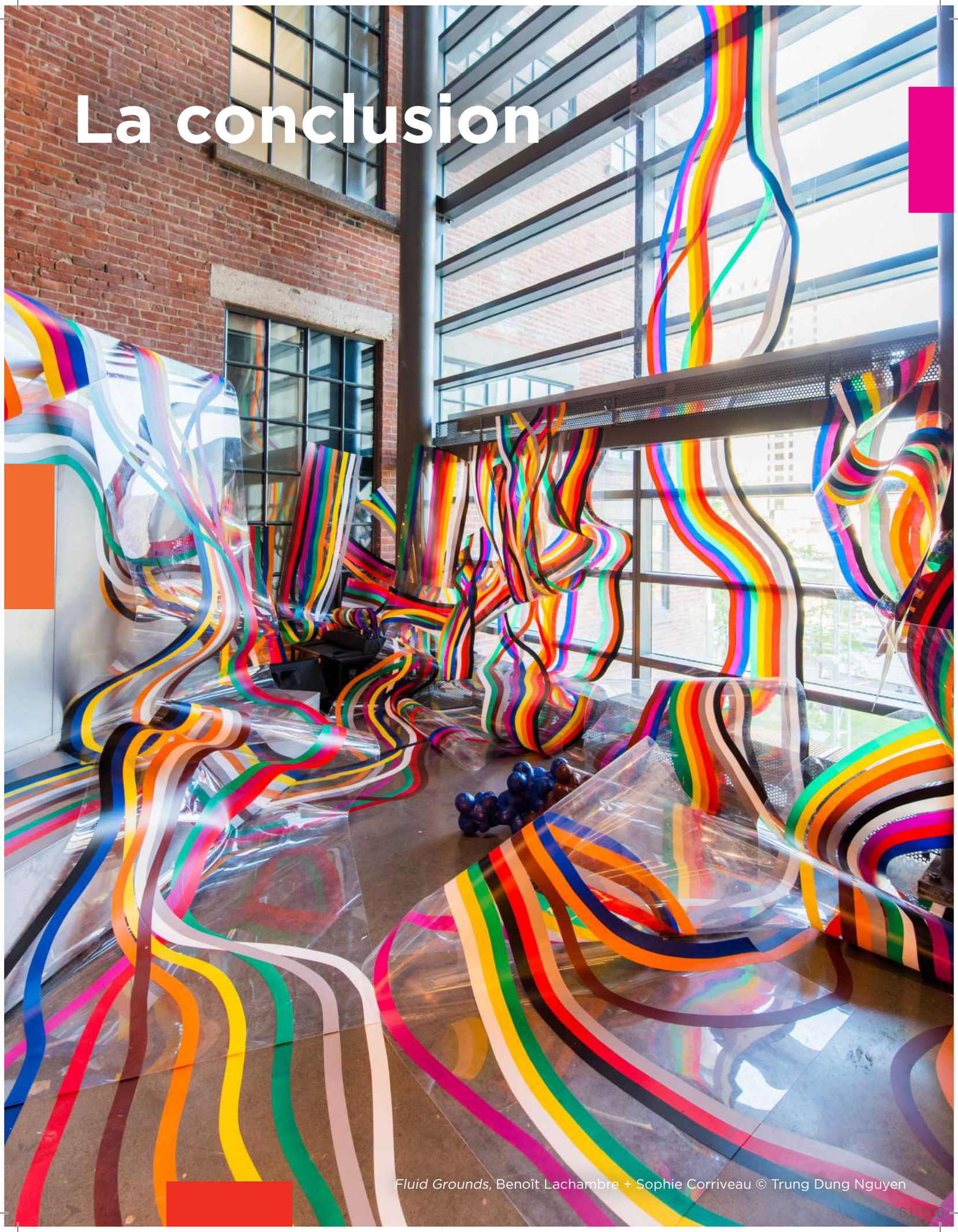
Étant donné la portée internationale de ses activités, le FTA génère une quantité appréciable de carbone, particulièrement pour les déplacements aériens et les cargos d'équipements des compagnies internationales invitées ainsi que pour les missions de repérage de l'équipe artistique.

Depuis 2014, afin d'avoir une meilleure compréhension de son impact environnemental, le Festival mesure ses émissions de gaz à effet de serre et un bilan carbone est effectué (Annexe XII).

L'outil de calcul du bilan carbone a été élaboré par la firme Planetair dans le cadre d'un projet soutenu par le Fonds d'action québécoise pour le développement durable, avec l'appui du gouvernement du Québec. Conçu pour les festivals, il comptabilise les informations de ventes, les déplacements et hébergement des artistes, des programmateurs, journalistes invités et les voyages de l'équipe aux fins de repérage artistique, le cargo, le kilométrage de la flotte de véhicules de production, ainsi que les relevés de consommation électrique du bureau.

En 2017-2018, en incluant les festivaliers, le FTA a généré 869 943 kg de gaz à effets de serre. Sur le marché de la compensation des émissions (crédits carbone), ce tonnage équivaut à une somme d'environ 23 314 $. En excluant les festivaliers, le tonnage se chiffre à 591 872 kg, pour un total évalué à 15 862 $. Le plan d'action en développement durable du FTA permettra prochainement d'évaluer des solutions pour le défraiement partiel ou total des crédits carbone.

La conclusion



Fluid Grounds, Benoît Lachambre + Sophie Corriveau © Trung Dung Nguyen



Windigo, Lara Kramer © Frédéric Chais



La vie utile, Evelyne de la Chenelière + Marie Brassard © Caroline Laberge

EN CONCLUSION

Une fois de plus, le Festival TransAmériques a connu une édition remarquable. L'ensemble de la programmation artistique, tout comme les Terrains de jeu, a suscité un fort engagement des spectateurs et du public, ce qui demeure le meilleur gage pour aborder l'avenir avec confiance.

L'année 2018 aura par ailleurs été marquée par une prise de risque financière délicate, nous obligeant à une vigilance de tous les instants, autant dans la planification que la mise en œuvre de l'événement. Les revenus de billetterie ont certes atteint des sommets historiques, mais ce sont toutes les sources de revenus potentielles qui ont été investiguées avec circonspection. La commandite et la philanthropie ont fait l'objet d'un travail particulièrement soutenu. De même, les dépenses ont été contrôlées avec une rigueur continue, ce qui n'a toutefois pas pu résoudre l'entièreté du défi.

La nouvelle politique culturelle du Québec adoptée en juin 2018 aura permis au Conseil des arts et des lettres du Québec d'obtenir des crédits additionnels et d'allouer en août dernier une bonification appréciable au FTA. Mentionnons aussi l'octroi par le Conseil des arts du Canada d'un premier financement pluriannuel.

S'il veut maintenir un volume d'activités à la hauteur de sa mission et accueillir les spectateurs qui souhaitent le fréquenter, le FTA doit rehausser ses ressources financières. En affichant des taux d'assistance supérieurs à 94 % depuis cinq ans — et de 99 % en 2018 —, le Festival démontre avec éloquence la nécessité d'enrichir sa programmation artistique pour répondre à une demande qui ne se dément pas. Toutefois, en concluant l'année sur un déficit, il témoigne du même élan du peu de marge de manœuvre dont il dispose pour aborder cet enjeu.

Adopté en janvier 2017, le Plan directeur 2017-2021 demeure une feuille de route éclairante. Pour une deuxième année, le cap a été maintenu sur la dizaine d'objectifs qui y sont énoncés. Un bilan de mi-parcours est en cours. Cet exercice permettra de constater le chemin parcouru et de préciser les actions à poser pour atteindre les objectifs visés sur l'horizon de 2021.

La belle et grande aventure du FTA se poursuit avec tout le courage qu'elle impose. Nous remercions très sincèrement le conseil d'administration, l'équipe, les donateurs ainsi que les nombreux partenaires, pour leur contribution essentielle.

La 13e édition se déroulera du 22 mai au 4 juin 2019.

C'est un rendez-vous.

Les annexes



Titans, Euripides Laskaridis © Julian Mommert



6 & 9, Tao Ye © Fan Xi

Tom na Fazenda, Michel Marc Bouchard + Rodrigo Portella © Ana Claudia



ANNEXE I – EXTRAIT DU PLAN DIRECTEUR 2017-2021

Le 24 janvier 2017, le conseil d'administration du Festival TransAmériques adoptait son Plan directeur 2017-2021. Résultat d'un travail rigoureux qui s'est déroulé sur près de deux années, cet exercice de planification a impliqué le conseil d'administration, la codirection générale et l'équipe. Au cours des semaines suivant son adoption, il a été dûment présenté à l'ensemble des partenaires publics de l'événement.

Ce Plan directeur préconise une stratégie de consolidation et d'ancrage. Consolidation de la structure du FTA, de ses pratiques et de ses partenariats. Ancrage dans les disciplines de la danse et du théâtre, ainsi que sur son territoire, contribuant à faire de Montréal un lieu incontournable de la création contemporaine internationale.

Nous présentons ici les principaux objectifs définis dans le cadre de cette planification :

1. Maintenir le seuil de billets disponibles à la vente au-dessus de 20 000, incluant des spectacles de grande envergure et de formes atypiques à chaque édition. Atteindre 24 000 billets en 2021 ;
2. Maintenir une présence artistique significative dans l'espace public ;
3. Augmenter substantiellement la valeur financière des contributions aux coproductions nationales et internationales et renforcer la capacité interne d'accompagnement de ces projets ;
4. Développer et renforcer des partenariats de diffusion artistiques sur le territoire national ;
5. Maintenir les activités des Terrains de jeu en quantité et en qualité, les peaufiner et accroître leur rayonnement ;
6. Entretenir les liens et réseaux qui favorisent la venue des invités internationaux et maintenir la capacité d'accueil à leur égard. Développer les outils permettant de mesurer les retombées économiques suite au passage de ces invités ;
7. Ajuster l'organigramme, notamment pour répondre aux enjeux de production et de financement privé. Apporter les ajustements salariaux nécessaires eu égard à l'équité interne et au marché ;
8. Accroître la diversité culturelle dans la composition du conseil d'administration et au sein de l'équipe ;
9. Élargir la notoriété du FTA auprès du grand public et des partenaires d'affaires ;
10. Accroître de façon significative les revenus issus de la philanthropie et de la commandite.

Nous vous invitons à communiquer avec la direction du FTA pour obtenir une copie du Plan directeur 2017-2021.

ANNEXE II – PROGRAMMATION ARTISTIQUE

25 spectacles (par ordre alphabétique)

6 & 9
Tao Ye
Danse

Chefs-d'œuvre de beauté abstraite, hommages au potentiel et à la persévérance du corps humain, ces deux pièces éblouissent par leur simplicité et leur virtuosité. Tableaux d'une fluidité inouïe, sobres et mystérieux, *6 et 9* provoquent un choc esthétique et métaphysique. Le jeune chorégraphe chinois Tao Ye fait sensation avec cette série où pureté minimaliste et rigueur livrent un songe d'éternité.

Désignés par des numéros qui renvoient au nombre d'interprètes sur scène, *6* et *9* laissent les mouvements ondulatoires des danseurs habiter l'espace baigné d'ombre et de lumière. Pour *6*, en parfait unisson, ils créent un rituel méditatif et célèbrent une obscure harmonie dans un état de transe hypnotique. Avec *9*, ce sont des individus sous tension, pluralité de corps valsant le chaos entre accord et désaccord. Tao Ye dirige avec maestria ses danseurs à la présence magnétique, presque sacrée. *6* et *9* fascinent, envoûtent.

And So You See... Our Honorable Blue Sky and Ever Enduring Sun... Can Only Be Consumed Slice by Slice...
Robyn Orlin
Danse

C'est l'histoire d'un corps affranchi, sensuel, vorace. Un corps tenté par le péché. Exhibant sa chair voluptueuse dans une cérémonie païenne accomplie sur le *Requiem* de Mozart, le jeune danseur et guérisseur sud-africain Albert Khoza, d'un charisme exubérant, se révèle le digne fils spirituel de la chorégraphe Robyn Orlin. Ensemble, ils brisent tabous, préjugés et frontières autour d'une humanité décomplexée.

Danses guerrières, orgies, bondage, boogie avec un GIF de Vladimir Poutine et autres parades s'enchaînent dans ce solo hors-normes, relecture éloignée des sept péchés capitaux. Khoza devient diva, dictateur et jouisseur. Dans sa chrysalide de cellophane, dos au public ou sur écran, il inverse les rapports de force colonialistes et se fait passeur entre les traditions ancestrales et l'espoir d'une modernité. Outrancière, solaire, décapante, la pièce s'approprie une culture classique pour revendiquer des identités plurielles. Une purge par la joie où l'Afrique réinvente son rapport à l'Occident.

Autour du Lactume
Réjean Ducharme + Martin Faucher
Lecture + Théâtre

Toute sa vie, Réjean Ducharme a été présent tout en demeurant caché. Le destin a fait en sorte qu'au moment où il est disparu, un nouveau

Livre est apparu, surgi du passé : *Le Lactume*, 198 dessins accompagnés de très ducharmiennes légendes, envoyés à un éditeur en 1966, oubliés, redonnés à l'auteur en 2001, puis édités en 2017. Intact : le Ducharme libre et fou de ses 23 ans, dessinant et commentant ses révoltes, constats et rêveries au cœur d'un Québec en pleine révolution.

Il y a une longue table de travail, cinq piles de dessins, de la musique et, surtout, la comédienne Markita Boies, que Ducharme aimait tant. Avec cette gravité enfantine, un rien moqueuse et sincère à mort, nécessaire pour entrer chez Ducharme, Martin Faucher orchestre un moment ludique et poétique, lumineux et intimiste, empreint d'un immense amour pour la vie, la mort, l'art, la beauté et l'écrivain disparu.

Betroffenheit
Crystal Pite + Jonathon Young
Danse

Dévastatrice, puissante, ambitieuse. *Betroffenheit* suit le combat intérieur d'un grand traumatisé. Une visite aux Enfers sous haute tension. Cauchemardesque et grimaçante. Chaos. Consternation. Un homme terrassé par un terrible accident. Comment le corps et l'âme encaissent-ils le choc ? L'acteur et dramaturge Jonathon Young et l'électrisante chorégraphe Crystal Pite cosignent ce spectacle sous haute tension, une plongée dans la spirale infernale d'un personnage hanté par la perte, écho de tous les survivants. Un chef-d'œuvre percutant.

Coup de fouet émotif et artistique, *Betroffenheit*, mot allemand qu'on peut traduire par stupeur paralysante, nous catapulte dans la quête obsédante et cauchemardesque d'un être atteint du syndrome post-traumatique. Théâtre et danse se répondent en un jeu brillant, convulsif, qui s'ouvre sur un monde hallucinatoire. Voyage hypnotique dans les zones extrêmes d'un sauvetage douloureux porté par une gestuelle virtuose et une puissante interprétation, la pièce prend les airs d'un cabaret expressionniste peuplé de clowns macabres et de danseurs de carnaval. Empreinte d'ironie, de gravité et d'humour noir, *Betroffenheit* envoûte et secoue.

Bleu
Jean-Sébastien Lourdais
Danse

Plonger dans le bleu des yeux d'une femme. Le bleu des mers intérieures. Sentir l'envol pulmonaire. Et puis le cœur qui flotte avant de redescendre en apnée. Respiration, pulsation, continuum de sensations et de mutations internes. La toute nouvelle création de Jean-Sébastien Lourdais fait l'expérience d'états de corps où se découvre une quête, celle de la pure présence.

Avec *Bleu*, solo interprété par Sophie Corriveau, la danse se met à l'écoute des profondeurs, d'une solitude originelle. La gestuelle accompagne les textures sonores élaborées à même la scène, à l'approche de cet instant saisissant où le temps n'existe plus. Le mouvement se liquéfie et remue les sédiments de la mémoire qu'il fait remonter à la surface de l'épiderme. *Bleu* révèle la force et la singularité d'une collaboration entre un

chorégraphe et une interprète parvenue à une remarquable maturité.

Dark Field Analysis
Jefta van Dinther
Danse

Deux êtres nus conversent. Hommes ou machines ? Doubles d'eux-mêmes, amants ou étrangers ? Cernés de tous côtés par les spectateurs, les deux corps inquiets s'agitent, s'accordent, se contaminent. Le chorégraphe Jefta van Dinther développe un monde d'une beauté crépusculaire, mystérieux alliage de textures et de sons, de couleurs et de mouvements. Prélude à un nouvel organisme.

Dark Field Analysis tire son nom d'une branche de la médecine alternative qui utilise la microscopie pour diagnostiquer les anomalies corporelles provenant du sang. Ici, le sang sert d'analogie pour regarder à l'intérieur de soi. Dans ce thriller intellectuel d'une profondeur poignante, Jefta van Dinther nous tend un miroir qui scrute l'âme dans ses profondeurs abyssales et évoque l'humanité confrontée à l'intelligence artificielle. Les lumières magnifient les formes sculpturales, une musique déroutante se déploie, les paroles s'amplifient jusqu'au chant. Notre corps vibre, nos sens s'affolent, le spectacle agit comme un puissant psychotrope. Une drogue licite.

Fluid Grounds
Benoît Lachambre + Sophie Corriveau
Danse

Bricolage patient, méditatif, jeux de regards et de reflets, *Fluid Grounds* donne vie aux traces d'une mémoire collective révélée par un territoire sensoriel et sacré. Bricolage patient, méditatif, jeux de regards et de reflets, *Fluid Grounds* rend visible les chemins d'une mémoire collective révélée par des courbes, cercles et points de partage. Benoît Lachambre et Sophie Corriveau enchantent l'espace dans une performance plastique des plus fascinantes.

Lignes brisées, caressées, tressées, polies, suspendues, recousues. Les rubans adhésifs posés au sol et au mur fondent lentement le territoire de corps tisseurs de mémoire, catalyseurs chorégraphiques. Modulé par les interactions bienvenues avec le public, le tracé sollicite l'imaginaire, se fait arc-en-ciel, sculpture colorée, souvenir d'une rencontre. Acte poétique et ludique aux résonances profondes, *Fluid Grounds* se révèle un paysage où tout devient possible.

Kings of War
Shakespeare + Ivo van Hove
Théâtre

Le maître belge injecte fureur et éclat à Henri V, Henri VI et Richard III, trois souverains dans la tempête du pouvoir, issus de la même dynastie que la reine Élizabeth II qui nous gouverne, ici et maintenant. Un événement.

Trois époques, trois règnes. La transformation d'Henri V, la bigoterie d'Henri VI, la soif de puissance de Richard III. Saisissant feuilleton guerrier, l'œuvre de Shakespeare admirablement condensée se cristallise autour d'une question fondamentale : comment gouverner ? Enfermés dans une *war room*, les monarques y opèrent jeux de coulisses, assassinats et intrigues. Jusqu'à leur déchéance. Sur un plateau démesuré et labyrinthique, pendant que des écrans crachent la guerre en direct, ces œuvres classiques apparaissent plus que jamais enracinées dans notre temps. Un théâtre exaltant porté par quatorze comédiens fulgurants et cinq musiciens live. Du grand art.

La nuit des taupes
Philippe Quesne
Théâtre

Un terrier, sept taupes immenses. Les voilà qui émergent de galeries de carton-pâte. Elles creusent, cuisinent, dessinent, copulent et forment même un groupe de musique punk rock. Seul Philippe Quesne peut imaginer un microcosme aussi déroutant ! Un théâtre de l'underground, écologique et philosophique, sans aucune parole. Un voyage improbable au centre de la Terre… qui laisse le public béat.

Après *L'effet de Serge* (FTA, 2010), le metteur en scène et scénographe français traque de nouveau le merveilleux là où ne l'attend pas dans une série de microfictions qui traversent les cycles de la vie. De Platon à Ben Laden, la caverne engendre ses mythes, impose sa loi primitive. Dans les interstices du sous-sol grouille une espèce inconnue qui peut nous apprendre à résister au cynisme, à tenter l'utopie. Cet univers ludique et fascinant, juste sous nos pieds, deviendrait-il le dernier rempart contre la folie du monde ?

La parade des taupes
Philippe Quesne
Performance

Où vont les taupes lorsqu'elles sortent de leur terrier ? Qu'est-ce qui les captive à leur arrivée à Montréal ? Suivons-les. Avant de se donner en spectacle dans *La nuit des taupes*, les sympathiques mammifères fouisseurs s'extirpent de leur caverne, se promènent dans les souterrains comme à la lumière du jour. Le temps d'une balade, nous devenons humains de compagnie. La ville leur appartient.

Du cabaret au jardin, en passant par le métro, ces touristes insolites nous amusent et nous étonnent. Laissons-nous guider par ces rongeurs dits « nuisibles » métaphore de l'artiste qui bouscule la bienséance, qui quitte son refuge pour emprunter des chemins de traverse, loin de toute rectitude, de toutes conventions.

Une déambulation comme une utopie, afin de sortir de soi-même, d'appréhender d'autres réalités, de se retrouver au Quartier des spectacles avec quelques bêtes à poil. Et d'apprivoiser l'animal en nous.

La vie utile
Evelyne de la Chenelière + Marie Brassard
Théâtre

Jeanne va mourir. Le temps de sa chute devient l'éternité. Son esprit se cabre, résiste. La fin s'éloigne, revient au galop. Se chevauchent des scènes du passé et du présent. Commence alors un fascinant voyage au cœur d'une mémoire qui se

soulève. Un moment de théâtre unique signé par deux des plus grandes ambassadrices du théâtre québécois : Marie Brassard et Evelyne de la Chenelière.

Dans cette vertigineuse partition à cinq voix, l'ultime murmure, comme un ultime vacarme de la pensée, cherche une réponse aux bouleversements du monde. Dernier combat contre l'indifférence et l'assoupissement du regard, dernier duel entre le repli sur soi et le désir de l'autre, dernier entretien entre morts et vivants. Que faut-il donc croire, craindre ou espérer au cours de cette *Vie utile* ? Une odyssée résolument théâtrale sur notre manière d'appréhender le temps. Qui passe, inexorablement.

Non finito
Système Kangourou
Théâtre

Comment se délivrer du poids de ses projets inachevés ? Claudine Robillard accumule depuis son enfance une tonne d'idées en jachère, d'esquisses de créations et d'intentions prometteuses. Qu'elle finit par abandonner. Douloureux constat. Avec sa complice Anne-Marie Guilmaine, elle se soumet à un rituel d'accomplissement devant public. Car la scène n'est-elle pas le lieu de tous les possibles ?

Inclassables, les deux fondatrices de la compagnie interdisciplinaire Système Kangourou détaillent avec une pointe d'ironie un « anti-CV », impressionnante liste de plans inaboutis. Elles ouvrent une brèche dans laquelle d'autres réalités peuvent s'engouffrer. D'un jeune joueur de rugby à un couple iranien récemment débarqué, des non-acteurs viennent eux aussi raconter leurs projets restés sans suite ; avec des moyens de pacotille, ils tenteront de s'en libérer. Performance autofictive, tentative cathartique, le théâtre devient une captivante plateforme de désirs à assouvir. Un jouissif vivarium de rêves à exaucer.

Nos ghettos
J-F Nadeau + Stéfan Boucher
Théâtre

Comme beaucoup, Jean-François aimerait croire au vivre-ensemble. À travers cet alter ego pétri des petites lâchetés ordinaires de la classe moyenne, l'acteur et auteur J-F Nadeau, accompagné d'une poupée hideuse et emporté par la musique funk et férocement moqueuse de Stéfan Boucher, nous entraîne dans une ahurissante dérive urbaine. Sur un bout de rue à deux pas de chez lui, il apprend à la dure que le racisme est bien insignifiant à côté de l'indifférence érigée en règle première de la paix sociale.

S'inspirant de la psychogéographie, qui interroge l'effet du milieu sur l'individu, Nadeau et Boucher décortiquent avec un ludisme sauvage le tronçon commercial de la rue Bélanger à l'angle de la 2e Avenue, où des commerces montréalais de cultures diverses se côtoient dans une inébranlable ignorance mutuelle. Proféré dans une langue spectaculairement rythmée, voici un brûlot pour massacrer nos vœux pieux.

Oblivion
Sarah Vanhee
Performance

Un pari fou. Une expérience radicale, déstabilisante. Pendant un an, l'artiste belge Sarah Vanhee a accumulé tous ses déchets personnels, réels ou virtuels. Sous forme d'installation plastique ou de performance philosophique, l'océan de débris se révèle sur scène aussi beau que monstrueux. Poussant l'idée de la bienveillance à l'extrême, *Oblivion* interroge la valeur de chaque chose, de chaque instant vécu, réinvestis dans une lente célébration des choses ressuscitées.

Pendant plus de deux heures, l'artiste suspend le temps et se connecte à ce qu'elle a considéré comme des déchets, constatant ce qui meurt au quotidien, puis ce qu'il en reste. Conservé sans discrimination, l'arsenal d'ordures, d'idées, de lectures et de sons récoltés durant l'année expose un monde à l'envers où l'invisible devient visible ; le déchet se transforme en richesse. Chant d'amour pour ce que l'on jette, *Oblivion* ébranle les fondements de notre société de consommation. Spirituel, écolo et inattendu, l'objet rare fascine.

Phantom Stills & Vibrations
Lara Kramer
Exposition + Performance

Des lieux, des corps, trahis, profanés. Des histoires cachées, invisibles, remontent à la surface dans *Phantom Stills & Vibrations*, une expérience immersive rendant hommage aux victimes de l'ancien pensionnat autochtone Pelican Falls, à Sioux Lookout, en Ontario. Un génocide culturel qui se poursuit, laisse des traces, des cicatrices ouvertes. Inspirée par son retour sur la terre de ses ancêtres, la chorégraphe Lara Kramer imagine une exposition-performance, en collaboration avec Stefan Petersen, rappelant les répercussions de traumatismes transmis de génération en génération.

Une photographie de l'ancien pensionnat reconverti en école secondaire, des sons nordiques et, par moments, une performance minimaliste. Kramer témoigne de l'accablante réalité d'une jeunesse abusée et remet en question les possibilités d'avancer. Comment reconstruire alors que le cycle de la violence se perpétue ? L'exposition éveille, bouscule, invite à méditer. Une œuvre de mémoire pénétrante et essentielle.

Pourama pourama
Gurshad Shaheman
Théâtre

Né en Iran, Gurshad Shaheman se dévoile en un récit initiatique intense comme la traversée d'un long fleuve agité. Faire le voyage avec lui, c'est endosser le masque de son père, goûter à la cuisine de sa mère, le prendre dans ses bras. Recevoir ses histoires comme autant de secrets. Devenir complice d'un soir de ce performeur incandescent. La traversée, houleuse et captivante, laissera forcément des traces.

Touch Me, Taste Me, Trade Me. En trois spectacles solos et un repas partagé avec le public, Gurshad Shaheman raconte une enfance iranienne marquée par un père silencieux, une adolescence en exil nourrie par une mère courage et une jeunesse troublée par la découverte du désir. Abattant toutes

frontières, renonçant à toute pudeur, le charismatique homme de théâtre révèle, entre Orient et Occident, un rapport au corps tout à fait singulier. Avec une prose lumineuse assemblée d'images porteuses, il s'abandonne éperdument. Et nous avec lui.

Quatuor tristesse
Daniel Léveillé
Danse

Sur une scène dépouillée, les danseurs s'élèvent, fiers, fragiles et lumineux comme le marbre. Les figures se succèdent, les corps nus se replient sur eux-mêmes, s'élancent les uns vers les autres. Par-delà les étreintes persistent la solitude des êtres et leur rêverie nimbée de tristesse.

En contrepoint aux lignes invisibles qu'il trace dans l'espace, Daniel Léveillé évoque ces moments en creux où le temps semble suspendu et où le spleen menace. Il en retient une douceur jusqu'alors inusitée dans son esthétique rigoureuse, minimaliste et exigeante. Quatuor à géométrie variable, cette nouvelle pièce fait parfaitement écho à celles qui l'ont précédée, donnant à voir l'œuvre d'un chorégraphe en pleine maîtrise de son langage et des danseurs au sommet de leur art. Bon génie de la mélancolie, le son voilé d'une musique d'un autre siècle accompagne les interprètes dans un spectacle où la tristesse perd sa gravité.

Récital
Anne Thériault
Danse + Musique

Une atmosphère insolite et mélancolique plane sur la moquette rétro du salon. Les antennes tendues de curieux thérémines attendent de répondre aux mouvements discrets des performeuses devant quelques dizaines de spectateurs privilégiés. Instruments primitifs de musique électronique, ils captent sur leurs fréquences la fantaisie de trois femmes à la recherche d'un futurisme perdu.

Performance sensuelle ou rêverie anachronique, cet improbable *Récital* d'Anne Thériault est une chorégraphie pour corps émetteurs traversés par les ondes ambiantes. L'orgue et le beatbox vibrent de la douce poésie de l'électro décalée. Des lampes de poche animent des jeux d'ombres expressionnistes. La lueur du cinéma d'angoisse renaît autour d'un tableau kitsch. Il y a un malin plaisir à pénétrer dans le domaine enchanté des objets qu'on affectionne et qui nous hantent. Un récital chorégraphique bricolé maison, qui éveille une sorte d'étrangeté comique et une nostalgie pour les technologies défuntes.

Solo 70
Paul-André Fortier + Étienne Lepage
Danse

Les rapports d'âges se confondent. Les temps concordent ou discordent. Le chorégraphe Paul-André Fortier, 70 ans, occupe toute la scène et incarne avec force la charge du corps vieillissant. Immortel, il se laisse traverser par un cortège de muses pernicieuses, collaborateurs nés bien après lui, dans cette œuvre ultime de Fortier Danse-Création. Fondée en 1981, la compagnie tire ainsi sa révérence, léguant aux jeunes générations un héritage chorégraphique majeur.

Solo 70 est l'épreuve du voyageur solitaire qui cherche à être déstabilisé par de nouvelles idoles et d'autres tentations. Danser encore, danser comme avant, obstinément, mais sur la guitare punk de Jackie Gallant, sur les interventions visuelles de Marc Séguin, sur les confessions de l'auteur Étienne Lepage chuchotées ou vociférées par le fougueux Étienne Pilon. Un faux solo troublant, qui inclut la présence d'agents provocateurs et de compagnons hallucinés. Je danserai seul et vous m'envahirez.

Tijuana
Gabino Rodríguez
Théâtre

Une fausse moustache, un changement d'identité. À *Tijuana*, durant six mois, le comédien Gabino Rodríguez devient Santiago Ramirez, ouvrier d'usine payé au salaire minimum. Il s'installe dans cette ville-frontière mexicaine, dont l'immense pays voisin sous-traite sa production à coût dérisoire, une pratique encouragée par le gouvernement local. Tel un journaliste d'enquête, l'homme de théâtre tente de survivre avec moins de cinq dollars par jour. Comme plusieurs millions de ses concitoyens.

Résultat d'une étonnante infiltration, *Tijuana* expose les dilemmes éthiques que cette méthode documentaire implique. Le récit bouleverse ; seul en scène, l'acteur accomplit un tour de force en s'investissant avec empathie dans ce personnage dont l'histoire sonne amèrement vraie.

Films, enregistrements, textes : Rodríguez révèle sans fard la violence inouïe d'une communauté qui a perdu confiance en son gouvernement et décide de se faire justice. Avec une fine poésie, il témoigne aussi des rapports d'amitié, de solidarité, d'entraide. D'humanité.

Titans
Euripides Laskaridis
Théâtre

Au commencement étaient les Titans. Ces divinités mythologiques rappellent, sous l'œil de l'excentrique créateur grec Euripides Laskaridis, l'absurdité de notre condition de mortels. Fable cosmique aux confins du temps et de l'espace, *Titans* crée des dieux à hauteur d'hommes, fragiles, vaniteux, absurdes. Par son univers scénique insolite où le grotesque côtoie la poésie, la pièce creuse sous ses airs légers l'angoisse existentielle, renvoyant notre routine humaine à la révolution des astres. Farce burlesque et méditation philosophique, l'œuvre surprend par son incongruité.

La créature céleste au long nez et à la voix haut perchée interprétée par Laskaridis imite tantôt la neige, le volcan, tantôt la ménagère qui se passe les cheveux au fer à repasser, caricature de nos gestes ordinaires et désabusés. Humain dans ses failles et ses perpétuelles métamorphoses, le Titan oppose son rire libérateur au caractère dérisoire et futile de la condition humaine. Iconoclaste, la pièce inventive et baroque touche droit au cœur.

Tom na Fazenda
Michel Marc Bouchard + Rodrigo Portella
Théâtre

Une rare occasion d'être témoins du sentiment d'urgence de créateurs étrangers qui s'emparent

d'une pièce québécoise. Au Brésil, où le nombre de meurtres homophobes atteint un nombre record, *Tom à la ferme* de Michel Marc Bouchard acquiert une résonance terrible. Les corps — souverains, sensuels, dangereux — proclament avec une fougueuse évidence ce que l'on veut nier jusqu'à le détruire.

À la mort de son amant, Tom, urbain, sophistiqué, dévasté, se rend jusqu'au fin fond d'une campagne pour les funérailles. Il y découvre une mère qui ne sait rien de lui, ni des amours de son fils, et un frère qui lui sait tout, mais qui étouffe la vérité avec une stupéfiante violence. À la ferme, le mensonge est la condition première de la survie. Le sang et la boue, matières premières des origines du monde, souillent les mots et magnifient des corps transfigurés par les émotions pour révéler la grandeur tragique universelle de ce texte nécessaire.

Union of the North
Matthew Barney + Valdimar Jóhannsson + Erna Ómarsdóttir
Cinéma

Nammu, la déesse sumérienne de la création devenue serveuse au Dunkin Donuts d'un centre commercial de Reykjavík, s'apprête à célébrer l'union sacrée de deux amants. Au rayon des surgelés : néons criards, uniformes orangés, chants homériques, danses tribales. Dans cette œuvre cinématographique d'une déroutante sauvagerie, la célébration du mariage sera grandiose.

Scénarisé par l'artiste contemporain mondialement reconnu Matthew Barney, réalisé par la chorégraphe Erna Ómarsdóttir et le musicien Valdimar Jóhannsson, *Union of the North* s'éloigne radicalement du cliché islandais des grands espaces pour embrasser une modernité climatisée et consumériste. Interprété par la Iceland Dance Company, le film se déploie tantôt comme un opéra majestueux, tantôt comme une grinçante téléréalité. Les scènes frappent, s'accrochent au cortex ; rites de passage remplis de bruit et de fureur, cultes sacrificiels mouvementés. Des noces sanglantes, fiévreuses, entre le sublime et le trivial. Une union sacrée.

Until our Hearts Stop
Meg Stuart
Danse

Ils rêvent de communauté. Ils se scrutent, se palpent, s'agrippent. Tentent la magie noire. Dans une boîte de nuit — ou bien est-ce un sous-sol ? —, ils s'adonnent à une cérémonie underground qui promet d'amener au point de fusion leur microsociété d'initiés et de curieux. Au rythme vrombissant des basses, du piano et des percussions, *Until our Hearts Stop* de Meg Stuart met en lumière la rencontre impossible qui définit la condition humaine.

Dans un décor qui emprunte le velours violet et le noir lustré des spectacles de magie, danseurs et musiciens inventent des rituels étranges. Ils font disparaître leurs réserves de pudeur, éveillent les sources de l'amour et de l'hospitalité, cherchent l'intimité bien à l'écart du monde. Cercle de thérapie empathique ou meeting mystico-utopique, leurs jeux bizarroïdes révèlent un besoin irrépressible d'entrer en relation. Tout l'inconfort, la maladresse et la violence qui n'arrivent pas à être exorcisés. Croire en la magie ou perdre toute illusion ?

Windigo
Lara Kramer
Perfomance

Féroce et viscérale, *Windigo* résonne en nous comme un cri, vibrant écho d'une longue histoire de saccage humain, de violation de la terre et de la culture. Revenue au pays de sa grand-mère, dans la réserve de Lac Seul, en Ontario, la chorégraphe canadienne d'origine ojibwée et crie Lara Kramer confronte le Nord à la réalité de la guerre larvée qui s'y joue. Épopée nordique aux airs de balade post-apocalyptique, *Windigo* exorcise les démons, ressacs d'une violence perpétrée à l'encontre du peuple amérindien.

Matelas éventrés au couteau, déchiquetés, chevauchés. Un capharnaüm d'objets réanimés, un souffle de vie dans la mort. Un no man's land démantelé, où Peter James et Jassem Hindi forment un duo de vagabonds errants, survivants qui cherchent à tuer l'ennui, qui crachent et subliment leur douleur. Cérémonial contemporain, l'œuvre joue de symboles forts, de puissantes métamorphoses et d'émotions vives, semant l'espoir en plein cœur d'une destruction massive.

ANNEXE III – RENCONTRES AU QUARTIER GÉNÉRAL

Vendredi 25 mai
Le théâtre d'Ivo van Hove
Avec Frédéric Maurin (Paris) + Wouter van Ransbeek + des acteurs du Toneelgroep Amsterdam (Amsterdam)
+
Lancement *FTA : Nos jours de fête*

Dimanche 27 mai
Cliniques dramaturgiques : Petit déjeuner des dramaturges

Mardi 29 mai
Lancement *L'authenticité, un sentiment : ma vie dans PME-ART*
Avec Martin Bélanger + Caroline Dubois + Marie Claire Forté + Benoît Lachambre + Gaétan Nadeau + Jacob Wren
+
Cliniques dramaturgiques : Réenchanter le travail
Avec Alexandros Mistriotis (Athènes) + Bart van den Eynde (Bruxelles) + Sarah Israël (Munich) + Leyla-Claire Rabih (Dijon + Berlin) + Elise Simonet (Paris) + Kouam Tawa (Bafoussam)

Vendredi 1 juin
La création autochtone : l'ancestral contemporain
Avec Émilie Monnet + Lara Kramer (Montréal) + Victoria Hunt (Sydney) + Nimikii Couchie (Nissiping)

Dimanche 3 juin
Agents et producteurs: forger des maillons forts
Avec Denis Bergeron + Menno Plukker + Sarah Rogers (Montréal) + Lene Bang Henningsen (Copenhague) + Dani Fecko (Vancouver) + Magnus Nordberg (Stockholm)

Lundi 4 juin
Le chantier de Philippe Quesne
Avec Philippe Quesne (Paris)

Mercredi 5 juin
Politique québécoise de la culture : qu'en penser ?
Avec le Conseil québécois du théâtre + le Regroupement québécois de la danse

Mercredi 6 juin
Paul-André Fortier : passé, présent, futur
Avec Paul-André Fortier + Audrée Juteau + Étienne Pilon + Nate Yaffe (Montréal)

Jeudi 7 juin
Bilan critique du FTA 2018
Avec Chloé Gagné Dion (critique) + Florence Lorimier-Dugas (élève de l'école secondaire Sophie-Barat) + Paul Lefebvre (conseiller dramaturgique) + James Oscar (critique d'art) + Michael Shu (un super spectateur)

À cela s'ajoutent différentes activités des Parcours étudiants et des Rencontres internationales, ainsi que 14 soirées thématiques qui se sont déroulées au Quartier général tout au long du Festival : Soirées d'ouverture et de clôture, Afrotonik, House of Bamboo, FTA + OFFTA sous la pleine lune, Total Space Party – Bal des monstres, LIP X FTA, DJ Pat The Brat et six Nuits de Montréal avec DJ Rhythm & Hues.

ANNEXE IV – PROJECTIONS CINÉMATOGRAPHIQUES

Quatre films sur des artistes et des œuvres en résonnance avec la programmation, présentés à la Cinémathèque québécoise.

Samedi 5 mai
Under the Skin
Film de science-fiction britannique adapté d'un roman de Michel Faber, *Under the Skin* raconte l'arrivée d'une extraterrestre sur Terre pour séduire des hommes avant de les faire disparaître. Scarlett Johansson incarne une tueuse insensible qui s'humanise peu à peu dans ce film angoissant campé en Écosse.

Samedi 12 mai
Rhymes for Young Ghouls
Dans la réserve micmaque Red Crow, en 1976, un décret du gouvernement oblige tous les enfants amérindiens de moins de 16 ans à intégrer un pensionnat. Aila, 15 ans, vend de la drogue pour payer une taxe qui la tient hors du pensionnat, mais son équilibre précaire est subitement détruit.

Samedi 19 mai
Les glaneurs et la glaneuse
Un peu partout en France, Agnès Varda a rencontré des glaneurs et glaneuses, récupérateurs, ramasseurs, jeunes et retraités, qui, par nécessité, hasard ou choix, grappillent et récupèrent de la nourriture dans les poubelles, les champs, les arbres. Ces portraits renvoient aussi un miroir à la réalisatrice, qui cueille ici et là des moments de vie pour faire ses films.

Dimanche 20 mai
All That Jazz
Chorégraphe et metteur en scène célèbre, accro aux amphétamines et fumeur invétéré, Joe Gideon veut faire de son prochain spectacle le couronnement de sa carrière. Or, Joe est victime d'un infarctus. Dialoguant avec la mort, il est hanté par des visions funèbres, d'extraordinaires numéros de comédie musicale inspirés par sa propre vie.

ANNEXE V - RAPPORTS D'ASSISTANCE

DANSE	DATE	LIEU	NB DE REPRÉS.	BILLETS DISPOS	TOTAL ASSIST.	% ASSIST.
6 & 9 Tao Ye	23-25 mai	Théâtre Jean-Duceppe	3	2 211	2 184	99 %
Dark Field Analysis Jefta van Dinther	25-27 mai	Théâtre Prospero	4	648	656	101 %
Until our Hearts Stop Meg Stuart	25-26 mai	Usine C	2	890	908	102 %
Bleu Jean-Sébastien Lourdais	27-29 mai	La Chapelle Scènes Contemporaines	3	300	295	98 %
Union of the North Matthew Barney	27-29 mai + 30 mai (supp.)	Cinémathèque québécoise	4	600	607	101 %
Quatuor tristesse Daniel Léveillé	30-31 mai + 1 juin	Édifice Wilder - Espace danse | Salle Rouge	3	735	723	98 %
Récital Anne Thériault	30-31 mai + 1 juin	Le Balcon	5	305	318	104 %
Solo 70 Paul-André Fortier	1-3 juin	Édifice Wilder - Espace danse | Espace Orange	3	468	469	100 %
Windigo Lara Kramer	31 mai + 1-2 juin	Espace Libre	3	504	448	89 %
And So You See... Robyn Orlin	2-4 juin	Théâtre Rouge du Conservatoire	3	672	696	104 %
Betroffenheit Crystal Pite + Jonathan Young	5-7 juin	Centre Pierre-Péladeau | Salle Pierre-Mercure	3	2 391	2 393	100 %
Sous-total - DANSE	**11**		**36**	**9 724**	**9 697**	**100 %**

THÉÂTRE	DATE	LIEU	NB DE REPRÉS.	BILLETS DISPOS	TOTAL ASSIST.	% ASSIST.
Kings of War Ivo van Hove	24-27 mai	Théâtre Denise-Pelletier	4	3 036	2 932	97 %
Tijuana Gabino Rodriguez	24-27 mai	Espace Libre	5	840	860	102 %
La vie utile Evelyne de la Chenelière + Marie Brassard	28-31 mai + 1 juin	Théâtre ESPACE GO	5	1 260	1 243	99 %
Pourama pourama Gurshad Shaheman	28-31 mai	Centre du Théâtre d'Aujourd'hui	4	296	301	102 %
Titans Euripides Laskaridis	29-31 mai	Usine C	3	1 359	1 399	103 %
Non finito Système Kangourou	29-31 mai+ 1-2 juin	Théâtre Aux Écuries	5	550	553	101 %
Tom na Fazenda Michel Marc Bouchard + Rodrigo Portella	1-3 juin	Maison Théâtre	3	1 209	1 133	94 %
Autour du Lactume Réjean Ducharme + Martin Faucher	1-4 juin	La Chapelle Scènes Contemporaines	5	500	463	93 %
Nos ghettos J-F + Stefan Boucher	2- 6 juin	Centre du Théâtre d'Aujourd'hui | Salle Jean-Claude Germain	6	450	452	100 %
Oblivion Sarah Vanhee	26-28 mai	Place des Arts | Cinquième Salle	3	390	425	109 %
La nuit des taupes Philippe Quesne	3-6 juin	Usine C	4	1 812	1 856	102 %
Sous-total - THÉÂTRE	**11**		**47**	**11 702**	**11 617**	**99 %**

TOTAL	**22**		**83**	**21 426**	**21 314**	**99 %**

ACTIVITÉS GRATUITES DANS L'ESPACE PUBLIC

TITRE DU SPECTACLE	DATE	LIEU	NB DE REPRÉS.	TOTAL ASSIST.
Phantom Stills & Vibrations (exposition) Lara Kramer	10 mai-10 juin	MAI	23	639
Fluid Grounds Benoît Lachambre et Sophie Corriveau	1-3 juin	Édifice Wilder - Espace danse | Atriums des Grands Ballets	3	943
Phantom Stills & Vibrations (performance) Lara Kramer + Stefan Petersen	2, 10, 17 mai + 2, 7 juin	MAI	5	190
La parade des taupes Philippe Quesne	2 juin	Circuit urbain (départ Cabaret Mado)	1	2 561
TOTAL - ESPACE PUBLIC	**4**		**32**	**4 333**

FRÉQUENTATION DES ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES

TITRE DE L'ACTIVITÉ	NOMBRE D'ACTIVITÉS	ASSISTANCE TOTALE
Rencontres après spectacle	23	2 038
Rencontres au Quartier général	26	1 625
Soirées au Quartier général*	16	2 513
Films présentés en dehors des Parcours étudiants	4	139
Classes de maître	2	28
Cliniques dramaturgiques	1	15
Activités de partenariat	2	235
Parcours étudiant*	94	760
Tournée des écoles	-	402
Rencontres internationales	35	23
Yulanda Faris Choreographic Project	12	4
Rencontres des créateurs autochtones	7	15
TOTAL DES ACTIVITÉES	**222**	**7 796**

** Voir tableau à la page suivante.*

FRÉQUENTATION DES PARCOURS ÉTUDIANTS

	SÉJOUR CULTUREL	L'AUTRE PARCOURS	FTA À LA CARTE	TOTAL *	%
NIVEAU DE SCOLARITÉ					
Secondaire	128	82	173	**383**	60 %
Cégep	0	103	97	**200**	31 %
Universitaire	0	53	0	**53**	8 %
PROVENANCE					
Montréal et ses banlieues	107	183	253	**543**	72 %
Régions du Québec	52	78	30	**160**	21 %
Canada (hors Québec)	0	0	55	**55**	7 %
International (hors Canada)	0	0	0	**0**	0 %
ENSEIGNEMENT					
Privé	6	2	2	**10**	38 %
Public	2	8	6	**16**	61 %

** Excluant les accompagnateurs*

FRÉQUENTATION DU QUARTIER GÉNÉRAL

SOIRÉES AU QUARTIER GÉNÉRAL	DATE	ASSISTANCE
Soirée/Cérémonie d'ouverture	23 mai	375
Nuits de Montréal #1 | DJ. Rythm & Hues	24 mai	60
Soirée | Afrobeat Danceall | Afrotonik	25 mai	325
Soirée | House of Bamboo	26 mai	140
Nuits de Montréal #2 | DJ. Rythm & Hues	27 mai	104
Playlist	28 mai	50
FTA + OFFTA sous la pleine lune | Collectif Moonshine	29 mai	200
Nuits de Montréal #3 | DJ. Rythm & Hues	30 mai	105
Total Space Party - Bal des monstres | DJ Andrew Tay	31 mai	260
Lip X FTA | Soirée queer Frankie Teardrop	01 juin	200
DJ Pat The Brat	02 juin	130
Nuits de Montréal #4 | DJ. Rythm & Hues	03 juin	64
Playlist	04 juin	4
Nuits de Montréal #5 | DJ. Rythm & Hues	05 juin	136
Nuits de Montréal #6 | DJ. Rythm & Hues	06 juin	60
Party de clôture : Voyage Funktastique | DJ. Walla p + DR. MAD + DJ Martin	07 juin	300
TOTAL DES ACTIVITÉS	**16**	**2 513**

TOTAL DE L'ASSISTANCE : 25 647 SPECTATEURS SUR 115 REPRÉSENTATIONS
30 202 FESTIVALIERS

ANNEXE VI - MISSIONS DE REPÉRAGE DE L'ÉQUIPE ARTISTIQUE

CANADA (HORS QUÉBEC)

22 au 24 novembre 2017 Vancouver
Dance in Vancouver et Réunion annuelle du réseau CanDance / Alliance of Canadian Dance Networks Meeting

27 janvier 2018 Toronto
Berkeley Downstairs Theatre

10 février 2018 Toronto
Canadian Stage

16 février 2018 Ottawa
Undercurrents: Theatre Below the Mainstream

20 juin 2018 Toronto
Luminato Festival

17 au 19 août 2017 Toronto
SummerWorks Performance Festival

INTERNATIONAL

3 au 9 octobre 2017 Paris / Rouen / Rotterdam / Munich
Théâtre de La Bastille / Festival d'automne / CDN Normandie-Rouen / Rotterdam Schouwburg/ Münchner Kammerspiele

15 au 23 octobre 2017 Buenos Aires
Festival internacional de Buenos Aires (FIBA)

19 au 23 octobre 2017 Paris / Londres
Festival d'automne / The Place - The Humane Body

31 octobre au 8 novembre 2017 Beijing / Kyoto
Beijing National Center for the Performing Arts / Kyoto Experiment

16 au 23 novembre 2017 Paris / Zagreb / Orléans
CDN Nanterre-Amandiers / Festival Les Inaccoutumés / Croatian National Theatre / CDN Orléans

30 novembre au 10 décembre 2017 Paris / Berlin
Théâtre de la Ville / CDN Nanterre-Amandiers / Festival d'automne / Nouveau Théâtre de Montreuil / Volksbühne / Deutsches Theater / T2G / La Colline

10 au 15 janvier 2018 New York
COIL / Under the Radar / American Realness

17 au 21 janvier 2018 Montpellier / Nîmes / Paris
Domaine de Grammont / Théâtre Bernadette Lafont / Bouffes du Nord / CDN Nanterre-Amandiers / La Colline

28 janvier au 7 février 2018 Paris / Marseille
CDN Nanterre-Amandiers / Scène nationale L'apostrophe / Parallèle, Plateforme pour la jeune création internationale / Bouffes du Nord / L'Odéon / MC93 / Théâtre Gérard-Philippe / Le Tarmac

5 au 12 mars 2018 São Paulo
Mostre Internacional de Teatro de São Paulo

6 au 15 avril 2018 Hambourg / Berlin / Varsovie
Kampnagel Fabrik / Schaubühne am Lehniner Platz / Generation After 2 – Polish Performing Arts Showcase

20 au 22 avril 2018 New York
Alexander Kasser Theater Montclair State University

2 au 7 mai 2018 Istanbul
A Corner in the World

3 au 8 mai 2018 Bruxelles / Namur / Berlin
Kunstenfestivaldesarts / Théâtre National / Musée royal de l'Afrique centrale / Théâtre de Namur / Kaaistudio / Kaaitheater / HAU – Hebbel am Ufer

8 au 15 juin 2018 Braunschweig / Paris / Lille
Theaterformen / Ateliers de Paris / Maison Folie Wazemmes / Le Vivat Scène conventionnée / Gare Saint-Sauveur

17 au 18 juin 2018 New York
Mabou Mines / Invisible Dog Art center

20 juin au 23 juillet 2018 Toronto / Paris / Marseille / Montpellier / Avignon / Amsterdam / Santarcangelo di Romagna
Luminato / Comédie-Française / Festival Montpellier Danse / Le Printemps des Comédiens / Festival d'Avignon / Julidans / Santarcangelo Festival

25 août au 3 septembre 2018 Groninguen / Bâle / Berlin / Genève
Noorderzon Performing Arts Festival / Theaterfestival Basel / Tanz im August / La Bâtie - Festival de Genève

18 septembre au 9 octobre 2018 Lyon / Paris / Limoges / Marseille
Biennale de la danse de Lyon / Nanterre-Amandiers CDN / Festival d'automne à Paris / Les Francophonies en Limousin / ActOral

ANNEXE VII - PROFESSIONNELS ÉTRANGERS ACCUEILLIS

ALLEMAGNE
DANCE, International Festival
for Contemporary Dance in Munich
Festival RODEO
Joint Adventures
Kampnagel

ANGLETERRE
Dance4
Fierce Festival
Manchester International Festival
Transform

BELGIQUE
CAMPO
de Warande
KVS
La Libre Belgique
Théâtre de l'Ancre

BRÉSIL
Bienal Internacional de Danca do Ceara

BULGARIE
DNK space for contemporary dance and performance

BURKINA FASO
Les Récréatrales

CHILI
Festival Teatro A Mil

COLOMBIE
Biennale de la Danse de Cali

CORÉE DU SUD
SIDance Festival

CROATIE
Domino

CUBA
Laboratorio escenico de experimentacion social

DANEMARK
Lene Bang org.

ÉCOSSE
C Venues

ESPAGNE
Festival de théâtre en français de Barcelone (Festival OUI)
Festival Temporada Alta
Festival TNT
Hiroshima
Institut Ramon Llull
Naves Matadero
Ysarca Art Promotions

ÉTATS-UNIS
2 Continents arts exchange
Contemporary Arts Center New Orleans
Dance Center, Columbia College Chicago
Experimental Media and Performing Arts Center (EMPAC)
Flynn Center for the Performing arts
Fusebox Festival
Gibney / American Realness
Institut of Contemporary Arts
La Jolla Playhouse Without Walls Festival
Los Angeles Performance Practice / LAX Festival
Museum of Contemporary Art of Chicago
New Dance Alliance
New York Live Arts
Northrop / University of Minnesota
Office of the Arts, Emerson College
Pace University, Schimmel center for the arts
REDCAT
Regina A. Quick Center for the Arts - Fairfield University
Richard B. Fisher Center for the Performing Arts at Bard College / Crossing the Line Festival
Skirball Center for the Performing Arts for New York University
The Kitchen
The Latinx Theater Communs
The New School
Theater magazine
Under the Radar Festival
University of Houston Cynthia Woods Mitchell Center for the Arts
Walker Art Center
Wexner Center for the Arts

FINLANDE
Helsinki Festival

FRANCE
Bancs Publics
Centre Dramatique National de Montpellier
Cie IKB
Festival ActOral
Festival des Francophonie en Limousin
Festival Uzès Danse
La Manufacture / collectif contemporain
Le Périscope
Le phénix, Scène nationale Valenciennes
Le Tarmac
MAG.I.C International cooperation
Mains d'Œuvres
Montpellier Danse
Parallèle - Plateforme pour la jeune création internationale
Réseau en scène Languedoc-Roussillon
Théâtre du Rond Point
Théâtre Gérard Philipe - Centre Dramatique National

GRÈCE
Onassis Cultural Centre

ISRAEL
C.A.T.A.M.O.N
Diver festival
The Israeli Opera

JAPON
SPAC - Shizuoka Performing Arts Center / Tokyo Festival

MEXIQUE
Centro de Producción de Danza Contemporánea
Museo Universitario del Chopo, UNAM

NORVÈGE
SILA- Greenlandic Stage Artists Association

PANAMA
Festival Internacional de Artes Escenicas de Panama (FAE)

PAYS DE GALLE
Hijinx Theatre

PAYS-BAS
Agence A Propic
Holland Festival
Noorderzon Performing Arts Festival

SUÈDE
Nordberg Movement

SUISSE
Le Magnifique Théâtre

ANNEXE VIII - IMPACTS DU FTA SUR LA DIFFUSION NATIONALE ET INTERNATIONALE

En constante évolution, les retombées de la présence des diffuseurs s'évaluent sur plusieurs années. Vous trouverez ci-dessous un compte-rendu actualisé de la saison à partir du 30 septembre 2017 au 30 septembre 2018.

FOCUS QUÉBEC

fabrik Potsdam / POTSDAMER TANZTAGE - International Festival for Contemporary Dance
Sven Till, directeur artistique du fabrik à Postdam en Allemagne, a programmé plusieurs spectacles québécois à la suite de ses séjours répétés à Montréal, notamment dans le cadre du FTA : *bang bang* de Manuel Roque (FTA 2017), *Con grazia* de Martin Messier et Anne Thériault (FTA 2016), *Le grand* continental de Sylvain Émard (FTA 2009-2010-2017-2018), *Crépuscule* des océans de Daniel Léveillé (FTA 2008), *Habiter sa mémoire* de Caroline Laurin Beaucage (Off 2017), *This Duet That We've Already Done (so many times)* de Frédérick Gravel (Off 2017) et *Unrelated* de Daina Ashbee (Off 2015) ont été l'affiche de la fabrik ou du festival Tanztage Postdamer.

Les Francophonies en Limousin
Marie-Agnès Sevestre, directrice du festival Les Francophonies en Limousin, a assisté à toutes les éditions du FTA depuis 2007. L'édition 2018 comporte un important focus Québec mettant en lumière le travail d'artistes québécois, notamment Marie Brassard + Évelyne de la Chenelière *avec La Fureur de ce que je pense* (FTA 2017), Martin Faucher avec *Jusqu'où te mènera Montréal ?* (FTA 2017) et *Antioche* du Théâtre Bluff.

LIFEGUARD / BENOÎT LACHAMBRE (FTA 2017)

Gilles Doré, agent de la compagnie Par B.L.eux, a rencontré de nombreux programmateurs pour poursuivre des négociations déjà entamées ou pour leur présenter les spectacles du répertoire de Benoît Lachambre. Parmi ceux-ci figure Eleno Guzmán du Centro de Producción de Danza Contemporánea (Mexico, Mexique).

À la suite de sa présentation au FTA, *Lifeguard* a été diffusé dans les lieux suivants :

- Biennale de Venise (Italie) en juin 2018 ;
- Fabbrica Europa Festival (Florence, Italie) en juin 2018 ;
- Kaaitheatre (Bruxelles, Belgique) en février 2018 ;
- Moving in November (Helsinki, Finlande) en novembre 2018.

BANG BANG / MANUEL ROQUE (FTA 2017)

Depuis qu'il a joint les rangs de Daniel Léveillé Danse, Manuel Roque suscite l'intérêt de plusieurs diffuseurs internationaux. La compagnie lui offre un accompagnement stratégique qui contribue largement au récent rayonnement international de ses œuvres.

Entre mars et septembre 2018, *bang bang* a été présenté :

- Le Printemps de Sévelin (Lausanne, Suisse) en mars 2018 ;
- Theater im Pumpenhaus (Münster, Allemagne) en mars 2018 ;
- fabrik (Postdam, Allemagne) en juin 2018 ;
- Les Brigittines (Bruxelles, Belgique) en août 2018 ;

- Les Plateaux de la Briquetterie (Vitry-sur-Seine, France) en septembre 2018.

La pièce sera également à l'affiche de :

- 4+4 Days in Motion (Prague, République tchèque) en octobre 2018 ;
- From Jaffa to Agripas (Jérusalem, Israël) en octobre 2018.

La compagnie est en discussion avec les diffuseurs suivants pour une éventuelle présentation de *bang bang* :

- Campo (Gand, Belgique) ;
- Festival Uzès Dance (Uzès, France) ;
- Wexner Center for the Arts (Colombus, États-Unis) ;
- DNK Space for Contemporary Dance and Performance (Sofia, Bulgarie) ;
- Joint Adventures (Munich, Allemagne).

LE SUPER MÉGA CONTINENTAL / SYLVAIN ÉMARD (FTA 2017)

Le *Super Méga Continental* fait suite à la création du *Grand Continental* présenté au Festival TransAmériques en 2009. Devant l'engouement du public, le spectacle a été repris au FTA lors de deux éditions subséquentes, passant de 65 danseurs en 2009 à 210 en 2011 sur la Place des Festivals. Cette nouvelle mouture du Continental présentée du 15 au 17 septembre 2017 avec 375 danseurs sur la place des Festivals a connu un immense succès.

Depuis, le *Méga Continental* a été produit au :

- Santiago a mil (Santiago, Chili) en janvier 2018 ;
- Luminato (Toronto, Canada) en juin 2018 ;
- Postdamer Tanzstage (Postdam, Allemagne) en mai 2018 ;
- Philadelphia Museum of Art Plaza (Philadelphie, États-Unis) en septembre 2018;
- fabrik Postdam (Postdam, Allemagne) en septembre 2018.

POUR / DAINA ASHBEE (FTA 2017)

D'abord présenté à La Chapelle Scènes contemporaines en 2016, la reprise de *Pour* au FTA en 2017 a permis à la pièce de se développer à l'international dans les lieux suivants :

- ActOral (Marseille, France) en octobre 2017 ;
- Moving in November (Helsinki, Finlande) en novembre 2017 ;
- PUSH International Performing Arts Festival (Vancouver, Canada) en février 2018 ;
- Sala Hiroshima (Barcelone, Espagne) en mars 2018 ;
- Elios Crean Festival (Madrid, Espagne) en mars 2018 ;
- Zero Point Festival (Prague, République Tchèque) en juillet 2018.

Dans les prochains mois, *Pour* sera présenté au :

- RIMI/RISK (Stavanger, Norvège) en octobre 2018 ;
- Oktoberdans Bit Teatergarasjen (Bergen, Norvège) en octobre 2018 ;
- KVS (Bruxelles, Belgique) en octobre 2018 ;
- The Theatre Centre (Toronto, Canada) en février 2019.

THE PRINCIPLE OF PLEASURE / GERARD REYES (FTA 2017)

The Principle of Pleasure a été présenté à sept reprises lors de l'édition 2017 du SummerWorks Performance Festival à Toronto.

JUSQU'OÙ TE MÈNERA MONTRÉAL ? / JAMAIS LU (FTA 2017)

Conçu à partir de textes de sept auteurs montréalais, ce cabaret littéraire conçu par Marcelle Dubois et Martin Faucher, mis en scène par Martin Faucher et produit par le Jamais Lu a été présenté à deux reprises en France en octobre 2018 au festival Les Francophonies en Limousin (Limoges) et au Théâtre Ouvert (Paris).

MERCURIAL GEORGE – DANA MICHEL (FTA 2016)

Mercurial George de Dana Michel a connu une imposante tournée internationale depuis sa création en première mondiale au FTA 2016. Lors de la saison 2017-2018, la pièce a été à l'affiche à :

- Short Theater (Rome, Italie) en septembre 2017 ;
- Bastards Avant Garden (Trondheim, Norvège) en septembre 2017 ;
- ActOral (Marseille, France) en septembre 2017 ;
- Nuuk Nordic Cultur Festival (Nuuk, Groenland) en octobre 2017 ;
- Beursschouwburg (Amsterdam, Pays-Bas) en octobre 2017 ;
- Gender Bender Festival (Bologne, Italie) en novembre 2017 ;
- Moving in November (Helsinki, Finlande) en novembre 2017 ;
- Théâre du Trillium (Ottawa, Canada) en novembre 2017 ;
- Walker Arts Centre (Minneapolis, États-Unis) en janvier 2018 ;
- MDT (Stockholm, Suède) en avril 2018.

MILLE BATAILLES – LOUISE LECAVALIER (FTA 2016)

Depuis le succès de *Mille batailles* lors de sa présentation au FTA 2016, la pièce a été présentée dans des structures de diffusion très prestigieuses :

- MilanOltre (Milan, Italie) en octobre 2017 ;
- Theatre Republique (Copenhague, Danemark) en octobre 2017 ;
- Pôle Sud (Strasbourg, France) en octobre 2017 ;

- Théâtre de l'Olivier (Istres, France) en mars 2018 ;
- Scène nationale de Châteauvallon (France) en mars 2018 ;
- Trafo (Budapest, Hongrie) en avril 2018 ;
- Tanzwerkstatt (Munich, Allemagne) en août 2018
- ImPulsTanz (Vienne, Autriche) en août 2018
- Harbourfront Centre (Toronto, Canada) en octobre 2018 ;
- Usine C (Montréal), en novembre 2018;
- Stadsschouwburg Amsterdam (Pays-Bas) en mars 2019 ;
- Theater im Pumpenhaus (Münster, Allemagne) en mars 2019.

CON GRAZIA – MARTIN MESSIER + ANNE THÉRIAULT (FTA 2016)

En 2017-2018, le spectacle *Con Grazia* a été présenté en Europe au :

- Festival Transart (Bolzano, Italie) en septembre 2017 ;
- Festival ActOral (Marseille, France) en octobre 2017 ;
- Milanoltre (Milan, Italie) en octobre 2017 ;
- Accès(s) (Pau, France) en octobre 2017 ;
- Mèq Festival international d'art numérique performatif organisé par Humain trop humain Centre Dramatique National de Montpellier (France) en octobre 2017 ;
- Stéréolux (Nantes, France) en novembre 2017.

SIRI / MAXIME CARBONNEAU (FTA 2016)

Grâce à l'appui de Letícia Tórgo, productrice brésilienne basée à Montréal, la pièce *Siri* a été jouée à 16 reprises au Oi Futuro Flamengo (Rio de Janeiro, Brésil) du 23 novembre au 19 décembre 2017.

LOGIQUE DU PIRE / ÉTIENNE LEPAGE, FRÉDÉRICK GRAVEL (FTA 2016)

Logique du pire a connu un grand succès au Théâtre de la Bastille (Paris, France) où il a été présenté à 10 reprises en octobre 2017.

SOLITUDES DUO - DANIEL LÉVEILLÉ (FTA 2015)

Solitudes Duo a été présenté au :

- Festival of New Dance (St-Johns, Canada) en octobre 2017;
- Centre national des Arts (Ottawa, Canada) en février 2018 ;
- Teater Nordkraft (Aalborg, Danemark) en mars 2018 ;
- Teater Momentum (Odense, Danemark) en mars 2018 ;

- Baltoppen (Ballerup, Danemark) en mars 2018 ;
- Bora Bora (Aarhus, Danemark) en mars 2018 ;
- Rencontres chorégraphiques Seine-St-Denis (Montreuil, France) en juin 2018 ;
- Tanztheater International (Hanovre, Allemagne) en septembre 2018.

LE NO SHOW - ALEXANDRE FECTEAU | COLLECTIF NOUS SOMMES ICI + THÉÂTRE DUBUNKER (FTA 2014)

Depuis sa présentation au FTA 2014, *Le NoShow* a connu un succès exceptionnel sur la scène européenne. Le collectif Nous sommes ici et le théâtre Dubunker ont passé tout le mois de juillet 2017 au Théâtre Gilgamesh dans le cadre du OFF Avignon (France) pour un total de 22 représentations qui a engendré une importante tournée française en novembre et en décembre 2018 :

- Théâtre Edwige Feuillère (Vesoul) ;
- La Faïencerie (Creil) ;
- Théâtre des 2 Rives (Charenton-le-Pont) ;
- Scène nationale (Alençon) ;
- Le Volcan (Le Havre) ;
- Comédie de Saint-Étienne (Saint-Étienne) ;
- Théâtre du Vellein (Villefontaine) ;
- Le Quartz (Brest).

SO BLUE – LOUISE LECAVALIER (FTA 2013)

So Blue, création de Louise Lecavalier au FTA en 2013, a été cette saison à l'affiche du :

- MilanOltre (Milan, Italie) en octobre 2017 ;
- Tanec Praha (Prague, République Tchèque) en juin 2018 ;
- Hellerau (Dresde, Allemagne) en juin 2018 ;
- Usine C (Montréal) en novembre 2018.

YELLOW TOWEL – DANA MICHEL (FTA 2013)

Au cours de la saison 2017-2018, *Yellow Towel* a été présenté au :

- Festival of New Dance (St. John's, Canada) en octobre 2017

La pièce sera reprise en Europe :

- Beursschouwburg (Bruxelles, Belgique) en octobre 2018

TOUT SE PÈTE LA GUEULE CHÉRIE – FRÉDÉRICK GRAVEL (FTA 2010)

La pièce a été présentée en octobre et novembre 2017 au :

- Festival of New Dance (St. John's, Canada) ;
- Quick Centre For The Arts (Fairfield, États-Unis) ;
- One dance week (Plovdiv, Bulgarie).

AUTOUR DU LACTUME – RÉJEAN DUCHARME ET MARTIN FAUCHER (FTA 2018)

La pièce a été présentée en novembre 2018 au Théâtre du Bic. Elle sera présentée à la salle Fred-Barry du Théâtre Denise-Pelletier en octobre 2019, et continuera en tournée québécoise en 2019 et en 2020.

ANNEXE IX - OUTILS DE COMMUNICATION

PROGRAMME OFFICIEL

54 000 exemplaires dont 11 000 copies encartées dans *Le Devoir*
Distribution gratuite partout en ville et sur les lieux de représentation par Propaganda, Publicité sauvage et aux points d'achat (Place des Arts, La Vitrine, etc.)

PROGRAMMES DE SOIRÉE

22 677 programmes de 24 spectacles

DÉPLIANT DES TERRAINS DE JEU

Publication rassemblant toutes les activités, discussions publiques, rencontres professionnelles, performances gratuites, lancements, 5 à 7 festifs et soirées thématiques ayant lieu au Quartier général durant le Festival
8 500 exemplaires
Distribution libre au QG et encartage dans les programmes de soirée

AFFICHES

Affiches génériques
4 200 affiches 24x36 comprenant 6 visuels en série dès le dévoilement
Distribution : Publicité Sauvage + Propaganda + FTA
306 affiches offertes à divers événements (tournée des écoles, dévoilement, forfaits extrêmes, FTA éclaté, etc.)

Affiches par lieux
65 affiches des spectacles, réalisées sur mesure pour chaque lieu de représentation

BANNIÈRES

Bannière sur le Théâtre Maisonneuve de la Place des Arts

PAVOISEMENT ET SIGNALISATION

Sur les lieux de représentation et au Quartier général

ÉCOCUPS

Réutilisation des écocups produits en 2016

T-SHIRTS ET SACS

T-shirt « *Refus global* » disponible dès le dévoilement, en vente au QG et offert aux artistes, collaborateurs, médias et invités,
+ 1 déclinaison pour les participants des Parcours étudiants

GUIDES

Guide en marge
Répertoriant les activités artistiques offertes à Montréal durant le Festival
Distribué aux professionnels du spectacle nationaux et internationaux
150 exemplaires

Guide pratique
Répertoriant les informations pratiques pour un séjour culturel à Montréal
Incluant une sélection de galeries d'art et restaurants, dont nos partenaires pour des offres aux festivaliers
Distribué aux professionnels du spectacle et aux participants aux Rencontres internationales
300 exemplaires

Guide étudiant
Répertoriant les activités, ateliers, spectacles, projections et autres rendez-vous au programme des étudiants du Séjour culturel ainsi que les écoles participantes
200 exemplaires

VIDÉOS

25 capsules promotionnelles de 25 spectacles (2 pour *La vie utile*, aucune pour *Phantom Stills & Vibrations*)
1 capsule vidéo réalisée à l'interne pour *La parade des taupes*
1 bande-annonce de 90 secondes
2 vidéos en accéléré : montage du décor de *Kings of War* et de *Titans*
3 « vidéos spontanées » réalisées à partir d'un iPhone qui ont généré 17 944 vues sur Facebook
3 vidéos tournées aux partys du QG
7 « Live Facebook » filmés en direct, qui ont généré 6 083 vues sur Facebook
Nombre de visionnements total des différentes vidéos produites : 146 355 vues

SITE WEB

139 806 visites par 80 450 visiteurs uniques pour un nombre de pages vues de 483 943

INFOLETTRES

26 infolettres institutionnelles et 13 campagnes ciblées, envoyées du 15 novembre 2017 au 8 juin 2018

ANNONCES PUBLICITAIRES

Publicités
119 publicités produites (incluant déclinaisons)
37 dans les imprimés, 35 sur Internet (dont plusieurs renouvellements), 25 sur tablette et 20 dans des infolettres

Annonces télé
1 publicité télé de 30 secondes réalisée par Compagnie et cie diffusée par Radio-Canada et ARTV et en bande-annonce dans les cinémas Beaubien et du Parc

Liste des annonceurs
24 images, *CultMTL*, *The Dance Current*, Dfdanse.com, *Direction ART MTL*, *Fugues*, Fugues (infolettre), Fugues.com, *I/O Gazette*, *Infopresse*, Infopresse (infolettre), Infopresse.com, *Jeu*, Revuejeu.org, *La Presse*, Lapresse.ca, *La Presse +*, *Le Devoir*, *Le Devoir* (tablette), Ledevoir.com, Usine C (programme), *Les Inrocks,* Théâtre Contemporain.net, Spiralemagazine.com, E~current (infolettre), Biennale d'art contemporain autochtone (programme), Jamais Lu *(*programme*), American Theatre, Lettres Québécoises, Nouveau projet, Mouvement, Spirale*

ANNEXE X - MÉDIAS ACCRÉDITÉS

MÉDIAS QUÉBÉCOIS ET CANADIENS

98,5
24 Heures
7 Jours
Baronmag.com
Blogue.lavitrine.com
CBC News
CBC Radio
Châtelaine
CHOQ
CISM
CJAD
CKIA
CKUT
Cult MTL
Daily Hive
Dancenews-mtl.weebly.com
Destination Centre-Ville
Dfdanse.com
Divine.ca
Échos Vedettes
Elle Québec
Espace Art Actuel
Esse
Estheraux premièresloges.blogspot.com
Fashion is Everywhere
Flash Québec
Flavourandflare.com
Fugues
Huffingtonpost.ca
ICI ARTV
ICI Musique
ICI Radio-Canada Première
Ici Radio-Canada Télé - Les Échangistes
ICI Radio-Canada Télé- Le Téléjournal
Info Presse
Info-culture.biz
JEU
Journal de Montréal
Journal de Québec
Journal Métro
La Presse
La Presse Canadienne
La Revue
La Scena Musicale
La Semaine
Labibleurbaine.com
LCN
Le Devoir
Le Quartier général de la Fabrique culturelle
Les Méconnus
Lespetitesmanies.com
Liberté
MATTV.CA
Mazrou.com
Météo Média
Monthéâtre.qc.ca
The Montreal Gazette
Montreal Times
Montreal.citycrunch.ca
Montrealrampage.com
Montrealtheatrehub.com
Mtlblog.com
Narcity.com
Nelliganmagazine.tumblr.com
Nightlife.ca
Ottawaroadtrips.com
Pieuvre.ca
Planete.qc.ca
QMI
Quartierlibre.ca
Radio Ville-Marie
RDI
Sors-tu.ca
Spiralemagazine.com
The Dance Current
The Globe and Mail
Thetheatretimes.com
Tonbarbier.com
TVA
Voir.ca

MÉDIAS ÉTRANGERS

La Libre Belgique
I/O Gazette
thaêtre.com
La Terrasse
Bachtrack.com
Politis
Mouvement
Les Inrocks
Odia.br
Médiapart.fr
Scèneweb.fr

ANNEXE XI - EXTRAITS DE PRESSE

Cette revue de presse couvre les 25 spectacles présentés au FTA 2018.

REGARDS SUR LE FESTIVAL

« Au FTA de Montréal, l'un des festivals de théâtre et de danse contemporaine le plus important du Canada, la création québécoise met en perspective les identités de la Belle Province, à travers trois expressions : le joual, les langues autochtones et le politiquement incorrect. »

Orianne Hidalgo-Laurier
Mouvement (France), 08-07-2018

« Le festival a témoigné cette année des paradoxes du pays en matière de rapport à l'histoire. Et de ses inquiétudes pour l'avenir. La programmation étrangère du festival a aussi largement contribué à sa diversité esthétique. Avec des œuvres puissantes comme *Pourama pourama*, de l'Iranien Gurshad Shaheman et *And So You See* de la Sud-Africaine Robyn Orlin, le FTA a donné à voir des gestes singuliers de résistance. D'espoir.» Anaïs Heluin
Politis (France), 14-06-2018

« Pour être une vertu en matière festivalière, l'éclectisme n'empêche pas la cohérence. Pas plus que celle-ci n'entrave l'amplitude des propositions. Avec 25 spectacles en provenance de 13 pays (de l'Afrique du Sud à la Chine, de la Belgique à l'Islande), le FTA 2018 n'a de cesse d'embrasser des horizons où les réalités se frottent à la fiction, où foisonnent les questions sur une époque de frictions. »

Marie Baudet
Lalibre.be (Belgique) 13-06-2018

« L'éclectisme d'une programmation audacieuse et une accessibilité maximisée font son succès au cœur de la cité, île millénaire, pont jeté entre les continents américain et européen. Cette nouvelle édition, la douzième depuis que le rendez-vous artistique novateur a pris le nom de Festival TransAmériques, a porté haut sa réputation. »

Marie-Emmanuelle Dulous
Journal-laterrasse.fr (France), 11-06-2018

« C'est devenu un rendez-vous. Ce moment que l'on attend, cette rencontre que l'on rejoue fébriles et apeurés. Se faire beau, le cœur et les yeux parés des atours des jours de fête. [...] Merci Martin Faucher de nous offrir ces avalanches de mots et de préserver avec humanité les champs du silence. »

Mathias Daval
I/O Gazette (France), 05-06-2018

« Le plus important festival de spectacle vivant d'Amérique du Nord, le Festival TransAmériques, s'achève sur un bilan qui n'a d'égal que la qualité et la variété de sa programmation. [...] Au FTA les prix de la diversité, de la curiosité et de l'acuité contemporaine. »

Hervé Pons
Lesinrocks.com (France), 06-06-2018

« Théâtre et danse, sophistication et dépouillement, verbe profus, son intense et silence. Les œuvres dialoguent au FTA. »

Marie Baudet
Lalibre.be (Belgique), 30-05-2018

« Le FTA de Montréal, un Festival Très Attendu. La manifestation la plus inattendue et l'une des plus fortes du FTA à Montréal, le Festival du théâtre des Amériques devenu Festival TransAmériques, aura été non un spectacle mais un livre de 224 pages. »

Jean-Pierre Thibaudat
Mediapart.fr (France), 07-06-2018

« Le Festival TransAmériques a pris son envol et a déployé son arsenal de bonbonnes d'oxygène pour nous requinquer après un interminable hiver. »

Mario Girard
La Presse+, 26-05-2018

REGARDS SUR LES SPECTACLES

Phantom Stills & Vibrations
Lara Kramer
Du 23 mai au 7 juin

« Aucun mot, mais une présence d'une rare intensité pour cette performance.[...] C'est à [un] silence coupable que répond le magnifique silence de sa performance qui, à tout prendre, est la forme ultime d'un hurlement. »

Jean-Pierre Thibaudat
Mediapart.fr (France), 8-06-2018

« Une troublante expérience de proximité avec deux artistes en plein rituel dérivé de pratiques ancestrales. [...]*Phantom Stills & Vibrations* questionne le théâtre et la tragédie passée. Et témoigne d'un travail corporel à forte dimension mystique. »

Anaïs Héluin
Politis (France), 14-06-2018

6 & 9
Tao Ye
Du 23 au 25 mai

« Ce système d'entraînement du corps mis au point par le chorégraphe est absolument fascinant à regarder et est non seulement parfaitement maîtrisé par les danseurs (complètement dévoués), mais aussi intégré à chaque parcelle de leur corps. »

Iris Gagnon-Paradis
La Presse+, 23-05-2018

« Impressionnant de souplesse ! Dans ce désordre rigoureusement organisé, le foisonnement des mouvements rappelle l'agitation d'un échantillon de cellules sous microscope. » Mélanie Carpentier
Le Devoir, 23-05-2018

« *9* est un spectacle magnifique où les danseurs jouent des moindres parcelles de leurs corps élastiques et sont capables d'acrobaties étonnantes. Mais *6* est absolument incroyable d'originalité et de réussite... »

Sophie Jama
Infoculture.biz, 23-05-2018

« Une expérience transcendante et envoûtante aux lumières magistrales, photographiques et gracieuses. Cette proposition juste et désarmante

touche au divin. »

Valérie Bell
CKIA, Québec Réveille!, 24-05-2018

"The ceremonial *6* and *9* triumphantly explore and experiment with time, repetition, balance, gravity in poetic choreography that is deceptively simple. 'Minimalist', perhaps, is the best descriptor for these two mesmeric, meditative masterpieces that are at once of a rigorous mechanical finesse and an organic fluidity. It's a collective work of beautiful but ruthless discipline."

Camila Fitzgibbon
Montrealtheatrehub.com, 25-05-2018

« *6 & 9* est une soirée riche en mouvements. On y apprécie la complexité du vocabulaire gestuel et son côté méditatif aussi bien que les magnifiques déploiements d'énergie des danseurs. Les deux œuvres sauront combler un désir de voir bouger, allant de textures apaisantes à d'autres, plus dynamiques, mais tout aussi enivrantes les unes que les autres. »

Cristina Birri
Bibleurbaine.com, 26-05-2018

« Les mouvements ont beau se répéter, ils apparaissent à chaque instant plus intenses, plus incarnés. Et c'est peut-être grâce à cette litanie sans début ni fin et à l'apparente modestie de leur ampleur qu'ils parviennent à créer un espace de communion. Ce qui pourrait paraître inaccessible à nos yeux contemporains occidentaux surchargés devient une thérapie qui lave notre esprit et nous permet de nous recentrer. »

Marie Sorbier
I/O Gazette (France), 30-05-2018

Kings of War
Shakespeare + Ivo van Hove
24 au 27 mai

« Le spectacle exprime avec une rare acuité la manière dont les puissants, isolés du monde, dévorés par le pouvoir, ont de toute éternité commis les pires abominations. »

Christian Saint-Pierre
Le Devoir, 25-05-2018

« Fidèle à ses habitudes, Van Hove revient avec une bombe spectaculaire. Une pièce élégante, articulée, intelligente et clairvoyante dans toutes ses déclinaisons. »

Vanessa Bell
CKIA, Québec Réveille !, 25-05-2018

« Nous assistons à de formidables numéros d'acteurs et d'actrices, qui vont au bout d'émotions violentes, mais brillent également dans la nuance, le double jeu, l'hypocrisie ou la vulnérabilité. Somme toute, voici une œuvre, un type de spectacle total, d'une grande force politique, comme on en voit peu. »

Raymond Bertin
Revue Jeu, 26-05-2018

"There's no more influential or in-demand stage director in the world right now than Ivo van Hove – whose four-and-a-half hour Shakespearean mashup, *Kings of War*, is currently conquering Montreal as the opener of the Festival TransAmériques."

J. Kelly Nestruck
The Globe and Mail (Canada), 25-05-2018

« On sort sonné de ce *Kings of War* qui réussit, au final, à mettre en scène – au-delà de l'avidité du pouvoir et des guerres fratricides qui mettent le feu aux bonnes manières – le fossé constamment grandissant entre le pouvoir décisionnel et la population qu'il est sensé desservir. »

Jérémy Laniel
Spirale-magazine.com, 25-05-2018

« La troupe tout entière n'est que talent et pour être juste, il faudrait écrire des pages et des pages pour porter louanges à l'entièreté de la distribution. Les comédiens nous proposent des rois aussi humains que légendaires. »

Rose Normandin
Lesmeconnus.net, 26-05-2018

« Un spectacle net et précis. Un montage et un rythme rigoureux et terriblement efficace. Quatre heures et demie qui passent à une vitesse folle. Shakespeare l'aurait apprécié, j'en suis certaine. »

Nathalie de Han
Myscena.org, 26-05-2018

« Une étude du leadership avec un équilibre précaire. Un récit captivant avec une tension constante qui tient compte du public dans l'équation. »

Karyne Lefebvre
ICI Radio-Canada, 27-05-2018

« Spectacle total, d'une envergure colossale à tous les niveaux de la création scénique, Kings of War est sans aucun doute la production la plus ambitieuse de toute l'histoire du Festival TransAmériques. [...]Une réelle splendeur, un cadeau inestimable que nous fait le Festival TransAmériques »

Gilles G. Lamontagne
Sors-tu.ca, 27-05-2018

« *Kings of War* offre une charge brutale, mais ô combien fascinante, contre cette histoire de prise de pouvoir qui semble se répéter inlassablement. »

Daphné Bathalon
Montheatre.qc.ca, 28-05-2018

Tijuana
Gabino Rodríguez
24 au 27 mai

« Le comédien est parfaitement crédible dans son personnage, la situation qu'il dénonce — la difficulté, voire l'impossibilité, de vivre confortablement avec les revenus du salaire minimum au Mexique — est bien réelle, et la démarche de la compagnie Lagartijas tiradas al sol est essentielle et pertinente. »

Sara Thibault
Montheatre.qc.ca, 26-05-2018

"Through minimalist movement and a distilled stage set Gabino Rodríguez seeks to portray a life, the rawness of a life. After a while even within the state of a fever-induced trance, one understands that this actor has gone through a kind of transhistorical moment « transversalizing » his risk with the risk of

the environment he was entering into."

James Oscar
Nelliganmagazine.tumblr.com, 26-05-2018

« Tijuana, qui ouvre sur un monde à la fois terrifiant et banal, tant il est répandu, est une pièce pleine d'intelligence, de sensibilité, de mélancolie et de tristesse, d'humour aussi, et à laquelle on ne cesse de repenser lorsqu'on a quitté la salle. »

Sophie Jama
Infoculture.biz, 25-05-2018

Until our Hearts Stop

Meg Stuart
25 + 26 mai

« Meg Stuart s'est entourée de personnalités fascinantes capables de trouver en eux une sauvagerie authentique tout en restant en totale conscience de la scène, du public et du spectacle. *Until our Hearts Stop* nous remue, nous retourne, nous provoque, nous fait rire souvent, nous rebute parfois. Bref, nous fait quelque chose. Des sensations qui restent. »

Léa Coff
I/O Gazette (France), 30-05-2018

« Cette œuvre sensuelle et sensorielle dont la beauté tient en grande partie à un duo de femmes à la reconquête de leur corps féminin, dans une découverte à deux à la fois naïve et joueuse, sensuelle et empreinte de désir, combative et provocatrice. »

Mathilde Perallat
Pieuvre.ca, 28-05-2018

« Ce qui vient de se dérouler sous nos regards médusés — parfois nous laissant hilares, perplexes, provoqués, choqués, perturbés et rêveurs — n'en reste pas moins un terreau fertile à la réflexion, seulement possible une fois le tout bien décanté. »

Mélanie Carpentier
Le Devoir, 26-05-2018

Dark Field Analysis

Jefta van Dinther
Du 25 au 27 mai

« *Dark Field Analysis* agit comme une plongée hallucinogène dont on éprouve chaque sensation décuplée, les ruptures temporelles et la vibration des couleurs, les flous et les fulgurances. Le face à face de la conversation, pudique et presque machinale, glisse inéluctablement vers la chaleur, la fusion, la vulnérabilité de la confidence. »

Marion Gerbier
Dfdanse.com, 27-05-2018

« M. Van Dinther révèle dans cette pièce une maîtrise de la mise en scène et de l'illusion théâtrale, portées par deux interprètes généreux de concentration, de précision (et de précision d'intensité) et de sueur. »

Catherine Lalonde
Le Devoir, 26-05-2018

« Sous nos yeux éblouis ou plissés, toujours rivés, dans la pleine lumière comme dans la plus grande obscurité, le chorégraphe donne naissance à des images indéniablement percutantes — à partir d'une gestuelle impitoyable, un vocabulaire qui glisse de l'automate, précis et saccadé, à l'animal, délié et fougueux —, mais surtout ouvertes, c'est-à-dire éminemment suggestives, superbement évocatrices. »

Christian St-Pierre
Revue JEU, 26-05-2018

"It's a profound meditation on the chronic mundaneness of life and being that culminates in a startling awakening to even the most minute of its expressions."

Camila Fitzgibbon
Montreal xTheatre Hub.com, 26-05-2018

Oblivion

Sarah Vanhee
26 au 28 mai

« *Oblivion* fait certainement réfléchir sur la relation qu'on entretient avec nos ordures sur le plan écologique, mais aussi philosophique, et nous donne à revoir l'équilibre entre de qu'on souhaite oublier et ce qu'on souhaite garder en mémoire. »

Léa Rouleau
Les Méconnus.net, 30-05-2018

« Sarah Vanhee fait tout cela avec une douce ironie, un regard attendri, dans une performance très physique. »

Mario Cloutier
La Presse+, 28-05-2018

"A spectacular exhibit of chaos and order, *Oblivion* leaves a [conscious] mark at this year's FTA."

Camila Fitzgibbon
MontrealTheatre Hub.com, 28-05-2018

« Il n'est jamais question de pollution ou de gestion des déchets autrement que sur le plan personnel et pourtant, la pièce tend vers de nécessaires réflexions écologiques pouvant se greffer à de multiples préoccupations. »

Chloé Gagné Dion
Le Devoir, 27-05-2018

« En redonnant une valeur à ce qui n'en a plus, du moins à nos yeux, l'artiste belge provoque une prise de conscience de l'impact de notre empreinte sur la planète, une sensibilisation encore plus grande que toutes les campagnes écologistes et autres appels au respect de l'environnement. »

Samuel Pradier
Revue Jeu, 27-05-2018

Union of the North

Matthew Barney + Valdimar Jóhannsson + Erna Ómarsdóttir
Du 27 au 29 mai

« *Union of the North* emprunte à la culture sumérienne sa déesse chantante, prénommée Nammu, autant qu'il puise ses références un peu partout dans la mythologie et l'histoire des rites du mariage pour composer ce collage plus qu'hétéroclite. »

Bénédicte Ramade
Espace, 29-05-2018

Bleu
Jean-Sébastien Lourdais
Du 27 au 29 mai

« *Bleu* est une œuvre (trop) courte et intimiste qui mise sur l'empathie kinesthésique du spectateur. [...] Une beauté visuelle faite à partir de si peu, qu'on ne peut ici que saluer la brillante créativité du duo Lourdais-Corriveau. »

Mélanie Carpentier
Le Devoir, 28-05-2018

« *Bleu* est un spectacle des sensations. [...] La très envoûtante Sophie Corriveau transmet avec fluidité et précision ces impressions étonnantes. »

Laurie Bédard
SpiraleMagazine.com, 28-05-2018

« La magie de l'empathie kinesthésique opère et provoque chez le spectateur une fascination grandissante tout au long de cette trop courte performance. »

Olivier Dumas
Monthéâtre.qc.ca, 28-05-2018

Pourama pourama
Gurshad Shaheman
Du 28 au 31 mai

« Si Gurshad Shaheman est bouleversant, il enrobe délicatement son histoire dans un fin écrin d'humour pour en adoucir l'âpreté. Au lieu de nous asséner son spectacle comme une gifle, il propose qu'on lui fasse l'accolade. Cet artiste a dompté son passé pour livrer une sublime performance. »

Sébastien Bouthillier
Mattv.ca, 30-05-2018

« Avec *Pourama pourama,* Gurshad Shaheman bouscule les règles sociales des genres et la convention théâtrale du quatrième mur en invitant le public à un rapport intime avec lui. »

Jean-Claude Côté
Revue JEU, 29-05-2018

« Catharsis identitaire sur des airs de Gougoush, *Pourama pourama* est un moment d'une grande générosité comme on en offre peu, une rencontre réelle où le théâtre devient presque accessoire, et où Gurshad Shaheman, lui, touche au sublime. »

Jérémy Laniel
Spiralemagazine.com, 29-05-2018

« L'expérience tient du théâtre, de l'installation sonore, du stand up et de la performance. C'est rétrospectivement à l'édification de la sensibilité d'un artiste que nous assistons, avec tous ses tenants et aboutissements. »

Nathalie de Han
Myscena.org, 31-05-2018

La vie utile
Evelyne de la Chenelière + Marie Brassard
Du 28 mai au 1er juin

« Dans un univers visuellement fantasmatique, [...] Jeanne, l'héroïne adolescente de cette fiction aussi philosophique que spirituelle, livre dans une langue sublime les questions qui la hantent au moment de mourir. La mise en scène opératique orchestre ce débat intérieur affranchi qui donne libre cours aux désirs les plus intimes, à l'expression de tout ce qui les a empêchés, en faisant exister sur le plateau les personnalités phares qui, de l'héroïne, ont fait ce qu'elle est devenue. »

Marie-Emmanuelle Doulous
Journal-laterrasse.fr (France), 11-06-2018

« Un objet en mouvement, en paroles, qui brise l'espace-temps et le récit narratif continu pour nous emmener dans un univers unique, éclaté et hors des sentiers battus, littéralement. »

Gabrielle Brassard
Mon Théâtre.qc.ca, 23-05-2018

« La pièce donne beaucoup à penser sur la vie, sur le langage et sa faculté de se comprendre et d'entrer adéquatement en relation avec les autres, sur le catholicisme aussi et sa conception savante ou populaire de la mort. Elle ne se prive pas d'un certain humour grinçant. »

Sophie Jama
Infoculture.biz, 29-05-2018

« L'épilepsie langagière du texte est domptée avec aisance par une direction d'acteurs exigeante qui sait trouver les temps justes et parvient à nous faire entendre tous les mots d'une poésie lyrique et viscérale à la fois. *La vie utile* réussit à faire du plus personnel des récits une catharsis universelle. »

Léa Coff
I/O Gazette (France), 30-05-2018

Non finito
Système Kangourou
Du 29 mai au 2 juin

« Une autre perle de cette douzième édition. [...] Éminemment cathartique. »

Marie-Emmanuelle Doulous
Journal-laterrasse.fr (France), 11-06-2018

« D'une justesse épatante et portée par la performance désarmante de naturel des interprètes, *Non finito* est un petit bijou où l'on rit et où l'on pleure, qui parle de l'importance de continuer à espérer. Cela valait le coup d'abandonner autant de projets pour finalement nous livrer une aussi belle réussite. »

Marine Durand
Montheatre.qc.ca, 26-05-2018

Titans
Euripides Laskaridis
Du 29 au 31 mai

« On l'aura compris, il n'y a rien à comprendre dans *Titans*. Il y a juste à apprécier le non-sens, les petits effets comiques, le chaos délirant qui envahit la scène. C'est cela le festival TransAmériques, un festival qui ne laisse pas indifférent et offre la possibilité de vraiment s'étonner. »

Sophie Jama
Infoculture.biz, 30-05-2018

« Ce déferlement de créativité et de ruptures ravit. Il y a là tant d'idées, et c'est une des clés qui font de *Titans* un spectacle à la fois contemporain et très accessible. »

Catherine Lalonde
Le Devoir.com, 30-05-2018

« L'univers de *Titans* est une petite merveille. Euripides Laskaridis réussit haut la main son premier passage au FTA. Gageons qu'il sera bientôt de retour dans la métropole. »

Nathalie de Han
Dfdanse.com, 30-05-2018

"*Titans* makes extraordinary of the ordinary in a grotesquely farcical yet poignantly sensitive exploration of existence, time and space, cause and effect, and possibility. Unclassifiable, the piece smiles at the impermanence and insignificance of it all, making it classifiably one of our most treasured discoveries at the 2018 FTA."

Camila Fitzgibbon
Montrealtheatrehub.com, 30-05-2018

« Il paraît impossible de passer sous silence l'ingéniosité des concepteurs qui a permis de révéler l'esprit d'un créateur dont l'originalité surprend du début à la fin. »

Alexandre Roy
Montheatre.qc.ca, 03-06-2018

Quatuor tristesse

Daniel Léveillé
Du 30 mai au 1 juin

« Autant le dire sans ambages, *Quatuor tristesse* est un pur ravissement. Figure incontournable de la scène chorégraphique québécoise, Daniel Léveillé, maître inspirateur des nouvelles générations de chorégraphes, continue de tenir haut le pavé tant son art confine à la perfection. »

Hervé Pons
Les Inrockuptibles.com (France), 05-06-2018

« La nudité des corps donne à voir la magnificence des interprètes, la puissance et la complexité de leur musculature si bien entraînée. Avec *Quatuor tristesse*, Daniel Léveillé se pose encore une fois en véritable orfèvre du mouvement. Les axes sont parfaits, les lignes on ne peut plus droites. Si les gestes restent simples, ils sont parfaitement ciselés et précis. »

Nathalie de Han
Dfdanse.com, 01-06-2018

« L'ensemble est empli d'une très grande émotion, saisissant par moments et extrêmement réussi également au niveau de l'esthétique des tableaux que formaient ces corps par moments éclairés savamment. »

Sophie Jama
Infoculture.biz, 31-05-2018

« Les corps des danseurs sont désexualisés pour devenir une matière à façonner avec laquelle Léveillé crée des images fortes qui nécessitent une réception plus sensitive qu'intellectuelle. »

Sara Thibault
Montheatre.qc.ca, 31-05-2018

Récital

Anne Thériault
Du 30 mai au 1 juin

« Brillant coffre au trésor musical et chorégraphique que nous livrent ici Anne Thériault et ses performeuses. »

Mélanie Carpentier
Le Devoir, 31-05-2018

« En maintenant le public dans un état d'extrême fascination et en lui faisant vivre un voyage dans le temps de presque une heure, Anne Thériault propose définitivement l'un des spectacles les plus déstabilisants du FTA 2018. »

Sara Thibault
Monthéâtre.qc.ca, 03-06-2018

Windigo

Lara Kramer
Du 31 mai au 2 juin

"The work tears at rote surfaces, literally and conceptually, exposing vibrant and often painful animacies, like so much upturned earth."

Fabien Maltais-Bayda
ESSE, 07-2018

« L'œuvre de Lara Kramer, d'origine ojibwée et crie, dessille les regards sur une réalité minimisée voire ignorée, car embarrassante dans la si accueillante *Belle* Province. »

Oriane Hidalgo-Laurier
Mouvement (France), 08-06-2018

« D'une grande sobriété, d'une intense vulnérabilité, le travail délicat de Lara Kramer pour dire avec justesse les traumatismes profonds qui imprègnent l'histoire de son peuple dépasse avec art ce seul cadre pour dire aussi l'infinie solitude et finitude de l'être. »

Hervé Pons
Lesinrocks.com (France), 06-06-2018

"This is a distillation of that myth to a virtual still life of a community robbed of its hope, meaning and future. Kudos to Kramer for the harsh purity of her vision."

Theatrefunhouse.wordpress.com
05-06-2018

« Avec une grande pudeur, *Windigo* résonne comme un cri sourd pour dénoncer une réalité dont on commence tout juste à entendre parler. »

Sara Thibault
Montheatre.qc.ca, 03-06-2018

"In the barren landscape and chilling silence we become sensitized to the loss of identity and learned helplessness. The visceral performances by Peter James and Jassem Hindi, aided by the rich symbolism and powerful imagery in the production, collectively conjure the wind of suffering of a marginalized group. A denunciation of a neglected destruction, it's a deserving discovery at this year's FTA."

Camila Fitzgibbon
Montrealtheatrehub.com, 01-06-2018

Fluid Grounds

Benoît Lachambre + Sophie Corriveau
Du 1 au 3 juin

« Comme à son habitude, Benoît Lachambre se place avec cette création à la lisière du spectacle. Quelque part entre l'installation plastique et la danse. À un endroit où le désir croise le sacré. À un carrefour de tous les possibles. »

Anaïs Héluin
Sceneweb.fr (France), 06-06-2018

« Une expérience hors du commun qui sollicite l'intervention des spectateurs. »

Marie-Emmanuelle Doulous
Journal-laterrasse.fr (France), 11-06-2018

Autour du Lactume

Réjean Ducharme + Martin Faucher
Du 1 au 4 juin

« Cette petite forme théâtrale est portée par une comédienne canadienne d'exception, d'une expressivité folle, Markita Boies. »

Marie-Emmanuelle Doulous
Journal-laterrasse.fr (France), 11-06-2018

« Réjean Ducharme, récemment décédé, est un auteur majeur de la littérature canadienne que célèbrent, à l'instar de l'œuvre, avec poésie, tendresse, *invention*, décalage et une certaine petite ivresse joyeuse de la pensée Markita Boies et Martin Faucher. »

Hervé Pons
Lesinrocks.com (France), 06-06-2018

« Martin Faucher, qui avait ébloui en 1988 avec un collage d'œuvres de Réjean Ducharme intitulé *À quelle heure on meurt?*, s'est relancé tête première dans l'univers foisonnant de Ducharme pour ce jouissif *Autour du Lactume*, avec en scène Markita Boies en plein contrôle. »

Gilles Lamontagne
Sors-tu,ca, 03-06-2018

Tom na Fazenda

Michel Marc Bouchard + Rodrigo Portella
Du 1 au 3 juin

« *Tragique*, sublime. »

Marie-Emmanuelle Doulous
Journal-laterrasse.fr (France), 11-06-2018

« Un tableau magistral. Boue, sang et même urine habitent la scène, la souille, et les personnages s'y embourbent et s'encrassent, aux prises avec des deuils, des peurs et des pulsions qu'ils ne savent dompter. C'est cette insoutenable complexité de l'être, dans un monde où l'altérité déclenche encore trop souvent l'hostilité, que nous donne à voir cette version brésilienne de *Tom à la ferme*, qui marquera sans doute les esprits au fer rouge. »

Sophie Pouliot
Revue JEU, 02-06-2018

"The story is powerful, especially in Brazil where homosexuality isn't viewed the same way as in Canada. It received a standing ovation of 6 minutes by the audience."

Nicole Yeba
Flavour&Flare.com, 02-06-2018

"Tom na Fazenda lives and thrives on Bouchard's vivid script and the raw emotional and physical commitment of its stellar acting ensemble. The intensity of performance is unrivalled on the contemporary stage, and it is sublimely precise as it is unprocessed. Spectacularly gutsy and gritty, *Tom na Fazenda* is a categorical highlight at this year's FTA."

Camila Fitzgibbon
Montrealtheatrehub.com, 02-06-2018

« La grande force du spectacle est d'avoir dénudé le drame psychologique de tout apprêt quotidien ou naturaliste, transformant la scène vide en arène des passions, tapissée d'une toile où une boue séchée ne va pas tarder à devenir aqueuse. Un champ de bataille pour les corps mâles, où le désir, la furie et le chagrin vont trouver un exutoire. »

Marie Labrecque
Le Devoir, 01-06-2018

« Une œuvre merveilleuse. Une expérience dure, violente, délicate et sensible. »

Francine Grimaldi
ICI Radio-Canada Première, 02-06-2018

« Une *r*éussite absolue. Pas très loin du pur chef-d'œuvre. »

Gilles Lamontagne
Sors-tu.ca, 02-06-2018

Solo 70

Paul-André Fortier + Étienne Lepage
Du 1 au 3 juin

« Une œuvre d'une maîtrise et d'une lucidité épatantes. »

Marie-Emmanuelle Doulous
Journal-laterrasse.fr (France), 11-06-2018

« L'accompagnement musical est sensible. Les images brièvement projetées sont pertinentes. Le monologue, épinglant une complaisance éminemment contemporaine, est tout à fait à la hauteur de ce à quoi Lepage nous a habitués. »

Christian Saint-Pierre
Le Devoir, 02-06-2018

« Prestation hypnotique, donnée par cet artiste de 70 ans qui semble inlassablement recommencer sur scène son ouvrage avec vitalité et bonheur, *Solo 70* illustre avec force la magnifique injonction de Camus : "Il faut imaginer. Sisyphe heureux !". »

André Farache
I/O Gazette (France), 30-05-2018

La parade des taupes

Philippe Quesne
2 juin

« Leur visite à Montréal a illuminé plus d'un regard. »

Daphné Bathalon
Montheatre.qc.ca, 04-06-2018

« Une rencontre chaleureuse entre de grosses bêtes à poil et un public curieux, fasciné, conquis. »

Mario Cloutier
Lapresse+, 04-06-2018

La fascination qu'elles exerçaient rappelle le pouvoir d'intervention que peut avoir l'art, et convainc de la singularité de l'expérience de la performance. »

Virginie Genet
Planete.qc.ca, 04-06-2018

Nos ghettos

J-F Nadeau + Stéfan Boucher
2 au 6 juin

« Un spectacle déstabilisant et surprenant, tant par l'originalité de sa poésie urbaine que par sa facture visuelle. Une exploration des lieux moderne, fort

originale qui émeut et pousse la réflexion un peu plus loin. »

Marie Villeneuve
Voir.ca, 13-06-2018

« Un texte d'une grande pertinence, plein de fulgurances poétiques inédites. »

Marie-Emmanuelle Doulous
Journal-laterrasse.fr (France), 11-06-2018

« D'une grande originalité et d'une sensibilité remarquable. [...]Le public est subjugué par la finesse de ce texte percutant et par la talentueuse complicité de ses interprètes!!! »

Esther Hardy
Estherauxpremieresloges.com, 03-06-2018

« *Nos ghettos* tient un propos plus que pertinent à l'heure actuelle. »

Daphné Bathalon
Montheatre.qc.ca, 03-06-2018

And So You See... Our Honorable Blue Sky and Ever Enduring Sun... Can Only Be Consumed Slice by Slice...

Robyn Orlin
Du 2 au 4 juin

« Dans ce magnifique solo consacré à Albert Khoza, performeur et guérisseur sud-africain à l'identité solaire défiant toutes les questions de genre, Robyn Orlin règle ses comptes avec une humanité en déshérence dont elle ne peut faire le deuil de l'espoir dont elle sait aussi être porteuse. »

Hervé Pons
Lesinrocks.com (France), 06-06-2018

« Le spectacle est très efficace, il regorge d'humour et se regarde avec intérêt et facilement. Albert Khoza a *séduit* le public, il brûle les planches. Son nom circulera à nouveau bientôt sur nos scènes, c'est certain. »

Nathalie de Han
Dfdanse.com, 04-06-2018

« Khoza fait rejouer dans son kaléidoscope les rapports de force colonialistes et les traditions ancestrales, pour une pièce qui revendique les identités plurielles et une Afrique décomplexée. Exubérant, jouissif et libérateur. »

Iris Gagnon-Paradis
La Presse+, 01-06-2018

« C'est un *spectacle* jouissif. C'est un spectacle complètement ostentatoire dans la démesure. »

Vanessa Bell
CKIA, Québec, réveille !, 06-06-2018

La nuit des taupes

Philippe Quesne
Du 3 au 6 juin

« Une fable éclatée et réjouissante sur le fait d'être en vie. »

Simon Lambert
Le Devoir, 31-05-2018

« Un humanisme transcende la condition des bêtes dans *La nuit des taupes*. Le spectateur s'identifie à elles. Quesne a façonné un objet théâtral franchement intéressant. »

Maude Rodrigue
Labibleurbaine.com, 04-06-2018

« À la fois performance, spectacle de théâtre et concert, *La nuit des taupes* expose à la lumière le caractère primitif des choses en créant sous nos yeux des tableaux vivants qui viennent s'imprimer sur la rétine tout en menaçant de s'évaporer aussitôt, comme un rêve étrange s'évanouit au réveil. »

Daphné Bathalon
Montheatre.qc.ca, 04-06-2018

Betroffenheit

Crystal Pite + Jonathon Young
Du 5 au 7 juin

« *Betroffenheit* est une fantaisie théâtrale, un conte chorégraphique parfait. L'effet d'ensemble est d'une rare cohérence et emprunte à l'univers fou et *cruellement* implacable d'Orange mécanique. »

Nathalie de Han
Dfdanse.com, 07-06-2018

« C'est un cabaret fantasmagorique et spectaculaire dont les ficelles sont efficacement tirées (...). Excellent tandem que forment Pite et Young, qui conjuguent leurs langages respectifs avec une habileté qu'il est très rare de voir dans le registre spectaculaire. Incontournable! »

Mélanie Carpentier
Ledevoir.com, 06-06-2018

« Alors que plusieurs ont cessé de croire à une rencontre véritablement fertile entre le théâtre et la danse, un croisement qui ne soit pas accessoire, ou, pire encore, décoratif, le tandem vancouvérois démontre qu'un dosage savamment élaboré peut engendrer des merveilles. »

Christian Saint-Pierre
Revue JEU, 06-06-2018

« Le talent des artisans derrière *Betroffenheit* laisse stupéfait. À la fois drôle et bouleversante, la pièce se *présente* comme une belle réussite. »

Alexane Roy
Montheatre.qc.ca, 06-06-2018

ANNEXE XII – BILAN CARBONE

Le tableau qui suit est le sommaire issu du document de comptabilisation des émissions carbone du Festival TransAmériques pour l'année 2017-2018.

SOURCE DES ÉMISSIONS	ÉMISSIONS (kg CO2e)	% DU TOTAL (Incl. FESTIVALIERS)	% DU TOTAL (Excl. FESTIVALIERS)
ORGANISATEURS - INFRASTRUCTURES	**16 215**	**2 %**	**3 %**
SITE DU FESTIVAL			
Énergie - information non disponible	-	-	-
Matières résiduelles	75	0	0
Nourriture	4 215	0	1
Flotte de véhicules et équipements	6 416	1	1
BUREAU DE L'ORGANISME			
Électricité	29	0	0
Chauffage	5 481	1	1
ORGANISATEURS - DÉPLACEMENTS	**55 727**	**6 %**	**9 %**
Déplacements domicile-bureau des employés permanents	1 563	0	0
Déplacements domicile-festival des employés temporaires et des bénévoles (approx.)	1 187	0	0
Voyages d'affaires terrestres (Données partielles)	4 619	1	1
Voyages d'affaires aériens	45 820	5	8
Hébergement pendant les voyages d'affaires	2 538	0	0
ARTISTES, PROFESSIONNELS DU SPECTACLE ET AUTRES INVITÉS	**519 930**	**60 %**	**88 %**
Déplacements terrestres	4 086	0	3
Déplacements aériens	63 725	6	40
Hébergement	33 063	3	21
FESTIVALIERS	**278 071**	**32 %**	**-**
Déplacements terrestres	142 360	16	N/A
Hébergement	135 711	16	N/A
		100 %	100 %
SOMMAIRE DES ÉMISSIONS DE CO2e		**INCLUANT LES FESTIVALIERS**	**EXCLUANT LES FESTIVALIERS**
Kilogrammes		**869 943 kg**	**591 872 kg**
Tonnes		**870 t**	**592 t**
Compensation (26,80 $/t)		**23 314 $**	**15 862 $**

ANNEXE XIII - ÉQUITÉ ET DIVERSITÉ

REPRÉSENTATION AU SEIN DES ÉQUIPES

	TOTAL	HOMMES	FEMMES	40 ANS ET -	PLUS DE 40 ANS	NON ISSUS DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE	ISSUS DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE
Conseil d'administration	15	9 (60 %)	6 (40 %)	3 (20 %)	12 (80 %)	15 (100 %)	0 (0 %)
Équipe permanente	13	5 (38 %)	8 (62 %)	7 (54 %)	6 (46 %)	15 (100 %)	0 (0 %)
Équipe temporaire – bureau *	31	10 (32 %)	21 (68 %)	27 (81 %)	6 (19 %)	27 (87 %)	4 (13 %)
Bénévoles	32	10 (31 %)	22 (69 %)	ND	ND	26 (81 %)	6 (19 %)

* Les employés temporaires de l'équipe de production ne sont pas recensés à ce jour.

ANNEXE XIV – DONATEURS

Le FTA est fier de ses donateurs et tient à les remercier chaleureusement pour leur contribution en 2017-2018. Comme eux, faites une différence en participant à la campagne annuelle ou à la soirée-bénéfice.

AMBASSADEUR(DRICE)S

Karl Delwaide
Fondation Pierre Desmarais Belvédère
Daniel Léveillé

MÉCÈNES

Anonyme (Fondation)
Lily Adam – EY
Paul Beauchamp – Olymel
Marie-Christine Cojocaru – Caisse de la Culture
Gabrielle Collu
Sylvie Cordeau – Québecor
Marie-Hélène Falcon
Martin Faucher
François Forget – Sid Lee
Jean Fredette
Éric Gosselin – McCarthy Tétrault
Annick Guérard – Transat A.T
Jean-François Laporte – Pharmascience
David Lavoie
Denis LeBel
Pascal Leduc – Sanofi
Michèle Lefaivre – Caisse de dépôt et placement du Québec
Stéphane Lemay – Power Corporation du Canada
Sylvain Lussier – Osler
Charles Milliard – NATIONAL

ALLIÉ(E)S

Anonyme (Fondation)
Marie Bernard-Meunier
Gil Désautel
Jacques Dostie
André Ducharme
David Faucher
Michèle Febvre
Lucien Forget
Maxime Laporte – Groupe Quorum
Marie Lavigne
Monique Lortie
François Savage

AMI(E)S

Frédéric Allali – Allali & Brault
Raymond Bachand
Dominic Bourdages – CROP
Martin Brouillette
Anne-Marie Cadieux
Nicholas Cerminaro
Nicolas Chevalier
Sophie Corriveau
Kasandra Côté – KPMG
André Courchesne
François Delacondemène
Ludovic Delrieux
Ghislaine Desmarteau Guay
Marc Drouin
Patrick Faubert – Jamp Pharma
Marie-Danielle Faucher
Paul-André Fortier – Fortier Danse-Création
Richard Gagnier
Marie Pier Germain – Groupe Germain Hôtels
Stéphane Gladyzewski
Arnaud Granata – Infopresse
Patrick Grosjean – PSB Boisjoli
Brigitte Haentjens – Théâtre français du Centre national des Arts
Charles F. Joron
Lucie Juneau
Jérémy Kornbluth
Sylvie Lalande
Noëlla Lanthier
Martin Lassonde – Apotex
Barry Lazar
Pascale Lehoux
Sophie Lussier
Arnaud Nobile
Richard Ostiguy – MOM Industries
Francis Parisien – Nielsen
Aniko Pelland
Gilles Pelletier
Yves Pépin
Olivier Perron-Collins
Pascal Pilon – LANDR
Claude Poissant
Véronique Poulin – Gorditos.TV
Sophie Préfontaine
Wendy Reid
Jean-François Renaud – Adviso
Carol-Serge Robichaud
Ginette Robillard – Vézina Assurances
Clermont Roy
Patrice Ryan – Ryan Affaires publiques
Pierre Salbaing
Hani Salhab
Danielle Sauvage
Diane Sauvé
François Taschereau
Linda Tibbits – Pierre Fabre Canada
Larry Tremblay
Jan-Nicolas Vanderveken – Havas Montréal
Debbie Zakaib

COMPLICES

Charles-Antoine Allain
Rose-Marie Arbour
André Baril
Michèle Barrette
Isabelle Bécotte
Simon-Pierre Bergeron
Francine Bernier – Agora de la danse
Jean Bernier
Député David Birnbaum
Guillaume Bisaillon
Céline Bonnier
Michel Marc Bouchard
Claire Boutin
Cécile Braemer
Marie Brassard – Infrarouge
Lyne Breton
Michel Brisson
Claude Brunet
Adrien Bussy
Guylaine Buteau
Brigitte Butticaz
Daniel Canty
Nicole Carlens
Lyna Carrier
Natalie Chapdelaine
Jean-François Chassay
Jean-Robert Choquet
Nicolas Crowley
Jeanne-Renée D. Lorrain
Perlette Danan
Gilbert David
Alain Deneault
Danièle Desnoyers – Le Carré des Lombes
Ginette Desbiens
Johanne Desrochers
Simon-Pierre Diamond
Viviane Dohle
Marie-Christine Dumons-Martignole
Marie Eykel
Alexandre Forest
Alain Fortaich
Philippe Fortier
Richard Fréchette
Francine Gagné
Jean-Jacques Gagnon
Claude Garneau – Camden
Annie Gascon
Sylvie Gosselin
Marie-Paule Goyette
Maude Guérin
Antoine Guilmain
Micheline Guy
Yvon Hotte
Carmen Jolin
Mélanie Jolin
Charles Kaplan
Muriel Kearney
Ilya Krouglikov
Rita L. Davignon
Danièle Lalonde Gyore
Stéphane Labbé
Chantal Lamarre
Yves Lamontagne
Jacques Landry
Philippe Lanthier
Céline Lavoie
Jacques Ledent
Adèle Lessard
Réal Lussier
Alexander MacSween
Annie Mailhot-Gamelin
Élisabeth Malo
Bruno Marcil
Céline Marcotte
Sandrick Mathurin
Guy Milette
Jessie Mill
Philippe Molitor
Monique Moser
Elisabeth Neelin
Marc Pache
Danièle Panneton
Danièle Papineau-Couture
Amélie Paquette
Gilles Pelletier
Jacinthe Potvin
Benjamin Prud'homme
Konstantino Psycharis
Nicolas Racine
Clément Rajotte
Julien Ranger-Musiol
Monique Regimbald-Zeiber
Luc Rodrigue
Ronald Rosenthall
Jacques Rossi
Jacques Rousse
Pierre Rousseau
Émile Roux
Lise Roy
Christine Rozon
Daniel Saindon
Jad Salem
Clémentine Sallée
Judith Savard
Gilles Savary
Sylvie Schryve
Sarah-Jeanne Séguin
Martin Sheehan
Dominic Simoneau
Anne Sirois
Sophie St-Hilaire
Simon Tabah – McKesson Canada
Josette Trépanier
Giorgio Uehlinger
Neilson Vignola
Maryse Warda

ANNEXE XV - CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITÉ EXÉCUTIF

PRÉSIDENT
Charles Milliard
Vice-président, Santé - NATIONAL

1ER VICE-PRÉSIDENT
Éric Gosselin
Associé - McCarthy Tétrault, S.E.N.C.R.L., s.r.l.

2E VICE-PRÉSIDENT
Martin Faucher
Codirecteur général et directeur artistique – Festival TransAmériques

TRÉSORIÈRE
Lily Adam
Associée - Ernst & Young

SECRÉTAIRE
David Lavoie
Codirecteur général et directeur administratif – Festival TransAmériques

Anne-Marie Cadieux
Comédienne

Marie Lavigne
Administratrice de sociétés

ADMINISTRATEURS

Paul Beauchamp
Premier vice-président – Olymel

Sophie Corriveau
Interprète, enseignante et directrice de répétitions

François Forget
Vice-président exécutif, associé – Sid Lee

Arnaud Granata
Président et éditeur – Infopresse

Barry Lazar
Journaliste et producteur - reFrame Films Inc.

Michèle Lefaivre
Directrice, Affaires juridiques – Caisse de dépôt et placement du Québec

Danielle Sauvage
Gestionnaire culturelle

Simon Tabah
Avocat – McKesson Canada

COMITÉS

COMITÉ DE GOUVERNANCE
Marie Lavigne - présidente
Sophie Corriveau
Martin Faucher
David Lavoie
Charles Milliard

COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE FINANCEMENT
Éric Gosselin – président
Lily Adam
Paul Beauchamp
François Forget
Arnaud Granata
David Lavoie
Barry Lazar
Michèle Lefaivre
Philippe Molitor
Simon Tabah

COMITÉ DE VIGIE
Danielle Sauvage – présidente
Sophie Corriveau
Martin Faucher
Arnaud Granata
David Lavoie
Barry Lazar

ANNEXE XVI – ÉQUIPE

DIRECTION GÉNÉRALE

Codirecteur général et directeur artistique	Martin Faucher
Codirecteur général et directeur administratif	David Lavoie
Adjointe à la codirection générale et à la direction artistique, responsable des professionnels du spectacle	Mélanie Carbonneau

PROGRAMMATION

Dramaturge et conseillère artistique	Jessie Mill
Adjointe à la programmation	Karen Graham
Stagiaire à la programmation	Kamille Canon

ADMINISTRATION ET FINANCES

Chargée à l'administration	Tau S. Bui + Christine Meslin
Responsable de la philantropie et des partenariats	Ludovic Delrieux
Technicien administratif	Mathieu Séguin-Tétreault
Agents à l'administration	Sébastien Langa + Sophie Morisset
Agente d'information	Kasia Malinowska

COMMUNICATIONS

Directeur des communications et du marketing	Hugo Couturier
Coordonnatrice aux communications	Julie Delorme
Responsable du développement des publics	Jeanne-Renée D. Lorrain
Responsable des contenus numériques	Gabrielle Tremblay-Baillargeon + Marie Attard
Infographiste	Quentin Vautrin
Monteur vidéo	Sandrick Mathurin
Stagiaire au développement des publics	Mathilde Alsina
Stagiaire aux communications	Théo Arnulf
Attachées de presse	Isabelle Longtin + Myriam Comtois
Coordonnateurs de presse	Maude Vanasse + Maximilien Rathier
Responsable des accréditations	Alexandrine Doré-Pilote

PRODUCTION

Directrice de production	Louise Roussel + Viviane Dohle
Directeur technique	Simon Cloutier
Adjointe de production	Viviane Dohle
Assistante de production	Audrey Blouin
Assistantes à la direction technique	Anne-Sara Gendron + Mélanie Primeau
Coordonnatrice des transports	Jasmine Kamruzzaman
Chauffeurs	Guillaume Lafontaine-Moisan + Annie Préfontaine
Stagiaire aux opérations	Sophie Lamoise

QUARTIER GÉNÉRAL

Coordonnatrice du QG	Mélanie Fillmann
Régisseure technique du QG	Claire Seyller
Technicien du QG	Samuel Boucher
Gérante de bar	Charlotte Bédard

ACCUEIL + TRANSPORT

Responsable de l'accueil	Corinne Grosjean
Assistante à l'accueil	Ola Pilatowski
Coordonnatrice des bénévoles	Mélisande Goux
Chauffeurs	François Bourdonnais + John Delorme + Louis-David Thériault + Robert Venne

BILLETTERIE

Responsable de la billetterie	Laeticia Philantrope
Assistantes à la billetterie	Myriam Larose-Truchon + Giverny Welsch

« Je ne sais pas de quoi demain sera fait, qui Montréal mettra au monde, qui Montréal accueillera, qui Montréal inspirera. Nous vivons une époque troublante de lentes disparitions, de dématérialisation. La désocialisation nous guette. Désormais, Montréal ne se décline plus en deux. La multitude règne. Tout bouge, se percute et se répercute. De nouvelles identités veulent être nommées. La singularité, la différence, la marginalité réclament de briller au grand jour. »

Martin Faucher
FTA : Nos jours de fête

NOUS TENONS À REMERCIER TOUTE
L'ÉQUIPE DU FTA POUR SA
CONTRIBUTION À LA RÉALISATION
DE CE BILAN DES ACTIVITÉS 2017-2018

Faites de nous ce qu'il vous plaira mais vous devez nous entendre.

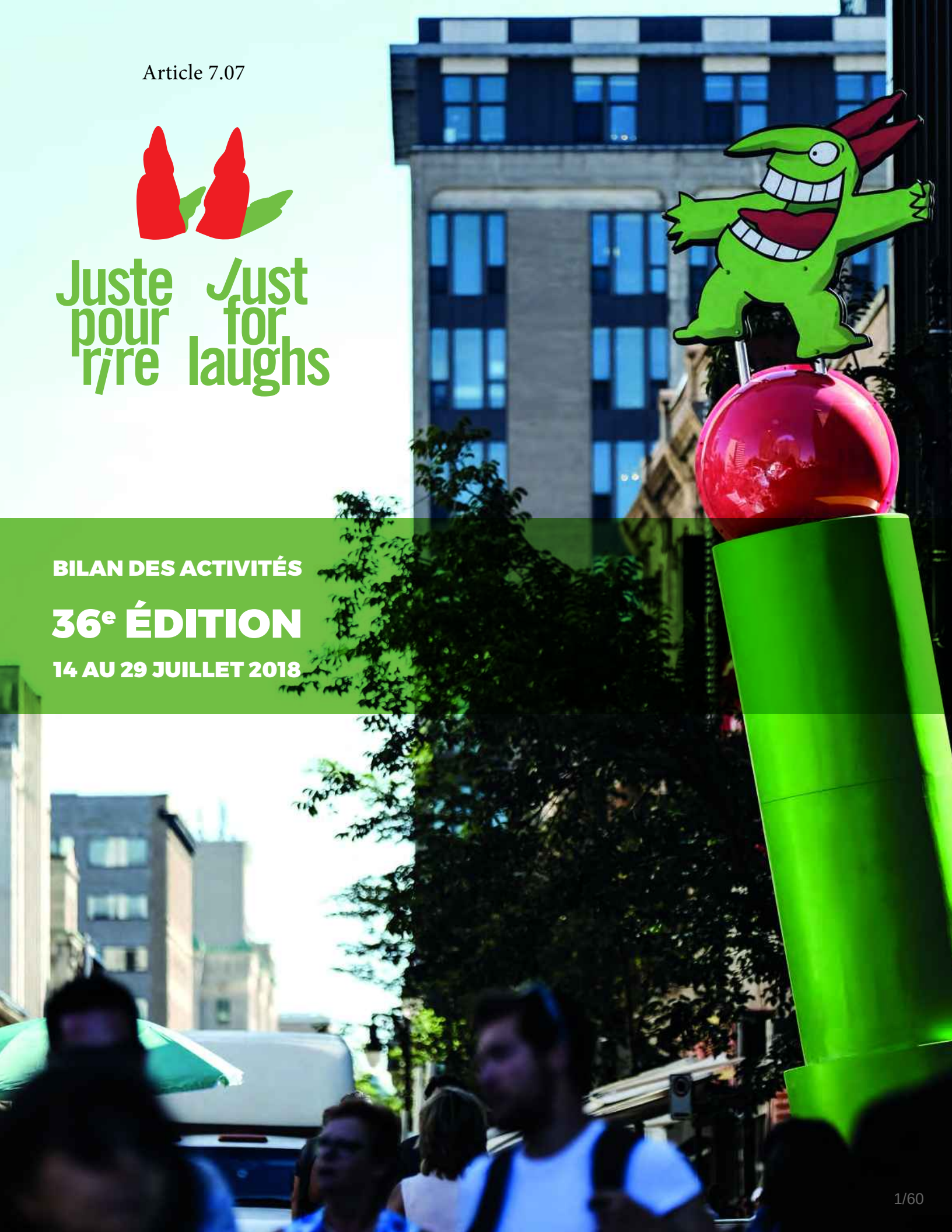
— *Refus global*, 1948

90TSOT

Solo 70, Paul-André Fortier + Étienne Lepage © Xavier Curnillon

Article 7.07

Juste pour rire
Just for laughs



BILAN DES ACTIVITÉS

36e ÉDITION

14 AU 29 JUILLET 2018



Festival Juste pour rire
Montréal

2101, boulevard St-Laurent
Montréal (Québec) H2X 2T5

(514) 845-3155
www.hahaha.com

@justepourrire
@justforlaughs

@Juste_pour_rire
@justforlaughs

Juste pour rire
Just For Laughs

PERSONNE RESSOURCE

Noémi Lebel, Chargée de projet, Affaires publiques
nlebel@hahaha.com

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire **5**

Bilan artistique **8**
Juste pour rire / Programmation en salle 10
Galas JPR/JFL 18
Just For Laughs / Programmation en salle 24
Programmation extérieure 30

Achalandage et tourisme **40**

Rayonnement & Retombées médiatiques **42**

Équipes **50**

Partenaires **52**

Développement durable **54**

Sécurité **56**

Conclusion **58**



SOMMAIRE

La 36e édition du Festival Juste pour Rire a souligné la persistance et la pertinence de sa marque, à l'aube d'un grand processus de réflexion. Conçue comme une édition de transition, cette itération du Festival a prouvé la détermination et la force de ses employés et l'engagement de l'industrie de l'humour envers cet événement culturel pour les artistes. Cette édition du Festival a prouvé que sa force résidait dans sa proximité avec les artistes et le public. À la suite de la nomination du nouveau vice-président aux contenus francophones du groupe, Patrick Rozon, en juillet 2018, une réinvention inspirante du festival a été lancée, pour capitaliser d'abord sur son potentiel de rassemblement et de divertissement public.

Spectacles en salle : un pari réussi

En pré-ouverture du Festival, dès le 7 juin, la spectaculaire comédie musicale ***FAME***, mise en scène par **Serge Postigo**, a conquis quelque 50 000 spectateurs au Théâtre Saint-Denis I avec ses chorégraphies endiablées. Côté théâtre, la comédie ***Edmond***, mise en scène par **Serge Denoncourt** et racontant l'histoire abracadabrante derrière la création de la célébrissime pièce *Cyrano de Bergerac*, a conclu ses supplémentaires au Théâtre du Nouveau Monde le 28 août.

L'audace et la nouveauté étaient à l'honneur pour les ***Galas carte blanche*** animés par **Laurent Paquin**, **Pier-Luc Funk**, **Les Denis Drolet** et **Jérémy Demay**. Le concept rafraîchissant et inédit a été applaudi par la critique et fort apprécié des artistes et du public. Au terme de ces galas, c'est plus de **48 humoristes** qui ont fait rire le public à la salle Wilfrid-Pelletier. On pourra voir ou revoir ces *Galas* sur demande sur Bell Télé Fibe et à la télé à la carte de Bell Télé Satellite. Ils seront diffusés sur ICI Radio-Canada Télé, sur ICI Tou.tv Extra et sur Canal D. Les meilleurs moments et les coulisses de ces spectacles sont aussi présentés sur Bell TV1 depuis octobre.

Le Fin de soirée, un autre nouveau concept original présenté pour la première fois au Festival, a offert cinq rendez-vous aux couche-tard assoiffés de découvertes permettant d'étendre les heures d'ouverture du Festival et combler un public plus vaste. **Vincent C, Julien Tremblay, Korine Côté** et **Eddy King** ont animé avec brio ces soirées désopilantes durant lesquelles une trentaine des meilleurs talents comiques du Québec ont défilé.

Véritable coup de coeur des festivaliers, ***Scotch & Soda***, une création australienne mêlant jazz et cirque, a enchaîné les ovations au Théâtre St-Denis II du 10 au 21 juillet.

En plus de faire une place de choix à de nombreuses femmes de talent à travers toute sa programmation, le Festival a présenté ***100 ans d'humour au féminin***, un spectacle durant lequel **Francine Lareau** a raconté, joué, chanté et honoré les grandes femmes de l'humour.

Mike Ward, Korine Côté, Philippe-Audrey Larrue-St-Jacques, Billy Tellier, Laurent Paquin et **Paul Taylor** ont fait salle comble lors de leur passage à la Place des Arts. **Sèxe Illégal, Neev, Jean-Marc Parent, Francine Lareau** et **Bun Hay Mean** ont également profité du Festival pour présenter leur dernier succès ainsi que des numéros inédits.

Un nombre record de captations

Le Festival a annoncé avec grande fierté que Netflix a choisi Montréal et Juste pour rire / Just For Laughs, pour capter pas moins de 32 *Specials* qui seront disponibles sur la plate-forme en 2019. **Les humoristes Louis-José Houde, François Bellefeuille, Katherine Levac** et **Adib Alkhalidey** sont parmi ceux qui verront leurs numéros voyager à travers cette exceptionnelle vitrine dans les foyers des quelque 125 millions d'abonnés Netflix dans le monde.

Le Festival Juste pour rire / Just For Laughs contribue depuis 36 ans au rayonnement international de Montréal grâce, entre autres, à ses activités télévisuelles diffusées un peu partout sur la planète. Lors de son édition 2018, le Festival a été l'hôte de l'enregistrement d'un nombre record de 74 spectacles et galas, pour un impressionnant total de près de 185 épisodes télé, web et de baladodiffusion. Netflix, Amazon Prime, Comedy Network, CBC, CW, LOL, Lionsgate, Bell, Radio-Canada, Tou.TV sont parmi les grands joueurs qui se sont associés au Festival afin de produire des contenus pour un public mondial.

Volet extérieur

Le Festival a animé le Quartier des Spectacles avec une programmation extérieure variée incluant des humoristes de renom, des artistes de la relève, des artistes internationaux, ainsi qu'une programmation inclusive pour toute la famille. Durant les seize jours de festivités, les rues du centre-ville ont accueilli une centaine de spectacles dont, les **Beach Boys, Alexandre Barrette, Vincent C**, ***Mado's Got Talent, Cirque et Conférences, Studio 88-Swing, Le Super Quiz Show*** avec **Anaïs Favron**, ***Juste pour Ados***, **Les Denis Drolet** et l'incontournable ***Parade des Jumeaux***, pour le plus grand bonheur des festivaliers.

Just For Laughs: les poids lourds de l'humour au rendez-vous

Du côté anglophone, Just For Laughs a clôturé sa 36e édition avec des spectacles à guichets fermés, un record de captations spéciales et une quantité inégalée de stars de l'humour provenant des quatre coins du globe. La programmation, digne de la réputation du plus grand festival d'humour au monde, a attiré à Montréal **Dave Chappelle, John Mayer, Kevin Hart, Amy Schumer, Trevor Noah, Wanda Sykes, Tiffany Haddish, Ken Jeong, Will Forte, Jeff Dunham, William H. Macy, Hannah Gadsby, Jo Koy, Chris D'Elia, Jimmy Carr, Russell Peters, Howie Mandel** et plusieurs autres. ComedyPRO, le volet professionnel du Festival, a fracassé son record d'inscriptions et a servi d'incubateur à plusieurs projets et vu naître de nombreux partenariats d'affaires.


10
SEC



BILAN ARTISTIQUE DE LA 36e ÉDITION


just for laughs
COMEDY



PROGRAMMATION EN SALLE

JUSTE POUR RIRE

FAME : LA COMÉDIE MUSICALE DE L'ÉTÉ

Pour une troisième année consécutive, Serge Postigo a mis à l'œuvre son génie artistique pour la mise en scène de la comédie musicale du Festival. Inspirée du film musical culte d'Alan Parker, la comédie musicale ***FAME*** a attiré plus de 50 000 spectateurs et a été saluée par la critique. Cette adaptation québécoise a mis en lumière le talent exceptionnel des danseurs, chanteurs et musiciens d'ici et d'ailleurs, consolidant l'expertise québécoise dans le domaine des spectacles musicaux à grand déploiement, et l'expertise propre à Juste pour rire en matière de comédies musicales.





FAME | Théâtre Saint-Denis I, 7 au 28 juin
Mise en scène : Serge Postigo
Directeur musical : Guillaume St-Laurent
Chorégraphe : Steve Bolton
Distribution: Gabrielle Fontaine, Jordan Donoghue, Élisabeth Gauthier-Pelletier, Mathilde Laurier, Lisa Palmieri, Marc Angers, Jonathan Caron, Judith Laterrasse, Junbox, Valérie Laroche, Marie-Denise Pelletier, Stéphan Allard, Jean-Raymond Châles, Jacob Roberge, Audrey-Louise Beauséjour, Karly Bon, Lianne Tammi, Karina Armutlu, Megan Brydon, James Dhaïti, Matthieu Handfield, Jesse Matteau , Yannick Moisan et Simon Fréchette-Daoust.

La Bourse Juste pour rire

Pour une toute première fois, Juste pour rire a décerné une bourse d'une valeur de 10 000 $ à l'un des artistes de la relève ayant participé aux auditions publiques des comédies musicales du Festival. Cette initiative, appelée à être renouvelée année après année, a pour but d'aider les artistes multidisciplinaires d'ici à perfectionner leur art, que ce soit en matière de jeu, de chant ou en danse. Cette bourse vise à soutenir le développement de carrières artistiques et d'offrir au public de nouveaux talents exceptionnels. Pour cette première année, la bourse a été attribuée à **Audrey-Louise Beauséjour**.

SCOTCH & SODA : LE JAZZ QUI CIRQUE

Pour une deuxième année, Montréal Complètement Cirque et le Festival Juste pour rire se sont alliés afin d'accueillir un spectacle de cirque humoristique présenté par une troupe internationale. Cette année, la collaboration a permis de présenter le spectacle ***Scotch & Soda***, signé par deux groupes australiens : Company 2 et The Uncanny Carnival Band. Campé dans un univers joyeusement bordélique où jazz swing et cirque voyou s'entremêlent dans une ambiance de cabaret, *Scotch & Soda* a offert un spectacle tonique à la mise en scène inventive qui a séduit le public et la critique.









Scotch & Soda I Théâtre St-Denis, 10 au 21 juillet
Metteur en scène: Chelsea McGuffin et David Carberry
Distribution: Skip Walker-Milne, Alice Muntz, Kate Muntz, James Kingsford-Smith, Lucian McGuinness, Matthew Ottignon, Eden Ottignon, Ben Hendry, Flora Carbo, Katie Sweeney, Charles Wiles.

EDMOND : CYRANO FAIT SON THÉÂTRE

Le Festival Juste pour rire a présenté, en grande première nord-américaine, la pièce de théâtre ***Edmond***, présentée à guichets fermés depuis sa création à Paris. L'œuvre théâtrale écrite par Alexis Michalik et dirigée par nul autre que Serge Denoncourt, raconte l'histoire de la création du personnage de Cyrano de Bergerac par l'auteur Edmond Rostand. Cette comédie parisienne, située en 1897, illustre les périples rocambolesques de l'auteur qui tente de vaincre le syndrome de la page blanche, pris entre les travers de son entourage et la pression des producteurs. Le succès de cette pièce confirme la réussite de ce volet du Festival qui prouve que l'été est une parfaite saison théâtrale.







Edmond | Théâtre du Nouveau Monde, 26 juillet au 11 août
Metteur en scène : Serge Denoncourt Auteur-Script : Alexis Michalik
Distribution : François-Xavier Dufour, Normand Lévesque, Mathieu Quesnel, Catherine Proulx Lemay, Émilie Bibeau, Marie-Pier Labrecque, Widemir Normil, Jean-Moise Martin, Kim Despatis, Daniel Parent, Philippe Thibault-Denis, Mathieu Richard, Normand Lévesque.



UTOPIE : JEAN-MARC PARENT

À l'occasion de son 11e spectacle, Jean-Marc Parent a invité le public dans son univers utopique. Conteur inégalé, JMP a raconté avec passion et extrême précision les situations impensables dans lesquelles il s'est retrouvé et les personnages plus grands que nature qu'il a croisés. Il porte toujours une attention aux détails qui lui permettent d'extirper l'essence de chaque anecdote pour que les spectateurs puissent se reconnaître automatiquement dans ses propos. En trente ans de carrière, il continue de séduire son public avec ses anecdotes abracadabrantes.

« Utopie est un spectacle bien pensé, solidement construit qui nous a franchement fait rire, et ce, pendant toute la soirée».

– Stéphanie Vallet, La Presse

Utopie de Jean-Marc Parent | Place des Arts Théâtre Maisonneuve, 10 au 19 juillet
Supplémentaires au Théâtre St-Denis, les 26 et 27 octobre
Tête d'affiche : Jean-Marc Parent



DÉPLAIRE : LAURENT PAQUIN

L'humoriste et comédien, qui compte plus de 20 ans de carrière, a eu l'occasion de présenter la 100e représentation de son quatrième spectacle solo ***Déplaire*** lors du Festival Juste pour rire. Laurent Paquin reconnaît qu'il est impossible de plaire à tout le monde, et il l'assume. Avec *Déplaire*, il dévoile sans pudeur et très audacieusement toutes ces choses que nous pensons souvent tout bas, mais n'osons pas dire tout haut...

«En toute modestie, je pense que c'est mon meilleur spectacle depuis que je fais ce métier-là. Je suis très fier de ce show-là.»

– Laurent Paquin

Déplaire de Laurent Paquin | Place des Arts - Théâtre Jean-Duceppe, 26 juillet
Tête d'affiche : Laurent Paquin

100 ans d'humour au féminin

Présenté par Francine Lareau, ***100 ans d'humour au féminin*** est un spectacle qui relate la place des femmes dans l'industrie de l'humour et rend un hommage tout spécial aux grandes d'ici, telles que La Poune, Dodo et Manda, qui ont tracé la voie à travers les contes, les jeux et les chansons, à toutes celles qui nous font rire aujourd'hui.

100 ans d'humour au féminin | Place des Arts Cinquième Salle, 17 juillet
Script-édition : Philippe Lemieux
Tête d'affiche : Francine Lareau

Le Fin de soirée !

Parmi les nouveautés, ***Le Fin de soirée*** s'est révélé le rendez-vous idéal pour découvrir les différents artistes et coups de cœur du Festival. Durant 5 soirs, Julien Tremblay, Vincent C, Korine Côté et Eddy King se sont échangés l'animation de ce *late night,* proposant des numéros et des discussions en compagnie de 5 invités de leur choix provenant de 5 univers différents.

Le Fin de Soirée | Place des Arts Cinquième Salle, 17 au 22 juillet
Animation : Eddy King, Vincent C, Korine Côté, Julien Tremblay

+50 HUMORISTES POUR LE PLAISIR DE TOUS

Le Festival Juste pour rire a également offert une multitude de spectacles en salles proposants à la fois des nouveautés et des classiques. Au total, ce sont plus de 50 humoristes qui se sont produits dans 40 spectacles présentés sur les planches de la Place des Arts. Mike Ward, Korine Côté, Philippe-Audrey Larrue-St-Jacques, Neev, Daniel Grenier et Didier Lambert ont entre autres profité du Festival pour présenter de nouveaux numéros et leus spectacles solo. Sèxe Illégal a présenté son nouveau spectacle *Légendes*, puis Billy Tellier était de retour avec *Le petit monde de Billy Live!,* une adaptation scénique de ses capsules à CKOI. Plusieurs artistes français ont également pris part au Festival, dont Bun Hay Mean, qui a présenté son spectacle *Chinois Marrant*. Paul Taylor a proposé quant à lui *#FRANGLAIS,* un spectacle bilingue, présenté en première à Paris, et qui fait salle comble partout où il passe.




GALAS
JPR
JFL





LES GALAS CARTE BLANCHE : NOUVELLE ÈRE, NOUVEAUX GALAS

À l'occasion de la 36e édition du Festival Juste pour rire, les animateurs des Galas ont eu carte blanche pour concevoir une soirée à leur image. Historiquement, les humoristes qui performaient lors des Galas Juste pour rire concevaient leurs numéros à partir de thèmes préétablis. La formule créative revisitée a offert une grande liberté aux animateurs, et leurs invités ont eu le loisir de s'attaquer à des sujets qui les passionnent afin d'offrir au public à des créations exceptionnelles.










Le Gala de Laurent Paquin : La place aux femmes

Pour l'animation de son 15e gala Juste pour rire, Laurent Paquin a tenu à accorder une place toute particulière aux femmes. Dans un sketch où il anime une tribune téléphonique, Paquin a présenté un numéro de groupe dans lequel plusieurs femmes ont pu prendre la parole et faire rire le public en favorisant un véritable *empowerment.* Ce concept, salué par les critiques et grandement apprécié du public, a permis non seulement d'aborder plusieurs sujets dans un seul et même numéro, mais il a également permis de mettre en valeur toute la diversité du talent féminin.

Le Gala de Laurent Paquin
Place des Arts – Salle Wilfrid-Pelletier, 19 juillet
Distribution : Laurent Paquin, Louise Deschâtelets, Katherine Levac, Mélanie Couture, Anais Favron, Salomé Corbo, Christine Morency, Mike Ward, Dominic et Martin, Adib Alkhaliday, Jeremy Demay, Jess Salomon, Guillaume Pineault, Sam Breton, Neev.

Le Gala de Pier-Luc Funk : La jeunesse

Pour sa carte blanche, le comédien Pier-Luc Funk a eu l'idée de rendre hommage au cinéma muet. Avec la collaboration de Daniel Grenier, réputé pour ses sketchs sans dialogues, il a présenté un numéro inspiré d'un canevas d'un western classique. De plus, pour souligner l'animation de son tout premier gala Juste pour rire, Pier-Luc Funk a voulu s'entourer de ses amis et de ses complices tels le jeune humoriste de talent Charles Pellerin, avec qui il est retombé en enfance le temps d'un numéro, mais aussi Rosalie Vaillancourt, Yannick De Martino et plusieurs autres.

Le Gala de Pier-Luc Funk
Place des Arts – Salle Wilfrid-Pelletier, 20 juillet
Distribution : Pier-Luc Funk, Maripier Morin, Les Denis Drolet, Rosalie Vaillancourt, Yannick De Martino, Pierre-Yves Roy-Desmarais, Sexe illégal, Charles Pellerin

Le Gala des Denis Drolet : La folie

Les Denis Drolet se sont offert toute une carte blanche sous le thème de la folie en proposant à leur public des invités colorés et des numéros déjantés. Parmi les numéros farfelus, hauts en délire et en créativité, l'extravagant duo a accueilli sur scène des danseuses de french cancan costumées et des personnages inusités, le tout sur la musique live d'un groupe qui a donné des airs de show rock à ce spectacle.

Le Gala des Denis Drolet
Place des Arts – Salle Wilfrid-Pelletier, 21 juillet
Distribution : Les Denis Drolet, Anne-Élisabeth Bossé, Sonia Cordeau, Jean-Sébastien Girard, Philippe-Audrey Larrue St-Jacques, Rosalie Vaillancourt, Daniel Grenier, Les Pic-Bois, Mariana Mazza.

Le Gala de Jérémy Demay : La diversité

À la barre de son tout premier gala Juste pour rire, Jérémy Demay a souhaité insuffler un vent de diversité au Festival. Il a présenté une variété d'artistes, certains établis et d'autres appartenant à la relève. Avec ce gala, reflétant bien toute l'effervescence et la diversité du milieu de l'humour du XXIe siècle, Demay a célébré la richesse de la rencontre des cultures.

Le Gala de Jérémy Demay
Place des Arts – Salle Wilfrid-Pelletier, 22 juillet
Distribution: Laurent Paquin, Eddy King, Mehdi Bousaidan, Olivier Martineau, Mathieu Cyr, Bun Hay Mean, Kev Adams, Alex Roy, Rada Saoui, Bun Hay Mean, Mario Tessier, Julien Tremblay.

GALAS JUST FOR LAUGHS : MONTRÉAL COMEDY CAPITAL

Le Festival Just For Laughs est reconnu pour attirer sur ses planches la crème des humoristes. Cette année encore, les neuf galas anglophones ont accueilli des artistes de renommée internationale tels que Howie Mandel, Trevor Noah, Tiffany Haddish, Will Forte, Jeff Dunham, Ken Jeong et William H. Macy, poursuivant dans la lignée prestigieuse établie depuis déjà longtemps.

Le Gala de Trevor Noah

Animateur du *Daily Show*, lauréat d'un Emmy et d'un Peabody Award, le comédien et auteur Trevor Noah était de retour à Montréal cet été pour animer deux Galas Just For Laughs. Ces deux spectacles consécutifs ont présenté deux programmations distinctes et ont notamment été captés afin d'être diffusés sur la chaîne The Comedy Network. Considéré comme l'une des voix incontournable des talk-shows de fin de soirée, Trevor Noah a réussi à charmer son auditoire par son style unique et son humour vif.

Le Gala de Trevor Noah l Place des Arts - Salle Wilfrid-Pelletier, 28 juillet à 18 h et 20 h 30
Distribution : Trevor Noah, Jim Norton, Hannah Gadsby, Anthony Atamanuik, Gina Brillon, Baron Vaughn, Michelle Buteau, Aisha Alfa, Moshe Kasher, Dulcé Sloan, Alonzo Bodden, DeAnne Smith, Sabrina Jalees et David Angelo.

Le Gala de Tiffany Haddish

Véritable étoile montante de l'humour, Tiffany Haddish est une actrice et humoriste qui est de plus en plus en demande. Malgré son horaire chargé, elle a tenu à animer son tout premier gala Just For Laughs, lequel a mis en vedette une brochette d'humoristes et d'invités spéciaux. Le style d'humour de Haddish, sur scène comme dans la vie, s'inspire d'abord et avant tout de son enfance à Los Angeles.

Le Gala de Tiffany Haddish l Place des Arts - Salle Wilfrid-Pelletier, 28 juillet à 23h
Distribution: Tiffany Haddish, Fortune Feimster, Lil Rel Howery, Gina Yashere, Ruben Paul, Phil Hanley, Nath Valvo, Mae Martin et Tony Rock.

Le Gala de Howie Mandel

L'un des favoris du Festival Just For Laughs, et nouveau visage de la compagnie, Howie Mandel était de retour à l'animation d'un gala pour la quatrième année consécutive. Mandel est un animateur d'expérience tel un vétéran chevronné qui est notamment apprécié pour ses multiples interactions improvisées avec des membres de l'auditoire. En plus de 30 ans de carrière, il continue année après année à repousser les limites de sa créativité au plus grand bonheur du public.

Le Gala de Howie Mandel l Place des Arts - Salle Wilfrid-Pelletier, 29 juillet à 19h
Distribution: Gary Gulman, Maz Jobrani, Amanda Seales, Melissa Villaseñor, Roy Wood Jr., Neal Brennan, Lil Rel Howery, Garfunkel & Oates et Laurie Kilmartin









JUST FOR LAUGHS
PROGRAMMATION EN SALLE

ComedyPRO : volet professionnel

ComedyPRO est un rassemblement unique, d'une durée de quatre jours, portant sur les tendances actuelles et futures de l'industrie internationale de l'humour. Très populaire auprès des membres de l'industrie, ComedyPRO a notamment battu son record d'inscriptions cette année, comptant plus de 700 personnes de 300 entreprises différentes. De plus, dans le cadre de cette 11e édition, certains participants ont pu avoir accès aux événements les plus convoités de l'industrie tels que des panels, des déjeuners-causerie, des cocktails et des évènements exclusifs. Le ComedyPRO a notamment permi d'accueillir à Montréal les représentants et les dirigeants des compagnies les plus influentes du milieu du divertissement comme Netflix, Amazon Studios, Bell Media, CBC, CBS, Comedy Central, FOX, HBO, Hulu, Mitú, Powderkeg, NBC, TBS, YouTube Originals et plusieurs autres

3 Arts / 800 Pound Gorilla Records
A Comic Soul
Above Average
Academy of Canadian Cinema & Television
Aeg
Agency for the Performing Arts
AGGRESSIVE ROOFING
Aleph Penda LLC
All Things Comedy / ShowClix
Amanda Rosenthal Talent
Amazon Studios
American Greetings
Animals.
Animation World Network
Annapurna Pictures
Anonymous Content
Anonymous Content
APA
Apatow Productions
Arenbergschouwburg
ART Talent
Artist First
Artists First
AsapSCIENCE, Inc
Aspen Laugh Festival | Wheeler Opera House
Audible
Authentic Talent & Literary Management
Authentic Talent and Literary Management
Avail
B.Bold Productions
Balmoral Film & Television
Barnum
BELL
Bell (from TV)
Bell Media
Bird Brain Productions
Black Box Management
Black Republican
Blackburn Talent
BLUE RIBBON CONTENT
BOBO Comedy
BOBO PRODUCCIONES
Boss Lady Management Group / I Told You Inc.
Brickworks Entertainment
Brillstein Entertainment Partners
Brownstone Productions
Buchwald
Busan International Comedy Festival
CAA
Canadian Association of Stand-up Comedians
Canadian Film Centre
Canberra Comedy Festival
Carolines
CBC
Century Artists
CESD TALENT AGENCY
CFC
Chambers Management
Charging Bunny
CMOish Inc
Cohen Gardner LLP
Comedy Central
Comedy Fabrik
Comedy Inn
Comedy Junkie
Comedy Records
Comedy Startup
Comedy Works
ComedyCures.org
Comedywire
Conaco
Conan
Creative Artists Agency
Creative Artists Agency (CAA)
Creative Axis
CTV's Pop Life
CW
Dailyhive.com
Dakota Pictures
Dallas Comedy House
danieljhenry.com
DC Improv Comedy Club
DEFY Media | Generate
DFP
DHX / 22 Minutes
DHX Media
Diamondfield Entertainment
DOD
Don Ferguson Productions
Doozer Productions
E! Entertainment
Earwolf
École nationale de l'humour
Empire Comedy Live
Entertainment Direct Metrics
eshapTV
Essentrics The-Esmonde Technique
Eventbrite
Fair Point
Family Guy
Fat Man Productions
Finer Entertainment Company
Forever Home
Fourth Wall Management
Frankfurt Kurnit Klein & Selz
Frankfurt Kurnit Klein & Selz, PC
Frantic Films
Freeform
Friday Fondue
Frontier Comedy
Fun Média
Funny Business Agency
Funny Or Die
FX Networks
Gail Travers
Gallery Books / Simon and Schuster
GC
GERSH
Gilda's LaughFest
Ginsburg Daniels Kallis LLP
GIUSEPPE THE MC
Grand Wave Entertainment Inc.
GreenHat Digital
Gunpowder & Sky
Hall Webber LLP
Hard Rock Hotel
Hartbeat Productions
Hartbeat Productions
LISTE ENTREPRISES PARTICIPANTES
COMEDY PRO 2018
Harvey Altman & Co., CPA, PC
HBO
HBO Canada
Helium Comedy Club
Hoops McCann Productions
Hosko Productions Inc.
Hudson Heights
Humber Comedy
ICM
Icon Concerts
IFC
IFP
Illegal Alien
Illumination
iloveluelue
Improv
IMPROV COMEDY CLUBS - TEXAS
Independent Production Fund
Innovative Artists
Italian media
iThentic
Jash
JASH/GroupNine
Jax Media
JEFFECOMEDY.COM
JFL NorthWest
JLC Entertainment Group
John Tobin Presents/Laugh Boston
JokeLab Inc.
Jokes and Notes, Inc
Juste Pour Rire Management
Justice for Alma
Kaplan Stahler Agency
Kim Vaincourt Talent Management
Kirsten Ames Mgmt
KMR
Kornhaber Brown
Late Night with Seth Meyers
Laugh Factory
Laughable Wear
Levity
Levity Live
Lichter, Grossman, Nichols, Adler & Feldman, Inc.
Little Miss SqueezeBox
LIVE NATION
Live Nation Comedy
Live Nation Finland
Loshak PR
Mainstay Entertainment Management 360
Media Experts
Meridian Artists
Metro
Michael O'Brien Entertainment
Middle Child Films
mitú
MJ Comedy
MOJO CONCERTS
Moontower Comedy
Moontower Comedy Festival
Mr.
MTV
Muse Entertainment Enterprises
Mustache
My 90 Year Old Roommate
MyMediaMaker Inc.
Myrtle & Willoughby
National Shows 2
NBCUniversal
NBCUniversal Digital Lab
Netflix
Netlix
New Lou
New Metric Media
New Real Films
New York Entertainment
Odenkirk Provissiero Entertainment
Off Colour
Oglio Entertainment
Omnipop Talent Group
On Tour Records
Owen From The Woods
PACEX INC.
PACEX PACKAGE EXPRESS INC.
Paper Kite Productions
Paradigm
Paradigm Talent Agency
Paramount Network / TV Land
PARosegarten Media Group
Perryscope Productions
PFM
PIAS Comedy
Pierce Law Group LLP
Powderkeg
Premiere Entertainment Group
Principal Entertainment LA
Project 10 Productions Inc.
Project Myrtle & Willoughby
PTD Business Management
PTD Business Management
PTD LLP
Pulse Films
PUSH IT PRODUCTIONS
Pygmy Wolf Productions, Ltd.
Rachel Butera
Rise Management
SAS
Saturday Night Live
SAU54
Scary Mommy
Schreck Rose Dapello Adams Berlin & Dunham LLP
Screen Arts Program - NS Community College
Second City, Space Riders: Division Earth
Shark Party Media
Showtime Networks Inc.
Siamab
Side Entertainment Ltd.
Silver Lining Informatics
SiriusXM
SnackableTV
Snapchat
SNL
Some Spider Studios
Sphere Media
Sphere Media Plus
Spinsters
Squirrel Systems
Stained Tie Films
Stained Tie Films
Stamatis Group
Starbucks
Starburns Audio
Stoopid Buddy Stoodios
Studio 71
Studio71
Summit Comedy
Superfly Presents
SXSW
Syki (Baby Products)
Tethered
The Communist's Daughter
The Age of Insecurity
The Amazing Gayl Pile, Baroness Von Sketch Show
The Beaverton
The Comedians: Drunks, Thieves, Scoundrels
The Comedy Store
The Comedy Studio
The Comic Strip Docu-series
The Gersh Agency
The Jackal Group
The Jennifer Hollyer Agency
The Mike Calta Show
The Mike On Much Podcast
The Mob's Press
The Music Hall
The Nacelle Company
The Onion
The Osbrink Agency
The Ryan & Amy Show
THE SPIELBERGER GROUP
The Stand Group
The Syndicate
The Younge Modern
Theatre Ste-Catherines
This American Life
THRULINE
Ticketmaster
Tinder Tales
Token
Token Artists
Token Group
Topic
True Gravity
True Gravity Productions
truTV
truTV/Turner Broadcasting
Tubefilter
Turtle Race Productions
UCB/Georges Briard Productions
UCB/Gray Couch Productions
UCB/Pig Apple
United Agents
United Agents LLP
United Talent Agency
UTA
Vancouver Civic Theatres
Variety
Vector Management
Verite Films
Vermont Comedy Club
Viacom
Vice Media
Vice News Tonight on HBO
Vulture
Warner Bros. Animation Blue Ribbon Content
WESTBETH ENTERTAINMENT
William Morris Endeavor
Wilshire Studios
WME
WME Entertainment
Women in Comedy Festival
YouTube Originals
YTV/Bristow Global Media
Yuk Yuk's and Funny Business Inc.
Yuk Yuk's Inc.
YukYuks
Ziffren Brittenham
Ziffren Brittenham LLP
Zig Zag Communications
Zweites Deutsches Fernsehen

Homegrown Comics

Vedette de la série à succès *Letterkenny* de CraveTV, K. Trevor Wilson était de retour cet été à Just For Laughs pour animer *Homegrown Comics*, un spectacle qui met en vedette des humoristes canadiens. À l'occasion de sa 20e édition, cette série de spectacle incontournable de JFL a été enregistrée pour The Comedy Network. Il s'agit de la toute première fois en vingt ans de festival que ce spectacle a été capté dans le but d'être diffusé.

Homegrown Comics | L'Astral, 28 juillet
Animation: K. Trevor Wilson Invités: Adrienne Fish, Brandon Ash Mohammed, Cara Connors, Gavin Matts, Hoodo Hersi, Jarrett Campbell, Kyle Brownrigg, Nick Nemeroff, Pat Purtscher et Paul Rabliauskas.

New Faces

New Faces, présenté été après été dans le cadre de Just For Laughs, est reconnu mondialement comme étant une vitrine incroyable pour tous ceux qui aspirent propulser leur carrière en humour. Depuis plus de vingt ans, le Festival continue à créer des opportunités dans le but de mettre en valeur les talents de la relève. *New Faces* a contribué à lancer la carrière de nombreux humoristes très célèbres tels que Jimmy Fallon (1996), Gabriel Iglesias (1999), Kevin Hart (2001), Hannibal Buress (2006), Amy Schumer (2007), Chris D'Eli (2009), Jerrod Carmichael (2011), Ali Wong (2011), The Lucas Brothers (2012) Pete Davidson (2013), ainsi que Michelle Wolf (2014). Cette année, le spectacle *New Faces* a été capté pour la toute première fois afin d'être distribuée sur Amazon Prime Video.

New Faces | Monument National, Salle Ludger-Duvernay, 25 juillet
Distribution: Rosebud Baker, Emmy Blotnick, Joel Boyd, JC Currais, Rocky Dale Davis, Robert Dean, Kenny DeForest, Kellen Erskine, Jourdain Fisher, Simon Gibson, Mekki Leeper, Zach Noe Towers, Erica Rhodes, Paris Sashay, Usama Siddiquee, Daphnique Springs, Nina Tarr, Ron Taylor, Jordan Temple, Jeremiah Watkins, Cameron Esposito.

The Ethnic Show

The Ethnic Show, une incontournable tradition de Just For Laughs, était de retour pour sa 10e édition. Ce spectacle a présenté une foule d'humoristes d'un peu partout sur la planète, issus de cultures et d'horizons différents. Le maître de cérémonie, Maz Jobrani, a comblé le public lorsqu'il a annoncé la venue de son invité surprise, Orny Adams, un humoriste surtout connu pour son rôle d'entraîneur Bobby Finstock dans la série *Teen Wolf* de MTV.

The Ethnic Show | Club Soda, 11 au 22 juillet | En supplémentaire au MTELUS du 24 au 26 juillet
Animation: Maz Jobrani Distribution: Matteo lane, Arthur Simeon, Francisco Ramos, Gina Brillon, Orny Adams.

The Nasty Show



Animé pour une deuxième année consécutive par Robert Kelly, *The Nasty Show* est l'un des spectacles les plus en vue de Just For Laughs. Ce spectacle est reconnu pour ses propos crus, osés, dérangeants, voire même politiquement incorrects. Parmi les invités de l'édition 2018, un grand éventail d'humoristes au style décapant et caustique, pour qui rien n'est tabou, ont su conquérir le public.

The Nasty Show
MTELUS, 18 au 21 juillet I Supplémentaires du 27 au 28 juillet
Animation: Robert Kelly
Distribution: Brad Williams, Nikki Glaser, Mike Britt, Ms. Pat, etc.

Kevin Hart : Irresponsable

Star mondiale incontestée de l'humour, le fondateur de LOL Network – Laugh Out Loud, l'illustre de l'humour Kevin Hart était de retour au Centre Bell dans le cadre de Just For Laughs afin de présenter son spectacle *The Kevin Hart Irresponsible Tour*.

The Kevin Hart Irresponsible Tour I Centre Bell, 27 juillet



Dave Chappelle et John Mayer : Controlled Danger

Récipiendaires de plusieurs trophées Emmy et Grammy pour leurs exploits en tant qu'humoriste et musicien, Dave Chappelle et John Mayer se sont partagés la scène du Centre Bell afin de présenter la première de leur spectacle *Controlled Danger*.

Controlled Danger de Dave Chappelle et John Mayer I Centre Bell, 28 juillet



The Stand Up Show with Katherine Ryan

À l'occasion de sa 36e édition, Just For Laughs a inauguré avec fierté une toute nouvelle série humoristique, *The Stand Up Show with Katherine Ryan* qui sera notamment diffusée sur The Comedy Network. Accompagné d'humoristes différents lors de chaque enregistrement, la provocante et élégante Katherine Ryan a animé un total de six spectacles au cours de trois soirées.

The Stand Up Show with Katherine Ryan | L'Astral, 25 au 27 juillet
Distribution: Nick Thune, Andy Kindler, Ms. Pat, Mike Britt, Tim Dillon, Aisha Brown, Steph Tolev, Colin Quinn, Liza Treyger, Sara Schaefer, Janelle James, Dave Merheje, Graham Chittenden, Chris Redd, Jo Firestone, The Cooties, Rebecca Kohler, Alex Edelman, Mark Forward, Rhys Nicholson, Chad Daniels, Rose Matafeo, Nish Kumar, Zainab Johnson, Joel Dommett, Ivan Decker, Lauren Pattison, Joel Kim Booster, Garfunkel and Oates, Big Jay Oakerson, Todd Glass, Graham Clark, Mike O'Brien, Chris Distefano, Courtney Gilmour, Chris Gethard, Tony Hinchcliffe, Mark Little, Julio Torres, Matteo Lane, Ed Gamble, Scott Thompson, Sara Hennessey.

Mike Ward : Infamous

Mike Ward était de retour sur scène avec un spectacle anglophone. Dans ce spectacle, Mike Ward a notamment présenté à son public une compilation de ses meilleurs coups des cinq dernières années.

Infamous Mike Ward | Place des Arts - Salle Claude-Léveillée, 23 au 28 juillet
Tête d'affiche : Mike Ward

Russell Peters: Deported World Tour

Habitué du festival, l'humoriste canadien originaire de Toronto s'est arrêté à Montréal dans le cadre de sa tournée mondiale *The Deported World Tour*. L'humoriste est notamment connu pour son rôle vedette dans la série coproduite par CTV et Netflix, *The Indian Detective*.

Deported World Tour Russell Peters | Place des Arts - Maison Symphonique, 26 et 27 juillet
Tête d'affiche : Russell Peters

Jo Koy : Break the Mold Tour

Humoriste et comédien, entre autres connu pour ses apparences régulières dans des talks-shows américains tels que *E!, The Late Night show with Chelsea Lately, Jimmy Kimmel Live!* et *The World's Funniest Fails*, Jo Koy s'est arrêté à Just For Laughs pour présenter son nouveau spectacle dans le cadre de sa tournée *Break The Mold Tour*. Dans ce spectacle, il a notamment parlé de sa vie personnelle, avec des anecdotes incroyablement comiques, de son expérience de vivre avec un fils adolescent et une mère philippine.

Break the Mold Tour | Place des Arts - Maison Symphonique, 28 juillet
Tête d'affiche : Jo Koy.

Jimmy Carr : The Best of Ultimate Gold Greatest Hits Tour

Tout droit sorti d'une tournée nord-américaine acclamée par la critique, le britannique Jimmy Carr a présenté son spectacle *The Best Of Ultimate Gold Greatest Hits World Tour*. Ce dernier a eu le plaisir de faire découvrir à ses amateurs un condensé d'une sélection de ses meilleurs numéros et de nouveaux gags.

The Best of Ultimate Gold Greatest Hits Tour | Théâtre Gesù, 21 au 29 juillet
Tête d'affiche : Jimmy Carr.









PROGRAMMATION EXTÉRIEURE




The Beach Boys
Now & Then




MADO'S
OUT TALENT


QUIZ
SHOW



GRANDS SPECTACLES SUR LA SCÈNE BELL

Du 18 au 29 juillet, la Place des Festivals s'est animée d'une variété de spectacles extérieurs avec les spectacles d'humoristes de renom, d'artistes de la relève, de stars internationales, tout en proposant une programmation riche et colorée pour toute la famille.

Au total, ce sont plus d'une centaine d'artistes qui ont performé sur la scène Bell. Alexandre Barrette a présenté la toute dernière représentation de son spectacle *Imparfait* et Anaïs Favron a tenu les spectateurs en haleine tout au long de son *Super Quiz Show*, un grand spectacle-jeu mêlant questions variées et défis inusités. Le groupe mythique les *Beach Boys* a fait danser et chanter le public avec ses plus grands succès tels que : *I Get Around, Wouldn't it Be Nice et Surfin' U.S.A.* Plus allumée que jamais, Mado était de retour pour une 5e édition de son talent show : performances étonnantes, numéros déroutants, drags queens impressionnantes et folies surprenantes étaient au rendez-vous alors que Mado, littéralement en feu, est apparue sur scène dans un camion de pompiers. Les arts du cirque ont également été à l'honneur sur la Place des Festivals grâce au spectacle *Cirque, conférence et rires* présenté en collaboration avec le collectif Les 7 Doigts. Ce spectacle conçu sur mesure a combiné humour et cirque.

LA SCÈNE LOTO-QUÉBEC

Du 14 au 29 juillet, de nombreux humoristes et musiciens ont présenté une variété de numéros sur la Scène Loto-Québec. On souligne notamment le tournoi d'humour *EL DROLE*, les coups de cœur du concours LOL, le «Best Of» d'Olivier Martineau, la performance du DJ Jazzy Jeff, ainsi que des prestations de Jean-Thomas Jobin et de Sylvain Larocque avec leur spectacle *DEHORS* et *On aura tout vu*. De plus, Alexandre Douville, Yannick de Martino et Philippe-Audrey Larrue-St-Jacques ont présenté un spectacle Carte Blanche accompagné de leurs invités spéciaux.

LA SCÈNE CARROUSEL

Tout au long du festival, le public a pu profiter de l'animation de rue un peu partout sur le site du Quartier des Spectacles. À partir du 14 juillet, des magiciens, des jongleurs et des cracheurs de feu ont défilé sur la scène Carrousel. Le Festival a également accueilli Toxique Trottoir et Espace Forain, des troupes de théâtre de rue qui ont produit des performances musicales. De plus, de nombreux personnages colorés et excentriques se sont glissés dans la foule du Festival Juste pour rire afin de divertir et de surprendre le public.

LA SCÈNE FAMILLE

De retour également cette année, la zone Famille a présenté des spectacles qui ont su divertir tout le monde. Parmi ces spectacles, *Ma quincaillerie musicale, Gabzy, Yoopacadabra, Atchoum, La magie de la chimie, Tom & Tom*, ainsi que *Maria Cannelloni et le Macaroni Orchestra* ont paradé sur la Scène Famille. La zone Famille a aussi offert des activités de coloriage, une glissoire géante, ainsi qu'un salon de coiffure et de tatouages loufoques ! De plus, le Labyrinthe Tangerine et l'Écran des gags Tim Hortons ont été très populaires auprès des familles, comme à chaque été.


SCÈNE LOTO-QUÉBEC
SCÈNE LOTO-QUÉBEC

Juste pour Ados : le méga événement jeunesse

Animé par Pascal Morrissette, le plus gros événement jeunesse de la province était de retour pour une 3e édition dans le cadre du Festival Juste pour rire. Juste pour Ados est l'occasion idéale pour les jeunes de rencontrer leurs idoles, de prendre des selfies avec eux et de rentrer à la maison avec des autographes et des souvenirs inoubliables. Au total, c'est plus d'une centaine d'artistes qui ont parcouru la fameuse « Allée des vedettes » durant le populaire « Meet-up » afin de venir à la rencontre de leurs fans. À la demande générale, cette dernière était plus grande, mieux adaptée et ainsi plus accessible que jamais.

Juste pour ados | Scène Bell, 22 juillet

Distribution : Lou-Pascal Tremblay, Ludivine Reding, Sam-Éloi Girard, La Bronze, Jason Roy-Léveillée, Alicia Moffet, Laurence Nerbonne, Alexe Gaudreault, Claudia Bouvette, Lenni-Kim, Alice Morel-Michaud, Marina Bastarache, Julien Lacroix, Noémie Lacerte, Kim Gingras, Phil Lacroix, PL Cloutier, Marianne St-Gelais, Roseline Filion, Simon Morin, Maxim Martin, Roxane Bruneau, Rosalie Vaillancourt, Noémie Bannes, Shanie Blais, Alanis Désilets, Adamo Marinacci, Simon Pigeon, Catherine Brunet, PO Beaudoin, Pierre-Luc Lafontaine, Catherine Ethier, Rosalie Lessard, Simon Leclerc, Redgee, Soran Dussaigne, Marie-Lyne Joncas, Laura-Gabriel Peyramaure, Sacha Bourque, Jef Bérard, Kim Martineau, Emma Bossé, Mila Taillefer, Catherine Francoeur, Jay Machalani, Sansdrick Lavoie, Lysandre Nadeau, Miro Belzile, Émilie Levesque, Eve Martel, Frede Rioux, Jonathan St-Armand, Gloria-Bella Brisson, Antoine Gagnon-Marchand, André Kasper, Lili-Ann De Francesco, Rosalie Bonenfant, Brandon St-Jacques Turpin, Will Murphy, Laurence Latreille, Charlotte Legault, Massi Mahiou, Jean-Michel Gagné, Gabriel Joncas, Karl Walcott, Kevin Raphaël, Matthieu Pepper, Gabriel Forest, Laetitia Isambert, Nan Desrochers, Marianne Plaisance, Gabrielle Bongard, Amélie Barbeau, Romane Denis, Stéphanie Arav-Clocchiatti, Rémi Goulet, Anthony Therrien, Sam Breton, Guillaume Pineault, Sarah-Maude Beauchesne, Tommy Tremblay, Frédérique Dufort, Jérôme Couture, Louis-Philippe Lacroix, Guillaume Gauthier, Les troupes de danse Rockwell Family et T.EENAGERS, et plusieurs autres!


ScèneBell
KASH











Parade des Jumeaux : voyage dans l'espace

Pour une 21e année consécutive, la célèbre Parade des Jumeaux était de retour sous le thème du Voyage dans l'espace. Lors de cette journée mémorable, le public a pu admirer les jumeaux de Mars et les jumelles de la Lune, les triplés cosmonautes et les quadruplés des constellations, etc. Des concours et des animations étaient au programme lors de ce rassemblement familial, festif… et spatial !











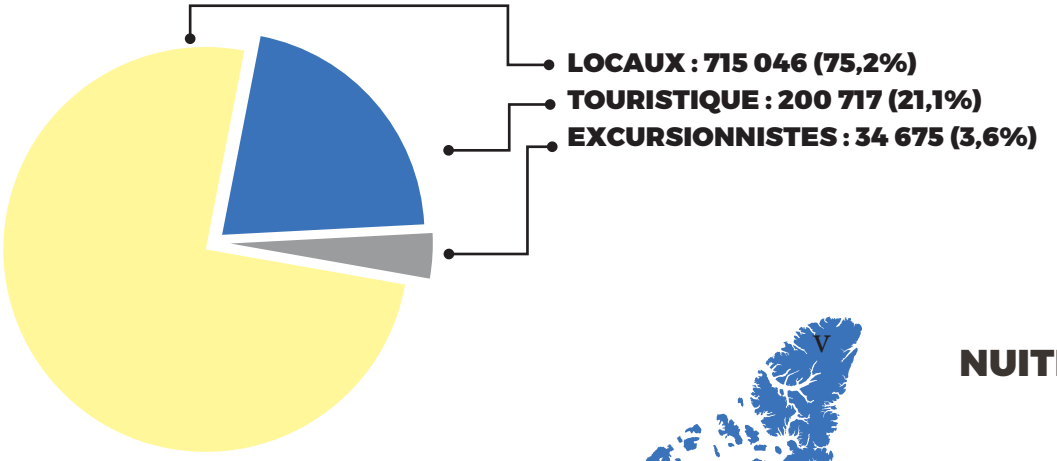


ACHALANDAGE & TOURISME

SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE D'ACHALANDAGE

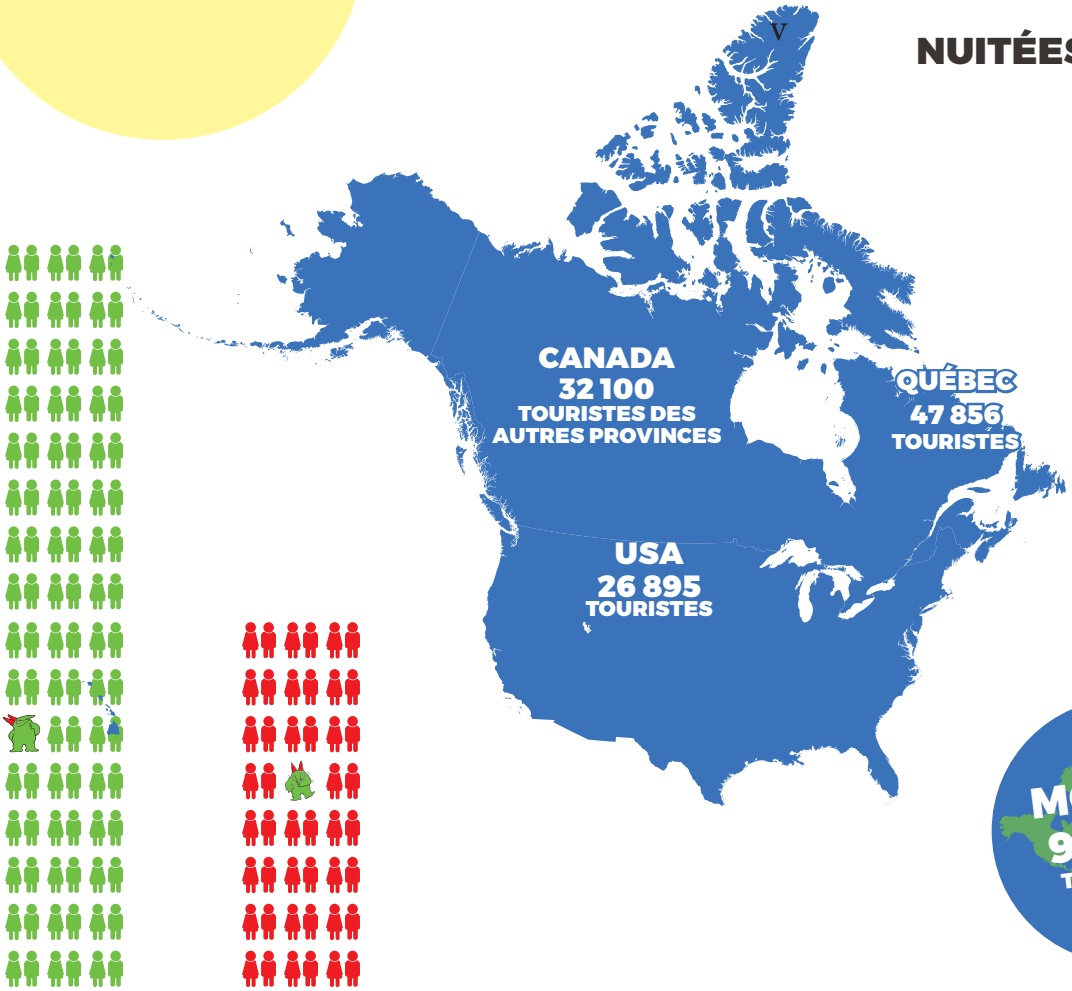
En 2018, le Festival Juste pour rire a accueilli **447 736** visiteurs uniques, pour un total de **950 438** entrées sur le site.

- La **proportion de la clientèle touristique et excursionniste** est en **hausse de 22,2 % à 24,8 %**.
- Le nombre de **nuitées totales attribuables au festival** en **hausse de +60,8 %**, passant de 217 379 nuitées totales à 349 547 en 2018.
- Le nombre de **nuitées en hébergement commercial** attribuables au festival est en **hausse de 20,5 %**, passant de 103 861 nuitées totales à 125 119 en 2018.
- **L'indice d'attractivité** général est également en hausse de **51,7 % à 53,5 %.**



2,1 JOURS
DE PARTICIPATION

349 547
NUITÉES ATTRIBUABLES AU FESTIVAL



53,5 %
ATTRACTIVITÉ

80 %
NOTORIÉTÉ

950 438 **447 736**
ENTRÉES **PARTICIPANT·E·S**

Source : Étude de provenance et d'achalandage réalisée par la firme ELEVENT



RAYONNEMENT & RETOMBÉES MÉDIATIQUES

RAYONNEMENT INTERNATIONAL

En 2018, le Festival a accueilli un nombre record de captations télévisuelles qui seront notamment diffusées sur des chaînes telles que Netflix, Amazon, CW, CBC, Comedy Network, etc. De plus, le Festival Juste pour rire a fait l'annonce d'un tout nouveau partenariat avec Netflix dont l'objectif est de rassembler des humoristes des quatre coins du monde pour y présenter une série humoristique qui sera disponible sur cette plateforme dès 2019. Ces captations seront diffusées en continu sur les écrans à l'échelle mondiale ce qui permettra de faire briller le Festival.

Partenariat avec NETFLIX

Netflix, le plus important service de divertissement en ligne au monde, avec plus de 125 millions d'utilisateurs dans plus de 190 pays, rassemblera 47 humoristes de 13 régions différentes afin de créer une rencontre humoristique d'exception, dont la diffusion débutera en 2019. Dans cette nouvelle série *Stand-Up Netflix*, chaque humoriste offrira un spectacle d'une demi-heure, dont le tournage s'est réalisé lors du Festival Just For Laughs à Montréal. Cette série révolutionnaire présentera un éventail de numéros d'humoristes diversifiés par leur style, leur genre et leurs origines ethniques, et sera enregistrée en sept langues (français, espagnol, portugais, arabe, néerlandais, allemand et anglais). Puisque les épisodes de l'émission seront lancés en même temps, les amateurs d'humour du monde entier pourront alors célébrer la découverte de leurs nouveaux artistes préférés.

La liste des humoristes qui figureront dans la nouvelle série humoristique Netflix et dont quelques spectacles ont été filmés lors du festival Just For Laughs 2018 sont les suivants:

- Canada : Adib Alkhalidey, François Bellefeuille, Ivan Decker, Louis-José Houde, Katherine Levac, Dave Merheje, Deanne Smith, K. Trevor Wilson
- États-Unis : Chris D'Elia, Neal Brennan, Nicole Byer, Nick Swardson
- Royaume-Uni : Nish Kumar, Joel Dommett, Mae Martin, Ellie Taylor
- France : Shirley Souagnon, Jason Brokerss
- Afrique : Loyiso Gola, Loyiso Madinga, Tumi Morake, Riaad Moosa
- Australie : Joel Creasey, Nazeem Hussain
- Nouvelle-Zélande : Urzila Carlson, Cal Wilson
- Moyen-Orient : Moayad Alnefaie, Adi Khalefa, Rawsan Hallak, Ibraheem Alkhairallah

Documentaire AMAZON

Just For Laughs, en collaboration avec All3Media, a annoncé la production d'une série documentaire intitulée *Inside Jokes* qui sera diffusée dès novembre 2018 sur Amazon Prime Vidéo. La série de six épisodes a pour but de suivre les humoristes de la relève de New York et de Los Angeles - Rosebud Baker, Robert Dean, Kellen Erskine, Simon Gibson, MK Paulsen, Alzo Slade et Daphnique Springs - qui aspirent être sélectionnés pour l'émission *New Faces* produite dans le cadre du prestigieux Festival Just For Laughs. La série originale d'Amazon fait ainsi le portrait des meilleurs humoristes de la relève en les suivant dans les soirées d'humour, au travail, ainsi que dans leur vie personnelle afin de montrer le travail acharné de chacun d'entre eux en but de présenter le numéro qui pourrait lancer leur carrière. *New Faces*, présenté dans le cadre du Festival Just For Laughs, est reconnu comme étant une vitrine incroyable pour propulser les génies de l'humour.

Laugh out Loud (LOL)

Pour une troisième année consécutive, Just For Laughs et le réseau de diffusion Laugh out Loud (LOL), fondé par l'humoriste de renommée internationale Kevin Hart, unissent leurs forces afin de présenter une compétition de courts métrages humoristiques : Just For Laughs Eat My Shorts. Cette compétition vise à trouver les courts-métrages les plus drôles et les plus divertissants du Canada et des États-Unis. C'est le public qui a déterminé le choix des 10 finalistes Le public a eu l'occasion de voter en ligne pour leur court-métrage préféré parmi les 10 finalistes sur la page Youtube de Laugh Out Loud. Ces derniers ont également été diffusés au Centre Phi dans le Vieux-Port de Montréal. Le gagnant, Sweet Revenge dirigé par Pascal Atuma, s'est mérité un contrat de développement avec LOL et une distribution exclusive sur cette même plateforme.

Les dix finalistes :

- *Behind Closed Doors* — Bianca Armbruster
- *Curious Georgina* — Feraz Ozel
- *Eat My Shorts Film Submission* — Eduard Witzke
- *Fowl Play* — Rachel Cairns and Brendan Jeffers
- *Lyfe Crushers* — Trevor Williams
- *Sweet Revenge* — Pascal Atuma
- *The Application* — Brenda Saucedo
- *The Call* — Eric Toth
- *The Prologue* — Maxwell Michael Towson
- *Worry Warts* — Laura Rudnicki and Lexy Paul

OFFRE MARKETING DIGITALE

En 2018, le Festival Juste pour rire a sollicité l'expertise de la firme externe Adviso afin de poursuivre ses efforts d'investissement en matière de marketing numérique et social. La principale mission de la firme Adviso consistait à accroître la visibilité du Festival à l'aide de diverses actions marketing sur les réseaux sociaux. La programmation du Festival a été mise de l'avant grâce à du contenu numérique par l'entremise de photos et de vidéos, de même que par des alertes quant aux promotions, aux ventes éclairs, ainsi qu'aux nouvelles relatives aux événements futurs. Le Festival a également effectué des investissements ciblés sur les marchés touristiques du Québec, du Canada et à l'extérieur du pays. Ces opérations marketing ont permis au Festival de se positionner stratégiquement afin d'accentuer son attractivité à l'échelle nationale et internationale.

Les campagnes d'investissement de l'édition 2018 ont été particulièrement rentables avec un ROAS (Return On Advertising Spending) de 158 %. Les indicateurs de performances numériques étaient estimés à plus de 20 506 transactions, ce qui représente une valeur totale de 180 208 $. En termes de portée, les actions d'engagements numériques, tels que les réactions, les commentaires et les partages sur les réseaux sociaux, étaient chiffrées à 1,2 millions.

Amélioration de l'application mobile Juste pour rire

À l'occasion de sa 36e édition, le Festival Juste pour rire a complétement renouvelé son application mobile. La géolocalisation, la ludification de l'expérience utilisateur et d'autres fonctionnalités interactives font partie des améliorations inaugurées en 2018.

En plus d'être facile d'accès et simple à utiliser, cette nouvelle application disponible sur l'App Store apporte de multiples améliorations par rapport à l'application précédente. Elle offre :

- L'accès à la programmation de plus de 1000 spectacles/activités, le tout offert en salle et à l'extérieur.
- Le programme détaillé par jour, lieu, heure et spectacle.
- Un répertoire d'artistes pour savoir à quel moment précis ils performent.
- Un outil de recherche afin de faciliter la navigation des spectacles et des artistes. Le tout illustré, décrit et accompagné d'extraits vidéo.
- Le lien pour l'achat de billets ainsi que l'option partage sur Facebook.
- Une page d'accueil « Spectacles » pour explorer tous les spectacles en vedette et annoncés la journée même.
- Des cartes interactives avec la fonction géolocalisation afin de trouver les scènes, spectacles, ainsi que tous les lieux utiles aux festivaliers, y compris les bars et les restaurants à proximité.
- Des nouvelles de la communauté #JPR2018 sur le fil d'actualité.
- Des alertes et notifications pour vos spectacles favoris ou pour des promotions instantanées sur des billets de spectacles.

COUVERTURE MÉDIATIQUE

Plus de 283 journalistes québécois ont couvert l'édition 2018 du Festival Juste pour rire.

Le volet anglophone a généré 584 entrevues, 92 critiques de spectacles dans 483 médias différents au Canada et à travers le monde.



MÉDIAS INTERNATIONAUX
24/7 Entertainment News
Alabama Public Radio
Arizona Jewish Post
AV News
AXS
Beat 102 103
Beyond the Joke
Big4All
Biz Community
Brinkwire
Broadway World
Brooklyn Vegan
Capital Public Radio
Chortle
City Buzz
Cleveland Jewish News
Comic's Comic
Cosmopolitan SA
Daily Motion
Deadline
Decider
Delaware Public Media
Delmar Public Radio
Destiny
Digital studio middle east
Digital TV Europe
Dwdl.de
East Coast Radio
El Cochino
Europe Brief News
Fansided
Follow News
Get Set News
Gossip Bucket
GPB
Green Shears
Herald magazine
IMDB
Internet World News
Irish Examiner
Jerusalem Post
Jewish Telegraphic Agency
Jovem Nerd
KAWC
KCLU
KRWG
KTEP
La Nacion
LadyClick
Life and the City
Mama Mia
Marie Claire South Africa
Mashable
Mountain Lake PBS
Movie News
Television
Movies with Butter
Multichannel News
NCPR
Netflix Life
Nevada Public Radio
News 9 On Time
News Freak n Weird n Funny
News R
Newstral
NM Noticias
NPR
NPR Illinois
One News Page
Page Six
Paste
Producer Booster
Pulse Nigeria
Routenote
Sahifa
Scribd
Seven days Vermont
Slash Film
Sowetan Live
St Jewish light
Supervisor Wire
TBI Vision
Television Business Post
Television Post
Ten eighty magazine
The American Barber
The Comic's Comic
The CW
The Economist
The Hollywood Reporter
The New York Times
The Omni Buzz
The Philadelphia Tribune
The Southern
The Times of Israel
The Tonight Show Starring Jimmy Fallon
The Weekend Australian
The World News
Today's News Network
Torrent Invites
Trending Snippets
Tube Filter
Tusmo
TV Line
TV Tattle
UpRoxx
USA Latest News
USA News
Vanguard
Variety
Video Ink
Village Voice
Vimeo
VODzilla UK
Vulture
WAMU
WCSU FM
WFAE 90.7
WFDD
What's New 2Day
Wochit

MÉDIAS QUÉBEC
98.5 FM
24H/Journal de Montréal
7 Jours / La Semaine
92.5 The Beat
98,5 FM
Agence QMI
Allo Vedettes
ARP Média
ARTV / Cette année-là
Avril Magazine
Bad Feeling Magazine
Bell Media
Belle et Bum
Bible Urbaine
Blogue de Béatrice
BLVD 102,1
BOOM Radio
Cerises et gourmandises
Châtelaine
CIBL
Cid The kicks
CInq FM
Cinq Fourchettes
Cittadino Canadese
City/ Breakfast Television
Citynet Magazine
CKOI
CKVL
Cogeco Media/96.9
CKOI
Coup de pouce
Couronne Nord
CTV
Cuisine et dopamine
Devoir
Echos Vedettes
Eklectik Média
Elle Québec
En direct de l'univers
Energie
EnVedette.ca
ETB Travel News
Magazine
Faveur
Flash Québec
FM103,3
Folie Urbaine
Fraîchement Pressé
France Presse
Fugues
Geekbecois
Global Television
Goupe V Média
Hit Maroc Radio
HitRadio
Hollywood PQ
Hollywood PQ
HRI magazine
Huffington Post
Jeu / revue de théâtre
Journal de Montréal
Journal Métro
Juste pour rire
La Bible Urbaine
La Fabrique Crépue
La Presse
La Presse Canadienne
La Semaine
Le Cuisinomane
Le Devoir
Les Affaires
Les délires de Marie
Les Musts à Montréal
Les relookeuses
Live Toune
Luduc
Magazine Mieux-Être
Magazine Première en affaire
Magazine SABLE
Marianik
Marie-Josée
Mary Berlu
MAT.tv
Me myself and Montreal
Mère et Fille blogue
Météo Média
Metro
Mitsou.com
Mlle Géri
Mon théâtre
Montréal Addicts
Montreal Times
Montréal.TV
MST MTL
MUST
Narcity
Nightlife
NVL
Passion MTL
Photo l'Envol
Plaisirs gourmands
Plaisir et bien-être
Planète Montréal
Quartier des Spectacles
Radio-Canada
Radio-Canada / Chants libres
Radio-Canada / Christiane Charrette
Radio-Canada / Culture Club
Radio-Canada / Gravel le matin
Radio-Canada / Marina
Radio-Canada / Médium Large
Radio-Canada / Première
Radio-Canada / Première
Radio-Canada / RDI
Radio-Canada 15-18
Radio-Canada Première
Radio-Canada Première
Radio-CanadaCulture Club
Radio-Shalom
RDS.ca
Red Lips Talk
Regard en coulisse
Restomania
Revue Jeu
Revue Séquences
Rouge FM
Rythme FM
Salut Bonjour
Showbizz.net
Studio M
Sucré Salé
The Mob's Press
The Montreal Times
True Talk Radio
TSN
TVA
Un Point Cinq
Urbaine city
Veda Magazine
Véro
WKND 91,9

MÉDIAS CANADA
101.7 KKIQ
102.7 Jack FM
104.3 Fresh Radio
104.5 CHUM
107.3 Rouge
1310 News
24 Hours News
24 News
4 Traders
4RFV
570 News
660 News
680 News
9 to 5
92.5 The Beat
96.3 Big FM
98.1 CHFI
98.5
9to5
A List Daily
Alaska Highway News
Alternative Economics
AOL
Assiniboia Times
ATT.net
Attribyte Tech
AV News
Bad Feeling Magazine
Barrie Today
Battlefords Now
Bay Today
Big FM 101.1
Bill Brownstein
Blog News World
BNN Bloomberg
Boom 99.7
Brain News Radio
Brandon Sun
Breakfast Television
BT Toronto, Montreal, Vancouver, BC, Calgary
Brioux
Bruce Hills, JFL
Burnaby Now
Calgary Herald
Calgary Sun
Canada 24 News
Canada Headlines
Canada News
Canada Today
Canada.com
Canadian Tech News
Canoe
Cape Breton Post
Carlyle Observer
CBC
CBC News
CBC Radio
CBC TV
Centre Hypothecaire
Challenge Hebdo
Channel Canada
Chat News Today
CHOM
Chrome News
Chronicle Herald
CIME
CISN FM
City Net Magazine
City News
CJAD
CJLO
CKOM 650
Clammy 99.7
Coast Reporter
Collingwood Today
Comedy Hype
Comedy Network
Comedy News
Comedy Records
Country 104
Country 105
CP24
CTV
CTV Montreal
CTV News
Cult MTL
Curtains Up
Daily Canada News
Daily Hive
Daily Motion
Dawson Creek Mirror
Deloraine Times & Star
Delta Optimist
E News Fuse
eBoss Canada
Edmonton BT
Edmonton Journal
Elliot Lake Today
Entertainment Women and Hollywood
World Pro News
World Screen
WUWM
WVAS
WYPR
Yahoo Philippines
Yans Nigeria
Yawnaija TV
Z Today
Zenith New Empire Advance
enManchette.ca
En Vedette
Energy 953
EnRoute Magazine
Entertainment Careers
Escape
ET Canada
eTalk
EverythingGP
Evil Beet Gossip
Exclaim
Fagstein
Fashion Magazine
Fashion Tips House
Financial Post
FM 96 London
Forget the Box
Fortune
Fresh Radio 100.5
Fresh Radio 104.5
Fresh Radio 93.1
Fugues
Global BC
Global Grind
Global Legal Chronicle
Global News
Global Toronto
Globoble
Guelph Today
Health News
Herb Approach
Hit FM Radio
Hollywood Narc
Hollywood News Nation
Hollywood PQ
Hot Celeb Gossip
Hot New Hip Hop
Huffington Post Quebec
Humboldt Journal
Humor Mill Mag
I Heart Radio
I929
Il Cittadino Canadese
IMDB
Infosurhoy
Infotel
Iphone in Canada
Jewish Journal
Jewlicious
Journal de Montreal
Journal de Quebec
Journal Metro
Jump Radio
K103
Kamloops Matters
Kamloops This Week
Kelowna Daily Courier
Kitchener Today
Kodom
Kreative Kontrol
La Presse
La Tribune
Latest Canada
Le Devoir
Le Droit
Le Journal de Montreal
Le Quotidien
Le Soleil
Lethbridge Herald
Lethbridge News Now
Lien Multimédia
Lillooet News
London Free Press
Mandatory
Manitoba Post
Meadowlake Now
Medecine Hat News
Media
Metro Montreal
Mix 105.3
Mobile Syrup
Mobtreal
Money Talk
Montreal Gazette
Montreal Got Style
Montreal Hispano
Montreal Informer
Montreal Rampage
Montreal Times
Montreall
Movie News
MSN
MSN News
MSN.com
MTL Blog
MTL Times
My McMurray
Nanaimo News
Narcity
National Newswatch
National Observer
National Post
New Glasgow News
New Westminster Record
News 1130
News 95.7
News Creed
News Eh
News Faster
News Locker
Newslocker
Newstral
NewsWire
Nightlife
Noovell
North Shore News
Northumberland News
NS News
One Herald

Online
Orca Sound
Ottawa Citizen
Ottawa Matters
Ottawa Retirement Planner
paNow
Pasion Latina Montreal
Pentinction Herald
Phone Freaks
Pipeline News
Pop Goes The News
Pop News Desk
Prasad's Rambles
PressJacked
Prince George Citizen
Producer Booster
Q News
Quartier des spectacles Montreal
Radio 92Q
Radio-Canada
RCI Net
RD News Now
Red Deer Advocate
Richland Standard
Richmond Sentinel
Rock 101
Sault Serendeputy
She Blogs
She The People
So Montreal
SOO Today
Sorts-tu Straight
Study Breaks
Sudbury.com
SunnyNews
Sympatico
The Beat 92.5
The Brandon Sun
The Brunch Club
The Chronicle Herald
The Chronicle Journal
The Comedy Network
The Daily Hive
The Economist
The Edge 102.1
The Epoch Times
The Futon Critic
The Globe and Mail
The Guardian
The Interrobang
The Laugh Button
The Link
The Montrealer
The Niagara Falls Review
The OmniBuzz
The Peak 104.1
The Peak 95.1 FM
The Peel Spec
The Point 104.5
The Province
The Reminder
The Reston Recorder
The Second City
The Squamish Chief
The Star
The Suburban
The Telegram
The Todd Shapiro Show
The Video Ink
The Village Voice
The Western Star
The Wolf 101.5
Thompson Citizen
Times Colonist
Timmins Today
Titres Presse
TMX Money
Toronto BT
Toronto Guardian
Toronto Sun
Trendolizer
Trip Savvy
True Talk Radio
Truro Daily
TSN 690
Tube Filter
TVA Nouvelles
UpRoxx
USA Online News
Vancouver Courrier
Vancouver Province
Vancouver Sun
Vibe
VidMid
Virgin Radio
Vita Daily
VTN Co.
Vulture
W3 Live News
Way Cross Radio
Westman Journal
Westmount Mag
Weyburn Review
Windsor Star
Winnipeg Free Press
Wixx.com
WKKG
World Pro News
WTLC
Yahoo News
Yorkton This Week
Z99

MÉDIAS SOCIAUX

JPR: 270 544 abonnés / JFL: 1 814 176 abonnés
83 publications pendant le Festival sur la page de Juste pour rire
274 publications pour l'édition 2018 sur la page de Juste pour rire (août 2017 à août 2018)

JPR: 5 973 abonnés / JFL : 60 000 abonnés
9 publications pendant le Festival
57 publications pendant l'édition 2018 (août 2017 à août 2018)

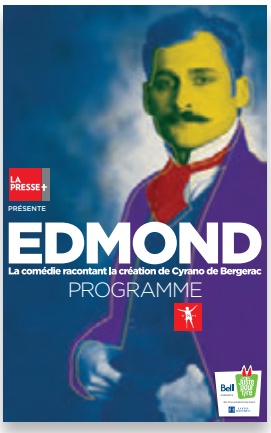
JPR: 34 500 abonnés / JFL : 399 000 abonnés
4 tweets pendant le Festival
29 tweets pour l'édition 2018 sur la page de Juste pour rire (août 2017 à août 2018)

+106 538 abonnés aux infolettres francophones
+39 054 abonnéss aux infolettres anglophones
147 infolettres en français (mars 2018 à août 2018)
51 infolettres en anglais (mars 2018 à août 2018)

En plus de ces publications officielles, les centaines d'artistes qui ont participé aux activités du Festival ont publié ou partagé des publications mettant en valeur Montréal et la marque Juste pour rire / Just For Laughs à travers le monde.



MATÉRIEL IMPRIMÉ



10 000 programmes du spectacle Edmond distribués durant les représentations



80 000 programmes Just For Laughs distribués à la billetterie, sur l'ensemble du site extérieur, dans les 21 salles de spectacles, dans les hôtels et les restaurants de Montréal

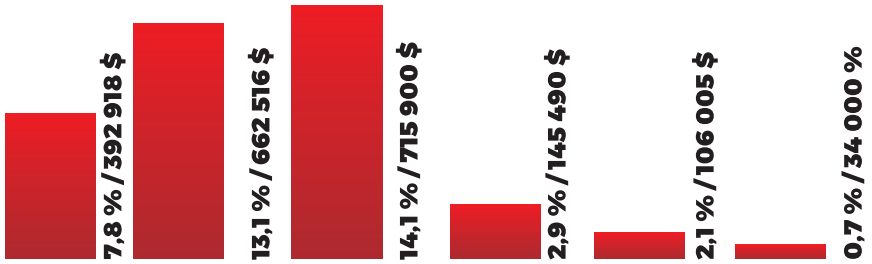


80 000 programmes du spectacle FAME distribués durant les représentations

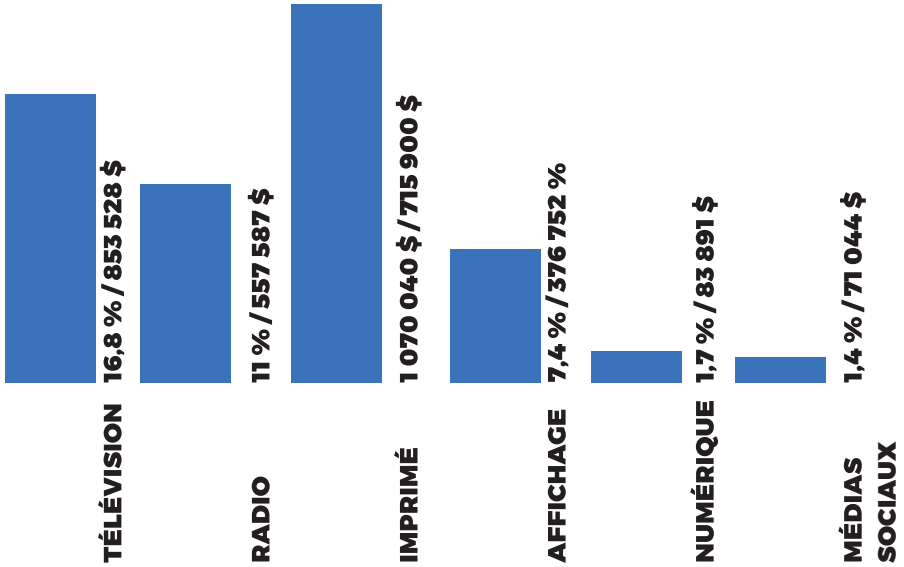
INVESTISSEMENT MÉDIA - QUÉBEC

VALEUR TOTALE DE L'INVESTISSEMENT MÉDIA **5 069 671 $**

DANS LES MÉDIAS ANGLOPHONES :
2 056 829 $



DANS LES MÉDIAS FRANCOPHONES :
3 012 842 $




JÉRÉMY DEMAY
DIDIER LAMBERT
LAURENT PAQUIN
100 ANS D'HUMOUR AU FÉMININ
À L'AFFICHE
Femme

ÉQUIPES

EMPLOYÉS

Pour la réalisation de sa 36e édition, le Festival avait un total de 314 employés. Dû à une forte concentration des activités lors d'une courte période, la majeure partie des employés ont un contrat à durée déterminée.

Le Festival est fier de participer depuis 2012 au programme Valorisation jeunesse – Place à la relève, initié par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion ainsi que par la Ville de Montréal. Ce programme permet d'offrir une première expérience professionnelle à des jeunes appartenant à des minorités visibles et vivant dans des quartiers défavorisés de Montréal. Pour l'édition 2018 du Festival, Juste pour rire a formé et encadré des étudiants âgés entre 16 et 18 ans.

BÉNÉVOLES

L'apport généreux des bénévoles fait partie intégrante de la réussite du Festival Juste pour rire. Chaque année, les bénévoles inscrits réalisent une variété de responsabilités telles que : accueil, information, distribution de matériel promotionnel, aide aux départements, accompagnement d'artistes, animation, dénombrement, etc.

Près de 800 bénévoles se sont inscrits pour participer à l'édition 2018 du Festival Juste pour rire, ce qui représente une hausse de 100 personnes comparativement à 2017.

Ce bénévolat leur permet de prendre de l'expérience dans divers aspects de la tenue d'un événement culturel et touristique d'envergure. La grande majorité des participants apprécient leur expérience et réalisent en moyenne de 18 h de bénévolat durant tout le Festival.

En plus des 800 bénévoles inscrits, il faut également ajouter la participation de plus de 700 jumeaux et jumelles qui ont pris part à la Parade des Jumeaux, ainsi qu'un grand nombre d'artistes et artisans bénévoles qui ont participé de près ou de loin aux spectacles du Festival.

PARTENAIRES

Partenaires gouvernementaux

L'appui des partenaires publics est essentiel à la présentation d'une programmation riche et accessible tout en assurant la pérennité et le développement du Festival Juste pour rire. Le Gouvernement du Québec, le Gouvernement du Canada, la Ville de Montréal, Tourisme Montréal et l'Alliance de l'Industrie Touristique du Québec permettent aux festivaliers d'ici et d'ailleurs de profiter de plusieurs centaines de spectacles gratuits et des milliers de spectacles en salle, en français comme en anglais, tout en contribuant activement à la vitalité du secteur de la culture et du secteur touristique.

Partenaires commanditaires

Le Festival Juste pour rire est présenté par Bell en collaboration avec Loto-Québec. Ses principaux partenaires pour l'édition 2018 sont Tangerine, Sleeman et Tim Hortons. Le Festival compte également sur la collaboration de Popeprs, Pepito, Eska, Umberto Cesari, la Presse+ et Radio-Canada.

Partenaires médiatiques

Les partenaires médiatiques du Festival sont : La Presse +, Journal 24 heures, Journal Metro, Fugues, Magazine Prima, Urbania, Montréal pour enfants, Le Devoir, Narcity, The Hollywood Reporter, Global Montreal, CBC, BT, Variety, CTV, La Presse, Montreal Gazette, National Post, eTalk, npr, exclaim!#, Montreal Times, The Suburban, Fugues, Cult # MTL, Panorama Italia, Festival St-Ambroise Fringe Montréal, The Montrealer, CJN (Canadian Jewish News).

Partenaires artistiques

Différentes équipes de productions et organismes unissent leur créativité à celle du Festival Juste pour rire afin de produire des spectacles hors pair. Le Festival compte parmi ses partenaires artistiques Montréal Complètement Cirque (Scotch&Soda), l'École nationale de l'humour, le Complexe Desjardins, La Fondation Rêves d'enfants (concours HAHA-ART), les Productions Feedback (Juste pour ados), Les 7 doigts (Cirque Conférence & Rire) et le Club de l'astronomie (la Parade des Jumeaux).

Partenaires de services

Les équipes de Juste pour rire peuvent compter sur la collaboration active de la Ville de Montréal et de ses différents services, de la Place des Arts, du Partenariat du Quartier des spectacles et de l'hôtel Hyatt Regency. Le Festival bénéficie également de la contribution d'autres institutions du Quartier des spectacles dont le Complexe Desjardins, le Théâtre du Nouveau Monde et plusieurs autres. En plus, le Festival bénéficie de la collaboration de ses 21 salles de spectacles : Centre Bell, Centre PHI, Club Soda, Gesù, Hyatt Regency (Grand Salon Opera, Inspiration Room, Ovation Room), L'Astral, La Maison Théâtre, MTelus, Monument National, L'Olympia, Place des arts (5e salle, Claude-Léveillée, Théâtre Jean-Duceppe, Maison Symphonique, Théâtre Maisonneuve, Wilfrid-Pelletier), Théâtre Berri et Théâtre St-Denis (I et II).



DÉVELOPPEMENT DURABLE

Un festival de plus en plus vert

Le Festival Juste pour rire fait de l'écoresponsabilité une priorité et travaille activement à diminuer l'empreinte écologique de l'événement ainsi qu'à promouvoir le développement durable dans l'utilisation des ressources nécessaires à la production du Festival.

Une équipe dédiée à l'environnement

Chaque année, le Festival met sur pied une équipe d'employés entièrement dédiés aux activités environnementales sur le site. Gestion des matières résiduelles et tri des déchets, sensibilisation, propreté, etc.

Le Festival a considérablement amélioré ses activités de gestion de matières résiduelles en se dotant d'un équipement spécifique de gestion des déchets et d'entretien, notamment d'un lot de poubelles et bacs de récupération, d'anciens bacs industriels récupérés et revalorisés. Le Festival a collaboré cette année avec des organismes spécialisés en tri des matières résiduelles, dont l'organisme de réinsertion communautaire Les Valoristes. Le Festival est fier d'avoir introduit, depuis 2014, l'utilisation de verres consignés sur l'ensemble du site du Festival, une mesure qui plait et qui est très positivement reçue par les festivaliers. De plus, l'ensemble du site du Festival a complètement éliminé l'utilisation de pailles jetables.

Dans ses activités, le Festival privilégie l'utilisation de vaisselle compostable, de produits biodégradables et de produits équitables. Nous effectuons aussi la récupération des matières dangereuses. L'équipe logistique a investi de nombreux efforts afin de minimiser la consommation électrique durant l'événement.

Plan de développement durable

Juste pour rire met en place un plan d'écoresponsabilité et de développement durable réévalué, ajusté et bonifié lors de chaque édition du Festival. Ce plan prévoit notamment la promotion (dans les relations publiques et les médias sociaux) de l'utilisation de moyens de transport alternatifs pour se rendre au Festival. Le Festival a collaboré activement avec la Société de Transports de Montréal (STM) pour mettre en place une campagne de communication conjointe pour encourager l'utilisation du métro.

Pour une deuxième année consécutive, la billetterie propose désormais l'utilisation de billets électroniques plutôt que l'utilisation de billets papier. Ce type d'initiative réduit considérablement l'utilisation de ressources matérielles.

De plus, le Festival s'assure d'héberger l'ensemble des artistes et des autres invités à distance de marche de l'événement afin de minimiser son empreinte de carbone. Cette préoccupation nous amène aussi à offrir à notre clientèle touristique des forfaits qui incluent de l'hébergement à proximité de l'événement.

Le Festival est également dévoué à mettre en place des mesures novatrices en matière d'adaptabilité de ses installations. La satisfaction des clientèles à mobilité réduite s'est ressentie dans les commentaires reçus et l'accompagnement offert par le Festival contribue à la démocratisation de la culture de manière proactive.

Implication sociale

Le Festival Juste pour rire a plusieurs engagements et impacts structurants sur le tissu social : la création d'expertise spécialisée et de main-d'oeuvre qualifiée; la contribution essentielle à la vitalité de l'industrie des arts de la scène, de la production télévisuelle et numérique; la promotion de la diversité, du bilinguisme et du mélange des cultures; la création d'opportunités de premier emploi ou de stage; la promotion des arts émergents; l'encouragement à la découverte et à l'éveil artistique chez les jeunes; et l'implication sociale et philanthropique auprès de causes telles que l'itinérance, l'enfance et la jeunesse.

À cet effet, le Festival est fier de participer depuis 2012 au programme Valorisation jeunesse – Place à la relève, initié par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion ainsi que par la Ville de Montréal. Ce programme permet d'offrir une première expérience professionnelle à des jeunes appartenant à des minorités visibles et vivant dans des quartiers défavorisés de Montréal. Pour l'édition 2018 du Festival, Juste pour rire a formé et encadré des étudiants âgés entre 16 et 18 ans. Par ailleurs, depuis plusieurs années, le Festival s'implique par le biais d'une collaboration caritative auprès de la Maison du Père dans le but de favoriser la réinsertion des itinérants.

Retombées économiques

Selon une étude produite en 2017, le Festival Juste pour rire génère près de 34 millions de dollars en valeur ajoutée au PIB. De plus, il engendre 542 emplois ETP (équivalent temps plein) et retourne près de 6 millions de dollars dans les coffres de l'État sous forme de retombées fiscales.



SÉCURITÉ

Afin d'assurer la sécurité des festivaliers, le Festival Juste pour rire a mis en place diverses mesures qui ont été effectives pour la durée totale du Festival incluant le montage et le démontage. Les activités du Festival Juste pour rire ont occupé le quadrilatère suivant : rue De Bleury, rue Saint-Urbain, rue Président-Kennedy, boulevard René-Lévesque. Le Festival a également dû étendre son périmètre et appliquer les mesures de sécurité additionnelles lors de la Parade des Jumeaux qui a eu lieu le 28 juillet 2018.

Pour l'ensemble de son site, le Festival fait appel à une compagnie de sécurité ayant une expérience éprouvée en événementiel dans la région métropolitaine. Des agents de sécurité étaient présents en tout temps sur le site. Ces agents étaient soumis à des horaires de sécurité et de filtration. Des agents de sécurité étaient constamment en position sur le site afin de veiller à la sécurité des personnes et de sécuriser le périmètre et les installations qui s'y trouvent.

Aussi, le Festival collabore avec des services médicaux multidisciplinaires et spécialisés en évènementiel. Ils assurent les premiers soins sur le site, durant les heures d'activité du Festival ainsi que durant le montage et le démontage.

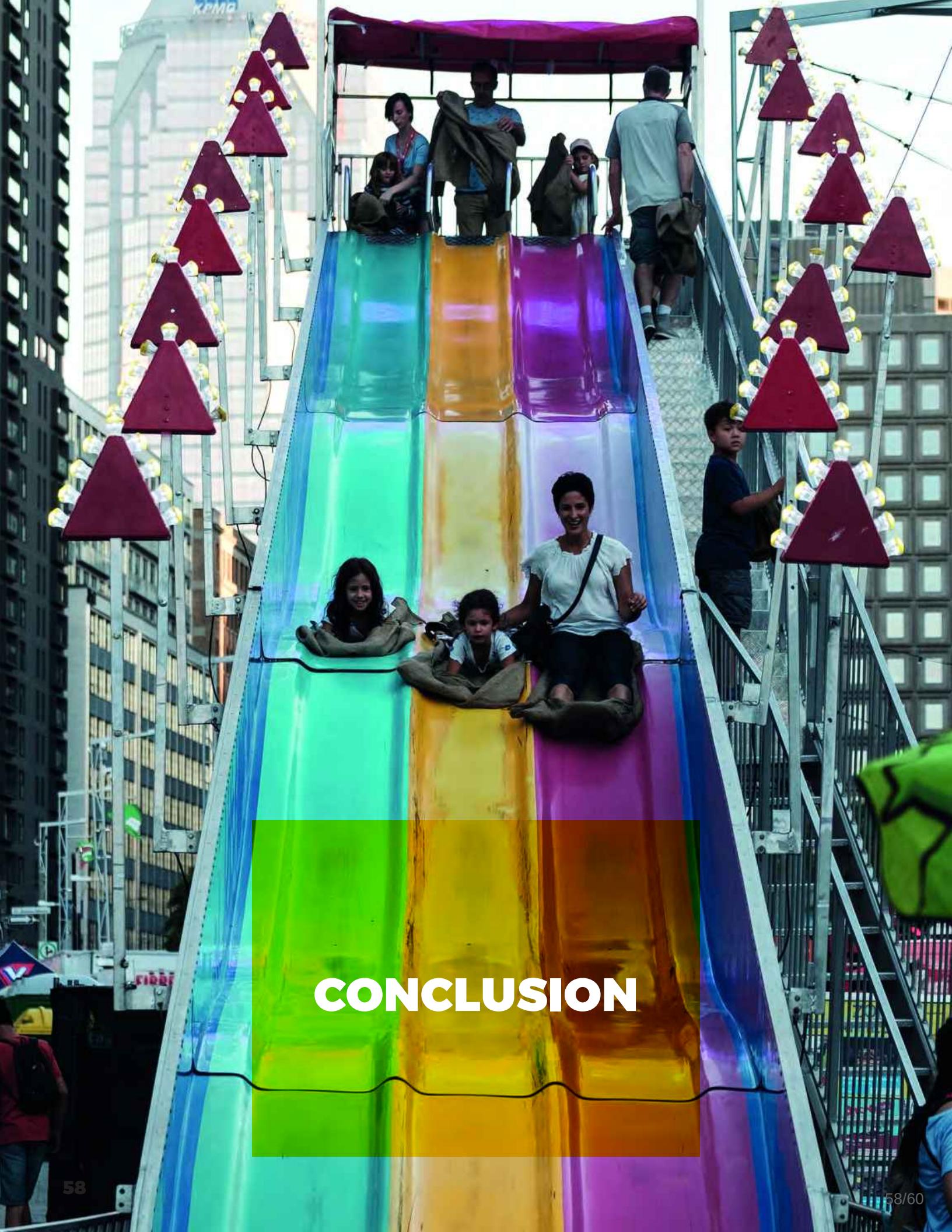
En plus, le Festival a procédé au recrutement des agents d'accueil assurant différentes fonctions telles que l'accueil du public, la relation avec la clientèle, les premiers soins de base et une surveillance additionnelle sur le site. En tout, près d'un millier d'employés des différents départements étaient à l'œuvre sur le site et étaient en mesure de porter assistance à toute personne en situation de vulnérabilité.

La disposition et la quantité des agents d'accueil, agents médicaux, agents de sécurité et corridors de sécurité étaient soigneusement planifiées en fonction de la taille de la foule présente dans le quadrilatère de l'événement. Les corridors de sécurité étaient aménagés et clairement identifiés là où la densité de la foule l'exigeait afin de permettre à toute personne de rejoindre rapidement un endroit plus tranquille en cas de besoin. Ces plans de disposition des mesures de sécurité réalisés en fonction du nombre de visiteurs sur le site en collaboration avec les partenaires du Festival.

Le Festival a mis sur pied un Plan de mesures d'urgence détaillant les mécanismes visant à assurer la sécurité des individus et à limiter les conséquences possibles d'une situation d'urgence. En toute situation, il était primordial de tenir compte de la nécessité d'assurer en priorité la protection des personnes, sans pour autant négliger celle des ressources matérielles ou celle des équipements.

Le Festival collabore activement avec les services d'urgence de la Ville de Montréal afin de prévenir les risques et assurer la sécurité de toutes et de tous. Ainsi, des policiers et cadets étaient présents aux abords du site afin d'assurer la sécurité des festivaliers. En plus, le Festival Juste pour rire a collaboré avec les autorités compétentes pour la disposition du mobilier antiterroriste. Des blocs de béton, ainsi que des glissières de béton ont été installés sur le site et en périphérie.

En réponse aux recommandations formulées dans le rapport Montréal, une ville festive pour toutes. Avis sur la sécurité des femmes et des jeunes femmes cis et trans lors des événements extérieurs de Montréal publié par le Conseil des Montréalaises, le Festival s'est inscrit dans la foulée des grands festivals montréalais en participant à l'initiative les « Hirondelles ». Ainsi, des équipes spécialement formées pour les besoins des femmes et des personnes vulnérables étaient identifiées par un brassard au logo des « Hirondelles » et ont circulé sur le site lors de l'événement. Pour compléter cette initiative, plusieurs espaces sécuritaires et calmes, dont une roulotte de premiers soins et un espace non mixte, étaient accessibles afin d'offrir un refuge aux personnes vulnérables en cas de besoin.



CONCLUSION

L'édition 2018 a été livrée grâce au travail acharné et passionné de toutes les équipes du Festival, ainsi que l'appui de l'ensemble de ses partenaires financiers, au fil d'une année mouvementée pour l'organisation.

Cinq semaines avant l'ouverture du Festival, l'acquisition du Groupe Juste pour rire par un trio de nouveaux propriétaires formé de Bell Média, du Groupe CH et de ICM Partners marquait le début d'une ère de renouveau, en promettant un brillant avenir au Festival.

Les employés sont à pied d'œuvre pour livrer une édition inégalée et repensée du plus grand événement d'humour au monde pour 2019 et les propositions d'artistes affluent !



Photos : Vivien Gaumand, Kevin Millet
Rédaction : Noémi Lebel
Mise en page : Philippe-Antoine Lupien



BILAN DES ACTIVITÉS
5 au 28 juillet 2018

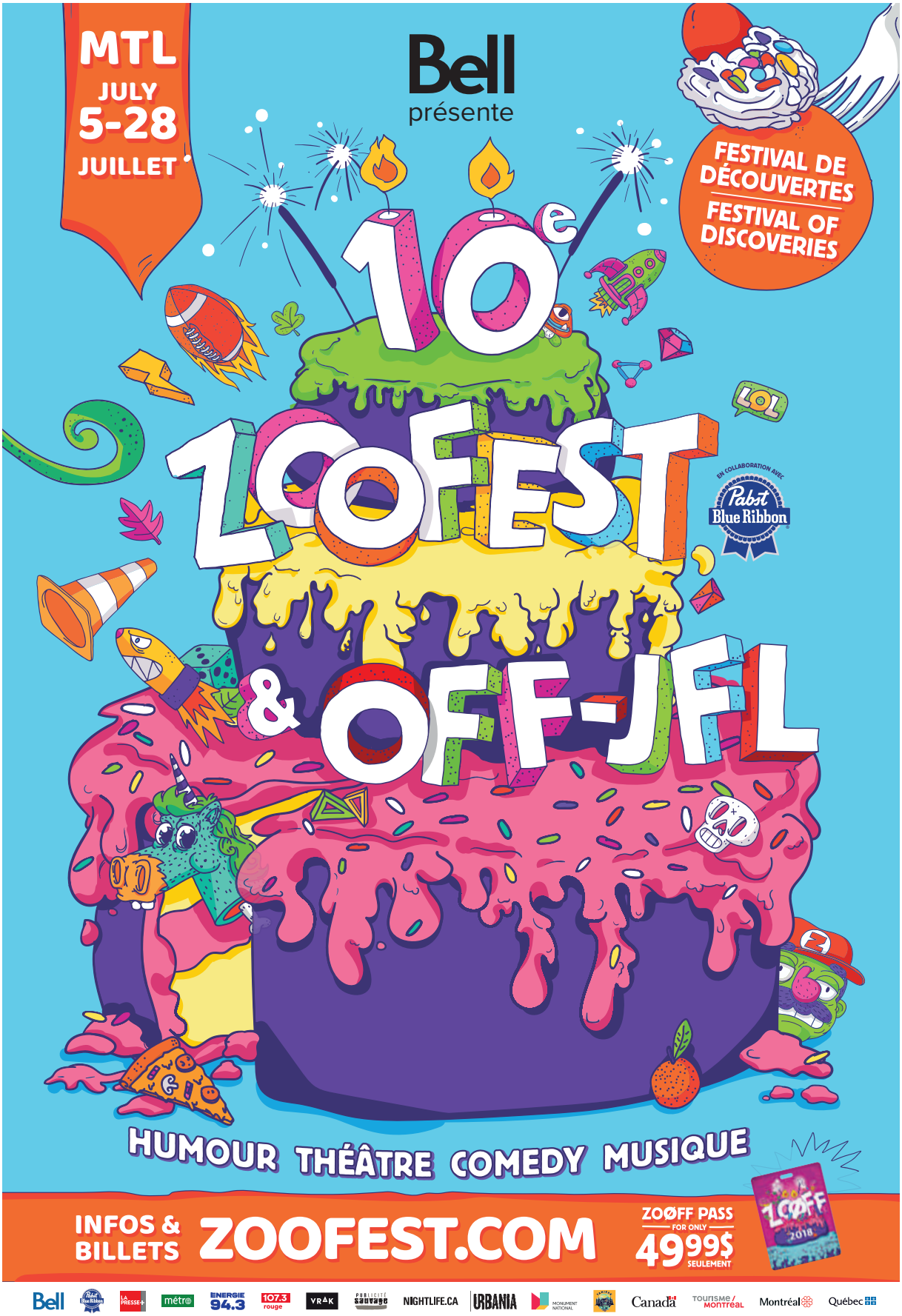
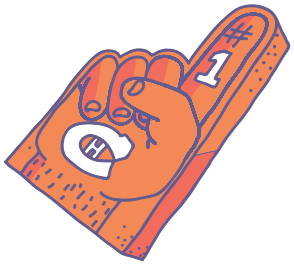

MTL
JULY
5-28
JUILLET
Bell
présente
FESTIVAL DE DÉCOUVERTES
FESTIVAL OF DISCOVERIES
10e
ZOOFEST
& OFF-JFL
LOL
EN COLLABORATION AVEC
Pabst Blue Ribbon
HUMOUR THÉÂTRE COMEDY MUSIQUE
INFOS & BILLETS
ZOOFEST.COM
ZOØFF PASS
FOR ONLY
49.99$
SEULEMENT
Bell
métro
ENERGIE 94.3
107.3 rouge
VRAK
NIGHTLIFE.CA
URBANIA
Canada
TOURISME MONTRÉAL
Montréal
Québec

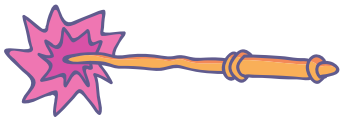
Table des matières

SOMMAIRE - 4
BILAN ARTISTIQUE ZOOFEST - - - - - - - - - - - 11
BILAN ARTISTIQUE OFF-JFL - - - - - - - - - - -12
SALLES -13
PRIX ZOOFEST 2018 - - - - - - - - - - - - - - 14
ACHALANDAGE - - - - - - - - - - - - - - - - -15
RAYONNEMENT ET PROMOTION - - - - - - - - 16
PARTENAIRES - - - - - - - - - - - - - - - - - -18
ENVIRONNEMENT & DÉVELOPPEMENT DURABLE 19
ÉQUIPE -21
CONTACT - 22









SOMMAIRE

La 10e édition du Festival Zoofest & OFF-JFL s'est déroulée du 5 au 28 juillet 2018.

Depuis ses débuts en 2008, ce festival multidisciplinaire s'est taillé une place de choix dans le paysage événementiel québécois. Plateforme de création et de diffusion, Zoofest offre un cadre structurant pour la production de spectacles avant-gardistes.

Année après année, le festival nourrit son ADN avec des spectacles qui se démarquent par leur originalité. À l'occasion de son 10e anniversaire, Zoofest n'a pas fait exception à la règle avec le retour de ses incontournables succès, et l'ajout de nombreux nouveaux spectacles-concepts.

Parmi les nouveautés, notons ***le Gala 2023, le Gala Stand-Up France-Québec,*** le jeu immersif ***Octus***, ***le Surprise Party, les Denis : Leur histoire en chansons, les 5 à 7 d'Alex Perron et le Gala du 10e*** durant lequel on a soufflé les 10 bougies de Zoofest.

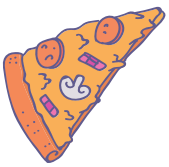
Par ailleurs, réinventant constamment son offre et proposant toujours de nouveaux happenings stimulants et actuels, Zoofest a présenté une série d'entrevues inédites avec des personnalités publiques de premier plan comme la Mairesse de Montréal, **Valérie Plante**, l'animatrice et journaliste **Christiane Charette**, ainsi que le premier ministre sortant du Québec, **Philippe Couillard**.

Aussi, poursuivant dans son effort de donner toujours plus de place au théâtre dans sa programmation, Zoofest a présenté un record de 10 pièces de théâtres différentes durant la durée du festival.

Durant 24 jours, les festivaliers ont pu profiter d'une programmation variée en français et en anglais, leur permettant d'assister à de grands numéros d'humour, de vivre des moments enivrants et faire des découvertes mémorables. En tout, c'est plus de **250 artistes** qui ont présenté **137 spectacles** pour un total de **500 représentations**.

Les succès de la programmation de cette 10e édition sont nombreux, et tous dans l'esprit décalé de Zoofest. Depuis 10 ans, Zoofest encourage la prise de risque, la découverte d'artistes émergents et la présentation de spectacles innovateurs.








BONJOUR, C'EST DRÔLE MÊME SI C'EST TRISTE, CHRISTINE. PAS FRANÇOIS, CHARLES BEAUCHESNE PARLE DE LA PESTE NOIR PENDANT 60 MINUTES, CHARLES PELLERIN, CINÉ-NACHO: RADIO ENFER, CINÉ-NACHO: MEAN GIRLS, CINÉ-NACHO: DANS UNE GALAXIE PRÈS DE CHEZ VOUS, CINÉ-NACHO : JURASSIC PARK, CINÉ-NACHO: LE ROI LION, COMMENT LE CANCER DE MON GRAND-PÈRE M'A FAIT DÉCOUVRIR LE DISCO, CONTENTS, COPIÉ-COLLÉ, DES SI ET DES RAIS LIVE, DERRIÈRE UN MICRO, DRETTE SU'L TAPE, ENFANT ROI : ROSALIE VAILLANCOURT, GALA 2023, GALA DU 10E , ICI... CE N'EST PAS SIMPLEMENT UNE MARQUE DE LIQUEUR, JESSY SHEEHY: JE SUIS COOL DANS MA GANG, JEU IMMERSIF URBAIN OCTUS, JEUNES PREMIERS, JUST IN, KATHERINE LEVAC EN RODAGE, KEV ADAMS ET MATHIEU CYR, L'AUBUCHON À SA FAÇON, LE CABARET DES PERLES RARES, LA COLOMBE ET LE CORBEAU, LE MASQUE DU BRÉSIL, LES 5 À 7 D'ALEX PERRON; TON COACH DE VIE AMOUREUSE, LES ACADIENS ONT LANDÉ À MONTRÉAL, LES DENIS: LEUR HISTOIRE EN CHANSONS, LE SHOW XXX, LES DIVAS COPINES, L'HISTOIRE DU MONDE RACONTÉE PAR DU MONDE, LE TARD TARD SHOW, LOUIS T PRÉPARE UN NOUVEAU SPECTACLE, LES DESSOUS D'ANNE-MARIE LOSIQUE, LA CONFÉRENCE, MÉLANIE GHANIMÉ : JE ME PRÉPARE!, MIKE BEAUDOIN ; DANS TA FACE, MÛR, NETFLIX AND RIRE: FRIENDS & HOW I MET YOUR MOTHER, OUI C'EST VRAI!, PAREILS PAS PAREILS, PIÈCES POUR EMPORTER, SPECTACLE DES AUTEURS, CUVÉE 2018, SUR LA TABLE À DESSIN, SURPRISE PARTY, SUIVANT, NEXT!, RENDEZ-VOUS DOUX, RÉPÈTE PAS ÇA, TEMPS PARTIELS, TOURNÉE DES FINISSANTS DE L'ÉNH, VISAGES PRÉSENTE: PERSONA NON GRATA, WORDUP! BATTLES, 1 HEURE AVEC PEPPER, 10 ANS DE CARRIÈRE, TOUJOURS UN SIDE JOB!, 59 FILMS EN 60 MINUTES, JO CORMIER :CROWBAR, SUR LE DIVAN, LA TABLE D'HÔTE, TONY SPEED, JE SUIS COOL DANS MA GANG, JE VEUX TOUT SAVOIR, CHRISTIANE CHARRETTE, JE VEUX TOUT SAVOIR ; SERGE DENONCOURT, JE VEUX TOUT SAVOIR; VALÉRIE PLANTE, JE VEUX TOUT SAVOIR; NICOLAS OUELLET, JE VEUX TOUT SAVOIR; MARC-ANDRÉ GRONDIN, JE VEUX TOUT SAVOIR; PIER-LUC FUNK, JE VEUX TOUT SAVOIR; KATHERINE LEVAC, JE VEUX TOUT SAVOIR; SAFIA NOLIN, LE DERNIER ZOOFEST DES PIC BOIS, JONCAS RENCONTRE LE PREMIER MINISTRE, ET SI ON CHANGEAIT LE MONDE / OFF-JFL / ANDREW SCHULZ, AN EVENING WITH LEIGHLAND BECKMAN, AMP'D: THE MUSIC & COMEDY SHOW HOSTED BY THE COOTIES, A NIGHT OF BOOKS AND READING, ARI SHEFFIR'S RENAMED STORYTELLER SHOW, BRAD WILLIAMS, BEST OF FRINGE: WHAT THE HELL HAPPENED TO MY PATIO FURNITURE?, BIG JAY OAKERSON, CHAD DANIELS, CHRIS GETHARD, COLIN QUINN: ONE IN EVERY CROWD, CHRIS DISTEFANO, CHRIS REDD, CROWBAR, CRYSTAL PALACE, DAN RAMOS: COMEDY, DEANNE SMITH: ESCAPE ROOM, DOUBLE THREAT: JANELLE JAMES & TIM DILLON, ELIOT GLAZER'S HAUNTING RENDITIONS, FEST AT THE NEST, FILMS IN FOCUS, FORTUNE FEIMSTER, GARY GULMAN, GODFREY: YEAH, I SAID IT..., HEALTHY LIVING IN COMEDY, HOSTS WITH THE MOST, HELL YEAH // F#CK NO!, HOW DARE YOU: MAMRIE HART, INFAMOUS, IN THE FUTURE, WE'RE ALL DOMINICAN, I'VE BEEN DOING STAND-UP MY WHOLE LIFE, JIM BREUER: MY HAND TO GOD, JUDAH FRIEDLANDER: AMERICA... STILL NUMBER ONE, LATE NITE DOWN UNDER, LIFE LESSONS, LIZA TREYGER, MAE MARTIN: DOPE, MAZ JOBRANI, MELISSA VILLASEÑOR, MICHAEL IAN BLACK & NICK THUNE, MONSIEUR SHIRLEY, MY FAVORITE SHAPES BY JULIO TORRES, NEAL BRENNAN- HERE WE GO TOUR, NEVER SURRENDER, NEW FACES, NEW NEGROES, RAD DADS, RAPP BATTLEZ, RUNNING LATE WITH SCOTT ROGOWSKY, SARA SCHAEFER, THE ALTERNATIVE SHOW HOSTED BY ANDY KINDLER, TINDER TALES, TODD GLASS, TOM PAPA, TONY SPEED, THE BLENDER, THE DICE OF DESTINY WITH JORDAN MCRAE, THE EL-SALOMONS, THE RERUN: FRIENDS, VIDEO ISLAND, 60 MINUTES WITH JOEY ELIAS



GALAS

Gala du 10e

Animé de main de maître par Sam Breton, un grand habitué de Zoofest, le Gala du 10e a sans doute été l'une des plus grandes célébrations de l'été à Zoofest. De nombreux humoristes ayant fait leurs débuts au festival étaient de retour sur les planches du Monument-National pour célébrer 10 ans de découvertes et de prise de risques. Cette soirée festive a entre autres présenté Jay du Temple, Mehdi Bousaidan, Rosalie Vaillancourt, Guillaume Pineault, David Beaucage, Les Pic-Bois, Yannick de Martino, Martin Perizzolo et plusieurs autres invités surprises.

Le Gala du 10e | Monument-National, Salle Ludger-Duvernay | 17 juillet
Distribution : Sam Breton, Les Pic-Bois, Charles Beauchesne, David Beaucage, Vincent Cyr, Rosalie Vaillancourt, Richardson Zéphir, Jay Du Temple, Martin Perizzolo, Yannick De Martino, Mehdi Bousaidan, Guillaume Pineault, Matthieu Pepper, Kyan Khojandi, Maude Landry, Jérémie Larouche, Julien Lacroix.



Gala 2023

Cette année le Zoofest s'est pris un peu d'avance en présentant non seulement le gala des 10 ans du festival, mais il a également présenté le gala de ses 15 ans. Animé et conçu par Charles Pellerin, le *Gala 2023* a dévoilé en primeur les humoristes qui marqueront les cinq prochaines années, avec du matériel avant-gardiste.

Gala 2023 | Monument-National, salle Ludger-Duvernay | 15 au 22 juillet
Distribution : Charles Pellerin, Alexandre Forest, Pierre-Yves Roy-Desmarais, Christine Morency, Daphné Létourneau, Léa Stréliski.



Gala Stand-Up France-Québec

Animé par Kyan Khojandi, *Derrière un micro* a réuni le meilleur de la relève humoristique de France et du Québec pour un évènement unique qui sera diffusé sur les ondes de Canal+. Il s'agit d'une toute première captation télé pour un spectacle Zoofest.

Gala France-Québec | Les Katacombes et le Cabaret du 4e | 19 et 22 juillet
Distribution : Kyan Khojandi, Noman Hosni, Tania Dutel, Yacine Belhousse, Shirley Souagnon, Philippe-Audrey Larrue-St-Jacques, Mehdi Bousaidan, Maude Landry, Virginie Fortin.

NOUVEAUTÉS

Octus : Jeu immersif Urbain

Le jeu d'évasion Octus est un nouveau concept qui a été présenté spécialement dans le cadre du 10e anniversaire de Zoofest. Il s'agit d'un jeu interactif qui permet à ses joueurs d'explorer les rues de Montréal. Pendant 90 minutes, 20 participants se retrouvent au cœur d'une intrigue où l'objectif est de se libérer de l'emprise d'une organisation secrète mettant en péril l'humanité.

Octus : Jeu immersif urbain | 5 au 28 juillet
Distribution : Éric Paul Parent, Marie Milette



Le Surprise Party

Autre nouveauté pour souligner les 10 ans de Zoofest, le *Surprise Party,* un rendez-vous où les spectateurs couche-tards étaient conviés à un spectacle donné par des artistes surprises. Au coup de minuit, sans savoir le nom des humoristes qu'ils venaient voir, les fans de Zoofest ont pu profiter de la performance de certaines de leurs têtes d'affiches favorites, dont Louis-José Houde et François Bellefeuille.

Surprise Party | Monument-National, Studio Hydro-Québec | 11 au 18 juillet
Distribution : Neev, Adib Alkhalidey, Louis-José Houde, François Bellefeuille, Julien Lacroix, Yannick De Martino.





Les Denis : Leur histoire en chansons

Pour la première fois en près de 20 ans de carrière, Sébastien Dubé et Vincent Léonard, les hommes qui se cachent derrière les personnages, ont monté sur scène afin de raconter aux gens la véritable histoire des Denis. Il s'agit d'un spectacle musical intime et exclusif, sans artifices ni costumes bruns qui a notamment permis au public de mieux connaître le parcours de vie des deux comiques les plus attachants de la province.

Les Denis : Leur histoire en chansons
Monument – National, Studio Hydro-Québec | 5 au 13 juillet



Les 5 à 7 d'Alex Perron : Ton coach de vie amoureuse

Des chaussures rouges pour l'amour, un fauteuil violet de style victorien en guise de décor, une salle intime à l'ambiance feutrée puis un tas de célibataires venus s'amuser et se faire offrir des conseils loufoques. L'auteur du livre *Le carnet d'Alex, coach de vie amoureuse* replonge son public dans le sujet inépuisable du célibat et des rencontres amoureuses afin de livrer une conférence des plus drôles.

Les 5 à 7 d'Alex: Ton coach de vie amoureuse
Monument-National, Studio Hydro-Québec | 5 au 14 juillet



ENTREVUES INÉDITES

Joncas reçoit le premier ministre du Québec : l'homme derrière le politicien

Habitué aux entrevues politiques en raison de sa fonction, le premier ministre sortant, Philippe Couillard, n'a pourtant pas l'habitude aux questions humoristiques. Interviewé par Marie-Lyne Joncas, Philippe Couillard s'est prêté au jeu lors d'une entrevue qui portait davantage sur la vie personnelle et sur le parcours de l'homme, derrière le politicien. Joncas a eu le privilège de poser des questions exclusives et hors du commun à l'un des hommes les plus médiatisés au Québec. Tous les profits du spectacle ont été remis à l'organisme Le Grand Chemin qui vient en aide aux jeunes aux prises avec des problèmes de toxicomanie, de jeu excessif ou de cyberdépendance.

Joncas rencontre le Premier Ministre
Monument-National, Studio Hydro-Québec | 10 juillet
Distribution : Marie-Lyne Joncas, Philippe Couillard

Je veux tout savoir : Valérie Plante, Christiane Charette, Serge Denoncourt et les autres!

En collaboration avec Urbania et La Presse, Zoofest a présenté la série d'entrevues ***Je veux tout savoir***, animée par Jay du Temple. Ces rencontres hors du commun, présentées en 60 minutes, ont accueillies plusieurs personnalités de la scène politique et artistique dont la mairesse de Montréal, Valérie Plante. Le but de ces entrevues inédites était de mélanger les générations, démystifier les mythes et d'apprendre à connaître les individus derrière les figures publiques. Des rencontres intimes, où le public a pu découvrir des côtés insoupçonnés et apprendre des petits secrets bien cachés sur ces personnalités.

Je veux tout savoir
Monument-National, Studio Hydro-Québec | 8 au 19 juillet
Distribution : Jay Du Temple, Valérie Plante, Sofia Nolin, Christiane Charette , Serge Denoncourt, Pier-Luc Funk, Nicolas Ouellet, Katherine Levac, Marc-André Grondin.





INCONTOURNABLES SUCCÈS

La Table d'Hôte

Une fois de plus, l'incontournable succès *La Table d'Hôte* était de retour cet été. Au menu, les cinq artistes de la relève les plus en vue ont concocté un spectacle haut en couleurs, proposant leur meilleur matériel humoristique afin de charmer leurs fans.

La Table d'hôte
Monument-National, Salle Ludger-Duvernay | 16 au 23 juillet
Distribution : Alexandre Bisaillon, Philippe-Audrey Larrue-St-Jacques, Arnaud Soly, Les Grandes Crues (Ève Côté et Marie-Lyne Joncas).



Ben voyons donc avec Anne-Marie Losique

Après Joël Legendre et Annie Brocoli, c'est au tour d'Anne-Marie Losique de se dévoiler dans le cadre d'un spectacle exclusif de la série *Ben voyons donc!* Dans une grande humilité et avec beaucoup d'autodérision, cette dernière a livré ce spectacle solo de 60 minutes pour une première et une dernière fois.

Les Dessous d'Anne-Marie ont exploré le long parcours de cette femme hautement médiatique, parfois controversée, afin de montrer un aspect d'elle que peu de gens connaissent. De son parcours professionnel à sa vie privée, anecdotes, aveux et performances spéciales étaient au rendez-vous.

Les Dessous d'Anne-Marie
Monument-National, salle Ludger-Duvernay | 18 juillet
Tête d'affiche : Anne-Marie Losique.



VOLET THÉÂTRE

Zoofest réserve une place privilégiée aux créations théâtrales dans l'élaboration de sa programmation. Avec l'arrivée de Mathieu Quesnel à titre de directeur artistique théâtral, Zoofest a bonifié son offre en proposant des productions originales où théâtre d'intervention, art-thérapie, voyage musical et poésie engagée étaient au rendez-vous. Le public a notamment eu la chance de découvrir le talent de plusieurs artistes qui ont été dénichés à travers la province.

Zoofest a présenté un nombre record de 10 pièces de théâtre dans le cadre de sa 10e édition : *À toi pour toujours, ta Marie Curie* ; *Comment le cancer de mon grand-père m'a appris le disco* ; *La conférence* ; *Copié-Collé* ; *L'Histoire du monde racontée par du monde* ; *Just in* ; *Pièces pour emporter* ; *Le Cabaret des perles rares* ; et *Sur le divan*.

BILAN ARTISTIQUE OFF-JFL

OFF-JFL, le volet anglophone du festival Zoofest, met de l'avant la relève des talents d'ici et d'ailleurs. Lors de l'édition 2018, OFF-JFL a présenté une série de spectacles mettant en vedette des humoristes prometteurs, tels que Mike Ward, Maz Jobrani, Andrew Schulz, Mamrie Hart, Chris Distefano et Liza Treyger. L'humoriste américain de descendance italienne Matteo Lane a présenté son spectacle cabaret en l'honneur de Barbra Streisand, *Streisand at the Bon Soir*! Les humoristes Nath Valvo, Dave Hughes, Rhys Nicholson et Rose Matafeo ont représenté le meilleur des talents australiens et néo-zélandais dans le cadre du *Late nite Down Under*. Joel Kim Booster et Jo Firestone, récemment nommés parmi les 10 Comics To Watch de Just For Laughs, se sont partagé les planches dans le cadre du spectacle *Double Threat*. Improvisateur, conteur et pro du «lip-sync» et du «air-guitar», Joshua Budman nous a livré son spectacle *Best of Fringe : What the Hell Happened to my Patio Furniture*. Enfin, Eliot Glazer a électrisé la foule avec son spectacle musical humoristique en direct, *Eliot Glazer's Haunting Renditions*.

Dans le cadre du volet OFF-JFL, du 19 au 28 juillet 2018, ce sont plus de 95 artistes qui ont présenté 80 spectacles dans 10 salles différentes pour un grand total de 223 représentations. Parmi les moments marquants de cette édition, notons la performance de Melissa Villasenor de *Saturday Night Live* ainsi que les spectacles de Julio Torres et de Neal Brennan. De plus, l'apparition surprise de Dave Chappelle, de John Mayer et de Jonathan Van Ness lors du *Midnight surprise* a emballé le public présent au Newspeak.



SALLES

Les quelque **137 spectacles** proposés par Zoofest & OFF-JFL lors de l'édition 2018 furent présentés dans plus de **14 salles** localisées pour la plupart dans le Quartier des spectacles à Montréal. Le festival Zoofest encourage la diffusion de ses spectacles dans des lieux alternatifs, différents et innovateurs qui occupent une place unique dans le paysage culturel montréalais.



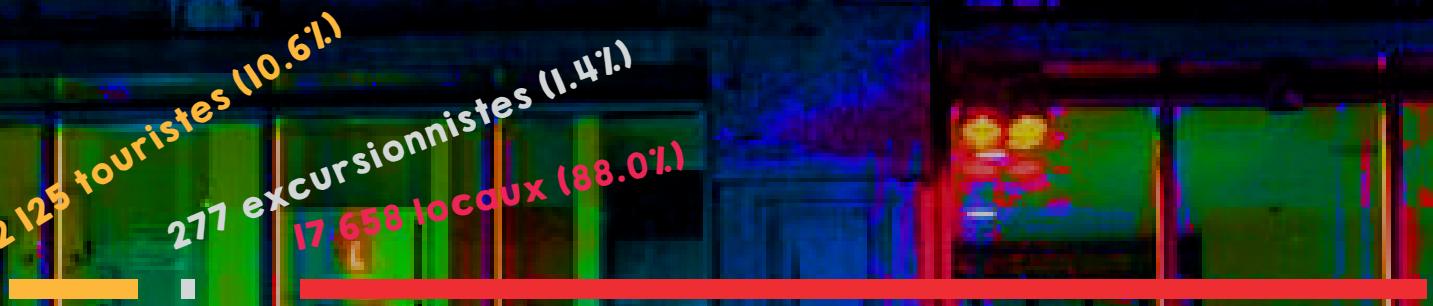
PRIX ZOOFEST 2018

PRIX COUP DE COEUR ZOOFEST: ALEXANDRE FOREST
PRIX DU JURY ÉTUDIANT: PIERRE-YVES ROY DESMARAIS / BONJOUR
PRIX DES MÉDIAS: LES DENIS DROLET/LEUR HISTOIRE EN CHANSON
PRIX DU PUBLIC: LE DERNIER ZOOFEST DES PIC BOIS
ARTISTE DE L'ANNÉE: CHARLES PELLERIN
SHOW DE L'ANNÉE: ENFANT ROI- ROSALIE VAILLANCOURT
PRIX COUP DE COEUR THÉÂTRE: HISTOIRE DU MONDE RACONTÉE PAR LE MONDE

La tradition de Zoofest veut que les meilleures performances et créations des artistes soient célébrées à l'occasion d'une remise de prix. Après avoir compté les votes du public, ceux des médias et d'un jury composé de professionnels, des prix sont remis aux artistes qui se sont particulièrement démarqués et qui ont charmé leurs auditoires lors des 24 jours de programmation.

ACHALANDAGE

20 060 entrées totales
5 900 participants uniques
3.4 jours de participation



Nuitées : 2 230

Indice d'attractivité : 65,3 %

Notoriété de l'événement : 83%

Plusieurs indicateurs sont en hausse en comparaison à 2017, notamment:

Le taux d'attractivité qui passe de 62.5 % à 65,3 %. (+2,8 %)

La notoriété de l'événement avant le déplacement 75 % à 83 %. (+8 %)

RAYONNEMENT ET PROMOTION

Conférence de Presse

Afin d'annoncer la programmation de l'édition 2018, Zoofest a tenu une conférence de presse le 5 juin 2018 au Monument-National où plus de 70 artistes et 100 personnalités de l'industrie étaient présents.

Plus de 55 représentants des médias tels que le Journal de Montréal, La Presse, Radio-Canada, Huffington Post, Le Devoir, V Télé ont participé à cette conférence annonçant les nouveaux éléments prévus pour 2018.

Couverture médiatique

Lors de l'édition 2018, le festival Zoofest a accrédité plus de 100 représentants des médias dont ceux de La Presse, le Journal de Montréal, Le Devoir, Radio-Canada, V Télé, Huffington Post, Clin d'Oeil, Vice, Châtelaine et bien d'autres.

De plus, cette 10e édition a généré plus de 75 articles imprimés, près de 27 mentions à la radio, plus de 14 chroniques à la télévision et plus de 242 articles et mentions publiés sur le web. De plus, Anne-Marie Losique, Charles Pellerin, Alex Perron, Les Denis Drolet, Rosalie Vaillancourt et Louis-José Houde ont été reçus dans sept épisodes de l'émission *Les Échangistes* sur les ondes de Ici Radio-Canada Télé afin de faire la promotion de leurs spectacles à Zoofest.



Site web et nouvelle application mobile

Zoofest a connu une hausse de la fréquentation de son site web durant le Festival, avec un taux de 61% de nouveaux visiteurs pour un total de plus de 215 000 pages vues.

Pour sa 10e édition, Zoofest a bonifié son application mobile afin de la rendre plus performante et accessible à ses visiteurs. Téléchargée plus de 5 842 fois, cette application s'est avérée très utile et permettait entre autres de consulter la programmation et de se procurer des billets de spectacle. Par ailleurs, Zoofest a décidé de réduire son impact écologique en remplaçant en partie l'impression de sa programmation officielle par celle accessible sur le site web et sur cette nouvelle application mobile.

Médias sociaux

du 5 au 28 juillet

26 063 abonnés — 195 publications

10 391 abonnés — 10 publications

1819 abonnés — 33 vidéos promo

4200 abonnés — 106 publications

Autres outils promotionnels

VALEUR TOTALE DE L'INVESTISSEMENT MÉDIA

262 305 $



38 infolettres

20 031 flyers

4935 affiches

17 publicités dans le Journal Métro et la Presse+

27 spots radio

PARTENAIRES

Partenaires publics

La contribution des partenaires publics rend possible l'investissement dans de nouveaux éléments de programmation, encourage le développement de nouveaux projets artistiques, soutient de nouvelles initiatives touristiques, et permet une plus grande prise de risque artistique et entrepreneuriale. En 2018, Zoofest a bénéficié du financement des partenaires publics suivants : Gouvernement du Canada, Gouvernement du Québec, Ville de Montréal et Tourisme Montréal.

Partenaires commanditaires

Le principal partenaire de Zoofest est Bell Média en collaboration avec Pabst Blue Ribbon.

Partenaires culturels et artistiques

Afin de bonifier sa programmation et de réaliser des projets novateurs, Zoofest collabore avec divers festivals et organisations culturelles tels que le Monument-National. De plus, afin de produire des spectacles innovants, Zoofest a collaboré avec diverses organisations telles La Tribu, Word Up, ENTT, La Corp, la Tanière TV, Hérôle. Zoofest a aussi collaboré avec JAAD productions SARL (Compagnie Française / co-production du gala France-Québec).

Partenaires touristiques

De manière à inscrire plus profondément la marque Zoofest dans le paysage culturel montréalais, le festival a développé des partenariats de visibilité et une série d'offres exclusives pour les festivaliers avec les établissements hôteliers et les bars suivants : Auberge Le jardin d'Antoine, Auberge Samesun Montréal, Hôtel Gouverneur Place Dupuis Montréal, Hôtel Travelodge Montréal Centre, Hôtel10, Parc Suites Hôtel, Arcade MTL, Club Insiders – Anticafé Local, La Récréation, TRH-Bar, Bar le Cocktail, Brit & Chips, TABOO Cuisine Rebelle, Observatoire Place Ville Marie, Taverne par Ferreira, Clébard, Meltdown Montréal, Méchant Bœuf, La Piazzetta Sainte-Catherine, Boulzeye, Bevo Bar + Pizzeria, Mimi La Nuit, Belon, Bootlegger-L'Authentique, Café Hookah Lounge, Patrick's Pub Irlandais, Bar Le Jockey, Randolph Pub ludique Quartier latin, Randolph Pub ludique Rosemont, Rage :Lancer des haches, Laser Quest Montréal, Sports de combats, Centre Surf intérieur Maeva surf et Centre Oasis Surf.

Partenaires médiatiques

Les partenaires médiatiques de Zoofest sont La Presse+, le Journal Métro, Énergie 94.3, RougeFM 107.3, Vrak TV, Publicité Sauvage, Nightlife.ca, Urbania et la Tanière TV.

Partenaires de services

Zoofest compte également sur la collaboration de : Green Copper, Bernier Marketing, la Corp, Es-tu game?, Cubix, Thara communications.

Partenaires du programme bénévoles

Pour son programme de bénévoles, Zoofest est heureux de s'associer avec le Centre des Sciences, Guru, Montréal Complétement Cirque, P&F, Squish et Pizza Pizza.

ENVIRONNEMENT & DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Festival Zoofest, conscient de sa responsabilité sociale et environnementale en tant qu'organisateur d'événements dans le Quartier des spectacles de Montréal, souhaite formellement s'inscrire dans une démarche respectueuse des grands piliers du développement durable.

Nous souhaitons sensibiliser toute l'organisation du Festival : employés, fournisseurs, artistes, partenaires, commanditaires, et les faire participer à cette charte de valeurs.

Gestion de matières résiduelles

Le festival applique les mesures suivantes dans sa gestion des matières résiduelles :

1. Diminution de la quantité de papier utilisée en favorisant les nouveaux médias et au détriment de l'affichage et des publicités imprimées traditionnelles. C'est dans cette optique que Zoofest a priorisé toute nouvelle application mobile au feuillet de programmation papier;
2. Équipements et processus mis en place pour la récupération du papier, carton, verre, plastique et métal ;
3. Sensibilisation des festivaliers au recyclage ;
4. Utilisation de verres réutilisables ;
5. Récupération par notre commanditaire de toutes les bouteilles de bière vendues dans les salles du Festival.

Consommation des ressources

1. Zoofest encourage l'utilisation, lorsque possible, de systèmes d'éclairage de type LED, beaucoup moins énergivores ;
2. Le matériel promotionnel, lorsque possible, est fabriqué à partir de matériaux recyclés ou en partie recyclés.

Gaz à effets de serre

1. Parcours actif : les salles de Zoofest sont en majorité à moins de 10 minutes de marche les unes des autres et sont toutes facilement accessibles en transport en commun et en bixi.

Partenariats

1. Établissement de partenariats écoresponsables
2. Incitation de toutes les parties prenantes (employés, artistes, etc.) à utiliser les transports en commun (ex : en partenariat avec la STM, nous avons donné des billets de métro et des cartes Opus aux artistes internationaux ou qui n'étaient pas de Montréal).

Volet économique : achat responsable et soutien local

Afin de maximiser les retombées économiques locales pour favoriser l'emploi local, Zoofest :

1. Opte pour des biens et services locaux et durables (tous nos fournisseurs sont de la région de Montréal : communications, technique, etc.) ;
2. Adopte une démarche d'écoconception responsable pour les prestations techniques ;
3. Loue plutôt qu'achète l'équipement et le matériel nécessaires pour l'événement ;
4. Privilégie des fournisseurs ayant des politiques en matière de développement durable et d'écoresponsabilité ;
5. Contribue à la vitalité économique des commerces, des bars et des restaurants du Quartier des spectacles.

Volet social : le rôle clé de Zoofest

Zoofest est un organisme à but non lucratif et axe ses actions en vue de remplir sa mission auprès de la créativité montréalaise.

Les autres actions sociales prises par Zoofest en matière de développement durable :

1. Conçoit une programmation visant l'équité, la diversité culturelle et la mixité sociale ;
2. Accueille des stagiaires, des bénévoles, et des étudiants en audiovisuel afin de faire de Zoofest un véritable laboratoire de formation dans l'organisation événementielle ;
3. Maintien des prix accessibles et des forfaits avantageux afin de démocratiser la culture et le spectacle vivant tout en aidant les artistes de la relève à se constituer un public ;
4. Collabore depuis 4 ans avec la Coopérative de travail Les Katacombes, afin de promouvoir la relève, la scène indépendante et la créativité ;
5. Fais revivre certains lieux inusités, les faire redécouvrir d'une autre manière (Café Cléopâtre, Théâtre

Ste-Catherine, etc.), pour mettre en avant le patrimoine urbain et architectural de Montréal ;

6. Est accessible aux personnes à mobilité réduite ;
7. Est bilingue
8. Contribue à la formation des artistes en matière de promotion et d'aspects réglementaires du spectacle vivant, ainsi que sur les mesures de sécurité à appliquer et respecter.

Zoofest travaille également à impliquer ses fournisseurs, son public et ses artistes aux enjeux du développement durable et fait des choix en ce sens.



ÉQUIPE

L'équipe de la 10e édition de Zoofest OFF-JFL comptait 3 employé·e·s temps plein, 6 stagiaires, 13 employé·e·s contractuels et plus de 120 bénévoles dans son équipe.

Zoofest contribue à former une main-d'œuvre qualifiée au sein des industries créatives, notamment par son programme de stages éprouvé qui offre une première expérience de travail en production événementielle à une dizaine de personnes chaque année. Zoofest compte également sur la participation d'un grand nombre de bénévoles qui s'impliquent à divers niveaux de la production et de la promotion des spectacles du festival.



ZOOFEST

2101, boul. Saint-Laurent
Montréal QC H2X 1T5
T - 514 845-3155
F - 514 845-4140

www.zoofest.com

Patrick Rozon
Directeur général
prozon@zoofest.ca

Noemi Lebel
Chargée de projet,
Affaires publiques
nlebel@hahaha.com

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.09

2019/01/28 13:00

(1)

Dossier # : 1187181002

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de « L'avis sur la mobilité des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans » et des recommandations émises à ce sujet par le Conseil jeunesse de Montréal.

IL EST RECOMMANDÉ:

- de prendre connaissance de « *L'avis sur la mobilité des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans* » et des recommandations émises à ce sujet par le Conseil jeunesse de Montréal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-06 20:51

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187181002**
Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de « L'avis sur la mobilité des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans » et des recommandations émises à ce sujet par le Conseil jeunesse de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Créé en février 2003, le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) est une instance consultative de la Ville de Montréal responsable de conseiller l'administration municipale sur les questions relatives aux jeunes âgés de 12 à 30 ans.
Afin d'assurer de la prise en compte des préoccupations jeunesse dans l'élaboration des politiques de la municipalité, le CjM est appelé à rédiger divers avis abordant les besoins de la jeunesse montréalaise.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM02 0777 en date du 24 septembre 2002 - Adopter le projet de règlement constituant le Conseil jeunesse de Montréal (CJM). (1021213004)

DESCRIPTION

Ce 24e avis du Conseil jeunesse de Montréal intitulé « Avis sur la mobilité des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans » est déposé aux élu.e.s du comité exécutif et du conseil municipal de la Ville de Montréal pour information.
En 2007, le Conseil jeunesse de Montréal lançait un avis sur la question des transports viables dans une perspective jeunesse. Cet avis avait été rédigé en prévision du premier *Plan de transport de Montréal* (2008) afin d'identifier les préoccupations des jeunes relatives aux enjeux de transport dans la Ville de Montréal. Ainsi, le CjM avait déjà identifié cette thématique comme étant importante pour la jeunesse montréalaise et souhaitait s'exprimer sur cette question pour alimenter le débat public et la planification de la Ville. Onze ans plus tard, le CjM remet cette question à l'honneur dans un contexte où la mobilité durable est un sujet de plus en plus débattu sur la scène politique montréalaise et québécoise. La conjoncture est donc propice pour faire avancer la question de la mobilité durable à Montréal et les jeunes souhaitent prendre part à ces réflexions.

Alors que la Ville de Montréal est en train d'établir son second *Plan de transport* , il nous parait crucial de bien identifier les habitudes de transport des jeunes Montréalais.es, les freins à leurs déplacements et leurs besoins. L'avis se veut donc un outil de référence. D'une part, le CjM espère qu'il permettra à la Ville de Montréal de porter une plus grande attention aux enjeux présents et futurs liés la mobilité durable. D'autre part, il présente seize recommandations permettant non seulement de mieux répondre aux besoins des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans, mais d'assurer le prolongement futur de leurs pratiques en vue d'une mobilité durable.

JUSTIFICATION

Le choix du thème d'un avis peut être fait à la demande de la mairesse ou sur la base de l'initiative des membres du CjM. Ce deuxième cas de figure a mené au choix de l'étude sur la mobilité des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans.
L'article 13 du règlement 02-177-modifié constituant le Conseil jeunesse de Montréal indique que la mairesse ou le comité exécutif doit répondre, par écrit, à tout avis lui étant adressé par le conseil.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses liées à la réalisation de l'avis ont été entièrement assumées par le budget de fonctionnement du CjM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'implication de jeunes Montréalais.es au sein du Conseil jeunesse de Montréal permet d'assurer la prise en compte des préoccupations jeunesse dans les décisions de l'Administration municipale. Le travail de concertation réalisé, les échanges développés entre les élu.es et les jeunes citoyen.nes et les recommandations soumises à travers divers avis et mémoires sont l'application des principes de développement durable et contribuent à augmenter la qualité de vie à Montréal.
De plus, le présent avis est imprimé sur papier écologique (papier 100% recyclé ou certifié FSC; à haute teneur en matières recyclées; avec Écologo).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les recommandations soumises dans cet avis contribuent à la réflexion et peuvent orienter les actions de la Ville de Montréal en ce qui concerne la mobilité et le transport.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Communiqué de presse émis lors du lancement public de l'avis en février 2019 et partagé sur le site Web et les médias sociaux du CjM.
À la suite du dépôt de l'avis au conseil municipal, le document sera disponible sur le site Web du CjM et sera envoyé aux partenaires de la Ville et du CjM qui sont concernés par le sujet abordé.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Lancement public prévu le 20 février 2019.
Envoi des recommandations par le CjM aux services municipaux concernés.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève COULOMBE
Secretaire- recherchiste

Tél : 514-872-4801
Télécop. : 514-868-5810

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-21

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2018-12-21

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

AVIS SUR LA MOBILITÉ DES JEUNES MONTRÉALAIS.ES DE 17 À 30 ANS



Montréal

Le présent avis a été élaboré au cours de l'année 2018, soit la quinzième année d'existence du Conseil jeunesse de Montréal, et a été adopté par ses membres le 29 novembre 2018.

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6

Téléphone : 514 868-5809
Télécopieur : 514 868-5810
cjm@ville.montreal.qc.ca
www.cjmtl.com

DÉPÔT LÉGAL

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

© Conseil jeunesse de Montréal, 2019

ISBN 978-2-7647-1677-9 (version papier)

ISBN 978-2-7647-1678-6 (version électronique)

La féminisation, partielle, de ce document utilise la méthode du point (par exemple : répondant.e, participant.es).

Imprimé sur du papier recyclé

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

Le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) est un comité consultatif créé en février 2003 par la Ville de Montréal dans le but de mieux tenir compte des préoccupations des Montréalais et Montréalaises âgé.es de 12 à 30 ans et de les inviter à prendre part aux décisions qui les concernent.

Composé de quinze membres représentatifs de la diversité géographique, linguistique, culturelle et sociale de la jeunesse montréalaise, il a pour mandat de conseiller régulièrement la mairesse et le comité exécutif sur toutes les questions relatives aux jeunes et d'assurer la prise en compte des préoccupations jeunesse dans les décisions de l'administration municipale.

MEMBRES

Jessica Condemi
Simon Cousineau
Omid Danesh
Valérie Du Sablon
Rym El-Ouazzani
Jérémy Gareau
Rami Habib
Amina Janssen
Audrey Frédérique Lavoie
Niamh Leonard
Xiya Ma
Alice Miquet
Anne Xuan-Lan Nguyen
Kathryn Verville-Provencher
Michael Wrobel

COORDINATION

Geneviève Coulombe
Henri Scaboro (par intérim)

RECHERCHE ET RÉDACTION

Clara Mosbah

RÉVISION DU TEXTE

Amina Muninovic
Phillip Rousseau

RÉVISION LINGUISTIQUE

Amina Muninovic

CONCEPTION ET RÉALISATION GRAPHIQUE

Tohu Bohu créations

TABLE DES MATIÈRES

Préface de M. Paul Lewis 7

Préface de M. Jason Prince 8

Glossaire 9

Sigles, acronymes et abbréviations utilisés 11

Introduction 12

Méthodologie 14

Chapitre 1 : Intermodalité et multimodalité, des notions au cœur du concept de mobilité durable 16
- 1.1. Accessibilité et attractivité des transports durables : le défi de l'intermodalité et de la multimodalité 16
- 1.2. Les caractéristiques de la mobilité durable 18
- 1.3. La marche au cœur des mobilités intermodales : articuler aménagement du territoire et mobilité durable 19

Chapitre 2 : De la planification à l'action 21
- 2.1. Le cadre de planification de la mobilité à Montréal 21
- 2.1.1. À l'échelle provinciale 21
- 2.1.2. À l'échelle métropolitaine 21
- 2.1.3. À l'échelle municipale 21
- 2.2. Les orientations récentes des acteurs de la mobilité 22

Chapitre 3 : Portrait de la mobilité des jeunes montréalais.es 24
- 3.1. Les habitudes de transport 24
- 3.1.1. Détention du permis de conduire et accès à une voiture 24
- 3.1.2. Durée de trajet et parts modales 25
- 3.1.3. Des choix modaux périodiques 27
- 3.1.4. Des parts modales différentes selon le statut 28
- 3.2. Les freins à la mobilité des jeunes 29
- 3.2.1. Les obstacles à l'utilisation des modes durables 29
- 3.2.2. Multimodalité et projets irréalisés de mobilité 30
- 3.2.3. Infrastructures et desserte 30
- 3.3. Les besoins exprimés 31

Chapitre 4: Des réalités spatiales contrastées 33
- 4.1. Pôles d'activités et réseaux de mobilité durable 33
- 4.2. Des habitudes de transport différentes chez les jeunes révélatrices d'inégalités d'accès à la mobilité durable 35
- 4.2.1. Choix des secteurs 35
- 4.2.2. Détention d'un permis de conduire 35
- 4.2.3. Part modale 35
- 4.2.4. Navette domicile-travail/école 37
- 4.2.5. Étude des secteurs de destination 38

Chapitre 5 : Pratiques montréalaises inspirantes 40
- 5.1. Mobilité durable des entreprises 40
- 5.1.1. Le programme de transport alternatif de Desjardins 40
- 5.2. Application mobile de planification des déplacements 41
- 5.2.1. Netlift, la plateforme de transport planifié qui promeut l'intermodalité 41
- 5.2.2. Transit, l'application qui met en avant la multimodalité et l'intermodalité 42
- 5.3. Aménagement durable des espaces publics 43
- 5.3.1. Le Programme d'implantation des rues piétonnes et partagées 43
- 5.3.2. Les Quartiers verts actifs et en santé (QVAS) 45

Chapitre 6 : Pratiques étrangères inspirantes 47
- 6.1. La prise en charge des frais de transport par les entreprises en France 47
- 6.2. Le concept *Mobility as a service* et son application internationale 47
- 6.3. La *Mobility station* de Munich 49

Conclusion 51

Sommaire des recommandations 52

Bibliographie 54

Remerciements 57

Annexe - Sondage réalisé auprès des jeunes montréalais.es âgé.es entre 17 et 30 ans 58

LISTE DES FIGURES

Fig. 1 Écosystème des transports

Fig. 2 Taux de détention d'un permis de conduire selon l'âge (2013)

Fig. 3 Raisons évoquées par les répondant.es âgé.es de 17 à 30 ans pour expliquer la non-détention d'un permis de conduire (2018)

Fig. 4 Durée de trajet des répondant.es âgé.es de 17 à 30 ans pour les déplacements typiques vers le travail ou l'école (2018)

Fig. 5 Part modale des jeunes âgé.es de 17 à 30 ans comparativement à celle des autres tranches d'âge pour la grande région de Montréal (2013)

Fig. 6 Répartition de la part modale des répondant.es âgé.es de 17 à 30 ans selon la période (2018)

Fig. 7 Raisons évoquées par les répondant.es âgé.es de 17 à 30 ans pour expliquer leurs choix modaux selon la période (2018)

Fig. 8 Répartition de la part modale des jeunes âgé.es de 17 à 30 ans selon le statut (2013)

Fig. 9 Principaux obstacles à l'utilisation d'un mode de transport durable évoqués par les répondant.es âgé.es de 17 à 30 ans utilisant l'automobile (2018)

Fig. 10 Appréciation des correspondances par les répondant.es âgé.es de 17 à 30 ans selon la période (2018)

Fig. 11 Principales améliorations souhaitées évoquées par les répondant.es âgé.es de 17 à 30 ans pour favoriser leur utilisation d'un moyen de transport durable (2018)

Fig. 12 Principaux pôles d'activités de la RMR de Montréal (2008)

Fig. 13 Indice d'accessibilité en transport en commun pour la région de Montréal (2012)

Fig. 14 Taux de détention d'un permis de conduire chez les jeunes âgé.es de 17 à 30 ans selon le secteur (2013)

Fig. 15 Répartition de la part modale des jeunes âgé.es de 17 à 30 ans selon le secteur (2013)

Fig. 16 Taux d'usage des modes de transport combinés par les répondant.es âgé.es de 17 à 30 ans au cours de leur trajet quotidien selon le secteur (2018)

Fig. 17 Répartition de la part modale des jeunes âgé.es de 17 à 30 par navette (travail ou école) selon le secteur (2013)

Fig. 18 Illustration du concept *Mobility as a service*

PRÉFACE DE M. PAUL LEWIS

Le droit à la mobilité, le droit à la ville

L'automobile n'est pas essentielle – et ne devrait jamais l'être – pour que nous puissions vivre bien et nous réaliser comme personne. Mais dans une ville conçue pour l'automobile, se déplacer autrement est encore trop souvent difficile voire pénible. Les jeunes de 17 à 30 ans sont nombreux à faire face à de grands défis de mobilité. Ils n'ont pas toujours de permis de conduire et celles et ceux qui le possèdent n'ont pas toujours accès à une automobile. Aussi, ils et elles sont souvent dépendants de parents ou d'amis pour leurs déplacements.

La majorité s'en tient donc à la marche ou au vélo de même qu'au transport collectif, des moyens qui n'offrent pas les mêmes avantages que l'automobile, même s'ils n'en sont pas dépourvus.

Pour les jeunes qui n'ont pas accès à une automobile et qui doivent se déplacer, c'est tout sauf idéal. La marche convient bien à de courtes distances, mais les obstacles sont nombreux. Les réseaux cyclables sont insuffisants et passablement discontinus, surtout là où ils seraient nécessaires, limitant d'autant le potentiel pour le vélo. L'offre de services est insuffisante en transport collectif dès que nous sortons de la zone centrale, celle qui est desservie par le métro, ou que nous nous déplaçons hors pointe, en soirée ou la nuit notamment. Si bien que les déplacements sont souvent trop longs, tout comme le temps d'attente, surtout lorsqu'il faut combiner différents modes de transport pour atteindre sa destination.

En conséquence, il est important de travailler à améliorer la mobilité à pied ou à vélo, des modes de déplacement qui sont d'autant plus intéressants que leur empreinte environnementale est faible. Cependant, la priorité doit d'abord aller au transport collectif, qui seul peut faire échec à notre dépendance automobile.

Tous ont droit à la ville, comme l'affirmait Henri Lefebvre dans un livre marquant paru il y a 50 ans et qui conserve toute son actualité. Exercer ce droit n'est possible que si nous pouvons nous déplacer, aller et venir comme bon nous semble pour étudier, travailler, nous amuser… pour vivre pleinement la ville en somme. Les 17-30 ans, avec les 0-16 ans, ont le plus à gagner d'une politique de la ville qui fasse de la mobilité pour tous et toutes un principe de base. Il faut repenser la mobilité en misant sur la marche, le vélo et le transport collectif. C'est là une des conditions pour que Montréal soit une ville véritablement inclusive, tout en réduisant son empreinte environnementale.



Professeur titulaire à l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'Université de Montréal, Paul Lewis a été doyen de la Faculté de l'aménagement (2014-2018) et vice-doyen (2004-2006 et 2010-2014). Il est chercheur à l'Observatoire Ivanhoé Cambridge du développement urbain et immobilier. Il a auparavant travaillé comme urbaniste pour les villes de Hull et de Gatineau et comme analyste pour le Conseil des universités et le ministère des Affaires municipales. Ses recherches portent particulièrement sur la mobilité et les transports, de même que la géographie du commerce.

PRÉFACE DE M. JASON PRINCE

En lisant ces pages, on constate que les membres du Conseil jeunesse de Montréal ont bien saisi les enjeux de mobilité de notre époque.

Cependant, il n'est pas garanti que nous allons partager la route; il n'est pas garanti que nous allons adopter le transport en commun, comme société, ou même le partage d'automobiles.

La ville que nous avons construite au cours des sept dernières décennies – un bref moment dans l'histoire de l'humanité – sera difficile à imaginer et à réinventer d'une manière durable. Et nos habitudes de vie sont bien ancrées.

Dans ce document, nos jeunes ont crié que l'empereur est complètement nu : ses habits neufs (nos lois, politiques, programmes et plans) sont biens beaux, mais nettement insuffisants à la tâche urgente de ce moment dans l'histoire.

On peut lire dans ces pages que « peu de mécanismes clairs de suivi et d'évaluation ont été mis en place dans le cadre de ces exercices de planification » et « on n'y retrouve aucune mise en place de mesures coercitives afin contrer l'utilisation de l'auto solo et d'opérer un véritable virage vers la mobilité durable ». Et c'est vrai.

Les faits parlent : on voit une croissance incessante du nombre d'automobiles et de VUS, du nombre d'autoroutes, des budgets alloués aux autoroutes, des litres d'essence achetés, etc. Des tendances reconnaissables dès les années 1960.

Maintenant, on a besoin d'action, et sur plusieurs fronts à la fois. Ce document dévoile les priorités d'action telles que nos jeunes les conçoivent.

Les jeunes d'aujourd'hui comprennent que si l'on n'agit pas, notre présence sur Terre est menacée. Les quelques milliers d'années de littérature, de culture et de sciences humaines seront bouleversés par les changements climatiques si on ne prend pas des actions claires et fortes. Et au Québec, ces initiatives doivent d'abord s'inscrire dans le secteur du transport.

Tout nous permet d'espérer que nos jeunes leaders insisteront vivement sur les changements nécessaires maintenant pour rééquilibrer notre vie débalancée.

Je vous souhaite bonne lecture. Et tout de suite après : à l'action!



Jason Prince, urbaniste, possède deux décennies d'expérience dans les domaines du développement économique communautaire (DEC), de l'aménagement axé sur les piétons et du développement de logements communautaires. Prince a coédité un livre bilingue sur la lutte Turcot en 2009: *Montréal at the Crossroads: Superhighways, the Turcot and the Environment* et plus récemment, coédité avec Judith Dellheim, un deuxième livre intitulé *Free Public Transport and Why We Don't Pay to Ride Elevators*, qui a été publié en octobre 2017, juste à temps pour influencer les élections municipales au Québec. Il travaille chez PME MTL Centre-Ville à titre de conseiller en économie sociale et enseigne à l'Université Concordia.

GLOSSAIRE

Accessibilité : L'accessibilité est la possibilité d'accéder à un lieu ou à une ressource[1]. Cette notion a plusieurs caractéristiques : elle peut être spatiale, financière, psychologique, temporelle, physique, etc.

Automobile conducteur ou passager : L'enquête Origine-Destination différencie le type d'utilisation de l'automobile entre, d'une part, les personnes qui conduisent et d'autre part, les personnes passagères.

Continuité : La continuité correspond à la sensation associée à la qualité de l'expérience des usager.ères relativement aux changements d'un mode de transport vers un autre[2].

Flexibilité : La flexibilité fait référence à la capacité de s'adapter à une situation imprévue, la réactivité, et à la multiplicité d'options offertes aux usager.ères qui permettent de modifier efficacement son trajet, notamment en cas d'imprévu. Elle permet aux usager.ères de se sentir en maitrise de leur mobilité, plutôt qu'en situation de captivité[3].

Intermodalité : L'intermodalité renvoie à la combinaison de différents modes de transports au sein d'un même déplacement[4].

Mesure coercitive : Une mesure coercitive désigne l'ensemble des moyens employés afin d'exercer une contrainte, une obligation de faire ou ne pas faire quelque chose. Les mesures coercitives sont ainsi destinées à réprimer l'habitude de prendre l'auto solo au profit de nouvelles habitudes de transport durable.

Mobilité : La mobilité représente la capacité et le potentiel des personnes à se déplacer[5].

Mobilité durable : Pour être durable, la mobilité doit être *efficace, sécuritaire, pérenne, équitable, intégrée au milieu et compatible avec la santé humaine et les écosystèmes*[6]. La mobilité durable est une approche intégrée qui offre des incitatifs pour plusieurs choix alternatifs à l'auto solo ainsi que des mesures coercitives pour réduire l'usage de cette dernière. Lorsque nous parlons de modes durables, nous faisons référence aux alternatives à l'auto solo, c'est-à-dire les transports collectifs, les transports actifs (vélo et marche), l'autopartage, le vélopartage, le covoiturage et les taxis.

Multimodalité : La multimodalité est la *confrontation de trajets distincts* parcourus avec des modes de transport ou des combinaisons de modes de transport différents[7]. La multimodalité renvoie au fait d'avoir le choix entre différents modes de transport pour réaliser ses déplacements.

Praticiens : Les praticiens désignent l'ensemble des spécialistes dans le domaine de la mobilité durable. Le terme praticien, lorsqu'utilisé dans cet avis, réfère plus particulièrement aux experts rencontrés lors de la table ronde soit l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), la Société de transport de Montréal (STM), la Ville de Montréal, Transit, l'Université de Montréal (UdeM) et l'Université Concordia.

Premier et dernier kilomètre : L'expression du premier et du dernier kilomètre fut initialement utilisée dans le domaine de la logistique de transport. Dans le cas de la mobilité des personnes, le premier ou le dernier tronçon des déplacements, c'est-à-dire entre l'origine ou la destination et le point d'accès aux réseaux de transport collectif, est l'un des facteurs décisifs quant au choix d'utiliser ou non le transport en commun[8].

1 Amar G., Michaud V., 2009.
2 Torres J., Lewis P., 2012.
3 *Ibid.*
4 Gardere E., Gardere J-P, 2009.
5 Gouvernement du Québec, 2018a.
6 *Ibid.*
7 L'Hostis A., Conesa A., 2010.
8 Torres J., Lewis P., 2012.

Report modal : Le report modal désigne le remplacement d'un mode de transport par un autre dans les comportements de mobilité. En général, on utilise ce terme pour parler du report modal de l'auto vers un mode de transport plus durable.

Services de mobilité partagée : Les services de mobilité partagée décrivent les services innovants de transport qui sont partagés entre les usager.ères, tels que l'autopartage, le covoiturage, le vélopartage ou encore les taxis[9]. C'est un terme qui relève de la notion d'économie du partage.

Tarification sociale : La tarification sociale se définit par l'ensemble des réductions offertes aux personnes dont l'obtention nécessite la justification d'un certain niveau de revenu. Puisque la capacité d'être mobile dépend en partie de la capacité financière des personnes, son objectif est de soutenir financièrement la mobilité quotidienne des personnes les plus démunies[10].

9 Shared-use mobility center, [En ligne], [http://sharedusemobilitycenter.org].
10 Roche, 2010.



SIGLES, ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS UTILISÉS

AMT : Agence métropolitaine de transport
ARTM (anciennement AMT) : Autorité régionale de transport métropolitain
CGD : Centre de gestion des déplacements
CIT : Conseil intermunicipal de transport
CjM : Conseil jeunesse de Montréal
CMM : Communauté métropolitaine de Montréal
Enquête OD : Enquête Origine-Destination
GES : Gaz à effet de serre
MaaS : *Mobility as a Service*
MRC : Municipalité régionale de comté
PIRPP : Programme des rues piétonnes et partagées
PLD : Plan local de déplacements
PMAD : Plan métropolitain d'aménagement et de développement
QVAS : Quartier vert actif et en santé
REM : Réseau électrique métropolitain
RMR : Région métropolitaine de recensement
RUTA : Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'île de Montréal
RTL : Réseau de transport de Longueuil
SLR : Système léger sur rail
SNAMUTS: *Spatial Network analysis for Multi-Modal Urban Transport Systems*
SRB : Service rapide par bus
STL : Société de transport de Laval
STM : Société de transport de Montréal
TOD : *Transit-Oriented Development*
UdeM : Université de Montréal

INTRODUCTION

En 2007, le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) lançait un avis sur la question des transports viables dans une perspective jeunesse[11]. Cet avis avait été rédigé en prévision du premier *Plan de transport de Montréal* (2008) afin d'identifier les préoccupations des jeunes relatives aux enjeux de transport dans la Ville de Montréal. Ainsi, le CjM avait déjà identifié cette thématique comme étant importante pour la jeunesse montréalaise et souhaitait s'exprimer sur cette question pour alimenter le débat public et la planification de la Ville. Onze ans plus tard, le CjM remet cette question à l'honneur dans un contexte où la mobilité durable est un sujet de plus en plus débattu sur la scène politique montréalaise et québécoise. La conjoncture est donc propice pour faire avancer la question de la mobilité durable à Montréal et les jeunes souhaitent prendre part à ces réflexions.

La jeunesse est définie comme étant « le passage de l'enfance à l'âge adulte et à l'autonomie personnelle, sociale et citoyenne »[12]. Le début de cette tranche d'âge se situe à 17 ans lorsque la plupart des jeunes finissent l'école secondaire et font des choix académiques, professionnels et personnels qui favorisent leur autonomie. C'est donc une période d'introduction à de nouveaux rôles sociaux[13]. Cette période s'achève au début de la trentaine, car il s'agit souvent de la fin d'un parcours scolaire, d'un premier emploi, du départ du domicile familial ou encore de la constitution de sa propre famille.

Les enjeux de mobilité durable discutés dans cet avis sont ainsi axés sur les jeunes âgé.es entre 17 et 30 ans. Ceux-ci représentent un groupe tout à fait hétérogène. On y trouve des urbains et des périurbains, des travailleurs à temps plein ou à temps partiel, à faible revenu ou plus aisées, des étudiants, des personnes avec des familles, vivant seules, en colocation ou au domicile familial, etc. L'ensemble de ces différences converge néanmoins vers un même point, la «jeunesse», une période caractérisée par une transition et une adaptation à des situations nouvelles.

La mobilité joue un rôle important dans cette adaptation puisqu'elle est un vecteur d'émancipation, mais aussi d'intégration économique et sociale[14]. L'accès à la mobilité, c'est-à-dire la capacité et le potentiel à se déplacer[15], est pourtant très inégalement distribué entre les groupes sociaux et entre les territoires, en raison notamment du lieu de résidence ou des secteurs d'emploi et d'études. Vu les nombreuses transitions auxquelles elle fait face, la jeunesse est particulièrement affectée par l'inégalité d'accès à la mobilité, que celle-ci soit d'ordre spatial, temporel, économique, psychologique, physique, etc.

Les jeunes font donc face à des situations complexes, dont certaines sont susceptibles de réduire considérablement leurs choix de vie. En ce qui concerne l'accès à la mobilité, ces diverses réalités peuvent se traduire par des contraintes importantes. Une planification optimale de la mobilité durable doit donc être à la fois sensible à ces contraintes et s'établir à partir d'une perspective de pérennisation des habitudes de vie. Néanmoins, la capacité des jeunes à être réceptif aux changements et de s'y adapter, favorisent les efforts d'incitation à des pratiques durables de la mobilité. Dans la mesure où ces efforts répondent à leurs besoins, les jeunes seront ainsi en mesure de passer d'usager.ères captif.ves à usager.ères délibéré.es tout en priorisant la mobilité durable au-delà de cette période de transition.

On remarque une hausse des pratiques intermodales plus fréquentes pour les 17-30 ans[16]. Cette hausse pourrait s'expliquer par une utilisation plus fréquente des transports collectifs. Elle suggère aussi que les jeunes semblent particulièrement sensibles aux enjeux de la mobilité durable par souci environnemental. Or, chez les jeunes, l'intermodalité est souvent associée à la question de la pénibilité des correspondances. On peut donc se demander s'il s'agit d'une option souhaitée ou imposée. S'il s'agit d'une contrainte, les jeunes seront-ils.elles amené.es à changer leur comportement une fois qu'ils.elles pourront avoir le choix d'une autre mobilité moins durable, mais plus pratique ? Comment pérenniser des habitudes de transport durables ? Comment améliorer la pratique de l'intermodalité ? Comment rendre ces pratiques plus attractives ? De plus, les jeunes sont non seulement de grand.es usager.ères des transports collectifs, mais aussi des services de mobilité partagée, tels que l'autopartage, le vélopartage ou encore le covoiturage. Ces nouvelles formes de mobilité partagée peuvent être de véritables « accélérateurs d'égalité territoriale et sociale »[17] permettant de combler certains chainons manquants. On le voit, l'étude des habitudes de mobilité des jeunes pourrait être l'une des clés du tournant vers la mobilité durable à Montréal, puisque la pérennisation de celle-ci dépend largement des choix présents et futurs des jeunes en matière de transports.

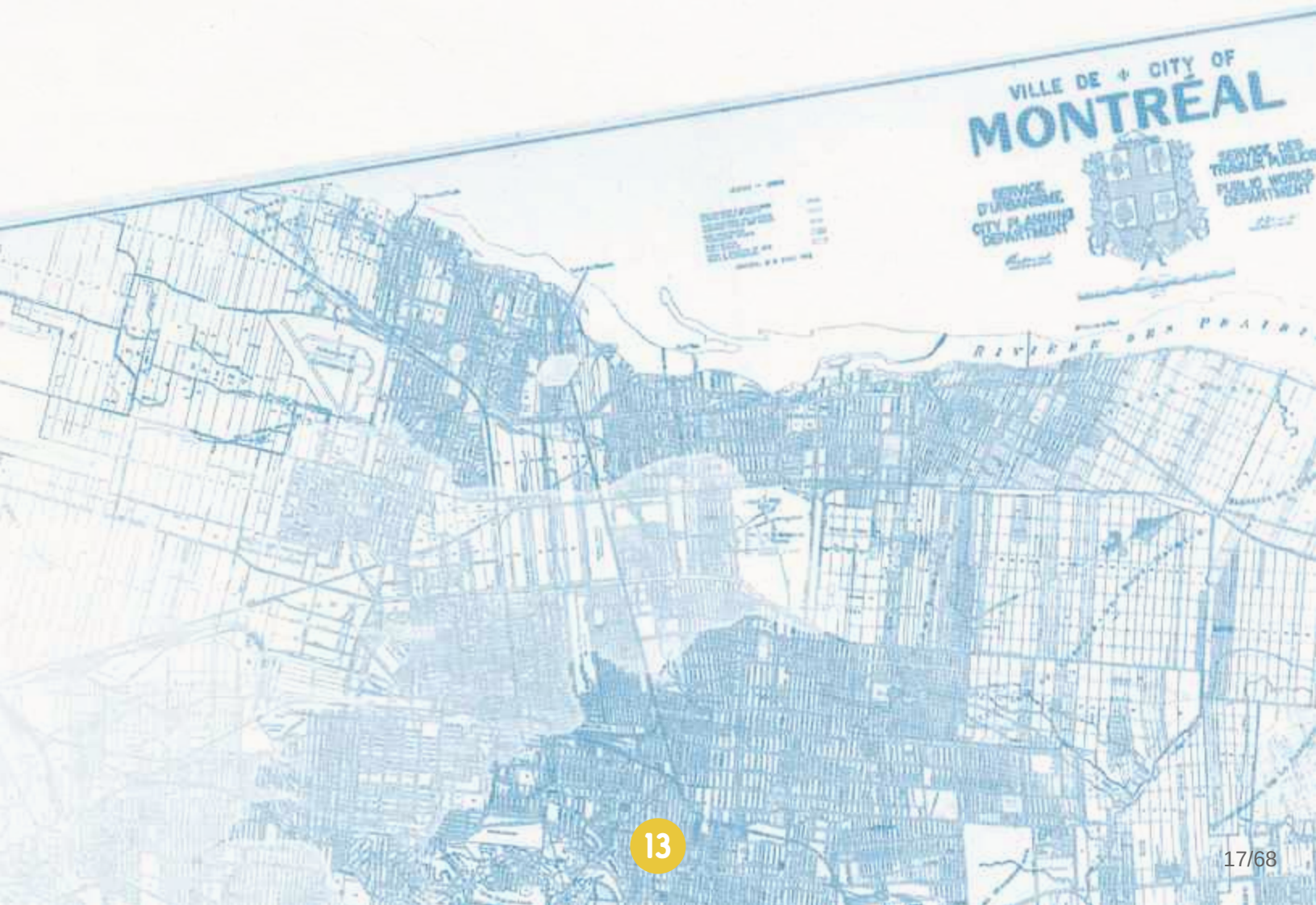
11 CjM, 2007.
12 Gouvernement du Québec, 2016, p.2.
13 Galland, 1993.
14 Hammouda, 2017.
15 Gouvernement du Québec, 2018a.
16 Ortar N. et al., 2016.
17 Forum *Le Grand Paris bouge-t-il?*, RATP, [En ligne], [http://www.forumgrandparis.fr/actualites-forum-metropolitain-grand-paris/concertations-metropolitaines-evenements/evenements/grand].

De nombreuses villes l'ont en effet constaté : le développement d'une stratégie de mobilité durable et l'investissement dans des infrastructures adéquates ne sont possibles que si la volonté et le leadership politiques sont présents[18]. La mobilité est un enjeu transversal qui interpelle divers paliers gouvernementaux et acteurs non gouvernementaux. À titre de gouvernement de proximité, le palier municipal doit précisément jouer un rôle de chef de file. Responsable du réseau artériel et local, du développement du réseau de transport collectif, du réseau cyclable et de la gestion du stationnement sur rue, la Ville de Montréal doit se servir de son influence auprès de ses partenaires afin d'optimiser la collaboration et mettre en place des solutions de transport durables.

À Montréal, la question de la mobilité durable est cette année omniprésente dans le débat public. Habituellement liée à l'aménagement du territoire, les enjeux de l'offre et de l'accessibilité sont ainsi articulés aux objectifs de réduction de l'étalement urbain, de la congestion et de la pollution[19]. Ainsi, la promotion de la mobilité durable est une stratégie intégrée axée sur les alternatives à la possession et à l'utilisation de l'auto solo.

Alors que la Ville de Montréal est en train d'établir son second *Plan de transport*, il nous parait crucial de bien identifier les habitudes de transport des jeunes Montréalais.es, les freins à leurs déplacements et leurs besoins. L'avis qui suit se veut donc un outil de référence. D'une part, le CjM espère qu'il permettra à la Ville de Montréal de porter une plus grande attention aux enjeux présents et futurs liés la mobilité durable. D'autre part, il offre une série de recommandations permettant non seulement de mieux répondre aux besoins présents des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans, mais d'assurer justement le prolongement futur de leurs pratiques en vue d'une mobilité durable.

18 Gardere E., Gardere J-P, 2009.
19 Ambrosino G., Nelson J.D., Boero M., Pettinelli I., 2016.



MÉTHODOLOGIE

L'objectif de l'avis est de dresser le portrait des habitudes de transport des jeunes Montréalais.es âgé.es entre 17 et 30 ans. La catégorie de «jeunes Montréalais.es» comprend ici les jeunes qui habitent à Montréal, comme les non-résidents qui étudient et/ou travaillent dans la métropole. L'identification des freins à leur mobilité et de leurs besoins en la matière a pour but d'établir des moyens efficaces en vue d'encourager le choix des transports durables et la pérennisation de telles habitudes au-delà de la jeunesse.

D'emblée, il importe de noter le manque d'études et de données sur la mobilité des jeunes de 17 à 30 ans. L'effort qui suit se veut donc exploratoire et cherche, en partie, à combler ce manque. Notre méthodologie se décline ainsi en trois grandes étapes :

- Une recherche documentaire a d'abord été consacrée aux écrits scientifiques, à la littérature grise et à des articles de presse afin de mieux cibler les enjeux de la mobilité durable à Montréal. Cette première étape a aussi permis d'identifier certaines caractéristiques propres à la jeunesse et d'explorer d'autres avenues innovantes, tant à Montréal qu'à l'étranger.
- Une table ronde a par la suite permis de confirmer l'importance de certains enjeux et d'en cibler d'autres tout en envisageant des pistes de solutions concrètes pour répondre aux problématiques liées à la jeunesse. Celle-ci était composée de praticiens (ARTM, STM, Ville de Montréal, Transit), d'universitaires spécialisés en matière de mobilité et d'aménagement du territoire (UdeM, Concordia) et de membres du Conseil jeunesse de Montréal et du Conseil jeunesse d'arrondissement de Verdun.
- La collecte et l'analyse de données qualitatives et quantitatives s'est donc imposée comme étape essentielle vu le manque de données sur la mobilité des jeunes Montréalais.es. Cette collecte a été effectuée par le biais d'un sondage réalisé auprès des jeunes âgé.es entre 17 et 30 ans afin de recueillir des données quantitatives et qualitatives sur les freins, les besoins et les tendances liés à la mobilité. Le sondage a été mis en ligne du 20 mars au 16 avril 2018, via la plateforme Survey Monkey (voir en annexe), permettant une collecte de 587 réponses avec un taux d'achèvement de 75 % (en effet, certaines personnes n'ont pas répondu à l'ensemble des questions). Il s'agit ici d'un échantillon non-aléatoire puisque les répondant.es se sont porté.es volontaires à la suite de la diffusion du sondage sur les réseaux sociaux du CjM, de la Ville de Montréal et de leurs partenaires. Ce type de diffusion a permis au CjM de rejoindre des jeunes aux profils différents et les données quantitatives recueillies sur les habitudes de transport convergent avec les données provenant de l'enquête Origine-Destination (2013), renforçant ainsi leur validité.

D'autres données quantitatives proviennent de l'enquête Origine-Destination (OD, 2013)[20], la seule étude consacrée aux déplacements dans la grande région de Montréal. OD est une enquête-ménage téléphonique réalisée tous les 5 ans par le ministère des Transports du Québec et ses partenaires. Il s'agit d'une enquête descriptive qui regroupe des données sur les ménages, les individus et les déplacements lors d'une journée ouvrable et des informations sur le motif, l'origine, l'heure de départ et les modes de transport utilisés par ces personnes. En 2013, 78 700 ménages ont participé au sondage, permettant d'enregistrer près de 410 700 déplacements réalisés par 188 700 personnes[21]. Le territoire de l'enquête OD est plus large que celui de Montréal, à titre de région métropolitaine de recensement. Bien que l'enquête permette d'identifier qui vit dans la Ville de Montréal, il est néanmoins impossible de déterminer si les non-résidents y travaillent ou étudient. De plus, l'enquête OD ne tient pas compte de tous les modes de transport utilisés par les participant.es, notamment les services d'autopartage et de vélopartage. Par conséquent, les trois fournisseurs de ces services à Montréal (Communauto, Car2go et BIXI) ont été approchés afin de compléter les données de l'enquête OD. Seul Communauto (service d'autopartage) a répondu à notre demande en nous fournissant des données sur l'utilisation de leurs services par les jeunes de 17 à 30 ans.

Le Conseil jeunesse de Montréal est parti de l'hypothèse suivante : la mobilité des jeunes Montréalais.es âgé.es entre 17 et 30 ans est caractérisée par l'intermodalité, c'est-à-dire la combinaison de différents modes de transports au sein d'un même déplacement. Dans le but de favoriser des alternatives à l'auto solo, il importe donc de tenir compte de l'ensemble des options de transports durables afin de mettre de l'avant et proposer à la Ville de Montréal des solutions adaptées aux besoins particuliers des jeunes Montréalais.es. La hausse de l'usage des modes de transport durables et la réduction de l'auto solo vont de pair. Or, comme nous le verrons, sans mesures coercitives liées à l'utilisation de l'automobile, les transports durables ne seront pas suffisamment attractifs[22].

20 AMT, 2013a.
21 AMT, 2013b, p. 17.
22 Transport 2000, 2017.

LIMITES

Il importe de le souligner, l'avis qui suit comporte certaines limites notables. Il ne traite pas, par exemple, des problématiques rencontrées par les jeunes à mobilité réduite. En effet, les déplacements des personnes avec des limitations fonctionnelles sont liées à des enjeux spécifiques qui débordent le cadre de cet avis. Dans son *Guide des besoins des personnes ayant des limitations fonctionnelles en transport en commun* (2010), le RUTA identifie par ailleurs 7 grands types de déficiences ou de troubles particuliers qui supposent des besoins spécifiques et variés en matière de transport collectif : la déficience auditive, la déficience intellectuelle, les troubles envahissants du développement, la déficience du langage ou de la parole, la déficience motrice, la déficience visuelle et les individus issus des communautés ethnoculturelles ayant des limitations fonctionnelles[23]. À cet effet, la question des jeunes à mobilité réduite mériterait une étude plus approfondie dotée d'une collecte de données adaptée aux différentes réalités de ces jeunes. Rappelons d'ailleurs qu'une telle étude n'existe malheureusement pas.

23 RUTA Montréal, 2010.



CHAPITRE 1

INTERMODALITÉ ET MULTIMODALITÉ, DES NOTIONS AU CŒUR DE LA MOBILITÉ DURABLE

L'intermodalité et la multimodalité sont des concepts peu analysés dans les études sur les habitudes en matière de modes de transport, alors qu'elles sont surtout concernées par la comparaison et la confrontation entre des modes de transport uniques. Or, selon le CjM, l'intermodalité semblerait correspondre davantage aux pratiques de mobilité chez les jeunes Montréalais.es. Une fois l'importance de l'intermodalité et de la multimodalité soulignée, quels sont les enjeux qui en émergent? En quoi ces stratégies permettraient-elles de réduire les inégalités en termes d'accès à la mobilité? Comment insérer la dimension sous-jacente que ces concepts soulèvent dans une stratégie de mobilité durable telle que celle promue par l'ensemble des acteurs du milieu montréalais?

Au Québec, les pratiques liées à l'intermodalité et à la multimodalité ont d'abord été illustrées à travers l'usage du concept de «cocktail transport». Mis de l'avant par Vélo Québec en 1997, le concept mettait de l'avant «l'offre combinée et unifiée de moyens de transport, individuels et collectifs, permettant aux citoyens de se déplacer efficacement et rapidement, tout en économisant et en réduisant au minimum les impacts négatifs sur l'environnement»[24]. On le voit, le cocktail transport était présenté, dès lors, comme une alternative à l'utilisation de l'auto solo.

En fait, à travers l'idée d'un cocktail transport, il s'agissait aussi de souligner le fait qu'un seul mode de transport ne pouvait véritablement concurrencer les attraits de la voiture individuelle. De plus, en parallèle de la mise en lumière de la variété de l'offre de transports, plusieurs suggéraient l'instauration de mesures coercitives visant à réduire la place de l'auto solo. Depuis 1997, de nombreux organismes montréalais et québécois, tels que Trajectoire Québec, Vivre en Ville, Équiterre, la fondation David Suzuki ou encore le Conseil régional de l'environnement, se sont ainsi positionnés en faveur de telles mesures. Même si la teneur des débats a quelque peu changée, on parle davantage aujourd'hui de mobilité durable, la situation suit néanmoins une tangente pour le moins inquiétante alors qu'on note : une «augmentation de la motorisation, [une] stagnation de l'achalandage du transport collectif, [une] augmentation des délais et des coûts de la congestion véhiculaire»[25]. Le sous-financement chronique du développement et de l'amélioration des transports en commun par rapport au développement autoroutier se trouve à la source de cette tendance[26].

1.1. ACCESSIBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ DES TRANSPORTS DURABLES : LE DÉFI DE L'INTERMODALITÉ ET DE LA MULTIMODALITÉ

L'intermodalité et la multimodalité sont souvent employées comme synonymes. Ces deux notions évoquent toutefois des réalités distinctes, bien que complémentaires. L'intermodalité renvoie simplement à la combinaison de différents modes de transports au sein d'un même déplacement[27] tandis que la multimodalité renvoie à une offre d'options diversifiées et donc à la «confrontation de trajets distincts», parcourus avec des modes de transport ou des combinaisons de modes de transport différents[28]. Ainsi, la multimodalité fait référence à la possibilité de faire un même trajet avec des modes de transports différents, combinés ou non. Une perspective intermodale, implique donc une attention particulière aux correspondances et aux passages d'un mode de transport à un autre. Une perspective multimodale s'attardera à l'offre des options de transport et à la création de multiples choix de déplacements.

En portant une attention accrue à la diversité de l'offre (ou à son manque) et aux correspondances entre les modes de transport, les perspectives multimodale et intermodale sont sous-tendues par une volonté d'augmenter l'accessibilité[29] aux modes de transport durables afin de concurrencer les déplacements automobiles[30]. À travers l'usage de ces concepts, l'objectif est bel et bien de répondre plus adéquatement aux besoins des usager.ères tout en proposant des solutions compétitives face à l'attrait que représente l'automobile. L'amélioration de l'intermodalité et de la multimodalité peut ainsi jouer un rôle prépondérant dans la valorisation des moyens de transport durables permettant d'encourager la pérennisation des habitudes des usager.ères qui choisirait désormais d'adopter délibérément un mode de transport durable plutôt que d'y être contraint.

24 Le Groupe vélo, 1997.
25 Transport 2000, 2017.
26 Alliance Transit, 2017.
27 Gardere E., Gardere J-P, 2009.
28 L'Hostis A., Conesa A., 2010.
29 Torres J., Lewis P., 2012.
30 Ambrosino G., Nelson J.D., Boero M., Pettinelli I., 2016.

La consolidation de l'intermodalité, par exemple, assurerait d'accroître la connexion des réseaux du transport durable et l'amélioration de la desserte par l'organisation de la structure du réseau en *hub-and-spoke*[31]. Il s'agit dès lors de réduire le nombre de lignes directes[32] tout en accentuant les pôles d'échanges, où les diverses lignes se rejoignent. Le métro de Montréal est d'ailleurs déjà organisé de cette manière. La station Berri-UQAM joue le rôle de pôle d'échanges principal, alors que trois lignes y convergent. Trois pôles secondaires, les stations Jean-Talon, Lionel-Groulx et Snowdon, où deux lignes de métro se croisent[33], facilitent également les transits, alors que d'autres stations constituées en *hub-and-spoke* – Bonaventure, Lucien L'Allier, Vendôme et de la Concorde (Laval) – assurent une meilleure correspondance entre lignes de métro et lignes de train.

L'intermodalité peut toutefois s'avérer contraignante pour les usager.ères[34], notamment en raison de la pénibilité des correspondances. Souvent évoqués, les désagréments liés aux correspondances trop longues peuvent mener à des stratégies d'évitement de déplacements intermodaux au profit de déplacements porte-à-porte, et ce, même si ces derniers sont plus longs[35]. La perception des usager.ères est ainsi une variable centrale afin d'assurer la pérennisation d'un trajet intermodal. Plusieurs paramètres doivent d'ailleurs être réunis pour que les trajets intermodaux soient perçus de manière positive et retenus pour les déplacements quotidiens[36] :

- ***Le confort lié à la valorisation du temps.*** L'idée répandue qu'un « temps d'attente dans des lieux souvent inconfortables est perçu comme du temps perdu »[37] peut être contré par un accès facilité à des espaces propices à la lecture, au travail ou même au repos. Ces zones de confort tendent à encourager des perceptions plus positives en ce qui a trait au temps d'attente entre les déplacements;
- ***La continuité malgré les changements de modes de transport.*** Plusieurs éléments peuvent favoriser une certaine continuité dans l'expérience intermodale, malgré les changements de mode de transport : la diminution du parcours entre deux modes différents, l'intégration tarifaire, la qualité du design d'un lieu, l'accès à l'information, la sécurité ou encore la présence de services[38];
- ***La flexibilité liée aux différentes options dont disposent les usager.ères à modifier leur trajet.*** En effet, plus les options sont nombreuses, moins les usager.ères se sentent captif.ves d'une seule. La multiplication des options est également propice à offrir une plus grande flexibilité et réactivité en cas d'imprévu[39].

À ces défis intermodaux s'ajoutent ceux de la multimodalité. Cette dernière perspective s'inscrit également dans une volonté d'accroitre l'accessibilité, mais cette fois, en se concentrant sur l'offre de différentes options de transport et d'alternatives à l'utilisation de l'auto solo. En d'autres termes, l'offre multimodale vise à augmenter la flexibilité et la qualité des options de transport durable. En effet, pour être qualifiée d'alternative, la présence d'une ligne de bus sur un territoire doit être combinée à l'optimisation d'autres facteurs comme la fréquence de passage, la fiabilité ou le niveau de services. Cette logique est également applicable à d'autres modes de transports, dont l'autopartage, qui doit répondre suffisamment aux besoins des usager.ères pour être considéré comme une alternative intéressante. Multiplier et diversifier les choix modaux devient alors une véritable stratégie d'attractivité des transports durables[40] particulièrement pour les jeunes.

Assurer la qualité des aspects intermodaux et la multimodaux du réseau de transport permet ainsi d'opérer la transition entre l'« usager-captif » et l'« usager-délibéré ».[41] L'objectif visé est de fidéliser la jeune clientèle, qui perpétuera ses habitudes de mobilité durable en choisissant délibérément une mobilité intermodale et multimodale qui s'appuie sur des modes de transports durables fiables, flexibles et de qualité. Cette clientèle pourra ainsi se déplacer facilement, sans les contraintes associées à la recherche d'un espace de stationnement, aux embouteillages ou à l'attribution de 20 % de son budget pour l'auto[42]. Porter une attention accrue à l'intermodalité et la multimodalité durables représentent donc des avantages économiques, écologiques et de santé en offrant des déplacements porte-à-porte en utilisant des modes combinés.

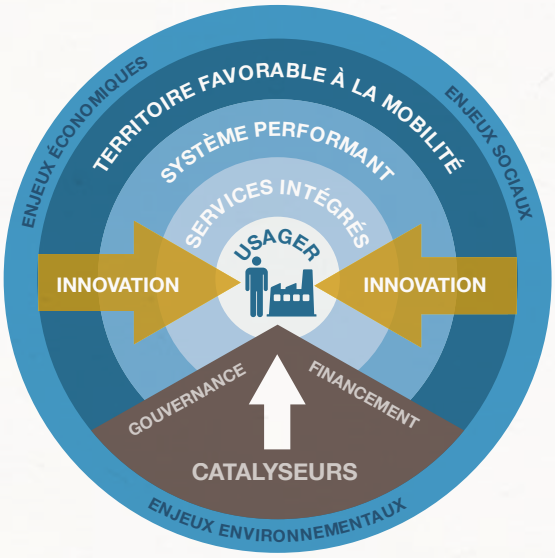
31 *Le hub and spoke* est un terme issu de l'aéronautique qui signifie moyeu et rayons. Il s'agit d'un réseau dans lequel le moyeu est le point vers lequel convergent les différents rayons. Ce type de réseau est donc conçu de manière à ce qu'un trafic en forme d'étoile tourne autour d'un noeud. (source : Géoconfluences).
32 Torres J., Lewis P., 2012.
33 *Ibid.*
34 Richer C., Rabaud M., Lannoy A., 2015.
35 *Ibid.*
36 Torres J., Lewis P., 2012.
37 Lavadinho, S., 2011.
38 Torres J., Lewis P., 2012.
39 *Ibid.*
40 Morency C., 2018.
41 Torres J., Lewis P., 2012.
42 Trajectoire Québec et la Fondation David Suzuki, 2018.

1.2. LES CARACTÉRISTIQUES DE LA MOBILITÉ DURABLE

La mobilité durable met en œuvre des modes de transport respectueux de l'environnement humain et naturel. Elle doit reposer sur la combinaison de modes alternatifs à la voiture individuelle. Elle s'appuie, en premier lieu, sur un réseau de transport en commun efficient (train, métro, système léger sur rails (SLR), service rapide par bus (SRB), bus, minibus et taxis collectifs), sur la favorisation des modes actifs (marche et vélo) et sur les services de mobilité partagée (autopartage, covoiturage, vélopartage et taxis). La mobilité durable a des effets sur un certain nombre d'enjeux sociétaux tels que l'aménagement du territoire, la santé publique, l'accès à des logements abordables, les enjeux environnementaux ou encore la sécurité urbaine, tels qu'illustrés par la figure ci-dessous.

FIGURE 1

ÉCOSYSTÈME DES TRANSPORTS[43]



Depuis quelques années, les services de mobilité partagée gagnent en popularité et apparaissent comme des services complémentaires et réciproquement bénéfiques au transport collectif[44]. Des entreprises privées d'autopartage (Communauto ou Car2), de vélopartage (BIXI) ou de covoiturage local (Netlift, Amigo express) en assurent la gestion.

Dans un contexte où les déplacements hors des quartiers centraux et du réseau structurant du métro sont difficiles, les services de mobilité partagée constituent une réponse aux besoins des usager.ères[45]. Cette situation est particulièrement sentie dans les quartiers peu denses où la desserte en transport collectif est moindre et où la demande pour le transport collectif n'est souvent pas suffisante à l'ajout d'une ligne de transport structurante. Sans surprise, c'est justement dans ces quartiers que la part modale de l'auto solo est la plus forte. Les services de mobilité partagée amènent néanmoins une diversité d'options offrant ainsi une véritable alternative afin de parcourir les premiers et les derniers kilomètres. Ils peuvent permettent aux gens de « confectionner leurs propres itinéraires flexibles et asymétriques »[46].

Or, ces options ne seront attractives que si les possibilités d'obtenir de l'information, de planifier son trajet, d'avoir un tarif combiné et un mode de paiement simplifié sont mises en place[47]. Des partenariats entre les acteurs publics et privés sont donc à développer afin d'intégrer des formes de mobilité durable à l'offre traditionnelle[48]. Parallèlement, des mesures coercitives à l'utilisation de la voiture individuelle doivent être mises en place pour que son attractivité cesse de croitre, par exemple : des mesures de tarification directe des usager.ères (péage urbain, tarification des stationnements) ou d'écofiscalité (taxes sur les carburants, taxe kilométrique). En d'autres termes, une approche intégrée construite autour d'un souci accru pour la multimodalité et l'intermodalité est aujourd'hui nécessaire pour assurer la pérennité de la mobilité durable.

43 Gouvernement du Québec, 2018a, [En ligne], [https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/ministere/role_ministere/DocumentsPMD/politique-mobilite-durable.pdf].
44 UITP, 2011.
45 Le Boennec R., Nicolaï I., Da Costa P., 2017.
46 Torres J., Lewis P., 2012, p.71.
47 Ambrosino G., Nelson J.D., Boero M., Pettinelli I., 2016.
48 Transport 2000, 2017.

1.3. LA MARCHE AU CŒUR DES MOBILITÉS INTERMODALES : ARTICULER AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET MOBILITÉ DURABLE

Les déplacements intermodaux conjuguent des moments statiques (attente) et des moments de marche entre les lignes d'un même réseau ou entre des réseaux différents (correspondance et rabattement). Ainsi, la marche est une dimension centrale de l'intermodalité[49] et l'articulation des trajets à pied et les transports collectifs[50] l'est tout autant. Favoriser des environnements piétons devrait donc être un objectif central des pôles d'échanges, de l'aménagement urbain des quartiers et de l'agglomération.

Les pôles d'échanges intermodaux doivent donc être pensés comme des environnements piétons. Ils facilitent les déplacements courts entre les différents modes, assurent la sécurité des piétons et leur orientation simple tout en permettant la valorisation des moments d'attente[51]. Ces pôles doivent aussi être intégrés à des quartiers aménagés de manière durable, car l'intégration de la marche dans la chaîne de déplacement a le potentiel de renforcer le « processus de rééquilibrage de l'usage de la voirie »[52] et la gestion de l'espace urbain. Comme le souligne Gardere (2009), « dimensionner les voiries urbaines par rapport au trafic des heures de pointe revient à stériliser des espaces de voiries le reste de la journée au détriment des piétons ». Par ailleurs, l'enjeu de l'aménagement du réseau routier local relève de la compétence des municipalités qui peuvent agir sur la géométrie des rues, l'aménagement de la chaussée et des trottoirs, la gestion du stationnement sur rue et la circulation des véhicules motorisés ou non[53].

Le concept de *transit-oriented developement* (TOD) s'est récemment imposé dans la planification urbaine montréalaise afin de mettre en lumière l'étalement urbain, favoriser les modes de transport durables et valoriser l'importance de la marche dans un contexte intermodal. Le TOD se définit comme un projet urbain autour d'une station de transport collectif (train de banlieue et métro) qui combine une certaine densité, une mixité de fonction et un design urbain favorisant les déplacements en modes actifs. Ainsi, avec un aménagement approprié pour la marche, les citoyens peuvent avoir accès à un nombre de services et d'activités à proximité de la station de transport en plus de pouvoir se déplacer sur de plus grandes distances grâce à une pratique intermodale qui débute par la marche. Une telle orientation valorise ainsi la marche, comme mode de déplacement et comme pierre d'assise de l'intermodalité, par le fait même, entraine une revalorisation de l'aménagement durable de la ville et des environnements piétons[54]. Une réflexion sur les politiques de zonage durable de la Ville s'impose donc, car « [c]'est par l'aménagement du territoire que peut se former une vue d'ensemble sur l'enjeu de mobilité, c'est par son biais que l'on doit intégrer la planification territoriale des transports »[55].

49 Richer C., Rabaud M., Lannoy A., 2015.
50 Burckhart K., Blair C., 2009.
51 Torres J., Lewis P., 2012.
52 Amar G., Michaud V., 2009.
53 Mercier-Méthé X., 2017.
54 Maulat J., 2016.
55 Vivre en Ville et Équiterre, 2017.

RECOMMANDATION 1

Que la Ville de Montréal et les acteurs métropolitains du transport tels que l'ARTM et la STM, portent une attention particulière aux besoins des jeunes âgé.es de 17 à 30 ans lors de l'élaboration de politiques et de mesures relatives à la mobilité durable, notamment dans le nouveau plan de transport de la Ville de Montréal et le Plan stratégique de développement de l'ARTM, afin que ces usager.ères, aujourd'hui captifs, deviennent des usager.ères délibéré.es demain.

RECOMMANDATION 2

Que la Ville de Montréal et les acteurs métropolitains du transport tels que l'ARTM et la STM, s'assurent de la cohérence entre les incitatifs à la mobilité durable et les mesures coercitives, pour réduire la part de l'auto solo.

RECOMMANDATION 3

Que l'ARTM et la STM portent une attention particulière au passage d'un mode à un autre en conceptualisant les pôles d'échanges intermodaux comme des espaces piétons afin, entre autres, de rendre la transition plus fluide, agréable et sécuritaire.

RECOMMANDATION 4

Que la Ville de Montréal soutienne les déplacements en transports durables sur l'ensemble du territoire montréalais en favorisant la création et le maintien d'infrastructures adéquates et sécuritaires ainsi que l'ajout de stationnements sécurisés pour vélos, particulièrement autour des pôles d'échange intermodaux.

CHAPITRE 2
DE LA PLANIFICATION À L'ACTION

Dans la région de Montréal, plusieurs politiques et plans de planification de la mobilité sont à l'œuvre. De même, de nombreux acteurs sont présents dans le domaine de la mobilité, de l'aménagement du territoire et du développement durable (institutions publiques, centres de recherche et universités, entreprises privées ou autres). Pourtant, l'amélioration de la mobilité durable n'est que très peu visible. On note même une certaine dégradation si l'on tient compte, par exemple, de l'augmentation du taux de motorisation des ménages[56]. Ce constat, comme l'inefficacité et l'insuffisance des mesures mises en place ont été soulignés à maintes reprises, notamment par des organismes qui œuvrent dans le domaine du transport, dans leurs mémoires présentés dans le cadre de la *Politique de mobilité durable-2030* du gouvernement du Québec[57]. Si de nombreux plans et orientations municipaux s'appliquent à Montréal, le suivi comme les résultats peinent à se faire voir, notamment aux yeux des citoyen.nes.

2.1. LE CADRE DE PLANIFICATION DE LA MOBILITÉ À MONTRÉAL

2.1.1. À L'ÉCHELLE PROVINCIALE

La *Politique de mobilité durable-2030*, accompagnée par son plan d'action 2018-2023, ont été lancés en avril 2018 par le gouvernement du Québec. Cette politique s'intéresse à la fois à la mobilité des personnes et au transport des marchandises. Sous forme de projection, une première orientation souligne clairement la volonté du gouvernement à tendre vers la mobilité durable : « en 2030, le Québec est un leader nord-américain de la mobilité durable et intégrée du 21e siècle sur un territoire aménagé dans une perspective de mobilité durable. Il dispose d'un écosystème de transports performant, sécuritaire, connecté et sobre en carbone, qui contribue à la prospérité du Québec et répond aux besoins des citoyens et des entreprises »[58]. C'est notamment par son aide financière aux projets de transport collectif que le gouvernement provincial appuie la planification des transports à l'échelle municipale. De plus, il intègre de nouveaux plans de mobilité durable intégrée, dont les municipalités devront se saisir, avec l'aide financière du gouvernement du Québec, pour développer une planification complémentaire aux autres outils de planification de l'aménagement du territoire. Bien qu'aucune mesure spécifique pour la jeunesse ne soit énoncée, la politique de mobilité durable est néanmoins axée sur les besoins des citoyen.es et favorise un changement de comportement de la part des usager.ères[59]. Une telle orientation rejoint particulièrement les 17-30 ans qui sont voués à devenir les usager.ères principaux au cours des prochaines années.

2.1.2. À L'ÉCHELLE MÉTROPOLITAINE

Le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) est un document de planification de la Communauté métropolitaine de Montréal qui souhaite agir à la fois sur l'aménagement, le transport et l'environnement[60]. Le PMAD met notamment de l'avant une perspective transit-oriented development (TOD), abordée au premier chapitre. Le PMAD a une influence sur tous les autres documents de planification de l'aménagement à plus petite échelle, car ceux-ci doivent s'y conformer (ex. schéma d'aménagement et de développement, plan d'urbanisme et règlements d'urbanisme).

Les Centres de gestion des déplacements (CGD) sont aussi des acteurs incontournables de la mobilité. S'ils ne sont pas responsables d'une planification publique régionale, ils apportent leur soutien aux grands générateurs de déplacements, notamment les employeurs, les institutions et les municipalités dans plusieurs régions du Québec. Leurs principaux services consistent à élaborer des plans de gestion de déplacement, travailler sur la demande en déplacements et favoriser l'accessibilité aux pôles d'activités. On en compte deux dans la région montréalaise.

2.1.3. À L'ÉCHELLE MUNICIPALE

À l'échelle de la Ville de Montréal ou de ses arrondissements, plusieurs documents et politiques orientent la planification des transports :

- Le *Plan d'urbanisme* (2004)[61] de la Ville de Montréal, dont les orientations en matière d'aménagement urbain touchent la densification des quartiers, la mixité, l'articulation aux transports collectifs et actifs ou encore l'accessibilité des pôles d'emplois;

56 Transport 2000, 2017.
57 Mémoires de l'Alliance Ariane, 2017, Trajectoire Québec et Fondation Suzuki, 2017, Vivre en Ville et Équiterre, 2017, Alliance Transit, 2017.
58 Gouvernement du Québec, 2018.
59 *Ibid.*
60 CMM, 2011.
61 Ville de Montréal, 2004.

- Le *Plan de transport de Montréal* (2008), dont la mise à jour est attendue prochainement, promeut à la fois l'équité sociale et le développement durable. Il propose 21 chantiers ambitieux pour la mobilité montréalaise qui repose sur trois enjeux : le développement des transports actifs et collectifs, la diminution de la place de l'automobile, la sécurité des déplacements[62];
- Les *Plans locaux de déplacements* (PLD) des arrondissements, conformes aux objectifs du *Plan de transport*, élaborés et/ou adoptés par dix arrondissements jusqu'ici. Ils permettent d'adapter une planification locale spécifique aux enjeux de mobilité de chaque arrondissement[63];
- La *Politique de stationnement* (2016)[64] de la Ville de Montréal qui offre un cadre de gestion du stationnement sans pour autant le règlementer;
- Le *Plan de développement durable* (2016)[65] de la Ville de Montréal dont les défis et les cibles sont directement liés à la mobilité durable, notamment la réduction des émissions de GES et la dépendance aux énergies fossiles ainsi que l'accès à des quartiers durables à échelle humaine;
- Le *Plan stratégique des systèmes de transport intelligent* (2011) qui entend mettre en place diverses technologies appliquées aux transports pour améliorer les infrastructures existantes (mesures prioritaires pour bus, bornes de stationnement, feux de circulation, etc.);
- Le *Plan de développement stratégique*[66] (2011) de la Société de transport de Montréal, un partenaire de la Ville, dont les objectifs visent à réduire la dépendance à l'auto et augmenter significativement la part modale des transports en commun dans les déplacements.

Ces documents fournissent des orientations sur les enjeux de la mobilité sous l'angle de la durabilité. Or, peu de mécanismes clairs de suivi et d'évaluation ont été mis en place dans le cadre de ces exercices de planification. Un tel manque met donc en doute l'efficacité de leur mise en œuvre. De plus, les initiatives de reddition de compte auprès des citoyen.nes sont rares.

Si la vision et les orientations de ces politiques et plans sont positives pour les modes de transport durables, on n'y retrouve aucune mise en place de mesures coercitives afin contrer l'utilisation de l'auto solo et d'opérer un véritable virage vers la mobilité durable. La réalité spécifique des jeunes ne semble pas non plus faire l'objet de mesures adaptées pour répondre à leurs besoins et les inciter à faire le choix délibéré d'un mode de transport durable.

2.2. LES ORIENTATIONS RÉCENTES DES ACTEURS DE LA MOBILITÉ

Comme nous le précisions au début de l'avis, le moment est opportun pour faire avancer les enjeux de la mobilité durable à Montréal :

- Un certain nombre de projets de transports sont confirmés, notamment le Réseau express métropolitain (REM) et le prolongement de la ligne bleue du métro;
- Des exercices de planification métropolitains et municipaux sont en cours d'élaboration : le *Plan stratégique de développement* de l'ARTM, le *Plan de mobilité* et le *Plan d'urbanisme* de la Ville;
- L'étude de la possibilité d'une tarification sociale du transport en commun par la CMM;
- L'augmentation du budget de la STM par la Ville[67];
- Le développement, par la STM, d'une nouvelle plateforme numérique qui intègrerait tous les types de transport (autobus, métro, BIXI, Netlift, taxi, etc.) et qui faciliterait le paiement des déplacements.

À cela s'ajoute un écosystème d'acteurs très présents à Montréal qui œuvrent dans les domaines de la mobilité durable et de l'aménagement du territoire et peuvent apporter leur expertise aux décideurs. Notons parmi ceux-ci des organismes à but non lucratif ou des alliances d'organismes, tels que Vivre en Ville, Trajectoire Québec, Équiterre, la fondation David Suzuki, Piétons Québec, le Conseil régional de l'environnement, Vélo Québec, l'Alliance Transit ou l'Alliance Ariane. Des entreprises privées innovantes, telles que Transit, Communauto, Car2Go ou encore Netlift, contribuent également à faire avancer les enjeux de la mobilité durable à Montréal et à trouver des alternatives attractives à l'auto solo.

62 Ville de Montréal, 2008.
63 Ville de Montréal, 2010.
64 Ville de Montréal, 2016b.
65 Ville de Montréal, 2016a.
66 STM, 2011.
67 STM, 2018.

RECOMMANDATION 5

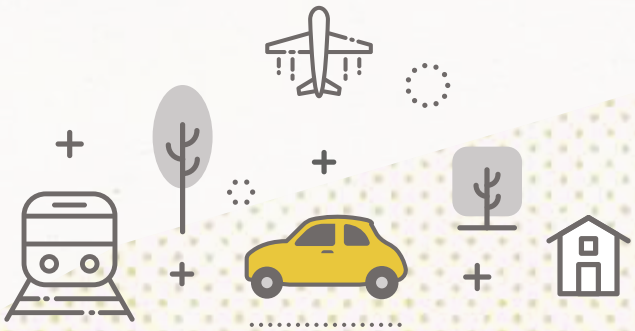
Que la Ville de Montréal et les acteurs métropolitains du transport tels que l'ARTM et la STM, se dotent d'outils de suivi et d'évaluation pour tous leurs exercices de planification liés à la mobilité.

RECOMMANDATION 6

Que les 19 arrondissements montréalais élaborent, complètent ou mettent à jour, leur Plan local de déplacements.

RECOMMANDATION 7

Que la Ville de Montréal collabore avec les arrondissements pour mettre en place des politiques de transports durables reflétant leur réalité et leurs besoins afin de réduire les inégalités d'accès au transport sur l'ensemble du territoire montréalais.



CHAPITRE 3
PORTRAIT DE LA MOBILITÉ DES JEUNES MONTRÉALAIS.ES

Ce chapitre vise à brosser le portrait des habitudes de transport des jeunes Montréalais.es afin de mieux saisir les caractéristiques particulières, les besoins, mais surtout les freins à la mobilité de cette clientèle. L'objectif visé est ainsi de mieux répondre aux problématiques réelles encourues par des recommandations appropriées, adressées à la mairesse de la Ville de Montréal ainsi qu'au Comité exécutif. Il s'agira donc de voir, sur le plan empirique, si la mobilité durable est caractéristique des pratiques de mobilité des jeunes et comment l'intermodalité et la multimodalité sont vécues au quotidien.

Deux types de données ont été mobilisés à ces fins :

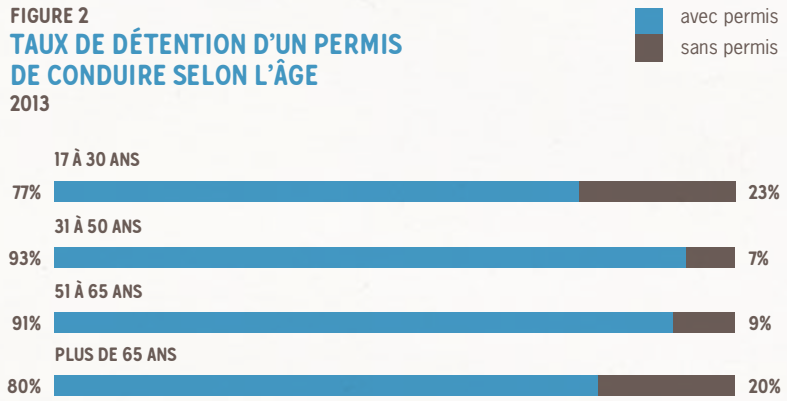
- l'enquête OD de 2013, qui compile les données des déplacements de près de 78 700 ménages, de tous âges, de la grande région métropolitaine de Montréal ;
- un sondage en ligne adressé uniquement aux jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans, réalisé en 2018 par le CjM, sur le territoire plus restreint de la Ville de Montréal.

3.1. LES HABITUDES DE TRANSPORT

3.1.1. DÉTENTION DU PERMIS DE CONDUIRE ET ACCÈS À UNE VOITURE

Selon l'enquête OD, les 17-30 ans se distinguent par une forte proportion de personnes ne détenant pas de permis de conduire. Cette proportion s'élève à 23 % pour la tranche d'âge des 17 à 30 ans, alors qu'elle n'est que de 7 % pour les 31-50 ans et de 9 % pour les 51-65 ans.

FIGURE 2
TAUX DE DÉTENTION D'UN PERMIS DE CONDUIRE SELON L'ÂGE
2013



Source : Mobilité des personnes dans la région de Montréal, Enquête Origine-Destination 2013, version 13.2a ; Traitement : Conseil jeunesse de Montréal.

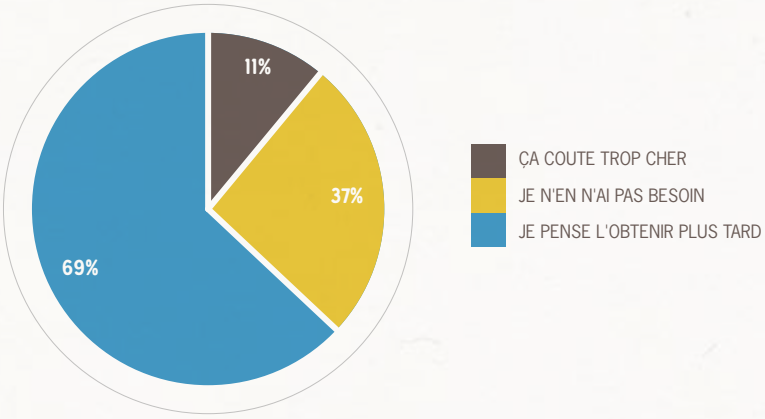
Parmi les 587 jeunes interrogé.es via le sondage en ligne, plus des trois quarts ont un permis de conduire. Lorsque questionnées sur la raison pour laquelle elles détenaient un permis de conduire, 67 % des personnes sondées ont répondu qu'elles considèrent qu'avoir le permis est un incontournable et 4 % se sentent obligées d'avoir un permis puisqu'elles ne peuvent pas se déplacer autrement qu'en voiture.

Nous avons aussi demandé aux personnes ne détenant pas de permis de conduire, pourquoi elles n'en avaient pas. Cette question avait pour objectif de déterminer si le recul de la détention d'un permis de conduire était un abandon générationnel ou si cette décision était seulement reportée à plus tard. Parmi les 127 jeunes qui ne détiennent pas de permis de conduire, 37 % mentionnent ne pas en avoir besoin. Les autres considèrent qu'un permis est trop dispendieux ou souhaitent l'obtenir plus tard.

FIGURE 3

RAISONS ÉVOQUÉES PAR LES RÉPONDANT.ES ÂGÉ.ES DE 17 À 30 ANS POUR EXPLIQUER LA NON-DÉTENTION D'UN PERMIS DE CONDUIRE

2018



Source : Sondage du Conseil jeunesse de Montréal réalisé auprès des jeunes Montréalais.es âgé.es de 17 à 30 ans, 2018

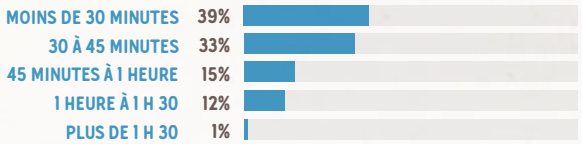
3.1.2. DURÉE DE TRAJET ET PARTS MODALES

Près de trois quarts des jeunes interrogé.es via le sondage en ligne prennent moins de 45 minutes pour se rendre au travail ou à l'école durant leur trajet aller typique. Un quart d'entre eux.elles mettent plus que 45 minutes. De plus, un quart d'entre eux.elles s'arrêtent sur leur trajet pour effectuer des courses, déposer les enfants ou effectuer d'autres activités.

FIGURE 4

DURÉE DU TRAJET DES RÉPONDANT.ES ÂGÉ.ES DE 17 À 30 ANS POUR LES DÉPLACEMENTS TYPIQUES VERS LE TRAVAIL OU L'ÉCOLE

2018



Source : Sondage du Conseil jeunesse de Montréal réalisé auprès des jeunes Montréalais.es âgé.es de 17 à 30 ans, 2018

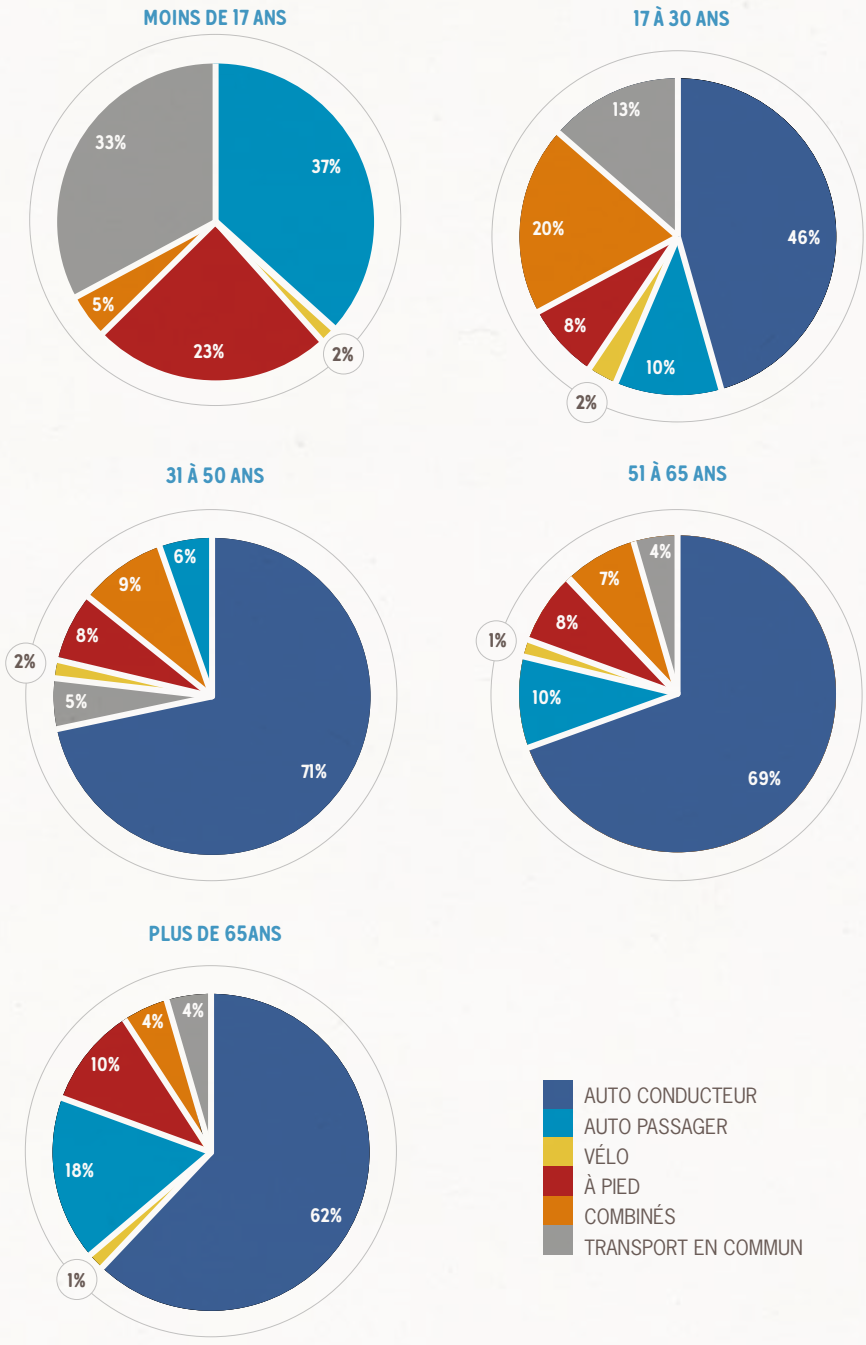
Selon l'enquête OD, les 17-30 ans représentent la tranche d'âge qui utilise davantage une combinaison de modes pour réaliser leur trajet (20%)[68]. Les moins de 17 ans obtiennent la plus forte part modale en transport commun (33%), à pied (23%) ou en tant que passager dans une automobile (37%). Les 31-50 ans, les 51-65 ans et les plus de 65 ans ont tous des habitudes de déplacement similaires qui se distinguent par des proportions légèrement différentes. Seuls les plus de 65 ans se distinguent par une utilisation plus élevée de l'automobile en tant que passager (18%) par rapport aux deux autres tranches d'âge.

68 Rappelons que ces données sont extraites de l'enquête OD et que la définition de l'intermodalité est limitée. La pratique de la combinaison de modes pourrait ainsi être bien plus élevée.

FIGURE 5

PART MODALE DES RÉPONDANT.ES ÂGÉ.ES DE 17 À 30 ANS COMPARATIVEMENT À CELLE DES AUTRES TRANCHES D'ÂGE POUR LA GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL

2013



Source : Mobilité des personnes dans la région de Montréal, Enquête Origine-Destination 2013, version 13.2a ; Traitement : Conseil jeunesse de Montréal.

Sur les 587 jeunes interrogé.es via notre sondage en ligne, près de 9 jeunes sur 10 affirmaient détenir une carte de transport collectif. En revanche, 1 jeune sur 10 était adhérent.e d'un service d'autopartage, tel que Communauto ou Car2Go. En complément aux données recueillies, Communauto nous a fourni des données qui indiquent que sur leurs 37 000 abonné.es montréalais.es, 5969 sont des jeunes de 17 à 30 ans, vivant à Montréal (soit 16 %), tandis que les jeunes adhérents les plus nombreux sont les 25-30 ans. À l'inverse, les 17-20 ans sont très peu nombreux à utiliser ce service.

Rappelons que l'offre de Communauto, notamment les véhicules en libre-service, est limitée à certains arrondissements de Montréal. En effet, ces derniers ont le pouvoir d'autoriser ou de refuser la présence de ce service sur leur territoire. Par conséquent, il est possible de présumer que le potentiel de jeunes adhérent.es pourrait être supérieur si l'offre était étendue à plus d'arrondissements.

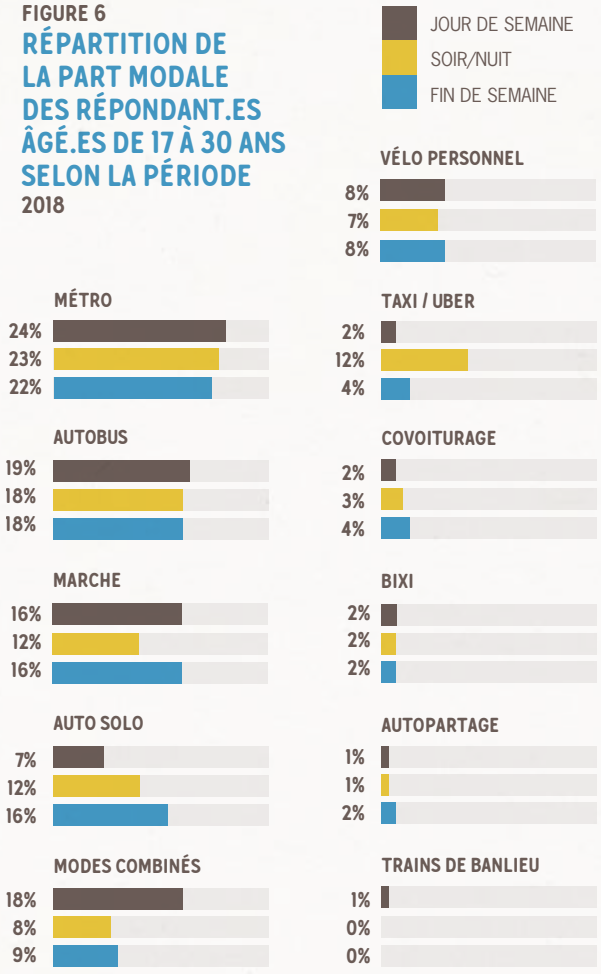
3.1.3. DES CHOIX MODAUX PÉRIODIQUES

Selon notre sondage en ligne, l'analyse des parts modales des jeunes selon différentes périodes de la semaine démontre que les jeunes ont une utilisation constante, toute période confondue, du métro et de l'autobus. Les autres modes sont utilisés de manière ponctuelle :

- Pour les trajets de jour en semaine, les modes combinés (18%) et la marche (16%) sont davantage considérés. C'est la période où la proportion d'utilisation des modes combinés est la plus forte.
- Pour les trajets de soir, trois modes arrivent à égalité en troisième position (12% chacun), soit l'utilisation de l'autosolo, du taxi/Uber et de la marche. Les modes combinés ne représentent plus que 8% des réponses.
- Pour les trajets de fin de semaine, les principaux modes utilisés sont l'auto solo et la marche qui arrivent à égalité en troisième position avec 16% chacun. Les modes combinés ne représentent que 9% des modes de transport utilisés en fin de semaine. C'est l'horaire où la part modale de l'auto solo est la plus forte.

Nous avons demandé aux jeunes de justifier leurs choix modaux pour chaque période de déplacement et les mêmes raisons sont évoquées pour chaque période, mais dans des proportions légèrement différentes. Il est possible de noter que la rapidité, le coût et la dimension écologique sont des aspects importants qui influencent les choix modaux des jeunes. De plus, les motifs «autres» nous éclairent sur les raisons contextuelles propres à chaque période. Ainsi, une offre de service du transport collectif moins fréquente le soir et la fin de semaine justifie une utilisation plus accrue de l'auto ou du taxi/Uber durant ces périodes.

FIGURE 6
RÉPARTITION DE LA PART MODALE DES RÉPONDANT.ES ÂGÉ.ES DE 17 À 30 ANS SELON LA PÉRIODE
2018



Source : Sondage du Conseil jeunesse de Montréal réalisé auprès des jeunes Montréalais.es âgé.es de 17 à 30 ans, 2018

3.1.4. DES PARTS MODALES DIFFÉRENTES SELON LE STATUT

Étant donné que les jeunes de 17 à 30 ans ont des situations professionnelles et scolaires variées, il nous semble important de déterminer si les différences de statut (travail à temps plein, travail à temps partiel ou aux études) permettent d'observer des différences dans les choix modaux de ces jeunes.[69]

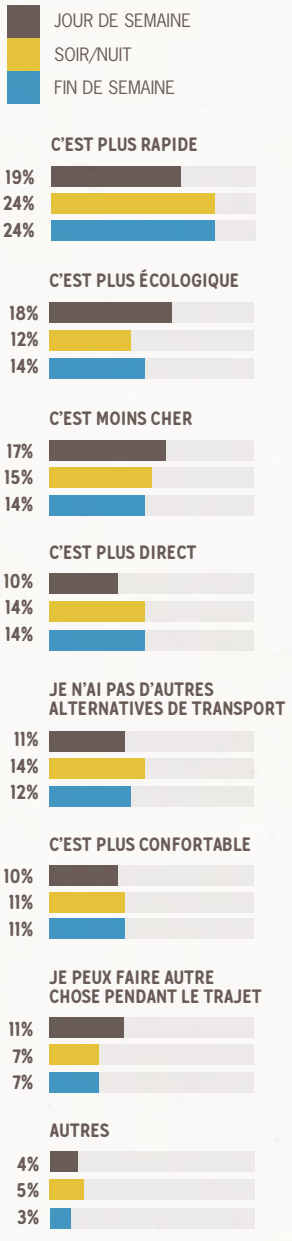
Selon l'enquête OD, on note chez les étudiants de 17-30 ans de la grande région de Montréal une forte part d'utilisateur.rices de l'auto conducteur des modes combinés et des transports en commun. Leur proportion d'utilisation de l'auto conducteur, même si elle est élevée (30 %), reste faible par rapport aux deux autres statuts. En effet, deux tiers des personnes travaillant à temps plein utilisent l'auto conducteur ainsi qu'une personne sur deux travaillant à temps partiel. Les personnes de 17-30 ans travaillant à temps partiel utilisent légèrement moins l'auto conducteur que celles travaillant à temps plein et vont privilégier l'auto passager, la marche, les modes combinés et le transport en commun.

69 Bien que l'enquête OD sépare l'ensemble de la population en huit statuts : travailleur à temps plein, travailleur à temps partiel, étudiant/élève, retraité, autre, enfant de 4 ans et moins, à la maison, refus, il est à noter que 90 % des jeunes de 17 à 30 ans sont répartis au sein de trois statuts principaux : travailleur à temps plein, travailleur à temps partiel et étudiant/élève.

FIGURE 7

RAISONS ÉVOQUÉES PAR LES RÉPONDANT.ES ÂGÉ.ES DE 17 À 30 ANS POUR EXPLIQUER LEURS CHOIX MODAUX SELON LA PÉRIODE

2018

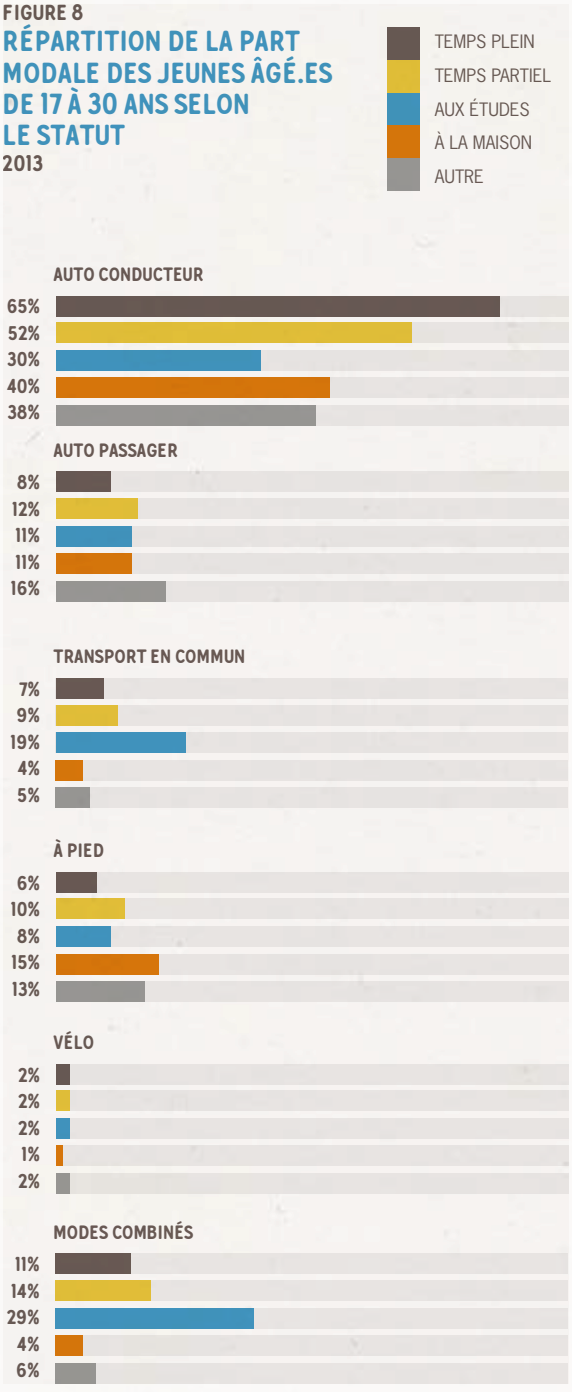


Source : Sondage du Conseil jeunesse de Montréal réalisé auprès des jeunes Montréalais.es âgé.es de 17 à 30 ans, 2018

FIGURE 8

RÉPARTITION DE LA PART MODALE DES JEUNES ÂGÉ.ES DE 17 À 30 ANS SELON LE STATUT

2013



Source : Mobilité des personnes dans la région de Montréal, Enquête Origine-Destination 2013, version 13.2a ; Traitement : Conseil jeunesse de Montréal.

3.2. LES FREINS À LA MOBILITÉ DES JEUNES

3.2.1. LES OBSTACLES À L'UTILISATION DES MODES DURABLES

Les deux principaux obstacles à l'utilisation des modes durables par les jeunes sont la durée de trajet (26%) et la fréquence du transport en commun (12%). Ces données soulignent l'importance du temps dans la considération des déplacements des jeunes. Parmi les autres obstacles, il y a le nombre trop important de correspondances (10%). En effet, pour la majorité des jeunes, un trajet impliquant 2 ou 3 correspondances est la limite à partir de laquelle ils.elles cessent d'utiliser des modes combinés et préfèrent l'auto solo comme alternative. Pour un.e jeune sur dix, un seul transfert suffit.

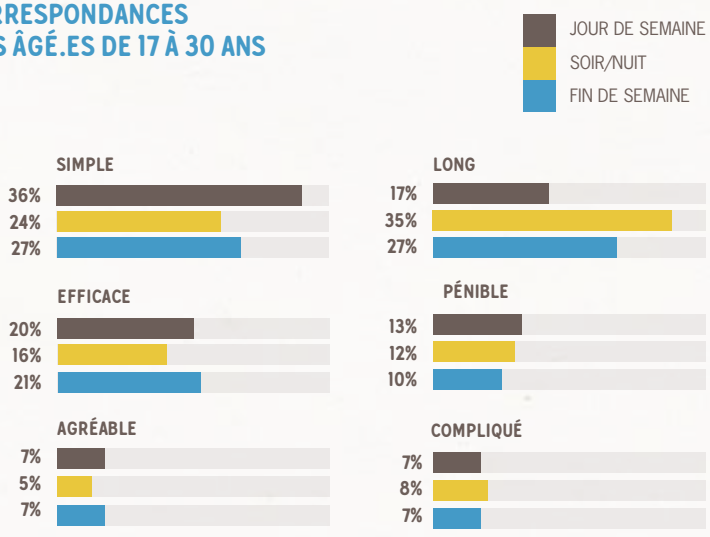
Les correspondances lors des trajets de jour, en semaine, sont vues de manières plutôt positives par les jeunes qui utilisent les modes combinés, mais les trajets de soir sont perçus de manière plus négative. Quant aux trajets de fin de semaine, les perceptions des jeunes usager.ères sont plutôt mitigées, oscillant entre «simples» et «longs» tel que l'illustre le graphique ci-dessous. Une telle tendance suggère qu'une desserte moins présente ou efficace pour les trajets de soir ou de nuit contribue à décourager les jeunes d'utiliser des modes combinés de transport en commun comparativement aux trajets de jour. Ces justificatifs permettent également de mettre en lumière les irritants des modes durables et de cibler ce qui doit être amélioré afin de valoriser les modes alternatifs de transport auprès des jeunes Montréalais.es.

FIGURE 9
PRINCIPAUX OBSTACLES À L'UTILISATION D'UN MODE DE TRANSPORT DURABLE ÉVOQUÉS PAR LES RÉPONDANT.ES ÂGÉ.ES DE 17 À 30 ANS UTILISANT L'AUTOMOBILE
2018



Source : Sondage du Conseil jeunesse de Montréal réalisé auprès des jeunes Montréalais.es âgé.es de 17 à 30 ans, 2018

FIGURE 10
APPRÉCIATION DES CORRESPONDANCES PAR LES RÉPONDANT.ES ÂGÉ.ES DE 17 À 30 ANS SELON LA PÉRIODE
2018



Source : Sondage du Conseil jeunesse de Montréal réalisé auprès des jeunes Montréalais.es âgé.es de 17 à 30 ans, 2018

3.2.2. MULTIMODALITÉ ET PROJETS IRRÉALISÉS DE MOBILITÉ

Afin de déterminer si les jeunes ont accès à différentes alternatives de transport et si celles-ci répondent à leurs critères de qualité, quatre questions ont été posées dans le sondage :

- Vous est-il possible de vous déplacer pour vos destinations principales (études, travail) à partir d'autres modes de transport que ceux utilisés habituellement?
- Est-ce qu'actuellement les moyens de transport durable dont vous disposez vous permettent facilement de vous déplacer où vous souhaitez?
- Est-ce qu'actuellement les moyens de transport auxquels vous avez accès sont suffisants pour vos déplacements?
- Avez-vous des horaires qui vous contraignent dans l'utilisation de certains modes?

Près d'un.e jeune sur deux juge qu'il n'y a pas d'alternatives aux modes de déplacements habituellement utilisés. Les raisons principales évoquées sont liées à des enjeux de coûts, de temps, d'accessibilité physique, de trafic, de préoccupation environnementale, de météo, de complexité, d'efficacité et de désir personnel.

De plus, un quart des répondant.es se sentent obligé.es d'utiliser l'auto puisque les transports durables ne facilitent pas les déplacements, notamment à cause des horaires des transports en commun et de l'inaccessibilité de certaines destinations. Pour certain.es, ce sont les déplacements en dehors de la Ville de Montréal, en banlieue et pour des achats particuliers (grosses épiceries, achat de meubles ou de matériaux lourds) qui sont plus difficiles. Pour d'autres, il s'agit simplement de leur trajet typique pour l'école ou le travail, vu la distance du lieu de résidence ou encore parce que ces derniers sont très mal desservis par le transport en commun.

Par ailleurs, près d'un quart des jeunes ne disposent pas de moyens de transport suffisants pour réaliser leurs déplacements. En répondant « non » à la 3e question, il fallait préciser à quel mode les jeunes souhaiteraient avoir accès. La grande majorité a répondu qu'elle souhaitait avoir plus d'accès aux transports collectifs (plus de fréquence, plus de desserte), à la voiture, au vélo (plus de stationnements, de pistes sécuritaires), aux services de mobilité partagée et à des taxis moins chers.

Finalement, plus d'un tiers des jeunes ont des horaires qui les contraignent à l'utilisation de certains modes de transport au profit d'autres, notamment hors des heures de pointe (soir, fin de semaine et matin très tôt). Cela les décourage d'utiliser les transports en commun pour leurs déplacements.

Il est donc possible de déduire qu'un certain nombre de jeunes sont limité.es dans leur mobilité et ne disposent pas d'alternatives adéquates à l'utilisation de l'automobile.

3.2.3. INFRASTRUCTURES ET DESSERTE

Trois questions du sondage étaient destinées à recueillir les perceptions des jeunes quant à la desserte et les infrastructures en transports durables, tant dans leur quartier de résidence que dans le quartier correspondant à leur lieu d'études ou de travail.

Concernant la desserte en transports durables (train de banlieue, métro, bus, Communauto, Car2go, BIXI) dans les quartiers de résidence, 2 jeunes sur 10 considèrent vivre dans des quartiers mal desservis par les transports collectifs, c'est-à-dire qu'ils considèrent qu'il y a : un manque de fréquence, un manque de service ou un manque de desserte en transport durables. Les secteurs jugés les plus problématiques, lorsque précisés par les répondant.es, sont la Couronne Nord[70], l'est de Montréal, l'ouest de Montréal, la Rive-Sud, Côte-des-Neiges, Saint-Laurent, Hochelaga-Maisonneuve, Ville Mont-Royal et Montréal-Nord.

Le sondage demandait également de juger si le quartier de résidence favorisait les déplacements à vélo et à pied, par le biais d'indicateurs tels que : la présence de trottoirs, de pistes cyclables et de services de proximité. Près d'un.e jeune sur quatre considère que son quartier ne favorise pas les déplacements en transport actif en raison du manque d'infrastructures, puisque les aménagements sont surtout axés sur l'automobile.

Concernant la desserte en transports durables des quartiers de destination (travail et études), ces secteurs sont majoritairement jugés mieux desservis que les lieux de résidence. Ce sont surtout les pôles d'emplois situés dans les quartiers périphériques, notamment Ville St-Laurent et Anjou, qui sont jugés mal desservis. Les universités sont par ailleurs peu relevées comme étant problématiques, à l'exception du campus de Longueuil jugé négativement pour son manque d'accès en transport actif.

70 Terme faisant référence à l'appellation utilisée par Exo (l'ancien Réseau de transport métropolitain).

3.3. LES BESOINS EXPRIMÉS

Les principales suggestions d'amélioration concernent l'augmentation de la fréquence des transports en commun en-dehors des heures de pointe. Les autres améliorations demandées concernent le coût, la ponctualité et la desserte du transport collectif.

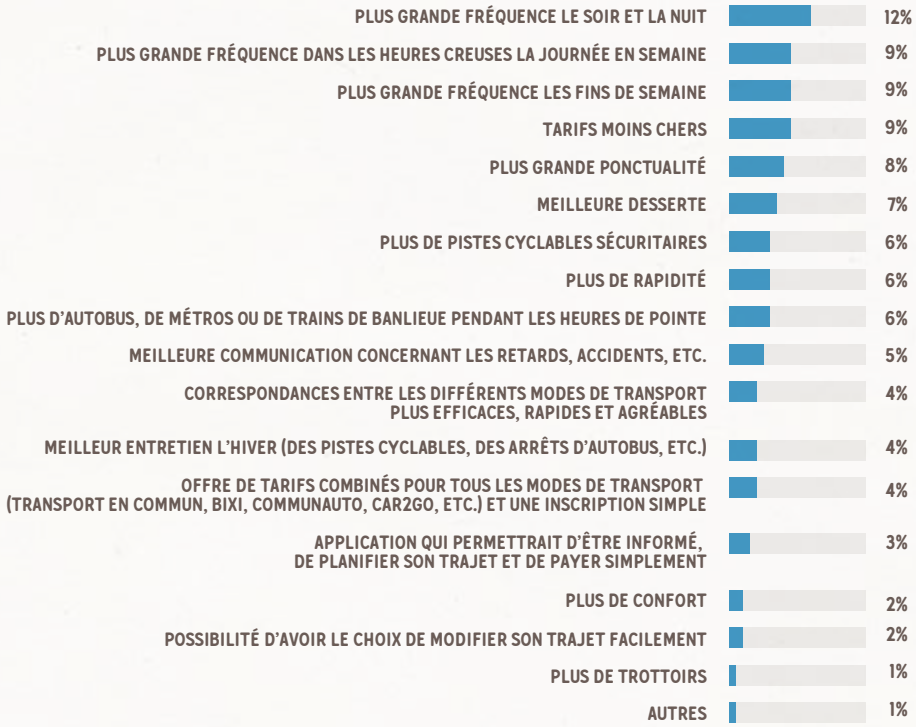
Finalement, les répondant.es ont aussi évoqué.es des propositions liées à :

- L'aménagement urbain (rapprochement des lieux de travail aux quartiers résidentiels, partage de la rue au profit des modes durables, la promotion d'une meilleure accessibilité aux personnes à mobilité réduite, ajout de mobilier pour l'attente des transports en commun) ;
- La tarification (paiement simplifié des titres de transport notamment dans les autobus (Paypass) et sur Internet, la réinstauration des crédits d'impôt pour l'utilisation des transports en commun, l'abordabilité ou la gratuité des transports, la mise en place d'un péage urbain) ;
- L'offre de transport (ajouts de stationnements incitatifs, information en temps réel) ;
- La sécurité.

FIGURE 11

PRINCIPALES AMÉLIORATIONS SOUHAITÉES ÉVOQUÉES PAR LES RÉPONDANT.ES ÂGÉ.ES DE 17 À 30 ANS POUR FAVORISER LEUR UTILISATION D'UN MOYEN DE TRANSPORT DURABLE

2018



Source : Sondage du Conseil jeunesse de Montréal réalisé auprès des jeunes Montréalais.es âgé.es de 17 à 30 ans, 2018

RECOMMANDATION 8

Que la Ville de Montréal priorise les modes de transports durables sur la voirie, notamment en instaurant des espaces suffisants et sécuritaires pour les piétons, des pistes cyclables ainsi que des mesures préférentielles pour les autobus.

RECOMMANDATION 9

Que la Ville de Montréal appuie l'initiative de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) d'étudier la faisabilité d'implanter, par l'ARTM, un tarif social pour les transports en commun.

RECOMMANDATION 10

Que la STM améliore la desserte du transport en commun sur l'île de Montréal en :

- permettant l'ouverture des différentes lignes de métro jusqu'à 1 h 30, tant la semaine que la fin de semaine;
- augmentant le nombre et la fréquence des autobus de nuit ou, en conservant durant la nuit les trajets réguliers de jour;
- conservant ou développant des lignes «express» en dehors des heures de pointe, et ce, jusqu'à 22 h, notamment pour faciliter les déplacements vers les extrémités de l'île.

CHAPITRE 4
DES RÉALITÉS SPATIALES CONTRASTÉES

Dans le but de compléter le portrait de la mobilité des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans, nous souhaitons territorialiser davantage notre analyse en étudiant les différences spatiales de mobilité que peuvent vivre les jeunes de différents secteurs plus ou moins excentrés. En effet, comme l'ont d'ailleurs souligné les répondant.es de notre sondage, l'accessibilité aux réseaux de transports durables est inégale dans la Ville de Montréal. La répartition spatiale des pôles d'activités accentue également ce manque d'accessibilité. Les jeunes sont d'autant plus susceptibles de ressentir les conséquences de ces inégalités d'accès alors qu'ils cherchent à s'insérer dans le monde professionnel ou à débuter un parcours scolaire. D'ailleurs, plusieurs études tendent à démontrer que les difficultés de transport peuvent être un frein à l'emploi pour un grand nombre de jeunes, tout comme elles peuvent aussi limiter les activités sociales et nuire à leur accès aux services sociaux et de santé[71]. Les inégalités d'accès aux ressources sont des facteurs qui rendent plus difficile l'insertion sociale et qui peuvent même produire de l'exclusion sociale[72]. Dans le but d'établir des pistes de solutions pour contrer les inégalités d'accès et leurs répercussions sociales, le groupe de recherche *Spatial Network Analysis for Multi-Modal Urban Transport Systems* (SNAMUTS) a élaboré un indice d'accessibilité. Cet indice repose sur l'idée que pour avoir un service minimum, une zone doit avoir au moins un service de transport en commun avec une fréquence minimale aux vingt minutes durant les heures creuses en semaine et aux trente minutes la fin de semaine[73].

4.1. PÔLES D'ACTIVITÉS ET RÉSEAUX DE MOBILITÉ DURABLE

La mise en parallèle des cartes qui suivent permet de situer les principaux pôles d'activités (travail et étude) par rapport à l'accessibilité en transport en commun. Alors que quelques pôles d'activités sont situés au centre de l'île de Montréal (Ville-Marie par exemple), la majorité se situe en périphérie. Cette tendance de desserrement de l'emploi continue à se faire dans les zones périphériques au détriment du centre[74].

À l'inverse, l'accessibilité aux transports en commun, jumelée à la couverture des services d'autopartage et de vélopartage dénote une mauvaise desserte de ces pôles périphériques, qui sont pourtant très importants dans la structure métropolitaine. Selon l'indice d'accessibilité du SNAMUTS, certaines zones, telles que l'Ouest et l'Est de l'île de Montréal obtiennent un score d'accessibilité[75] extrêmement faible, alors que l'accessibilité est « en dessous de la moyenne », pour les secteurs les plus proches des quartiers centraux, et « sans service minimum » pour les autres (figure 13)[76].

Les réseaux de mobilité durable sont donc polarisés par un centre (le centre-ville de Montréal) et des pôles d'activités polycentriques (figure 12 : Laval, Saint-Laurent, Anjou, le Marché Central, Côte-des-Neiges, Longueuil-Boucherville et le centre-ville de Montréal). Une telle distribution mène à de fortes inégalités en termes d'accès au transport pour l'ensemble des Montréalais.es, notamment les jeunes.

71 INJEP, 2017.
72 Chaire In.SITU, 2018.
73 Curtis C., Scheurer J., Mellor R., 2012.
74 Apparicio, P., 2014.
75 Le score d'accessibilité est calculé à partir de plusieurs indicateurs relatifs au transport en commun : la vitesse, la fréquence, le nombre minimum de correspondances entre les différents nœuds d'activités, l'usage du sol, l'intensité d'activités à 30 minutes de marche d'un nœud de transport, la compétitivité auto vs transport en commun, les tronçons du réseau les plus achalandés et la continuité pendant les transferts.
76 Curtis C., Scheurer J., Mellor R., 2012.

FIGURE 12

PRINCIPAUX PÔLES D'ACTIVITÉS DE LA RMR DE MONTRÉAL[77]

2008

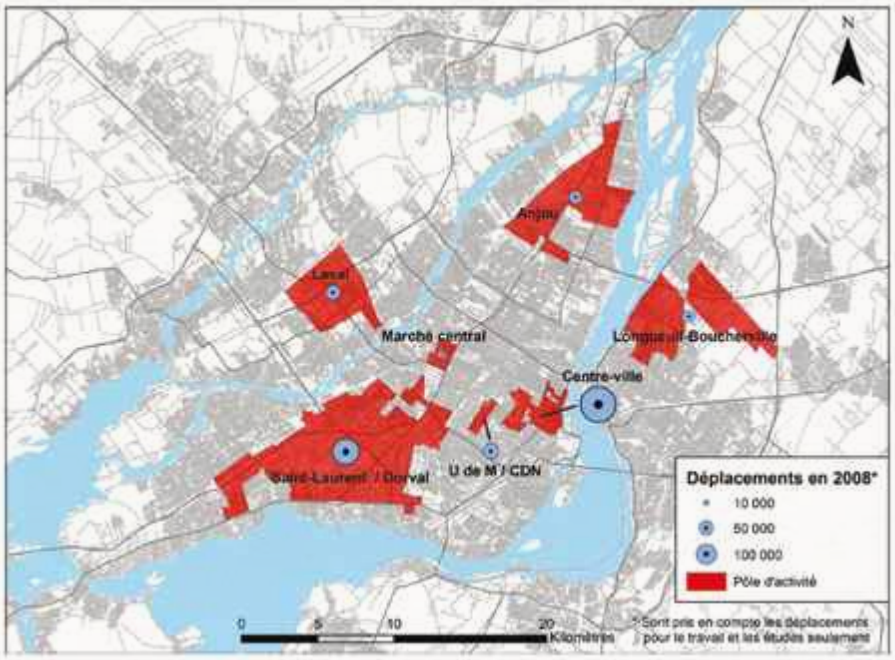
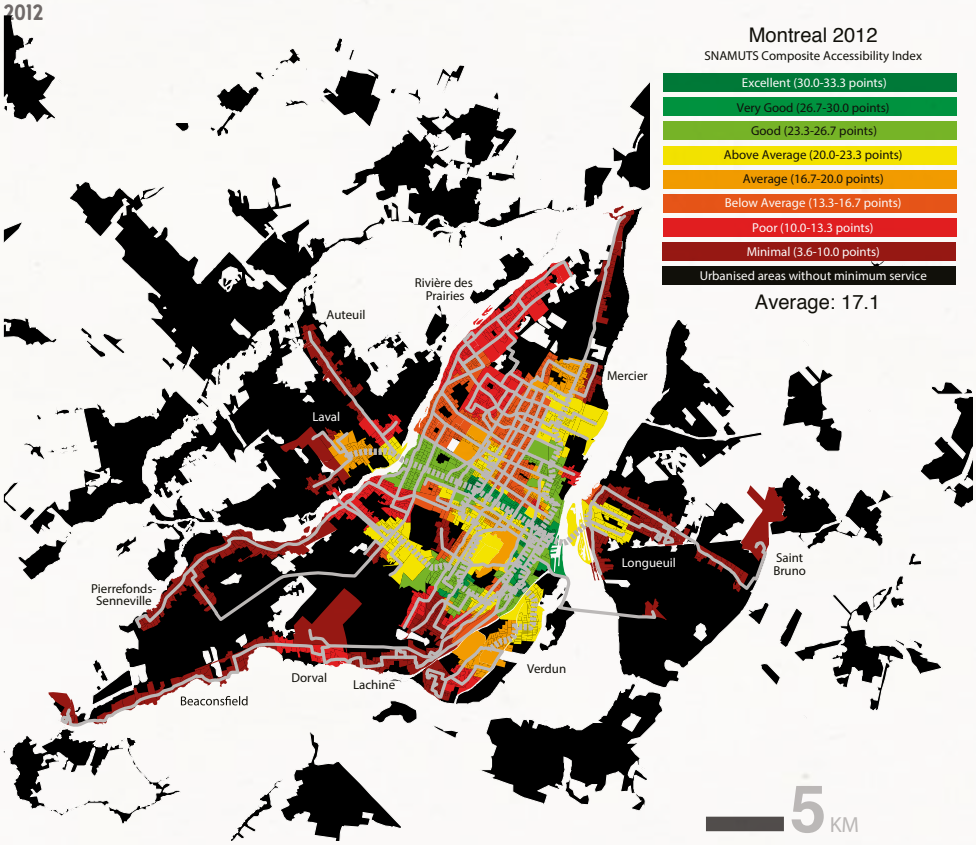


FIGURE 13

INDICE D'ACCESSIBILITÉ EN TRANSPORT EN COMMUN POUR LA RÉGION DE MONTRÉAL[78]

2012



77 Lewis, P., Thomas-Maret, I., Laforest, A., Métrivier, D., 2011, p.14.
78 SNAMUTS, [En ligne], [http://www.snamuts.com/composite-index.html].

4.2. DES HABITUDES DE TRANSPORT DIFFÉRENTES CHEZ LES JEUNES RÉVÉLATRICES D'INÉGALITÉS D'ACCÈS À LA MOBILITÉ DURABLE

4.2.1. CHOIX DES SECTEURS

Pour illustrer les inégalités d'accès au sein de la population des jeunes Montréalais.es, nous avons décidé de rendre compte des déplacements des jeunes de 17 à 30 ans de trois secteurs étudiés à partir de l'enquête Origine-destination (OD), soit Pierrefonds, Ahuntsic et Plateau Mont-Royal[79]. Ces trois secteurs offrent trois portraits de mobilité bien différents :

- **Pierrefonds** est un secteur excentré, de type banlieue, situé dans la portion ouest de la Ville de Montréal. Sa desserte se compose de quelques lignes d'autobus et de deux gares de train de banlieue, situées à l'extrême est du secteur. L'accessibilité dans le secteur est évaluée entre « minimale », près des lignes de bus, et « sans service minimum » lorsqu'on s'éloigne de l'axe des autobus. De même, il n'est pas couvert par les services de mobilité partagée.
- **Ahuntsic** est un secteur intermédiaire, situé à la limite nord de l'île. Il est desservi par le métro, le train de banlieue ainsi que des lignes d'autobus, mais, comme tout le secteur n'est pas desservi de manière égale, son accessibilité aux transports en commun est évaluée entre « mauvaise » à « bonne ». De plus, Ahuntsic représente la limite de desserte en services de mobilité partagée.
- **Plateau Mont-Royal** est un secteur central relativement bien desservi par les réseaux de transport en commun (métro, bus) et les services de mobilité partagée. Bien que le secteur ne soit pas homogène, l'indice d'accessibilité de SNAMUTS[80] situe l'accessibilité entre « moyenne » et « très bonne ». De plus, le Plateau Mont-Royal est reconnu comme étant un secteur plutôt dense où la planification municipale favorise les modes actifs et le développement d'un quartier à échelle humaine.

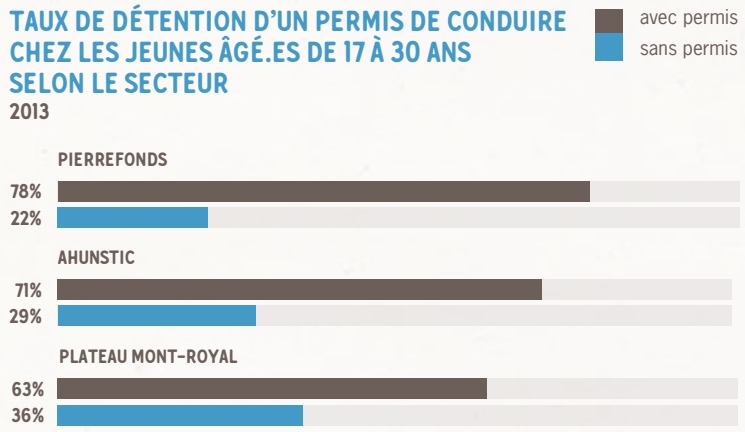
4.2.2. DÉTENTION D'UN PERMIS DE CONDUIRE

Sans surprise, on constate que les jeunes d'Ahuntsic et de Pierrefonds sont proportionnellement plus nombreux à détenir un permis de conduire que ceux du Plateau Mont-Royal où la desserte du transport en commun est plus adéquate et les services de mobilité partagée plus nombreux.

FIGURE 14

TAUX DE DÉTENTION D'UN PERMIS DE CONDUIRE CHEZ LES JEUNES ÂGÉ.ES DE 17 À 30 ANS SELON LE SECTEUR

2013



Source : Mobilité des personnes dans la région de Montréal, Enquête Origine-Destination 2013, version 13.2a ; Traitement : Conseil jeunesse de Montréal.

4.2.3. PART MODALE

La part modale des jeunes de Pierrefonds est dominée par l'auto conducteur (41 %) et les modes combinés (25 %). En ce qui concerne Ahuntsic, la part modale des jeunes est principalement marquée par les modes combinés (34 %) et l'auto conducteur (28 %). Quant au Plateau Mont-Royal, la part modale se divise plutôt en 3 modes : la marche (28 %), le transport en commun (21 %) et les modes combinés (20 %).

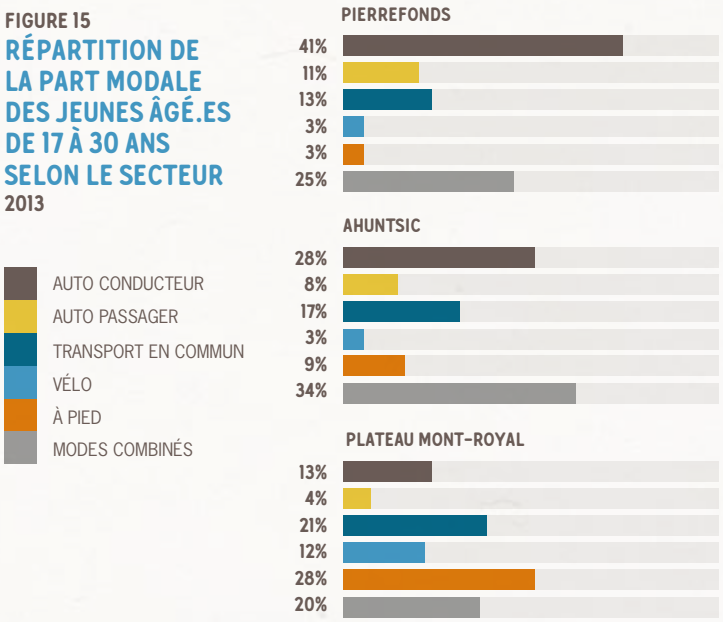
79 À noter qu'on ne fait pas référence aux territoires des arrondissements de la Ville de Montréal, mais bien aux secteurs utilisés dans le cadre de l'enquête Origine-Destination 2013.

80 Pour plus d'informations sur l'indice : http://www.snamuts.com/composite-index.html

FIGURE 15

RÉPARTITION DE LA PART MODALE DES JEUNES ÂGÉ.ES DE 17 À 30 ANS SELON LE SECTEUR

2013



Source : Mobilité des personnes dans la région de Montréal, Enquête Origine-Destination 2013, version 13.2a ; Traitement : Conseil jeunesse de Montréal.

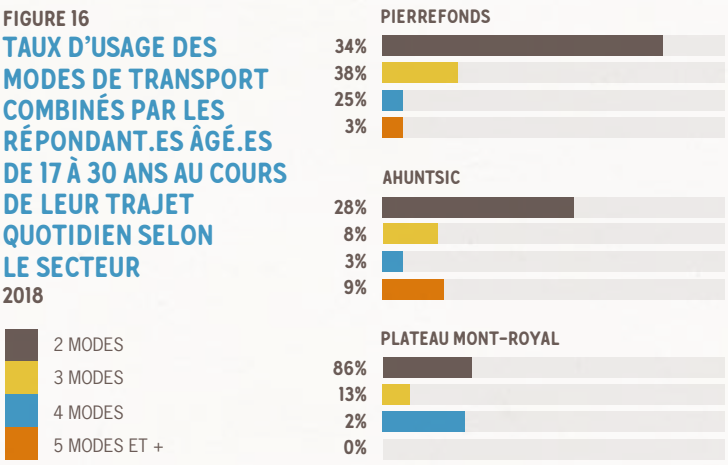
Par ailleurs, les jeunes de Pierrefonds sont ceux qui combinent le plus de modes de transport dans leur trajet quotidien, ce qui s'explique probablement par l'éloignement du secteur par rapport au réseau structurant du métro. Les trajets sont donc moins directs, alors qu'entre deux et quatre modes différents sont utilisés régulièrement. Les déplacements en modes combinés des jeunes d'Ahuntsic se répartissent surtout en trajets bimodaux et trimodaux, alors que les jeunes du Plateau Mont-Royal n'utilisent principalement que deux modes lorsqu'ils les combinent. Il est donc possible de déduire que plus le secteur est éloigné du centre et des réseaux structurants de transport en commun, plus les jeunes sont portés à opter pour des combinaisons de modes de transport. Les secteurs périphériques (tels que Pierrefonds) et intermédiaires (tels qu'Ahuntsic) sont nettement plus marqués par l'intermodalité ou l'utilisation de l'auto conducteur.

Par conséquent, cette tendance, combinée au découragement des jeunes lorsque plus de deux modes différents doivent être utilisés, peut expliquer la part élevée de l'auto-conducteur dans les secteurs où les trajets sont moins directs et favorisent, par le fait même, l'utilisation de la voiture.

FIGURE 16

TAUX D'USAGE DES MODES DE TRANSPORT COMBINÉS PAR LES RÉPONDANT.ES ÂGÉ.ES DE 17 À 30 ANS AU COURS DE LEUR TRAJET QUOTIDIEN SELON LE SECTEUR

2018



Source : Mobilité des personnes dans la région de Montréal, Enquête Origine-Destination 2013, version 13.2a ; Traitement : Conseil jeunesse de Montréal.

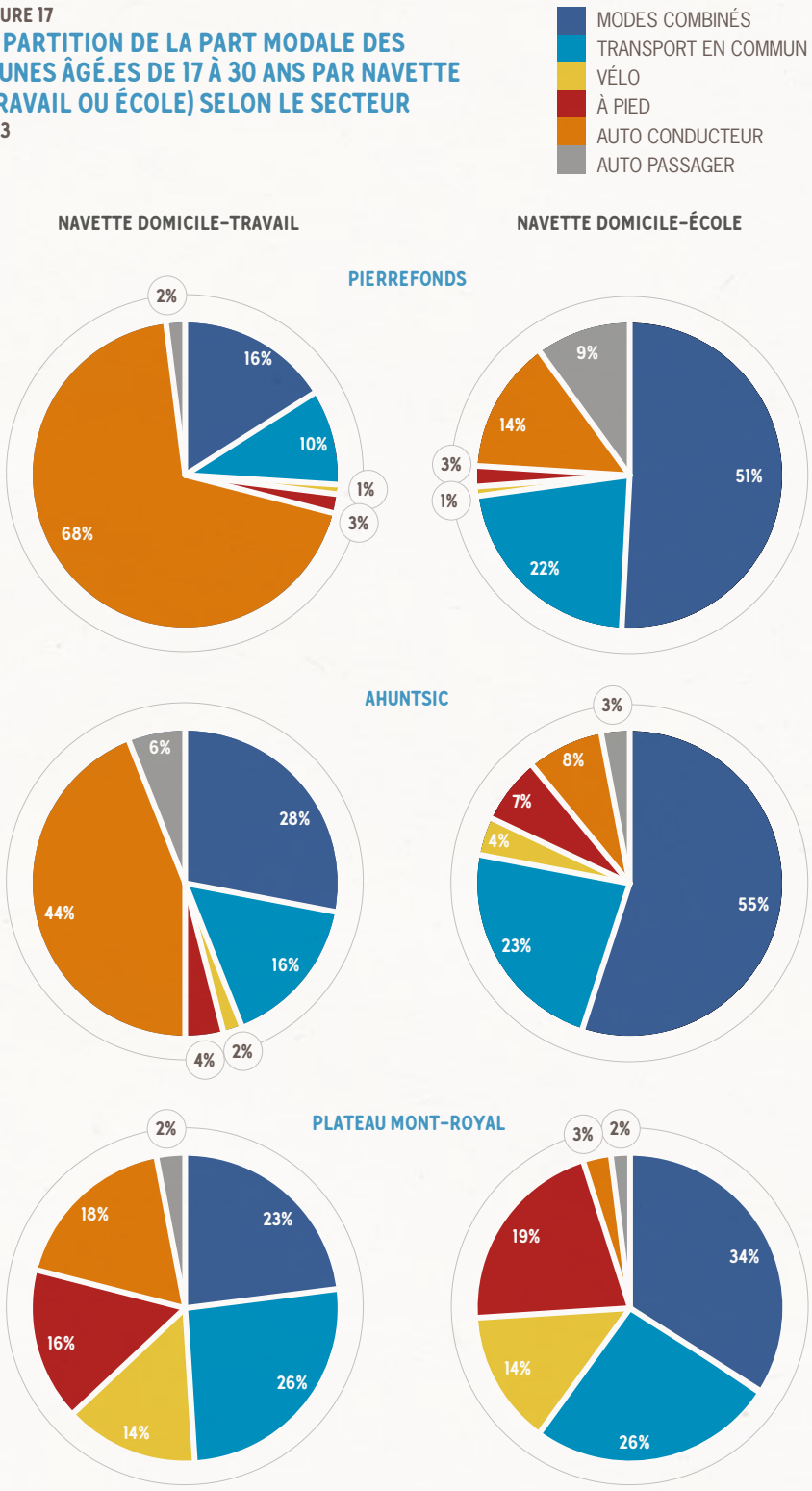
4.2.4. NAVETTE DOMICILE-TRAVAIL/ÉCOLE

Les données recueillies ont donc permis de brosser le portrait des modes de transport habituels utilisés pour faire la navette entre le domicile et le lieu de travail ou d'études. Ces deux navettes sont une réalité importante pour les jeunes âgé.es entre 17-30 ans puisque ces parcours représentent la plupart de leurs déplacements quotidiens. Cette situation pèse d'ailleurs davantage lorsqu'un emploi s'ajoute aux études. Il s'agit alors de composer avec des trajets différents, alors que la proximité et l'accessibilité des lieux de travail et d'études sont encore moins assurées.

FIGURE 17

RÉPARTITION DE LA PART MODALE DES JEUNES ÂGÉ.ES DE 17 À 30 ANS PAR NAVETTE (TRAVAIL OU ÉCOLE) SELON LE SECTEUR

2013



Source : Mobilité des personnes dans la région de Montréal, Enquête Origine-Destination 2013, version 13.2a ; Traitement : Conseil jeunesse de Montréal.

Le graphique ci-dessous permet d'illustrer une grande différence entre les modes utilisés pour la navette domicile-travail et domicile-école pour les secteurs de Pierrefonds et d'Ahuntsic. En effet, pour la navette domicile-travail, le mode de transport principal est la conduite automobile solo représentant respectivement 68% et 44%, des participant.es à l'enquête OD. À l'inverse, pour la navette domicile-école, la combinaison de modes est le principal moyen utilisé, respectivement 51% et 55%.

En ce qui a trait au Plateau Mont-Royal, la différence entre les deux navettes est moins significative, puisque les modes privilégiés par les jeunes de ce secteur, autant pour la navette domicile-travail que domicile-école sont les modes combinés et le transport en commun. De plus, le Plateau Mont-Royal a la particularité d'avoir près d'un tiers de jeunes qui utilisent les transports actifs (marche et vélo) pour se rendre au travail ou à l'école. À cet effet, la présence de nombreuses pistes cyclables et de stations BIXI contribue grandement à l'utilisation accrue des transports actifs.

4.2.5. ÉTUDE DES SECTEURS DE DESTINATION

L'étude des secteurs de destination étudiés[81] permet de mieux comprendre quelles sont les principales destinations des jeunes (nonobstant le motif de déplacement) et quel mode est privilégié pour s'y rendre. En croisant ces deux variables, il est possible d'émettre une hypothèse quant à l'accessibilité de ces secteurs aux modes de transport durables. Ainsi, pour chaque secteur étudié (Pierrefonds, Ahuntsic et Plateau Mont-Royal[82]), les 10 principales destinations ont été retenues et les parts modales comparées. Les résultats nous indiquent que pour la majorité des déplacements, la destination finale se trouve au sein même du secteur, car les déplacements internes sont très nombreux. Les 9 autres secteurs de destination se répartissent généralement entre les secteurs d'emploi et d'études, identiques pour les trois secteurs (Saint-Laurent, Côte-des-Neiges, Centre-ville de Montréal), et les secteurs de voisinages (qui sont différents pour chacun des trois secteurs).

Il est à noter que l'étude des secteurs de destination ne prend pas en compte les temps de trajet pour ces destinations. Certains secteurs peuvent donc sembler accessibles si l'on tient seulement compte de la part modale. On remarque pourtant que ce n'est pas le cas si le temps de trajet est inclus. De plus, il n'y a pas de données qualitatives dans l'enquête OD permettant de corroborer si le mode de transport est davantage un choix qu'une contrainte. Ainsi, ces données doivent être interprétées avec précaution.

PIERREFONDS

Le constat le plus intéressant concerne les déplacements vers les secteurs de voisinage et les déplacements internes à Pierrefonds. Tout d'abord, on remarque que les déplacements internes sont effectués à 60% en auto conducteur. La part de déplacement en transport actif est très faible pour des déplacements de proximité (10% à pied et 2% à vélo). La part des modes combinés et du transport en commun est aussi très basse. Les modes durables ne semblent donc pas ou peu attractifs pour les jeunes de Pierrefonds. Les raisons peuvent être multiples, notamment le manque d'infrastructures, la desserte insuffisante et l'aménagement du territoire favorisant l'utilisation de la voiture.

De plus, ce constat s'étend aussi à 3 secteurs de voisinage sur 5. Pour les déplacements vers Pointe-Claire, Dollard-des-Ormeaux et Kirkland, les jeunes utilisent principalement l'auto conducteur ou l'auto passager. Seuls les secteurs de Sainte-Anne-de-Bellevue et de Sainte-Geneviève semblent plus accessibles en mobilité durable. Cela peut s'expliquer par la présence des Cégeps John Abbott et Gérald-Godin, puisqu'un grand nombre de jeunes aux études effectuent ces déplacements.

AHUNTSIC

Tout comme pour Pierrefonds, les déplacements vers les secteurs d'emploi et d'études sont principalement effectués en modes combinés ou en transport en commun. Seuls les déplacements vers Saint-Laurent, près d'un déplacement sur 2, sont réalisés en auto conducteur. Contrairement à Pierrefonds, les déplacements internes à Ahuntsic sont davantage effectués à pied, en transport en commun, en modes combinés et à vélo. La part d'utilisation de l'auto conducteur reste tout de même légèrement élevée (28%). En ce qui concerne les secteurs de voisinage d'Ahuntsic, 3 secteurs sur 5 semblent peu accessibles en mode durable.

81 Les effectifs sont parfois faibles donc certains pourcentages sont à relativiser. L'effectif pour Pierrefonds est de 504 déplacements produits. Pour Ahuntsic, il est de 1038. Pour le Plateau Mont-Royal, l'effectif est de 857.

82 Il faut noter qu'il ne s'agit pas du territoire des arrondissements de la Ville de Montréal, mais plutôt des secteurs étudiés dans le cadre de l'Enquête Origine-Destination 2013.

PLATEAU MONT-ROYAL

Globalement, la part de l'auto conducteur dans les déplacements est faible pour tous les secteurs de destination. Les parts les plus élevées sont pour Ahuntsic, Outremont et Saint-Laurent. À l'inverse, les parts des modes combinés et du transport en commun sont significatives pour tous les secteurs, sauf pour les déplacements internes et à Outremont. Dans ces deux cas, elles sont compensées par de fortes parts en transport actif, notamment à pied. Pour les secteurs de voisinage, la part des transports actifs est plutôt élevée alors que les déplacements internes sont en grande majorité effectués à pied. Ainsi, le Plateau Mont-Royal peut être considéré comme un secteur favorisant les transports actifs. Tous les secteurs de destination de ce secteur semblent, en effet, plus accessibles que ceux de Pierrefonds et d'Ahuntsic.

RÉFLEXIONS

Les résultats du sondage mené par le Conseil jeunesse de Montréal nous indiquent qu'un certain nombre de jeunes identifient leur quartier de résidence comme étant mal desservi par les transports durables et ne favorisent pas les modes de transport actifs. Une plus faible proportion de répondant.es estime que les secteurs de destination (travail ou études) sont également mal desservis. L'aménagement durable des différents arrondissements de la Ville de Montréal s'avère donc nécessaire pour favoriser la mobilité durable, répondre aux besoins spécifiques des jeunes Montréalais.es et, à long terme, pérenniser les habitudes de transport durable de cette tranche d'âge qui pourrait représenter un levier de changement.

En somme, les jeunes Montréalais.es de Pierrefonds, d'Ahuntsic et du Plateau Mont-Royal ont des habitudes de transport très différentes. Bien que cette étude de cas soit limitée et que davantage de données devraient être prises en compte, elle permet de soulever trois tendances claires. Il apparait que l'un des facteurs principaux de la faible utilisation des modes de transport durables est le manque de services pour les secteurs excentrés et intermédiaires, mais aussi le manque d'accessibilité aux secteurs centraux en provenance des secteurs plus périphériques. Enfin, l'aménagement du territoire joue un rôle prépondérant dans le choix des modes de transports selon qu'il favorise le transport actif, en commun ou en auto.



CHAPITRE 5
PRATIQUES MONTRÉALAISES INSPIRANTES

Dans la région de Montréal, plusieurs initiatives développées par des entreprises privées, des organismes à but non lucratif, des agences de transport ou encore par la Ville sont innovantes et inspirantes et tendent à l'atteinte des objectifs collectifs de mobilité durable. Nous en présentons ici quelques exemples liés à la mobilité durable des employé.es, aux applications mobiles de planification des transports, au transport à la demande et à l'aménagement durable des espaces publics.

5.1. MOBILITÉ DURABLE DES ENTREPRISES

5.1.1. LE PROGRAMME DE TRANSPORT ALTERNATIF DE DESJARDINS

Porteur de projet : Mouvement Desjardins

Date de création : depuis 2013, mais des actions depuis 2008

Le projet : En 2006, le Mouvement Desjardins s'est doté d'une politique de développement durable. Par la suite, son positionnement stratégique en responsabilité sociale lui a permis de développer en 2013, le Programme de transport alternatif. Ce programme vise à « favoriser l'utilisation des transports durables par les employés des différents lieux de travail de l'entreprise dans leurs déplacements domicile-travail et professionnels »[83].

De manière plus spécifique, ce programme de Desjardins poursuit les objectifs suivants :

- Encourager un changement dans les habitudes de transport des employé.es ;
- Contribuer de façon significative à leur santé et leur bien-être (diminution du stress, équilibre vie-travail, activité physique);
- Réduire les émissions de GES liées aux déplacements motorisés.

La démarche : Dans un premier temps, des diagnostics ont été posés et des profils d'accessibilité furent établis pour connaitre les habitudes de déplacement des employés dans les 10 lieux de travail (à Montréal et au Québec) du Mouvement Desjardins. Puis, des plans d'action pour chacun des 10 lieux de travail ont été élaborés. Des mesures en matière de transport collectif, actif, de covoiturage et de déplacements d'affaires ont progressivement été adoptées par l'entreprise. Ces mesures consistent en des aménagements internes (vestiaires, douches et casiers) et externes (supports à vélos, bornes électriques de recharge pour autos), des plateformes électroniques (jumelage pour le covoiturage), des partenariats avec les transporteurs (rabais, demandes d'augmentation de service) ou encore des activités d'information et de sensibilisation pour les employé.es[84].

De nombreux partenariats ont été créés, notamment avec les municipalités, les sociétés de transport, les centres de gestion des déplacements et des organismes à but non lucratif impliqués dans le domaine de la mobilité durable.

Des cibles et des indicateurs de suivi ont aussi été déterminés pour chacun des lieux d'emploi. Les données sont suivies trimestriellement et le programme est évalué régulièrement.

Les retombées : Les résultats sont notables. L'utilisation accrue des transports collectifs, du covoiturage, de l'autopartage, du vélopartage et des transports actifs l'illustre bien. Par exemple, au niveau du transport collectif, l'entreprise comptabilise, mensuellement, entre 30 à 50 nouvelles inscriptions d'employé.es souhaitant bénéficier des rabais offerts pour le transport collectif. En 2015, près du quart des employé.es y étaient inscrits et plus 1050 employé.es utilisent le service de covoiturage.

En plus de ces résultats positifs pour l'entreprise, le Mouvement Desjardins agit comme mentor dans le cadre du programme de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain *Les employeurs s'activent pour la mobilité*, au côté d'Hydro-Québec, de la Société de développement Angus, de la Commission de la construction du Québec et d'Ædifica[85].

83 Desjardins, 2014.
84 *Ibid.*
85 Chambre de commerce du Montréal métropolitain, [En ligne], [http://www.ccmm.ca/fr/nouvelles/blog---la-mobilite-durable/].

5.2. APPLICATION MOBILE DE PLANIFICATION DES DÉPLACEMENTS

5.2.1. NETLIFT, LA PLATEFORME DE TRANSPORT PLANIFIÉ QUI PROMEUT L'INTERMODALITÉ

Porteur du projet : Netlift

Date de création : depuis 2012, en ligne depuis 2014

Le projet : Netlift vise à arrimer le covoiturage aux transports en commun dans les trajets domicile-travail ou domicile-école pour les cégeps ou les universités. Netlift part du constat que peu de jumelages sont possibles pour la totalité du trajet en utilisant un seul mode de transport alors que l'ajout du covoiturage dans un trajet intermodal rend possible davantage de jumelages. Les personnes ciblées sont celles partageant la totalité ou des portions de leur trajet avec d'autres personnes.

Le fonctionnement : Le tarif est basé sur la distance prévue, donc le prix est connu avant la confirmation du trajet. Les remboursements aux chauffeur.euses couvrent uniquement les frais liés à la voiture (essence, assurance, amortissement, immatriculation, stationnement).

Dans le cas où un.e chauffeur.euse annule le trajet à la dernière minute, un.e remplaçant.e ou un employé.e de Netlift (taxi) est envoyé.e pour effectuer le trajet. Ainsi, les adhérents à l'application ont la garantie que le trajet se fera dans n'importe quelles circonstances.

Les retombées : Ce type de plateforme apporte des pistes de solution à la problématique du premier et dernier kilomètre, notamment lorsque l'application est utilisée dans un trajet intermodal. De plus, elle pourrait permettre aux automobilistes d'opérer une transition plus attractive vers la mobilité durable. En effet, selon Netlift « 83% des automobilistes [interrogés] disent être disposés à covoiturer, mais ne sont pas encore prêts à prendre l'autobus uniquement. Les raisons sont multiples: sécurité, fiabilité, ponctualité, propreté, contraintes familiales, etc. ».

Par ailleurs, Netlift a développé des partenariats avec des diverses villes, des sociétés de transport et des établissements scolaires. En 2016, un projet-pilote avec deux cégeps de l'arrondissement Saint-Laurent (Vanier et Saint-Laurent) a également été mis en place.

La compagnie a aussi souligné que « les critères du succès du covoiturage ne sont pas réunis à Montréal. La Ville est très favorable à l'automobile, il n'y a pas de péage, il y a beaucoup de stationnements gratuits et l'essence est vendue à faible prix »[86].

À l'instar de Netlift, d'autres plateformes offrant le service de covoiturage sont mises à la disposition des usager.ères. Lancé en 2006, AmigoExpress permet de mettre en contact des conducteur.trices et des passager.ères dans le but d'effectuer des déplacements en voiture sur de moyennes à longues distances en partageant les frais d'essence[87]. Ainsi, les conducteur.trices affichent les départs, le nombre de places disponibles et le tarif demandé alors que les passager.ères choisissent l'offre qui leur convient. Par ailleurs, la plateforme se base sur la pratique sécuritaire du covoiturage en vérifiant la validité des permis de conduire et en permettant l'évaluation de leur trajet par les membres[88]. De surcroît, AmigoExpress a récemment présenté sa plateforme «En route!» qui vise à faire du covoiturage entre la maison et le lieu de travail.

86 Marc-Antoine Ducas à Radio-Canada, [En ligne], [https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/gravel-le-matin/segments/entrevue/54678/application-trafic-montreal-congestion-routiere].
87 AmigoExpress, , [En ligne], [https://www.amigoexpress.com/faq#p].
88 *Ibid.*

5.2.2. TRANSIT, L'APPLICATION QUI MET EN AVANT LA MULTIMODALITÉ ET L'INTERMODALITÉ

Porteur du projet : Transit

Date de création : depuis 2012

Le projet : Transit est une application mobile qui permet de planifier son trajet avec une offre de mobilité intégrée et de faciliter les correspondances entre les différents modes de transports collectifs. L'objectif principal est de rendre le cocktail transport efficace et d'améliorer l'expérience de déplacement.

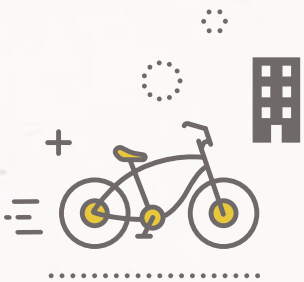
Le fonctionnement : L'application a été endossée par de nombreuses agences de transport. Les agences de transport partenaires à l'échelle régionale sont la STM, l'AMT, le RTL, la STL, la Ville de Sainte-Julie, la MRC Les Moulins, la MRC de Deux-Montagnes, la MRC de L'Assomption, le CIT Vallée-du-Richelieu, le CIT Sud-Ouest, le CIT Sorel-Varennes, le CIT Roussillon, le CIT Le Richelain, le CRT Lanaudière, le CIT La Presqu'Île, le CIT des Laurentides, le CIT du Haut-Saint-Laurent, le CIT Chambly-Richelieu-Carignan, Saint-Jean-sur-Richelieu. À ces partenaires publics s'ajoutent des organismes sans but lucratif (OSBL) et des entreprises privées pour compléter l'offre de mobilité intégrée : Communauto, BIXI, Car2go et Uber.

L'application fonctionne avec des données en temps réel mises à disposition par la STM, l'AMT et la STL. De plus, les usager.ères peuvent ajouter des données en temps réel en acceptant de partager leurs données de localisation.

Les retombées : Cette application permet de mieux planifier et maitriser ses déplacements. Elle permet de connaitre les différentes options de trajets possibles afin de faciliter une prise de décision éclairée. De plus, elle offre la possibilité d'être flexible, notamment en cas d'imprévu, et de modifier son itinéraire quand les infrastructures de transport le permettent.

L'application Transit est aussi inspirante parce qu'elle représente un exemple de coopération entre le public et le privé. En effet, l'ouverture des données effectuée par la Ville de Montréal et certains de ses partenaires a permis aux créateurs de Transit de créer puis de bonifier leur application afin de mieux répondre aux besoins des citoyen.nes montréalais.es.

Forte de son succès montréalais, l'application fonctionne maintenant dans 12 pays (Canada, France, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni. Islande, Italie, Allemagne, Australie, Nouvelle-Zélande, Mexico, Kenya, Nicaragua).



5.3. AMÉNAGEMENT DURABLE DES ESPACES PUBLICS

5.3.1. LE PROGRAMME D'IMPLANTATION DES RUES PIÉTONNES ET PARTAGÉES (PIRPP)

Responsable : Direction des transports, Ville de Montréal

Date de mise en œuvre : 2015

Le projet : À travers ce programme, la Ville de Montréal souhaite soutenir la marche, un mode de transport durable et actif, et offrir aux Montréalais.es un « environnement sécuritaire, convivial et propice à la réappropriation de l'espace public »[89]. Il se traduit par un appui technique et financier aux 19 arrondissements pour la réalisation de projets de piétonisation. Ce programme est dans la lignée de la *Charte du piéton* (2006) et du *Plan de transport de Montréal* (2008), qui reconnaissent la place du piéton dans l'espace urbain et le caractère piétonnier des quartiers de Montréal, tout en encourageant la redéfinition de la place accordée aux modes motorisés. Ces espaces publics redéfinis peuvent créer davantage d'espaces publics de proximité et apaiser la circulation automobile.

Le PIRPP peut prendre plusieurs formes[90] :

- Des rues piétonnes temporaires ou saisonnières (restriction de l'accès aux véhicules motorisés pendant une période déterminée);
- Des rues piétonnes permanentes (fermeture complète de la rue à la circulation motorisée);
- Des placettes sur rue ou des rues ponctuées de placettes (aménagement de petites places sur la chaussée par empiètement sur les cases de stationnement et les voies de circulation);
- Des rues partagées (zones où les piétons ont priorité sur les autres modes de transport).

La démarche : Un appel à projets est lancé annuellement aux 19 arrondissements montréalais et trois nouveaux projets sont sélectionnés. Le financement offert par le PIRPP s'étale sur trois ans. Les deux premières années, il s'agit de tester des aménagements temporaires dans le but de réaliser un projet permanent la troisième année. Ce processus d'implantation progressive « incite la créativité et facilite la participation et l'appropriation citoyenne »[91].

Les retombées : On compte aujourd'hui près de 55 projets réalisés ou en cours. « Les projets financés par le Programme encouragent véritablement un report modal de la voiture vers la marche »[92]. L'espace dédié aux piétons a été très largement augmenté (doublé ou triplé). Du mobilier urbain (notamment des places assises) a aussi été installé et des aménagements tels que le verdissement, la signalétique à l'échelle du piéton et l'installation de mesures de design actif (vélos musicaux, carrousel manuel, jeux au sol, etc.) ont « contribué à faire de la marche et de la halte des expériences agréables »[93]. Cela permet aussi d'augmenter la sécurité, l'animation urbaine et de favoriser la réappropriation de l'espace public[94].

89 Direction des transports de la Ville de Montréal, 2017.
90 Ville de Montréal, 2017.
91 Direction des transports de la Ville de Montréal, 2017.
92 *Ibid.*
93 *Ibid.*
94 Ville de Montréal, 2017.





Parvis De Biencourt, Arrondissement du Sud-Ouest
Crédit photo: Arrondissement du Sud-Ouest





Place De Castelnau, Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension
Crédit photo : Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

5.3.2. LES QUARTIERS VERTS ACTIFS ET EN SANTÉ (QVAS)

Porteurs du projet : Centre d'écologie urbaine de Montréal et la Coalition québécoise sur la problématique du poids, en partenariat avec des organismes communautaires locaux et les arrondissements

Date de mise en œuvre : de 2008 à 2011 (Montréal), depuis 2009 (Canada)

Le projet : Les QVAS visent à « repenser les espaces publics, dont les rues pour favoriser les déplacements actifs (marche, vélo et autres) de tous, en portant une attention particulière aux jeunes »[95]. Ce projet part du constat que les éléments de l'environnement bâti d'un quartier ont un impact sur le choix du mode de transport de ses résident.es. Il s'agit de saisir les opportunités pour transformer progressivement le quartier afin qu'il soit favorable aux transports actifs. Le défi majeur est de passer de la planification à l'action[96].

Les objectifs du projet sont de :

- « Sensibiliser aux problèmes liés aux aménagements inadéquats;
- Informer des solutions potentielles à privilégier;
- Démontrer la faisabilité de la planification participative et de l'aménagement de quartiers favorables au transport actif;
- Encourager la volonté politique nécessaire au changement;
- Amorcer un changement des pratiques professionnelles »[97].

La démarche : Le projet se déroule en trois étapes : brosser un portrait-diagnostic du territoire, explorer des solutions d'aménagement et élaborer le document de planification. Les partenaires principaux sont des organismes communautaires présents dans le quartier ainsi que l'arrondissement. Les citoyen.nes sont aussi mobilisé.es à chaque étape du projet.

Les retombées : Quatre projets pilotes ont été réalisés dans les arrondissements de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, Plateau-Mont-Royal et Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Un projet pancanadien est né de ces expériences montréalaises : Réseau Quartiers verts, en partenariat avec le *Toronto Centre for Active Transportation* et la *Sustainable Calgary Society*. 12 projets ont été lancés au Québec, en Ontario et en Alberta[98]. L'approche mise de l'avant est celle de l'équité sociale et en santé[99].

95 Centre d'écologie urbaine de Montréal, 2011.
96 Centre d'écologie urbaine de Montréal, [En ligne], [http://www.ecologieurbaine.net/fr/activites-et-projets/projets/amenagement-et-transport-actif/item/45-a-class].
97 Centre d'écologie urbaine de Montréal, 2011.
98 Réseau Quartiers verts, 2017.
99 Réseau Quartiers verts, [En ligne], [https://urbanismeparticipatif.ca/reseau-quartiers-verts].



Crédit photo : Centre d'écologie urbaine de Montréal, Plan du Quartier vert, actif et en santé du Plateau-Est, 2011

RECOMMANDATION 11 :

Que la Ville de Montréal, à titre d'employeur exemplaire, fasse preuve de leadership en instaurant un programme de transport afin d'encourager ses employé.es à utiliser des alternatives à l'auto solo.

RECOMMANDATION 12 :

Que la Ville de Montréal poursuive ses efforts visant à permettre le partage de ses données sur la mobilité et encourage ses partenaires tels que les sociétés de transports, les entreprises privées et les OBNL (par ex. BIXI), à faire de même dans le but de faciliter l'innovation dans le milieu de la mobilité durable.

CHAPITRE 6
PRATIQUES ÉTRANGÈRES INSPIRANTES

Il importe de compléter cet avis en relevant des pratiques étrangères inspirantes qui permettront d'alimenter les réflexions sur la mobilité durable et les recommandations subséquentes que pourraient adopter la Ville de Montréal. L'accent portera surtout sur la problématique de la tarification, de la collaboration et des partenariats entre les acteurs de la mobilité, du rôle des entreprises dans la mobilité de leur personnel et les pôles de mobilité.

6.1. LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT PAR LES ENTREPRISES EN FRANCE

En France, les entreprises ont l'obligation, en vertu du Code du travail, de prendre en charge une partie des frais de transport de leur personnel.

Cette prise en charge est à hauteur de 50 % des frais engagés et s'applique sur les déplacements entre la résidence principale et le lieu de travail par des modes alternatifs à l'auto solo, notamment au moyen de transports publics ou de services publics de location de vélos. Cette obligation s'applique à toutes les entreprises, quel que soit leur effectif[100].

Les déplacements effectués à vélo ou à vélo à assistance électrique peuvent également être pris en compte dans les défraiements. Les entreprises peuvent prendre en charge « tout ou une partie des frais engagés par ses salariés sous la forme d'une indemnité kilométrique vélo dont le montant est fixé à 25 centimes d'euro par kilomètre » [101]. Le défraiement s'applique aussi aux véhicules électriques alors que les entreprises peuvent prendre en charge les frais d'alimentation des véhicules. Ces deux derniers types de prise en charge (vélo et véhicule électrique) ne sont actuellement pas compris dans les obligations des entreprises contrairement aux transports en commun et aux vélos en libre-service, mais ils devraient le devenir prochainement.

Cette obligation de prise en charge s'applique autant pour les salarié.es à temps plein qu'à temps partiel. Dans le cas de salarié.es qui font moins d'heures qu'un travail à temps partiel, l'aide est diminuée proportionnellement au temps de travail. Les titres de transport pris en charge sont : les abonnements multimodaux à nombre de voyages illimité ou limité, ainsi que les abonnements annuels, mensuels, hebdomadaires des sociétés de transport public et les abonnements à un service public de location de vélos (vélos en libre-service). En contrepartie, les entreprises bénéficient d'exonérations d'impôts.

Bien qu'il s'agisse d'une pratique française, la prise en charge des frais de transport est une avenue intéressante pour la Ville de Montréal puisque la gestion du transport en commun, incluant la promotion, la subvention et les tarifs relèvent de sa compétence en vertu des pouvoirs habilitants qui lui sont conférés par le Code municipal et la Loi sur les cités et villes. Premier employeur de la région avec 28 000 employé.es[102], la Ville de Montréal peut ainsi s'imposer en tant que chef de file dans le domaine de la mobilité durable en adoptant des pratiques exemplaires qui inciteront d'autres à emboiter le pas.

6.2. LE CONCEPT *MOBILITY AS A SERVICE* ET SON APPLICATION INTERNATIONALE

Mobility as a Service (MaaS) est un concept lié à la promotion de l'intégration de formes variées de services de transport notamment le transport en commun, l'autopartage, le covoiturage, le vélo-partage, le taxi et la location de voitures, en un seul service de mobilité accessible à la demande. Le MaaS se déploie à travers l'utilisation d'une application qui fournit, à l'aide d'une seule interface de paiement et des offres de tarifs préférentiels combinées, un accès à la mobilité. Les applications MaaS mettent aussi de l'avant la création de nouveaux modèles d'affaires entre les transporteurs publics et les entreprises privées. L'objectif est ainsi de fournir une alternative à l'utilisation de l'auto solo à la fois pratique, durable et moins chère[103].

Au fondement des applications MaaS se trouve l'idée que si l'on veut offrir une véritable alternative à l'auto solo, « le service proposé doit être à la fois porte-à-porte, sans couture, individualisé, sûr, solidaire, écologique, abordable et agréable[104] ». Cela passe par une offre agrégée (partenariats avec des transporteurs publics et privés), complète (qui regroupe le plus de modes possibles et à tous les instants), fiable (avec la garantie qu'elle

100 Ministère du travail français, [En ligne], [http://travail-emploi.gouv.fr/droit-du-travail/remuneration-et-participation-financiere/remuneration/article/la-prise-en-charge-des-frais-de-transport-par-l-employeur].
101 Ministère du travail français, [En ligne], [http://travail-emploi.gouv.fr/droit-du-travail/remuneration-et-participation-financiere/remuneration/article/la-prise-en-charge-des-frais-de-transport-par-l-employeur].
102 Ville de Montréal, [En ligne], [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7257,73605584&_dad=portal&_schema=PORTAL].
103 MaaS Alliance, [En ligne], [https://maas-alliance.eu/homepage/what-is-maas/].
104 Le Lab OuiShare Chronos, 2017.

répond vraiment aux besoins en toutes circonstances), unifiée et sur-mesure (via une application unique, simple et centrée sur l'utilisateur.trice). Il s'agit également de valoriser avant tout les services existants avant d'identifier des services complémentaires.

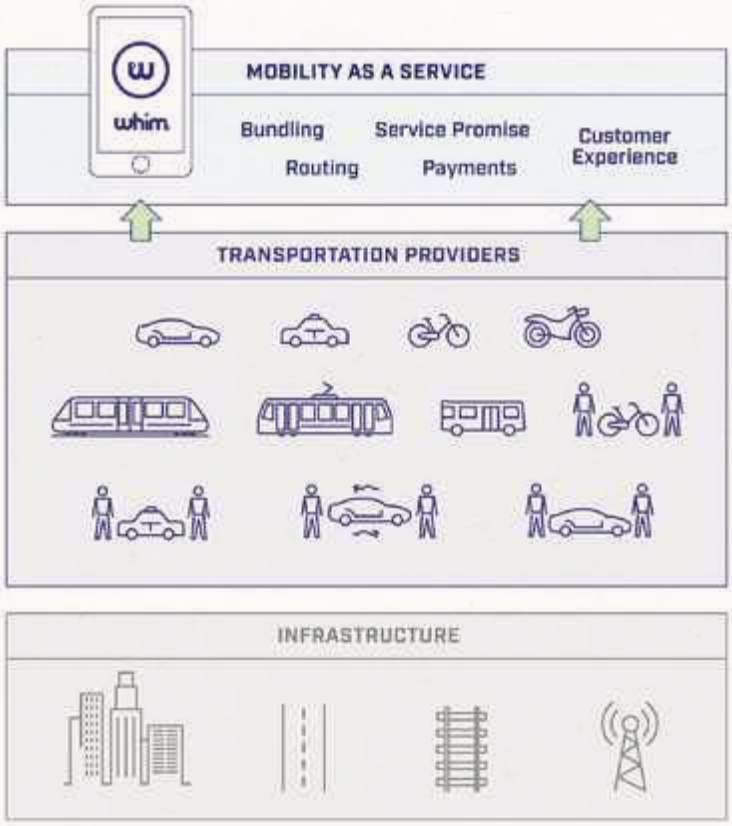
En bref, les applications de type MaaS :

- Rassemblent les différents modes de transport;
- Proposent les meilleures combinaisons de transport pour chaque besoin;
- Permettent une tarification qui s'adapte aux besoins en termes de trajet;
- Proposent une solution de paiement et de facturation simple;
- Sont accessibles depuis une application mobile[105].

Plusieurs villes ont commencé à tester des applications de type MaaS, principalement en Europe, mais on trouve aussi désormais ce type d'approche en Amérique du Nord et en Australie. L'application *Whim* à Helsinki, lancée en octobre 2016, est la plus aboutie à l'heure actuelle. L'objectif est de proposer un «pack» qui fait concurrence à la propriété automobile. L'application propose deux modes de tarification : des forfaits mensuels allant de 50 euros (environ 80 dollars) à 500 euros (environ 800 dollars) et une tarification «*pay-as-you-go*»[106].

Pour l'instant, l'offre de type MaaS cible principalement les jeunes urbains connecté.es, mais le but est d'opérer un changement d'habitude chez les populations qui habitent en périphérie des villes et où la voiture est indispensable. Ce type d'application peut être portée par un acteur externe (c'est le cas de *Whim*) ou être développée par un fournisseur pour le compte d'institutions ou d'entreprises.

FIGURE 18
ILLUSTRATION DU CONCEPT *MOBILITY AS A SERVICE*



Source: MaaS Global[107]

105 Transdev, Mobility as a Service : de la promesse à l'expérience. Restitution d'étude, [En ligne], [https://www.youtube.com/watch?v=ONj8lv_fCyI].
106 Whim, [En ligne], [https://whimapp.com/monthly-plans/].
107 MaaS Global, [En ligne], [https://maas.global/maas-as-a-concept/].

6.3. LA *MOBILITY STATION* DE MUNICH

Depuis 2003, plusieurs villes allemandes ont développé et mis en œuvre des pôles de mobilité, *Mobility station*. Ces pôles de mobilité découlent du constat que l'intégration efficiente de plusieurs services de mobilité a le potentiel de concurrencer l'accommodation et la flexibilité d'une voiture personnelle dans la mesure où cette offre intégrée de services est confortable, économique et propose des trajets porte-à-porte efficaces.

En 2014, la Ville de Munich, en collaboration avec les agences de transport public et les nouveaux services de mobilité durable (covoiturage, autopartage et vélopartage), a développé un projet-pilote, la *Mobility station*. Ce projet est un *hub* de transport qui connecte, à proximité, tous les modes de transport durable. Le but de ce projet est d'offrir des alternatives de mobilité durable via une seule source pour remplacer la possession d'une voiture privée. Le projet propose une offre intégrée via l'information et la planification d'itinéraires, le marketing, les tarifs (*mobility packages*) et l'accès (carte d'accès multimodale intelligente). Ce projet-pilote permettra d'évaluer si la Ville de Munich doit investir pour créer davantage de *Mobility stations* sur son territoire.

La *Mobility station* s'appuie, avant tout, sur un réseau de transport en commun structurant. Dans le cas de Munich, il s'agit d'un réseau de transport qui combine le métro, le bus et le tramway. À cela s'ajoutent sur le site de la station :

- des bornes de vélopartage;
- des stationnements sécuritaires pour vélos;
- des bornes de recharges pour les voitures électriques avec des stationnements réservés;
- un espace dépose-minute pour les taxis;
- des stationnements réservés pour le covoiturage;
- des véhicules en libre-service;
- une borne interactive pour obtenir l'information en temps réel.

De plus, on retrouve dans un rayon de 10 minutes de marche, à proximité des sites, d'autres services de mobilité durable.

À Montréal, un premier pôle de mobilité a vu le jour en septembre 2017. Ce pôle, au pied de la Tour de la bourse, est situé dans un quartier central de la Ville. Il devrait être suivi de l'installation d'autres pôles de mobilité, idéalement dans les quartiers périphériques.





Crédit photos : Denis Labine

RECOMMANDATION 13 :

Que la Ville de Montréal poursuive ses actions auprès des différentes instances gouvernementales, telles que le ministère des Transport du Québec, pour que le financement offert dans le cadre des programmes d'aide au développement du transport collectif soit suffisant et pérenne pour répondre aux besoins de la métropole, dont le financement des Centres de gestion de déplacements.

RECOMMANDATION 14:

Que la Ville de Montréal sensibilise et encourage les employeurs à mettre en place un programme de transport alternatif à l'automobile solo. À cet effet :

- des règlements pourraient être mis en place par la Ville-Centre ou les arrondissements pour inciter les entreprises qui souhaitent s'y installer à établir un plan de gestion des déplacements de leur personnel;
- un financement adéquat et pérenne des Centres de gestion des déplacements devrait être assuré par la Ville, considérant que ces derniers sont des alliés pour les entreprises pour la planification et la gestion de la mobilité du personnel.

RECOMMANDATION 15:

Que la Ville de Montréal appuie le développement de la plateforme numérique Céleste, inspirée du concept *Mobility as a Service* et encourage la création de partenariats visant notamment l'intégration des tarifs des différents modes de transport avec et entre les sociétés de transports, les entreprises privées offrant des services de mobilité partagée, les OBNL (ex. BIXI) et les entreprises en démarrage.

RECOMMANDATION 16:

Que la Ville de Montréal et les acteurs métropolitains du transport tels que l'ARTM et la STM, étudient la possibilité d'implanter des pôles de mobilité dans les pôles d'emplois excentrés, (inspirés de la *Mobility station* de Munich) inspirés de celui déjà mis en œuvre à Montréal, au pied de la Tour de la bourse.

CONCLUSION

La mobilité des jeunes Montréalais.es se définit par des pratiques intermodales et multimodales. Or, l'offre en la matière demeure peu adaptée aux besoins des usager.ères, notamment dans les secteurs plus excentrés. Si la jeunesse constitue un groupe de personnes hétérogène, ces personnes font néanmoins face à des défis similaires d'émancipation et d'intégration économique et sociale. La mobilité peut ici jouer un rôle déterminant dans la capacité des jeunes à consolider cette émancipation.

Les résultats du sondage réalisé par le Conseil jeunesse de Montréal démontrent des besoins réels chez les jeunes qui concernent l'amélioration de l'accessibilité aux réseaux de transport et les services existants, notamment l'information, la tarification et la planification. Un réseau de transport durable répondant aux besoins des jeunes Montréalais.es favorise l'usage de la mobilité durable et incite les jeunes à délaisser l'utilisation de l'auto solo au profit d'un choix en faveur des modes de transport durables. Les sondages dont il est question dans cet avis, nous permettent d'établir une corrélation forte entre la qualité du service de transport en commun offert et l'utilisation de l'auto conducteur. Ainsi, plus un secteur est desservi adéquatement et possède un aménagement du territoire favorisant le transport durable, moins les jeunes sont tentés par l'utilisation de la voiture.

Bien qu'élaboré dans une perspective jeunesse, cet avis expose des conclusions et des recommandations qui peuvent s'appliquer à des problématiques intergénérationnelles. Les orientations présentes et futures sur le transport durable doivent particulièrement tenir compte de la pérennisation des habitudes. Si les jeunes représentent une clientèle ouverte à la fidélisation des transports durables, ils sont également des leviers du changement pouvant influencer les choix des autres générations.

Dans ce domaine, la Ville de Montréal a la capacité de s'affirmer à titre de leader municipal et de provoquer un réel virage vers la mobilité durable sur l'ensemble de son territoire; à titre de palier politique certes, mais aussi en tant qu'employeur. Dans un contexte où s'élaborent des mises à jour des plans d'urbanisme et de mobilité, la Ville peut faire la différence en mettant en place des mécanismes efficaces de suivi et d'évaluation de ces exercices de planification nécessaires afin de mieux atteindre et réaliser ses objectifs ciblés. La Ville a aussi le pouvoir de fédérer autour d'elle des partenaires de la mobilité durable afin de promouvoir un agenda commun. L'atteinte de ses objectifs passe également par l'entremise d'exemples innovants mis en place ailleurs dans le monde qui démontrent que le transport en commun a le potentiel d'être une alternative compétitive à l'utilisation de la voiture.

Par cet avis, le Conseil jeunesse de Montréal souhaite donc faire part des préoccupations des jeunes en matière de transports durables, mais aussi, d'encourager la Ville de Montréal à s'inspirer des meilleures pratiques et des recommandations proposées dans le but d'améliorer le quotidien des jeunes Montréalais.es.



SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS

1. Que la Ville de Montréal et les acteurs métropolitains du transport tels que l'ARTM et la STM, portent une attention particulière aux besoins des jeunes âgé.es de 17 à 30 ans lors de l'élaboration de politiques et de mesures relatives à la mobilité durable, notamment dans le nouveau plan de transport de la Ville de Montréal et le Plan stratégique de développement de l'ARTM, afin que ces usager.ères, aujourd'hui captifs, deviennent des usager.ères délibéré.es demain.
2. Que la Ville de Montréal et les acteurs métropolitains du transport tels que l'ARTM et la STM, s'assurent de la cohérence entre les incitatifs à la mobilité durable et les mesures coercitives, pour réduire la part de l'auto solo.
3. Que l'ARTM et la STM portent une attention particulière au passage d'un mode à un autre en conceptualisant les pôles d'échanges intermodaux comme des espaces piétons afin, entre autres, de rendre la transition plus fluide, agréable et sécuritaire.
4. Que la Ville de Montréal soutienne les déplacements en transports durables sur l'ensemble du territoire montréalais en favorisant la création et le maintien d'infrastructures adéquates et sécuritaires ainsi que l'ajout de stationnements sécurisés pour vélos, particulièrement autour des pôles d'échange intermodaux.
5. Que la Ville de Montréal et les acteurs métropolitains du transport tels que l'ARTM et la STM, se dotent d'outils de suivi et d'évaluation pour tous leurs exercices de planification liés à la mobilité.
6. Que les 19 arrondissements montréalais élaborent, complètent ou mettent à jour, leur Plan local de déplacements.
7. Que la Ville de Montréal collabore avec les arrondissements pour mettre en place des politiques de transports durables reflétant leur réalité et leurs besoins afin de réduire les inégalités d'accès au transport sur l'ensemble du territoire montréalais.
8. Que la Ville de Montréal priorise les modes de transports durables sur la voirie, notamment en instaurant des espaces suffisants et sécuritaires pour les piétons, des pistes cyclables ainsi que des mesures préférentielles pour les autobus.
9. Que la Ville de Montréal appuie l'initiative de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) d'étudier la faisabilité d'implanter, par l'ARTM, un tarif social pour les transports en commun.
10. Que la STM améliore la desserte du transport en commun sur l'île de Montréal en :
    - permettant l'ouverture des différentes lignes de métro jusqu'à 1h30, tant la semaine que la fin de semaine;
    - augmentant le nombre et la fréquence des autobus de nuit ou, en conservant durant la nuit les trajets réguliers de jour;
    - conservant ou développant des lignes «express» en dehors des heures de pointe, et ce, jusqu'à 22h, notamment pour faciliter les déplacements vers les extrémités de l'île.

11 Que la Ville de Montréal, à titre d'employeur exemplaire, fasse preuve de leadership en instaurant un programme de transport afin d'encourager ses employé.es à utiliser des alternatives à l'auto solo.

12 Que la Ville de Montréal poursuive ses efforts visant à permettre le partage de ses données sur la mobilité et encourage ses partenaires tels que les sociétés de transports, les entreprises privées et les OBNL (par ex. BIXI), à faire de même dans le but de faciliter l'innovation dans le milieu de la mobilité durable.

13 13. Que la Ville de Montréal poursuive ses actions auprès des différentes instances gouvernementales, telles que le ministère des Transport du Québec, pour que le financement offert dans le cadre des programmes d'aide au développement du transport collectif soit suffisant et pérenne pour répondre aux besoins de la métropole, dont le financement des Centres de gestion de déplacements.

14 Que la Ville de Montréal sensibilise et encourage les employeurs à mettre en place un programme de transport alternatif à l'automobile solo. À cet effet :

- des règlements pourraient être mis en place par la Ville-Centre ou les arrondissements pour inciter les entreprises qui souhaitent s'y installer à établir un plan de gestion des déplacements de leur personnel;
- un financement adéquat et pérenne des Centres de gestion des déplacements devrait être assuré par la Ville, considérant que ces derniers sont des alliés pour les entreprises pour la planification et la gestion de la mobilité du personnel.

15 Que la Ville de Montréal appuie le développement de la plateforme numérique Céleste, inspirée du concept *Mobility as a Service* et encourage la création de partenariats visant notamment l'intégration des tarifs des différents modes de transport avec et entre les sociétés de transports, les entreprises privées offrant des services de mobilité partagée, les OBNL (ex. BIXI) et les entreprises en démarrage.

16 Que la Ville de Montréal et les acteurs métropolitains du transport tels que l'ARTM et la STM, étudient la possibilité d'implanter des pôles de mobilité dans les pôles d'emplois excentrés, (inspirés de la *Mobility station* de Munich) inspirés de celui déjà mis en œuvre à Montréal, au pied de la Tour de la bourse.

BIBLIOGRAPHIE

Agence métropolitaine de transport (2013a). Enquête *Origine-Destination 2013 – La mobilité des personnes dans la région de Montréal*. 194p.

Agence métropolitaine de transport (2013b). *Enquête Origine-Destination 2013 – La mobilité des personnes dans la région de Montréal : faits saillants*. 28p.

Alliance Ariane (2017). *Pour une plus grande cohérence entre l'aménagement du territoire et le secteur du transport au Québec. Mémoire présenté dans le cadre de la consultation sur la Politique de mobilité durable du gouvernement du Québec*. 20p.

Alliance Transit (2017). *Politique de mobilité durable 2018-2030 : le Québec est prêt. Mémoire présenté dans le cadre de la consultation sur la Politique de mobilité durable du gouvernement du Québec*. 35p.

Amar G., Michaud V. (2009). *La marche au cœur des mobilités. État des connaissances*. Éditions du Certu. 69p.

Ambrosino G., Nelson J.D., Boero M., Pettinelli I. (2016). «Enabling intermodal urban transport through complementary services : from flexible mobility services to the shared use mobility agency». *Research in Transportation Economics*, vol. 59, p. 179-184

Apparicio, P. (2014). *Atlas de la zone métropolitaine de l'emploi de Montréal : de l'organisation spatiale du marché du travail à l'organisation spatiale des déplacements domiciles-travail*. 36p.

Burckhart K., Blair C. (2009). «Urban intermodality : potentials for connecting cities public transport». *WIT Transactions on the built environment*, vol. 107. p. 36-72.

Centre d'écologie urbaine de Montréal (2011). *Plan du quartier vert, actif et en santé du Plateau-Est*. 162p.

Chaire In.SITU (2018). *Portrait des disparités en matière de mobilité dans l'agglomération de Montréal. Étude portant sur la caractérisation des inégalités de mobilité quotidienne. Cahier In.SITU* numéro 3. 134 p.

CMM (2011). *Plan métropolitain d'aménagement et de développement du Grand Montréal*. 217p.

Conseil jeunesse de Montréal (2007). *Mobile sur l'île, rapide en ville. Avis du Conseil jeunesse de Montréal sur les transports viables*. 60p.

Curtis C., Scheurer J.. Mellor R. (2012). «Spatial Network Analysis for Multimodal Urban Transport Systems (SNAMUTS)», dans Angela Hull, Cecília Silva and Luca Bertolini (Eds.) *Accessibility Instruments for Planning Practice*. COST Office, p. 49-55.

Desjardins (2014). *Dossier de candidature : programme de transport alternatif de Desjardins présenté au MDDELCC pour le Phénix de l'environnement 2014*. 6p.

Direction des transports de la Ville de Montréal (2017). *Le programme d'implantation des rues piétonnes et partagées : une incitation à se déplacer à pied. Candidature de la Direction des transports de la Ville de Montréal pour l'Association des transports du Canada*. 17p.

Galland O. (1993). «Qu'est-ce que la jeunesse? », dans Galland O., Cavalli A. (dir.), *L'allongement de la jeunesse*, Paris, Actes Sud, p. 11-18.

Gardere E.. Gardere J-P (2009). *Multimodalité et intermodalité à Bordeaux, orientations durables et choix technologiques*. International Conference of Territorial Intelligence. 7p.

Gouvernement du Québec (2016). *Politique québécoise de la jeunesse 2030*. 96p.

Gouvernement du Québec (2018a). *Politique de mobilité durable 2030*. 44p.

Gouvernement du Québec (2018b). *Politique de mobilité durable 2030 : Plan d'action 2018-2023*. 120p.

Hammouda K. (2018). *Défavorisation et mobilité domicile-travail en proche banlieue. Le cas de Montréal-Nord*. Travail dirigé, maîtrise en urbanisme, Université de Montréal. Série Notes de recherche 02-2018, 60p.

INJEP (2017). *Les difficultés de transport : un frein à l'emploi pour un quart des jeunes*. INJEP analyses et synthèses. Numéro 6. 4p.

Lavadinho, S. (2011). «Les hubs de vie : quelles opportunités pour faire la ville au-delà de la mobilité ?». *Colloque Interfaces & métropoles*, 8e Rencontre franco-suisse des urbanistes, UNIL, Lausanne. p. 93-120.

Le Boennec R., Nicolaï I., Da Costa P. (2017). *Inciter au changement de comportement dans les pratiques régulières de mobilité : une analyse multi-acteurs multicritères*. Les Rencontres de la Mobilité Intelligente, 44è congrès de l'ATEC-ITS France. 10p.

Le Groupe vélo (1997). *Le «cocktail transport» : la solution pour freiner le déclin du transport en commun*. 41p.

Le Lab OuiShare Chronos (2017). *Vers un transport de MaaS. La mobilité comme service oui, mais avec quels objectifs et quels usagers ? Derrière les promesses, nous décryptons le modèle*. 16p.

Lewis, P., Thomas-Maret, I., Laforest, A., Métrivier, D. (2011). «Localisation des activités métropolitaines : quels impacts sur le navettage à Montréal?», *Environnement urbain*, 5, p. 38-51.

L'Hostis A., Conesa A. (2010). «Définir l'accessibilité intermodale», dans Banos A., Thévenin, T. (dir.), *Systèmes de Transport Urbain*, Hermès, 24p.

Maulat J. (2016). *Planifier et produire le TOD dans les banlieues du Grand Montréal. Rapport de recherche post-doctorale,* Observatoire Ivanhoé Cambridge. 191p.

Mercier-Méthé X. (2017). *La rue partagée : approche simple pour les villes multimodales de demain?* Association québécoise des transports. [En ligne]. [https://aqtr.com/association/actualites/rue-partagee-approche-simple-villes-multimodales-demain]. (Consulté le 16 novembre 2018).

Miramontes M. et al. (2017). «Impacts of a multimodal mobility service on travel behavior and preferences : user insights from Munich's first Mobility Station». *Transportation*, vol 44, p. 1325-1342.

Morency C., (2018). Une hésitation incompréhensible, dans La Presse (4 février 2018). [En ligne]. [http://mi.lapresse.ca/screens/544d1c0e-1dce-4f1c-9444-637b7dd4a92c__7C___0.html]. (Consulté le 16 novembre 2018).

Ortar N. et al. (2016). *Évolutions des pratiques de mobilité et du rapport à l'automobile chez les jeunes. Une comparaison Lyon-Montréal. Rapport final*. Forum vies Mobiles. 39p.

Réseau Quartiers verts (2017). *Building active communities together*. 48p.

Richer C., Rabaud M., Lannoy A. (2015). «L'intermodalité au quotidien. Un panorama de la mobilité intermodale en France», dans CEREMA - IFSTTAR. *Mobilité en transitions. Connaître, comprendre et représenter*, Rapport d'études et de recherches, p. 131-142.

Roche (2010). *Mandat de recherche sur la tarification sociale dans le transport en commun*. Rapport final présenté à l'Association du transport urbain du Québec. 8p.

RUTA Montréal (2010). *Guide des besoins des personnes ayant des limitations fonctionnelles en matière de transport en commun. Un outil d'aide à la mise en œuvre de l'accessibilité universelle*. 245p.

Société de transport de Montréal (2011). *Plan stratégique 2020*. 120p.

Société de transport de Montréal (2017). *Plan stratégique organisationnel 2025*. 60p.

Société de transport de Montréal (2018). *Budget 2018. L'excellence en mobilité*. 101p.

Torres J., Lewis P. (2012). *Le pôle intermodal : un équipement pour la région de Montréal*. Rapport présenté à l'Agence métropolitaine de transport. 124p.

Transport 2000 (2017). *Prendre la trajectoire citoyenne en effectuant un virage vers la mobilité durable*. Mémoire déposé dans le cadre de l'appel à mémoires sur l'élaboration de la Politique de mobilité durable du gouvernement du Québec. 14p.

UITP (2011). *Becoming a real mobility provider. Combined mobility : public transport in synergy with other modes like car-sharing, taxi and cycling*. Position paper. 6p.

Ville de Montréal (2004). *Plan d'urbanisme de Montréal*.

Ville de Montréal (2008). *Plan de transport de Montréal*. 220p.

Ville de Montréal (2010). Direction des transports. *Guide des plans locaux de déplacements*. 164p.

Ville de Montréal (2016a). *Montréal durable 2016-2020*. 44p.

Ville de Montréal (2016b). *Politique de stationnement*. 72p.

Ville de Montréal (2017). *Programme d'implantation de rues piétonnes et partagées*. Cadre de référence. 17p.

Vivre en Ville et Équiterre (2017). *Pour un Québec leader de la mobilité durable : l'urgence d'agir pour dépasser la dépendance à l'auto. Mémoire présenté dans le cadre de la consultation sur la Politique de mobilité durable*. 48p.

REMERCIEMENTS

M. François Arsenault, conseiller – Infrastructures et équipements à la STM

M. Ludwig Desjardins, directeur adjoint – Planification stratégique, financement et tarification à l'ARTM

M. Félix Gauthier, conseiller – Conceptualisation et relations avec les partenaires à la STM

M. Paul Lewis, professeur titulaire à l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'Université de Montréal

M. Guillaume Longchamps, conseiller en aménagement – Planification des transports à la Ville de Montréal

M. Timothée Millet, analyste – Transport en commun chez Transit

M. Jason Prince, urbaniste et enseignant à l'Université Concordia

Le Conseil jeunesse de Montréal souhaite remercier l'ARTM pour lui avoir facilité l'accès aux données de l'enquête Origine-Destination 2013.

Un remerciement spécial aux répondants et répondantes du sondage en ligne portant sur la mobilité des jeunes Montréalais.es âgé.es de 17 à 30 ans.

ANNEXE –
SONDAGE RÉALISÉ AUPRÈS DES JEUNES MONTRÉALAIS.ES ÂGÉ.ES DE 17 À 30 ANS

INTRODUCTION

Ce sondage s'adresse aux jeunes qui ont entre 17 et 30 ans (inclusivement). Il prend environ 5 minutes à compléter. Les données sont confidentielles et anonymes.

Le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) réalise actuellement une étude sur la mobilité des jeunes Montréalais.es de 17 à 30 ans. Le CjM souhaiterait connaitre les habitudes de déplacement et les freins à la mobilité des jeunes Montréalais.es. Par «jeunes Montréalais.es», on entend les jeunes qui habitent à Montréal et aussi les jeunes qui résident à l'extérieur de Montréal, mais qui étudient et/ou travaillent dans le Métropole.

Ce sondage permettra au CjM de mieux identifier les défis des jeunes en matière de mobilité et de formuler des recommandations destinées aux élu.es et à l'administration de la Ville de Montréal.

Le CjM est une instance consultative relevant de la mairesse, dont la principale mission est de s'assurer que les préoccupations et les enjeux entourant les jeunes Montréalais.es soient pris en considération dans les décisions municipales.

HABITUDES DE TRANSPORT

1 Détenez-vous un permis de conduire?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si non, pourquoi?

- ☐ Ça coute trop cher
- ☐ Je n'en n'ai pas besoin
- ☐ Je pense le passer plus tard
- ☐ Autre

Si oui (1) : Pourquoi?

- ☐ C'est un incontournable
- ☐ Je n'ai pas d'autres solutions de transport que l'utilisation de l'automobile
- ☐ Autre

Si oui (2) : Possédez-vous une automobile ou avez-vous accès à une voiture dans votre ménage ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

2 Avez-vous un pass de transport?

- ☐ Oui
- ☐ Non

3 Êtes-vous adhérent à un service d'autopartage (ex : Communauto, Car2Go)?

- ☐ Oui
- ☐ Non

HABITUDES DE TRANSPORT – SUITE

4 Combien de temps vous prend votre trajet typique (aller), à partir du moment où vous partez de chez vous jusqu'à l'arrivée au travail/école?

- ☐ Moins de 30 mn
- ☐ Entre 30 et 45 mn
- ☐ Entre 45 mn et 1 h
- ☐ Entre 1 h et 1h 30
- ☐ Plus d'1 h 30

5 Vous arrêtez-vous sur le trajet pour réaliser des activités (épicerie, déposer les enfants à l'école, etc.) ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

6 Quel(s) mode(s) de transport utilisez-vous en semaine dans la journée ? *(Plusieurs choix possibles)*

- ☐ Modes combinés (ex : vélo + métro, auto + métro, marche de plus de 10 mn + autobus, autopartage + métro, autobus + métro, etc.)
- ☐ Auto solo
- ☐ Autopartage (ex : Communauto, Car2Go)
- ☐ Covoiturage
- ☐ Taxi/Uber
- ☐ Marche
- ☐ BIXI
- ☐ Vélo personnel
- ☐ Métro
- ☐ Autobus
- ☐ Train de banlieue

Si modes combinés, lesquels?_____

Si modes combinés, comment qualifieriez-vous le passage d'un mode à l'autre?

- ☐ Efficace
- ☐ Agréable
- ☐ Simple
- ☐ Pénible
- ☐ Long
- ☐ Compliqué
- ☐ Autre (précisez) _____

Pour tous : Qu'est-ce qui motive ce(s) choix ? *(Plusieurs réponses possibles)*

- ☐ C'est plus rapide
- ☐ C'est plus direct (pas de changement de modes)
- ☐ C'est confortable
- ☐ Je peux faire autre chose pendant le trajet (ex : lire, travailler, étudier, être sur mon cellulaire, etc.)
- ☐ C'est moins cher
- ☐ C'est plus écologique
- ☐ Je n'ai pas d'autres possibilités de transport
- ☐ Autre (précisez) _____

7 Quel(s) mode(s) de transport utilisez-vous le soir à partir de 22 h? *(Plusieurs choix possibles)*

- ☐ Modes combinés (ex : vélo + transport en commun, auto + transport en commun, marche de plus de 10 mn + transport en commun, autopartage + transport en commun, etc.)
- ☐ Auto solo
- ☐ Auto-partage (ex : Communauto, Car2Go)
- ☐ Covoiturage
- ☐ Taxi/Uber
- ☐ Marche
- ☐ BIXI
- ☐ Vélo personnel
- ☐ Métro
- ☐ Autobus
- ☐ Train de banlieue

Si modes combinés, lesquels? _____

Si modes combinés, comment qualifieriez-vous le passage d'un mode à l'autre?

- ☐ Efficace
- ☐ Agréable
- ☐ Simple
- ☐ Pénible
- ☐ Long
- ☐ Compliqué
- ☐ Autre (précisez) _____

Pour tous : Qu'est-ce qui motive ce(s) choix ? *(Plusieurs réponses possibles)*

- ☐ C'est plus rapide
- ☐ C'est plus direct (pas de changement de modes)
- ☐ C'est confortable
- ☐ Je peux faire autre chose pendant le trajet (ex : lire, travailler, étudier, être sur mon cellulaire, etc.)
- ☐ C'est moins cher
- ☐ C'est plus écologique
- ☐ Je n'ai pas d'autres possibilités de transport
- ☐ Autre (précisez) _____

8 Quel(s) mode(s) de transport utilisez-vous **les fins de semaine** ? *(Plusieurs choix possibles)*

- ☐ Modes combinés (ex : vélo + transport en commun, auto + transport en commun, marche de plus de 10 mn + transport en commun, autopartage + transport en commun, etc.)
- ☐ Auto solo
- ☐ Autopartage (ex : Communauto, Car2Go)
- ☐ Covoiturage
- ☐ Taxi/Uber
- ☐ Marche
- ☐ BIXI
- ☐ Vélo personnel
- ☐ Métro
- ☐ Autobus
- ☐ Train de banlieue

Si modes combinés, lesquels? _____

Si modes combinés, comment qualifieriez-vous le passage d'un mode à l'autre ?

- ☐ Efficace
- ☐ Agréable
- ☐ Simple
- ☐ Pénible
- ☐ Long
- ☐ Compliqué
- ☐ Autre (précisez) _____

Pour tous : Qu'est-ce qui motive ce(s) choix ? *(Plusieurs réponses possibles)*

- ☐ C'est plus rapide
- ☐ C'est plus direct (pas de changement de modes)
- ☐ C'est confortable
- ☐ Je peux faire autre chose pendant le trajet (ex : lire, travailler, étudier, être sur mon cellulaire, etc.)
- ☐ C'est moins cher
- ☐ C'est plus écologique
- ☐ Je n'ai pas d'autres possibilités de transport
- ☐ Autre (précisez) _____

9 Utilisez-vous les mêmes modes de transport l'hiver que le reste de l'année ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si non, pourquoi? _____

_____

_____

10 Vous est-il possible de vous déplacer pour vos destinations principales (études, travail) à partir d'autres modes de transport que ceux utilisés habituellement ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, pourquoine choisissez-vous pas ce mode? _____

_____

_____

FREINS À L'UTILISATION DES MODES DURABLES

11 À partir de combien de transferts d'un mode vers un autre êtes-vous découragé.e d'utiliser les transports durables?

- ☐ 1 transfert d'un mode vers un autre
- ☐ 2 transferts
- ☐ 3 transferts
- ☐ 4 transferts
- ☐ 5 transferts et plus

12 Est-ce qu'actuellement les moyens de transport durables dont vous disposez vous permettent facilement de vous déplacer où vous souhaitez?

- ☐ Oui
- ☐ Non, c'est plus pratique de prendre l'auto solo pour me déplacer … *(complétez)*

_____

_____

13 Est-ce qu'actuellement les moyens de transport dont vous accès sont suffisants pour vos déplacements?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si non, à quel(s) mode(s) de transport aimeriez-vous avoir accès? Pourquoi? _____

_____

_____

14 Avez-vous des horaires qui vous contraignent dans l'utilisation de certains modes de transport?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, détaillez (horaire, modes de déplacement problématiques) _____

_____

_____

15 Considérez-vous que vous vivez dans un secteur bien desservi par les transports collectifs (métro, bus, Communauto, Car2go, BIXI)61 ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si non, pourquoi ? _____

_____

16 Considérez-vous que le secteur où vous travaillez/étudiez est bien desservi par les transports collectifs (métro, bus, Communauto, Car2go, BIXI) ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si non, pourquoi ? _____

_____

_____

17 Considérez-vous que votre quartier favorise les déplacements à pied et à vélo (ex : présence de trottoirs, de pistes cyclables, de services de proximité, etc.) ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si non, pourquoi ? _____

_____

_____

VERS UNE MOBILITÉ PLUS DURABLE : SUGGESTIONS D'AMÉLIORATION

18 Si vous êtes un utilisateur ou une utilisatrice fréquent.e de l'auto solo, quels sont les obstacles à l'utilisation d'un mode plus durable (transport en commun, vélo, marche, autopartage, etc.)?

- ☐ Il y a trop de monde dans les transports commun
- ☐ C'est trop cher
- ☐ Ça prend trop de temps
- ☐ Ce n'est pas confortable
- ☐ J'ai trop de correspondances
- ☐ Ce n'est pas fiable
- ☐ C'est décourageant en hiver
- ☐ Ce n'est pas sécuritaire
- ☐ C'est désagréable
- ☐ La fréquence du transport en commun est faible
- ☐ Mon quartier n'est pas desservi par les transports durables
- ☐ Je n'utilise pas l'auto solo
- ☐ Autre (précisez) _____

19 Si vous êtes un utilisateur ou une utilisatrice des transports durables (transport en commun, vélo, marche, autopartage, etc.) ou si vous souhaitez en devenir un.e, qu'est-ce qui pourrait améliorer votre expérience lors de leur utilisation ? *(Choisissez les 5 réponses les plus importantes pour vous)*

- ☐ Une meilleure desserte *(précisez où (arrondissement/quartier et quel mode?)*
- ☐ Une plus grande fréquence dans les heures creuses la journée en semaine
- ☐ Une plus grande fréquence les fins de semaine
- ☐ Une plus grande fréquence le soir et la nuit
- ☐ Plus d'autobus, métro ou train de banlieue pendant les heures de pointe du matin et du soir
- ☐ Plus de rapidité
- ☐ Des correspondances entre différents modes de transport plus efficaces, rapides et agréables
- ☐ Une plus grande ponctualité
- ☐ Plus de confort
- ☐ Des tarifs moins chers
- ☐ Une offre de tarifs combinés pour tous les modes de transport (transport en commun, BIXI, communauto, Car2go, etc.) avec une inscription simple
- ☐ Plus de pistes cyclables sécuritaires
- ☐ Plus de trottoirs

- ☐ Un meilleur entretien l'hiver (ex : des pistes cyclables, des arrêts d'autobus)
- ☐ La possibilité d'avoir le choix de modifier mon trajet facilement
- ☐ Une meilleure communication sur les retards, accidents, etc.
- ☐ Une application qui me permettrait d'être informé.e, de planifier mon trajet et de payer simplement.
- ☐ Autre *(précisez)* _____

PROFIL DES RÉPONDANTS

20 Âge _____

21 Code postal _____

22 Occupation principale :

- ☐ Travail à temps plein
- ☐ Travail à temps partiel
- ☐ Études
- ☐ Études et travail
- ☐ Sans emploi
- ☐ Autre (*précisez s'il vous plaît*) _____

23 Vivez-vous chez vos parents?

- ☐ Oui
- ☐ Non

24 Avez-vous des enfants?

- ☐ Oui
- ☐ Non

25 Dans quelle tranche de revenus vous situez-vous?

- ☐ Moins de 5 000 $
- ☐ 5 000 $ à 10 000 $
- ☐ 10 000 $ à 20 000 $
- ☐ 20 000 $ à 35 000 $
- ☐ 35 000 $ à 50 000 $
- ☐ Plus de 50 000 $
- ☐ Ne souhaite pas répondre

26 Sexe du répondant ou de la répondante :

- ☐ Homme
- ☐ Femme
- ☐ Autre
- ☐ Ne souhaite pas répondre

Article 7.10

PROCÈS-VERBAL DE CORRECTION

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 17 septembre 2018

En référence à l'article 92.1 de la Loi sur les cités et villes, j'ai apporté les modifications requises au procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 17 septembre 2018 afin que l'absence sans motif de la conseillère Marianne Giguère soit corrigée pour une absence avec motif. En effet, Mme Giguère n'a pu assister à cette assemblée du conseil car elle était en représentation officielle pour la Ville de Montréal à la conférence Walk-Bike-Places, à la Nouvelle-Orléans.

Les pages 1, 39 et 61 du procès-verbal mentionné ont donc été corrigées à cet effet.

Fait à Montréal, le 14 janvier 2019.

(s) Yves Saindon
_____
Le greffier de la Ville
Yves Saindon, avocat

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 17 septembre 2018 13 h

Séance tenue le lundi 17 septembre 2018 Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, M. Éric Alan Caldwell, Mme Catherine Clément-Talbot, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, M. Luc Ferrandez, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Patricia Lattanzio, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

PRÉSENCE EN COURS DE SÉANCE :

M. Frantz Benjamin.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Marianne Giguère.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Chantal Rouleau

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
Me Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Pascale Loiseau, Analyste-rédactrice
Mme Lynne Trépanier, Conseillère - analyse et contrôle de gestion

---

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, invite l'assemblée à observer un moment de recueillement. Avant de débuter les travaux, la présidente souhaite reconnaitre que nous sommes sur un territoire autochtone millénaire, lieu de rencontres et de diplomatie entre les peuples ainsi que du Traité de la grande paix. Nous remercions la nation Kanien'keha;ka (Mohawk) de son hospitalité en territoire non cédé.

La présidente prend quelques minutes pour rendre hommage à une grande femme décédée le 5 septembre dernier, Mme Lise Payette, une Montréalaise qui a été une grande défricheuse, en agissant notamment à titre de ministre au sein du gouvernement Lévesque, et en étant une des premières femmes ministre à vouloir se faire appeler « madame la ministre ». La présidente du conseil poursuit et indique que les différents gestes posés par Mme Payette ont pavé la voie aux femmes en politique et elle salue aujourd'hui son parcours qui continue d'inspirer de nombreuses femmes.

La présidente du conseil informe l'assemblée que, pour la saison estivale, l'hôtel de ville a accueilli de nombreux visiteurs dans le cadre des visites guidées et, qu'entre le 27 juin et le 31 août dernier, pas moins de 3 600 personnes ont pu bénéficier de ces visites guidées pour découvrir l'histoire de la maison du citoyen, ce qui constitue un nouveau record de 26 % de plus par rapport à l'année passée, pour un total de plus de 42 000 personnes qui ont franchi les portes de l'hôtel de ville cet été.

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 17 septembre 2018
13 h

Séance tenue le lundi 17 septembre 2018 – 19 h
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Catherine Clément-Talbot, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, M. Luc Ferrandez, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Patricia Lattanzio, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Éric Alan Caldwell et Mme Marianne Giguère.

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Frantz Benjamin, Mme Marie-Josée Parent et Mme Chantal Rouleau.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
Me Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Pascale Loiseau, Analyste-rédactrice
Mme Lynne Trépanier, Conseillère - analyse et contrôle de gestion

---

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, déclare la séance ouverte. Elle salue la présence au balcon des étudiants de l'École du milieu LaSalle – Carrefour Jeunesse Emploi LaSalle - Destination qui participent à un programme intitulé « Une soirée à l'hôtel de ville » programme qui inclut également une visite guidée. La présidente du conseil souligne à cette fin la présence de M. Julien Lafontaine, conseiller intervenant, Mme Melody Roy, M. Patryk Jaskula et Mme Annie Cyr et, de la Maison des jeunes de LaSalle – LaBicoque, le directeur M. Sébastien, Mme Sharnel Reid et Mme Alyssia Tranoris ainsi que de M. Francis Sabourin, agent de développement économique à Concertation Montréal. La présidente les remercie de leur présence et leur souhaite la bienvenue.

La présidente du conseil souligne également la présence de Mme Manuelle Alix-Surprenant qui vient de se joindre au personnel du Bureau de la présidence à titre d'agente de recherche. Finalement, Mme Wong souhaite un très joyeux anniversaire au conseiller Sylvain Ouellet et s'excuse d'avoir omis d'en faire mention en tout début de séance.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 17 septembre 2018 13 h

Séance tenue le mardi 18 septembre 2018 – 9 h 30 Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Catherine Clément-Talbot, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, M. Luc Ferrandez, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Patricia Lattanzio, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Éric Alan Caldwell, Mme Marianne Giguère et M. Benoit Langevin.

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Frantz Benjamin et Mme Chantal Rouleau.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
Me Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Pascale Loiseau, Analyste-rédactrice
Mme Lynne Trépanier, Conseillère - analyse et contrôle de gestion

---

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, déclare la séance ouverte.

---

1 - Période de questions du public

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Les citoyennes et citoyens ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Laurian Ionita	Mme Valérie Plante (M. Francesco Miele) (M. François Limoges)	Déplore le droit accordé aux élus.es toujours en fonction au niveau du municipal de se porter candidat aux élections provinciales

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation
Québec

Le sous-ministre

Article 7.11

Québec, le 13 décembre 2018

Madame Valérie Plante
Mairesse
Mesdames et Messieurs les membres du conseil
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est, bureau R. 134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Madame la Mairesse,
Mesdames,
Messieurs,

La ministre des Affaires municipales et de l'Habitation doit s'assurer de la bonne administration du système municipal dans l'intérêt des municipalités et des citoyens, et ce, en vertu des dispositions de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Dans ce contexte, la Direction générale des finances municipales a réalisé un mandat de vérification (audit) concernant le processus suivi par le Service de police de la Ville de Montréal pour l'attribution des contrats. Un rapport d'audit a été produit et publié en juillet 2012. Celui-ci visait à présenter principalement les constats effectués lors du mandat et à formuler des recommandations.

Également, le 30 juillet 2012, une lettre informait la Ville qu'un suivi des recommandations formulées serait effectué. Le 1er mars 2017, une lettre signifiait à la Ville le début des travaux relatifs à ce suivi. À la suite de notre examen, un rapport a été soumis à la Direction générale, laquelle a transmis ses commentaires au Ministère. Ceux-ci ont été intégrés dans ce rapport.

Nos travaux nous amènent à conclure que 100 % des recommandations formulées à la Ville ont donné lieu à des progrès satisfaisants.

…2

Québec
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamh.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863

Cette lettre constitue un avis qui vous est transmis en vertu de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Je vous enjoins de déposer le présent rapport et de lire cette lettre à la prochaine séance ordinaire du conseil et de la rendre publique immédiatement en la manière prescrite pour publication des avis publics de la Ville.

Je vous indique qu'en vertu de l'article 14.1 de la Loi précitée, le Ministère publiera dans son site Internet un rapport synthèse reproduisant le résultat du suivi des recommandations des huit organismes municipaux vérifiés entre 2012 et 2014.

En terminant, je tiens à souligner l'excellente collaboration de la Ville lors de la réalisation de nos travaux ainsi que l'effort déployé pour la mise en place des mesures pour remédier aux lacunes constatées dans le rapport publié en 2012.

Veuillez agréer, Madame la Mairesse, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,

(original signé)

Marc Croteau

Article 7.11

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Rapport synthèse du suivi des recommandations formulées dans les rapports d'audit publiés entre 2012 et 2014

Villes de Shannon, Mascouche, Dunham, Saint-Colomban et Deux-Montagnes

Municipalités de Saint-Armand et Montebello

Service de police de la Ville de Montréal

Décembre 2018

Direction générale des finances municipales



Québec

Ce document a été réalisé par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)

Il est publié en version électronique à l'adresse suivante : www.mamh.gouv.qc.ca

© Gouvernement du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, 2018

ISBN 978-2-550-82992-8 (PDF)

Dépôt légal – 2018 Bibliothèque et Archives nationales du Québec Bibliothèque et Archives Canada

Tous droits réservés. La reproduction de ce document par quelque procédé que ce soit et sa traduction, même partielles, sont interdites sans l'autorisation des Publications du Québec.

Table des matières

1. Introduction 1

1.1. Contexte 1

1.2. Méthodologie 2

2. Résultats des examens 3

2.1. Ville de Shannon 4

2.2. Ville de Mascouche 7

2.3. Ville de Dunham 10

2.4. Service de police de la Ville de Montréal 13

2.5. Ville de Saint-Colomban 16

2.6. Municipalité Saint-Armand 19

2.7. Municipalité de Montebello 25

2.8. Ville de Deux-Montagnes 27

1. Introduction

1.1. Contexte

Le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation veille à la bonne administration du système municipal dans l'intérêt des municipalités et des citoyens, et ce, en vertu des dispositions de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (RLRQ, c. M-22.1).

Dans ce contexte, des mandats de vérification (audit) ont été réalisés auprès d'organismes municipaux et des rapports ont été publiés entre 2012 et 2014 sur le site Web du Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

Le tableau 1 présente la liste de ces organismes ainsi que la date de publication de ces rapports.

Tableau 1 - Organismes municipaux audités et date de publication des rapports d'audit du MAMH

Organisme municipal audité	Date de publication des rapports d'audit du MAMH
Ville de Shannon	Juin 2012
Ville de Mascouche	Juillet 2012
Ville de Dunham	Juillet 2012
Service de police de la Ville de Montréal	Juillet 2012
Ville de Saint-Colomban	Janvier 2013
Municipalité de Saint-Armand	Juin 2014
Municipalité de Montebello	Juillet 2014
Ville de Deux-Montagnes	Juillet 2014

Les mandats d'audit visaient à s'assurer que le processus utilisé par ces organismes municipaux pour l'attribution des contrats respectait les dispositions législatives prévues à la Loi sur les cités et villes (LCV) ou au Code municipal du Québec (CM), les dispositions réglementaires en découlant et, le cas échéant, tout autre aspect lié à l'administration municipale.

Après trois ans, le suivi des recommandations formulées dans ces rapports vient compléter les mandats initiaux et permet de faire le point quant aux actions qui ont été entreprises pour remédier aux lacunes constatées.

1.2. Méthodologie

L'évaluation des progrès dans l'application des recommandations repose d'abord sur la déclaration de l'organisme municipal concernant les mesures mises en place pour corriger les lacunes observées au moment de l'audit et sur la transmission de tout document pertinent appuyant ses explications. Par la suite, la plausibilité de l'information reçue a été appréciée et, au besoin, d'autres documents disponibles ont été examinés et des renseignements additionnels ont été demandés.

L'application des recommandations est évaluée selon les niveaux suivants :

- Progrès satisfaisant : Les correctifs apportés couvrent tous les aspects de la recommandation ou, au moins, les principaux, et leur implantation est suffisamment avancée;

- Progrès insatisfaisant : Les correctifs apportés ne couvrent que quelques aspects de la recommandation ou leur mise en place n'est pas suffisamment avancée pour nous démontrer que la situation est contrôlée;

- Sans objet : L'organisme municipal n'a pas eu l'occasion d'appliquer la recommandation parce que la situation visée par celle-ci ne s'est pas produite au cours de la période ciblée par les travaux du suivi des recommandations;

- Caduque : Les recommandations ne sont plus pertinentes parce que les motifs ayant donné lieu à la recommandation ont évolués ou n'existent plus.

2. Résultats des examens

Nos travaux nous amènent à conclure que 70 des 77 recommandations formulées aux huit organismes municipaux audités (90 %) ont donné lieu à des progrès satisfaisants[1]. Le tableau 2 indique le résultat pour chacun d'eux.

Tableau 2 - Pourcentage des recommandations qui ont donné lieu à des progrès satisfaisants par organisme municipal audité

Organisme municipal audité	Pourcentage des recommandations qui ont donné lieu à des progrès satisfaisants
Ville de Shannon	100 %
Ville de Mascouche	100 %
Ville de Dunham	100 %
Service de police de la Ville de Montréal	100 %
Ville de Saint-Colomban	100 %
Municipalité de Saint-Armand	30 %
Municipalité de Montebello	100 %
Ville de Deux-Montagnes	100 %

L'appréciation de l'application des recommandations, pour chaque organisme municipal audité, est reproduit dans les sous-sections suivantes.

1. Mentionnons que les six recommandations sans objet n'ont pas été considérées dans le total.

2.1. Ville de Shannon

Résultat de l'examen

Le tableau 3 détaille l'appréciation de l'application des recommandations pour la Ville de Shannon.

Tableau 3 – Appréciation de l'application des recommandations

Recommandations	Progrès satisfaisant	Progrès insatisfaisant	Sans objet	Caduque
Régime général concernant l'adjudication des contrats				
N'accorder les contrats qu'à la suite d'une demande de soumissions publique, faite par annonce dans un journal et dans un système électronique d'appel d'offres (SEAO) ou par voie d'invitation écrite, selon la nature et le niveau des dépenses du contrat. De plus, utiliser le système d'évaluation et de pondération des offres obligatoire pour un contrat relatif à des services professionnels.	✓			
Conserver des documents démontrant que les articles 934 et suivants du CM ont été respectés.	✓			
Octroyer toujours un contrat à la suite de l'adoption d'une résolution à cette fin par le conseil municipal ou bien par un acte d'une personne déléguée, si le tout est prévu dans le règlement de contrôle et de suivi budgétaire ou dans tout autre règlement de délégation du pouvoir de dépenser.	✓			
Délai pour la réception des soumissions				
Conserver un document démontrant que le délai accordé pour la réception des documents, tel que prévu à l'article 935 du CM, a été respecté.	✓			
Accorder le délai prévu au CM pour la réception des documents.	✓			
Accord intergouvernemental de libéralisation des marchés				
Faire les inscriptions appropriées au SEAO en fonction des accords applicables au contrat concerné.	✓			

Tableau 3 – Appréciation de l'application des recommandations (suite)

Recommandations	Progrès satisfaisant	Progrès insatisfaisant	Sans objet	Caduque
Ouverture publique en présence de deux témoins Ouvrir publiquement les soumissions, en présence d'au moins deux témoins, aux date, heure et lieu mentionnés dans la demande de soumissions. Conserver un document démontrant que l'article 935, paragraphe 4 du CM a été respecté.	✓ ✓			
Unicité d'un fournisseur Faire au préalable des vérifications documentées et sérieuses pour s'assurer de l'unicité d'un fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la municipalité lorsqu'elle veut utiliser l'exception prévue au paragraphe 2° de l'article 938 du CM.			✓	
Division en plusieurs contrats interdite Ne pas diviser un contrat en plusieurs contrats en semblable matière, sauf si cette division est justifiée par des motifs de saine administration. Octroyer toujours un contrat à la suite de l'adoption d'une résolution à cette fin par le conseil municipal ou bien par un acte d'une personne déléguée, si le tout est prévu dans le règlement de contrôle et de suivi budgétaire ou dans tout autre règlement de délégation du pouvoir de dépenser.	✓ ✓			
Total des recommandations	**10**		**1***	
Pourcentage des recommandations qui ont donné lieu à des progrès satisfaisants	**100 %**			

* La recommandation, dont l'appréciation de son application est sans objet, n'a pas été considérée à des fins statistiques, puisque la Ville n'a pas eu l'occasion de l'appliquer.

Commentaires de la Ville

« La Ville s'est engagée dans un processus de réforme et demeure engagée à respecter les lois et règlements en vigueur.

La Ville est très satisfaite des résultats obtenus compte tenu des efforts déployés. »

2.2. Ville de Mascouche

Résultat de l'examen

Le tableau 4 détaille l'appréciation de l'application des recommandations pour la Ville de Mascouche.

Tableau 4 – Appréciation de l'application des recommandations

Recommandations	Progrès satisfaisant	Progrès insatisfaisant	Sans objet	Caduque
Rapport sur la situation financière				
S'assurer que la Ville dépose les informations relatives aux contrats selon ce qui est mentionné à l'article 474.1 de la LCV.	✓			
Régime général concernant l'adjudication des contrats				
N'accorder les contrats qu'à la suite d'une demande de soumissions publique, faite par annonce dans un journal et dans un système électronique d'appel d'offres ou par voie d'invitation écrite, selon la nature et le niveau de dépenses du contrat.	✓			
Accord intergouvernemental de libéralisation des marchés				
Faire les inscriptions appropriées au système électronique d'appel d'offres en fonction des accords applicables à chaque contrat.	✓			
Ouverture publique en présence de deux témoins				
Prévoir la présence d'au moins deux témoins au moment de l'ouverture publique des soumissions.	✓			
Conserver un document authentifié démontrant que l'article 573, paragraphe 4, de la LCV, a été respecté.	✓			
Système de pondération et d'évaluation des offres				
Documenter les dossiers d'appel d'offres afin d'être en mesure de démontrer qu'une évaluation individuelle de chaque soumission a été effectuée.	✓			
Remplacer le critère « connaissance du territoire de la Ville de Mascouche et qualité des services rendus antérieurement » par un critère plus général lié à l'expérience de travaux municipaux du genre de celui visé par l'appel d'offres.	✓			
Utiliser un système de pondération et d'évaluation des offres lors de l'adjudication d'un contrat relatif à la fourniture de services professionnels.	✓			
S'assurer que le système de pondération et d'évaluation des offres satisfait à toutes les exigences de la Loi.	✓			
S'assurer que lors de l'ouverture publique des soumissions, l'enveloppe contenant le prix ne soit pas ouverte lorsqu'un système de pondération et d'évaluation des offres est utilisé.	✓			

Tableau 4 – Appréciation de l'application des recommandations (suite)

Recommandations	Progrès satisfaisant	Progrès insatisfaisant	Sans objet	Caduque
Clauses d'appel d'offres discriminatoires Inclure dans les documents d'appel d'offres des clauses respectant les différentes ententes intergouvernementales et ne créant aucune discrimination basée sur la province ou le pays d'origine des biens, services, assureurs, fournisseurs ou entrepreneurs.	✓			
Unicité d'un fournisseur Procéder à des vérifications documentées et sérieuses avant de conclure à l'unicité d'un fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la municipalité lorsqu'elle veut bénéficier de l'exception prévue à l'article 573.3, paragraphe 2, de la LCV.			✓	
Division en plusieurs contrats interdite Ne pas diviser un contrat en plusieurs contrats en semblable matière, sauf si cette division est justifiée par des motifs de saine administration.	✓			
Modifications à un contrat S'assurer que les modifications effectuées à un contrat constituent bien des modifications accessoires, tel que prévu à l'article 573.3.0.4 de la LCV.	✓			
Total des recommandations	**13**		**1***	
Pourcentage des recommandations qui ont donné lieu à des progrès satisfaisants	**100 %**			

* La recommandation, dont l'appréciation de son application est sans objet, n'a pas été considérée à des fins statistiques, puisque la Ville n'a pas eu l'occasion de l'appliquer.

Commentaires de la Ville

La Ville de Mascouche nous a indiqué qu'elle n'avait pas de commentaires.

2.3. Ville de Dunham

Résultat de l'examen

Le tableau 5 détaille l'appréciation de l'application des recommandations pour la Ville de Dunham.

Tableau 5 – Appréciation de l'application des recommandations

Recommandations	Progrès satisfaisant	Progrès insatisfaisant	Sans objet	Caduque
Rapport sur la situation financière Modifier la liste de tous les contrats déposée par le maire de façon à inclure toutes les mentions requises.	✓			
Prise de décision en matière d'octroi des contrats N'octroyer un contrat qu'à la suite de l'adoption d'une résolution à cette fin par le conseil ou bien par un acte d'une personne déléguée, en conformité avec le Règlement relatif à la délégation du pouvoir de dépenser.	✓			
Adjudication des contrats à la suite d'une demande de soumissions publique ou d'une invitation écrite N'accorder les contrats qu'à la suite d'une demande de soumissions publique, faite par annonce dans un journal et dans un système électronique d'appel d'offres ou par voie d'invitation écrite, selon la nature et le niveau des dépenses du contrat. Documenter les dossiers d'appel d'offres pour démontrer que les dispositions législatives ont été respectées.	✓ ✓			
Délai pour la réception des soumissions Accorder le délai prévu à la LCV pour la réception des soumissions.	✓			
Ouverture publique en présence de deux témoins Documenter les dossiers d'ouverture des soumissions afin d'être en mesure de démontrer qu'il y a toujours présence d'au moins deux témoins.	✓			
Soumissions par voie d'invitation écrite Procéder par demande de soumissions faite par voie d'invitation écrite auprès d'au moins deux fournisseurs ou, selon le cas, deux entrepreneurs pour attribuer tout contrat dont la dépense est d'au moins 25 000 $ et de moins de 100 000 $.	✓			

Tableau 5 – Appréciation de l'application des recommandations (suite)

Recommandations	Progrès satisfaisant	Progrès insatisfaisant	Sans objet	Caduque
Limitation du territoire Inclure les provinces ou territoires visés par les accords de libéralisation des marchés applicables lorsqu'elle souhaite faire une discrimination basée sur l'origine des fournisseurs.			✓	
Unicité d'un fournisseur Effectuer au préalable des vérifications documentées et sérieuses pour démontrer l'unicité d'un fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics lorsqu'elle veut bénéficier de l'exception de l'unicité du fournisseur prévu dans la LCV.			✓	
Division en plusieurs contrats interdite Ne pas diviser un contrat en plusieurs contrats en semblable matière, sauf si cette division est justifiée par des motifs de saine administration.	✓			
Total des recommandations	**8**	**0**	**2***	**-**
Pourcentage des recommandations qui ont donné lieu à des progrès satisfaisants	**100 %**			

* Les recommandations, dont l'appréciation de leur application est sans objet, n'ont pas été considérées à des fins statistiques, puisque la Ville n'a pas eu l'occasion de les appliquer.

Commentaires de la Ville

La Ville de Dunham nous a indiqué qu'elle n'avait pas de commentaires.

2.4. Service de police de la Ville de Montréal

Résultat de l'examen

Le tableau 6 détaille l'appréciation de l'application des recommandations pour le Service de police de la Ville de Montréal.

Tableau 6 – Appréciation de l'application des recommandations

Recommandations	Progrès satisfaisant	Progrès insatisfaisant	Sans objet	Caduque
Publication dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) et accord intergouvernemental de libéralisation des marchés				
Faire les inscriptions appropriées au SEAO en fonction des accords applicables à chaque contrat concerné lorsqu'elle publie ses demandes de soumissions **(quatre recommandations)**.	✓ ✓ ✓ ✓			
N'accorder les contrats qu'à la suite d'une demande de soumissions publique, faite par une annonce dans un journal et dans un SEAO, ou d'une demande de soumissions par voie d'invitation écrite, selon la nature et le niveau des dépenses du contrat.	✓			
Régime général concernant l'adjudication des contrats				
Obtenir des instances décisionnelles l'autorisation préalable pour enclencher un processus de demande de soumissions.	✓			
Établir les contrôles appropriés pour assurer le respect des clauses contractuelles et garantir la bonne exécution des contrats **(trois recommandations)**.	✓ ✓ ✓			
Mentionner le montant et la période du contrat dans la résolution afin qu'ils soient fidèles à ce qui est indiqué dans la soumission et faire les inscriptions appropriées dans les procès-verbaux de l'assemblée du conseil d'agglomération.	✓			
Procéder par demande de soumissions publiques, au moment opportun, en vue d'octroyer les contrats de surveillance des immeubles de façon que les échéances soient respectées avant la fin du contrat en cours et que le temps nécessaire à l'administration municipale pour la prise de décision soit accordé.	✓			
N'octroyer un contrat qu'à la suite de l'adoption d'une résolution à cette fin par l'instance décisionnelle autorisée ou d'une décision de la personne ayant le pouvoir de le faire, conformément au Règlement en matière de délégation, de contrôle et de suivi budgétaire **(deux recommandations)**.	✓ ✓			

Tableau 6 – Appréciation de l'application des recommandations (suite)

Recommandations	Progrès satisfaisant	Progrès insatisfaisant	Sans objet	Caduque
Documentation des dossiers Documenter les dossiers d'appel d'offres afin d'être en mesure de démontrer qu'il y a toujours eu au moins deux entrepreneurs ou fournisseurs invités à soumissionner et que son calendrier des délais de conservation des documents est respecté.			✓	
Total des recommandations	**13**		**1***	
Pourcentage des recommandations qui ont donné lieu à des progrès satisfaisants	**100 %**			

* La recommandation, dont l'appréciation de son application est sans objet, n'a pas été considérée à des fins statistiques, puisque la Ville n'a pas eu l'occasion de l'appliquer.

Commentaires de la Ville

La Ville de Montréal nous a indiqué qu'elle n'avait pas de commentaires.

2.5. Ville de Saint-Colomban

Résultat de l'examen

Le tableau 7 détaille l'appréciation de l'application des recommandations pour la Ville de Saint-Colomban.

Tableau 7 – Appréciation de l'application des recommandations

Recommandations	Progrès satisfaisant	Progrès insatisfaisant	Sans objet	Caduque
Documentation des dossiers				
Documenter les dossiers d'appel d'offres afin de démontrer le respect des règles en matière d'attribution de contrats.	✓			
Respecter les obligations relatives à la conservation des documents lui appartenant, tel que le prévoit la loi sur les cités et villes (LCV).	✓			
Rapport sur la situation financière				
Établir un processus afin que la liste de tous les contrats déposés par le maire inclut les contrats comportant une dépense de plus de 2 000 $ que la Ville a conclus avec un même contractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale dépassant 25 000 $, et ce, depuis la dernière séance du conseil au cours de laquelle le maire a fait rapport de la situation financière de la Ville.	✓			
Estimation préalable du prix des contrats				
Documenter les dossiers d'appel d'offres afin de démontrer qu'elle a effectué une estimation du prix de tout contrat qui comporte une dépense de 100 000 $ ou plus avant l'ouverture des soumissions, le cas échéant, et la conclusion du contrat.	✓			
Établir un contrôle pour les contrats qui comportent une dépense de 100 000 $ ou plus afin que les estimations du prix soient publiées dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO).	✓			
Adjudication des contrats à la suite d'un appel d'offres public ou d'une demande de soumissions par voie d'invitation écrite				
N'accorder les contrats qu'à la suite d'une demande de soumissions publique, faite par annonce dans un journal et dans un système électronique d'appel d'offres ou par voie d'invitation écrite, selon la nature et le niveau des dépenses du contrat.	✓			
Documenter les dossiers d'appel d'offres afin de démontrer le respect des règles en matière d'attribution de contrats.	✓			

Tableau 7 – Appréciation de l'application des recommandations (suite)

Recommandations	Progrès satisfaisant	Progrès insatisfaisant	Sans objet	Caduque
Délai pour la réception des soumissions Accorder le délai prévu à la LCV pour la réception des soumissions. Conserver un document démontrant que le délai accordé pour la réception des documents est respecté.	✓ ✓			
Accord intergouvernemental de libéralisation des marchés Faire les inscriptions appropriées au SEAO en fonction des accords applicables à chaque contrat.	✓			
Ouverture publique en présence de deux témoins Conserver un document démontrant que l'article 573, paragraphe 4 de la LCV a été respecté.	✓			
Adjudication du contrat au plus bas soumissionnaire conforme Documenter les dossiers d'appel d'offres afin de démontrer qu'une analyse de conformité a été effectuée.	✓			
Soumissions par voie d'invitation écrite auprès d'au moins deux fournisseurs Documenter les dossiers d'appel d'offres afin de démontrer qu'il y a toujours eu au moins deux entrepreneurs ou deux fournisseurs invités à soumissionner.	✓			
Total des recommandations	**13**			
Pourcentage des recommandations qui ont donné lieu à des progrès satisfaisants	**100 %**			

Commentaires de la Ville

La Ville de Saint-Colomban nous a indiqué qu'elle n'avait pas de commentaires.

2.6. Municipalité Saint-Armand

Résultat de l'examen

Le tableau 8 détaille l'appréciation de l'application des recommandations pour la Municipalité de Saint-Armand.

Tableau 8 – Appréciation de l'application des recommandations

Recommandations	Progrès satisfaisant	Progrès insatisfaisant	Sans objet	Caduque
Publication dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) et accord intergouvernemental de libéralisation des marchés S'assurer d'inscrire tous les accords applicables à chaque contrat lorsqu'elle publie des demandes de soumissions au système électronique d'appel d'offres.	✓			
Délai pour la réception des soumissions Conserver la documentation attestant le respect du délai accordé pour la réception des soumissions.		✓		
Ouverture publique en présence de deux témoins Procéder toujours à l'ouverture publique des soumissions en présence d'au moins deux témoins en plus de la personne chargée de l'ouverture des soumissions et qu'elle conserve la documentation pertinente.		✓		
Adjudication du contrat au plus bas soumissionnaire Documenter les dossiers d'appel d'offres afin de démontrer que chaque contrat a été adjugé au plus bas soumissionnaire.		✓		
Adjudication des contrats à la suite d'une demande de soumissions par voie d'invitation écrite Procéder par demande de soumissions par voie d'invitation écrite auprès d'au moins deux fournisseurs lorsque le montant de la dépense est supérieur à 25 000 $ et inférieur à 100 000 $.	✓			
Division en plusieurs contrats interdite Ne pas diviser un contrat en plusieurs contrats en semblable matière, sauf si cette division est justifiée par des motifs de saine administration.	✓			

Tableau 8 – Appréciation de l'application des recommandations (suite)

Recommandations	Progrès satisfaisant	Progrès insatisfaisant	Sans objet	Caduque
Rapport sur la situation financière S'assurer que le maire fasse, au moins quatre semaines avant le dépôt du budget, son rapport annuel sur la situation financière de la Municipalité et dépose la liste des contrats.		✓		
Délégation du pouvoir d'autoriser des dépenses S'assurer que les contrats ne soient octroyés qu'à la suite de l'adoption d'une résolution à cette fin par le conseil ou bien par un acte d'une personne disposant du pouvoir d'autoriser des dépenses en conformité avec le Règlement relatif à la délégation du pouvoir d'autoriser des dépenses.		✓		
S'assurer que le fonctionnaire ou l'employé qui accorde une autorisation de dépenses l'indique dans un rapport qu'il transmet au conseil municipal.		✓		
Publication sur Internet de la liste des contrats comportant une dépense d'au moins 25 000 $ S'assurer de la publication de la liste complète de ses contrats dans le SEAO.		✓		
Total des recommandations	**3**	**7**		
Pourcentage des recommandations qui ont donné lieu à des progrès satisfaisants	**30 %**			

Nos travaux nous amènent à conclure que 70 % des recommandations ont donné lieu à des progrès insatisfaisants. Voici nos commentaires à leur égard.

Délai pour la réception des soumissions

En vertu du paragraphe 2 de l'article 935 du CM, le délai accordé pour la réception des soumissions ne doit pas être inférieur à huit ou quinze jours, selon la nature et le niveau des dépenses du contrat.

La vérification de 2014 avait permis de conclure que la Municipalité n'a pas respecté cette disposition législative pour trois contrats.

Le travail de suivi n'a pas permis non plus de s'assurer du respect de cette disposition législative.

En conséquence, les progrès dans l'application de la recommandation sont insatisfaisants.

Ouverture publique en présence de deux témoins

En vertu du paragraphe 4 de l'article 935 du CM, toutes les soumissions doivent être ouvertes publiquement, en présence d'au moins deux témoins, aux date, heure et lieu mentionnés dans la demande de soumissions.

La vérification de 2014 avait permis d'identifier la présence de deux témoins à l'ouverture des soumissions dans sept des onze contrats examinés nécessitant une ouverture publique.

Dans le cas d'un contrat, le nombre requis de témoins prévu par la Loi pour assister à l'ouverture n'avait pas été respecté alors que pour les trois autres contrats, nous ne pouvions affirmer que la Municipalité s'était conformée à la Loi puisqu'aucun document ne confirmait qu'il y avait eu ouverture publique, en présence de deux témoins, aux dates et lieux d'ouverture mentionnés.

Dans le cadre du suivi de la vérification, la Municipalité n'a pas fourni de la documentation permettant de démontrer qu'il y a eu une ouverture des soumissions en présence de deux témoins des contrats sélectionnés pour lesquels elle a effectué une demande de soumission.

En conséquence, les progrès dans l'application de la recommandation sont insatisfaisants.

Adjudication du contrat au plus bas soumissionnaire

En vertu du paragraphe 7 de l'article 935 du CM, le conseil ne peut accorder le contrat à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse ou dans le cas de l'utilisation d'un système de pondération et d'évaluation des offres, à celle qui a fait la soumission ayant obtenu le meilleur pointage.

Le rapport initial de juin 2014 avait permis de conclure que la Municipalité a accordé les contrats au plus bas soumissionnaire, à l'exception de trois contrats pour lesquels aucun document ne démontre que cette disposition a été respectée.

Dans le cadre de notre suivi, la Municipalité n'a pas été en mesure de nous fournir de la documentation permettant de s'assurer du respect de cette recommandation. De plus, aucune mesure documentée n'a été mise en place.

En conséquence, les progrès dans l'application de la recommandation sont insatisfaisants.

Rapport sur la situation financière

En vertu de l'article 955 du CM, le maire doit, au moins quatre semaines avant le dépôt du budget, faire son rapport annuel sur la situation financière de la municipalité et déposer une liste de tous les contrats comportant une dépense de plus de 25 000 $ que la municipalité a conclus depuis la dernière séance du conseil au cours de laquelle le maire a fait rapport de la situation financière de la municipalité.

Il doit également déposer la liste de tous les contrats comportant une dépense de plus de 2 000 $ conclus au cours de cette période avec un même contractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale dépassant 25 000 $.

Lors de la vérification de 2014, il avait été reproché à la Municipalité de ne pas avoir fait le rapport annuel sur la situation financière de la Municipalité ni déposé la liste des contrats pour 2010 et 2011.

Dans le cadre de notre examen, la Municipalité a produit une liste en 2016 pour les contrats de plus de 25 000 $ ainsi que celle pour les contrats de 2 000 $ totalisant plus de 25 000 $, ce qui permet de différencier les deux types de dépenses. De plus, les listes indiquent, pour chaque contrat, le nom du cocontractant, le montant de la contrepartie et l'objet du contrat.

Concernant 2017, la Municipalité n'a pas présenté le rapport du maire en se prévalant de l'adoption du projet de loi 122, sanctionné le 16 juin 2017. Toutefois, la Municipalité a l'obligation, selon cette loi, de publier sur son site Internet, le 31 janvier de chaque année, la liste des contrats comportant une dépense de plus 2 000 $ avec un même contractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale qui dépasse 25 000 $. Nous constatons que la Municipalité n'a toujours pas publié la liste des contrats sur son site Internet.

En conséquence, les progrès dans l'application de la recommandation sont insatisfaisants.

Délégation du pouvoir d'autoriser des dépenses

En vertu de l'article 961.1 du CM, le conseil peut faire amender ou abroger des règlements pour déléguer à tout fonctionnaire ou employé de la municipalité le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats en conséquence au nom de la municipalité.

Tout en reconnaissant l'exercice de la délégation du pouvoir d'autoriser les dépenses pour accomplir certains actes de l'administration courante, le maire s'assure de l'utilisation appropriée de cette délégation aux fins d'une saine administration des finances de la municipalité.

La vérification de 2014 avait permis de constater que, pour la période du 1er janvier 2009 au 30 juin 2012, plus d'une centaine de contrats verbaux d'une valeur de plus de 500 $ chacun et totalisant 1 070 158,84 $, n'ont pas fait l'objet d'une résolution du conseil municipal et qu'aucune mention n'a été consignée aux procès-verbaux des séances ordinaires selon laquelle un employé aurait engagé ces dépenses.

Lors de la réalisation du suivi, nous avons constaté qu'aucun rapport n'est transmis au conseil municipal lorsqu'un fonctionnaire ou un employé accorde une autorisation de dépenses. À ce titre, nous avons relevé une dépense de 9 120,26 $, effectuée en 2016 par un fonctionnaire, concernant le fauchage des bords de chemins pour laquelle aucun rapport n'a été transmis au conseil ni autorisé par résolution du conseil municipal.

En conséquence, les progrès dans l'application de la recommandation sont insatisfaisants.

Publication sur Internet de la liste des contrats comportant une dépense d'au moins 25 000 $

En vertu de l'article 961.3 du CM, et ce, à compter du 1er avril 2011, toute municipalité doit publier et tenir à jour, sur Internet, une liste des contrats qu'elle conclut et qui comportent une dépense d'au moins 25 000 $. Les contrats de travail n'ont toutefois pas à faire l'objet de cette liste, qui doit être mise à jour au moins une fois par mois. De plus, elle doit contenir le nom de chaque soumissionnaire, le montant de chacune des soumissions et l'identification de toute soumission, plus basse que celle retenue, qui a été jugée non conforme.

En vertu de l'article 961.4 du CM, la liste prévue à l'article 961.3 doit être publiée sur le SEAO. La municipalité doit également maintenir en permanence, sur son site Web, une mention concernant la liste publiée et un hyperlien permettant d'y accéder.

Le travail de suivi des recommandations a permis de constater que le site Web de la Municipalité répond aux exigences de cette disposition législative en ce qui concerne le lien vers le SEAO. Cependant, la liste des contrats de plus de 25 000 $ n'a pas été publiée sur le SEAO.

En conséquence, les progrès dans l'application de la recommandation sont insatisfaisants.

Commentaires de la Municipalité

« La Municipalité met tout en œuvre afin de ne pas répéter les lacunes relevées dans votre rapport. »

2.7. Municipalité de Montebello

Résultat de l'examen

Le tableau 9 détaille l'appréciation de l'application des recommandations pour la Municipalité de Montebello.

Tableau 9 – Appréciation de l'application des recommandations

Recommandations	Progrès satisfaisant	Progrès insatisfaisant	Sans objet	Caduque
Adjudication des contrats à la suite d'une demande de soumissions par voie d'invitation écrite Procéder par demande de soumissions par voie d'invitation écrite auprès d'au moins deux entrepreneurs ou, selon le cas, deux fournisseurs lorsque le niveau de dépense est supérieur à 25 000 $ et inférieur à 100 000 $ et dans le cas de services professionnels, utiliser un système de pondération et d'évaluation des offres.	✓			
Dépenses décrétées dans un cas de force majeure S'assurer que le chef du conseil démontre que les situations pour lesquelles il invoque la mesure prévue à l'article 937 du CM rencontrent les critères requis pour pouvoir se prévaloir de la mesure d'exception.			✓	
Rapport sur la situation financière S'assurer que la liste des contrats déposés par le maire inclut tous ceux comportant une dépense de plus de 2 000 $ que la Municipalité a conclus avec un même cocontractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale de plus de 25 000 $.	✓			
Délégation du pouvoir d'autorisation de dépenser S'assurer du respect de son règlement en matière de délégation du pouvoir d'autorisation des dépenses.	✓			
Total des recommandations	**3**		**1***	
Pourcentage des recommandations qui ont donné lieu à des progrès satisfaisants	**100 %**			

* La recommandation, dont l'appréciation de son application est sans objet, n'a pas été considérée à des fins statistiques, puisque la Municipalité n'a pas eu l'occasion de l'appliquer.

Commentaires de la Municipalité

La Municipalité de Montebello nous a indiqué qu'elle n'avait pas de commentaires.

2.8. Ville de Deux-Montagnes

Résultat de l'examen

Le tableau 10 détaille l'appréciation de l'application des recommandations pour la Ville de Deux-Montagnes.

Tableau 10 – Appréciation de l'application des recommandations

Recommandations	Progrès satisfaisant	Progrès insatisfaisant	Sans objet	Caduque
Documentation du dossier S'assurer de documenter les dossiers d'appel d'offres afin de démontrer le respect des règles en matière d'attribution de contrats.	✓			
S'assurer du respect des obligations relatives à son calendrier de conservation des documents.	✓			
Publication sur Internet de la liste des contrats comportant une dépense d'au moins 25 000 $ S'assurer de la publication de la liste complète dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) des contrats qu'elle accorde.	✓			
Adjudication des contrats à la suite d'un appel d'offres public ou d'une demande de soumissions par voie d'invitation écrite Procéder par demande de soumissions publiques, faite par annonce dans un journal et dans un système électronique d'appel d'offres, ou qu'une demande de soumissions par voie d'invitation écrite auprès d'au moins deux fournisseurs soit effectuée selon le niveau de dépense du contrat et, dans le cas de services professionnels, qu'elle utilise un système de pondération et d'évaluation des offres.	✓			
Publication dans le SEAO et accord intergouvernemental de libéralisation des marchés S'assurer que la Ville, lorsqu'elle présente des demandes de soumissions, fasse les inscriptions appropriées au SEAO en fonction des accords applicables à chaque contrat.	✓			

Tableau 10 – Appréciation de l'application des recommandations (suite)

Recommandations	Progrès satisfaisant	Progrès insatisfaisant	Sans objet	Caduque
Ouverture publique en présence de deux témoins S'assurer que l'ouverture publique des soumissions soit faite en présence d'au moins deux témoins en plus de la personne chargée de l'ouverture des soumissions et qu'elle conserve la documentation pertinente.	✓			
Division en plusieurs contrats interdite Ne pas diviser un contrat en plusieurs contrats en semblable matière, sauf si cette division est justifiée par des motifs de saine administration.	✓			
Total des recommandations	**7**			
Pourcentage des recommandations qui ont donné lieu à des progrès satisfaisants	**100 %**			

Commentaires de la Ville

« Les recommandations formulées par les représentants du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ont été prises très au sérieux par l'administration deux-montagnaise. Le dépôt du rapport en juillet 2014 a coïncidé avec l'arrivée d'un nouveau directeur général quelques semaines plus tard. Appuyé par les élus et secondé par la trésorière et le greffier, le directeur général a entrepris des changements administratifs importants.

Des correctifs ont notamment été apportés afin de pouvoir répondre aux recommandations du Ministère. Il faut également ajouter que d'autres réformes cruciales ont été entreprises. Plusieurs politiques et procédures ont été revues ou ajoutées : gestion contractuelle, dotation des ressources humaines, encadrement de la relation élus-appareil administratif, resserrement des règles d'éthique, etc. Des méthodes de contrôle plus systématiques ont également été mises en place. En outre, l'identification des écarts entre la norme ISO 37001 et les pratiques en place est présentement en cours à l'aide d'un outil d'analyse et d'une firme externe. »

Équipe d'audit



Thierno-Mamadou Bah



Mathieu Jodoin

Direction générale des finances municipales

Montréal, décembre 2018

Montréal

Déclaration
Séance du conseil municipal du 28 janvier 2019

Article 15.01

Déclaration pour la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste

Attendu que la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste est soulignée chaque année le 27 janvier, date de libération du camp d'Auschwitz-Birkenau en 1945;

Attendu que l'Holocauste constitue une tragédie sans précédent de l'histoire de l'humanité;

Attendu que des millions de personnes, dont les deux tiers des Juifs d'Europe, mais aussi des Tziganes, des Slaves, des personnes handicapées, des Témoins de Jéhovah, des homosexuels, des opposants politiques et des artistes, ont été tués pendant la Seconde Guerre mondiale;

Attendu que les leçons tirées de l'Holocauste doivent nous prémunir contre les dangers de l'extrémisme;

Attendu que la thématique de cette année, *Demand and Defend Your Human Rights*, encourage les jeunes à tirer des leçons de l'Holocauste, à lutter contre la discrimination et à défendre les valeurs démocratiques dans leurs communautés, à une époque où les groupes haineux et la peur de l'autre se propagent partout dans l'espace public et à travers le monde;

Attendu que les 9 et 10 décembre derniers marquaient respectivement le 70e anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, et le 70e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

Attendu que Montréal a accueilli de nombreux survivants et survivantes de l'Holocauste qui ont contribué à développer, à façonner et à enrichir la ville;

Attendu que Montréal est la troisième ville au monde comptant le plus de survivants de l'Holocauste;

Attendu que le Musée de l'Holocauste Montréal, fondé en 1979 sous le nom de Centre commémoratif de l'Holocauste de Montréal, œuvre depuis 40 ans cette année à éduquer et à sensibiliser la population sur le génocide de millions de personnes juives;

Il est proposé par Valérie Plante, mairesse de Montréal et appuyé par Sue Montgomery, mairesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Et résolu :

Que la Ville de Montréal souligne la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, qui avait lieu hier, le 27 janvier;

Que la Ville de Montréal continue à sensibiliser la population contre l'extrémisme et l'intolérance, ainsi qu'à promouvoir l'ouverture envers l'autre, l'écoute, l'empathie et la solidarité, afin que plus jamais une tragédie comme l'Holocauste ne se produise.

Montréal

Déclaration
Séance du conseil municipal du 28 janvier 2019

Article 15.02

Déclaration pour le Mois de l'histoire des Noirs

Attendu que le 28e Mois de l'histoire des Noirs débutera le 1er février et se terminera le 28 février 2019;

Attendu que le thème du Mois de l'histoire des Noirs 2019 « Voix d'émancipation » reconnaît l'apport inestimable des femmes des communautés noires dans la lutte et la protection des droits de la personne;

Attendu que l'Assemblée nationale a adopté, le 23 novembre 2006, le projet de loi visant à faire de février le Mois de l'histoire des Noirs et que nous soulignons officiellement, depuis le 1er février 2007, la contribution historique des communautés noires à la société québécoise;

Attendu que les Noirs contribuent depuis les tout débuts de Montréal à façonner et à enrichir le caractère exceptionnel de la métropole;

Attendu que cette année marque entre autres le 50e anniversaire des manifestations de 1969 qui ont mené à l'arrestation de centaines d'étudiants et étudiantes qui occupaient le centre informatique de l'édifice Henry F. Hall, qui fait aujourd'hui partie de l'Université Concordia, en soutien à six étudiants antillais ayant déposé des plaintes de racisme contre leur professeur;

Attendu que les personnes issues des communautés noires constituent le plus important groupe de minorité visible dans la métropole;

Attendu que la Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs organise depuis plus d'un quart de siècle des activités qui permettent à la population québécoise de découvrir la richesse et la diversité des communautés noires et rend hommage aux personnes qui se sont illustrées dans différents domaines;

Il est proposé par Valérie Plante, mairesse de Montréal et appuyé par Magda Popeanu, vice-présidente du comité exécutif, responsable de l'habitation et de la diversité montréalaise;

Et résolu :

Que la Ville de Montréal reconnaisse l'apport essentiel des communautés noires dans l'histoire de Montréal;

Que la Ville de Montréal encourage la population montréalaise à participer aux activités du Mois de l'histoire des Noirs 2019 afin de souligner l'importance des communautés noires dans la vie.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.01

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1182968017

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder un contrat à Néolect Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois. Dépense totale : 2 360 743,53 $, taxes incluses (montant du contrat : 1 073 065,24 $; contingences : 214 613,05 $; incidences : 1 073 065,24 $) - Appel d'offres public 447920 - (6 soumissionnaires conformes)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 2 360 743,53 $, taxes incluses, pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Néolect inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 18 mois, le contrat pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 073 065,24 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 447920 ;

3. d'autoriser une dépense de 214 613,05 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-12 18:02

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1182968017**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder un contrat à Néolect Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois. Dépense totale : 2 360 743,53 $, taxes incluses (montant du contrat : 1 073 065,24 $; contingences : 214 613,05 $; incidences : 1 073 065,24 $) - Appel d'offres public 447920 - (6 soumissionnaires conformes)

CONTENU

CONTEXTE

En 2004, la Ville de Montréal a amorcé la modernisation des équipements de ses quelques 2200 feux de circulation dans le cadre d'un programme de mise aux normes des feux, tel qu'exigé par le Ministère des transports du Québec. Ce programme prévoit le remplacement des équipements de contrôle par des équipements électroniques de nouvelle génération. Cela permet, entre autre, à la Ville d'opérer les intersections à distance de façon centralisée par le Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU). Le projet a été divisé en trois phases. La première s'est terminée en 2010 avec la réalisation des travaux à environ 800 intersections. La deuxième et la troisième phase sont déjà amorcées et concernent 1400 feux de circulation et devraient se terminer en 2021.
Comme les normes et les besoins en lien avec les feux de circulation sont en perpétuel changement, un programme de maintien et d'amélioration de ces actifs est devenu nécessaire pour assurer la pérennité des équipements installés. Ce programme permet une constante mise à jour des infrastructures des feux de circulation et assure un niveau optimal dans la gestion des déplacements, tant au niveau de la sécurité, de la mobilité que du développement durable.

Les objectifs de ces deux programmes sont :

- Favoriser un transfert modal des usagers de la route vers le transport collectif par l'implantation de mesure préférentielles aux feux de circulation pour les bus;
- Encourager le transport actif par l'implantation de feux pour les piétons et les cyclistes;
- Modifier des feux de circulation suite à des réaménagements de rues de la Ville;
- Soutenir les efforts mis en place dans le cadre de l'approche «Vision Zéro» par la modification de la signalisation lumineuse;
- Prévenir le vieillissement des équipements de feux de circulation;
- Diminuer les impacts négatifs de la congestion routière dans une perspective de développement durable.

Dans le but d'effectuer la mise à niveau des feux de circulation, la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) a procédé à l'appel d'offres 447910. Lancé le 17 septembre 2018 pour une période de 30 jours calendrier, il a été publié dans SEAO et dans Le Devoir. Les soumissions sont valides pour une durée de 120 jours calendrier, soit jusqu'au 13 février 2019.

Cinq (5) addenda en lien avec cet appel d'offres ont été publiés :

- Addenda 1, publié le 19 septembre 2018 : amendement au bordereau de soumission.
- Addenda 2, publié le 20 septembre 2018 : amendement au bordereau de soumission.
- Addenda 3, publié le 1er octobre 2018 : réponses aux questions des preneurs du cahier de charges.
- Addenda 4, publié le 4 octobre 2018 : report de la date limite de soumission.
- Addenda 5, publié le 9 octobre 2018 : réponses aux questions et amendement au bordereau de soumission.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0769 - 13 juin 2017 - Accorder un contrat d'une durée de 18 mois à Bruneau Électrique inc. pour la réalisation de travaux électriques et civils de mise aux normes de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal - Dépense totale de 12 595 139,59 $, taxes incluses.
CM17 0768 - 13 juin 2017 - Accorder un contrat d'une durée de 18 mois à Bruneau Électrique inc. pour la réalisation de travaux électriques de mise aux normes de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal - Dépense totale de 4 015 192,02 $, taxes incluses.

CM17 0767 - 13 juin 2017 - Accorder un contrat d'une durée de 18 mois à Bruneau Électrique inc. pour la réalisation de travaux électriques de mise aux normes de la signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal - Dépense totale de 4 182 135,72 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Les projets de modification des feux consistent essentiellement à :

- Remplacer les éléments de la signalisation lumineuse non conformes par rapport aux normes québécoises en vigueur;
- Changer les lentilles fonctionnant avec des ampoules incandescentes par des lentilles à diode électroluminescente (DEL) pour des économies d'énergie;
- Repositionner ou ajouter des têtes de feux, lorsque requis, pour respecter les nouvelles normes de visibilité;
- Ajouter des moniteurs de conflits et remplacer des contrôleurs de feux de circulation électromécaniques par des contrôleurs électroniques.

De plus, en vue d'améliorer la sécurité des usagers, les projets de modification des feux comprennent aussi l'ajout de composantes supplémentaires tels que :

- Des détecteurs véhiculaires pour optimiser et sécuriser les mouvements véhiculaires
- Des feux à décompte numérique pour les piétons;
- Des signaux sonores pour les personnes ayant une déficience visuelle;
- Des feux prioritaires pour les mesures préférentielles pour autobus;
- Des feux pour les cyclistes.

JUSTIFICATION

À noter que le choix de recourir à une série de contrats de petite taille plutôt qu'à un seul gros contrat repose sur deux éléments principaux. D'une part, ceci permet de respecter la capacité de réalisation des plans et devis à l'interne et de procéder à la réalisation des travaux au fur et à mesure. D'autre part, compte tenu de la taille modeste de plusieurs entrepreneurs aptes à soumissionner pour ces travaux, la division en plusieurs contrats permet une réalisation simultanée des différents contrats par différents entrepreneurs. Ceci a également pour effet de favoriser une saine compétition entre les entrepreneurs.
Sur un total de huit (8) preneurs de cahier de charge, sept (7) firmes ont déposé une offre.

Résultats de l'appel d'offres et comparaison avec l'estimation:

Soumission	Firmes soumissionnaires conformes	Total
1	Neolect inc. (Licence RBQ # 8315-8105-31)	1 073 065,24 $
2	Électricité Grimard inc.	1 137 750,98 $
3	Bruneau Electrique inc.	1 187 909,05 $
4	Construction N.R.C. inc.	1 367 322,94 $
5	Laurin Laurin (1991) inc.	1602 123,74 $
6	Systèmes Urbains inc.	2 926 747,26 $
Estimation des professionnels internes		1 036 774,58 $
Coût moyen des soumissions conformes ($)		1 549 153,20 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)		44,4 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)		1 853 682,02 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)		172,7 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)		36 290,66 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)		3,5 %
Écart entre la 2e plus basse conforme et la plus basse ($)		64 685,74 $
Écart entre la 2e plus basse conforme et la plus basse (%)		6,0 %

Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables. Cependant, seuls les documents relatifs aux 2 plus basses soumissions conformes ont été vérifiés (attestation de Revenu Québec, licence RBQ, etc.)

Soumission	Firmes soumissionnaires non conformes	Total
1	Pierre Brossard (1981) Ltée	1 471 681,54 $ $

La soumission déposée par la firme Pierre Brossard (1981) Ltée a été déclarée non conforme vu l'absence de prix de certains items au bordereau de soumission.

L'estimation de contrôle a été réalisée par la firme LEGICO CHP Inc., mandatée par l'équipe Économie de la construction de la DGPEC, au montant de 1 036 774,58 $. L'écart entre l'estimation et le montant de la plus basse soumission est de 36 290,66 $, soit 3,5 %.

Le montant total du contrat à accorder à Néolect Inc., plus bas soumissionnaire conforme, est de 1 073 065,24 $ (incluant taxes).

Compte tenu du résultat de l'analyse des soumissions, il est recommandé d'octroyer un contrat à l'entreprise Néolect Inc., plus bas soumissionnaire conforme lors de l'appel d'offres 447920 pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse.

Les validations requises selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ), ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été effectuées. Une attestation de Revenu Québec (RQ), valide du 6 septembre au 31 décembre 2018, a été déposée avec la soumission.

L'adjudicataire recommandé, Néolect Inc. respecte le Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle (18-038) et possède également une autorisation de l'AMF valide obtenue le 8 mars 2017 qui viendra à échéance le 19 juin 2019 (voir pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder à Néolect Inc. est de 1 073 065,24 $ (incluant taxes) :
Montant sans taxes : 933 303,10 $
TPS (5%) : 46 665,16 $
TVQ (9.975%) : 93 096,98 $
Total contrat : 1 073 065,24 $

Des contingences représentant 20 % de la valeur du contrat, soit un montant 214 613,05 $ (incluant taxes), doivent être ajoutées à ce montant, entre autres, pour couvrir les imprévus pouvant survenir lors de l'installation des différents équipements (par exemple, le déplacement de coffrets de télécommunication si certains conduits souterrains s'avéraient bloqués, le besoin de tests additionnels pour calibrer les détecteurs véhiculaires, etc.).

Des incidences représentant 100 % de la valeur du contrat, soit une somme de 1 073 065,24 $ (incluant taxes), doivent être ajoutées à ce montant. Les frais incidents demandés permettront de couvrir les frais suivants :

- Acquisition du mobilier de feux de circulation (90%)
- Interventions effectuées par la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la Ville (DEESM) pour la préparation des contrôleurs (8%)
- Frais reliés aux branchements électriques sur le réseau d'Hydro-Québec (2%).

.
Le montant total des dépenses de la Ville pour ce contrat s'élèvera donc à 2 360 743,53 $. La dépense nette à la charge des contribuables montréalais s'élève à 2 155 673,51 $. La totalité des dépenses sera assumée par la Ville centre.

Le budget requis pour cette dépense a été prévu au programme triennal d'immobilisation 2019-2021 de la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette dépense sera financée par le Programme de mise aux normes des feux de circulation et d'équipements de gestion de la circulation (59002).

Les montants, taxes, contingences et incidences incluses, des dépenses liées à ce contrat seront engagés en 2019 et 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'amélioration continue et le maintien des actifs de feux de circulation s'inscrit dans une perspective de développement durable de différentes façons. En effet, les modifications

apportées aux feux permettent d'améliorer les conditions de circulation et la mobilité des personnes en optimisant l'utilisation des infrastructures existantes. De plus, ce programme prévoit l'intégration de nouveaux paramètres favorables aux piétons et aux personnes à mobilité réduite, permettant des déplacements plus sécuritaires pour les usagers des transports actifs. Enfin, en favorisant une mobilité plus efficace sur le réseau routier, notamment pour le transport collectif, l'amélioration continue des feux favorise le développement économique de Montréal tout en minimisant les émissions de gaz à effet de serre liées au domaine du transport.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réglementation concernant les feux de circulation du Gouvernement du Québec oblige la Ville de Montréal à rendre ses feux de circulation conformes aux normes en vigueur, sans quoi, elle se retrouverait dans une situation d'illégalité. Sans la possibilité d'améliorer les feux de circulation, il serait difficile d'atteindre les objectifs dans le cadre de l'approche «Vision Zéro» et de la mobilité durable. De plus, des projets tels que IBUS de la STM, ainsi que les mesures prioritaires pour les véhicules d'urgence du SSIM, seraient compromis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil municipal: 28 janvier 2019

- Octroi de contrat : février 2019
- Réalisation des travaux : de 2019 à 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Véronique PARENTEAU, 20 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain PROVOST
Agent technique principal - Systèmes de transport intelligent

Tél : 514 872-9019
Télécop. : 514 872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-19

Hugues BESSETTE
C/d exploitation du réseau arteriel

Tél : 514 872-5798
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2018-12-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-12

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1182968017

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Accorder un contrat à Néolect Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois. Dépense totale : 2 360 743,53 $, taxes incluses (montant du contrat : 1 073 065,24 $; contingences : 214 613,05 $; incidences : 1 073 065,24 $) - Appel d'offres public 447920 - (6 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1182968017.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0721

Co- auteure

Marie Claude Pierre
Agente Comptable Analyste
514-868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-22

Maria BARDINA
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-2563

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier, PS développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.02

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1182968016

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder un contrat à Néolect Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois. Dépense totale : 1 681 858,37 $, taxes incluses (montant du contrat : 764 481,08 $; contingences : 152 896,22 $; incidences : 764 481,08 $) - Appel d'offres public 447910 - (7 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 681 858,37 $, taxes incluses, pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Néolect inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 18 mois, le contrat pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 764 481,08 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 447910 ;

3. d'autoriser une dépense de 152 896,22 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-07 13:29

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1182968016**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder un contrat à Néolect Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois. Dépense totale : 1 681 858,37 $, taxes incluses (montant du contrat : 764 481,08 $; contingences : 152 896,22 $; incidences : 764 481,08 $) - Appel d'offres public 447910 - (7 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

En 2004, la Ville de Montréal a amorcé la modernisation des équipements de ses quelques 2200 feux de circulation dans le cadre d'un programme de mise aux normes des feux, tel qu'exigé par le Ministère des transports du Québec. Ce programme prévoit le remplacement des équipements de contrôle par des équipements électroniques de nouvelle génération. Cela permet, entre autre, à la Ville d'opérer les intersections à distance de façon centralisée par le Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU). Le projet a été divisé en trois phases. La première s'est terminée en 2010 avec la réalisation des travaux à environ 800 intersections. La deuxième et la troisième phase sont déjà amorcées et concernent 1400 feux de circulation et devraient se terminer en 2021.
Comme les normes et les besoins en lien avec les feux de circulation sont en perpétuel changement, un programme de maintien et d'amélioration de ces actifs est devenu nécessaire pour assurer la pérennité des équipements installés. Ce programme permet une constante mise à jour des infrastructures des feux de circulation et assure un niveau optimal dans la gestion des déplacements, tant au niveau de la sécurité, de la mobilité que du développement durable.

Les objectifs de ces deux programmes sont :

- Favoriser un transfert modal des usagers de la route vers le transport collectif par l'implantation de mesure préférentielles aux feux de circulation pour les bus;
- Encourager le transport actif par l'implantation de feux pour les piétons et les cyclistes;
- Modifier des feux de circulation suite à des réaménagements de rues de la Ville;
- Soutenir les efforts mis en place dans le cadre de l'approche «Vision Zéro» par la modification de la signalisation lumineuse;
- Prévenir le vieillissement des équipements de feux de circulation;
- Diminuer les impacts négatifs de la congestion routière dans une perspective de développement durable.

Dans le but d'effectuer la mise à niveau des feux de circulation, la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) a procédé à l'appel d'offres 447910. Lancé le 17 septembre 2018 pour une période de 30 jours calendrier, il a été publié dans SEAO et dans Le Devoir. Les soumissions sont valides pour une durée de 120 jours calendrier, soit jusqu'au 13 février 2019.

Six (6) addenda en lien avec cet appel d'offres ont été publiés :

- Addenda 1, publié le 19 septembre 2018 : amendement au bordereau de soumission.
- Addenda 2, publié le 20 septembre 2018 : amendement au bordereau de soumission.
- Addenda 3, publié le 25 septembre 2018 : réponses aux questions des preneurs du cahier de charges.
- Addenda 4, publié le 1er octobre 2018 : réponses aux questions des preneurs du cahier de charges.
- Addenda 5, publié le 4 octobre 2018 : report de la date limite de soumission.
- Addenda 6, publié le 9 octobre 2018 : réponses aux questions et amendement au bordereau de soumission.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0769 - 13 juin 2017 - Accorder un contrat d'une durée de 18 mois à Bruneau Électrique inc. pour la réalisation de travaux électriques et civils de mise aux normes de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal - Dépense totale de 12 595 139,59 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-44003 (2 soum.)
CM17 0768 - 13 juin 2017 - Accorder un contrat d'une durée de 18 mois à Bruneau Électrique inc. pour la réalisation de travaux électriques de mise aux normes de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal - Dépense totale de 4 015 192,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-44002 (5 soum.)

CM17 0767 - 13 juin 2017 - Accorder un contrat d'une durée de 18 mois à Bruneau Électrique inc. pour la réalisation de travaux électriques de mise aux normes de la signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal - Dépense totale de 4 182 135,72 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-44001 (5 soum.)

DESCRIPTION

Les projets de modification des feux consistent essentiellement à :

- Remplacer les éléments de la signalisation lumineuse non conformes par rapport aux normes québécoises en vigueur;
- Changer les lentilles fonctionnant avec des ampoules incandescentes par des lentilles à diode électroluminescente (DEL) pour des économies d'énergie;
- Repositionner ou ajouter des têtes de feux, lorsque requis, pour respecter les nouvelles normes de visibilité;
- Ajouter des moniteurs de conflits et remplacer des contrôleurs de feux de circulation électromécaniques par des contrôleurs électroniques.

De plus, en vue d'améliorer la sécurité des usagers, les projets de modification des feux comprennent aussi l'ajout de composantes supplémentaires tels que :

- Des détecteurs véhiculaires pour optimiser et sécuriser les mouvements véhiculaires
- Des feux à décompte numérique pour les piétons;
- Des signaux sonores pour les personnes ayant une déficience visuelle;
- Des feux prioritaires pour les mesures préférentielles pour autobus;
- Des feux pour les cyclistes.

JUSTIFICATION

À noter que le choix de recourir à une série de contrats de petite taille plutôt qu'à un seul gros contrat repose sur deux éléments principaux. D'une part, ceci permet de respecter la capacité de réalisation des plans et devis à l'interne et de procéder à la réalisation des travaux au fur et à mesure. D'autre part, compte tenu de la taille modeste de plusieurs entrepreneurs aptes à soumissionner pour ces travaux, la division en plusieurs contrats permet une réalisation simultanée des différents contrats par différents entrepreneurs. Ceci a également pour effet de favoriser une saine compétition entre les entrepreneurs.
Sur un total de huit (8) preneurs de cahier de charge, sept (7) firmes ont déposé une offre.

Résultats de l'appel d'offres et comparaison avec l'estimation:

Soumission	Firmes soumissionnaires conformes	Total
1	Neolect inc. (Licence RBQ # 8315-8105-31)	764 481,08 $
2	Électricité Grimard inc.	878 551,92 $
3	Bruneau Électrique Inc.	885 888,70 $
4	Pierre Brossard 1981 Ltée	1 029 770,09 $
5	Construction NRC Inc.	1 086 359,11 $
6	Laurin et Laurin (1991) Inc.	1 138 712,40 $
7	Systèmes urbains Inc.	2 477 255,15 $
Estimation des professionnels internes		781 728,80 $
Coût moyen des soumissions conformes ($) Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)		1 180 145,49 $ 54,4 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)		1 712 774,07 $ 224,0 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)		-17 247,72 $ - 2,2 %
Écart entre la 2e plus basse conforme et la plus basse ($) Écart entre la 2e plus basse conforme et la plus basse (%)		114 070,85 $ 14,9 %

Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables. Cependant, seuls les documents relatifs aux 2 plus basses soumissions conformes ont été vérifiés (attestation de Revenu Québec, licence RBQ, etc.)

L'estimation des professionnels internes de la DGPEC s'élève à 781 728,80 $, incluant les taxes. L'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de contrôle est de 17 247,72 $, soit 2,2 %.

Le montant total du contrat à accorder à Néolect Inc., plus bas soumissionnaire conforme, est de 764 481,08 $ (incluant taxes).

Compte tenu du résultat de l'analyse des soumissions, il est recommandé d'octroyer un contrat à l'entreprise Néolect Inc., plus bas soumissionnaire conforme lors de l'appel d'offres 447910 pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse.

Les validations requises selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait partie de la liste

des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ), ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été effectuées. Une attestation de Revenu Québec (RQ), valide du 6 septembre au 31 décembre 2018, a été déposée avec la soumission.

L'adjudicataire recommandé, Néolect Inc. respecte le Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle (18-038) et possède également une autorisation de l'AMF valide obtenue le 8 mars 2017 qui viendra à échéance le 19 juin 2019 (voir pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder à Néolect Inc. est de 764 481,08 $ (incluant taxes) :
Montant sans taxes : 664 910,70 $
TPS (5%) : 33 245,54 $
TVQ (9.975%) : 66 324,08 $
Total contrat : 764 481,08 $

Des contingences représentant 20 % de la valeur du contrat, soit un montant de 152 896,22 $ (incluant taxes), doivent être ajoutées à ce montant, entre autres, pour couvrir les imprévus pouvant survenir lors de l'installation des différents équipements (par exemple, le déplacement de coffrets de télécommunication si certains conduits souterrains s'avéraient bloqués, le besoin de tests additionnels pour calibrer les détecteurs véhiculaires, etc.).

Des incidences représentant 100 % de la valeur du contrat, soit une somme de 764 481,08 $ (incluant taxes), doivent aussi être ajoutées à ce montant. Les frais incidents demandés permettront de couvrir les frais suivants :

- Acquisition du mobilier de feux de circulation (90%)
- Interventions effectuées par la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la Ville (DEESM) pour la préparation des contrôleurs (8%)
- Frais reliés aux branchements électriques sur le réseau d'Hydro-Québec (2%).

.
Le montant total des dépenses de la Ville pour ce contrat s'élèvera donc à 1 681 858,38 $. La dépense nette à la charge des contribuables montréalais s'élève à 1 535 760,88 $. La totalité des dépenses sera assumée par la Ville centre.

Le budget requis pour cette dépense a été prévu au programme triennal d'immobilisation 2019-2021 de la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette dépense sera financée par le Programme de mise aux normes des feux de circulation et d'équipements de gestion de la circulation (59002).

Les montants, taxes, contingences et incidences incluses, des dépenses liées à ce contrat seront engagés en 2019 et 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'amélioration continue et le maintien des actifs de feux de circulation s'inscrit dans une perspective de développement durable de différentes façons. En effet, les modifications apportées aux feux permettent d'améliorer les conditions de circulation et la mobilité des personnes en optimisant l'utilisation des infrastructures existantes. De plus, ce programme prévoit l'intégration de nouveaux paramètres favorables aux piétons et aux personnes à mobilité réduite, permettant des déplacements plus sécuritaires pour les usagers des transports actifs. Enfin, en favorisant une mobilité plus efficace sur le réseau routier, notamment pour le transport collectif, l'amélioration continue des feux favorise le

développement économique de Montréal tout en minimisant les émissions de gaz à effet de serre liées au domaine du transport.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réglementation concernant les feux de circulation du Gouvernement du Québec oblige la Ville de Montréal à rendre ses feux de circulation conformes aux normes en vigueur, sans quoi, elle se retrouverait dans une situation d'illégalité. Sans la possibilité d'améliorer les feux de circulation, il serait difficile d'atteindre les objectifs dans le cadre de l'approche «Vision Zéro» et de la mobilité durable. De plus, des projets tels que IBUS de la STM, ainsi que les mesures prioritaires pour les véhicules d'urgence du SSIM, seraient compromis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil municipal: 28 janvier 2019

- Octroi de contrat : février 2019
- Réalisation des travaux : de 2019 à 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Véronique PARENTEAU, 20 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-11-20

Sylvain PROVOST
Agent technique principal - Systèmes de transport intelligent

Tél : 514 872-9019
Télécop. : 514 872-9458

Hugues BESSETTE
C/d exploitation du réseau arteriel

Tél : 514 872-5798
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2018-12-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-07

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1182968016

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Accorder un contrat à Néolect Inc. pour la réalisation de travaux électriques de signalisation lumineuse à divers endroits du réseau routier de la Ville de Montréal, pour une période de 18 mois. Dépense totale : 1 681 858,37 $, taxes incluses (montant du contrat : 764 481,08 $; contingences : 152 896,22 $; incidences : 764 481,08 $) - Appel d'offres public 447910 - (7 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1182968016.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0721

Co auteure
Marie Claude Pierre
Agente Comptable Analyste
514-868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-22

Maria BARDINA
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-2563

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier, PS développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.03

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1187231068

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat aux Entrepreneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 4 331 650,00 $ (contrat: 3 188 416,87 $ + contingences: 375 929,20 $ + incidences: 767 303,93 $), taxes incluses. Appel d'offres public 317101 - 8 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 3 955 720,80 $, taxes incluses pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans diverses rues de la ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Les Entrepreneurs Bucaro Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 188 416,87 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 317101 ;

3. d'autoriser une dépense de 375 929.20 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville cent#rale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-07 14:59

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187231068**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat aux Entrepreneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 4 331 650,00 $ (contrat: 3 188 416,87 $ + contingences: 375 929,20 $ + incidences: 767 303,93 $), taxes incluses. Appel d'offres public 317101 - 8 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) poursuit – par son *Programme de réfection du réseau routier artériel* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.
Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état général des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

En concordance avec la construction des trottoirs, la Direction des transports a le mandat de réaliser le Programme de réfection de l'éclairage de rue du réseau artériel. Les principaux objectifs de ce programme sont :

· d'assurer la sécurité des automobilistes et des piétons;
· de maintenir le réseau d'éclairage à son niveau actuel, voire de l'améliorer si possible;
· de consolider et conserver les équipements municipaux;
· de remplacer les actifs qui ont atteint la fin de leur vie utile.

La Direction des transports a mandaté la Direction des infrastructures du SIVT afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Les travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation du présent dossier auront lieu sur une distance d'environ 570 mètres et sont prévus dans diverses rues de la ville de Montréal à savoir:

- rue Legendre, de la rue CharlesDe-La-Tour au boulevard de l'Acadie;
- rue De Beauharnois, de la rue Jean-Pratt à la rue Charles D- La-Tour, incluant la bretelle d'accès vers l'ouest du boulevard Crémazie
- et les intersections entre le boulevard Henri-Bourassa et la rue Séguin et entre le boulevard Henri-Bourassa et l'avenue De Lorimier.

Ces travaux consistent en :
- la reconstruction des trottoirs et construction des saillies (± 2 180 mètres carrés);
- le planage et pose d'un nouveau revêtement (± 8 100 mètres carrés);
- la préparation de fosses de plantation d'arbres;
- la reconstruction de l'éclairage;
- la mise aux normes de feux de circulation;
- les travaux sur les infrastructures de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM).

Les plans de localisation et les plans des travaux de surface se trouvent en pièces jointes.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 375 929,20 $, taxes incluses, soit 11,79 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de signalisation, d'horticulture, d'achat de mobilier de feux, ainsi que des frais de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux, la gestion des sols excavés et pour la CSEM. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.

Suite à une correction dans le calcul de la TVQ à certains sous-projets de la soumission des Entrepreneurs Bucaro inc., le plus bas soumissionnaire, le prix soumis de 3 039 129,10 $ taxes incluses a été corrigé à 3 188 416,87 $ taxes incluses. Cette correction n'a aucunement affecté le rang du soumissionnaire.

La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 4 331 650,00 $, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 3 188 416,87 $, des contingences de 375 929,20 $ et des incidences de 767 303,93 $.
Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, est prévue et répartie entre les différents PTI des unités d'affaires de la façon suivante :

- 72,66 % aux différents PTI de la Direction des transports pour un montant de 3 147 571,41 $ taxes incluses ;
- 27,34 % au PTI de la CSEM pour un montant de 1 184 078,59 $ taxes incluses.

La dépense totale de 4 331 650,00 $ taxes incluses représente un coût net de 3 931 623,77 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunts suivants :

- # 18-013 pour un montant de 1 203 479,25 $;
- # 16-006 pour un montant de 1 184 790,82 $;
- # 17-014 pour un montant de 256 358,28 $;
- # 16-004 pour un montant de 229 523,88 $;
- # 18-053 pour un montant de 1 057 471,54 $.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 1er mars 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.
L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée pour informer les riverains de la nature et des impacts des travaux. Cette stratégie s'appuiera sur les outils de communication suivants dont la distribution d'avis aux riverains, l'envoi de courriels d'information destinés

aux partenaires et aux chroniqueurs à la circulation, l'affichage de panneaux de chantier lorsque requis, la diffusion d'information sur le site Web et la carte Info-travaux ainsi que sur les médias sociaux (Twitter: MTL_Circulation et Waze).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : mai 2019
Fin des travaux : septembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvain FELTON, Service des infrastructures_voirie et transports
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Candy Yu WU, Commission des services électriques
Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville
Karine CÔTÉ, Service des communications

Lecture :

Karine CÔTÉ, 23 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Judith PEREZ
Ingénieure (Chargée de projet)

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-20

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-3710
Télécop. :

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2018-12-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-06

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 317101 — No du GDD : 1187231068

Titre de l'appel d'offres : Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans diverses rues de la ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 1 - 10 - 2018 — Ouverture originalement prévue le : 25 - 10 - 2018

Ouverture faite le : 1 - 11 - 2018 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 4 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
10 - 10 - 2018	Modifications au bordereau de trottoirs (ajout des quantités de membrane PavePrev)	3 350.00
15 - 10 - 2018	Modifications au bordereau de chaussée (ajout des items pour la gestion de la circulation)	23 210.00
17 - 10 - 2018	Modifications au cahier W de la CSEM	-
22 - 10 - 2018	Report de la date d'ouverture et modifications au bordereau d'éclairage	-

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs 16 — Nbre de soumissions reçues 8 — % de réponses 50

Nbre de soumissions rejetées — % de rejets 0.0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 1 - 3 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *(Les prix de soumission et l'AMF ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)*	Prix soumis incluant taxes et corrections du prix **Total**
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	3 188 416.87
PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.	3 297 935.42
DEMIX CONSTRUCTION, UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.	3 356 759.51
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	3 467 000.00
EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.	3 687 808.18
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.	3 752 911.91
4042077 CANADA INC. (DE SOUSA)	3 837 688.44
RAMCOR CONSTRUCTION INC.	4 495 467.31
Estimation — **externe**	2 998 887.60

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation **6.3%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse **3.4%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** — **NON** **X**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMF		x	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 3 188 416.87

Montant des contingences ($) : 375 929.20

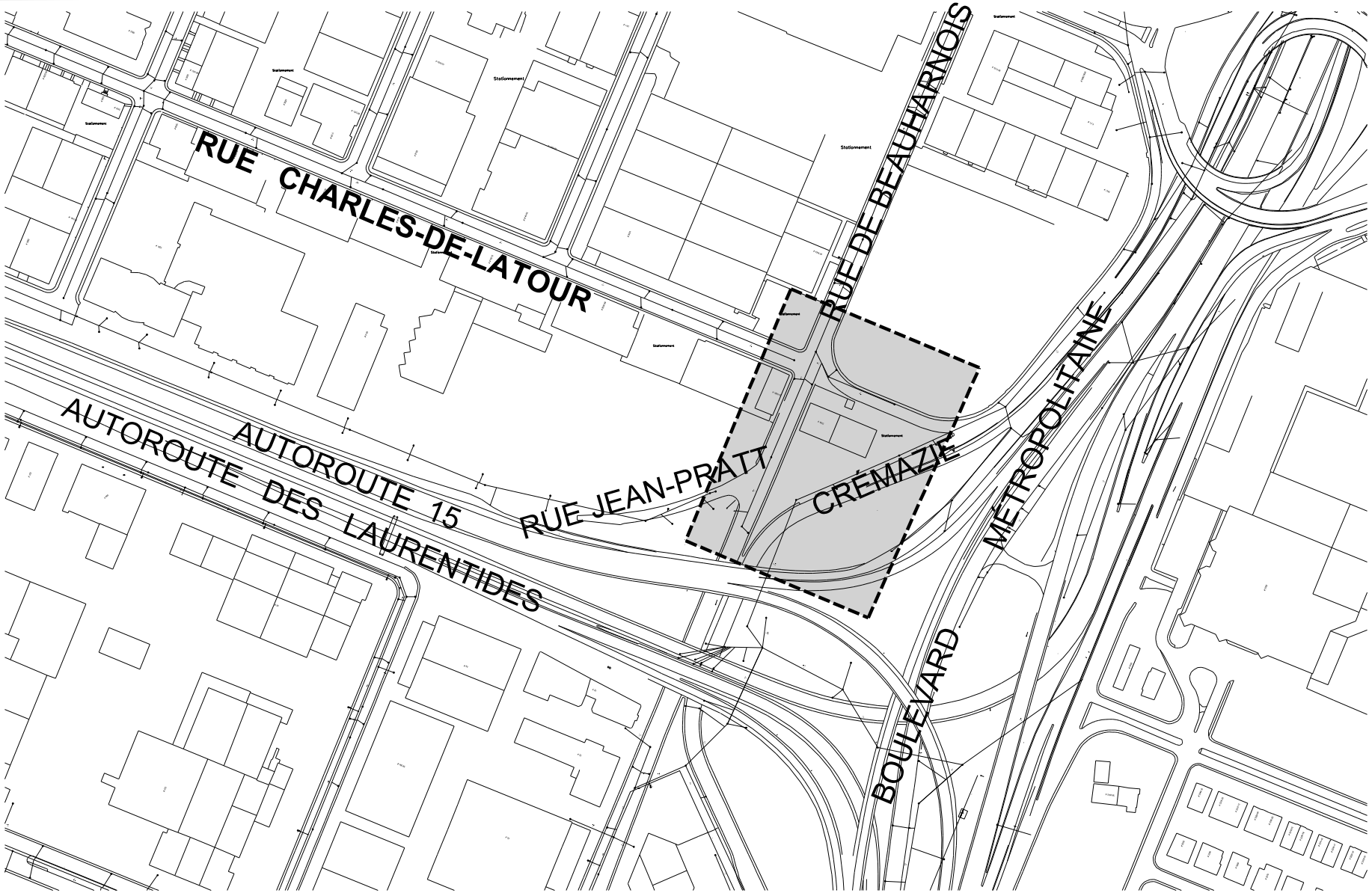
Montant des incidences ($) : 767 303.93

Date prévue de début des travaux : 20 - 5 - 2019 — Date prévue de fin des travaux : 20 - 9 - 2019

PLAN DE LOCALISATION

Soumission 317101

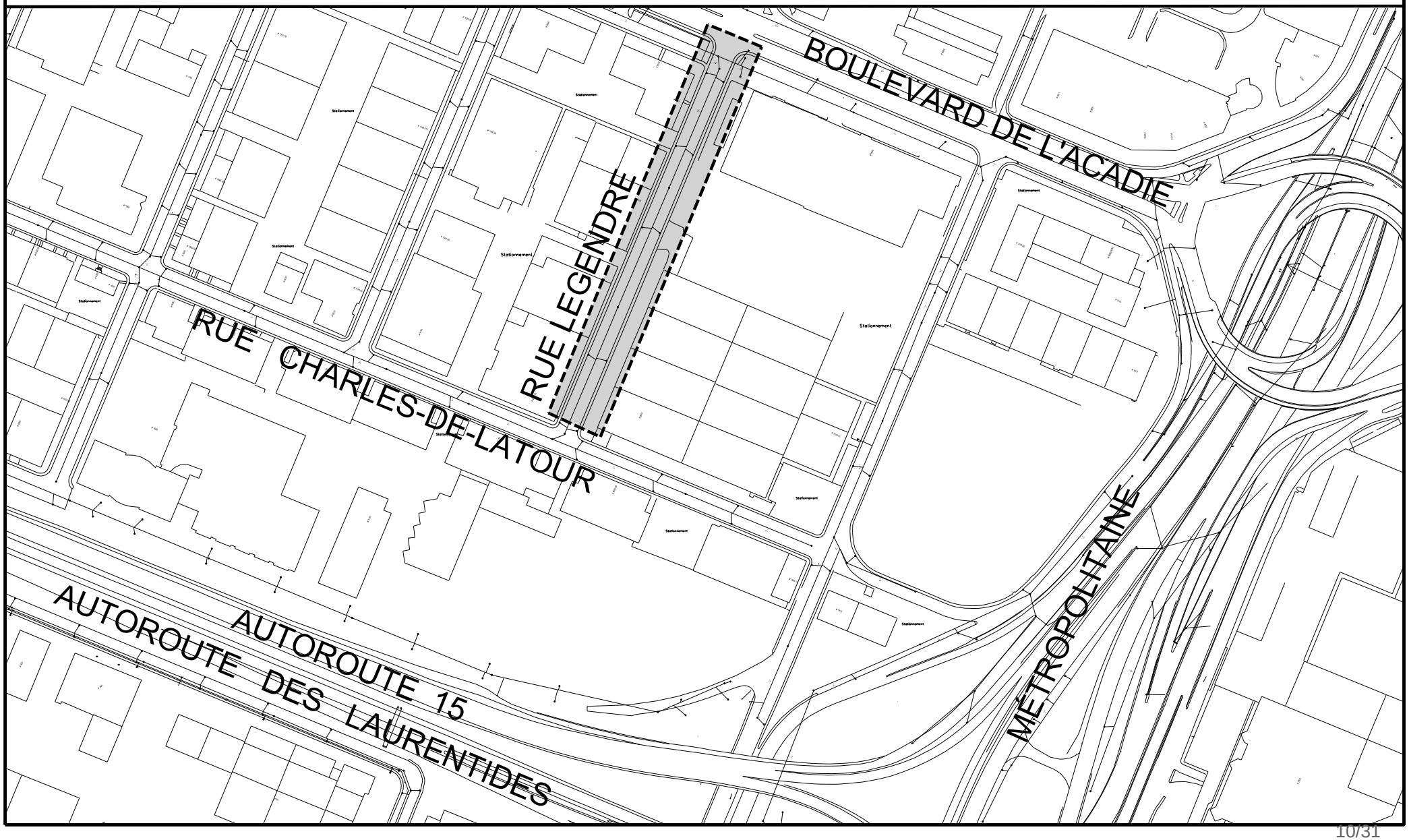
Rue de Beauharnois



PLAN DE LOCALISATION

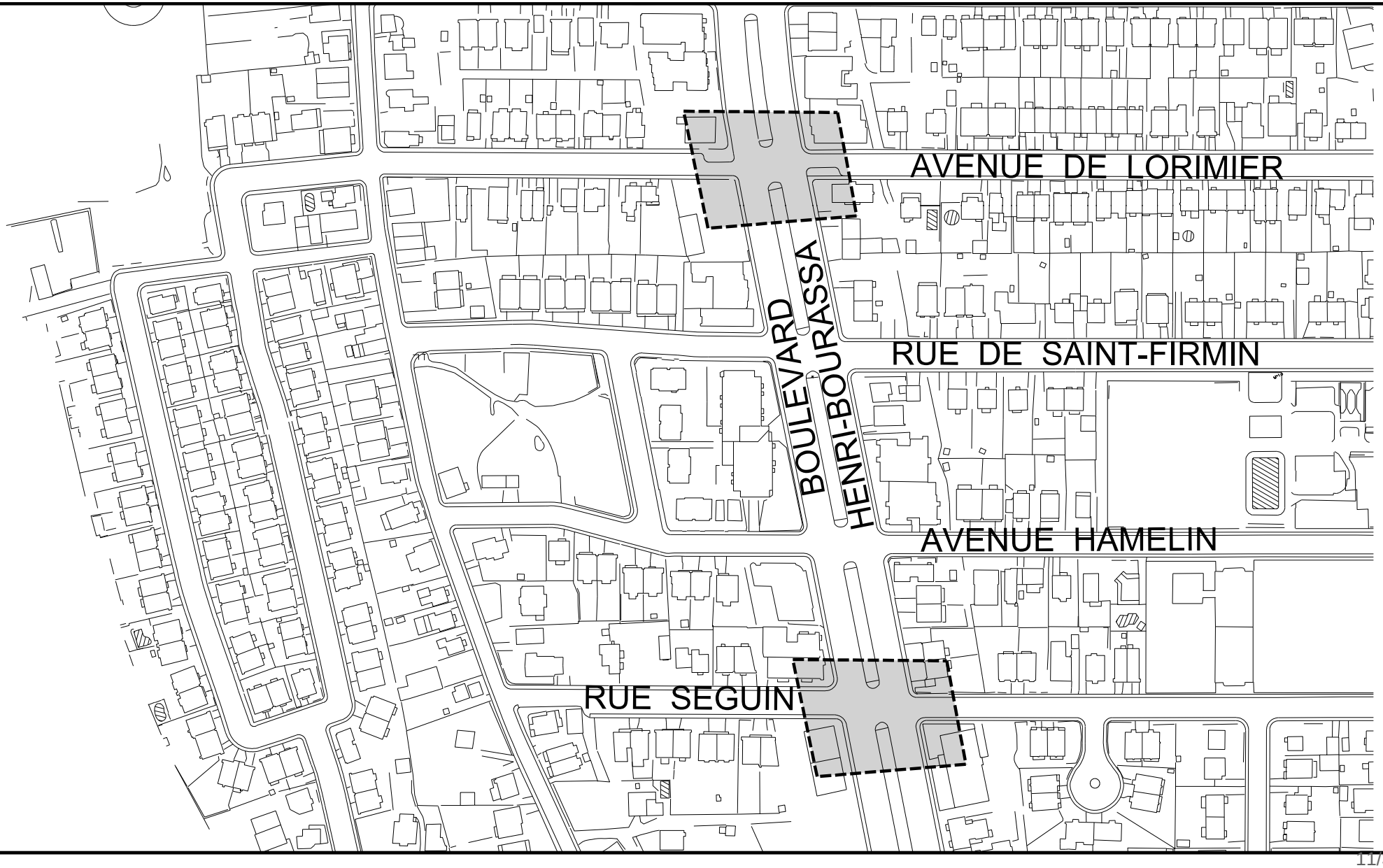
Soumission 317101

Rue Legendre



PLAN DE LOCALISATION
Soumission 317101

Intersection boul. Henri-Bourassa/rue Seguin et
Intersection boul. Henri-Bourassa et av. de Lorimier





LÉGENDE:

- TROTTOIR À RECONSTRUIRE
- CHAUSSÉ À CONSTRUIRE

TECHNIQUE

Rue Legendre

- Planage du revêtement sur une épaisseur maximale de 85 mm (ou jusqu'à la dalle);
- Réparations des défauts (nids-de-poule, pelades, ornières, fissures de sévérité majeure) avec un enrobé de type EC-5,2B,2, 64E-28 ou EC-10,2B,2, 64E-28;
- Réparation en profondeur de la dalle, lorsque requise;
- Balayage de la surface planée;
- Pose d'un liant d'accrochage (émulsion de bitume) de type CSS-1h, au taux résiduel de 0,3 litres/m ca;
- Pose d'une couche de base au taux de 60 kg/m ca (équivalent à environ 25 mm d'épaisseur) d'un enrobé de type EC-10, 2B, 2, PG 70-28;
- Pose d'un liant d'accrochage (émulsion de bitume) de type CSS-1h, au taux résiduel de 0,2 litres/ m ca;
- Pose d'une couche de surface de 60 mm d'épaisseur d'un enrobé de type ESG-10, 1A, 1, PG 64E-28 THRD ($Jnr_{3,2} \leq 0,15\ kPa^{-1}$) et 156°C ≤ T° malaxage ≤170 °C.

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME : NADxxxx

REPÈRE GÉODÉSIQUE : XXXX

LOCALISATION : XXXX

ALTITUDE : XXXX

ORIENTATION :

Émission

N°	Date	Description	Prép. par	Resp. projet
000	2018 / 09 / 12	Émis pour soumission	A.M.	Judith Perez
A	2018 / 06 / 18	Émission à 50 % (commentaires)	-	Judith Perez

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Intervenants

Relevé au terrain: **Alain Gascon, Ag. tech.** — **2017 / 08**

Dessiné par: **Patrick Collas, Tech. dess.** — **2017 / 11 / 01**

Thechnicien: **Alain Gascon, Ag. tech.** — **2017 / 11 / 01**

Voirie

Ingénieur(e): **Judith Perez, ing.**

Sceau de l'ingénieur(e): Judith Cecilia Perez Marrugo 5039767

Original signé le: 2018-09-25

Projet:
Sécurisation de diverses intersections dans la Ville de Montréal

Arrondissement(s): **Ahuntsic-Cartierville**

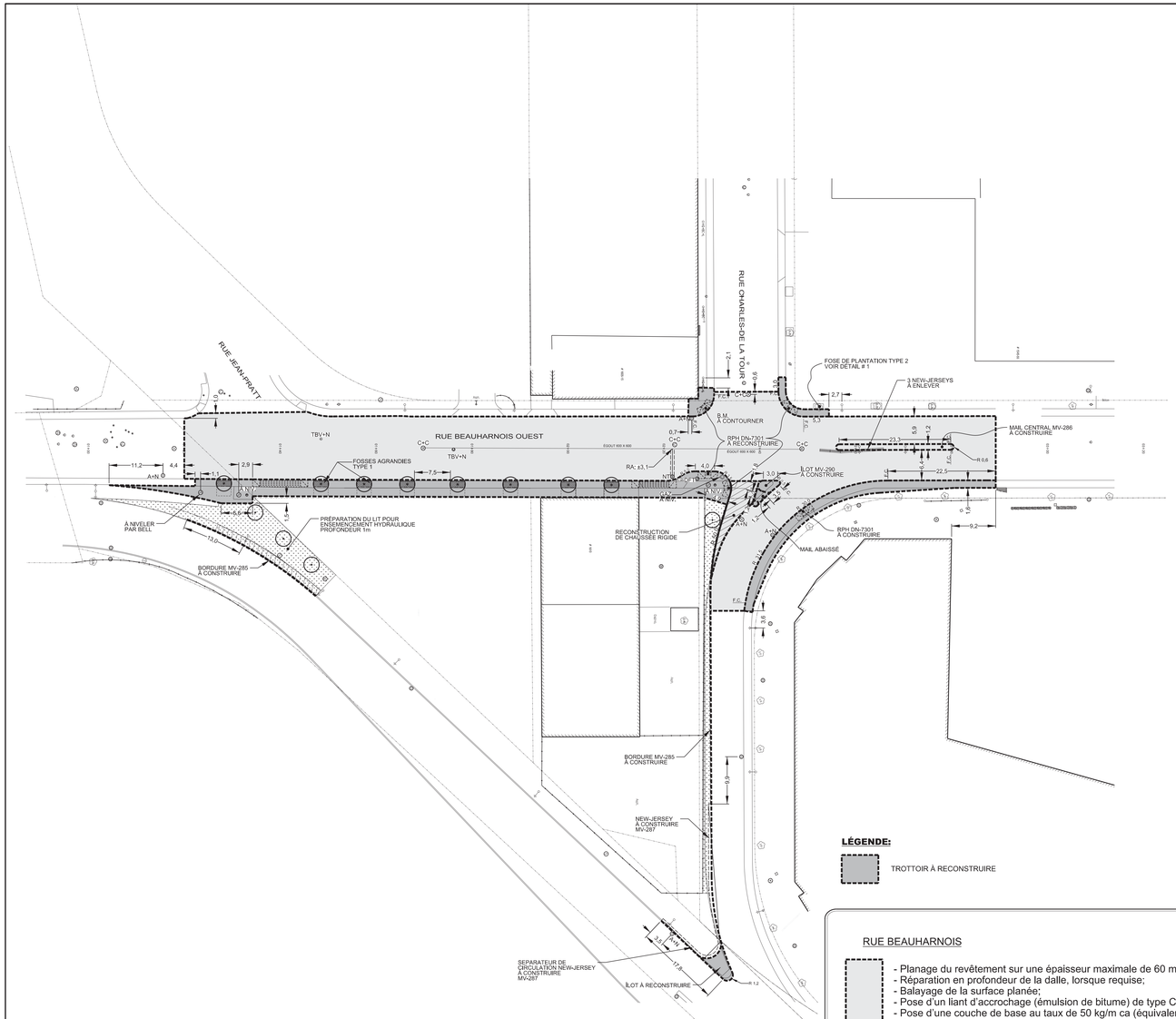
Nature des travaux: **Travaux de voirie, d'éclairage et de feu de circulation**

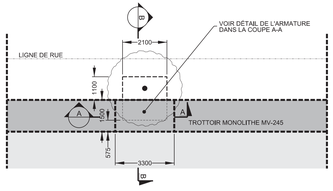
Titre du plan:
Reconstruction de trottoirs, de mails et planage de chaussée, sur la rue Legendre De la rue Charles-De La Tour au boul. de l'Acadie

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 200

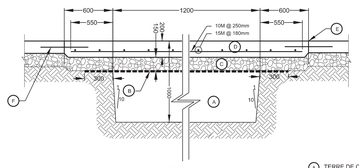
N° de plan:	Feuillet:	Émission:	Soumission:	Page:
C-5664	-	000	317101	-





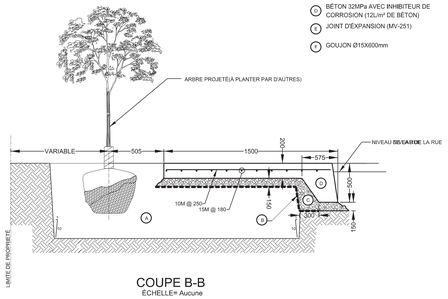
FOSSE DE PLANTATION TYPE 2, ARBRE AU FOND TROTTOIR

DÉTAIL: 01
ÉCHELLE= Aucune



COUPE A-A
ÉCHELLE= Aucune

- A TERRE DE CULTURE
- B MEMBRANE GÉOTEXTILE DE TYPE TEXEL 7612, OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
- C PIERRE VM-4 PLACÉE AVANT LA POSE DU COFFRAGE
- D BÉTON 32MPa AVEC INHIBITEUR DE CORROSION (12L/m³ DE BÉTON)
- E JOINT D'EXPANSION (MV-251)
- F GOUJON Ø15X600mm



COUPE B-B
ÉCHELLE= Aucune

LÉGENDE:

TROTTOIR À RECONSTRUIRE

TECHNIQUE

RUE BEAUHARNOIS

- Planage du revêtement sur une épaisseur maximale de 60 mm (ou jusqu'à la dalle);
- Réparation en profondeur de la dalle, lorsque requise;
- Balayage de la surface planée;
- Pose d'un liant d'accrochage (émulsion de bitume) de type CSS-1h, au taux résiduel de 0,3 litres/m ca;
- Pose d'une couche de base au taux de 50 kg/m ca (équivalent à environ 20 mm d'épaisseur) d'un enrobé de type EC-10, 2B, 2, PG 64E-28;
- Pose d'un liant d'accrochage (émulsion de bitume) de type CSS-1h, au taux résiduel de 0,2 litres/ m ca;
- Pose d'une couche de surface de 50 mm d'épaisseur d'un enrobé de type ESG-10, 1A, 1, PG PG 64E-28 THRD (Jnr$_{13}$≤ 0,15 kPa˙et 156°C ≤ T° malaxage ≤170 °C.

Références

N°. de plan:	Description:
1447_01SARA-03.dgn	Plan géometrie

Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de
DFE ..... égout
DFD ..... drain
DFP ..... pavage
DFT ..... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de
DP ..... pavage
DT ..... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE ..... égout
ND ..... drain
NP ..... pavage
NT ..... trottoir

Puisard
T + C ..... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G ..... tête et grille à changer
T + G + REP ..... tête et grille à changer (+ réparation)
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer

Égout / Aqueduc
C + C ..... cadre et couvercle à changer
C + C + REP ..... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer
TBV + N ..... tête de boîte de vanne à niveler
TBV + C ..... tête de boîte de vanne à changer

Divers
NIV ..... à niveler
RPH ..... rampe pour handicapés

Symbologie graphique

- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Vanne de gaz
- Regard chambre d'aqueduc
- Regard chambre de la C.S.E.M.
- Symbole de forage
- Base à briser et reconstruire au même emplacement
- Base à construire
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-Fontaine
- Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- P — Manchon de parcomètre
- M — Manchon
- F.C. — Fin de courbe
- Base existante
- Base à briser ou enlever
- ★ Symbole grossi pour clarté
- Chambre transformateur (vieillie)
- Chambre de transformateur
- Chambre transf. (Hydro-Québec)

Responsables

BELL : 514 870-1237	GAZ MÉTRO : 514 598-3419
C.S.E.M. : 514 868-3686	HYDRO-QUÉBEC : (RÉSEAU DISTR.) 514 385-8888, # 5118
CIRCULATION : (MARQ.+SIGN. ECR.) (9 ARONDS. ARROND.) 514 872-6594	
RESPONS. PARC : - 514 -	RESPONS. ARR. : - 514 -

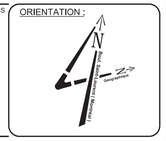
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME : NADxxxx

REPÈRE GÉODÉSIQUE: XXXX

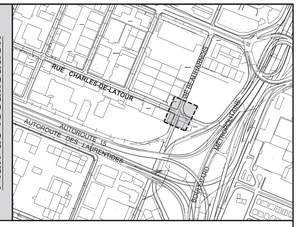
LOCALISATION : XXXX

ALTITUDE : XXXX

ORIENTATION :



Plan de localisation



Émission

000	2018 / 09 / 12	Émis pour soumission	A.M.	J.P.
A	2018 / 06 / 18	Émission à 50 % (commentaires)	J.P.	J.P.
N°	Date	Description	Prép. par	Resp. projet

Intervenants

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Relevé au terrain: **ALAIN GASCON, AG. TECH.** 2017 / 07
Dessiné par: **J. LAPIERRE, DESS.** 2017 / 11 / 01
Technicien: **ALAIN GASCON, AG. TECH.** 2017 / 11 / 01
Vérifié

Sceau de l'ingénieur(e):

Ingénieur(e): **JUDITH PEREZ, ing.**

Original signé le: 2018-09-25

Projet:

Sécurisation de diverses intersections dans la Ville de Montréal

Arrondissement(s): **Ahuntsic-Cartierville**


Nature des travaux: **Travaux de voirie, d'éclairage et de feu de circulation**

Titre du plan: **Réaménagement de l'intersection Beauharnois / Charles-De-La-Tour et planage et revêtement bitumineux dans la rue Beauharnois de Charles-De-La-Tour à Jean-Pratt**

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 400 (0 5 10 15 20,5 (mètres))

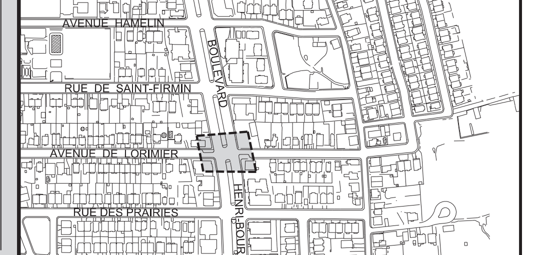
N° de plan:	Feuillet:	Émission:	Soumission:	Page:
C-5665	-	000	317101	-



Références

N°. de plan:	Description:
s130133.dgn	Plan relevé
1063-01_01_SARA_00.dgn	Plan géometrie

Plan de localisation



Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de
DFE .... égout
DFD .... drain
DFP .... pavage
DFT .... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de
DP .... pavage
DT .... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE .... égout
ND .... drain
NP .... pavage
NT .... trottoir

Puisard
T + C ....tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G ....tête et grille à changer
T + G + REP ....tête et grille à changer (+ réparation)
A + N .... ajustable à niveler
A + C .... ajustable à changer

Égout / Aqueduc
C + C .... cadre et couvercle à changer
C + C + REP .... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
A + N .... ajustable à niveler
A + C .... ajustable à changer
TBV + N .... tête de boîte de vanne à niveler
TBV + C .... tête de boîte de vanne à changer

Divers
NIV .... à niveler
RPH .... rampe pour handicapés

Émission

N°	Date	Description	Prép. par	Resp. projet
000	2018 / 09 / 12	Émis pour soumission	A.M.	Judith Perez
A	2018 / 06 / 18	Émission à 50 % (commentaires)	-	Judith Perez

Symbologie graphique

Puisard de rue
Puisard dalot
Grille carrée
Puisard de trottoir
* Repère géodésique
* Vanne de gaz
Regard chambre d'aqueduc
Regard chambre de la C.S.E.M.
Symbole de forage
Base à briser et reconstruire au même emplacement
Base à construire
Regard chambre H.Q.
Regard chambre d'égout
Regard chambre de Bell
Borne-Fontaine
* Boîte de vanne
Vanne d'aqueduc
P — Manchon de parcomètre
M — Manchon
F.C. — Fin de courbe
Base existante
Base à briser ou enlever
* Symbole grossi pour clarté
Chambre transformateur (vieille)
Chambre de transformateur
Chambre transf. (Hydro-Québec)

Responsables

BELL : 514 870-1237
GAZ MÉTRO : 514 598-3419
C.S.E.M. : 514 868-3686
HYDRO-QUÉBEC : (RÉSEAU DISTR.) 514 385-8888, # 5118
CIRCULATION : (MARQ.+SIGN. ÉCR.) (9 ANCIENS ARROND.) 514 872-6594
RESPONS. PARC : - 514 -
RESPONS. ARR. : - 514 -

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME : NAD83

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 65KM065
LOCALISATION : HENRI-BOURASSA/PAPINEAU
ALTITUDE : 19,956m

ORIENTATION :

Montréal

Service des infrastructures,
de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Intervenants

Relevé au terrain: Alain Gascon, Ag. Tech. — 2017 / 07
Voirie
Dessiné par: Patrick Collas, Tech. dess. — 2017 / 11 / 02
Technicien: Alain Gascon, Ag. tech. — 2017 / 11 / 02
Ingénieur(e): Judith Perez, ing.

Sceau de l'ingénieur(e): INGÉNIEURE Judith Cecilia Perez Marrugo 5039767
Original signé le: 2018-09-25

Projet:
Sécurisation de diverses intersections dans la Ville de Montréal

Arrondissement(s): **Ahuntsic-Cartierville**

Nature des travaux:
Travaux de voirie, d'éclairage et de feu de circulation

Titre du plan:
Reconstruction de bordures, saillies, trottoirs et fosses de plantation, aux intersection Henri-Bourassa-Séguin et Henri-Bourassa-De Lorimier

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 200 — 0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 (mètres)

N° de plan:	Feuillet:	Émission:	Soumission:	Page:
C-6692	-	000	317101	-

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 317101
Numéro de référence : 1202544
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans diverses rues de la ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1498976)** 2018-10-10 8 h 55 **Transmission :** 2018-10-10 10 h 15	3010574 - 317101_AD_01_2018-10-10 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010575 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (devis) 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010576 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (bordereau) 2018-10-10 14 h 34 - Téléchargement 3012412 - 317101_AD_02_2018-10-15 2018-10-15 14 h 53 - Courriel 3012420 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (devis) 2018-10-15 14 h 57 - Courriel 3012421 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (bordereau) 2018-10-15 14 h 57 - Téléchargement 3013662 - 317101_AD_03_2018-10-17 2018-10-17 17 h 49 - Courriel 3015415 - 317101_AD_04_avec report ouverture_2018-10-22_AD-04 2018-10-22 13 h 51 - Courriel 3015426 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (devis) 2018-10-22 13 h 59 - Courriel 3015427 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (bordereau) 2018-10-22 13 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8 NEQ : 1149495146	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944	**Commande : (1499714)** 2018-10-11 11 h 52 **Transmission :** 2018-10-11 13 h 24	3010574 - 317101_AD_01_2018-10-10 2018-10-11 11 h 52 - Messagerie 3010575 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-

		Télécopieur : 514 331-2295		10_AD-01 (devis) 2018-10-11 11 h 52 - Messagerie 3010576 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (bordereau) 2018-10-11 11 h 52 - Téléchargement 3012412 - 317101_AD_02_2018-10-15 2018-10-15 14 h 53 - Courriel 3012420 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (devis) 2018-10-15 14 h 57 - Courriel 3012421 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (bordereau) 2018-10-15 14 h 57 - Téléchargement 3013662 - 317101_AD_03_2018-10-17 2018-10-17 17 h 49 - Courriel 3015415 - 317101_AD_04_avec report ouverture_2018-10-22_AD-04 2018-10-22 13 h 51 - Courriel 3015426 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (devis) 2018-10-22 13 h 59 - Courriel 3015427 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (bordereau) 2018-10-22 13 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	De Sousa 3872 Boulevard Leman Laval, QC, H7E1A1 NEQ : 1160862596	Monsieur Wilson De Sousa Téléphone : 450 663-3000 Télécopieur : 450 663-2000	**Commande : (1496744)** 2018-10-02 16 h **Transmission :** 2018-10-02 16 h 19	3010574 - 317101_AD_01_2018-10-10 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010575 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (devis) 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010576 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (bordereau) 2018-10-10 14 h 34 - Téléchargement 3012412 - 317101_AD_02_2018-10-15 2018-10-15 14 h 53 - Courriel 3012420 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (devis) 2018-10-15 14 h 57 - Courriel 3012421 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (bordereau) 2018-10-15 14 h 57 - Téléchargement 3013662 - 317101_AD_03_2018-10-17 2018-10-17 17 h 49 - Courriel 3015415 - 317101_AD_04_avec report ouverture_2018-10-22_AD-04 2018-10-22 13 h 51 - Courriel

				3015426 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (devis) 2018-10-22 13 h 59 - Courriel 3015427 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (bordereau) 2018-10-22 13 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 435, rue Jean-Neveu Longueuil, QC, J4G 2P9 http://www.crhcanada.com NEQ : 1171462923	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1497110)** 2018-10-03 12 h 06 **Transmission :** 2018-10-03 13 h 32	3010574 - 317101_AD_01_2018-10-10 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010575 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (devis) 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010576 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (bordereau) 2018-10-10 14 h 34 - Téléchargement 3012412 - 317101_AD_02_2018-10-15 2018-10-15 14 h 53 - Courriel 3012420 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (devis) 2018-10-15 14 h 57 - Courriel 3012421 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (bordereau) 2018-10-15 14 h 57 - Téléchargement 3013662 - 317101_AD_03_2018-10-17 2018-10-17 17 h 49 - Courriel 3015415 - 317101_AD_04_avec report ouverture_2018-10-22_AD-04 2018-10-22 13 h 51 - Courriel 3015426 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (devis) 2018-10-22 13 h 59 - Courriel 3015427 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (bordereau) 2018-10-22 13 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1496046)** 2018-10-01 11 h 17 **Transmission :** 2018-10-01 11 h 17	3010574 - 317101_AD_01_2018-10-10 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010575 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (devis) 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010576 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (bordereau) 2018-10-10 14 h 34 - Téléchargement

				3012412 - 317101_AD_02_2018-10-15 2018-10-15 14 h 53 - Courriel 3012420 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (devis) 2018-10-15 14 h 57 - Courriel 3012421 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (bordereau) 2018-10-15 14 h 57 - Téléchargement 3013662 - 317101_AD_03_2018-10-17 2018-10-17 17 h 49 - Courriel 3015415 - 317101_AD_04_avec report ouverture_2018-10-22_AD-04 2018-10-22 13 h 51 - Courriel 3015426 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (devis) 2018-10-22 13 h 59 - Courriel 3015427 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (bordereau) 2018-10-22 13 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3 NEQ : 1169491884	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	**Commande : (1496543)** 2018-10-02 11 h 48 **Transmission :** 2018-10-02 11 h 48	3010574 - 317101_AD_01_2018-10-10 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010575 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (devis) 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010576 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (bordereau) 2018-10-10 14 h 34 - Téléchargement 3012412 - 317101_AD_02_2018-10-15 2018-10-15 14 h 53 - Courriel 3012420 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (devis) 2018-10-15 14 h 57 - Courriel 3012421 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (bordereau) 2018-10-15 14 h 57 - Téléchargement 3013662 - 317101_AD_03_2018-10-17 2018-10-17 17 h 49 - Courriel 3015415 - 317101_AD_04_avec report ouverture_2018-10-22_AD-04 2018-10-22 13 h 51 - Courriel 3015426 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (devis) 2018-10-22 13 h 59 - Courriel 3015427 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-

				22_AD-04 (bordereau) 2018-10-22 13 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com NEQ : 1145052461	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1503076)** 2018-10-22 8 h 32 **Transmission :** 2018-10-22 8 h 32	3010574 - 317101_AD_01_2018-10-10 2018-10-22 8 h 32 - Téléchargement 3010575 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (devis) 2018-10-22 8 h 32 - Téléchargement 3010576 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (bordereau) 2018-10-22 8 h 32 - Téléchargement 3012412 - 317101_AD_02_2018-10-15 2018-10-22 8 h 32 - Téléchargement 3012420 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (devis) 2018-10-22 8 h 32 - Téléchargement 3012421 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (bordereau) 2018-10-22 8 h 32 - Téléchargement 3013662 - 317101_AD_03_2018-10-17 2018-10-22 8 h 32 - Téléchargement 3015415 - 317101_AD_04_avec report ouverture_2018-10-22_AD-04 2018-10-22 13 h 51 - Courriel 3015426 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (devis) 2018-10-22 13 h 59 - Courriel 3015427 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (bordereau) 2018-10-22 13 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6 NEQ : 1144756336	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1497788)** 2018-10-04 16 h 55 **Transmission :** 2018-10-04 16 h 55	3010574 - 317101_AD_01_2018-10-10 2018-10-10 14 h 35 - Télécopie 3010575 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (devis) 2018-10-10 15 h 09 - Télécopie 3010576 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (bordereau) 2018-10-10 14 h 34 - Téléchargement 3012412 - 317101_AD_02_2018-10-15 2018-10-15 14 h 54 - Télécopie 3012420 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-

				15_AD-02 (devis) 2018-10-15 14 h 58 - Télécopie 3012421 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (bordereau) 2018-10-15 14 h 57 - Téléchargement 3013662 - 317101_AD_03_2018-10-17 2018-10-17 17 h 50 - Télécopie 3015415 - 317101_AD_04_avec report ouverture_2018-10-22_AD-04 2018-10-22 13 h 51 - Télécopie 3015426 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (devis) 2018-10-22 14 h - Télécopie 3015427 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (bordereau) 2018-10-22 13 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1496862)** 2018-10-03 8 h 47 **Transmission :** 2018-10-03 8 h 47	3010574 - 317101_AD_01_2018-10-10 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010575 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (devis) 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010576 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (bordereau) 2018-10-10 14 h 34 - Téléchargement 3012412 - 317101_AD_02_2018-10-15 2018-10-15 14 h 53 - Courriel 3012420 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (devis) 2018-10-15 14 h 57 - Courriel 3012421 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (bordereau) 2018-10-15 14 h 57 - Téléchargement 3013662 - 317101_AD_03_2018-10-17 2018-10-17 17 h 49 - Courriel 3015415 - 317101_AD_04_avec report ouverture_2018-10-22_AD-04 2018-10-22 13 h 51 - Courriel 3015426 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (devis) 2018-10-22 13 h 59 - Courriel 3015427 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (bordereau) 2018-10-22 13 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1 NEQ : 1143366715	Monsieur Gunther Conard Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1496295)** 2018-10-01 16 h 57 **Transmission :** 2018-10-01 16 h 57	3010574 - 317101_AD_01_2018-10-10 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010575 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (devis) 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010576 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (bordereau) 2018-10-10 14 h 34 - Téléchargement 3012412 - 317101_AD_02_2018-10-15 2018-10-15 14 h 53 - Courriel 3012420 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (devis) 2018-10-15 14 h 57 - Courriel 3012421 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (bordereau) 2018-10-15 14 h 57 - Téléchargement 3013662 - 317101_AD_03_2018-10-17 2018-10-17 17 h 49 - Courriel 3015415 - 317101_AD_04_avec report ouverture_2018-10-22_AD-04 2018-10-22 13 h 51 - Courriel 3015426 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (devis) 2018-10-22 13 h 59 - Courriel 3015427 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (bordereau) 2018-10-22 13 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Meloche, Division de Sintra 3125 boul Saint-Charles Kirkland, QC, H9H 3B9 http://sintra.ca NEQ : 1145755295	Madame Nancy Galipeau Téléphone : 514 695-3395 Télécopieur :	**Commande : (1496623)** 2018-10-02 13 h 50 **Transmission :** 2018-10-02 15 h 49	3010574 - 317101_AD_01_2018-10-10 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010575 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (devis) 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010576 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (bordereau) 2018-10-10 14 h 34 - Téléchargement 3012412 - 317101_AD_02_2018-10-15 2018-10-15 14 h 53 - Courriel 3012420 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (devis) 2018-10-15 14 h 57 - Courriel 3012421 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (bordereau) 2018-10-15 14 h 57 - Téléchargement 3013662 - 317101_AD_03_2018-10-17 2018-10-17 17 h 49 - Courriel

				3015415 - 317101_AD_04_avec report ouverture_2018-10-22_AD-04 2018-10-22 13 h 51 - Courriel 3015426 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (devis) 2018-10-22 13 h 59 - Courriel 3015427 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (bordereau) 2018-10-22 13 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8 NEQ : 1166302126	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1495849)** 2018-10-01 8 h 27 **Transmission :** 2018-10-01 8 h 52	3010574 - 317101_AD_01_2018-10-10 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010575 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (devis) 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010576 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (bordereau) 2018-10-10 14 h 34 - Téléchargement 3012412 - 317101_AD_02_2018-10-15 2018-10-15 14 h 53 - Courriel 3012420 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (devis) 2018-10-15 14 h 57 - Courriel 3012421 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (bordereau) 2018-10-15 14 h 57 - Téléchargement 3013662 - 317101_AD_03_2018-10-17 2018-10-17 17 h 49 - Courriel 3015415 - 317101_AD_04_avec report ouverture_2018-10-22_AD-04 2018-10-22 13 h 51 - Courriel 3015426 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (devis) 2018-10-22 13 h 59 - Courriel 3015427 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (bordereau) 2018-10-22 13 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y6T1 NEQ : 1168058395	Madame Julie Milon Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur	**Commande : (1496252)** 2018-10-01 15 h 47 **Transmission :** 2018-10-01 15 h 47	3010574 - 317101_AD_01_2018-10-10 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010575 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (devis) 2018-10-10 14 h 34 - Courriel

	: 1888 802-9689		3010576 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (bordereau) 2018-10-10 14 h 34 - Téléchargement 3012412 - 317101_AD_02_2018-10-15 2018-10-15 14 h 53 - Courriel 3012420 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (devis) 2018-10-15 14 h 57 - Courriel 3012421 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (bordereau) 2018-10-15 14 h 57 - Téléchargement 3013662 - 317101_AD_03_2018-10-17 2018-10-17 17 h 49 - Courriel 3015415 - 317101_AD_04_avec report ouverture_2018-10-22_AD-04 2018-10-22 13 h 51 - Courriel 3015426 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (devis) 2018-10-22 13 h 59 - Courriel 3015427 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (bordereau) 2018-10-22 13 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1 NEQ : 1161184792	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1497278)** 2018-10-03 15 h 51 **Transmission :** 2018-10-03 15 h 55	3010574 - 317101_AD_01_2018-10-10 2018-10-10 14 h 35 - Télécopie 3010575 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (devis) 2018-10-10 15 h 05 - Télécopie 3010576 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (bordereau) 2018-10-10 14 h 34 - Téléchargement 3012412 - 317101_AD_02_2018-10-15 2018-10-15 14 h 54 - Télécopie 3012420 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (devis) 2018-10-15 15 h 35 - Télécopie 3012421 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (bordereau) 2018-10-15 14 h 57 - Téléchargement 3013662 - 317101_AD_03_2018-10-17 2018-10-17 17 h 50 - Télécopie 3015415 - 317101_AD_04_avec report ouverture_2018-10-22_AD-04 2018-10-22 13 h 52 - Télécopie 3015426 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-

				22_AD-04 (devis) 2018-10-22 14 h - Télécopie 3015427 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (bordereau) 2018-10-22 13 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8 NEQ : 1142760280	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1496076)** 2018-10-01 11 h 49 **Transmission :** 2018-10-01 11 h 49	3010574 - 317101_AD_01_2018-10-10 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010575 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (devis) 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010576 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (bordereau) 2018-10-10 14 h 34 - Téléchargement 3012412 - 317101_AD_02_2018-10-15 2018-10-15 14 h 53 - Courriel 3012420 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (devis) 2018-10-15 14 h 57 - Courriel 3012421 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (bordereau) 2018-10-15 14 h 57 - Téléchargement 3013662 - 317101_AD_03_2018-10-17 2018-10-17 17 h 49 - Courriel 3015415 - 317101_AD_04_avec report ouverture_2018-10-22_AD-04 2018-10-22 13 h 51 - Courriel 3015426 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (devis) 2018-10-22 13 h 59 - Courriel 3015427 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (bordereau) 2018-10-22 13 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.systemesurbains.com NEQ : 1168008721	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1496210)** 2018-10-01 14 h 55 **Transmission :** 2018-10-01 14 h 55	3010574 - 317101_AD_01_2018-10-10 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010575 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (devis) 2018-10-10 14 h 34 - Courriel 3010576 - 317101_FR_Soumission_R01_2018-10-10_AD-01 (bordereau) 2018-10-10 14 h 34 - Téléchargement 3012412 - 317101_AD_02_2018-10-15 2018-10-15 14 h 53 - Courriel

3012420 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (devis)
2018-10-15 14 h 57 - Courriel

3012421 - 317101_FR_Soumission_R02_2018-10-15_AD-02 (bordereau)
2018-10-15 14 h 57 - Téléchargement

3013662 - 317101_AD_03_2018-10-17
2018-10-17 17 h 49 - Courriel

3015415 - 317101_AD_04_avec report ouverture_2018-10-22_AD-04
2018-10-22 13 h 51 - Courriel

3015426 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (devis)
2018-10-22 13 h 59 - Courriel

3015427 - 317101_FR_Soumission_R04_2018-10-22_AD-04 (bordereau)
2018-10-22 13 h 59 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

Montréal

SOUMISSION 317101 - PRINCIPE DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans diverses rues de la ville de Montréal
Travaux dans diverses rues	Les travaux sont répartis en 4 phases **Délai** : 120 jours – 2019 **PHASES 1 et 2:** Travaux de saillies, trottoirs et de mail central aux intersections Henri-Bourassa / Séguin et Henri-Bourassa / De Lorimier Horaire de travail: ▪ Rue Séguin : Lundi à vendredi de 7h à 19h ▪ Avenue De Lorimier: Lundi à vendredi de 7h à 19h ▪ Boul. Henri-Bourassa : ➢ Entrave d'une voie: Lundi à vendredi 7h à 19h ➢ Entrave d'une deuxième voie : Lundi à vendredi 9h à 15h30 Maintien de la circulation: **Travaux à exécuter pendant les vacances scolaires à l'intersection Henri-Bourassa/ Séguin** L'Entrepreneur est autorisé à: - Maintenir deux voies de circulation par direction sur le boul. Henri-Bourassa pendant les heures de pointe et une voie de circulation par direction en dehors des heures de pointe; - Fermer complètement la rue Séguin entre la rue Prieur E. et le boul, Henri-Bourassa avec maintien de la circulation locale et maintenir une voie de circulation entre le boul. Gouin. E et le boul. Henri-Bourassa. - Fermer complètement l'avenue De Lorimier entre la rue Prieur E. et le boul. Henri-Bourassa avec maintien de la circulation locale et maintenir une voie de circulation entre le boul. Henri-Bourassa et le boul. Gouin. **PHASE 3 :** Travaux de réaménagement, de la CSEM d'éclairage et de feux de circulation à l'intersection Legendre/Acadie et travaux de voirie et de la CSEM sur la rue Legendre O. entre le boulevard de l'Acadie et la rue Charles-De La Tour Horaire de travail : ▪ Boul. de l'Acadie : ➢ Entrave d'une voie de chaque côté du mail central: 24h/24h et 7j/7j; ➢ Entrave plus d'une voie: Dimanche à vendredi de 21h à 5h et de vendredi à dimanche de 22h à 7h; ▪ Rue Legendre : ➢ Entrave partielle : 24h/24h et 7j/7j ➢ Fermeture complète : dimanche à jeudi 21h à 5h, jeudi à vendredi 22h à 5h et vendredi à dimanche 22h à 7h ▪ Rue Charles-De la tour: Lundi à vendredi de 7h à 19h Maintien de la circulation: **Lors des travaux sur la rue Legendre O.** - Fermer complètement la rue entre la rue du Marché Central et le boul. de l'Acadie de nuit avec maintien de la circulation locale; - Maintenir deux voies de circulation en direction nord sur le boul. de l'Acadie à la hauteur des travaux, de nuit; - Maintenir une voie de circulation par direction sur la rue Legendre O. entre le boul. de l'Acadie et la rue Charles-De La Tour. - Maintenir une voie de circulation par direction sur la rue Charles-De La Tour à la hauteur des travaux; - Obliger le virage à droite de la rue Legendre O. en direction est vers le boul. de l'Acadie en direction sud. - Fermer complètement la rue Legendre entre le boul. de l'Acadie et la rue Charles-De La Tour lors des travaux de pavage.

Lors des travaux sur le boul. de l'Acadie

- Maintenir deux voies de circulation en direction nord et trois voies de circulation en direction sud, de nuit;
- Redonner une voie de circulation en direction nord sur le boul. de l'Acadie de jour;
- Fermer complètement le boul. de l'Acadie en direction sud de nuit à la hauteur des rues Antonio Barbeau, et Legendre O. avec maintien de la circulation locale entre les rues Antonio Barbeau et Legendre O. pour les travaux des conduits.

Lors des travaux de planage/pavage de l'intersection de l'Acadie/Legendre

- Fermer le boul. de l'Acadie en direction sud à la hauteur des rues Antonio Barbeau et Legendre O. avec maintien de la circulation locale rues Antonio Barbeau , et Legendre O. pour le pavage en direction sud.
- Fermer la rue Antonio Barbeau en direction est entre le boul. de l'Acadie et la rue Charles-De La Tour avec maintien de la circulation locale pour le pavage en direction sud.
- Maintenir sur le boul. de l'Acadie la baie de virage à droite ou une voie de circulation en direction nord à la hauteur de la rue Legendre O pour les travaux de pavage de la direction nord.

PHASE 4 : Travaux de réaménagement géométrique, de la CSEM, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation sur la rue De Beauharnois O. entre le boulevard de l'Acadie et la rue Jean-Pratt ainsi que sur le boul. Crémazie O.

Horaire de travail :

- Entrave partielle : Lundi à vendredi de 7h à 19h excepté pour le boul. Crémazie du lundi à dimanche de 21h à 5h
- Fermeture complète: Lundi à dimanche de 21h à 5h

Maintien de la circulation: **Travaux à exécuter pendant les vacances scolaires**

Lors des travaux sur les rues Beauharnois et Charles de la Tour (excluant le côté sud de l'intersection Beauharnois /Charles de la Tour)

- Aménager un contresens et maintenir une voie de circulation par direction sur ces rues;
- Fermer la voie cyclable et inviter les cyclistes à descendre de leur vélo.

Lors des travaux au niveau du côté sud de l'intersection Beauharnois /Charles de la Tour et le boul. Crémazie O.

- Fermer complètement la rue Charles-De La Tour entre le boul. Crémazie O. et la rue De Beauharnois O. avec maintien de la circulation des camions mesurant 3,9 mètres et plus de hauteur;
- Maintenir une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,4 mètres sur le boulevard Crémazie O.

Lors des travaux au niveau du mail-central sur la rue De Beauharnois

- Fermeture complète de la rue De Beauharnois entre la rue Charles-De La Tour et le boul. de l'Acadie avec maintien d'une voie de circulation provenant de la rue Charles- De La tour en direction nord vers la rue Beauharnois;

Lors des travaux de Planage/Pavage (un côté à la fois)

- Mettre en place une circulation en alternance avec signaleurs sur la rue de Beauharnois avec le maintien d'une voie sur le côté opposé à l'entrave.
- Fermer complètement la rue Charles-De La Tour entre le boul. Crémazie O. et la rue De Beauharnois O, avec maintien de la circulation des camions mesurant 3,9 mètres et plus de hauteur, lors des travaux du côté sud;
- Fermer complètement la rue Charles-De La Tour entre la rue De Beauharnois O. et la rue Legendre, avec maintien de la circulation locale, lors des travaux du côté nord;

Mesures de gestion des impacts applicables	- Les travaux de l'intersection Acadie/Legendre ne peuvent se faire en même temps que ceux de l'intersection Charles-De La Tour / de Beauharnois; - Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - Installation de PMVM (panneaux à messages variables) pour les entraves sur les boul. Henri-Bourassa, de l'Acadie et Crémazie O.; - Présence de signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons et cyclistes) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; - Utiliser des repères visuels de type T-RV-10 pour séparer les voies de circulation à contresens, si requis; - Installer des repères visuels de type T-RV-7 pour séparer les voies de circulation de la zone des travaux; - Présence des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail, si requis; - Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers, cyclistes et les accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux; - Maintien de l'accès aux bâtiments commerciaux et résidentiels en tout temps lors des travaux; - L'Entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM ainsi que les entreprises du secteur; - Protection des aires de travail et des excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons; - L'Entrepreneur doit installer des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction. Ces chemins de détours sont illustrés au Cahier M;

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 28 février 2017

LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
A/S MONSIEUR ANDREA BUCARO
10441, AV BALZAC
MONTRÉAL-NORD (QC) H1H 3L6

N° de décision : 2017-CPSM-1012406
N° de client : 2700022178

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES ENTREPRENEURS BUCARO INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **10 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1187231068

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat aux Entrepreneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 4 331 650,00 $ (contrat: 3 188 416,87 $ + contingences: 375 929,20 $ + incidences: 767 303,93 $), taxes incluses. Appel d'offres public 317101 - 8 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1411 Intervention et Répartition des coûts- GDD1187231068_INT_CSE.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-21

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187231068

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat aux Entrepreneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 4 331 650,00 $ (contrat: 3 188 416,87 $ + contingences: 375 929,20 $ + incidences: 767 303,93 $), taxes incluses. Appel d'offres public 317101 - 8 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SUM 1187231068.xls1411 Intervention et Répartition des coûts- GDD1187231068.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

Co- auteure
Marie Claude Pierre
Agente Comptable Analyste
514-868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-07

Maria BARDINA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2563

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.04

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1187231073

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Berri, de la rue Jarry à la rue Guizot, dans l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 3 117 781,54 $ (contrat: 2 987 000,00 $, contingences: 258 325,59 $, incidences: 276 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 409210 - 8 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 2 859 455,95 $, taxes incluses pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Berri, de la rue Jarry à la rue Guizot, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Construction Bau-Val inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 987 000,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 409210 ;

3. d'autoriser une dépense de 258 325,59 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-13 15:18

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187231073**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Berri, de la rue Jarry à la rue Guizot, dans l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 3 117 781,54 $ (contrat: 2 987 000,00 $, contingences: 258 325,59 $, incidences: 276 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 409210 - 8 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la ville de Montréal.
Les travaux du présent dossier s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leur âge avancé et leur état de dégradation structurale, les conduites d'égout unitaires (installées en 1912) et les conduites d'eau (installées en 1914) de la rue Berri, ont été identifiées par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. Ce tronçon n'a pas été retenu dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation.

Également, dû à la présence de travaux majeurs de reconstruction d'infrastructures souterraines dans la rue Berri, la Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) poursuit – via son *Programme de réfection du réseau routier local* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier local témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

La DRE et la Direction des transports du SIVT ont mandaté la Direction des infrastructures du SIVT afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Les travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Berri, de la rue Jarry à la rue Guizot, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, auront lieu sur une distance d'environ 280 mètres. Ces travaux consistent en :
- la reconstruction de 278 mètres d'égout unitaire de diamètre variant entre 525 mm et 750 mm;
- la reconstruction de 292 mètres de conduite d'eau secondaire de 200 mm de diamètre;
- la reconstruction complète de la chaussée (± 2 595 mètres carrés);
- la reconstruction complète des trottoirs (± 1 000 mètres carrés);
- la reconstruction de massifs et d'un puits d'accès de Bell.

En effet, des travaux d'amélioration sont requis pour la reconstruction de certaines infrastructures de Bell Canada. Les deux (2) parties se sont mises d'accord pour intégrer ces travaux dans les documents d'appels d'offres, chacune visant un objectif d'économie sur les frais et le temps relié à la gestion du chantier. La totalité des coûts de construction pour répondre à la demande de Bell Canada est prévue au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé «Reconstruction d'un puits d'accès et de massifs de Bell Canada». Le montant total de ce sous-projet est de 396 829,31 $ taxes incluses et représente 13,29 % du prix du contrat. Ces travaux seront exécutés par le sous-traitant de l'entrepreneur adjudicataire recommandé qui est accrédité par Bell Canada. Selon la lettre d'entente jointe au présent dossier, Bell Canada s'engage à assumer le coût réel pour cette portion des travaux réalisés, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur. De plus, Bell s'est engagé à assumer un montant additionnel de 6 914,74 $ taxes incluses, soit 2,5 % du coût réel des travaux de maintien de la circulation, aussi sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur.

Le plan de localisation et le plan des travaux de surface se trouvent en pièces jointes.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 258 325,59 $, taxes incluses, soit 10 % du coût des travaux du contrat assumé par la Ville.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, d'horticulture, de marquage et signalisation, de chloration des conduites d'eau ainsi que des dépenses de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat accordé, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
L'estimation de soumission de la firme Macogep inc., mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie à partir des documents d'appel d'offres, durant la période d'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel.

L'équipe de l'économie de la construction (ÉÉC) de la DGPÉC a procédé à l'analyse des huit (8) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart défavorable à la ville de 11,4 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de soumission.

L'écart se situe principalement dans l'article de « Maintien de la mobilité et de la sécurité routière ». Le prix de l'estimation est inférieur à la majorité des prix reçus des soumissionnaires pour cet article et celui du plus bas soumissionnaire se situe près de la moyenne des prix reçus.

Compte tenu de ces précisions et que l'écart se situe dans les limites acceptables, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 3 117 781,54 $, taxes incluses, comprenant :
· un contrat à l'entreprise Construction Bau-Val Inc. pour un montant de 2 987 000,00 $, taxes incluses;
· moins les travaux de Bell Canada pour un montant de 403 744,05 $, taxes incluses, lesquels sont directement payés à l'entrepreneur par Bell Canada;
· plus des incidences de 276 200,00 $, taxes incluses;
· plus des contingences de 258 325,59 $, taxes incluses.

Cette dépense est répartie de la façon suivante entre les différents PTI des unités d'affaires :

· 84,11 % au PTI de la DRE du Service de l'eau pour un montant de 2 622 210,07 $, taxes incluses;
· 11,22 % au PTI de la Direction des transports du SIVT pour un montant de 349 968,74 $, taxes incluses;
· 4,67 % au PTI de la Direction Gestion des parcs et biodiversité du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal pour un montant de 145 602,73 $, taxes incluses.

La dépense totale de 3 117 781,54 $ taxes incluses, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 2 846 950,09 $, lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants :

· # 17-083 pour un montant de 2 394 427,30 $;
· # 17-073 pour un montant de 319 568,09 $;
· # 17-072 pour un montant de 132 954,70 $.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, la DRE nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, implique une détérioration accrue des infrastructures existantes des conduites d'égout.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 8 mars 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : mai 2019
Fin des travaux : septembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Said SABOUHI, Service de l'eau
Jocelyn JOBIDON, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Karine CÔTÉ, Service des communications

Lecture :

Said SABOUHI, 7 décembre 2018
Jean CARRIER, 6 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar OUCHENANE
ingenieur(e)

Tél : 514-872-2278
Télécop. : 514-872-6123

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-28

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2018-12-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-13

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 409210 — No du GDD : 1187231073

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Berri, de la rue Jarry à la rue Guizot

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 10 - 2018 — Ouverture originalement prévue le : 8 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 8 - 11 - 2018 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 23 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
30 - 10 - 2018	Modifications mineures apportées au cahier O (art. 1 et 7), au cahier V (art. 1 et 23), au cahier des charges (ajout des références pour les items 53, 54 et 66) et révision des plans de la voirie (correction de la largeur des bordures)	-

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 21 — Nbre de soumissions reçues : 8 — % de réponses : 38

Nbre de soumissions rejetées : — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 8 - 3 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *(Les prix de soumission et l'AMF ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)*	Prix soumis incluant taxes et corrections du prix **Total**
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	2 987 000.00
COJALAC INC.	2 999 487.77
LES ENTREPRISES COGENEX INC.	3 127 790.25
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	3 527 825.45
TRAVAUX ROUTIERS METROPOLE (9129-2201 QUEBEC INC.)	3 574 124.33
DUROKING CONSTRUCTION / 9200 2088 QUEBEC INC.	3 810 881.50
ALI EXCAVATION INC.	3 991 874.51
ROXBORO EXCAVATION INC.	4 440 157.54
Estimation **externe**	2 680 210.28

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation **11.4%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse **0.4%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** — **NON** **X**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMF		x	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : CONSTRUCTION BAU-VAL INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 2 987 000.00

Montant des contingences ($) : 258 325.59

Montant des incidences ($) : 276 200.00

Date prévue de début des travaux : 21 - 5 - 2019 — Date prévue de fin des travaux : 9 - 9 - 2019



Montréal


Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

RUE BERRI	DE LA RUE JARRY À LA RUE GUIZOT

PLAN DE LOCALISATION
TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITE D'EAU

SOUMISSION :	DRM :	ARRONDISSEMENT :
409201	4092	VILLERAY-SAINT-MICHEL-PARC-EXTENSION

PRÉPARÉ PAR : A. MEJIA, DESS.	DATE : 1 AOÛT 2018
APPROUVÉ PAR : AMAR OUCHENANE, ING.	ÉCHELLE : 1 : 3000
	No PLAN: 409201-Rue Berri.dgn



RECONSTRUCTION DE LA CHAUSSÉE DE LA RUE BERRI

- PRÉPARATION DU LIT.
- FOURNITURE ET POSE D'UNE MEMBRANE GÉOTEXTILE DE TYPE GÉO-9 OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ.
- MATÉRIAUX RECYCLÉS DE TYPE MR-1 OU MR-2 DE 500mm D'ÉPAISSEUR (MIS EN PLACE EN DEUX COUCHES DE 250mm).
- PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG-20 DE 200mm D'ÉPAISSEUR.
- COUCHE DE BASE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-14, 2B, 2, PG 64E-28 DE 80mm D'ÉPAISSEUR.
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME), AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 l/m².
- COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 1A, 1, PG 64E-28T DE 65mm D'ÉPAISSEUR.

Références

N°. de plan:	Description:
180096-scrs.dgn	Plan et profil officiel

Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de
DFE .... égout
DFD .... drain
DFP .... pavage
DFT .... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de
DP .... pavage
DT .... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE .... égout
ND .... drain
NP .... pavage
NT .... trottoir

Puisard
T + C ....tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G ....tête et grille à changer
T + G + REP ....tête et grille à changer (+ réparation)
A + N .... ajustable à niveler
A + C .... ajustable à changer

Égout / Aqueduc
C + C .... cadre et couvercle à changer
C + C + REP .... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
A + N .... ajustable à niveler
A + C .... ajustable à changer
TBV + N .... tête de boîte de vanne à niveler
TBV + C .... tête de boîte de vanne à changer

Divers
NIV .... à niveler
RPH .... rampe pour handicapés

Symbologie graphique

- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- *Repère géodésique
- *Vanne de gaz
- Regard chambre d'aqueduc
- Regard chambre de la C.S.E.M.
- Symbole de forage
- Base à briser et reconstruire au même emplacement
- Base à construire
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-Fontaine
- *Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- M — Manchon
- F.C. — Fin de courbe
- Base existante
- Base à briser ou enlever
- * Symbole grossi pour clarté
- Chambre transformateur (vieille)
- Chambre de transformateur
- Chambre transf. (Hydro-Québec)

Responsables

BELL : 514 870-1237
GAZ MÉTRO : 514 598-3419
C.S.E.M. : 514 868-3686
HYDRO-QUÉBEC : (RÉSEAU DISTR.) 514 385-8888, # 5118
CIRCULATION : (MARQ.+SIGN. ÉCR.) (9 ANCIENS ARROND.) 514 872-6594
RESPONS. PARC : - 514 -
RESPONS. ARR. : - 514 -

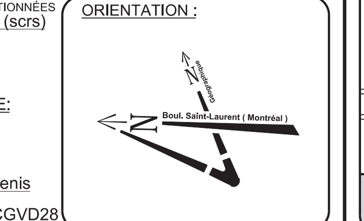
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME : NAD 83 (scrs)

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 68KM129

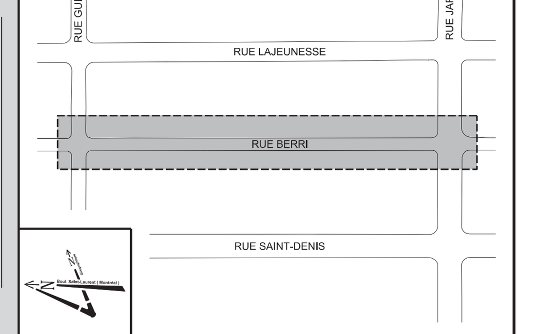
LOCALISATION : Rue Jarry / Rue Saint-Denis

ALTITUDE : 51.326m CGVD28

ORIENTATION :



Plan de localisation



Émission

N°	Date	Description	Prép. par	Resp. projet
001	2018-10-29	Émis pour Addenda 1	R.C.	M.Y.
000	2018-10-03	Émis pour soumission	R.C.	M.Y.

Montréal

Service des infrastructures,
de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Intervenants

Relevé au terrain: Alain Gascon, agent technique — 2018 / 06 / 19
Dessiné par: Tommy Carrier, dessinateur — 2018 / 04 / 12
Préparé par: Richard Côté, agent technique — 2018 / 07 / 26
Ingénieur(e): Malek Youcef, ingénieur

Voirie

Sceau de l'ingénieur(e): INGÉNIEUR - ENGINEER Malek Youcef 5049205 QUÉBEC
Original signé le: 2018-10-29

Projet: **Rue Berri**
De la rue Jarry à la rue Guizot
Arrondissement(s): **Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension**

Nature des travaux: **Travaux de voirie, d'égout et de conduite d'eau**

Titre du plan: **Reconstruction de chaussée et de trottoir Ch. 00+40 @ 04+20**

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 200 (0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 (mètres))

N° de plan:	Feuillet:	Émission:	Soumission:	Page:
C-6746	1de2	001	409210	-

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 27 novembre 2018

Monsieur Fréderic Boucher
Gestionnaire principal approvisionnement de réseau
Bell Canada
600 rue Jean-Talon, 8e étage
Montréal (Québec) H2R 3A8

Objet : Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Berri, de la rue Jarry à la rue Guizot

Soumission : 409210

Monsieur,

Dans le cadre du projet de construction d'égout, de conduites d'eau et de voirie dans la rue Berri, Bell Canada a décidé de faire les interventions suivantes à leurs actifs :

- reconstruction (et ajout) des massifs et puits d'accès;

Tel que convenu, ces travaux seront exécutés par un entrepreneur mandaté par la Ville et par un sous-traitant accrédité par Bell Canada. La Ville a procédé à un appel d'offres et l'adjudicataire recommandé pour octroi est :

- Entrepreneur général : Construction Bau-Val Inc.
- Sous-traitant accrédité par Bell Canada : G-TEK

Le coût des travaux de Bell est évalué à **403 744,05 $ (taxes incluses)** et ce, après avoir ajouté une somme de 6 914,74 $ qui est demandée par la ville de Montréal et qui représente 2,5% des coûts théoriques de maintien (items 40@43 – 276 589,61 $) reliés aux travaux de reconstruction de puits d'accès (item 71) ainsi qu'à l'ajout de 288 m.l de conduits (item 69). À cet effet vous trouverez, annexé à la présente, le bordereau du sous-projet associé à votre portion des travaux soumis par l'adjudicataire recommandé.

Lors de l'exécution des travaux, si l'entrepreneur devait rencontrer certains imprévus (sols contaminés, élévation de roc, etc.) et liés à sa portion des travaux, les coûts réels engendrés par ces contraintes seraient l'objet d'un avis de changement préparé et signé par le surveillant de Bell Canada et pourraient être facturés en sus de l'estimation initiale.

...2

Par la signature de la présente, Bell Canada s'engage à assurer la surveillance des travaux de sa portion du projet et à assumer le coût réel des travaux, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur général ci-haut mentionné. À chaque paiement de factures, Bell Canada s'engage à transmettre les pièces justificatives confirmant que le paiement a été effectué à l'attention de :

M. Martin Boulianne, ing.
Chef de division réalisation des travaux
Direction des infrastructures
martin.boulianne@ville.montreal.qc.ca

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer avec Amar Ouchenane, ing., chargé de projet au 514 872-2278.

Prière de nous retourner cette lettre dûment signée par une personne autorisée par Bell Canada avant le 4 décembre 2018 afin que notre Direction puisse transmettre le dossier aux instances décisionnelles de la Ville pour octroi du contrat.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Yvan Péloquin, ing.
Chef de division conception des travaux

J'ai lu, je comprends et j'accepte les modalités qui précèdent et souhaite que la Ville de Montréal procède à l'octroi du contrat et à la réalisation des travaux du projet 1840002008.

J'ai signé le 28 Novembre 2018, à Montreal.

Frederic Boucher
Nom du signataire (en lettres moulées)

p. j. Bordereau de la portion du projet de Bell Canada de la soumission 409210.

c. c. M. Martin Boulianne, chef de division réalisation
M. Amar Ouchenane, chargé de projet, division de la conception des travaux

Montréal

SOUMISSION 409210 - PRINCIPE DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Berri, de la rue Jarry à la rue Guizot
Rue Berri, de la rue Jarry à la rue Guizot	Les travaux sont répartis en 3 phases et une phase préparatoire. **Délai** : 112 jours - 2019 **PHASE 0 (préparatoire) :** Installation du réseau d'eau temporaire sur la rue Berri entre les rues Guizot E. et Jarry E. ainsi que sur la rue Guizot E. entre les rues Saint-Denis et Lajeunesse; **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7h à 19h **Maintien de la circulation** : L'Entrepreneur est autorisé à - Maintenir une voie de circulation sur la rue Berri entre les rues Guizot E. et Jarry E.; - Maintenir une voie de circulation avec gestion en alternance avec signaleur sur la rue Guizot E. à la hauteur des travaux; **PHASE 1A** : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de Bell et de voirie sur la rue Berri entre le numéro civique 8325 Berri et la rue Guizot E. **Horaire de travail :** Lundi à vendredi de 7h à 19h **Maintien de la circulation :** L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la rue Berri entre les rues De Liège E. et Guizot E. avec maintien de la circulation locale seulement; - Maintenir une voie de circulation par direction sur la rue Guizot E. à la hauteur des travaux; **PHASE 1B** : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de Bell et de voirie dans l'intersection Berri/Guizot **Horaire de travail** : Lundi à vendredi de 7h à 9h et samedi 9h à 19h **Maintien de la circulation** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la rue Berri entre les rues De Liège E. et Jarry E. avec maintien de la circulation locale seulement; - Fermer complètement la rue Guizot E. entre les rues Saint-Denis et Lajeunesse avec maintien de la circulation locale seulement; **PHASE 2** : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de Bell et de voirie sur la rue Berri entre les rues Guizot E. et Jarry E. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi de 7h à 19h **Maintien de la circulation** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la rue Berri entre les rues Jarry. E. et Guizot E. avec maintien de la circulation locale seulement;

	<u>PHASE 3</u> : Travaux de pavage de la couche d'usure sur la rue Berri entre le numéro civique 8325 Berri et la rue Jarry E. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi de 7h à 19h **Maintien de la circulation**: L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la rue Berri entre le #8325 et la rue Jarry E.; - Fermer complètement la rue Guizot E. entre les rues Saint-Denis et Lajeunesse uniquement lorsque les travaux se situent au niveau de l'intersection Berri / Guizot E. - L'Entrepreneur est autorisé à fermer la chaussée désignée en direction sud sur la rue Berri et rediriger les cyclistes vers les liens cyclables dans le secteur et implanter des chemins de détour pour les cyclistes. - L'Entrepreneur doit prévoir la relocalisation du stationnement sur rue réservé aux résidents SRRR.
Mesures de gestion des impacts applicables	- Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - Présence de signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons et cyclistes) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; - Lors des travaux d'excavation, l'Entrepreneur est autorisé à travailler sur des tronçons de 30 mètres maximum; - Utiliser des repères visuels de type T-RV-10 pour séparer les voies de circulation à contresens, si requis; - Installer des repères visuels de type T-RV-7 pour séparer les voies de circulation de la zone des travaux; - Présence des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail, si requis; - Maintenir la mobilité, au maintien de l'accessibilité universelle et à la protection des travailleurs et des usagers de la route. - Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers, cyclistes et les accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux; - Maintien de l'accès aux bâtiments commerciaux et résidentiels en tout temps lors des travaux; - L'Entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM ainsi que les entreprises du secteur; - Protection des aires de travail et des excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons; - L'Entrepreneur doit installer des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction. Ces chemins de détours sont illustrés au Cahier M;

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 14 juillet 2017

CONSTRUCTION BAU-VAL INC.
A/S MONSIEUR JEAN-PIERRE MALO
87, RUE ÉMILIEN-MARCOUX
SUITE 101
BLAINVILLE (QC) J7C 0B4

N° de décision : 2017-CPSM-1024809
N° de client : 2700017843

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LES PAVAGES DORVAL, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CONSTRUCTION BAU-VAL INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 décembre 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 409210
Numéro de référence : 1206445
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Berri, de la rue Jarry à la rue Guizot

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9180-7784 Québec inc. 5020 Ambroise-Lafortune Boisbriand, QC, J7H1S6 NEQ : 1164356165	Madame Nathalie Martin Téléphone : 450 818-4020 Télécopieur : 450 818-0117	**Commande : (1501204)** 2018-10-16 10 h 27 **Transmission :** 2018-10-16 10 h 27	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 25 - Courriel 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com NEQ : 1143616580	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1501089)** 2018-10-16 8 h 33 **Transmission :** 2018-10-16 8 h 46	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 32 - Messagerie 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4 NEQ : 1140716508	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1500889)** 2018-10-15 14 h 37 **Transmission :** 2018-10-16 4 h 17	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 29 - Messagerie 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel

				3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cojalac inc. 174 boul. Lacombe Repentigny, QC, J5Z 1S1 NEQ : 1143922814	Monsieur Jacques Lachapelle Téléphone : 514 548-2772 Télécopieur :	**Commande : (1500912)** 2018-10-15 15 h 09 **Transmission :** 2018-10-16 4 h 19	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 29 - Messagerie 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1500631)** 2018-10-15 10 h 22 **Transmission :** 2018-10-15 14 h 37	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 33 - Messagerie 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 NEQ : 1167215343	Madame Annie Gascon Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1501371)** 2018-10-16 13 h 46 **Transmission :** 2018-10-16 13 h 46	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 25 - Courriel 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers	Madame Iulia Savescu	**Commande : (1507341)** 2018-11-01 16 h 04	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-11-01 16 h 04 - Messagerie

	Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8 NEQ : 1149495146	Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Transmission :** 2018-11-01 17 h 40	3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-11-01 16 h 04 - Messagerie 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-11-01 16 h 04 - Messagerie 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-11-01 16 h 04 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com NEQ : 1171462923	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1501615)** 2018-10-17 8 h 43 **Transmission :** 2018-10-17 8 h 50	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 26 - Messagerie 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com NEQ : 1165343220	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur : 450 430-6359	**Commande : (1500853)** 2018-10-15 14 h 02 **Transmission :** 2018-10-15 23 h 05	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 30 - Messagerie 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1501045)** 2018-10-16 7 h 53 **Transmission :** 2018-10-16 7 h 53	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 25 - Courriel 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-

				29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2 NEQ : 1169491801	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1501179)** 2018-10-16 10 h 01 **Transmission :** 2018-10-16 10 h 08	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 31 - Messagerie 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com NEQ : 1145052461	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1501577)** 2018-10-17 7 h 44 **Transmission :** 2018-10-17 7 h 44	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 25 - Courriel 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4 NEQ : 1142106435	Monsieur François Couture Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508	**Commande : (1501936)** 2018-10-17 15 h 04 **Transmission :** 2018-10-17 15 h 04	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 25 - Courriel 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1 NEQ : 1142284380	Madame Brigitte Cloutier Téléphone : 450 321-2446 Télécopieur : 888 729-2760	**Commande : (1500839)** 2018-10-15 13 h 41 **Transmission :** 2018-10-15 23 h	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 25 - Courriel

				3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3 NEQ : 1169270676	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1500662)** 2018-10-15 10 h 45 **Transmission :** 2018-10-15 15 h 34	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 28 - Messagerie 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1501903)** 2018-10-17 14 h 31 **Transmission :** 2018-10-17 14 h 31	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 25 - Courriel 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1 NEQ : 1143366715	Monsieur Gunther Conard Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1502240)** 2018-10-18 10 h 41 **Transmission :** 2018-10-18 10 h 41	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 25 - Courriel 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8 NEQ : 1142760280	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1501365)** 2018-10-16 13 h 41 **Transmission :** 2018-10-16 13 h 41	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 25 - Courriel 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9 NEQ : 1142493619	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1500523)** 2018-10-15 9 h 11 **Transmission :** 2018-10-15 14 h	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 43 - Télécopie 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 32 - Messagerie 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 19 h 50 - Télécopie 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Talvi Inc, 3980, boul.Leman Laval, QC, H7E1A1 NEQ : 1141733619	Monsieur Frédéric Pouliot Téléphone : 450 934-2000 Télécopieur :	**Commande : (1501121)** 2018-10-16 9 h 04 **Transmission :** 2018-10-16 9 h 04	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 25 - Courriel 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Travaux Routiers Métropole Inc / 9129-2201 Québec Inc 25 rue des Iris Blainville, QC, j7c6b1 NEQ : 1161495636	Monsieur Anthony Bentivegna Téléphone : 450 430-2002 Télécopieur : 450 430-2010	**Commande : (1500956)** 2018-10-15 15 h 51 **Transmission :** 2018-10-16 7 h 33	3019047 - 409210_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019048 - 409210_PL_AD_01_2018-10-30 2018-10-30 20 h 31 - Messagerie 3019049 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (devis) 2018-10-30 18 h 41 - Courriel 3019050 - 409210_FR_Soumission_R01_2018-10-29_AD (bordereau) 2018-10-30 18 h 41 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187231073

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Berri, de la rue Jarry à la rue Guizot, dans l'arrondissement Villeray–Saint-Michel –Parc-Extension. Dépense totale de 3 117 781,54 $ (contrat: 2 987 000,00 $, contingences: 258 325,59 $, incidences: 276 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 409210 - 8 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE 1187231073.xlsx
SUM 1187231073_Info comptable.xls
Certification des fonds - GDD 1187231073 (SGPVMR).xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

Co-responsables de l'intervention

Jorge Palma Gonzalez
Préposé au budget
(514) 872-4014

Hui Li
Préposée au budget
514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-10

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.05

2019/01/28 13:00

(1)

Dossier # : 1188183004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Groupe St-Lambert pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque d'Ahuntsic (978), située au 10300, rue Lajeunesse, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 1 901 154,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public (5974) - (7 soumissionnaires)

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense de 1 901 154,40 $, taxes incluses, pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque d'Ahuntsic (978), située au 10300, rue Lajeunesse, dans l'arrondissement de d'Ahuntsic-Cartierville, comprenant la contingence et tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à Groupe St-Lambert, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 511 506,19, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (5974). Ce montant n'inclut pas la contingence;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à raison de 1 767 310,53 $ par la ville centre et de 133 843,87 $ par l'arrondissement.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-12-17 09:59

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1188183004**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Groupe St-Lambert pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque d'Ahuntsic (978), située au 10300, rue Lajeunesse, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 1 901 154,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public (5974) - (7 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Créé en 2008, le programme de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques de Montréal (le Programme RAC) est admissible à un financement dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal conclue entre le Ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ) et la Ville de Montréal. Il consiste à soutenir la consolidation et le développement du réseau des bibliothèques de Montréal. La répartition du financement se fait généralement comme suit : 40 % MCCQ et 60 % Service de la culture.

Un des volets du Programme RAC soutient le déploiement du libre-service et de la technologie RFID par le réaménagement des bibliothèques pour accueillir cette nouvelle technologie.

Le programme RFID a été structuré en trois (3) phases:

Phase 1: Installation de puce RFID dans quatre (4) millions de documents, installation d'équipements pour la lecture des puces et nouveaux portiques antivols.

Phase 2 : Installation des postes de prêts en libre-service.

Phase 3 : Implantation du système de détection avec identification par radiofréquence (RFID) et libre-service.

La phase 3 du programme RFID est divisée en six (6) lots d'environ quatre (4) ouvrages chacun. Le présent sommaire décisionnel concerne une des bibliothèques du premier lot, soit la bibliothèque d'Ahuntsic, située au 10300, rue Lajeunesse.

Afin de prévoir un seul chantier de construction, le projet de la bibliothèque Ahuntsic intègre également l'aménagement de deux salles de rencontre et une série de prises électriques et USB. Ces travaux sont financés par l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville.

Le Service de la culture a confié au Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) la mise en œuvre des projets de construction pour le programme RFID – Phase 3.

L'appel d'offres public du projet de construction a été annoncé dans le journal Le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO). Cet appel d'offres d'une durée de vingt-six (26) jours a été lancé le 25 octobre 2018 et les offres ont été ouvertes le 20 novembre 2018. Quatre (4) addendas ont été émis durant la période d'appel d'offres. La nature des addendas est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
No. 1	2018-10-26	Modification au plan en protection incendie. Clarification d'éléments au fascicule 27-1005.	Oui
No. 2	2018-11-05	Précision concernant l'écran numérique. Réponses aux questions des soumissionnaires.	Non
No. 3	2018-11-06	Prolongation des visites supervisées des lieux	Non
No. 4	2018-11-15	Réponses aux questions des soumissionnaires	Non

Le délai de validité des soumissions est de cent vingt (120) jours. Le contrat doit être octroyé avant le 20 mars 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 0150 – 31 janvier 2018 - Autoriser une dépense totale de 526 222,33 $, taxes incluses, pour les services professionnels en architecture et en ingénierie, afin de réaliser le programme d'implantation du système de détection avec identification par radiofréquences (RFID) et libre-service - phase 3 et l'aménagement de la bibliothèque Ahuntsic (lot 1.1) et de la bibliothèque Henri-Bourrassa (lot 1.2), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant; Approuver les projets de conventions par lesquels Les architectes Labonté Marcil s.e.n.c. et Les services exp inc. (lot 1.1) et CGA architectes inc. et Les consultants SM inc. (lots 1.2), firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, soit pour des sommes maximales de 247 727,42 $ (lot 1.1), et 198 012,41 $ (lot 1.2), taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16324 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de convention.
CM16 1444 - 20 décembre 2016 - Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA+ s.e.n.c. pour la réalisation du programme d'implantation de détection avec identification par radio fréquence (RFID) - Phase 3 dans les bibliothèques identifiées, pour une somme maximale de 7 461 814,27$, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15016 (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CE16 1734 - 9 novembre 2016 : Conclure avec l'entrepreneur les Entreprises Intmotion inc. une entente cadre d'une durée de trente-six (36) mois avec possibilité de deux (2) prolongations (nombre d'étiquettes selon les besoins) pour la fourniture d'étiquettes RFID pour supports imprimés et disques, à l'usage des bibliothèques de la Ville de Montréal, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15563 (quatre (4) soumissionnaires). - Montant estimé de l'entente-cadre: 360 768,58$ avec taxes, avec une option de prolongation de douze (12) mois, pour un maximum de deux (2) prolongations (nombre d'étiquettes selon les besoins) au même coût unitaire.

CE16 1167 - 03 août 2016 : Approuver la programmation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le Ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à la compagnie Groupe St-Lambert pour la rénovation de la Bibliothèque d'Ahuntsic.
Les travaux de rénovation comprennent, sans s'y restreindre, les éléments suivants :

· Réaménagement du secteur de l'entrée afin d'optimiser les services aux usagers par l'intermédiaire de la technologie RFID;
· Intégration de solutions de retour et de tri automatisé;
· Révision des espaces de travail des transits interbibliothèques des documents. L'objectif est de favoriser des aménagements sécuritaires qui réduisent les risques d'accident de travail;
· Aménagement de deux salles de rencontre et de prises électriques et USB;
· Réalisation des aménagements connexes reliés à ces interventions.

Un montant total pour les incidences de 162 922,28 $ taxes incluses se répartit comme suit :

· Contingences générales des incidences;
· Entreposage d'équipement;
· Mobilier libre-service;
· Équipement réseau;
· Mobilier d'entente-cadre;
· Laboratoires.

(voir pièce jointe no 3 : Calcul des coûts SGPI).

JUSTIFICATION

Parmi les douze (12) preneurs du cahier des charges, sept (7) ont déposé une soumission. Pour les soumissionnaires n'ayant pas déposé d'offres, mais s'étant procuré le cahier des charges sur le SÉAO, aucun n'a déposé d'avis de désistement.
Les douze (12) preneurs de cahier des charges sont :

· ACQ – Provinciale;
· Afcor Construction inc;
· Axe Construction;
· Gastier M.P. inc;
· Le Groupe St-Lambert inc;
· Les Constructions AGLP inc;
· LM Manutentions inc;
· Media Construction;
· Municipalité de Chertsey;
· Norgéreq Ltée;
· Procova inc.;
· Roland Grenier Construction Ltée.

Les sept (7) preneurs de cahier des charges ayant remis une soumission sont :

· Le Groupe St-Lambert inc;
· Procova inc;
· Media Construction;
· Afcor Construction inc;
· Axe Construction inc;
· Norgéreq Ltée;

· Roland Grenier Construction Ltée.

L'analyse de conformité des soumissions révèle que les trois plus bas (3) soumissionnaires sont jugés conformes (voir pièce jointe no 1 : Analyse d'admissibilité et de conformité).

Les résultats de l'appel d'offres sont résumés dans le tableau suivant :

Firmes soumissionnaires	**Prix de base (sans taxes)**	**Taxes**	**Total taxes incluses**
Groupe St-Lambert	**1 314 639,00 $**	**196 867,19 $**	**1 511 506,19 $**
Procova inc	**1 388 000,00 $**	**207 853,00 $**	**1 595 853,00 $**
Media Construction	**1 391 048,45 $**	**208 309,50 $**	**1 599 357,95 $**
Afcor Construction	1 395 020,00 $	208 904,25 $	1 603 924,25 $
Axe Construction	1 421 352,47 $	212 847,53 $	1 634 200,00 $
Norgéreq Ltée	1 433 500,00 $	214 666,63 $	1 648 166,63 $
Rolland Grenier Construction Ltée	1 521 111,00 $	227 786,37 $	1 748 897,37 $
Dernière estimation réalisée par les professionnels	**1 484 564,50 $**	**222 313,54 $**	**1 706 878,04 $**
Analyse des 3 plus basses soumissions			
Coût moyen des soumissions conformes			
(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			1 568 905,71 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			
((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			3,80%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			87 851,76 $
(la plus haute conforme – la plus basse conforme)			
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			
((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			5,81%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			(195 371,85 $)
(la plus basse conforme – estimation)			
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			
((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-11,45%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			84 346,81 $
(la deuxième plus basse – la plus basse)			
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			
((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			5,58%

La dernière estimation réalisée par les professionnels le 16 octobre 2018 est au montant de 1 706 878,04 $, taxes incluses.

La différence entre la plus basse soumission conforme et l'estimation représente un écart négatif de 11,45 %. Les professionnels justifient principalement cet écart par l'agressivité du soumissionnaire vis-à-vis le marché et à la surévaluation de certains travaux lors de l'estimation. Ils recommandent à la Ville d'octroyer le contrat au Groupe St-Lambert (voir pièce jointe no. 2 : Lettre de conformité).

La compagnie Groupe St-Lambert n'est pas sur le Registre des entreprises non admissibles

aux contrats publics (RENA), ni sur le Registre des firmes sanctionnées en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle (voir pièce jointe no 1 : Analyse d'admissibilité et de conformité). Selon la dernière mise à jour du registre de l'Autorité des marchés financiers (21 novembre 2018), la compagnie détient le numéro de client suivant: 3000653016.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser totalise 1 901 154, 40 $ taxes incluses. Le coût total maximal du contrat à Groupe St-Lambert est de 1 738 232,12 $ taxes incluses incluant les contingences de 226 725,93 $ taxes incluses. Des dépenses incidentes de 162 922, 28 $ taxes incluses sont également prévues (voir pièce jointe no 3 : Calcul des coûts SGPI).
La dépense totale sera assumée comme suit :

Un montant maximal de 1 613 790,07 $, net de ristourne, sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence locale 17-018 Programme RFID.

Un montant maximal de 133 843,87 $ taxes incluses (investissement net de 122 217,30 $ après ristournes de taxes) sera financé par l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

La dépense du contrat de Groupe St-Lambert sera assumée à 92,3 % (1 604 388.25 $, net de ristourne) par la ville centre et 7,7 % par l'arrondissement. La dépense des incidences sera assumée à 100% par la ville centre.

La Direction de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville a approuvé le sommaire décisionnel # 1181082008 à la séance du CA du 10 décembre pour faire autoriser la dépense assumée par l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet respecte les objectifs de la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal. Toutefois, compte tenu du type et de l'envergure des travaux, ce projet ne vise pas la certification LEED. Plusieurs principes de développement durable seront appliqués, soit : le choix de matériaux les moins dommageables pour la santé, d'équipements écoénergétiques, de produits à base de matière recyclée ainsi que la gestion des déchets de construction.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report ou l'annulation de ce contrat aurait un impact majeur sur la réalisation du projet de rénovation de la Bibliothèque Ahuntsic.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 9 janvier 2019
Conseil municipal : 28 janvier 2019
Début des travaux : février 2019
Fin des travaux : août 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent projet a suivi le processus normal d'appel d'offres et d'octroi de contrat au plus bas soumissionnaire conforme.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Amélie HARBEC, Service de la culture
Geneviève DESCOTEAUX, Ahuntsic-Cartierville
Nathalie LAPOINTE, Ahuntsic-Cartierville
Lucie B BERNIER, Ahuntsic-Cartierville
Sylvie LABRIE, Ahuntsic-Cartierville
Mario LAVALLÉE, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

Amélie HARBEC, 11 décembre 2018
Nathalie LAPOINTE, 10 décembre 2018
Mario LAVALLÉE, 10 décembre 2018
Geneviève DESCOTEAUX, 10 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie LACOURSIÈRE
Conceptrice des aménagements

Tél : 514 872-2340
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-07

Jabiz SHARIFIAN
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-8702
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2018-12-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2018-12-11

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1188183004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Groupe St-Lambert pour l'exécution des travaux de rénovation de la Bibliothèque d'Ahuntsic (978), située au 10300, rue Lajeunesse, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 1 901 154,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public (5974) - (7 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1188183004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au Budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-10

Laura VALCOURT
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.06

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1186707002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de services professionels à Rousseau Lefevbre inc. pour la réalisation du programme d'aménagement fonctionnel et technique dans le cadre du projet McGill College. Dépense maximale totale de 311 705,85 $ taxes, contingences et déboursés inclus (honoraires professionnels: 261 050,74$ + déboursés 11 497,50$ + contingences: 39 157,61 $). Appel d'offres public 18-17354 (1 soumissionnaire, 1 conforme).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense maximale de 272 548,24 $, taxes et déboursés inclus, pour la réalisation d'un programme d'aménagement fonctionnel et technique dans la cadre du projet McGill College;

2. d' octroyer à Rousseau Lefevbre inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, un contrat pour la réalisation d'un programme d'aménagement fonctionnel et technique dans la cadre du projet McGill College, pour une somme maximale de 261 050,74 $ taxes incluses (excluant les déboursés et le budget de contingences), conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17354;

3. d'autoriser une dépense de 39 157,61$ taxes incluses, à titre de budget de contingences;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, et ce au rythme des besoins à combler. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-14 15:15

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1186707002**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de services professionels à Rousseau Lefevbre inc. pour la réalisation du programme d'aménagement fonctionnel et technique dans le cadre du projet McGill College. Dépense maximale totale de 311 705,85 $ taxes, contingences et déboursés inclus (honoraires professionnels: 261 050,74$ + déboursés 11 497,50$ + contingences: 39 157,61 $). Appel d'offres public 18-17354 (1 soumissionnaire, 1 conforme).

CONTENU

CONTEXTE

En avril 2018, la Ville de Montréal a annoncé son intention de transformer l'avenue McGill College pour faire un vaste espace public au cœur du centre-ville. Trois grands chantiers sont en planification ou en réalisation. Tout d'abord, la Ville de Montréal débute actuellement des travaux visant à réaménager la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues de Bleury et Mansfield. Ensuite, l'implantation de la station McGill du REM nécessitera de démolir une partie de l'aménagement de surface actuel de l'avenue McGill College, entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine. La Ville désire saisir l'opportunité d'arrimer les travaux de réaménagement de l'avenue McGill College avec la fin des travaux du REM. Enfin, d'autres investissements privés sont prévus dans ce secteur, notamment le Projet Nouveau-Centre d'Ivanhoé Cambridge qui prévoit des investissements totaux de 1G$, dont 200 M$ pour revitaliser l'Esplanade et transformer l'offre commerciale de Place Ville Marie. Le projet Nouveau-Centre prévoit également des rénovations importantes au Centre Eaton.
La conjoncture actuelle crée donc une opportunité unique pour la Ville de Montréal de réaliser ce projet d'envergure. Les objectifs initiaux du projet sont :

§ générer une nouvelle place publique unique et dynamique, lieu d'expression de la vitalité du centre-ville;
§ accompagner cette grande avenue dans sa transition vers un nœud de transports en commun du centre-ville;
§ offrir une expérience et des vues uniques aux citoyens dans ce secteur du centre-ville.

Ce mandat a été confié au SIVT, plus précisément à la Direction de la gestion du portefeuille de projets.

La planification du projet McGill College a ainsi été amorcée et une démarche de conception a été mise sur pied. Cette démarche comporte la réalisation d'une multitudes d'études afin

de bonifier la connaissance du secteur et plus particulièrement de cet espace. En parallèle, une consultation publique, composée de plusieurs activités, a été menée par l'Office public de consultation publique de Montréal (OCPM) à l'automne 2018, afin d'établir les besoins et les aspirations des citoyens pour le futur espace public.

Après ces étapes, l'équipe projet a bonifié la démarche de conception en prévoyant la réalisation d'une démarche de positionnement ainsi que la rédaction d'un programme d'aménagement fonctionnel et technique, pour alimenter les prochaines étapes de conception (concours de design international, réalisation des avants-projets préliminaires et définitifs ainsi que des plans et devis).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE1186707001 - 1er août 2018 - Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) afin d'assurer la tenue d'une démarche de consultation pour la conception du futur aménagement de l'avenue McGill College
CM1187287001 - 23 avril 2018 - Autoriser une appropriation de 270 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération et une appropriation de 4 627 000 $ de la réserve de voirie locale afin de financer des études et autres pour des travaux de voirie au budget de fonctionnement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports.

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un mandat de services professionnels pour la réalisation du programme d'aménagement fonctionnel et technique à Rousseau Lefevbre inc.
Mandat
Le programme d'aménagement est une étape préalable à l'élaboration du concept d'aménagement et il servira de base pour la conception du futur espace public. Il sera orientée par les études techniques réalisées précédemment, la consultation publique tenue par l'OCPM ainsi que par l'exercice de positionnement qui se déroulera en février 2019. Ce programme devra notamment établir les paramètres d'aménagement, les usages, les aspects fonctionnels et les contraintes techniques. Une fois le programme approuvé par les instances décisionnelles et par les élus, le concept d'aménagement sera réalisé dans le cadre d'un concours de design.

Le mandat à réaliser comprends les livrables suivants:

- Plan de travail détaillé, incluant le détail des activités de conception intégrée;
- Programme d'aménagement comprenant les exigences générales pour l'ensemble de la rue et un volet pour chacun des quatre tronçons;
- Rapport détaillant la méthodologie employée tout au long du mandat.

Le programme d'aménagement sera réalisé dans le cadre d'un processus de conception intégrée (PCI) avec l'aide d'un comité de travail interne multidisciplinaire. Ainsi, une partie importante du mandat octroyé à Rousseau Lefevbre inc. servira à mettre en place cette démarche, qu'il s'agit de planifier ou d'animer les ateliers de conception intégrée avec différents outils.

Appel d'offres

Pour réaliser ce mandat, l'appel d'offres public 18-17354 a été lancé le 7 novembre 2018 pour retenir des services professionnels pour la réalisation d'un programme d'aménagement fonctionnel et technique. Cet appel d'offres a été publié dans le Devoir et dans le système d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO). La durée de la publication était de dix -neuf (19) jours et elle s'est terminée le 27 novembre 2018 avec l'ouverture des soumissions, ce qui est conforme à la loi.

La durée de validité prévue des soumissions est de cent quatre-vingts (180) jours suivant la date d'ouverture de celles-ci. La soumission reçue sera ainsi valide jusqu'au 26 mai 2019. Durant l'appel d'offres, il y a eu émission de deux (2) addenda afin de répondre aux questions des potentiels soumissionnaires.

NUMÉRO ADDENDA	DATE DE PUBLICATION	CONTENU
1	14 novembre 2018	Réponses aux questions des potentiels soumissionnaires et à la demande de report de la date d'ouverture
2	23 novembre 2018	Réponses aux questions des potentiels soumissionnaires

Mode de rémunération
Le mode de rémunération pour ce mandat est à majoritairement à taux horaire. Les honoraires et déboursés seront payés sur présentation mensuelle des pièces justificatives, notamment des bilans d'avancement. Les montants facturés devront respecter le plan de travail préalablement approuvé par la Ville. Deux livrables du mandat, soit la prise de connaissance des intrants et la planification détaillée du mandat, ainsi que le rapport méthodologique seront facturés à forfait pour un montant total de 29 000$ plus taxes.

JUSTIFICATION

Pour faire du future projet McGill College un succès, la Ville de Montréal s'est dotée d'une démarche de conception visant l'excellence. Dans cette démarche, comme dans tout réaménagement d'espace public important, il est primordial de bien établir les besoins et les aspirations pour celui-ci. C'est notamment le rôle du programme d'aménagement. Il est également nécessaire de le produire afin d'encadrer le concours de design. La rédaction du programme permettra de s'assurer que les concepts proposés lors du concours répondront à la vision et aux usages énoncés dans le cadre de la consultation publique et de l'exercice de positionnement et d'en assurer la faisabilité en y énonçant notamment les différentes contraintes techniques.
Analyse des soumissions

La rencontre du comité de sélection s'est tenue le 7 décembre 2018. La soumission reçue le 27 novembre 2018 a été jugée conforme et a été analysée par le comité de sélection selon les critères de sélection et de pondération spécifiés au devis.

Sur vingt et un (21) preneurs du cahier des charges dont la liste complète est présentée en pièce jointe, une (1) firme a déposé une soumission, soit une proportion de 4,7%. Des vingt (20) firmes n'ayant pas déposé de soumissions, une (1) firme est un sous contactant d'un soumissionnaire, neuf (9) sont des firmes d'ingénierie qui ne pouvaient déposées puisque le coordonnateur doit être architecte, un (1) des preneurs de cahier de charges est le Réseau de transport de la Capitale, trois (3) firmes mentionnent un délai trop court et une (1) firme préfère soumissionner sur le projet de conception. En effet, tel que mentionné dans l'Addenda 1 publié le 14 novembre 2018, si le programme d'aménagement fonctionnel et technique constitue une partie des documents d'appel d'offres pour les services professionnels de conception du projet et du programme du concours (tel que prévu actuellement), le fournisseur qui aura réalisé le mandat de rédaction de ce programme ne pourra pas déposer une soumission pour ces appels d'offres de conception ou concours. Nous n'avons pas de réponse des six (6) firmes restantes. Nous pouvons présumer que certaines d'entre elles ont décidé de ne pas soumissionner afin de s'assurer d'être éligible pour le concours.

Le système de pondération et d'évaluation des offres à deux enveloppes a été utilisé dans le cadre de cet appel d'offres. Un pointage intérimaire a été établi à la suite de l'évaluation de l'offre de services qualitative et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

Résultat de l'appel d'offres

L'analyse de la soumission s'est conclue par la recommandation d'octroyer le mandat à Rousseau Lefebvre inc. Le tableau suivant résume les résultats de la soumission ainsi que l'écart avec l'estimation interne.

Soumission	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1 - Rousseau Lefebvre inc.	**73,3**	**4,53**	**272 548,24$**
Estimation interne			295 103,92$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)* **Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)** *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			**-22 555,68$** **-7,6%**

Un écart de 7,6 % en faveur de la Ville entre le prix de la soumission de l'adjudicataire et la dernière estimation réalisée est observé. Cet écart peut être relié à de nombreux facteurs, dont des décisions d'affaires de l'entreprise ayant soumissionné. Par exemple, le taux soumis pour la ressource principale, le chargé de projet, est 30% moins élevé que celui prévu dans l'estimation.

Estimation réalisée:

L'estimation interne préparée au moment du lancement de l'appel d'offres a été établie en fonction des heures prévisionnelles prévues au bordereau de soumission selon les taux horaires établis lors des appels d'offres équivalents. Le pourcentage d'écart entre l'adjudicataire et l'estimation interne est favorable à la Ville et inférieur à 20 %. La Division des grands projets - portefeuille #2 appuie la recommandation d'octroi du contrat à l'adjudicataire.

Après validation, Rousseau Lefebvre inc. n'est pas inscrit sur le registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou sur la liste des firmes avec rendement insatisfaisant, en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Déboursés et contingences:

Un montant de 10 000 $, avant taxes, était inscrit au bordereau pour les déboursés. Ces déboursés serviront à couvrir les besoins logistiques pour la réalisation des ateliers de conception intégrée (location de salle, achat de matériel etc.). Cependant, aucune contingence n'était prévue au bordereau. Un budget de 15% de contingences est recommandé pour pallier aux imprévus qui pourraient survenir lors du mandat, notamment si des analyses supplémentaires doivent être réalisées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat lié à la réalisation du programme d'aménagement fonctionnel et technique dans le cadre du projet de l'avenue McGill College se décline de la manière suivante :

Honoraires professionnels	227 050,00 $
Déboursés	10 000,00 $
Contingences (15% des honoraires professionnels)	34 057,50 $
Sous-total, avant taxes	271 107,50 $
Total, avec taxes	**311 705,85 $**

Le montant total de la dépense est de 311 705,85$ (taxes incluses).

La dépense nette à la charge des contribuables montréalais (avec taxes et net de ristournes) est de 284 628,99$.

Cette dépense est prévue au budget de fonctionnement du projet McGill College du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (référence GDD 1187287001) .

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les grands principes et engagements de la Ville, tel que détaillés dans le Plan Montréal durable 2016-2020 seront pris en compte dans la réalisation du programme d'aménagement. De plus, la démarche de conception adoptée vise l'obtention d'un design de qualité ainsi que la réalisation d'un projet d'aménagement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le programme d'aménagement fonctionnel et technique guidera les futures étapes de conception, notamment le concours de design. Un retard dans l'octroi du contrat aura ainsi pour impact de retarder le concours et par conséquent le début des travaux prévu pour 2021.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec le Service des communications. Celle-ci sera mise en oeuvre par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier du projet est le suivant :
- Démarrage du mandat pour le programme d'aménagement : janvier 2019
- Programme d'aménagement, fonctionnel et technique final : Printemps 2019
- Concours de design : Été et automne 2019
- APD et plans et devis - premier tronçon : 2020 et hiver 2021
- Appel d'offres travaux - premier tronçon : Printemps 2021
- Travaux - premier tronçon : Automne 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ariane QUIRION LAMOUREUX
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-6180
Télécop. : 514-872-6478

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-10

Christianne RAIL
Chef de section

Tél : 514 872-4854
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2018-12-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-14

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1186707002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Octroyer un contrat de services professionels à Rousseau Lefevbre inc. pour la réalisation du programme d'aménagement fonctionnel et technique dans le cadre du projet McGill College. Dépense maximale totale de 311 705,85 $ taxes, contingences et déboursés inclus (honoraires professionnels: 261 050,74$ + déboursés 11 497,50$ + contingences: 39 157,61 $). Appel d'offres public 18-17354 (1 soumissionnaire, 1 conforme).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17354 tableau.pdf
SEAO _ Liste des commandes.pdf
18-17354 int. octroi.pdf
18-17354 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514-872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17354

No du GDD : 1186707002

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la réalisation d'un programme d'aménagement, fonctionnel et technique, dans le cadre du projet de l'avenue McGill College.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 - 11 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 27 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 27 - 11 - 2018

Date du comité de sélection : 7 - 12 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 23 - 11 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 19 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 21

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 4,762

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 5 - 2019

Date d'échéance révisée : 26 - 5 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Rousseau Lefèbvre Inc.	272 548,24 $	X	

Information additionnelle

Des vingt firmes n'ayant pas soumis, un est sous contactant d'un soumissionnaire, neuf sont des firmes d'ingénierie qui ne pouvaient déposées puisque le coordonnateur doit être architecte, un est le RTC, trois mentionnent un délai trop court et un préfère soumissionner sur le projet de conception. Nous n'avons pas de réponse des six restants.

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 7 - 12 - 2018

18-17354 - Services professionnels pour la réalisation d'un programme d'aménagement, fonctionnel et technique, dans le cadre du projet de l'avenue McGill College

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat 10%	Approche proposée 30%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des mandats semblables 10%	Expérience et expertise du chargé de projet et son équipe 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Rousseau Lefèbvre Inc.	3,83	8,00	22,67	15,00	6,00	17,83	73,3	272 548,24 $	4,53	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité	
Date	vendredi 07-12-2018
Heure	9h00
Lieu	255 Crémazie Est, 4ième étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- **Liste des commandes**
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-17354

Numéro de référence : 1212350

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Ville de Montréal - Services professionnels pour la réalisation d'un programme d'aménagement, fonctionnel et technique dans le cadre du projet de l'avenue McGill College

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1509669)** 2018-11-08 11 h 06 **Transmission :** 2018-11-08 11 h 06	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AECOM Consultants Inc. 1 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 798-7845 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1509631)** 2018-11-08 10 h 27 **Transmission :** 2018-11-08 10 h 27	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Affleck de la Riva architectes 1450 City Councillors	Monsieur Richard de la	**Commande : (1509394)**	3025317 - 18-17354 Addenda 1

Suite 230 Montréal, QC, H3A 2E6 http://www.affleckdelariva.com	Riva Téléphone : 514 861-0133 Télécopieur : 514 861-5776	2018-11-07 16 h 51 **Transmission :** 2018-11-07 16 h 51	2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Atelier CT 3641 boul. St-Laurent Montréal, QC, H2X2V5	Monsieur Christian Thiffault. Téléphone : 514 678-3952 Télécopieur :	**Commande : (1510065)** 2018-11-09 9 h 32 **Transmission :** 2018-11-09 9 h 32	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
BC2 Groupe Conseil inc. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (1509715)** 2018-11-08 11 h 47 **Transmission :** 2018-11-08 11 h 47	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CGA Architectes inc 5605 rue De Gaspé, Suite 502 Montréal, QC, H2T 2A4	Monsieur Alexandre Brisson Téléphone : 514 277-7876 Télécopieur : 514 277-1876	**Commande : (1510080)** 2018-11-09 9 h 44 **Transmission :** 2018-11-09 9 h 44	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CIM - Conseil 2001, ave McGill College, bureau 2100 Montréal, QC, H3A1G1 http://www.cim-conseil.qc.ca	Madame Andrée Champagne Téléphone : 514 393-4563 Télécopieur :	**Commande : (1509539)** 2018-11-08 9 h 15 **Transmission :**	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2

		2018-11-08 9 h 15	2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1509167)** 2018-11-07 11 h 46 **Transmission :** 2018-11-07 11 h 46	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Coopérative Le Comité 4057 rue Sainte-Catherine Est Montréal, QC, H1W2G9 http://www.lecomitemtl.com/	Monsieur Pierre Moro-Lin Téléphone : 514 318-0366 Télécopieur :	**Commande : (1509945)** 2018-11-08 17 h 18 **Transmission :** 2018-11-08 17 h 18	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Fahey et Associés inc. 740 Notre-Dame Ouest Bureau 1501 Montréal, QC, H3C3X6 http://www.fahey.ca	Monsieur Brian Fahey Téléphone : 514 939-9399 Télécopieur :	**Commande : (1509152)** 2018-11-07 11 h 35 **Transmission :** 2018-11-07 11 h 35	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Intervia Inc 7505 rue Saint-Hubert Montréal, QC, H2R2N7 http://www.intervia.ca	Madame Caterina Milioto Téléphone : 514 758-8002 Télécopieur :	**Commande : (1515176)** 2018-11-23 12 h 36 **Transmission :** 2018-11-23 12 h 36	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-23 12 h 36 - Téléchargement 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
L'Atelier Urbain Inc 5842, rue Saint-Hubert Montréal, QC, H2S 2L7	Monsieur Louis-Michel Fournier Téléphone : 514 750-6883 Télécopieur :	**Commande : (1511312)** 2018-11-13 13 h 52 **Transmission :** 2018-11-13 13 h 52	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lemay CO inc. 3500, rue Saint-Jacques Montréal, QC, H4C 1H2 http://www.lemay.com	Monsieur Jean Vachon Téléphone : 514 316-7936 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (1509897)** 2018-11-08 15 h 53 **Transmission :** 2018-11-08 15 h 53	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1509316)** 2018-11-07 15 h 16 **Transmission :** 2018-11-07 15 h 16	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1509166)** 2018-11-07 11 h 46 **Transmission :** 2018-11-07 11 h 46	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Provencher Roy + Associés architectes	Madame Suzanne	**Commande : (1509212)**	3025317 - 18-17354 Addenda 1

700-276 rue Saint-Jacques Montréal, QC, H2y1N3	Mélançon Téléphone : 514 844-3938 Télécopieur : 514 844-6526	2018-11-07 12 h 41 **Transmission :** 2018-11-07 12 h 41	2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Réseau de transport de la Capitale. 720, des Rocailles Québec, QC, G2J 1A5	Madame Émilie Garneau Téléphone : 418 627-2351 Télécopieur :	**Commande : (1509825)** 2018-11-08 14 h 33 **Transmission :** 2018-11-08 14 h 33	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Rousseau Lefebvre inc. 100 rue Tourangeau Est Laval, QC, H7G 1L1 http://www.rousseau-lefebvre.com	Monsieur Daniel Lefebvre Téléphone : 450 663-2145 Télécopieur : 450 663-2146	**Commande : (1510157)** 2018-11-09 10 h 47 **Transmission :** 2018-11-09 10 h 47	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1509570)** 2018-11-08 9 h 40 **Transmission :** 2018-11-08 9 h 40	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Vlan Paysages 24, Mont-Royal Ouest Bur. 901.1 Montréal, QC, H2T2S2 http://www.vlanpaysages.ca	Madame Micheline Clouard Téléphone : 514 399-9889 Télécopieur : 514 399-1131	**Commande : (1510264)** 2018-11-09 13 h 22 **Transmission :** 2018-11-09 13 h 22	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) :

			Courrier électronique
WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1510454)** 2018-11-12 7 h 33 **Transmission :** 2018-11-12 7 h 33	3025317 - 18-17354 Addenda 1 2018-11-14 14 h 28 - Courriel 3029671 - 18-17354 Addenda 2 2018-11-23 16 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1186707002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Octroyer un contrat de services professionels à Rousseau Lefevbre inc. pour la réalisation du programme d'aménagement fonctionnel et technique dans le cadre du projet McGill College. Dépense maximale totale de 311 705,85 $ taxes, contingences et déboursés inclus (honoraires professionnels: 261 050,74$ + déboursés 11 497,50$ + contingences: 39 157,61 $). Appel d'offres public 18-17354 (1 soumissionnaire, 1 conforme).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SUM 1186707002 BF.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Maria BARDINA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2563
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.07

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1187736002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de service, de gré à gré, à l'OBNL Fondation Villes Nouvelles Canada (New Cities Foundation), pour réaliser une démarche de positionnement pour le projet McGill College, pour une somme de 141 574 $, taxes incluses. Dépense totale de 272 466 $, incluant les taxes (honoraires professionnels : 141 574 $ + déboursés : 116 734 $ + contingences : 14 158 $) / Approuver un projet de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense maximale de 258 308 $, taxes et déboursés incluses, pour des services professionnels, pour réaliser une démarche de positionnement pour le projet McGill College;

2. d'octroyer, conformément aux dispositions de la loi, à l'OBNL Fondation Villes Nouvelles Canada (New Cities Foundation), un contrat de gré à gré, soit pour une somme de 141 574 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres de gré à gré et à son offre de service en date du 05 décembre 2018 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

3. d'autoriser une dépense de 14 158 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, et ce au rythme des besoins à combler. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-13 14:44

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187736002**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de service, de gré à gré, à l'OBNL Fondation Villes Nouvelles Canada (New Cities Foundation), pour réaliser une démarche de positionnement pour le projet McGill College, pour une somme de 141 574 $, taxes incluses. Dépense totale de 272 466 $, incluant les taxes (honoraires professionnels : 141 574 $ + déboursés : 116 734 $ + contingences : 14 158 $) / Approuver un projet de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

En avril 2018, la Ville de Montréal a annoncé son intention de transformer l'avenue McGill College pour faire un vaste espace public au cœur du centre-ville. Trois grands chantiers sont en planification ou en réalisation. Tout d'abord, la Ville de Montréal débute actuellement des travaux visant à réaménager la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues De Bleury et Mansfield. Ensuite, l'implantation de la station McGill du REM, nécessitera de démolir une partie de l'aménagement de surface actuel de l'avenue McGill College, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine. La Ville désire saisir l'opportunité d'arrimer les travaux de réaménagement de l'avenue McGill College avec la fin des travaux du REM. Enfin, d'autres investissements privés sont prévus dans ce secteur, notamment le Projet Nouveau-Centre d'Ivanhoé Cambridge qui prévoit des investissements totaux de 1G$, dont 200 M$ pour revitaliser l'Esplanade et transformer l'offre commerciale de Place Ville Marie. Le projet Nouveau-Centre prévoit également des rénovations importantes au Centre Eaton.
La conjoncture actuelle crée donc une opportunité unique pour la Ville de Montréal de réaliser ce projet d'envergure. Les objectifs initiaux du projet sont :

§ générer une nouvelle place publique unique et dynamique, lieu d'expression de la vitalité du centre-ville;
§ accompagner cette grande avenue dans sa transition vers un nœud de transports en commun du centre-ville;
§ offrir une expérience et des vues uniques aux citoyens dans ce secteur du centre-ville.

Ce mandat a été confié au SIVT, plus précisément à la Direction de la gestion du portefeuille de projets.

La planification du projet McGill College a ainsi été amorcée et une démarche de conception a été mise sur pied. Cette démarche comporte la réalisation d'une multitude d'études afin

de bonifier la connaissance du secteur et plus particulièrement de cet espace. En parallèle, une consultation publique, composée de plusieurs activités, a été menée par l'Office de consultation public de Montréal (OCPM) à l'automne 2018, afin d'établir les besoins et les aspirations des citoyens pour le futur espace public.

Après ces étapes, l'équipe projet a bonifié la démarche de conception en prévoyant la réalisation d'une démarche de positionnement ainsi que la rédaction d'un programme d'aménagement, fonctionnel et technique, pour alimenter les prochaines étapes de conception (concours de design international, réalisation des avants-projets préliminaires et définitifs ainsi que des plans et devis).
Par positionnement, l'équipe projet entend la définition du rôle d'un espace public, notamment quant aux services qu'il offre, aux activités qui peuvent s'y dérouler et aux usagers visés.

Pour planifier cette démarche de positionnement, le SIVT a octroyé un contrat de gré à gré à l'OBNL Fondation Villes Nouvelles Canada. Ce mandat (37 941 $, taxes incluses), présentement en cours, vise à concevoir la démarche, à rencontrer plusieurs parties prenantes, à préciser les différentes activités et le plan de communication ainsi qu'à solliciter des experts pour qu'ils participent à la démarche. La Fondation Villes Nouvelles Canada a été retenue pour leur expérience dans l'organisation d'événements de co-création portant sur des sujets en lien avec le devenir des villes, attirant des personnalités internationales.

Le présent sommaire vise à octroyer un second contrat à la Fondation Villes Nouvelles Canada de 272 466 $, taxes, déboursés et contingences incluses, pour réaliser la démarche de positionnement.

La stratégie d'approvisionnement, qui vise à octroyer un premier contrat à la Fondation Villes Nouvelles Canada pour la conception de la démarche et par la suite un second pour sa réalisation, a été validée par le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal. Elle a permis de construire une démarche adaptée au contexte de l'avenue McGill College, en concertation avec des parties prenantes ciblées du milieu.

La Ville peut octroyer ces contrats de gré à gré à la Fondation Villes Nouvelles Canada conformément à l'article 573.3, alinéa 1 (2.1°) de la Loi sur les cités et villes qui prévoit une telle exception pour les organismes à but non lucratif (OBNL).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC1308565 - Services professionnels pour concevoir une démarche de positionnement, Fondation Villes Nouvelles Canada, gré à gré (33 000 $, avant taxes/37 941 $, taxes incluses)
CE1186707001 - 1er août 2018 - Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue d'une démarche de consultation pour la conception du futur aménagement de l'avenue McGill College.

CM1187287001 - 23 avril 2018 - Autoriser une appropriation de 270 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération et une appropriation de 4 627 000 $ de la réserve de voirie locale afin de financer des études et autres pour des travaux de voirie au budget de fonctionnement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports.
De ce budget :
- 1 577 000$ a été réservé pour réaliser des études techniques, des démarches d'acceptabilité sociale et les avants projets préliminaires pour le projet McGill.

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste à mandater la Fondation Villes Nouvelles Canada pour réaliser la démarche de positionnement conçue au préalable. Celle-ci vise à définir quel sera le rôle de cet espace public dans l'éco-système montréalais, quelles activités s'y dérouleront ainsi que la clientèle visée. Cette réflexion devra se faire en tenant compte des changements que connaît la société et qui affectent le centre-ville de Montréal (transport en commun et électrique, achat en ligne, augmentation des résidents et des étudiants internationaux au centre-ville, réchauffement climatique, augmentation du tourisme, etc.). Cette démarche servira également à mobiliser les parties prenantes autour d'une vision commune de cet espace.
La démarche comprendra :

§ des groupes de discussion thématiques (janvier);
§ un événement de co-création du positionnement où la Ville et la Fondation Villes Nouvelles Canada accueilleront 40 personnes, provenant de Montréal et de l'étranger, reconnues pour leur créativité et la qualité de leurs réflexions sur des sujets comme le commerce de détail, le vivre ensemble au centre-ville, le milieu du travail, le tourisme, l'éducation, la culture, etc.
§ une activité de restitution qui vise une diffusion et un partage de l'information ouverte au grand public pendant une demi-journée;
§ la réalisation d'un rapport détaillant la démarche de positionnement.

La définition d'un positionnement et d'une vision commune pour l'avenir de McGill College orientera par la suite la conception du projet et sera intégrée dans le programme d'aménagement, fonctionnel et technique.

Les services professionnels attendus par la Fondation Villes Nouvelles Canada comprennent : le suivi auprès des participants, l'organisation logistique des déplacements des participants, des invitations et de l'événement, l'animation, le traitement de l'information ainsi qu'un accompagnement en communication, et ce, pour l'ensemble des activités.

Le présent contrat s'élève à 272 466 $, taxes incluses. Ce montant prévoit une somme maximale de 101 530 $, avant taxes, pour les déboursés associés à l'organisation des activités (location de salles, billets d'avion et nuitées d'hôtel pour les participants non locaux, frais de traduction, services traiteurs, etc.). Tout déboursé admissible devra avoir été préalablement autorisé, par écrit, et sera remboursé uniquement sur présentation des pièces justificatives.
Le montant des honoraires s'élève à 123 135 $, avant taxes. Une enveloppe pour contingences de 10% soit 12 314 $, avant taxes, est également prévu dans le montant du total du contrat. La facturation est forfaitaire et seuls les services rendus seront payés.

Pour analyser l'offre de la Fondation Villes Nouvelles Canada, la Ville de Montréal a pris pour comparaison des coûts de démarches similaires réalisées dans le cadre d'autres grands projets montréalais au cours des dernières années.

JUSTIFICATION

Pour faire du futur projet McGill College un succès, la Ville de Montréal s'est dotée d'une démarche de conception visant l'excellence. Dans cette démarche, la tenue d'un exercice de positionnement est essentiel.
Il permettra notamment de :

- Générer des propositions de positionnements;
- Créer un engouement et mobiliser les parties prenantes autour du projet;

- Susciter l'adhésion et générer un consensus autour du positionnement formulé;
- Mobiliser des experts internationaux inspirants.

La Ville de Montréal souhaite bénéficier de l'expertise de la Fondation Villes Nouvelles Canada dans la réalisation de mandats similaires, de sa crédibilité et de sa réputation internationale. La Fondation Villes Nouvelles Canada a en effet
été retenue pour son expérience dans l'organisation d'événements, de rencontres et de journées thématiques portant sur des sujets en lien avec le devenir des villes, attirant des personnalités internationales.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat lié à la réalisation de la démarche de positionnement pour le réaménagement de l'avenue McGill College se décline de la manière suivante :

Honoraires professionnels	123 135 $
Déboursés	101 530 $
Contingences	12 314 $
Sous-total, avant taxes	236 979 $
Total, avec taxes	**272 466 $**

Plus précisément, ces montant sont détaillés de la manière suivante :

	Honoraires NewCities	**Déboursés**	**Total**
Coordination générale (janvier -juin)	13 000 $	0 $	**13 000 $**
Groupes de discussion (janvier -avril)	17 000 $	1 300 $	**18 300 $**
Événement de co-création (janvier - fin février)	39 000 $	73 000 $	**112 000 $**
Session de restitution (janvier - fin février)	17 000 $	10 000 $	**27 000 $**
Rapport final (mars - avril)	12 000 $	5 000 $	**17 000 $**
Stratégie et accompagnement en communication (janvier - avril)	25 135 $	3 000 $	**28 135 $**
Prévision dépenses imprévues	12 314 $	9 230 $	**21 544 $**
Sous-total avant taxes	**135 449 $**	**101 530 $**	**224 665 $**
Total	**155 732 $**	**116 734 $**	**272 466 $**

Ces montants seront payés à même le budget de fonctionnement de la phase 3 de Sainte-Catherine Ouest et représentent un coût net de 235 870 $, lorsque diminués des ristournes fédérale et provinciale.

Le poste budgétaire de 112 000 $ comprend l'ensemble des honoraires et des déboursés nécessaire pour l'organisation et le bon déroulement de l'événement de co-création. Les honoraires professionnels vise la planification et la coordination logistique, la production des contenus nécessaires, l'accueil des participants et l'animation de l'événement. Les déboursés comprennent les coûts associés à la location de salles, les billets d'avion et nuitées d'hôtel pour les participants non locaux, les frais de traduction et de traiteurs.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La démarche menée par la Fondation Villes Nouvelles Canada permet de respecter un des critères énumérés au Plan corporatif de Montréal en développement durable, soit la participation et la concertation. De plus, les grands principes et engagements de la Ville, tel que détaillés dans le Plan Montréal durable 2016-2020 seront pris en compte pendant les activités de réflexions. Enfin, le processus de conception adopté vise un design de qualité ainsi que la réalisation d'un projet durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le résultat de la démarche devra être intégré dans le programme d'aménagement fonctionnel et technique qui guidera les futures étapes de conception. Un retard dans l'octroi du contrat pour la réalisation de la démarche de positionnement aura ainsi pour impact de retarder ces étapes et par conséquent le début des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec le Service des communications. Celle-ci sera mise en oeuvre par le Service des communications et par la Fondation Villes Nouvelles Canada.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier du projet est le suivant :
- Exercice de positionnement : Hiver 2019
- Finalisation de la rédaction du programme d'aménagement, fonctionnel et technique : Printemps 2019
- Concours de design : Été et automne 2019
- APD et plans et devis - premier tronçon : 2020 et hiver 2021
- Appel d'offres travaux - premier tronçon : Printemps 2021
- Travaux - premier tronçon : Automne 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Katia HEDIR, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valentine ABOUT

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-05

Christianne RAIL

Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-6180
Télécop. :

Chef de section

Tél : 514 872-4854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2018-12-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-13

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6*;*

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET :

FONDATION VILLES NOUVELLES CANADA, personne morale régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* dont l'adresse principale est située au 315, rue Sainte-Catherine Est, bureau R-4150, Montréal, H2X 3X2, agissant et représentée aux présentes par Sébastien Turbot, Directeur Exécutif, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 792380693
Numéro d'inscription TVQ : 1223577225

(ci-après nommé le **« Contractant »**)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant a pour mission de construire un meilleur avenir urbain ; à travers l'organisation d'évènements internationaux, la réalisation de travaux de recherche et la création de projets d'innovation urbaine.

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » :	Devis comprenant une description du mandat produit par la Ville.
1.2 « **Annexe 2** »	Description de la prestation de service du Contractant, incluant le bordereau complété.
1.2 « **Responsable** » :	Le Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

1.3 **« Unité administrative »** Le Service des infrastructures, de la voirie et des transports de la Ville.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et les Annexes 1 et 2 ci-jointes, pour concevoir une démarche de positionnement dans le cadre du projet de l'avenue McGill College.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et les Annexes 1 et 2 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 9 janvier 2019 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le 1er juin 2019, le tout sous réserve des articles 11 et 13.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux cent soixante douze et quatre cent soixante six dollars (272 466 $) couvrant tous les honoraires, tous les déboursés et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2.1 Les honoraires et les déboursés prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'article 4.1 de l'Annexe 1. Les dates prévues pour l'émission des cinq factures sont les suivantes :

8.2.2 le 21 janvier 2019;

8.2.3 le 4 février 2019;

8.2.4 le 4 mars 2019;

8.2.5 le 18 mars 2019;

8.2.6 le 1er avril 2019.

Chaque versement est conditionnel à ce que le Contractant ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder de deux cent soixante douze et quatre cent soixante six dollars (272 466 $).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.9, 9.2 et 10 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 et 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 et 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de Propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits d'auteur prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 315, rue Sainte-Catherine Est, bureau R-4150, Montréal, H2X 3X2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20 ,

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon,

Le e jour de 20 ,

FONDATION VILLES NOUVELLES CANADA

Par : _____
(Nom et titre)

Acquisition de Services professionnels



Services professionnels pour réaliser une démarche de positionnement dans le cadre du projet de l'avenue McGill College

DEVIS
30-11-2018, par V. About

1. Préambule

1.1 Projet de réaménagement de l'avenue McGill College

En avril 2018, la Ville de Montréal a annoncé son intention de transformer l'avenue McGill College afin de réaliser un vaste espace public au cœur du centre-ville.

Ce secteur de la ville est actuellement en pleine effervescence. Trois grands projets sont en planification ou en réalisation :

- L'implantation de la station McGill du Réseau express métropolitain (REM) nécessitera la démolition d'une partie de l'aménagement de surface actuel de l'avenue McGill College entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine. La Ville désire saisir l'opportunité d'arrimer les travaux de réaménagement de l'avenue McGill College avec la fin des travaux du REM.

- Le projet Sainte-Catherine Ouest phase 1, entre les rues De Bleury et Mansfield.

- Le Projet Nouveau-Centre, d'Ivanhoé Cambridge, qui prévoit des investissements totaux de 1G$, dont 200 M$ pour revitaliser l'Esplanade et transformer l'offre commerciale de Place Ville Marie. Le projet Nouveau-Centre prévoit également des rénovations importantes des bâtiments abritant le centre Eaton.

La conjoncture actuelle crée donc une opportunité unique pour la Ville de Montréal de réaliser ce projet d'envergure. Les objectifs initiaux du projet sont :

- Générer une nouvelle place publique unique et dynamique, lieu d'expression de la vitalité du centre-ville;
- Accompagner cette grande avenue dans sa transition vers un nœud de transports clés du centre-ville;
- Offrir une expérience et des vues uniques aux piétons dans ce secteur du centre-ville.

Ce mandat a été confié au Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT), plus précisément à l'équipe du projet Sainte-Catherine Ouest de la Direction de la gestion du portefeuille de projets.

1.2 Le secteur d'intervention du projet

Le secteur d'intervention du projet comprend l'avenue McGill College entre les rues Cathcart et Sherbrooke Ouest.

Cette avenue possède quatre tronçons distincts qui relient l'esplanade de la Place Ville-Marie à l'entrée de l'Université McGill. Le projet vise le réaménagement de ce vaste espace d'environ 12 000 m^2 en place publique, soit les quatre tronçons. Il est prévu que la circulation automobile demeurera permise sur les rues transversales, telles que Sherbrooke, le boulevard de Maisonneuve, l'avenue du Président-Kennedy, etc.

2. Démarche de conception du projet

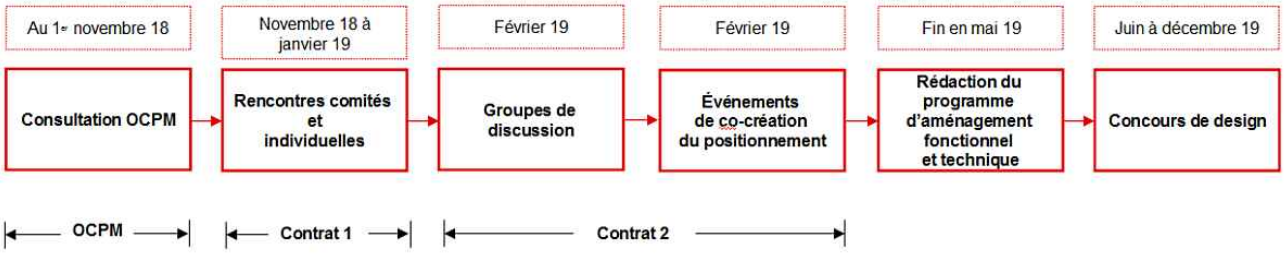


Figure 1 : Organigramme de la démarche de conception du projet

2.1 Consultation publique portée par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM)

L'avenue McGill College est riche en histoire. Pendant un siècle, et presque sans interruption, promoteurs, propriétaires, citoyens et concepteurs ont envisagé une multitude de projets visant à la transformer. En 1984, cette avenue a été, au cœur d'une des premières prises de position publiques pour la modification d'un projet d'aménagement. L'avenue McGill College, telle qu'on la connaît aujourd'hui, notamment avec ses magnifiques vues sur le mont Royal, a ainsi pu être protégée grâce à l'intervention citoyenne.

Près de 35 ans plus tard, à l'amorce de la conception d'un nouvel aménagement et d'une transformation majeure de l'espace, la consultation a permis à toutes les parties prenantes intéressées d'exprimer leurs aspirations pour la place et ainsi de s'assurer d'offrir à terme un espace qui conviendra à tous les usagers, qu'ils soient Montréalais, travailleurs, gens de la communauté d'affaires ou touristes, pour les décennies à venir.

L'OCPM a mené cette démarche aux mois d'octobre et novembre 2018 en proposant au public une série d'activités de consultation. Le rapport de consultation et les recommandations seront disponibles au début janvier 2019 et seront un intrant important pour les futures étapes de conception, dont la démarche de positionnement.

2.2 Études réalisées ou en cours

En parallèle de la consultation publique, le Donneur d'Ordre a réalisé, ou est en appel d'offres, pour réaliser diverses études. Ces études comprennent notamment :

- Étude de l'évolution architecturale, urbaine et paysagère - Caractérisation identitaire de l'avenue McGill College (réalisée);
- Étude d'impacts sur la circulation d'une piétonnisation de l'avenue McGill College (réalisée);
- Étude de projets comparables pertinents et inspirants (livrable : novembre 2018);
- Portrait économique de l'avenue McGill College (livrable : janvier 2019);
- Étude d'opportunité touristique dans le cadre du projet de l'avenue McGill College (livrable : janvier 2019);
- Étude de caractérisation urbaine (livrable : février 2019).

Ces études ont contribué à nourrir la réflexion, notamment concernant l'identification des thématiques, des enjeux et des experts à mobiliser dans le cadre des prochaines étapes de conception.

2.3 Comités de projet

Afin de l'accompagner dans la conception de ce projet, l'équipe de projet du SIVT a mis en place deux comités qui suivent le projet et guident l'équipe projet à travers les différentes étapes de conception.

1. Le comité d'aménagement

Ce comité est composé de professionnels des services corporatifs de la Ville de Montréal et de l'Arrondissement Ville-Marie identifiés pour leur expertise dans des domaines reliés au projet (transports et circulation, design urbain, parcs et espaces verts, patrimoine, art public, stratégies de concours). Son rôle est d'accompagner et encadrer, de par leurs diverses expertises, la démarche de conception du projet.

2. Le comité d'accompagnement

Le comité d'accompagnement est composé de représentants de divers milieux montréalais qui accompagnent le projet.

- Chambre de commerce du Montréal métropolitain;
- Conseil régional de l'environnement de Montréal;
- Héritage Montréal;
- Institut de développement urbain;
- Destination centre-ville;
- Tourisme Montréal;
- Forum Jeunesse de l'île de Montréal;
- Interaction du quartier Peter-McGill;
- Table de concertation du quartier des grands jardins;
- Nik Luka (Université McGill);
- Thomas-Bernard Kennif (UQAM);
- Carmela Cucuzzela (Université Concordia).

2.4 Programme d'aménagement fonctionnel et technique

Le Donneur d'Ordre s'adjoindra de services professionnels en aménagement pour la rédaction d'un programme d'aménagement fonctionnel et technique pour la future place McGill College.

Le consultant responsable de rédiger le programme aura la responsabilité de traduire l'ensemble des résultats issus des études et des activités de consultation et de positionnement dans un programme d'aménagement.

Il participera directement à des rencontres de travail avec l'Adjudicataire. L'Adjudicataire devra pour sa part s'assurer de livrer l'ensemble de l'information nécessaire dans un format qui permettra au consultant responsable de la rédaction du programme de l'analyser et l'intégrer dans le programme.

3. Mandat

3.1 Description du mandat

Le mandat vise à réaliser la démarche de positionnement conçu dans le contrat 1, identifié dans l'organigramme illustrant la démarche de conception à la page 3.

La démarche de positionnement est composée de groupes de discussion (janvier), d'un événement de co-création d'un positionnement en présence d'experts internationaux et locaux ainsi que d'une activité de restitution auprès du grand public (février).

3.2 Description détaillée du mandat

3.2.1 Coordination générale

Rencontres travail – équipe projet

Des rencontres de travail (10) sont à prévoir régulièrement avec l'équipe de projet. Ces rencontres de travail viseront à guider l'Adjudicataire dans son travail et à le soutenir activement dans la définition et la production de contenu en lien avec les questions d'aménagement.

Le Donneur d'Ordre prévoit jouer un rôle important dans la définition des thématiques des différentes activités.

De plus, certains contenus ou documents seront produits par le Donneur d'Ordre, l'Adjudicataire devra assurer une entière collaboration pour assurer une cohérence entre ces contenus et les activités.

Bilan d'avancement

Le bilan d'avancement du projet devra être mis à jour chaque semaine.

Ce bilan, monté dans le cadre du contrat 1, est composé des éléments suivants :

- Un échéancier indiquant le % d'avancement et l'état des activités (approuvé, en attente, à présenter, à réaliser);
- Un budget indiquant budget initial, budget révisé (pour les honoraires et les déboursés);
- Une synthèse de l'avancement indiquant les enjeux et les points en suspens.

Comités de projet (2)

Suite à la tenue de l'événement de positionnement et la session de restitution, deux (2) rencontres seront organisées avec les comités de projet (comité d'aménagement et comité d'accompagnement). L'objectif de ces rencontres est de présenter une synthèse des résultats aux participants afin de formuler une recommandation sur le positionnement à retenir.

En amont de ces rencontres, l'Adjudicataire devra produire un document de présentation synthèse des résultats des activités qui servira de support de discussion.

Les services et les livrables attendus de la part de l'Adjudicataire pour les deux (2) rencontres sont détaillés dans *l'annexe 1 – Tableau du partage des responsabilités et tâches Ville/New Cities*, dans la section 1 du tableau.

Élus

Par la suite, une présentation sera faite aux élus des résultats des activités ainsi que de la recommandation des comités projet pour une validation finale du positionnement.

Les services et les livrables attendus pour la présentation pour validation- élus et partenaires, sont détaillés dans l'*annexe 1 – Tableau du partage des responsabilités et tâches Ville/New Cities*, dans la section 1 du tableau.

3.2.2 Groupe de discussions et ateliers avec les propriétaires riverains

Six (6) à huit (8) groupes de discussions thématiques auront lieu avant l'événement de co-création (janvier) afin d'explorer certaines thématiques ciblées lors du contrat 1. Un (1) groupe de discussion sera également organisé après l'événement de co-création (mars) afin d'aborder la question de la gouvernance en lien avec le positionnement retenu.

Deux (2) ateliers seront organisés avec les propriétaires riverains (avant et après l'événement de co-création).

Le livrable pour ces rencontres est la rédaction d'une synthèse qui permet de faire ressortir les grandes thématiques et conclusions des discussions tenues.

Les services et les livrables attendus pour les groupes de discussions et ateliers avec les propriétaires riverains, sont détaillés dans l'*annexe 1 – Tableau du partage des responsabilités et tâches Ville/New Cities*, dans la section 2 du tableau.

3.2.3 Événement de co-création

L'événement de co-création du positionnement se tiendra sur deux (2) jours (28 février et 1er mars).

Les services et les livrables attendus pour l'événement de co-création, pour la planification et la réalisation de l'événement, sont détaillés dans l'*annexe 1 – Tableau du partage des responsabilités et tâches Ville/New Cities*, dans la section 3 du tableau.

3.2.4 Session de restitution

La session de restitution se tiendra le lendemain (2 mars) de l'événement de co-création et invitera l'ensemble de la communauté montréalaise à venir travailler autour des positionnements formulés.

Les services et les livrables attendus pour les groupes de discussions et ateliers avec les propriétaires riverains, sont détaillés dans l'*annexe 1 – Tableau du partage des responsabilités et tâches Ville/New Cities*, dans la section 4 du tableau.

3.2.5 Rapport

Suite à la tenue des activités qui composent la démarche de positionnement, un rapport devra être réalisé.

Le rapport devra présenter la démarche, la participation (nombre et noms), les limites, une synthèse des résultats et informations collectés par activités et l'argumentaire qui y mène.

Une table des matières devra être remise pour validation de la part du Donneur d'Ordre. Une version pour commentaires devra également être remise avant la version finale.

Les services et les livrables attendus pour les groupes de discussions et ateliers avec les propriétaires riverains, sont détaillés dans l'*annexe 1 – Tableau du partage des responsabilités et tâches Ville/New Cities*, dans la section 5 du tableau.

3.2.6 Stratégie et accompagnement en communication

Pour accompagner l'ensemble des activités de la démarche de positionnement, des activités de communication seront pensées et réalisées par New Cities pour accompagner le Donneur d'Ordre.

Les services et les livrables attendus pour les groupes de discussions et ateliers avec les propriétaires riverains, sont détaillés dans l'*annexe 1 – Tableau du partage des responsabilités et tâches Ville/New Cities*, dans la section 6 du tableau.

3.3 Modalités des livrables

Les livrables mentionnés dans les sections précédentes du présent document devront répondre, à moins d'avis contraire du Donneur d'Ordre, aux spécifications décrites dans la présente section concernant :

- Les formats;
- Les remises aux étapes d'avancement;
- Les délais de commentaires de la part du Donneur d'Ordre;
- La qualité des livrables.

3.3.1 Formats des livrables

Le format des différents types de livrables est spécifié dans le tableau qui suit :

Type de livrable	**Formats**
Documents (C.R, programmation, etc.)	Word et PDF
Présentation	PowerPoint et PDF

Listes	Word ou Excel et PDF
Tableau	Excel et PDF
Échéancier	Excel, MsProject, Indesign et PDF
Budget	Excel et PDF

Tableau 1 : Spécification sur les formats des livrables

De plus, les photographies ou autres visuels (figure, tableau, etc.) servant à illustrer les documents et les présentations, ainsi que leur source, devront aussi être remis dans un fichier à part dans leur format d'origine. Cela permettra au Donneur d'Ordre de les réutiliser dans de futures présentations ou rapports.

3.3.2 Délai pour émission des commentaires

L'Adjudicataire devra prendre en compte dans son plan de travail des délais de cinq jours ouvrables, afin que le Donneur d'Ordre puisse émettre ses commentaires sur les livrables remis. Il pourra continuer à travailler pendant cette période, mais pourra se voir demander de réajuster des éléments par la suite, notamment après la présentation aux élus.

3.3.3 Qualité des livrables

Le Donneur d'Ordre se réserve le droit d'appliquer des pénalités en cas de non-qualité des livrables exigés au Contrat et émis par l'Adjudicataire. Par non-qualité des livrables, on entend :

- Plans ou autres visuels comportant des erreurs de conception, de cotes, de dimensionnement, d'écriture (incluant les fautes d'orthographe), de référence (i.e. référence au mauvais détail, coupe, croquis normalisé, numéro de dessin), du non-respect des normes en usage (fédérales, provinciales ou municipales) ou omission;
- Document comportant des erreurs d'orthographe, de syntaxe, de référence (article, norme, document normalisé, numéro de dessin, de croquis, etc.) ou des omissions;

Pour tout livrable non conforme à un standard de qualité acceptable et qui serait constaté par le Donneur d'Ordre, une pénalité sera appliquée (voir *annexe 2- Pénalités*).

L'Adjudicataire sera alors avisé par un avis écrit. Le Donneur d'Ordre se réserve le droit d'appliquer cette pénalité à plusieurs reprises si le constat de non-conformité se reproduit.

3.3.4 Calendrier préliminaire

Le calendrier préliminaire de ce mandat est détaillé dans l'*annexe 1 – Tableau du partage des responsabilités et tâches Ville/New Cities.*

4. Formule de prix

4.1 Formule forfaitaire

La facturation est forfaitaire. **Seuls les services rendus seront payés**.

Le prix soumis comprend la fourniture de tous les services et de tous les biens visés par le contrat, notamment les profits, les frais généraux et toutes autres dépenses inhérentes à la réalisation du contrat ainsi que la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ).

Le paiement des honoraires et des déboursés se fera en cinq versements selon l'avancement du projet. Ces versements sont basés sur les activités mentionnées au bordereau. Les paiements des honoraires seront effectués de la manière suivante :

- 75% suite à la réalisation d'une activité;
- 25 % restant sur réception du livrable final.

Le paiement des frais associés à la coordination générale sera fait en quatre fois, inclus dans les factures ci-mentionnées (25% du montant total alloué à la coordination générale par facture).

Le paiement des honoraires associés aux activités de communication ainsi qu'à la rédaction du rapport sera fera selon les lignes indiquées au bordereau, lorsqu'elles auront été réalisées à 100%.

4.2 Déboursés

Une enveloppe pour déboursés est prévue dans le cadre de ce contrat pour soutenir l'organisation des différentes activités mentionnées dans le présent devis.

Avant d'être engagé, tout déboursé admissible doit avoir été préalablement autorisé, par écrit, par le Donneur d'Ordre et sera remboursé uniquement sur présentation des pièces justificatives.

4.3 Déboursés non remboursables

À titre indicatif, et sans s'y limiter, les frais suivants ne peuvent faire l'objet d'une autorisation de déboursés :

- Les frais de déplacement entre le lieu de travail désigné dans le Contrat et les bureaux du contractant ainsi que les frais de stationnement, s'il y a lieu;
- Les frais de déplacement et de stationnement pour une assignation d'une journée complète au même lieu de travail;
- Les frais de kilométrage et de stationnement pour les trajets des ressources du contractant entre leur domicile et le lieu de travail;
- Les équipements de base pour réaliser l'objet du Contrat, tels les équipements de sécurité des employés, tous les frais de téléphones cellulaires intelligents ou non, les ordinateurs, les télécopieurs et les instruments de mesure et de localisation;
- Les logiciels utilisés;
- Tous les équipements situés au bureau de l'adjudicataire ou qui ne font pas partie des items détaillés dans les documents d'appel d'offres;
- Les bureaux, installations temporaires ou équipements spécialisés requis de façon continue ou aléatoire pour la réalisation du mandat;
- Les frais de poste;

- Les frais d'expert dont le champ de pratique n'est pas relié directement aux travaux faisant l'objet de l'appel d'offres;
- L'abonnement et frais de cotisation à une association, ordre professionnel ou autre.

1.4 Facturation

Les factures adressées à la Ville doivent contenir les informations suivantes :

- le numéro de la facture;
- la date d'émission et la période couverte par la facture;
- le montant de la facture et le montant facturé avant cette facture, le tout ventilé comme le plan de travail;
- le pourcentage d'avancement des honoraires ventilé comme le plan de travail;
- l'identification du fournisseur, incluant ses numéros de taxe sur les produits et services (T.P.S.) et de taxe de vente du Québec (T.V.Q.);
- le numéro du bon de commande;
- la confirmation, le cas échéant, de l'achèvement d'une étape signifiant qu'il n'y aura plus de facturation concernant cette étape.

Les documents suivants doivent être joints à la facture :

- le rapport d'avancement réel dûment complété, selon l'exemple convenu entre les parties;
- une liste des déboursés remboursables, les factures correspondantes et les pièces justificatives.

L'Adjudicataire doit joindre, lors du dépôt de sa soumission, un spécimen de facture présentant les renseignements énumérés ci-dessus.

1.4.1 Adresse de facturation

Toutes les factures et les notes de crédit originales doivent parvenir à l'adresse suivante :

Ville de Montréal
sivtsoutiengrandsprojets@ville.montreal.qc.ca

L'Adjudicataire doit envoyer une copie de chaque facture émise aux adresses inscrites sur les bons de commande émis par chacune des unités d'affaire de la Ville.

Annexe 1

Services professionnels pour réaliser une démarche de positionnement dans le cadredu projet de l'avenue McGill College

RACI	
R	Réalise
A	Approuve
C	Est consulté
I	Est informé
P	Participe

Section	Tâches	New-Cities	Ville	Livrable	Échéance
1	**Coordination générale**				
	Participer à des rencontres de travail avec équipe projet (10)	R	P		Dates à déterminer
	Mettre à jour le bilan d'avancement chaque semaine	R	A	Bilan d'avancement	Hebdomadaire
	Présentations pour valider les résultats de la démarche				Semaine 6 mars
	Com. Aménagement (1)				
	Convoquer la rencontre		R		
	Réserver la salle		R		
	Préparer la rencontre et le document de présentation	R		Document de présentation	
	Présenter une synthèse préliminaire des résultats	R			
	Animer la rencontre	R			
	Rédiger une synthèse	R	A	Synthèse (1)	
	Com. Accompagnement (1)				Semaine 6 mars
	Convoquer la rencontre		R		
	Réserver la salle		R		
	Préparer la rencontre et le document de présentation	R	A	Document de présentation	
	Présenter une synthèse préliminaire des résultats	R			
	Animer la rencontre	R			
	Faire le bilan avec l'équipe	R	P		
	Élus (3)				
	Préparer la rencontre et le document de présentation	R	A	Document de présentation	
	Présenter aux élus avancement (résultats groupe discussion, contenu et thématiques, st	R	P	Présentation (1) faite une (1) fois	Semaine 21 janvier
	Présenter résultats de l'événement	R	P	Présentation (1) faite deux (2) fois	Semaine du 11 mars
	Présenter le rapport final	R	P	Présentation (1) faite deux (2) fois	Semaine du 8 avril
	Groupes de discussion (6-8) + (1)				Semaine du 14 janvier
	Coordonner la logistique des activités (vérification salle, accueil participants, acceuil traiteur)	R			
	Préparer les rencontres et les contenus nécessaires	R	A	Documents de présentation	
	Animer les rencontres	R			
	Rédiger les synthèses des groupes de discussion	R	A	Synthèses (6-8) +(1)	
	Traduire les résultats dans un document synthèse pour positionnement	R	C/A	Document synthèse des éléments à retenir (1	
	Organiser le groupe discussion sur la Gouvernance	R			Semaine 29 mars
	Atelier avec les propriétaires riverains (2)				Janvier et mars
	Convoquer la rencontre		R		
	Réserver la salle		R		
	Coordonner la logistique des activités (vérification salle, accueil participants, acceuil traiteur)	R			
	Préparer les rencontres et les contenus nécessaires	R	C		
	Animer la rencontre	R			
	Rédiger les synthèses des ateliers avec les propriétaires riverains	R	A	Synthèses (2)	
3	**Événement de co-création**				Janvier/ février
	Planification				
	Définir les thématiques/ messages clés pour l'événement	C	R		
	Préparer les activités et les contenus nécessaires	C	R	Document de prébrief / contenus nécessaires	
	Rencontrer consultants du programme (1)	R	P		
	Entretenir les relations avec participants (réponse questions, etc.)	R			
	Coordonner la logistique des activités (réservation de la salle, achats billets d'avion, résever les chambres d'hôtel, organisation de l'acceuil des participants)	R		Bilan d'avancement mis à jour	
	Réalisation				28 février et 1er mars
	Coordonner la logistique des activités (vérification salle, accueil participants, acceuil traiteur)	R			
	Animer toutes les activités	R			
	Rédiger la synthèse des activités (nb participants, type activité, discussion, conclusions)	R		Synthèse des activités (1)	
	Revenir sur expérience avec équipe projet (1)	R	P		
	Rencontrer consultants du programme (1)	R	P		
	Rédiger le compte rendu rencontre travail consultant prog	R			
	Analyser l'information produite pendant événement	R	C/A		
4	**Session de restitution**				Janvier
	Coordonner les invitations	R			
	Définir les thématiques/ messages clés pour l'événement	R	C/A		
	Préparer les activités et les contenus nécessaires	R	C/A	Contenus nécessaires	
	Coordonner la logistique des activités (vérification salle, accueil participants, acceuil traiteur)	R			
	Animer l'activité	R			02-Mar
	Rédiger la synthèse de l'activité (nb participants, type activité, discussion, conclusions)	R	C/A	Synthèse de l'activité (1)	
	Revenir sur expérience avec équipe projet (1)	R	R		
	Rencontrer consultants du programme (1)	R	R		
	Analyser l'information produite pendant événement	R	C/A		
5	**Rapport ***				Semaine du 1er avril
	Rédiger la synthèse - intégration des comptes rendus de toutes les activités	R	A	Rapport pour commentaires et puis rapport final (1)	
6	**Stratégie et accompagnement en communication**				
	Rédiger les messages clés pour les différentes étapes / activités	R	C/A	Documents avec messages clés	Semaine 8 janvier
	Développer et réaliser une stratégie d'engagement des ambassadeurs	R	C/A		À déterminer
	Développer une campagne d'engagement réseaux sociaux pré-événement	R	C/A	10-15 posts, 5 à 7 visuels	Semain du 15 janvier
	Animer page Facebook de l'événement pour mobiliser	R	C/A		Continu avant 28 févr.
	Prises de vidéos et de photos de l'événement	R	C/A	Vidéos et photographies de l'événement	28 févr., 1et 2 mars
	Développer une campagne d'engagement réseaux sociaux post-événement	R	C/A	10 à 15 posts, 5 à 7 visuels	Sem. 4 mars
	Mettre en œuvre une démarche RP- médias locaux et inetrnationaux post-événement	R	C/A		À déterminer
	Développer une campagne d'engagement réseaux sociaux - publication rapport	R	C/A	2 à 4 posts, 1 visuel	Sem. 25 mars

Projet McGill College

Exercice de Positionnement et de Vision

Présentation -
12 décembre 2018



newcities

Le processus

1. **Etat des lieux & Groupes de discussion**
   Novembre à Février

2. **Événement de co-création du positionnement**
   28 février & 1 Mars

3. **Session de restitution publique**
   2 Mars

4. **Rapport et préparation des prochaines étapes**
   Avril

1 Etat des lieux

Objectifs:

- Développer une compréhension exhaustive du contexte

Activités:

- NewCities prévoit de rencontrer au cours des prochaines semaines une sélection de parties prenantes pour bonifier la démarche au cours d'entrevues individuelles et de groupes de discussion.
    - Premières rencontres individuelles avec les propriétaires riverains
    - Rencontres avec les institutions (ex. Université McGill, Musée McCord, etc.)
    - Groupes de discussions thématiques

1 Etat des lieux: Groupes de discussion

Les 6-8 groupes de discussion rassembleront chacun une dizaine de personnes autour de discussions thématiques pour mieux explorer les sujets d'intérêt.

Thèmes des sessions

1. Le rôle des espaces publics dans les centre-villes des grandes métropoles
2. McGill College: l'esprit du lieu
3. La place des créateurs locaux dans le centre-ville de Montréal
4. L'ADN de Montréal
5. La vie étudiante dans l'espace urbain

Suite à l'événement de co-création: La future gouvernance du lieu

2 Événement de co-création du positionnement

Format: 2 jours pour 40 pax. Mélange de parties prenantes (20-25), d'experts locaux (10-15) et internationaux (5-10).



Objectifs:

- Des visions sont créées et itérées de manière collaborative (1-3 visions)
- Les visions sélectionnées sont prototypées, testées et itérées de nouveau

Processus:

- Un mélange de plénières et de sessions interactives et créatives;
- Présentation sur les scénarios imaginables et leçons tirées d'autres exemples par les experts internationaux.

3 Session de restitution publique

Objectifs:

- Partager les résultats de l'événement avec la communauté et solliciter des avis.
- Appropriation et engagement du grand public

Format:

- Samedi matin, avec activités pour les familles (service de garde) et rafraîchissements. Retransmis en direct.
- 150-200 participants, incluant les participants de l'événement de co-création. Les participants aux groupes de discussion sont prioritaires.
- Invitations ouvertes avec RSVP
- Activités: séance de présentation et ateliers de réappropriation.

Suite à l'événement de co-création et la restitution: deuxième série de rencontres avec les propriétaires riverains.

4 Rapport final

Suite à la session de restitution publique.

Objectifs de communication

Objectifs:

1. Intéresser et susciter l'adhésion des publics cibles à la démarche de positionnement
2. Démontrer la capacité de la Ville à mobiliser les expertises d'ici et d'ailleurs pour mener à bien une démarche de planification urbaine pour le projet McGill College
3. Démontrer aux employés de la Ville, une gestion exemplaire et innovante d'un grand projet

Afin d'atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus, notre stratégie de communication sera basée sur une importante présence sur les plateformes numériques de la Ville et de NewCities à travers de multiples formats.

Rappel des enjeux à venir

Groupes de discussion:

- Finalisation des thématiques à aborder
- Constitution des listes des participants à inviter aux groupes

Événement de co-création:

- Approbation de la liste des invités:
  - Liste parties prenantes et experts locaux
  - Liste experts internationaux
- Envoi des premières invitations, notamment pour les internationaux, **avant le 7 décembre**
- Finalisation des “packages” pour les invités internationaux

Annexe: Stratégie de communication

Activités	Objectifs de communication	Séquençage
Messages clés (conception, rédaction) et convenir des objectifs finaux	1, 2 et 3	Avant l'exercice
Développement et mise en oeuvre d'une stratégie d'engagement d'ambassadeurs (ex.: 'invité d'honneur, élus, participants, partie prenantes) : prise de paroles, citations pour réseaux sociaux, etc	1 et 2	En continu
Campagne d'engagement réseaux sociaux pour mobiliser pour la session de restitution (avec objectif de 200 pax). NC agit en “marque blanche” pour la ville. Création et rédaction d’entre 10 et 15 posts (en deux langues) et Création d’entre 5 à 7 visuels (en deux langues)	1 et 2	Avant l'exercice
Page Facebook de l'événement de restitution : création, mise à jour contenus et info, monitoring, community management (deux langues : français et anglais) - en collaboration avec les équipes de la ville de Montréal	1 et 2	Avant et pendant l'exercice
Captation vidéo et photos de l'événement de co-création et de restitution + livestream sur Facebook de l'événement de restitution	1, 2 et 3	Pendant l'exercice

Annexe: Stratégie de communication (2)

Activités	Objectifs de communication	Séquençage
Campagne d'engagement réseaux sociaux pour post-événement. NC agit en “marque blanche” pour la ville. Création et rédaction d’entre 10 et 15 posts (en deux langues) et Création d’entre 5 à 7 visuels (en deux langues)	1 et 2	Après l'exercice
Démarche RP d'engagement média locaux et internationaux suite à l'exercice et au moment de la publication du rapport de positionnement	1 et 2	Publication du rapport
Campagne d'engagement réseaux sociaux pour diffuser le contenu du rapport de positionnement. NC agit en “marque blanche” pour la ville. Création et rédaction d’entre 3 et 6 posts (en deux langues) et création d’entre 1 à 3 visuels (en deux langues)	1, 2 et 3	Publication du rapport

Annexe- Bordereau de prix
Services professionnels pour la réalisation d'une démarche de positionnement pour le projet McGill College
Les montants soumis doivent être exprimés en dollars canadiens.

Activités	Montant
Coordination générale	13000
Groupes de dicussions et ateliers propriétaires riverains	17000
Planification de l'événement de co-création	24000
Réalisation de l'événement de co-création	15000
Session de restitution	17000
Rapport	12000
Messages clés	1725
Stratégie d'engagement des ambassadeurs	3785
Campagne d'engagement réseaux sociaux pré-événement	2525
Animation page Facebook	5375
Prises de vidéos et de photos de l'événement	3625
Campagne d'engagement réseaux sociaux post-événement	3000
Démarche RP- média locaux et internationaux post-événement	3600
Développer une campagne d'engagement réseaux sociaux - publication rapport	1500
Sous-totaux des honoraires	**123 135 $**
Contingences pour imprévus (10 % des honoraires)	12 314 $
Déboursés	101 530 $
Sous-total des honoraires, contingences et déboursés	**236 979 $**
Taxe sur les produits et services (5 %) :	11 849 $
Taxe de vente provinciale (9,975 %) :	23 639 $
TOTAL (honoraires, contingences, déboursés et taxes)	**272 466 $**

Nom de la compagnie		
Fondation Villes Nouvelles Canada		
Adresse: 315 Rue Sainte-Catherine Est, QC H2X 3X2		
Ville	Code postal	
Nom de la personne responsable (en majuscules) STEPHANIE GRANDPERRET		
Signature du responsable 	Date 12 décembre 2018	
	Jour Mois	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187736002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Octroyer un contrat de service, de gré à gré, à l'OBNL Fondation Villes Nouvelles Canada (New Cities Foundation), pour réaliser une démarche de positionnement pour le projet McGill College, pour une somme de 141 574 $, taxes incluses. Dépense totale de 272 466 $, incluant les taxes (honoraires professionnels : 141 574 $ + déboursés : 116 734 $ + contingences : 14 158 $) / Approuver un projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SUM 1187736002 BF.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-12

Maria BARDINA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2563
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.08

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1184139002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente de collaboration entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal visant à confier au ministère la réalisation des travaux d'achèvement du réaménagement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX dans le cadre des travaux de réfection du pont Pie-IX et autoriser une dépense maximale de 4 682 931,75 taxes incluses, pour les travaux et dépenses incidentes afférents

Il est recommandé :

1. d'approuver l'entente de collaboration entre le ministère des Transports du Québec (MTQ) et la Ville de Montréal visant à confier au Ministère la réalisation des travaux d'achèvement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX dans le cadre des travaux de réfection du pont Pie-IX;
2. d'autoriser à cette fin une dépense maximale de 4 682 931,75$ taxes incluses pour la réalisation par le MTQ d'activités municipales prévues au projet d'entente;
3. d'autoriser la Direction de la gestion du portefeuille de projets du Service des infrastructures, de la voirie et des transports à signer tout document déposé par le MTQ pour paiement de ces travaux;
4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera assumée à 95,2% par la Ville de Montréal et à 4,8% par la CSEM.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-06 17:39

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184139002**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente de collaboration entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal visant à confier au ministère la réalisation des travaux d'achèvement du réaménagement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX dans le cadre des travaux de réfection du pont Pie-IX et autoriser une dépense maximale de 4 682 931,75 taxes incluses, pour les travaux et dépenses incidentes afférents

CONTENU

CONTEXTE

Le ministère des Transports du Québec (MTQ) prévoit des travaux majeurs de réfection du pont Pie-IX à compter de 2019, dont la réparation des piles, le remplacement et l'élargissement du tablier pour y intégrer notamment les infrastructures requises du Service rapide par bus (SRB) Pie-IX ainsi qu'une piste polyvalente (piétons et cyclistes) du côté est de l'ouvrage.
Au printemps 2012, la Ville de Montréal a entrepris les travaux de réaménagement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX dans l'arrondissement de Montréal-Nord, à l'extrémité sud du pont Pie-IX. Le concept retenu pour le réaménagement du carrefour prévoyait le remplacement de l'échangeur de type autoroutier par un carrefour à niveau non étagé, géré par des feux de circulation, tout en intégrant les besoins du futur SRB Pie-IX et en tenant compte de la future géométrie du pont Pie-IX développée par le MTQ. À ce jour, plus de 90% du réaménagement de cette entrée de ville a été réalisé. Certains travaux au nord du boulevard Henri-Bourassa n'ont cependant pas pu être complétés puisqu'ils ne pouvaient être réalisés qu'une fois l'élargissement du pont Pie-IX effectué par le MTQ sur la rive montréalaise. Les travaux d'achèvement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX consistent essentiellement à :

- arrimer la chaussée et les trottoirs du boulevard Pie-IX aux abords du pont Pie-IX élargi;
- construire le terre-plein central aménagé du boulevard Pie-IX, au nord du boulevard Henri -Bourassa;
- installer un feu de circulation à la sortie du pont Pie-IX, au nord du boulevard Henri-Bourassa, permettant la mise en service de la bretelle située dans le quadrant nord-est du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX;
- aménager une piste cyclable reliant la piste polyvalente prévue sur le pont Pie-IX à celle existante sur le boulevard Gouin;
- procéder à l'aménagement paysager du terrain situé à l'est du pont Pie-IX et compris entre les boulevards Gouin et Henri-Bourassa.

Considérant que la gestion des travaux de réfection du pont Pie-IX et d'achèvement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX par le MTQ générerait des avantages opérationnels et

économiques pour les deux parties, il est de l'intérêt de la Ville et du Ministère de conclure une entente de collaboration visant à confier au MTQ la réalisation des travaux d'achèvement du carrefour, dans le cadre des travaux de réfection du pont Pie-IX. L'intégration des travaux municipaux aux travaux de réfection du pont permettrait en outre de diminuer la durée totale des entraves sur le pont Pie-IX puisque les travaux municipaux seraient alors réalisés à l'intérieur du calendrier des travaux du MTQ. Le Ministère agirait à titre de maître d'œuvre dans la réalisation de ce projet intégré. Il est prévu que les travaux soient réalisés entre 2019 et 2023.

À cet effet, la Direction de la gestion du portefeuille de projets du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) a collaboré avec le MTQ pour élaborer un protocole d'entente afin d'encadrer le partage des responsabilités et des coûts du projet.

Étapes terminées :

	Coût (taxes incluses)	**Date de début**	**Date de fin**
· Réalisation des études d'avant-projet du réaménagement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX	479 493 $	Mars 2010	Décembre 2010
· Acquisition du 11401 Pie-IX	3 019 406 $	Septembre 2010	Septembre 2010
· Déconstruction sélective du 11401 Pie-IX	128 044 $	Septembre 2011	Décembre 2011
· Réalisation des plans et devis des travaux du réaménagement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX, lot 1	3 255 339 $	Mars 2011	2012
· Travaux préparatoires de Bell: 1110322001	226 893 $	Printemps 2012	Printemps 2012
· Travaux préparatoires de Gaz Métro: 1115322002	421 857 $	Printemps 2012	Printemps 2012
· Travaux préparatoires de Hydro-Québec: 1115322003	120 723 $	Printemps 2012	Printemps 2012
· Réalisation des travaux du lot 1 pour le réaménagement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX (GDD 1120266008)	9 179 155 $	Juin 2012	Novembre 2012
· Réalisation des travaux du lot 2 pour le réaménagement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX	26 498 314 $	Juillet 2013	Octobre 2015
· Fabrication et installation de l'œuvre d'art public	1 100 000 $	automne 2013	Été 2015

Étape faisant l'objet du présent dossier :

	Date de début prévue	**Date de fin prévue**
· Approuver l'entente de collaboration avec le MTQ visant à confier au Ministère la gestion des travaux d'achèvement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX dans le cadre des travaux de réfection du pont Pie-IX	Octobre 2018	Décembre 2023

Étape à venir :

	Date de début prévue	Date de fin prévue
· Octroi du contrat de réfection du pont Pie-IX par le MTQ et travaux	Printemps 2019	Décembre 2023

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM 130959 - 24 septembre 2013 - Accorder un contrat de services professionnels à BGL (Jasmin Bilodeau, Sébastien Giguère, Nicolas Laverdière), pour une somme de 1 100 000 $, incluant les taxes et les contingences, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art public qui sera intégré au projet du carrefour Pie IX / Henri-Bourassa.
CM13 0449 - 27 mai 2013 - Octroi d'un contrat à L.A. Hébert Ltée, pour le réaménagement du carrefour Henri-Bourassa - Pie IX - Reconstruction de pavage, de trottoirs, de conduites d'eau secondaires, d'égouts unitaires, là où requis, et démolition du viaduc Henri-Bourassa - Lot 2, Arrondissement : Montréal-Nord. - Dépense totale de 26 498 314,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 227204 (Résolution 1124822026)

CM13 0231 - 19 mars 2013 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 19 200 000 $ pour le financement des travaux du réaménagement de l'intersection Henri-Bourassa - Pie-IX ».(1124139003)

CM12 0842 - 24 septembre 2012 - Octroi d'un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, pour la restructuration de son réseau, dans le cadre du réaménagement du carrefour Henri-Bourassa - Pie-IX, pour une somme maximale de 874 729,80 $, taxes incluses - fournisseur unique.(1125322002)

CM12 0716 - 29 août 2012 - Autorisation d'une dépense additionnelle de 1 507 417,76 $, taxes incluses, pour l'ajustement des plans et devis et la surveillance des travaux résultant de la bonification et des ajustements apportés au projet de réaménagement du carrefour Henri-Bourassa - Pie-IX.(1125166001)

CM12 0700 - 29 août 2012 - Octroi d'un contrat gré à gré à Vidéotron par la déviation de son réseau, dans le cadre du réaménagement du carrefour Henri-Bourassa - Pie-IX, pour une somme maximale 123 074,45 $, taxes incluses - fournisseur unique.(1125322001)

CM12 0310 - 17 avril 2012 - Octroi d'un contrat à L.A. Hébert Ltée, pour le réaménagement du carrefour Henri-Bourassa - Pie IX - Reconstruction de pavage, de trottoirs, de conduites d'eau secondaires, d'égouts unitaires, là où requis, et démolition du viaduc Henri-Bourassa - Lot 1, Arrondissement : Montréal-Nord. Dépense totale de 9 179 155,54 $, taxes incluses. (1120266008)

CM12 0122 - 20 février 2012 - Octroyer un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement du carrefour Henri-Bourassa/Pie-IX, pour la déviation permanente de ses conduites, sur les boulevards Henri-Bourassa et Pie-IX, pour la somme maximale de 421 857,16 $ taxes incluses - fournisseur unique**.**(1115322002)

CM12 0121 - 20 février 2012 - Octroyer un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, pour la déviation temporaire de son réseau dans le cadre du réaménagement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX, pour la somme maximale de 120 723,72 $ taxes incluses- fournisseur unique.(1115322003)

CE11 1277 - 17 août 2011 - Octroyer un contrat de gré à gré à Bell Canada, dans le cadre du réaménagement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX, pour la déviation temporaire de son réseau et la construction de massifs, pour la phase permanente, sur les boulevards Pie-IX et Henri-Bourassa pour la somme totale de 226 893,03$ taxes incluses.(1115322001)

CE11 1287 - 17 août 2011 - Accorder un contrat aux entreprises de construction Panzini inc. pour la déconstruction sélective du 11401 Pie IX - Autoriser une dépense de 128 044,58 $ - Appel d'offres public 5534 - 3 soumissionnaires.(1110444002)

CM11 0157 - 21 mars 2011 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme GENIVAR Société en commandite pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux du réaménagement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX pour une somme maximale de 3 255 338,52 $, taxes incluses (comprenant 20 % de contingences) - Appel d'offres public (10-11459) - (4 soumissionnaires conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.(1105166002)

CM10 0699 - 21 septembre 2010 - Approuver le projet d'acte par lequel la compagnie 4536631 CANADA INC. vend à la Ville, afin de réaménager le carrefour Henri-Bourassa et Pie-IX, l'immeuble avec bâtisse commerciale dessus érigée, loué à la compagnie 9086-7508 QUÉBEC INC., abritant le magasin « Meubles en Gros », situé au 11401, boulevard Pie-IX, Montréal, arrondissement de Montréal-Nord, pour le prix de 2 675 000 $, plus la TPS et la TVQ si applicable, sujet aux termes et conditions stipulées au projet d'acte. N/Réf. : 31H12-005-3158-07/09-0006-S.(1094306003)

CM10 0209 - 22 mars 2010 - Adopter un projet de règlement d'emprunt autorisant le financement de 35 000 000 $ pour le réaménagement de l'intersection Pie-IX / Henri-Bourassa.(1095166001)

CE10 0170 - 10 février 2010 - Confirmer le choix du scénario numéro 3E comme concept devant servir de base au réaménagement de l'échangeur Pie-IX / Henri-Bourassa et approuver la convention de services professionnels entre la Ville de Montréal et le Consortium Dessau / SMi / Groupe Séguin pour la réalisation des études d'avant-projet du réaménagement de l'échangeur Pie-IX / Henri-Bourassa pour un montant maximal de 479 493,00$ (appel d'offres public No 09-11090 - 6 soumissionnaires) - Autoriser une dépense de 969 493 $ à cette fin couvrant les services professionnels ainsi que les dépenses connexes de la Ville.(1094139002)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à approuver l'entente de collaboration entre la Ville et le MTQ visant à confier au Ministère la gestion des travaux d'achèvement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX dans le cadre des travaux de réfection du pont Pie-IX et d'autoriser une dépense de 4 682 931,75$, taxes incluses, pour rembourser le MTQ de la réalisation des activités et des travaux municipaux, comprenant tous les frais accessoires dont le financement incombe à la Ville.
Par l'approbation de cette entente, le MTQ :

- agira à titre de gestionnaire des travaux d'achèvement du carrefour Henri-Bourassa/ Pie-IX;
- sera responsable de procéder à la réalisation et à la surveillance des travaux en procédant aux appels d'offres requis et en confiant à l'entrepreneur en charge de la réfection du pont Pie-IX la responsabilité de l'exécution de l'ensemble des travaux municipaux;
- fera approuver les prix soumissionnés ou le montant des honoraires négociés à la Ville avant la conclusion des contrats;

- devra obtenir le consentement de la Ville préalablement à tous travaux imprévus.

De son côté, la Ville s'engage à :

- fournir au MTQ les plans et devis des travaux d'achèvement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX;
- fournir une assistance technique sur les aspects du projet de la Ville;
- rembourser semestriellement au MTQ l'intégralité des coûts réels des travaux d'achèvement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX ainsi que sa part des dépenses incidentes (honoraires professionnels de surveillance, contrôle qualitatif, maintien de circulation) dont le financement lui incombe.

JUSTIFICATION

L'approbation de cette entente permettrait de réaliser les travaux d'achèvement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX en même temps que les travaux de réfection et d'élargissement du pont Pie-IX et en respect du calendrier de réalisation du SRB Pie-IX. Le projet du pont Pie-IX est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique. L'approbation de l'entente est requise pour que le MTQ puisse compléter son dossier d'affaire et le soumettre pour approbation au Conseil du trésor dans l'optique de procéder aux appels d'offres dans la première moitié de 2019.
La réalisation des travaux municipaux lors des travaux de réfection du pont Pie-IX permettrait de diminuer la durée des impacts sur la circulation, de mettre à profit les ressources du MTQ ainsi que celles de la Ville et de diminuer globalement les coûts reliés à l'organisation de chantier, au maintien de la circulation et à la gestion du projet. Dans ce contexte, et selon l'article 32 de la Loi sur la voirie, une entente est requise afin d'encadrer le partage des responsabilités et des coûts du projet entre les parties.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En approuvant l'entente, la Ville s'engage à rembourser au MTQ sa part des coûts réels relatifs aux activités et aux travaux d'achèvement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX mais dont le financement incombe à celle-ci, ainsi que les coûts des travaux imprévus ou supplémentaires qui auront été approuvés par la Ville lors de la réalisation des travaux. L'engagement financier de la Ville est estimé à quatre millions soixante-treize mille dollars (4 073 000 $), excluant les taxes applicables, ce qui correspond à un montant de 4 682 931,75 taxes incluses.

Service des infrastructures, de la voirie et des transports :
Le coût total estimé est de 4 460 048,17 $ taxes incluses. Cet estimé comprend les coûts de réalisation des travaux, les services professionnels de surveillance, le contrôle qualitatif en chantier, les contingences et les incidences.
Ce montant sera financé par le règlement d'emprunt 13-008 et sera entièrement assumé par la Ville centrale. La dépense nette à la charge des contribuables montréalais sera de 4 072 618,46$.

Commission des services électriques de Montréal :
Le coût total à la charge de la CSEM est estimé à 222 883,58 $, taxes, contingences et dépenses incidentes incluses. La dépense nette à la charge des contribuables montréalais sera de 195 497,59 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet intègre les besoins du SRB Pie-IX qui s'inscrit dans une vision de développement des modes de transport collectif et qui aura un impact positif sur la mobilité quotidienne de plusieurs dizaines de milliers de passagers. Le projet prévoit également l'aménagement d'une piste cyclable qui reliera la piste cyclable actuelle du boulevard Gouin à la piste polyvalente qui sera aménagée sur le pont Pie-IX.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de confier les travaux d'achèvement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX au MTQ dans le cadre de ses travaux de réfection du pont Pie-IX réduira la durée des entraves à la circulation. Advenant que les travaux municipaux ne soient pas exécutés par le Ministère dans le cadre de la réfection du pont, la bretelle reliant le pont Pie-IX au boulevard Henri-Bourassa serait mise en service au minimum six mois après la fin des travaux du MTQ puisqu'il faudrait attendre la fin des travaux du Ministère pour entamer les travaux municipaux. D'autre part, le SRB Pie-IX serait mis en service au moment où la Ville entamerait ses travaux d'achèvement du carrefour.
Une décision tardive ou défavorable dans le présent dossier pourrait se répercuter sur le calendrier de réalisation du MTQ. Celui-ci prévoit intégrer l'entente à son dossier d’affaires en vue de son autorisation durant l'hiver 2018-2019.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication globale pour le réaménagement du carrefour a déjà été approuvée par la Direction des communications. Durant les travaux, les opérations de communication seront effectuées par le MTQ.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de l'entente par le CM: janvier 2019
Réalisation des travaux de réfection du pont Pie-IX: 2019-2023
Travaux d'achèvement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX: 2022-2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Chantal VILLENEUVE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jérome VAILLANCOURT, Montréal-Nord

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laurent GUIGNARD
Chargé de projet - Grand projet

Tél : 514 872 3365
Télécop. : 514 868 3232

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-14

Jean-Pierre BOSSÉ
Chef de division

Tél : 514-280-2342
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division, pour Valérie Gagnon, Directrice
Tél : 514 872-4781
Approuvé le : 2018-12-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur

Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-06

MTQ-2018-11-23

N° 200773

ENTENTE DE COLLABORATION

IDENTIFICATION : Travaux de parachèvement du réaménagement du carrefour Henri-Bourassa/Pie-IX pour l'intégration avec le projet de réfection du pont Pie-IX

- Ville : Montréal
- M.R.C. : Montréal
- C.E. : Bourassa-Sauvé
- Projet n° : 154980578

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,

représenté par le ministre des Transports, représenté par monsieur XXX XXXX, dûment autorisé en vertu de la *Loi sur le ministère des Transports* (RLRQ, chapitre M-28), de la *Loi sur la voirie* (RLRQ, chapitre V-9) et du *Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère des Transports* (RLRQ, chapitre M-28, r. 5),

ci-après appelé le « Ministre »,

ET

LA VILLE DE MONTRÉAL,

personne morale de droit public, dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1C6, légalement constituée, représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé, aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836, dont copie est jointe à l'annexe A, et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19),

ci-après appelée la « Ville ».

N° 200773

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la gestion du Carrefour Henri-Bourassa incombe à la Ville, conformément au chapitre I et à la section I du chapitre IX du titre II de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, chapitre C-47.1);

ATTENDU QUE la gestion du pont Pie-IX (P-14270) incombe au Ministre en vertu de la *Loi sur la voirie*, aux termes du décret numéro 292-93 du 3 mars 1993 et ses modifications ultérieures;

ATTENDU QUE le Ministre désire réaliser des travaux de réfection majeure sur le pont Pie-IX dont le remplacement des culées et du tablier, ainsi que la réparation des piles;

ATTENDU QUE la Ville désire compléter l'aménagement du Carrefour Henri-Bourassa situé sur le boulevard Pie-IX pour s'accorder avec le futur aménagement du Pont;

ATTENDU QUE la gestion du Projet par une seule des parties génère des avantages opérationnels et économiques pour chacune d'entre elles;

ATTENDU QUE le Ministre est habilité à conclure la présente entente en vertu de l'article 32 de la *Loi sur la voirie*;

ATTENDU QUE la Ville est habilitée à conclure la présente entente en vertu des articles 34 de la *Loi sur la voirie* et 66 de la *Loi sur les compétences municipales*;

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. INTERPRÉTATION

1.1 Définitions

Les termes ci-après ont, à moins que le contexte ne l'indique autrement, le sens suivant :

1.1.1 **Activités** : désigne les étapes et les travaux, plus amplement décrits à l'annexe B, nécessaires pour mener à terme le Projet;

1.1.2 **Carrefour** : désigne le Carrefour Henri-Bourassa situé sur le boulevard Pie-IX, à l'angle du boulevard Henri-Bourassa Est, sur le territoire de la Ville, tel que délimité à l'annexe C;

1.1.3 **Contractant** : désigne notamment une personne morale de droit privé ou public, une société en nom collectif, en participation ou en commandite, ou une personne physique, avec laquelle le Ministre conclut un contrat en vue de réaliser l'une ou l'autre des Activités dont l'exécution lui incombe;

1.1.4 **Pont** : désigne le pont N^{o} P-14270, connu comme étant le pont Pie-IX, situé sur la R-125, dans les limites de la Ville, tel qu'illustré au plan de localisation joint à l'annexe C;

1.1.5 **Projet** : désigne les travaux à réaliser pour le parachèvement du réaménagement du Carrefour, à l'exclusion des travaux de structure reliés au mur de soutènement Ouest. Il représente l'ensemble des Activités;

1.2 Préambule et annexes

1.2.1 Préséance

Le préambule et les annexes jointes à la présente entente en font partie intégrante; les parties déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de différence entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

1.2.2 Exécution et financement des Activités

Dans la présente entente, toute mention à l'effet que l'exécution ou le financement des Activités incombe à l'une ou l'autre des parties renvoie à l'annexe B. Celle-ci indique quelle partie est responsable de l'exécution et du financement de chacune des Activités identifiées et, le cas échéant, dans quelle proportion.

2. OBJET

La présente entente a pour objet de confier au Ministre la gestion du Projet et d'établir les droits et les obligations des parties dans le cadre de sa réalisation.

3. DURÉE

3.1 Entrée en vigueur et fin

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin lorsque toutes les obligations qui en découlent auront été exécutées.

3.2 Échéancier

La réalisation du Projet est prévue entre 2019 et 2023.

4. DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligation commune

4.1.1 Collaboration

Les parties s'engagent à collaborer pleinement entre elles et à fournir les meilleurs efforts pour leur permettre d'exécuter efficacement et ponctuellement leurs obligations respectives afin d'assurer la réussite du Projet.

4.2 Obligations du Ministre

Le Ministre agit à titre de gestionnaire du Projet. À ce titre, il est responsable de la réalisation des Activités dont l'exécution lui incombe pour mener à terme le Projet. Dans ce cadre, il s'engage à :

4.2.1 Mode de réalisation

Gérer et réaliser les Activités du Projet en régie ou en impartition selon les normes du ministère des Transports et de la Ville, selon le cas. Lorsqu'il réalise les activités en impartition, il agit alors comme donneur d'ordres;

4.2.2 Maîtrise d'œuvre

Confier à un entrepreneur unique la responsabilité de l'exécution de l'ensemble des travaux de construction sur le chantier et le rôle de maître d'oeuvre au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1);

4.2.3 Processus d'adjudication et d'attribution

Procéder, le cas échéant, à la sélection des Contractants requis pour la réalisation des Activités suivant les règles d'adjudication qui lui sont propres;

4.2.4 Approbation des prix

Faire approuver, par la Ville, les prix soumissionnés ou le montant des honoraires négociés, selon le cas, portant sur les Activités dont le financement incombe en tout ou en partie à celle-ci, avant la conclusion des contrats afférents;

4.2.5 Copie des contrats

Remettre à la Ville une copie des contrats conclus pour la réalisation des Activités dont le financement incombe à celle-ci;

4.2.6 Planification des Activités

Fournir à la Ville une planification générale et sommaire des Activités et ses mises à jour, le cas échéant;

4.2.7 Approbation des livrables

Faire approuver dans un délai raisonnable par la Ville, les documents ou parties de documents, notamment, les rapports, les études, les plans et devis et autres livrables ou ouvrages issus des Activités dont le financement lui incombe ou de ceux qui lui seront rétrocédés, ainsi que toutes modifications ultérieures, préalablement à leur utilisation pour les fins auxquelles ils sont destinés;

4.2.8 Ordres de changement pour travaux imprévus et travaux additionnels

4.2.8.1 Obtenir le consentement de la Ville, dans un délai raisonnable, préalablement à l'exécution de travaux imprévus reliés, en tout ou en partie, à des Activités dont le financement incombe à celle-ci;

4.2.8.2 Réaliser ou faire réaliser les travaux additionnels demandés par la Ville, dans la mesure où ceux-ci sont accessoires, ne changent pas la nature d'un contrat conclu avec un Contractant et que la Ville assume les coûts additionnels causés par ces demandes, le cas échéant;

4.2.9 Réunions

Inviter la Ville aux réunions de travail, aux réunions de coordination et aux réunions de chantier, afin qu'elle puisse exercer un droit de regard et de surveillance sur la réalisation des ouvrages issus des Activités dont le financement lui incombe ou de ceux qui lui seront rétrocédés et, s'il y a lieu, à émettre ses commentaires;

4.2.10 Visite de chantier et inspection

4.2.10.1 Permettre à la Ville d'inspecter les travaux de construction portant sur des ouvrages issus des Activités dont le financement lui incombe ou de ceux qui lui seront rétrocédés, sans préavis, mais à des heures normales et raisonnables;

4.2.10.2 Tenir compte des indications raisonnables que pourrait lui donner la Ville suite à telle inspection, étant entendu que telles indications ne peuvent être formulées à contretemps que pour un motif sérieux;

4.2.11 Réception des livrables et des ouvrages

Permettre à la Ville de participer au processus décisionnel menant à la réception, avec ou sans réserve, des livrables et des ouvrages issus des Activités dont le financement lui incombe ou de ceux qui lui seront rétrocédés;

4.2.12 Remise des livrables

Remettre à la Ville, dans les cent vingt (120) jours suivant la réception sans réserve des ouvrages, un exemplaire des documents, parties de documents et autres livrables portant sur les ouvrages issus des Activités dont le financement lui incombe ou de ceux qui lui seront rétrocédés;

4.2.13 Paiement des Contractants

Payer directement les Contractants, qu'il soit ou non responsable du financement des Activités réalisées par ces derniers;

4.2.14 Demandes de paiement

Produire semestriellement à la Ville ses demandes de paiement pour services rendus accompagnées des pièces justificatives mentionnées à l'article 5.5;

4.2.15 Coûts assumés par le Ministre

Assumer le coût des Activités dont le financement lui incombe, ainsi que les coûts imprévus ou supplémentaires relatifs à ces Activités;

4.2.16 Règlements de réclamations

Faire approuver au préalable, par la Ville, tout règlement de réclamation négocié par le Ministre portant sur des Activités dont le financement incombe à celle-ci;

4.2.17 Coordination

Assurer la coordination des divers intervenants dans le Projet.

4.3 Obligations de la Ville

La Ville s'engage à :

4.3.1 Réalisation de certaines Activités

Réaliser avec diligence les Activités dont l'exécution lui incombe selon l'annexe B, s'il en est;

4.3.2 Assistance technique

Fournir au Ministre une assistance technique sur les aspects du Projet pour lesquels elle détient une expertise ou des connaissances particulières, notamment, sur : la gestion de la circulation sur le réseau routier municipal, l'état ou la localisation de certaines infrastructures, l'identification de problèmes spécifiques et de leurs causes;

4.3.3 Disponibilité des terrains

Mettre à la disposition du Ministre, à titre gratuit, les terrains requis pour la réalisation du Projet dont elle est propriétaire et qui sont précisés à l'annexe D, avant la signature de la présente entente;

4.3.4 Paiement au Ministre

Payer au Ministre sa part des coûts admissibles relatifs aux Activités réalisées par le Ministre, mais dont le financement incombe à celle-ci, suivant les modalités prévues à l'article 5;

4.3.5 Coûts supplémentaires

Payer au Ministre les coûts admissibles pour des travaux imprévus ou supplémentaires préapprouvés, relativement aux Activités dont le financement incombe à celle-ci;

4.3.6 Intervenants municipaux

Faciliter la coordination des divers intervenants municipaux, s'il y a lieu;

4.3.7 Confidentialité

Assurer la confidentialité des soumissions qui lui auront été transmises par le Ministre, conformément à la présente entente, sous réserve de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

5. MODALITÉS FINANCIÈRES

5.1 Coûts estimés de réalisation du Projet

Les coûts estimés de réalisation du Projet sont de quatre millions soixante-treize mille dollars (4 073 000 $), excluant les taxes applicables.

5.2 Engagements financiers du Ministre

L'engagement financier du Ministre dans le Projet est estimé à zéro dollars (00.00 $).

5.3 Engagements financiers de la Ville

L'engagement financier de la Ville correspond à 100 % des coûts estimés de réalisation du Projet, soit quatre millions soixante-treize mille dollars (4 073 000 $), excluant les taxes applicables, et ne pourra excéder ce montant sans une autorisation préalable de l'instance décisionnelle compétente de la Ville.

5.4 Coûts admissibles

5.4.1 Coûts réels

Les seuls coûts admissibles payables par la Ville sont les coûts réels des travaux et des services conformes, nécessaires à la réalisation du Projet.

Toutefois, dans le cas des frais communs et des services professionnels liés aux activités de construction mentionnés à l'article 2 de l'annexe B, le coût réel correspond à un pourcentage du coût total des contrats à être octroyés par le Ministère.

Aux fins d'application de l'article 4.2.14 et de calcul de l'article 5.1, le pourcentage provisoire a été estimé entre les parties à deux virgules soixante et onze pour cent (2,71 %), soit le ratio entre le coût des travaux du Projet et le coût total des travaux de réfection du pont Pie-IX et du Projet. Le pourcentage définitif à appliquer sera déterminé par les parties à la fin des travaux sur la base des coûts réels et l'ajustement sera payé par la partie débitrice.

5.4.2 Honoraires professionnels

Les coûts réels des honoraires professionnels ne peuvent excéder les tarifs prescrits suivants et leurs modifications subséquentes :

i) *Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des arpenteurs-géomètres* (RLRQ, chapitre C-65.1, r. 10);

ii) *Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes* (RLRQ, chapitre C-65.1, r. 9);

iii) *Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des ingénieurs* (RLRQ, chapitre C-65.1, r. 12).

5.5 Délai de paiement et pièces justificatives

La Ville paie au Ministre le montant des coûts admissibles après vérification des demandes de paiement accompagnées des pièces justificatives suivantes :

i. La facture détaillée du Ministre adressée à la Ville pour services rendus;

ii. Les factures détaillées des Contractants qui ont réalisé des Activités dont le financement incombe à la Ville, le cas échéant;

iii. Les décomptes progressifs;

iv. Toute autre pièce raisonnable qui pourrait être demandée par la Ville.

5.6 TPS et TVQ

Les biens et services payés par la Ville au Ministre sont assujettis à la taxe de vente du Québec et à la taxe fédérale sur les produits et services.

5.7 Vérification

Les transactions financières découlant de l'exécution de la présente entente sont sujettes à la vérification, notamment, par le Contrôleur des finances, conformément à la *Loi sur le ministère des Finances* (RLRQ, chapitre M-24.01).

5.8 Validité de l'engagement financier

Tout engagement financier du Ministre n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement, conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, chapitre A-6.001).

5.9 Réserve

Les paiements effectués par la Ville ne constituent pas une reconnaissance que les services rendus, par le Ministre et ses Contractants, sont conformes à la présente entente.

La Ville se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des demandes de paiement pour lesquelles un paiement a été effectué et à un réajustement, s'il y a lieu.

6. ENTRETIEN DES OUVRAGES ET INSTALLATIONS

Les parties s'engagent à conclure entre elles une entente spécifique ayant pour objet de prévoir les droits et les obligations de chacune des parties relativement à l'entretien et à l'exploitation des ouvrages et des installations réalisés en vertu de la présente entente.

Les parties conviennent que cette entente spécifique doit être conclue avant la mise en service.

En cas de divergence entre la présente entente et l'entente spécifique relative à l'exploitation et l'entretien cette dernière prévaut.

7. PROPRIÉTÉS MATÉRIELLES ET DROITS D'AUTEUR

7.1 Propriété matérielle

Tous les documents, parties de document et autres livrables visés aux articles 4.2.7 et 4.2.11 seront produits en deux exemplaires. Le Ministre s'engage à en remettre un exemplaire à la Ville. Chacune des parties aura alors la pleine propriété de son exemplaire et pourra en disposer à son gré.

7.2 Droits d'auteur

Le Ministre s'engage à obtenir et à céder à parts égales à la Ville, qui accepte, tous les droits d'auteur sur les documents ou parties de documents visés aux articles 4.2.7 et 4.2.11 à toutes fins jugées utiles par la Ville. Cette cession à parts égales permettra à chaque partie d'exercer ses droits d'auteur sans avoir à obtenir la permission de l'autre. Ladite cession est consentie sans limites de territoire et sans limites de temps ou de quelque autre nature que ce soit.

7.3 Droit à l'intégrité de l'œuvre

Le Ministre s'engage également à obtenir, des auteurs des documents visés, une renonciation à leur droit moral à l'intégrité de ceux-ci en faveur de la Ville et du Ministre.

8. CESSION DE L'ENTENTE

Les droits et les obligations contenus à la présente entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés en tout ou en partie sans l'autorisation écrite des parties.

9. RÉSILIATION

9.1 Le Ministre peut, en tout temps et pour tout motif, résilier la présente entente aux termes d'un avis écrit à la Ville. La résiliation prend effet de plein droit à la date de réception de l'avis par la Ville.

Le Ministère rembourse alors à la Ville les dépenses qu'elle a payées relativement à l'exécution d'Activités dont le financement lui incombait et qu'elle doit exécuter à la suite de la résiliation.

9.2 La Ville peut, en tout temps et pour tout motif, résilier la présente entente aux termes d'un avis écrit au Ministre. La résiliation prend effet de plein droit à la date de réception de l'avis par le Ministre.

La Ville rembourse alors au Ministre selon les modalités prévues à l'article 5.5 en faisant les adaptations nécessaires, les dépenses qu'il a encourues ou engagées en date de la prise d'effet de la résiliation, relativement à l'exécution d'Activités dont le financement incombe à la Ville.

10. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente doit faire l'objet d'un consentement écrit entre les parties et faire l'objet d'un avenant, lequel en fait alors partie intégrante.

11. CONFLITS D'INTÉRÊTS

11.1 Chacune des parties s'engage à fournir les meilleurs efforts, afin d'assurer l'intégrité et d'éviter les situations de conflits d'intérêts réels ou apparents dans le cadre du Projet. Si l'une des parties devient au fait d'une telle situation, elle doit en informer l'autre dans les meilleurs délais. Les parties analyseront alors ensemble les mesures appropriées à prendre, pouvant aller jusqu'à la résiliation de l'entente dans les cas jugés plus sérieux par l'une ou l'autre d'entre elles.

11.2 Le présent article ne s'applique pas à un conflit pouvant survenir sur l'interprétation ou l'application de la présente entente.

12. RELATIONS PUBLIQUES ET AFFICHAGE

Les parties aux présentes conviennent des modalités d'affichage et de publicité suivantes :

12.1 À l'exception des panneaux d'annonce des investissements du ministère des Transports sur le réseau routier, toute annonce publique du Projet, ou toute autre activité publique pouvant s'y rattacher, doit être convenue entre les parties, qu'elle soit faite à l'occasion de cérémonies officielles, de conférences de presse, par voie de communiqués ou par tout autre moyen de communication publique;

12.2 Dans le cas où des panneaux d'annonce des investissements faits par le Ministre et par la Ville sont requis, le Ministre s'engage à fournir et à installer lesdits panneaux aux abords des chantiers sélectionnés, et ce, pour toute la durée des travaux.

13. COMMUNICATIONS ET REPRÉSENTANTS

13.1 Tout avis, toute instruction, toute recommandation ou tout document exigé en vertu de la présente entente doit, pour être valide et lier les parties, être donné par écrit au représentant identifié par courrier, par courrier recommandé, par messagerie, par télécopieur ou par courriel, ou remis en mains propres ou par huissier, aux coordonnées suivantes :

Avis au Ministre :
Ministère des Transports
Direction générale des grands projets routiers de Montréal et de l'Ouest
500, boulevard René-Levesque Ouest, 13e étage, C.P. 5
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Télécopieur : 514-864-3867
Courriel : valerie.maltais@transports.gouv.qc.ca

À l'intention de son représentant : Mme Valérie Maltais, directrice générale

Avis à la Ville :
Ville de Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
801, rue Brennan, 8e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Courriel : claude.carette@ville.montreal.qc.ca

À l'intention de son représentant : M. Claude Carette, directeur de service

13.2 Si une des parties change de représentant ou de coordonnées, elle doit aviser l'autre partie dans les meilleurs délais.

N° 200773

14. SIGNATURES

Les parties déclarent avoir pris connaissance et compris les présentes et signent, en double exemplaire, comme suit :

Ville de Montréal

Par : Monsieur Yves Saindon, greffier de la Ville de Montréal___

_____.

À Montréal

Ce jour du mois de l'an deux mille dix-huit;

_____

(Greffier)

Gouvernement du Québec

Par : Monsieur XXX, XXXX Ministère des Transports

À Québec

Ce jour du mois de l'an deux mille dix-huit;

_____

SOUS-MINISTRE

RÉSOLUTION MUNICIPALE

ACTIVITÉS

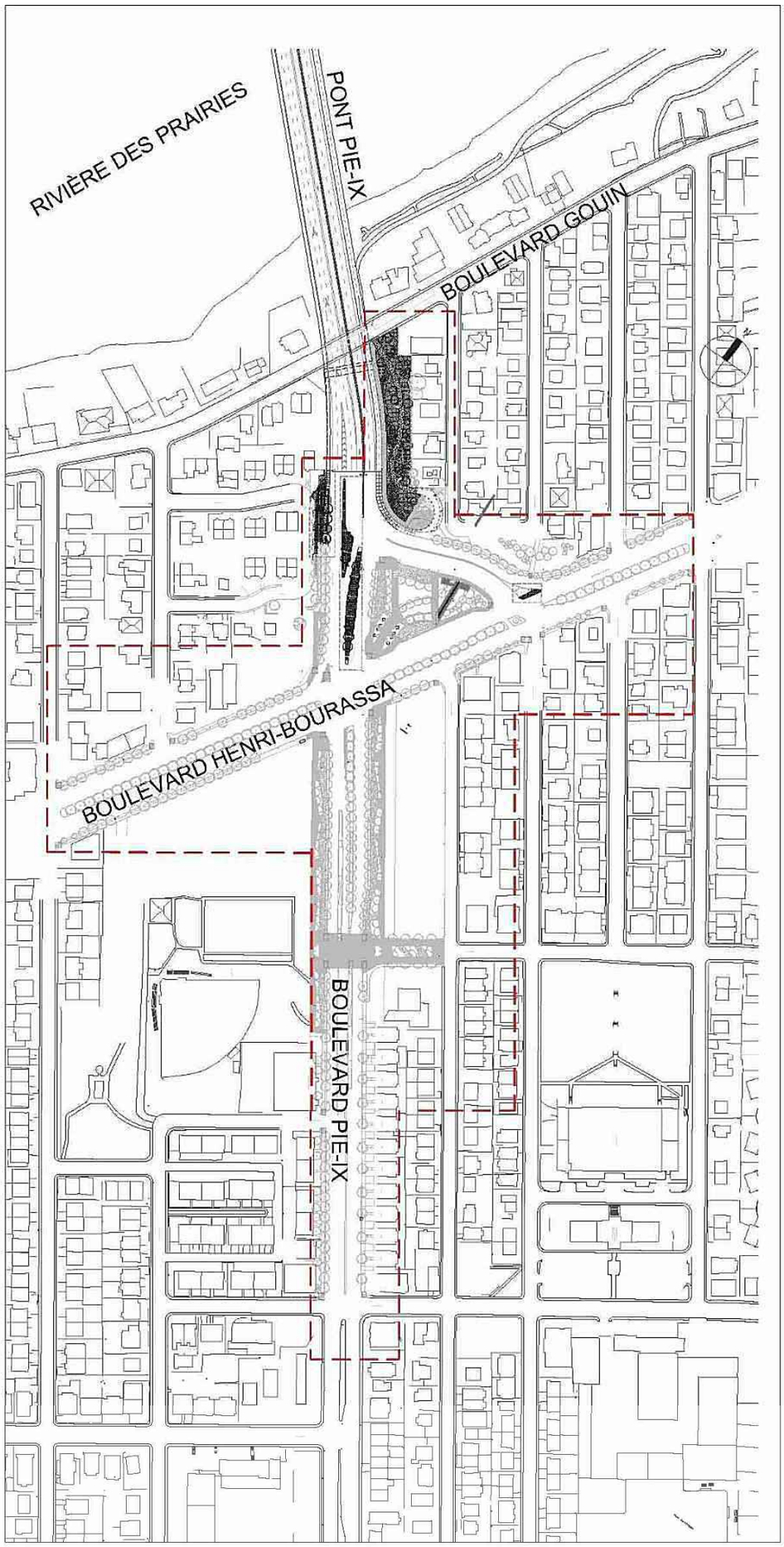
Projet 154980578 : Parachèvement du réaménagement du Carrefour

	EXÉCUTION	FINANCEMENT
1. ACTIVITÉS PRÉPARATOIRES		
1.1 Fournir au Ministre les plans et devis du Projet	**Ville**	**Ville**
1.2 Fournir sans frais au Ministre les terrains municipaux requis tel que précisé à l'annexe D	**Ville**	**Ville**
1.3 Réaliser les acquisitions et obtenir les servitudes nécessaires pour le Projet	**Ville**	**Ville**
2. ACTIVITÉS DE CONSTRUCTION		
2.1 Infrastructures civiles	**Ministre**	**Ville**
2.2 Structure[A]	**Ministre**	**Ville**
2.3 Éclairage routier et réseau électrique	**Ministre**	**Ville**
2.4 Feux de circulation et systèmes de transport intelligents	**Ministre**	**Ville**
2.5 Signalisation	**Ministre**	**Ville**
2.6 Marquage	**Ministre**	**Ville**
2.7 Architecture du paysage	**Ministre**	**Ville**
3. FRAIS COMMUNS		
3.1 Organisation de chantier	**Ministre**	**Ville[B]**
3.2 Gestion de la circulation	**Ministre**	**Ville[B]**
3.3 Gestion du bruit et des vibrations	**Ministre**	**Ville[B]**
3.4 Protection de l'environnement	**Ministre**	**Ville[B]**
4. SERVICES PROFESSIONNELS		
4.1 Surveillance	**Ministre**	**Ville[B]**
4.2 Assurance qualité	**Ministre**	**Ville[B]**
Notes		
• A : Les travaux de structure reliés au mur de soutènement Ouest ne font pas partis du « Projet », tel que mentionné à l'article 1.1.5		
• B : référence article 5.4.1		

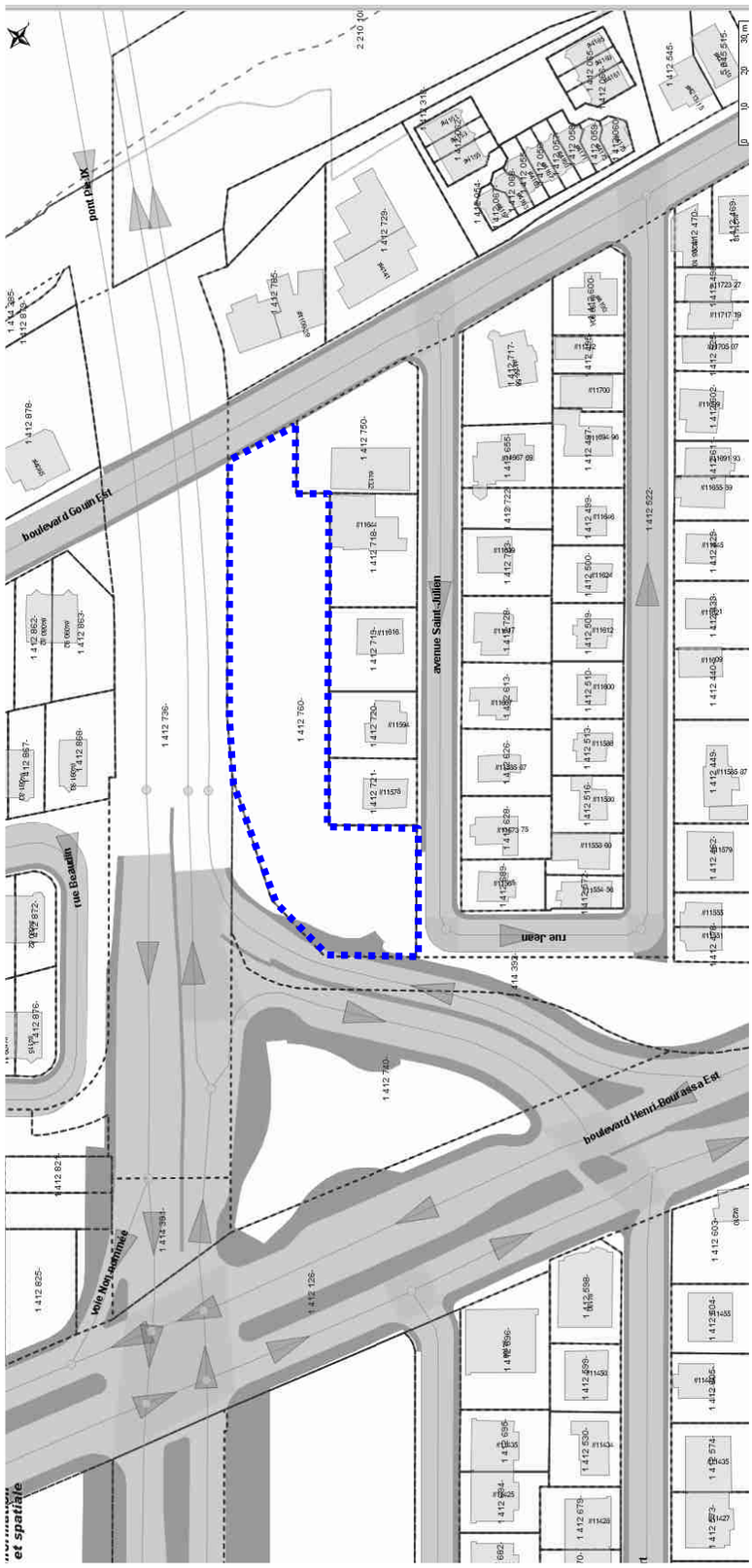
Les parties reconnaissent avoir pris connaissance de la présente annexe et y apposent leurs initiales : _____

_____ _____

PLAN DE LOCALISATION



PLAN DES TERRAINS MUNICIPAUX REQUIS POUR LE PROJET



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1184139002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Approuver l'entente de collaboration entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal visant à confier au ministère la réalisation des travaux d'achèvement du réaménagement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX dans le cadre des travaux de réfection du pont Pie-IX et autoriser une dépense maximale de 4 682 931,75 taxes incluses, pour les travaux et dépenses incidentes afférents

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, l'entente de collaboration jointe au présent dossier décisionnel.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Chantal VILLENEUVE
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-26

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1184139002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Approuver l'entente de collaboration entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal visant à confier au ministère la réalisation des travaux d'achèvement du réaménagement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX dans le cadre des travaux de réfection du pont Pie-IX et autoriser une dépense maximale de 4 682 931,75 taxes incluses, pour les travaux et dépenses incidentes afférents

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention -Entente GDD1184139002 -MTQ VM Henri-Bourassa et Pie IX.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-16

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1184139002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Approuver l'entente de collaboration entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal visant à confier au ministère la réalisation des travaux d'achèvement du réaménagement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX dans le cadre des travaux de réfection du pont Pie-IX et autoriser une dépense maximale de 4 682 931,75 taxes incluses, pour les travaux et dépenses incidentes afférents

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention -Entente GDD1184139002 -MTQ VM Henri-Bourassa et Pie IX.xls

SIVT - 1184139002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0721

Co- auteure
Marie Claude Pierre
Agente comptable Analyste
514-868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-28

Maria BARDINA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-2563

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier, PS Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.09

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1184922023

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder deux contrats aux firmes « Équipements Twin inc. » (lot 1 : 603 618,75 $, taxes incluses) et « 9044-3433 Québec inc. (Aluquip) » (lot 2 : 321 930,00 $, taxes incluses) pour la fourniture et l'installation de 7 bennes à copeaux sur des châssis de camion fournis par la Ville – Dépense totale avec frais de contingences et toutes taxes incluses de 663 980,63 $ pour le lot 1 et de 354 123,00 $ pour le lot 2 - Appel d'offres public 18-17301 (2 soum.)

1) Il est recommandé au comité exécutif :
d'accorder à « 9044-3433 Québec inc. (Aluquip) », plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture et l'installation de 2 bennes à copeaux sur des châssis de camion fournis par la Ville, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 354 123,00 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17301 et au tableau des prix reçus joint au rapport du directeur;

2) Il est recommandé au conseil municipal :

d'accorder à « Équipements Twin inc.», plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture et l'installation de 5 bennes à copeaux sur des châssis de camion fournis par la Ville, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 663 980,63 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17301 et au tableau des prix reçus joint au rapport du directeur;

3) d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-12-18 16:11

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184922023**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder deux contrats aux firmes « Équipements Twin inc. » (lot 1 : 603 618,75 $, taxes incluses) et « 9044-3433 Québec inc. (Aluquip) » (lot 2 : 321 930,00 $, taxes incluses) pour la fourniture et l'installation de 7 bennes à copeaux sur des châssis de camion fournis par la Ville – Dépense totale avec frais de contingences et toutes taxes incluses de 663 980,63 $ pour le lot 1 et de 354 123,00 $ pour le lot 2 - Appel d'offres public 18-17301 (2 soum.)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est l'unité d'affaires responsable de la gestion du parc de véhicules de la Ville. À ce titre, le SMRA voit à l'acquisition des véhicules et des équipements qui seront mis à la disposition des arrondissements et des services centraux.
Dans le cadre de sa planification d'achat de matériel roulant pour l'année 2019, et afin de répondre aux besoins opérationnels de certains arrondissements, le SMRA a identifié le besoin d'acquérir 7 bennes à copeaux qui seront installées sur deux configurations de châssis de camion fournis par la Ville.

La Ville a sollicité le marché avec l'appel d'offres 18-17301 lequel s'est tenu du 26 septembre au 6 novembre 2018. L'appel d'offres a été publié le 26 septembre 2018 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO. Le délai de réception des soumissions a été de 42 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 120 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission. Le 29 octobre 2018, la Ville émettait un addenda pour modifier les délais et fréquences de livraison exigés à l'appel d'offres.

L'appel d'offres a été constitué de deux lots distincts lesquels faisaient référence à des configurations différentes de bennes à copeaux.

Lot	Description	Quantité	Prix soumission (taxes incluses)
1	Article 1.1 Benne à copeaux de 10,5 pieds avec plate-forme d'émondage	4	603 618,75 $

	Article 1.2 Benne à copeaux de 10,5 pieds sans plate-forme d'émondage	1	
2	Benne à copeaux de 14,5 pieds avec plate-forme d'émondage	2	321 930,00 $
	Total :	**7**	

La règle d'adjudication utilisée dans le cadre de l'appel d'offres 18-17301 est celle d'un octroi par lot au plus bas soumissionnaire conforme de chacun des lots.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi de deux contrats pour la fourniture et l'installation de 7 bennes à copeaux sur des châssis de camion fournis par la Ville.
Item 1
Octroyer un contrat à « Twin Equipement inc. » au montant de 603 618,75 $, taxes incluses, pour la fourniture et l'installation de 5 bennes à copeaux telles que décrites aux devis techniques 24418A22 et 24418B12. Il s'agit de bennes en aluminium de 10,5 pieds de longueur lesquelles seront installées sur des châssis-cabine Ford F-550 fournis par la Ville. Quatre de ces bennes seront munies d'une plate-forme d'émondage.

Item 2
Octroyer un contrat à « 9044-3433 Québec inc. (Aluquip) » au montant de 321 930,00 $, taxes incluses, pour la fourniture et l'installation de 2 bennes à copeaux avec plate-forme d'émondage telles que décrites au devis technique 28418B22. Il s'agit de bennes en aluminium de 14,5 pieds de longueur lesquelles seront installées sur des châssis-cabine de classe 8 fournis par la Ville.

Les bennes à copeaux seront sous la garantie de base du fabricant pour une période de 12 mois à partir de la date de mise en service des appareils.

Les camions munis d'une benne à copeaux sont des appareils dédiés aux activités d'arboriculture. Ils sont notamment utilisés lors des travaux d'élagage, d'émondage et d'abattage d'arbres. La benne à copeaux est conçue pour récolter et transporter les résidus de coupe d'arbres.

Provision – Contingences
La fabrication sur mesure de bennes à copeaux est un projet susceptible de faire l'objet d'une adaptabilité en cours de réalisation. La modification d'un aménagement en cours d'exécution est une pratique courante qui permet d'optimiser un véhicule en fonction de son usage prévu. Pour pallier aux imprévus de fabrication, le coût de chacun des contrats a été bonifié de 10 %, soit 60 361,88 $ pour le lot 1 et 32 193,00 $ pour le lot 2.

Résumé des coûts lot 1

	Coût sans taxes	Coût taxes incluses	Crédits
Contrat	525 000,00 $	603 618,75 $	551 185 $
Contingences 10 %	52 500,00 $	60 361,88 $	55 119 $
	577 500,00 $	663 980,63 $	606 304 $

Résumé des coûts lot 2

	Coût sans taxes	Coût taxes incluses	Crédits

Contrat	280 000,00 $	321 930,00 $	293 965 $
Contingences 10 %	28 000,00 $	32 193,00 $	29 397 $
	308 000,00 $	354 123,00 $	323 362 $

Les délais de livraison exigés à l'appel d'offres sont de 16 à 28 semaines pour les bennes du lot 1 et de 20 à 23 semaines pour celles du lot 2. Le contrat prévoit, pour chaque mois de retard de livraison, une pénalité de 2 % de la valeur du bien non livré, excluant les taxes.

JUSTIFICATION

L'achat de bennes à copeaux vise à compléter l'aménagement de châssis de camion en commande ou sur le point d'être commandés.
Les tableaux ci-dessous présentent les résultats de l'appel d'offres public 18-17301 pour lequel il y a eu 4 preneurs du cahier des charges.

Lot 1 – 5 bennes à copeaux de 10,5 pieds
Une analyse de marché préalable au lancement de l'appel d'offres a permis d'estimer le coût d'achat des 5 bennes à copeaux du lot 1 à 583 613,10, taxes incluses. Le montant du contrat à octroyer est supérieur à l'estimation de 3,43 % (20 005,65 $). L'écart de 1,71 % (10 347,75 $) entre les deux soumissions reçues confirme que les prix sont compétitifs.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Équipements TWIN inc.	603 618,75 $		603 618,75 $
9044-3433 QUÉBEC INC. (ALUQUIP)	613 966,50 $		613 966,50 $
Dernière estimation réalisée par le SMRA	583 613,10 $		583 613,10 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			608 792,63 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0,86 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			10 347,75 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			1,71 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			20 005,65 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			3,43 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			10 347,75 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1,71 %

Lot 2 – 2 bennes à copeaux de 14,5 pieds
Une analyse de marché préalable au lancement de l'appel d'offres a permis d'estimer le coût unitaire d'une benne à copeaux du lot 2 à 126 426,51 $, taxes incluses. Lors de son calcul, le rédacteur du devis technique a omis d'ajuster ce prix unitaire à la quantité demandée à

l'appel d'offres. L'estimation ajustée pour une quantité de deux bennes est de 252 853,02 $, taxes incluses. Le montant du contrat à octroyer est supérieur à l'estimation de 27,32 % (69 076,98 $). Les délais de livraison (20 à 23 semaines) exigés à l'appel d'offres jumelés à un faible volume sont des facteurs qui ont certainement contribués à faire pression à la hausse sur les prix. L'écart de 6,07 % (19 545,75 $) entre les deux soumissions reçues confirme que les prix sont compétitifs.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
9044-3433 QUÉBEC INC. (ALUQUIP)	321 930,00 $		321 930,00 $
Équipements TWIN inc.	341 475,75 $		341 475,75 $
Dernière estimation réalisée par le SMRA	252 853,02 $		252 853,02 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			331 702,88 $ 3,04 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			19 545,75$ 6,07 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			69 076,98 $ 27,32 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			19 545,75$ 6,07 %

Un des preneurs du cahier des charges n'a pas présenté d'offre à la Ville car il n'était pas en mesure de fournir les produits demandés. Un autre preneur du cahier des charges n'a pas fourni de motif pour ne pas avoir soumissionné.

Pour protéger la Ville contre les pertes éventuelles, la Ville a exigé une garantie de soumission et une garantie d'exécution représentant respectivement 3 % et 5 % de la valeur des contrats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ces deux contrats totalisant 1 018 103,63$, taxes et provisions pour contingences incluses, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 929 666 $ (net de ristourne) sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence locale (18-032) destiné aux achats de véhicules et leurs équipements (projet 68102).

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre en 2019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s’applique pas car il s’agit d’un aménagement de véhicule.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas acquérir ces bennes à copeaux priverait les arrondissements d’un équipement essentiel à leurs opérations.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Émission du bon de commande en janvier 2019
- Livraison des bennes à copeaux: de mai à août 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Bruno CÔTÉ MARCHAND, Service du matériel roulant et des ateliers

Lecture :

Bruno CÔTÉ MARCHAND, 26 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-11-26

Lucie MC CUTCHEON
Agent(e) de recherche

Tél : 514 868-3620
Télécop. : 514 8721912

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2018-11-30

Lot	Devis	Description	Remplace le	Année mise en service	Age	Unité d'affaires
1	24418A22	CAMION 10001-14000 LB. B.BASC. CAB.EQUIP	224-08719	2008	10	83-Arr.de Verdun
1	24418A22	CAMION 16501-19500 LB. B.BASC. CAB.EQUIP	234-03344	2003	15	76-Arr.L'Île Bizard - Ste-Geneviève
1	24418A22	CAMION 10001-14000 LB. B.BASC. CAB.EQUIP	234-03370	2003	15	59-Arr.Cote-Des-Neiges - Notre-Dame-De-Grâce
1	24418A22	CAMION 16501-19500 LB. B.BASC. CAB.EQUIP	247-06130	2006	12	82-Arr.Pierrefonds - Roxboro
1	24418B22	CAMION 16501-19500 LB. B.BASC. CAB.EQUIP	234-03369	2003	15	52-Arr.Ville-Marie
2	28418B22	PORTEUR MULTIMODE 4X2	283-AJOUT			83-Arr.de Verdun
2	28418B22	PORTEUR MULTIMODE 4X2	283-97021	1997	21	51-Arr.Rivière-Des-Prairies - Pointe-Aux-Trembles

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1184922023

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder deux contrats aux firmes « Équipements Twin inc. » (lot 1 : 603 618,75 $, taxes incluses) et « 9044-3433 Québec inc. (Aluquip) » (lot 2 : 321 930,00 $, taxes incluses) pour la fourniture et l'installation de 7 bennes à copeaux sur des châssis de camion fournis par la Ville – Dépense totale avec frais de contingences et toutes taxes incluses de 663 980,63 $ pour le lot 1 et de 354 123,00 $ pour le lot 2 - Appel d'offres public 18-17301 (2 soum.)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17301_Intervention_«SMRA».pdf 18-17301_TCP.pdf 18-17301_DetCah.pdf
18-17301_PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-26

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Division Acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17301

No du GDD : 1184922023

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et installation de bennes à copeaux en aluminium et de bennes à copeaux en aluminium de 14½ pieds avec plate-forme d'émondage sur des châssis de camions fournis par la Ville

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 9 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 6 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 6 - 11 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 29 - 10 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 6 - 3 - 2019

Date d'échéance révisée : 6 - 3 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

LOT 1 Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ÉQUIPEMENTS TWIN INC.	603 618,75 $	√	
9044-3433 QUÉBEC INC. (ALUQUIP)	613 966,50 $		

LOT 2 Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9044-3433 QUÉBEC INC. (ALUQUIP)	321 930,00 $	√	
ÉQUIPEMENTS TWIN INC.	341 475,75 $		

Information additionnelle

Un des preneurs du cahier des charges n'a pas présenté d'offre à la Ville car il n'était pas en mesure de fournir les produits demandés. Un autre preneur du cahier des charges n'a pas fourni de motif pour ne pas avoir soumissionné.

Préparé par : Renée Veillette

Le 26 - 11 - 2018

Numéro de l'appel d'offres : 18-17301

Titre : Fourniture et installation de bennes à copeaux en aluminium et de bennes à copeaux en aluminium de 14½ pieds avec plate-forme d'émondage sur des châssis de camions fournis par la Ville

Date d'ouverture des soumissions : 6 novembre 2018

Numéro du lot	Description	Quantité	9044-3433 QUÉBEC INC. (ALUQUIP)		ÉQUIPEMENTS TWIN INC.	
			Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
1	1.1 - Fourniture et installation de bennes à copeaux en aluminium sur des châssis de camions fournis par la Ville selon les caractéristiques décrites au devis no 24418A22	4	109 000,00 $	436 000,00 $	110 000,00 $	440 000,00 $
	1.2- Fourniture et installation de bennes à copeaux en aluminium sur des châssis de camions fournis par la Ville selon les caractéristiques décrites au devis no 24418B22	1	98 000,00 $	98 000,00 $	85 000,00 $	85 000,00 $
	Total avant taxes			534 000,00 $		525 000,00 $
	TPS 5 %			26 700,00 $		26 250,00 $
	TVQ 9,975 %			53 266,50 $		52 368,75 $
	Montant total			613 966,50 $		603 618,75 $
2	Fourniture et installation de bennes à copeaux sur des châssis de camions fournis par la Ville selon les caractéristiques décrites au devis no 28418B22	2	140 000,00 $	280 000,00 $	148 500,00 $	297 000,00 $
	Total avant taxes			280 000,00 $		297 000,00 $
	TPS 5 %			14 000,00 $		14 850,00 $
	TVQ 9,975 %			27 930,00 $		29 625,75 $
	Montant total			321 930,00 $		341 475,75 $
	Formulaire de soumission signé		Oui		Oui	
	Achat du cahier des charges sur le SEAO		Oui		Oui	
	Addendas (inscrire N/A ou le nombre)		1 émit le 29 octobre 2018		1 émit le 29 octobre 2018	
	Numéro NEQ		1146363230		1170813936	
	Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)		Oui		Oui	
	Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)		Oui		Oui	
	Vérification dans la liste des personnes ayant contrevenu à la Politique de Gestion Contractuelle		Oui		Oui	
	Vérification au registre des personnes écartées en vertu de la Politique de Gestion Contractuelle		Oui		Oui	
	Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant		Oui		Oui	
	Garantie de soumissions		Cautionnement 2124-4154		Cautionnement 2786-107	
	Confirmation d'enregistrement de la caution auprés de l'AMF		Oui		Oui	
	Lettre d'engagement		Oui		Oui	
	Validation de conformité - CNESST		Oui		Oui	
	Avenant decresponsabilité civile		Oui		Oui	
	liste des sous-contractants jointe à la soumisison		Oui - Option aucun sous-contractant		Oui - Option aucun sous-contractant	

Remarque :

- Non-conforme
- Correction - Erreur de calcul
- Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette **Date : 9 novembre 2018**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-17301
Numéro de référence : 1201777
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Fourniture et installation de bennes à copeaux en aluminium et de bennes à copeaux en aluminium de 14½ pieds avec plate-forme d'émondage sur des châssis de camions fournis par la Ville

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ALUQUIP 4200 Des Castors Saint-Damien, QC, J0K 2E0 NEQ : 1146363230	Monsieur Stéphane Desrosiers Téléphone : 450 886-3670 Télécopieur : 450 886-1014	**Commande : (1495369)** 2018-09-28 8 h 30 **Transmission :** 2018-09-28 8 h 30	3018383 - 18-17301 - Modification 2018-10-29 15 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Équipements Twin Inc. 10401 BOUL. PARKWAY Montréal, QC, H1J 1R4 http://www.equipementstwin.ca NEQ : 1170813936	Monsieur Louis Beaulieu Téléphone : 514 353-1190 Télécopieur : 514 353-1119	**Commande : (1498184)** 2018-10-05 14 h 24 **Transmission :** 2018-10-05 14 h 24	3018383 - 18-17301 - Modification 2018-10-29 15 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Équipements Champagne - 9158-0720 Québec Inc 54 Principale sud Windsor, QC, J1S2B6	Monsieur Daniel Champagne Téléphone	**Commande : (1497636)** 2018-10-04 13 h 13	3018383 - 18-17301 - Modification 2018-10-29 15 h 28

	http://www.camionschampagne.ca NEQ : 1163101570	: 819 845-7078 Télécopieur : 819 845-3309	**Transmission :** 2018-10-04 13 h 25	- Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Service D'Équipement G.D. Inc. 104 rue d,Anvers Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3A 1S4 http://www.equipementsgd.com NEQ : 1160775103	Madame Marie-Josée Roussel Téléphone : 418 681-0080 Télécopieur : 418 683-0328	**Commande : (1499605)** 2018-10-11 10 h 07 **Transmission :** 2018-10-11 10 h 57	3018383 - 18-17301 - Modification 2018-10-29 15 h 28 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1184922023

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder deux contrats aux firmes « Équipements Twin inc. » (lot 1 : 603 618,75 $, taxes incluses) et « 9044-3433 Québec inc. (Aluquip) » (lot 2 : 321 930,00 $, taxes incluses) pour la fourniture et l'installation de 7 bennes à copeaux sur des châssis de camion fournis par la Ville – Dépense totale avec frais de contingences et toutes taxes incluses de 663 980,63 $ pour le lot 1 et de 354 123,00 $ pour le lot 2 - Appel d'offres public 18-17301 (2 soum.)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1184922023 - Acquisition 7 bennes à copeaux.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-27

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.10

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1188034014

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Jacques Olivier Ford inc pour la fourniture de vingt-neuf (29) camions châssis cabine de marque Ford F-350 et F-450 pour une somme maximale de 1 260 067,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17345 - (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Jacques Olivier Ford inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de trente (29) camions châssis cabine de marque Ford F-350 et F-450 pour une somme maximale de 1 260 067,37 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17345 ;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-12-20 11:00

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1188034014**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Jacques Olivier Ford inc pour la fourniture de vingt-neuf (29) camions châssis cabine de marque Ford F-350 et F-450 pour une somme maximale de 1 260 067,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17345 - (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but d'améliorer et optimiser la gestion de son parc de véhicules et équipements municipaux, la Ville de Montréal a procédé au regroupement des ressources humaines et financières dédiées aux activités du matériel roulant. Conséquemment, le Service du Matériel Roulant et des Ateliers (SMRA) est responsable de l'entretien et de l'acquisition des véhicules et équipements qui seront mis à disposition des arrondissements et des services centraux.
Dans le cadre de sa planification d'achat de matériel roulant pour l'année 2019, le SMRA a identifié le besoin de remplacer 29 véhicules, qui seront mis au rancart pour cause de désuétude.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public 18-17345 qui s'est tenu du 22 Octobre au 22 Novembre 2018. L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Devoir et dans le système électronique SÉAO. Le délai de réception des soumissions a été de 32 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 120 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission.

Conformément aux clauses administratives particulières de l'appel d'offres public 18-17345, l'octroi du contrat se fait au plus bas soumissionnaire conforme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1915 - 28 Novembre 2018 : Accorder un contrat à Jacques Olivier Ford inc pour la fourniture de cinq (5) camions châssis cabine de marque Ford F-550 pour une somme maximale de 271 484,72 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17283 - (3 soumissionnaires)
CM17 1372 - 11 Décembre 2017 : Accorder un contrat à Fortier Auto (Montréal) ltée pour la fourniture de 29 châssis-cabine de marque Ford, pour une somme maximale de 1 251 790,31 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16465 (3 soum.)

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat pour la fourniture de vingt-neuf camions :
- Dix (10) camionnettes de marque et modèle Ford F-350 2019, 2x4 à cabine d'équipe et roues arrières simples, dont le poids nominal brut est de 9900 lbs selon les critères du Devis 21418C12.

- Dix (10) camionnettes de marque et modèle Ford F-350 2019, 2x4 à cabine d'équipe et roues arrières doubles, dont le poids nominal brut est de 14000 lbs selon les critères du Devis 22418C12.

- Huit (8) camionnettes de marque et modèle Ford F-450 2019, 2x4 à cabine d'équipe, dont le poids nominal brut est de 16000 lbs selon les critères du Devis 23418D12.

- Un (1) camionnette de marque et modèle Ford F-450 2019, à cabine d'équipe, dont le poids nominal brut est de 16000 lbs selon les critères du Devis 23418F12.

Les véhicules sont dotés d'un moteur à essence à 8 cylindres de 6,2L. Ils vont servir au transport d'équipe d'employés et vont être affectés à de multiples activités de travaux publics et autres services. Ils seront sous la garantie usuelle du manufacturier pour une durée de 36 mois ou de 60 000 km, selon la première éventualité.

JUSTIFICATION

Ce dossier vise le remplacement de 29 véhicules qui seront mis au rancart pour cause de désuétude. La liste des véhicules à remplacer est présentée en pièce jointe. La durée de vie de ces véhicules se situe entre 10 et 12 ans. L’âge des véhicules à remplacer se situe entre 9 et 12 ans. 10 des véhicules n’ont pas atteint le critère de durée de vie utile, mais leur condition générale, conjuguée aux délais de livraisons des véhicules, nous incitent à les intégrer dans la planification de remplacement.
Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 18-17345 pour lequel il y a eu 3 preneurs du cahier des charges.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre	Total
Jacques Olivier Ford Inc	1 303 036,97		1 303 036,97
Fortier Auto (Montréal) Ltée	1 318 765,55		1 318 765,55
Dernière estimation du SMRA	1 284 270,75		1 284 270,75
Coût moyen des soumissions conformes $ *(total du coût des soumission conformes / nombre de soumissions)*			1 310 901,26
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme % *((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse)/la plus basse)x100*			0,60
Écart entre la plus haute et la plus basse $ *(la plus haute conforme - la plus basse conforme)*			15 728,58
Écart entre la plus haute et la plus basse % *((la plus haute conforme - la plus basse conforme)/la plus basse)x100*			1,21
Écart entre la plus basse et la dernière estimation $ *(la plus basse conforme - la dernière estimation)*			18 766,22
Écart entre la plus basse et la dernière estimation % *((la plus basse conforme - la dernière estimation)/ la dernière estimation)x100*			1,46
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse $ *(la deuxième plus basse conforme - la plus basse)*			15 728,58
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse % *((la deuxième plus basse conforme - la plus basse)/la plus basse)x100*			1,21

Pour estimer la dépense, le rédacteur du devis technique s'est appuyé sur l'historique de consommation des années antérieures. Tel que le démontre le tableau ci-dessus, l'écart entre le plus bas prix reçu et la dernière estimation est faible (1,46%) . De plus, le faible écart entre les montants des deux plus basses soumissions reçues (1,21%) confirme que les prix reçus sont compétitifs.

Le prix indiqué dans le tableau (1 303 036,97$) est le prix d'acquisition pour 30 véhicules, tels que requis lors de l'appel d'offres 18-17345. Toutefois, du fait du changement des besoins opérationnels, seulement 29 véhicules seront achetés dans le cadre de cet appel d'offres.

Un seul des preneurs du cahier des charges a présenté une offre au prix total de 1 273 865,51$, mais il n'a pas été retenu pour non conformité technique car le modèle proposé dans la soumission pour le devis 21418C12 ne correspondait pas au modèle demandé.

Dans le but de faciliter un bon niveau de concurrence, la Ville n'a exigé aucune garantie de soumission et d'exécution dans le cadre de l'appel d'offres 18-17345.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 1 260 067,37 $, taxes incluses, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 1 150 609,45 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale (18-032) destiné aux achats de véhicules et leurs équipements (projet 68102).

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre en 2019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le marché des véhicules 100 % électriques ne se limite principalement qu'à la catégorie des véhicules sous-compacts. Le créneau des camions et des fourgons à propulsion entièrement électrique n’est pas desservi par les grands manufacturiers. Ainsi, pour ce qui est des camions châssis cabine de marque F-350 et F-450, et en lien avec les orientations définies dans la Politique verte du matériel roulant 2016-2020, le SMRA s'assure, tout en respectant les besoins opérationnels de ses clients, que les motorisations retenues sont les plus petites des catégories visées (V8, 6.2 Litres). De plus, et afin de réduire leur impact sur l'environnement, ces camions sont équipés par un système électrique auxiliaire qui alimente tous les feux de signalisation et la flèche pendant les opérations. Ce système, combiné au module de gestion du ralenti moteur et au système auxiliaire de chauffage de la cabine, permettent aux utilisateurs d'éteindre le moteur du camion pendant les opérations lorsqu'ils ne se déplacent pas, Il n'est donc plus nécessaire de laisser tourner le moteur au ralenti pendant des heures pour alimenter quelques fonctions auxiliaires du camion.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de fait, les frais d’entretien, de réparation ainsi que les délais d’immobilisation. Dans le cas du présent dossier, cela aurait également un impact sur les citoyens car les opérations de la Ville seraient retardées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission des bons de commande en Février 2019.

- Livraison des véhicules 180 jours après l'émission du Bon de Commande.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Bruno CÔTÉ MARCHAND, Service du matériel roulant et des ateliers

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohammed BOUTOUBA
Agent de recherche

Tél : 5148726523
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-13

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2018-12-17

Liste des appareils à remplacer

Remplacement d'appareils prévus en 2018	Matricule	Mise en service	Age en 2018	Durée de vie	Unité d'affaires
21418C12 - CAMION 5001-10000 LB.	211-09686	2009	9	10	76-Arr.L'Île Bizard - Ste-Geneviève
21418C12 - CAMION 5001-10000 LB.	212-07041	2006	12	10	52-Arr.Ville-Marie
21418C12 - CAMION 5001-10000 LB.	212-07043	2006	12	10	58-Arr.Villeray - St-Michel - Parc-Extension
21418C12 - CAMION 5001-10000 LB.	212-07045	2006	12	10	58-Arr.Villeray - St-Michel - Parc-Extension
21418C12 - CAMION 5001-10000 LB.	212-08052	2007	11	10	56-Arr.Ahuntsic-Cartierville
21418C12 - CAMION 5001-10000 LB.	212-08054	2007	11	10	56-Arr.Ahuntsic-Cartierville
21418C12 - CAMION 5001-10000 LB.	212-08518	2008	10	10	53-Arr.Sud-Ouest
21418C12 - CAMION 5001-10000 LB.	212-09149	2009	9	10	53-Arr.Sud-Ouest
21418C12 - CAMION 5001-10000 LB.	212-09150	2009	9	10	53-Arr.Sud-Ouest
21418C12 - CAMION 5001-10000 LB.	212-09286	2009	9	10	52-Arr.Ville-Marie
22418C12 - CAMION 10001-14000 LB.	212-06386	2006	12	10	87-Arr.Montreal-Nord
22418C12 - CAMION 10001-14000 LB.	212-06526	2006	12	10	83-Arr.de Verdun
22418C12 - CAMION 10001-14000 LB.	212-06527	2006	12	10	83-Arr.de Verdun
22418C12 - CAMION 10001-14000 LB.	224-07147	2007	11	11	89-Arr.Lasalle
22418C12 - CAMION 10001-14000 LB.	224-07148	2007	11	11	89-Arr.Lasalle
22418C12 - CAMION 10001-14000 LB.	224-07149	2007	11	11	89-Arr.Lasalle
22418C12 - CAMION 10001-14000 LB.	224-07218	2007	11	11	89-Arr.Lasalle
22418C12 - CAMION 10001-14000 LB.	234-07014	2006	12	12	54-Arr.Plateau-Mont-Royal
22418C12 - CAMION 10001-14000 LB.	234-07019	2006	12	12	57 Arrondissement Rosemont - la Petite-Patrie
22418C12 - CAMION 10001-14000 LB.	234-08107	2007	11	12	57 Arrondissement Rosemont - la Petite-Patrie
23418D12 - CAMION 14001-16500 LB.	212-08408	2008	10	10	82-Arr.Pierrefonds - Roxboro
23418D12 - CAMION 14001-16500 LB.	234-06325	2006	12	12	51-Arr.Rivière-Des-Prairies - Pointe-Aux-Trembles
23418D12 - CAMION 14001-16500 LB.	234-07017	2006	12	12	56-Arr.Ahuntsic-Cartierville
23418D12 - CAMION 14001-16500 LB.	234-07018	2006	12	12	56-Arr.Ahuntsic-Cartierville
23418D12 - CAMION 14001-16500 LB.	234-08014	2007	11	12	52-Arr.Ville-Marie
23418D12 - CAMION 14001-16500 LB.	234-08016	2007	11	12	52-Arr.Ville-Marie
23418D12 - CAMION 14001-16500 LB.	234-08017	2007	11	12	52-Arr.Ville-Marie
23418F12 - CAMION 16501-19500 LB.	234-08005	2007	11	12	52-Arr.Ville-Marie
23418D12 - CAMION 14001-16500 LB.	234-08015	2007	11	12	52-Arr.Ville-Marie

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1188034014

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Jacques Olivier Ford inc pour la fourniture de vingt-neuf (29) camions châssis cabine de marque Ford F-350 et F-450 pour une somme maximale de 1 260 067,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17345 - (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17345_Intervention_«SMRA».pdf 18-17345 PV.pdf 18-17345_DetCah.pdf

18-17345_Tableau de vérification.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-13

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Division Acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17345 — No du GDD : 1188034014

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de divers châssis-cabine de marque Ford

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 10 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 22 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 22 - 11 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 32 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 100

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
GARAGE P. VENNE INC.	Non-conforme tchniquement. Le modèle proposé dans la soumission pour le devis 21418C12 ne correspondait pas au modèle demandé.

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 3 - 2019

Date d'échéance révisée : 22 - 3 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
JACQUES OLIVIER FORD INC.	1 303 036,97	√	
FORTIER AUTO (MONTRÉAL) LTÉE	1 318 765,55		

Information additionnelle

Le prix de la soumission de la firme Fortier Auro (Montréal) ltée été corrigé. La différence entre le prix inscrit sur le procès verbal et celui inscrit au tableau des prix est due à des erreurs de calcul.

Préparé par : Renée Veillette — Le 13 - 12 - 2018

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-17345
Numéro de référence : 1208165
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Acquisition de divers châssis-cabine de marque Ford

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Fortier Auto (Montréal) Ltée 7000, boul. Louis-H. Lafontaine Montréal, QC, H1M 2X3 http://www.fortierauto.com NEQ : 1140587461	Monsieur Yannick Bastien Téléphone : 514 353-9821 Télécopieur : 514 353-4556	**Commande : (1504335)** 2018-10-24 13 h 20 **Transmission :** 2018-10-24 13 h 20	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
JACQUES OLIVIER FORD INC 4405 CHEMIN CHAMBLY Longueuil, QC, J3Y 3M7 NEQ : 1143058627	Monsieur Serge Labelle Téléphone : 450 445-3673 Télécopieur : 450 445-4451	**Commande : (1514396)** 2018-11-21 17 h 02 **Transmission :** 2018-11-21 17 h 02	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
venne ford 94 notre dame Repentigny, QC, j6a 2p3 NEQ : 1143979681	Monsieur luc venne Téléphone : 450 581-0120 Télécopieur : 450 581-7698	**Commande : (1503813)** 2018-10-23 11 h 54 **Transmission :** 2018-10-23 11 h 54	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc media

© 2003-2018 Tous droits réservés

Numéro de l'appel d'offres : 18-17345
Titre : Acquisition de divers châssis-cabine de marque Ford
Date d'ouverture des soumissions : 22 novembre 2018

Item	Description	Quantité	GARAGE P. VENNE INC.		JACQUES OLIVIER FORD INC.		FORTIER AUTO (MONTRÉAL) LTÉE	
			Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
1	Acquisition de camionnettes Ford F-350, châssis-cabine, 2X4 à cabine d'équipe à roues arrières simples, selon les caractéristiques décrites au devis 21418C12	10	32 000,00 $	320 000,00 $	36 056,00 $	360 560,00 $	36 535,00 $	365 350,00 $
2	Acquisition de camionnettes F-350, châssis-cabine, 2X4, PTAC de 14 000lb à cabine d'équipe et roues arrières doubles, selon les caractéristiques décrites au devis 22418C12	11	38 200,00 $	420 200,00 $	37 373,00 $	411 103,00 $	37 858,00 $	416 438,00 $
3	Acquisition de camionnettes F-450, châssi-cabine, 2X4, PTAC de 16 000lb à cabine d'équipe, selon les caractéristiques décrites au devis 23418D12	8	40 800,00 $	326 400,00 $	40 127,00 $	321 016,00 $	40 522,00 $	324 176,00 $
4	Acquisition de camionnettes F-450, 2X4, châssis-cabine, PTAC de 16 000lb, CA de 84 po à cabine d'équipe, selon les caractéristiques décrites au devis 23418F12	1	41 350,00 $	41 350,00 $	40 643,00 $	40 643,00 $	41 038,00 $	41 038,00 $
	Total avant taxes			1 107 950,00 $		1 133 322,00 $		1 147 002,00 $
	TPS 5 %			55 397,50 $		56 666,10 $		57 350,10 $
	TVQ 9,975 %			110 518,01 $		113 048,87 $		114 413,45 $
	Montant total			1 273 865,51 $		1 303 036,97 $		1 318 765,55 $
	Formulaire de soumission signé		Oui		Oui		Oui	
	Achat du cahier des charges sur le SEAO		Oui		Oui		Oui	
	Addendas (inscrire N/A ou le nombre)		Aucun		Aucun		Aucun	
	Numéro NEQ		1143979681		1143058627		1140587461	
	Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)		Oui		Oui		Oui	
	Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)		OUi		OUi		OUi	
	Vérification dans la liste des personnes ayant contrevenu à la Politique de Gestion Contractuelle		OUi		OUi		OUi	
	Vérification au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle		Oui		Oui		Oui	
	Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)		Oui		Oui		Oui	

Remarque : Non-conforme aux exigences demandées à l'item 1

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : **Date :**

	VENNE				OLIVIER				FORTIER			
	21418C12	22418C12	23418D12	23418F12	21418C12	22418C12	23418D12	23418F12	21418C12	22418C12	23418D12	23418F12
Prix de détail suggéré (PDSF) du véhicule et de l'ensemble des options manufacturières choisies	43 939,00 $	50 959,00 $	54 159,00 $	54 759,00 $	51 434,00 $	52 959,00 $	56 059,00 $	54 759,00 $	49 534,00 $	51 059,00 $	54 159,00 $	54 759,00 $
Clés sans frais - inclus dans le PSDF du véhicule	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus		Inclus	Inclus	Inclus		Inclus	Inclus
Rabais du manufacturier « parc auto » :	9 600,00 $	9 600,00 $	9 600,00 $	9 600,00 $	9 600,00 $	9 600,00 $	9 600,00 $	9 600,00 $	9 600,00 $	9 600,00 $	9 600,00 $	9 600,00 $
Rabais du concessionnaire :	5 001,00 $	5 827,00 $	6 427,00 $	6 477,00 $	8 029,00 $	8 243,00 $	8 589,00 $	6 477,00 $	5 727,00 $	5 935,00 $	6 371,00 $	6 455,00 $
Transport et préparation :	1 800,00 $	1 800,00 $	1 800,00 $	1 800,00 $	1 800,00 $	1 800,00 $	1 800,00 $	1 800,00 $	1 800,00 $	1 800,00 $	1 800,00 $	1 800,00 $
Taxes d'accise pour la climatisation :	100,00 $	100,00 $	100,00 $	100,00 $	100,00 $	100,00 $	100,00 $	100,00 $	100,00 $	100,00 $	100,00 $	100,00 $
Sous-Total	31 238,00 $	37 432,00 $	40 032,00 $	40 582,00 $	35 705,00 $	37 016,00 $	39 770,00 $	40 582,00 $	36 107,00 $	37 424,00 $	40 088,00 $	40 604,00 $
TPS (5%)	1 561,90 $	1 871,60 $	2 001,60 $	2 029,10 $	1 785,25 $	1 850,80 $	1 988,50 $	2 029,10 $	1 805,35 $	1 871,20 $	2 004,40 $	2 030,20 $
TVQ (9,975%) payable à la SAAQ	3 115,99 $	3 733,84 $	3 993,19 $	4 048,05 $	3 561,57 $	3 692,35 $	3 967,06 $	4 048,05 $	3 601,67 $	3 733,04 $	3 998,78 $	4 050,25 $
Total no 1	**35 915,89 $**	**43 037,44 $**	**46 026,79 $**	**46 659,15 $**	**41 051,82 $**	**42 559,15 $**	**45 725,56 $**	**46 659,15 $**	**41 514,02 $**	**43 028,24 $**	**46 091,18 $**	**46 684,45 $**
Clés supplémentaire avec frais	500,00 $	500,00 $	500,00 $	500,00 $	339,00 $	339,00 $	339,00 $	500,00 $	416,00 $	416,00 $	416,00 $	416,00 $
Droit environnemental sur les pneus neufs	12,00 $	18,00 $	18,00 $	18,00 $	12,00 $	18,00 $	18,00 $	18,00 $	12,00 $	18,00 $	18,00 $	18,00 $
Produits acquis en sous-traitance. Veuillez énumérer les éléments composant le prix.	250,00 $	250,00 $	250,00 $	250,00 $								
Sous-Total	762,00 $	768,00 $	768,00 $	768,00 $	351,00 $	357,00 $	357,00 $	518,00 $	428,00 $	434,00 $	434,00 $	434,00 $
TPS (5%)	38,10 $	38,40 $	38,40 $	38,40 $	17,55 $	17,85 $	17,85 $	25,90 $	21,40 $	21,70 $	21,70 $	21,70 $
TVQ (9,975%) âyable à la SAAQ	76,01 $	76,61 $	76,61 $	76,61 $	35,01 $	35,61 $	35,61 $	51,67 $	42,69 $	43,29 $	43,29 $	43,29 $
Total no 2	**876,11 $**	**883,01 $**	**883,01 $**	**883,01 $**	**403,56 $**	**410,46 $**	**410,46 $**	**595,57 $**	**492,09 $**	**498,99 $**	**498,99 $**	**498,99 $**
Prix unitaire du véhicule Sous-Total no 1 + Sous-Total no 2	**32 000,00 $**	**38 200,00 $**	**40 800,00 $**	**41 350,00 $**	**36 056,00 $**	**37 373,00 $**	**40 127,00 $**	**41 100,00 $**	**36 535,00 $**	**37 858,00 $**	**40 522,00 $**	**41 038,00 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1188034014

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Jacques Olivier Ford inc pour la fourniture de vingt-neuf (29) camions châssis cabine de marque Ford F-350 et F-450 pour une somme maximale de 1 260 067,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17345 - (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1188034014 - Acquisition 30 camions châssis.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-20

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.11

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1187637002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Jon Rafman, artiste professionnel faisant affaire sous le nom de Jon Rafman Studios inc au montant maximal de 413 910,00 $ taxes et contingences incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Transitions" pour le projet de réaménagement de la rue Prince-Arthur Est / Approuver un projet de convention à cette fin.

1. d'approuver un projet de convention par lequel Jon Rafman Studios, nom sous lequel fait affaire le lauréat du concours Jon Rafman, s'engage à fournir à la Ville les services artistiques requis à cette fin pour une somme maximale de 413 910,00$, taxes incluses, conformément aux termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-06 11:12

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187637002**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Jon Rafman, artiste professionnel faisant affaire sous le nom de Jon Rafman Studios inc au montant maximal de 413 910,00 $ taxes et contingences incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Transitions" pour le projet de réaménagement de la rue Prince-Arthur Est / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent concours s'inscrit dans le cadre du réaménagement de la rue Prince-Arthur Est, identifié comme le projet de legs de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal dans le cadre du 375^{e} anniversaire de Montréal. Un premier concours a été tenu en 2017, où aucune proposition n'a été retenue par les membres de jury. En 2018, le concours a été relancé. Première rue piétonne de Montréal, les travaux de réaménagement de la rue Prince-Arthur Est entre le boulevard Saint-Laurent et l'avenue Laval ont permis de revaloriser cette mythique rue de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. L'organisation spatiale de la rue, suite aux travaux, offre un espace piéton accueillant et polyvalent, compatible avec la vocation commerciale de la rue. Le réaménagement contribue à créer un milieu de vie effervescent, innovateur et dynamique, représentatif des citoyens de l'arrondissement. Le projet est une occasion unique de rehausser la valeur des espaces publics du secteur, ainsi que la vitalité d'une artère vivante au moyen de l'art public. L'arrondissement souhaite ainsi finaliser le projet de réaménagement de la rue Prince-Arthur Est par l'intégration d'une œuvre d'art.

Lors de la première rencontre du jury tenue le 27 avril 2018, les membres du jury ont analysé les 43 candidatures reçues et jugées conformes dans le cadre de l'avis public du concours. Lors de cette rencontre, quatre (4) finalistes ont été désignés pour produire une proposition complète d'oeuvre d'art. Il s'agissait de Jean-Robert Drouillard, Josée Dubeau, Cooke-Sasseville et Jon Rafman. Le 19 septembre 2018, le jury a recommandé la proposition de Jon Rafman, artiste visuel, pour son oeuvre intitulée *Transitions.*

Le jury mis sur pied spécifiquement pour ce concours était composé de : Emmanuelle Collins, représentante des citoyens; Emmanuel Galland, artiste et commissaire; Stéphanie-

Anne Garon, Chef d'équipe, conseillère en aménagement à la division des études techniques, arrondissement du Plateau-Mont-Royal; Joanne Germain, agente Culturelle, arrondissement du Plateau-Mont-Royal; Nicolas Mavrikakis, commissaire indépendant, critique d'art; Bénédicte Ramade, chargée de cours, Université de Montréal; Michèle Picard, chef de division, Équipements culturels et Bureau d'art public.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 250 346 - Autoriser, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la tenue d'un concours par avis public par le Service de la culture pour pour l'acquisition d'une oeuvre d'art public dans le cadre du réaménagement de la rue Prince-Arthur dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal / Négocier et conclure des contrats avec les finalistes du concours / Négocier et conclure un contrat avec le lauréat du concours et assurer le suivi de réalisation de l'oeuvre / Autoriser une dépense de 45 990 $, taxes incluses pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'oeuvre d'art.
CA16 25 0265 - Octroyer un contrat de 3 286 014,82 $, taxes et contingences incluses, à la firme « Ramcor Construction Inc. », pour les travaux de voirie, d'éclairage et d'aménagement de la rue Prince-Arthur Est entre le boulevard St-Laurent et l'avenue Laval dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal dans le cadre du Programme de réfection routière artériel et autoriser une dépense totale à cette fin de 3 837 014,82 $ incluant des incidences au montant de 551 000,00 $. Appel d'offres public : DDTTP54-16-02 (Cinq (5) soumissionnaires)

CA16 25 0105 - Offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85, alinéa 2, de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux sur la rue Prince-Arthur Est.

CM15 0332 - Accepter les offres à venir des conseils d'arrondissement de prendre en charge la réalisation de travaux de voirie sur des rues du réseau artériel administratif de la Ville qui, avant le 1er janvier 2015, faisaient partie du réseau local, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (1154073001).

CE15 0670 - Approuver les projets de legs des arrondissements dans le cadre du 375e anniversaire de la Ville de Montréal et les conditions s'y rattachant.

DESCRIPTION

Les services de l'artiste comprennent notamment : les honoraires et les droits d'auteur de l'artiste; les frais de production des plans, devis et estimations de coût (préliminaires et définitifs) de l'oeuvre; les honoraires des professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'oeuvre; l'achat et la transformation des matériaux; le transport, la fabrication, l'assemblage et l'installation de l'oeuvre; les permis et tous les frais de coordination relatifs à la réalisation et à l'installation de l'oeuvre; les frais d'administration et d'assurance. Les travaux de réalisation seront exécutés selon la maquette et les planches présentées par l'artiste lors du jury de sélection.

Frais liés au projet d'art public	Montants avant taxes	Montants taxes incluses	Montants nets de ristourne
Contrat de l'artiste	340 000,00$	390 915,00$	356 957,50$
Contingences de l'oeuvre	20 000,00$	22 995,00$	20 997,50$
Total	**360 000,00$**	**413 910,00$**	**377 955,00$**

* Le budget des frais liés au concours et des incidences ont fait déjà l'objet d'un sommaire décisionnel.

JUSTIFICATION

Le concours s'inscrit dans une démarche qui vise à enrichir la collection d'oeuvres d'art public de la Ville de Montréal, à promouvoir la qualité des interventions qui sont réalisées en milieu urbain et développer le sens critique du public. Pour l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, l'ajout de l'oeuvre d'art dans le projet a comme objectif de devenir un élément identitaire de la rue.
Un premier concours a été tenu en 2017, année du 375^{e} anniversaire de Montréal, où aucune proposition n'a été retenue par les membres de jury. En 2018, le concours a été relancé.

Il s'agit d'une occasion unique de marquer le territoire par une image forte démontrant la vitalité d'un arrondissement qui se démarque comme haut lieu de créativité. L'oeuvre contribuera à cet espace public.

En vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, le Service de la culture souhaite fournir les services demandés par l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Le présent dossier décisionnel vise à ce que le comité exécutif réponde favorablement à cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal du contrat est de 413 910,00$ toutes les taxes incluses et les contingences et sera assumé comme suit:
Service de l'urbanisme et de la mobilité :

Un montant de 370 455,00 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 17-028 aménagement et aménagement du domaine public

Service de la culture :

Un montant maximal de 7 500,00$ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 12-037 acquisition et restauration d'oeuvres d'art.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet est en accord avec les engagements du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020* , en particulier avec l'action numéro 13 qui vise notamment à multiplier les interventions en art public pour aménager des quartiers durables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'oeuvre s'inspire du poème d'Ezra Pound "Hugh Selwyn Mauberley". L'œuvre fait partie d'une réflexion amorcée par l'artiste dans sa série intitulée « New Age Demanded » qui questionne les dichotomies engendrées par notre dépendance au Web dans notre vie quotidienne.
Transitions utilisera une technologie de pointe pour réaliser l'une des plus anciennes traditions de la sculpture : bien que taillées dans le granite, les sculptures seront créées à l'aide d'une technologie numérique avant d'être façonnées à l'aide d'un robot. L'utilisation d'une méthode contemporaine et technologique pour sculpter est innovante.

L'œuvre d'art est composée de deux sculptures en granite, l'une est à la verticale et l'autre à l'horizontale. Les deux sont placées sur deux socles en granite.

Ces sculptures illustrent la recherche de permanence historique dans une culture éphémère. En particulier, l'art devait s'adresser à "homo urbanus, être évoluant à toute allure au cœur de la cité moderne". Le projet suggère l'anonymat dans la ville : les sculptures de *Transitions* capturent le mouvement accéléré d'un instant. Chacune des œuvres évoquant une méditation sur l'histoire multiple du site ainsi que son utilisation actuelle. Comme œuvre d'art public, *Transition s* représente une approche radicalement différente dans la métamorphose du virtuel vers le réel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une action de communication est recommandée en accord avec le Service des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Fabrication de l'oeuvre: janvier 2019 - mai 2019
Installation: mai - juin 2019
Inauguration : juin 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux pratiques administratives de la Ville en matière d'art public et à la Politique de capitalisation de la Ville (PTI). À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie-Anne GARON, Le Plateau-Mont-Royal
Nike LANGEVIN, Service des communications

Lecture :

Stéphanie-Anne GARON, 17 décembre 2018
Nike LANGEVIN, 14 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-12-14

Marie-Claude LANGEVIN
agent(e) de developpement culturel

Tél : 514 872-3988
Télécop. :

Michèle PICARD
Chef de divison -Équipements culturels et Bureau d'art public

Tél : 514 868-5856
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
Chef de division - Développement culturel
Tél : 514 872-5592
Approuvé le : 2019-01-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Thomas RAMOISY
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514-872-2884
Approuvé le : 2019-01-04

Jon Rafman : Transitions

Soumission pour le concours d'art public de la rue Prince-Arthur Est

Description du concept

Merci pour l'occasion d'approfondir les propos présentés dans ma soumission initiale pour le projet d'art public pour la rue Prince-Arthur Est qui s'intitule ***Transitions***. Cet œuvre fait partie de la série *New Age Demanded*, une série qui s'inspire d'un poème du poète moderniste Ezra Pound, ainsi que des bustes de la Grèce antique et de la science-fiction avec sa littérature conceptuelle de réalités alternatives.

Espace d'implantation

L'espace d'implantation prévu pour ce projet s'avère particulièrement adapté à l'art public et singulièrement aux sculptures que j'y envisage. L'espace d'implantation, qui se trouve dans le corridor piéton Prince-Arthur Est, est très près de la rue animée de St. Laurent. L'œuvre d'art sera installer dans une aire trapézoïdale qui occupe une partie majeure du corridor entre un café au nord et la banque au sud du corridor. L'ampleur de l'espace d'implantation (environ 56 mètres carrés) ainsi que sa haute visibilité offre un espace idéal pour envisager les façons dont l'histoire et la mémoire collective et individuelle façonnent les paradigmes culturels de notre société. Les sculptures que je propose pour ce projet d'art public s'inscrivent en continuité avec l'identité complexe de ce lieu.

Composantes de l'œuvre

Transitions utilisera une technologie de pointe pour réaliser l'une des plus anciennes traditions de la sculpture : bien que taillés dans du granit—matériau des plus classique-, les sculptures seront crées à l'aide de technologie numérique avant d'être façonnés a l'aide d'un robot. *Transitions* sera composé de deux sculptures en granit, l'une est debout et l'autre est allongé, plat ventre. Elles seront de couleurs et formes différents mais complémentaires. Les deux sont placées sur deux socles aussi en granit. La méthode d'intégrer la fondation, le socle et la sculpture assure une présentation harmonieuse. Des apertures au dessous des sculptures permettent l'entrée de grands poteaux émergeant des fondations à travers les socles. Le socle est directement couplé à la sculpture et un poli haut de gamme assure le maintien. Le rapport technique précise de nombreux caractéristiques qui contribueront à la force de ce projet d'art public : le renforcement de la fondation par l'acier, les matériaux durables, les méthodes de maintien utiles pour ne citer que quelques exemples.

Concept élaboré et intention

Ce projet sculptural, qui met en jeu différents plans et matériaux, rappellera l'archéologie et démontre la forme matérielle de la mémoire. Ces sculptures illustrent la recherche de permanence historique dans une culture éphémère. En particulier, l'art devait s'adresser à *homo urbanus*, être évoluant à toute allure au cœur de la ville moderne. Mon projet suggère l'anonymat dans la ville

moderne : les bustes de *Transitions* capturent le mouvement accéléré d'un instant. Les formes sculpturales existent dans le temps et sont pourtant figées, come les passants en mi- transformation.

Crées par système numérique et sculpté par système robotique mais formé par le matériel le plus ancienne, ces bustes représentent la confrontation de l'histoire aux avenirs possibles dans un espace topologique où la réalité est moulée, étirée et courbée. Dans *Transitions* la perspective humaine est moulée, mais jamais rompue. Chacun de deux oeuvres évoquant une méditation sur l'histoire multiple du site ainsi que son utilisation et le locus actuel. Le projet interpellera les piétonniers tout de même que les flâneurs du quartier à projeter leurs propres futurs sur ces bustes.

Comme œuvre d'art public, *Transition**s*** représente une approche radicalement différente dans la métamorphose du virtuel vers le réel. L'utilisation d'une méthode contemporaine et technologique pour sculpter est également innovante. De plus, le buste comme forme sculpturale était généralement réservé à la canonisation de personnages d'importance historique. C'est en granit que fut taillé le buste de la reine égyptienne Néfertiti en 14ième siècle AC ainsi que la sculpture renommée de l'Avukana Buddha de 5ième siècle Sri Lanka. Mon projet respecte et défie cette tradition. Les bustes de *Transition*s célèbrent ce qui est humain, familier et étrange, tout autant marginal que multiple, incarnant le passé et projetant les futurs imaginés en chacun de nous.

Intégration au lieu

Nous avons conçus la création et le placement des sculptures pour être également visibles et accessibles à tous. L'emplacement des bustes respectera le va-et-vient des piétons tout en les invitant à contempler l'œuvre. Les passants sur Saint Laurent puissent voir clairement les formes l'une à côté de l'autre. De plus, les gens qui se promènent sur le Prince Arthur ont une vision claire et dégagée des sculptures. C'est exprès que le dynamisme de l'installation vient des formes des sculptures elles-mêmes au lieu de leur placement. Les sculptures seront placées de sorte que chacune peut être appréciée de n'importe quel point de vue. Les sculptures ont également été conçues pour être ambiguës quant aux faces avant et arrière. De même, les personnes venant de n'importe quelle direction puissent avoir une vue claire sans être obliger de se mettre directement devant les sculptures.

Nous proposons qu'une façon non intrusive d'encourager la publique à maintenir une distance convenable des sculptures sera de créer une espace paysager autour de l'aire rectangulaire de l'installation. Même si quelqu'un réussit d'escalader ou de grimper sur une sculpture, la structure est suffisamment solide et sécuritaire pour absorber ces interventions. (Bien entendu, la décision finale dépend des instances pertinentes à cet égard).

Un paysage humain déferle devant les sculptures sur Prince Arthur coin St. Laurent : d'illustres personnages tels juges, politiciens et scientifiques côtoient les membres les plus marginaux de notre société. Nous sommes désireux de les tous accueillir. Nos sculptures offre une méditation sur les dichotomies, nouveau et ancien, virtuel et réel, homme et femme, et suggèrent que des binaires peuvent être interprétées aussi comme continuités. Comme artiste, je vise à représenter l'impossible, le sublime, tout en explorant le domaine numérique en tant qu'espace démocratique. Ce projet tentera de révéler notre capacité à subir d'importantes transformations et de souligner cette capacité à nos concitoyens.

Description technique

Description des diverses parties et dimensions

L'oeuvre « *Transitions* " est composée de deux sculptures. Chaque sculpture est montée sur un socle de granit. Une sculpture est posée verticalement, qui s'appelle Ups and Downs. Elle mesure 1.9 m d'hauteur, 1.3 m de large et 0.9 m de profondeur. Elle pese environ 434.5 kg. L'autre sculpture est posee horizontalement, qui s'appelle Zig zag, mesure 1.4 m d'hauteur, 1.9 m de large et 0.8 m de profondeur. Elle pese environ 418.2 kg. Elles sont les deux montées sur des socles qui mesurent 0.6 m d'hauteur, 2.4 m de largeur, et 1.6 m de profondeur chaque. Les socles pesent environs 446.8 kg chaques.

Caractéristiques des matériaux

La sculpture verticale (*Hauts-et-bas*) sera réalisée en utilisant le granite gris Stanstead. La sculpture horizontale (*ZigZag)* sera réalisée en granit rose Laurentien. Le Noir Cambrian est utilisé pour les socles. La longévité et durabilité de ces genres de granit, provenant du Québec sont mieux adaptées pour notre climat fort variable. En utilisant le granit, les œuvres pourront durer longtemps (les décennies et décennies) avec un entretien minimal.

Fabrication, assemblage, traitement et finition des matériaux

Les sculptures et leurs socles seront fabriqués à la compagnie North American Sculpture Center (NASC). Ici, le granit canadien est importé et usiné par une machine CNC robotisée à 7 axes, qui lit directement à partir du modèle 3D qui est déjà préparé. Cette compagnie s'occupe de l'achat et de l'importation du matériel. Une fois que les sculptures sont usinées, elles sont finies et polies jusqu'à ce qu'elles soient lisses et scellées. Ceci se fait avec un produit chimique formulé pour les sculptures en granit qui se trouvent à l'extérieur (les sculptures en plein air). Les sculptures et leurs socles sont expédiées de NASC à New York jusqu'aux entrepôts de l'Infravert à Québec et resteront avec elles jusqu'à leur installation. Les sculptures et leurs socles seront assemblés lors de leur installation.

Fondations et encrages

Les sculptures incluant leurs socles seront installées sur des dalles de béton et fixées à ces dalles à l'aide d'ancrage chimique. La dalle sera composée d'un mélange de béton spécialement conçu pour les trottoirs de Montréal.

Une fondation granulaire en pierre concassée va se trouver sous la terre que, présentement, remplit l'espace. La terre sera sortie de 300 mm sous la future dalle de béton où on y mettra 300 mm de pierre concassée puis 100 mm d'isolant rigide extrudé. La dalle de béton armée aura 300 mm d'épaisseur et fera environs 6.6 m x 4.4 m, pour un volume total de près de 9 m 3 de béton.

Une quantité adéquate d'armature sera alors prévus et calculés par la firme d'ingénieur que nous avons pressenti, en l'occurrence la firme NCK Ltée. Le béton sera fini avec une finition

antidérapante telle qu'une finition aux balais ou à la truelle de bois, selon les exigences de la ville. La dalle de béton sera désolidarisée des ouvrages adjacents à l'aide de planches en asphalte.

Procédures d'installation

Une fois la dalle de béton coulée, nous procéderons à l'installation des deux monolithes de granit, qui seront pré-percés pour recevoir des ancrages en acier inoxydable. Nous fixerons ensuite les monolithes à la dalle de béton à l'aide d'ancrage chimique. Un espace sera alors gardé entre la dalle de béton et les pièces de granit à l'aide de cales de nylon afin de permettre un retrait éventuel des socles, le cas échéant.

Les oeuvres seront entreposées aux ateliers de l'Infravert Terrebonne en attendant leur installation. Une fois les travaux préparatifs réalisés et les temps de cure du béton atteints, ils procéderont avec le transport et l'installation des oeuvres en les fixant dans les dalles de granit à l'aide de tiges filetées en acier inoxydable et de l'ancrage chimique.

Calendrier de travail ou échéancier

Du moment ou les sculptures et les socles sont commandés, North American Sculpture Center propose un délai maximum d'un mois qui inclut la livraison. La fabrication des oeuvres et le polissage prendront environ deux semaines. Deux autres semaines sont rajoutées pour la livraison et des imprévus de fabrication.

Les travaux d'installation prendront une semaine sur le site pour la construction de la dalle de béton et sa fondation granulaire. Une autre semaine sera nécessaire pour la cure du béton. L'installation des sculptures et de leurs socles de granit peut se faire un ou deux jours. Ceci dépend du niveau de préparation requis pour l'installation.

Exigences d'entretien

Les sculptures seront protégées car elles seront hautement polie et enrobé de cire spécialement conçue pour la protection d'oeuvres d'art extérieures. Ils pourront aussi recevoir des traitements anti-graffiti si nécessaire. Un entretien annuel sera requis pour garder les sculptures propres. À chaque 5 -10 années, un lavage intense et un re-cirage serra conseillé. Des recommandations plus spécifiques seront fournies par le fabricant des sculptures pour élaborer sur la fréquence et le processus de lavage et d'entretien lors de la commande tentative.

Liste des fournisseurs et des sous-traitants

PRECISION STONE (Fabriquant des sculptures et des socles)
95 Hopper Street, Westbury, NY, 11590
516.997.6190
info@stonesculture.com

INFRAVERT (Installation, ingénierie et fondation)
4275 Montée Gagnon
Terrebonne, J6Y 0G7
Québec, Canada
514-655-5848
info@infravert.ca

Lettre d'un ingénieur attestant la faisabilité du projet
Voir la lettre d'Infravert dessous. Elle a été signe par Ariel Dumontier, un ingénieur.

Aménagement paysager

Le site trapézoïdal est prévu sur l'espace d'implantation pour installer l'art public sera planifié en tenant compte du projet d'aménagement.

Budget

Le budget global est présenté selon les lignes directrices fournies par le bureau d'art public et rempli dans la grille suivante. Le budget pour certains composants de ce budget général se trouve dans le rapport de l'ingénieur. Bien sur, nous avons assurés que les deux estimations se concordent entre elles ou plus précisément, le budget de l'ingénieur représente une sous-ensemble du l'ensemble du budget globale.





Montréal

Grille de présentation du budget

Concours pour une œuvre d'art public pour :

la rue Prince-Arthur Est

Plateau-Mont-Royal

No.	Candidat: Jon Rafman	Coût
A.	**Préparation de l'emplacement (si applicable)**	
	Travaux préparatoires (excavation et préparation du sol, fondation, ancrage, etc.)	26,200.00 $
	Travaux de réfection (inclut dans "Travaux préparatoires", voir budget Infravert)	0.00 $
	sous-total	**26,200.00 $**
B.	**Honoraires des professionnels**	
	Ingénieur en structure (conception et plans)	7,800.00 $
	Consultant en éclairage	0.00 $
	Ingénieur en électricité	0.00 $
	Plans, devis, estimations de coûts (inclut dans les frais de l'ingénieur)	0.00 $
	sous-total	**7,800.00 $**
C.	**Œuvre**	
	Achat des matériaux	20,000.00 $
	Fabrication	210,000.00 $
	Ancrages (inclut dans les frais d'installation)	0.00 $
	Transport	3,000.00 $
	Installation	8,900.00 $
	Entreposage	400.00 $
	Permis (occupation temporaire du domaine public)	0.00 $
	sous-total	**242,300.00 $**
D.	**Autres**	
	Honoraires et droits d'auteur de l'artiste	20,000.00 $
	Frais généraux et administration	5,200.00 $
	Assurances	2,500.00 $
	Frais relatifs aux rencontres avec sous-contractants	
	Documentation de l'œuvre: plans, dessins, photographies (étapes de fabrication)	2,000.00 $
	Frais pour imprévus (10% min.)	34,000.00 $
	sous-total	**63,700.00 $**
	Total partiel	**340,000.00 $**
	Taxes	
	TPS 5%	17,000.00 $
	TVQ 9,975%	33,915.00 $
	TOTAL GLOBAL	**390,915.00 $**

INFRAVERT
RESTAURATION DE PATRIMOINE
4275 MONTÉE GAGNON, TERREBONNE J6Y 0G7
514-617-4973 — FAX : 450-419-8751
RBQ 8286-4844-10

Terrebonne, le 8 septembre 2018

Client : Monsieur Jon Rafman
CC : Christopher Fusaro

Objet : Budget estimatif pour les travaux relatifs à l'installation d'une œuvre d'art public

Lieu : Projet d'Art de la rue Prince-Arthur Est sur le Plateau Mont-Royal

Voici notre estimation des coûts pour les travaux d'installation d'une œuvre d'art pour le projet cité en rubrique. Cette estimation sera basée sur les modèles et maquettes que vous nous avez présenté, nos discussions au sujet de l'œuvre et ses fondations ainsi que notre expertise en la matière.

Il a été entendu que votre œuvre d'art sera installée sur une dalle de béton et fixée à cette dalle à l'aide d'ancrage chimique. La dalle sera composée d'un mélange de béton spécialement conçu pour les trottoirs de Montréal, en l'occurrence un béton 32.5MPA avec fibres Euclid TUF-STRAND (15kg/m3), 5 à 8% d'air entrainée et du superplastifiant.

Nous pensons qu'une fondation granulaire en pierre concassée devrait se trouver sous la terre qui remplis l'espace actuellement mais il se pourrait qu'elle soit inadéquate. Nous prévoirons donc de sortir la terre sur 300mm sous la future dalle de béton et y mettre 300mm de pierre concassée 0-20mm compactée à 95% du Proctor modifié, puis 100mm d'isolant rigide extrudé afin de pallier à la pénétration du gel. La dalle de béton armée aura 300mm d'épaisseur et fera environs 6.6m x 4.4m, pour un volume total de près de 9 m^3 de béton.

Une quantité adéquate d'armature (2% pour les fins d'estimation) sera alors prévus et calculés par la firme d'ingénieur que nous avons pressentie, en l'occurrence la firme NCK Ltée. Le béton sera fini avec une finition antidérapante tel qu'une finition au balais ou à la truelle de bois, selon les exigences de la ville. La dalle de béton sera désolidarisée des ouvrages adjacents à l'aide de planches asphaltiques. Cette soumission tiendra compte de ces détails que nous sommes en mesure d'estimer selon notre expérience avec ce genre de travaux.

Une fois la dalle de béton coulée, nous procéderons avec l'installation des deux monolithes de granit, que vous fournissez, et qui seront pré-percés pour recevoir des ancrages en acier inoxydable. Nous fixerons ensuite les monolithes à la dalle de béton à l'aide d'ancrage chimique. Un espace sera alors gardé entre la dalle de béton et les pièces de granit à l'aide de cales de nylon afin de permettre un retrait éventuel des socles, le cas échéant.

Les œuvres seront entreposées à nos ateliers de Terrebonne en attendant leur installation. Une fois les travaux préparatifs réalisés et les temps de cure du béton atteints, nous procéderons avec le transport et l'installation de vos deux œuvres en les fixant dans les dalles de granit à l'aide de tiges filetées en acier inoxydable et de l'ancrage chimique, tel que HILTI HY200 ou équivalent.

Le prix budgétaire suggéré inclus les matériaux, machinerie, équipements, outils et la main-d'œuvre pour effectuer les travaux. Nous n'avons cependant pas inclus de permis spéciaux tel que permis d'occupation du domaine public, qui devront être fournis par la ville de Montréal, à leur charge. Vous trouverez à la page suivante le détail des couts anticipés.

Les travaux prendront une semaine sur le site pour la construction de la dalle de béton et sa fondation granulaire. Une autre semaine sera nécessaire pour la cure du béton. L'installation des sculptures et de leurs socles de granit peuvent s'effectuer dans une à deux journées de travail dépendamment du niveau de préparation requis pour l'installation.

L'ensemble des travaux peuvent dont être effectués en 12 jours ouvrables.

ESTIMATION BUDGÉTAIRE DES COÛTS

FRAIS GÉNÉRAUX	
Gestion de projet	4 800.00 $
Signalisation et obtention des permis	1 125.00 $
Ingénierie	1 850.00 $
TRAVAUX DE SITE – EXCAVATION ET DALLE DE BÉTON (1ère intervention)	
Mobilisation équipements, machinerie & outils au chantier	975,00 $
Coordination avec le client et la ville	1 850,00 $
Excavation, remblais et compaction	6 250,00 $
Évacuation des déblais	1 650.00 $
Fourniture et installation de l'isolant rigide sous la dalle	2 250.00 $
Coffrage et décoffrage	2 850,00 $
Fourniture et installation de l'armature	2 100,00 $
Fourniture du béton, pompe à béton et finition	6 025,00 $
Nettoyage et démobilisation du site	2 250.00 $
TRAVAUX INSTALLATION DES ŒUVRES D'ART ET DES SOCLES (2e intervention)	
Mobilisation équipements & outils au chantier	975,00 $
Camion-grue pour transport et grutage des œuvres et des socles	1 250,00 $
Matériaux	625.00 $
Main d'œuvre	3 600.00 $
Entreposage sécuritaire des œuvres (1 mois)	400.00 $
Fourniture et mise en place de pierre sur la dalle pour finition du sol (6'')	2 450.00 $
Sous-total :	43 275.00 $
Profit et administration 15% :	6 491.25 $
TOTAL :	49 766.25 $

L'ensemble des travaux peuvent être effectués pour la somme de
49 766.25$ avant taxes soit 57 218.75$ taxes incluses.

Notre entreprise existe depuis 2003, n'a jamais été en litige et n'a été la cible d'aucune poursuite. Nos surintendants ont plus de 40 ans d'expérience en travaux de structure et notre chargé de projet est un ingénieur en construction avec 5 ans d'expérience en gestion de projet. Nous ne faisons aucune publicité, nous sommes toujours référés par des professionnels ou des clients satisfaits.

Nous avons restauré, fabriqué, transporté ou installé plus d'une soixantaine d'oeuvres d'art public. Nous comptons parmi nos clients, le Centre de Conservation du Québec, le Bureau d'Art Public de la Ville de Montréal, la Ville de Québec, Loto-Québec ainsi que la Société Québécoise en Immobilier pour n'en nommer que quelques-uns.

Notre entreprise détient une licence d'entrepreneur général et spécialisé de la Régie du Bâtiment du Québec et une police d'assurance responsabilité civile de 5 Millions $ par évènement ou accident ainsi qu'une assurance pour affaiblissement de structure. Les documents attestant de leur validité pourront vous être transmis à votre demande.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Ariel Dumontier, Ingénieur
Chargé de projet
ariel@infravert.ca
514-655-5848

Équipements culturels et bureau d'art public

Service de la culture

Règlement et programme du concours

pour une œuvre d’art sur la rue Prince-Arthur Est dans l’arrondissement du Plateau−Mont-Royal

Montréal

Table des matières

1. Le contexte administratif 1

2. Le contexte du projet
2.1 Données sur le quartier 1
2.2 Profil des utilisateurs 1
2.3 Le réaménagement de la rue Prince-Arthur Est 1

3. Le concours d'art public
3.1 Enjeux du concours 2
3.2 Site d'implantation de l'œuvre 2
3.3 Programme de l'œuvre 2

4. Les contraintes 2
4.1 Contraintes du site 2
4.2 Contraintes de l'œuvre 3

5. La conformité 3

6. Le calendrier du concours 3

7. Le budget 4

8. Rôle du responsable du concours 4

9. Le dossier de candidature en réponse à l'avis public
9.1 Contenu 5
9.2 Format et présentation 5
9.3 L'échéancier de l'avis public 5

10. Les étapes du concours 6

11. La prestation des finalistes 6

12. L'admissibilité et l'exclusion des candidats et des finalistes
12.1 Admissibilité 7
12.2 Exclusion 8

13. La composition du jury 8

14. Le processus de sélection
14.1 Rôle du jury 8
14.2 Rôle du comité technique 8
14.3 Critères de sélection 9

15. Les indemnités
15.1 Première étape du concours, l'appel de candidature 9
15.2 Deuxième étape du concours, les prestations des 4 finalistes 9
15.3 Remboursement de certains frais aux finalistes 9

16. Les suites du concours
16.1 Approbation 9
16.2 Mandat de réalisation 9

17. Les dispositions d'ordre général
17.1 Clauses de non-conformité 10
17.2 Droits d'auteur 10
17.3 Clause linguistique 10
17.4 Consentement 10

18. Confidentialité
18.1 Examen des documents 11
18.2 Statut du finaliste 11

Table des annexes

Annexe 1.
Formulaire d’identification du candidat

Annexe 2.
Espace d’implantation pour l’œuvre d’art

Annexe 3.
Photos de l’espace d’implantation pour l’œuvre d’art

Annexe 4.
Photos de la rue de la rue Prince-Arthur Est

Annexe 5.
Politique de gestion contractuelle

Concours par avis public pour une œuvre d'art public sur la rue Prince-Arthur Est dans l'arrondissement du Plateau−Mont-Royal

1. Le contexte administratif

Le présent concours s'inscrit dans le cadre du réaménagement de la rue Prince-Arthur Est, identifié comme le projet de legs de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal.

Les œuvres d'art public réalisées dans le contexte de la planification des projets d'aménagement urbain retenus par les instances municipales font partie intégrante de la collection d'art public de la Ville de Montréal et c'est le Bureau d'art public qui en assure la pérennité. À ce titre, il assume les activités tant pour la gestion du concours que pour la réalisation et l'installation de l'œuvre.

2. Le contexte du projet

Première rue piétonne de Montréal, les travaux de réaménagement de la rue Prince-Arthur Est entre le boulevard Saint-Laurent et l'avenue Laval ont permis de revaloriser cette mythique rue de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. L'organisation spatiale de la rue, suite aux travaux, offre un espace piéton accueillant et polyvalent, compatible avec la vocation commerciale de la rue. Le réaménagement contribue à créer un milieu de vie effervescent, innovateur et dynamique, représentatif des citoyens de l'arrondissement. Le projet est une occasion unique de rehausser la valeur des espaces publics du secteur, ainsi que la vitalité d'une artère vivante au moyen de l'art public. L'arrondissement souhaite ainsi finaliser le projet de réaménagement de la rue Prince-Arthur Est par l'intégration d'une œuvre d'art.

2.1 Données sur le quartier

Le Plateau-Mont-Royal, avec plus de 100 000 habitants, est le plus densément peuplé des 19 arrondissements. Depuis le début des années 1980, le Plateau accueille plusieurs professionnels, artistes et étudiants, réputés pour représenter le cœur intellectuel et artistique de la métropole.

L'arrondissement regroupe des citoyens ouverts à la diversité culturelle, soucieux de leur qualité de vie, et qui favorisent un équilibre entre espaces verts, commerces, lieux branchés et vie de quartier.

2.2 Profil des utilisateurs

Rue piétonne liant le square Saint-Louis et la rue Saint-Laurent, la rue Prince-Arthur Est accueille un public varié. Chaque jour, quelque 10 000 résidents, travailleurs et touristes empruntent la rue Prince-Arthur Est. Lieu de passage, de festivités et de restauration, la rue Prince-Arthur Est est principalement fréquentée pour son ambiance et son dynamisme.

2.3 Le réaménagement de la rue Prince-Arthur Est

Depuis la fin des travaux à l'été 2017, la rue Prince-Arthur Est présente une nouvelle organisation spatiale et un aménagement de qualité à la hauteur de son importance. Le concept du projet a été guidé par le souhait de renforcer son caractère piétonnier et de redynamiser les lieux. L'épuration des espaces centraux laisse place à l'appropriation des lieux par les riverains et les citoyens et le concept assure une lecture efficace des corridors de circulation, versus les espaces animés.

Le réaménagement de la rue comprend notamment la création d'allées de circulation en bordure des bâtiments, l'aménagement d'un espace d'animation, l'intégration de lampadaires et mobilier urbain, la création de saillies de trottoir aux intersections et l'ajout de grandes fosses de plantation de végétaux. En plus du réaménagement physique, la rue Prince-Arthur Est s'est dotée d'une programmation riche, développée sur toute l'année et tirant parti des quatre saisons.

Concours par avis public pour une œuvre d'art public sur la rue Prince-Arthur Est dans l'arrondissement du Plateau−Mont-Royal

3. Le concours d'art public

3.1 Enjeux du concours
La création d'une œuvre d'art public pour la rue Prince-Arthur Est vise à enrichir la collection d'art public de la Ville de Montréal, à promouvoir la qualité des interventions réalisées en milieu urbain, en plus de développer le sens critique du public. De façon plus spécifique, ce concours vise à doter la rue d'une œuvre évocatrice et emblématique.

3.2 Site d'implantation de l'œuvre
La rue Prince-Arthur Est est longée de plusieurs bâtiments de différentes hauteurs. On retrouve des immeubles à différents styles architecturaux et à multiples vocations.

L'espace retenu pour l'œuvre d'art est situé sur la rue Prince-Arthur Est, à proximité du boulevard Saint-Laurent. Deux espaces situés de part et d'autre de l'entrée de la rue Prince-Arthur Est accueillent des plantations et sont entourés de bancs; le premier espace central entouré de bancs est dédié à l'œuvre d'art.

La superficie de la fosse réservée pour l'œuvre est de 56 m². L'artiste disposera de l'ensemble de cette superficie de forme trapézoïdale, pour intégrer son œuvre.

3.3 Programme de l'œuvre
L'œuvre sera de nature sculpturale ou installative et pourra être composée d'un ou plusieurs éléments. L'œuvre sera un repère visuel à l'échelle du lieu qui contribuera à marquer l'entrée de la rue Prince-Arthur Est. L'œuvre marquera l'entrée d'une rue piétonne importante pour Montréal. De ce fait, il est souhaité que l'entrée de la rue Prince-Arthur Est soit dotée d'une œuvre ayant le potentiel de devenir un point de rencontre important pour les citoyens.

L'œuvre sera visible pour les piétons, les cyclistes et les automobilistes à partir de la *Main*, mais s'adressera surtout à l'échelle du piéton et sera appréciable par le public qui transite par cette rue piétonne. L'œuvre contribuera à la qualité de vie et pourra faire écho à la richesse de la diversité culturelle du quartier.

La proposition pourra intégrer la lumière, soit comme matériau ou à des fins de mise en valeur de l'œuvre.

4.1 Contraintes du site
D'usage multiple, cet espace urbain dense demandera une insertion fine de l'œuvre dans cet emplacement fortement achalandé pendant les heures de pointe, ainsi qu'à la sortie des bars. L'artiste devra respecter la percée visuelle de la rue Prince-Arthur Est qui relie le square Saint-Louis et la rue Saint-Laurent pour ne pas l'obstruer. La dimension paysagère du lieu devra être intégrée dans l'aménagement.

On retrouve sous la fosse de nombreux conduits électriques, de télécommunication ainsi que la présence de conduites d'égouts et d'aqueduc. L'épaisseur libre entre la surface et le plus proche conduit est d'un mètre.

L'artiste doit également considérer le fait que l'entrée de la rue Prince-Arthur Est constitue un corridor de vents importants. Une étude sur modèle réduit sera remise lors de la rencontre aux finalistes.

L'artiste disposera de deux circuits de 120 volts et 20 ampères. Si la lumière était intégrée comme composante de l'œuvre, le niveau d'intensité lumineuse de l'œuvre devra être adapté aux usages de la rue et tenir compte de la présence d'édifices à vocation résidentielle. L'artiste retenu devra

s'assurer que les technologies, les équipements et les matériaux utilisés possèdent une durée de vie d'au moins dix (10) ans dans l'espace public. Il devra également garantir l'intégrité et le fonctionnement de l'œuvre pour trois (3) ans.

4.2 Contraintes de l'œuvre

Ce projet exclut l'utilisation de l'eau dans les composantes de l'œuvre. Les pièces cinétiques et les mécanismes intégrés sont également exclus. Le choix des matériaux et le traitement qui leur est accordé doivent tenir compte des exigences de pérennité des interventions artistiques, ainsi que des incivilités potentielles. Le traitement, la finition et l'assemblage doivent également présenter une résistance au vandalisme et aux graffitis dans des conditions normales d'exposition dans un espace urbain. Le lauréat devra privilégier des matériaux qui ne nécessitent qu'un entretien minimal, dans les conditions d'exposition énoncées précédemment. L'utilisation de certains matériaux est par ailleurs rejetée; il s'agit de l'acier peint, du verre et des plastiques. Pour ce qui est du cuivre, il peut être utilisé dans la mesure où le fini ne comporte pas de vernis pour stabiliser la couleur. Le ou les artistes doivent faire la démonstration de la pérennité de tout autre matériau ne faisant pas partie de la liste. En ce qui concerne les autres matériaux, les finalistes devront faire la démonstration de leur pérennité. Ils devront solliciter une expertise, déposer la fiche technique détaillée, les noms de deux fournisseurs et des échantillons.

5. La conformité

L'œuvre devra être conforme aux normes de sécurité généralement admises pour les lieux publics. Le traitement des matériaux ne doit pas présenter de surfaces rugueuses, d'arêtes coupantes, d'aspérités ou de finis présentant des risques de blessures à moins qu'ils soient hors d'atteinte.

6. Le calendrier du concours

Annonce du concours par avis public	15 septembre 2017
Date limite de dépôt des candidatures	31octobre 2017
Rencontre du jury pour le choix des 4 finalistes	novembre 2017
Rencontre d'information avec les artistes retenus	
et signature du contrat-maquette	novembre2017
Dépôt du matériel de prestation	février 2018
Rencontre du comité technique	février 2018 18
Rencontre du jury pour la sélection du concept lauréat	mars 2018
Octroi de contrat à l'artiste lauréat au conseil d'arrondissement	mars-avril 2018
Installation prévue	automne 2018 - printemps 2019

Outre la date limite du dépôt des candidatures, le calendrier de travail est sujet à modifications.

7. Le budget

Le budget total est de 340 000 $ avant taxes. Il comprend :

- Les honoraires et les droits d'auteur de l'artiste;
- Les frais de production des plans, devis et estimations de coût (préliminaires et définitifs) de l'œuvre;
- Les honoraires des professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'œuvre;
- Les honoraires d'un ingénieur en structure;
- Les honoraires d'un ingénieur électrique, si la lumière est intégrée comme composante de l'œuvre;
- Le coût de la fondation de l'œuvre en sous-sol;
- Les appareils d'éclairage visant la mise en lumière de l'œuvre;
- La fourniture des appareils électriques, leur installation et leur raccordement à l'œuvre (raccordement effectué par un électricien mandaté par l'artiste);
- Le coût des matériaux et des services (les matériaux, la main d'œuvre, la machinerie, l'outillage et les accessoires) requis pour la conception et la réalisation de l'œuvre;
- Le transport, l'installation, la sécurisation du site et de l'œuvre pendant son installation;
- Le coût des permis et tous les frais de coordination relatifs à l'installation et à la réalisation de l'œuvre;
- Les coûts de remise en état du terrain*;*
- Les dépenses relatives aux déplacements, frais de messageries;
- Un budget d'imprévus d'au moins 10 %;
- Les frais relatifs à la participation aux rencontres de coordination avec le maître d'ouvrage;
- Une assurance responsabilité civile de trois millions de dollars (3 000 000 $) pour la durée des travaux ainsi que des assurances contre les pertes d'exploitation, une couverture hors site, une assurance transport, une assurance flottante d'installation tous risques avec valeur de remplacement à neuf. Cette dernière doit couvrir la valeur de l'œuvre avant taxes;
- Les frais d'élaboration du dossier complet de l'œuvre comprenant les plans conformes à l'exécution et des photographies des différentes étapes de la fabrication pour des fins non commerciales;
- Un plan de maintenance de l'œuvre, incluant les garanties des fournisseurs et des fabricants, si la lumière est intégrée comme composante de l'œuvre.

La Ville de Montréal prendra en charge :

- Les installations d'alimentation électrique (conduits);
- Le panneau d'identification de l'œuvre d'art;
- Les traitements spéciaux de protection anti-graffitis, s'il y a lieu;
- Les frais reliés aux communications et à la médiation culturelle et aux activités de promotion de l'œuvre prévues dans le cadre du projet.

8. Rôle du responsable du concours

Toutes les questions relatives à ce concours doivent être adressées au chargé de projet. Celui-ci agit comme secrétaire du comité technique et du jury. Le chargé de projet du présent concours est :

Marie-Claude Langevin, agente de développement culturel
Courriel : marie-claude.langevin@ville.montreal.qc.ca

Toutes les demandes de documents et d'information devront lui être acheminées par courriel. Tous les documents remis par un candidat ou un finaliste sont vérifiés par le chargé de projet quant au respect des éléments à fournir et à leur conformité. Les candidatures non conformes ne sont pas soumises à l'analyse du jury.

9. Le dossier de candidature en réponse à l'avis public

9.1 Contenu

L'artiste doit présenter son dossier de candidature de façon à démontrer l'excellence de ses réalisations et/ou de ses compétences pour la réalisation du projet en concours. Les documents à produire sont les suivants :

a. Fiche d'identification de l'artiste fournie en annexe 1, remplie, datée et signée;

b. Curriculum vitae d'au plus 5 pages comprenant les données suivantes :
- la formation;
- les expositions solos;
- les expositions de groupe;
- les collections;
- les projets d'art public;
- les prix, bourses et reconnaissances obtenus;
- les publications.

c. Énoncé d'intention d'au plus 3 pages décrivant la démarche artistique et expliquant comment l'artiste perçoit son travail en regard de ce projet d'art public. L'énoncé doit également exprimer la lecture que l'artiste fait du lieu à investir et démontrer comment l'intervention confirmera l'identité de la rue piétonne. L'énoncé doit enfin évoquer la vision de l'artiste qui permettra au lieu de s'épanouir.

d. Dossier visuel comprenant un maximum de 15 illustrations d'œuvres et/ou de projets qui démontrent l'expertise et l'expérience de l'artiste qui sont importants en regard du présent concours. Les projets présentés doivent mettre en relief des réalisations datant d'au plus 10 ans. Ils doivent obligatoirement être présentés à partir de photographies identifiées et numérotées.

e. Liste descriptive des illustrations d'œuvres et/ou de projets présentés détaillant, pour chacune :
- le titre;
- l'année de réalisation;
- les dimensions;
- les matériaux;
- le contexte (exposition solo ou groupe, commande, etc.);
- s'il s'agit d'une œuvre d'art public : le client, le lieu et le budget;
- la revue de presse.

9.2 Format et présentation

Le dossier complet, incluant les images et l'annexe 1 (fiche d'identification), doit être envoyé par courriel en un seul document de format pdf (maximum 4 mo), en respectant l'ordre énoncé au point 10.1. Les candidats sont responsables d'envoyer une copie papier du dossier si la version électronique ne peut être téléchargée par le chargé de projet. Toutes les informations fournies aux membres du jury pour la sélection des artistes finalistes seront remises à la Ville à la fin du processus. Aucun document ne sera retourné aux candidats.

9.3 L'échéancier de l'avis public

Le dossier de candidature complet en réponse à l'avis public doit être acheminé par courriel, en un seul envoi au plus tard le 31 octobre 2017 à 13 h par courriel au soin de Marie-Claude Langevin, chargée de projet, à l'adresse suivante : marie-claude.langevin@ville.montreal.qc.ca, avec la mention en objet : « Concours pour une œuvre d'art public sur la rue Prince-Arthur Est dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal ».

10. Les étapes du concours

L'évaluation se fait selon la procédure suivante :

Première étape : sélection des finalistes

- Le jury prend connaissance des dossiers de candidature reçus dans le cadre de l'avis public de concours;
- Il sélectionne ensuite, à partir des critères mentionnés à l'article 15.3, quatre (4) artistes qui seront invités à présenter un concept préliminaire et il émet des commentaires s'il y a lieu.

Au terme de la première étape, l'identité des quatre (4) artistes finalistes est divulguée dès que ceux-ci ont confirmé leur acceptation et signé le contrat de concept artistique. Les finalistes sont invités à participer à une rencontre d'information.

Deuxième étape : la prestation des finalistes et la sélection du lauréat

- Les quatre (4) artistes finalistes déposent une prestation complète pour l'œuvre d'art (voir matériel à produire : article 12);
- Le comité technique procède à l'analyse des prestations et vérifie leur faisabilité;
- Le jury prend connaissance des prestations des finalistes (ordre des présentations déterminé lors de la seconde rencontre d'information);
- Le jury entend le rapport du comité technique;
- Il reçoit ensuite chaque finaliste en entrevue : chacun dispose d'une période de 30 minutes pour présenter son concept détaillé, suivie d'une période de questions de 15 minutes;
- Après délibérations, le jury recommande un projet lauréat à la Ville et émet des commentaires et des recommandations, s'il y a lieu;
- Le chargé de projet informe les finalistes des résultats et enclenche le processus d'acceptation de la recommandation auprès des instances de la Ville;
- L'identité et le concept du lauréat du concours sont dévoilés au moment de l'octroi du contrat d'exécution par la Ville de Montréal. Compte rendu des travaux du jury.

À l'issue du concours, les conclusions des délibérations du jury sont consignées par le chargé de projet dans un rapport signé par tous les membres du jury

11. La prestation des finalistes

Les finalistes sont invités à venir présenter leur proposition aux membres du jury à l'étape 2 du concours. Ils reçoivent une convocation écrite précisant le jour et l'heure de leur convocation, trois semaines avant la rencontre du jury. Les finalistes doivent également produire le matériel suivant :

a. Documents visuels

- un texte d'au plus deux (2) pages présentant le concept choisi pour l'œuvre d'art public sur la rue Prince-Arthur Est dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, imprimé en sept (7) exemplaires;
- deux (2) montages photographiques présentant l'œuvre dans son environnement immédiat (vues à préciser), sur deux planches de format A1 ou l'équivalent, montées sur une surface rigide de type *foamcore*. La Ville fournira aux artistes finalistes des vues photographiques de l'emplacement de l'œuvre d'art sur support informatique. Ils devront produire un montage photographique de leur œuvre intégrée aux images fournies par la Ville.
- une maquette présentant l'œuvre dans son contexte. La maquette doit être à l'échelle convenue lors de la rencontre d'information aux finalistes.

Les prestations (montages photographiques et maquette) devront être livrées au chargé de projet à la date et l'heure indiquées lors de la rencontre d'information et les textes doivent être envoyés au préalable par courriel. Les artistes finalistes doivent également produire les documents suivants :

b. Échantillons
Les finalistes doivent soumettre un échantillon de chaque matériau qui composera l'œuvre d'art (couleur et fini proposé).

c. Document descriptif
Les finalistes doivent remettre un document descriptif comprenant :

- un texte de présentation de l'œuvre exposant le concept choisi pour répondre à la commande;
- un budget détaillé (grille Excel fournie par la Ville);
- une description technique. La description technique comprend la liste des matériaux et les fiches techniques si nécessaire, le traitement choisi et la finition, ainsi que le mode de fabrication et d'assemblage. Il doit préciser la solution retenue pour les fondations et les ancrages, validée par un ingénieur en structure;
- une liste des fournisseurs et fabricants;
- un calendrier de réalisation;
- un devis d'entretien de l'œuvre (ce document servira à l'évaluation des propositions effectuée par le comité technique. Les artistes n'ont pas à produire de dessins d'atelier à cette étape).

Toutes les informations fournies aux membres du jury pour la sélection des finalistes seront remises à la Ville à la fin du processus. Aucun document ne sera retourné aux candidats.

12. L'admissibilité et l'exclusion des candidats et des finalistes

12.1 Admissibilité

Le concours s'adresse à tout artiste professionnel qui est citoyen canadien, immigrant reçu et habitant au Québec depuis au moins un an*.

On entend par artiste professionnel : un créateur ayant acquis sa formation de base par lui-même ou grâce à un enseignement, ou les deux; qui crée des œuvres pour son propre compte; qui possède une compétence reconnue par ses pairs dans sa discipline; et qui signe des œuvres qui sont diffusées dans un contexte professionnel, tel que le précise la Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, et sur leurs contrats de diffuseurs. Le contexte professionnel désigne des lieux et des organismes principalement voués à la diffusion de l'art. Il peut s'agir de centres d'artistes, de centres d'exposition, de galeries d'art, de musées ou d'autres lieux ou organismes de diffusion reconnus, ou encore de participations à des événements où la sélection des participants est faite par des professionnels des arts visuels. Le contexte professionnel exclut le milieu scolaire, c'est-à- dire qu'un étudiant ne peut être candidat au présent concours. Le terme « artiste », peut désigner un individu seul, un regroupement, une personne morale. S'il s'agit d'un regroupement, un membre doit être désigné comme chargé de projet.

Les personnes ayant un lien d'emploi avec la Ville de Montréal, qu'elles aient un statut permanent, occasionnel ou auxiliaire, ne sont pas admissibles au concours. Tout candidat ou finaliste qui se juge en conflit d'intérêts ou pouvant être considéré en conflit d'intérêts :

1) en raison de ses liens avec la Ville, son personnel, ses administrateurs, un membre du jury ou un membre d'une équipe professionnelle affecté au projet, ou

2) en raison de liens familiaux directs, d'un rapport actif de dépendance ou d'association professionnelle pendant la tenue du concours, ne peut participer au concours. Ne peuvent également y participer les associés de ces personnes ni leurs employés salariés.

*Une preuve de citoyenneté, un certificat de résidence permanente ou une preuve de résidence au Québec peut être exigé avant de passer à l'étape suivante du concours.

12.2 Exclusion
Toute candidature ou prestation reçue après les délais de dépôt prescrits sera automatiquement exclue du concours. La Ville se réserve le droit d'exclure tout candidat ou finaliste pour non respect partiel ou total des dispositions et règles du présent concours.

13. La composition du jury

Un jury est mis sur pied spécifiquement pour ce concours. Le même jury participe à toutes les étapes du processus de sélection. Il est composé de sept membres. Plus de la moitié du jury est composée de personnes indépendantes de la Ville de Montréal. Il réunit les personnes suivantes :

- un représentant de la Direction de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal;
- l'architecte paysagiste chargé de la conception de l'aménagement;
- trois spécialistes en arts visuels (conservateurs, critiques d'art, commissaires indépendants, muséologues, professeurs);
- un représentant des citoyens;
- un représentant du Service de la culture.

Un président du jury sera désigné à la première réunion. Son rôle, comme porte-parole du jury, consiste à aider le groupe à en venir à un consensus final pour la sélection du lauréat.

14. Le processus de sélection

14.1 Rôle du jury
Le jury est consultatif et la décision finale appartient aux instances de la Ville de Montréal. Son rôle consiste à sélectionner des finalistes ainsi que le choix et la recommandation d'un projet lauréat. Le chargé de projet du Bureau d'art public agit à titre de secrétaire et d'animateur lors des séances du jury. Si le jury n'est pas en mesure de recommander de finaliste ou de projet lauréat, il en informe sans délai la Ville de Montréal en motivant sa décision.

14.2 Rôle du comité technique
Le rôle du comité technique consiste à effectuer une analyse de certains éléments techniques des prestations des finalistes. Il évalue notamment :

- les estimations de coût du projet en regard du budget prévisionnel;
- la faisabilité technique du projet;
- la faisabilité du projet en regard de la réglementation existante;
- l'entretien et la durabilité des éléments compris dans le projet.

Le chargé de projet présente ensuite le rapport du comité technique au jury du concours.

14.3 Critères de sélection
Le jury utilise les critères de sélection suivants comme outils d'évaluation des candidatures et des prestations :

Première étape du concours : sélection des finalistes

L'évaluation des dossiers de candidature porte sur les critères suivants :

- Excellence et qualité des projets réalisés;
- Créativité et originalité de la démarche artistique/conceptuelle;
- Expérience dans la réalisation de projets comparables;
- Originalité de l'énoncé d'intention pour le projet d'art public.

Deuxième étape du concours : sélection du projet lauréat

Cette étape du concours est centrée sur la mise en forme plus détaillée du projet artistique, sa réponse précise aux exigences du programme et sa faisabilité. Plus spécifiquement, les artistes finalistes doivent démontrer la pertinence de leur projet sur le site et pour le public, sa faisabilité technique, sa pérennité et son adéquation avec l'enveloppe budgétaire proposée. Cette ultime étape vise à répondre aux objectifs techniques suivants :

- Intérêt de l'approche conceptuelle (réponse au programme);
- Intégration du projet dans l'espace d'implantation;
- Impact visuel du projet de jour et de nuit et pendant les 4 saisons;
- Respect des règles de sécurité;
- Aspects fonctionnels et techniques;
- Pérennité des matériaux et facilité d'entretien de l'œuvre.

15. Les indemnités

15.1 Première étape du concours, l'appel de candidatures
Aucun honoraire ni indemnité ne sera versé à cette étape du concours.

15.2 Deuxième étape du concours, les prestations des 4 finalistes
Chaque finaliste ayant présenté devant jury une prestation déclarée conforme, recevra en contrepartie, et à la condition d'avoir préalablement signé le contrat soumis par la Ville, des honoraires de **quatre mille cinq cents** dollars (4 500$), taxes non comprises, qui lui seront versés à la fin du processus de sélection du projet gagnant et sur présentation d'une facture.

15.3 Remboursement de certains frais aux finalistes
La Ville s'engage à assumer pour les finalistes demeurant à plus de 100 km de Montréal, des dépenses de déplacement et d'hébergement, qu'ils auront engagées pour assister à la rencontre d'information et pour présenter leur projet devant jury. Les détails sont précisés dans la convention que les artistes finalistes signeront avec la Ville pour leur prestation.

16. Les suites du concours

16.1 Approbation
Le projet gagnant doit être approuvé par la Ville de Montréal de même que par toutes les autorités compétentes quant aux codes et normes en vigueur, compte tenu des travaux projetés.

16.2 Mandat de réalisation
La Ville reçoit la recommandation du jury. Si elle endosse cette recommandation, elle négocie

avec l'artiste et prépare le contenu du contrat de services professionnels pour la fabrication et l'installation complète de l'œuvre d'art. Par la suite, c'est le conseil d'agglomération qui autorise le contrat de l'artiste. La Ville de Montréal, par voie de ses instances décisionnelles, conserve la prérogative d'octroi du contrat au lauréat. Si elle n'endosse pas la recommandation du jury, elle doit motiver sa décision.

17. Les dispositions d'ordre général

17.1 Clauses de non-conformité

L'une ou l'autre des situations suivantes peut entraîner le rejet d'une candidature ou d'une prestation :

- l'absence de l'un ou l'autre des documents requis dans le dossier de candidature ou de prestation du finaliste;
- le non-respect de toute autre condition indiquée comme étant essentielle dans les instructions remises aux candidats et finalistes, notamment l'omission ou le non-respect d'une exigence relative aux éléments qui composent un dossier de candidature ou de prestation.

À la suite de l'analyse de conformité, le chargé de projet fera part de ses observations au jury. Aucune candidature ou prestation jugée non conforme ne sera présentée au jury.

17.2 Droits d'auteur

Chaque artiste finaliste accepte, de par le dépôt de sa prestation, de réserver son concept à la Ville de Montréal et de ne pas en faire quelque adaptation que ce soit aux fins d'un autre projet, jusqu'à la sélection du lauréat. Tous les documents, prestations et travaux, quels que soient leurs formes ou support, produits ou réalisés par l'artiste ayant conçu le projet lauréat, dans le cadre du présent concours, demeureront la propriété entière et exclusive de la Ville, qui pourra en disposer à son gré si le contrat de réalisation du projet est confié à cet artiste. L'artiste finaliste dont le projet est retenu garantit à la Ville qu'il détient tous les droits lui permettant d'accorder cette cession. Il se porte garant également, en faveur de la Ville, contre tout recours, poursuite, réclamation ou demande de la part de toute personne qui contredirait une telle garantie ou les représentations qui s'y trouvent.

17.3 Clause linguistique

La rédaction de toute communication dans le cadre du concours doit obligatoirement être effectuée en français ainsi que toutes les présentations orales. Il en est de même de tous les documents qui sont exigés pour le dépôt de candidature ou de prestation des finalistes.

17.4 Consentement

En conformité avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Lois refondues du Québec, chapitre A-2.1), toute personne physique ou morale qui présente sa candidature consent, de ce fait, à ce que les renseignements suivants puissent être divulgués :

- son nom, que sa candidature soit retenue ou non;
- si sa candidature était jugée non conforme, son nom, avec mention du fait que son offre a été jugée non-conforme, accompagnée des éléments de non-conformité. La Ville de Montréal pourra donc, si elle le juge opportun, donner accès à de tels renseignements à quiconque en fait la demande en vertu des dispositions de la Loi.

18. Confidentialité

Les finalistes doivent considérer comme strictement confidentiel le contenu des études effectuées dans le cadre de ce concours et ne devront, sans accord écrit préalable, communiquer ou divulguer à des tiers privés ou publics les renseignements globaux ou partiels. Les membres du personnel de la Ville de Montréal de même que les membres du jury et du comité technique sont tenus à la confidentialité durant tout le déroulement du concours.

18.1 Examen des documents

Par l'envoi et le dépôt de leur candidature, les artistes finalistes reconnaissent avoir pris connaissance de toutes les exigences du règlement du concours d'art public et ils en acceptent toutes les clauses, charges et conditions. La Ville de Montréal se réserve le droit d'apporter des modifications, sous forme d'addenda, aux documents de prestation des artistes finalistes avant l'heure et la date limite du dépôt des candidatures et, le cas échéant, de modifier la date limite de ce dépôt. Les modifications deviennent partie intégrante des documents d'appel de candidature et sont transmises par écrit aux artistes finalistes.

18.2 Statut des finalistes

Dans le cas où le finaliste n'est pas une personne physique faisant affaires seule, sous son propre nom, et qui signe elle-même les documents d'appel de candidatures, une autorisation de signer les documents doit accompagner la prestation sous l'une des formes suivantes :

- Si le finaliste est une personne morale (société incorporée), l'autorisation doit être constatée dans une copie de la résolution de la personne morale à cet effet.
- Si le finaliste est une société (société enregistrée) ou fait affaires sous un autre nom que celui des associés, il doit produire une copie de la déclaration d'immatriculation présentée en application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (1993, c.48) du Québec ou tout autre document de même nature d'une autre province attestant l'existence de la société. De plus, dans le cas d'une société, lorsque les documents de l'artiste finaliste ne sont pas signés par tous les associés, l'autorisation doit être constatée dans un mandat désignant la personne autorisée à signer et signée par tous les associés.

- Si le finaliste est un collectif, chacun des membres du collectif doit signer le contrat et tout autre document représentant les intérêts du collectif et/ou du maître d'ouvrage.

Équipements culturels
et bureau d'art public

Service de la culture

Annexe 1 -
Formulaire d'identification du candidat

Coordonnées du candidat

Nom du candidat (artiste)

Marie-Claude Langevin, agente de développement culturel

Nom de la personne contact

Adresse complète (numéro/rue/ville/code postal)

Téléphone, télécopieur

Adresse de courrier électronique (toutes les communications seront effectuées par courriel dans le cadre de ce concours)

Déclaration de l'artiste

Je déclare, par la présente, que je suis citoyen(ne) canadien(ne) ou résident(e) permanent(e)

Signature Date

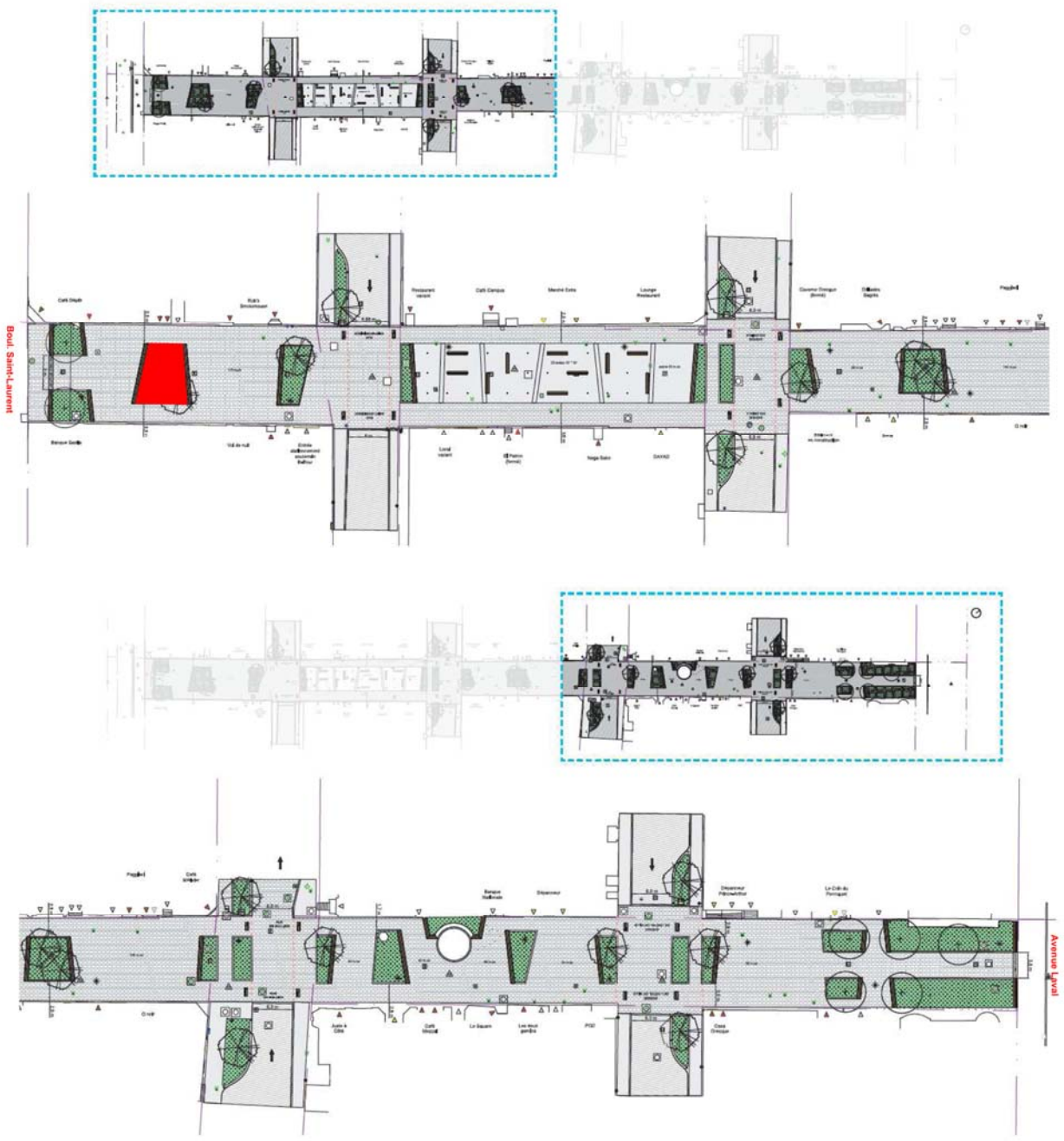
Montréal

Équipements culturels et bureau d'art public

Service de la culture

Annexe 2 –

Espace d’implantation pour l’œuvre d’art



▲ Plan de l’aménagement projeté pour la rue Prince-Arthur. L’espace d’implantation mis à la disposition de l’artiste est défini en rouge.

Équipements culturels
et bureau d'art public

Service de la culture

Annexe 3–
Photos de l’espace d’implantation pour l’œuvre d’art






STARBUCKS

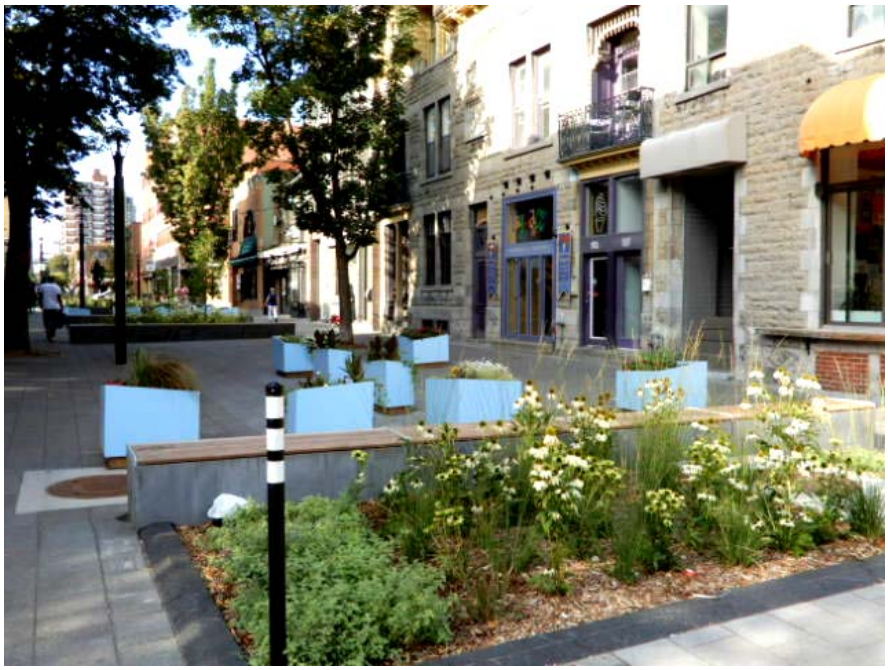

Banque Scotia

Équipements culturels et bureau d'art public

Service de la culture

Annexe 4 –

Photos de la rue Prince-Arthur Est





Équipements culturels et bureau d'art public

Service de la culture

Annexe 5 –

Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal

ANNEXE E

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

Telle qu'adoptée par le conseil municipal, à sa séance du 23 août 2016, et par le conseil d'agglomération, à son assemblée du 25 août 2016

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19;

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, RLRQ c. T-11.011;

2° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville de Montréal;

3° « participation à l'élaboration des documents d'appel d'offres » : toute action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger les documents d'appels d'offres ou à y être intégrés;

4° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat par l'instance décisionnelle municipale compétente ou par un fonctionnaire en vertu d'un règlement de délégation;

5° « personne liée » : lorsqu'il s'agit d'une personne morale, un de ses administrateurs ou un de ses dirigeants de même que la personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de la personne morale et, lorsqu'il s'agit d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés ou un de ses dirigeants;

6° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

7° « politique » : la présente politique de gestion contractuelle;

8° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. La politique a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19.

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Cette politique s'applique à tous les contrats municipaux et les démarches en lien avec ceux-ci. Elle doit être reflétée, en faisant les adaptations nécessaires, dans tous ces contrats, peu importe leur valeur, pour en assurer le respect.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a avec un des soumissionnaires ou une personne qui est liée à ce dernier.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. Au moment du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire fait état, par écrit, de tous ses liens personnels ou d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées aux documents d'appel d'offres comme ayant participé à l'élaboration des documents dudit appel d'offres.

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements fournis pour répondre aux exigences du premier alinéa sont complets et exacts.

6. En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement, que le soumissionnaire n'a pas embauché à quelque fin que ce soit, directement ou indirectement, une personne qui a participé à l'élaboration des documents de cet appel d'offres.

7. Le soumissionnaire ne peut, directement ou indirectement, embaucher une personne qui a participé à l'élaboration des documents de l'appel d'offres en cause dans les douze (12) mois suivant le début de période de soumissions pour cet appel d'offres.

8. L'adjudicataire d'un contrat doit, pendant la durée du contrat, informer la Ville, par écrit, de l'apparition de tout lien d'affaires entre les personnes ayant participé à l'élaboration de l'appel d'offres et lui-même, le tout dans les cinq (5) jours de l'apparition de ce lien.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION I
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

9. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

10. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION II
LOBBYISME

11. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, la personne qui contracte avec la Ville doit lui affirmer solennellement par écrit, le cas échéant, que ses

communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

12. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

13. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

14. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

15. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Le secrétaire, les membres du comité (de sélection ou technique) et les consultants doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe à la présente politique.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

16. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANŒUVRES FRAUDULEUSES

17. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission, ou d'un contrat de gré à gré, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manœuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte illégal de même nature susceptible de compromettre l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou de la gestion du contrat qui en résulte.

En déposant une soumission ou en concluant un contrat de gré à gré avec la Ville, son signataire affirme solennellement que le soumissionnaire ou le cocontractant de gré à gré n'a pas contrevenu, directement ou indirectement, au premier alinéa.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

18. Le cocontractant de la Ville doit faire affaire avec des sous-contractants qui respectent la présente politique tout au long de l'exécution du contrat, en faisant les adaptations nécessaires.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, à la présente politique, il doit en informer la Ville immédiatement.

19. Le cocontractant de la Ville ne peut faire affaire avec un sous-contractant écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat gré à gré avec la Ville.

SECTION VI
PRATIQUES ADMINISTRATIVES

SOUS-SECTION I
MODIFICATIONS AU CONTRAT

20. Une modification à un contrat doit être documentée et approuvée par les instances compétentes. Si telle modification s'appuie sur une exception prévue à la loi, celle-ci doit être précisée.

21. Les travaux payables à même les contingences doivent être documentés et approuvés par le directeur de l'unité d'affaires concernée ou son représentant désigné.

22. Tout dépassement des crédits autorisés aux fins du contrat doit être documenté et faire l'objet d'une nouvelle décision par les instances compétentes.

SOUS-SECTION II
INFORMATION ET OBTENTION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

23. Les soumissionnaires doivent se procurer eux-mêmes les documents d'appel d'offres au bureau désigné ou dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO), en acquittant les frais exigés, le cas échéant. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents.

24. Afin de préserver la confidentialité du nombre et de l'identité des soumissionnaires, les rencontres d'information et les visites des lieux s'effectuent sur une base individuelle et sur rendez-vous.

SOUS-SECTION III
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

25. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal*, les personnes visées par cet article doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celui-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par la présente politique. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général et ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS À LA POLITIQUE

26. Tout membre d'un conseil ou employé de la Ville qui contrevient sciemment à la politique est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*.

27. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 9, 10, 25 avant l'octroi du contrat permet à la ville, à sa seule discrétion, de rejeter la soumission.

28. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17 emporte le rejet de la soumission;

29. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5, 6, 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 8, 9, 10, 11, 17 ou 25 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours.

30. Le non-respect des articles 18 ou 19 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat sans préjudice de ses autres droits et recours ou d'exiger de son cocontractant qu'il remplace le sous-contractant concerné.

31. Le soumissionnaire, dont la soumission a été rejetée conformément aux articles 27 ou 28, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une (1) année à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 5 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 9 ou 12;

2° trois (3) années à partir du rejet de la soumission qui résulte du non-respect de l'article 10;

3° cinq (5) années à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

32. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 29, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une (1) année de la découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 11 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 8, 9 ou 12;

2° trois (3) années de la découverte du non-respect de l'article 10;

3° cinq (5) années de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

33. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié, conformément à l'article 29 en raison des articles 6 ou 7, peut, à la seule discrétion de la Ville, se voir écarter de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois (3) années à compter de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect de l'article 7.

34. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 30, en raison d'une violation du 2e alinéa de l'article 18 ou de l'article 19, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois (3) années de la découverte de cette violation.

35. La personne liée à un soumissionnaire ou à un autre cocontractant de la Ville, qui a posé un geste contraire à la présente politique qui a emporté ou aurait pu emporter le rejet de la soumission ou la résiliation du contrat, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pour la même période que celle prévue pour le soumissionnaire ou le cocontractant à la présente politique, sous réserve de l'exception prévue à la fin de l'article précédent.

L'exclusion du premier alinéa s'applique également durant la même période :

1° aux personnes morales où la personne liée visée est administratrice, dirigeante ou détentrice d'actions du capital-actions qui lui confère au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale;

2° aux sociétés en nom collectif, en commandite ou en participation où la personne liée visée est associée ou dirigeante.

36. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles, lorsqu'elle est la seule en mesure de :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics conclu par le Gouvernement du Québec;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

37. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquelles ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

CHAPITRE IV
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

38. Toute personne inscrite au registre des personnes écartées de tout appel d'offres en vertu de l'application de la politique en vigueur avant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération) demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction qui s'applique eu égard à l'infraction commise.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

39. Le fait qu'une personne :

- ait été déclarée coupable de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autre acte de même nature ou tenue responsable, par une décision finale d'un tribunal, à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat;
- ait admis avoir participé à un tel acte;
- ait soudoyé un employé d'un organisme public, un élu ou un membre du personnel de cabinet;

sur le territoire du Québec dans les cinq (5) années précédant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération), permet à la Ville, à sa seule discrétion, d'écarter cette personne, de même qu'une personne qui lui est liée, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant cinq (5) ans à compter de l'un ou de l'autre de ces événements.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

La commission d'un acte contraire à la présente politique pendant cette même période de cinq (5) années, dans le contexte d'un appel d'offres lancé par la Ville, d'un contrat ou d'un sous-contrat, permet à cette dernière, à sa seule discrétion, d'écarter le soumissionnaire, de même qu'une personne visée à l'article 35, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant la même période que celle prévue aux articles 31 à 35 à l'égard de tel acte.

40. La présente politique s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, notamment ceux en cours au moment de son adoption.

41. L’application de la présente politique est sous la responsabilité du directeur général de la Ville de Montréal.

573.3.1.2. Toute municipalité doit adopter une politique de gestion contractuelle.

Une telle politique est applicable à tout contrat, y compris un contrat qui n'est pas visé à l'un des paragraphes du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 573 ou à l'article 573.3.0.2.

La politique doit notamment prévoir:

1° des mesures visant à assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission;

2° des mesures favorisant le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres;

3° des mesures visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes (chapitre T-11.011, r. 2) adopté en vertu de cette loi;

4° des mesures ayant pour but de prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;

5° des mesures ayant pour but de prévenir les situations de conflits d'intérêts;

6° des mesures ayant pour but de prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte;

7° des mesures visant à encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat.

Toute municipalité doit rendre sa politique accessible en tout temps en la publiant sur le site Internet où elle publie la mention et l'hyperlien visés au deuxième alinéa de l'article 477.6.

Le greffier doit, au plus tard le 30^{e} jour suivant celui de l'adoption de la politique ou de toute résolution qui la modifie, en transmettre une copie certifiée conforme au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

L'article 573.3.4 s'applique uniquement, en ce qui concerne le non-respect d'une mesure prévue dans la politique, dans le cas d'un contrat dont le processus d'attribution a commencé après la date à compter de laquelle la mesure est prévue dans la politique.

573.3.4. Peut être tenu personnellement responsable envers la municipalité de toute perte ou préjudice subi par elle et déclaré inhabile à exercer, pendant deux ans, la fonction de membre du conseil de toute municipalité, celle de membre de tout organisme municipal au sens de l'article 307 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) ou celle de fonctionnaire ou d'employé d'une municipalité ou d'un tel organisme, le membre du conseil qui, sciemment, ne respecte pas l'interdiction prévue au paragraphe 3.1 de l'article 573 ou qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise ou effectue l'adjudication ou la passation d'un contrat sans respecter les règles ou les mesures, selon le cas, prévues aux articles précédents de la présente sous-section, dans l'un ou l'autre des règlements pris en vertu des articles 573.3.0.1 et 573.3.1.1 ou dans la politique adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2.

La responsabilité prévue au premier alinéa est solidaire et elle s'applique également à un fonctionnaire ou employé de la municipalité et à toute personne qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 529 et aux articles 532 à 535 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01) et celle en réparation de perte ou de préjudice, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours.

L'inhabilité peut également être déclarée au moyen de l'action en déclaration d'inhabilité prévue par la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Disposition de la *Charte de la Ville de Montréal* citée dans la Politique de gestion contractuelle

57.1.9. Dans l'exercice de ses fonctions, l'inspecteur général a le droit d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement, pertinents à la réalisation de son mandat, de la ville ou de tout fonctionnaire ou employé de celle-ci, de tout membre d'un conseil ou d'un comité de sélection, du cabinet d'un maire de la ville ou d'un conseiller désigné au sens de l'article 114.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de tout membre du personnel de ce cabinet ou d'une personne mentionnée au cinquième alinéa ou de tout représentant de celle-ci. Il peut en prendre toute copie.

L'inspecteur général peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa. Il peut obliger le propriétaire ou l'occupant des lieux visités et toute autre personne se trouvant sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable.

L'inspecteur général peut en outre utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

L'inspecteur général peut déterminer les modalités raisonnables selon lesquelles les documents ou les renseignements mentionnés au premier alinéa lui sont transmis.

La personne visée au premier alinéa est l'une des suivantes:

1° une personne morale qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes:

a) elle fait partie du périmètre comptable défini dans les états financiers de la ville;

b) la ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50% des membres de son conseil d'administration;

c) la ville ou un mandataire de celle-ci détient plus de 50% de ses parts ou actions votantes en circulation;

2° une personne qui est en relation contractuelle avec la ville ou avec une personne morale visée au paragraphe 1º;

3° un sous-contractant de la personne visée au paragraphe 2º relativement au contrat principal visé à ce paragraphe.

L'inspecteur général doit, sur demande, s'identifier et exhiber au propriétaire ou à l'occupant des lieux visités en application du deuxième alinéa ou à toute autre personne se trouvant sur ces lieux, un certificat attestant sa qualité et signé par le greffier de la ville.

Montréal

Engagement solennel

Service de l'approvisionnement
9515, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

Mandat : Appel d'offres 16-XXXX (TITRE)

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection, à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection.

Signature des membres du comité de sélection

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	

Signature du secrétaire du comité de sélection

Signé à _____, le _____

_____

Bureau d'art public
Service de la culture

Compte rendu

Rencontre d'information aux finalistes

Concours pour une œuvre d'art public sur la rue Prince-Arthur Est

Personnes convoquées

Cooke Sasseville, artistes
Jean-Robert Drouillard, artiste
Josée Dubeau, artiste
Jon Rafman, artiste

Également présents :
Alexandre Plante, conseiller en planification, arr. Plateau-Mont-Royal, Ville de Montréal
Isabelle Riendeau, agente de développement culturel, BAP, Ville de Montréal
Marie-Claude Langevin, agente de développement culturel, BAP, Ville de Montréal

Date : vendredi 8 juillet 2018, de 9h30 à 12h00
Lieu : rue Prince-Arthur

1. Présentation de l'espace d'implantation de l'œuvre

Alexandre Plante fait une présentation du site.
Objectifs d'aménagement du site :
1- Privilégier des aménagements favorables à une expérience piétonne unique
2- Assurer et stimuler l'animation tout au long de l'année afin de favoriser l'appropriation des lieux par des espaces qui permettent des activités tout en préservant la quiétude des lieux et des résidants
3- Dynamiser la rue en créant des espaces polyvalents afin de favoriser une diversité de l'offre commerciale

Figurant au tournant des années 70 parmi les premières rues piétonnes de Montréal, la rue Prince-Arthur Est a longtemps été considérée, autant par les touristes que les Montréalais, comme une destination de choix. Au cours des dernières années elle a perdu de son dynamisme et de son pouvoir d'attraction.

Désigné legs du Plateau-Mont-Royal pour le 375^{e} de Montréal, le projet de réaménagement évalué à 3 837 014,82 $ vise à repenser complètement la rue en y ajoutant: des allées le long des bâtiments, un espace d'animation, une fontaine revalorisée, de nouveaux lampadaires, du mobilier urbain, des saillies de trottoir aux intersections, des végétaux, de nouveaux lieux de rencontres et des corridors piétons. L'objectif du projet est que la rue Prince-Arthur ne soit pas simplement un lieu de passage, mais un lieu où le piéton puisse s'arrêter pour manger, boire, voir un spectacle, faire un arrêt sur les bancs.

C’est le souhait de l’arrondissent du Plateau-Mont-Royal d’inclure une œuvre d’art dans le projet de réaménagement de la rue Prince-Arthur Est. Son lieu d’implantation a été choisi par sa proximité avec la rue St-Laurent. L’œuvre marquera l’entrée d’une rue importante pour Montréal. De ce fait, il est souhaité que l’entrée de la rue Prince-Arthur Est soit dotée d’une œuvre ayant le potentiel de devenir un point de rencontre pour les citoyens.

Une première phase de travaux s'est déroulée de la fin août à la fin novembre 2016 (entre Saint-Dominique et Hôtel-de-Ville). Le chantier a repris à la fin mars 2017 pour se terminer en juillet. La nouvelle rue Prince-Arthur a été officiellement inaugurée le 15 septembre. En 2018, des bacs de plantation, ont été installés et plantés afin de délimiter les cafés-terrasses de la rue piétonne.

La rue Prince-Arthur est longée de plusieurs bâtiments de différentes hauteurs. On retrouve des immeubles avec différents styles architecturaux et à multiples vocations. (Commerce, restaurants, bars, logements, hôtel). Elle mesure 280 m entre le Boul. St-Laurent et la Av. Laval.

Le tronçon entre le Boul. St-Laurent mesure 60 m longueur par 15 m de largeur.
Hauteur des édifices : Sud (Banque Scotia, ancien Vol de nuit) : 32,5 m
Nord (Café, Rubs BBQ) : 8,7 m

Espace d’implantation de l’œuvre d’art

Marie-Claude Langevin rappelle que l’œuvre d’art s’intégrera à la fosse de plantation trapézoïdale d’une superficie de 56m^2 située de part et d’autre des bancs. L’artiste peut y aménager l’espace selon les besoins de son œuvre. Les plantations qui s’y trouvent peuvent donc être retirées ou conservées, selon le concept de l’œuvre et d’autres éléments comme des pavés peuvent être ajoutés. Toutefois, ces modifications devront être budgétées dans le coût de l’œuvre d’art.

On retrouve dans la fosse de nombreux conduits électriques, de télécommunications ainsi que la présence de conduites d’égouts et d’aqueduc. L’épaisseur libre entre la surface et le proche conduit est d’un mètre.

2. Précisions sur le règlement et le programme de l’œuvre

Marie-Claude Langevin reprend les éléments importants du programme de l’œuvre d’art décrits dans le document de concours, à savoir que l’œuvre :
- sera de nature sculpturale ou installative;
- pourra être composée d’un ou plusieurs éléments;
- marquera l’entrée de la rue Prince-Arthur Est;
- sera pensée à l’échelle humaine, c’est-à-dire à l’échelle du site et de ses usages ; elle devra pouvoir être appréciée des piétons (de la rue Prince-Arthur);
- respectera la superficie de la fosse, soit 56m^2;

- Il n’y pas d’hauteur maximal pour l’œuvre
- intégrera la dimension paysagère du lieu dans l’aménagement;
- peut intégrer la lumière dans le concept de l’œuvre ou la mise en valeur; (cependant les lampadaires de rue fournissent un éclairage suffisant);
- ne permet pas l’intégration de l’eau, de pièces cinétiques et de mécanismes intégrés.

3. Liste des documents remis aux finalistes :

Un dossier comprenant les éléments suivants a été remis aux finalistes lors de la rencontre d’information :

- le contrat de concept artistique;
- une étude sur modèle réduit pour l’étude des vents
- contrat
- Plan de la fosse

Ces documents seront transmis par courriel :

- une grille budgétaire du projet;
- un aide-mémoire des documents à remettre;
- les plans et devis
- spécificités des lampadaires
- dimensions fosse
- plan lampadaires
- modélisations

Au sujet du premier concours, **Marie-Claude Langevin** précise que le jury n’est pas parvenu à un consensus. Elle ajoute que la décision du jury de reprendre le concours fut motivée par le fait que les concepts des finalistes ne tenaient pas suffisamment compte du site et du contexte de la rue Prince-Arthur. Les finalistes doivent donc s’assurer d’une intégration fine au site afin que l’œuvre ne semble pas avoir été « déposée » là par hasard.

Par ailleurs, elle mentionne qu’elle demeure leur contact pour la durée du projet. Les finalistes pourront lui poser directement leurs questions par courriel d’ici la remise des documents et concepts. Elle retournera les réponses à tous les finalistes afin que tous aient les mêmes informations en main pour la réalisation de leur concept.

4. Calendrier

La remise des concepts artistiques par les artistes se fera le **11 septembre** 2018. Les artistes devront remettre tous le matériel de prestation à ce moment et devront envoyer ces documents par courriel.

La présentation devant le jury aura lieu environ une semaine plus tard, autour du 19 septembre 2018. La date sera confirmée ultérieurement. Les artistes disposeront de 45 minutes, incluant la période de questions pour présenter leur projet. Marie-Claude Langevin conseille aux artistes de ne pas lire leur texte intégralement puisque les membres du jury l'auront fait au préalable.

L'installation de l'œuvre est prévue pour le printemps 2019.

5. Questions concernant les aspects techniques

- La fosse dispose de deux circuits électriques de 120 volts et 20 ampères.
- Les détails quant à la trappe électrique située dans la fosse de plantation seront précisés et envoyés aux finalistes.
- Les finalistes ont la totale liberté d'occuper comme ils le souhaitent la zone délimitée pour l'œuvre d'art.
- Bien que la superficie occupée soit adaptable, les finalistes devront garder en tête de conserver un accès à la trappe électrique (à confirmer).
- Le site de l'œuvre ne sera pas déneigé en hiver, bien que les espaces de circulation de chaque côté le soient
- Il faut prendre en considération que le site est exposé à de grands vents.
- Aucun calcul photométrique de la rue n'a été réalisé.
- Lieu névralgique à la sortie des bars et d'acte d'incivilité, il est très important de ne pas obstruer la percée visuelle ni de créer des « cachettes ».
- Les emplacements des conduits électriques, de télécommunication ainsi que la présence de conduites d'égouts et d'aqueduc seront envoyés aux finalistes.
- Pour tout éclairage, respecter les usages de la rue.

6. Travaux à la charge de l'artiste et de la Ville

Marie-Claude Langevin invite les finalistes à se référer au document de concours pour les travaux qui sont sous la responsabilité de l'artiste et ceux pris en charge par la Ville.

7. Budget

Marie-Claude Langevin rappelle que le budget de l'œuvre est de 340 000 $ avant taxes, incluant les fondations.

8. Matériel à produire

Les finalistes doivent remettre le 11 septembre 2018 :

- un document descriptif, en 7 exemplaires, dont le contenu est précisé dans le document de concours et sur l'Aide-mémoire remis aux artistes ;
- une maquette carrée à l'échelle 1: 20 de 30" x 30" montrant l'espace d'implantation (fosse) et son contexte immédiat.
- un détail à l'échelle 1: 10
- deux (2) montages visuels permettant de comprendre le concept de l'œuvre d'art et son intégration au site (à partir d'images fournies par la Ville) Ces planches, de format A1, devront être montées sur un support rigide (de type *foamcore*);
- un échantillon de chacun des matériaux qui composera l'œuvre (optionnel pour les matériaux standards).
- Si le candidat désire produire une vidéo, celle-ci devra être remise le **11 septembre**

9. Signature du contrat de conception artistique

Les artistes pourront prendre connaissance du contrat et retourner les 2 exemplaires au Bureau d'art public. Une copie leur sera retournée par la poste.

10. Séquence des présentations des propositions

L'ordre de passage est déterminé par tirage au sort par la chargée de projet au Bureau d'art public.

Les propositions seront présentées dans cet ordre :

1) **Jean-Robert Drouillard**
2) **Josée Dubeau**
3) **Cooke Sasseville**
4) **Jon Rafman**

11. Visite de site

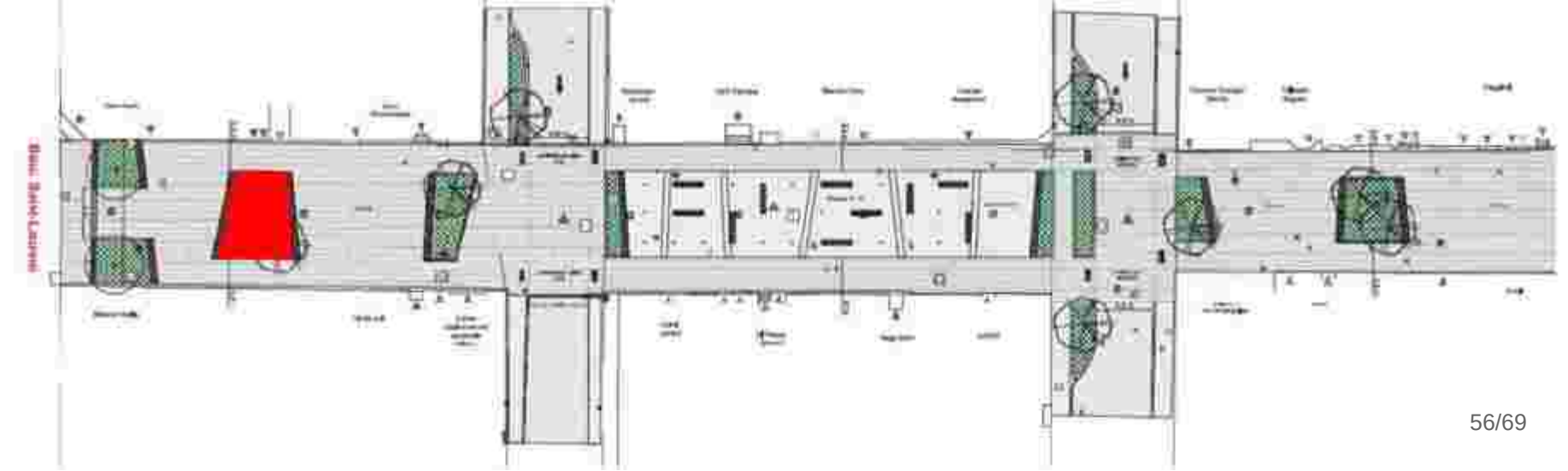
Une fois la réunion terminée, les finalistes sont invités à une visite du site

Pour toute question sur le concours, contacter :
Marie-Claude Langevin
Agente de développement culturel
Bureau d'art public | Service de la culture
801, rue Brennan, 5e étage, pavillon Duke
Montréal (Québec) H3C 0G4

Téléphone : (514) 872-3988
marie-claude.langevin@ville.montreal.qc.ca




CAFÉ STARBUCKS



CONTRAT D'EXÉCUTION D'OEUVRE D'ART

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

CI-APRÈS APPELÉE LA "VILLE"

ET : **JON RAFMAN STUDIOS INC.**, dont l'adresse principale 5366 boulevard Saint-Laurent, Montréal, Québec, H2T 1S1

Numéro TPS : 827184979RT0001
Numéro TVQ : 1221161595TQ0001

Ci-après appelé le « **Contractant** »

ATTENDU QUE le Conseil d'arrondissement a adopté, le 30 septembre 2016, une résolution visant la création d'une œuvre d'art pour la rue Prince-Arthur EST et qu'il a autorisé les crédits nécessaires à cette fin (CA16 25 0265);

ATTENDU QU'un concours a été organisé pour le choix de cette oeuvre d'art;

ATTENDU QUE le 19 septembre 2018, le jury a retenu la proposition du Contractant;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans le présent contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Responsable** » : Chef de division, Équipements culturels et Bureau d'art public du Service de la culture de la Ville de Montréal ou son représentant autorisé

1.2 « **Oeuvre d'art** » : l'oeuvre intitulée *Transitions* décrite à l'Annexe 1 du présent contrat;

1.3 « **Maquette** » : la représentation de l'œuvre d'art telle que présentée au jury par le Contractant;

1.4 « **Dessins** » : la représentation de l'oeuvre d'art en deux dimensions sous forme de dessin;

1.5 « **Annexe 1** » : le document préparé par le Contractant, décrivant l'oeuvre d'art et daté du 11 septembre 2018

1.6 « **Annexe 2** » : le texte préparé par le Service du développement culturel de la qualité du milieu de vie et de la diversité ethnoculturelle et intitulé « Règlement et programme du concours pour œuvre d'Art sur la rue Prince-Arthur Est dans l'arrondissement du Plateau–Mont-Royal dans sa version finale datée du 18 avril 2018

1.7 « **Annexe 3** » le document intitulé « Compte-rendu : rencontre d'informations aux finalistes » daté du 19 du 19 septembre 2018

1.8 « **Annexe 4** » **:** le plan de localisation de l'oeuvre d'art sur la rue Prince-Arthur EST

ARTICLE 2
OBJET

Aux fins des présentes, la Ville retient les services du Contractant qui s'engage à exécuter l'oeuvre d'art conformément à la Maquette, aux Dessins et aux Annexes 1, 2 et 3 du présent contrat, et à l'installer à l'emplacement illustré à l'Annexe 4.

Toute modification aux Annexes 1, 2, 3 et 4 des présentes doit être préalablement approuvée par écrit par les parties.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS du CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à :

3.1 réaliser et installer l'Œuvre d'art conformément à la Maquette, aux Dessins et aux Annexes 1, 2, 3 et 4, le cas échéant, à obtenir l'autorisation écrite du Responsable avant d'apporter des changements qui modifient le concept de l'Œuvre d'art tel qu'accepté;

3.2 verser leurs honoraires ou leurs salaires, aux personnes dont il s'adjoint les services ou avec qui il collabore pour la réalisation et l'installation de l'Oeuvre d'art, étant entendu qu'en cas de réclamation ou de poursuite de ces personnes contre la Ville, cette dernière se réserve le droit de retenir le montant réclamé sur les honoraires payables au Contractant;

3.3 présenter au Responsable, pour approbation écrite, les plans d'ingénieur, les dessins d'atelier pour la réalisation de l'Œuvre d'art et à modifier, à ses frais, lesdits dessins si, de l'avis du Responsable, l'Œuvre d'art présente des dangers pour la sécurité du public;

3.4 fournir tous les matériaux nécessaires à l'exécution et à l'installation de l'Œuvre et procéder à son installation au plus tard dans le mois de juin et, le cas échéant, remettre le site en état;

3.5 collaborer avec le Responsable et les autres représentants de la Ville, les consultants et les fournisseurs pour assurer, entre autres, le respect du calendrier des travaux;

3.6 transmettre au Responsable les rapports d'étape requis montrant l'avancement des travaux et, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, lui transmettre un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts et du respect du calendrier;;

3.7 préparer un devis d'entretien de l'Œuvre d'art;

3.8 transmettre au Responsable le devis d'entretien et un avis lui indiquant que l'Œuvre d'art est prête pour l'acceptation finale par la Ville, selon la procédure établie par le Responsable;

3.9 prendre fait et cause pour la Ville, ses représentants ou ses employés, dans toute réclamation ou poursuite résultant directement ou

indirectement du présent contrat, et à tenir la Ville, ses représentants ou ses employés indemnes de toute décision ou jugement qui pourrait être prononcé contre eux en capital, intérêts et frais;

3.10 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ; toute facture ne comportant pas ces informations sera retournée au Contractant pour correction, aux frais de ce dernier;

3.11 à la demande écrite du Responsable et pour le prix convenu par les parties, rendre des services connexes au présent contrat.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat, la Ville s'engage à :

4.1 - lui verser une somme forfaitaire **TROIS CENT QUATRE- VINGT-DIX MILLE NEUF CENT QUIZE 390 915,00$** incluant toutes les taxes applicables, payable comme suit :

- **CENT TRENTE-SIX MILLE HUIT CENT ET VING-CINQ (136 820,254 $)** lors de la signature du présent contrat;

- **CENT TRENTE-SIX MILLE HUIT CENT ET VING-CINQ (136 820,254 $)** dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable d'un rapport d'étape démontrant que l'oeuvre d'art a été réalisée à environ à 50% accompagné dune facture;

- **SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE CENT QAUTRE-VINGT-TROIS ET QUATRE-VINGTS (78 183,80 $)** dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable d'un rapport d'étape démontrant que l'oeuvre d'art a été réalisée à environ 80%, accompagné dune facture;

- le solde de **TRENTE-NEUF MILLE QUATRE-VINGT-ONZE ET CINQUANTE (39 091,50$)** dans les trente (30) jours de la remise des documents prévus aux paragraphes 3.7 et 3.8 et de l'acceptation de l'oeuvre d'art par le Responsable, accompagnés dune facture;

4.2 lui verser, le cas échéant, conformément aux articles 3.10 et 3.11, une somme n'excédant pas **VINGT-DEUX MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUIZE (22 995,00$)** incluant toutes les taxes applicables;

4.3 fournir au Contractant la collaboration du Responsable pour toute question qui pourrait être soulevée quant aux obligations des parties prévues au présent contrat;

4.4 aviser immédiatement le Contractant si des modifications sont apportées à l'aménagement et que celles-ci ont une incidence sur l'Œuvre d'art; dans ce cas, le Responsable doit voir avec le Contractant à ce que ces modifications respectent les principales données de l'Œuvre d'art;

4.5 entretenir l'Œuvre d'art, conformément au devis d'entretien déposé par le Contractant;

4.6 fournir et installer, à ses frais, une plaque d'identification de l'œuvre d'art faite dans un matériau durable, en indiquant le nom du Contractant ou son pseudonyme, le titre de l'œuvre et l'année de sa réalisation. La Ville consultera le Contractant sur la localisation et le texte de la plaque.

ARTICLE 5
ASSURANCES

5.1 Le Contractant doit souscrire et maintenir en vigueur, pour la durée du présent contrat, à ses frais et à son nom, une assurance responsabilité civile de **deux millions de dollars (2 000 000,00** $) par événement ou accident, dont une copie doit être remise au Responsable dans les dix (10) jours de la signature des présentes; si le Contractant détient déjà une police d'assurance, il s'engage à la modifier de façon à couvrir l'objet du présent contrat.

5.2 Dans tous les cas où le Contractant retient les services d'un sous-traitant aux fins de la réalisation de l'Œuvre d'art, le Contractant doit s'assurer, préalablement à l'embauche de ce sous-traitant, que ce dernier détient une assurance responsabilité civile de **deux millions de dollars (2 000 000,00 $)** par événement ou accident. Le Contractant devra remettre au Responsable une copie certifiée de cette assurance dans les dix (10) jours de l'embauche de ce sous-traitant.

ARTICLE 6
DOMMAGES

6.1 Le Contractant est responsable du paiement des honoraires ou des salaires des personnes dont il s'adjoint les services ou avec qui il collabore pour la réalisation et l'installation de l'œuvre d'art. En cas de réclamation ou de poursuite à l'encontre de la Ville à cet égard, cette dernière se réserve le droit de retenir le montant réclamé sur les honoraires payable au Contractant, malgré le paragraphe 4.1 du présent contrat.

6.2 Le Contractant est responsable de toute perte ou dommage causé à ou par l'Œuvre d'art, par sa faute ou négligence, ou par celle d'une personne agissant sous sa responsabilité, jusqu'à son acceptation finale par le Responsable.

6.3 Advenant que l'œuvre d'art soit endommagée ou détruite pendant la période décrite au paragraphe 7.1, le Contractant devra effectuer, à ses frais, le remplacement de l'œuvre d'art ou faire les réparations nécessaires à la satisfaction du Responsable.

6.4 La Ville s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour protéger l'Œuvre d'art contre les dommages qui pourraient survenir du fait des travaux d'aménagement, jusqu'à la fin de ceux-ci; tout dommage ainsi causé sera réparé aux frais de la Ville après consultation avec le Contractant.

ARTICLE 7
GARANTIES APPLICABLES À L'OEUVRE D'ART

7.1 Le Contractant garantit l'oeuvre d'art contre tous les bris et les détériorations, pendant une période de trois ans après l'acception finale de l'oeuvre d'art par le Responsable, exception faite de ces bris et détériorations qui résultent de l'usure normale, du défaut d'entretien, de la négligence ou de l'incurie de la Ville.

7.2 Durant cette période, le Contractant s'engage, sur réception d'un avis écrit du Responsable, à effectuer les réparations requises dans un délai convenable, accepté par les parties.

ARTICLE 8
ACCEPTATION DE L'OEUVRE D'ART

8.1 Le Responsable devra faire connaître son acceptation ou son refus des travaux dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis de remise de l'Oeuvre d'art et du devis d'entretien.

8.2 Le Responsable peut refuser la totalité des travaux ou une partie de ceux-ci s'ils ne sont pas conformes de façon significative ou substantielle dans Maquette et aux Dessins ou à tout autre document fourni par le Contractant, et accepté par le Responsable; le Contractant doit, dans ces circonstances, reprendre, à ses frais, les travaux jusqu'à complète satisfaction du Responsable.

8.3 Lorsque l'exécution ou l'installation de l'Œuvre d'art dépend de l'exécution de travaux préalables exécutés par d'autres personnes, le Contractant s'assurera qu'ils sont à son entière satisfaction et acceptés par le Responsable, avant de commencer son propre travail.

8.4 Le fait pour le Contractant de commencer l'exécution ou l'installation de l'Œuvre d'art constitue en soi une acceptation du travail préalable.

ARTICLE 9
TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

9.1 L'Œuvre d'art devient la propriété de la Ville à son acceptation finale par le Responsable et les documents d'information, le devis d'entretien et les rapports préparés par le Contractant, dès leur remise à la Ville.

9.2 La Ville s'engage à conserver l'Œuvre d'art dans son cadre actuel pendant une période de 25 ans. Cependant, la Ville pourra, si l'intérêt public l'exige, après consultation des spécialistes de la Ville mentionnés au dernier paragraphe du présent article, déplacer, relocaliser, entreposer l'oeuvre d'art, pourvu que telle mesure prise par la Ville concerne l'ensemble de l'oeuvre. Après ladite période de 25 ans, la Ville pourra, en outre, à sa seule discrétion, aliéner ou disposer de l'oeuvre d'art. Le Contractant reconnaît expressément que toutes les mesures prises par la Ville en vertu du présent article ne peuvent constituer en aucun cas une atteinte à ses droits moraux.

9.3 Si l'oeuvre d'art est endommagée ou détériorée, la Ville peut, à son entière discrétion, la faire réparer; dans une telle éventualité, elle doit, sauf en cas d'urgence, demander au Contractant, par écrit, une consultation quant aux mesures à prendre. Si le Contractant ne donne pas suite à cet avis dans les trente (30) jours de son expédition, la Ville pourra procéder aux travaux de sa propre initiative, mais après consultation d'un de ses spécialistes en la matière, en essayant de respecter l'honneur et la réputation du Contractant



9.4 Le Comité exécutif de la Ville, selon l'instance compétente en vertu de la Charte, peut décider des mesures prévues au présent article. Une telle décision ne pourra cependant être prise sans que les spécialistes de la Ville en matière d'œuvres d'art, de planification urbaine et d'aménagement, n'aient été consultés. Les mesures résultant de l'entretien normal de l'oeuvre d'art ne sont pas visées par le présent article.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut résilier en tout temps le présent contrat sur avis écrit au à cet effet. Sur réception de cet avis, le Contractant doit immédiatement cesser l'exécution de ses travaux. En pareil cas, le Contractant n'aura droit qu'au remboursement des dépenses faites en vertu du présent contrat et à une indemnité de dix pour cent (10 %) de la somme forfaitaire mentionnée à l'article 4 des présentes.

10.2 Si la somme déjà reçue par le Contractant en vertu du paragraphe 4.1 excède, au moment de telle résiliation, le montant devant lui être remis conformément au paragraphe 10.1, le Contractant devra rembourser cet excédent à la Ville.

10.3 L'oeuvre d'art ainsi inachevée demeurera la propriété du Contractant. Si l'oeuvre est réalisée sur les lieux mêmes de l'emplacement décrit à l'Annexe 4 des présentes, celle-ci demeurera la propriété du Contractant, à condition que ce dernier en prenne possession et procède, à ses frais, à son enlèvement dans les soixante (60) jours de l'avis de résiliation; à défaut par le Contractant de ce faire dans le délai prescrit, la Ville conservera l'oeuvre d'art inachevée en pleine et entière propriété et pourra en disposer à sa guise.

10.4 Le Contractant n'a aucun recours à l'encontre de la Ville du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
DÉCÈS

11.1 En cas de décès du Contractant, le cas échéant, avant qu'il n'ait terminé l'oeuvre, ou d'une incapacité l'empêchant de la compléter, selon les termes et conditions des présentes, la Ville pourra, à sa discrétion :

11.1.1 démanteler ou démolir la partie de l'oeuvre d'art déjà exécutée; ou

11.1.2 faire compléter l'exécution de l'oeuvre par une autre personne de son choix, conformément aux plans et devis.

11.2 La Ville devra commencer l'exécution de l'option retenue dans les six (6) mois de la date du décès ou du début de l'incapacité.

ARTICLE 12
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

12.1 Le Contractant garantit la Ville qu'il est le titulaire des droits d'auteur et de tous les autres droits de propriété intellectuelle sur l'oeuvre d'art et sur les différents documents mentionnés au paragraphe 12.2 ou l'usager autorisé de tous ces droits et déclare qu'il a le pouvoir d'accorder à la Ville les licences ci-après.

12.2 Le Contractant conserve ses droits d'auteur sur l'œuvre terminée et accorde à la Ville, qui accepte, une licence lui permettant de représenter ou de reproduire cette oeuvre d'art, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, la licence accordée par le Contractant comprend le droit d'intégrer l'œuvre au site Internet de la Ville.

12.3 Le Contractant accorde aussi à la Ville, qui accepte, une licence lui permettant de reproduire tous les documents d'information, le devis d'entretien et les rapports préparés dans le cadre du présent contrat aux seules fins de construction ou d'entretien de l'oeuvre d'art; la Ville s'engage à respecter et à faire respecter les secrets de fabrication (savoir-faire) du Contractant.

12.4 Les licences décrites aux paragraphes 12.2 et 12.3 du présent article sont non exclusives, incessibles et sont accordées à des fins non commerciales, sans limite territoriale, pour une durée illimitée, en contrepartie d'une somme totale TROIS CENT QUARANTE MILLE (340 000$), tel que le déclare le Contractant, laquelle somme est comprise dans la somme forfaitaire prévue au paragraphe 4.1 des présentes. En cas d'aliénation de l'oeuvre d'art, ces licences continueront de s'appliquer pour les fins d'archivage seulement.

12.5 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du Contractant, s'il y a lieu, le titre de l'oeuvre d'art lors de sa présentation, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

12.6 En cas d'utilisation de l'oeuvre d'art ou de toute reproduction de celle-ci par des moyens audiovisuels par le Contractant ou par les personnes qu'il autorise à ce faire, ce dernier s'engage à mentionner ou à exiger de toute autre personne qu'elle mentionne le nom de la Ville comme propriétaire de l'oeuvre et l'emplacement de celle-ci.

ARTICLE 13
DÉLAI D'EXÉCUTION

L'oeuvre d'art doit être installée sur l'emplacement indiqué à l'Annexe 4, au plus tard la fin du mois de mai 2019, à moins que son installation ne soit retardée par le fait de la Ville, auquel cas, la Ville paiera au Contractant, à compter de cette dernière date, les frais d'entreposage de l'oeuvre si besoin est, ceux-ci devant être convenus par les parties.

ARTICLE 14
SUSPENSION OU RETARD DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

S'il y a, le cas échéant, suspension des travaux réalisés par la Ville, pour une période excédant six (6) mois, empêchant ainsi ou retardant l'exécution de l'oeuvre d'art, la somme versée par la Ville, en vertu de l'article 4, devra être révisée pour tenir compte des nouveaux coûts.

ARTICLE 15
ARRÊT COMPLET DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Si un arrêt complet des travaux de la Ville survient, le cas échéant, la Ville doit aviser le Contractant que le contrat est résilié. Dans un tel cas, le Contractant aura droit aux sommes prévues à l'article 10 des présentes.

ARTICLE 16
AVIS

Tout avis ou envoi d'information ou de documents requis en vertu de quelque disposition des présentes, pour être valide et lier les parties, devra être donné par écrit et devra être envoyé aux adresses mentionnées ci-dessous, par huissier, par messager ou par courrier recommandé, auquel cas il sera considéré avoir été reçu le troisième (3e) jour suivant la date où il a été posté.

Adresse de la Ville :

Service du développement culturel
Ville de Montréal
Pavillon Prince
801, rue Brennan, 5e étage
Montréal (Québec)
H3C 0G4

Adresse du Contractant :
JON RAFAMN STUDIOS INC.
5366 boulevard Saint-Laurent
Montréal, (Québec)
H2T 1S1

ARTICLE 17
DURÉE

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties et prend fin lorsque toutes les obligations qui y sont énoncées ont été accomplies, mais au plus tard le 30 juin 2018 Les dispositions relatives aux garanties et à la propriété intellectuelle continuent de s'appliquer.

ARTICLE 18
CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

18.1 Élection de domicile

Les parties élisent domicile à l'adresse apparaissant à la première page de la présente entente ou à toute autre adresse dont une partie pourra avertir l'autre partie, par avis écrit, dans le district judiciaire de Montréal.

18.2 Modification

La présente entente ne peut être modifiée qu'avec l'accord écrit des deux parties.

18.3 Invalidité d'une clause

Une disposition du présent contrat jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

18.4 Cession

Je

Le Contractant ne peut céder en tout ou en partie les droits lui résultant du présent contrat sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Ville.

18.5 Lois applicables

Le présent contrat est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …. e jour de ……. 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le 27. e jour de ….Novembre…. 2018

LE CONTRACTANT

Par : _____
JON RAFMAN STUDIOS INC

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187637002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Objet :	Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Jon Rafman, artiste professionnel faisant affaire sous le nom de Jon Rafman Studios inc au montant maximal de 413 910,00 $ taxes et contingences incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Transitions" pour le projet de réaménagement de la rue Prince-Arthur Est / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SUM 1187637002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-04

Maria BARDINA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2563
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.12

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1187637004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Compétence d'agglomération :	Voie de circulation artérielle - autoroute Bonaventure, phase 1
Projet :	Autoroute Bonaventure
Objet :	Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Nadia Myre, artiste professionnelle, faisant affaire sous le nom Nadia Myre inc. au montant maximal de 1 006 031,25$ taxes et contingences incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Dans l'attente…| While Waiting" pour le projet de d'aménagement de l'îlot William-Ottawa du projet Bonaventure / Approuver un projet de convention à cette fin.

1. d'approuver un projet de convention par laquelle Nadia Myre inc, nom sous lequel fait affaire la lauréate du concours Nadia Myre, s'engage à fournir à la Ville les services artistiques requis à cette fin pour une somme maximale de 1 006 031,25$, taxes incluses, conformément aux termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-06 11:41

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187637004**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Compétence d'agglomération :	Voie de circulation artérielle - autoroute Bonaventure, phase 1
Projet :	Autoroute Bonaventure
Objet :	Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Nadia Myre, artiste professionnelle, faisant affaire sous le nom Nadia Myre inc. au montant maximal de 1 006 031,25$ taxes et contingences incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Dans l'attente…| While Waiting" pour le projet de d'aménagement de l'îlot William-Ottawa du projet Bonaventure / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent concours d'art public s'inscrit dans le cadre du projet Bonaventure, pour lequel le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) est le requérant et l'exécutant. Les îlots centraux ont été identifiés, dans le *Plan de développement de l'art public du projet Bonaventure,* qui a été préparé en collaboration avec le SIVT, pour accueillir des oeuvres d'art public. Au nord et au sud du secteur intervention, les deux seuils du projet qui encadrent les espaces publics formant les îlots centraux sont des points forts de l'aménagement. Moments marquants dans la séquence d'entrée et de sortie du centre-ville, ils ont reçus des oeuvres d'art public significatives, *Dendrites* de Michel de Broin et *Source* de Jaume Plensa.
C'est dans ce contexte que le Bureau d'art public a tenu un concours pancanadien sur invitation visant la création d'une œuvre d'art pour l'îlot qui se déploie entre les rues William et Ottawa.

Lors de la première rencontre du jury tenue le 1er juin 2018, 29 artistes ont été invités à soumettre un dossier de candidature. Lors de la deuxième rencontre du jury, tenue le 23 juillet 2018, quatre finalistes ont été désignés pour produire une proposition complète d'œuvre d'art. Il s'agissait de Jill Anholt, Nadia Myre, Tiffany Shaw-Collinge et de Giorgia Volpe. Lors de la troisième rencontre, le 7 décembre 2018, le jury a recommandé la proposition de Nadia Myre, intitulée *Dans l'attente…| While Waiting.*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE12 0717 - 3 mai 2018 - Autoriser le Service de la culture à tenir un concours pancanadien sur invitation, en collaboration avec le Service des infrastructures, de la voirie et des transports, pour l'acquisition d'une oeuvre d'art public pour l'îlot William-Ottawa du projet Bonaventure. Autoriser une dépense de 75 883,50$ taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'oeuvre d'art et les dépenses générales du projet.
CG16 0732 - 22 décembre 2016 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de services artistiques à Michel De Broin, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art « Dendrites » au seuil nord du projet Bonaventure, pour une somme maximale de 1 350 956,25 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

CE16 0985 - 8 juin 2016 - Approuver un projet de convention entre M. André Desmarais, Mme France Chrétien-Desmarais et la Ville de Montréal pour le prêt de l'œuvre d'art public « *Source* », de l'artiste Jaume Plensa, laquelle sera installée au seuil sud de l'entrée Bonaventure du centre-ville, dans le cadre du 375^{e} anniversaire de la fondation de Montréal. Approuver à cette fin une convention de licence avec l'artiste Jaume Plensa, Plensa Studio Barcolena, S.L. et la Ville de Montréal auquel interviennent Mme France Chrétien-Desmarais ainsi que M. André Desmarais.

CE16 0313 - 2 mars 2016 - Autoriser le Service de la culture à tenir un concours pancanadien sur invitation, en collaboration avec le Service des infrastructures, de la voirie et des transports, pour l'acquisition d'une oeuvre d'art public pour le seuil nord du projet Bonaventure.

CE15 2317 - 16 décembre 2015 - Adopter le Plan de développement de l'art public du projet Bonaventure. Mandater le Service de la culture pour mettre en oeuvre les priorités d'intervention en art public dans le projet Bonaventure, en collaboration avec le Service des infrastructures, de la voirie et des transports.

DESCRIPTION

Les services de l'artiste comprennent notamment : les honoraires et les droits d'auteur de l'artiste; les frais de production des plans, devis et estimations de coût (préliminaires et définitifs) de l'oeuvre; les honoraires des professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'oeuvre; l'achat et la transformation des matériaux; le transport, la fabrication, l'assemblage et l'installation de l'oeuvre; les permis et tous les frais de coordination relatifs à la réalisation et à l'installation de l'oeuvre; les frais d'administration et d'assurance. Les travaux de réalisation seront exécutés selon les documents présentés par l'artiste.

Frais liés au projet d'art public	**Montants avant taxes**	**Montants taxes incluses**	**Montants nets de ristourne**
Contrat de l'artiste	825 000,00$	948 543,75 $	866 146,88$
Contingences de l'oeuvre	50 000,00$	57 487,50$	52 493,75$
Total	**875 000,00$**	**1 006 031,25$**	**918 640,63$**

* Le budget des frais liés au concours et des incidences ont fait déjà l'objet d'un sommaire décisionnel

JUSTIFICATION

L’intégration d’œuvres d’art public dans le projet Bonaventure a pour but d’appuyer la création d’une entrée de centre-ville prestigieuse et distinctive, de participer au retissage des quartiers adjacents, de soutenir le redéveloppement urbain et de contribuer à la qualité

des aménagements qui y sont réalisés. Ces oeuvres d'art donnent à voir différentes facettes de Montréal (notamment son histoire, sa créativité) à une diversité de publics.
L'œuvre recherchée sera le point d'intérêt principal de l'îlot William-Ottawa. Si l'œuvre est visible par les automobilistes empruntant le boulevard Robert-Bourassa vers le nord, son expérience optimale sera à l'échelle du piéton qui circule de part et d'autre de la section gazonnée. Son intégration au projet Bonaventure tiendra notamment compte des deux (2) œuvres monumentales qui se trouvent aux seuils et qui demeurent visibles de la zone d'implantation de l'oeuvre de Nadia Myre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 1 006 031,25$ taxes incluses, sera assumé comme suit : Un montant maximal de 918 640,63$, net de ristourne de taxes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération "RCG 11-018 - Havre de Montréal - Réaménagement de l'autoroute Bonaventure."

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet est en accord avec les engagements du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020,* en particulier avec l'action numéro 13 qui vise notamment à multiplier les interventions en art public pour aménager des quartiers durables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'œuvre de l'artiste Nadia Myre, *Dans l'attente…| While Waiting* souligne et célèbre plusieurs siècles de présence autochtone sur le territoire de Montréal et s'interroge sur la place qu'elle occupe aujourd'hui. La proposition artistique pour l'îlot Bonaventure a pour but de commémorer un événement historique d'importance : La Grande Paix de Montréal. Le 4 août 1701, Montréal a été le théâtre d'un imposant rassemblement réunissant les représentants de 39 nations autochtones venues de partout en Amérique du Nord pour signer un accord de paix avec les autorités françaises.
Le Montréal qui accueille les ambassadeurs amérindiens en 1701 est une ville d'environ 1 300 habitants entourée d'une palissade de pieux. Entre le 22 juillet et le 6 août 1701, ce sont près de 1 300 Amérindiens qui s'installent aux abords de la ville. Transposés dans le Vieux-Montréal actuel, les différents lieux associés à la Grande Paix de Montréal correspondent au périmètre du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, aux places Royale et D'Youville, ainsi qu'au secteur des rues Queen, Sœurs-Grises, Wellington et de la Commune, auxquels il faut ajouter les emplacements de l'ancienne église Notre-Dame (rue Notre-Dame actuelle donnant sur la place d'Armes) et de l'Hôtel-Dieu (situé à l'époque rue Saint-Paul, près de l'actuelle rue Saint-Sulpice). Le site où sera installée l'oeuvre d'art se trouve à moins d'un kilomètre des lieux associés à la Grande Paix.

L'œuvre d'art de Nadia Myre se base sur une reproduction du traité de la *Grande Paix* , où l'on peut voir les effigies qui tenaient lieu de signatures aux divers représentants des nations autochtones. De petits croquis au trait, les effigies sont devenues des formes de bronze filiformes formant la sculpture. Elles représentent des formes humaines et animales, mais aussi des objets et des lieux.

L'œuvre est composée de quatre ensembles de sculptures de bronze disposés longitudinalement sur l'îlot, créant un espace ouvert et aéré invitant l'exploration et à la déambulation piétonnière. L'ensemble de sculptures qui superpose les figures de manière ludique évoque le rassemblement et l'esprit de communauté. Les effigies dans l'œuvre ont été choisies par l'artiste tant pour leur importance historique que pour leur richesse visuelle.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Fabrication de l'oeuvre: février 2019 - septembre 2019
Installation: septembre-octobre 2019
Inauguration : octobre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux pratiques administratives de la Ville en matière d'art public et à la Politique de capitalisation de la Ville (PTI). À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Simon POULIOT, Service des infrastructures_voirie et transports
Pierre SAINTE-MARIE, Service des infrastructures_voirie et transports
Nike LANGEVIN, Service des communications

Lecture :

Nike LANGEVIN, 21 décembre 2018
Simon POULIOT, 21 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude LANGEVIN
agent(e) de developpement culturel

Tél : 514 872-3988
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-21

Michèle PICARD
Chef de division -Équipements culturels et Bureau d'art public

Tél : 514 868-5856
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
Chef de division - Développement culturel
Tél : 514 872-5592
Approuvé le : 2019-01-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Thomas RAMOISY
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514-872-2884
Approuvé le : 2019-01-04

CONTRAT D'EXÉCUTION D'OEUVRE D'ART

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **NADIA MYRE inc.** personne morale ayant sa principale d'affaires au 4348 rue Walkley, Montréal, Québec, H4B 2K5 agissant et représentée par Nadia Myre, artiste, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **Contractant** »

ATTENDU QUE, le comité exécutif de la Ville de Montréal a adopté, le 3 mai 2018 une résolution visant la création d'une œuvre d'art public pour l'îlot William-Ottawa du projet Bonaventure, et qu'il a autorisé les crédits nécessaires à cette fin CE18 0717;

ATTENDU QU'un concours a été organisé pour le choix de cette Oeuvre d'art;

ATTENDU QUE le 7 décembre 2018 le jury a retenu la proposition du Contractant;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant OU au Contractant et à l'Artiste;

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans le présent contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Responsable** » : Chef de division du Service Équipements culturels et Bureau d'art public du Service de la culture de la Ville de Montréal ou son représentant autorisé

1.2 « **Œuvre d'art** » : l'œuvre intitulée *Dans l'attente…*| While Waiting décrite à l'Annexe 1 du présent contrat;

1.3 « **Maquette** » : la représentation de l'Œuvre d'art telle que présentée au jury par le Contractant;

1.4 « **Dessins** » : la représentation de l'Œuvre d'art en deux dimensions sous forme de dessin;

1.5 « **Annexe 1** » : le document préparé par le Contractant, décrivant l'Œuvre d'art et daté du 7 décembre 2018;

1.6 « **Annexe 2** » : le texte préparé par le Service du développement culturel, de la qualité du milieu de vie et de la diversité ethnoculturelle, la Ville et intitulé « Concours pour l'œuvre d'art public à l'îlot William-Ottawa » dans sa version finale datée du 24 avril 2018;

1.7 « **Annexe 3** » : le document intitulé : Informations aux finalistes;

1.8 « **Annexe 4** » : le plan de localisation de l'Œuvre d'art dans l'îlot William-Ottawa du projet Bonaventure.

ARTICLE 2
OBJET

Aux fins des présentes, la Ville retient les services du Contractant qui s'engage à exécuter l'Œuvre d'art conformément à la Maquette, aux Dessins et aux Annexes 1, 2 et 3 du présent contrat, et à l'installer à l'emplacement illustré à l'Annexe 4.

Toute modification aux Annexes 1, 2, 3 et 4 des présentes doit être préalablement approuvée par écrit par les parties.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à :

3.1 réaliser et installer l'Œuvre d'art conformément à la Maquette, aux Dessins et aux Annexes 1, 2, 3 et 4, le cas échéant, à obtenir l'autorisation écrite du Responsable avant d'apporter des changements qui modifient le concept de l'Œuvre d'art tel qu'accepté;

3.2 verser leurs honoraires ou leurs salaires, aux personnes dont il s'adjoint les services ou avec qui il collabore pour la réalisation et l'installation de l'Œuvre d'art, étant entendu qu'en cas de réclamation ou de poursuite de ces personnes contre la Ville, cette dernière se réserve le droit de retenir le montant réclamé sur les honoraires payables au Contractant;

3.3 présenter au Responsable, pour approbation écrite, les plans d'ingénieur, les dessins d'atelier pour la réalisation de l'Œuvre d'art et à modifier, à ses frais, lesdits dessins si, de l'avis du Responsable, l'Œuvre d'art présente des dangers pour la sécurité du public;

3.4 fournir tous les matériaux nécessaires à l'exécution et à l'installation de l'œuvre et procéder à son installation au plus tard le 31 octobre 2019 et, le cas échéant, remettre le site en état;

3.5 collaborer avec le Responsable et les autres représentants de la Ville, les consultants et les fournisseurs pour assurer, entre autres, le respect du calendrier des travaux;

3.6 transmettre au Responsable les rapports d'étape requis montrant l'avancement des travaux et, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, lui transmettre un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts et du respect du calendrier;

3.7 préparer un devis d'entretien de l'Œuvre d'art;

3.8 transmettre au Responsable le devis d'entretien et un avis lui indiquant que l'Œuvre d'art est prête pour l'acceptation finale par la Ville, selon la procédure établie par le Responsable;

3.9 prendre fait et cause pour la Ville, ses représentants ou ses employés, dans toute réclamation ou poursuite résultant directement ou indirectement du présent contrat, et à tenir la Ville, ses représentants ou ses employés indemnes de toute décision ou jugement qui pourrait être prononcé contre eux en capital, intérêts et frais;

3.10 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ; toute facture ne comportant pas ces informations sera retournée au Contractant pour correction, aux frais de ce dernier;

3.11 à la demande écrite du Responsable et pour le prix convenu par les parties, rendre des services connexes au présent contrat.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat, la Ville s'engage à :

4.1 lui verser une somme forfaitaire de **NEUF CENT QUARANTE-HUIt MILLE CINQ CENT QUARANTE-TROIS ET SOIXANTE-QUINZE (948 543,75 $)** incluant toutes les taxes applicables, payable comme suit :

- **DEUX CENT TRENTE-SEPT-MILLE CENT-TRENTE-CINQ ET QUATRE-VINGT-QUATORZE (237 135,94 $)** lors de la signature du présent contrat;

- **DEUX CENT TRENTE-SEPT-MILLE CENT-TRENTE-CINQ ET QUATRE-VINGT-QUATORZE (237 135,94 $)**, dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable des plans et devis de l'œuvre, signés et scellés au Québec par un ingénieur, accompagnés d'une facture;

- **CENT QUATRE-VINGT-NEUF MILLE SEPT CENT HUIT ET SOIXANTE-QUINZE (189 708,75 $)**, dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable d'un rapport d'étape démontrant que l'Œuvre d'art a été réalisée à environ (50 %), accompagné dune facture;

- **CENT QUATRE-VINGT-NEUF MILLE SEPT CENT HUIT ET SOIXANTE-QUINZE (189 708,75 $),** dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable d'un rapport d'étape démontrant que l'Œuvre d'art a été réalisée à environ (75 %), accompagné dune facture;

- le solde de **QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE CENT CINQUANTE-QUATRE ET TRENTE-SEPT (94 854,37 $)**, dans les trente (30) jours de la remise des documents prévus aux paragraphes 3.7 et 3.8 et de l'acceptation de l'Œuvre d'art par le Responsable, accompagnés dune facture;

4.2 lui verser, le cas échéant, conformément aux articles 3.10 et 3.11, une somme n'excédant pas **CINQUANTE-SEPT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-SEPT ET CINQUANTE (57 487, 50 $)**, incluant toutes les taxes applicables;

4.3 fournir au Contractant la collaboration du Responsable pour toute question qui pourrait être soulevée quant aux obligations des parties prévues au présent contrat;

4.4 aviser immédiatement le Contractant si des modifications sont apportées à l'aménagement et que celles-ci ont une incidence sur l'Œuvre d'art; dans ce cas, le Responsable doit voir avec le Contractant à ce que ces modifications respectent les principales données de l'Œuvre d'art;

4.5 entretenir l'Œuvre d'art, conformément au devis d'entretien déposé par le Contractant;

4.6 fournir et installer, à ses frais, une plaque d'identification de l'Œuvre d'art faite dans un matériau durable, en indiquant le nom du Contractant ou son pseudonyme, le titre de l'œuvre et l'année de sa réalisation. La Ville consultera le Contractant sur la localisation et le texte de la plaque.

ARTICLE 5
ASSURANCES

5.1 Le Contractant doit souscrire et maintenir en vigueur, pour la durée du présent contrat, à ses frais et à son nom, une assurance responsabilité civile de trois millions de dollars (3 000 000,00 $) par événement ou accident, dont une copie doit être remise au Responsable dans les dix (10) jours de la signature des

présentes; si le Contractant détient déjà une police d'assurance, il s'engage à la modifier de façon à couvrir l'objet du présent contrat.

5.2 Dans tous les cas où le Contractant retient les services d'un sous-traitant aux fins de la réalisation de l'Œuvre d'art, le Contractant doit s'assurer, préalablement à l'embauche de ce sous-traitant, que ce dernier détient une assurance responsabilité civile de trois millions de dollars (3 000 000,00 $) par événement ou accident. Le Contractant devra remettre au Responsable une copie certifiée de cette assurance dans les dix (10) jours de l'embauche de ce sous-traitant.

ARTICLE 6
DOMMAGES

6.1 Le Contractant est responsable du paiement des honoraires ou des salaires des personnes dont il s'adjoint les services ou avec qui il collabore pour la réalisation et l'installation de l'Œuvre d'art. En cas de réclamation ou de poursuite à l'encontre de la Ville à cet égard, cette dernière se réserve le droit de retenir le montant réclamé sur les honoraires payable au Contractant, malgré le paragraphe 4.1 du présent contrat.

6.2 Le Contractant est responsable de toute perte ou dommage causé à ou par l'Œuvre d'art, par sa faute ou négligence, ou par celle d'une personne agissant sous sa responsabilité, jusqu'à son acceptation finale par le Responsable.

6.3 Advenant que l'Œuvre d'art soit endommagée ou détruite pendant la période décrite au paragraphe 7.1, le Contractant devra effectuer, à ses frais, le remplacement de l'Œuvre d'art ou faire les réparations nécessaires à la satisfaction du Responsable.

6.4 La Ville s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour protéger l'Œuvre d'art contre les dommages qui pourraient survenir du fait des travaux d'aménagement, jusqu'à la fin de ceux-ci; tout dommage ainsi causé sera réparé aux frais de la Ville après consultation avec le Contractant.

ARTICLE 7
GARANTIES APPLICABLES À L'OEUVRE D'ART

7.1 Le Contractant garantit l'Œuvre d'art contre tous les bris et les détériorations, pendant une période de trois ans après l'acception finale de l'Œuvre d'art par le Responsable, exception faite de ces bris et détériorations qui résultent de l'usure normale, du défaut d'entretien, de la négligence ou de l'incurie de la Ville.

7.2 Durant cette période, le Contractant s'engage, sur réception d'un avis écrit du Responsable, à effectuer les réparations requises dans un délai convenable, accepté par les parties.

ARTICLE 8
ACCEPTATION DE L'OEUVRE D'ART

8.1 Le Responsable devra faire connaître son acceptation ou son refus des travaux dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis de remise de l'Œuvre d'art et du devis d'entretien.

8.2 Le Responsable peut refuser la totalité des travaux ou une partie de ceux-ci s'ils ne sont pas conformes à la Maquette, aux Dessins ou à tout autre document fourni par le Contractant, et accepté par le Responsable; le Contractant doit, dans ces circonstances, reprendre, à ses frais, les travaux jusqu'à complète satisfaction du Responsable.

8.3 Lorsque l'exécution ou l'installation de l'Œuvre d'art dépend de l'exécution de travaux préalables exécutés par d'autres personnes, le Contractant s'assurera qu'ils sont à son entière satisfaction et acceptés par le Responsable, avant de commencer son propre travail.

8.4 Le fait pour le Contractant de commencer l'exécution ou l'installation de l'Œuvre d'art constitue en soi une acceptation du travail préalable.

ARTICLE 9
TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

9.1 L'Œuvre d'art devient la propriété de la Ville à son acceptation finale par le Responsable et les documents d'information, le devis d'entretien et les rapports préparés par le Contractant, dès leur remise à la Ville.

9.2 La Ville s'engage à conserver l'Œuvre d'art dans son cadre actuel pendant une période de 25 ans. Cependant, la Ville pourra, si l'intérêt public l'exige, après consultation des spécialistes de la Ville mentionnés au dernier paragraphe du présent article, déplacer, relocaliser, entreposer l'Œuvre d'art, pourvu que telle mesure prise par la Ville concerne l'ensemble de l'œuvre. Après ladite période de 25 ans, la Ville pourra, en outre, à sa seule discrétion, aliéner ou disposer de l'œuvre d'art. Le Contractant reconnaît expressément que toutes les mesures prises par la Ville en vertu du présent article ne peuvent constituer en aucun cas une atteinte à ses droits moraux.

9.3 Si l'œuvre d'art est endommagée ou détériorée, la Ville peut, à son entière discrétion, la faire réparer; dans une telle éventualité, elle doit, sauf en cas d'urgence, demander au Contractant, par écrit, une consultation quant aux mesures à prendre. Si le Contractant ne donne pas suite à cet avis dans les trente (30) jours de son expédition, la Ville pourra procéder aux travaux de sa propre initiative, mais après consultation d'un de ses spécialistes en la matière, en essayant de respecter l'honneur et la réputation de l'Artiste.

9.4 Le comité exécutif de la Ville selon l'instance compétente en vertu de la Charte, peut décider des mesures prévues au présent article. Une telle décision ne pourra cependant être prise sans que les spécialistes de la Ville en matière d'œuvres d'art, de planification urbaine et d'aménagement, n'aient été consultés. Les mesures résultant de l'entretien normal de l'Œuvre d'art ne sont pas visées par le présent article.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut résilier en tout temps le présent contrat sur avis écrit au Contractant à cet effet. Sur réception de cet avis, le Contractant doit immédiatement cesser l'exécution de ses travaux. En pareil cas, le Contractant n'aura droit qu'au remboursement des dépenses faites en vertu du présent contrat et à une indemnité de dix pour cent (10 %) de la somme forfaitaire mentionnée à l'article 4 des présentes.

10.2 Si la somme déjà reçue par le Contractant en vertu du paragraphe 4.1 excède, au moment de telle résiliation, le montant devant lui être remis conformément au paragraphe 10.1, le Contractant devra rembourser cet excédent à la Ville.

10.3 L'Œuvre d'art ainsi inachevée demeurera la propriété du Contractant. Si l'œuvre est réalisée sur les lieux mêmes de l'emplacement décrit à l'Annexe 4 des présentes, celle-ci demeurera la propriété du Contractant, à condition que ce dernier en prenne possession et procède, à ses frais, à son enlèvement dans les soixante (60) jours de l'avis de résiliation; à défaut par le Contractant de ce faire dans le délai prescrit, la Ville conservera l'Œuvre d'art inachevée en pleine et entière propriété et pourra en disposer à sa guise.

10.4 Le Contractant n'a aucun recours à l'encontre de la Ville du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
DÉCÈS

11.1 En cas de décès du Contractant, le cas échéant, avant qu'il n'ait terminé l'œuvre, ou d'une incapacité l'empêchant de la compléter, selon les termes et conditions des présentes, la Ville pourra, à sa discrétion :

11.1.1 démanteler ou démolir la partie de l'Œuvre d'art déjà exécutée; ou

11.1.2 faire compléter l'exécution de l'œuvre par une autre personne de son choix, conformément aux plans et devis.

11.2 La Ville devra commencer l'exécution de l'option retenue dans les six (6) mois de la date du décès ou du début de l'incapacité.

ARTICLE 12
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

12.1 Le Contractant garantit la Ville qu'il est le titulaire des droits d'auteur et de tous les autres droits de propriété intellectuelle sur l'Œuvre d'art et sur les différents documents mentionnés au paragraphe 12.2 ou l'usager autorisé de tous ces droits et déclare qu'il a le pouvoir d'accorder à la Ville les licences ci-après.

12.2 Le Contractant conserve ses droits d'auteur sur l'œuvre terminée et accorde à la Ville, qui accepte, une licence lui permettant de représenter ou de reproduire cette œuvre d'art, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, la licence accordée par le Contractant comprend le droit d'intégrer l'œuvre au site Internet de la Ville.

12.3 Le Contractant accorde aussi à la Ville, qui accepte, une licence lui permettant de reproduire tous les documents d'information, le devis d'entretien et les rapports préparés dans le cadre du présent contrat aux seules fins de construction ou d'entretien de l'Œuvre d'art; la Ville s'engage à respecter et à faire respecter les secrets de fabrication (savoir-faire) du Contractant.

12.4 Les licences décrites aux paragraphes 12.2 et 12.3 du présent article sont non exclusives, incessibles et sont accordées à des fins non commerciales, sans limite territoriale, pour une durée illimitée, en contrepartie d'une somme totale de NEUF CENT QUARANTE-HUIt MILLE CINQ CENT QUARANTE-TROIS ET SOIXANTE-QUINZE (948 543,75 $), tel que le déclare le Contractant, laquelle somme est comprise dans la somme forfaitaire prévue au paragraphe 4.1 des présentes. En cas d'aliénation de l'Œuvre d'art, ces licences continueront de s'appliquer pour les fins d'archivage seulement.

12.5 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme de l'Artiste, et, s'il y a lieu, le titre de l'Œuvre d'art lors de sa présentation, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

12.6 En cas d'utilisation de l'Œuvre d'art ou de toute reproduction de celle-ci par des moyens audiovisuels par le Contractant ou par les personnes qu'il autorise à ce faire, ce dernier s'engage à mentionner ou à exiger de toute autre personne qu'elle mentionne le nom de la Ville comme propriétaire de l'œuvre et l'emplacement de celle-ci.

ARTICLE 13
DÉLAI D'EXÉCUTION

L'Œuvre d'art doit être installée sur l'emplacement indiqué à l'Annexe 4, au plus tard le 31 octobre 2019 à moins que son installation ne soit retardée par le fait de la Ville, auquel cas, si l'installation devait en être retardée après le 31 décembre 2019, la Ville paiera au Contractant, à compter de cette dernière date, les frais d'entreposage de l'œuvre si besoin est, ceux-ci devant être convenus par les parties.

ARTICLE 14
SUSPENSION OU RETARD DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

S'il y a, le cas échéant, suspension des travaux réalisés par la Ville, pour une période excédant six (6) mois, empêchant ainsi ou retardant l'exécution de l'Œuvre d'art, la somme versée par la Ville, en vertu de l'article 4, devra être révisée pour tenir compte des nouveaux coûts

ARTICLE 15
ARRÊT COMPLET DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Si un arrêt complet des travaux de la Ville survient, le cas échéant, la Ville doit aviser le Contractant que le contrat est résilié. Dans un tel cas, le Contractant aura droit aux sommes prévues à l'article 10 des présentes.

ARTICLE 16
AVIS

Tout avis ou envoi d'information ou de documents requis en vertu de quelque disposition des présentes, pour être valide et lier les parties, devra être donné par écrit et devra être envoyé aux adresses mentionnées ci-dessous, par huissier, par messager ou par courrier recommandé, auquel cas il sera considéré avoir été reçu le troisième (3e) jour suivant la date où il a été posté.

Adresse de la Ville :

Service du développement culturel, de la qualité
du milieu de vie et de la diversité ethnoculturelle
Division des équipements culturels, de l'art public
Du patrimoine artistique
Bureau de l'art public
Ville de Montréal
Pavillon Prince
801, rue Brennan, 5e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Adresse du Contractant :
Nadia Myre
4348 rue Walkley
Montréal, (Québec) H4B 2K5

ARTICLE 17
DURÉE

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties et prend fin lorsque toutes les obligations qui y sont énoncées ont été accomplies, mais au plus tard le 31 décembre 2019. Les dispositions relatives aux garanties et à la propriété intellectuelle continuent de s'appliquer.

ARTICLE 18
CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

18.1 Élection de domicile

Les parties élisent domicile à l'adresse apparaissant à la première page de la présente entente ou à toute autre adresse dont une partie pourra avertir l'autre partie, par avis écrit, dans le district judiciaire de Montréal.

18.2 Modification

La présente entente ne peut être modifiée qu'avec l'accord écrit des deux parties.

18.3 Invalidité d'une clause

Une disposition du présent contrat jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

18.4 Cession

Le Contractant ne peut céder en tout ou en partie les droits lui résultant du présent contrat sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Ville.

18.5 Lois applicables

Le présent contrat est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …. e jour de …….. (2018)

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
YVES SAINDON, GREFFIER

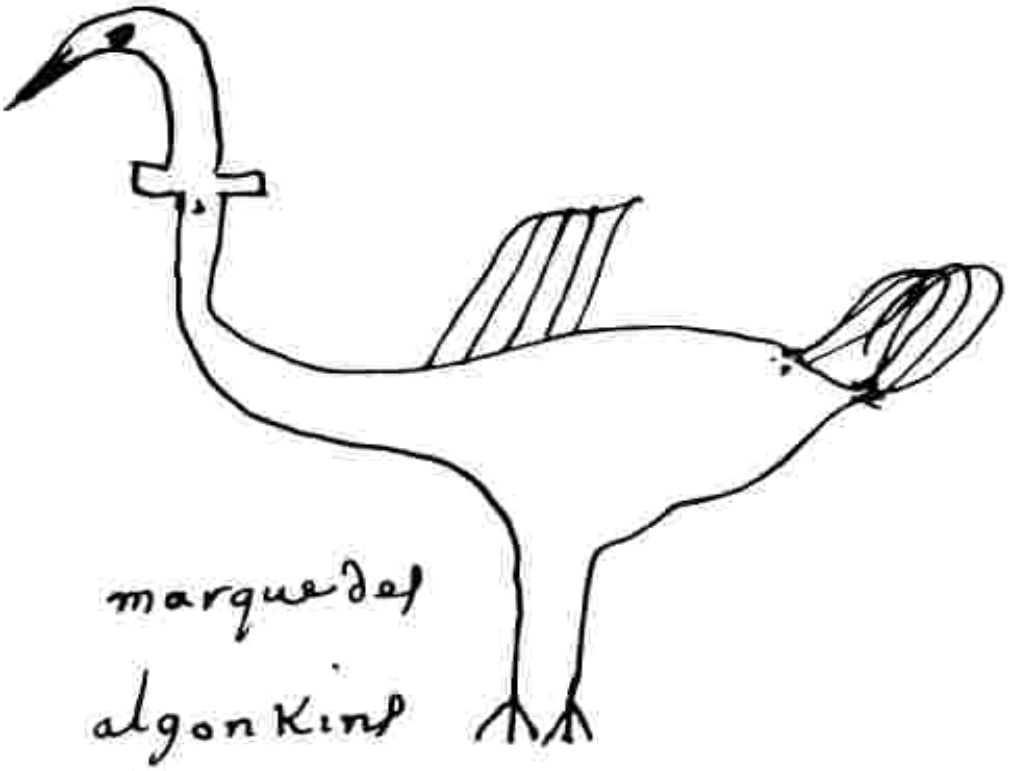
Le …. e jour de …….. (2018)

LE CONTRACTANT

Par : _____
NADIA MYRE, ARTISTE

Dans l'attente… | While Waiting…

Proposition d'une œuvre d'art de Nadia Myre pour la Place Publique Bonaventure



« Lorsque les Premières Nations se souviennent de ce qui s'est passé au siècle dernier ou de ce qui est advenu il y a plusieurs millénaires, ces événements leur semblent contemporains dans la mesure où ils participent d'un même passé lointain. Leurs ancêtres les plus récents et les plus anciens y côtoient les personnages qui ont vécu à l'âge des commencements de toute chose, ce qui leur permet d'affirmer, comme le font les Six Nations: '' Nous continuons à nous souvenir des premiers gestes des êtres humains.'' »

Pierre Monette, Onon:ta', 2012

« La grande paix de Montréal de 1701, voilà un événement marquant de notre histoire trop longtemps occulté par l'héritage colonial d'une mémoire qui refoulait les Amérindiens.»[1]

Denys Delâge

1 Denys Delâge, "Le 4 août 1701, la Grande paix de Montréal", (ressource électronique), BANQ, (2012), http://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2278435

ŒUVRES D'INSPIRATION



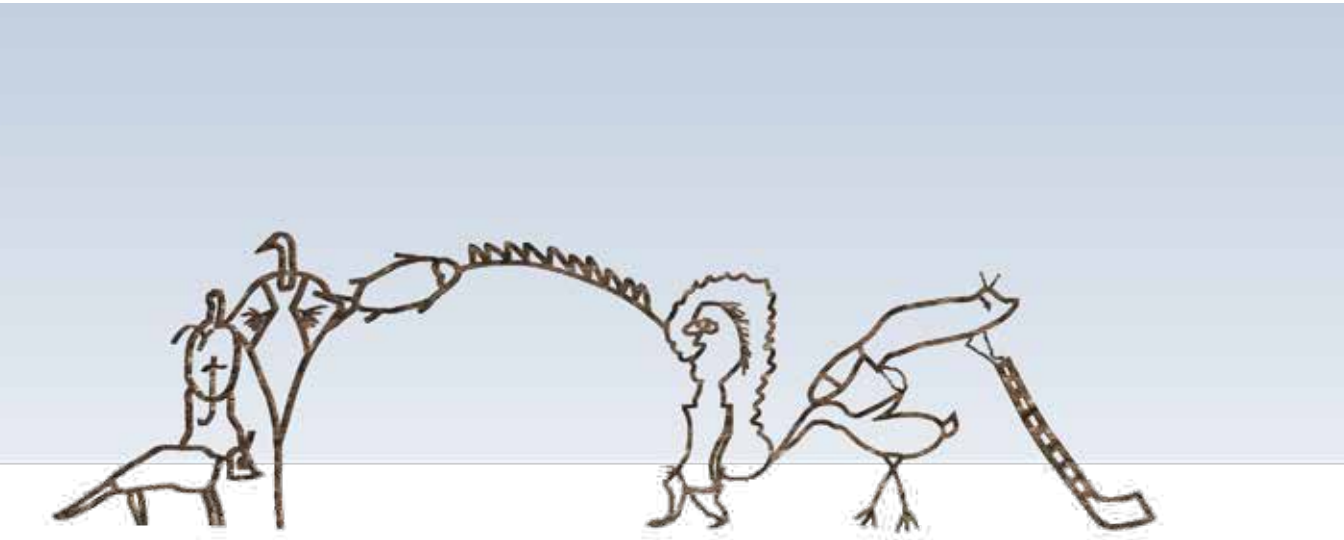




2







Les promeneurs qui déambuleront paisiblement sur le sentier de l'îlot Bonaventure apercevront progressivement des totems de bronze cuivrés majestueusement dressés devant le paysage urbain et industriel de Montréal. Ces sculptures, qui prennent tantôt la forme humaine ou animale, tantôt la forme d'objets, rappellent la présence de grandes nations autochtones dans la vallée du St-Laurent avant l'arrivée des Européens. Sur l'îlot Bonaventure, ces figures de fiers guerriers ont rangé leurs armes et se muent en gardiens bienveillants pour accueillir les visiteurs à l'entrée sud de la ville.

Présence apaisante et réconfortante au cœur du centre-ville, Dans l'attente…| While Waiting… est une invitation au repos, à la contemplation de cette magnifique ville qu'est Montréal. Tels des dessins dans l'espace, les figures filiformes se côtoient et se superposent pour créer deux structures qui rappellent les portes monumentales jadis érigées à l'entrée des villes. Leur patine cuivrée rappelle la couleur de certains artefacts précieux et semi-précieux qui sont exhumés lors de fouilles archéologiques mais renvoie aussi aux traditions multi-millénaires du travail du bronze, notamment dans l'art de la sculpture monumentale.



Artiste algonquin de la nation Kitigan Zibi Anishinabeg, je m'intéresse aux relations qu'entretiennent entre eux les divers peuples, qu'ils soient autochtones ou non, ainsi qu'aux échanges transculturels qui en résultent. Je porte un intérêt particulier à l'ethnographie des peuples autochtones en regard des pratiques narratives de l'histoire nord-américaine. Je cherche à affranchir le langage visuel prévalant de ses préjugés coloniaux en inversant la perspective anthropologique de la pratique muséale traditionnelle, en privilégiant les formes autochtones aux formes dominantes et en les interchangeant dans les récits culturels. Investie dans la réappropriation culturelle, je recours à une narration personnelle et à des matériaux et à des méthodes traditionnels et non traditionnels. En tant qu'artiste visuelle, j'ai l'ambition de créer des liens interculturels forts et constructifs. Considérant Montréal comme un point de rencontre multi et transculturel, le projet Bonaventure est une belle opportunité de poursuivre ma pratique artistique dans la même voie.

APPROCHE CONCEPTUELLE

Dans l'attente… | While Waiting… tient à souligner et à célébrer plusieurs siècles de présence autochtone sur le territoire de Montréal et à s'interroger sur la place qu'elle occupe aujourd'hui. Si la ville a récemment reconnu officiellement la «contribution historique fondamentale» des peuples autochtones à sa création et à son développement au même titre que les peuples fondateurs généralement admis (Français, Anglais, Écossais et Irlandais) en ajoutant un emblème officiel à ses armoiries et à son drapeau, les Premières Nations demeurent toujours en marge de la société et elles ont peine à être pleinement reconnues.

Ma proposition artistique pour l'îlot Bonaventure a pour but la commémoration d'un événement historique important, largement oublié aujourd'hui, la Grande Paix de Montréal. Le 4 août 1701 Montréal fut le théâtre d'un imposant rassemblement réunissant les représentants de 39 nations autochtones venues de partout en Amérique du Nord pour signer un accord de paix avec les autorités françaises. Cette paix dura plus d'un demi-siècle, soit jusqu'à la bataille des Plaines d'Abraham en 1759. Comme en témoigne cet épisode historique, il est possible d'établir des relations «nation à nation» et de vivre dans la paix et l'harmonie.

En me basant sur une reproduction du traité de la Grande Paix, j'ai reproduit les effigies qui tenaient lieu de signatures aux divers représentants des nations autochtones. De petits croquis au trait, les effigies sont devenues des formes de bronzes filiformes. Elles représentent des formes humaines et animales mais aussi des objets et des lieux comme une pipe ou une carrière et elles sont très riches symboliquement. Par exemple, la signature ou marque des Cris représente un homme que l'on pourrait croire vêtu d'une riche coiffe. Il n'en est cependant rien: c'est plutôt un flux de paroles émanant de sa bouche, à la manière des phylactères de nos bandes dessinées modernes, qui est dessiné. Il faut se souvenir que, chez ce peuple, les paroles ont plus de poids que les écrits. Apparaît également sous la forme d'un rat musqué bien dressé sur ses pattes arrières, le chef Kondiaronk. Chez les Premières nations, l'échange de paroles, du calumet de paix et de ceintures et colliers de Wampum fait office de contrat.

La composition des deux grands ensembles de sculptures qui superpose les figures de manière ludique évoque le rassemblement et l'esprit de communauté. Les effigies furent choisies tant pour leur importance historique que pour leur richesse visuelle.

Les 4 ensembles de sculptures composant Dans l'attente… | While Waiting… seront dispersés longitudinalement sur l'îlot, créant un espace ouvert et aéré invitant à l'exploration et à la déambulation piétonnière. Bien qu'elles aient été conçues pour les promeneurs de l'îlot, les sculptures pourront être aperçues de la rue. Malgér leur grande étendue, elles ne constitueront pas un écran entravant le paysage urbain; tout au contraire, il sera possible de voir la ville à travers ses formes vides qui offriront de nombreux points de vue. En outre, les promeneurs auront le loisir d'approcher les sculptures et même de les traverser en passant par l'une des trois arches de l'œuvre. Les figures de ma proposition artistique offrent à la fois une présence discrète par leurs formes vides et une présence majestueuse par leur taille imposante.

Le bronze des sculptures renvoie par sa couleur chaude aux Dendrites avoisinantes de Michel de Broin. De même, les formes filiformes des figures ne sont pas sans évoquer la forme creuse de la sculpture de Jaume Plensa de même que les signes qui la compose.

Dans quelques années, lorsque les arbres de l'îlot seront à maturité, ils protégeront les figures de leur feuillage abondant qui les recouvrira faisant ainsi revivre la réunion sous l'arbre de la paix.[2]



2 Le pin est assorti de racines bien visibles qui invitent à la paix et au vivre-ensemble : « Toute personne ou toute nation souhaitant observer la Loi de la Grande Paix n'a qu'à remonter les racines jusqu'à leur source pour être accueillie sous l'ombre bienfaisante du pin protecteur. » Ville de Montréal: Montréal fière de ses racines autochtones, http://www1.ville.montreal.qc.ca/banque311/webfm_send/2866

DESCRIPTION TECHNIQUE

Tel que mentionné plus-haut, l'œuvre sera composée de 4 ensembles de sculptures de bronze disposés longitudinalement sur l'îlot (voir document technique en annexe).

Le premier ensemble de sculptures se déploie en arc de cercle (Ø 25m) sur 14,5m et culmine à environ 3,7m. La face intérieure de son arche est à 3,2m du sol . Le deuxième ensemble fait 12,7m de largeur et 5,1m de hauteur. Les faces intérieures de ses arches culminent à environ 2,4m et 2,0m. Les petites sculptures isolées mesurent respectivement (de gauche à droite) 4,2m et 0,9m de hauteur et 1,1m et 1,5m de largeur. De manière générale, les tiges de bronze à la base des sculptures auront une section plus forte que les tiges en hauteur. Ainsi, le diamètre des tiges à la base sera typiquement de 76mm tandis que les plus délicates, situées généralement dans les parties hautes mais pas toujours, sera de 19mm. Cette réduction progressive de la section des tiges depuis leur base jusqu'à leur sommet permet d'assurer la stabilité structurelle de l'œuvrez.

MATÉRIAUX, FABRICATION, FINITION ET ASSEMBLAGE

La fabrication des sculptures se fera avec la technique de la cire perdue et sera réalisée par l'Atelier du Bronze, une fonderie québécoise de grand renom avec qui j'ai déjà eu la chance de travailler. Les sculptures seront préalablement construites de manière artisanale en appliquant manuellement de la cire sur une âme de métal. Le travail de façonnage sera laissé apparent et ainsi pourra-t-on voir les traces des mains de l'artiste, conférant par le fait même une riche texture à l'œuvre. Le procédé de moulage par cire perdue permettra de reproduire toutes les aspérités de la surface avec grand détail. Les sculptures auront des teintes dorées, cuivrées et cendrées et, comme toute œuvre de cuivre, seront marquées par le passage du temps. Le travail de polissage à terme, les bronzes seront recouverts de cire afin de les protéger et de leur donner leur éclat final.

Les sculptures de bronze seront fixées à des dalles de béton armé enfouies et recouvertes d'isolant extrudé au moyen de boulons en acier inoxydable et d'ancrages chimiques. Les ancrages, au nombre de 19, seront donc complètement dissimulés et seules les sculptures émergeront du sol entièrement gazonné .

L'œuvre bénéficiera d'un éclairage (Lumenpulse) spécialement conçu par l'équipe d'Atomic3, une firme spécialisée en installations multimédia avec qui j'ai aussi eu l'occasion de collaborer par le passé. Les projecteurs seront orientés de façons à mettre en valeur les sculptures la nuit venue tout en minimisant leur impact quant à la pollution visuelle (se reporter à l'annexe).

Décembre

Présentation du concept à la Table de concertation du Projet Bonaventure
Suivi avec l'ingénieur, la fonderie et les autres spécialistes
De concert avec nos partenaires (ingénieur, fondeur, éclairagistes), réalisation d'un plan de travail détaillé pour la fabrication de l'œuvre

Janvier-Mars

Fabrication d'un gabarit pour le modelage de la cire
Préparation de l'atelier et début de la fabrication de l'œuvre
Modelage du modèle en cire (12 semaines)

Avril- Août

Découpage des modèles de cire et numérotation des pièces
Consultation avec les éclairagistes (Atomic3) pour l'intégration lumineuse et approbation des plans électriques par un ingénieur qualifié
Début du processus de moulage par l'Atelier du bronze (5 mois)
Séjour à l'Atelier du bronze pour s'assurer d'une finition idéale

Septembre

Début des travaux sur le site:
Préparation du site, nivellement temporaire
Installation des fondations de l'oeuvre
Installation de l'œuvre
Installation des lumières
Travaux de réfection du site (remblai et ensemencement)

Octobre

Inauguration

BUDGET DÉTAILLÉ

Montréal

Grille de présentation du budget

Concours pour une œuvre d'art public
dans l'îlot William-Ottawa du projet Bonaventure

No.		Coût $825,000.00
A.	**Préparation de l'emplacement (si applicable)**	
	Infravert (Excavation, dalles et remblai- voir Annexe 5.1)	$35,316.50
	Permis occupation de la voie publique	$3,015.00
	sous-total	**$38,331.50**
B.	**Honoraires des professionnels**	
	Ingénieur en structure (conception et plans)	$5,000.00
	Consultant en éclairage	$5,000.00
	Ingénieur en électricité	$3,000.00
	Entrepreneur électrique	$5,000.00
	Dessin des plans pour gabarit (Dominic Boulerice)	$3,000.00
	Plans, devis, estimations de coûts	$0.00
	sous-total	**$21,000.00**
C.	**Œuvre**	
	Étape préparatoire (Gabarit et transport)	$5,000.00
	Fabrication/Transport/Installation (Atelier du Bronze, voir Annexe 5.2)	$522,407.00
	Permis (occupation temporaire du domaine public)	$3,260.00
	Séjour à l'Atleier du bronze	
	Finition de la cire	$1,600.00
	Finition de la patine	$1,600.00
	sous-total	**$533,867.00**
D.	**Autres**	
	Honoraires et droits d'auteur de l'artiste	$97,000.00
	Frais généraux et administration	$20,000.00
	Assurances	$9,300.00
	Frais relatifs aux rencontres avec sous-contractants	$501.50
	Documentation de l'œuvre: plans, dessins, photographies (étapes de fabrication)	$5,000.00
	Frais pour imprévus	$100,000.00
	sous-total	**$231,801.50**
	Total partiel	**$825,000.00**
	TPS 5%	$41,250.00
	TVQ 9,975%	$82,293.75
	TOTAL GLOBAL	**$948,543.75**

ATELIER DU BRONZE
Fondeur d'art depuis 1989

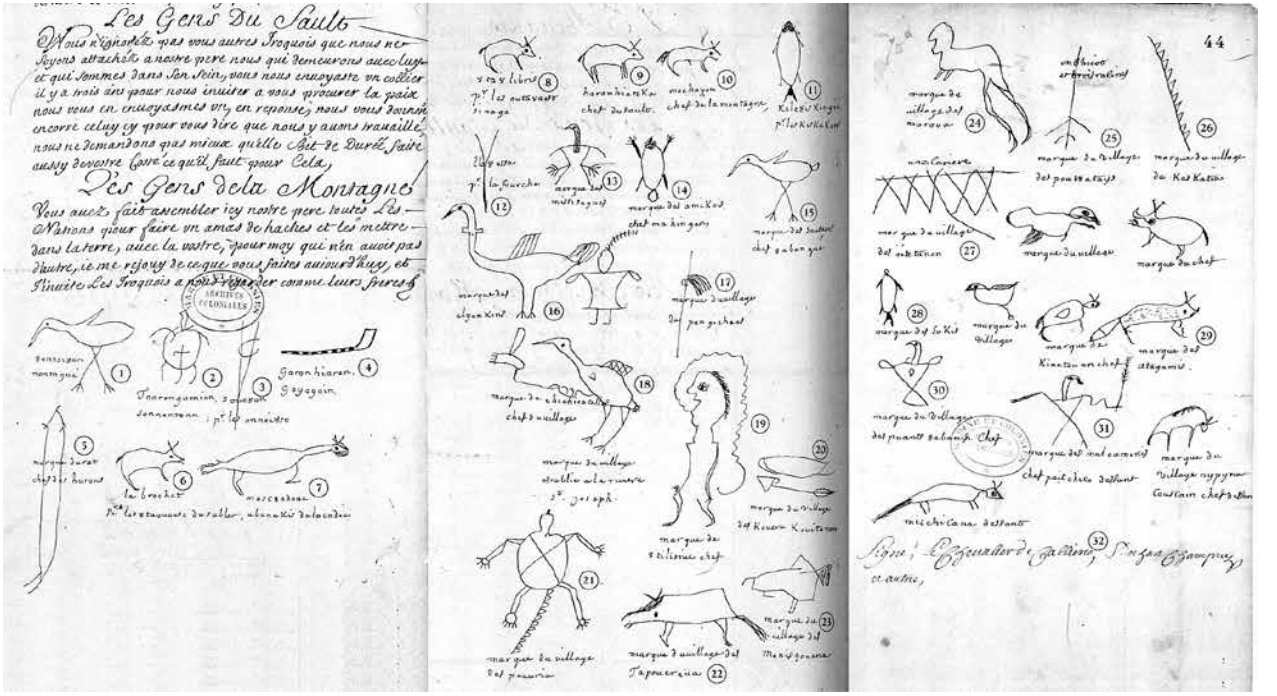
1905, chemin Dublin, Inverness, QC G0S 1K0
T : 418 453-2251 · F : 418 453-2441
C : fonderie@atelierdubronze.com
W : www.atelierdubronze.com

Entretien des bronzes extérieurs

Toujours éviter les brosses métalliques, les outils rotatifs (grinder), et les tampons abrasifs qui pourraient rayer la surface du bronze et enlever la patine désirable qui sert à protéger le métal contre la corrosion. Aussi à éviter sont les produits de nettoyages commerciaux. Ces produits sont souvent à la base des acides ou caustiques qui peuvent provoquer les dommages irréversibles.

COMMENCER AVEC L'ENTRETIEN :

1- Préparer la solution d'eau savonneuse (dans un sceau, mélanger 1 à 2 ml de savon pour chaque litre d'eau).
2- Mouiller la surface du bronze avec l'eau du robinet (arrosage et pistolet à jardin) pour enlever les saletés non-adhérentes. Si vous utilisez une laveuse à l'eau à pression (MOINS de 1000psi) assurez-vous que le jet d'eau est en forme d'éventail pour éviter les dommages potentiels sur la surface.
3- Commencer de haut en bas et travailler en petites sections; laver la surface du bronze avec de l'eau savonneuse et frotter soigneusement avec une brosse de fibres végétales. Regarder souvent la surface pour s'assurer qu'elle ne s'endommage pas.
4- Rincer souvent la surface à grande eau, toujours de haut en bas. Ne pas laisser l'eau savonneuse sécher sur la surface du métal et assurez-vous qu'elle soit bien rincée.
5- Laisser la surface du bronze sécher. Essuyer la surface avec les chiffons propres au besoin dans les zones où l'eau s'accumule. La surface doit être parfaitement sèche pour appliquer la cire.
6- Dégraisser la surface à l'aide d'essence minérale sans odeur, juste avant d'appliquer la cire. Cette étape sert aussi à solubiliser la surface de la couche de cire existante pour améliorer l'adhérence de la nouvelle cire.
7- Appliquer une mince couche de cire à l'aide d'un pinceau sur toute la surface du bronze. Ne pas laisser la cire s'accumuler dans les creux. Pour les plaques et près des socles, faites attention de ne pas déborder sur la pierre; la cire pourrait laisser des taches.
8- Quand la cire est sèche, polir légèrement la surface du bronze avec un chiffon propre appliquez une deuxième couche de cire.
9- Une fois séchée, donner de la brillance finale à la surface à l'aide d'un chiffon ou une brosse avec les fibres végétaux.


Les Gens du Saulto
Vous n'ignorés pas vous autres Iroquois que nous ne
Soyons attachés a nostre pere nous qui demeurons avec luy
et qui sommes dans son sein, vous nous envoyastes un collier
il y a trois ans pour nous inuiter a vous procurer la paix
nous vous en enuoyasmes un en reponse, nous vous donnâ
encore celuy cy pour vous dire que nous y aurons trauaille
nous ne demandons pas mieux quelle soit de Durée, faite
aussy de vostre Coste ce quil faut pour Cela,
Des Gens dela Montagne
Vous auez fait assembler icy nostre pere toutes Les
Nations pour faire un amas de haches et les mettre
dans laterre, auec la vostre, pour moy qui n'en auois pas
Dautre, ie me resouy de ce que vous faites aujourd'huy, et
Jinuite Les Iroquois a nous regarder comme leurs freres
Garonhiaren.
Gayagoin.
Jeanrenguenon, soumon
demandeman, pr. la connoistre
pr. les estaquades de roller, abenaquis de la coudre
marque de
chef des hurons
marque du village
Del pouanit de la mer
marque du village
Del Kouare Kouitoron
marque de
chef
marque du village
Del pouanit
marque du village
Del Tapuerenia
marque du village
Del Mais gouaua
marque du village
Del marouar
marque du village
Del pouanit de la Kit
marque du
Village
marque du
Kiantsi en chef
marque du
village nypyrua
marque du village
Del pouanit de la mer Chef
marque du village
Del pouanit de la mer
chef pais chez d'Ilinois
marque du
village
Del Kouare Kouitoron
Signé, L'Escuyer de Gallerand, Singra Champigny
et autres,
44

Cahier des annexes



SOUMISSION ATELIER DU BRONZE

Soumission 21/11/2018 970

ATELIER DU BRONZE
1905, CHEMIN DUBLIN
INVERNESS, QUÉBEC
G0S 1K0 ***Tél. :*** 418 453-2251

Vendeur : Pierre André Gagnon
Référence : Projet Bonaventure
Date expiration : 21/12/2018

Client : Myre Nadia

Nadia Myre

Expédier à :

Même

Tél.: 1 514 627-3030

No item	*Description*	*Qté*	*Prix*	*Total*	*Tx*
	Projet Bonaventure.				
	Production d'une oeuvre d'art de bronze représentant des signatures autochtones.				
	Pièces composées des assemblages de ces signatures.				
	Pièce coulée selon la technique de la cire perdue. Bronze alliage c-873				
	Un total de 734 pieds linéaire de tige de bronze d'environ 2,5" de diamètre compose la				
	sculpture. Le poids total de l'oeuvre estimé est de 14 307 lbs max. soit 19 lbs/pi	734	525.00	385 350.00	AB
	Prix au pied linéaire de bronze : 525$/pi				
	19 pieds linéaire supplémentaires pour ancrages	19	525.00	9 975.00	AB
	Le prix sera ajusté selon le poids final de l'oeuvre, en plus ou moins à 18$/lbs de bronze				
	19 plaques d'ancrages en bronze commercial 1/4 de po. d'épaisseur. 16" x 16".				
	découpées et pré percées au laser. Soudées au bas des assises de la sculpture	1	3000.00	3 000.00	AB
	Les plaques seront fixées avec 4 tiges				
	Fabrication de la cire, estimé à 1h/ pied linéaire x 734 pieds (60$/h)	734	60.00	44 040.00	AB

****** Suite autre page ******

Soumission 21/11/2018 970

ATELIER DU BRONZE
1905, CHEMIN DUBLIN
INVERNESS, QUÉBEC
G0S 1K0 ***Tél. :*** 418 453-2251

Vendeur : Pierre André Gagnon
Référence : Projet Bonaventure
Date expiration : 21/12/2018

Client : Myre Nadia

Nadia Myre

Expédier à :

Même

Tél.: 1 514 627-3030

No item	*Description*	*Qté*	*Prix*	*Total*	*Tx*
	Emballage, transport et installation. Grue incluse	1	10000.00	10 000.00	AB
	Escortes routières et permis hors normes	1	1000.00	1 000.00	AB
	Matériel d'ancrage; tiges d'acier inox et colle	1	1000.00	1 000.00	AB
	Les permis d'occupation de la voie publique sont pris par vous.				
	merci				

	Sous-total	454 365.00
A) Inscrit : 130709462	TPS ***:***	22 718.25
B) Inscrit : 1011145155	TVP ***:***	45 322.91
	Total :	522 406.16

SOUMISSION INFRAVERT

INFRAVERT
RESTAURATION DE PATRIMOINE
4275 MONTÉE GAGNON, TERREBONNE J6Y 0G7
514-617-4973—FAX : 450-419-8751
RBQ 8286-4844-10

Terrebonne, le 13 novembre 2018

À l'attention de Monsieur Pierre-André Gagnon

Objet : **Offre de service forfaitaire pour fondations d'œuvre d'art**

Projet : **Nadia Myre - Bonaventure**

Lieu : **Boulevard Robert-Bourassa, entre William et Ottawa**

Voici notre estimation des coûts pour la construction de 5 dalles de béton pour vos sculptures. Cette estimation sera basée sur les modèles et maquettes que vous nous avez présenté ainsi que sur nos discussions au sujet de l'œuvre et ses fondations.

Les dalles de béton, rectangulaires, feront à priori 1m de largeur par 0.3m d'épaisseur et seront armées de deux rangs d'armature #15 au 12'' centre à centre, installées dans les deux directions. Nous préconiserons l'utilisation d'un béton spécial conçu pour les trottoirs de la ville de Montréal, c'est-à-dire un béton 32.5MPa avec air entrainé à 5-8% ainsi que du superplastifiant. Ces dalles seront installées sur une fondation granulaire de MG20 (0-20mm) de 300mm compactée à 95% du Proctor modifié ainsi que sur 4'' d'isolant extrudé dépassant de 0.6m sur tout le périmètre de la dalle. Les tailles exactes des dalles resteront à déterminer.

Les déblais d'excavation seront évacués du site et le remblai de l'excavation sera effectué avec de la terre végétale de classe A afin de permettre la mise en place de rouleaux de tourbe au sol autour des œuvres. Il est important de noter que l'artiste tient à ce que les œuvres jaillissent du sol, sans que leurs fondations ne soient visibles. Pour se faire, une première intervention de construction des dalles de béton sera effectuée, puis les œuvres seront installées. Nous terminerons les travaux avec les opérations de remblais et de terrassement pour remettre le site en état, tel qu'avant les travaux.

Le prix budgétaire suggéré inclus les matériaux, machinerie, équipements, outils et la main-d'œuvre pour effectuer les travaux. Nous n'avons cependant pas inclus de permis spéciaux tel que permis d'occupation du domaine public.

ESTIMATION DES COÛTS

Mobilisation équipements, machinerie & outils au chantier	675,00 $
Coordination avec le client	780,00 $
Construction des dalles de béton incluant béton, armature et coffrage	16 230.00 $
Excavation et remblais	6 500.00 $
Fourniture et installation de l'isolant extrudé	3 850.00 $
Fourniture et installation de rouleaux de tourbe	2 675,00 $
Sous-total :	30 710,00 $
Profit et administration 15% :	4 606.50 $
TOTAL :	35 316.50 $

Ces travaux peuvent être exécutés pour la somme de 35 316.50 $ avant taxes applicables.

Nous avons fabriqué, restauré et conçu plus d'une cinquantaine d'œuvres d'art public depuis 2003. Le chargé de projet et le surintendant de l'entreprise sont des artisans métalliers d'art reconnus par le Conseil des Métiers d'Art du Québec. Nous travaillons depuis plusieurs années pour le Bureau d'Art Public de la Ville de Montréal ainsi que le Centre de Conservation du Québec et nous jouissons d'une excellente réputation auprès de nos clients.

Nous possédons une licence d'entrepreneur général de la Régie du Bâtiment du Québec, des assurances pour responsabilité civile de 5M$ ainsi que des assurances pour ancrage de structure décorative.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Ariel Dumontier, Ingénieur
Ingénieur, Chargé de projet
ariel@infravert.ca
514-655-5848

LETTRE D'ENGAGEMENT NCK

NCK Inc.
1200 AVENUE McGILL COLLEGE
BUREAU 1200
MONTRÉAL, QUÉBEC, CANADA H3B 4G7
t. 514.878.3021 f. 514.878.2402
www.nck.ca

Le 12 novembre 2018

Objet : **Concours d'œuvre d'art public**
Bloc William-Ottawa du projet Bonaventure
Proposition de Madame Nadia Myre
N/D 1022

Madame, Monsieur,

Par la présente nous attestons que notre firme assurera l'expertise nécessaire en tant qu'ingénieur en structure pour le projet mentionné en rubrique.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

NCK Inc.

Franz Knoll, ing.

ATOMIC 3

7240, rue Clark - suite 101
Montréal (Québec)
Canada
H2R 2Y3 atomic3.ca

PROJET: Œuvre Nadia Myre_Ilot Ottawa

Mise en lumière_ Estimation budgétaire

2018-11-21

ÉQUIPEMENT

Appareils

Type d'appareil	Manufacturier	Modèle	Code produit ou # produit	Tension	Puissance (W)	Poids (kg)	Quantité	Coût unitaire	Coût total	Notes
Projecteur ponctuel extérieur (IP66)	LUMENPULSE	LUMENBEAM GRANDE	LBG-240-22K-NS-CC-DIM	240V	100	10.89	6	3,100.00 $	18,600.00 $	Blanc statique 2200K
							6	**Total:**	18,600.00 $	

Accessoires

Type	Manufacturier	Modèle	Code produit ou # produit	Quantité	Coût unitaire	Coût total	Notes
Canon	LUMENPULSE	SNOOT	LBG-SN-RAL-CC	6	175.00 $	1,050.00 $	
					Total:	1,050.00 $	

Montage / Accrochage

Description	Manufacturier	Modèle	Code produit ou # produit	Quantité	Coût unitaire	Coût total	Notes
Braquette de fixation	LUMENPULSE	TBD	TBD	6	100.00 $	600.00 $	
					Total:	600.00 $	

Alimentation / Autre

Description	Manufacturier	Modèle	Code produit ou # produit	Quantité	Coût unitaire	Coût total	Notes
Leader cable	LUMENPULSE	TBD	TBD	6	225.00 $	1,350.00 $	
						1,350.00 $	

Total de cette section

	COÛT TOTAL
	21,600.00 $

HONORAIRES

Conception

Concepteur lumière	1	5,000.00 $	5,000.00 $	
		Total:	5,000.00 $	

Ingénierie

Ingénieur	1	3,000.00 $	3,000.00 $	Estimation Ivan: 1500$
		Total:	3,000.00 $	

Raccordement électrique

Entrepreneur électrique	1	5,000.00 $	5,000.00 $	Estimation Ivan : 1000$
		Total:	5,000.00 $	

Total de cette section

	COÛT TOTAL
	13,000.00 $

TOTAL	**34,600.00 $**

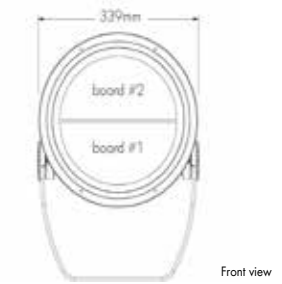
Specification Sheet

lumenbeam
Grande
WHITE AND STATIC COLOURS

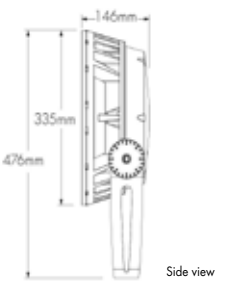
Project Name _____ Qty _____

Type _____ Catalog / Part Number _____





Front view



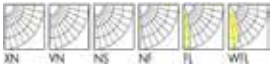
Side view

Photometric Summary

4000K	Delivered output (lm)	Intensity (peak cd)
XN	8,425	593,570
VN	6,313	361,807
NS	6,667	222,046
NF	6,437	44,962
FL	6,286	16,798
WFL	5,635	5,469

Photometric performance is measured in compliance with IESNA LM79-08.

Optics



Control

ON/OFF 1-10V DALI

lumencalc DMXrdm EcoSystem Enabled

Rating

cULus CE RoHS

Description

The Lumenbeam Grande is a high-performance, 100W luminaire for lighting architectural exteriors and facades. It has numerous options including optics for flood or accent lighting; a choice of colour temperatures and colours; various mounting options, accessories, spread lenses and controls.

Features

Colour and Colour Temperature	2200K, 2700K, 3000K, 3500K, 4000K, 5700K, Red, Green, Blue
Optics (nominal distribution)	4°, 6°, 10°, 20°, 40°, 60°
Optical Option	Linear spread lens horizontal distribution, Linear spread lens vertical distribution
Options	Short Yoke, 3G ANSI C136.31 Vibration Rating for bridge applications, Corrosion-resistant coating for hostile environments
Power Consumption	100 W
Warranty	5-year limited warranty

Performance

Delivered Output	8,425 lm (4000K, XN optic)
Delivered Intensity	593,570 cd at nadir (4000K, XN optic)
Illuminance at Distance	Minimum 1 lx at 770 m distance (4000K, XN optic)
Colour Consistency	2 SDCM
Colour Rendering	CRI 80+
Lumen Maintenance	L70 120,000 hrs (Ta 25 °C)

lumenpulse™ 11/13 Weston Street, Unit no 13.3.2 London, SE1 3ER GB **T** +44 (0) 2031 765370 info@lumenpulse.com **www.lumenpulsegroup.com**

Lumenpulse Group Inc. reserves the right to make changes to this product at any time without prior notice and such modification shall be effective immediately
2017.11.28 copyright © 2017 Lumenpulse Group Inc.
MG - R14

Physical

Housing Material	Low copper content high pressure die-cast aluminium
Yoke Material	Heavy aluminium (standard yoke included)
Lens Material	Clear tempered glass
Hardware Material	Stainless steel
Surface Finish	Electrostatically applied polyester powder coat
Weight	10.89 kg
EPA	Front = 0.15 sq m, Side = 0.09 sq m

Electrical and control

Voltage	100 to 277 volts
Fixture Cable	Power and data in 1 cable, 0.9 m cord standard (5 x 1.5 sq mm), other lengths available
Inrush Current (peak)	55A @230VAC
Resolution (DMX/RDM)	Per fixture, 8-bit or 16-bit
Control	On/Off control, Lumentalk, 1-10V dimming, DALI dimming, Lutron® EcoSystem® Enabled dimming, DMX/RDM enabled

Environmental

Operating Temperature	-25 °C to 50 °C
IP Rating	IP66
IK Rating	IK09

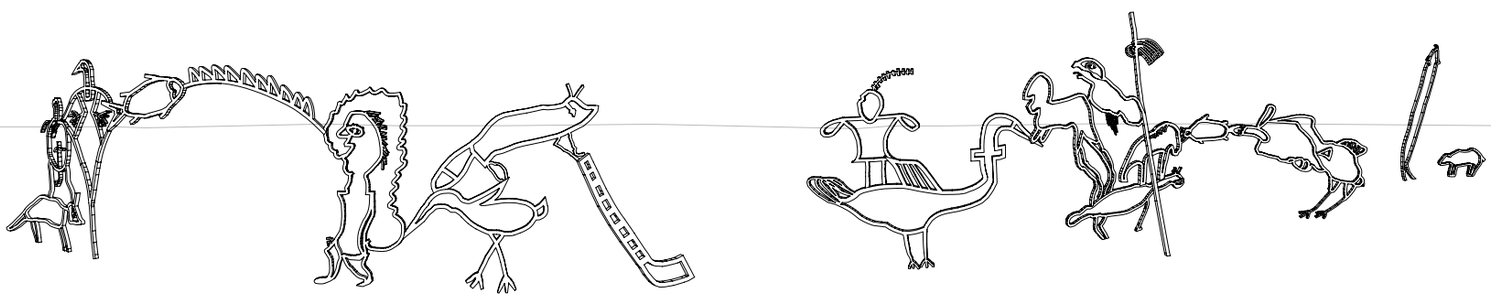
Accessories (order separately)

Control Boxes	Power and control box - daisy chain configuration, Power and control box - star configuration
Control Systems	Lumentouch 2.0™, Lumencue
Diagnostic and Addressing Tools	LumenID, LumentalkID

Lumenpulse Group Inc. reserves the right to make changes to this product at any time without prior notice and such modification shall be effective immediately
2017.11.28 copyright © 2017 Lumenpulse Group Inc.
MG - R14

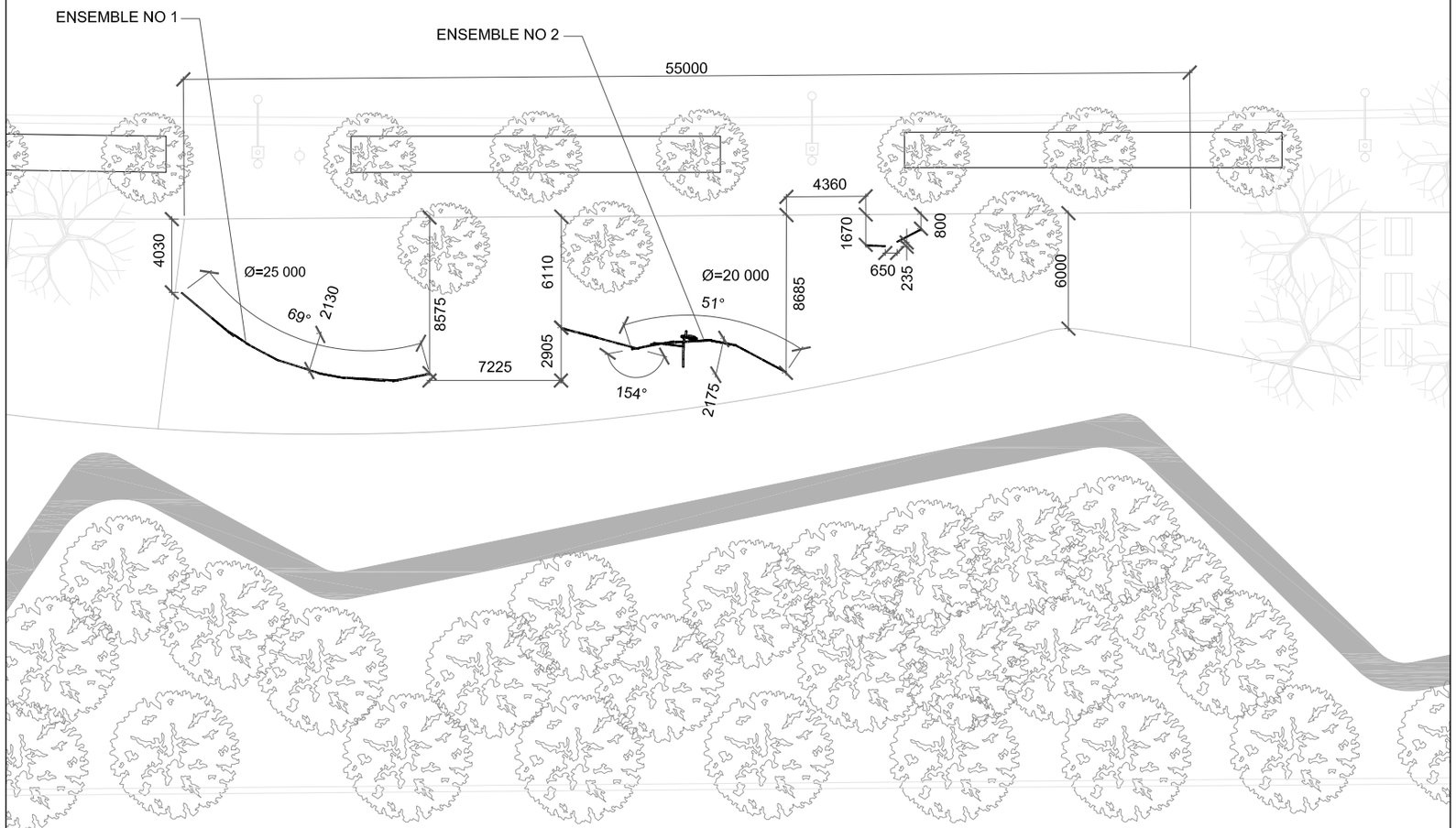
ANNEXE TECHNIQUE

Vue perspective



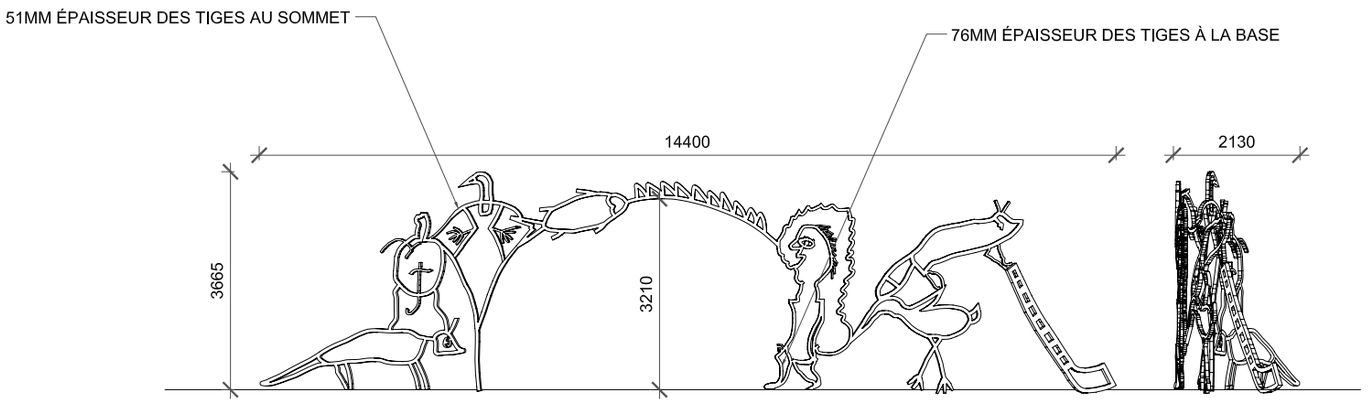
Titre: Vue perspective			Projet: Projet Bonaventure (îlot William-Ottawa)	Artiste: Nadia Myre	Dessiné par: Dominic Boulerice
Dessin no 1 de 6	Échelle N/A	Format: ANSI A	Date: 2018-11-17	Dominic Boulerice, PhD | 4-2435, bd Édouard-Montpetit Montréal, QC H3T 1J5 dominic.boulerice@gmail.com +1 514 433-0009	

Plan d'implantation



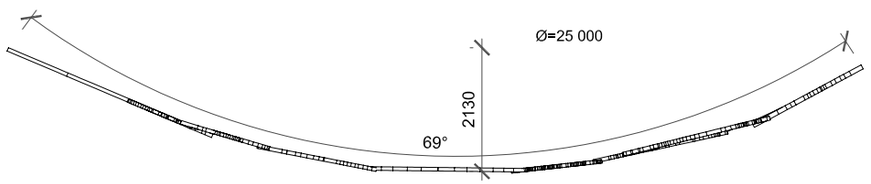
Titre: Plan d'implantation			Projet: Projet Bonaventure (îlot William-Ottawa)		Artiste: Nadia Myre	Dessiné par: Dominic Boulerice
Dessin no 2 de 6	Échelle 1:300	Format: ANSI A	Date: 2018-11-17	GAB Dominic Boulerice, PhD | 4-2435, bd Édouard-Montpetit Montréal, QC H3T 1J5 dominic.boulerice@gmail.com +1 514 433-0009		

Ensemble no 1



Vue frontale

Vue latérale

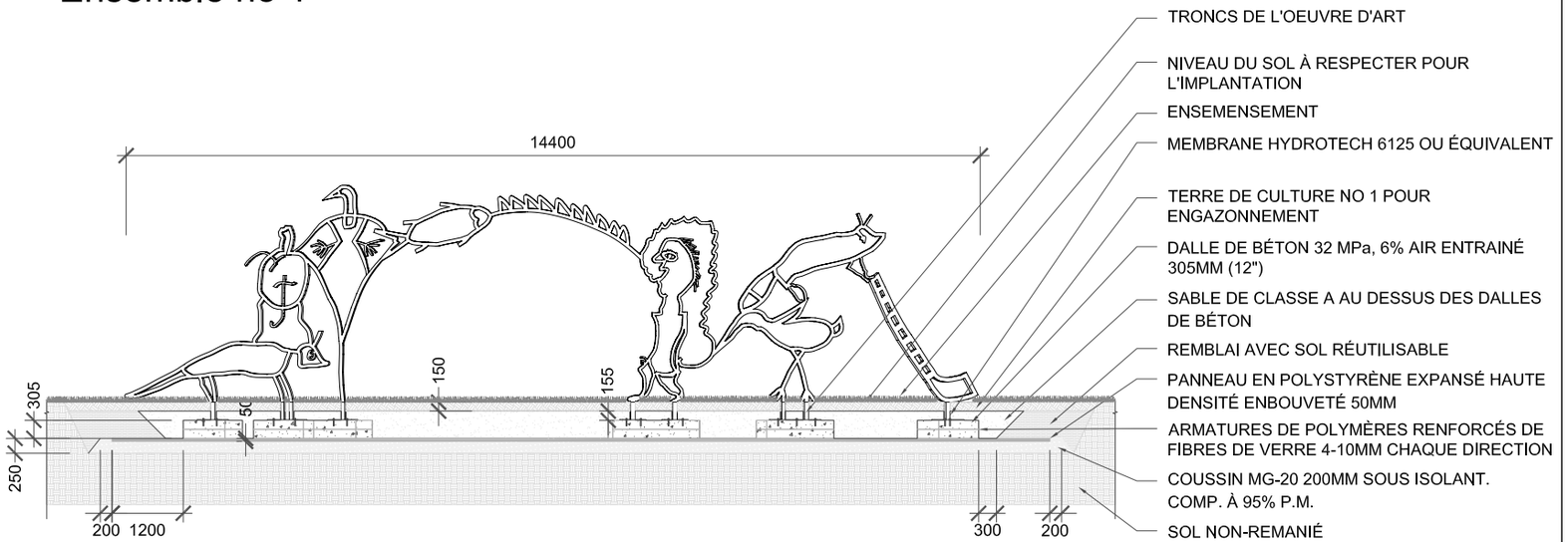


Vue en plan

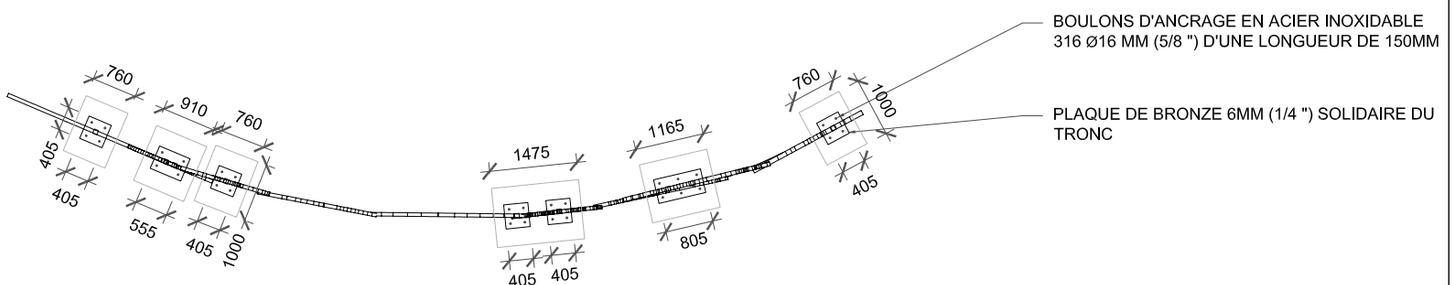
0 2000 mm

Titre: Mesures			Projet: Projet Bonaventure (îlot William-Ottawa)	Artiste: Nadia Myre	Dessiné par: Dominic Boulerice
Dessin no 3 de 6	Échelle 1:100	Format: ANSI A	Date: 2018-11-17	DomInIc BoulerIce, PhD | 4-2435, bd Édouard-MontpetIt Montréal, QC H3T 1J5 domInIc.boulerIce@gmaIl.com +1 514 433-0009	

Ensemble no 1



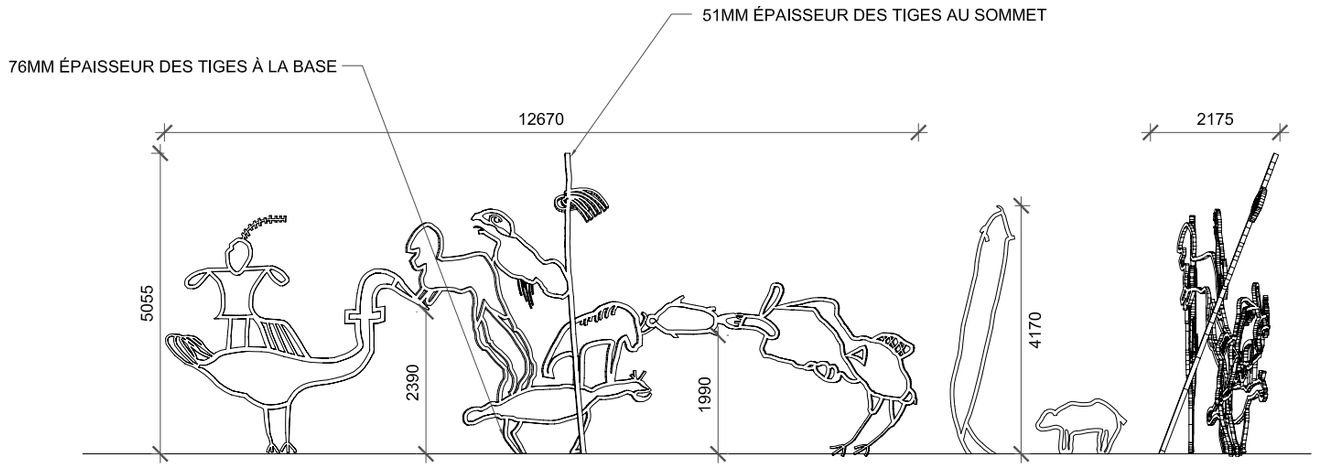
Vue en coupe



Vue en plan

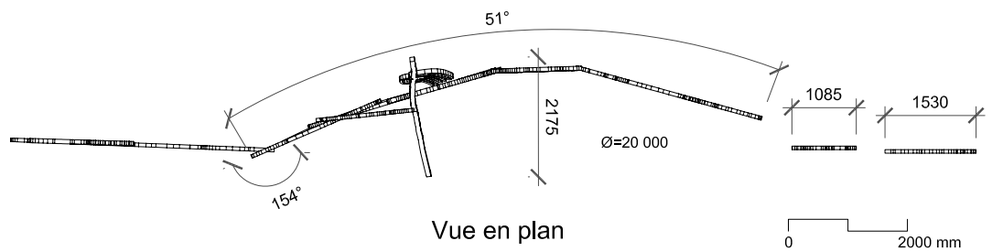
Titre: Fondations			Projet: Projet Bonaventure (îlot William-Ottawa)	Artiste: Nadia Myre	Dessiné par: Dominic Boulerice
Dessin no 5 de 6	Échelle 1:100	Format: ANSI A	Date: 2018-11-17	GAB Dominic Boulerice, PhD | 4-2435, bd Édouard-Montpetit Montréal, QC H3T 1J5 dominic.boulerice@gmail.com +1 514 433-0009	

Ensemble no 2



Vue frontale

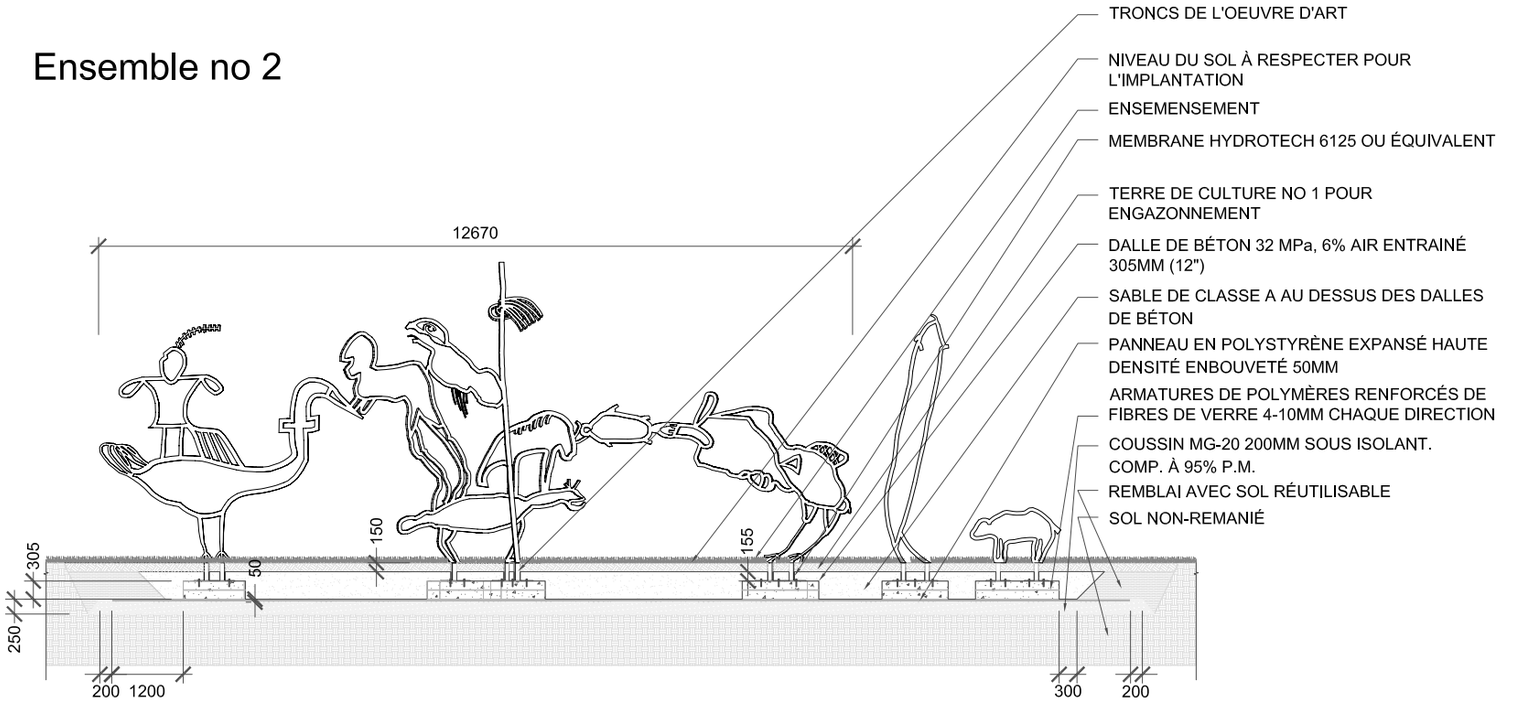
Vue latérale



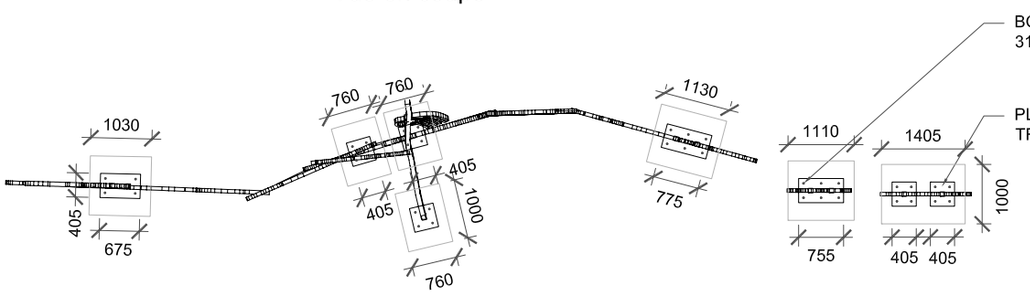
Vue en plan

Titre: Mesures			Projet: Projet Bonaventure (îlot William-Ottawa)	Artiste: Nadia Myre	Dessiné par: Dominic Boulerice
Dessin no 4 de 6	Échelle 1:100	Format: ANSI A	Date: 2018-11-17	Dominic Boulerice, PhD | 4-2435, bd Édouard-Montpetit Montréal, QC H3T 1J5 dominic.boulerice@gmail.com +1 514 433-0009	

Ensemble no 2



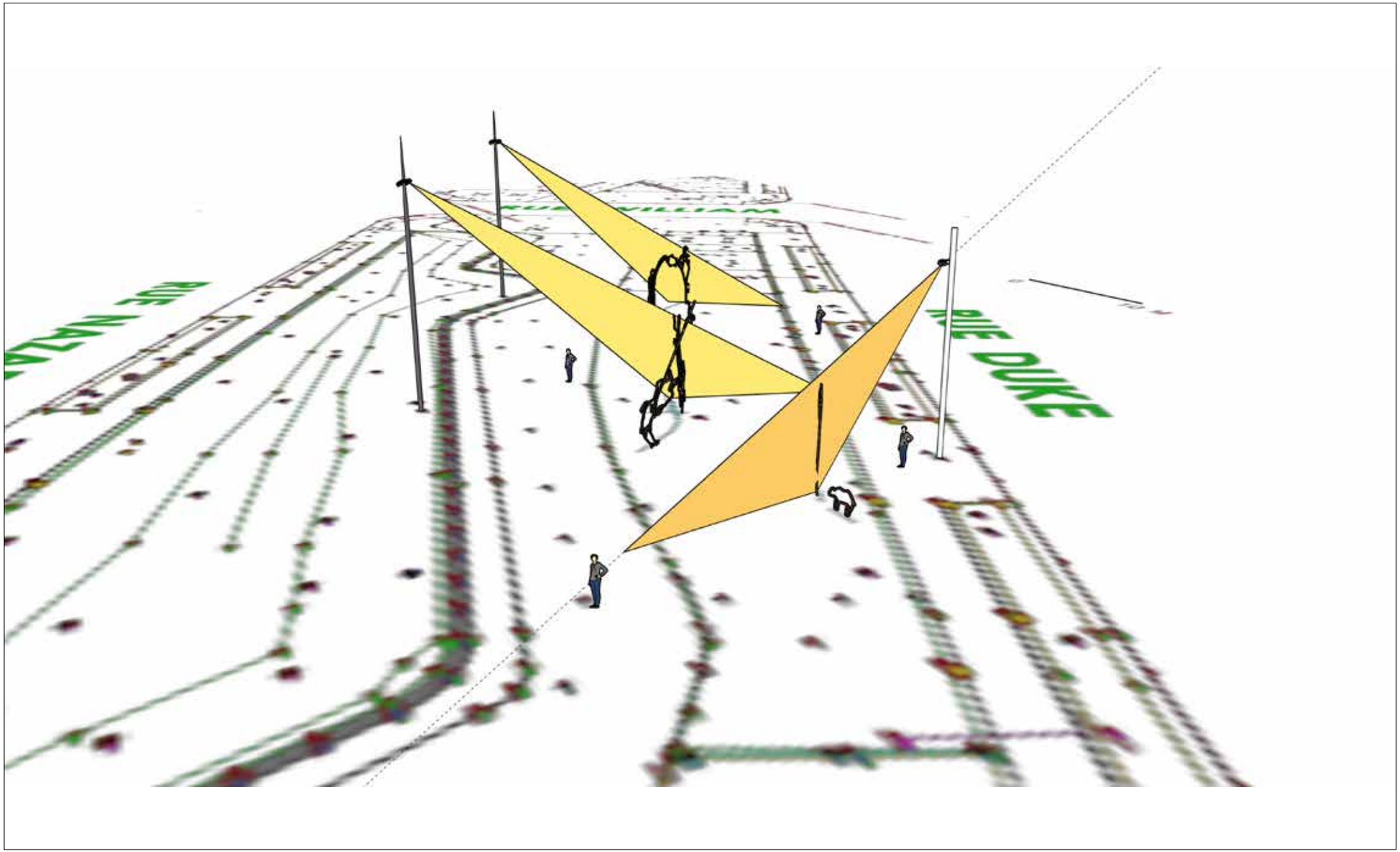
Vue en coupe



Vue en plan

Titre: Fondations			Projet: Projet Bonaventure (îlot William-Ottawa)	Artiste: Nadia Myre	Dessiné par: Dominic Boulerice
Dessin no 6 de 6	Échelle 1:100	Format: ANSI A	Date: 2018-11-17	Dominic Boulerice, PhD | 4-2435, bd Édouard-Montpetit Montréal, QC H3T 1J5 dominic.boulerice@gmail.com +1 514 433-0009	

ÉTUDE DE LUMIÈRE



Service de la culture

CONCOURS POUR UNE OEUVRE D'ART PUBLIC À L'ÎLOT WILLIAM-OTTAWA

PROJET BONAVENTURE



Bureau d'art public
Montréal

Table des matières

1. Le contexte administratif **1**

2. Le contexte du projet **1**
2.1. L'art public dans le projet Bonaventure 2

3. Le concours d'art public **3**
3.1. Les enjeux du concours 3
3.2. Le site d'implantation de l'œuvre d'art 3
3.3. Le programme de l'œuvre d'art 3

4. Les contraintes de l'œuvre d'art **3**

5. La conformité 4

6. Le calendrier **4**

7. Le budget **4**

8. L'échéancier du concours et la date de dépôt **5**

9. Le dossier de candidature **5**
9.1. Contenu 5
9.2 Format et présentation 6

10. L'admissibilité et l'exclusion des candidats et des finalistes **7**
10.1 Admissibilité 7
10.2 Exclusion 7

11. La composition du jury de sélection **8**

12. Le déroulement du concours **8**
12.1. Le rôle du responsable du concours 8
12.2. Les étapes du concours 8

13. Le processus de sélection **9**
13.1. Le rôle du jury 9
13.2. Le rôle du comité technique 9
13.3. Les critères de sélection 10

14. La présentation des propositions des finalistes **10**

15. Les indemnités **11**
15.1. Appel de candidature 11
15.2. Prestation des finalistes 11
15.3. Remboursement de certains frais aux finalistes 11

16. Les suites données au concours **12**
16.1 Approbation 12
16.2 Mandat de réalisation 12

17. Les dispositions d'ordre général **12**
17.1. Clauses de non-conformité 12
17.2. Droits d'auteur 12
17.3. Clause linguistique 13
17.4. Consentement 13
17.5. Confidentialité 13
17.6. Examen des documents 13
17.7. Statut du finaliste 14

Table des annexes

Annexe 1.
Fiche d’identification du candidat

Annexe 2.
Territoire du projet Bonaventure

Annexe 3.
Photos des œuvres des œuvres d’art public des seuils sud et nord du projet Bonaventure

Annexe 4.
Plan du site d’implantation de l’œuvre d’art

Annexe 5.
Photos du site d’implantation de l’œuvre d’art

Concours pour une œuvre d'art public dans l'îlot William-Ottawa du projet Bonaventure

1. Le contexte administratif

Le présent concours d'art public s'inscrit dans le cadre du projet Bonaventure, qui a été inauguré en septembre 2017, à l'occasion du 375e anniversaire de la fondation de Montréal. Le tronçon de plus de 850 mètres de l'autoroute Bonaventure situé entre le milieu du canal de Lachine et la rue Notre-Dame, où les voies rapides prenaient fin, appartenait à la Ville de Montréal jusqu'à sa démolition en 2016. Plutôt que d'investir pour prolonger la vie utile de cette structure sur pilotis construite en 1966, la Ville a choisi de la remplacer par un boulevard urbain au niveau du sol. Cette opération d'envergure, qui constitue le cœur du projet Bonaventure, a permis de renouveler une entrée majeure du centre-ville et de retisser les liens entre les secteurs lui étant adjacents. Ce projet d'aménagement est sous la responsabilité du Service des infrastructures, de la Voirie et des Transports (SIVT).

En décembre 2015, la Ville de Montréal a adopté le *Plan de développement de l'art public du projet Bonaventure*[1] : il a pour objectif de faire de l'art public un élément identitaire du projet et d'appuyer la qualité des aménagements réalisés. Le *Plan* a été préparé par le Bureau d'art public du Service de la culture (SC), en collaboration avec le SIVT. L'intégration d'œuvres d'art public dans les îlots centraux, dont l'îlot William-Ottawa, y est prévue.

Les œuvres réalisées dans le contexte des projets d'aménagement municipaux font partie intégrante de la collection d'art public de la Ville de Montréal. À ce titre, le Service de la culture, par le biais de son Bureau d'art public, gère le processus lié au choix de l'artiste et à la réalisation de son œuvre, puis en assure la pérennité.

2. Le contexte du projet

Le secteur d'intervention du projet Bonaventure est bordé par la rue de la Commune Ouest au sud, la rue Saint-Jacques Ouest au nord, la rue Duke à l'est et le viaduc ferroviaire du CN à l'ouest (voir Annexe 2). Au total, c'est une superficie de plus de 15 hectares qui a fait l'objet d'un important réaménagement.

Pour ce qui est de sa situation géographique, le projet Bonaventure est à l'interface des arrondissements de Ville-Marie et du Sud-Ouest et au carrefour de trois quartiers qui ont fait ou font l'objet d'importants projets de redéveloppement urbain, lesquels sont connus comme : Griffintown, le faubourg des Récollets et le Quartier international de Montréal.

Jusqu'en 2017, le secteur se caractérisait par une fracture urbaine, créée par la construction du viaduc ferroviaire du CN, entre 1938 et 1943, et de l'autoroute Bonaventure, dans les années 1960. Le projet Bonaventure a permis le retissage des quartiers qui le jouxtent.

Dans ce contexte, la vision traduite par le projet Bonaventure est articulée autour de trois éléments :

[1] *Le plan de développement de l'art public du projet Bonaventure* est disponible sur le site Internet du Bureau d'art public : https://artpublic.ville.montreal.qc.ca/wp-content/uploads/2015/12/Projet-Bonaventure_PDAP-10.11.15_LO-RES.pdf

▪ **Créer une entrée de centre-ville à la fois prestigieuse, fonctionnelle et conviviale**. La création d'un boulevard urbain se distinguant par la qualité de ses aménagements et son esthétique a pour but de renforcer l'image de Montréal à l'échelle régionale, nationale et internationale.

▪ **Favoriser le retissage des quartiers adjacents, autant dans l'axe nord-sud que dans l'axe est-ouest**. Le tronçon surélevé de l'autoroute Bonaventure situé au nord du canal de Lachine constituait une barrière à la fois physique et psychologique qui nuisait aux interactions entre les quartiers adjacents. Le projet a visé l'élimination de cette barrière et à recréer un environnement propice, entre autres, aux déplacements est-ouest et nord-sud.

▪ **Soutenir le redéveloppement urbain par des interventions publiques stratégiques**. Le faubourg des Récollets et Griffintown, limitrophes au secteur visé par le projet Bonaventure, connaissent actuellement un redéveloppement considérable. Afin de soutenir ce dynamisme, le réaménagement et la consolidation du secteur situé à la jonction de ces deux quartiers apparaissent impératifs et opportuns.

2.1. L'art public dans le projet Bonaventure

Le *Plan de développement de l'art public du projet Bonaventure* a pour but d'appuyer la création d'une entrée de centre-ville prestigieuse et de contribuer à la qualité des aménagements réalisés. Points de passage, d'entrée comme de sortie, les secteurs d'accès au centre-ville sont des occasions uniques de marquer le territoire par des images fortes qui peuvent participer à l'identité d'une ville. En ce sens, ces espaces de représentation constituent des contextes privilégiés pour l'intégration d'œuvres d'art public. Le projet Bonaventure, qui marque la transition vers le cœur de Montréal, mise sur l'art actuel pour démontrer que la métropole se démarque comme lieu de créativité, et ce, à l'échelle mondiale.

Au nord et au sud du secteur intervention, les deux seuils du projet qui encadrent les espaces publics formant les îlots centraux sont des points forts de l'aménagement. Moments marquants dans la séquence d'entrée et de sortie du centre-ville, ils ont reçus des œuvres d'art public significatives (voir photos des œuvres à l'Annexe 3 du document de concours).

Source, qui se trouve au seuil sud, est emblématique de la sculpture de Jaume Plensa et de ses explorations métaphoriques. La sculpture monumentale de 10 mètres de hauteur consiste en un entrelacement aléatoire de lettres tirées des alphabets latin, grec, chinois, arabe, cyrillique, hindi, hébreu et japonais, qui donne corps à un personnage en position assise. Symbole de la richesse de la population montréalaise, la sculpture prend racine chez les fondateurs de la ville : les Premières Nations. Alors que son titre souligne l'importance de l'eau dans l'histoire et le développement de Montréal, *Source* représente la richesse des cultures que ces terres accueillent. Cette sculpture a été commandée par la famille Chrétien-Desmarais, à l'occasion du 375^{e} anniversaire de la fondation de Montréal, et est prêtée à la Ville pour une période de 25 ans.

Au seuil nord, de part et d'autre de la rue Notre-Dame se trouve *Dendrites*, de Michel de Broin, œuvre qui comprend deux composantes. Les « dendrites » sont les projections ramifiées du neurone, qui propagent les stimulations cérébrales; le terme est dérivé du grec *dendron,* qui signifie « relatif aux arbres ». Les sculptures reproduisent ce phénomène microscopique à l'échelle du paysage, tout en rappelant les fûts de grands arbres. Gravir les marches de cette arborescence évoque l'envol et met l'accent sur le rapport entre

l'œuvre, le corps des participants et l'environnement. Faites d'acier intempérique et d'acier galvanisé, les composantes de 6 et 8 mètres sont installées sur la place de l'Aviation-civile-internationale.

3. Le concours d'art public

3.1. Les enjeux du concours

Le concours s'inscrit dans une démarche qui vise à enrichir la collection d'œuvres d'art public de la Ville de Montréal, ainsi qu'à promouvoir la qualité des interventions qui sont réalisées en milieu urbain et à développer le sens critique du public.

3.2. Le site d'implantation de l'œuvre d'art

L'œuvre sera implantée dans l'îlot circonscrit par le boulevard Robert-Bourassa (ouest et est), la rue William (nord) et la rue Ottawa (sud) (voir plan du site à l'Annexe 4 et photos à l'Annexe 5). Le site d'implantation se présente comme une section gazonnée de 55 mètres de long, dont la largeur varie entre 6 et 11 mètres, comprenant cinq arbres à maintenir en place. Le site est encadré :

- au nord par des équipements sportifs de type *trekfit*, qui sont séparés de la section gazonnée par des arbustes;
- à l'est par le passage central en béton qui traverse tous les îlots du projet Bonaventure;
- au sud par des tables de pique-nique, aussi séparées de la section gazonnée par des arbustes;
- à l'est par un trottoir de 5 mètres de large qui comprend un alignement d'arbres.

3.3. Le programme de l'œuvre d'art

De nature sculpture ou installative, l'œuvre sera, par son ampleur, le point d'intérêt principal de l'îlot William-Ottawa. Si l'œuvre sera visible par les automobilistes empruntant le boulevard Robert-Bourassa vers le nord, son expérience optimale sera à l'échelle du piéton qui circule de part et d'autre de la section gazonnée. Son intégration au projet Bonaventure tiendra compte des deux œuvres monumentales qui se trouvent aux seuils, qui sont visibles dans la distance. L'œuvre reposera sur une lecture fine du paysage de l'îlot lui-même, en ce sens qu'elle tiendra compte des perspectives sur le site; qu'elle reposera sur un dialogue avec les autres éléments présents.

4. Les contraintes de l'œuvre

Cette commande exclut l'utilisation de l'eau dans les composantes de l'œuvre d'art. Les pièces cinétiques et les mécanismes intégrés sont également exclus. Les pièces en mouvement, même non accessibles, sont exclues.

Le choix des matériaux et le traitement qui leur est accordé doivent tenir compte des exigences de pérennité de l'œuvre d'art. Le traitement, la finition et l'assemblage doivent également présenter une résistance au vandalisme et aux graffitis dans des conditions normales d'exposition dans un espace urbain. Le lauréat devra privilégier des matériaux qui ne nécessitent qu'un entretien minimal, dans les conditions d'exposition énoncées

précédemment. L'utilisation de certains matériaux est par ailleurs rejetée; il s'agit de l'acier peint, du bois et des plastiques. Pour ce qui est du cuivre, il peut être utilisé dans la mesure où le fini ne comporte pas de vernis pour stabiliser la couleur.

L'utilisation de la lumière, bien que permise comme matériau de l'œuvre d'art, ne doit créer aucune pollution visuelle, *i. e.* que la lumière ne peut être dirigée vers le haut ou dans la rue.

5. La conformité

L'œuvre devra être conforme aux normes de sécurité généralement admises pour les espaces publics. Le traitement des matériaux ne doit pas présenter de surfaces rugueuses, d'arêtes coupantes, d'aspérités ou de fini présentant des risques de blessures, à moins qu'ils soient hors d'atteinte.

6. Le calendrier

Le calendrier suivant a été développé de manière à ce que l'œuvre d'art soit inaugurée en septembre 2019.

Première rencontre du jury	1er juin 2018
Date limite de dépôt des candidatures	**17 juillet 2018**
Rencontre du jury pour la sélection des finalistes	23 juillet 2018
Rencontres d'information aux finalistes	
et signature du contrat de concept artistique	semaine du 13 août 2018
Dépôt des prestations des finalistes	12 novembre 2018
Rencontre du comité technique	semaine du 12 novembre 2018
Rencontre du jury pour le choix de la proposition gagnante	semaine du 19 novembre 2018
Octroi de contrat par les instances municipales	janvier 2019
Installation	août 2019
Inauguration	septembre 2019

Outre la date limite du dépôt des candidatures, le calendrier de travail est sujet à modifications sans préavis.

7. Le budget

Le budget total pour l'ensemble des interventions artistiques est de **825 000 $**, avant taxes. Il comprend :

- Les honoraires et les droits d'auteur de l'artiste;

- Les frais de production des plans, devis et estimations de coût (préliminaires et définitifs) de l'œuvre;
- Les honoraires des professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'œuvre;
- Les fondations de l'œuvre en sous-sol;
- Les installations d'alimentation et de raccordement électrique (si applicable);
- La fourniture des appareils électriques et leur installation (si applicable);
- Les traitements spéciaux de protection anti-graffitis, s'il y a lieu.
- Les honoraires d'un ingénieur en structure;
- Les honoraires d'un architecte paysagiste, le cas échéant;
- Le coût des matériaux et des services (les matériaux, la main d'œuvre, la machinerie, l'outillage et les accessoires) requis pour la conception et la réalisation de l'œuvre;
- L'éclairage de l'œuvre, comme composante artistique ou pour sa mise en valeur, le cas échéant;
- La sécurisation du site pendant l'installation de l'œuvre;
- Le coût des permis et tous les frais de coordination relatifs à l'installation et à la réalisation de l'œuvre;
- Le transport, l'installation et la sécurisation de l'œuvre pendant son installation;
- Les dépenses relatives aux déplacements, frais de messageries;
- Un budget d'imprévus d'au moins 10 %;
- Les frais relatifs à la participation aux rencontres de coordination avec la Ville;
- Une assurance responsabilité civile de trois millions de dollars (3 000 000 $) pour la durée des travaux ainsi que des assurances contre les pertes d'exploitation, une couverture hors site, une assurance transport, une assurance flottante d'installation tous risques avec valeur de remplacement à neuf. Cette dernière doit couvrir la valeur de l'œuvre avant taxes;
- Les frais d'élaboration du dossier complet de l'œuvre comprenant les plans conformes à l'exécution et des photographies des différentes étapes de la fabrication pour des fins non commerciales.

8. L'échéancier du concours et la date de dépôt

Le dossier de candidature complet (voir point 9) doit être reçu par courriel, en un seul envoi, au plus tard le **mardi 17 juillet 2018** à midi**.**

Le dossier doit être envoyé par courriel (voir les précisions à cet effet au point 9.2) et doit être **reçu** à la date d'échéance.

Courriel : laurent.vernet@ville.montreal.qc.ca

9. Le dossier de candidature

9.1. Contenu

Le candidat doit présenter son dossier de candidature de façon à démontrer l'excellence de ses réalisations et/ou de ses compétences pour la réalisation du projet en concours. Le dossier de candidature doit être présenté en quatre parties. Comme le prévoit la clause linguistique au point 17.3 du présent document, le dossier de candidature doit être présenté en français.

Les documents à produire sont les suivants :

1. Fiche d'identification fournie à l'Annexe 1, remplie, datée et signée par l'artiste.

2. Curriculum vitae d'au plus 5 pages comprenant les données suivantes :

- La formation;
- Les expositions solos;
- Les expositions de groupe;
- Les collections;
- Les projets d'art public;
- Les prix, bourses et reconnaissances obtenus;
- Les publications.

3. Démarche artistique et énoncé d'intention

Un texte d'au plus deux pages. D'une part, ce texte doit exposer la démarche artistique du candidat. D'autre part, il doit faire état de la compréhension du candidat de la commande et des liens qu'il perçoit entre son travail et le projet d'art public. Aucun concept ou projet précis, que ce soit sous la forme de texte ou d'image, ne sera présenté au jury à cette étape.

4. Dossier visuel

Le candidat doit soumettre au maximum dix (10) illustrations d'œuvres qui démontrent son expertise et son expérience et qui sont significatives en regard du présent concours. Les projets présentés doivent mettre en relief ses réalisations datant d'au plus dix (10) ans. Ils doivent obligatoirement être présentés à partir de photographies identifiées et numérotées.

Le dossier visuel doit être accompagné d'une liste descriptive des 10 photographies détaillant, pour chacune d'entre elles:

- Le titre;
- L'année de réalisation;
- Les dimensions;
- Les matériaux;
- Le contexte (exposition solo ou groupe, commande, etc.);
- S'il s'agit d'une œuvre d'art public : le client, le lieu et le budget.

9.2. Format et présentation

Le dossier doit être envoyé par courriel et respecter les conditions suivantes :

- Les dossiers doivent être présentés en format lettre (8 ½ po x 11 po) vertical;
- Les quatre parties du dossier doivent être envoyées dans un seul courriel et dans un seul document pdf, dans l'ordre indiqué ci-dessus;
- Les candidats sont responsables d'envoyer une copie papier du dossier si la version électronique ne peut être téléchargée correctement par le chargé de projet.

10. L'admissibilité et l'exclusion des candidats et des finalistes

10.1. Admissibilité

Le concours s'adresse à tout artiste professionnel qui est citoyen canadien et qui réside au Canada, ou qui est immigrant reçu et habite au Canada depuis au moins un an. Dans le cas d'un regroupement ou d'une personne morale, celui-ci doit être canadien et être établi au Canada depuis au moins un an : de plus, il doit être composé de membres ou d'actionnaires qui sont citoyens canadiens et qui habitent au Canada ou qui sont immigrants reçus et qui habitent au Canada depuis au moins un an.

* On entend par artiste professionnel : un créateur ayant acquis sa formation de base par lui-même ou grâce à un enseignement, ou les deux; qui crée des œuvres pour son propre compte; qui possède une compétence reconnue par ses pairs dans sa discipline; et qui signe des œuvres qui sont diffusées dans un contexte professionnel, tel que le précise la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, et sur leurs contrats de diffuseurs*.

Le contexte professionnel désigne des lieux et des organismes principalement voués à la diffusion de l'art. Il peut s'agir de centres d'artistes, de centres d'exposition, de galeries d'art, de musées ou d'autres lieux ou organismes de diffusion reconnus, ou encore de participations à des événements où la sélection des participants est faite par des professionnels des arts visuels. Le contexte professionnel exclut le milieu scolaire, c'est-à-dire qu'un étudiant ne peut être candidat au présent concours.

Le terme « artiste », peut désigner un individu seul, un regroupement, une personne morale. S'il s'agit d'un regroupement, un membre doit être désigné comme chargé de projet.

Les personnes ayant un lien d'emploi avec la Ville de Montréal, qu'elles aient un statut permanent, occasionnel ou auxiliaire, ne sont pas admissibles au concours. Tout candidat ou finaliste qui se juge en conflit d'intérêt ou pouvant être considéré en conflit d'intérêt : 1) en raison de ses liens avec la Ville, son personnel, ses administrateurs, un membre du jury ou un membre d'une équipe professionnelle affectée au projet, ou 2) en raison de liens familiaux directs, d'un rapport actif de dépendance ou d'association professionnelle pendant la tenue du concours, ne peut participer au concours. Ne peuvent également y participer les associés de ces personnes ni leurs employés salariés.

*Une preuve de citoyenneté, un certificat de résidence permanente ou une preuve de résidence au Canada peut être exigé avant de passer à l'étape suivante du concours.

10.2 Exclusion

Toute candidature ou prestation reçue après les délais de dépôt prescrits à l'article 8 sera automatiquement exclue du concours. La Ville se réserve le droit d'exclure, s'il y a lieu, tout candidat ou finaliste pour non respect partiel ou total des dispositions et des règles du présent concours.

11. La composition du jury de sélection

Un jury est mis sur pied spécifiquement pour ce concours. Le même jury participe à toutes les étapes du processus de sélection. Il est composé de sept membres dont plus de la moitié est composée de personnes indépendantes de la Ville de Montréal. Le jury réunit les personnes suivantes :

- Trois spécialistes canadiens en arts visuels (artistes, conservateurs, critiques d'art, commissaires indépendants, muséologues, professeurs) ayant une connaissance de l'art public;
- Un représentant des citoyens;
- Un représentant de l'arrondissement de Ville-Marie;
- Un représentant du Services des infrastructures, de la Voirie et des Transports;
- Un représentant du Service de la culture

Le président du jury sera désigné à la première réunion. Son rôle consiste à aider le groupe à en venir à un consensus final pour la sélection du lauréat. Il est le porte-parole du jury.

12. Le déroulement du concours

12.1. Le rôle du responsable du concours

Toutes les questions relatives à ce concours doivent être adressées au chargé de projet. Celui-ci agit comme secrétaire du jury. Le chargé de projet du présent concours est :

Laurent Vernet, commissaire
Bureau d'art public
Courriel : laurent.vernet@ville.montreal.qc.ca

Toutes les demandes de documents et d'information devront lui être acheminées par courriel.

Tous les documents remis par un candidat ou un finaliste sont vérifiés par le chargé de projet quant au respect des éléments à fournir et à leur conformité aux articles 8 et 9 du présent règlement. Les candidatures non conformes ne sont pas soumises à l'analyse du jury.

12.2. Les étapes du concours

L'évaluation se fait selon la procédure suivante :

Première étape : proposition de candidatures

- Les membres du jury proposent plus entre vingt et trente candidatures d'artistes qui seront invités à soumettre leur dossier de candidature pour le concours;
- Le chargé de projet du Bureau d'art public invite les artistes proposés par le jury à soumettre leur candidature.

Deuxième étape : sélection des finalistes

- Le jury prend connaissance des dossiers de candidature;
- Il sélectionne un maximum de quatre finalistes en vue du concours;
- Il émet des commentaires et des recommandations, s'il y a lieu.

Au terme de la deuxième étape, le nom des finalistes est divulgué dès que ceux-ci ont confirmé leur acceptation et signé le contrat de concept artistique.

Troisième étape : prestations des finalistes

- Le comité technique procède à l'analyse des prestations;
- L'ordre des présentations des finalistes est préalablement déterminé, par tirage au sort ou par ordre alphabétique, au moment de la rencontre d'information avec les finalistes;
- Le jury prend connaissance des prestations;
- Il entend le rapport du comité technique;
- Le jury reçoit chaque finaliste en entrevue : chacun dispose d'une période de 45 minutes pour la présentation de son concept et pour la période de questions;
- Au terme de sa présentation, le finaliste quitte la salle;
- Après délibérations, le jury recommande un projet lauréat à la Ville et émet des commentaires et des recommandations, s'il y a lieu;
- Le chargé de projet enclenche le processus d'acceptation de la recommandation auprès des instances supérieures;
- L'identité et le concept du lauréat du concours sont dévoilés au moment de l'octroi du contrat par la Ville de Montréal.

Compte-rendu des travaux du jury

À l'issue du concours, les conclusions des délibérations du jury sont consignées par le chargé de projet dans un rapport signé par tous les membres du jury.

13. Le processus de sélection

13.1. Le rôle du jury

Le jury est consultatif et la décision finale appartient aux instances de la Ville de Montréal. Son rôle comporte la proposition de candidatures d'artistes, la sélection des finalistes, ainsi que le choix et la recommandation d'un lauréat. Le chargé de projet du Bureau d'art public agit à titre de secrétaire et d'animateur des séances du jury.

Si le jury n'est pas en mesure de recommander de finaliste ou de lauréat, il en informe sans délai la Ville de Montréal en motivant sa décision.

13.2. Le rôle du comité technique

Le rôle du comité technique consiste à effectuer une analyse de certains éléments techniques des prestations des finalistes.

Il évalue notamment :

- Les estimations de coût du projet en regard du budget prévisionnel;
- La faisabilité technique du projet;
- La faisabilité du projet en regard de la règlementation existante;
- L'entretien et la durabilité des éléments compris dans le projet.

Le chargé de projet présente par la suite le rapport sommaire du comité technique au jury du concours.

13.3. Les critères de sélection

Le jury utilise les critères de sélection suivants comme outils d'évaluation des candidatures et des prestations :

Deuxième étape du concours : sélection des finalistes

L'évaluation des dossiers de candidature porte sur les critères suivants :

- Excellence et qualité des projets réalisés;
- Créativité et originalité de la démarche artistique;
- Expérience dans la réalisation de projets comparables;
- Originalité de l'énoncé d'intention pour le concours d'art public.

Troisième étape du concours : prestations des finalistes

La troisième étape du concours est centrée sur la mise en forme plus détaillée du projet artistique, sa réponse précise aux exigences du programme et sa faisabilité. Plus spécifiquement, les finalistes doivent démontrer la signifiance de leur projet sur le site, sa faisabilité technique, sa pérennité et son adéquation avec l'enveloppe budgétaire proposée.

Les prestations des finalistes sont évaluées sur la base des critères d'évaluation suivants :

- intérêt de l'approche conceptuelle;
- intégration du projet dans l'espace d'implantation;
- impact visuel du projet le jour et la nuit, durant les 4 saisons;
- respect des règles de sécurité;
- aspects fonctionnels et techniques;
- pérennité des matériaux et facilité d'entretien de l'œuvre;
- adéquation du projet avec l'enveloppe budgétaire disponible.

14. La présentation des propositions des finalistes

Les finalistes sont invités à venir présenter leur proposition aux membres du jury. Ils reçoivent une convocation écrite précisant le jour et l'heure de leur convocation, trois semaines avant la rencontre du jury.

Les finalistes doivent produire des montages visuels présentant l'œuvre d'art dans son environnement immédiat. La nature de ces éléments du matériel de prestation sera précisée lors de la rencontre d'information aux finalistes.

Les finalistes doivent soumettre un échantillon de chaque matériau qui composera l'œuvre.

Les finalistes doivent également soumettre, en sept exemplaires un document descriptif qui doit comprendre :

- Un texte de présentation de l'œuvre exposant le concept et le parti choisi par l'artiste pour répondre à la commande;
- Une description technique (comprend la liste des matériaux et les fiches techniques si nécessaire, le traitement choisi et la finition, ainsi que le mode de fabrication et d'assemblage. Il doit préciser la solution retenue pour les ancrages, validée par un ingénieur en structure);
- Un calendrier de réalisation pour une installation de l'œuvre au mois d'août 2019;
- Un budget détaillé à même la grille Excel fournie par la Ville;
- Un devis d'entretien détaillé de l'œuvre. Ce document servira à l'évaluation des propositions effectuée par le comité technique. Les artistes n'ont pas à produire de dessins d'atelier à cette étape.

15. Les indemnités

15.1. Appel de candidatures

Aucun honoraire ni indemnité ne sera versé à cette étape du concours.

15.2. Prestations des finalistes

Chaque finaliste ayant présenté devant jury une prestation déclarée conforme, recevra en contrepartie, et à la condition d'avoir préalablement signé le contrat soumis par la Ville, des honoraires de **huit mille cinq cents dollars (8 500$)**, taxes non comprises, qui lui seront versés à la fin du processus de sélection du lauréat et sur présentation d'une facture.

Les frais et honoraires octroyés en vertu du présent règlement sont soumis aux taxes réglementaires, dont la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente provinciale (TVQ). Les finalistes doivent fournir à la Ville, le cas échéant, leur numéro d'inscription auprès de Revenu Canada aux fins de la TPS et auprès de Revenu Québec aux fins de la TVQ. La Ville retiendra le paiement de toute facturation qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q), les montants réclamés à cet effet ainsi que les numéros d'inscription appropriés.

15.3. Remboursement de certains frais aux finalistes

La Ville s'engage à défrayer les finalistes demeurant à plus de 100 km de Montréal des dépenses de déplacement et d'hébergement qu'ils auront engagées pour assister à la rencontre d'information et pour présenter leur projet devant jury. Les détails sont précisés lors de la rencontre d'information aux finalistes.

16. Les suites du concours

16.1. Approbation

Le projet gagnant doit être approuvé par la Ville de Montréal de même que par toutes les autorités compétentes quant aux codes et normes en vigueur, compte tenu des travaux projetés.

16.2. Mandat de réalisation

La Ville reçoit la recommandation du jury. Si elle endosse cette recommandation, elle négocie avec l'artiste et prépare le contenu du contrat de services artistiques pour la fabrication et l'installation complète de l'oeuvre d'art. Par la suite, c'est, selon le cas, le comité exécutif, le conseil municipal ou le conseil d'agglomération qui autorise le contrat de l'artiste.

La Ville de Montréal, par voie de ses instances décisionnelles, conserve la prérogative d'octroi du contrat au lauréat. Si elle n'endosse pas la recommandation du jury, elle doit motiver sa décision.

17. Les dispositions d'ordre général

17.1. Clauses de non-conformité

L'une ou l'autre des situations suivantes peut entraîner le rejet d'une candidature ou d'une prestation :

- L'absence de l'un ou l'autre des documents requis dans le dossier de candidature ou de prestation du finaliste;
- Le non-respect de toute autre condition indiquée comme étant essentielle dans les instructions remises aux candidats et finalistes, notamment l'omission ou le non respect d'une exigence relative aux éléments qui composent un dossier de candidature ou de prestation.

À la suite de l'analyse de conformité, le chargé de projet fera part de ses observations au jury. Aucune candidature ou prestation jugée non-conforme ne sera pas présentée au jury.

17.2. Droits d'auteur

Chaque finaliste accepte, de par le dépôt de sa prestation, de réserver son concept à la Ville de Montréal et de ne pas en faire ou permettre d'en faire quelque adaptation que ce soit aux fins d'un autre projet, jusqu'à la sélection du lauréat.

Tous les documents, prestations et travaux, quels que soient leur forme ou support, produits ou réalisés par l'artiste ayant conçu le projet lauréat, dans le cadre du présent concours, demeureront la propriété entière et exclusive de la Ville, qui pourra en disposer à son gré si le contrat de réalisation du projet est confié à cet artiste.

Le finaliste dont le projet est retenu garanti la Ville qu'il détient tous les droits lui permettant d'accorder cette cession. Il se porte garant également, en faveur de la Ville, contre tout recours, poursuite, réclamation ou demande de la part de toute personne qui contredirait une telle garantie ou les représentations qui s'y trouvent.

17.3. Clause linguistique

La version anglaise des documents produits par la Ville est une version de courtoise. En cas de contradiction entre la version française et anglaise de tous documents, la version française prédomine.

Les documents des projets des finalistes peuvent être présentés au jury en anglais. Les présentations orales peuvent aussi se faire en anglais. La Ville exige toutefois une copie en français de tous les documents.

17.4. Consentement

En conformité avec la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (Lois refondues du Québec, chapitre A-2.1), toute personne physique ou morale qui présente sa candidature consent, de ce fait, à ce que les renseignements suivants puissent être divulgués :

- Son nom, que sa candidature soit retenue ou non;
- Si sa candidature était jugée non conforme, son nom, avec mention du fait que son offre a été jugée non-conforme, accompagnée des éléments spécifiques de non-conformité.

La Ville de Montréal pourra donc, si elle le juge opportun, donner accès à de tels renseignements à quiconque en fait la demande en vertu des dispositions de la Loi.

17.5. Confidentialité

Les finalistes doivent considérer comme strictement confidentiel le contenu des études effectuées dans le cadre de ce concours et ne devront, sans accord écrit préalable, communiquer ou divulguer à des tiers privés ou publics les renseignements globaux ou partiels.

Les membres du personnel de la Ville de Montréal de même que les membres du jury et du comité technique sont tenus à la confidentialité durant tout le déroulement du concours.

17.6. Examen des documents

Par l'envoi et le dépôt de sa candidature, le candidat ou le finaliste reconnaît avoir pris connaissance de toutes les exigences du règlement du concours d'art public et il en accepte toutes les clauses, charges et conditions.

La Ville de Montréal se réserve le droit d'apporter des modifications, sous forme d'addenda, aux documents de prestation des finalistes avant l'heure et la date limite du dépôt des candidatures et, le cas échéant, de modifier la date limite de ce dépôt. Les

modifications deviennent partie intégrante des documents d'appel de candidatures et sont transmises par écrit aux finalistes.

17.7 Statut du finaliste

Dans le cas ou le finaliste n'est pas une personne physique faisant affaires seule, sous son propre nom, et qui signe elle-même les documents d'appel de candidatures, une autorisation de signer les documents doit accompagner la prestation sous l'une des formes suivantes :

a) Si le finaliste est une personne morale (société incorporée), l'autorisation doit être constatée dans une copie de la résolution de la personne morale à cet effet.
b) Si le finaliste est une société (société enregistrée) ou fait affaires sous un autre nom que celui des associés, il doit produire une copie de la déclaration d'immatriculation présentée en application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (RLRQ c P-45) du Québec ou tout autre document de même nature d'une autre province attestant l'existence de la société. De plus, dans le cas d'une société, lorsque les documents du finaliste ne sont pas signés par tous les associés, l'autorisation doit être constatée dans un mandat désignant la personne autorisée à signer et signée par tous les associés.
c) Si le finaliste est un collectif, chacun des membres du collectif doit signer le contrat et tout autre document représentant les intérêts du collectif et/ou du maître d'ouvrage.

ANNEXE 1. FORMULAIRE D'IDENTIFICATION DU CANDIDAT

Bureau d'art public

Direction du développement culturel

Formulaire d'identification du candidat

Coordonnées du candidat

Nom du candidat (artiste)

Laurent Vernet, Commissaire à l'art public

Nom de la personne contact

Adresse complète (numéro/rue/ville/code postal)

Téléphone, télécopieur

Adresse de courrier électronique (toutes les communications seront effectuées par courriel dans le cadre de ce concours)

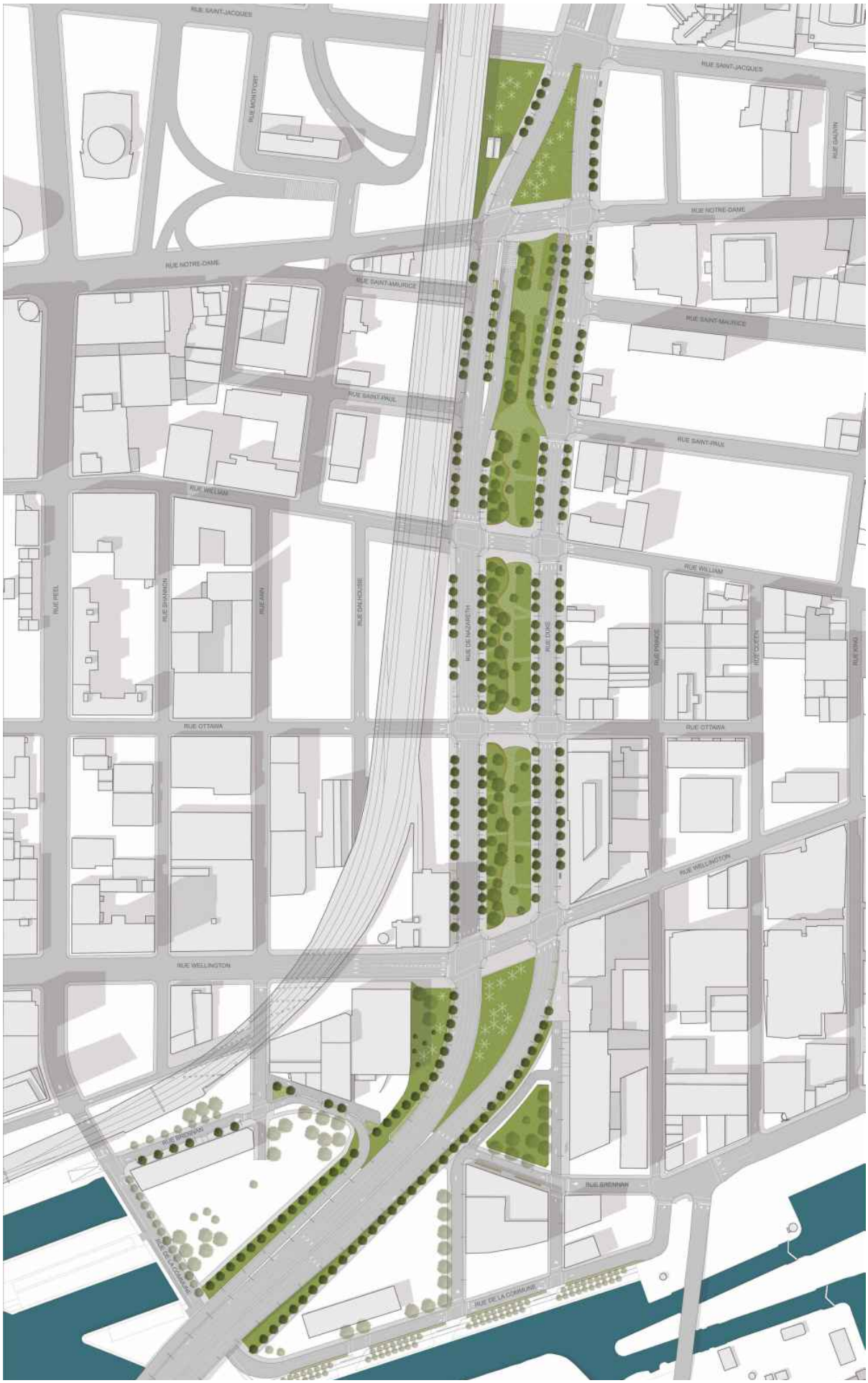
Déclaration de l'artiste

Je déclare, par la présente, que je suis citoyen(ne) canadien(ne) ou résident(e) permanent(e)

Signature Date

Montréal

ANNEXE 2. TERRITOIRE DU PROJET BONAVENTURE

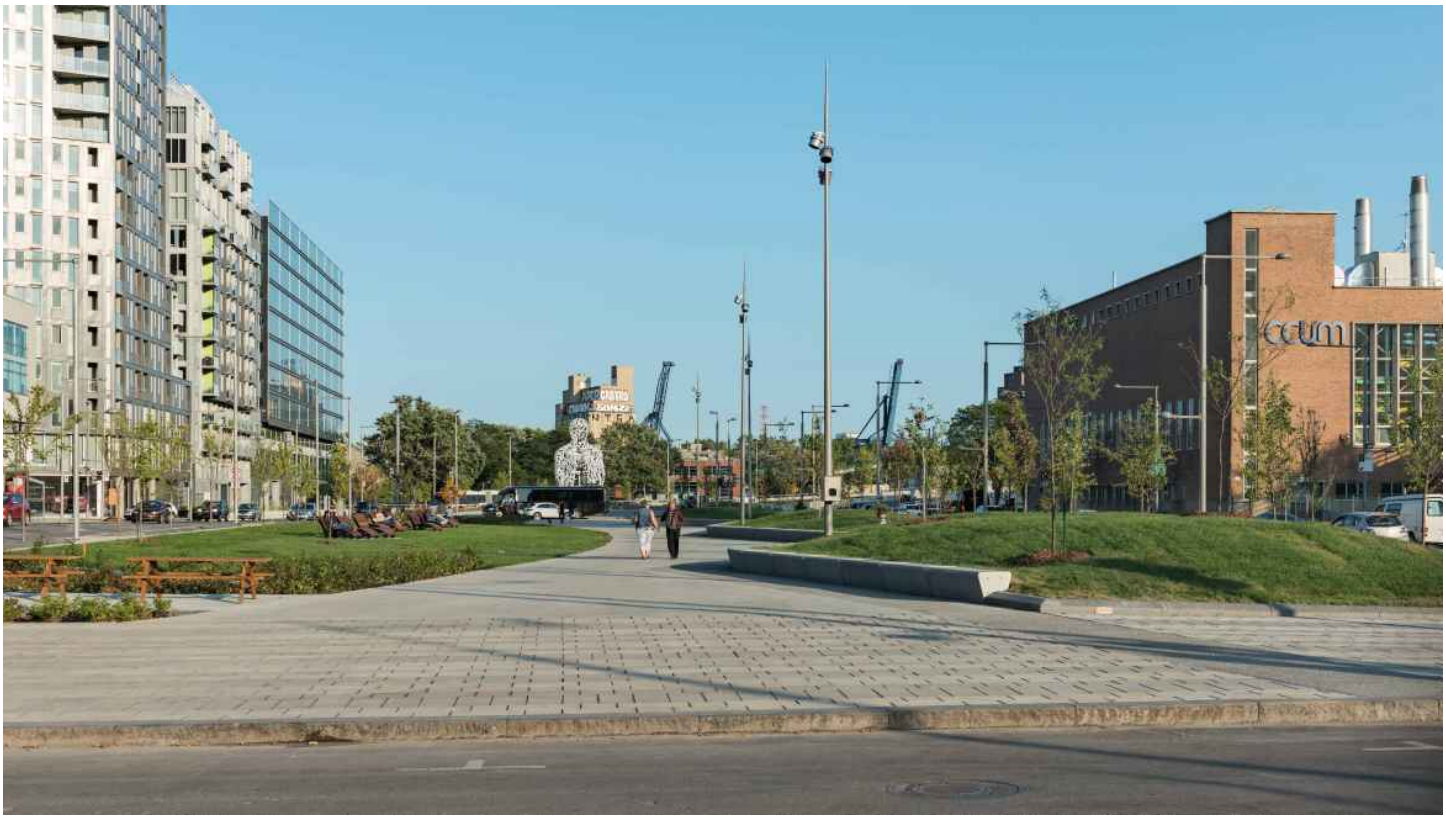

RUE SAINT-JACQUES
RUE MONTFORT
RUE NOTRE-DAME
RUE SAINT-MAURICE
RUE SAINT-PAUL
RUE WILLIAM
RUE PRINCE
RUE OTTAWA
RUE WELLINGTON
RUE BRENNAN
RUE DE LA COMMUNE

ANNEXE 3. PHOTOS DES OEUVRES D'ART PUBLIC DES SEUILS SUD ET NORD DU PROJET BONAVENTURE

a. Œuvre au seuil sud
Jaume Plensa, Source, 2017
Avec la courtoisie de la Galerie Lelong
Photographies : David Giral, 2017




APER CASTRO



b. Œuvre au seuil nord, place de l'Aviation-Civile-Internationale
Michel de Broin, Dendrites, 2017
Photographies : Michel de Broin, 2017






PLACE BONAVENTURE

ANNEXE 4. PLAN DU SITE D'IMPLANTATION DE L'OEUVRE D'ART



Ilot 4 : Aménagements

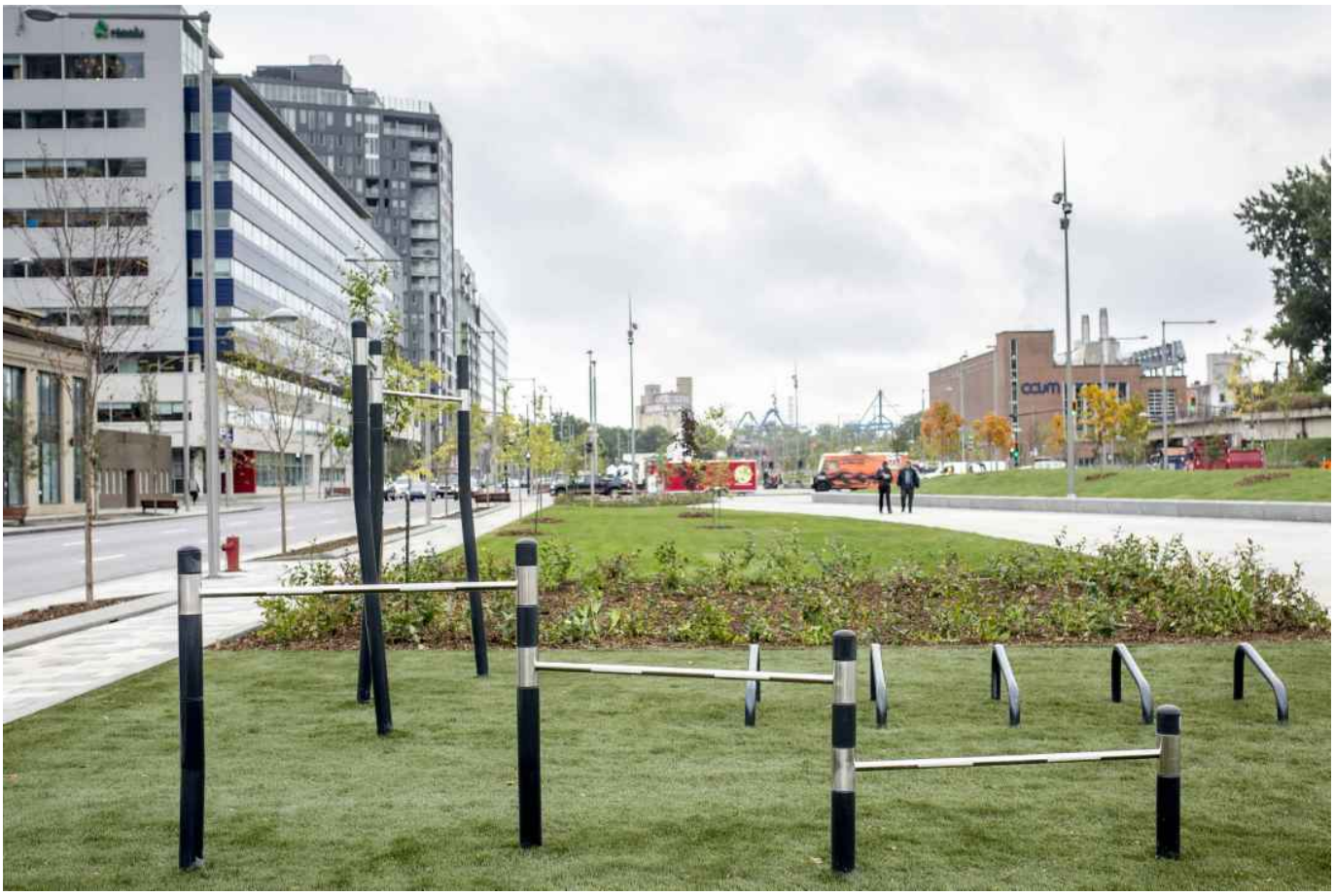
ANNEXE 5. PHOTOS DU SITE D'IMPLANTATION DE L'OEUVRE D'ART



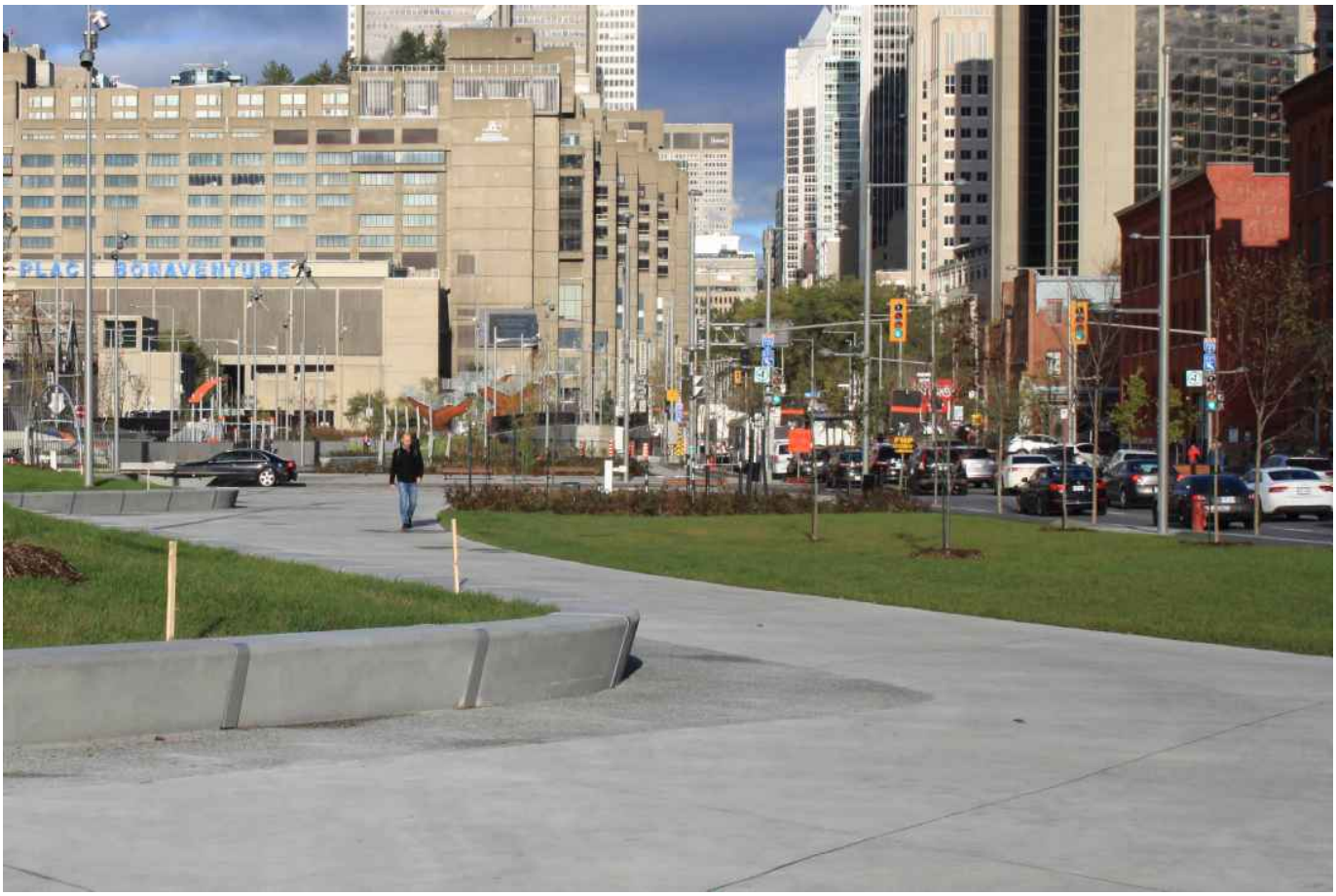
Le site d'implantation de l'œuvre est délimité par des pointillés rouges.



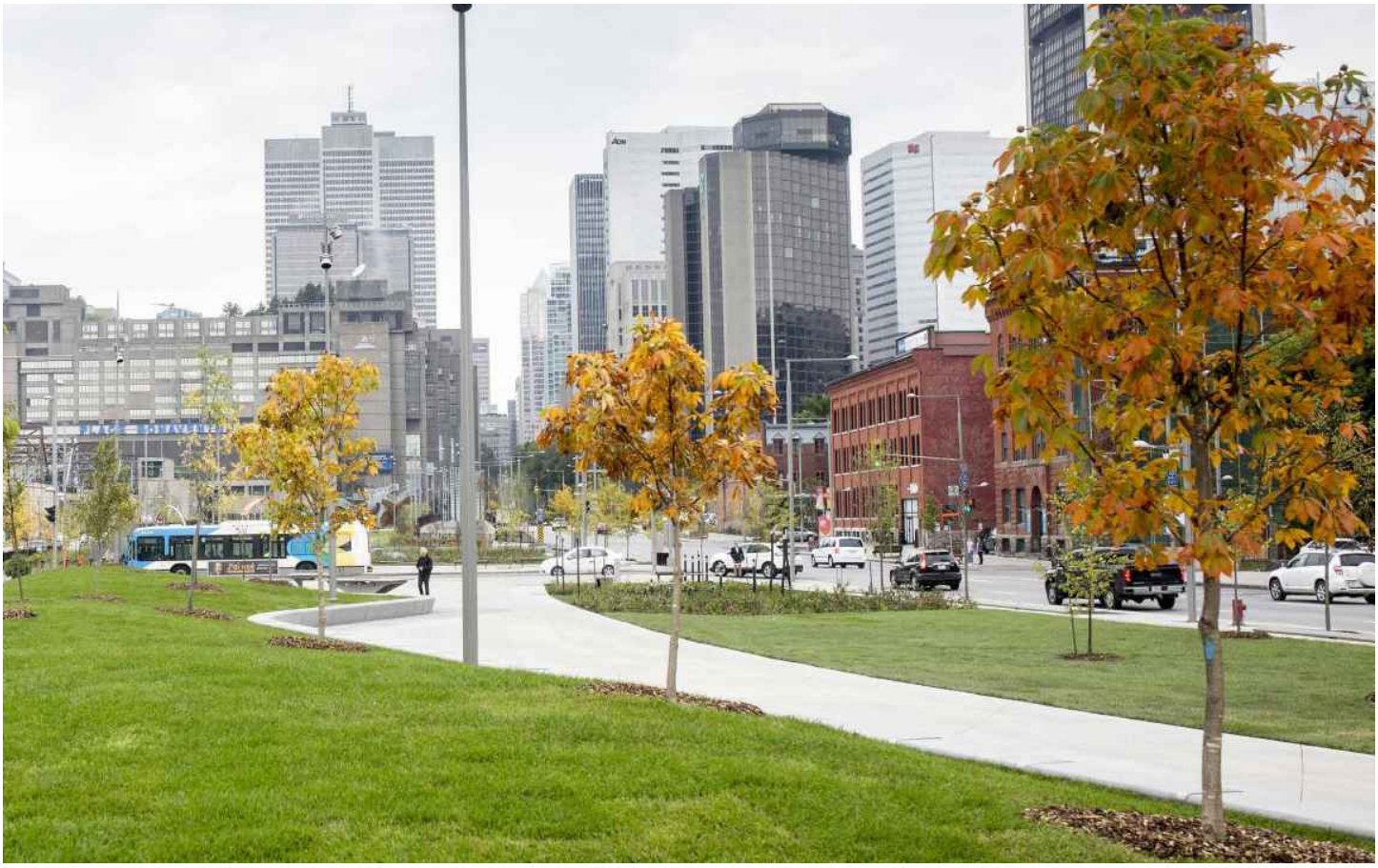
Le site d'implantation de l'œuvre est délimité par des pointillés rouges.



Vue vers le sud, depuis les équipements sportifs de type trekfit.
Crédit photo : Frédérique Ménard-Aubin, 2017



Vue vers le nord, depuis le parvis de la rue Ottawa.
Crédit photo : Frédérique Ménard-Aubin, 2017



Vue vers le nord, depuis le talus végétal à l'ouest du site d'implantation.
Crédit photo : Frédérique Ménard-Aubin, 2017

Compte-rendu

Rencontre d'information aux finalistes

Concours pour une œuvre d'art public dans l'îlot William-Ottawa du projet Bonaventure

Personnes présentes

Madame **Jill Anholt**, artiste
Monsieur **Jérémie Carrière**, conseiller en aménagement, Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Monsieur **François Hubert**, ingénieur chargé de planification, Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Madame **Nadia Myre**, artiste, accompagnée de **Rachelle Marcoux**
Madame **Tiffany Shaw-Collinge**, artiste
Monsieur **Laurent Vernet**, commissaire à l'art public, Service de la culture
Madame **Giorgia Volpe**, artiste

Date : lundi 13 août 2018 de 9 h 30 à 13 h
Lieu : Service de la culture de la Ville de Montréal,
801, rue Brennan, 4e étage salle 4105

Points discutés

> ***Note :***
> *Des précisions et des réponses à des enjeux soulevés lors de la rencontre ont été ajoutées directement dans le compte-rendu. Pour faciliter la lecture, ils ont été mis en italique, dans des encadrés.*

1. Présentation de l'espace d'implantation de l'œuvre

Jérémie Carrière présente premièrement le contexte d'intervention (sa présentation est jointe à ce compte-rendu). Il situe le projet Bonaventure dans la région métropolitaine : c'est une nouvelle entrée du centre des affaires montréalais, qui s'inscrit dans la continuité du pont Champlain, qui relie la rive-sud à Montréal (un nouveau pont est en construction), et de l'autoroute Bonaventure – deux infrastructures qui datent des années 1960.

En 2011, la Ville, propriétaire d'une section de cette autoroute sur pilotis, a pris la décision de démolir l'autoroute pour faire place à un boulevard urbain au niveau du sol. Un nouveau secteur urbain allait donc être créé, à la rencontre de trois quartiers : le centre des affaires, le Faubourg des Récollets (qui a connu un

renouveau depuis les années 2000) et Griffintown (actuellement en cours de redéveloppement). Ainsi, le projet allait notamment viser à lier ces trois quartiers.

Le projet Bonaventure visait ainsi ces trois objectifs :
- Créer une entrée de centre-ville prestigieuse, fonctionnelle et conviviale;
- Favoriser le retissage des quartiers adjacents;
- Soutenir le redéveloppement urbain.

Jérémie Carrière présente ensuite le projet en fonction de trois aspects. Le premier aspect est celui du transport et de la mobilité : les enjeux du transport collectif, de la circulation automobile, vélo et piétonne, ainsi que le lien avec l'autoroute 720 au nord du projet Bonaventure, puis l'implantation d'un système de transport intelligent sont détaillés dans la présentation jointe au compte-rendu.

Le second aspect est celui des lieux publics, qui sont venus comblés un besoin dans ce secteur de la ville qui n'en comptait pas suffisamment. Il présente le schéma conceptuel, qui permet d'expliquer les lignes directrices générales qui ont servi à l'élaboration des aménagements :
- Les seuils, soit les extrémités du projet, sont importantes : c'est pour cela que les deux œuvres monumentales y sont intégrées, comme des moments forts de la séquence d'entrée au centre-ville.
- Les seuils sont liés par une promenade, au long de laquelle sont disposés une série de points d'intérêts : jeux pour enfants, mobilier sportif, mobilier urbain, etc.
- La topographie est modulée tout au long de la promenade, pour donner du relief aux lieux publics. Du côté ouest se trouve l'arboretum, qui se déploie en hauteur (le niveau du sol va jusqu'à 1,5 mètres de haut), et qui est une métaphore du mont Royal. La topographie permet d'encadrer l'espace et de créer de l'intimité dans les espaces publics centraux. Du côté est se déploie une plaine gazonnée, évocation du fleuve Saint-Laurent. Entre les deux prend place la promenade, un grand trottoir sinueux qui relie l'ensemble des ilots, et qui est bordé du côté ouest par un banc de près de 400 mètres de long.
- La morphogénèse du secteur d'intervention, qui comprend les éléments présents ou passés, sont autant d'intrants pour le design. On compte à ce titre : le viaduc ferroviaire; la rencontre des trames de rues du Faubourg des Récollets et de Griffintown; la présence de l'ancienne rivière Saint-Pierre (aujourd'hui canalisée). Par exemple, cette rivière est évoquée dans les aménagements, à l'endroit où elle se trouvait par le tapis de la section de jeu pour enfants y est de couleur bleu et par des pas japonais dans les sections plantées : un panneau d'interprétation est également installé.

Ces divers éléments participent à la structuration de l'espace; à son partage par les divers usagers.

> ***Note :***
> *Les finalistes souhaitant obtenir plus d'informations sur les intrants en design, le document* Concept d'aménagement *leur est envoyé avec le présent compte-rendu. Une traduction des passages les plus pertinents, qui n'ont pas été abordés dans d'autres documents qui*

leur ont été rendus accessibles ou dans le présent compte-rendu, sera envoyée dans les meilleurs délais.

Les finalistes veulent obtenir des informations sur les essences d'arbres et demandent si certains arbres peuvent être relocalisés.

Note :
Le site d'implantation compte 3 essences d'arbres :
- Micocoulier Occidental (3)
- Érable de norvège Royal Red (1)
- Ginkgo biloba (1)

Par contre, deux arbres (1 micocoulier et 1 érable) qui n'ont pas survécu à leur première année seront replantés ailleurs dans le projet, afin de dégager une superficie plus grande pour accueillir la nouvelle œuvre d'art. Les arbres qui ont été enlevés sont identifiés sur un plan joint au présent compte-rendu.

Les finalistes posent des questions sur les fouilles archéologiques qui ont été faites, notamment au regard de l'occupation autochtone du territoire. Jérémie Carrière rappelle la présence d'un marché à foin et de moulins sur le site.

Note :
Les études de potentiel archéologique réalisées dans le cadre du projet sont transmises aux finalistes avec le présent compte-rendu. Bien que le potentiel préhistorique est noté dans ces rapports, aucun site de cette époque n'a été trouvé lors des fouilles. La Ville est en attente des rapports préliminaires quant aux fouilles réalisées lors des travaux plus récents : il pourra éventuellement être transmis aux finalistes.

Enfin, le troisième aspect est le résultat, ce que Jérémie Carrière illustre entre autres par le biais de photos « avant/après ». Il mentionne que le projet est le premier à avoir obtenu la certification environnementale SITES au Canada (http://www.sustainablesites.org/).

2. Précisions sur le règlement et le programme de l'œuvre

Laurent Vernet revient sur le programme de l'œuvre, tel que décrit au point 3 du programme de concours.

3. Questions concernant les aspects techniques

Les intrants techniques suivants sont abordés avec **François Hubert** :

- Une conduite de drainage est présente à un mètre de la surface, (le détail de la position de la conduite est illustré au plan DWG transmis aux finalistes) sur le site d'implantation de l'œuvre : la Ville devra indiquer la zone de dégagement à respecter autour de celui-ci.
- La Ville vérifiera si la base du pilier de l'autoroute qui se trouvait sur place a été complètement retirée ou arasée.
- La Ville souligne que l'aménagement paysager du site est complété et qu'aucune intervention n'est à venir.
- Les finalistes demandent des précisions sur la composition du sol et sur la présence de remblai.
- Les finalistes demandent où il est possible de se connecter à l'électricité. La Ville mentionne qu'un massif électrique se trouve dans l'axe du trottoir bordant le côté est du site d'implantation. Cela dit, l'opération nécessiterait d'enlever et de remettre les pavés en place, ainsi que de percer et de reconstruire la dalle de béton. La Ville propose aussi la possibilité d'accrocher des appareils d'éclairage aux fûts de lampadaires existants.

> ***Note :***
> *- Drainage : un plan en format .pdf illustrant la position de la conduite de drainage est transmis avec le présent compte-rendu. En s'appuyant sur les documents techniques fournis par la Ville (niveau, type et position de la conduite et composition du sol), les finalistes doivent démontrer que leur proposition n'affectera pas le drainage du site.*
> *- Pilier : un plan en format .pdf illustrant la position du pilier avec le présent compte-rendu.*
> *- Composition du sol : le détail de la composition du sol du site d'implantation est transmis avec le présent compte-rendu.*
> *-Alimentation électrique : La Ville validera la possibilité de fournir une alimentation électrique au site d'implantation.*

D'autres questions portent sur les contraintes associées à l'œuvre :
- Il est écrit dans le document de concours qu'on ne peut éclairer vers le haut. Laurent Vernet explique que l'on peut éclairer un objet vers le haut, mais qu'on ne peut simplement diriger la lumière directement vers le ciel.
- Parmi les contraintes qui devront être prises en compte lors de l'installation de l'œuvre, on compte l'obligation d'obtenir un plan de mobilisation signé et scellé par un ingénieur du Québec, ainsi que l'embauche de signaleurs si l'installation nécessite l'occupation de la rue. Il faut également envisager que certaines étapes de l'installation se déroulent en dehors des heures de pointe (la nuit, tôt la fin de semaine, etc.). De plus, l'installateur retenu par l'artiste devra protéger adéquatement les aménagements. Les finalistes sont invitées à considérer, dans

le développement de leur budget, ces éléments.
De manière complémentaire, la lauréate sera responsable d'obtenir des permis pour l'occupation du domaine public lors de l'installation de l'œuvre. Ceux-ci pourront être obtenus gratuitement via l'arrondissement de Ville-Marie, sur présentation du contrat entre l'artiste et la Ville (pour plus d'informations : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7317,78653616&_dad=portal&_schema=PORTAL).
- Des questions sur le déneigement permettent de préciser que l'œuvre et son site ne seront pas déneigés : par contre, la promenade centrale et les trottoirs sont déneigés.
- La lauréate du concours devra fournir une garantie de trois ans à la Ville, qui couvre les défauts de conception et de fabrication.
- Bien qu'elle ne soit pas proscrite, l'utilisation de matériaux réfléchissants doit tenir compte du fait qu'il ne faut pas éblouir ou distraire les automobilistes comme les cyclistes qui empruntent les voies à proximité.

4. Budget, travaux à la charge de l'artiste et de la Ville

Laurent Vernet réfère au point 7 du document de concours, qui comprend le budget total du contrat du lauréat du concours (825 000$, avant taxes) et les services qui doivent être fournis par le lauréat.

Puisque le chantier est terminé, le contrat de l'artiste est « clés en main » pour la Ville et comprend tous les services reliés à la réalisation et à l'installation de l'œuvre d'art.

5. Matériel à produire

Les discussions permettent à tous de s'entendre sur le matériel qui devra être produit :

- Un maximum de six planches de format A1, montées sur un support rigide de type *foamcore*. Trois de ces planches seront des photomontages obligatoirement réalisées à partir des photos fournies par la Ville (**à venir en août**). Les trois autres planches sont libres.

- Une modélisation de l'œuvre d'art à partir de la maquette 3D qui sera fournie par la Ville, en format SketchUp **d'ici le 1er octobre 2018**. Le format de la présentation de cette modélisation (vidéo, planches, etc.) est laissée libre. De plus, la Ville marquera dans la maquette 3D les trois points de vue obligatoires pour réaliser les photomontages.

- Un élément supplémentaire, au choix de la finaliste, qui permettra de comprendre et d'apprécier sa proposition.

Laurent Vernet réfère au point 14 du document de concours, pour le reste du matériel de prestation à produire, soit : un échantillon de chacun des matériaux qui composera l'œuvre; un document descriptif (avec texte, description

technique, calendrier, budget, devis d'entretien), à fournir en **huit** exemplaires.

Enfin, en vue de la présentation au jury, les finalistes pourront préparer une présentation PowerPoint, qu'il n'est pas obligatoire de déposer avec le matériel de prestation. Cette présentation ne pourra toutefois inclure que le matériel visuel remis avec le matériel de prestation.

6. Calendrier

Les échéanciers du concours et du projet sont les suivants :

- Dépôt du matériel de prestation : le lundi **26 novembre 2018 à midi**, heure de Montréal
- Présentation au jury : le vendredi **7 décembre**
- Installation et inauguration de l'œuvre : automne 2019

> ***Note :***
> *Afin de fournir un calendrier de réalisation le plus précis possible, les finalistes sont invitées à développer leurs échéanciers en tenant compte du fait que la lauréate disposera d'une période de **neuf mois** pour la réalisation de l'œuvre et son installation. Ce délai débutera à l'octroi du contrat à l'artiste par les instances de la Ville.*

À la suite d'une question d'une finaliste sur les périodes de naturalisation, **Jérémie Carrière** précise que le printemps et l'automne sont privilégiés pour la plantation.

7. Séquence des présentations des propositions

L'ordre des présentations est déterminé par tirage au sort :

9 h 30	Nadia Myre
10 h 30	Jill Anholt
11 h 30	Tiffany Shaw-Collinge
13 h	Giorgia Volpe

8. Contrats

Les finalistes ont reçu par courriel, préalablement à la rencontre, leur contrat accompagné de la *Politique de gestion contractuelle* de la Ville. Elles procèdent à la signature des documents et les remettent au responsable du concours.

Elles recevront un premier versement de leurs honoraires, sur transmission d'une

facture (3 000$ plus taxes, le cas échéant), à la suite de la lecture du présent compte-rendu qui est annexé à leur contrat.

9. Visite du site

La visite de site permet de revenir sur certains éléments présentés dans la salle de réunion.

10. Documents à transmettre

Les finalistes ont reçu, préalablement à la rencontre, les documents suivants :
- Des plans d'arpentage tels que construit :
- L'étude *Évolution du secteur et principes de reconstruction urbaine* de Christian Thiffault;
- Le rapport de fouilles et supervisions archéologiques de 2011 et 2012 et ses annexes, de mars 2015, et le rapport préliminaire d'intervention d'avril 2017, produits par la firme Ethnoscop.

Avec le présent compte-rendu, les finalistes reçoivent :
- La présentation de Jérémie Carrière;
- Le document *Concept d'aménagement*, produit par l'équipe du projet Bonaventure;
- Le document *Griffintown. Étude de potentiel archéologique et planification d'interventions archéologiques au terrain* d'avril 2007, produit par la firme Ethnoscop;
- Le document *Réaménagement de l'autoroute Bonaventure entre la rue Saint-Jacques et la rue Brennan. Étude de potentiel archéologique* de décembre 2007, produit par la firme SACL inc;
- Un plan colligeant tous les intrants techniques du site d'intervention;
- Un plan illustrant la conduite de drainage;
- Un plan illustrant la position du pilier;
- Le détail de la composition du sol du site d'implantation;
- Un plan sur lequel sont indiqués les arbres qui seront relocalisés;
- La fiche technique des appareils d'éclairage existants;
- La grille budgétaire que les finalistes doivent employer.

Les finalistes recevront ultérieurement :
- Les photos à partir desquelles elles devront réaliser leurs planches;
- Une traduction des passages pertinents du document *Concept d'aménagement*
- La maquette SketchUp du projet mise à jour;
- Un plan d'alimentation électrique;
- Le rapport sur les dernières fouilles archéologiques, si celui-ci est prêt avant la fin du concours.

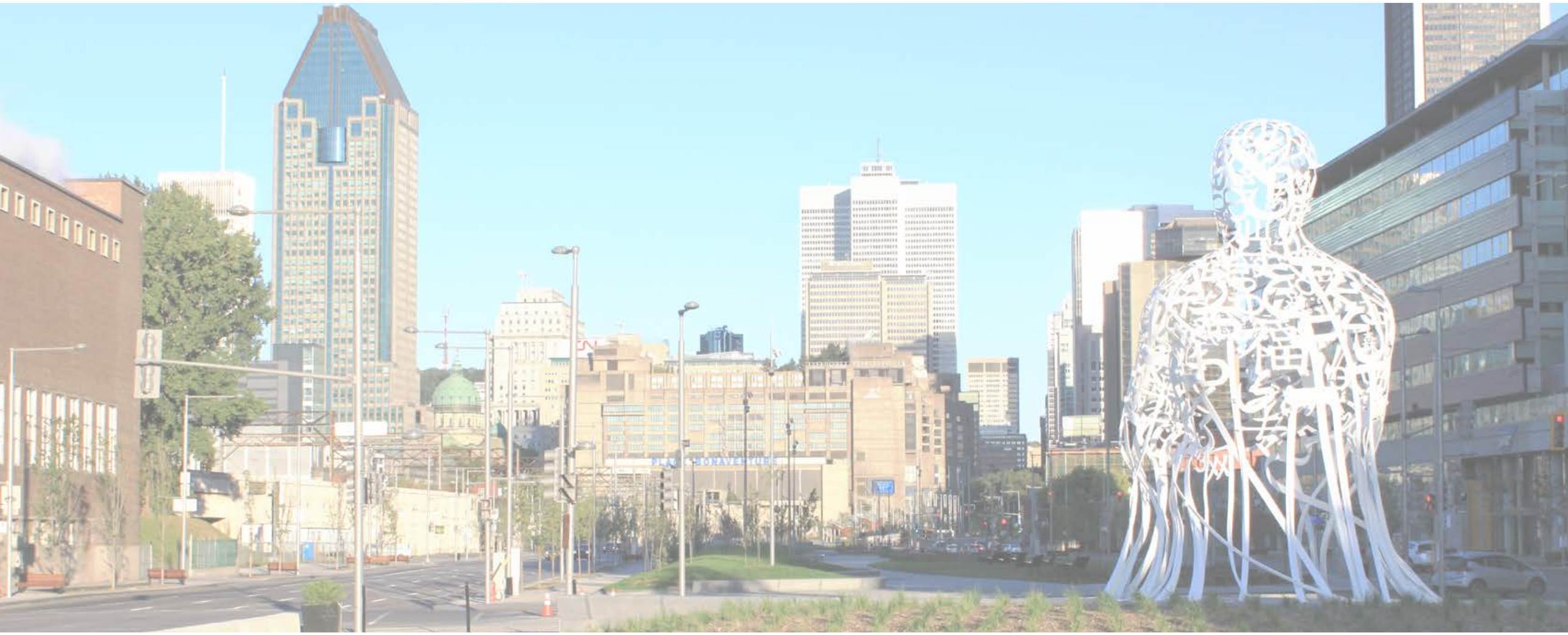
11. Communications

Toute question doit être envoyée par courriel au responsable du concours.

Laurent Vernet, qui se chargera d’obtenir les informations et de les partager à toutes les finalistes.

Il est interdit de contacter les Contractants de la Ville qui ont collaboré au projet Bonaventure, notamment les archéologues et les architectes paysgagistes.

Les finalistes peuvent demander au responsable du concours des traductions anglaises de certains passages des documents de référence. La Ville pourra les faire traduire, dans la mesure des disponibilités budgétaires du projet et dans les temps exigés par ses fournisseurs de services.



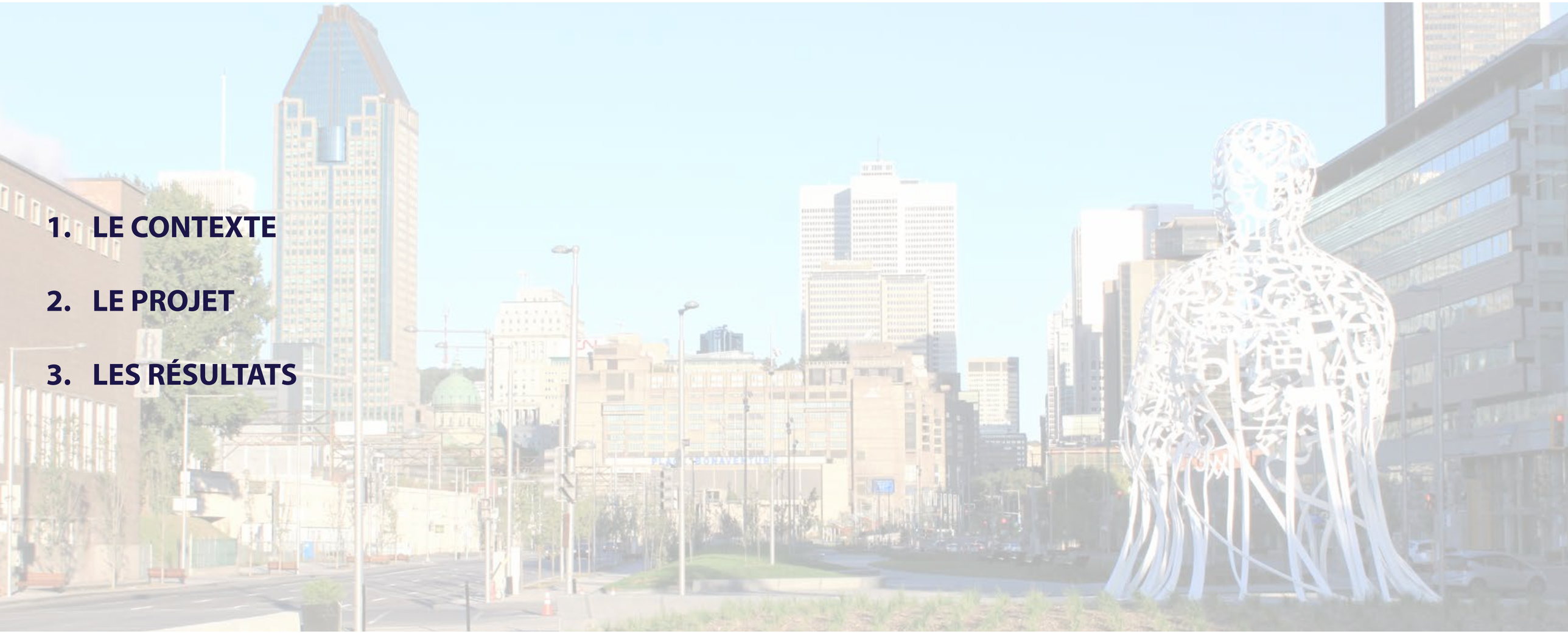
PROJET BONAVENTURE

20 juillet 2018
ÂME 2018 - Congrès ICU

Pierre Sainte-Marie et Jérémie Carrière

Montréal

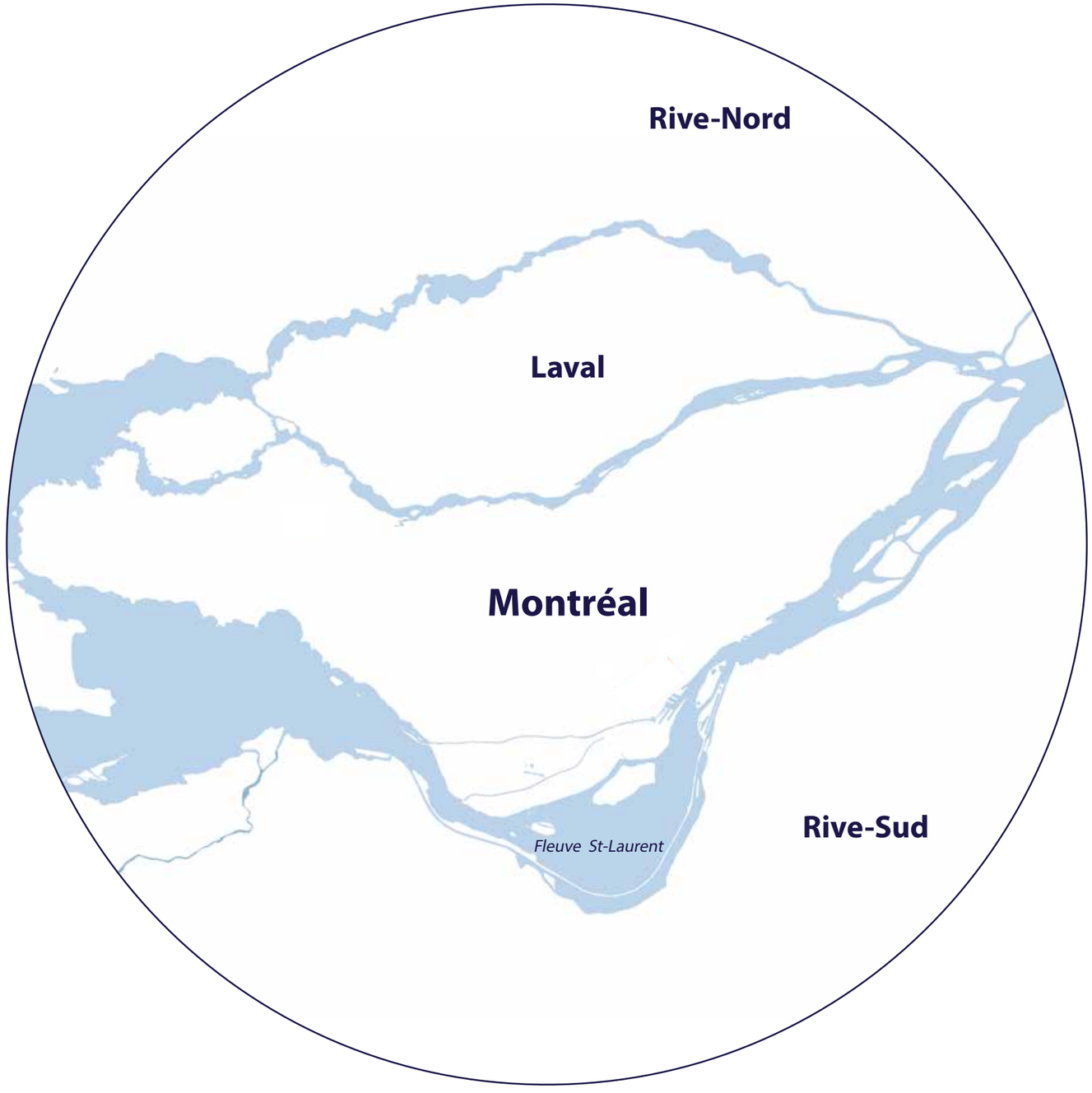
PLAN DE LA PRÉSENTATION



1. LE CONTEXTE
2. LE PROJET
3. LES RÉSULTATS

1. LE CONTEXTE

LOCALISATION



1. LE CONTEXTE

LOCALISATION



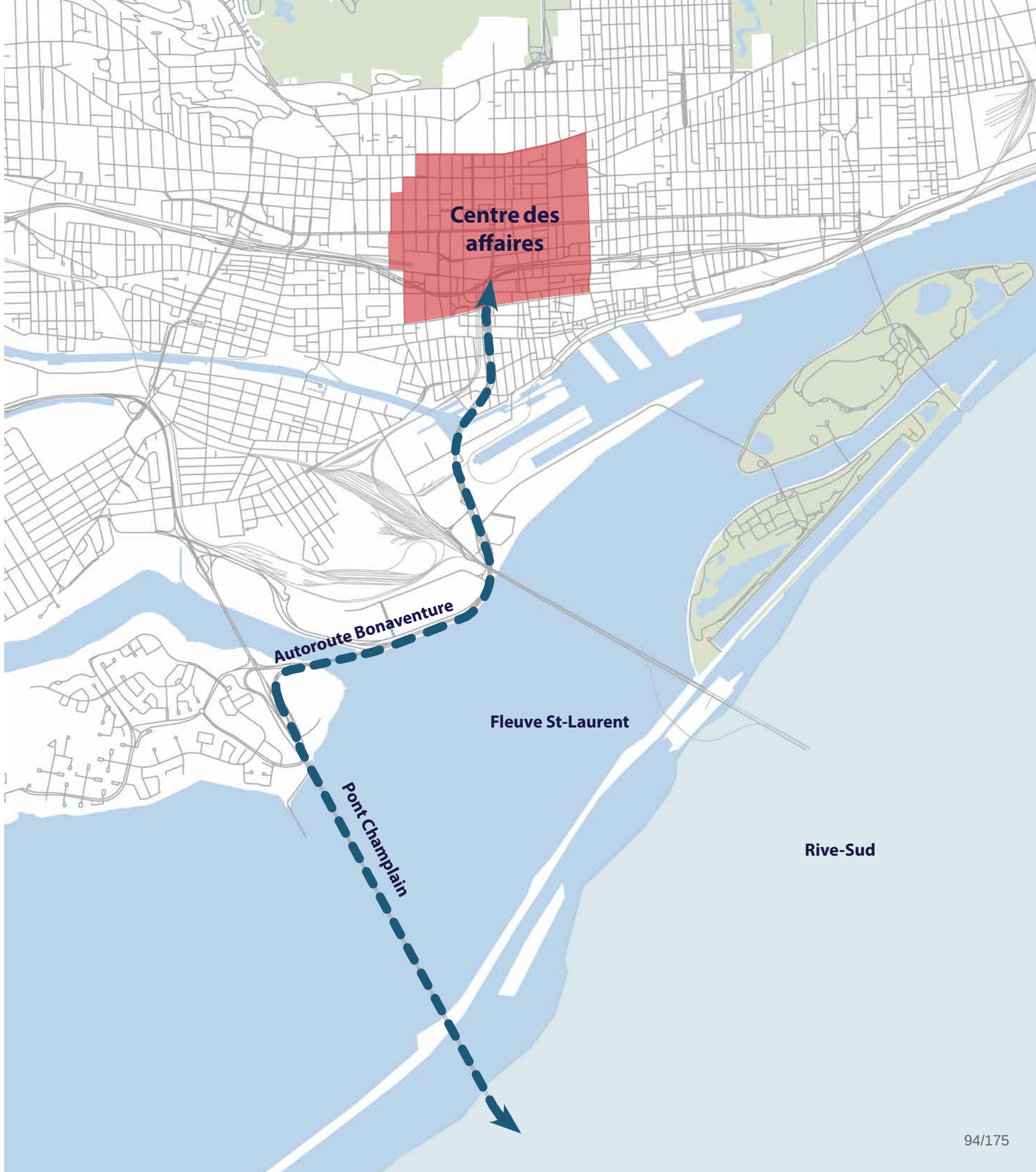
1. LE CONTEXTE

LOCALISATION



1. LE CONTEXTE

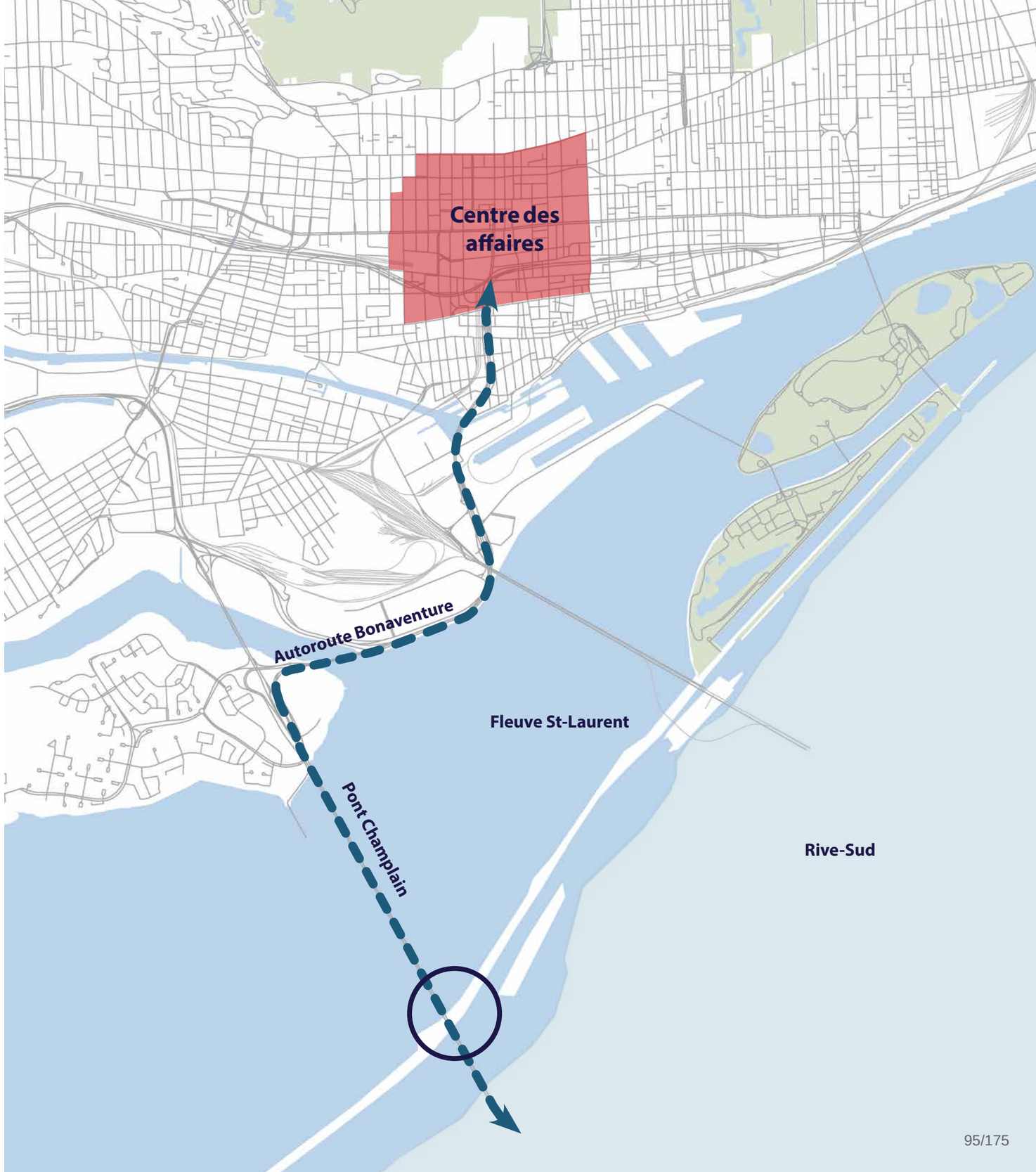
L'AXE CHAMPLAIN-BONAVENTURE



1. LE CONTEXTE

1958 - 1962
CONSTRUCTION DU PONT CHAMPLAIN

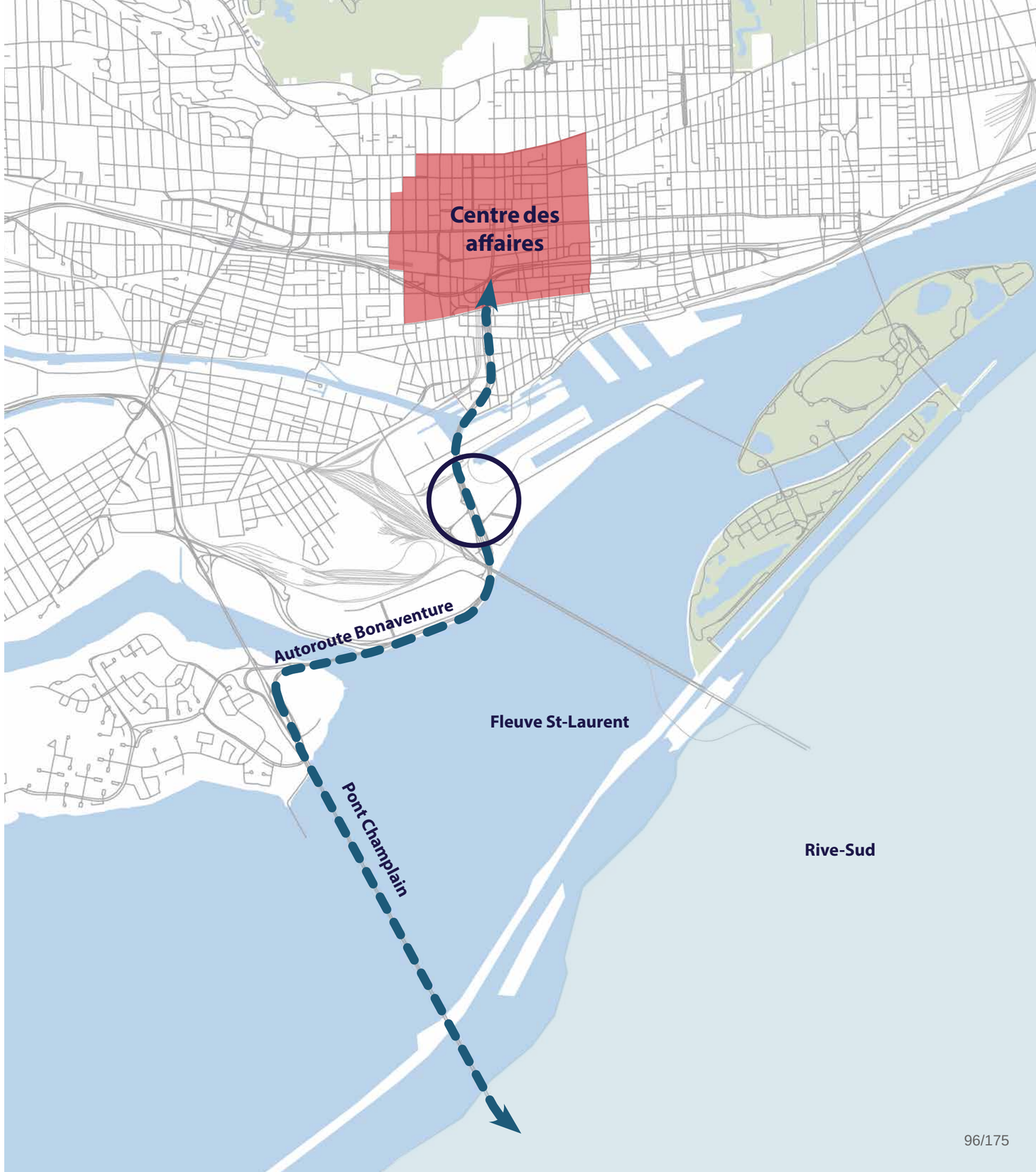




1. LE CONTEXTE

1966 - 1967
CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE BONAVENTURE





1. LE CONTEXTE

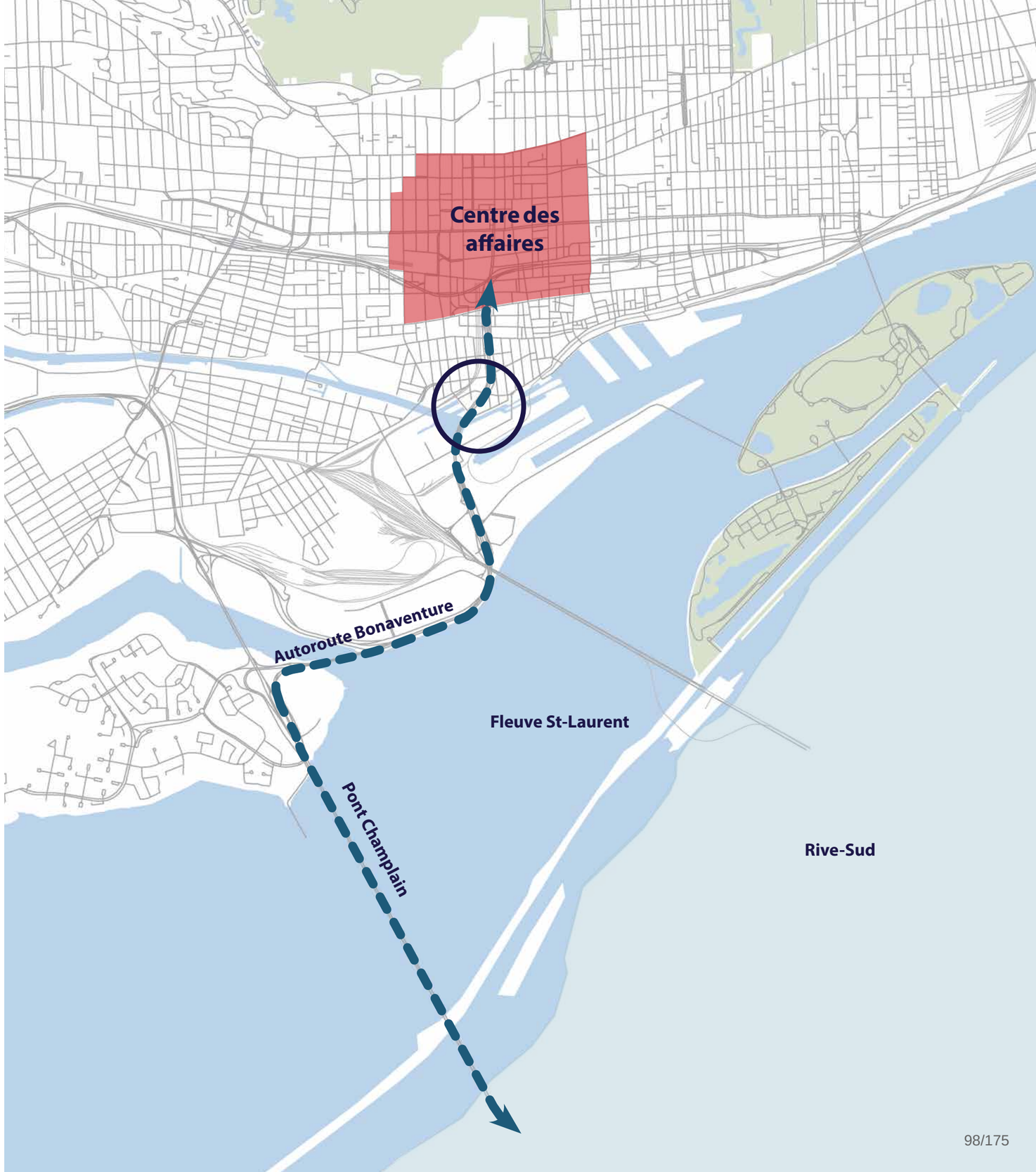
DEUX PROPRIÉTAIRES DISTINCTS



1. LE CONTEXTE

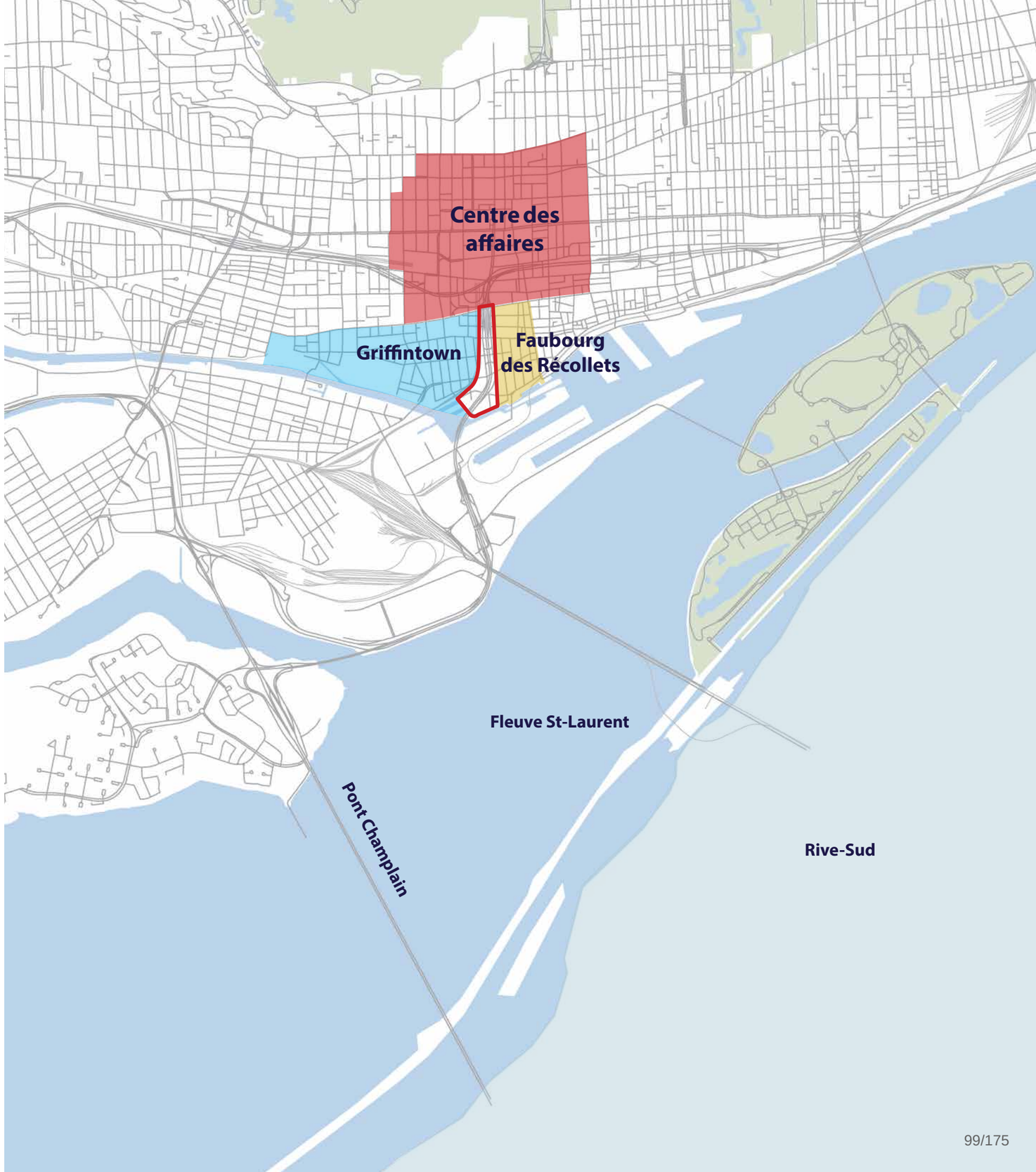
2011
INFRASTRUCTURE INCOMPATIBLE AVEC LES QUARTIERS ADJACENTS





1. LE CONTEXTE

LES SECTEURS ADJACENTS



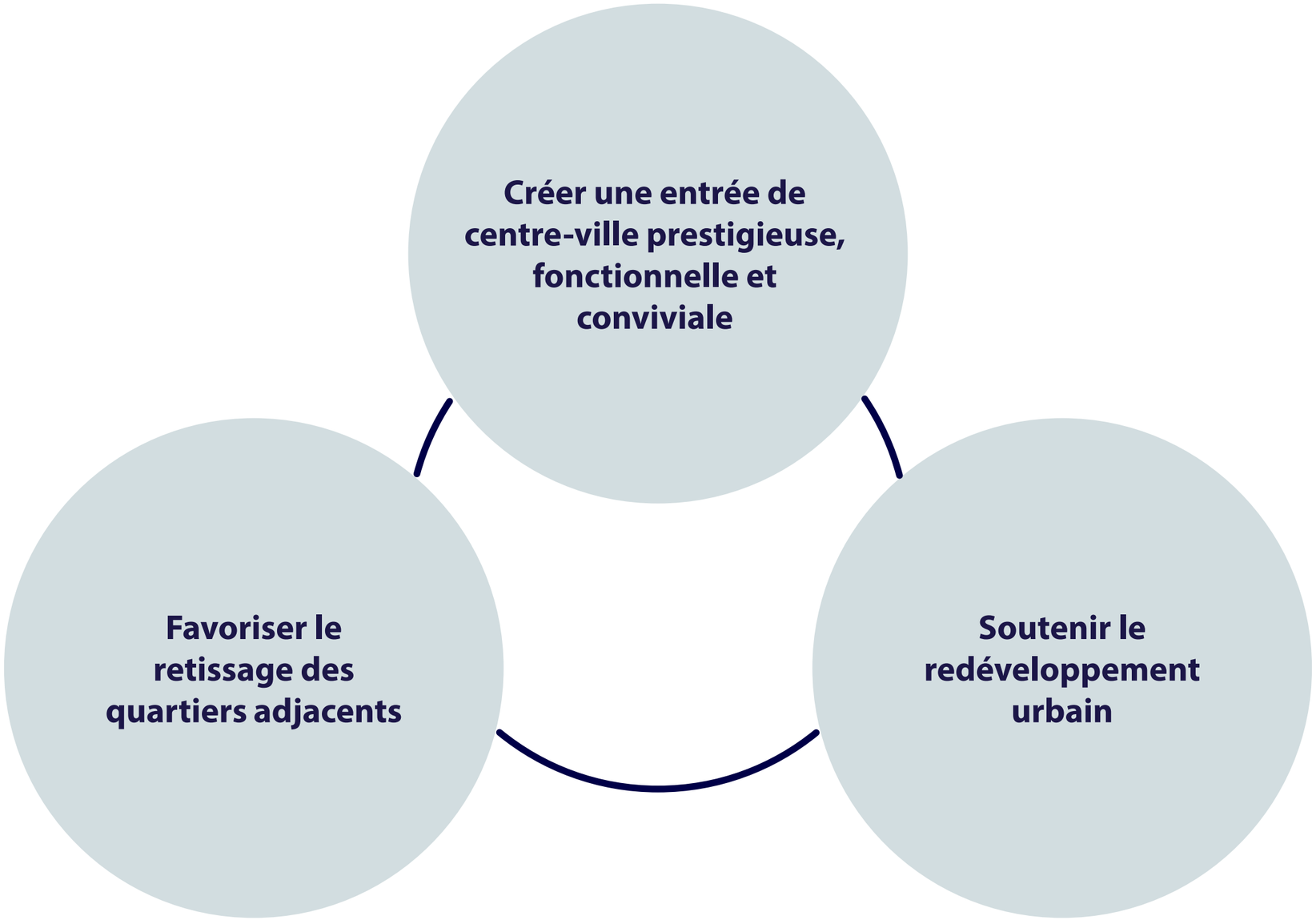
Limites du projet

1. LE CONTEXTE



1. LE CONTEXTE

OBJECTIFS

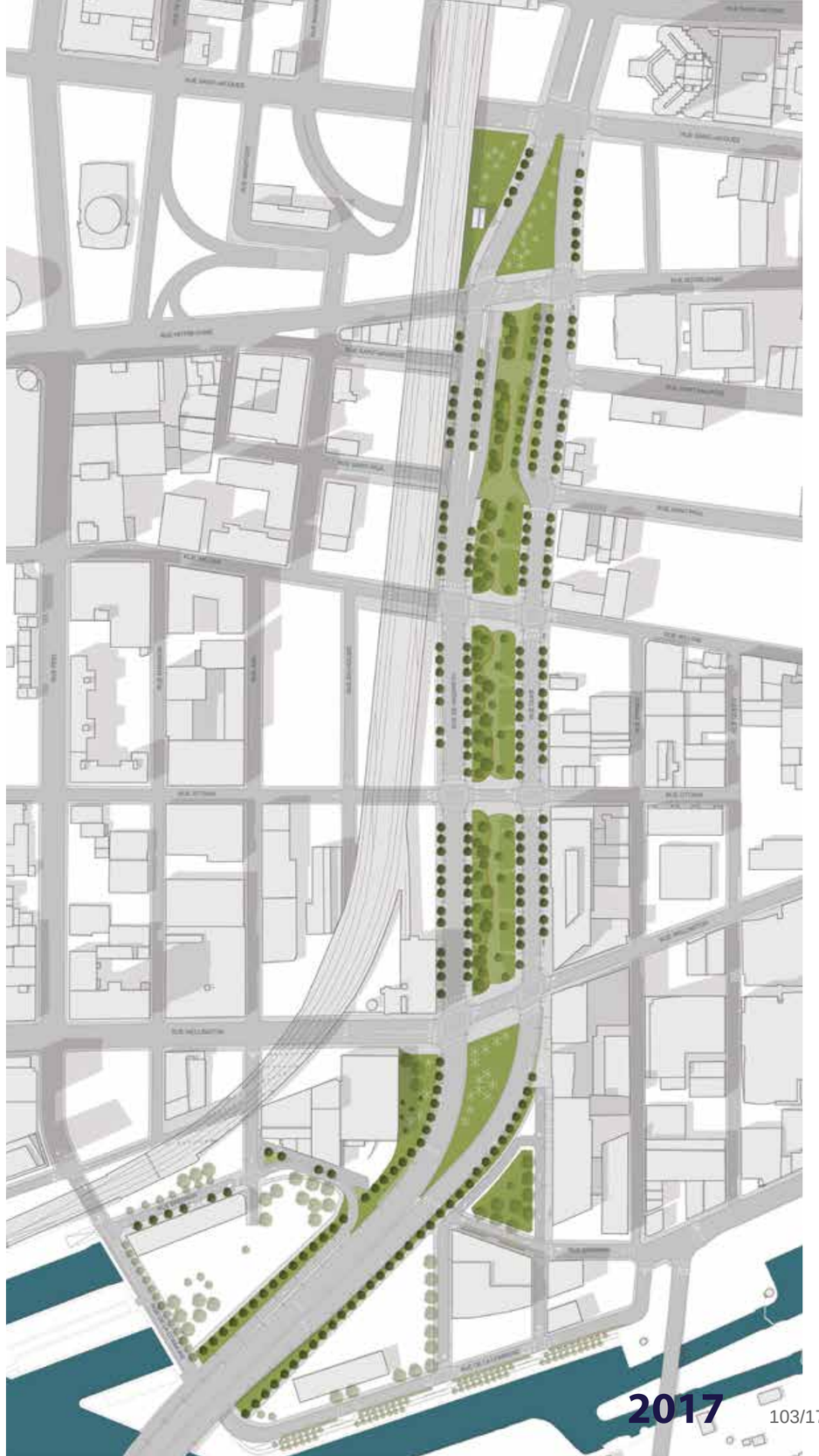


1. LE CONTEXTE



1. LE CONTEXTE





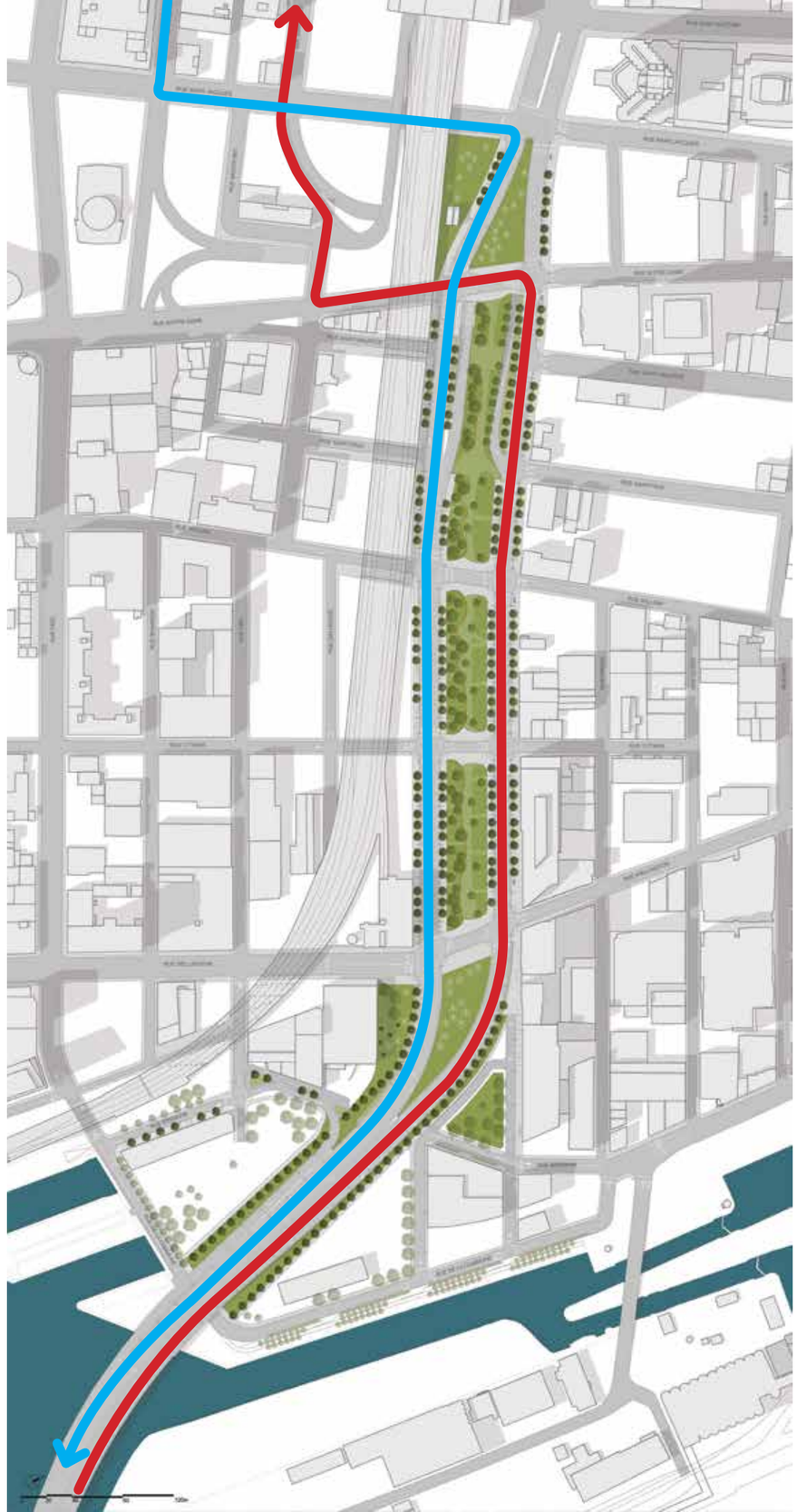
2. LE PROJET

- **TRANSPORT ET MOBILITÉ**
- **LIEUX PUBLICS**
- **SÉQUENCE DES TRAVAUX ET BUDGET**

TRANSPORT COLLECTIF :

- VOIE RÉSERVÉE AUX AUTOBUS EN DIRECTION DU CENTRE-VILLE
- VOIE RÉSERVÉE AUX AUTOBUS EN DIRECTION DE LA RIVE-SUD

1900 BUS/JOUR



2. LE PROJET | TRANSPORT ET MOBILITÉ

CIRCULATION AUTOMOBILE :

- **3 VOIES VERS LE CENTRE-VILLE + LA VOIE RÉSERVÉE AUX AUTOBUS**

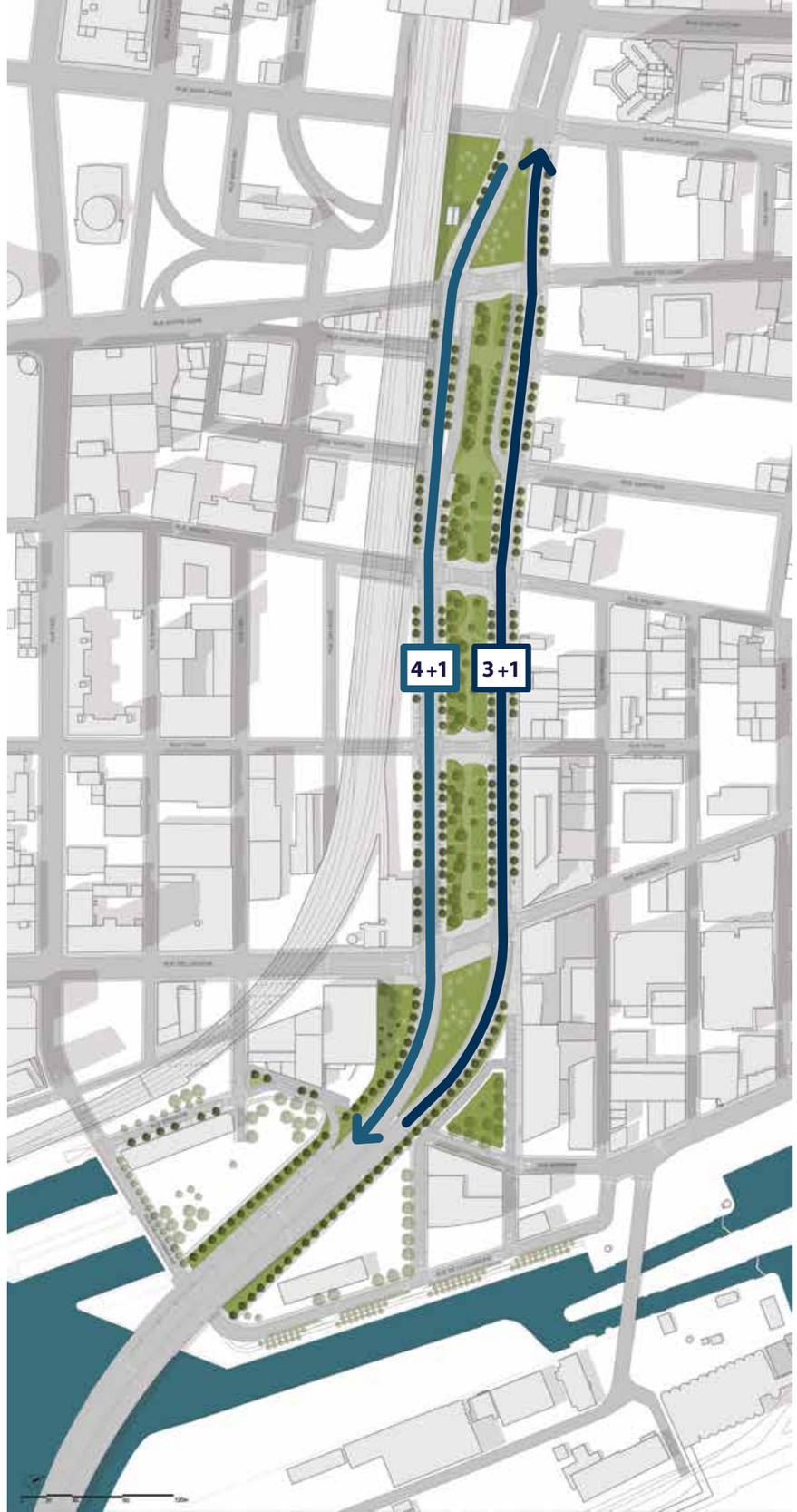


2. LE PROJET | TRANSPORT ET MOBILITÉ

CIRCULATION AUTOMOBILE :

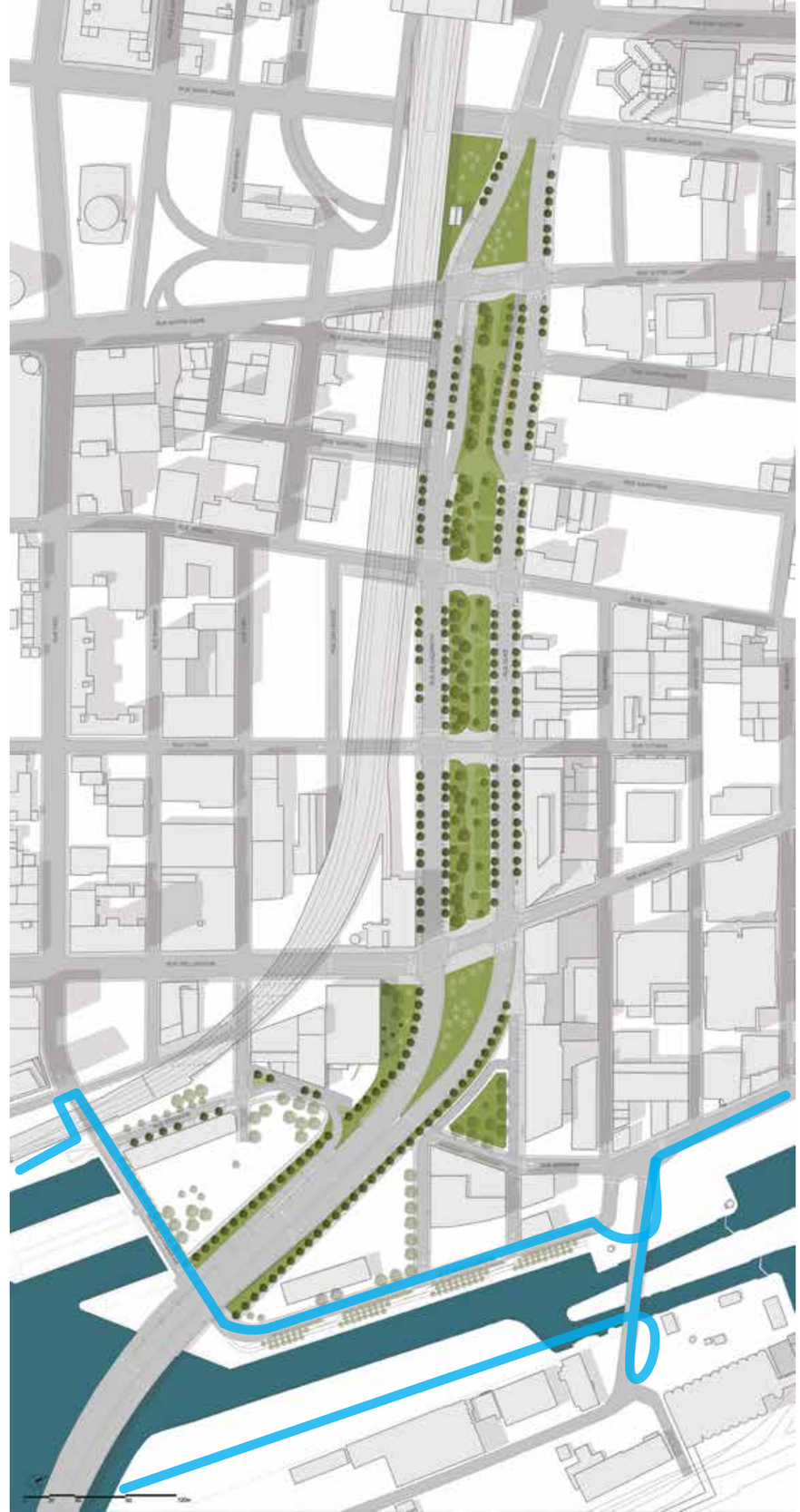
- **3 VOIES VERS LE CENTRE-VILLE + LA VOIE RÉSERVÉE AUX AUTOBUS**
- **4 VOIES VERS LA RIVE-SUD + LA VOIE RÉSERVÉE AUX AUTOBUS**

POINTE HORAIRE AM: 4000 VÉHICULES
POINTE HORAIRE PM: 4800 VÉHICULES



CIRCULATION À VÉLO :

- **AMÉNAGEMENTS PRÉALABLES**

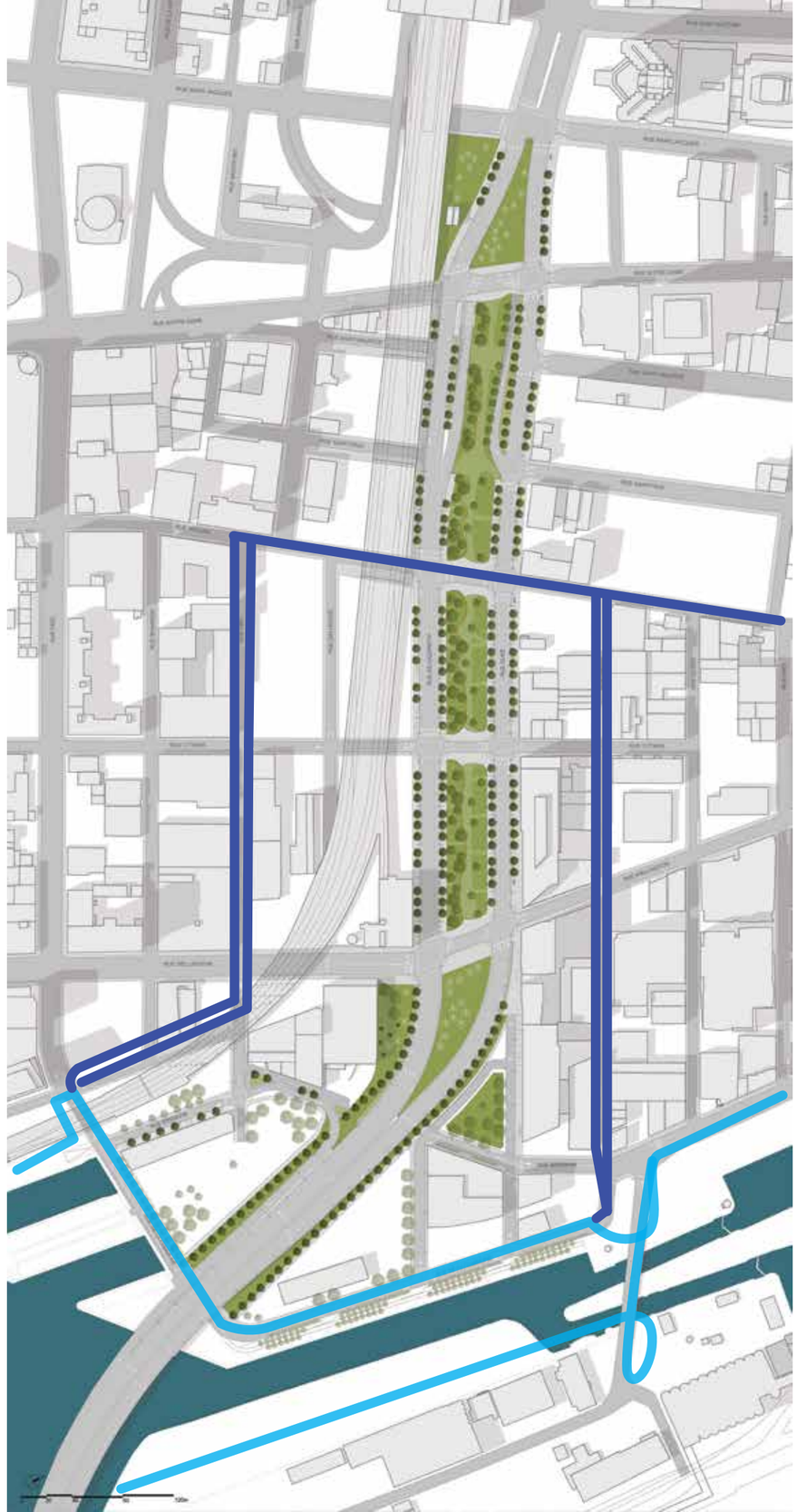


2. LE PROJET | TRANSPORT ET MOBILITÉ

CIRCULATION À VÉLO :

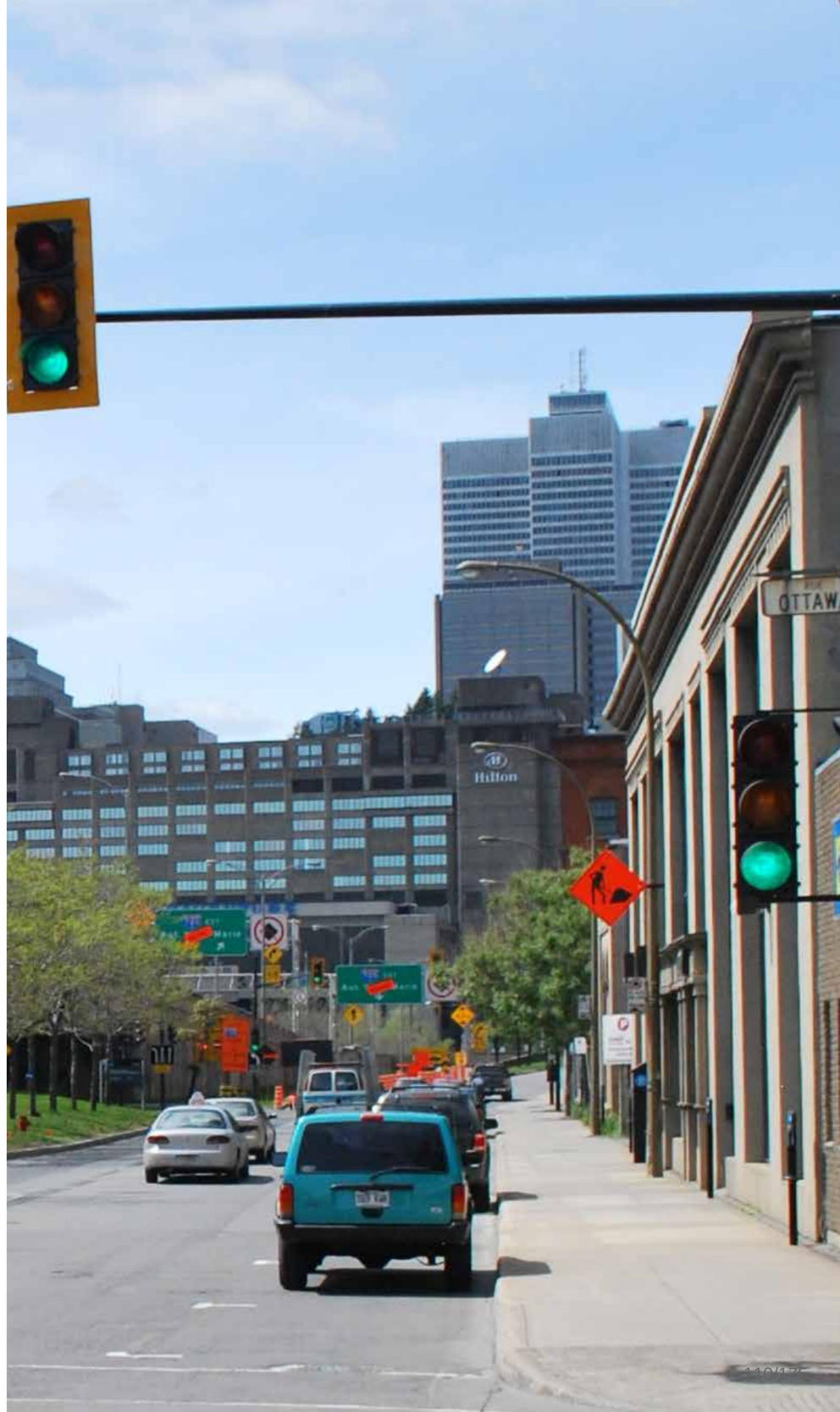
- **AMÉNAGEMENTS PRÉALABLES**
- **AMÉNAGEMENTS AJOUTÉS**

1,6 km DE NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS CYCLABLES



CIRCULATION PIÉTONNE EN 2011:

TROTTOIRS DE LARGEUR VARIABLE (de 1,5m à 3m)



CIRCULATION PIÉTONNE EN 2017:

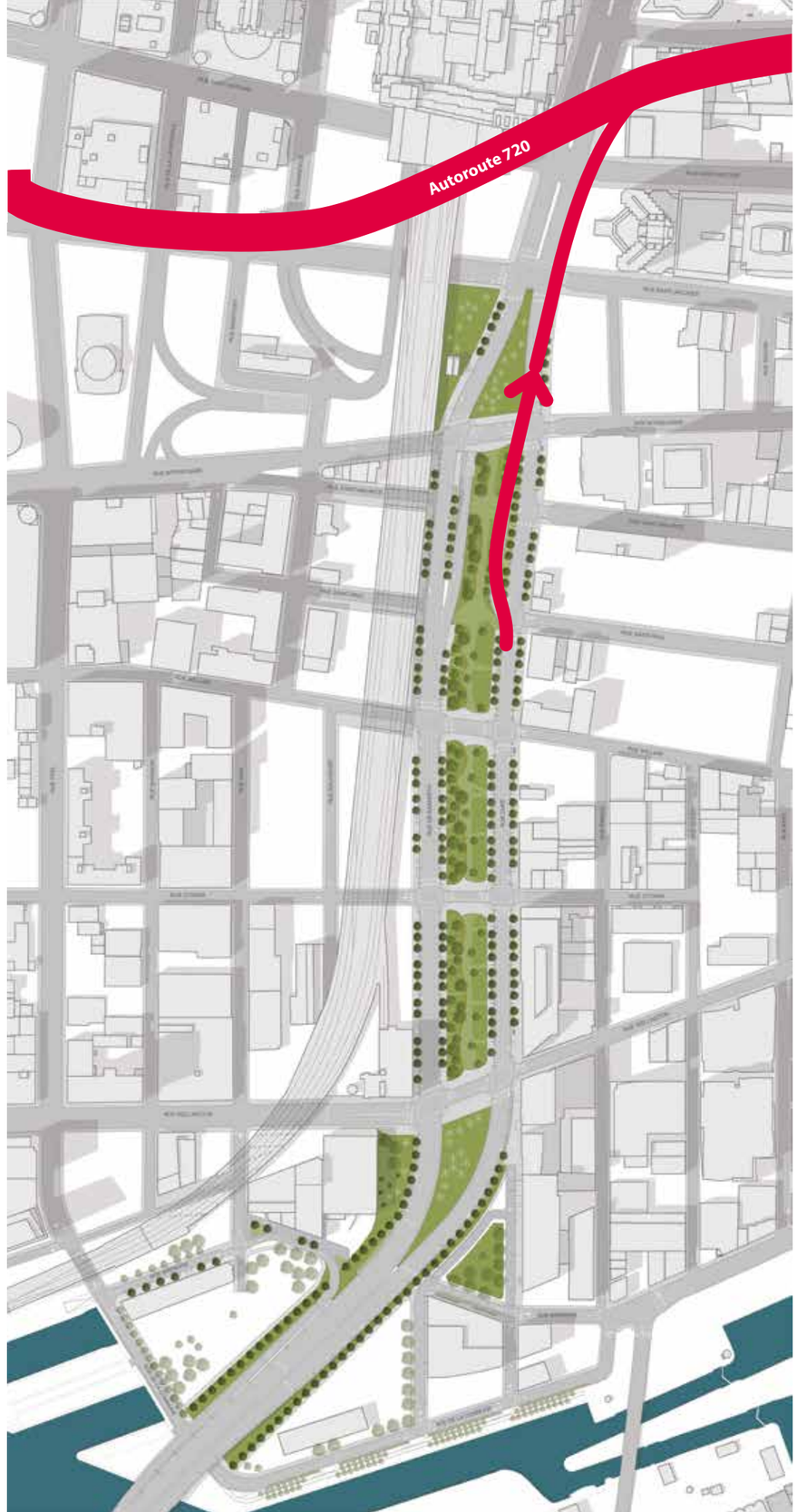
TROTTOIRS PLANTÉS DE 6M

PLUS DE 1000 PIÉTONS/HEURE DURANT LES POINTES DU MATIN ET DU SOIR



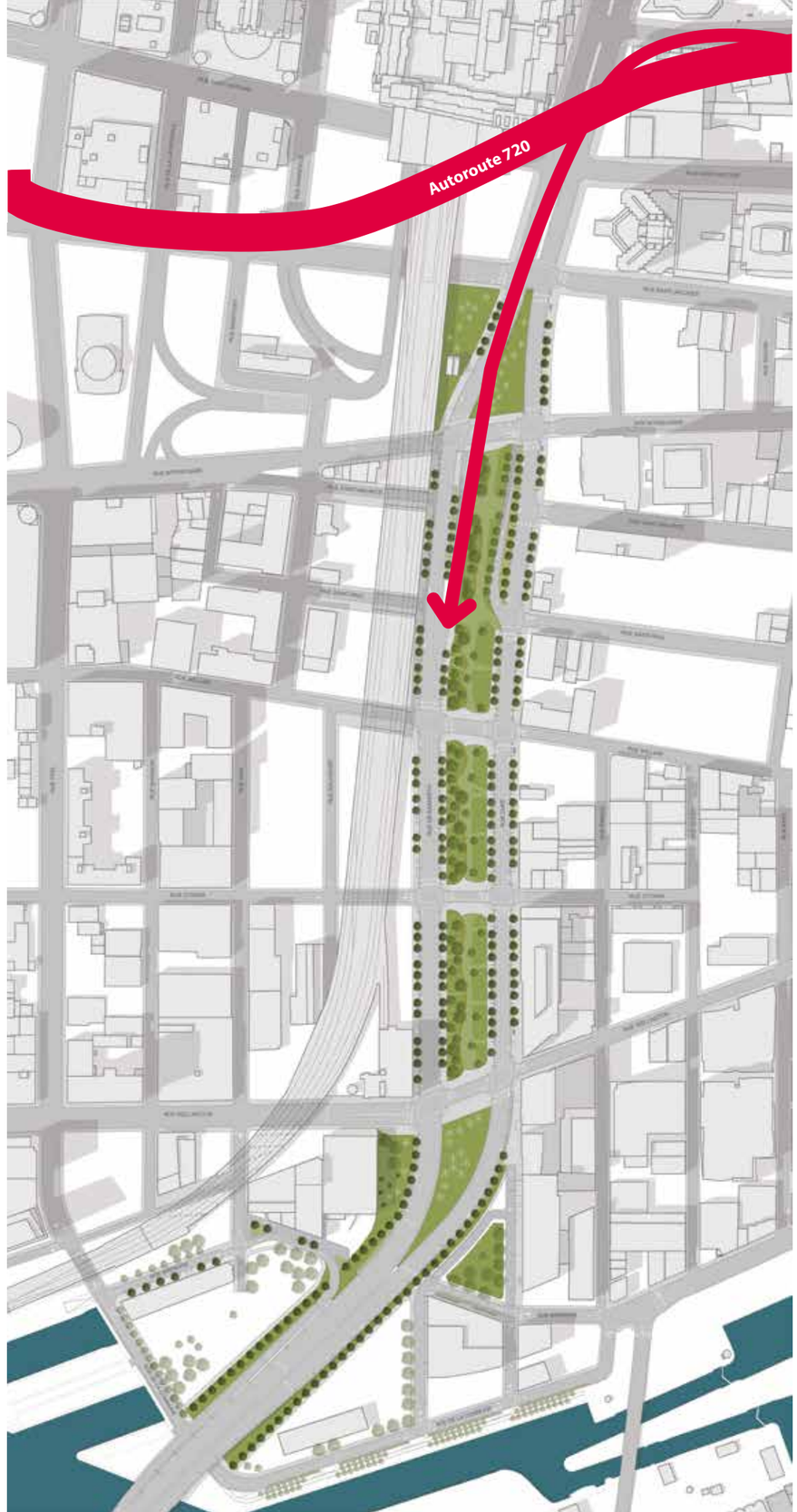
RÉAMÉNAGEMENT DES BRETELLES DE L'AUTOROUTE 720 - EN TUNNEL:

NOUVELLE BRETELLE D'ACCÈS À L'AUTOROUTE 720



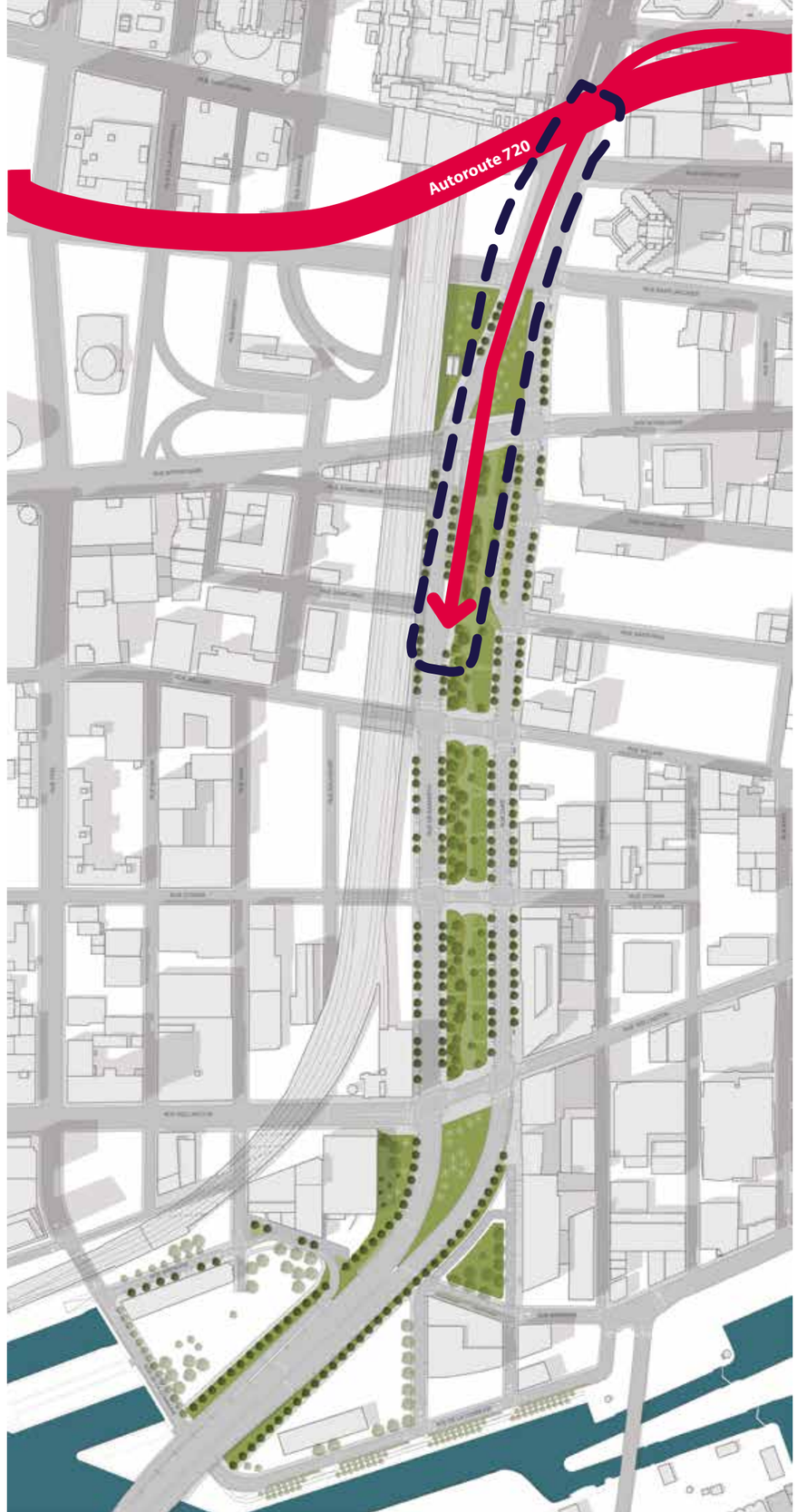
RÉAMÉNAGEMENT DES BRETELLES DE L'AUTOROUTE 720 - EN TUNNEL:

NOUVELLE BRETELLE DE SORTIE DE L'AUTOROUTE 720



IMPLANTATION D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT INTELLIGENT (STI) :

DÉTECTION DES FILES D'ATTENTE DANS LA BRETELLE DE SORTIE

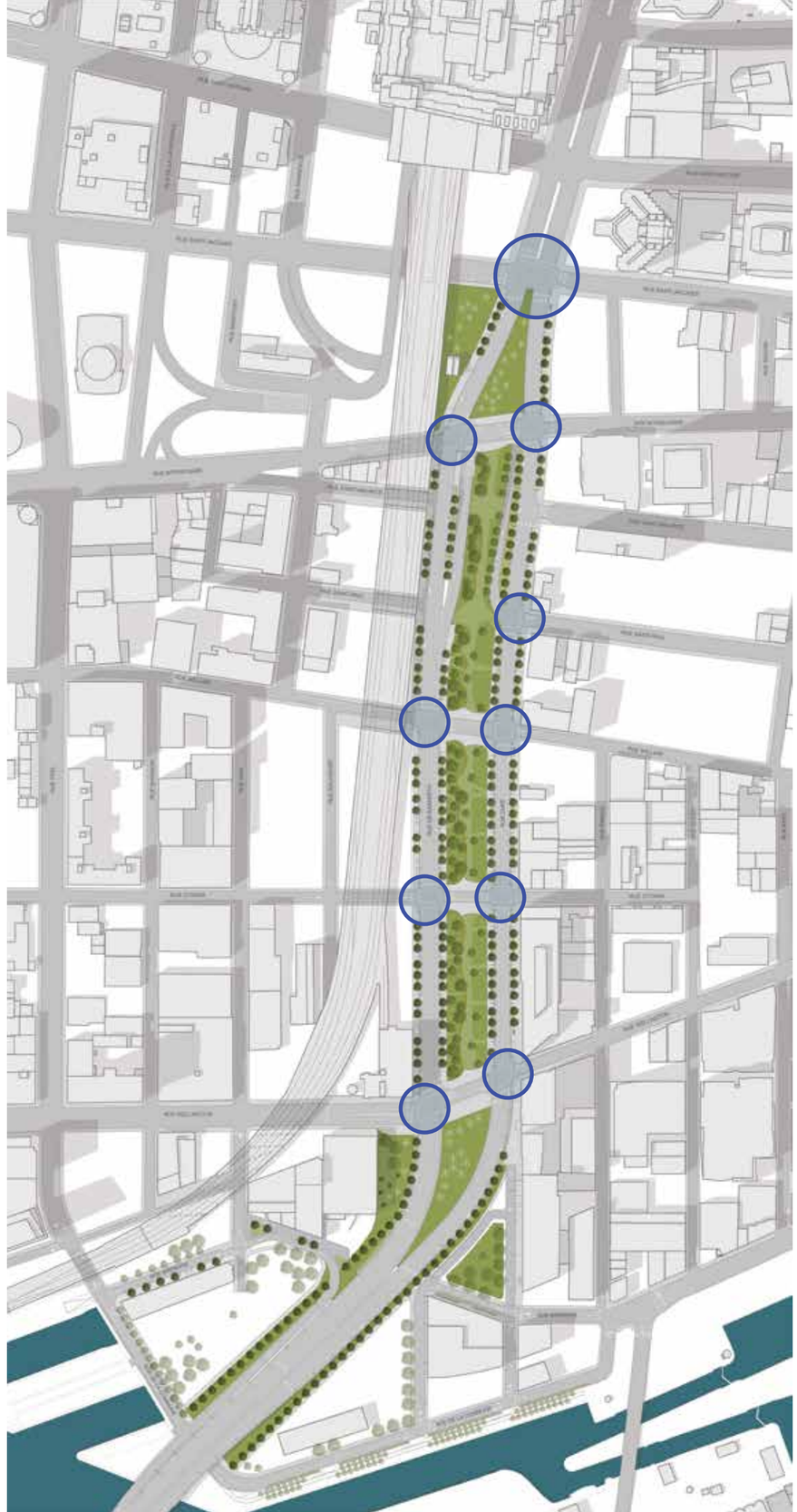


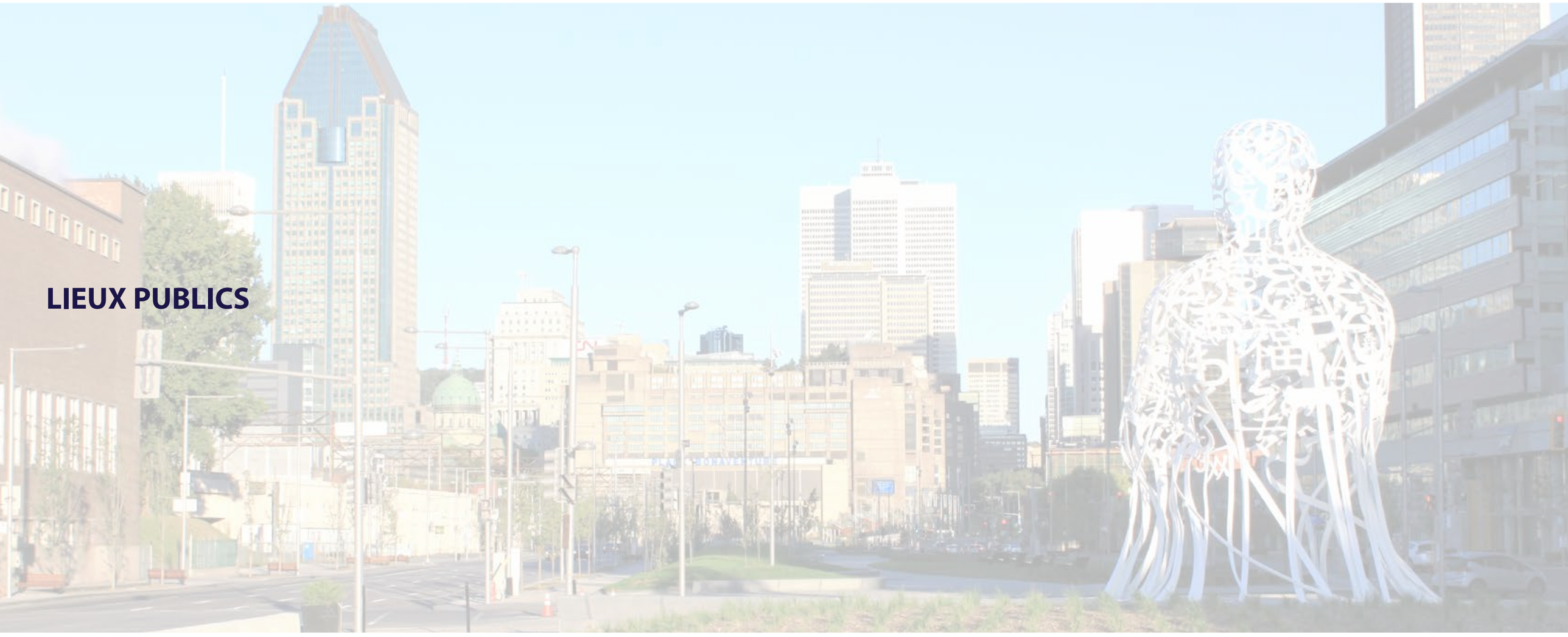
- *11 CAMÉRAS DE DÉTECTION INFRAROUGE*
- *5 CAMÉRAS DE SURVEILLANCE*

IMPLANTATION D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT INTELLIGENT (STI) :

GESTION DYNAMIQUE DES FEUX DE CIRCULATION

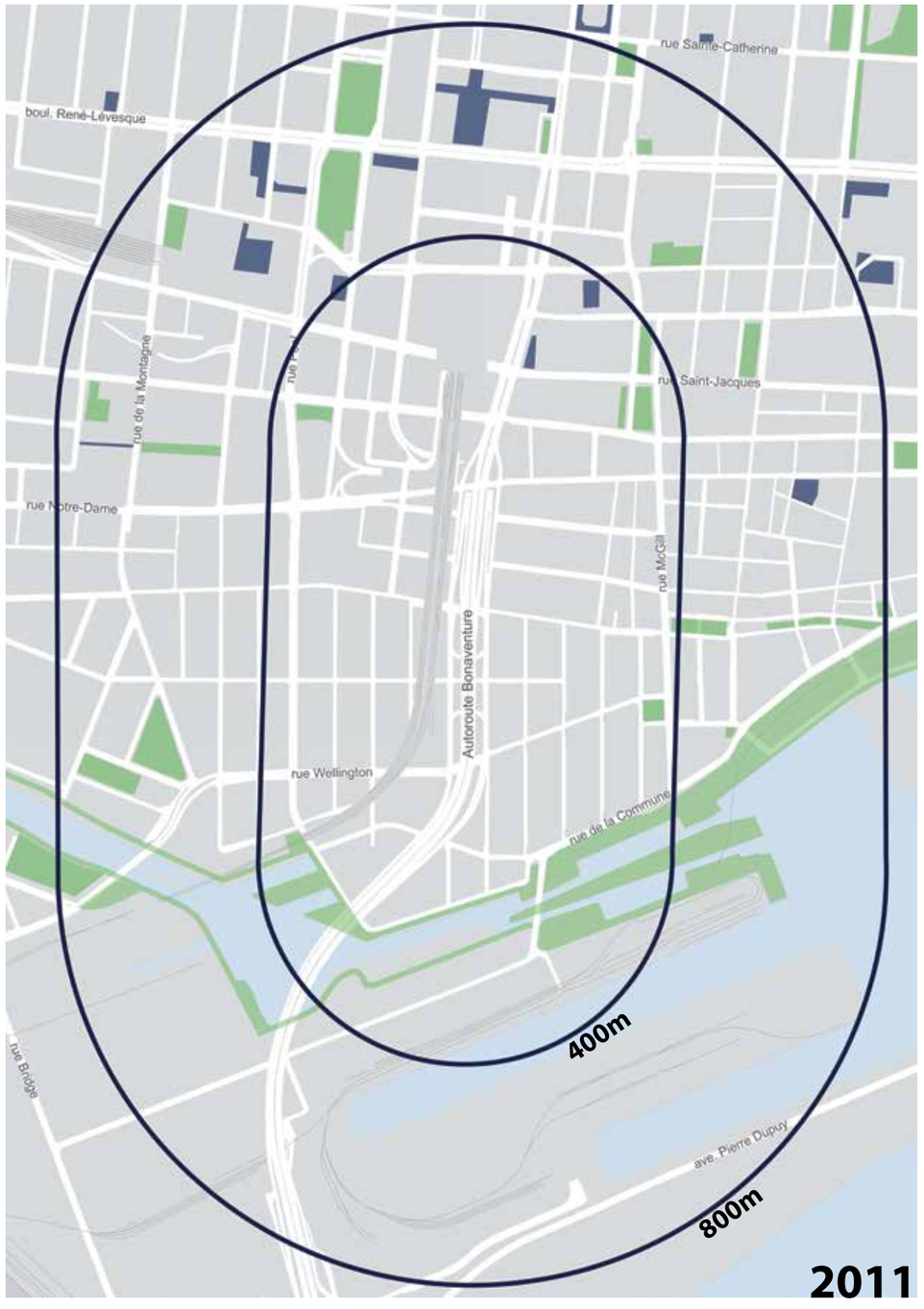
- *30 DÉTECTEURS*
- *9 CAMÉRAS DE SURVEILLANCE*





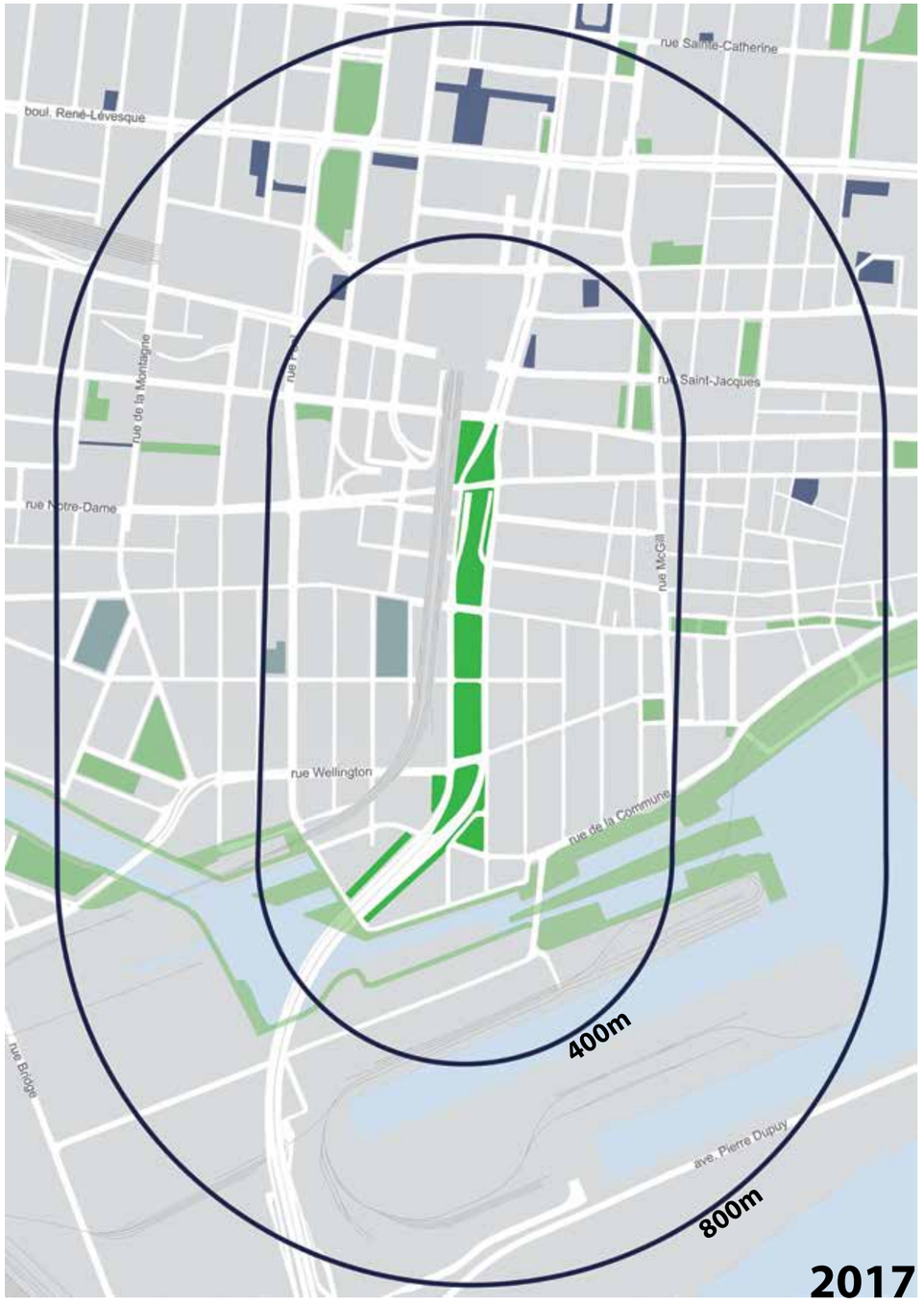
LIEUX PUBLICS

LIEUX PUBLICS - 2011

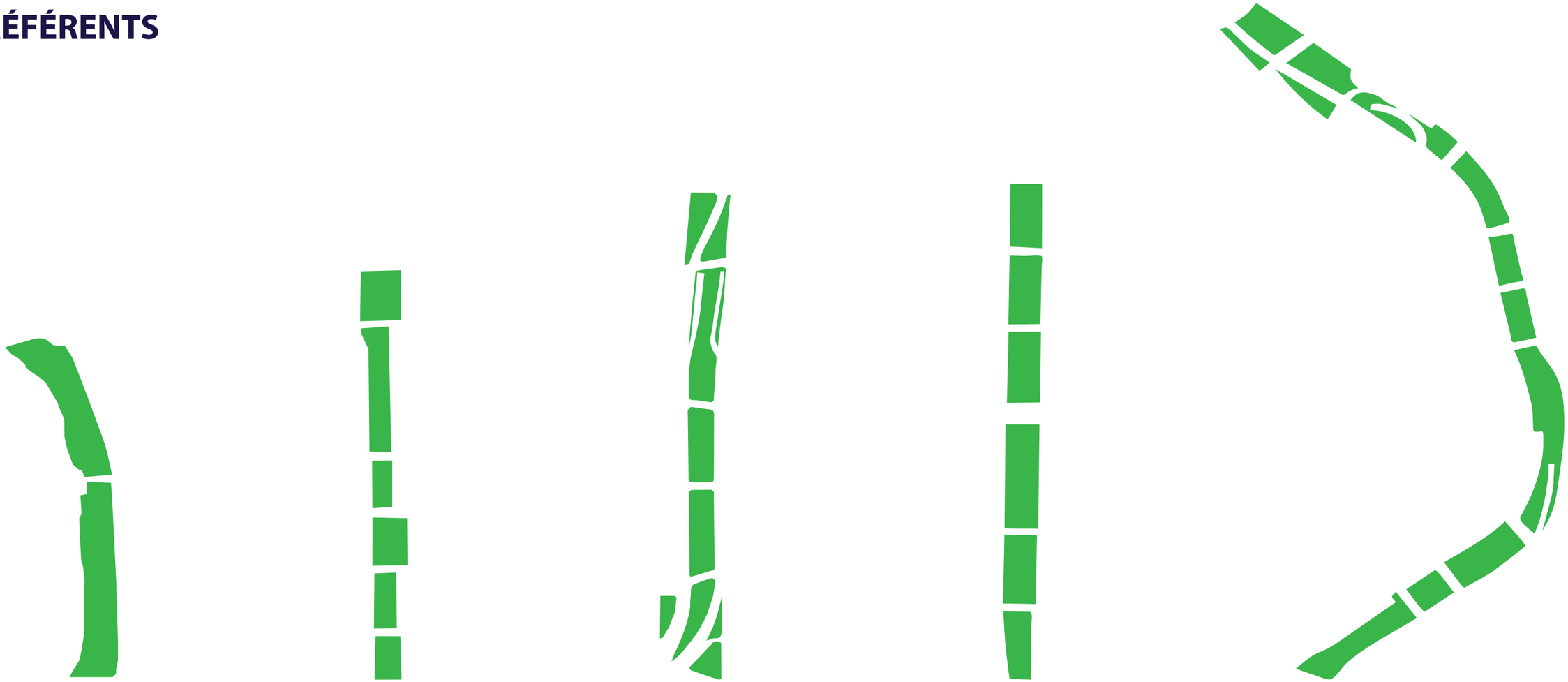


LIEUX PUBLICS - 2017

- **AJOUT DE 24 000 m²**
- **ÉQUIVALENT À 5 TERRAINS DE FOOTBALL**



RÉFÉRENTS



Taché Promenade, Winnipeg
1,6 hectares

David Crombie Park, Toronto
1,6 hectares

Lieux publics du projet Bonaventure
2,4 hectares

Sara D. Roosevelt Park, New York
3,2 hectares

Rose Fitzgerald Kennedy Greenway, Boston
6,9 hectares

100m x 100m

SCHÉMA CONCEPTUEL

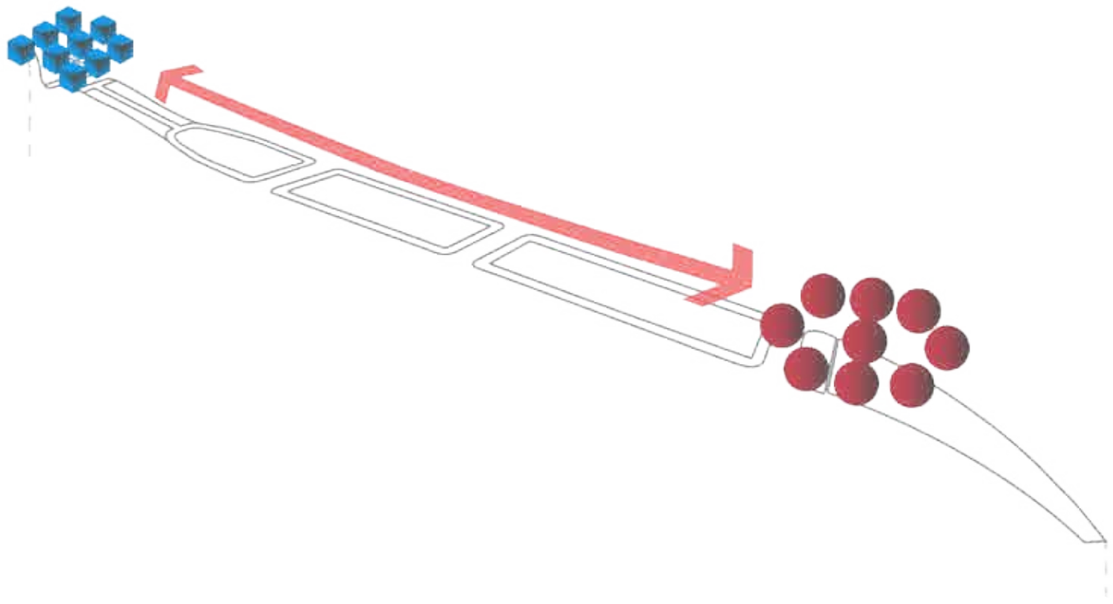


SCHÉMA CONCEPTUEL

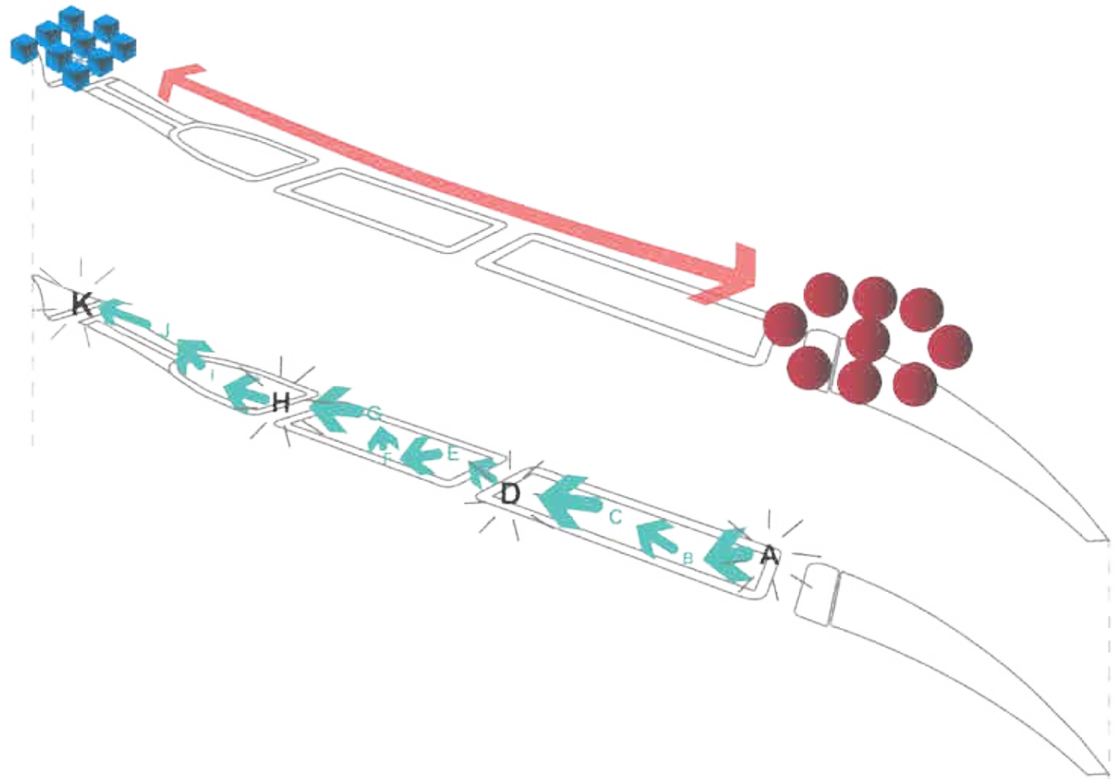


SCHÉMA CONCEPTUEL

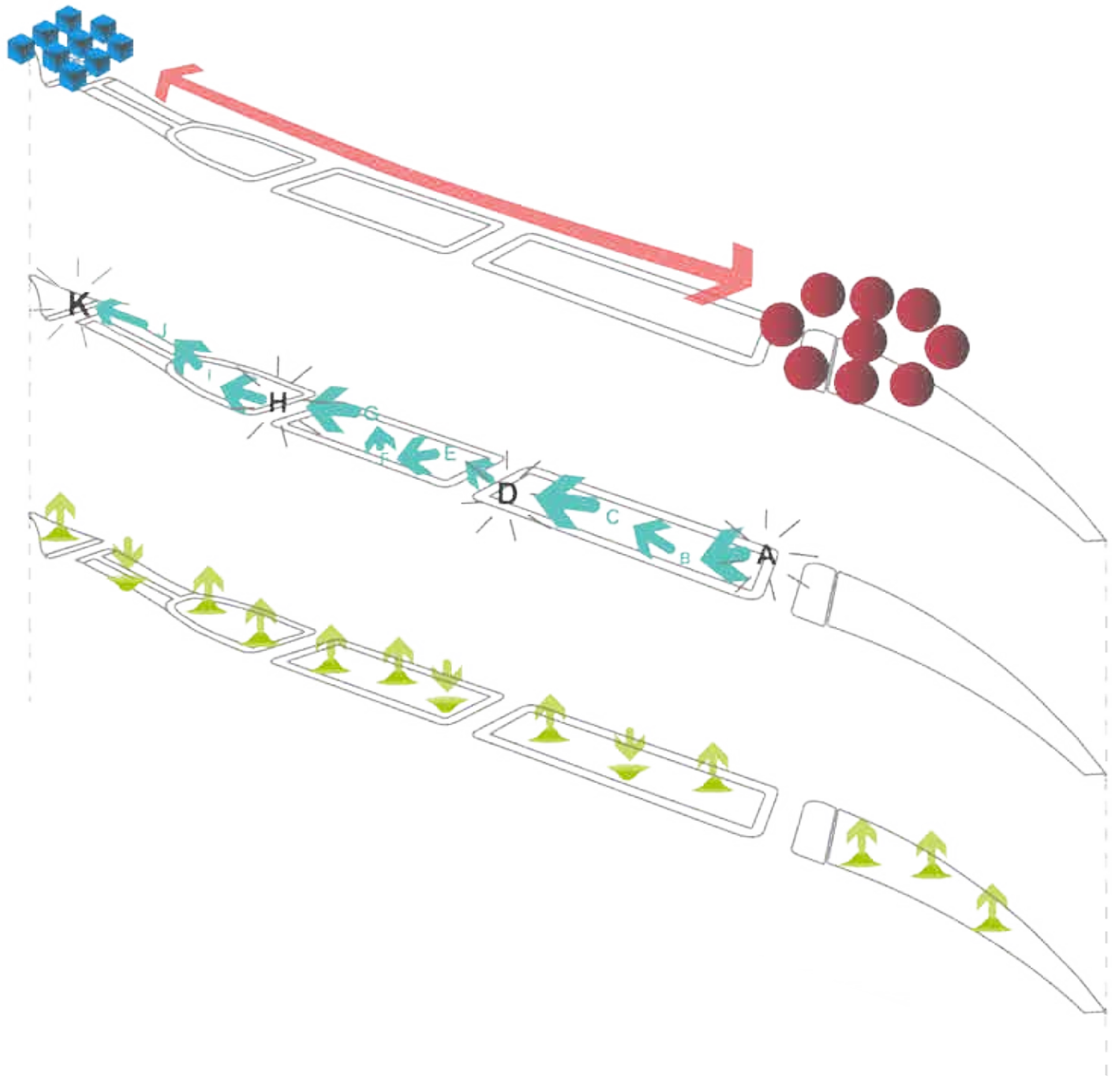


SCHÉMA CONCEPTUEL

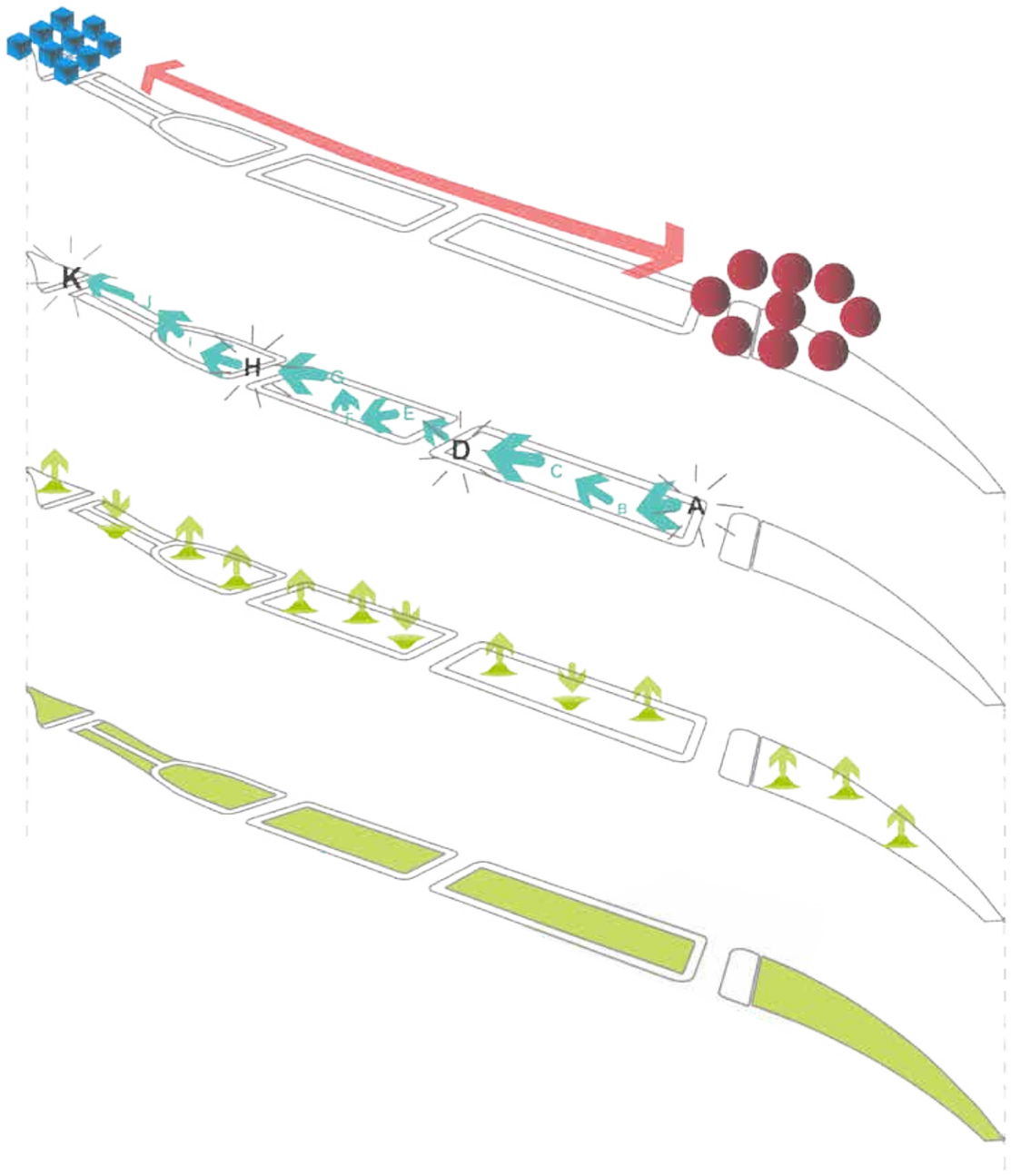
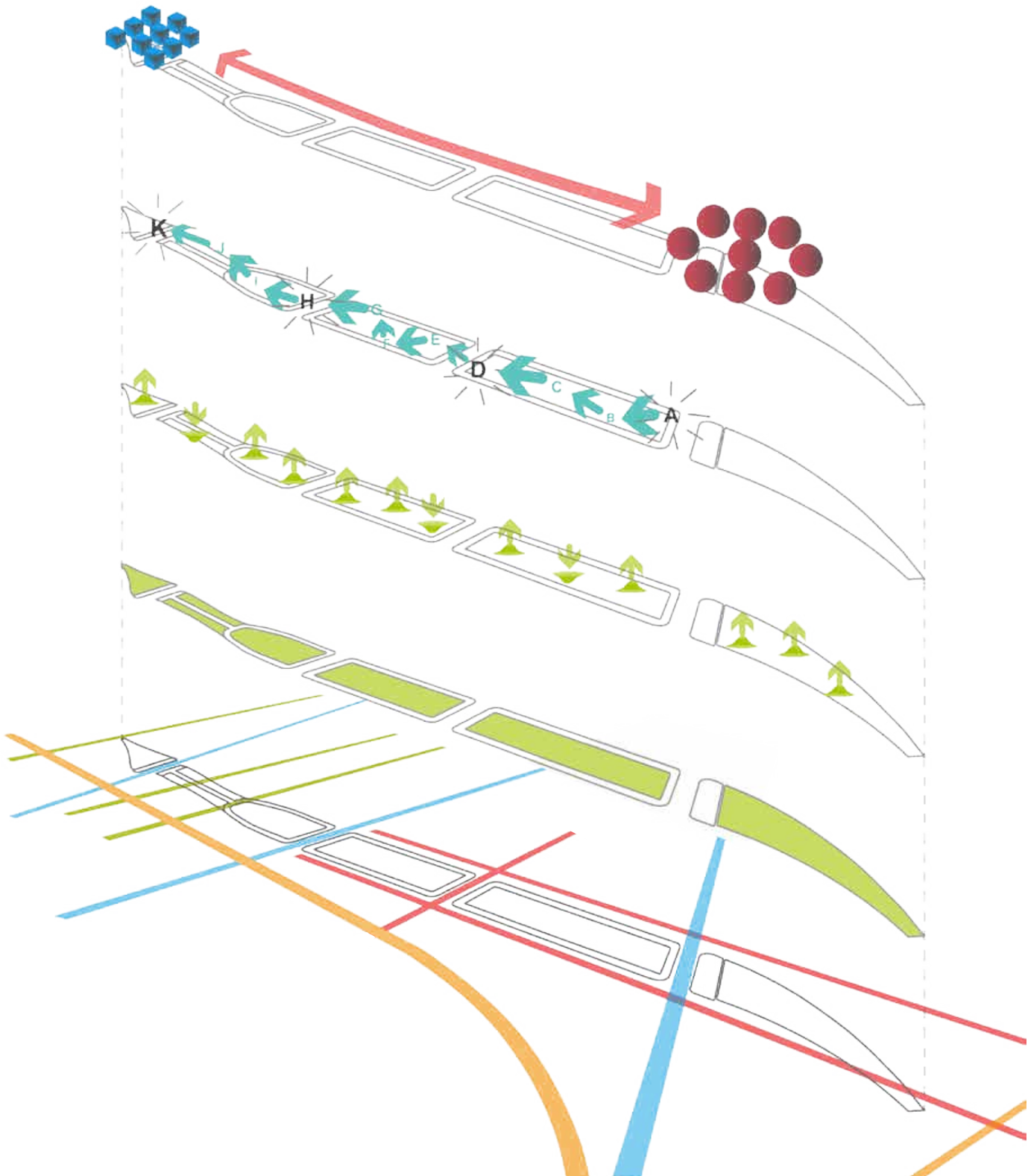
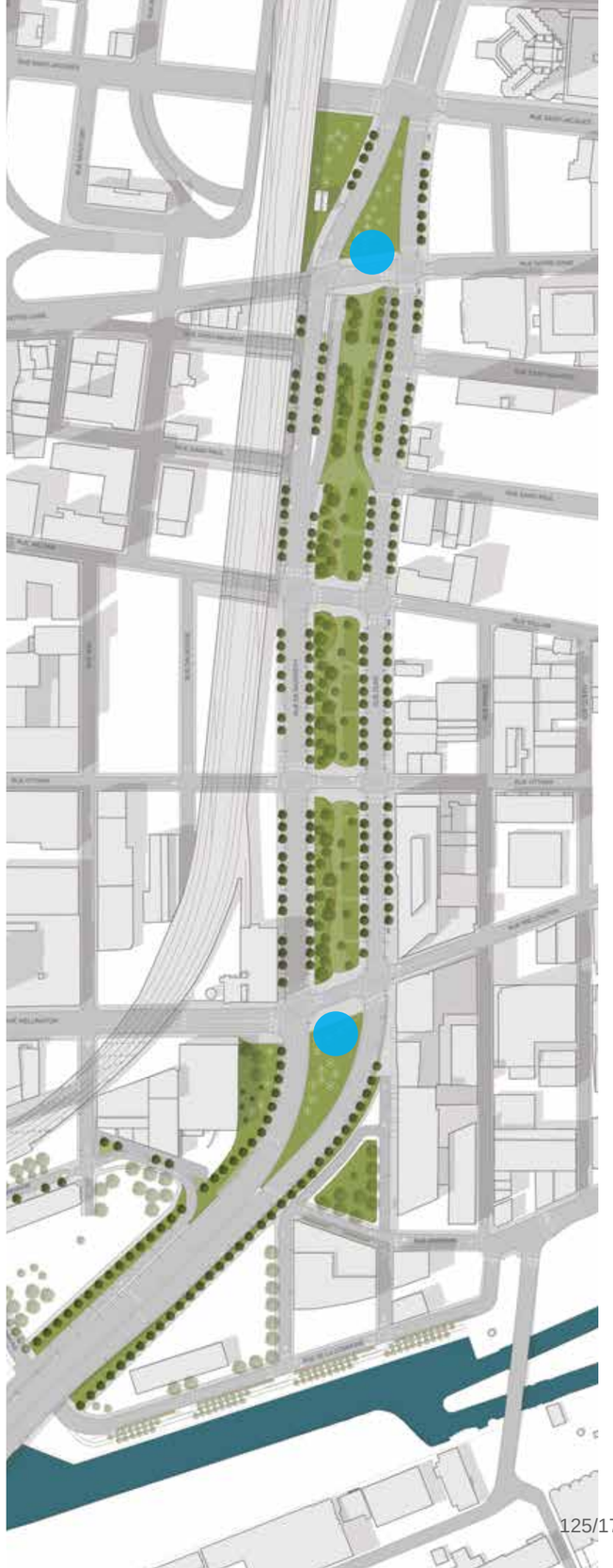


SCHÉMA CONCEPTUEL



CONCEPT D'AMÉNAGEMENT

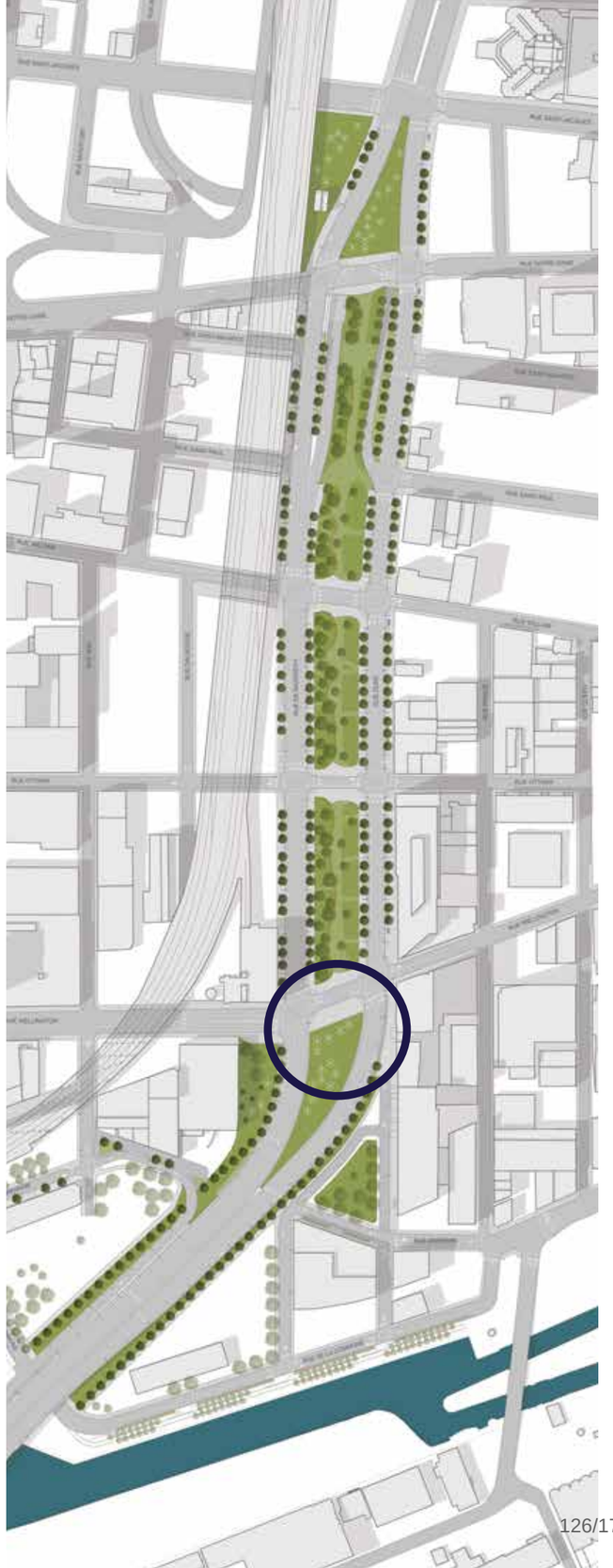
SEUILS



SEUIL SUD



***Source* - Jaume Plensa**



SEUIL NORD



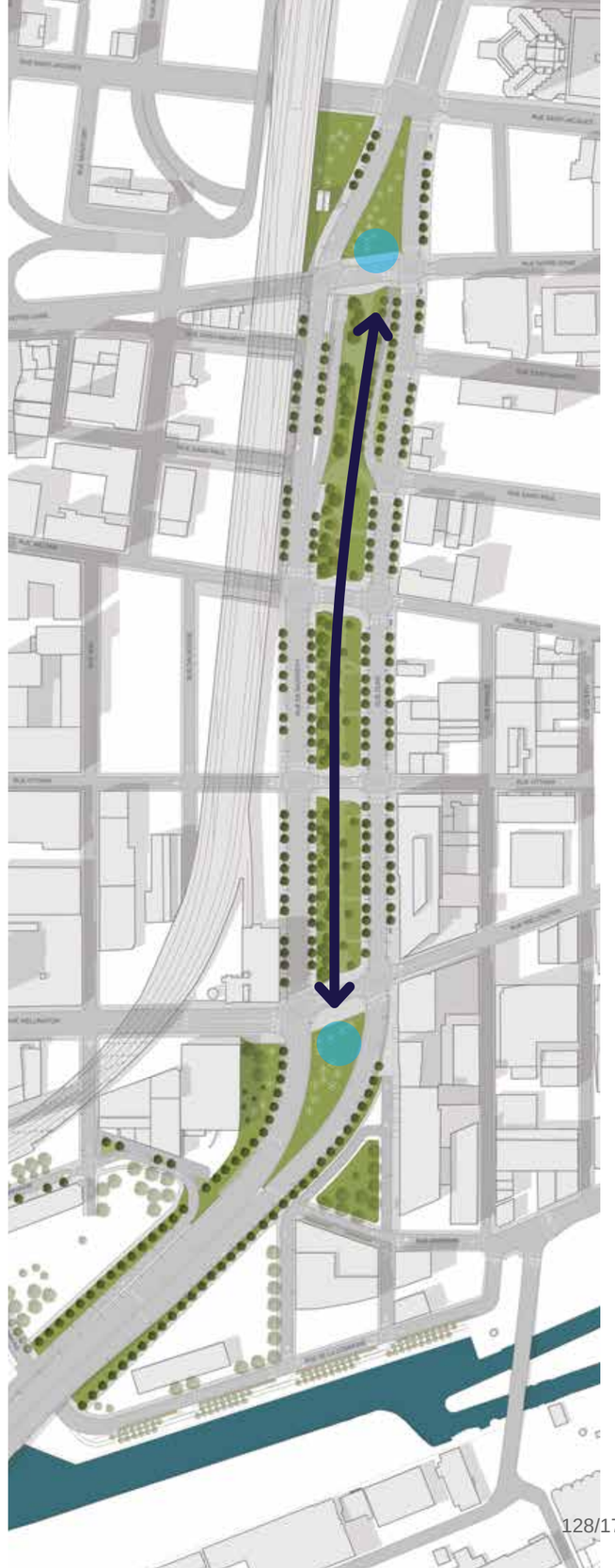
***Dendrites* - Michel de Broin**



CONCEPT D'AMÉNAGEMENT

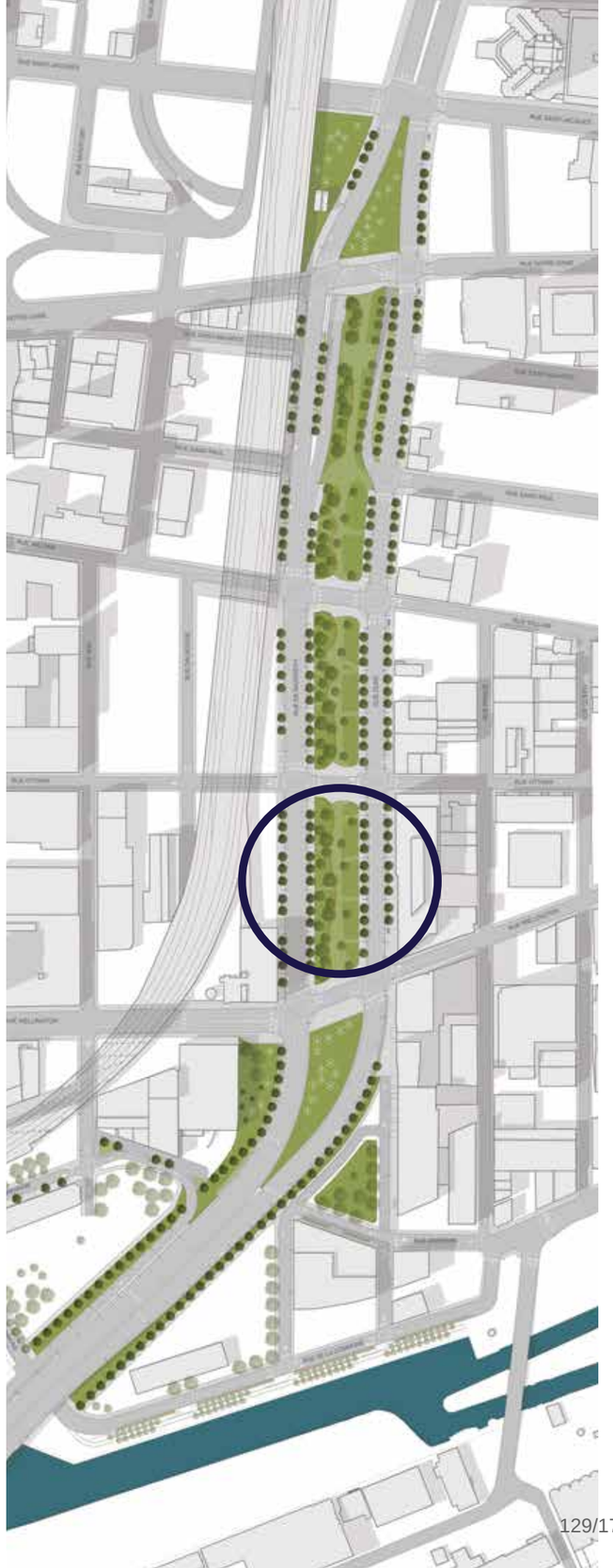
● SEUILS

↔ AXE CENTRAL

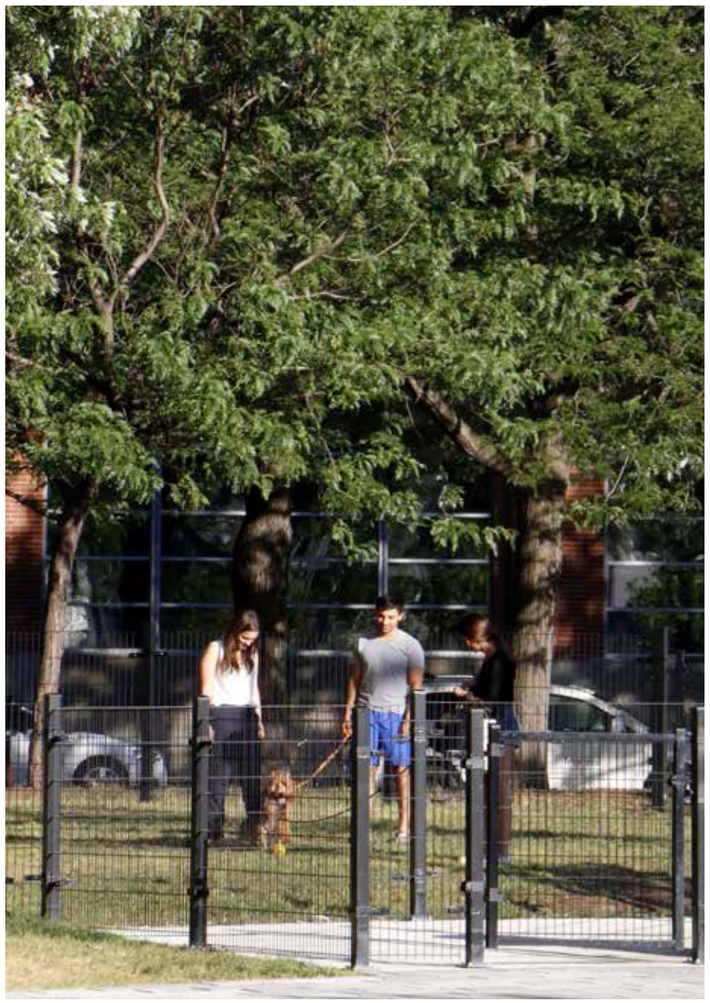


AXE CENTRAL





AIRE D'EXERCICE CANIN





CHAISES LONGUES





ÉQUIPEMENTS D'EXERCICE





TABLES DE PING PONG





AIRE DE JEUX POUR ENFANTS





RAPPEL HISTORIQUE



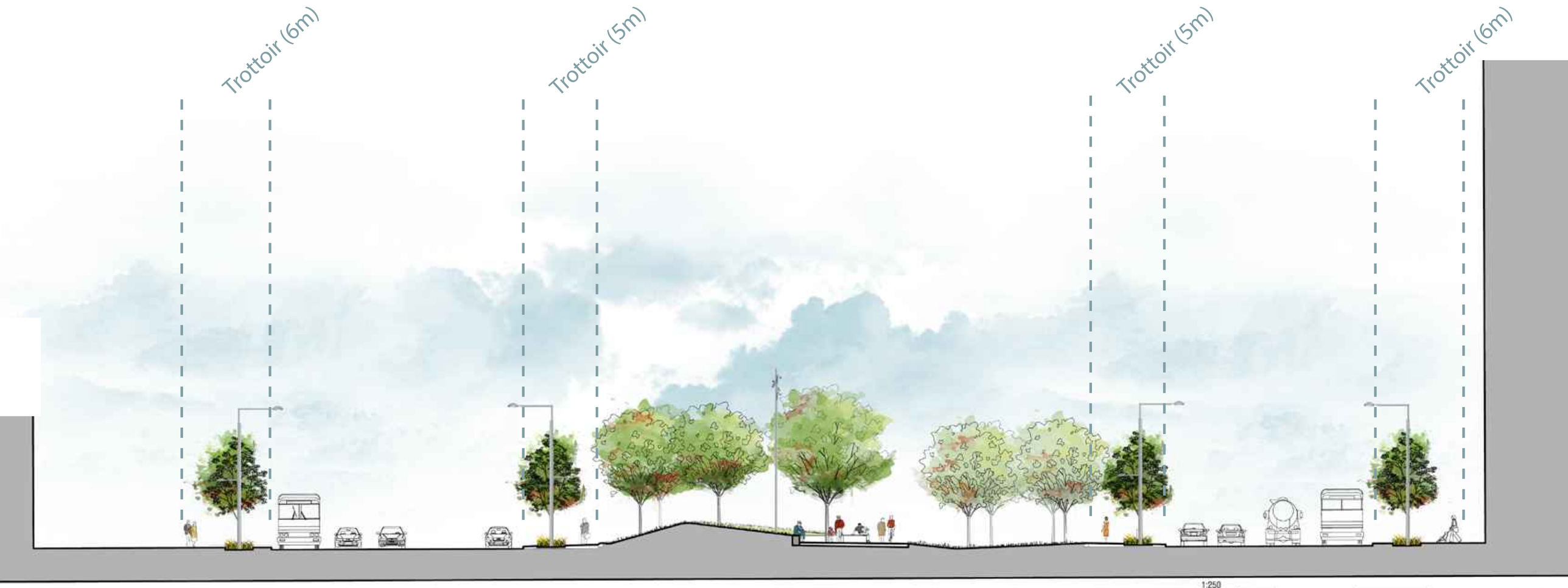


STRUCTURATION DE L'ESPACE



STRUCTURATION DE L'ESPACE

Les trottoirs



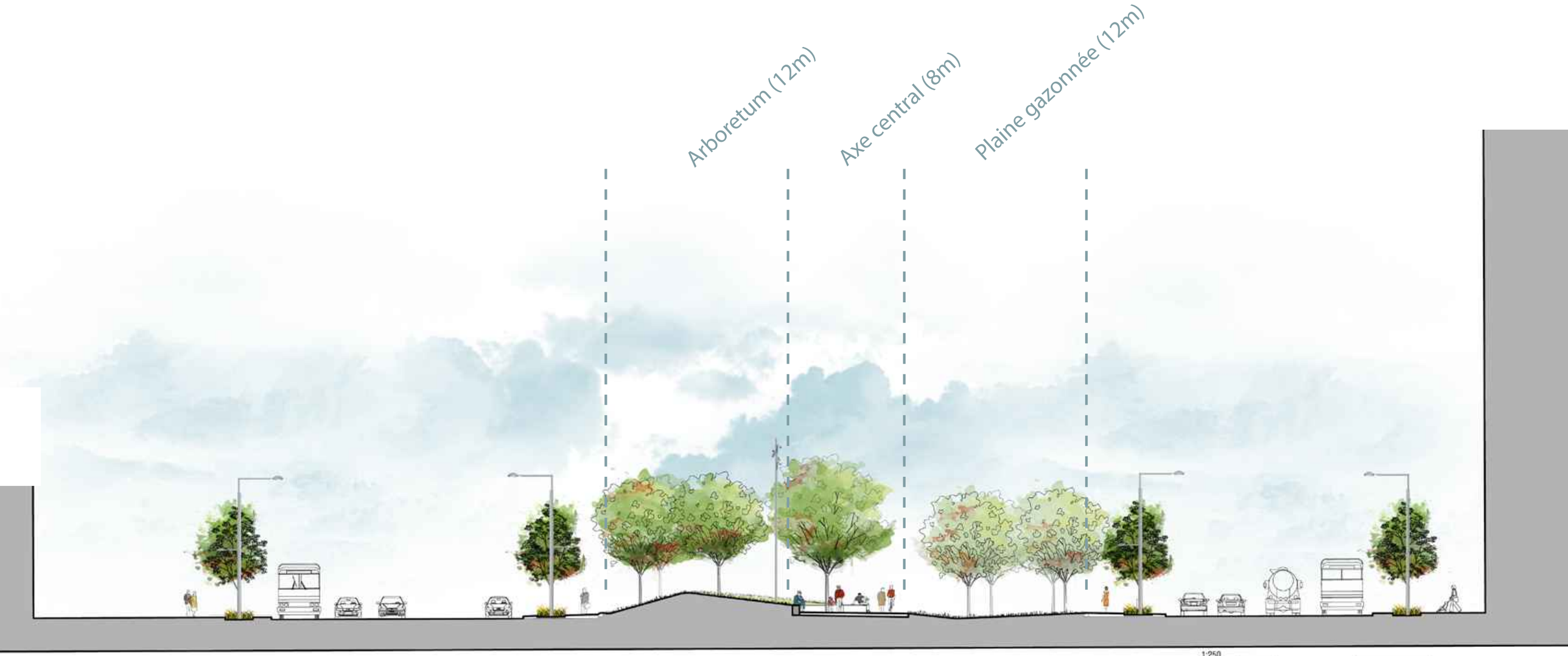
STRUCTURATION DE L'ESPACE

Les rues



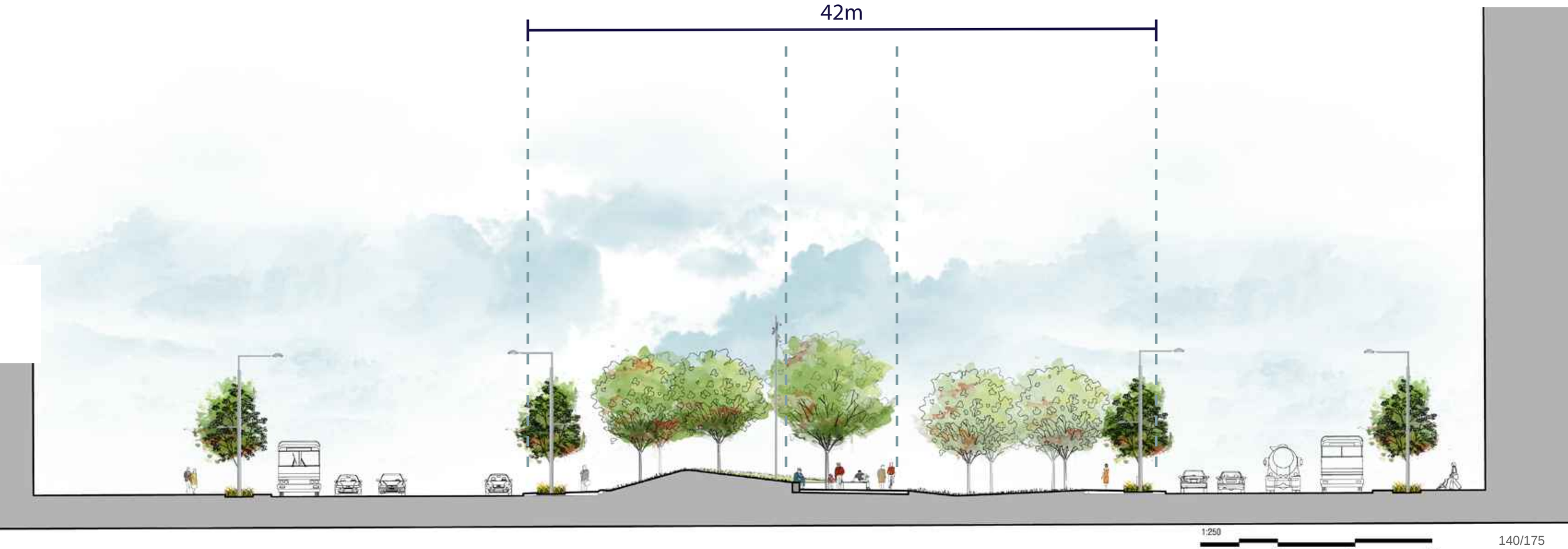
STRUCTURATION DE L'ESPACE

Les îlots centraux



STRUCTURATION DE L'ESPACE

Les îlots centraux

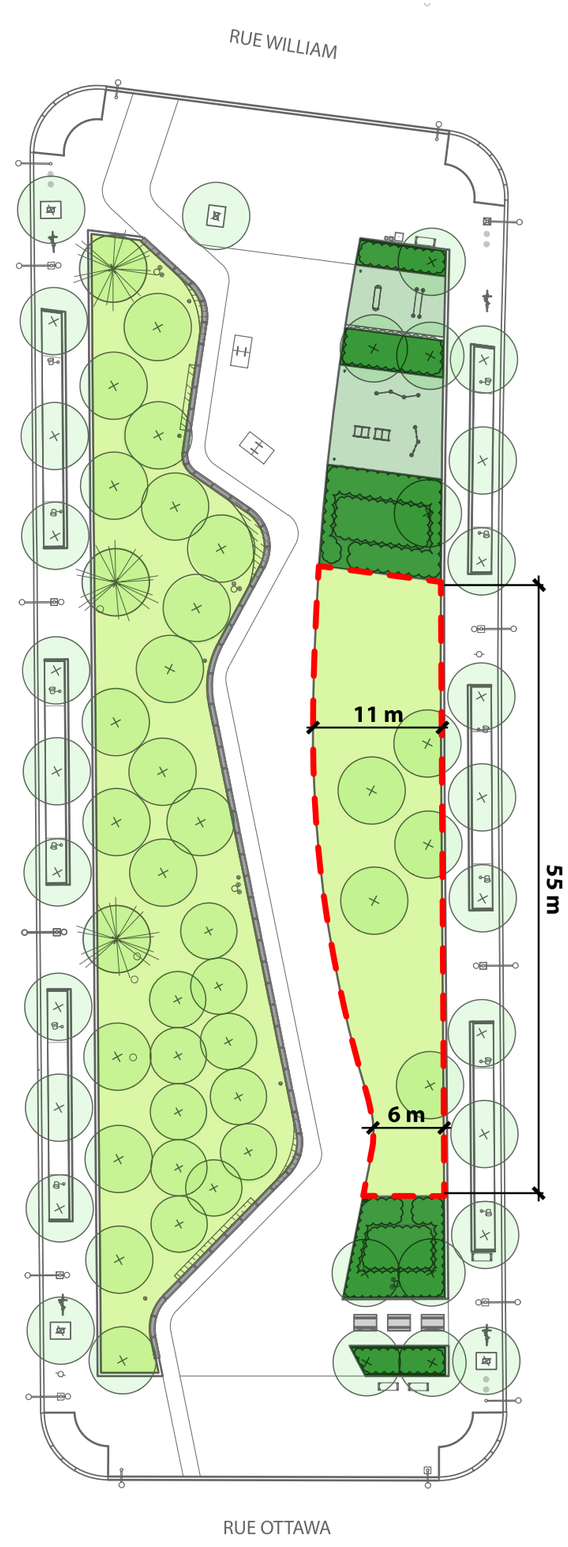


STRUCTURATION DE L'ESPACE



1:250
0 2.5 5 10 15m

ÎLOT « WILLIAM - OTTAWA »

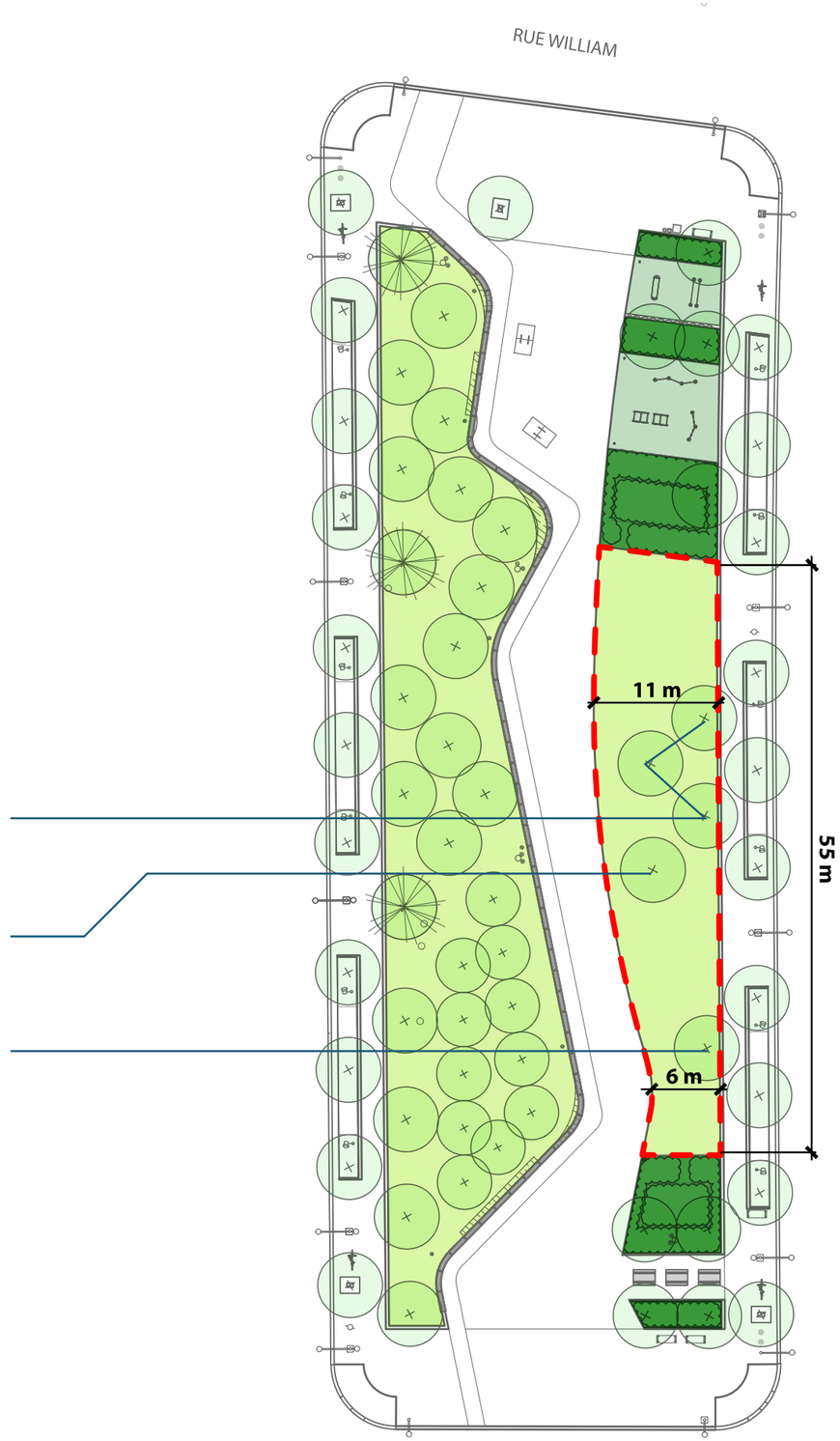


ÎLOT « WILLIAM - OTTAWA »

Micocoulier occidental

Érable de Norvège

Ginko Biloba



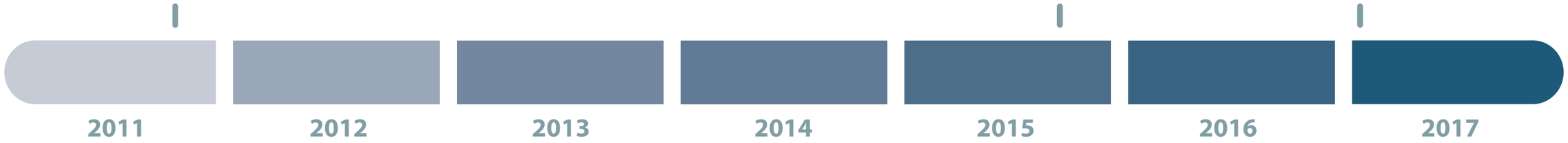


SÉQUENCE DES TRAVAUX ET BUDGET

Travaux d'infrastructures (égouts combinés, égouts sanitaires, aqueducs, réseaux techniques urbains)

Construction des rampes et du boulevard

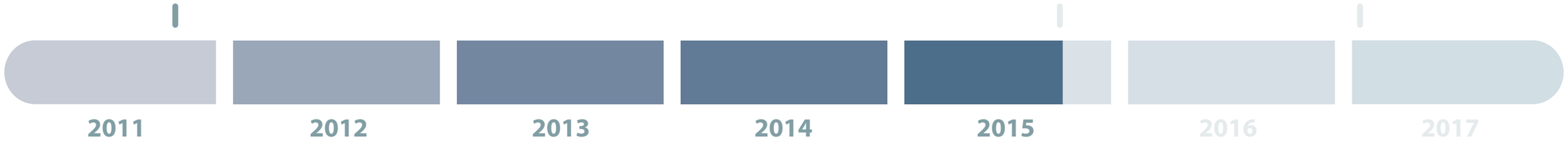
Aménagement des lieux publics



Travaux d'infrastructures (égouts combinés, égouts sanitaires, aqueducs, réseaux techniques urbains)

Construction des rampes et du boulevard

Aménagement des lieux publics



2. LE PROJET | SÉQUENCE DES TRAVAUX ET BUDGET

REMPLACEMENT DE L'ENSEMBLE DES INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES:

- AQUEDUC: 2200m
- ÉGOUT: 2500m
- MASSIFS ÉLECTRIQUES: 2500m
- NOUVEAUX MASSIFS DE TÉLÉCOMMUNICATION
- NOUVELLES CONDUITES DE GAZ ET DE CHAUFFAGE



Travaux d'infrastructures (égouts combinés, égouts sanitaires, aqueducs, réseaux techniques urbains)

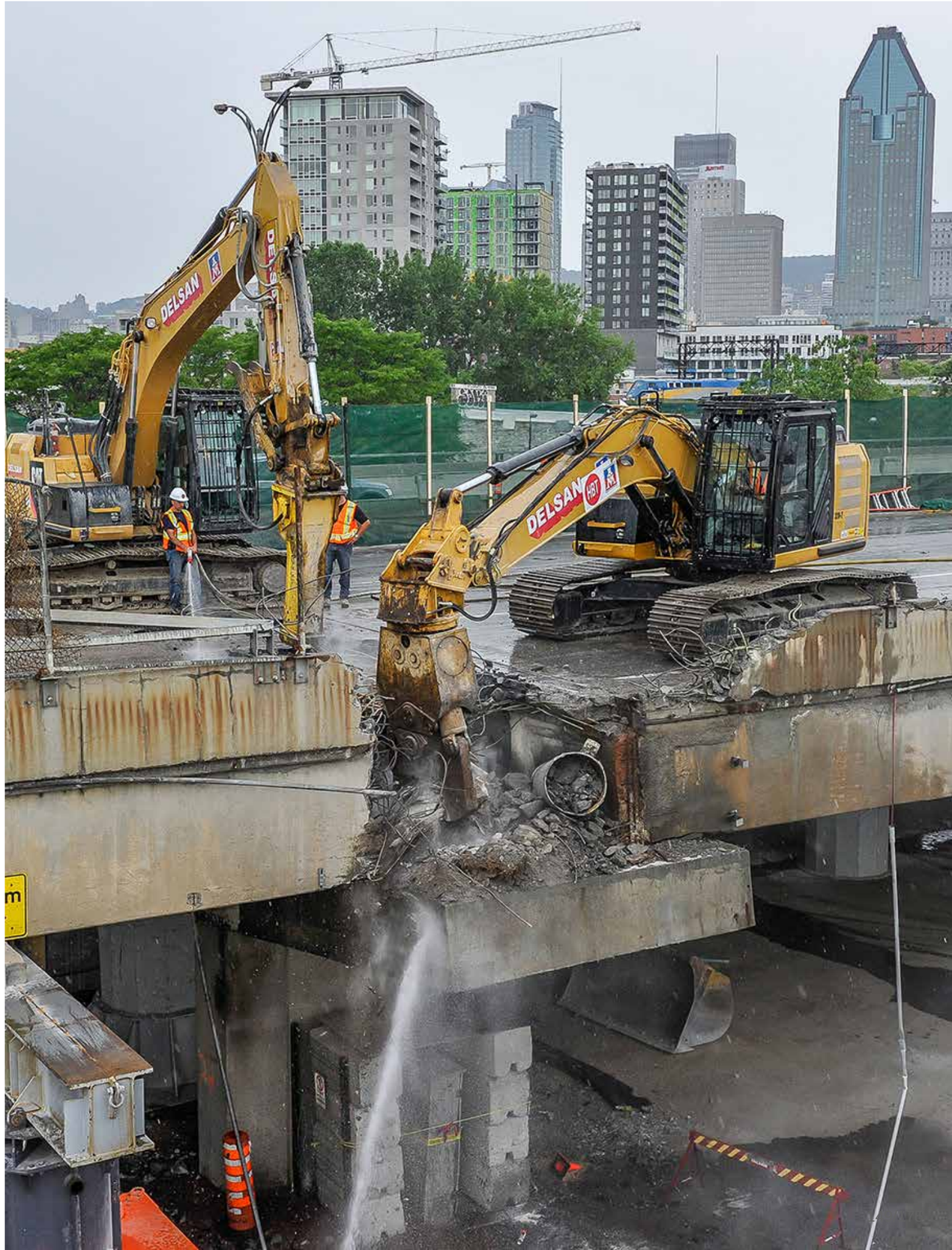
Construction des rampes et du boulevard

Aménagement des lieux publics



2. LE PROJET | SÉQUENCE DES TRAVAUX ET BUDGET

DÉMOLITION DE PLUS DE 850m D'AUTOROUTE SUR PILOTIS



2. LE PROJET | SÉQUENCE DES TRAVAUX ET BUDGET

47 000 TONNES DE BÉTON CONCASSÉ SUR PLACE



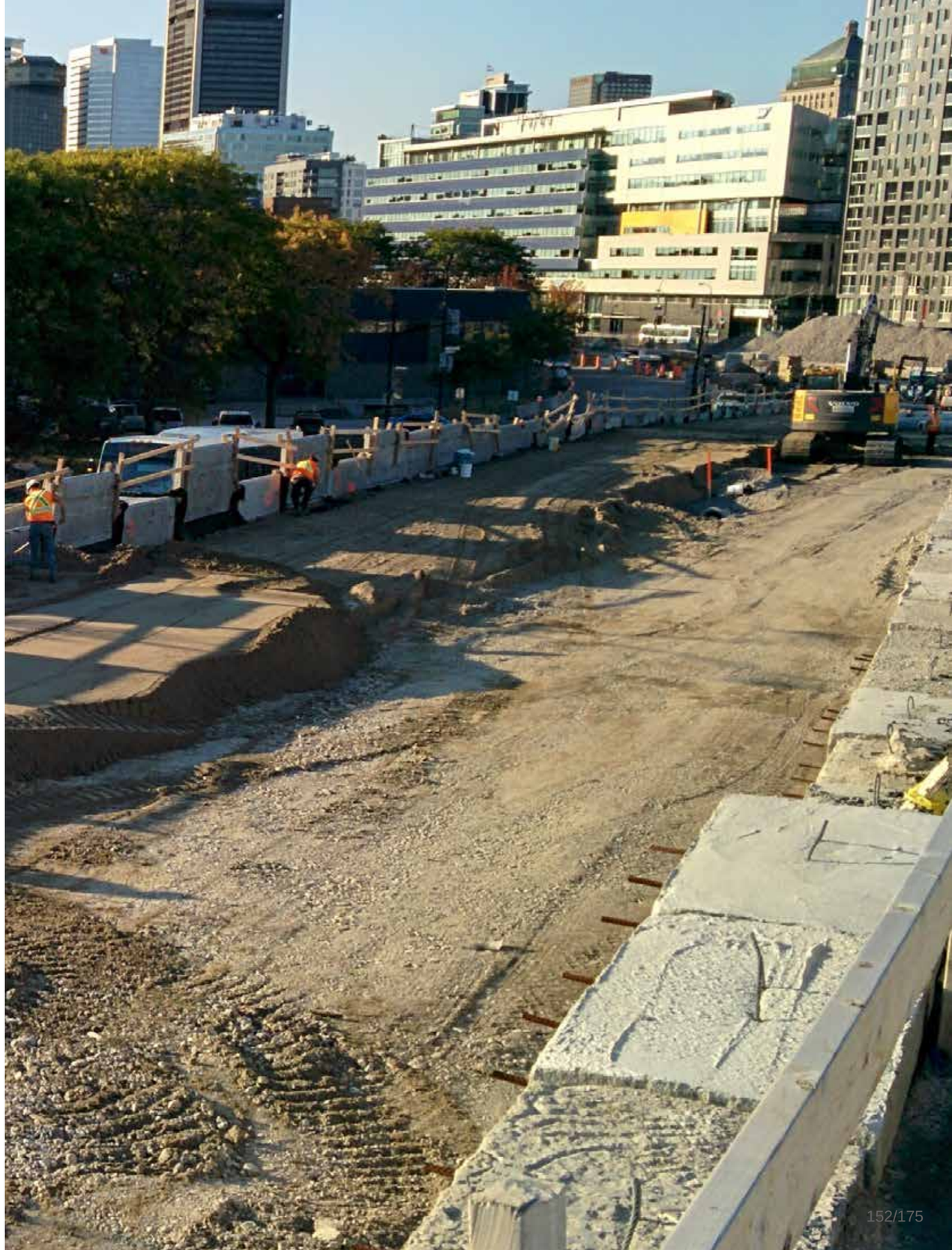
2. LE PROJET | SÉQUENCE DES TRAVAUX ET BUDGET



95 % DU BÉTON RÉUTILISÉ IN SITU COMME REMBLAI

2. LE PROJET | SÉQUENCE DES TRAVAUX ET BUDGET

ÉCONOMIES DE PLUS DE 450 000$



Travaux d'infrastructures (égouts combinés, égouts sanitaires, aqueducs, réseaux techniques urbains)

Construction des rampes et du boulevard

Aménagement des lieux publics

2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017

6 septembre 2017: Inauguration

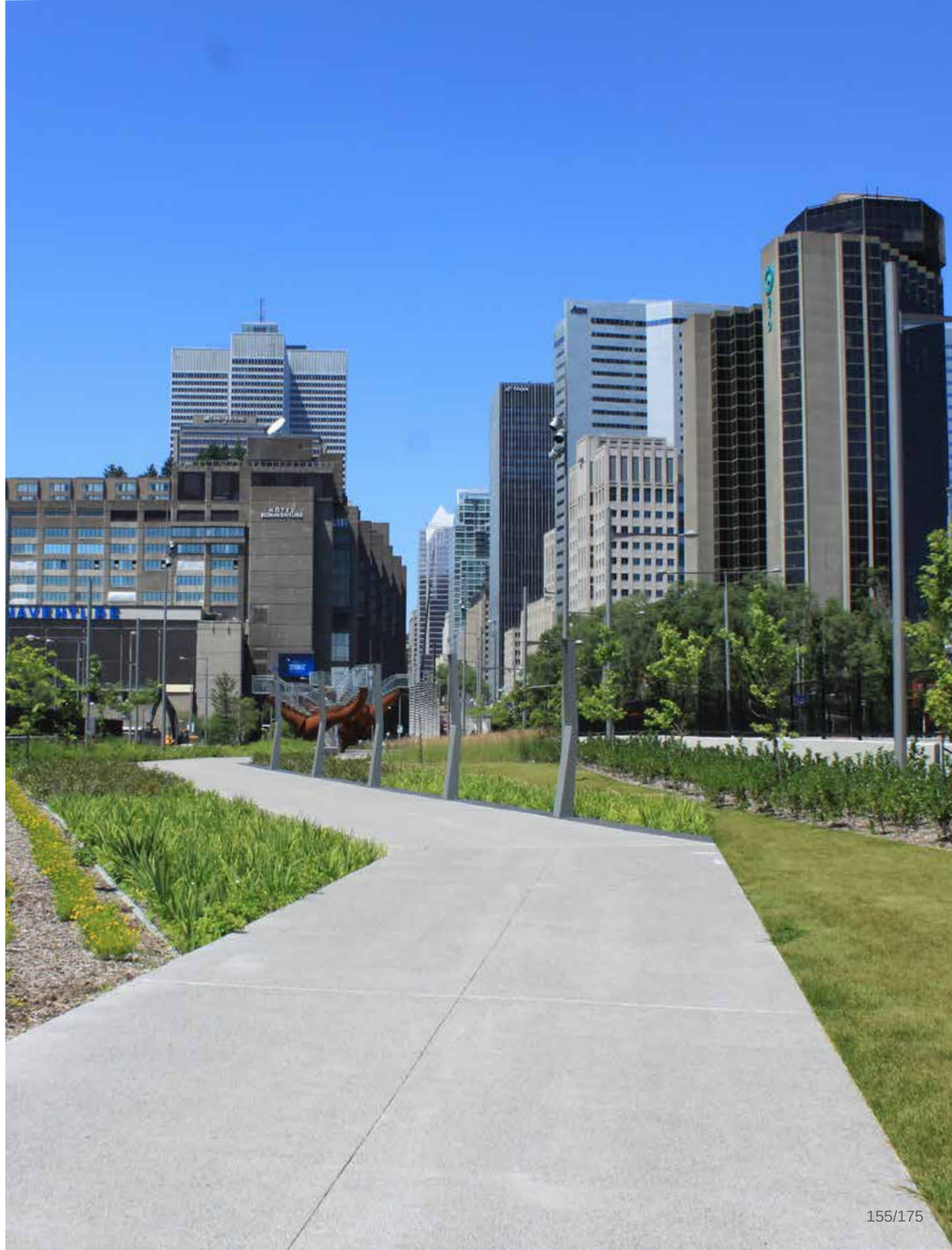
2. LE PROJET | SÉQUENCE DES TRAVAUX ET BUDGET

DÉCONTAMINATION DE 35 000 TONNES DE SOL



2. LE PROJET | SÉQUENCE DES TRAVAUX ET BUDGET

- ***24 000 m² DE NOUVEAUX LIEUX PUBLICS***
- ***300 NOUVEAUX ARBRES***
- ***30 000* ARBUSTES ET VIVACES**



2. LE PROJET | SÉQUENCE DES TRAVAUX ET BUDGET

Budget de 141,7 M$ respecté

2. LE PROJET | SÉQUENCE DES TRAVAUX ET BUDGET



MARS 2014



JUILLET 2016



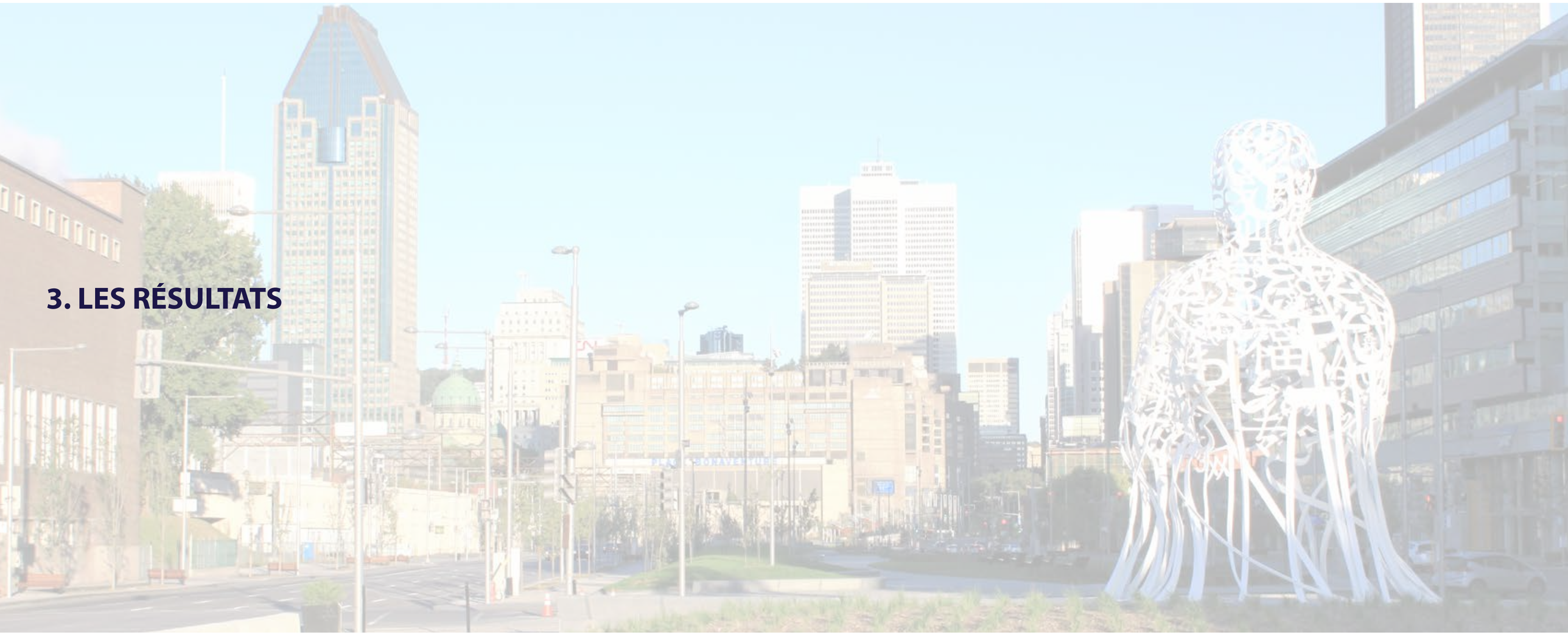
AOÛT 2016



JANVIER 2017



SEPTEMBRE 2017



3. LES RÉSULTATS

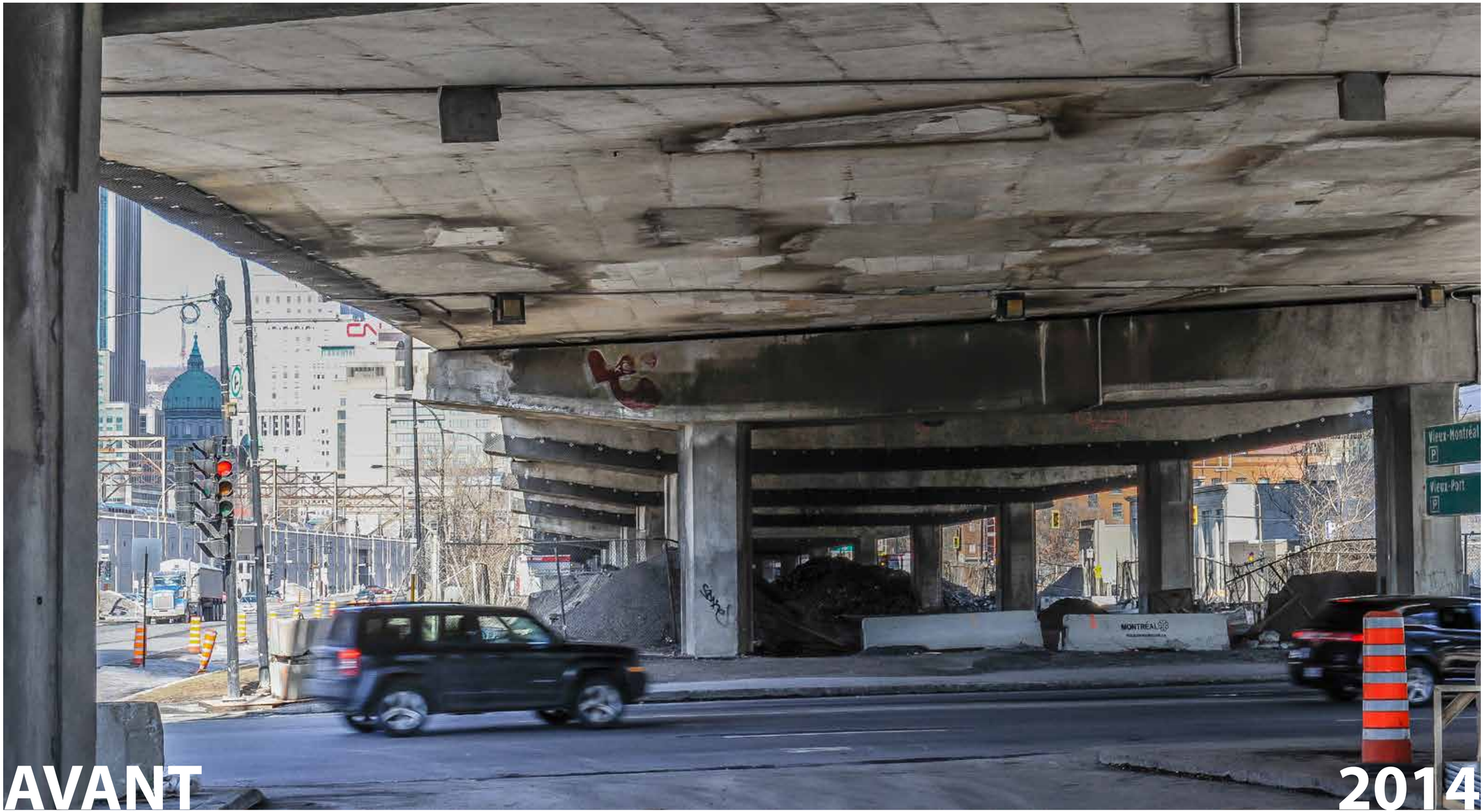
3. LES RÉSULTATS



3. LES RÉSULTATS



3. LES RÉSULTATS

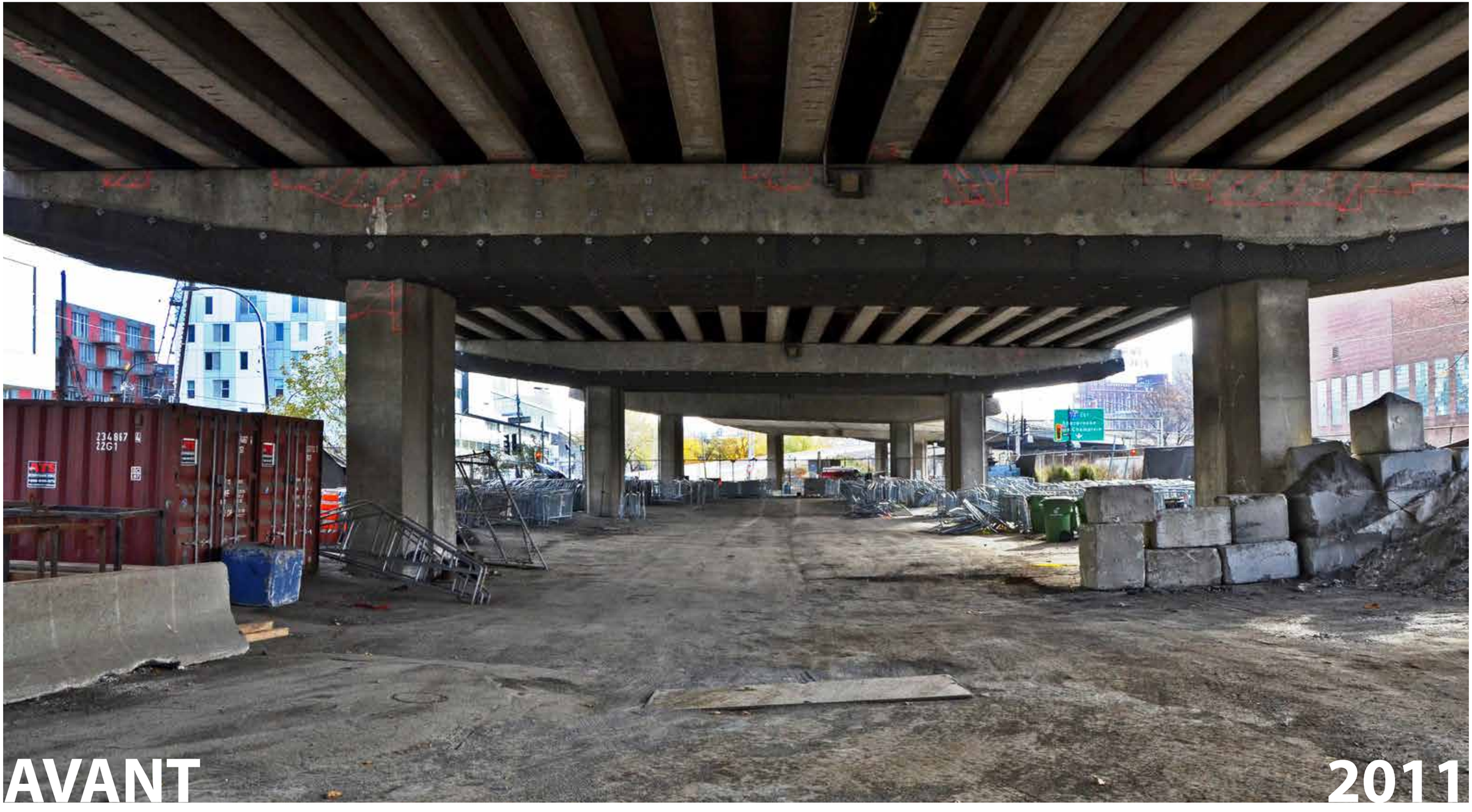


AVANT 2014

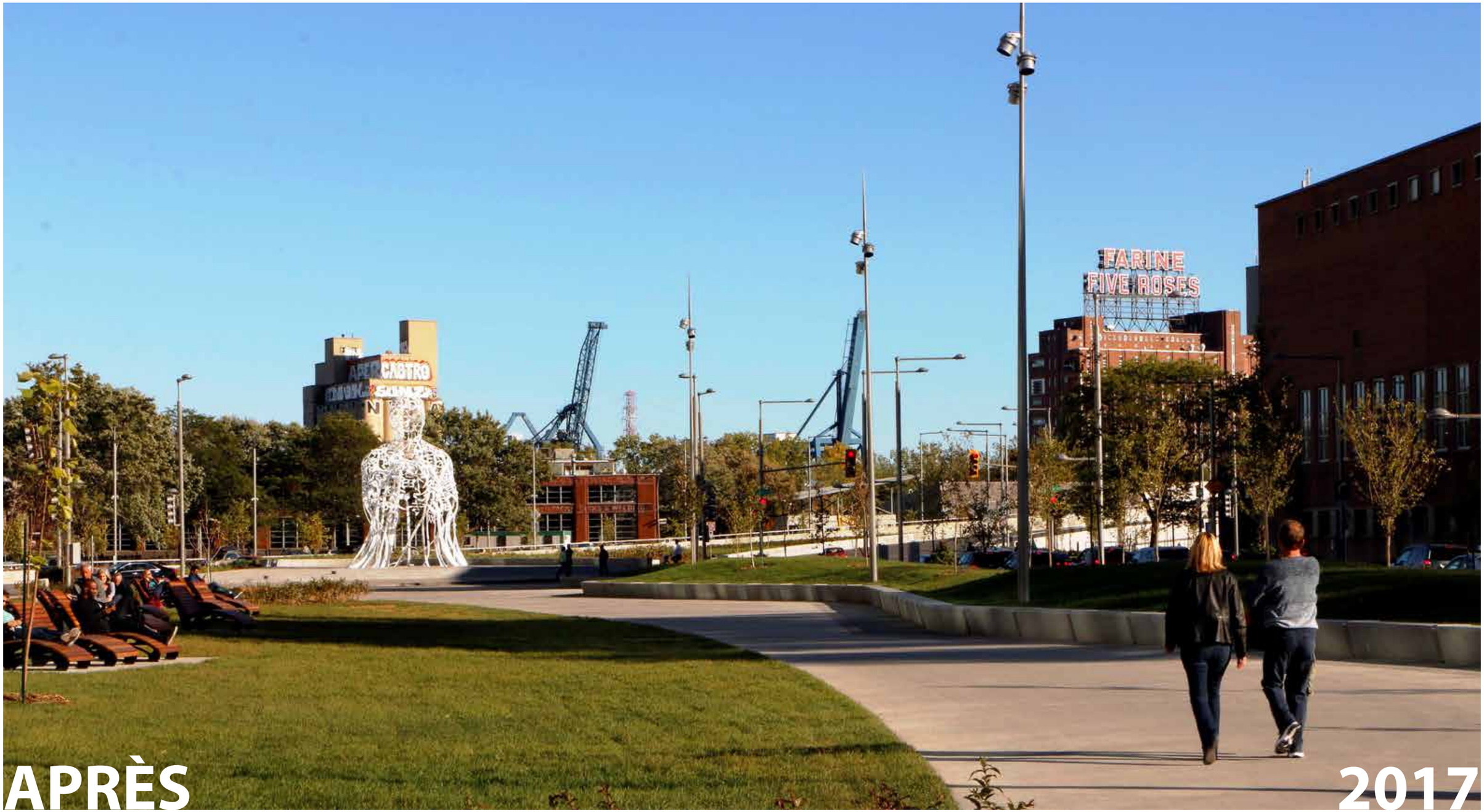
3. LES RÉSULTATS



3. LES RÉSULTATS



3. LES RÉSULTATS



3. LES RÉSULTATS



AVANT 2014

3. LES RÉSULTATS



CERTIFICATION SITES
GREEN BUSINESS CERTIFICATION INC. (GBCI)

PRIX D'EXCELLENCE EN URBANISME 2018 – « DESIGN URBAIN »
INSTITUT CANADIEN DES URBANISTES (ICU)

PRIX ÉLIXIR
PROJECT MANAGEMENT INSTITUTE (PMI) MONTRÉAL

GRAND PRIX D'EXCELLENCE EN TRANSPORT 2018 – « INFRASTRUCTURES »
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES TRANSPORTS (AQTR)

PRIX DE RÉALISATION EN TRANSPORTS URBAINS DURABLES
ASSOCIATION DES TRANSPORTS DU CANADA (ATC)

PROJETBONAVENTURE.CA

Dans l'attente..

Proposition d'une œuvre d'a

169/175


720
EST

Les Gens Du Sault

Vous n'ignorés pas vous autres Iroquois que nous ne
Soyons attachés a nostre pere nous qui demeurons auec luy
et qui Sommes dans Son Sein, vous nous enuoyaste vn collier
il y a trois ans pour nous inuiter a vous procurer la paix
nous vous en enuoyasmes vn, en reponse, nous vous donnon
encorre celuy cy pour vous dire que nous y auons trauaillé,
nous ne demandons pas mieux qu'elle Soit de Durée faite
aussy devostre Costé ce qu'il faut pour Cela,

Les Gens dela Montagne

Vous auez fait assembler icy nostre pere toutes Les
Nations pour faire vn amas de haches et les mettre
dans laterre, auec la vostre, pour moy qui n'en auoit pas
d'autre, ie me rejouy de ce que vous faites aujourd'huy, et
Jinuite Les Iroquois a nous regarder comme leurs freres &

ARCHIVES COLONIALES

Gentsigon
nontague 1

2

Garonhiaren, 4
Goyogain,

Jaarenguenian, Jouaeron 3
Sonnontuan ; pr les onneidos

5
marque durat
chef des hurons

6
le brochet
Pr les stacuaets dusable, abenaKis delacadie

7
marCgadaue

y ta y libris 8
pr les outayaste
Sinago

haronhiateKa 9
chef dusault.

mechayon 10
chef de la montagne,

11
Kiledé Xingo
pr les KitKaKon

Elus este
pr la fourche 12

marque del 13
mOhiaguez

marque del amiKoi, 14
chef mahingan,

15
marque del Jautaut
chef gabangue

marque del
algonKins 16

17
marque duillage
de pangicheal

marque de chichicatalle 18
chef duillage

marque duillage
etablie a la riuiere
St. Joseph.

19

20
marque du Village
des Kouera Kouitanon

marque de
Stalirnue chef

21
marque du uillage
des peauria

marque d'uillage des
Tapouceraüa 22

23
marque du
uillage des
Menpgouenac

marque du
uillage des
moroua 24

un chicot
et trois raCines

25
marque du Village
des poutsataiys

26
marque duuillage
de KatKatia

une Carriere

marque duuillage
des oiktanon 27

marque duuillage

marque du chef

28
marque des SaKis

marque du
Village

marque de
Kinetouan chef

29
marque des
otagamis.

30
marque du Village
des puants gabanis Chef

31
marque des malourmins
chef patchicos dessant

marque du
Village nypyna
Coustain chef delan

milchiCana dessants

Pigne! L'Escuallet de Gallinée, 32
et autres,

Bureau d'art public
Service de la culture
11 décembre 2018

FICHE TECHNIQUE

Nouvelle œuvre d'art public

Dans l'attente… | *While Waiting* de Nadia Myre

Îlot William-Ottawa - Projet Bonaventure



Mise en contexte
La Ville a adopté, en décembre 2015, le *Plan de développement de l'art public du projet Bonaventure*. L'intégration d'œuvres d'art à ce projet urbain a pour but d'appuyer la création d'une entrée de centre-ville prestigieuse et distinctive, de participer au retissage des quartiers adjacents, de soutenir le redéveloppement urbain et de contribuer à la qualité des aménagements qui sont réalisés. De manière concrète, les priorités identifiées au *Plan* visent à faire de l'art public un élément identitaire de cette entrée de centre-ville. Le projet Bonaventure, qui marque la transition vers le cœur de Montréal, mise ainsi sur l'art actuel pour démontrer que la métropole se démarque comme lieu de créativité.

C'est dans ce contexte que le Bureau d'art public a tenu un concours pancanadien sur invitation visant la création d'une œuvre d'art pour l'îlot qui se déploie entre les rues William et Ottawa. Les îlots centraux ont été identifiés dans le *Plan* pour accueillir des œuvres d'art.

L'œuvre recherchée sera le point d'intérêt principal de cet îlot. Si l'œuvre sera visible par les automobilistes empruntant le boulevard Robert-Bourassa vers le nord, son expérience optimale sera à l'échelle du piéton qui circule de part et d'autre de la section gazonnée qui lui est dédiée. Son intégration au projet Bonaventure tiendra notamment compte des deux œuvres monumentales qui se trouvent aux seuils, qui sont visibles dans la distance : il s'agit de *Source* de Jaume Plensa, prêtée par la famille Chrétien-Desmarais, et de *Dendrites* de Michel de Broin, commandée à la suite d'un concours pancanadien.

Équipe de travail de la Ville de Montréal

- Service de la culture
- Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Comité de sélection :

- Maryse Bouchard, chef de division, Culture et bibliothèques, arrondissement de Ville-Marie;
- Nicole Burisch, conservatrice adjointe, art contemporain Musée des beaux-arts du Canada;
- Vicky Chainey Gagnon, Directrice générale et conservatrice en chef Campbell River Art Gallery
- Lili Michaud, directrice, Occurrence espace d'art et d'essai contemporains
- Danny Perrault, artiste en art numérique, président Coop Cercle carré, représentant des citoyens
- Michèle picard, chef de division, Équipements culturels et Bureau d'art public, Service de la Culture,
- Simon Pouliot, conseiller en aménagement, Service des infrastructures, de la voirie et des transports.

Mode d'acquisition
Concours pancanadien sur invitation

Finalistes

- Jill Anholt (Vancouver, CB)
- Nadia Myre (Montréal, Qc)
- Tiffany Shaw-Collinge (Edmonton, AB)
- Giorgia Volpe (Québec, Qc)

Lauréat:

- Nadia Myre (Montréal, Qc)

Calendrier
Première rencontre du jury pour la proposition des candidatures : 1er juin 2018
Date limite de dépôt des candidatures : 17 juillet 2018
Deuxième rencontre du jury pour le choix des finalistes : 23 juillet 2018
Deuxième rencontre du jury pour le choix de la proposition gagnante : décembre 2018
Octroi du contrat de réalisation à l'artiste lauréat : janvier 2019
Installation de l'œuvre d'art : septembre 2019
Inauguration : septembre-octobre 2019

Financement
Ville de Montréal

Budget

- 950 000$ avant taxes pour le projet
- 825 000 $ pour l'œuvre avant taxes et contingences

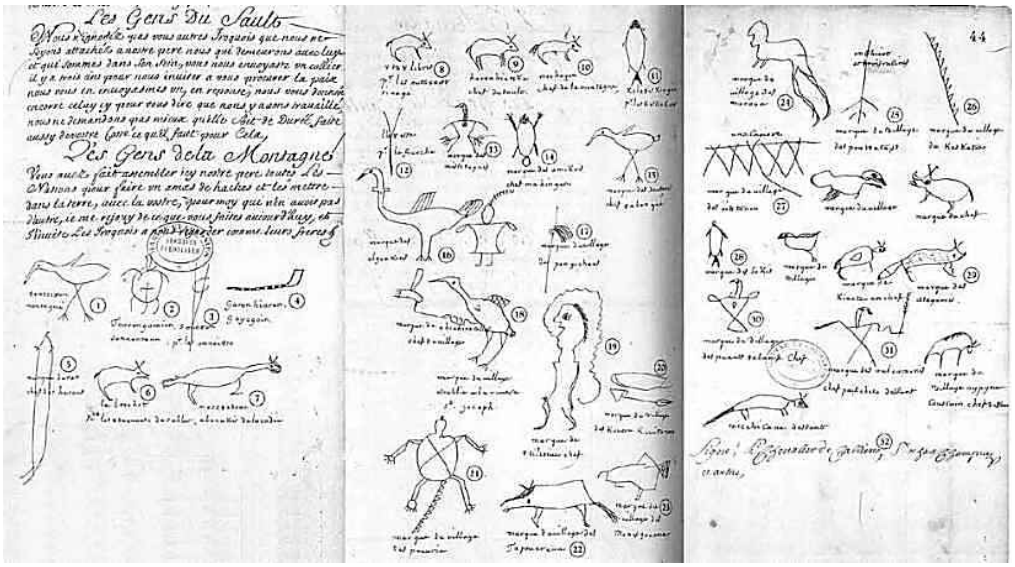
Dans l'attente…| While Waiting
L'œuvre de l'artiste Nadia Myre, *Dans l'attente…| While Waiting* souligne et célèbre plusieurs siècles de présence autochtone sur le territoire de Montréal et s'interroge sur la place qu'elle occupe aujourd'hui. La proposition artistique pour l'îlot Bonaventure a pour but de commémorer un événement historique d'importance : La Grande Paix de Montréal. Le 4 août 1701 Montréal fut le théâtre d'un imposant rassemblement réunissant les représentants de 39 nations autochtones venues de partout en Amérique du Nord pour signer un accord de paix avec les autorités françaises.

L'œuvre d'art se base sur une reproduction du traité de la *Grande Paix*, où l'on peut voir les effigies qui tenaient lieu de signatures aux divers représentants des nations autochtones. De

petits croquis au trait, les effigies sont devenues des formes de bronze filiformes formant la sculpture. Elles représentent des formes humaines et animales, mais aussi des objets et des lieux comme une pipe ou une carrière.

L'œuvre est composé de 4 ensembles de sculptures de bronze disposés longitudinalement sur l'îlot, créant un espace ouvert et aéré invitant l'exploration et à la déambulation piétonnière. L'ensemble de sculptures qui superpose les figures de manière ludique évoque le rassemblement et l'esprit de communauté. Les effigies dans l'œuvre ont été choisies tant pour leur importance historique que pour leur richesse visuelle.

Nadia Myre
Établie à Montréal, Nadia Myre est une artiste interdisciplinaire et commissaire d'exposition d'origine algonquine et québécoise. Membre de la nation Kitigan Zibi Anishinabeg, elle explore les politiques de l'appartenance sous la lentille de la résistance et de la résilience. Elle a remporté de nombreux concours et prix, notamment *Tree of Shifting Forms* (ambassade du Canada, Paris, 2018), *Eel Spirit, Basket, and Fence* (Réseau de train léger sur rail de la ville d'Ottawa, Station Pimisi, 2018*), Living with Contradiction* (Centre des arts de Banff, Walter Phillips Gallery Indigenous Commission Award, 2016) et le prix Sobey (2014). Parmi ses expositions en solo récentes figurent *Code Switching and Other Work* (The Briggait, Glasgow International, 2018), *Acts that Fade Away* (Ryerson Image Centre, 2018), *Tout ce qui reste / Scattered Remains* (Musée des beaux-arts de Montréal, 2017), *Decolonial Gestures or Doing it Wrong? / Refaire le chemin* (Musée McCord, 2016) et *Oraison / Orison* (Galerie Oboro, 2014). Ses œuvres sont notamment parues dans *ArtForum, Art Journal, ArtNews, Canadian Art, Esse, ETC, Le Monde, The New York Times, Parachute, Spirale,* et *The Washington Post.*



Traité de la Grande Paix

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187637004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Objet :	Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Nadia Myre, artiste professionnelle, faisant affaire sous le nom Nadia Myre inc. au montant maximal de 1 006 031,25$ taxes et contingences incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "Dans l'attente…| While Waiting" pour le projet de d'aménagement de l'îlot William-Ottawa du projet Bonaventure / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SUM 1187637004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-03

Maria BARDINA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2563
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.13

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1181009025

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 4
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Loiselle inc. dans le cadre du projet MIL Montréal dans l'arrondissement d'Outremont, pour les travaux de démolition et de réhabilitation des sols dans le prolongement de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux entre l'avenue Durocher et l'avenue Hutchison pour un montant de 984 026,08 $ (incluant les taxes) à la suite de l'appel d'offres public 420411 (8 soumissionnaires conformes). Dépense totale de 1 305 908,11 $, incluant les taxes (travaux: 984 026,08 $ + variations des quantités: 147 603,91 $ + contingences: 147 603,91 $ + incidences: 26 674,20 $).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense maximale de 1 158 304,19 $, taxes incluses, pour la réalisation, dans le cadre du projet MIL Montréal des travaux de démolition et de réhabilitation des sols dans le prolongement de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux entre l'avenue Durocher et l'avenue Hutchison comprenant les variations de quantités et les incidences, le cas échéant,
2. d'accorder à Loiselle inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 984 026,08 $, taxes incluses (excluant le budget de contingences), conformément aux documents de l'appel d'offres public n°420411;
3. d'autoriser une dépense de 147 603,91 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences,
4. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Ces dépenses seront assumées à 100% par la Ville-centre.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-19 10:34

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1181009025**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 4
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Loiselle inc. dans le cadre du projet MIL Montréal dans l'arrondissement d'Outremont, pour les travaux de démolition et de réhabilitation des sols dans le prolongement de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux entre l'avenue Durocher et l'avenue Hutchison pour un montant de 984 026,08 $ (incluant les taxes) à la suite de l'appel d'offres public 420411 (8 soumissionnaires conformes). Dépense totale de 1 305 908,11 $, incluant les taxes (travaux: 984 026,08 $ + variations des quantités: 147 603,91 $ + contingences: 147 603,91 $ + incidences: 26 674,20 $).

CONTENU

CONTEXTE

Le projet MIL Montréal (site Outremont et de ses abords) vise à requalifier une vaste friche industrielle, à consolider le rôle de Montréal comme ville de savoir, tout en favorisant la revitalisation des secteurs limitrophes.
Le site Outremont

Le site Outremont est localisé sur l'ancienne gare de triage du Canadien Pacifique (CP) et s'étend sur une superficie totale de 38 hectares. Ce projet comprendra à terme le nouveau campus de l'Université de Montréal (campus MIL), campus à vocation scientifique d'une superficie totale estimée à 300 000 m^2. Celui-ci est intégré dans un nouveau quartier prévoyant également 1 300 logements, dont 30 % à des fins sociales et abordables, 4 hectares de nouveaux lieux publics (places et parcs) et des commerces de proximité. Le projet représentera à terme des investissements publics de plus de 200 M$. Pour la réalisation de ce grand projet et en complément aux outils réglementaires, une entente sur les conditions de réalisation du site Outremont (l'Entente) a été signée le 23 mars 2011 entre l'Université de Montréal et la Ville de Montréal (résolution CM11 0128).

La Ville de Montréal a prévu des travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement de surface qui desserviront le futur campus MIL et le site Outremont dans son ensemble. Les interventions de la Ville ont débuté en 2012 et les lots de travaux sont à différents stades d'avancement :

- La nouvelle cour de voirie de l'arrondissement d'Outremont est opérationnelle;
- L'avenue Thérèse Lavoie-Roux, la place publique, face au nouveau pavillon des sciences de l'UdeM, les rues locales ainsi que le parc de quartier P-4a sont en cours de réalisation;
- La réhabilitation du site de l'ancienne cour de voirie va débuter en 2019;
- La conception du futur parc P-3 et du passage Rockland et ses abords débutera en 2019.

Les abords du site Outremont

À la suite de l'adoption, en 2013, du Plan de développement urbain, économique et social (PDUES) des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau, le Service de la mise en valeur du territoire, en collaboration avec les arrondissements et les services concernés, engage la phase de mise en oeuvre des abords du site Outremont. Ceux-ci couvrent une partie des arrondissements de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Plateau-Mont-Royal et d'Outremont. Ils s'étendent sur 80 hectares. La planification détaillée des abords du site Outremont est étroitement liée au projet du site Outremont lui-même et à la volonté municipale d'intégrer ces territoires bordant les voies de chemin de fer du Canadien Pacifique (CP) au redéveloppement de l'ancienne gare de triage. L'objectif est de stimuler les retombées économiques et sociales sur ces territoires et d'accompagner la transformation de ces anciens secteurs industriels pour améliorer le cadre de vie des résidents et des travailleurs.

Les interventions annoncées dans le PDUES des abords du site Outremont visent le réaménagement du domaine public, la création de nouveaux lieux publics (parcs), mais également l'amélioration de la qualité de l'habitat et le soutien aux communautés (production de logements sociaux, communautaires, etc.).

En 2012, tous les travaux municipaux prévus jusqu'à présent ont été organisés dans une structure de découpage du projet en lots allant de 2 à 13 (le lot 1 étant dédié à la gestion de projet). Un tableau complet présentant les étapes terminées, les étapes en cours de réalisation et celles à venir est annexé dans les pièces jointes. La nature du lot lié au présent dossier (13) est résumée dans le tableau suivant:

Lot et interventions (plan de localisation en pièce jointe)	**Début des travaux**	**Fin des travaux**
Lot 13 Travaux de démolition et de réhabilitation des sols dans le prolongement de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux entre l'avenue Durocher et l'avenue Hutchison: · Démolition des fondations, des dalles structurales et des dalles sur sous-sols; · Récupération et élimination hors site des matériaux contaminés; · Décontamination du site; · Remblayage du site; · Drainage du site;	février 2019	avril 2019

Ces travaux s'inscrivent dans un calendrier serré de travaux pour permettre l'ouverture de l'avenue Thérèse Lavoie-Roux jusqu'à l'avenue Hutchison pour l'ouverture des pavillons de l'Université de Montréal en septembre 2019.

Notons que les travaux liés au présent dossier utilisera le système de traçabilité des sols contaminés « Traces Québec » pour le suivi du transport des sols contaminés et des matières résiduelles non dangereuses.

L'appel d'offres n°420411 a été publié le 29 octobre 2018. Un report de la date d'ouverture a été consenti. La date de fermeture de l'appel d'offres a donc été reportée au 22 novembre 2018.
La durée de publication est de 25 jours, ce qui est conforme au minimum requis en vertu de la Loi sur les cités et villes.

L'annonce a été publiée le lundi 29 octobre 2018 dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres du Gouvernement du Québec (SEAO).

Les soumissions sont valides durant cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 26 février 2019.

Trois (3) addenda ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

NUMÉRO ADDENDA	DATE DE PUBLICATION	CONTENU
1	9 novembre 2018	· Report de la date d'ouverture des soumissions. · Modification des horaires de chantier suite à l'adoption d'un nouveau règlement à l'arrondissement Outremont. · Modification au Cahier des charges. · Correction de la numérotation des articles au bordereau. · Modification au bordereau des prix de la formule de soumission. · Modification au cahier M – Devis technique - Maintien et gestion de la mobilité. · Modification au cahier R – Devis technique - Réhabilitation des sols. · Modification aux documents normalisés.
2	14 novembre 2018	· Modification au Cahier des charges. · Précisions nécessaires suite à la mise à jour du C.C.A.G et ajout d'exigence en maintien de la mobilité. · Modification au bordereau des prix de la formule de soumission. · Modification au cahier M – Devis technique - Maintien et gestion de la mobilité. · Modification au cahier R – Devis technique - Réhabilitation des sols. · Modification aux plans.
3	20 novembre 2018	• Tableau récapitulatif des questions et réponses durant la période d'appel d'offres.

Mentionnons que le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) agit à titre de service exécutant pour ce projet dont le requérant est le Service de la mise en valeur du territoire (SMVT).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1370 - 19 novembre 2018 - Accorder un contrat à Loiselle inc. dans le cadre du projet du site Outremont dans l'arrondissement d'Outremont, pour la réalisation des travaux de démolition de l'ancienne cour de voirie et la réhabilitation des sols pour un montant de 11 569 691,41 $ (incluant les taxes) à la suite de l'appel d'offres public 221714 (3 soumissionnaires dont 2 conformes). Dépense totale de 15 088 153,14 $, incluant les taxes (travaux: 11 569 691,41 $ + variations des quantités: 1 735 453,71 $ + contingences: 1 156 969,14 $ + incidences: 626 038,88 $).
CM18 1249 - 22 octobre 2018 - Octroyer un contrat à Cusson-Morin Construction inc. dans

le cadre du projet du site Outremont dans l'arrondissement d'Outremont, pour la réalisation des travaux de construction d'un mur antibruit et d'un talus végétalisé pour un montant de 1 101 004,18 $, incluant les taxes – Appel d'offres public 221715 (5 soumissionnaires conformes). Dépense totale de 1 482 055,32 $, incluant les taxes (travaux: 1 101 004,18 $ + variations des quantités: 165 150,63 $ + contingences: 110 100,42 $ + incidences: 105 800,09 $).

CM18 1250 - 22 octobre 2018 - Octroyer un contrat à Les Constructions H2D inc. dans le cadre du projet du site Outremont dans l'arrondissement d'Outremont, pour la réalisation des travaux d'aménagement du parc P4-a et travaux de voirie, d'éclairage, d'aménagement paysager et sur le réseau de la CSEM dans l'avenue Querbes et l'avenue Champagneur pour un montant de 7 626 848,23 $ (incluant les taxes) – Appel d'offres public 221713 (4 soumissionnaires conformes). Dépense totale de 11 048 856,73 $, incluant les taxes (travaux: 7 626 848,23 $ + variations des quantités: 1 144 027,23 $ + contingences: 833 642,28 $ + incidences: 1 444 338,99 $).

CG18 0188 – 29 mars 2018 - Accorder un contrat à Charex inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement sur les avenues Wiseman, Outremont, McEachran, du Manoir et Dollard, le chemin Bates et l'Axe central du projet, incluant les travaux d'égout, d'aqueduc, de voirie, de massifs électriques, d'éclairage et d'aménagement paysager, dans le cadre du projet du site Outremont dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 15 675 921,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 221711 (6 soumissionnaires).

CM18 0248 - 19 février 2018 - Accorder un contrat à Les Constructions H2D Inc. pour la réalisation dans le cadre du projet du site Outremont, dans l'arrondissement d'Outremont, des travaux de l'aménagement de la Place centrale incluant les travaux d'égouts, de voirie, l'éclairage et d'aménagement paysager. Dépense totale de 7 970 192,27 $, taxes incluses. Appel d'offres public 221712 (10 soumissionnaires).

CM17 0134 - 2 février 2017 - Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc. pour les travaux d'égout et de conduites d'eau dans l'axe central et les avenues transversales, dans le cadre du projet du site Outremont, dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 9 148 009,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 221709 (9 soumissionnaires);

CM 15 0781 – 16 juin 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à Les Services Exp inc. pour l'ingénierie, l'estimation, la surveillance et l'assistance technique en vue du parachèvement des travaux de construction, d'infrastructures et d'aménagement de surface sur le site du campus d'Outremont pour une somme maximale de 5 503 508,33 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14135 (6 soumissionnaires);

CM14 0293 – 24 mars 2014 - Approuver un projet d'Addenda 1 modifiant l'Entente sur les conditions de réalisation du campus Outremont intervenue le 23 mars 2011 entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal (CM11 0128);

CM11 0173 - 24 mars 2011 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 120 407 000 $ pour le financement des travaux municipaux et un emprunt de 21 700 000 $ pour le financement de la contribution municipale à l'Université de Montréal, requis dans le cadre du projet du campus Outremont;

CM11 0129 - 22 février 2011 - Adopter le Règlement 04-047-34 Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) et, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, le Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069) (campus Outremont);

CM11 0128 - 22 février 2011 - Approuver l'entente sur les conditions de réalisation du campus Outremont intervenue entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal.

DESCRIPTION

Les travaux prévus au présent dossier s'intègrent dans l'ensemble des actions à entreprendre par la Ville pour la réalisation du projet MIL Montréal.
Ces travaux correspondent au lot 13 - Travaux de démolition et de réhabilitation des sols dans le prolongement de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux entre l'avenue Durocher et l'avenue Hutchison.

Ces travaux font partie intégrante du projet MIL Montréal et consistent à :

- la démolition des fondations, des dalles structurales et des dalles sur sous-sols;
- la récupération et l'élimination hors site des matériaux contaminés;
- la décontamination du site;
- le remblayage et le drainage du site.

Ils seront suivis par la suite par des travaux d'aménagement de l'avenue Thérèse Lavoie-Roux entre les avenues Durocher et Hutchison au courant de l'été 2019 afin que les travaux soient complétés avant l'ouverture des pavillons de l'UdeM.

Budgets de contingences, de variations des quantités et d'incidences

Étant donné que les quantités prévues au bordereau de soumission sont établies avec la meilleure information disponible lors de l'appel d'offres, il est possible que les quantités réelles lors des travaux diffèrent. Par conséquent, un budget de variation des quantités équivalant à 15% du contrat, soit 147 603,91 $ taxes incluses, est prévu pour répondre aux variations dues aux conditions de chantier.

D'autre part, advenant des imprévus lors des travaux, un budget de contingences de 15% de la valeur des travaux de la Ville est recommandé. Le montant total des contingences s'élève donc à 147 603,91 $, taxes incluses.

Des dépenses incidentes sont également prévues pour un total de 26 674,20 $, taxes incluses, soit 3% des coûts des travaux. Celles-ci comprennent des dépenses relatives aux communications, à la signalisation, aux réseaux techniques urbains (RTU) ainsi que pour le contrôle qualitatif des matériaux. La majeure partie des incidences est attribuée à la surveillance environnementtale (10 500 $). Le détail de l'enveloppe des incidences prévue au contrat est disponible en pièce jointe.

Échéancier, boni et pénalités

Le cahier des charges prévoit un début des travaux au mois de février 2019 et un délai maximal de soixante (60) jours (calendrier) pour réaliser l'ensemble des travaux.
Aucun boni n'est prévu au contrat.

Les pénalités pour retards dans l'exécution des travaux prévues à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) s'appliquent au contrat.

JUSTIFICATION

Justification des travaux :
Les travaux prévus visent à poursuivre les aménagements que la Ville s'est engagée à

réaliser selon l'Entente avec l'Université de Montréal (CM11 0128 et CM14 0293).
Ils permettront à terme de créer un nouveau lien en prolongeant l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux entre l'avenue Durocher et l'avenue du Parc.

Les travaux du présent dossier consistent à la démolition et à la réhabilitation des sols entre l'avenue Durocher et l'avenue Hutchison. Ils permettront non seulement d'améliorer les liens locaux d'une part, mais aussi la canalisation de la circulation véhiculaire vers l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux depuis les avenues du Parc et Rockland–McEachran, de même que par le chemin Bates.

Soulignons que les interventions prévues sont complémentaires à celles réalisées par la Ville au cours des dernières années et à celles prévues prochainement (voir les étapes de réalisation du site Outremont en pièce jointe).

Analyse des soumissions :

Sur 16 preneurs du cahier des charges, 8 ont déposé une soumission (50 %) et 8 n'en ont pas déposé (50 %). La liste des preneurs du cahier des charges est fournie en pièce jointe. Parmi les huit (8) firmes n'ayant pas déposé de soumission :

· 1 est en fait la firme embauchée par le Ville pour produire l'estimation de contrôle;

· 7 n'ont pas donné de motif pour leur désistement.
Le tableau ci-après présente le résultat de l'appel d'offres, soit le prix des soumissions reçues ainsi que l'estimation de contrôle. Les écarts sont calculés entre les soumissions reçues ainsi qu'avec l'estimation de contrôle.

RÉSULTATS D'OUVERTURE DE SOUMISSION

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES*	Total (Taxes incluses)
1	Loiselle inc. (Licence RBQ 1211-9046-37) (Attestation Revenu Québec valide du 2018-08-28 au 2019-01-31)	984 026,08 $
2	Les Entreprises Ventec inc.	1 212 698,81 $
3	Eurovia Québec Construction inc.	1 222 145,28 $
4	Aménagement Côté Jardin inc.	1 304 851,28 $
5	Les Excavations Super inc.	1 387 689,04 $
6	Roxboro Excavation inc.	1 576 362,31 $
7	De Sousa - 4042077 Canada inc.	1 595 359,76 $
8	Les Entreprises Canbec Construction inc.	1 675 639,74 $
	Estimation des professionnels externes	1 372 864,84 $
	Coût moyen des soumissions reçues ($) Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	1 369 846,54 $ 39,2%
	Écart entre la plus haute et la plus basse conforme	691 613,66 $ 70,3%
	Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation	-388 838,76 $ -28,3%
	Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse	228 672,73 $ 23,2%

**Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables. Cependant, seuls les documents relatifs aux 2 plus basses*

soumissions conformes ont été vérifiés (attestation de Revenu Québec, licence RBQ, etc.)

Bien que Loiselle inc. ait fourni une attestation valide de l'Autorité des marchés financiers avec sa soumission, celle-ci n'était pas exigée dans le présent contrat étant donné la nature des travaux à faire.

L'estimation de contrôle faite par la firme Legico CHP s'élève à 1 372 864,84 $ taxes incluses. Le prix soumis par le plus bas soumissionnaire est inférieur à l'estimation de la firme Legico CHP. L'écart entre le prix soumis par Loiselle inc. et l'estimation de contrôle est de – 388 838,76 $, soit -28,30%.

L'écart principal avec l'estimation de contrôle initiale est lié surtout à la section 3 du bordereau selon les explications suivantes:

Section 3 - Travaux de réhabilitation des sols contaminés et terrassement brut Sous-section 3.5 Gestion des matières résiduelles non dangereuses: Écart de 101 484,00$ favorable à la Ville
Il est fort probable que l'entrepreneur ait reçu des soumissions de ses sous-traitants de site pour la disposition des sols plus basses étant donné la quantité importante à disposer.Il convient aussi de mentionner que Loiselle inc. a réalisé plusieurs lots de travaux dans le cadre du projet Outremont ce qui lui confère une très bonne connaissance du terrain. Ces éléments réunis font qu'il peut soumissionner à des prix très agressifs.

Section 3 - Travaux de réhabilitation des sols contaminés et terrassement brut Sous-section 3.11 Remblayage et compactage avec des matériaux d'emprunt: Écart de 148 409,00$ favorable à la Ville..
Les multiples chantiers de Loiselle inc. dans la région de Montréal ainsi que sa grande connaissance du terrain font en sorte qu'il peut se procurer des matériaux d'emprunt à des coûts très bas. Il convient de mentionner aussi qu'une grande partie des travaux se réalisera en période hivernale et généralement les coûts d'équipements ne sont pas comptabilisés en cette période, il est donc fort probable que Loiselle ait soumis très bas en prévoyant certainement d'utiliser ses équipements durant des périodes creuses (hivernale).

Autres écarts par rapport à l'estimation de contrôle.
Les autres écarts sont répartis relativement uniformément parmi les autres articles du bordereau de soumission.

Conformité de la soumission

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA).

Une attestation valide délivrée le 28 août 2018 par Revenu Québec a été déposée avec sa soumission, laquelle a été renouvelée jusqu'au 31 janvier 2019.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Malgré le fait que l'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de contrôle soit de -28,30%, cet écart étant favorable à la Ville, l'octroi du contrat est recommandé.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour la réalisation des travaux s'élève à un montant maximal de 1 305 908,11$, taxes incluses, incluant le prix de base des travaux ainsi que les budgets de variation des quantités, de contingences et d'incidences, le tout selon la ventilation financière suivante :

Description	Montant (taxes incluses)
Prix de base des travaux	984 026,08 $
Variations des quantités (15 %)	147 603,91 $
Contingences (15 %)	147 603,91 $
Incidences (3%)	26 674,20 $
Total	1 305 908,11 $

Les coûts des travaux seront assumés par la Ville-centre et les fonds proviendront à 100% du budget PTI du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) :

· **SMVT** : 1 305 908,11 $ taxes incluses. Un montant maximal de 1 192 468,16 $, net de ristournes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 11-006 - «Règlement autorisant un emprunt de 120 407 000 $ pour le financement des travaux municipaux et un emprunt de 21 700 000 $ pour le financement de la contribution municipale à l'Université de Montréal, requis dans le cadre du projet du campus Outremont». Ces travaux sont subventionnés à 50 % par le Programme Fonds Chantiers Canada-Québec en partenariat avec le Ministère des Affaires Municipales et Habitation (MAMH), ce qui laisse un emprunt net à la charge des contribuables de 596 234,08 $.

Il convient de mentionner qu'une demande de subvention sera déposée par l'équipe de projet dans le cadre de l'entente conclut entre la Ministre du développement durable, de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques et la Ville de Montréal pour la réhabilitation de terrains contaminés situés sur le territoire de la Ville de Montréal.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En juin 2016, le MIL Montréal et ses abords est le premier projet retenu comme projet phare d'aménagement dans le troisième plan de développement durable de la collectivité montréalaise (Montréal durable 2016-2020). Cette désignation vise à faire encourager l'innovation et l'adoption de pratiques exemplaires tout au long du projet, et à rendre visibles les engagements de l'administration municipale en matière de développement durable.
Rappelons qu'une partie du territoire du MIL Montréal et ses abords vise la certification LEED pour l'aménagement des quartiers (LEED-AQ). Les crédits suivis dans le cadre de cette certification portent autant sur le verdissement des terrains, l'intégration des modes de transports collectifs et actifs, que sur l'efficacité énergétique des bâtiments ou encore la gestion des matières résiduelles. En 2016, le projet a obtenu la certification LEED-AQ niveau Or pour la phase 2 du projet (conception). L'objectif est de poursuivre cet engagement et d'obtenir la certification pour la troisième et dernière phase du projet (phase 3 : réalisation).

Par ailleurs, la Ville de Montréal s'attend à ce que l'ensemble des acteurs intervenants dans

la conception et la réalisation des projets hors du périmètre LEED-AQ défini s'inspirent et/ou reprennent les critères visés pour participer à la mise en œuvre du premier projet phare d'aménagement durable de la collectivité montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux proposés sont nécessaires à la poursuite de la réalisation du projet MIL Montréal en partenariat avec l'Université de Montréal et en conformité avec l'Entente. En vertu de l'Annexe IV (Calendrier de réalisation des travaux - révisé) de l'Entente, Addenda n°1 (résolution CM14 0293 du 24 mars 2014), la Ville s'est engagée auprès de l'Université de Montréal à réaliser les travaux prévus dans le présent dossier afin que tout soit complété au plus tard en septembre 2019.
Il importe de rappeler que l'ensemble des travaux municipaux du projet du MIL Montréal fait l'objet d'une subvention du Ministère des Affaires Municipales et Habitation (MAMH) par le Programme Fonds Chantiers Canada-Québec, qui vient à échéance en décembre 2021. Les travaux de ce contrat ainsi que les travaux prévus dans les phases futures devront donc être terminés avant cette date afin de pouvoir bénéficier de la subvention de 50% du coût des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan global de communications pour l'ensemble du site sera produit conjointement par la Ville et l'Université de Montréal en 2019 en prévision de l'ouverture officielle du site Outremont prévue en 2019.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates visées
· Résolution du Comité exécutif : 16 janvier 2019.
· Résolution du Conseil municipal : 28 janvier 2019.
· Début des travaux sur le site: février 2019.
· Fin des travaux : avril 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures_voirie et transports
Lucie DUMESNIL, Service des infrastructures_voirie et transports
Louis-Henri BOURQUE, Service de la mise en valeur du territoire
Marie-France PAQUET, Outremont

Lecture :

Véronique PARENTEAU, 6 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lamine DIALLO
Ingénieur chargé de projet et Sébastien Deshaies, chef de section

Tél : 514 872-6539
Télécop. : 514 872-9471

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-05

Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division

Tél : 514 872-4781
Télécop. : 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2018-12-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-18

Montréal

Site Outremont – Soumission 420411

Travaux de démolition et de réhabilitation des sols dans le prolongement de l'Axe Central (Avenue Thérèse-Lavoie-Roux), de l'avenue Durocher à l'avenue Hutchison, Arrondissement Outremont

GDD n°118 1009 025

Calendrier des étapes du projet du site Outremont

Étapes terminées :

	Date de début	Date de fin
Lot 3 - Construction de la rue d'accès à la future cour de service.	juillet 2014	octobre 2015
Lot 2a - Réhabilitation des sols des lots 3 711 065 et 3 684 716 à 3 684 722 longeant l'avenue Durocher.	mai 2015	août 2015
Lot 2b - Construction d'un pont ferroviaire et des infrastructures souterraines et de la chaussée d'une nouvelle rue allant de l'avenue Durocher à l'avenue Outremont.	avril 2015	avril 2016
Lot 4 - Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de marquage et d'éclairage dans l'avenue Wiseman et dans l'avenue Outremont, de l'avenue Van Horne à l'avenue Manseau et dans l'avenue Manseau, de l'avenue Wiseman à l'avenue Outremont.	avril 2016	novembre 2016
Lot 5a - Réhabilitation des sols du terrain situé au nord de l'actuelle cour de services d'Outremont.	septembre 2016	avril 2017
Lot 6a - Axe central ouest, avenue Outremont et Wiseman partie nord: réalisation des infrastructures, construction du bassin P2.	mars 2017	décembre 2017
Lot 9a - Avenue Dollard: construction des infrastructures souterraines.	mars 2017	décembre 2017
Lot 10a - Avenue Champagneur: construction des infrastructures souterraines.	mars 2017	décembre 2017
Lot 10a - Avenues Querbes et de l'Épée: construction des infrastructures souterraines.	mars 2017	août 2018
Lot 11a - Secteur délimité par les avenues Champagneur et Querbes: réalisation des travaux de construction du bassin de rétention dans le parc P4.	mars 2017	décembre 2017

Étape en cours de réalisation :

	Date de début	Date de fin
Lot 6b - Axe central du projet entre les avenues McEachran et Durocher ainsi que les rues transversales: réalisation de l'aménagement de surface.	avril 2018	juin 2019
Lot 8a - Avenue McEachran vers le nord: prolongement de l'avenue McEachran vers le nord, construction des infrastructures souterraines, réalisation de travaux de chaussée et d'aménagement de surface.	avril 2018	juin 2019
Lot 6c - Place centrale : réalisation de l'aménagement de surface.	mai 2018	juin 2019

Étapes faisant l'objet du présent dossier :

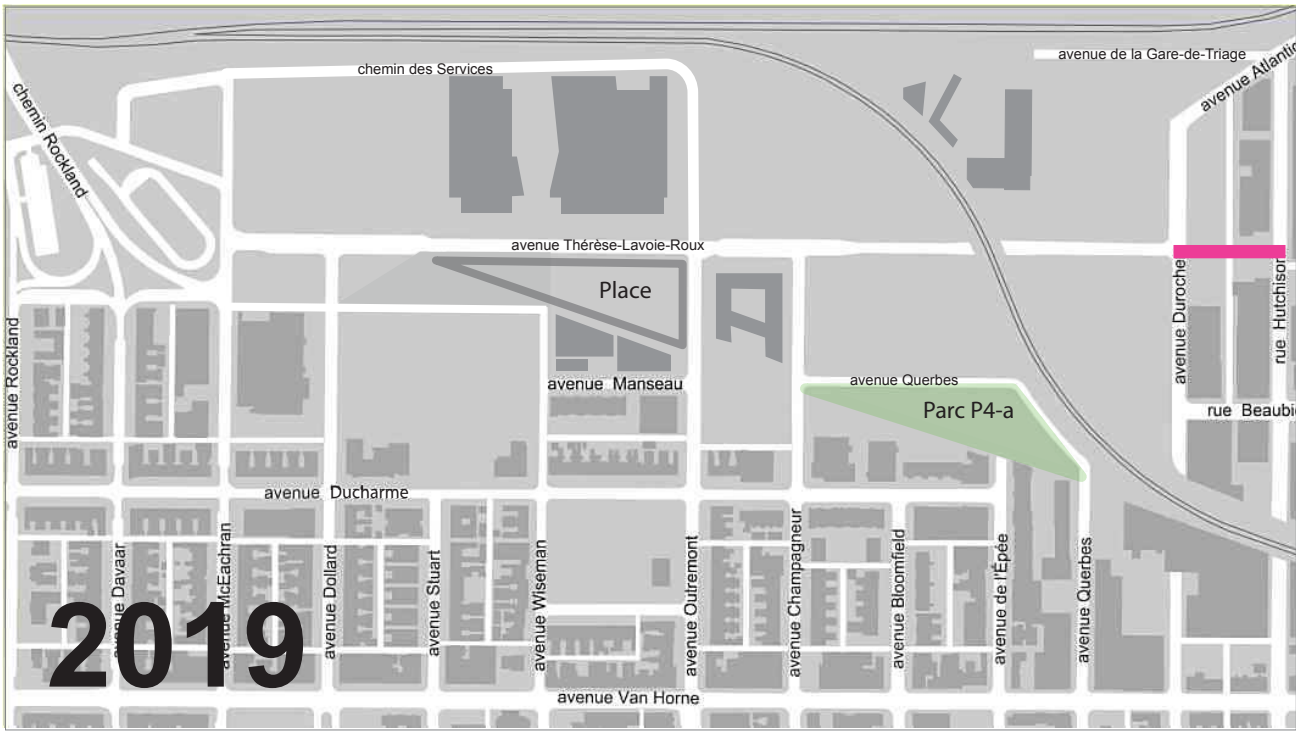
	Début des travaux	Fin des travaux
Lot 13 - démolition et de réhabilitation des sols dans le prolongement de l'Axe Central (Avenue Thérèse-Lavoie-Roux), de l'avenue Durocher à l'avenue Hutchison	février 2019	avril 2019

Étape qui se réalisera en parallèle que celles faisant l'objet du présent dossier :

	Date de début	Date de fin
Lot 5b - Réhabilitation des sols du terrain de l'ancienne cour de services d'Outremont.	février 2019	septembre 2019
Lot 10b - Avenues Champagneur et Querbes : travaux de construction de chaussée et d'aménagement de surface.	novembre 2018	novembre 2019
Lot 11b - Secteur délimité par les avenues Champagneur et Querbes: aménagement de surface du parc P4 ainsi que du parc linéaire entre le parc P4 et la place centrale.	novembre 2018	novembre 2019
Lot 11c – Construction d'un mur antibruit et d'un talus végétalisé le long de l'avenue Querbes et des rails du Canadien Pacifique	novembre 2018	juin 2019

Étapes à venir :

	Début des travaux	Fin des travaux
Lot 7 - Secteur délimité par l'avenue Dollard et l'avenue Wiseman et par l'avenue Ducharme et la ruelle de l'axe central Ouest: construction du bassin de rétention P3 et du parc P3.	mai 2019	décembre 2019
Lot 8b - Avenue Bates: réalisation de travaux de chaussée et d'aménagement de surface.	mai 2019	décembre 2019
Lot 9b - Avenues Dollard, Stuart et ruelles: construction de chaussée et d'aménagement de surface.	juillet 2019	décembre 2019
Lot 12 - Secteur délimité par les avenues Bates à McEachran: réalisation des travaux de construction du bassin P1 et du parc P1.	mai 2020	décembre 2020



LÉGENDE

Travaux de démolition et de réhabilitation des sols dans le prolongement de l'Avenue Thérèse-Lavoie-Roux entre l'Avenue Durocher et l'Avenue Hutchison

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 20 mars 2017

EXCAVATION LOISELLE INC.
A/S MONSIEUR SÉBASTIEN CLAVEAU
280, BOUL PIE-XII
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD (QC) J6S 6P7

N° de décision : 2017-CPSM-1017905
N° de client : 2700004312

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXCAVATION LOISELLE ET FRÈRES, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE ENVIRONNEMENT, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXCAVATION, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXPLOITATION ET ENTRETIEN ROUTIER, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE FORAGE, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE OUVRAGES D'ART, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). EXCAVATION LOISELLE INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **15 décembre 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

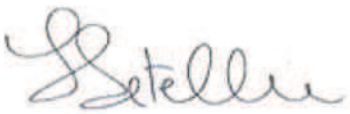
Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 420411
Numéro de référence : 1209795
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de démolition et de réhabilitation des sols dans le prolongement de l'Axe Central, de l'avenue Durocher à l'avenue Hutchison

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1506047)** 2018-10-30 8 h 41 **Transmission :** 2018-10-30 9 h 06	3023666 - 420411_Addenda 1_incluant un report de date 2018-11-09 13 h 31 - Courriel 3023668 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 10 h 34 - Courriel 3023669 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-11-09 10 h 34 - Téléchargement 3025683 - 420411_Addenda 2_signé 2018-11-15 9 h 58 - Courriel 3025685 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (devis) 2018-11-15 9 h 59 - Courriel 3025686 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2018-11-15 9 h 59 - Téléchargement 3027682 - 420411_Addenda 3 2018-11-20 13 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Aménagement Coté Jardin Inc 4303 rue Hogan Montréal, QC, H2H 2N2	Monsieur Jean-Patrick Blanchette Téléphone : 514 939-3577 Télécopieur : 514 939-3174	**Commande : (1506955)** 2018-11-01 8 h 18 **Transmission :** 2018-11-01 8 h 18	3023666 - 420411_Addenda 1_incluant un report de date 2018-11-09 13 h 31 - Courriel 3023668 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 10 h 34 - Courriel 3023669 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-11-09 10 h 34 - Téléchargement 3025683 - 420411_Addenda 2_signé 2018-11-15 9 h 58 - Courriel 3025685 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (devis) 2018-11-15 9 h 59 - Courriel 3025686 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2018-11-15 9 h 59 - Téléchargement 3027682 - 420411_Addenda 3 2018-11-20 13 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
	Monsieur Stéphan Charette	**Commande : (1508451)** 2018-11-06 7 h 35	

Charex 17755 RUE LAPOINTE Mirabel, QC, J7J 0W7	Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Transmission :** 2018-11-06 7 h 35	3023666 - 420411_Addenda 1_incluant un report de date 2018-11-09 13 h 31 - Courriel 3023668 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 10 h 34 - Courriel 3023669 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-11-09 10 h 34 - Téléchargement 3025683 - 420411_Addenda 2_signé 2018-11-15 9 h 58 - Courriel 3025685 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (devis) 2018-11-15 9 h 59 - Courriel 3025686 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2018-11-15 9 h 59 - Téléchargement 3027682 - 420411_Addenda 3 2018-11-20 13 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
De Sousa 3872 Boulevard Leman Laval, QC, H7E1A1	Monsieur Wilson De Sousa Téléphone : 450 663-3000 Télécopieur : 450 663-2000	**Commande : (1507997)** 2018-11-05 9 h 21 **Transmission :** 2018-11-05 11 h 41	3023666 - 420411_Addenda 1_incluant un report de date 2018-11-09 13 h 31 - Courriel 3023668 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 10 h 34 - Courriel 3023669 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-11-09 10 h 34 - Téléchargement 3025683 - 420411_Addenda 2_signé 2018-11-15 9 h 58 - Courriel 3025685 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (devis) 2018-11-15 9 h 59 - Courriel 3025686 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2018-11-15 9 h 59 - Téléchargement 3027682 - 420411_Addenda 3 2018-11-20 13 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Eurovia Québec Construction inc. - Agence Chenail 104, boul. St-Rémi c.p. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Madame Christine Barbeau Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur :	**Commande : (1507760)** 2018-11-02 14 h 35 **Transmission :** 2018-11-02 14 h 35	3023666 - 420411_Addenda 1_incluant un report de date 2018-11-09 13 h 31 - Courriel 3023668 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 10 h 34 - Courriel 3023669 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-11-09 10 h 34 - Téléchargement 3025683 - 420411_Addenda 2_signé 2018-11-15 9 h 58 - Courriel 3025685 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (devis) 2018-11-15 9 h 59 - Courriel 3025686 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2018-11-15 9 h 59 - Téléchargement 3027682 - 420411_Addenda 3 2018-11-20 13 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

L.A. Hébert Ltée 9700 Place Jade Brossard, QC, J4Y 3C1	Madame Louise Brisson Téléphone : 450 444-4847 Télécopieur : 450 444-3578	**Commande : (1506142)** 2018-10-30 10 h 18 **Transmission :** 2018-10-30 10 h 18	3023666 - 420411_Addenda 1_incluant un report de date 2018-11-09 13 h 45 - Messagerie 3023668 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 10 h 34 - Télécopie 3023669 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-11-09 10 h 34 - Téléchargement 3025683 - 420411_Addenda 2_signé 2018-11-15 9 h 59 - Télécopie 3025685 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (devis) 2018-11-15 10 h 32 - Télécopie 3025686 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2018-11-15 9 h 59 - Téléchargement 3027682 - 420411_Addenda 3 2018-11-20 13 h 25 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Legico CHP Consultants 4080 boul. Le Corbusier bur. 203 Laval, QC, H7L5R2	Monsieur daniel paquin Téléphone : 514 842-1355 Télécopieur :	**Commande : (1505943)** 2018-10-29 16 h 28 **Transmission :** 2018-10-29 17 h 40	3023666 - 420411_Addenda 1_incluant un report de date 2018-11-09 13 h 31 - Courriel 3023668 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 10 h 34 - Courriel 3023669 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-11-09 10 h 34 - Téléchargement 3025683 - 420411_Addenda 2_signé 2018-11-15 9 h 58 - Courriel 3025685 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (devis) 2018-11-15 9 h 59 - Courriel 3025686 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2018-11-15 9 h 59 - Téléchargement 3027682 - 420411_Addenda 3 2018-11-20 13 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1508509)** 2018-11-06 8 h 59 **Transmission :** 2018-11-06 8 h 59	3023666 - 420411_Addenda 1_incluant un report de date 2018-11-09 13 h 46 - Messagerie 3023668 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 11 h 08 - Télécopie 3023669 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-11-09 10 h 34 - Téléchargement 3025683 - 420411_Addenda 2_signé 2018-11-15 9 h 59 - Télécopie 3025685 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (devis) 2018-11-15 11 h 03 - Télécopie 3025686 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2018-11-15 9 h 59 - Téléchargement 3027682 - 420411_Addenda 3 2018-11-20 13 h 25 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4	Monsieur Gustavo Cabanillas Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508	**Commande : (1507415)** 2018-11-02 7 h 19 **Transmission :** 2018-11-02 7 h 19	3023666 - 420411_Addenda 1_incluant un report de date 2018-11-09 13 h 31 - Courriel 3023668 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 10 h 34 - Courriel 3023669 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-11-09 10 h 34 - Téléchargement 3025683 - 420411_Addenda 2_signé 2018-11-15 9 h 58 - Courriel 3025685 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (devis) 2018-11-15 9 h 59 - Courriel 3025686 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2018-11-15 9 h 59 - Téléchargement 3027682 - 420411_Addenda 3 2018-11-20 13 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1507169)** 2018-11-01 11 h 54 **Transmission :** 2018-11-01 11 h 54	3023666 - 420411_Addenda 1_incluant un report de date 2018-11-09 13 h 31 - Courriel 3023668 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 10 h 34 - Courriel 3023669 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-11-09 10 h 34 - Téléchargement 3025683 - 420411_Addenda 2_signé 2018-11-15 9 h 58 - Courriel 3025685 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (devis) 2018-11-15 9 h 59 - Courriel 3025686 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2018-11-15 9 h 59 - Téléchargement 3027682 - 420411_Addenda 3 2018-11-20 13 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1506297)** 2018-10-30 14 h 01 **Transmission :** 2018-10-30 14 h 09	3023666 - 420411_Addenda 1_incluant un report de date 2018-11-09 13 h 45 - Messagerie 3023668 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 10 h 35 - Télécopie 3023669 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-11-09 10 h 34 - Téléchargement 3025683 - 420411_Addenda 2_signé 2018-11-15 9 h 59 - Télécopie 3025685 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (devis) 2018-11-15 10 h 30 - Télécopie 3025686 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2018-11-15 9 h 59 - Téléchargement 3027682 - 420411_Addenda 3 2018-11-20 13 h 25 - Télécopie

			Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les services de construction Démo Spec inc. 10000 Henri Bourassa Est Montréal, QC, H1C 1T1 http://www.demospec.ca	Madame Jocelyne Ouellet Téléphone : 514 648-6366 Télécopieur : 514 648-6356	**Commande : (1507648)** 2018-11-02 11 h 32 **Transmission :** 2018-11-02 11 h 32	3023666 - 420411_Addenda 1_incluant un report de date 2018-11-09 13 h 31 - Courriel 3023668 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 10 h 34 - Courriel 3023669 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-11-09 10 h 34 - Téléchargement 3025683 - 420411_Addenda 2_signé 2018-11-15 9 h 58 - Courriel 3025685 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (devis) 2018-11-15 9 h 59 - Courriel 3025686 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2018-11-15 9 h 59 - Téléchargement 3027682 - 420411_Addenda 3 2018-11-20 13 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1506027)** 2018-10-30 8 h 19 **Transmission :** 2018-10-30 8 h 19	3023666 - 420411_Addenda 1_incluant un report de date 2018-11-09 13 h 31 - Courriel 3023668 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 10 h 34 - Courriel 3023669 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-11-09 10 h 34 - Téléchargement 3025683 - 420411_Addenda 2_signé 2018-11-15 9 h 58 - Courriel 3025685 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (devis) 2018-11-15 9 h 59 - Courriel 3025686 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2018-11-15 9 h 59 - Téléchargement 3027682 - 420411_Addenda 3 2018-11-20 13 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1506792)** 2018-10-31 14 h 14 **Transmission :** 2018-10-31 14 h 14	3023666 - 420411_Addenda 1_incluant un report de date 2018-11-09 13 h 31 - Courriel 3023668 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 10 h 34 - Courriel 3023669 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-11-09 10 h 34 - Téléchargement 3025683 - 420411_Addenda 2_signé 2018-11-15 9 h 58 - Courriel 3025685 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (devis) 2018-11-15 9 h 59 - Courriel 3025686 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2018-11-15 9 h 59 - Téléchargement

			3027682 - 420411_Addenda 3 2018-11-20 13 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1505840)** 2018-10-29 14 h 31 **Transmission :** 2018-10-29 17 h 35	3023666 - 420411_Addenda 1_incluant un report de date 2018-11-09 13 h 45 - Messagerie 3023668 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 10 h 35 - Télécopie 3023669 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-11-09 10 h 34 - Téléchargement 3025683 - 420411_Addenda 2_signé 2018-11-15 10 h - Télécopie 3025685 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (devis) 2018-11-15 10 h 30 - Télécopie 3025686 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2018-11-15 9 h 59 - Téléchargement 3027682 - 420411_Addenda 3 2018-11-20 13 h 26 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
tecosol inc. 99 des Hauts-Bois #209 Sainte-Julie, QC, J3E 3J9	Monsieur Pierre Dufresne Téléphone : 450 922-1410 Télécopieur : 450 922-4774	**Commande : (1506036)** 2018-10-30 8 h 27 **Transmission :** 2018-10-30 8 h 27	3023666 - 420411_Addenda 1_incluant un report de date 2018-11-09 13 h 31 - Courriel 3023668 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 10 h 34 - Courriel 3023669 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-11-09 10 h 34 - Téléchargement 3025683 - 420411_Addenda 2_signé 2018-11-15 9 h 58 - Courriel 3025685 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (devis) 2018-11-15 9 h 59 - Courriel 3025686 - 420411_Formulaires de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2018-11-15 9 h 59 - Téléchargement 3027682 - 420411_Addenda 3 2018-11-20 13 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1181009025

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 4
Objet :	Accorder un contrat à Loiselle inc. dans le cadre du projet MIL Montréal dans l'arrondissement d'Outremont, pour les travaux de démolition et de réhabilitation des sols dans le prolongement de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux entre l'avenue Durocher et l'avenue Hutchison pour un montant de 984 026,08 $ (incluant les taxes) à la suite de l'appel d'offres public 420411 (8 soumissionnaires conformes). Dépense totale de 1 305 908,11 $, incluant les taxes (travaux: 984 026,08 $ + variations des quantités: 147 603,91 $ + contingences: 147 603,91 $ + incidences: 26 674,20 $).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1181009025 SMVT.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget

Tél : 514-872-5911

Co- auteure
Marie Claude Pierre
Agente Comptable Analyste
514-868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Josée BÉLANGER

Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-3238

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Point de service développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.14

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1187231077

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Clean Water Works Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 9 252 100,00 $ (contrat: 8 261 000,00 $ + contingences: 826 100,00 $ + incidences: 165 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441112 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 8 426 000,00 $, taxes incluses pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Clean Water Works Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 261 000,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 441112 ;

3. d'autoriser une dépense de 826 100,00 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-21 15:58

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187231077**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Clean Water Works Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 9 252 100,00 $ (contrat: 8 261 000,00 $ + contingences: 826 100,00 $ + incidences: 165 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441112 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par la technique de chemisage sont proposés par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation;
· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
· Réduction des émissions de gaz à effet de serre comparativement à la reconstruction par excavation;
· Maintien de la circulation durant les travaux.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'égout, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'égout.

Pour mesurer l'évolution du coût par kilomètre des contrats de travaux de réhabilitation de conduites d'égout octroyés depuis 2008, une liste est annexée en pièce jointe.

La longueur totale des conduites d'égout à réhabiliter par chemisage en 2019-2020 sera d'environ 67,1 kilomètres, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 1,55 % de l'ensemble du réseau.

Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville à ouvrir le marché et encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) a scindé le grand projet de travaux de réhabilitation en huit (8) secteurs, soit huit (8) contrats à octroyer. La présente demande d'octroi du contrat #441112 vise la réhabilitation des conduites d'égout des arrondissements du Plateau-Mont-Royal et de Ville-Marie et fait suite à la publication du premier appel d'offres du grand projet.

La DRE a mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) afin de préparer les documents requis au lancement d'un nouvel appel d'offres et de réaliser ces travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1004 - 21 août 2018 - Accorder deux contrats de services professionnels, pour une période de 36 mois, pour la surveillance des travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable et d'égout, le support technique et le contrôle de qualité à Tetra Tech QI inc., pour une somme maximale de 3 183 123,12 $, taxes incluses (contrat #1 - 1 soumissionnaire) et Cima+ S.E.N.C. pour la somme maximale de 2 949 999,52 $, taxes incluses (contrat #2 - 2 soumissionnaires, 1 seul conforme) - Appel d'offres public 18-16762 (1187231053) ;

CM18 0665 - 29 mai 2018 - Accorder un contrat à Clean Water Works inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 11 041 000,00 $ (contrat: 10 821 000,00 $ + incidences: 220 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417621 - 2 soum. (1187231028) ;

CM18 0663 - 29 mai 2018 - Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout secondaires par chemisage, dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 13 836 000,00 $ (contrat: 13 584 000,00 $ + incidences: 252 000,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 417625 - 2 soum. (1187231031) ;

CM18 0390 - 26 mars 2018 - Accorder un contrat à Clean Water Works Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 6 920 000,00$ (contrat: 6 767 000,00 $ + incidences: 153 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417620 - 4 soum. (1187231006) ;

CM18 0371 - 26 mars 2018 - Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout secondaires par chemisage avec cure aux rayons ultraviolets sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 2 289 000,00 $ (contrat: 2 224 000,00 $ + incidences: 65 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417626 - 6 soum. (1177231101) ;

CM18 0370 - 26 mars 2018 - Accorder un contrat à Clean Water Works Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout secondaires par chemisage avec cure aux rayons ultraviolets sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 1 539 444,00 $ (contrat: 1 474 444,00 $ + incidences: 65 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417622 - 6 soum. (1177231100) ;

CM18 0231 - 19 février 2018 - Accorder un contrat à Clean Water Works inc., pour des

travaux de réhabilitation de conduites d'égout secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 9 316 000,00 $ (contrat: 9 126 000 $ + incidences: 190 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417624- 3 soum. (1177231096) ;

CM18 0230 - 19 février 2018 - Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 9 765 000,00 $ (contrat: 9 585 000,00 $ + incidences: 180 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417623 - 3 soum. (1177231091).

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit réhabiliter une longueur d'environ 8,2 kilomètres de conduites d'égout secondaires et les travaux seront réalisés dans les arrondissements du Plateau-Mont -Royal et de Ville-Marie.
La liste des rues où auront lieu les travaux est jointe au présent dossier.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 826 100,00 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux, de marquage et signalisation, de gestion des impacts, ainsi que surveillance environnementale pour la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux (article 33 des clauses administratives spéciales du cahier des charges). Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

Une clause sur l'expérience du soumissionnaire est incluse dans les documents de l'appel d'offres #441112 (voir en pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 9 252 100,00 $, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 8 261 000,00 $, des contingences de 826 100,00 $ et des incidences de 165 000,00 $.
Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 8 448 400,51 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt # 17-083.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 27 mars 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la mobilité».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée pour informer les riverains de la nature et des impacts des travaux. Cette stratégie s'appuiera sur les outils de communication suivants dont la distribution d'avis aux riverains, l'envoi de courriels d'information destinés aux partenaires et aux chroniqueurs à la circulation, l'affichage de panneaux de chantier lorsque requis, la diffusion d'information sur le site Web et la carte Info-travaux ainsi que sur les médias sociaux (Twitter: MTL_Circulation et Waze, ...).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : mars 2019
Fin des travaux : mars 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal
Louis-François MONET, Ville-Marie
Pierre SAINTE-MARIE, Service des infrastructures_voirie et transports
Christianne RAIL, Service des infrastructures_voirie et transports
Marie-Ève BOIVIN, Ville-Marie
Karine CÔTÉ, Service des communications

Lecture :

Karine CÔTÉ, 20 décembre 2018
Benoît MALETTE, 18 décembre 2018
Pierre SAINTE-MARIE, 18 décembre 2018
Christianne RAIL, 18 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandre A MARTIN
ingenieur

Tél : 514 872-0801
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-14

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2018-12-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-21

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 441112 — No du GDD : 1187231077

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 10 - 2018 — Ouverture originalement prévue le : 27 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 27 - 11 - 2018 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
21 - 11 - 2018	Modification du délai de réalisation (CCAS p.III-7), retrait des plans PMR-EG-2019-11A et PMR-EG-2019-11B, ajout de l'article 42,1 « Abandon de conduite par remplissage » au formulaire de soumission (Cahier RE art.10,5 et 41,14) et mise à jour des modes de paiement concernant la circulation (Cahier RE art.14.1, 14.2, 14.3, 14.4, 14.5, 14.6, 14.7, 14.8, 14.9, 14.10,14.12 et 14.13).	(150 000 $)

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs 5 — Nbre de soumissions reçues 2 — % de réponses 40

Nbre de soumissions rejetées 0 — % de rejets 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 27 - 3 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : - -

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections du prix **Total**
CLEAN WATER WORKS INC.	8 261 000.00
INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED	8 410 000.00

Estimation	**externe**	8 667 163.64

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-4.7%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **1.8%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	x	AMF	☐	x	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA	☐	x	Revenu Qc	☐	x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : CLEAN WATER WORKS INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 8 261 000.00

Montant des contingences ($) : 826 100.00

Montant des incidences ($) : 165 000.00

Date prévue de début des travaux : 18 - 3 - 2019 — Date prévue de fin des travaux : 6 - 3 - 2020

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 441112
Numéro de référence : 1209638
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Clean Water Works Inc. (CWW Réhabilitation) 1800 rue Bantree Ottawa, ON, K1B5L6 http://www.cwwcanada.com NEQ : 1164980162	Monsieur Nicolas Brennan Téléphone : 613 745-9536 Télécopieur : 613 745-9994	**Commande : (1509274)** 2018-11-07 14 h 24 **Transmission :** 2018-11-07 14 h 30	3028392 - 441112_AD_01_2018-11-21 2018-11-21 16 h 05 - Courriel 3028397 - 441112_PL_Plans modifiés_2018-11-21_AD 2018-11-21 16 h 28 - Messagerie 3028399 - 441112_FR_Soumission_R01_2018-11-21_AD (devis) 2018-11-21 16 h 09 - Courriel 3028400 - 441112_FR_Soumission_R01_2018-11-21_AD (bordereau) 2018-11-21 16 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Camara 1041-5, route Harwood Vaudreuil-Dorion, QC, J7V 8P2 http://constructioncamara.ca NEQ : 1164339989	Monsieur David Hodgson Téléphone : 450 455-9726 Télécopieur :	**Commande : (1506814)** 2018-10-31 14 h 40 **Transmission :** 2018-10-31 14 h 53	3028392 - 441112_AD_01_2018-11-21 2018-11-21 16 h 05 - Courriel 3028397 - 441112_PL_Plans modifiés_2018-11-21_AD 2018-11-21 16 h 29 - Messagerie 3028399 - 441112_FR_Soumission_R01_2018-11-21_AD (devis) 2018-11-21 16 h 09 - Courriel 3028400 - 441112_FR_Soumission_R01_2018-11-21_AD (bordereau) 2018-11-21 16 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Fjord Fusion Inc. 340 Émile Couture Chicoutimi, QC, G7H 8B6 NEQ : 1166189440	Monsieur Eric Martin Téléphone : 418 545-1698 Télécopieur : 418 545-1206	**Commande : (1510518)** 2018-11-12 8 h 59 **Transmission :** 2018-11-12 9 h 02	3028392 - 441112_AD_01_2018-11-21 2018-11-21 16 h 05 - Courriel 3028397 - 441112_PL_Plans modifiés_2018-11-21_AD 2018-11-21 16 h 27 - Messagerie 3028399 - 441112_FR_Soumission_R01_2018-11-21_AD (devis) 2018-11-21 16 h 09 - Courriel

				3028400 - 441112_FR_Soumission_R01_2018-11-21_AD (bordereau) 2018-11-21 16 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com NEQ : 1144751931	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1505823)** 2018-10-29 14 h 08 **Transmission :** 2018-10-29 14 h 40 **2 copies**	3028392 - 441112_AD_01_2018-11-21 2018-11-21 16 h 05 - Courriel 3028397 - 441112_PL_Plans modifiés_2018-11-21_AD 2018-11-21 16 h 29 - Messagerie 3028399 - 441112_FR_Soumission_R01_2018-11-21_AD (devis) 2018-11-21 16 h 09 - Courriel 3028400 - 441112_FR_Soumission_R01_2018-11-21_AD (bordereau) 2018-11-21 16 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1 NEQ : 1143366715	Monsieur Gunther Conard Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1506114)** 2018-10-30 9 h 48 **Transmission :** 2018-10-30 9 h 57	3028392 - 441112_AD_01_2018-11-21 2018-11-21 16 h 05 - Courriel 3028397 - 441112_PL_Plans modifiés_2018-11-21_AD 2018-11-21 16 h 28 - Messagerie 3028399 - 441112_FR_Soumission_R01_2018-11-21_AD (devis) 2018-11-21 16 h 09 - Courriel 3028400 - 441112_FR_Soumission_R01_2018-11-21_AD (bordereau) 2018-11-21 16 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

Montréal

SOUMISSION 441112- PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

<table>
<tr><th>Secteur</th><th>Travaux de réhabilitation de conduites d'égouts par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal</th></tr>
<tr><td>Applicable aux rues suivantes :
<table>
<tr><th>Arrondissements</th><th>Rues</th></tr>
<tr><td>Le Plateau-Mont-Royal</td><td>Hogan, Bercy, Henri-Julien, Marie-Anne Est, Drolet, Messier, Saint-Dominique, Hutchison, Milton, Casgrain, Coloniale, Clark, Saint-Urbain, Parthenais, Masson, Saint-Urbain, Frontenac, Van Horne, Marie-Anne, Saint-Dominique, Fairmount Est</td></tr>
<tr><td>Ville-Marie</td><td>Le Royer Est, Seaforth, Saint-Dominique, Dufresne, Notre-Dame Est, Pins Ouest, Bercy, Saint-Hubert, Poupart, Sainte-Rose, La Fontaine, Panet, Brazeau, Beaudry, Jacques-Cartier, Panet, Bordeaux, Plessis, De Maisonneuve Ouest, Alexandre-DeSève, Notre-Dame Ouest, Carmichael, Grant, Sainte-Élisabeth, City Councillors, Gosford,</td></tr>
</table></td><td>Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du cahier M.
- Respecter les exigences générales et obligation du DIN-8A (Planche de signalisation, permis, signalisation existante et temporaire, inspection et entretien, gestion des piétons, etc.) à moins d'indications contraires au cahier M;
- Protéger les aires de travail et les excavations à l'aide de dispositifs de retenue pour chantiers appropriés (T-RV-7, barricades, clôture autoportante ou glissière de sécurité en béton pour chantier) afin d'assurer le niveau de sécurité des travailleurs et des usagers;
- Maintenir en tout temps les mouvements permis aux intersections à moins d'indications contraires tels que décrits à l'Annexe M1.</td></tr>
<tr><td>Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets</td><td>- En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1;
- Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux;
- Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux);
- Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de caserne d'incendie;
- Relocaliser les zones de livraison, les zones pour handicapés, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes;
- L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1;
- Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1;</td></tr>
</table>

Secteur	Travaux de réhabilitation de conduites d'égouts par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal
	- Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences à l'Annexe M1. L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 20 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info ; - L'entrepreneur doit prévoir redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail; - À la Demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite tel que prévu au DIN-8A.

Montréal

Par : Alexandre Martin, ing. 20 novembre 2018

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Liste des rues et quantités détaillées

Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues
Soumissions : 441112

# Plan	Rue	De	À	Type chaussée	Conduites à réhabiliter							Branchement puisards (mètre)	Branchement de service (unité)	Remplacem. conduite par excavation (mètre)	Regard d'égout à ajouter (unité)
					300 mm (mètre)	375 mm (mètre)	450 mm (mètre)	600 mm (mètre)	750 mm (mètre)	600x900 (mètre)	800x1200 (mètre)				
Le Plateau-Mont-Royal															
PMR-EG-2019-02A	Hogan	Rachel	Angus	Rigide						67		35	14		
PMR-EG-2019-02B	Hogan	Angus	Frontenac	Rigide					45			7	2		
PMR-EG-2019-03	Bercy	Sherbrooke	Rachel	Rigide						170		36	32	3	1
PMR-EG-2019-04	Henri-Julien	du Carmel	du Laos	Rigide					101			18	6		
PMR-EG-2019-06	Marie-Anne	Chapleau	D'Iberville	Rigide						76		12	14		1
PMR-EG-2019-07	Drolet	du Mont-Royal	Gilford	Rigide						162		29	15		
PMR-EG-2019-08AB	Messier	Rachel	Marie-Anne	Rigide						250		82	72		
PMR-EG-2019-09AB	Saint-Dominique	Prince-Arthur	Roy	Rigide			5			300		68	74	3	
PMR-EG-2019-10AB	Hutchison	Fairmount	Saint-Viateur	Rigide						425		130	96		
PMR-EG-2019-13	Coloniale	Villeneuve	Saint-Joseph	Rigide						180		57	34	3	
PMR-EG-2019-14	Clark	Villeneuve	Saint-Joseph	Rigide						205		28	35		
PMR-EG-2019-15	Saint-Urbain	Villeneuve	Saint-Joseph	Rigide						191		45	40		
PMR-EG-2019-16AD	Parthenais	du Mont-Royal	Masson	Rigide		78			47	524		158	117		
PMR-EG-2019-17	Masson	Parthenais	Limite est	Rigide			113					12	4		
PMR-EG-2019-18AB	Milton	Sainte-Famille	Saint-Laurent	Rigide/Souple	10					266		98	35	3	2
PMR-EG-2019-19	Casgrain	Laurier	Fairmount	Rigide						182		63	32		
PMR-EG-2019-20	Frontenac	Rachel	Marie-Anne	Rigide							293	40	32	3	
PMR-EG-2019-21	Saint-Urbain	Marie-Anne	du Mont-Royal	Rigide						158		52	37		
PMR-EG-2019-22	Van Horne	Hutchinson	Jeanne-Mance	Rigide						210		113	18		
PMR-EG-2019-23	Marie-Anne	de l'Esplanade	Saint-Urbain	Rigide						38		4	7	3	1
PMR-EG-2019-24	Saint-Dominique	Fairmount	Maguire	Rigide						104		14	11		
PMR-EG-2019-25	Fairmount	Saint-Dominique	Casgrain	Rigide						77		30	7		1
Ville-Marie															
VMA-EG-2019-02	Le Royer	Saint-Laurent	Saint-Jean-Baptiste	Rigide						28		7	2		1
VMA-EG-2019-03	Seaforth	Limite sud	de la Côte-des-Neiges	Rigide						62		9	6		1
VMA-EG-2019-04	Saint-Dominique	Saint-Norbert	Sherbrooke	Rigide						88		8	8	6	
VMA-EG-2019-06	Dufresne	Limite ouest	Dufresne	Rigide						21		11	1		
VMA-EG-2019-07AB	Notre-Dame	Montcalm	Panet	Rigide						206		63	34		
VMA-EG-2019-08AB	des Pins	de la Côte-des-Neiges	McGregor	Rigide						292		82	49		
VMA-EG-2019-10	Bercy	Hochelaga	Sherbrooke	Rigide						222		66	48		
VMA-EG-2019-11	Saint-Hubert	René-Lévesque	Sainte-Catherine	Rigide					74	128		78	39	7	1
VMA-EG-2019-12	Poupart	Logan	La Fontaine	Rigide						123		37	25	3	
VMA-EG-2019-13	Sainte-Rose	de la Visitation	Panet	Rigide						82		19	9	3	1
VMA-EG-2019-14	La Fontaine	Beaudry	de la Visitation	Rigide						58		9	2	3	
VMA-EG-2019-15	Panet	René-Lévesque	Sainte-Catherine	Rigide						226		54	51	3	
VMA-EG-2019-16	Brazeau	Sanguinet	Limite est	Rigide						62		3	6		
VMA-EG-2019-17	Beaudry	Ontario	Sherbrooke	Rigide						292		46	49		1
VMA-EG-2019-18	Jacques-Cartier	de la Commune	Notre-Dame	Rigide						319		54	60	3	2
VMA-EG-2019-19	Panet	La Fontaine	Ontario	Rigide						208		56	41	9	
VMA-EG-2019-20	de Bordeaux	de Rouen	Sherbrooke	Rigide						222		22	48		1
VMA-EG-2019-21AB	Plessis	Ontario	Sherbrooke	Rigide					45	329		99	59		
VMA-EG-2019-23	De Maisonneuve	Chomedey	Towers	Rigide						207		105	43	6	
VMA-EG-2019-24	Alexandre-DeSève	René-Lévesque	Sainte-Catherine	Rigide						190		65	37		
VMA-EG-2019-26AB	Notre-Dame	Duke	Saint-Henri	Rigide						145		30	36	3	
VMA-EG-2019-27	Carmichael	Saint-Alexandre	De Bleury	Rigide						97		2	10		
VMA-EG-2019-28	Grant	Limite ouest	Dufresne	Rigide						64		11	14		
VMA-EG-2019-29	Sainte-Élisabeth	René-Lévesque	René-Lévesque	Rigide						34		9	9		
VMA-EG-2019-30	City Councillors	Président-Kennedy	Sherbrooke	Rigide						102		13	13		
VMA-EG-2019-31	Gosford	Saint-Louis	Saint-Antoine	Rigide					8	28		6	18		1
				TOTAUX	**10**	**78**	**118**	**0**	**320**	**7420**	**293**	**2098**	**1457**	**64**	**15**
					8239										

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

2 - 1

Le 22 mars 2017

CLEAN WATER WORKS INC.
A/S MONSIEUR JOCELYN CHOUINARD
1800, BANTREE ST
OTTAWA (ON) K1B 5L6

N° de décision : 2017-CPSM-1018619
N° de client : 2700007337

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous CWW RÉHABILITATION, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CLEAN WATER WORKS INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **12 juin 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187231077

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Clean Water Works Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 9 252 100,00 $ (contrat: 8 261 000,00 $ + contingences: 826 100,00 $ + incidences: 165 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441112 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD 1187231077.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-18

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.15

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1187231066

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat aux Entreprises Canbec construction inc., pour des travaux de conduites d'égout unitaire, de conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures et de conduits de Bell dans l'avenue Mercier, de la rue Bellerive à la rue Notre-Dame dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. Dépense totale de 1 444 690,32 $ (contrat: 1 143 792,10 $, contingences: 112 971,85 $, incidences: 202 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 335501 - 8 soumissionnaires conformes

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 331 718,47 $, taxes incluses pour des travaux de conduite d'égout unitaire, de conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures et de conduits de Bell dans l'avenue Mercier, de la rue Bellerive à la rue Notre-Dame dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder aux Entreprises Canbec construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 143 792,10 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 335501 ;

3. d'autoriser une dépense de 112 971,85 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-21 15:57

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187231066**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat aux Entreprises Canbec construction inc., pour des travaux de conduites d'égout unitaire, de conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures et de conduits de Bell dans l'avenue Mercier, de la rue Bellerive à la rue Notre-Dame dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. Dépense totale de 1 444 690,32 $ (contrat: 1 143 792,10 $, contingences: 112 971,85 $, incidences: 202 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 335501 - 8 soumissionnaires conformes

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leur âge avancé et leurs état de dégradation structurale, les conduites d'égout unitaire (installées en 1913) ainsi que la conduite d'eau secondaire (installée en 1912) de la rue Mercier ont été identifiées par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. Plusieurs réparations d'urgence de la conduite d'égout ont dû être réalisées par la Division des travaux publics de l'arrondissement. Ces tronçons n'ont pas été retenus dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation.

La Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) poursuit – via son *Programme de réfection du réseau routier local* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier local témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la

qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

Le présent dossier a été initié par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau pour des travaux d'égout et de conduite d'eau auxquels sont intégrés des travaux de voirie et de Bell.

La DRE et la Direction des transports du SIVT ont mandaté la Direction des infrastructures du SIVT afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Les travaux de conduites d'égout unitaire, de conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures et de conduits de Bell dans l'avenue Mercier, de la rue Bellerive à la rue Notre-Dame dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, auront lieu sur une distance d'environ 170 mètres. Ces travaux consistent en :
- la reconstruction de 168 mètres de conduites d'égout unitaire de diamètre variant entre 300 mm et 450 mm, justifiée par la mauvaise condition structurale (CIS=5),
- la reconstruction de 170 mètres de conduite d'eau secondaire de 200 mm de diamètre, justifiée par le mauvais état structural,
- la reconstruction de la chaussée (± 1 900 mètres carrés),
- la reconstruction des trottoirs (± 250 mètres carrés),
- la reconstruction des conduits de Bell.

En effet, des travaux d'amélioration sont requis pour la reconstruction de certaines infrastructures de Bell Canada. Les deux parties représentantes se sont mises d'accord pour intégrer les travaux de mise aux normes du réseau de Bell dans les documents d'appels d'offres, chacun visant un objectif d'économie sur les frais et le temps relié à la gestion du chantier. La totalité des coûts de reconstruction pour répondre à la demande de Bell Canada est prévue au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé "Reconstruction de conduits de Bell dans l'avenue Mercier, de la rue Bellerive à la rue Notre-Dame". Les travaux du sous-projet au montant de 26 410,87 $ taxes incluses, représentent 2,3 % du coût total du contrat. Ils seront exécutés par le sous-traitant de l'entrepreneur adjudicataire recommandé qui est accrédité par Bell Canada. Selon la lettre d'entente jointe au présent dossier, Bell Canada s'engage à assumer le coût réel pour sa portion des travaux réalisés, selon un maximum entendu, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur.

Le plan de localisation et le plan des travaux de surface se trouvent en pièces jointes.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 112 971,85 $, taxes

incluses, soit 10 % du coût des travaux du contrat assumés par la Ville.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, de chloration de conduite d'eau, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts des contrats, contingences et incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1 000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

L'estimation de soumission des professionnels de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel.

L'équipe de l'économie de la construction (ÉÉC) de la DGPÉC a procédé à l’analyse des huit (8) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart favorable à la ville de 11,25 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l’estimation de soumission. Cet écart se situe principalement dans les articles de puisards et de préparation du lit de la rue Mercier. L'ÉÉC considère que le tout est attribuable à une forte concurrence en ce début de période de sollicitation du marché.

Pour le sous-projet des travaux de Bell Canada, le pourcentage d'écart de prix défavorable entre celui du plus bas soumissionnaire et celui de l'estimation interne de la DGPÉC est de 93 %.

De plus, le montant de l'estimation initiale de Bell et celui de l'estimation de la DGPEC pour ces travaux sont très similaires. Il est donc constaté que le prix soumis par l'entrepreneur pour les travaux de Bell est défavorable à ce partenaire alors que pour l'ensemble de la soumission, le prix total soumis est favorable à la ville.

Pour cette raison, il a été entendu avec notre partenaire qu'il assumerait la valeur de son estimation initiale majorée de 15 %, soit un montant de 14 073,63 $ taxes incluses. Ce montant sera payé par Bell Canada directement à l'entrepreneur. La Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau assumera l'autre portion de ce sous-projet, soit un montant de 12 337,24 $ taxes incluses, tel que détaillé dans le document en pièce jointe.

Dans ce contexte, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale à faire autoriser par les instances est de 1 444 690,32 $, taxes incluses, comprenant :

- un contrat aux Entreprises Canbec construction inc. pour un montant de 1 143 792,10 $, taxes incluses;
- moins les travaux de Bell Canada pour un montant de 14 073,63 $ taxes incluses, lesquels sont directement payés à l'entrepreneur par Bell Canada;
- plus des incidences de 202 000,00 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 112 971,85 $ taxes incluses.

Cette dépense est prévue et répartie entre les différents PTI des unités d'affaires de la façon suivante :

- 92,17 % au PTI de la DRE du Service de l'eau pour un montant de 1 331 536,58 $, taxes incluses ;
- 7,83 % au PTI de la Direction des transports du SIVT pour un montant de 113 153,74 $, taxes incluses.

Cette dépense entièrement assumée par la Ville centrale représente un coût net de 1 319 194,81 $, lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants :

- # 17-083 pour un montant de 1 215 870,38 $;
- # 16-010 pour un montant de 103 324,45 $.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l’eau ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, la DRE nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, implique une détérioration accrue des infrastructures existantes des conduites d'égout.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 8 février 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit dans le document fourni en pièce jointe « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : mai 2019
Fin des travaux : août 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Claude C BROUILLARD, -
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Richard C GAGNON, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Eric FAUTEUX, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

Richard C GAGNON, 23 novembre 2018
Jean CARRIER, 16 novembre 2018
Kathy DAVID, 16 novembre 2018
Claude C BROUILLARD, 16 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charles GRONDIN
Ingénieur

Tél : 514 872-0328
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-15

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2018-12-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-20

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 335501 — No du GDD : 1187231066

Titre de l'appel d'offres : Reconstruction de conduite d'égout unitaire, de conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs et de bordures, là où requis, et de conduits de Bell dans l'avenue Mercier, de la rue Bellerive à la rue Notre-Dame

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 9 - 2018 — Ouverture originalement prévue le : 11 - 10 - 2018

Ouverture faite le : 11 - 10 - 2018 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 23 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
2 - 10 - 2018	Des trottoirs ont été reconstruits par l'arrondissement lors de la période de conception. La quantité des trottoirs a été révisée à la baisse (400 m ca. À 250 m ca.)	(40 000,00)

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 19 — Nbre de soumissions reçues : 10 — % de réponses : 53

Nbre de soumissions rejetées : 2 — % de rejets : 20,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique
DUROKING CONSTRUCTION / 9200-2088 QUÉBEC INC.	Absence de prix unitaire pour l'option choisie à l'Item "fourniture et pose de tuyaux" - sous-projet: 1556123006 (art.14 devis technique - égout-aqueduc)
ROXBORO EXCAVATION INC.	Omission de soumettre un prix pour l'Item "fourniture et pose de tuyaux" - sous projet:1561233241

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 8 - 2 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *(Les prix de soumission et l'AMF ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)*	Prix soumis incluant taxes et corrections du prix
	Total
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	1 143 792,10
LES ENTREPRISES COGENEX INC.	1 196 946,09
PAVAGES D'AMOUR INC.	1 261 344,16
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	1 385 000,00
LES ENTREPRISES CLAUDE CHAGNON INC.	1 390 156,63
COJALAC INC.	1 397 987,77
EUROVIA QUÉBEC GRANDS PROJETS INC.	1 401 401,22
TALVI INC.	1 685 516,30
Estimation — **interne**	1 288 734,45

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-11%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **5%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** **X**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	x	AMF	☐	x	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA	☐	x	Revenu Qc	☐	x	

Recommandation

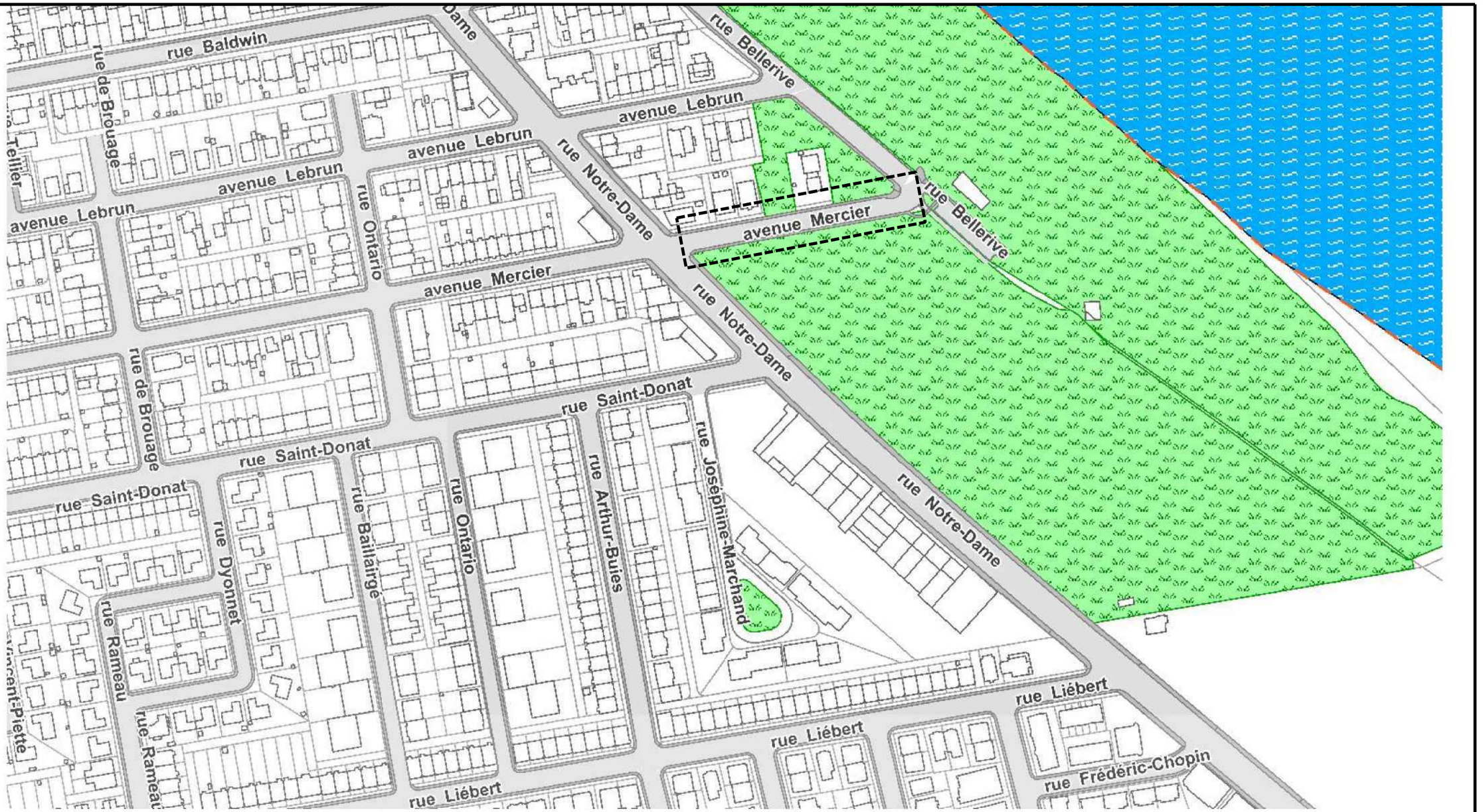
Nom du soumissionnaire : LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 1 143 792,10

Montant des contingences ($) : 112 971,85

Montant des incidences ($) : 202 000,00

Date prévue de début des travaux : 6 - 5 - 2019 — Date prévue de fin des travaux : 19 - 8 - 2019



Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

PROJET:

AVENUE MERCIER

DE LA RUE BELLERIVE À LA RUE NOTRE-DAMME

NATURE DES TRAVAUX:

TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITE D'EAU ET DE VOIRIE

TITRE DU PLAN:

PLAN DE LOCALISATION DES TRAVAUX

SOUMISSION :

335501

ARRONDISSEMENT :

MERCIER-HOCHELAGA-MAISONNEUVE

PRÉPARÉ PAR :

JOHANNA MONTOYA, ag. tech.

APPROUVÉ PAR :

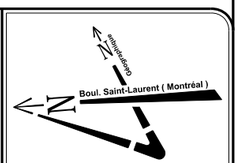
CHARLES GRONDIN, Ing.

DATE :

13 NOV. 2018

ÉCHELLE :

N.A



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 335501
Numéro de référence : 1199137
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Reconstruction de conduite d'égout unitaire, de conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs et de bordures, là où requis, et de conduits de Bell dans l'avenue Mercier, de la rue Bellerive à la rue Notre-Dame

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Charex 17755 RUE LAPOINTE Mirabel, QC, J7J 0W7 NEQ : 1167167742	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1492529)** 2018-09-20 8 h 56 **Transmission :** 2018-09-20 8 h 56	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement 3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cojalac inc. 174 boul. Lacombe Repentigny, QC, J5Z 1S1 NEQ : 1143922814	Monsieur Jacques Lachapelle Téléphone : 514 548-2772 Télécopieur :	**Commande : (1492725)** 2018-09-20 13 h 12 **Transmission :** 2018-09-20 14 h 51	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement 3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 53 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1491109)** 2018-09-17 9 h 59 **Transmission :** 2018-09-17 10 h 05	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement

				3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 55 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com NEQ : 1171462923	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1491729)** 2018-09-18 11 h 28 **Transmission :** 2018-09-18 11 h 35	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement 3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 59 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com NEQ : 1165343220	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur : 450 430-6359	**Commande : (1491311)** 2018-09-17 13 h 53 **Transmission :** 2018-09-17 14 h 36	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement 3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 57 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	E2R inc. 11635 6e Avenue Montréal, QC, H1E 1R8 NEQ : 1165599037	Madame Julie Anne Moquin Téléphone : 514 419-1452 Télécopieur : 514 648-1455	**Commande : (1491181)** 2018-09-17 10 h 58 **Transmission :** 2018-09-17 11 h 20	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement 3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 55 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Environnement Routier NRJ Inc. 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1490984)** 2018-09-17 7 h 52 **Transmission :** 2018-09-17 7 h 52	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement 3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2 NEQ : 1169491801	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1493557)** 2018-09-24 10 h 46 **Transmission :** 2018-09-24 10 h 58	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement 3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 54 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Excavation Civilpro inc 84 Riendeau Varennes, QC, J3X 1P7 NEQ : 1168774306	Madame Valérie Laplante Téléphone : 450 652-0986 Télécopieur : 450 652-6012	**Commande : (1492936)** 2018-09-21 6 h 53 **Transmission :** 2018-09-21 7 h 15	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement 3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 53 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com NEQ : 1145052461	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1491542)** 2018-09-18 8 h 23 **Transmission :** 2018-09-18 8 h 23	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement

				3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4 NEQ : 1142106435	Monsieur François Couture Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508	**Commande : (1492835)** 2018-09-20 15 h 25 **Transmission :** 2018-09-20 15 h 25	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement 3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1 NEQ : 1142284380	Madame Brigitte Cloutier Téléphone : 450 321-2446 Télécopieur : 888 729-2760	**Commande : (1491869)** 2018-09-18 15 h 01 **Transmission :** 2018-09-18 15 h 01	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement 3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3 NEQ : 1169270676	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1492486)** 2018-09-20 8 h 11 **Transmission :** 2018-09-20 8 h 17	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement 3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 57 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1491543)** 2018-09-18 8 h 24 **Transmission :** 2018-09-18 8 h 24	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement 3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Pavages D'Amour Inc. 1635 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com NEQ : 1142398818	Madame Viviana Mejia Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	**Commande : (1492239)** 2018-09-19 11 h 41 **Transmission :** 2018-09-19 15 h 59	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement 3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 58 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8 NEQ : 1142760280	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1494594)** 2018-09-26 11 h 47 **Transmission :** 2018-09-26 11 h 47	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement 3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com NEQ : 1172408883	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1491242)** 2018-09-17 12 h 01 **Transmission :** 2018-09-17 13 h 32	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement

				3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 56 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Talvi Inc, 3980, boul.Leman Laval, QC, H7E1A1 NEQ : 1141733619	Monsieur Jean-François Langevin Téléphone : 418 660-3035 Télécopieur :	**Commande : (1494769)** 2018-09-26 15 h 34 **Transmission :** 2018-09-26 15 h 34	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-02 11 h 35 - Courriel 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-02 11 h 33 - Courriel 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-02 11 h 33 - Téléchargement 3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-02 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Montréal 255 boulevard Crémazie Est 4e étage, bureau 400 Montréal, QC, H2M 1M2 NEQ :	Monsieur Marc Lebel Téléphone : 514 872-9290 Télécopieur : 514 872-5655	**Commande : (1499853)** 2018-10-11 15 h 04 **Transmission :** 2018-10-11 15 h 04	3007446 - 335501_Addenda#1 2018-10-11 15 h 04 - Téléchargement 3007448 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (devis) 2018-10-11 15 h 04 - Téléchargement 3007449 - 335501-Formulaires de soumission_Addenda 1 (bordereau) 2018-10-11 15 h 04 - Téléchargement 3007467 - 335501-Rue Mercier (V1_R1_F0@F02)-Feuillet 1 (Plan et profil) 2018-10-11 15 h 04 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir

© 2003-2018 Tous droits réservés

Montréal

Soumission 335501 – Principe de gestion de la circulation

Secteur	Travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie et de Bell dans l'avenue Mercier de la rue Bellerive à la rue Notre-Dame Est
Avenue Mercier *Rue Bellerive* *Rue Notre-Dame Est* *Avenue Lebrun*	• Les travaux sont répartis en 4 phases distinctes et une phase préparatoire. Délai : 15 semaines - 2019 **PHASE 0 :** Installation d'un réseau d'eau temporaire sur l'avenue Mercier entre les rues Notre-Dame Est et Bellerive; **Horaire de travail** : Lundi à Vendredi 7h à 19h (rue Notre-Dame du Lundi à Vendredi 9h30 à 15h) **Maintien de la circulation** : L'Entrepreneur doit maintenir en tout temps une voie d'une largeur minimale de 3,2 mètres sur l'avenue Mercier ainsi qu'une voie d'une largeur minimale de 3,2 mètres par direction sur l'avenue Notre-Dame. Une voie d'une largeur minimale de 3,2 mètres ainsi que la piste cyclable doivent être maintenues sur la rue Bellerive **PHASE 1 :** Travaux d'égout et de conduite d'eau dans l'intersection de l'avenue Mercier et de la rue Bellerive **Horaire de travail** : Lundi à Vendredi 7h à 19h **Maintien de la circulation :** L'Entrepreneur est autorisé à fermer la rue Bellerive entre l'avenue Mercier et l'avenue Lebrun avec maintien de la circulation locale seulement. L'avenue Mercier sera fermée entre les rues Notre-Dame Est et Bellerive avec maintien de la circulation locale. La circulation locale sera aménagée à double sens sur la rue Bellerive, l'avenue Mercier et l'avenue Lebrun. L'accès au stationnement de la Société d'animation de la promenade Bellerive sera fermé. Une coordination des travaux avec la Société d'animation de la promenade Bellerive est à prévoir. La piste cyclable sur la rue Bellerive à l'intersection de l'avenue Mercier sera fermée et un détour sera aménagé via le parc. **PHASE 2 :** Travaux d'égout, de conduite eau et de voirie dans l'avenue Mercier entre les rues Notre-Dame Est et Bellerive; **Horaire de travail** : Lundi à Vendredi 7h à 19h **Maintien de la circulation :** L'Entrepreneur est autorisé à maintenir la fermeture de la phase 1 à l'exception de l'avenue Mercier et de la rue Bellerive qui doit être libre afin de maintenir en tout temps un accès au stationnement dans le parc pour la Société d'animation de la promenade Bellerive. La piste cyclable sur la rue Bellerive sera maintenue. L'entrepreneur est autorisé à entraver partiellement la voie de droite de la rue Notre-Dame Est au niveau de l'avenue Mercier et de maintenir deux voies en direction est d'au minimum 3,2 mètres chacune. **PHASE 3 :** Travaux de raccordement de la conduite d'eau et de Bell dans l'intersection de l'avenue Mercier et de la rue Notre-Dame Est; **Horaire de travail** : Lundi à Vendredi 7h à 19h **Maintien de la circulation :** L'Entrepreneur est autorisé à maintenir la fermeture de la phase 2 à l'exception de l'intersection de l'avenue Mercier et de la rue Notre-Dame Est.

Secteur	Travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie et de Bell dans l'avenue Mercier de la rue Bellerive à la rue Notre-Dame Est
	L'Entrepreneur doit maintenir deux (2) voies de circulation par direction sur la rue Notre-Dame Est au niveau de l'avenue Mercier. **PHASE 4 :** Travaux de pavage de la couche de roulement et de marquage final sur l'avenue Mercier entre les rues Notre-Dame Est et Bellerive. **Horaire de travail** : Lundi à Vendredi 7h à 19h (rue Notre-Dame du Lundi à Vendredi 7h30 à 15h) **Maintien de la circulation** : L'Entrepreneur est autorisé à fermer l'avenue Mercier entre les rues Notre-Dame Est et Bellerive. L'Entrepreneur est autorisé à fermer la rue Bellerive entre l'avenue Mercier et l'avenue Lebrun avec maintien de la circulation locale seulement. L'Entrepreneur est autorisé à fermer deux (2) voies de droite en direction est sur la rue Notre-Dame Est et maintenir une voie d'au minimum 3,2 mètres. La circulation locale sur l'avenue Mercier et l'avenue Lebrun doit être aménagée à double sens. La piste cyclable sur la rue Bellerive à l'intersection de l'avenue Mercier sera fermée et un détour sera aménagé via le parc.
Mesures de gestion des impacts applicables au projet	Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée. Installation et mise en fonction des chemins de détour avant la mise en place des entraves. Lorsque des rues en sens unique doivent être entravées, l'Entrepreneur doit ajouter la signalisation temporaire nécessaire et ajuster la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux. Maintien, en tout temps, des trottoirs et des passages piétonniers libres d'obstacles. Si un trottoir ou un passage piétonnier doit être entravé, l'Entrepreneur doit fournir la signalisation complète afin de détourner les piétons sur le trottoir opposé ou prévoir aménager un corridor piétonnier d'une largeur de 1,5 mètre minimum à l'aide de clôtures autoportantes temporaires ou à l'aide de barricades. L'Entrepreneur doit également faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite. Maintenir en tout temps un accès au stationnement dans le parc pour la Société d'animation de la promenade Bellerive excepté lors de la phase 1. Installation de plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail. S'il y a deux entrées menant à un même stationnement, au moins une entrée demeurera accessible. L'Entrepreneur doit prévoir des zones de dégagement de 30 mètres, à l'aide de panneaux d'interdiction d'arrêt, pour les arrêts d'autobus devant être relocalisés à la demande de la STM. L'Entrepreneur doit entreposer les roulottes, les véhicules, les matériaux utilisés et autres équipements sur un même côté de la chaussée pour que l'accès puisse se faire en ligne droite à l'intérieur de son aire de chantier de façon à maintenir en tout temps un corridor carrossable et libre de tout obstacle d'une largeur minimale de 6,0 mètres, afin de permettre le passage des véhicules d'urgence. Accommoder et maintenir l'accès en tout temps au service d'Urgences-Santé, au service de Sécurité Incendie de Montréal (SIM) et au SPVM. Les véhicules d'urgence doivent avoir accès aux bâtiments dans le secteur des travaux et de chaque côté de l'excavation. Une communication serrée doit être faite avec la garderie Centre De La Petite Enfance Bécassine au moins, 10 jours avant le début des travaux.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 2 février 2017

2 - 1

LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR ENRICO FRANK ANDREOLI
145, RUE RICHER
LACHINE (QC) H8R 1R4

N° de décision : 2017-CPSM-1007374
N° de client : 2700027404

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1er février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 17 décembre 2018

Monsieur Marc Germain
Gestionnaire principal approvisionnement de réseau
Bell Canada
600 rue Jean-Talon, 8e étage
Montréal (Québec) H2R 3A8

Objet : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et de Bell dans l'avenue Mercier, de la rue Bellerive à la rue Notre-Dame

Soumission : 335501

Monsieur,

Dans le cadre des travaux de construction d'égout, de conduites d'eau secondaire et principale, de la chaussée, des trottoirs, de l'éclairage, de feux de circulation et de la mise aux normes des massifs de CSEM, Bell Canada a décidé de faire les interventions suivantes à leurs actifs :

- reconstruction des conduites.

Comme convenu, ces travaux seront exécutés par un entrepreneur mandaté par la Ville et par un sous-traitant accrédité par Bell Canada. La Ville a procédé à un appel d'offres et l'adjudicataire recommandé pour octroi est :

- Entrepreneur général : Les Entreprises Canbec Construction Inc.
- Sous-traitant accrédité par Bell Canada : Transelec Common Inc.

Le coût des travaux de Bell est évalué à **26 410,87 $ (taxes incluses)**. À cet effet vous trouverez, annexé à la présente, le bordereau du sous-projet associé aux travaux soumis par l'adjudicataire recommandé. La Ville de Montréal assume 46,7 % du coût des travaux. Le montant des travaux payé par Bell Canada est évalué alors à **14 073,63 $ (taxes incluses)**, que correspond à l'estimation de Bell plus une majoration de 15 %.

Lors de l'exécution des travaux, si l'entrepreneur devait rencontrer certains imprévus (sols contaminés, élévation de roc, etc.) et liés à sa portion des travaux, les coûts réels engendrés par ces contraintes seraient l'objet d'un avis de changement préparé et signé par le surveillant de Bell Canada et pourraient être facturés en sus de l'estimation initiale si le montant prévu en contingence était insuffisant.

...2

Par la signature de la présente, Bell Canada s'engage à assurer la surveillance des travaux de sa portion du projet et à assumer le coût réel des travaux, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur général ci-haut mentionné. À chaque paiement de factures, Bell Canada s'engage à transmettre les pièces justificatives confirmant que le paiement a été effectué à l'attention de :

M. Martin Boulianne, ing.
Chef de division réalisation des travaux
Direction des infrastructures
martin.boulianne@ville.montreal.qc.ca

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer avec Charles Grondin, ing., chargé de projet au 514 872-0328.

Prière de nous retourner cette lettre dûment signée par une personne autorisée par Bell Canada avant le 20 décembre 2018 afin que notre Direction puisse transmettre le dossier aux instances décisionnelles de la Ville pour octroi du contrat.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Yvan Péloquin, ing.
Chef de division conception des travaux

J'ai lu, je comprends et j'accepte les modalités qui précèdent et souhaite que la Ville de Montréal procède à l'octroi du contrat et à la réalisation des travaux du projet 335501.

J'ai signé le 19 dec 2018, à Montreal.

Frédéric Boucher
Nom du signataire (en lettres moulées)

p. j. Bordereau de la portion du projet de Bell Canada de la soumission 335501.

c. c. M. Martin Boulianne, chef de division, division de la réalisation des travaux
M. Charles Grondin, chargé de projet, division de la conception des travaux

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187231066

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat aux Entreprises Canbec construction inc., pour des travaux de conduites d'égout unitaire, de conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures et de conduits de Bell dans l'avenue Mercier, de la rue Bellerive à la rue Notre-Dame dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. Dépense totale de 1 444 690,32 $ (contrat: 1 143 792,10 $, contingences: 112 971,85 $, incidences: 202 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 335501 - 8 soumissionnaires conformes

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD 1187231066_V2.xlsx
SIRR 1187231066.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

Co-responsable de l'intervention
Jorge Palma Gonzalez
Préposé au budget
Tél.: 514 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-18

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-1052

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.16

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1187513003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9163-8478 Québec Inc. F.A.R.S. Clôtures Summum, pour la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures situées dans les arrondissements du secteur Est de l'île de Montréal (Anjou, Le Plateau-Mont-Royal, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et Rosemont-Petite-Patrie) - Dépense totale de 728 110,12 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17325 (lot 2 - secteur Est) - (huit soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 728 110,12 $, taxes incluses, pour la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures situées dans les arrondissements du secteur est de l'île de Montréal (Anjou, Le Plateau-Mont-Royal, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et Rosemont–La Petite-Patrie), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à 9163-8478 Québec Inc. F.A.R.S. Clôtures Summum, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 658 110,12 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17325 (lot 2 - secteur Est);

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-31 15:52

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187513003**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9163-8478 Québec Inc. F.A.R.S. Clôtures Summum, pour la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures situées dans les arrondissements du secteur Est de l'île de Montréal (Anjou, Le Plateau-Mont-Royal, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et Rosemont-Petite-Patrie) - Dépense totale de 728 110,12 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17325 (lot 2 - secteur Est) - (huit soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

En août 2018, la Direction générale a mandaté le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) pour dresser un diagnostic de l'état des clôtures de l'ensemble du parc immobilier aquatique extérieur de la Ville.
Lors de son analyse, le SDSS a relevé la nécessité de mise aux normes du grillage à mailles de chaîne de certaines clôtures ceinturant les piscines et les pataugeoires. À la lumière de ces faits, le SDSS a élaboré un plan d'action visant la mise aux normes de celle-ci d'ici le début de la saison 2019. Dans le cadre de ce plan d'action, et plus particulièrement dans le présent dossier, la Ville de Montréal désire procéder à la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques situées dans les arrondissements du secteur est de l'île de Montréal (Anjou, Le Plateau-Mont-Royal, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et Rosemont–La Petite-Patrie).

Afin d'assurer le bon déroulement du projet :

- La Direction des sports du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) agit à titre de gestionnaire du plan d'action et du des travaux visant à mettre aux normes les clôtures ceinturant les installations aquatiques municipales extérieures. Il a notamment pour responsabilités de mettre en application et de gérer le plan d'action, de s'assurer du respect des objectifs de celui-ci ainsi que de gérer les contrats associés à la réalisation des travaux.

- La surveillance de chantier est sous la responsabilité du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.
- L'arrondissement participe à la coordination et au développement du projet à titre de gestionnaire et responsable des installations aquatiques extérieures.

Note : À partir de janvier 2019, le SGPVMR intégrera la Direction des sports, sous le nom du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

Compte tenu des responsabilités et champs de compétence dévolus aux arrondissements, le conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, doit autoriser le SDSS *(soit le SGPMRS à partir de janvier 2019)* à offrir ses services aux arrondissements pour gérer et réaliser les travaux visant la mise aux normes les clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures. Un dossier décisionnel est en cours à cet effet (1187513001). Chaque arrondissement désirant se prévaloir du financement et des services de la Ville centre devra accepter cette offre de services.

Le processus suivi dans le présent cas est celui d'un appel d'offres public multiple comportant deux lots d'exécution (secteur est et ouest), ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges. L'entrepreneur ayant obtenu un secteur, ne peut en obtenir d'autres.

L'appel d'offres public 18-17325 intitulé : « Fourniture et installation de clôtures » a débuté le 5 novembre 2018 et s'est terminé 22 jours plus tard, soit le 27 novembre 2018. Les soumissions ont été ouvertes le 27 novembre 2018 à 13 h 30.

L'appel d'offres public a été publié dans le journal Le Devoir la première journée et sur les sites internet de la Ville et du SÉAO durant toute la période de l'appel d'offres. Quatre addendas ont été émis durant la période d'appel d'offres. La nature des addendas est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	**Date d'émission**	**Description**	**Impact monétaire**
No. 1	8 novembre 2018	Précisions aux plans et cahier des charges	Non
No. 2	13 novembre 2018	Remplacement du bordereau de soumission	Oui
No. 3	19 novembre 2018	Précisions aux plans et cahier des charges	Non
No. 4	22 novembre 2018	Précisions aux plans et cahier des charges	Non

Selon les termes des clauses administratives particulières incluses au cahier des charges, les soumissions sont valides pour 120 jours suivant la date d'ouverture. Elles sont donc valides jusqu'au 27 mars 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0703 - 28 mai 2018
Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques.

CM13 0340 - 23 avril 2013
Adopter le Plan d'intervention aquatique de Montréal 2013-2025.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi du contrat pour la réalisation de travaux de mise aux normes des clôtures ceinturant l'ensemble des installations aquatiques extérieures situées dans les arrondissements du secteur est de l'île de Montréal (Anjou, Le Plateau-Mont-Royal, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et Rosemont–La Petite-Patrie).
Afin de se conformer à la réglementation actuelle, les travaux consistent, sans s'y restreindre, à :

- Procéder au démantèlement et à la disposition hors du site du grillage métallique existant dont la maille est supérieure à 38 mm;
- Préserver et réparer l'ossature métallique existante (poteaux et traverses tubulaires, dispositifs de fixations, barre de tension, barrière, etc.);
- Fournir et mettre en place un grillage métallique en acier galvanisé enrobé de vinyle de couleur noire dont l'ouverture est de moins de 38 mm.

Afin de limiter l'impact sur l'offre de service, il est prévu que les travaux se réalisent majoritairement pendant la saison hivernale. Toutefois, en raison de la nature des travaux à effectuer, il est possible que le grillage de certaines clôtures doive être remplacé pendant la période régulière d'activités. Si tel est le cas, des mesures de mitigations seront mises en place afin de minimiser l'impact sur l'offre aux citoyens. Ces mesures seront définies avec l'arrondissement.

Le pourcentage de contingences a été fixé à 15 %, soit 85 840,45 $, taxes incluses, en raison des facteurs liés à la complexité associée à la réalisation d'ouvrages en condition hivernale, à la logistique de mise en oeuvre des travaux et à la présence de travaux non répertoriés.

Le montant total pour les incidences de 70 000 $, taxes incluses se répartit comme suit :

- Contrôle qualitatif des matériaux - Laboratoire (allocation de 2 000 $);
- Contrôle qualitatif des ouvrages - La Société de sauvetage du Québec (allocation de 25 000 $);
- Déneigement (allocation de 25 000 $);
- Détection de conduits souterrains existants (allocation de 8 000 $);
- Démantèlement et remise en place d'équipements électriques (allocation de 10 000 $);
- Travaux connexes.

JUSTIFICATION

Ouverts à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les documents ont été pris par un total de 11 entrepreneurs, sous-traitants, fournisseurs, associations et autres. De ce nombre, 11 preneurs du cahier des charges sont des entrepreneurs généraux. Il n'y a pas de sous-traitants. Huit d'entre eux ont déposé des soumissions conformes. Cela représente 73 % des preneurs des documents d'appel d'offres ayant déposé une soumission et 27 % n'ayant pas déposé de soumission. À la suite des vérifications auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission, les raisons évoquées sont soit le manque de temps pour déposer la soumission, soit que l'appel d'offres ne répond pas à leur compétence.

Compte tenu qu'il s'agit d'un appel d'offres public à lots multiples et que le plus bas soumissionnaire ne peut remporter plus d'un lot, le soumissionnaire G. Daviault ltée ne peut remporter le lot 2 puisqu'il a déjà remporté le lot 1. Considérant ces faits, la présente

analyse exclut les données du soumissionnaire G. Daviault ltée.

Soumissions conformes	**Prix de base (sans taxes)**	**Taxes**	**Total (taxes incl.)**
9163-8478 Québec Inc. F.A.R.S Clôtures Summum	497 734,00 $	74 535,67 $	572 269,67 $
Les clôtures Arboit inc.	509 280,05 $	76 264,69 $	585 544,74 $
Les entreprises Ventec inc.	519 989,00 $	77 868,35 $	597 857,35 $
Clôture Veilleux	535 042,50 $	80 122,61 $	615 165,11 $
Construction Urbex inc.	541 621,25 $	81 107,78 $	622 729,03 $
Clôture Spec II inc.	627 559,50 $	93 977,04 $	721 536,54 $
Clôture Fortin	789 145,00 $	118 174,46 $	907 319,46 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	516 732,00 $	77 380,62 $	594 112,62 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			660 345,99 $ 15,39 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			335 049,79 $ 58,55 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(21 842,95 $) -3,68 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			13 275,07 $ 2,32 %

La dernière estimation réalisée à l'interne le 13 novembre 2018 est au montant de 594 112,62 $, taxes incluses.

Les validations requises ont été faites, selon lesquelles l'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RENA) et n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ). L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville. Son numéro de licence RBQ est le 8006-5238-75.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total de la dépense à autoriser est de 728 110,12 $, taxes incluses et se ventile comme suit :

		Montant (taxes incluses)
(1)	Montant de l'appel d'offres de construction	572 269,67 $
(2)	Montant pour travaux contingents de 15 %	85 840,45 $
(3)	**TOTAL du contrat**	**658 110,12 $**

(4)	Incidences	70 000,00 $
(5)	**TOTAL**	**728 110,12 $**
(6)	Montant de la ristourne sur les travaux et les incidences	63 248,53 $
	TOTAL net (après ristourne de 100% de la TPS et 50% de la TVQ)	**664 861,59 $**

Un montant maximal de 664 861,59 $, net de ristournes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # 18-023 « Programme de mise aux normes des installations aquatiques ».

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier est en lien avec les orientations du Plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal. De ce fait, il vise à améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs ainsi que de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation de ce projet permettra de rendre conformes les clôtures des installations aquatiques extérieures des arrondissements d'Anjou, du Plateau-Mont-Royal, de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, de Montréal-Nord, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et de Rosemont–La Petite-Patrie. Ne pas autoriser ou reporter cet octroi de contrat aura pour conséquence de compromettre la saison de baignade estivale 2019 dans ces arrondissements, ce qui aurait un impact majeur sur l'offre de services aux Montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Janvier 2019 - Octroi du contrat par le conseil municipal;

- Février à mai 2019 - Exécution des travaux dans les divers arrondissements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Josée MONDOU, Anjou
Cathy DUROCHER, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Claudel TOUSSAINT, Montréal-Nord
François LE BRUN, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Jean CUIERRIER, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Line FERLAND, Rosemont - La Petite-Patrie
Jasmin CORBEIL, Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal
Cristina ROMERO, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Claudel TOUSSAINT, 21 décembre 2018
Cathy DUROCHER, 13 décembre 2018
Josée MONDOU, 11 décembre 2018
Jean CUIERRIER, 11 décembre 2018
Line FERLAND, 10 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy R ROY
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-6762
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-07

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514 872-4720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2018-12-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2018-12-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1187513003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un contrat à 9163-8478 Québec Inc. F.A.R.S. Clôtures Summum, pour la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures situées dans les arrondissements du secteur Est de l'île de Montréal (Anjou, Le Plateau-Mont-Royal, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et Rosemont-Petite-Patrie) - Dépense totale de 728 110,12 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17325 (lot 2 - secteur Est) - (huit soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17325 Intervention Appel D'offres (Secteur Est) Contrat 2.pdf

18-17325 SEAO _ Liste des commandes.pdf

18-17325 TCP Secteur Est Contrat 2.pdf

18-17325 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Denis LECLERC
Chef de Section, division acquisition
Tél : 514 872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17325 — No du GDD : 1187513003

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et installation de clôtures

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 11 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 27 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 27 - 11 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 22 - 11 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 72,73

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 12,5

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Les Clôtures Daviault Inc.	Adjudicataire pour le contrat 1 (1 contrat par adjudicataire)

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 3 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 27 - 3 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les Clôtures Arboît Inc.	585544,74		
Les Clôtures Fortin Inc.	907319,46		
Clôtures SPECII Inc.	721536,54		
9163-8478 Québec Inc. F.A.R.S. Clôtures Summum	**572269,67**	√	2
Urbex Construction Inc.	622729,03		
Les entreprises Samuel Veilleux Inc.	615165,11		
Les entreprises Ventec Inc.	597857,35		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat no. 2, secteur Est, au plus bas soumissionnaire conforme : Clôtures Summum. Les Clôtures Daviault Inc.est non conforme, étant adjudicataire, contrat 1.Des trois (3) autres firmes détentrices du cahier des charges, certaines n'avaient pas la capacité ou le temps disponible

Préparé par : Edyy Dutelly Le 10 - 12 - 2018

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- **Liste des commandes**
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-17325
Numéro de référence : 1212002
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture et installation de clôtures

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aménagements Sud-Ouest 320 boul Pierre-Boursier Châteauguay, QC, J6J 4Z2	Monsieur Alain Provost Téléphone : 450 699-1368 Télécopieur : 450 699-4847	**Commande : (1509297)** 2018-11-07 14 h 52 **Transmission :** 2018-11-07 16 h 07	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-08 13 h 08 - Courriel 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-08 13 h 08 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 57 - Courriel 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 10 - Courriel 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 10 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda

			no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Clôture Fortin Inc 12 060, rue Arthur-Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9	Madame Céline St-Onge Téléphone : 450 622-6788 Télécopieur : 450 622-1709	**Commande : (1508999)** 2018-11-07 9 h 19 **Transmission :** 2018-11-07 9 h 19	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-08 14 h 11 - Télécopie 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-08 13 h 08 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 58 - Télécopie 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 11 - Télécopie 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 11 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 10 h 25 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Clôture Spec II Inc 65 rue de Montgolfier Boucherville, QC, J4B 8C4 http://www.spec2.ca	Monsieur Daniel Miousse Téléphone : 450 449-7732 Télécopieur : 450 449-5626	**Commande : (1509326)** 2018-11-07 15 h 24 **Transmission :** 2018-11-07 15 h 24	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-08 13 h 08 - Courriel 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-08 13 h 08 - Téléchargement

			3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 57 - Courriel 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 11 - Courriel 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 11 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Clôture Summum 342 Charles Marchand Repentigny, QC, J5Z 4P1	Monsieur Daniel Poirier Téléphone : 514 895-3322 Télécopieur : 450 968-1022	**Commande : (1508703)** 2018-11-06 13 h 18 **Transmission :** 2018-11-06 13 h 18	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-08 13 h 08 - Courriel 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-08 13 h 08 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 57 - Courriel 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 11 - Courriel 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 11 - Téléchargement

			3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Clôtures Sentinelle Ltée 1800 boulevard Dagenais Laval, QC, H7L 5C7	Monsieur Jean Hébert Téléphone : 450 963-1210 Télécopieur : 450 963-0607	**Commande : (1508846)** 2018-11-06 16 h 11 **Transmission :** 2018-11-06 16 h 11	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-08 13 h 08 - Courriel 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-08 13 h 08 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 57 - Courriel 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 11 - Courriel 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 11 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Clôtures Veilleux Inc. 1749, 81e Rue Saint-Georges, QC, G6A 0B7	Monsieur Samuel Veilleux Téléphone : 418 957-4506 Télécopieur :	**Commande : (1514412)** 2018-11-21 18 h 34 **Transmission :** 2018-11-21 18 h 34	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-21 18 h 34 - Téléchargement 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-21 18 h 34 - Téléchargement

			3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-21 18 h 34 - Téléchargement 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-21 18 h 34 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-21 18 h 34 - Téléchargement 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-21 18 h 34 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
G. Daviault Ltée 225 av Saint-Denis Saint-Lambert. (Montérégie), QC, J4P 2G4 http://www.daviault.ca	Monsieur Laurent Daviault Téléphone : 514 871-0113 Télécopieur :	**Commande : (1510699)** 2018-11-12 11 h 35 **Transmission :** 2018-11-12 11 h 35	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-12 11 h 35 - Téléchargement 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-12 11 h 35 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 57 - Courriel 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 11 - Courriel 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 11 - Téléchargement

			3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Clôtures Arboit inc. 230, rue Arboit L'Assomption, QC, J5W 4P5 http://www.cloturearboit.com	Monsieur Martin Verstraete Téléphone : 450 589-8484 Télécopieur : 450 589-3016	**Commande : (1508820)** 2018-11-06 15 h 26 **Transmission :** 2018-11-06 15 h 26	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-08 13 h 08 - Courriel 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-08 13 h 08 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 57 - Courriel 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 11 - Courriel 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 11 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1509286)** 2018-11-07 14 h 37 **Transmission :** 2018-11-07 16 h 06	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-08 13 h 09 - Télécopie 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-08 13 h 08 - Téléchargement

			3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 58 - Télécopie 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 11 - Télécopie 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 11 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Motexa Inc 20, rue Industrielle, suite 116 Delson, QC, J5B1V8	Monsieur Abdellatif Moti Téléphone : 450 845-6446 Télécopieur : 450 845-6449	**Commande : (1515316)** 2018-11-23 16 h 49 **Transmission :** 2018-11-23 16 h 49	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-23 16 h 49 - Téléchargement 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-23 16 h 49 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-23 16 h 49 - Téléchargement 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-23 16 h 49 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-23 16 h 49 - Téléchargement 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-23 16 h 49 -

			Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-23 16 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Urbex Construction Inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1509476)** 2018-11-08 8 h 28 **Transmission :** 2018-11-08 8 h 28	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-08 13 h 08 - Courriel 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-08 13 h 08 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 57 - Courriel 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 11 - Courriel 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 11 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc media

© 2003-2018 Tous droits réservés

Numéro de l'appel d'offres : 18-17325
Titre : Fourniture et installation de clôtures
Date d'ouverture de publication : 2018-11-05
Date d'ouverture des soumissions : 2018-11-27
Adjudication : 1 seul lot par firme

			Nom du soumissionnaire		Nom du soumissionnaire		Nom du soumissionnaire		Nom du soumissionnaire		Nom du soumissionnaire		Nom du soumissionnaire		Nom du soumissionnaire		Nom du soumissionnaire	
Plus bas soumissionnaire conforme			Les Clôtures Arboît Inc.		G. Daviault Ltée.		166346 Canada Inc. Clôtures Fortin		Clôtures SPECII Inc.		9163-8478 Québec Inc. F.A.R.S. Clôtures Summum		Urbex Construction Inc.		Les entreprises Samuel Veilleux Inc.		Les entreprises Ventec Inc.	
Secteur Est : Lot 2																		
Article		**Quantité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
Numéro d'item 1	Générale	1	332 851,07 $	332 851,07 $	272 072,00 $	272 072,00 $	536 865,00 $	536 865,00 $	415 641,50 $	415 641,50 $	300 334,00 $	300 334,00 $	378 241,25 $	378 241,25 $	309 166,50 $	309 166,50 $	321 119,00 $	321 119,00 $
Numéro d'item 2	Réparation	1	140 028,98 $	140 028,98 $	74 900,00 $	74 900,00 $	152 040,00 $	152 040,00 $	161 938,00 $	161 938,00 $	127 400,00 $	127 400,00 $	125 580,00 $	125 580,00 $	174 776,00 $	174 776,00 $	140 070,00 $	140 070,00 $
Numéro d'item 3	Divers	1	36 400,00 $	36 400,00 $	49 000,00 $	49 000,00 $	100 240,00 $	100 240,00 $	49 980,00 $	49 980,00 $	70 000,00 $	70 000,00 $	37 800,00 $	37 800,00 $	51 100,00 $	51 100,00 $	58 800,00 $	58 800,00 $
Total avant taxes				509 280,05 $		395 972,00 $		789 145,00 $		627 559,50 $		497 734,00 $		541 621,25 $		535 042,50 $		519 989,00 $
TPS 5 %				25 464,00 $		19 798,60 $		39 457,25 $		31 377,98 $		24 886,70 $		27 081,06 $		26 752,13 $		25 999,45 $
TVQ 9,9975 %				50 800,68 $		39 498,21 $		78 717,21 $		62 599,06 $		49 648,97 $		54 026,72 $		53 370,49 $		51 868,90 $
Montant total				585 544,74 $		**455 268,81 $**		907 319,46 $		721 536,54 $		**572 269,67 $**		622 729,03 $		615 165,11 $		597 857,35 $
Signature																		
Numéro TPS/TVQ																		
Garantie																		
AMF																		
Numéro NEQ																		
Vérification REQ																		
RENA																		
Liste des personnes écartées																		
Liste des firmes à rendement insatisfaisant																		
Preneur sur SEAO																		

Remarque :

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié p Eddy Dutelly **Date :** 2018-12-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187513003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un contrat à 9163-8478 Québec Inc. F.A.R.S. Clôtures Summum, pour la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures situées dans les arrondissements du secteur Est de l'île de Montréal (Anjou, Le Plateau-Mont-Royal, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et Rosemont-Petite-Patrie) - Dépense totale de 728 110,12 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17325 (lot 2 - secteur Est) - (huit soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Ej 181210uhenaza_ai_GDD1187513003_Clôtures Summum.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au Budget
Tél : 514 872-7801

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-10

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.17

2019/01/28 13:00

(1)

Dossier # : 1187513002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à G. Daviault ltée, pour la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures situées dans les arrondissements du secteur Ouest de l'île de Montréal (Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, L'île-Bizard–Sainte-Geneviève, Lachine, LaSalle, Le Sud-Ouest, Verdun et Saint-Laurent) - Dépense totale de 635 124,87 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17325 (lot 1 - secteur Ouest) - (huit soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 635 124,87 $, taxes incluses, pour la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures situées dans les arrondissements du secteur ouest de l'île de Montréal (Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, L'île-Bizard–Sainte-Geneviève, LaSalle, Le Sud-Ouest, Verdun et Saint-Laurent), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à G. Daviault ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 565 124,87 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17325 (lot 1 - secteur Ouest);

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-31 15:50

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187513002**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à G. Daviault ltée, pour la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures situées dans les arrondissements du secteur Ouest de l'île de Montréal (Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, L'île-Bizard–Sainte-Geneviève, Lachine, LaSalle, Le Sud-Ouest, Verdun et Saint-Laurent) - Dépense totale de 635 124,87 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17325 (lot 1 - secteur Ouest) - (huit soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

En août 2018, la Direction générale a mandaté le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) pour dresser un diagnostic de l'état des clôtures de l'ensemble du parc immobilier aquatique extérieur de la Ville.
Lors de son analyse, le SDSS a relevé la nécessité de mise aux normes du grillage à mailles de chaîne de certaines clôtures ceinturant les piscines et les pataugeoires. À la lumière de ces faits, le SDSS a élaboré un plan d'action visant la mise aux normes de celles-ci d'ici le début de la saison 2019. Dans le cadre de ce plan d'action, et plus particulièrement dans le présent dossier, la Ville de Montréal désire procéder à la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques situées dans les arrondissements du secteur Ouest de l'île de Montréal (Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, L'île-Bizard–Sainte-Geneviève, Lachine, LaSalle, Le Sud-Ouest, Verdun et Saint-Laurent).

Afin d'assurer le bon déroulement du projet :

- La Direction des sports du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) agit à titre de gestionnaire du plan d'action et du des travaux visant à mettre aux normes les clôtures ceinturant les installations aquatiques municipales extérieures. Il a notamment pour responsabilités de mettre en application et de gérer le plan d'action, de s'assurer du respect des objectifs de celui-ci ainsi que de gérer les contrats associés à la réalisation des travaux.
- La surveillance de chantier est sous la responsabilité du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.

- L’arrondissement participe à la coordination et au développement du projet à titre de gestionnaire et responsable des installations aquatiques extérieures.

Note : À partir de janvier 2019, le SGPVMR intégrera la Direction des sports, sous le nom du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

Compte tenu des responsabilités et champs de compétence dévolus aux arrondissements, le conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, doit autoriser le SDSS *(soit le SGPMRS à partir de janvier 2019)* à offrir ses services aux arrondissements pour gérer et réaliser les travaux visant la mise aux normes les clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures. Un dossier décisionnel est en cours à cet effet (1187513001). Chaque arrondissement désirant se prévaloir du financement et des services de la Ville centre devra accepter cette offre de services.

Le processus suivi dans le présent cas est celui d'un appel d'offres public multiple comportant deux lots d’exécution (secteur est et ouest), ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges. L’entrepreneur ayant obtenu un secteur, ne peut en obtenir d’autres.

L'appel d'offres public 18-17325 intitulé : « Fourniture et installation de clôtures » a débuté le 5 novembre 2018 et s'est terminé 22 jours plus tard, soit le 27 novembre 2018. Les soumissions ont été ouvertes le 27 novembre 2018 à 13 h 30.

L'appel d'offres public a été publié dans le journal Le Devoir la première journée et sur les sites internet de la Ville et du SÉAO durant toute la période de l'appel d'offres. Quatre addendas ont été émis durant la période d'appel d'offres. La nature des addendas est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	**Date d'émission**	**Description**	**Impact monétaire**
No. 1	8 novembre 2018	Précisions aux plans et cahier des charges	Non
No. 2	13 novembre 2018	Remplacement du bordereau de soumission	Oui
No. 3	19 novembre 2018	Précisions aux plans et cahier des charges	Non
No. 4	22 novembre 2018	Précisions aux plans et cahier des charges	Non

Selon les termes des clauses administratives particulières incluses au cahier des charges, les soumissions sont valides pour 120 jours suivant la date d'ouverture. Elles sont donc valides jusqu'au 27 mars 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0703 - 28 mai 2018
Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques.

CM13 0340 - 23 avril 2013
Adopter le Plan d'intervention aquatique de Montréal 2013-2025.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi du contrat pour la réalisation de travaux de mise aux normes des clôtures ceinturant l'ensemble des installations aquatiques extérieures situées dans les arrondissements du secteur Ouest de l'île de Montréal (Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, L'île-Bizard–Sainte-Geneviève, Lachine, LaSalle, Le Sud-Ouest, Verdun et Saint-Laurent).
Afin de se conformer à la réglementation actuelle, les travaux consistent, sans s'y restreindre, à :

- Procéder au démantèlement et à la disposition hors du site du grillage métallique existant dont la maille est supérieure à 38 mm;
- Préserver et réparer l'ossature métallique existante (poteaux et traverses tubulaires, dispositifs de fixations, barre de tension, barrière, etc.);
- Fournir et mettre en place un grillage métallique en acier galvanisé enrobé de vinyle de couleur noire dont l'ouverture est de moins de 38 mm.

Afin de limiter l'impact sur l'offre de service, il est prévu que les travaux se réaliseront majoritairement pendant la saison hivernale. Toutefois, en raison de la nature des travaux à effectuer, il est possible que le grillage de certaines clôtures doive être remplacé pendant la période régulière d'activités. Si tel est le cas, des mesures de mitigations seront mises en place afin de minimiser l'impact sur l'offre aux citoyens. Ces mesures seront définies avec l'arrondissement.

Le pourcentage de contingences a été fixé à 15 %, soit 73 711,94 $, taxes incluses, en raison des facteurs liés à la complexité associée à la réalisation d'ouvrages en condition hivernale, à la logistique de mise en oeuvre des travaux et à la présence de travaux non répertoriés.

Le montant total pour les incidences de 70 000 $, taxes incluses se répartis comme suit :

- Contrôle qualitatif des matériaux - Laboratoire (allocation de 2 000 $);
- Contrôle qualitatif des ouvrages - La Société de sauvetage du Québec (allocation de 25 000 $);
- Déneigement (allocation de 25 000 $) ;
- Détection de conduits souterrains existants (allocation de 8 000 $);
- Démantèlement et remise en place d'équipements électriques (allocation de 10 000 $);
- Travaux connexes.

JUSTIFICATION

Ouverts à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les documents ont été pris par un total de 11 entrepreneurs, sous-traitants, fournisseurs, associations et autres. De ce nombre, 11 preneurs du cahier des charges sont des entrepreneurs généraux. Il n'y a pas de sous-traitants. Huit d'entre eux ont déposé des soumissions conformes. Cela représente 73 % des preneurs des documents d'appel d'offres ayant déposé une soumission et 27 % n'ayant pas déposé de soumission. À la suite des vérifications auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission, les raisons évoquées sont soit le manque de temps pour déposer la soumission, soit que l'appel d'offres ne répond pas à leur compétence.

Soumissions conformes	**Prix de base (sans taxes)**	**Taxes**	**Total (taxes incl.)**
G. Daviault ltée	427 408,50 $	64 004,43 $	491 412,93 $
Les entreprises Ventec inc.	501 832,00 $	75 149,34 $	576 981,34 $

9163-8478 Québec Inc. F.A.R.S Clôtures Summum	509 322,00 $	76 270,97 $	585 592,97 $
Les clôtures Arboit inc.	527 064,25 $	78 927,87 $	605 992,12 $
Construction Urbex inc.	572 273,75 $	85 697,99 $	657 971,74 $
Clôture Veilleux ;	578 101,50 $	86 570,70 $	664 672,20 $
Clôture Spec II inc.	665 102,50 $	99 599,10 $	764 701,60 $
Clôture Fortin	830 353,00 $	124 345,36 $	954 698,36 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	**539 184,00 $**	**80 742,80 $**	**619 926,80 $**
Coût moyen des soumissions conformes reçues *(total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumissions)*			662 752,91 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			34,87 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			463 285,43 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			94,28 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(128 513,87 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-20,73 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			85 568,41 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			17,41 %

La dernière estimation réalisée à l'interne le 13 novembre 2018 est au montant de 619 926,80 $, taxes incluses.

La différence entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation représente un écart négatif de 20,73 %. L'analyse des soumissions effectuée à l'interne indique que le plus bas soumissionnaire, G. Daviault ltée, a réduit de beaucoup ses prix unitaires en raison de la saisonnalité du marché du travail. En basse saison, certains soumissionnaires trouvent préférable de réduire leurs bénéfices afin de maintenir leur main d'oeuvre active au sein de l'entreprise.

La différence entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse soumission conforme représente un écart positif de 17,24 %. Ceci s'explique par le fait que le deuxième plus bas soumissionnaire, Les entreprises Ventec inc., est un entrepreneur général qui fera appel à un entrepreneur spécialisé en installation de clôtures pour réaliser les travaux. Le plus bas soumissionnaire, G. Daviault ltée, étant un entrepreneur spécialisé en installation de clôture.

Les validations requises ont été faites, selon lesquelles l'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RENA) et n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ). L’adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville. Son numéro de licence RBQ est le 8006-5238-75.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total de la dépense à autoriser est de **635 124,87 $**, taxes incluses, et se ventile comme suit :

		Montant (taxes incluses)
(1)	Montant de l'appel d'offres de construction	491 412,93 $
(2)	Montant pour travaux contingents de 15 %	73 711,94 $
(3)	**TOTAL du contrat**	**565 124,87 $**
(4)	Incidences	70 000,00 $
(5)	**TOTAL**	**635 124,87 $**
(6)	Montant de la ristourne sur les travaux et les incidences	55 171,21 $
	TOTAL net de ristournes	**579 953,66 $**

Un montant maximal de 579 953,66 $, net de ristournes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # 18-023 « Programme de mise aux normes des installations aquatiques ».

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier est en lien avec les orientations du Plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal. De ce fait, il vise à améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs ainsi que de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation de ce projet permettra de rendre conforme les clôtures des installations aquatiques extérieures des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de l'île-Bizard–sainte-Geneviève, de Lachine, de LaSalle, du Sud-Ouest, de Verdun et de Saint-Laurent. Ne pas autoriser ou reporter cet octroi de contrat aura pour conséquence de compromettre la saison de baignade estivale 2019 dans ces arrondissements, ce qui aurait un impact majeur sur l'offre de services aux Montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Janvier 2019 - Octroi du contrat par le conseil municipal;
· Février à mai 2019 - Exécution des travaux dans les divers arrondissements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jocelyn GAUTHIER, Ahuntsic-Cartierville
Mario LIMPERIS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Alain LAVOIE, LaSalle
Marlène M GAGNON, Verdun
Éric SIGOUIN, Saint-Laurent
Laurence TSHONGO, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Jasmin CORBEIL, Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal
Lynn THIBAULT, Lachine
Jay-Sun RICHARD, Pierrefonds-Roxboro
Frédéric BEAUDRY, Ville-Marie
Anne-Marie POITRAS, Outremont
Jacinthe BROWN, Le Sud-Ouest

Lecture :

Frédéric BEAUDRY, 10 décembre 2018
Marlène M GAGNON, 10 décembre 2018
Lynn THIBAULT, 10 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy R ROY
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-6762
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-07

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514 872-4720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2018-12-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2018-12-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1187513002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un contrat à G. Daviault ltée, pour la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures situées dans les arrondissements du secteur Ouest de l'île de Montréal (Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, L'île-Bizard–Sainte-Geneviève, Lachine, LaSalle, Le Sud-Ouest, Verdun et Saint-Laurent) - Dépense totale de 635 124,87 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17325 (lot 1 - secteur Ouest) - (huit soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17325 Intervention Appel D'offres (Secteur Ouest) Contrat 1.pdf

18-17325 TCP Secteur Ouest Contrat 1.pdf18-17325 PV.pdf

SEAO Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-13

Denis LECLERC
Chef de Section, division acquisition
Tél : 514 872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17325 — No du GDD : 1187513002

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et installation de clôtures

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 11 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 24 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 27 - 11 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 22 - 11 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 8

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 72,73

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 3 - 2019

Date d'échéance révisée : 27 - 3 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les Clôtures Arboît Inc.	605 992,12		
G. Daviault Ltée.	**491 412,92**		**1**
166346 Canada Inc. Clôtures Fortin	954 698,36		
Clôtures SPECII Inc.	764 701,60		
9163-8478 Québec Inc. F.A.R.S. Clôtures Summum	585 592,97		
Urbex Construction Inc.	657 971,74		
Les entreprises Samuel Veilleux Inc.	664 672,20		
Les entreprises Ventec Inc.	576 981,34		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat no1, secteur ouest, au plus bas soumissionnaire conforme : Clôtures Daviault Inc. Des trois (3) autres firmes détentrices du cahier des charges, certaines n'avaient pas la capacité ou le temps disponible

Préparé par : Eddy Dutelly Le 10 - 12 - 2018

Numéro de l'appel d'offres : 18-17325
Titre : Fourniture et installation de clôtures
Date d'ouverture de publication : 2018-11-05
Date d'ouverture des soumissions : 2018-11-27
Adjudication : 1 seul lot par firme

			Nom du soumissionnaire		Nom du soumissionnaire		Nom du soumissionnaire		Nom du soumissionnaire		Nom du soumissionnaire		Nom du soumissionnaire		Nom du soumissionnaire		Nom du soumissionnaire	
Plus bas soumissionnaire conforme			Les Clôtures Arboît Inc.		G. Daviault Ltée.		166346 Canada Inc. Clôtures Fortin		Clôtures SPECII Inc.		9163-8478 Québec Inc. F.A.R.S. Clôtures Summum		Urbex Construction Inc.		Les entreprises Samuel Veilleux Inc.		Les entreprises Ventec Inc.	
Secteur :Ouest : Lot 1																		
Article		**Quantité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
Numéro d'item 1	Générale	1	358 877,19 $	358 877,19 $	303 928,50 $	303 928,50 $	579 153,00 $	579 153,00 $	430 622,50 $	430 622,50 $	322 362,00 $	322 362,00 $	416 333,75 $	416 333,75 $	353 153,50 $	353 153,50 $	320 622,00 $	320 622,00 $
Numéro d'item 2	Réparation	1	132 187,06 $	132 187,06 $	76 000,00 $	76 000,00 $	150 800,00 $	150 800,00 $	176 380,00 $	176 380,00 $	117 960,00 $	117 960,00 $	119 040,00 $	119 040,00 $	174 298,00 $	174 298,00 $	126 790,00 $	126 790,00 $
Numéro d'item 3	Divers	1	36 000,00 $	36 000,00 $	47 480,00 $	47 480,00 $	100 400,00 $	100 400,00 $	58 100,00 $	58 100,00 $	69 000,00 $	69 000,00 $	36 900,00 $	36 900,00 $	50 650,00 $	50 650,00 $	54 420,00 $	54 420,00 $
Total avant taxes				527 064,25 $		427 408,50 $		830 353,00 $		665 102,50 $		509 322,00 $		572 273,75 $		578 101,50 $		501 832,00 $
TPS 5 %				26 353,21 $		21 370,43 $		41 517,65 $		33 255,13 $		25 466,10 $		28 613,69 $		28 905,08 $		25 091,60 $
TVQ 9,9975 %				52 574,66 $		42 634,00 $		82 827,71 $		66 343,97 $		50 804,87 $		57 084,31 $		57 665,62 $		50 057,74 $
Montant total				605 992,12 $		**491 412,92 $**		954 698,36 $		764 701,60 $		585 592,97 $		657 971,74 $		664 672,20 $		576 981,34 $
Signature																		
Numéro TPS/TVQ																		
Garantie																		
AMF																		
Numéro NEQ																		
Vérification REQ																		
RENA																		
Liste des personnes écartées																		
Liste des firmes à rendement insatisfaisant																		

Remarque :

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié p Eddy Dutelly **Date :** 2018-12-03

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-17325
Numéro de référence : 1212002
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture et installation de clôtures

☑	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
☐	Aménagements Sud-Ouest 320 boul Pierre-Boursier Châteauguay, QC, J6J 4Z2 NEQ : 1160680998	Monsieur Alain Provost Téléphone : 450 699-1368 Télécopieur : 450 699-4847	**Commande : (1509297)** 2018-11-07 14 h 52 **Transmission :** 2018-11-07 16 h 07	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-08 13 h 08 - Courriel 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-08 13 h 08 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 57 - Courriel 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 10 - Courriel 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau)

				2018-11-19 12 h 10 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Clôture Fortin Inc 12 060, rue Arthur-Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 NEQ : 1143993690	Madame Céline St-Onge . Téléphone : 450 622-6788 Télécopieur : 450 622-1709	**Commande : (1508999)** 2018-11-07 9 h 19 **Transmission :** 2018-11-07 9 h 19	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-08 14 h 11 - Télécopie 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-08 13 h 08 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 58 - Télécopie 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 11 - Télécopie 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 11 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 10 h 25 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Clôture Spec II Inc 65 rue de Montgolfier Boucherville, QC, J4B 8C4 http://www.spec2.ca NEQ : 1143374974	Monsieur Daniel Miousse Téléphone : 450 449-7732 Télécopieur : 450 449-5626	**Commande : (1509326)** 2018-11-07 15 h 24 **Transmission :** 2018-11-07 15 h 24	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-08 13 h 08 - Courriel 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-08 13 h 08 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 57 - Courriel 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 11 - Courriel 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 11 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Clôture Summum 342 Charles Marchand Repentigny, QC, J5Z 4P1 NEQ : 1163408439	Monsieur Daniel Poirier Téléphone : 514 895-3322 Télécopieur : 450 968-1022	**Commande : (1508703)** 2018-11-06 13 h 18 **Transmission :** 2018-11-06 13 h 18	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-08 13 h 08 - Courriel 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-08 13 h 08 -

				Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 57 - Courriel 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 11 - Courriel 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 11 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Clôtures Sentinelle Ltée 1800 boulevard Dagenais Laval, QC, H7L 5C7 NEQ : 1144235679	Monsieur Jean Hébert Téléphone : 450 963-1210 Télécopieur : 450 963-0607	**Commande : (1508846)** 2018-11-06 16 h 11 **Transmission :** 2018-11-06 16 h 11	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-08 13 h 08 - Courriel 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-08 13 h 08 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 57 - Courriel 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement

				3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 11 - Courriel 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 11 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Clôtures Veilleux Inc. 1749, 81e Rue Saint-Georges, QC, G6A 0B7 NEQ : 1169683779	Monsieur Samuel Veilleux Téléphone : 418 957-4506 Télécopieur :	**Commande : (1514412)** 2018-11-21 18 h 34 **Transmission :** 2018-11-21 18 h 34	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-21 18 h 34 - Téléchargement 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-21 18 h 34 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-21 18 h 34 - Téléchargement 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-21 18 h 34 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-21 18 h 34 - Téléchargement 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-21 18 h 34 - Téléchargement 3028718 - 18-17325

				Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	G. Daviault Ltée 225 av Saint-Denis Saint-Lambert. (Montérégie), QC, J4P 2G4 http://www.daviault.ca NEQ : 1161247896	Monsieur Laurent Daviault Téléphone : 514 871-0113 Télécopieur :	**Commande : (1510699)** 2018-11-12 11 h 35 **Transmission :** 2018-11-12 11 h 35	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-12 11 h 35 - Téléchargement 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-12 11 h 35 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 57 - Courriel 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 11 - Courriel 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 11 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Clôtures Arboit inc. 230, rue Arboit	Monsieur Martin	**Commande : (1508820)**	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout -

	L'Assomption, QC, J5W 4P5 http://www.cloturearboit.com NEQ : 1140753246	Verstraete Téléphone : 450 589-8484 Télécopieur : 450 589-3016	2018-11-06 15 h 26 **Transmission :** 2018-11-06 15 h 26	Questions Réponses (devis) 2018-11-08 13 h 08 - Courriel 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-08 13 h 08 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 57 - Courriel 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 11 - Courriel 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 11 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1 NEQ : 1145668878	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1509286)** 2018-11-07 14 h 37 **Transmission :** 2018-11-07 16 h 06	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-08 13 h 09 - Télécopie 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-08 13 h 08 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout

				Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 58 - Télécopie 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 11 - Télécopie 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 11 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Motexa Inc 20, rue Industrielle, suite 116 Delson, QC, J5B1V8 NEQ : 1171499610	Monsieur Abdellatif Moti Téléphone : 450 845-6446 Télécopieur : 450 845-6449	**Commande : (1515316)** 2018-11-23 16 h 49 **Transmission :** 2018-11-23 16 h 49	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-23 16 h 49 - Téléchargement 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-23 16 h 49 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-23 16 h 49 - Téléchargement 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-23 16 h 49 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis)

				2018-11-23 16 h 49 - Téléchargement 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-23 16 h 49 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-23 16 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Urbex Construction Inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com NEQ : 1161557807	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1509476)** 2018-11-08 8 h 28 **Transmission :** 2018-11-08 8 h 28	3023115 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (devis) 2018-11-08 13 h 08 - Courriel 3023116 - 18-17325 Addenda no1 : Ajout - Questions Réponses (bordereau) 2018-11-08 13 h 08 - Téléchargement 3024688 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (devis) 2018-11-13 10 h 57 - Courriel 3024689 - 18-17325 Addenda no. 2 Ajout Bordereau R2 (bordereau) 2018-11-13 10 h 57 - Téléchargement 3027074 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (devis) 2018-11-19 12 h 11 - Courriel 3027075 - 18-17325 Addenda no. 3 : Devis (bordereau) 2018-11-19 12 h 11 - Téléchargement 3028718 - 18-17325 Addenda no. 4 : Questions et Réponses 2018-11-22 9 h 54 -

Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187513002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un contrat à G. Daviault ltée, pour la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures situées dans les arrondissements du secteur Ouest de l'île de Montréal (Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, L'île-Bizard–Sainte-Geneviève, Lachine, LaSalle, Le Sud-Ouest, Verdun et Saint-Laurent) - Dépense totale de 635 124,87 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17325 (lot 1 - secteur Ouest) - (huit soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1187513002_PTI_ Clotures Sect Ouest.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au Budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-10

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.18

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1186891002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Mécanicaction Inc. pour la fabrication et l'assemblage du mur et tunnel de glace pour le projet Migration du Biodôme 2.0, pour une somme maximale de 646 965,20$ (contrat de 562 578,43 $ + contingences de 84 386,77 $), taxes incluses - Appel d'offres public (5984) - (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à Mecanicaction inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour la fabrication et l'assemblage du mur et tunnel de glace du projet Migration du Biodôme 2.0, au prix de sa soumission, soit un montant de 562 578,43 $ taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public # 5984;

2. d'autoriser une dépense de 84 386,77 $ taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel**.** Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centrale.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-06 20:38

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186891002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Mécanicaction Inc. pour la fabrication et l'assemblage du mur et tunnel de glace pour le projet Migration du Biodôme 2.0, pour une somme maximale de 646 965,20$ (contrat de 562 578,43 $ + contingences de 84 386,77 $), taxes incluses - Appel d'offres public (5984) - (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Biodôme a été inauguré en 1992 dans l'ancien vélodrome des Jeux olympiques de 1976. Il accueille plus de 800 000 personnes par an. C'est l'une des activités les plus populaires auprès des familles montréalaises et des touristes. Près de 25 ans plus tard, le projet Migration 2.0 du Biodôme vise à revoir l'expérience de visite en réalisant la modernisation des espaces publics. Ainsi, dans le cadre de la rénovation des espaces intérieurs, un réaménagement de l'écosystème du Monde polaire est prévu.

L'équipe de professionnels responsable de la conception du projet Migration 2.0, KANVA + NEUF architectes + Bouthillette Parizeau + NCK, ont participé avec la Ville, à la conception d'un mur et tunnel de glace pour l'entrée de l'écosystème renouvelé du Monde polaire afin d'accroître l'expérience de visite et accentuer l'immersion.

Cet élément du projet Migration 2.0 n'est pas inclus dans le contrat de l'entrepreneur Unigesco, car il s'agit d'une construction novatrice et très spécialisée. De plus, afin de sécuriser le budget, d'assurer la qualité et la mise en service de l'ouvrage, la stratégie retenue a été de séparer ce lot du contrat de l'entrepreneur général.

Les plans et devis finaux et l'estimation des travaux ont été remis par les professionnels le 16 octobre 2018.

Un appel d'offres public pour la réalisation des travaux, portant le numéro 5984, a été publié sur SEAO et dans le journal Le Devoir le 26 octobre 2018.

La date initiale du dépôt des soumissions était fixée au 13 novembre 2018. Elle a été reportée au 22 novembre 2018, à la demande des soumissionnaires, puis reportée au 29 novembre 2018.

Des visites des lieux se sont déroulées du 29 octobre 2018 au 23 novembre 2018.

Trois addenda ont été publiés :

- Addenda #1: Report de la date d'ouverture des soumissions ;

- Addenda #2: Report de la date d'ouverture des soumissions;

- Addenda #3: Modifications mineures aux plans mécaniques.

La validité des soumissions est de cent-vingt (120) jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0389 - 26 mars 2018 - Accorder un contrat à Groupe Unigesco, pour la réalisation des travaux de rénovation du Biodôme, Migration 2.0 - Dépense totale de 25 267 962,51$, taxes incluses - Appel d'offres public B-00020-1 - trois soumissionnaires (#1186365001)

CM17 0298 - 28 mars 2017 - Autoriser une dépense additionnelle de 623 898,12 $, taxes incluses, pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux de construction du projet « Migration du Biodôme » / approuver un projet de convention #2 modifiant la convention de services professionnels avec les firmes Kanva Architecture inc., Neuf Architectes S.E.N.C.R.L., Bouthillette Parizeau inc. et NCK inc. (résolution CM14 1121) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 644 425,00 $ à 3 268 323,12 $, taxes incluses. (#1177575001)

CM14 1121 -24 novembre 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à AZPLM Limited, Kanva Architectures inc., Neuf Architectes S.E.N.C.R.L, Bouthillette Parizeau inc. et NCK inc., pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux de construction dans le cadre du projet « Migration du Biodôme », pour une somme maximale de 3 199 754,25 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet. (#1146365002)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à autoriser l'octroi d'un contrat à prix forfaitaire à l'entreprise Mécanicaction Inc. pour les travaux suivants :
- Ajustement du design en coordination avec l'architecte, l'ingénieur et la Ville de Montréal;

- Fabrication d'un mur et tunnel composés de tubes à ailettes d'aluminium extrudés en atelier;

- Livraison et assemblage du système sur place dans le Biodôme. Le raccordement en plomberie sur le système de refroidissement au glycol du monde polaire est exclu du présent mandat et se fera réaliser par l'entrepreneur général déjà en place (Unigesco),étant déjà prévu à son contrat.

La livraison et l'installation des équipements sont à coordonner avec l'échéancier de l'entrepreneur général du projet Migration 2.0.

Les contingences prévues au projet sont de 15% du montant du contrat de l'entrepreneur afin de pallier aux aléas de chantier qui pourraient survenir compte tenu de la dépendance des échéances entre les travaux généraux et cette construction ainsi que de la complexité de réalisation d'un tel élément.

Deux photos du concept sont en pièces jointes du présent dossier, soit le prototype du tunnel de glace et le concept architectural de la firme Kenva.

JUSTIFICATION

Six (6) firmes ont acquis le cahier des charges. Trois (3) ont déposé une soumission, soit 50 % des preneurs de cahier des charges. Les trois firmes qui n'ont pas soumissionné n'avaient pas les compétences adéquates pour la réalisation de ce mandat.

À la suite de l'analyse des soumissions, toutes les soumissions ont été jugées conformes.

Le résultat des soumissions conformes se détaille comme suit :

Soumissions conformes	Montant (incluant les taxes)
1 - Mécanicaction Inc.	562 578,43 $
2 - Le Groupe Centco Inc.	564 527,25 $
3 - Tuyauterie Michel K et Denis Inc.	1 779 238,13$
Dernière estimation	517 387,50 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($) Écart entre la moyenne et la soumission la plus basse conforme (%)	968 781,27 $ 72 %
Écart entre la plus haute et la plus basse soumission ($) Écart entre la plus haute et la plus basse soumission (%)	1 216 660,07 $ 216 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	45 190,93 $ 9 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	1 948,82 $ 0,4%

Un écart de 9 % est constaté entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels.

Cet écart peut s'expliquer par la conception unique du projet et la complexité technique de celui-ci.

Écart entre le plus bas soumissionnaire et le troisième soumissionnaire :

Selon nous, cette entreprise a soumissionné avec un manufacturier qui ne possède pas les outils spécialisés pour la fabrication d'un tel tunnel de glace à coût raisonnable. Compte tenu que ce projet est vraiment atypique certains entrepreneurs ont des coûts beaucoup plus élevés afin de couvrir les frais relatifs aux risques associés au présent dossier. Notez que les deux autres soumissionnaires reflètent notre estimation du projet. Nous avons fait notre évaluation des coûts basée sur le prototype en opération dans les sous-sols du Biodôme.

Les vérifications démontrent que l'entreprise Mécanicaction Inc. ne figure pas au Registre d'entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), qu'elle possède une licence de la RBQ conforme et que son attestation de Revenu Québec est valide. De plus, l'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville. La firme retenue possède son attestation de l'AMF, bien que l'exécution de ces travaux ne requiert pas une telle autorisation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total des travaux est détaillé comme suit :

	incluant taxes	**excluant taxes**
Contrat de fabrication, assemblage sur le chantier	562 578,43 $	489 305,00 $
Contingences de 15%	84 386,77 $	73 395,77 $
Total	**646 695,20 $**	**562 700,77 $**

Un montant net de 562 700,77 $, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 13-035 Insectarium / Biodôme / Pavillon Jardin Bot.CM13 1001, numéro de sous-projet 174127. Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre. Cette dépense sera totalement décaissée en 2019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux seront réalisés conformément aux politiques de la Ville en matière de développement durable, de plus les équipements installés sont de qualité et de longue durée. La fabrication de ces parois de glace se fait sans coût énergétique additionnel, étant donné que ces parois serviront au refroidissement de l'habitat polaire. Le système de refroidissement central du Biodôme (thermopompes) est raccordé à la géothermie du Biodôme permettant de produire de l'énergie à faible coût.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'acquisition des équipements du tunnel et mur de glace a une incidence sur la livraison globale du Biodôme. Ces travaux devront être coordonnés avec l'échéancier de l'entrepreneur général Unigesco pour l'arrimage et l'installation du tunnel et mur de glace.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue dans le cadre de l'octroi de ce contrat. Ce projet fait partie intégrante du projet Migration 2.0 du Biodôme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1) Octroi de contrat janvier 2019
2) Début des travaux février 2019
3) Fin des travaux juin 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent ROY
Agent Technique Mécanique du Bâtiment

Tél : 514-872-1509
Télécop. : 514-872-7199

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-17

Jean BOUVRETTE
C/D Projets Immobiliers, Sécurité Publique et Espace pour la vie

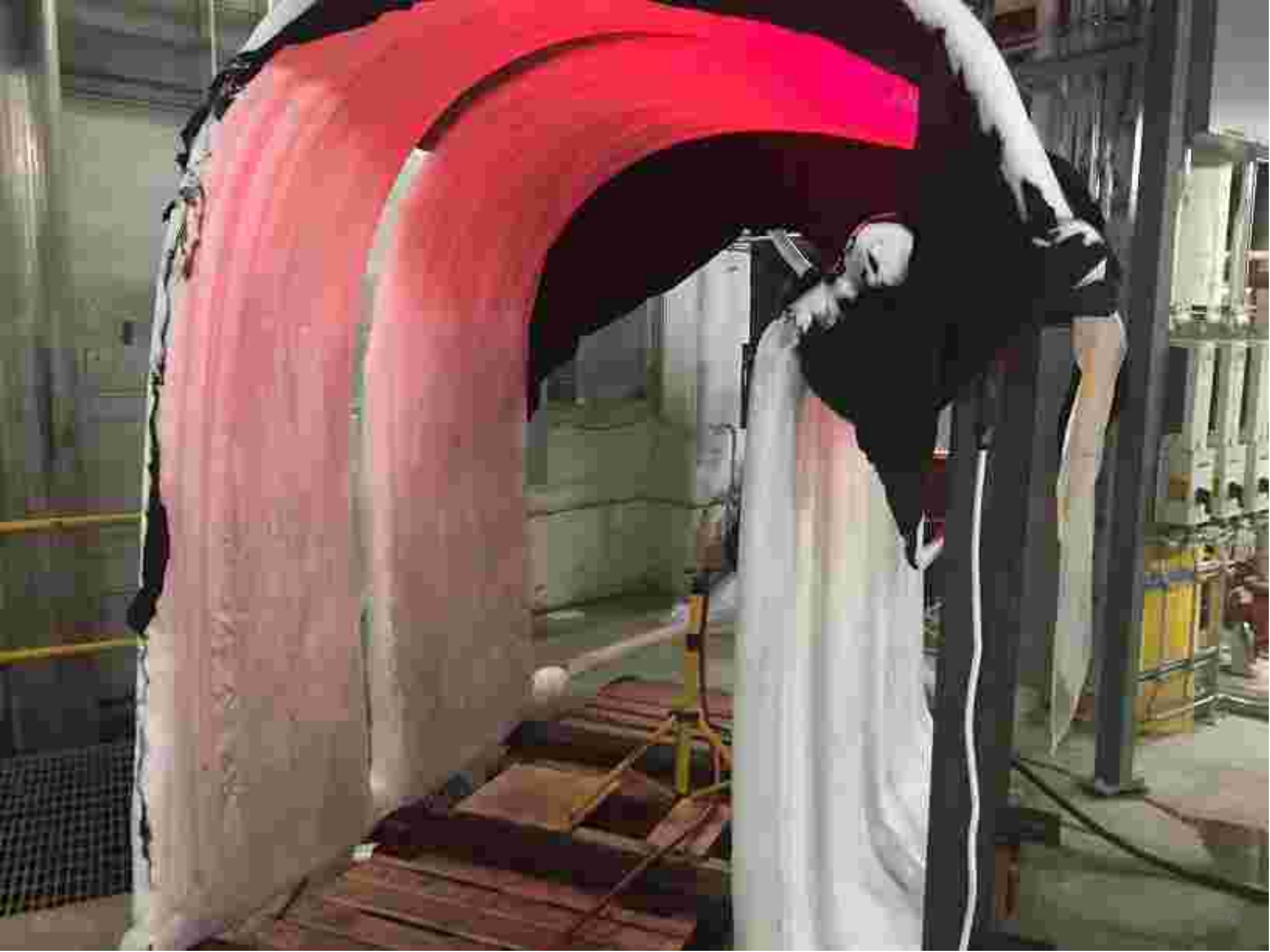
Tél : (514) 868-0941
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2018-12-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2018-12-20





Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1186891002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat à Mécanicaction Inc. pour la fabrication et l'assemblage du mur et tunnel de glace pour le projet Migration du Biodôme 2.0, pour une somme maximale de 646 965,20$ (contrat de 562 578,43 $ + contingences de 84 386,77 $), taxes incluses - Appel d'offres public (5984) - (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1186891002_PTI.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au Budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Laura VALCOURT
Conseillère budgetaire
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.19

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1180652004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Corporation de construction Germano pour l'exécution de travaux d'accessibilité universelle au Chalet du parc Jeanotte situé au 500 rue Laplante dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 782 649,20$, taxes incluses - Appel d'offres public 5985 (3 soum.)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 782 649,20$, taxes incluses, pour l'exécution de travaux d'accessibilité universelle au Chalet du parc Jeanotte situé au 500 rue Laplante dans l'arrondissement de Lasalle, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à Corporation de construction Germano, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 729 268,03$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5985.

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-07 09:23

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180652004**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Corporation de construction Germano pour l'exécution de travaux d'accessibilité universelle au Chalet du parc Jeanotte situé au 500 rue Laplante dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 782 649,20$, taxes incluses - Appel d'offres public 5985 (3 soum.)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est très active depuis quelques années en matière d'accessibilité universelle afin que tout citoyen puisse utiliser ses services, programmes, communications et édifices.
Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) est responsable de mettre en œuvre des projets visant à améliorer les performances d'accessibilité aux bâtiments municipaux et prévoit une enveloppe budgétaire dédiée à la mise en oeuvre de ces projets. Il invite, annuellement, les dix-neuf (19) arrondissements et services corporatifs à présenter des projets nécessitant des travaux d'amélioration reliés à l'accessibilité et sélectionne les projets selon des critères préétablis par un comité composé de représentants du milieu des personnes handicapées ainsi que du SGPI.

C'est dans ce cadre que le projet d'accessibilité universelle du Chalet du parc Jeanotte (4224) a été sélectionné lors des appels de projets du SGPI.

Un appel d'offres public a été annoncé dans Le Devoir et publié dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO). Cet appel d'offres a été lancé le 2 novembre 2018, les offres ont été reçues et ouvertes le 29 novembre 2018. Un cautionnement de soumission valide pour une durée de 120 jours à partir de cette date étant exigé, porte la validité de cette soumission au 29 mars 2019.

Quatre(4) addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres. Les portées de ces addenda consistaient à préciser différentes informations mentionnées aux plans et devis. Leur émission a eu une incidence monétaire sur l'estimation des coûts du projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0581 - 16 mai 2016 Approuver un projet de convention par lequel Réal Paul Architecte et WSP Canada inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 948 060,86 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-14862 et selon les termes et conditions stipulées au projet de convention;

> **CE14 1658 - 5 novembre 2014** Prendre connaissance de la liste des projets en accessibilité universelle pour les immeubles municipaux qui ont été soumis par divers arrondissements et dont la réalisation est recommandée par le comité de sélection en accessibilité universelle (appel de projets 2014).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat à l'entreprise Corporation de construction Germano afin de réaliser des travaux d'accessibilité universelle au Chalet du parc Jeanotte situé au 500 rue Laplante dans l'arrondissement de Lasalle.

Ce projet corrigera les principales problématiques d'accessibilité de cet immeuble et améliorera les services municipaux offerts aux citoyens de l'arrondissement. Ces travaux correctifs sont conformes aux recommandations des professionnels, du SGPI, d'une firme spécialisée en accessibilité universelle, aux besoins émis par l'arrondissement et aux possibilités d'amélioration qu'offre l'édifice concerné.

L'envergure des travaux du projet se résume comme suit :

- amélioration de l'entrée principale;
- amélioration des salles de toilette;
- amélioration de la circulation intérieure;
- amélioration de la circulation extérieure;
- amélioration de la signalisation;
- réalisation de travaux connexes.

La liste des dépenses incidentes prévues est la suivante :

- gardiennage lors du chantier, réalisé par la sécurité de la Ville de Montréal ou un fournisseur externe;
- service de quincaillerie par la Ville de Montréal;
- service de raccordement au système de sécurité de la Ville de Montréal;
- service de raccordement au système de sécurité de la Ville de Montréal;
- location de roulottes.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public, treize (13) entreprises se sont procuré le cahier des charges et trois (3) soumissions ont été déposées et analysées par les professionnels. Les raisons pour lesquelles dix (10) entreprises n'ont pas soumissionné sont les suivantes : Une de celles-ci représente une association dans l'industrie de la construction et n'est pas autorisée à présenter des offres puisqu'elle ne détient pas les licences requises, sept (7) entreprises ont manqué de temps pour compléter leurs offres avec les sous-traitants malgré les vingt-huit (28) jours dont elles disposaient et deux (2) d'entre elles n'ont pas été rejointes.

Suite à cette analyse, toutes les soumissions déposées ont été déclarées conformes aux exigences des documents d'appel d'offres.

Les soumissions conformes sont les suivantes.

Firmes soumissionnaires			Montant total incluant les taxes
Corporation de construction Germano			607 723,36$
Ardec construction inc.			668 924,55$
MGB Associées inc.			706 456,99$
Dernière estimation réalisée			530 159,61$
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			661 034,97 8,77%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			98 733,63$ 16,25%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			77 563,75$ 14,63%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			61 201,19$ 10,07%

Le prix de la plus basse soumission conforme présentée par Corporation de construction Germano est 14,63% (77 563,75$ taxes incluses) plus élevé que l'estimation des professionnels qui était de 530 159,61$, taxes incluses. Les professionnels justifient cet écart par le coût de réalisation des travaux en condition d'hiver qu'ils auraient sous-estimé.

Après analyse des soumissions, les professionnels recommandent l'octroi du contrat à Corporation de construction Germano qui a présenté la plus basse soumission conforme (voir pièce jointe no 1 - Analyse des soumissions et recommandations).

L'entreprise Corporation de construction Germano est autorisée à soumissionner puisqu'elle ne fait pas partie de la liste des entrepreneurs à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni de la liste des entreprises non admissibles du RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser est de 782 649,20$ taxes incluses. Ce montant comprend le prix forfaitaire de l'entrepreneur de 607 723,36$ taxes incluses, un montant pour travaux

contingents de 121 544,67$, taxes incluses, un montant pour dépenses incidentes de 53 381,17$, taxes incluses (voir pièce jointe no 2 - Tableau de calcul des coûts SGPI).
Le coût total maximal du contrat de l'entreprise Corporation de construction Germano est de 729 268,03$, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt 17-005 - Travaux de protection des bâtiments corporatifs.

Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les directives de la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal qui ont été appliquées selon la nature et l'ampleur de ce projet sont la gestion des déchets de construction et l'utilisation de peinture sans composés organiques volatiles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'autorisation de ce dossier risque de compromettre la réalisation des travaux qui ont été coordonnés avec le calendrier des activités de l'immeuble.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'appel d'offres public du présent projet a été annoncé dans les journaux et publié dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO).
Une affiche de chantier appropriée, prévue à même le budget du contrat, sera installée à l'extérieur des bâtiments pour informer les citoyens des travaux entrepris.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : février 2019
Fin des travaux : mai 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Iosif CHIRILOV, LaSalle

Lecture :

Iosif CHIRILOV, 18 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gaétan LAROCHELLE
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-0537
Télécop. : 514 872-2222

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-18

Jabiz SHARIFIAN
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-8702
Télécop. : 514-872-2222

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2018-12-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2018-12-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1180652004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à Corporation de construction Germano pour l'exécution de travaux d'accessibilité universelle au Chalet du parc Jeanotte situé au 500 rue Laplante dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 782 649,20$, taxes incluses - Appel d'offres public 5985 (3 soum.)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1180652004 - Accessibilité universelle chalet de parc Jeanotte.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-18

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.20

2019/01/28 13:00

(1)

Dossier # : 1180335006

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division de la planification des transports et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Abroger la résolution CE18 0387 / Approuver le projet d'entente pour le déploiement de bornes de recharge rapide pour véhicules électriques à intervenir entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal pour une période de 10 ans

Il est recommandé :

1. d'abroger la résolution CE18 0387;

2. d'approuver le projet d'entente pour le déploiement de bornes de recharge rapide pour véhicules électriques à intervenir entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal pour une période de 10 ans.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-31 15:11

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180335006**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division de la planification des transports et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Abroger la résolution CE18 0387 / Approuver le projet d'entente pour le déploiement de bornes de recharge rapide pour véhicules électriques à intervenir entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal pour une période de 10 ans

CONTENU

CONTEXTE

En 2013, la Ville s'est jointe au *Circuit* électrique d'Hydro-Québec, à la suite d'ententes signées avec Hydro-Québec (HQ) et le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (CM13 0963), et a amorcé l'installation d'un réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques (VÉ). L'adhésion de la Ville de Montréal au Circuit électrique permet à la Ville de se procurer des bornes de recharge directement auprès des soumissionnaires retenus par Hydro-Québec à la suite d'un appel d'offres, en vertu du décret 839-2013 du Gouvernement du Québec. AddÉnergie est le fournisseur retenu par Hydro-Québec; les bornes de recharge de cette entreprise sont entièrement conçues, développées et fabriquées au Québec.

En juin 2016, la Ville de Montréal a adopté la Stratégie d'électrification des transports *Électrifions Montréal 2016-2020.* Dans le cadre de cette Stratégie, la Ville entend déployer un réseau de près de 1 000 bornes de recharge, accessibles à tous, à l'échelle de son territoire. Le développement de ce réseau de bornes s'effectue en partenariat avec le Circuit Électrique d'Hydro-Québec.

Parallèlement au déploiement des bornes sur rue, la Ville de Montréal prévoit, de façon complémentaire, l'implantation d'un réseau de bornes de recharge rapide (400 V) permettant une recharge à 80 % de la batterie en une vingtaine de minutes environ. L'atteinte des objectifs d'électrification des transports pour la métropole passe également par cette pièce maîtresse.

Afin de soutenir les partenaires du Circuit Électrique dans leur démarche, le modèle d'affaires anciennement proposé par Hydro-Québec demandait à ce que les dépenses liées à l'installation et à l'acquisition des bornes soient partagées entre les deux parties. Le 15 juin 2018, le Gouvernement du Québec a adopté le projet de loi 184 nommé "Loi favorisant l'établissement d'un service public de recharge rapide pour véhicules électriques". Cette loi permet dorénavant à Hydro-Québec de financer complètement l'acquisition et l'installation des bornes de recharge rapides pour véhicules électriques. À cet égard, le Service de la mise en valeur du territoire (futur Service de l'urbanisme et de la mobilité) soumet aux instances une entente entre la Ville de Montréal et Hydro-Québec qui vise à définir les engagements de chacune des parties pour le déploiement des bornes de recharge rapide.

Cette entente fait suite au renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal comme partenaire au Circuit Électrique (CM17 0154).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 0387 - 14 mars 2018 - Approuver un projet d'entente de partenariat pour le déploiement de bornes de recharge rapide (400 V) pour véhicules électriques à intervenir entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal, pour une période de 10 ans.

CM17 0154 - 20 février 2017 - Approuver un projet d'entente de partenariat entre la Ville et Hydro-Québec pour le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques, pour une période de 4 ans, renouvelable automatiquement pour une période additionnelle de 5 ans.

CE16 1120 - 22 juin 2016 - Adopter la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 de la Ville de Montréal.

CM15 1239 - 26 octobre 2015 - Accorder, conformément au Décret 839-2013, un contrat de gré à gré à AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 25 bornes de recharge doubles sur rue et de 3 bornes à recharge rapide pour véhicules électriques, pour une somme maximale de 415 280,50 $, taxes incluses.

CM13 0963 - 23 septembre 2013 - Approuver une entente de partenariat entre la Ville et Hydro-Québec portant sur l'adhésion de la Ville au projet de Circuit électrique d'Hydro-Québec / Approuver une entente concernant la prise en charge de la responsabilité d'offrir un service de recharge public pour les véhicules électriques entre la Ville et la ministre des Ressources naturelles / Approuver les emplacements des bornes proposés par les arrondissements et Espace pour la vie / Accorder, conformément au Décret 839-2013, un contrat de gré à gré à AddÉnergie Technologies inc. afin de procéder à l'acquisition de 80 bornes de recharge pour véhicules électriques, pour une somme maximale de 497 151,90 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Afin de pouvoir amorcer l'installation des bornes de recharge rapide sur le territoire de la ville de Montréal, une entente de partenariat doit être signée. L'entente permettra le déploiement d'un vaste réseau de bornes de recharge rapide.

Cette entente vient stipuler les engagements de chacune des parties. Selon cette entente, Hydro-Québec assume la totalité des coûts directs et indirects des travaux requis pour la construction, l'exploitation et l'entretien des stations de recharge. Dans le cadre d'un projet de réaménagement urbain géré par la Ville de Montréal, la Ville pourra prendre à sa charge la réalisation des travaux civils liés à l'installation de bornes de recharge rapides. La Ville de Montréal pourra exiger d'Hydro-Québec le remboursement des coûts engagés sans excéder 15 000 $ pour les sites de moins de quatre bornes et 25 000 $ pour les sites de quatre bornes et plus.

Les sites choisis pour l'implantation des bornes devront être déterminés par les deux partenaires. De plus, l'entente vient établir les dispositions à l'égard de la durée, du renouvellement, de la résiliation de l'entente ainsi que des droits de cession et des situations de défaut. La présente entente prend effet à la date de sa signature par les Parties et, sous réserve d'une résiliation anticipée, se termine dix (10) ans suivant sa signature. Elle sera ensuite renouvelée pour des périodes successives additionnelles de cinq (5) ans, à moins que l'une ou l'autre des parties n'envoie un avis de non-renouvellement à

l'autre partie au moins cent vingt jours avant l'arrivée de chaque terme, sous réserve d'une résiliation anticipée et de tout amendement à l'entente convenu par les parties.

JUSTIFICATION

L'entente de partenariat entre la Ville et Hydro-Québec s'avère nécessaire afin de déterminer les rôles et responsabilités de chacun des partenaires avant le début de l'implantation de bornes de recharge rapide par la Ville de Montréal. Dans le cadre de sa Stratégie d'électrification des transports, la Ville souhaite mettre en place un environnement favorable à la mobilité électrique.
En mars dernier, le comité exécutif a adopté la résolution CE18 0387 recommandant au conseil municipal d'approuver un projet d'entente de partenariat pour le déploiement de bornes de recharge rapide (400 V) pour véhicules électriques à convenir entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal pour une période de 10 ans. Par ailleurs, la résolution CE18 0387 n'a pas été soumise au conseil municipal. Depuis, le Gouvernement du Québec a adopté le projet de loi 184, qui vient grandement changer les rôles et responsabilités de chacune des parties. L'abrogation de la résolution CE18 0387 est donc requise afin qu'un nouveau projet d'entente soit approuvé selon les dispositions de cette nouvelle loi.

Avant l'adoption du projet de loi 184, le modèle d'affaires mis en place par Hydro-Québec pour l'implantation des bornes de recharge impliquait un financement des projets à parts égales entre le partenaire (Ville de Montréal) et Hydro-Québec. Or, le projet de loi du Gouvernement du Québec permet dorénavant à Hydro-Québec de financer entièrement la mise en place d'un réseau de recharge rapide. À cet égard, Hydro-Québec est donc responsable de l'acquisition et de l'implantation des bornes rapides, travaux civils inclus.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dans le cadre d'un projet intégré initié par la Ville, l'entente prévoit le remboursement par Hydro-Québec des travaux civils reliés à l'installation des bornes de recharge rapides.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'installation de bornes de recharge rapide (400 V) pour véhicules électriques répond à l'objectif d'encourager l'électrification des transports et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, en conformité avec l'action 2 du Plan d'action Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette entente consiste en la première étape de la mise en place d'un réseau de bornes de recharge rapide à l'échelle du territoire de la Ville de Montréal. L'entente vient définir les rôles et responsabilités des partenaires. La signature de cette entente permettra de débuter l'installation de ces bornes de recharge rapide.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil municipal du 28 janvier 2018 - Approbation de l'entente de partenariat pour les bornes de recharge rapide pour véhicules électriques
Printemps 2019 - Début de la première phase d'implantation de bornes à recharge rapide

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ervin KOJIC, Service des infrastructures_voirie et transports
Rachid REKOUANE, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Ervin KOJIC, 23 novembre 2018
Rachid REKOUANE, 23 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume LONGCHAMPS
CONSEILLER EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514-872-3095
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-23

Pascal LACASSE
Chef de division

Tél : 514 872-8509
Télécop. : 514 872-4494

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lise BERNIER
Chef de division
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2018-12-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lise BERNIER
Chef de division
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2018-12-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1180335006

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division de la planification des transports et de la mobilité
Objet :	Abroger la résolution CE18 0387 / Approuver le projet d'entente pour le déploiement de bornes de recharge rapide pour véhicules électriques à intervenir entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal pour une période de 10 ans

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le document juridique suivant:

FICHIERS JOINTS

HQ_Ville_Finale_14déc2018.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-17

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

ENTENTE POUR LE DÉPLOIEMENT DE BORNES DE RECHARGE RAPIDE POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES

ENTRE: **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

ci-après appelée « **Partenaire** »

ET: **HYDRO-QUÉBEC**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Loi sur Hydro-Québec* (RLRQ, c. H-5), ayant sa principale place d'affaires au 75, boul. René-Lévesque Ouest, 21^{e} étage, Montréal, Québec, H2Z 1A4, agissant et représentée aux fins de la présente entente par Mme France Lampron, Directrice – Électrification des transports, dûment autorisée aux fins des présentes;

ci-après appelée « **HQ** »

(le Partenaire et HQ sont collectivement désignées les « **Parties** »)

ATTENDU QUE le Plan d'action 2011-2020 sur les véhicules électriques du gouvernement du Québec mandate Hydro-Québec, pour les fins de l'élaboration d'un plan de déploiement d'une infrastructure de recharge pour véhicules électriques;

ATTENDU QU'aux fins de favoriser l'autonomie des véhicules électriques, HQ conçoit, développe et exploite un réseau de bornes de recharge publique pour véhicules électriques sur l'ensemble du territoire du Québec (le « **Circuit électrique** »);

ATTENDU QUE les Parties souscrivent aux principes du développement durable et qu'elles désirent, par le présent partenariat, en poursuivre la promotion auprès de leur clientèle respective;

ATTENDU QU'HQ souhaite construire et exploiter des stations de bornes de recharge rapide (les « **Stations de recharge** ») sur des terrains appartenant au Partenaire;

ATTENDU QUE le Partenaire accepte d'accorder, à HQ, les droits d'occupation des terrains requis pour la construction et l'exploitation des Stations de recharge, aux conditions ci-après mentionnées;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE

1.1 Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.

ARTICLE 2 - OBJET

2.1 Le Partenaire et HQ conviennent de collaborer au déploiement de Stations de recharge pouvant alimenter des bornes de recharge rapide (50kW et plus), pour la recharge de véhicules électriques (les « **Bornes** ») sur des sites choisis conjointement par HQ et le Partenaire (les « **Sites »**).

2.2 Le Partenaire et HQ conviennent que tous les revenus, directs et indirects, découlant de l'exploitation ou de la présence des Bornes sur les Sites seront la propriété exclusive d'HQ.

2.3 Le Partenaire s'engage à ne pas autoriser et à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'exploitation de toute autre borne de recharge rapide, sur les Sites, sans le consentement écrit d'Hydro-Québec.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS D'HQ

3.1 Sous réserve des engagements pris par le Partenaire en vertu de l'article 4, HQ effectuera avec diligence tous les travaux requis et nécessaires pour la construction des Stations de recharge et leur branchement au réseau de distribution d'électricité d'HQ

3.2 HQ s'engage à assurer que soit offert un service de support technique de premier niveau aux utilisateurs des Bornes, sur le fonctionnement et sur l'état des Bornes.

3.3 HQ fait régulièrement, à ses frais, la promotion et la publicité du Circuit électrique pour maintenir une notoriété grand public de la marque de commerce.

3.4 HQ assume la responsabilité de la totalité des coûts directs et indirects des travaux requis pour la construction, l'exploitation et l'entretien des Stations de recharge, autres que les travaux à la charge du Partenaire prévus à la présente entente.

3.5 HQ s'engage à ne pas utiliser le nom, l'image, le logo et toute identification visuelle du Partenaire sans son consentement écrit préalable et uniquement dans les limites d'utilisation prévues à ce consentement. HQ pourra toutefois utiliser le logo du Partenaire sur tout support physique ou informatique ayant pour objet d'identifier la localisation de la Station de recharge.

3.6 HQ s'assurera qu'une application Web d'info-localisation des Bornes soit fournie avec les Bornes pour le bénéfice des utilisateurs du service de recharge. HQ autorise, par les présentes, le Partenaire à rendre accessible le service d'info-localisation des Bornes via son site web.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU PARTENAIRE

4.1 Le Partenaire accorde à HQ, qui accepte, sans autre formalité, les droits d'occupation du domaine public décrits à l'annexe A, selon les conditions qui y sont énoncées (les « **Droits d'occupation** »).

4.2 L'assiette des Droits d'occupation devra comprendre des espaces de stationnement adjacents à chacune des Bornes pour l'usage exclusif des utilisateurs de la Station de recharge, incluant l'espace requis pour les Bornes pouvant être installées postérieurement à la mise en service de la Station de recharge (les « **Stationnements réservés** »), le tout en nombre et selon la localisation prévus au plan d'aménagement de chacun des Sites convenus entre les parties, au préalable, pour chaque Site.

4.3 Le Partenaire s'engage à rendre les Stationnements réservés accessibles en tout temps sur la base du premier arrivé, premier servi, à toutes les personnes désirant les utiliser.

4.4 Le Partenaire s'engage à ne pas utiliser le nom, l'image, le logo et toute identification visuelle de HQ sans son consentement écrit préalable et uniquement dans les limites d'utilisation prévues à ce consentement.

4.5 Le Partenaire s'engage, à ses frais, à effectuer le déneigement et le déglaçage des Stationnements réservés et des Bornes et à maintenir les lieux en bon état de propreté.

4.6 Le Partenaire s'engage à aviser HQ, dans les meilleurs délais, de toute défectuosité ou de bris des Bornes ou des équipements connexes dès qu'il en a pris connaissance.

4.7 Le Partenaire s'engage à faire des efforts raisonnables pour faire respecter l'interdiction de stationner dans les stationnements réservés aux véhicules qui n'utilisent pas le service de recharge.

4.8 Sur avis écrit à HQ, le Partenaire pourra prendre à sa charge la réalisation des travaux civils sur tout Site où des Bornes doivent être installées dans un projet de réaménagement urbain géré par le Partenaire. Le Partenaire pourra exiger d'HQ le remboursement des coûts encourus sans excéder 15 000 $ pour les Sites de moins de 4 bornes, et 25 000 $ pour les Sites de 4 Bornes et plus, toutes taxes incluses. Ces montants seront indexés au 1er janvier de chaque année selon l'évolution de l'indice des prix à la consommation au Canada.

Dès l'expédition de l'avis requis, le Partenaire prend à sa charge la responsabilité de la réalisation, de la qualité et de la conformité des travaux civils listés dans l'avis, le tout conformément à l'échéancier et aux plans et devis fournis par le Partenaire et approuvés par HQ.

ARTICLE 5 –INDEMNITÉ POUR DOMMAGES AUX TIERS

5.1 Si des dommages sont causés aux utilisateurs des Bornes ou à leurs biens pour quelque raison ou cause que ce soit, le Partenaire s'engage à indemniser HQ de tout montant que cette dernière serait condamnée à payer dans toute poursuite ou action relativement à ces dommages, si les dommages résultent du non-respect, par le Partenaire, de ses responsabilités et obligations aux termes de la présente entente, ou résultent de sa responsabilité civile ou celle de ses préposés ou de ses sous-traitants. L'indemnisation devra couvrir le capital, les intérêts et l'indemnité additionnelle prévue au Code civil du Québec.

5.2 Si des dommages sont causés aux utilisateurs des Bornes ou à leurs biens pour quelque raison ou cause que ce soit, HQ s'engage à indemniser le Partenaire de tout montant que ce dernier serait condamné à payer dans toute poursuite ou action relativement à ces dommages, si les dommages résultent du non-respect, par HQ, de ses responsabilités et obligations aux termes de la présente entente, ou résultent de sa responsabilité civile ou celle de ses préposés ou de ses sous-traitants. L'indemnisation devra couvrir le capital, les intérêts et l'indemnité additionnelle prévue au Code civil du Québec.

5.3 Dans l'éventualité où l'indemnité prévue à l'article 5.1 ou 5.2 devait être visée par le paragraphe 181(2) de la *Loi sur la taxe d'accise* (TPS) et de son équivalent de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (TVQ), le montant de l'indemnité devra être majoré de la TPS et de la TVQ applicables.

5.4 Les Parties déclarent et acceptent qu'elles sont autoassurées pour toute perte causée aux utilisateurs des Bornes ou à leurs biens, et ceux des Parties pouvant résulter de leur responsabilité civile ou contractuelle.

ARTICLE 6 – DURÉE ET RÉSILIATION AVANT TERME

6.1 La présente entente prend effet à la date de sa signature par toutes les Parties et, sous réserve d'une résiliation anticipée conformément au présent article 6, est d'une durée de dix (10) ans. À moins d'un préavis écrit de non-renouvellement d'une Partie à l'autre Partie d'au moins cent vingt (120) jours avant l'arrivée de chaque terme, la présente entente est renouvelée à son échéance, aux mêmes termes et conditions, pour des termes successifs et additionnels de cinq (5) ans, sous réserve d'une résiliation anticipée et de tout amendement à l'entente convenu par les Parties.

6.2 Dans le cas où le Partenaire est en défaut de se conformer à l'une ou l'autre de ses obligations, en vertu de la présente entente, à l'égard d'un Site en particulier, HQ transmettra au Partenaire un avis l'informant du défaut et l'enjoignant d'y remédier dans un délai raisonnable, compte tenu des circonstances. Si le Partenaire ne remédie pas au défaut dans le délai imparti, HQ pourra prendre les mesures nécessaires pour y remédier, aux frais du Partenaire.

6.3 Dans le cas où, en cours d'exécution de la présente entente, le Partenaire souhaitait retirer l'autorisation d'occuper le domaine public à l'égard d'un ou plusieurs Sites, celui-ci pourra demander à HQ de démanteler et de déplacer les Stations de recharge, Bornes et infrastructures électriques connexes sur un autre Site qui sera conjointement identifié par les Parties, conformément à la présente entente. Dans un tel cas, les coûts de démantèlement et de déplacement des Stations de recharge, Bornes et infrastructures électriques connexes seront aux frais du Partenaire, à condition que le nouveau Site choisi par les Parties soit situé sur le territoire de la Ville de Montréal.

6.4 Si, en cours d'exécution de la présente convention, le Partenaire ne peut plus autoriser l'occupation du domaine public sur l'ensemble des Sites sur lesquels des Bornes sont déjà installées en raison d'une décision unilatérale des instances municipales compétentes, tel que, notamment, l'adoption d'une réglementation ou d'une politique municipale, il doit en aviser HQ dans les plus brefs délais et l'entente sera alors automatiquement résiliée.

6.5 Advenant la résiliation de la présente entente suivant l'article 6.4, HQ devra procéder, aux frais du Partenaire, au démantèlement de toutes les Stations de recharge, des Bornes et des infrastructures électriques connexes installées suivant la présente entente. HQ pourra également déplacer lesdites Stations de recharge, Bornes et infrastructures électriques connexes à un autre endroit. Le cas échéant, les frais de déplacement et de réinstallation desdits équipements à un autre endroit seront à la charge du Partenaire, à condition que ces équipements soient réinstallés sur le territoire de la Ville de Montréal dans un délai de trois (3) ans suivant l'avis transmis par la Ville conformément à l'article 6.4.

6.6 Dans le cas où HQ est en défaut de se conformer à l'une ou l'autre de ses obligations substantielles prévues à la présente entente, le Partenaire peut résilier la présente entente en lui faisant parvenir un avis préalable écrit de trente (30) jours. Si le défaut n'est pas corrigé à l'expiration du délai de trente (30) jours, la résiliation prend dès lors effet, sous réserve de tous autres droits et recours du Partenaire.

6.7 Au terme de la présente entente ou dans le cas de sa résiliation anticipée suite au défaut de HQ, HQ devra démanteler, à ses frais, les Stations de recharge, les Bornes et les infrastructures électriques connexes et remettre les lieux en état, conformément aux dispositions prévues aux Droits d'occupation.

ARTICLE 7 – CESSION

7.1 Les droits et obligations des Parties, dans la présente entente, ne peuvent être cédés, en tout ou en partie, à une tierce partie sans l'accord préalable écrit de l'autre Partie, étant entendu que cet accord ne peut être refusé sans motif raisonnable.

ARTICLE 8 - REPRÉSENTANTS

8.1 Aux fins de l'administration de la présente entente, la personne représentant HQ est Mme France Lampron, Directrice Électrification des transports. Cette personne a l'autorité requise pour agir pour et au nom d' HQ, relativement à toute question découlant de la présente entente.

8.2 Aux fins de l'administration de la présente entente, la personne représentant le Partenaire est Monsieur Luc Gagnon, Directeur du service de la mise en valeur du territoire. Cette personne a l'autorité requise pour agir pour et au nom du Partenaire, relativement à toute question découlant de la présente entente. Le Partenaire s'engage à fournir les coordonnées de personnes contacts physiquement présentes sur les Sites avec lesquelles HQ pourrait communiquer, pour vérifier l'état de fonctionnement des Bornes.

ARTICLE 9– COMMUNICATION OU AVIS

9.1 Toute communication ou tout avis en rapport avec la présente entente doit être fait par écrit et est valablement transmis par livraison à son destinataire en mains propres, par courrier ou par courrier électronique aux adresses ci-après mentionnées :

Dans le cas de HQ

À l'attention de
Mme. France Lampron, Directrice – Électrification des transports
Mtl-Cplx Desjardins, 16ième étage, C.P.,10000, succ. pl. Desjardins, Montréal, H5B 1H7
Téléphone : 514 289-7220
Télécopieur : 514 XXX-XXXX
Adresse électronique : lampron.france@hydro.qc.ca

Avec copie

À l'attention de: M. Sandro Cellucci, Avocat en Chef
Téléphone : 514 289-3758
Télécopieur : 514 289-4215
Courriel : cellucci.sandro@hydro.qc.ca

Dans le cas du Partenaire

À l'attention de M. Luc Gagnon, Directeur, service de la mise en valeur du territoire
*303, rue Notre-Dame, 6ème étage*Téléphone: 514-872-5216
Télécopieur: 514-868-4401
Courriel: lucgagnon@ville.montreal.qc.ca

9.2 Toute communication ou tout avis ainsi donné sera reçu le jour de sa livraison, s'il est livré en mains propres ou transmis par télécopieur ou courrier électronique, ou cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, s'il est transmis par courrier. Chaque Partie peut aviser l'autre Partie de la manière précédemment mentionnée de tout changement de destinataire, d'adresse postale ou d'adresse électronique pour la signification d'une facture, de communications ou d'avis.

9.3 Advenant un changement du représentant de l'une ou l'autre des Parties aux présentes, chaque Partie doit en informer l'autre par avis écrit dans les cinq (5) jours qui suivent ce changement.

ARTICLE 10- CONFIDENTIALITÉ

10.1 Sous réserve d'une ordonnance contraire rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), chacune des Parties pourra refuser de transmettre à l'autre Partie ses informations de nature commerciale, financière et technique qu'elle juge confidentielles, à moins que l'autre Partie ait besoin de ces informations aux fins de se conformer à ses obligations ou de bénéficier de ses droits prévus à la présente entente et qu'elle accepte de signer, à cette fin, un accord raisonnable de confidentialité et d'utilisation restreinte.

10.2 Sous réserve d'une ordonnance contraire rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), chacune des Parties s'engage à ne pas divulguer les renseignements personnels des usagers et les informations, données techniques, documents ou plans sur support papier, informatique ou autre qui lui ont été communiqués par l'autre Partie ou un de ses représentants à l'occasion de l'exécution de la présente entente, à moins qu'elle n'ait eu au préalable l'autorisation écrite de l'autre Partie à procéder à la divulgation et seulement dans les limites de cette autorisation.

ARTICLE 11 - LANGUE DE COMMUNICATION

11.1 Les Parties conviennent de ne rédiger qu'en français toute communication écrite, incluant les comptes rendus des rencontres, rapports et lettres, préparés dans le

cadre de la présente entente, sauf si telle communication est destinée à une personne hors Québec.

ARTICLE 12 - DROIT APPLICABLE

12.1 Les Parties conviennent que la présente entente est soumise aux lois qui s'appliquent au Québec et se soumettent par la présente à la juridiction des tribunaux du district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 13 - FORCE MAJEURE

13.1 Pour les fins du présent article et de la présente entente, « **Force majeure** » désigne une grève, un lock-out ou tout autre arrêt de travail, les mouvements populaires, les actes de sabotage ou de terrorisme, les incendies, les inondations, les explosions, les embargos, les actes de tout gouvernement ou organisme gouvernemental et les autres événements indépendants de la volonté d'une Partie qui l'empêche de se conformer à ses obligations prévues à la présente entente.

13.2 Sauf en ce qui a trait aux obligations relatives au paiement de sommes d'argent exigibles, aucune des Parties n'est responsable de quelque inexécution ou omission ou retard dans l'exécution de ses obligations prévues dans la présente convention, dans la mesure où cette inexécution, cette omission ou ce retard est imputable à un cas de Force majeure.

13.3 Si, en raison d'un cas de Force majeure, l'une des deux Parties ne peut exécuter ses obligations aux termes de la présente entente, l'exécution de ses obligations, sauf celles relatives au paiement de sommes d'argent exigibles, dans la mesure où l'exécution de ces obligations est touchée par le cas de Force majeure, sera suspendue pour la durée du cas de Force majeure. Toute Partie empêchée d'exécuter un engagement pour cause de Force majeure doit, dans les meilleurs délais, donner avis à l'autre Partie de l'événement de Force majeure et lui communiquer tous les détails raisonnables à cet égard, incluant la date prévue de la reprise de ses obligations.

ARTICLE 14 -INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE

14.1 La présente entente est la seule entente entre HQ et le Partenaire quant à son objet et annule et remplace toute entente ou convention antérieure.

14.2 Les annexes ajoutées à la présente entente sont réputées faire partie intégrante de la présente entente. En cas de divergence entre les annexes et l'entente, les dispositions de la présente entente ont préséance.

ARTICLE 15- MODIFICATIONS

15.1 Aucune modification apportée aux dispositions de la présente entente ne lie les Parties, à moins d'avoir été faite constatée par un écrit signé par chacune des Parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT DÛMENT SIGNÉ À LA DATE INDIQUÉE CI-DESSOUS:

VILLE DE MONTRÉAL

Le ..... e jour de 2019

PAR : _____
Yves Saindon, greffier

HYDRO-QUÉBEC

Le …… jour du mois de……. de l'année 2019

PAR :_____
France Lampron, Directrice – Électrification des transports

ANNEXE A
DROITS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

En application de l'article 4.1 de l'*Entente de partenariat pour le déploiement de bornes de recharge rapide pour véhicules électriques* (ci-après l' « **Entente** »), la Ville de Montréal (ci-après la « **Propriétaire** »), à titre de propriétaire des Sites choisis conjointement par la Propriétaire et HQ pour l'installation de bornes de recharge rapide en vertu de l'article 2.1 de l'Entente (le(s) « **Terrain(s)** »), accorde au Cessionnaire (tel que défini ci –dessous) la permission d'occuper temporairement des Terrains de son domaine public selon les conditions suivantes :

Définitions

Aux fins des présentes, les termes précédés d'une majuscule ont le sens prévu à l'Entente ou ont le sens qui leur est attribué ci-après :

« ***Cessionnaire*** » : S'entend, en plus d'Hydro-Québec de ses ayants cause, employés et représentants autorisés.

« ***Équipements*** » : S'entend des bornes de recharge pour véhicules électriques actuelles et projetées, ainsi que des infrastructures, des équipements et des accessoires électriques et de génie civil qui seront utilisés pour installer, exploiter, entretenir, réparer et remplacer ces bornes.

« ***Parcelle*** » : S'entend, pour chacun des Terrains, de la partie du Terrain affectée à l'exploitation des Équipements telle qu'identifié aux plans d'occupation à être produit par la Propriétaire et le Cessionnaire pour chaque Site choisi conformément à l'Entente.

A. Droits d'occupation nécessaires aux Équipements

Sur chacune des Parcelles de Terrains, la Propriétaire accorde au Cessionnaire les droits suivants :

1. Sous réserve des droits et obligations des Parties en vertu de l'Entente :

    a) le droit d'installer, d'enfouir, d'exploiter, d'entretenir, de réparer et d'inspecter les Équipements, ainsi que tout appareil ou accessoire que le Cessionnaire juge nécessaire ou utile au fonctionnement des bornes de recharge rapide pour véhicules électriques;

b) le droit de prendre toutes les mesures jugées utiles, que ce soit sur la Parcelle de Terrain, au-dessus ou en dessous ou, temporairement au besoin, à l'extérieur de la Parcelle de Terrains, notamment pour installer, entretenir et réparer les Équipements; et

c) le droit de modifier, de remplacer et de reconstruire les Équipements.

2. Le droit de circuler à l'extérieur de la Parcelle de Terrain et sur le Terrain, afin d'y entreposer, installer ou déposer temporairement tout bien nécessaire à l'entretien, à la réparation ou au remplacement des Équipements.

3. Le droit de circuler en tout temps sur la Parcelle de Terrain et, au besoin, à l'extérieur de la Parcelle de Terrain, à pied ou en véhicule de tout genre, afin d'avoir accès aux Équipements.

4. Le droit d'interdire à quiconque d'ériger un bâtiment, une construction ou un ouvrage sur la Parcelle de Terrain, au-dessus ou en dessous de celle-ci, et de modifier son élévation actuelle ou d'installer un objet qui, de quelque manière que ce soit, entraverait l'exercice des droits d'occupation stipulés aux présentes, à moins qu'il ne soit autorisé par écrit par le Cessionnaire.

5. Pour plus de certitude, les Parties reconnaissent que les droits stipulés à la présente section A peuvent également être exercés par toute personne dont les services sont retenus par le Cessionnaire pour l'installation, l'enfouissement, l'exploitation, l'entretien, la réparation et l'inspection des Équipements, notamment par les représentants du fournisseur des bornes de recharge rapide.

B. Obligations du Propriétaire

1. Le Propriétaire s'engage à respecter les obligations énoncées ci-après :

   a) ne pas nuire, ni permettre à quiconque agissant en son nom ou sous son contrôle de nuire, à l'exercice et à la jouissance des droits conférés au Cessionnaire aux termes des présentes;

   b) sous réserve de l'approbation des instances municipales compétentes, permettre l'installation de panneaux de signalisation et le marquage de la chaussée pour indiquer la présence de bornes de recharge et, le cas échéant, interdire le stationnement pour des fins autres que la recharge de véhicules électriques;

   c) permettre aux utilisateurs des bornes de recharge de véhicules électriques de circuler sur les Terrains et d'y accéder.

2. Le Propriétaire reconnaît et convient qu'il ne peut devenir propriétaire par accession des Équipements installés sur les Terrains.

C. Modalités d'exercice des droits d'occupation

1. Le Cessionnaire s'engage à utiliser les Parcelles de Terrains exclusivement pour l'exercice des droits d'occupation prévus à cette entente, et ce, dans le respect des lois et règlements applicables.

2. Le Cessionnaire s'engage à indemniser le Propriétaire de toute somme qu'il pourrait avoir à payer en sa qualité de propriétaire pour tout événement ou incident découlant de l'exercice, par le Cessionnaire, des droits d'occupation qui lui sont consentis conformément à cette entente, sous réserve de la responsabilité civile du Propriétaire.

3. Le Cessionnaire reconnaît que l'occupation des Parcelles de Terrains ne peut en aucune circonstance être interprétée comme accordant un caractère permanent à cette occupation et/ou comme accordant au

Cessionnaire un droit d'empiéter sur le terrain occupé à la fin de cette Entente et/ou comme constituant une renonciation, par le Propriétaire, à son droit de demander la cessation de cette occupation et la remise du terrain occupé en état à la fin de l'Entente conformément aux modalités des présentes et/ou comme conférant quelque droit de propriété sur le terrain occupé, par prescription acquisitive ou autrement, en faveur du Cessionnaire.

4. Le Cessionnaire dédommagera le Propriétaire des dommages causés à la propriété de celui-ci à la suite de l'exercice des droits consentis aux présentes, sous réserve de la responsabilité civile du Propriétaire et de ses sous-traitants.

5. Malgré les droits conférés par les présentes, le Propriétaire a le libre usage et l'entière jouissance des Terrains, dans la mesure où cela ne porte pas atteinte aux droits et aux privilèges consentis par les présentes et le Cessionnaire s'engage à ne pas faire ou à ne pas permettre à quiconque de faire dans ou aux abords des Parcelles de Terrains occupées quoi que ce soit qui aurait pour effet de nuire ou de préjudicier aux droits du Propriétaire ou des tiers ou qui peut constituer une nuisance.

D. Durée

Les droits stipulés aux présentes sont consentis pour la durée de l'Entente, sauf à l'égard des Terrains sur lesquels le Cessionnaire cesse d'exploiter les Équipements de façon permanente.

E. Contrepartie

Les droits consentis aux termes des présentes sont octroyés par le Propriétaire au Cessionnaire sans contrepartie monétaire, en considération de la conclusion de l'Entente et du respect des obligations contenues dans l'Entente pour valoir à titre de juste et valable contrepartie pour le droit d'occupation.

F. Conditions générales

1. Advenant une cession, une vente ou toute autre forme d'aliénation d'un ou de plusieurs des Terrains, le Propriétaire s'engage à déployer ses meilleurs efforts pour obtenir au préalable de la part du futur acquéreur, cessionnaire ou acheteur un engagement inconditionnel et irrévocable de lui accorder et d'accorder au Cessionnaire, sans frais, sur demande, les droits de servitude habituellement exigés par le Cessionnaire sur des terrains privés pour l'exploitation de bornes de recharge rapide.

2. Les droits d'occupation prévus aux présentes ne peuvent être cédés sans l'accord préalable écrit du Propriétaire sauf conformément à ce qui est prévu à l'Entente.

3. Au terme de l'Entente, le Cessionnaire s'engage à procéder avec diligence au démantèlement des Équipements, sous réserve de la dalle de béton supportant les Bornes et des infrastructures souterraines qui pourront demeurer en place. De même, le Cessionnaire devra procéder à un tel démantèlement sur les Sites où il cesse d'exploiter définitivement ses Équipements.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.21

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1185323013

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de deuxième convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de Place Dupuis fiducie commerciale, des espaces à bureaux situés au 3e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, d'une superficie totale de 599,50 m², pour une période de 30 mois, à compter du 1er avril 2019, moyennant une dépense totale de 533 378,33 $. Bâtiment 8062-009

Il est recommandé :

1. d'approuver la deuxième convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Place Dupuis fiducie commerciale, des espaces à bureaux au 3e étage de l'immeuble situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, d'une superficie d'environ 599 m², pour une période additionnelle de 30 mois, à compter du 1er avril 2019, moyennant un loyer total de 533 378,33 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la deuxième convention de prolongation de bail;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par le SGPI.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-12-18 13:18

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185323013**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de deuxième convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de Place Dupuis fiducie commerciale, des espaces à bureaux situés au 3e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, d'une superficie totale de 599,50 m², pour une période de 30 mois, à compter du 1er avril 2019, moyennant une dépense totale de 533 378,33 $. Bâtiment 8062-009

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de la résolution CG09 0344, la Ville loue de Place Dupuis fiducie commerciale, des espaces à bureaux à la Place Dupuis, sise au 800, boul. De Maisonneuve Est, d'une superficie totale de 920,58 m², répartie au 3e étage de 599,50 m² et au 6e étage de 321,08 m². Le bail viendra à échéance le 31 mars 2019.
La Ville est locataire depuis le 1er octobre 2003, et plusieurs services municipaux ont occupé ces locaux. Actuellement, les espaces à bureaux situés au 3e étage sont aménagés et libres. Au 6e étage, le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) occupe les lieux. Le 8 novembre 2018, le CPRMV a signifié son intention de quitter ces locaux au 31 mars 2019. Par conséquent, ces espaces ne seront plus loués par la Ville.

À compter du 1er avril 2019, en lien avec le plan directeur d'optimisation des espaces administratifs, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) occupera les bureaux au 3e étage de l'immeuble.

Le SGPI a entrepris des négociations pour un projet d'une deuxième convention de prolongation de bail pour un terme additionnel de 30 mois, à compter du 1er avril 2019, et ce seulement pour les locaux du 3e étage.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0460 - 20 août 2015 - Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de Place Dupuis Commercial Trust, pour une période de 42 mois à compter du 1er octobre 2015, des espaces situés au 3e et 6e étages, d'une superficie totale de 920,58 m², sis au 800, boul. De Maisonneuve Est, à des fins de bureau moyennant une dépense totale de 1 067 458,52 $ taxes incluses.
CG09 0344 - 27 août 2009 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de Place Dupuis Commercial Trust, pour une période de 7 ans, du 1er octobre 2008 au 30 septembre 2015, des espaces d'environ 920,58 m² aux 3e et 6e étages de la portion bureau de l'immeuble situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, à Montréal, le tout selon les termes et conditions stipulés audit projet de bail ;

CG13 0343 - 29 août 2013 - Autoriser une dépense de 158 495,65 $, taxes incluses, pour rembourser Place Dupuis Commercial Trust pour les travaux d'aménagement d'espaces à bureaux dans le cadre des projets «Approvisionnement avancé» «Ressources humaines/Paie» et «Systèmes budgétaires» du Service des Technologies de l'information au 800, Boul. de Maisonneuve Est.

DESCRIPTION

Le projet consiste à approuver une convention de prolongation de bail par laquelle la Ville loue de Place Dupuis fiducie commerciale, pour une période additionnelle de 30 mois, à compter du 1er avril 2019, des espaces à bureaux situés au 3e étage de la Place Dupuis, située au 800, boul. De Maisonneuve Est, d'une superficie approximative totale de 599,50 m², moyennant un loyer total de 533 378,33 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions du projet de bail. Cette convention de prolongation de bail est pourvue d'une option de renouvellement.

JUSTIFICATION

Au fil des ans, ces locaux ont permis à la Ville de loger plusieurs services. Les locaux sont aménagés et répondent adéquatement aux besoins du SGPI.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Loyer total pour le terme.

	Ancien loyer annuel	**Nouveau Loyer annuel**	**Loyer Total pour le terme**
Superficie (m²)	920,58	599,50	599,50
Loyer de base	121 387,68 $	83 888,04 $	209 720,10 $
Frais d'exploitation	86 902,75 $	56 892,55 $	142 231,37 $
Taxes foncières	68 767,33 $	44 782,65 $	111 956,63 $
Total avant Taxes	**277 057,76 $**	**185 563,24**	**463 908,10 $**
TPS (5 %)	13 852,89 $	9 278,16 $	23 195,40 $
TVQ (9,975 %)	27 636,51 $	18 509,93	46 274,83 $
Total loyer incluant taxes	**318 547,16 $**	**213 351,33 $**	**533 378,33 $**
Ristourne de TPS	(13 852,89) $	(9 278,16) $	(23 195,40)$
Ristourne TVQ (50 %)	(13 818,26) $	(9 254,97) $	(23 137,43)$
Coût total net	**290 876,01 $**	**194 818,20 $**	**487 045,50 $**
Taux unitaire ($/m²)	300,96 $	309,53 $	309,53 $/m²

Pour le détail complet des loyers annuels, voir le document « Détail annuel du loyer » en pièce jointe.

Le taux de location pour ce type de local dans le secteur oscille entre 290 $/m² et 322,91 $/m². Le taux de location moyen pour la durée de cette entente est de 309,53 $/m².

Pour l'année 2020, la base budgétaire du SGPI sera ajustée selon les modalités prévues à la deuxième convention de prolongation de bail.

Cette dépense est assumée à 100 % par le SGPI.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le refus d'approuver ce dossier, le SGPI ne pourra pas respecter le plan directeur d'optimisation des espaces administratifs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE: janvier 2019
CM : janvier 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Johanne DEROME, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Johanne DEROME, 17 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine D'ASTOUS
Conseillère en immobilier

Tél : 514-872-2493
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-30

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2018-12-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2018-12-17

DEUXIEME CONVENTION DE PROLONGATION DE BAIL

ENTRE

PLACE DUPUIS FIDUCIE COMMERCIALE, fiducie légalement constituée suivant les dispositions du Code civil du Québec, agissant aux présentes par son fiduciaire, Madame Giuseppina Pulitano, elle-même représenté par BUSAC INC., son mandataire aux termes d'une procuration signée le 9 novembre 2018, personne morale légalement constituée par statut de constitution délivrés le sept (7) décembre deux mille un (2001) en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (RLRC 1985, chapitre C-44), immatriculée sous le numéro 1160542727 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 800, boul. De Maisonneuve Est, bureau 800, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Michel Couillard, président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le 9 novembre 2018;

(Ci-après appelée le « **Locateur** »)

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représenté par Me Yves Saindon, greffier dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes.*

(Ci-après appelée le «**Locataire**»)

ATTENDU QU'aux termes d'un bail signé le 27 août 2009, en vertu de la résolution CG09 0344, **PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST**, a loué au Locataire des locaux situés aux 3e et 6e étages de l'édifice sis au 800 boul. De Maisonneuve E, à Montréal (ci-après appelé « **l'Édifice** »), ayant une superficie locative totale de 920,58 m², (ci-après appelés les **« Lieux loués** »), pour un terme de sept (7) ans commençant le 1er octobre 2008 et se terminant le 30 septembre 2015 (ci-après appelé le « **Bail Initial** »);

ATTENDU QU'aux termes d'une première convention de prolongation de bail intervenue le 20 août 2015, les parties ont convenues de prolonger la durée du Bail pour un terme additionnel de 42 mois, laquelle viendra à échéance au 31 mars 2019 (ci-après appelée la « **Première prolongation** »);

ATTENDU QUE, le Bail et la Première prolongation sont ci-après collectivement nommés le « **Bail** »

ATTENDU QUE, le Locataire à signifier au Locateur son intention de résilier la location des locaux du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, sis au 6e étage, de l'Édifice, ayant une superficie de 321,08 m², qui se terminera au 31 mars 2019 et le Locateur y consent;

ATTENDU QUE, le Locataire a signifié au Locateur son intention d'exercer son option de renouvellement prévue au Bail et ce pour les locaux sis au 3e étage, à compter du 1er avril 2019;

Paraphes	
Locateur	Locataire

ATTENDU QUE le Locataire souhaite exercer l'option de renouvellement prévue à l'article 2 de la Première prolongation, pour un terme de 30 mois, pour les locaux situés au 3e étage et le Locateur y consent;

ATTENDU QUE les parties souhaitent apporter des modifications au Bail le tout conformément aux dispositions de la présente.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1 Préambule

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente Deuxième Convention de Prolongation de Bail. («Deuxième Prolongation»)

2 DURÉE

Les parties conviennent de prolonger la Durée, pour une période additionnelle de trente (30) mois, débutant le 1er avril 2019 et se terminant le 30 septembre 2021.

Par ailleurs, les parties conviennent d'annuler, à toutes fins que de droit, à compter du 1er avril 2019, l'article 2 de la Première Prolongation.

2.1. Renouvellement

Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance, pour un (1) terme additionnel de cinq (5) ans, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer qui sera alors à négocier entre les parties, selon le taux du marché, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer cette option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins six (6) mois avant l'échéance du Bail. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la demande du Locateur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option, deviendra nulle et non avenue.

3 SUPERFICIES:

Les parties conviennent qu'à compter du 1er avril 2019, les Lieux loués ont une superficie locative de 599,50 m².

Par ailleurs, les parties conviennent d'annuler, à compter du 1er avril 2019, à toutes fins que de droit, l'article 2 du Bail intitulé « Superficie ».

4 STATIONNEMENT

Les parties conviennent qu'à partir du 1er avril 2019, le Locateur fournira au Locataire deux (2) places de stationnement, dont une (1) place sera réservée et une (1) place sera non réservée, le tout sans frais additionnels.

Par ailleurs, les parties conviennent d'annuler, à compter du 1er avril 2019, à toutes fins que de droit, l'article 1.1 du Bail intitulé « Stationnement ».

Paraphes	
Locateur	Locataire

5 LOYER

Le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de cent quatre-vingt-cinq mille cinq cent soixante-trois dollars et vingt-quatre cents (185 563,24 $), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de quinze mille quatre cent soixante-trois dollars et soixante cents (15 463,60 $) chacun, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Bail.

Le loyer se compose des coûts unitaires suivants :

► Loyer de base		139,93 $/m^2
► Taxes foncières (estimation 2018)		74,70 $/m^2
► Frais d'exploitation		94,90 $/m^2
► Frais d'administration et de gestion		inclus
	Total :	309,53 $/m^2

Les frais d'exploitation seront ajustés annuellement selon les modalités prévues au Bail.

Les taxes foncières seront ajustées annuellement selon les modalités prévues au Bail. La quote-part du Locataire a été établie à 1,85 %.

Par ailleurs, les parties conviennent d'annuler à compter du 1er avril 2019, à toutes fins de droit, l'article 3 de la Première Prolongation intitulée « Loyer ».

6 Ratification

Sous réserve des dispositions et modifications contenues aux présentes, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail continueront de lier les parties et s'appliqueront mutandis aux Lieux loués.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en deux (2) exemplaires, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

PLACE DUPUIS FIDUCIE COMMERCIALE:

Signée par le Locateur à Montréal ce __e jour du mois de _____2018

Par _____
Giuseppina Pulitano

Par _____
Michel Couillard

VILLE DE MONTRÉAL :

Signée par le Locataire à Montréal ce _____e jour du mois de _____2018

Par _____
Me Yves Saindon

Paraphes	
Locateur	Locataire

Cette deuxième convention de prolongation de bail a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal le
(résolution CG)

Paraphes	
Locateur	Locataire

CENTRE DE
PRÉVENTION
DE LA RADICALISATION
MENANT À LA VIOLENCE

Le 8 novembre 2018

Mme Isabella Longoni
Représentante à la location
BUSAC
800, boul. De Maisonneuve Est, bureau 800
Montréal (Québec) H2L 4L8
i.longoni@busac.com

Objet : Votre proposition de location

Madame,

Nous avons pris connaissance de votre proposition de location reçue le 31 octobre 2018 concernant les locaux que le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) occupe présentement. Nous avons pris la décision de décliner la proposition. Nous libérerons donc l'espace occupé d'ici au 31 mars 2019, ce qui correspond à la date d'expiration de la convention de sous-location survenue entre le CPRMV et la Ville de Montréal.

Veuillez agréer, Madame, mes sentiments les meilleurs.

Herman Deparice Okomba, Ph. D.
Directeur

c.c. Mme Martine D'Astous, conseillère en immobilier – Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1185323013

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver un projet de deuxième convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de Place Dupuis fiducie commerciale, des espaces à bureaux situés au 3e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, d'une superficie totale de 599,50 m², pour une période de 30 mois, à compter du 1er avril 2019, moyennant une dépense totale de 533 378,33 $. Bâtiment 8062-009

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1185323013 - Bail 800 boul. Maisonneuve.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-04

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.22

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1185941002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver une convention de prolongation de bail et de modification par laquelle la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, à des fins de piste cyclable et d'espace vert, une lisière de terrain le long de l'avenue Pierre-Dupuy (9 011,1 m²), du 1er février 2015 au 31 janvier 2025. La dépense totale est de 112 681,07 $, taxes incluses. Ouvrage #6044. Arrondissement de Ville-Marie.

Il est recommandé:

1. d'approuver une convention de prolongation de bail et de modification par laquelle la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, à des fins de piste cyclable et d'espace vert, une lisière de terrain le long de l'avenue Pierre-Dupuy (9 011,1 m²), du 1er février 2015 au 31 janvier 2025. La dépense totale est de 112 681,07 $, taxes incluses.

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-12-18 15:40

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185941002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver une convention de prolongation de bail et de modification par laquelle la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, à des fins de piste cyclable et d'espace vert, une lisière de terrain le long de l'avenue Pierre-Dupuy (9 011,1 m²), du 1er février 2015 au 31 janvier 2025. La dépense totale est de 112 681,07 $, taxes incluses. Ouvrage #6044. Arrondissement de Ville-Marie.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal (APM), au moins depuis 2005, une lisière de terrain à des fins de piste cyclable le long de l'avenue Pierre-Dupuy. Cette piste relie le Chemin des Moulins et le pont de la Concorde, pour rejoindre les îles Notre-Dame et Sainte-Hélène, en passant devant Habitat '67. Le bail a pris fin en 2015 et la proposition soumise consiste à conclure une prolongation jusqu'en 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA081631001: Bail pour l'exploitation et l'aménagement d'une piste cyclable pour un terme de 10 ans se terminant le 31 janvier 2015.

DESCRIPTION

La lisière de terrain concernée comporte une superficie totale de 9 011,1 m² (Parcelles A et B montrées sur le plan ci-joint). La parcelle A, d'une superficie de 2 968,8 m², est utilisée par la Ville comme piste cyclable alors que la parcelle B, d'une superficie de 6 042,3 m², est utilisée comme espace vert.
Depuis quelques années, l'APM et la Ville ont cherché à voir comment régulariser les différentes occupations de la Ville sur la propriété de l'APM. Le loyer élevé alors exigé par l'APM était un enjeu. Une série d'échanges tenus au cours des derniers mois a permis de trouver des solutions. La proposition prévoit maintenant qu'un loyer ne sera payable qu'à l'égard de la piste cyclable et que l'espace vert ne fera l'objet d'aucun loyer. Une telle approche réduit de façon importante le loyer payable et conduit à un règlement acceptable pour les deux parties.

JUSTIFICATION

Localisation idéale de la piste cyclable qui relie le chemin des Moulins au pont de la Concorde pour rejoindre les îles Sainte-Hélène et Notre-Dame.

- Maintien à long terme de la piste cyclable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le loyer fixé par l'APM est déterminé en fonction de la valeur municipale des lieux loués à laquelle est appliqué un taux de rendement (établi par exemple pour janvier 2017 à 4,03 %). Dans une lettre adressée par la Ville à l'APM le 15 janvier 2015 (copie ci-jointe), il était indiqué que la Ville était favorable à utiliser cette méthode de calcul. Le taux de loyer ainsi exigé par l'APM pour la piste cyclable seulement est de 3,31 $/m² comparé à une valeur locative de 6,99 $ à 8,07 $/m² établie par la Division des analyses immobilières de la Direction des transactions immobilières (SGPI).
Le loyer annuel est établi jusqu'au 31 décembre 2019. Par la suite, il sera révisé lors de la première année d'un rôle triennal d'évaluation en tenant compte du montant le plus élevé entre la méthode de calcul basée sur l'évaluation foncière ou l'I.P.C..

Le loyer exigé est plus élevé que durant la période précédente, alors qu'il s'agissait d'un loyer minimum, mais nettement moindre que la valeur établie par le SGPI, ce qui est avantageux pour la Ville.

Sommaire :

	Loyer annuel antérieur	**Loyer 1er février 2015 au 31 déc. 2017**	**Loyer 2018 à 2025**	**Loyer total**
Loyer avant taxes	1250,00 $	28 297,19 $	69 707,65 $	98 004,84 $
TPS (5 %)	62,50 $	1414,86 $	3 485,38 $	4 900,24 $
TVQ (9,975 %)	124,69 $	2 822,65 $	6 953,34 $	9 775,98 $
Loyer incluant taxes	1 437,19 $	32 534,70 $	80 146,37 $	112 681,07 $

Voir le détail du loyer en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La piste cyclable de l'avenue Pierre-Dupuy est un aménagement urbain centré sur les déplacements actifs et collectifs participant à une meilleure qualité de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier permettrait le maintien à long terme de la piste cyclable actuelle. Le report de ce dossier entraînerait un délai additionnel alors que le bail en cours est échu depuis le 31 janvier 2015. Le refus d'approuver ce dossier entraînerait la fin de la piste cyclable actuelle sur l'avenue Pierre-Dupuy et la nécessité de planifier un nouveau projet si une piste cyclable était toujours requise pour atteindre les îles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CM: Janvier 2019 : Dossier soumis pour approbation par le conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michel D BÉDARD, Service des infrastructures_voirie et transports
Corinne ANDRIEU, Ville-Marie

Lecture :

Corinne ANDRIEU, 29 octobre 2018
Michel D BÉDARD, 25 octobre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy BEAULIEU
Conseiller en immobilier

Tél : 514-872-3774
Télécop. : 514-872-5279

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-26

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

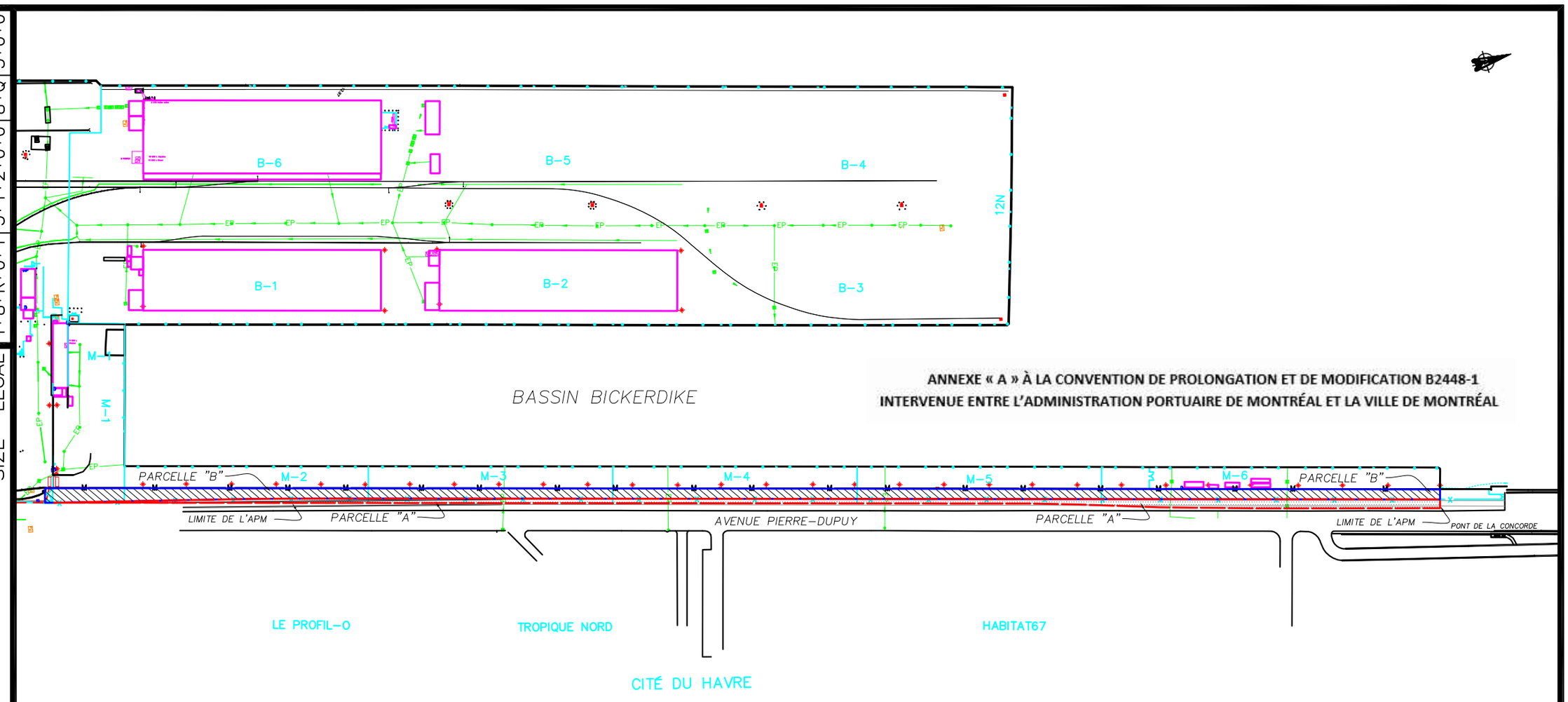
Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2018-12-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél :
Approuvé le : 2018-12-18

DRAWING No. 1|8|Q|3|0|0|8|2|1|1|3|1|0|1|R|8| DESSIN No.

FORMAT LEGAL
SIZE



ANNEXE « A » À LA CONVENTION DE PROLONGATION ET DE MODIFICATION B2448-1
INTERVENUE ENTRE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE MONTRÉAL ET LA VILLE DE MONTRÉAL

LOCATAIRE: VILLE DE MONTRÉAL
PARCELLE "A": PARTIE ENTRE LA CLÔTURE ET LA LIMITE EST DE L'APM: 2968.8 m.c.
PARCELLE "B": PARTIE ENTRE LA CLÔTURE ET LE MURET À L'OUEST: 6042.3 m.c.
SUPERFICIE TOTALE: 9011.1 m.c.
PARTIE DU LOT 4 657 465 DU CADASTRE DU QUÉBEC

No.	DATE	PAR BY	DESCRIPTION

MODIFICATIONS REVISIONS

DESSINÉ PAR: DRAWN BY: C.CARON	VÉRIFIÉ PAR: CHECKED BY:	DATE: 2018-06-13
PROJETÉ PAR: DESIGNED BY: A.CREVIER	APPROUVÉ PAR: APPROVED BY:	ÉCHELLE: SCALE: N.A.

PDM

Port de Montréal Port of Montreal

Administration portuaire de Montréal
Montreal Port Authority

Canada

PROJET/PROJECT:
CITÉ DU HAVRE
LOCATION DE TERRAINS

DESSIN No. 1|8|R|0|1|3|1|2|0|0|8|Q|3|0|0 DRAWING No.

FEUILLE/SHEET: 1 DE OF

0 1 2 3 4 5 6 po.-in.

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 cm.

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Tél. : 514 872-5493

Le 15 janvier 2015

Monsieur Louis Beauchemin
Administration portuaire de Montréal (APM)
2100, avenue Pierre-Dupuy
Montréal (Québec) H3C 3R5
beaucheminl@port-montreal.com

Monsieur,

Suite à notre rencontre du 15 septembre dernier et suite à des discussions à l'interne qui ont suivi, la Ville désire vous faire part de ses intentions concernant les différents dossiers en cours devant être régularisés.

Tout d'abord, en ce qui concerne le parc de la Promenade Bellerive ainsi que le parc Pierre-Tétrault, la Ville réitère sa volonté de confirmer de façon permanente la vocation de ces parcs en entamant un projet de demande d'acquisition auprès du gouvernement fédéral. Afin de régulariser le mieux possible le paiement du loyer concernant le dossier du parc de la Promenade Bellerive, nous proposons de signer un bail couvrant de façon rétroactive la période où le montant du loyer est entendu, soit celle du 1er avril 2007 au 31 décembre 2012, et à poursuivre l'entente à un montant similaire à compter du 1er janvier 2013, le temps qu'une décision officielle soit rendue quant à l'acquisition.

Concernant le parc Pierre-Tétrault, la Ville est également disposée à poursuivre l'entente sur les mêmes termes de loyer que l'entente qui vient à échéance le 31 décembre 2014. La Ville n'est ainsi pas disposée à payer les montants de loyer demandés pour ces deux parcs.

Nous explorons également une orientation d'acquisition de droits réels auprès du gouvernement fédéral couvrant l'ensemble des infrastructures municipales se trouvant sur le territoire de l'Administration portuaire de Montréal (l' «APM»). Une telle orientation est envisagée afin de mieux sécuriser les infrastructures de la Ville. Dans l'intérim, nous sommes prêts à régulariser les ententes échues en se basant sur une valeur s'appliquant aux infrastructures en tréfonds.

Par ailleurs, comme nous sommes favorables à utiliser votre proposition de calcul du prix du loyer sur la base de l'évaluation au rôle foncier et du taux de rendement proposé, tous les autres baux venant à échéance et pour lesquels une acquisition n'est pas envisagée pourront être renouvelés au fur et à mesure.

En terminant, afin de régulariser l'occupation par l'APM de neuf (9) terrains de la Ville, sans entente, le tout pour une superficie d'environ 17 169,4 m², nous vous saurions gré de bien vouloir faire la vérification de la liste de ces terrains, qui a été envoyée par courrier électronique à M. Crevier, le 16 septembre dernier, et de nous confirmer si ces terrains sont toujours requis pour vos besoins. Des projets d'entente vous seront ensuite proposés afin de régulariser ces occupations.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Sylvie Desjardins
Chef de division

SD/mc

c. c. M. Michel Nadeau, directeur, Gestion et planification immobilière
Mme Nicole Rodier, chef de section, Section Locations, DETI

CONVENTION DE PROLONGATION ET DE MODIFICATION

ENTRE: **ADMINISTRATION PORTUAIRE DE MONTRÉAL**, agence fédérale dûment constituée en vertu de Lettres patentes émises le 1er mars 1999, selon les dispositions de la Loi maritime du Canada, Chapitre 10, 46-47 Elizabeth II, 1997-1998, sanctionnée le 11 juin 1998, amendée par la Loi modifiant la Loi maritime du Canada, Chapitre 21, 56-57 Elizabeth II, 2007-2008, sanctionnée le 18 juin 2008, ayant sa principale place d'affaires au 2100, avenue Pierre-Dupuy, à Montréal, Province de Québec (H3C 3R5), représentée aux fins des présentes par sa présidente-directrice générale, madame Sylvie Vachon et sa vice-présidente, affaires juridiques et immobilières, secrétaire corporative, madame Marie-Claude Leroux, dûment autorisées à cette fin, tel qu'elles le déclarent en signant,

(ci-après appelée l' « Administration »);

ET: **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-deux (22) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM18_____, adoptée par le conseil municipale à sa séance du_____ 2018;

(ci-après appelée le « Locataire »).

LESQUELS EXPOSENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QU'UN bail commercial est intervenu entre l'Administration et le Locataire, le 16 juillet 2009, pour une période de dix (10) ans débutant le 1er février 2005 pour se terminer le 31 janvier 2015, aux termes du Bail commercial / Bail B2448 ainsi identifié aux archives de l'Administration (ci-après désigné le « Bail »);

ATTENDU QUE les Lieux décrits au Bail sont utilisés aux seules fins d'exploitation et d'aménagement d'une piste cyclable et d'un espace vert le long de l'avenue Pierre-Dupuy et pour aucune autre fin;

ATTENDU QUE les Lieux décrits au Bail concernent un Terrain étant la parcelle "A" d'une superficie de 9 284 m.c. montrée au plan 05R01312008Q3001, daté du 17 janvier 2005, joint au Bail comme Annexe « A »;

ATTENDU QUE l'Administration a procédé à un nouveau mesurage des Lieux et que la superficie totale du Terrain est maintenant de 9 011,1 m.c., soit 2 968,8 m.c. pour la parcelle "A" représentant la piste cyclable et 6 042,3 m.c. pour la parcelle "B" représentant un espace vert situé à l'ouest de la clôture érigée, étant une partie du lot 4 657 465 du cadastre du Québec montrée au plan 18R01312008Q3001 daté du 13 juin 2018, dont copie est annexée aux présentes comme Annexe « A »;

ATTENDU QUE l'Administration et le Locataire souhaitent prolonger le Bail pour une période de dix (10) ans débutant le 1er février 2015 pour se terminer le 31 janvier 2025, avec Loyer de base pour la parcelle "A" et sans Loyer de Base pour la parcelle "B", aux mêmes conditions, sous réserve des changements prévus aux présentes;

ATTENDU QUE la présente Convention de prolongation est exclue de la Loi sur le ministère du conseil exécutif (LRLQ, chapitre M-30) en vertu de l'arrêté en conseil numéro 831-76 du 10 mars 1976.

EN CONSÉQUENCE DE CE QUI EST EXPOSÉ CI-DESSUS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les mots ou expressions commençant par une lettre majuscule et qui sont non autrement définis aux présentes réfèrent aux définitions du Bail.

2. Le mot « Bail », défini dans le Bail commercial / Bail B2448 réfère au Bail prolongé et modifié aux termes des présentes.

3. L'article 3.2 des Clauses Particulières du Bail est abrogé.

4. Les parties conviennent de prolonger la Durée du Bail pour une période de dix (10) ans débutant le 1er février 2015 pour se terminer le 31 janvier 2025 sans autre avis.

5. Les parties conviennent de modifier la superficie totale du Terrain à 9 011,1 m.c., soit 2 968,8 m.c. pour la parcelle "A" représentant la piste cyclable et 6 042,3 m.c. pour la parcelle "B" représentant un espace vert situé à l'ouest de la clôture érigée, étant une partie du lot 4 657 465 du cadastre du Québec montrée au plan 18R01312008Q3001 daté du 13 juin 2018, dont copie est annexée aux présentes comme Annexe « A ».

6. Le Locataire s'engage et convient de payer à l'Administration, pendant la Durée du Bail, un Loyer de Base pour la parcelle "A" et aucun Loyer de Base pour la parcelle "B" pour les Lieux comme suit :

   6.1 à compter du 1er février 2015 et jusqu'au 31 décembre 2016, selon l'application de l'article 6.4.1 suivant, un Loyer de Base annuel de neuf mille six cent vingt-neuf dollars et vingt-huit cents (9 629,28 $) payable dans les 30 jours suivants la signature des présentes, sans autre avis;

   6.2 à compter du 1er janvier 2017 et jusqu'au 31 décembre 2018, selon l'application de l'article 6.4.2 suivant, un Loyer de Base annuel de neuf mille huit cent quarante et un dollars et huit cents (9 841,08 $) payable dans les 30 jours suivants la signature des présentes, sans autre avis;

   6.3 à compter du 1er janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2019, selon l'application de l'article 6.4.2 suivant, un Loyer de Base annuel de neuf mille huit cent quarante et un dollars et huit cents (9 841,08 $) payable au plus tard le 1er janvier 2019, sans autre avis;

   6.4 par la suite, le Loyer de Base annuel sera constant pour la période triennale d'un rôle d'évaluation foncière et payable d'avance le 1er janvier de chacune des années de la Durée du Bail conformément au montant le plus élevé établi selon les articles 6.4.1 et 6.4.2 suivants, sans autre avis:

      6.4.1 <u>Méthode de calcul basée sur l'évaluation foncière</u>

      Le Loyer de Base annuel ayant trait aux Lieux sera automatiquement révisé lors de la première année d'un rôle triennal d'évaluation foncière en tenant compte de l'évaluation foncière de la parcelle "A" inscrite au rôle triennal d'évaluation foncière de la Ville de Montréal multipliée par un taux de rendement, tel que ci-après défini:

      6.4.1.1 <u>Évaluation foncière</u>

      L'évaluation foncière de la parcelle "A" sera établie en tenant compte de la superficie de la parcelle "A" multipliée par l'évaluation foncière unitaire ($/m²) appliquée à l'ensemble des terrains composant le territoire de l'Administration situé dans la Ville de Montréal tel qu'inscrit au rôle triennal d'évaluation foncière de la Ville de Montréal. À titre de référence, pour les rôles triennaux d'évaluation foncière 2014-2016 et 2017-2019, l'évaluation foncière unitaire retenue par la Ville de Montréal pour le territoire de l'Administration situé dans la Ville de Montréal est respectivement de 65,00 $/m² et 71,50 $/m².

6.4.1.1 Taux de rendement

Le taux de rendement utilisé sera établi selon les rendements moyens des obligations négociables du gouvernement canadien de plus de dix (10) ans, base hebdomadaire V80691331, publiés par la Banque du Canada, en vigueur quatre (4) mois précédant la date de révision, auquel s'ajoute une prime de risque de deux et demi pour cent (2,5%). Lorsqu'un remplacement est requis, l'Administration peut effectuer toutes les conversions nécessaires aux fins de comparaison. À titre de référence, aux dates de révision du 1er février 2015 et du 1er janvier 2017, le taux de rendement retenu par l'Administration est respectivement de 4,99 % et 4,03 %.

6.4.2 Méthode de calcul basée sur l'I.P.C.

Le Loyer de Base annuel ayant trait aux Lieux sera automatiquement révisé lors de la première année d'un rôle triennal d'évaluation foncière en tenant compte du dernier Loyer de base annuel en vigueur multiplié par l'I.P.C., tel que ci-après défini:

6.4.2.1 « I.P.C. » : signifie l'Indice des prix à la consommation pour le Canada, indice d'ensemble, publié par Statistiques Canada (ou tout indice publié pour remplacer l'Indice des prix à la consommation pour le Canada, si ce dernier ne l'est plus ou par l'un de ses successeurs ou par tout organisme gouvernemental, fédéral ou provincial). Lorsqu'un remplacement est requis, l'Administration peut effectuer toutes les conversions nécessaires aux fins de comparaison.

6.4.2.2 Le Loyer de Base annuel sera indexé selon le dernier Loyer de Base annuel en vigueur multiplié par l'I.P.C. calculé sur une période de trois (3) ans entre la première année du rôle triennal d'évaluation foncière retenu aux fins de calcul du Loyer de Base annuel et la première année du rôle triennal d'évaluation foncière précédent, selon les I.P.C. disponibles quatre (4) mois précédant le début des premières années des rôles triennaux d'évaluation foncière.

6.5 Tout montant du Loyer de Base annuel ainsi révisé ne devra cependant jamais être inférieur au montant du Loyer de Base annuel établi pour toute période annuelle précédente de la Durée du Bail.

6.6 Dans tous les cas où l'Administration peut réviser le Loyer de Base annuel pour une période quelconque de ce Bail ou de sa prolongation, elle peut le faire en tout temps, à l'intérieur d'une période de six (6) mois précédant ou suivant la date prévue pour la révision et en aviser alors le Locataire;

7. L'Administration reconnait avoir reçu du Locataire tous les Loyers de base du Bail jusqu'au 31 janvier 2015.

8. Les parties confirment que les infrastructures se trouvant sur et sous les Lieux décrits au Bail relèvent de la seule responsabilité du Locataire et sont une « modification » au sens de l'article X des Clauses Générales du Bail.

9. Le Locataire s'engage à respecter les clauses environnementales suivantes :

9.1 Définition : « Contaminants » signifie tout contaminant, polluant, toute substance nocive ou matière pouvant causer un préjudice à l'environnement et à tout bien meuble ou immeuble et toute substance dont le rejet, la libération, l'utilisation, l'entreposage, le transport, la manipulation ou l'élimination est réglementé, interdit ou contrôlé, de façon générale ou particulière, par une autorité gouvernementale ou quasi gouvernementale exerçant sa compétence en vertu des lois applicables, incluant mais sans s'y limiter, tout pétrole et tout autre hydrocarbure et ses dérivés et sous-produits, les substances ou les marchandises dangereuses, l'amiante, les déchets gazeux, solides et liquides, les déchets spéciaux, les substances toxiques, les produits chimiques dangereux ou toxiques, les déchets dangereux, et les matières ou les substances dangereuses, soit dans les faits ou selon la définition se trouvant dans l'une ou l'autre des lois applicables.

9.2 Le Locataire reconnaît avoir eu la possibilité et l'occasion (i) d'inspecter les Lieux, l'Aire de quai, et tous les documents pertinents que l'Administration a fournis au Locataire en ce qui concerne les Lieux et l'Aire de quai, et (ii) d'effectuer les vérifications, les contrôles, les enquêtes, les tests et les évaluations qu'il considère comme raisonnablement nécessaires afin de vérifier l'existence, la nature ou l'étendue de la pollution ou de la contamination, le cas échéant, touchant les Lieux et l'Aire de quai.

9.3 Le Locataire ne contreviendra ni ne permettra de contrevenir à une loi, un décret ou un règlement fédéral, provincial, municipal ou intermunicipal ou une directive de l'Administration en vigueur ou pouvant le devenir, le cas échéant, (a) ayant trait à l'utilisation, la production, la création, l'émission, la fabrication, le raffinage, la transformation, l'entreposage ou l'élimination de Contaminants sur, sous, dans les Lieux ou l'Aire de quai ou au port de Montréal ou en dessous ou aux alentours de ces endroits, (b) ayant trait au transport de Contaminants depuis ou vers les Lieux, l'Aire de quai ou le port de Montréal, ou (c) ayant trait au dépassement des quantités permises par les lois et les règlements, de toutes les matières qui s'échappent ou qui sont émises dans l'atmosphère ou qui pénètrent dans le sol ou les égouts si ces matières polluent ou contaminent ou peuvent polluer ou contaminer l'environnement, ou si les matières trouvées sur, sous, dans les Lieux ou l'Aire de quai ou au port de Montréal ou en dessous ou aux alentours de ces endroits, peuvent constituer un risque pour la santé, le bien-être ou la sécurité des personnes ou avoir une incidence négative sur l'usage ou la jouissance des Lieux ou de l'Aire de quai.

9.4 Le Locataire devra, à ses frais, se conformer à tout règlement, décret, règle et loi en ce qui concerne l'utilisation, la production, l'entreposage, le transport ou l'élimination de Contaminants. En outre, le Locataire exécutera, à ses frais, tout le nettoyage nécessaire et il remettra de temps à autre, à la demande de l'Administration ou de toute autre autorité gouvernementale ou de tout assureur, tous les renseignements sur l'utilisation, la production, l'entreposage, le transport ou l'élimination de Contaminants dans le contexte des activités et opérations du Locataire dans les Lieux et l'Aire de quai durant le Bail et durant toute période de renouvellement ou de prolongation du Bail.

9.5 Immédiatement après avoir appris qu'un déversement ou une fuite, une dispersion ou une émission de Contaminants s'est produit, sur ou provenant des Lieux ou l'Aire de quai, le Locataire devra, immédiatement (i) informer l'Administration de l'incident ou de la présence de Contaminants, (ii) obtenir à ses frais auprès d'un expert-conseil en environnement reconnu qui s'avère raisonnablement satisfaisant pour l'Administration, et remettre à l'Administration, une proposition écrite de mesures correctives pour réhabiliter la zone touchée qui comprendra une estimation détaillée des coûts, et (iii) appliquer ces mesures avec diligence jusqu'à ce que la situation soit rétablie à la satisfaction de l'Administration. Le Locataire admet que cette acceptation ne doit pas être considérée comme un endossement par l'Administration du contenu du plan de mesures correctives. Si le Locataire ne réalise pas les travaux nécessaires, l'Administration peut entreprendre ces travaux en totalité ou en partie, et le Locataire versera à l'Administration tous les coûts engagés par l'Administration à cet égard, ainsi que des frais d'administration s'élevant à quinze pour cent (15 %) de ces coûts.

9.6 Si le Locataire reçoit d'une autorité gouvernementale compétente un avis de non-conformité, il en informera immédiatement l'Administration par écrit. Cet avis écrit transmis à l'Administration n'aura pas pour effet de soustraire le Locataire de son obligation de remédier à la situation immédiatement, à ses frais, à la satisfaction de l'Administration et de cette autorité gouvernementale, et il indemnisera, exonèrera et défendra l'Administration à l'égard de toute responsabilité découlant des mesures prises par le Locataire. Nonobstant toute disposition contraire du présent Bail, le Locataire indemnisera l'Administration et ses mandataires, représentants, employés et tous ceux qui sont sous sa responsabilité en vertu de la loi, individuellement ou collectivement, et les dégagera de toute responsabilité en ce qui a trait aux pertes, aux coûts, aux dommages, aux pénalités, aux amendes, aux dépenses et aux réclamations découlant de toute violation des dispositions ou non-conformité aux dispositions prévues au présent paragraphe et à la section XX de l'Annexe « B » par le Locataire.

9.7 Le Locataire autorisera la firme ou les firmes indépendantes et reconnues qu'il a chargées d'exécuter tout rapport environnemental concernant les Lieux ou l'Aire de quai (les « Rapports Environnementaux ») à remettre à l'Administration un exemplaire des Rapports Environnementaux. Le Locataire autorise par la présente l'Administration à remettre des exemplaires des Rapports Environnementaux aux tiers ayant un intérêt

suffisant, et s'engage à obtenir la même autorisation auprès de la firme ou des firmes indépendantes et reconnues auxquelles l'exécution des rapports a été confiée.

9.8 Le Locataire convient d'assumer tous les coûts de manutention et d'élimination relatifs aux sols, à l'eau souterraine, à l'eau de surface, aux déchets ou à tous les autres matériaux contaminés ou inadéquats qu'il faut retirer des Lieux et de l'Aire du quai dans le contexte des travaux à exécuter par le Locataire.

9.9 L'Administration et ses mandataires ont le droit d'entrer sur les Lieux en tout temps afin de vérifier la conformité du Locataire au présent paragraphe.

9.10 L'obligation du Locataire à respecter les obligations prévues au présent paragraphe et à la section XX de l'Annexe « B » du présent Bail survivront à l'expiration ou à la résiliation du Bail.

9.11 Nonobstant les paragraphes 9.1 à 9.10 ci-dessus, il est entendu que le Locataire ne sera tenu d'indemniser quiconque pour des dommages résultant du fait d'un tiers, à l'exception de ses mandataires, représentants, employés et tous ceux qui sont sous sa responsabilité en vertu de la loi ou contractuellement.

9.12 Nonobstant le paragraphe 9.2 ci-dessus, l'Administration déclare n'avoir fourni au Locataire aucun document en ce qui concerne les Lieux.

10. Connaissance de la présente convention de prolongation et de modification : Avant de signer la présente convention de prolongation et de modification, le Locataire a obtenu une copie des présentes et a eu tout le temps nécessaire pour prendre connaissance de ses termes et conditions et l'opportunité de les discuter avec l'Administration. Le Locataire a lu toutes les clauses de la présente convention de prolongation et de modification et a eu l'occasion de demander toutes les explications sur la nature et l'étendue desdites clauses, lesquelles explications lui ont été fournies par l'Administration ou par ses représentants. Le Locataire reconnaît de plus que toute clause externe à laquelle renvoie la présente convention de prolongation et de modification, le cas échéant, a été expressément portée à sa connaissance et il s'en déclare content et satisfait.

IL EST DE PLUS CONVENU PAR LES PARTIES QUE, sauf en ce qui concerne les modifications précitées, tous les énoncés, dispositions, stipulations, termes et conditions du Bail demeureront en vigueur sans novation.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente convention comme suit :

Administration portuaire de Montréal
à Montréal, Province de Québec,
ce_____e jour de_____2018.

_____ Témoin

_____
Sylvie Vachon
Présidente-directrice générale

_____ Témoin

_____
Marie-Claude Leroux
Vice-présidente, affaires juridiques et immobilières
Secrétaire corporative

Ville de Montréal
à Montréal, Province de Québec, ce_____e jour de_____2018.

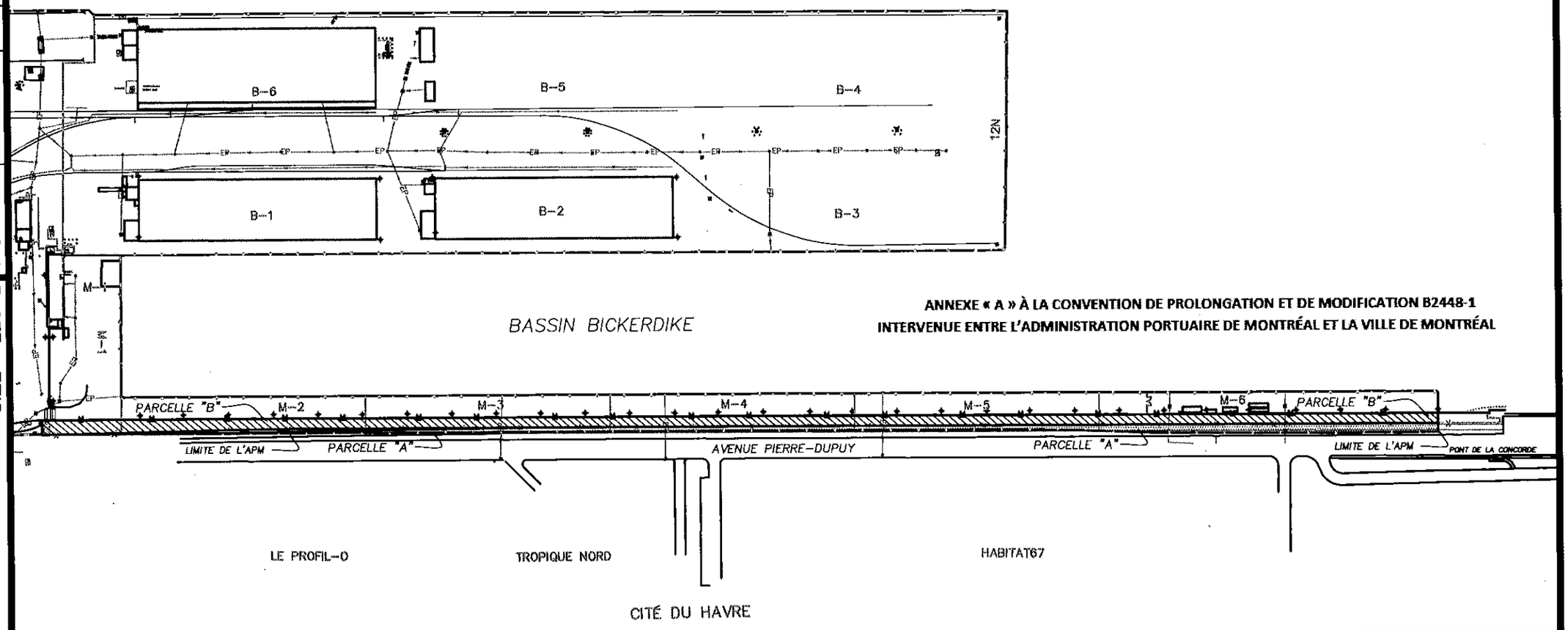
_____ Témoin

_____
Yves Saindon
Greffier

DRAWING No. 1 1 8 R 0 1 3 1 2 0 0 8 Q 3 0 0 1

DESSIN No.

FORMAT LEGAL
SIZE



ANNEXE « A » À LA CONVENTION DE PROLONGATION ET DE MODIFICATION B2448-1
INTERVENUE ENTRE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE MONTRÉAL ET LA VILLE DE MONTRÉAL

LOCATAIRE: VILLE DE MONTRÉAL
PARCELLE "A": PARTIE ENTRE LA CLÔTURE ET LA LIMITE EST DE L'APM: 2968.8 m.c.
PARCELLE "B": PARTIE ENTRE LA CLÔTURE ET LE MURET À L'OUEST: 6042.3 m.c.
SUPERFICIE TOTALE: 9011.1 m.c.
PARTIE DU LOT 4 657 465 DU CADASTRE DU QUÉBEC

No.	DATE	PAR (BY)	DESCRIPTION

MODIFICATIONS REVISIONS

DESSINÉ PAR: DRAWN BY:	VÉRIFIÉ PAR: CHECKED BY:	DATE:
C.CARON		2018-06-13
PROJETÉ PAR: DESIGNED BY:	APPROUVÉ PAR: APPROVED BY:	ÉCHELLE: SCALE:
A.CREVIER		N.A.

Port de Montréal Port of Montreal

Administration portuaire de Montréal
Montreal Port Authority

Canada

PROJET/PROJECT:
CITÉ DU HAVRE
LOCATION DE TERRAINS

DESSIN No. 1 1 8 R 0 1 3 1 2 0 0 8 Q 3 0 0 1 — DRAWING No. — FEUILLE/SHEET: 1 DE OF

0 1 2 3 4 5 6 po.-in.

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 cm.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1185941002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver une convention de prolongation de bail et de modification par laquelle la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, à des fins de piste cyclable et d'espace vert, une lisière de terrain le long de l'avenue Pierre-Dupuy (9 011,1 m²), du 1er février 2015 au 31 janvier 2025. La dépense totale est de 112 681,07 $, taxes incluses. Ouvrage #6044. Arrondissement de Ville-Marie.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1185941002 - Location ave Pierre-Dupuy.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-29

Dominique BALLO
conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7344
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.23

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1181233002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple du droit résolution stipulé en sa faveur aux termes d'un acte de vente intervenu entre la Ville de Montréal et Bridor inc., le 2 mars 2015, sur un terrain situé au nord de la rue de Rouen et à l'ouest de la rue Moreau, dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 21 379 654 . N/Réf. : 31H12-005-1372-05

Il est recommandé :

- d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple du droit de résolution stipulé en sa faveur, aux termes de l'acte de vente intervenu entre la Ville de Montréal et Bridor inc., le 2 mars 2015, reçu devant M^{e} Jean-François Monette, notaire, sous le numéro 1246 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 21 379 654 et affectant le lot 3 361 837 du cadastre du Québec.

- d'autoriser la directrice des transactions immobilières du Service de la gestion et de la planification immobilière, à signer l'acte de mainlevée du droit de résolution, conformément au projet d'acte soumis.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-06 18:25

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1181233002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple du droit résolution stipulé en sa faveur aux termes d'un acte de vente intervenu entre la Ville de Montréal et Bridor inc., le 2 mars 2015, sur un terrain situé au nord de la rue de Rouen et à l'ouest de la rue Moreau, dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 21 379 654 . N/Réf. : 31H12-005-1372-05

CONTENU

CONTEXTE

Aux termes d'un acte de vente intervenu entre la Ville de Montréal et Bridor inc. (l'« Acquéreur »), le 2 mars 2015, devant M^{e} Jean-François Monette, notaire, sous le numéro 1246 de ses minutes et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 21 379 654, l'Acquéreur a acquis un terrain connu et désigné comme étant le lot 3 361 837 du cadastre du Québec (l'« Immeuble ») et s'est engagé à aménager sur l'Immeuble, dans un délai de trente (30) mois à compter de la signature de l'acte, un stationnement et à réhabiliter les sols de l'Immeuble.
Une clause résolutoire est présente à l'acte de vente et en cas de défaut de l'Acquéreur de se conformer aux obligations stipulées à l'acte, la Ville pourra, si elle le juge approprié, demander la résolution de la vente.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0056 - 26 janvier 2015 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Bridor inc. aux fins d'aménager un stationnement, un terrain d'une superficie de 4 853 mètres carrés, situé au nord de la rue de Rouen et à l'ouest de la rue Moreau, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, pour la somme de 224 000 $, plus les taxes applicables. / Renoncer à la servitude perpétuelle de stationnement, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription de Montréal, sous le numéro 13 898 506 grevant le lot 3 914 245 du cadastre du Québec;
CM08 0486 - 16 juin 2008 - Approuver le projet d'acte par lequel la Ville accorde à 9108-4871 Québec inc. mainlevée pure et simple de tous les droits résolutoires stipulés en sa faveur, sur un emplacement situé au sud-est de la rue de Rouen et au nord-ouest de la rue Moreau, constitué des lots 3 914 245, 3 914 246 et 3 942 774 du cadastre du Québec.

CM06 0771 - 27 novembre 2006 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à 9108-4871 Québec inc., un terrain vague situé au sud-est de la rue de Rouen, entre la rue Moreau et la propriété de la compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique, pour le prix de 30 000 $.

CA05 270217 - 10 mai 2005 - Adopter la résolution autorisant le projet particulier PP27-0030.

C096 01969 - 15 août 1996 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à 1852-5402 Québec inc. un terrain vague formé d'une partie du lot numéro trois mille deux cent quatre-vingt de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quarante-huit du cadastre du Village d'Hochelaga, d'une superficie de 5 133,8 m², pour le prix de 164 656 $.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise l'approbation du projet d'acte par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple du droit résolution stipulé en sa faveur aux termes d'un acte de vente intervenu entre la Ville de Montréal et Bridor inc., le 2 mars 2015, sur un terrain situé au nord de la rue de Rouen et à l'ouest de la rue Moreau, dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve.
Selon les dispositions de l'acte de vente, la Ville s'était engagée, à consentir une mainlevée du droit de résolution sur réception des documents suivants :

· Une copie du permis de construction autorisant l'aménagement du stationnement;
· Un certificat de parachèvement des travaux signés par un architecte, à l'effet que les travaux d'aménagement du stationnement ont été exécutés suivant les règles de l'art et conformément aux plans et devis déposés auprès de l'arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve pour l'obtention du permis de construction;
· Une copie de l'avis de contamination et de l'avis de décontamination dûment inscrits au livre foncier;
· Un rapport attesté par un expert accrédité par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (« MDDEFP ») confirmant que la réhabilitation des sols de l'Immeuble a été complétée conformément aux lois et règlements en vigueur;
· Une demande écrite de mainlevée de la clause résolutoire, envoyée à la Ville à l'attention du directeur du Service de la gestion et de la planification immobilière, accompagnée d'une déclaration assermentée confirmant que l'Acquéreur n'a reçu aucune subvention ou autre somme d'un tiers pour la réhabilitation des sols de l'Immeuble et qu'il renonce à présenter une telle demande de subvention ou autre somme à cet effet.

Bien que les travaux de réhabilitation des sols et de l'aménagement du stationnement ont été exécutés, le délai d'accomplissement prévu à l'acte de vente susmentionné a été dépassé de quelques semaines. En effet, selon les dispositions de l'acte de vente, l'Acquéreur avait jusqu'au 2 septembre 2017 pour remplir ses obligations et c'est le 20 décembre 2017 que les travaux de réhabilitation des sols ont reçu l'attestation de l'expert à l'effet qu'ils ont été réalisés conformément aux exigences du plan de réhabilitation, préalablement autorisé par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (le « MELCC ») (anciennement MDDEFP).

Aussi, étant donné que la réhabilitation des sols a été réalisée par analyse de risque (maintien des contaminants sous certaines conditions), et ce, en accord avec le MELCC, le mode de réhabilitation utilisé, requérait l'inscription, au registre foncier, d'un avis de restriction et non d'un avis de décontamination, tel que prévu à l'acte de vente. Comme l'avis de restriction a été inscrit avant de procéder à la réhabilitation des sols, il était essentiel de recevoir un rapport de réhabilitation attesté par un expert accrédité par le MELCC. Le 9 janvier 2018, SNC-Lavalin GEM Québec inc. a produit un tel rapport, annexé en pièces jointes.

Prendre note que selon le Service de l'environnement, le mode de remblayage utilisé par l'Acquéreur et approuvé par le MELCC, représente une économie de 20 000 $ par rapport à l'estimation des coûts initiaux prévus à l'acte.

Toutefois, tel que démontré au tableau ci-dessous, le prix négocié demeure toujours à l'intérieur de la fourchette de la valeur marchande.

Valeur marchande :	470 000 $ à 550 000 $
Prix négocié :	535 000 $
Surcôut estimé par le Service de l'environnement lié à la décontamination ou la réhabilitation :	311 000 $
Prix de vente :	224 000 $

JUSTIFICATION

Cette mainlevée permettra à l'Acquéreur de radier l'inscription au registre foncier dudit droit de résolution stipulé en faveur de la Ville de Montréal aux termes de l'acte de vente publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 21 379 654.
La délégation de pouvoirs au fonctionnaire de niveau A, pour consentir une mainlevée de tout droit réel, ne peut s'exercer que dans les cas où il s'agit de constater l'accomplissement des obligations ou conditions. Il s'avère que ces obligations n'ont pas été accomplies dans le délai imparti. Conséquemment, ce dossier est présenté, pour approbation, au conseil municipal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est à prévoir, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'acte de mainlevée.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Lisanne HUBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Josée SAMSON, Service de l'environnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie FAVREAU
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-8407
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-04

Jacinthe LADOUCEUR
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-0069
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2018-12-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2018-12-21

Service de l'environnement
Division soutien technique, infrastructures, CESM
1555, rue Carrie-Derick, 2e étage
Montréal (Québec) H3C 6W2

Note

Destinataire :	Madame Julie Guillemette Chargée de soutien technique en immobilier Service de la gestion et de la planification immobilière Direction des transactions immobilières
Expéditeur :	Claire Merckaert, ing., M.Env., ÉESA
Date :	Le 1er juin 2018
Objet :	Mainlevée – Terrain de stationnement (lot 3 361 837) – Bridor inc. N/Réf. : 18E079G

Suite à la vente du terrain mentionné en objet, le nouveau propriétaire, Bridor inc., avait l'obligation de « réhabiliter les sols de l'Immeuble afin de les rendre conformes aux exigences du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs[1] [...] pour un usage de stationnement »[2] et de fournir les documents suivants relativement à la réhabilitation environnementale :

- une copie de l'avis de contamination et de l'avis de décontamination dûment inscrits au registre foncier;
- un rapport attesté par un expert accrédité par le MDDELCC confirmant que la réhabilitation des sols de l'Immeuble a été complétée conformément aux lois et règlements en vigueur.

Afin de procéder à la mainlevée, vous nous avez demandé de valider si ces exigences ont été respectées. Pour ce faire, nous avons consulté les documents suivants :

- QUALITAS. *Deuxième caractérisation complémentaire phase II, lot 3 361 837, rue Moreau, arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Montréal (Québec). Dossier no 18048-E2.* 25 octobre 2013;
- SNC-LAVALIN. *Caractérisation environnementale complémentaire, aménagement d'un stationnement, lot 3 361 837, rue Moreau, à l'arrière du 3075, rue de Rouen,*

[1] Actuel ministère du Développement durable, de l'Environnement et la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)
[2] Extrait de l'acte de vente, numéro d'inscription 21 379 654

arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Montréal (Québec), Réf. 633601. 10 mai 2016.

- SNC-LAVALIN. *Rapport de réhabilitation environnementale. Aménagement d'un stationnement – Lot 3 361 837, rue Moreau, arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Montréal. Bridor inc. N/Dossier : 648445*. 13 décembre 2017.

- Attestation et grille d'attestation du rapport de réhabilitation datée du 20 décembre 2017.

- Avis de restriction d'utilisation no 23 565 796

À la lecture de ces documents, les éléments suivants ont été relevés :

- le terrain a été réhabilité par excavation sur une partie et par analyse de risque sur la partie résiduelle, un plan de réhabilitation pour ces travaux a été approuvé par le MDDELCC, incluant l'acceptation du maintien de sols contaminés sous la voie d'accès actuelle, sous réserve qu'un recouvrement de 40 cm de pierre concassée ≤A soit mis place sous le revêtement d'asphalte lorsque celui-ci devra être refait;

- la réhabilitation environnementale a été réalisée conformément au plan de réhabilitation, à l'exception de l'utilisation de sols de remblai A-B et B-C issus du terrain voisin (3075, de Rouen);

- la grille d'attestation mentionne que le remblayage a été réalisé conformément au plan de réhabilitation bien que ce dernier indique que «les sols AB et BC excavés dans le cadre des travaux d'aménagement seront revalorisés sur le site», en précisant que le projet d'aménagement ne concerne que le lot 3 361 837;

- un avis de restriction d'utilisation a été enregistré (plutôt qu'un avis de décontamination), ce qui respecte la réglementation en vigueur compte tenu du mode de réhabilitation retenu.

Ainsi, les exigences décrites dans l'acte de vente semblent avoir été respectées. Cependant, la conformité du remblayage du site par des sols importés de qualité A-B et B-C devrait faire l'objet d'une validation par l'expert ayant signé l'attestation puisque selon nous, cela contrevient aux règles en vigueur. D'un point de vue financier, ce mode de remblayage représente une économie approximative de 20 000$ pour le propriétaire actuel, par rapport à l'apport d'emprunt prévu dans les estimations de coûts initiales.

En espérant que cette note réponde à vos attentes, n'hésitez pas à communiquer avec nous pour toute précision additionnelle.

Claire Merckaert, ing., M.Env., ÉESA
Téléphone : 514 280-0932
Courriel : claire.merckaert@ville.montreal.qc.ca

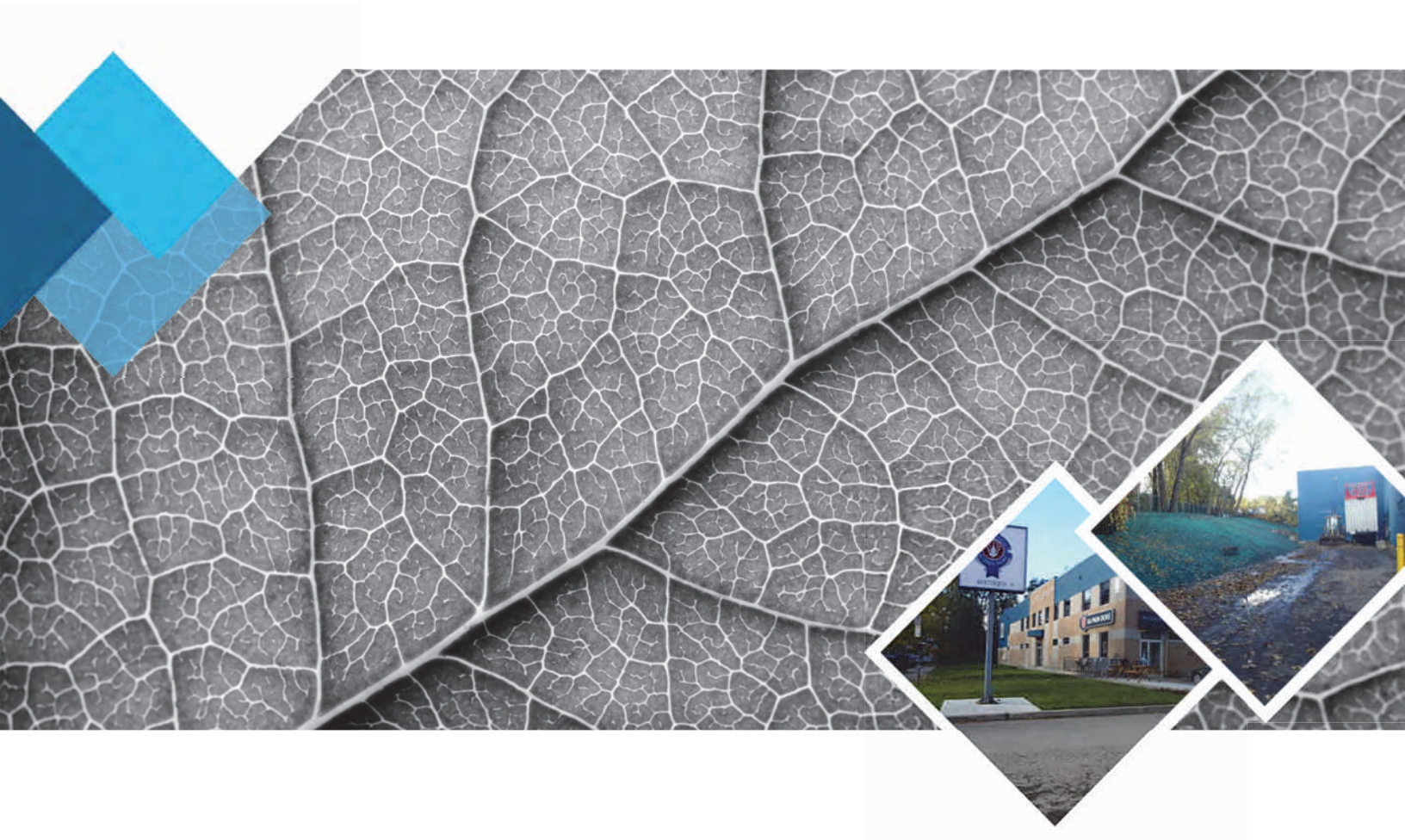
Josée Samson, ing., M.Sc.A.
Ingénieure de section

SNC·LAVALIN

Rapport de réhabilitation environnementale

Réhabilitation volontaire - Usine Au Pain Doré - Lot 3 635 662
3075, Rue de Rouen, Arrondissement Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, Montréal

Bridor inc.



Environnement et géosciences

09 | 01 | 2018

Rapport
Réf. Interne N/Dossier : 648445 N/Document : rap-002

SNC-Lavalin GEM Québec inc.
2271, boulevard Fernand-Lafontaine, 2e étage
Longueuil (Québec) Canada J4G 2R7
514.331.6910 450.674.3370

Le 9 janvier 2018

Monsieur Marc Caillé, ingénieur
Directeur, Ingénierie et Projets
Bridor inc.
1370, rue Graham-Bell
Boucherville (Québec) J4B 6H5

Objet : Rapport de réhabilitation environnementale
Réhabilitation volontaire - Usine Au Pain Doré
Lot 3 635 662
3075, rue de Rouen
Arrondissement Mercier – Hochelage-Maisonneuve, Montréal (Québec)
N/Dossier n° : 648445
N/Document n° : rap-002

Monsieur,

SNC-Lavalin, opérant sous l'entité juridique SNC-Lavalin GEM Québec inc. (« SNC-Lavalin »), a le plaisir de vous transmettre le rapport de réhabilitation environnementale réalisée sur le site du projet mentionné en titre.

Les travaux de réhabilitation environnementale ont été effectués sous la supervision de madame Karine Duguay, géologue, qui a également préparé le présent rapport. Ce dernier a été vérifié par le soussigné.

Nous espérons que ce rapport sera à votre entière satisfaction. N'hésitez pas à communiquer avec nous pour tout renseignement supplémentaire.

Éric Hardy, ing.
Directeur adjoint
N° de membre de l'OIQ : 111408
Environnement et géosciences
Infrastructures

KD/jh

SNC-Lavalin GEM Québec inc.
2271, boulevard Fernand-Lafontaine, 2e étage
Longueuil (Québec) Canada J4G 2R7
514.331.6910 450.674.3370

Rapport de réhabilitation environnementale

Réhabilitation volontaire - Usine Au Pain Doré
Lot 3 635 662
3075, rue de Rouen
Arrondissement Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, Montréal (Québec)

Bridor inc.
1370, rue Graham-Bell
Boucherville (Québec) J4B 6H5

Préparé par :

Karine Duguay, géo.
N° de membre de l'OGQ : 1820

Vérifié par :

Éric Hardy, ing.
N° de membre de l'OIQ : 111408

N/Dossier n° : 648445
N/Document n° : rap-002

Janvier 2018

Distribution : M. Marc Caillé – Bridor inc. (copie électronique et papier)
M. Samir Seladji – MDDELCC (copie électronique et papier)

Table des matières

1 Introduction 1

1.1 Mandat 1
1.2 Contenu du rapport 1
1.3 Description du site 2
1.4 Contexte environnemental, plan de réhabilitation et objectifs 2

2 Réalisation de la gestion environnementale 4

2.1 Mandat de surveillance 4
2.2 Secteur réhabilité par excavation 4
2.2.1 Description sommaire des travaux et gestion des matériaux excavés 4
2.2.2 Échantillonnage de contrôle des parois d'excavation 4
2.2.3 Échantillonnage de sol en pile 7
2.2.4 Contrôle de la qualité des analyses chimiques 8
2.2.5 Matériaux éliminés 9
2.2.6 Gestion des eaux 9
2.2.7 Remblayage des excavations de réhabilitation 9
2.3 Secteur réhabilité par analyse des risques toxicologiques et écotoxicologiques 10
2.3.1 Excavation préalable à la mise en place des mesures de mitigation et gestion des matériaux excavés 10
2.3.2 Mise en place des mesures de mitigation 10
2.3.3 Suivi environnemental 12
2.4 Qualité environnementale du site suite aux travaux 12

3 Commentaires et conclusions 13

Liste des tableaux

Tableau 1 Programme analytique....5
Tableau 2 Sommaire des échantillons - Excavation EXC-08....6
Tableau 3 Sommaire des sols en pile....7
Tableau 4 Identification des échantillons de contrôle de la qualité et paramètres analysés....9
Tableau 5 Matériaux éliminés....9
Tableau 6 Sources commerciales des matériaux d'emprunt pour le recouvrement....11

Liste des annexes

Annexe 1

Dessins 648445-1 et 648445-2

Annexe 2

Tableaux d'analyses chimiques 2-1 et 2-2

Annexe 3

Certificats des analyses chimiques - Parois d'excavation et sols en piles

Annexe 4

Preuves d'élimination

Annexe 5

Portée du rapport

Ce rapport est composé de 150 pages incluant les annexes et ne peut être reproduit en tout ou en partie sans l'autorisation de SNC-Lavalin GEM Québec inc.

1 Introduction

1.1 Mandat

Les services professionnels de SNC-Lavalin ont été retenus par Bridor inc. (Bridor) pour assurer la surveillance des travaux de réhabilitation environnementale volontaire au droit de l'usine Au Pain Doré, situé au 3075, rue de Rouen, dans l'arrondissement Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal (Québec) et dont Brioche Dorée Central inc. est propriétaire. Ces travaux sont définis dans le plan de réhabilitation environnementale du site présenté à la section 1.4 du présent rapport.

Les travaux de réhabilitation faisant l'objet du présent rapport ont été réalisés entre le 10 juillet et le 19 octobre 2017.

Enfin, il est à noter que les travaux ont été réalisés parallèlement aux travaux de réhabilitation effectués au droit de la propriété au nord (lot 3 361 837) sur lequel un stationnement pour les employés de l'usine Au Pain Doré a été aménagé. Ces travaux sont présentés dans le rapport 648445-001. Pour les besoins de chacun des rapports, les deux propriétés ont été identifiées de la façon suivante :

› Lot 1 : Usine Au Pain Doré;
› Lot 2 : Aménagement d'un stationnement.

1.2 Contenu du rapport

Le présent rapport décrit les différents éléments relatifs à la gestion environnementale des sols et des matières résiduelles ainsi qu'aux mesures finales de recouvrement, en fonction des exigences du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

Il inclut également les interventions effectuées sous la supervision de SNC-Lavalin au niveau du contrôle en chantier des travaux de réhabilitation. Il présente également des interventions réalisées par l'entrepreneur en excavation, Antagon International, sur la base de documents et informations qui nous ont été transmis.

Un plan de localisation du site est joint à l'annexe 1 du présent rapport (648445-1) et résume l'emprise des excavations ainsi que les aménagements effectués et mesures de recouvrement mises en place. Le dessin 648445-2 également joint à cette annexe présente la position des échantillons de fonds et parois d'excavation finaux.

Enfin, le présent rapport inclut les résultats des analyses chimiques réalisées dans le cadre de ce mandat.

1.3 Description du site

Le site correspond au lot 3 635 662 au cadastre du Québec et couvre une superficie de 7 601 mètres carrés. Le site est occupé par un bâtiment industriel correspondant au numéro civique 3075, rue de Rouen[1] et abritant les activités de la boulangerie Au Pain Doré. Un stationnement et aire de circulation asphaltée est présente du côté est du bâtiment et une bande de terrain gazonnée est présente en façade du bâtiment. Du côté ouest, une bande de terrain asphaltée est présente suivi d'un talus en friche. Enfin, du côté nord du bâtiment une bande de terrain asphaltée est actuellement présente. Au coin nord-est du bâtiment, un compacteur à déchets est présent et repose sur une dalle de béton.

Les coordonnées géographiques de la position centrale approximative du site à l'étude sont 45,53989° N, 73,55289° O (NAD83).

Le site est situé dans un secteur à vocations industrielle, commerciale et résidentielle. Plus précisément, il est bordé au nord-ouest par le stationnement d'un concessionnaire automobile, au nord-est par un stationnement nouvellement aménagé et propriété de Bridor inc. (lot 3 361 837), et à l'est par une étroite bande de terrain faisant partie du lot 3 361 837, suivi d'une ruelle et de bâtiments résidentiels. Du côté sud, il est bordé par la rue de Rouen, puis par un terrain en voie de redéveloppement et enfin à l'ouest par une voie de chemin de fer.

1.4 Contexte environnemental, plan de réhabilitation et objectifs

L'entreprise 1852-5402 Québec inc. (maintenant Brioche Dorée Central inc., compagnie résultant de la fusion de Brioche Dorée Central inc. et 1852-5402 Québec inc.) a fait l'acquisition du lot 3 635 662 le 12 septembre 1996 de la Ville de Montréal en vue d'y aménager un bâtiment industriel.

Le terrain a l'objet de 6 études de caractérisation et une réhabilitation réalisées entre 2009 et 2017, par SCP Environnement inc., par Quéformat ltée (maintenant SNC-Lavalin), par Groupe Qualitas inc. (maintenant SNC-Lavalin), ainsi que par SNC-Lavalin. Dans le cadre de ces études, des sols dont la qualité excède la valeur « C » pour les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), et les métaux ont été identifiés dans certains sondages. Localement, au droit du forage F-11, des sols dont les teneurs en hydrocarbures pétroliers (C_{10} à C_{50}) excédaient la valeur « C » avaient été identifiés. Une étude d'évaluation des risques toxicologiques et écotoxicologiques a également été réalisée par Riscan, en septembre 2010.

Un plan de réhabilitation ainsi qu'une version modifiée de ce plan ont été déposés au MDDELCC respectivement le 2 novembre 2010 et le 15 février 2017. La version révisée de ce plan a été approuvée par le MDDELCC le 3 juillet 2017 (no de réf. : 7610-06-01-07789-10).

Les objectifs des travaux de réhabilitation étaient de rendre le site conforme en limitant l'exposition des contaminants aux futurs usagers et à l'environnement et se conformer à la réglementation en vigueur.

[1] Dans le cadre du présent rapport, la rue de Rouen est considérée comme étant alignée en direction est-ouest.

Afin d'atteindre les objectifs de réhabilitation, la version révisée du plan incluait sans s'y limiter, les volets suivants :

› La réhabilitation par excavation des sols dont la qualité environnementale excédait les valeurs limites indiquées à l'annexe II du *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains* (RPRT) pour le paramètre des hydrocarbures pétroliers (C_{10} à C_{50}).
› La mise en place ou le maintien des mesures de recouvrement dans les secteurs du site réhabilités sur la base de l'analyse des risques.

Un avis de restriction d'utilisation sera inscrit au Registre foncier. Cet avis énonce entre autres les obligations suivantes :

› De façon à contrôler l'intégrité des mesures de recouvrement, toute personne ayant la garde de l'immeuble ou toute personne nommée par elle devra tenir un registre relatif à tous travaux d'inspection, d'aménagement et d'entretien impliquant des travaux d'excavation ou de recouvrement.
› Les restrictions suivantes de changement d'utilisation de l'Immeuble devront être respectées :

- Si l'usage du terrain implique des excavations dans le futur, la gestion des sols excavés devra être conforme aux normes législatives et réglementaires alors en vigueur;
- Les activités de quiconque ayant accès au terrain ne peuvent porter atteinte à l'intégrité du sol tel que décrit ci-haut;
- Les futurs travaux d'aménagement effectués sur le terrain doivent respecter l'intégrité des mesures, telles que définies au Plan de réhabilitation;
- Quiconque ayant accès au terrain doit respecter l'ensemble des conditions et restrictions relatives à l'utilisation du terrain;
- Les activités autorisées sur ce terrain devront être de nature commerciale ou industrielle.

2 Réalisation de la gestion environnementale

2.1 Mandat de surveillance

Le mandat de SNC-Lavalin incluait les volets suivants :

- La supervision des travaux d'excavation et d'élimination dans un lieu autorisé des sols contaminés en hydrocarbures pétroliers (C_{10} à C_{50}) en excès du critère « C » situés dans le secteur du forage F-11. Ce secteur a été identifié EXC-08.
- La supervision ou l'obtention de confirmation de l'entrepreneur Antagon International de la mise en place des mesures de recouvrement, tel que décrit plus en détail à la section 2.3. Ces secteurs ont été identifiés EXC-05, EXC-06 et EXC-07.

Les travaux d'excavation, de remblayage et de transport pour élimination hors site effectués par l'entrepreneur Antagon International se sont déroulés entre août et octobre 2017. Durant cette période, SNC-Lavalin a supervisé les travaux de réhabilitation sur une base quasi continue.

2.2 Secteur réhabilité par excavation

2.2.1 Description sommaire des travaux et gestion des matériaux excavés

Dans le secteur du forage F-11, situé au coin nord-est de l'usine, les sols pour lesquels des teneurs en hydrocarbures pétroliers (C_{10} à C_{50}) excédaient les valeurs limites indiquées à l'annexe II du *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains* (RPRT) ont été réhabilités par excavation sur la base des valeurs réglementaires pour un zonage commercial du MDDELCC. Ce secteur a été identifié EXC-08.

Ce secteur d'excavation est montré au dessin 648445-1 de l'annexe 1. La ségrégation des sols contaminés a été réalisée lors des travaux d'excavation en fonction de leur nature et de leur qualité environnementale, sur la base des études de caractérisation antérieures, et en fonction d'indices organoleptiques notés.

Ainsi, les travaux d'excavation se sont poursuivis jusqu'à l'atteinte des objectifs de réhabilitation, soit jusqu'à l'obtention de résultats analytiques confirmant que la qualité environnementale des sols en place respectait la valeur « C » du MDDELCC ou dans le cas du fond de l'excavation, jusqu'à l'atteinte du socle rocheux. Ce dernier a été rencontré à des profondeurs variant entre 0,9 et 2,2 m et avait visiblement été excavé pour la mise en place d'infrastructures (égout pluvial).

2.2.2 Échantillonnage de contrôle des parois d'excavation

L'échantillonnage de contrôle des sols dans les parois d'excavation a eu pour but de vérifier l'atteinte de l'objectif de réhabilitation. Tel qu'indiqué à la section 2.2.1, l'excavation a atteint le socle rocheux, ainsi, aucun échantillon de fond n'a été prélevé.

L'échantillonnage des sols et la conservation des échantillons ont été effectués conformément au *Guide d'échantillonnage à des fins d'analyses environnementales (Cahier 1, 2008; Cahier 5, 2010 : Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec)* et au *Guide de caractérisation* du MDDELCC (2003). Des échantillons de type composé ont été prélevés pour effectuer les analyses pour les paramètres de contrôle, soit les hydrocarbures pétroliers (C_{10} à C_{50}) pour les parois d'excavation ainsi que les hydrocarbures pétroliers (C_{10} à C_{50}), les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et les métaux (15 éléments) pour les sols en pile.

Le nombre d'échantillons prélevés dans les parois d'excavation respecte les exigences du *Guide de caractérisation* du MDDELCC (2003). Les résultats d'analyses des échantillons finaux prélevés ont démontré que les objectifs de réhabilitation des sols contaminés ont été atteints.

Le programme réalisé sur les échantillons de sols est présenté dans le tableau 1.

Tableau 1 Programme analytique

Paramètre	Nombre
Sols	
› Hydrocarbures pétroliers (HP C_{10}-C_{50})	28
› Métaux extractibles totaux (15 éléments)	15
› Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	20

Les méthodes analytiques utilisées sont identifiées sur les certificats d'analyses chimiques inclus aux annexes 3 et 5.

Le tableau 2 présente le sommaire des échantillons prélevés dans le cadre des travaux, dans les parois d'excavation. Les échantillons en caractère gras correspondent aux échantillons de parois finales.

Tableau 2 Sommaire des échantillons - Excavation EXC-08

Échantillon	No séquentiel sur le plan	Gestion environnementale et commentaires	Nature des sols
EXC-08/PAN/ PM-02/ 1,50-2,00m	1	Sols >RESC. Non conformes, surexcavés. Voir échantillons nos 2 (EXC-08/PAN-02/PM-01/0,60-1,60m) et 3 (EXC-08/PAN-02/PM-02/ 1,60-2,05m). Un muret de béton était présent dans cette paroi d'excavation entre 0 et 1,5 m de profondeur. Le socle rocheux se trouvait à 2,0 m de profondeur.	Terrain naturel : sable silteux avec traces d'argile.
EXC-08/PAN-02/ PM-01/ 0,60-1,60m	2	Sols BC. Conformes. Les sols de surface entre 0 et 0,60 m de profondeur avaient déjà été excavés pour les fins d'aménagement d'un égout pluvial dans ce secteur. Le roc se trouvait à 2,05 m de profondeur.	Terrain naturel : sable silteux avec traces d'argile.
EXC-08/PAN-02/ PM-02/ 1,60-2,05m	3	Sols < limite de détection en HP (C10 à C50). Conformes.	Terrain naturel : sable silteux avec traces d'argile.
EXC-08/PAO/ PM-01A/ 0,07-0,30m	4	Sols < limite de détection en HP (C10 à C50). Conformes. La paroi ouest est adjacente au mur est du bâtiment de l'usine. Une dalle de béton était présente entre 0,30 et 0,57 m.	Remblai de pierre concassée.
EXC-08/PAO/ PM-01B/ 0,57-1,40m	5	Sols <A en HP (C10 à C50). Conformes. Dans la moitié sud de cette paroi, le roc se trouvait à 1,40 m de profondeur.	Remblai de pierre concassée.
EXC-08/PAO/ PM-02/ 1,50-2,00m	6	Sols BC. Conformes. Dans la moitié nord de cette paroi, le roc se trouvait à une profondeur variant entre 1,5 et 2,2 m.	Terrain naturel : silt argileux.
EXC-08/PAO-02/ PM-01/ 0,60-1,60m	7	Sols AB. Conformes.	Terrain naturel : sable silteux avec traces d'argile.
EXC-08/PAO-02/ PM-02/ 1,60-2,05m	8	Sols <A en HP (C10 à C50). Conformes.	Terrain naturel : sable silteux avec traces d'argile.
EXC-08/PAE/ PM-01/ 0,30-0,80m	9	Sols <A en HP (C10 à C50). Conformes.	Terrain naturel : silt argileux.
EXC-08/PAE/ PM-02/ 0,80-1,30m	10	Sols BC. Conformes. Le roc se trouvait à 1,30 m de profondeur.	Terrain naturel : sable silteux avec traces d'argile.
EXC-08/PAS/ PM-01/ 0,10-0,90m	11	Sols <A en HP (C10 à C50). Conformes. Le roc se trouvait à 0,90 m de profondeur.	Remblai de pierre concassée.

L'emplacement des échantillons des parois d'excavation finales est montré au dessin 648445-2 de l'annexe 1. Les résultats des analyses chimiques sont présentés au tableau 2-1 de l'annexe 2. Finalement, les certificats des analyses chimiques du laboratoire sont présentés à l'annexe 3 du présent rapport.

Il convient de préciser que les profondeurs indiquées pour les parois d'excavation constituent des profondeurs moyennes par rapport au niveau initial du terrain.

2.2.3 Échantillonnage de sol en pile

L'échantillonnage de contrôle des sols en piles avait pour objectif de valider la qualité environnementale des sols présumés « <C » sur la base des études antérieures et de préciser leur mode de gestion. Les conditions d'entreposage temporaire des sols ont été considérées satisfaisantes, par exemple, les sols de qualité douteuse ont été mis en pile dans des secteurs encore non réhabilités ou dans des secteurs asphaltés.

Le tableau ci-dessous résume l'identification des piles, la provenance des sols, les résultats analytiques ainsi que le mode de gestion retenu.

Tableau 3 Sommaire des sols en pile

Pile	Provenance et volume	Échantillons et résultats analytiques	Mode de gestion
6	Sols de surface provenant de l'excavation en façade du bâtiment (EXC-05). 380 m^3	Pile 6.1 : BC Pile 6.2 : BC Pile 6.3 : BC Pile 6.4 : BC Pile 6.5 : BC Pile 6.6 : BC	Revalorisés sur le lot 3 361 837 (au nord du site) pour le remblayage des excavations de la réhabilitation.
8	Sols provenant de la surface de l'excavation réalisée à l'arrière du bâtiment pour permettre la mise en place du recouvrement (EXC-07). 20 m^3	Pile 8 : BC	Revalorisés sur le lot 3 361 837 (au nord du site) pour le remblayage des excavations de la réhabilitation.
9	Sols provenant de la surface de l'excavation réalisée à l'arrière du bâtiment pour permettre la mise en place du recouvrement (EXC-07). 10 m^3	Pile 9 : BC	Revalorisés sur le lot 3 361 837 (au nord du site) pour le remblayage des excavations de la réhabilitation.
10	Sols provenant de la surface de l'excavation réalisée à l'arrière du bâtiment pour permettre la mise en place du recouvrement (EXC-07). 105 m^3	Pile 10.1 : AB Pile 10.2 : BC Pile 10.3 : AB Pile 10.4 : BC	Revalorisés sur le lot 3 361 837 (au nord du site) pour le remblayage des excavations de la réhabilitation.
11	Sols excavés à l'arrière du bâtiment pour mettre en place des conduites de drainage préalablement à la mise en place du recouvrement (EXC-07). 77 m^3	Pile 11.1 : AB Pile 11.2 : AB Pile 11.3 : AB	Revalorisés sur le lot 3 361 837 (au nord du site) pour le remblayage des excavations de la réhabilitation.

Pile	Provenance et volume	Échantillons et résultats analytiques	Mode de gestion
13	Pierre concassée excavée en surface de l'excavation EXC-08. 50 m^3	Pile 13.1 : AB Pile 13.2 : AB	Revalorisés sur le lot 3 361 837 (au nord du site) pour le remblayage des excavations de la réhabilitation.
14	Sols excavés pour fins de construction lors de l'aménagement d'une conduite. 21 m^3	Pile 14 : BC	Revalorisés sur le lot 3 361 837 (au nord du site) pour le remblayage des excavations de la réhabilitation.

Ainsi, un total de 180 m^3 de sols « AB » et de 483 m^3 de sols « BC » ont été revalorisés sur le lot adjacent au nord qui était en cours de réhabilitation parallèlement aux travaux sur le site.

Les résultats des analyses chimiques des sols en piles sont présentés au tableau 2-2 de l'annexe 2. Finalement, les certificats des analyses chimiques du laboratoire sont présentés à l'annexe 3 du présent rapport.

2.2.4 Contrôle de la qualité des analyses chimiques

Le programme d'assurance et de contrôle de la qualité relativement aux travaux de réhabilitation repose sur les éléments suivants :

- Les travaux d'échantillonnage sont effectués conformément au *Guide d'échantillonnage à des fins d'analyses environnementales* du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).
- Les analyses chimiques sont effectuées par un laboratoire accrédité par le MDDELCC qui possède son propre programme d'assurance et de contrôle de la qualité.
- SNC-Lavalin est certifiée ISO 9001:2008.
- Les travaux sur le site sont supervisés par du personnel qualifié.

Dans le cadre de la présente étude, des échantillons de sol ont été prélevés en duplicata de terrain et ont été transmis au laboratoire Eurofins à des fins de contrôle analytique. L'identification des échantillons en duplicata et leur échantillon correspondant ainsi que les paramètres analysés sont résumés au tableau 4. Enfin, des analyses de duplicata de laboratoire ont été effectuées par Eurofins. Ces échantillons portent la mention « DUP » après l'appellation de l'échantillon.

Tableau 4 Identification des échantillons de contrôle de la qualité et paramètres analysés

Échantillon n°	Duplicata n°	Analyses
› EXC-08/PA0/PM-02/1,50-2,00 m	DC-21	HP C_{10}-C_{50}
› EXC-08//PAO-02/PM-02/1,60-2,05 m	DC-23	HP C_{10}-C_{50}
› Pile 11.2	DC-20	Métaux, HAP et HP C_{10}-C_{50}
› Pile 13.2	DC-22	Métaux, HAP et HP C_{10}-C_{50}
› Pile 14	DC-24	Métaux, HAP et HP C_{10}-C_{50}

La variabilité des résultats des échantillons de contrôle et de leur échantillon correspondant est généralement acceptable. Les résultats analytiques des échantillons de sol ayant fait l'objet d'un contrôle de la qualité par le laboratoire Eurofins ont également indiqué une variabilité acceptable. Ces résultats analytiques sont également inclus dans les tableaux ainsi que sur les certificats d'analyses.

2.2.5 Matériaux éliminés

Les matériaux devant être éliminés hors site ont été transportés dans des lieux autorisés tel que prévu au plan de réhabilitation et la réglementation en vigueur. Les sites d'élimination utilisés de même que les quantités éliminées sont détaillés au tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5 Matériaux éliminés

Nature du matériau	Lieu d'élimination	Quantité (tonnes métriques)
› Sols BC	Complexe Enviro Connexions, Terrebonne	127,91 t.m.
› Sols >C	Signaterre, Mascouche	975,46 t.m.
› Asphalte	Lafarge, Montréal	62,52 t.m.

Les preuves d'élimination des sols BC et >C sont jointes à l'annexe 4.

2.2.6 Gestion des eaux

Durant les travaux de réhabilitation, aucune eau n'a dû être gérée.

2.2.7 Remblayage des excavations de réhabilitation

L'excavation EXC-08 a été remblayée entièrement par de la pierre concassée de source commerciale de la carrière Lafarge avant la mise en place de l'asphalte.

2.3 Secteur réhabilité par analyse des risques toxicologiques et écotoxicologiques

Le lot 3 635 662 a été réhabilité par analyse de risque à l'exception d'une portion du lot tel que défini à la section 2.2 qui a été réhabilitée par excavation aux valeurs limites réglementaires.

2.3.1 Excavation préalable à la mise en place des mesures de mitigation et gestion des matériaux excavés

Trois secteurs ont fait l'objet de travaux et ont été identifiés EXC-05 (en façade), EXC-06 (talus du côté ouest du site) et EXC-07 (à l'arrière du bâtiment).

Dans le secteur EXC-05, les sols ont préalablement été excavés sur 1 m de profondeur. Dans ce secteur, des sols caractérisés « >C » ont été excavés et éliminés directement dans des lieux autorisés. Ces quantités sont incluses aux données présentées dans le tableau 5 de la section 2.2.5.

Dans le secteur EXC-06, la pente du talus a été retravaillée et un mur de soutènement a été mis en place en bordure nord-est du talus. Dans la portion sud de ce talus, les sols ont été excavés sur 0,30 m de profondeur. Il est à noter qu'aucune intervention de réhabilitation n'a pu être effectuée au droit d'une petite portion du lot d'une superficie de 154 m^2 située le long de la limite ouest du site. En effet, ce secteur est fortement en pente, plusieurs arbres matures y sont présents et un chemin de fer est en opération au haut de ce talus. Soulignons que cette portion de terrain inaccessible est située entre la propriété du CP et une clôture existante.

Dans le secteur EXC-07, les sols ont préalablement été excavés sur 0,40 m de profondeur. De plus, il a été recommandé par l'ingénieur civil impliqué au dossier de mettre en place un système de drainage dans ce secteur. Ainsi, ponctuellement dans ce secteur, les sols ont été excavés pour la mise en place de puisards et de conduite.

À l'exception d'une partie des sols excavés dans le secteur EXC-05, les sols excavés lors de ces opérations ont majoritairement été mis en piles tel qu'indiqué à la section 2.2.3. Ces sols de qualité « AB » et « BC » ont été revalorisés sur la propriété adjacente au nord qui était en cours de réhabilitation (lot 2), tel qu'indiqué au tableau 3 de la section 2.2.3.

2.3.2 Mise en place des mesures de mitigation

Les mesures de recouvrement mises en place permettront de réduire le risque à un niveau sécuritaire pour la population utilisatrice et la population environnante ainsi que pour la faune et la flore locale. Les mesures de recouvrement suivantes ont été appliquées sur le site :

- La mise en place d'une membrane géotextile résistante suivi de 0,30 m de sols respectant le critère A du Guide d'intervention – Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés (ci-après « ≤ A ») au droit du talus présent dans la portion ouest du site (EXC-06). La surface de ce secteur, dont la superficie est d'environ 750 m^2, a ensuite été recouverte par ensemencement hydraulique.
- La mise en place d'un mètre de sols « ≤ A » au droit des aires gazonnées situées en façade du bâtiment (EXC-05), d'une superficie de l'ordre de 540 m^2. De la tourbe a été mise en

place en surface suite à ces travaux. Le trottoir existant reliant la porte d'entrée du bâtiment au stationnement du côté est du site a été élargi et poursuivi à la demande du client jusqu'au mur ouest du bâtiment. À ces endroits, un recouvrement de béton reposant sur 0,40 m de pierre concassée « <A » a été mis en place. Enfin, afin de ne pas affecter la stabilité de l'enseigne située au coin sud-est de l'aire gazonnée, ce secteur a également été recouvert de béton reposant sur 0,40 m de pierre concassée « <A ».

- La mise en place d'un recouvrement d'asphalte à l'arrière du bâtiment sur une couche de 0,40 m de pierre concassée « ≤ A » (EXC-07), sur une superficie de l'ordre de 400 m^2.
- Le maintien des mesures actuelles de recouvrement des zones déjà recouvertes de béton au droit des trottoirs extérieurs ou d'asphalte.

Les mesures de recouvrement mises en place sont présentées sommairement sur le dessin 648445-1 joint à l'annexe 1. La mise en place des mesures de recouvrement a fait l'objet d'un suivi par un technicien de SNC-Lavalin ainsi que par l'entrepreneur en charge des travaux, Antagon International.

Les sources de matériaux d'emprunt utilisées dans le cadre des travaux sont indiquées au tableau 6.

Tableau 6 Sources commerciales des matériaux d'emprunt pour le recouvrement

Type	Source	Utilisation
Pierre concassée de divers calibres	Carrière Lafarge, Montréal-Est	Avant la mise en place de l'asphalte dans EXC-08 et EXC-07. Sous le nouveau trottoir mis en place en façade du bâtiment et le recouvrement de béton autour de l'affiche, en façade du bâtiment (EXC-05). Un total de 1 081,32 t.m. a été mis en place.
Sable	Robert et Gilles Demers Sablières inc., Terrebonne et Savaria, Boucherville	Remblayage entre 0,15 et 1 m de profondeur en façade du bâtiment (EXC-05). Un total de 500 m^3 de sable a été mis en place.
Terre végétale	Savaria, Boucherville	300 mm en surface du talus du côté ouest de l'usine (EXC-06). Remblayage entre 0,00 et 0,15 m de profondeur en façade du bâtiment (EXC-05). Un total de 369 m^3 de terre végétale a été mis en place.

2.3.3 Suivi environnemental

Aucun suivi n'a été prévu au plan de réhabilitation.

2.4 Qualité environnementale du site suite aux travaux

Suite aux travaux d'excavation et de recouvrement effectués, la qualité environnementale du site est considérée conforme avec l'usage industriel du site.

Basés sur les études antérieures de caractérisation ainsi que sur les travaux effectués dans le cadre du présent mandat, les volumes de sols « BC » présents sur le site sont estimés à environ 760 m^3. Considérant les sols « >C » excavés et éliminés hors site, environ 850 m^3 de sols >C, pour des paramètres autres que des produits pétroliers, seraient toujours présents sur le site. Enfin, 370 m^3 de matières résiduelles non dangereuses seraient présents sur le site. Ces matériaux présents sous les mesures de recouvrement sont distribués aléatoirement sur le site.

3 Commentaires et conclusions

Les travaux de réhabilitation volontaire du lot 3 635 662 correspondant au 3075, rue de Rouen, ont été complétés. Les exigences du plan de réhabilitation relatives à la gestion des matériaux excavés, à la mise en place des mesures de mitigation et à l'apport de matériaux, ont été respectées, sur la base de l'information recueillie dans le cadre de notre surveillance et des confirmations de l'entrepreneur. Rappelons que dans le cadre de ces travaux de réhabilitation volontaire, aucune intervention n'a pu être effectuée au droit d'une petite portion du terrain d'une superficie de 154 m^2 située le long de la limite ouest du site. En effet, ce secteur est fortement en pente, plusieurs arbres matures y sont présents et un chemin de fer est en opération au haut de ce talus. Soulignons que cette portion de terrain inaccessible est située entre la propriété du CP et une clôture existante.

Les conclusions à caractère environnemental incluses dans le présent rapport sont basées principalement sur l'information recueillie dans le cadre de notre surveillance et des informations transmises par l'entrepreneur Antagon International. La validité des conclusions du présent rapport dépend donc de l'exactitude des informations recueillies et les résultats présentés dans ce rapport ne sont valables qu'aux endroits et au moment où l'échantillonnage a été effectué.

Le présent rapport de réhabilitation environnementale doit être pris comme un tout et aucune de ses parties ne peut être utilisée isolément. Les conclusions du présent document sont valides en date de novembre 2017. La qualité environnementale du site est susceptible de varier à la suite d'activités ultérieures, telles que l'apport de matériaux de remblai, postérieurement aux travaux de réhabilitation réalisés sous la surveillance de SNC-Lavalin.

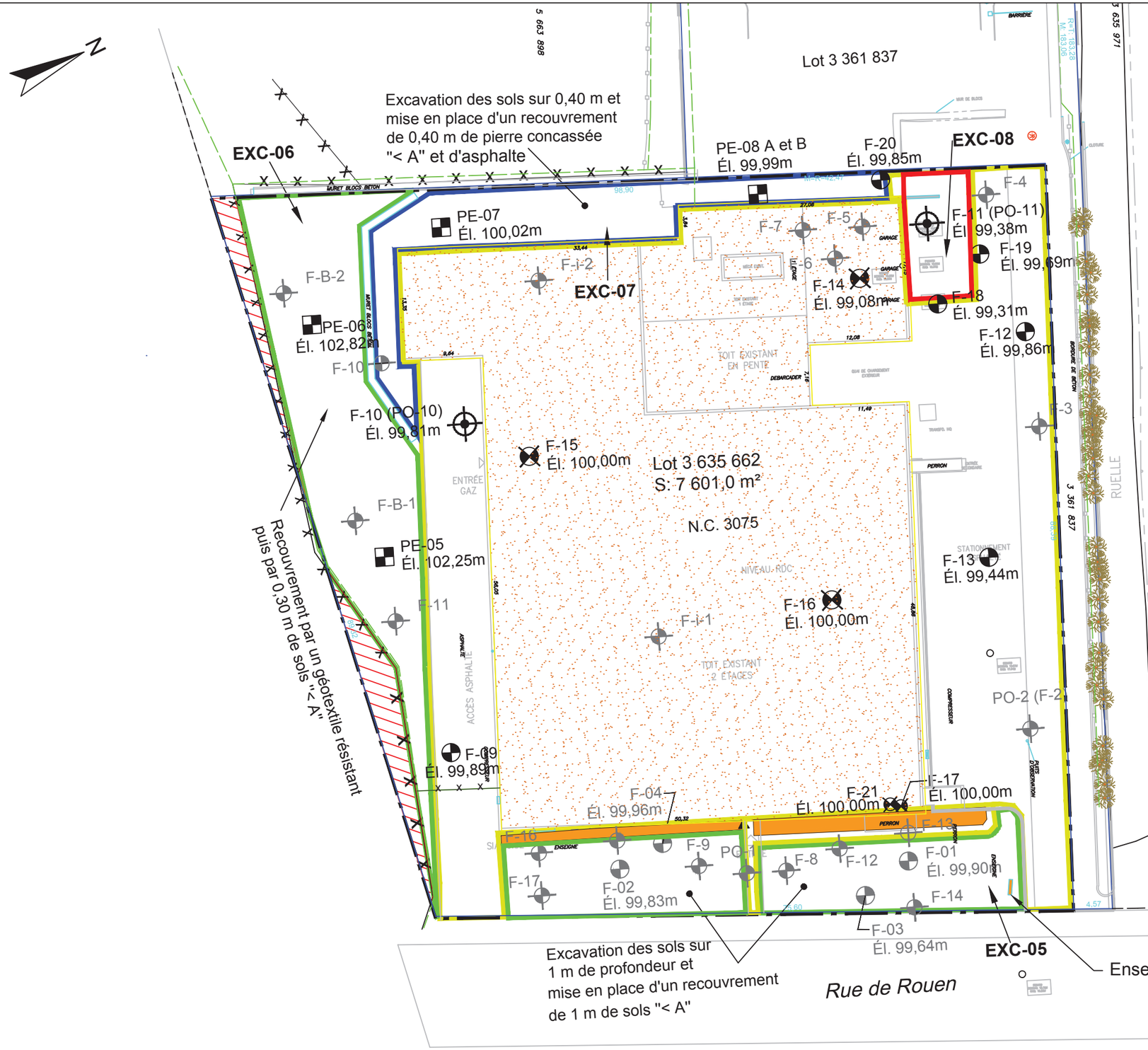
Il est nécessaire que les obligations énoncées dans l'avis de restriction d'utilisation soient respectées. Ces obligations sont essentiellement les suivantes :

- De façon à contrôler l'intégrité des mesures de recouvrement, toute personne ayant la garde de l'immeuble ou toute personne nommée par elle devra tenir un registre relatif à tous travaux d'inspection, d'aménagement et d'entretien impliquant des travaux d'excavation ou de recouvrement.
- Les restrictions suivantes de changement d'utilisation de l'Immeuble devront être respectées :
  - Si l'usage du terrain implique des excavations dans le futur, la gestion des sols excavés devra être conforme aux normes législatives et réglementaires alors en vigueur;
  - Les activités de quiconque ayant accès au terrain ne peuvent porter atteinte à l'intégrité du sol tel que décrit ci-haut;
  - Les futurs travaux d'aménagement effectués sur le terrain doivent respecter l'intégrité des mesures, telles que définies au Plan de réhabilitation;
  - Quiconque ayant accès au terrain doit respecter l'ensemble des conditions et restrictions relatives à l'utilisation du terrain;
  - Les activités autorisées sur ce terrain devront être de nature commerciale ou industrielle.

Enfin, la portée de l'étude est jointe à l'annexe 5.

Annexe 1

Dessins 648445-1 et 648445-2



LÉGENDE

- Limite du site à l'étude
- Sols "> C" en hydrocarbures pétroliers (C_{10} C_{50}) réhabilités par excavation
- Recouvrement de sols "< A" mis en place
- Secteur sans intervention - Maintien des conditions existantes (présence actuelle d'asphalte ou de béton à la surface du site)
- Secteur asphalté dans le cadre des travaux
- Nouveau trottoir ou surface bétonnée mis en place sur 0,40 m de pierre concassée <A
- Zone sans intervention- accès impossible
- Clôture
- F-01 Él. 99,90m — Forage, numéro et élévation (Quéformat ltée, octobre 2009)
- F-1 — Forage et numéro (SCP Environnement inc., mai et août 2009)
- PO-2 — Puits d'observation et numéro (SCP Environnement inc., mai 2009)
- PE-05 Él. 102,25m — Puits d'exploration, numéro et élévation (Qualitas, mars 2010)
- F-09 Él. 99,89m — Forage, numéro et élévation (Qualitas, mars 2010)
- F-10 (PO-10) Él. 99,81m — Forage avec puits d'observation, numéro et élévation (Qualitas, mars 2010)
- F-14 Él. 99,08m — Forage intérieur, numéro et élévation (Qualitas, mars 2010)

Références : 1- SCP Environnement inc. réf. 2178 et 2209.
2- Navigateur urbain, Ville de Montréal.
3- ETAT DES LIEUX-2015-12-02-V3.dwg

Dessiné : N. Lavoie — Approuvé : K. Duguay, géo.

N°	DESCRIPTION	DATE

SNC·LAVALIN

CLIENT : BRIDOR INC.

PROJET : Travaux de réhabilitation

ENDROIT : 3075, rue de Rouen
Montréal, (Québec)

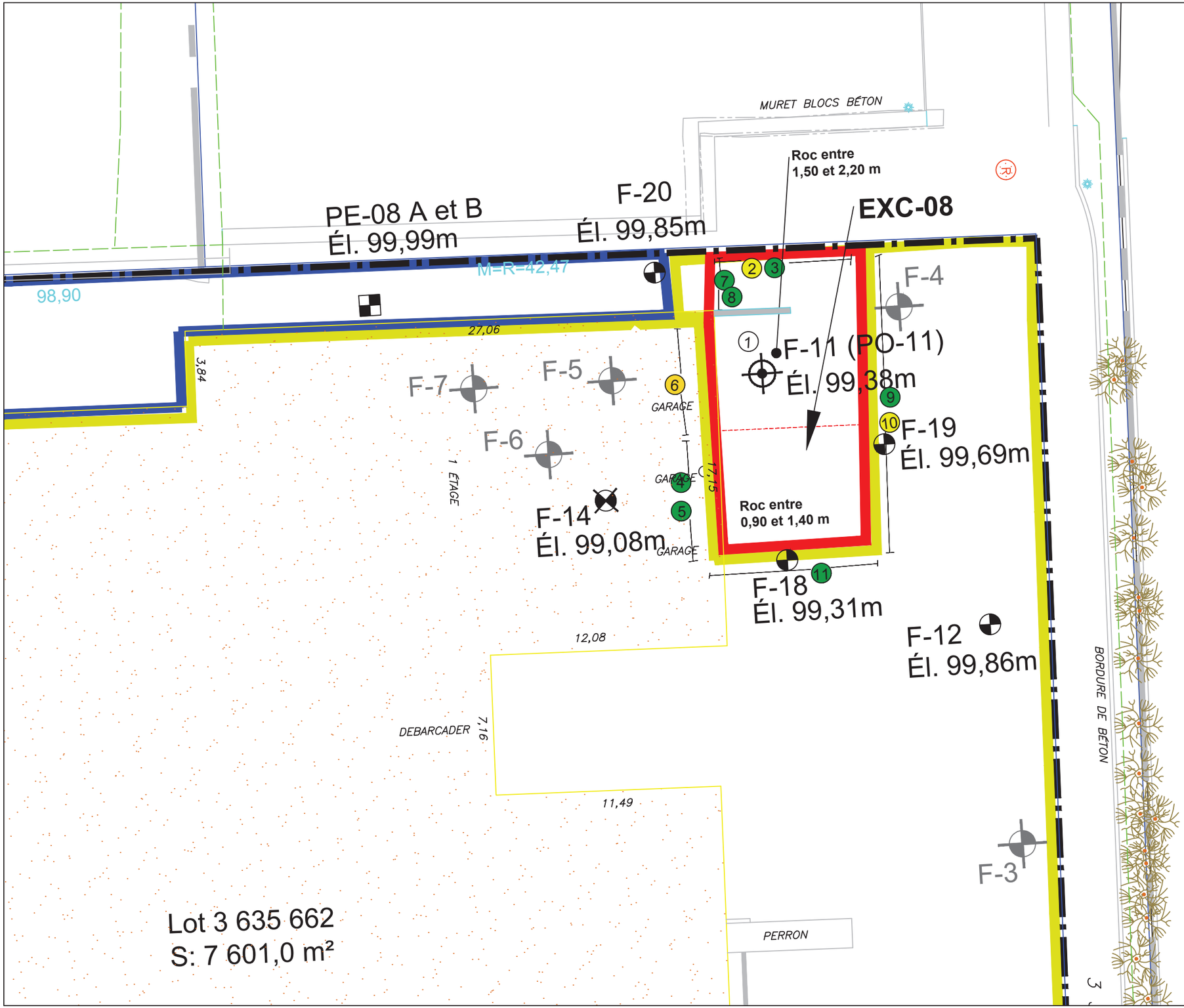
TITRE : Sommaire des mesures de recouvrement et des interventions effectuées

ÉCHELLE : 0 5 10 15 20 m — 1:500

DATE :	DOSSIER :	RÉV.	DESSIN :
2017-12-14	648445	00	1

V:\Projets\648445_Bridor_Pain_Dore_de_Rouen_rehab\4_Realisation\4.7_CodDocSig\REHABILITATION\Lot1\648445-1.dwg

FORMAT 11x17



LÉGENDE

- Limite du site à l'étude
- Sols "> C" en hydrocarbures pétroliers (C_{10} C_{50}) réhabilités par excavation
- Recouvrement de sols "< A" mis en place
- Secteur sans intervention - Maintien des conditions existantes (présence actuelle d'asphalte ou de béton à la surface du site)
- Secteur asphalté dans le cadre des travaux
- Nouveau trottoir ou surface bétonnée mis en place sur 0,40 m de pierre concassée <A
- Zone sans intervention- accès impossible
- Clôture
- F-01 Él. 99,90m — Forage, numéro et élévation (Quéformat ltée, octobre 2009)
- F-1 — Forage et numéro (SCP Environnement inc., mai et août 2009)
- PO-2 — Puits d'observation et numéro (SCP Environnement inc., mai 2009)
- PE-05 Él. 102,25m — Puits d'exploration, numéro et élévation (Qualitas, mars 2010)
- F-09 Él. 99,89m — Forage, numéro et élévation (Qualitas, mars 2010)
- F-10 (PO-10) Él. 99,81m — Forage avec puits d'observation, numéro et élévation (Qualitas, mars 2010)
- F-14 Él. 99,08m — Forage intérieur, numéro et élévation (Qualitas, mars 2010)
- ① No séquentiel d'échantillon de contrôle
- Sols de qualité <B
- Sols de qualité BC
- Sols de qualité >C

Références : 1- SCP Environnement inc. réf. 2178 et 2209.
2- Navigateur urbain, Ville de Montréal.
3- ETAT DES LIEUX-2015-12-02-V3.dwg

Dessiné : N. Lavoie — Approuvé : K. Duguay, géo.

N°	DESCRIPTION	DATE

SNC·LAVALIN

CLIENT : BRIDOR inc.

PROJET : Travaux de réhabilitation
Édifice Au Pain Doré

ENDROIT : 3075, rue de Rouen
Montréal, (Québec)

TITRE : Échantillons de parois d'excavation finales - EXC-08

ÉCHELLE : 0 1 2 3 4 5 6 7 8 m — 1 : 200

DATE :	DOSSIER :	RÉV.	DESSIN :
2017-12-14	648445	00	2

V:\Projets\648445_Bridor_Pain_Dore_de_Rouen_rehab\4_Realisation\4.7_CadDooSig\REHABILITATION\Lot1\648445-2.dwg

FORMAT 11x17

Annexe 2

Tableaux d’analyses chimiques 2-1 et 2-2

Tableau 2-1 – Résultats analytiques des sols de EXC-08 - Lot 1

Paramètres	Unités	Critères génériques pour les sols du *Guide d'Intervention*[1]			Annexe I RESC[2]	Échantillon / Profondeur / No séquentiel sur le plan / Date d'échantillonnage							
		Critères A	Critères B	Critères C		EXC-08/PAN PM-02/1,50-2,00m	EXC-08/PAN-02 PM-01/0,60-1,60m	EXC-08/PAN-02 PM-02/1,60-2,05m	EXC-08/PAO PM-01A/0,07-0,30m	EXC-08/PAO PM-01B/0,57-1,40m	EXC-08/PAO PM-02/1,50-2,00m	DC-21 (EXC-08/PAO/PM-02)	EXC-08/PAO-02 PM-01/0,60-1,60m
						1	2	3	4	5	6		7
						2017-10-04	2017-10-11	2017-10-11	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-11
Hydrocarbures pétroliers C_{10} à C_{50}													
Hydrocarbures pétroliers C_{10} à C_{50}	**mg/kg**	**300**	**700**	**3 500**	**10 000**	**11 500**	**1 440**	*<100*	*<100*	175	**1 270**	**1 340**	**574**

						EXC-08/PAO-02 PM-02/1,60-2,05m	DC-23 (EXC-08/PAO-02/PM-02)	EXC-08/PAE PM-01/0,30-0,80m	EXC-08/PAE PM-02/0,80-1,30m	EXC-08/PAS PM-01/0,10-0,90m
						8		9	10	11
						2017-10-11	2017-10-11	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05
Hydrocarbures pétroliers C_{10} à C_{50}	**mg/kg**	**300**	**700**	**3 500**	**10 000**	231	176	236	**2 340**	237

(1) Annexe 2 : Critères génériques pour les sols du Guide d'Intervention protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés (Guide d'Intervention) publié par MDDELCC (Juillet 2016)

(2) Valeurs limites de l'annexe I du Règlement sur l'enfouissement de sols contaminés (RESC)

En cas de disparité entre les résultats du présent document et ceux du certificat d'analyse officiel correspondant, les résultats du certificat d'analyse officiel ont priorité

Légende

EXC-08/PAN PM-02/1,50-2,00m	Identification de l'échantillon
<100	Résultat analytique inférieur à la limite de détection du laboratoire
100	Résultat inférieur ou égal au critère A du Guide d'Intervention
300	Concentration supérieure au critère A du Guide d'Intervention mais inférieure ou égale au critère B du Guide d'Intervention
700	Concentration supérieure au critère B du Guide d'Intervention mais inférieure ou égale au critère C du Guide d'Intervention
3 500	Concentration supérieure au critère C du Guide d'Intervention mais inférieure à la valeur limite de l'annexe I du RESC
10 000	Concentration supérieure ou égale à la valeur limite de l'annexe I du RESC

Tableau 2-2 – Résultats analytiques des sols en piles - Lot 1

Paramètres	Unités	Critères génériques pour les sols du *Guide d'Intervention* [1]			Annexe I RESC [2]	Échantillon																
		Critères A	Critères B	Critères C		Pile 6.1	Pile 6.2	Pile 6.3	Pile 6.4	Pile 6.5	Pile 6.5-DUP	Pile 6.6	Pile 8	Pile 9	Pile 10.1	Pile 10.2	Pile 10.3	Pile 10.4	Pile 10.4-DUP	Pile 11.1	Pile 11.2	DC-20 (Pile 11.2)
						2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-21	2017-08-21	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22	2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18
Métaux Extractibles Totaux																						
Argent	mg/kg	2	20	40	200	*<0,5*	*<0,5*	*<0,5*	*<0,5*	*<0,5*	*<0,5*	*<0,5*	-	*<0,5*	-	*<0,5*	-	*<0,5*	*<0,5*	-	*<0,5*	*<0,5*
Arsenic	mg/kg	6	30	50	250	4,5	6,5	7,3	3,9	5,8	6,6	5,5	-	3,9	-	4,4	-	7,4	8,3	-	4,4	4,5
Baryum	mg/kg	340	500	2 000	10 000	164	128	144	88	128	137	121	-	81	-	120	-	122	120	-	111	131
Cadmium	mg/kg	1,5	5	20	100	1,3	0,9	1	0,4	0,9	1,4	0,6	-	0,9	-	1,4	-	0,3	0,4	-	0,4	0,4
Chrome	mg/kg	100	250	800	4 000	50	25	32	18	27	32	20	-	17	-	24	-	23	22	-	22	29
Chrome VI	mg/kg	-	6	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cobalt	mg/kg	25	50	300	1 500	10	8	8	5	6	7	7	-	7	-	7	-	7	7	-	13	16
Cuivre	mg/kg	50	100	500	2 500	42	66	79	30	180	58	40	-	32	-	41	-	27	30	-	33	33
Étain	mg/kg	5	50	300	1 500	4	11	8	3	12	7	5	-	2	-	2	-	4	5	-	1	*<1*
Manganèse	mg/kg	1 000	1 000	2 200	11 000	373	464	430	244	341	377	315	-	437	-	560	-	439	404	-	524	806
Mercure	mg/kg	0,2	2	10	50	0,16	0,27	0,32	0,29	0,26	0,46	0,17	-	0,04	-	0,07	-	0,1	0,12	-	0,03	0,03
Molybdène	mg/kg	2	10	40	200	0,7	1,3	1,5	0,6	1,2	1,3	0,8	-	1,3	-	1,3	-	1,1	1,1	-	0,7	0,7
Nickel	mg/kg	50	100	500	2 500	42	28	32	17	26	32	23	-	20	-	23	-	18	19	-	33	38
Plomb	mg/kg	50	500	1 000	5 000	100	228	288	99	243	225	127	-	44	-	55	-	203	132	-	28	17
Sélénium	mg/kg	1	3	10	50	*<0,5*	*<0,5*	*<0,5*	*<0,5*	*<0,5*	*<0,5*	*<0,5*	-	*<0,5*	-	*<0,5*	-	*<0,5*	*<0,5*	-	*<0,5*	*<0,5*
Zinc	mg/kg	140	500	1 500	7 500	132	189	223	123	264	182	186	-	260	-	353	-	104	123	-	113	111
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)																						
Acénaphtène	mg/kg	0,1	10	100	100	0,7	0,3	0,6	0,1	0,6	0,4	0,1	0,5	*<0,1*	0,1	0,2	0,1	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	0,2	0,5
Acénaphtylène	mg/kg	0,1	10	100	100	0,2	0,2	0,4	*<0,1*	0,6	0,2	0,1	0,1	*<0,1*	*<0,1*	0,1	0,1	0,2	0,1	*<0,1*	*<0,1*	0,1
Anthracène	mg/kg	0,1	10	100	100	2,8	1,7	2,3	0,5	1,7	1	0,5	1	0,2	0,4	0,5	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2	0,3
Benzo(a)anthracène	mg/kg	0,1	1	10	34	2,4	5,3	3,2	1,4	4,4	2,2	1,4	2	0,5	1	1,3	0,9	1,2	0,8	0,2	0,5	0,7
Benzo(a)pyrène	mg/kg	0,1	1	10	34	2,3	5,1	3,2	1,4	5,5	2,3	1,5	1,7	0,5	0,9	1,2	0,8	1,2	0,8	0,3	0,5	0,6
Benzo(b)fluoranthène	mg/kg	0,1	1	10	-	2	4,7	2,8	1,2	5,2	2,2	1,3	1,2	0,4	0,6	0,9	0,7	0,8	0,6	0,3	0,4	0,5
Benzo(j)fluoranthène	mg/kg	0,1	1	10	-	1,1	2,3	1,5	0,7	2,7	1,2	0,8	0,7	0,2	0,4	0,6	0,4	0,6	0,4	0,2	0,2	0,3
Benzo(k)fluoranthène	mg/kg	0,1	1	10	-	1,2	2,7	1,7	0,8	2,9	1,2	0,8	0,7	0,2	0,4	0,6	0,4	0,5	0,4	0,2	0,2	0,3
Sommation des benzo(b+j+k)fluoranthène	mg/kg	-	--	-	136	4,2	9,8	6	2,7	10,8	4,5	2,9	2,6	0,8	1,5	2,1	1,4	1,9	1,3	0,7	0,8	1,1
Benzo(c)phenanthrène	mg/kg	0,1	1	10	56	0,3	0,6	0,4	0,2	0,6	0,3	0,2	0,2	*<0,1*	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	*<0,1*	*<0,1*	0,1
Benzo(g,h,i)pérylène	mg/kg	0,1	1	10	18	1,3	3,1	1,9	0,9	3,6	1,6	1,1	1,1	0,4	0,7	0,9	0,6	0,7	0,5	0,2	0,3	0,4
Chrysène	mg/kg	0,1	1	10	34	2,7	5,1	3,1	1,3	4,5	2,2	1,4	1,9	0,5	1	1,3	0,9	1,3	0,8	0,3	0,5	0,6
Dibenzo(a,h)anthracène	mg/kg	0,1	1	10	82	0,4	0,9	0,6	0,3	1,1	0,5	0,3	0,2	*<0,1*	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	*<0,1*	*<0,1*	0,1
Dibenzo(a,i)pyrène	mg/kg	0,1	1	10	34	0,1	0,2	0,2	0,1	0,4	0,1	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*
Dibenzo(a,h)pyrène	mg/kg	0,1	1	10	34	*<0,1*	0,1	*<0,1*	*<0,1*	0,2	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*
Dibenzo(a,l)pyrène	mg/kg	0,1	1	10	34	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	0,1	1	10	34	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*
Fluoranthène	mg/kg	0,1	10	100	100	6,8	11,5	8,2	3,2	10,4	5,4	3,1	4,5	1,1	2,4	3	2	2,4	1,7	0,4	1,2	1,8
Fluorène	mg/kg	0,1	10	100	100	0,8	0,4	0,9	0,2	0,6	0,4	0,2	0,6	*<0,1*	0,1	0,2	0,1	0,1	*<0,1*	*<0,1*	0,1	0,5
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	0,1	1	10	34	1,6	3,6	2,3	1,1	4,4	1,9	1,2	1,1	0,4	0,7	1	0,7	0,8	0,6	0,3	0,3	0,5
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	0,1	1	10	150	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*
Naphtalène	mg/kg	0,1	5	50	56	0,1	0,2	0,7	0,1	0,2	0,2	*<0,1*	0,2	*<0,1*	*<0,1*	0,1	*<0,1*	0,1	0,1	*<0,1*	*<0,1*	0,1
Phénanthrène	mg/kg	0,1	5	50	56	3,4	4,5	6,7	1,8	5	3,5	1,9	4,3	0,6	1,7	2	1,1	1,3	0,9	0,2	0,7	0,9
Pyrène	mg/kg	0,1	10	100	100	4,9	9,3	6,3	2,6	8,7	4,3	2,5	3,5	0,9	2	2,4	1,6	2	1,4	0,4	1	1,4
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	0,1	1	10	56	*<0,1*	*<0,1*	0,4	*<0,1*	0,1	0,1	*<0,1*	0,2	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	0,1	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	0,1	1	10	56	*<0,1*	*<0,1*	0,3	*<0,1*	0,1	0,1	*<0,1*	0,2	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	0,1	1	10	56	*<0,1*	0,1	0,3	*<0,1*	0,2	0,1	*<0,1*	0,2	*<0,1*	*<0,1*	0,1	*<0,1*	0,1	0,1	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	0,1	1	10	56	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*
Hydrocarbures pétroliers C_{10} à C_{50}																						
Hydrocarbures pétroliers C_{10} à C_{50}	mg/kg	300	700	3 500	10 000	-	387	-	-	448	501	-	1 210	1 140	-	589	-	203	182	118	*<100*	120

(1) Annexe 2: Critères génériques pour les sols du Guide d'Intervention protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés (Guide d'Intervention) publié par MDDELCC (Juillet 2016),

(2) Valeurs limites de l'annexe I du Règlement sur l'enfouissement de sols contaminés (RESC)

En cas de disparité entre les résultats du présent document et ceux du certificat d'analyse officiel correspondant, les résultats du certificat d'analyse officiel ont priorité

Légende

Pile 6.1	Identification de l'échantillon
<0,1	Résultat analytique inférieur à la limite de détection du laboratoire
0,1	Résultat inférieur ou égal au critère A du Guide d'Intervention
0,1	Concentration supérieure au critère A du Guide d'Intervention mais inférieure ou égale au critère B du Guide d'Intervention
10	Concentration supérieure au critère B du Guide d'Intervention mais inférieure ou égale au critère C du Guide d'Intervention
50	Concentration supérieure au critère C du Guide d'Intervention mais inférieure à la valeur limite de l'annexe I du RESC
136	Concentration supérieure ou égale à la valeur limite de l'annexe I du RESC

Tableau 2-2 – Résultats analytiques des sols en piles - Lot 1

Paramètres	Unités	Critères génériques pour les sols du *Guide d'Intervention* [1]			Annexe I RESC[2]	Échantillon					
		Critères A	Critères B	Critères C		Pile 11.3	Pile 13.1	DC-22 (Pile 13.1)	Pile 13.2	Pile 14	DC-24 (Pile 14)
						2017-09-18	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-11	2017-10-11
Métaux Extractibles Totaux											
Argent	mg/kg	2	20	40	200	-	*<0,5*	*<0,5*	-	*<0,5*	*<0,5*
Arsenic	mg/kg	6	30	50	250	-	4,5	4	-	4,2	4
Baryum	mg/kg	340	500	2 000	10 000	-	90	98	-	138	132
Cadmium	mg/kg	1,5	5	20	100	-	1,1	0,9	-	0,8	0,9
Chrome	mg/kg	100	250	800	4 000	-	14	13	-	20	19
Chrome VI	mg/kg	-	6	10	-	-	-	-	-	-	-
Cobalt	mg/kg	25	50	300	1 500	-	8	8	-	9	9
Cuivre	mg/kg	50	100	500	2 500	-	41	36	-	**65**	**61**
Étain	mg/kg	5	50	300	1 500	-	**13**	2	-	**13**	**11**
Manganèse	mg/kg	1 000	1 000	2 200	11 000	-	428	418	-	529	501
Mercure	mg/kg	0,2	2	10	50	-	0,06	0,04	-	0,13	0,13
Molybdène	mg/kg	2	10	40	200	-	1,1	1	-	*<0,5*	0,5
Nickel	mg/kg	50	100	500	2 500	-	22	20	-	24	24
Plomb	mg/kg	50	500	1 000	5 000	-	43	40	-	**105**	**97**
Sélénium	mg/kg	1	3	10	50	-	*<0,5*	*<0,5*	-	*<0,5*	*<0,5*
Zinc	mg/kg	140	500	1 500	7 500	-	**220**	**196**	-	**432**	**446**
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)											
Acénaphtène	mg/kg	0,1	10	100	100	0,1	0,1	*<0,1*	-	**0,4**	**0,3**
Acénaphtylène	mg/kg	0,1	10	100	100	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	-	**0,2**	**0,3**
Anthracène	mg/kg	0,1	10	100	100	0,1	**0,3**	**0,2**	-	**0,8**	**0,8**
Benzo(a)anthracène	mg/kg	0,1	1	10	34	**0,3**	**0,7**	**0,6**	-	**2,2**	**2,3**
Benzo(a)pyrène	mg/kg	0,1	1	10	34	**0,3**	**0,6**	**0,5**	-	**2,3**	**2,5**
Benzo(b)fluoranthène	mg/kg	0,1	1	10	-	**0,3**	**0,5**	**0,5**	-	**2**	**2,1**
Benzo(j)fluoranthène	mg/kg	0,1	1	10	-	**0,2**	**0,3**	**0,3**	-	**1,2**	**1,2**
Benzo(k)fluoranthène	mg/kg	0,1	1	10	-	0,1	**0,3**	**0,2**	-	**1,2**	**1,2**
Sommation des benzo(b+j+k)fluoranthène	mg/kg	-	--	-	136	0,6	1,2	1	-	4,3	4,5
Benzo(c)phenanthrène	mg/kg	0,1	1	10	56	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	-	**0,3**	**0,3**
Benzo(g,h,i)pérylène	mg/kg	0,1	1	10	18	**0,2**	**0,5**	**0,4**	-	**1,5**	**1,6**
Chrysène	mg/kg	0,1	1	10	34	**0,3**	**0,7**	**0,6**	-	**2,5**	**2,5**
Dibenzo(a,h)anthracène	mg/kg	0,1	1	10	82	*<0,1*	0,1	0,1	-	**0,4**	**0,4**
Dibenzo(a,i)pyrène	mg/kg	0,1	1	10	34	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	-	0,1	0,1
Dibenzo(a,h)pyrène	mg/kg	0,1	1	10	34	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	-	*<0,1*	0,1
Dibenzo(a,l)pyrène	mg/kg	0,1	1	10	34	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	-	*<0,1*	*<0,1*
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	0,1	1	10	34	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	-	*<0,1*	*<0,1*
Fluoranthène	mg/kg	0,1	10	100	100	**0,8**	**1,5**	**1,2**	-	**5,4**	**5,3**
Fluorène	mg/kg	0,1	10	100	100	0,1	0,1	*<0,1*	-	**0,4**	**0,3**
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	0,1	1	10	34	**0,2**	**0,5**	**0,4**	-	**1,7**	**1,8**
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	0,1	1	10	150	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	-	*<0,1*	*<0,1*
Naphtalène	mg/kg	0,1	5	50	56	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	-	**0,2**	*<0,1*
Phénanthrène	mg/kg	0,1	5	50	56	**0,4**	**0,9**	**0,7**	-	**3,8**	**3,5**
Pyrène	mg/kg	0,1	10	100	100	**0,7**	**1,3**	**1**	-	**4,3**	**4,4**
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	0,1	1	10	56	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	-	0,1	*<0,1*
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	0,1	1	10	56	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	-	0,1	*<0,1*
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	0,1	1	10	56	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	-	0,1	0,1
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	0,1	1	10	56	*<0,1*	*<0,1*	*<0,1*	-	*<0,1*	*<0,1*
Hydrocarbures pétroliers C_{10} à C_{50}											
Hydrocarbures pétroliers C_{10} à C_{50}	mg/kg	300	700	3 500	10 000	154	**515**	**778**	**351**	**607**	**372**

(1) Annexe 2: Critères génériques pour les sols du Guide d'Intervention protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés (Guide d'Intervention) publié par MDDELCC (Juillet 2016),

(2) Valeurs limites de l'annexe I du Règlement sur l'enfouissement de sols contaminés (RESC)

En cas de disparité entre les résultats du présent document et ceux du certificat d'analyse officiel correspondant, les résul

Légende

Pile 6.1	Identification de l'échantillon
<0,1	Résultat analytique inférieur à la limite de détection du laboratoire
0,1	Résultat inférieur ou égal au critère A du Guide d'Intervention
0,1	Concentration supérieure au critère A du Guide d'Intervention mais inférieure ou égale au critère B du Guide d'Intervention
10	Concentration supérieure au critère B du Guide d'Intervention mais inférieure ou égale au critère C du Guide d'Intervention
50	Concentration supérieure au critère C du Guide d'Intervention mais inférieure à la valeur limite de l'annexe I du RESC
136	Concentration supérieure ou égale à la valeur limite de l'annexe I du RESC

Annexe 3

Certificats des analyses chimiques - Parois d’excavation et sols en piles

Numéro de demande d'analyse: **17-837174**

Demande d'analyse reçue le: 2017-08-07

Date d'émission du certificat: 2017-08-08

Numéro de version du certificat: 1

☑ Certificat d'analyse officiel

☐ Certificat d'analyse préliminaire

Requérant

Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie

591 Le Breton
Longueuil, Québec, Canada
J4G 1R9
Téléphone : (514) 331-6910
Télécopieur : (450) 674-3370

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

Commentaires

Les critères du "nouveau Guide d'intervention par rapport à la Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés" inclus dans ce certificat sont à titre indicatif seulement.
Les critères A pour les métaux correspondent à ceux de la région des Basses-Terres du St-Laurent.
Les critères D correspondant au "Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés" sont inclus dans ce certificat à titre indicatif seulement.

Cette version remplace et annule toute version antérieure, le cas échéant.

NA : Information non-fournie et/ou non-applicable

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ : Ce document est à l'usage exclusif du requérant ci-dessus et est confidentiel. Si vous n'êtes pas le destinataire, soyez avisé que tout usage, reproduction, ou distribution de ce document est strictement interdit. Si vous avez reçu ce document par erreur, veuillez nous en informer immédiatement. / CONFIDENTIALITY NOTICE : This document is intended for the addressee only and is considered confidential. If you are not the addressee, you are hereby notified that any use, reproduction or distribution of this document is strictly prohibited. If you have received this document by error, please notify us immediately.

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-837174**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)			
	No Labo.	**3430590**	**3430591**	**3430592**	**3430593**
	Votre Référence	Pile 6.1	Pile 6.2	Pile 6.3	Pile 6.4
	Matrice	Sol	Sol	Sol	Sol
	Prélevé par	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra
	Lieu de prélèvement	NA	NA	NA	NA
	Prélevé le	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
	Reçu Labo	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Paramètre(s) Méthode Référence					
Argent (Ag) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679	591679	591679
Argent	mg/kg	< 0.5 (<A)	< 0.5 (<A)	< 0.5 (<A)	< 0.5 (<A)
Arsenic (As) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679	591679	591679
Arsenic	mg/kg	4.5 (<A)	6.5 (A-B)	7.3 (A-B)	3.9 (<A)
Baryum (Ba) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679	591679	591679
Baryum	mg/kg	164 (<A)	128 (<A)	144 (<A)	88 (<A)
Cadmium (Cd) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679	591679	591679
Cadmium	mg/kg	1.3 (<A)	0.9 (<A)	1.0 (<A)	0.4 (<A)
Chrome (Cr) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679	591679	591679
Chrome	mg/kg	50 (<A)	25 (<A)	32 (<A)	18 (<A)
Cobalt (Co) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679	591679	591679
Cobalt	mg/kg	10 (<A)	8 (<A)	8 (<A)	5 (<A)
Cuivre (Cu) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679	591679	591679
Cuivre	mg/kg	42 (<A)	66 (A-B)	79 (A-B)	30 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-837174**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)			
	No Labo.	**3430590**	**3430591**	**3430592**	**3430593**
	Votre Référence	Pile 6.1	Pile 6.2	Pile 6.3	Pile 6.4
	Matrice	Sol	Sol	Sol	Sol
	Prélevé par	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra
	Lieu de prélèvement	NA	NA	NA	NA
	Prélevé le	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
	Reçu Labo	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Paramètre(s) Méthode Référence					
Étain (Sn) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679	591679	591679
Étain	mg/kg	4 (<A)	11 (A-B)	8 (A-B)	3 (<A)
Manganèse (Mn) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679	591679	591679
Manganèse	mg/kg	373 (<A)	464 (<A)	430 (<A)	244 (<A)
Mercure (Hg) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679	591679	591679
Mercure	mg/kg	0.16 (<A)	0.27 (A-B)	0.32 (A-B)	0.29 (A-B)
Molybdène (Mo) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679	591679	591679
Molybdène	mg/kg	0.7 (<A)	1.3 (<A)	1.5 (<A)	0.6 (<A)
Nickel (Ni) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679	591679	591679
Nickel	mg/kg	42 (<A)	28 (<A)	32 (<A)	17 (<A)
Plomb (Pb) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679	591679	591679
Plomb	mg/kg	100 (A-B)	228 (A-B)	288 (A-B)	99 (A-B)
Sélénium (Se) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679	591679	591679
Sélénium	mg/kg	< 0.5 (<A)	< 0.5 (<A)	< 0.5 (<A)	< 0.5 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-837174**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)			
	No Labo.	**3430590**	**3430591**	**3430592**	**3430593**
	Votre Référence	Pile 6.1	Pile 6.2	Pile 6.3	Pile 6.4
	Matrice	Sol	Sol	Sol	Sol
	Prélevé par	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra
	Lieu de prélèvement	NA	NA	NA	NA
	Prélevé le	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
	Reçu Labo	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Paramètre(s) Méthode Référence					
Zinc (Zn) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679	591679	591679
Zinc	mg/kg	132 (<A)	189 (A-B)	223 (A-B)	123 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-837174**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)	
	No Labo.	**3430594**	**3430595**
	Votre Référence	Pile 6.5	Pile 6.6
	Matrice	Sol	Sol
	Prélevé par	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra
	Lieu de prélèvement	NA	NA
	Prélevé le	2017-08-07	2017-08-07
	Reçu Labo	2017-08-07	2017-08-07
Paramètre(s) Méthode Référence			
Argent (Ag) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679
Argent	mg/kg	< 0.5 (<A)	< 0.5 (<A)
Arsenic (As) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679
Arsenic	mg/kg	5.8 (<A)	5.5 (<A)
Baryum (Ba) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679
Baryum	mg/kg	128 (<A)	121 (<A)
Cadmium (Cd) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679
Cadmium	mg/kg	0.9 (<A)	0.6 (<A)
Chrome (Cr) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679
Chrome	mg/kg	27 (<A)	20 (<A)
Cobalt (Co) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679
Cobalt	mg/kg	6 (<A)	7 (<A)
Cuivre (Cu) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679
Cuivre	mg/kg	180 (B-C)	40 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-837174**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)	
	No Labo.	**3430594**	**3430595**
	Votre Référence	Pile 6.5	Pile 6.6
	Matrice	Sol	Sol
	Prélevé par	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra
	Lieu de prélèvement	NA	NA
	Prélevé le	2017-08-07	2017-08-07
	Reçu Labo	2017-08-07	2017-08-07
Paramètre(s) Méthode Référence			
Étain (Sn) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679
Étain	mg/kg	12 (A-B)	5 (A)
Manganèse (Mn) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679
Manganèse	mg/kg	341 (<A)	315 (<A)
Mercure (Hg) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679
Mercure	mg/kg	0.26 (A-B)	0.17 (<A)
Molybdène (Mo) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679
Molybdène	mg/kg	1.2 (<A)	0.8 (<A)
Nickel (Ni) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679
Nickel	mg/kg	26 (<A)	23 (<A)
Plomb (Pb) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679
Plomb	mg/kg	243 (A-B)	127 (A-B)
Sélénium (Se) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679
Sélénium	mg/kg	< 0.5 (<A)	< 0.5 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-837174**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)	
	No Labo.	**3430594**	**3430595**
	Votre Référence	Pile 6.5	Pile 6.6
	Matrice	Sol	Sol
	Prélevé par	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra
	Lieu de prélèvement	NA	NA
	Prélevé le	2017-08-07	2017-08-07
	Reçu Labo	2017-08-07	2017-08-07
Paramètre(s) Méthode Référence			
Zinc (Zn) extractible total	Préparation	2017-08-07	2017-08-07
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-08	2017-08-08
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	591679	591679
Zinc	mg/kg	264 (A-B)	186 (A-B)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-837174**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)			
	No Labo.	**3430590**	**3430591**	**3430592**	**3430593**
	Votre Référence	Pile 6.1	Pile 6.2	Pile 6.3	Pile 6.4
	Matrice	Sol	Sol	Sol	Sol
	Prélevé par	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra
	Lieu de prélèvement	NA	NA	NA	NA
	Prélevé le	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
	Reçu Labo	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Paramètre(s) Méthode Référence					
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques	Préparation	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
HAP & phénols par GC-MS. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD005 (MA 400HAP1.1/MA 408PHÉ1.0)	No. séquence	591626	591626	591626	591626
Naphtalène	mg/kg	0.1 (A)	0.2 (A-B)	0.7 (A-B)	0.1 (A)
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	0.3 (A-B)	<0.1 (<A)
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	0.4 (A-B)	<0.1 (<A)
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	<0.1 (<A)	0.1 (A)	0.3 (A-B)	<0.1 (<A)
Acénaphthylène	mg/kg	0.2 (A-B)	0.2 (A-B)	0.4 (A-B)	<0.1 (<A)
Acénaphtène	mg/kg	0.7 (A-B)	0.3 (A-B)	0.6 (A-B)	0.1 (A)
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Fluorène	mg/kg	0.8 (A-B)	0.4 (A-B)	0.9 (A-B)	0.2 (A-B)
Phénanthrène	mg/kg	3.4 (A-B)	4.5 (A-B)	6.7 (B-C)	1.8 (A-B)
Anthracène	mg/kg	2.8 (A-B)	1.7 (A-B)	2.3 (A-B)	0.5 (A-B)
Fluoranthène	mg/kg	6.8 (A-B)	11.5 (B-C)	8.2 (A-B)	3.2 (A-B)
Pyrène	mg/kg	4.9 (A-B)	9.3 (A-B)	6.3 (A-B)	2.6 (A-B)
Benzo (c) phénanthrène	mg/kg	0.3 (A-B)	0.6 (A-B)	0.4 (A-B)	0.2 (A-B)
Benzo (a) anthracène	mg/kg	2.4 (B-C)	5.3 (B-C)	3.2 (B-C)	1.4 (B-C)
Chrysène	mg/kg	2.7 (B-C)	5.1 (B-C)	3.1 (B-C)	1.3 (B-C)
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	2.0 (B-C)	4.7 (B-C)	2.8 (B-C)	1.2 (B-C)
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	1.2 (B-C)	2.7 (B-C)	1.7 (B-C)	0.8 (A-B)
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	1.1 (B-C)	2.3 (B-C)	1.5 (B-C)	0.7 (A-B)
Sommation benzo (b, j et k) fluoranthène	mg/kg	4.2 (<D)	9.8 (<D)	6.0 (<D)	2.7 (<D)
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Benzo (a) pyrène	mg/kg	2.3 (B-C)	5.1 (B-C)	3.2 (B-C)	1.4 (B-C)
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	1.6 (B-C)	3.6 (B-C)	2.3 (B-C)	1.1 (B-C)
Dibenzo (a,h) anthracène	mg/kg	0.4 (A-B)	0.9 (A-B)	0.6 (A-B)	0.3 (A-B)
Benzo (g,h,i) pérylène	mg/kg	1.3 (B-C)	3.1 (B-C)	1.9 (B-C)	0.9 (A-B)
Dibenzo (a,l) pyrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Dibenzo (a,i) pyrène	mg/kg	0.1 (A)	0.2 (A-B)	0.2 (A-B)	0.1 (A)
Dibenzo (a,h) pyrène	mg/kg	<0.1 (<A)	0.1 (A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-837174**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)			
	No Labo.	**3430590**	**3430591**	**3430592**	**3430593**
	Votre Référence	Pile 6.1	Pile 6.2	Pile 6.3	Pile 6.4
	Matrice	Sol	Sol	Sol	Sol
	Prélevé par	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra
	Lieu de prélèvement	NA	NA	NA	NA
	Prélevé le	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
	Reçu Labo	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07	2017-08-07
Paramètre(s) Méthode Référence					
Sommation des HAP	mg/kg	35.0	62.0	48.0	18.0
Pourcentage de récupération					
D10-Fluorène	%	104%	84%	85%	92%
D10-Pyrène	%	105%	85%	94%	98%
D12-Benzo(a)pyrène	%	104%	90%	88%	98%
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	Préparation	-	2017-08-07	-	-
Hydrocarbures pétroliers C10-C50. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	-	2017-08-07	-	-
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD002 (REF : MA. 400 - HYD. 1.1)	No. séquence	-	591638	-	-
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	-	387 (A-B)	-	-

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-837174**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)	
	No Labo.	**3430594**	**3430595**
	Votre Référence	Pile 6.5	Pile 6.6
	Matrice	Sol	Sol
	Prélevé par	V. Vinciguerra	V. Vinciguerra
	Lieu de prélèvement	NA	NA
	Prélevé le	2017-08-07	2017-08-07
	Reçu Labo	2017-08-07	2017-08-07
Paramètre(s) Méthode Référence			
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques	Préparation	2017-08-07	2017-08-07
HAP & phénols par GC-MS. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-07	2017-08-07
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD005 (MA 400HAP1.1/MA 408PHÉ1.0)	No. séquence	591626	591626
Naphtalène	mg/kg	0.2 (A-B)	<0.1 (<A)
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	0.1 (A)	<0.1 (<A)
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	0.1 (A)	<0.1 (<A)
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	0.2 (A-B)	<0.1 (<A)
Acénaphthylène	mg/kg	0.6 (A-B)	0.1 (A)
Acénaphtène	mg/kg	0.6 (A-B)	0.1 (A)
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Fluorène	mg/kg	0.6 (A-B)	0.2 (A-B)
Phénanthrène	mg/kg	5.0 (B)	1.9 (A-B)
Anthracène	mg/kg	1.7 (A-B)	0.5 (A-B)
Fluoranthène	mg/kg	10.4 (B-C)	3.1 (A-B)
Pyrène	mg/kg	8.7 (A-B)	2.5 (A-B)
Benzo (c) phénanthrène	mg/kg	0.6 (A-B)	0.2 (A-B)
Benzo (a) anthracène	mg/kg	4.4 (B-C)	1.4 (B-C)
Chrysène	mg/kg	4.5 (B-C)	1.4 (B-C)
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	5.2 (B-C)	1.3 (B-C)
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	2.9 (B-C)	0.8 (A-B)
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	2.7 (B-C)	0.8 (A-B)
Sommation benzo (b, j et k) fluoranthène	mg/kg	10.8 (<D)	2.9 (<D)
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Benzo (a) pyrène	mg/kg	5.5 (B-C)	1.5 (B-C)
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	4.4 (B-C)	1.2 (B-C)
Dibenzo (a,h) anthracène	mg/kg	1.1 (B-C)	0.3 (A-B)
Benzo (g,h,i) pérylène	mg/kg	3.6 (B-C)	1.1 (B-C)
Dibenzo (a,l) pyrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Dibenzo (a,i) pyrène	mg/kg	0.4 (A-B)	<0.1 (<A)
Dibenzo (a,h) pyrène	mg/kg	0.2 (A-B)	<0.1 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-837174**

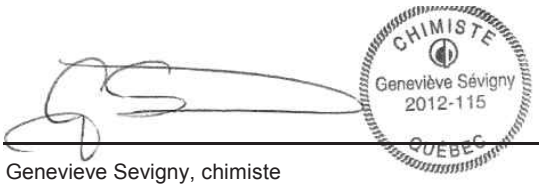
Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)	
No Labo.		**3430594**	**3430595**
Votre Référence		Pile 6.5	Pile 6.6
Matrice		Sol	Sol
Prélevé par		V. Vinciguerra	V. Vinciguerra
Lieu de prélèvement		NA	NA
Prélevé le		2017-08-07	2017-08-07
Reçu Labo		2017-08-07	2017-08-07
Paramètre(s) Méthode Référence			
Sommation des HAP	mg/kg	63.4	18.5
Pourcentage de récupération			
D10-Fluorène	%	93%	84%
D10-Pyrène	%	98%	84%
D12-Benzo(a)pyrène	%	102%	105%
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	Préparation	2017-08-07	-
Hydrocarbures pétroliers C10-C50. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-07	-
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD002 (REF : MA. 400 - HYD. 1.1)	No. séquence	591638	-
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	448 (A-B)	-

Commentaires:

3430594 Pile 6.5 Metaux, HAP: Résultats non reproductibles.

Note 1 : Ces résultats et commentaires, le cas échéant, ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour les analyses réalisées au site de Pointe-Claire (#307).



Genevieve Sevigny, chimiste

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-837174**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ)

Paramètres (No.Séquence)	Unité	LDR	Blanc	Contrôle certifié	
				Obtenu	Attendu (Intervalle)
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques					
No Séquence: 591626					
Naphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.9	0.6 - 1
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.5 - 1
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.5 - 1
Acénaphthylène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Acénaphtène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Fluorène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Phénanthrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Anthracène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Benzo (c) phénanthrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Benzo (a) anthracène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Chrysène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Sommation benzo (b, j et k) fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<ND>	2.3	1.7 - 3.1
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.5	0.5 - 0.9
Benzo (a) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.9	0.6 - 1
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Dibenzo (a,h) anthracène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Benzo (g,h,i) pérylène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Dibenzo (a,l) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Dibenzo (a,i) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Dibenzo (a,h) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Sommation des HAP	mg/kg	< 0.1	<ND>	NA	NA
Hydrocarbures pétroliers C10-C50					
No Séquence: 591638					
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	< 100	<100	502	350 - 650
Argent (Ag) extractible total					
No Séquence: 591679					
Argent	mg/kg	< 0.5	< 0.5	107	96 - 144
Arsenic (As) extractible total					
No Séquence: 591679					
Arsenic	mg/kg	< 0.5	< 0.5	104	87 - 131

LDR : Limite de détection rapportée

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-837174**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ)

Paramètres (No.Séquence)	Unité	LDR	Blanc	Contrôle certifié	
				Obtenu	Attendu (Intervalle)
Baryum (Ba) extractible total					
No Séquence: 591679					
Baryum	mg/kg	< 5	< 5	111	86 - 130
Cadmium (Cd) extractible total					
No Séquence: 591679					
Cadmium	mg/kg	< 0.1	< 0.1	111	90 - 136
Cobalt (Co) extractible total					
No Séquence: 591679					
Cobalt	mg/kg	< 1	< 1	101	90 - 136
Chrome (Cr) extractible total					
No Séquence: 591679					
Chrome	mg/kg	< 1	< 1	111	101 - 151
Cuivre (Cu) extractible total					
No Séquence: 591679					
Cuivre	mg/kg	< 1	< 1	101	90 - 134
Mercure (Hg) extractible total					
No Séquence: 591679					
Mercure	mg/kg	< 0.01	< 0.01	14.3	12 - 18
Manganèse (Mn) extractible total					
No Séquence: 591679					
Manganèse	mg/kg	< 1	< 1	186	165 - 247
Molybdène (Mo) extractible total					
No Séquence: 591679					
Molybdène	mg/kg	< 0.5	< 0.5	97.1	86 - 130
Nickel (Ni) extractible total					
No Séquence: 591679					
Nickel	mg/kg	< 1	< 1	118	107 - 161
Plomb (Pb) extractible total					
No Séquence: 591679					
Plomb	mg/kg	< 1	< 1	146	121 - 181
Sélénium (Se) extractible total					
No Séquence: 591679					
Sélénium	mg/kg	< 0.5	< 0.5	93.2	80 - 120
Étain (Sn) extractible total					
No Séquence: 591679					
Étain	mg/kg	< 1	< 1	100	80 - 120
Zinc (Zn) extractible total					
No Séquence: 591679					

LDR : Limite de détection rapportée

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-837174**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ)

Paramètres (No.Séquence)	Unité	LDR	Blanc	Contrôle certifié	
				Obtenu	Attendu (Intervalle)
Zinc	mg/kg	< 5	< 5	548	473 - 709

Commentaires CQ

LDR : Limite de détection rapportée

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-837174**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ) - 2e partie

Paramètres (No.Séquence)	Unité	Duplicata Valeur 1	Duplicata Valeur 2	Duplicata Écart (%)
Argent (Ag) extractible total				
No Séquence: 591679	(No éch)		(3430594)	
Argent	mg/kg	< 0.5	< 0.5	-
Argent	mg/kg	< 0.5	< 0.5	-
Arsenic (As) extractible total				
No Séquence: 591679	(No éch)		(3430594)	
Arsenic	mg/kg	5.8	6.6	12.9
Arsenic	mg/kg	5.8	5.9	1.7
Baryum (Ba) extractible total				
No Séquence: 591679	(No éch)		(3430594)	
Baryum	mg/kg	128	137	6.8
Baryum	mg/kg	128	137	6.8
Cadmium (Cd) extractible total				
No Séquence: 591679	(No éch)		(3430594)	
Cadmium	mg/kg	0.9	1.4	43.5
Cadmium	mg/kg	0.9	0.8	11.8
Chrome (Cr) extractible total				
No Séquence: 591679	(No éch)		(3430594)	
Chrome	mg/kg	27	32	16.9
Chrome	mg/kg	27	24	11.8
Cobalt (Co) extractible total				
No Séquence: 591679	(No éch)		(3430594)	
Cobalt	mg/kg	6	7	15.4
Cobalt	mg/kg	6	7	15.4
Cuivre (Cu) extractible total				
No Séquence: 591679	(No éch)		(3430594)	
Cuivre	mg/kg	180	58	102.5
Cuivre	mg/kg	180	69	89.2
Étain (Sn) extractible total				
No Séquence: 591679	(No éch)		(3430594)	
Étain	mg/kg	12	7	52.6
Étain	mg/kg	12	9	28.6
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques				
No Séquence: 591626	(No éch)		(3430594)	
Naphtalène	mg/kg	0.2	0.2	0.0
Naphtalène	mg/kg	0.2	0.2	0.0

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie**

Numéro de demande: 17-837174

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ) - 2e partie

Paramètres (No.Séquence)	Unité	Duplicata		
		Valeur 1	Valeur 2	Écart (%)
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	0.1	0.2	66.7
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	0.1	0.1	0.0
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	0.1	0.1	0.0
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	0.1	0.1	0.0
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	0.2	0.2	0.0
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	0.2	0.1	66.7
Acénaphthylène	mg/kg	0.6	0.2	100.0
Acénaphthylène	mg/kg	0.6	0.3	66.7
Acénaphtène	mg/kg	0.6	0.4	40.0
Acénaphtène	mg/kg	0.6	0.8	28.6
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
Fluorène	mg/kg	0.6	0.4	40.0
Fluorène	mg/kg	0.6	0.8	28.6
Phénanthrène	mg/kg	5.0	5.8	14.8
Phénanthrène	mg/kg	5.0	3.5	35.3
Anthracène	mg/kg	1.7	1.8	5.7
Anthracène	mg/kg	1.7	1.0	51.9
Fluoranthène	mg/kg	10.4	5.4	63.3
Fluoranthène	mg/kg	10.4	8.2	23.7
Pyrène	mg/kg	8.7	4.3	67.7
Pyrène	mg/kg	8.7	6.6	27.5
Benzo (c) phénanthrène	mg/kg	0.6	0.6	0.0
Benzo (c) phénanthrène	mg/kg	0.6	0.3	66.7
Benzo (a) anthracène	mg/kg	4.4	2.2	66.7
Benzo (a) anthracène	mg/kg	4.4	3.4	25.6
Chrysène	mg/kg	4.5	3.4	27.8
Chrysène	mg/kg	4.5	2.2	68.7
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	5.2	2.2	81.1
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	5.2	3.0	53.7
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	2.9	1.2	82.9
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	2.9	1.9	41.7
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	2.7	1.8	40.0
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	2.7	1.2	76.9
Sommation benzo (b, j et k) fluoranthène	mg/kg	10.8	4.5	82.4
Sommation benzo (b, j et k) fluoranthène	mg/kg	10.8	6.8	45.5
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
Benzo (a) pyrène	mg/kg	5.5	3.7	39.1
Benzo (a) pyrène	mg/kg	5.5	2.3	82.1
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	<0.1	<0.1	-

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-837174**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ) - 2e partie

Paramètres (No.Séquence)	Unité	Duplicata Valeur 1	Duplicata Valeur 2	Duplicata Écart (%)
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	4.4	2.8	44.4
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	4.4	1.9	79.4
Dibenzo (a,h) anthracène	mg/kg	1.1	0.7	44.4
Dibenzo (a,h) anthracène	mg/kg	1.1	0.5	75.0
Benzo (g,h,i) pérylène	mg/kg	3.6	2.5	36.1
Benzo (g,h,i) pérylène	mg/kg	3.6	1.6	76.9
Dibenzo (a,l) pyrène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
Dibenzo (a,l) pyrène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
Dibenzo (a,i) pyrène	mg/kg	0.4	0.3	28.6
Dibenzo (a,i) pyrène	mg/kg	0.4	0.1	120.0
Dibenzo (a,h) pyrène	mg/kg	0.2	<0.1	-
Dibenzo (a,h) pyrène	mg/kg	0.2	0.1	66.7
Sommation des HAP	mg/kg	63.4	49.2	25.2
Sommation des HAP	mg/kg	63.4	31.6	66.9
Hydrocarbures pétroliers C10-C50				
No Séquence: 591638	(No éch)		(3430594)	
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	448	501	11.2
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	448	333	29.4
Manganèse (Mn) extractible total				
No Séquence: 591679	(No éch)		(3430594)	
Manganèse	mg/kg	341	377	10.0
Manganèse	mg/kg	341	373	9.0
Mercure (Hg) extractible total				
No Séquence: 591679	(No éch)		(3430594)	
Mercure	mg/kg	0.26	0.46	55.6
Mercure	mg/kg	0.26	0.28	7.4
Molybdène (Mo) extractible total				
No Séquence: 591679	(No éch)		(3430594)	
Molybdène	mg/kg	1.2	1.3	8.0
Molybdène	mg/kg	1.2	1.1	8.7
Nickel (Ni) extractible total				
No Séquence: 591679	(No éch)		(3430594)	
Nickel	mg/kg	26	32	20.7
Nickel	mg/kg	26	24	8.0
Plomb (Pb) extractible total				
No Séquence: 591679	(No éch)		(3430594)	
Plomb	mg/kg	243	225	7.7

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-837174**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0010	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ) - 2e partie

Paramètres (No.Séquence)	Unité	Duplicata		
		Valeur 1	Valeur 2	Écart (%)
Plomb	mg/kg	243	242	0.4
Sélénium (Se) extractible total				
No Séquence: 591679	(No éch)		(3430594)	
Sélénium	mg/kg	< 0.5	< 0.5	-
Sélénium	mg/kg	< 0.5	< 0.5	-
Zinc (Zn) extractible total				
No Séquence: 591679	(No éch)		(3430594)	
Zinc	mg/kg	264	182	36.8
Zinc	mg/kg	264	180	37.8

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Numéro de demande d'analyse: **17-839900**

Demande d'analyse reçue le: 2017-08-22

Date d'émission du certificat: 2017-08-25

Numéro de version du certificat: 1

☑ Certificat d'analyse officiel

☐ Certificat d'analyse préliminaire

Requérant

Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie

591 Le Breton
Longueuil, Québec, Canada
J4G 1R9
Téléphone : (514) 331-6910
Télécopieur : (450) 674-3370

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Mme Karine Duguay

Commentaires

Ce certificat remplace et invalide le COA 802694 Version 01. Ajout de l'analyse de l'Identification de produits pétroliers pour l'échantillon 3440853 à la demande du client.

Les critères du "nouveau Guide d'intervention par rapport à la Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés" inclus dans ce certificat sont à titre indicatif seulement.
Les critères A pour les métaux correspondent à ceux de la région des Basses-Terres du St-Laurent.
Les critères D correspondant au "Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés" sont inclus dans ce certificat à titre indicatif seulement.

Cette version remplace et annule toute version antérieure, le cas échéant.

NA : Information non-fournie et/ou non-applicable

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ : Ce document est à l'usage exclusif du requérant ci-dessus et est confidentiel. Si vous n'êtes pas le destinataire, soyez avisé que tout usage, reproduction, ou distribution de ce document est strictement interdit. Si vous avez reçu ce document par erreur, veuillez nous en informer immédiatement. / CONFIDENTIALITY NOTICE : This document is intended for the addressee only and is considered confidential. If you are not the addressee, you are hereby notified that any use, reproduction or distribution of this document is strictly prohibited. If you have received this document by error, please notify us immediately.

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-839900**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)		
No Labo.		**3440853**	**3440859**	**3440864**
Votre Référence		Pile 9	Pile 10.2	Pile 10.4
Matrice		Sol	Sol	Sol
Prélevé par		V.Vinaguewa	V.Vinaguewa	V.Vinaguewa
Lieu de prélèvement		NA	NA	NA
Prélevé le		2017-08-21	2017-08-22	2017-08-22
Reçu Labo		2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Paramètre(s) Méthode Référence				
Argent (Ag) extractible total	Préparation	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-23	2017-08-23	2017-08-23
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	593304	593304	593304
Argent	mg/kg	< 0.5 (<A)	< 0.5 (<A)	< 0.5 (<A)
Arsenic (As) extractible total	Préparation	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-23	2017-08-23	2017-08-23
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	593304	593304	593304
Arsenic	mg/kg	3.9 (<A)	4.4 (<A)	7.4 (A-B)
Baryum (Ba) extractible total	Préparation	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-23	2017-08-23	2017-08-23
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	593304	593304	593304
Baryum	mg/kg	81 (<A)	120 (<A)	122 (<A)
Cadmium (Cd) extractible total	Préparation	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-23	2017-08-23	2017-08-23
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	593304	593304	593304
Cadmium	mg/kg	0.9 (<A)	1.4 (<A)	0.3 (<A)
Chrome (Cr) extractible total	Préparation	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-23	2017-08-23	2017-08-23
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	593304	593304	593304
Chrome	mg/kg	17 (<A)	24 (<A)	23 (<A)
Cobalt (Co) extractible total	Préparation	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-23	2017-08-23	2017-08-23
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	593304	593304	593304
Cobalt	mg/kg	7 (<A)	7 (<A)	7 (<A)
Cuivre (Cu) extractible total	Préparation	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-23	2017-08-23	2017-08-23
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	593304	593304	593304
Cuivre	mg/kg	32 (<A)	41 (<A)	27 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-839900**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)		
No Labo.		**3440853**	**3440859**	**3440864**
Votre Référence		Pile 9	Pile 10.2	Pile 10.4
Matrice		Sol	Sol	Sol
Prélevé par		V.Vinaguewa	V.Vinaguewa	V.Vinaguewa
Lieu de prélèvement		NA	NA	NA
Prélevé le		2017-08-21	2017-08-22	2017-08-22
Reçu Labo		2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Paramètre(s) Méthode Référence				
Étain (Sn) extractible total	Préparation	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-23	2017-08-23	2017-08-23
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	593304	593304	593304
Étain	mg/kg	2 (<A)	2 (<A)	4 (<A)
Manganèse (Mn) extractible total	Préparation	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-23	2017-08-23	2017-08-23
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	593304	593304	593304
Manganèse	mg/kg	437 (<A)	560 (<A)	439 (<A)
Mercure (Hg) extractible total	Préparation	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-23	2017-08-23	2017-08-23
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	593304	593304	593304
Mercure	mg/kg	0.04 (<A)	0.07 (<A)	0.10 (<A)
Molybdène (Mo) extractible total	Préparation	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-23	2017-08-23	2017-08-23
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	593304	593304	593304
Molybdène	mg/kg	1.3 (<A)	1.3 (<A)	1.1 (<A)
Nickel (Ni) extractible total	Préparation	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-23	2017-08-23	2017-08-23
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	593304	593304	593304
Nickel	mg/kg	20 (<A)	23 (<A)	18 (<A)
Plomb (Pb) extractible total	Préparation	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-23	2017-08-23	2017-08-23
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	593304	593304	593304
Plomb	mg/kg	44 (<A)	55 (A-B)	203 (A-B)
Sélénium (Se) extractible total	Préparation	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-23	2017-08-23	2017-08-23
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	593304	593304	593304
Sélénium	mg/kg	< 0.5 (<A)	< 0.5 (<A)	< 0.5 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-839900**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)		
No Labo.		**3440853**	**3440859**	**3440864**
Votre Référence		Pile 9	Pile 10.2	Pile 10.4
Matrice		Sol	Sol	Sol
Prélevé par		V.Vinaguewa	V.Vinaguewa	V.Vinaguewa
Lieu de prélèvement		NA	NA	NA
Prélevé le		2017-08-21	2017-08-22	2017-08-22
Reçu Labo		2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Paramètre(s) Méthode Référence				
Zinc (Zn) extractible total	Préparation	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-23	2017-08-23	2017-08-23
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	593304	593304	593304
Zinc	mg/kg	260 (A-B)	353 (A-B)	104 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-839900**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)			
No Labo.		**3440850**	**3440853**	**3440856**	**3440859**
Votre Référence		Pile 8	Pile 9	Pile 10.1	Pile 10.2
Matrice		Sol	Sol	Sol	Sol
Prélevé par		V.Vinaguewa	V.Vinaguewa	V.Vinaguewa	V.Vinaguewa
Lieu de prélèvement		NA	NA	NA	NA
Prélevé le		2017-08-21	2017-08-21	2017-08-22	2017-08-22
Reçu Labo		2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Paramètre(s) Méthode Référence					
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques	Préparation	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
HAP & phénols par GC-MS. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD005 (MA 400HAP1.1/MA 408PHÉ1.0)	No. séquence	593239	593239	593239	593239
Naphtalène	mg/kg	0.2 (A-B)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	0.1 (A)
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	0.2 (A-B)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	0.2 (A-B)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	0.2 (A-B)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	0.1 (A)
Acénaphthylène	mg/kg	0.1 (A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	0.1 (A)
Acénaphtène	mg/kg	0.5 (A-B)	<0.1 (<A)	0.1 (A)	0.2 (A-B)
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Fluorène	mg/kg	0.6 (A-B)	<0.1 (<A)	0.1 (A)	0.2 (A-B)
Phénanthrène	mg/kg	4.3 (A-B)	0.6 (A-B)	1.7 (A-B)	2.0 (A-B)
Anthracène	mg/kg	1.0 (A-B)	0.2 (A-B)	0.4 (A-B)	0.5 (A-B)
Fluoranthène	mg/kg	4.5 (A-B)	1.1 (A-B)	2.4 (A-B)	3.0 (A-B)
Pyrène	mg/kg	3.5 (A-B)	0.9 (A-B)	2.0 (A-B)	2.4 (A-B)
Benzo (c) phénanthrène	mg/kg	0.2 (A-B)	<0.1 (<A)	0.1 (A)	0.2 (A-B)
Benzo (a) anthracène	mg/kg	2.0 (B-C)	0.5 (A-B)	1.0 (B)	1.3 (B-C)
Chrysène	mg/kg	1.9 (B-C)	0.5 (A-B)	1.0 (B)	1.3 (B-C)
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	1.2 (B-C)	0.4 (A-B)	0.6 (A-B)	0.9 (A-B)
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	0.7 (A-B)	0.2 (A-B)	0.4 (A-B)	0.6 (A-B)
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	0.7 (A-B)	0.2 (A-B)	0.4 (A-B)	0.6 (A-B)
Sommation benzo (b, j et k) fluoranthène	mg/kg	2.6 (<D)	0.8 (<D)	1.5 (<D)	2.1 (<D)
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Benzo (a) pyrène	mg/kg	1.7 (B-C)	0.5 (A-B)	0.9 (A-B)	1.2 (B-C)
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	1.1 (B-C)	0.4 (A-B)	0.7 (A-B)	1.0 (B)
Dibenzo (a,h) anthracène	mg/kg	0.2 (A-B)	<0.1 (<A)	0.1 (A)	0.2 (A-B)
Benzo (g,h,i) pérylène	mg/kg	1.1 (B-C)	0.4 (A-B)	0.7 (A-B)	0.9 (A-B)
Dibenzo (a,l) pyrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Dibenzo (a,i) pyrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Dibenzo (a,h) pyrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-839900**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)			
	No Labo.	**3440850**	**3440853**	**3440856**	**3440859**
	Votre Référence	Pile 8	Pile 9	Pile 10.1	Pile 10.2
	Matrice	Sol	Sol	Sol	Sol
	Prélevé par	V.Vinaguewa	V.Vinaguewa	V.Vinaguewa	V.Vinaguewa
	Lieu de prélèvement	NA	NA	NA	NA
	Prélevé le	2017-08-21	2017-08-21	2017-08-22	2017-08-22
	Reçu Labo	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22	2017-08-22
Paramètre(s) Méthode Référence					
Sommation des HAP	mg/kg	26.0	5.9	12.7	16.9
Pourcentage de récupération					
D10-Fluorène	%	101%	96%	97%	99%
D10-Pyrène	%	120%	111%	115%	118%
D12-Benzo(a)pyrène	%	109%	95%	92%	94%
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	Préparation	-	2017-08-22	-	2017-08-22
Hydrocarbures pétroliers C10-C50. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	-	2017-08-22	-	2017-08-22
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD002 (REF : MA. 400 - HYD. 1.1)	No. séquence	-	593257	-	593257
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	-	1140 (B-C)	-	589 (A-B)
Identification de produits pétroliers	Préparation	-	2017-08-23	-	-
Identification des produits pétroliers (GC-FID) (Non-Accrédité)	Analyse	-	2017-08-23	-	-
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD008 (MA.408-IdePet 1.0, CEAEQ)	No. séquence	-	593480	-	-
Identification produits pétroliers		-	*	-	-

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-839900**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)	
No Labo.		**3440860**	**3440864**
Votre Référence		Pile 10.3	Pile 10.4
Matrice		Sol	Sol
Prélevé par		V.Vinaguewa	V.Vinaguewa
Lieu de prélèvement		NA	NA
Prélevé le		2017-08-22	2017-08-22
Reçu Labo		2017-08-22	2017-08-22
Paramètre(s) Méthode Référence			
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques	Préparation	2017-08-22	2017-08-22
HAP & phénols par GC-MS. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-22	2017-08-22
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD005 (MA 400HAP1.1/MA 408PHÉ1.0)	No. séquence	593239	593239
Naphtalène	mg/kg	<0.1 (<A)	0.1 (A)
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	<0.1 (<A)	0.1 (A)
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	<0.1 (<A)	0.1 (A)
Acénaphthylène	mg/kg	0.1 (A)	0.2 (A-B)
Acénaphtène	mg/kg	0.1 (A)	<0.1 (<A)
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Fluorène	mg/kg	0.1 (A)	0.1 (A)
Phénanthrène	mg/kg	1.1 (A-B)	1.3 (A-B)
Anthracène	mg/kg	0.3 (A-B)	0.3 (A-B)
Fluoranthène	mg/kg	2.0 (A-B)	2.4 (A-B)
Pyrène	mg/kg	1.6 (A-B)	2.0 (A-B)
Benzo (c) phénanthrène	mg/kg	0.1 (A)	0.1 (A)
Benzo (a) anthracène	mg/kg	0.9 (A-B)	1.2 (B-C)
Chrysène	mg/kg	0.9 (A-B)	1.3 (B-C)
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	0.7 (A-B)	0.8 (A-B)
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	0.4 (A-B)	0.5 (A-B)
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	0.4 (A-B)	0.6 (A-B)
Sommation benzo (b, j et k) fluoranthène	mg/kg	1.4 (<D)	1.9 (<D)
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Benzo (a) pyrène	mg/kg	0.8 (A-B)	1.2 (B-C)
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	0.7 (A-B)	0.8 (A-B)
Dibenzo (a,h) anthracène	mg/kg	0.1 (A)	0.2 (A-B)
Benzo (g,h,i) pérylène	mg/kg	0.6 (A-B)	0.7 (A-B)
Dibenzo (a,l) pyrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Dibenzo (a,i) pyrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Dibenzo (a,h) pyrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-839900**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)	
No Labo.		**3440860**	**3440864**
Votre Référence		Pile 10.3	Pile 10.4
Matrice		Sol	Sol
Prélevé par		V.Vinaguewa	V.Vinaguewa
Lieu de prélèvement		NA	NA
Prélevé le		2017-08-22	2017-08-22
Reçu Labo		2017-08-22	2017-08-22
Paramètre(s) Méthode Référence			
Sommation des HAP	mg/kg	10.8	14.2
Pourcentage de récupération			
D10-Fluorène	%	101%	103%
D10-Pyrène	%	120%	117%
D12-Benzo(a)pyrène	%	99%	98%
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	Préparation	-	2017-08-22
Hydrocarbures pétroliers C10-C50. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	-	2017-08-22
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD002 (REF : MA. 400 - HYD. 1.1)	No. séquence	-	593257
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	-	203 (<A)

Commentaires:

3440853	Pile 9	IPP: * Mélange d'hydrocarbures dont le patron présente certaines similitudes avec celui d'asphalte.
3440864	Pile 10.4	HAP/Plomb: Résultats non reproductibles.

Note 1 : Ces résultats et commentaires, le cas échéant, ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour les analyses réalisées au site de Pointe-Claire (#307).

CHIMISTE Geneviève Sévigny 2012-115 QUÉBEC

Genevieve Sevigny, chimiste

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-839900**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ)

Paramètres (No.Séquence)	Unité	LDR	Blanc	Contrôle certifié	
				Obtenu	Attendu (Intervalle)
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques					
No Séquence: 593239					
Naphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.9	0.6 - 1
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	1.0	0.6 - 1
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.5 - 1
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.9	0.5 - 1
Acénaphthylène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.9	0.6 - 1
Acénaphtène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Fluorène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Phénanthrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Anthracène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Benzo (c) phénanthrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Benzo (a) anthracène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Chrysène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.6	0.6 - 1
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Sommation benzo (b, j et k) fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<ND>	2.0	1.7 - 3.1
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.6	0.5 - 0.9
Benzo (a) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Dibenzo (a,h) anthracène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Benzo (g,h,i) pérylène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Dibenzo (a,l) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Dibenzo (a,i) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.6	0.6 - 1
Dibenzo (a,h) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Sommation des HAP	mg/kg	< 0.1	<ND>	NA	NA
Hydrocarbures pétroliers C10-C50					
No Séquence: 593257					
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	< 100	<100	587	350 - 650
Identification de produits pétroliers					
No Séquence: 593480					
Identification produits pétroliers		<	*	NA	NA
Argent (Ag) extractible total					
No Séquence: 593304					
Argent	mg/kg	< 0.5	< 0.5	118	96 - 144

LDR : Limite de détection rapportée

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-839900**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ)

Paramètres (No.Séquence)	Unité	LDR	Blanc	Contrôle certifié	
				Obtenu	Attendu (Intervalle)
Arsenic (As) extractible total					
No Séquence: 593304					
Arsenic	mg/kg	< 0.5	< 0.5	95.8	87 - 131
Baryum (Ba) extractible total					
No Séquence: 593304					
Baryum	mg/kg	< 5	< 5	116	86 - 130
Cadmium (Cd) extractible total					
No Séquence: 593304					
Cadmium	mg/kg	< 0.1	< 0.1	100	90 - 136
Cobalt (Co) extractible total					
No Séquence: 593304					
Cobalt	mg/kg	< 1	< 1	98	90 - 136
Chrome (Cr) extractible total					
No Séquence: 593304					
Chrome	mg/kg	< 1	< 1	116	101 - 151
Cuivre (Cu) extractible total					
No Séquence: 593304					
Cuivre	mg/kg	< 1	< 1	100	90 - 134
Mercure (Hg) extractible total					
No Séquence: 593304					
Mercure	mg/kg	< 0.01	< 0.01	14.7	12 - 18
Manganèse (Mn) extractible total					
No Séquence: 593304					
Manganèse	mg/kg	< 1	< 1	184	165 - 247
Molybdène (Mo) extractible total					
No Séquence: 593304					
Molybdène	mg/kg	< 0.5	< 0.5	89.2	86 - 130
Nickel (Ni) extractible total					
No Séquence: 593304					
Nickel	mg/kg	< 1	< 1	112	107 - 161
Plomb (Pb) extractible total					
No Séquence: 593304					
Plomb	mg/kg	< 1	< 1	147	121 - 181
Sélénium (Se) extractible total					
No Séquence: 593304					
Sélénium	mg/kg	< 0.5	< 0.5	103	80 - 120
Étain (Sn) extractible total					
No Séquence: 593304					

LDR : Limite de détection rapportée

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-839900**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ)

Paramètres (No.Séquence)	Unité	LDR	Blanc	Contrôle certifié	
				Obtenu	Attendu (Intervalle)
Étain	mg/kg	< 1	< 1	97	80 - 120
Zinc (Zn) extractible total					
No Séquence: 593304					
Zinc	mg/kg	< 5	< 5	515	473 - 709

Commentaires CQ

LDR : Limite de détection rapportée

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie**

Numéro de demande: 17-839900

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ) - 2e partie

Paramètres (No.Séquence)	Unité	Duplicata Valeur 1	Duplicata Valeur 2	Duplicata Écart (%)
Argent (Ag) extractible total				
No Séquence: 593304	(No éch)		(3440864)	
Argent	mg/kg	< 0.5	< 0.5	-
Argent	mg/kg	< 0.5	< 0.5	-
Arsenic (As) extractible total				
No Séquence: 593304	(No éch)		(3440864)	
Arsenic	mg/kg	7.4	8.3	11.5
Arsenic	mg/kg	7.4	6.8	8.5
Baryum (Ba) extractible total				
No Séquence: 593304	(No éch)		(3440864)	
Baryum	mg/kg	122	120	1.7
Baryum	mg/kg	122	113	7.7
Cadmium (Cd) extractible total				
No Séquence: 593304	(No éch)		(3440864)	
Cadmium	mg/kg	0.3	0.4	28.6
Cadmium	mg/kg	0.3	0.3	0.0
Chrome (Cr) extractible total				
No Séquence: 593304	(No éch)		(3440864)	
Chrome	mg/kg	23	22	4.4
Chrome	mg/kg	23	22	4.4
Cobalt (Co) extractible total				
No Séquence: 593304	(No éch)		(3440864)	
Cobalt	mg/kg	7	7	0.0
Cobalt	mg/kg	7	7	0.0
Cuivre (Cu) extractible total				
No Séquence: 593304	(No éch)		(3440864)	
Cuivre	mg/kg	27	30	10.5
Cuivre	mg/kg	27	24	11.8
Étain (Sn) extractible total				
No Séquence: 593304	(No éch)		(3440864)	
Étain	mg/kg	4	5	22.2
Étain	mg/kg	4	4	0.0
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques				
No Séquence: 593239	(No éch)		(3440864)	
Naphtalène	mg/kg	0.1	0.2	66.7
Naphtalène	mg/kg	0.1	0.1	0.0

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie**

Numéro de demande: 17-839900

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ) - 2e partie

Paramètres (No.Séquence)	Unité	Duplicata		
		Valeur 1	Valeur 2	Écart (%)
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	<0.1	0.1	-
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	0.1	<0.1	-
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	0.1	0.1	0.0
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	0.1	0.1	0.0
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	0.1	0.1	0.0
Acénaphthylène	mg/kg	0.2	0.1	66.7
Acénaphthylène	mg/kg	0.2	0.1	66.7
Acénaphtène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
Acénaphtène	mg/kg	<0.1	0.1	-
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
Fluorène	mg/kg	0.1	<0.1	-
Fluorène	mg/kg	0.1	0.1	0.0
Phénanthrène	mg/kg	1.3	1.4	7.4
Phénanthrène	mg/kg	1.3	0.9	36.4
Anthracène	mg/kg	0.3	0.3	0.0
Anthracène	mg/kg	0.3	0.2	40.0
Fluoranthène	mg/kg	2.4	1.7	34.1
Fluoranthène	mg/kg	2.4	2.1	13.3
Pyrène	mg/kg	2.0	1.4	35.3
Pyrène	mg/kg	2.0	1.7	16.2
Benzo (c) phénanthrène	mg/kg	0.1	0.1	0.0
Benzo (c) phénanthrène	mg/kg	0.1	0.1	0.0
Benzo (a) anthracène	mg/kg	1.2	0.8	40.0
Benzo (a) anthracène	mg/kg	1.2	0.9	28.6
Chrysène	mg/kg	1.3	0.9	36.4
Chrysène	mg/kg	1.3	0.8	47.6
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	0.8	0.6	28.6
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	0.8	0.7	13.3
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	0.5	0.4	22.2
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	0.5	0.4	22.2
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	0.6	0.5	18.2
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	0.6	0.4	40.0
Sommation benzo (b, j et k) fluoranthène	mg/kg	1.9	1.3	37.5
Sommation benzo (b, j et k) fluoranthène	mg/kg	1.9	1.6	17.1
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
Benzo (a) pyrène	mg/kg	1.2	0.8	40.0
Benzo (a) pyrène	mg/kg	1.2	0.8	40.0
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	<0.1	<0.1	-

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-839900**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ) - 2e partie

Paramètres (No.Séquence)	Unité	Duplicata Valeur 1	Duplicata Valeur 2	Duplicata Écart (%)
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	0.8	0.7	13.3
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	0.8	0.6	28.6
Dibenzo (a,h) anthracène	mg/kg	0.2	0.1	66.7
Dibenzo (a,h) anthracène	mg/kg	0.2	0.1	66.7
Benzo (g,h,i) pérylène	mg/kg	0.7	0.6	15.4
Benzo (g,h,i) pérylène	mg/kg	0.7	0.5	33.3
Dibenzo (a,l) pyrène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
Dibenzo (a,l) pyrène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
Dibenzo (a,i) pyrène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
Dibenzo (a,i) pyrène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
Dibenzo (a,h) pyrène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
Dibenzo (a,h) pyrène	mg/kg	<0.1	<0.1	-
Sommation des HAP	mg/kg	14.2	12.1	16.0
Sommation des HAP	mg/kg	14.2	9.6	38.7
Hydrocarbures pétroliers C10-C50				
No Séquence: 593257	(No éch)		(3440864)	
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	203	182	10.9
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	203	234	14.2
Manganèse (Mn) extractible total				
No Séquence: 593304	(No éch)		(3440864)	
Manganèse	mg/kg	439	404	8.3
Manganèse	mg/kg	439	392	11.3
Mercure (Hg) extractible total				
No Séquence: 593304	(No éch)		(3440864)	
Mercure	mg/kg	0.10	0.12	18.2
Mercure	mg/kg	0.10	0.09	10.5
Molybdène (Mo) extractible total				
No Séquence: 593304	(No éch)		(3440864)	
Molybdène	mg/kg	1.1	1.1	0.0
Molybdène	mg/kg	1.1	1.1	0.0
Nickel (Ni) extractible total				
No Séquence: 593304	(No éch)		(3440864)	
Nickel	mg/kg	18	19	5.4
Nickel	mg/kg	18	17	5.7
Plomb (Pb) extractible total				
No Séquence: 593304	(No éch)		(3440864)	
Plomb	mg/kg	203	132	42.4

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-839900**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ) - 2e partie

Paramètres (No.Séquence)	Unité	Duplicata		
		Valeur 1	Valeur 2	Écart (%)
Plomb	mg/kg	203	93	74.3
Sélénium (Se) extractible total				
No Séquence: 593304	(No éch)		(3440864)	
Sélénium	mg/kg	< 0.5	< 0.5	-
Sélénium	mg/kg	< 0.5	< 0.5	-
Zinc (Zn) extractible total				
No Séquence: 593304	(No éch)		(3440864)	
Zinc	mg/kg	104	123	16.7
Zinc	mg/kg	104	95	9.0

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

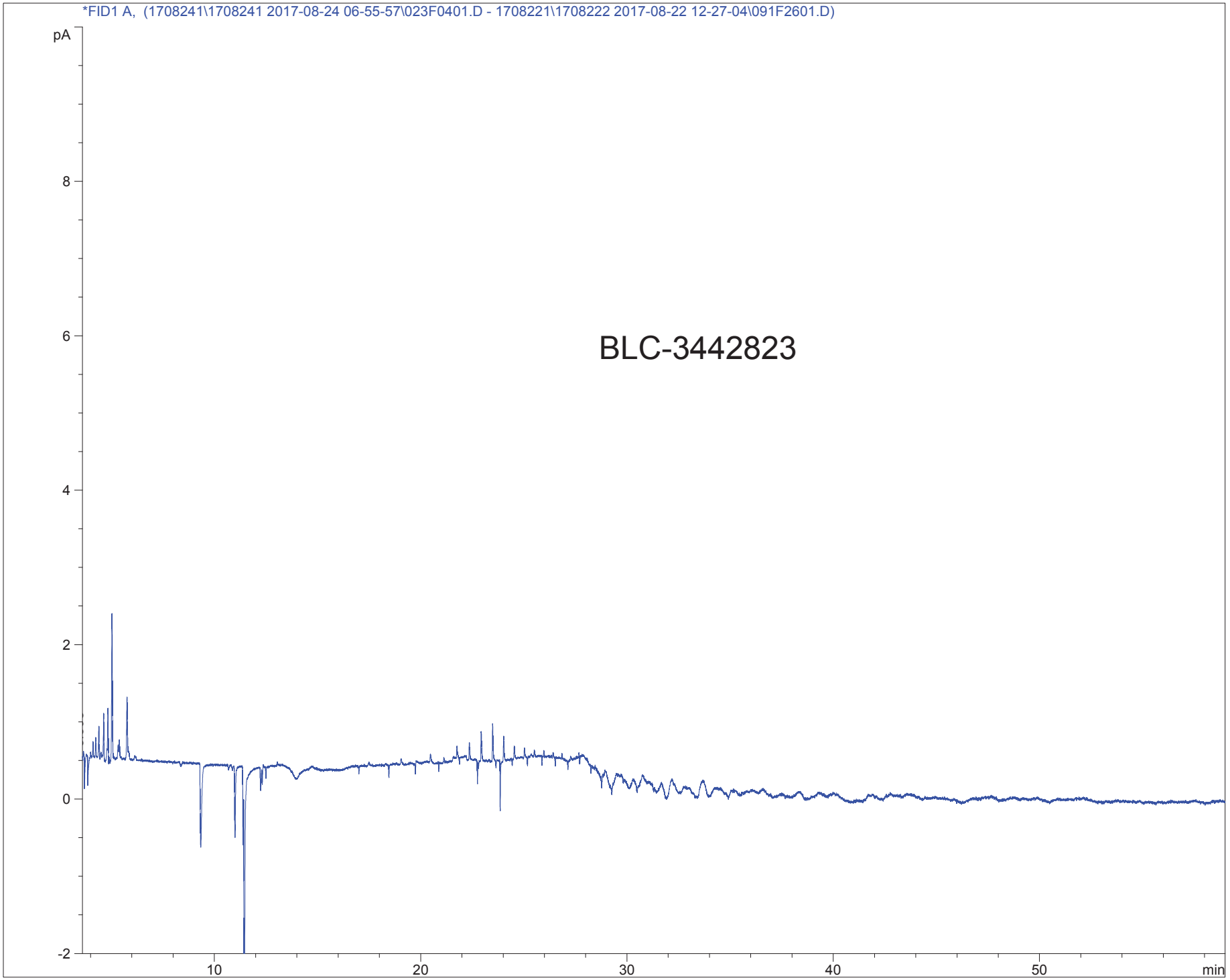
237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

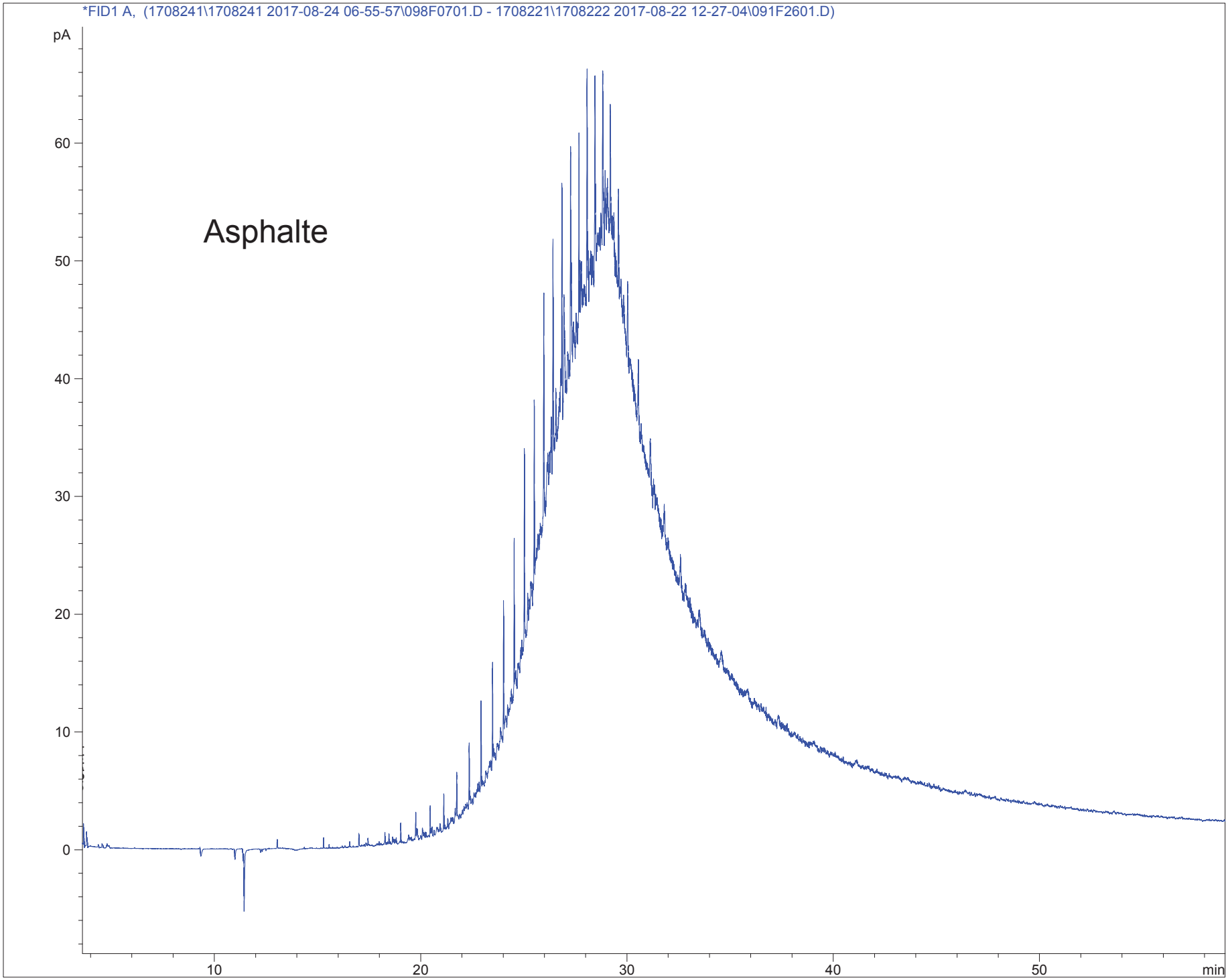
121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

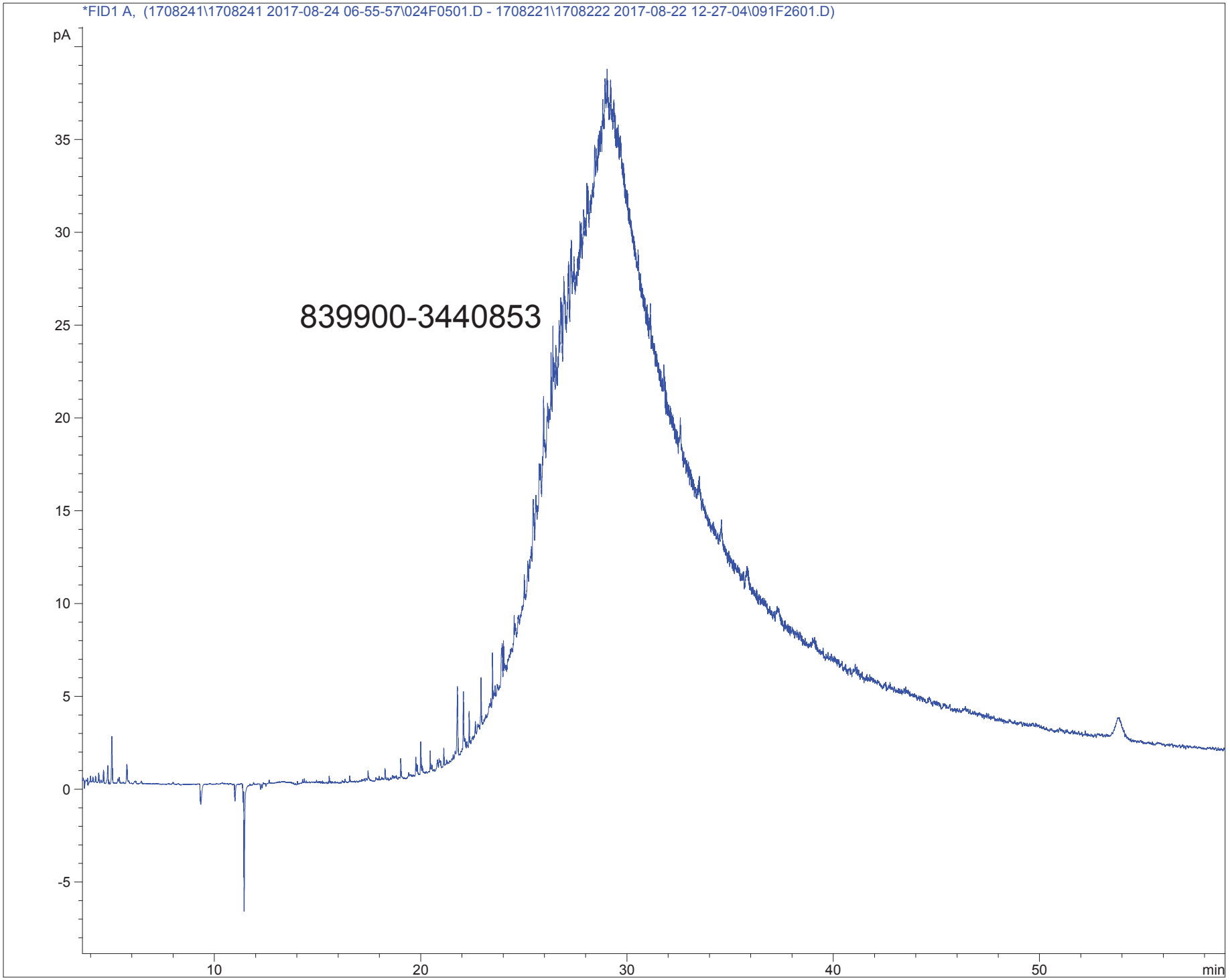
Current Chromatogram(s)



Current Chromatogram(s)



Current Chromatogram(s)



Numéro de demande d'analyse: **17-840281**

Demande d'analyse reçue le: 2017-08-23

Date d'émission du certificat: 2017-08-24

Numéro de version du certificat: 1

☑ Certificat d'analyse officiel

☐ Certificat d'analyse préliminaire

Requérant

Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie

591 Le Breton
Longueuil, Québec, Canada
J4G 1R9
Téléphone : (514) 331-6910
Télécopieur : (450) 674-3370

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Karine Duguay/Ali Benarhouache

Commentaires

Les critères du "nouveau Guide d'intervention par rapport à la Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés" inclus dans ce certificat sont à titre indicatif seulement.
Les critères A pour les métaux correspondent à ceux de la région des Basses-Terres du St-Laurent.
Les critères D correspondant au "Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés" sont inclus dans ce certificat à titre indicatif seulement.

Cette version remplace et annule toute version antérieure, le cas échéant.

NA : Information non-fournie et/ou non-applicable

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ : Ce document est à l'usage exclusif du requérant ci-dessus et est confidentiel. Si vous n'êtes pas le destinataire, soyez avisé que tout usage, reproduction, ou distribution de ce document est strictement interdit. Si vous avez reçu ce document par erreur, veuillez nous en informer immédiatement. / CONFIDENTIALITY NOTICE : This document is intended for the addressee only and is considered confidential. If you are not the addressee, you are hereby notified that any use, reproduction or distribution of this document is strictly prohibited. If you have received this document by error, please notify us immediately.

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

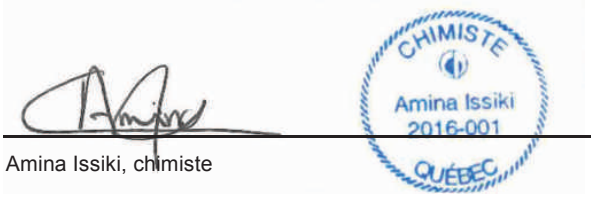
T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-840281**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Karine Duguay/Ali Benarhouache

		Échantillon(s)
	No Labo.	**3442424**
	Votre Référence	Pile 8
	Matrice	Sol
	Prélevé par	V.Vinaguewa
	Lieu de prélèvement	NA
	Prélevé le	2017-08-21
	Reçu Labo	2017-08-23
Paramètre(s) Méthode Référence		
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	Préparation	2017-08-23
Hydrocarbures pétroliers C10-C50. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-08-23
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD002 (REF : MA. 400 - HYD. 1.1)	No. séquence	593413
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	1210 (B-C)

Note 1 : Ces résultats et commentaires, le cas échéant, ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour les analyses réalisées au site de Pointe-Claire (#307).



Amina Issiki, chimiste

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-840281**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Karine Duguay/Ali Benarhouache

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ)

Paramètres (No.Séquence)	Unité	LDR	Blanc	Contrôle certifié	
				Obtenu	Attendu (Intervalle)
Hydrocarbures pétroliers C10-C50					
No Séquence: 593413					
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	< 100	<100	551	350 - 650

Commentaires CQ

LDR : Limite de détection rapportée

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-840281**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0014	648445	Karine Duguay/Ali Benarhouache

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ) - 3e partie

Paramètres (No.Séquence)	Unité	Tube(s) de charbon	
		Partie Avant	Partie Arrière
Hydrocarbures pétroliers C10-C50			
No Séquence: 593413	(No éch)	(3442424)	(3442424)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Numéro de demande d'analyse: **17-844892**

Demande d'analyse reçue le: 2017-09-18

Date d'émission du certificat: 2017-09-19

Numéro de version du certificat: 2

☑ Certificat d'analyse officiel

☐ Certificat d'analyse préliminaire

Requérant

Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie

591 Le Breton
Longueuil, Québec, Canada
J4G 1R9
Téléphone : (514) 331-6910
Télécopieur : (450) 674-3370

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0016	648445	Mme Karine Duguay

Commentaires

Version 02: Correction de la référence des échantillons 3460595, 3460596 et 3460597.

Les critères du "nouveau Guide d'intervention par rapport à la Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés" inclus dans ce certificat sont à titre indicatif seulement.
Les critères A pour les métaux correspondent à ceux de la région des Basses-Terres du St-Laurent.
Les critères D correspondant au "Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés" sont inclus dans ce certificat à titre indicatif seulement.

Cette version remplace et annule toute version antérieure, le cas échéant.

NA : Information non-fournie et/ou non-applicable

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ : Ce document est à l'usage exclusif du requérant ci-dessus et est confidentiel. Si vous n'êtes pas le destinataire, soyez avisé que tout usage, reproduction, ou distribution de ce document est strictement interdit. Si vous avez reçu ce document par erreur, veuillez nous en informer immédiatement. / CONFIDENTIALITY NOTICE : This document is intended for the addressee only and is considered confidential. If you are not the addressee, you are hereby notified that any use, reproduction or distribution of this document is strictly prohibited. If you have received this document by error, please notify us immediately.

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-844892**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0016	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)	
	No Labo.	**3460596**	**3460598**
	Votre Référence	Pile 11.2	DC-20
	Matrice	Sol	Sol
	Prélevé par	V. Vinciguerron	V. Vinciguerron
	Lieu de prélèvement	NA	NA
	Prélevé le	2017-09-18	2017-09-18
	Reçu Labo	2017-09-18	2017-09-18
Paramètre(s) Méthode Référence			
Argent (Ag) extractible total	Préparation	2017-09-18	2017-09-18
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	596150	596150
Argent	mg/kg	< 0.5 (<A)	< 0.5 (<A)
Arsenic (As) extractible total	Préparation	2017-09-18	2017-09-18
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	596150	596150
Arsenic	mg/kg	4.4 (<A)	4.5 (<A)
Baryum (Ba) extractible total	Préparation	2017-09-18	2017-09-18
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	596150	596150
Baryum	mg/kg	111 (<A)	131 (<A)
Cadmium (Cd) extractible total	Préparation	2017-09-18	2017-09-18
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	596150	596150
Cadmium	mg/kg	0.4 (<A)	0.4 (<A)
Chrome (Cr) extractible total	Préparation	2017-09-18	2017-09-18
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	596150	596150
Chrome	mg/kg	22 (<A)	29 (<A)
Cobalt (Co) extractible total	Préparation	2017-09-18	2017-09-18
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	596150	596150
Cobalt	mg/kg	13 (<A)	16 (<A)
Cuivre (Cu) extractible total	Préparation	2017-09-18	2017-09-18
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	596150	596150
Cuivre	mg/kg	33 (<A)	33 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-844892**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0016	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)	
No Labo.		**3460596**	**3460598**
Votre Référence		Pile 11.2	DC-20
Matrice		Sol	Sol
Prélevé par		V. Vinciguerron	V. Vinciguerron
Lieu de prélèvement		NA	NA
Prélevé le		2017-09-18	2017-09-18
Reçu Labo		2017-09-18	2017-09-18
Paramètre(s) Méthode Référence			
Étain (Sn) extractible total	Préparation	2017-09-18	2017-09-18
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	596150	596150
Étain	mg/kg	1 (<A)	< 1 (<A)
Manganèse (Mn) extractible total	Préparation	2017-09-18	2017-09-18
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	596150	596150
Manganèse	mg/kg	524 (<A)	806 (<A)
Mercure (Hg) extractible total	Préparation	2017-09-18	2017-09-18
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	596150	596150
Mercure	mg/kg	0.03 (<A)	0.03 (<A)
Molybdène (Mo) extractible total	Préparation	2017-09-18	2017-09-18
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	596150	596150
Molybdène	mg/kg	0.7 (<A)	0.7 (<A)
Nickel (Ni) extractible total	Préparation	2017-09-18	2017-09-18
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	596150	596150
Nickel	mg/kg	33 (<A)	38 (<A)
Plomb (Pb) extractible total	Préparation	2017-09-18	2017-09-18
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	596150	596150
Plomb	mg/kg	28 (<A)	17 (<A)
Sélénium (Se) extractible total	Préparation	2017-09-18	2017-09-18
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	596150	596150
Sélénium	mg/kg	< 0.5 (<A)	< 0.5 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-844892**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0016	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)	
	No Labo.	**3460596**	**3460598**
	Votre Référence	Pile 11.2	DC-20
	Matrice	Sol	Sol
	Prélevé par	V. Vinciguerron	V. Vinciguerron
	Lieu de prélèvement	NA	NA
	Prélevé le	2017-09-18	2017-09-18
	Reçu Labo	2017-09-18	2017-09-18
Paramètre(s) Méthode Référence			
Zinc (Zn) extractible total	Préparation	2017-09-18	2017-09-18
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	596150	596150
Zinc	mg/kg	113 (<A)	111 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-844892**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0016	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)			
	No Labo.	**3460595**	**3460596**	**3460597**	**3460598**
	Votre Référence	Pile 11.1	Pile 11.2	Pile 11.3	DC-20
	Matrice	Sol	Sol	Sol	Sol
	Prélevé par	V. Vinciguerron	V. Vinciguerron	V. Vinciguerron	V. Vinciguerron
	Lieu de prélèvement	NA	NA	NA	NA
	Prélevé le	2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18
	Reçu Labo	2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18
Paramètre(s) Méthode Référence					
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques	Préparation	2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18
HAP & phénols par GC-MS. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD005 (MA 400HAP1.1/MA 408PHÉ1.0)	No. séquence	596131	596131	596131	596131
Naphtalène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	0.1 (A)
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Acénaphthylène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	0.1 (A)
Acénaphtène	mg/kg	<0.1 (<A)	0.2 (A-B)	0.1 (A)	0.5 (A-B)
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Fluorène	mg/kg	<0.1 (<A)	0.1 (A)	0.1 (A)	0.5 (A-B)
Phénanthrène	mg/kg	0.2 (A-B)	0.7 (A-B)	0.4 (A-B)	0.9 (A-B)
Anthracène	mg/kg	0.1 (A)	0.2 (A-B)	0.1 (A)	0.3 (A-B)
Fluoranthène	mg/kg	0.4 (A-B)	1.2 (A-B)	0.8 (A-B)	1.8 (A-B)
Pyrène	mg/kg	0.4 (A-B)	1.0 (A-B)	0.7 (A-B)	1.4 (A-B)
Benzo (c) phénanthrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	0.1 (A)
Benzo (a) anthracène	mg/kg	0.2 (A-B)	0.5 (A-B)	0.3 (A-B)	0.7 (A-B)
Chrysène	mg/kg	0.3 (A-B)	0.5 (A-B)	0.3 (A-B)	0.6 (A-B)
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	0.3 (A-B)	0.4 (A-B)	0.3 (A-B)	0.5 (A-B)
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	0.2 (A-B)	0.2 (A-B)	0.1 (A)	0.3 (A-B)
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	0.2 (A-B)	0.2 (A-B)	0.2 (A-B)	0.3 (A-B)
Sommation benzo (b, j et k) fluoranthène	mg/kg	0.7 (<D)	0.8 (<D)	0.6 (<D)	1.1 (<D)
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Benzo (a) pyrène	mg/kg	0.3 (A-B)	0.5 (A-B)	0.3 (A-B)	0.6 (A-B)
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	0.3 (A-B)	0.3 (A-B)	0.2 (A-B)	0.5 (A-B)
Dibenzo (a,h) anthracène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	0.1 (A)
Benzo (g,h,i) pérylène	mg/kg	0.2 (A-B)	0.3 (A-B)	0.2 (A-B)	0.4 (A-B)
Dibenzo (a,l) pyrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Dibenzo (a,i) pyrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)
Dibenzo (a,h) pyrène	mg/kg	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)	<0.1 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-844892**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0016	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)			
No Labo.		**3460595**	**3460596**	**3460597**	**3460598**
Votre Référence		Pile 11.1	Pile 11.2	Pile 11.3	DC-20
Matrice		Sol	Sol	Sol	Sol
Prélevé par		V. Vinciguerron	V. Vinciguerron	V. Vinciguerron	V. Vinciguerron
Lieu de prélèvement		NA	NA	NA	NA
Prélevé le		2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18
Reçu Labo		2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18
Paramètre(s) Méthode Référence					
Sommation des HAP	mg/kg	3.1	6.4	4.4	9.7
Pourcentage de récupération					
D10-Fluorène	%	96%	92%	92%	98%
D10-Pyrène	%	108%	107%	108%	111%
D12-Benzo(a)pyrène	%	94%	94%	93%	98%
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	Préparation	2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18
Hydrocarbures pétroliers C10-C50. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18	2017-09-18
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD002 (REF : MA. 400 - HYD. 1.1)	No. séquence	596147	596147	596147	596147
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	118 (<A)	<100 (<A)	154 (<A)	120 (<A)

Note 1 : Ces résultats et commentaires, le cas échéant, ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour les analyses réalisées au site de Pointe-Claire (#307).



Fatima Sobh, chimiste

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-844892**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0016	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ)

Paramètres (No.Séquence)	Unité	LDR	Blanc	Contrôle certifié	
				Obtenu	Attendu (Intervalle)
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques					
No Séquence: 596131					
Naphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.9	0.6 - 1
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.5 - 1
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.5 - 1
Acénaphthylène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Acénaphtène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Fluorène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Phénanthrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Anthracène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Benzo (c) phénanthrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Benzo (a) anthracène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Chrysène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Sommation benzo (b, j et k) fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<ND>	2.2	1.7 - 3.1
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.5	0.5 - 0.9
Benzo (a) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Dibenzo (a,h) anthracène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Benzo (g,h,i) pérylène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Dibenzo (a,l) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Dibenzo (a,i) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.6	0.6 - 1
Dibenzo (a,h) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Sommation des HAP	mg/kg	< 0.1	<ND>	NA	NA
Hydrocarbures pétroliers C10-C50					
No Séquence: 596147					
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	< 100	<100	519	350 - 650
Argent (Ag) extractible total					
No Séquence: 596150					
Argent	mg/kg	< 0.5	< 0.5	113	96 - 144
Arsenic (As) extractible total					
No Séquence: 596150					
Arsenic	mg/kg	< 0.5	< 0.5	104	87 - 131

LDR : Limite de détection rapportée

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-844892**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0016	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ)

Paramètres (No.Séquence)	Unité	LDR	Blanc	Contrôle certifié	
				Obtenu	Attendu (Intervalle)
Baryum (Ba) extractible total					
No Séquence: 596150					
Baryum	mg/kg	< 5	< 5	99	86 - 130
Cadmium (Cd) extractible total					
No Séquence: 596150					
Cadmium	mg/kg	< 0.1	< 0.1	105	90 - 136
Cobalt (Co) extractible total					
No Séquence: 596150					
Cobalt	mg/kg	< 1	< 1	104	90 - 136
Chrome (Cr) extractible total					
No Séquence: 596150					
Chrome	mg/kg	< 1	< 1	111	101 - 151
Cuivre (Cu) extractible total					
No Séquence: 596150					
Cuivre	mg/kg	< 1	< 1	106	90 - 134
Mercure (Hg) extractible total					
No Séquence: 596150					
Mercure	mg/kg	< 0.01	< 0.01	13.7	12 - 18
Manganèse (Mn) extractible total					
No Séquence: 596150					
Manganèse	mg/kg	< 1	< 1	187	165 - 247
Molybdène (Mo) extractible total					
No Séquence: 596150					
Molybdène	mg/kg	< 0.5	< 0.5	91.4	86 - 130
Nickel (Ni) extractible total					
No Séquence: 596150					
Nickel	mg/kg	< 1	< 1	122	107 - 161
Plomb (Pb) extractible total					
No Séquence: 596150					
Plomb	mg/kg	< 1	< 1	141	121 - 181
Sélénium (Se) extractible total					
No Séquence: 596150					
Sélénium	mg/kg	< 0.5	< 0.5	108	80 - 120
Étain (Sn) extractible total					
No Séquence: 596150					
Étain	mg/kg	< 1	< 1	88	80 - 120
Zinc (Zn) extractible total					
No Séquence: 596150					

LDR : Limite de détection rapportée

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-844892**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0016	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ)

Paramètres (No.Séquence)	Unité	LDR	Blanc	Contrôle certifié	
				Obtenu	Attendu (Intervalle)
Zinc	mg/kg	< 5	< 5	554	473 - 709

Commentaires CQ

LDR : Limite de détection rapportée

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Numéro de demande d'analyse: **17-848535**

Demande d'analyse reçue le: 2017-10-05

Date d'émission du certificat: 2017-10-06

Numéro de version du certificat: 1

☑ Certificat d'analyse officiel

☐ Certificat d'analyse préliminaire

Requérant

Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie

591 Le Breton
Longueuil, Québec, Canada
J4G 1R9
Téléphone : (514) 331-6910
Télécopieur : (450) 674-3370

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0017	648445	Mme Karine Duguay

Commentaires

Ce certificat remplace et invalide la version préliminaire du certificat (COA 811253).

Les critères génériques du "Guide d'intervention - Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés" inclus dans ce certificat sont à titre indicatif seulement.
Les critères A pour les métaux correspondent à ceux de la région des Basses-Terres du St-Laurent.
Les critères D, si inclus dans le présent certificat, correspondent aux critères du "Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés" et sont à titre indicatif seulement.

Cette version remplace et annule toute version antérieure, le cas échéant.

NA : Information non-fournie et/ou non-applicable

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ : Ce document est à l'usage exclusif du requérant ci-dessus et est confidentiel. Si vous n'êtes pas le destinataire, soyez avisé que tout usage, reproduction, ou distribution de ce document est strictement interdit. Si vous avez reçu ce document par erreur, veuillez nous en informer immédiatement. / CONFIDENTIALITY NOTICE : This document is intended for the addressee only and is considered confidential. If you are not the addressee, you are hereby notified that any use, reproduction or distribution of this document is strictly prohibited. If you have received this document by error, please notify us immediately.

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques et toxicologiques, ou selon les instructions écrites du client. Les résultats ne concernent que les échantillons soumis à l'analyse.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-848535**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0017	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)	
	No Labo.	**3475846**	**3475850**
	Votre Référence	Pile 13.1	DC-22
	Matrice	Sol	Sol
	Prélevé par	A. Wagne	A. Wagne
	Lieu de prélèvement	NA	NA
	Prélevé le	2017-10-05	2017-10-05
	Reçu Labo	2017-10-05	2017-10-05
Paramètre(s) Méthode Référence			
Argent (Ag) extractible total	Préparation	2017-10-05	2017-10-05
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-06	2017-10-06
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	598330	598330
Argent	mg/kg	< 0.5 (<A)	< 0.5 (<A)
Arsenic (As) extractible total	Préparation	2017-10-05	2017-10-05
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-06	2017-10-06
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	598330	598330
Arsenic	mg/kg	4.5 (<A)	4.0 (<A)
Baryum (Ba) extractible total	Préparation	2017-10-05	2017-10-05
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-06	2017-10-06
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	598330	598330
Baryum	mg/kg	90 (<A)	98 (<A)
Cadmium (Cd) extractible total	Préparation	2017-10-05	2017-10-05
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-06	2017-10-06
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	598330	598330
Cadmium	mg/kg	1.1 (<A)	0.9 (<A)
Chrome (Cr) extractible total	Préparation	2017-10-05	2017-10-05
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-06	2017-10-06
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	598330	598330
Chrome	mg/kg	14 (<A)	13 (<A)
Cobalt (Co) extractible total	Préparation	2017-10-05	2017-10-05
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-06	2017-10-06
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	598330	598330
Cobalt	mg/kg	8 (<A)	8 (<A)
Cuivre (Cu) extractible total	Préparation	2017-10-05	2017-10-05
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-06	2017-10-06
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	598330	598330
Cuivre	mg/kg	41 (<A)	36 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques et toxicologiques, ou selon les instructions écrites du client. Les résultats ne concernent que les échantillons soumis à l'analyse.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-848535**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0017	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)	
No Labo.		**3475846**	**3475850**
Votre Référence		Pile 13.1	DC-22
Matrice		Sol	Sol
Prélevé par		A. Wagne	A. Wagne
Lieu de prélèvement		NA	NA
Prélevé le		2017-10-05	2017-10-05
Reçu Labo		2017-10-05	2017-10-05
Paramètre(s) Méthode Référence			
Étain (Sn) extractible total	Préparation	2017-10-05	2017-10-05
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-06	2017-10-06
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	598330	598330
Étain	mg/kg	13 (A-B)	2 (<A)
Manganèse (Mn) extractible total	Préparation	2017-10-05	2017-10-05
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-06	2017-10-06
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	598330	598330
Manganèse	mg/kg	428 (<A)	418 (<A)
Mercure (Hg) extractible total	Préparation	2017-10-05	2017-10-05
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-06	2017-10-06
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	598330	598330
Mercure	mg/kg	0.06 (<A)	0.04 (<A)
Molybdène (Mo) extractible total	Préparation	2017-10-05	2017-10-05
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-06	2017-10-06
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	598330	598330
Molybdène	mg/kg	1.1 (<A)	1.0 (<A)
Nickel (Ni) extractible total	Préparation	2017-10-05	2017-10-05
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-06	2017-10-06
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	598330	598330
Nickel	mg/kg	22 (<A)	20 (<A)
Plomb (Pb) extractible total	Préparation	2017-10-05	2017-10-05
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-06	2017-10-06
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	598330	598330
Plomb	mg/kg	43 (<A)	40 (<A)
Sélénium (Se) extractible total	Préparation	2017-10-05	2017-10-05
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-06	2017-10-06
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	598330	598330
Sélénium	mg/kg	< 0.5 (<A)	< 0.5 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques et toxicologiques, ou selon les instructions écrites du client. Les résultats ne concernent que les échantillons soumis à l'analyse.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-848535**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0017	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)	
	No Labo.	**3475846**	**3475850**
	Votre Référence	Pile 13.1	DC-22
	Matrice	Sol	Sol
	Prélevé par	A. Wagne	A. Wagne
	Lieu de prélèvement	NA	NA
	Prélevé le	2017-10-05	2017-10-05
	Reçu Labo	2017-10-05	2017-10-05
Paramètre(s) Méthode Référence			
Zinc (Zn) extractible total	Préparation	2017-10-05	2017-10-05
Métaux par ICP. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-06	2017-10-06
PC-EN-CHI-PON037 (REF: MA. 200 - Mét 1.2)	No. séquence	598330	598330
Zinc	mg/kg	220 (A-B)	196 (A-B)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques et toxicologiques, ou selon les instructions écrites du client. Les résultats ne concernent que les échantillons soumis à l'analyse.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-848535**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0017	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)			
	No Labo.	**3475823**	**3475825**	**3475826**	**3475827**
	Votre Référence	EXC-08 / PAN / PM-02 / 1.5-2.0m	EXC-08 / PAO / PM-01A / 0.07-0.3m	EXC-08 / PAO / PM-01B / 0.57-1.4m	EXC-08 / PAO / PM-02 / 1.5-2.0m
	Matrice	Sol	Sol	Sol	Sol
	Prélevé par	A. Wagne	A. Wagne	A. Wagne	A. Wagne
	Lieu de prélèvement	NA	NA	NA	NA
	Prélevé le	2017-10-04	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05
	Reçu Labo	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05
Paramètre(s) Méthode Référence					
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	Préparation	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05
Hydrocarbures pétroliers C10-C50. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD002 (REF : MA. 400 - HYD. 1.1)	No. séquence	598244	598244	598244	598244
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	11500 (>D)	<100 (<A)	175 (<A)	1270 (B-C)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques et toxicologiques, ou selon les instructions écrites du client. Les résultats ne concernent que les échantillons soumis à l'analyse.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-848535**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0017	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)			
	No Labo.	**3475828**	**3475829**	**3475846**	**3475847**
	Votre Référence	EXC-08 / PAE / PM-01 / 0.3-0.8m	EXC-08 / PAE / PM-02 / 0.8-1.3m	Pile 13.1	Pile 13.2
	Matrice	Sol	Sol	Sol	Sol
	Prélevé par	A. Wagne	A. Wagne	A. Wagne	A. Wagne
	Lieu de prélèvement	NA	NA	NA	NA
	Prélevé le	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05
	Reçu Labo	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05
Paramètre(s) Méthode Référence					
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques	Préparation	-	-	2017-10-05	-
HAP & phénols par GC-MS. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	-	-	2017-10-05	-
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD005 (MA 400HAP1.1/MA 408PHÉ1.0)	No. séquence	-	-	598313	-
Naphtalène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)	-
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)	-
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)	-
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)	-
Acénaphthylène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)	-
Acénaphtène	mg/kg	-	-	0.1 (A)	-
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)	-
Fluorène	mg/kg	-	-	0.1 (A)	-
Phénanthrène	mg/kg	-	-	0.9 (A-B)	-
Anthracène	mg/kg	-	-	0.3 (A-B)	-
Fluoranthène	mg/kg	-	-	1.5 (A-B)	-
Pyrène	mg/kg	-	-	1.3 (A-B)	-
Benzo (c) phénanthrène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)	-
Benzo (a) anthracène	mg/kg	-	-	0.7 (A-B)	-
Chrysène	mg/kg	-	-	0.7 (A-B)	-
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	-	-	0.5 (A-B)	-
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	-	-	0.3 (A-B)	-
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	-	-	0.3 (A-B)	-
Sommation benzo (b, j et k) fluoranthène	mg/kg	-	-	1.2 (<D)	-
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)	-
Benzo (a) pyrène	mg/kg	-	-	0.6 (A-B)	-
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)	-
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	-	-	0.5 (A-B)	-
Dibenzo (a,h) anthracène	mg/kg	-	-	0.1 (A)	-
Benzo (g,h,i) pérylène	mg/kg	-	-	0.5 (A-B)	-
Dibenzo (a,l) pyrène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)	-
Dibenzo (a,i) pyrène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)	-
Dibenzo (a,h) pyrène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)	-

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques et toxicologiques, ou selon les instructions écrites du client. Les résultats ne concernent que les échantillons soumis à l'analyse.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-848535**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0017	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)			
	No Labo.	**3475828**	**3475829**	**3475846**	**3475847**
	Votre Référence	EXC-08 / PAE / PM-01 / 0.3-0.8m	EXC-08 / PAE / PM-02 / 0.8-1.3m	Pile 13.1	Pile 13.2
	Matrice	Sol	Sol	Sol	Sol
	Prélevé par	A. Wagne	A. Wagne	A. Wagne	A. Wagne
	Lieu de prélèvement	NA	NA	NA	NA
	Prélevé le	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05
	Reçu Labo	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05
Paramètre(s) Méthode Référence					
Sommation des HAP	mg/kg	-	-	8.4	-
Pourcentage de récupération					
D10-Fluorène	%	-	-	89%	-
D10-Pyrène	%	-	-	97%	-
D12-Benzo(a)pyrène	%	-	-	96%	-
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	Préparation	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05
Hydrocarbures pétroliers C10-C50. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD002 (REF : MA. 400 - HYD. 1.1)	No. séquence	598244	598244	598291	598315
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	236 (<A)	2340 (B-C)	515 (A-B)	351 (A-B)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques et toxicologiques, ou selon les instructions écrites du client. Les résultats ne concernent que les échantillons soumis à l'analyse.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-848535**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0017	648445	Mme Karine Duguay

	Échantillon(s)		
No Labo.	**3475848**	**3475849**	**3475850**
Votre Référence	DC-21	EXC-08 / PAS / PM-01 / 0.1-0.9m	DC-22
Matrice	Sol	Sol	Sol
Prélevé par	A. Wagne	A. Wagne	A. Wagne
Lieu de prélèvement	NA	NA	NA
Prélevé le	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05
Reçu Labo	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05

Paramètre(s) Méthode Référence				
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques	Préparation	-	-	2017-10-05
HAP & phénols par GC-MS. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	-	-	2017-10-05
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD005 (MA 400HAP1.1/MA 408PHÉ1.0)	No. séquence	-	-	598313
Naphtalène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)
Acénaphthylène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)
Acénaphtène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)
Fluorène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)
Phénanthrène	mg/kg	-	-	0.7 (A-B)
Anthracène	mg/kg	-	-	0.2 (A-B)
Fluoranthène	mg/kg	-	-	1.2 (A-B)
Pyrène	mg/kg	-	-	1.0 (A-B)
Benzo (c) phénanthrène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)
Benzo (a) anthracène	mg/kg	-	-	0.6 (A-B)
Chrysène	mg/kg	-	-	0.6 (A-B)
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	-	-	0.5 (A-B)
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	-	-	0.2 (A-B)
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	-	-	0.3 (A-B)
Sommation benzo (b, j et k) fluoranthène	mg/kg	-	-	1.0 (<D)
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)
Benzo (a) pyrène	mg/kg	-	-	0.5 (A-B)
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	-	-	0.4 (A-B)
Dibenzo (a,h) anthracène	mg/kg	-	-	0.1 (A)
Benzo (g,h,i) pérylène	mg/kg	-	-	0.4 (A-B)
Dibenzo (a,l) pyrène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)
Dibenzo (a,i) pyrène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)
Dibenzo (a,h) pyrène	mg/kg	-	-	<0.1 (<A)

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques et toxicologiques, ou selon les instructions écrites du client. Les résultats ne concernent que les échantillons soumis à l'analyse.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

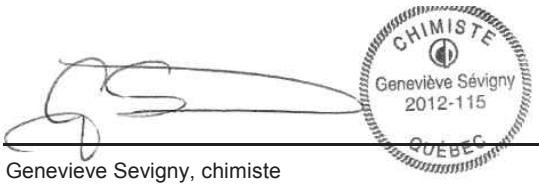
T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-848535**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0017	648445	Mme Karine Duguay

		Échantillon(s)		
No Labo.		**3475848**	**3475849**	**3475850**
Votre Référence		DC-21	EXC-08 / PAS / PM-01 / 0.1-0.9m	DC-22
Matrice		Sol	Sol	Sol
Prélevé par		A. Wagne	A. Wagne	A. Wagne
Lieu de prélèvement		NA	NA	NA
Prélevé le		2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05
Reçu Labo		2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05
Paramètre(s) Méthode Référence				
Sommation des HAP	mg/kg	-	-	6.7
Pourcentage de récupération				
D10-Fluorène	%	-	-	93%
D10-Pyrène	%	-	-	99%
D12-Benzo(a)pyrène	%	-	-	99%
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	Préparation	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05
Hydrocarbures pétroliers C10-C50. Résultats sur base sèche. (Accrédité)	Analyse	2017-10-05	2017-10-05	2017-10-05
E-A-EN-EN-CHO-PC-MD002 (REF : MA. 400 - HYD. 1.1)	No. séquence	598244	598244	598315
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	1340 (B-C)	237 (<A)	778 (B-C)

Note 1 : Ces résultats et commentaires, le cas échéant, ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour les analyses réalisées au site de Pointe-Claire (#307).



Genevieve Sevigny, chimiste

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date de réception au laboratoire, à l'exception des paramètres microbiologiques et toxicologiques, ou selon les instructions écrites du client. Les résultats ne concernent que les échantillons soumis à l'analyse.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-848535**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0017	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ)

Paramètres (No.Séquence)	Unité	LDR	Blanc	Contrôle certifié	
				Obtenu	Attendu (Intervalle)
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques					
No Séquence: 598313					
Naphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
1-Méthylnaphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
2-Méthylnaphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.5 - 1
1,3-Diméthylnaphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.5 - 1
Acénaphthylène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Acénaphtène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
2,3,5-Triméthylnaphtalène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Fluorène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Phénanthrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Anthracène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Benzo (c) phénanthrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Benzo (a) anthracène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.6	0.6 - 1
Chrysène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Sommation benzo (b, j et k) fluoranthène	mg/kg	< 0.1	<ND>	2.3	1.7 - 3.1
7,12-Diméthylbenzo (a) anthracène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.4	0.4 - 0.7
Benzo (a) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
3-Méthylcholanthrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Indéno (1,2,3-cd) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Dibenzo (a,h) anthracène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Benzo (g,h,i) pérylène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Dibenzo (a,l) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Dibenzo (a,i) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.7	0.6 - 1
Dibenzo (a,h) pyrène	mg/kg	< 0.1	<0.1	0.8	0.6 - 1
Sommation des HAP	mg/kg	< 0.1	<ND>	NA	NA
Hydrocarbures pétroliers C10-C50					
No Séquence: 598244					
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	< 100	<100	518	350 - 650
Hydrocarbures pétroliers C10-C50					
No Séquence: 598291					
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	< 100	<100	521	350 - 650
Hydrocarbures pétroliers C10-C50					
No Séquence: 598315					
Hydrocarbures pétroliers C10-C50	mg/kg	< 100	<100	531	350 - 650

LDR : Limite de détection rapportée

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-848535**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0017	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ)

Paramètres (No.Séquence)	Unité	LDR	Blanc	Contrôle certifié	
				Obtenu	Attendu (Intervalle)
Argent (Ag) extractible total					
No Séquence: 598330					
Argent	mg/kg	< 0.5	< 0.5	107	96 - 144
Arsenic (As) extractible total					
No Séquence: 598330					
Arsenic	mg/kg	< 0.5	< 0.5	100	87 - 131
Baryum (Ba) extractible total					
No Séquence: 598330					
Baryum	mg/kg	< 5	< 5	113	86 - 130
Cadmium (Cd) extractible total					
No Séquence: 598330					
Cadmium	mg/kg	< 0.1	< 0.1	105	90 - 136
Cobalt (Co) extractible total					
No Séquence: 598330					
Cobalt	mg/kg	< 1	< 1	100	90 - 136
Chrome (Cr) extractible total					
No Séquence: 598330					
Chrome	mg/kg	< 1	< 1	116	101 - 151
Cuivre (Cu) extractible total					
No Séquence: 598330					
Cuivre	mg/kg	< 1	< 1	103	90 - 134
Mercure (Hg) extractible total					
No Séquence: 598330					
Mercure	mg/kg	< 0.01	< 0.01	13.4	12 - 18
Manganèse (Mn) extractible total					
No Séquence: 598330					
Manganèse	mg/kg	< 1	< 1	203	165 - 247
Molybdène (Mo) extractible total					
No Séquence: 598330					
Molybdène	mg/kg	< 0.5	< 0.5	89.8	86 - 130
Nickel (Ni) extractible total					
No Séquence: 598330					
Nickel	mg/kg	< 1	< 1	116	107 - 161
Plomb (Pb) extractible total					
No Séquence: 598330					
Plomb	mg/kg	< 1	< 1	145	121 - 181
Sélénium (Se) extractible total					
No Séquence: 598330					

LDR : Limite de détection rapportée

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Client: **Snc-Lavalin Gem Quebec Inc, division Montérégie** **Numéro de demande: 17-848535**

Bon de commande	Votre Projet	Chargé de Projet
648445-0017	648445	Mme Karine Duguay

Résultats du Contrôle de Qualité (CQ)

Paramètres (No.Séquence)	Unité	LDR	Blanc	Contrôle certifié	
				Obtenu	Attendu (Intervalle)
Sélénium	mg/kg	< 0.5	< 0.5	90.7	80 - 120
Étain (Sn) extractible total					
No Séquence: 598330					
Étain	mg/kg	< 1	< 1	99	80 - 120
Zinc (Zn) extractible total					
No Séquence: 598330					
Zinc	mg/kg	< 5	< 5	600	473 - 709

Commentaires CQ

LDR : Limite de détection rapportée

Ce certificat ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. La version officielle de ce certificat est protégée contre toutes modifications. Les échantillons mentionnés plus haut seront conservés pendant 30 jours à partir de la date d'émission du Certificat, à l'exception des paramètres microbiologiques ou selon les instructions écrites du client.

237 rue de Liverpool
Saint-Augustin-de-Desmaures
Québec, Canada
G3A 2C8

Sans Frais | 866-365-2310
T | 418-878-4927
F | 418-878-7185
www.Eurofins.ca/Env

121 Boulevard Hymus
Pointe-Claire
Québec, Canada
H9R 1E6

T | 514-697-3273
F | 514-697-2090
www.Eurofins.ca/Env

Annexe 4

Preuves d’élimination

COMPLEXE ENVIRO CONNEXIONS
3779 CH DES 40 ARPENTS
TERREBONNE, QC J6V 9T6
PH: 450-474-2390 FX: 450-474-1871

REPRINT

SITE	BILLET #	OPÉRATEUR
01	**1189688**	jlacoste

ENTRÉE	SORTIE	CAMION	CONT.	LICENCE
10/4/17 11:04 am	10/4/17 11:04 am	**L515866**		L515866

RÉFÉRENCE	VILLE
786386	MONTREAL

002607 - SIGNATERRE ENVIRONNEMENT(COURTAGE)
175, CHEMIN DE LA CABANE RONDE
MASCOUCHE, QC J7K 0P1

FACTURE
ENTRÉE

Contract: #788560

POIDS PLEIN	31,160 kg
POIDS VIDE	13,190 kg
POIDS NET	17,970 kg

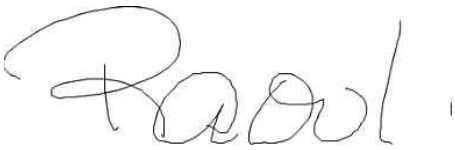
COMMENTAIRE:
BOL:

QTÉ	UNITÉ	DESCRIPTION	CAPACITÉ	TAUX	TAXE	TOTAL
17.97	MT	Sols B-C	20			

TPS# 866222920
TVQ# 1023544888

Inclus redevances gouv. d'élimination de 22.24$/TM

Je déclare que cette charge de déchets ne contient pas de matière dangereuse non autorisé.
I hereby certify that this load does not contain any unauthorized hazardous waste.



SIGNATURE:_____

COMPLEXE ENVIRO CONNEXIONS
3779 CH DES 40 ARPENTS
TERREBONNE, QC J6V 9T6
PH: 450-474-2390 FX: 450-474-1871

REPRINT

SITE	BILLET #	OPÉRATEUR
01	**1189767**	jlacoste

ENTRÉE	SORTIE	CAMION	CONT.	LICENCE
10/4/17 12:45 pm	10/4/17 12:45 pm	**L515866**		L515866

RÉFÉRENCE	VILLE
786391	MONTREAL

002607 - SIGNATERRE ENVIRONNEMENT(COURTAGE)
175, CHEMIN DE LA CABANE RONDE
MASCOUCHE, QC J7K 0P1

FACTURE
ENTRÉE

Contract: #788560

POIDS PLEIN	33,630 kg
POIDS VIDE	13,190 kg
POIDS NET	20,440 kg

COMMENTAIRE:
BOL:

QTÉ	UNITÉ	DESCRIPTION	CAPACITÉ	TAUX	TAXE	TOTAL
20.44	MT	Sols B-C	20			

TPS# 866222920
TVQ# 1023544888

Inclus redevances gouv. d'élimination de 22.24$/TM

Je déclare que cette charge de déchets ne contient pas de matière dangereuse non autorisé.
I hereby certify that this load does not contain any unauthorized hazardous waste.



SIGNATURE:_____

COMPLEXE ENVIRO CONNEXIONS
3779 CH DES 40 ARPENTS
TERREBONNE, QC J6V 9T6
PH: 450-474-2390 FX: 450-474-1871

002607 - SIGNATERRE ENVIRONNEMENT(COURTAGE)
175, CHEMIN DE LA CABANE RONDE
MASCOUCHE, QC J7K 0P1

REPRINT

SITE	BILLET #	OPÉRATEUR
01	**1190069**	cdionne

ENTRÉE	SORTIE	CAMION	CONT.	LICENCE
10/5/17 8:41 am	10/5/17 9:09 am	**L608754**		L608754

RÉFÉRENCE	VILLE
LIGNE ROYALE 786393	MONTREAL

FACTURE
ENTRÉE

Contract: #788560

POIDS PLEIN	29,460 kg
POIDS VIDE	12,330 kg
POIDS NET	17,130 kg

COMMENTAIRE:
BOL:

QTÉ	UNITÉ	DESCRIPTION	CAPACITÉ	TAUX	TAXE	TOTAL
17.13	MT	Sols B-C	20			

TPS# 866222920
TVQ# 1023544888

Inclus redevances gouv. d'élimination de 22.24$/TM

Je déclare que cette charge de déchets ne contient pas de matière dangereuse non autorisé.
I hereby certify that this load does not contain any unauthorized hazardous waste.



SIGNATURE:_____

COMPLEXE ENVIRO CONNEXIONS
3779 CH DES 40 ARPENTS
TERREBONNE, QC J6V 9T6
PH: 450-474-2390 FX: 450-474-1871

002607 - SIGNATERRE ENVIRONNEMENT(COURTAGE)
175, CHEMIN DE LA CABANE RONDE
MASCOUCHE, QC J7K 0P1

REPRINT

SITE	BILLET #	OPÉRATEUR
01	**1190072**	cdionne

ENTRÉE	SORTIE	CAMION	CONT.	LICENCE
10/5/17 8:43 am	10/5/17 9:13 am	**L629349**		L629349

RÉFÉRENCE	VILLE
G T M SONNY 786392	MONTREAL

FACTURE
ENTRÉE

Contract: #788560

POIDS PLEIN	32,680 kg
POIDS VIDE	12,300 kg
POIDS NET	20,380 kg

COMMENTAIRE:
BOL:

QTÉ	UNITÉ	DESCRIPTION	CAPACITÉ	TAUX	TAXE	TOTAL
20.38	MT	Sols B-C	20			

TPS# 866222920
TVQ# 1023544888

Inclus redevances gouv. d'élimination de 22.24$/TM

Je déclare que cette charge de déchets ne contient pas de matière dangereuse non autorisé.
I hereby certify that this load does not contain any unauthorized hazardous waste.



SIGNATURE:_____

COMPLEXE ENVIRO CONNEXIONS
3779 CH DES 40 ARPENTS
TERREBONNE, QC J6V 9T6
PH: 450-474-2390 FX: 450-474-1871

REPRINT

SITE		
01	**1190060**	cdionne

			CONT.	LICENCE
10/5/17 8:47 am	10/5/17 8:47 am	**L515866**		L515866

786394	MONTREAL

002607 - SIGNATERRE ENVIRONNEMENT(COURTAGE)
175, CHEMIN DE LA CABANE RONDE
MASCOUCHE, QC J7K 0P1

FACTURE
ENTRÉE

Contract: #788560

	30,010				
POIDS VIDE	13,190				
POIDS NET	16,820 kg				
16.82	MT	Sols B-C	20		

TPS# 866222920
TVQ# 1023544888

Inclus redevances gouv. d'élimination de 22.24$/TM

Je déclare que cette charge de déchets ne contient pas de matière dangereuse non autorisé.
I hereby certify that this load does not contain any unauthorized hazardous waste.

SIGNATURE:_____

COMPLEXE ENVIRO CONNEXIONS
3779 CH DES 40 ARPENTS
TERREBONNE, QC J6V 9T6
PH: 450-474-2390 FX: 450-474-1871

002607 - SIGNATERRE ENVIRONNEMENT(COURTAGE)
175, CHEMIN DE LA CABANE RONDE
MASCOUCHE, QC J7K 0P1

REPRINT

SITE	BILLET #	OPÉRATEUR
01	**1192332**	cdionne

ENTRÉE	SORTIE	CAMION	CONT.	LICENCE
10/12/17 8:35 am	10/12/17 8:35 am	**L515866**		L515866

RÉFÉRENCE	VILLE
786395	MONTREAL

FACTURE
ENTRÉE

Contract: #788560

POIDS PLEIN	30,040 kg
POIDS VIDE	13,190 kg
POIDS NET	16,850 kg

COMMENTAIRE:
BOL:

QTÉ	UNITÉ	DESCRIPTION	CAPACITÉ	TAUX	TAXE	TOTAL
16.85	MT	Sols B-C	20			

TPS# 866222920
TVQ# 1023544888

Inclus redevances gouv. d'élimination de 22.24$/TM

Je déclare que cette charge de déchets ne contient pas de matière dangereuse non autorisé.
I hereby certify that this load does not contain any unauthorized hazardous waste.

SIGNATURE:_____

COMPLEXE ENVIRO CONNEXIONS
3779 CH DES 40 ARPENTS
TERREBONNE, QC J6V 9T6
PH: 450-474-2390 FX: 450-474-1871

002607 - SIGNATERRE ENVIRONNEMENT(COURTAGE)
175, CHEMIN DE LA CABANE RONDE
MASCOUCHE, QC J7K 0P1

REPRINT

SITE	BILLET #	OPÉRATEUR
01	**1192505**	cdionne

ENTRÉE	SORTIE	CAMION	CONT.	LICENCE
10/12/17 11:51 am	10/12/17 11:51 am	**L515866**		L515866

RÉFÉRENCE	VILLE
786396	MONTREAL

FACTURE
ENTRÉE

Contract: #788560

POIDS PLEIN	31,510 kg
POIDS VIDE	13,190 kg
POIDS NET	18,320 kg

COMMENTAIRE:
BOL:

QTÉ	UNITÉ	DESCRIPTION	CAPACITÉ	TAUX	TAXE	TOTAL
18.32	MT	Sols B-C	20			

TPS# 866222920
TVQ# 1023544888

Inclus redevances gouv. d'élimination de 22.24$/TM

Je déclare que cette charge de déchets ne contient pas de matière dangereuse non autorisé.
I hereby certify that this load does not contain any unauthorized hazardous waste.

SIGNATURE:_____

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Masconche – Tél. : +50-9%-6068
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104104

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04 août 2017

Heure : 7h25

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ > C ☐ > RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F-12/CF-01A/0.46-0.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise :

Immatriculation : L 462 546

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☒ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Viniguerra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2912

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/04

Heure : 08:14

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Masconche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 26 900 kg

Tare : 12 940 kg

Net : 13 960 kg

Cumulatif : (1 619,690 t)

Pesée # : 73903

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 5

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Masconche - Tél. : 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104105

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04 août 2017

Heure : 7h35

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : Exc-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A/B ☐ B-C ☒ >C ☐ >RESC

Contaminants : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F-12/CF-01A/0.46-0.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : Ampro

Immatriculation : L700614

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : lre pi

☒ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinciguerra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2912

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/04

Heure : 08:16

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Masconche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 31 730 kg

Tare : 13 380 kg

Net : 18 350 kg

Cumulatif : (1 638,040 t)

Pesée # : 73904

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 5

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre
environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél. : 450/966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104106

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04 août 2017

Heure : 7h 40

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☑ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☑ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F12 / CF-01A / 0.46 – 0.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : Transport B.T.E

Immatriculation : LG03602

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : htr pi

☑ 12 roues ☐ conteneur #

Signature : Sylvain Tessier

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / SNC

Responsable au chantier : Victor Vinajuerra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/04

Heure : 08:50

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 32 940 kg

Tare : 13 160 kg

Net : 19 780 kg

Cumulatif : (1 657,820 t)

Pesée # : 73906

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 5

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél. : 450-966-6088 *
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104107

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04 août 2017

Heure : 8h55

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adressse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Piège de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ > C ☐ > RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F12/CF-01A/0.46-0.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : MARIOS MORIN et FILS INC

Immatriculation : L 462 546

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☒ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinciguerra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2912

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/04

Heure : 10:00

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 28 420 kg

Tare : 12 940 kg

Net : 15 480 kg

Cumulatif : (1 673,300 t)

Pesée # : 73917

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 5

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche • Tél. : 450-966-6088
S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance

104108

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04 août 2017

Heure : 9h10

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ > C ☐ > RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F-12 / CF-01A / 0.46-0.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : LMPD

Immatriculation : L700614

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☒ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinagueera

Signature :

Tél. : (514) 207-2912 Cell. :

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/04

Heure : 10:11

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 33 720 kg

Tare : 13 380 kg

Net : 20 340 kg

Cumulatif : (1 693,640 t)

Pesée # : 73921

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 5

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre
environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche - Tél. : 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104109

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04 août 2017

Heure : 9h10

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : f-12/CF-01A/0.46-0.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : MAXIM excavation

Immatriculation : ~~L51312~~ L571312

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : btte ____ pi

☒ 12 roues ☐ conteneur # :

Signature : X [signature]

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinciguerra

Signature : [signature]

Tél. : Cell. : (514) 207-2912

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/04

Heure : 10:27

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 28 960 kg

Tare : 13 050 kg

Net : 15 910 kg

Cumulatif : (1 709,550 t)

Pesée # : 73925

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 5

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél : 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104110

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'identification : 170128TC

Date : 04 août 2017

Heure : 10h00

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ >C ☐ RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf) : F-12/CF-01A/0.46-0.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise :

Immatriculation : L603602

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☒ 12 roues ☐ conteneur #

Signature : Sylvain Roy

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinciguerra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/04

Heure : 10:41

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 33 980 kg

Tare : 13 160 kg

Net : 20 820 kg

Cumulatif : (1 730,370 t)

Pesée # : 73927

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 5

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

SIGNATERRE ENVIRONNEMENT

POUR RÉCEPTION : Mascouche · Tél.: 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104111

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04 août 2017

Heure : 10h 50

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F-12/CF-01A / 0.46 - 0.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : Marius Morin et Fils

Immatriculation : L 462 546

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☒ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinciqueewa

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2912

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/04

Heure : 11:46

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 27 780 kg

Tare : 12 940 kg

Net : 14 840 kg

Cumulatif : (1 765,190 t)

Pesée # : 73940

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 5

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél. : 450-966-6088
* S.V.P. veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104112

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04 août 2017
Heure : 11h05

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)
Adresse : 7405A rue Vérité
Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6
Tél. : 514 334-8030
Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor
Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :
☒ Excavation : EXC-05
☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ > C ☐ > RESC
Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX
Échantillon (#réf.) : F-12/CF-01A/0.46-0.76m
Laboratoire :
À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : AMPRO
Immatriculation : L700614
☐ 10 roues ☐ semi-remarque : bte pi
☒ 12 roues ☐ conteneur #
Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International
Responsable au chantier : Victor Viniguerra
Signature :
Tél. : Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/04
Heure : 11:36

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 33 360 kg
Tare : 13 380 kg
Net : 19 980 kg
Cumulatif : (1 750,350 t)
Pesée # : 73936

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :
☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger
Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 5

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique
☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche.– Tél.: 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104113

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04 août 2017

Heure : 11h05

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adressse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F.12/CF-OA/0.46-0.76

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : MADUENA EXCAVATION

Immatriculation : L 571 312

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☒ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinagerova

Signature :

Tél. : Cell : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/04

Heure : 11:52

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 29 060 kg

Tare : 13 050 kg

Net : 16 010 kg

Cumulatif : (1 781,200 t)

Pesée # : 73942

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 5

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél.: 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104114

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04 août 2017

Heure : 11h15

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☑ Excavation : Exc-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☑ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F-12/CF-01A/0.46-0.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise :

Immatriculation : L603602

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☑ 12 roues ☐ conteneur #

Signature : Sylvain Roy

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinaiguerra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/04

Heure : 12:01

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 33 450 kg

Tare : 13 160 kg

Net : 20 290 kg

Cumulatif : (1 801,490 t)

Pesée # : 73943

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 5

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

signaterre
environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél.: 450 966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104115

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 07h 20

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F-12/CF-01A/046-4.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐ R#3084W

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : Trop TDC

Immatriculation : L743447

☐ 10 roues ☒ semi-remorque : bte 2E pi

☐ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinogradov

Signature :

Tél. : Cell. (514) 207-2912

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 08:37

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 39 050 kg

Tare : 16 110 kg

Net : 22 940 kg

Cumulatif : (1 824,430 t)

Pesée # : 74048

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

SIGNATERRE environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél.: 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104595

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 7h40

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ C ☐ > RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F-12/CF.01A/0.46.47cm

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐ RX61057

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : TRANSP. J.P.M OLIGNY INC

Immatriculation : L114523

☐ 10 roues ☒ Semi-remorque : lit 2E 26 pi

☐ 12 roues ☐ Accompagnateur

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinagverra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 08:52

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 37 420 kg

Tare : 15 740 kg

Net : 21 680 kg

Cumulatif : (1 846,110 t)

Pesée # : 74052

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

Contaminant :	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél. : 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104596

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 7755

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ C ☐ > RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F-12/CF-01A/046 0.7 km

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐ RH8677M

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : JRP

Immatriculation : L 492941

☐ 10 roues ☒ semi-remorque : bte 2E pi

☐ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinagverra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 09:04

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brute : 35 470 kg

Tare : 15 540 kg

Nette : 19 930 kg

Cumulatif : (1 880,640 t)

Pesée # : 74057

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél.: 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104597

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 08h10

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél: : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F12 / CF-01A / 0.46 - 0.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : EQUIMAR

Immatriculation : L 688935

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : btc ____ pi

☒ 12 roues ☐ conteneur # ____

Signature : Serge Bélisle

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Viniguerra

Signature :

Tél : ____ Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 08:59

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 26 880 kg

Tare : 12 280 kg

Net : 14 600 kg

Cumulatif : (1 860,710 t)

Pesée # : 74055

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile ____

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Masepuche - Tél.: 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104598

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 8h50

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EKC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination ☐ A-B ☐ B-C ☒ > C ☐ > RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : FR/CF-IA0/0-46 0.70m

Laboratoire :

À caractériser à la réception ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise :

Immatriculation : L419220

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : lve ____ pi

☒ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinagre

Signature :

Tél. : Cell. (514) 207-2912

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 09:39

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Masepuche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 29 220 kg

Tare : 13 000 kg

Net : 16 220 kg

Cumulatif : (1 896,860 t)

Pesée # : 74064

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

Contaminant :	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Masconche – Tél. : 450-966-6088
* S.V.P. veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104599

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 9h00

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☑ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ C ☐ >RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F12/CF-01A/0.46-0.76

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise :

Immatriculation : L302272

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : btc pi

☒ 12 roues ☐ conteneur #

Signature : Ronald Fortin

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / SNC

Responsable au chantier : Victor Vinaguerra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 09:45

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Masconche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 29 000 kg

Tare : 12 000 kg

Net : 17 000 kg

Cumulatif : (1 913,860 t)

Pesée # : 74065

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre
environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél. : 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24-48 à l'avance *

104600

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 9h10

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☑ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A/B ☐ B/C ☑ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☑ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : FR/CF-01A/0.46-0X

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise :

Immatriculation : L 449 572

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte : pi

☑ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : V. Vinagurra

Signature :

Tél. : Cell (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 09:49

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 29 820 kg

Tare : 13 200 kg

Net : 16 620 kg

Cumulatif : (1 930,480 t)

Pesée # : 74067

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Masconche – Tél.: 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104601

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 9h25

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : Exc - 05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F12/CF_01A/046-0-76

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : TYTDZ

Immatriculation : L743447

☐ 10 roues ☒ semi-remorque : bte 2E pi

☒ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinciguerra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 10:08

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Masconche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 41 550 kg

Tare : 16 110 kg

Net : 25 440 kg

Cumulatif : (1 955,920 t)

Pesée # : 74074

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre
environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Masconche – Tél : 450-966-6988
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104602

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : ~~10h~~ 10h10

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ > C ☐ > RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#ref) : FR1CF-011/10.26-0.7bm

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : TRANSP. J.P.M. OLIGNY INC

Immatriculation : L114523 RX61057

☐ 10 roues ☒ Semi-remorque : bte 2E 26 pi

☐ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable sur chantier : Victor Vinciguerra

Signature :

Tél. : Cell : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 10:49

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Masconche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 37 710 kg

Tare : 15 740 kg

Net : 21 970 kg

Cumulatif : (1 977,890 t)

Pesée # : 74085

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Masconche - tél.: +50 960-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104603

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 16h25

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ C ☐ > RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F12/CF-01A/0.46 0.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : JRP

Immatriculation : L 492 941

☐ 10 roues ☒ semi-remorque : bte 2E pi

☐ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinagverra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 10:59

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Masconche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 40 950 kg

Tare : 15 540 kg

Net : 25 410 kg

Cumulatif : (2 003,300 t)

Pesée # : 74087

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél : 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104604

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 10h35

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (# réf.) : EFI2/CF-01A/0.46-0.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : EQUIMAR

Immatriculation : L688935

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : lrc ____ pi

☒ 12 roues ☐ conteneur #

Signature : Serge Belisle

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / SNC

Responsable sur chantier : Victor Vinaigerra

Signature :

Tél. : ____ Cell. : (514) 267-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 11:12

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 27 940 kg

Tare : 12 280 kg

Net : 15 660 kg

Cumulatif : (2 031,550 t)

Pesée # : 74092

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre
environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél. : 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24 h à l'avance *

104607

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 11h00

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F12/CF-01A/0.46-0.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise :

Immatriculation : L 449 572

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bre ____ pi

☒ 12 roues ☐ conteneur # :

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / SNC

Responsable au chargement : Victor Vinciguerra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-242

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 11:32

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 30 390 kg

Tare : 13 200 kg

Net : 17 190 kg

Cumulatif : (2 063,870 t)

Pesée # : 74100

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Ou # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél : 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104609

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 11h36

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F12 / CF-01A/0.46-0.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : Transport

Immatriculation : L743447

☐ 10 roues ☒ semi-remorque : bec 2E pi

☐ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinciguerra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 12:13

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 41 650 kg

Tare : 16 110 kg

Net : 25 540 kg

Cumulatif : (2 109,770 t)

Pesée # : 74108

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél. : 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104610

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 11h50

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ > C ☐ > RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F12/CF-01A/0.46-0.6m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : Transp. J.P.M. Oligny inc

Immatriculation : L114523 RX61057

☐ 10 roues ☒ semi-remorque : bte 2E 26 pi

☐ 12 roues ☐ conteneur # :

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinciguerra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 13:03

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 41 100 kg

Tare : 15 740 kg

Net : 25 360 kg

Cumulatif : (2 135,130 t)

Pesée # : 74118

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél. : 450-966-6088
* S.V.P. veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104611

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017
Heure : 12h00

1 – FACTURER À :
Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)
Adresse : 7405A rue Vérité
Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6
Tél. : 514 334-8030
Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS
Nom : Usine Bridor
Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain
☐ # pile :
☒ Excavation : EXC-05
☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS
Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ >C ☐ >RESC
Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX
Échantillon (#réf.) : F12/CF-HPA01A/0.46-0.76
Laboratoire :
À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR : JRP
Entreprise :
Immatriculation : L 492 941
☐ 10 roues ☒ semi-remorque : bte 2E pi
☐ 12 roues ☐ remorque # :
Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT
Entreprise : Antagon International / SNC
Responsable au chargement : Victor Vinciguerra
Signature :
Tél. : Cell : (514) 207-2912

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08
Heure : 13:05

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS
175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE
Brut : 39 800 kg
Tare : 15 540 kg
Net : 24 260 kg
Cumulatif : (2 159,390 t)
Pesée # : 74119

3 – RÉCEPTION
Localisation du site
☐ Aire de traitement :
☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION
Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger
Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE
☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER
☐ Pelle mécanique
☐ Autre :
Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél. : 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104612

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ C ☐ RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F12/CE-01A/046-0.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : Equinar

Immatriculation : L688935

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☒ 3 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chargement : Victor Viniguerra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 13:22

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 30 310 kg

Tare : 12 280 kg

Net : 18 030 kg

Cumulatif : (2 177,420 t)

Pesée # : 74120

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre
environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél. : 450-966-6088
* S.V.P. veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104613

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 12h50

1 - FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ >C ☐ > RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}/C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf) : F12/CF-0117/04 0,76 m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 - TRANSPORTEUR

Entreprise :

Immatriculation : L302272

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☒ 12 roues ☐ conteneur #

Signature : J Ronald Fortin

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinagverra

Signature : Vinag

Tél Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 13:35

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 29 180 kg

Tare : 12 000 kg

Net : 17 180 kg

Cumulatif : (2 206,860 t)

Pesée # 74123

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile :

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre
environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél. : 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104615

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 13h10

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ > C ☐ > RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : FR1/CF-01A/0.46-0.76 m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise :

Immatriculation : L 449572

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☒ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chargement : Victor Vinaigrerra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 13:42

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 30 750 kg

Tare : 13 200 kg

Net : 17 550 kg

Cumulatif : (2 224,410 t)

Pesée # : 74124

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél. +50 966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104616

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 13h25

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ C ☐ > RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F12 / CF-01A / 0.46 - 0.71m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : Trsp TDL

Immatriculation : L743 447

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte 2E pi

☐ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinaguerra

Signature :

Tél. : Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 14:02

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175 Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 42 280 kg

Tare : 16 110 kg

Net : 26 170 kg

Cumulatif : (2 250,580 t)

Pesée # : 74128

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

Signaterre environnement

POUR RÉCEPTION : Mascouche Tél.: 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104617

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

170128TC

No d'autorisation :

Date : 08 août 2017

Heure : 14h

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ > C ☐ > RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F12/CF-OM/0.46-0.76m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : TRANSP. J.P. MOLIGNY INC

Immatriculation : L114 523 RX61057

☐ 10 roues ☒ semi-remorque : bte 2E 26 pi

☐ 12 roues ☐ autre(s) # :

Signature : mhl alm

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinaguera

Signature :

Tél : Cell. (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 15:06

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 40 170 kg

Tare : 15 740 kg

Net : 24 430 kg

Cumulatif : (2 318,510 t)

Pesée # : 74139

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile : 7

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche Tél.: 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104618

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 08 août 2017

Heure : 14h20

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adressse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC - 05

☐ Forage

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F12 / CF - 01A / 0.46 - 0.76

Laboratoire : [redacted]

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : JRP

Immatriculation : L492594

☐ 10 roues ☒ semi-remorque bte 2E pi

☐ 12 roues ☐ remorque #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / Snc-Lavalin

Responsable au chantier : Victor Vinaigrerra

Signature :

Tél Cell (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 14:59

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 40 180 kg

Tare : 15 540 kg

Net : 24 640 kg

Cumulatif : (2 294,080 t)

Pesée # : 74137

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile : 7

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre

Autorisé par :

signaterre
environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Masçouche – Tél.: 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104619

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation 170128TC

Date 08 août 2017

Heure 13 h 30

1 – FACTURER À :

Nom Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél 514 334-8030

Responsable Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom Usine Bridor

Adressse 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile

☒ Excavation EXC-05

☐ Forage

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ C ☐ > RESC

Contaminant : ☒ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) F12/CF-01A/0.46-0.16

Laboratoire

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise

Immatriculation L419220

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☒ 5 roues ☐ remorque #

Signature

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise Antagon International / SNC

Responsable au chargement Victor Vinaguerra

Signature

Tél Cell (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure 14:22

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut 31 860 kg

Tare 13 000 kg

Net 18 860 kg

Cumulatif (2 269,440 t)

Pesée # 74133

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement

☐ Cellule

4 – ACCEPTATION

Responsable Louisa Martin/Samuel Roger

Signature

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 7

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre

Autorisé par :

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche Tél.: 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104620

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

170128TC

No d'autorisation :

Date : 08 août 2017

Heure : 14h30

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile

☑ Excavation EXC-05

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ C ☐ > RESC

Contaminant : ☑ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) F12/CE-01A 1.0-1.5m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : Groupe Transport Lagacé

Immatriculation : L504312

☑ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☐ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Vidar Vinogurov

Signature :

Tél : Cell : (514) 207-2912

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/08/08

Heure : 15:16

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 17 970 kg

Tare : 10 430 kg

Net : 7 540 kg

Cumulatif : (2 326,050 t)

Pesée # 74142

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 7

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre

Autorisé par :

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél. : 450.966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104006

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04. 10 . 2017

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-08

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☐ HAP ☑ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F11/CF-03/0,02-1,05

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : Ligne Royale L6088754

Immatriculation :

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : btc pi

☐ 12 roues ☐ conteneur #

Signature : Ronald Fortin

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / SNC Lavalin

Responsable au chantier : A-WAGNE

Signature :

Tél. : Cell. : 514 378 6646

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/04

Heure : 11:15

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 30 980 kg

Tare : 12 030 kg

Net : 18 950 kg

Cumulatif : (2 345,000 t)

Pesée # : 76183

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 70

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre
environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél : 450-966-6088
* S.V.P. veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104008

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04 . 10 - 2017

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☑ Excavation : Exc - 08

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☐ HAP ☑ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F11/CF03 10,92 - 11,05

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : Reussyparation

Immatriculation : L504312

☑ 10 roues ☐ semi-remorque : pi

☐ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / Sncl avalin

Responsable au chantier : A. WAGNE

Signature :

Tél. : Cell : 514 378 6646

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/04

Heure : 11:42

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 24 050 kg

Tare : 10 690 kg

Net : 13 360 kg

Cumulatif : (2 376,600 t)

Pesée # : 76192

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

SIGNATERRE ENVIRONNEMENT

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél. : 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104009

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04. 10. 2017

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☑ Excavation : Exc - 02

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☐ HAP ☑ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) FII/CF03/0,92 - 1,05

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : insta Mat

Immatriculation : L515-866

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☐ 12 roues ☐ conteneur #

Signature : Raoul Duguay

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / SNC Lavalin

Responsable au chantier : A. WAGNE

Signature :

Tél. : Cell. : 514 378 6646

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/04

Heure : 14:29

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 33 190 kg

Tare : 13 120 kg

Net : 20 070 kg

Cumulatif : (2 434,210 t)

Pesée # : 76231

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

Contaminant :	CONFORME	NON-CONFORME	REMARQUES
	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél.: 450 966-6088
* S.V.P. veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104010

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04. 10 . 2017

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☑ Excavation : Exc 08

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ >C ☐ > RESC

Contaminant : ☐ HAP ☑ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F11/CF03/092-1,05

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : Ligne Royale

Immatriculation : L60875 4

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : lite pi

☑ 12 roues ☐ conteneur #

Signature : Ronald Fortin

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / ENCLaval

Responsable au chantier : A. WAGNE

Signature :

Tél. : Cell : 5143766646

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/04

Heure : 13:29

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 34 220 kg

Tare : 12 030 kg

Net : 22 190 kg

Cumulatif : (2 398,790 t)

Pesée # : 76213

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche Tél. : 450-966-6088
* S.V.P. veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104011

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04 . 10 . 2017

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6.

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☑ Excavation : Exc 08

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ > C ☐ > RESC

Contaminant : ☐ HAP ☑ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F11/CF03/0,92-1,05

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : Creuseyourcarrière

Immatriculation : L 50431 R

☑ 10 roues ☐ semi-remorque : ht. pi

☐ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / SNC Lavalin

Responsable au chantier : A. WAGNE

Signature :

Tél. : Cell. : 5143786646

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/04

Heure : 13:45

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 26 040 kg

Tare : 10 690 kg

Net : 15 350 kg

Cumulatif : (2 414,140 t)

Pesée # : 76220

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre
environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél. : 450-966-6088
* S.V.P. veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104012

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04 - 10 - 2017

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☑ Excavation : Exc 08

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☐ HAP ☑ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F11 / CF03 / 0,92 - 1,05

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : Rigi Royale L 608754

Immatriculation :

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : brte ____ pi

☑ 12 roues ☐ conteneur #

Signature : R. Ronald Fortin

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / GNClavet

Responsable au chantier : WAGLE

Signature :

Tél. : Cell. : 514 378 66 46

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/04

Heure : 15:11

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 32 210 kg

Tare : 12 030 kg

Net : 20 180 kg

Cumulatif (2 454,390 t)

Pesée # 76243

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

SIGNATERRE ENVIRONNEMENT

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél.: 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104013

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date :

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☐ Excavation :

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☐ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☐ HAP ☐ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) :

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : Groupe excavation

Immatriculation : L504317

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : btc pi

☐ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier :

Signature :

Tél. : Cell. :

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/04

Heure : 15:53

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 25 310 kg

Tare : 10 690 kg

Net : 14 620 kg

Cumulatif : (2 469,010 t)

Pesée # : 76255

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél.: 450-966-6088
* S.V.P. veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104014

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 04.10.2017

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☑ Excavation : Exc 08

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☐ HAP ☑ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F11 / CF03 / 0,92 - 1,05

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : insta Mix

Immatriculation : L515,866

☐ 10 roues ☐ semi-remorque bte pi

☐ 12 roues ☐ conteneur

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / ENC Labo

Responsable au chantier : A. WAGNE

Signature :

Tél. : Cell. : 514 378 66 46

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/04

Heure : 16:18

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 31 450 kg

Tare : 13 120 kg

Net : 18 330 kg

Cumulatif : (2 487,340 t)

Pesée # : 76262

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél.: 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104007

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

170128TC

No d'autorisation :

Date : 04. 10. 2017

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresssse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☑ Excavation : Exc -08

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☐ HAP ☑ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F11 / CE03 / 0,92 – 1,05

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : A.D.S. EXCAVATION

Immatriculation : L449572

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☑ 12 roues ☐ conteneur #

Signature : Jacques-Houle

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / Snc Lavalin

Responsable au chantier : A. WAGNE

Signature : Mme

Tél. : Cell. : 514 378 6646

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/04

Heure : 11:26

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 31 400 kg

Tare : 13 160 kg

Net : 18 240 kg

Cumulatif : (2 363,240 t)

Pesée # : 76187

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile JW

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

SIGNATERRE ENVIRONNEMENT

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche* Tél. : 450-966-6088
* S.V.P. veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104015

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 05. 10. 2017

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☑ Excavation : Exc 08

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☐ HAP ☑ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F11 / CF03 / 0,92 – 1,05

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : LRS AS

Immatriculation : L433366

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☑ 12 roues ☐ conteneur #

Signature : A. Clement

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / SNC Lavalin

Responsable au chantier : WAGNE

Signature :

Tél. : Cell. : 5143766046

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/05

Heure : 07:59

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 32 820 kg

Tare : 13 770 kg

Net : 19 050 kg

Cumulatif : (2 506,390 t)

Pesée # : 76271

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile TW

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Masconche - Tél.: 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104621

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 05.10.2017

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☑ Excavation : Exc 08

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☐ HAP ☑ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F11/QF03/0,92 – 1,05

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : LES 4S

Immatriculation : L433366

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☑ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / SM Lavalin

Responsable au chantier : A. WAGUE

Signature :

Tél. : Cell : 5143786646

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/05

Heure : 09:50

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 31 970 kg

Tare : 13 770 kg

Net : 18 200 kg

Cumulatif : (2 524,590 t)

Pesée # : 76290

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Masconche – Tél. : 450-966-6088
* S.V.P. veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104622

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 05. 10. 2017

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☑ Excavation : Exc 08

☐ Forage

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☐ HAP ☑ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F11 / CF03/0,92-1,05

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : GTM

Immatriculation : L629349

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☐ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / SNC Lavalin

Responsable au chantier : WAGNE

Signature :

Tél. : Cell. : 5143786646

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/05

Heure : 11:06

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Masconche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 33 750 kg

Tare : 12 190 kg

Net : 21 560 kg

Cumulatif : (2 546,150 t)

Pesée # : 76302

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 740

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

SIGNATERRE
ENVIRONNEMENT

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél : 450-966-6088
* S.V.P. veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104623

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 05.10.2017

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☑ Excavation : Exc. 08

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☐ HAP ☑ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F11/CF 03/0,92-1,05

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : Ligne Royale

Immatriculation : > U608754

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☑ 12 roues ☐ conteneur #

Signature : Ronald Fortin

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / SNC

Responsable au chantier : Wagne

Signature :

Tél. : Cell. :

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/05

Heure : 11:11

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 37 390 kg

Tare : 12 030 kg

Net : 25 360 kg

Cumulatif : (2 571,510 t)

Pesée # 76303

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

Parler avec M. Wagne.
enlcie courriel pour confirme
RD

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche Tél. 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104624

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 05. 10. 2017

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☑ Excavation : Exc 08

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ >C ☐ > RESC

Contaminant : ☐ HAP ☑ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F11 / CF03/0,92-1,05

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : insta mix

Immatriculation : L 515 866

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : btre pi

☐ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / BNC Lavalin

Responsable au chantier : WAGAE

Signature :

Tél. : Cell. : 5143786646

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/05

Heure : 11:15

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 36 170 kg

Tare : 13 120 kg

Net : 23 050 kg

Cumulatif : (2 594,560 t)

Pesée # : 76305

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél.: 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

103936

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 05. 10. 2017

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile

☑ Excavation : Exc 08

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☑ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☐ HAP ☑ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F11CF03/0,99-1,05

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : LÉS AS

Immatriculation : L43366

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☑ 12 roues ☐ conteneur #

Signature : A. Chauvin

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / SNC Lavalin

Responsable au chantier : A. WAGNER

Signature :

Tél. : Cell. : 5143786646

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/05

Heure : 11:27

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 31 840 kg

Tare : 13 770 kg

Net : 18 070 kg

Cumulatif : (2 612,630 t)

Pesée # : 76308

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

signaterre environnement

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche – Tél.: 450-966-8088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

103937

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 05-10-2017

Heure :

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☑ # pile : Exc 08

☐ Excavation :

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☑ B-C ☐ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☐ HAP ☑ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : F111CF03/092405

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : GTM

Immatriculation : L629349

☐ 10 roues ☐ semi-remorque : bte pi

☒ 12 roues ☐ conteneur #

Signature :

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International / SNClavalin

Responsable au chantier : A. WAGNE

Signature :

Tél. : Cell. : 514 378 6646

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/05

Heure : 12:41

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 32 550 kg

Tare : 12 190 kg

Net : 20 360 kg

Cumulatif : (2 632,990 t)

Pesée # : 76321

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 8

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Copie transporteur

SIGNATERRE ENVIRONNEMENT

MANIFESTE DE TRANSPORT
Sols contaminés

POUR RÉCEPTION : Mascouche Tél.: 450-966-6088
* S.V.P., veuillez confirmer les expéditions 24h à l'avance *

104293

SECTION A : ORIGINE
(À remplir par l'expéditeur)

No d'autorisation : 170128TC

Date : 11 octobre 2017

Heure : 9h00

1 – FACTURER À :

Nom : Antagon International (9002-1205 QC Inc.)

Adresse : 7405A rue Vérité

Ville : Saint-Laurent Code postal : H4S 1C6

Tél. : 514 334-8030

Responsable : Robert Williamson

2 – PROVENANCE DES SOLS

Nom : Usine Bridor

Adresse : 3075 rue Rouen, Montreal

Identification de référence sur le terrain

☐ # pile :

☒ Excavation : EXC-08

☐ Forage :

3 – CARACTÉRISTIQUES DES SOLS

Plage de contamination : ☐ A-B ☐ B-C ☒ >C ☐ >RESC

Contaminant : ☐ HAP ☒ C_{10}-C_{50} ☐ Métaux ☐ COV ☐ BTEX

Échantillon (#réf.) : PAN/PM-02/1,5-2,0m

Laboratoire :

À caractériser à la réception : ☐

4 – TRANSPORTEUR

Entreprise : [illegible]

Immatriculation : L515 866

☐ 10 roues ☐ semi-remorque ☐ btc ☐ pi

☒ 12 roues ☐ conteneur #

Signature : [signature]

5 – EXPÉDITEUR OU CONSULTANT

Entreprise : Antagon International

Responsable au chantier : Victor Vinci

Signature : [signature]

Tél. : Cell. : (514) 207-2412

SECTION B : DESTINATION
(À remplir par le destinataire)

Date : 2017/10/11

Heure : 09:41

1 – CENTRE DE TRAITEMENT ET LIEU D'ENFOUISSEMENT DE SOLS CONTAMINÉS

175, Chemin de la Cabane Ronde, Mascouche, Qc

2 – PESÉE

Brut : 21 790 kg

Tare : 13 250 kg

Net : 8 540 kg

Cumulatif : (2 641,530 t)

Pesée # : 76423

3 – RÉCEPTION

Localisation du site

☐ Aire de traitement :

☐ Cellule :

4 – ACCEPTATION

Responsable : Louisa Martin/Samuel Roger

Signature :

5 – ÉCHANTILLONAGE

☐ Oui # pile 7

	CONFORME	NON CONFORME	REMARQUES
Contaminant :	☐	☐	

6 – REMARQUES

Parler avec M. Victor concernant la sorte de manifeste. Pas du TD mais bien du TC

7 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES À FACTURER

☐ Pelle mécanique

☐ Autre :

Autorisé par :

Lafarge 3S70 | MONTREAL RECYCLED 9990 RUE SHERBROOKE EST | TPS # 10293 0856 514-640-6130

Billet: 158591211 10/4/2017 8:23:20AM

Client: 77710 ANTAGON INTERNATIONAL /
Cotation: 400473562 17-659 BRIDOR TRAVAUX DECONTAM
3075 RUE DE ROUEN, MONTREAL

P.O.: 17-659-10 Pickup
Commande: 0

Camion: L608754 License: L608754
Transporteur: 4000000 CUSTOMER VEHICLE
Zone: ZONE0 Poids Max 340,000

Produit: 909418 DÉPÔT D'ASPHALTE * P. T.

	Kg	Lbs
Brut:	25110	55358
Tare:	12210 *	26918 *
Net:	12900	28440

Qte: 12.90 Metric Ton
Qte Acc: 12.90 Metric Ton
Voyage: 1

Cash Sale	Prix	Montant
Materiel:		
Autre:		
Fret:		
Tax:		
Total:		

Billet: 158591211 Plan: 3S70 Camion: L608754 Tare: 12210 Net: 12.90

Balance: 1 Prepose: STEPHANIE M

RECEIVED: _____

Lafarge 3S70 | MONTREAL RECYCLED 9990 RUE SHERBROOKE EST | TPS # 10293 0856 514-640-6130

Billet: 158592082 10/13/2017 9:07:20AM

Client: 77710 ANTAGON INTERNATIONAL /
Cotation: 400473562 17-659 BRIDOR TRAVAUX DECONTAM
3075 RUE DE ROUEN, MONTREAL

P.O.: 17-659-10 Pickup
Commande: 0

Camion: L515866 License: L515866
Transporteur: 4000000 CUSTOMER VEHICLE
Zone: ZONE0 Poids Max 340,000

Produit: 909418 DÉPÔT D'ASPHALTE m Pesée Manuel, * Manuel P.T

	Kg	Lbs
Brut:	28170 m	62104 m
Tare:	13240 *	29189 *
Net:	14930 m	32915 m

Qte: 14.93 Metric Ton
Qte Acc: 14.93 Metric Ton
Voyage: 1

Cash Sale	Prix	Montant
Materiel:		
Autre:		
Fret:		
Tax:		
Total:		

Billet: 158592082 Plan: 3S70 Camion: L515866 Tare: 13240 Net: 14.93

Balance: 1 Prepose: STEPHANIE M

RECEIVED: _____

Lafarge 3S70 | MONTREAL RECYCLED 9990 RUE SHERBROOKE EST | TPS # 10293 0856 514-640-6130

Billet: 158592407 10/17/2017 5:31:12AM

Client: 77710 ANTAGON INTERNATIONAL /
Cotation: 400473562 17-659 BRIDOR TRAVAUX DECONTAM
3075 RUE DE ROUEN, MONTREAL

P.O.: 17-659-10 Pickup
Commande: 0

Camion: L608754 License: L608754
Transporteur: 4000000 CUSTOMER VEHICLE
Zone: ZONE0 Poids Max 340,000

Produit: 909418 DÉPÔT D'ASPHALTE m Pesée Manuel, * Manuel P.T

	Kg	Lbs
Brut:	27430 m	60473 m
Tare:	12260 *	27029 *
Net:	15170 m	33444 m

Qte: 15.17 Metric Ton
Qte Acc: 15.17 Metric Ton
Voyage: 1

Cash Sale	Prix	Montant
Materiel:		
Autre:		
Fret:		
Tax:		
Total:		

Billet: 158592407 Plan: 3S70 Camion: L608754 Tare: 12260 Net: 15.17

Lafarge 3S70 | MONTREAL RECYCLED 9990 RUE SHERBROOKE EST | TPS # 10293 0856 514-640-6130

Billet: 158592448 10/17/2017 11:17:21AM

Client: 77710 ANTAGON INTERNATIONAL /
Cotation: 400473562 17-659 BRIDOR TRAVAUX DECONTAM
3075 RUE DE ROUEN, MONTREAL

P.O.: 17-659-10 Pickup
Commande: 0

Camion: L608754 License: L608754
Transporteur: 4000000 CUSTOMER VEHICLE
Zone: ZONE0 Poids Max 340,000

Produit: 909418 DÉPÔT D'ASPHALTE m Pesée Manuel, * Manuel P.T

	Kg	Lbs
Brut:	31780 m	70063 m
Tare:	12260 *	27029 *
Net:	19520 m	43034 m

Qte: 19.52 Metric Ton
Qte Acc: 34.69 Metric Ton
Voyage: 2

Cash Sale	Prix	Montant
Materiel:		
Autre:		
Fret:		
Tax:		
Total:		

Billet: 158592448 Plan: 3S70 Camion: L608754 Tare: 12260 Net: 19.52

Annexe 5

Portée du rapport

1. Utilisation du rapport

a. Utilisation du rapport

Le présent rapport a été préparé, et les travaux qui y sont mentionnés ont été réalisés par SNC-Lavalin GEM Québec inc. (SNC-Lavalin) exclusivement à l'intention du client (le Client) auquel le rapport est adressé, qui a pris part à l'élaboration de l'énoncé des travaux et en comprend les limites. La méthodologie, les conclusions, les recommandations et les résultats cités au présent rapport sont fondés uniquement sur l'énoncé des travaux et assujettis aux exigences en matière de temps et de budget, telles que décrites dans l'offre de services et/ou dans le contrat en vertu duquel le présent rapport a été émis. L'utilisation de ce rapport, le recours à ce dernier ou toute décision fondée sur son contenu par un tiers est la responsabilité exclusive de ce dernier. SNC-Lavalin n'est aucunement responsable de tout dommage subi par un tiers du fait de l'utilisation de ce rapport ou de toute décision fondée sur son contenu. Les conclusions, les recommandations et les résultats cités au présent rapport (i) ont été élaborés conformément au niveau de compétence normalement démontré par des professionnels exerçant des activités dans des conditions similaires de ce secteur, et (ii) sont déterminés selon le meilleur jugement de SNC-Lavalin en tenant compte de l'information disponible au moment de la préparation du présent rapport. Les services professionnels fournis au Client et les conclusions, les recommandations et les résultats cités au présent rapport ne font l'objet d'aucune autre garantie, explicite ou implicite. Les conclusions et les résultats cités au présent rapport sont valides uniquement à la date du rapport et peuvent être fondés, en partie, sur de l'information fournie par des tiers. En cas d'information inexacte, de la découverte de nouveaux renseignements ou de changements aux paramètres du projet, des modifications au présent rapport pourraient s'avérer nécessaires. Les résultats de cette étude ne constituent en aucune façon une garantie que le terrain à l'étude est exempt de toute contamination. Le présent rapport doit être considéré dans son ensemble, et ses sections ou ses parties ne doivent pas être vues ou comprises hors contexte. Si des différences venaient à se glisser entre la version préliminaire (ébauche) et la version définitive de ce rapport, cette dernière prévaudrait. Rien dans ce rapport n'est mentionné avec l'intention de fournir ou de constituer un avis juridique. Le contenu du présent rapport est de nature confidentielle et exclusive. Il est interdit à toute personne, autre que le Client, de reproduire ou de distribuer ce rapport, de l'utiliser ou de prendre une décision fondée sur son contenu, en tout ou en partie, sans la permission écrite expresse du Client et de SNC-Lavalin.

b. Modifications au projet

Les données factuelles, les interprétations et les recommandations contenues dans ce rapport ont trait au projet spécifique tel que décrit dans le rapport et ne s'appliquent à aucun autre projet ni autre site. Si le projet est modifié du point de vue conception, dimensionnement, emplacement ou niveau, SNC-Lavalin devra être consulté de façon à confirmer que les recommandations déjà données demeurent valides et applicables.

c. Nombre de sondages

Les recommandations données dans ce rapport n'ont pour but que de servir de guide à l'ingénieur en conception. Le nombre de sondages pour déterminer toutes les conditions souterraines qui peuvent affecter les travaux de construction (coûts, techniques, matériel, échéancier), devrait normalement être plus élevé que celui pour les besoins du dimensionnement. Le nombre de points d'échantillonnage et d'analyses chimiques ainsi que la fréquence d'échantillonnage et le choix des paramètres peuvent influencer la nature et l'envergure des actions correctives ainsi que les techniques et les coûts de traitement ou de disposition. Les entrepreneurs qui soumissionnent ou qui sous-traitent le travail, devraient compter sur leurs propres études ainsi que sur leurs propres interprétations des résultats factuels des sondages pour apprécier de quelle façon les conditions souterraines peuvent affecter leur travail et les coûts des travaux.

d. Interprétation des données, commentaires et recommandations

À moins d'avis contraire, l'interprétation des données et des résultats, les commentaires et les recommandations contenus dans ce rapport sont fondés, au mieux de notre connaissance, sur les politiques, les critères et les règlements environnementaux en vigueur à l'emplacement du projet et à la date de production du rapport. Si ces politiques, critères et règlements font l'objet de modifications après la soumission du rapport, SNC-Lavalin devra être consulté pour réviser les recommandations à la lumière de ces changements. Lorsqu'aucune politique, critère ou réglementation n'est disponible pour permettre l'interprétation des données et des résultats analytiques, les commentaires ou recommandations exprimés par SNC-Lavalin sont basés sur la meilleure connaissance possible des règles acceptées dans la pratique professionnelle. Les analyses, commentaires et recommandations contenus dans ce rapport sont fondés sur les données et observations recueillies sur le site, lesquelles proviennent de travaux d'échantillonnage effectués sur le site. Il est entendu que seules les données directement recueillies à l'endroit des sondages, des sites d'échantillonnage et à la date de l'échantillonnage sont exactes et que toute interpolation ou extrapolation de ces résultats à l'ensemble ou à une partie du site comporte des risques d'erreurs qui peuvent elles-mêmes influencer la nature et l'ampleur des actions requises sur le site.

2. Rapports de sondage et interprétation des conditions souterraines

a. Description des sols et du roc

Les descriptions des sols et du roc données dans ce rapport proviennent de méthodes de classification et d'identification communément acceptées et utilisées dans la pratique de la géotechnique. La classification et l'identification du sol et du roc font appel à un jugement. SNC-Lavalin ne garantit pas que les descriptions seront identiques en tout point à celles faites par un autre géotechnicien possédant les mêmes connaissances des règles de l'art en géotechnique, mais assure une exactitude seulement à ce qui est communément utilisé dans la pratique de la géotechnique.

b. Conditions des sols et du roc à l'emplacement des sondages

Les rapports de sondage ne fournissent que des conditions du sous-sol à l'emplacement des sondages seulement. Les limites entre les différentes couches sur les rapports de sondage sont souvent approximatives, correspondant plutôt à des zones de transition, et ont donc fait l'objet d'une interprétation. La précision avec laquelle les conditions souterraines sont indiquées, dépend de la méthode de sondage, de la fréquence et de la méthode d'échantillonnage ainsi que de l'uniformité du terrain rencontré. L'espacement entre les sondages, la fréquence d'échantillonnage et le type de sondage sont également le reflet de considérations budgétaires et de délais d'exécution qui sont hors du contrôle de SNC-Lavalin

c. Conditions des sols et du roc entre les sondages

Les formations de sol et de roc sont variables sur une plus ou moins grande étendue. Les conditions souterraines entre les sondages sont interpolées et peuvent varier de façon significative autant en plan qu'en profondeur des conditions rencontrées à l'endroit des sondages. SNC-Lavalin ne peut en effet garantir les résultats qu'à l'endroit des sondages effectués. Toute interprétation des conditions présentées entre les sondages comporte des risques. Ces interprétations peuvent conduire à la découverte de conditions différentes de celles qui étaient prévues. SNC-Lavalin ne peut être tenu responsable de la découverte de conditions de sol et de roc différentes de celles décrites ailleurs qu'à l'endroit des sondages effectués.

d. Niveaux de l'eau souterraine

Les niveaux de l'eau souterraine donnés dans ce rapport correspondent seulement à ceux observés à l'endroit et à la date indiqués dans le rapport ainsi qu'en fonction du type d'installation piézométrique utilisé. Ces conditions peuvent varier de façon saisonnière ou suite à des travaux de construction sur le site ou sur des sites adjacents. Ces variations sont hors du contrôle de SNC-Lavalin.

3. Niveaux de contamination

Les niveaux de contamination décrits dans ce rapport correspondent à ceux détectés à l'endroit et à la date indiqués dans le rapport. Ces niveaux peuvent varier selon les saisons ou par suite d'activités sur le site à l'étude ou sur des sites adjacents. Ces variations sont hors de notre contrôle. Les niveaux de contamination sont déterminés à partir des résultats des analyses chimiques effectuées sur un nombre limité d'échantillons de sol, d'eau de surface ou d'eau souterraine. La nature et le degré de contamination entre les points d'échantillonnage peuvent varier de façon importante de ceux à ces points. La composition chimique des eaux souterraines à chaque point échantillonnage est susceptible de changer en raison de l'écoulement souterrain, des conditions de recharge par la surface, de la sollicitation de la formation investiguée (i.e. puits de pompage ou d'injection à proximité du site) ainsi que de la variabilité saisonnière naturelle. La précision des niveaux de contamination de l'eau souterraine dépend de la fréquence et du nombre d'analyses effectuées. La liste des paramètres analysés est basée sur notre meilleure connaissance de l'historique du site et des contaminants susceptibles d'être trouvés sur le site et est également le reflet de considérations budgétaires et de délais d'exécution. Le fait qu'un paramètre n'ait pas été analysé n'exclut pas qu'il soit présent à une concentration supérieure au bruit de fond ou à la limite de détection de ce paramètre.

4. Suivi de l'étude et des travaux

a. Vérification en phase finale

Tous les détails de conception et de construction ne sont pas connus au moment de l'émission du rapport. Il est donc recommandé que les services de SNC-Lavalin soient retenus pour apporter toute la lumière sur les conséquences que pourraient avoir les travaux de construction sur l'ouvrage final.

b. Inspection durant l'exécution

Il est recommandé que les services de SNC-Lavalin soient retenus pendant la construction, pour vérifier et confirmer d'une part que les conditions souterraines sur toute l'étendue du site ne diffèrent pas de celles données dans le rapport et d'autre part, que les travaux de construction n'auront pas un effet défavorable sur les conditions du site.

5. Changement des conditions

Les conditions de sol décrites dans ce rapport sont celles observées au moment de l'étude. À moins d'indication contraire, ces conditions forment la base des recommandations du rapport. Les conditions de sol peuvent être modifiées de façon significative par les travaux de construction (trafic, excavation, etc.) sur le site ou sur les sites adjacents. Une excavation peut exposer les sols à des changements dus à l'humidité, au séchage ou au gel. Sauf indication contraire, le sol doit être protégé de ces changements ou remaniements pendant la construction. Lorsque les conditions rencontrées sur le site diffèrent de façon significative de celles prévues dans ce rapport, dues à la nature hétérogène du sous-sol ou encore à des travaux de construction, il est du ressort du Client et de l'utilisateur de ce rapport de prévenir SNC-Lavalin des changements et de fournir à SNC-Lavalin l'opportunité de réviser les recommandations de ce rapport. Reconnaître un changement des conditions de sol demande une certaine expérience. Il est donc recommandé qu'un ingénieur géotechnicien expérimenté soit dépêché sur le site afin de vérifier si les conditions ont changé de façon significative.

6. Drainage

Le drainage de l'eau souterraine est souvent requis aussi bien pour des installations temporaires que permanentes du projet. Une conception ou exécution impropre du drainage peut avoir de sérieuses conséquences. SNC-Lavalin ne peut en aucun cas prendre la responsabilité des effets du drainage à moins que SNC-Lavalin ne soit spécifiquement impliqué dans la conception détaillée et le suivi des travaux de construction du système de drainage.

7. Caractérisation environnementale – Phase I (Phase I)

Ce rapport a été rédigé suite à des activités de recherche diligentes et à partir d'une évaluation de sources de données ponctuelles ou des renseignements obtenus auprès de tiers et qui peuvent comporter des incertitudes, lacunes ou omissions. Ces sources d'informations sont sujettes à des modifications au fil du temps, par exemple, selon l'évolution des activités sur le terrain à l'étude et ceux environnants. La Phase I n'inclut aucun essai, échantillonnage ou analyse de caractérisation par un laboratoire. Sauf exception, la Phase I s'appuie sur l'observation des composantes visibles et accessibles sur la propriété et celles voisines et qui pourraient porter un préjudice environnemental à la qualité du terrain à l'étude. Les titres de propriété mentionnés dans ce rapport sont utilisés pour identifier les anciens propriétaires du site à l'étude et ils ne peuvent en aucun cas être considérés comme document officiel pour reproduction ou d'autres types d'usages. Enfin, tout croquis, vue en plan ou schéma apparaissant dans le rapport ou tout énoncé spécifiant des dimensions, capacités, quantités ou distances sont approximatifs et sont inclus afin d'assister le lecteur à visualiser la propriété.



SNC·LAVALIN

2271, boulevard Fernand-Lafontaine, 2e étage
Longueuil (Québec) Canada J4G 2R7
514.331.6910 - 450.674.3370

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1181233002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville accorde mainlevée pure et simple du droit résolution stipulé en sa faveur aux termes d'un acte de vente intervenu entre la Ville de Montréal et Bridor inc., le 2 mars 2015, sur un terrain situé au nord de la rue de Rouen et à l'ouest de la rue Moreau, dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 21 379 654 . N/Réf. : 31H12-005-1372-05

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et sa forme, le projet d'acte de mainlevée ci-joint, préparé par Me Kevin Houle, notaire.

FICHIERS JOINTS

Mainlevée 1181233002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Lisanne HUBERT
Analyste en droit
Tél : 514-872-2224

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-20

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, Chef de division
Tél : 514-872-2363
Division :

TI5004 (04/09) - 18D10860118/derf1/brid/002.d

L'AN DEUX MILLE DIX-HUIT
LE

DEVANT **Me Kevin HOULE**,
Notaire à **Boucherville, Brossard, Longueuil et Montréal**, Province de Québec.

COMPARAÎT:

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé en vertu:

a) de la résolution numéro CM , adoptée par le conseil municipal à sa séance du

copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes, après avoir été reconnue véritable et signée pour identification NE VARIETUR par ledit représentant de la Ville et le notaire soussigné.

Ci-après la « **Créancière** »

LAQUELLE, en sa qualité de Créancière, accorde mainlevée pure et simple du droit de résolution résultant de l'acte de vente par la Ville de Montréal à Bridor inc., reçu devant Me **Jean-François Monette**, notaire, le **2 mars 2015** et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de **Montréal** sous le numéro **21 379 654**.

DONT ACTE à **Montréal**, sous le numéro

LECTURE FAITE, la comparante signe en présence du notaire.

VILLE DE MONTRÉAL

Par:

Kevin HOULE, notaire

VRAIE COPIE DE L'ORIGINAL DEMEURE EN MON ÉTUDE

MODÈLE : TI5004 (04/09)
DOSSIER : 18D10860118/derf1/brid/002.d

NO :_____

LE :_____

NOTAIRE : Me Kevin HOULE

MAINLEVÉE PURE ET SIMPLE

PAR

VILLE DE MONTRÉAL

EN FAVEUR DE

BRIDOR INC.

COPIES 3

PUBLIÉ À Montréal

LE :

SOUS LE NUMÉRO :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.24

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1188056001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier d'une somme maximale de 1 145 000 $ sur quatre ans à Jeunesse au Soleil, soit un montant de 170 000 $ pour ses frais de déménagement et de location et un montant de 975 000 $, en trois versements égaux de 325 000 $, pour ses frais de location pour les années 2019, 2020 et 2021 dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier d'une somme maximale de 1 145 000 $ sur quatre ans à Jeunesse au Soleil, comprenant l'avance de fonds accordé en 2018 d'une somme de 150 000 $ (CE18 2090) pour ses frais de déménagement et de location et trois autres versements d'une somme maximale de 345 000 $ pour 2019 et de 325 000 $ pour les années 2020 et 2021 respectivement, pour ses frais de location, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-09 11:17

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1188056001**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier d'une somme maximale de 1 145 000 $ sur quatre ans à Jeunesse au Soleil, soit un montant de 170 000 $ pour ses frais de déménagement et de location et un montant de 975 000 $, en trois versements égaux de 325 000 $, pour ses frais de location pour les années 2019, 2020 et 2021 dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

En 2017, la Commission scolaire de Montréal (CSDM) informait Jeunesse au Soleil (JAS) de la reprise de l'École Baron Byng, occupée par ce dernier depuis 1981. Deux démarches principales ont notamment été entreprises par la suite afin de relocaliser les diverses activités de l'organisme :

1. Relocalisation des activités principales (soutien alimentaire, vêtements, accompagnement et autres) dans l'immeuble sis au 6700, avenue du Parc, ci-après nommé « Locaux »
2. Location de gymnases pour la réalisation des activités de basketball et de camps de jour pour les jeunes

Le 15 août 2018, la Ville s'engageait par un accord de principe (CE18 1417) à soutenir financièrement l'organisme pour les deux premières démarches, conditionnellement à la signature d'un bail pour l'immeuble sis au 6700 du Parc. Ledit bail était signé le 12 septembre 2018 et une copie est consignée et disponible au Service de la diversité sociale et des sports (SDSS).

En août 2018, JAS déposait une demande d'utilisation de gymnases auprès de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal pour ses activités de basketball et ses camps de jour pour jeunes. L'organisme est actuellement en communication avec différentes écoles situées sur son territoire d'action afin de conclure des ententes pour la location de gymnases pour la réalisation de certaines de ses activités jeunesse.

En décembre 2018, JAS a reçu une avance de fonds de 150 000 $ de la Ville de Montréal (CE18 2090).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 2090 - 20 décembre 2018
Accorder un soutien financier spécial de 150 000 $, en 2018, à Jeunesse au Soleil en avance

de fonds pour le soutien financier de la Ville qu'il sera recommandé de lui accorder pour des frais de location et de déménagement (1188056001), dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports.

CE18 1417 - 15 août 2018

Donner un accord de principe à Jeunesse au Soleil, conditionnellement à la signature d'un bail au 1er octobre 2018 pour l'immeuble sis au 6700, avenue du Parc, par lequel la Ville de Montréal s'engage à lui accorder un soutien financier totalisant 1 145 000 $, soit un versement de 170 000 $, pour l'année 2018 pour ses frais de déménagement et de location et de 325 000 $ par année, pour les années 2019, 2020 et 2021 pour ses frais de location, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports / Mandater le Service de la diversité social et des sports pour préparer un projet d'entente à intervenir entre la Ville et Jeunesse au Soleil / Mandater le Service de la gestion et de la planification immobilière afin de préparer un projet de contrat de prêt de local en faveur de Jeunesse au Soleil pour l'occupation de l'immeuble situé au 4480, avenue du Parc, appelé « La Maison Blanche »

DESCRIPTION

La Ville a mandaté le SDSS pour préparer un projet de convention par lequel elle accorde un soutien financier à JAS d'une somme maximale de 1 145 000 $ sur une période de quatre ans, soit de 2018 à 2021.
Ce soutien financier pour les frais de location vise d'abord à soutenir l'organisme pour la location de l'immeuble sis au 6700, avenue du Parc, où JAS a établi ses activités principales. En second lieu, le soutien financier de la Ville contribuera à payer certains frais de location de gymnases pour la réalisation d'activités jeunesse.

Ce soutien s'effectue conditionnellement à la poursuite par JAS d'activités qui contribuent notamment au développement physique et intellectuel des personnes par l'éducation, le sport et les loisirs ainsi que de l'ensemble de son offre de services relativement à sa mission, dont une partie est destinée à la jeunesse.

Le projet de convention précise le projet que JAS entend réaliser (Annexes 1 et 3 du projet de convention). Ce projet prévoit le déménagement et la relocalisation de plusieurs des activités de l'organisme dans les Locaux. Par ailleurs, l'organisme louera des gymnases sur son territoire d'action. Le projet comprend des volets dédiés notamment aux jeunes (sports, camp de jour) et aux personnes plus démunies.

Finalement, JAS s'engage à soumettre à la Ville un rapport annuel détaillant les actions réalisées avec des indicateurs de résultats escomptés. Dans cette reddition de compte annuelle, JAS devra notamment confirmer que le soutien financier reçu a été utilisé aux fins prévues.

JUSTIFICATION

JAS est un organisme phare pour Montréal, tant pour la communauté anglophone que francophone. Il est un partenaire de premier plan pour la Ville en matière de sécurité publique et d'interventions de solidarité avec les populations démunies. Il convient de rappeler que JAS participe au programme de personnes disparues ainsi qu'aux mesures d'urgence, en plus des projets habituels de sports, de loisirs, d'entraide et de lutte à la pauvreté.
Le soutien recommandé dans le présent sommaire prend en compte les capacités financières de la Ville et la capacité de JAS à assumer certains frais afin de réaliser son Projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme maximale de 1 145 000 $, est prévu au budget du SDSS. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centre.
Un montant forfaitaire de 170 000 $ est prévu pour couvrir JAS dans sa relocalisation et sa mission, dont l'avance de fonds de 150 000 $ accordée en 2018 et un montant de 20 000 $ en 2019, permettant de couvrir l'essentiel des frais de loyer prévu par JAS pour les Locaux ainsi que certains frais de déménagement liés à cette relocalisation en 2018.

Les versements d'une somme maximale de 325 000 $ pour les années 2019, 2020 et 2021 respectivement, permettront de couvrir l'essentiel des frais de loyer prévus pour les Locaux pour les années indiquées. Par ailleurs, ces montants couvriront également certains des frais encourus pour la location de gymnases pour la réalisation de certaines activités jeunesse telles que spécifiées dans le Projet de JAS.

Le soutien financier se décline comme suit : une avance de fonds de 150 000 $ en 2018 (déjà versée) et trois versements d'une somme maximale de 345 000 $ (20 000 $ relocalisation + 325 000 $ frais de location) pour l'année 2019 et d'une somme maximale de 325 000 $ pour les années 2020 et 2021.

Organisme	Soutien financier recommandé	Versements			
		2018	2019	2020	2021
Jeunesse au Soleil	**1 145 000 $**	150 000 $	345 000 $	325 000 $	325 000 $

Un tableau des soutiens financiers versés par toute unité de la Ville depuis les trois dernières années peut être consulté en pièces jointes. JAS demeure également éligible à tout autre soutien financier offert par la Ville de Montréal pour d'autres programmes ou projets.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce soutien financier s’inscrit en lien avec l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Suivant l'accord de principe adopté par le CE en août 2018, JAS a signé le bail pour l'immeuble sis au 6700, avenue du Parc et a amorcé le processus de relocalisation dans ses nouveaux Locaux.
L'approbation de l'octroi de ce soutien financier offre un financement qui permettra de soutenir JAS dans sa relocalisation, la location des Locaux et de gymnases et dans la poursuite de ses activités auprès des personnes démunies et des jeunes pour une période de quatre ans, soit de 2018 à 2021.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Janvier 2019 Présentation au comité exécutif
Janvier 2019 Présentation au conseil municipal pour approbation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Chantal VILLENEUVE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LOCAS
conseiller(ere) en planification

Tél : 514-872-7532
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-01

Patrice ALLARD
c/d diversite sociale

Tél : 514-872-1274
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
directeur de service - diversite sociale et sports
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2018-11-22

Contribution financière versée depuis 2014

NOM_FOURNISSEUR	JEUNESSE AU SOLEIL
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

LIGN_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER					
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2014	2015	2016	2017	2018	Total général
Diversité sociale et des sports	CE18 0901					29 202,00 $	29 202,00 $
	CE18 0996					45 000,00 $	45 000,00 $
	CG13 0125	18 000,00 $					18 000,00 $
	CG14 0203	72 000,00 $	18 000,00 $				90 000,00 $
	CG15 0551		54 000,00 $	36 000,00 $			90 000,00 $
	CG16 0468			72 000,00 $	18 000,00 $		90 000,00 $
	CG17 0251				80 000,00 $	10 000,00 $	90 000,00 $
	CM16 1448				61 839,00 $	6 871,00 $	68 710,00 $
Total Diversité sociale et des sports		90 000,00 $	72 000,00 $	108 000,00 $	159 839,00 $	91 073,00 $	520 912,00 $
Total général		90 000,00 $	72 000,00 $	108 000,00 $	159 839,00 $	91 073,00 $	520 912,00 $

Contribution financières du SDSS - versements à venir (2018):

Service ou arrondissement	Numéro résolution	Exercice financier 2018
Service de la diversité sociale et des sports	CE18 0996 (6 juin 2018)	45 000,00 $
Service de la diversité sociale et des sports	CE18 0901 (29 mai 2018)	29 202,00 $

Service de sécurité incendie de Montréal (2017-2018)

Classée comme un « contrat de services »[1]

Service ou arrondissement	Numéro résolution	Exercice financier 2017	Exercice financier 2018
Service de sécurité incendie de Montréal	CG17 0009 (24 juillet 2018)	150 000,00 $	153 900,00 $

[1] Protocole d'entente, article 3.3.10 « verser une contribution financière annuelle (…) de cent cinquante mille dollars (150 000 $) incluant toutes les taxes applicables à Jeunesse au Soleil. Les contributions seront versées en quatre versements égaux payables le 1er janvier, le 1er avril, le 1er juillet et le 1er octobre de chaque année de la présente entente. Ces montants seront indexés au 1er janvier 2018, à raison d'une indexation au taux de 2,6 % »

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1188056001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , -
Objet :	Accorder un soutien financier d'une somme maximale de 1 145 000 $ sur quatre ans à Jeunesse au Soleil, soit un montant de 170 000 $ pour ses frais de déménagement et de location et un montant de 975 000 $, en trois versements égaux de 325 000 $, pour ses frais de location pour les années 2019, 2020 et 2021 dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, la convention de contribution financière ci-jointe.

FICHIERS JOINTS

Convention visée le 21 décembre 2018.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Chantal VILLENEUVE
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-21

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
21 DÉC. 2018
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
1188056001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **JEUNESSE AU SOLEIL**, personne morale à but non lucratif, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, C. C-38) dont l'adresse principale est le 6700 Av. du Parc, suite 100, Montréal, Québec, H2V 4H9, agissant et représentée par Daniel Rousseau, vice-président Finance, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. :	**11920 6290 RT0001**
Numéro d'inscription T.V.Q. :	**1006 101 565 TQ0002**
Numéro d'inscription d'organisme de charité :	**119206290 RR0001**

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit auprès des personnes et des familles démunies du Grand Montréal en fournissant une gamme de services d'urgence visant à assurer les besoins essentiels et à maintenir l'intégrité des personnes, en contribuant à la prévention du crime et en favorisant le développement physique et intellectuel des personnes par l'éducation, le sport et les loisirs;

ATTENDU QUE l'Organisme a sollicité la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE la Ville loue des locaux depuis 1981 pour soutenir l'Organisme, mais que ce dernier doit quitter ces locaux et se relocaliser;

ATTENDU QUE la Ville s'est engagée à soutenir l'Organisme en acquittant une partie de ses frais de déménagement, ainsi que son loyer pour l'occupation de l'immeuble situé au 6700, avenue du Parc, conformément au bail d'une durée de quatre (4) ans qui a été conclu avec le propriétaire;

ATTENDU QUE la Ville s'est également engagée à soutenir l'Organisme en acquittant une partie de son loyer pour l'occupation d'un gymnase, conditionnellement à la conclusion d'ententes avec les établissements concernés;

ATTENDU QUE l'Organisme s'engage à mettre en œuvre son Projet et à poursuivre ses activités au sein des locaux dont il est fait mention dans son Projet;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : la programmation de l'Organisme;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1. Pour les fins de la présente convention, le Projet inclut également des activités de la programmation de l'Organisme décrite à l'Annexe 3;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : directrice de l'Unité administrative de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service de la diversité sociale et des sports.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le **31 juillet** de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le **31 mars 2019** pour la première année et la période du **1er avril** d'une année au **31 mars** de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les **cent vingts (120) jours** de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

MCM 2009

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **un million cent quarante-cinq mille dollars (1 145 000 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet. Cette somme maximale concerne les frais suivants et sera versée selon les modalités prévues à l'article 5.2 :

- un montant forfaitaire de 170 000 $ pour soutenir l'Organisme dans sa relocalisation et sa mission;

- le loyer de l'immeuble situé au 6700, avenue du Parc, pour les trois premières années du bail, soit jusqu'au 31 décembre 2021, à l'exclusion de toute option de renouvellement;

- les frais de location de gymnases.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année **2018** :

5.2.1.1 une somme maximale de **cent cinquante mille dollars (150 000 $)** qui a été versée à l'Organisme en décembre 2018 suivant la résolution du comité exécutif de la Ville CE18 2090;

5.2.2 Pour l'année **2019** :

5.2.2.1 une somme maximale de **deux cents vingt mille dollars (220 000 $)** au 1er février 2019;

5.2.2.2 une somme maximale de **cent-vingt-cinq mille dollars (125 000$)**

suivant la réception des états financiers vérifiés au plus tard le 31 juillet 2019.

5.2.3 Pour l'année **2020** :

5.2.3.1 une somme maximale de **cent soixante-quinze mille dollars (175 000 $)** au 1er janvier 2020;

5.2.3.2 une somme maximale de **cent mille dollars (100 000 $)** suivant la réception des états financiers vérifiés au plus tard le 31 juillet 2020;

5.2.3.3 une somme maximale de **cinquante mille dollars (50 000 $)** suivant la réception des pièces justificatives pour la location de gymnases au plus tard le 15 octobre 2020;

5.2.4 Pour l'année **2021** :

5.2.4.1 une somme maximale de **cent soixante-quinze mille dollars (175 000 $)** au 1er janvier 2021;

5.2.4.2 une somme maximale de **cent mille dollars (100 000 $)** suivant la réception des états financiers vérifiés au plus tard le 31 juillet 2021;

5.2.4.3 une somme maximale de **cinquante mille dollars** (50 000 $) suivant la réception des pièces justificatives pour la location de gymnases au plus tard le 15 octobre 2021.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, touts les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

MCV

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

MCW 17/09

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **6700 Av. du Parc, suite 100, Montréal, Québec, H2V 4H9**, et tout avis doit être adressé à l'attention du vice-président Finance. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon

Le .....e jour de ..... 20__

JEUNESSE AU SOLEIL

Par : _____
Daniel Rousseau

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20 (Résolution CM .....).

ANNEXE 1

PROJET DE RELOCALISATION ET DE FINANCEMENT DES LOCAUX DE JEUNESSE AU SOLEIL

Contexte

Suite à l'annonce de la reprise de ses locaux par la Commission scolaire de Montréal (CSDM) en 2017, Jeunesse au Soleil a dû faire plusieurs démarches afin de relocaliser l'ensemble de ses activités.

L'organisme loue depuis le 1er octobre 2018 l'immeuble situé au 6 700 avenue du Parc. Les activités principales y seront relocalisées (soutien alimentaire, vêtements, accompagnement, et autres) ainsi que le bureau administratif.

L'organisme doit aussi louer des conteneurs pour entreposer du matériel essentiel pour ses activités. L'organisme doit aussi réorganiser ses activités de collecte des vêtements usagés n'ayant pas cette possibilité dans les endroits temporaires loués au 6700 avenue du Parc.

Par ailleurs, des gymnases devront également être loués afin de continuer à offrir les activités de basketball pour les jeunes et les camps de jour.

Cette relocalisation est majeure pour Jeunesse au Soleil car l'organisme occupait les mêmes locaux depuis 1981. La location de ces locaux était couverte par la Ville de Montréal.

Ce contexte fait également en sorte qu'il devient primordial pour l'organisme de recevoir un soutien financier pluriannuel.

Objectifs du projet

Assurer la relocalisation de l'ensemble des activités de l'organisme et permettre la continuité des mêmes services aux personnes démunies et aux jeunes.

Estimé des frais

Ce projet de relocalisation des activités engendre différents frais pour l'organisme, dont :

- Frais de déménagements (transport, déménageurs, télécommunications et autres)
- Location de l'immeuble du 6 700 avenue du Parc (dès le 1er octobre 2018)
- Réaménagement de l'immeuble du 6 700 avenue du Parc
- Location de gymnases
- Autres frais imprévus

Le montant octroyé par la Ville pour la relocalisation de l'organisme et le soutien à la location de nouveaux locaux pour la période du 1er octobre 2018 au 31 décembre 2021 est de 1 145 000 $:

	2018	2019	2020	2021	Totaux
Frais de locaux (6 700 Av. du Parc et Gymnases)	80 000 $	325 000 $	325 000 $	325 000 $	1 055 000 $
Relocalisation (déménagement, frais de réaménagements et autres imprévus)	70 000 $	20 000 $			90 000 $
	150 000 $	345 000 $	325 000 $	325 000	**1 145 000 $**

Le soutien de la Ville de Montréal permettra d'aider l'organisme à poursuivre la réalisation des activités prévues à sa programmation du 6700 avenue du Parc et des gymnases, qui comprend des volets dédiés notamment aux personnes plus démunies, aux familles et aux jeunes (sports, camp de jour).

À l'Annexe 3 est présentée la programmation détaillée de Jeunesse au Soleil.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal.

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des

participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous** ».

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

ANNEXE 3
Programmation de Jeunesse au Soleil

6700 avenue du Parc

Activités	Objectifs	Clientèle visée	Indicateurs	Résultats
Dépannages alimentaires d'urgence	▪ Améliorer la sécurité alimentaire de 1200 personnes et familles par mois	Familles et personnes seules montréalaises en situation de pauvreté	▪ Nombre de familles aidées ▪ Valeur en $ de la nourriture distribuée	À venir
Suppléments alimentaires mensuels	▪ Améliorer la sécurité alimentaire de 800 familles par mois ▪ Offrir des items adaptés à chaque type de clientèle	▪ Femmes enceintes ▪ Personnes âgées de 55 ans et plus ▪ Personnes âgées juives ▪ Personnes vivant avec le V.I.H.	▪ Nombre de familles aidées ▪ Valeur en $ de la nourriture distribuée ▪ Nombre d'items adaptés distribués	À venir
Livraisons à domicile	▪ Améliorer la sécurité alimentaire de 200 personnes par mois ▪ Briser l'isolement de 200 personnes par mois	▪ Personnes socialement isolées et à mobilité réduite vivant en situation de pauvreté à Montréal	▪ Nombre de personnes aidées ▪ Valeur en $ de la nourriture distribuée ▪ Sondage	À venir
Cuisine collective	▪ Améliorer la sécurité alimentaire de 40 personnes par mois ▪ Briser l'isolement de 40 personnes par mois	▪ Personnes socialement isolées vivant en situation de pauvreté à Montréal	▪ Nombre de participants ▪ Nombre d'activités tenues ▪ Sondage	À venir
Paniers de Noël	▪ Améliorer la sécurité alimentaire de 5000 personnes et familles ▪ Offrir des cadeaux à 4000 enfants	Familles et personnes seules montréalaises en situation de pauvreté	▪ Nombre de familles aidées ▪ Valeur en $ de la nourriture distribuée	À venir
Briser la solitude	▪ Briser l'isolement de 10 personnes par mois ▪ Apporter une aide financière et/ou soutien logistique à 10 personnes par mois	▪ Personnes socialement isolées et à mobilité réduite vivant en situation de pauvreté à Montréal	▪ Nombre de visites à domicile effectuées ▪ Nombre d'actions posées en soutien à ces personnes ▪ Valeur en $ de l'aide financière accordée	À venir
Aide aux victimes d'actes criminels	▪ Apporter une aide financière et matérielle à 40 personnes victimes d'actes criminels par année	▪ Femmes victimes d'exploitation sexuelle ▪ Personnes victimes d'actes violents	▪ Nombre de personnes aidées ▪ Valeur en $ de l'aide financière accordée	À venir

Activités	Objectifs	Clientèle visée	Indicateurs	Résultats
Programme d'aide aux enfants	▪ Apporter une aide financière et matérielle à 40 familles par mois ▪ Être une ressource pour les travailleurs sociaux du réseau de la santé	▪ Familles dont l'enfant est suivi par les travailleurs sociaux de la DPJ ▪ Familles dont l'enfant est suivi par les travailleurs sociaux des hôpitaux pour enfants	▪ Nombre de familles aidées ▪ Valeur en $ de l'aide matérielle et financière accordée ▪ Nombre de références reçues	À venir
Programme d'aide aux sinistrés	▪ Apporter une aide financière et matérielle à 60 familles par mois ▪ Être une ressource pour les employés municipaux et para-municipaux de la ville de Montréal et des travailleurs sociaux du réseau de la santé	▪ Familles sinistrées de sinistres mineurs à Montréal ▪ Familles sinistrées de sinistres majeurs à Montréal	▪ Nombre de familles aidées ▪ Valeur en $ de l'aide matérielle et financière accordée ▪ Nombre de références reçues ▪ Nombre d'interventions	À venir
Aide matérielle	▪ Offrir à 200 familles un accès gratuit ou bon marché à des vêtements, lunettes, vaisselle, literie, vélos, appareils pour contrer l'énurésie nocturne, livres, etc. ▪ Distribuer des fournitures scolaires à 1000 familles et à 50 écoles	▪ Familles et personnes vivant en situation de précarité financière à Montréal	▪ Nombre de familles aidées ▪ Valeur en $ de l'aide matérielle accordée ▪ Nombre de références reçues	À venir
Assistance financière	▪ Payer les factures essentielles (loyer, électricité, chauffage, médicaments, etc.) de 20 familles par mois ▪ Négocier des ententes de paiement pour 50 familles par année auprès de leur propriétaire, Hydro-Québec, etc.	▪ Familles et personnes en situation d'extrême précarité financière à Montréal	▪ Nombre de familles aidées ▪ Valeur en $ de l'aide matérielle accordée ▪ Nombre de références reçues	À venir
Patrouille à vélo	▪ Sensibiliser la population à la sécurité routière ▪ Améliorer la sécurité	▪ Communauté générale de 9 arrondissements ▪ Camps de jour, écoles, centre pour personnes	▪ Nombre de d'infractions au code de la sécurité routière relevées ▪ Nombre d'activités tenues	À venir

Activités	Objectifs	Clientèle visée	Indicateurs	Résultats
	dans les pistes cyclables et les parcs	âgés		
Récompenses	▪ Contribuer à la sécurité de la population en général ▪ Aider les enquêteurs à résoudre des crimes	▪ Corps policiers du Québec, de l'Ontario et de la GRC ▪ Population en générale	▪ Nombre d'informations reçues par la police ▪ Arrestation et condamnation de criminels	À venir
Programmes d'insertion sociale	▪ Donner accès à un milieu de travail à 40 par mois personnes éprouvant des difficultés à intégrer le marché de l'emploi ▪ Offrir des opportunités de bénévolat à 1500 personnes par année	▪ Personnes vivant avec une déficience intellectuelle ou trouble du spectre de l'autisme et autres problématiques ▪ Personnes isolées socialement ou nouvellement immigrées	▪ Nombre de participants ▪ Nombre d'heures de bénévolat ▪ Nombre d'heures travaillées	À venir

Gymnases

Activités	Objectifs	Clientèle visée	Indicateurs	Résultats
Basketball	▪ Améliorer la santé de 100 jeunes ▪ Contribuer à l'adoption de saines habitudes de vie de 100 jeunes	Jeunes Montréalais de 7 à 17 ans	▪ Nombre de participants ▪ Nombre d'activités tenues ▪ Sondage	À venir
Camp de jour	▪ Contribuer à la sécurité de 130 jeunes ▪ Contribuer à l'adoption de saines habitudes de vie de 130 jeunes	Jeunes Montréalais de 5 à 12 ans	▪ Nombre de participants ▪ Nombre d'activités tenues ▪ Sondage	À venir
Distribution de vélos neufs	▪ Faire la promotion des bonnes actions de 80 jeunes ▪ Contribuer à l'adoption de saines habitudes de vie de 80 jeunes	Jeunes de 5 à 17 ans	▪ Nombre de lettres de recommandation reçues ▪ Sondage	À venir

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1188056001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , -
Objet :	Accorder un soutien financier d'une somme maximale de 1 145 000 $ sur quatre ans à Jeunesse au Soleil, soit un montant de 170 000 $ pour ses frais de déménagement et de location et un montant de 975 000 $, en trois versements égaux de 325 000 $, pour ses frais de location pour les années 2019, 2020 et 2021 dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1188056001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposé au Budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-07

Cédric AGO
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.25

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1185970005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division binam
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 1 680 000 $ à 11 différents organismes, pour l'année 2019, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal (Entente MIDI-Ville 2018 - 2021) / Approuver les projets de conventions à cet effet

Il est recommandé au comité exécutif :

1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 810 000 $, aux huit (08) différents organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, pour la réalisation de projets visant l'intégration des personnes immigrantes, dans le cadre de l'entente MIDI-Ville (2018 - 2021) :

Organisme	Projet et période	Montant
Y des femmes de Montréal	Tu viens d'où - Phase 2 - 1er février 2019 au au 31 janvier 2021	100 000 $
Réseau des entrepreneurs et professionnels africains (REPAF)	Mon Montréal Afro Inc. Génération diaspora - 1er février 2019 au au 31 janvier 2021	115 000 $
Centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociale (CLIPP)	Équiliste - 1er février 2019 au au 30 juillet 2020	100 000 $
Concert'Action	Lachine accueille - 1er février 2019 au au 31 janvier 2021	100 000 $
Centre culturel algérien	Sensibilisation sur les risques des conflits parents-enfants - 1er février 2019 au au 31 janvier 2021	95 000 $
Équipe RDP	Leaders jeunesse - acteurs du changement - 1er février 2019 au au 31 janvier 2021	100 000 $

SINGA-Québec	Un rêve dans votre assiette - 1er février 2019 au au 31 janvier 2021	150 000 $
Action Prévention Verdun	Travail de milieu famille - 1er février 2019 au au 31 janvier 2020	50 000 $

2. d'approuver les huit projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Il est recommandé au conseil municipal :

1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 870 000 $, aux trois (03) différents organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, pour la réalisation de projets visant l'intégration des personnes immigrantes, dans le cadre de l'entente MIDI-Ville (2018 - 2021) :

Organisme	Projet et période	Montant
Ensemble pour le respect de la diversité	Prochaine station : Inclusion ! - 1er février 2019 au au 31 janvier 2021	250 000 $
Hay Doun	La clé de sol…d'accueil - 1er février 2019 au au 31 janvier 2021	220 000 $
Carrefour des ressources interculturel (CRIC)	Réseau femmes-relais - 1er février 2019 au au 31 janvier 2021	400 000 $

1.

2. d'approuver les trois projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-26 12:15

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185970005**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division binam
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 1 680 000 $ à 11 différents organismes, pour l'année 2019, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal (Entente MIDI-Ville 2018 - 2021) / Approuver les projets de conventions à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le 26 mars 2018, le conseil municipal a approuvé la nouvelle entente triennale entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et la Ville de Montréal de 12 000 000 $, couvrant la période du 1er avril 2018 au 31 mars 2021. Cette entente relève du Programme Mobilisation-Diversité du MIDI visant à soutenir les municipalités dans ses efforts à favoriser la concertation et la mobilisation préalables à une collectivité accueillante et inclusive.
Par souci d'équité et conformément aux bonnes pratiques, le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants (BINAM) a procédé via un appel à projets pour octroyer le soutien financier de son programme de subvention *Montréal inclusive* destiné aux organismes communautaires. En amont, une grande rencontre d'information a eu lieu le 15 juin dernier avec la participation de 142 organismes. Par la suite, le 5 et 6 septembre 2018, le BINAM a offert un parcours de formation « Développons ensemble des projets à fort impact social » pour les organismes communautaires afin qu'ils aient tous les outils en main pour déposer des projets structurants et qui répondront aux standards d'impact souhaités.

L'appel à projets *Montréal inclusive* vise un ou plusieurs des objectifs généraux suivants :

- réduire la discrimination par le développement d'actions de sensibilisation et de promotion auprès de la société d'accueil;
- contribuer à la protection et au respect des droits des nouveaux arrivants;
- combattre l'isolement des femmes immigrantes et favoriser leur autonomie financière;
- former et outiller les intervenants communautaires et institutionnels qui œuvrent auprès de la clientèle immigrante;
- réduire les obstacles qui nuisent à l'embauche des personnes immigrantes;
- conscientiser les employeurs montréalais aux apports positifs de la diversité dans leurs entreprises.

Le comité de sélection fût composé de neuf personnes, dont six (6) leaders externes de la

communauté reconnus pour leur expertise en la matière. Suite aux délibérations du comité, le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM), en collaboration avec le MIDI, recommande le soutien de 11 projets qui ont un impact social démontré pour rendre les communautés, les institutions et les milieux de vie plus inclusifs.

Dans le présent sommaire décisionnel (GDD 1185970005), sur les 11 projets recommandés, huit (8) projets dont les contributions financières ne dépassent pas 150 000 $ seront soumis au comité exécutif. Les trois (3) autres projets, dont les contributions dépassent le seuil de 150 000 $ par projet, seront soumis au conseil municipal pour approbation. Les projets débuteront au plus tôt le 1er février 2019 et se termineront au plus tard le 31 mars 2021.

D'autres projets, financés à travers le programme de subventions *Montréal inclusive* , pourraient s'ajouter d'ici 2021. Dans la foulée du parcours de formation « Développons ensemble des projets à fort impact social », organisé les 5 et 6 septembre 2018 au bénéfice des organismes communautaires, il est prévu de tenir une ou des activités de co-création afin de voir émerger des projets concertés sur des thématiques spécifiques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1998 - 05 décembre 2018
Adopter le premier plan d'action de la Ville de Montréal « Montréal inclusive » 2018-2021, en matière d'intégration des nouveaux arrivants
CE18 1414 - 15 août 2018
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 368 666 $, aux 12 différents organismes ci après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, pour la réalisation de projets visant l'intégration des personnes immigrantes, dans le cadre de l'entente MIDI-Ville (2018-2021)
CM18 0383 - 26 mars 2018
Approuver un projet d'entente triennale entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et la Ville de Montréal relativement au versement d'un soutien financier à la Ville de 12 000 000 $, pour la période 2018-2021, pour planifier, mettre en œuvre et soutenir des projets visant l'intégration des personnes immigrantes / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de cette somme, pour la même période
CE17 1705 - 20 septembre 2017
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 340 000 $, à neuf différents organismes, pour l'année 2017, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, pour la réalisation de projets visant l'intégration des personnes immigrantes, dans le cadre de l'entente MIDI-Ville (2017 - 2018)
CM17 1000 - 21 août 2017
Approuver le projet de protocole d'entente entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et la Ville de Montréal relativement au versement d'une aide financière à la Ville de 2 000 000 $, pour la période 2017-2018, pour planifier, mettre en œuvre et soutenir des projets visant l'intégration des personnes immigrantes / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de cette somme, pour la même période

DESCRIPTION

Organisme : Y des femmes de Montréal
Projet : Tu viens d'où - Phase 2
Montant : 100 000 $
Arrondissement(s) : Échelle métropolitaine
Dans la continuité du projet « Tu viens d'où » financé par la Ville de Montréal, une vidéo utilise la réalité virtuelle pour aborder les questions reliées à l'embauche et à l'intégration des travailleurs et travailleuses immigrant-e-s, en permettant au spectateur de se mettre

dans la peau d’une nouvelle arrivante en recherche d’emploi. Le projet comprend la présentation de 500 visionnements de la vidéo dans des événements liés à l’emploi et l’animation de 30 ateliers de sensibilisation auprès d’employeurs, notamment des PME.

Organisme : Carrefour des ressources interculturel (CRIC)
Projet : Réseau femmes-relais
Montant : 400 000 $
Arrondissement(s) : Échelle métropolitaine
Quatre (04) organismes : CRIC, 1,2, 3 Go St-Michel, la Table de concertation de Parc-Extension et la Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve se sont regroupés pour déployer le projet métropolitain visant à outiller et à accompagner les organismes souhaitant mettre sur pied un projet de type Femmes-relais ou à solidifier un projet déjà existant au sein d'un réseau de pratique. Quatre territoires montréalais ont démontré leur intérêt à faire émerger un tel projet : Ville-Marie, Saint-Michel, Hochelaga- Maisonneuve et Parc-Extension. L’objectif est de former plus de 100 femmes-relais.
Note : Exceptionnellement, et en raison du fait qu’il s’agit d’un partenariat de 4 organismes, le seuil maximum de la contribution financière de 300 000 $ par projet a été dépassé.

Organisme : Ensemble pour le respect de la diversité
Projet : Prochaine station : Inclusion !
Montant : 250 000 $
Arrondissement(s) : Échelle métropolitaine
Ce projet initiera 6 000 élèves dans 8 écoles secondaires participantes aux enjeux liés au vivre ensemble. Les objectifs spécifiques du projet sont : (1) la prévention de la discrimination et les formes d'intolérance qui la sous-tend; (2) le développement de la pensée critique dans l'optique du vivre ensemble; (3) l'éducation citoyenne chez les jeunes; (4) la promotion des identités plurielles. L'organisme outillera les écoles afin qu’elles intègrent l’inclusion dans leur structure, notamment en modifiant leur code de vie, en poursuivant des comités d'inclusion et en intégrant ces enjeux dans les conseils étudiants.

Organisme : Hay Doun
Projet : La clé de sol...d'accueil
Montant : 220 000 $
Arrondissement(s) : Échelle métropolitaine
Le périple des personnes réfugiées qui arrivent à Montréal est souvent douloureux. Elles ont vécu des situations de stress, parfois de traumatismes à cause de la guerre et de la violence. Malgré leur grande résilience et leur volonté d’intégration, les jeunes et leurs parents peuvent vivre de la tristesse, de la déprime et se trouver en état de deuil, ce qui rend l’intégration difficile. Il devient nécessaire dans ces conditions de sortir des sentiers battus de l’intervention pour trouver des moyens créatifs et innovants. Hay Doun propose d'orienter 100 participants (50 mères et 50 enfants) d'origine immigrante et correspondants à un profil vulnérable vers une guérison qui leur permettra à travers les arts, et particulièrement la musique, de s’intégrer à leur nouvelle société et de construire une vie dans leur nouveau pays. À noter que l'Orchestre Symphonique de Montréal (OSM) est associée au projet.

Organisme : Réseau des entrepreneurs et professionnels africains (REPAF)
Projet : Mon Montréal Afro Inc. Génération diaspora
Montant : 115 000 $
Arrondissement(s) : Échelle métropolitaine
Les montréalais d’origine africaine, bien que majoritairement francophones et qualifiés, font l'objet de plusieurs préjugés et stéréotypes. Il peut en découler la dévaluation de cette population et l’apparition de freins systémiques à plusieurs niveaux, notamment en matière d’emploi. L’objectif du projet est de mettre en lumière des modèles de réussite chez ces néo-montréalais : professionnels, entrepreneurs et étudiants. Le projet désire ainsi donner une voix à ces personnes qui ont un impact positif sur le dynamisme économique et la cohésion

sociale à Montréal. L'organisme projette la réalisation et la diffusion d'une série documentaire de vidéo immersive intitulée *Mon Montréal Afro Inc. Génération diaspora* (« Inc. » pour inclusif), dressant le portrait de 15 montréalais immigrants issus d'origine africaine, dans leur cadre de travail.

Organisme : Centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociale (CLIPP)
Projet : Équiliste
Montant : 100 000 $
Arrondissement(s) : Échelle métropolitaine
Reconnaissant qu'un changement de perceptions est nécessaire pour un meilleur accès à l'emploi des personnes immigrantes et à une représentation sociale plus équilibrée des personnes issues de la diversité, l'objectif du projet est de rendre visible les compétences de personnes qui ne le sont pas naturellement. En s'appuyant sur un modèle européen de l'organisme suédois *"Equalisters"* , le projet vise à favoriser l'inclusion en informant, sensibilisant la population et en donnant la visibilité qui revient aux personnes compétentes, issues de divers groupes souvent oubliés, dans différents contextes. Le projet propose de réduire la discrimination par la sensibilisation et la mobilisation des Montréalais(es) dans le contexte de recrutement professionnel. Également, l'objectif étant de rendre l'ensemble des acteurs de la société dans les communautés, les institutions et les milieux de vie plus inclusifs. Douze campagnes toucheront 120 personnes issues de la diversité et de la société d'accueil.

Organisme : Concert'Action Lachine
Projet : Lachine accueille
Montant : 100 000 $
Arrondissement(s) : Lachine
Le nombre de personnes immigrantes qui s'établissent dans l'arrondissement de Lachine connaît une croissance importante. Dans ce contexte, les organismes du milieu communautaire ont exprimé le besoin d'être mieux outillés pour intervenir auprès des personnes immigrantes, ainsi qu'auprès de la société d'accueil. Des formations, conçues en collaboration avec le Centre de soutien et d'aide aux immigrants (CSAI), seront offertes aux intervenants sur des thèmes qui seront déterminés avec les partenaires du milieu et seront adaptées au contexte de la relation entre les intervenants, les personnes immigrantes et la société d'accueil. Elles pourront porter sur des sujets tels la préparation à l'école, les droits des enfants, ou encore traiter de relations interculturelles. Les activités rejoindront 60 femmes immigrantes.

Organisme : Centre culturel algérien
Projet : Sensibilisation sur les risques des conflits parents-enfants
Montant : 95 000 $
Arrondissement(s) : Échelle métropolitaine
Face aux nombreux risques de décrochage social et de délinquance auxquels font face les jeunes adolescents issus de la communauté immigrante d'origine maghrébine, les parents issus de l'immigration sont confrontés à des défis importants qui viennent s'ajouter à celui de l'intégration socio-professionnelle. Le projet s'articule autour d'une approche éducative en amont, principalement préventive, auprès de dizaines de familles et plus particulièrement auprès des parents. Produire des capsules vidéo professionnelles mettant en évidence les lacunes de communication et divers problèmes relationnels entre les parents et leurs jeunes.

Organisme : Équipe RDP
Projet : Leaders jeunesse - acteurs du changement
Montant : 100 000 $
Arrondissement(s) : Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Le projet vise à encadrer 160 jeunes par un coordonnateur et un intervenant qui ont pour

responsabilité de prendre en charge les conflits qui surviennent à la sortie des classes tout en faisant un suivi auprès des autorités locales (écoles, bibliothèques, police de quartier). Également, ces intervenants coordonnent des activités et des formations sur les thèmes du leadership, de la médiation et de la participation citoyenne. En plus de maintenir l'intervention des leaders, il est prévu d'engager les jeunes dans des rencontres avec des citoyens et acteurs autour des problématiques et défis récurrents liés aux interactions entre les jeunes et les adultes dans les espaces publics et privés de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. Un portrait des problématiques et des pistes de solution et d'actions sera réalisé pour chacun des lieux sensibles.

Organisme : SINGA-Québec
Projet : Un rêve dans votre assiette
Montant : 150 000 $
Arrondissement(s) : Échelle métropolitaine
Le projet vise l'acquisition du restaurant-café « Café fixe », situé 5985, rue St-Hubert à Montréal. L'objectif est le développement d'un service de restauration dont les cuisinières et les serveuses sont 19 femmes réfugiées. La Ville financera le volet de la formation et de la médiation interculturelle pour
accompagnement de ces femmes. En plus de l'apprentissage des métiers de la restauration, le lieu servira à l'intégration sociale de ces femmes où sont prévus des échanges directs avec la société d'accueil. À terme, les promoteurs comptent transformer l'initiative en une entreprise d'économie sociale, spécialisée en insertion professionnelle des femmes immigrantes.

Organisme : Action Prévention Verdun
Projet : Travail de milieu famille
Montant : 50 000 $
Arrondissement(s) : Verdun
Les objectifs du projet sont de 1) repérer 70 familles issues de l’immigration récente en situation de vulnérabilité ou à risque de fragilisation en vue de favoriser leur connexion au réseau de santé, de services sociaux ou communautaires de Verdun; 2) mobiliser la communauté dans le développement d’un réseau de sentinelle pour le repérage des familles vulnérables. La création de ce réseau passera par les leaders des communautés culturelles (les leaders religieux, communautaires, etc.) afin d’étendre le filet du repérage aux personnes déconnectées du réseau de santé; 3) développer des facteurs protecteurs chez les familles. Le travailleur de milieu aura comme rôle de favoriser la participation sociale, de développer la connaissance et la disponibilité des ressources.

JUSTIFICATION

Ces initiatives s'adressent à des clientèles marginalisées et exclues et aux intervenants œuvrant auprès d'eux, tout en répondant à des priorités de l'administration municipale. Le service de la diversité et de l'inclusion sociale a comme mission de mettre en place les conditions favorisant la réalisation de ces initiatives puisqu'elles contribuent à l'intégration des nouveaux arrivants et au bien-être de leurs familles. Après avoir analysé les demandes présentées, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) - Bureau d'intégration des nouveaux arrivants (BINAM) recommande le soutien financier de ces projets.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires, totalisant la somme de **1 680 000 $**, sont disponibles au budget du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants (BINAM) dans le cadre de l'entente MIDI-Ville 2018-2021. Par conséquent, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal. La dépense sera entièrement assumée par la ville centrale. Le tableau suivant illustre le soutien accordé par la Ville dans les dernières années à ces organismes pour les mêmes projets et le soutien recommandé pour 2019-2021:

Organismes	Soutien accordé		Soutien recommandé	Part du soutien de la Ville au budget global du projet
	2017-2018	2018-2019	2019-2021	
Y des femmes de Montréal	-	96 252 $	**100 000 $**	92 %
Carrefour des ressources interculturel (CRIC)	40 000 $	14 063 $	**400 000 $**	70 %
Ensemble pour le respect de la diversité	25 000 $	15 000 $	**250 000 $**	88 %
Hay Doun	43 000 $	-	**220 000 $**	85 %
Réseau des entrepreneurs et professionnels africains (REPAF)	-	-	**115 000 $**	95 %
Centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociale (CLIPP)	-	-	**100 000 $**	76 %
Concert'Action Lachine	-	-	**100 000 $**	97 %
Centre culturel algérien	-	-	**95 000 $**	100 %
Equipe RDP	40 000 $	40 000 $	**100 000 $**	62 %
SINGA-Québec	-	-	**150 000 $**	18 %
Action Prévention Verdun	-	-	**50 000 $**	88 %

Les versements des subventions seront effectués, conformément aux dates inscrites aux projets de convention entre la Ville et les organismes respectifs, au dépôt des rapports de suivis détaillés exigés durant toute la durée des projets

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets d'intégration visent au rapprochement interculturel et à une meilleure intégration sociale des citoyennes et citoyens d'origines diverses. Ils participent ainsi à des objectifs sociaux du développement durable. Ces projets vont dans le sens de la réalisation de l'Action 9 du Plan de développement durable *« Montréal durable 2016-2020 »* : Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion. Par ces actions, la Ville de Montréal s'engage notamment à poursuivre et renforcer des actions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et à collaborer à la réalisation de mesures visant l'intégration des personnes immigrantes et leur pleine participation à la vie montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les projets financés ont démontré leur pertinence, la qualité de leurs interventions et leur efficacité à rejoindre les clientèles ciblées. Grâce à leur expertise, les organismes promoteurs favorisent l'intégration de ces communautés à la société montréalaise et québécoise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon le protocole de visibilité et d'affaires publiques de l'entente MIDI-Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

16 Janvier 2019 Présentation pour approbation par le comité exécutif
28 janvier 2019 Présentation pour approbation par le conseil municipal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nadia BASTIEN, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale
Nathalie VAILLANCOURT, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Daniel SAVARD, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Anne-Marie POITRAS, Outremont
Valérie LAFOREST, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Nicole OLLIVIER, Verdun
Stéphanie HOULE, Lachine
Daniel MOREAU, Rosemont - La Petite-Patrie
Agathe LALANDE, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale
Mariana PEREZ-LÉVESQUE, Service du développement économique
Jean-Marc LABELLE, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Maryse BOUCHARD, Ville-Marie

Lecture :

Daniel MOREAU, 18 décembre 2018
Nicole OLLIVIER, 17 décembre 2018
Mariana PEREZ-LÉVESQUE, 17 décembre 2018
Sonia GAUDREAULT, 17 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mourad BENZIDANE
Conseiller en affaires interculturelles

Tél : 514 868-5596
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Marie-Christine LADOUCEUR-GIRARD
Directrice du BINAM

Tél : 514-872-4877
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
directeur de service - diversite sociale et sports
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2018-12-21

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
GDD 1185970005

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ENSEMBLE POUR LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ**, personne morale constituée sous l'autorité de la deuxième partie de la *Loi sur les corporations canadiennes L.R.C. 1970 c.C-32*, dont l'adresse principale est au 180, boul. René-Lévesque Est, bureau 420, Montréal, Québec, H2X 1N6, agissant et représentée par madame Marie-Josée Fiset, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 6 septembre 2018;

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :
Numéro d'inscription d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente concernant le Programme Mobilisation-Diversité 2018-2021 entre la Ville et le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (ci-après le « **MIDI** ») (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MIDI et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme agit au bénéfice des jeunes pour promouvoir le respect des différences et engager le dialogue avec eux afin de bâtir un environnement harmonieux sans toutes formes de discrimination et d'intimidation;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de

gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet (ci-après le « **Projet** »).

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MIDI, conformément aux dispositions concernant le Protocole de visibilité et d'affaires publiques (ci-après les « **Normes de visibilité** ») joint à la présente Convention à

l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MIDI par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et par le MIDI;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MIDI aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard à chaque fin de semestre (06 mois) durant toute la durée de réalisation du projet.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le MIDI et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MIDI, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à la présente Convention devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins six (6) ans après la Date de terminaison ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle

contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limier la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11, et la tient indemne, en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les rapports, comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation;

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MIDI une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention;

4.10 Clauses particulières

4.10.1 conserver son statut d'organisme sans but lucratif pendant toute la durée de la présente Convention. Par conséquent, l'Organisme s'engage à aviser la Ville dans les dix (10) jours de la perte de son statut d'organisme sans but lucratif;

4.10.2 respecter les dispositions de la Charte de la langue française applicables et promouvoir l'usage du français auprès de sa clientèle et de ses employés et avoir un message d'accueil en français;

4.10.3 à la demande de la Ville, participer à un processus d'assurance qualité, de suivi et d'évaluation.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **deux cent cinquante mille dollars (250 000 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année **2019, l**a somme de **cent vingt cinq mille dollars (125 000 $),** sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1.1 un premier versement au montant de **soixante quinze mille dollars (75 000 $)**, correspondant à 30 % de la contribution totale dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.2.1.2 un deuxième versement au montant de **cinquante mille dollars (50 000 $),** correspondant à 20 % de la contribution totale **au plus tard le 30 août 2019 après réception du premier rapport d'étape.**

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.2.2 Pour l'année **2020, l**a somme de **cent mille dollars (100 000 $)**, sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.2.1 un troisième versement au montant de **cinquante mille dollars (50 000$)**, correspondant à 20 % de la contribution totale **au plus tard le 28 février 2020 après réception du second rapport d'étape,**

5.2.2.2 une somme maximale de **cinquante mille dollars (50 000 $),** correspondant à 20 % de la contribution totale **au plus tard le 30 août 2020 après réception du troisième rapport d'étape;**

5.2.3 Pour l'année **2021, l**a somme maximale de **vingt-cinq mille dollars (25 000 $)** correspondant à 10 % de la contribution totale au plus tard le **30 janvier 2021 après réception du rapport final.**

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

5.5 Respect des obligations

Aucun versement fait à l'Organisme ne constitue une reconnaissance du fait que ce dernier a respecté ses obligations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MIDI.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais **au plus tard le 31 janvier 2021.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.9, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville et au MIDI, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en

totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient tous les droits et a acquis de tout tiers, le cas échéant, lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **180, boul. René-Lévesque Est, bureau 420, Montréal, Québec, H2X 1N6,** et tout avis doit être adressé à l'attention de **madame Marie-Josée Fiset, directrice générale**. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie, ainsi transmise, a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

ENSEMBLE POUR LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ

Par : _____
Marie-Josée Fiset, directrice générale

Cette Convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CM…..).

ANNEXE 1

PROJET

Demande de soutien financier de l'Organisme, ci-jointe.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ ET D'AFFAIRES PUBLIQUES

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques, l'Organisme s'engage à respecter les obligations de la Ville comme si elles étaient les siennes.

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente signée entre le MIDI et la Ville. Ce protocole a pour but d'établir les modalités de visibilité entre le MIDI et la Ville.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

- placer la signature institutionnelle du MIDI, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, et à mentionner de la manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par le MIDI et, le cas échéant, à afficher dans ses locaux tout document attestant cette contribution;

- faire approuver par la représentante ou le représentant désigné par le MIDI, avant leur réalisation finale, tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du MIDI;

Dans le cas où une activité publique serait organisée dans le cadre de l'entente, la Ville s'engage à :

- inviter une représentante ou un représentant du MIDI à toutes les activités publiques relatives à l'entente et aux projets qui en découlent, à mentionner la contribution du MIDI et à inviter la représentante ou le représentant à prononcer une allocution.

OBLIGATIONS DU MINISTRE

Le MINISTRE s'engage à :

- fournir à la Ville tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, enrouleur, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation du présent protocole de visibilité;

- fournir à la Ville et à son graphiste toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
GDD 1185970005

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SERVICE DE SOUTIEN À LA FAMILLE HAY DOUN**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 615, rue Stuart, Montréal, Québec, H2V 3H2, agissant et représentée par Narod Odabasiyan, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 18 septembre 2018;

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :
Numéro d'inscription d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente concernant le Programme Mobilisation-Diversité 2018-2021 entre la Ville et le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (ci-après le « **MIDI** ») (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MIDI et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme agit un organisme de parrainage de réfugiés. Également, il intervient pour aider à l'accueil et l'intégration des personnes réfugiées;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet (ci-après le « **Projet** »).

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MIDI, conformément aux dispositions concernant le Protocole de visibilité et d'affaires publiques (ci-après les « **Normes de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte

que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MIDI par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et par le MIDI;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MIDI aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard à chaque fin de semestre (06 mois) durant toute la durée de réalisation du projet.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le MIDI et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MIDI, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à la présente Convention devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins six (6) ans après la Date de terminaison ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur

général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limier la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11, et la tient indemne, en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les rapports, comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation;

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MIDI une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention;

4.10 Clauses particulières

4.10.1 conserver son statut d'organisme sans but lucratif pendant toute la durée de la présente Convention. Par conséquent, l'Organisme s'engage à aviser la Ville dans les dix (10) jours de la perte de son statut d'organisme sans but lucratif;

4.10.2 respecter les dispositions de la Charte de la langue française applicables et promouvoir l'usage du français auprès de sa clientèle et de ses employés et avoir un message d'accueil en français;

4.10.3 à la demande de la Ville, participer à un processus d'assurance qualité, de suivi et d'évaluation.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **deux cent vingt mille dollars (220 000 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année **2019, l**a somme de **cent dix mille dollars (110 000 $),** sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1.1 un premier versement au montant de **soixante six mille dollars (66 000 $)**, correspondant à 30 % de la contribution totale dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.2.1.2 un deuxième versement au montant de **quarante quatre mille dollars (44 000 $),** correspondant à 20 % de la contribution totale **au plus tard le 30 août 2019 après réception du premier rapport d'étape.**

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.2.2 Pour l'année **2020, l**a somme de **quatre vingt huit mille dollars (88 000 $)**, sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.2.1 une somme maximale de **quarante quatre mille dollars (44 000 $)**, correspondant à 20 % de la contribution totale **au plus tard le 28 février 2020 après réception du second rapport d'étape,**

5.2.2.2 une somme maximale de **quarante quatre mille dollars (44 000 $),** correspondant à 20 % de la contribution totale **au plus tard le 30 août 2020 après réception du troisième rapport d'étape;**

5.2.3 Pour l'année **2021, l**a somme maximale de **vingt deux mille dollars (22 000 $)** correspondant à 10 % de la contribution totale, sera remise à l'Organisme **au plus tard le 30 janvier 2021 après réception du rapport final.**

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

5.5 Respect des obligations

Aucun versement fait à l'Organisme ne constitue une reconnaissance du fait que ce dernier a respecté ses obligations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MIDI.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais **au plus tard le 31 janvier 2021.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.9, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville et au MIDI, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en

totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient tous les droits et a acquis de tout tiers, le cas échéant, lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **615, rue Stuart, Montréal, Québec, H2V 3H2,** et tout avis doit être adressé à l'attention de **madame Narod Odabasiyan, directrice générale**. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie, ainsi transmise, a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

SERVICE DE SOUTIEN À LA FAMILLE HAY DOUN

Par : _____
Narod Odabasiyan, directrice générale

Cette Convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CM…..).

ANNEXE 1

PROJET

Demande de soutien financier de l'Organisme, ci-jointe.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ ET D'AFFAIRES PUBLIQUES

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques, l'Organisme s'engage à respecter les obligations de la Ville comme si elles étaient les siennes.

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente signée entre le MIDI et la Ville. Ce protocole a pour but d'établir les modalités de visibilité entre le MIDI et la Ville.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

- placer la signature institutionnelle du MIDI, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, et à mentionner de la manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par le MIDI et, le cas échéant, à afficher dans ses locaux tout document attestant cette contribution;

- faire approuver par la représentante ou le représentant désigné par le MIDI, avant leur réalisation finale, tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du MIDI;

Dans le cas où une activité publique serait organisée dans le cadre de l'entente, la Ville s'engage à :

- inviter une représentante ou un représentant du MIDI à toutes les activités publiques relatives à l'entente et aux projets qui en découlent, à mentionner la contribution du MIDI et à inviter la représentante ou le représentant à prononcer une allocution.

OBLIGATIONS DU MINISTRE

Le MINISTRE s'engage à :

- fournir à la Ville tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, enrouleur, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation du présent protocole de visibilité;

- fournir à la Ville et à son graphiste toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
GDD 1185970005

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 1851, rue Dufresne, Montréal, Québec, H2K 3K4, agissant et représentée par Veronica Islas, coordonnatrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 27 septembre 2018;

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :
Numéro d'inscription d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente concernant le Programme Mobilisation-Diversité 2018-2021 entre la Ville et le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (ci-après le « **MIDI** ») (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MIDI et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme agit un agent de rapprochement interculturel entre les personnes issues de la diversité et celles issues de la société d'accueil montréalaise.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet (ci-après le « **Projet** »).

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MIDI, conformément aux dispositions concernant le Protocole de visibilité et d'affaires publiques (ci-après les « **Normes de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte

que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MIDI par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et par le MIDI;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MIDI aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard à chaque fin de semestre (06 mois) durant toute la durée de réalisation du projet.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le MIDI et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MIDI, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à la présente Convention devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins six (6) ans après la Date de terminaison ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur

général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limier la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11, et la tient indemne, en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les rapports, comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation;

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MIDI une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention;

4.10 Clauses particulières

4.10.1 conserver son statut d'organisme sans but lucratif pendant toute la durée de la présente Convention. Par conséquent, l'Organisme s'engage à aviser la Ville dans les dix (10) jours de la perte de son statut d'organisme sans but lucratif;

4.10.2 respecter les dispositions de la Charte de la langue française applicables et promouvoir l'usage du français auprès de sa clientèle et de ses employés et avoir un message d'accueil en français;

4.10.3 à la demande de la Ville, participer à un processus d'assurance qualité, de suivi et d'évaluation.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **quatre cent mille dollars (400 000 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année **2019, l**a somme de **deux cent mille dollars (200 000$),** sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1.1 un premier versement au montant de **cent vingt mille dollars (120 000 $)**, correspondant à 30 % de la contribution totale dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.2.1.2 un deuxième versement au montant de **quatre vingt mille dollars (80 000 $),** correspondant à 20 % de la contribution totale **au plus tard le 30 août 2019 après réception du premier rapport d'étape.**

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.2.2 Pour l'année **2020, l**a somme de **cent soixante mille dollars (160 000 $)**, sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.2.1 une somme maximale de **quatre vingt mille dollars (80 000 $)**, correspondant à 20 % de la contribution totale **au plus tard le 28 février 2020 après réception du second rapport d'étape,**

5.2.2.2 une somme maximale de **quatre vingt mille dollars (80 000 $),** correspondant à 20 % de la contribution totale **au plus tard le 30 août 2020 après réception du troisième rapport d'étape;**

5.2.3 Pour l'année **2021, l**a somme maximale de **quarante mille dollars (40 000 $)** correspondant à 10 % de la contribution totale **au plus tard le 30 janvier 2021 après réception du rapport final.**

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

5.5 Respect des obligations

Aucun versement fait à l'Organisme ne constitue une reconnaissance du fait que ce dernier a respecté ses obligations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MIDI.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais **au plus tard le 31 janvier 2021.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.9, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville et au MIDI, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en

totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient tous les droits et a acquis de tout tiers, le cas échéant, lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **1851, rue Dufresne, Montréal, Québec, H2K 3K4,** et tout avis doit être adressé à l'attention de **madame Veronica Islas, coordonnatrice**. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie, ainsi transmise, a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL

Par : _____
Veronica Islas, coordonnatrice

Cette Convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CM…..).

ANNEXE 1

PROJET

Demande de soutien financier de l'Organisme, ci-jointe.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ ET D'AFFAIRES PUBLIQUES

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques, l'Organisme s'engage à respecter les obligations de la Ville comme si elles étaient les siennes.

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente signée entre le MIDI et la Ville. Ce protocole a pour but d'établir les modalités de visibilité entre le MIDI et la Ville.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

- placer la signature institutionnelle du MIDI, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, et à mentionner de la manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par le MIDI et, le cas échéant, à afficher dans ses locaux tout document attestant cette contribution;

- faire approuver par la représentante ou le représentant désigné par le MIDI, avant leur réalisation finale, tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du MIDI;

Dans le cas où une activité publique serait organisée dans le cadre de l'entente, la Ville s'engage à :

- inviter une représentante ou un représentant du MIDI à toutes les activités publiques relatives à l'entente et aux projets qui en découlent, à mentionner la contribution du MIDI et à inviter la représentante ou le représentant à prononcer une allocution.

OBLIGATIONS DU MINISTRE

Le MINISTRE s'engage à :

- fournir à la Ville tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, enrouleur, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation du présent protocole de visibilité;

- fournir à la Ville et à son graphiste toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal

Appel à projets: « *Montréal inclusive* »



Montréal

Immigration, Diversité et Inclusion
Québec

Processus

Ouverture de l'appel à projet : **6 septembre 2018**
Fermeture de l'appel à projet : **11 octobre 2018**
Début des projets : **à partir du 1er janvier 2019**
Toutes les questions concernant cet appel à projet doivent être envoyées, avant le 8 octobre 2018**,** à binam@ville.montreal.qc.ca.



Montréal

Immigration, Diversité et Inclusion
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	Page
CONTEXTE	**5**
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	**6**
CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ	**7**
MODALITÉS DE FINANCEMENT	**8**
CRITÈRES D'ANALYSE	**9**
SUIVI ET ÉVALUATION	**10**
INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	**11**
DÉPÔT DES DEMANDES	**12**

« Une société ne peut progresser en complexité que si elle progresse en solidarité. »

- Edgar Morin

CONTEXTE

Le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants (BINAM) présente son nouveau programme de subvention « Montréal Inclusive », déployé avec le soutien financier du **Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI).**

Le programme de subvention « Montréal Inclusive» s'adresse aux organisations montréalaises à but non lucratif qui œuvrent à l'édification d'une ville accueillante, intégrante et inclusive.

Montréal est réputée comme une ville riche de son immigration et de sa diversité. Néanmoins, les défis sont nombreux. Pour ne nommer que quelques exemples, l'intégration économique des immigrants demeure sous-optimale si on la compare avec d'autres métropoles canadiennes d'immigration. La francisation des immigrants continue de mobiliser les efforts et l'attention.

Avec son nouveau programme de subvention, la Ville vient reconnaître l'expertise et l'engagement des OBNL montréalais pour répondre à ces défis. Dans son approche, le BINAM mise, d'une part, sur des **services aux nouveaux arrivants performants** et, d'autre part, **des actions structurantes auprès de la société d'accueil**.

Par cet appel 2018-2021, le BINAM financera des projets à moyen terme (2-3 ans), répartira son financement de façon plus efficace et dégagera des montants plus importants avec la volonté de recevoir des projets structurants pour une offre toujours plus pertinente pour les immigrants.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Les projets soutenus doivent s'inscrire dans l'un des deux champs d'action du BINAM. Celui de « l'inclusion » visant en particulier la société d'accueil et celui de «l'intégration» visant spécifiquement les nouveaux arrivants.

De façon plus précise, les projets doivent viser un ou plusieurs des objectifs généraux suivants :

- réduire la discrimination par le développement d'actions de sensibilisation et de promotion auprès de la société d'accueil;
- contribuer à la protection et au respect des droits des nouveaux arrivants;
- combattre l'isolement des femmes immigrantes et favoriser leur autonomie financière;
- former et outiller les intervenants communautaires et institutionnels qui œuvrent auprès de la clientèle immigrante;
- réduire les obstacles qui nuisent à l'embauche des personnes immigrantes;
- conscientiser les employeurs montréalais aux apports positifs de la diversité dans leurs entreprises

CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

Un projet admissible doit :

- être déposé par un ou des OBNL en règle selon le Bureau du Registraire des entreprises du Québec et actif depuis au moins deux (2) ans;
- se dérouler sur le territoire de la Ville de Montréal;
- avoir des objectifs et des indicateurs quantifiables;
- être accompagné de la demande de soutien et des documents requis (voir formulaire de dépôt).

Les projets / éléments non admissibles sont :

- les dépenses directement reliées aux activités courantes de l'organisme (hors projet);
- les études et les diagnostics: le projet global peut toutefois inclure une petite partie d'étude, mais celle-ci ne peut être financée par les fonds de la Ville;
- les projets lancés avant le dépôt du projet à la Ville;
- les projets portant exclusivement sur les questions d'employabilité;
- les projets s'adressant aux individus ayant un statut d'immigration précaire ou sans statut;
- les évènements ou les activités ponctuelles;
- les projets qui seront exclusivement réalisés dans les territoires d'inclusion prioritaires (TIP).

Qu'est-ce qu'un territoire d'inclusion prioritaire ?

Pour répondre au défi de coordination et de cohésion des actions d'intégration sur le territoire montréalais, le développement de 6 territoires d'inclusion prioritaire sera réalisé par autant de ressources qui auront pour mandat de donner une impulsion à l'action locale en accompagnant les arrondissements et les organismes communautaires dans la mise en place de services et de projets mutualisés. Un fonds de 3,9 M $ consacré aux « TIP » viendra soutenir le développement de projets et d'actions mutualisées. Ce fond sera réparti à compter de 2019 suivant un diagnostique réalisé par les conseillers en partenariat territorial du BINAM et ne fait donc pas partie de cet appel à projets.

TIP retenus pour 2018-2021 :

- Saint-Laurent/Pierrefonds-Roxboro
- Ahuntsic-Cartierville
- Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
- Saint-Léonard/Anjou
- Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
- Montréal-Nord

MODALITÉS DE FINANCEMENT

Les contributions financières octroyées par la Ville diffèrent en fonction de la portée des projets présentés. La Ville reconnait deux types de projets:

- les projets locaux

La subvention du BINAM pour un projet local, c'est-à-dire un projet dont la portée est limitée à un (1) arrondissement, **ne pourra pas excéder 50 000 $ CA par année**, pour un maximum de deux (2) ans. Les projets se déroulant exclusivement dans les territoires d'inclusion prioritaire ne peuvent pas être subventionnés dans le cadre de cet appel à projet.

- les projets métropolitains

La subvention du BINAM pour un projet métropolitain, c'est-à-dire un projet mené dans au moins deux (2) arrondissements, **ne pourra pas excéder 150 000 $ CA par année**, pour un maximum de deux (2) ans.

LE FINANCEMENT NE PEUT PAS SERVIR À SOUTENIR LE FONCTIONNEMENT DE BASE DE L'ORGANISME.

PAR L'INTERMÉDIAIRE D'AUTRES SOURCES, LE DÉDOUBLEMENT DU FINANCEMENT DU PROJET N'EST PAS PERMIS.

LES CONTRIBUTIONS DE BIENS SONT ADMISSIBLES SEULEMENT SI ELLES SONT ACCOMPAGNÉES D'UN JUSTIFACTIF.

CRITÈRES D'ANALYSE

Le BINAM évalue le respect des critères d'admissibilité de chacun des dossiers de candidature reçu. Tous les projets doivent répondre aux objectifs généraux et aux volets du présent document. Un projet peut donc être refusé s'il ne répond pas aux exigences de la Ville.

Les dossiers qui respectent les objectifs et les critères seront présentés au comité de sélection des projets. Seuls les projets ayant obtenu les meilleures notes seront retenus. S'il le juge opportun, le comité de sélection peut recommander une contribution financière différente de celle demandée par l'organisme.

CRITÈRES D'ANALYSE	NOTE
1. SITUATION DE L'ORGANISME DEMANDEUR	
Mission en lien avec le programme Montréal inclusive. L'organisme détient une expertise reconnue et une bonne connaissance des clientèles et des problématiques (qualité des réalisations antérieures).	/5
2. PERTINENCE ET QUALITÉ DU PROJET	
Pertinence de la problématique et/ou du contexte dans lequel s'inscrit le projet. Le projet répond à une problématique évaluée (recensée) ou à un besoin non comblé.	/5
Activités offertes permettent de répondre aux objectifs du programme Montréal inclusive.	/5
Pertinence des résultats attendus.	/10
Le projet a le potentiel de créer de l'impact sur la population immigrante ou sur la société d'accueil.	/15
3. INNOVATION ET REALISME DU PROJET	
Le projet mettra en œuvre des pratiques ou des façons de faire novatrices.	/5
Le projet est conçu de manière à joindre efficacement la clientèle cible.	/10
Le budget proposé est équilibré et réaliste par rapport aux objectifs visés.	/10
Échéancier réaliste et conforme à la durée du financement.	/10
4. SUIVI ET ÉVALUATION	
Pertinence des indicateurs proposés.	/10
Qualité de la stratégie de suivi et d'évaluation proposée.	/10
5. PARTENARIATS	
Qualité et degré d'implication des partenaires dans le projet	/ 5
TOTAL	**/100**

SUIVI ET ÉVALUATION

Les organisations dont les projets auront été sélectionnés s'engagent à accepter le processus de suivi, d'évaluation et de reddition de compte développé par le BINAM.

Suivi / Reddition de compte

Un formulaire de suivi présentant l'état d'avancement et les résultats du projet devra être complété, dans les délais indiqués, par les OBNL dont les projets sont subventionnés dans le cadre du présent appel à projets.

Évaluation

Le BINAM pourra mandater des évaluateurs externes afin d'évaluer l'impact des projets subventionnés. Les OBNL devront collaborer avec ces évaluateurs afin qu'ils puissent accomplir leurs missions en leur donnant accès aux informations relatives aux projets.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Entente de contribution financière

Une entente sera rédigée pour chaque projet retenu. Celle-ci précisera la durée du projet, le montant de la contribution, les modalités de versement ainsi que les obligations respectives de l'OBNL et de la Ville de Montréal. Le projet et l'entente doivent être approuvés par l'organisme et l'instance de la Ville.

Situation de conflits d'intérêts

L'OBNL doit éviter toute situation susceptible de placer des membres de son conseil d'administration, le personnel et les élus de la Ville en situation de conflits d'intérêts réel ou potentiel. Si une telle situation se présente, le représentant de l'OBNL devra immédiatement en informer le BINAM, qui pourra émettre une directive indiquant à l'OBNL comment remédier à ce conflit d'intérêts ou, selon les circonstances, déclarer celui-ci admissible à la poursuite du processus.

Rejet d'un dossier

Les dossiers incomplets, non conformes ou reçus après le 11 octobre 2018, à 23h59, ne seront pas considérés. Toute fausse déclaration ainsi que le non-respect total ou partiel des exigences du dépôt de projets entraîneront le rejet immédiat d'une candidature ou d'un dossier de candidature.

Engagement

Tout participant s'engage à renoncer à tout recours concernant les modalités d'organisation du dépôt de projets, les résultats, les recommandations du comité et les décisions des instances de la Ville. Les bénéficiaires acceptent que soit communiqué un résumé de leur projet et du financement obtenu dans ce cadre.

Questions

Toutes les questions relatives à cet appel à projets doivent être adressées au courriel suivant: binam@ville.montreal.qc.ca. Aucun renseignement ne sera donné par téléphone ou en personne.

DÉPÔT DES DEMANDES

Entente de contribution financière

Afin de participer à cet appel à projets, les organismes intéressés doivent compléter le formulaire disponible à l'adresse ci-dessous et y joindre les pièces demandées.

Le formulaire de candidature en ligne doit être complété au plus tard **le 11 octobre 2018, à 23 h 59 (heure de l'Est).**

Tout dossier soumis après cette date ne sera pas considéré.

Lien vers le formulaire :

http://bit.ly/mtlinclusive

Liste des documents à joindre au formulaire (AU FORMAT PDF):

1. formulaire de présentation du budget du projet;
2. lettres patentes de l'organisme;
3. la résolution du conseil d'administration de l'organisme mandatant la personne désignée à soumettre une proposition à la Ville de Montréal;
4. le rapport d'activités et les états financiers de l'organisme.



Montréal

Ville.montreal.qc.ca/BINAM

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1185970005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division binam
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 1 680 000 $ à 11 différents organismes, pour l'année 2019, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal (Entente MIDI-Ville 2018 - 2021) / Approuver les projets de conventions à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1185970005 - Soutien financier 11 organismes.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposé au Budget
Tél : 514 872-3580

Co-Auteur: Cédric Ago

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-12

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.26

2019/01/28
13:00

(2)

Dossier # : 1187231063

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Duroking Construction / 9200 2088 Québec inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray et des travaux de réfection de chaussée dans la 20e Avenue, de la rue Villeray à la rue Jean-Talon et dans la 18e Avenue, de la rue Villeray au boulevard Crémazie Est dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 2 730 599,34 $ (contrat: 2 246 908,49 $ + contingences: 224 690,85 $ + incidences: 259 000 $), taxes incluses. Appel d'offres public 409110 - 10 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 2 505 908,49 $, taxes incluses pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la 20^{e} avenue, de la rue Everett à la rue Villeray et des travaux de voirie dans les rues avoisinantes, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 246 908,49 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 409110 ;

3. d'autoriser une dépense de 224 690,85 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-07 16:18

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187231063**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Duroking Construction / 9200 2088 Québec inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray et des travaux de réfection de chaussée dans la 20e Avenue, de la rue Villeray à la rue Jean-Talon et dans la 18e Avenue, de la rue Villeray au boulevard Crémazie Est dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 2 730 599,34 $ (contrat: 2 246 908,49 $ + contingences: 224 690,85 $ + incidences: 259 000 $), taxes incluses. Appel d'offres public 409110 - 10 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la ville de Montréal.
Les travaux du présent dossier, prévus dans la 20e Avenue, s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite des différentes analyses et inspections télévisées et en raison de leur état de dégradation structurale, les conduites d'égout unitaire en béton armé, installées en 1950, et la conduite d'eau secondaire en fonte grise, installée en 1951, de la 20e Avenue entre les rues Everett et Villeray, ont été identifiées par la DRE comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement étant donné leur mauvaise condition structurale (6 réparations historiques). Ce tronçon n'a pas été retenu dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation.

Également, dû à la présence de travaux majeurs de reconstruction d'infrastructures dans ce tronçon de rue, la Direction des transports a décidé de procéder à la réhabilitation de sa chaussée via le programme de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement (PRCPR).

Des travaux de réfection de chaussée ont également été intégrés à ce contrat, via le même programme, pour la 18e Avenue, entre la rue Villeray et le boulevard Crémazie Est, ainsi que pour la 20e Avenue, entre la rue Jean-Talon et la rue Villeray, étant donné leur proximité géographique.

La DRE et la Direction des transports du SIVT ont mandaté la Direction des infrastructures du SIVT afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Les travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray et les travaux de réfection de chaussée dans la 20e Avenue, de la rue Villeray à la rue Jean-Talon et dans la 18e Avenue, de la rue Villeray au boulevard Crémazie Est dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension auront lieu sur une distance d'environ 780 mètres. Ces travaux consistent en :
- La reconstruction de 315 mètres d'égout unitaire de diamètre variant entre 375 mm et 675 mm, dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray, justifiée par la mauvaise condition structurale (CIS=5);
- La reconstruction de 325 mètres de conduite d'eau secondaire de 200 mm de diamètre, dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray, justifiée par le mauvais état structural (selon l'indicateur EP-1 du MAMOT);
- La reconstruction de ± 60 mètres carrés de trottoir boulevard en béton dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray;
- La reconstruction de ± 1 000 mètres carrés de trottoir monolithe en béton dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray;
- La reconstruction de ± 3 530 mètres carrés de chaussée dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray;
- Le planage et la pose d'un nouveau revêtement bitumineux dans la 18e Avenue, entre la rue Villeray au boulevard Crémazie Est, sur une distance de ± 220 mètres;
- Le planage et la pose d'un nouveau revêtement bitumineux dans la 20e Avenue, entre la rue Jean-Talon et la rue Everett, sur une distance de ± 220 mètres,

Le plan de localisation et le plan des travaux de surface se trouvent en pièces jointes.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 224 690,85 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, d'horticulture, de chloration des conduites d'eau, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document « Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences » en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1 000 $ par jour de retard. Par contre, aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

Le présent dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, il s'agit d'un contrat de plus de 2 M$ pour lequel il existe un écart de prix de plus de 20 % entre la soumission interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

L'estimation de soumission de la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC), est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que les taux de la main d'œuvre réels du marché actuel.

L'équipe de l'économie de la construction (ÉÉC) de la DGPEC a procédé à l'analyse des dix (10) soumissions reçues pour l'appel d'offres. Il y a un écart favorable de 20,4 % entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de soumission. L'estimation de soumission se situe dans la moyenne des soumissions reçues.

L'écart se situe principalement dans l'article « Excavation dans le roc » (18,2 % de l'écart total). Le plus bas soumissionnaire ainsi que trois autres soumissionnaires ont soumis un prix très faible pour cet article. Selon l'ÉÉC, ces soumissionnaires pensent ne pas avoir à excaver autant de quantité de roc puisque les conduites d'égout proposées seront construites dans les mêmes tranchées que celles existantes alors que l'estimation est calculée selon les quantités indiquées au bordereau. Le reste de l'écart de 2,2 % est réparti dans les autres articles de la soumission.

Le plus bas soumissionnaire a présenté un prix très compétitif vu la marge qui le sépare du deuxième plus bas soumissionnaire. Cette avance démontre aussi l'agressivité de la concurrence entre les entrepreneurs qui veulent remplir leur carnet de commandes pour la prochaine année.

Compte tenu de ces précisions, la DGPEC appuie la recommandation de l'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 2 730 599,34 $, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 2 246 908,49 $, des contingences de 224 690,85 $ et des incidences de 259 000 $.
Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, est prévue et répartie entre les différents PTI des unités d'affaires de la façon suivante :

· 80,6 % au PTI de la DRE du Service de l'eau pour un montant de 2 200 303,34 $, taxes incluses;

· 19,4 % au PTI de la Direction des transports du SIVT pour un montant de 530 296,00 $, taxes incluses.

La dépense totale de 2 730 599,34 $ représente un coût net à la charge des contribuables de 2 493 401,15 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunts suivants :

· # 17-083 pour un montant de 2 009 170,22 $;
· # 17-073 pour un montant de 295 070,11 $;
· # 17-007 pour un montant de 189 160,82 $.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances, également en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 8 février 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.
L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée par le Service des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission sur l'examen des contrats : janvier 2019
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : mai 2019
Fin des travaux : septembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Service des finances - services centraux - GDD Dév

Parties prenantes

Karine CÔTÉ, Service des communications
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Said SABOUHI, Service de l'eau
Jocelyn JOBIDON, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Jean CARRIER, 26 novembre 2018
Said SABOUHI, 26 novembre 2018
Karine CÔTÉ, 26 novembre 2018
Jocelyn JOBIDON, 26 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yacine FAKHFAKH
Ingénieur

Tél : 514-872-0451
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-14

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2018-12-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-06

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION VERSION FINALE

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 409110 — No du GDD : 1187231063

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray et travaux de voirie dans les rues avoisinantes.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 9 - 2018 — Ouverture originalement prévue le : 4 - 10 - 2018

Ouverture faite le : 11 - 10 - 2018 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
26 - 9 - 2018	Révision des quantités de la chaussée et de trottoirs de la 20e Avenue. Erreur de convertion de la quantité de l'enrobé bitumineux de la réhabilitation de chaussée.	(565 000.00)
2 - 10 - 2018	Révision de la description du type de l'enrobé bitumineux à utiliser.	-

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 19 — Nbre de soumissions reçues : 10 — % de réponses : 53

Nbre de soumissions rejetées : — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 8 - 2 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *(Les prix de soumission et l'AMF ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)*	Prix soumis incluant taxes et corrections du prix — **Total**
DUROKING CONSTRUCTION / 9200 2088 QUEBEC INC.	2 246 908.48
LES ENTREPRISES COGENEX INC.	2 676 799.66
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	2 792 704.22
TRAVAUX ROUTIERS METROPOLE (9129-2201 QUEBEC INC.)	2 793 573.78
LES ENTREPRISES CLAUDE CHAGNON INC.	2 865 000.00
CONTRUCTION BAU-VAL INC.	2 867 000.00
9180-7784 QUEBEC INC.	2 948 639.88
ALI EXCAVATION INC.	3 148 081.04
ROXBORO EXCAVATION INC.	3 393 009.75
DEMIX CONSTRUCTION , UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.	3 697 756.51
Estimation — **interne**	2 823 568.43

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-20.4%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **19.1%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		X	AMF		X	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		X	Revenu Qc		X	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : DUROKING CONSTRUCTION / 9200 2088 QUEBEC INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 2 246 908.48

Montant des contingences ($) : 224 690.85

Montant des incidences ($) : 259 000.00

Date prévue de début des travaux : 20 - 5 - 2019 — Date prévue de fin des travaux : 13 - 9 - 2019



Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

PROJET : Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray et travaux de voirie dans les rues avoisinantes.

NATURE DES TRAVAUX : TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITE D'EAU ET DE VOIRIE

TITRE DU PLAN : PLAN DE LOCALISATION DES TRAVAUX

SOUMISSION : 409110


ARRONDISSEMENT : VILLERAY-SAINT-MICHEL-PARC-EXTENSION

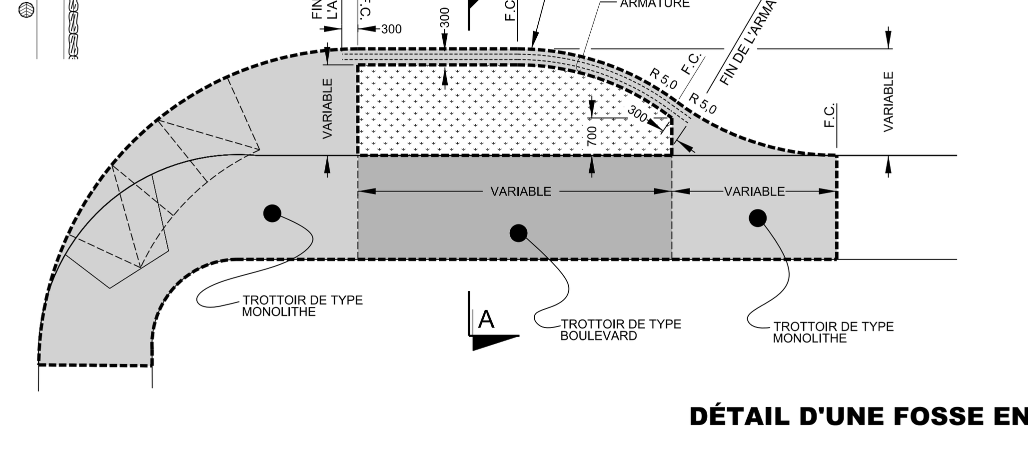
PRÉPARÉ PAR : ÉTIENNE LAFLAMME, AG. TECH.

APPROUVÉ PAR : YACINE FAKHFAKH, ING.

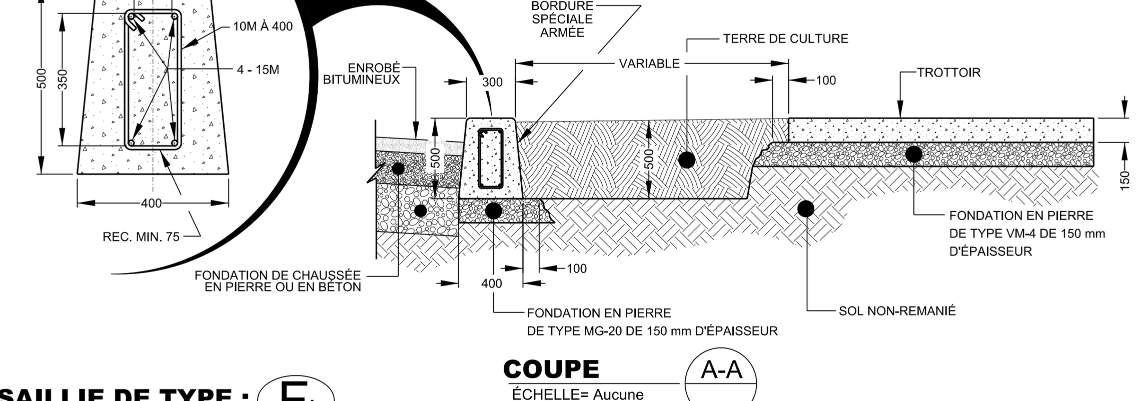
DATE : 05 novembre 2018

ÉCHELLE : AUCUNE





DÉTAIL D'UNE FOSSE EN SAILLIE DE TYPE : FA



COUPE A-A
ÉCHELLE: Aucune

LÉGENDE:

TROTTOIR À RECONSTRUIRE

TECHNIQUE

RECONSTRUCTION PLEINE LARGEUR DE LA 20E AVENUE

-MATÉRIAUX RECYCLÉS DE TYPE MR-1 OU MR-2 DE 500mm D'ÉPAISSEUR;

-PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG 20 DE 200mm D'ÉPAISSEUR;

-COUCHE DE BASE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 3B, 2, PG 58S-28 DE 60mm D'ÉPAISSEUR

-COUCHE DE SURFASE D'UN ENROBÉ DE TYPE EC-10, 3B, 2, PG 58S-28 DE 40mm D'ÉPAISSEUR

RECONSTRUCTION PLEINE LARGEUR DU PROLONGEMENT DE LA 20E AVENUE ET DANS L'EMPRISE DES INTERSECTIONS AVEC LES RUES EVERETT ET VILLERAY

-MATÉRIAUX RECYCLÉS DE TYPE MR-1 OU MR-2 DE 500mm D'ÉPAISSEUR;

-PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG 20 DE 200mm D'ÉPAISSEUR;

-COUCHE DE BASE D'UN ENROBÉ DE TYPE GB-20, 2B, 2, PG 64E-28 DE 100mm D'ÉPAISSEUR

-COUCHE DE SURFASE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 1A, 1, PG 64E-28 THRD DE 60mm D'ÉPAISSEUR

Références

N°. de plan:	Description:
409110-EGA-01	Plan et profil

Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de
DFE .... égout
DFD .... drain
DFP .... pavage
DFT .... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de
DP .... pavage
DT .... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE .... égout
ND .... drain
NP .... pavage
NT .... trottoir

Puisard
T + C ....tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G ....tête et grille à changer
T + G + REP ....tête et grille à changer (+ réparation)
A + N .... ajustable à niveler
A + C .... ajustable à changer

Égout / Aqueduc
C + C .... cadre et couvercle à changer
C + C + REP .... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
A + N .... ajustable à niveler
A + C .... ajustable à changer
TBV + N .... tête de boîte de vanne à niveler
TBV + C .... tête de boîte de vanne à changer

Divers
NIV .... à niveler
RPH .... rampe pour handicapés

Symbologie graphique

- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- * Repère géodésique
- * Vanne de gaz
- Regard chambre d'aqueduc
- Regard chambre de la C.S.E.M.
- Symbole de forage
- Base à briser et reconstruire au même emplacement
- Base à construire
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-Fontaine
- * Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- M — Manchon
- F.C. — Fin de courbe
- Base existante
- Base à briser ou enlever
- Chambre transformateur (vieille)
- Chambre de transformateur
- Chambre transf. (Hydro-Québec)

* Symbole grossi pour clarté

Responsables

BELL : 514 870-1237	GAZ MÉTRO : 514 598-3419
C.S.E.M. : 514 868-3686	HYDRO-QUÉBEC : (RÉSEAU DISTR.) 514 385-8888, # 5118
CIRCULATION : (MARQ.+SIGN. ÉCR.) (9 ANCIENS ARROND.) 514 872-6594	
RESPONS. PARC : - 514 -	RESPONS. ARR. : - 514 -

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME : NAD83

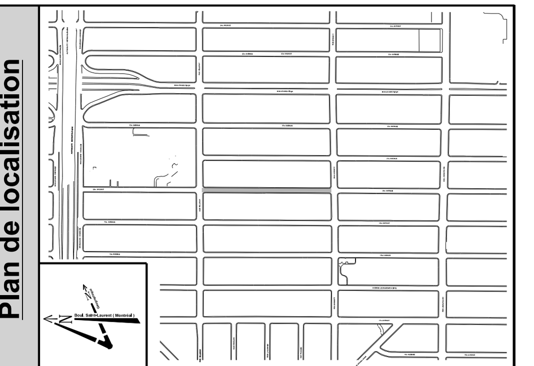
REPÈRE GÉODÉSIQUE: 70KM059

LOCALISATION : 19e Avenue et rue Villeray

ALTITUDE : 46,940m CGVD28

ORIENTATION :

Plan de localisation



Émission

N°	Date	Description	Prép. par	Resp. projet
000	2018 / 07 / 31	Émis pour soumission	Richard Côté	Mourad Achab
A	2018 / 07 / 04	Émis pour commentaires 50 %	Richard Côté	Mourad Achab

Montréal

Service des infrastructures,
de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Intervenants

Relevé au terrain: André A. Perron, agent technique	2018 / 04 / 24	Voirie
Dessiné par: Patrick Collas, Tech. dess.	2018 / 07 / 04	
Préparé par: Richard A. Côté, agent technique	2018 / 05 / 11	

Ingénieur(e): Mourad Achab, ingénieur

Sceau de l'ingénieur(e):

Original signé le:

Projet: **20e Avenue**
De la rue Everett à la rue Villeray
Arrondissement(s): **Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension**

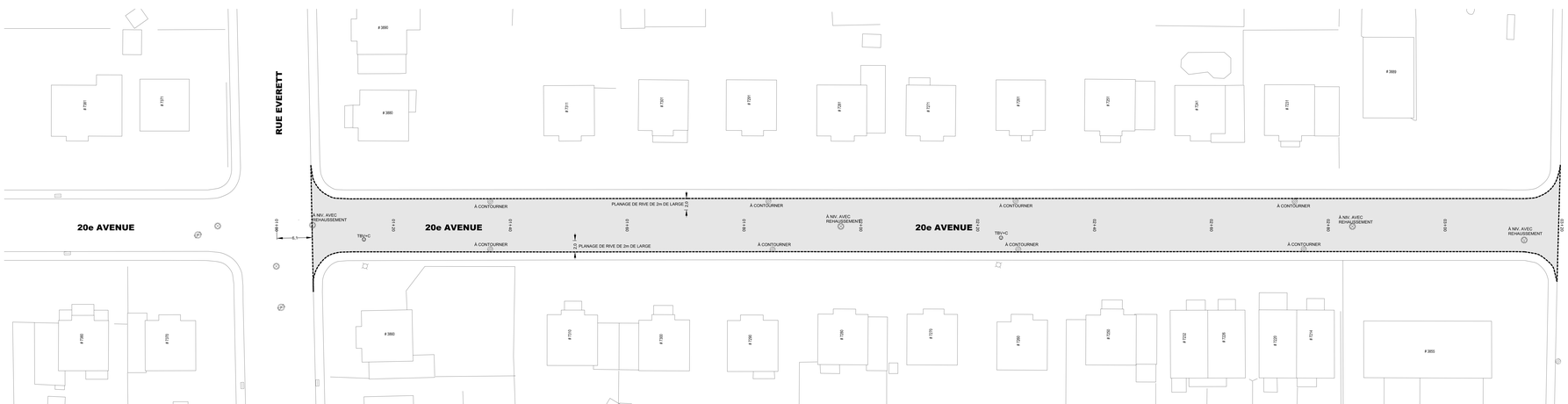
Nature des travaux: **Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie**

Titre du plan: **Reconstruction de chaussée et de trottoirs Chainage 00+20 @ 04+20**

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 200 (0 – 1,25 – 2,5 – 5,0 – 7,5 – 10,0 (mètres))

N° de plan:	Feuillet:	Émission:	Soumission:	Page:
C-7083	-	000	409110	-



TECHNIQUE

PLANAGE 20E AVENUE :

- Planage de rive 0 à 2m de large
- Couche de surface d'un enrobé de type ESG-10, 2B, 2, PG 64H-28 de 50 mm d'épaisseur ;

Références

N°. de plan:	Description:
-	-

Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de
DFE ..... égout
DFD ..... drain
DFP ..... pavage
DFT ..... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de
DP ..... pavage
DT ..... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE ..... égout
ND ..... drain
NP ..... pavage
NT ..... trottoir

Puisard
T + C ..... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G ..... tête et grille à changer
T + G + REP ..... tête et grille à changer (+ réparation)
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer

Égout / Aqueduc
C + C ..... cadre et couvercle à changer
C + C + REP ..... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer
TBV + N ..... tête de boîte de vanne à niveler
TBV + C ..... tête de boîte de vanne à changer

Divers
NIV. ..... à niveler
RPH ..... rampe pour handicapés

Symbologie graphique

- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Vanne de gaz
- Regard chambre d'aqueduc
- Regard chambre de la C.S.E.M.
- Symbole de forage
- Base à briser et reconstruire au même emplacement
- Base à construire
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-Fontaine
- Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- Manchon de paromètre
- Manchon
- Fin de courbe
- Base existante
- Base à briser ou enlever
- Symbole grand jour dans
- Chambre transformateur (vieille)
- Chambre de transformateur
- Chambre transf. (Hydro-Québec)

Responsables

BELL: 514 870-1237
C.S.E.M.: 514 866-3686
CIRCULATION : (MARQ.+ENGIN. ECR.) (9 AVIONS AVRIGNE)
514 872-6594
GAZ MÉTRO: 514 598-3419
HYDRO-QUÉBEC: (RÉSEAU SOUTE.)
514 385-8888, # 5118
RESPONS. PARC. : - 514 -
RESPONS. ARR. : - 514 -

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME : NADxxxx

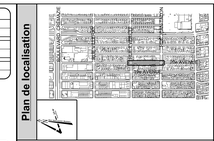
RÉPÈRE GÉODÉSIQUE: XXXX

LOCALISATION : XXXX

ALTITUDE : XXXX

ORIENTATION :

Plan de localisation



Émission

N°	Date	Description	Prép. par	Resp. projet
000	2018-08-31	Émis pour soumission	A.G.	M.A.
A	2018-08-06	Émis 50% (Commentaires)	A.G.	M.A.

Intervenants

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Relevé au terrain: **Alain Gascon, ag. tech.** 2018-08
Dessiné par: **Alejandro Mejia, Dess.** 2018/08/06
Préparé par: **Alain Gascon, ag. tech.** 2018/08/01
Sceau de l'ingénieur(e):
Ingénieur(e): **Mourad Achab, ing.**
Original signé le:

Projet:

Rue 20e Avenue
De la rue Everett à la rue Jean-Talon
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

Arrondissement(s):

Nature des travaux:

TRAVAUX DE VOIRIE


Titre du plan:

Planage et revêtement de la chaussée de la rue Everett à la rue Jean-Talon

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 200

N° de plan:	Feuillet:	Émission:	Soumission:	Page:
C-7485	-	000	409110	-



TECHNIQUE

PLANAGE 18E AVENUE :

- Planage de rive 0 à 2m de large
- Couche de surface d'un enrobé de type ESG-10, 2B, 2, PG 64H-28 de 50 mm d'épaisseur ;

Références

N° de plan:	Description:
-	-

Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de
DFE .... égout
DFD .... drain
DFP .... pavage
DFT .... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de
DP .... pavage
DT .... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE .... égout
ND .... drain
NP .... pavage
NT .... trottoir

Puisard
T + C ....tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G ....tête et grille à changer
T + G + REP ....tête et grille à changer (+ réparation)
A + N .... ajustable à niveler
A + C .... ajustable à changer

Égout / Aqueduc
C + C .... cadre et couvercle à changer
C + C + REP .... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
A + N .... ajustable à niveler
A + C .... ajustable à changer
TBV + N .... tête de boîte de vanne à niveler
TBV + C .... tête de boîte de vanne à changer

Divers
NIV .... à niveler
RPH .... rampe pour handicapés

Symbologie graphique

Puisard de rue
Puisard dalot
Grille carrée
Puisard de trottoir
Repère géodésique
Vanne de gaz
Regard chambre d'aqueduc
Regard chambre de la C.S.E.M.
Symbole de forage
Base à briser et reconstruire au même emplacement
Base à construire
Regard chambre H.Q.
Regard chambre d'égout
Regard chambre de Bell
Borne-Fontaine
Boîte de vanne
Vanne d'aqueduc
Manchon de parcomètre
Manchon
F.C.— Fin de courbe
Base existante
Base à briser ou enlever
Symbole grossi pour clarté
Chambre transformateur (vieille)
Chambre de transformateur
Chambre transf. (Hydro-Québec)

Responsables

BELL : 514 870-1237
GAZ MÉTRO : 514 598-3419
C.S.E.M. : 514 868-3686
HYDRO-QUÉBEC : (RÉSEAU DISTR.) 514 385-8888, # 5118
CIRCULATION : (MARQ.+SIGN. ÉCR.) (9 ANCIENS ARROND.) 514 872-6594
RESPONS. PARC. : - 514 -
RESPONS. ARR. : - 514 -

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME : NADxxxx
REPÈRE GÉODÉSIQUE : XXXX
LOCALISATION : XXXX
ALTITUDE : XXXX
ORIENTATION :

Plan de localisation

Émission

N°	Date	Description	Prép. par	Resp. projet
000	2018-08-31	Émis pour soumission	A.G.	M.A.
A	2018-08-06	Émis 50% (Commentaires)	A.G.	M.A.

Montréal

Service des infrastructures,
de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Intervenants

Relevé au terrain: **Alain Gascon, ag. tech.** **2018-08**
Dessiné par: **Alejandro Mejia, Dess.** **2018/08/06**
Préparé par: **Alain Gascon, ag. tech.** **2018/08/01**
Voirie
Ingénieur(e): **Mourad Achab, ing.**
Sceau de l'ingénieur(e):
Original signé le:

Projet: **Rue 18e Avenue**
De Boulevard Crémazie à la rue Villeray
Arrondissement(s): **Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension**

Nature des travaux: **TRAVAUX DE VOIRIE**

Titre du plan: **Planage et revêtement de la chaussée du boulevard Crémazie à la rue Villeray**

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 200 (0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 (mètres))

N° de plan:	Feuillet:	Émission:	Soumission:	Page:
C-7486	-	000	409110	-

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 409110
Numéro de référence : 1197450
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray et travaux de voirie dans les rues avoisinantes.

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9180-7784 Québec inc. 5020 Ambroise-Lafortune Boisbriand, QC, J7H1S6	Madame Nathalie Martin Téléphone : 450 818-4020 Télécopieur : 450 818-0117	**Commande : (1488980)** 2018-09-11 8 h 10 **Transmission :** 2018-09-11 8 h 10	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 52 - Courriel 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Courriel 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1489617)** 2018-09-12 9 h 47 **Transmission :** 2018-09-12 9 h 49	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 52 - Courriel 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Courriel 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Cojalac inc. 174 boul. Lacombe Repentigny, QC, J5Z 1S1	Monsieur Jacques Lachapelle Téléphone : 514	**Commande : (1490578)** 2018-09-14 9 h 11 **Transmission :** 2018-09-14 9 h 20	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 11 h 35 - Courriel

	548-2772 Télécopieur :		3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 52 - Courriel 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Courriel 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1488669)** 2018-09-10 11 h 30 **Transmission :** 2018-09-10 13 h 17	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 52 - Courriel 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Courriel 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5	Madame Annie Gascon Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1489261)** 2018-09-11 13 h 40 **Transmission :** 2018-09-11 13 h 40	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 52 - Courriel 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Courriel 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1489295)** 2018-09-11 14 h 13 **Transmission :** 2018-09-11 14 h 20	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 11 h 35 - Courriel

			3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 52 - Courriel 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Courriel 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur : 450 430-6359	**Commande : (1489303)** 2018-09-11 14 h 22 **Transmission :** 2018-09-11 14 h 23	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 52 - Courriel 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Courriel 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1490646)** 2018-09-14 10 h 12 **Transmission :** 2018-09-14 11 h 26	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 52 - Courriel 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Courriel 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Groupe Solex inc. 295 Ave des Terrasses Laval, QC, H7H 2A7	Monsieur Louis Lefrancois Téléphone : 450 622-4100 Télécopieur : 450 622-5750	**Commande : (1489400)** 2018-09-11 16 h 22 **Transmission :** 2018-09-11 18 h 27	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 11 h 35 - Courriel

			3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 52 - Courriel 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Courriel 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1489475)** 2018-09-12 7 h 39 **Transmission :** 2018-09-12 7 h 39	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 52 - Courriel 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Courriel 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4	Monsieur François Couture Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508	**Commande : (1491647)** 2018-09-18 9 h 56 **Transmission :** 2018-09-18 9 h 56	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 52 - Courriel 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Courriel 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1	Madame Brigitte Cloutier Téléphone : 450 321-2446 Télécopieur : 888 729-2760	**Commande : (1489041)** 2018-09-11 9 h 04 **Transmission :** 2018-09-11 9 h 07	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 11 h 35 - Courriel

			3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 52 - Courriel 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Courriel 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1489033)** 2018-09-11 8 h 58 **Transmission :** 2018-09-11 9 h 03	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 52 - Courriel 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Courriel 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Excavations Payette ltée 7900, rue Bombardier Montréal, QC, H1J1A4	Madame Kim Hiolle Téléphone : 514 322-4800 Télécopieur : 514 322-1770	**Commande : (1490223)** 2018-09-13 10 h 35 **Transmission :** 2018-09-13 10 h 35	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 12 h 07 - Télécopie 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 12 h 07 - Télécopie 3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 12 h 07 - Télécopie 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 12 h 45 - Télécopie 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Télécopie 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1494001)** 2018-09-25 10 h 09 **Transmission :** 2018-09-25 10 h 20	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Télécopie 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 12 h 39 - Télécopie

			3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 12 h 09 - Télécopie 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 53 - Télécopie 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 04 - Télécopie 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1489135)** 2018-09-11 10 h 34 **Transmission :** 2018-09-11 10 h 34	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 52 - Courriel 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Courriel 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1488909)** 2018-09-10 16 h 26 **Transmission :** 2018-09-10 16 h 45	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 52 - Courriel 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Courriel 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Travaux Routiers Métropole Inc / 9129-2201 Québec Inc 25 rue des Iris Blainville, QC, j7c6b1	Monsieur Anthony Bentivegna Téléphone : 450 430-2002 Télécopieur : 450 430-2010	**Commande : (1488932)** 2018-09-10 17 h 18 **Transmission :** 2018-09-10 17 h 28	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-26 11 h 34 - Courriel 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-26 11 h 35 - Courriel

			3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-26 11 h 35 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-26 11 h 35 - Courriel 3007692 - 409110_AD_02_2018-10-02_Incluant un report de date 2018-10-03 10 h 52 - Courriel 3007694 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (devis) 2018-10-02 18 h 03 - Courriel 3007695 - 409110_FR_Soumission_2018-10-02_AD-02 (bordereau) 2018-10-02 18 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ville de Montréal / SITE - Direction des infrastructures 801 Brennan, 7e Étage Montréal, QC, H3C 0G4	Monsieur Mathieu Bourbeau Téléphone : 514 872-8308 Télécopieur :	**Commande : (1495629)** 2018-09-28 13 h 08 **Transmission :** 2018-09-28 13 h 08	3004901 - 409110_AD_ 01_2018-09-26 2018-09-28 13 h 08 - Téléchargement 3004903 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (devis) 2018-09-28 13 h 08 - Téléchargement 3004904 - 409110_FR_Soumission_2018-09-26_AD-01 (bordereau) 2018-09-28 13 h 08 - Téléchargement 3004912 - Annexe O7_Synthèse du Guide pour application règlement 17-078_Rev1_AD-01 2018-09-28 13 h 08 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir

© 2003-2018 Tous droits réservés

Montréal

Soumission 409110 – Principe de gestion de la mobilité

Secteur	Travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie dans la 20e avenue, de la rue Everett à Villeray et travaux de voirie dans les rues avoisinantes
20e Avenue *18e Avenue* *Rue Villeray* *Rue Everett* *Rue Jean-Talon Est* *Boulevard Crémazie*	Les travaux sont répartis en 5 phases distinctes et une phase préparatoire. Délai : 120 jours calendrier – À débuter au printemps 2019 **PHASE 0 :** Installation d'un réseau d'eau temporaire sur la 20e avenue entre les rues Everett et Villeray : Horaire de travail : Lundi à Vendredi 7h à 19h Maintien de la circulation : • Maintenir en tout temps une voie de 3,5 mètres en direction nord sur la 20e avenue; • Maintenir en tout temps une voie de 3,2 mètres par direction sur les rue Everett et Villeray; **PHASE 1 :** Travaux d'égout et de conduite d'eau dans l'intersection de la 20e avenue et de la rue Everett : Horaire de travail : Lundi à Vendredi 7h à 19h Maintien de la circulation : • Fermeture complète de la 20e avenue entre les rues Jean-Talon Est et Villeray avec maintien de la circulation locale seulement. Aménager une circulation bidirectionnelle sur la 20e avenue entre les rues Jean-Talon Est et Villeray; • Fermeture complète de la rue Everett entre les 18e et 21e avenues avec maintien de la circulation locale seulement; • Lors des travaux de saillies au coin sud-ouest de l'intersection de la 20e avenue et la rue Everett, l'entrepreneur est seulement autorisé à entraver partiellement la chaussée du côté sud de la rue Everett ainsi que du côté ouest de la 20e avenue. Réaménager la 20e avenue tel qu'à l'existant et maintenir la circulation locale seulement; **PHASE 2 :** Travaux d'égout, de conduite eau et de voirie dans la 20e avenue entre les rues Everett et Villeray : Horaire de travail : Lundi à Vendredi 7h à 19h Maintien de la circulation : • Fermeture complète de la 20e avenue entre les rues Everett et Villeray avec maintien de la circulation locale seulement. Aménager une circulation bidirectionnelle sur la 20e avenue; **PHASE 3 :** Travaux de raccordement de la conduite d'eau dans l'intersection de la 20e avenue et de la rue Villeray Horaire de travail : Lundi à Vendredi 7h à 19h (Réaliser ces travaux dans un délai de trois jours maximum) Maintien de la circulation : • Fermeture complète de la 20e avenue entre le boulevard Crémazie Est et la rue Everett avec maintien de la circulation locale seulement. Aménager une circulation bidirectionnelle sur la 20e avenue entre la rue Everett et le boul. Crémazie E.; • Fermeture complète de la rue Villeray entre les 18e et 21e avenues avec maintien de la circulation locale seulement; **PHASE 4 :** Travaux de saillies sur la 20e Avenue au nord de la rue Villeray Horaire de travail : Lundi à Vendredi 7h à 19h Maintien de la circulation : • Fermeture complète de la 20e avenue entre la rue Villeray et le boul. Crémazie E. avec maintien de la circulation locale seulement. Aménager une circulation bidirectionnelle sur la 20e avenue entre la rue Villeray et le boulevard Crémazie Est;

Secteur	Travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie dans la 20e avenue, de la rue Everett à Villeray et travaux de voirie dans les rues avoisinantes
	• Entrave partielle du côté nord de la chaussée sur la rue Villeray en maintenant une voie de 3,2 mètres par direction; **PHASE 5 :** Travaux de planage de rive et de pavage de la couche d'usure sur la 20e avenue entre les rues Everett et Jean-Talon Est ainsi que sur la 18e avenue entre le boulevard Crémazie Est et la rue Villeray : Horaire de travail : Lundi à Vendredi 7h à 19h (9h à 15h30 sur le boul. Crémazie E. et 9h30 à 15h30 sur la rue Jean-Talon Est) Maintien de la circulation : • Fermeture complète de la 20e avenue entre la rue Jean-Talon Est et la rue Everett ainsi que sur la 18e avenue entre le boul. Crémazie E. et la rue Villeray avec maintien de la circulation locale seulement lors des travaux de planage; • Lors des travaux de planage de rive : ○ Entrave partielle du côté sud de la chaussée sur le rue Everett au niveau de la 20e avenue ainsi que du côté nord sur la rue Villeray au niveau de la 18e avenue en maintenant une voie de 3,2 mètres par direction; ○ Entrave de la voie de droite de la direction ouest sur la rue Jean-Talon au niveau de la 20e avenue ainsi que de la voie de droite de la direction est sur le boul. Crémazie E. au niveau de la 18e avenue; • Lors des travaux de pavage de la couche d'usure : ○ Prolonger la fermeture de la 20e avenue jusqu'à la rue Jean-Talon Est; ○ Fermeture complète des rues Everett (entre la 18e et la 21e avenue) et Villeray (entre la 19e et 20e avenue) uniquement lors des travaux à la hauteur de ces intersections;
Mesures de gestion des impacts applicables au projet	Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée. Installation et mise en fonction des chemins de détour avant la mise en place des entraves. L'Entrepreneur doit prévoir réaliser les phases 3, 4, et 5 des travaux durant les vacances scolaires, c'est-à-dire entre le 25 juin et le 27 août Lorsque des rues en sens unique doivent être entravées, l'Entrepreneur doit ajouter la signalisation temporaire nécessaire et ajuster la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux. Maintien, en tout temps, des trottoirs et des passages piétonniers libres d'obstacles. Si un trottoir ou un passage piétonnier doit être entravé, l'Entrepreneur doit fournir la signalisation complète afin de détourner les piétons sur le trottoir opposé ou prévoir aménager un corridor piétonnier d'une largeur de 1,5 mètre minimum à l'aide de clôtures autoportantes temporaires ou à l'aide de barricades. L'Entrepreneur doit également faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite. Installation de plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail. S'il y a deux entrées menant à un même stationnement, au moins une entrée demeurera accessible. L'Entrepreneur doit prévoir des zones de dégagement de 30 mètres, à l'aide de panneaux d'interdiction d'arrêt, pour les arrêts d'autobus devant être relocalisés à la demande de la STM. L'Entrepreneur doit entreposer les roulottes, les véhicules, les matériaux utilisés et autres équipements sur un même côté de la chaussée pour que l'accès puisse se faire en ligne droite à l'intérieur de son aire de chantier de façon à maintenir en tout temps un corridor carrossable et libre de tout obstacle d'une largeur minimale de 6,0 mètres, afin de permettre le passage des véhicules d'urgence. Accommoder et maintenir l'accès en tout temps au service d'Urgences-Santé, au service de Sécurité Incendie de Montréal (SIM) et au SPVM. Les véhicules d'urgence doivent avoir accès aux bâtiments dans le secteur des travaux et de chaque côté de l'excavation.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 25 mai 2018

9200-2088 QUÉBEC INC.
A/S MADAME JOCELYNE DUROCHER
370, LARRY-BALL
SAINT-JÉRÔME (QC) J5L 2P6

N° de décision : 2018-CPSM-1033206
N° de client : 3000149027

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous CONSTRUCTION DUROKING et DUROKING CONSTRUCTION, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 9200-2088 QUÉBEC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **9 octobre 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Sonia Richard
Coordonnatrice
Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires

En vertu de la subdélégation de pouvoir du 22 mai 2018

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187231063

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Duroking Construction / 9200 2088 Québec inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray et des travaux de réfection de chaussée dans la 20e Avenue, de la rue Villeray à la rue Jean-Talon et dans la 18e Avenue, de la rue Villeray au boulevard Crémazie Est dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 2 730 599,34 $ (contrat: 2 246 908,49 $ + contingences: 224 690,85 $ + incidences: 259 000 $), taxes incluses. Appel d'offres public 409110 - 10 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1187231063.xlsInfo_comptable_DRE 1187231063.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

Co-auteure:
Julie Godbout
Préposée au budget

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-07

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-1052

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.26

2019/01/28 13:00

(2)

Dossier # : 1187231063

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Duroking Construction / 9200 2088 Québec inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray et des travaux de réfection de chaussée dans la 20e Avenue, de la rue Villeray à la rue Jean-Talon et dans la 18e Avenue, de la rue Villeray au boulevard Crémazie Est dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 2 730 599,34 $ (contrat: 2 246 908,49 $ + contingences: 224 690,85 $ + incidences: 259 000 $), taxes incluses. Appel d'offres public 409110 - 10 soumissionnaires.

Rapport- mandat SMCE187231063.pdf

Dossier # :1187231063

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 28 janvier 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE187231063

Accorder un contrat à Duroking Construction / 9200 2088 Québec inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray et des travaux de réfection de chaussée dans la 20e Avenue, de la rue Villeray à la rue Jean-Talon et dans la 18e Avenue, de la rue Villeray au boulevard Crémazie Est dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 2 730 599,34 $ (contrat: 2 246 908,49 $ + contingences: 224 690,85 $ + incidences: 259 000 $), taxes incluses. Appel d'offres public 409110 - 10 soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Karine Boivin Roy
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE187231063

Accorder un contrat à Duroking Construction / 9200 2088 Québec inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la 20e Avenue, de la rue Everett à la rue Villeray et des travaux de réfection de chaussée dans la 20e Avenue, de la rue Villeray à la rue Jean-Talon et dans la 18e Avenue, de la rue Villeray au boulevard Crémazie Est dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Dépense totale de 2 730 599,34 $ (contrat: 2 246 908,49 $ + contingences: 224 690,85 $ + incidences: 259 000 $), taxes incluses. Appel d'offres public 409110 - 10 soumissionnaires.

À sa séance du 9 janvier 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 16 janvier 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures du réseau routier ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Ils ont bien compris que des montants ont été prévus dans l'estimation interne pour des travaux d'excavation de roc, dans la mesure où la nouvelle conduite sera installée un peu plus profondément que la conduite actuelle pour des raisons de performance hydraulique. À l'évidence, l'adjudicataire a pris le pari que les besoins en excavation ne seraient pas très importants lorsqu'il a préparé sa soumission.

Les membres considèrent avoir reçu des réponses satisfaisantes à leurs questions. Ils notent que l'adjudicataire a été agressif dans l'établissement de ses prix, ce qui témoigne sans doute d'une volonté d'obtenir des contrats dès le début de l'année pour remplir son carnet de commandes.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE187231063 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.27

2019/01/28
13:00

(2)

Dossier # : 1187000009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Octroyer à Pomerleau Inc. un contrat pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086), dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 22 067 067,44 $ (travaux: 18 172 355,73 $ + variations des quantités: 1 330 857,95 $ + contingences: 1 817 235,57 $ + incidences: 746 618,19 $), taxes incluses. Appel d'offres public 440710 (3 soumissionnaires conformes).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense totale de 20 249 831,87 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde, comprenant les variations de quantités et les incidences, le cas échéant;

2. d'octroyer à Pomerleau Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 18 172 355,73 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public n°440710;

3. d'autoriser une dépense de 1 817 235,57 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Ces dépenses seront assumées à 100% par la Ville-centre.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-18 15:21

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187000009**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Octroyer à Pomerleau Inc. un contrat pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086), dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 22 067 067,44 $ (travaux: 18 172 355,73 $ + variations des quantités: 1 330 857,95 $ + contingences: 1 817 235,57 $ + incidences: 746 618,19 $), taxes incluses. Appel d'offres public 440710 (3 soumissionnaires conformes).

CONTENU

CONTEXTE

Le pont de la Concorde fait partie d'un ensemble d'ouvrages situés dans l'arrondissement de Ville-Marie, sur l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy, permettent d'accéder à l'Ile Sainte-Hélène et à l'Ile Notre-Dame à partir de la Cité du Havre sur l'île de Montréal. Sur une distance de 1,7 km, ces ouvrages comprennent la rampe de la jetée Mackay située à la Cité du Havre, le pont de la Concorde au-dessus du fleuve Saint-Laurent, le pont d'étagement au-dessus de l'île Sainte-Hélène, le pont des Îles au-dessus du chenal Lemoyne, le pont du Casino au-dessus de l'île Notre-Dame, ainsi que toutes les rampes véhiculaires et cyclables s'y rattachant (voir plan de localisation en pièce jointe). Toutes ces structures ont été construites entre 1963 et 1966 pour l'exposition universelle de 1967, à l'exception du pont du Casino et des rampes cyclables qui ont été ajoutés au début des années 1990 et lors du remplacement du tablier et de l'ajout de piliers au pont des Îles en 1997-98.
Dans une perspective de maintenir la fonctionnalité de ces ouvrages et d'en assurer la pérennité ainsi que la sécurité des usagers, des inspections, des relevés des dommages et autres investigations ont été menés sur l'ensemble de ceux-ci entre 2016 et 2018. Ces activités ont permis de constater la détérioration et les dommages à plusieurs éléments. Cela s'explique par l'âge de ces structures et aussi par le fait que les dernières réparations importantes effectuées sur l'ensemble de ces ouvrages datent de plus de vingt ans.

Des travaux de réfection sont requis au pont de la Concorde afin d'assurer sa pérennité et débuteront par des travaux de peinture. Il s'agit de repeindre la totalité des parois extérieures du caisson en acier du pont et de repeindre certaines surfaces à l'intérieur du caisson en plus d'autres travaux de réparations locales d'acier dans le caisson et sur le tablier. Même si des surfaces sur les parois extérieures du caisson ont été repeintes en 1996, les relevés et inspections ont répertorié de nombreuses traces de corrosion présentes tout au long de la structure ainsi que des perforations ponctuelles de l'acier.

Ces travaux sont planifiés en 2019-2020 et tiennent compte des travaux qui se dérouleront au parc Jean-Drapeau en 2019 et de l'achalandage qui en découlera de sorte que, les travaux de peinture se réaliseront principalement à partir du dessous du tablier et auront

peu de conséquence sur la fluidité de la circulation. Pour compléter la réfection de cet ouvrage, d'autres travaux seront prévus ultérieurement dont la réfection des culées, des piliers, de la surface de roulement et de l'éclairage. Avec un entretien adéquat, il est anticipé que le pont de la Concorde puisse demeurer en service pour un horizon de 75 ans.

Il est important de mentionner que le pont de la Concorde est un ouvrage d'envergure de par ses dimensions (687,5 m de long x 28,65 m de large), sa conception et son emplacement au-dessus du fleuve Saint-Laurent. Il fait partie du site patrimonial de l'Île Sainte-Hélène. Le pont de la Concorde construit entre 1963 et 1965 est un des rares ouvrages de type pont caisson en acier à tablier orthotrope toujours en opération dans le monde. De nombreux services publics transitent par l'intérieur du pont, notamment l'aqueduc permettant l'alimentation en eau de l'Île-Sainte-Hélène. Voir photos en pièces jointes.

Les tableaux ci-dessous présentent les grandes étapes du projet (17-16), soit la peinture du pont de la Concorde.

Étape terminée :

	Coût (taxes incluses)	Date de début	Date de fin
· Inspection, évaluation de capacité portante, relevé dommages (Cima+)	212 705 $	juin 2016	juillet 2017
· Avant-projet préliminaire du projet (Cima+)	110 475 $	mai 2017	mars 2018
· Plans & devis (Cima+)	437 425 $	octobre 2017	octobre 2018

Étape à autoriser dans le présent dossier :

	Coût (taxes incluses)	Date de début prévue	Date de fin prévue
· Travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde, au-dessus du fleuve St-Laurent	18 172 355,22 $	mars 2019	novembre 2020

Étapes à venir:

	Coût (taxes incluses)	Date de début prévue	Date de fin prévue
· Surveillance des travaux	N/D	mars 2019	novembre 2020
· Assistance concepteur pendant les travaux et plans finaux (Cima+)	120 183 $	mars 2019	février 2020

Dans le cadre du projet de peinture et de travaux divers au pont de la Concorde, un appel d'offres public portant le numéro 440710 a été publié dans le quotidien Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO du 15 octobre au 22 novembre 2018. Une visite supervisée des lieux était obligatoire pour pouvoir déposer une offre. La durée de la publication a été de 37 jours calendrier incluant le jour de la publication et de la fermeture, ce qui respecte le délai minimum requis. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours suivant sa date d'ouverture, soit jusqu'au 22 mars 2019.

Cinq (5) addenda ont été émis lors de l'appel d'offres 440710 :

> Addenda 1 émis le 2 novembre 2018 : prolongation du délai pour la visite supervisée obligatoire des lieux, modification d'articles (5.1, 11 et 31) au cahier des clauses

administratives spéciales, ajout de 3 articles au formulaire de soumission, révision de documents normalisés, révision d'un annexe au cahier des charges, modifications d'articles au devis Structure, au devis Maintien, au devis Environnement et ajout de plans de référence;
Addenda 2 émis le 7 novembre 2018 : émission du tableau comprenant les questions et réponses aux questions des soumissionnaires;
Addenda 3 émis le 14 novembre 2018 : report de la date d'ouverture passant du 15 au 22 novembre 2018;
Addenda 4 émis le 14 novembre 2018 : modification d'un article au cahier des clauses administratives spéciales, révision d'un annexe au cahier des charges, révision d'un article au devis Structure;
Addenda 5 émis le 20 novembre 2018 : émission du tableau comprenant les questions et réponses aux questions des soumissionnaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0157 - 13 février 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale);
CM17 0749 - 12 juin 2017 - Conclure trois ententes cadres de services professionnels en ingénierie, pour une durée maximale de 48 mois, avec SNC-Lavalin inc. (2 420 539,39 $, taxes incluses), CIMA+ S.E.N.C. (2 017 542,79 $, taxes incluses) et Les Services EXP inc. (1 484 700,92 $, taxes incluses) pour la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation, d'études préliminaires d'avant-projets, de plans et devis et de surveillance de travaux dans le domaine des structures routières et connexes (projet 17-05) (GDD no 1177000005) (Contrat cadre 17-15976);

CG16 0026 - 28 janvier 2016 - Conclure deux (2) ententes cadres de services professionnels en ingénierie, pour une durée maximale de 48 mois, avec les firmes SNC-Lavalin inc. (2 536 870,26 $, taxes incluses) et CIMA+ S.E.N.C. (2 058 181,27 $, taxes incluses) pour la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation, d'études préliminaires d'avant-projets, de plans et devis et de surveillance de travaux dans le domaine des structures routières et connexes (projet 15-03) (GDD # 1157000002).

DESCRIPTION

Accorder un contrat à Pomerleau inc., pour la peinture et travaux divers au pont de la Concorde au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086).
Les travaux comprenent :

- Installation de filets anti-nidification;

- Mise en place du pavage temporaire sur une voie de circulation (accotement);

- Réparations d’éléments en acier;

- Mise en place des nouveaux systèmes d’accès à l'intérieur du caisson;

- Renforcement des chasse-roues;

- Peinture partielle à l'intérieur du caisson;

- Peinture complète des parois extérieures du caisson en acier;

- Mise en place d'un éclairage permanent et remplacement des prises de courant à l'intérieur du caisson;

- Démantèlement et remplacement d'un point d'alimentation électrique.

Contraintes de réalisation

Il est prévu que les travaux débutent en mars 2019 pour se terminer en novembre 2020. Le délai contractuel pour la réalisation des travaux est de 640 jours calendrier (± 91 semaines). Une pause hivernale est prévue entre le 1er décembre 2019 et le 1er avril 2020. La pénalité pour retard dans l'exécution des travaux telle que prévue dans le Cahier des clauses administratives spéciales (article 3.3), est de 2 000$ par jour de retard et représente 0,1265 % du prix du contrat par jour de retard, excluant les taxes et le montant des contingences.

Des restrictions s'appliquent aux activités de peinture et des autorisations sont requises auprès de Transports Canada puisque les travaux se situent au-dessus de la voie navigable du fleuve Saint-Laurent.

S'ajoute aux contraintes les dispositions environnementales et de sécurité qui doivent être appliquées au projet puisque les travaux se situe au-dessus de l'eau et dans une zone de fort courant.

Budgets de contingences, de variation des quantités et d'incidences

Étant donné que les quantités prévues au bordereau de soumission sont établies avec les meilleures informations disponibles lors de l'appel d'offres, il est possible que les quantités réelles lors des travaux diffèrent. Un budget de variation des quantités (15% de variation de quantité/item à prix unitaire) équivalent à 7,32% du contrat, soit 1 330 857,95 $ taxes incluses, est par conséquent prévu pour répondre aux variations dues aux conditions de chantier. Le budget de variation des quantités n'est pas inscrit au bordereau de soumission.

D'autre part, advenant des imprévus lors des travaux, un budget de contingences de 10% de la valeur des travaux est recommandé. Il est déterminé en fonction de la complexité des travaux à effectuer et des risques qui y sont associés. Le montant total des contingences s'élève donc à 1 817 235,57 $, taxes incluses. Le montant des contingences n'est pas inscrit au bordereau de soumission.

Des dépenses incidentes sont également prévues pour un total de 746 618,19 $, taxes incluses, et représente environ 4,1 % des coûts des travaux. Celles-ci comprennent principalement des dépenses relatives au contrôle qualitatif des matériaux ainsi qu'aux communications, à la signalisation et aux réseaux techniques urbains (RTU). Le détail de l'enveloppe des incidences prévue au contrat est disponible en pièce jointe.

Le détail du coût de travaux, du budget des contingences et des incidences du projet est décrit à la section "Aspects financiers" du présent dossier.

Le mandataire ayant effectué la conception du projet assurera le soutien technique durant les travaux. La surveillance des travaux sera effectuée par un autre mandataire. Ces services seront payables selon la méthode horaire.

Clauses d'expérience

Compte tenu de l'envergure du projet, des exigences ont été prévues dans l'appel d'offres concernant l'expérience des soumissionnaires dans des contrats comparables. Ainsi, les soumissionnaires devaient présenter deux contrats, exécutés à titre de maître d'oeuvre aux cours des cinq dernières années et comportant une valeur en coûts de travaux de plus de 2 M$ dans lesquels les coûts de travaux de peintures doivent représenter au moins 1 M$. Voir exigences en pièce jointe.

Démarche de coordination et de concertation

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux exploitants des lieux lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Puisque le pont de la Concorde fait partie du site patrimonial de l'Île Sainte-Hélène, des représentations ont été faites auprès du Conseil du patrimoine de Montréal, conformément au règlement RCA24-009 et en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002), afin d'obtenir les autorisations relativement aux travaux de peinture (couleur).

JUSTIFICATION

La réalisation du projet est essentielle pour assurer le maintien de l'ouvrage et la sécurité des usagers. Le projet permettra de prévenir l'aggravation des dommages ou autres défauts qui pourraient altérer de façon importante la pérennité de l'ouvrage. Depuis la mise en service de l'ouvrage en 1964-65, le pont a fait l'objet d'un seul contrat de peinture en 1996 et ne comprenait qu'une partie des parois verticales en acier, le dessous des trottoirs en porte-à-faux et l'extrémité des parois intérieures du caisson.
Le tableau ci-dessous présente la liste des soumissions conformes avec le prix de la soumission, taxes incluses. Le tableau présente également les différents écarts entre les soumissions reçues ainsi que les écarts entre ces soumissions et l'estimation.

RÉSULTATS D'OUVERTURE DE SOUMISSION

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES*	TOTAL
1	Pomerleau inc. (Licence RBQ 2743-1162-70) (Attestation Revenu Québec valide du 2018-10-24 au 2019-01-31)	18 172 355,73 $
2	Construction Injection EDM inc.	23 898 855,27 $
3	8412359 Canada inc.(Nobesco)	24 042 267,74 $
	Estimation des professionnels externes	**17 054 425,71 $**
	Coût moyen des soumissions reçues ($) **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)**	**22 037 826,25 $** **21,3%**
	Écart entre la plus haute et la plus basse conforme	**5 869 912,01 $** **32,3%**
	Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation	**1 117 930,02 $** **6,6%**
	Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse	**-5 726 499,54 $** **-31,5%**

* Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables. Cependant, seuls les documents relatifs aux 2 plus basses soumissions conformes ont été vérifiés (cautionnement, attestation de Revenu Québec, licence RBQ, etc.).

Lors de l'appel d'offres public, 3 preneurs du cahier des charges sur un total de 8 ont déposé une soumission, ce qui représente un ratio de 37,5 % alors que 5 preneurs du cahier des charges n'ont pas déposé de soumission, ce qui représente un ratio de 62,5 %. 3 preneurs n'ont pas mentionné les raisons qui les ont amenés à ne pas soumissionner et 2

firmes sont reconnues comme étant des sous-traitants. La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

Les trois (3) soumissions déposées sont conformes.

L'offre déposée par le plus bas soumissionnaire est supérieure à l'estimation réalisée par les professionnels externes, laquelle s'élevait à 17 054 425,71 $, incluant les taxes. La différence est de 1 117 930,02 $, soit 6,6 %.

Puisque le contrat d'exécution de travaux est d'une valeur de plus de 10 M$ et que l'écart entre le plus bas soumissionnaire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme est supérieur à 20 %, le dossier doit être soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats.

L'écart observé entre l'estimation et le prix du plus bas soumissionnaire concerne principalement le bordereau administratif (organisation de chantier) et le bordereau de maintien de la circulation. Aussi, une surestimation de certains articles, les méthodes envisagées par les soumissionnaires et les décisions d'affaires des entreprises ayant soumissionné peuvent expliquer les écarts.

L'écart de 31,5 % entre le plus bas soumissionnaire et le deuxième soumissionnaire, l'écart de 32,3 % entre le plus bas soumissionnaire et le troisième soumissionnaire donnent une indication sur la situation du marché au moment du dépôt des soumissions et démontrent une répartition normale d'un marché concurrentiel compte tenu du nombre de soumissions déposées.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics. L'adjudicataire recommandé, Pomerleau Inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 4 novembre 2016. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Les validations requises selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été effectuées. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission. Le numéro de la licence RBQ de l'adjudicataire recommandé est le suivant : RBQ # 2743-1162-70. Une attestation valide délivrée le 24 octobre 2018 par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission.

L'analyse des soumissions démontre que Pomerleau Inc. est le plus bas soumissionnaire conforme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dans le présent dossier, la dépense totale pour la réalisation des travaux de peinture et de travaux divers au pont de la Concorde au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086) s'élève à un montant maximum de 22 067 067,45 $ taxes incluses et se détaille comme suit :
· Travaux de structure : 17 701 684,87 $;

· Travaux d'éclairage : 470 670,86 $;

· Contingences (10%) : 1 817 235,57 $;

· Variation de quantités (15% par item/prix unitaire) : 1 330 857,95 $;

· Incidences professionnelles : 732 642,98 $ (contrôle qualitatif, expertises particulières caractérisation de la peinture);

· Incidences techniques : 13 975,21 $ (utilités publiques, gestion des impacts).

Cette dépense totale représente un coût net de 20 150 173,88 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale. Elle est prévue au PTI 2019-2021 de la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité au programme de réfection des structures routières – 46000. Elle sera entièrement assumée par la Ville centrale.

Les montants seront imputés au règlement d'emprunt correspondant à ce programme, soit le règlement 18-024 - Réfection des structures routières

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation du projet de peinture et travaux divers au pont de la Concorde au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086) permettra de préserver le patrimoine, de maintenir l'actif, d'en assurer la fonctionnalité ainsi que la sécurité des usagers.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision favorable à la présente demande d'octroi de contrat permettra de débuter les travaux de peinture au printemps 2019 (avant la nidification des oiseaux) pour se poursuivre durant la période estivale et de limiter les interventions d'entretien à long terme. Advenant le cas où l'octroi du contrat serait reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 22 mars 2019, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

De plus, advenant le cas où la présente demande d'octroi de contrat serait retardée au-delà du conseil municipal du mois de janvier 2019, les travaux ne pourront être réalisés comme prévu impliquant ainsi des frais supplémentaires et une nouvelle coordination pour la suite de l'ordonnancement des travaux sur les structures de l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy.

Compte tenu des travaux qui se déroulent au parc Jean-Drapeau, des événements d'envergure qui s'y déroulent et de l'activité touristique en général, cela nous obligerait à allonger l'échéancier et aurait aussi comme principal impact le report de projets de réfection des structures attenantes et la tenue d'interventions répétitives pour leur sécurisation (enlèvement de fragments de béton).

Impact durant les travaux :

Durant les travaux, des entraves de longue durée sont prévues sur l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy. Une voie de circulation automobile vers le centre-ville et deux voies vers l'Île Sainte -Hélène seront maintenues en fonction en tout temps sur l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy. La vitesse sera réduite à 40 km/h.

Durant la période hivernale, la configuration des voies de circulation automobile sera remise tel que la configuration existante, ce qui permettra de maintenir 2 voies de circulation dans chaque direction.

Pendant toute la durée des travaux, la circulation piétonne et cycliste sera maintenue côté aval. Le trottoir côté amont sera fermé et les piétons seront redirigés du côté aval du tablier (voir photos en pièce jointe pour désignation aval et amont).

Des mesures de mitigation sont prévues dans les prescriptions techniques du cahier des charges afin d'atténuer ces inconvénients (voir pièce jointe).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été préparée et approuvée par la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier au Comité Exécutif de la Ville : 9 janvier 2019;
Commission sur l'examen des contrats (CEC) : 16 janvier 2019;
Octroi du contrat : suite à l'adoption du présent dossier par le conseil municipal le 28 janvier 2019;
Début des travaux : mars 2019;
Fin des travaux : novembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures_voirie et transports
Driss EZZAHER, Ville-Marie
Mario DUGUAY, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Driss EZZAHER, 12 décembre 2018
Mario DUGUAY, 12 décembre 2018
Véronique PARENTEAU, 11 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-12-11

Pierre MARCOUX
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-4155
Télécop. : 514 872-2874

Jean CARRIER
Chef de division

Tél : 514 872-0407
Télécop. : 514-872-4965

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2018-12-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-17

Montréal

Localisation

Structure no :	**81-5086**	Nom :	**P.O. Pont de la Concorde / Accès à l'île Ste-Hélène**
Préparé par :	**Pierre Marcoux, ing.**	Date :	**05 nov 2018**



Réf. Google Maps


2015/10/21


18/11/2009

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 440710
Numéro de référence : 1206472
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : 17-16 Peinturage et travaux divers au pont de la Concorde au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aluma Systems inc. 2900, Montée St-François Laval, QC, H7E 4P2	Monsieur David Lebrun Téléphone : 514 383-1985 Télécopieur : 450 661-1881	**Commande : (1501558)** 2018-10-16 18 h 30 **Transmission :** 2018-10-16 18 h 30	3020639 - 20181101_ Addenda 1 2018-11-02 13 h 44 - Messagerie 3020642 - Relevé d'arpentage 2018-11-02 15 h 27 - Courriel 3020645 - 37_formulaire_Soumission_unitaire addenda 1 (devis) 2018-11-02 10 h 18 - Courriel 3020646 - 37_formulaire_Soumission_unitaire addenda 1 (bordereau) 2018-11-02 10 h 18 - Téléchargement 3022650 - 17-16_440710 Addenda 2- tableau Q&R 2018-11-07 14 h 33 - Courriel 3025116 - 440710_Addenda 3_Incluant un report de date 2018-11-14 9 h 31 - Courriel 3025423 - 2018-11-14_Soum. 440710 Addenda 4 2018-11-14 18 h 05 - Courriel 3027934 - 17-16_ 440710 Add5 Tableau Q&R 2018-11-20 17 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Génix Inc. 1054, Boul. Bastien Québec, QC, G2K 1E6 http://genix.qc.ca	Madame Hélène Bertrand Téléphone : 418 634-1807 Télécopieur : 418 628-3768	**Commande : (1502364)** 2018-10-18 13 h 47 **Transmission :** 2018-10-18 13 h 47	3020639 - 20181101_ Addenda 1 2018-11-02 13 h 43 - Messagerie 3020642 - Relevé d'arpentage 2018-11-02 15 h 27 - Courriel 3020645 - 37_formulaire_Soumission_unitaire addenda 1 (devis) 2018-11-02 10 h 18 - Courriel 3020646 - 37_formulaire_Soumission_unitaire addenda 1 (bordereau) 2018-11-02 10 h 18 - Téléchargement 3022650 - 17-16_440710 Addenda 2- tableau Q&R 2018-11-07 14 h 33 - Courriel 3025116 - 440710_Addenda 3_Incluant un report de date 2018-11-14 9 h 31 - Courriel 3025423 - 2018-11-14_Soum. 440710 Addenda 4 2018-11-14 18 h 05 - Courriel 3027934 - 17-16_ 440710 Add5 Tableau Q&R 2018-11-20 17 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Injection EDM Inc. 538 rue Roussin Québec, QC, G3G 3C1 http://constructionedm.com	Madame Lynne Thibault Téléphone : 418 849-7503 Télécopieur : 418 849-8469	**Commande : (1501493)** 2018-10-16 15 h 55 **Transmission :** 2018-10-16 16 h 21	3020639 - 20181101_ Addenda 1 2018-11-02 13 h 43 - Messagerie 3020642 - Relevé d'arpentage 2018-11-02 15 h 50 - Messagerie

			3020645 - 37_formulaire_Soumission_unitaire addenda 1 (devis) 2018-11-02 10 h 18 - Télécopie 3020646 - 37_formulaire_Soumission_unitaire addenda 1 (bordereau) 2018-11-02 10 h 18 - Téléchargement 3022650 - 17-16_440710 Addenda 2- tableau Q&R 2018-11-07 14 h 34 - Télécopie 3025116 - 440710_Addenda 3_Incluant un report de date 2018-11-14 9 h 32 - Télécopie 3025423 - 2018-11-14_Soum. 440710 Addenda 4 2018-11-14 18 h 06 - Télécopie 3027934 - 17-16_ 440710 Add5 Tableau Q&R 2018-11-20 17 h 35 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Interlag Inc. 8165 rue du Creusot Montréal, QC, H1P 2A3	Madame Francine Luquette Téléphone : 514 323-6710 Télécopieur : 514 323-3882	**Commande : (1501948)** 2018-10-17 15 h 19 **Transmission :** 2018-10-17 15 h 19	3020639 - 20181101_ Addenda 1 2018-11-02 13 h 45 - Messagerie 3020642 - Relevé d'arpentage 2018-11-02 15 h 27 - Courriel 3020645 - 37_formulaire_Soumission_unitaire addenda 1 (devis) 2018-11-02 10 h 18 - Courriel 3020646 - 37_formulaire_Soumission_unitaire addenda 1 (bordereau) 2018-11-02 10 h 18 - Téléchargement 3022650 - 17-16_440710 Addenda 2- tableau Q&R 2018-11-07 14 h 33 - Courriel 3025116 - 440710_Addenda 3_Incluant un report de date 2018-11-14 9 h 31 - Courriel 3025423 - 2018-11-14_Soum. 440710 Addenda 4 2018-11-14 18 h 05 - Courriel 3027934 - 17-16_ 440710 Add5 Tableau Q&R 2018-11-20 17 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1501384)** 2018-10-16 13 h 58 **Transmission :** 2018-10-16 15 h 13	3020639 - 20181101_ Addenda 1 2018-11-02 13 h 43 - Messagerie 3020642 - Relevé d'arpentage 2018-11-02 15 h 51 - Messagerie 3020645 - 37_formulaire_Soumission_unitaire addenda 1 (devis) 2018-11-02 10 h 18 - Courriel 3020646 - 37_formulaire_Soumission_unitaire addenda 1 (bordereau) 2018-11-02 10 h 18 - Téléchargement 3022650 - 17-16_440710 Addenda 2- tableau Q&R 2018-11-07 14 h 33 - Courriel 3025116 - 440710_Addenda 3_Incluant un report de date 2018-11-14 9 h 31 - Courriel 3025423 - 2018-11-14_Soum. 440710 Addenda 4 2018-11-14 18 h 05 - Courriel 3027934 - 17-16_ 440710 Add5 Tableau Q&R 2018-11-20 17 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Nobesco (8412359 Canada inc) 1131 chemin des Petites Terres Trois-Rivières, QC, G9B7H1 http://www.nobesco.ca	Monsieur Mario Noel Téléphone : 819 841-2245 Télécopieur : 819 841-3749	**Commande : (1501562)** 2018-10-16 19 h 36 **Transmission :** 2018-10-16 20 h 34	3020639 - 20181101_ Addenda 1 2018-11-02 13 h 45 - Messagerie 3020642 - Relevé d'arpentage 2018-11-02 15 h 51 - Messagerie 3020645 - 37_formulaire_Soumission_unitaire addenda 1 (devis) 2018-11-02 10 h 18 - Courriel

			3020646 - 37_formulaire_Soumission_unitaire addenda 1 (bordereau) 2018-11-02 10 h 18 - Téléchargement 3022650 - 17-16_440710 Addenda 2- tableau Q&R 2018-11-07 14 h 33 - Courriel 3025116 - 440710_Addenda 3_Incluant un report de date 2018-11-14 9 h 31 - Courriel 3025423 - 2018-11-14_Soum. 440710 Addenda 4 2018-11-14 18 h 05 - Courriel 3027934 - 17-16_ 440710 Add5 Tableau Q&R 2018-11-20 17 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pomerleau Inc... 500 rue St-Jacques O. Suite 900 Montréal, QC, H2Y 0A2	Madame Nancy Lazure Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	**Commande : (1503096)** 2018-10-22 8 h 51 **Transmission :** 2018-10-22 8 h 51	3020639 - 20181101_ Addenda 1 2018-11-02 13 h 42 - Messagerie 3020642 - Relevé d'arpentage 2018-11-02 15 h 27 - Courriel 3020645 - 37_formulaire_Soumission_unitaire addenda 1 (devis) 2018-11-02 10 h 18 - Courriel 3020646 - 37_formulaire_Soumission_unitaire addenda 1 (bordereau) 2018-11-02 10 h 18 - Téléchargement 3022650 - 17-16_440710 Addenda 2- tableau Q&R 2018-11-07 14 h 33 - Courriel 3025116 - 440710_Addenda 3_Incluant un report de date 2018-11-14 9 h 31 - Courriel 3025423 - 2018-11-14_Soum. 440710 Addenda 4 2018-11-14 18 h 05 - Courriel 3027934 - 17-16_ 440710 Add5 Tableau Q&R 2018-11-20 17 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.systemesurbains.com	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1501646)** 2018-10-17 9 h 12 **Transmission :** 2018-10-17 9 h 12	3020639 - 20181101_ Addenda 1 2018-11-02 13 h 45 - Messagerie 3020642 - Relevé d'arpentage 2018-11-02 15 h 27 - Courriel 3020645 - 37_formulaire_Soumission_unitaire addenda 1 (devis) 2018-11-02 10 h 18 - Courriel 3020646 - 37_formulaire_Soumission_unitaire addenda 1 (bordereau) 2018-11-02 10 h 18 - Téléchargement 3022650 - 17-16_440710 Addenda 2- tableau Q&R 2018-11-07 14 h 33 - Courriel 3025116 - 440710_Addenda 3_Incluant un report de date 2018-11-14 9 h 31 - Courriel 3025423 - 2018-11-14_Soum. 440710 Addenda 4 2018-11-14 18 h 05 - Courriel 3027934 - 17-16_ 440710 Add5 Tableau Q&R 2018-11-20 17 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 4 novembre 2016

POMERLEAU INC.
A/S MONSIEUR DANIEL ARGUIN
521, 6E AV N
SAINT-GEORGES (QC) G5Y 0H1

N° de décision : 2016-CPSM-1059207
N° de client : 2700000343

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EKI RENTAL
- HERVÉ POMERLEAU
- HERVÉ POMERLEAU INC.
- IMMEUBLES POZER
- LOCATION EKI
- NEILSON
- POMERLEAU
- POMERLEAU INC.
- SANTERRE
- SANTERRE ÉLECTRIQUE (2013)

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). POMERLEAU INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **17 mars 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

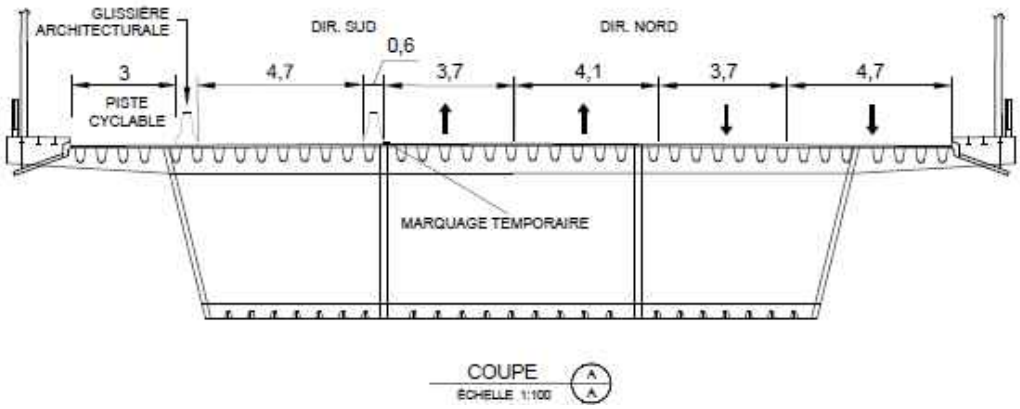
Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

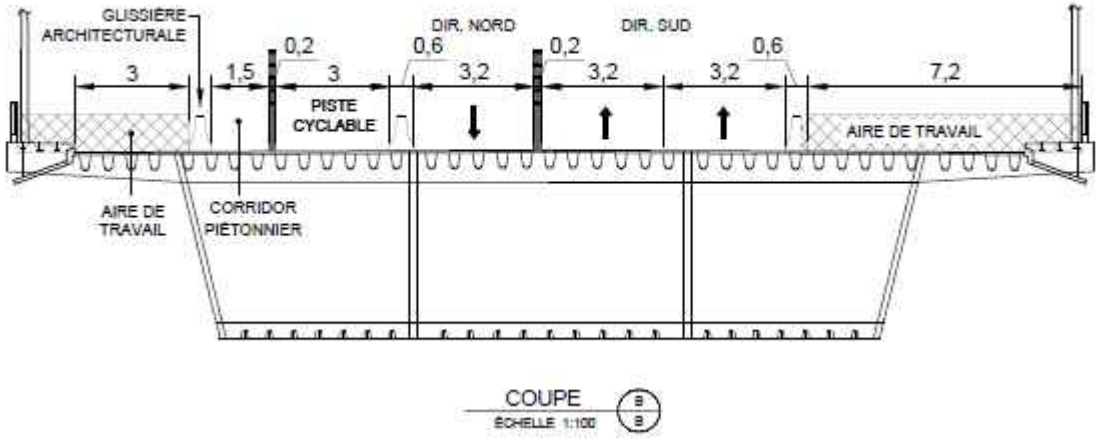
Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

440710 – 17-16 Peinturage et travaux divers au pont de la Concorde au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086)

Peinturage et travaux divers au pont de la Concorde au-dessus du fleuve St-Laurent
- Arrondissement Ville-Marie.

Secteur	Mesures de mitigation
Pont de la Concorde Exigences générales	- Durant les travaux, il y a des entraves de longue durée qui sont prévues sur l'axe Pierre-Dupuy. Les entraves nécessaires aux travaux de réfection du projet de peinturage sont prévues en 2019 et 2020. Les entraves sont localisées sur le tablier du pont de la Concorde, soit entre la rampe de la Cité du Havre et le tablier du pont d'étagement de l'Île Sainte –Hélène. Toutefois, deux voies de circulation automobile en direction de l'Île Sainte-Hélène et une voie de circulation automobile en direction du centre-ville seront maintenues en tout temps dans la zone des travaux, soit sur toute la longueur du tablier du pont de la Concorde. - Le trottoir côté amont sera fermé et les piétons seront redirigés du côté aval. La piste cyclable sur le pont sera maintenue durant les travaux. Quelques fermetures de très courte durée sont prévues et celle-ci seront réalisés en présence de signaleurs. - Comme le pont de la Concorde est situé au-dessus du fleuve Saint-Laurent, la navigation sous le pont sera maintenue et sera conforme aux exigences de Transport Canada.
Pont de la Concorde Travaux de peinturage et divers travaux	Les travaux de peinture doivent être réalisés en phases. La première phase, qui est prévue en 2019, consiste à repeindre les travées 3 à 5, soit en partant de la jetée Mackay (parc de Dieppe) vers l'Île Sainte-Hélène. La deuxième phase, qui est prévue en 2020 consiste à repeindre les 2 dernières travées, soit les travées 1 et 2.  Aval Amont <u>Configuration semblable à l'existant</u>

Travaux de peinturage et divers travaux	La circulation piétonne sera maintenue de même que la circulation des cyclistes selon la configuration existante avec un léger décalage vers le côté amont du tablier. Une glissière en béton sépare déjà le passage piéton et cycliste des voies de circulation. Une glissière sera ajoutée pour séparer la zone piétonne et cycliste des voies de circulation. Du côté amont du tablier, le trottoir sera fermé et une glissière sera installée pour séparer les voies de circulation automobile et la zone des travaux.
Mesures de gestion des impacts applicables	- En plus des communications usuelles, des panneaux d'information et des PMVM seront installés au moins dix jours avant la tenue des travaux; - Pendant toute la durée des travaux, les résidents et les autorités responsables (parc Jean-Drapeau, Casino de Montréal) seront informés, au besoin, des restrictions applicables à la circulation.



Aval Amont

Configuration durant les travaux

16. Expérience du Soumissionnaire à titre de maître d'œuvre

Le Soumissionnaire doit joindre à sa Soumission, en utilisant le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE,** l'information relative à deux (2) contrats dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent Appel d'offres, qu'il a exécutés à titre de maître d'œuvre au cours des cinq (5) dernières années ou qui sont en cours d'exécution, et comportant une valeur de deux millions de dollars (2 000 000 $) et plus (taxes incluses), en coûts de travaux réalisés à la date d'ouverture des Soumissions. Le coût des travaux de peinture doit représenter au moins un million de dollars (1 000 000 $) (taxes incluses).

Un contrat dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent Appel d'offres se définit comme étant un projet de peinture d'ouvrages d'art ou de bâtiments industriels nécessitant des ouvrages temporaires où le Soumissionnaire, à titre de maître d'œuvre, aura eu à gérer toutes les disciplines des travaux ainsi que la circulation, les entraves et les chemins de détour.

Pour chaque contrat, le Soumissionnaire doit indiquer les informations suivantes, en utilisant **IMPÉRATIVEMENT** le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE** prévu à la Section VI « ANNEXES » du *Cahier des charges* :

1- L'année de réalisation;

2- La description du projet et la nature des travaux;

3- La valeur du contrat et la valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture des Soumissions. Dans le cas d'un contrat en cours, il doit joindre à sa Soumission une confirmation écrite du donneur d'ouvrage du montant des travaux réalisés. La valeur des travaux réalisés doit être de deux millions de dollars (2 000 000 $) et plus (taxes incluses) à la date d'ouverture des Soumissions. Le coût des travaux de peinture doit représenter au moins un million de dollars (1 000 000 $) (taxes incluses);

4- Le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées;

5- Le nom du donneur d'ouvrage.

Le Soumissionnaire doit cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la section VI « Annexes » du *Cahier des charges*.

ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION

Le défaut de fournir avec la Soumission le Formulaire ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE prévu à la Section VI « ANNEXES » du *Cahier des charges* **dûment complété et accompagné des pièces justificatives référant à deux (2) contrats qui respectent les critères ci-haut mentionnés ENTRAÎNERA LE REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION**.

Les pièces justificatives acceptées comprennent notamment la dernière facture cumulative des travaux exécutés (décompte progressif) ou toutes autres factures ou preuves pertinentes qui permettent la qualification de la Soumission au regard des critères d'admissibilité, soit :

- **Adjudicataire du contrat;**
- **Nature des travaux;**
- **Année d'exécution des travaux[1];**
- **Montant du contrat;**
- **Montant des travaux réalisés et facturés pour chaque nature des travaux décrits aux alinéas a), b) et c).**

Le Soumissionnaire doit donc s'assurer de joindre le formulaire dûment complété, accompagné des pièces justificatives référant à deux (2) contrats qui respectent ces exigences puisqu'en aucun cas la Ville ne permettra au Soumissionnaire de corriger un tel défaut ou vice qui s'y rattache, et ce, nonobstant l'article 3.4.1 des *Instructions aux Soumissionnaires*.

[1] Le certificat d'acceptation provisoire doit avoir été obtenu au cours des cinq (5) dernières années.

Annexe A

SECTION III
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES

➢ **Article 16 « Expérience du Soumissionnaire à titre de maître d'œuvre »**

L'article 16 « Expérience du Soumissionnaire à titre de maître d'œuvre » est modifié comme suit :

- La cinquième (5e) puce du paragraphe « **ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION** » est annulée et remplacée par la puce suivante :

« Montant des travaux réalisés et facturés pour chaque nature des travaux décrits à l'alinéa 3 du présent article. »

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187000009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Objet :	Octroyer à Pomerleau Inc. un contrat pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086), dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 22 067 067,44 $ (travaux: 18 172 355,73 $ + variations des quantités: 1 330 857,95 $ + contingences: 1 817 235,57 $ + incidences: 746 618,19 $), taxes incluses. Appel d'offres public 440710 (3 soumissionnaires conformes).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1187000009.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0721

Marie Claude Pierre
Agente Comptable Analyste
514-868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-14

Maria BARDINA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-2563

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier, PS Développement

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.27

2019/01/28 13:00

(2)

Dossier # : 1187000009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Objet :	Octroyer à Pomerleau Inc. un contrat pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086), dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 22 067 067,44 $ (travaux: 18 172 355,73 $ + variations des quantités: 1 330 857,95 $ + contingences: 1 817 235,57 $ + incidences: 746 618,19 $), taxes incluses. Appel d'offres public 440710 (3 soumissionnaires conformes).

Rapport- mandat SMCE187000009.pdf

Dossier # :1187000009

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 28 janvier 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE187000009

Octroyer à Pomerleau Inc. un contrat pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086), dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 22 067 067,44 $ (travaux: 18 172 355,73 $ + variations des quantités: 1 330 857,95 $ + contingences: 1 817 235,57 $ + incidences: 746 618,19 $), taxes incluses. Appel d'offres public 440710 (3 soumissionnaires conformes).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Karine Boivin Roy
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE187000009
Octroyer à Pomerleau Inc. un contrat pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086), dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 22 067 067,44 $ (travaux: 18 172 355,73 $ + variations des quantités: 1 330 857,95 $ + contingences: 1 817 235,57 $ + incidences: 746 618,19 $), taxes incluses. Appel d'offres public 440710 (3 soumissionnaires conformes).

À sa séance du 9 janvier 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M$*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme*

Le 16 janvier 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'urbanisme et de la mobilité ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont été étonnés de constater que les travaux divers qui seront réalisés sur le pont de la Concorde pourraient prolonger sa vie utile de quelque soixante-quinze ans. Le Service a expliqué que le tablier du pont, construit en acier, offrait un potentiel de longévité exceptionnelle et que les fissures constatées pouvaient être réglées en utilisant la soudure.

Les représentants du Service ont aussi expliqué que le pont, qui date de l'époque d'Expo 67, est une construction de grande qualité, en plus d'avoir une indéniable valeur patrimoniale.

Pour la Commission, le pont de la Concorde est un exemple de bon investissement dans les infrastructures. Sa construction a sans doute coûté très cher pour l'époque,

mais avec un entretien de qualité, cette structure innovatrice pourra tenir le coup encore longtemps.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'urbanisme et de la mobilité pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE187000009 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.28

2019/01/28 13:00

(2)

Dossier # : 1186676003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Unigesco inc., pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Mont-Royal dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal pour une somme maximale de 12 366 992,32 $ taxes incluses, à la suite de l'appel d'offres public no 5958 - cinq (5) soumissionnaires conformes - contrat no 15350 / Autoriser une dépense totale de 14 648 702,40 $ taxes incluses.

Il est recommandé :

1. D'accorder un contrat à la firme Groupe Unigesco inc., le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat d'exécution des travaux de mise aux normes de l'aréna Mont-Royal dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal pour une somme maximale de 12 366 992,32 $, taxes incluses, soit le montant de la soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 5958;

2. D'autoriser une dépense totale de 14 648 702,40 $ taxes incluses, soit 12 366 992,32 $ pour le contrat d'exécution des travaux de l'aréna Mont-Royal dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, 1 855 048,85 $ pour les dépenses contingentes et 426 661,24 $ pour les dépenses incidentes;

3. D'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-12-07 15:40

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186676003**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Unigesco inc., pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Mont-Royal dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal pour une somme maximale de 12 366 992,32 $ taxes incluses, à la suite de l'appel d'offres public no 5958 - cinq (5) soumissionnaires conformes - contrat no 15350 / Autoriser une dépense totale de 14 648 702,40 $ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal possède un réseau de quarante (40) patinoires intérieures, réparties dans trente-quatre (34) arénas ou complexes sportifs. En vertu du protocole de Montréal, de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et de la Loi du Québec sur la qualité de l'air et de l'environnement, la Ville doit remplacer l'ensemble des systèmes de réfrigération utilisant le fréon (HCFC-22) d'ici 2020.
Pour assurer le maintien de l'offre de services en sports de glace, le comité exécutif a adopté, le 7 juillet 2010 et modifié le 25 janvier 2012, le Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux qui s'adresse essentiellement aux arrondissements.

Depuis 2009, des projets visant trente-neuf (39) des quarante (40) patinoires intérieures ont démarré et en sont à divers stades de réalisation.

Dans le cadre du Plan de relance économique du Canada de 2009 et avant l'adoption du Programme de soutien, cinq (5) projets de mise aux normes des systèmes de réfrigération ont été réalisés; ces patinoires ont été rouvertes au public.

Depuis l'adoption du Programme de soutien en 2010, dix-neuf (19) projets (21 patinoires) ont été livrés et dix (10) projets (14 patinoires) sont en cours. La liste des projets et leurs statuts sont fournis en pièce jointe.

Le présent dossier vise la réalisation des travaux de mise aux normes de l'aréna Mont-Royal dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal. Un appel d'offres public a été publié dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) entre le 3 octobre et le 22 novembre 2018. L'appel d'offres a été prolongé une fois du 8 novembre au 22 novembre 2018 pour permettre aux soumissionnaires de bien évaluer la portée des modifications décrites dans sept (7) addenda émis pendant l'appel d'offres. La période de sollicitation du marché fut donc de cinquante (50) jours calendrier.

Sept (7) addenda ont été émis lors de cet appel d'offres en réponse aux questions posées

par les soumissionnaires selon la procédure établie. Ces addenda ont permis de corriger certaines inexactitudes présentes dans les plans et devis et ont apporté des précisions à la portée des travaux :

1. l'addenda no 01 du 16 octobre 2018 étend la date limite de prise des rendez-vous pour les visites des lieux au mercredi 17 octobre 2018 au lieu du vendredi 12 octobre 2018 (01 page de devis);

2. l'addenda no 02 du 25 octobre 2018 répond à des questions posées en architecture, en structure, en civil, en mécanique et en réfrigération (51 pages de devis et 34 feuilles de plans);

3. l'addenda no 03 du 31 octobre 2018 répond à des questions posées en architecture, en structure, en civil, en mécanique et en réfrigération (75 pages de devis et 21 feuilles de plans);

4. l'addenda no 04 du 1er novembre 2018 révise le bordereau de soumission (bordereau de soumission en fichier Excel);

5. l'addenda no 05 du 02 novembre 2018 reporte la date d'ouverture des soumissions au 22 novembre 2018 au lieu du 8 novembre 2018 (1 page de devis);

6. l'addenda no 06 du 14 novembre 2018 répond à des questions posées en architecture, en structure, en civil (30 pages de devis et 7 feuilles de plans);

7. l'addenda no 07 du 15 novembre 2018 apporte des précisions en mécanique (5 pages de devis);

Les soumissions sont valides jusqu'au 21 mars 2019, soit cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions qui a eu lieu le 22 novembre 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0965 Le 17 août 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à Les architectes FABG inc., Tetra Tech QB inc., et Petropoulos, Bomis et associés inc. pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Mont-Royal - Dépense totale de 1 242 649,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14419.
CA15 25 0110 Le 7 avril 2015 - Adhérer au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux pour la réalisation du projet de l'aréna Mont-Royal et accepter l'offre de service du Service de la gestion et de la planification immobilière de la Ville centrale pour la gestion du projet, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

CE12 0095 Le 25 janvier 2012 - Approuver les modifications au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux.

CE10 1137 Le 7 juillet 2010 - Adopter le Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux avec une aide financière de la Ville centrale aux arrondissements.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat d'exécution de travaux de construction à la firme Groupe Unigesco inc. pour la réalisation des travaux de mise aux normes de l’aréna Mont-Royal dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, soit :

- Le remplacement du système de réfrigération existant par un nouveau système fonctionnant à l'ammoniac et la construction d'un agrandissement pour le loger;
- Le remplacement complet de la toiture;

- Le remplacement de la dalle réfrigérée;
- La réalisation de divers travaux de mise aux normes pour respecter la réglementation et assurer la sécurité des usagers et des employés;
- L'implantation de mesures en efficacité énergétique;
- Les travaux requis pour la certification LEED-Argent et pour l'accessibilité universelle de base;
- Les travaux d'amélioration locative.

Pour ce projet, un montant de 1 855 048,85 $ taxes incluses, représentant 15 % du montant du contrat est requis au budget des contingences pour faire face aux imprévus durant la réalisation des travaux.

De plus, un montant de 426 661,24 $ taxes incluses, soit 3 % du montant du contrat et des contingences est requis au budget des travaux incidents pour entre autre, le contrôle de qualité par le laboratoire de la Ville (vérification des excavations, des sols compactés, du béton et de l'acier) ainsi que pour des travaux et frais de raccordement à Hydro-Québec, Énergir et Bell Canada.

Suite à l'appel d'offres public 5958, les treize (13) organisations suivantes se sont procurées le cahier des charges dont :

- une (1) association patronale : ACQ - Provinciale;
- une (1) firme de génie-conseil : Cima+;
- trois (3) fournisseurs et entrepreneurs spécialisés : Armatures Bois-Francs, Cimco réfrigération, JNA Leblanc électrique;
- huit (8) entrepreneurs généraux : AKA Construction, Construction SOCAM, Corporation de Construction Germano, Groupe Axino, Groupe Unigesco, Gastier M.P., Hulix Construction, KF Construction.

Parmi les huit (8) entrepreneurs généraux qui ont pris le cahier des charges, trois (3) d'entre eux n'ont pas déposé de soumission. Certains d'entre eux ont invoqué un nombre élevé d'appel d'offres pendant la même période, ce qui les a contraints à faire des choix stratégiques. D'autres ont invoqué des carnets de commandes déjà complets.

JUSTIFICATION

Les cinq (5) soumissions déposées sont jugées conformes. En voici la liste par ordre croissant des prix :

Firmes soumissionnaires	**Prix de base (avant taxes)**	**Taxes (TPS et TVQ)**	**Total (taxes incluses)**
Groupe Unigesco	10 756 244,68 $	1 610 747,64 $	12 366 992,32 $
Groupe Axino inc.	10 811 045,88 $	1 618 954,12 $	12 430 000,00 $
KF Construction inc.	11 235 292,00 $	1 682 484,98 $	12 917 776,98 $
Corporation de Construction Germano	11 824 302,00 $	1 770 689,22 $	13 594 991,22 $
Hulix construction	11 988 874,00 $	1 795 333,88 $	13 784 207,88 $
Dernière estimation réalisée ($)	10 447 090,72 $	1 564 451,83 $	12 011 542,55 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			13 018 793,68 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			5,27 %

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*	1 417 215,56 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	11,46 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	355 449,77 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	2,96 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	63 007,68 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	0,51 %

Tous les coûts indiqués comprennent les frais d'administration, le profit et les taxes.

Le prix du plus bas soumissionnaire conforme est de 12 366 992,32 $, soit 2,96 % supérieur à la dernière estimation des professionnels qui était de 12 011 542,55 $. L'écart entre le prix du plus bas soumissionnaire et l'estimation des professionnels s'explique par le fait que les professionnels ont sous-estimé certains chapitres de la soumission. Par exemple le chapitre 16 Électricité a été sous-estimé de 273 350,00 $. Ce dernier montant à lui seul représente 85,01% de l'écart entre le prix du plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation des professionnels.

L’écart entre les prix du plus bas soumissionnaire conforme et le plus haut soumissionnaire est de 1 417 215,56 $, soit 11,46 %. De plus, l’écart entre les deux plus bas soumissionnaires conformes est de 63 007,68 $, soit 0,51 %.

L'analyse détaillée et la recommandation des professionnels pour l’octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme sont jointes au présent sommaire décisionnel.

Le présent adjudicataire ne figure pas sur la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ), ni sur la liste des entreprises non admissibles au RENA au moment de la rédaction du présent sommaire (mise à jour en date du 28 novembre 2018). Par ailleurs, la firme Groupe Unigesco inc., n'est pas inscrite sur la liste des personnes déclarées non conformes en vertu du règlement de gestion contractuelle.

L'adjudicataire est assujetti à l'obligation d'obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) dans le cadre de ce contrat dont la valeur est supérieure à 5 M$. Cette attestation de conformité a été fournie avec la soumission.

Par ailleurs, en vertu du Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007) et de la résolution CM11 0170, le dossier doit être soumis pour examen par ladite commission puisque le prix du contrat est supérieur à 10 M$.

Finalement, le réajustement à la hausse des coûts de construction suite à l'appel d'offres 5958 par rapport au budget autorisé initialement entraîne une hausse des honoraires professionnels établis sur la base d'un pourcentage du coût des travaux. Un dossier distinct (GDD1186676002) sera présenté pour recommander l'augmentation des honoraires professionnels.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total de la dépense à autoriser est de **14 648 702,40 $** taxes incluses. Ce montant inclut 15 % de contingences de construction et 3 % d'incidences.

1	Montant de la soumission la plus basse (avant taxes)	10 756 244,68 $
2	Taxes (TPS et TVQ)	1 610 747,64 $
3	**Total du contrat de construction**	**12 366 992,32 $**
4	Montant de contingences de construction de 15%	1 855 048,85 $
5	Incidences de 3 %	426 661,24 $
6	**TOTAL (incluant contingences et incidences)**	**14 648 702,40 $**
7	Montant de la ristourne sur les travaux et les incidences	1 272 484,59 $
8	**TOTAL net (après ristourne de la TPS et TVQ)**	**13 376 217,82 $**

Le *« Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux »* prévoit 80 % des dépenses admissibles à la charge de la ville centrale et 20 % des dépenses admissibles à la charge de l'arrondissement. Ces deux pourcentages ne tiennent pas compte des dépenses reliées aux travaux non admissibles au Programme, comme les travaux d'améliorations locatives assumées à 100 % par l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal. Ces travaux additionnels font en sorte que la contribution de l'arrondissement soit de 32,56% au lieu de 20%.

Considérant les paramètres du programme, le montant total net après ristourne de **13 376 217,82** $ se répartit comme suit : (voir pièce jointe GDD 1186676003_Répartition des coûts des travaux pour le détail).

1. Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) pour un montant de 7 251 254,13 $ (54,21 % pourcentage à titre indicatif), financé via les règlements d'emprunts de compétence locale 16-038 et 17-058 « Mise aux normes des arénas »;

2. Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal pour un montant de 4 354 637,97 $ (32,56% pourcentage à titre indicatif)

3. Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour un montant de 1 770 325,72 $ (13,23% pourcentage à titre indicatif).

Des virements de crédits doivent être effectués du SDSS (Requérant) vers le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) - (Exécutant).

De plus, une aide financière de 1 M$ est accordée pour ce projet par le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES). L'aide financière reçue se répartira dans une proportion de 80% pour la ville centrale et de 20% pour l'arrondissement, puisque celle -ci ne s'applique qu'aux travaux de base visés par le Programme et non aux améliorations locatives.

En ce qui concerne les aides financières pour ce projet, des demandes de subventions vont être déposées auprès d'Hydro-Québec (HQ), Énergir (E) et du Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN). Ces subventions viendront réduire la charge totale, dans les proportions déjà indiquées, lorsque les sommes correspondantes seront confirmées et reçues.

La dépense sera répartie entre les années 2019, 2020 et 2021 (voir tableau de répartition des dépenses en pièce jointe).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de mise aux normes de l'aréna Mont-Royal vise le remplacement des systèmes de réfrigération utilisant le fréon, substance appauvrissant la couche d'ozone par l'émission de gaz à effet de serre (GES), par un système fonctionnant à l'ammoniac n'émettant aucun GES.
De plus, le projet vise la certification LEED-Argent, conformément à la politique de développement durable pour les édifices municipaux.

Le projet inclut également la mise en place de mesures d'efficacité énergétique telle que l'utilisation de la chaleur récupérée du système de réfrigération pour le chauffage de l'eau domestique du bâtiment et le remplacement de l'éclairage au-dessus de la patinoire par des ampoules à basse consommation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La soumission est valide jusqu'au 21 mars 2019 (120 jours). Si le contrat est octroyé après cette date, la Ville devra négocier une prolongation avec l'entrepreneur.
Par ailleurs, les travaux nécessitent la suspension des activités de sports de glace pour une durée d'un peu plus de deux ans (soit, entre avril 2018 et août 2020). Selon cet échéancier, la réouverture complète de l'aréna qui doit s'effectuer avant le début de la saison d'automne 2020 ainsi que les périodes de réouverture partielle prévues ne laissent que peu de marge de manœuvre. Conséquemment, tout écart par rapport à l'échéancier prévu pourrait s'avérer préjudiciable pour les usagers de l'aréna.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les partenaires sont tenus au courant de l'évolution du projet et de l'échéancier.
L'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal communiquera aux utilisateurs de l'aréna les conditions de fermeture et les alternatives proposées en fonction de l'échéancier prévu au calendrier.
Un panneau de chantier conçu par la Ville sera installé pour informer les citoyens de l'envergure des travaux et de l'échéancier de réalisation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat de construction au conseil municipal 28 janvier 2019
Réalisation des travaux Février 2019 à mai 2020
Administration de la période de garantie Mai 2020 à avril 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Certification de fonds :
Le Plateau-Mont-Royal , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens_des communications et du greffe (Kalina RYKOWSKA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michel LAROCHE, Service de la diversité sociale et des sports
Roberto RODRIGUEZ GONZALEZ, Service de la diversité sociale et des sports
Hugo Rafael RIVERO, Le Plateau-Mont-Royal
Kalina RYKOWSKA, Le Plateau-Mont-Royal
Marie DESHARNAIS, Le Plateau-Mont-Royal
Cristina ROMERO, Le Plateau-Mont-Royal
Françoise TURGEON, Service des finances

Lecture :

Roberto RODRIGUEZ GONZALEZ, 30 novembre 2018
Marie DESHARNAIS, 29 novembre 2018
Kalina RYKOWSKA, 28 novembre 2018
Michel LAROCHE, 27 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Salah HADIDI
Gestionnaire Immobilier

Tél : 514 280-3427
Télécop. : 514-872-0799

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-28

Biagio ZILEMBO
Cadre en reaffectation

Tél : 514 872-3904
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2018-12-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2018-12-07

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Le Plateau-Mont-Royal , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens_des communications et du greffe

Dossier # : 1186676003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Unigesco inc., pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Mont-Royal dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal pour une somme maximale de 12 366 992,32 $ taxes incluses, à la suite de l'appel d'offres public no 5958 - cinq (5) soumissionnaires conformes - contrat no 15350 / Autoriser une dépense totale de 14 648 702,40 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1186676003-ArenaMont Royal.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kalina RYKOWSKA
Conseillère en gestion de ressources financières

Tél : 514-872-5235

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-30

Stéphane CLOUTIER
Directeur des services administratifs_ des relations avec les citoyens_ des communications et du greffe
Tél : 514 872-3504
Division : Le Plateau-Mont-Royal , Direction des services administratifs_des relations avec les citoyens_des communications et du greffe

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

REÇU LE
17 AOÛT 2018

Le 8 août 2018

GROUPE UNIGESCO INC.
A/S MONSIEUR JEAN-SÉBASTIEN GARIÉPY
3900, RUE COOL
VERDUN (QC) H4G 1B4

N° de décision : 2018-CPSM-1044497
N° de client : 3000629605

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme *public*

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, *conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GROUPE UNIGESCO INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 mai 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Caroline Vallières
Coordonnatrice
Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires

En vertu de la subdélégation de pouvoir du 12 juillet 2018

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Programme de mise aux normes des arénas municipaux
Statut des projets

Projet	Terminé	
	N^bre Projets	N^bre Patinoires
CHANTIER TERMINÉ :		
Aréna Rolland (anc. Henri-Bourassa) (Montréal-Nord)	1	1
Aréna Michel-Normandin (Corporatif)	1	1
Aréna Howie-Morenz (VSMPE)	1	1
Aréna Camilien-Houde (Ville-Marie)	1	1
Aréna Jacques-Lemaire (LaSalle)	1	1
Sous-total avant l'adoption du Programme des arénas	**5**	**5**
Centre sportif Père-Marquette (RLPP)	1	1
Aréna Pierre "Pete" Morin (Lachine)	1	1
Aréna Ahuntsic (Ahuntsic-Cartierville)	1	1
Aréna Martin-Brodeur (Saint-Léonard)	1	1
Aréna Doug-Harvey (CDN-NDG)	1	1
Aréna Clément-Jetté (MHM)	1	1
Aréna Roberto-Luongo (Saint-Léonard)	1	1
Aréna Chaumont (Anjou)	1	1
Complexe sportif Saint-Charles (Sud-Ouest)	1	1
Centre Rodrigue-Gilbert 1 -2 (RDP-PAT)	1	2
Patinoire Outremont (Outremont)	1	1
Aréna Francis-Bouillon (anc. Raymond-Préfontaine) (MHM)	1	1
Aréna Bill-Durnan (CDN-NDG)	1	1
Aréna Maurice-Richard (Corporatif)	1	1
Aréna Marcelin-Wilson (Ahuntsic–Cartierville)	1	1
Aréna René-Masson (RDP-PAT)	1	1
Aréna Fleury (Montréal-Nord)	1	1
Centre Étienne-Desmarteau glace 1 - 2 (RLPP)	1	2
Aréna Saint-Donat (MHM)	1	1
Sous-total depuis l'adoption du Programme des arénas	**19**	**21**
Sous-total des projets terminés	**24**	**26**
EN CHANTIER :		
Auditorium de Verdun et Aréna Denis-Savard (Verdun)	1	2
Aréna Saint-Michel glace 1 - 2 (VSMPE)	1	2
Aréna Chénier (Anjou)	1	1
Sous-total en chantier	**3**	**5**
EN CONCEPTION :		
Aréna Mont-Royal (Plateau-Mont-Royal)	1	1
Complexe Gadbois - G. Mantha & S.Mantha (Sud-Ouest)	1	2
Aréna Martin-Lapointe (Lachine)	1	1
Aréna Raymond-Bourque glace 1 - 2 (Saint-Laurent)	1	2
Aréna Saint-Louis (Plateau-Mont-Royal) - Audit	1	1
Aréna Dollard-Saint-Laurent (LaSalle)	1	1
Sous-total en conception	**6**	**8**
EN DÉMARRAGE :		
Aréna Garon (anc. Montréal-Nord) (Montréal-Nord)	1	1
Sous-total en démarrage	**1**	**1**
Sous-total des projets en cours	**10**	**14**
TOTAL	**34**	**40**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1186676003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Unigesco inc., pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Mont-Royal dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal pour une somme maximale de 12 366 992,32 $ taxes incluses, à la suite de l'appel d'offres public no 5958 - cinq (5) soumissionnaires conformes - contrat no 15350 / Autoriser une dépense totale de 14 648 702,40 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1186676003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au Budget
Tél : 514 872-3580

Pierre-Luc Stében
Préposé au budget
514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-29

François FABIEN
Conseiller budgetaire
Tél : 5148720709

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.28

2019/01/28 13:00

(2)

Dossier # : 1186676003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Unigesco inc., pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Mont-Royal dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal pour une somme maximale de 12 366 992,32 $ taxes incluses, à la suite de l'appel d'offres public no 5958 - cinq (5) soumissionnaires conformes - contrat no 15350 / Autoriser une dépense totale de 14 648 702,40 $ taxes incluses.

Rapport- mandat SMCE186676003.pdf

Dossier # :1186676003

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 28 janvier 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE186676003

Accorder un contrat à la firme Groupe Unigesco inc., pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Mont-Royal dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal pour une somme maximale de 12 366 992,32 $ taxes incluses, à la suite de l'appel d'offres public no 5958 - cinq (5) soumissionnaires conformes - contrat no 15350 / Autoriser une dépense totale de 14 648 702,40 $ taxes incluses.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Karine Boivin Roy
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE186676003
Accorder un contrat à la firme Groupe Unigesco inc., pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Mont-Royal dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal pour une somme maximale de 12 366 992,32 $ taxes incluses, à la suite de l'appel d'offres public no 5958 - cinq (5) soumissionnaires conformes - contrat no 15350 / Autoriser une dépense totale de 14 648 702,40 $ taxes incluses.

À sa séance du 9 janvier 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 16 janvier 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont soulevé plusieurs questions sur la certification LEED Argent dans les dossiers de mise aux normes des arénas. Le Service a expliqué que cette certification était appropriée dans ces dossiers puisque la mise aux normes des arénas est généralement une intervention localisée, qui nécessite des investissements modestes. La norme LEED Or pourrait être ciblée dans le cas d'investissements plus importants.

Par ailleurs, le Service a souligné que le Conseil du bâtiment durable du Canada certifiait les projets de mise aux normes des arénas.

Les membres ont aussi échangé avec les représentants du Service sur les possibles économies d'énergie résultant de la mise aux normes des arénas. Ces derniers ont expliqué que le résultat de la mise aux normes des arénas ne se traduisait pas toujours par des économies d'énergie, mais faisait en sorte d'offrir un meilleur confort aux usagers de ces équipements.

Enfin, les membres on souligné une nouvelle fois la justesse des estimations du Service dans les chantiers de mise aux normes des arénas. L'expérience acquise au fil des réalisations permet d'en arriver à une grande constance dans les estimations.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE186676003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.29

2019/01/28
13:00

(2)

Dossier # : 1185965006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 570 672,00 $, taxes incluses, pour le projet de Réfection du chalet du parc La Fontaine (0068) dans le cadre du contrat 14341 accordé à Corporation de construction Germano (CM18 0375), majorant ainsi le montant du contrat de 3 909 958,04 $ à 4 480 630,04 $, taxes incluses.

Il est recommandé

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 570 672,00 $, taxes incluses, pour le projet de Réfection du chalet du parc La Fontaine (0068) dans le cadre du contrat accordé à Corporation de construction Germano (CM18 0375), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 909 958,04 $ à 4 480 630,04 $, taxes incluses ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-14 15:51

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185965006**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 570 672,00 $, taxes incluses, pour le projet de Réfection du chalet du parc La Fontaine (0068) dans le cadre du contrat 14341 accordé à Corporation de construction Germano (CM18 0375), majorant ainsi le montant du contrat de 3 909 958,04 $ à 4 480 630,04 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le contrat de construction du chalet du parc La Fontaine a été octroyé le 26 mars 2018 pour un montant maximum de 3 909 958,04 $. Les travaux ont débuté le 19 avril 2018. Ces travaux majeurs prévoient notamment l'isolation des combles du toit, la réfection des accès au bâtiment, le remplacement des systèmes électromécaniques du bâtiment et la réfection des finis des salles de toilettes et de la salle des patineurs au premier sous-sol du bâtiment. La gestion des travaux est complexe car le bâtiment demeure occupé tout au long des travaux, notamment par Espace La Fontaine, l'organisme à but non lucratif opérant le bistro culturel du chalet au rez-de-chaussée.
Le Service des grands parcs, du mont Royal et des sports (SGPMRS) agit à titre de service requérant du projet. Dans le présent dossier, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) agit à titre de service exécutant. Le SGPI coordonne la réalisation de la conception détaillée, de l'élaboration des documents d'exécution (plans et cahier des charges), le suivi et la surveillance des travaux de construction du projet.

L'échéancier initial du projet prévoyait une fin de travaux au 30 novembre 2018.

Plusieurs éléments hors du contrôle de l'entrepreneur et de la Ville ont eu des incidences sur les coûts et l'échéancier du projet :

1- Des déficiences importantes à la structure existante et des problèmes d'infiltration d'eau par les fondations ont été découverts dans la salle de toilettes sud et des déficiences importantes à la plomberie ont été découvertes dans la salle des patineurs. Ces conditions de chantiers ont occasionné des coûts de travaux additionnels totalisant 61 378,78 $ taxes incluses ainsi qu'un retard de 34 jours ouvrables. Ce retard engendre des frais de prolongation de chantier.
2- Espace La Fontaine a interrompu les travaux en cours en août, septembre et octobre 2018 en raison du bruit et des vibrations incompatibles avec ses réservations de groupes plus souvent qu'il n'aurait été raisonnable pour l'entrepreneur de prévoir. Ces interruptions engendrent des frais de prolongation de chantier.

3- Les erreurs et omissions de l'ingénieur en électricité sur les plans et devis émis pour construction ont engendré des travaux additionnels totalisant 101 195,55 $ taxes incluses. Ces travaux n'ont cependant pas entraîné de retard au chantier.
4- Finalement, un montant de 225 843,64 $, taxes incluses, couvre tous les autres ajustements divers dû aux diverses conditions de chantier tels que, sans être limitatif, la démolition ponctuelle additionnelle, la relocalisation d'obstacles découverts en cours de démolition, l'ajout ponctuel d'éléments tels que des bandes contrastantes aux nez de marches, de l'isolation de sections de conduit, de toiles sur les clôtures de chantier. Ces travaux n'ont cependant pas entraîné de retard au chantier.

5- Le SGPMRS demande au SGPI en début de chantier de revoir la proposition de finis dans les salles de toilette nord et sud ainsi que dans la salle des patineurs. Le SGPMRS mandate, en mai 2018, une firme de design d'intérieur pour modifier la facture visuelle des ouvrages. Les modifications des finis des toilettes nord et sud et de la salle des patineurs ont occasionné des coûts de travaux additionnels totalisant 174 891,48 $ taxes incluses ainsi qu'un retard de 95 jours ouvrables. Ce retard engendre des frais de prolongation de chantier.

Au 30 novembre 2018, le chantier est avancé à 35 % en ce qui a trait à la facturation.

Les contingences initiales de 651 659,67 $, taxes incluses, ont été utilisées à 86% (563 309,45 $, taxes incluses). Solde : 88 350,22 $.

Les incidences initiales de 390 995,80 $, taxes incluses, ont été utilisées à 58 % (228 193,63 $, taxes incluses). Solde : 162 802,17 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0375 - 26 mars 2018
Accorder un contrat à Corporation de construction Germano pour les travaux de réfection du chalet du parc La Fontaine - Dépense totale de 4 300 953,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5939 (8 soum.).

CM14 1115 - 24 novembre 2014
Accorder un contrat de services professionnels à Riopel Dion St-Martin inc. et Beaudoin Hurens afin de réaliser des projets de construction, réfection, restauration et de mise aux normes des bâtiments de parcs et corporatifs, pour une somme maximale de 1 230 305,51 $, taxes incluses – Appel d'offres public 14-12340 (6 soum.) Approuver un projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

À la suite de la négociation avec l'entrepreneur, les frais de prolongation sont de 1 764,73 $/jour ouvrable, taxes incluses.
1- Les déficiences importantes à la structure existante et des problèmes d'infiltration d'eau par les fondations dans la salle de toilettes sud et des déficiences importantes à la plomberie ont été découvertes dans la salle des patineurs ont occasionné des retards de 34 jours ouvrables. Ce nombre de jours a été analysé et négocié avec les professionnels et l'entrepreneur. Ceux-ci occasionnent un frais supplémentaire de 60 000,82 $, taxes incluses.

2- Le processus de recommandations du designer mandaté par le SGPMRS, l'analyse et la traduction de celles-ci en directives de chantier par l'architecte et les ingénieurs, le temps de réponse de l'entrepreneur et de ses sous-traitants et la négociation des prix ont retardé les commandes des finis architecturaux. Ce processus est directement à l'origine de 95

jours ouvrables de retard dans la livraison des travaux. Ce nombre de jours a été analysé et négocié avec les professionnels et l'entrepreneur. Ceux-ci occasionnent un frais supplémentaire de 167 649,35 $, taxes incluses.

3- De plus, il est prévisible que les conditions de chantier (déficiences structurales, déficiences de plomberie et infiltrations d'eau) de la salle de toilettes sud se répéteront lors des travaux de la salle de toilettes nord, prévus à l'hiver et au printemps 2019. Un montant de 107 159,56 $, taxes incluses, a été évalué pour couvrir les travaux et les frais de prolongation possibles.

4- Afin de pouvoir terminer les travaux et couvrir toute autre condition de chantier imprévisible et accessoire aux travaux, des contingences additionnelles sont requises afin de conserver une marge de manoeuvre de 15 % pour le solde du contrat.

L'échéancier du projet : la fin des travaux prévue le 30 novembre 2018 est reportée au 18 juin 2019.

Description des changements à venir	Montants (taxes incluses)
1- Frais de prolongation pour la correction des déficiences structurale et de plomberie et des infiltrations d'eau de la toilette sud (total 34 jours).	60 000,82 $
2- Frais de prolongation pour les travaux additionnels pour la modification des finis architecturaux et pour les interruptions occasionnées par Espace La Fontaine (total 95 jours).	167 649,35 $
3- Risques à venir de déficiences structurales et de plomberie de la salle de toilette nord incluant les frais de prolongation de 32 jours.	107 159,56 $
4- Contingences additionnelles requises : (15 % du solde du contrat de base) – solde des contingences (15 % x 2 161 416,63 $) - 88 350,22 $	235 862,27 $
DÉPENSE ADDITIONNELLE TOTALE	**570 672,00 $**

Une telle augmentation aura pour effet d'augmenter les contingences associées au contrat de services professionnels des firmes d'une valeur approximative de 32 437,00 $, taxes incluses. Cette augmentation fera l'objet d'un sommaire décisionnel à part.

JUSTIFICATION

La nécessité d'augmentation du budget de contingences est occasionnée par :

- L'épuisement plus rapide des contingences du contrat par rapport aux anticipations lors de l'octroi. Les déficiences importantes découvertes sous la dalle du sous-sol de la toilette sud et de la salle des patineurs ne pouvaient être anticipées;
- La demande de modification des finis architecturaux des salles de toilettes et de la salle des patineurs du SGPMRS en cours de chantier afin de s'aligner sur les objectifs du Plan directeur du parc La Fontaine et leur impact sur l'échéancier.

Les alternatives évaluées en regard de cette situation :

- L'encadrement du mandat du designer mandaté par le SGPMRS a permis de limiter l'ampleur des modifications compte tenu des matériaux et équipements déjà commandés ainsi que de l'avancement du chantier en parallèle comme la modification des patrons du fini de plancher et des luminaires;

- L'analyse des propositions du designer a permis d'éliminer plusieurs travaux n'ayant pas de valeur ajoutée (démolition de plinthe de béton), non accessoires au travaux (impressions murales), ou pouvant être reportés dans un projet future sans impact sur le service à la clientèle;
- De plus, l'analyse technique des propositions par l'architecte et les ingénieurs a permis de recommander des matériaux plus adaptés et moins coûteux tout en réduisant au maximum l'impact sur les travaux en cours et l'échéancier (par exemple : céramique murale au lieu du marbre).

Le fait d'accorder cette augmentation de contingences nous permettra de livrer un projet qui répond mieux aux besoins de maintien d'actifs du client et permettra de protéger l'immeuble de détériorations plus graves.

La portée des travaux incluse au projet est la même que celle définie dans le mandat original.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette dépense additionnelle de 570 671,99 $, taxes incluses, incluant contingences, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 521 099,59 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # 16-057-1 « Travaux Aménagement Parcs ».

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre et sera répartie comme suit : 95 % en 2019 et 5 % en 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet est conforme à la Politique de développement durable de la Ville et applique les directives écologiques en vigueur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'approbation de l'augmentation de ce contrat aura un impact sur les opérations d'Espace La Fontaine à partir du printemps 2019, et les travaux en cours pourraient devoir être arrêtés, faute de fonds.

Le refus de l'augmentation du présent contrat impliquera de devoir couper dans le programme des travaux afin de se conformer aux sommes disponibles, laissant fort probablement la salle des toilettes nord – si ce n'est d'autres espaces du bâtiment - non rénovée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue avec l'arrondissement afin de tenir informé les occupants et les citoyens.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation de la dépense additionnelle : janvier 2019
Fin reportée des travaux : 18 juin 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
Ce dossier a été préparé par Nicolas Hains de Cima+.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Cristina ROMERO, Le Plateau-Mont-Royal
Marie-Claude SEGUIN, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Marie-Claude SEGUIN, 7 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie LONGPRÉ
chef d'équipe

Tél : 514 872-7244
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-20

Isabelle BONNEAU
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-7853
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-01-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne ROUILLARD
Directrice- Gestion immobilière et exploitation
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2019-01-10

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1185965006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 570 672,00 $, taxes incluses, pour le projet de Réfection du chalet du parc La Fontaine (0068) dans le cadre du contrat 14341 accordé à Corporation de construction Germano (CM18 0375), majorant ainsi le montant du contrat de 3 909 958,04 $ à 4 480 630,04 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Pour les fins de la détermination du caractère accessoire de la majoration du contrat demandé, nous devons additionner les montants des sommes requises aux termes du présent sommaire décisionnel à celles qui ont été autorisées à titre de contingences au moment de l'octroi du contrat. Pour les fins de notre analyse, le montant total des sommes allouées aux contingences représentera 31,26% de la valeur du contrat initial. Sur la foi des représentations du service responsable de ce contrat, nous sommes d'avis que les modifications demandées peuvent être qualifiées "d'accessoire" au contrat au sens de la loi quant à leur valeur et nous sommes d'avis que ces modifications ne changent pas la nature du contrat.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-09

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514-872-2363
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1185965006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 570 672,00 $, taxes incluses, pour le projet de Réfection du chalet du parc La Fontaine (0068) dans le cadre du contrat 14341 accordé à Corporation de construction Germano (CM18 0375), majorant ainsi le montant du contrat de 3 909 958,04 $ à 4 480 630,04 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1185965006_PTI.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au Budget

Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-07

Daniel D DESJARDINS
Conseiller en gestion des Ressources financières
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.30

2019/01/28
13:00

(2)

Dossier # : 1180230004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services artistiques à Patrick Bernatchez, artiste professionnel faisant affaire sous le nom Studio Patrick Bernatchez Inc., au montant maximal de 1 207 237,50$, taxes et contingences incluses (1 102 368,75$ net de ristournes de taxes), pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "29 • 53" sur la place centrale du site Outremont / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :
1. d'approuver un projet de convention par lequel Studio Patrick Bernatchez, nom sous lequel fait affaire le lauréat du concours Patrick Bernatchez, s'engage à fournir à la Ville les services artistiques requis à cette fin pour une somme maximale de 1 207 237,50$, taxes incluses, conformément aux termes et conditions stipulés au projet de convention;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2018-11-23 15:33

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1180230004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services artistiques à Patrick Bernatchez, artiste professionnel faisant affaire sous le nom Studio Patrick Bernatchez Inc., au montant maximal de 1 207 237,50$, taxes et contingences incluses (1 102 368,75$ net de ristournes de taxes), pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "29 • 53" sur la place centrale du site Outremont / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Ce projet s'inscrit dans le cadre du projet du site Outremont, dans lequel deux oeuvres d'art public seront intégrées : en plus de l'oeuvre de la place centrale, qui fait l'objet du présent sommaire, une autre sera intégrée à la diagonale piétonne. Le Bureau d'art public du Service de la culture (SC) a tenu un concours par avis public, en collaboration avec le Service de la mise en valeur du territoire (SMVT), dans le but de doter la place centrale d'une œuvre d'art public. Le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) est l'exécutant des travaux d'aménagement et collabore à ce titre à l'intégration de l'oeuvre au site.
Lors de la première rencontre du jury tenue le 1er mai 2018, quatre finalistes ont été choisis pour produire une proposition complète d'œuvre d'art, parmi les 57 candidatures reçues dans le cadre de l'avis de concours. Il s'agissait de BGL, Patrick Bernatchez, Marie-France Brière et Linda Covit. Lors de la deuxième rencontre, le 3 octobre 2018, le jury a recommandé à l'unanimité la proposition de Patrick Bernatchez, dont le titre est *29 • 53 .*

Le jury mis sur pied spécifiquement pour ce concours était composé de : Lucie Careau, directrice, Urbanisme, SMVT; Josée Labelle, architecte paysagiste et associée, NIPPAYSAGE; Sylvie Lacerte, historienne de l'art et commissaire indépendante; Johanne Lamoureux, professeure, Département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques, Université de Montréal; Louise Ménard, agente de développement culturel, Service de la culture; Anne-Marie Poitras, directrice Culture, sports, loisirs et développement social, arrondissement d'Outremont; Stephen Schofield, artiste en arts visuels; Marie-Josèphe Vallée, professeure, École de design, Université de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 0308 - 28 février 2018 - Mandater le Service de la culture pour l'organisation d'un concours par avis public, visant l'acquisition d'une œuvre d'art pour la place centrale du site Outremont;
CM17 0120 - 20 février 2017 - Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc. pour les travaux d'égout et de conduites d'eau dans l'axe central et les avenues transversales dans le cadre du projet du site Outremont, dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 9 148 009,57 $, taxes incluses (Travaux : 8 077 913,98 $; Contingences : 776 909,35 $; Incidences : 293 186,25 $) - Appel d'offres public 221709 (9 soumissionnaires);

CM15 0781 - 15 juin 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à Les Services Exp inc. pour l'ingénierie, l'estimation, la surveillance et l'assistance technique en vue du parachèvement des travaux de construction, d'infrastructures et d'aménagement de surface sur le site du campus d'Outremont pour une somme maximale de 5 503 508,33 $, taxes incluses;

CM11 0284 - 11 avril 2011 - Adopter le règlement autorisant un emprunt de 120 407 000 $ pour le financement des travaux municipaux et un emprunt de 21 700 000 $ pour le financement de la contribution municipale à l'Université de Montréal, requis dans le cadre du projet du campus Outremont;

DESCRIPTION

Conformément au contrat, les services de l'artiste comprennent notamment : les honoraires et les droits d'auteur de l'artiste; les frais de production des plans, devis et estimations de coût (préliminaires et définitifs) de l'oeuvre; les honoraires des professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'oeuvre, incluant ceux liés à la conception de la fondation de l'oeuvre; la conception et l'installation des appareils d'éclairage; l'achat et la transformation des matériaux; le transport, la fabrication, l'assemblage et l'installation de l'oeuvre; les permis et tous les frais de coordination relatifs à la réalisation et à l'installation de l'oeuvre; les frais d'administration et d'assurance. Les travaux de réalisation seront exécutés selon les documents présentés par l'artiste.

Frais liés au contrat d'oeuvre d'art	**Montants avant taxes**	**Montants taxes incluses**	**Montants nets de ristourne**
Contrat	1 000 000$	1 149 750 $	1 049 875$
Contingences	50 000$	57 487,50 $	52 493,75 $
TOTAL	1 050 000$	1 207 237,50$	1 102 368,75 $

JUSTIFICATION

Première œuvre de l'artiste dans la Collection municipale d'art public, *29 • 53* (titre temporaire) s'élèvera à plus de 21 mètres et formera ainsi une œuvre monumentale sur la nouvelle place centrale, devenant un phare emblématique de ce nouveau quartier. *29 • 53* réfère à la durée moyenne d'une lunaison, soit l'intervalle entre deux nouvelles lunes, qui est de 29,53 jours.
L'œuvre est composée de deux murets faisant office de socle sur lesquels repose une structure imposante à deux faces. D'un côté, la surface reproduit une portion du territoire de la lune, lot de terre "acheté" par l'artiste. De l'autre, une paroi d'escalade représente la face cachée de la lune : les deux surfaces, chacune à leur manière, font écho à la conquête des territoires inspirée par le passé ferroviaire du site.

La pratique d'activités d'escalade sera conditionnelle à la signature d'un protocole d'usage établissant les normes à respecter dans la pratique et définissant le partage des responsabilités dans l'usage de la structure appartenant à la Ville de Montréal. Ce protocole

sera élaboré par un comité mis sur pied suite à l'octroi du contrat, en collaboration avec l'artiste.

Référant à l'historique ferroviaire du site, l'artiste utilise la figure de la lune comme symbole du territoire à conquérir. Installée au courant de l'année 2019, l'œuvre soulignera les 50 ans des premiers pas sur la Lune, mission concrétisée grâce aux avancées technologiques, ceci évoquant la présence du Complexe des sciences de l'Université de Montréal à proximité.

La partie la plus basse de la paroi, débutant à plus de 3,8 mètres de hauteur (sans prises d'escalade à ce niveau), est hors d'atteinte. Par ailleurs, les murets qui agissent comme un socle pour l'œuvre et qui soutiennent ce monolithe sont à plus de six (6) et huit (8) mètres de hauteur. Ils sont donc également hors d'atteinte. Par ailleurs, la sécurité de l'œuvre a été validée par le SIM et le SGPMRS.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ces contrats de 1 207 237,50$, taxes incluses, sera assumé comme suit : un montant maximal de 1 102 368,75$, net de ristourne de taxes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence corporative 11-006 pour le financement des travaux municipaux requis dans le cadre du projet du campus Outremont, prévus au PTI 2017-2019 de la Direction de l'urbanisme du SMVT.
Cette dépense sera assumée à 100% par les services corporatifs : 1 102 368,75$ net en 2019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet est en accord avec les engagements du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020* , en particulier l'action no. 13 qui vise notamment à multiplier les interventions en art public pour aménager les quartiers durables.
Le projet MIL Montréal (site Outremont et ses abords) a été identifié comme premier « projet phare d'aménagement » dans le troisième plan de développement durable de la collectivité montréalaise (Montréal Durable 2016-2020).

À travers ses interventions, la Ville vise l'intégration de pratiques exemplaires en matière de développement durable à toutes les étapes et dans toutes les dimensions du projet pour permettre à Montréal de se démarquer et de rayonner ici et à l'international.

Parmi les stratégies en développement durable du projet par des fosses d'arbres structurales agrandies, un toit vert et des rues ombragées le long de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux seront réalisés. Un verdissement abondant axé sur le déploiement d'une biodiversité avec une palette végétale diversifiée basée sur des espèces indigènes reprenant celles du mont Royal s'ajoute aux mesures adoptées en développement durable.

Par ailleurs, la Ville de Montréal et l'Université de Montréal se sont engagées, dans l'Entente sur les conditions de réalisation signée en 2011, à obtenir la certification LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) pour l'aménagement de quartiers (LEED-AQ). Les crédits LEED-AQ sous la responsabilité de la Ville visent notamment l'aménagement d'un environnement favorisant les déplacements actifs, la décontamination et la réhabilitation des sols, l'amélioration de l'efficacité énergétique des infrastructures et des équipements, la gestion des déchets de construction et la prévention de la pollution pendant le chantier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Installation de l'œuvre : automne 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux pratiques administratives de la Ville en matière d'art public et à la Politique de capitalisation de la Ville (PTI). À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nike LANGEVIN, Service des communications
Sébastien DESHAIES, Service des infrastructures_voirie et transports
Marie-France PAQUET, Outremont
Anne-Marie POITRAS, Outremont
Louis-Henri BOURQUE, Service de la mise en valeur du territoire
Jeanne PARISEAU, Service des communications

Lecture :

Anne-Marie POITRAS, 17 novembre 2018
Louis-Henri BOURQUE, 15 novembre 2018
Nike LANGEVIN, 15 novembre 2018
Jeanne PARISEAU, 15 novembre 2018
Marie-France PAQUET, 14 novembre 2018
Sébastien DESHAIES, 14 novembre 2018
Alexandre GUILBAUD, 14 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-11-14
Sara SAVIGNAC ROUSSEAU	Michèle PICARD	

Agente de developpement culturel

Tél : 514-872-2686
Télécop. :

Chef de division -Équipements culturels et bureau d'art public

Tél : 514 868-5856
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice - Développement culturel
Tél : 514-872-1156
Approuvé le : 2018-11-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2018-11-23

CONTRAT D'EXÉCUTION D'OEUVRE D'ART

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **Ville** »

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PATRICK BERNATCHEZ**, faisant affaire sous la raison sociale de Studio Patrick Bernatchez Inc., dont l'adresse principale est 10 922, rue Tanguay, Montréal (Québec), H3L 3H2;

Ci-après appelé le « **Contractant** »

ATTENDU QUE le comité exécutif de la Ville de Montréal a adopté, le 28 février 2018, une résolution visant la création d'une œuvre d'art public pour la place centrale du Site Outremont, et qu'il a autorisé les crédits nécessaires à cette fin (CE18 0308);

ATTENDU QU'un concours a été organisé pour le choix de cette Œuvre d'art;

ATTENDU QUE le 3 octobre 2018, le jury a retenu la proposition du Contractant;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans le présent contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Responsable** » : le chef de la division Équipements culturels et Bureau d'art public du Service de la culture ou son représentant autorisé;

1.2 « **Œuvre d'art** » : l'œuvre intitulée *29 • 53* décrite à l'Annexe 1 du présent contrat;

1.3 « **Maquette** » : la représentation de l'Œuvre d'art en trois dimensions à l'échelle de 1 : 200 et de 1 : 20;

1.4 « **Planches** » : la représentation de l'Œuvre d'art en deux dimensions en format A1 ;

1.5 « **Annexe 1** » : le document préparé par le Contractant, décrivant l'Œuvre d'art et daté du 24 septembre 2018;

1.6 « **Annexe 2** » : le texte préparé par le Service de la culture et intitulé « Règlement et programme du concours pour une œuvre d'art public sur la place centrale du site Outremont » dans sa version finale datée du 12 février 2018;

1.7 « **Annexe 3** » : le document intitulé Compte-rendu de la rencontre d'information aux finalistes, produit à la suite de la rencontre du 18 mai 2018 ;

1.8 « **Annexe 4** » : le plan de localisation de l'Œuvre d'art à la place centrale du site Outremont.

ARTICLE 2
OBJET

Aux fins des présentes, la Ville retient les services du Contractant qui s'engage à exécuter l'Œuvre d'art conformément à la Maquette et aux Planches et aux Annexes 1, 2 et 3 du présent contrat, et à l'installer à l'emplacement illustré à l'Annexe 4.

Toute modification aux Annexes 1, 2, 3 et 4 des présentes doit être préalablement approuvée par écrit par les parties.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à :

3.1 réaliser et installer l'Œuvre d'art conformément à la Maquette et aux Planches et aux Annexes 1, 2, 3 et 4, le cas échéant, à obtenir l'autorisation écrite du Responsable avant d'apporter des changements qui modifient le concept de l'Œuvre d'art tel qu'accepté;

3.2 verser leurs honoraires ou leurs salaires, aux personnes dont il s'adjoint les services ou avec qui il collabore pour la réalisation et l'installation de l'Œuvre d'art, étant entendu qu'en cas de réclamation ou de poursuite de ces personnes contre la Ville, cette dernière se réserve le droit de retenir le montant réclamé sur les honoraires payables au Contractant;

3.3 présenter au Responsable, pour approbation écrite, les plans d'ingénieur, les dessins d'atelier pour la réalisation de l'Œuvre d'art et à modifier, à ses frais,

lesdits dessins si, de l'avis du Responsable, l'Œuvre d'art présente des dangers pour la sécurité du public;

3.4 fournir tous les matériaux nécessaires à l'exécution et à l'installation de l'œuvre et procéder à son installation au plus tard le 15 juin 2018 et, le cas échéant, remettre le site en état;

3.5 collaborer avec le Responsable et les autres représentants de la Ville, les consultants et les fournisseurs pour assurer, entre autres, le respect du calendrier des travaux;

3.6 transmettre au Responsable les rapports d'étape requis montrant l'avancement des travaux et, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, lui transmettre un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts et du respect du calendrier;

3.7 préparer un devis d'entretien de l'Œuvre d'art;

3.8 transmettre au Responsable le devis d'entretien et un avis lui indiquant que l'Œuvre d'art est prête pour l'acceptation finale par la Ville, selon la procédure établie par le Responsable;

3.9 prendre fait et cause pour la Ville, ses représentants ou ses employés, dans toute réclamation ou poursuite résultant directement ou indirectement du présent contrat, et à tenir la Ville, ses représentants ou ses employés indemnes de toute décision ou jugement qui pourrait être prononcé contre eux en capital, intérêts et frais;

3.10 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ; toute facture ne comportant pas ces informations sera retournée au Contractant pour correction, aux frais de ce dernier;

3.11 à la demande écrite du Responsable et pour le prix convenu par les parties, rendre des services connexes au présent contrat.

3.12 s'assurer que l'Œuvre d'art respecte les normes de sécurité dans les édifices publics, notamment la *Loi sur la sécurité dans les édifices publics* (L.R.Q., c. S-3), la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (L.R.Q., c. S-2.1) et le *Règlement sur l'application du Code du bâtiment* et leurs amendements. Dans le cas où l'Œuvre d'art ne respecte pas ces normes, le Contractant doit la modifier à ses frais, dans le délai imparti par le Responsable afin de la rendre conforme. À défaut par lui de ce faire, le Responsable pourra procéder, aux frais du Contractant, au démantèlement de l'Œuvre d'art, sans autre avis ni délai, sans préjudice quant à l'exercice de ses autres recours; dans l'éventualité d'un tel démantèlement, le Contractant renonce à tout recours à l'endroit de la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat, la Ville s'engage à :

4.1 lui verser une somme forfaitaire de UN MILLION CENT QUARANTE-NEUF MILLE SEPT CENT CINQUANTE DOLLARS (1 149 750$) incluant toutes les taxes applicables, payable comme suit :

- CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DEUX DOLLARS ET CINQUANTE CENTS (172 462,50$) lors de la signature du présent contrat;

- TROIS CENT QUARANTE-QUATRE MILLE NEUF CENT VINGT-CINQ DOLLARS (344 925$), dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable des plans et devis de l'œuvre, signés et scellés au Québec par un ingénieur, accompagnés d'une facture;

- DEUX CENT CINQUANTE-HUIT MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-TREIZE DOLLARS ET SOIXANTE-QUINZE CENTS (258 693,75$), dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable d'un rapport d'étape démontrant que l'Œuvre d'art a été réalisée à environ (50%), accompagné d'une facture;

- DEUX CENT CINQUANTE-HUIT MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-TREIZE DOLLARS ET SOIXANTE-QUINZE CENTS (258 693,75$), dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable d'un rapport d'étape démontrant que l'Œuvre d'art a été réalisée à environ (75%), accompagné d'une facture;

- le solde de CENT QUATORZE MILLE NEUF CENT SOIXANTE-QUINZE DOLLARS (114 975$), dans les trente (30) jours de la remise des documents prévus aux paragraphes 3.7 et 3.8 et de l'acceptation de l'Œuvre d'art par le Responsable, accompagnés dune facture;

4.2 lui verser, le cas échéant, conformément aux articles 3.10 et 3.11, une somme n'excédant pas CINQUANTE-SEPT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-SEPT DOLLARS ET CINQUANTE CENTS (57 487,50$), incluant toutes les taxes applicables;

4.3 fournir au Contractant la collaboration du Responsable pour toute question qui pourrait être soulevée quant aux obligations des parties prévues au présent contrat;

4.4 aviser immédiatement le Contractant si des modifications sont apportées à l'aménagement et que celles-ci ont une incidence sur l'Œuvre d'art; dans ce cas, le Responsable doit voir avec le Contractant à ce que ces modifications respectent les principales données de l'Œuvre d'art;

4.5 entretenir l'Œuvre d'art, conformément au devis d'entretien déposé par le Contractant;

4.6 fournir et installer, à ses frais, une plaque d'identification de l'Œuvre d'art faite dans un matériau durable, en indiquant le nom du Contractant ou son pseudonyme, le titre de l'œuvre et l'année de sa réalisation. La Ville consultera le Contractant sur la localisation et le texte de la plaque.

ARTICLE 5
ASSURANCES

5.1 Le Contractant doit souscrire et maintenir en vigueur, pour la durée du présent contrat, à ses frais et à son nom, une assurance responsabilité civile de trois millions de dollars (3 000 000,00 $) par événement ou accident, dont une copie doit être remise au Responsable dans les dix (10) jours de la signature des présentes; si le Contractant détient déjà une police d'assurance, il s'engage à la modifier de façon à couvrir l'objet du présent contrat.

5.2 Dans tous les cas où le Contractant retient les services d'un sous-traitant aux fins de la réalisation de l'Œuvre d'art, le Contractant doit s'assurer, préalablement à l'embauche de ce sous-traitant, que ce dernier détient une assurance responsabilité civile de trois millions de dollars (3 000 000,00 $) par événement ou accident. Le Contractant devra remettre au Responsable une copie certifiée de cette assurance dans les dix (10) jours de l'embauche de ce sous-traitant.

ARTICLE 6
DOMMAGES

6.1 Le Contractant est responsable du paiement des honoraires ou des salaires des personnes dont il s'adjoint les services ou avec qui il collabore pour la réalisation et l'installation de l'Œuvre d'art. En cas de réclamation ou de poursuite à l'encontre de la Ville à cet égard, cette dernière se réserve le droit de retenir le montant réclamé sur les honoraires payable au Contractant, malgré le paragraphe 4.1 du présent contrat.

6.2 Le Contractant est responsable de toute perte ou dommage causé à ou par l'Œuvre d'art, par sa faute ou négligence, ou par celle d'une personne agissant sous sa responsabilité, jusqu'à son acceptation finale par le Responsable.

6.3 Advenant que l'Œuvre d'art soit endommagée ou détruite pendant la période décrite au paragraphe 7.1, le Contractant devra effectuer, à ses frais, le remplacement de l'Œuvre d'art ou faire les réparations nécessaires à la satisfaction du Responsable.

6.4 La Ville s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour protéger l'Œuvre d'art contre les dommages qui pourraient survenir du fait des travaux d'aménagement, jusqu'à la fin de ceux-ci; tout dommage ainsi causé sera réparé aux frais de la Ville après consultation avec le Contractant.

ARTICLE 7
GARANTIES APPLICABLES À L'OEUVRE D'ART

7.1 Le Contractant garantit l'Œuvre d'art contre tous les bris et les détériorations, pendant une période de trois ans après l'acception finale de l'Œuvre d'art par le Responsable, exception faite de ces bris et détériorations qui résultent de l'usure normale, du défaut d'entretien, de la négligence ou de l'incurie de la Ville.

7.2 Durant cette période, le Contractant s'engage, sur réception d'un avis écrit du Responsable, à effectuer les réparations requises dans un délai convenable, accepté par les parties.

ARTICLE 8
ACCEPTATION DE L'OEUVRE D'ART

8.1 Le Responsable devra faire connaître son acceptation ou son refus des travaux dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis de remise de l'Œuvre d'art et du devis d'entretien.

8.2 Le Responsable peut refuser la totalité des travaux ou une partie de ceux-ci s'ils ne sont pas conformes la Maquette et les Planches ou à tout autre document fourni par le Contractant, et accepté par le Responsable; le Contractant doit, dans ces circonstances, reprendre, à ses frais, les travaux jusqu'à complète satisfaction du Responsable.

8.3 Lorsque l'exécution ou l'installation de l'Œuvre d'art dépend de l'exécution de travaux préalables exécutés par d'autres personnes, le Contractant s'assurera qu'ils sont à son entière satisfaction et acceptés par le Responsable, avant de commencer son propre travail.

8.4 Le fait pour le Contractant de commencer l'exécution ou l'installation de l'Œuvre d'art constitue en soi une acceptation du travail préalable.

ARTICLE 9
TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

9.1 L'Œuvre d'art devient la propriété de la Ville à son acceptation finale par le Responsable et les documents d'information, le devis d'entretien et les rapports préparés par le Contractant, dès leur remise à la Ville.

9.2 La Ville s'engage à conserver l'Œuvre d'art dans son cadre actuel pendant une période de 25 ans. Cependant, la Ville pourra, si l'intérêt public l'exige, après consultation des spécialistes de la Ville mentionnés au dernier paragraphe du présent article, déplacer, relocaliser, entreposer l'Œuvre d'art, pourvu que telle mesure prise par la Ville concerne l'ensemble de l'œuvre. Après ladite période de 25 ans, la Ville pourra, en outre, à sa seule discrétion, aliéner ou disposer de l'œuvre d'art. Le Contractant reconnaît expressément que toutes les mesures

prises par la Ville en vertu du présent article ne peuvent constituer en aucun cas une atteinte à ses droits moraux.

9.3 Si l'œuvre d'art est endommagée ou détériorée, la Ville peut, à son entière discrétion, la faire réparer; dans une telle éventualité, elle doit, sauf en cas d'urgence, demander au Contractant, par écrit, une consultation quant aux mesures à prendre. Si le Contractant ne donne pas suite à cet avis dans les trente (30) jours de son expédition, la Ville pourra procéder aux travaux de sa propre initiative, mais après consultation d'un de ses spécialistes en la matière, en essayant de respecter l'honneur et la réputation du Contractant.

9.4 Le comité exécutif, selon l'instance compétente en vertu de la Charte, peut décider des mesures prévues au présent article. Une telle décision ne pourra cependant être prise sans que les spécialistes de la Ville en matière d'œuvres d'art, de planification urbaine et d'aménagement, n'aient été consultés. Les mesures résultant de l'entretien normal de l'Œuvre d'art ne sont pas visées par le présent article.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut résilier en tout temps le présent contrat sur avis écrit au Contractant à cet effet. Sur réception de cet avis, le Contractant doit immédiatement cesser l'exécution de ses travaux. En pareil cas, le Contractant n'aura droit qu'au remboursement des dépenses faites en vertu du présent contrat et à une indemnité de dix pour cent (10 %) de la somme forfaitaire mentionnée à l'article 4 des présentes.

10.2 Si la somme déjà reçue par le Contractant en vertu du paragraphe 4.1 excède, au moment de telle résiliation, le montant devant lui être remis conformément au paragraphe 10.1, le Contractant devra rembourser cet excédent à la Ville.

10.3 L'Œuvre d'art ainsi inachevée demeurera la propriété du Contractant. Si l'œuvre est réalisée sur les lieux mêmes de l'emplacement décrit à l'Annexe 4 des présentes, celle-ci demeurera la propriété du Contractant, à condition que ce dernier en prenne possession et procède, à ses frais, à son enlèvement dans les soixante (60) jours de l'avis de résiliation; à défaut par le Contractant de ce faire dans le délai prescrit, la Ville conservera l'Œuvre d'art inachevée en pleine et entière propriété et pourra en disposer à sa guise.

10.4 Le Contractant n'a aucun recours à l'encontre de la Ville du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
DÉCÈS

11.1 En cas de décès du Contractant, le cas échéant, avant qu'il n'ait terminé l'œuvre, ou d'une incapacité l'empêchant de la compléter, selon les termes et conditions des présentes, la Ville pourra, à sa discrétion :

11.1.1 démanteler ou démolir la partie de l'Œuvre d'art déjà exécutée; ou

11.1.2 faire compléter l'exécution de l'œuvre par une autre personne de son choix, conformément aux plans et devis.

11.2 La Ville devra commencer l'exécution de l'option retenue dans les six (6) mois de la date du décès ou du début de l'incapacité.

ARTICLE 12
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

12.1 Le Contractant garantit la Ville qu'il est le titulaire des droits d'auteur et de tous les autres droits de propriété intellectuelle sur l'Œuvre d'art et sur les différents documents mentionnés au paragraphe 12.2 ou l'usager autorisé de tous ces droits et déclare qu'il a le pouvoir d'accorder à la Ville les licences ci-après.

12.2 Le Contractant conserve ses droits d'auteur sur l'œuvre terminée et accorde à la Ville, qui accepte, une licence lui permettant de représenter ou de reproduire cette œuvre d'art, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, la licence accordée par le Contractant comprend le droit d'intégrer l'œuvre au site Internet de la Ville.

12.3 Le Contractant accorde aussi à la Ville, qui accepte, une licence lui permettant de reproduire tous les documents d'information, le devis d'entretien et les rapports préparés dans le cadre du présent contrat aux seules fins de construction ou d'entretien de l'Œuvre d'art; la Ville s'engage à respecter et à faire respecter les secrets de fabrication (savoir-faire) du Contractant.

12.4 Les licences décrites aux paragraphes 12.2 et 12.3 du présent article sont non exclusives, incessibles et sont accordées à des fins non commerciales, sans limite territoriale, pour une durée illimitée, en contrepartie d'une somme totale de TRENTE MILLE DOLLARS (30 000$), tel que le déclare le Contractant, laquelle somme est comprise dans la somme forfaitaire prévue au paragraphe 4.1 des présentes. En cas d'aliénation de l'Œuvre d'art, ces licences continueront de s'appliquer pour les fins d'archivage seulement.

12.5 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du Contractant et, s'il y a lieu, le titre de l'Œuvre d'art lors de sa présentation, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

12.6 En cas d'utilisation de l'Œuvre d'art ou de toute reproduction de celle-ci par des moyens audiovisuels par le Contractant ou par les personnes qu'il autorise à ce faire, ce dernier s'engage à mentionner ou à exiger de toute autre personne qu'elle mentionne le nom de la Ville comme propriétaire de l'œuvre et l'emplacement de celle-ci.

ARTICLE 13
DÉLAI D'EXÉCUTION

L'Œuvre d'art doit être installée sur l'emplacement indiqué à l'Annexe 4, au plus tard le 15 juin 2018, à moins que son installation ne soit retardée par le fait de la Ville, auquel cas, si l'installation devait en être retardée après le 15 juin 2018, la Ville paiera au Contractant, à compter de cette dernière date, les frais d'entreposage de l'œuvre si besoin est, ceux-ci devant être convenus par les parties.

ARTICLE 14
SUSPENSION OU RETARD DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

S'il y a, le cas échéant, suspension des travaux réalisés par la Ville, pour une période excédant six (6) mois, empêchant ainsi ou retardant l'exécution de l'Œuvre d'art, la somme versée par la Ville, en vertu de l'article 4, devra être révisée pour tenir compte des nouveaux coûts.

ARTICLE 15
ARRÊT COMPLET DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Si un arrêt complet des travaux de la Ville survient, le cas échéant, la Ville doit aviser le Contractant que le contrat est résilié. Dans un tel cas, le Contractant aura droit aux sommes prévues à l'article 10 des présentes.

ARTICLE 16
AVIS

Tout avis ou envoi d'information ou de documents requis en vertu de quelque disposition des présentes, pour être valide et lier les parties, devra être donné par écrit et devra être envoyé aux adresses mentionnées ci-dessous, par huissier, par messager ou par courrier recommandé, auquel cas il sera considéré avoir été reçu le troisième (3e) jour suivant la date où il a été posté.

Adresse de la Ville :

Service de la culture
Division Équipements culturels et Bureau d'art public
Ville de Montréal
801, rue Brennan, 5e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Adresse du Contractant :

10 922, rue Tanguay
Montréal (Québec)
H3L 3H2

ARTICLE 17
DURÉE

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties et prend fin lorsque toutes les obligations qui y sont énoncées ont été accomplies, mais au plus tard le 15 juin 2018. Les dispositions relatives aux garanties et à la propriété intellectuelle continuent de s'appliquer.

ARTICLE 18
CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

18.1 Élection de domicile

Les parties élisent domicile à l'adresse apparaissant à la première page de la présente entente ou à toute autre adresse dont une partie pourra avertir l'autre partie, par avis écrit, dans le district judiciaire de Montréal.

18.2 Modification

La présente entente ne peut être modifiée qu'avec l'accord écrit des deux parties.

18.3 Invalidité d'une clause

Une disposition du présent contrat jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

18.4 Cession

Le Contractant ne peut céder en tout ou en partie les droits lui résultant du présent contrat sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Ville.

18.5 Lois applicables

Le présent contrat est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .... e jour de ..... 201...

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

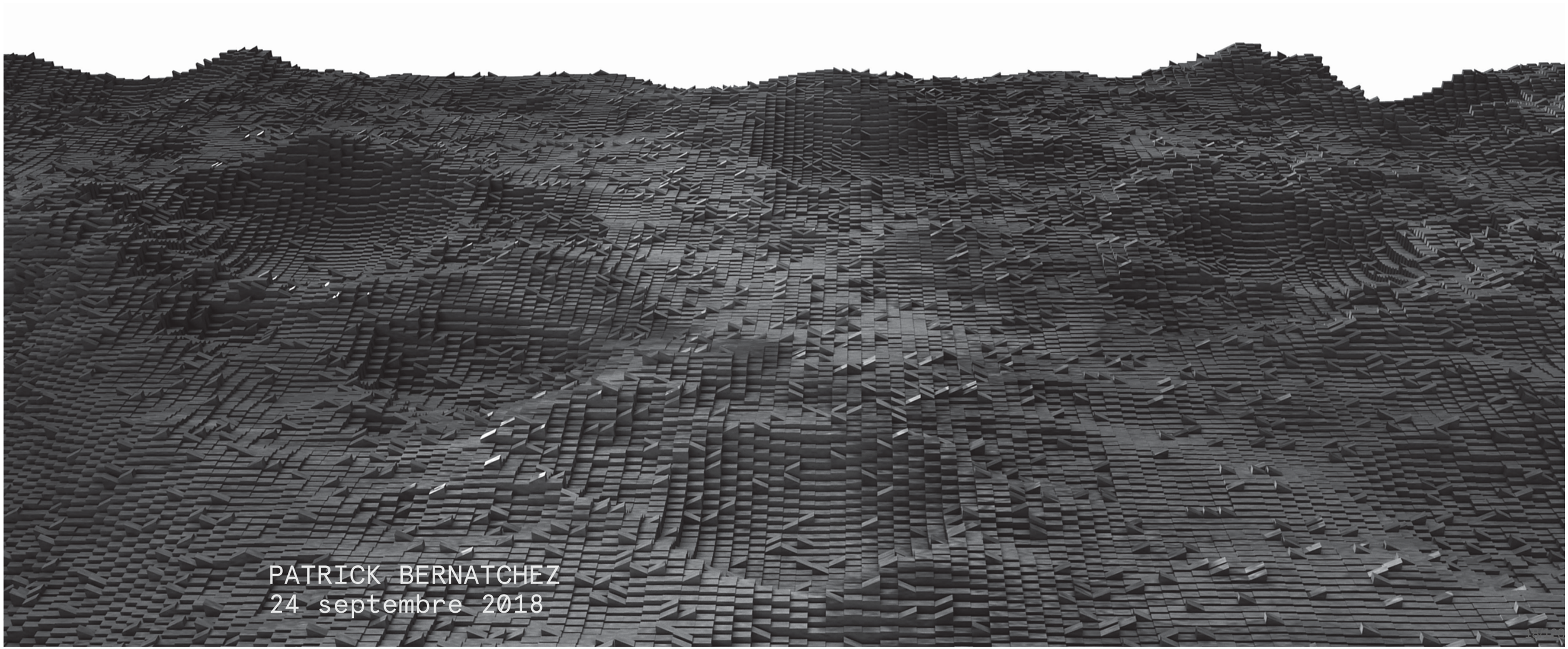
Le 8. e jour de novembre 2018

LE CONTRACTANT

Par : _____
Patrick Bernatchez, artiste

Une œuvre d’art public pour la
place centrale du site Outremont

29•53



PATRICK BERNATCHEZ
24 septembre 2018



29•53

PÉRIODE SYNODIQUE
29,530 589 J
(29 J 12 H 44 MIN)

Période synodique de la lune autour de la terre. C’est la durée d’une journée lunaire et c’est la durée que met le cycle complet des phases de la Lune.

01·PRÉSENTATION

Introduction 5
29·53 8
Éléments marquants 9
Genèse 10
Conception 13
Images de synthèse 15
Liens avec ma pratique 25

02·INFORMATIONS TECHNIQUES

Survol des composantes 27
Dessins techniques 28
Installation 38
Entretien 39
Partenaires 40

Budget 41

Calendrier de réalisation 42

03·ANNEXES

Lettre de soutien - ingénierie 44
Lettre de soutien - CEPSUM 45
Lettre de soutien - iREx 46

Fiche technique - béton 47
Certificat de conformité - béton 52
Fiche technique - traitement protecteur pour béton 53

Fiche technique - prises d'escalade 60

Fiche technique - luminaires 61
Fiche technique - module de contrôle lumière 66

Fiche technique - nacelle élévatrice 67

Soumission d'assurance 68

PRÉSENTATION

01

Dès les premières figurations humaines, la Lune est sujet.

La grotte de Lascaux est décorée d'un calendrier lunaire primitif, une série de petits points en boucle qui laissent présupposer les phases de la Lune. Métronome céleste, Babyloniens, Égyptiens, Chinois, Mayas, Incas, Amérindiens, Grecs, Romains, tous ont développés un calendrier basé sur les cycles lunaires, méthode encore utilisée aujourd'hui avec les 12 mois.

Présente dans toutes les mythologies, elle est tour à tour muse nocturne, maitresse de la rosée, vaisseau mystique de la nuit, veilleuse de l'amour, force en dormance, puissance des eaux, guérisseuse de la folie éclatante du soleil. Poètes, écrivains, peintres, musiciens l'honorent, elle est omniprésente dans le répertoire artistique humain. Conséquemment, les innovations techniques utilisent souvent la Lune comme premier sujet : par exemple, les premiers enregistrements sonores en 1860 sont d'*Au clair de la Lune*, le cinéma naissant de Méliès, dès 1902, consacre son premier film de fiction à *Un voyage dans la lune*.

Tentant d'expliquer son inconstance récurrente, les scientifiques à travers les âges ont avancé des théories pour expliquer et prédire le mouvement de notre satellite naturel. Grâce à Copernic et Galilée, la Lune révolutionne les fondements théoriques géocentriques de l'époque. S'il est vrai que maintenant, Mars ou encore les exoplanètes font l'objet des nouvelles ambitions d'exploration spatiale, il n'en demeure pas moins que la Lune nous éclairera encore la nuit et qu'elle rythmera nos vies, tant qu'il y en aura sur Terre.



En décembre 1849, John Whipple réalise sa première photographie de la Lune, un daguerréotype pris à l'aide du téléscope de l'observatoire du collège Harvard à Cambridge. Cette étude, réalisée avec son partenaire James Black, s'appuie sur le principe que plus on peut clairement voir un objet dans l'espace, plus il est beau.

L'astronaute Harrison H. Schmitt est photographié debout à proximité d'un énorme rocher lunaire durant la mission Apollo 17, le 13 décembre 1972.



29 • 53

Pour l'ouverture du nouveau site Outremont je souhaite offrir à l'arrondissement, aux universitaires ainsi qu'à tous les Montréalais une parcelle de Lune ainsi que la toute première œuvre d'art public avec laquelle on pourra interagir en l'escaladant.

Inspirée d'un fait divers, l'acquisition d'un lot s'est faite par le biais d'une agence qui vend des droits de propriété sur la Lune. Ce geste artistique est avant tout symbolique et vise à évoquer de façon singulière la conquête des territoires que m'inspire le passé ferroviaire du site. Ce geste et l'œuvre qui en résulte, intitulé 29,53, deviennent prétexte à questionner des enjeux de territoires plus lointain.

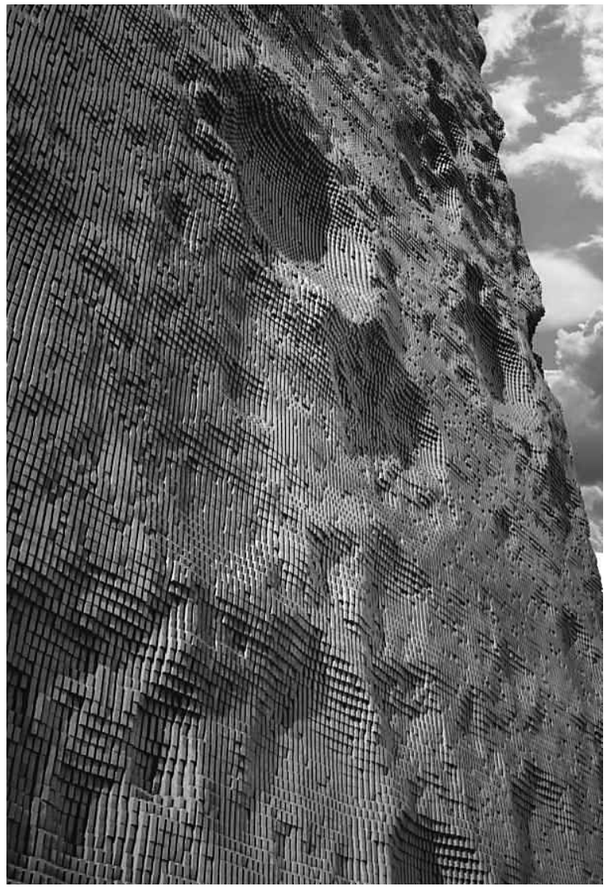
L'installation, qui s'élèvera à plus de 21 mètres, formera une œuvre monumentale à deux surfaces qui s'imposera dans l'ensemble architectural du campus MIL et deviendra le phare à la fois emblématique et totalement ludique de ce nouveau quartier. Composée de béton moulé et coloré de nuances de gris - de pâle à anthracite - elle créera une ponctuation poétique dans l'environnement urbain du campus. Sa première face reproduira à échelle réduite le lot lunaire acquis en l'honneur du projet.

Sa paroi d'escalade créée sur mesure constituera la face cachée de la Lune et une des plus hautes parois artificielles extérieures urbaines en Amérique. Elle insufflera vitalité et dynamisme sur cette portion du parc en constituant un véritable lieu de rencontre pour la pratique, l'enseignement et l'initiation aux différents sports de grimpe en zone urbaine.

L'œuvre sera éclairée la nuit par un dispositif circulaire qui simulera le mouvement orbital de la Lune autour de la Terre : l'ombrage des cratères et des textures se moduleront progressivement et presque imperceptiblement, de la tombée du jour jusqu'à l'aube, animant ainsi la surface de la Lune le soir venu et formant en soi une attraction.

Cette œuvre hautement ambitieuse et audacieuse marquera un point fort de ma pratique et s'inscrit en continuité de mon travail à ce jour. Mes réalisations précédentes et en cours abordent également les thèmes de la face cachée des éléments, de l'observation du mouvement, de la réflexion de la lumière, de la conquête des territoires nouveaux et hostiles...

Clin d'œil à la tradition d'innovation dans lequel le campus s'inscrit, l'œuvre devra être installée avant la fin juillet 2019, alors que le 20 juillet 2019 seront célébrés les 50 ans des premiers pas sur la Lune, moment charnière de l'histoire scientifique et technique humaine. Histoire à laquelle le campus MIL contribuera pour en modifier le cours.



↗ Détail du côté de l'œuvre présentant la surface de la Lune reproduite à échelle 1:200.

→ Vue partielle de la paroi d'escalade.



ÉLÉMENTS MARQUANTS

UN GESTE INUSITÉ
Cette proposition pour la création d'une oeuvre monumentale pour les Montréalais évoque la conquête des espaces inconnus et la notion de territoire comme enjeu fondamental.

L'acte d'acheter un lot de terre sur la Lune, bien que symbolique, permet d'explorer les enjeux territoriaux sous un œil différent ainsi que de faire écho au passé ferroviaire du site. De manière horizontale, par mer et terre, puis verticalement, par la voie des airs, l'homme est parti à la conquête de son environnement. C'est aujourd'hui le regard tourné vers l'espace lointain qu'il poursuit son exploration.

Le traité de l'ONU de 1967 déclare l'impossibilité pour un pays de réclamer la territorialité de l'espace extra-atmosphérique et tout corps qui la compose, tout en laissant flou cette possibilité pour un individu... Dans cette perspective, le geste excentrique d'acheter une parcelle lunaire ramène au premier plan les questions de propriété du savoir et des découvertes.

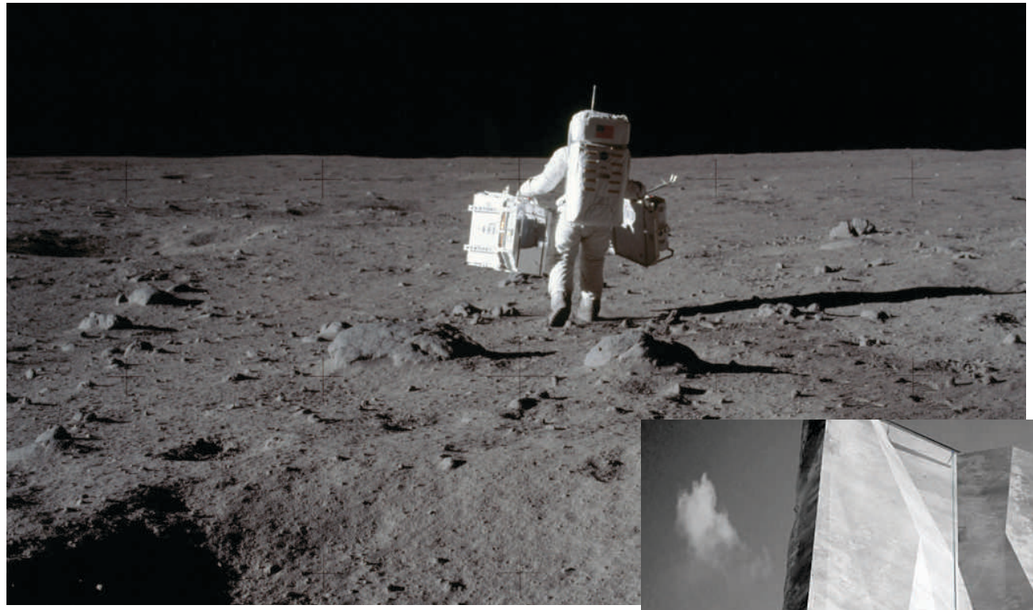


↗ Signature par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union soviétique le 27 janvier 1967, du traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes. Adoption: le 19 décembre 1966 par la Résolution № 2222 de l'Assemblée générale des Nations unies. Entrée en vigueur le 10 octobre 1967

Ma proposition me permet d'élargir la question de territoire et ouvre la porte sur des réflexions d'ordre éthique, politique, législatif, philosophique.

UN PRÉCÉDENT : UNE ŒUVRE D'ART PUBLIC VOUÉE À L'ESCALADE
S'inscrivant dans la visée d'un nouveau quartier durable à échelle humaine, la proposition de l'installation 29,53 sera une œuvre accessible aux résidents et à la communauté universitaire. Il s'agira d'un des plus imposants sites d'escalade artificiels urbains en Amérique. Le parcours de grimpe sera conçu pour tous les niveaux, et comprendra un volet pour l'initiation aux diverses formes de grimpe, offert sur une base régulière aux résidents de tous âges. Pour cette partie, j'ai la chance de compter sur l'appui et la collaboration des responsables de l'Université de Montréal et du CEPSUM qui souhaitent (voir lettre d'appui) prendre en charge la programmation, la gestion et la sécurité de la paroi pour les prochaines décennies. Il s'agira, à ma connaissance, de la toute première œuvre d'art public prévue pour l'escalade en toute légalité et sous supervision. Il va de soi que le site est conçu de manière à ce que la paroi soit totalement inaccessible en dehors des heures de pratiques supervisées. Cette collaboration rassemble les forces des parties prenantes du site Outremont pour contribuer au bien de la communauté.

HONORER UN MOMENT HISTORIQUE : LES PREMIERS PAS SUR LA LUNE
La date de l'inauguration de l'œuvre correspond aux 50 ans des premiers pas sur la Lune, soit le 20 juillet 1969. Un moment qui ne manquera pas d'être souligné et qui évoque les meilleurs comme les moins bons côtés de l'humanité. Cette conquête spatiale, qui témoigne de notre fascination pour l'inconnu, tout comme de notre maitrise de certaines connaissances, notamment techniques, se teinte peut-être aussi d'une certaine arrogance vis-à-vis du tout puissant cosmos.



← Mission Apollo 11, Juillet 1969 : Buzz Aldrin sur le sol lunaire avec sa combinaison A7L. Aldrin transporte les deux instruments scientifiques de l'EASEP jusqu'au site d'installation. Armstrong et Aldrin, après un atterrissage comportant quelques péripéties, séjournent 21 heures et 30 minutes à la surface de la Lune et effectuent une sortie extravéhiculaire unique d'une durée de 2 heures et demie.

À la base de 29,53, seront inscrits en bas-relief, les 17 articles du traité de l'ONU sur l'espace ratifié en 1967 dont 100 États sont actuellement signataires et qui reste à ce jour le document législatif officiel le plus conséquent en ce qui a trait aux territoires extra-atmosphériques. Il traduit une volonté des États, même en période politique tumultueuse de guerre froide, à considérer cet espace comme étant collectif et où doit régner la paix absolue.

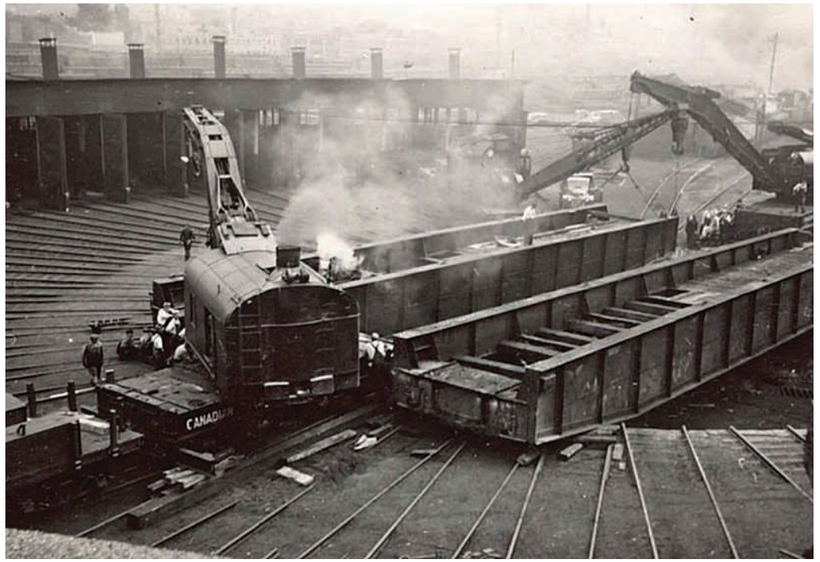
UN TERRAIN «OUTRECIEL»
L'idée de donner la parcelle lunaire à l'arrondissement d'Outremont est de créer un lien émotif entre l'œuvre et les résidents. De permettre de vivre le rêve fou que Jules Vernes et Tintin ont semé dans la tête des enfants devenus grands.

Ce territoire lunaire est présent dans l'œuvre, par sa représentation exacte, tout comme l'autre emblème de l'arrondissement, le Mont-Royal, est aussi reflété dans l'œuvre. La paroi minérale, la falaise à grimper, est un écho direct à la montagne majestueuse qui trône à l'autre extrémité du quartier.

Et que la poésie peut toujours trouver un interstice dans les enjeux modernes et complexes de la science.



↗ Modélisation de la face «escalade» avec simulation d'activité.



↗ La gare de triage du Canadien Pacifique en activité vers 1930.

Par traité international officiel de 1967, la Lune n'appartient à aucun état, aucun pays. Paradoxalement, la Lune est universelle, visible par tous, à partir de tout territoire terrestre. Voilà plus de quatre milliards d'années qu'elle gravite dans un mouvement immuable et rassurant, dans une cadence d'ombre et de lumière tranquille. Peu importe les époques, les cultures, les religions, les croyances, la Lune veille sur nous depuis les premières traces de vie sur Terre.

Elle berce nos nuits. Muse nocturne, elle habite nos contes, nos romans, nos chants, nos musiques, nos poèmes. Elle nous est intime dans la fiction comme dans la réalité. Elle orchestre le mouvement de nos océans, influe sur nos humeurs, nos métabolismes. Il y a longtemps qu'elle a trouvé son rythme, et dans cette mécanique implacable, ce synchronisme parfait, elle ne nous révèle qu'une moitié d'elle-même. L'autre moitié ne nous a été révélée une première fois que tout récemment, en 1959 par la sonde russe Lunik 3.

L'humain a investi la Lune tout d'abord en la cartographiant et nommant ses mers et cratères à son image : personnages, qualités, lieux terrestres. Parfois avec une pointe de romantisme, même de poésie, comme la célèbre Mer de la Tranquillité, la Mer des Vapeurs ou encore la Mer de la Connaissance... Puis l'homme s'est de plus en plus rapproché de l'astre grâce à ses moyens technologiques, jusqu'à fouler son sol en 1969, dans une course géopolitique effrénée. Puis peu à peu délaissée suite à ces incursions américaines et soviétiques, elle réémerge aujourd'hui comme intérêt de recherche grâce à la découverte d'eau à sa surface, ce qui en fait un point de transit idéal pour les missions extraplanétaires, de même qu'une option aux enjeux environnementaux futurs.

Au-delà de la mythologie de l'astre, la Lune est symbolique du territoire à conquérir, comme le chemin de fer - ancienne vocation du site Outremont- et la science - nouvelle ambition du quartier - en sont également des symboles. La Lune incarne dorénavant les nouveaux enjeux démographiques auxquels l'humain fait face, étant de plus en plus (re)considéré comme un lieu exploitable, voire habitable. Ces enjeux démographiques auxquels le nouveau site Outremont tente lui aussi de répondre en réinvestissant un ancien lieu industriel pour le transformer en un quartier innovant.

En offrant une parcelle de Lune à l'arrondissement d'Outremont, j'aborde des questions d'ordre éthique, politique, sociologique et j'espère philosophique aussi, notamment quant à l'avenir de l'humanité... mais j'aime voir cette idée comme un acte poétique avant tout. Une façon de donner à chaque visiteur un accès à la Lune, de revisiter le fantasme d'enfants de marcher sur sa surface. De reconnecter avec ce satellite naturel que l'on perd de vue, parfois, dans le brouillard de nos vies effrénées.

CONCEPT, LIENS ET POÉSIE

Procéder à l'achat de 10 acres sur la Lune dans la mer des Vapeurs pour en faire don à l'arrondissement d'Outremont est une manière inusitée de souligner l'agrandissement de son territoire par l'obtention de l'ancienne gare de triage. C'est précisément une partie de ces 10 acres qui sera reproduite et qui formera la surface de la Lune surplombant le parc au cœur du campus MIL.

Il s'agit donc d'une œuvre imposante de 21 m de hauteur par environ 8 m de largeur comportant deux surfaces distinctes adossées l'une à l'autre. D'un côté, se trouve reproduite avec exactitude et à l'échelle 1:200 une parcelle de la surface de la Lune. De l'autre, une composition géométrique minimaliste conçue pour l'escalade, qui en fera un des sites de grimpe extérieure artificiels et urbains les plus élevés en Amérique. L'ensemble de l'œuvre est en béton moulé et coloré dans des tons de gris. Gris foncé (anthracite) pour la surface de la Lune, et gris pâle du côté de la paroi d'escalade.

Le volume se trouve déposé sur deux murs, se détachant du sol pour créer un effet de flottement, tout en favorisant la circulation sous l'œuvre. Cette configuration, qui peut rappeler par sa forme et ses matériaux une architecture brutaliste, forme un passage sous le monolithe. En plus d'offrir des avantages sur le plan esthétique, ce couloir allège la forme et conserve la perspective offerte dans l'axe Wiseman. Elle a pour fonction de rendre totalement inaccessible la paroi d'escalade en dehors des heures d'activités.

La parcelle de Lune acquise a été choisie dans la mer des Vapeurs, un choix poétique qui fait référence à l'oisiveté dans laquelle on se trouve lorsqu'on est dans la lune, lorsqu'on laisse divaguer son esprit. Il s'agit également d'un écho formel et sémantique à la fontaine de vapeur voisine qui formera l'autre attrait du site. Cette fontaine a



↗ Lancement d'Apollo 5, le 22 janvier 1968.

aussi la particularité d'être circulaire et concave, rappelant clairement un cratère. Une manière de renforcer le dialogue et l'harmonie déjà présente entre ces éléments monumentaux qui cohabiteront sur la place centrale.

Ma proposition 29,53 vise à créer une œuvre monumentale qui sera un véritable lieu de rencontre, d'activité, d'échange et de réflexion. Elle est une manière ludique de rappeler notre attachement pour notre unique satellite naturel qui s'inscrit depuis toujours dans la mythologie de toutes les civilisations.

LE BÉTON COMME CHOIX DE MATÉRIAU
Lors de mon passage à Marseille l'an dernier, j'avais été étonné par l'utilisation du béton pensée par Rudy Ricciotti pour la conception du MUCEM, ce cube dans lequel le béton épouse la forme de dentelles, ou de coraux. Ann Holtrop, un architecte de renom dont la pratique se mêle avec l'art actuel, m'a beaucoup inspiré également par son utilisation de cette matière minérale. Leur approche de la matière me revient souvent en tête, et m'a poussé à choisir le béton pour la conception de cette œuvre. Déjà, August Perret, il y a plus de cent ans, suivi de Le Corbusier, Julian Lampens et tout un lot d'architectes par la suite qui ont marqué, et qui marquent toujours, l'histoire de l'architecture ont privilégié ce matériau aux multiples possibilités et à la durabilité incontestable.







↖ L'agence d'architecture SMAO Studio (Sancho-Madridejos Architecture Office) a conçut cette chapelle contemporaine à Almaden, Cuidad Real en Espagne, 2001.

↗ La maison Guiett, Anvers (Belgique) par Le Corbusier, construite en 1927. Exemple de Style International faisant partie du patrimoine mondial de l'UNESCO.

→ Le Siège d'ITER, Cadarache (France), par Rudy Riciotti 2012.

Le béton, souvent mal aimé du grand public, sans doute dû à l'utilisation qu'on en a faite dans les réseaux de transport et certains projets de logements sociaux peu convaincants, est pourtant une matière aux propriétés diverses.

J'avais envie d'une minéralité qui puisse rappeler le roc, qu'on retrouve sur Terre ou sur la Lune dans les mers (le basalte, une roche volcanique grise foncée) ou dans sa forme plus claire dans les zones montagneuses. Je souhaite également exploiter par endroits le fini lisse, presque miroitant, qu'on peut procurer au béton par coffrage lisse. À cette minéralité s'ajoute l'idée de pouvoir colorer la matière, de choisir son fini (très lisse d'un côté de l'œuvre et texturé de l'autre) et d'en déterminer la forme très précisément à l'aide de moulage, sont autant d'arguments qui ont confirmé mon intention.

Le béton représente la matière la plus appropriée pour mon projet. En plus des questions d'ordre esthétique déjà soulignées, viennent s'ajouter des arguments plus pratiques et non négligeables quant à la faisabilité. Comme nous disposons de 6 mois de l'achèvement des plans du projet jusqu'à l'installation, le béton permet une célérité du travail. Notamment de travailler indépendamment de la confection de la structure, ce qui amoindrit les impacts d'un retard éventuel dans la production.

La structure sera en acier conçue pour y fixer les plaques de béton prémoulé. Le choix de l'acier s'est imposé pour sa fiabilité, sa durabilité et son coût raisonnable. Il s'agit en somme d'une structure non apparente qui assurera le contreventement de l'œuvre et qui servira d'accroche au béton.

L'éclairage donnera vie et volume à l'œuvre de nuit. Le dispositif est composé de 12 sources lumineuses encastrées au sol marquant un cercle autour de l'œuvre. Par une programmation très simple, chaque point augmentera et diminuera d'intensité dans une lente progression (imperceptible) en fondu. Ce mouvement très lent, étalé sur une douzaine d'heures, évoquera le mouvement orbital de la Lune. Je privilégie un éclairage subtil et vaporeux plutôt que trop appuyé. L'éclairage depuis le sol donnera un ton assez solennel à la surface de la Lune, tout en accentuant un effet de flottement au-dessus du sol. J'anticipe ainsi une certaine harmonie avec l'éclairage vaporeux de la fontaine en été. Du côté de la paroi d'escalade, l'éclairage sera légèrement plus appuyé permettant ainsi la pratique de la grimpe en soirée.



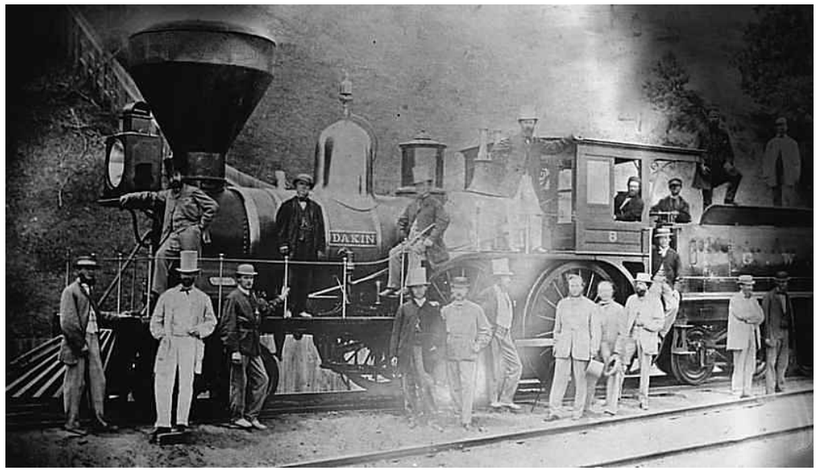
↗ Paroi d'escalade de l'œuvre, vue imposée 2.

UNE FALAISE POUR LES GRIMPEURS, ÉCHO DU MONT-ROYAL
Cher aux résidents d'Outremont, le Mont-Royal m'a beaucoup inspiré aussi pour l'œuvre. Assez rapidement, l'idée d'une surface évoquant une paroi rocheuse s'est imposée. Puis, dans la foulée, l'idée qu'on puisse grimper cette falaise est devenue un élément moteur et a fait sens de façon immédiate avec l'idée de grimper sur la Lune.

Une falaise, une paroi de montagne d'un côté et de l'autre, toujours cette minéralité. Le choix du béton permet une uniformité entre la montagne terrestre et les montagnes lunaires.

Ainsi, la paroi qui correspond à la face cachée pourra être escaladée à des moments précis de la semaine dans un contexte et un programme encadré par le CEPSUM et l'UdeM. La surface de la Lune sera également accessible lors d'événements spécifiques reliés aux sports de grimpe comme des compétitions, ou encore lors de la soirée d'observation des étoiles organisée en collaboration entre le département de physique de l'UdeM, le Planétarium, et l'Observatoire du Mont-Mégantic.

Comme mentionné déjà, ma proposition a cette particularité de constituer la toute première œuvre d'art public qu'on l'on peut grimper.



↗ Image d'archives CP rails, vers 1890.

UN NOUVEAU TERRITOIRE À INVESTIR À MONTRÉAL

Il est rare que 40 000 m² d'espace public en plein cœur d'une ville puissent être développés dans le cadre d'un projet concerté, pensé, réfléchi et développé de manière consensuelle, par et pour les citoyens. Pour le site Outremont, les deux partenaires principaux s'entendent pour un faire « un projet exemplaire, en créant un quartier durable où cohabiteront étudiants, résidents, chercheurs, travailleurs, commerçants et visiteurs ». Ce sont des enjeux territoriaux bien terre à terre, néanmoins d'actualité, qui m'ont inspiré cette œuvre « extraterrestre ».

L'arrondissement d'Outremont se retrouve enrichi d'une nouvelle terre, et se livre d'une certaine façon à sa (re)conquête. Il s'agit d'une superficie considérable à investir, avec ce que cela implique d'enjeux démographiques et de flots circulatoires nouveaux qui nécessiteront conciliation et adaptation. Ce nouveau pôle d'activité, ce carrefour, transformera à jamais cette partie de la ville dans l'espoir d'une ville meilleure encore. Le simple soin porté à l'aménagement du parc central, démontre une volonté de transformer nos façons de « penser, développer, faire » les villes.

LA CONQUÊTE ET L'APPROPRIATION

Pour faire écho à l'ancienne gare de triage, au CP et à l'industrie ferroviaire passée, j'ai choisi l'angle de la « conquête des territoires ». Ce moyen de transport, qui a permis le développement des territoires les plus éloignés dans l'ouest de l'Amérique, non sans conséquence d'ailleurs, s'inscrit au sein de la longue et progressive suite d'évolutions techniques et technologiques qui ont engendré la conquête des espaces et de l'espace.

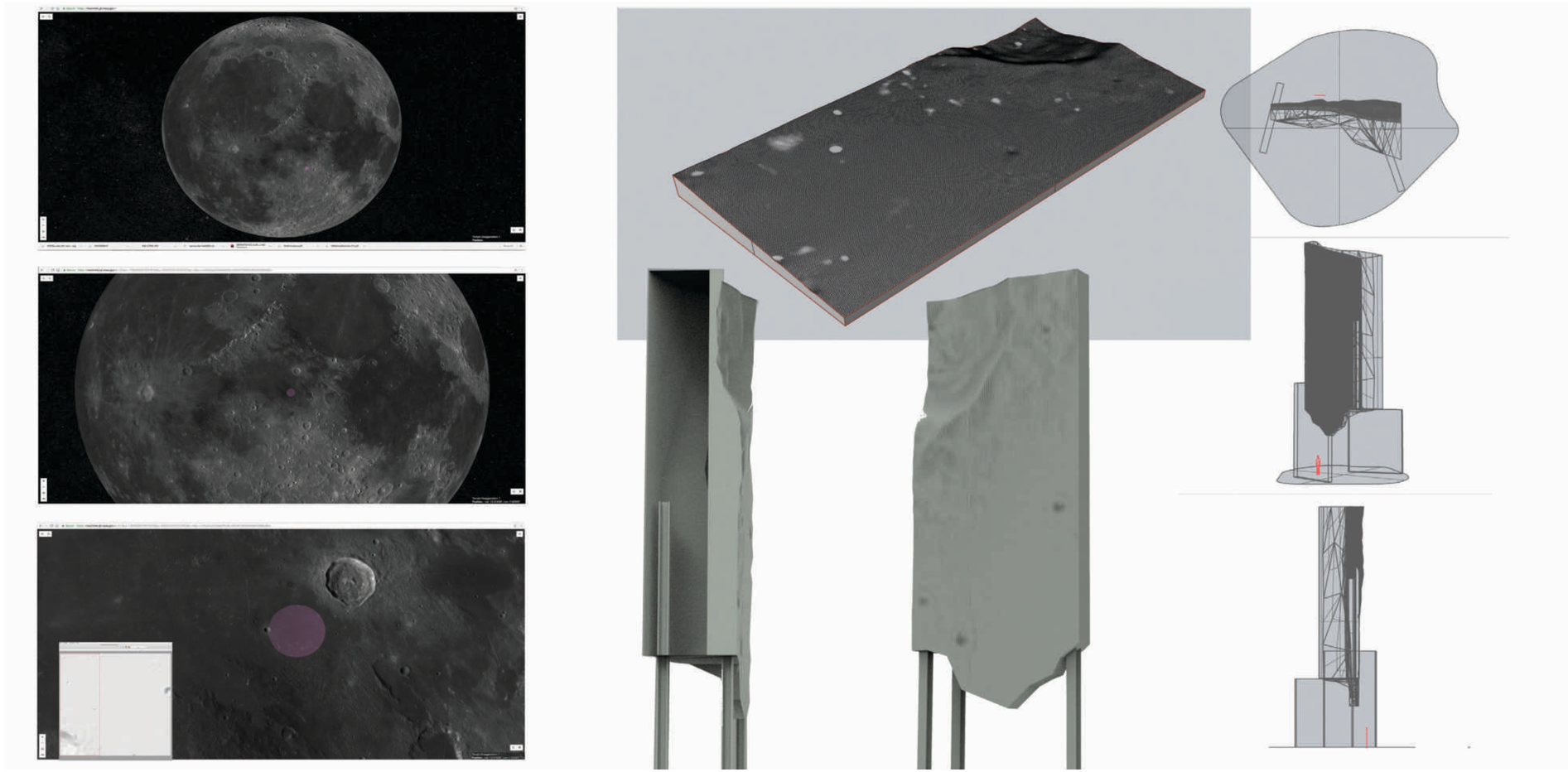
Le contexte de ce concours d'art public et les recherches qui s'en sont suivies autour de la notion de territoire, combiné aux différents thèmes que j'explore déjà dans le cadre de ma pratique, m'ont rappelé un article lu il y a quelques années sur la possibilité, comme individu ou organisation, d'acheter des terrains sur la Lune. L'idée, tout aussi loufoque qu'improbable, m'apparaît maintenant comme une manière intéressante et ludique de traiter du territoire, et plus largement, de la conquête des hommes des territoires inconnus. Ainsi, j'ai trouvé assez rapidement différents promoteurs de lots lunaires, desquels j'ai acheté des terrains. Avec l'aide d'une avocate, j'ai pris soin de valider la légalité des documents versus les traités existants ainsi que la précision des emplacements.

La Lune, qui a suscité moins d'intérêt depuis la fin de la guerre froide et les dernières missions Apollo, revient dans la mire de certains pays, groupes de recherche, explorateurs, agences touristiques, comme un territoire à investir... Les missions habitées sur Mars sont de moins en moins fiction. Que ferons-nous de ces nouveaux territoires ? À qui appartiendront-ils ? Quelles seront les législations ? Qui les votera ?

Ces questions se posent également pour les nouveaux territoires de la recherche. Les enjeux d'éthique, de propriété, de détournement à des fins non pacifiques sont également des défis auxquels les chercheurs qui habiteront bientôt le nouveau campus MIL font face.



↗ Le dirigeable Italia, à Kongsfjorden, une base norvégienne dans les îles Svalbard, d'où est parti la 2e expédition dirigée par Umberto Nobile en 1928.



Les images et la maquette produites pour cette présentation correspondent à une parcelle de terrain obtenu dans la mer des Vapeurs par le biais de Lunar Society. Dans le cas où ma proposition serait retenue, je me lancerai dans une investigation intensive afin d'obtenir un terrain qui aura les qualités esthétiques souhaitées. J'offrirai donc à l'arrondissement d'Outremont une superficie équivalente à la surface du campus MIL sur la Lune, en arpents lunaires.

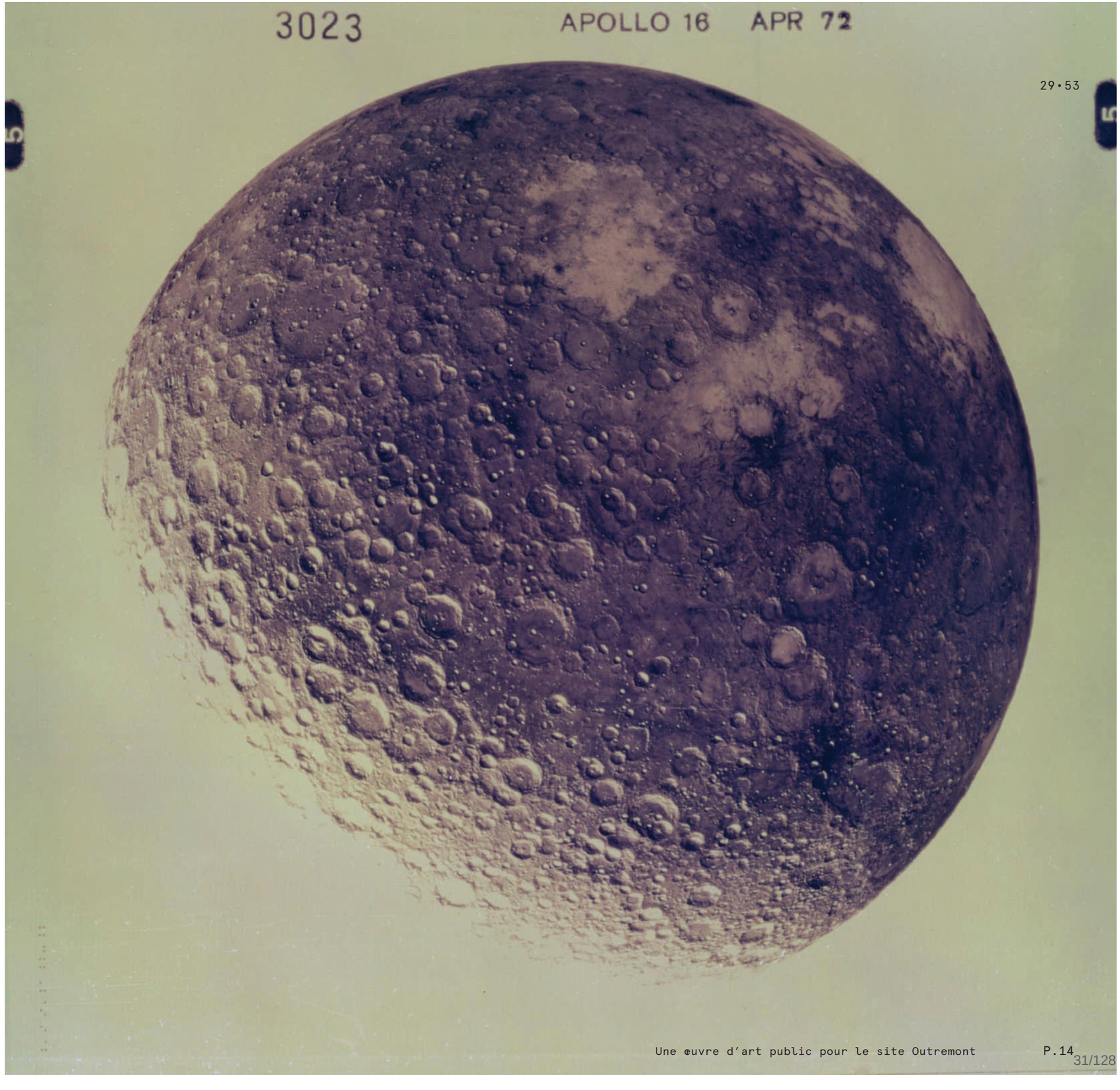
Les maquettes ont été fabriquées précisément à partir des cartes topographiques, le recensement altimétrique et les numérisations de terrain récoltés par la NASA lors des explorations lunaires.

REPRODUCTION EXACTE DE LA LUNE
L'installation reproduira avec exactitude à l'échelle d'environ 1:200, à partir des sources fournies par la NASA, la surface d'une portion de ce territoire lunaire. Ceci constituera une des deux surfaces de l'œuvre qui s'élèvera à plus de 20 mètres.

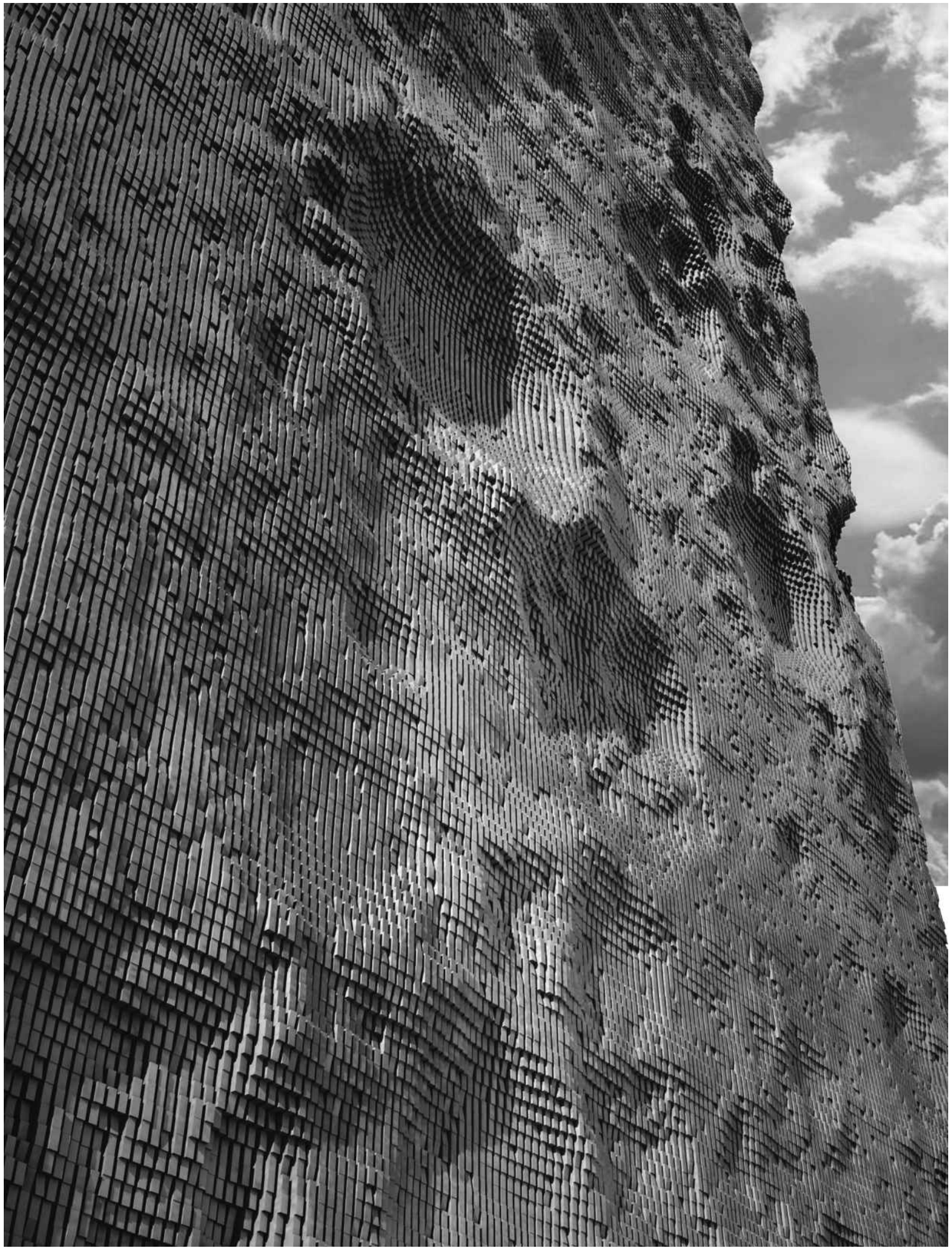
En phase avec la question de l'évolution des technologies et les explorations spatiales, la forme sera générée à partir des numérisations de la surface de la Lune produites par la NASA (dont les données sont publiques) qui nous permet de reproduire fidèlement le terrain acheté.

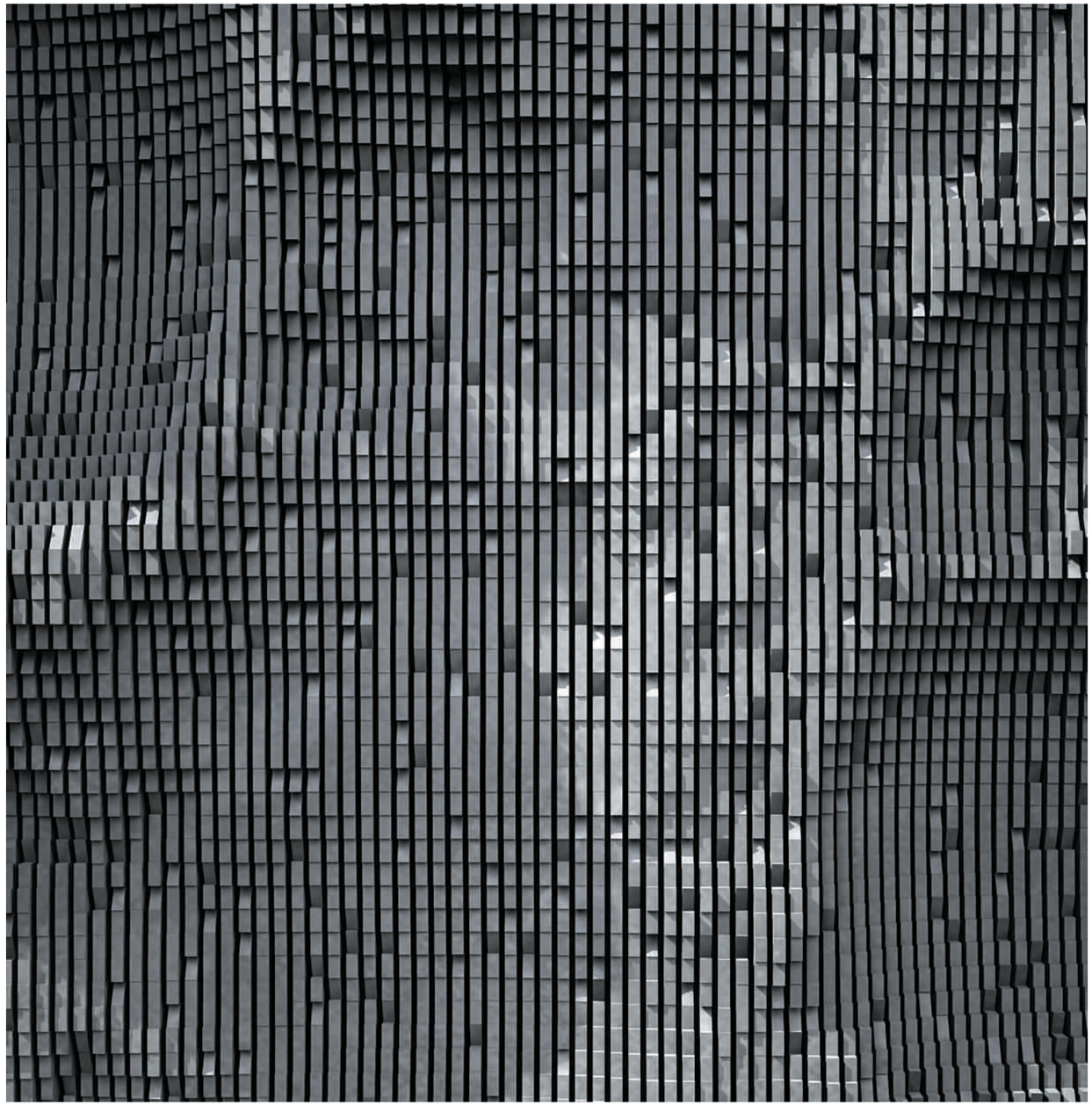
Ce morceau de lune surplombera la place centrale. Les curieux découvriront qu'il s'agit d'une parcelle reproduite à l'identique et qui est offerte à l'arrondissement d'Outremont et ses citoyens.

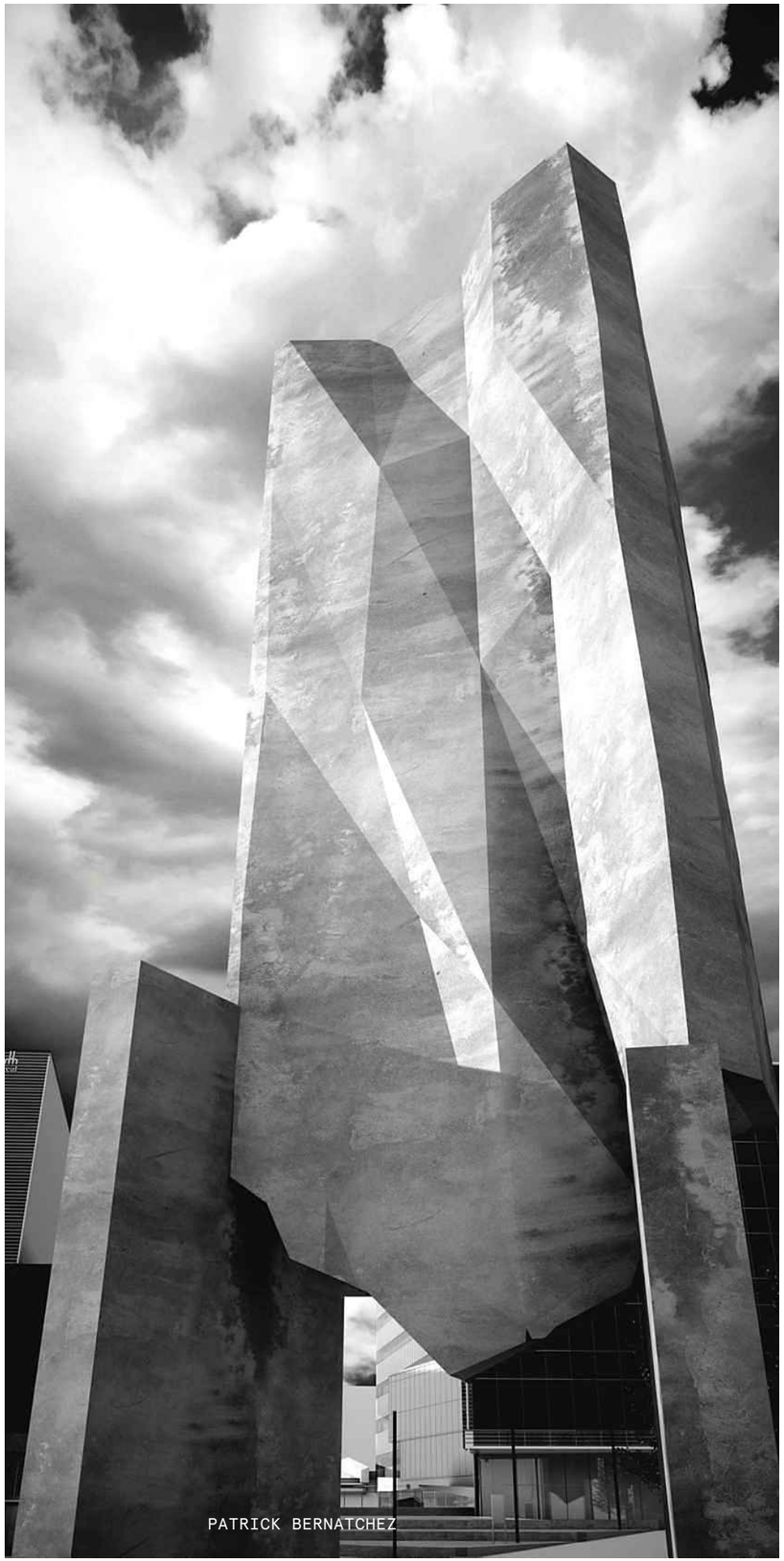
↗ La face cachée de la Lune, négatif pris lors de la mission Apollo 16 en avril 1972.



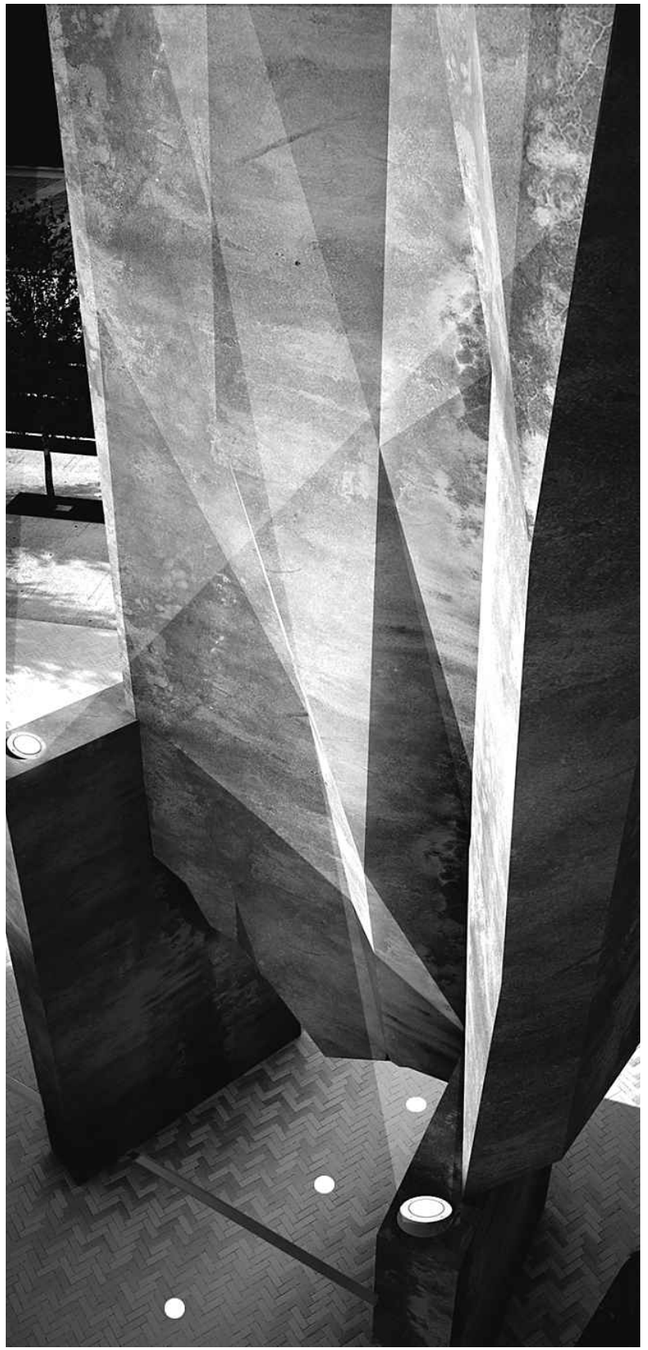








PATRICK BERNATCHEZ



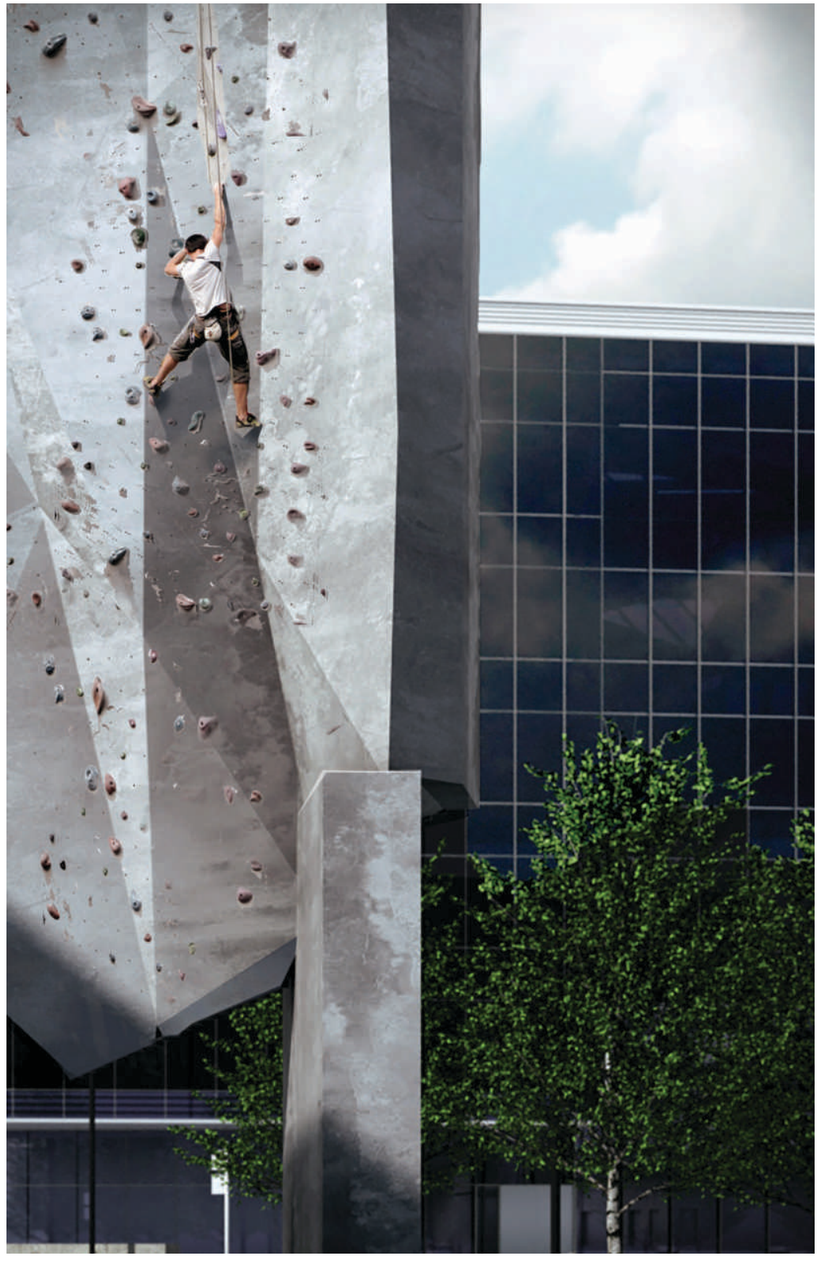


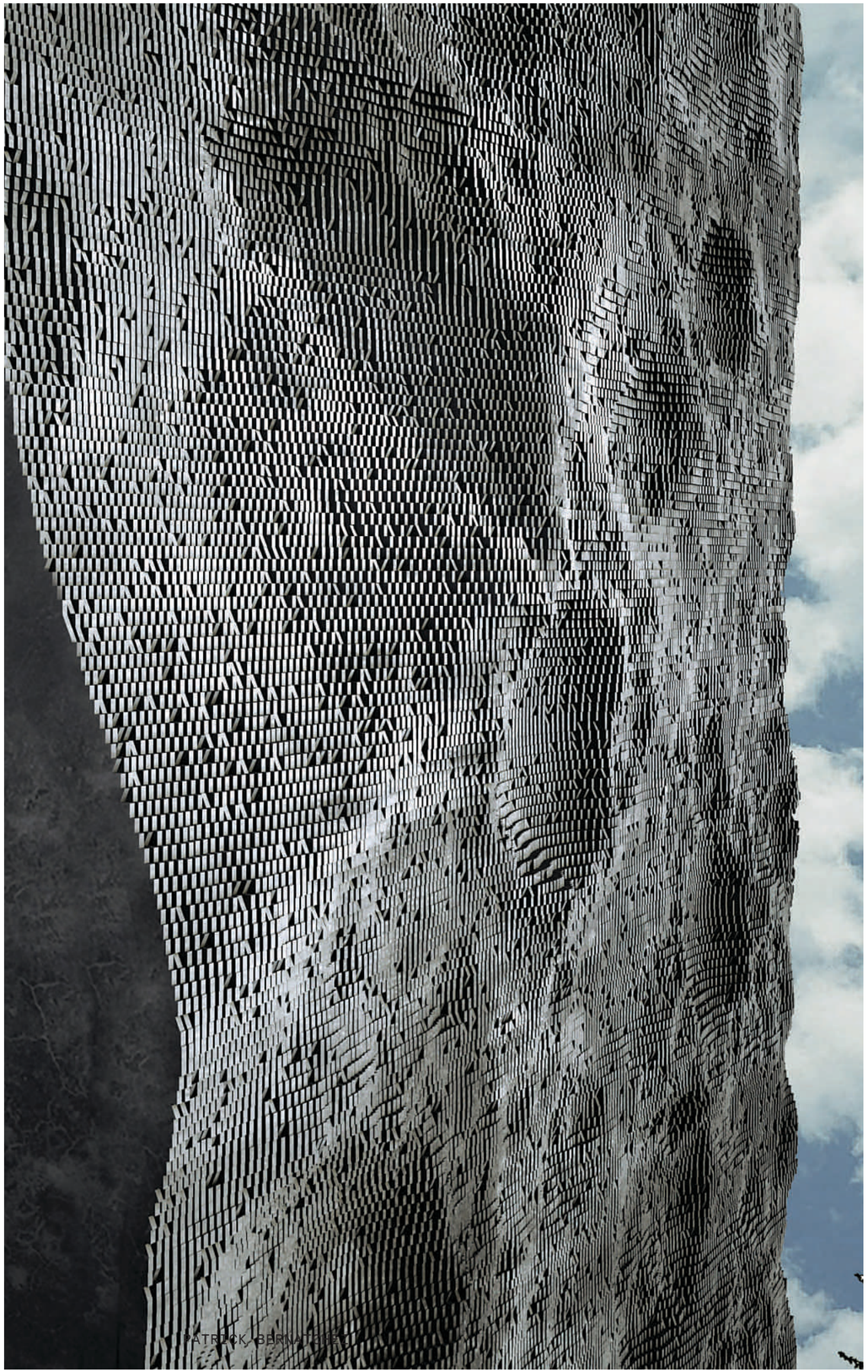
Une œuvre d’art public pour le site Outremont P.17


Université de Montréal







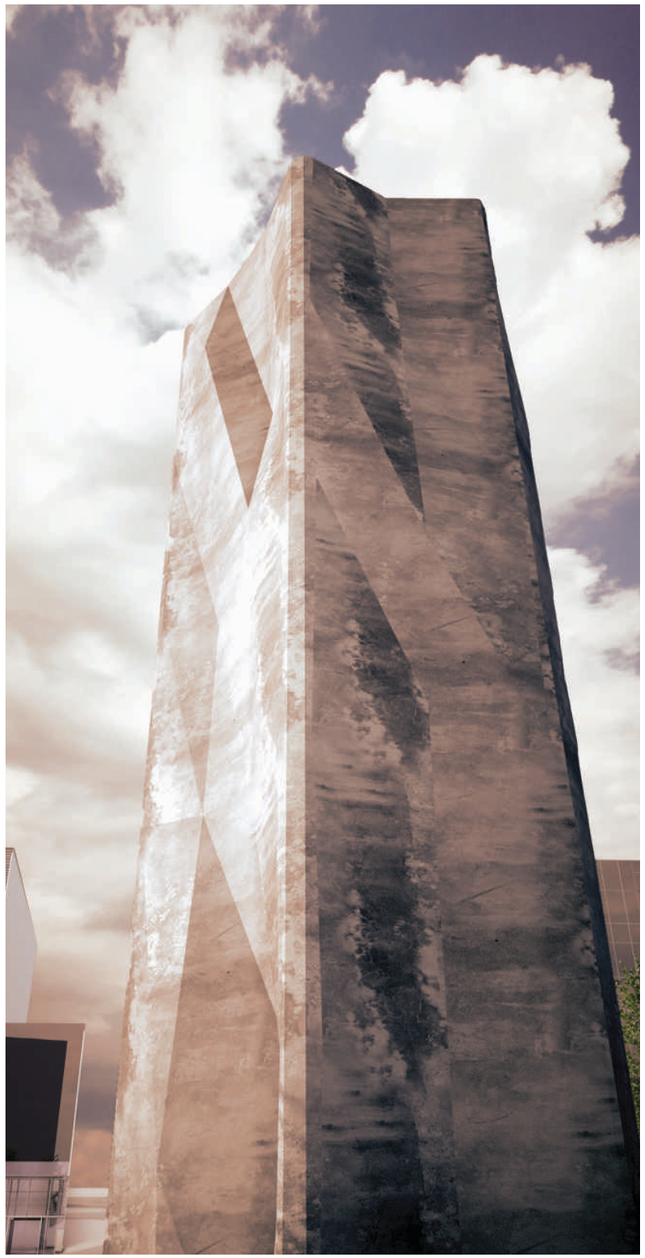


PATRICK BERNATCHEZ




45°31′N
73°36′O









Apollo 12 — deuxième fois que la Lune est foulée par les hommes, le 14 novembre 1969.

LIENS AVEC MA PRATIQUE

Je suis particulièrement inspiré par ce projet, en ce qu'il me permet notamment d'en faire une œuvre à part entière et qui s'intègre dans mon corpus et mes recherches en cours.

Dans ma pratique, je me suis souvent intéressé au mouvement des astres et la Lune notamment.

Dans Piano orbital, une suite d'exploration pianistique qui propose un voyage sonore autour d'une composition classique, j'avais choisi pour icônes visuelles la sonde russe Lunik 3 et la face cachée de la Lune. La sonde Lunik 3 étant celle qui nous a transmis les premières images de la face cachée de la Lune en 1959. Pour accompagner cet ensemble d'œuvres sonores, j'ai par la suite fait reproduire en gravure la face cachée de la Lune à l'endos d'un miroir. Cette fois-ci, une image prise en 1976, provenant d'une des missions du programme américain Apollo.

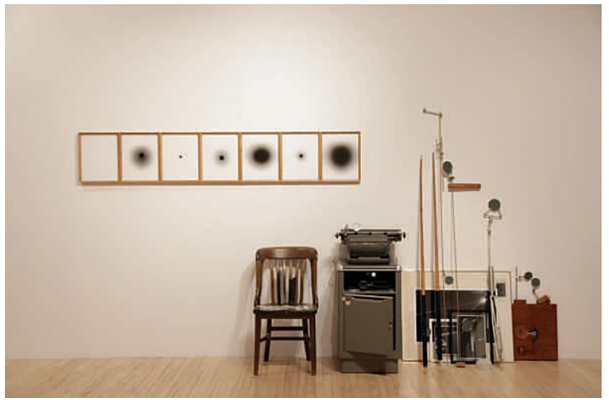
Il y a deux ans dans le cadre d'une résidence, j'ai réalisé le projet Aphélie 1, dans lequel je détourne et capture la lumière à l'aide d'un dispositif composé de petits miroirs et objets divers. Aphélie signifie le point le plus éloigné entre deux astres dans leur course orbitale.

J'ai obtenu la résidence à Rome pour deux projets : le premier nécessite encore une fois les rayons du soleil et sera constitué d'une sélection d'anciens traités d'astronomie, le second s'inspire notamment de Umberto Nobile, un ingénieur et militaire italien qui a dirigé avec Amundsen le premier passage au pôle Nord en 1926 à l'aide d'un dirigeable, le Norge. Ce dernier projet amorcé il y a plus de 8 ans se fera en collaboration avec Daniel Fortier, glaciologue à l'UdeM. Ici revient la thématique de l'exploration des territoires hostiles...

Il serait long d'énumérer ici l'ensemble des liens qui relient cette proposition pour ce projet d'art public à mon travail et ma démarche quotidienne, mais ils confirment la pertinence de cette œuvre non seulement dans son implantation, mais également au cœur de ma pratique. Et ce projet formera la plus monumentale de mes œuvres réalisées jusqu'à ce jour.











↖ Protagoniste de mon film LOST IN TIME (2014), qui emprunte son style rétrofuturiste à celui des astronautes et des coureurs automobiles.

↗↗ Umberto Nobile Titina à bord du dirigeable Italia en 1928, direction pôle Nord.

↗ Détail tiré de l'exposition Les Glaciers, galerie Battat Contemporary, 2016.

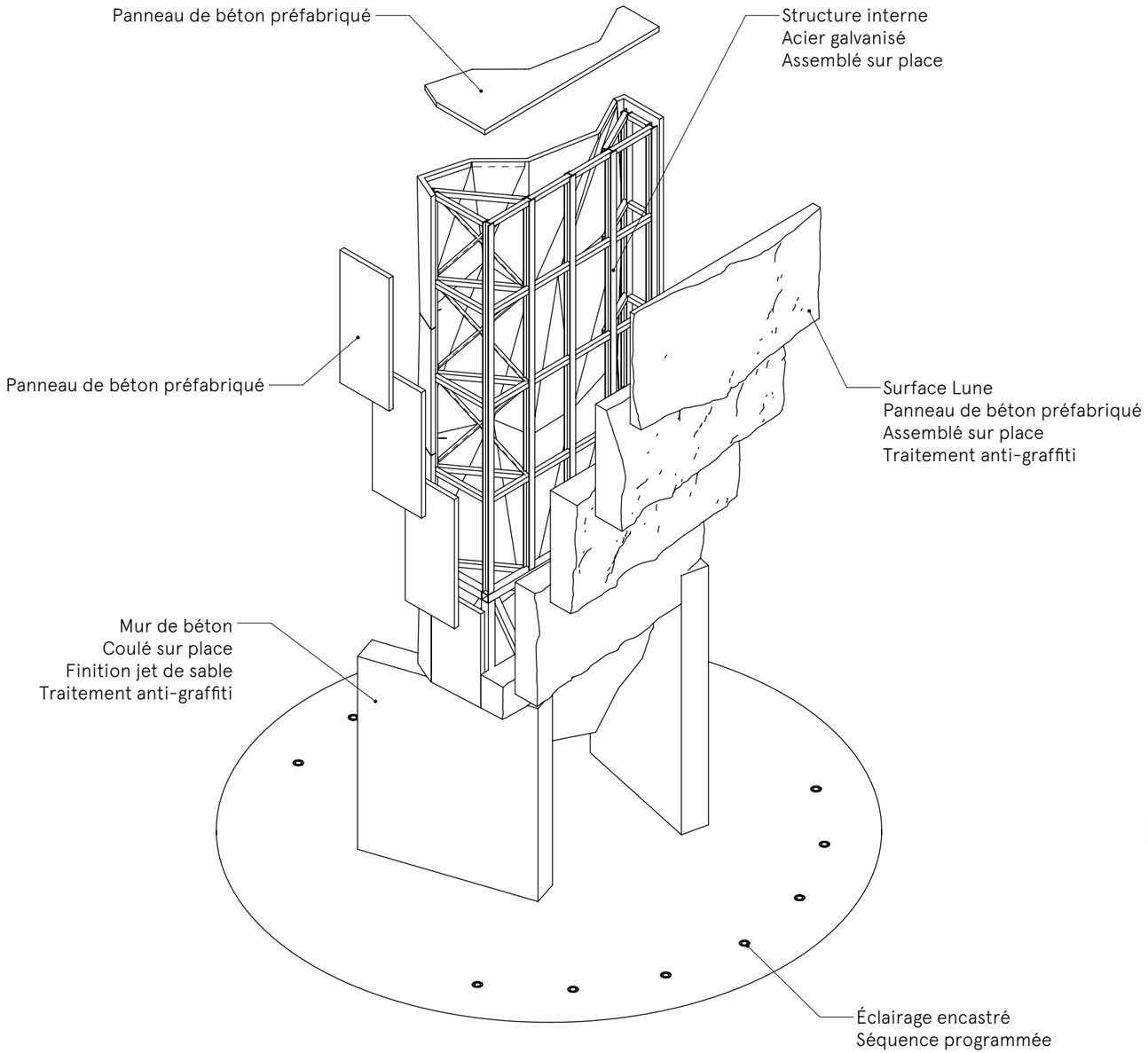
→ Aphélie 1, vue de l'exposition Les Glaciers, galerie Battat Contemporary, 2016.

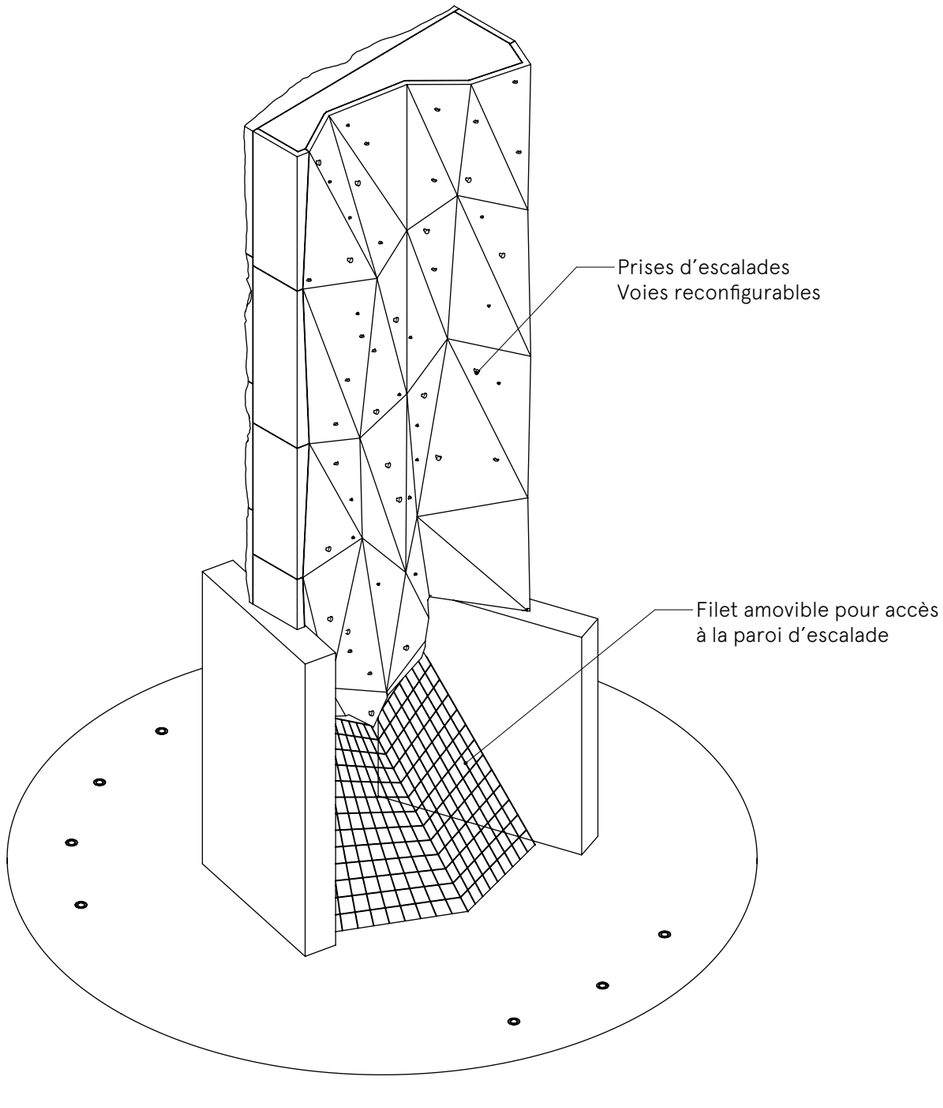
→→ Projet sonore Piano Orbital, après 2010 qui prend pour icones visuelles la face cachée de la Lune et la sonde Luna 3 qui en a révélé les premières images de l'histoire, en 1959.

INFORMATIONS TECHNIQUES

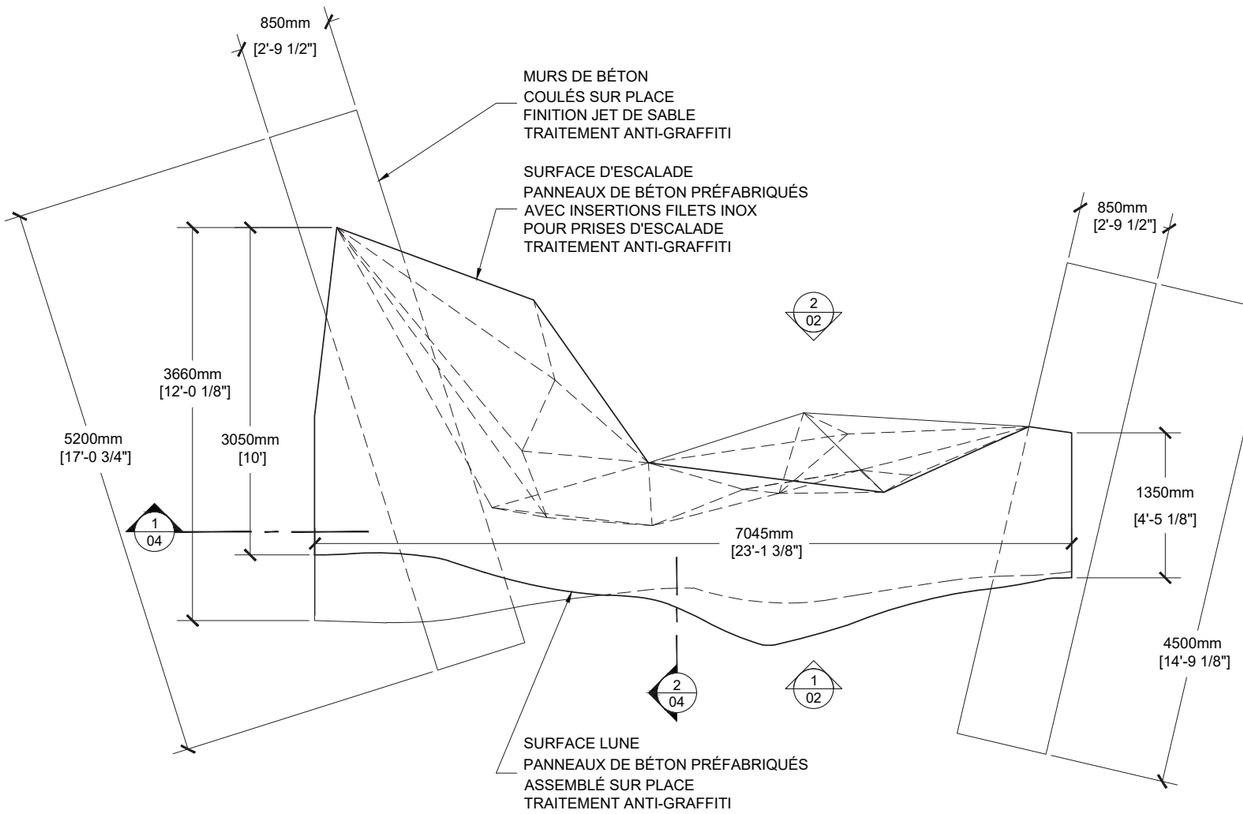
02

SURVOL DES COMPOSANTES

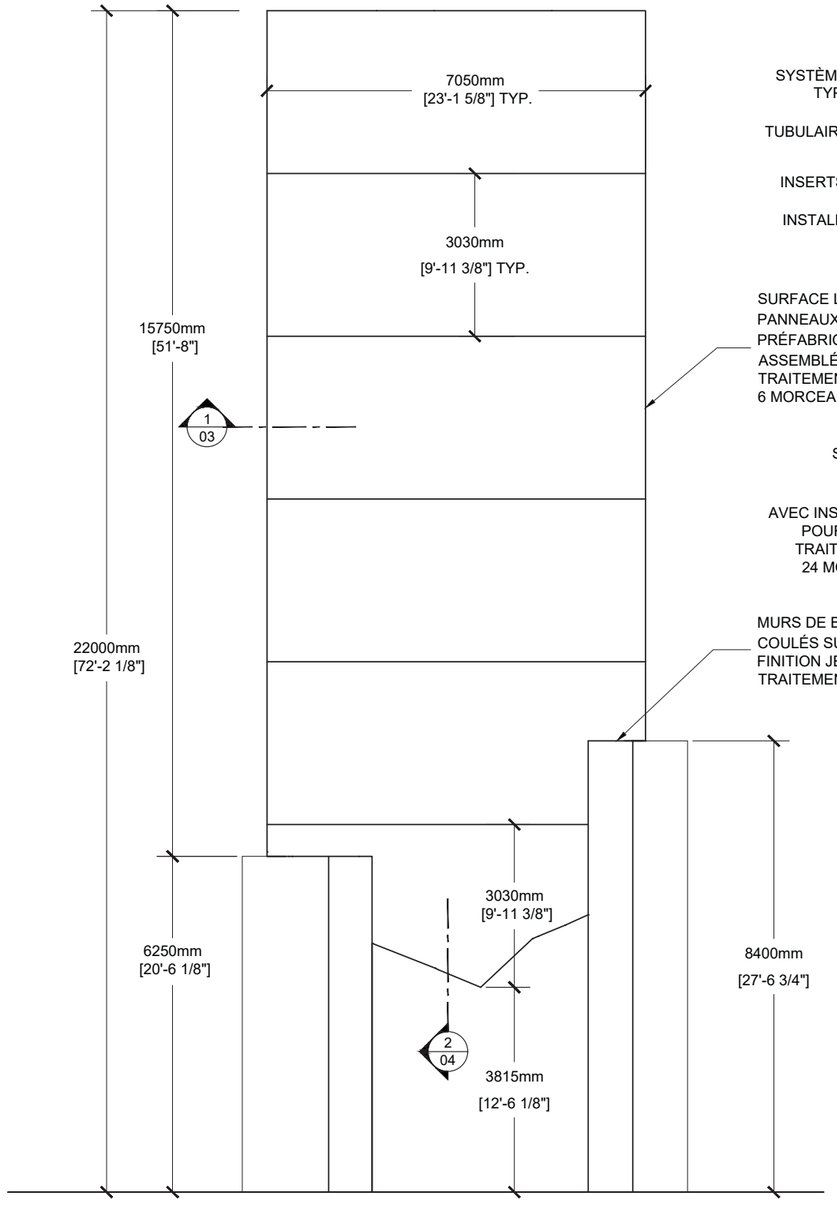




PLAN D’IMPLANTATION

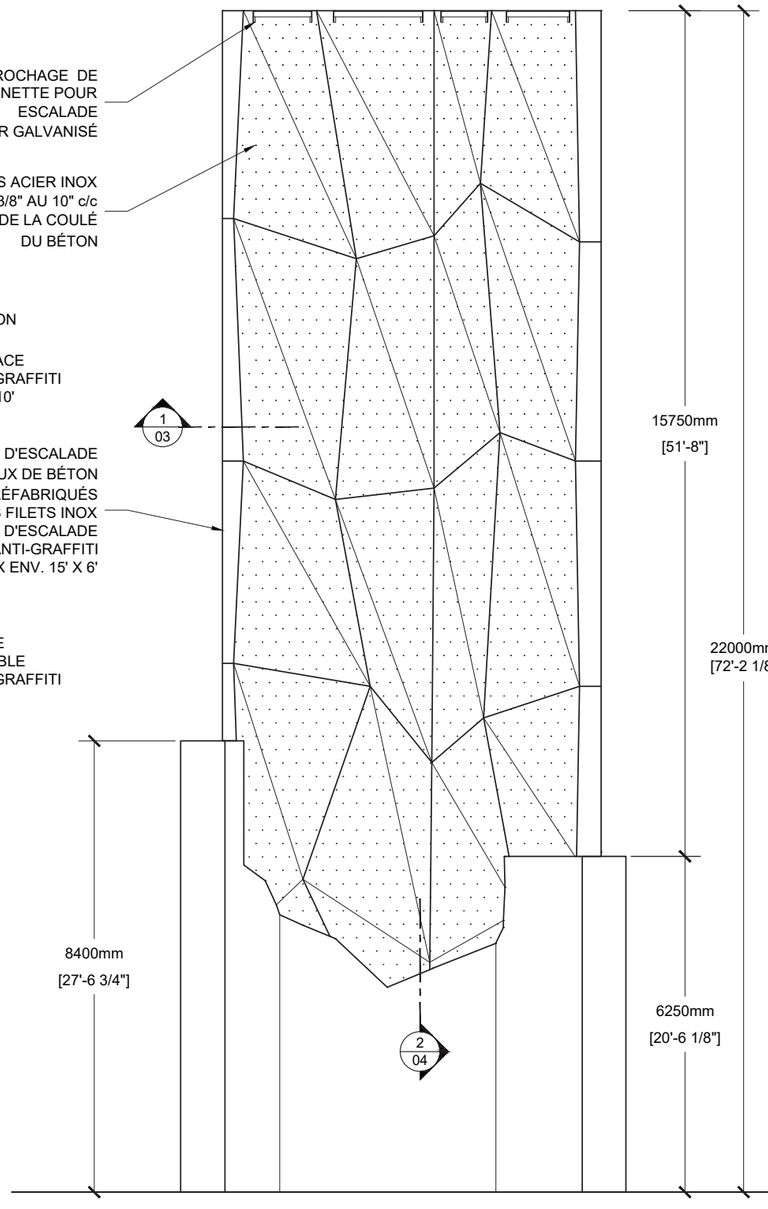


1/01 VUE EN PLAN
ÉCHELLE 1:50



1/02 ÉLÉVATION LUNE

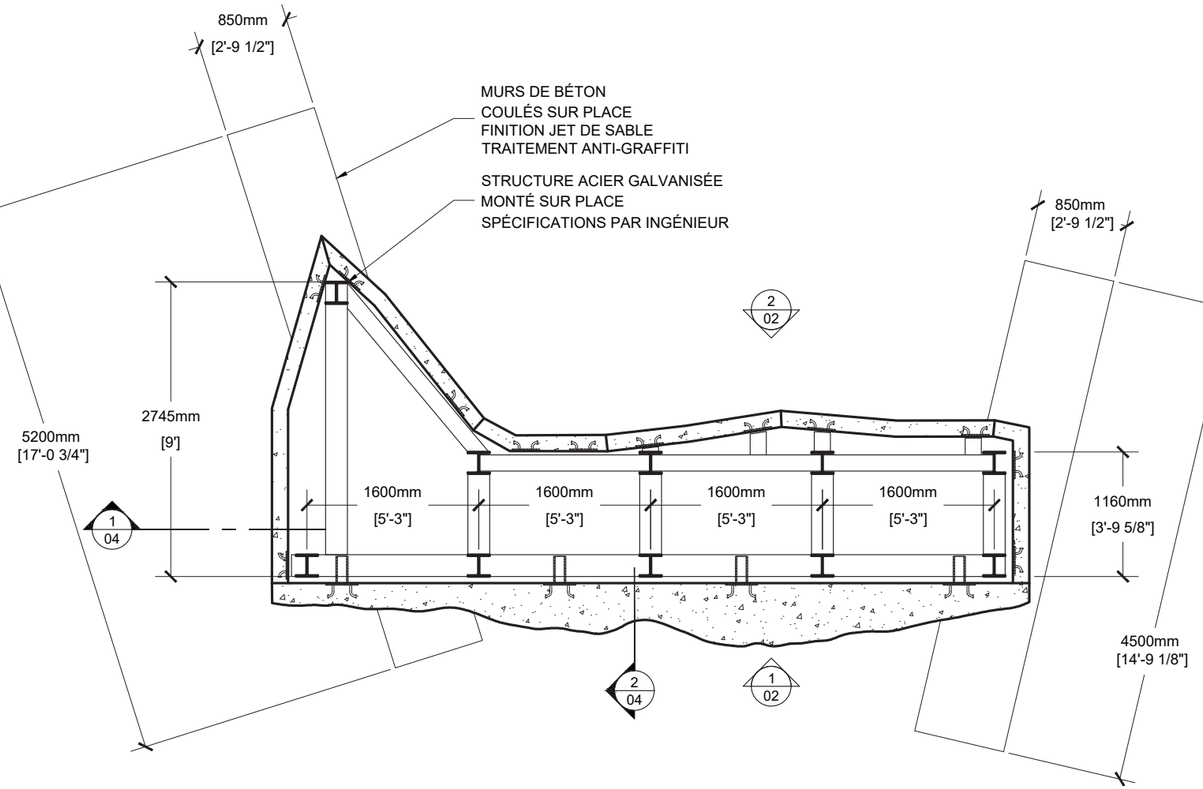
ÉCHELLE 1:100



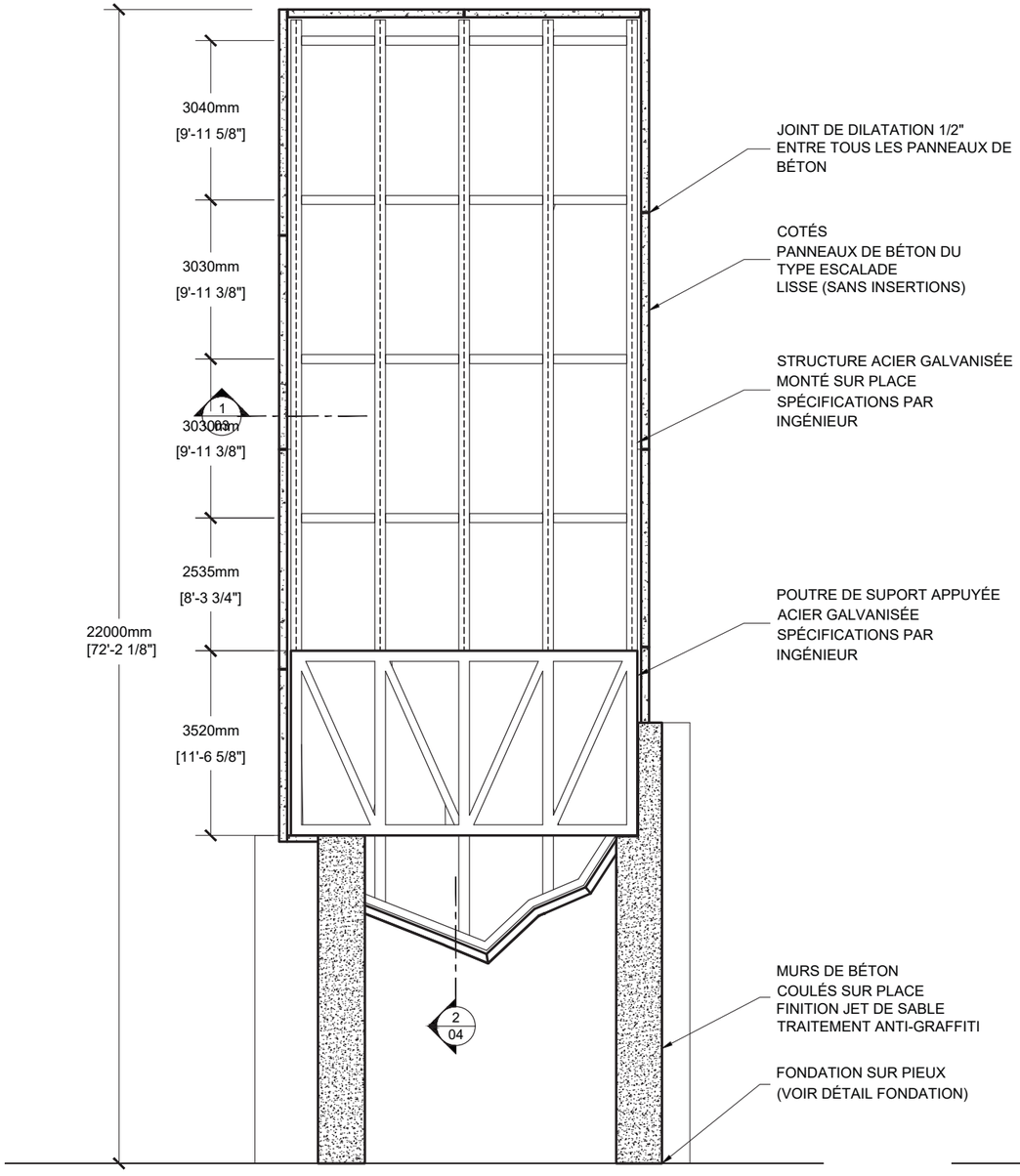
2/02 ÉLÉVATION ESCALADE

ÉCHELLE 1:100

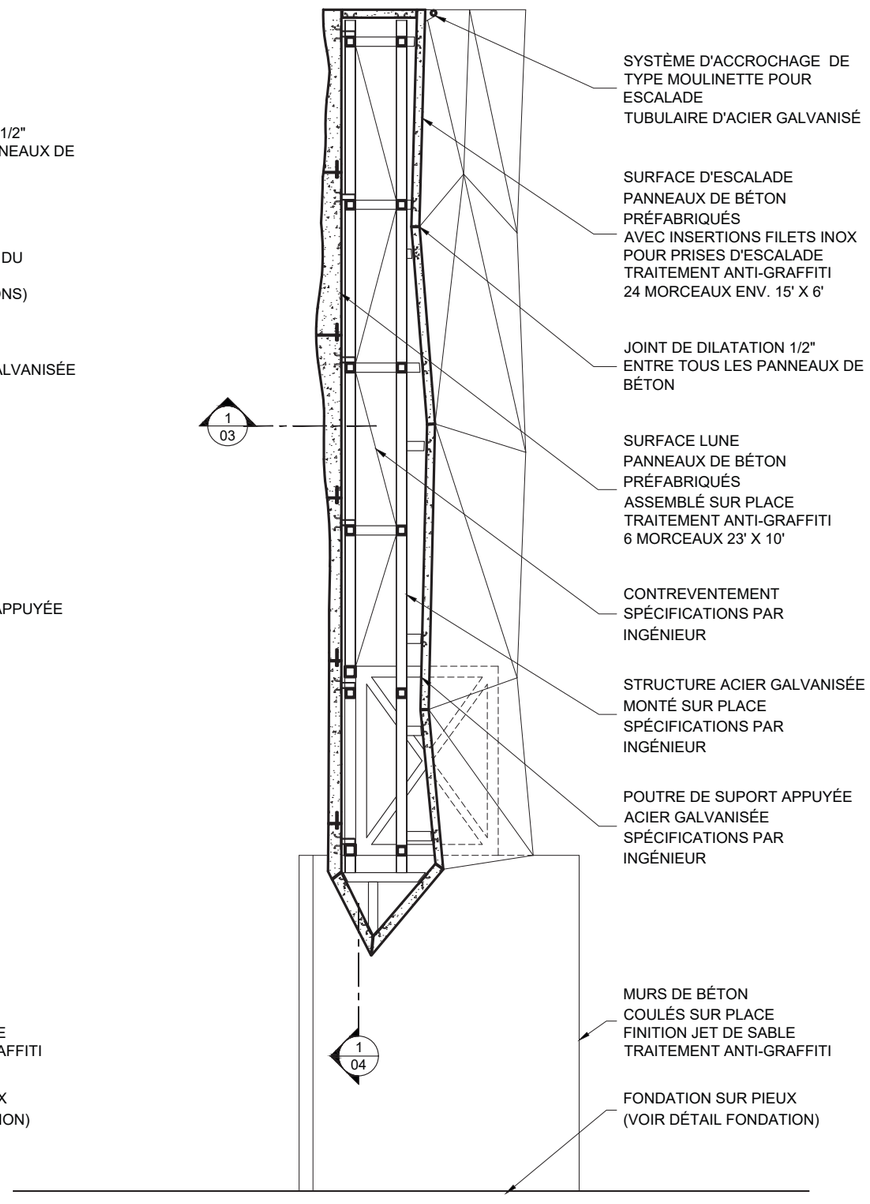
PLAN NIVEAU INTERMÉDIAIRE



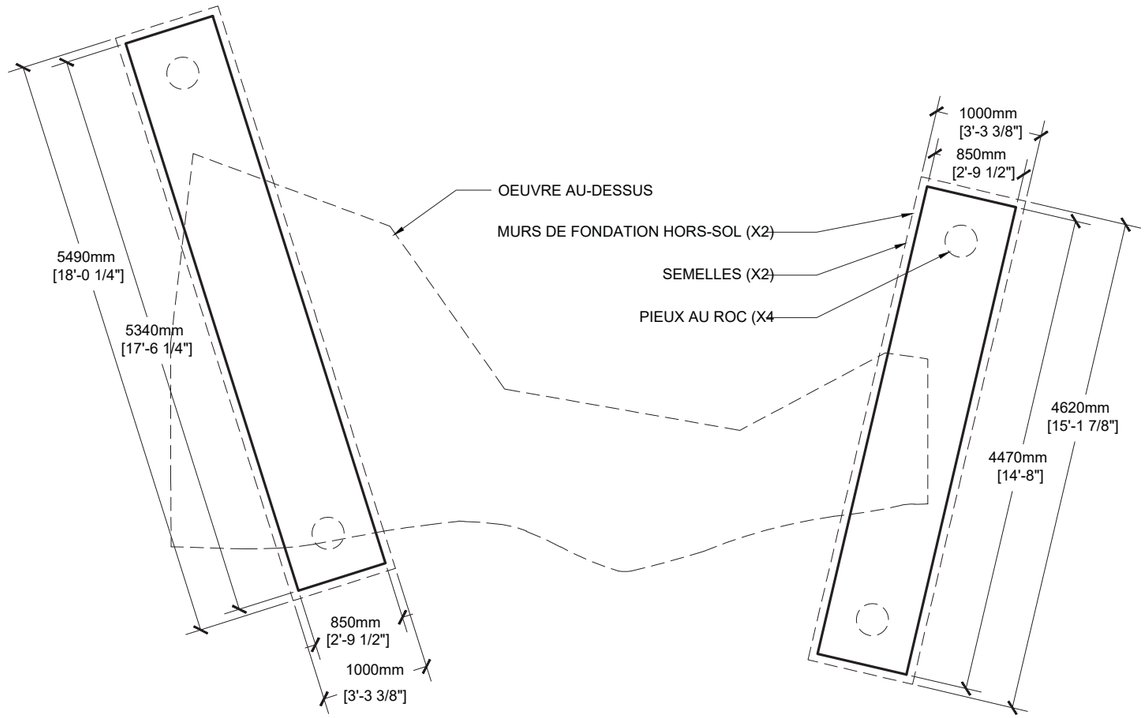
COUPES



1/02 COUPE LONGITUDINALE
ÉCHELLE 1:100

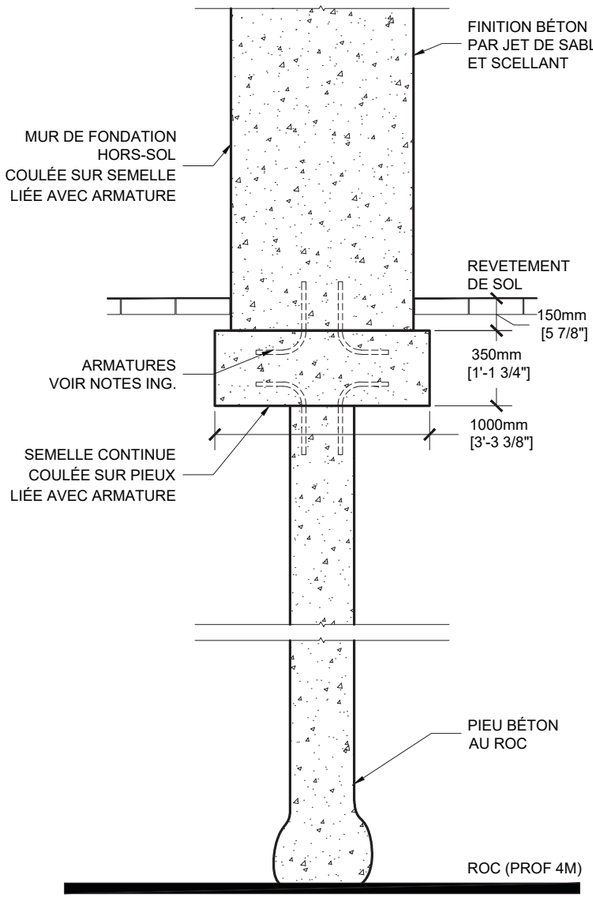


1/09 COUPE TRANSVERSALE
ÉCHELLE 1:100



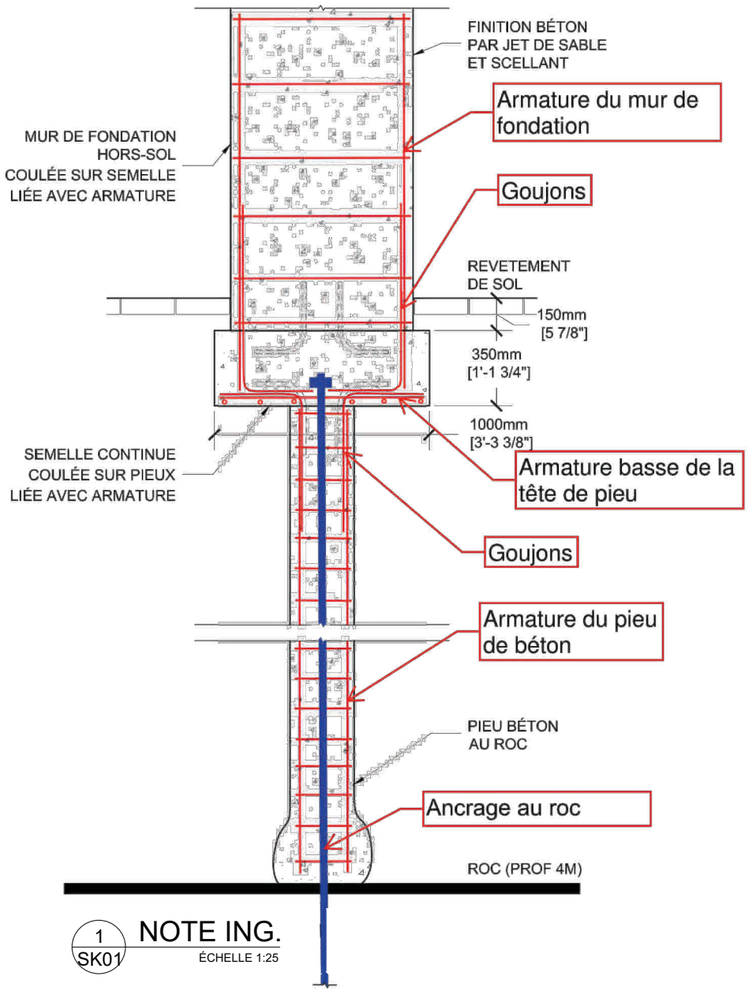
1/03 PLAN FONDATION

ÉCHELLE 1:50



1 SK01 DÉTAIL FONDATION

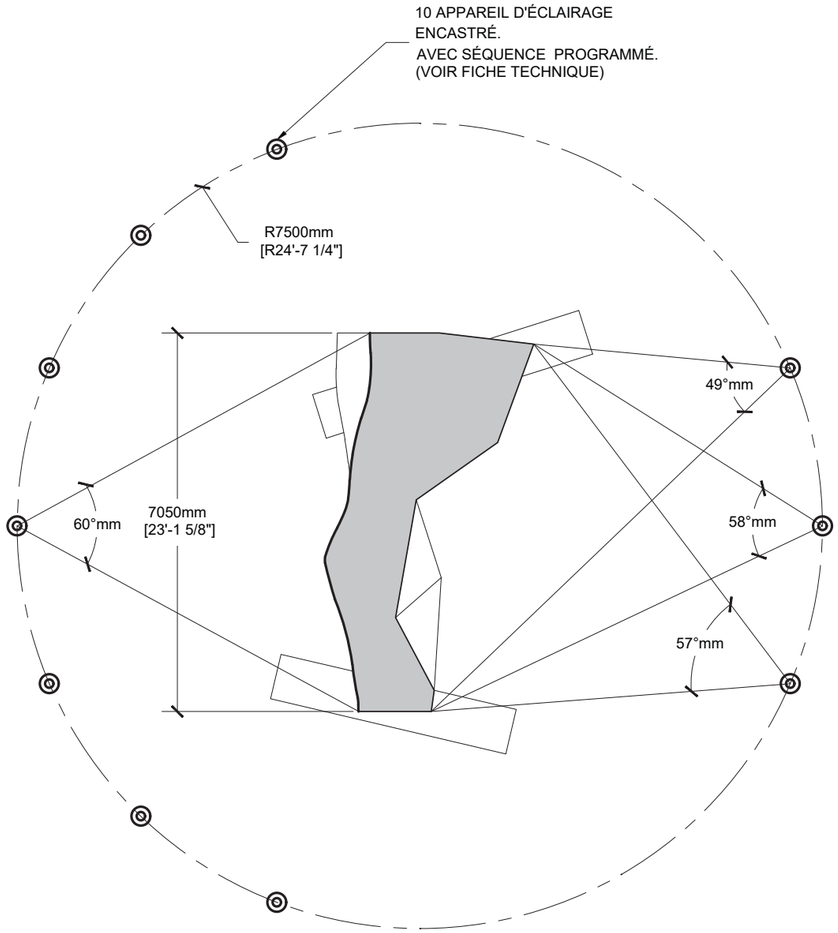
ÉCHELLE 1:25



1 SK01 NOTE ING.

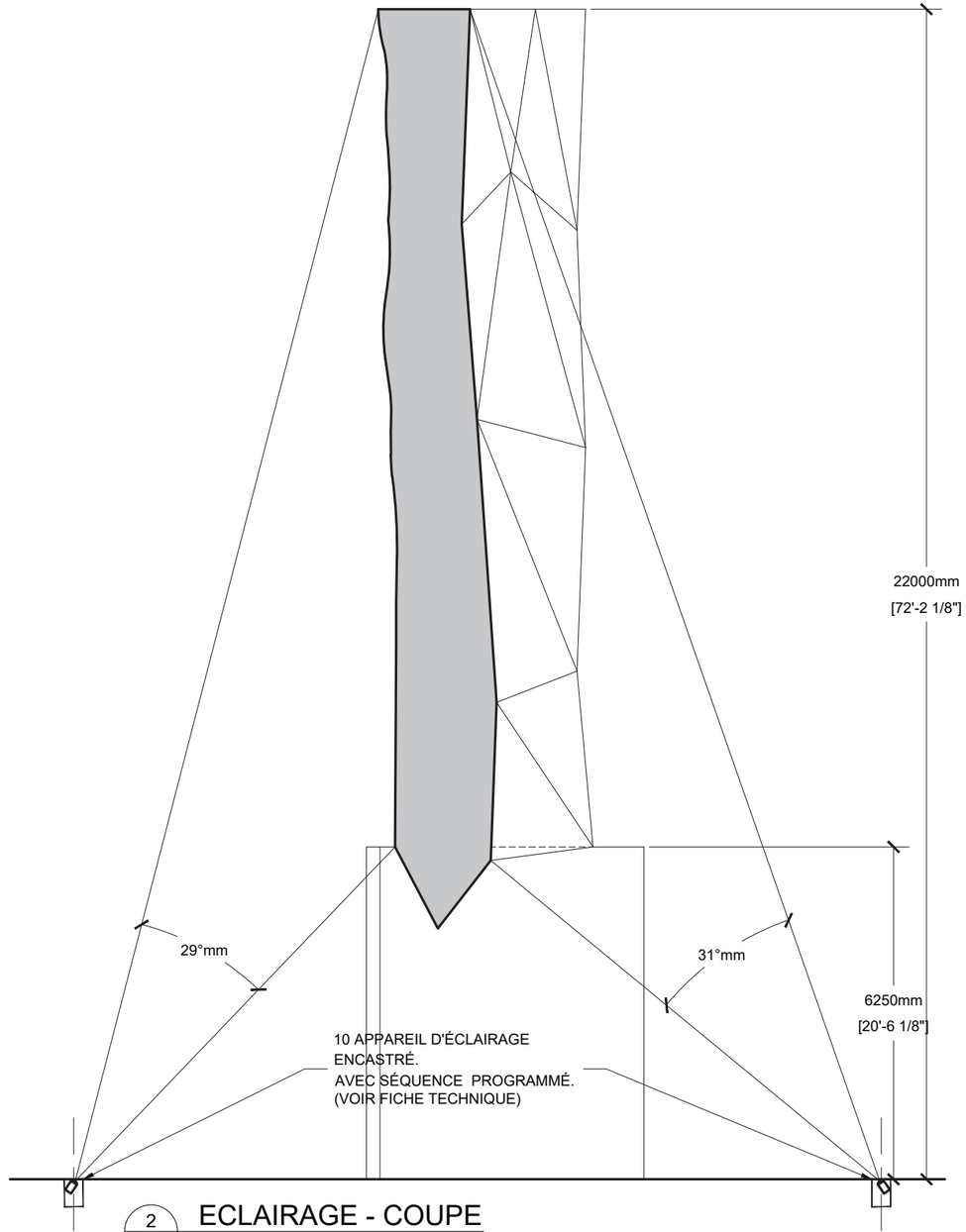
ÉCHELLE 1:25

STRATÉGIE D’ÉCLAIRAGE



1/07 ECLAIRAGE - PLAN

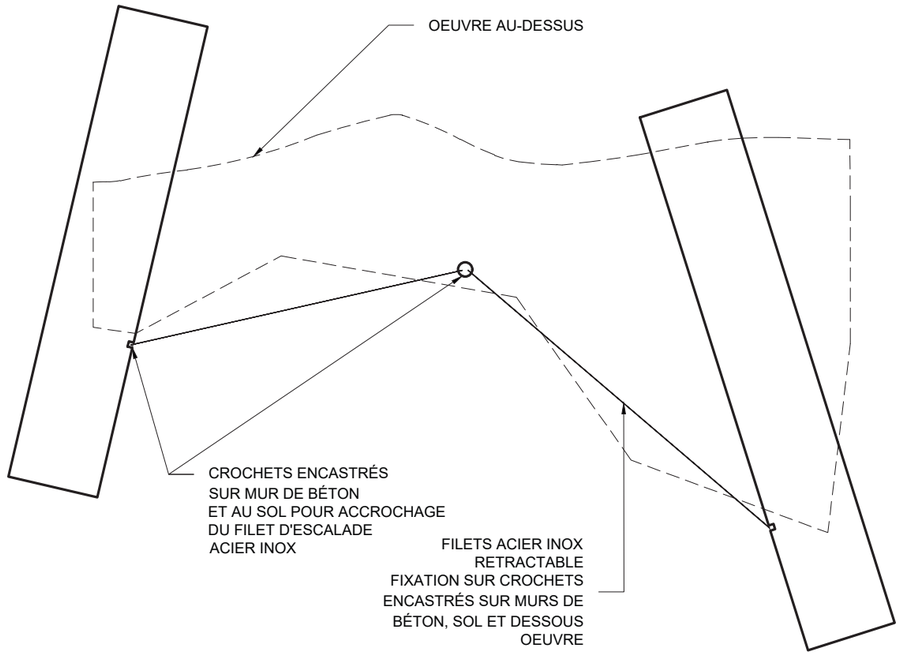
ÉCHELLE 1:100



2/07 ECLAIRAGE - COUPE

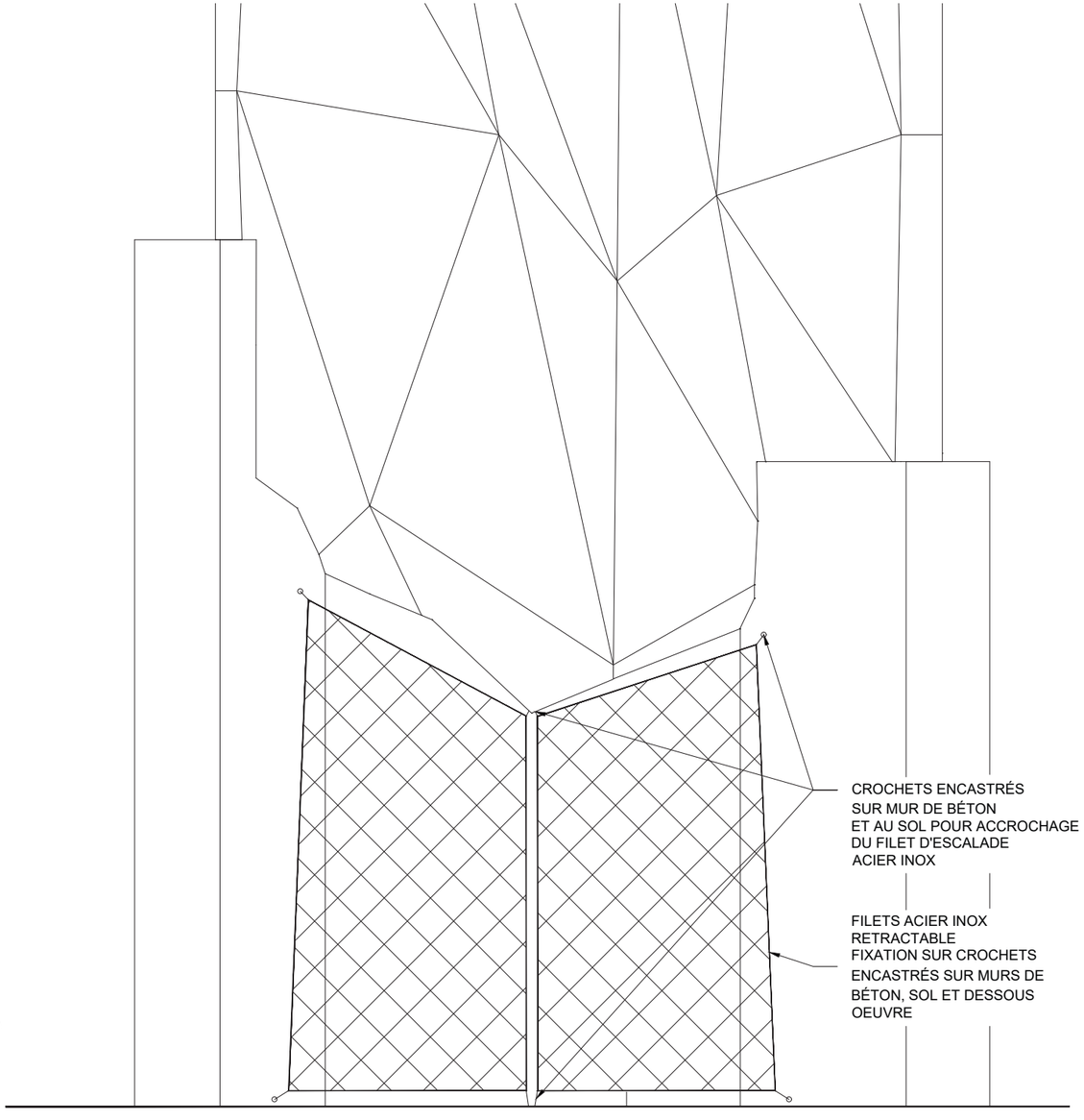
ÉCHELLE 1:100

STRATÉGIE D'OUVERTURE DE L'ESCALADE



2/08 PLAN BASE ESCALADE

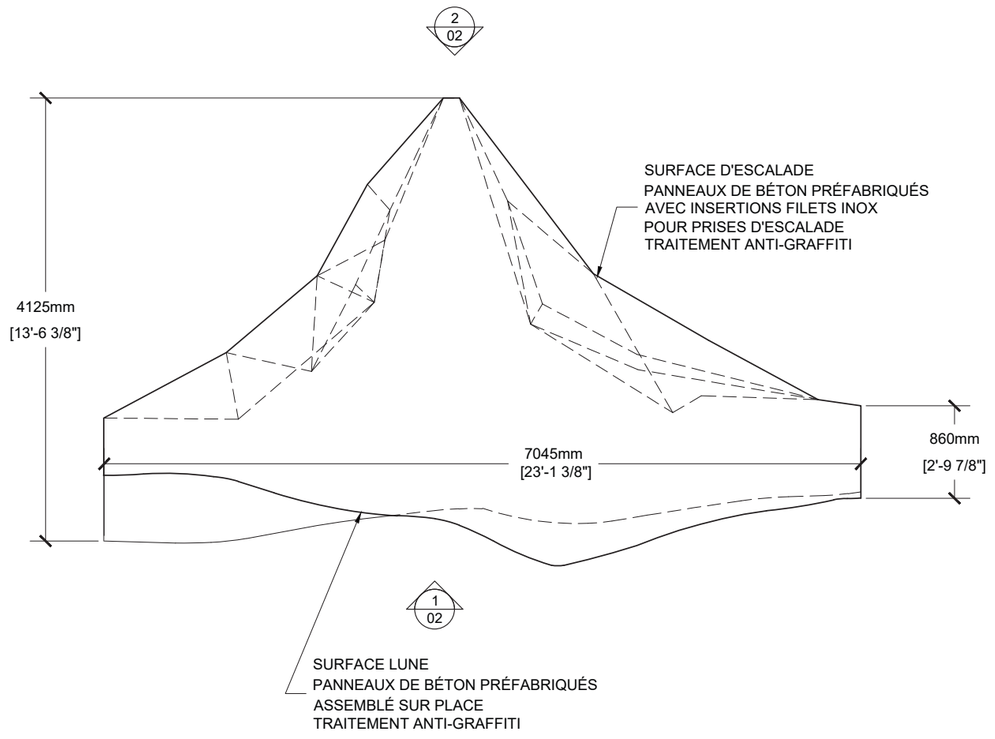
ÉCHELLE 1:50



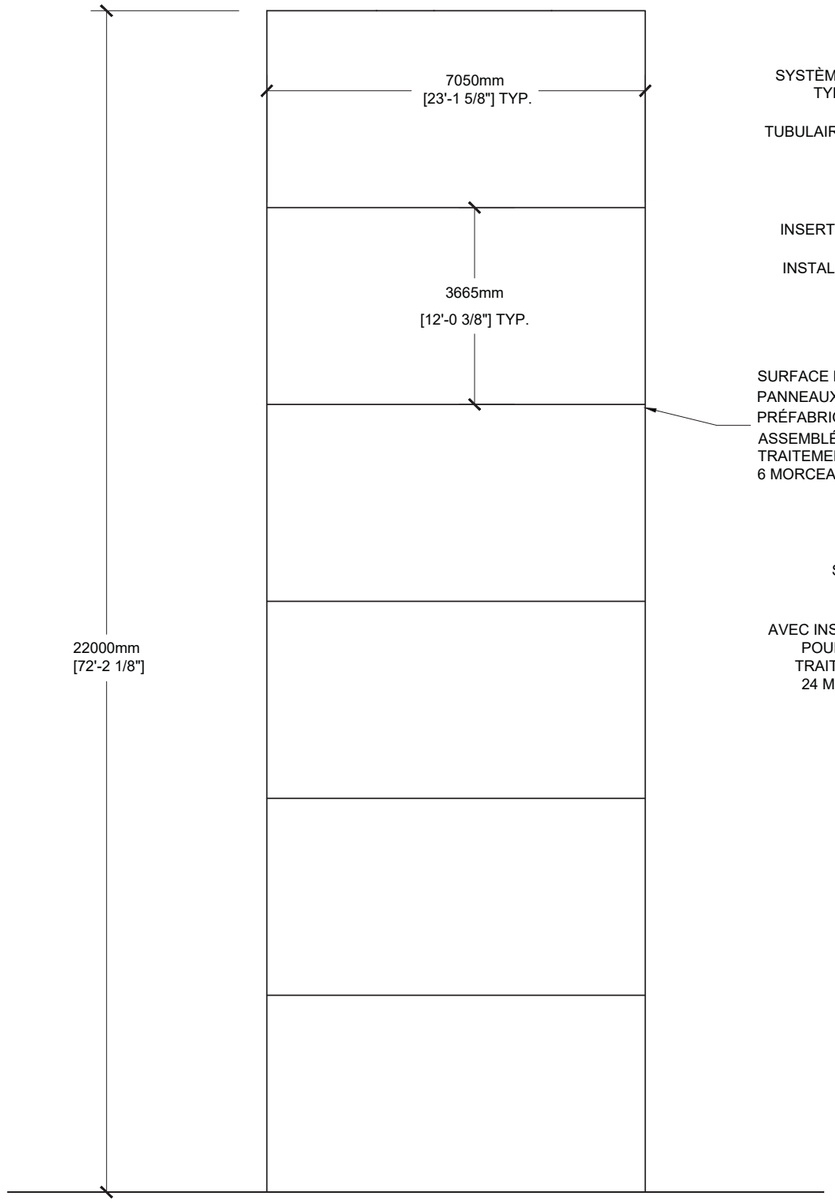
1/08 ÉLÉVATION BASE ESCALADE

ÉCHELLE 1:50

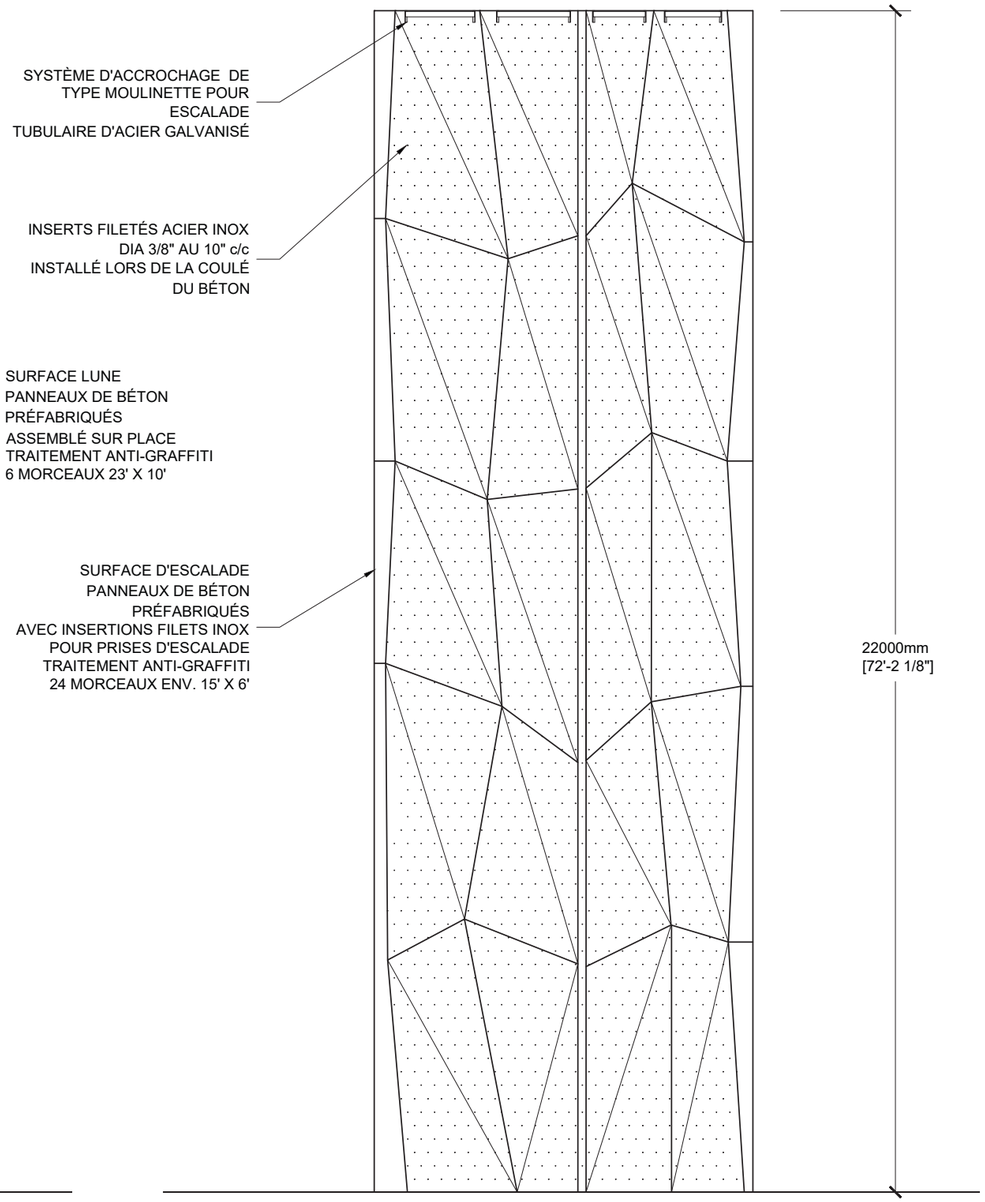
VERSION ALTERNATIVE
PLAN D’IMPLANTATION



1/01 VUE EN PLAN
ÉCHELLE 1:50

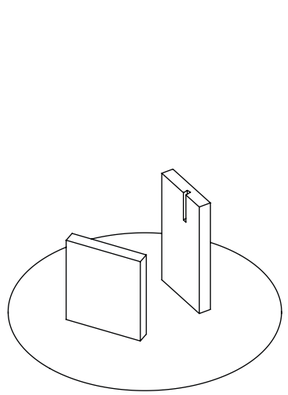


1/02 ÉLÉVATION LUNE
ÉCHELLE 1:100

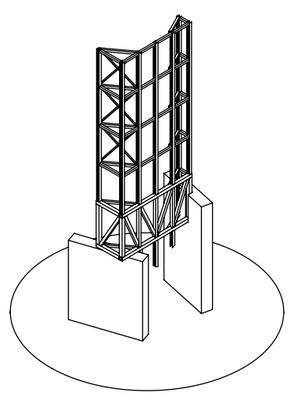


2/02 ÉLÉVATION ESCALADE
ÉCHELLE 1:100

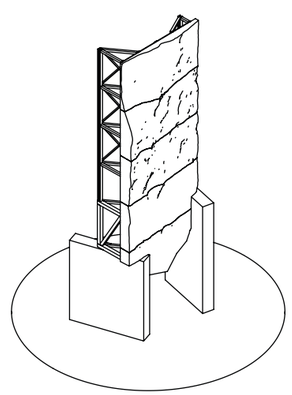
INSTALLATION



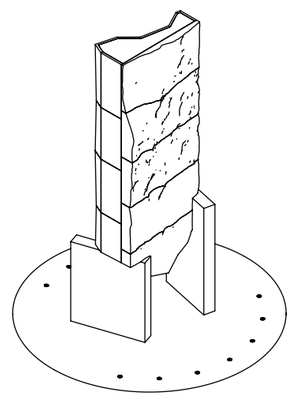
ÉTAPE 1
Réalisation des fondations sur pieux et coulage des murs de béton.



ÉTAPE 2
Assemblage de la structure en acier galvanisé.



ÉTAPE 3
Installation progressive des panneaux de béton préfabriqués sur l’ossature d’acier.



ÉTAPE 4
Installation des luminaires et pose des prises sur le mur d’escalade.

ENTRETIEN

Les matériaux utilisés pour la réalisation de l'œuvre (béton et acier galvanisé) sont en soit extrêmement durables et ne nécessiteront pas d'entretien à long terme.

Pour assurer la propreté de l'œuvre, toutes les surfaces de béton accessibles, incluant les parois en hauteur, seront traitées avec un scellant à béton et protégées à l'aide d'un revêtement anti-graffiti (voir fiches techniques en annexe).

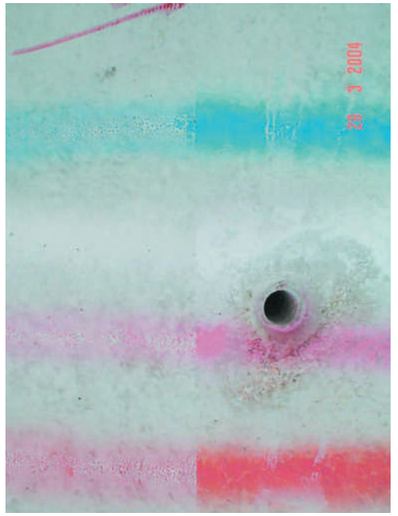
PAROI D'ESCALADE
L'installation des prises et la reconfiguration des voies de grimpe seront pris en charge par les ouvreurs du CEPSUM. Les prises ne seront en place que les mois de l'année qui sont propices pour la grimpe.

Lors des périodes de pratique supervisées, un filet permettant l'accès aux premières prises des voies sera installé par l'équipe qui assurera la sécurité du site de grimpe et ce, à l'aide d'une nacelle élévatice.

L'équipement de grimpe de base (harnais, cordes, mousquetons etc.) pourra être fourni par le CEPSUM.

ÉCLAIRAGE
Toutes les sources d'éclairage et les composantes de contrôle ont été sélectionnées pour résister aux conditions climatiques. Il s'agit d'équipements typiquement utilisés pour l'éclairage architectural extérieur et de ce fait, ils nécessitent un entretien minimal (voir documentation en annexe).





← Nacelle élévatrice
↗ Exemple d'une surface de béton avec et sans protection anti-graffiti. La peinture ne pénètre pas la surface du côté protégé (à gauche) et pourra être facilement nettoyée.

PARTENAIRES

FRÉDÉRIC CAPLETTE
Architecte

fcaplette@sympatico.ca

(514) 572-7976

UNIGESCO
JEAN-SÉBASTIEN GARIÉPY, ING.
Président et Directeur général

3900 rue Cool
Verdun, Québec, H4G 1B4

jsgariepy@unigesco.ca

(514) 360-1509 poste 301

www.unigesco.ca

LATERAL
THIBAUT LEFORT
Ingénieur., M.Arch., LEED AP

6630 rue Hutchison, bureau 100
Montréal, Québec, H2V 4E1

tl@lateralconseil.com

(514) 883-3921

lateralconseil.com

AVAC BETON
VIRGINIE LECLERC
Présidente

999 rue Marcoux
Granby, Québec, J2J 2M7

virginie@avacbeton.com

(450) 378-9995

avacbeton.com

JOSÉE MC KIBBIN
Responsable des activités sportives
du CEPSUM

2100 Boulevard Edouard-Montpetit
Montréal, Québec, H3T 1J4

josee.mc.kibbin@umontréal.ca

(514) 343-6111 poste 31657

No.		Coût
A.	**Préparation de l'emplacement (si applicable)**	
	Travaux préparatoires (excavation et préparation du sol, fondation, ancrage, etc.)	105,000.00 $
	Travaux de réfection	15,000.00 $
	sous-total	**120,000.00 $**
B.	**Honoraires des professionnels**	
	Ingénieur en structure (conception et plans)	60,000.00 $
	Consultant en éclairage	10,000.00 $
	Ingénieur en électricité	20,000.00 $
	Plans, devis, estimations de coûts	50,000.00 $
	sous-total	**140,000.00 $**
C.	**Œuvre**	
	Achat des matériaux	240,000.00 $
	Fabrication	240,000.00 $
	Ancrages	25,000.00 $
	Transport	10,000.00 $
	Installation	125,000.00 $
	Entreposage	0.00 $
	Permis (occupation temporaire du domaine public	0.00 $
	sous-total	**640,000.00 $**
D.	**Autres**	
	Honoraires et droits d'auteur de l'artiste	100,000.00 $
	Frais généraux et administration	20,000.00 $
	Assurances	0.00 $
	Frais relatifs aux rencontres avec sous-contractants	0.00 $
	Documentation de l'œuvre: plans, dessins, photographies (étapes de fabrication)	0.00 $
	Frais pour imprévus (10% min.)	200,000.00 $
	sous-total	**1,100,000.00 $**
	Total partiel	**1,100,000.00 $**
	Taxes	
	TPS 5%	55,000.00 $
	TVQ 9.975%	109,725.00 $
	TOTAL GLOBAL	**1,264,725.00 $**

CALENDRIER DE RÉALISATION

OCTOBRE 2018 | NOVEMBRE 2018 | DÉCEMBRE 2018 | JANVIER 2019 | FÉVRIER 2019 | MARS 2019 | AVRIL 2019 | MAI 2019 | JUIN 2019 | JUILLET 2019

PHASE 1
CONCEPTION/PLANIFICATION

Dessins techniques
Ingénierie
Développement mur d’escalade
Ajustements
Vérification dessins d’atelier

DURÉE 3 MOIS

PHASE 2
FABRICATION

Structure d’acier
Préparation des matrices
Panneaux béton
Système d’accrochage panneaux
Finition panneaux
Éléments d’escalade (prises, etc.)
Préparation/programmation éclairage

DURÉE 6 MOIS

PHASE 3
INSTALLATION/SITE

Fondation
Montage structure
Système électrique
Système d’éclairage
Accrochage panneaux
Tests/ajustements éclairage

DURÉE 1 MOIS

ANNEXES

03

LETTRE DE SOUTIEN INGÉNIERIE

Latéral s.e.n.c.
__ingénieurs en structure

info@lateralconseil.com
+ 1 (514) 883 3921

6630 Hutchison
Bureau 100
Montréal (QC)
H2V 4E1

lateralconseil.com

Patrick Bernatchez
www.patrickbernatchez.org / patrickbernatchez@gmail.com

Réf : R180601C-01-00
Montréal, le 10 septembre 2018

Intégration d'une œuvre sculpturale extérieure située à la place centrale du site Outremont – ingénierie de structure

M. Bernatchez,

J'ai le plaisir de confirmer que nous vous accompagnons dans la réalisation de votre œuvre en béton et acier pour le nouveau pavillon du Campus MIL. Advenant que vous soyez sélectionné pour réaliser cette installation, Latéral serait l'ingénieur en structure du projet. De façon préliminaire, nous confirmons la faisabilité générale de l'œuvre.

L'œuvre sera réalisée en panneaux de béton supportés par une charpente métallique dissimulée dans sa partie supérieure. La superstructure reposera sur des murs de fondations hors sols appuyés sur des pieux au roc. L'œuvre fera approximativement 21000 mm de hauteur par une largeur maximale d'environ 7000 mm.

N'hésitez pas à m'appeler pour toutes questions.
Bien à vous,



Thibaut Lefort
_ing., M.Arch., LEED AP

latéral.

p. 1 de 1

cepsum
Université de Montréal
2100, boul. Édouard-Montpetit
Montréal (Québec) H3T 1J4

Montréal, le 17 septembre 2018

Bureau d'Art Public

801, rue Brennan
Montréal (Québec) H3C 0G4

Objet : Projet d'œuvre d'art publique sur la place centrale du site Outremont – lettre d'intérêt

Madame, Monsieur,

C'est avec grand intérêt que nous avons pris connaissance de la proposition d'œuvre d'un des artistes sélectionnés dans le cadre d'un concours d'art public sur la place centrale du site Outremont, Monsieur Patrick Bernatchez. En effet, sa vision de la sculpture à réaliser pour le parc de l'arrondissement Outremont situé devant le nouveau Complexe des sciences du Campus MIL offre des opportunités intéressantes de synergie, pour en faire une œuvre vivante et bien ancrée dans la vie de quartier.

Comme vous le savez, le CEPSUM - Centre d'éducation physique et des sports de l'Université de Montréal - figure parmi les plus grands complexes sportifs au Canada et est un véritable catalyseur de bien-être. Pour ce faire, il s'appuie notamment sur son expertise, sa forte expérience en gestion d'activités physiques et sportives, son ADN universitaire et sa variété d'installations sportives de grande envergure, dont ses murs d'escalade.

L'idée de M. Bernachez recèle un potentiel expérientiel unique qui nous emballe. Considérant que le CEPSUM vise à contribuer à l'élaboration et au maintien d'un milieu de vie sain et actif au sein de sa communauté, nous croyons pouvoir être un partenaire pertinent pour la portion de grimpe. Par la présente, nous souhaitons donc signifier notre grand intérêt à collaborer au projet de l'œuvre de cet artiste.

La mission du service d'escalade du CEPSUM est d'offrir une expérience de grimpe sécuritaire et de qualité, dans un esprit de communauté et de plaisir. De ce fait, notre clientèle peut découvrir tous les bienfaits de l'escalade, alors que les grimpeurs plus aguerris peuvent maintenir ou perfectionner leurs habiletés. Ainsi, si la structure de M. Bernachez était sélectionnée et qu'elle répondait aux critères de réalisation d'une structure d'escalade, nous aimerions vous proposer un partenariat afin d'établir et gérer une programmation d'activités d'escalade, et ce, en vue de faire vivre l'œuvre et de dynamiser son intégration dans son milieu.

Plus concrètement, le CEPSUM pourrait concevoir et coordonner des activités mises exclusivement sur pied dans le cadre de ce projet ainsi que procéder à la mise à jour des différentes voies par son équipe d'ouvreurs. La gestion des inscriptions et la qualité de l'expérience de la clientèle pourraient également être sous la responsabilité du CEPSUM, si requis.

Voici quelques exemples et suggestions de ce que nous pourrions offrir en lien avec la structure (moulinette et fissure) :

- Cours d'initiation pour enfants, familles et adultes;
- Cours et activités pour différents niveaux et types de grimpeurs;
- Séances de grimpe libre sous la supervision d'un spécialiste;
- Activités scolaires et de camps de jour;
- Événements en lien avec l'escalade.

Nous espérons très sincèrement que ce beau projet collaboratif au nom de l'art public verra le jour.

Veuillez agréer mes salutations distinguées,

Diane Cloutier

Directrice
Programmation Opérations Expérience client
CEPSUM - Université de Montréal

Université de Montréal

iREx INSTITUT DE RECHERCHE SUR LES EXOPLANÈTES INSTITUTE FOR RESEARCH ON EXOPLANETS

Faculté des Arts et des Sciences
Département de physique

Montréal, le 21 septembre 2018

Cher Monsieur Bernatchez,

C'est avec plaisir que je vous écris cette lettre pour démontrer mon support envers votre projet d'oeuvre d'art publique. La sculpture que vous envisagez se présente comme une combinaison intrigante de science, d'art et de sport qui saura sûrement catalyser des conversations dans le communauté du MIL.

L'Institut de recherche sur les exoplanètes (iREx) comprend presqu'une cinquantaine de chercheures et de chercheurs de calibre mondial qui se penchent sur l'étude de corps célestes lointains. Le rayonnement scientifique de notre domaine nous importe beaucoup, et l'équipe de l'iREx y participe activement à travers des activités éducatives et conférences pour le grand public. Peu de choses enflamment l'imagination du public autant que les paysages étranges que nous espérons tous explorer dans l'espace. Offrir un morceau de la Lune qui pourra être escaladé voire conquis par le public le rapprochera un peu plus de ce rêve.

Nous nous retrouvons dans une époque charnière de l'exploration spatiale. L'espace se voit rendu de plus en plus accessible et politisé à la fois. Il est plus important que jamais que le public se montre curieux et informé envers ce domaine. Votre sculpture monumentale servira d'un rapprochement entre l'iREx qui déménage au Campus MIL l'été prochain et les citoyens avec qui nous interagissons lors d'événements telle la Journée d'astronomie au MIL qui a pris place aux étés 2017 et 2018.

Je recommande fortement au comité de sélection de choisir votre projet. L'équipe de l'iREx anticipe avec impatience la chance de jouer un moment sur la Lune au beau milieu de notre ville avec des gens venant de tous les horizons de la vie. Je vous souhaite la meilleure des chances dans vos efforts de transformer notre coin de l'île en espace un peu plus cosmique.

Cordialement,

Nathalie Ouellette
Coordonnatrice, Institut de recherche sur les exoplanètes
Coordonnatrice canadienne du télescope Webb, Agence spatiale canadienne

C.P. 6129, succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 3J7 Tél: 514-343-6111x3915 nathalie@astro.umontreal.ca

LAFARGE CEMENT

Rapport client
Mois de publication: Mars 2016

Plant:	**St-Constant, Quebec**
Product:	**Ciment Type GUb-8SF**
Silo:	**6 (STC)**
Manufactured:	**Février 2016**

CSA A3001-13 Exigences relatives

EXIGENCES CHIMIQUES	Limite	Résultat
Méthode rapide, FRX *(A3003-08)*		
SiO2 (%)	---	25.5
Al2O3 (%)	---	4.3
Fe2O3 (%)	---	2.9
CaO (%)	---	57.6
MgO (%)	---	2.5
SO3 (%)*	3.0 max	3.7
Perte au feu (%)	3.5 max	1.7
Na2Oéq (%)	---	0.82

EXIGENCES PHYSIQUES	Limite	Résultat
Contenu en air (%) *(A3004-A5)***	---	5.5
Finesse par perméabilité (Blaine) (m2/kg)	---	554
Retenu 45 microns (%) *(A3004-A3)***	25	7.5
Expansion à l'autoclave (%) *(A3004-B5)***	0.80 max	0.02
Résistance à la compression (MPa) *(A3004-C2)*		
3 jours**	14.5 min	29.8
7 jours**	20.0 min	37.2
28 jours**	26.5 min	50.7
Temps de prise (minutes)		
Initial Vicat *(A3004-B2)***	45 - 480	131
Expansion mortier (%) *(A3004-C5)***	0.020 max	0.004

*Le pourcentage peut excéder 3.0% si la limite d'expansion aux sulfates est respectée (A3004-C5).
** Résultat de la production courante non disponible; résultat provenant donc de la production la plus récente.

Nous certifions que le ciment représenté par les analyses chimiques et physiques de ce rapport rencontre les spécifications de la norme CSA A3001-13 ainsi que la limite maximum d'expansion aux sulfates à 14 jours (CSA A3004-C5).

Pour toute information supplémentaire concernant ce rapport client, veuillez contacter notre représentante Danielle Palardy au 514-895-1876.

ECAN BU - Usine de St-Constant
1 Chemin Lafarge, St-Constant
Phone: 450-632-7750 #218

Certifié par:
Pascale Poulin
Pascale Poulin - Coordonatrice Qualité
18 mars, 2016

LAFARGE CEMENT

Rapport client
Mois de publication: Mars 2016

Usine:	**St-Constant, Quebec**
Produit:	**Ciment Portland Type GU**
Silo:	**7 (STC)**
Date de fabrication:	**Janvier 2016**

CSA A3001-13 Exigences relatives

EXIGENCES CHIMIQUES	Limite	Résultat
Méthode rapide, FRX *(A3003-08)*		
SiO2 (%)	---	19.7
Al2O3 (%)	---	4.9
Fe2O3 (%)	---	2.1
CaO (%)	---	62.0
MgO (%)	5 max	2.6
SO3 (%)*	3.0 max	3.8
Perte au feu (%)**	3.0 max	2.7
Résidu insoluble (%)	1.5 max	0.94
Na2O (%)	---	0.31
K2O (%)	---	0.90
Na2Oeq (%)	---	0.90
Composés de Bogue		
C3S (%)	---	56
C2S (%)	---	14
C3A (%)	---	9
C4AF (%)	---	6

EXIGENCES PHYSIQUES	Limite	Résultat
Contenu en air (%) *(A3004-A5)*	---	4
Finesse par perméabilité (Blaine) (m2/kg)	---	368
Retenu 45 microns (%) *(A3004-A3)*	28 max	5.2
Expansion à l'autoclave (%) *(A3004-B5)****	1.0 max	0.05
Résistance à la compression (MPa) *(A3004-C2)*		
3 jours	14.5 min	28.2
7 jours	20.0 min	35.3
28 jours	26.5 min	40.1
Temps de prise (minutes)		
Initial Vicat *(A3004-B2)*	45 - 375	140
Expansion mortier (%) (A3004-C5)***	0.020 max	0.005

*Le pourcentage peut excéder 3.0% si la limite d'expansion aux sulfates est respectée (A3004-C5).
**Un maximum de 3.5% est permis pour cetains ciments, si la limite de 3.0% est respectée au niveau de la perte au feu à 550C.
*** Résultat de la production courante non disponible; résultat provenant donc de la production la plus récente.

Nous certifions que le ciment représenté par les analyses chimiques et physiques de ce rapport rencontre les spécifications de la norme CSA A3001-13 ainsi que la limite maximum d'expansion aux sulfates à 14 jours (CSA A3004-C5).

Pour toute information supplémentaire concernant ce rapport client, veuillez contacter notre représentante Danielle Palardy au 514-895-1876.

ECAN BU - Usine de St-Constant
1 Chemin Lafarge, St-Constant
Téléphone: 450-632-7750 #218

Certifié par:
Pascale Poulin
Pascale Poulin - Coordonatrice Qualité
18 mars, 2016

EUCON AIR MAC12

Agent entraîneur d'air pour le béton

Euclid Concrete Admixtures

ENTRAÎNEURS D'AIR

EUCON AIR MAC12

Description

EUCON AIR MAC12 est conçu pour être utilisé à titre d'adjuvant entraîneur d'air dans tous les types de béton et est fabriqué dans des conditions rigoureusement contrôlées, ce qui assure une performance uniforme et précise. EUCON AIR MAC12 ajoute des bulles d'air microscopiques dans le béton et peut être utilisé dans tous les types de béton, y compris dans les formulations pour lesquelles il est traditionnellement difficile d'entraîner de l'air. EUCON AIR MAC12 ne contient pas d'ions de chlorure ajoutés qui favoriseraient la corrosion de l'acier.

Domaines d'application

- Béton prémélangé
- Béton structural
- Béton de masse
- Béton de revêtement
- Béton extérieur soumis aux cycles de gel/dégel
- Béton pour pavage, trottoirs et bordures

Caractéristiques/Avantages

- Produit un réseau de bulles d'air stable dans lequel la taille des bulles et l'espacement entre les bulles sont adéquats. Ce réseau de bulles d'air amélioré protège le béton contre les dommages causés par les cycles de gel/dégel répétitifs.
- Augmente la résistance du béton aux sels déglaçants, aux attaques des sulfates et à l'eau corrosive.
- Réduit le ressuage et la ségrégation du béton.
- Réduit la quantité d'eau de gâchage requise par mètre cube de béton et améliore sa maniabilité.

Données techniques

Données d'ingénierie typiques

Densité relative..... 1,01
Solides..... 15,0
pH.....11,0

EUCON AIR MAC12 est une solution aqueuse composée de produits chimiques synthétiques. Le produit est compatible avec toute la gamme des adjuvants Euclid et les mélanges de béton qui contiennent du chlorure de calcium, des adjuvants réducteurs d'eau, des retardateurs ou des superplastifiants.

Emballage

EUCON AIR MAC12 est offert en vrac, en contenants de 1000 litres, en barils de 205 litres et en seaux de 20 litres.

Durée de conservation

Deux ans dans son contenant d'origine non ouvert.

Spécifications/Conformités

EUCON AIR MAC12 satisfait ou surpasse les exigences des spécifications suivantes :
- ASTM C 260
- AASHTO M 154

EUCON AIR MAC12 est approuvé par les ministères des Transports du Québec et de l'Ontario.

Format principal n° :
03 3000 03 4000 03 7000

Euclid Canada
2835, boul. Grande Allée • Saint-Hubert (Québec) J4T 2R4
Tél. : 450-465-1303 • Sans frais : 1-800-667-0920 • Téléc. : 450-465-2140
www.euclidchemical.com

An RPM Company

Mode d'emploi

EUCON AIR MAC12 est typiquement utilisé à des dosages de 6 à 260 ml par 100 kg de liant. Afin d'obtenir la teneur en air désirée, la quantité d'EUCON AIR MAC12 à utiliser variera en fonction du type de ciment, de la finesse du sable, de la température ambiante et du béton, de la formulation, des autres adjuvants, des ajouts cimentaires, du type d'équipement de malaxage, etc. Les mélanges de béton doivent être testés de façon régulière afin de confirmer la présence d'une teneur en air adéquate. EUCON AIR MAC12 doit être ajouté avec la première eau de gâchée ou directement au sable afin d'obtenir une performance maximale.

Précautions/Limitations

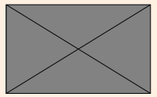
- Veuillez consulter votre représentant Euclid afin de connaître les ajustements de dosage requis lorsque de la cendre volante, du laitier de haut fourneau ou des superplastifiants sont utilisés.
- Ajouter au mélange séparément des autres adjuvants.
- Protéger EUCON AIR MAC12 du gel.
- Ne pas agiter avec de l'air ou avec une lance à air.
- Un entraînement de l'air excessif réduira les résistances à la compression et à la flexion. Pour cette raison, il est recommandé de procéder régulièrement à des essais.
- Toujours consulter la fiche signalétique avant l'utilisation.

Révision : 1.13

GARANTIE : Euclid Canada, (Euclid), garantit uniquement et expressément que ses produits sont sans défauts de matériel ou de main-d'œuvre pendant six mois à partir de l'achat. À moins d'être autorisée par écrit par un responsable d'Euclid, aucune représentation ou déclaration verbale ou écrite par Euclid et ses représentants ne peut modifier cette garantie, EN RAISON DE LA GRANDE VARIABILITÉ DES CONDITIONS DE CHANTIER, EUCLID NE FAIT AUCUNE GARANTIE IMPLICITE OU EXPLICITE QUANT À LA QUALITÉ LOYALE ET MARCHANDE OU L'APTITUDE À REMPLIR UNE UTILISATION ORDINAIRE OU PARTICULIÈRE DE SES PRODUITS ET LES EXCLUT DE SA GARANTIE PAR LE FAIT MÊME. Si un produit Euclid ne rencontre pas la garantie, Euclid remplacera le produit, sans frais pour l'acheteur. Le remplacement du produit sera le seul et exclusif remède disponible et l'acheteur n'aura aucune autre compensation pour des dommages supplémentaires ou consécutifs. Toute réclamation doit être faite dans l'année qui suit l'infraction. Euclid n'autorise personne, en son nom, à faire des énoncés verbaux ou écrits qui modifient les renseignements et les instructions d'installation qui se trouvent sur les fiches techniques ou sur l'emballage. Tout produit Euclid qui n'est pas installé selon les renseignements et les instructions d'installation perd sa garantie. Les démonstrations de produits, s'il y en a, sont faites uniquement pour illustrer l'utilisation du produit. Elles ne constituent pas une garantie ou une variante à la garantie. L'acheteur sera l'unique responsable pour déterminer la pertinence des produits Euclid en fonction des utilisations qu'il veut en faire.

EUCON DX

Adjuvant réducteur d'eau – ASTM C 494 Type A



Description

EUCON DX est un adjuvant liquide réducteur d'eau, prêt à l'emploi et qui renforce le béton. Il s'agit d'une solution aqueuse constituée d'acides hydroxycarboxyliques et d'un catalyseur qui procure une meilleure hydratation du produit cimentaire.

Caractéristiques/Avantages

- EUCON DX procure une réduction de 5 à 10 % de la quantité d'eau totale dans le mélange, en fonction de la quantité et des caractéristiques du produit cimentaire.
- EUCON DX est particulièrement recommandé avec du ciment Portland à très faible teneur en sulfates.
- La synergie engendrée par l'utilisation d'EUCON DX avec un agent entraîneur d'air comme AIREXTRA diminue la quantité d'eau.
- EUCON DX a très peu d'effet sur le volume d'air piégé.
- EUCON DX augmente généralement la résistance en compression de 15 à 25 %.
- Pour les bétons haute performance, EUCON DX est utilisé en combinaison avec des superplastifiants.
- EUCON DX est tout indiqué pour des produits cimentaires autres que le ciment Portland (fumées de silice, cendres volantes, laitier de haut fourneau). Il procure une meilleure maniabilité et une hydratation exceptionnelle.
- EUCON DX est également recommandé lorsqu'une augmentation du ressuage du béton est souhaitable.

Données techniques

Résistances à la compression* MPa

Âge	Référence	EUCON DX
3 d	17,3	22,5
7 d	21,1	26,5
28 d	25,8	31,0

Caractéristiques physiques

Densité relative (25 °C)	1,150
Solides	28,5 %
pH	8,5

*Selon les résultats de la qualification à la norme ASTM C 494.

Veuillez contacter votre représentant Euclid afin d'obtenir de plus amples renseignements ou de l'assistance technique.

Emballage

EUCON DX est offert en vrac et en contenants de 1000, 205 ou 20 litres.

Durée de conservation

Un an dans son contenant d'origine non ouvert.

Spécifications/Conformités

- EUCON DX satisfait aux exigences de la norme ASTM C 494 Type A.
- EUCON DX est approuvé par le ministère des Transports du Québec.

Mode d'emploi

EUCON DX devrait idéalement être ajouté au mélange dans les secondes suivant le contact de l'eau avec le produit cimentaire. Cela maximisera le gain de maniabilité et assurera une meilleure dispersion des particules du produit cimentaire. Le produit ne doit pas entrer en contact avec du ciment sec. Toujours l'ajouter séparément des autres adjuvants.

Le dosage peut varier de 150 à 250 ml/100 kg de produit cimentaire. Type A : 185 ml/100 kg de produit cimentaire. EUCON DX peut être utilisé et est compatible avec tous les adjuvants Euclid.

EUCON DX
Adjuvant réducteur d'eau de type A

Format principal n° : 03 3000

Révisé : 3.07

Euclid Canada
2835, boul. Grande Allée • Saint-Hubert (Québec) J4T 2R4
Tél. : 450-465-1303 • Sans frais : 1-800-667-0920 • Téléc. : 450-465-2140
www.euclidchemical.com

An RPM Company

Précautions/Limitations

- Protéger du gel.
- EUCON DX est un produit non réglementé SIMDUT.
- Toujours consulter la fiche signalétique avant l'utilisation.

GARANTIE : Euclid Canada, (Euclid), garantit uniquement et expressément que ses produits sont sans défauts de matériel ou de main-d'œuvre pendant six mois à partir de l'achat. À moins d'être autorisée par écrit par un responsable d'Euclid, aucune représentation ou déclaration verbale ou écrite par Euclid et ses représentants ne peut modifier cette garantie. EN RAISON DE LA GRANDE VARIABILITÉ DES CONDITIONS DE CHANTIER, EUCLID NE FAIT AUCUNE GARANTIE IMPLICITE OU EXPLICITE QUANT À LA QUALITÉ LOYALE ET MARCHANDE OU L'APTITUDE À REMPLIR UNE UTILISATION ORDINAIRE OU PARTICULIÈRE DE SES PRODUITS ET LES EXCLUT DE SA GARANTIE PAR LE FAIT MÊME. Si un produit Euclid ne rencontre pas la garantie, Euclid remplacera le produit, sans frais pour l'acheteur. Le remplacement du produit sera le seul et exclusif remède disponible et l'acheteur n'aura aucune autre compensation pour des dommages supplémentaires ou consécutifs. Toute réclamation doit être faite dans l'année qui suit l'infraction. Euclid n'autorise personne, en son nom, à faire des énoncés verbaux ou écrits qui modifient les renseignements et les instructions d'installation qui se trouvent sur les fiches techniques ou sur l'emballage. Tout produit Euclid qui n'est pas installé selon les renseignements et les instructions d'installation perd sa garantie. Les démonstrations de produits, s'il y en a, sont faites uniquement pour illustrer l'utilisation du produit. Elles ne constituent pas une garantie ou une variante à la garantie. L'acheteur sera l'unique responsable pour déterminer la pertinence des produits Euclid en fonction des utilisations qu'il veut en faire.

EUCON 37

Euclid Concrete Admixtures

RÉDUCTEUR D'EAU À HAUT DEGRÉ – SUPERPLASTIFIANT

SUPERPLASTIFIANTS

DESCRIPTION

EUCON 37 est un adjuvant à haut degré de réduction d'eau. Il peut être ajouté au béton sur le chantier ou à l'usine de béton prémélangé. Le béton traité avec EUCON 37 conserve sa consistance plastique pendant 30 à 60 minutes après le gâchage en fonction de l'affaissement initial, du dosage et de la température ambiante. Il ne contient pas d'ions de chlorure; par conséquent, il est recommandé pour le béton précontraint. De plus, il est compatible avec les agents entraîneurs d'air, les agents imperméabilisants, le chlorure de calcium et de nombreux autres adjuvants. Toutefois, chaque produit doit être ajouté au béton séparément.

DOMAINES D'APPLICATION

- Béton à haute performance
- Béton prémélangé d'usage général
- Béton fortement armé
- Dalles et béton de masse
- Béton au contenu minimum en eau
- Béton avec un faible rapport eau/liant
- Béton fluide à affaissement élevé

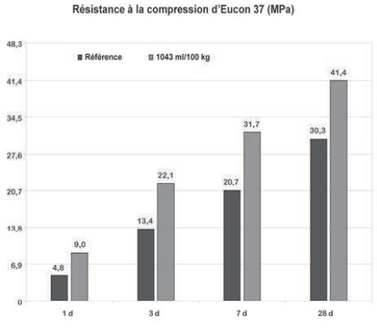
CARACTÉRISTIQUES/AVANTAGES

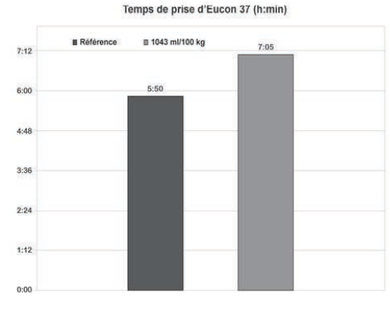
- Produit un contenu en eau faible et un béton avec un faible rapport eau/liant, ce qui génère une résistance plus élevée
- Produit un béton fluide ayant une résistance supérieure à la normale
- Aide à la mise en place du béton et réduit les coûts de la main-d'oeuvre
- Lorsqu'utilisé dans des ouvrages préfabriqués avec du ciment de type GU, le produit générera des résistances à court terme élevées

DONNÉES TECHNIQUES

Données relatives à la performance

Les résultats d'essai suivants ont été obtenus en utilisant les exigences typiques de formulation de la norme ASTM C 494, 307 kg/m³ (517 lb/vg³) de liant et une teneur en air similaire (± 0,5 %). Ces résultats ont été obtenus en laboratoire avec des matériaux et des formulations qui satisfont aux exigences de la norme ASTM C 494. Des changements de matériaux et de formulations peuvent affecter l'efficacité des dosages d'EUCON 37.





EUCON 37

Format principal n° :
03 3000 03 4000 03 7000

Euclid Canada
2835, boul. Grande Allée • Saint-Hubert (Québec) J4T 2R4
Tél. : 450-465-1303 • Sans frais : 1-800-667-0920 • Téléc. : 450-465-2140
www.euclidchemical.com

An RPM Company

EMBALLAGE

EUCON 37 est offert en vrac, en contenants de 1000 litres, en barils de 205 litres et en seaux de 20 litres.

DURÉE DE CONSERVATION

Deux ans dans son contenant d'origine non ouvert.

SPÉCIFICATIONS/CONFORMITÉS

- Entièrement conforme aux exigences de la norme ASTM C 494, adjuvants de type A et F.
- Entièrement conforme aux exigences de la norme AASHTO M 194.
- ANSI/NSF STD 61
- EUCON 37 est approuvé par le ministère des Transports du Québec (MTQ) et celui de l'Ontario (MTO).

MODE D'EMPLOI

EUCON 37 peut être ajouté à l'eau de gâchage initiale ou directement sur le béton fraîchement dosé, puis mélangé pendant approximativement 5 minutes ou 70 tours. Toutefois, les meilleurs résultats ont été observés lorsqu'il est ajouté directement sur le béton fraîchement dosé. Le produit ne doit pas entrer en contact avec du liant sec ou d'autres adjuvants avant que ces derniers ne soient bien mélangés à la gâchée de béton.

EUCON 37 est typiquement utilisé à des dosages de 400 à 1170 ml par 100 kg de liant. D'autres dosages sont acceptables si des essais préalables sont réalisés et que des confirmations sont obtenues quant à la performance désirée avec les matériaux précis qui seront utilisés.

Pour toutes les applications de béton, y compris le béton autoplaçant (BAP), le dosage d'EUCON 37 variera en fonction de la formulation, des matériaux locaux et des besoins particuliers du producteur de béton. Des formulations d'essai devraient être effectuées afin de vérifier la performance à l'état plastique et durci avec des matériaux locaux. Si la granulométrie des matériaux n'est pas optimale pour un BAP, un modificateur de viscosité pourrait être utilisé pour améliorer la qualité du mélange. Veuillez contacter votre représentant Euclid afin d'obtenir des recommandations relatives aux formulations d'essai et aux dosages.

EUCON 37 est compatible avec la plupart des adjuvants, y compris les agents entraîneurs d'air, les accélérateurs, la plupart des réducteurs d'eau, les retardateurs, les réducteurs de retrait, les inhibiteurs de corrosion, les modificateurs de viscosité et la silice micronisée; toutefois, chaque matériau devrait être ajouté au béton séparément.

Figure 1. Dosage recommandé d'Eucon 37 pour l'obtention d'un béton fluide (180 à 230 mm [7 à 9 po] d'affaissement)

Affaissement initial, mm (po)	Plage de dosage d'Eucon 37, ml/100 kg
100 (4)	520 à 650
75 (3)	650 à 780
65 (2 1/2)	780 à 910
50 (2)	910 à 1040
40 (1 1/2)	1040 à 1170

Mise en place

Le béton traité avec EUCON 37 doit être mis en place selon la même technique utilisée pour le béton classique.

Coffrages

Les coffrages pour murs ou sections étroites doivent être étanches, résistants et avoir de bons dispositifs de contreventement. Pendant la « période de fluidité », lorsque le béton a un affaissement de 180 à 230 mm (7 à 9 po), celui-ci exercera une pression plus élevée que le béton classique à la base du coffrage. Le coffrage pour dalles est le même que pour le béton classique.

PRÉCAUTIONS/LIMITATIONS

- EUCON 37 doit être protégé du gel; toutefois, le gel et le dégel subséquent n'endommagent pas le matériau si ce dernier a été mélangé vigoureusement. Ne pas agiter avec de l'air ou avec une lance à air.
- Le béton doit être protégé du gel jusqu'à ce qu'il atteigne une résistance minimale de 7 MPa.
- Toujours consulter la fiche signalétique avant l'utilisation.

Révision : 1.13

GARANTIE : Euclid Canada, (Euclid), garantit uniquement et expressément que ses produits sont sans défauts de matériel ou de main-d'œuvre pendant six mois à partir de l'achat. À moins d'être autorisé par écrit par un responsable d'Euclid, aucune représentation ou déclaration verbale ou écrite par Euclid et ses représentants ne peut modifier cette garantie. EN RAISON DE LA GRANDE VARIABILITÉ DES CONDITIONS DE CHANTIER, EUCLID NE FAIT AUCUNE GARANTIE IMPLICITE OU EXPLICITE QUANT À LA QUALITÉ LOYALE ET MARCHANDE OU L'APTITUDE À REMPLIR UNE UTILISATION ORDINAIRE OU PARTICULIÈRE DE SES PRODUITS ET LES EXCLUT DE SA GARANTIE PAR LE FAIT MÊME. Si un produit Euclid ne rencontre pas la garantie, Euclid remplacera le produit, sans frais pour l'acheteur. Le remplacement du produit sera le seul et exclusif remède disponible et l'acheteur n'aura aucune autre compensation pour des dommages supplémentaires ou consécutifs. Toute réclamation doit être faite dans l'année qui suit l'infraction. Euclid n'autorise personne, en son nom, à faire des énoncés verbaux ou écrits qui modifient les renseignements et les instructions d'installation qui se trouvent sur les fiches techniques ou sur l'emballage. Tout produit Euclid qui n'est pas installé selon les renseignements et les instructions d'installation perd sa garantie. Les démonstrations de produits, s'il y en a, sont faites uniquement pour illustrer l'utilisation du produit. Elles ne constituent pas une garantie ou une variante à la garantie. L'acheteur sera l'unique responsable pour déterminer la pertinence des produits Euclid en fonction des utilisations qu'il veut en faire.

EUCON 727

ADJUVANT RÉDUCTEUR D'EAU/RETARDATEUR DE PRISE DE TYPE D CONFORME À ASTM C 494

RETARDATEURS

Eucon 727

Format principal n° : 03 3000 03 4000 03 7000

DESCRIPTION

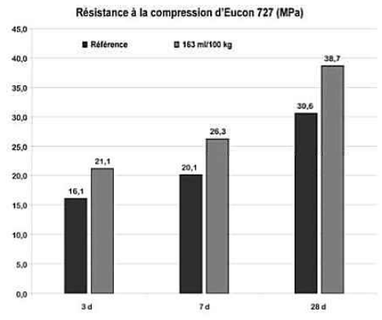
EUCON 727 est un adjuvant liquide réducteur d'eau qui retarde la prise et augmente les résistances du béton. Il renferme un sel métallo-organique double dérivé d'acides hydroxycarboxyliques.

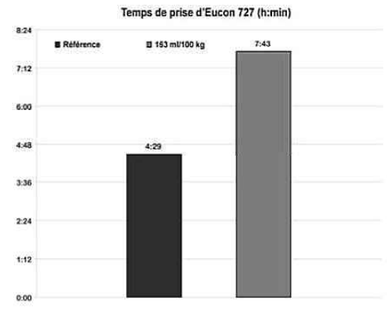
CARACTÉRISTIQUES/AVANTAGES

- EUCON 727 réduit la quantité d'eau requise de 4 à 8 % dépendant du dosage et des caractéristiques du liant.
- La synergie crée lorsqu'EUCON 727 est combiné avec des réducteurs d'eau tels EUCON WR-75, EUCON WR ou EUCON DX aide à contrôler le temps de prise du béton par temps chaud.
- EUCON 727 a très peu d'effet sur le volume d'air piégé.
- EUCON 727 retarde le temps de prise initial du béton.
- EUCON 727 augmente généralement la résistance à la compression de 15 à 25 %.
- EUCON 727 convient particulièrement pour le bétonnage par temps chaud et les mélanges de béton avec une teneur élevée en liant.

Données relatives à la performance

Les résultats d'essai suivants ont été obtenus en utilisant les exigences typiques de formulation de la norme ASTM C 494, 307 kg/m³ de liant et une teneur en air similaire (± 0,5 %).
Ces résultats ont été obtenus en laboratoire avec des matériaux et des formulations qui satisfont aux exigences de la norme ASTM C 494. Des changements de matériaux et de formulations peuvent affecter l'efficacité des dosages d'EUCON 727.





Euclid Canada
2835, boul. Grande Allée • Saint-Hubert (Québec) J4T 2R4
Tél. : 450-465-1303 • Sans frais : 1-800-667-0920 • Téléc. : 450-465-2140
www.euclidchemical.com

An RPM Company

EMBALLAGE

EUCON 727 est offert en vrac et en contenants de 1000, 205 ou 20 litres.

DURÉE DE CONSERVATION

Un an dans son contenant d'origine non ouvert.

SPÉCIFICATIONS/CONFORMITÉS

- EUCON 727 satisfait à toutes les exigences de la norme ASTM C 494, Type D.
- EUCON 727 est approuvé par les ministères des Transports du Québec et de l'Ontario.

MODE D'EMPLOI

EUCON 727 devrait idéalement être introduit dans le mélange quelques secondes après le réducteur d'eau ou le contact du liant avec l'eau si utilisé sans un autre réducteur d'eau. Cela créera une meilleure réaction avec les particules de liant et maximisera l'effet de retardation. Le produit ne doit pas entrer en contact avec du liant sec. Toujours ajouter séparément des autres adjuvants.

Le dosage varie selon l'effet désiré, le liant (quantité, type et source), le béton et les températures ambiantes. De plus, le dosage pourrait varier si EUCON 727 est utilisé de pair avec un autre plastifiant-réducteur d'eau.

Retardateur de prise, Type D : 125 ml/100 kg de liant.

Exemple : EUCON 727 ajouté au taux de 50 ml/100 kg de liant dans un béton qui contient déjà une dose standard de réducteur d'eau peut retarder le temps de prise de 1 à 3 heures, en fonction des caractéristiques du liant EUCON 727 utilisé seul à un dosage de 175 ml/100 kg de liant retardera le temps de prise de 2 à 3 heures par rapport à un béton sans adjuvant, en fonction des caractéristiques du liant.

L'effet de la dose complète doit être vérifié dans une gâchée de béton avant de procéder au bétonnage sur le chantier. Veuillez contacter votre représentant Euclid afin d'obtenir de l'information sur l'utilisation d'EUCON 727 dans vos conditions particulières.

PRÉCAUTIONS/LIMITATIONS

- Protéger du gel.
- EUCON 727 est un produit non réglementé SIMDUT.
- Toujours consulter la fiche signalétique avant l'utilisation.

Révision : 10.10

GARANTIE : Euclid Canada, (Euclid), garantit uniquement et expressément que ses produits sont sans défauts de matériel ou de main-d'œuvre pendant six mois à partir de l'achat. À moins d'être autorisée par écrit par un responsable d'Euclid, aucune représentation ou déclaration verbale ou écrite par Euclid et ses représentants ne peut modifier cette garantie. EN RAISON DE LA GRANDE VARIABILITÉ DES CONDITIONS DE CHANTIER, EUCLID NE FAIT AUCUNE GARANTIE IMPLICITE OU EXPLICITE QUANT À LA QUALITÉ LOYALE ET MARCHANDE OU L'APTITUDE À REMPLIR UNE UTILISATION ORDINAIRE OU PARTICULIÈRE DE SES PRODUITS ET LES EXCLUT DE SA GARANTIE PAR LE FAIT MÊME. Si un produit Euclid ne rencontre pas la garantie, Euclid remplacera le produit, sans frais pour l'acheteur. Le remplacement du produit sera le seul et exclusif remède disponible et l'acheteur n'aura aucune autre compensation pour des dommages supplémentaires ou consécutifs. Toute réclamation doit être faite dans l'année qui suit l'infraction. Euclid n'autorise personne, en son nom, à faire des énoncés verbaux ou écrits qui modifient les renseignements et les instructions d'installation qui se trouvent sur les fiches techniques ou sur l'emballage. Tout produit Euclid qui n'est pas installé selon les renseignements et les instructions d'installation perd sa garantie. Les démonstrations de produits, s'il y en a, sont faites uniquement pour illustrer l'utilisation du produit. Elles ne constituent pas une garantie ou une variante à la garantie. L'acheteur sera l'unique responsable pour déterminer la pertinence des produits Euclid en fonction des utilisations qu'il veut en faire.

BNQ
Bureau de normalisation du Québec

Le BNQ est membre du Système national de normes (SNN).

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ

N° du certificat : **301** Date d'expiration : **2016-11-30**
N° du fascicule de certification : **BNQ 2621-905/2012-07-17**
Programme de certification (élaboré à partir des exigences des chapitres 4, 5 et 8 de la norme CSA A23.1-F09/A23.2-F09)

Le Bureau de normalisation du Québec, ayant reconnu la conformité du :

béton prêt à l'emploi

ainsi que l'efficacité du système qualité mis en oeuvre par l'entreprise conformément aux exigences du fascicule de certification, délivre le présent certificat à l'usine suivante :

LES CARRIÈRES DE SAINT-DOMINIQUE LTÉE

BÉTON GRANDY (usine fixe)

61, rue Irwin, Granby (Québec) J2G 8E4

Le présent certificat est délivré selon les règles précisées dans le document BNQ 9902-001. En foi de quoi, ont signé à Québec, le 6 novembre 2014.

BUREAU DE NORMALISATION DU QUÉBEC

Directeur du BNQ

Responsable de programme
Certification

OCPS
Accrédité CCN

Le présent certificat demeure la propriété du BNQ et doit lui être retourné s'il le demande.
La validité du présent certificat de conformité est vérifiable à l'adresse www.bnq.qc.ca/fr/clients-certifies.html.

FT-CP-2621-905_Certificat_FR v4

Faceal Oleo HD®

Devis technique

APPLICATION DANS LE BATIMENT

Afin de protéger et de préserver les matériaux de construction des agressions extérieurs (eau, taches, salissures, graffitis…), des traitements spécifiques sont apparus pour traiter la surface des matériaux. Parmi ces traitements préventifs, un des plus efficaces a été développé par PSS INTERSERVICE, à partir de copolymères acryliques fluorés. Ces produits s'appellent ***faceal oleo*** et ***faceal oleo HD***.

« Mieux vaut prévenir que guérir » dit le proverbe bien connu. C'est ce que PSS INTERSERVICE propose de faire avec le ***faceal oleo***, développé spécifiquement pour la protection des façades, murs et toits du patrimoine bâti et avec le ***faceal oleo HD***, développé spécifiquement pour la protection des sols et escaliers. Ci-après les aspects techniques du produit ***faceal oleo HD*** sont présentés.

Dans cet argumentaire technique seront développés les points suivants :

1 - Présentation du *faceal oleo HD* page 2
1.1. Caractéristiques physico-chimiques page 2
1.2. Structure chimique page 2
1.3. Pourquoi la présence de fluor est – elle nécessaire ? page 3
1.4. Tenue à l'abrasion du ***faceal oleo HD*** page 4
1.5. Perméabilité à la vapeur d'eau du traitement à base de ***faceal oleo HD*** page 5
1.6. Principales caractéristiques d'un traitement réalisé avec ***faceal oleo HD*** page 6

2. Guide d'application du *faceal oleo HD* page 7
2.1. Conseils d'application page 7
2.2. Performances hydrofuges et oléofuges page 7
2.3. Effet du traitement avec le ***faceal oleo HD*** sur l'aspect du matériau page 7
2.4. Prétraitement de la surface avec un primaire acrylique page 8
2.5. Traitement du bois page 8

Méthodologie des tests utilisés page 8

3. Conclusion page 9

1. Présentation du *faceal oleo HD*

Le ***faceal oleo HD*** est le fruit de plusieurs années de recherche et développement. Cette nouvelle génération de copolymère acrylique fluoré est en solution dans un milieu totalement aqueux, ce qui réduit fortement les émissions de composés organiques volatils (COV).

Le ***faceal oleo HD*** est un produit **hydrofuge et oléofug**e, applicable aisément sur une multitude de supports. Il apporte aux matériaux tels que les pierres naturelles, le béton, les tuiles, le carrelage sur lesquels il est appliqué une :

- Excellente résistance à l'eau
- Excellente résistance à l'huile
- Excellente résistance à l'abrasion

Il ne modifie pas l'aspect des supports (pas d'effet filmogène), ni leur perméabilité aux gaz.

1.1. Caractéristiques physico-chimiques

● Aspect	Liquide laiteux ambré
● Ionicité	Cationique
● Composition :	
Matières actives	12 %
Eau	88 %
● Densité à 20°C	1.04
● Point éclair (coupe fermée)	Aucun

1.2. Structure chimique

La particularité du ***faceal oleo HD*** réside dans sa structure chimique particulièrement originale, qui lui confère les propriétés de barrière à l'eau et à l'huile, avec une excellente tenue à l'abrasion.

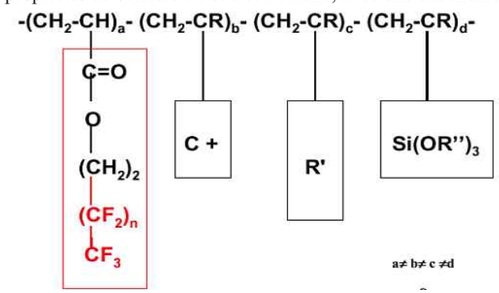


*Figure 1 : Structure chimique du **faceal oleo HD***

Le ***faceal oleo HD*** est un copolymère acrylique fluoré, dont le squelette acrylique porte différents groupes latéraux apportant chacun une fonction au produit :

- Le **groupe fluoré** apporte la résistance à l'eau et à l'huile. Cette propriété est due à l'atome de fluor, qui développe peu extrêmement d'interactions avec les autres éléments chimiques, d'où son caractère « répulsif » vis à vis de l'eau et de l'huile.
- Le **groupe cationique** (C+) permet une bonne solubilité du polymère dans l'eau, mais aussi la formation de liaisons avec le support minéral.
- Le **groupe non ionique** (R') est nécessaire pour avoir une bonne mise en oeuvre du produit et permettre une bonne organisation des chaînons fluorés à la surface du matériau.
- Le **groupe silané** (Si(OR'')3) apporte une meilleure affinité du ***faceal oleo HD*** pour le support et crée des liaisons chimiques, d'où une meilleure durabilité de la protection.

1.3. Pourquoi la présence de fluor est-elle nécessaire ?

La présence de fluor dans le polymère est essentielle pour développer une barrière efficace contre l'eau et les substances grasses ou les graffitis. En effet, l'action hydrofuge et oléofuge des résines fluorées repose sur **la diminution de l'énergie de surface** du matériau traité. Cette propriété est apportée par les atomes de fluor, qui confère une tension superficielle très basse au support.

Grâce aux propriétés structurelles remarquables des liaisons Carbone-Fluor, le ***faceal oleo HD*** présente les caractéristiques suivantes :

- Forte énergie de liaison
  - ➢ Grande stabilité thermique et chimique
  - ➢ **Bonne tenue au vieillissement, aux UV, à la température**

- Faibles liaisons intermoléculaires
  - ➢ Pouvoir de répulsion des chaînes perfluorées
  - ➢ Faible énergie de surface : **hydrofugation et oléofugation**

En greffant des chaînons perfluorés sur un squelette acrylique, il est parvenue à développer des résines fluorées, dont la structure chimique permet de construire une barrière fluorée qui reste très bien organisée à l'interface support – air avec une énergie de surface parmi les plus basses qui existent (voir tableau 1).

Substrat	Tension superficielle (mN/m)
Eau	72
Revêtements organiques	35 - 45
Cires, Paraffines	30
Silicones	25
Huiles et salissures	20 - 25
Polytétrafluoroéthylène (PTFE)	18
Résines fluorées ***faceal oleoHD***	10 - 15

Tableau 1 : Quelques valeurs d'énergie de surface

En définissant γL la tension superficielle du liquide et γC l'énergie de surface du matériau, on peut alors démontrer qu'un liquide ne peut mouiller parfaitement un solide que si **γL < γC.**

En diminuant fortement la tension de surface du support, on limite considérablement le nombre de liquides susceptibles de le mouiller. Ainsi, un support traité par le ***faceal oleo HD*** devient difficilement mouillable par la plupart des liquides aqueux ou organiques (γ eau = 72 mN/m, γ huile d'olive = 32 mN/m, γ essence = 24 mN/m). Ce type de traitement constitue donc la protection la plus efficace possible contre l'eau et les salissures grasses (figure 2).



Matériau non traité Matériau traité ***faceal oleo HD***

*Figure 2 : Résistance à l'huile d'olive d'un matériau traité ou non avec **faceal oleo HD***

1.4. Tenue à l'abrasion du *faceal oleo HD*

L'addition de groupements silanés sur le polymère permet de renforcer l'accrochage du polymère à la surface du matériau et, ainsi d'accroître la tenue à l'abrasion et la durabilité du traitement avec ***faceal oleo HD***. Il se crée ainsi des liens chimiques entre le polymère et le matériau, par l'intermédiaire des fonctions silanes. Puis les chaînons perfluorés s'organisent à l'interface matériau / air, de telle sorte qu'ils créent une barrière contre les taches.

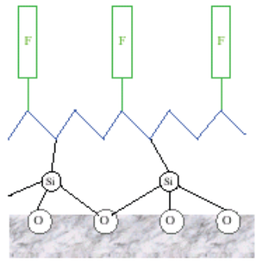
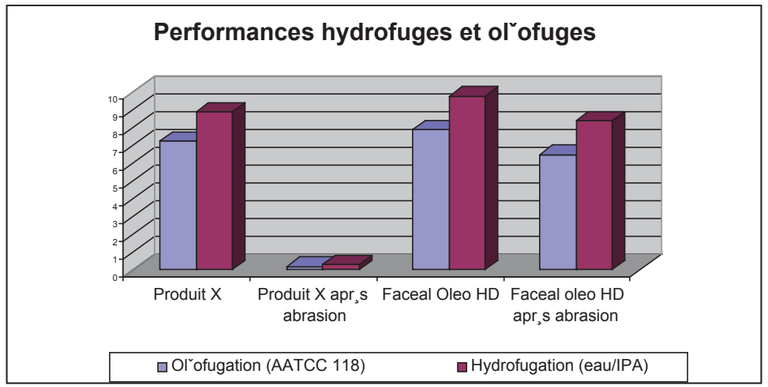


*Figure 3 : Organisation du **faceal oleo HD** à la surface du matériau*

Pour le démontrer, nous avons appliqué à saturation le ***faceal oleo HD*** et un produit fluoré, nommé X, commercialisé pour la même application mais dont la structure chimique ne permet pas un accrochage sur le support. Ils ont été tous les deux dilués dans les mêmes proportions de produit commercial, et appliqués sur terre cuite au moyen d'un pinceau. Les supports traités ont aussi subi un test d'abrasion par passage successif d'une brosse en nylon imprégnée d'une solution détergente (25 cycles abrasifs).

Les performances hydrofuges et oléofuges sont évaluées au moyen de dépôts de gouttes sur la surface (mélanges d'huiles : test AATCC 118, et mélanges d'eau et alcool isopropylique).



La résistance à l'absorption d'eau est évaluée sur terre cuite au moyen de la pipe de Karsten (une efficacité de 100 % signifie que le support n'absorbe pas d'eau) :

Ces résultats illustrent la supériorité du faceal oleo HD avec des performances hydrofuges et oléofuges qui demeurent excellentes après abrasion.

1.5. Perméabilité à la vapeur d'eau du traitement à base de *faceal oleo HD*

Le ***faceal oleo HD*** ne modifie pas l'état de surface, ni la perméabilité du matériau à la vapeur d'eau, puisque la perte de perméabilité mesurée selon la norme DIN 52615 est inférieure à 10 %.
En effet la résine fluorée tapisse les parois des pores du matériau d'un revêtement d'épaisseur extrêmement fine. Il se crée ainsi des forces capillaires « négatives » qui empêchent l'eau de pénétrer dans le matériau. Les pores n'étant pas obstrués, le support garde de façon quasi intégrale sa porosité. La perméabilité à la vapeur d'eau et par conséquent, le comportement au séchage du matériau de construction, sont à peine modifiés. Ce système de protection respecte donc une des règles de base de la protection des habitations spécifiant que la vapeur d'eau produite à l'intérieur de la maison doit pouvoir se dégager librement.
Le schéma suivant résume les différences entre le ***faceal oleo HD*** et un revêtement étanche :

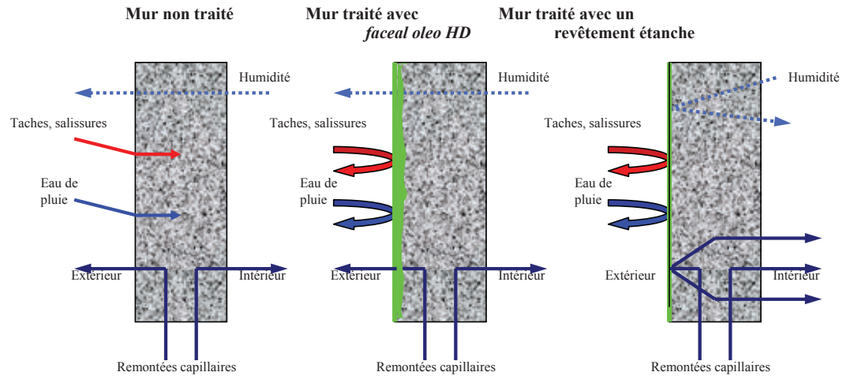


Figure 4 : Schéma du bilan hydrique d'un mur selon la protection appliquée

1.6. Principales caractéristiques d'un traitement réalisé avec le *faceal oleo HD*

L'application du ***faceal oleo HD*** apporte un certain nombre de propriétés aux matériaux :

- Résistance à l'eau
- Résistance à l'huile, aux graisses, aux salissures
- Elimination plus facile des graffitis
- Effet anti-adhérent
- Résistance aux agressions chimiques
- Résistance aux UV

Par ailleurs, ce type de traitement est :

- Non toxique
- Non tachant
- Facile à appliquer
- Résistant à l'abrasion
- Résistant aux bases
- Non filmogène
- Perméable à la vapeur d'eau et aux gaz
- Invisible : aucun effet optique néfaste

2. Guide d'application du *faceal oleo HD*

Vous trouverez dans ce guide d'application des indications concernant les performances apportées par le ***faceal oleo HD***, ainsi que des exemples de formulations avec d'autres additifs afin de renforcer ou de développer certaines propriétés.

2.1. Conseils d'application

L'application du ***faceal oleo HD*** se fait au moyen d'une brosse, d'un rouleau ou d'un pulvérisateur sur un support **propre** et **se**c. Le produit est généralement appliqué en une ou deux couches de 100 à 200 g/m ², voire plus selon la porosité du support. Pour un effet
maximum, il est recommandé d'appliquer à saturation du matériau.

2.2. Performances hydrofuges et oléofuges

Les performances hydrofuges et oléofuges du ***faceal oleo HD*** ont été comparées avec celles apportées par une résine silicone commerciale et avec un produit fluoré concurrent rencontré sur le marché, que nous nommerons produit X (voir page suivante).

Les trois produits ont été dilués dans l'eau à des concentrations similaires de matières actives pour les résines fluorées et 8 % de matières actives pour la résine silicone, puis ils ont été appliqués avec un pinceau à des grammages variant de 100 à 2000 g/m² selon la porosité du matériau. On note que la résine silicone, qui se présente sous la forme d'une émulsion aqueuse, pénètre difficilement dans certains matériaux peu poreux et qu'elle laisse des taches à la surface.

Les résultats obtenus aux tests d'hydrofugation et d'oléofugation illustrent la supériorité de la résine ***faceal oleo HD*** par rapport au produit concurrent X, qui perd ses propriétés initiales après abrasion, et par rapport à la résine silicone qui apporte une faible hydrofugation aux différents supports traités, et se révèle inefficace sur pierre calcaire.

Dans le meilleur cas, la protection hydrofuge et oléofuge est optimale lorsque les notes obtenues aux tests AATCC 118 et eau/IPA, décrits à la fin de cet argumentaire, sont respectivement de 8 et de 10. Sur certains supports, ce niveau de protection n'est pas facilement atteint parce que le matériau n'a pas été traité à saturation (cas du pavés autobloquants
.

2.3. Effet du traitement avec le *faceal oleo HD* sur l'aspect du matériau

Au moyen d'un spectrophotomètre, nous avons réalisé des mesures colorimétriques sur les matériaux traités. Ainsi nous avons mesuré la déviation de couleur causée par un traitement hydrofuge classique (silicone) et un traitement avec le ***faceal oleo HD***. Plus le △E est grand, plus la couleur du matériau est modifiée par le traitement.

	Résine silicone	***faceal oleo HD***
Déviation de couleur △E	3 à 5	1 à 3

Cette mesure du .E confirme donc que le **traitement reste invisible à l'oeil nu** : l'aspect visuel du matériau n'est donc pas modifié par le traitement avec ***faceal oleo HD***.

2.4. Prétraitement de la surface avec un primaire acrylique

Pour éviter une trop forte consommation de ***faceal oleo HD*** et pour renforcer l'effet de la résine fluorée tout en donnant un aspect satinée au support, il est possible de réaliser un pré traitement de la surface avec un primaire d'accrochage, communément utilisée pour la remise en peinture de surface. Cet aspect satiné appelé aussi aspect mouillé (wet look) est particulièrement intéressant sur certains supports comme certains marbres bruts.

2.5. Traitement du bois

Il est aussi possible d'apporter une protection anti-taches et imperméable au bois avec le ***faceal oleo HD***. Des essais menés au laboratoire ont montré l'effet positif du ***faceal oleo HD*** sur le bois, puisque le temps de pénétration d'une goutte d'eau et d'huile passe d'une heure à plus de 24 ou 48 heures grâce à la barrière fluorée.

METHODOLOGIE DES TESTS UTILISES :

Test de résistance aux solvants polaires :
La résistance aux solvants polaires est mesurée à l'aide de solutions test numérotées de 1 à 10 et constituées de mélanges eau/isopropanol en proportions variables. On fait ainsi varier la tension superficielle des liquides.
Le test consiste à déposer sur les substrats traités des gouttes de ces mélanges, puis à observer l'effet produit. On note, en donnant pour valeur, le numéro correspondant à la solution qui contient le plus fort pourcentage d'isopropanol (c'est-à-dire celle de tension superficielle la plus faible) et qui n'a pas mouillé le substrat après 30 secondes de contact. Plus la note est élevée, plus l'effet hydrofuge du traitement est important.

Test de résistance aux huiles :
L'oléophobie est mesurée suivant la méthode décrite dans « Technical Manual of the American Association of Textile Chemists and Colorists » sous le nom AATCC 118. Elle évalue la non-mouillabilité du support par une série de huit liquides huileux dont les tensions superficielles sont de plus en plus faibles.
On procède de la même façon que pour le test de résistance aux solvants polaires. La note attribuée correspond au numéro de l'huile de tension superficielle la plus faible qui n'a pas mouillé le support après 30 secondes de contact. Plus la note est élevée, plus l'effet oléofuge du traitement est important.

Test d'absorption d'eau sous basse pression (ou test à la pipe de Karsten)
Ce test permet d'évaluer la résistance à l'absorption d'eau sous faible pression d'un matériau traité. Il consiste à appliquer une colonne d'eau (pipe graduée) sur le support et à mesurer l'eau qui pénètre dans le matériau en fonction du temps.
Cette technique permet de simuler la pression hydrostatique exercée par un vent à 140 km/h sur une pellicule d'eau (à condition d'utiliser une colonne d'eau de 95 mm de hauteur).

Test d'absorption d'eau par capillarité
Le but de ce test est de déterminer le coefficient d'absorption d'eau par capillarité de matériaux traités. Pour cela, des supports sont immergés dans 3 millimètres d'eau par leur face traitée et l'augmentation de masse est mesurée au cours du temps.
La courbe qui représente la masse d'eau absorbée par unité de surface en fonction de la racine carrée du temps est caractéristique d'un matériau et il est possible d'en déduire le coefficient de capillarité de celui-ci.

Résistance à l'abrasion
Les traitements doivent résister à l'abrasion naturelle due aux intempéries, aux nettoyages répétés et à l'usure mécanique (dans le cas de revêtements des sols). Pour évaluer cette résistance, les supports sont soumis à une opération de brossage mécanique. Les tests d'absorption d'eau par capillarité et de résistance aux solvants polaires et aux huiles sont menés sur les supports avant et après cette opération de brossage afin de mesurer la diminution des performances due à l'abrasion.

3. Conclusion

Le ***faceal oleo HD*** développé par PSS INTERSERVICE pour l'hydrofugation et l'oléofugation de matériaux de construction est un des produits les plus efficaces de lutte contre les dégâts causés par l'eau, les salissures grasses ou les graffitis, dégradant considérablement notre patrimoine.

On retiendra que le ***faceal oleo HD***:

apporte des propriétés de résistance à l'eau, aux taches d'huiles et de graisses, et aux solvants.

ne modifie pas la perméabilité à la vapeur d'eau,

ne modifie pas la teinte, ni la texture de la surface, et ce même en vieillissant,

pénètre suffisamment dans les matériaux pour assurer une bonne pérénité des performances,

accepte un certain taux d'humidité du support lors de l'application.

TECHNICAL DATA SHEET

KEIM CONRETAL® W

1. PRODUCT DESCRIPTION

KEIM CONCRETAL® W High Performance Sol-Silicate Finish for Concrete is a protective concrete paint system that penetrates, forming covalent chemical crystalline bonds with concrete. KEIM CONCRETAL W offers the highest level of water repellency and weather protection coupled with outstanding application properties. It contains only lightfast inorganic pigments and mineral fillers so colors will stay true, without fading. It is highly alkali and efflorescence resistant and can be applied to concrete surfaces with a pH of 6–13.

- Apply directly to fresh concrete (at least 7 days old) and Shotcrete/Gunite after 3 days
- Prevents penetration of Chloride salts and other pollutants
- Outstanding application properties and final appearance
- No primer required–2 coat system
- Excellent moisture vapor diffusion while providing a weather proof and water repellent finish

2. FIELD OF APPLICATION

Expressly formulated for use on cast-in-place and precast concrete surfaces, CMU, lightweight, GFRC and high performance concrete, asbestos cement and fiber cement boards. For use on interior or exterior surfaces where added protection is needed.

3. PRODUCT PROPERTIES

KEIM CONCRETAL W is based on a sol-silicate, or waterglass binding agent. It delivers excellent hiding and working properties, is non-yellowing and contains only absolutely light-resistant inorganic color pigments. Plus, it protects concrete substrates from harsh weather and is available in a smooth or texture finish.

- Mineral matte, natural appearance
- Non film forming–penetrates and forms chemical bonds with concrete–won't peel or lose adhesion
- Incombustible and safe to use–Class A Building Material
- Anti-static–dirt won't cling and washes off naturally with rainfall
- Lightfast pigments–colors will not fade
- Extremely weather and pollution resistant
- Water-repellent
- Extremely vapor permeable–allows concrete to breathe naturally
- Hinders fungal and algal growth thanks to ideal moisture balance–no pesticides added
- Extremely low VOC–environmentally friendly

Technical data

Specific Weight	1.3 - 1.5 g/cm³
pH Value @ 20°C	11
Wind Driven Rain ASTM E 514	Passes
Water Vapor Permeability ASTM E 96	77 Perms
Accelerated Weathering Test ASTM G 154	Passes No change after 2016 hours
Alkali Resistance ASTM D1308	Passes
Mildew Resistance ASTM D3273/D3274	Passes
Chloride Ion Permeability	Permeability Class: Very Low
Thermal Expansion	Comparable to the concrete substrate
Gloss at 85°	2.0 Mineral Matte Flat
Flashpoint	Non-Flammable
Color Stability Color code acc. To BFS Tech. No 26	A1 Best in class rating No color change after 4 years
VOC	< 1 g/liter
All test results performed on 2 coats Concretal W applied at 300–350 SF/GAL and 14 day cure @ 77°F & 50% RH	

Color shades
White and all colors of KEIM's Palette exclusiv color collection. Custom color matches available.

Environmental Compliance

EPA	YES
LEED	YES
CARB	YES
SCAQMD	YES

TECHNICAL DATA SHEET – KEIM CONCRETAL-W®

4. SPECIFICATIONS/SYSTEMS

For proper waterproofing and weather resistant performance, two coats of KEIM CONCRETAL W must be applied at recommended coverage rates. Surface should be fully coated, with no pinholes, runs or holidays.

Cast or Pre-cast Bare Concrete
Pretreat: KEIM Concrete Cleaner
1 coat CONCRETAL W (diluted up to 15%)
1 coat CONCRETAL W (full strength)

CMU Block
For new, extremely porous block:
1 coat CONTACT-PLUS Block Filler
1 coat CONCRETAL W (diluted up to 15%)
1 coat CONCRETAL W (full strength)

Waterproofing System
Pretreat: KEIM Silan 100 Silane Water Repellent
1 coat CONCRETAL W (diluted up to 15%)
1 coat CONCRETAL W (full strength)

Fiber Cement Board/Siding (bare)
1 coat CONCRETAL W (diluted up to 15%)
1 coat CONCRETAL W (full strength)

Gunite/Shot-Crete (bare)
1 coat CONCRETAL W (diluted up to 15%)
1 coat CONCRETAL W (full strength)

Previously Acrylic Painted Surfaces
1 coat CONTACT–PLUS Bonding Primer
1 coat CONCRETAL W (diluted up to 15%)
1 coat CONCRETAL W (full strength)
Do not apply to aged, oil base, epoxy or urethane coatings.

5. SURFACE PREPARATION

WARNING! Removal of old paint by sanding, scraping or other means may generate dust or fumes that contain lead. Exposure to lead dust or fumes may cause brain damage or other adverse health effects, especially in children or pregnant women. Controlling exposure to lead or other hazardous substances requires the use of proper protective equipment, such as a properly fitted respirator (NIOSH approved) and proper containment and cleanup. For more information, call the National Lead Information Center at 1-800- 424-LEAD (in US) or contact your local health authority.

The substrate must be sound, dry, absorbent, clean and free from dust and grease. Loose areas, dirt, oily substances, release agents, curing compounds, moss and algae must be completely removed.
Existing film-forming coatings which are not sound or which impair the vapor diffusion must be removed with paint stripper or by mechanical means.

Highly absorbent, sanding surfaces:
Pretreat by saturating surface with KEIM Fixativ, mixed with 3 parts water, and allow to dry for 12 hours.

New Portland Stucco:
Sinter layers on new Portland stucco or stucco repairs should be pretreated with KEIM Lime Remover, rinsed and allowed to dry.

New Concrete Surfaces:
Remove all release, form or curing oil residues with KEIM Concrete Cleaner, rinse and allow to dry. In some cases sandblasting may be necessary to remove sealers, release compounds, and to provide an anchor pattern. Concrete and mortar must be cured at least 7 days at 75°F. Clean, strong and sound concrete requires no pre-treatment.

Filling Concrete Imperfections:
Fill bug holes, air pockets, non-moving cracks, and other voids with CONCRETAL Fine Filler. Rough surfaces can be filled to provide a smooth surface. One or two base coats of CONCRETAL W Texture Base Coat may be applied to level surfaces and to fill non-moving hairline cracks.

6. APPLICATION

KEIM CONCRETAL W may be applied by brush, roller or airless spray.

- Brush - Use a nylon/polyester brush
- Roller - Use a ½" to ¾" nap synthetic roller cover
- Airless Spray
  - Pressure: 3000 psi, minimum
  - Tip: .031 in, minimum

First coat
KEIM CONCRETAL W may be diluted up to 15% with KEIM Concretal Dilution depending on the substrate's absorbency. Allow to dry 12 hours or overnight before recoating.

Top coat
Apply KEIM CONCRETAL W undiluted. There is no recoat window after the first coat has dried.
NOTE: For extreme weather conditions or critical, intensive color shades it is recommended to apply a three-coat system.

Application conditions
Ambient and substrate temperature: 40°F and rising. Do not apply in direct sunlight or on sun-heated substrates. Protect coated surfaces from direct sunlight, wind and rain during and after application for a minimum of 12 hours.

Drying times
Drying times are temperature, humidity and coverage dependent.

	@ 40-50°F	@ 50°F +
Touch:	4–6 hour	2–4 hours
Recoat:	24–48 hours	24 hours

TECHNICAL DATA SHEET – KEIM CONCRETAL® W

Coverage*

Substrate	Coverage*
Cast or Pre-Cast Concrete	275–325 SF/GAL
Fiber Cement Siding	275–325 SF/GAL
Portland Stucco	150–200 SF/GAL
CMU Block (smooth)	100–150 SF/GAL
CMU Block (split faced or fluted)	50–100 SF/GAL
Gunite/Shotcrete	100–150 SF/GAL

*Stated values are based on our experience on smooth surfaces. Surface texture, porosity, application conditions and type of equipment used will all vary consumption. Only a test application, using desired mixing ratio and under production conditions will fore-cast consumption of the system components accurately.

Cleaning
Clean spills, spatters, hands and tools immediately after use with soap and warm water. After cleaning, flush spray equipment with a compliant cleanup solvent to prevent rusting of the equipment. Tools should be kept in the paint material or in water during work breaks.

Mixing with other products
In order to maintain the specific features of CONCRETAL W and the related system products, they must not be mixed with other products or additives nor must they be diluted with water.

7. PACKAGING

Quart, Gallon and 4 Gallon

8. STORAGE

Approx. 12 months in tightly closed container under cool, frost-free conditions. Protect from heat and direct sunlight.

9. DISPOSAL

Dispose of completely emptied containers in accordance with local, state and federal waste regulations.

HAZARDOUS SUBSTANCE CLASS
n/a

KEIM Mineral Coatings, Inc.
10615 Texland Boulevard, #600
Charlotte, NC 28273
Tel. 704-588-4811
Toll Free 866-906-5346
www.KEIM.com

10. LIMITATIONS

KEIM CONCRETAL W is a façade paint finish and should not be used on floors, roofs or decks or where water will collect. Not for use below grade.

11. SAFETY INSTRUCTIONS

Provide appropriate protection for surfaces which are not to be coated (e.g. glass, natural stone, ceramics etc.). Any splashes on surrounding surfaces or traffic areas must be rinsed off immediately with plenty of water. Protect the eyes and skin from splashes.
Keep out of reach of children.

Product Code: M-SK 01

The stated values and properties are the result of extensive development work and practical experience. Our recommendations for application, whether given verbally or in writing, are intended to provide assistance in the selection of our products and do not establish a contractual relationship. In particular, they do not release those purchasing and applying our products from the duty of establishing for themselves, with due care, the suitability of our products for the intended application. Standard building industry practices must be complied with. We retain the right to make modifications to improve the products or their application. This edition supersedes all earlier editions.

The information and recommendations set forth in this Technical Data Sheet are based upon tests conducted by or on behalf of KEIM Mineral Coatings. Such information and recommendations set forth herein are subject to change and pertain to the product offered at the time of publication. Consult http://www.keim-usa.com/Technical-Data-Sheets for the latest in product technical information.

Stand 01/17
USA

FICHE TECHNIQUE
PRISES D’ESCALADE

PRISES D’ESCALADE
Détails techniques



PRISES:

Matériaux:
Les prises d’escalade sont composées de résine polyester.
Des pigments de couleurs sont ajoutés au mélange pour arriver à la teinte désirée.
Le gris peut être plus ou moins foncé.

FIXATION:

Les boulons à utiliser pour la fixation des prises d’escalade sont des «socket cap screw » 3/8”-16.
Des boulons en acier inoxydable seront nécessaires pour une utilisation extérieure.
Des rondelles d’acier inoxydable devront être utilisées à l’intérieur des prises d’escalade.

PHOTO ET DÉTAILS FOURNIS PAR:

Stéphane Stewart
Globe Escalade Inc.

203-1320 Gay-Lussac,
Boucherville, Québec
J4B 0C8

Erden E8 Inground — LS3080



The Erden E8 is a high-powered inground uplighter that combines technology and performance in a modern form factor. Available in white, colour changing and tunable white light engines, the Erden E8 is packed with features including EasyGlow™ visual comfort and CoolDrive™ thermal management technologies. PowerSync™ allows for highly granular digital control via common protocols using mains voltage. CoolDrive™ active thermal management engages as internal temperatures increase to keep light output consistent. Only under extreme conditions will the luminaire take control and dim the output gradually and smoothly. Lighting professionals now have greater creative flexibility with the choice of designer* and standard LED options.

*Reduces colour-over-angle separation, fewer striations in the beam and shorter blending distances.

Performance

Static White & Colour	Lumen Output (lm)	Efficacy (lm/W)	Peak Intensity (cd)
2,700 K (80 CRI)	2,896	81.9	56,633
3,000 K (80 CRI)	3,003	82.4	58,288
3,500 K (80 CRI)	3,270	89.8	63,469
4,000 K (80 CRI)	3,338	92.4	69,598
5,000 K (70 CRI)	3,545	98.7	71,832
Red	-	-	-
Green	-	-	-
Blue	-	-	-

Static white lumen output values are based on a 10° standard lens.

Dynamic Colour	Lumen Output (lm)	Efficacy (lm/W)	Peak Intensity (cd)
RGBA	-	-	-
RGBW	-	-	-
RGB(1)	-	-	-

(1) RGB available on request.

Tunable White	Lumen Output (lm)	Efficacy (lm/W)	Peak Intensity (cd)
2,700 K - 6,500 K	-	-	-

Optical

Beam Angles	Light Engine	Series	Beam Angles
	Static White & Single Colour	Standard	10°, 15°, 30°, 45°, 60° x 10°, 40° x 10°, 40° x 20°, 60° x 20°
		Designer(1)	6°, 15°, 30°, 45°, 60°, 60° x 10°, 40° x 10°, 40° x 20°, 60° x 20°
	Dynamic Colour	Designer(1)	6°, 15°, 30°, 45°, 60°, 60° x 10°, 40° x 10°, 40° x 20°, 60° x 20°
	Tunable White	Designer(1)	6°, 15°, 30°, 45°, 60°, 60° x 10°, 40° x 10°, 40° x 20°, 60° x 20°

(1) Significantly reduces colour-over-angle separation, fewer striations in the beam and shorter blending distances.

powersync™ easyglow™ cooldrive™
humantouch™ gripglass™ opticlear™ microantileach™

Erden E8 Inground — LS3080

Electrical

LED Power	30W
Consumption	≤40W maximum
Lifetime (L70)	>60,000hrs (B10, L70, TM21)
Input Voltage	120-277V, 50/60Hz
Thermal Management	CoolDrive™ onboard thermal monitoring and control.

Control

Interface	Lumascape PowerSync™
Protocols	DMX/RDM, Artnet, PWM(1), 0-10V (sink or source)(1) Some protocols require additional hardware. For details and for other available protocols contact factory. 1. Not available for Colour Changing
PWM Frequency	2,000Hz flicker free dimming to 0.1%
Systems	Range of third-party controllers

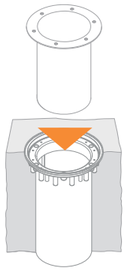
Physical

Housing	316 Marine Grade Stainless Steel housing, high strength glass with 4,200kg (9,259lb) static load rating (when used in conjunction with LS640-K), teflon coated cover screws. 316 Marine Grade Stainless Steel cover (polished or brushed finish). Other finish options by request.
Finish	Superior 9-step powder-coating process, including marine epoxy undercoat and polyester top coat.
Installation	Pre-Installation Blockout for concrete pour, drive-over and general use applications Mounting Collar for decks and grates Direct Burial for landscapes, planters and special applications (consult factory)
Mounting Accessories	LS640-K Pre-Installation Concete Blockout LS640-2 Mounting Collar for decks and grates
Adjustable	+20°, -5° tilt, 360° rotation
Ambient Operating Temperature	-20°C to 50°C (-4°F to 122°F)
Surface Temperature	≤65°C (149°F)
Weight	6.8kg (15.0lb)

Certification & Compliance

IP Rating	IP68
IK Rating	IK10
Environment	Dry, Damp, Wet locations Inherently Protected Suitable for use in poured concrete
Certifications	ETL, CE, RCM, CCC

Erden E8 Inground **LS3080**

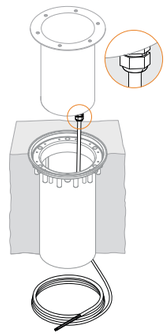


Pre-Installation Blockout

This type of installation requires the LS640-K Pre-Installation Kit (order separately) which acts as a concrete blockout and is intended for installation before the luminaire. This method ensures the luminaire itself is not damaged during concreting or other site works.

Use for	☐ Drive over applications ☐ General use applications ☐ Concrete pour applications where luminaire is to be installed after site work has been completed
Benefits	☐ Easy removal for servicing
Restrictions	☐ Connection Type 82 only available for North American market
Accessories	☐ LS640-K Pre-Installation Blockout

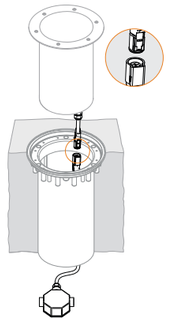
Connection type '84'



Flexible Cable

For connections to the branch circuit via junction box (by others) or other approved method. 2m (6.5') length. For other length options, consult factory.

Connection type '77' / '87'

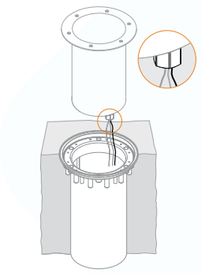


IP68 Connector & Junction Box

The luminaire is fitted with an IP68 connector, which attaches directly to the cable supplied with LS640-K without the use of any tools. The cable is 1m (3') in length and is factory assembled with a j-box.

Connection type '82'

North American market only



½" NPT Adapter

The luminaire is factory-fitted with 2.0m (6.5') hookup wire. Ensure terminations can be made within this length. For other length options, consult factory.

Specification

Use the table below to specify your Pre-Installation Blockout.

LS640-K [ ]

Connection Type	Code
Flexible cable, single entry, for hard wired installations or hook-up wire and 1/2" NPT, single entry, for hard wired installations	84
Flexible cable, single entry, for connectorised installations	77
Flexible cable, single entry, for connectorised installations	87[1]

(1) For non-dimming applications only

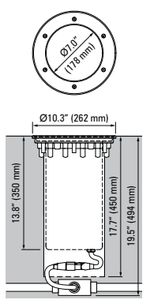
Flush Cover Options

Flush covers for pre-installation use special seals and support bushes to ensure static loads up to 4,200kg (9,259lb) are properly supported. In order to achieve this drive-over rating, OptiClear™ or GripGlass™ must be used.

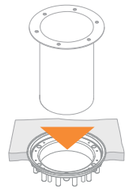


Pre-Installation Blockout Round Flush Cover

- SS316: Polished
- SS316: Brushed



Erden E8 Inground **LS3080**

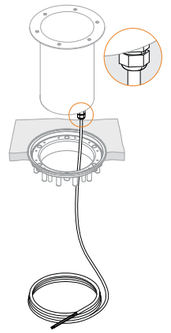


Mounting Collar for Deck and Grates

This type of installation requires the LS640-2 Mounting Collar (order separately) which supports the installation in decks, grates and hollow floors with sufficient ventilation.

Use for	☐ Decks and grates ☐ Hollow floors with sufficient ventilation
Benefits	☐ Easy installation in decks, grates and hollow floors
Restrictions	☐ Only available with Connection Type 84
Accessories	☐ LS640-2 Mounting Collar

Connection type '84'



Flexible Cable

For connections to the branch circuit via junction box (by others) or other approved method. 2m (6.5') length. For other length options, consult factory.

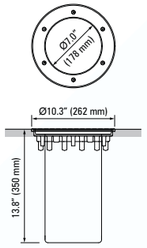
Flush Cover Options

Flush covers for mounting collar use special seals and support bushes.



Mounting Collar Round Flush Cover

- SS316: Polished
- SS316: Brushed



Specification

Use the table below to specify the Mounting Collar for Decks & Grates.

LS640-2 **84**

Connection Type	Code
Flexible cable, single entry, for hard wired installations	84

For other cable entry options contact factory.

Pre Installation Specification

LS3080	30								24	Q		

Series	Code
Designer	D
Standard	S

Housing Depth	Code
Pre-Install Blockout 450mm (17.7")	24
Mounting Collar 350mm (13.8")	24

Static White & Colour	Code
2,700 K (80 CRI)	827
3,000 K (80 CRI)	830
3,500 K (80 CRI)	835
4,000 K (80 CRI)	840
5,000 K (70 CRI)	750
Red	RED
Green	GRN
Blue	BLU

Standard	Designer	Code
N/A	6°	VN
10°	N/A	NR
15°	15°	NM
30°	30°	ME
45°	45°	WD
N/A	60°	WF
60° x 10°	60° x 10°	LH
10° x 60°	10° x 60°	LV
40° x 10°	40° x 10°	NH
10° x 40°	10° x 40°	NV
40° x 20°	40° x 20°	MH
20° x 40°	20° x 40°	MV
60° x 20°	60° x 20°	WH
20° x 60°	20° x 60°	WV

Cable Entry	Code
Bottom	Q

Input Voltage	Code
110-240V, 50/60Hz	01(1)
120-277V, 50/60Hz	09(2)

(1) International market
(2) North American market

Control	Code
Non-Dim	ND(1)
Powersync™	PS(2)

(1) For single colour, non-dimming applications only.
(2) Required for all dimming and colour changing applications. LS6540 Data Injector required - order separately

Dynamic Colour	Code
RGBA	4CA
RGBW	4CW
RGB	RGB(1)

(1) Available on request

Designer	Code
6°	VN
15°	NM
30°	ME
45°	WD
60°	WF
60° x 10°	LH
10° x 60°	LV
40° x 10°	NH
10° x 40°	NV
40° x 20°	MH
20° x 40°	MV
60° x 20°	WH
20° x 60°	WV

Tunable White	Code
2,700 K - 6,500 K	2WT

Lens	Code
OptiClear™	A
GripGlass™	G

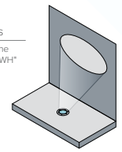
Cover	Code
Stainless steel, polished	M
Stainless steel, brushed	N

Connection Type	Code
Flexible cable, single entry, for hard wired installations	84
Flexible cable, single entry, for connectorised installations	77
Flexible cable, single entry, for connectorised installations	87(1)
Hookup wire and 1/2" NPT, single entry, for hard wired installations	82(2)

(1) For non-dimming applications only
(2) North American market only

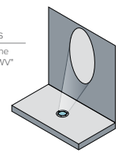
Beam Orientations

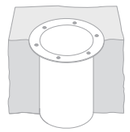
Beam Orientation for the "LH", "NH", "MH" and "WH" optical system



Beam Orientations

Beam Orientation for the "LV", "NV", "MV" and "WV" optical system



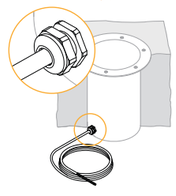


Direct Burial

Luminaire is put directly into soil or concrete.

Use for	☐ Landscaping areas ☐ Applications where depth is restricted ☐ Rated for use in concrete pour applications ☐ Economical option
Benefits	☐ Allows for maximum heat dissipation
Restrictions	☐ Not as easy to remove for service as pre-install version ☐ Not suitable for drive-over (Requires Pre-Installation) ☐ Not available with Connection Type 97 (Requires Pre-Installation) ☐ Connection Type 82 only available for North American market

Connection type '84'

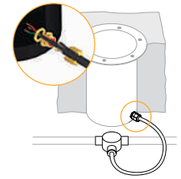


Flexible Cable

For connections to the branch circuit via junction box (by others) or other approved method. 2m (6.5') length. For other length options, consult factory.

Connection type '81'

International market only

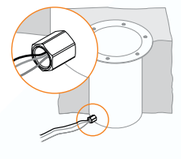


Armored Cable & Junction Box

The luminaire is factory-fitted with a 0.6m (2') armored cable. Ensure terminations can be made within this length. For other length options, consult factory.

Connection type '82'

North American market only

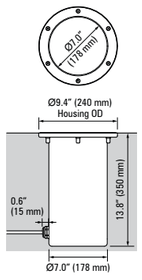


½" NPT Adapter

The luminaire is factory-fitted with 2.0m (6.5') hookup wire. Ensure terminations can be made within this length. For other length options, consult factory.

Recessed Cover Options

Use recessed cover for installation in soil, grass, pavers and other uneven surfaces where no cover overhang is desired.



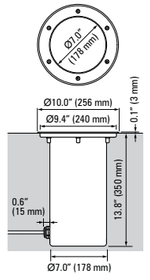


Recessed Cover

- SS316: Polished
- SS316: Brushed

Flush Cover Options

Use flush covers for installation in fine finished surfaces such as granite and marble. They can also be used in some suspended applications. The flush cover will conceal gaps between the luminaire and the surrounding surface.





Round Flush Cover

n SS316: Polished
n SS316: Brushed

Erden E8 Inground — LS3080

Direct Burial Specification

LS3080 | 30 | | | | | | | | 25 | | | |

Series	Code
Designer	D
Standard	S

Housing Depth	Code
Direct Burial 350mm (13.8")	25

Static White & Colour	Code
2,700 K (80 CRI)	827
3,000 K (80 CRI)	830
3,500 K (80 CRI)	835
4,000 K (80 CRI)	840
5,000 K (70 CRI)	750
Red	RED
Green	GRN
Blue	BLU

Standard	Designer	Code
N/A	6°	VN
10°	N/A	NR
15°	15°	NM
30°	30°	ME
45°	45°	WD
N/A	60°	WF
60° x 10°	60° x 10°	LH
10° x 60°	10° x 60°	LV
40° x 10°	40° x 10°	NH
10° x 40°	10° x 40°	NV
40° x 20°	40° x 20°	MH
20° x 40°	20° x 40°	MV
60° x 20°	60° x 20°	WH
20° x 60°	20° x 60°	WV

Cable Entry	Code
Side	N
Bottom	Q

Input Voltage	Code
110-240V, 50/60Hz	01[1]
120-277V, 50/60Hz	09[2]

(1) International market
(2) North American market

Control	Code
Non-Dim	ND[1]
Powersync™	PS[2]

(1) For single colour, non-dimming applications only.
(2) Required for all dimming and colour changing applications. LS6540 Data Injector required - order separately

Dynamic Colour	Code
RGBA	4CA
RGBW	4CW
RGB	RGB[1]

(1) Available on request

Designer	Code
6°	VN
15°	NM
30°	ME
45°	WD
60°	WF
60° x 10°	LH
10° x 60°	LV
40° x 10°	NH
10° x 40°	NV
40° x 20°	MH
20° x 40°	MV
60° x 20°	WH
20° x 60°	WV

Tunable White	Code
2,700 K - 6,500 K	2WT

Lens	Code
OptiClear™	A
GripGlass™	G

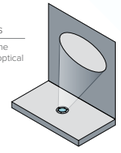
Cover	Code
Recessed type, stainless steel, polished	B
Recessed type, stainless steel, brushed	H
Round flush type, stainless steel, polished	D
Round flush type, stainless steel, brushed	I

Connection Type	Code
Flexible cable, single entry, for hard wired installations	84
Armoured cable and junction box	81[1]
Hookup wire and 1/2" NPT, single entry, for hard wired installations	82[2]

(1) International market only
(2) North American market only

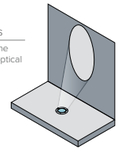
Beam Orientations

Beam Orientation for the "NH", "MH" and "WH" optical system



Beam Orientations

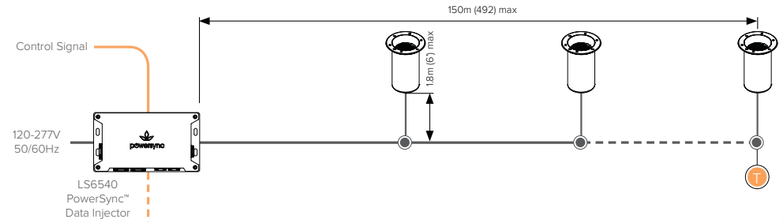
Beam Orientation for the "NV", "MV" and "WV" optical system



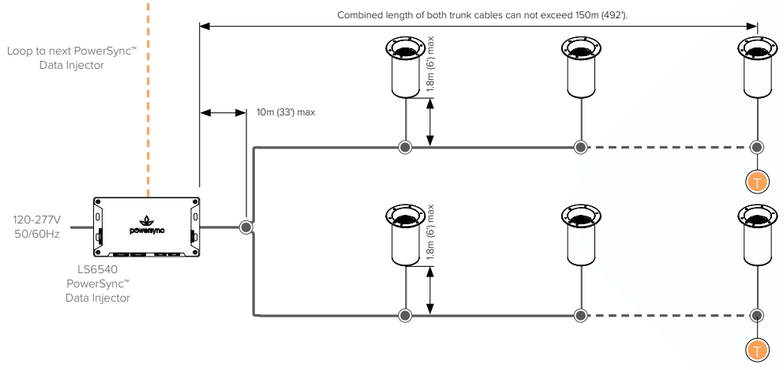
Erden E8 Inground — LS3080

Network Topology - PowerSync™ Dimmable

PowerSync™ Topology 1 - Single Trunk Cable



PowerSync™ Topology 2 - Split Trunk Cable



Up to 45 luminaires per run under the following conditions:

- Max total cable run length 150m (492') in up to two trunk cables
- For run lengths in excess of 30m (100'), the *data* wire gauge cannot exceed 14 AWG (2.5mm²)
- For run lengths up to 30m (100'), the *data* wire gauge is not governed
- Refer to 'Maximum Circuit Load' table for circuit limitations
- Always observe local electrical codes for branch circuit current limitations

Terminator
Use PowerSync™ terminator, supplied with LS6540, to terminate last luminaire in chain at junction box.

Connection Type
Circuits are configured as hardwired. For details consult installation instructions and comply with local electrical codes.

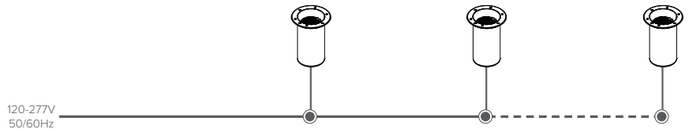
Maximum Circuit Load

Maximum Number of Interconnected Fixtures		
Voltage	**12.8A**	**16A**
120V	41	45
240V	45	45
277V	45	45

Refer to PowerSync™ installation manual for maximum distance information and typology options.
For non-continuous runs contact factory for details.

NOTE: The above diagrams are intended to show electrical pathways between luminaires and ancillary device. These diagrams are not intended to show type or colour of cord / wire, luminaire input voltage rating, wire gauge or approved use of the cord / wire supplied with luminaires.

Network Topology - Non-Dimmable



When no data injector is in use (non-dimming applications), isolate data wire.

Observe local electrical codes for branch circuit current limitations - assume 14 AWG (2mm²) wire size.

Up to 45 luminaires per run under the following conditions:

~ Refer to 'Maximum Circuit Load' table for circuit limitations

~ Always observe local electrical codes for branch circuit current limitations

Connection Type

Circuits are configured as hardwired. For details consult installation instructions and comply with local electrical codes.

Maximum Circuit Load

Maximum Number of Interconnected Fixtures		
Voltage	**12.8A**	**16A**
120V	41	45
240V	45	45
277V	45	45

Refer to PowerSync™ installation manual for maximum distance information and typology options.

For non-continuous runs contact factory for details.

NOTE: The above diagrams are intended to show electrical pathways between luminaires and ancillary device. These diagrams are not intended to show type or colour of cord / wire, luminaire input voltage rating, wire gauge or approved use of the cord / wire supplied with luminaires.

powersync™

Connectorised Accessories

Cables & Connectors (Connection Type 77 & 84 Only)

Terminator	Code
Terminator for use in hardwired installations	LS6407[1]

Note: Order separately for spare parts and split runs only.

(1) Terminators are supplied with LS6540.



Wire Colours & Designations

Mains Voltage - International Market

Designation	Colour
Active	Brown
Neutral	Blue
Earth	Green / Yellow
Data	Black



Mains Voltage - North American Market

Designation	Colour
Active	Black
Neutral	White
Earth	Green / Yellow
Data	Grey [or Red]



FICHE TECHNIQUE
MODULE DE CONTRÔLE LUMIÈRE

Specification Sheet

lumencue™

Client _____ **Project name** _____

Order# _____ **Type** _____ **Qty** _____

FEATURES AND BENEFITS

- Unlimited miniSD memory
- 2 DMX universes (1024 channels)
- Infrared receiver
- Multi-zone
- 5 pages, 99 scenes per page
- 3-digit display
- Operating temperatures: -10° C to 50° C [14F to 122F]



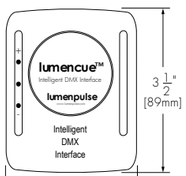
PACKAGE CONTENT

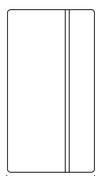
- Lumencue hardware
- Software: ESA PRO & DMX recorder
- User manual
- Mini-USB cable
- Mini-SDCARD and adapter
- 9V power supply with connector block for DMX connection
- Compatible with Windows XP, VISTA and 7 (32-bit or 64-bit)





CE RoHS





HOW TO ORDER

LCU

Housing

1

1/1

2017.03.30
MS - R8

© Copyright Lumenpulse 2017

1751 Richardson, Suite 1505
Montreal (Quebec) Canada
H3K 1G6

1.877.937.3003
P.514.937.3003
F. 514.937.6289
info@lumenpulse.com
www.lumenpulsegroup.com

5-year limited warranty.

Consult www.lumenpulsegroup.com for our complete Standard Terms and Conditions of Sales.

lumenpulse™ GROUP

Lumenpulse reserves the right to make changes to this product at any time without prior notice and such modification shall be effective immediately.

PLATES-FORMES ÉLÉVATRICES À MÂT VERTICAL SJ12/16



CARACTÉRISTIQUES STANDARD

- Pleine hauteur de conduite
- Traction hydraulique à vitesse variable aux deux roues avant
- Rayon de braquage interne nul
- Double frein d'arrêt
- Commandes proportionnelles
- Plate-forme en mouvement de 0,51 m (20 po)
- Source d'alimentation de 24 V c.c.
- Protection basse tension des batteries
- Niveau de pente de 30 %
- Pneus en caoutchouc solide ne laissant pas de marques
- Système de protection contre les trous
- Prise de 110 V c.a. sur plate-forme élévatrice avec disjoncteur de fuite à la terre
- Vitesse du vent de 12,5 m/s (28 mi/h)
- Alarme d'inclinaison avec désactivation de conduite et de levage
- Alarme sonore de mouvement
- Points de fixation de la longe de sécurité
- Avertisseur
- Points d'arrimage/de levage
- Accès à chaîne
- Système de commande à relais
- Câblage numéroté et codé par couleurs
- Prêt pour la télématique

ACCESSOIRES ET OPTIONS

- Clignotants doubles
- Onduleur c.a.
- Batteries AGM
- Portillon pleine hauteur à ressort
- Porte à battant
- Râtelier à tube de service léger/support de goujon en acier
- Plateau pour outils
- Porte-tubes fluorescents
- Huile naturelle
- Essais non destructifs
- Options de garantie (3 ou 5 ans offertes)

* Le délai d'approvisionnement standard peut être prolongé lorsque l'équipement en option est commandé; consultez l'usine.

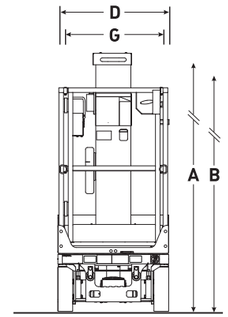
† Les capacités et les poids des machines peuvent différer lorsque des options sont ajoutées.

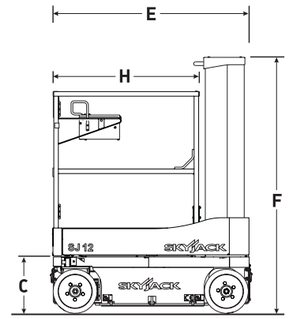
NA/FRENCH/01/2015

PLATES-FORMES ÉLÉVATRICES À MÂT VERTICAL SJ12/16

Dimensions	SJ12	SJ16
A Hauteur de travail	5,48 m (18 pi)	6,58 m (21 pi 7 po)
B Hauteur de la plate-forme levée	3,65 m (12 pi)	4,75 m (15 pi 7 po)
C Hauteur de la plate-forme abaissée	0,45 m (18 po)	0,45 m (18 po)
D Largeur totale	0,77 m (30,5 po)	0,77 m (30,5 po)
E Longueur hors tout	1,37 m (54 po)	1,37 m (54 po)
F Hauteur arrimée	1,79 m (70,3 po)	1,79 m (70,3 po)
G Largeur de la plate-forme (dimension interne)	0,69 m (27 po)	0,69 m (27 po)
H Longueur de la plate-forme (dimension interne)	0,93 m (36,8 po)	0,93 m (36,8 po)

Caractéristiques techniques	SJ12	SJ16
Garde au sol (arrimée)	5,33 cm (2,1 po)	5,33 cm (2,1 po)
Garde au sol (plate-forme levée)	1,60 cm (0,63 po)	1,60 cm (0,63 po)
Poids	782 kg (1 720 lb)	966 kg (2 130 lb)
Charge au sol locale (avec charge nominale)	696 kPa (101 lb/po²)	827 kPa (120 lb/po²)
Charge au sol locale (à vide)	552 kPa (80 lb/po²)	634 kPa (92 lb/po²)
Charge au sol globale (avec charge nominale)	9 kPa (196 lb/pi²)	11 kPa (234 lb/pi²)
Niveau de pente	30 %	30 %
Rayon de braquage (intérieur)	0	0
Rayon de braquage (extérieur)	1,40 m (55 po)	1,40 m (55 po)
Durée de levage (avec charge nominale)	16 s	20 s
Durée d'abaissement (avec charge nominale)	14 s	18 s
Vitesse de conduite (en position d'arrimage)	4 km/h (2,5 mi/h)	4 km/h (2,5 mi/h)
Vitesse de conduite (plate-forme levée)	0,80 km/h (0,5 mi/h)	0,80 km/h (0,5 mi/h)
Hauteur de conduite maximale	Hauteur totale	Hauteur totale
Capacité (totale)	227 kg (500 lb)	227 kg (500 lb)
Nombre maximal de personnes	2	2
Vitesse du vent	12,5 m/s (28 mi/h)	12,5 m/s (28 mi/h)
Type de pneu	Solide, N/M	Solide, N/M
Taille des pneus	12 x 4 x 8	12 x 4 x 8





Siège social de Skyjack
55 Campbell Rd. Guelph (Ontario) N1H 1B9 Canada
Service des ventes : 1 877 755-4387 (1 877 SJLIFTS)
Réception : 1 800 265-2738
Téléphone : 519 837-0888
Télécopieur : 519 837-8104
Courriel : skyjack@skyjack.com
www.skyjack.com

Cette brochure est conçue à des fins d'illustration uniquement et elle est basée sur les renseignements les plus récents au moment de l'impression. Skyjack Inc. se réserve le droit d'apporter des modifications à tout moment, sans préavis, aux caractéristiques techniques, ainsi qu'à l'équipement standard et en option. Consultez le manuel d'utilisation/d'entretien et des pièces pour connaître les procédures appropriées. Les plates-formes de travail ont été testées et elles sont conformes aux normes ANSI et CSA selon Skyjack Inc.

ASSURart

L'ART D'ASSURER | THE ART OF INSURING

Le 20 juin 2018

Patrick Bernatchez
6980 rue Sagard
Montréal (QC) H2E 2S5

Objet : Soumission d'assurance concours 1% Œuvre d'art public sur la place centrale du site Outremont

Cher Client,

Il me fait plaisir de vous présenter notre soumission d'assurance à titre indicatif pour votre participation au concours de projet d'art public sur la place centrale du site Outremont:

Assureur : Lloyd's of London
Assurance responsabilité civile : 3,000,000$
Assurance objet d'art : 1,000,000$
(Incluant la malfaçon de 3 ans pour un montant de 500,000$)
Prime annuelle : 9,295.45$ (taxes et frais inclus)

La protection de malfaçon sert de budget à la réparation d'un vice caché survenant dans les 3 années suivant l'installation de l'œuvre. Il est à noter que, en ce qui concerne la garantie malfaçon, lorsque l'installation n'est pas faite par vous, il est impératif de s'assurer que le ou les sous-traitant (s) bénéficie (nt) aussi de cette couverture via son (leur) assureur.

Bien entendu, cette soumission est sujette à l'approbation finale de l'Assureur et aux conditions finales de votre contrat.

Bonne chance!

Cordialement,

Mireille Poirier
Courtier en assurance de dommages
mpoirier@assurart.com | (514) 382-9357 228 | 1 855 382-6677

CABINET DE SERVICES FINANCIERS | FINANCIAL SERVICES FIRM
2055, Peel, Bureau 410, Montréal (Québec) H3A 1V4
1 855 382.6677 | www.assurart.com

MERCI

Bureau d'art public
Service de la culture

12 février 2018

Règlement et programme du concours

pour une œuvre d'art public sur la place centrale du site Outremont

Montréal

Table des matières

1. Le contexte administratif **1**

2. Le contexte du projet **1**
2.1 La vision 1
2.2 Composantes et caractéristiques du site Outremont 2
2.3 Le calendrier de réalisation du site Outremont 2
2.4 Les orientations en art public pour le site Outremont et ses abords 3

3. Le concours d'art public **3**
3.1 Les enjeux du concours 3
3.2 La place centrale 3
3.3 Le site d'implantation de l'œuvre d'art 5
3.4 Le programme de l'œuvre d'art 5

4. Les contraintes de l'œuvre **5**

5. La conformité 6

6. Le calendrier **6**

7. Le budget **7**

8. L'échéancier du concours et la date de dépôt **7**

9. Le dossier de candidature **8**
9.1 Contenu 8
9.2 Format et présentation 9

10. L'admissibilité et l'exclusion des candidats et des finalistes **9**
10.1 Admissibilité 9
10.2 Exclusion 10

11. La composition du jury **10**

12. Le déroulement du concours **10**
12.1 Le rôle du responsable du concours 10
12.2 Les étapes du concours 11

13. Le processus de sélection **11**
13.1 Le rôle du jury 11
13.2 Le rôle du comité technique 12
13.3 Les critères de sélection 12

14. La présentation des propositions des finalistes **13**

15. Les indemnités **13**
15.1 Appel de candidature 13
15.2 Prestation des finalistes 13
15.3 Remboursement de certains frais 14

16. Les suites données au concours **14**
16.1 Approbation 14
16.2 Mandat de réalisation 14

17. Les dispositions d'ordre général **14**
17.1 Clauses de non-conformité 14
17.2 Droits d'auteur 15
17.3 Clause linguistique 15
17.4 Consentement 15
17.5 Confidentialité 15
17.6 Examen des documents 16
17.7 Statut du finaliste 16

Table des annexes

Annexe 1.
Fiche d’identification du candidat

Annexe 2.
Territoire du site Outremont et ses abords

Annexe 3.
Plans de la place centrale

Annexe 4.
Site d’implantation de l’œuvre d’art

Annexe 5.
Modélisations présentant le site d’implantation de l’œuvre d’art

Concours pour une œuvre d'art public sur la place centrale du site Outremont

1. Le contexte administratif

Le présent concours d'art public s'inscrit dans le cadre du projet du Site Outremont et ses abords. Au printemps 2005, l'Université de Montréal (ci-après : UdeM) annonce son intention d'aménager son nouveau Complexe des sciences et de génie, composé de pavillons d'enseignement et de recherche, qui fera partie du Campus MIL. Celui-ci est localisé sur le site de l'ancienne gare de triage d'Outremont, au nord-ouest du territoire de l'arrondissement, acquis du Canadien Pacifique (CP). La Ville de Montréal donne immédiatement son appui à ce projet majeur qui permet de transformer une vaste friche industrielle en un nouveau quartier durable; en un véritable milieu de vie mixte, durable, et axé sur le transport collectif et actif. Ce projet de requalification vise aussi à consolider le rôle de Montréal comme ville de savoir, tout en stimulant des retombées sociales et économiques pour le secteur et les territoires environnants.

Le site Outremont et ses abords est aujourd'hui l'un des projets urbains d'envergure pour lequel la Ville et l'Université de Montréal, mais également les gouvernements du Québec et du Canada, consentent d'importants engagements financiers pour améliorer la qualité du cadre de vie et l'attractivité de ce territoire. Le projet est identifié comme projet phare de développement durable dans le plan Montréal durable 2016-2020. Il vise également la certification LEED pour l'aménagement de quartier (LEED-AQ, niveau or).

Des orientations en art public sont développées en 2017 et énoncées dans un des documents de référence du projet : les *Lignes directrices d'aménagement du domaine public du Site Outremont et ses abords*. L'intégration de l'art public vise à contribuer à la qualité des aménagements réalisés et à faire des œuvres des éléments identitaires.

La coordination, la concertation et les orientations de ce projet d'aménagement sont sous la responsabilité du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT), tandis que la mise en œuvre des chantiers de construction relève du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT).

Les œuvres réalisées dans le contexte des projets d'aménagement municipaux font partie intégrante de la collection d'art public de la Ville de Montréal. À ce titre, la Direction du développement culturel, par le biais de son Bureau d'art public, gère le processus lié au choix de l'artiste et à la réalisation de son œuvre, puis en assure la pérennité.

2. Le contexte du projet

Le territoire du site Outremont et ses abords correspond à celui de l'ancienne gare de triage de la compagnie de chemin de fer du CP (ci-après nommé « site Outremont ») et une partie des arrondissements limitrophes de Rosemont–La-Petite-Patrie (RPP), de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (VSMPE) et du Plateau-Mont-Royal (PMR) (« les abords »). Le projet couvre une superficie totale de 118 hectares, dont 38 hectares pour le site Outremont et 80 hectares pour ses abords (voir annexe 2).

2.1 La vision

La vision développée par les partenaires (Ville et UdeM) pour le projet du site Outremont et de ses abords s'articule autour de trois grands principes :

- **Inspirant** : un quartier qui souscrit aux meilleures pratiques en matière d'aménagement, de construction et de gestion durable, en créant un ensemble urbain distinctif, cohérent et de grande qualité, avec pour objectif de favoriser l'innovation.

- **Ouvert** : un quartier animé, conçu pour accueillir l'ensemble des populations dans des lieux publics diversifiés et polyvalents.

- **Connecté** : un quartier accessible qui met en œuvre la stratégie montréalaise pour une ville intelligente, et dont les aménagements sécuritaires, fonctionnels et confortables améliorent la perméabilité des quartiers.

2.2 Composantes et caractéristiques du site Outremont

Entériné par les partenaires, le plan d'aménagement s'articule autour de plusieurs grandes composantes et caractéristiques :

- **Développement immobilier** : seront bâtis 300 000 m^2 de bâtiments universitaires, 1 300 logements dont 15 % de logements abordables et 15 % de logements sociaux et communautaires, des commerces de proximité et une nouvelle cour de services.

- **Construction du Complexe des sciences de l'UdeM** : le premier pavillon du campus MIL accueillera ses 2 000 premiers étudiants en septembre 2019. Lorsque tous les développements immobiliers auront été réalisés, 10 000 étudiants fréquenteront le nouveau campus.

- **Espaces publics** : quatre hectares de nouveaux espaces publics sont prévus sur le site, dont une place publique (ciblée par le présent concours), un parc de quartier et deux parcs de voisinage.

- **Trame urbaine** : un nouvel axe central sera aménagé, traversant le site d'est en ouest et prolongeant la trame de rues outremontaise qui s'y connecteront; de nouveaux liens pour ouvrir le quartier et le relier aux milieux environnants seront créés, qui encourageront les déplacements collectifs et actifs.

- **Développement durable** : des pratiques de conception et de gestion responsables des ressources sont mises de l'avant (réhabilitation des sols, verdissement abondant, efficacité énergétique des bâtiments, stratégies de gestion des eaux pluviales et des matières résiduelles, etc.).

2.3 Le calendrier de réalisation du site Outremont

La décontamination du site et la construction du nouveau tracé ferroviaire sont entreprises en 2012. À l'automne 2016, l'Université de Montréal débute les travaux de construction du Complexe des sciences qui ouvrira en septembre 2019. En parallèle, la Ville de Montréal procède depuis 2015 à la construction des infrastructures souterraines et à l'aménagement du domaine public. La place centrale, l'axe central, l'avenue Outremont, l'avenue McEachran et un parc de voisinage seront complétés en 2019 pour l'ouverture des nouveaux pavillons de l'UdeM.

2.4 Les orientations en art public pour le site Outremont et ses abords

L'intégration de l'art public aux projets d'aménagement du site Outremont et ses abords vise à offrir des expériences artistiques variées et adaptées à chacun des contextes d'implantation. Plus précisément, les interventions en art public :

- **Participent à l'expérience du site**. Les œuvres soutiennent des gestes structurants, en agissant notamment comme repères, que ce soit à l'échelle de la ville ou du quartier.

- **Contribuent à l'identité des secteurs**. Les œuvres d'art public peuvent être tournées vers l'avenir et l'innovation, à l'image des activités qui se déploient sur le campus MIL de l'UdeM et dans les environs. Elles peuvent également contribuer à la mise en valeur du paysage ou de l'histoire du secteur, soit de son patrimoine industriel et ferroviaire.

- **Sont en accord avec les usages des lieux publics**. La vision du site Outremont et ses abords prévoit que les nouveaux lieux publics sont appropriés par la population et, en ce sens, qu'ils sont animés. Les œuvres d'art public s'intègrent de manière cohérente avec les usages de chacun des lieux, et tiennent compte de la diversité des usagers qui fréquentent ces espaces publics.

Les initiatives de la Ville s'inscrivent en complémentarité avec celles de l'UdeM, dont les nouvelles constructions sont assujetties à la *Politique d'intégration de l'art aux bâtiments et sites gouvernementaux et publics* du gouvernement du Québec (dite du « 1% »). Le dialogue continu entre les partenaires permet un développement judicieux et harmonieux de l'art public sur le territoire du projet.

3. Le concours d'art public

3.1 Les enjeux du concours

Le concours s'inscrit dans une démarche qui vise à enrichir la collection d'œuvres d'art public de la Ville de Montréal, ainsi qu'à promouvoir la qualité des interventions qui sont réalisées en milieu urbain et à développer le sens critique du public.

3.2 La place centrale

Au cœur du site Outremont, la place centrale (voir plans à l'Annexe 3) fait face au Complexe des sciences de l'UdeM. De forme triangulaire, elle est située à la convergence de trois axes :

- l'axe piéton/cycliste nord-sud, dans le prolongement de l'avenue Wiseman, qui relie les stations de métro Acadie et Outremont;
- l'axe central est-ouest, qui assure la connexion du nouveau quartier au réseau qui l'entoure;
- l'axe ferroviaire, qui se matérialise par la conservation de l'ancien tracé du chemin de fer et son aménagement en lien piéton traversant le nouveau quartier. Cette « diagonale piétonne » souligne ainsi le patrimoine industriel et ferroviaire du secteur.

3.2.1 Encadrement et interfaces

Au nord, la place est bordée par l'axe central et fait face aux parvis du Complexe des sciences, largement végétalisé. L'encadrement au sud est assuré par un bâtiment dont la

façade longe la diagonale de la place : d'une hauteur de 5 à 6 étages, ce bâtiment comprend des commerces au rez-de-chaussée et des logements aux étages. À l'est, la place est longée par l'avenue Outremont et fait face à un ensemble résidentiel et commercial de 5 à 6 étages également.

3.2.2 Composantes d'aménagement

La matérialité

La place est aménagée sur une surface continue composée d'un matériau unique et comprenant l'insertion de rails, soulignant l'ancien tracé ferroviaire et conférant au lieu une identité forte. Le traitement du sol s'étend des façades jusqu'aux bordures des rues adjacentes. Cet ensemble génère un espace polyvalent de rassemblement et de détente, accessible universellement. L'utilisation d'un pavage distinctif et unique renforce sa singularité.

Une gestion de l'eau innovante

La conception de la place est d'esprit novateur, notamment par l'aménagement d'une série de jardins de pluie permettant d'optimiser la gestion écologique des eaux de surface; jardins qui deviennent des éléments innovants, éducatifs et dynamisant l'expérience de l'espace public.

Une végétation imposante

La végétation s'inspire de la friche herbacée du site Outremont, témoin vivant du passé industriel du site dans une trame dynamique, diversifiée et avec une floraison saisonnière attrayante. Des arbres d'alignement à moyen déploiement cadrent et structurent la place, avec un double alignement au nord et un alignement simple s'inscrivant dans la poursuite de la trame des rues d'Outremont à l'est. Au cœur de la place, des arbres à grand déploiement sont plantés de manière libre et aléatoire, un rappel du patrimoine végétal du mont Royal. Finalement, une plantation dense d'arbres à petit déploiement permet de créer des sous-espaces confortables.

Un élément central rayonnant

La place publique s'inscrit dans la tradition des parcs outremontais par la présence de l'eau. L'espace central de la place s'anime avec une fontaine monumentale de jets de brume, autre point focal important. La fontaine se soulève du sol pour devenir un banc ou une scène lors d'événements spéciaux et, la nuit, elle bénéficie d'un système d'éclairage.

Un mobilier urbain de facture contemporaine

Le mobilier polyvalent participe à la création d'un espace convivial propice à la détente, au rassemblement et au travail. Le design prévoit donc l'intégration d'une série de longs bancs de bois et de grandes tables conviviales qui accompagnent les surfaces végétales et suivent la diagonale. La place prévoit l'intégration de nombreux supports à vélo.

Un éclairage public adapté

Quatre types d'éclairage seront installés. Le premier reprend les lampadaires prévus le long de l'axe central dans un souci d'harmonisation. Le deuxième vient ponctuer l'espace à l'aide de grands mats d'éclairage. Le troisième type suit l'axe bleu de l'UdeM et se poursuit le long des bâtiments qui bordent la place : il reprend les colonnes lumineuses prévues sur le parvis du complexe des sciences. Le quatrième type est un éclairage d'ambiance qui accompagne la fontaine.

Un lieu animé

L'animation et l'ambiance de la place seront générées par la présence des étudiants, des

commerces aux rez-de-chaussée des bâtiments limitrophes (ex. : café-terrasse) et par la programmation qui y aura lieu. L'aménagement prévoit la possibilité d'installer trois différentes scènes extérieures, dont une sur la fontaine de brume, et pourra accueillir jusqu'à 5 400 personnes. Des emplacements pour des kiosques de marché sont également localisés le long de l'axe central.

3.3 Le site d'implantation de l'œuvre d'art

L'emplacement de l'œuvre d'art à l'intérieur de la place se situe au carrefour des trois axes fondateurs du nouveau quartier (voir Annexes 4 et 5). Plus précisément, l'œuvre sera localisée du côté est de l'axe piéton/cycliste qui relie les stations de métro Acadie et Outremont, dans le prolongement de l'avenue Wiseman. Cet espace est bordé au nord par la double rangée d'arbres de l'axe central. À l'est et au sud, il est encadré par deux arbres et par des îlots de biorétention. L'emplacement totalise une superficie d'environ 200 m^2.

À cet endroit, le revêtement du sol est composé de pavés de béton préfabriqués, posés sur une surface plane suivant un motif en chevrons orienté dans le sens de la diagonale piétonne. Des insertions de profilés d'acier sont prévues, suivant la même orientation, afin de rappeler les rails de l'ancienne de gare de triage. Une longue table à pique-nique de 24 places se trouve à l'est du site d'implantation. Un long banc avec dossier de 12 places est localisé à l'ouest du grand passage piétonnier du prolongement de l'avenue Wiseman, perpendiculaire au site d'implantation. Des supports pouvant accueillir jusqu'à 30 vélos sont également disposés de part et d'autre du grand passage piétonnier.

Le plan d'éclairage prévoit l'installation de plusieurs mats de 13,5 m de hauteur sur la place centrale, éclairant partiellement le site d'implantation. Trois colonnes lumineuses de 4,5 m de hauteur sont alignées à l'est du grand passage piétonnier, dont une devant le site d'implantation.

3.4 Le programme de l'œuvre d'art

De nature sculpturale ou installative, l'œuvre participe à l'identité de la place centrale et du site Outremont : de plus, elle s'inscrit en cohérence avec les trois piliers de la vision du projet urbain (inspirant, ouvert et connecté). Par son échelle monumentale, positionnée à l'intersection des trois axes structurants du nouveau quartier, l'œuvre est un repère urbain à la présence forte, qui répond à la fois l'immensité du site et l'échelle humaine de la place.

Le caractère distinctif et prestigieux de l'œuvre favorisera la mise en valeur du cadre bâti qui l'entoure et l'aménagement de grande qualité de la place. La lumière pourra être utilisée comme matériau dans la composition de l'œuvre, ou encore à des fins de mise en valeur. Sa composition tiendra compte des déambulations piétonnes sur la place. La conception de l'œuvre devra tenir compte de la présence de la fontaine de jets de brume et de l'œuvre érigée face au Complexe des sciences de l'UdeM.

4. Les contraintes de l'œuvre

Cette commande exclut l'utilisation de l'eau dans les composantes de l'œuvre d'art. Les pièces cinétiques et les mécanismes intégrés sont également exclus. Les pièces en mouvement, même non accessibles, sont exclues.

Le choix des matériaux et le traitement qui leur est accordé doivent tenir compte des

exigences de pérennité de l'œuvre d'art. Le traitement, la finition et l'assemblage doivent également présenter une résistance au vandalisme et aux graffitis dans des conditions normales d'exposition dans un espace urbain. Le lauréat devra privilégier des matériaux qui ne nécessitent qu'un entretien minimal, dans les conditions d'exposition énoncées précédemment. L'utilisation de certains matériaux est par ailleurs rejetée; il s'agit de l'acier peint, du bois et des plastiques. Pour ce qui est du cuivre, il peut être utilisé dans la mesure où le fini ne comporte pas de vernis pour stabiliser la couleur.

L'utilisation de la lumière, bien que permise comme matériau de l'œuvre d'art, ne doit créer aucune pollution visuelle, *i. e.* que la lumière ne peut être dirigée vers le haut ou dans la rue.

5. La conformité

L'œuvre devra être conforme aux normes de sécurité généralement admises pour les espaces publics. Le traitement des matériaux ne doit pas présenter de surfaces rugueuses, d'arêtes coupantes, d'aspérités ou de fini présentant des risques de blessures, à moins qu'ils soient hors d'atteinte.

6. Le calendrier

Le calendrier suivant a été développé de manière à ce que l'œuvre d'art soit inaugurée en septembre 2019, en même temps que le site Outremont.

Date limite de dépôt des candidatures	**16 avril 2018**
Rencontre du jury pour la sélection des finalistes	semaine du 23 avril 2018
Rencontres d'information aux finalistes	
et signature du contrat de concept artistique	semaine du 30 avril 2018
Dépôt des prestations des finalistes	20 août 2018
Rencontre du comité technique	semaine du 20 août 2018
Rencontre du jury pour le choix de la proposition gagnante	semaine du 27 août 2018
Octroi de contrat par les instances municipales	novembre 2018
Installation	juillet 2019
Inauguration	août 2019

Outre la date limite du dépôt des candidatures, le calendrier de travail est sujet à modifications sans préavis.

7. Le budget

Le budget total de l'œuvre d'art est de **1 000 000$**, avant taxes. Il comprend :

- Les honoraires et les droits d'auteur de l'artiste;
- Les frais de production des plans, devis et estimations de coût (préliminaires et définitifs) de l'œuvre;
- Les honoraires des professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'œuvre;
- Les honoraires d'un ingénieur en structure;
- Le coût des matériaux et des services (les matériaux, la main d'œuvre, la machinerie, l'outillage et les accessoires) requis pour la conception et la réalisation de l'œuvre;
- Les traitements spéciaux de protection anti-graffitis, s'il y a lieu.
- La sécurisation du site pendant l'installation de l'œuvre;
- Le coût des permis et tous les frais de coordination relatifs à l'installation et à la réalisation de l'œuvre;
- Le transport, l'installation et la sécurisation de l'œuvre pendant son installation;
- Les dépenses relatives aux déplacements, frais de messageries;
- Un budget d'imprévus d'au moins 10 %;
- Les frais relatifs à la participation aux rencontres de coordination avec le maître d'ouvrage;
- Une assurance responsabilité civile de trois millions de dollars (3 000 000 $) pour la durée des travaux ainsi que des assurances contre les pertes d'exploitation, une couverture hors site, une assurance transport, une assurance flottante d'installation tous risques avec valeur de remplacement à neuf. Cette dernière doit couvrir la valeur de l'œuvre avant taxes;
- Les frais d'élaboration du dossier complet de l'œuvre comprenant les plans conformes à l'exécution et des photographies des différentes étapes de la fabrication pour des fins non commerciales.

Les coûts suivants seront pris en charge par la Ville, jusqu'à concurrence de **100 000**$, avant taxes :

- Les fondations de l'œuvre en sous-sol;
- Les installations d'alimentation et de raccordement électriques (si applicable);
- La fourniture des appareils électriques et leur installation (si applicable).

8. L'échéancier du concours et la date de dépôt

Le dossier complet doit être reçu par courriel, en un seul envoi, au plus tard le lundi **16 avril 2018 à midi.**

Le dossier doit être envoyé par courriel (voir les précisions à cet effet au point 9.2) et doit être **reçu** à la date d'échéance.

Courriel : laurent.vernet@ville.montreal.qc.ca

9. Le dossier de candidature

9.1 Contenu

Le candidat doit présenter son dossier de candidature de façon à démontrer l'excellence de ses réalisations et/ou de ses compétences pour la réalisation du projet en concours. Le dossier de candidature doit être présenté en quatre parties. Comme le prévoit la clause linguistique au point 17.3 du présent document, le dossier de candidature doit être présenté en français.

Les documents à produire sont les suivants :

1. Fiche d'identification fournie à l'Annexe 1, remplie, datée et signée par l'artiste.

2. Curriculum vitae d'au plus 5 pages comprenant les données suivantes :

- La formation;
- Les expositions solos;
- Les expositions de groupe;
- Les collections;
- Les projets d'art public;
- Les prix, bourses et reconnaissances obtenus;
- Les publications.

3. Démarche artistique et énoncé d'intention

Un texte d'au plus deux pages. D'une part, ce texte doit exposer la démarche artistique du candidat. D'autre part, il doit faire état de la compréhension du candidat de la commande et des liens qu'il perçoit entre son travail et le projet d'art public pour la place centrale du site Outremont. Aucun concept ou projet précis, que ce soit sous la forme de texte ou d'image, ne sera présenté au jury à cette étape.

4. Dossier visuel

Le candidat doit soumettre au maximum dix (10) illustrations d'œuvres qui démontrent son expertise et son expérience et qui sont significatives en regard du présent concours. Les projets présentés doivent mettre en relief ses réalisations datant d'au plus dix (10) ans. Ils doivent obligatoirement être présentés à partir de photographies identifiées et numérotées.

Le dossier visuel doit être accompagné d'une liste descriptive des 10 photographies détaillant, pour chacune d'entre elles:

- Le titre;
- L'année de réalisation;
- Les dimensions;
- Les matériaux;
- Le contexte (exposition solo ou groupe, commande, etc.);
- S'il s'agit d'une œuvre d'art public : le client, le lieu et le budget.

9.2 Format et présentation

Le dossier doit être envoyé par courriel et respecter les conditions suivantes :

- Les dossiers doivent être présentés en format lettre (8 ½ po x 11 po) vertical;
- Les quatre parties du dossier doivent être envoyées dans un seul courriel et dans un seul document pdf, dans l'ordre indiqué ci-dessus;
- Les candidats sont responsables d'envoyer une copie papier du dossier si la version électronique ne peut être téléchargée correctement par le chargé de projet.

10. L'admissibilité et l'exclusion des candidats et des finalistes

10.1 Admissibilité

Le concours s'adresse à tout artiste professionnel qui est citoyen canadien, immigrant reçu et habitant au Québec depuis au moins un an.

* On entend par artiste professionnel : un créateur ayant acquis sa formation de base par lui-même ou grâce à un enseignement, ou les deux; qui crée des œuvres pour son propre compte; qui possède une compétence reconnue par ses pairs dans sa discipline; et qui signe des œuvres qui sont diffusées dans un contexte professionnel, tel que le précise la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, et sur leurs contrats de diffuseurs*.

Le contexte professionnel désigne des lieux et des organismes principalement voués à la diffusion de l'art. Il peut s'agir de centres d'artistes, de centres d'exposition, de galeries d'art, de musées ou d'autres lieux ou organismes de diffusion reconnus, ou encore de participations à des événements où la sélection des participants est faite par des professionnels des arts visuels. Le contexte professionnel exclut le milieu scolaire, c'est-à-dire qu'un étudiant ne peut être candidat au présent concours.

Le terme « artiste », peut désigner un individu seul, un regroupement, une personne morale. S'il s'agit d'un regroupement, un membre doit être désigné comme chargé de projet.

Les personnes ayant un lien d'emploi avec la Ville de Montréal, qu'elles aient un statut permanent, occasionnel ou auxiliaire, ne sont pas admissibles au concours. Tout candidat ou finaliste qui se juge en conflit d'intérêts ou pouvant être considéré en conflit d'intérêts : 1) en raison de ses liens avec la Ville, son personnel, ses administrateurs, un membre du jury ou un membre d'une équipe professionnelle affectée au projet, ou 2) en raison de liens familiaux directs, d'un rapport actif de dépendance ou d'association professionnelle pendant la tenue du concours, ne peut participer au concours. Ne peuvent également y participer les associés de ces personnes ni leurs employés salariés.

*Une preuve de citoyenneté, un certificat de résidence permanente ou une preuve de résidence au Québec peut être exigé avant de passer à l'étape suivante du concours.

10.2 Exclusion

Toute candidature ou prestation reçue après les délais de dépôt prescrits à l'article 8 sera automatiquement exclue du concours. La Ville se réserve le droit d'exclure, s'il y a lieu, tout candidat ou finaliste pour non respect partiel ou total des dispositions et des règles du présent concours.

11. La composition du jury de sélection

Un jury est mis sur pied spécifiquement pour ce concours. Le même jury participe à toutes les étapes du processus de sélection. Il est composé de neuf membres dont plus de la moitié est composée de personnes indépendantes de la Ville de Montréal. Le jury réunit les personnes suivantes :

- Trois spécialistes en arts visuels (conservateurs, critiques d'art, commissaires indépendants, muséologues, professeurs) ayant une connaissance de l'art public;
- Un représentant de l'Université de Montréal;
- Un représentant de la firme retenue pour la conception des aménagements;
- Un représentant de l'arrondissement d'Outremont;
- Un représentant des citoyens;
- Un représentant du Service de la mise en valeur en valeur du territoire;
- Un représentant du Service de la culture.

Le président du jury sera désigné à la première réunion. Son rôle consiste à aider le groupe à en venir à un consensus final pour la sélection du lauréat. Il est le porte-parole du jury.

12. Le déroulement du concours

12.1 Le rôle du responsable du concours

Toutes les questions relatives à ce concours doivent être adressées au chargé de projet. Celui-ci agit comme secrétaire du jury. Le chargé de projet du présent concours est :

Laurent Vernet, commissaire
Bureau d'art public
Courriel : laurent.vernet@ville.montreal.qc.ca

Toutes les demandes de documents et d'information devront lui être acheminées par courriel.

Tous les documents remis par un candidat ou un finaliste sont vérifiés par le chargé de projet quant au respect des éléments à fournir et à leur conformité aux articles 8 et 9 du présent règlement. Les candidatures non conformes ne sont pas soumises à l'analyse du jury.

12.2 Les étapes du concours

L'évaluation se fait selon la procédure suivante :

Première étape : sélection des finalistes

- Le jury prend connaissance des dossiers de candidature reçus dans le cadre de l'avis de concours;
- Il sélectionne un maximum de quatre finalistes en vue du concours;
- Il émet des commentaires et des recommandations, s'il y a lieu.

Au terme de la deuxième étape, le nom des finalistes est divulgué dès que ceux-ci ont confirmé leur acceptation et signé le contrat de concept artistique.

Deuxième étape : prestations des finalistes

- Le comité technique procède à l'analyse des prestations;
- L'ordre des présentations des finalistes est préalablement déterminé, par tirage au sort ou par ordre alphabétique, au moment de la rencontre d'information avec les finalistes;
- Le jury prend connaissance des prestations;
- Il entend le rapport du comité technique;
- Le jury reçoit chaque finaliste en entrevue : chacun dispose d'une période de 45 minutes pour la présentation de son concept et pour la période de questions;
- Au terme de sa présentation, le finaliste quitte la salle;
- Après délibérations, le jury recommande un projet lauréat à la Ville et émet des commentaires et des recommandations, s'il y a lieu;
- Le chargé de projet enclenche le processus d'acceptation de la recommandation auprès des instances supérieures;
- L'identité et le concept du lauréat du concours sont dévoilés au moment de l'octroi du contrat par la Ville de Montréal.

Compte-rendu des travaux du jury

À l'issue du concours, les conclusions des délibérations du jury sont consignées par le chargé de projet dans un rapport signé par tous les membres du jury.

13. Le processus de sélection

13.1 Le rôle du jury

Le jury est consultatif et la décision finale appartient aux instances de la Ville de Montréal. Son rôle comporte la proposition de candidatures d'artistes, la sélection des finalistes, ainsi que le choix et la recommandation d'un lauréat. Le chargé de projet du Bureau d'art public agit à titre de secrétaire et d'animateur des séances du jury.

Si le jury n'est pas en mesure de recommander de finaliste ou de lauréat, il en informe sans délai la Ville de Montréal en motivant sa décision.

13.2 Le rôle du comité technique

Le rôle du comité technique consiste à effectuer une analyse de certains éléments techniques des prestations des finalistes.

Il évalue notamment :

- Les estimations de coût du projet en regard du budget prévisionnel;
- La faisabilité technique du projet;
- La faisabilité du projet en regard de la règlementation existante;
- L'entretien et la durabilité des éléments compris dans le projet.

Le chargé de projet présente par la suite le rapport sommaire du comité technique au jury du concours.

13.3 Les critères de sélection

Le jury utilise les critères de sélection suivants comme outils d'évaluation des candidatures et des prestations :

Première étape du concours : sélection des finalistes

L'évaluation des dossiers de candidature porte sur les critères suivants :

- Excellence et qualité des projets réalisés;
- Créativité et originalité de la démarche artistique;
- Expérience dans la réalisation de projets comparables;
- Originalité de l'énoncé d'intention pour le concours d'art public.

Deuxième étape du concours : prestations des finalistes

La deuxième étape du concours est centrée sur la mise en forme plus détaillée du projet artistique, sa réponse précise aux exigences du programme et sa faisabilité. Plus spécifiquement, les finalistes doivent démontrer la signifiance de leur projet sur le site, sa faisabilité technique, sa pérennité et son adéquation avec l'enveloppe budgétaire proposée.

Les prestations des finalistes sont évaluées sur la base des critères d'évaluation suivants :

- intérêt de l'approche conceptuelle;
- intégration du projet dans l'espace d'implantation;
- impact visuel du projet le jour et la nuit, durant les 4 saisons;
- respect des règles de sécurité;
- aspects fonctionnels et techniques;
- pérennité des matériaux et facilité d'entretien de l'œuvre;
- adéquation du projet avec l'enveloppe budgétaire disponible.

14. La présentation des propositions des finalistes

Les finalistes sont invités à venir présenter leur proposition aux membres du jury. Ils reçoivent une convocation écrite précisant le jour et l'heure de leur convocation, trois semaines avant la rencontre du jury.

Les finalistes doivent produire une modélisation présentant l'œuvre d'art dans son environnement immédiat, à partir de la maquette 3D fournie par la Ville, ainsi que des montages visuels. La nature de ces éléments du matériel de prestation sera précisée lors de la rencontre d'information aux finalistes.

Les finalistes doivent soumettre un échantillon de chaque matériau qui composera l'œuvre.

Les finalistes doivent également soumettre, en sept exemplaires, un document descriptif qui doit comprendre :

- Un texte de présentation de l'œuvre exposant le concept et le parti choisi par l'artiste pour répondre à la commande;
- Une description technique (comprend la liste des matériaux et les fiches techniques si nécessaire, le traitement choisi et la finition, ainsi que le mode de fabrication et d'assemblage. Il doit préciser la solution retenue pour les ancrages, validée par un ingénieur en structure);
- Un calendrier de réalisation pour une installation de l'œuvre en août 2019;
- Un budget détaillé à même la grille Excel fournie par la Ville;
- Un devis d'entretien détaillé de l'œuvre. Ce document servira à l'évaluation des propositions effectuée par le comité technique. Les artistes n'ont pas à produire de dessins d'atelier à cette étape.

15. Les indemnités

15.1 Appel de candidatures

Aucun honoraire ni indemnité ne sera versé à cette étape du concours.

15.2 Prestations des finalistes

Chaque finaliste ayant présenté devant jury une prestation déclarée conforme, recevra en contrepartie, et à la condition d'avoir préalablement signé le contrat soumis par la Ville, des honoraires de **neuf mille dollars (9 000 $)**, taxes non comprises, qui lui seront versés à la fin du processus de sélection du lauréat et sur présentation d'une facture.

Les frais et honoraires octroyés en vertu du présent règlement sont soumis aux taxes réglementaires, dont la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente provinciale (TVQ). Les finalistes doivent fournir à la Ville, le cas échéant, leur numéro d'inscription auprès de Revenu Canada aux fins de la TPS et auprès de Revenu Québec aux fins de la TVQ. La Ville retiendra le paiement de toute facturation qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q), les montants réclamés à cet effet ainsi que les numéros d'inscription appropriés.

15.3 Remboursement de certains frais aux finalistes

La Ville s'engage à défrayer les finalistes demeurant à plus de 100 km de Montréal des dépenses de déplacement et d'hébergement qu'ils auront engagés pour assister à la rencontre d'information et pour présenter leur projet devant jury. Les détails sont précisés lors de la rencontre d'information aux finalistes.

16. Les suites du concours

16.1 Approbation

Le projet gagnant doit être approuvé par la Ville de Montréal de même que par toutes les autorités compétentes quant aux codes et normes en vigueur, compte tenu des travaux projetés.

16.2 Mandat de réalisation

La Ville reçoit la recommandation du jury. Si elle endosse cette recommandation, elle négocie avec l'artiste et prépare le contenu du contrat de services artistiques pour la fabrication et l'installation complète de l'oeuvre d'art. Par la suite, c'est, selon le cas, le comité exécutif, le conseil municipal ou le conseil d'agglomération qui autorise le contrat de l'artiste.

La Ville de Montréal, par voie de ses instances décisionnelles, conserve la prérogative d'octroi du contrat au lauréat. Si elle n'endosse pas la recommandation du jury, elle doit motiver sa décision.

17. Les dispositions d'ordre général

17.1 Clauses de non-conformité

L'une ou l'autre des situations suivantes peut entraîner le rejet d'une candidature ou d'une prestation :

- L'absence de l'un ou l'autre des documents requis dans le dossier de candidature ou de prestation du finaliste;
- Le non-respect de toute autre condition indiquée comme étant essentielle dans les instructions remises aux candidats et finalistes, notamment l'omission ou le non respect d'une exigence relative aux éléments qui composent un dossier de candidature ou de prestation.

À la suite de l'analyse de conformité, le chargé de projet fera part de ses observations au jury. Aucune candidature ou prestation jugée non-conforme ne sera pas présentée au jury.

17.2 Droits d'auteur

Chaque finaliste accepte, de par le dépôt de sa prestation, de réserver son concept à la Ville de Montréal et de ne pas en faire ou permettre d'en faire quelque adaptation que ce soit aux fins d'un autre projet, jusqu'à la sélection du lauréat.

Tous les documents, prestations et travaux, quels que soient leur forme ou support, produits ou réalisés par l'artiste ayant conçu le projet lauréat, dans le cadre du présent concours, demeureront la propriété entière et exclusive de la Ville, qui pourra en disposer à son gré si le contrat de réalisation du projet est confié à cet artiste.

Le finaliste dont le projet est retenu garantit la Ville qu'il détient tous les droits lui permettant d'accorder cette cession. Il se porte garant également, en faveur de la Ville, contre tout recours, poursuite, réclamation ou demande de la part de toute personne qui contredirait une telle garantie ou les représentations qui s'y trouvent.

17.3 Clause linguistique

La version anglaise des documents produits par la Ville est une version de courtoise. En cas de contradiction entre la version française et anglaise de tous documents, la version française prédomine.

Les documents des projets des finalistes peuvent être présentés au jury en anglais. Les présentations orales peuvent aussi se faire en anglais. La Ville exige toutefois une copie en français de tous les documents.

17.4 Consentement

En conformité avec la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (Lois refondues du Québec, chapitre A-2.1), toute personne physique ou morale qui présente sa candidature consent, de ce fait, à ce que les renseignements suivants puissent être divulgués :

- Son nom, que sa candidature soit retenue ou non;
- Si sa candidature était jugée non conforme, son nom, avec mention du fait que son offre a été jugée non-conforme, accompagnée des éléments spécifiques de non-conformité.

La Ville de Montréal pourra donc, si elle le juge opportun, donner accès à de tels renseignements à quiconque en fait la demande en vertu des dispositions de la Loi.

17.5 Confidentialité

Les finalistes doivent considérer comme strictement confidentiel le contenu des études effectuées dans le cadre de ce concours et ne devront, sans accord écrit préalable, communiquer ou divulguer à des tiers privés ou publics les renseignements globaux ou partiels.

Les membres du personnel de la Ville de Montréal de même que les membres du jury et du comité technique sont tenus à la confidentialité durant tout le déroulement du concours.

17.6 Examen des documents

Par l'envoi et le dépôt de sa candidature, le candidat ou le finaliste reconnaît avoir pris connaissance de toutes les exigences du règlement du concours d'art public et il en accepte toutes les clauses, charges et conditions.

La Ville de Montréal se réserve le droit d'apporter des modifications, sous forme d'addenda, aux documents de prestation des finalistes avant l'heure et la date limite du dépôt des candidatures et, le cas échéant, de modifier la date limite de ce dépôt. Les modifications deviennent partie intégrante des documents d'appel de candidatures et sont transmises par écrit aux finalistes.

17.7 Statut du finaliste

Dans le cas ou le finaliste n'est pas une personne physique faisant affaires seule, sous son propre nom, et qui signe elle-même les documents d'appel de candidatures, une autorisation de signer les documents doit accompagner la prestation sous l'une des formes suivantes :

a) Si le finaliste est une personne morale (société incorporée), l'autorisation doit être constatée dans une copie de la résolution de la personne morale à cet effet.
b) Si le finaliste est une société (société enregistrée) ou fait affaires sous un autre nom que celui des associés, il doit produire une copie de la déclaration d'immatriculation présentée en application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (RLRQ c P-45) du Québec ou tout autre document de même nature d'une autre province attestant l'existence de la société. De plus, dans le cas d'une société, lorsque les documents du finaliste ne sont pas signés par tous les associés, l'autorisation doit être constatée dans un mandat désignant la personne autorisée à signer et signée par tous les associés.
c) Si le finaliste est un collectif, chacun des membres du collectif doit signer le contrat et tout autre document représentant les intérêts du collectif et/ou du maître d'ouvrage.

Bureau d'art public
Service de la culture

Annexe 1.
Formulaire d'identification du candidat

Coordonnées du candidat

Nom du candidat (artiste)

Laurent Vernet, commissaire

Chargé de projet

Adresse complète (numéro/rue/ville/code postal)

Téléphone, télécopieur

Adresse de courrier électronique (toutes les communications seront effectuées par courriel dans le cadre de ce concours)

Déclaration de l'artiste

Je déclare, par la présente, que je suis citoyen(ne) canadien(ne) ou résident(e) permanent(e)

Signature Date

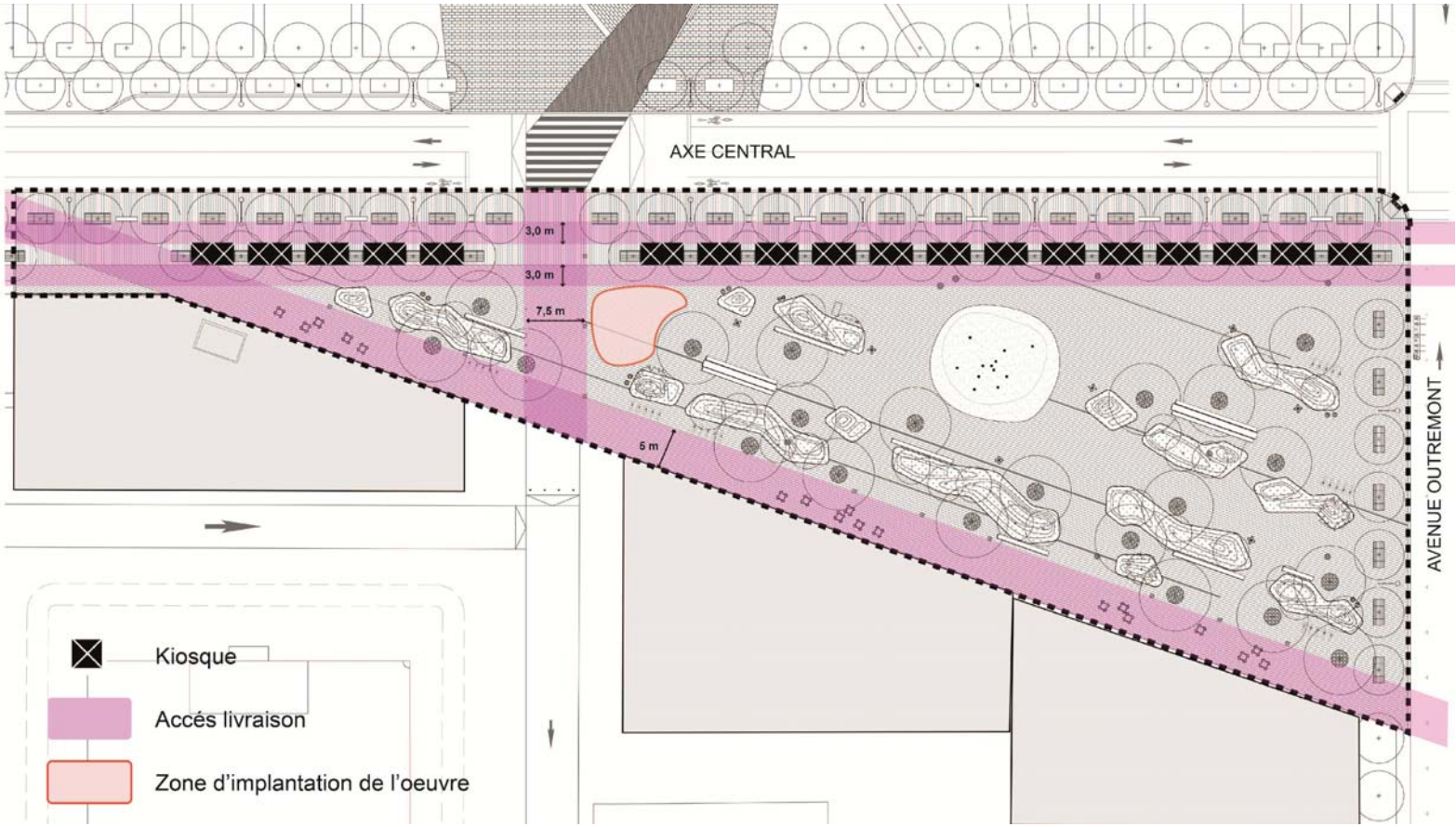
Montréal

Annexe 2.
Territoire du Site Outremont et ses abords

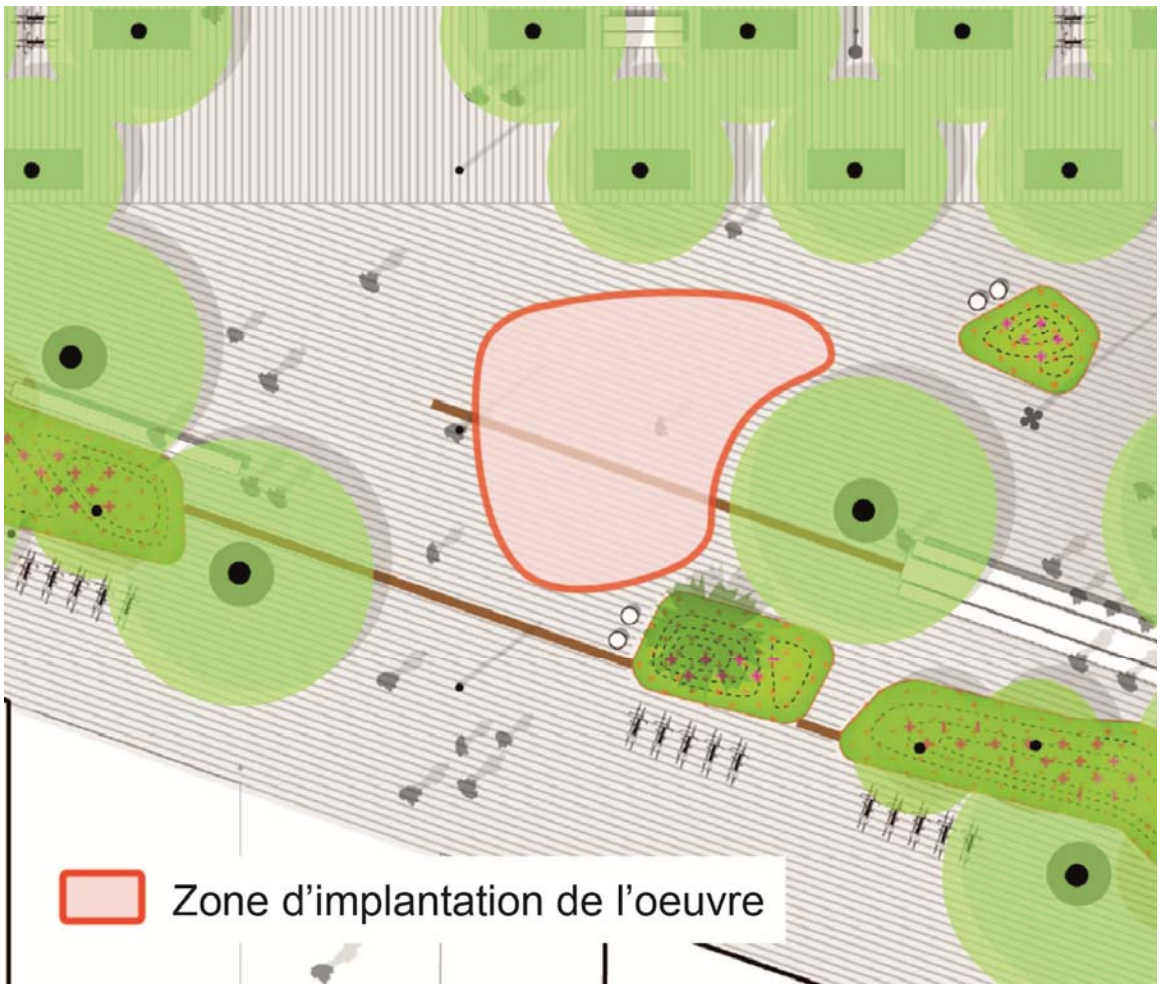


Annexe 3.
Plans de la place centrale

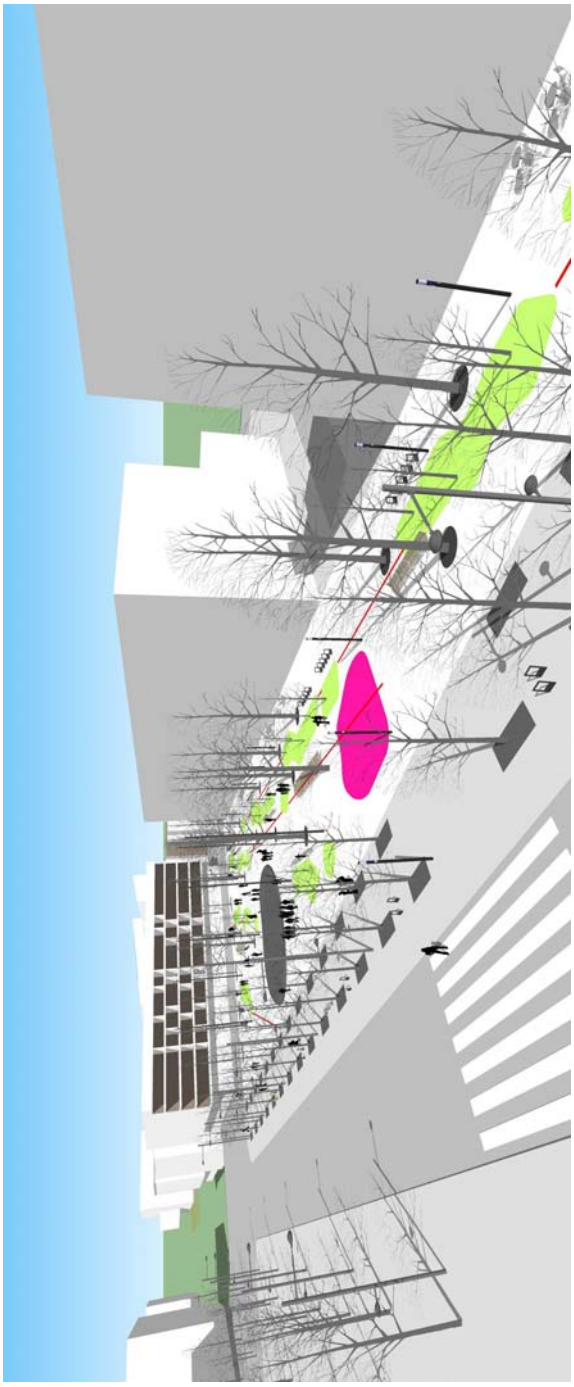



AXE CENTRAL
3,0 m
3,0 m
7,5 m
5 m
AVENUE OUTREMONT
Kiosque
Accès livraison
Zone d'implantation de l'oeuvre

Annexe 4
Site d’implantation de l’œuvre



Annexe 5
Modélisations présentant le site d'implantation de l'œuvre



Vue vers la place depuis le campus MIL de l'UdeM.

Vue vers l’est de la place.

Vue vers l’ouest de la place, avec la fontaine au premier plan.

Bureau d'art public
Direction du développement culturel

Compte-rendu

Rencontre d'information aux finalistes

Concours d'art public pour une œuvre d'art public sur la place centrale du site Outremont

Personnes présentes

Jasmin Bilodeau, Sébastien Giguère et **Nicolas Laverdière** (**BGL**), artistes
Patrick Bernatchez, artiste
Marie-France Brière, artiste
Linda Covit, artiste
René Girard, directeur, aménagement urbain et patrimoine, arrondissement d'Outremont (durant la première partie de la rencontre)
Alexandre Guilbaud, conseiller en aménagement, Service de la mise en valeur du territoire (durant la visite de site)
Marion Demare, chargée de projet, Service de la mise en valeur du territoire
Laurent Vernet, commissaire à l'art public, Service de la culture

Date : vendredi 18 mai 2018 à 14 h
Lieu : Centre communautaire intergénérationnel d'Outremont
999, avenue McEachran, salle 137

Note :
Des précisions et des réponses à des enjeux soulevés lors de la rencontre ont été ajoutées directement dans le compte rendu. Pour faciliter la lecture, ils ont été mis en italique, dans des encadrés.

1. Présentation de l'arrondissement d'Outremont

René Girard introduit le projet du site Outremont en expliquant qu'il est en planification depuis 2006 par la Ville de Montréal. Le site étant propriété de l'Université de Montréal (ci-après UdeM) depuis 2006, les deux principaux partenaires de cette planification sont la Ville et l'UdM. L'arrondissement collabore au projet dans le cadre de ses responsabilités de gouvernance de proximité et de son implication dans la mise en œuvre et les approbations de projets.

Monsieur Girard revient sur l'histoire d'Outremont en insistant sur deux grandes périodes de développement. La première période, qui va de 1910 à 1949, est celle d'un développement accéléré sous le maire Joseph Beaubien. Celui-ci s'est inspiré des pratiques urbanistiques les plus modernes de l'époque : marge avant

de 3 à 6 m pour l'implantation des bâtiments, architecture typée, bâtiment en maçonnerie, végétation généreuse, grands parcs avec étangs et fontaines, artères commerciales de quartier. Cela a participé à la formation d'un quartier qui a attiré les gens de professions libérales. Par comparaison, la population qui travaille à la cour de triage habitait davantage du côté de Parc-Extension, de la Petite-Patrie et du Plateau.

La seconde période, qui s'amorce au début du 21e siècle, est celui de la requalification de l'ancienne gare de triage. Son développement qui débute depuis 2012 se poursuivra au-delà des années 2030. Selon lui, ce nouvel Outremont deviendra un symbole du développement urbain de son siècle. En effet, son aménagement tant du domaine public que privé répond aux grandes préoccupations actuelles, soit la mobilité active, les restrictions à l'automobile, des espaces public accueillants, une canopée généreuse inspirée du mont Royal, une architecture contemporaine en contraste avec la tradition du bâti environnant, une densité urbaine garante d'une vie urbaine animée.

2. Présentation du projet du site Outremont et des aménagements de la place centrale

Marion Demare, qui est responsable du projet du site Outremont, présente l'entreprise de redéveloppement de l'ancienne friche de la compagnie ferroviaire Canadien Pacifique (CP), qui visent notamment à relier d'anciens territoires industriels. Dans cette optique, les abords du site Outremont, qui touchent les arrondissements de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, de Rosemont–La Petite-Patrie et du Plateau–Mont-Royal, feront également l'objet de requalification dans les prochaines années.

Madame Demare rappelle les grandes lignes du projet : l'Université de Montréal acquiert le terrain en 2006, pour y aménager un nouveau complexe des sciences (appelé le campus MIL); la Ville de Montréal appuie immédiatement le projet; l'ouverture des premiers pavillons campus MIL en 2019, qui accueilleront 2 000 étudiants et 500 employés (personnel enseignant et administratif).

Elle détaille ensuite le contexte urbain qui se déploiera autour de la place centrale. Au nord se trouve l'axe central (direction est-ouest), qui reliera l'avenue du Parc au chemin Rockland. Les nouveaux pavillons de l'UdeM se déploient au nord de cet axe : on peut en apprendre plus sur ce projet en visitant le site Internet qui lui est consacré (http://campusmil.umontreal.ca). Au sud de l'axe, le développement résidentiel permettra d'accueillir à terme 1 300 logements (dont 15% de logements sociaux et communautaires, et 15% de logements abordables), ainsi que des commerces tout autour de la place. En tout, ce sont quatre hectares d'espaces publics qui seront aménagés par la Ville, incluant la place, un parc de quartier et deux parcs de voisinage.

Deux autres axes sont aussi des intrants importants : l'axe de la rue Wiseman, qui fera place au transport actif. Celui-ci se prolongera au-dessus de la voie ferrée, complétant un lien manquant entre les stations de métro l'Acadie et Outremont. Enfin, l'ancien axe ferroviaire sera matérialisé par une diagonale

piétonne qui reliera les espaces publics du projet.

Au sujet des noms que porteront les nouveaux lieux, dont la place centrale, Madame Demare explique que les décisions n'ont pas encore été prises en matière de toponymie : les partenaires souhaitent que soient privilégiés des noms de femmes.

Laurent Vernet fait le point sur les initiatives en art public dans l'ensemble du site Outremont. Dans le cadre de la construction du campus MIL, l'UdM mène des concours dans le cadre de l'application de la Politique dite du 1% en collaboration avec le ministère de la Culture et des Communications. L'une de ces œuvres se trouvera d'ailleurs sur le parvis du bâtiment à l'est de l'axe Wiseman : d'échelle plus petite que l'œuvre de la place centrale, cette intervention sera séparée de la rue par un double alignement d'arbres. Par ailleurs, le Bureau d'art public mènera un autre concours visant l'installation d'une œuvre d'art se déployant le long de la diagonale piétonne.

> ***Note :***
> *Pour en apprendre plus sur les œuvres d'art de la Collection d'art public de la Ville de Montréal qui sont situées dans l'arrondissement d'Outremont, les finalistes peuvent faire des recherches sur : https://artpublic.ville.montreal.qc.ca.*
>
> *Pour connaître toutes les œuvres d'art public qui sont sur le territoire de l'arrondissement, tous propriétaires confondus, les finalistes peuvent consulter : https://artpublicmontreal.ca.*

S'attardant au projet de la place, Marion Demare explique qu'il s'agit d'un espace public de rayonnement métropolitain, de 8 000 m^2 : en comparaison, la place des Festivals fait 6 000 m^2. Parmi les éléments distinctifs des aménagements de la place, on compte le pavé unique utilisé comme revêtement de sol, ainsi que l'insertion de rails qui, en plus de remémorer le passé ferroviaire du site, participe à la stratégie de gestion des eaux de surface. Pièce importante de la place faisant 18 m de diamètre, une fontaine de brume de granite noir, à la forme atypique, sera animée par des jets d'eau et pourra être appropriée par les usagers : les jeux d'eau pourront être arrêtés et la fontaine pourra entre autres servir de scène.

La stratégie de végétalisation mise sur des végétaux indigènes, que l'on retrouve sur le mont Royal. L'objectif est de faire descendre la verdure de la montagne vers la ville. Un double alignement d'arbres borde l'axe central. Sur la place seront plantés des arbres à plus grand déploiement. Des ilots de biodiversité seront également aménagés. Le fichier de la présentation de Madame Demare, qui sera transmis avec le compte-rendu de la rencontre, détaille le choix des végétaux sur la place dont les fleurs.

Au sujet du mobilier, Marion Demare précise qu'il sera standard. Des bancs et

des tables très longs ont été sélectionnés, en fonction de la clientèle étudiante qui fréquentera la place, mais aussi dans un esprit communautaire et de partage.

La question du déneigement de la place est abordée : l'axe de la rue Wiseman sera déneigé. Trois colonnes lumineuses assurent d'ailleurs la démarcation entre l'axe Wiseman et la place, et les finalistes sont fortement invités à les conserver en place.

3. Précisions sur le règlement et le programme de l'œuvre

Laurent Vernet revient sur le programme de l'œuvre, tel que décrit au point 3 du programme de concours. Bien que le texte parle d'une œuvre d'échelle monumentale, aucune hauteur idéale n'a été arrêtée : la lecture des finalistes devra se faire en fonction du bâti environnant.

4. Questions concernant les aspects techniques

Marion Demare explique que la place sera déjà pavée quand le lauréat procèdera à l'installation de l'œuvre sur le site, en juillet 2019. Le lauréat devra donc : enlever certains pavés pour procéder à son installation, puis tailler et réinstaller certains pavés.

Il est précisé que le roc se trouve à environ 4 mètres sous le niveau du sol. Un relevé sera envoyé aux finalistes.

En réponses à des questions des finalistes, Marion Demare précise certains éléments. La piste cyclable dans l'axe central sera surélevée, excepté vis-à-vis de la place centrale (bandes cyclables peintes au sol) et le stationnement n'y sera pas permis. Elle indique que les dispositifs d'éclairage des mats pourront être orientés pour éclairer l'œuvre. Par ailleurs, la Ville validera la possibilité d'ajouter des appareils aux mats d'éclairage. Les raccordements électriques sur le site sont indiqués sur les plans.

Notes :
En ce qui concerne le plan géotechnique, nous avons eu la confirmation par nos consultants que le roc, à proximité de la zone d'art public, est à l'élévation ±59.10, soit environ à une profondeur de 4.50 m par rapport au terrain fini. Après confirmation, nous n'avons pas de plan géotechnique.

Les ingénieurs du projet confirment la possibilité d'ancrer des dispositifs supplémentaires sur les mats d'éclairage.

5. Budget et répartition

Laurent Vernet réfère au point 7 du document de concours, qui comprend le budget total du contrat du lauréat du concours (1 000 000$, avant taxes) et les services qui doivent être fournis par le lauréat.

Conformément à ce qui est écrit à ce même point, les infrastructures nécessaires à l'œuvre (fondations, installations d'alimentation et de raccordement électriques et installation des appareils électriques) seront construits par l'entrepreneur retenu par la Ville en fonction des paramètres fournis par le lauréat, et ce, jusqu'à concurrence de 100 000$, avant taxes.

6. Précisions sur le matériel à produire

Les discussions permettent à tous de s'entendre sur le matériel qui devra être produit :

- Un maximum de six planches de format A1, montées sur un support rigide de type *foamcore*. Trois de ces planches représenteront autant de points de vue obligatoires et deux représenteront des points vue aux choix : la sixième planche est laissée libre. Les représentations seront produites à partir de la maquette fournie par la Ville;

- Deux maquettes. La première sera à l'échelle 1/200 et la proposition des artistes s'intègrera à la maquette que la Ville fera produire. À cette fin, les finalistes recevront chacun une section de la maquette, qui leur permettra d'intégrer leur proposition à la place. Pour sa part, la seconde maquette sera à l'échelle 1/20.

- Laurent Vernet réfère au point 14 du document de concours, pour le reste du matériel de prestation à produire, soit : un échantillon de chacun des matériaux qui composera l'œuvre; un document descriptif (avec texte, description technique, calendrier, budget, devis d'entretien).

7. Calendrier

Les discussions permettent une mise à jour du calendrier du concours. La Ville accepte cette modification, à la condition que la date d'installation de l'œuvre, soit juillet 2019, soit respectée par le lauréat du concours : l'ensemble des finalistes s'y engagent.

- **Dépôt du matériel de prestation**	lundi 24 septembre 2018 avant 16 h
- Présentation au jury	semaine du 1er octobre 2018
- Octroi de contrat par la Ville	décembre 2018
- Installation de l'œuvre	juillet 2019
- Inauguration	août 2019

8. Précisions sur les contrats

Une première version des contrats est remise aux finalistes pour lecture et validation.

Des contrats mis à jour seront transmis aux finalistes, avec le compte-rendu de la rencontre d'information.

9. Séquence de présentation des propositions

L'ordre des présentations est déterminé par tirage au sort :

9 h 30	Linda Covit
10 h 30	Marie-France Brière
11 h 30	BGL
13 h	Patrick Bernatchez

10. Liste des documents et des plans remis aux finalistes

Préalablement à la rencontre, les finalistes ont reçu par courriel :

- Le document de vision du site Outremont et ses abords, préparé par la Ville de Montréal et l'Université de Montréal (27 octobre 2016)
- L'avant-projet détaillé (étape 2, plans à 40% d'avancement) pour la place centrale du site Outremont et ses abords (20 décembre 2016);
- Les plans de la place centrale émis pour construction, en format pdf et CAD.

Les documents et fichiers suivants seront envoyés aux finalistes dans les jours suivants la rencontre :

- La présentation du projet du site Outremont et de la place centrale de Marion Demare;
- La grille budgétaire à utiliser;
- La maquette 3D (SketchUp), dans laquelle les trois points de vue obligatoires sont identifiés;
- Un plan indiquant les points de vue obligatoires.

11. Visite du chantier et présentation de l'espace d'implantation de l'œuvre

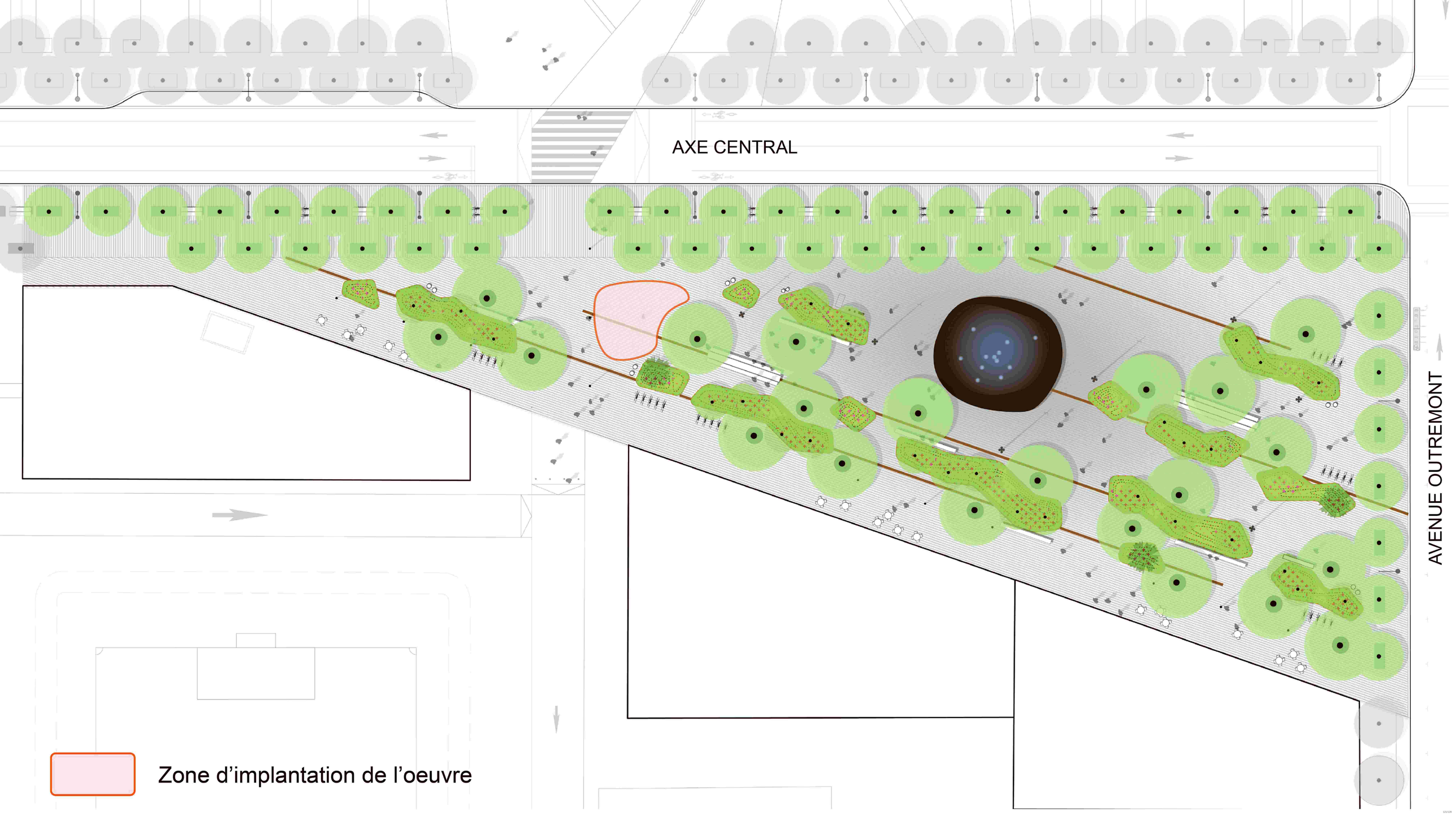
La visite du site se fait en compagnie d'**Alexandre Guilbaud**. C'est l'occasion de revenir notamment sur les trois principes qui sont au cœur de la vision du projet (voir le point 2 du document de concours) : ouvert, connecté et inspirant.

Il est également précisé qu'on ne peut modifier les insertions de métal qui

évoquent des rails au sol, mais qu'on peut s'installer par-dessus.

Les finalistes demandent s'ils auront accès au site durant tout le mois de juillet 2019 pour installer leur œuvre, et ce, même durant les vacances de la construction. Cela devra être validé.

Note :
Nous confirmons que le site sera disponible tous le mois de juillet 2019 pour l'installation de l'œuvre.


AXE CENTRAL
AVENUE OUTREMONT
Zone d’implantation de l’oeuvre

29.53

Patrick Bernatchez

Concours pour une oeuvre d'art public sur la place centrale du site Outremont _____24 septembre 2018



vue imposée 1

29.53

Patrick Bernatchez

Concours pour une oeuvre d'art public sur la place centrale du site Outremont _____24 septembre 2018



vue imposée 2

29.53

Patrick Bernatchez

Concours pour une oeuvre d'art public sur la place centrale du site Outremont _____24 septembre 2018

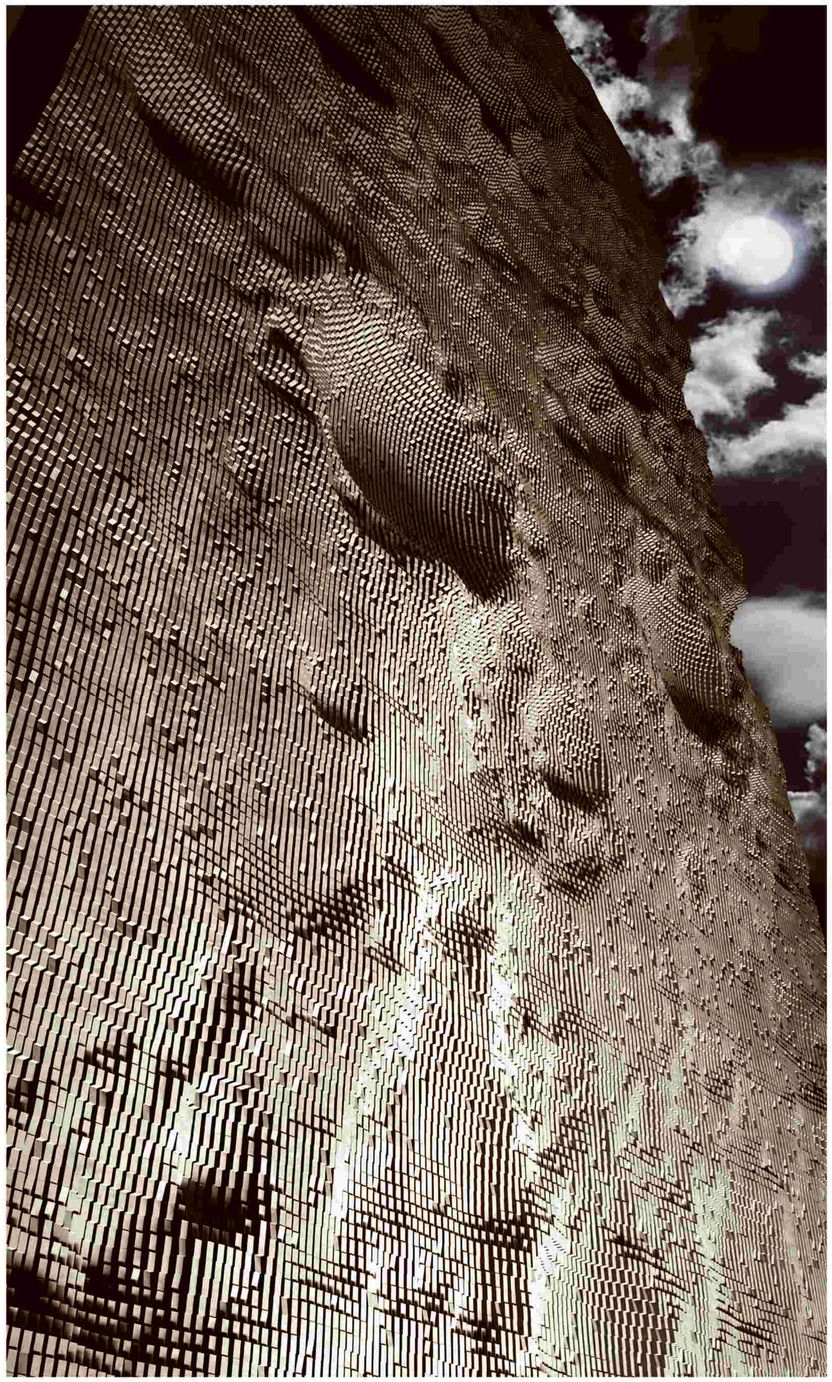


vue imposée 3

29.53

Patrick Bernatchez

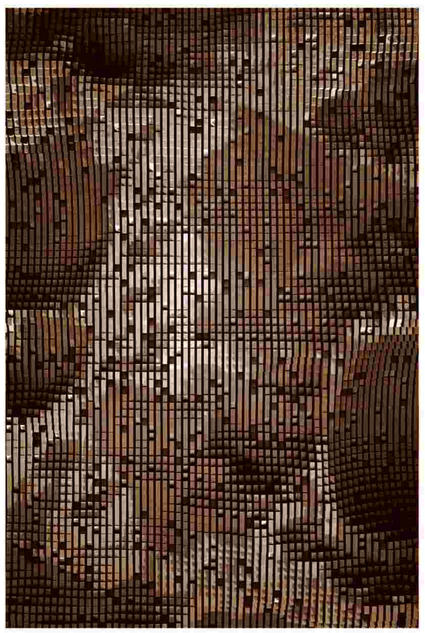
Concours pour une oeuvre d'art public sur la place centrale du site Outremont _____24 septembre 2018





version alternative de nuit





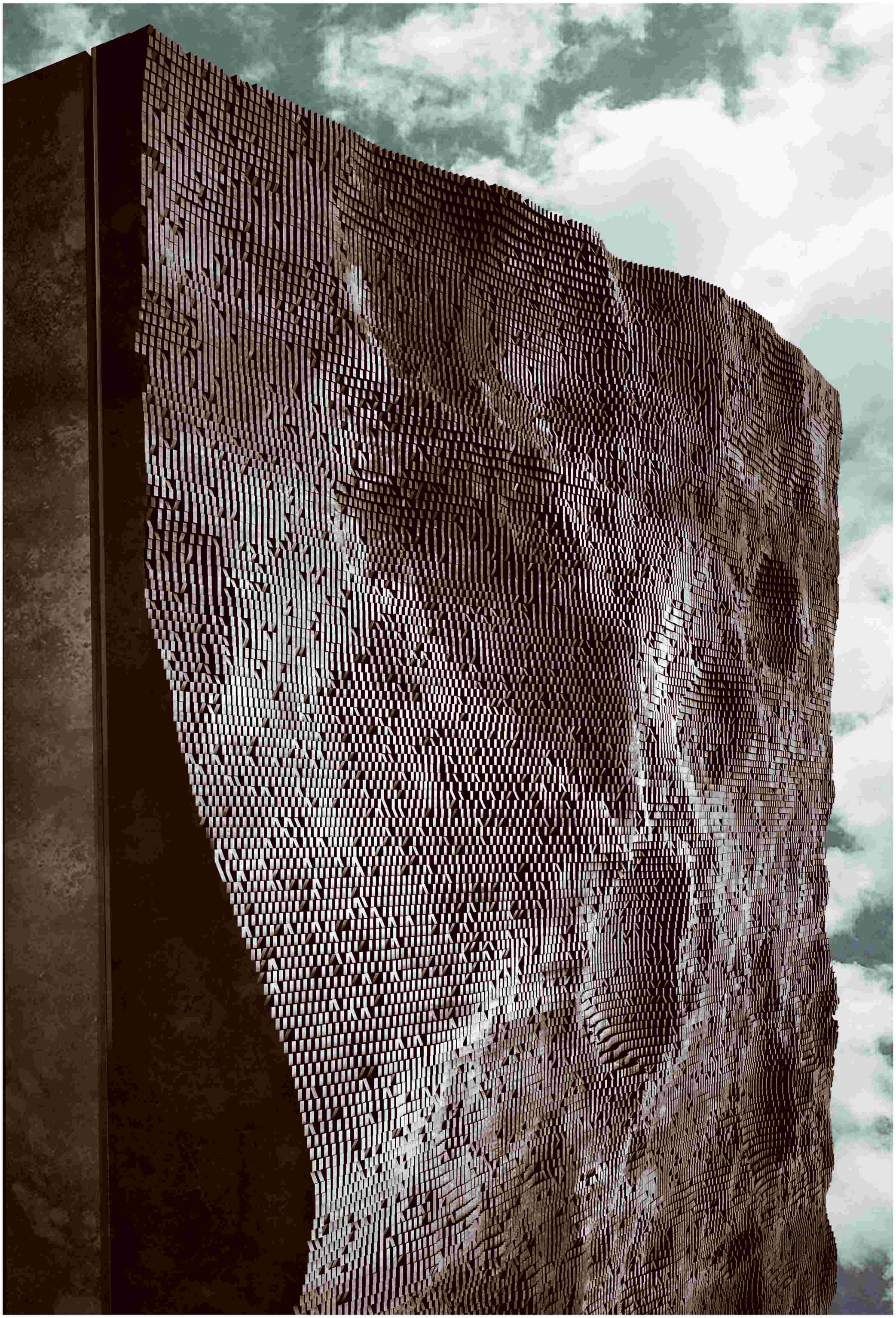
simulations de nuit, surface lunaire

vue au choix 4

29.53

Patrick Bernatchez

Concours pour une oeuvre d'art public sur la place centrale du site Outremont_____24 septembre 2018

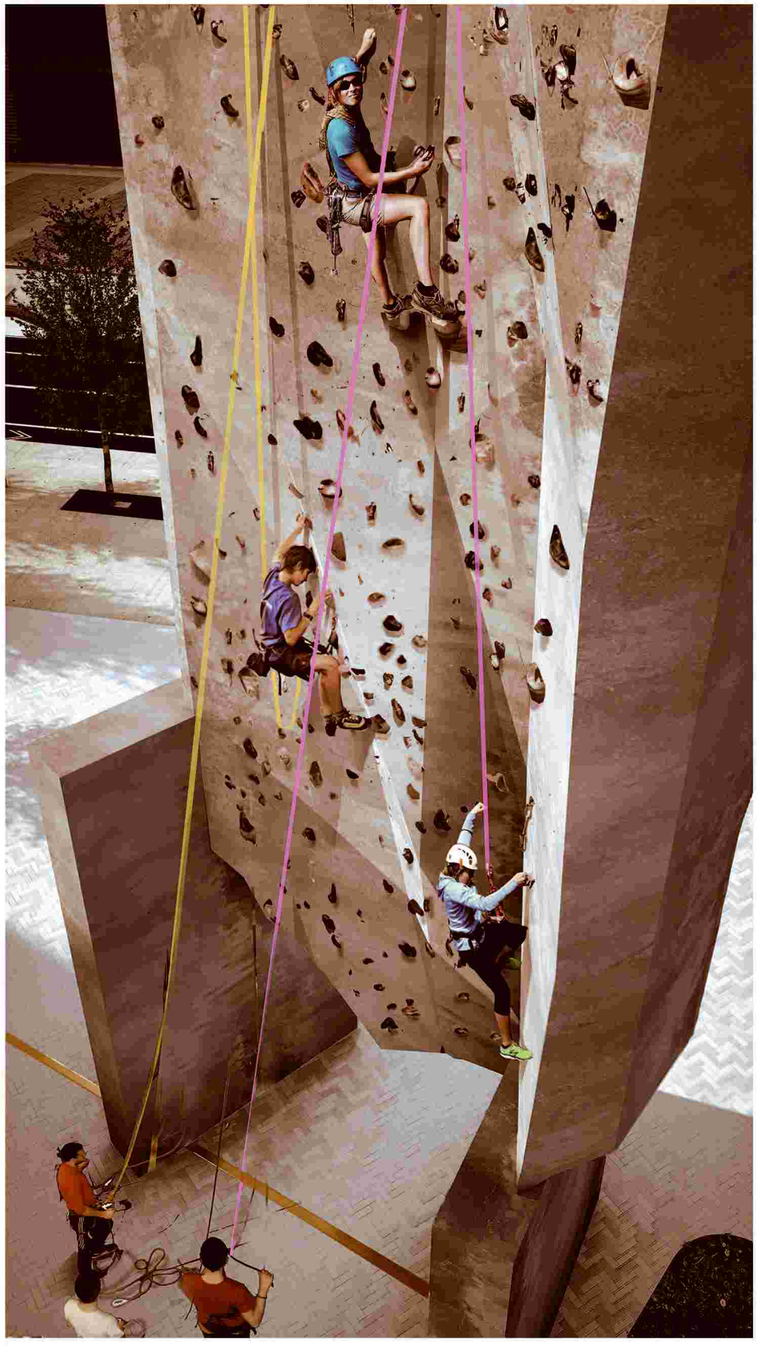


vue au choix 4

29.53

Patrick Bernatchez

Concours pour une oeuvre d'art public sur la place centrale du site Outremont _____24 septembre 2018







vue au choix 6

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1180230004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Objet :	Accorder un contrat de services artistiques à Patrick Bernatchez, artiste professionnel faisant affaire sous le nom Studio Patrick Bernatchez Inc., au montant maximal de 1 207 237,50$, taxes et contingences incluses (1 102 368,75$ net de ristournes de taxes), pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art "29 • 53" sur la place centrale du site Outremont / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1180230004 SMVT.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Tél : 514-872-5911

Co- auteure
Marie Claude Pierre
Agente Comptable Analyste
514-868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-21

Josée BÉLANGER
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-3238

Division : Service des finances - Conseil et soutien financier - Point de service développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.31

2019/01/28
13:00

(2)

Dossier # : 1193227001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'entente «Subordination and Standstill Agreement»; Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer ce projet d'entente; Autoriser une cession de rang hypothécaire en faveur du nouveau prêteur, à l'échéance du prêt hypothécaire de 1er rang.

- d'approuver le projet d'entente «*Subordination and Standstill Agreement* »;
- autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer ce projet d'entente;
- d'autoriser une cession de rang hypothécaire en faveur du nouveau prêteur privé, à l'échéance du prêt hypothécaire de 1er rang.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-16 11:14

Signataire : Isabelle CADRIN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1193227001**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'entente «Subordination and Standstill Agreement»; Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer ce projet d'entente; Autoriser une cession de rang hypothécaire en faveur du nouveau prêteur, à l'échéance du prêt hypothécaire de 1er rang.

CONTENU

CONTEXTE

Le 17 décembre 2018, le conseil municipal a résolu d'accorder un soutien financier de 4 680 000 $ à l'organisme les Habitations Duff Court (ci-après «Habitations Duff Court») ainsi qu'un prêt de 4 680 000 $ sans intérêt, garanti par une hypothèque de 2e rang, pour un projet de logements abordables sur le territoire de l'Arrondissement de Lachine, dans le cadre d'un montage financier mis en place par le Fonds d'Investissement Montréal - phase 4 (FIM-IV). Le projet vise l'achat et la remise en état de trois immeubles locatifs construits en 1970 et situés au 1515, 1625 et 1735 rue Duff Court.
Dans ce projet, il a été prévu, selon le montage financier présenté, que l'organisme acquéreur du projet, Habitations Duff Court, assumerait le prêt hypothécaire de 1er rang consenti par l'actuel propriétaire de l'immeuble auprès de Computershare Trust Company of Canada agissant pour *CMLS Financial* (ci-après «CMLS»). Cette assumation permet à Habitations Duff Court de conserver le taux d'intérêt avantageux accordé par CMLS. Ce prêt fait partie d'un portefeuille hypothécaire faisant l'objet d'une titrisation auprès d'un ensemble d'investisseurs, notamment américains, tout en étant assorti d'un contrôle de risque plus serré afin de protéger ces mêmes investisseurs, en échange d'un taux d'intérêt avantageux.

Dès lors, l'entente de prêt entre les Habitations Duff Court et CMLS exige que la Ville signe une entente de subordination, aux termes de laquelle la Ville ne peut exercer notamment ses recours hypothécaires sans le consentement écrit préalable de CMLS. C'est d'ailleurs pour cette raison que CMLS a refusé, pendant la durée du prêt hypothécaire qui doit être assumé par Les Habitations Duff Court, la présence du FIM comme prêteur de second rang, ce qui aurait été de nature à modifier le risque assumé par les investisseurs de CMLS.

Par conséquent, le montage financier prévoit que le FIM verse son aide à Habitations Duff Court seulement à l'arrivée du terme du prêt hypothécaire consenti en faveur de CMLS, soit

en décembre 2021, lors de son refinancement. Toutefois, CMLS accepte la présence de la Ville de Montréal comme prêteur de second rang, en autant que celle-ci accepte de signer l'entente intitulée «*Subordination and Standstill Agreement* ».

Selon le montage financier, à l'arrivée du terme du prêt hypothécaire de CMLS, Habitations Duff Court devra signer un nouveau prêt hypothécaire et la Ville devra céder son rang hypothécaire au nouveau prêteur et au FIM afin de détenir une hypothèque de troisième rang.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1505 – 17 décembre 2018 : Autorisation d'une aide financière au projet de logement abordable de l'organisme Habitations communautaires Duff Court (sommaire décisionnel 118 064 0006)
CM18 1008 - 21 août 2018 : Autorisation d'une aide financière au projet de logement abordable de l'organisme Habitations communautaires Olympia (sommaire décisionnel 118 064 0005)

CM18 1007 - 21 août 2018 : Autorisation d'une aide financière à un projet de logements abordables de l'organisme Habitations du trentenaire de la SHAPEM (sommaire décisionnel 118 064 0004)

DESCRIPTION

L'entente préparée par Me Sophie Morel, notaire instrumentant pour le compte de l'organisme Les Habitations Duff Court, s'intitule «*Subordination and Standstill Agreement* ». Elle réfère aux engagements consentis par les Habitations Duff Court aux termes de la lettre d'engagement, signée entre l'organisme et *CMLS Financial* , relativement à l'assumation du prêt de 1er rang.
L'entente concerne les trois immeubles faisant l'objet de l'acte d'acquisition connus et désignés comme étant les lots suivants :
- Lot 1 247 149 du cadastre du Québec;
- Lot 1 247 148 du cadastre du Québec;
- Lot 1 247 147 du cadastre du Québec.

L'entente mentionne l'hypothèque de second rang consentie par l'organisme en faveur de la Ville de Montréal, mais stipule également que pour exercer ses recours hypothécaires, la Ville doit obtenir au préalable l'autorisation écrite de CMLS. De plus, aux termes de l'entente, la Ville reconnaît et accepte que CMLS pourra à sa discrétion et de manière arbitraire lui refuser l'autorisation d'exercer ses droits hypothécaires en cas de défauts de Habitations Duff Court.

JUSTIFICATION

Ce n'est que le 7 janvier 2019 que le notaire instrumentant l'acte de vente et l'assumation d'hypothèque de l'organisme a fait parvenir un projet d'entente de subordination au notaire attitré de la Ville, laquelle contient des clauses stipulant que pour exercer ses privilèges de prêteur de second rang, la Ville doit obtenir au préalable l'autorisation écrite du prêteur de premier rang, à la complète discrétion de ce dernier. Ce projet d'entente n'a donc pas pu être présenté au conseil municipal en décembre 2018 en même temps que les projets de convention de prêt et de soutien financier intervenus entre la Ville et Les Habitations Duff Court, lesquels ont été signé dans les jours suivant l'adoption de la résolution par le Conseil municipal.
L'organisme et son notaire instrumentant ont présumé que la Directrice du Service de l'habitation disposait du pouvoir de signer cette entente de subordination. En effet, il a été présumé que la résolution du conseil municipal qui déléguait à la directrice la signature de

l'acte d'hypothèque de second rang en faveur de la Ville, aurait ainsi permis la signature de l'entente de subordination. Toutefois, ce n'est pas le cas étant donné que l'entente de subordination implique que la Ville ne pourra exercer les droits hypothécaires qu'elle détient sur les immeubles faisant l'objet de l'acte d'hypothèque sans le consentement écrit de CMLS.

La résolution CM18 1505 adoptée par le conseil municipal à sa séance du 17 décembre 2018 n'autorise pas la directrice du Service d'habitation à signer une entente de subordination. Par conséquent, cette dernière doit être présentée au conseil municipal pour approbation et ainsi déléguer à la directrice sa signature.

Étant donné qu'à l'échéance du prêt assumé par Habitations Duff Court accordé par CMLS, soit en décembre 2021, la Ville devra également autoriser une cession de rang au nouveau prêteur conformément au montage financier présenté afin que celle-ci détienne comme prévu une hypothèque de troisième rang, et, compte tenu du fait que la Ville a déjà autorisé une cession de rang au faveur du FIM à la même échéance, il serait préférable dès à présent que la Ville autorise également une cession de rang en faveur du nouveau prêteur pour lequel Habitations Duff Court aura consenti une nouvelle hypothèque de premier rang,

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucune contribution financière additionnelle n'est requise dans ce dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En vertu de la convention de prêt signée entre l'organisme et la Ville, ainsi que la résolution adoptée le 17 décembre dernier, la Ville a déjà accepté, à l'arrivée du terme du prêt garanti par l'hypothèque de 1er rang (en décembre 2021), de céder son deuxième rang hypothécaire en faveur du Fonds d'Investissement de Montréal. En signant l'entente de subordination, elle accepte de ne pas exercer ses droits hypothécaires sans le consentement du prêteur de 1er rang que pendant une période de trois ans, étant donné que le prêt hypothécaire de 1er rang arrive à échéance en décembre 2021.
La transaction entre Habitations communautaires Duff Court et le propriétaire actuel est prévue pour le 24 janvier prochain. Selon un contrat signé entre eux, tout retard expose l'organisme à payer une pénalité de 1 500 $ par jour. Comme le dossier décisionnel doit être présenté le 28 janvier, le Service de l'habitation fera tout en son pouvoir pour limiter cette pénalité au minimum.

Si le conseil municipal refusait d'approuver une telle entente, le prêteur de premier rang refuserait l'assumation du prêt par l'organisme, ce qui amènerait l'échec de la transaction et du projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication est élaboré avec la Direction des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'entente *Subordination and Standstill Agreement* , ainsi que l'acte hypothécaire en faveur de la Ville, s'effectueront en début d'année 2019. À cet égard, le présent sommaire propose de déléguer à la Directrice du Service de l'habitation la signature de cette entente. En lien avec le refinancement du prêt de 1er rang avec un autre prêteur et du financement du FIM,

au plus tard le 31 janvier 2022, la Ville cédera son rang hypothécaire au FIM à ce moment et au nouveau prêteur privé.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nissa KARA FRECHET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

François CADOTTE
Conseiller en aménagement

Tél : 872-4441
Télécop. : 872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-14

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation

Tél : 514 872-3882
Télécop. : 514 872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2019-01-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2019-01-15

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1193227001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Objet :	Approuver le projet d'entente «Subordination and Standstill Agreement»; Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer ce projet d'entente; Autoriser une cession de rang hypothécaire en faveur du nouveau prêteur, à l'échéance du prêt hypothécaire de 1er rang.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet d'entente « Subordination and Standstill Agreement » ci-joint, préparé par Me Sophie Morel, notaire. Aucune vérification quant à la capacité des autres parties à l'entente n'a été effectuée, celle-ci relevant entièrement de la responsabilité du notaire Me Sophie Morel. Nous avons soumis le document au responsable du dossier au Service de l'habitation, lequel lui était satisfaisant. Nous avons reçu confirmation de Me Sophie Morel à l'effet que les parties approuvent le projet d'entente soumis et qu'elles s'engagent à le signer sans modification.

dossier 18-004111

FICHIERS JOINTS

Standstill - Draft (version finale).docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nissa KARA FRECHET
Notaire
Tél : (514) 872-0138

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-15

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514 872-8323
Division : Droit Notarial -Service des affaires juridiques

SUBORDINATION AND STANDSTILL AGREEMENT

THIS AGREEMENT made effective this • (•) day of January, Two thousand nineteen (2019).

BETWEEN:

9307-6925 QUÉBEC INC., a corporation legally incorporated under *Business Corporations Act* (Quebec) by Certificate of Incorporation dated the seventh (7th) day of August, Two thousand fourteen (2014), having its head office at 9185 Bayne Street, Suite 1, in the city of Montréal, borough of LaSalle, province of Quebec, H8R 2G9, herein acting and represented by Peter SKIERKA, its president, secretary, and treasurer, duly authorized in virtue of a resolution of its sole director dated the • (• th) day of • , Two thousand nineteen (2019), which is still in full force and effect; and

(the "**Grantor**")

- and -

Peter SKIERKA, residing and domiciled at 5562 Borden Avenue, in the city of Montréal, borough of Côte-Saint-Luc, province of Quebec, H4V 2T6.

(the "**Surety**")

- and -

LES HABITATIONS DUFF COURT, a non-profit corporation legally incorporated under the part III of the *Companies Act* by Certificate of Incorporation dated the twenty-fourth (24th) day of July, Two thousand eighteen (2018), having its head office at 1945 Mullins Street, Suite 110, in the city of Montréal, province of Quebec, H3K 1N9, herein acting and represented by Murielle SAUVÉ, its special representative, and Victor MATTE, its special representative, duly authorized in virtue of the general by-law adopted on the twenty-fourth (24th) day of July, Two thousand eighteen (2018) and resolutions of its board of directors dated the twenty-sixth (26th) day of November, Two thousand eighteen (2018), which are still in full force and effect.

(the "**Borrower**")

- and -

COMPUTERSHARE TRUST COMPANY OF CANADA, a trust company organized under the laws of Canada, having its head office at 100 University Avenue, 12th Floor, in the city of Toronto, province of Ontario, M5J 2Y1, having a place of business at 1500 University Street, Suite 700, in the city of Montréal, province of Quebec, H3A 3S8, herein acting and represented by • and by • duly authorized pursuant to By-Law No. 4 and a resolution of the Board of Directors dated the fifteenth (15th) day of August, Two thousand eighteen (2018), which is still in force and in effect.

(the "**Lender**")

- and -

VILLE DE MONTRÉAL, a legal person under public law duly incorporated as of the first (1st) day of January, Two thousand two (2002) in virtue of the *Charte de la Ville de Montréal, metropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (the "Charte"), having its head office 275 Notre-Dame Street East, in the city of Montréal, province of Quebec, H2Y 1C6, herein acting and represented by • duly authorized pursuant to the Charte and a resolution of the Board of Municipal bearing number CM19 dated _____ (—) day of , Two thousand nineteen (2019), which is still in force and in effect.

(the "**VDM**")

WHEREAS:

A. The Borrower is the owner of those land premises situate, lying and being in Montréal, in the province of Quebec, for having acquired same from 9307-6925 Québec Inc., under the terms of a deed of sale executed before M^{tre} Sophie MOREL, notary, on the twenty-fourth (24th) day of January, Two thousand nineteen (2019) which will be published at the Registry Office for the Registration Division of Montréal forthwith (the "**Deed of Sale**") more particularly described as:

DESCRIPTION

Immovable I:

AN IMMOVABLE property known and designated as being lot number ONE MILLION TWO HUNDRED FORTY-SEVEN THOUSAND ONE HUNDRED FORTY-NINE (1 247 149) of the cadastre of Quebec, registration division of Montréal.

Address: 1515 Duff Court Street, in the city of Montréal, province of Quebec, H8S 1E4.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances thereunto belonging, the whole without exception or reserve of any kind.

Immovable II:

AN IMMOVABLE property known and designated as being lot number ONE MILLION TWO HUNDRED FORTY-SEVEN THOUSAND ONE HUNDRED FORTY-EIGHT (1 247 148) of the cadastre of Quebec, registration division of Montréal.

Address: 1625 Duff Court Street, in the city of Montréal, province of Quebec, H8S 1E5.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances thereunto belonging, the whole without exception or reserve of any kind.

Immovable III:

AN IMMOVABLE property known and designated as being lot number ONE MILLION TWO HUNDRED FORTY-SEVEN THOUSAND ONE HUNDRED FORTY-SEVEN (1 247 147) of the cadastre of Quebec, registration division of Montréal.

Address: 1735 Duff Court Street, in the city of Montréal, province of Quebec, H8S 1E6.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances thereunto belonging, the whole without exception or reserve of any kind.

(the Immovable I, Immovable II and Immovable III are collectively the "**Lands**")

B. Pursuant to the commitment letters by CMLS FINANCIAL LTD. (called "**CMLS**") dated the ninth (9th) day of August, Two thousand sixteen (2016) which were accepted by the Grantor, as amended from time to time (collectively the "**Commitment Letter**"), the Lender, acting on behalf of CMLS, agreed to make loans (collectively the "**Loan**") to the Grantor as follow:

- An hypothec in the original principal sum of FOUR MILLION TWO HUNDRED TWENTY-SIX THOUSAND NINE HUNDRED TWENTY DOLLARS AND FIFTY CENTS ($4,226,920.50) and interest of ten per cent (10 %) on the security of a first mortgage dated as of the thirtieth (30th) day of August, Two thousand sixteen (2016), and registered at the Registry Office for the Registration Division of Montréal under number 22 578 998 and at the Personal and Movable Real Rights Registry under numbers 16-0858572-0001 and 16-0858572-0002 and an hypothec on rents in the original amount of THREE MILLION NINE HUNDRED SEVENTY-ONE THOUSAND EIGHT HUNDRED FIFTY-SEVEN DOLLARS AND NINETY-SIX CENTS ($3,971,857.96) together with interest thereon at the rate of ten per cent (10 %) per annum dated as of the third (3rd) day of January, Two thousand nineteen (2019) registered at the Registry Office for the Registration Division of Montréal under number • and at the Personal and Movable Real Rights Registry under numbers 19- • -0001 and 19- • -0002 (the "**Lender Mortgage I**") of the Immovable I;

- An hypothec in the original principal sum of FOUR MILLION SIXTY-THREE THOUSAND FIVE HUNDRED TEN DOLLARS AND FIFTY CENTS ($4,063,510.50) and interest of ten per cent (10 %) on the security of a first mortgage dated as of the thirtieth (30th) day of August, Two thousand sixteen (2016), and registered at the Registry Office for the Registration Division of Montréal under number 22 579 120 and at the Personal and Movable Real Rights Registry under numbers 16-0858722-0001 and 16-0858772-0002 and an hypothec on rents in the original amount of THREE MILLION EIGHT HUNDRED EIGHTEEN THOUSAND THREE HUNDRED EIGHT DOLLARS AND THIRTY-ONE CENTS ($3,818,308.31) together with interest thereon at the rate of ten per cent (10 %) per annum dated as of the third (3rd) day of January, Two thousand nineteen (2019) registered at the Registry Office for the Registration Division of Montréal under number • and at the Personal and Movable Real Rights Registry under numbers 19- • -0001 and 19- • -0002 (the "**Lender Mortgage II**") of the Immovable II; and

- An hypothec in the original principal sum of FOUR MILLION FIFTY-THREE THOUSAND SEVEN HUNDRED SIXTY-EIGHT DOLLARS AND SEVENTY-FIVE CENTS ($4,053,768.75) and interest of ten per cent (10 %) on the security of a first mortgage dated as of the thirtieth (30th) day of August, Two thousand sixteen (2016), and registered at the Registry Office for the Registration Division of Montréal under number 22 579 201 and at the Personal and Movable Real Rights Registry under numbers 16-0858701-0001 and 16-0858701-0002 and an hypothec on rents in the original amount of THREE MILLION EIGHT HUNDRED NINE THOUSAND ONE HUNDRED FIFTY-FOUR DOLLARS AND THIRTY-NINE CENTS ($3,809,154.39) together with interest thereon at the rate of ten per cent (10 %) per annum dated as of the third (3rd) day of January, Two thousand nineteen (2019) registered at the Registry Office for the Registration Division of Montréal under number • and at the Personal and Movable Real Rights Registry under numbers 19- • -0001 and 19- • -0002 (the "**Lender Mortgage III**") of the Immovable III.

(Lender Mortgage I, Lender Mortgage II and Lender Mortgage III are collectively "**CMLS Lender Mortgage**")

All existing and future indebtedness and other obligations and liabilities owing by the Grantor to the Lender from time to time pursuant to the Loan, including but not limited to the principal sum, all interest thereon, all future advances and all other amounts owing to the Lender thereunder from time to time, and including all reserves payable to the Lender relating to the Loan, are called the "**Prior Indebtedness**". The Commitment Letter, the CMLS Lender Mortgage and all other security now or hereafter securing the Prior Indebtedness (including a first priority assignment of all rents and leases from or relating to the Lands, and a general security agreement with respect to all equipment and other personal property of the Grantor comprising or used in connection with the operation of the Lands) are collectively called the "**CMLS Lender Security**".

C. In virtue of the Deed of Sale, the Borrower has assumed the CMLS Lender Mortgage which is now collaterally secured, *inter alia*, by guarantees of the Surety. Notwithstanding what precedes, the guarantees of the Surety are limited to:

- An amount of TWO MILLION ONE HUNDRED THIRTEEN THOUSAND FIVE HUNDRED DOLLARS ($2,113,500.00) for the Lender Mortgage I;

- An amount of TWO MILLION THIRTY-ONE THOUSAND EIGHT HUNDRED DOLLARS ($2,031,800.00) for the Lender Mortgage II; and

- An amount of TWO MILLION TWENTY-SEVEN THOUSAND DOLLARS ($2,027,000.00) for the Lender Mortgage III.

D. The Borrower has also granted a second ranking mortgage and certain security to VDM charging the Lands securing a sum of FOUR MILLION SIX HUNDRED EIGHTY THOUSAND DOLLARS ($4,680,000.00) in virtue of a contract of loan, which will be secured by a the Deed of Hypothec, which together with any security granted to VDM, are hereinafter collectively referred to as the "**VDM Lender Mortgage**".

E. The Borrower has agreed to grant the Lender priority for the CMLS Lender Security over the VDM Lender Mortgage.

NOW THEREFORE, THIS INDENTURE WITNESSETH that for and in consideration of the sum of ONE DOLLAR ($1.00), the advance of any monies under the CMLS Lender Mortgage and other good and valuable consideration (the receipt and sufficiency of which is hereby acknowledged):

1. VDM grants priority to Lender for the CMLS Lender Security over the right, title, interest and charge of the VDM upon the Lands by virtue of the VDM Lender Mortgage and over all the privileges thereof, and hereby postpones and subordinates the VDM Lender Mortgage and all the charges thereof on the Lands and all the provisions therein contained to the CMLS Lender Security, to the intent that the charge and interest of VDM in the Lands and all the provisions of the VDM Lender Mortgage shall be subject to the CMLS Lender Security and the interest of Lender in and to the Lands under the CMLS Lender Security, as if the CMLS Lender Security had been executed and registered and all the monies secured thereby and all advances (and readvances) made pursuant to the CMLS Lender Security, regardless of the date or dates made, had been advanced before the execution and registration of the VDM Lender Mortgage. It is understood by VDM and CMLS that this subordination and standstill agreement will be valid until the end of the term of the CMLS Lender Security, being December 1st, 2021

   1.1 VDM hereby acknowledges, covenants and represents to the Lender that the maximum amount secured under the VDM Lender Mortgage is the sum of FOUR MILLION SIX HUNDRED EIGHTY THOUSAND DOLLARS ($4,680,000.00) bearing no interest.

2. VDM covenants and agrees with the Lender that unless it obtains the prior written consent of the Lender, which the Lender in its unfettered discretion may provide or withhold as it sees fit, it will not:

   a) assign the VDM Lender Mortgage or any part thereof;

   b) take any steps to realize on the security of the VDM Lender Mortgage or any part thereof or otherwise pursue or enforce any of its rights or remedies thereunder while the CMLS Lender Security, or any part thereof, is still registered against title to the Lands;

   c) make or permit any amendment to be made to the VDM Lender Mortgage or any part thereof; or

   d) call for or accept any additional security from the Borrower.

   e) advance or readvance any additional funds under the VDM Lender Mortgage.

3. VDM acknowledges, agrees, covenants and confirms to and with the Lender that:

   a) the right of the Lender to arbitrarily withhold its consent pursuant to paragraph 2 hereof is reasonable and consistent with the protection of the legitimate business interest of the Lender;

   b) any action taken by VDM in breach of the provisions of paragraph 2 hereof could have a material adverse effect on the continuing operation, viability and financial stability of the Borrower and will not be binding on or of any force or effect against the Lender, and the Lender may bring any proceedings in the nature of specific performance, injunction or other equitable remedy to enforce its rights under this Agreement, it being acknowledged by VDM that damages at law may be an inadequate remedy for a default, breach or threatened breach of this Agreement;

   c) the CMLS Lender Security may be amended, extended, renewed or replaced, but, other than an increase in the principal amount secured thereby resulting from expenditures made to preserve the Lender's security, the principal amount shall not be increased without the prior written consent of VDM, all on such terms as may be agreed between the Lender and the Borrower from time to time, without in any way affecting the priority granted by, or the validity or enforceability of the provisions of, this Agreement;

   d) if the Lender takes any steps or proceedings to realize on its security including, without limitation, the appointment of a receiver or a receiver manager, whether pursuant to the powers contained in the CMLS Lender Security or pursuant to a Court Order, VDM will not oppose any such steps or proceedings and will consent thereto if requested in writing by the Lender; and

   e) VDM will deliver to the Lender copies of any notices which it gives to the Borrower at the same time as it delivers such notices to the Borrower.

4. Each of VDM and the Lender may, but will not be obligated to, from time to time upon request from the other provide any or all information (including confidential information) that it may have concerning the business and affairs of the Borrower to the other. The Borrower authorizes and consents to this exchange

of information.

5. Any party may give notice as may be required under this Agreement, in writing, to the other parties at the addresses set out below and such notice may be given by personal delivery and either party may changes its address for notice from time to time by notice in writing to the other.

6. The parties shall execute and deliver all such further documents and do such further acts and things as may be reasonably required from time to time to give effect to this Agreement.

7. This Agreement shall be binding upon and enure to the benefit of the parties hereto and their respective heirs, executors, administrators, successors and assigns.

IN WITNESS WHEREOF the parties hereto have hereunto affixed their corporate seals duly attested by the authorized officers in that behalf the day and year first above written.

9307-6925 QUÉBEC INC.

_____

per: Peter SKIERKA, *president, secretary and treasurer*

_____

Peter SKIERKA

LES HABITATIONS DUFF COURT

_____

per: Murielle SAUVÉ

_____

per: Victor MATTE

COMPUTERSHARE TRUST COMPANY OF CANADA

_____

per:

_____

per:

VILLE DE MONTRÉAL

_____

per:

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.01

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1187513001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Offrir aux arrondissements concernés les services professionnels du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour gérer et réaliser les travaux visant la mise aux normes les clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal

Il est recommandé :

- d'offrir aux arrondissements les services professionnels du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour gérer et réaliser les travaux visant à mettre aux normes les clôtures ceinturant les installations aquatiques municipales extérieures, et ce, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-18 16:30

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187513001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Offrir aux arrondissements concernés les services professionnels du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour gérer et réaliser les travaux visant la mise aux normes les clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

En août 2018, la Direction générale a mandaté le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) pour dresser un diagnostic de l'état des clôtures de l'ensemble du parc immobilier aquatique extérieur de la Ville.
Lors de son analyse, le SDSS a relevé la nécessité de mise aux normes du grillage à mailles de chaîne de certaines clôtures ceinturant les piscines et les pataugeoires. À la lumière de ces faits, le SDSS a élaboré un plan d'action visant la mise aux normes des clôtures ceinturant l'ensemble des installations aquatiques extérieures d'ici le début de la saison 2019.

Dans le cadre de ce plan d'action :

- La Direction des sports du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) agit à titre de gestionnaire du plan d'action et du des travaux visant à mettre aux normes les clôtures ceinturant les installations aquatiques municipales extérieures. Il a notamment pour responsabilités de mettre en application et de gérer le plan d'action, de s'assurer du respect des objectifs de celui-ci ainsi que de gérer les contrats associés à la réalisation des travaux.
- La surveillance de chantier est sous la responsabilité du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.
- L'arrondissement participe à la coordination et au développement du projet à titre de gestionnaire et responsable des installations aquatiques extérieures.

Note : À partir de janvier 2019, le nouveau Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) intégrera la Direction des sports.

À ce jour, le SDSS a procédé à l'inventaire et l'analyse de la conformité des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures préalablement identifiées lors d'un sondage adressé à chacun des arrondissements. Un appel d'offres dédié spécifiquement à la mise aux normes des clôtures à maille de chaîne est actuellement en cours. Les principales interventions à réaliser consistent à démanteler la maille de chaîne sur les clôtures existantes, préserver et/ou réparer la structure existante et mettre en place une nouvelle maille de chaîne de 38 mm. La réalisation des travaux est prévue entre le 18 février et le 3 mai 2019. Une enveloppe budgétaire de l'ordre de 2,0 M$, net de ristournes, est prévue pour la mise en œuvre du plan d'action via le PTI du Programme de mise aux normes des équipements aquatiques. Cette enveloppe inclut les contingences et les incidences aux contrats.

C'est dans ce contexte que le nouveau Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports veut offrir aux arrondissements les services relatifs à la réalisation des projets de mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures, et ce, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0703 - 28 mai 2018
Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques.

CM13 0340 - 23 avril 2013
Adopter le Plan d'intervention aquatique de Montréal 2013-2025.

DESCRIPTION

Compte tenu des responsabilités et champs de compétence dévolus aux arrondissements, le conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, doit autoriser le SDSS *(soit le SGPMRS à partir de janvier 2019)* à offrir ses services aux arrondissements, avant que ces derniers ne puissent lui déléguer la réalisation des projets, en acceptant la fourniture de ce service.
Chaque arrondissement désirant se prévaloir du financement et des services de la Ville centre devra à cette fin décider comme suit :

- qu'il adhère au plan d'action proposé;
- qu'il accepte l'offre du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour la gestion du projet visant à mettre aux normes les clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures;
- qu'il s'engage à maintenir en bon état et en conformité avec la réglementation en vigueur les clôtures extérieures faisant l'objet d'une réfection dans le cadre du programme de mise aux normes des installations aquatiques.

JUSTIFICATION

Selon l'article 22 du *Règlement sur la sécurité des bains publics B-1.1, r-11* (S-3 r.3), l'ouverture des mailles devrait être de 38 mm au plus. Ce qui n'est pas toujours le cas. Cela vient du fait que la majorité des piscines extérieures ont été construites avant l'adoption de la nouvelle réglementation, le 31 août 1977.
Bien que l'article 25 du *Règlement sur la sécurité des bains publics* ("**Règlement**") rend inapplicables certaines normes de sécurité y étant prévues à des piscines construites avant le 31 août 1977. Les normes concernées par cette exclusion n'incluent pas celles de l'article

22 du Règlement, lequel porte sur les clôtures. Les clôtures construites avant la publication de la nouvelle réglementation ne bénéficient donc pas d'un droit acquis.

Si rien n'est fait, certaines des installations aquatiques pourraient se voir dans l'obligation de fermer temporairement suite à l'émission d'un avis de non-conformité par la Régie du bâtiment du Québec (RBQ), ce qui aura des répercussions sur l'offre de services aux citoyens.

Comme les travaux seront exécutés dans des parcs qui relèvent de la compétence des arrondissements, les conseils d'arrondissements devront déléguer au SDSS la réalisation du projet visant à mettre aux normes les clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures, en acceptant la fourniture de ce service, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les budgets requis pour la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures sont prévus au PTI 2018-2020 du SDSS. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre. Sans ce financement, les arrondissements pourraient difficilement supporter l'ensemble des coûts nécessaires à la mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures.
Le financement par la Ville couvrira entièrement les coûts des travaux et s'appliquera spécifiquement et uniquement aux coûts reliés à la mise aux normes des clôtures et à la remise en état des lieux (réfection des surfaces adjacentes, gazonnement, etc.).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier est en lien avec les orientations du Plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal. De ce fait, il vise à améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs ainsi qu'à lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas autoriser l'offre de service aux arrondissements aura pour conséquence de reporter les travaux de mise aux normes des clôtures ceinturant les installations aquatiques extérieures. La saison de baignade estivale 2019 de ses installations aquatiques municipales serait ainsi compromise, ce qui aurait un impact majeur sur l'offre de services à la population montréalaise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

5 novembre 2018 - Lancement de l'appel d'offres;

- 27 novembre 2018 - Ouverture des soumissions;
- 31 janvier 2019 - Octroi du contrat;
- 18 février 2019 - Début des travaux;
- 18 février au 3 mai 2019 - Exécution des travaux dans les divers arrondissements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jocelyn GAUTHIER, Ahuntsic-Cartierville
Mario LIMPERIS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Lynn THIBAULT, Lachine
Laurence TSHONGO, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Alain LAVOIE, LaSalle
Jacinthe BROWN, Le Sud-Ouest
Marlène M GAGNON, Verdun
Éric SIGOUIN, Saint-Laurent
Josée MONDOU, Anjou
Cathy DUROCHER, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Yves DESLONGCHAMPS, Montréal-Nord
Jean CUIERRIER, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Line FERLAND, Rosemont - La Petite-Patrie
François LE BRUN, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Hugo A BÉLANGER, Saint-Léonard
Jay-Sun RICHARD, Pierrefonds-Roxboro
Frédéric BEAUDRY, Ville-Marie
Anne-Marie POITRAS, Outremont
Manon S SÉGUIN, Pierrefonds-Roxboro
Jean-François ARIANO-LORTIE, Le Sud-Ouest
Cristina ROMERO, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Manon S SÉGUIN, 17 décembre 2018
Laurence TSHONGO, 13 décembre 2018
Éric SIGOUIN, 29 novembre 2018
Jocelyn GAUTHIER, 29 novembre 2018
Line FERLAND, 28 novembre 2018
Alain LAVOIE, 28 novembre 2018
Jean CUIERRIER, 27 novembre 2018
Frédéric BEAUDRY, 27 novembre 2018
Lynn THIBAULT, 27 novembre 2018
François LE BRUN, 27 novembre 2018
Mario LIMPERIS, 27 novembre 2018
Josée MONDOU, 27 novembre 2018

Cathy DUROCHER, 27 novembre 2018
Marlène M GAGNON, 27 novembre 2018
Hugo A BÉLANGER, 27 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy R ROY
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-6762
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-27

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514 872-4720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2018-12-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2018-12-18

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.02

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1181097017

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux de construction de saillies de trottoirs à l'intersection des avenues Casgrain et Fairmount Est, ainsi qu'à l'intersection des avenues De Gaspé et Fairmount Est.

Il est recommandé d'accepter l'offre de service de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux de construction de saillies de trottoirs à l'intersection des avenues Casgrain et Fairmount Est, ainsi qu'à l'intersection des avenues De Gaspé et Fairmount Est.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-14 15:07

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1181097017**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux de construction de saillies de trottoirs à l'intersection des avenues Casgrain et Fairmount Est, ainsi qu'à l'intersection des avenues De Gaspé et Fairmount Est.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) est responsable de l'aménagement, de la réfection (entretien majeur) et du développement du réseau de voirie artérielle de la Ville de Montréal (RAAV), compétence relevant du conseil de la Ville en vertu de la Charte de la Ville (Art. 87(6) et Art. 105). Sachant que la rue sur laquelle il souhaite intervenir est de la juridiction du conseil de la Ville, l'arrondissement du Plateau Mont-Royal a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ». L'acceptation de l'offre de service de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal constitue l'objet du présent dossier.
L'arrondissement du Plateau Mont-Royal a prévu réaménager l'avenue Fairmount Est et une portion de la rue Saint-Dominique en 2019. Le projet consiste entre autres en des élargissements de trottoir, l'ajout de saillies et l'aménagement d'un déviateur de trafic à l'intersection Fairmount Est/Saint-Dominique. Une nouvelle place publique sera aménagée à cet endroit. Au cours du processus d'élaboration du concept d'aménagement, des consultations avec les parties prenantes et les citoyens ont eu lieu afin de présenter une proposition préliminaire aux résidents du secteur et de recueillir leurs commentaires pour la suite du projet. Plusieurs demandes de la part des citoyens ont été faites afin que le projet intègre les saillies de trottoir aux avenues Casgrain et De Gaspé à l'intersection de l'avenue Fairmount Est.

L'arrondissement du Plateau Mont-Royal offre de prendre en charge la conception et la réalisation de ces travaux de construction d'avancées de trottoir. De fait, l'arrondissement

justifie une intervention rapide à cet endroit ainsi. *« Le secteur accueille, entre autres, un important pôle d'emploi, une école secondaire et une résidence pour personnes âgées (80 unités) et ce, sans compter la construction en cours d'une coopérative d'habitation (90 unités) et d'un centre de la petite enfance (CPE) sur l'avenue De Gaspé. Pour ces raisons, il s'agit d'un secteur fortement achalandé par les piétons et les cyclistes. Puisque des saillies sont déjà prévues dans le cadre du projet sur le réseau local, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal considère qu'il est opportun de coordonner les saillies du réseau artériel dans le cadre du projet en cours. »*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 25 0462 - 3 décembre 2018 - Offre au conseil de la ville en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la construction de saillies à l'intersection des avenues Casgrain et Fairmount Est, ainsi qu'à l'intersection des avenues De Gaspé et Fairmount Est.

DESCRIPTION

Les travaux consistent à construire des saillies et à élargir les trottoirs, incluant la plantation d'arbres et la pose de mobilier urbain à diverses intersections de rues situées dans le réseau artériel du Plateau-Mont-Royal (voir la proposition d'aménagement en pièce jointe).
Les intersections visées par ces travaux, la répartition des saillies sur chacun des réseaux et les superficies se résument comme suit:

Intersections	**Réseau artériel**	**Réseau local**
Intersection Casgrain et Fairmount Est	4	4
Intersection De Gaspé et Fairmount Est	2	2
Travaux prévus	**Superficie en m^2**	
	Réseau artériel	**Réseau local**
Saillies en béton	325	212
Fosse de plantation dans les saillies	45	75

JUSTIFICATION

Comme les travaux seront exécutés dans le réseau artériel qui relève de la compétence de la ville centre, il est requis que celle-ci délègue à l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, la conception et la réalisation des travaux, en acceptant son offre de fourniture de ce service, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec.
En raison de son expertise en construction et du fait que les travaux se déroulent sur son territoire, l'arrondissement du Plateau Mont-Royal est l'instance la mieux placée pour réaliser le plus rapidement ces travaux.

Conditions d'acceptation, par la ville centre, de l'offre de services de l'arrondissement
Pour l'exécution du projet, l'arrondissement devra se soumettre aux conditions suivantes :

- **L'arrondissement devra obtenir l'autorisation du Directeur des transports avant de procéder au lancement de l'appel d'offres pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement.** Cette exigence vise à permettre à la ville centre d'exercer son droit de regard sur les projets visés. La validation des esquisses préliminaires par la division de la sécurité et de l'aménagement du réseau artériel est donc

préalable à l'émission de l'autorisation par le directeur de la Direction des transports. Cette autorisation témoignera de l'accord du SIVT quant aux aménagements proposés et précisera toutes les conditions et exigences de la ville centre en lien avec la réalisation du projet par l'arrondissement. Les conditions établies par le SIVT en lien avec la réalisation dudit projet devront obligatoirement être respectées par l'arrondissement.

- **L'arrondissement devra inscrire le SIVT, Directeur des transports, comme partie prenante ainsi que le Service des finances comme intervenant pour l'imputation des dépenses dans les sommaires décisionnels d'octroi de contrats pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement.**
  Cette intervention confirmera que le SIVT assumera l'entièreté des dépenses liées aux aménagements qui seront faits sur le RAAV selon les conditions émises, y compris les plans et devis.

Les conditions et exigences de la ville centre comprennent également, sans s'y limiter, les modalités suivantes :

- La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- L'arrondissement s'assurera, s'il y a lieu, d'obtenir l'approbation par le Service de l'eau, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et la Société de transport de Montréal (STM) des plans et devis réalisés;
- L'arrondissement s'engage à gérer le projet en utilisant les meilleures pratiques de gestion de projet, en conformité avec le Cadre de gouvernance des projets et des programmes de la Ville (résolution CG10 0158);
- L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir à la ville centre, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
- L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;
- L'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé du projet et participer, à la demande de la Ville, au processus d'évolution budgétaire.
- Plus précisément, il devra établir et tenir à jour un échéancier maître dans lequel sera inscrit le déroulement du projet, décrire comment sont utilisés les fonds mis à sa disposition pour la réalisation du projet étant entendu que les fonds destinés à la réalisation du projet doivent être utilisés à cette seule fin;
- L'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le budget et les crédits;
- L'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction des transports s'engage à assumer les coûts de réalisation, à l'intérieur des budgets prévus du Service des infrastructures, de la voirie et des transports.

Les coûts de main d'oeuvre interne et autres dépenses accessoires hors contrat seront assumés par l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de construction de saillies de trottoirs permet de contribuer aux objectifs du Plan Local de Développement Durable (PLDD) 2016-2020 de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal. En effet, les travaux projetés permettent de poursuivre les engagements liés à la priorité d'intervention 2 : Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources, et aux actions 4 et 7 : protéger et enrichir la forêt urbaine et la biodiversité et, optimiser la gestion de l'eau.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'offre de services de l'arrondissement n'est pas acceptée, il ne sera pas possible de réaliser à court terme les travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute activité de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le service des communications de la Ville centre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Acceptation par le CM de l'offre de service de l'arrondissement : Janvier 2019
Demande d'autorisation pour aller en appel d'offres : Février 2019
Lancement de l'appel d'offres : Février 2019
Octroi : Avril 2019
Travaux : Mai 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Benoît MALETTE, 12 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéfan GALOPIN
Ingenieur

Tél : 514 872-3481
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Sylvain FELTON
Chef de division

Tél : 514 872-7593
Télécop. : 514-872-9458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2018-12-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-14

PROJET | PAYSAGE
24 Mont-Royal O, Bureau 801 Montréal Québec H2T 2S2
T: 514.849.7700 F: 514.849.2027
info@projetpaysage.com

Place publique Fairmount @ Saint-Dominique

Fosses de plantation

PLAN DE TRAVAIL – Fosses de plantation – m²

Échelle: 1:250 @ A0

2018-10-15

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.03

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1181097018

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux de réaménagement à l'intersection des avenues Somerled et Draper.

Il est recommandé:

d'accepter l'offre de service de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux de réaménagement à l'intersection des avenues Somerled et Draper.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-18 11:42

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1181097018**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux de réaménagement à l'intersection des avenues Somerled et Draper.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) est responsable de l'aménagement, de la réfection (entretien majeur) et du développement du réseau de voirie artérielle de la Ville de Montréal (RAAV), compétence relevant du conseil de la Ville en vertu de la Charte de la Ville (Art. 87(6) et Art. 105). Sachant que la rue sur laquelle il souhaite intervenir est de la juridiction du conseil de la Ville, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ». L'acceptation de l'offre de service de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce constitue l'objet du présent dossier.
L'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce prévoit réaménager des intersections à divers endroits en 2019. Il est notamment visé de sécuriser l'intersection des avenues Draper et Somerled, située à proximité de l'école Royal Vale.

L'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce offre de prendre en charge la conception et la réalisation de ces travaux de réaménagement de l'intersection des avenues Draper et Somerled. De fait, l'arrondissement justifie une intervention rapide à cet endroit ainsi : « *Le réaménagement géométrique proposé vise à réduire la longueur de traversée piétonne et à augmenter la visibilité de l'intersection Draper / Somerled donnant sur l'entrée principale de l'école Royal Vale. Elle permet aussi de modifier le comportement des automobilistes en réduisant la vitesse et en améliorant ainsi l'environnement pour les résidents et les piétons».*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 170328 - 3 décembre 2018 - D'offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux pour le réaménagement de l'intersection Draper/Somerled appartenant au réseau artériel en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la *Charte de la Ville de Montréal* .

DESCRIPTION

Le réaménagement géométrique proposé consiste à réaligner les approches Nord et Sud de l'intersection permettant de réduire de moitié la largeur des traverses Nord et Sud de l'intersection des avenues Somerled et Draper. (voir le plan en pièce jointe)

JUSTIFICATION

Comme les travaux seront exécutés dans le réseau artériel qui relève de la compétence de la ville centre, il est requis que celle-ci délègue à l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, la conception et la réalisation des travaux, en acceptant son offre de fourniture de ce service, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec.
En raison de son expertise en construction et du fait que les travaux se déroulent sur son territoire, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce est l'instance la mieux placée pour réaliser le plus rapidement ces travaux.

Conditions d'acceptation, par la ville centre, de l'offre de services de l'arrondissement
Pour l'exécution du projet, l'arrondissement devra se soumettre aux conditions suivantes :

- **L'arrondissement devra obtenir l'autorisation du Directeur des transports avant de procéder au lancement de l'appel d'offres pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement.**
  Cette exigence vise à permettre à la ville centre d'exercer son droit de regard sur les projets visés. La validation des esquisses préliminaires par la division de la sécurité et de l'aménagement du réseau artériel est donc préalable à l'émission de l'autorisation par le directeur de la Direction des transports. Cette autorisation témoignera de l'accord du SIVT quant aux aménagements proposés et précisera toutes les conditions et exigences de la ville centre en lien avec la réalisation du projet par l'arrondissement. Les conditions établies par le SIVT en lien avec la réalisation dudit projet devront obligatoirement être respectées par l'arrondissement.

- **L'arrondissement devra inscrire le SIVT, Directeur des transports, comme partie prenante ainsi que le Service des finances comme intervenant pour l'imputation des dépenses dans les sommaires décisionnels d'octroi de contrats pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement.**
  Cette intervention confirmera que le SIVT assumera l'entièreté des dépenses liées aux aménagements qui seront faits sur le RAAV selon les conditions émises, y compris les plans et devis.

Les conditions et exigences de la ville centre comprennent également, sans s'y limiter, les modalités suivantes :

- La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- L'arrondissement s'assurera, s'il y a lieu, d'obtenir l'approbation par le Service de l'eau, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et la Société de transport de Montréal (STM) des plans et devis réalisés;
- L'arrondissement s'engage à gérer le projet en utilisant les meilleures pratiques de gestion de projet, en conformité avec le Cadre de gouvernance des projets et des programmes de la Ville (résolution CG10 0158);
- L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir à la ville centre, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
- L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;
- L'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé du projet et participer, à la demande de la Ville, au processus d'évolution budgétaire.
- Plus précisément, il devra établir et tenir à jour un échéancier maître dans lequel sera inscrit le déroulement du projet, décrire comment sont utilisés les fonds mis à sa disposition pour la réalisation du projet étant entendu que les fonds destinés à la réalisation du projet doivent être utilisés à cette seule fin;
- L'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le budget et les crédits;
- L'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction des transports s'engage à assumer les coûts de réalisation, à l'intérieur des budgets prévus du Service des infrastructures, de la voirie et des transports. Les travaux seront financés par le nouveau programme intitulé Vision Zéro - Programme de sécurisation aux abords des écoles, visant à améliorer la sécurité des personnes les plus vulnérables aux abords des écoles ainsi qu'à encourager des déplacements actifs des enfants et des parents vers les écoles.
Les coûts de main d'oeuvre interne et autres dépenses accessoires hors contrat seront assumés par l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces travaux permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :
- améliorer la sécurité des clientèles vulnérables (piétons, écoliers et personnes à mobilité réduite);
- apaiser la circulation;
- contribuer au verdissement et à la réduction des îlots de chaleur;
- favoriser le captage, la rétention et l'infiltration des eaux de pluie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'offre de services de l'arrondissement n'est pas acceptée, il ne sera pas possible de réaliser à court terme les travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute activité de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le service des communications de la Ville centre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Janvier 2019 : Acceptation par le CM de l'offre de services de l'arrondissement;
Février 2019 : Autorisation de procéder au lancement d'appel d'offres;
Printemps 2019 : Travaux de construction et fin du projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Pascal TROTTIER, 11 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéfan GALOPIN
Ingenieur

Tél : 514 872-3481
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Sylvain FELTON
Chef de division

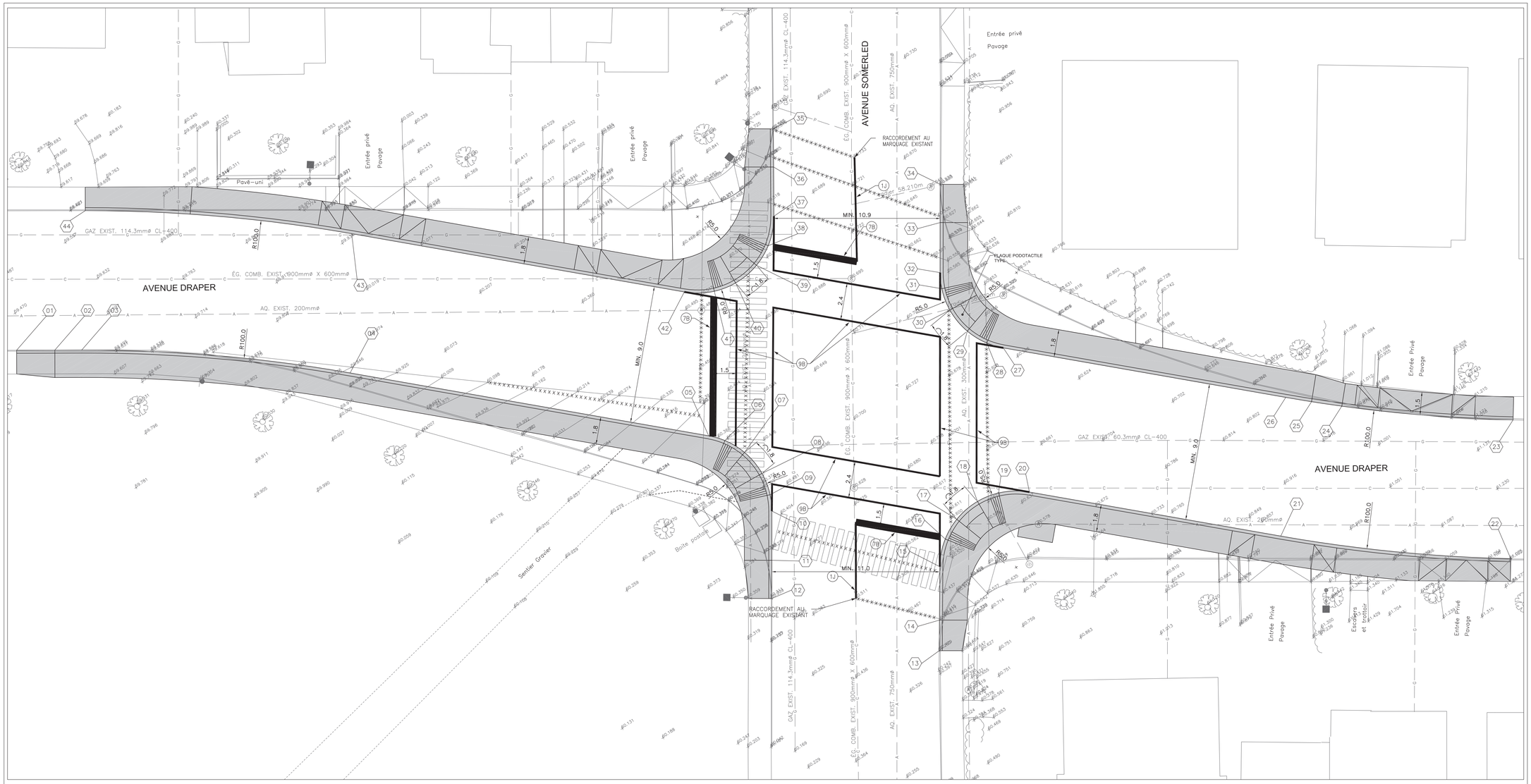
Tél : 514 872-7593
Télécop. : 514-872-9458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2018-12-17

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-17



Repère	Orientation	No de feuille
		C-06

LEGENDE

EXISTANT		PROPOSÉ
Ⓟ	PUISARD CIRCULAIRE	Ⓟ
■	UNITÉ D'ÉCLAIRAGE SIMPLE	
☼	BORNE-FONTAINE	
●	POTEAU, ÉLECTRICITÉ	
❀	ARBRE FEUILLU	
Ⓐ	REGARD D'AQUEDUC	
Ⓒ	REGARD D'ÉGOUT COMBINÉ	
▬	BÂTIMENT	
	BOLLARD PROPOSÉ	○
— A —	AQUEDUC	
— C —	ÉGOUT COMBINÉ	
— P —	ÉGOUT PLUVIAL	
— T —	CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN	

CE DOCUMENT NE DOIT PAS SERVIR À DES FINS DE CONSTRUCTION

Révision

Révision	DÉTAIL	DATE	PAR
00	ÉMIS POUR APPEL D'OFFRE	2018-08-03	A.B.

Plan clé

Surveillance

Ingénieur de chantier:

Surveillant:

Sceaux

Adrian Bara 138964 PROFESSIONAL ENGINEER

2018-08-03

Titre

INTERSECTION AVENUE DRAPER / AVENUE SOMERLED GÉOMÉTRIE

SNC·LAVALIN

Préparé par: PHILIPPE VINCENT

Dessiné par: OTMAN EL BAKOUCHI

Vérifié par: ADRIAN BARA

Chargé de projet: ADRIAN BARA — N/D 655451

Date	No soumission	Contrat
2018-05-22	CDN-NDG-18-AOP-TP-055	CDN-NDG-18-AOP-TP-055

PROJET

PROJET DE RÉAMÉNAGEMENTS GÉOMÉTRIQUES: CONSTRUCTION DE SAILLIES À DIVERSES INTERSECTIONS ET CONSTRUCTION D'INTERSECTIONS SURÉLEVÉES À PROXIMITÉ DE L'HÔPITAL SAINTE-JUSTINE

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

SI — Dimensions en millimètres sauf indication contraire

Échelle: 1:100

Dessin No C-06 — 00

LÉGENDE - TYPES DE LIGNES ET SYMBOLES POUR VOIE VÉHICULAIRE

DESCRIPTION	DIMENSION	IDENTIFICATION
MARQUAGE EXISTANT À EFFACER	x x x x x x x x x	0
LIGNE CONTINUE ; 120mm DE LARGEUR		1B 1J
LIGNE DISCONTINUE; 0,5m X 1m ; 120mm DE LARGEUR	0,5m / 1m	2B 2J
LIGNE DISCONTINUE; 1m X 3m ; 120mm DE LARGEUR	1m / 3m	3B 3J
LIGNE DISCONTINUE; 3m X 3m; 120mm DE LARGEUR	3m / 3m	4B 4J
LIGNE DISCONTINUE; 3m X 7m; 120mm DE LARGEUR	3m / 7m	5B 5J
HACHURE; 400mm DE LARGEUR	0,6m VARIABLE 24m	6B 6J
LIGNE D'ARRÊT; 450mm DE LARGEUR		7B
CÉDEZ LE PASSAGE CARREFOUR GIRATOIRE; 450mm DE LARGEUR	1m / 1m	8B
TRAVERSE PIÉTONNE; BLANCHE; 120mm DE LARGEUR	2,4m / 1m	9B
BANDE DE PASSAGE; 400mm DE LARGEUR	2,4m / 0,4m	10B 10J

- POUR LES DIMENSIONS EXACTES DES SYMBOLES SE RÉFÉRER AUX ANNEXES B-C ET F DU TOME V, SIGNALISATION ROUTIÈRE, CHAPITRE 6, MARQUES SUR LA CHAUSSÉE, DES NORMES DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS (MTMDET).
- LA LETTRE B POUR BLANCHE ET J POUR JAUNE SERA AJOUTÉE À LA DROITE DU CHIFFRE POUR PRÉCISER LA COULEUR DE LA LIGNE.
- LES SYMBOLES EN LÉGENDE NE SONT PAS À L'ÉCHELLE DU PLAN.

NOTES:

TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DOIVENT ÊTRE CONFORMES AUX EXIGENCES DE LA NORME NQ1809-300 «CONDUITES D'EAU ET ÉGOUTS», À LA DIRECTIVE 001 DU MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (MDDELCC), AUX EXIGENCES DES SERVICES PUBLICS DONT HYDRO-QUÉBEC, BELL CANADA, CABLODISTRIBUTEUR, GAZ MÉTROPOLITAIN, AINSI QUÀ TOUTE LA RÉGLEMENTATION DE LA VILLE DE MONTREAL. EN CAS DE CONTRADICTION, L'EXIGENCE LA PLUS SÉVÈRE A PRÉSÉANCE.

L'ENTREPRENEUR DEVRA OBTENIR TOUTES LES AUTORISATIONS REQUISES POUR L'EXÉCUTION DES PRÉSENTS TRAVAUX.

L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER PRÉALABLEMENT À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX LES RADIERS DES CONDUITES EXISTANTES ET RAPPORTER TOUTES DIVERGENCES AU CONSULTANT.

DE PLUS, L'ENTREPRENEUR DOIT PRENDRE CONNAISSANCE ET CONSIDÉRER QUE LES TRAVAUX DÉPENDENT DES CONDITIONS DE CHANTIER. FOURNIR TOUS LES ÉLÉMENTS NON SPÉCIFIQUEMENT MONTRÉS SUR LES DESSINS MAIS REQUIS POUR COMPLÉTER LES TRAVAUX. COMPLÉTER LES OUVRAGES SELON LES RÈGLES DE L'ART ET À LA SATISFACTION DE L'INGÉNIEUR ET DU LABORATOIRE D'ESSAIS. AUSSI, NE FOURNIR QUE DES MATÉRIAUX NEUFS, EN BON ÉTAT ET DE PREMIÈRE QUALITÉ.

L'ENTREPRENEUR SERA RESPONSABLE DE TOUS LES DOMMAGES CAUSÉS PAR SES EMPLOYÉS OU AUTRES PERSONNES SOUS SES ORDRES. L'ENTREPRENEUR DOIT RAGRÉER LES SURFACES ENDOMMAGÉES LORS DE SES TRAVAUX. AUSSI, IL DOIT GARDER, DANS LA MESURE DU POSSIBLE, LES LIEUX PROPRES ET LIBRES DE TOUT DÉBRIS.

MAINTENIR LES RUES AVOISINANTES PROPRES. EFFECTUER LE NETTOYAGE DE CES RUES AUSSI SOUVENT QU'IL SERA EXIGÉ PAR LA VILLE DE MONTRÉAL ET/OU L'INGÉNIEUR ET/OU LE PROPRIÉTAIRE.

À LA FIN DES TRAVAUX, PROCÉDER À UN NETTOYAGE FINAL DU CHANTIER.

L'ENTREPRENEUR DOIT PERMETTRE EN TOUT TEMPS LE LIBRE ACCÈS ROUTIER CARROSABLE AUX USAGERS.

SI DES MATÉRIAUX DE REMBLAI SONT REQUIS SOUS LES SURFACES À PAVER AFIN D'ATTEINDRE LE NIVEAU D'INFRASTRUCTURE, L'ENTREPRENEUR DOIT FOURNIR ET METTRE EN PLACE UN MATÉRIEL GRANULAIRE DE CLASSE "A" COMPACTÉ À 95% DU PROCTOR MODIFIÉ.

SI DES MATÉRIAUX DE REMBLAI SONT REQUIS SOUS LES SURFACES À GAZONNNER AFIN D'ATTEINDRE LE NIVEAU REQUIS, L'ENTREPRENEUR DOIT FOURNIR ET METTRE EN PLACE UN MATÉRIEL GRANULAIRE DE CLASSE "B" COMPACTÉ À 90% DU PROCTOR MODIFIÉ.

L'ENTREPRENEUR DOIT NIVELER LE TERRAIN JUSQU'AUX LIMITES DU CHANTIER AVEC LA PENTE LA MOINS ABRUPTE POSSIBLE.

L'ENTREPRENEUR DOIT SCIER LES REVÊTEMENTS DE BÉTON BITUMINEUX ET OUVRAGES EN BÉTON DE CIMENT EXISTANTS VERTICALEMENT ET LINÉAIREMENT SUR TOUTE LEUR ÉPAISSEUR.

LES TRAITS DE SCIE SUR LES PLANS SONT MONTRÉS À TITRE INDICATIF. L'ENTREPRENEUR DOIT PRENDRE LES MESURES NÉCESSAIRES POUR BIEN MARIER LE NOUVEAU PAVAGE AVEC LE PAVAGE EXISTANT POUR QUE LE DRAINAGE SE FASSE ADÉQUATEMENT. LA LARGEUR DES TRAITS DE SCIE DOIVENT ÊTRE VALIDER SUR LE CHANTIER PAR LE SURVEILLANT DE CHANTIER.

TOUT MATÉRIAU DÉSIGNÉ AU CHANTIER COMME REBUT DOIT ÊTRE DISPOSÉ DANS UN SITE APPROUVÉ PAR LE (MDDELCC).

LES RÉSEAUX EXISTANTS (AQUEDUC, ÉGOUT SANITAIRE, ÉGOUT PLUVIAL) DEVRONT ÊTRE MAINTENUES EN SERVICE DURANT LES TRAVAUX.

LE DÉGAGEMENT VERTICAL MINIMAL ENTRE 2 CONDUITES DOIT ÊTRE DE 300mm PAROI À PAROI EN TOUT TEMPS.

LORSQUE LA DISTANCE ENTRE LE RADIER DES CONDUITES ET LE NIVEAU FINAL DU TERRAIN ET/OU PAVAGE EST INFÉRIEUR À 1.8m, L'ENTREPRENEUR DEVRA FOURNIR ET INSTALLER UN ISOLANT RIGIDE DE 2m DE LARGE DE TYPE STYROFOAM HI-60, 50mm D'ÉPAISSEUR À 150mm AU-DESSUS DE LA CONDUITE.

L'ENTREPRENEUR DOIT PRÉVOIR LE CHARGEMENT, LA FOURNITURE, LA MISE EN PLACE ET COMPACTION DES MATÉRIAUX COMPLÉMENTAIRES NÉCESSAIRES AFIN D'OBTENIR LES NIVEAUX REQUIS AUX PLANS. CES MATÉRIAUX POURRONT ÊTRE DE CLASSE "B" OU DE CLASSE "A" SELON LES CONDITIONS D'UTILISATION.

LES ÉLÉVATIONS PRÉSENTÉES SUR LE PLAN DEVRONT ÊTRE VALIDÉES PAR LE SURVEILLANT DE CHANTIER SUR LE CHANTIER AVANT LE DÉBUT DE LA COULÉE DE BÉTON.

LA PETITE SIGNALISATION EXISTANTE DANS LA ZONE DES TRAVAUX EST À ENLEVER POUR LA DURÉE DES TRAVAUX ET À RÉINSTALLER AUX ENDROITS INDIQUÉS PAR LA VILLE.

COORDONNÉES D'IMPLANTATION		
POINT_HEXAG	Position X	Position Y
01	294475.299	5037310.709
02	294477.412	5037309.374
03	294478.902	5037308.432
04	294492.914	5037297.740
05	294510.506	5037281.675
06	294511.237	5037280.841
07	294511.899	5037279.501
08	294512.128	5037277.726
09	294511.829	5037276.262
10	294511.352	5037275.297
11	294509.622	5037272.580
12	294508.279	5037270.471
13	294515.689	5037261.710
14	294516.774	5037263.390
15	294518.672	5037266.326
16	294519.943	5037267.865
17	294521.271	5037268.349
18	294523.043	5037268.609
19	294524.512	5037268.335
20	294526.243	5037267.304
21	294538.577	5037256.041
22	294550.480	5037246.719
23	294555.485	5037254.301
24	294546.510	5037261.077
25	294544.998	5037262.365
26	294543.725	5037263.528
27	294529.865	5037276.184
28	294529.125	5037277.032
29	294528.468	5037278.375
30	294528.245	5037280.151
31	294528.549	5037281.614
32	294529.020	5037282.562
33	294530.761	5037285.328
34	294532.124	5037287.436
35	294524.861	5037296.361
36	294523.534	5037294.242
37	294521.825	5037291.514
38	294520.475	5037290.065
39	294519.140	5037289.414
40	294517.366	5037289.172
41	294515.899	5037289.461
42	294514.216	5037290.475
43	294497.896	5037305.379
44	294483.992	5037316.003

LÉGENDE:

- RÉFECTION DE GAZON
- RÉFECTION DE PAVÉ-UNI
- RÉFECTION DE PAVAGE
- RÉFECTION DE BÉTON
- PAILLIS PROPOSÉ
- RÉFECTION COMPLÈTE DU COURS D'EAU

XX.XXX — ÉLÉVATION PROPOSÉE

PH. XX.XXX — ÉLÉVATION PROPOSÉE DESSUS BORDURE OU TROTTOIR

PB. XX.XXX — ÉLÉVATION PROPOSÉE DESSUS ASPHALTE

LE RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE A ÉTÉ EFFECTUÉ PAR LA FIRME SNC LAVALIN EN DATE DU MOIS DE MAI 2018.

PROJET PRÉPARÉ SELON LE SYSTÈME DE COORDONNÉES PLANES DU QUÉBEC (SCOPQ NAD 83) FUSEAU 8 ET DU NIVEAU DE RÉFERENCE DU SERVICE DE GÉODESIE DU MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES DU QUÉBEC.

AVANT D'EXCAVER, L'ENTREPRENEUR DOIT PROCÉDER À TOUTES LES RECHERCHES AUPRÈS DES ORGANISMES CONCERNÉS AFIN DE LOCALISER PRÉCISÉMENT LES OUVRAGES SOUTERRAINS EXISTANTS.

DERNIÈRE SAUVGARDE: 2018/08/03 — 11:51am
DWNM: \\snc.int\ca\dfs\MONTREAL\Projets\DEPOT\DOSSIERS_CIVILS\MAPER-SOMERLED_ACAD\1_DRAPER-SOMERLED_IT.dwg

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.04

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1187796009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool dans les établissements commerciaux de la Société de développement commercial du Quartier Latin entre 3h00 et 6h00 lors de la Nuit blanche le 3 mars 2019

Il est recommandé:
- d'approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool dans les établissements commerciaux identifiés dans le tableau ci-dessous de la Société de développement commercial du Quartier Latin entre 3h00 et 6h00 lors de la Nuit Blanche, le 3 mars 2019:

Raison sociale	**Adresse**
9362-7222 Québec inc.	1738, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K6
9209-0752 QUÉBEC INC.	403, rue Ontario E, Montréal (Québec) H2L1N5
9335-0130 Québec inc.	1567, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K3
9099-6034 QUÉBEC INC.	1658, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K6
LE SAINT-BOCK BRASSERIE ARTISANALE INC.	1749, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4
9044-2682 QUÉBEC INC.	1627, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K3
9141-3757 QUÉBEC INC.	1-1703, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4
9141-3757 QUÉBEC INC.	1-1703, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4
9337-6614 Québec inc.	2031, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K8
2630-2240 QUEBEC INC.	1649,rue Saint-Denis, Montréal, (Québec) H2X3K4

9372-8624 Québec inc.	2040, rue Saint-Denis, Montréal Québec H2X1E7
9260-6169 QUÉBEC INC.	1904-1160, rue Saint-Mathieu, Montréal (Québec) H3H2P4

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-26 12:20

Signataire : Isabelle CADRIN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187796009**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool dans les établissements commerciaux de la Société de développement commercial du Quartier Latin entre 3h00 et 6h00 lors de la Nuit blanche le 3 mars 2019

CONTENU

CONTEXTE

Le 21 septembre 2017 était adoptée la *Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (2017, chapitre 16). Cette loi introduit de nouvelles dispositions en regard de la *Loi sur les permis d'alcool* qui permettent à la Ville de prévoir des heures d'exploitation des permis d'alcool différentes dans le cadre d'un événement à caractère culturel, social, sportif ou touristique, si la demande n'est pas contraire à l'intérêt public ou à la sécurité publique ou susceptible de nuire à la tranquillité publique. Auparavant, les demandes pouvaient être soumises à la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ). Dorénavant, les requêtes doivent être soumises auprès de la Ville de Montréal pour décision des autorités. La demande de la Société de développement commercial (SDC) Quartier Latin, déposée dans le cadre de l'événement "Nuit blanche" est ci-jointe. Elle concerne 12 (douze) établissements qui souhaitent servir et vendre de l'alcool de 3h00 à 6h00 le 3 mars 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Les établissements répondant aux conditions suivantes peuvent bénéficier de la prolongation des heures de leur permis d'alcool :

- ne pas avoir fait l'objet de plaintes récurrentes de la part de citoyens et ainsi démontrer une bonne gestion en matière de bruit et de tapage nocturne;
- ne pas faire l'objet d'opposition à la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ);
- détenir un permis d'occupation valide.

L'arrondissement de Ville-Marie a vérifié que chacun des établissements susceptibles d'être autorisés à prolonger ses heures de vente et de service d'alcool le 3 mars prochain répondent bien à ces conditions. Ces établissements sont:

Raison sociale	Adresse
9362-7222 Québec inc.	1738, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K6
9209-0752 QUÉBEC INC.	403, rue Ontario E, Montréal (Québec) H2L1N5
9335-0130 Québec inc.	1567, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K3
9099-6034 QUÉBEC INC.	1658, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K6
LE SAINT-BOCK BRASSERIE ARTISANALE INC.	1749, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4
9044-2682 QUÉBEC INC.	1627, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K3
9141-3757 QUÉBEC INC.	1-1703, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4
9141-3757 QUÉBEC INC.	1-1703, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4
9337-6614 Québec inc.	2031, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K8
2630-2240 QUEBEC INC.	1649,rue Saint-Denis, Montréal, (Québec) H2X3K4
9372-8624 Québec inc.	2040, rue Saint-Denis, Montréal Québec H2X1E7
9260-6169 QUÉBEC INC.	1904-1160, rue Saint-Mathieu, Montréal (Québec) H3H2P4

JUSTIFICATION

La Nuit blanche à Montréal a été mise sur pied en 2004. Elle s'inscrit dans un circuit international de «Nuits blanches», concept originellement initié par la Ville de Paris. Le modèle montréalais est le deuxième à s'être implanté au monde et il s'est rapidement distingué par sa spécificité nordique, sa réalité hivernale, et son ouverture à de multiples formes d'expression mettant en valeur les arts de toutes disciplines et l'urbanité de la métropole. La Nuit blanche à Montréal est présentée dans le cadre du Festival Montréal en lumière et contribue au rayonnement international de Montréal. En 2016, 9 (neuf) établissements du Quartier Latin ont pu prolonger les heures d'exploitation de leur permis d'alcool dans le cadre de la Nuit Blanche jusqu'à 6h00 et douze (12) établissements ont profité de cette dérogation en 2017.
Les nouveaux pouvoirs dont disposent la Ville de Montréal permettent de répondre aux demandes des gens d'affaires, notamment dans le cadre d'événements spéciaux. Cet appui permet d'établir les conditions propices aux affaires de façon à assurer la vitalité économique.

Par ailleurs, la Ville de Montréal, s'est engagée, par le biais de son plan d'action en commerce, *Vivre Montréal* , à démarrer un chantier pour la mise en place d'une politique de la vie nocturne. Cette expérience permettra à la Ville de Montréal de colliger des données, qui permettront de nourrir la réflexion de la Ville de Montréal, pour la mise en place d'une éventuelle politique de la vie nocturne à Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'approbation de la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool pourra potentiellement engendrer des coûts supplémentaires pour la Ville de Montréal. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pourrait aller inspecter les établissements faisant

l'objet du présent dossier décisionnel et les établissements avoisinants. Le SPVM juge difficile de chiffrer l'impact financier pour la Ville à ce stade-ci.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise en valeur commerciale dans les quartiers favorise l'achat local à proximité des lieux de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool ne permettait pas aux établissements de la SDC Quartier Latin de servir ou de vendre des boissons alcooliques entre 3h00 et 6h00 lors de la Nuit blanche.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Tenue de la Nuit Blanche la nuit du 2 au 3 mars 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat (Denis COLLERETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Denis COLLERETTE, Service du développement économique
Nathalie ARÈS, Service des communications

Lecture :

Denis COLLERETTE, 17 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-12-17

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

Tél : 514-868-3140
Télécop. :

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2018-12-21

Madame Valérie Plante
Mairesse de Montréal
800, boul. de Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Montréal, le 21 novembre 2018

Objet : PROJET PILOTE – « LE QUARTIER LATIN OUVERT JUSQU'À 6 AM» NUIT BLANCHE

La Société de développement commerciale (SDC) du Quartier latin, fondée en 1994, a pour mission d'assurer la vitalité commerciale et culturelle de son territoire. Nous remplissons ce mandat par différentes initiatives, allant de s'assurer de la propreté et de la sécurité des lieux jusqu'à l'organisation d'événements culturels rassembleurs, en passant par des stratégies de recrutement commercial.

Le mix commercial du territoire, bien qu'il soit réparti en une bonne variété de types de commerces, compte un grand nombre de restaurants et de bars. Cette concentration confère au Quartier latin sa bonne réputation pour la qualité du « Nighlife » qu'on y retrouve. Déclarée zone touristique par le gouvernement provincial, ce statut permet aux commerces de détail du quartier latin d'ouvrir 24h/24, 365 jours par année.

Depuis 2016, la SDC Quartier latin participe à la Nuit Blanche du Festival Montréal en Lumière en s'associant à l'organisme Montréal Joue, avec qui nous transformons le Quartier latin en Quartier ludique. Parallèlement, la Nuit Blanche nous a semblée l'événement tout indiqué pour l'expérimentation d'un projet d'ouverture des bars jusqu'à 6h du matin. Au cours des deux dernières années, nous avons accompagné les commerçants intéressés dans leurs démarches auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) du Québec. Tout comme nos marchands, nous avons été ravis de constater qu'une telle prolongation n'a engendré aucune augmentation de méfaits dans le secteur.

Le Quartier latin est déjà très bien desservi jour et nuit en transport en commun grâce à sa situation géographique centrale et la présence de la station de métro Berri UQAM.

En ce sens, nous croyons qu'il s'agit de l'emplacement le plus approprié pour expérimenter la prolongation des heures d'ouverture de nos commerçants.

Nous proposons une collaboration entre la SDC du Quartier latin et la Ville de Montréal sur un projet pilote pour l'édition 2019 de la Nuit Blanche du festival Montréal en lumière, dans la nuit du 2 au 3 mars, qui permettrait aux bars et restaurants de prolonger leurs heures d'ouverture jusqu'à 6 AM. Nous souhaitons ainsi évaluer les impacts que l'initiative accordée par le nouveau statut de métropole pourrait avoir sur le développement culturel, social et économique de la ville.

Nous vous proposons ici les grandes lignes de ce projet pilote d'encadrement, plus spécifiquement dans le cadre de la Nuit Blanche.

Pourquoi la SDC du Quartier Latin

- Pour son expertise développée depuis deux ans dans le cadre de la Nuit Blanche du Festival Montréal en Lumière
- Le caractère unique du territoire :
  - Concentration de bars et de restaurants
  - Faible taux de résidents
  - Volonté des marchands de participer au projet
  - Expérience des marchands lors des deux dernières Nuit Blanche
  - Caractère festif du territoire
- L'expertise de la SDC en terme de production et d'encadrement d'évènements et d'activités
- Le statut de zone touristique accordé au territoire
- L'accessibilité du territoire, de jour comme de nuit

Période et conditions visées

Nous proposons, pour ce projet pilote, de choisir un contexte où les activités sont déjà encadrées par leur nature. De tous les événements annuels d'envergure à Montréal, la Nuit Blanche offre la situation la plus cohérente qui soit avec ce projet.

- **Caractéristiques clés de la cohérence du projet-pilote avec la Nuit Blanche 2018 :**
  - Événement reconnu au niveau international et bien structuré
  - Fermeture de rue déjà prévue pour faciliter l'évaluation et l'encadrement
  - Sécurité déjà prévue
  - Expériences passées déjà concluantes
  - Metro ouvert toute la nuit
  - Évènement local bien structuré
  - Durée d'une seule nuit
  - Mise en valeur du statut de métropole de la ville

Afin de ne pas nuire à la quiétude des riverains, le projet-pilote ne vise une extension des permis d'alcool exclusivement qu'à l'intérieur des commerces participants. Aucune consommation d'alcool sur les terrasses n'est autorisée. Dans le but de faire respecter cette règle et éviter tout débordement, particulièrement dans ce contexte d'essai, la SDC s'engage à fournir à ses frais les services d'un garde de sécurité supplémentaire au personnel déjà prévu par les commerces participants. Cette condition s'est avéré un gage de succès lors de la dernière édition.

Nous proposons qu'une collecte de données soit réalisée en collaboration de la Ville de Montréal afin d'évaluer les retombées de ce projet.

Engagement de la SDC du Quartier Latin

La SDC du Quartier Latin et ses marchands s'engagent à mettre en place tous éléments nécessaires à la réussite de ce projet tel que :

- Engager la sécurité appropriée pour le succès du projet
- Remettre une liste [1]de tous les commerces participants au Service de sécurité incendie de Montréal (SIM)
- Mettre en place toutes les recommandations que le SIM pourrait nous faire
- Accompagner la ville dans la collecte de toutes informations qui permettra de bien évaluer le projet
- Remplir tout questionnaire ou sondage que la ville considère pertinent pour l'étude du projet
- Mettre en place les moyens nécessaires pour informer et répondre aux questions des partenaires et résidents du quartier
- Collaborer à mettre en place toutes stratégies que la ville trouverait pertinente pour l'étude du projet.

Les bénéfices escomptés

Comme nous avons pu le constater lors des deux dernières occasions où nous avons obtenu l'autorisation d'extension des heures d'ouverture pour une quinzaine de commerçants, nous sommes convaincus que ce projet aura un impact positif sur la vie sociale, culturelle et économique de Montréal.

En effet, cela nous a permis d'ajouter de nombreux spectacles et prestations à la programmation, agrémentant ainsi l'offre culturelle. Cette prolongation a également bonifié l'expérience sociale de nos visiteurs. À notre plus grande satisfaction, nous avons constaté qu'une telle extension n'a pas engendré d'abus ou de méfaits. Par ailleurs, ces activités ont stimulé l'économie du Quartier.

Nombreuses sont les métropoles dans le monde où les heures d'ouverture des commerces ne sont pas restreintes. Nous croyons que Montréal ne devrait pas y faire exception.

[1] Voir Annexe 1

Nous espérons que vous trouverez, dans la présentation de ce projet pilote, les données nécessaires pour prendre la meilleur décision, suivant le pouvoir accordé à la ville dans le cadre du statut de Métropole. Nous demeurons à votre disposition si de plus amples informations s'avéraient nécessaires et vous prions de croire en l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Sincèrement,

Pierre Paiement
Directeur général
SDC Quartier latin

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat

Dossier # : 1187796009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool dans les établissements commerciaux de la Société de développement commercial du Quartier Latin entre 3h00 et 6h00 lors de la Nuit blanche le 3 mars 2019

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Participants_SDC_QL.xlsNuit_Blanche_Quartier_Latin.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Denis COLLERETTE
Commissaire au développement économique
Tél : 514-872-5603

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-20

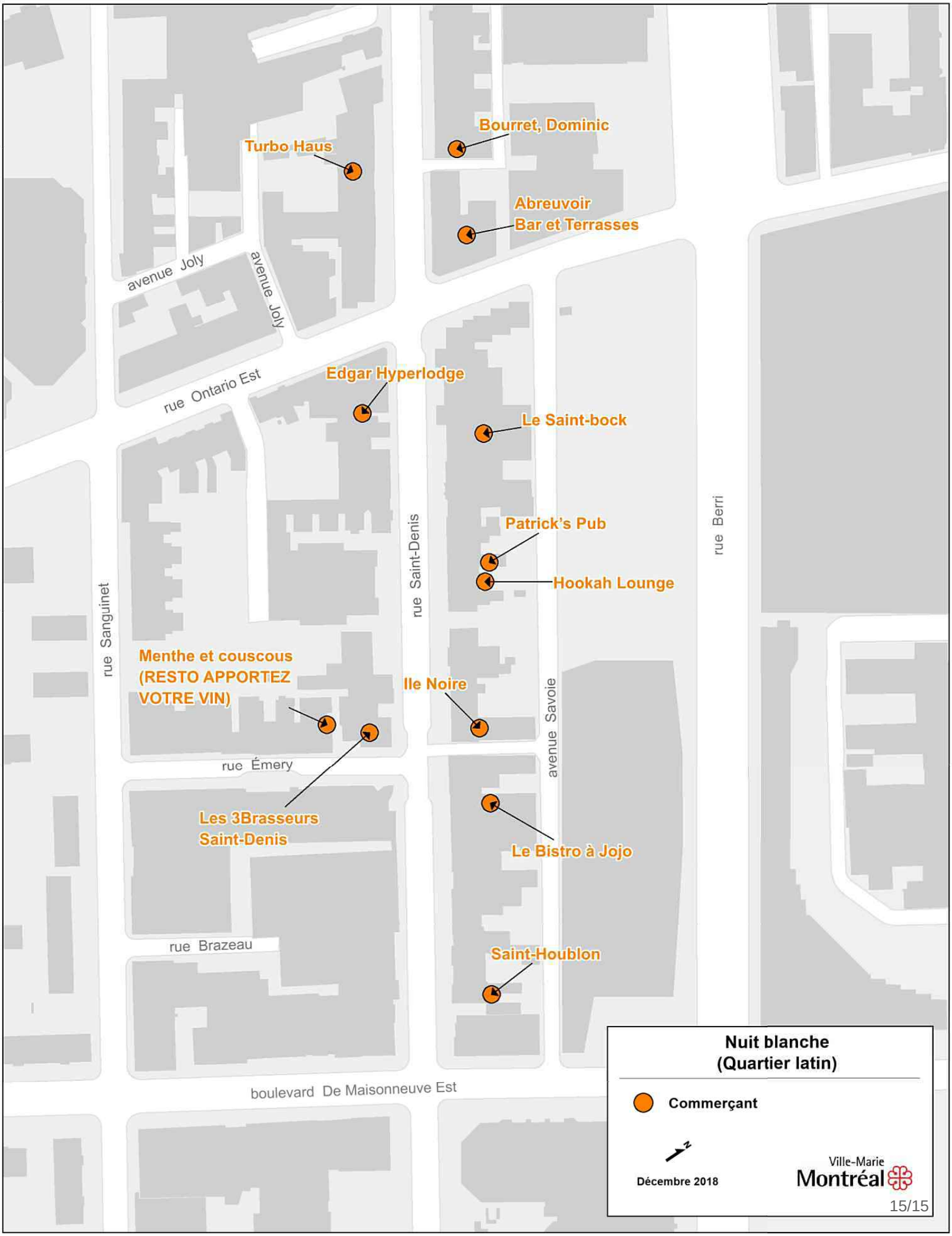
Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514-872-2698
Division : Aménagement urbain et Services aux entreprises

Entreprises de la SDC Quartier latin participantes à la Nuit Blanche 2019

Vérification de la DAUSE - Arr. Ville-Marie - 18 décembre 2018

Numéro de dossier REQ	Nom	Adresse	Statut
1172906944	LE SAINT MOOSE PUB URBAIN	1738 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K6	Immatriculée
1165834665	PUB L'ABREUVOIR INC.	403 rue Ontario E Montréal (Québec) H2L1N5	Immatriculée
1171511471	Saint-Houblon 2	1567 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K3	Immatriculée
1164871296	LES 3 BRASSEURS 0002	1658 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K6	Immatriculée
1163719140	LE SAINT-BOCK MICRO BRASSERIE RESTO-BAR	1749 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K4	Immatriculée
1146358271	BISTRO A JOJO	1627 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K3	Immatriculée
162182191	PATRICK'S PUB IRLANDAIS	1-1703 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K4	Immatriculée
1162182191	BAR HOOKAH LOUNGE	1-1703 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K4	Immatriculée
1171647002	ARCADE MTL	2031 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K8	Immatriculée
1144428233	PUB L'ILE NOIRE	1649, RUE SAINT-DENIS MONTRÉAL (QUÉBEC) H2X3K4	Immatriculée
1173403024	Brasserie Turbo Haus	2040 RUE St-Denis Montréal Québec H2X1E7	Immatriculée
1168123611	Menthe et Couscous	1904-1160 rue Saint-Mathieu Montréal (Québec) H3H2P4	Immatriculée

Date du changement d'état	Raison sociale	Date initiale
29/06/2017	9362-7222 Québec inc.	08/12/2017
28/04/2009	9209-0752 QUÉBEC INC.	31/07/2009
06/01/2016	9335-0130 Québec inc.	06/01/2016
28/12/2007	9099-6034 QUÉBEC INC.	14/06/2001
12/05/2006	LE SAINT-BOCK BRASSERIE ARTISANALE INC.	02/08/2006
03/10/2000	9044-2682 QUÉBEC INC.	13/02/1997
19/04/2004	9141-3757 QUÉBEC INC.	03/04/2018
19/04/2004	9141-3757 QUÉBEC INC.	21/07/2016
25/02/2016	9337-6614 Québec inc.	01/03/2016
07/04/1995	2630-2240 QUEBEC INC.	07/04/1995
31/01/2018	9372-8624 Québec inc.	16/07/2018
26/03/2012	9260-6169 QUÉBEC INC.	21/06/2012


Bourret, Dominic
Turbo Haus
Abreuvoir
Bar et Terrasses
avenue Joly
avenue Joly
rue Ontario Est
Edgar Hyperlodge
Le Saint-bock
rue Saint-Denis
rue Berri
Patrick's Pub
Hookah Lounge
rue Sanguinet
Menthe et couscous
(RESTO APPORTEZ
VOTRE VIN)
Ile Noire
avenue Savoie
rue Émery
Les 3Brasseurs
Saint-Denis
Le Bistro à Jojo
rue Brazeau
Saint-Houblon
boulevard De Maisonneuve Est
Nuit blanche
(Quartier latin)
Commerçant
Décembre 2018
Ville-Marie
Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.05

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1185019001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division respect de la personne
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	DÉCLARER, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de 2 ans, quant à l'adoption des règles relatives au respect de la personne et à l'application de celles-ci en ce qui concerne les mécanismes d'aide et le processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes prévus à la Politique. ADOPTER le Règlement sur la Politique de respect de la personne. ADOPTER le Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement (18-010) et APPROUVER les modifications aux Conditions de travail des membres du personnel de cabinet, afin de rendre applicable aux élus et aux membres du personnel de cabinet le Règlement sur la Politique de respect de la personne

Il est recommandé au comité exécutif:
- d'approuver, conditionnellement à l'approbation des points ci-après parle conseil municipal, les modifications aux Conditions de travail des membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal

Il est recommandé au conseil de la ville:

- de déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), le conseil de la ville compétent, pour une période de 2 ans, quant à l'adoption des règles relatives au respect de la personne et à l'application de celles-ci en ce qui concerne les mécanismes d'aide et le processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes prévus à la Politique de respect de la personne.

- d'adopter le Règlement sur la Politique de respect de la personne

- d'adopter le Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement (18-010)

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2018-12-21 10:44

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185019001**
Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division respect de la personne
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	DÉCLARER, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de 2 ans, quant à l'adoption des règles relatives au respect de la personne et à l'application de celles-ci en ce qui concerne les mécanismes d'aide et le processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes prévus à la Politique. ADOPTER le Règlement sur la Politique de respect de la personne. ADOPTER le Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement (18-010) et APPROUVER les modifications aux Conditions de travail des membres du personnel de cabinet, afin de rendre applicable aux élus et aux membres du personnel de cabinet le Règlement sur la Politique de respect de la personne

CONTENU

CONTEXTE

Le 2 août 2012, le comité exécutif adoptait la Politique de respect de la personne (CE12 1208). La Politique précisait qu'elle devait être révisée après cinq ans.
Le 22 janvier 2018, le conseil de la ville, dans le cadre de l'étude de la motion de l'opposition officielle demandant un amendement au *Code d 'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement* pour traiter des inconduites sexuelles, mandatait la Commission de la présidence « *afin d'étudier de nouvelles avenues pour mettre en place des méthodes de dénonciation des inconduites sexuelles, des mesures de protection pour les victimes ainsi que des mesures de formation des élu.e.s* » (CM18 0111).

Le 2 mai 2018, Mme Tania Roussel, chef de la division Respect de la personne, au service des Ressources humaines, et Me Alain Bond, contrôleur général, rencontraient les membres de la Commission de la présidence afin de leur proposer que la révision de la Politique de respect de la personne soit faite dans une approche globale, de telle sorte que la Politique s'applique à l'ensemble de la communauté municipale: les élus, les employés et fonctionnaires, les membres du personnel de cabinet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE12 1208: Adopter la nouvelle Politique de respect de la personne.
CM18 0111: Motion de l'opposition officielle demandant un amendement au Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de Ville et des conseils d'arrondissement pour traiter des inconduites sexuelles.

DESCRIPTION

Dans le cadre de l'approche globale proposée aux membres de la Commission de la présidence, l'équipe corporative du respect de la personne et le contrôleur général ont révisé la Politique de respect de la personne qui avait été adoptée en 2012 par le comité exécutif.
Les modifications proposées

Essentiellement, les modifications proposées sont au nombre de trois.

La première modification vise la portée de la Politique: elle s'appliquera à l'ensemble de la communauté municipale qui se définit comme suit: « *les membres du conseil de la ville et de tout conseil d'arrondissement, les membres des instances consultatives, les membres du personnel de cabinet nommés selon l'article 114.4 de la Loi sur les cités et villes de même que les employés* ».

En effet, notre contexte de travail fait en sorte que tous les membres de la communauté municipale sont appelés à œuvrer en interaction et dans les mêmes lieux. Adopter une politique différente pour les différents groupes visés pourrait créer des zones grises: comment traiter alors une plainte d'un élu à l'égard d'un employé, ou l'inverse?

D'ailleurs, le *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement* a été modifié afin d'intégrer, à la règle déontologique portant sur le respect, les employés et les membres du personnel de cabinet (article 29) illustrant bien l'interaction entre tous les membres de la communauté municipale.

En intégrant les élus à la Politique de respect de la personne, nous atteignons deux objectifs: (1) cela répond au mandat de la Commission de la présidence et (2) nous élargissons ce mandat afin de traiter entièrement la notion de respect. La Politique ne se limite pas aux situations d'inconduite sexuelle; elle traite également de la notion d'incivilité et se préoccupe du climat de travail; cela rejoint la règle déontologique prévue à l'article 30 du *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement* , au chapitre 5 du *Code de conduite des employés de la Ville de Montréal* et à l'article 12.3.4 des *Conditions de travail des membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal* .

Cette première modification requiert que le *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement* soit modifié afin d'y prévoir spécifiquement que la Politique de respect de la personne s'applique. Le Règlement modifiant le *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement* (18-010) est en conséquence soumis au conseil.

Le règlement en cours de révision actuellement concernant les instances consultatives indiquera que les membres de ces instances seront assujettis à la Politique de respect de la personne.

Elle requiert également que les *Conditions de travail des membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal* soient modifiées par le comité exécutif afin de prévoir l'application de la Politique de respect de la personne.

La deuxième modification confie à l'équipe corporative de respect de la personne le mandat de l'application de la Politique, des mécanismes d'aide et du processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes. La politique actuelle prévoit que l'application est faite dans les unités, i.e. les services corporatifs et les arrondissements.

Le service des Ressources humaines a constituée une équipe composée de médiateurs et d'enquêteurs spécialisés en la matière. Malgré le texte de la politique actuelle, la pratique est à l'effet que la majorité des plaintes portées dans le cadre de l'application de la politique est traitée par l'équipe corporative.

De surcroît, le traitement par l'équipe corporative permet une application uniforme, quelle que soit l'unité concernée; il permet également une distance nécessaire à une application objective, ce que peut compromettre, ne serait-ce qu'en apparence, une application par des personnes travaillant dans un même milieu.

Cette deuxième modification requiert que le conseil de la ville se déclare compétent, en vertu de l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* , pour une période de 2 ans, quant à l'adoption des règles relatives au respect de la personne et à l'application de celles-ci en ce qui concerne les mécanismes d'aide et le processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes prévus à la Politique de respect de la personne.

Toutefois, toute mesure corrective dont pourrait faire l'objet la personne mis en cause dans un processus de plainte sera décidée par l'autorité décisionnelle dans l'unité concernée (service corporatif ou arrondissement).

La troisième modification précise que le contrôleur général travaille en collaboration avec la Division du respect de la personne lors de la tenue d'un enquête, à la demande de cette dernière.

La Politique de respect de la personne constitue une application de l'obligation de respect prévu au *Code de conduite des employés de la Ville de Montréal* ; la Politique indique d'ailleurs dès le début prendre appui sur ce code. Le contrôleur général est mandaté afin de conseiller les unités dans l'application du code; il a également le mandat d'assurer les mesures de protection à l'égard des employés qui ont fait un signalement et qui font l'objet de représailles. La Politique prévoit que cette dernière disposition du code s'applique advenant une mesure de représailles à l'égard d'un employé.

Cette modification confirme la pratique actuelle de collaboration entre la Division du respect de la personne et le contrôleur général.

JUSTIFICATION

L'adoption de cette Politique de respect de la personne, dans une approche qui regroupe l'ensemble des intervenants de la communauté municipale, et son application par l'équipe corporative dans le cadre de la déclaration en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, permettront à la Ville de mettre en place un traitement uniforme et objectif des demandes d'intervention, les signalements et des plaintes en matière d'incivilité et de harcèlement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Karine MARTEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain Bond, Direction générale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Tania ROUSSEL
chef de division

Tél : 514-280-3707
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Marc-André PEDNEAULT
Directeur santé

Tél : 514-280-3739
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc-André PEDNEAULT
Directeur santé
Tél :
Approuvé le : 2018-12-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2018-12-19

Service des ressources humaines
Direction de la rémunération globale et SIRH

Conditions de travail des membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal

Décembre 2018

Montréal

Table des matières

1. Préambule 2
2. Application 2
3. Horaire de travail 2
4. Congés 3
   - 4.1 Jours fériés et congés chômés et rémunérés 3
   - 4.2 Congés mobiles 4
   - 4.3 Congés annuels (vacances) 4
   - 4.4 Congés spéciaux 5
   - 4.5 Congés de maladie 5
   - 4.6 Congés pour affaires judiciaires 6
   - 4.7 Congés pour affaires publiques 6
   - 4.8 Congés parentaux 6
5. Rémunération et administration des salaires 10
   - 5.1 Classification des emplois 10
   - 5.2 Structure salariale 10
   - 5.3 Détermination du salaire 10
6. Régime d'assurance collective 10
   - 6.1 Dispositions générales 10
   - 6.2 Invalidité de courte durée 11
   - 6.3 Avantages pendant une invalidité 11
   - 6.4 Retour au travail suite à une invalidité 12
7. Maladies professionnelles et accidents de travail 12
8. Régime de retraite 12
9. Frais de déplacements et de représentation 13
   - 9.1 Allocation pour l'utilisation d'automobile personnelle 13
   - 9.2 Frais de déplacements et dépenses afférentes 13
   - 9.3 Dépenses de fonction 13
   - 9.4 Frais de corporation professionnelle 13
10. Aide judiciaire 13
11. Cessation d'emploi 14
    - 11.1 Généralités 14
    - 11.2 Indemnité de départ 14
12. Règles déontologiques 15
    - 12.1 Définitions 15
    - 12.2 Valeurs et principes éthiques 16
    - 12.3 Règles déontologiques 16
    - 12.4 Mécanismes d'application et de contrôle 19

Annexe 1 – Structures salariales 2018 à 2021 22

1. Préambule

En vertu de l'article 114.6 de la Loi sur les cités et villes, les normes et barèmes selon lesquels sont recrutés, nommés et rémunérés le directeur et les autres membres du personnel d'un cabinet, de même que leurs autres conditions de travail, sont fixés par le comité exécutif.

Les présentes conditions de travail des membres du personnel de cabinet de la Ville ont été préparées par le Service des ressources humaines et sont en vigueur à compter de leur adoption par le comité exécutif de la Ville. Elles continuent de s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2021, ou jusqu'à ce que le comité exécutif approuve les modifications qui pourraient y être apportées.

L'article 12, portant sur les règles déontologiques, a été élaboré en collaboration avec le Bureau du contrôleur général.

Dans le présent document, le masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

2. Application

a) Les conditions de travail énoncées ci-après prennent effet en date de la résolution du comité exécutif.

b) Ces conditions s'appliquent aux membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal (ci-après « la Ville ») nommés en vertu de l'article 114.4 de la Loi sur les cités et villes.

c) En vertu de l'article 114.7 de la Loi sur les cités et villes, une personne qui devient membre du personnel de cabinet ne devient pas ou cesse d'être, selon le cas, un fonctionnaire ou un employé de la municipalité.

d) Les membres du personnel de cabinet sont également assujettis aux règles qui sont applicables à leurs fonctions prévues par loi ou règlement ainsi qu'aux politiques, directives et encadrements administratifs de la Ville tels que modifiés de temps à autre.

3. Horaire de travail

a) Le membre du personnel de cabinet doit accorder la disponibilité requise à la réalisation des mandats qui lui sont confiés et l'horaire de travail est fixé par le maire de Montréal, le maire d'arrondissement ou le conseiller désigné (ci-après collectivement « l'élu » ou « l'employeur »).

b) Aux fins de divers calculs, la semaine régulière de travail est réputée être de trente-sept heures et demie (37,5) par semaine, sept heures et demie (7,5) par jour, cinq (5) jours par semaine.

c) Le temps de travail en excédent de la semaine régulière n'est pas rémunéré.

4. Congés

4.1 Jours fériés et congés chômés et rémunérés

4.1.1 Généralités

a) Les jours fériés suivants sont chômés et rémunérés :
- Jour de l'An
- Lendemain du jour de l'An
- Vendredi saint
- Lundi de Pâques
- Fête des patriotes ou de la Reine
- Fête nationale ou la Saint-Jean-Baptiste
- Jour du Canada ou la fête de la Confédération
- Fête du Travail
- Action de grâces
- Veille de Noël
- Jour de Noël
- Lendemain de Noël
- Veille du jour de l'An

Ainsi que les jours proclamés fêtes civiques ou civiles ou tout autre jour devant remplacer l'un ou l'autre des jours précités.

Le membre du personnel de cabinet a également droit à deux (2) jours de congés chômés et rémunérés entre Noël et le jour de l'An aux dates qui sont déterminées chaque année par l'Administration.

b) Si un jour férié est un samedi ou un dimanche, il est reporté à la journée ouvrable suivante. Toutefois, si la veille de Noël et la veille du jour de l'An coïncident avec un samedi ou un dimanche, ces jours de congé sont reportés au vendredi précédant Noël et le jour de l'An.

Dans le cas de substitution d'un jour férié, seul est considéré jour férié le jour servant de substitut.

c) Le membre du personnel de cabinet absent sans traitement le jour qui précède et qui suit un jour férié ne bénéficie d'aucun traitement pour le jour férié.

d) Le membre du personnel de cabinet déjà rémunéré lors d'un jour férié prévu au paragraphe 4.1.1 alinéa a) en vertu des dispositions de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ou en vertu d'un régime d'assurance, ne bénéficie d'aucun traitement complémentaire ni de remise pour ce jour.

4.1.2 Présence au travail un jour férié ou lors de l'un ou l'autre d'un congé chômé et rémunéré

Lorsqu'un membre du personnel de cabinet est requis expressément de travailler lors d'un congé prévu au paragraphe 4.1.1, il reçoit son traitement régulier et bénéficie, à son choix, du paiement ou de la remise à son crédit de jours fériés des heures travaillées durant son congé.

4.1.3 Solde à la fin de l'année de référence

Au 1er mai, l'employeur paie au membre du personnel de cabinet le solde de son crédit de jours fériés au taux de son traitement annuel au 30 avril de l'année.

4.1.4 Solde au départ

Le membre n'a droit, pour l'année durant laquelle il quitte son emploi, qu'aux heures des jours fériés accumulées et non prises entre le 1er mai courant et le moment de son départ. Ces heures sont payables au taux de son dernier traitement.

4.2 Congés mobiles

4.2.1 Modalités

Le membre du personnel de cabinet a droit, par anticipation, à des congés mobiles équivalant à trente-sept heures et demie (37,5) de travail régulier. Les congés mobiles sont acquis selon le nombre de mois complets de service accumulé entre le 1er mai et le 30 avril de la période en cours.

4.2.2 Choix

En avril de chaque année, le membre du personnel de cabinet peut décider, pour l'année de référence suivante, d'utiliser ses congés mobiles à des fins de transfert, pour l'une ou l'autre des options suivantes :

- Transfert au compte gestion-santé;
- Transfert dans un REER individuel.

4.2.3 Solde à la fin de l'année de référence

Les congés mobiles non utilisés au 30 avril ne sont ni transférables, ni monnayables.

4.2.4 Solde au départ

Au moment du départ, les congés mobiles non utilisés ne sont ni transférables, ni monnayables.

4.3 Congés annuels (vacances)

4.3.1 Généralités

a) Le membre du personnel de cabinet a droit, par anticipation, dès son embauche, à trois (3) ou quatre (4) semaines de vacances annuelles calculées au prorata selon le nombre de mois à courir entre la date d'embauche et le 30 avril suivant. Le quantum de vacances est fixé lors de l'embauche ou au 1er mai de chaque année, par le maire de Montréal, le maire d'arrondissement ou le conseiller désigné.

b) La période de référence des vacances s'étend du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année suivante.

c) Le choix des périodes de vacances est déterminé après entente entre le membre du personnel de cabinet et l'élu.

d) Le membre du personnel de cabinet peut recevoir son traitement pour la période des vacances avant son départ, à la condition qu'il en fasse la demande et que la période de vacances ait été établie au moins vingt (20) jours ouvrables préalablement à la dernière paie précédant le début des vacances.

4.3.2 Solde à la fin de l'année de référence

a) Au 30 avril, le solde du crédit de vacances que le membre du personnel de cabinet avait obtenu au 1er mai de l'année précédente peut, sur décision de l'élu, être transféré dans sa banque de report de vacances ou payé au taux de son traitement annuel.

b) La banque de report de vacances ne peut excéder trois (3) semaines. Advenant le cas où la demande de transfert du crédit de vacances ne peut être effectuée en totalité dû au maximum de trois (3) semaines, l'excédent est payé au taux de son traitement annuel.

4.3.3 Solde au départ

a) Le membre du personnel de cabinet n'a droit, pour l'année durant laquelle il quitte son emploi, qu'à un dixième (1/10) de la valeur du nombre d'heures prévues au paragraphe 4.3.1 par mois complet de service entre le 1er mai courant et le moment de son départ.

b) Ces heures sont payables au taux du dernier traitement.

c) L'employeur est autorisé à retenir, sur les derniers chèques de paie du membre du personnel de cabinet, toute somme d'argent proportionnelle au crédit d'heures de vacances versé par anticipation alors que le membre du personnel de cabinet n'y avait pas droit.

4.4 Congés spéciaux

a) Le membre du personnel de cabinet peut s'absenter une (1) journée, sans réduction de traitement, le jour de son mariage ou de son union civile, à l'occasion du décès ou des funérailles de ses père, mère, enfant, frère, sœur, conjoint ou enfant du conjoint.

b) Le membre du personnel de cabinet peut s'absenter pour des motifs personnels dont la durée, compte tenu des circonstances, est préalablement déterminée avec l'élu.

c) Les heures d'absence découlant de l'application de l'alinéa b) sont déduites du crédit d'heures en maladie du membre du personnel de cabinet prévu au paragraphe 4.5.1.

4.5 Congés de maladie

4.5.1 Généralités

a) Au 1er mai, l'employeur accorde, par anticipation, au membre du personnel de cabinet en poste, un crédit d'heures de maladie de trente-sept heures et demie (37,5). Le membre du personnel de cabinet embauché après cette date se voit accorder un prorata de ce crédit établi en fonction du nombre de mois complets de service à courir entre la date de son embauche et le 30 avril suivant.

b) Les journées de maladie prises sont rémunérées à quatre-vingt pour cent (80 %) du taux de traitement en vigueur.

4.5.2 Solde à la fin de l'année de référence

a) Au 1er mai, le solde du crédit d'heures de maladie est rémunéré au taux de son traitement au 30 avril de l'année écoulée.

b) À compter du 1er mai 2020, le solde du crédit d'heures de maladie est rémunéré à trente pour cent (30 %) du taux de son traitement au 30 avril de l'année écoulée.

4.5.3 Solde au départ

a) Le membre du personnel de cabinet n'a droit, pour l'année durant laquelle il quitte son emploi, qu'à un douzième (1/12) de la valeur du nombre d'heures de maladie prévu au paragraphe 4.5.1 par mois complet de service entre le 1er mai courant et le moment de son départ. Ces heures sont rémunérées selon les dispositions prévues au paragraphe 4.5.2.

b) L'employeur est autorisé à retenir, sur les derniers chèques de paie du membre du personnel de cabinet, toute somme d'argent proportionnelle au crédit d'heures de maladie versé par anticipation alors que le membre du personnel de cabinet n'y avait pas droit.

4.6 Congés pour affaires judiciaires

Le membre du personnel de cabinet appelé comme candidat juré ou juré, reçoit la différence entre son traitement et les frais taxés à titre de candidat juré ou juré auxquels il a droit pendant le temps qu'il est requis d'agir comme tel, exception faite des frais de déplacement, de repas et d'hébergement.

4.7 Congés pour affaires publiques

Lorsque les lois applicables en matière d'élections fédérales, provinciales, municipales et scolaires prévoient l'obligation d'accorder un congé sans traitement, l'employeur accorde un tel congé sur demande écrite au membre du personnel de cabinet qui rencontre les conditions qui y sont prévues.

4.8 Congés parentaux

4.8.1 Généralités

Chaque congé doit être pris de façon continue, sauf pour les exceptions prévues à la Loi sur les normes du travail ou après entente avec l'élu.

4.8.2 Congé de maternité

a) La membre du personnel de cabinet peut s'absenter sans traitement pour un examen lié à la grossesse, effectué par un professionnel de la santé ou par une sage-femme. La membre du personnel de cabinet avise l'élu le plus tôt possible du moment où elle devra s'absenter.

b) Sous réserve de l'alinéa h), la membre du personnel de cabinet enceinte a droit à un congé de maternité sans traitement de vingt (20) semaines. Elle doit aviser son supérieur immédiat dix (10) jours ouvrables avant la date de son départ en présentant un certificat médical de son médecin traitant ou un rapport écrit signé par une sage-femme indiquant la date probable de la naissance. L'avis peut être moindre si le certificat médical atteste du besoin de cesser le travail dans un délai moindre.

c) Cependant, elle peut partir en tout temps durant la période de six (6) semaines précédant la date probable de la naissance et bénéficier du congé de maternité sans avoir à présenter de certificat médical.

d) La répartition des semaines de congé avant et après la naissance est à la discrétion de la membre du personnel de cabinet concernée, à l'intérieur des limites suivantes :

- La membre du personnel de cabinet peut quitter son travail en tout temps à compter de la seizième (16^{e}) semaine avant la date probable de la naissance inscrite au certificat médical requis à l'alinéa b).
- Si la membre du personnel de cabinet veut reprendre son travail dans les deux (2) semaines suivant la naissance, elle doit produire un certificat médical attestant que la reprise de son emploi, à ce moment, ne met pas sa santé en danger.

- Si la naissance a lieu après la date prévue et que la membre du personnel de cabinet n'a pas pu bénéficier d'au moins deux (2) semaines de congé de maternité après la naissance, elle a droit automatiquement à une prolongation du congé de maternité équivalant à la période de retard.
- La membre du personnel de cabinet qui fait parvenir à l'élu, avant la date d'expiration de son congé de maternité, un avis accompagné d'un certificat médical attestant que son état de santé ou celui de son enfant l'exige, a droit à une prolongation du congé de maternité de la durée indiquée au certificat médical.

e) En raison d'un mauvais état de santé, la membre du personnel de cabinet enceinte est considérée en congé de maladie jusqu'à la date du début de son congé de maternité, sur présentation d'une preuve médicale satisfaisante justifiant une invalidité totale.

f) En cas d'interruption de grossesse ou en cas d'urgence découlant de l'état de grossesse entraînant un arrêt de travail, la membre du personnel de cabinet doit, aussitôt que possible, donner à son supérieur immédiat un avis accompagné d'un certificat médical attestant de l'interruption de grossesse ou de l'urgence et est alors considérée en congé de maladie.

g) La membre du personnel de cabinet enceinte exposée à des radiations, à des substances toxiques ou à des conditions de travail comportant du danger physique pour elle ou l'enfant à naître, doit être déplacée dans un autre poste, sur présentation d'une preuve médicale satisfaisante justifiant le déplacement.

h) En raison d'un mauvais état de santé, la membre du personnel de cabinet peut, immédiatement après son congé de maternité, prévu à l'alinéa b), être considérée en congé de maladie, sur présentation d'une preuve médicale satisfaisante justifiant une invalidité totale.

i) Lorsque survient une interruption de grossesse avant le début de la vingtième (20^{e}) semaine précédant la date prévue de l'accouchement, la membre du personnel de cabinet a droit à un congé de maternité spécial, sans salaire, d'une durée n'excédant pas trois (3) semaines, à moins qu'un certificat médical n'atteste du besoin de prolonger le congé. Si l'interruption de grossesse survient à compter de la vingtième (20^{e}) semaine de grossesse, la membre du personnel de cabinet a droit à un congé de maternité sans salaire d'une durée maximale de dix-huit (18) semaines continues à compter de la semaine de l'événement.

4.8.3 Congé d'adoption

a) Le membre du personnel de cabinet qui adopte légalement un enfant mineur autre qu'un enfant de son conjoint a droit à un congé d'adoption sans traitement de dix (10) semaines continues.

b) Le membre du personnel de cabinet doit aviser l'élu dix (10) jours ouvrables avant la date de son départ en présentant une déclaration écrite et les pièces justificatives attestant de la démarche d'adoption légale de l'enfant.

4.8.4 Congé de paternité

a) Le membre du personnel de cabinet dont la conjointe donne naissance à un enfant a droit à un congé sans traitement de cinq (5) semaines continues. Ce congé n'est pas transférable à la mère et ne peut pas être partagé entre le père et la mère.

b) Ce congé peut être pris à n'importe quel moment, mais il ne peut pas commencer avant la semaine de la naissance de l'enfant et doit se terminer au plus tard cinquante-deux (52) semaines après la naissance de l'enfant.

c) Le membre du personnel de cabinet doit aviser l'élu trois (3) semaines avant la date du début du congé en présentant une déclaration attestant de sa demande de congé de paternité auprès du Régime québécois d'assurance parentale et en indiquant la durée de celui-ci. Le délai peut être moindre si la naissance survient avant la date prévue de celle-ci.

4.8.5 Naissance ou adoption

a) Le membre du personnel de cabinet peut s'absenter du travail pendant cinq (5) jours, dont deux (2) sont rémunérés, à l'occasion de la naissance de son enfant, de l'adoption d'un enfant ou lorsque survient une interruption de grossesse à compter de la vingtième (20^{e}) semaine de grossesse.

b) Ce congé peut être fractionné en journées. Il ne peut être pris après l'expiration des quinze (30) jours qui suivent l'arrivée de l'enfant à la résidence de son père ou de sa mère ou, le cas échéant, l'interruption de grossesse.

c) Le membre doit aviser l'employeur de son absence le plus tôt possible

4.8.6 Congé parental

a) Un congé parental continu et sans traitement, qui ne peut excéder cinquante-deux (52) semaines, est accordé au membre du personnel de cabinet qui est le père ou la mère d'un nouveau-né et au membre du personnel de cabinet qui adopte un enfant. Le congé peut débuter au plus tôt la semaine de la naissance du nouveau-né ou, dans le cas d'une adoption, la semaine où l'enfant est pris en charge.

   Le congé parental se termine au plus tard soixante-dix (70) semaines après la naissance ou, dans le cas d'une adoption, soixante-dix (70) semaines après la prise en charge de l'enfant, sauf dans les cas prévus par la loi.

b) Le membre du personnel de cabinet doit aviser l'élu au moins trois (3) semaines avant la date du début du congé en présentant une déclaration écrite attestant de sa demande de congé parental et en indiquant la durée de celui-ci. Ce délai peut être moindre si la présence du membre du personnel de cabinet est requise auprès de l'enfant nouveau-né ou nouvellement adopté ou, le cas échéant, auprès de la mère, en raison de leur état de santé.

4.8.7 Prestations supplémentaires d'assurance parentale

Le membre du personnel de cabinet au service de l'élu avant le début de son congé de maternité, de son congé d'adoption ou de son congé de paternité qui, suite à la présentation d'une demande de prestations en vertu du Régime québécois d'assurance parentale, est déclaré admissible à de telles prestations, a droit, durant son congé, à une indemnité complémentaire fixe égale à la différence entre quatre-vingt-dix pour cent (90 %) de son traitement hebdomadaire et les prestations d'assurance parentale qu'il reçoit ou pourrait recevoir, sans toutefois excéder :

- Un maximum de vingt (20) semaines pour la membre en congé de maternité ;
- Un maximum de cinq (5) semaines pour le membre du personnel de cabinet en congé de paternité ;
- Un maximum de cinq (5) semaines pour le membre du personnel de cabinet en congé d'adoption.

4.8.8 Avantages pendant les congés parentaux

4.8.8.1 Généralités

a) Le membre du personnel de cabinet continue d'accumuler un crédit de vacances, crédit d'heures de maladie, crédit de congés mobiles et service continu pendant :

- un maximum de cinquante-deux (52) semaines pour le membre du personnel de cabinet ayant bénéficié d'un congé de maternité, soit pendant les vingt (20) semaines du congé de maternité et les trente-deux (32) premières semaines du congé parental ;
- un maximum de trente-deux (32) semaines pour le membre du personnel de cabinet à l'occasion de la naissance de son enfant, soit pendant les cinq (5) semaines du congé de paternité et les vingt-sept (27) premières semaines du congé parental ;
- un maximum de trente-deux (32) semaines pour le membre du personnel de cabinet qui a adopté un enfant, soit pendant les cinq (5) semaines du congé d'adoption et les vingt-sept (27) premières semaines du congé parental.

b) Au 30 avril, si un solde de crédit de vacances demeure en raison d'un congé de maternité, d'adoption ou de paternité survenu en cours d'année, sous réserve de l'approbation de l'élu, le membre du personnel de cabinet peut prendre ses vacances à son retour, transférer le solde dans sa banque de report de vacances ou, après entente avec l'élu, se faire monnayer le solde de vacances selon les conditions établies au paragraphe 4.3.2 des présentes.

c) Au 30 avril, si un solde de crédit d'heures de maladie demeure en raison d'un des congés parentaux survenu en cours d'année, l'employeur paie au membre du personnel de cabinet le solde de ce crédit aux conditions établies au paragraphe 4.5.2 des présentes.

d) Le solde de jours fériés, de congés chômés et rémunérés octroyé au paragraphe 4.1.1 ou de congés mobiles au 30 avril en raison d'un des congés parentaux n'est ni payable, ni transférable.

4.8.9 Régime d'assurance collective pendant les congés parentaux

Pendant les congés parentaux, le membre du personnel de cabinet demeure couvert par le régime d'assurance collective en assumant sa part des contributions, sous réserve des dispositions du régime d'assurance collective qui lui est applicable.

4.8.10 Retour au travail

a) À son retour au travail après un des congés parentaux, l'employeur réintègre le membre du personnel de cabinet dans son poste habituel qu'il occupait au moment de son départ avec les mêmes avantages, y compris le traitement auquel il aurait droit s'il était resté au travail. Si le poste habituel n'existe plus à son retour, l'employeur lui reconnaît tous les droits et privilèges dont il aurait bénéficié au moment de l'abolition du poste s'il avait alors été au travail.

b) Le membre du personnel de cabinet qui veut mettre fin à son congé avant la date prévue doit donner à l'élu un préavis écrit d'au moins trois (3) semaines de la date de son retour au travail.

c) Toutefois, si un membre du personnel de cabinet est en invalidité lorsqu'il fait sa demande, celui-ci ne peut être autorisé à interrompre son congé avant la date prévue de son retour.

5. Rémunération et administration des salaires

5.1 Classification des emplois

Les membres du personnel de cabinet possèdent une structure salariale et une structure d'emplois qui leur sont propres.

5.2 Structure salariale

a) La structure salariale a pour but d'ordonner en classes et en échelles l'ensemble des salaires offerts. Elle se compose de deux éléments principaux : des classes (regroupements d'emplois) et des échelles salariales propres à chacune des classes. Chacune des classes possède une échelle salariale qui comporte un minimum et un maximum.

b) Le salaire du membre du personnel de cabinet est ajusté au 1er janvier selon l'augmentation générale accordée aux cadres administratifs et aux cadres de direction :

2018	2019	2020	2021
1,75 %	1,50 %	1,50 %	1,50 %

c) La structure salariale pour les années 2018 à 2021 est illustrée à l'annexe 1

5.3 Détermination du salaire

a) Le salaire à l'embauche doit se situer entre les bornes minimums et maximums de l'échelle salariale propre à l'emploi. Ce salaire est fixé par le maire de Montréal, le maire d'arrondissement ou le conseiller désigné, selon le cabinet auquel le membre du personnel de cabinet est rattaché.

b) Nonobstant le paragraphe 5.2 alinéa b), le salaire annuel peut faire l'objet d'une révision en cours d'année en raison de responsabilités additionnelles ou aux fins d'équité interne. Cette révision doit être effectuée dans le respect de l'échelle salariale de l'emploi occupé tel que prévu aux paragraphes 5.2 et 5.3.

6. Régime d'assurance collective

6.1 Dispositions générales

a) Le membre du personnel de cabinet est couvert par le Programme flexible d'assurance collective sous réserve des dispositions applicables et décrites à la brochure d'assurance collective, à l'exclusion de la garantie d'invalidité de longue durée. Le membre du personnel de cabinet, qui est un rentier d'un régime de la Ville de Montréal, ne bénéficie d'aucune garantie d'assurance collective.

b) Au 1er janvier, l'employeur attribue à chaque membre du personnel de cabinet un montant de crédits flexibles que celui-ci pourra utiliser, à son choix, pour l'une des options suivantes :
- Paiement de sa part du coût des régimes;
- Dépôt au compte gestion-santé;
- Transfert dans un REER individuel.

c) Si aucun choix n'est signifié par le membre du personnel de cabinet lors de son adhésion initiale, il sera assuré par défaut au titre « des régimes de base » et les crédits flexibles seront automatiquement transférés au compte gestion-santé.

d) Tous les deux (2) ans, une campagne de réadhésion a lieu à l'automne afin de permettre au membre du personnel de cabinet de modifier son choix de protection. Si aucun choix n'est signifié par le membre du personnel de cabinet, les protections actuelles seront reconduites pour les deux (2) années suivantes.

6.2 Invalidité de courte durée

a) Le membre du personnel de cabinet qui s'absente en raison de maladie ou d'accident personnel autre que ce qui est prévu à l'article 7, utilise prioritairement son crédit d'heures de maladie pour couvrir le délai de carence de cinq (5) jours ouvrables. À défaut d'avoir un solde suffisant de crédit d'heures de maladie, il doit utiliser son crédit de banque de vacances reportée, de congés mobiles ou de vacances pour couvrir ce délai.

b) Le membre du personnel de cabinet qui s'absente pour raison de maladie ou d'accident personnel doit fournir un certificat de son médecin traitant et produire les documents requis aux fins d'application des présentes.

c) Sous réserve du paragraphe 6.1 alinéa a), le membre de personnel de cabinet qui s'absente pour raison de maladie ou d'accident personnel bénéficie d'une prestation égale à soixante-quinze pour cent (75 %) du traitement pour une période maximale de vingt-six (26) semaines. Cette garantie s'applique après un délai de carence de cinq (5) jours ouvrables consécutifs d'absence.

d) L'employeur peut, par un médecin de son choix, faire examiner le membre du personnel de cabinet absent pour raisons de maladie ou accident autres que ce qui est prévu à l'article 7.

6.3 Avantages pendant une invalidité

a) Pendant les vingt-six (26) premières semaines où le membre du personnel de cabinet est en invalidité, il continue d'accumuler vacances, crédits d'heures de maladie, crédits de congés mobiles, et service continu. Dans le cas d'une invalidité à temps partiel, les congés et les crédits prévus aux paragraphes 4.2, 4.3 et 4.5 sont calculés au prorata du nombre de mois complets de service; ce prorata est applicable après les vingt-six (26) premières semaines.

b) Pendant les vingt-six (26) premières semaines où le membre du personnel de cabinet est en invalidité ou en invalidité à temps partiel, il demeure couvert par le régime d'assurance collective en assumant sa part des contributions, sous réserve des dispositions du régime d'assurance collective qui lui est applicable.

c) Au 30 avril, si un solde de crédit de vacances demeure en raison d'une invalidité survenue en cours d'année le membre du personnel de cabinet peut prendre ses vacances à son retour, transférer le solde dans sa banque de report de vacances ou après entente avec l'élu, se faire monnayer le solde de vacances, selon les conditions établies au paragraphe 4.5.2 des présentes.

d) Au 30 avril, si un solde de crédit d'heures de maladie demeure en raison d'une invalidité survenue en cours d'année, l'employeur paie au membre du personnel de cabinet le solde de ce crédit aux conditions établies au paragraphe 4.5.2 des présentes.

e) Le solde de congés mobiles au 30 avril en raison d'une invalidité n'est ni payable, ni transférable.

f) Le solde de jours fériés, de congés chômés et rémunérés au paragraphe 4.1.1 accumulés préalablement au début de la période d'invalidité est payable au 30 avril de l'année en cours.

6.4 Retour au travail suite à une invalidité

a) Le membre du personnel de cabinet de retour au travail après une invalidité égale ou inférieure à vingt-six (26) semaines, réintègre le poste qu'il occupait au moment de son départ ou un poste équivalent avec le traitement auquel il aurait droit s'il était resté au travail.

b) Le membre du personnel de cabinet qui n'a pas maintenu la protection d'invalidité de courte durée durant un congé sans traitement ou le membre du personnel de cabinet qui aurait omis de payer la prime de cette garantie, ne pourra recevoir de prestations d'invalidité de courte durée si son invalidité survient avant la date prévue de son retour au travail.

7. Maladies professionnelles et accidents de travail

a) Dans les cas de blessure subie ou de maladie résultant de l'exercice de ses fonctions, le membre du personnel de cabinet reçoit quatre-vingt-dix pour cent (90 %) de son salaire net pour chaque jour ou partie de jour où il aurait normalement travaillé n'eût été de son incapacité pendant les quatorze (14) jours complets suivant le début de cette incapacité. Cependant, le membre du personnel de cabinet rembourse à l'employeur toute somme d'argent qu'il perçoit en compensation de traitement par l'application de la Loi sur l'assurance automobile du Québec ou de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et des règlements adoptés sous l'autorité de ces lois.

b) Lorsque l'incapacité d'exercer sa fonction en raison de sa lésion qui se prolonge au-delà de quatorze (14) jours, l'employeur verse au membre du personnel de cabinet, dont le traitement annuel à la date de l'événement est supérieur au salaire maximum annuel assurable, une indemnité complémentaire. Celle-ci correspond à un montant brut suffisant pour couvrir la différence entre quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du traitement annuel net et l'indemnité de remplacement du revenu reçue. L'indemnité complémentaire est versée suite à la présentation par le membre du personnel de cabinet de la preuve de l'indemnité reçue.

c) Durant la période d'incapacité, le membre du personnel de cabinet peut continuer à participer au régime d'assurance collective, s'il en fait la demande au début de son incapacité et s'il acquitte régulièrement les primes exigibles. L'employeur continue d'assumer sa part durant la période d'incapacité.

d) Dès qu'un membre du personnel de cabinet est considéré apte au travail à la suite d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle, il réintègre son emploi.

8. Régime de retraite

a) Sous réserve des règles fiscales applicables et afin d'offrir un véhicule d'épargne-retraite, le membre du personnel de cabinet qui n'est pas un rentier d'un régime de retraite de la Ville est admissible à recevoir une montant forfaitaire qui devra obligatoirement être versé à un compte REER au choix du membre du personnel de cabinet.

b) Le montant correspond à un pourcentage de neuf virgule neuf pour cent (9,9 %) du salaire de base versé au cours de la période de référence, soit du 1er janvier au 31 décembre de la même année.

9. Frais de déplacements et de représentation

9.1 Allocation pour l'utilisation d'automobile personnelle

Conformément à l'encadrement administratif « Allocation pour utilisation d'automobile personnelle » en vigueur et selon les conditions qui y sont prévues :

a) Il est possible pour un membre du personnel de cabinet d'obtenir une allocation pour l'utilisation d'une automobile personnelle, selon les besoins de déplacements requis par ses fonctions et sur la base d'une analyse des besoins émise par l'élu.

b) Cette allocation automobile est rattachée à la fonction et est attribuée au titulaire du poste et non à l'individu; elle n'est pas transférable selon les affectations de celui-ci.

9.2 Frais de déplacements et dépenses afférentes

Conformément à l'encadrement administratif « Déplacements à la demande de l'employeur et dépenses afférentes » en vigueur et selon les conditions qui y sont prévues, il est possible pour un membre du personnel de cabinet d'obtenir un remboursement de dépenses pour des déplacements, à la demande de l'employeur, ainsi que des dépenses afférentes effectuées dans l'exercice de ses fonctions.

9.3 Dépenses de fonction

Sur présentation de pièces justificatives et avec l'autorisation de l'élu, le membre du personnel de cabinet peut se faire rembourser les dépenses raisonnables encourues dans l'exercice de ses fonctions au cours de l'année.

9.4 Frais de corporation professionnelle

Afin de favoriser le maintien de l'expertise, les réseaux d'échanges et le rayonnement professionnel, les frais de participation aux corporations ou associations professionnelles peuvent être remboursés sur la base d'un avis de pertinence émis par l'élu.

10. Aide judiciaire

a) Sous réserve des alinéas b) et c), la Ville assume les frais de défense d'un membre du personnel de cabinet dans les cas et aux conditions prévus à la Loi sur les cités et villes. Elle convient de l'indemniser pour les dommages-intérêts dus à un tiers qui résultent de la faute du membre du personnel de cabinet dans l'exercice de ses fonctions, sauf s'il s'agit d'une faute lourde, intentionnelle ou séparable de cet exercice ou si le membre du personnel de cabinet, sans l'autorisation de la Ville, admet sa faute ou assume sa défense ou représentation, lors de la procédure où sa faute est démontrée, lui-même ou par le procureur de son choix.
b) Dans le cas où un membre du personnel de cabinet fait usage, dans l'exercice de ses fonctions et avec l'assentiment de l'élu, d'un véhicule automobile appartenant à la Ville ou loué par celle-ci, la Ville s'engage à tenir ce membre du personnel de cabinet indemne de la réclamation d'un tiers en raison de dommages causés dans l'usage de ce véhicule automobile, sauf si ce membre du personnel de cabinet est reconnu coupable d'une infraction au Code criminel liée à l'usage de ce véhicule automobile.

c) La protection prévue à l'alinéa b) est également accordée au membre du personnel de cabinet qui, dans l'exercice de ses fonctions et avec l'assentiment de l'élu, est passager d'un véhicule appartenant ou loué par la Ville.

d) Dans le cas où un membre du personnel de cabinet fait usage, dans l'exercice de ses fonctions avec l'assentiment de l'élu, en conformité avec les politiques en vigueur et modifiées de temps à autre, de son propre véhicule automobile, la Ville s'engage à tenir ledit membre du personnel de cabinet indemne de la réclamation d'un tiers en raison de dommages causés dans l'usage de ce véhicule automobile, sauf si ce membre du personnel de cabinet est reconnu coupable d'une infraction au Code criminel liée à l'usage de ce véhicule automobile.

11. Cessation d'emploi

11.1 Généralités

a) L'emploi du membre du personnel de cabinet prend fin à la première des éventualités suivantes :
- Le jour de sa démission;
- Le jour où l'élu, soit l'employeur, y met fin;
- Le trentième (30^{e}) jour ou, dans le cas d'un membre du personnel de cabinet dont le service continu est moins d'un (1) an, le quinzième (15^{e}) jour après l'expiration du mandat de l'élu.

b) Le membre du personnel de cabinet peut mettre fin à son emploi en tout temps en donnant à l'employeur un préavis raisonnable.

c) L'employeur peut aussi mettre fin à l'emploi du membre du personnel de cabinet en tout temps en lui remettant une indemnité de départ, selon les conditions prévues au paragraphe 11.2.

d) L'employeur a le droit de mettre fin à l'emploi du membre du personnel de cabinet en tout temps pour motifs sérieux, sans indemnité.

e) Un avis écrit de la cessation d'emploi, conformément à la Loi sur les normes du travail, est remis au membre du personnel de cabinet dans les cas qui y sont prévus. Cet avis doit faire mention de la date de la cessation d'emploi et rappeler au membre du personnel de cabinet son devoir de respecter son obligation de loyauté et les règles éthiques après-emploi prévues à l'article 12 des présentes.

Lorsque l'employeur offre, en vertu de l'alinéa c), l'indemnité de départ en vertu du paragraphe 11.2, cette indemnité inclut tout préavis ou indemnité qui pourrait être due au membre du personnel de cabinet en vertu de la Loi sur les normes du travail ou toute autre loi applicable. Aucune autre somme, sous réserve de l'alinéa g), préavis ou délai n'est ajouté à ce que prévoit le paragraphe 11.2.

f) Le membre du personnel de cabinet doit remettre à l'employeur, immédiatement après la cessation d'emploi, tout matériel ou document en sa possession ou sous son contrôle qui serait la propriété de l'employeur ou de la Ville contenant des informations sur lesquelles l'employeur ou la Ville a des droits de propriété ou contenant des informations confidentielles qui le concerne.

11.2 Indemnité de départ

a) L'indemnité de départ est payable au membre du personnel de cabinet lorsque son emploi prend fin selon l'une des trois (3) éventualités mentionnées au paragraphe 11.1 alinéa a). L'indemnité de départ n'est pas versée dans le cas d'une fin d'emploi pour motifs sérieux tel que stipulé au paragraphe 11.1 alinéa c).

b) Le montant maximal de l'indemnité de départ correspond à une (1) semaine de salaire pour chaque période de trois (3) mois de service accomplis à titre de membre du personnel de cabinet.

c) Le nombre de mois d'indemnité accumulés ne peut excéder douze (12) mois. Le nombre maximal de mois est porté à dix-huit (18) dans le cas d'un membre du personnel de cabinet ayant cumulé plus de six (6) mois d'indemnité en date du 23 octobre 2013.

d) Si le membre du personnel de cabinet est embauché par la Ville, par une de ses sociétés paramunicipales ou à titre de membre du personnel d'un autre cabinet de la Ville avant l'échéance de la période visée par l'indemnité de départ tenant lieu de délai de congé, la partie correspondant au nombre de semaines résiduelles de ladite indemnité est, comme condition d'embauche, remboursée au moment de cette embauche.

12. Règles déontologiques

12.1 Définitions

Aux fins des présentes règles, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« avantage » : cadeau, don, faveur, prêt, compensation, avance, bénéfice, service, commission, récompense, rémunération, somme d'argent, rétribution, profit, indemnité, escompte, voyage ou promesse d'avantages futurs ou marque d'hospitalité.

« cabinet du maire » : s'entend du cabinet du maire de la Ville ou d'un arrondissement, selon le cas.

« conflit d'intérêts réel » : présence d'un intérêt personnel ou pécuniaire, connu du membre du personnel de cabinet et suffisant pour l'influencer dans l'exercice de ses fonctions, en affectant l'impartialité de ses opinions ou de ses décisions.

« conflit d'intérêts apparent ou potentiel » : présence chez un membre du personnel de cabinet, d'un intérêt personnel ou pécuniaire qui, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, est susceptible de l'influencer dans l'exercice de ses fonctions, en affectant l'impartialité de ses opinions ou de ses décisions.

« conseiller à l'éthique et la déontologie » : la personne nommée par la Ville à ce titre.

« information non disponible au public » : information qui ne peut être obtenue selon la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1).

« intérêt pécuniaire » : intérêt économique, direct ou indirect, distinct de celui du public ou qui peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée.

« intérêt personnel » : intérêt autre que pécuniaire, direct ou indirect, distinct de celui du public ou qui peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée.

« intérêt des proches » : intérêt de toute personne entretenant une relation privilégiée avec la personne concernée, notamment son conjoint, ses enfants, ses ascendants ou ses frères et sœurs.

« membre du conseil » : les membres du conseil de la Ville et de tout conseil d'arrondissement, y compris le maire et les membres du comité exécutif.

12.2 Valeurs et principes éthiques

a) Le membre du personnel de cabinet adhère aux valeurs de la Ville énoncées à l'article 2 du Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (Règlement 14-004). Les principales valeurs de la municipalité en matière d'éthique sont les suivantes :
   - L'intégrité des membres de tout conseil de la municipalité;
   - L'honneur rattaché aux fonctions de membre d'un conseil de la municipalité;
   - La prudence et la transparence dans la poursuite de l'intérêt public;
   - Le respect envers les autres membres d'un conseil de la municipalité, les employés de celle-ci et les citoyens;
   - La loyauté envers la municipalité;
   - La recherche de l'équité.

b) Le membre du personnel de cabinet reconnaît que ces valeurs doivent le guider dans l'exercice de ses fonctions et dans l'appréciation des règles déontologiques qui lui sont applicables et qu'il doit être tenu compte de ces valeurs dans l'interprétation des présentes règles. Il recherche la cohérence entre ses actions et ces valeurs, même si, en soi, ses actions ne contreviennent pas aux règles déontologiques, aux règlements et aux lois qui lui sont applicables.

12.3 Règles déontologiques

12.3.1 Conflits d'intérêts

a) Dans l'exercice de ses fonctions, le membre du personnel de cabinet ne peut :
   - se placer dans une situation réelle, potentielle ou apparente de conflit entre, d'une part, son intérêt ou celui de ses proches et, d'autre part, les devoirs de sa fonction;
   - agir, tenter d'agir ou omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou ceux de ses proches ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne physique ou morale;
   - se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou ceux de ses proches, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne physique ou morale.

b) Le membre du personnel de cabinet doit s'abstenir d'utiliser ou de communiquer à ses propres fins ou à des fins autres que celles de la Ville, les informations non disponibles au public dont il a eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions.

c) Le membre du personnel de cabinet ne doit pas faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la Ville, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente.

d) Le membre du personnel de cabinet ne peut avoir un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la Ville, de la même manière qu'un membre d'un conseil de la Ville selon ce qui est prévu à l'article 304 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ., c. E-2.2).

e) Le membre du personnel de cabinet qui est placé dans une situation de conflit d'intérêts doit sans délai mettre fin à cette situation.

Si le membre du personnel de cabinet se trouve placé dans une situation de conflit d'intérêts au cours de son emploi conséquemment à l'application d'une loi, à un mariage, à une union de fait ou à l'acceptation d'une donation ou d'une succession, il doit mettre fin à cette situation le plus tôt possible, au plus tard dans les trois (3) mois de la survenance de l'événement qui a engendré cette situation et doit en aviser par écrit le conseiller à l'éthique et à la déontologie.

Tant que la situation n'est pas régularisée, il ne doit pas discuter, même en privé, des dossiers qui peuvent être liés de près ou de loin avec l'intérêt en cause et ne doit pas exercer ou tenter d'exercer directement ou indirectement quelque influence à l'égard de ces dossiers.

Dans le doute, toute situation susceptible de créer un malaise ou une apparence de conflit d'intérêts doit faire l'objet dans les meilleurs délais, d'une discussion entre le membre du personnel de cabinet visé et le conseiller à l'éthique et à la déontologie.

f) Le membre du personnel de cabinet qui, parallèlement à l'exercice de ses fonctions, exerce une autre fonction doit éviter tout conflit dans l'exercice de ces fonctions.

L'occupation ou l'exercice d'un autre emploi, d'une autre charge ou fonction ne doit pas nuire à sa prestation de travail.

g) Le membre du personnel de cabinet doit, dans l'exercice de ses fonctions, éviter de se laisser influencer par des perspectives ou des offres d'emplois émanant de l'extérieur.

Le cas échéant, le membre du personnel de cabinet doit informer par écrit le conseiller à l'éthique et la déontologie d'une telle offre qu'il prend en considération.

12.3.2 Dons et avantages

a) Aux fins des présentes règles, ne constitue pas un conflit d'intérêts réel, apparent ou potentiel le fait, pour un membre du personnel de cabinet, d'accepter, à l'occasion d'activités liées à ses fonctions, un avantage qui :

- n'est pas en soi de nature à laisser planer un doute sur son intégrité ou son impartialité;
- ne compromet aucunement l'intégrité du conseil, du comité exécutif, d'une commission, d'un comité ou d'un membre du conseil;
- est conforme aux règles de la courtoisie, du protocole ou de l'hospitalité;
- ne consiste pas en une somme d'argent, une action, une obligation, un titre quelconque de finances.

b) Lorsqu'un membre du personnel de cabinet accepte ou reçoit un avantage décrit au paragraphe 12.3.2 alinéa a), il doit, si cet avantage a une valeur de deux cent dollars (200 $) ou plus ou si la valeur des avantages consentis par une même personne à l'intérieur d'une période de six (6) mois totalise deux cent dollars (200 $) ou plus, le déclarer, par écrit au conseiller à l'éthique et la déontologie, dans les dix (10) jours. Cette déclaration doit contenir une description adéquate de l'avantage reçu, préciser le nom de celui ou celle qui le lui a procuré, ainsi que les circonstances dans lesquelles le membre du personnel de cabinet a reçu cet avantage.

c) Le paragraphe 12.3.2 alinéa b) ne s'applique pas :
   - si l'avantage provient du gouvernement ou d'une municipalité, d'un organisme gouvernemental ou municipal, ou d'un de leurs représentants officiels;
   - si l'avantage provient du parti politique dont il est membre;
   - si le membre du personnel de cabinet fait remise de l'avantage reçu au conseiller à l'éthique et à la déontologie.

d) En plus de ce qui lui est alloué par la Ville, un membre du personnel de cabinet ne peut, directement ou indirectement, par lui-même ou par l'intermédiaire d'un tiers :
   - solliciter, accepter ou recevoir un avantage, en échange d'une prise de position, d'une intervention ou d'un service à l'égard d'un projet de règlement, d'une résolution ou de toute question soumise ou qui doit être soumise au conseil, au comité exécutif, à une commission, à un comité de travail ou en toute autre circonstance;
   - accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité;
   - accepter un avantage de source anonyme.

e) Dans le cas d'un avantage de source anonyme, si on ne peut en retracer l'origine, le membre du personnel de cabinet qui l'a reçu doit en faire la remise au conseiller à l'éthique et à la déontologie.

12.3.3 Utilisation de biens et de services de la Ville

a) Le membre du personnel de cabinet, lorsqu'il utilise les biens et les services de la Ville ou ceux du membre du conseil qui l'emploie aux fins de l'exercice de ses fonctions, doit le faire dans le respect de ses obligations de loyauté, discrétion et civilité et dans le respect des lois, des règlements et des directives.

b) Le membre du personnel de cabinet ne peut confondre les biens de la Ville ou ceux du membre du conseil qui l'emploie avec les siens ni les utiliser à son profit, directement ou indirectement, ou en permettre l'usage à des tiers, à moins qu'il ne s'agisse d'un service offert de façon générale par la Ville.

12.3.4 Respect

Le membre du personnel de cabinet doit exercer ses fonctions avec respect et civilité envers ses collègues, subalternes, supérieurs, citoyens et toutes autres personnes qu'il côtoie. À cette fin, le Règlement sur la Politique de respect de la personne ***(insérer le numéro du règlement)*** s'applique aux membres du personnel de cabinet.

12.3.5 Déclaration d'intérêts

a) La présente section s'applique au directeur de cabinet du maire ou d'un conseiller désigné au sens prévu au paragraphe 114.5 de la Loi sur les cités et villes.

b) Le directeur de cabinet doit, dans les soixante (60) jours de sa nomination et, par la suite, tous les ans et au plus tard à la date fixée par le conseiller à l'éthique et à la déontologie, déposer auprès de celui-ci une déclaration d'intérêts comportant les mêmes renseignements que doit fournir un membre du conseil en vertu de ce qui est prévu à l'article 357 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ., c. E-2.2) soit notamment les renseignements suivants :
   i. L'existence des intérêts pécuniaires qu'il a dans des immeubles situés sur le territoire de la municipalité;
   ii. L'existence des intérêts pécuniaires qu'il a dans des personnes morales, des sociétés et des

entreprises susceptibles d'avoir des marchés avec la Ville ou avec tout organisme municipal dont il fait partie;

iii. Les emplois et les postes d'administrateur qu'il occupe;

iv. L'existence des emprunts qu'il a contractés auprès d'autres personnes ou organismes que des établissements financiers ou de prêts, qu'il a accordés à d'autres personnes que les membres de sa famille immédiate, et dont le solde, en principal et en intérêts, excède deux mille dollars (2 000 $).

Le directeur de cabinet pour qui les alinéas i. à iv. ne trouvent pas application doit remplir une déclaration à cet effet et la déposer au conseiller en éthique.

c) Le directeur de cabinet doit aviser par écrit le conseiller à l'éthique et à la déontologie de tout changement au contenu de sa déclaration dans les soixante (60) jours suivant le changement.

d) Après avoir examiné la déclaration visée au paragraphe 12.3.5 alinéa b) du présent paragraphe, le conseiller à l'éthique et à la déontologie peut demander de rencontrer le directeur de cabinet en vue de vérifier la conformité de la déclaration et de discuter de ses obligations aux termes des présentes règles.

e) Le directeur de cabinet qui possède moins de dix pour cent (10 %) des actions émises donnant droit de vote n'a pas à déclarer cet intérêt.

12.3.6 Règles éthiques après-emploi

a) Un membre du personnel de cabinet ne doit pas, dans les douze (12) mois qui suivent la fin de son emploi, occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction de telle sorte que lui-même ou toute autre personne physique ou morale tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre du personnel de cabinet.

b) Le membre du personnel de cabinet qui a cessé d'exercer ses fonctions ne doit pas communiquer une information confidentielle. Il ne peut non plus donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant la Ville, le membre du conseil qui l'employait ou un tiers avec lequel il avait des rapports directs importants au cours de l'année qui a précédé la cessation de ses fonctions.

c) Un membre du personnel de cabinet qui a agi relativement à une procédure, une négociation ou une autre opération particulière ne peut, dans l'année qui suit la cessation de ses fonctions, agir au nom ou pour le compte d'autrui à l'égard de la même procédure, négociation ou opération.

d) Un membre du personnel de cabinet doit se conformer aux dispositions interdisant les actes de lobbyisme après emploi comme prévu à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ. c. T-11.011).

12.4 Mécanismes d'application et de contrôle

12.4.1 Conseiller à l'éthique et à la déontologie

a) Le rôle et les responsabilités du conseiller à l'éthique et à la déontologie consistent à :

- offrir le soutien consultatif nécessaire à l'interprétation et à l'application des présentes règles;
- recevoir, consigner et examiner, de la manière qu'il détermine, toutes les déclarations et divulgations qui lui sont transmises en vertu des présentes règles;
- procéder aux enquêtes;
- faire rapport annuellement au conseil municipal sur l'interprétation générale et la mise en œuvre

des présentes règles.

b) Le conseiller à l'éthique et à la déontologie exerce ses fonctions dans un souci d'information, de prévention, de confidentialité, d'objectivité et d'impartialité.

Dans l'exécution de ses fonctions et plus particulièrement dans l'appréciation des règles déontologiques applicables aux membres du personnel de cabinet, il tient compte de leur adhésion aux valeurs de la Ville.

c) Le conseiller à l'éthique et à la déontologie conserve les documents relatifs à un membre du personnel de cabinet au sujet duquel il a entrepris une enquête selon l'échéancier prévu au Calendrier des délais de conservation de la Ville.

d) Tous les dossiers, les notes et les documents relatifs au mandat du conseiller à l'éthique et à la déontologie dans le cadre des présentes règles demeurent la propriété de la Ville. À la fin de son mandat ou sur demande de la Ville, le conseiller éthique et à la déontologie doit les remettre sans délai au greffier de la Ville.

e) Le conseiller à l'éthique et à la déontologie fera remise à la Ville de tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage qui lui a été remis par un membre du personnel de cabinet en application du paragraphe 12.3.2 alinéa e).

12.4.2 Avis du conseiller à l'éthique et à la déontologie

a) Sur demande écrite d'un membre du personnel de cabinet, le conseiller à l'éthique et à la déontologie donne un avis écrit et motivé, assorti des recommandations qu'il juge indiquées, sur toute question concernant ses obligations aux termes des présentes règles.

Sous réserve de la loi, l'avis est confidentiel et ne peut être rendu public que par celui qui l'a demandé ou avec son consentement écrit.

b) Un membre du personnel de cabinet est réputé n'avoir commis aucun manquement aux présentes règles pour un acte ou une omission s'il a préalablement fait une demande d'avis au conseiller à l'éthique et à la déontologie et si cet avis conclut que cet acte ou cette omission n'enfreint pas les présentes règles, pourvu que les faits allégués au soutien de sa demande aient été présentés de façon exacte et complète.

12.4.3 Enquêtes et rapports

a) Sur demande écrite du membre du conseil dont le membre du personnel de cabinet relève ou du chef du parti politique autorisé représenté à la Ville dont fait partie ce membre du conseil, le conseiller à l'éthique et à la déontologie peut faire une enquête pour déterminer si un membre du personnel de cabinet a commis un manquement aux présentes règles.

b) Le conseiller à l'éthique et à la déontologie peut faire une enquête à l'égard d'une personne qui a cessé d'être un membre du personnel de cabinet relativement à des actes qui auraient été posés en lien avec son emploi.

c) Le conseiller à l'éthique et à la déontologie informe le membre du personnel de cabinet qu'il fait enquête pour déterminer si un manquement aux présentes règles a été commis.

d) Sous réserve de l'obtention d'une autorisation préalable de celui qui a fait la demande d'enquête, lorsqu'il le juge nécessaire, le conseiller à l'éthique et à la déontologie peut mandater spécialement toute personne à faire une enquête.

e) Si, après vérification, le conseiller à l'éthique et à la déontologie est d'avis que la demande d'enquête est non fondée, il met fin au processus et l'indique dans son rapport.

f) Le conseiller à l'éthique et à la déontologie enquête à huis clos et avec toute la diligence voulue. Il permet au membre du personnel de cabinet qui fait l'objet de l'enquête de présenter une défense pleine et entière.

   Le conseiller à l'éthique et à la déontologie ne peut commenter publiquement une vérification ou une enquête, mais il peut confirmer qu'une demande a été reçue à cet effet ou encore qu'une vérification ou une enquête a été commencée ou a pris fin. Il peut également indiquer pourquoi, après vérification, il a décidé de ne pas tenir une enquête.

g) Le rapport d'enquête du conseiller à l'éthique et à la déontologie est remis au membre du personnel de cabinet visé, au membre du conseil dont il relève ainsi qu'au chef du parti politique autorisé représenté à la Ville dont fait partie ce membre du conseil.

Annexe 1 – Structures salariales 2018 à 2021

Structure salariale 2018			
Groupe de traitement	**Emplois**	**Minimum**	**Maximum**
00N	• Attaché politique • Attaché politique en arrondissement	41 073 $	109 526 $
000L	• Attaché de presse - Cabinet du comité exécutif • Conseiller politique - soutien au comité exécutif • Conseiller spécial • Conseiller spécial du maire • Directeur de cabinet • Directeur de cabinet adjoint - Arrondissement de Ville-Marie • Directeur de cabinet en arrondissement • Responsable - coordination et planification stratégique en communication	68 454 $	130 064 $
00K	• Conseiller principal du maire • Directeur adjoint de cabinet - Cabinet du maire et du comité exécutif • Directeur aux communications • Directeur de cabinet - maire de Montréal	82 145 $	177 981 $

Structure salariale 2019			
Groupe de traitement	**Emplois**	**Minimum**	**Maximum**
00N	• Attaché politique • Attaché politique en arrondissement	41 689 $	111 169 $
000L	• Attaché de presse - Cabinet du comité exécutif • Conseiller politique - soutien au comité exécutif • Conseiller spécial • Conseiller spécial du maire • Directeur de cabinet • Directeur de cabinet adjoint - Arrondissement de Ville-Marie • Directeur de cabinet en arrondissement • Responsable - coordination et planification stratégique en communication	69 481 $	132 015 $
00K	• Conseiller principal du maire • Directeur adjoint de cabinet - Cabinet du maire et du comité exécutif • Directeur aux communications • Directeur de cabinet - maire de Montréal	83 377 $	180 651 $

Structure salariale 2020			
Groupe de traitement	**Emplois**	**Minimum**	**Maximum**
00N	• Attaché politique • Attaché politique en arrondissement	42 314 $	112 837 $
000L	• Attaché de presse - Cabinet du comité exécutif • Conseiller politique - soutien au comité exécutif • Conseiller spécial • Conseiller spécial du maire • Directeur de cabinet • Directeur de cabinet adjoint - Arrondissement de Ville-Marie • Directeur de cabinet en arrondissement • Responsable - coordination et planification stratégique en communication	70 523 $	133 995 $
00K	• Conseiller principal du maire • Directeur adjoint de cabinet - Cabinet du maire et du comité exécutif • Directeur aux communications • Directeur de cabinet - maire de Montréal	84 628 $	183 361 $

Structure salariale 2021			
Groupe de traitement	**Emplois**	**Minimum**	**Maximum**
00N	• Attaché politique • Attaché politique en arrondissement	42 949 $	114 530 $
000L	• Attaché de presse - Cabinet du comité exécutif • Conseiller politique - soutien au comité exécutif • Conseiller spécial • Conseiller spécial du maire • Directeur de cabinet • Directeur de cabinet adjoint - Arrondissement de Ville-Marie • Directeur de cabinet en arrondissement • Responsable - coordination et planification stratégique en communication	71 581 $	136 005 $
00K	• Conseiller principal du maire • Directeur adjoint de cabinet - Cabinet du maire et du comité exécutif • Directeur aux communications • Directeur de cabinet - maire de Montréal	85 897 $	186 111 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1185019001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division respect de la personne
Objet :	DÉCLARER, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de 2 ans, quant à l'adoption des règles relatives au respect de la personne et à l'application de celles-ci en ce qui concerne les mécanismes d'aide et le processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes prévus à la Politique. ADOPTER le Règlement sur la Politique de respect de la personne. ADOPTER le Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement (18-010) et APPROUVER les modifications aux Conditions de travail des membres du personnel de cabinet, afin de rendre applicable aux élus et aux membres du personnel de cabinet le Règlement sur la Politique de respect de la personne

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), puisqu'il en va de l'intérêt général de la ville, le conseil de la ville peut se déclarer compétent quant à l'adoption des règles relatives au respect de la personne et à l'application de celles-ci en ce qui concerne les mécanismes d'aide et le processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes prévus à la Politique. Puisque la résolution a pour effet de déclarer le conseil de la ville compétent pour une période de deux ans, la résolution doit être adoptée à la majorité absolue des voix des membres du conseil.

Ci-joint les deux projets de règlement liés au présent sommaire décisionnel.

FICHIERS JOINTS

Règlement sur la Politique de respect de la personne.doc

Annexe A - Politique respect de la personne.docx

Règl. mod. le Code d'éthique et de conduite (18-010).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-20

Véronique BELPAIRE
Avocate - Chef de division
Tél : 514 872-3024
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
19-XXX

RÈGLEMENT SUR LA POLITIQUE DE RESPECT DE LA PERSONNE

Vu l'article 85 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

À l'assemblée du _____ 2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La Politique de respect de la personne, en annexe A du présent règlement, est adoptée.

ANNEXE A
POLITIQUE DE RESPECT DE LA PERSONNE

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD : 1185019001

Énoncé de politique

La Ville de Montréal s'engage à prendre les moyens préventifs et correctifs nécessaires pour assurer le respect et la civilité dans la communauté municipale et ainsi offrir un climat et un milieu de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel.

La Politique de respect de la personne prend appui sur les dispositions législatives encadrant le respect de la personne citées en annexe, sur le *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement* et le *Code de conduite des employés de la Ville de Montréal*, adoptés en vertu de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (RLRQ, c. E-15.1.0.1), et sur les Règles déontologiques prévues aux *Conditions de travail des membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal* adoptées en vertu de l'article 114.6 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19).

La présente politique ne restreint pas le droit de gérance des gestionnaires dans l'exercice de leurs fonctions.

Définitions

Dans la présente politique, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« autorité désignée » : selon le contexte, le chef du parti politique pour un membre du conseil, le conseil de la ville ou le conseil d'arrondissement pour un membre d'une instance consultative, le membre du conseil qui a nommé le membre du personnel de cabinet, et l'autorité décisionnelle de l'employé;

« civilité » : une conduite démontrant de la considération pour les autres, empreinte de respect, de courtoisie, de savoir-vivre et de collaboration, dans le but de favoriser un climat et un milieu de travail sain;

« communauté municipale » : les membres du conseil de la ville et de tout conseil d'arrondissement, les membres des instances consultatives, les membres du personnel de cabinet nommés selon l'article 114.4 de la *Loi sur les cités et villes* de même que les employés;

« demande d'intervention » : toute demande auprès de la Division respect de la personne du Service des ressources humaines qui, sans être une plainte formelle ou un signalement, requiert que celle-ci intervienne dans un rôle-conseil, un rôle d'accompagnement ou autrement;

« droit de gérance » : le droit de l'employeur de diriger ses employés et de prendre des décisions liées à la bonne marche des opérations; il comprend notamment l'attribution des tâches, la gestion courante du rendement au travail, la gestion courante de la discipline et des mesures disciplinaires, la gestion courante de l'assiduité et de l'absentéisme, le licenciement, les mises à pied et le congédiement;

« employé » : un fonctionnaire ou un employé lié à la Ville de Montréal par un contrat de travail, quelle que soit sa forme, incluant un gestionnaire;

« gestionnaire » : tout employé cadre qui a la responsabilité de la gestion d'une unité administrative et des ressources humaines qui en font partie;

« harcèlement psychologique ou sexuel » : une conduite vexatoire se manifestant soit par des comportements, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non désirés, laquelle porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologiques ou physique de la personne et qui entraîne, pour celle-ci, un milieu de travail néfaste.

Pour plus de précision, le harcèlement psychologique comprend une telle conduite lorsqu'elle se manifeste par de telles paroles, de tels actes ou de tels gestes à caractère sexuel.

Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour la personne;

Cette définition inclut le **harcèlement discriminatoire** se manifestant notamment par des paroles, des actes ou des gestes généralement répétés et non désirés, à caractère vexatoire ou méprisant à l'égard d'une personne, en raison de l'un ou l'autre des motifs énumérés à l'article 10 de la *Charte des droits et libertés de la personne du Québec* (RLRQ, c. C-12), soit le harcèlement en raison de la race, la couleur, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap;

« incivilité » : une conduite inappropriée contrevenant aux règles collectives de respect ou de savoir-vivre en milieu de travail, et se caractérisant par des comportements rudes et non courtois, démontrant ainsi un manque de considération général pour les autres;

« plainte formelle » : plainte déposée par une personne pour dénoncer une situation de harcèlement psychologique ou sexuel ou d'incivilité. Un formulaire de plainte est mis à la disposition de la communauté municipale, mais tout document contenant les mêmes informations est accepté;

« plainte de mauvaise foi » : plainte dont les renseignements fournis par les personnes concernées (y compris les témoins), de manière malveillante, se révèlent faux et mensongers et dont le but est de nuire, de porter atteinte à l'intégrité d'une autre personne ou d'en tirer un avantage de quelque nature que ce soit;

« représailles » : toute action prise à l'encontre d'une personne pour lui infliger un inconvénient physique, économique ou autre, en vue de riposter à sa demande d'intervention, son signalement, sa plainte formelle ou sa collaboration à une vérification, à une enquête, à une méthode de résolution ou à un recours en vertu de la présente politique;

« signalement » : une dénonciation verbale ou écrite faites par une ou plusieurs personnes alléguant certaines problématiques de harcèlement psychologique ou sexuel ou d'incivilité, mais qui ne débouche pas nécessairement sur le dépôt d'une plainte formelle.

Champ d'application

La présente politique s'applique à toute la communauté municipale, pour tous les incidents en matière de harcèlement psychologique ou sexuel et d'incivilité, en relation avec le travail ou le climat de travail, sur les lieux du travail ou en dehors du milieu habituel de travail ainsi que pendant et en dehors des heures normales de travail; elle s'applique aux relations que les membres de la communauté municipale ont entre eux et avec toute tierce personne, tels les citoyens et les fournisseurs.

Objectifs

Compte tenu de ce qui précède, la Ville se dote de la présente politique qui vise à :

i. protéger l'intégrité psychologique et physique ainsi que la dignité des membres de la communauté municipale par la prévention, la sensibilisation et le redressement des situations contraires à la présente politique;
ii. offrir un milieu de travail sain, respectueux, empreint de civilité et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel;
iii. énoncer des principes et des orientations guidant l'action de la Ville et établir les rôles et les responsabilités des intervenants pour le maintien d'un climat de travail sain axé sur le respect et la civilité, dans le but de prévenir et corriger les situations contraires à la présente politique qui peuvent survenir;
iv. mettre en place un processus de traitement de demandes d'intervention, de signalements et de plaintes formelles relatifs à des situations contraires à la présente politique.

Principes directeurs

Les principes directeurs de la présente politique sont les suivants :

i. assurer le respect de la présente politique et de la valeur de respect prévue aux codes de conduite et d'éthique des membres de conseil et des employés et aux conditions de travail du personnel de cabinet;
ii. assurer la responsabilisation des personnes; il est de la responsabilité de chacun d'œuvrer à l'établissement d'un climat de travail sain et d'agir à la prévention du harcèlement psychologique ou sexuel et de l'incivilité en milieu de travail, particulièrement en évitant d'y contribuer ou de l'encourager;
iii. mettre l'accent sur des moyens de prévention du harcèlement psychologique ou sexuel et d'incivilité afin de sensibiliser l'ensemble de la communauté municipale sur l'importance d'un climat de travail sain, respectueux et harmonieux;
iv. mettre à la disposition des employés des services de soutien psychologique dans le cadre du Programme d'aide aux employés;
v. privilégier la collaboration avec les syndicats et les associations d'employés dans l'application de la présente politique;
vi. mettre à la disposition de la communauté municipale une aide-conseil et un processus de demandes d'intervention, de signalements et de plaintes formelles pour assurer un climat de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel;
vii. s'assurer que les personnes soient traitées en toute équité, qu'il s'agisse du plaignant, du mis en cause ou d'un témoin d'une situation contrevenant à la présente politique;
viii. interdire d'exercer des représailles contre toute personne pour le seul motif qu'elle a, de bonne foi, déposé une demande d'intervention, un signalement ou une plainte formelle; il en est de même pour toute personne participant à une méthode de résolution en vertu de la présente politique. En cas de représailles à l'égard d'un employé, la section 4 du chapitre 2 du *Code de conduite des employés de la Ville de Montréal* s'applique. Une plainte formelle jugée de mauvaise foi sera considérée en contravention à la présente politique;
ix. reconnaître que, malgré les mécanismes prévus à la présente politique, tout membre de la communauté municipale prétendu victime de harcèlement psychologique ou sexuel dispose de recours prévus aux lois et aux conventions collectives, le cas échéant;
x. traiter toute demande d'intervention, signalement ou plainte formelle avec diligence et de façon impartiale.

Toute demande d'intervention, signalement ou plainte formelle est traitée avec discrétion; la confidentialité doit être respectée par toutes les personnes impliquées. Il est cependant entendu que l'équipe de la Division respect de la personne qui assure le traitement du dossier peut divulguer certains renseignements à des tiers, dans la mesure où cela est nécessaire pour les fins du traitement du dossier ou des mesures en découlant ou à des fins autorisées par la loi ou par cette politique.

Bris de confidentialité

Si une partie, un témoin ou un accompagnateur contrevient à l'obligation de confidentialité, des mesures correctives peuvent être prises à son égard. L'allégation d'un bris de confidentialité fait l'objet d'une vérification par la Division du respect de la personne avec la collaboration des gestionnaires concernés et/ou de l'autorité décisionnelle concernée.

Ne constitue pas un bris de confidentialité le fait de rencontrer le représentant désigné par une partie pour agir en son nom dans le cadre d'un recours découlant de l'application de la présente politique.

Rôles et responsabilités

La Division respect de la personne du Service des Ressources humaines

Elle est responsable de l'application de cette politique, des mécanismes d'aide et du processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes formelles. Ainsi, elle :

i. élabore, diffuse et voit à la mise en œuvre de la présente politique, de même qu'à sa mise à jour;
ii. voit à la formation des gestionnaires sur la présente politique;
iii. voit à la formation des élus, du personnel de cabinet et des membres des instances consultatives sur la présente politique;
iv. soutient les partenaires d'affaires en ressources humaines des services centraux ou les conseillers en ressources humaines des arrondissements dans leur rôle de sensibilisation auprès des employés et d'accompagnement auprès des gestionnaires;
v. traite avec diligence, de façon neutre et impartiale, toute demande d'intervention, signalement et plainte formelle alléguant contravention à la présente politique;
vi. fait le suivi de l'application des mesures correctives recommandées auprès de l'autorité désignée.

La Direction des services centraux et des arrondissements

i. prend les moyens nécessaires pour que les employés connaissent, comprennent et respectent la présente politique;
ii. favorise l'adoption de comportements conformes à la présente politique et fournit à ses gestionnaires tout le soutien nécessaire à cet effet;
iii. décide des mesures correctives appropriées selon les recommandations de la Division respect de la personne.

L'autorité désignée

i. prend les moyens nécessaires pour que les membres de la communauté municipale connaissent, comprennent et respectent la présente politique;
ii. favorise l'adoption de comportements conformes à la présente politique et fournit tout le soutien nécessaire à cet effet;
iii. décide des mesures correctives appropriées selon les recommandations de la Division respect de la personne.

Le Contrôleur général

Le Contrôleur général travaille en collaboration avec la Division respect de la personne lors de la tenue d'une enquête, à sa demande.

Le partenaire d'affaires en ressources humaines des services centraux et le conseiller en ressources humaines des arrondissements

i. recommande les activités de prévention jugées appropriées en matière de respect de la personne;
ii. voit à la sensibilisation des employés à la présente politique;
iii. informe les employés de la disponibilité des services de soutien psychologique;
iv. identifie les facteurs de risque allant à l'encontre d'un milieu de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel et en informe le gestionnaire et la Division respect de la personne;
v. soutient le gestionnaire dans ses responsabilités à l'égard de toute situation qui contrevient à la présente politique;
vi. développe un plan d'action en lien avec les mesures correctives décidées par l'autorité désignée et fait le suivi de l'application des mesures.

Le gestionnaire

i. donne l'exemple en s'appropriant les principes régissant la présente politique;
ii. communique la présente politique à son équipe et lui signifie clairement l'importance du respect de celle-ci ainsi que ses attentes en regard d'une conduite respectueuse et empreinte de civilité visant à promouvoir un milieu de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel;
iii. agit en prenant les moyens raisonnables pour faire cesser les situations contraires à la présente politique, lorsqu'il les constate ou en est informé.

La communauté municipale

i. prend connaissance et s'assure de comprendre la présente politique;
ii. adopte et maintient une conduite respectueuse et empreinte de civilité dans le but de contribuer à un milieu de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel;

iii. soulève toute situation contraire à la présente politique dans les meilleurs délais possibles;
iv. collabore aux processus de traitement à la suite d'une demande d'intervention, d'un signalement ou d'une plainte formelle.

Processus de traitement

Tout membre de la communauté municipale peut obtenir des renseignements, de l'aide ou des conseils sur les moyens dont il dispose dans le cadre de la présente politique auprès de la Division respect de la personne ou auprès de son partenaire d'affaires en ressources humaines du service central ou de son conseiller en ressources humaines de l'arrondissement.

Un membre de la communauté municipale peut déposer une demande d'intervention, un signalement ou une plainte formelle auprès de la Division respect de la personne s'il estime être victime ou témoin d'une situation contraire à la présente politique.

Le membre de la communauté municipale doit agir rapidement à compter de l'événement ou des événements pour lesquels il a recours à la présente politique. Tout signalement ou plainte formelle doit être fait, au plus tard, dans les deux ans suivants la survenance du dernier incident relaté dans le signalement ou la plainte formelle et ce, même si l'employé n'est plus à l'emploi de la Ville au moment du dépôt.

La Division respect de la personne peut intervenir de sa propre initiative lorsqu'il est porté à sa connaissance des informations le requérant.

1.- DÉMARCHE

Dans la mesure du possible, le membre de la communauté municipale qui s'estime vexé par le comportement d'une autre personne, est encouragé à le lui signifier dans le respect et la civilité.

Si cela s'avère impossible ou non concluant, le membre de la communauté municipale est invité à aller chercher de l'aide auprès de son gestionnaire, auprès de son partenaire d'affaires en ressources humaines du service central ou de son conseiller en ressources humaines de l'arrondissement ou auprès de la Division respect de la personne.

Un membre de la communauté municipale peut effectuer un signalement ou déposer une plainte formelle auprès de la Division respect de la personne.

2.- MÉTHODES DE RÉSOLUTION

Lorsqu'un membre de la communauté municipale fait une demande d'intervention, un signalement ou une plainte formelle auprès de la Division respect de la personne ou lorsque cette dernière décide d'intervenir de sa propre initiative, le dossier est analysé par un conseiller de la Division en vue de déterminer les méthodes de résolutions à utiliser.

2.1.- Le soutien conseil, l'accompagnement ou autres interventions

La Division respect de la personne peut offrir du soutien conseil, de l'accompagnement, ou toute autre intervention qu'elle juge appropriée à la situation qui est portée à sa connaissance.

2.2. - La médiation

En tout temps, il est possible de recourir au processus de médiation si les parties en conviennent.

La médiation est un processus de résolution formel qui a pour objectif de permettre aux membres de la communauté municipale de trouver ensemble une solution acceptable au problème qui les concerne en présence d'un tiers-médiateur.

Le processus de médiation est confidentiel. Seule l'entente écrite résultant de la médiation et signée par les parties est remise à l'autorité désignée qui en assurera le suivi.

La médiation est un processus volontaire; en cas de refus ou d'échec de la médiation, d'autres options sont envisagées pour résoudre la situation.

Dans le cadre des rencontres de médiation, les parties peuvent demander d'être accompagnées. Cet accompagnateur a un rôle de soutien et conseil envers la personne et ne peut d'aucune façon se prononcer en son nom. Il accepte de se rendre disponible et de se comporter de manière à faciliter le bon déroulement du processus.

Le médiateur ne peut en aucun temps agir en tant qu'enquêteur ou vice versa.

2.3.- L'analyse préliminaire du signalement ou de la plainte formelle

Cette analyse préliminaire formelle du signalement ou de la plainte formelle a pour objectifs d'évaluer si les faits rapportés apparaissent viser une situation contraire à la présente politique. Cette analyse a lieu après une rencontre initiale avec le plaignant ou l'auteur du signalement et, si nécessaire, après une rencontre avec le mis en cause.

Le conseiller en charge complète l'analyse préliminaire dans les meilleurs délais. Il évalue aussi la nécessité de mettre en place des mesures temporaires pendant la période de résolution.

S'il conclut que la plainte formelle ou le signalement ne vise pas une situation qui apparaît contraire à la présente politique, il n'a pas l'obligation de poursuivre avec une enquête. Les parties sont informées du résultat et, si le conseiller le juge opportun, la médiation peut être offerte.

Le conseiller peut aussi émettre des recommandations en vue de régler la situation à l'autorité désignée qui en assurera le suivi.

2.4.- L'enquête

Le Contrôleur général travaille en collaboration avec la Division respect de la personne lors de la tenue d'une enquête à sa demande. Les dispositions du *Code de conduite des employés de la Ville de Montréal* s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires le cas échéant. Le pouvoir d'enquête du Contrôleur général, dans les services et les arrondissements, s'applique.

Si l'analyse préliminaire est concluante et que les conditions de succès de la médiation ne sont pas favorables ou qu'il y a eu refus ou échec, la plainte formelle ou le signalement est traité par la voie d'une enquête et un enquêteur est nommé. Le plaignant, le mis en cause et les témoins sont rencontrés afin de valider les faits allégués (les rencontres qui ont eu lieu lors de l'analyse préliminaire n'ont pas à être répétées).

Le mis en cause doit être informé des allégations formulées dans la plainte formelle qui sont retenues pour fins d'enquête et ce, dans un délai raisonnable. Il doit au préalable signer un engagement à la confidentialité.

Suite à leur rencontre avec l'enquêteur, le plaignant, le mis en cause et les témoins sont invités à réviser et à signer leur déclaration. La déclaration doit être retournée à l'enquêteur dans un délai de 5 jours.

Dans le cadre des rencontres, les parties peuvent demander d'être accompagnées. Cet accompagnateur a un rôle de soutien et conseil envers la personne et ne peut d'aucune façon se prononcer en son nom. Il accepte de se rendre disponible et de se comporter de manière à faciliter le bon déroulement du processus.

L'enquêteur procède à une analyse de la preuve amassée pendant le processus d'analyse préliminaire et d'enquête.

2.5. Le rapport

L'enquêteur produit un rapport qui est présenté à l'autorité désignée qui en assurera le suivi. Ce rapport peut recommander des mesures correctives et l'autorité désignée décide des mesures appropriées selon les recommandations.

Le plaignant et le mis en cause ne reçoivent pas copie du rapport. Ils sont rencontrés individuellement par un conseiller de la Division respect de la personne pour leur transmettre les conclusions finales de l'enquête.

Le partenaire d'affaires en ressources humaines des services centraux et/ou le conseiller en ressources humaines des arrondissements, le cas échéant, développe(nt) un plan d'action en lien avec les mesures correctives décidées par l'autorité désignée et fait le suivi de l'application des mesures.

La Division respect de la personne fait le suivi des mesures correctives recommandées auprès de l'autorité désignée.

Annexe de la politique

La Ville s'engage à assurer le respect des principes et des dispositions de la *Charte des droits et libertés de la personne du Québec* (RLRQ, c. C-12), qui stipulent notamment ce qui suit :

> « Article 1 : Tout être humain a droit à la vie, ainsi qu'à la sûreté, à l'intégrité et à la liberté de sa personne. »
>
> « Article 4 : Toute personne a droit à la sauvegarde de sa dignité, de son honneur et de sa réputation. »
>
> « Article 10 : Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'identité ou expression de genre, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.
>
> Il y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou compromettre ce droit. »
>
> « Article 10.1 : Nul ne doit harceler une personne en raison de l'un des motifs visés dans l'article 10. »
>
> « Article 16 : Nul ne peut exercer de discrimination dans l'embauche, l'apprentissage, la durée de la période de probation, la formation professionnelle, la promotion, la mutation, le déplacement, la mise à pied, la suspension, le renvoi ou les conditions de travail d'une personne ainsi que dans l'établissement de catégories ou de classification d'emploi. »
>
> « Article 46 : Toute personne qui travaille a droit, conformément à la loi, à des conditions justes et raisonnables et qui respectent sa santé, sa sécurité et son intégrité physique. »

De même, la Ville s'engage à assurer le respect des principes et des dispositions de la *Loi sur les normes du travail* (RLRQ, c. N-1.1), qui stipulent notamment ce qui suit :

> « Article 81.18 : Pour l'application de la présente loi, on entend par « harcèlement psychologique » une conduite vexatoire se manifestant soit par des comportements, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non désirés, laquelle porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique du salarié et qui entraîne, pour celui-ci, un milieu de travail néfaste. Pour plus de précision, le harcèlement psychologique comprend une telle conduite lorsqu'elle se manifeste par de telles paroles, de tels actes ou de tels gestes à caractère sexuel.

Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement psychologique si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour le salarié. »

« Article 81.19 : Tout salarié a droit à un milieu de travail exempt de harcèlement psychologique.

L'employeur doit prendre les moyens raisonnables pour prévenir le harcèlement psychologique et, lorsqu'une telle conduite est portée à sa connaissance, pour la faire cesser. Il doit notamment adopter et rendre disponible à ses salariés une politique de prévention du harcèlement et de traitement des plaintes. »

La Ville s'engage à assurer le respect des principes et des dispositions de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (RLRQ, c. S-2.1), qui stipulent notamment ce qui suit :

« Article 51 : L'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et assurer la sécurité et l'intégrité physique du travailleur. »

Enfin, la Ville s'engage à assurer le respect des principes et des dispositions prévus au *Code civil du Québec* (L.Q. 1991, c. 64), qui stipulent notamment ce qui suit :

« Article 2087 : L'employeur, outre qu'il est tenu de permettre la prestation de travail et de payer la rémunération fixée, doit prendre des mesures appropriées à la nature du travail, en vue de protéger la santé, la sécurité et la dignité du salarié. »

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
19-010-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE CODE D'ÉTHIQUE ET DE CONDUITE DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA VILLE ET DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (18-010)

Vu les articles 2 et 4 de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (RLRQ, chapitre E-15.1.0.1);

À l'assemblée du _____ 2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 29 du Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (18-010) est modifié par l'ajout de la phrase suivante :

« À cette fin, le Règlement sur la Politique de respect de la personne (*insérer ici le numéro du règlement)* s'applique aux membres du conseil. ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD : 1185019001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1185019001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division respect de la personne
Objet :	DÉCLARER, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de 2 ans, quant à l'adoption des règles relatives au respect de la personne et à l'application de celles-ci en ce qui concerne les mécanismes d'aide et le processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes prévus à la Politique. ADOPTER le Règlement sur la Politique de respect de la personne. ADOPTER le Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement (18-010) et APPROUVER les modifications aux Conditions de travail des membres du personnel de cabinet, afin de rendre applicable aux élus et aux membres du personnel de cabinet le Règlement sur la Politique de respect de la personne

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente intervention vise à valider la forme et le contenu de la Politique de respect de la personne, en Annexe A du Règlement sur la politique de respect de la personne.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Karine MARTEL
Avocate en droit du travail
Tél : 514-872-1319

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Audrey LÉVESQUE
Chef de division
Tél : 514-872-1437
Division : Droit du travail

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.06

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1186376002

Unité administrative responsable :	Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le déplacement de six (6) postes cols blancs permanents d'agent de communications sociales dont le code d'emploi est 706310, leurs occupants ainsi que des virements budgétaires totalisant 468 024$ pour l'année 2019 en provenance des arrondissements de Montréal-Nord, d'Ahuntsic-Cartierville et de Verdun vers la Division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au sein du Service de l'expérience citoyenne et des communications et ce, à compter du 2 février 2019. Pour l'année 2020 et les années subséquentes, un ajustement de la base budgétaire de l'ordre de 513 000 $ sera requis.

Autoriser le déplacement de six (6) postes cols blancs permanents d'agent de communications sociales dont le code d'emploi est 706310 et leurs occupants des arrondissements de Montréal-Nord (1 poste), d'Ahuntsic-Cartierville (3 postes) et de Verdun (2 postes) vers la Division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au Service de l'expérience citoyenne et des communications et ce, à compter du 2 février 2019.
Pour l'année 2019, autoriser des virements budgétaires totalisant 468 024 $ en provenance des trois arrondissements vers la Division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au Service de l'expérience citoyenne et des communications, se détaillant comme suit : 78 004 $ de l'arrondissement de Montréal-Nord, 234 012 $ de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et 156 008 $ de l'arrondissement de Verdun.

Pour l'année 2020 et les années subséquentes, un ajustement à la base budgétaire de l'ordre de 513 000 $ sera fait en provenance des arrondissements de Montréal-Nord (85 500 $), d'Ahuntsic-Cartierville (256 500 $) ainsi que de Verdun (171 000 $) vers la Division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au Service de l'expérience citoyenne et des communications.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-07 09:57

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186376002**

Unité administrative responsable :	Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le déplacement de six (6) postes cols blancs permanents d'agent de communications sociales dont le code d'emploi est 706310, leurs occupants ainsi que des virements budgétaires totalisant 468 024$ pour l'année 2019 en provenance des arrondissements de Montréal-Nord, d'Ahuntsic-Cartierville et de Verdun vers la Division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au sein du Service de l'expérience citoyenne et des communications et ce, à compter du 2 février 2019. Pour l'année 2020 et les années subséquentes, un ajustement de la base budgétaire de l'ordre de 513 000 $ sera requis.

CONTENU

CONTEXTE

Le 311 a été mis en service à la Ville de Montréal en décembre 2007. Depuis, la responsabilité de cette activité représentant annuellement environ 1 million d'appels de citoyens a été assumée en mode partagé entre une unité centrale et l'ensemble des arrondissements. Donc, les centres d'appels 311 en arrondissements répondent aux appels téléphoniques des citoyens qui leur sont destinés, ainsi qu'à une partie des appels non reconnus (citoyens n'ayant choisi aucun arrondissement en particulier ou dont la reconnaissance vocale n'a pas bien fonctionné) et ce, du lundi au vendredi entre 8h30 et 17h00.
De 2007 à 2011, la prise des appels téléphoniques les soirs, les fins de semaine et les jours fériés était sous la responsabilité d'une unité centrale. Par la suite, elle a été assumée par l'arrondissement de LaSalle entre octobre 2011 et janvier 2016.

En 2015, la Direction générale a mis en place un projet de réingénierie des processus du 311 afin d'en réviser l'ensemble de l'offre de services et ses modalités d'affaires.

En janvier 2016, le Service de la concertation des arrondissements a repris la responsabilité de la prise d'appels téléphoniques 311 les soirs, les fins de semaine et les jours fériés (jusque-là assumée par l'arrondissement de LaSalle), ainsi que la prise en charge des courriels envoyés à la Ville et n'ayant été attribués à aucun arrondissement en particulier.

Conformément à la vision stratégique de l'organisation comme ville intelligente, les modes de fonctionnement du futur centre de services 311 seront largement basés sur les meilleures pratiques 311 des villes nord-américaines, notamment une expérience client respectant le parcours du citoyen, une plus grande transparence dans le traitement des requêtes, la résolution des demandes lors du premier appel et une qualité de services plus uniforme sur l'ensemble des moyens d'accès offerts aux citoyens via le 311.

La phase de changement actuelle vise à permettre aux arrondissements qui le souhaitent l'intégration progressive des activités de la prise d'appels téléphoniques 311 et des courriels de leur centre d'appel. Cette intégration s'effectuera au sein d'une unité centrale, soit la Division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au sein du Service de l'expérience citoyenne et des communications.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1531 - 18 décembre 2018 - Autoriser le déplacement de neuf (9) postes cols blancs permanents d'agent de communications sociales dont le code d'emploi est 706310, leurs occupants ainsi que des virements budgétaires totalisant 87 000 $ pour l'année 2018 en provenance des arrondissements de Ville-Marie, de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension et de Pierrefonds-Roxboro vers le Centre de services 311 à la Direction générale et ce, à compter du 24 novembre 2018. Pour l'année 2019, autoriser des virements budgétaires totalisant 769 500 $ en provenance des arrondissements de Ville-Marie, de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension et de Pierrefonds-Roxboro vers le Centre de services 311 au Service de l'expérience citoyenne et des communications. Pour 2020 et les années subséquentes, un ajustement de la base budgétaire de l'ordre de 769 500 $ sera requis.

CA18 10 502 - 10 décembre 2018 (Arrondissement de Montréal-Nord) - Accepter l'offre du conseil de la Ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311, sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

CA18 210274 - 4 décembre 2018 (Arrondissement de Verdun) - Accepter l'offre du conseil de la Ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311, sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

CA18 09 0220 - 9 octobre 2018 (Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Accepter l'offre du conseil de la Ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311, sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

CA18 290337 - 5 novembre 2018 (Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro) – Accepter l'offre du conseil de la Ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311, sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

CA18 240416 – 4 juillet 2018 (Arrondissement de Ville-Marie) – Accepter l'offre du conseil de la Ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311, sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

CA18 14 0130 – 1er mai 2018 (Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension) – Accepter l'offre du conseil de la Ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311, sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

CM17 1020 – 23 août 2017 – Offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311 sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

CM16 0114 – 26 janvier 2016 – Offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal* , la fourniture de services 311 les soirs, les fins de semaine et les jours fériés et de mettre fin à l'entente de services actuellement en vigueur avec l'arrondissement de LaSalle.

CM11 0837 – 28 octobre 2011 – Confier à l'arrondissement de LaSalle, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la responsabilité de la prise d'appels téléphoniques 311 les soirs, les fins de semaine et les jours fériés et chômés pour tous les arrondissements de la Ville ainsi que la prise en charge des courriels autres que ceux des arrondissements, et ce, en remplacement du Centre de services 311 et d'approuver l'entente de service à cet effet.

CA11 20 0569 - 26 octobre 2011 - Offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de la prise d'appels téléphoniques 311 les soirs, les fins de semaines et les jours fériés et chômés pour tous les arrondissements de la Ville de Montréal ainsi que la prise en charge des courriels autres que ceux des arrondissements en remplacement du centre de services 311 et ratifier l'entente de service à cet effet.

DESCRIPTION

À la Ville de Montréal, chaque instance décisionnelle est responsable de répondre aux questions des citoyens en fonction des compétences qui lui sont dévolues. L'intégration progressive de la prise des appels téléphoniques et des courriels de jour, sur une base volontaire des arrondissements, s'effectue par une offre de services du conseil municipal à chacun des arrondissements (CM17 1020), conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal. La résolution du conseil municipal prend effet à compter de l'adoption par un conseil d'arrondissement d'une résolution acceptant la fourniture de services.
Les conseils d'arrondissements peuvent ensuite répondre par une résolution en acceptant l'offre de services du conseil municipal. Les arrondissements suivants ont accepté l’offre de services :

- Arrondissement de Montréal-Nord (CA18 10 502)
- Arrondissement de Ahuntsic-Cartierville (CA18 09 0220)
- Arrondissement de Verdun (CA18 210274)

Le déplacement des six (6) postes vers la Division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 se détaille comme suit :

- Arrondissement de Montréal-Nord : Déplacer un (1) poste permanent d'agent de communications sociales dont le code d'emploi est 706310 (groupe de traitement 09) et son occupant.

Poste 41750 et son occupant.

- Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville : Déplacer trois (3) postes permanents d'agent de communications sociales dont le code d'emploi est 706310 (groupe de traitement 09) et leurs occupants.

Poste 29797 (vacant).
Poste 34160 et son occupant.
Poste 29799 et son occupant.

- Arrondissement de Verdun : Déplacer deux (2) postes permanents d'agent de communications sociales dont le code d'emploi est 706310 (groupe de traitement 09) et leurs occupants.

Poste 22004 (vacant).
Poste 65804 et son occupant.

Les modalités de l'offre de services sont les suivantes : transfert de la prise des appels téléphoniques de jour, jusque-là traités par les arrondissements, et des courriels, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h00. Cette nouvelle responsabilité s'ajoutera à la couverture centrale actuelle, laquelle se situe entre 17h00 et 20h30 la semaine et entre 9h00 et 17h00 les samedis, dimanches et jours fériés.

JUSTIFICATION

En composant le 311, les citoyens continueront de recevoir des services complets de 8h30 à 20h30, du lundi au vendredi, et de 9h00 à 17h00, les samedis, dimanches et jours fériés et ce, 365 jours par année. Pour signaler un problème nécessitant une intervention rapide pour des travaux publics ou d'entretien (bris, pannes, etc.), le service continuera également d'être offert aux citoyens 24 heures par jour et ce, à chaque jour de l'année.
Il est jugé optimal d'intégrer progressivement les effectifs pour la prise d'appels téléphoniques 311 et les courriels des arrondissements qui le souhaitent en un seul cadre d'activités. Le regroupement de la main d'œuvre permettra d'optimiser l'utilisation des ressources et d'adopter une gestion plus flexible, une agilité dans les opérations ainsi que d'offrir aux citoyens des niveaux de services plus uniformes.

Des ententes sont convenues avec les arrondissements volontaires concernant les modalités du transfert d'activités menant à la prise en charge par l'unité centrale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour l'année 2019, des virements budgétaires totalisant 468 024 $ sont requis en provenance des arrondissements de Montréal-Nord (78 004 $), d'Ahuntsic-Cartierville (234 012 $) ainsi que de Verdun (156 008 $) vers la Division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au sein du Service de l'expérience citoyenne et des communications.
Pour l'année 2020 et les années subséquentes, un ajustement à la base budgétaire de l'ordre de 513 000 $ sera fait en provenance des arrondissements de Montréal-Nord (85 500 $), d'Ahuntsic-Cartierville (256 500 $) ainsi que de Verdun (171 000 $) vers la Division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au sein du Service de l'expérience citoyenne et des communications.

Puisqu'il s'agit d'un transfert entre plusieurs unités administratives, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

Ces dépenses sont de compétence 100 % local.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

24 novembre 2018 : Transfert des appels téléphoniques 311 et courriels vers le Centre de services 311 pour les arrondissements de Ville-Marie, de Villeray – St-Michel – Parc-

Extension et de Pierrefonds-Roxboro.
2 février 2019 : Transfert des appels téléphoniques 311 et courriels vers le Centre de services 311 pour les arrondissements de Montréal-Nord, d'Ahuntsic-Cartierville et de Verdun.

Dates à venir : Transfert des appels téléphoniques 311 et courriels vers le Centre de services 311 pour les autres arrondissements volontaires.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Viorica ZAUER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julien LAUZON, Verdun
Gilles CÔTÉ, Ahuntsic-Cartierville
Gilbert BÉDARD, Montréal-Nord

Lecture :

Julien LAUZON, 7 janvier 2019
Gilles CÔTÉ, 3 janvier 2019
Gilbert BÉDARD, 3 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Pier GENEST
Conseillère en ressources humaines

Tél : 514 868-5168
Télécop. : 514 868-3548

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-03

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Chef de division - Ressources humaines

Tél : 514 872-7313
Télécop. : 514 868-3548

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Brigitte GRANDMAISON
directeur - centre de services 311
Tél : 514 872-4257

Approuvé le : 2019-01-07

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1186376002

Unité administrative responsable :	Service de l'expérience citoyenne et des communications , Direction , -
Objet :	Autoriser le déplacement de six (6) postes cols blancs permanents d'agent de communications sociales dont le code d'emploi est 706310, leurs occupants ainsi que des virements budgétaires totalisant 468 024$ pour l'année 2019 en provenance des arrondissements de Montréal-Nord, d'Ahuntsic-Cartierville et de Verdun vers la Division des opérations 311 de la Direction de l'expérience citoyenne et du 311 au sein du Service de l'expérience citoyenne et des communications et ce, à compter du 2 février 2019. Pour l'année 2020 et les années subséquentes, un ajustement de la base budgétaire de l'ordre de 513 000 $ sera requis.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1186376002_transfert 311 v1.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Viorica ZAUER
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4674

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-03

Daniel FINLEY
Chef division
Tél : 514 872-7840
Division : Division du conseil et du soutien financier - Point de Service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 30.07

2019/01/28 13:00

(2)

Dossier # : 1187989003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le transfert de 4 997 300,00 $ montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Il est recommandé:
1- d' autoriser le transfert de 4 997 300,00 $ montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent.
2- de procéder au transfert budgétaire conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-12-20 15:12

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 4 décembre 2018	Résolution: CA18 08 0652

Soumis sommaire décisionnel numéro 1187989003 autorisant un transfert d'un montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent.

ATTENDU le projet de convention intervenu entre la Ville et Technoparc Saint-Laurent, relativement au remboursement d'indemnités versées dans le cadre de l'expropriation de terrains aux fins de réalisation d'un parc de haute technologie;

ATTENDU le projet d'acte par lequel Technoparc Saint-Laurent hypothèque en faveur de la Ville, certains immeubles lui appartenant;

ATTENDU que par résolution (CA05 080530) adoptée le 7 juin 2005, une somme de 4 997 300 $ avait été affecté aux surplus accumulés affectés du corporatif pour couvrir toute éventualité reliée au recouvrement du résiduel correspondant à la différence entre la dette initiale du Technoparc Saint-Laurent, et le paiement reçu;

ATTENDU que la Ville de Montréal a accordé à Technoparc Montréal mainlevée pure et simple de toutes les hypothèques lui résultant aux termes de l'acte publié sous le numéro 10 851 899 au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, dans la seule mesure où est visé le lot 1 163 769 du cadastre du Québec (DD-2181233001);

ATTENDU que l'arrondissement de Saint-Laurent demeure responsable du solde à rembourser par Technoparc Saint-Laurent en cas de défaut de paiement;

Proposé par le conseiller Aref Salem;

Appuyé par le conseiller Francesco Miele, il est

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ:

1.- De demander au Conseil municipal d'autoriser un transfert de 4 997 300 $, montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif, vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent;

2.- De procéder au transfert budgétaire conformément aux informations contenues au sommaire décisionnel.

ADOPTÉ.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Secrétaire

Signée électroniquement le 5 décembre 2018

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1187989003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le transfert de 4 997 300,00 $ montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent.

CONTENU

CONTEXTE

En 2005, l'arrondissement Saint-Laurent a affecté une somme de 4 997 300$ aux surplus accumulés affectés du corporatif, afin d'assumer toute éventualité reliée au recouvrement. Cependant, cette réserve n'est plus requise, car en date du 20 novembre 2018, Technoparc Saint-Laurent a un solde de 627 260.67$ à rembourser à la Ville en faveur de l'ex-ville de Saint-Laurent. Pour cette raison, il est requis de demandé au Conseil municipal d'autoriser le transfert de 4 997 300$, montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sabiha FRANCIS
agent(e) comptable analyste

514.855.6000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1187989003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le transfert de 4 997 300,00 $ montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent.

CONTENU

CONTEXTE

En 2003, le Conseil municipal a approuvé un projet de convention par lequel Technoparc Saint-Laurent (maintenant Technoparc Montréal, campus Saint-Laurent) s'engageait à rembourser à la Ville les indemnités et toute autre somme versée dans le cadre de l'expropriation des terrains aux fins de réaliser un parc de haute technologie et totalisant 13 505 401,44$. Ce montant regroupe, en plus du montant de 11M$ représentant la somme payée par la Ville suite au jugement rendu par la Chambre de l'expropriation le 7 mars 2002 (conformément à la résolution CE02 0388) les hypothèques déjà consenties en faveur de l'ex-Ville de Saint-Laurent. En 2004, Technoparc a remboursé à la Ville la somme de 6 002 700,72$ comme paiement partiel de la dette de 11M$, laissant un solde de 4 997 300$.

Contenu	

En 2005, l'arrondissement Saint-Laurent a affecté une somme de 4 997 300 $ aux surplus accumulés affectés du corporatif, afin de couvrir toute éventualité reliée au recouvrement. Cependant, cette réserve n'est plus requise, car en date du 20 novembre 2018, Technoparc Saint-Laurent a un solde de 627 260.67$ à rembourser à la Ville en faveur de l'ex-ville de Saint-Laurent.

GDD1053231021 CA05 080530- Affecter une somme de 4 997 300 $ aux surplus accumulés affectés du corporatif pour couvrir toute éventualité reliée au recouvrement du résiduel correspondant à la différence entre la dette initiale de 11 000 000 $ du Technoparc Saint-Laurent, et le paiement reçu de 6 002 700 $.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser un transfert de 4 997 300 $, montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sabiha FRANCIS
Agente de gestion des ressources financières

514.855.6000 #4037
Tél :
Télécop. : 000-0000

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.07

2019/01/28
13:00

(2)

Dossier # : 1187989003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le transfert de 4 997 300,00 $ montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Il est recommandé:
1- d' autoriser le transfert de 4 997 300,00 $ montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent.
2- de procéder au transfert budgétaire conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

Signé par Isabelle BASTIEN **Le** 2018-11-21 16:11

Signataire : Isabelle BASTIEN

Directrice d'arrondissement et secrétaire du Conseil d'arrondissement
Saint-Laurent , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187989003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le transfert de 4 997 300,00 $ montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent.

CONTENU

CONTEXTE

En 2003, le Conseil municipal a approuvé un projet de convention par lequel Technoparc Saint-Laurent (maintenant Technoparc Montréal, campus Saint-Laurent) s'engageait à rembourser à la Ville les indemnités et toute autre somme versée dans le cadre de l'expropriation des terrains aux fins de réaliser un parc de haute technologie et totalisant 13 505 401,44$. Ce montant regroupe, en plus du montant de 11M$ représentant la somme payée par la Ville suite au jugement rendu par la Chambre de l'expropriation le 7 mars 2002 (conformément à la résolution CE02 0388) les hypothèques déjà consenties en faveur de l'ex-Ville de Saint-Laurent. En 2004, Technoparc a remboursé à la Ville la somme de 6 002 700,72$ comme paiement partiel de la dette de 11M$, laissant un solde de 4 997 300$.
En 2005, l'arrondissement Saint-Laurent a affecté une somme de 4 997 300 $ aux surplus accumulés affectés du corporatif, afin de couvrir toute éventualité reliée au recouvrement. Cependant, cette réserve n'est plus requise, car en date du 20 novembre 2018, Technoparc Saint-Laurent a un solde de 627 260.67$ à rembourser à la Ville en faveur de l'ex-ville de Saint-Laurent.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD1053231021 CA05 080530- Affecter une somme de 4 997 300 $ aux surplus accumulés affectés du corporatif pour couvrir toute éventualité reliée au recouvrement du résiduel correspondant à la différence entre la dette initiale de 11 000 000 $ du Technoparc Saint-Laurent, et le paiement reçu de 6 002 700 $.
GDD1020517001 CM03 0626- D'approuver un projet de convention entre la Ville et Technoparc Saint-Laurent, relativement au remboursement d'indemnités versées dans le cadre de l'expropriation de terrains aux fins de réalisation d'un parc de haute technologie / D'approuver un projet d'acte par lequel Technoparc Saint-Laurent hypothèque en faveur de la Ville, certains immeubles lui appartenant pour un montant de 13 505 401,44 $.

DESCRIPTION

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser un transfert de 4 997 300 $, montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal a accordé à Technoparc Montréal mainlevée pure et simple de toutes les hypothèques lui résultant aux termes de l'acte publié sous le numéro 10 851 899 au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, dans la seule mesure où est visé le lot 1 163 769 du cadastre du Québec. (voir- DD-2181233001). De plus, l'arrondissement de Saint-Laurent demeure responsable du solde à rembourser par Technoparc Saint-Laurent en cas de défaut de paiement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Transfert de 4 997 300 $, montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe (Ghilaine FISET)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Mélanie BEAUDOIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie M BOUCHARD, Service des finances

Lecture :

Nathalie M BOUCHARD, 21 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-11-20
Sabiha FRANCIS Agente de gestion des ressources finacières		Daniel SIMON Directeur des Services administratifs et du greffe par intérim	
Tél :	514-855-6000 ext 4037	**Tél :**	514 855-6000 poste 4393
Télécop. :		**Télécop. :**	514 855-4113

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1187989003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Autoriser le transfert de 4 997 300,00 $ montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

La somme de 4 997 300 $ que l'arrondissement Saint-Laurent a affectée aux surplus accumulés affectés du corporatif, en 2005, provenait des surplus libres et réservés de l'ex-Ville de Saint-Laurent, accumulés au 31 décembre 2001. En vertu de l'article 8 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, ces surplus demeurent au bénéfice exclusif des habitants et des contribuables de l'arrondissement Saint-Laurent. Par ailleurs, la dette relative à Technoparc Saint-Laurent (advenant que le solde de 627 260 $ ne serait pas recouvré) constituerait une «dette historique» à la charge de l'arrondissement, toujours selon l'article 8 de la Charte.

L'impact de la décision de transférer la somme de 4 997 300 $ est donc strictement budgétaire.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate

Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-16

Annie GERBEAU
Avocate

Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1187989003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Autoriser le transfert de 4 997 300,00 $ montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1187989003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghilaine FISET
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : (514) 855-6000, poste 4382

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-20

Daniel SIMON
Directeur des services administratifs et du greffe
Tél : 514 855-6000 poste 4393
Division : Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1187989003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Autoriser le transfert de 4 997 300,00 $ montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1187989003-Information comptable.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Service des finances, Direction du budget et de la planification financière et fiscale
Tél : 514 872-1054

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-21

Daniela TANASE
Conseillère C/E

Tél : 514 872-5867
Division : Service des finances, Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.01

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1182891003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro (budget Conseil municipal)

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro (budget Conseil municipal)

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-05 12:00

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1182891003**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro (budget Conseil municipal)

CONTENU

CONTEXTE

Le 9 avril 2018, les gouvernements du Canada et du Québec annonçaient des investissements pour préparer le dossier d'affaires et assurer la poursuite des activités pour la réalisation du prolongement de la ligne bleue du métro de Montréal vers Anjou. Voici quelques faits saillants de ce projet, dont l'enveloppe budgétaire globale est de 3,9 G$:

- 5 nouvelles stations sur 5,8 km (de l'actuelle station Saint-Michel à Anjou)
- 6 structures auxiliaires entre les stations
- 1 tunnel piétonnier (reliant le futur SRB Pie-IX)
- 2 terminus d'autobus (Pie-IX et Anjou)
- 1 stationnement incitatif souterrain de 1200 places (Anjou)
- 1 centre d'attachement (emplacement à confirmer) et 1 garage (Anjou)
- 1 centre de service et 1 poste de district (St-Michel)
- 4 arrondissements touchés par le chantier (Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, Saint-Léonard, Anjou et, dans une moindre mesure, Mercier–Hochelaga–Maisonneuve)

- La STM agit à titre de maître d'ouvrage et de gestionnaire pour l'ensemble des activités devant mener à la mise en exploitation en 2026 du prolongement de la ligne bleue, incluant les acquisitions de terrain en cours et le dossier d'affaires (DA). La gouvernance du projet relève du ministère des Transports du Québec (MTQ) et de la Société québécoise des infrastructures (SQI).

  La Ville de Montréal collabore avec la STM; l'Administration a mandaté le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) pour agir en tant que responsable du projet pour la Ville. Jusqu'en 2015, la Ville a travaillé de façon étroite avec le Bureau de projet alors codirigé par l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et le MTQ sur les analyses techniques et urbaines pour définir le prolongement de la ligne bleue et y intégrer les préoccupations municipales.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403 - 27 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal
CG18 0316 - 31 mai 2018 - Approuver le Règlement R-177 de la Société de transport de Montréal (STM) autorisant un emprunt de 364 895 090 $ pour financer le projet « Prolongement de la ligne bleue » et approuver la modification au Programme des immobilisations 2018-2027 de la STM

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet l'adoption d'un règlement d'emprunt de 20 000 000 $ affecté au budget de la Ville (corpo) pour financer les travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro, tel que prévu au PTI 2019-2021 de la Ville de Montréal. En l'absence à ce jour d'estimation des coûts pour les interventions municipales, il a été décidé de prévoir une enveloppe budgétaire de 20 M$ pour le budget du Conseil municipal (budget corpo - GDD 1182891003) et de 20 M$ pour le budget du Conseil d'agglomération (budget agglo - GDD 1182891004), pour un total de 40 M$.
Les sommes demandées couvriront le coût des ressources humaines affectées au dossier, la réalisation des avant-projets, des plans et devis, ainsi que les premières tranches des travaux municipaux connexes qui ne sont pas inclus dans les coûts de prolongement du métro financés par les gouvernements du Québec et du Canada. Ces travaux municipaux connexes comprennent la bonification de l'aménagement du domaine public, la mise en place de pistes cyclables non prévues au Plan de transport, la mise à niveau des infrastructures secondaires d'eau et d'égout et, le cas échéant, l'acquisition de terrains ou de servitudes.

JUSTIFICATION

Le règlement d'emprunt permettra à la Ville d'accompagner la STM dans la mise en place du prolongement de la ligne bleue du métro, dans l'optique d'un projet intégré de bonification de l'aménagement du domaine public aux abords des stations et de mise à niveau des infrastructures municipales. L'intégration des travaux de la Ville aux travaux du métro permettra à la Ville de tirer profit des travaux du métro pour améliorer ses actifs. Cette intégration assurera la cohérence globale des ouvrages, réduira les coûts des interventions des deux parties et évitera la multiplication des chantiers dans l'axe du métro (rues Jean-Talon entre Pie-IX et Langelier, rue Bélanger, entre Galeries-d'Anjou et voie de service A-25) au cours des prochaines années.
Le règlement d'emprunt est demandé maintenant en raison du délai à prévoir pour son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH). Il est important que les fonds soient disponibles en 2019 pour financer le coût des avant-projets, des plans et devis et des ressources humaines affectées au dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le règlement d'emprunt proposé servira à financer des dépenses pour le projet 75055 "Prolongement de la ligne bleue" de 20 000 000 $ dans le PTI 2019-2021 du Conseil municipal (corpo).
Une enveloppe budgétaire de 40 000 000 $ a été approuvée pour les travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro, dont 20 M$ dans le budget municipal (corpo) et 20 M$ dans le budget d'agglomération. Tel que mentionné plus tôt, il s'agit d'une enveloppe budgétaire destinée à initier la démarche (affectation des ressources, avant-projets, plans et devis) et à financer la première tranche des travaux. Si le montant de l'un ou de l'autre règlement d'emprunt municipal n'est pas suffisant, un règlement d'emprunt additionnel, du conseil municipal ou du conseil d'agglomération le cas échéant, sera

nécessaire pour la seconde tranche des travaux, une fois les estimations de coûts connues avec précision.

Les services et travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisations. La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans, conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le prolongement de la ligne bleue, couplé aux interventions municipales, contribuera au développement durable en modifiant les comportements de déplacement et en améliorant la qualité de vie des milieux adjacents.
En matière de transport, le prolongement du métro augmentera l'utilisation du transport collectif et réduira l'utilisation de l'automobile pour les déplacements est-ouest dans cette partie de l'île. La réduction de l'utilisation de l'automobile dans le corridor et la réduction du nombre d'autobus améliorera la qualité de l'air et réduira les émissions de gaz à effet de serre. En matière d'aménagement, les plantations d'arbres dans les trottoirs élargis, réduiront les îlots de chaleur et amélioreront la qualité de vie du milieu.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du règlement d'emprunt permettra de poursuivre la définition des interventions municipales connexes au prolongement de la ligne bleue du métro. Si le règlement proposé n'était pas adopté, la réalisation des plans et devis des interventions municipales serait retardée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Janvier 2019 - Avis de motion
Février 2019 - Adoption
Avril 2019 - Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'habitation
Été 2019 - Définition des interventions connexes de la Ville de Montréal
Été 2019 - Appel de qualifications de la STM
Printemps 2020 - Appel de propositions de la STM
Hiver 2021 - Début du chantier du métro
Été 2026 - Mise en service du prolongement du métro

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières (Marie-Claude PIERRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel LE COLLETTER
Chargé de projet

Tél : 514-872-5760
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-09-20

James BYRNS
Chef de Divison Grands Projets

Tél : 514 868-4400
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division
Tél : 514 872-4781
Approuvé le : 2018-12-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-05

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1182891003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro (budget Conseil municipal)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1182891003 - Travaux connexes Ligne Bleue-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-26

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 20 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX MUNICIPAUX CONNEXES AU PROLONGEMENT DE LA LIGNE BLEUE DU MÉTRO

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 20 000 000 $ est autorisé pour le financement de travaux municipaux connexes au projet de prolongement de la ligne bleue du métro, notamment l'aménagement du domaine public et la mise à niveau des infrastructures du réseau secondaire d'eau et d'égouts.

2. Cet emprunt comprend les frais et les honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux, les frais d'acquisition de terrains et de servitudes ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1182891003

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières

Dossier # : 1182891003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro (budget Conseil municipal)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 75055 - 1182891003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Claude PIERRE
Agente Comptable Analyste
Tél : 514 868-3837

Co auteure
Josée Belanger
Conseillere budgétaire
514872-3238

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-07

Jacques BERNIER
Chef de Division
Tél : 514-872-3417

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 41.02

2019/01/28 13:00

(1)

Dossier # : 1180603013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 746 517, localisée entre les rues de Rouen et Hochelaga.

IL EST RECOMMANDÉ :

De demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 746 517, localisée entre les rues de Rouen et Hochelaga.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-12-10 14:17

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 4 décembre 2018	Résolution: CA18 27 0389

Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal*, le Règlement autorisant l'occupation, à des fins d'hébergement des personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, du bâtiment situé sur le lot 3 746 517 du cadastre du Québec, localisé entre les rues de Rouen et Hochelaga.

Il est proposé par Pierre LESSARD-BLAIS

appuyé par Karine BOIVIN ROY

Et résolu :

De demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal*, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 746 517, localisée entre les rues de Rouen et Hochelaga.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1180603013

Dina TOCHEVA
_____
Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 5 décembre 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.02

2019/01/28 13:00

(1)

Dossier # : 1180603013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 746 517, localisée entre les rues de Rouen et Hochelaga.

IL EST RECOMMANDÉ :

De demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 746 517, localisée entre les rues de Rouen et Hochelaga.

Signé par Serge VILLANDRÉ **Le** 2018-11-23 13:49

Signataire : Serge VILLANDRÉ

_____

Directeur d'arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180603013**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 746 517, localisée entre les rues de Rouen et Hochelaga.

CONTENU

CONTEXTE

La corporation de La Maison du Pharillon envisage de déménager son centre d'hébergement à l'intérieur de l'immeuble situé sur le lot 3 746 517 du cadastre officiel du Québec. Cette résidence appartenait à la congrégation de la Sainte-Famille de Bordeaux dont les membres ont été rapatriés à Québec. Présentement, La Maison du Pharillon exerce ses activités au 4901, rue Adam. En raison de la désuétude du bâtiment, l'organisme prévoit quitter les lieux en 2019. La corporation détient une entente de location afin d'occuper l'immeuble situé sur le lot 3 746 517. Le bâtiment convoité se trouve à l'intérieur d'un secteur d'habitation exclusive de catégorie H.2-4. Or, les résidences pour personne ayant besoin d'aide et d'assistance ne sont pas autorisées. Le conseil municipal peut octroyer une autorisation en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 afin de permettre à l'organisme de déménager ses activités. Une demande a été déposée à cet effet par le requérant.

Il est à noter que La Maison du Pharillon souhaite aussi occuper le bâtiment voisin (lot 3 362 929) en obtenant pour ce faire, auprès des autorités compétentes, l'accréditation en tant que « centre de ressources intermédiaires » conformément à la Loi sur les services de santé et des services sociaux (chapitre S-4,2). L'obtention de ce statut permettrait à l'organisme de s'installer de plein droit.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Description de la propriété (lot 3 746 517)

Il s'agit d'une résidence de deux étages édifiée en 1990, construite en mode isolé et recouverte de briques. Le terrain couvre une superficie totale de 542,3 mètres carrés. Le bâtiment communique au niveau du sous-sol avec le bâtiment voisin situé sur le lot (lot 3 362 929). La congrégation religieuse occupait les deux résidences.

Description de l'organisme

Fondée en 1985, la corporation de La Maison du Pharillon s'adresse aux personnes adultes (18 ans et plus) aux prises avec des problèmes de dépendance aux drogues et à l'alcool. Elle offre des services d'accompagnement et d'hébergement à leur clientèle masculine et féminine. La capacité d'accueil prévue à la résidence située sur le lot 3 746 517 s'élève à 15 personnes. La moyenne d'âge de la clientèle se situe à 38 ans chez les femmes et à 27 ans chez les hommes. Le centre d'hébergement demeure ouvert 24 heures sur 24, toute la semaine, supervisé en permanence par un employé. L'organisme compte au total 12 employés dont au moins 7 travaillent sur une base régulière et à plein temps. L'équipe se compose du personnel administratif (deux personnes), d'une intervenante en toxicomanie, d'un superviseur, d'un coordonnateur, de quatre auxiliaires sociaux, de deux gardiens de nuit et d'un cuisinier. Selon les déclarations fournies par l'organisme, sur ce nombre, trois employés utilisent leur véhicule; les autres se déplacent en transport en commun.

La Maison du Pharillon offre des services d'hébergement temporaire d'une durée de 12 semaines pour les personnes inscrites au programme thérapeutique avec la possibilité de prolonger le séjour de six semaines supplémentaires afin de faciliter la réinsertion sociale de certains résidents.

Description des travaux de transformation

L'organisme compte prendre possession des lieux tels quels sans apporter de modifications majeures. Le bâtiment compte déjà les différents espaces de services nécessaires aux activités de la corporation qui se trouvent notamment au niveau du sous-sol (cuisine, salle à manger, salon, lieux d'animation et de rencontre, blanchisserie). Les bureaux et les chambres occupent les étages supérieurs.

Réglementation d'urbanisme

La propriété du requérant se trouve dans un secteur d'habitation exclusif de catégorie H.2-4. Seul le mode d'implantation contigu est autorisé. La hauteur des bâtiments doit se situer entre deux et trois étages sans s'élever à plus de 11 mètres. Le taux d'implantation peut osciller entre 30 % et 70 %.

Dérogation

L'octroi de la présente autorisation déroge aux points réglementaires suivants :

- Aux usages prescrits, les résidences pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance ne sont pas autorisées dans les secteurs d'habitation de catégorie H.2-4 (article 124).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande la présente requête en considérant les facteurs suivants :

- La corporation semble bien établie dans le quartier et exerce déjà ses activités dans un centre d'hébergement localisé sur la rue Adam depuis 2008. Les registres de l'arrondissement ne relèvent aucune plainte de la part du voisinage faisant état de mauvaises relations avec la clientèle de l'établissement. Ce bilan plutôt positif démontre la qualité de la gestion des lieux;

- La Maison du Pharillon existe depuis bientôt 33 ans. Elle a occupé trois endroits différents, toujours dans les secteurs d'habitation exclusive sans jamais générer de plaintes des résidents;

- Dans les faits, les activités de l'organisme s'apparentent à celles d'une maison de chambres puisqu'elles consistent à fournir un lieu de résidence transitoire aux personnes ayant besoin d'aide et d'assistance en vue de faciliter leur retour normal en société. Ce type de services concorde bien avec la fonction d'hébergement de l'immeuble qui a été conçu à cette fin. La nature de ses activités demeure donc tout à fait compatible avec le milieu environnant;

- L'immeuble en question pourra toujours retrouver aisément sa vocation d'origine, si la maison de réhabilitation décide de mettre un terme à ses activités, à cet endroit. Les installations existantes de la résidence répondent parfaitement aux besoins de l'organisme sans que celui-ci se voie dans l'obligation de procéder à des travaux de transformation majeurs;

- L'impact généré par l'achalandage de la clientèle et du personnel s'avère plutôt modéré puisque la plupart des individus utilisent le transport en commun. Il faut rappeler également que la résidence se trouve déjà à proximité de lieux à caractère public et communautaire (parc Lalancette, CHSLD Nicolet, Église Sainte-Jeanne-d'Arc).

La Direction de l'aménagement et des services aux entreprises recommande favorablement la requête et propose de rattacher à l'exercice de la présente autorisation la condition suivante :

- Maintenir la capacité d'hébergement de l'établissement à un maximum de 15 personnes à la fois.

À séance du 6 novembre 2018, le comité consultatif d'urbanisme a accueilli favorablement la requête sans ajouter de condition supplémentaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présente demande d'autorisation n’a pas d’incidence sur le développement durable et vise seulement à permettre l’occupation du bâtiment.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Présentation du projet de règlement au conseil d'arrondissement pour avis d'orientation;

- Présentation du projet de règlement au comité exécutif;

- Avis de motion et adoption du projet de règlement en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal par le conseil municipal;
- Adoption du règlement en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 par le conseil municipal;
- Parution d'avis public et entrée en vigueur du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La présente demande déroge à l'article 124 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275), mais peut être traitée et régularisée par l'entremise du conseil municipal en recourant aux pouvoirs prévus au paragraphe 4° de l'article 89° de la Charte de la Ville de Montréal.

Selon le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, la propriété du requérant se trouve dans un « secteur résidentiel ». Un centre d'hébergement à vocation communautaire peut s'implanter à l'intérieur de cette aire d'affectation en toute conformité. Le plan des densités de construction favorise un bâti d'un à quatre étages avec un taux d'implantation au sol moyen ou élevé.

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain DECOSTE
Conseiller en aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-20

Réjean BOISVERT
Chef de division - Division de l'urbanisme

Tél :	514 872-6066	**Tél :**	514 872-9635
Télécop. :	514 872-2312	**Télécop. :**	514 872-2312

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Réjean BOISVERT
Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises suppléant
Tél :
Approuvé le : 2018-11-20

Comité consultatif d'urbanisme
CCU-2018-11

PROCÈS-VERBAL
Séance tenue le mardi, 6 novembre 2018, à 8 h 30
au 6854, rue Sherbrooke Est
à la salle 3 du conseil d'arrondissement

4.1 AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

AVIS 27-CCU2018-2046

Dossier n^{o} : 1180603013

Objet : Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 746 517.

Endroit : lot 3 746 517 Localisé entre les rues de Rouen et Hochelaga.

Responsable du dossier : M. Sylvain Decoste, conseiller en aménagement

Recommandation du comité consultatif d'urbanisme :

- **CONSIDÉRANT QUE** la Corporation semble bien établie dans le quartier et exerce déjà ses activités dans un centre d'hébergement localisé sur la rue Adam depuis 2008. Les registres de l'arrondissement ne relèvent aucune plainte de la part du voisinage faisant état de mauvaises relations avec la clientèle de l'établissement. Ce bilan plutôt positif démontre la qualité de la gestion des lieux;
- **CONSIDÉRANT QUE** la Maison du Pharillon existe depuis bientôt 33 ans. Elle a occupé trois endroits différents toujours dans les secteurs d'habitation exclusive sans jamais générer de plaintes des résidents;
- **CONSIDÉRANT QUE** dans les faits, les activités de l'organisme s'apparentent à celles d'une maison de chambres puisqu'elles consistent à fournir un lieu de résidence transitoire aux personnes ayant besoin d'aide et d'assistance en vue de faciliter leur retour normal en société. Ce type de services concorde bien avec la fonction d'hébergement de l'immeuble qui a été conçu à cette fin. La nature de ses activités demeure donc tout à fait compatible avec le milieu environnant;
- **CONSIDÉRANT QUE** l'immeuble en question pourra toujours retrouver aisément sa vocation d'origine, si la maison de réhabilitation décide de mettre un terme à ses activités, à cet endroit. Les installations existantes de la résidence répondent

parfaitement aux besoins de l'organisme sans que celui-ci se voie dans l'obligation de procéder à des travaux de transformation majeurs;

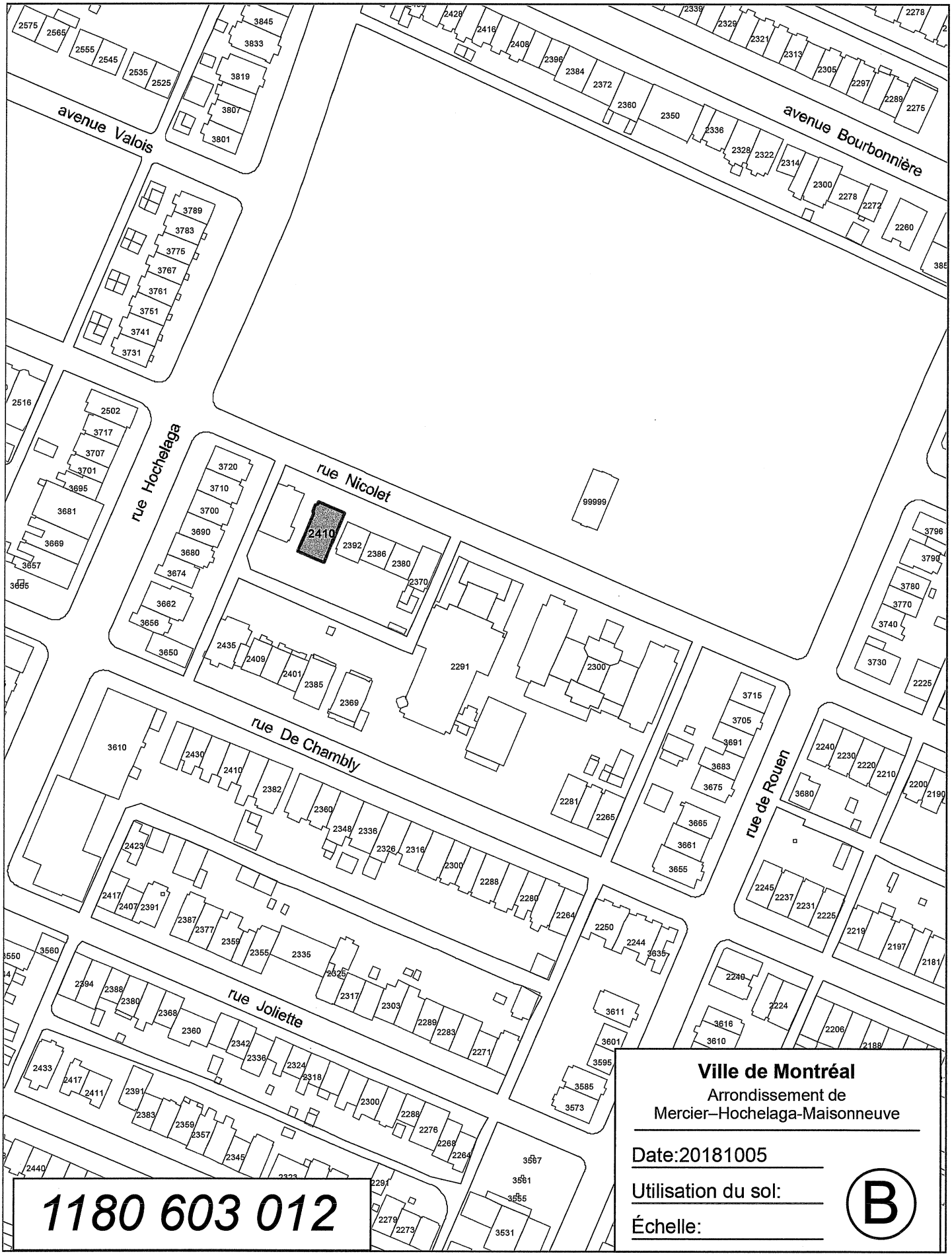
- **CONSIDÉRANT QUE** l'impact généré par l'achalandage de la clientèle et du personnel s'avère plutôt modéré puisque la plupart des individus utilisent le transport en commun. Il faut rappeler également que la résidence se trouve déjà à proximité de lieux à caractère public et communautaire (parc Lalancette, CHSLD Nicolet, Église Sainte-Jeanne-d'Arc).

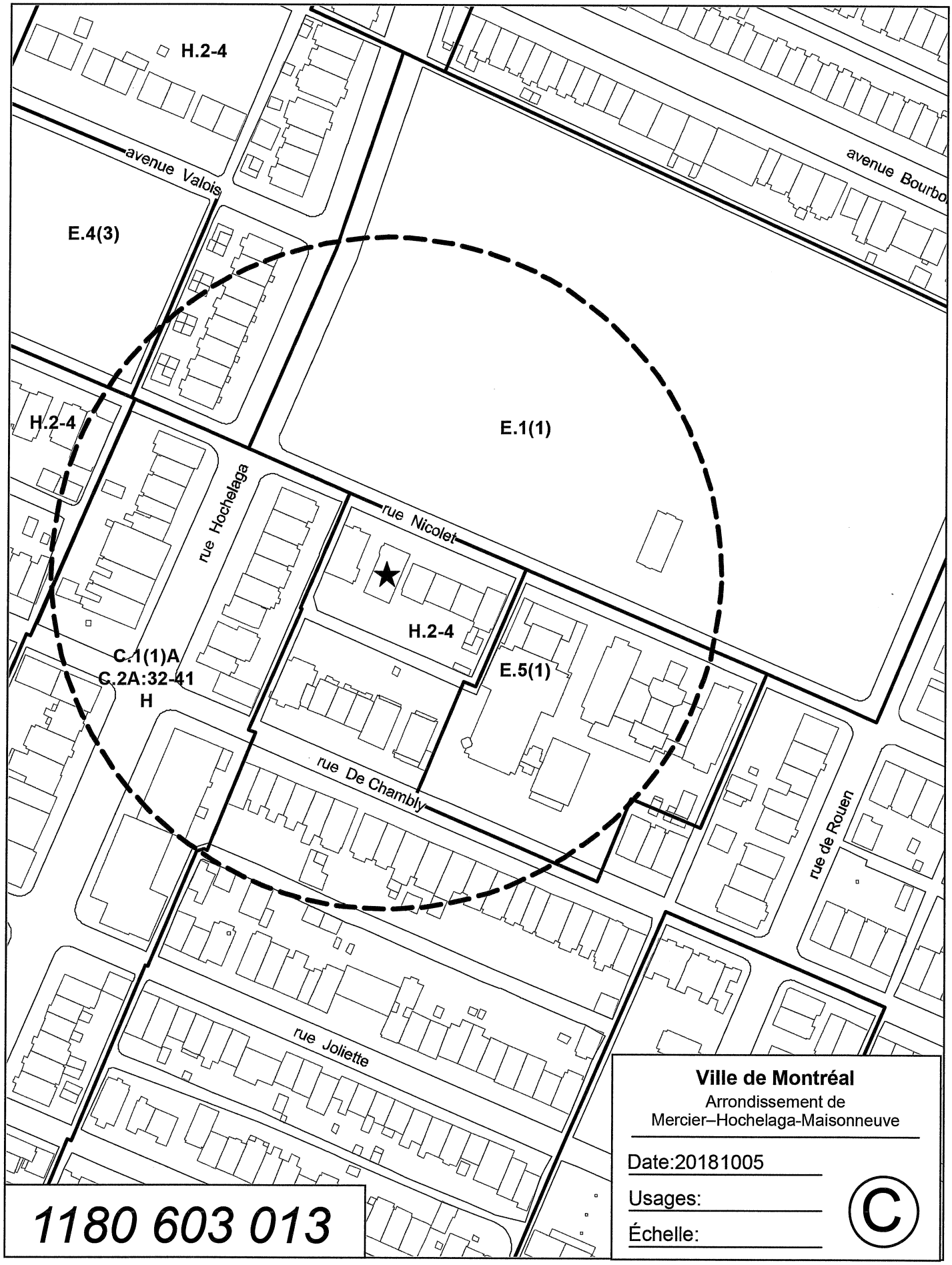
Par conséquent, il est adopté, À L'UNANIMITÉ :

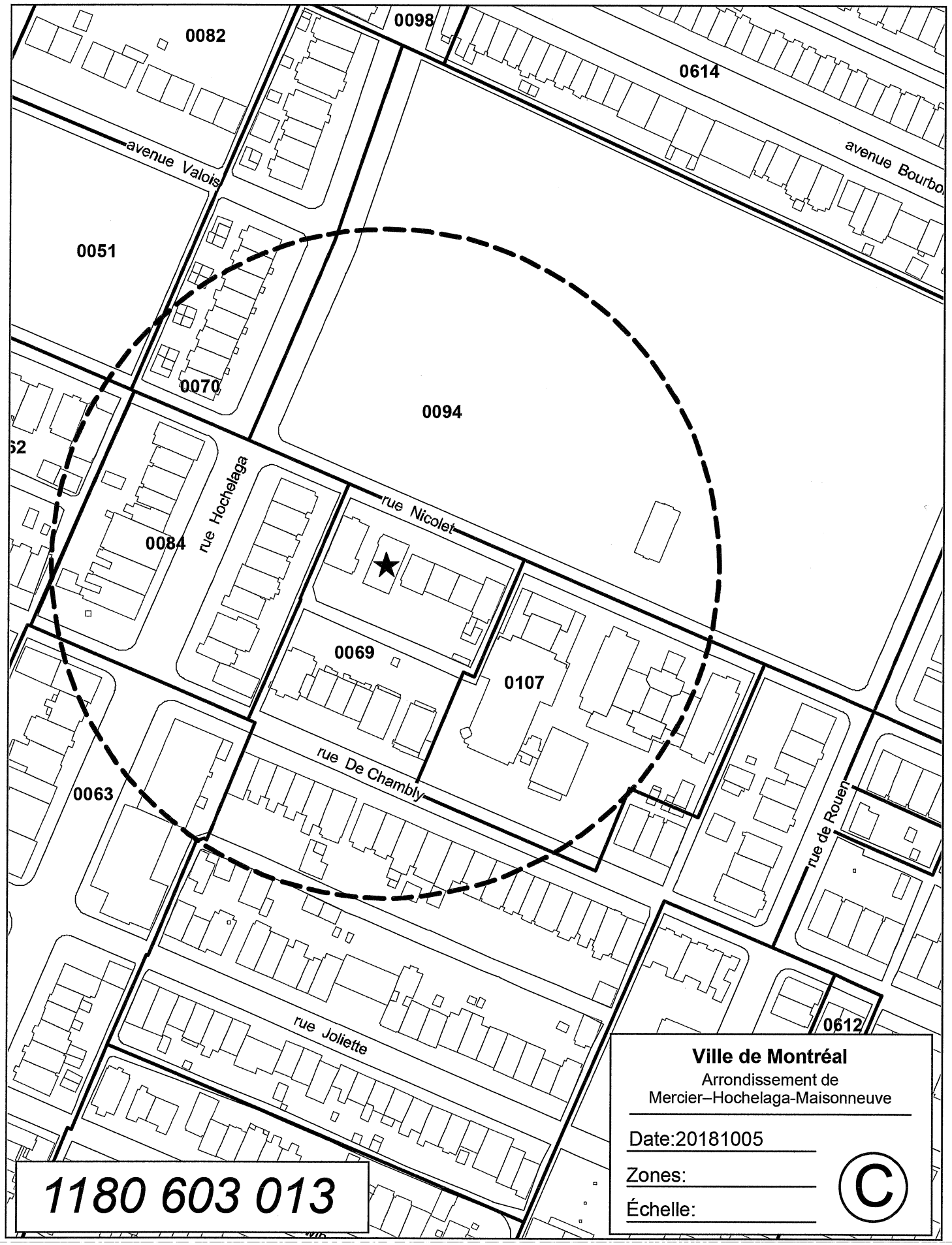
DE RECOMMANDER AU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE DONNER UNE SUITE FAVORABLE AVEC LA CONDITION SUIVANTE :

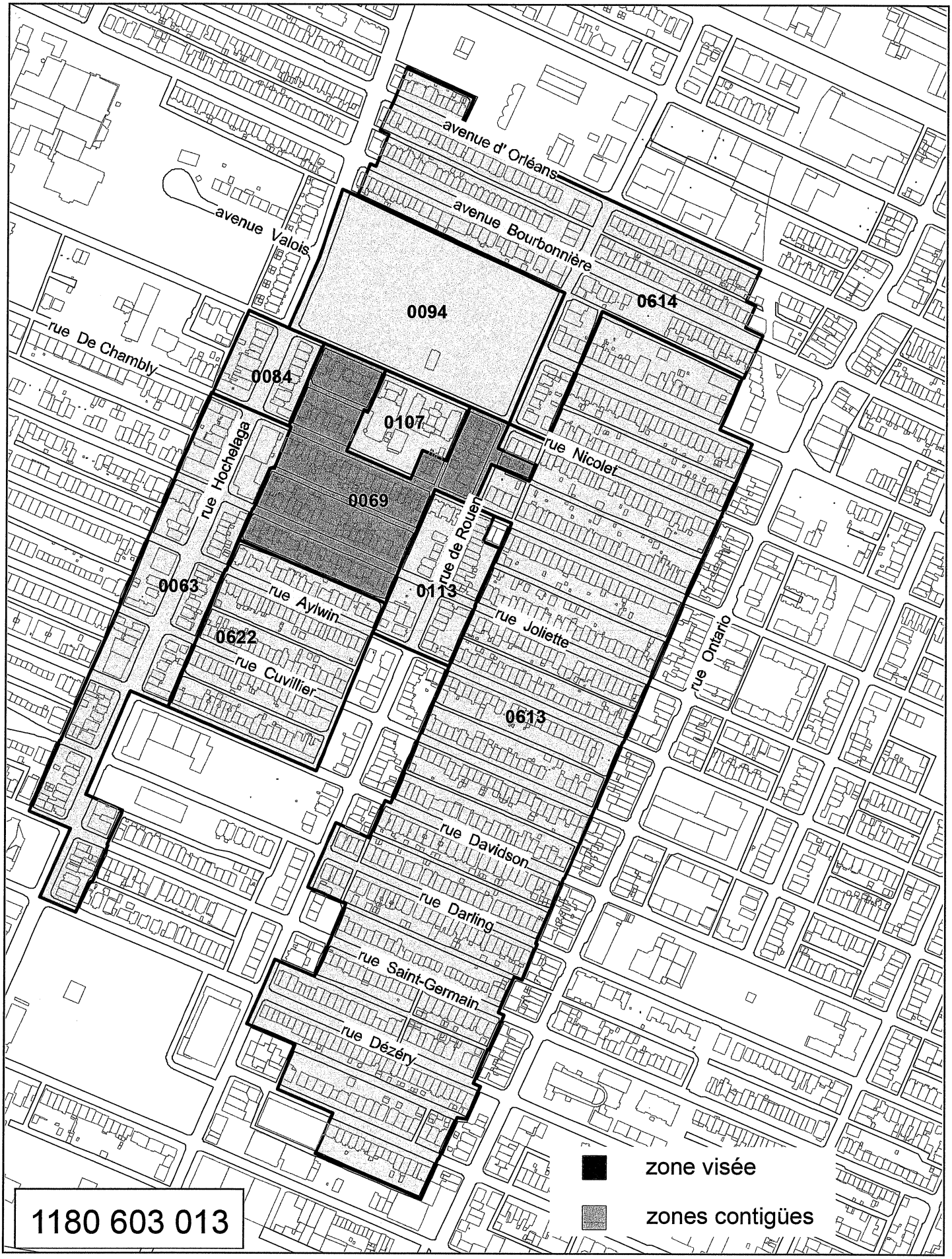
- Maintenir la capacité d'hébergement de l'établissement à un maximum de 15 personnes à la fois.


avenue Valois
avenue Bourbonnière
rue Hochelaga
rue Nicolet
rue De Chambly
rue de Rouen
rue Joliette
3 362 617
1 879 218
1180 603 013
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20181005
Cadastre: Du Québec
Échelle:
A


avenue Valois
avenue Bourbonnière
rue Hochelaga
rue Nicolet
rue De Chambly
rue de Rouen
rue Joliette
2410
99999
1180 603 012
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20181005
Utilisation du sol:
B
Échelle:


H.2-4
avenue Valois
avenue Bourbo
E.4(3)
H.2-4
E.1(1)
rue Hochelaga
rue Nicolet
H.2-4
C.1(1)A
C.2A:32-41
H
E.5(1)
rue De Chambly
rue de Rouen
rue Joliette
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20181005
Usages:
Échelle:
C
1180 603 013


0082
0098
0614
avenue Valois
avenue Bourbo
0051
0070
0094
62
rue Hochelaga
rue Nicolet
0084
0069
0107
0063
rue De Chambly
rue de Rouen
rue Joliette
0612
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20181005
Zones:
Échelle:
C
1180 603 013


avenue d' Orléans
avenue Bourbonnière
avenue Valois
rue De Chambly
0094
0614
0084
0107
rue Hochelaga
rue Nicolet
0069
rue de Rouen
0063
0113
rue Aylwin
rue Joliette
0622
rue Cuvillier
rue Ontario
0613
rue Davidson
rue Darling
rue Saint-Germain
rue Dézéry
zone visée
zones contigües
1180 603 013

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1180603013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 3 746 517, localisée entre les rues de Rouen et Hochelaga.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir pièce jointe.

FICHIERS JOINTS

proj_regl_1180603013_21-22-2018.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate

Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-21

Véronique BELPAIRE
Avocate et Chef de la division de droit public et législation
Tél : 514 872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT L'OCCUPATION, À DES FINS D'HÉBERGEMENT DE PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'ASSISTANCE, DU BÂTIMENT SITUÉ SUR LE LOT 3 746 517 DU CADASTRE DU QUÉBEC

VU le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du , le conseil de la Ville de Montréal décrète :

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au lot numéro 3 746 517 du cadastre du Québec.

SECTION II
AUTORISATION

2. Malgré le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275) applicable au territoire décrit à l'article 1, l'occupation à des fins d'habitation pour personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement est autorisée aux conditions prévues au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger à l'article 124 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

SECTION III
CONDITIONS

3. Aux fins d'application de l'article 2 du présent règlement, seul l'usage « centre d'hébergement » destiné à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement est autorisé.

4. Aux fins de l'usage autorisé à l'article 3 du présent règlement, la capacité d'accueil maximale est limitée à 15 personnes à la fois.

SECTION IV
DÉLAI DE RÉALISATION

5. L'occupation du bâtiment autorisée par le présent règlement doit débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

Si ce délai n'est pas respecté, l'autorisation qui fait l'objet du présent règlement devient nulle et sans effet.

SECTION V
DISPOSITION PÉNALE

6. Quiconque occupe ou utilise une partie du lot ou une construction ou en autorise l'occupation ou l'utilisation en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue au titre IX du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Ce règlement a été promulgué par l'avis public à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD 1180603013

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.03

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1185950001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 33 339 000 $ pour le financement d'acquisitions immobilières stratégiques »

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 33 339 000 $ pour le financement d'acquisitions immobilières stratégiques » dans le cadre de différents projets en planification ou en réalisation à la Direction de l'urbanisme.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-31 15:45

Signataire : Isabelle CADRIN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185950001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 33 339 000 $ pour le financement d'acquisitions immobilières stratégiques »

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier suit l'adoption par le Conseil municipal, en novembre 2018, d'un règlement déterminant les secteurs de planification urbaine sur lesquels le droit de préemption peut être exercé (dossier décisionnel 118 5950 002) ainsi que la désignation, par résolution du conseil de la Ville de Montréal, de près d'une centaine d'immeubles qui sont assujettis à ce droit (dossier décisionnel 118 5950 003).
En effet, le droit de préemption s'avère particulièrement intéressant dans le cadre des démarches de planification réalisées par le Service de la mise en valeur du territoire (SMVT), qui se nommera à partir du 1er janvier 2019 le Service de l'urbanisme et de la mobilité, permettant à la Ville de bénéficier d'un droit de premier refus sur les immeubles désignés. Rappelons que le SMVT assure, en tant que service requérant, la coordination des secteurs de planification déterminés par l'Administration, notamment ceux inclus dans le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma). À ce titre, son portefeuille de projets regroupe principalement des dossiers prioritaires, dont plusieurs sont inscrits au PTI 2019-2021/PDI 2019-2028. Pour l'ensemble de ces démarches, le SMVT coordonne ou soutient, avec les services municipaux et les arrondissements concernés, les interventions les plus structurantes pour mettre en valeur les secteurs désignés. Plusieurs de ces interventions requièrent des acquisitions de biens immobiliers.

Un premier règlement d'emprunt de 14,55 M$ a été adopté en janvier 2017, montant requis pour financer l'acquisition de l'ensemble conventuel des Hospitalières de Saint-Joseph. Bien qu'un second règlement d'emprunt de 23,45 M$ a été adopté en juin 2017 pour le financement d'acquisitions immobilières stratégiques, dont le solde au 31 décembre 2018 était de 18,2 M$, un financement complémentaire est requis afin de satisfaire aux exigences réglementaires entourant l'exercice du droit de préemption. Parmi ces exigences, notons que lorsque la Ville se prévaudra de son droit de préemption envers un propriétaire, elle devra acquitter le prix de l'immeuble dans les 60 jours suivant la notification de l'avis de son intention de l'acquérir. L'immeuble sera finalement acquis au prix et aux conditions de l'offre d'achat qu'avait reçue le propriétaire.

L'obtention de ce financement complémentaire est l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403 - 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet ville centrale);
CM18 1380 - 19 novembre 2018 - Désignation des immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et les fins pour lesquelles ils peuvent être ainsi acquis dans certains secteurs de planification urbaine;

CM18 1390 - 19 novembre 2018 - Adoption du Règlement déterminant les secteurs de planification urbaine sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et les fins pour lesquelles des immeubles peuvent y être ainsi acquis et du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009);

CM17 0812 - 12 juin 2017 - Adoption d'un règlement autorisant un emprunt de 23 450 000 $ pour le financement d'acquisitions immobilières stratégiques;

CM17 0087 – 23 janvier 2017 – Adoption d'un règlement autorisant un emprunt de 14 550 000 $ pour le financement de l'acquisition de l'ensemble conventuel des Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph situé au 201-251A, avenue des Pins Ouest ainsi que d'un lot ayant front sur l'avenue Duluth Ouest.

DESCRIPTION

L'adoption d'un règlement d'emprunt de 33 339 000 $ servira à acquérir des biens immobiliers stratégiques dans les projets urbains en cours de réalisation et dans les secteurs en planification.
Parmi les secteurs de planification, plusieurs sont inscrits dans le Schéma : Namur–De la Savane, Le Havre, Assomption Nord, Assomption Sud–Longue-Pointe, Anjou-Langelier et Lachine-Est. D'autres secteurs prioritaires sont également visés, notamment les Abords des voies ferrées : Plateau Est et Rosemont, Bellechasse, la Partie nord de L'Île-des-Sœurs ainsi que le secteur des Faubourgs. Quant aux projets urbains en cours de réalisation, notons principalement le Site Outremont et ses abords, Griffintown, le Triangle, le secteur Champ-de-Mars et le CUSM.

JUSTIFICATION

Ce règlement d'emprunt servira à faire des acquisitions stratégiques nécessaires pour la réalisation des projets urbains et des projets localisés dans les secteurs de planification. L'adoption de ce règlement d'emprunt complémentaire permettra d'amorcer ou de poursuivre les négociations avec les propriétaires visés et de conclure, le cas échéant, les transactions requises ainsi que les frais d'étude s'y rattachant (pour toutes fins municipales telles que la constitution d'une réserve foncière et la construction d'équipements collectifs, de voies et d'espaces publics).
Une stratégie immobilière concertée

Le SMVT vise, par une stratégie immobilière établie en concertation avec le Service de la gestion et de la planification immobilière, à conjuguer différents mécanismes d'acquisition.

Ainsi, s'ajoutant aux acquisitions stratégiques négociées de gré à gré et à certaines transactions faites par l'entremise d'une expropriation, le droit de préempter un immeuble permet de protéger les intérêts de la Ville en obtenant un droit de premier refus sur certains immeubles dont l'acquisition est planifiée à moyen terme, mais non requise dans l'immédiat.

Essentiellement, l'objectif du SMVT est de pouvoir réaliser des transactions immobilières au moment opportun pour le propriétaire, à la valeur marchande de l'immeuble, et de minimiser le recours aux mécanismes d'expropriation, généralement plus dispendieux pour

la Ville.

Saisir les occasions de concrétiser certaines acquisitions immobilières stratégiques

Ces fonds additionnels doivent permettre de minimiser le risque, pour la Ville, de ne pas être en mesure de profiter d'occasions d'acquisition offertes par le droit de préemption. Rappelons que compte tenu de l'évaluation foncière préliminaire de certaines propriétés désignées (dossier décisionnel 118 5950 003), il appert que le solde résiduel au règlement d'emprunt pour les acquisitions stratégiques (n^{o} 17-067) risque de s'avérer insuffisant. Or, face aux délais limités dont la Ville dispose, la disponibilité des fonds est cruciale pour mener à terme les acquisitions souhaitées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'adoption du règlement d'emprunt de 33 339 000 $ comme prévu au PTI 2019-2021 du conseil municipal, au projet n^{o} 40176 : Acquisitions stratégiques dans les secteurs de planification, donnera les crédits nécessaires pour procéder à certaines acquisitions stratégiques souhaitées. Les dépenses financées par ce règlement d'emprunt seront entièrement assumées par la ville centrale. Toutefois, il est à noter que le présent règlement d'emprunt, bien que complémentaire au règlement d'emprunt adopté en juin 2017 (CM17 0812), pourrait ne pas couvrir la totalité des acquisitions immobilières stratégiques requises pour mener à terme les projets visés.
La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans, conformément à la Politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil municipal par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces acquisitions immobilières stratégiques permettront de soutenir la mise en œuvre des interventions municipales dans les secteurs en planification afin de créer des quartiers conviviaux et favoriser la diversité des activités urbaines ainsi que la mobilité active.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt est essentielle, notamment pour permettre l'acquisition en amont des principaux immeubles stratégiques requis pour assurer la mise en œuvre de la vision de la Ville pour ces secteurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications, qui se nommera au 1er janvier 2019 le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion - règlement d'emprunt (conseil municipal) : 28 janvier 2019

- Adoption du règlement d'emprunt (conseil municipal) : 25 février 2019
- Approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation : au cours du printemps 2019
- Prise d'effet : au cours du printemps 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières (Marie-Claude PIERRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Francine FORTIN, Service de la gestion et de la planification immobilière
Stéphanie VIDAL, Service des communications
Isabelle NAEL, Service des communications

Lecture :

Isabelle NAEL, 4 décembre 2018
Francine FORTIN, 3 décembre 2018
Stéphanie VIDAL, 3 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel CORBEIL
Conseiller en aménagement

Tél : 514 894-8009
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-07-11

Lise BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-6070
Télécop. : 514 872-1598

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lise BERNIER
Chef de division
Division de l'aménagement et du design urbain

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lise BERNIER
Chef de division
Division de l'aménagment et du design urbain

Tél : 514 872-6070
Approuvé le : 2018-12-20

Tél : 514 872-6070
Approuvé le : 2018-12-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1185950001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 33 339 000 $ pour le financement d'acquisitions immobilières stratégiques »

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1185950001 - Acquisitions immobilières stratégiques-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-10

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 33 339 000 $ POUR LE FINANCEMENT D'ACQUISITIONS IMMOBILIÈRES STRATÉGIQUES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 33 339 000 $ est autorisé pour le financement d'acquisitions immobilières stratégiques pour toutes fins municipales telles que la constitution d'une réserve foncière et la construction d'équipements collectifs, de voies et d'espaces publics.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1185950001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières

Dossier # : 1185950001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 33 339 000 $ pour le financement d'acquisitions immobilières stratégiques »

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 40176 - 1185950001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Claude PIERRE
Agente Comptable Analyste
Tél : (514-868-3867

Co- auteure
Josée Bélanger
Conseillère budgétaire
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier, PS Développement
514-872-3238

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-14

Mathieu PERRIER
Chef de Division
Tél : 514-872-2813

Division : Service des finances , Conseil et soutien financier,

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.04

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1182968001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements en lien avec l'implantation d'un système centralisé de préemption pour autobus et véhicules d'urgence.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements en lien avec l'implantation d'un système centralisé de préemption pour autobus et véhicules d'urgence.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-31 15:47

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1182968001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements en lien avec l'implantation d'un système centralisé de préemption pour autobus et véhicules d'urgence.

CONTENU

CONTEXTE

La mise aux normes des feux de circulation a permis à la Ville de se doter de contrôleurs de feux de circulation de nouvelle génération. Il est désormais possible pour les services d'urgence ou les autobus munis de dispositifs adéquats de communiquer avec l'intersection afin d'être traités de façon prioritaire aux feux de circulation. La Ville a depuis quelques années installé ce type de préemption à la sortie de la majorité des casernes de pompiers. Un système de préemption est un système qui permet de modifier le cycle de fonctionnement normal des intersections (feux) dans le but de prioriser et sécuriser les mouvements en fonction de l'utilisateur (véhicules d'urgence et autobus).
Forte de l'expérience acquise pendant le déploiement des projets pilotes, la Ville débute maintenant le déploiement d'un système centralisé de gestion des demandes aux feux de circulation, au Centre de gestion de mobilité urbaine (CGMU), pour assurer l'interopérabilité de tous les véhicules de transport collectif et d'urgence. En partenariat avec la Société de Transport de Montréal (STM) et le Service de Sécurité Incendie de Montréal (SSIM), la Ville souhaite procéder à l'acquisition et à l'installation d'équipements en lien avec l'implantation d'un système de préemption centralisée des feux de circulation sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal.

Pour répondre aux besoins de ce projet, des investissements sont prévus au programme triennal d'immobilisations (PTI) 2019-2021. Le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) doit faire adopter un règlement d'emprunt d'un montant cumulatif de 1 600 000 $ afin de permettre de financer les travaux en 2019, 2020 et 2021, y compris les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403 - 28 novembre 2018 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2019 -2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale).

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 1,6 M$ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements en lien avec l'implantation d'un système centralisé de préemption pour autobus et véhicules d'urgence.

Le projet de système centralisé de préemption comporte deux volets.

Le premier s'applique aux autobus et prévoit nommément les actions suivantes :

- Prioriser le passage des autobus aux intersections afin d'augmenter l'efficacité du service par une meilleure adhérence à l'horaire;
- Faciliter l'insertion de façon sécuritaire des autobus dans le peloton véhiculaire;
- Assurer la mobilité en permettant l'utilisation de méthodes de TSP (Transit Signal Priority) sans impact sur la coordination du réseau artériel.

Le second volet concerne la préemption des véhicules d'urgence. Il sert notamment à :

- Établir un environnement sécuritaire et efficace aux abords des casernes, tant pour les citoyens que pour les employés du SSIM;
- Optimiser les feux de certains axes pour offrir une «bande verte» et ainsi diminuer le temps de réponse des véhicules des premiers répondants;
- Accroître significativement la sécurité dans les déplacements, à la fois des équipes d'intervention et des citoyens, aux intersections.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service des infrastructures, de la voirie et des transports d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux en lien avec l'implantation d'un système centralisé de préemption pour autobus et véhicules d'urgence.
Cette mesure soutient les efforts mis en place dans le cadre du plan stratégique sur les systèmes de transport intelligent et de l'approche Vision Zéro.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet de système centralisé de préemption pour autobus et véhicules d'urgence (54103), prévu à la programmation du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal. Les travaux reliés à ce projet s'échelonnent sur plusieurs années et devraient se terminer en 2025.
La répartition budgétaire est présentée comme suit:

Projet	**2019**	**2020**	**2021**	Ultérieur	**TOTAL**
54103	700 000 $	150 000 $	150 000 $	600 000 $	1 600 000 $

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisation datée du 1er janvier 2008 et approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

Comme le projet est en lien avec les contrôleurs de feux de circulation de la Ville, cette dépense est entièrement assumée par la Ville Centre.

Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Comme le système de préemption sert à optimiser les déplacements des autobus et des véhicules d'urgence, il contribue ainsi à augmenter l'efficacité des transports en communs, à sauver des vies humaines et à préserver des biens.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation du projet de système centralisé de préemption repose sur la disponibilité de ressources financières et ce, à court, à moyen et à long termes. Il est important de noter que la STM a déjà déboursé des sommes considérables dans le cadre du projet IBUS afin d'avoir la priorité aux feux de circulation. Sans ce règlement d'emprunt, la poursuite du projet serait compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance du conseil municipal de janvier 2019 : avis de motion;

1. Séance du conseil municipal de février 2019 : adoption;
2. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH);
3. Prise d'effet à compter de la date de la publication du règlement;
4. Engagement des fonds: avril 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Linda LAGUERRE NICOLAS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-11-16

Sylvain PROVOST
Agent technique principal - Systèmes de transport intelligent

Tél : 514 872-9019
Télécop. : 514 872-9458

Hugues BESSETTE
Chef de Division

Tél : 514 872-5181
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2018-12-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1182968001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements en lien avec l'implantation d'un système centralisé de préemption pour autobus et véhicules d'urgence.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1182968001- Système de préemption-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-18

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 1 600 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACHAT ET L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS EN LIEN AVEC L'IMPLANTATION D'UN SYSTÈME CENTRALISÉ DE PRÉEMPTION POUR AUTOBUS ET VÉHICULES D'URGENCE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 1 600 000 $ est autorisé afin de financer l'achat et l'installation d'équipements en lien avec l'implantation d'un système centralisé de préemption pour autobus et véhicules d'urgence.

2. Cet emprunt comprend les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1182968001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1182968001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements en lien avec l'implantation d'un système centralisé de préemption pour autobus et véhicules d'urgence.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 54103 GDD 1182968001.xlsDélégation de M. Perrier 19 dec 2018.eml

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie Linda LAGUERRE NICOLAS
Agent comptable Analyste
Tél : (514) 868-8787

Co-Auteur
Maria Bardina
Conseiller(ere) budgetaire
(514) 872-2563

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Pascal-Bernard DUCHARME
Chef de section
Tél : (514) 872-2059

Division : conseil et soutien financiers

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.05

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1186620014

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité , Développement et programmation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 18 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant le réaménagement des berges prévus au Plan de l'eau

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 18 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant le réaménagement des berges prévus au Plan de l'eau ».

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-31 15:40

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186620014**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité , Développement et programmation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 18 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant le réaménagement des berges prévus au Plan de l'eau

CONTENU

CONTEXTE

Le Programme du Plan de l'Eau - Acquisition et aménagement répond au souhait exprimé par les Montréalais de se réapproprier leur fleuve, l'eau et les berges.

Mandaté par la direction générale de la Ville, le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) mettra en œuvre ce Programme afin de financer des acquisitions d'immeubles en rive et des travaux de réaménagement de berges situées dans les arrondissements riverains et les espaces verts riverains sous la responsabilité du SGPVMR.

Ce Programme augmentera la qualité et le nombre d'accès publics aux berges de l'île de Montréal et confirmera l'importance de l'eau dans la métropole.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403 - 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale).

CM16 0260 - 23 février 2016 - Adopter un règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux prévus au Plan de l'Eau.

CE16 0537 - 6 avril 2016 - Adopter les conditions d'admissibilité des projets, des critères de répartition des crédits et des modalités de gestion du Programme de soutien pour la mise en valeur de la rivière des Prairies (PSRP) du Plan de l'Eau.

CM14 0723 - 18 août 2014 - Déclaration - Plan de l'Eau de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise l'adoption d'un règlement d'emprunt de 18 000 000 $ pour financer les projets de compétence corporative du Programme Plan de l'Eau - Acquisition et aménagement, soit :

- Acquisitions de sites en rive à des fins publiques;
- Travaux de renaturalisation ou de stabilisation de berges;
- Projets d'infrastructures donnant accès à l'eau (par exemple: escalier facilitant l'accès à l'eau, descente de mise à l'eau ou quai pour les embarcations non motorisées, etc.).

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SGPVMR d'obtenir les crédits nécessaires pour réaliser des dépenses d'acquisitions ou des travaux en rive tout en respectant les échéanciers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du programme 34312 - Plan de l'eau - Acquisition et aménagement, prévu à la programmation du PTI 2019-2021.
La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Programme du Plan de l'Eau - Acquisition et aménagement s'inscrit dans les priorités du plan MONTRÉAL DURABLE 2016-2020, plus spécifiquement à l'action 14 : Protéger la qualité des cours d'eau et y favoriser les activités récréatives / Poursuivre la mise en œuvre des projets et programmes du *Plan de l'Eau : Métropole au fil de l'eau.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du règlement permettra de financer des interventions qui répondent aux engagements de protection et de réhabilitation des berges de la Ville de Montréal, en plus d'accélérer les processus d'acquisitions qui requièrent la disponibilité des crédits afin de saisir les opportunités du marché (conclure rapidement une promesse de vente avec les vendeurs et effectuer les caractérisations environnementales requises).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y aura pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : 28 janvier 2019
2. Adoption: 25 février 2019
3. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation
4. Prise d'effet à compter de la date de publication du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amélie BILODEAU
conseillère en planification

Tél : 514 872-2531
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-29

Véronique ANGERS
c/d Stratégies et développement du réseau

Tél : 514 872-6746
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Johanne FRADETTE
c/d Biodiversité urbaine

Pour Daniel HODDER
Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11), je désigne Mme Johanne Fradette, chef de division - Biodiversité urbaine, pour me remplacer durant mes vacances 23 novembre 2018 au 31 décembre 2018 dans l'exercice de mes fonctions de directeur - Gestion des parcs et biodiversité, au Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, et exercer tous les pouvoirs qui y sont rattachés.

Et j'ai signé,
Daniel HODDER, directeur
Tél : 514-872-7147
Approuvé le : 2018-12-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2018-12-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1186620014

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité , Développement et programmation
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 18 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant le réaménagement des berges prévus au Plan de l'eau

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1186620014 - Berges-VF2.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-18

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 18 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES ACQUISITIONS D'IMMEUBLES ET LES TRAVAUX VISANT LE RÉAMÉNAGEMENT DES BERGES PRÉVUS AU PLAN DE L'EAU

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 18 000 000 $ est autorisé afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant le réaménagement des berges de l'île de Montréal prévus au Plan de l'Eau.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1186620014

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1186620014

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité , Développement et programmation
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 18 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant le réaménagement des berges prévus au Plan de l'eau

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1186620014.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste

Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-12

Laura VALCOURT
Conseillère budgétaire Point de service Brennan
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.06

2019/01/28 13:00

(1)

Dossier # : 1183690009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme de réfection des structures routières
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 34 000 000 $ pour le financement de travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 34 000 000 $ pour le financement de travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-18 11:39

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183690009**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme de réfection des structures routières
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 34 000 000 $ pour le financement de travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est responsable de 583 structures routières et connexes : ponts, tunnels, ponts d'étagement, ponts ferroviaires, passerelles et tunnels piétonniers, murs de soutènement, quais de déversement de neige, etc. La valeur de remplacement de ces structures se chiffre à près de 2,2 milliards de dollars.
La majorité de ces structures ont été construites avant 1970. Ces structures vieillissantes sont soumises à des charges de circulation qui ont augmenté depuis leur construction et subissent les effets agressifs de leur environnement (sels de déglaçage, gel/dégel, réaction chimique alcali-granulat, impacts de véhicules, etc.).

En vue de préserver la pérennité et la fonctionnalité des structures et la sécurité des usagers, des interventions sont régulièrement requises pour inspecter, évaluer, réparer ou remplacer les structures routières et connexes.

Ces investissements alloués à la protection des structures routières témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 adopté par le conseil municipal le 28 novembre 2018, des investissements à hauteur de 51,0 M$ sont prévus pour la réalisation des travaux de structures de la Ville de Montréal.

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité doit faire adopter le règlement d'emprunt nécessaire afin d'être en mesure de réaliser les travaux afférents au Programme de réfection des structures routières – 46000.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403 - 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale)
CM18 0704 - 29 mai 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 42 000 000 $ pour le financement de travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières

CM18 0157 - 13 février 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 du conseil municipal

CM17 0491 - 24 avril 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 600 000 $ pour le financement des travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières

CM16 1298 - 28 novembre 2016 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal

CM16 0140 - 26 janvier 2016 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 23 330 000 $ pour le financement de travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 34,0 M$ afin de financer les travaux du Programme de réfection des structures routières - 46000, pour les années 2020 et 2021.
Ce règlement d'emprunt permettra de réaliser les travaux de réfection des structures routières ou de remplacer des ouvrages d'art dans l'ensemble du réseau de la Ville pour assurer la sécurité des usagers (ponts, tunnels, passages inférieurs, passages supérieurs, etc.). Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de l'urbanisme et de la mobilité d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux du Programme de réfection des structures routières - 46000.
Ces travaux permettront d'assurer un niveau de sécurité adéquat aux usagers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt qui couvre les années 2020 et 2021, servira au financement du Programme de réfection des structures routières - 46000 prévu au programme triennal d'immobilisations 2019-2021.
Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La répartition budgétaire pour la période triennale se présente comme suit (en milliers de $) :

Projet	2019	2020	2021	Total
46000	17 000	17 000	17 000	**51 000**

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non-disponibilité du règlement d'emprunt pourrait retarder la réalisation des travaux du programme concerné.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion au conseil municipal : 28 janvier 2019
Adoption au conseil municipal : 25 février 2019

Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Prise d'effet à compter de la date de la publication du règlement

Octroi des contrats : à partir de Mars 2019

Début d'exécution des travaux : Mars-Novembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières (Marie-Claude PIERRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dominic VACHON, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-12-06

Aminata SEYDI
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-6205
Télécop. :

Jean CARRIER
Chef de division

Tél : 514 872-0407
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2018-12-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-18

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1183690009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 34 000 000 $ pour le financement de travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1183690009 - Réfection structures routières-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-07

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 34 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX DE RÉFECTION, DE REMPLACEMENT ET DE RÉAMÉNAGEMENT DE STRUCTURES ROUTIÈRES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 34 000 000 $ est autorisé pour le financement de travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1183690009

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières

Dossier # : 1183690009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 34 000 000 $ pour le financement de travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 46000 - 1183690009.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Claude PIERRE
Agente comptable analyste
Tél : 514-868-3837

Maria Bardina
Conseillère budgétaire
Tél: 514- 872-2563

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-12

Mathieu PERRIER
Chef de division
Tél : 514 868-3410

Division : Conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.07

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1181103006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 050 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux de réalisation du projet de réaménagement de la rue de Bleury, entre l'avenue du Président Kennedy et le boulevard René Lévesque dans le cadre du projet du Quartier des spectacles.

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 12 050 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception ainsi que les travaux de réalisation du projet de réaménagement de la rue Bleury, entre l'avenue du Président-Kennedy et le boulevard René-Lévesque dans le cadre du projet du Quartier des spectacles.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-31 14:46

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1181103006**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 050 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux de réalisation du projet de réaménagement de la rue de Bleury, entre l'avenue du Président Kennedy et le boulevard René Lévesque dans le cadre du projet du Quartier des spectacles.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet du pôle de la Place des arts du Quartier des spectacles porte essentiellement sur l'aménagement de divers lieux publics, le réaménagement de rues et la reconstruction d'infrastructures souterraines aux abords de la Place des Arts. Celui-ci vise à soutenir la vocation culturelle propre au secteur, à faire de ce dernier une destination de classe internationale et à transformer le quartier en un milieu convivial et attrayant.
Les phases antérieures complétées jusqu'à présent incluent notamment l'aménagement de la Place des festivals, de la Promenade des artistes et du Parterre ainsi que le réaménagement des rues Jeanne-Mance, Sainte-Catherine et Saint-Urbain.

Les travaux de réaménagement des rues Clark et de Montigny ainsi que d'aménagement de l'îlot Clark sont présentement en cours.

Le financement visé par le présent dossier porte sur les services professionnels relatifs à la conception ainsi que les travaux de réalisation du projet de réaménagement de la rue Bleury, entre l'avenue du Président-Kennedy et le boulevard René-Lévesque.

Notons que celui-ci n'était pas inclus au projet initial du pôle de la Place des arts. Le succès du projet du Quartier des spectacles, la nécessité de procéder à la réfection des infrastructures souterraines ainsi que le développement immobilier de terrains situés directement en bordure du tronçon de rue visé (l'Édifice Wilder, l'Îlot Balmoral, etc.) participent à étendre la portée initiale du projet.

Calendrier de réalisation

Activité	Début de la période	Fin de la période
Appel d'offres visant l'obtention de services professionnels	21 janvier 2019	18 février 2019
Octroi du contrat de services professionnels	13 mai 2019	N.A.
Conception et production des plans et devis	27 mai 2019	21 décembre 2019

Appels d'offres quant à la réalisation des travaux	15 janvier 2020	15 février 2020
Octroi du contrat de réalisation des travaux (phase 1)	26 mars 2020	N.A.
Réalisation des travaux de réaménagement de la rue Bleury (phase 1)	1er avril 2020	31 juin 2021

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 adopté par le conseil municipal, l'Administration prévoit des investissements pour le réaménagement de la rue Bleury, entre l'avenue du Président-Kennedy et le boulevard René-Lévesque. En conséquence, le Service de la culture a besoin du règlement d'emprunt visé par le présent dossier afin de pouvoir financer le projet suivant :

· 35016 ''Réaménagement de la rue de Bleury - Quartier des spectacles''.

Depuis 2008, quatre règlements d'emprunt ont été adoptés pour financer le projet du pôle de la Place des arts du Quartier des spectacles. Notons que celui-ci bénéficie d'un budget global de 214 000 000 $. Le budget requis pour la planification et la réalisation du projet en lien avec le présent dossier est en sus du budget mentionné ci-dessus.

Notons que l'adoption d'un second règlement d'emprunt, d'une valeur de 5 500 000 $, est également prévue. Celui-ci vise à permettre le financement du projet de réaménagement de la rue Clark et fait l'objet du dossier numéro 1181103005.

Mentionnons finalement que le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) agit à titre d'exécutant pour la réalisation du projet de réaménagement de la rue Clark alors que le Service de la culture est requérant pour ce projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403 - 28 novembre 2018 - Adopter le programme triennal d'immobilisations 2019-2021 par le conseil municipal.
CM17 0194 - 20 février 2017 - Adopter un règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par un règlement adopté par le conseil d'agglomération ».

CG16 0061 - 28 janvier 2016 - Adopter un règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 67 159 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public afin de poursuivre la réalisation du Quartier des spectacles ».

CG09 0049 - 2 avril 2009 - Adopter un règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 25 500 000 $ pour le financement des travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public afin de poursuivre la création du Quartier des spectacles ».

CG08 0038 - 31 janvier 2008 - Adopter un règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 108 000 000 $ pour le financement des travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public afin de poursuivre la création du Quartier des Spectacles ».

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet l'adoption d'un règlement d'emprunt de 12 050 000 $ afin de permettre le financement des services professionnels relatifs à la conception ainsi que des travaux de réalisation du projet de réaménagement de la rue Bleury, entre l'avenue Président-Kennedy et le boulevard René-Lévesque dans le cadre du projet du Quartier des spectacles.
Celui-ci comprend notamment la réfection des infrastructures souterraines ainsi que le réaménagement des surfaces. Cet emprunt couvre également les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

Notons que le projet de réaménagement de la rue Bleury se divise en trois phases distinctes lesquelles couvrent :

· le tronçon de la rue Bleury situé entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Saint-Catherine (phase 1);

· le tronçon de la rue Bleury situé entre l'avenue du Président-Kennedy et le boulevard de Maisonneuve (phase 2);

· le tronçon de la rue Bleury situé entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René-Lévesque (phase 3).

Le budget total du projet est estimé à 12 050 000 $ (estimé de classe D, soit +/- 30%);

Celui-ci se décline comme suit parmi les différentes phases du projet :

· Phase 1, entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Saint-Catherine, 4 640 000 $;

· Phase 2, entre l'avenue du Président-Kennedy et le boulevard de Maisonneuve (phase 2) 3 266 000 $;

· Le tronçon situé entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René-Lévesque (phase 3) 4 144 000 $.

Soulignons que le règlement d'emprunt proposé devra être approuvé par le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de la culture d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses inhérentes aux services professionnels relatifs à la conception, aux travaux de réfection des infrastructures souterraines ainsi qu'au réaménagement de surface requis dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Bleury entre l'avenue du Président-Kennedy et le boulevard René-Lévesque dans le cadre du projet du Quartier des spectacles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet 35016 - Réaménagement de la rue de Bleury - Quartier des spectacles prévu à la programmation du PTI 2019-2021 du Service de la culture.
La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En conformité avec le Plan d'action de l'administration municipale (PAAM) inclus dans le Plan Montréal durable 2016-2020, le règlement d'emprunt faisant l'objet du présent dossier permettra le financement de services professionnels et des travaux visant notamment :

· la réalisation d'aménagements piétons et cyclables favorisant les transports actifs (action 1 du PAAM);
· la plantation de nombreux arbres et végétaux (action 4 du PAAM);
· la gestion responsable des eaux de ruissellement par le biais des aménagements de surface (action 7 du PAAM);
· la réhabilitation des sols excavés lors des travaux (action 8 du PAAM);
· l'intégration de diverses mesures favorisant l'accessibilité universelle au sein du domaine public (action 11 du PAAM).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le règlement d'emprunt proposé servira entre autres à financer des dépenses liées à des mandats dont l'octroi est prévu à partir du printemps 2019. En ce sens, dans l'éventualité où ce règlement ne serait pas adopté, une révision du calendrier du projet serait requise. Cela est d'autant plus vrai que l'approbation du Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire doit être obtenue à la suite de l'adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion au conseil municipal : 28 janvier 2019
Adoption par le conseil municipal : 25 février 2019

Approbation par le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Prise d'effet : à la date de publication du règlement

Octroi du contrat de services professionnels: mai 2019

Octroi du contrat de travaux de réalisation (phase 1): mars 2020

Réalisation des activités financées par le règlement d'emprunt proposé : juin 2019 à décembre 2022.

Les travaux liés aux phases 2 et 3 du projet seront réalisées en 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre SAINTE-MARIE, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane RICCI
Adjoint à la directrice, coordonnateur du Quartier des spectacles

Tél : 514 868-5929
Télécop. : 514 872-5588

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice

Tél : 514-872-4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2018-12-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1181103006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 050 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux de réalisation du projet de réaménagement de la rue de Bleury, entre l'avenue du Président Kennedy et le boulevard René Lévesque dans le cadre du projet du Quartier des spectacles.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1181103006 - Travaux rue Bleury-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-12

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 12 050 000 $ AFIN DE FINANCER LES SERVICES PROFESSIONNELS RELATIFS À LA CONCEPTION DES PLANS ET DEVIS AINSI QUE LES TRAVAUX DU PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DE BLEURY

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 12 050 000 $ est autorisé afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de réaménagement de surface dans le cadre du projet de réaménagement de la rue De Bleury, entre l'avenue du Président-Kennedy et le boulevard René-Lévesque.

2. Cet emprunt comprend les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1181103006

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1181103006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 050 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux de réalisation du projet de réaménagement de la rue de Bleury, entre l'avenue du Président Kennedy et le boulevard René Lévesque dans le cadre du projet du Quartier des spectacles.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement de crédit GDD 1181103006.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste

Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-18

Daniel D DESJARDINS
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances - Division du conseil et du soutien financier -

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.08

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1181103005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 500 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux de réalisation du projet de réaménagement de la rue Clark, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René Lévesque dans le cadre du projet du Quartier des spectacles.

Il est recommandé :

- d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 5 500 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception ainsi que les travaux de réalisation du projet de réaménagement de la rue Clark, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René-Lévesque dans le cadre du projet du Quartier des spectacles.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-31 14:49

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1181103005**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 500 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux de réalisation du projet de réaménagement de la rue Clark, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René Lévesque dans le cadre du projet du Quartier des spectacles.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet du pôle de la Place des arts du Quartier des spectacles porte essentiellement sur l'aménagement de divers lieux publics, le réaménagement de rues et la reconstruction d'infrastructures souterraines aux abords de la Place des Arts. Celui-ci vise à soutenir la vocation culturelle propre au secteur, à faire de ce dernier une destination de classe internationale et à transformer le quartier en un milieu convivial et attrayant.
Les phases antérieures complétés jusqu'à présent incluent notamment l'aménagement de la Place des festivals, de la Promenade des artistes et du Parterre ainsi que le réaménagement des rues Jeanne-Mance, Sainte-Catherine et Saint-Urbain.

Les travaux de réaménagement des rues Clark (entre les rues de Montigny et Sainte-Catherine) et de Montigny ainsi que d'aménagement de l'îlot Clark sont présentement en cours.

Le financement visé par le présent dossier porte sur les services professionnels relatifs à la conception ainsi que les travaux de réalisation du projet de réaménagement de la rue Clark, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René-Lévesque.

Notons que celui-ci n'était pas inclus au projet initial du pôle de la Place des arts. Le succès du projet du Quartier des spectacles, la nécessité de procéder à la réfection des infrastructures souterraines ainsi que le développement immobilier de terrains situés directement en bordure du tronçon de rue visé (le Carré St-Laurent) participent à étendre la portée initiale du projet.

Calendrier de réalisation

Activité	Début de la période	Fin de la période
Appel d'offres visant l'obtention de services professionnels	21 janvier 2019	18 février 2019
Octroi du contrat de services professionnels	13 mai 2019	N.A.
Conception et production des plans et devis	27 mai 2019	21 décembre 2019

Appels d'offres quant à la réalisation des travaux	15 janvier 2020	15 février 2020
Octroi du contrat de réalisation des travaux	26 mars 2020	N.A.
Réalisation des travaux de réaménagement de la rue Clark	1er avril 2020	31 juin 2021

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 adopté par le conseil municipal, l'Administration prévoit des investissements pour le réaménagement de la rue Clark, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René-Lévesque. En conséquence, le Service de la culture a besoin du règlement d'emprunt visé par le présent dossier afin de pouvoir financer le projet suivant :

· 35017 '' Quartier des spectacles - Réaménagement de la rue Clark entre les rues Sainte-Catherine et René-Lévesque''.

Depuis 2008, quatre règlements d'emprunt ont été adoptés pour financer le projet du pôle de la Place des arts du Quartier des spectacles. Notons que celui-ci bénéficie d'un budget global de 214 000 000 $. Le budget requis pour la planification et la réalisation du projet en lien avec le présent dossier est en sus du budget mentionné ci-dessus.

Notons que l'adoption d'un second règlement d'emprunt, d'une valeur de 12 050 000 $, est également prévue. Celui-ci vise à permettre le financement du projet de réaménagement de la rue Bleury et fait l'objet du dossier numéro 1181103006.

Mentionnons finalement que le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) agit à titre d'exécutant pour la réalisation du projet de réaménagement de la rue Clark alors que le Service de la culture est requérant pour ce projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403 - 28 novembre 2018 - Adopter le programme triennal d'immobilisations 2019-2021 par le conseil municipal.
CM17 0194 - 20 février 2017 - Adopter un règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par un règlement adopté par le conseil d'agglomération ».

CG16 0061 - 28 janvier 2016 - Adopter un règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 67 159 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public afin de poursuivre la réalisation du Quartier des spectacles ».

CG09 0049 - 2 avril 2009 - Adopter un règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 25 500 000 $ pour le financement des travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public afin de poursuivre la création du Quartier des spectacles ».

CG08 0038 - 31 janvier 2008 - Adopter un règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 108 000 000 $ pour le financement des travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public afin de poursuivre la création du Quartier des Spectacles ».

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet l'adoption d'un règlement d'emprunt de 5 500 000 $ afin de permettre le financement des services professionnels relatifs à la conception ainsi que des travaux de réalisation du projet de réaménagement de la rue Clark, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René-Lévesque dans le cadre du projet du Quartier des spectacles.
Celui-ci comprend notamment la réfection des infrastructures souterraines ainsi que le réaménagement des surfaces. Cet emprunt couvre également les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

Soulignons que le règlement d'emprunt proposé devra être approuvé par le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de la culture d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses inhérentes aux services professionnels relatifs à la conception, aux travaux de réfection des infrastructures souterraines ainsi qu'au réaménagement de surface requis dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Clark entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René-Lévesque dans le cadre du projet du Quartier des spectacles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet 35017 - Quartier des spectacles - Réaménagement de la rue de Clark entre les rues Sainte-Catherine et René-Lévesque'' prévu à la programmation du PTI 2019-2021 du Service de la culture.
La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En conformité avec le Plan d'action de l'administration municipale (PAAM) inclus dans le Plan Montréal durable 2016-2020, le règlement d'emprunt faisant l'objet du présent dossier permettra le financement de services professionnels et des travaux visant notamment :

· la réalisation d'aménagements piétons et cyclables favorisant les transports actifs (action 1 du PAAM);
· la plantation de nombreux arbres et végétaux (action 4 du PAAM);
· la gestion responsable des eaux de ruissellement par le biais des aménagements de surface (action 7 du PAAM);
· la réhabilitation des sols excavés lors des travaux (action 8 du PAAM);
· l'intégration de diverses mesures favorisant l'accessibilité universelle au sein du domaine public (action 11 du PAAM).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le règlement d'emprunt proposé servira entre autres à financer des dépenses liées à des mandats dont l'octroi est prévu à partir du printemps 2019. En ce sens, dans l'éventualité où ce règlement ne serait pas adopté, une révision du calendrier du projet serait requise. Cela est d'autant plus vrai que l'approbation du Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire doit être obtenue à la suite de l'adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion au conseil municipal : 28 janvier 2019
Adoption par le conseil municipal : 25 février 2019

Approbation par le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Prise d'effet : à la date de publication du règlement

Octroi du contrat de services professionnels: mai 2019

Octroi du contrat de travaux de réalisation: mars 2020

Réalisation des activités financées par le règlement d'emprunt proposé : juin 2019 à décembre mai 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre SAINTE-MARIE, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-12-11
Stéphane RICCI Adjoint à la directrice, coordonnateur du Quartier des spectacles	Suzanne LAVERDIÈRE Directrice
Tél : 514 868-5929	**Tél :** 514-872-4600

Télécop. : 514 872-5588 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2018-12-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1181103005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 500 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux de réalisation du projet de réaménagement de la rue Clark, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René Lévesque dans le cadre du projet du Quartier des spectacles.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1181103005 - Travaux rue Clark-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-12

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 5 500 000 $ AFIN DE FINANCER LES SERVICES PROFESSIONNELS RELATIFS À LA CONCEPTION DES PLANS ET DEVIS AINSI QUE LES TRAVAUX DU PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE CLARK

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 5 500 000 $ est autorisé afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de réaménagement de surface dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Clark, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René-Lévesque.

2. Cet emprunt comprend les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1181103005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1181103005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 500 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux de réalisation du projet de réaménagement de la rue Clark, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René Lévesque dans le cadre du projet du Quartier des spectacles.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement de crédit GDD 1181103005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste

Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-18

Daniel D DESJARDINS
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances - Division du conseil et du soutien financier - Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.09

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1187235006

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 36 700 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux

Il est recommandé :
1. D'adopter le « Règlement autorisant un emprunt de 36 700 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux ».

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-18 15:28

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187235006**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 36 700 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal possède un réseau de 40 patinoires intérieures réparties dans 34 arénas ou complexes sportifs. En vertu du protocole de Montréal, de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et de la Loi du Québec sur la qualité de l'air et de l'environnement, la Ville doit remplacer l'ensemble des systèmes de réfrigération utilisant le fréon (HCFC-22) d'ici 2020.
Afin d'assurer le maintien de l'offre de service en sports de glace, le comité exécutif a adopté, le 7 juillet 2010, le Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux qui s'adresse essentiellement aux arrondissements. Le 25 janvier 2012, le comité exécutif a approuvé des modifications au Programme en raison des besoins plus importants que prévu en travaux de mise aux normes.

Le calendrier de réalisation prévisionnel du Programme prévoit intervenir en moyenne, à chaque année d'ici 2020, dans quatre arénas en conception et quatre arénas en chantier afin de respecter les engagements de la Ville. La priorité a d'abord été accordée dans l'ordre aux arénas ayant des systèmes de réfrigération fonctionnant au fréon (HCFC-22) et aux plus vétustes. Le calendrier a également été révisé avec les arrondissements en vue de répartir les interventions dans le temps et sur le territoire montréalais minimisant ainsi l'impact sur l'offre de service aux citoyens.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403	28 novembre 2018	Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale)
CM17 0618	16 mai 2017	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 36 000 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux

CE12 0095	25 janvier 2012	Approuver les modifications au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux, notamment la description des travaux admissibles conformément aux informations contenues au dossier décisionnel
CM11 0655	22 août 2011	Offrir aux arrondissements concernés, les services de la Direction des stratégies immobilières, pour faire la gestion globale des projets de mise aux normes arénas du programme et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal
CE10 1137	7 juillet 2010	Adopter, tel que soumis, le Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un projet de règlement d'emprunt de 36 700 000 $ pour le financement corporatif du Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux. Ce Programme est sous la responsabilité du de la Direction des sports du Service des grands parcs, du mont Royal et des sports (SGPMRS).
Le Programme prévoit un soutien financier aux arrondissements avec une aide financière correspondant à 80% du coût des travaux admissibles, soit :

- le remplacement ou la mise aux normes du système de réfrigération;
- des travaux de mise aux normes requis pour respecter la réglementation, pour assurer la sécurité des usagers et des employés et pour éviter la fermeture de l'aréna (impliquant l'arrêt des opérations) à court et moyen terme;
- la mise en place de mesures d'économie d'énergie, les travaux requis pour la certification LEED argent, l'accessibilité universelle de base et le déficit d’entretien.

JUSTIFICATION

Divers travaux de mise aux normes sont requis considérant l'âge et l'état des arénas municipaux. La réalisation de ces travaux simultanément avec ceux des systèmes de réfrigération permettront d'éviter une nouvelle fermeture des arénas concernés.
La mise en vigueur du règlement d’emprunt permettra au SGPMRS d’obtenir les crédits nécessaires pour réaliser les travaux de mise aux normes prévus dans le cadre du Programme, notamment ceux de l'aréna Dollard-St-Laurent (LaSalle) incluant le remplacement d'une dalle de béton, de l'aréna Garon (Montréal-Nord) ainsi que les travaux supplémentaires pour les arénas dont la capacité d'accueil est plus importante, soit l'Auditorium de Verdun (3 000 sièges) et l'aréna Saint-Michel (1 500 sièges).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin de poursuivre la mise en œuvre du Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux et de dépenser les budgets en immobilisations qui lui sont consacrés au PTI 2019-2021, l'adoption d'un règlement d'emprunt de 36 700 000 $ est requise.
Ce règlement d'emprunt sera à la charge des citoyens de la Ville centrale, et la période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.

La somme inscrite ci-dessous correspond au PTI adopté pour les années 2019-2021.

Budget autorisé	2019	2020	2021
38360 Programme des arénas	14 000 000 $	14 000 000 $	8 720 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux vise d'abord le remplacement des systèmes de réfrigération utilisant le fréon (HCFC-22), substance appauvrissant la couche d'ozone par l'émission de gaz à effet de serre (GES), par un système fonctionnant à l'ammoniac n'émettant aucun GES.
Par ailleurs, les projets réalisés dans le cadre de ce Programme visent la certification LEED argent, conformément à la politique de développement durable pour les édifices municipaux de la Ville de Montréal.

Les projets incluent également la mise en place de mesures d'efficacité énergétique, telle que la récupération de chaleur pour le chauffage et l'eau chaude domestique, lorsque possible, des systèmes d'éclairage moins énergivores et l'ajout d'une toile réfléchissante.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le financement qui permettra la mise en œuvre du Programme selon le calendrier prévu est essentiel pour éviter une rupture de l'offre de service d'ici 2020, en raison de l'interdiction d'utilisation du fréon (HCFC-22) et de la vétusté de plusieurs arénas. La fermeture non planifiée et simultanée de plusieurs arénas aurait également un impact majeur sur l'offre de service aux citoyens puisque les arénas fonctionnent en réseau et que leur utilisation est déjà saturée en période de pointe.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion par le conseil municipal : 28 janvier 2019

- Adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal : 25 février 2019
- Approbation du règlement d'emprunt par le gouvernement du Québec : mars - avril 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roberto RODRIGUEZ GONZALEZ
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-2656
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-13

Christine LAGADEC
C/d orientations, événements, équipements, pratique sportive

Tél : 514-872-4720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur de sports
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2018-12-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2018-12-18

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1187235006

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 36 700 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1187235006 - Mise aux normes des arénas-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-14

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 36 700 000 $ POUR FINANCER LES TRAVAUX PRÉVUS AU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA MISE AUX NORMES DES ARÉNAS MUNICIPAUX

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu la résolution CM11 0655 du conseil municipal adoptée à la séance du 22 août 2011 en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 36 700 000 $ est autorisé pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1187235006

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187235006

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 36 700 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1187235006.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste
Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-17

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances - Conseil et soutien
financier - Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.10

2019/01/28 13:00

(1)

Dossier # : 1183690010

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 75 000 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement de rues sur le réseau local de la Ville de Montréal

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 75 000 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement de rues sur le réseau local de la Ville de Montréal.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-26 11:20

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183690010**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 75 000 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement de rues sur le réseau local de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Le programme d'aménagement des rues locales vise à accroître les investissements dans le réseau routier local et ainsi optimiser le partage des efforts entre la ville centre qui est responsable du Réseau artériel administratif de la ville (RAAV) et les arrondissements, responsables du réseau routier local.
Mis en oeuvre, en complément des efforts des arrondissements, afin de réaménager des rues identifiées pour une reconstruction, ce programme vise l'ensemble du réseau routier local de compétence d'arrondissement et prévoit l'aménagement complet des rues locales afin de maintenir les actifs de voirie en bon état, d'améliorer la sécurité, la fonctionnalité et la convivialité des rues et de favoriser les transports actifs (piétons et vélos).

Les actifs remis à niveau à partir de ce programme peuvent comprendre, en addition de l'aménagement urbain, la chaussée, les trottoirs, l'éclairage et les feux de circulation.

Les investissements alloués à l'aménagement du réseau routier local témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer la qualité du milieu de vie des citoyens et contribueront à :

- Maintenir les infrastructures routières en bonne condition;

- Améliorer la sécurité routière par la mise en oeuvre de l'approche « Vision Zéro »;

- Augmenter le verdissement pour améliorer la qualité de l'air, réduire les ilôts de chaleur et optimiser la gestion des eaux de ruissellement;

- Améliorer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (AU) au réseau routier;

- Favoriser les modes de transports actifs (piétons et vélos);

- Augmenter l'attrait de la Ville et le plaisir d'y vivre.

Ce programme peut également être mis en contribution pour financer les travaux de voirie et d'aménagement de surface dans le cadre de projets visant le remplacement des infrastructures souterraines dans les rues locales et réalisés par la Direction des infrastructures.

La gestion des fonds et du programme est sous la responsabilité de la Division de la gestion d'actifs de la Direction de la mobilité, alors que la sélection des projets, la conception, les appels d'offres, les octrois de contrats et la surveillance sont sous la responsabilité des arrondissements.

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 adopté par le conseil municipal le 28 novembre 2018, des investissements à hauteur de 125 M$ sont prévus pour la réalisation des travaux d'aménagement des rues sur le réseau local de la Ville de Montréal.

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité doit faire adopter le règlement d'emprunt nécessaire afin d'être en mesure de réaliser les travaux afférents au Programme d'aménagement des rues - Local - 55863.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403 - 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 75,0 M$ afin de financer les travaux du Programme d'aménagement des rues - Local - 55863, pour les années 2019 et 2020.
Ce règlement d'emprunt permettra de réaliser l'aménagement complet des rues locales afin de maintenir les actifs de voirie en bon état, d'améliorer la sécurité, la fonctionnalité et la convivialité des rues et de favoriser les transports actifs (piétons et vélos).

Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de l'urbanisme et de la mobilité d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux du Programme d'aménagement des rues - Local - 55863.
Ces travaux permettront d'améliorer la qualité du milieu de vie des citoyens.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt qui couvre les années 2019 et 2020, servira au financement du Programme d'aménagement des rues - Local - 55863 prévu au programme triennal d'immobilisations 2019-2021.
Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La répartition budgétaire pour la période triennale se présente comme suit (en milliers de $) :

Projet	2019	2020	2021	Total
55863	25 000	50 000	50 000	**125 000**

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la

Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non-disponibilité du règlement d'emprunt pourrait retarder la réalisation des travaux du programme concerné.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion au conseil municipal : 28 janvier 2019
Adoption au conseil municipal : 25 février 2019

Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Prise d'effet à compter de la date de la publication du règlement

Octroi des contrats : à partir de Mars 2019

Début d'exécution des travaux : Mars-Novembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Linda LAGUERRE NICOLAS)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aminata SEYDI
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 872-6205
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-13

Jean CARRIER
Chef de division

Tél : 514 872-0407
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2018-12-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1183690010

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 75 000 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement de rues sur le réseau local de la Ville de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1183690010 - Aménagement rues réseau local-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-20

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 75 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE RUES SUR LE RÉSEAU LOCAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 75 000 000 $ est autorisé pour le financement de travaux d'aménagement de rues sur le réseau local de la Ville de Montréal.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1183690010

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1183690010

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de la gestion des actifs de voirie
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 75 000 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement de rues sur le réseau local de la Ville de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 55863 GDD 1183690010.xlsDélégation de M. Perrier 19 dec 2018.eml

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie Linda LAGUERRE NICOLAS
Agent comptable Analyste

Tél : (514) 868-8787

Co- Auteur
Maria Bardina

Conseiller(ere) budgetaire

(514) 872-2563

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Pascal-Bernard DUCHARME

Chef de section
Tél :
(514) 872-2059

Division : Conseil et soutien financiers

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.11

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1185019001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division respect de la personne
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	DÉCLARER, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de 2 ans, quant à l'adoption des règles relatives au respect de la personne et à l'application de celles-ci en ce qui concerne les mécanismes d'aide et le processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes prévus à la Politique. ADOPTER le Règlement sur la Politique de respect de la personne. ADOPTER le Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement (18-010) et APPROUVER les modifications aux Conditions de travail des membres du personnel de cabinet, afin de rendre applicable aux élus et aux membres du personnel de cabinet le Règlement sur la Politique de respect de la personne

Il est recommandé au comité exécutif:
- d'approuver, conditionnellement à l'approbation des points ci-après parle conseil municipal, les modifications aux Conditions de travail des membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal

Il est recommandé au conseil de la ville:

- de déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), le conseil de la ville compétent, pour une période de 2 ans, quant à l'adoption des règles relatives au respect de la personne et à l'application de celles-ci en ce qui concerne les mécanismes d'aide et le processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes prévus à la Politique de respect de la personne.

- d'adopter le Règlement sur la Politique de respect de la personne

- d'adopter le Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement (18-010)

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2018-12-21 10:44

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185019001**
Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division respect de la personne
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	DÉCLARER, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de 2 ans, quant à l'adoption des règles relatives au respect de la personne et à l'application de celles-ci en ce qui concerne les mécanismes d'aide et le processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes prévus à la Politique. ADOPTER le Règlement sur la Politique de respect de la personne. ADOPTER le Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement (18-010) et APPROUVER les modifications aux Conditions de travail des membres du personnel de cabinet, afin de rendre applicable aux élus et aux membres du personnel de cabinet le Règlement sur la Politique de respect de la personne

CONTENU

CONTEXTE

Le 2 août 2012, le comité exécutif adoptait la Politique de respect de la personne (CE12 1208). La Politique précisait qu'elle devait être révisée après cinq ans.
Le 22 janvier 2018, le conseil de la ville, dans le cadre de l'étude de la motion de l'opposition officielle demandant un amendement au *Code d 'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement* pour traiter des inconduites sexuelles, mandatait la Commission de la présidence « *afin d'étudier de nouvelles avenues pour mettre en place des méthodes de dénonciation des inconduites sexuelles, des mesures de protection pour les victimes ainsi que des mesures de formation des élu.e.s* » (CM18 0111).

Le 2 mai 2018, Mme Tania Roussel, chef de la division Respect de la personne, au service des Ressources humaines, et Me Alain Bond, contrôleur général, rencontraient les membres de la Commission de la présidence afin de leur proposer que la révision de la Politique de respect de la personne soit faite dans une approche globale, de telle sorte que la Politique s'applique à l'ensemble de la communauté municipale: les élus, les employés et fonctionnaires, les membres du personnel de cabinet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE12 1208: Adopter la nouvelle Politique de respect de la personne.
CM18 0111: Motion de l'opposition officielle demandant un amendement au Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de Ville et des conseils d'arrondissement pour traiter des inconduites sexuelles.

DESCRIPTION

Dans le cadre de l'approche globale proposée aux membres de la Commission de la présidence, l'équipe corporative du respect de la personne et le contrôleur général ont révisé la Politique de respect de la personne qui avait été adoptée en 2012 par le comité exécutif.
Les modifications proposées

Essentiellement, les modifications proposées sont au nombre de trois.

La première modification vise la portée de la Politique: elle s'appliquera à l'ensemble de la communauté municipale qui se définit comme suit: « *les membres du conseil de la ville et de tout conseil d'arrondissement, les membres des instances consultatives, les membres du personnel de cabinet nommés selon l'article 114.4 de la Loi sur les cités et villes de même que les employés* ».

En effet, notre contexte de travail fait en sorte que tous les membres de la communauté municipale sont appelés à œuvrer en interaction et dans les mêmes lieux. Adopter une politique différente pour les différents groupes visés pourrait créer des zones grises: comment traiter alors une plainte d'un élu à l'égard d'un employé, ou l'inverse?

D'ailleurs, le *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement* a été modifié afin d'intégrer, à la règle déontologique portant sur le respect, les employés et les membres du personnel de cabinet (article 29) illustrant bien l'interaction entre tous les membres de la communauté municipale.

En intégrant les élus à la Politique de respect de la personne, nous atteignons deux objectifs: (1) cela répond au mandat de la Commission de la présidence et (2) nous élargissons ce mandat afin de traiter entièrement la notion de respect. La Politique ne se limite pas aux situations d'inconduite sexuelle; elle traite également de la notion d'incivilité et se préoccupe du climat de travail; cela rejoint la règle déontologique prévue à l'article 30 du *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement* , au chapitre 5 du *Code de conduite des employés de la Ville de Montréal* et à l'article 12.3.4 des *Conditions de travail des membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal* .

Cette première modification requiert que le *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement* soit modifié afin d'y prévoir spécifiquement que la Politique de respect de la personne s'applique. Le Règlement modifiant le *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement* (18-010) est en conséquence soumis au conseil.

Le règlement en cours de révision actuellement concernant les instances consultatives indiquera que les membres de ces instances seront assujettis à la Politique de respect de la personne.

Elle requiert également que les *Conditions de travail des membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal* soient modifiées par le comité exécutif afin de prévoir l'application de la Politique de respect de la personne.

La deuxième modification confie à l'équipe corporative de respect de la personne le mandat de l'application de la Politique, des mécanismes d'aide et du processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes. La politique actuelle prévoit que l'application est faite dans les unités, i.e. les services corporatifs et les arrondissements.

Le service des Ressources humaines a constituée une équipe composée de médiateurs et d'enquêteurs spécialisés en la matière. Malgré le texte de la politique actuelle, la pratique est à l'effet que la majorité des plaintes portées dans le cadre de l'application de la politique est traitée par l'équipe corporative.

De surcroît, le traitement par l'équipe corporative permet une application uniforme, quelle que soit l'unité concernée; il permet également une distance nécessaire à une application objective, ce que peut compromettre, ne serait-ce qu'en apparence, une application par des personnes travaillant dans un même milieu.

Cette deuxième modification requiert que le conseil de la ville se déclare compétent, en vertu de l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* , pour une période de 2 ans, quant à l'adoption des règles relatives au respect de la personne et à l'application de celles-ci en ce qui concerne les mécanismes d'aide et le processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes prévus à la Politique de respect de la personne.

Toutefois, toute mesure corrective dont pourrait faire l'objet la personne mis en cause dans un processus de plainte sera décidée par l'autorité décisionnelle dans l'unité concernée (service corporatif ou arrondissement).

La troisième modification précise que le contrôleur général travaille en collaboration avec la Division du respect de la personne lors de la tenue d'un enquête, à la demande de cette dernière.

La Politique de respect de la personne constitue une application de l'obligation de respect prévu au *Code de conduite des employés de la Ville de Montréal* ; la Politique indique d'ailleurs dès le début prendre appui sur ce code. Le contrôleur général est mandaté afin de conseiller les unités dans l'application du code; il a également le mandat d'assurer les mesures de protection à l'égard des employés qui ont fait un signalement et qui font l'objet de représailles. La Politique prévoit que cette dernière disposition du code s'applique advenant une mesure de représailles à l'égard d'un employé.

Cette modification confirme la pratique actuelle de collaboration entre la Division du respect de la personne et le contrôleur général.

JUSTIFICATION

L'adoption de cette Politique de respect de la personne, dans une approche qui regroupe l'ensemble des intervenants de la communauté municipale, et son application par l'équipe corporative dans le cadre de la déclaration en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, permettront à la Ville de mettre en place un traitement uniforme et objectif des demandes d'intervention, les signalements et des plaintes en matière d'incivilité et de harcèlement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Karine MARTEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain Bond, Direction générale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Tania ROUSSEL
chef de division

Tél : 514-280-3707
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Marc-André PEDNEAULT
Directeur santé

Tél : 514-280-3739
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc-André PEDNEAULT
Directeur santé
Tél :
Approuvé le : 2018-12-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2018-12-19

Service des ressources humaines
Direction de la rémunération globale et SIRH

Conditions de travail des membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal

Décembre 2018

Montréal

Table des matières

1. Préambule 2
2. Application 2
3. Horaire de travail 2
4. Congés 3
   - 4.1 Jours fériés et congés chômés et rémunérés 3
   - 4.2 Congés mobiles 4
   - 4.3 Congés annuels (vacances) 4
   - 4.4 Congés spéciaux 5
   - 4.5 Congés de maladie 5
   - 4.6 Congés pour affaires judiciaires 6
   - 4.7 Congés pour affaires publiques 6
   - 4.8 Congés parentaux 6
5. Rémunération et administration des salaires 10
   - 5.1 Classification des emplois 10
   - 5.2 Structure salariale 10
   - 5.3 Détermination du salaire 10
6. Régime d'assurance collective 10
   - 6.1 Dispositions générales 10
   - 6.2 Invalidité de courte durée 11
   - 6.3 Avantages pendant une invalidité 11
   - 6.4 Retour au travail suite à une invalidité 12
7. Maladies professionnelles et accidents de travail 12
8. Régime de retraite 12
9. Frais de déplacements et de représentation 13
   - 9.1 Allocation pour l'utilisation d'automobile personnelle 13
   - 9.2 Frais de déplacements et dépenses afférentes 13
   - 9.3 Dépenses de fonction 13
   - 9.4 Frais de corporation professionnelle 13
10. Aide judiciaire 13
11. Cessation d'emploi 14
    - 11.1 Généralités 14
    - 11.2 Indemnité de départ 14
12. Règles déontologiques 15
    - 12.1 Définitions 15
    - 12.2 Valeurs et principes éthiques 16
    - 12.3 Règles déontologiques 16
    - 12.4 Mécanismes d'application et de contrôle 19

Annexe 1 – Structures salariales 2018 à 2021 22

1. Préambule

En vertu de l'article 114.6 de la Loi sur les cités et villes, les normes et barèmes selon lesquels sont recrutés, nommés et rémunérés le directeur et les autres membres du personnel d'un cabinet, de même que leurs autres conditions de travail, sont fixés par le comité exécutif.

Les présentes conditions de travail des membres du personnel de cabinet de la Ville ont été préparées par le Service des ressources humaines et sont en vigueur à compter de leur adoption par le comité exécutif de la Ville. Elles continuent de s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2021, ou jusqu'à ce que le comité exécutif approuve les modifications qui pourraient y être apportées.

L'article 12, portant sur les règles déontologiques, a été élaboré en collaboration avec le Bureau du contrôleur général.

Dans le présent document, le masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

2. Application

a) Les conditions de travail énoncées ci-après prennent effet en date de la résolution du comité exécutif.

b) Ces conditions s'appliquent aux membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal (ci-après « la Ville ») nommés en vertu de l'article 114.4 de la Loi sur les cités et villes.

c) En vertu de l'article 114.7 de la Loi sur les cités et villes, une personne qui devient membre du personnel de cabinet ne devient pas ou cesse d'être, selon le cas, un fonctionnaire ou un employé de la municipalité.

d) Les membres du personnel de cabinet sont également assujettis aux règles qui sont applicables à leurs fonctions prévues par loi ou règlement ainsi qu'aux politiques, directives et encadrements administratifs de la Ville tels que modifiés de temps à autre.

3. Horaire de travail

a) Le membre du personnel de cabinet doit accorder la disponibilité requise à la réalisation des mandats qui lui sont confiés et l'horaire de travail est fixé par le maire de Montréal, le maire d'arrondissement ou le conseiller désigné (ci-après collectivement « l'élu » ou « l'employeur »).

b) Aux fins de divers calculs, la semaine régulière de travail est réputée être de trente-sept heures et demie (37,5) par semaine, sept heures et demie (7,5) par jour, cinq (5) jours par semaine.

c) Le temps de travail en excédent de la semaine régulière n'est pas rémunéré.

4. Congés

4.1 Jours fériés et congés chômés et rémunérés

4.1.1 Généralités

a) Les jours fériés suivants sont chômés et rémunérés :
- Jour de l'An
- Lendemain du jour de l'An
- Vendredi saint
- Lundi de Pâques
- Fête des patriotes ou de la Reine
- Fête nationale ou la Saint-Jean-Baptiste
- Jour du Canada ou la fête de la Confédération
- Fête du Travail
- Action de grâces
- Veille de Noël
- Jour de Noël
- Lendemain de Noël
- Veille du jour de l'An

Ainsi que les jours proclamés fêtes civiques ou civiles ou tout autre jour devant remplacer l'un ou l'autre des jours précités.

Le membre du personnel de cabinet a également droit à deux (2) jours de congés chômés et rémunérés entre Noël et le jour de l'An aux dates qui sont déterminées chaque année par l'Administration.

b) Si un jour férié est un samedi ou un dimanche, il est reporté à la journée ouvrable suivante. Toutefois, si la veille de Noël et la veille du jour de l'An coïncident avec un samedi ou un dimanche, ces jours de congé sont reportés au vendredi précédant Noël et le jour de l'An.

Dans le cas de substitution d'un jour férié, seul est considéré jour férié le jour servant de substitut.

c) Le membre du personnel de cabinet absent sans traitement le jour qui précède et qui suit un jour férié ne bénéficie d'aucun traitement pour le jour férié.

d) Le membre du personnel de cabinet déjà rémunéré lors d'un jour férié prévu au paragraphe 4.1.1 alinéa a) en vertu des dispositions de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ou en vertu d'un régime d'assurance, ne bénéficie d'aucun traitement complémentaire ni de remise pour ce jour.

4.1.2 Présence au travail un jour férié ou lors de l'un ou l'autre d'un congé chômé et rémunéré

Lorsqu'un membre du personnel de cabinet est requis expressément de travailler lors d'un congé prévu au paragraphe 4.1.1, il reçoit son traitement régulier et bénéficie, à son choix, du paiement ou de la remise à son crédit de jours fériés des heures travaillées durant son congé.

4.1.3 Solde à la fin de l'année de référence

Au 1er mai, l'employeur paie au membre du personnel de cabinet le solde de son crédit de jours fériés au taux de son traitement annuel au 30 avril de l'année.

4.1.4 Solde au départ

Le membre n'a droit, pour l'année durant laquelle il quitte son emploi, qu'aux heures des jours fériés accumulées et non prises entre le 1er mai courant et le moment de son départ. Ces heures sont payables au taux de son dernier traitement.

4.2 Congés mobiles

4.2.1 Modalités

Le membre du personnel de cabinet a droit, par anticipation, à des congés mobiles équivalant à trente-sept heures et demie (37,5) de travail régulier. Les congés mobiles sont acquis selon le nombre de mois complets de service accumulé entre le 1er mai et le 30 avril de la période en cours.

4.2.2 Choix

En avril de chaque année, le membre du personnel de cabinet peut décider, pour l'année de référence suivante, d'utiliser ses congés mobiles à des fins de transfert, pour l'une ou l'autre des options suivantes :

- Transfert au compte gestion-santé;
- Transfert dans un REER individuel.

4.2.3 Solde à la fin de l'année de référence

Les congés mobiles non utilisés au 30 avril ne sont ni transférables, ni monnayables.

4.2.4 Solde au départ

Au moment du départ, les congés mobiles non utilisés ne sont ni transférables, ni monnayables.

4.3 Congés annuels (vacances)

4.3.1 Généralités

a) Le membre du personnel de cabinet a droit, par anticipation, dès son embauche, à trois (3) ou quatre (4) semaines de vacances annuelles calculées au prorata selon le nombre de mois à courir entre la date d'embauche et le 30 avril suivant. Le quantum de vacances est fixé lors de l'embauche ou au 1er mai de chaque année, par le maire de Montréal, le maire d'arrondissement ou le conseiller désigné.

b) La période de référence des vacances s'étend du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année suivante.

c) Le choix des périodes de vacances est déterminé après entente entre le membre du personnel de cabinet et l'élu.

d) Le membre du personnel de cabinet peut recevoir son traitement pour la période des vacances avant son départ, à la condition qu'il en fasse la demande et que la période de vacances ait été établie au moins vingt (20) jours ouvrables préalablement à la dernière paie précédant le début des vacances.

4.3.2 Solde à la fin de l'année de référence

a) Au 30 avril, le solde du crédit de vacances que le membre du personnel de cabinet avait obtenu au 1er mai de l'année précédente peut, sur décision de l'élu, être transféré dans sa banque de report de vacances ou payé au taux de son traitement annuel.

b) La banque de report de vacances ne peut excéder trois (3) semaines. Advenant le cas où la demande de transfert du crédit de vacances ne peut être effectuée en totalité dû au maximum de trois (3) semaines, l'excédent est payé au taux de son traitement annuel.

4.3.3 Solde au départ

a) Le membre du personnel de cabinet n'a droit, pour l'année durant laquelle il quitte son emploi, qu'à un dixième (1/10) de la valeur du nombre d'heures prévues au paragraphe 4.3.1 par mois complet de service entre le 1er mai courant et le moment de son départ.

b) Ces heures sont payables au taux du dernier traitement.

c) L'employeur est autorisé à retenir, sur les derniers chèques de paie du membre du personnel de cabinet, toute somme d'argent proportionnelle au crédit d'heures de vacances versé par anticipation alors que le membre du personnel de cabinet n'y avait pas droit.

4.4 Congés spéciaux

a) Le membre du personnel de cabinet peut s'absenter une (1) journée, sans réduction de traitement, le jour de son mariage ou de son union civile, à l'occasion du décès ou des funérailles de ses père, mère, enfant, frère, sœur, conjoint ou enfant du conjoint.

b) Le membre du personnel de cabinet peut s'absenter pour des motifs personnels dont la durée, compte tenu des circonstances, est préalablement déterminée avec l'élu.

c) Les heures d'absence découlant de l'application de l'alinéa b) sont déduites du crédit d'heures en maladie du membre du personnel de cabinet prévu au paragraphe 4.5.1.

4.5 Congés de maladie

4.5.1 Généralités

a) Au 1er mai, l'employeur accorde, par anticipation, au membre du personnel de cabinet en poste, un crédit d'heures de maladie de trente-sept heures et demie (37,5). Le membre du personnel de cabinet embauché après cette date se voit accorder un prorata de ce crédit établi en fonction du nombre de mois complets de service à courir entre la date de son embauche et le 30 avril suivant.

b) Les journées de maladie prises sont rémunérées à quatre-vingt pour cent (80 %) du taux de traitement en vigueur.

4.5.2 Solde à la fin de l'année de référence

a) Au 1er mai, le solde du crédit d'heures de maladie est rémunéré au taux de son traitement au 30 avril de l'année écoulée.

b) À compter du 1er mai 2020, le solde du crédit d'heures de maladie est rémunéré à trente pour cent (30 %) du taux de son traitement au 30 avril de l'année écoulée.

4.5.3 Solde au départ

a) Le membre du personnel de cabinet n'a droit, pour l'année durant laquelle il quitte son emploi, qu'à un douzième (1/12) de la valeur du nombre d'heures de maladie prévu au paragraphe 4.5.1 par mois complet de service entre le 1er mai courant et le moment de son départ. Ces heures sont rémunérées selon les dispositions prévues au paragraphe 4.5.2.

b) L'employeur est autorisé à retenir, sur les derniers chèques de paie du membre du personnel de cabinet, toute somme d'argent proportionnelle au crédit d'heures de maladie versé par anticipation alors que le membre du personnel de cabinet n'y avait pas droit.

4.6 Congés pour affaires judiciaires

Le membre du personnel de cabinet appelé comme candidat juré ou juré, reçoit la différence entre son traitement et les frais taxés à titre de candidat juré ou juré auxquels il a droit pendant le temps qu'il est requis d'agir comme tel, exception faite des frais de déplacement, de repas et d'hébergement.

4.7 Congés pour affaires publiques

Lorsque les lois applicables en matière d'élections fédérales, provinciales, municipales et scolaires prévoient l'obligation d'accorder un congé sans traitement, l'employeur accorde un tel congé sur demande écrite au membre du personnel de cabinet qui rencontre les conditions qui y sont prévues.

4.8 Congés parentaux

4.8.1 Généralités

Chaque congé doit être pris de façon continue, sauf pour les exceptions prévues à la Loi sur les normes du travail ou après entente avec l'élu.

4.8.2 Congé de maternité

a) La membre du personnel de cabinet peut s'absenter sans traitement pour un examen lié à la grossesse, effectué par un professionnel de la santé ou par une sage-femme. La membre du personnel de cabinet avise l'élu le plus tôt possible du moment où elle devra s'absenter.

b) Sous réserve de l'alinéa h), la membre du personnel de cabinet enceinte a droit à un congé de maternité sans traitement de vingt (20) semaines. Elle doit aviser son supérieur immédiat dix (10) jours ouvrables avant la date de son départ en présentant un certificat médical de son médecin traitant ou un rapport écrit signé par une sage-femme indiquant la date probable de la naissance. L'avis peut être moindre si le certificat médical atteste du besoin de cesser le travail dans un délai moindre.

c) Cependant, elle peut partir en tout temps durant la période de six (6) semaines précédant la date probable de la naissance et bénéficier du congé de maternité sans avoir à présenter de certificat médical.

d) La répartition des semaines de congé avant et après la naissance est à la discrétion de la membre du personnel de cabinet concernée, à l'intérieur des limites suivantes :

- La membre du personnel de cabinet peut quitter son travail en tout temps à compter de la seizième (16^{e}) semaine avant la date probable de la naissance inscrite au certificat médical requis à l'alinéa b).
- Si la membre du personnel de cabinet veut reprendre son travail dans les deux (2) semaines suivant la naissance, elle doit produire un certificat médical attestant que la reprise de son emploi, à ce moment, ne met pas sa santé en danger.

- Si la naissance a lieu après la date prévue et que la membre du personnel de cabinet n'a pas pu bénéficier d'au moins deux (2) semaines de congé de maternité après la naissance, elle a droit automatiquement à une prolongation du congé de maternité équivalant à la période de retard.
- La membre du personnel de cabinet qui fait parvenir à l'élu, avant la date d'expiration de son congé de maternité, un avis accompagné d'un certificat médical attestant que son état de santé ou celui de son enfant l'exige, a droit à une prolongation du congé de maternité de la durée indiquée au certificat médical.

e) En raison d'un mauvais état de santé, la membre du personnel de cabinet enceinte est considérée en congé de maladie jusqu'à la date du début de son congé de maternité, sur présentation d'une preuve médicale satisfaisante justifiant une invalidité totale.

f) En cas d'interruption de grossesse ou en cas d'urgence découlant de l'état de grossesse entraînant un arrêt de travail, la membre du personnel de cabinet doit, aussitôt que possible, donner à son supérieur immédiat un avis accompagné d'un certificat médical attestant de l'interruption de grossesse ou de l'urgence et est alors considérée en congé de maladie.

g) La membre du personnel de cabinet enceinte exposée à des radiations, à des substances toxiques ou à des conditions de travail comportant du danger physique pour elle ou l'enfant à naître, doit être déplacée dans un autre poste, sur présentation d'une preuve médicale satisfaisante justifiant le déplacement.

h) En raison d'un mauvais état de santé, la membre du personnel de cabinet peut, immédiatement après son congé de maternité, prévu à l'alinéa b), être considérée en congé de maladie, sur présentation d'une preuve médicale satisfaisante justifiant une invalidité totale.

i) Lorsque survient une interruption de grossesse avant le début de la vingtième (20^{e}) semaine précédant la date prévue de l'accouchement, la membre du personnel de cabinet a droit à un congé de maternité spécial, sans salaire, d'une durée n'excédant pas trois (3) semaines, à moins qu'un certificat médical n'atteste du besoin de prolonger le congé. Si l'interruption de grossesse survient à compter de la vingtième (20^{e}) semaine de grossesse, la membre du personnel de cabinet a droit à un congé de maternité sans salaire d'une durée maximale de dix-huit (18) semaines continues à compter de la semaine de l'événement.

4.8.3 Congé d'adoption

a) Le membre du personnel de cabinet qui adopte légalement un enfant mineur autre qu'un enfant de son conjoint a droit à un congé d'adoption sans traitement de dix (10) semaines continues.

b) Le membre du personnel de cabinet doit aviser l'élu dix (10) jours ouvrables avant la date de son départ en présentant une déclaration écrite et les pièces justificatives attestant de la démarche d'adoption légale de l'enfant.

4.8.4 Congé de paternité

a) Le membre du personnel de cabinet dont la conjointe donne naissance à un enfant a droit à un congé sans traitement de cinq (5) semaines continues. Ce congé n'est pas transférable à la mère et ne peut pas être partagé entre le père et la mère.

b) Ce congé peut être pris à n'importe quel moment, mais il ne peut pas commencer avant la semaine de la naissance de l'enfant et doit se terminer au plus tard cinquante-deux (52) semaines après la naissance de l'enfant.

c) Le membre du personnel de cabinet doit aviser l'élu trois (3) semaines avant la date du début du congé en présentant une déclaration attestant de sa demande de congé de paternité auprès du Régime québécois d'assurance parentale et en indiquant la durée de celui-ci. Le délai peut être moindre si la naissance survient avant la date prévue de celle-ci.

4.8.5 Naissance ou adoption

a) Le membre du personnel de cabinet peut s'absenter du travail pendant cinq (5) jours, dont deux (2) sont rémunérés, à l'occasion de la naissance de son enfant, de l'adoption d'un enfant ou lorsque survient une interruption de grossesse à compter de la vingtième (20^{e}) semaine de grossesse.

b) Ce congé peut être fractionné en journées. Il ne peut être pris après l'expiration des quinze (30) jours qui suivent l'arrivée de l'enfant à la résidence de son père ou de sa mère ou, le cas échéant, l'interruption de grossesse.

c) Le membre doit aviser l'employeur de son absence le plus tôt possible

4.8.6 Congé parental

a) Un congé parental continu et sans traitement, qui ne peut excéder cinquante-deux (52) semaines, est accordé au membre du personnel de cabinet qui est le père ou la mère d'un nouveau-né et au membre du personnel de cabinet qui adopte un enfant. Le congé peut débuter au plus tôt la semaine de la naissance du nouveau-né ou, dans le cas d'une adoption, la semaine où l'enfant est pris en charge.

   Le congé parental se termine au plus tard soixante-dix (70) semaines après la naissance ou, dans le cas d'une adoption, soixante-dix (70) semaines après la prise en charge de l'enfant, sauf dans les cas prévus par la loi.

b) Le membre du personnel de cabinet doit aviser l'élu au moins trois (3) semaines avant la date du début du congé en présentant une déclaration écrite attestant de sa demande de congé parental et en indiquant la durée de celui-ci. Ce délai peut être moindre si la présence du membre du personnel de cabinet est requise auprès de l'enfant nouveau-né ou nouvellement adopté ou, le cas échéant, auprès de la mère, en raison de leur état de santé.

4.8.7 Prestations supplémentaires d'assurance parentale

Le membre du personnel de cabinet au service de l'élu avant le début de son congé de maternité, de son congé d'adoption ou de son congé de paternité qui, suite à la présentation d'une demande de prestations en vertu du Régime québécois d'assurance parentale, est déclaré admissible à de telles prestations, a droit, durant son congé, à une indemnité complémentaire fixe égale à la différence entre quatre-vingt-dix pour cent (90 %) de son traitement hebdomadaire et les prestations d'assurance parentale qu'il reçoit ou pourrait recevoir, sans toutefois excéder :

- Un maximum de vingt (20) semaines pour la membre en congé de maternité ;
- Un maximum de cinq (5) semaines pour le membre du personnel de cabinet en congé de paternité ;
- Un maximum de cinq (5) semaines pour le membre du personnel de cabinet en congé d'adoption.

4.8.8 Avantages pendant les congés parentaux

4.8.8.1 Généralités

a) Le membre du personnel de cabinet continue d'accumuler un crédit de vacances, crédit d'heures de maladie, crédit de congés mobiles et service continu pendant :
   - un maximum de cinquante-deux (52) semaines pour le membre du personnel de cabinet ayant bénéficié d'un congé de maternité, soit pendant les vingt (20) semaines du congé de maternité et les trente-deux (32) premières semaines du congé parental ;
   - un maximum de trente-deux (32) semaines pour le membre du personnel de cabinet à l'occasion de la naissance de son enfant, soit pendant les cinq (5) semaines du congé de paternité et les vingt-sept (27) premières semaines du congé parental ;
   - un maximum de trente-deux (32) semaines pour le membre du personnel de cabinet qui a adopté un enfant, soit pendant les cinq (5) semaines du congé d'adoption et les vingt-sept (27) premières semaines du congé parental.

b) Au 30 avril, si un solde de crédit de vacances demeure en raison d'un congé de maternité, d'adoption ou de paternité survenu en cours d'année, sous réserve de l'approbation de l'élu, le membre du personnel de cabinet peut prendre ses vacances à son retour, transférer le solde dans sa banque de report de vacances ou, après entente avec l'élu, se faire monnayer le solde de vacances selon les conditions établies au paragraphe 4.3.2 des présentes.

c) Au 30 avril, si un solde de crédit d'heures de maladie demeure en raison d'un des congés parentaux survenu en cours d'année, l'employeur paie au membre du personnel de cabinet le solde de ce crédit aux conditions établies au paragraphe 4.5.2 des présentes.

d) Le solde de jours fériés, de congés chômés et rémunérés octroyé au paragraphe 4.1.1 ou de congés mobiles au 30 avril en raison d'un des congés parentaux n'est ni payable, ni transférable.

4.8.9 Régime d'assurance collective pendant les congés parentaux

Pendant les congés parentaux, le membre du personnel de cabinet demeure couvert par le régime d'assurance collective en assumant sa part des contributions, sous réserve des dispositions du régime d'assurance collective qui lui est applicable.

4.8.10 Retour au travail

a) À son retour au travail après un des congés parentaux, l'employeur réintègre le membre du personnel de cabinet dans son poste habituel qu'il occupait au moment de son départ avec les mêmes avantages, y compris le traitement auquel il aurait droit s'il était resté au travail. Si le poste habituel n'existe plus à son retour, l'employeur lui reconnaît tous les droits et privilèges dont il aurait bénéficié au moment de l'abolition du poste s'il avait alors été au travail.

b) Le membre du personnel de cabinet qui veut mettre fin à son congé avant la date prévue doit donner à l'élu un préavis écrit d'au moins trois (3) semaines de la date de son retour au travail.

c) Toutefois, si un membre du personnel de cabinet est en invalidité lorsqu'il fait sa demande, celui-ci ne peut être autorisé à interrompre son congé avant la date prévue de son retour.

5. Rémunération et administration des salaires

5.1 Classification des emplois

Les membres du personnel de cabinet possèdent une structure salariale et une structure d'emplois qui leur sont propres.

5.2 Structure salariale

a) La structure salariale a pour but d'ordonner en classes et en échelles l'ensemble des salaires offerts. Elle se compose de deux éléments principaux : des classes (regroupements d'emplois) et des échelles salariales propres à chacune des classes. Chacune des classes possède une échelle salariale qui comporte un minimum et un maximum.

b) Le salaire du membre du personnel de cabinet est ajusté au 1er janvier selon l'augmentation générale accordée aux cadres administratifs et aux cadres de direction :

2018	2019	2020	2021
1,75 %	1,50 %	1,50 %	1,50 %

c) La structure salariale pour les années 2018 à 2021 est illustrée à l'annexe 1

5.3 Détermination du salaire

a) Le salaire à l'embauche doit se situer entre les bornes minimums et maximums de l'échelle salariale propre à l'emploi. Ce salaire est fixé par le maire de Montréal, le maire d'arrondissement ou le conseiller désigné, selon le cabinet auquel le membre du personnel de cabinet est rattaché.

b) Nonobstant le paragraphe 5.2 alinéa b), le salaire annuel peut faire l'objet d'une révision en cours d'année en raison de responsabilités additionnelles ou aux fins d'équité interne. Cette révision doit être effectuée dans le respect de l'échelle salariale de l'emploi occupé tel que prévu aux paragraphes 5.2 et 5.3.

6. Régime d'assurance collective

6.1 Dispositions générales

a) Le membre du personnel de cabinet est couvert par le Programme flexible d'assurance collective sous réserve des dispositions applicables et décrites à la brochure d'assurance collective, à l'exclusion de la garantie d'invalidité de longue durée. Le membre du personnel de cabinet, qui est un rentier d'un régime de la Ville de Montréal, ne bénéficie d'aucune garantie d'assurance collective.

b) Au 1er janvier, l'employeur attribue à chaque membre du personnel de cabinet un montant de crédits flexibles que celui-ci pourra utiliser, à son choix, pour l'une des options suivantes :
- Paiement de sa part du coût des régimes;
- Dépôt au compte gestion-santé;
- Transfert dans un REER individuel.

c) Si aucun choix n'est signifié par le membre du personnel de cabinet lors de son adhésion initiale, il sera assuré par défaut au titre « des régimes de base » et les crédits flexibles seront automatiquement transférés au compte gestion-santé.

d) Tous les deux (2) ans, une campagne de réadhésion a lieu à l'automne afin de permettre au membre du personnel de cabinet de modifier son choix de protection. Si aucun choix n'est signifié par le membre du personnel de cabinet, les protections actuelles seront reconduites pour les deux (2) années suivantes.

6.2 Invalidité de courte durée

a) Le membre du personnel de cabinet qui s'absente en raison de maladie ou d'accident personnel autre que ce qui est prévu à l'article 7, utilise prioritairement son crédit d'heures de maladie pour couvrir le délai de carence de cinq (5) jours ouvrables. À défaut d'avoir un solde suffisant de crédit d'heures de maladie, il doit utiliser son crédit de banque de vacances reportée, de congés mobiles ou de vacances pour couvrir ce délai.

b) Le membre du personnel de cabinet qui s'absente pour raison de maladie ou d'accident personnel doit fournir un certificat de son médecin traitant et produire les documents requis aux fins d'application des présentes.

c) Sous réserve du paragraphe 6.1 alinéa a), le membre de personnel de cabinet qui s'absente pour raison de maladie ou d'accident personnel bénéficie d'une prestation égale à soixante-quinze pour cent (75 %) du traitement pour une période maximale de vingt-six (26) semaines. Cette garantie s'applique après un délai de carence de cinq (5) jours ouvrables consécutifs d'absence.

d) L'employeur peut, par un médecin de son choix, faire examiner le membre du personnel de cabinet absent pour raisons de maladie ou accident autres que ce qui est prévu à l'article 7.

6.3 Avantages pendant une invalidité

a) Pendant les vingt-six (26) premières semaines où le membre du personnel de cabinet est en invalidité, il continue d'accumuler vacances, crédits d'heures de maladie, crédits de congés mobiles, et service continu. Dans le cas d'une invalidité à temps partiel, les congés et les crédits prévus aux paragraphes 4.2, 4.3 et 4.5 sont calculés au prorata du nombre de mois complets de service; ce prorata est applicable après les vingt-six (26) premières semaines.

b) Pendant les vingt-six (26) premières semaines où le membre du personnel de cabinet est en invalidité ou en invalidité à temps partiel, il demeure couvert par le régime d'assurance collective en assumant sa part des contributions, sous réserve des dispositions du régime d'assurance collective qui lui est applicable.

c) Au 30 avril, si un solde de crédit de vacances demeure en raison d'une invalidité survenue en cours d'année le membre du personnel de cabinet peut prendre ses vacances à son retour, transférer le solde dans sa banque de report de vacances ou après entente avec l'élu, se faire monnayer le solde de vacances, selon les conditions établies au paragraphe 4.5.2 des présentes.

d) Au 30 avril, si un solde de crédit d'heures de maladie demeure en raison d'une invalidité survenue en cours d'année, l'employeur paie au membre du personnel de cabinet le solde de ce crédit aux conditions établies au paragraphe 4.5.2 des présentes.

e) Le solde de congés mobiles au 30 avril en raison d'une invalidité n'est ni payable, ni transférable.

f) Le solde de jours fériés, de congés chômés et rémunérés au paragraphe 4.1.1 accumulés préalablement au début de la période d'invalidité est payable au 30 avril de l'année en cours.

6.4 Retour au travail suite à une invalidité

a) Le membre du personnel de cabinet de retour au travail après une invalidité égale ou inférieure à vingt-six (26) semaines, réintègre le poste qu'il occupait au moment de son départ ou un poste équivalent avec le traitement auquel il aurait droit s'il était resté au travail.

b) Le membre du personnel de cabinet qui n'a pas maintenu la protection d'invalidité de courte durée durant un congé sans traitement ou le membre du personnel de cabinet qui aurait omis de payer la prime de cette garantie, ne pourra recevoir de prestations d'invalidité de courte durée si son invalidité survient avant la date prévue de son retour au travail.

7. Maladies professionnelles et accidents de travail

a) Dans les cas de blessure subie ou de maladie résultant de l'exercice de ses fonctions, le membre du personnel de cabinet reçoit quatre-vingt-dix pour cent (90 %) de son salaire net pour chaque jour ou partie de jour où il aurait normalement travaillé n'eût été de son incapacité pendant les quatorze (14) jours complets suivant le début de cette incapacité. Cependant, le membre du personnel de cabinet rembourse à l'employeur toute somme d'argent qu'il perçoit en compensation de traitement par l'application de la Loi sur l'assurance automobile du Québec ou de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et des règlements adoptés sous l'autorité de ces lois.

b) Lorsque l'incapacité d'exercer sa fonction en raison de sa lésion qui se prolonge au-delà de quatorze (14) jours, l'employeur verse au membre du personnel de cabinet, dont le traitement annuel à la date de l'événement est supérieur au salaire maximum annuel assurable, une indemnité complémentaire. Celle-ci correspond à un montant brut suffisant pour couvrir la différence entre quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du traitement annuel net et l'indemnité de remplacement du revenu reçue. L'indemnité complémentaire est versée suite à la présentation par le membre du personnel de cabinet de la preuve de l'indemnité reçue.

c) Durant la période d'incapacité, le membre du personnel de cabinet peut continuer à participer au régime d'assurance collective, s'il en fait la demande au début de son incapacité et s'il acquitte régulièrement les primes exigibles. L'employeur continue d'assumer sa part durant la période d'incapacité.

d) Dès qu'un membre du personnel de cabinet est considéré apte au travail à la suite d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle, il réintègre son emploi.

8. Régime de retraite

a) Sous réserve des règles fiscales applicables et afin d'offrir un véhicule d'épargne-retraite, le membre du personnel de cabinet qui n'est pas un rentier d'un régime de retraite de la Ville est admissible à recevoir une montant forfaitaire qui devra obligatoirement être versé à un compte REER au choix du membre du personnel de cabinet.

b) Le montant correspond à un pourcentage de neuf virgule neuf pour cent (9,9 %) du salaire de base versé au cours de la période de référence, soit du 1er janvier au 31 décembre de la même année.

9. Frais de déplacements et de représentation

9.1 Allocation pour l'utilisation d'automobile personnelle

Conformément à l'encadrement administratif « Allocation pour utilisation d'automobile personnelle » en vigueur et selon les conditions qui y sont prévues :

a) Il est possible pour un membre du personnel de cabinet d'obtenir une allocation pour l'utilisation d'une automobile personnelle, selon les besoins de déplacements requis par ses fonctions et sur la base d'une analyse des besoins émise par l'élu.

b) Cette allocation automobile est rattachée à la fonction et est attribuée au titulaire du poste et non à l'individu; elle n'est pas transférable selon les affectations de celui-ci.

9.2 Frais de déplacements et dépenses afférentes

Conformément à l'encadrement administratif « Déplacements à la demande de l'employeur et dépenses afférentes » en vigueur et selon les conditions qui y sont prévues, il est possible pour un membre du personnel de cabinet d'obtenir un remboursement de dépenses pour des déplacements, à la demande de l'employeur, ainsi que des dépenses afférentes effectuées dans l'exercice de ses fonctions.

9.3 Dépenses de fonction

Sur présentation de pièces justificatives et avec l'autorisation de l'élu, le membre du personnel de cabinet peut se faire rembourser les dépenses raisonnables encourues dans l'exercice de ses fonctions au cours de l'année.

9.4 Frais de corporation professionnelle

Afin de favoriser le maintien de l'expertise, les réseaux d'échanges et le rayonnement professionnel, les frais de participation aux corporations ou associations professionnelles peuvent être remboursés sur la base d'un avis de pertinence émis par l'élu.

10. Aide judiciaire

a) Sous réserve des alinéas b) et c), la Ville assume les frais de défense d'un membre du personnel de cabinet dans les cas et aux conditions prévus à la Loi sur les cités et villes. Elle convient de l'indemniser pour les dommages-intérêts dus à un tiers qui résultent de la faute du membre du personnel de cabinet dans l'exercice de ses fonctions, sauf s'il s'agit d'une faute lourde, intentionnelle ou séparable de cet exercice ou si le membre du personnel de cabinet, sans l'autorisation de la Ville, admet sa faute ou assume sa défense ou représentation, lors de la procédure où sa faute est démontrée, lui-même ou par le procureur de son choix.
b) Dans le cas où un membre du personnel de cabinet fait usage, dans l'exercice de ses fonctions et avec l'assentiment de l'élu, d'un véhicule automobile appartenant à la Ville ou loué par celle-ci, la Ville s'engage à tenir ce membre du personnel de cabinet indemne de la réclamation d'un tiers en raison de dommages causés dans l'usage de ce véhicule automobile, sauf si ce membre du personnel de cabinet est reconnu coupable d'une infraction au Code criminel liée à l'usage de ce véhicule automobile.

c) La protection prévue à l'alinéa b) est également accordée au membre du personnel de cabinet qui, dans l'exercice de ses fonctions et avec l'assentiment de l'élu, est passager d'un véhicule appartenant ou loué par la Ville.

d) Dans le cas où un membre du personnel de cabinet fait usage, dans l'exercice de ses fonctions avec l'assentiment de l'élu, en conformité avec les politiques en vigueur et modifiées de temps à autre, de son propre véhicule automobile, la Ville s'engage à tenir ledit membre du personnel de cabinet indemne de la réclamation d'un tiers en raison de dommages causés dans l'usage de ce véhicule automobile, sauf si ce membre du personnel de cabinet est reconnu coupable d'une infraction au Code criminel liée à l'usage de ce véhicule automobile.

11. Cessation d'emploi

11.1 Généralités

a) L'emploi du membre du personnel de cabinet prend fin à la première des éventualités suivantes :
- Le jour de sa démission;
- Le jour où l'élu, soit l'employeur, y met fin;
- Le trentième (30^{e}) jour ou, dans le cas d'un membre du personnel de cabinet dont le service continu est moins d'un (1) an, le quinzième (15^{e}) jour après l'expiration du mandat de l'élu.

b) Le membre du personnel de cabinet peut mettre fin à son emploi en tout temps en donnant à l'employeur un préavis raisonnable.

c) L'employeur peut aussi mettre fin à l'emploi du membre du personnel de cabinet en tout temps en lui remettant une indemnité de départ, selon les conditions prévues au paragraphe 11.2.

d) L'employeur a le droit de mettre fin à l'emploi du membre du personnel de cabinet en tout temps pour motifs sérieux, sans indemnité.

e) Un avis écrit de la cessation d'emploi, conformément à la Loi sur les normes du travail, est remis au membre du personnel de cabinet dans les cas qui y sont prévus. Cet avis doit faire mention de la date de la cessation d'emploi et rappeler au membre du personnel de cabinet son devoir de respecter son obligation de loyauté et les règles éthiques après-emploi prévues à l'article 12 des présentes.

Lorsque l'employeur offre, en vertu de l'alinéa c), l'indemnité de départ en vertu du paragraphe 11.2, cette indemnité inclut tout préavis ou indemnité qui pourrait être due au membre du personnel de cabinet en vertu de la Loi sur les normes du travail ou toute autre loi applicable. Aucune autre somme, sous réserve de l'alinéa g), préavis ou délai n'est ajouté à ce que prévoit le paragraphe 11.2.

f) Le membre du personnel de cabinet doit remettre à l'employeur, immédiatement après la cessation d'emploi, tout matériel ou document en sa possession ou sous son contrôle qui serait la propriété de l'employeur ou de la Ville contenant des informations sur lesquelles l'employeur ou la Ville a des droits de propriété ou contenant des informations confidentielles qui le concerne.

11.2 Indemnité de départ

a) L'indemnité de départ est payable au membre du personnel de cabinet lorsque son emploi prend fin selon l'une des trois (3) éventualités mentionnées au paragraphe 11.1 alinéa a). L'indemnité de départ n'est pas versée dans le cas d'une fin d'emploi pour motifs sérieux tel que stipulé au paragraphe 11.1 alinéa c).

b) Le montant maximal de l'indemnité de départ correspond à une (1) semaine de salaire pour chaque période de trois (3) mois de service accomplis à titre de membre du personnel de cabinet.

c) Le nombre de mois d'indemnité accumulés ne peut excéder douze (12) mois. Le nombre maximal de mois est porté à dix-huit (18) dans le cas d'un membre du personnel de cabinet ayant cumulé plus de six (6) mois d'indemnité en date du 23 octobre 2013.

d) Si le membre du personnel de cabinet est embauché par la Ville, par une de ses sociétés paramunicipales ou à titre de membre du personnel d'un autre cabinet de la Ville avant l'échéance de la période visée par l'indemnité de départ tenant lieu de délai de congé, la partie correspondant au nombre de semaines résiduelles de ladite indemnité est, comme condition d'embauche, remboursée au moment de cette embauche.

12. Règles déontologiques

12.1 Définitions

Aux fins des présentes règles, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« avantage » : cadeau, don, faveur, prêt, compensation, avance, bénéfice, service, commission, récompense, rémunération, somme d'argent, rétribution, profit, indemnité, escompte, voyage ou promesse d'avantages futurs ou marque d'hospitalité.

« cabinet du maire » : s'entend du cabinet du maire de la Ville ou d'un arrondissement, selon le cas.

« conflit d'intérêts réel » : présence d'un intérêt personnel ou pécuniaire, connu du membre du personnel de cabinet et suffisant pour l'influencer dans l'exercice de ses fonctions, en affectant l'impartialité de ses opinions ou de ses décisions.

« conflit d'intérêts apparent ou potentiel » : présence chez un membre du personnel de cabinet, d'un intérêt personnel ou pécuniaire qui, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, est susceptible de l'influencer dans l'exercice de ses fonctions, en affectant l'impartialité de ses opinions ou de ses décisions.

« conseiller à l'éthique et la déontologie » : la personne nommée par la Ville à ce titre.

« information non disponible au public » : information qui ne peut être obtenue selon la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1).

« intérêt pécuniaire » : intérêt économique, direct ou indirect, distinct de celui du public ou qui peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée.

« intérêt personnel » : intérêt autre que pécuniaire, direct ou indirect, distinct de celui du public ou qui peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée.

« intérêt des proches » : intérêt de toute personne entretenant une relation privilégiée avec la personne concernée, notamment son conjoint, ses enfants, ses ascendants ou ses frères et sœurs.

« membre du conseil » : les membres du conseil de la Ville et de tout conseil d'arrondissement, y compris le maire et les membres du comité exécutif.

12.2 Valeurs et principes éthiques

a) Le membre du personnel de cabinet adhère aux valeurs de la Ville énoncées à l'article 2 du Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (Règlement 14-004). Les principales valeurs de la municipalité en matière d'éthique sont les suivantes :
   - L'intégrité des membres de tout conseil de la municipalité;
   - L'honneur rattaché aux fonctions de membre d'un conseil de la municipalité;
   - La prudence et la transparence dans la poursuite de l'intérêt public;
   - Le respect envers les autres membres d'un conseil de la municipalité, les employés de celle-ci et les citoyens;
   - La loyauté envers la municipalité;
   - La recherche de l'équité.

b) Le membre du personnel de cabinet reconnaît que ces valeurs doivent le guider dans l'exercice de ses fonctions et dans l'appréciation des règles déontologiques qui lui sont applicables et qu'il doit être tenu compte de ces valeurs dans l'interprétation des présentes règles. Il recherche la cohérence entre ses actions et ces valeurs, même si, en soi, ses actions ne contreviennent pas aux règles déontologiques, aux règlements et aux lois qui lui sont applicables.

12.3 Règles déontologiques

12.3.1 Conflits d'intérêts

a) Dans l'exercice de ses fonctions, le membre du personnel de cabinet ne peut :
   - se placer dans une situation réelle, potentielle ou apparente de conflit entre, d'une part, son intérêt ou celui de ses proches et, d'autre part, les devoirs de sa fonction;
   - agir, tenter d'agir ou omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou ceux de ses proches ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne physique ou morale;
   - se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou ceux de ses proches, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne physique ou morale.

b) Le membre du personnel de cabinet doit s'abstenir d'utiliser ou de communiquer à ses propres fins ou à des fins autres que celles de la Ville, les informations non disponibles au public dont il a eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions.

c) Le membre du personnel de cabinet ne doit pas faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la Ville, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente.

d) Le membre du personnel de cabinet ne peut avoir un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la Ville, de la même manière qu'un membre d'un conseil de la Ville selon ce qui est prévu à l'article 304 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ., c. E-2.2).

e) Le membre du personnel de cabinet qui est placé dans une situation de conflit d'intérêts doit sans délai mettre fin à cette situation.

Si le membre du personnel de cabinet se trouve placé dans une situation de conflit d'intérêts au cours de son emploi conséquemment à l'application d'une loi, à un mariage, à une union de fait ou à l'acceptation d'une donation ou d'une succession, il doit mettre fin à cette situation le plus tôt possible, au plus tard dans les trois (3) mois de la survenance de l'événement qui a engendré cette situation et doit en aviser par écrit le conseiller à l'éthique et à la déontologie.

Tant que la situation n'est pas régularisée, il ne doit pas discuter, même en privé, des dossiers qui peuvent être liés de près ou de loin avec l'intérêt en cause et ne doit pas exercer ou tenter d'exercer directement ou indirectement quelque influence à l'égard de ces dossiers.

Dans le doute, toute situation susceptible de créer un malaise ou une apparence de conflit d'intérêts doit faire l'objet dans les meilleurs délais, d'une discussion entre le membre du personnel de cabinet visé et le conseiller à l'éthique et à la déontologie.

f) Le membre du personnel de cabinet qui, parallèlement à l'exercice de ses fonctions, exerce une autre fonction doit éviter tout conflit dans l'exercice de ces fonctions.

L'occupation ou l'exercice d'un autre emploi, d'une autre charge ou fonction ne doit pas nuire à sa prestation de travail.

g) Le membre du personnel de cabinet doit, dans l'exercice de ses fonctions, éviter de se laisser influencer par des perspectives ou des offres d'emplois émanant de l'extérieur.

Le cas échéant, le membre du personnel de cabinet doit informer par écrit le conseiller à l'éthique et la déontologie d'une telle offre qu'il prend en considération.

12.3.2 Dons et avantages

a) Aux fins des présentes règles, ne constitue pas un conflit d'intérêts réel, apparent ou potentiel le fait, pour un membre du personnel de cabinet, d'accepter, à l'occasion d'activités liées à ses fonctions, un avantage qui :

- n'est pas en soi de nature à laisser planer un doute sur son intégrité ou son impartialité;
- ne compromet aucunement l'intégrité du conseil, du comité exécutif, d'une commission, d'un comité ou d'un membre du conseil;
- est conforme aux règles de la courtoisie, du protocole ou de l'hospitalité;
- ne consiste pas en une somme d'argent, une action, une obligation, un titre quelconque de finances.

b) Lorsqu'un membre du personnel de cabinet accepte ou reçoit un avantage décrit au paragraphe 12.3.2 alinéa a), il doit, si cet avantage a une valeur de deux cent dollars (200 $) ou plus ou si la valeur des avantages consentis par une même personne à l'intérieur d'une période de six (6) mois totalise deux cent dollars (200 $) ou plus, le déclarer, par écrit au conseiller à l'éthique et la déontologie, dans les dix (10) jours. Cette déclaration doit contenir une description adéquate de l'avantage reçu, préciser le nom de celui ou celle qui le lui a procuré, ainsi que les circonstances dans lesquelles le membre du personnel de cabinet a reçu cet avantage.

c) Le paragraphe 12.3.2 alinéa b) ne s'applique pas :
   - si l'avantage provient du gouvernement ou d'une municipalité, d'un organisme gouvernemental ou municipal, ou d'un de leurs représentants officiels;
   - si l'avantage provient du parti politique dont il est membre;
   - si le membre du personnel de cabinet fait remise de l'avantage reçu au conseiller à l'éthique et à la déontologie.

d) En plus de ce qui lui est alloué par la Ville, un membre du personnel de cabinet ne peut, directement ou indirectement, par lui-même ou par l'intermédiaire d'un tiers :
   - solliciter, accepter ou recevoir un avantage, en échange d'une prise de position, d'une intervention ou d'un service à l'égard d'un projet de règlement, d'une résolution ou de toute question soumise ou qui doit être soumise au conseil, au comité exécutif, à une commission, à un comité de travail ou en toute autre circonstance;
   - accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité;
   - accepter un avantage de source anonyme.

e) Dans le cas d'un avantage de source anonyme, si on ne peut en retracer l'origine, le membre du personnel de cabinet qui l'a reçu doit en faire la remise au conseiller à l'éthique et à la déontologie.

12.3.3 Utilisation de biens et de services de la Ville

a) Le membre du personnel de cabinet, lorsqu'il utilise les biens et les services de la Ville ou ceux du membre du conseil qui l'emploie aux fins de l'exercice de ses fonctions, doit le faire dans le respect de ses obligations de loyauté, discrétion et civilité et dans le respect des lois, des règlements et des directives.

b) Le membre du personnel de cabinet ne peut confondre les biens de la Ville ou ceux du membre du conseil qui l'emploie avec les siens ni les utiliser à son profit, directement ou indirectement, ou en permettre l'usage à des tiers, à moins qu'il ne s'agisse d'un service offert de façon générale par la Ville.

12.3.4 Respect

Le membre du personnel de cabinet doit exercer ses fonctions avec respect et civilité envers ses collègues, subalternes, supérieurs, citoyens et toutes autres personnes qu'il côtoie. À cette fin, le Règlement sur la Politique de respect de la personne ***(insérer le numéro du règlement)*** s'applique aux membres du personnel de cabinet.

12.3.5 Déclaration d'intérêts

a) La présente section s'applique au directeur de cabinet du maire ou d'un conseiller désigné au sens prévu au paragraphe 114.5 de la Loi sur les cités et villes.

b) Le directeur de cabinet doit, dans les soixante (60) jours de sa nomination et, par la suite, tous les ans et au plus tard à la date fixée par le conseiller à l'éthique et à la déontologie, déposer auprès de celui-ci une déclaration d'intérêts comportant les mêmes renseignements que doit fournir un membre du conseil en vertu de ce qui est prévu à l'article 357 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ., c. E-2.2) soit notamment les renseignements suivants :
   i. L'existence des intérêts pécuniaires qu'il a dans des immeubles situés sur le territoire de la municipalité;
   ii. L'existence des intérêts pécuniaires qu'il a dans des personnes morales, des sociétés et des

entreprises susceptibles d'avoir des marchés avec la Ville ou avec tout organisme municipal dont il fait partie;

iii. Les emplois et les postes d'administrateur qu'il occupe;

iv. L'existence des emprunts qu'il a contractés auprès d'autres personnes ou organismes que des établissements financiers ou de prêts, qu'il a accordés à d'autres personnes que les membres de sa famille immédiate, et dont le solde, en principal et en intérêts, excède deux mille dollars (2 000 $).

Le directeur de cabinet pour qui les alinéas i. à iv. ne trouvent pas application doit remplir une déclaration à cet effet et la déposer au conseiller en éthique.

c) Le directeur de cabinet doit aviser par écrit le conseiller à l'éthique et à la déontologie de tout changement au contenu de sa déclaration dans les soixante (60) jours suivant le changement.

d) Après avoir examiné la déclaration visée au paragraphe 12.3.5 alinéa b) du présent paragraphe, le conseiller à l'éthique et à la déontologie peut demander de rencontrer le directeur de cabinet en vue de vérifier la conformité de la déclaration et de discuter de ses obligations aux termes des présentes règles.

e) Le directeur de cabinet qui possède moins de dix pour cent (10 %) des actions émises donnant droit de vote n'a pas à déclarer cet intérêt.

12.3.6 Règles éthiques après-emploi

a) Un membre du personnel de cabinet ne doit pas, dans les douze (12) mois qui suivent la fin de son emploi, occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction de telle sorte que lui-même ou toute autre personne physique ou morale tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre du personnel de cabinet.

b) Le membre du personnel de cabinet qui a cessé d'exercer ses fonctions ne doit pas communiquer une information confidentielle. Il ne peut non plus donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant la Ville, le membre du conseil qui l'employait ou un tiers avec lequel il avait des rapports directs importants au cours de l'année qui a précédé la cessation de ses fonctions.

c) Un membre du personnel de cabinet qui a agi relativement à une procédure, une négociation ou une autre opération particulière ne peut, dans l'année qui suit la cessation de ses fonctions, agir au nom ou pour le compte d'autrui à l'égard de la même procédure, négociation ou opération.

d) Un membre du personnel de cabinet doit se conformer aux dispositions interdisant les actes de lobbyisme après emploi comme prévu à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ. c. T-11.011).

12.4 Mécanismes d'application et de contrôle

12.4.1 Conseiller à l'éthique et à la déontologie

a) Le rôle et les responsabilités du conseiller à l'éthique et à la déontologie consistent à :

- offrir le soutien consultatif nécessaire à l'interprétation et à l'application des présentes règles;
- recevoir, consigner et examiner, de la manière qu'il détermine, toutes les déclarations et divulgations qui lui sont transmises en vertu des présentes règles;
- procéder aux enquêtes;
- faire rapport annuellement au conseil municipal sur l'interprétation générale et la mise en œuvre

des présentes règles.

b) Le conseiller à l'éthique et à la déontologie exerce ses fonctions dans un souci d'information, de prévention, de confidentialité, d'objectivité et d'impartialité.

Dans l'exécution de ses fonctions et plus particulièrement dans l'appréciation des règles déontologiques applicables aux membres du personnel de cabinet, il tient compte de leur adhésion aux valeurs de la Ville.

c) Le conseiller à l'éthique et à la déontologie conserve les documents relatifs à un membre du personnel de cabinet au sujet duquel il a entrepris une enquête selon l'échéancier prévu au Calendrier des délais de conservation de la Ville.

d) Tous les dossiers, les notes et les documents relatifs au mandat du conseiller à l'éthique et à la déontologie dans le cadre des présentes règles demeurent la propriété de la Ville. À la fin de son mandat ou sur demande de la Ville, le conseiller éthique et à la déontologie doit les remettre sans délai au greffier de la Ville.

e) Le conseiller à l'éthique et à la déontologie fera remise à la Ville de tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage qui lui a été remis par un membre du personnel de cabinet en application du paragraphe 12.3.2 alinéa e).

12.4.2 Avis du conseiller à l'éthique et à la déontologie

a) Sur demande écrite d'un membre du personnel de cabinet, le conseiller à l'éthique et à la déontologie donne un avis écrit et motivé, assorti des recommandations qu'il juge indiquées, sur toute question concernant ses obligations aux termes des présentes règles.

Sous réserve de la loi, l'avis est confidentiel et ne peut être rendu public que par celui qui l'a demandé ou avec son consentement écrit.

b) Un membre du personnel de cabinet est réputé n'avoir commis aucun manquement aux présentes règles pour un acte ou une omission s'il a préalablement fait une demande d'avis au conseiller à l'éthique et à la déontologie et si cet avis conclut que cet acte ou cette omission n'enfreint pas les présentes règles, pourvu que les faits allégués au soutien de sa demande aient été présentés de façon exacte et complète.

12.4.3 Enquêtes et rapports

a) Sur demande écrite du membre du conseil dont le membre du personnel de cabinet relève ou du chef du parti politique autorisé représenté à la Ville dont fait partie ce membre du conseil, le conseiller à l'éthique et à la déontologie peut faire une enquête pour déterminer si un membre du personnel de cabinet a commis un manquement aux présentes règles.

b) Le conseiller à l'éthique et à la déontologie peut faire une enquête à l'égard d'une personne qui a cessé d'être un membre du personnel de cabinet relativement à des actes qui auraient été posés en lien avec son emploi.

c) Le conseiller à l'éthique et à la déontologie informe le membre du personnel de cabinet qu'il fait enquête pour déterminer si un manquement aux présentes règles a été commis.

d) Sous réserve de l'obtention d'une autorisation préalable de celui qui a fait la demande d'enquête, lorsqu'il le juge nécessaire, le conseiller à l'éthique et à la déontologie peut mandater spécialement toute personne à faire une enquête.

e) Si, après vérification, le conseiller à l'éthique et à la déontologie est d'avis que la demande d'enquête est non fondée, il met fin au processus et l'indique dans son rapport.

f) Le conseiller à l'éthique et à la déontologie enquête à huis clos et avec toute la diligence voulue. Il permet au membre du personnel de cabinet qui fait l'objet de l'enquête de présenter une défense pleine et entière.

   Le conseiller à l'éthique et à la déontologie ne peut commenter publiquement une vérification ou une enquête, mais il peut confirmer qu'une demande a été reçue à cet effet ou encore qu'une vérification ou une enquête a été commencée ou a pris fin. Il peut également indiquer pourquoi, après vérification, il a décidé de ne pas tenir une enquête.

g) Le rapport d'enquête du conseiller à l'éthique et à la déontologie est remis au membre du personnel de cabinet visé, au membre du conseil dont il relève ainsi qu'au chef du parti politique autorisé représenté à la Ville dont fait partie ce membre du conseil.

Annexe 1 – Structures salariales 2018 à 2021

Structure salariale 2018			
Groupe de traitement	**Emplois**	**Minimum**	**Maximum**
00N	• Attaché politique • Attaché politique en arrondissement	41 073 $	109 526 $
000L	• Attaché de presse - Cabinet du comité exécutif • Conseiller politique - soutien au comité exécutif • Conseiller spécial • Conseiller spécial du maire • Directeur de cabinet • Directeur de cabinet adjoint - Arrondissement de Ville-Marie • Directeur de cabinet en arrondissement • Responsable - coordination et planification stratégique en communication	68 454 $	130 064 $
00K	• Conseiller principal du maire • Directeur adjoint de cabinet - Cabinet du maire et du comité exécutif • Directeur aux communications • Directeur de cabinet - maire de Montréal	82 145 $	177 981 $

Structure salariale 2019			
Groupe de traitement	**Emplois**	**Minimum**	**Maximum**
00N	• Attaché politique • Attaché politique en arrondissement	41 689 $	111 169 $
000L	• Attaché de presse - Cabinet du comité exécutif • Conseiller politique - soutien au comité exécutif • Conseiller spécial • Conseiller spécial du maire • Directeur de cabinet • Directeur de cabinet adjoint - Arrondissement de Ville-Marie • Directeur de cabinet en arrondissement • Responsable - coordination et planification stratégique en communication	69 481 $	132 015 $
00K	• Conseiller principal du maire • Directeur adjoint de cabinet - Cabinet du maire et du comité exécutif • Directeur aux communications • Directeur de cabinet - maire de Montréal	83 377 $	180 651 $

Structure salariale 2020			
Groupe de traitement	**Emplois**	**Minimum**	**Maximum**
00N	• Attaché politique • Attaché politique en arrondissement	42 314 $	112 837 $
000L	• Attaché de presse - Cabinet du comité exécutif • Conseiller politique - soutien au comité exécutif • Conseiller spécial • Conseiller spécial du maire • Directeur de cabinet • Directeur de cabinet adjoint - Arrondissement de Ville-Marie • Directeur de cabinet en arrondissement • Responsable - coordination et planification stratégique en communication	70 523 $	133 995 $
00K	• Conseiller principal du maire • Directeur adjoint de cabinet - Cabinet du maire et du comité exécutif • Directeur aux communications • Directeur de cabinet - maire de Montréal	84 628 $	183 361 $

Structure salariale 2021			
Groupe de traitement	**Emplois**	**Minimum**	**Maximum**
00N	• Attaché politique • Attaché politique en arrondissement	42 949 $	114 530 $
000L	• Attaché de presse - Cabinet du comité exécutif • Conseiller politique - soutien au comité exécutif • Conseiller spécial • Conseiller spécial du maire • Directeur de cabinet • Directeur de cabinet adjoint - Arrondissement de Ville-Marie • Directeur de cabinet en arrondissement • Responsable - coordination et planification stratégique en communication	71 581 $	136 005 $
00K	• Conseiller principal du maire • Directeur adjoint de cabinet - Cabinet du maire et du comité exécutif • Directeur aux communications • Directeur de cabinet - maire de Montréal	85 897 $	186 111 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1185019001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division respect de la personne
Objet :	DÉCLARER, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de 2 ans, quant à l'adoption des règles relatives au respect de la personne et à l'application de celles-ci en ce qui concerne les mécanismes d'aide et le processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes prévus à la Politique. ADOPTER le Règlement sur la Politique de respect de la personne. ADOPTER le Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement (18-010) et APPROUVER les modifications aux Conditions de travail des membres du personnel de cabinet, afin de rendre applicable aux élus et aux membres du personnel de cabinet le Règlement sur la Politique de respect de la personne

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), puisqu'il en va de l'intérêt général de la ville, le conseil de la ville peut se déclarer compétent quant à l'adoption des règles relatives au respect de la personne et à l'application de celles-ci en ce qui concerne les mécanismes d'aide et le processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes prévus à la Politique. Puisque la résolution a pour effet de déclarer le conseil de la ville compétent pour une période de deux ans, la résolution doit être adoptée à la majorité absolue des voix des membres du conseil.

Ci-joint les deux projets de règlement liés au présent sommaire décisionnel.

FICHIERS JOINTS

Règlement sur la Politique de respect de la personne.doc

Annexe A - Politique respect de la personne.docx

Règl. mod. le Code d'éthique et de conduite (18-010).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-20

Véronique BELPAIRE
Avocate - Chef de division
Tél : 514 872-3024
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
19-XXX

RÈGLEMENT SUR LA POLITIQUE DE RESPECT DE LA PERSONNE

Vu l'article 85 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

À l'assemblée du _____ 2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La Politique de respect de la personne, en annexe A du présent règlement, est adoptée.

ANNEXE A
POLITIQUE DE RESPECT DE LA PERSONNE

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD : 1185019001

Énoncé de politique

La Ville de Montréal s'engage à prendre les moyens préventifs et correctifs nécessaires pour assurer le respect et la civilité dans la communauté municipale et ainsi offrir un climat et un milieu de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel.

La Politique de respect de la personne prend appui sur les dispositions législatives encadrant le respect de la personne citées en annexe, sur le *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement* et le *Code de conduite des employés de la Ville de Montréal*, adoptés en vertu de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (RLRQ, c. E-15.1.0.1), et sur les Règles déontologiques prévues aux *Conditions de travail des membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal* adoptées en vertu de l'article 114.6 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19).

La présente politique ne restreint pas le droit de gérance des gestionnaires dans l'exercice de leurs fonctions.

Définitions

Dans la présente politique, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« autorité désignée » : selon le contexte, le chef du parti politique pour un membre du conseil, le conseil de la ville ou le conseil d'arrondissement pour un membre d'une instance consultative, le membre du conseil qui a nommé le membre du personnel de cabinet, et l'autorité décisionnelle de l'employé;

« civilité » : une conduite démontrant de la considération pour les autres, empreinte de respect, de courtoisie, de savoir-vivre et de collaboration, dans le but de favoriser un climat et un milieu de travail sain;

« communauté municipale » : les membres du conseil de la ville et de tout conseil d'arrondissement, les membres des instances consultatives, les membres du personnel de cabinet nommés selon l'article 114.4 de la *Loi sur les cités et villes* de même que les employés;

« demande d'intervention » : toute demande auprès de la Division respect de la personne du Service des ressources humaines qui, sans être une plainte formelle ou un signalement, requiert que celle-ci intervienne dans un rôle-conseil, un rôle d'accompagnement ou autrement;

« droit de gérance » : le droit de l'employeur de diriger ses employés et de prendre des décisions liées à la bonne marche des opérations; il comprend notamment l'attribution des tâches, la gestion courante du rendement au travail, la gestion courante de la discipline et des mesures disciplinaires, la gestion courante de l'assiduité et de l'absentéisme, le licenciement, les mises à pied et le congédiement;

« employé » : un fonctionnaire ou un employé lié à la Ville de Montréal par un contrat de travail, quelle que soit sa forme, incluant un gestionnaire;

« gestionnaire » : tout employé cadre qui a la responsabilité de la gestion d'une unité administrative et des ressources humaines qui en font partie;

« harcèlement psychologique ou sexuel » : une conduite vexatoire se manifestant soit par des comportements, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non désirés, laquelle porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologiques ou physique de la personne et qui entraîne, pour celle-ci, un milieu de travail néfaste.

Pour plus de précision, le harcèlement psychologique comprend une telle conduite lorsqu'elle se manifeste par de telles paroles, de tels actes ou de tels gestes à caractère sexuel.

Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour la personne;

Cette définition inclut le **harcèlement discriminatoire** se manifestant notamment par des paroles, des actes ou des gestes généralement répétés et non désirés, à caractère vexatoire ou méprisant à l'égard d'une personne, en raison de l'un ou l'autre des motifs énumérés à l'article 10 de la *Charte des droits et libertés de la personne du Québec* (RLRQ, c. C-12), soit le harcèlement en raison de la race, la couleur, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap;

« incivilité » : une conduite inappropriée contrevenant aux règles collectives de respect ou de savoir-vivre en milieu de travail, et se caractérisant par des comportements rudes et non courtois, démontrant ainsi un manque de considération général pour les autres;

« plainte formelle » : plainte déposée par une personne pour dénoncer une situation de harcèlement psychologique ou sexuel ou d'incivilité. Un formulaire de plainte est mis à la disposition de la communauté municipale, mais tout document contenant les mêmes informations est accepté;

« plainte de mauvaise foi » : plainte dont les renseignements fournis par les personnes concernées (y compris les témoins), de manière malveillante, se révèlent faux et mensongers et dont le but est de nuire, de porter atteinte à l'intégrité d'une autre personne ou d'en tirer un avantage de quelque nature que ce soit;

« représailles » : toute action prise à l'encontre d'une personne pour lui infliger un inconvénient physique, économique ou autre, en vue de riposter à sa demande d'intervention, son signalement, sa plainte formelle ou sa collaboration à une vérification, à une enquête, à une méthode de résolution ou à un recours en vertu de la présente politique;

« signalement » : une dénonciation verbale ou écrite faites par une ou plusieurs personnes alléguant certaines problématiques de harcèlement psychologique ou sexuel ou d'incivilité, mais qui ne débouche pas nécessairement sur le dépôt d'une plainte formelle.

Champ d'application

La présente politique s'applique à toute la communauté municipale, pour tous les incidents en matière de harcèlement psychologique ou sexuel et d'incivilité, en relation avec le travail ou le climat de travail, sur les lieux du travail ou en dehors du milieu habituel de travail ainsi que pendant et en dehors des heures normales de travail; elle s'applique aux relations que les membres de la communauté municipale ont entre eux et avec toute tierce personne, tels les citoyens et les fournisseurs.

Objectifs

Compte tenu de ce qui précède, la Ville se dote de la présente politique qui vise à :

i. protéger l'intégrité psychologique et physique ainsi que la dignité des membres de la communauté municipale par la prévention, la sensibilisation et le redressement des situations contraires à la présente politique;
ii. offrir un milieu de travail sain, respectueux, empreint de civilité et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel;
iii. énoncer des principes et des orientations guidant l'action de la Ville et établir les rôles et les responsabilités des intervenants pour le maintien d'un climat de travail sain axé sur le respect et la civilité, dans le but de prévenir et corriger les situations contraires à la présente politique qui peuvent survenir;
iv. mettre en place un processus de traitement de demandes d'intervention, de signalements et de plaintes formelles relatifs à des situations contraires à la présente politique.

Principes directeurs

Les principes directeurs de la présente politique sont les suivants :

i. assurer le respect de la présente politique et de la valeur de respect prévue aux codes de conduite et d'éthique des membres de conseil et des employés et aux conditions de travail du personnel de cabinet;
ii. assurer la responsabilisation des personnes; il est de la responsabilité de chacun d'œuvrer à l'établissement d'un climat de travail sain et d'agir à la prévention du harcèlement psychologique ou sexuel et de l'incivilité en milieu de travail, particulièrement en évitant d'y contribuer ou de l'encourager;
iii. mettre l'accent sur des moyens de prévention du harcèlement psychologique ou sexuel et d'incivilité afin de sensibiliser l'ensemble de la communauté municipale sur l'importance d'un climat de travail sain, respectueux et harmonieux;
iv. mettre à la disposition des employés des services de soutien psychologique dans le cadre du Programme d'aide aux employés;
v. privilégier la collaboration avec les syndicats et les associations d'employés dans l'application de la présente politique;
vi. mettre à la disposition de la communauté municipale une aide-conseil et un processus de demandes d'intervention, de signalements et de plaintes formelles pour assurer un climat de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel;
vii. s'assurer que les personnes soient traitées en toute équité, qu'il s'agisse du plaignant, du mis en cause ou d'un témoin d'une situation contrevenant à la présente politique;
viii. interdire d'exercer des représailles contre toute personne pour le seul motif qu'elle a, de bonne foi, déposé une demande d'intervention, un signalement ou une plainte formelle; il en est de même pour toute personne participant à une méthode de résolution en vertu de la présente politique. En cas de représailles à l'égard d'un employé, la section 4 du chapitre 2 du *Code de conduite des employés de la Ville de Montréal* s'applique. Une plainte formelle jugée de mauvaise foi sera considérée en contravention à la présente politique;
ix. reconnaître que, malgré les mécanismes prévus à la présente politique, tout membre de la communauté municipale prétendu victime de harcèlement psychologique ou sexuel dispose de recours prévus aux lois et aux conventions collectives, le cas échéant;
x. traiter toute demande d'intervention, signalement ou plainte formelle avec diligence et de façon impartiale.

Toute demande d'intervention, signalement ou plainte formelle est traitée avec discrétion; la confidentialité doit être respectée par toutes les personnes impliquées. Il est cependant entendu que l'équipe de la Division respect de la personne qui assure le traitement du dossier peut divulguer certains renseignements à des tiers, dans la mesure où cela est nécessaire pour les fins du traitement du dossier ou des mesures en découlant ou à des fins autorisées par la loi ou par cette politique.

Bris de confidentialité

Si une partie, un témoin ou un accompagnateur contrevient à l'obligation de confidentialité, des mesures correctives peuvent être prises à son égard. L'allégation d'un bris de confidentialité fait l'objet d'une vérification par la Division du respect de la personne avec la collaboration des gestionnaires concernés et/ou de l'autorité décisionnelle concernée.

Ne constitue pas un bris de confidentialité le fait de rencontrer le représentant désigné par une partie pour agir en son nom dans le cadre d'un recours découlant de l'application de la présente politique.

Rôles et responsabilités

La Division respect de la personne du Service des Ressources humaines

Elle est responsable de l'application de cette politique, des mécanismes d'aide et du processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes formelles. Ainsi, elle :

i. élabore, diffuse et voit à la mise en œuvre de la présente politique, de même qu'à sa mise à jour;
ii. voit à la formation des gestionnaires sur la présente politique;
iii. voit à la formation des élus, du personnel de cabinet et des membres des instances consultatives sur la présente politique;
iv. soutient les partenaires d'affaires en ressources humaines des services centraux ou les conseillers en ressources humaines des arrondissements dans leur rôle de sensibilisation auprès des employés et d'accompagnement auprès des gestionnaires;
v. traite avec diligence, de façon neutre et impartiale, toute demande d'intervention, signalement et plainte formelle alléguant contravention à la présente politique;
vi. fait le suivi de l'application des mesures correctives recommandées auprès de l'autorité désignée.

La Direction des services centraux et des arrondissements

i. prend les moyens nécessaires pour que les employés connaissent, comprennent et respectent la présente politique;
ii. favorise l'adoption de comportements conformes à la présente politique et fournit à ses gestionnaires tout le soutien nécessaire à cet effet;
iii. décide des mesures correctives appropriées selon les recommandations de la Division respect de la personne.

L'autorité désignée

i. prend les moyens nécessaires pour que les membres de la communauté municipale connaissent, comprennent et respectent la présente politique;
ii. favorise l'adoption de comportements conformes à la présente politique et fournit tout le soutien nécessaire à cet effet;
iii. décide des mesures correctives appropriées selon les recommandations de la Division respect de la personne.

Le Contrôleur général

Le Contrôleur général travaille en collaboration avec la Division respect de la personne lors de la tenue d'une enquête, à sa demande.

Le partenaire d'affaires en ressources humaines des services centraux et le conseiller en ressources humaines des arrondissements

i. recommande les activités de prévention jugées appropriées en matière de respect de la personne;
ii. voit à la sensibilisation des employés à la présente politique;
iii. informe les employés de la disponibilité des services de soutien psychologique;
iv. identifie les facteurs de risque allant à l'encontre d'un milieu de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel et en informe le gestionnaire et la Division respect de la personne;
v. soutient le gestionnaire dans ses responsabilités à l'égard de toute situation qui contrevient à la présente politique;
vi. développe un plan d'action en lien avec les mesures correctives décidées par l'autorité désignée et fait le suivi de l'application des mesures.

Le gestionnaire

i. donne l'exemple en s'appropriant les principes régissant la présente politique;
ii. communique la présente politique à son équipe et lui signifie clairement l'importance du respect de celle-ci ainsi que ses attentes en regard d'une conduite respectueuse et empreinte de civilité visant à promouvoir un milieu de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel;
iii. agit en prenant les moyens raisonnables pour faire cesser les situations contraires à la présente politique, lorsqu'il les constate ou en est informé.

La communauté municipale

i. prend connaissance et s'assure de comprendre la présente politique;
ii. adopte et maintient une conduite respectueuse et empreinte de civilité dans le but de contribuer à un milieu de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel;

iii. soulève toute situation contraire à la présente politique dans les meilleurs délais possibles;
iv. collabore aux processus de traitement à la suite d'une demande d'intervention, d'un signalement ou d'une plainte formelle.

Processus de traitement

Tout membre de la communauté municipale peut obtenir des renseignements, de l'aide ou des conseils sur les moyens dont il dispose dans le cadre de la présente politique auprès de la Division respect de la personne ou auprès de son partenaire d'affaires en ressources humaines du service central ou de son conseiller en ressources humaines de l'arrondissement.

Un membre de la communauté municipale peut déposer une demande d'intervention, un signalement ou une plainte formelle auprès de la Division respect de la personne s'il estime être victime ou témoin d'une situation contraire à la présente politique.

Le membre de la communauté municipale doit agir rapidement à compter de l'événement ou des événements pour lesquels il a recours à la présente politique. Tout signalement ou plainte formelle doit être fait, au plus tard, dans les deux ans suivants la survenance du dernier incident relaté dans le signalement ou la plainte formelle et ce, même si l'employé n'est plus à l'emploi de la Ville au moment du dépôt.

La Division respect de la personne peut intervenir de sa propre initiative lorsqu'il est porté à sa connaissance des informations le requérant.

1.- DÉMARCHE

Dans la mesure du possible, le membre de la communauté municipale qui s'estime vexé par le comportement d'une autre personne, est encouragé à le lui signifier dans le respect et la civilité.

Si cela s'avère impossible ou non concluant, le membre de la communauté municipale est invité à aller chercher de l'aide auprès de son gestionnaire, auprès de son partenaire d'affaires en ressources humaines du service central ou de son conseiller en ressources humaines de l'arrondissement ou auprès de la Division respect de la personne.

Un membre de la communauté municipale peut effectuer un signalement ou déposer une plainte formelle auprès de la Division respect de la personne.

2.- MÉTHODES DE RÉSOLUTION

Lorsqu'un membre de la communauté municipale fait une demande d'intervention, un signalement ou une plainte formelle auprès de la Division respect de la personne ou lorsque cette dernière décide d'intervenir de sa propre initiative, le dossier est analysé par un conseiller de la Division en vue de déterminer les méthodes de résolutions à utiliser.

2.1.- Le soutien conseil, l'accompagnement ou autres interventions

La Division respect de la personne peut offrir du soutien conseil, de l'accompagnement, ou toute autre intervention qu'elle juge appropriée à la situation qui est portée à sa connaissance.

2.2. - La médiation

En tout temps, il est possible de recourir au processus de médiation si les parties en conviennent.

La médiation est un processus de résolution formel qui a pour objectif de permettre aux membres de la communauté municipale de trouver ensemble une solution acceptable au problème qui les concerne en présence d'un tiers-médiateur.

Le processus de médiation est confidentiel. Seule l'entente écrite résultant de la médiation et signée par les parties est remise à l'autorité désignée qui en assurera le suivi.

La médiation est un processus volontaire; en cas de refus ou d'échec de la médiation, d'autres options sont envisagées pour résoudre la situation.

Dans le cadre des rencontres de médiation, les parties peuvent demander d'être accompagnées. Cet accompagnateur a un rôle de soutien et conseil envers la personne et ne peut d'aucune façon se prononcer en son nom. Il accepte de se rendre disponible et de se comporter de manière à faciliter le bon déroulement du processus.

Le médiateur ne peut en aucun temps agir en tant qu'enquêteur ou vice versa.

2.3.- L'analyse préliminaire du signalement ou de la plainte formelle

Cette analyse préliminaire formelle du signalement ou de la plainte formelle a pour objectifs d'évaluer si les faits rapportés apparaissent viser une situation contraire à la présente politique. Cette analyse a lieu après une rencontre initiale avec le plaignant ou l'auteur du signalement et, si nécessaire, après une rencontre avec le mis en cause.

Le conseiller en charge complète l'analyse préliminaire dans les meilleurs délais. Il évalue aussi la nécessité de mettre en place des mesures temporaires pendant la période de résolution.

S'il conclut que la plainte formelle ou le signalement ne vise pas une situation qui apparaît contraire à la présente politique, il n'a pas l'obligation de poursuivre avec une enquête. Les parties sont informées du résultat et, si le conseiller le juge opportun, la médiation peut être offerte.

Le conseiller peut aussi émettre des recommandations en vue de régler la situation à l'autorité désignée qui en assurera le suivi.

2.4.- L'enquête

Le Contrôleur général travaille en collaboration avec la Division respect de la personne lors de la tenue d'une enquête à sa demande. Les dispositions du *Code de conduite des employés de la Ville de Montréal* s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires le cas échéant. Le pouvoir d'enquête du Contrôleur général, dans les services et les arrondissements, s'applique.

Si l'analyse préliminaire est concluante et que les conditions de succès de la médiation ne sont pas favorables ou qu'il y a eu refus ou échec, la plainte formelle ou le signalement est traité par la voie d'une enquête et un enquêteur est nommé. Le plaignant, le mis en cause et les témoins sont rencontrés afin de valider les faits allégués (les rencontres qui ont eu lieu lors de l'analyse préliminaire n'ont pas à être répétées).

Le mis en cause doit être informé des allégations formulées dans la plainte formelle qui sont retenues pour fins d'enquête et ce, dans un délai raisonnable. Il doit au préalable signer un engagement à la confidentialité.

Suite à leur rencontre avec l'enquêteur, le plaignant, le mis en cause et les témoins sont invités à réviser et à signer leur déclaration. La déclaration doit être retournée à l'enquêteur dans un délai de 5 jours.

Dans le cadre des rencontres, les parties peuvent demander d'être accompagnées. Cet accompagnateur a un rôle de soutien et conseil envers la personne et ne peut d'aucune façon se prononcer en son nom. Il accepte de se rendre disponible et de se comporter de manière à faciliter le bon déroulement du processus.

L'enquêteur procède à une analyse de la preuve amassée pendant le processus d'analyse préliminaire et d'enquête.

2.5. Le rapport

L'enquêteur produit un rapport qui est présenté à l'autorité désignée qui en assurera le suivi. Ce rapport peut recommander des mesures correctives et l'autorité désignée décide des mesures appropriées selon les recommandations.

Le plaignant et le mis en cause ne reçoivent pas copie du rapport. Ils sont rencontrés individuellement par un conseiller de la Division respect de la personne pour leur transmettre les conclusions finales de l'enquête.

Le partenaire d’affaires en ressources humaines des services centraux et/ou le conseiller en ressources humaines des arrondissements, le cas échéant, développe(nt) un plan d’action en lien avec les mesures correctives décidées par l’autorité désignée et fait le suivi de l’application des mesures.

La Division respect de la personne fait le suivi des mesures correctives recommandées auprès de l’autorité désignée.

Annexe de la politique

La Ville s'engage à assurer le respect des principes et des dispositions de la *Charte des droits et libertés de la personne du Québec* (RLRQ, c. C-12), qui stipulent notamment ce qui suit :

> « Article 1 : Tout être humain a droit à la vie, ainsi qu'à la sûreté, à l'intégrité et à la liberté de sa personne. »
>
> « Article 4 : Toute personne a droit à la sauvegarde de sa dignité, de son honneur et de sa réputation. »
>
> « Article 10 : Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'identité ou expression de genre, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.
>
> Il y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou compromettre ce droit. »
>
> « Article 10.1 : Nul ne doit harceler une personne en raison de l'un des motifs visés dans l'article 10. »
>
> « Article 16 : Nul ne peut exercer de discrimination dans l'embauche, l'apprentissage, la durée de la période de probation, la formation professionnelle, la promotion, la mutation, le déplacement, la mise à pied, la suspension, le renvoi ou les conditions de travail d'une personne ainsi que dans l'établissement de catégories ou de classification d'emploi. »
>
> « Article 46 : Toute personne qui travaille a droit, conformément à la loi, à des conditions justes et raisonnables et qui respectent sa santé, sa sécurité et son intégrité physique. »

De même, la Ville s'engage à assurer le respect des principes et des dispositions de la *Loi sur les normes du travail* (RLRQ, c. N-1.1), qui stipulent notamment ce qui suit :

> « Article 81.18 : Pour l'application de la présente loi, on entend par « harcèlement psychologique » une conduite vexatoire se manifestant soit par des comportements, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non désirés, laquelle porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique du salarié et qui entraîne, pour celui-ci, un milieu de travail néfaste. Pour plus de précision, le harcèlement psychologique comprend une telle conduite lorsqu'elle se manifeste par de telles paroles, de tels actes ou de tels gestes à caractère sexuel.

Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement psychologique si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour le salarié. »

« Article 81.19 : Tout salarié a droit à un milieu de travail exempt de harcèlement psychologique.

L'employeur doit prendre les moyens raisonnables pour prévenir le harcèlement psychologique et, lorsqu'une telle conduite est portée à sa connaissance, pour la faire cesser. Il doit notamment adopter et rendre disponible à ses salariés une politique de prévention du harcèlement et de traitement des plaintes. »

La Ville s'engage à assurer le respect des principes et des dispositions de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (RLRQ, c. S-2.1), qui stipulent notamment ce qui suit :

« Article 51 : L'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et assurer la sécurité et l'intégrité physique du travailleur. »

Enfin, la Ville s'engage à assurer le respect des principes et des dispositions prévus au *Code civil du Québec* (L.Q. 1991, c. 64), qui stipulent notamment ce qui suit :

« Article 2087 : L'employeur, outre qu'il est tenu de permettre la prestation de travail et de payer la rémunération fixée, doit prendre des mesures appropriées à la nature du travail, en vue de protéger la santé, la sécurité et la dignité du salarié. »

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
19-010-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE CODE D'ÉTHIQUE ET DE CONDUITE DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA VILLE ET DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (18-010)

Vu les articles 2 et 4 de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (RLRQ, chapitre E-15.1.0.1);

À l'assemblée du _____ 2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 29 du Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (18-010) est modifié par l'ajout de la phrase suivante :

« À cette fin, le Règlement sur la Politique de respect de la personne (*insérer ici le numéro du règlement)* s'applique aux membres du conseil. ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD : 1185019001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1185019001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division respect de la personne
Objet :	DÉCLARER, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de 2 ans, quant à l'adoption des règles relatives au respect de la personne et à l'application de celles-ci en ce qui concerne les mécanismes d'aide et le processus de traitement des demandes d'intervention, des signalements et des plaintes prévus à la Politique. ADOPTER le Règlement sur la Politique de respect de la personne. ADOPTER le Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement (18-010) et APPROUVER les modifications aux Conditions de travail des membres du personnel de cabinet, afin de rendre applicable aux élus et aux membres du personnel de cabinet le Règlement sur la Politique de respect de la personne

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente intervention vise à valider la forme et le contenu de la Politique de respect de la personne, en Annexe A du Règlement sur la politique de respect de la personne.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Karine MARTEL
Avocate en droit du travail
Tél : 514-872-1319

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Audrey LÉVESQUE
Chef de division
Tél : 514-872-1437
Division : Droit du travail

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.12

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1186620013

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Développement et programmation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 57 000 000 $ afin de financer les travaux et les acquisitions d'immeubles visant la réfection et le verdissement des parcs locaux

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 57 000 000 $ afin de financer les travaux et les acquisitions d'immeubles visant la réfection et le verdissement des parcs locaux ».

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-26 12:38

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186620013**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Développement et programmation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 57 000 000 $ afin de financer les travaux et les acquisitions d'immeubles visant la réfection et le verdissement des parcs locaux

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal possède près de 1 300 parcs de proximité répartis sur l'ensemble de son territoire. Le développement et la gestion de ces espaces sont sous la responsabilité des arrondissements et nécessitent des investissements afin de maintenir une offre de services de qualité aux citoyens.
Soucieuse d'améliorer ces espaces verts, la Ville de Montréal met en place le nouveau Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux qui sera coordonné par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR). Destiné aux 19 arrondissements, ce Programme prévoit des investissements de 57 000 000 $ pour rénover, mettre aux normes et remplacer les différents équipements des parcs locaux.

Ces investissements permettront aux arrondissements d'améliorer la qualité de leurs parcs, d'offrir des sites conviviaux pour la pratique d'activités de plein air et de favoriser un milieu de vie sain et accessible aux citoyens.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403 - 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale).

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 57 000 000 $ pour financer les projets de compétence corporative du Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux, incluant :

- aire de jeu, de pique-nique et de détente,
- équipements de parc, mobilier urbain et abri,
- plantations, verdissement et travaux de contrôle des plantes envahissantes,
- sentiers et chemin d'accès,
- travaux d'aménagement complémentaires et éclairage (incluant les travaux de génie civil et électrique),
- accessibilité universelle,
- chalets de parcs,

- acquisition d'espaces verts à des fins de parc.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SGPVMR d'obtenir les crédits requis pour acquérir des immeubles et effectuer des travaux de réfection et de verdissement des parcs locaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du programme 34375 - Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux, prévu à la programmation du PTI 2019-2021.
La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux vise à assurer la qualité des milieux de vie résidentiels et contribue à aménager des quartiers durables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du règlement permettra de financer des interventions qui répondent aux engagements de développement durable de la Ville de Montréal, en plus d'accélérer les processus d'acquisitions qui requièrent la disponibilité des crédits afin de saisir les opportunités du marché (conclure rapidement une promesse de vente avec les vendeurs et effectuer les caractérisations environnementales requises).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y aura pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : 28 janvier 2019.
2. Adoption : 25 février 2019.
3. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.
4. Prise d'effet à compter de la date de publication du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amélie BILODEAU
conseillère en planification

Tél : 514 872-2531
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Véronique ANGERS
c/d Stratégies et développement du réseau

Tél : 514 872-6746
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Johanne FRADETTE
c/d Biodiversité urbaine

Pour Daniel HODDER
Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11), je désigne Mme Johanne Fradette, chef de division - Biodiversité urbaine, pour me remplacer durant mes vacances 23 novembre 2018 au 31 décembre 2018 dans l'exercice de mes fonctions de directeur - Gestion des parcs et biodiversité, au Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, et exercer tous les pouvoirs qui y sont rattachés.

Et j'ai signé,
Daniel HODDER, directeur
Tél : 514-872-7147
Approuvé le : 2018-12-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2018-12-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1186620013

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Développement et programmation
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 57 000 000 $ afin de financer les travaux et les acquisitions d'immeubles visant la réfection et le verdissement des parcs locaux

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1186620013 - Parcs locaux-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 57 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX PRÉVUS AU PROGRAMME DE RÉFECTION ET DE VERDISSEMENT DES PARCS LOCAUX

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 57 000 000 $ est autorisé afin de financer les travaux prévus au Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1186620013

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1186620013

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Développement et programmation
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 57 000 000 $ afin de financer les travaux et les acquisitions d'immeubles visant la réfection et le verdissement des parcs locaux

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement de crédit GDD 1186620013.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste

Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-20

Daniel D DESJARDINS
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances - Division du conseil et du soutien financier -

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.01

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1182968015

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 11 000 000,00 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour le maintien et l'amélioration des feux de circulation et de la gestion de la circulation.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 11 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour le maintien et l'amélioration des feux de circulation et de la gestion de la circulation.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-11-12 11:13

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1182968015**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 11 000 000,00 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour le maintien et l'amélioration des feux de circulation et de la gestion de la circulation.

CONTENU

CONTEXTE

Comme les normes et les besoins en lien avec les feux de circulation sont en perpétuel changement, un programme de maintien et d'amélioration de ces actifs est nécessaire pour assurer la pérennité des équipements installés. Ce programme permet une constante mise à jour des infrastructures des feux de circulation et assure un niveau optimal dans la gestion des déplacements, tant au niveau de la sécurité, de la mobilité que du développement durable.

Les objectifs du programme sont :

- Favoriser un transfert modal des usagers de la route vers le transport collectif par l'implantation de mesure préférentielles aux feux de circulation pour les bus;
- Encourager le transport actif par l'implantation de feux pour les piétons et les cyclistes;
- Modifier des feux de circulation suite à des réaménagement des rues de la Ville;
- Soutenir les efforts mis en place dans le cadre de la stratégie «Vision Zéro» par la modification de la signalisation lumineuse;
- Prévenir le vieillissement des équipements de feux de circulation.

Pour répondre aux besoins de ce programme, des investissements sont nécessaires pour l'achat de feux de circulation, d'équipements de gestion de la circulation et autres aménagements du domaine public relevant de la compétence du conseil de Ville. Ces investissements sont prévus au programme triennal d'immobilisations (PTI) 2019-2021 dont l'adoption est prévu avant la fin novembre 2018. Le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) doit faire adopter un règlement d'emprunt d'un montant cumulatif de 11 000 000 $ afin de permettre de financer ces travaux en 2019 et 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0157 - 13 février 2018 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale).
CM16 0251 - 23 février 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un

emprunt de 18 500 000 $ afin de financer l'achat de feux de circulation et d'équipements de gestion du trafic ».

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste en l'adoption d'un règlement d'emprunt de 11 000 000 $ afin de financer, pour les années 2019 et 2020, le programme de maintien et d'amélioration des feux de circulation et d'équipements de gestion de la circulation. Ce nouveau règlement d'emprunt vise à financer l'achat et l'installation d'équipements de feux de circulation et de gestion de la circulation, y compris les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
Les projets de modification des feux de circulation dans le cadre du maintien et de l'amélioration de ces équipements consistent essentiellement à:

- Ajouter, là où requis, des composantes supplémentaires en vue d'améliorer la sécurité des usagers, tels des feux pour les piétons, les cyclistes, les autobus, etc;
- Remplacer les éléments désuet de la signalisation lumineuse afin de réduire le nombre de pannes et par conséquent diminuer les coûts d'entretien;
- Mettre à niveau périodiquement les équipements en fonction de l'évolution des normes et des guides d'installation des feux de circulation;
- Optimiser la coordination/synchronisation des feux de circulation;
- Répondre aux différents besoins des arrondissements et de partenaires tels que la Société de transports de Montréal (STM) et le Service de sécurité incendie de Montréal (SSIM);
- Réaliser des modifications en lien avec la sécurisation (Vision Zéro).

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SIVT d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux aux intersections munies de signalisation lumineuse.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement des années 2019 et 2020, du volet maintien et amélioration du programme «Feux de circulation et équipement de gestion de la circulation», prévu au PTI.
La ventilation du montant budgétaire de 11 M$ pour le volet de maintien et amélioration, objet du présent dossier, apparaît dans le PTI 2019-2021 comme suit (en milliers de $) :

Programme	2019	2020	2021	TOTAL
59000	4 000	7 000	10 000	21 000

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisation datée du 1er janvier 2008 et approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

Cette dépense est entièrement assumée par la Ville Centre.

Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

Le présent dossier de règlement d'emprunt est conditionnel à l'adoption du PTI 2019-2021.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Comme les émissions de gaz à effet de serre générées par les activités de transport représentent près de 40% des émissions polluantes, gérer la mobilité des personnes et des marchandises de manière efficace et sécuritaire est un enjeu de taille dans un contexte de développement durable. Le programme de maintien et d'amélioration de l'actif des feux de circulation permet ainsi de diminuer les impacts négatifs de la congestion routière et d'améliorer l'environnement et la qualité de vie pour les résidents, les commerçants et les visiteurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation des projets inscrits dans le cadre du programme «maintien et amélioration des feux de circulation et équipements de gestion de la circulation (59000)» repose sur la disponibilité de ressources financières et ce, à court, moyen et long termes. Sans ce règlement d'emprunt, la poursuite des objectifs du programme, en termes de sécurité, de mobilité et de développement durable, serait compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance du conseil municipal du 17 décembre 2018 : avis de motion;

1. Séance du conseil municipal du 28 janvier 2019 : adoption;
2. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'occupation du territoire (MAMOT);
3. Prise d'effet à compter de la date de publication du règlement;
4. Octroi des premiers contrats et exécution des travaux : 2019-2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières (Marie-Claude PIERRE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain PROVOST
Agent technique principal - Systèmes de transport intelligent

Tél : 514 872-9019
Télécop. : 514 872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-08-01

Hugues BESSETTE
C/d exploitation du réseau arteriel

Tél : 514 872-5798
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2018-11-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-11-12

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1182968015

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 11 000 000,00 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour le maintien et l'amélioration des feux de circulation et de la gestion de la circulation.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1182968015 - Circulation volet maintien-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-08

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 11 000 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACHAT ET L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS POUR LE MAINTIEN ET L'AMÉLIORATION DES FEUX DE CIRCULATION ET DE LA GESTION DE LA CIRCULATION

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 11 000 000 $ est autorisé afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour le maintien et l'amélioration des feux de circulation et de la gestion de la circulation.

2. Cet emprunt comprend les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1182968015

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières

Dossier # : 1182968015

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 11 000 000,00 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour le maintien et l'amélioration des feux de circulation et de la gestion de la circulation.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet59000 - 1182968015.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Claude PIERRE
Agente Comptable Analyste
Tél : 514 868-3837

Co- Auteure
Maria Bardina
Conseillère Budgétaire
(514) 872-2563

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-09

Jacques BERNIER
Chef de Division
Tél : 514-872-3417

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.02

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1183599006

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 h) maintenir, par règlement du conseil de la ville, un droit d'initiative pour les citoyennes et citoyens en matière de consultation publique
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la Charte montréalaise des droits et des responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056) afin de permettre la pétition en version électronique

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la Charte montréalaise des droits et des responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056) »

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-08-06 11:59

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1183599006**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 h) maintenir, par règlement du conseil de la ville, un droit d'initiative pour les citoyennes et citoyens en matière de consultation publique
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la Charte montréalaise des droits et des responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056) afin de permettre la pétition en version électronique

CONTENU

CONTEXTE

En vigueur depuis 2010, le droit d'initiative est une initiative d'engagement citoyen permettant à la population de demander et de forcer la tenue d'une consultation publique en respectant les dispositions du *Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative* (05-056). Le droit d'initiative a été adopté à l'unanimité par le conseil de ville (2009).

À l'heure actuelle, ce droit d'initiative est seulement offert en version papier et ne peut pas s'exercer en version électronique. Conséquemment, une modification réglementaire est requise au R*èglement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative* (05-056) pour permettre la pétition électronique.

Dans le cadre du chantier « Démocratie participative du Plan d'action 2015-2017, Montréal ville intelligente et numérique », le développement de la pétition électronique du droit d'initiative en matière de consultation publique a été identifié comme projet à réaliser. Un tel projet vise à améliorer l'accès à la vie démocratique et à consolider la culture de transparence et d'imputabilité à la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0422 – 27 mars 2018 : Motion demandant la mise en ligne de l'outil de pétition électronique au bénéfice du droit d'initiative en matière de consultation publique

CM17 1057 – 22 août 2017 : Adoption d'un règlement modifiant l'annexe B du Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056) afin qu'un conseil d'arrondissement puisse demander au comité exécutif de désigner l'OCPM

comme responsable d'une consultation publique obtenue par droit d'initiative

CM09 0878 – 22 septembre 2009 : Adoption du *Règlement modifiant la Charte montréalaise des droits et responsabilités* (05-056) aux fins d'y insérer les dispositions sur le droit d'initiative

CM05 0476 – 20 juin 2005 : Adoption du *Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités* (05-056)

DESCRIPTION

Le droit d'initiative en matière de consultation publique est seulement offert en version papier et ne peut pas s'exercer en version électronique. Depuis le 1er janvier 2010, date d'entrée en vigueur du droit d'initiative, une vingtaine de projets de pétition ont été déposés par des citoyens.

Rendre l'accès en ligne au droit d'initiative en consultation publique, par l'entremise du développement de la pétition électronique, permettrait à la Ville d'améliorer sa capacité de recevoir et d'écouter les besoins des citoyens tout en favorisant l'accessibilité universelle de cet outil démocratique.

Afin de permettre la pétition électronique pour cet outil démocratique, des modifications au *Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative* (05-056) sont requises.

Ces modifications se résument comme suit :

- permettre que le formulaire standardisé que la Ville rend disponible aux fins de l'exercice du droit d'initiative, soit offert sur support papier et électronique et de prévoir qu'un seul support puisse être utilisé par pétition (articles 6 et 11 de l'Annexe B du Règlement 05-056);

- limiter à un maximum de 400 caractères la description de l'objet de la consultation demandée et à un maximum de 600 caractères la justification de l'opportunité de la consultation demandée pour la collectivité concernée (article 6 de l'Annexe B);

- permettre les signatures électroniques sur le support électronique du formulaire standardisé de la Ville, aux fins de l'exercice du droit d'initiative (article 13 de l'Annexe B).

Par ailleurs, certains autres amendements sont proposés, soit :

-
  - ajustement technique pour tenir compte des délais d'inscription de dossiers au comité exécutif (article 9 de l'Annexe B);
  - ajustement de vocabulaire en respect de la rédaction épicène (articles 6, 10 et 20 de l'Annexe B).

Notons enfin qu'il est prévu que le comité exécutif fixera par ordonnance la date d'entrée en vigueur des dispositions permettant la pétition électronique, et ce, afin que celle-ci soit au même moment que le lancement de la nouvelle plateforme en ligne.

JUSTIFICATION

Le développement de la pétition électronique du droit d'initiative améliorera cet outil démocratique, facilitera la collecte de signatures pour une pétition et favorisera possiblement l'accroissement de la participation citoyenne. Ce projet du chantier « Démocratie participative du Plan d'action 2015-2017, Montréal ville intelligente et numérique », sera l'occasion de faire mieux connaître le droit d'initiative en consultation publique à la population ainsi qu'aux organismes des différents milieux montréalais et de stimuler un intérêt pour cet outil démocratique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement de la pétition électronique du droit d'initiative favorisera la participation, la concertation ainsi que l'accessibilité universelle pour une collectivité au cœur du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public de promulgation du règlement.

Gestes de communication et de formation en arrondissement avant la mise en œuvre effective de la pétition électronique du droit d'initiative sur le site Internet de la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et présentation du projet de règlement – décembre 2018

Adoption du règlement – janvier 2019

Prise d'effet des dispositions permettant la pétition électronique – sur ordonnance du comité exécutif

Mise en ligne de la pétition électronique sur le site Internet de la Ville prévue pour janvier-février 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvain S HÉBERT, Service des technologies de l'information

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne L'ANGLAIS
Avocate

Tél : 872-3357
Télécop. : 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-08-06

Yves SAINDON
Greffier et directeur

Tél : 514 872-3007
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2018-08-06

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA CHARTE MONTRÉALAISE DES DROITS ET RESPONSABILITÉS ET SUR LE DROIT D'INITIATIVE (05-056)

Vu l'article 86.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 47 de l'annexe C de cette charte;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 6 de l'annexe B de ce règlement est modifié :

1° au deuxième alinéa, par l'ajout, après le mot « disponible », des mots « , sur support papier et électronique, »;

2° au paragraphe 1° du troisième alinéa, par l'ajout, après le mot « demandée », des mots « en un maximum de 400 caractères »;

3° au paragraphe 2° du troisième alinéa, par l'ajout, après le mot « concernée », des mots « en un maximum de 600 caractères »;

4° au paragraphe 4° du troisième alinéa, par le remplacement des mots « représentants du groupe et » par les mots « représentantes du groupe, dont ».

2. L'article 9 de l'annexe B de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **9.** Dans les 15 jours suivant le dépôt du projet de pétition, la personne contact désignée est informée de la recevabilité du projet de pétition.

Le plus tôt possible, une copie de toute réponse transmise en vertu du premier alinéa est déposée à une séance du conseil d'arrondissement concerné ou du comité exécutif, selon l'objet du projet de pétition. ».

3. L'article 10 de l'annexe B de ce règlement est modifié au cinquième alinéa par le remplacement du mot « représentants » par les mots « trois personnes désignées à titre de représentantes ».

4. L'article 11 de l'annexe B de ce règlement est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« Le formulaire standardisé de pétition fourni par la Ville, sur support papier ou électronique, doit être utilisé aux fins de l'exercice du droit d'initiative. Un seul support peut être utilisé par pétition. Aucune autre forme de pétition ne sera reçue. ».

5. L'article 13 de l'annexe B de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **13.** Les signatures électroniques sont acceptées, sur le support électronique du formulaire standardisé de la Ville, aux fins de l'exercice du droit d'initiative. ».

6. L'article 20 de l'annexe B de ce règlement est modifié au deuxième alinéa par le remplacement des mots « représentants du groupe » par les mots « personnes représentant le groupe ».

7. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication, à l'exception des articles 1, 4 et 5 qui entrent en vigueur à la date déterminée par ordonnance du comité exécutif.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD 1183599006

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.03

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1187610001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt de 27 000 000 $ afin de financer le programme de maintien du service de l'Espace pour la vie pour les années 2019 (3 010 $), 2020 (9 190 $) et 2021 (14 800 $).

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « **RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 27 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX PRÉVUS AU PROGRAMME DE MAINTIEN DES ACTIFS DU SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE** » sujet à son approbation par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-11-26 17:09

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187610001**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt de 27 000 000 $ afin de financer le programme de maintien du service de l'Espace pour la vie pour les années 2019 (3 010 $), 2020 (9 190 $) et 2021 (14 800 $).

CONTENU

CONTEXTE

Donnant suite à l'adoption du programme triennal d'immobilisations 2019-2021, le Service de l'Espace pour la vie doit faire adopter les règlements d'emprunts nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les programmes y figurant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1296 (8 novembre 2018) - Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet ville centrale) (#1183843016)

CM18 0157 (13 février 2018) - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (volet ville centrale) (#1173843027)

CM17 0487 (24 avril 2017) - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 19 105 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de maintien des actifs du Service de l'Espace pour la vie pour les années 2017 (7 105 000 $) et 2018 (12 000 000 $). (#1170348002)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 27 000 000 $ pour financer les travaux prévus au programme de maintien d'actifs du service de l'Espace pour la vie pour les années 2019, 2020 et 2021. Tenant compte du solde du règlement d'emprunt antérieur (10 200 000$), les sommes prévues en 2019, 2020,2021 se répartissent de la façon suivante :

Objet	2019 (en milliers de $)	2020 (en milliers de $)	2021 (en milliers de $)	Total (en milliers de $)
Programme commun de maintien d'actifs d'Espace pour la vie	3 010	9 190	14 800	27 000

Ce règlement d'emprunt permettra notamment de réaliser plusieurs travaux, achats

d'équipement et matériel scientifique, services professionnels et capitalisation de biens durables tels que:

- Réfection des zones du Biodôme non touchées par le projet de rénovations majeures Migration, notamment les dalles de béton extérieure, l'équipement d'éclairage, le système de chauffage périphériques, l'enveloppe extérieure du bâtiment, les habitats des animaux, la salle Naturalia, etc.;
- Mise à niveau des équipements techniques des théâtres immersifs et du réseau électrique du Planétarium Rio Tinto Alcan ;
- Aménagement d'une salle polyvalente au Planétarium Rio Tinto Alcan;
- Restauration du bâtiment administratif du Jardin botanique;
- Réfection des jardins ouest et rénovation des pavillons du Jardin japonais et de serres d'exposition et de production du Jardin botanique;
- Renouvellement de la signalisation sur les sites d'Espace pour la vie et l'intégration de guichets en libre-service.

JUSTIFICATION

Ce règlement d'emprunt permettra au service de l'Espace pour la vie d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux pour son programme de maintien d'actifs.
Les institutions d'Espace pour la vie accueillent près de 2 millions de visiteurs chaque année. Il s'agit du plus grand complexe muséal en sciences de la nature au Canada. Il s'agit également d'institutions de nature patrimoniale, notamment le Biodôme, qui occupe l'ancien vélodrome olympique, et le Jardin botanique, reconnu comme lieu historique national du Canada. Le programme de maintien des actifs permet de conserver ces infrastructures significatives et de les maintenir aux normes en vue d'assurer un accueil optimal des visiteurs, dans un environnement sécuritaire répondant aux besoins et aux attentes de toutes les clientèles (particulièrement les aînés, les personnes à mobilité réduite et les familles).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement des programmes de maintien prévus à la programmation du PTI 2019-2021 pour les institutions d'Espace pour la vie:
La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.
Le projet Simon à imputer : 156292

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'autorisation du présent règlement d'emprunt est une étape essentielle à la réalisation des projets visant le maintien nécessaire des actifs du service de l'Espace pour la vie, au bénéfice des visiteurs et du patrimoine montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est prévue dans le cadre de ce dossier

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'avis de motion concernant le règlement d'emprunt au conseil municipal de décembre 2018

- Adoption du règlement d'emprunt au conseil municipal de janvier 2019
- Approbation du règlement d'emprunt par le Gouvernement du Québec, souhaitée en février 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur à la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karine JALBERT
conseillère en planification

Tél : 514 872-1453
Télécop. : 514 868-4979

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-21

René PRONOVOST
Directeur du Jardin botanique de Montréal

Tél : 514 872-1452
Télécop. : 514 872-1455

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

René PRONOVOST
Directeur du Jardin botanique de Montréal
Tél : 514 872-1452

Approuvé le : 2018-11-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1187610001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt de 27 000 000 $ afin de financer le programme de maintien du service de l'Espace pour la vie pour les années 2019 (3 010 $), 2020 (9 190 $) et 2021 (14 800 $).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



AML - 1187610001 - Maintien actifs Espace pour la vie.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-22

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 27 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX PRÉVUS AU PROGRAMME DE MAINTIEN DES ACTIFS DU SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 27 000 000 $ est autorisé pour le financement de travaux prévus au programme de maintien des actifs du service de l'Espace pour la vie.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1187610001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187610001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt de 27 000 000 $ afin de financer le programme de maintien du service de l'Espace pour la vie pour les années 2019 (3 010 $), 2020 (9 190 $) et 2021 (14 800 $).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1187610001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste

Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-26

Laura VALCOURT
Conseillère budgétaire Point de service Brennan
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 46.01

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1184521022

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le parc Lily-Tasso à l'intersection du boulevard Perras et de l'avenue du Fief-Carion, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Il est recommandé :
de nommer « parc Lily-Tasso », le nouveau parc situé à l'angle nord-est du boulevard Perras et de l'avenue du Fief-Carion, et constitué du lot numéro 3 397 645 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies**–**Pointe-aux-Trembles, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-31 15:30

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184521022**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le parc Lily-Tasso à l'intersection du boulevard Perras et de l'avenue du Fief-Carion, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles a sollicité la collaboration de la Division du patrimoine pour attribuer un toponyme à un nouveau parc situé à l'angle nord -est du boulevard Perras et de l'avenue du Fief-Carion.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Nommer « parc Lily-Tasso », le nouveau parc situé à l'angle nord-est du boulevard Perras et de l'avenue du Fief-Carion, et constitué du lot numéro 3 397 645 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Lily Tasso (1922-2018)

Née au Caire en 1922, Lily Tasso a été journaliste à *La Presse* pendant plus de trois décennies. Ayant immigré au Québec en 1954, elle est devenue journaliste au *Nouveau Journal* en 1961. Elle a fait ses débuts à *La Presse* en 1963. Elle y a été directrice des « pages féminines » en plus d'y publier des chroniques dédiées aux communautés culturelles de Montréal. C'est d'ailleurs l'une des premières à s'y être intéressée dans un quotidien de l'envergure de *La Presse* . En 1982, elle reçoit le prix Judith-Jasmin.

Source :
ELKOURI, Rima. « À la mémoire de Lily Tasso », dans *La Presse* , [En ligne], 25 février 2018. [https://www.lapresse.ca/debats/chroniques/rima-elkouri/201802/24/01-5155166-a-la-memoire-de-lily-tasso.php].

Cette dénomination permet de poursuivre une thématique toponymique regroupant des noms de journalistes dans ce secteur de la ville.

La famille de madame Tasso a été informée de cette démarche toponymique et l'appuie.

Le nom de madame Tasso est recommandé dans le cadre de l'opération *Toponym'Elles* afin de promouvoir la représentation des femmes dans la toponymie montréalaise.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a appuyé cette proposition lors de la séance du 26 septembre 2018.

L'arrondissement appuie la recommandation.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette action contribue à l'amélioration de la qualité de vie, car elle permet de mettre en valeur un espace public en faisant connaître aux usagers une femme ayant marqué l'histoire du journalisme montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'attribution officielle de noms aux lieux publics a pour objectif d'en assurer un repérage rapide et sécuritaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service des communications (Service de l'expérience citoyenne et des communications à compter du 1er janvier 2019) et l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.
- L’affichage toponymique pourra être effectué par l’arrondissement lorsqu’une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Normand LABBÉ, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

Normand LABBÉ, 5 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-04

Sonia VIBERT
Chef de division

Tél : 514-872-0352
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lise BERNIER
Chef de division
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2018-12-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lise BERNIER
Chef de division
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2018-12-20

Nommer le parc Lily-Tasso à l'intersection du boulevard Perras et de la rue du Fief-Carion, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
Dossier numéro : 1184521022



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SMVT
4 décembre 2018

Source : SIGS
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 46.02

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1184521020

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renommer « avenue Albert-Louis-Van Houtte » la partie de la 19e Avenue située au nord de la rue Jarry Est, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Il est recommandé :
de renommer « avenue Albert-Louis-Van Houtte » la partie de la 19e Avenue située entre la rue Jarry Est et le boulevard Robert et correspondant au lot numéro 2 214 541 et à la partie du lot numéro 2 213 367 du cadastre du Québec qui constitue la 19e Avenue au nord de la rue Jean-Rivard, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-31 15:28

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184521020**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renommer « avenue Albert-Louis-Van Houtte » la partie de la 19e Avenue située au nord de la rue Jarry Est, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension souhaite renommer une partie de la 19e Avenue en l'honneur d'Albert-Louis Van Houtte.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Renommer « avenue Albert-Louis-Van Houtte » la partie de la 19e Avenue située entre la rue Jarry Est et le boulevard Robert et correspondant au lot numéro 2 214 541 et à la partie du lot numéro 2 213 367 du cadastre du Québec qui constitue la 19e Avenue au nord de la rue Jean-Rivard, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Albert-Louis Van Houtte (1877-1944) est une icône dans le développement de l'industrie du café au Canada. Il est l'un des précurseurs dans le développement des cafés-bistros et son nom est maintenant connu à travers le Canada.

Implanté à Montréal depuis ses débuts, l'ensemble de la production manufacturière de Van Houtte et de Keurig Canada (entreprise affiliée à Van Houtte) est maintenant situé dans le parc industriel du quartier Saint-Michel. Ces entreprises ont contribué à l'essor du quartier et à la notoriété de Montréal dans le monde du café. La famille Van Houtte est également impliquée dans différents projets sur le territoire de l'arrondissement. Le choix de la 19e Avenue fut déterminé par sa localisation au cœur du secteur industriel de Saint-Michel, où est implanté le siège de la compagnie créée par M. Van Houtte. Cette section correspond au tronçon situé à l'extrémité nord de la 19e Avenue, qui n'est pas exactement dans l'axe du

reste de la voie. Cette action n'a pas pour incidence de retirer le nom d'une autre personne de la toponymie montréalaise.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a appuyé cette proposition lors de la séance du 26 septembre 2018. Le comité estime que le nom de monsieur Albert-Louis Van Houtte, immigrant français et homme d'affaires arrivé à Montréal en 1911, est assez important dans l'histoire de Montréal pour qu'une rue porte son nom.

Source : VAN HOUTTE, Erick. *La famille Van Houtte : l'histoire d'un bon café* , Outremont, Éditions Logiques, 2001, 249 p.

La famille de monsieur Van Houtte a été informée de cette démarche toponymique et l'appuie.

L'arrondissement appuie la recommandation.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette action contribue à l'amélioration de la qualité de vie, car elle permet de mettre en valeur un espace public en reconnaissant l'apport d'un immigrant qui a marqué le commerce de détail dans la première partie du 20^{e} siècle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Selon les données transmises par l'arrondissement, un changement de nom de la partie nord de la 19^{e} Avenue entre la rue Jarry Est et le boulevard Robert aura un impact sur :

- Environ 30 adresses municipales;
- La signalisation et les plaques odonymiques référant à la 19^{e} Avenue que l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension devra remplacer par un affichage du nouveau toponyme de l'avenue Albert-Louis-Van Houtte.

L'attribution officielle de noms aux lieux publics a pour objectif d'en assurer un repérage rapide et sécuritaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service des communications (Service de l'expérience citoyenne et des communications à compter du 1er janvier 2019) et l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.
- Plusieurs adresses seront affectées par le changement de nom de rue. Ce dernier pourra toutefois prendre effet dès l'adoption d'une résolution par le conseil municipal.
- L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jocelyn JOBIDON, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Jocelyn JOBIDON, 12 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-04

Sonia VIBERT
Chef de division

Tél : 514-872-0352
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lise BERNIER
Chef de division

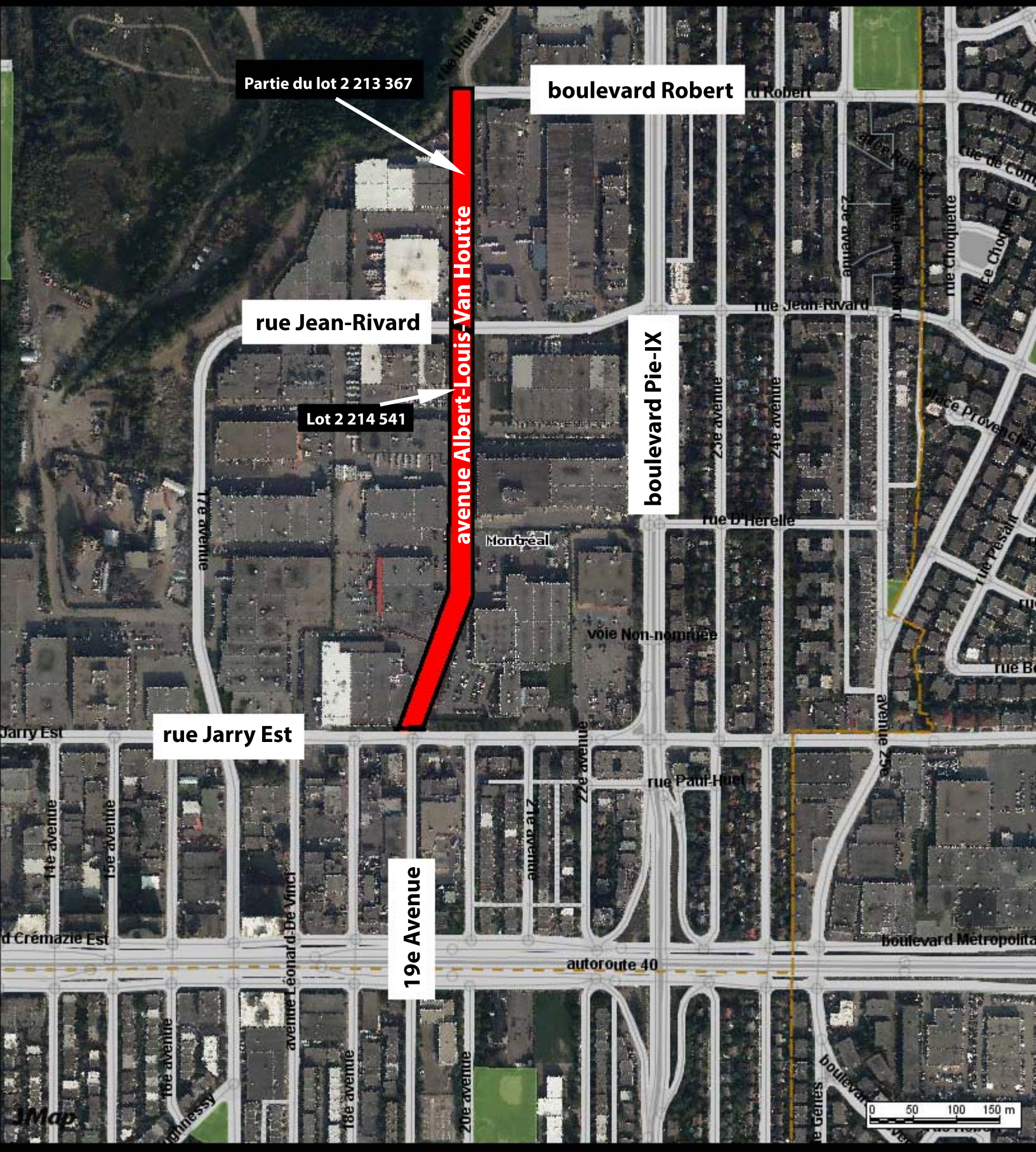
APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lise BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2018-12-20

Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2018-12-20

Renommer « avenue Albert-Louis-Van Houtte » la partie de la 19e Avenue située au nord de la rue Jarry Est, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.
Dossier numéro : 1184521020



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SMVT
6 novembre 2018

Source: SIGS
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 46.03

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1184521029

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le parc Pierre-Dansereau, dans l'arrondissement d'Outremont

Il est recommandé :

de nommer « parc Pierre-Dansereau » le nouveau parc public compris entre les avenues Champagneur et Querbes, au nord de l'avenue Ducharme, et localisé sur le lot numéro 5 273 847 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement d'Outremont, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-31 15:38

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184521029**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le parc Pierre-Dansereau, dans l'arrondissement d'Outremont

CONTENU

CONTEXTE

Le site Outremont et ses abords font l'objet d'un vaste projet de réaménagement d'une ancienne gare de triage en nouveau quartier durable qui intègre un campus de l'Université de Montréal. Dans le cadre de ce redéveloppement, la Ville de Montréal doit attribuer onze toponymes à des voies et lieux publics. Parmi ceux-ci, il faut nommer un nouveau parc public, surnommé P-4, compris entre les avenues Champagneur et Querbes, au nord de l'avenue Ducharme, dans l'arrondissement d'Outremont.

Le conseil d'arrondissement d'Outremont, sur recommandation de la Société d'histoire d'Outremont, a unanimement adopté une résolution le 2 octobre 2017 recommandant au conseil municipal de nommer le parc P-4 « parc Pierre-Dansereau ».

Le choix de nom mis de l'avant par le comité de toponymie de la Ville de Montréal est recommandé au conseil municipal, l'instance compétente en matière de toponymie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 16 0424 - 2 octobre 2017 - Recommander de nommer « parc Pierre-Dansereau » le parc de voisinage P-4 situé entre les avenues Champagneur et Querbes au nord de l'avenue Van Horne dans la diagonale sud du campus MIL (Site Outremont) et de nommer la voie de service de la cour de voirie « avenue de la Gare-de-Triage d'Outremont.

DESCRIPTION

Nommer « parc Pierre-Dansereau » le nouveau parc public compris entre les avenues Champagneur et Querbes, au nord de l'avenue Ducharme, et localisé sur le lot numéro 5 273 847 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement d'Outremont, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Pierre Dansereau (1911-2011) est un pionnier de l'écologie mondiale. Il obtient un

baccalauréat en agronomie de l'Institut agricole d'Oka. Il poursuit sa formation en Europe et il obtient un doctorat de l'Université de Genève, en Suisse, en 1939. De retour au Québec, il enseigne à l'Université de Montréal et travaille au jardin botanique de Montréal jusqu'en 1950. Professeur en botanique à l'Université du Michigan jusqu'en 1955, il effectue alors un retour à l'Université de Montréal, comme doyen de la Faculté des sciences et directeur de l'Institut botanique. Par la suite, il devient professeur de botanique et de géographie à l'Université Colombia, New York; il occupe aussi la fonction de directeur adjoint au jardin botanique de New York. En 1968, il effectue un nouveau retour et devient professeur en écologie à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal. Trois ans plus tard, il migre à l'Université du Québec à Montréal pour y enseigner l'écologie. Jusqu'en 2004, il dirige son laboratoire sur les écosystèmes. Il décède le 28 septembre 2011, quelques jours avant son centième anniversaire.

Source :

- COMMISSION DE TOPONYMIE DU QUÉBEC. « Avenue Pierre-Dansereau », *Banque de noms de lieux du Québec* , [En ligne], 2018. [http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/ToposWeb/Fiche.aspx?no_seq=416187].

Lors de sa séance du 22 novembre 2017, le comité de toponymie de la Ville de Montréal a recommandé le nom de monsieur Pierre Dansereau pour les raisons précitées.

Des démarches ont été entreprises auprès de l'arrondissement d'Outremont pour informer la famille et les proches de monsieur Pierre Dansereau.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette action contribue à l'amélioration de la qualité de vie, car elle permet de mettre en valeur un espace public en rendant hommage à un homme qui a marqué l'histoire québécoise en matière d'écologie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'attribution officielle de noms aux lieux publics a pour objectif d'en assurer un repérage rapide et sécuritaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service des communications (Service de l'expérience citoyenne et des communications à compter du 1er janvier 2019) et l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.
- L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-France PAQUET, Outremont

Lecture :

Marie-France PAQUET, 10 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-04

Sonia VIBERT
Chef de division

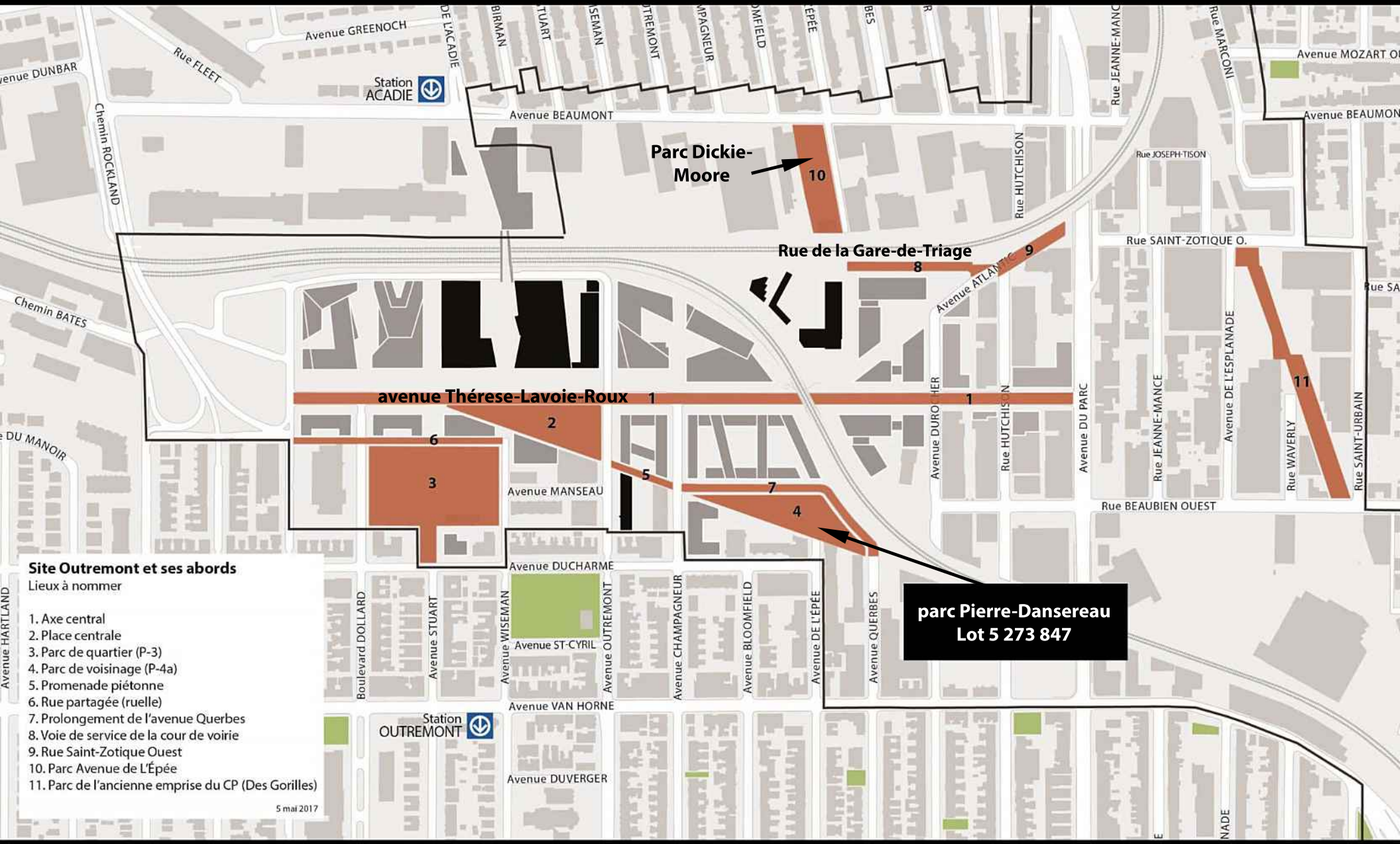
Tél : 514-872-0352
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lise BERNIER
Chef de division
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2018-12-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lise BERNIER
Chef de division
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2018-12-20


Parc Dickie-Moore
10
Rue de la Gare-de-Triage
8
9
avenue Thérèse-Lavoie-Roux
1
2
3
4
5
6
7
11
parc Pierre-Dansereau
Lot 5 273 847
Site Outremont et ses abords
Lieux à nommer
1. Axe central
2. Place centrale
3. Parc de quartier (P-3)
4. Parc de voisinage (P-4a)
5. Promenade piétonne
6. Rue partagée (ruelle)
7. Prolongement de l'avenue Querbes
8. Voie de service de la cour de voirie
9. Rue Saint-Zotique Ouest
10. Parc Avenue de L'Épée
11. Parc de l'ancienne emprise du CP (Des Gorilles)
5 mai 2017
Avenue GREENOCH
Rue FLEET
Station ACADIE
Avenue BEAUMONT
Chemin ROCKLAND
Chemin BATES
Avenue MANSEAU
Avenue DUCHARME
Avenue ST-CYRIL
Avenue VAN HORNE
Station OUTREMONT
Avenue DUVERGER
Rue HUTCHISON
Rue JOSEPH-TISON
Rue SAINT-ZOTIQUE O.
Avenue ATLANTIC
Avenue DU PARC
Rue JEANNE-MANCE
Avenue DE L'ESPLANADE
Rue WAVERLY
Rue SAINT-URBAIN
Rue BEAUBIEN OUEST
Avenue MOZART
Rue MARCONI
Avenue DUROCHER
Boulevard DOLLARD
Avenue STUART
Avenue WISEMAN
Avenue OUTREMONT
Avenue CHAMPAGNEUR
Avenue BLOOMFIELD
Avenue DE L'ÉPÉE
Avenue QUERBES
Avenue HARTLAND

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 46.04

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1184521025

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer l'allée Léo-Bricault, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Il est recommandé :
de nommer « allée Léo-Bricault » la nouvelle voie publique constituée du lot 6 049 146 du cadastre du Québec et située dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-31 15:32

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184521025**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer l'allée Léo-Bricault, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du réaménagement et de la réhabilitation des logements du complexe d'habitations à loyer modique de Saint-Michel Nord, un terrain a été cédé à la Ville par l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour créer une nouvelle voie publique (lot 6 049 146). Cette voie permettra de donner un accès à tous les bâtiments et de désenclaver la propriété.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Nommer « allée Léo-Bricault » la nouvelle voie publique constituée du lot 6 049 146 du cadastre du Québec et située dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Léo Bricault (1926-2017)

Monsieur Léo Bricault a été résident du quartier Saint-Michel toute sa vie. Il a été le fondateur du Journal de Saint-Michel et s'est impliqué durant 50 ans dans les organismes communautaires du quartier. Il a notamment cofondé l'organisme PARI Saint-Michel, dont il a été membre du C. A. pendant 25 ans, et a fondé l'Association pour la défense des droits des Michelois (A.D.D.M.). Il a aussi mis sur pied les dîners-causeries de l'Expo 67 de la Chambre de commerce de Ville Saint-Michel.

Monsieur Bricault s'est impliqué activement dans la défense des droits des habitants de Saint-Michel pour un milieu de vie sain. Il a aidé les citoyens dans leur bataille pour que cesse l'enfouissement des déchets dans la carrière Saint-Michel et pour le réaménagement des deux carrières.

Il s’est battu pour conserver la gratuité des activités à l’aréna de Saint-Michel lors de la fusion avec la Ville de Montréal. Il a également aidé à faire connaître et à subventionner le groupe CAMO de nage synchronisée qui a permis à de nombreuses sportives de se démarquer, dont Sylvie Fréchette et les jumelles Vicky et Penny Vilagos.

M. Bricault a reçu plusieurs distinctions pour l’ensemble de sa carrière et son implication citoyenne dont :

- une distinction de l’Assemblée nationale remise par le député provincial de Viau, Emmanuel Dubourg, en 2009;
- la médaille de la Reine pour sa contribution exceptionnelle au Canada et à sa collectivité remise par le député fédéral de Papineau, Justin Trudeau, en 2013;
- le prix Solis, de l’arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, à titre posthume en 2017.

Près de 850 personnes ont appuyé la pétition déposée par PARI Saint-Michel afin que le nom de Léo Bricault soit utilisé dans la toponymie montréalaise.

La famille de monsieur Bricault a été informée de cette démarche toponymique et l'appuie.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a été consulté par courriel le 5 décembre 2018 et appuie l'idée d'utiliser le nom de monsieur Bricault pour nommer la nouvelle voie publique. Le choix du terme générique « allée » est celui de l'arrondissement, qui souhaite ainsi reconduire le terme générique des voies d'accès dont le réaménagement du secteur entraîne la disparition.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette action contribue à l'amélioration de la qualité de vie, car elle permet de mettre en valeur un espace public en rappelant un citoyen engagé dans la vie du quartier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'attribution officielle de noms aux lieux publics a pour objectif d'en assurer un repérage rapide et sécuritaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service des communications (Service de l'expérience citoyenne et des communications à compter du 1er janvier 2019) et l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.
- L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jocelyn JOBIDON, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Jocelyn JOBIDON, 13 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-04

Sonia VIBERT
Chef de division

Tél : 514-872-0352
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lise BERNIER
Chef de division
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2018-12-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lise BERNIER
Chef de division
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2018-12-20

Nommer l'allée Léo-Bricault, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Dossier numéro : 1184521025



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SMVT
4 décembre 2018

Source : SIGS
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 46.05

2019/01/28
13:00

(1)

Dossier # : 1184521026

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer la place des Fleurs-de-Macadam, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

Il est recommandé :
de nommer « place des Fleurs-de-Macadam », la nouvelle place publique située entre les rues Boyer et de Mentana, au sud de l'avenue du Mont-Royal Est, et constituée du lot numéro 2 317 232 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-31 15:36

Signataire : Isabelle CADRIN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184521026**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer la place des Fleurs-de-Macadam, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

CONTENU

CONTEXTE

L'achat par la Ville du terrain qui accueillait jusque-là la station-service située au 962, avenue du Mont-Royal Est dans le but d'en faire une nouvelle place publique est l'occasion d'ajouter un nouveau nom à la toponymie du Plateau-Mont-Royal.

Avec l'appui de la Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal, la famille Ferland a proposé un nom poétique référant au titre d'une chanson de Jean-Pierre Ferland, fils d'Armand Ferland, opérateur de la station-service pendant de nombreuses années.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CA17 25 0366 - 2 octobre 2017 : Octroi à l'entreprise Castor et Pollux Coop. d'un contrat de services professionnels d'un montant de 218 654,29 $, taxes et contingences incluses, pour un mandat de concertation, de conception et de réalisation d'un aménagement transitoire sur le terrain de l'ancienne station-service Esso, située au 962, avenue du Mont-Royal Est, et autorisation d'une dépense totale à cette fin de 218 654,29 $, taxes et contingences incluses, conformément à l'appel d'offres public DDTTP54-17-22 (4 soumissionnaires).
- CA17 25 0200 - 5 juin 2017 : Approbation du projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de la Compagnie Pétrolière Impériale ltée, à des fins d'équipement collectif, à savoir un parc local, le lot 2 317 232 du cadastre du Québec, situé au sud-est de l'avenue du Mont-Royal Est, entre les rues de Mentana et Boyer, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, pour la somme de 2 500 000 $, plus les taxes applicables.

DESCRIPTION

Nommer « place des Fleurs-de-Macadam », la nouvelle place publique située entre les rues Boyer et de Mentana, au sud de l'avenue du Mont-Royal Est, et constituée du lot numéro 2 317 232 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Fleurs-de-Macadam

Cette expression poétique évoque la nature qui émerge du bitume et provient d'une chanson de Jean-Pierre Ferland, parue en 1962, qui traite de la vie dans le quartier du Plateau-Mont-Royal. L'association de ce nom au site de l'ancienne station-service qui sera transformé en place publique se justifie d'elle-même. Par ailleurs, le symbole est encore plus fort lorsqu'on sait que pendant plus de 40 ans, cette station-service a été opérée par le père de Jean-Pierre Ferland, puis par son frère. Ce nom présente donc un caractère fortement ancré dans l'histoire du Plateau-Mont-Royal.

La demande émane de la famille Ferland et de la Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal, avec l'appui de l'arrondissement.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a été consulté par courriel le 5 octobre 2018 et appuie ce projet.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette action contribue à l'amélioration de la qualité de vie, car elle permet d'ajouter une touche de poésie au paysage urbain tout en rappelant une part de l'histoire du quartier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'attribution officielle de noms aux lieux publics a pour objectif d'en assurer un repérage rapide et sécuritaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service des communications (Service de l'expérience citoyenne et des communications à compter du 1er janvier 2019) et l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.
- L’affichage toponymique pourra être effectué par l’arrondissement lorsqu’une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maureen WILHELM-BLANC, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Maureen WILHELM-BLANC, 6 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-06

Sonia VIBERT
Chef de division

Tél : 514-872-0352
Télécop. : 514 872-0049

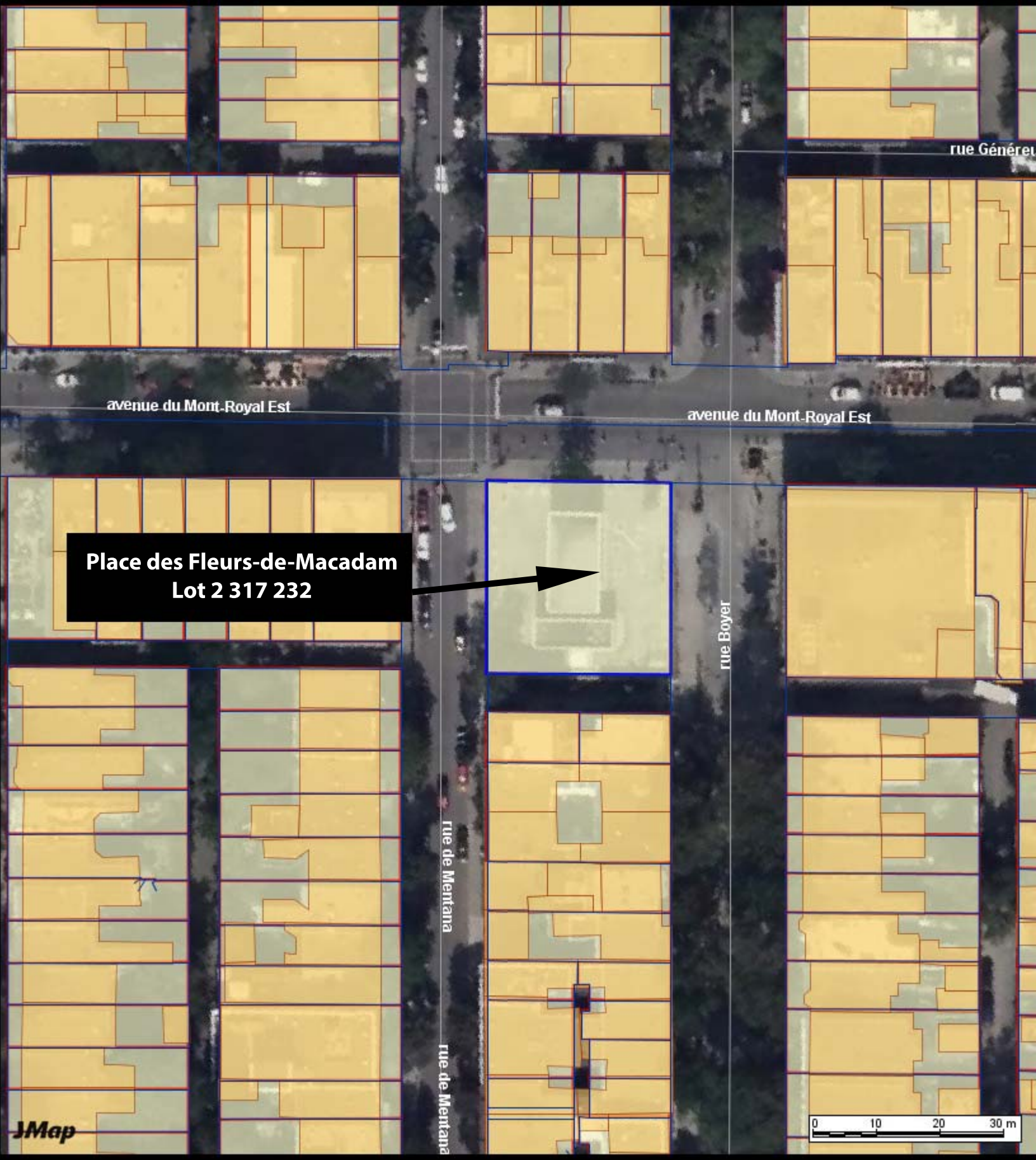
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lise BERNIER
Chef de division
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2018-12-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lise BERNIER
Chef de division
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2018-12-20

Nommer la place des Fleurs-de-Macadam, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal
Dossier numéro 1184521026



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SMVT
5 décembre 2018

Source : SIGS
Ville de Montréal

Motion de l'Opposition officielle **65.01**
Séance du conseil municipal du 28 janvier 2019

Motion pour que la Ville de Montréal adopte un budget carbone ambitieux afin de faire de Montréal une ville carboneutre en 2050

Attendu que plus de la moitié de la population mondiale vit dans les villes et qu'environ 75 % de l'effet de serre provenant de sources humaines est attribuable aux émissions de dioxyde de carbone (CO_2);

Attendu que la Ville de Montréal s'est engagée à réduire ses émissions de GES de 30% sous les niveaux de 1990 d'ici 2020 dans son *Plan de réduction des émissions de GES de la collectivité montréalaise (2013-2020)*, objectif qui a été rehaussé à 35% à la suite de son adhésion au collectif C40 en 2016, mais que selon le Suivi 2018 de ce plan, cet objectif risque de ne pas être atteint, démontrant l'importance d'accroître nos efforts;

Attendu que dans la foulée de l'Accord de Paris sur le climat signé en 2015, la Ville de Montréal s'est dotée d'un troisième plan de développement durable (2016-2020) comprenant le défi ambitieux de réduire de 80% les émissions de GES de la collectivité par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2050;

Attendu que la présente administration a annoncé son intention de rendre la Ville de Montréal carboneutre d'ici 2050;

Attendu que le 18 novembre 2016, dans le cadre d'une consultation publique, l'organisme Coalition Climat Montréal a recommandé à la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs d'élaborer un budget carbone pour la Ville de Montréal en plus de publier des inventaires des émissions de GES fondés sur des données mises à jour annuellement;

Attendu que le concept de budget carbone a été introduit par le Groupe international d'experts sur le climat (GIEC) et qu'il est défini selon l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques, comme « *une mesure de la quantité maximum de gaz à effet de serre (GES) (…) qui peut être émise dans l'atmosphère au cours d'une période donnée, si l'on veut éviter que le réchauffement climatique ne franchisse le seuil sécuritaire de 2 °C par rapport à l'ère préindustrielle* »;

Attendu qu'un budget carbone est un outil de gouvernance et de planification chiffré qui permet de :

- Indiquer la quantité maximum de GES qui peut être émise dans l'atmosphère au cours d'une période donnée;
- Quantifier des cibles annuelles de réduction d'émissions de GES nécessaires pour ne pas dépasser cette quantité maximum;
- Indiquer des mesures de mitigation à implanter et estimer leurs effets en matière de réduction des émissions de GES pour garantir l'atteinte de ces cibles;
- Indiquer clairement la responsabilité de chaque service, organisme et partenaire dans l'implantation des mesures de mitigation et les engager à respecter un échéancier;
- Allouer les montants nécessaires pour l'implantation des mesures de mitigation.

Attendu qu'un tel budget carbone, développé à l'échelle de la Ville de Montréal permettrait de connaître la quantité maximum de CO_2 que la collectivité montréalaise peut émettre en une période donnée et serait un outil plus performant de reddition de comptes annuelle, d'évaluation de l'efficacité des mesures déployées et de mobilisation de la collectivité en vue d'atteindre les objectifs qui feront de Montréal une ville neutre en carbone en 2050;

Attendu que plusieurs villes à travers le monde telles que Londres et Oslo ont adopté un budget carbone et que l'implantation d'un tel outil par la ville d'Oslo lui a permis de remporter le prix de *European Green Capital 2019*;

Attendu que Montréal serait la première ville en Amérique du Nord à implanter un budget carbone et se positionnerait comme un leader dans la lutte aux changements climatiques;

Attendu que le dernier inventaire des émissions de la collectivité montréalaise fait le portrait des émissions de GES de 2014; alors que le Québec et le Canada ont tous deux produit des inventaires pour 2015 et 2016 et que Montréal s'est jusqu'à maintenant appuyé sur ces données gouvernementales;

Attendu qu'un inventaire des émissions de GES fondé sur les données les plus récentes est le premier pas pour évaluer si les actions mises en œuvre sont efficaces pour atteindre les cibles de réduction des GES, et s'avère donc un outil complémentaire essentiel au budget carbone;

Il est proposé par **Francesco Miele, conseiller de la Ville du district de Côte-de-Liesse**

et appuyé par **Lionel Perez, chef de l'Opposition officielle et conseiller de la Ville du district de Darlington**

Que la Ville s'engage à élaborer et à déposer au conseil municipal un budget carbone sur une base annuelle;

Que le conseil municipal mandate la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs et la Commission sur les finances et l'administration de travailler de concert à l'élaboration d'un budget carbone pour la Ville de Montréal en vue de guider plus efficacement ses actions en matière de réduction des GES, et ce, d'ici la fin 2019;

Que la Ville de Montréal accélère la publication de ses inventaires annuels d'émissions de GES de manière à rattraper son retard avec le Québec et le Canada et améliore sa collecte de données locales afin de préciser le portrait de ses émissions.

Montréal

Motion de l'Opposition officielle **65.02**

Séance du conseil municipal du 28 janvier 2019

Motion pour une liste grise plus stricte et transparente

Attendu que la Ville de Montréal dépense environ 1,5 milliard de dollars par année pour des contrats visant l'acquisition de biens, la réalisation de services professionnels et l'exécution de travaux par des fournisseurs externes;

Attendu que la confiance du public envers le système d'octroi de contrat de la Ville de Montréal ainsi qu'envers la qualité des travaux réalisés par ses fournisseurs a été minée par de nombreux scandales au cours des années précédentes;

Attendu que l'amélioration continue de la qualité des biens, services et travaux payés par la Ville de Montréal ainsi que la lutte à la collusion et à la corruption continuent d'être des préoccupations des contribuables montréalais;

Attendu que depuis 2015, la Ville a mis en place un programme d'évaluation du rendement de ses fournisseurs en biens et services, pour tout contrat d'une valeur de 100 000$ et plus ayant fait l'objet d'un processus d'appel d'offres public;

Attendu qu'en vertu de ce programme, la Ville de Montréal a la possibilité de refuser toute soumission d'un entrepreneur ou d'un fournisseur qui, au cours des deux années précédant l'appel d'offres, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant;

Attendu que ce programme d'évaluation de rendement insatisfaisant a pour objectif de mettre de l'avant la qualité des services plutôt que les faibles coûts des travaux et ainsi tempérer la règle du plus bas soumissionnaire;

Attendu qu'en 2018, plus d'une dizaine de contrats ont pourtant été octroyés à des entreprises inscrites sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (ci-après la « liste grise »), de sorte que 6 des 9 entreprises inscrites sur cette liste grise ont décroché au moins un contrat à Montréal;

Attendu que, contrairement à l'encadrement administratif sur l'évaluation du rendement des fournisseurs, plusieurs de ces contrats ont été octroyés sans que les unités d'affaires aient justifié leur recommandation aux instances décisionnelles selon les critères établis;

Attendu que le programme d'évaluation du rendement ne comporte aucune autre sanction effective et systématique pour les entreprises autre que celle d'être inscrites sur la liste grise pour une période de deux ans;

Attendu qu'en septembre 2018, le Bureau de l'Inspecteur général dévoilait dans un rapport de mi-année que les services externes de surveillance des chantiers effectués pour le compte de la Ville de Montréal comportaient de nombreuses irrégularités;

Attendu que Madame Brigitte Bishop, nouvellement nommée Inspectrice générale, a exprimé publiquement le désir d'avoir un plus grand pouvoir de sanction envers les entreprises à rendement insatisfaisant, pouvant être appliqué de manière graduelle;

Il est proposé par **Lionel Perez, chef de l'Opposition officielle et conseiller de la Ville pour le district de Darlington;**

et appuyé par **Patricia Lattanzio, conseillère de la Ville pour le district de Saint-Léonard Est;**

Que la Ville de Montréal exige désormais aux firmes ayant fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant dans les deux dernières années et qui souhaitent obtenir un contrat, d'embaucher un surveillant de chantier indépendant et à temps plein à leurs propres frais et la réduction automatique de 5% du prix des soumissions acceptées;

Que la Ville de Montréal publie toutes les évaluations de rendement sur le portail de données ouvertes;

Que la Ville de Montréal dépose au conseil municipal un bilan annuel de l'application du programme d'évaluation du rendement.

Séance du conseil municipal du 28 janvier 2019

65.03

Motion pour éviter toute apparence de conflit d'intérêts sur les commissions permanentes du conseil municipal et du conseil d'agglomération

Attendu qu'en vertu de l'article 70 de la *Loi sur les cités et villes*, le conseil peut nommer des commissions permanentes ou spéciales, pour la surveillance de l'administration des divers départements civiques pour lesquels elles sont respectivement nommées, et pour l'administration des affaires qu'il peut leur confier;

Attendu qu'en 2006, le conseil municipal et le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal ont ainsi institué 11 commissions permanentes, lesquelles sont régies par la Charte de la Ville de Montréal et par les règlements municipaux 06-009 et 06-024;

Attendu que les commissions sont définies par ces règlements comme des organes de consultation publique du conseil;

Attendu que la mission des commissions permanentes consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux ainsi qu'à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public, et ce, sans partisannerie;

Attendu que les commissions rendent compte de leurs travaux et recommandations directement au conseil municipal et au conseil d'agglomération au moyen de rapports, de recommandations et de bilans;

Attendu que, suivant le dépôt d'un rapport d'une commission, le comité exécutif informe le conseil municipal et le conseil d'agglomération de ses intentions relativement aux recommandations qui y sont inscrites, par le biais d'une réponse écrite;

Attendu qu'un membre du comité exécutif qui siège à une commission permanente agit donc à la fois en tant que juge et partie puisqu'il participe à l'élaboration des recommandations de la commission, puis qu'il formule la réponse du comité exécutif, laquelle peut renverser un consensus établi;

Attendu que cette situation est particulièrement flagrante pendant l'étude du budget et du programme triennal d'immobilisation (PTI) 2019 de la Ville de Montréal par la Commission sur les finances et l'administration (CFA), puisqu'un membre du comité exécutif a dû quitter son siège à la CFA pour présenter les prévisions budgétaires des services desquels il est responsable et pour

répondre aux questions de la Commission, puis revient ensuite débattre des recommandations qui devraient être transmises au conseil;

Attendu que l'indépendance des commissions permanentes, lesquelles ont des pouvoirs de surveillance et de consultation publique, par rapport au comité exécutif de la Ville de Montréal, contribue à la préservation de la confiance du public et assure un meilleur équilibre des pouvoirs;

Attendu qu'en vertu de l'article 107.17 de la *Loi sur les cités et villes*, le conseil doit créer un comité de vérification, qui en vertu de sa Charte détient de nombreuses responsabilités de contrôle et de surveillance telles que la surveillance de l'intégralité de l'information financière de la Ville et de sa communication, l'établissement d'un processus de gestion des risques d'affaires et de non-conformité, la mise en place d'un système efficace de contrôles internes, le suivi des recommandations du Bureau du vérificateur général, etc.

Attendu que la présence de membre du comité exécutif sur le comité de vérification soulève les mêmes problématiques en matière d'impartialité et d'indépendance puisque ce dernier soumet ses recommandations au comité exécutif;

Attendu que le *Règlement et autres règles de procédure de l'Assemblée nationale du Québec* spécifie qu'un ministre ne peut être membre d'une commission permanente, sauf pour la durée d'un mandat si la motion d'envoi adoptée par l'Assemblée l'indique (art. 124) ou pour l'étude d'un projet de loi qu'il a présenté (art 125);

Attendu qu'en certaines occasions, les travaux d'une commission permanente pourraient tout de même bénéficier de la présence d'un membre du comité exécutif pour présenter un dossier ou répondre aux questions des citoyens;

Il est proposé par Marvin Rotrand, conseiller de la Ville pour le district de Snowdon;

et appuyé par Alan DeSousa, maire de Saint-Laurent

Que le conseil municipal demande la modification des règlements 06-009 et 06-024 afin d'y stipuler explicitement que les membres du comité exécutif ne peuvent siéger ni à la Commission sur les finances et l'administration ni au Comité de vérification élargi et que cette modification soit apportée et en vigueur avant l'étude du budget et du PTI 2020;

Que le conseil municipal mandate la Commission de la présidence de déterminer avec précision si et dans quelles circonstances les membres du comité exécutif pourraient être invités à participer aux autres commissions, tout en évitant toute apparence de conflit d'intérêts.

Article 65.04

Motion - Non- Partisane
28 janvier 2019

Motion visant à demander au Comité Service à la clientèle et Accessibilité universelle de la Société de transport de Montréal de tenir au moins deux assemblées publiques en 2019.

Attendu que la Société de transport de Montréal (STM) a créé son Comité Service à la clientèle et Accessibilité universelle (CSA) pour veiller à ce que les enjeux importants pour les passagers soient examinés et, si nécessaire, portés à l'attention du conseil d'administration;

Attendu que le mandat du CSA est vaste et qu'il comprend l'approbation de nouvelles lignes d'autobus et la modification de lignes actuelles;

Attendu que, conjointement avec la direction de la STM, le CSA a, au fil des ans, joué un rôle essentiel en supervisant la mise en œuvre de nouvelles politiques et d'innovations visant à augmenter l'achalandage, ce qui a entraîné, dans le réseau de la STM, des améliorations telles que la possibilité d'embarquer par toutes les portes sur certains trajets et le lancement d'un système d'information des passagers en temps réel, ainsi que d'autres perfectionnements;

Attendu que le CSA a travaillé sur des enjeux tels que l'amélioration de l'accessibilité du système de transport en commun pour répondre aux besoins de sa clientèle et la mise en œuvre du paiement mobile des titres de transport, qu'elle continue à le faire et qu'elle passe en revue l'ensemble du réseau d'autobus pour veiller à l'optimisation du service;

Attendu que le CSA a déjà tenu des assemblées publiques au siège social de la STM ou dans certains quartiers pour permettre à sa clientèle d'exprimer son opinion sur les enjeux relatifs à des dossiers comme l'accessibilité ainsi qu'au sujet des services offerts dans les différents arrondissements et dans les différentes communautés de l'agglomération de Montréal;

Attendu que, malgré les avantages évidents de ces interactions publiques avec sa clientèle, le CSA a décidé de ne pas tenir d'assemblée publique en 2018;

Il est proposé par Marvin Rotrand

Appuyé par Alan De Sousa

Que le conseil municipal invite la STM a demander avec insistance au CSA de tenir, en 2019, au moins deux assemblées publiques dont l'une porterait sur l'accessibilité du réseau et l'autre serait tenue dans un arrondissement ou une municipalité de l'agglomération de Montréal afin de permettre à la clientèle de ce secteur d'exprimer son opinion au sujet des services et d'autres enjeux relatifs au transport en commun.

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1187075005

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation, pour une période de douze (12) mois, sans dépense additionnelle, du contrat de la firme Bauval CMM (CG16 0128), pour le traitement de roc, béton et asphalte en provenance des écocentres.

Il est recommandé au Conseil d'agglomération :
- d'autoriser la prolongation, pour une période de douze (12) mois, sans dépense additionnelle, du contrat de la firme Bauval CMM (CG16 0128), pour le traitement de roc, béton et asphalte en provenance des écocentres.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-13 09:56

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187075005**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation, pour une période de douze (12) mois, sans dépense additionnelle, du contrat de la firme Bauval CMM (CG16 0128), pour le traitement de roc, béton et asphalte en provenance des écocentres.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q.; chapitre E-20. 001, Loi 75), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles sont des compétences d'agglomération. En vertu de l'article 17 de la loi précitée, la municipalité centrale peut agir à l'égard des matières résiduelles constituant les compétences d'agglomération non seulement sur son territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée. Le Service de l'environnement assume cette responsabilité pour l'agglomération.
La Ville de Montréal exploite un réseau d'écocentres accessible à tous les citoyens de l'agglomération. Les principales activités de ces centres de récupération consistent à recevoir des matières et de les transférer dans des sites de traitement afin qu'elles soient recyclées ou valorisées. Dans cette perspective, le Service de l'environnement doit attribuer des contrats auprès de firmes spécialisées pour assurer, dans le cas présent, le traitement du roc, béton et asphalte.

Le contrat de l'appel d'offres public numéro 15-14634 octroyé le 26 février 2016 prévoit une possibilité de deux (2) prolongations d'une année chacune.

La firme Bauval CMM a accepté de prolonger le contrat pour le traitement de roc, béton et asphalte en provenance des écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, LaSalle, La Petite-Patrie, Saint-Michel et Saint-Laurent.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0128 - 25 février 2016 - Accorder un (1) contrat à la firme BAUVAL CMM au montant de 557 386,20 $ pour le traitement de roc, béton et asphalte en provenance des écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, LaSalle, La Petite-Patrie, Saint-Michel et Saint-Laurent et un (1) contrat à RECYCLAGE NOTRE-DAME Inc. au montant de 330 871,33 $ pour le traitement de roc, béton et asphalte en provenance de l'écocentre Rivière-des-Prairies pour une durée de 36 mois comprenant deux (2) options de renouvellement d'une (1) année chacune. Dépense total de 888 257,52 $ taxes incluses. Appel d'offres public numéro 15-14634. Quatre (4) soumissionnaires.
CG13 0300 - 29 août 2013 - Accorder un contrat à BAUVAL CMM pour le traitement du roc, béton et asphalte en provenance des écocentres, pour une période de 36 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois. Dépenses totales pour 36 mois de 512 335,05 $ taxes incluses. Appel d'offres public 13-12745. Trois (3) soumissionnaires, deux conformes.

CG11 0254 - 25 août 2011 - Conclure avec les firmes BAUVAL CMM, division de BAUVAL inc. 662 677,64 $ et Construction GFL inc. 234 587,47 $ des ententes-cadres collectives d'une durée de vingt-quatre mois, pour la fourniture de service de sites pour la valorisation de la pierre, du roc, du béton et de l'asphalte à la suite de l'appel d'offres public 11-11537. Deux (2) soumissionnaires.

DESCRIPTION

Les écocentres de la Ville de Montréal ont pour mission première de permettre aux citoyens de venir déposer, dans espaces dédiés et sécuritaires, diverses matières dans le but d'être réutilisées, recyclées ou valorisées afin d'éviter leur élimination. Dans un même temps, les écocentres s'avèrent être des lieux de sensibilisation citoyenne pour une gestion plus efficiente des matières résiduelles produites.
En 2017, approximativement 9 800 tonnes de roc, béton et asphalte ont été apportées par les citoyens et les entrepreneurs en construction, rénovation et démolition dans le réseau des écocentres. Les matières sont principalement recyclées dans la production d'agrégats.

JUSTIFICATION

Dans les documents de l'appel d'offres 15-14634, il est prévu la possibilité de prolonger les contrats d'une (1) année chacun, pour un maximum de deux (2) prolongations aux mêmes termes et conditions.
Au prix moyen actuel à la tonne de 18,37 $ et à la recommandation du Service de l'approvisionnement, les deux (2) adjudicataires des contrats de l'AO 15-14634 ont été sollicités afin d'appliquer la prolongation. Ceci, dans un contexte de marché dans lequel il y a augmentation du coût de traitement des résidus de construction, rénovation et démolition.

Bauval CMM a répondu positivement à la demande pour prolonger leur contrat de traitement de roc, béton et asphalte en provenance des écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, LaSalle, La Petite-Patrie, Saint-Michel et Saint-Laurent.

Le deuxième adjudicataire a refusé la demande prolongation. Un contrat devra être octroyé à une autre entreprise pour le traitement de la matière roc, béton et asphalte récupérée à l'écocentre Rivière-des-Prairies.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Montant initial du contrat octroyé : 557 386,20 $ (taxes incluses).
Montant restant du contrat à écouler : 146 638,36 $ (taxes incluses).

L'épuisement des sommes restantes durant l'année de prolongation est corollaire de l'écoulement des tonnages.

Les sommes seront prises à même le budget de fonctionnement. Il n'y a pas de coûts additionnels

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La valorisation de matériaux de roc, béton et asphalte récupérés dans les écocentres de la Ville de Montréal s'inscrit en accord avec la Priorité 2 du Montréal Durable 2016-2020 - "Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources."

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'autorisation de la prolongation du contrat permettra de poursuivre la valorisation des quantités de roc, béton et asphalte apportées par les citoyens et les petits entrepreneurs en construction, rénovation et démolition dans les écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, LaSalle, La Petite-Patrie, Saint-Michel et Saint-Laurent.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : janvier 2019
CM : janvier 2019
CG : janvier 2019

Début de la prolongation : 1er février 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Claude JOLY, Service des finances

Lecture :

Marie-Claude JOLY, 20 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien D DEMERS
agent(e) de recherche

Tél : 514 872-1279
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-15

Carl MOISE
C/s operations - gestion des matieres residuelles

Tél : 514 872-9108
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2018-12-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2018-12-07

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 5 novembre 2018

Monsieur Robert Marjanek
Responsable des ventes
Bauval CMM
8080 boul. Cavendish
St-Laurent Quebec H4T 1T1

Courriel : rmarjanek@bauval.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 15-14634
Valorsiation du roc, béton et asphalte en provenance des écocentres de l'agglomération de Montréal

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er février 2019 au 1er février 2020 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à myriem.laklalech@ville.montreal.qc.ca **au plus tard le** 9 novembre 2018 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée..

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : ROBERT MARJANEK — 8 NOV 2018

Nom en majuscules et signature — Date

La caution sera conservée jusqu'à la fin du contrat.

Je refuse le renouvellement : _____ _____

Nom en majuscules et signature — Date

Myriem Laklalech
Agente d'approvisionnement II
Courriel : myriem.laklalech@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-1998

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1182346002

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division de la perception et des services à la clientèle , Section de l'exécution des jugements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Octroyer à Remorquage Météor inc. un contrat de remisage des véhicules saisis dans le cadre de l'opération "Sabot de Denver" sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une durée de trois ans - Appel d'offres public 18-17277 (1 seul soumissionnaire)

Octroyer à Remorquage Météor Inc, la seule entreprise ayant soumissionnée, étant conforme et ayant obtenu un pointage final de 84,17 en fonction des critères de sélection spécifiés au devis, le contrat de remisage des véhicules saisis dans le cadre de l'opération "Sabot de Denver" sur le territoire de l'agglomération de Montréal, pour une période de trois (3) ans conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17277

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-12-17 09:06

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1182346002**
Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division de la perception et des services à la clientèle , Section de l'exécution des jugements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Octroyer à Remorquage Météor inc. un contrat de remisage des véhicules saisis dans le cadre de l'opération "Sabot de Denver" sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une durée de trois ans - Appel d'offres public 18-17277 (1 seul soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le percepteur des amendes est désigné par décret du ministre de la Justice aux fins de l'exécution des jugements rendus par la cour municipale. Dans ce contexte et conformément aux articles 332.1 et suivant du Code de procédure pénale, le percepteur procède à la saisie d'un véhicule en l'immobilisant, le remorquant ou le remisant afin qu'il soit vendu sous le contrôle de la justice, cette mesure d'exécution est désignée sous le nom de "Sabot de Denver". Ce mode d'exécution est exercé par le percepteur des amendes depuis de nombreuses années et le dernier appel d'offres public portant le numéro 14-13871 a permis à la Ville d'octroyer un contrat de remisage de 4 ans à la compagnie *Remorquage Météor In* , se terminant le 29 janvier 2019.

L'immobilisation du véhicule du défendeur en défaut de payer les sommes dues à la Ville à l'aide d'un Sabot de Denver est un moyen efficace et ayant un effet dissuasif auprès des défendeurs récalcitrants. En effet, la reprise de possession d'un véhicule saisi ne peut s'effectuer que lorsque l'amende et **tous les frais** sont acquittés par le défendeur (débiteur). Par sa visibilité, l'opération Sabot de Denver est aussi un facteur de réussite de la perception des amendes en amont de l'exécution forcée d'un dossier.

Processus du Sabot de Denver en cas de défaut de paiement (après jugement)

À la suite d'une immobilisation de 48 heures sur la voie publique à l'aide d'un Sabot de Denver, le véhicule est remorqué par l'huissier de justice au site de remisage retenu par la Ville au terme d'un appel d'offres public. En tout temps avant la vente sous contrôle de la justice, le défendeur peut récupérer son véhicule en payant la totalité du montant dû à la Cour incluant les frais d'huissiers (soient les honoraires, et les déboursés de remorquage et de remisage). Une fois les sommes payées le percepteur des amendes émet une main levée de la saisie et le véhicule est libéré. Si le défendeur omet d'effectuer le paiement requis avant la vente (délai de 30 jours) l'huissier procède à la vente aux enchères du véhicule , la

somme obtenue par la vente du véhicule couvrira les frais d'huissiers (incluant les déboursés) ainsi que le montant du jugement.

Le remisage du véhicule "Saboté" est la finalité de ce mode d'exécution. Afin de poursuivre l'opération "Sabot de Denver", un contrat doit être octroyé à site de remisage au moyen d'un appel d'offres public. Lors des derniers appels d'offres, les critères de sélection et la pondération avaient été autorisés par résolutions du Comité exécutif. La grille d'évaluation suivante a été approuvée par le Directeur du service de l'approvisionnement (décision numéro DA182346001) le 9 octobre dernier puisque les trois (3) "gabarits" de grilles d'évaluation pré autorisées ne conviennent pas aux besoins recherchés par l'appel d'offres.

1) Expérience de l'entreprise 15 %

2) Qualité du personnel / Service à la clientèle 15 %

3) État du site de remisage 30 %

4) Compréhension des besoins et capacité à rendre le service 15 %

5) Accessibilité par transport en commun à partir du
chef-lieu (775, rue Gosford) 25 %

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0020 - **29 janvier 2015** - Accorder un contrat à Remorquage Météor inc. pour le remisage des véhicules saisis dans le cadre de l'opération "Sabot de Denver" sur le territoire de l'agglomération de Montréal, pour une durée de quatre ans en plus de 2 options de renouvellement d'un an chacune - appel d'offres public 14-13871 (1 soum.)

CE14 1641 - 29 octobre 2014 - Autoriser le lancement de l'appel d'offres public pour l'octroi d'un contrat de remisage des véhicules saisis dans le cadre de l'opération "Sabot de Denver" sur le territoire de l'agglomération de Montréal et approuver la grille d'évaluation.

CG11 0010 - 27 janvier 2011 - Octroyer à Remorquage Météor Inc, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection spécifiés au devis, le contrat de remisage des véhicules saisis dans le cadre de l'opération "Sabot de Denver" sur le territoire de l'agglomération de Montréal, pour une période de quatre ans (trois ans avec option de renouvellement d'un an) conformément aux documents de l'appel d'offres public 10-11449.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise a octroyer un contrat de remisage des véhicules immobilisés à l'aide d'un Sabot de Denver à la firme Remorquage Météor Inc. pour une durée de trois ans. Un appel d'offres public portant le numéro 18-17277 a été tenu. Le présent contrat ne comporte pas de prix, le tarif de remisage est fixé par le règlement RGC10-011 et il sera payé par le défendeur ayant fait l'objet de la saisie par immobilisation.
L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 5 novembre 2018 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO. La période de soumission s'est terminée le 22 novembre à 13h30.

La seule soumission déposée au Service du greffe de la Ville pour l'AO 18-17277 est le soumissionnaire Remorquage Météor Inc située au 9405 boulevard St-Michel à Montréal (Québec) H1Z 4G9.

Le comité de sélection autorisé s'est réuni le 6 décembre 2018 afin d'évaluer la seule

soumission déposée.

Les critères d'évaluation de la soumission étaient les suivants :

1) Expérience de l'entreprise 15 %

2) Qualité du personnel / Service à la clientèle 15 %

3) État du site de remisage 30 %

4) Compréhension des besoins et capacité à rendre le service 15 %

5) Accessibilité par transport en commun à partir du
chef-lieu (775, rue Gosford) 25 %

La soumission a été jugée conforme et a obtenu le pointage de **84,17**.

Dans le cadre de l'opération Sabot de Denver le véhicule du défendeur est remisé sans délai. Ainsi, le service de remisage demandé doit être facilement accessible afin de permettre la reprise du véhicule à la suite du paiement complet à l'huissier. La proximité et l'accessibilité du site de remisage sont des facteurs déterminants et à cet égard, ils faisaient l'objet d'un critère de sélection pour l'analyse de la soumission soit "Accessibilité par transport en commun à partir du chef-lieu (775, rue Gosford)". Dans ce marché très restreint il est possible que cet élément ainsi que l'enquête de sécurité, qui peut être réalisée à tout moment au cours du contrat, aient incité certaines autres firmes à ne pas soumissionner sur cet appel d'offres.

JUSTIFICATION

La finalité de l'opération Sabot de Denver repose sur le remisage du véhicule afin de procéder à une vente sous contrôle de la justice. Le recours à un site d'entreposage est requis afin de poursuivre l'opération Sabot de Denver" et permettre au percepteur des amendes de la cour municipale d'exercer ce recours efficace.
Les tarifs applicables dans le cadre de l'opération Sabot de Denver sont prévus à la fois au règlement municipal RCG 10-011 et au Tarif d'honoraires des huissiers de justice (R.L.R.Q., c.H-4,r.13).
Les actes effectués par l'huissier sont prévus au Tarif d'honoraires alors que les tarifs de remorquage et de remisage qui constituent des déboursés d'exécution pour l'huissier, sont prévus au RCG10-011. Les honoraires et les déboursés seront réclamés au défendeur par l'huissier. Une fois les sommes perçues par l'huissier, ce dernier effectue les remises appropriées, le tout conformément à son rôle d'officier saisissant.

L'opération Sabot de Denver constitue une source de revenus appréciable pour la Ville. Le taux de paiement des dossiers exécutés par le mode "Sabot de Denver" est de 83%. Lors du paiement, tous les honoraires de l'huissier ainsi que les déboursés sont entièrement payés. Entre le 26 février 2018 et le 16 novembre 2018, une somme de 879 732,00$ a été perçue auprès des défendeurs en défaut en regard de cette activité. Il faut noter qu'à la suite de la pose d'un « Sabot de Denver », le percepteur des amendes peut consentir à une entente de paiement par versements ou très exceptionnellement à une entente de travaux compensatoires. Dans ces 2 cas cités, le défendeur devra alors avoir payé à l'huissier tous les frais découlant de la saisie de son véhicule, incluant les frais de remisage. Cette année encore, près de 10% des dossiers ont fait l'objet d'une entente, ce qui porte à 93 % le taux de recouvrement des dossiers de « Sabot de Denver».

L'huissier est également responsable de l'administration de la vente sous contrôle de la justice pour les dossiers n'ayant pas fait l'objet d'un paiement ou d'une entente. Divers actes seront effectués par celui-ci avant la vente en justice et des honoraires professionnels seront imputés aux dossiers. De façon générale, la somme obtenue à la suite de la vente aux enchères couvre entièrement la dette du défendeur alors constituée de la somme due à la Ville, des honoraires et des déboursés de l'huissier de justice, mais il arrive que la vente ne permette pas à l'huissier de couvrir tous ses honoraires et déboursés **et** de rembourser la Ville. Après huit (8) mois d'opération cette année, le montant de la dépense s'élève à 74 724,00 $. Un montant estimé de 100 000 $ annuellement doit être réservé à cet égard et il est déjà prévu au budget de fonctionnement d'honoraires professionnels d'huissiers de justice.

Dans le cas où une requête en opposition à la saisie est accordée, les frais seront imputés au dossier du défendeur et feront l'objet d'une perception ultérieure. Finalement, la Ville devra assumer le paiement complet des frais aux huissiers seulement lorsqu'une décision judiciaire (requête en rétractation de jugement ou en réduction de frais) est rendue en faveur du défendeur, soit à ce jour moins de 1 % des dossiers ayant fait l'objet de la pose d'un "Sabot de Denver".

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier décisionnel ne comporte aucun coût ni revenu de remisage pour la Ville. Le but de la Ville est d'octroyer et de gérer un contrat de remisage qui permettra aux firmes d'huissiers mandatés par la Ville de remiser les véhicules dans le cadre de l'opération « Sabot de Denver ». Tous les frais de remisage et la perception de ces frais auprès du défendeur seront à la charge d'huissiers. L'adjudicataire est donc rémunéré par l'huissier et dégage la Ville de toute responsabilité à cet égard.

La rémunération de l'adjudicataire pour les services de remisage, prévue au règlement municipal portant le numéro RCG 10-011 est de 25,00$ par journée ou fraction de journée de remisage. Advenant une modification de cette réglementation, cette tarification sera automatiquement modifiée au même effet.

Dans le cadre de ce contrat, l'adjudicataire doit percevoir les frais de remisage, au tarif prévu, auprès des firmes d'huissiers mandatés par la Ville. Les frais de remisage sont donc à la charge de la firme d'huissiers à titre d'officier saisissant, et ce, à partir de la journée du remorquage jusqu'à l'autorisation de remise du véhicule.

Par conséquent le soumissionnaire n'a pas eu à soumettre de prix dans son offre puisque le tarif payable par l'huissier à Remorquage Météor Inc. est celui payable par le défendeur pour le remisage lequel est fixé par le règlement RCG 10-011.

Les tarifs de remisage, ainsi payés par les huissiers à l'adjudicataire, constituent des déboursés d'exécution par l'huissier. Afin de couvrir ses déboursés, l'huissier perçoit cette somme auprès du défendeur. La Ville ne comptabilise dans ses livres ni les coûts de remisage ni les revenus issus de la perception auprès du défendeur des coûts du remisage.

De façon générale, le taux de perception des dossiers exécutés par le mode « Sabot de Denver » est de 93%. Dans ces cas, tous les honoraires et déboursés de l'huissier sont entièrement payés et couverts par la somme perçue.

Dans 7% des cas par contre où la somme obtenue à la suite de la vente aux enchères ne permets pas à l'huissier de couvrir entièrement la dette du défendeur, la Ville rembourse à

la Firme d’huissiers les dépenses, honoraires, déboursés et frais taxés que l’huissier a droit d’exiger et ce, tel que prévu au contrat entre la Ville et les Firmes d’huissiers (CG17 0559)

Les fonds budgétaires pour ces montants que la Ville rembourse aux huissiers sont prévus au budget de fonctionnement des huissiers du Service des affaires juridiques dans le cadre du contrat avec les huissiers (CG17 0559) et sont estimés à 100 000$ par année.

Par conséquent, le présent octroi de contrat à Météor Remorquage Inc. ne comporte aucun coût ni revenu de remise et s’il y a lieu, ces coûts seront facturés par l’huissier via ces déboursés d’exécution dans le cadre de son contrat d’huissiers avec la Ville.

La cour municipale est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un site de remisage est nécessaire pour le maintien de l'opération "Sabot de Denver". Cette opération est un mécanisme de perception des amendes efficace, ayant un effet dissuasif auprès des défendeurs récalcitrants.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les firmes d'huissiers chargées d'exécuter la saisie par l'immobilisation du véhicule à l'aide du Sabot de Denver seront informées.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Matthieu CROTEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Josée BIBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie DAUPHINAIS
Chef de division perception et services à la clientèle

Tél : 514 872-6406
Télécop. : 514 872-6927

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-07

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2018-12-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2018-12-07

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1182346002

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division de la perception et des services à la clientèle , Section de l'exécution des jugements
Objet :	Octroyer à Remorquage Météor inc. un contrat de remisage des véhicules saisis dans le cadre de l'opération "Sabot de Denver" sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une durée de trois ans - Appel d'offres public 18-17277 (1 seul soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17277 Intervention.xls
18-17277 TableauRésultatComitéSélection.pdf
18-17277 PV.pdf
18-17277 DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Matthieu CROTEAU
Agent d'approvisionnement
Tél : 872-6777

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-10

Richard DAGENAIS
Chef de section
Tél : 872-2608
Division : Acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17277 — No du GDD : 1182346002

Titre de l'appel d'offres : Service de remisage des véhicules routiers saisis dans le cadre de l'opération «Sabot de Denver»

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 11 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 22 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 22 - 11 - 2018

Date du comité de sélection : 5 - 12 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 16 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 21 - 5 - 2019

Date d'échéance révisée : 21 - 5 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Remorquage Météor inc.	*	√	

Information additionnelle

* Les tarifs étant régis par règlement et assumés par les propriétaires des véhicules saisies, il n'y a donc pas lieu d'utiliser un bordereau de soumission dns ce dossier et le calcul avec la formulaire prévu n'a donc pas lieu d'être. Le deuxième cahier des charges a été acheté par la Ville.

Préparé par : Matthieu Crôteau — Le 7 - 12 - 2018

18-17277 - Service de remisage des véhicules routiers saisis dans le cadre de l'opération «Sabot de Denver»

FIRME	Expérience de l'entreprise 15%	Qualité du personnel/service à la clientèle 15%	État du site de remisage 30%	Compréhension des besoins et capacité à rendre le service 15%	Accessibilité par transport en commun à partir du chef-lieu 25%	Pointage final 100%
Remorquage Météor inc.	14,00	12,50	27,33	10,33	20,00	84,17
0						-
0						-
0						-
0						-
Agent d'approvisionnement	**Matthieu Crôteau**					

Comité	
Date	**mercredi 05-12-2018**
Heure	**13 h 30**
Lieu	**775, rue Gosford, salle 3,366**

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par OGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-17277
Numéro de référence : 1212024
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Service de remisage des véhicules routiers saisis dans le cadre de l'opération «Sabot de Denver»

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Remorquage Météor Inc. 9405, boul. St-Michel Montréal, QC, H1Z 4G9	Madame Nathalie Landry Téléphone : 514 384-0239 Télécopieur : 514 384-6550	**Commande : (1508893)** 2018-11-06 20 h 05 **Transmission :** 2018-11-06 20 h 05	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Montréal 255 boulevard Crémazie Est 4e étage, bureau 400 Montréal, QC, H2M 1M2	Monsieur Marc Lebel Téléphone : 514 872-9290 Télécopieur : 514 872-5655	**Commande : (1517697)** 2018-11-30 15 h 12 **Transmission :** 2018-11-30 15 h 12	Mode privilégié : Ne pas recevoir

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1182346002

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division de la perception et des services à la clientèle , Section de l'exécution des jugements
Objet :	Octroyer à Remorquage Météor inc. un contrat de remisage des véhicules saisis dans le cadre de l'opération "Sabot de Denver" sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une durée de trois ans - Appel d'offres public 18-17277 (1 seul soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1182346002 - Information financière.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Josée BIBEAU
Préposée au budget
Tél : 872-1897

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Celine D'AOUST
Conseillière budgétaire
Tél : 514 872-4938
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1180206003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré, à Genetec inc., pour la mise à jour du Système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI) et du renouvellement de son contrat d'entretien pour la période du 1er février 2019 au 31 janvier 2024, pour une somme maximale de 656 529,10 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de gré à gré, à Genetec, pour la mise à jour du Système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI) et du renouvellement de son contrat d'entretien pour la période du 1er février 2019 au 31 janvier 2024, pour une somme maximale de 656 529,10 $, taxes incluses.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-12-21 11:48

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180206003**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré, à Genetec inc., pour la mise à jour du Système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI) et du renouvellement de son contrat d'entretien pour la période du 1er février 2019 au 31 janvier 2024, pour une somme maximale de 656 529,10 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

En 2011, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a acquis 30 systèmes de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI) qui procèdent de façon autonome, à la lecture des plaques d'immatriculation qui entrent dans le champ de 180º des caméras (peu importe que les véhicules soient stationnés ou en mouvement) et font, par la suite, la comparaison de celles-ci avec celles comprises dans les banques de données qui ont été jointes au système. Le SRPI est également relié à l'application du CRPQ (Centre de renseignement des policiers du Québec) et ce, afin de permettre la validation des informations obtenues. Le SRPI est donc un système important pour assurer la sécurité, et permet à la Ville de Montréal (Ville) de récupérer annuellement plus de 5 millions dollars pour des infractions impayées au code de la sécurité routière.
Le logiciel et les équipements du SRPI, acquis en 2011, sont en fin de vie et doivent être mis à jour. De plus, les postes de travail mobiles (PTM) utilisés par les agents de police pour la validation des informations reçues du SRPI, seront modernisés et ils ne seront plus compatibles avec la version actuelle du SRPI. Il devient donc essentiel de voir à la mise à jour de ce système et au remplacement des équipements.

L'objet du présent dossier décisionnel est donc d'accorder un contrat de gré à gré, à Genetec inc., pour la mise à jour du Système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI) et du renouvellement de son contrat d'entretien pour la période du 1er février 2019 au 31 janvier 2024, pour une somme maximale de 656 529,10 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC#1247287 - 11 janvier 2018 - Accorder un contrat de gré à gré à la firme Genetec Inc. pour le renouvellement du contrat d'entretien du système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI), pour la période du 01 février 2018 au 31 janvier 2019 pour la somme maximale de 99 227,79 $, taxes incluses (fournisseur unique).
BC #1175304 - 25 janvier 2017 - Accorder un contrat de gré à gré à la firme Genetec Inc. pour le renouvellement du contrat d'entretien du système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI), pour la période du 01 février 2017 au 31 janvier 2018 pour la somme maximale de 99 227,79 $, taxes incluses (fournisseur unique).

CG12 0138 - 17 mai 2012 - Autoriser une dépense additionnelle de 7,185.94$, taxes incluses, pour permettre la mise en service du dernier système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI) et ajouter ce système au contrat d'entretien octroyé à la firme Genetec inc. (CG11 0016), du 1er février 2012 au 1er février 2017, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 088 826,11 $ à 1 096 012,05 $.

CE11 0066 - 19 janvier 2011 - Accorder à Genetec inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de 30 systèmes de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI), aux prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 1 088 826,11$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10-11432.

DESCRIPTION

Le SRPI a deux composantes soit l’équipement (caméras et unité centrale) et deux logiciels de fonctionnement (Patroller et Security Center). Les deux composantes sont inter-reliées. Le présent contrat inclut donc:

- la mise à jour du système SRPI : configuration des systèmes et migration vers les dernières versions de Security Center 5.7 et Patroller 6.5;
- le remplacement des équipements désuets;
- l'installation des nouveaux équipements sur les véhicules;
- la formation des techniciens.

JUSTIFICATION

La mise à jour du SRPI est essentielle pour maintenir le service car ce système et les équipements sont en fin de vie.
Genetec inc., en tant que fabricant, est le seul fournisseur de composants de support et de services SRPI fournis à la Ville de Montréal. La solution proposée comporte des fonctionnalités spécialement conçues pour la Ville de Montréal et ne peut être jumelée à aucun autre logiciel ou matériel d'un autre fabricant.

Les exceptions prévues aux paragraphes 6 a) et b) de l’article 573.3 de la Loi sur les cités et villes, concernant les contrats accordés de gré à gré, s'appliquent à ce dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat de 656 529,10 $, taxes incluses, se répartit comme suit :

Items	2019	2020	2021	2022	2023	Total (taxes incluses)
Mise à jour SRPI (PTI)	160 390,15 $					160 390,15 $

Entretien (BF)	99 227,79 $	99 227,79 $	99 227,79$	99 227,79 $	99 227,79 $	496 138,95 $
Total						656 529,10 $

Dépenses capitalisables (PTI):

La dépense de 160 390,15 $, taxes incluses (146 457,59 $ net de taxes), sera imputée au PTI 2019-2021 du Service des TI au projet 68305.03 - Modernisation des systèmes" et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 17-013.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Dépenses non capitalisables (BF):

Un montant maximal de 496 138,95 $, taxes incluses, pour les années 2019 à 2024, sera imputé au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information. Aucun ajustement à la base budgétaire n'est requis, puisque les sommes sont déjà prévues au budget de fonctionnement.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne la mise à jour et le renouvellement du contrat d'entretien du Système de reconnaissance de plaques d'immatriculation, qui est utilisé par des employés du SPVM, qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Tableau comparatif des coûts annuels d'entretien (taxes incluses):

Année	Coût annuel d'entretien (taxes incluses)	Écart en $	Écart en %
2012	103 685,60 $	N/A	N/A
2013	103 685,60 $	N/A	N/A
2014	103 685,60 $	N/A	N/A
2015	103 685,60 $	N/A	N/A
2016	103 685,60 $	N/A	N/A
2017	99 227,79 $	(4 457,81 $)	(4.30) %
2018	99 227,79 $	N/A	N/A
2019 à 2023	99 227,79 $	N/A	N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mise à jour du SPRI permet au SPVM de renouveler la flotte entière des équipements et de mettre à jour les logiciels du SRPI, afin d'assurer au SPVM le maintien de ce service en soutien à la protection des citoyens et à la sécurité routière.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE: 16 janvier 2019;
- Approbation du dossier par le CM: 28 janvier 2019;
- Approbation du dossier par le CG: 31 janvier 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Guylaine VAILLANCOURT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 26 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Tien-Dung LÊ
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514 872-6933
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-19

Réjean GAGNÉ
Chef de division TI - Procesus judiciare et cour municipale

Tél : 514-872-1239
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gervais THIBAULT
Directeur - Solutions d'affaires sécurité publique et justice
Tél : 514 280-3567
Approuvé le : 2018-11-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 514-280-6970
Approuvé le : 2018-12-20

Mardi, le 18 octobre 2018

À l'attention de M. Dung.Le

Sujet : Lettre de source unique proposant une solution spécifique à la Ville de Montréal

M. Dung,

La présente lettre concerne les produits Genetec fournis à la Ville de Montréal, sous réserve de la proposition suivante GEN-854047 concernant la fourniture de produits et services.

Genetec, en tant que fabricant, est le seul fournisseur de composants de support et de services SRPI fournis à La Ville de Montréal.

La solution Genetec proposée comporte des fonctionnalités spécialement conçues pour la Ville de Montréal et ne peut être jumelée à aucun autre logiciel ou matériel non-Genetec.

En raison de la conception unique et des intégrations développées spécifiquement pour La Ville de Montréal, Genetec est le seul et unique fournisseur offrant cette solution directement à La Ville de Montréal et ne peut être obtenue par une autre manière.

Pour d'autres questions, n'hésitez pas à me contacter.

Cordialement,

Helene Chahine
Gestionnaire, service et livraison

Proposition de Prix

Nom du projet	SPVM Montant Forfaitaire du mise à jour - Mobile	**Numéro de la proposition**	GEN-854047
Nom de compte	Ville de Montreal	**Statut du devis**	En attente
Personnes Contact	Dung Lê	**Numéro de version**	11
Téléphone		**Devise**	CAD
Courriel	Dung.Le@spvm.qc.ca	**Date de validité**	30 Days
Ingénieur de vente	Aaron Wienken	**Préparé par**	sales@genetec.com
		Préparé le	16-Nov-2018
		Commercial	Benoît Gigay
		Courriel	bgigay@genetec.com

La proposition comprend: une mise à jour des équipements au cours de la premiere année ainsi que l'installation de 30 véhicules (nouveau cablage, camera s, processeurs), la configuration et la formation. Contrat d'entretien et garantie pour une période de 5 ans.

Numéro de l'item	Description de l'item			Qté. Unit.		Total
Mise a Jour Equipement						
AU-X-XPU-X1S-M	Système de traitement SharpX unité principale X1S - Un processeur, incluant fixation horizontale et verticale, connecteurs MPU et câble ethernet. (POWER SUPPLY NON INCLUS) (Support uniquement les câbles de 7m / 21')			30	$	0
AU-XS-XGA-W12850-MF	Caméra Sharp X Blanc XGA 12mm, 850nm, option très basse température, compatible avec toutes les unités de traitement (Support uniquement les câbles de 7m / 21')			30	$	0
AU-XS-XGA-W16850-MF	Caméra Sharp X Blanc XGA 16mm, 850nm, option très basse température, compatible avec toutes les unités de traitement (Support uniquement les câbles de 7m / 21')			30	$	0
		Sous-Total - Mise a Jour Equipement			**$**	**0.00**
Montant Forfaitaire						
AU-CUSTOMSW	« Le paiement des dépenses en capital pour la mise à jour et installation du nouveau câblage, cameras et processeurs. »			1	$139,500.00	
		Sous-Total - Montant Forfaitaire			**$139,500.00**	
Contrat D'entretien de 5 ans (paiement annuel)						
AU-CUSTOMSW	**- Renouvellement de Contrat de maintenance existant au prix de $86,303.80 par année. Cette contrat d'entretien est pour une période de 5 ans. Les détails du contrat de renouvellement doivent être spécifiés séparément sur ledit contrat. **			5	$431,519.00	
		Sous-Total - Contrat D'entretien de 5 ans (paiement annuel)			**$431,519.00**	

Merci de faire confiance à l'équipe de Genetec. N'hésitez pas à nous contacter si vous avez des questions.

Sous-Total -	**$ 571,019.00**
GRAND TOTAL	**$ 571,019.00**

Remarques importantes

Les prix n'incluent pas les taxes applicables, les droits de douanes, les frais d'expédition et les frais de manutention. Les prix peuvent changer sans préavis.
En cas de contradiction entre les totaux calculés sur cette proposition de prix et le total de la ligne de l'item; le total de la ligne de l'item prédominera.
Les frais de voyage des employés de Genetec ne sont pas inclus.
Cette proposition de prix a été préparée sans vérification officielle du projet. Les contenus que cette proposition de prix inclus peuvent devoir être modifiés après la vérification finale du projet.
Les prix sont basés sur l'achat total.
De temps en temps, Genetec peut fournir des recommandations de stockage vidéo basées sur des données fournies par d'autres fabricants. Ces informations sont fournies à titre gracieux et sans aucune garantie quant à leur exactitude. Veuillez contacter le fabricant du matériel pour des calculs plus précis.
À moins que vous ayez un contrat signé en vigueur avec Genetec, cette vente est régie par les conditions générales de vente de Genetec, que vous pouvez consulter au http://www.genetec.com/fr/legal/termesvente. En commandant les produits énumérés dans cette proposition de prix, vous acceptez que ces conditions s'appliquent à la vente, et qu'aucune autre condition ne s'applique, incluant celles qui peuvent être mentionnées sur votre bon de commande, à moins de l'accord écrit de Genetec.
Genetec ™ et son logo sont des marques de Genetec Inc. et peuvent être enregistrés dans plusieurs juridictions.

Click here to download editable version of this form

Genetec Order Form

Please submit all purchase orders to Genetec Customer Service by email: customerservice@genetec.com

Please complete this form and include it with your purchase order
Necessary only if your purchase order does not otherwise contain this information.

For HID readers and credentials, please provide the hardware configuration at the time of purchase by visiting this link.

- ☐ **New system**
- ☐ **Add on**
- ☐ **Genetec Advantage renewal**

Order information

New system: _____ Add on or Genetec™ Advantage renewal: _____

Genetec Quotation No. (GEN-XXXXX) Genetec System ID (15-18 digit alphanumeric number)

End user contact information

We require this information for support purposes; Genetec will not contact the end user directly.

Company Name: _____ Address: _____

Contact: _____ Address 2: _____

Contact Email: _____ City: _____

Phone: _____ Province/State: _____

(Please include country code) Postal/Zip Code: _____

Country: _____

Project details

Project Name:

_____

If you are an Authorized or Value Added Distributor, please provide complete contact information for the Systems Integrator for this project: (please include company name, contact name, address, phone and email)

_____

To whom should we send software license confirmations?

Contact: _____ Email: _____

You should receive an order acknowledgement the same day we receive your order. Complete purchase orders will typically be processed within 3 business days. Genetec Customer Service will contact you directly if any information is missing. If your order contains hardware components, an estimated ship date will be included on your order acknowledgement.

For all inquiries related to placing orders or regarding the status of an existing order, please contact Customer Service by email at customerservice@genetec.com or contact your regional Genetec office as follows:

Americas & Caribbean	**Europe & Africa**	**Middle East**	**Asia Pacific & ANZ**
+1 514 332 4000 option 3	+33 (1) 44 69 59 00	+971 4 2555 150	+65 6334 7585

© 2018 Genetec Inc.
V6_0918

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1180206003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré, à Genetec inc., pour la mise à jour du Système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI) et du renouvellement de son contrat d'entretien pour la période du 1er février 2019 au 31 janvier 2024, pour une somme maximale de 656 529,10 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Sur la foi des vérifications effectuées par le Service et des représentations faites à cet effet, nous sommes d'avis que le contrat peut être conclu de gré à gré en vertu des paragraphes 6 a) et b) de l'article 573.3 de la Loi sur les cités et villes.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guylaine VAILLANCOURT
avocate
Tél : 514-872-6875

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Marie-Andrée SIMARD
notaire et chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1180206003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré, à Genetec inc., pour la mise à jour du Système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI) et du renouvellement de son contrat d'entretien pour la période du 1er février 2019 au 31 janvier 2024, pour une somme maximale de 656 529,10 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1180206003_PTI_BF.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au Budget

Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-22

Gilles BOUCHARD
Conseiller en gestion des Ressources financières
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1187684008

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme SIGMA-RH Solutions Inc. pour le renouvellement du contrat d'entretien du logiciel SIGMA-RH.net, pour la période du 3 février 2019 au 2 février 2020, pour une somme maximale de 243 258,35 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la firme SIGMA-RH Solutions Inc. pour le renouvellement du contrat d'entretien du logiciel SIGMA-RH.net, pour la période du 3 février 2019 au 2 février 2020, pour une somme maximale de 243 258,35 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 30 octobre 2018;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-12-21 11:59

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187684008**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme SIGMA-RH Solutions Inc. pour le renouvellement du contrat d'entretien du logiciel SIGMA-RH.net, pour la période du 3 février 2019 au 2 février 2020, pour une somme maximale de 243 258,35 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) utilise le logiciel SIGMA-RH.net, de la firme SIGMA-RH solutions inc., pour la gestion des dossiers de lésions professionnelles et d'absences en maladies liées à la santé et à la sécurité au travail.
Cette solution permet à la Ville de faire le suivi des absences reliées aux accidents de travail et à la maladie, de créer les nouveaux dossiers, de suivre avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) les accidents de travail. De plus, la solution permet de consulter l'historique de l'absence de l'individu (dossier d'expérience), de calculer la durée de l'absentéisme, ainsi que le financement et la répartition des coûts.

En 2017, la solution en place à la Ville (Employeur D-RH) a été rachetée par SIGMA-RH Solutions Inc et ne sera plus supportée à partir de février 2019. La solution étant toujours utilisée à la Ville, il est nécessaire de se prévaloir d'un nouveau contrat d'entretien du logiciel.

L'objet du présent dossier consiste donc à accorder un contrat de gré à gré à SIGMA-RH Solutions Inc. pour le renouvellement du contrat d'entretien du logiciel SIGMA-RH.net, pour la période du 3 février 2019 au 2 février 2020, pour une somme maximale de 243 258,35 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0021 - 10 février 2016 - Accorder un contrat de gré à gré à la Fédération des caisses Desjardins du Québec pour le renouvellement du contrat d'entretien de la solution Employeur D-RH, pour la période du 3 février 2016 au 2 février 2019, pour une somme maximale de 697 278,16$, taxes incluses
CG15 0390 - 18 juin 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 576 135 $, taxes incluses, pour tenir compte des frais annuels prévus dans le cadre du contrat d'entretien

accordé à la Fédération des caisses Desjardins du Québec (CG09 0120) et prolonger le contrat d'une année additionnelle.

CG09 0120 - 30 avril 2009 - Autoriser l'octroi de deux contrats à la Fédération des caisses Desjardins du Québec pour la fourniture du progiciel en prévention, les services professionnels et le support et l'entretien du progiciel existant.

CE08 1237 - 2 juillet 2008 - Autoriser un appel d'offres pour l'acquisition d'outils informatiques visant à permettre l'implantation d'un système de gestion de la santé et de la sécurité au travail.

CE02 2088 - 27 novembre 2002 - Octroyer un contrat à Sigma-Rh Solutions Inc. (nouvelle raison sociale de Les Logiciels Sentinel Inc. depuis le 1ier novembre 2002) pour fournir un système supportant la gestion des activités en santé et sécurité au travail (3 soum.), 1 095 714.03$ et allouer 99 000.00$ pour les dépenses connexes de réalisation du projet, coût total du projet 1 194 714.03$.

DESCRIPTION

Le contrat d'entretien de la solution SIGMA-RH.net pour une durée d'un an à partir du 3 février 2019 inclut :

- Les mises à niveau du logiciel en fonction de la réglementation et de la législation en vigueur;
- Le support technique lors des mises à niveau et lors des anomalies;
- Les mises à niveau de la base de données.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal, comme tous les employeurs, est assujettie aux normes de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, et par ce fait elle à l'obligation d'informer et de faire le suivi des accidents de travail et des lésions professionnelles auprès de la CNESST. La Ville enregistre en moyenne 2900 dossiers d'accident de travail par année, et doit donc être en mesure d'assurer les suivis des ces accidents et des actions qui en découlent. La solution SIGMA RH.net permet à la Ville d'assurer la gestion de l'absentéisme, ce qui inclut la gestion des dossiers de la CNESST, des employés et ex employés de la Ville de Montreal. Le contrat de services visé par le présent sommaire décisionnel peut être conclu de gré à gré avec la firme SIGMA-RH Solutions Inc puisqu'il s'agit d'un contrat dont l'objet découle de l'utilisation d'un logiciel et vise la protection de droits exclusifs tels les licences exclusives, conformément à l'article 573.3 (6) b) de la *Loi sur les cités et villes.*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 243 258,35 $, taxes incluses, sera assumée à même le budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information comme suit :

Type de produit ou service	Année 2019
Support et entretien du progiciel	207 851,80 $
Environnement de test	6 553,57 $
Maintenance des personnalisations	26 208,55 $
Travaux de masquage des données	2 644,43 $
Total	**243 258,35 $**

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputés au budget

d'agglomération. En effet, cette solution est utilisée entre autres par le Service de l'eau, SPVM et le SIM, qui sont de compétence d'agglomération.

Les coûts récurrents liés à l'utilisation du progiciel dans le contrat en vigueur pour la période du 3 février 2016 au 2 février 2019 pour les services de support et entretien (excluant travaux de masquage des données) sont les suivants :

Période	Montants taxes incluses	Différence $	Différence %
2016	228 974,26 $	N/A	%
2017	232 408,88 $	3 434,62 $	1,5 %
2018	235 895,01 $	3 486,13 $	1,5 %
2019	240 613,92 $	4 718,91 $	2,0 %

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Poursuivre l'entente avec SIGMA-RH Solutions Inc pour l'entretien de la solution SIGMA-RH.net, permet à la Ville :

- De respecter de la réglementation en vigueur au Québec en lien avec les accidents de travail (CNESST);
- D'avoir le support technique pour la mise en place des correctifs d'anomalies;
- De pouvoir suivre avec la CNESST les accidents de travail;
- De suivre les absences reliées aux accidents de travail et à la maladie;
- D'utiliser les données pour la production des indicateurs d'absence au travail.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier par le CE – 16 janvier 2019

- Approbation du dossier par le CM – 28 janvier 2019
- Approbation du dossier par le CG – 31 janvier 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marc-André PEDNEAULT, Service des ressources humaines

Lecture :

Marc-André PEDNEAULT, 20 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carl LESSARD
conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-868-8747
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-27

Annie THERRIEN
Chef de division

Tél : 514-872-8938
Télécop. : 514-872-2036

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires

Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2018-12-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2018-12-20

SRH
sigma-rh solutions

Montréal, le 19 décembre 2018

Ville de Montréal
Service des technologies de l'information
Ville de Montréal
801, rue Brennan 9e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Objet : attestation de propriété intellectuelle

Madame, Monsieur,

La présente est pour certifier que SIGMA-RH Solutions est propriétaire des titres de propriété de la solution logicielle SIGMA-RH.net ainsi que des codes sources y étant afférents. Puisque SIGMA-RH Solution est l'idéateur et le créateur de cette solution logicielle, les droits de propriété intellectuelles nous appartiennent, à vie.

Si vous avez besoin d'information complémentaires à ce sujet, merci de communiquer avec le soussigné.

Cordialement,

Olivier Laroche
Vice-président, administration et développement des affaires
SIGMA-RH Solutions
T. 514 352-3814, poste 250
E. olivier.laroche@sigma-rh.com

4380, rue Beaubien Est, Montréal (Québec) H1T 1S9
T. 514 352-3814 F. 514 352-4313
info@sigma-rh.com · www.sigma-rh.com

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187684008

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions ressources humaines
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme SIGMA-RH Solutions Inc. pour le renouvellement du contrat d'entretien du logiciel SIGMA-RH.net, pour la période du 3 février 2019 au 2 février 2020, pour une somme maximale de 243 258,35 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



GDD 1187684008.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au Budget

Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-30

Gilles BOUCHARD
Conseiller en gestion des Ressources financières
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1185932002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions services institutionnels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Druide informatique Inc., fournisseur unique, pour le regroupement de 5145 licences du logiciel Antidote incluant l'entretien et le programme de maintenance valide jusqu'au 31 mars 2020 et ce, pour la somme maximale de 196 198,51 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Druide informatique inc. (fournisseur unique), pour la période se terminant le 31 mars 2020, pour le regroupement de 5145 licences du logiciel Antidote, incluant l'entretien et le programme de maintenance, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 196 198,51 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 29 novembre 2018;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-12-21 11:50

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185932002**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions services institutionnels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Druide informatique Inc., fournisseur unique, pour le regroupement de 5145 licences du logiciel Antidote incluant l'entretien et le programme de maintenance valide jusqu'au 31 mars 2020 et ce, pour la somme maximale de 196 198,51 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (Service des TI) de la Ville de Montréal (Ville) effectue de façon continue un exercice de normalisation des logiciels et maintient un catalogue de logiciels bureautiques normalisés. Nous retrouvons dans ce catalogue le logiciel Antidote, de la firme Druide informatique Inc (Druide). Ce logiciel permet les corrections orthographiques et grammaticales de textes en français et est compatible avec les éditeurs de texte web, comme Google Docs.
Plusieurs versions de ce logiciel ont été acquises au cours des dernières années à la Ville. Le regroupement des licences Antidote permet la mise en place d'une entente corporative qui offre des escomptes importants pour la Ville.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à Druide informatique Inc., fournisseur unique, pour le regroupement de 5145 licences du logiciel Antidote incluant l'entretien et le programme de maintenance valide jusqu'au 31 mars 2020 et ce, pour la somme maximale de 196 198.51 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Cette entente permet à la Ville :

- de regrouper les 5145 licences Antidote achetées par les différents services et arrondissements de la Ville sous un même contrat en une licence multi poste;
- d'accéder au service d'assistance technique de Druide pour toutes questions portant sur l'installation d'Antidote (toutes versions), son fonctionnement, son intégration à d'autres logiciels et son retrait et ce, sans frais additionnels;

- de bénéficier d’un espace permettant le suivi de la licence multi poste;
- d’ajouter au sein de la licence consolidée de la Ville, toute nouvelle licence Antidote ayant été acquise par une entité de la Ville, lorsque le présent projet de regroupement sera complété;
- d’installer le logiciel Antidote par une trousse de déploiement;
- de bénéficier d'escomptes importants pour la Ville.

JUSTIFICATION

La normalisation vise à uniformiser le parc informatique en rationalisant le nombre de versions d'un logiciel bureautique afin de faciliter sa gestion. La normalisation permet aussi de réduire et de contrôler le nombre de logiciels différents déployés, toujours dans le but de diminuer les coûts et d'améliorer l'efficacité en éliminant les redondances et la complexité inutile au sein de l'infrastructure informatique.
Cette initiative s'assure également de récupérer toutes les licences acquises au fil des ans par les différentes unités administratives de la Ville telles que le SPVM, les services centraux et les arrondissements déjà desservis par le Service des TI.

Seule la firme Druide peut procéder au regroupement des 5145 licences, et offrir une licence multi postes.

Ce contrat peut être accordé de gré à gré à la firme Druide informatique Inc puisqu'il qui vise la conformité des droits d’auteur, et respecte l'article 573.3, alinéa 6 (b) de la Loi sur les cités et les villes « dont l'objet découle de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel et vise à assurer la protection de droits exclusifs tels les droits d'auteur, des brevets, ou des licences exclusives » ainsi que l'article 573.3, alinéa 9 «dont l'objet est l'entretien d'équipements spécialisés qui doit être effectué par le fabricant ou son représentant».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 196 198,51 $ taxes incluses sera imputée au budget de fonctionnement (BF) de 2019 du Service des TI, et représente une économie de 70% qui se présente comme suit :

Service requis	Coût sans entente (taxes incluses) (1)	Coût avec entente (taxes incluses) (2)	Économie avec l'entente
Regroupement et mise à niveau à la version 9	349 012,36 $	146 508,61 $	202 503,75 $
Prolongation du programme de maintenance jusqu'au 31 mars 2020	349 012,36 $	49 689,90 $	299 322,46 $
Total	698 024,72 $	196 198,51 $	501 826,21 $

(1) Le prix régulier d'une mise à jour est de 67,84 $.
(2) Le prix négocié pour la 1ère mise à jour est de 28,48 $ et par la suite 9,66 $.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération, et sont prévus au budget de fonctionnement du Service des TI.

Le logiciel Antidote est utilisé par plusieurs arrondissements et Services centraux de la Ville dont le SIM, le Service de l'eau et le SPVM, qui sont de compétence d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce dossier permet :

- de bénéficier d'une entente économiquement favorable permettant d'économiser 88 $ par achat de licences ce qui représente un escompte important sur le coût d'achat des prochaines licences;
- de respecter les obligations des droits d'utilisations et de conformité;
- d'harmoniser sous un seul véhicule contractuel, les droits d'utilisation du logiciel Antidote;
- de permettre l'optimisation de ces droits d'utilisations;
- de réduire les risques de sécurité en diminuant le nombre de versions de ce logiciel;
- de bénéficier du soutien technique du fournisseur;
- d'obtenir une économie d'échelle sur le prix des mise à niveaux du logiciel*;*
- de consolider le patrimoine informatique de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un communiqué de type INFO-5046 sera envoyé afin de rappeler aux utilisateurs les modalités d'accès et d'utilisation de ce logiciel.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE 16 janvier 2019;
- Approbation du dossier par le CM 28 janvier 2019;
- Approbation du dossier par le CG 31 janvier 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Gilles BOUCHARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carl LESSARD
conseiller analyse et controle de gestion

Tél : 514-868-8747
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-05

Sophie THERRIEN
chef de division - Solutions aux utilisateurs

Tél : 438-308-1869
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires

Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2018-12-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2018-12-20

Druide

Montréal, le 29 novembre 2018

Monsieur ***Carl Lessard*** BA MBA CD

Conseiller - analyse et contrôle de gestion
Direction solutions d'affaires institutionnelles
Service des technologies de l'Information
801, Brennan, 3e étage, bureau 3108.12
Montréal, Qc
H3C 0G4

Objet : Argumentaire en faveur du projet de regroupement des licences d'Antidote de la ville de Montréal

==========

Aspects économiques:

1) En regroupant l'ensemble des licences d'Antidote dans une même licence corporative (projet R2561), vous atteignez notre palier de prix le plus élevé (5 000 postes et +), et le plus avantageux pour l'**achat de postes**.
* À ce palier de prix (5000 +), l'ajout d'un poste d'Antidote 9 Français se réalise au coût de **42 $ par poste.** Notre grille tarifaire pour Antidote est dégressive, et elle varie en fonction du nombre de postes des licences, ainsi :

- En comparaison, l'achat d'une licence monoposte d'une licence d'Antidote 9 Français se réalise au coût de 129,95$.
- En comparaison, l'achat d'une licence multiposte d'une licence d'Antidote 9 Français au palier de prix de 5 à 9 postes se réalise au coût de 90 $ par poste.
- En comparaison, l'achat d'une licence multiposte d'une licence d'Antidote 9 Français au palier de prix de 10 à 24 postes se réalise au coût de 80 $ par poste.
- etc. (voir liste de prix d'Antidote 9 Français).

2) En regroupant l'ensemble des licences d'Antidote dans une même licence corporative (projet R2561), vous atteignez notre palier de prix le plus élevé (5 000 postes et +), et le plus avantageux relativement au **Programme de maintenance Antidote** (PMA).
* À ce palier de prix (5000 +), le PMA pour un poste d'Antidote 9 Français représente un coût de **8,40 $ par poste/par année**. Ici encore, notre tarification est dégressive, ainsi:

- En comparaison, le PMA pour une licence d'Antidote 9 Français au palier de prix de 5 à 9 postes est de 18 $ par poste/année.
- En comparaison, le PMA pour une licence d'Antidote 9 Français au palier de prix de 10 à 24 postes est de de 16 $ par poste/année.
- etc. (voir liste de prix d'Antidote 9 Français).

3) En regroupant l'ensemble des licences d'Antidote dans une même licence corporative (projet R2561), vous atteignez notre palier de prix le plus élevé (5 000 postes et +), et le plus avantageux pour nos clients relativement à la **Mise à niveau** de vos éditions antérieures d'Antidote vers Antidote 9 Français.
* À ce palier de prix (5000 +), la mise à niveau d'un poste vers Antidote 9 Français représente un coût de **23 $ par poste**. La tarification de Mise à niveau varie ici aussi en fonction du nombre de postes de la licence, ainsi:

- En comparaison, la mise à niveau d'une licence monoposte vers Antidote 9 Français se réalise au coût de 59 $.
- En comparaison, la mise à niveau d'une licence d'Antidote vers Antidote 9 Français au palier de prix de 5 à 9 postes se réalise au coût de 50 $ par poste.
- En comparaison, la mise à niveau d'une licence d'Antidote vers Antidote 9 Français au palier de prix de 10 à 24 postes se réalise au coût de 45 $ par poste.
- etc. (voir liste de prix d'Antidote 9 Français).

4) En regroupant l'ensemble des licences d'Antidote dans une même licence corporative (projet R2561), vous récupérez une quantité importante de **licences d'éditions antérieures d'Antidote** (environ 4 331 postes AHD, ARX, APR, AMP, etc.) qui ont été acquises par la ville de Montréal dans le passé, mais qui ne sont probablement plus utilisées actuellement.

Aspects de gestion:

1) En regroupant l'ensemble des licences d'Antidote dans une même licence corporative (projet R2561), vous n'aurez qu'à gérer **un seul numéro de série** pour l'ensemble des postes considérés.
2) Les mises à niveau, ajouts de postes et renouvèlement du PMA se feront dorénavant sur une **licence corporative unique**.
3) Les mises à jour d'Antidote (v2, v3, etc.) pourront être déployées à tous les utilisateurs simultanément par l'entremise d'outils de déploiement réseau (GPO, Zenworks, etc.).
3) Tous les utilisateurs d'Antidote de la ville de Montréal auront **accès à la même édition d'Antidote**.
4) Le **PMA** sur toutes les licences d'Antidote auront dorénavant la **même date d'échéance**.

Autres éléments:

1) Antidote est un **produit québécois** fabriqué par Druide informatique inc., une entreprise locale dont le siège social est à Montréal.
2) Des **sessions de formation** sur Antidote sont disponibles, le cas échéant.
3) Antidote 9 multiposte est l'**édition réseau la plus récente**, et donc la plus performante à ce jour.
4) Antidote est un logiciel qui fonctionne dans les **environnements Windows, Macintosh et Linux**.

==========



Claude Côté
Conseiller à la clientèle
Service des ventes

Druide informatique inc.
1435, rue Saint-Alexandre, bureau 1040
Montréal (Québec) H3A 2G4
Tél. : 514-484-4998 poste 841

Druide

Montréal, le 29 novembre 2018

Monsieur ***Carl Lessard*** BA MBA CD

Conseiller - analyse et contrôle de gestion
Direction solutions d'affaires institutionnelles
Service des technologies de l'Information
801, Brennan, 3e étage, bureau 3108.12
Montréal, Qc
H3C 0G4

Objet : Revendeur autorisé

Monsieur,

La présente est pour vous confirmer que Druide informatique est le seul revendeur autorisé des mises à niveau de son logiciel Antidote. Druide est également la seule entreprise pouvant effectuer le regroupement de vos licences Antidote.

N'hésitez pas à communiquer avec moi ou avec monsieur Claude Côté pour toute question.

Cordialement,

André Gervais
Directeur des ventes
agervais@druide.com

Druide informatique inc.
1435, rue Saint-Alexandre, bureau 1040
Montréal (Québec) H3A 2G4
Tél. : 514-484-4998 poste 841

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1185932002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions services institutionnels
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Druide informatique Inc., fournisseur unique, pour le regroupement de 5145 licences du logiciel Antidote incluant l'entretien et le programme de maintenance valide jusqu'au 31 mars 2020 et ce, pour la somme maximale de 196 198,51 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



GDD 1185932002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514 872-0962

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-20

François FABIEN
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1188194001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Grands parcs métropolitains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Octroyer un contrat de services techniques à Excavation L. Martel Inc. pour la préparation et le tamisage du terreau en vue d'aménager le parc Frédéric-Back, pour un montant de 521 066,90 $ taxes incluses - Appel d'offres public 18-17252 - Trois (3) soumissionnaires - Contrat 18-6330.

Il est recommandé:

1- D'octroyer un contrat de services techniques à Excavation L. Martel Inc. pour la préparation et le tamisage du terreau en vue d'aménager le parc Frédéric-Back, pour un montant de 521 066,90 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17252;

2- Pour le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant net de 475 803,35 $.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-31 15:02

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1188194001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Grands parcs métropolitains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Octroyer un contrat de services techniques à Excavation L. Martel Inc. pour la préparation et le tamisage du terreau en vue d'aménager le parc Frédéric-Back, pour un montant de 521 066,90 $ taxes incluses - Appel d'offres public 18-17252 - Trois (3) soumissionnaires - Contrat 18-6330.

CONTENU

CONTEXTE

Le tamisage du terreau : Un élément essentiel à la croissance des végétaux.
Il a été convenu que les sols utilisés pour aménager le parc Frédéric-Back proviendraient des chantiers de construction environnants et seraient amendés pour obtenir un substrat adéquat pour les aménagements et la plantation, pour des raisons économiques et environnementales. Toutefois, pour avoir un substrat de plantation adéquat, il est requis d'amender les sols A et AB reçus avec du sable, du compost et des copeaux de bois fragmentés, selon un dosage qui a été établi sur la recommandation des spécialistes en agronomie et en biologie consultés depuis 5 ans.

Le terreau ainsi créé est utilisé dans le dernier 300 mm de sol à ajouter pour atteindre le niveau final du parc et c'est dans ce terreau qu'on ensemence et/ou plante les vivaces, arbustes et arbres qui sont prévus dans les aménagements proposés.

Le présent contrat vise à préparer le terreau en ajoutant les différents amendements requis aux sols A et AB et à tamiser le tout pour créer un produit uniforme et nutritif pour la végétation auquel il est destiné.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DG165960003 : Autoriser l'utilisation des ressources humaines du Service de l'environnement (SE) présentement affectées à la réception des sols en vue des aménagements du parc Frédéric-Back sous la coordination du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) et autoriser l'utilisation des budgets réservés à cette fin en 2017 à même le PTI du SGPVMR.

DG175960001 : Autoriser l'utilisation des ressources humaines du Service de l'environnement (SE) présentement affectées à l'aménagement du parc sous la coordination

du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) et autoriser l'utilisation des budgets réservés à cette fin en 2018 et les années subséquentes à même le PTI du SGPVMR.

CG170030 : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 60 700 000 $ afin de financer des travaux d'aménagement du parc du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) ainsi que l'acquisition de terrains situés à l'intérieur du périmètre du CESM.

DESCRIPTION

Le contrat de tamisage de terreau couvre trois périodes réparties sur 3 ans, chacune visant une quantité spécifique de terreau à produire. Les quantités correspondent aux besoins en terreau estimés pour les secteurs du parc Frédéric-Back qui seront aménagés entre 2019 et 2021 pour ensuite être ouverts à la population en 2021 :
- 15 mai au 15 octobre 2019 (33 000 mètres cubes)
- 15 mai au 15 octobre 2020 (33 000 mètres cubes)
- 15 mai au 15 octobre 2021 (22 000 mètres cubes)

Le Service de l'environnement gérera le contrat à la demande du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, tel qu'autorisé par l'administration.

JUSTIFICATION

L'aménagement du parc Frédéric-Back nécessite l'utilisation d'un terreau constitué d'un fort pourcentage de matière organique pour assurer l'implantation et la croissance des végétaux. Compte tenu des importantes quantités requises, la préparation du terreau directement sur le site permet l'utilisation des composantes qui sont déjà sur place soit les sols, le compost de feuilles, les copeaux de bois fragmentés et le sable.

L'appel d'offres public numéro 18-17252 a été lancé par le Service de l'approvisionnement. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité et deux (2) addenda ont été émis. Trois (3) entreprises ont répondu à l'appel d'offres et ont déposé une soumission qui s'est avérée conforme. La soumission est valide pendant les 120 jours de calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions. Le plus bas soumissionnaire est Excavation L. Martel Inc. qui a soumis un prix inférieur de 24 % à l'estimation finale du projet. Cet écart, en faveur de la Ville, s'explique possiblement par le fait que l'appel d'offres s'est tenu à l'automne pour une réalisation au printemps suivant, ce qui pourrait avoir amené les entreprises intéressées à être plus agressives pour remporter la soumission et ainsi, avoir un contrat assuré dans leur carnet de commandes pour 2019.

Firmes soumissionnaires	**Prix de base**	**Contingence**	**Total**
Excavation L. Martel Inc.	521 066,70 $	0 $	521 066,70 $
Transports Rosemont Inc	575 702,82 $	0 $	575 702,82 $
Matériaux paysagers Savaria Ltée	870 130,80 $	0 $	870 130,80 $
Dernière estimation réalisée (excluant l'année d'option)	681 939,72 $	0 $	681 939,72 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			655 633,30 $ 26 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			349 064,10 $

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	67 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-160 873,02 $ -24 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	54 636,12 $ 10,5 %

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ni de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites. De plus, l'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville. Le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) de l'adjudicataire recommandé, Excavation L. Martel Inc., est le suivant : 1140676538.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 521 066,70 $, taxes incluses, sera assumé comme suit : un montant maximal de 475 803,35 $, net de ristourne, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération numéro RCG-17-006, intitulé « *R èglement autorisant un emprunt de 60 700 000 $ afin de financer des travaux d'aménagement du parc du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) ainsi que l'acquisition de terrains situés à l'intérieur du périmètre du CESM* ».
Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération sur une période de 3 ans, selon la répartition suivante :

2019 : 179 000,00 $
2020 : 179 000,00 $
2021 : 117 803,35 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet contribue à la réalisation du Plan corporatif de Montréal en développement durable et du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise; il permet en effet de revaloriser des matières contaminées (Sols AB) et de recycler des matières résiduelles (compost de feuilles, copeaux de bois fragmentés).
Ce projet permet également d'ajouter des végétaux et donc, de contribuer au plan Canopée de la Ville. Enfin, en fabriquant le terreau sur place, on réduit le transport des matières premières, donc des gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La fabrication sur place des amendements et du terreau final représente une économie importante pour la Ville, tout en contribuant à valoriser des matières résiduelles destinées à l'enfouissement. Le refus d'octroyer le contrat affectera l'échéancier de réalisation du bloc 2, mettra en péril les réserves nécessaires pour l'aménagement des blocs ultérieurs du parc Frédéric-Back et/ou entraînera une augmentation des coûts d'aménagement (dans le cas où la Ville devrait acheter le terreau).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : 31 janvier 2019 - Conseil d'agglomération
Début des travaux : 15 mai 2019
Fin des travaux : 15 octobre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Zoulikha SEGHIR)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc BORNAIS, Service de l'environnement

Lecture :

Luc BORNAIS, 14 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane MARTIN
architecte paysagiste - c/e

Tél : 514-872-2156
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-06

Clément ARNAUD
Chef de section - gestion de projets / Legs du 375e

Tél : 514 872-0945
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directeur(trice) - aménagements des parcs et espaces publics
Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2018-12-18

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2018-12-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1188194001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Grands parcs métropolitains
Objet :	Octroyer un contrat de services techniques à Excavation L. Martel Inc. pour la préparation et le tamisage du terreau en vue d'aménager le parc Frédéric-Back, pour un montant de 521 066,90 $ taxes incluses - Appel d'offres public 18-17252 - Trois (3) soumissionnaires - Contrat 18-6330.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17252_Intervetion.pdf 18-17252 PV.pdf 18-17252_DetCah.pdf 18-17252_TCP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zoulikha SEGHIR
Agent approvisionnement Niv 2
Tél : 514 872-4313

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17252 — No du GDD : 1188194001

Titre de l'appel d'offres : Location d'équipements avec opérateurs pour service de mélange, tamisage et mise en pile de matériaux divers

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 9 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 2 - 10 - 2018

Ouverture faite le : 2 - 10 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 24 - 9 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 26 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 30 - 1 - 2019

Date d'échéance révisée : 30 - 1 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Excavation L.Martel inc	521 066,70	√	1
Transport Rosemont inc.	575 702,82		1
Matériaux payasagers Savaria Ltée	870 130,80		1

Information additionnelle

Les firmes n'ayant pas soumissionné ont invoqué les motifs suivants: le manque d'équipements pour la réalisation des travaux demandés et la constatation trop tard qu'il y avait des visites obligatoires.

Préparé par : Zoulikha Seghir — Le 7 - 12 - 2018

Tableau comparatif des prix reçus

1	No de l'appel d'offres	18-17252	
2	Agent d'approvisionnement	Zoulikha Seghir	
3	Nombre de soumissionnaires	3	*(un maximum de 20 soumissionnaires)*
4	Nombre d'items	1	*(un maximum de 1000 items)*

Informations sur les soumissionnaires

#	Soumissionnaires	Commentaires
1	**Excavation L.Martel inc.**	
2	**Matériaux paysagers Savaria Ltée**	
3	**Transport Rosement inc.**	

Informtions sur les items

#	Num. du lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Unités de mesure	Quantité par période	Nombre de périodes
1	LOT1	service de mélange, t	1	service de mélange, ta	CH	88 000	1
	LOT1	service de mélange, t	2	service de mélange, ta	CH	88 000	1
	LOT1	service de mélange, t	3	service de mélange, t	CH	88 000	1

Numéro de l'appel d'offres 18-17252

Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Unité de mesure	Qté par période	Nombre de périodes	Prix unitaire	Total sans taxes	Total taxes incluses	Soumissionnaires	Conformité
LOT1	service de mélange, t	1	service de mélange, tamisage et mise en pile	CH	88000	1	5,15 $	453 200,00 $	521 066,70 $	Excavation L.Martel inc.	Oui
LOT1	service de mélange, t	1	service de mélange, tamisage et mise en pile	CH	88000	1	8,60 $	756 800,00 $	870 130,80 $	Matériaux paysagers Savaria Ltée	Oui
LOT1	service de mélange, t	1	service de mélange, tamisage et mise en pile	CH	88000	1	5,69 $	500 720,00 $	575 702,82 $	Transport Rosement inc.	Oui

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-17252

Agent d'approvisionnement
Zoulikha Seghir

Conformité Oui

									Données	
Num. d'Item	Description d'item	Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Prix unitaire	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
1	service de mélange, tamisag	LOT1	service de mélange, tamisage et mise en pile de	Excavation L.Martel inc.	5,15 $	88000	CH	1	453 200,00 $	521 066,70 $
				Transport Rosement inc.	5,69 $	88000	CH	1	500 720,00 $	575 702,82 $
				Matériaux paysagers Savaria Ltée	8,60 $	88000	CH	1	756 800,00 $	870 130,80 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-17252

Agent d'approvisionnement
Zoulikha Seghir

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	**service de mélange, tamisage et mise en pile de matériaux divers**	Excavation L.Martel inc.	**1**	service de mélange, tamisage et mise en pile de matériaux divers	**88000**	CH	**1**	5,15 $	453 200,00 $	521 066,70 $
		Total (Excavation L.Martel inc.)							**453 200,00 $**	**521 066,70 $**
		Transport Rosement inc.	**1**	service de mélange, tamisage et mise en pile de matériaux divers	**88000**	CH	**1**	5,69 $	500 720,00 $	575 702,82 $
		Total (Transport Rosement inc.)							**500 720,00 $**	**575 702,82 $**
		Matériaux paysagers Savaria Ltée	**1**	service de mélange, tamisage et mise en pile de matériaux divers	**88000**	CH	**1**	8,60 $	756 800,00 $	870 130,80 $
		Total (Matériaux paysagers Savaria Ltée)							**756 800,00 $**	**870 130,80 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-17252

Agent d'approvisionnement
Zoulikha Seghir

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
Excavation L.Martel inc.										
	LOT1	service de mélange, tamisage et mise en pile de	1	service de mélange, tamisage et mise en pile de matériaux divers	88000	CH	1	5,15 $	453 200,00 $	521 066,70 $
Total (Excavation L.Martel inc.)									**453 200,00 $**	**521 066,70 $**
Transport Rosement inc.										
	LOT1	service de mélange, tamisage et mise en pile de	1	service de mélange, tamisage et mise en pile de matériaux divers	88000	CH	1	5,69 $	500 720,00 $	575 702,82 $
Total (Transport Rosement inc.)									**500 720,00 $**	**575 702,82 $**
Matériaux paysagers Savaria Ltée										
	LOT1	service de mélange, tamisage et mise en pile de	1	service de mélange, tamisage et mise en pile de matériaux divers	88000	CH	1	8,60 $	756 800,00 $	870 130,80 $
Total (Matériaux paysagers Savaria Ltée)									**756 800,00 $**	**870 130,80 $**

Tableau comparatif des prix reçus

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
Excavation L.Martel inc.	453 200 $		521 066,70 $
Matériaux paysagers Savaria Ltée	756 800 $		870 130,80 $
Transport Rosement inc.	500 720 $		575 702,82 $
Dernière estimation réalisée			681 939,72 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			655 633,44 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			25,8%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			349 064,10 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			67,0%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-160 873,02 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-23,6%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			54 636,12 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			10,5%

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-17252
Numéro de référence : 1195876
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Location d'équipements avec opérateurs pour service de mélange, tamisage et mise en pile de matériaux divers

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Excavation ESM Inc. 1361 boul. Lionel-Boulet Varennes, QC, J3X1P7 NEQ : 1163352314	Monsieur Olivier Morin Téléphone : 450 649-0442 Télécopieur : 450 649-0441	**Commande : (1491478)** 2018-09-17 17 h 48 **Transmission :** 2018-09-17 17 h 48	3001088 - 18-17252 Addenda N°1 2018-09-18 15 h 25 - Courriel 3003594 - 18-17252 Addenda N°2 Questions/Réponses 2018-09-24 11 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Excavation L. Martel Inc. 445 chemin de la Beauce Beauharnois, QC, J6N 3B8 NEQ : 1140676538	Monsieur SÉBASTIEN MARTEL Téléphone : 450 429-3248 Télécopieur : 450 225-3248	**Commande : (1488101)** 2018-09-07 10 h 05 **Transmission :** 2018-09-07 10 h 05	3001088 - 18-17252 Addenda N°1 2018-09-18 15 h 25 - Courriel 3003594 - 18-17252 Addenda N°2 Questions/Réponses 2018-09-24 11 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
JMV Environnement 3550 boul. Laframboise Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9 NEQ : 1164798275	Monsieur Mathieu Bérard Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1487964)** 2018-09-06 18 h 51 **Transmission :** 2018-09-06 18 h 51	3001088 - 18-17252 Addenda N°1 2018-09-18 15 h 25 - Courriel 3003594 - 18-17252 Addenda N°2 Questions/Réponses 2018-09-24 11 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises K.L. Mainville 12350 Service A2 Mirabel, QC, J7N1G5 NEQ : 1162059548	Monsieur Serge Mainville Téléphone : 450 476-0945 Télécopieur : 450 476-0946	**Commande : (1494551)** 2018-09-26 11 h 10 **Transmission :** 2018-09-26 11 h 10	3001088 - 18-17252 Addenda N°1 2018-09-26 11 h 10 - Téléchargement 3003594 - 18-17252 Addenda N°2 Questions/Réponses 2018-09-26 11 h 10 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Materiaux Paysagers Savaria LTEE 950 De Lorainne Boucherville, QC, J4B 5E4 NEQ : 1143087279	Monsieur Steve Savaria Téléphone : 450 655-6147 Télécopieur : 450 655-5133	**Commande : (1487771)** 2018-09-06 13 h 21 **Transmission :** 2018-09-06 13 h 21	3001088 - 18-17252 Addenda N°1 2018-09-18 15 h 25 - Courriel 3003594 - 18-17252 Addenda N°2 Questions/Réponses 2018-09-24 11 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Transport Rosemont inc, 2601 rue Jarry Est Montréal, QC, H1Z 2C2 NEQ : 1143799774	Monsieur Guy Boulay Téléphone : 514 725-3521 Télécopieur : 514 376-7687	**Commande : (1487714)** 2018-09-06 11 h 32 **Transmission :** 2018-09-06 11 h 32	3001088 - 18-17252 Addenda N°1 2018-09-18 15 h 25 - Courriel 3003594 - 18-17252 Addenda N°2 Questions/Réponses 2018-09-24 11 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous

À propos
À propos de SEAO
Info sur Constructo

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec

© 2003-2018 Tous droits réservés

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-17252

Agent d'approvisionnement
Zoulikha Seghir

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
Excavation L.Martel inc.										
	LOT1	service de mélange, tamisage et mise en pile de	1	service de mélange, tamisage et mise en pile de matériaux divers	88000	CH	1	5,15 $	453 200,00 $	521 066,70 $
Total (Excavation L.Martel inc.)									**453 200,00 $**	**521 066,70 $**
Transport Rosement inc.										
	LOT1	service de mélange, tamisage et mise en pile de	1	service de mélange, tamisage et mise en pile de matériaux divers	88000	CH	1	5,69 $	500 720,00 $	575 702,82 $
Total (Transport Rosement inc.)									**500 720,00 $**	**575 702,82 $**
Matériaux paysagers Savaria Ltée										
	LOT1	service de mélange, tamisage et mise en pile de	1	service de mélange, tamisage et mise en pile de matériaux divers	88000	CH	1	8,60 $	756 800,00 $	870 130,80 $
Total (Matériaux paysagers Savaria Ltée)									**756 800,00 $**	**870 130,80 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1188194001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Grands parcs métropolitains
Objet :	Octroyer un contrat de services techniques à Excavation L. Martel Inc. pour la préparation et le tamisage du terreau en vue d'aménager le parc Frédéric-Back, pour un montant de 521 066,90 $ taxes incluses - Appel d'offres public 18-17252 - Trois (3) soumissionnaires - Contrat 18-6330.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1188194001_PTI_Parc Frederick Back.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au Budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-10

Laura VALCOURT
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1180720002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat à " Les Contrôles I.S.I inc. " pour la mise à niveau des infrastructures de contrôle des procédés au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), pour une somme maximale de 778 159,89 $ (taxes et contingents inclus) - Appel d'offres public ENV CESM 2018-03 (#440911) - 4 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'accorder à Les Contrôles I.S.I inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour la mise à niveau des infrastructures de contrôle au CESM, pour une somme maximale de **678 159,89** $ (taxes incluses) conformément aux documents de l'appel d'offres public ENV CESM 2018-03;
2. d'autoriser une dépense de 100 000 $ (taxes incluses) à titre de budget de contingences;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 778 159,89 $ (taxes incluses).

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-20 09:25

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180720002**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat à " Les Contrôles I.S.I inc. " pour la mise à niveau des infrastructures de contrôle des procédés au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), pour une somme maximale de 778 159,89 $ (taxes et contingents inclus) - Appel d'offres public ENV CESM 2018-03 (#440911) - 4 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'environnement est responsable des activités du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM). Celui-ci occupe 192 hectares au cœur de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Ce site, qui abritait autrefois la carrière de calcaire Miron, a été converti en 1968 en un gigantesque site d'enfouissement de 72 hectares. Aujourd'hui, il est en voie de devenir le deuxième plus grand espace vert de Montréal, après le parc du Mont-Royal.
Le suivi opérationnel des procédés (de captage de biogaz, de pompage des eaux de surface, et de pompage et traitement du lixiviat) nécessite une surveillance continuelle; c'est pourquoi le Service de l'environnement utilise depuis les années 90, des infrastructures de contrôle constituées d'automates, d'ordinateurs, de réseau de communication et d'interface homme/machine. Les infrastructures de contrôle distribuées autour du site et reliées en réseau contrôlent donc l'ensemble des activités et transmettent les informations à un poste de contrôle situé dans un centre opérationnel. En juillet 2016, le Service de l'environnement octroyait un contrat à une firme d'experts du nom de Tetra Tech afin d'effectuer une évaluation de notre degré de désuétude et procéder à la préparation des plans et devis en vue de la réalisation d'un projet de mise à niveau de ces infrastructures de contrôle âgées de ± 25 ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Octroyer au plus bas soumissionnaire conforme " Les Contrôles I.S.I. inc. ", le contrat de mise à jour des équipements, infrastructures et logiciels utilisés au CESM pour la gestion et le suivi des activités de captage et valorisation du biogaz ainsi que le pompage et le traitement des eaux.

JUSTIFICATION

Les infrastructures de contrôle, pour la plupart, ont été mises en place dans les années 90. Ces dernières ont fait l'objet, au fil du temps, de plusieurs modifications ponctuelles comme l'ajout de stations de pompage ou d'une torchère à flamme cachée. De plus, au cours des 25 dernières années, il y a eu des changements notables au niveau des équipements et des technologies de télémétrie (gestion à distance). Actuellement, le Service de l'environnement opère donc un système vulnérable pour le maintien d'opérations sécuritaires. En outre, il utilise des composantes électroniques qui sont désuètes et pour lesquelles il n'existe plus de pièces de rechange. Le réseau de communication linéaire n'offre pas de redondance en cas de pertes de communication pour les infrastructures les plus éloignées. Cette lacune doit être comblée par l'ajout des chemins secondaires (redondance) pour acheminer l'information, on parle alors de bouclage du réseau de communication. Cette dernière préoccupation est motivée par le besoin de maintenir un niveau élevé de sécurité et de contrôle des opérations résultat de l'ouverture progressive du site (parc Frédéric-Back) à la population. Finalement, l'exploitation d'une nouvelle station d'assainissement du lixiviat va solliciter davantage nos infrastructures de contrôle.
Afin d'assurer un suivi efficace et optimal de nos installations, nous avons procédé à la revue de l'ensemble de nos besoins en matière de contrôle de nos activités et équipements.

L'ouverture des soumissions a eu lieu le 11 septembre 2018. La validité de la soumission est de 120 jours et a été prolongée de 44 jours, soit jusqu'au 9 février 2019. L'acceptation de la demande de prolongation de la soumission est incluse aux pièces jointes.

Quatre (4) soumissions ont été reçues et une (1) soumission est considérée inadmissible et rejetée car elle ne répondait pas à l'exigence où le soumissionnaire devait, au dépôt de sa soumission, détenir une accréditation valide pour le travail de programmation à exécuter sur notre logiciel/interface spécifique Wonderware et avoir suivi les formations exigées conformément au devis spécial no 1.

3 addendas on été émis portant sur :

#1 Réponses à des questions administratives;
#2 Précisions sur le devis technique, modification de l'exigence pour l'assurance responsabilité civile et corrections typographiques au bordereau;
#3 Corrections typographiques sur des documents de soumission;

RÉSULTATS D'OUVERTURE DE SOUMISSION		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES*		**TOTAL INCLUANT LES TAXES**
1	Les Contrôles I.S.I. inc. (Licence RBQ # 8272-8379-59) (Attestation Revenu Québec valide du 10 septembre au 31 décembre 2018)	678 159,89 $
2	SNC-Lavalin & Maintenance inc.	731 001,47 $
3	Les Entreprises Électriques L.M.	793 303,85 $

Estimation des professionnels externes	**468 408,15 $**
Coût moyen des soumissions reçues ($)	**734 155,07 $**
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	**8,3 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme	**115 143,96 $**
	17,0 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation	**209 751,74 $**
	44,8 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse	**52 841,58 $**
	7,8 %

*** Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables. Cependant, seuls les documents relatifs aux 2 plus basses soumissions conformes ont été vérifiés (attestation de Revenu Québec, licence RBQ, etc.).**

Le consultant Tetra Tech, principal artisan de l'estimation du projet, a été mandaté afin de procéder à l'étude de l'écart de 44,8 % avec la soumission retenue. Un rapport a été soumis à cet effet (voir pièce jointe au dossier) et n'a révélé aucune présomption de collusion. Il est question de pénurie de main-d'œuvre, de l'effervescence du marché et de la complexité administrative de transiger avec la Ville de Montréal. Selon la conclusion finale de ce rapport, rien ne permet de croire qu'un nouvel appel d'offres permettrait d'obtenir un prix moindre.

Cet exercice a permis au consultant d'identifier deux erreurs lors la préparation originale de l'estimation (Annexe B total de 29 730 $). En considérant ces ajouts à l'estimation originale, l'écart corrigé entre celle-ci et le plus bas soumissionnaire conforme est de 34,99 %. En terme de montant, l'écart de 44,8 % représente une différence de 152 900 $ avant taxes. Considérant les faits précédents, et que la somme de ± 60 k$ a déjà été investie pour la préparation des plans et devis, nous recommandons d'octroyer le présent contrat malgré cet écart.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense de ce contrat au montant de 778 159,89 $, taxes incluses, comprenant des travaux contingents s'élevant à 100 000 $, taxes incluses, sera imputée au budget de fonctionnement de la Division Soutien technique, infrastructures et CESM (Complexe environnemental de Saint-Michel) selon les informations dans l'intervention du Service de finances.
Pour le Service, un budget est prévu à cette fin à même la réserve constituée par la Ville de Montréal pour les activités post-fermeture du site d'enfouissement du CESM au Service de l'environnement.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Budget de fonctionnement : 778 159,89 $ taxes incluses

Contrat :	678 159,89 $
Contingences (14,7%) :	100 000,00 $
Total :	**778 159,89 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les activités et le suivi du captage et l'élimination/valorisation du biogaz, pompage et traitement des eaux font partie de la mission principale du CESM en termes d'engagements réglementaire et social à long terme. Le projet permet de poursuivre cette mission qui s'inscrit dans la liste des priorités de protection environnementale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Service de l'environnement s'expose au risque que les infrastructures de contrôle ne répondent pas aux standards de base en matière de contrôle, gestion et sécurité de ses installations.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : Février 2019
Fin des travaux : Août 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures_voirie et transports
Karine BÉLISLE, Service des communications

Lecture :

Karine BÉLISLE, 17 décembre 2018
Véronique PARENTEAU, 12 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain LEROUX
Ingénieur

Tél : 514 872-7684

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Éric BLAIN
C/d soutien technique infrastructures CESM

Tél : 514 872-3935

Télécop. : 514 872-9571 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA

Directeur gestion matières résiduelles infras

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne Monsieur Arnaud Budka, directeur de la Gestion des matières résiduelles pour me remplacer du 14 au 23 décembre 2018 inclusivement dans l'exercice de mes fonctions de directeur du Service de l'environnement et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

Et j'ai signé,

Roger Lachance, ing
Directeur de l'environnement
Service de l'environnement
1555 Carrie-Derick, 1er étage
Montréal, Québec H3C 6W2
Téléphone: (514) 872-7540
Télécopieur: (514) 872-8146

Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2018-12-19

Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2018-12-19

Montréal

Service des infrastructures, du transport et de l'environnement

Direction des infrastructures
Division gestion des projets et économie de la construction
801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

PAR COURRIEL AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

Le 21 novembre 2018

Monsieur Seivwright
Les Contrôles I.S.I. inc.
4030 chemin du Bois-Franc
St-Laurent (Québec) H4S 1A7
Courriel: iseivwright@isicontrols.com

Objet : Confirmation de prolongation du maintien intégral de l'offre
Appel d'offres # Env-CESM-2018-03 (440911)
Mise à niveau des infrastructures de contrôle (PLC, SCADA - Système Plateforme 2017, réseautique et programmation) au CESM
Arrondissement : Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

Monsieur,

La présente vise à vous informer que la Ville de Montréal désire poursuivre l'appel d'offres mentionné en objet pour lequel votre entreprise a déposé une soumission. Par conséquent, nous désirons recevoir une confirmation écrite de votre part stipulant que votre entreprise accepte de maintenir intégralement l'offre qu'elle a soumise audit appel d'offres et ce, aux mêmes clauses et conditions énoncées aux documents d'appel d'offres. De plus, puisque le délai de 120 jours de validité des soumissions initialement prévu à l'appel d'offres est insuffisant, lequel vient à échéance le 9 janvier 2019, nous vous demandons de maintenir intégralement votre offre pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 9 février 2019.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Veuillez s.v.p. nous retourner votre réponse par courriel à l'adresse ci-dessous, avant le 23 novembre 2018. Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : _____ 22-Nov-2018
Signature Date

Je refuse le délai de prolongation : _____ _____
Signature Date

L'équipe de la direction des infrastructures
Courriel : **appelsdoffres.infos.dtp@ville.montreal.qc.ca**

TETRA TECH

TRANSMIS PAR COURRIEL

Boucherville, le 27 septembre 2018

Monsieur Sylvain Leroux
Ingénieur aux opérations
Complexe environnemental St-Michel
2235, Rue Michel-Jurdant
Montréal (Québec) H1Z 4N1

Objet : Mise à niveau des contrôles au CESM – Analyse des soumissions
N/Réf. : 32499TT (80AS)

Monsieur,

Nous avons effectué une analyse des parties techniques des soumissions, afin de tenter d'expliquer les écarts entre les prix déposés par les soumissionnaires et l'estimé réalisé par Tetra Tech en juillet 2018.

Fourniture – Matériel et des logiciels – Articles E.1 (9.99%) et J.1 (45.22%) du bordereau (55.21% de l'estimé technique) :

- La fourniture du matériel et des logiciels est un élément important de ce projet. Il représente 55.21% du total de la partie technique de l'estimé produit par Tetra Tech et environ 44% de la moyenne des totaux des parties techniques des soumissionnaires.

- La fourniture du matériel et des logiciels est également un élément pour lequel nous avons obtenu des prix représentatifs du marché des divers fournisseurs. Il ne devrait donc pas y avoir de différences significatives entre l'estimation et les soumissions, à moins que les soumissionnaires aient débalancé leur soumission ou qu'ils aient appliqué une marge de profits beaucoup plus élevée que ce que nous observons habituellement pour ce type de fourniture.

- Le risque encouru par les soumissionnaires pour ce type de fourniture est également assez faible puisque la liste des composantes requises, ainsi que les quantités, sont bien définies dans les devis. Tout comme nous, les soumissionnaires sont toutefois à la merci de la volatilité des marchés. Il est donc possible qu'ils aient choisi de se protéger contre cette volatilité en appliquant un certain facteur de majoration à leur estimation.

- Le tableau ci-dessous présente les articles E.1 et J.1 des 4 soumissionnaires, ainsi que de l'estimation produit par Tetra Tech. Ce tableau nous permet de constater que les 4 soumissionnaires ont déposé un prix plus élevé que celui de l'estimation et que la moyenne des écarts est de 24.47%.

…2

Tetra Tech QI inc., une filiale de Tetra Tech
1205, rue Ampère, bureau 310, Boucherville (Québec) J4B 7M6
Tél. : 450 655-8440 Téléc. : 450 655-7121 tetratech.com

Comparatif – Articles E.1 et J.1 du bordereau de soumission						
Article	**Description**	**Estimé**	**Filtrum**	**I.S.I.**	**SNC**	**Entreprise LM**
E.1	ICAT	172 000	206 800	169 331.49	216 216.45	241 477.49
J.1	Réseautique	38 000	62 400	61 722.03	47 755.32	65 077.78
Total		**210 000**	**269 200**	**231 053.52**	**263 971.77**	**306 555.27**
Écart avec l'estimation			**28.19%**	**10.03%**	**25.70%**	**45.98%**
Écart moyen			**27.47%**			

- L'estimé produit par Tetra Tech pour ces articles du bordereau est basé sur les prix obtenus des manufacturiers en juin 2018 auxquels nous avons appliqué une contingence de 7.5%.
- Nous avons confirmé les prix à nouveau en septembre 2018. Il n'y a pas eu de différences significatives à ce niveau qui pourrait expliquer l'écart de prix. Les serveurs et les postes informatiques sont les seules composantes qui ont subi une augmentation significative de prix. Il en couterait 6 800 $ de plus (24.7%) pour acheter ces mêmes composantes en septembre 2018 comparativement à juin 2018.

Conclusions et recommandation pour ces articles du bordereau (E.1 et J.1) :

- En considérant que :
  - Notre estimation est basée sur des prix représentatifs du marché obtenus des manufacturiers et que ces prix n'ont pas changés significativement depuis juin 2018.
  - Nous avons appliqué une contingence de 7.5% sur les prix reçus pour cette partie de l'estimation.
  - Les prix du matériel et des logiciels ne devraient pas changer significativement au cours des prochains mois.
  - L'ensemble des soumissions présentent un total plus élevé que l'estimation;
- Nous en venons à la conclusion que les soumissionnaires ont appliqué une marge de profits beaucoup plus élevée que ce que nous observions depuis plusieurs années sur la fourniture des logiciels et du matériel.
- Nous sommes d'avis que les prix reçus pour la fourniture du matériel et des logiciels ne changeraient pas significativement advenant que vous décidiez de retourner en appel d'offres.

Réseautique – Travaux en chantier – Articles J.2 à J.4 du bordereau :
(5.32% de l'estimé technique)

- Ces articles renferment les travaux de préparation, d'installation et de démantèlement de diverses composantes de réseautique dans les divers bâtiments du CESM. Ils contiennent également les travaux d'excavation requis pour la mise en place d'une liaison radio entre la station de pompage sud et le bâtiment principal, soit une tranchée d'environ 50m de long.
- Le tableau ci-dessous présente les articles J.2 à J.4 des 4 soumissionnaires, ainsi que de l'estimé produit par Tetra Tech. Ce tableau nous permet de constater que les 4 soumissionnaires ont déposé un prix plus élevé que celui de l'estimation et que la moyenne des écarts est de 265.45%.

…3

Comparatif – Articles J.2 à J.4 du bordereau de soumission						
Article	**Description**	**Estimé**	**Filtrum**	**I.S.I.**	**SNC**	**Entreprise LM**
J.2	Préparation	13 500	27 900	51 191.50	87 813.36	24 391.97
J.3	Transfert	3 500	28 400	7 484.50	23 455.00	27 521.11
J.4	Démantèlement	3 250	3 800	3 105.50	7 895.58	3 053.33
Total		**20 250**	**60 100**	**61 781.50**	**119 163.94**	**54 966.41**
Écart avec l'estimation			**196.79%**	**205.09%**	**488.46%**	**171.44%**
Écart moyen			**265.45%**			

- **Article J.2 – Préparation :**
  - Une partie de l'écart entre l'estimation et les soumissions provient d'une erreur qui s'est glissée dans l'estimation. Les travaux liés à la tranchée ont été inscrits à 2 385 $ alors qu'ils auraient dû être inscrits à 20 385 $. Cette erreur ne permet toutefois pas d'expliquer, à elle seule, la différence entre les prix soumis et l'estimation. Elle fait diminuer l'écart moyen entre les soumissions et l'estimé à 93.47% et celui du plus bas soumissionnaire à 57.12%.
- **Article J.3 – Transfert :**
  - Les activités de transferts décrites dans le devis sont des activités relativement simples à exécuter séquentiellement à 3 sites du CESM. La quasi-totalité de ces activités consiste à débrancher des câbles réseaux et à les rebrancher dans de nouveaux commutateurs qui ont été installés pendant les activités de préparation (J.2).
  - Le devis insiste sur l'obligation de réaliser les activités de trransfert sans arrêt de travail autre que les périodes de pauses et de repas. En considérant que les activités à chaque site peuvent être facilement réalisées en moins de 12 heures, cette contrainte ne devrait pas avoir entraîné de surévaluation de la part des soumissionnaires.
  - Le devis impose également la tenue d'une planification particulière avec le CESM pour la réalisation des activités de transfert à chaque site. Cette contrainte pourrait avoir entraîné une surévaluation de la part des soumissionnaires puisque ces planifications représentent un risque significatif pour eux. Elles peuvent être très complexes (plusieurs jours de discussions) ou très simples (tout est réglé en quelques heures) en fonction du nombre d'intervenants impliqués du côté du CESM et de la Ville. Nous avons basé notre estimé sur ce que nous avons observé dans le cadre de la réalisation de ce mandat, soit : la planification entre l'entrepreneur et le CESM sera très simple. Il nous est toutefois impossible de déterminer l'ampleur de cette surévaluation puisque chaque soumissionnaire basera son estimation sur l'historique de ses relations avec la Ville de Montréal et sa compréhension du marché local.

Conclusions pour ces articles du bordereau (J.2 à J.4) :

- Nous ne sommes pas en mesure d'expliquer l'ampleur des écarts entre l'estimation et les soumissions. Il est possible que les soumissionnaires aient mal compris le travail, malgré le fait que la description des tâches à réaliser à chaque site soit très détaillée. À notre avis, le seul moyen pour le CESM de comprendre l'ampleur des écarts serait de contacter le plus bas soumissionnaire conforme et de lui demander des explications sur ce point.

…4

Réseautique – Pare-feu – Articles J.5 du bordereau (5.23% de l'estimé technique) :

- Le taux horaire soumis par le plus bas soumissionnaire pour l'article J.5.2 est exagéré pour le type d'expertise requis pour la réalisation de ces travaux. Ce taux inclut cependant les dépenses. Il pourrait donc s'expliquer si la ressource spécialisée de cet entrepreneur n'habite pas dans la région montréalaise. Le dépassement de la limite de 200 heures, s'il venait qu'à se produire, présente un risque important d'augmentation des coûts de réalisation pour le CESM.
- Nous vous recommandons de contacter des firmes spécialisées dans la configuration de pare-feu afin d'obtenir des soumissions de leur part pour les activités décrites dans l'article J.5.2 ou pour l'ensemble des activités décrites dans l'article J.5. Vous pourrez ensuite déterminer s'il est préférable de laisser la réalisation de ses activités de cet article dans le mandat de ce soumissionnaire ou de les transférer à une firme spécialisée.
- Il est important de souligner que les éléments ci-dessus ne concernent que le plus bas soumissionnaire. Les taux horaires déposés par les autres soumissionnaires pour cet article sont adéquats.

ICAT – Remplacement des systèmes de contrôle – Article E.2 du bordereau :
(4.86% de l'estimé technique)

- Cet article concerne les travaux de remplacement des systèmes de contrôles existant dans certains sites du CESM. Outre le remplacement physique des composantes, cet article inclut la conversion des programmes de certains sites pour les rendre compatibles avec les nouveaux systèmes de contrôle ainsi que l'application de correctifs aux programmes convertis et à l'application Intouch pour améliorer la gestion des alarmes et des signaux analogiques. Finalement, cet article inclut également la reprogrammation complète de 2 sites.
- Le tableau ci-dessous présente l'article E.2 des 4 soumissionnaires ainsi que de l'estimé produit par Tetra Tech. Ce tableau nous permet de constater que les 4 soumissionnaires ont déposé un prix plus élevé que celui de l'estimation et que la moyenne des écarts est de 254.77%.

Comparatif – Article E.2 du bordereau de soumission						
Article	**Description**	**Estimé**	**Filtrum**	**I.S.I.**	**SNC**	**Entreprise LM**
E.2	Remplacement	18 500	93 100	53 074.50	79 100.16	37 256.69
Écart avec l'estimation			**403.24%**	**186.89%**	**327.57%**	**101.40%**
Écart moyen			**254.77%**			

- Le devis technique fournit une description très détaillée des interventions physiques à réaliser aux divers sites concernés.
- Le devis technique fournit également une description des correctifs à apporter dans les programmes convertis et dans l'application Intouch existante.
- Le devis technique fournit également une description fonctionnelle détaillée pour 2 sites qui doivent être reprogrammés ainsi que les standards de programmation qui doivent être utilisés.
- Nous avons réalisé l'estimé de cette partie des travaux avec un taux horaire de 85$ de l'heure pour l'ensemble des activités plus une contingence de 15%. Cela donne un taux horaire de 97.75$ de l'heure pour la réalisation de ces interventions. Nous considérons que ce taux est adéquat pour le type d'expertise qui est requis à ce niveau.

…5

- Nous avons réalisé l'estimation en nous basant sur les programmes existants. Bien que nous n'ayons pas effectué une analyse exhaustive de ces programmes, leur consultation nous a permis d'estimer plus précisément les efforts requis à chaque site pour la conversion des programmes et pour l'application des correctifs. Il est important de souligner que les soumissionnaires pouvaient consulter les programmes existants lors de leur visite. Le CESM a indiqué qu'aucun d'entre eux n'a demandé à consulter les programmes lors des visites. Ce point, à notre avis, explique une partie de l'écart de prix entre l'estimation et les soumissions.
- **Prise de possession et analyse des programmes :**
    - Nous réalisons, à postériori, que notre connaissance du projet nous a conduit à omettre les efforts requis par un nouvel intervenant pour prendre possession des programmes et les analyser pour ensuite être en mesure d'effectuer les conversions et les correctifs requis.
    - L'analyse détaillée des programmes existants, afin de bien les comprendre et d'être en mesure d'y apporter les correctifs demandés, représente environ 120 heures d'efforts pour l'ensemble des sites concernés. Cela représente un montant de 11 730 $ qui est absent de l'estimation.
    - Cette omission explique une partie significative de l'écart de prix entre l'estimation et les soumissions.

Conclusions pour cet article du bordereau (E.2) :

- En considérant les éléments mentionnés ci-dessus, nous sommes d'avis que le prix obtenu pour cet article du bordereau est juste.

ICAT – Système de supervision – Article E.3 du bordereau (25.24% de l'estimé technique) :

- Cet article concerne les travaux de configuration et de mise en service du nouveau système de supervision.
- Le tableau ci-dessous présente l'article E.3 des 4 soumissionnaires ainsi que de l'estimé produit par Tetra Tech. Ce tableau nous permet de constater que les 4 soumissionnaires ont déposé un prix plus élevé que celui de l'estimation, que la moyenne des écarts des 4 soumissionnaires est de 47.04% et que la moyenne des écarts des 3 soumissionnaires les plus bas est de 20.41%.

Comparatif – Article E.3 du bordereau de soumission						
Article	**Description**	**Estimé**	**Filtrum**	**I.S.I.**	**SNC**	**Entreprise LM**
E.3	Syst. Supervision	96 000	106 000	118 098	122 670.80	217 867.52
Écart avec l'estimation			**10.42%**	**23.02%**	**27.78%**	**126.95%**
Écart moyen			**47.04% (4 soumissionnaires) 20.41% (3 plus bas soumissionnaires)**			

- Nous avons réalisé l'estimé de cette partie des travaux avec un taux horaire de 100$ de l'heure pour l'ensemble des activités plus une contingence de 15%. Cela donne un taux horaire de 115.00$ de l'heure pour la réalisation de ces interventions. Nous considérons que ce taux est adéquat pour le type d'expertise qui est requis à ce niveau.
- L'écart de prix relativement plus faible entre l'estimation et les soumissions semble être directement lié au fait que nous avons utilisé un taux horaire pour une main d'œuvre plus spécialisée pour la réalisation de cette partie de l'estimation.
- Nous sommes d'avis que le prix obtenu des 3 soumissionnaires les plus bas est adéquat.

…6

ICAT – Documentation finale – Article E.4 du bordereau (2.89% de l'estimé technique) :

- Les prix obtenus de 3 des 4 soumissionnaires pour cet article nous semblent adéquats. Ils sont d'ailleurs inférieurs à l'estimation pour 2 des 4 soumissionnaires. Ce type d'écart n'est pas inhabituel pour les travaux inclus dans cet article du bordereau. Les soumissionnaires sont parfaitement conscients qu'ils ne pourront pas présenter d'avancement dans cet article du bordereau avant la remise de la documentation exigée et la dispense des formations. Ils ont donc généralement tendance à débalancer les prix pour transférer une partie des montants vers des articles du bordereau qui seront complétés en début de mandat.
- Nous sommes d'avis que le prix soumis par le 2e soumissionnaire est exagéré pour cet article. Cela pourrait toutefois expliquer pourquoi ce soumissionnaire a présenté un prix inférieur à l'estimation et aux autres soumissionnaires à l'article E.1 du bordereau. Cela ne reste toutefois qu'une hypothèse. Le seul moyen de déterminer l'origine de ce montant serait de demander des explications à ce soumissionnaire.

Options disponibles :

- Les options disponibles à ce point-ci du processus sont limitées :
    1. Le CESM pourrait décider d'annuler cet appel d'offres et de repartir en soumission à un autre moment de l'année. Cette option se base sur l'hypothèse que les entrepreneurs seraient moins occupés à ce moment et qu'ils seraient plus agressifs dans la préparation de leur soumission. Cette option a été tentée à quelques reprises récemment dans d'autres types de projets et, dans la majorité des cas, les prix obtenus lors du 2e appel d'offres étaient supérieurs aux prix obtenus lors du premier appel d'offres.
    2. Le CESM pourrait décider d'annuler cet appel d'offres et de revoir le projet pour le segmenter en plusieurs mandats qui seraient plus ciblés pour chaque spécialité. Par exemple, il serait envisageable de réaliser un appel d'offres dédié à chaque partie du devis (Réseautique et ICAT). Cette option nécessite toutefois des efforts supplémentaires en services professionnels pour la préparation des appels d'offres.
    3. Le CESM pourrait décider d'effectuer l'achat des composantes et des logiciels et de les remettre à l'entrepreneur. Cela nécessiterait d'annuler le présent appel d'offres et de repartir en soumission avec des documents modifiés. Cette option nécessite toutefois des efforts supplémentaires en services professionnels pour la préparation des appels d'offres. De plus, cette option avait été discutée lors de la préparation du présent appel d'offres et elle avait été rejetée par le CESM.
    4. Le CESM pourrait décider de réaliser une partie des travaux de remplacement à l'interne, tel qu'il a déjà fait pour certains sites. Cela nécessiterait d'annuler le présent appel d'offres et de repartir en soumission avec des documents modifiés. De plus, cette option avait été discutée lors de la préparation du présent appel d'offres et elle avait été rejetée par le CESM.
    5. Le CESM pourrait décider d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme malgré le fait que les prix soumis soient supérieurs à l'estimation.

…7

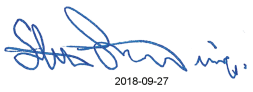
Conclusions et recommandation :

- Le tableau ci-dessous présente une comparatif entre le prix des 3 plus bas soumissionnaires.

Comparatif – Prix total des 3 plus bas soumissionnaires			
Soumissionaire	**Filtrum**	**I.S.I.**	**SNC**
Prix total de la soumission	**566 700**	**580 130.52**	**623 791.67**
Moyenne des 3 plus bas soumissionnaire	**590 207,40 $**		
Écart avec la moyenne ci-dessus	**-3.98%**	**-1,71%**	**5.69%**

- En considérant que :
  - Les 3 soumissionnaires les plus bas ont soumis un prix moyen de 590 207.40$ pour les parties techniques;
  - Les 3 soumissionnaires les plus bas semblent avoir eux la même compréhension du mandat puisque l'écart entre les 3 prix obtenus est de 9.67% (-3.98% à 5.69%).
  - Les 2 omissions dans la préparation de l'estimé permettent d'expliquer en partie les écarts observés entre les prix de l'estimé et les prix obtenus des 4 soumissionnaires.
- Nous sommes d'avis que les prix obtenus sont représentatifs du marché actuel et que le lancement d'un nouvel appel d'offres ou la modification du mandat ne permettraient pas au CESM de réaliser des économies substantielles.

Espérant tout le tout à votre satisfaction, nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos saluations distinguées.



2018-09-27

Steve Janelle, ing.
Chargé de projets
SJ/ab

…8

Annexe A – Détails des soumissions

Le tableau ci-dessous présente le bordereau de soumission des 4 soumissionnaires ainsi que de l'estimé produit par Tetra Tech en juillet 2018.

Comparatif – Bordereau de soumission avec estimation de juillet 2018						
Partie technique – ICAT						
Art.	**Description**	**Estimé**	**Filtrum**	**I.S.I.**	**SNC**	**Entreprise LM**
E.1	Fourniture	172 000	206 800	169 331.49	216 216.45	241 477.49
E.2	Remplacement	18 500	93 100	53 074.50	79 100.16	37 258.69
E.3	Syst. Supervision	96 000	106 000	118 098	122 670.80	217 867.52
E.4	Formation et doc. finale	11 000	4 700	86 000	13 795	9 460.22
Sous-total – ICAT		**297 500**	**410 600**	**426 503.99**	**431 782.41**	**506 063.91**
Écart avec l'estimation			**38.02%**	**43.36%**	**45.14%**	**70.11%**
Écart moyen			**49.16% (4 soumissionnaires)**			
Partie technique – Réseautique						
Art.	**Description**	**Estimé**	**Filtrum**	**I.S.I.**	**SNC**	**Entreprise LM**
J.1	Fourniture	38 000	62 400	61 722.03	47 755.32	65 077.78
J.2	Préparation	13 500	27 900	51 191.50	87 813.36	24 391.97
J.3	Transfert	3 500	28 400	7 484.50	23 455.00	27 521.11
J.4	Démantèlement	3 250	3 800	3 105.50	7 895.58	3 053.33
J.5.1	Pare-feu – Config. Initiale	5 500	3 500	8 979.50	2 185.00	2 777.78
J.5.2	Pare-feu – Config. Finale (taux hor.)	14 400 (120)	28 800 (240)	15 000 (125)	14 400 (120)	16 800 (140)
J.6	Formation et doc. finale	4 750	1 300	4 143.50	8 505	9 026.88
Sous-total – Réseautique		**82 900**	**156 100**	**153 626.53**	**192 009.26**	**148 648.85**
Écart avec l'estimation			**88.30%**	**85.32%**	**131.62%**	**79.31%**
Écart moyen			**96.14% (4 soumissionnaires)**			
Total		**380 400**	**566 700**	**580 130.52**	**623 791.67**	**654 712.76**
Écart avec l'estimation			**48.97%**	**52.51%**	**63.98%**	**72.11%**
Écart moyen			**52.52% (4 soumissionnaires)**			

Annexe B – Détails des soumissions avec l'estimation révisée

Les tableaux ci-dessous présentent le bordereau de soumission des 4 soumissionnaires ainsi que de l'estimé produit par Tetra Tech en juillet 2018 qui a été révisé pour y inclure les éléments suivants :

- Correction du prix de la tranchée à l'article J.2 de 2 385 $ à 20 385 $;
- Ajout de 11 730$ à l'article E.2 pour la prise de possession et l'analyse des programmes

Partie technique – ICAT							
Art.	**Description**	**Estimé orignal**	**Estimé révisé**	**Filtrum**	**I.S.I.**	**SNC**	**Entreprise LM**
E.1	Fourniture	172 000	172 000	206 800	169 331.49	216 216.45	241 477.49
E.2	Remplacement	18 500	30 030	93 100	53 074.50	79 100.16	37 258.69
E.3	Syst. Supervision	96 000	96 000	106 000	118 098	122 670.80	217 867.52
E.4	Formation et doc. finale	11 000	11 000	4 700	86 000	13 795	9 460.22
Sous-total – ICAT		**297 500**	**309 030**	**410 600**	**426 503.99**	**431 782.41**	**506 063.91**
Écart avec l'estimation révisée				**32.87%**	**38.01%**	**39.72%**	**63.76%**
Écart moyen				**43.59% (4 soumissionnaires)**			
Partie technique – Réseautique							
Art.	**Description**	**Estimé**	**Estimé révisé**	**Filtrum**	**I.S.I.**	**SNC**	**Entreprise LM**
J.1	Fourniture	38 000	38 000	62 400	61 722.03	47 755.32	65 077.78
J.2	Préparation	13 500	31 500	27 900	51 191.50	87 813.36	24 391.97
J.3	Transfert	3 500	3 500	28 400	7 484.50	23 455.00	27 521.11
J.4	Démantèlement	3 250	3 250	3 800	3 105.50	7 895.58	3 053.33
J.5.1	Pare-feu – Config. Initiale	5 500	5 500	3 500	8 979.50	2 185.00	2 777.78
J.5.2	Pare-feu – Config. Finale (taux hor.)	14 400 (120)	14 400 (120)	28 800 (240)	15 000 (125)	14 400 (120)	16 800 (140)
J.6	Formation et doc. finale	4 750	4 750	1 300	4 143.50	8 505	9 026.88
Sous-total – Réseautique		**82 900**	**100 900**	**156 100**	**153 626.53**	**192 009.26**	**148 648.85**
Écart avec l'estimation révisée				**54.71%**	**52.26%**	**90.30%**	**47.32%**
Écart moyen				**61.15% (4 soumissionnaires)**			
Total			**409 930**	**566 700**	**580 130.52**	**623 791.67**	**654 712.76**
Écart avec l'estimation révisée				**38.24%**	**41.52%**	**52.17%**	**59.71%**
Écart moyen				**47.91% (4 soumissionnaires)**			

Annexe C – Sommaire des soumissions et réalité locale

Contexte particulier :

- En plus d'effectuer une revue complète de notre estimation, nous avons contacté divers intervenants après la réception des soumissions afin de tenter de déterminer ce qui aurait pu entraîner un écart moyen de 42% entre l'estimation et les prix reçus des soumissionnaires.
- La majorité de ces intervenants nous a fait part d'une réalité locale qui semble exister pour les travaux qui s'effectuent sur l'ile de Montréal. En général, ces intervenants nous ont indiqué qu'ils appliquaient un facteur de majoration d'au moins 125% lorsqu'ils préparent des estimations pour des travaux qui s'effectuent sur l'ile de Montréal. L'origine de ce facteur de majoration est toutefois imprécise. Certains intervenants mentionnent la complexité des déplacements sur l'ile de Montréal, d'autres les délais pour la réception des paiement, d'autres la complexité administrative avec la ville et d'autres la pénurie de main d'œuvre spécialisée.
- Ces intervenants nous ont également souligné qu'ils ont remarqué que les entrepreneurs sont beaucoup moins agressifs dans la préparation de leurs soumissions depuis quelque temps.

Nous avons choisi de fournir, à titre indicatif uniquement, le tableau ci-dessous, afin de représenter l'impact de l'application d'un tel facteur sur la réalisation d'un estimé. Un intervenant localisé sur l'ile et à proximité du CESM pourrait avoir une réalité locale totalement différente d'un autre intervenant localisé dans l'ouest de Montréal, sur la Rive-Sud ou dans la région de Québec.

Partie technique – ICAT – Articles E.1 à E.2							
		Estimé révisé	**Estimé révisé majoré**	**Filtrum**	**I.S.I.**	**SNC**	**Entreprise LM**
Sous-total – ICAT		**309 030**	**386 287.50**	**410 600**	**426 503.99**	**431 782.41**	**506 063.91**
Écart avec l'estimation révisée majoré				**6.29%**	**10.41%**	**11.78%**	**31.01%**
Écart moyen				**14.87% (4 soumissionnaires)**			
Partie technique – Réseautique – Articles J.1 à J.2							
Art.	**Description**	**Estimé révisé**	**Estimé révisé majoré**	**Filtrum**	**I.S.I.**	**SNC**	**Entreprise LM**
Sous-total – Réseautique		**100 900**	**126 125**	**156 100**	**153 626.53**	**192 009.26**	**148 648.85**
Écart avec l'estimation révisée majoré				**23.77%**	**21.80%**	**52.24%**	**17.86%**
Écart moyen				**28.92% (4 soumissionnaires)**			
Total			**512 412.50**	**566 700**	**580 130.52**	**623 791.67**	**654 712.76**
Écart avec l'estimation révisée majoré				**10.59%**	**13.22%**	**21.74%**	**27.77%**
Écart moyen				**21.75% (4 soumissionnaires)**			

Annexe D – Vérification de l'accréditation des 2 soumissionnaires les plus bas

L'accréditation des deux soumissionnaires ayant déposé le prix le plus bas, article D.1 du devis technique spéciale no.1 (ICAT), a été vérifiée auprès de Wonderware.

Les documents transmis par Wonderware sont joints ci-dessous.

CIMSoft Corporation

Laval, le 17 Septembre 2018

Ref : Projet 32499TT (60VDC)

M.Steve Janelle ing.

Tetra Tech QI inc., une filiale de Tetra Tech
1205, rue Ampère, bureau 310.
Boucherville (Québec),
Canada J4B 7M6

Suite à votre demande de clarification au sujet d'un des soumissionnaires au projet, voici la situation de ce soumissionnaire en date d'aujourd'hui.

Le soumissionnaire en question est Filtrum inc. Ci-après appelé le soumissionnaire.

- Le soumissionnaire n'a jamais été intégrateur certifié Wonderware
- Le soumissionnaire a déjà été intégrateur enregistré Wonderware
- Le certificat d'intégrateur enregistré Wonderware est expiré depuis le 9 Août 2018
- Le soumissionnaire a complété une formation pour 2 personnes sur le produit Application Server en 2017
- Le soumissionnaire n'a pas suivi de formation sur les produits Historian, InTouch pour System Platform ou OMI

Par contre, le soumissionnaire a démontré un vif intérêt à se réinscrire comme intégrateur enregistré et à inscrire au moins deux personnes pour les formations sur Historian, Intouch pour System Platform et OMI.

J'espère le tout à votre entière satisfaction.

Bien à vous,

Yves Poirier | Wonderware Canada East | **Vice-President**

Phone: +1 450 681-5900 x 203 | **Email**: ypoirier@wonderwarecaneast.ca

Address: 2069 Michelin Suite 201, Laval, Quebec, Canada, H7L5B7

CIMSoft
Corporation

Laval, le 20 Septembre 2018

Ref : Projet 32499TT (60VDC)

M.Steve Janelle ing.

Tetra Tech QI inc., une filiale de Tetra Tech
1205, rue Ampère, bureau 310,
Boucherville (Québec),
Canada J4B 7M6

Suite à votre demande de clarification au sujet d'un des soumissionnaires au projet, voici la situation de ce soumissionnaire en date d'aujourd'hui.

Le soumissionnaire en question est I.S.I. Controls inc. Ci-après appelé le soumissionnaire.

- Le soumissionnaire a été intégrateur enregistré Wonderware de 1999 à 2018.
- Le soumissionnaire est intégrateur certifié Wonderware depuis le 12 février 2018.
- Le soumissionnaire est certifié sur System Platform et InTouch. (voir certificats en attachement)
- Le soumissionnaire a au moins deux personnes de certifiés pour les produits Historian, InTouch et Application Server de Wonderware.
- Le soumissionnaire a suivi des formations de façon régulière au cours des dernières années.

J'espère le tout à votre entière satisfaction.

Bien à vous,

Yves Poirier | Wonderware Canada East | **Vice-President**

Phone: +1 450 681-5900 x 203 | **Email**: ypoirier@wonderwarecaneast.ca

Address: 2069 Michelin Suite 201, Laval, Quebec, Canada, H7L5B7

Wonderware by Schneider Electric

This is to Certify that

I.S.I. Controls Inc.

St. Laurent, QC

Is an Authorized

Certified System Integrator Partner

System Platform

Wonderware by Schneider Electric CERTIFIED

System Integrator Partner

SYSTEM PLATFORM

System Integrator ID: SI150939
Effective date: February 12, 2018

Rashesh Mody
SVP Delivery &
Schneider Electr

Wonderware by Schneider Electric

This is to Certify that

I.S.I. Controls Inc.

St. Laurent, QC

Is an Authorized

Certified System Integrator Partner

InTouch

Wonderware by Schneider Electric CERTIFIED

System Integrator Partner

INTOUCH

System Integrator ID: SI150939

Effective date: February 12, 2018

Rashesh Mody
SVP Delivery &
Schneider Electr

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1180720002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Objet :	Accorder un contrat à " Les Contrôles I.S.I inc. " pour la mise à niveau des infrastructures de contrôle des procédés au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), pour une somme maximale de 778 159,89 $ (taxes et contingents inclus) - Appel d'offres public ENV CESM 2018-03 (#440911) - 4 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_1180720002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-14

Janet MARCEAU
Conseillère budgétaire
Tél : 514-868-3354
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1182675004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à UBA Inc., pour la fourniture et la livraison d'hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 % de concentration en vrac liquide pour le Service de l'eau, pour une période de vingt-quatre (24) mois, pour une somme maximale de 1 086 713,81 $, taxes incluse - La valeur de l'option de renouvellement relative au contrat est de 671 121,89 $, taxes incluses, ce qui porterait la valeur totale du contrat à 1 757 835,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 18-17336 - (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :
1- d'accorder à UBA Inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de vingt-quatre (24) mois, le contrat pour la fourniture et la livraison d'hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 % de concentration en vrac liquide pour le Service de l'eau, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 086 713,81 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17336 ;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-20 09:21

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1182675004**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à UBA Inc., pour la fourniture et la livraison d'hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 % de concentration en vrac liquide pour le Service de l'eau, pour une période de vingt-quatre (24) mois, pour une somme maximale de 1 086 713,81 $, taxes incluse - La valeur de l'option de renouvellement relative au contrat est de 671 121,89 $, taxes incluses, ce qui porterait la valeur totale du contrat à 1 757 835,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 18-17336 - (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre des opérations des usines de production d'eau potable de la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau, l'hypochlorite de sodium est utilisé pour assurer la désinfection de l'eau distribuée aux citoyens de l'agglomération de Montréal. Malgré que certaines usines de production d'eau potable produisent une grande partie de la quantité d'hypochlorite de sodium nécessaire à leurs opérations, elles doivent, lors de travaux d'entretien sur ces équipements ou lors de bris imprévus, s'approvisionner à l'externe. Également, un ajout d'hypochlorite de sodium est requis dans certains postes de chloration afin de maintenir un résiduel de chlore dans les réseaux de distribution.
Pour sa part, la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) utilise l'hypochlorite de sodium lors des opérations quotidiennes liées à la désinfection et à l'emmagasinement des boues à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station). À la station, ce produit est utilisé pour désinfecter l'eau de procédé et la rendre réutilisable, en remplacement de l'eau potable, ou pour effectuer divers travaux de lavage et de nettoyage de pièces et d'équipements. À l'emmagasinement des boues, l'utilisation de l'hypochlorite de sodium permet de traiter les odeurs et de réduire le sulfure d'hydrogène (H2S), afin de respecter la réglementation en vigueur sur la qualité de l'air. La désinfection des eaux permet de protéger les employés contre les infections bactériennes qui peuvent survenir suite à la manipulation de pièces ou d'équipements ayant été en contact avec les eaux usées.

L'appel d'offres public n^{o} 18-17336 a été publié dans le quotidien "Le Devoir" ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 29 octobre 2018. Les offres dûment reçues ont été ouvertes le 29 novembre 2018. La durée de publication a été de trente-deux (32) jours. Les soumissions sont valides pendant les cent quatre-vingts (180) jours qui suivent la date d'ouverture, soit jusqu'au 29 mai 2019.

Un (1) addenda a été publié le 1er novembre 2018 aux soumissionnaires. Des précisions ont été apportées aux articles 1.2 et 2.3 de l'appel d'offres :

Articles	Modification ou ajout
1.2	L'emplacement des lieux des postes de chloration (roulottes) sur certains sites en réseau a été précisé.
2.3	Les volumes d'entreposage d'hypochlorite de sodium pour la section de l'exploitation des réseaux ont été précisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0046 - 25 janvier 2018 - Accorder un contrat à UBA inc., pour une période de douze (12) mois, pour la fourniture et la livraison d'hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 % à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines d'eau potable, pour une somme maximale de 210 487,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16529 (1 soumissionnaire).
CG15 0028 - 29 janvier 2015 - Accorder un contrat à UBA inc., pour une période de trente-six (36) mois, pour la fourniture et la livraison d'hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 % à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines d'eau potable, pour une somme maximale de 540 098,28 $, taxes incluses - Appel d'offres public 1815-AE (2 soumissionnaires).

CE13 0021 - 16 janvier 2013 - Accorder un contrat à UBA inc., pour une période de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture et la livraison d'hypochlorite de sodium 10.8 % à 12 % à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 255 442,26 $, taxes incluses - Appel d'offres public (1810-AE) (2 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à la firme UBA inc., pour la fourniture et la livraison en vrac d'hypochlorite de sodium de 10,8 % à 12 % à la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte, aux six (6) usines de production d'eau potable (Charles-J.-Des Baillets, Atwater, Pierrefonds, Dorval, Lachine et Pointe-Claire) ainsi qu'aux réseaux et aux réservoirs d'eau potable. L'appel d'offres comporte une option de prolongation d'une durée de douze (12) mois.
Ce produit est essentiel aux opérations quotidiennes de la Station. Il en est de même pour les usines de production d'eau potable et les réservoirs.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public n^{o} 18-17336, il y a eu deux (2) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO et deux (2) soumissions ont été déposées. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.
Après analyse des soumissions par la DEP, il s'avère que les deux (2) soumissionnaires sont

conformes et que la firme UBA inc présente la soumission la plus basse conforme.

Firmes soumissionnaires conformes	Total (Taxes incluses)
UBA inc.	1 086 713,81 $
KIK Holdco company inc.	1 175 688,36 $
Dernière estimation réalisée à l'interne	1 253 916,66 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	1 131 201,08 $ 4,09 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	88 974,55 $ 8,19 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	(167 202,85 $) (13,33 %)

L'analyse des soumissions a permis de constater qu'il y a un écart favorable de 13,33 % (-167 202,85 $) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation réalisée à l'interne.

Cet écart pourrait s'expliquer par les coûts unitaires utilisés pour faire l'estimation qui se sont avérés plus élevés que ceux du soumissionnaire recommandé.

Les validations requises voulant que le soumissionnaire recommandé, ne fait pas partie de la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. La firme UBA inc n'est pas inscrite sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

Ce contrat n'est pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (LIMCP).* Le soumissionnaire recommandé n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à accorder est de 1 086 713,81 $, taxes incluses.
Cette dépense est répartie aux budgets de fonctionnement des unités suivantes :

Au budget d'agglomération - Direction de l'eau potable (DEP) :

77,4% au budget de fonctionnement de la DEP, pour un montant de 840 782,28 $, taxes incluses, soit un coût net de 767 746,29 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

Au budget d'agglomération - Station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte (Station) :

22,6% au budget de fonctionnement de la Station, pour un montant de 245 931,52 $, taxes incluses, soit un coût net de 224 568,26 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

La valeur de l'option de renouvellement relative au contrat est de 671 121,89 $, taxes incluses, ce qui porterait la valeur totale du contrat à 1 757 835,70 $, taxes incluses.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable et l'assainissement des eaux qui sont des compétences d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce contrat de produits chimiques vise à assurer une alimentation fiable d'une eau potable de qualité exemplaire, en quantité suffisante et au meilleur coût financier et environnemental possible pour le mieux-être des citoyens de l'agglomération de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'utilisation d'hypochlorite de sodium, les employés et les citoyens situés autour de la Station seraient grandement affectés par les odeurs nauséabondes dégagées par l'emmagasinement des boues et le traitement des eaux usées, de plus, il y aurait des risques accrus de contamination bactériologique pour les employés.
Ce produit est essentiel à la désinfection de l'eau potable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : Janvier 2019
Début des livraisons : Février 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Alexandre MUNIZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu TOUSIGNANT, Service des communications
Michel VERREAULT, Service de l'eau
Michel SHOONER, Service de l'eau
Bruno HALLÉ, Service de l'eau

Lecture :

Michel SHOONER, 16 décembre 2018
Michel VERREAULT, 14 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François BEAUDET
Chef de l'exploitation

Tél : 514 872-3414
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-13

Jean-François BEAUDET
Chef de l'exploitation

Tél : 514 872-3414
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2018-12-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2018-12-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1182675004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Accorder un contrat à UBA Inc., pour la fourniture et la livraison d'hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 % de concentration en vrac liquide pour le Service de l'eau, pour une période de vingt-quatre (24) mois, pour une somme maximale de 1 086 713,81 $, taxes incluse - La valeur de l'option de renouvellement relative au contrat est de 671 121,89 $, taxes incluses, ce qui porterait la valeur totale du contrat à 1 757 835,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 18-17336 - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17336_Intervention pour le Service de l'eau.pdf

PV 18-17336.pdf

SEAO__Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre MUNIZ
Agent d'Approvisionnement II
Tél : 514-872-1028

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-14

Richard DAGENAIS
C/S app.strat.en biens
Tél : (514) 872-2608
Division : Division Acquisition

SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17336

No du GDD : 1182675004

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison d'hypochlorite de sodium 10,8% à 12% de concentration en vrac liquide pour le Service de l'eau

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le Service de l'approvisionnement

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 10 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Ouverture originalement prévue le : 29 11 2018

Date du dernier addenda émis : 1 11 - 2018

Ouverture faite le : 29 11 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 32 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 100

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 5 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
UBA inc.	$ 1 086 713,81	√	n/a
KIK Holdco Company inc.	$ 1 175 688,36		n/a

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue en entier au plus bas soumissionnaire conforme. L'entreprise UBA inc. est le plus bas soumissionnaire conforme de l'appel d'offres. Son offre est donc recommandée comme adjudicataire.

Montant de la soumission : 945 174,00 $ + TPS 5% 47 258,90 $ + TVQ 9,975% 94 281,11 $ = 1 086 713,81 $.

En date du 14 décembre 2018, l'entreprise recommandée dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la RBQ et n'est pas rendue non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal. L'AMF n'est pas requise pour cet appel d'offres.

Préparé par : Alexandre Muniz

Le 14 12 - 2018

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP18 0682

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 29 novembre 2018 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique – Service du greffe
M. Guillaume Bélanger, agent de bureau – Service du greffe
Mme Nathalie Pelletier, agente de bureau principale – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 18-17336

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Fourniture et livraison d'hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 % de concentration en vrac liquide pour le Service de l'eau » sont ouvertes par l'agent de bureau du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
UBA INC. 829, route Harwood Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 8P2	1 086 713,81 $
	(Traites bancaires de 25 000 $ et de 100 000 $)
KIK HOLDCO COMPANY INC. [1] 11900, boulevard Saint-Jean-Baptiste Montréal (Québec) H1C 2J3	1 175 688,36 $
	(Chèque certifié de 25 000 $)

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 29 octobre 2018 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/mel

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Guillaume Bélanger
Agent de bureau – Service du greffe

[1] Le nom apparaissant à la page sommaire des documents de soumission est « KIK HOLDO COMPANY INC. ». Le nom indiqué au procès-verbal pour ce soumissionnaire provient d'une vérification au Registre des entreprises du Québec.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- **Liste des commandes**
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-17336

Numéro de référence : 1208901

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Fourniture et livraison d'hypochlorite de sodium 10,8% à 12% de concentration en vrac liquide pour le Service de l'eau

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Lavo (KIK Holdco) 11900 boul. St-Jean-Baptiste Montréal, QC, H1C 2J3	Monsieur Sébastien Parent Téléphone : 514 526-7783 Télécopieur :	**Commande : (1506601)** 2018-10-31 10 h 12 **Transmission :** 2018-10-31 10 h 12	3020060 - 18-17336_Addenda #1 2018-11-01 12 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
UBA Inc 2605 Royal Windsor Dr. Mississauga, ON, L5J 1K9	Madame Josephine Tham Téléphone : 905 823-6460 Télécopieur : 905 823-0001	**Commande : (1506194)** 2018-10-30 11 h 24 **Transmission :** 2018-10-30 11 h 24	3020060 - 18-17336_Addenda #1 2018-11-01 12 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Précédent

de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne

Formation en ligne

Glossaire

Plan du site

Accessibilité

UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs

Contactez-nous

Nouvelles

Marchés publics hors Québec

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO

Info sur Constructo

Conditions d'utilisation

Polices supportées

Partenaires

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1182675004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Accorder un contrat à UBA Inc., pour la fourniture et la livraison d'hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 % de concentration en vrac liquide pour le Service de l'eau, pour une période de vingt-quatre (24) mois, pour une somme maximale de 1 086 713,81 $, taxes incluse - La valeur de l'option de renouvellement relative au contrat est de 671 121,89 $, taxes incluses, ce qui porterait la valeur totale du contrat à 1 757 835,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 18-17336 - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1182675004_InterventionFinancière_DEP_BF.xlsx

GDD1182675004_InterventionFinancière__DEEU_BF.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-14

Yves BRISSON
Conseiller budgetaire
Tél : 514-872-2973
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier-Point de service Eau - Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1180206004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'avenant no 4, et autoriser une dépense additionnelle de 656 293,00 $ USD (1 041 310,57 $ CDN, taxes incluses) pour la mise jour du module CommandPoint Premier AVS (Automatic verification system) et de l'acquisition du module CommandPoint Premier AVRR (Automated Vehicle Routing and Recommendation) et la mise à jour du progiciel pour l'optimisation de la géolocalisation par proximité pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) dans le cadre du contrat accordé à Northrop Grumman Systems Trading inc. (CG09 0285), majorant ainsi le montant total du contrat de 5 791 971,67 $ USD à 6 448 264,67 $ USD.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'avenant no 4, et autoriser une dépense additionnelle de 656 293,00 $ USD (1 041 310,57 $ CDN, taxes incluses) pour la mise jour du module CommandPoint Premier AVS (Automatic verification system) et de l'acquisition du module CommandPoint Premier AVRR (Automated Vehicle Routing and Recommendation) et trois mises à jour pour l'optimisation de la géolocalisation pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) dans le cadre du contrat accordé à Northrop Grumman Systems Trading inc. (CG09 0285), majorant ainsi le montant total du contrat de 5 791 971,67 $ USD à 6 448 264,67 $ USD.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-12-21 11:46

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1180206004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'avenant no 4, et autoriser une dépense additionnelle de 656 293,00 $ USD (1 041 310,57 $ CDN, taxes incluses) pour la mise jour du module CommandPoint Premier AVS (Automatic verification system) et de l'acquisition du module CommandPoint Premier AVRR (Automated Vehicle Routing and Recommendation) et la mise à jour du progiciel pour l'optimisation de la géolocalisation par proximité pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) dans le cadre du contrat accordé à Northrop Grumman Systems Trading inc. (CG09 0285), majorant ainsi le montant total du contrat de 5 791 971,67 $ USD à 6 448 264,67 $ USD.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, le système de répartition assistée par ordinateur (RAO) est au cœur des opérations du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Il permet la répartition des appels d'urgence ainsi que la gestion des opérations et des communications sur le territoire de l'île de Montréal. Il est actuellement utilisé pour rejoindre et assurer la répartition de 4500 policiers. En activité jour et nuit, 365 jours par année, le centre d'appel du SPVM a traité 612 988 appels de service nécessitant 422 839 répartitions pour l'année 2017. La RAO permet d'assurer l'attribution des ressources des appels de service, le déploiement des véhicules afin d'optimiser la couverture du territoire et la transmission aux intervenants du SPVM de plusieurs informations pertinentes relatives aux interventions. L'utilisation du RAO contribue à l'amélioration des processus de répartition du SPVM, de manière à ce que les interventions appropriées soient effectuées le plus efficacement possible dans le but d'assurer la sécurité de la population. Dans le cadre de l'optimisation de ce progiciel, il est maintenant possible de répartir les appels par proximité réelle du véhicule de police le plus près de l'incident et de géolocaliser le policier. Ces nouvelles capacités permettent de réduire le délai d'intervention en cas d'urgence afin de mieux protéger les citoyens.

L'objectif du présent dossier décisionnel est donc d'approuver un projet d'avenant no 4, et autoriser une dépense additionnelle de 656 293,00 $ USD (1 041 310,57 $ CDN, taxes incluses) pour la mise jour du module CommandPoint Premier AVS (Automatic verification system) et de l'acquisition du module CommandPoint Premier AVRR (Automated Vehicle Routing and Recommendation) et la mise à jour du progiciel pour l'optimisation de la géolocalisation par proximité pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) dans le cadre du contrat accordé à Northrop Grumman Systems Trading inc. (CG09 0285), majorant ainsi le montant total du contrat de 5 791 971,67 $ USD à 6 448 264,67 $ USD.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0224- 26 avril 2018 - Approuver un projet d'avenant no 3, et autoriser une dépense additionnelle de 2 673 281,67 USD $, taxes incluses, (3 435 380,80 CDN $, taxes incluses) pour la transposition logicielle du système de répartition assistée par ordinateur (RAO), ainsi que pour le renouvellement du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système RAO du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour la période du 5 mai 2018 au 4 mai 2023, dans le cadre du contrat accordé à Northrop Grumman Systems International Trading inc. (CG09 0285), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 118 690,00 USD $ à 5 791 971,67 USD $, taxes incluses / Autoriser un ajustement de la base budgétaire du Service des TI de 77 700$ au net pour 2020, de 94 600 $ au net pour 2021, ainsi qu'un ajustement récurrent de 112 200$ au net à compter de 2022.
CG17 0236 - 15 juin 2017 - Approuver un projet d'avenant no 2 modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et Northrop Grumman Systems International Trading inc. (CG09 0285), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 521 177 USD $ à 3 118 690 USD $ / Autoriser une dépense additionnelle de 597 513 US $ (954 916,89 CDN $, taxes incluses) pour l'acquisition et l'intégration du module de géolocalisation et de la mise à jour du module de la cartographie du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

CG13 0121 - 25 avril 2013 - Approuver un projet d'avenant no 1 modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et Northrop Grumman Systems Corporation (CG09 0285), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 097 502 $ US à 2 521 177 $ US / Autoriser une dépense additionnelle de 1 423 675 $ US pour la prolongation du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) et de la base de données Oracle, pour la période du 5 mai 2013 au 4 mai 2018).

CG09 0285 - 27 août 2009 - Approuver un projet de convention avec Northrop Grumman Information Technology inc. pour l'entretien des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur du SPVM, pour la période du 5 mai 2009 au 4 mai 2013 - Dépense totale de 1 269 715 $, taxes incluses (1 097 502 $ US).

DESCRIPTION

Le présent dossier comprend:

1. La mise à jour du module CommandPoint Premier AVS qui intègre le service de géolocalisation au RAO pour faciliter la répartition des appels par proximité réelle en permettant :

    - Une recherche de rues et d'adresses;
    - Une recherche d'intersections de rues;
    - Une recherche de lieux publics.

2. L'acquisition du module CommandPoint Premier AVRR qui offre le service de répartition par proximité réelle au RAO en recommandant :

3.

- L’unité en fonction de sa position réelle basée sur le chemin le plus rapide ou le plus court;
- L’unité en fonction des particularités du réseau routier : sens de circulation et fermeture de rue.

De plus, le module CommandPoint Premier AVRR offre des instructions (texte et cartographique) sur le trajet recommandé.

3. La mise à jour du progiciel de RAO pour l'optimisation de la géolocalisation par proximité qui permettra au SPVM d’améliorer la sécurité du policier et de fournir des informations supplémentaires à la répartition pour :

- Détecter les appareils qui sont déconnectés du GPS;
- Informer les répartiteurs et proposer les unités de proximité lors d’un déclenchement du bouton d’urgence du policier;
- Informer le policier et le répartiteur lorsqu’un appareil muni d’un GPS traverse une limite géographique prédéfinie.

JUSTIFICATION

Les composantes ci-dessus améliorent les opérations policières en permettant l'assignation du véhicule de police le plus près de l'incident grâce à la géolocalisation par proximité réelle.

La firme Northrop Grumman Public Safety Inc.,devenue, Northrop Grumman Systems International Trading inc., est le seul fournisseur qui détient tous les droits de propriété intellectuelle à l'égard du logiciel de géolocalisation et aucun tiers n'est autorisé à y faire des changements. Pour la mise à jour de la cartographie, seul Northrop Grumman peut y procéder. Les exceptions prévues aux articles 573.3 (6) (b) et 573.3 (9) de la Loi sur les cités et ville (L.R.Q., c. C-19), concernant les contrats accordés de gré à gré, s'appliquent à ce dossier. En ce qui concerne l'intégration du module de géolocalisation, l'article 573.3 paragraphe 6(a) de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) stipule qu'un contrat dont l'objet découle de l'utilisation d'un logiciel et vise à assurer la compatibilité avec des systèmes , progiciels ou logiciels existants peut être conclu de gré à gré .

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 1 041 310,57 $, taxes incluses, et sera réparti comme suit :

Items	Total en $ CAD (taxes incluses)
Premier GIS (acquisition AVRR et mise à jour AVS)	358 817,27 $
Emergency Key (mise à jour)	319 461,88 $
GPS disconnect (mise à jour)	240 297,31 $
Geofence (mise à jour)	122 734,11 $
Total	1 041 310,57 $

Puisque le présent dossier décisionnel sera présenté seulement en janvier 2019, un plus haut taux d'échange, soit 1.3800 (taux actuel à 1.34057 sur le site XE.com au 10 décembre 2018) est utilisé pour fin de calcul pour s'assurer que le montant du contrat ne dépassera pas le montant présenté pour l'approbation du dossier décisionnel. La dépense réelle sera déterminée sur le taux en vigueur au moment de l'octroi.

Dépenses capitalisables (PTI):

La dépense de 1 041 310,57 $, taxes incluses (950 855,35 $ net de taxes), sera imputée au PTI 2019-2021 du Service des TI au projet 68305.02 "Géolocalisation des policiers", et sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 17-013. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération puisqu'elle concerne notamment la mise à jour du progiciel de goélocalisation utilisé par des employés du SPVM, qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ce contrat permettra d'améliorer les services de la Ville de Montréal en réduisant les délais d'intervention suite à un appel d'urgence, pour ainsi améliorer la sécurité des citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit:

- Approbation du dossier au CE: 16-01-2019;
- Approbation du dossier au CM: 28-01-2019;
- Approbation du dossier au CG: 31-01-2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 18 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Tien-Dung LÊ
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514 872-6933
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Sébastien BERTEAU
Chef de division mesures d'urgences à la direction

Tél : 5142806963
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gervais THIBAULT
Directeur - Solutions d'affaires sécurité publique et justice
Tél : 514 280-3567
Approuvé le : 2018-12-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 514-280-6970
Approuvé le : 2018-12-20

Optimisation de la géolocalisation (AVS-AVRR) - Répartition assistée par ordinateur (RAO).SPVM

Item #	Description	Nombre d'unités	Prix unitaire en $ US avant taxes	Prix en $ US avant taxes	Prix en $ CAD avant taxes (taux utilisé: 1.34057)	Prix $ CAD, taxes incluses (taux: 1.34057)	Prix en $ CAD avant taxes (taux utilisé: 1.3800	Prix $ CAD, taxes incluses (taux: 1.380007)	Taux de change (2018-12-10, www.XE.com)
1	Premier GIS (acquisition AVRR: 82 252 $US; mise à jour AVS: 143 895 $US)	1	$226 147,00	$226 147,00	$303 165,88	$348 564,97	$312 082,86	$358 817,27	TPS+TVQ
2	Emergency Key (mise à jour)	1	$201 343,00	$201 343,00	$269 914,39	$310 334,06	$277 853,34	$319 461,88	Taux pour contrer la fluctuation du taux d'échange
3	GPS disconnect (mise à jour)	1	$151 449,00	$151 449,00	$203 027,99	$233 431,43	$208 999,62	$240 297,31	
4	Geofence (mise à jour)	1	$77 354,00	$77 354,00	$103 698,45	$119 227,29	$106 748,52	$122 734,11	
			Total	**$ 656 293,00**	**$ 879 806,71**	**$ 1 011 557,76**	**$905 684,34**	**$1 041 310,57**	

Notes
Le taux d'échange utilisé est de 1.3800 pour contrer sa fluctuation d'ici à Janvier 2019, date d'approbation du dossier décisionnel.

Montant total du contrat est de 1 041 310.57 $, taxes incluses avec le taux d'échange de 1.3800.

1,34057

1,14975

1,38

Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Mise à jour RAO (Répartition assistée par ordinateur)

Phases

Phase 1

- Mise à jour CommandPoint Premier address Validation Service (AVS)
- Acquisition CommandPoint Automated Vehicle Routing & Recommendation (AVRR) with timed advantage: cette acquisition est requise et nécessaire pour assurer la mise à jour de la version CommandPoint Premier address Validation Service (AVS) ci-dessus.
- Mise à jour
    - GPS disconnection
    - EMERkey with closest units
    - GeoFence

Phase 2

- Mise à jour CommandPoint Mobility with Mapping deployment
- Mise à jour CAD underlying framework for Windows 10 compatibility

Phase 3

- Mise à jour CommandPoint MIS
- Mise à jour CommanPoint CADWeb
- Mise à jour CommandPoint CAD UI (user interface)

2- Description des composantes

1	CommandPoint Premier address Validation Service (AVS)	Mise à jour le module de vérification d'adresse, soit CommandPoint® Premier AVS (Automatic verfication system). Le module de recherche changera minimalement pour l'usager, mais constituera une amélioration importante pour l'administrateur géomatique pour la génération et gestion des données spatiales pour le RAO CommandPoint®.
1	CommandPoint Automated Vehicle Routing & Recommendation (AVRR) with timed advantage	Acquisition du module de recommandation automatique du chemin optimal, soit CommandPoint® Premier AVRR (Automated Vehicle Routing and Recommendation). Le module de recommandation permettra d'optimiser les modes opérationnels du SPVM en effectuant une répartition par proximité réelle des policiers en tenant compte des entraves sur le réseau routier selon un avantage de temps.

1	Mise à jour • GPS disconnection • EMERkey with closest units • Geofence	La connaissance de la déconnexion des appareils munis d'un GPS est nécessaire au bon fonctionnement des opérations afin d'effectuer une répartition par proximité. Aviser le centre de répartition lors d'un déclenchement du bouton urgence par un policier sur un appareil muni d'un GPS permet aux opérations de réagir promptement et de rejoindre les ressources à proximité. La cartographie ainsi que le RAO offriront la capacité de définir et transmettre des alertes destinées aux usagers (policier et répartiteur) sur les secteurs où une intervention est déclarée ou lorsqu'un équipement muni d'un GPS traverse une limite géographique prédéfinie.
2	CommandPoint Mobility with Mapping	Mise à jour le module de mobilité (solution mobile et cartographie mobile), soit CommandPoint® Mobility. La modernisation du module mobile dans les véhicules du SPVM est rendue nécessaire par l'évolution du système d'exploitation Windows et améliora l'expérience usager par une nouvelle conception avec une interaction avec la cartographie mobile (chemin pour se rendre sur le lieu d'intervention du policier).
2	CAD underlying framework for Windows 10 compatibility	Rendre compatible le RAO sur la fondation Windows 10.
3	Mise à jour CommandPoint CAD UI (user interface)	La mise à jour au produit commercial du RAO CommandPoint® combinée à l'unification de la version actuelle du RAO permettra au final de moderniser l'application du RAO du SPVM en unifiant la version Altaris™ vers la solution commerciale CommandPoint® (COTS – Commercial Off-the Shelf) en maintenant les spécificités développées pour le SPVM. Moderniser l'interface usager des modules du RAO, soit Unity UI (User interface). Le RAO aura une apparence plus moderne et sera configurable par les administrateurs.
3	CommandPoint MIS	Mise à jour le module de rapport et d'analyse, soit CommandPoint® MISWeb. La modernisation vise le tableau de bord, les outils d'analyses et ses

		rapports par une interface conviviale aux usagers.
3	CommanPoint CADWeb	Mise à jour le module d'événement, soit CommandPoint® CADWeb services. Par ce module, le SPVM pourra utiliser un client Web léger du RAO CommandPoint destinés à des usagers externe avec des fonctions restreintes et des usagers administratifs consultatifs.

NORTHROP GRUMMAN INTERNATIONAL TRADING, INC.
FIRST RESPONDER SOLUTIONS
STANDARD TERMS AND CONDITIONS

1. DEFINITIONS.

a. NORTHROP GRUMMAN shall mean Northrop Grumman International Trading, Inc., a Delaware corporation represented herein by its Missile Defense & Protective Systems Division, Integrated Fires & Protective Systems business unit.
b. Customer shall mean any corporation, public agency, or political subdivision that receives and accepts a quote from NORTHROP GRUMMAN.
c. Agreement shall mean the above stated NORTHROP GRUMMAN Quote, which has been accepted by Customer, along with these standard Terms and Conditions

2. SCOPE. These terms and conditions are applicable to services and/or equipment to be provided, as set forth in any NORTHROP GRUMMAN Quote which has been accepted by Customer in writing, or for which Customer has issued a Purchase Order.

3. PRECEDENCE. Any scope of work subject hereto shall be subject to terms and conditions of documents, as set forth below in descending order of precedence:

a. The terms of the quote for services and/or equipment from NORTHROP GRUMMAN.
b. The terms and conditions set forth in this document.

4. TERM OF AGREEMENT. The term of this Agreement shall begin upon receipt by NORTHROP GRUMMAN of the written acceptance of the NORTHROP GRUMMAN Quote and shall continue through the completion of the work provided for therein and warranty period unless sooner terminated or extended as hereinafter provided.

5. CHANGES AND DELAYS. Customer may require changes in the scope of work, services and/or equipment to be performed or provided by NORTHROP GRUMMAN hereunder. All such changes (which are mutually agreed upon by and between all the parties) shall be incorporated in written amendments to this Agreement. All such amendments shall state any increase or decrease in the amount of the compensation due NORTHROP GRUMMAN for the change in scope and/or schedule, if any. NORTHROP GRUMMAN shall have no obligation to proceed with the change until such time as NORTHROP GRUMMAN and the Customer have agreed upon the impact on price and schedule, and have executed a bilateral written amendment memorializing the change and the price and schedule impacts.

Any delays caused by Customer, including but not limited to:

1. Failure to timely approve documents as provided herein,
2. Failure to comply with responsibilities set forth in the Implementation Plan,
3. Failure to provide access to facilities or information required for NORTHROP GRUMMAN to perform,
4. Failure or delay of Customer furnished equipment,

shall be regarded as constructive changes and shall entitle NORTHROP GRUMMAN to receive from Customer an equitable adjustment in price and schedule. Should NORTHROP GRUMMAN and Customer be unable to agree on the price impact to NORTHROP GRUMMAN of such delay, such price shall be computed using NORTHROP GRUMMAN's then current time and materials rates.

6. CLARIFICATION PROCEDURES. Customer shall have a maximum of fifteen (15) calendar days from the receipt of written correspondence from NORTHROP GRUMMAN in which to respond, in writing, to the clarification, proposed solution or any other situation requiring a written response from Customer. If Customer believes the contents of such correspondence does not conform to the requirements of this Agreement, or otherwise disagrees with such correspondence; it shall so notify NORTHROP GRUMMAN in writing within the above-stated fifteen (15) days, defining in detail such non-acceptance. In the event Customer finds the content of the correspondence conforming to the requirements of this Agreement, it shall, within the above stated (15) days, notify NORTHROP GRUMMAN, in writing, of this fact, and such notification shall constitute final acceptance of the content of the correspondence delivered. Should Customer fail to respond within fifteen (15) days, the content of the correspondence shall be deemed accepted.

7. STANDARD OF PERFORMANCE; ACCEPTANCE. Unless otherwise specified, the work subject to this Agreement shall be accepted upon the completion of the work set forth for the scope of work, or upon commencement of beneficial use by Customer, whichever occurs first.

8. FACILITIES. During the course of this Agreement, Customer shall provide NORTHROP GRUMMAN personnel with adequate workspace and such other related facilities as may be required by NORTHROP GRUMMAN to carry out its obligations enumerated herein.

9. LICENSE.

a. Acknowledgment of Ownership. NORTHROP GRUMMAN owns all right, title and interest to the NORTHROP GRUMMAN Software and related documentation (the "NORTHROP GRUMMAN Software"), including all custom modifications, derivative works and all technical and functional designs relating thereto. None of the services hereunder shall be considered "work for hire" within the meaning of Federal copyright law (17 U.S.C. Section 101 et seq). Customer shall not disassemble, decompile or reverse engineer the NORTHROP GRUMMAN Software and any information obtained in violation of this provision shall be deemed confidential information owned exclusively by NORTHROP GRUMMAN.

b. Operating License. Subsequent to Acceptance and payment of all amounts due to NORTHROP GRUMMAN by Customer, Customer shall upon Acceptance be granted a paid-up, perpetual, non-exclusive, not transferable operating license in object code form to install, store, load, execute and display (collectively, "Use") the NORTHROP GRUMMAN Software on the Equipment located at the Customer's Operations Center in support of Customer's local area emergency dispatch service. Customer may make one (1) archival copy for back-up purposes. NORTHROP GRUMMAN reserves all rights not expressly granted. This license is for Customer's internal use on the configuration of Equipment specified in the contract under which the software was installed by NORTHROP GRUMMAN. Use by or for the benefit of any third party or on any other configuration of equipment (including upgrades to Equipment or components thereof, such as upgrading to a higher performance processor) shall require written authorization and payment of additional license fees. This license is for operations use only and does not authorize Customer to make any alterations, adaptations, translations or derivative works. Customer shall execute any standard licensing agreement(s) necessary for any third party software subject to the above NORTHROP GRUMMAN Quote.

c. Confidentiality. Customer shall not allow any person, company, governmental agency, consulting firm or any other entity to have access to the software provided hereunder, other than employees of Customer who have a need to have access to such software in order for Customer to utilize such software for the purposes set forth herein. Should Customer allow such access without the express written consent of NORTHROP GRUMMAN, then NORTHROP GRUMMAN may terminate Customer's license granted under this Agreement. Disclosure of such proprietary information will cause irreparable injury for which monetary damages will not be a sufficient remedy. Accordingly, in addition to other remedies available at law or in equity, NORTHROP GRUMMAN shall be entitled to temporary or permanent injunctive relief,

© Copyright Northrop Grumman International Trading, Inc. – 2018

without the necessity of proving actual damages, to enforce the provisions of this Agreement.

10. WARRANTY; REMEDIES.

a. Warranties. Unless specified to the contrary in the Scope of Work, for a period commencing on the date of successful completion of the Work, or acceptance by beneficial use, whichever occurs first, and thirty (30) days thereafter, NORTHROP GRUMMAN warrants that (i) the software provided by it under this Agreement shall perform in accordance with the Quote; and (ii) the services performed by it under this Agreement shall be performed in accordance with the ordinary skill and care which would be reasonably executed by those who are knowledgeable, trained and experienced in rendering the services required at the time such services are performed. The warranty and maintenance for equipment shall be in accordance with the provisions received from the supplier. No such performance warranties are applicable to Time and Materials quotes.

THESE WARRANTIES ARE IN LIEU OF AND EXCLUDE ALL OTHER WARRANTIES OF ANY KIND, EITHER EXPRESS OR IMPLIED, INCLUDING, BUT NOT LIMITED TO, ANY WARRANTY OF MERCHANTABILITY OR FITNESS FOR A PARTICULAR PURPOSE AND ANY WARRANTY WHICH MAY ARISE BY REASON OF USAGE OF TRADE OR CUSTOM OR COURSE OF DEALINGS.

b. Remedies. (1) If, during the warranty period specified in Section a., above, Customer (a) discovers that the equipment provided by NORTHROP GRUMMAN under this Agreement is not in accordance with the express warranty set forth in Section a., and (b) notifies NORTHROP GRUMMAN in writing, of such, then NORTHROP GRUMMAN shall, without charge to Customer and on behalf of Customer, be responsible for the enforcement of, or will perform without charge, the applicable obligations which the supplier of such equipment may have with respect to repairing or replacing such equipment to the extent necessary to correct such defects.

(2) If, during the warranty period specified in Section a., above, Customer (a) discovers reproducible defects in the software provided by NORTHROP GRUMMAN under this Agreement, such that the software will not perform in accordance with the express warranty set forth in Section a., and (b) notifies NORTHROP GRUMMAN, in writing, of such defects, then NORTHROP GRUMMAN shall, without charge to Customer, correct such defects.

(3) If, during the warranty period specified in Section a., Customer (a) discovers that the services performed by NORTHROP GRUMMAN under this Agreement had not been performed in accordance with the express warranty set forth in Section (a)., and (b) notifies NORTHROP GRUMMAN in writing of such faulty services, then NORTHROP GRUMMAN shall, without charge to Customer, re-perform such services to the extent necessary to correct the fault therein.

(4) Every claim that NORTHROP GRUMMAN's goods or services are faulty shall be deemed waived unless such claim is made in writing during the warranty period specified in a. above.

(5) THE REMEDIES SET FORTH IN THIS SECTION B. ARE IN LIEU OF AND EXCLUDE ALL OTHER REMEDIES AVAILABLE TO THE CUSTOMER RELATING TO WARRANTIES FOR PRODUCTS AND SERVICES PROVIDED UNDER THIS AGREEMENT.

11. CONTRACT AMOUNT AND PAYMENT SCHEDULE. Unless set forth to the contrary in the Quote for Services, payment shall be due as follows:

a. Hardware and Third-Party Software and Services - 100% of the purchase price for the hardware shall be paid upon delivery to the Customer site. Partial deliveries, invoicing, and payment based on line item pricing provided by NORTHROP GRUMMAN shall be permitted.

b. NORTHROP GRUMMAN license fees shall be paid upon acceptance of NORTHROP GRUMMAN quotation or issuance of purchase order.

c. NORTHROP GRUMMAN Software, Services, and Miscellaneous (Includes hardware delivery and installation. Bonding is not included unless specifically provided in the NORTHROP GRUMMAN Quote for Services)

1.) Upon Acceptance of NORTHROP GRUMMAN Quotation/Issuance of Purchase Order	50%
2.) Upon Installation of Software or Modifications	40%
3.) Upon Acceptance as provided in Section 7 above	10%
Total Software, Services, & Miscellaneous	100%

d. Any Time and Materials quotes shall be invoiced no more often than monthly.

12. SALES AND USE TAXES. Customer shall be liable for all federal, provincial and local sales use, excise and other taxes, which become due as a consequence of this Agreement. Customer shall be liable for any increase in tax rates or change in the scope of tax assessments whether due to changes in any statutes or interpretation by any taxing authority.

Customer shall not be liable for the payment of such taxes, provided it shall furnish to NORTHROP GRUMMAN an exemption certificate sufficient to exempt NORTHROP GRUMMAN from the payment of all such sales, use and excise taxes. Should any such certification furnished not be sufficient to exempt NORTHROP GRUMMAN from the payment of such taxes, Customer shall indemnify and hold NORTHROP GRUMMAN harmless for all such taxes assessed.

13. DISPUTES. (a) Except as specifically provided for elsewhere in this Agreement, all claims and controversies arising out of or relating to this Agreement shall be subject to binding arbitration in California by a single arbitrator in accordance with the commercial arbitration rules of the American Arbitration Association ("AAA"), and judgment on the award rendered by the arbitrator may be entered into a court having jurisdiction thereof. Not withstanding any rules or practices of AAA, discovery in any such proceeding shall be limited to no more than three depositions and 25 uncompounded interrogatories or requests for admission per party. The prevailing party in any arbitration proceeding hereunder, as determined by thee arbitrators or in any legal proceedings or actions to enforce the abitral award shall be entitled to recover its reasonable attorney's fees and costs. The parties expressly agree that the arbitrator shall not have the right to award punitive damages.

(b) Notwithstanding paragraph b. above, nothing in this Agreement shall be deemed to preclude either party from seeking equitable or injunctive relief in any court of competent jurisdiction for breach of Article 9 or 18 of this Agreement. The prevailing party in any such judicial proceeding shall be entitled to recover its reasonable attorney's fees and costs. The parties expressly agree that the court in such a proceeding shall not have the power to award punitive damages

14. FORCE MAJEURE. In the event that, due to causes beyond the control of and without the fault or negligence of NORTHROP GRUMMAN, NORTHROP GRUMMAN fails to meet any of its obligations under this Agreement, such failure shall not constitute a default in performance, and Customer shall grant to NORTHROP GRUMMAN such

© Copyright Northrop Grumman International Trading, Inc. – 2018

extensions of time and make other arrangements, additions, or revised payments as shall be reasonable under the circumstances.

15. TERMINATION AND DEFAULT.

(a) Termination for Cause. If NORTHROP GRUMMAN should persistently or repeatedly refuse or should fail, except in cases for which extension of time is provided, to provide enough properly skilled workers or proper materials, or persistently disregard laws and ordinances, or not proceed with work or otherwise be guilty of, a substantial violation of any provision of this Agreement, Customer shall give NORTHROP GRUMMAN ninety (90) calendar days written notice. Upon receipt of such termination notice, NORTHROP GRUMMAN shall be allowed ninety (90) calendar days to cure such deficiencies.

(b) Termination for Convenience. The work may be terminated, in whole or in part, by the Customer at its sole discretion upon written notice to NORTHROP GRUMMAN, whenever, for any reason, Customer shall determine that such termination is in its best interests. Such notice to be effective must be in writing and tendered to NORTHROP GRUMMAN at least fourteen (14) days prior to the effective date of termination specified therein, during which period NORTHROP GRUMMAN will endeavor to mitigate and minimize costs relating to and/or rising from the termination. Upon receipt of such written notice of termination, NORTHROP GRUMMAN shall within ninety (90) days after the date of termination, submit an invoice for all work performed prior to the effective date of termination and all costs incurred by NORTHROP GRUMMAN (plus a reasonable profit) relating to and/or arising from the work or its termination. Such costs shall include but not limited to: prepaid travel and or travel change charges, restocking fees and termination and settlement of subcontract and subcontract claims and personnel costs relating to employees assigned to the terminated work who are awaiting reassignment for a period not to exceed thirty dates from the effective date of termination. Customer shall pay such invoice within thirty (30) days of receipt.

16. ASSIGNMENT. Nothing herein shall restrict the right of NORTHROP GRUMMAN to assign this Agreement in connection with any corporate sale merger, acquisition or consolidation or in connection with the sale of related and/or similar business assets.

17. PATENTS. NORTHROP GRUMMAN shall indemnify, defend, and hold free and harmless Customer, its officers and employees from all liabilities, claims, damages, costs, or expenses, including, but not limited to attorney's fees, imposed upon them or any of them, for any alleged infringement of patent rights or copyrights of any person or persons in consequence of the use by Customer, its officers, employees, agents, and other duly authorized representatives of articles or processes supplied to Customer hereunder by NORTHROP GRUMMAN.

If a final injunction is obtained in such action against Customers use of the products or if in NORTHROP GRUMMAN's opinion the products are likely to become the subject of a claim of infringement, NORTHROP GRUMMAN will, at its option and entirely at its expense, either: (a) procure for Customer the right to continue using the products; (b) replace or modify the same (provided that such modifications do not adversely affect Customers intended use of the products) so that the products become non-infringing; or (c) if none of the foregoing alternatives is reasonably available to NORTHROP GRUMMAN, refund in full all moneys paid by Customer in respect to such infringing products only and accept return of same.

18. SECURITY AND PRIVACY. NORTHROP GRUMMAN agrees that none of its officers or employees shall use or reveal any research or statistical information furnished by any person and identifiable to any specific private person for any purpose other than the purpose for which it was obtained. Copies of such information shall not, without the consent of the person furnishing such information, be admitted as evidence or used for any purpose in any action, suit, or other judicial or administrative proceedings, unless ordered by a court of competent jurisdiction. Customer shall be notified immediately upon receipt of any such order of court, pertaining to production of such information.

19. INDEMNITY. NORTHROP GRUMMAN shall indemnify, defend and hold harmless Customer from and against any and all claims, demands, suits, actions, proceedings, judgments, losses, damages, injuries, penalties, costs, expenses (including attorneys' fees) and liabilities, of, by, or with respect to third parties, which arise solely from NORTHROP GRUMMAN's negligent performance of services under this Agreement. NORTHROP GRUMMAN shall not be responsible for, and Customer shall indemnify and hold harmless NORTHROP GRUMMAN from and against, any and all claims, demands, suits, actions, proceedings, judgments, losses, damages, injuries, penalties, costs, expenses (including attorneys' fees) and liabilities, of, by, or with respect to third parties, which arise solely from Customer's negligence. With respect to any and all claims, demands, suits, actions, proceedings, judgments, losses, damages, injuries, penalties, costs, expenses (including attorneys' fees) and liabilities of, by or with respect to third parties, which arise from the joint for concurrent negligence of NORTHROP GRUMMAN and the Customer, each party shall assume responsibility in proportion to the degree of its respective fault.

20. LIMITATION OF LIABILITY. In no event shall either party hereto be liable for special, indirect, consequential or punitive damages of any nature. NORTHROP GRUMMAN shall not be liable for damages, for any reason, in excess of the value of the Scope of Work as set forth in the Quote for Services.

21. CONTRACT REPRESENTATIVES. Any changes in the method or nature of work to be performed under this Agreement must be processed by Customer through NORTHROP GRUMMAN's Contracts Manager. Upon acceptance of the NORTHROP GRUMMAN Quote for Services, Customer will name its representative who will represent Customer under this Agreement.

22. VALIDITY. The invalidity, in whole or in part, of any provision of these terms and conditions shall not void or affect the validity of any other provision of these terms and conditions.

23. GOVERNING LAW. This Agreement shall be governed according to the laws of the Province of Québec.

24. INSURANCE. Without limiting NORTHROP GRUMMAN's indemnification of Customer, NORTHROP GRUMMAN shall provide and maintain, at its own expense, during the term of this Agreement, the following programs of insurance covering its operations hereunder. Such insurance shall be provided by insurer(s) licensed to do business in the province and evidence of such programs shall be delivered to Customer within thirty (30) days of request.

A. Liability and Property

Such insurance shall be primary to and not contributing with any other insurance maintained by Customer, shall name Customer as an additional insured and shall include:

Comprehensive General Liability insurance endorsed for Independent Contractor Coverage, Premises-Operations Coverage, Products/Completed Operations Coverage, Contractual Liability, Broad Form Property Damage, and Personal Injury with a combined single limit of not less than One Million Dollars ($1,000,000) per claim; and, Comprehensive Auto Liability endorsed for all owned and non-owned vehicles with a combined single limit of at least Five Hundred Thousand Dollars ($500,000).

B. Workers Compensation

A program of workers compensation insurance in an amount and form to meet all applicable requirements of the Labor Code of the province in which the services are

© Copyright Northrop Grumman International Trading, Inc. – 2018

being delivered and which specifically covers all persons providing services on behalf of NORTHROP GRUMMAN and all risks to such persons under this Agreement.

25. TITLE AND RISK OF LOSS. Title to all equipment provided hereunder shall pass to Customer upon payment of all amounts due NORTHROP GRUMMAN under this Agreement. Risk of loss shall be borne by NORTHROP GRUMMAN until delivery to the Customer's site. Customer shall pay any personal property taxes, which may be assessed on the equipment beginning at the time of purchase.

© Copyright Northrop Grumman International Trading, Inc. – 2018

Amendment No. 4 to the Agreement
Between the City of Montreal (Customer) and
Northrop Grumman International Trading, Inc.

This Fourth Amendment to the Northrop Grumman Master Maintenance Agreement (the "Agreement") for Computer Aided Dispatch System (CAD) maintenance services is made and entered into between Northrop Grumman International Trading, Inc., a Delaware corporation, with and office at 7575 Colshire Drive McLean, VA 22102, hereinafter referred to as "Northrop Grumman", and the City of Montreal, hereinafter referred to as "Customer".

Whereas, the Customer desires to obtain an upgraded CAD integrated with the ViewPoint™ Map solution, and;

Whereas Northrop Grumman agrees to provides such ViewPoint™ Map upgrade to the CAD System of Customer:

Now, therefore, the parties agree as follows:

Northrop Grumman International shall provide the City with a CAD upgrade solution integrated with the ViewPoint™ Map solution. This includes integration, testing deployment and training, for an enhanced Montreal Altaris™ CAD system integrated with the ViewPoint™ Map solution. There are four primary components of the upgrade:

- Geofence
- Premier GIS
- Emergency Key
- GPS Disconnect Notification

These modules are described in the attached Statement of Work (SOW). A brief description of each of the modules is provided below:

Geofence

The Geofence feature provides a message to the dispatcher when a unit crosses a quadrant/geofence into an adjacent quadrant/geofence. This functionality is enabled by Enterprise Automatic Vehicle Location (EAVL) recognition of the location of the vehicle Mobile Data Computer (MDC) and/or the officer's Android phone within or outside a pre-assigned geofence. This also facilitates the dispatcher informing the officer to switch to the radio frequency of the appropriate geofence.

Premier GIS

This component has two sub-components, they are:

CommandPoint® Premier AVS

Premier Address Verification Service (AVS) provides location verification services to Northrop Grumman (NG) CAD applications, and can provide location verification services to other third-party systems through a published Application Program Interface (API). The Address Server provides the street address, intersection, commonplace, and street alias location verification functions used in CAD for event entry, alarm definitions, and other applications requiring standard verified locations.

CommandPoint® Premier AVRR

Premier Automated Vehicle Routing and Recommendation (AVRR) provides point-to-point routing information to ViewPoint™ Map and provides unit routing recommendations to the NG CAD unit suggestion application.

CommandPoint® Premier AVRR provides the NG CAD with dynamic unit recommendations (URS) based on last known location of a unit position. It also provides Road Closure Query Services (RCQS) as part of its baseline.

Premier AVRR is based on ESRI Network Dataset where characteristics of routing can be defined. Using Premier AVRR, the system can:

- Make recommendations based on quickest path or shortest path.
- Make recommendations to consider turn restrictions.
- Make recommendations to consider road closures.

Emergency Key

The emergency key feature provides:

- An urgent administrative message when a unit activates the emergency key.
- An indicator on the ViewPoint™ map that a unit's emergency key has been pressed.
- An indication of whether or not the MDC is docked or undocked.
- A list of the closest units to the unit that pressed the emergency key. The number of "closest units" is configurable.

GPS Disconnect Notification

The GPS disconnect solution provides:

- A notification indicator on the desktop occurs when a unit has lost its GPS connection and/or has stopped reporting GPS information to the EAVL system. The notification enhancement allows the operator to determine the specific MDC or Android device that is not reporting GPS.
- An indicator on the ViewPoint™ Map that a unit has stopped reporting GPS information to the EAVL system.

- GPS disconnections are tracked for a unit's MDC's in each vehicle as well as the GPS connection for the Android phones carried by each officer.

The solution also discerns the difference between a disconnection of a single device within a unit or for an Android phone AND a system-wide disconnect or a loss of multiple devices.

The work included in the SOW includes changes to the Montreal Altaris™ CAD and EAVL systems as well as to the ViewPoint™ Map solution.

Price

The price for the CAD upgrade and the ViewPoint™ Map upgrades are shown in Table 1. This table excludes all applicable taxes which will be added to each respective invoice.

Table 1: CAD and ViewPoint™ Upgrade Price

	Price US
Premier GIS	$226,147.00
Emergency Key	$201,343.00
GPS Disconnect	$151,449.00
Geofence	$77,354.00
Total	$656,293.00

Terms and Conditions

Quotation number 2018-CR 84433 should be included on all correspondence and all resulting purchase orders issued pursuant to this Amendment 4.

Upon receipt of a properly executed contract or purchase order, Northrop Grumman and the City shall negotiate a schedule for the project team to develop and install this solution. Any purchase order associated with this Amendment should be forwarded to john.kouri@ngc.com.

Period of Performance

The Period of Performance is estimated at twelve (12) months from the time this Amendment is executed by both parties. Extensions are possible with the understanding that pricing may be revised at the time of extension.

Acceptance Criteria

The ViewPoint™ enhancement is considered complete when:

The functionality described above in Statement of Work can be demonstrated on the CAD and ViewPoint™ "Live" systems,

or

30 days after Northrop Grumman notifies Montreal the enhancement is ready for installation in the "Live" systems,

which-ever occurs first.

Payment Schedule

40% Upon Issuance of Purchase Order or Contract (March 2019)	$262,517.20
10% Upon Training Round 1 (June 2019)	$65,629.30
25% Upon Software Installation on Test System (August 2019)	$164,073.25
10% Upon Completion of Training Round 2 (September 2019)	$65,629.30
15% Upon Acceptance (November 2019)	$98,443.95
100%	$656,293.00

All payments are in US Dollars, exclude applicable taxes which will be added to the invoices and will be due and payable 30 days from receipt.

Except as herein amended, the contract remains the same.

The City of Montreal	**Northrop Grumman International Trading, Inc.**
_____	_____
Signature	Signature
_____	_____
Printed Name, Title	Printed Name, Title
_____	_____
Date	Date

Montreal Police CAD Upgrade – Phase I
Scope of Work

The Scope of Work (SOW) for the Montreal CAD upgrade has four (4) modules in Phase I of the project.

Each module is described below:

Geofence

Geofence provides Montreal an enhancement to 4QTRS' current Geofencing capability on the ViewPoint™ map to send notifications when vehicles cross quadrants in Montreal. The solution will detect when a unit or assigned personnel separated from the vehicle with phone GPS tracking, cross quadrants. Furthermore, this solution will provide messages through EAVL to notify CAD users when these conditions occur. Montreal is requesting a notification process similar to the one that their GRU uses currently to send alerts to dispatch workstations and workstation groups.

Geofence Notifications (GFN) will be sent out to mobile units to notify the mobile user to change radio channels when crossing a geo-boundary.

Geofence functionality is further described below:

Geofence Boundaries

Geofences will overlap into the adjacent boundaries, see Figure 1.

The distance of overlap is configurable by the customer via an ESRI map layer.

Customer will provide Geofence boundaries as an ESRI map layer

i. Changes to the boundaries can be made by the customer in ESRI and the layer can be republished.

ViewPoint™ is updated as soon as the edited layer is published.

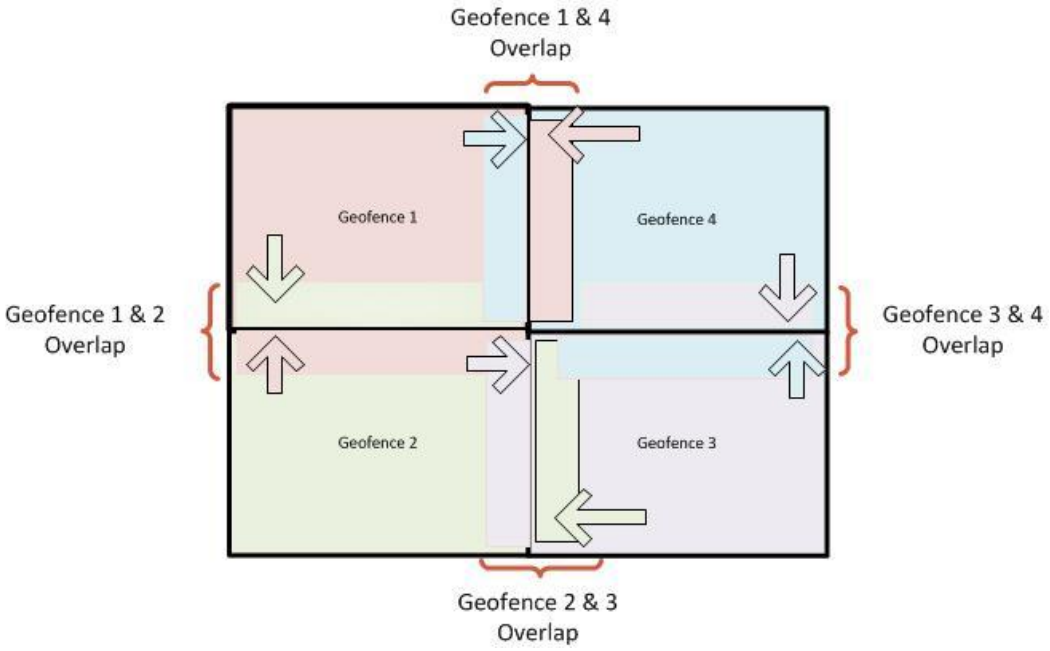


Figure 1. Geofence Overlap

When a unit enters a new boundary ViewPoint™ sends the GFN message to the CAD via EAVL.

The GFN CAD/EAVL message is provided by Northrop Grumman.

The message uses the standard 4QTRS-NG MAP-EAVL interface.

The message includes the following fields:

i. To Region

Unit ID

Boundary Condition

Home Dispatch Group

ViewPoint™ changes the unit icon background color to reflect that the unit has entered a new Geofence.

i. NOTE: A unit in the overlap area could be in two Geofences simultaneously. In this situation, a different icon background color could be used if the Northrop Grumman CAD/EAVL provides a distinct condition in the GFN message for this situation.

ViewPoint™ changes the unit icon background color to normal color when the unit returns to its home dispatch group.

Personnel GPS

GFN message can be sent for any ViewPoint™ tracked GPS device that crosses a Geofence boundary.

i. Includes vehicles and phones.

GFN's will be sent based on the following:

When vehicles cross a Geofence boundary a Geofence alert is sent via the GFN message.

When personnel devices cross a Geofence boundary a Geofence alert is ONLY be sent for a personnel GPS device if the device is separated from the vehicle.

Interaction with Separation of Secondary GPS Functionality

Geofence tracking will not interfere with the Separation of Secondary GPS device functionality. These are two separate alerts

Officer crossing Geofence will be notified as follows:

EAVL/CAD will automatically send message to MDT.

Premier GIS (AVS/AVRR)

Northrop Grumman will provide software, services, and licensing as identified to upgrade the current standard GDITools product suite with the ESRI based Premier GEO Services. GDITools generated Standard AVS will be upgraded to Premier Address Verification Service (AVS). GDITools generated Standard AVRR will be upgraded to Premier Unit Recommendation Service (URS) and Premier Road Closure Query Service (RCQS).

Northrop Grumman services quoted as part of this upgrade will include the installation of the CommandPoint® Premier GEO Services software suite, staging of customer GIS data on an ESRI based GIS database server, setup of the ESRI Geo Server to host the Premier Services (AVS, URS, RCQS), as well as full configuration and deployment of the ViewPoint™ Map.

Onsite GIS Training will also be provided to cover the full usage of all deployed products and the Premier GEO services GIS data update process to Altaris™ CAD.

Northrop Grumman will perform the following for this module:

Kick-off Meeting. The first step in the implementation of a Premier GEO Services system after purchase is to hold a kickoff meeting. The GIS Manager hosts the GIS Kickoff where the base GIS data specification, requirements, and system are presented to the customer. Since Montreal has already gathered GIS data for the CAD system, this kickoff will discuss the use and processing of this data for Premier AVS and Premier AVRR.

Review the existing data and perform preliminary processing in the Premier GEO Services environment. Provide a report that is sent to the customer defining the state of the data and action items on the data set. This task entails loading the SDE and processing the data by creating the address locators, network datasets, and map documents.

Modify CAD database tables and forms to provide the ability to apply rules that give a configurable time advantage to home area units for responding to calls. The rules will be applied or be skipped depending on the type and priority of the call, and can be varied for each dispatch group. Results of the evaluation will be applied to sorting of the recommended units returned by AVRR.

Modify Premier AVS to work seamlessly with French street names and articles along with Montreal's CAD system to ensure what is being presented to the user is consistent with what is being presented through Standard AVS.

Premier GEO services software installation and system configuration on the live, test, and training environments.

CAD system, Premier GEO services and ViewPoint™ Map subsystem integration and testing. If necessary, reload and reprocess any data (up to two times).

Go-live Support. Full support from the Northrop Grumman team from the GEO, CAD and System Engineering resources during the cutover phase. Northrop will send two resources to be onsite before, during and after the cutover date and time.

Emergency Key

Montreal has requested changes to the emergency key pop-up message, and urgent administrative message, which are generated when a unit activates its emergency key. They also wish to see an indicator on the map that a unit's emergency key has been pressed, and whether or not the MDC laptop was docked or undocked at the time of the activation.

Emergency Pop-up and Urgent Message

The existing pop-up message that is displayed will be modified to add more information for the CAD dispatcher:

1. The solution will add the following information to the header:

   Device type

   Signed-on personnel

The solution will add a new GPS information section containing the following information:

Title

Location + Dispatch group

X/Y/Z

Direction

Driving Speed

NOTE: The CAD system will attempt a reverse geo-code based on the most recent X/Y location reported from GPS. In case an exact location hit is not returned, the top weighted hit will be used.

The solution will add Inscrire 1007 Button to create new event based on emergency key press

Current event information

Add event priority field

Add button to display current event

Previous event information

Add event priority field

Add button to display previous event

The solution will play sound when the message arrives.

The unit history segment will record whether the device was docked or undocked at the time of the emergency key press. This information will be provided from a third-party tool used and provided by Montreal, which will send the data to CAD.

A mockup screenshot of the revised pop-up is shown below:

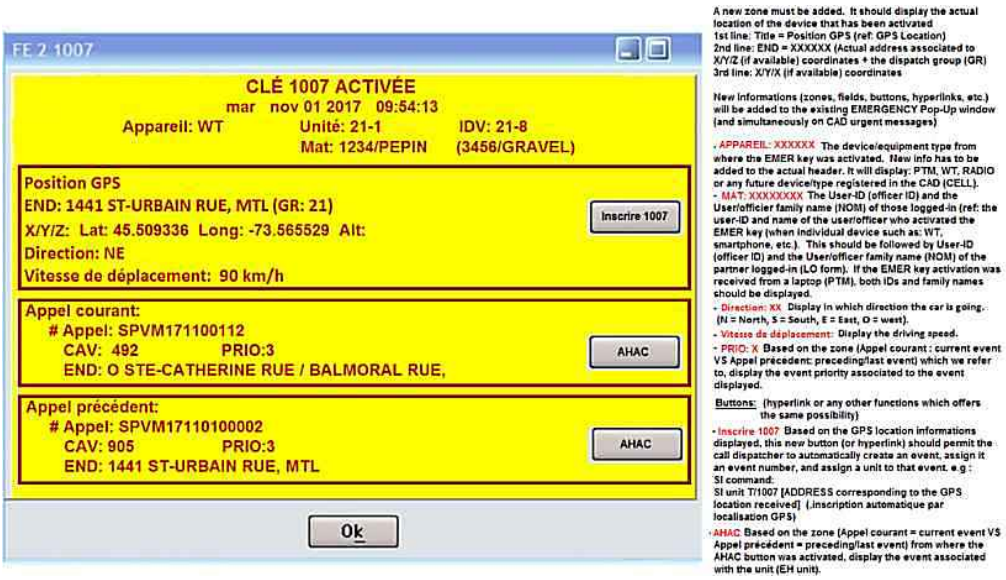


Figure 2. Mockup of Revised Pop-up

Emergency Event Creation

The processing workflow of receiving an emergency key activation from a mobile remains unchanged from the existing system. When the CAD system receives the emergency signal, it will present a pop-up and send urgent messages to designated workstations, display the unit on the Push-to-Talk marquee, and write a segment in the unit history for the emergency activation, in the same manner as is currently being done. The pop-up will contain the additional information described above, and the CAD dispatcher who is notified of the emergency key activation will have the option to press the Inscrire 1007 button, resulting in creation of a new event related to the emergency situation. The new event will be created via a new service, emerentry, with the following information:

1. Preset event type of 1007. Depending on the settings in the TYP table for this event type, a number may be assigned to the new event.

Source based on a new DOS option EMERAutoEvtDefSource, which must be configured to a valid value in the Source (SOU) table in CAD.

Location determined by using the following hierarchy:

Unit's current AVL position

Unit's last known location in CAD

ENTRY segment text is entered as "Event created from emergency key activated by <Unit>"

An event remark is added with the unit's last known location

If the unit that activated the emergency key is assigned to an event, it will check a new DOS EmerKeyPreemptUnit to preempt the unit and assign it to the new emergency event in an onscene status.

Emergency Cancellation

A new command EMERX will be implemented with a new CAD server service, to allow a dispatcher to cancel the emergency situation for a unit. Issuing the EMERX command will send a message to remove the SOS indicator from the unit on the map, meaning the emergency situation is being addressed.

Syntax:

EMERX unitid

Closest Units

Montreal has requested that the closest N units (up to 99) to the unit that pressed the emergency key be identified. The CAD system will generate a request to AVRR so the closest units by travel time can be identified. That information will then be presented to the user(s), in the following manner:

When the "Inscrire" button is pressed to create a new event from the emergency key activation, the CAD system will create the new event. The system will display the event acknowledge screen and the emerentry application will call up the suggestion (SUG) form for the newly created event. By default, the SUG form will display its recommendation based on the response plan for the event, but that can be changed by the user after the form displays to request the closest units to the unit that pressed the emergency key, in order of travel time to the event.

The SUG form will be modified to allow the user to specify a different number of units to return (up to 99) from AVRR. The user can manually refresh the recommendation based on the new number. The new "Consider All" checkbox will be used to allow all units, even those assigned to an event, and regardless of unit type or capability, to be considered for suggestion. The two new fields can be used singly or together to provide the number of available units, or without regard to availability, based on shortest travel time to the event. Each time the user changes inputs and presses the refresh button, a new request to AVRR is generated.

The SUG form will also be modified so that units recommended will be color coded according to their status, which uses the CPREF color. This will occur for all events, not just emergency events.

The ability to use the new fields can be applied to non-emergency event types as well. The SUG form will always initially present the suggested recommendation according to the

event type's response plan, but user input can modify the behavior to request the number of closest units specified on the form.

For the case where the unit has no known location (e.g., GPS device is broken), it will not be possible to produce a list of the closest units; however, if there are personal GPS devices associated to the unit and those are functioning, those can provide a location for the unit.

CAD will send a message to the map so the closest units will be displayed in a highlighted way that differentiates them from the other units displayed on the map. This special display of recommended units will be canceled when the event is dispatched.

Map Indicator

When the emergency key activation is received by CAD, the system will send a message to the map via EAVL indicating the emergency situation for that unit. The map will change the appearance of the unit icon to represent the emergency state. The emergency unit icon will be displayed until either:

Dispatcher cancels the emergency using the new EMERX command

Emergency event created for this activation is closed.

Montreal has requested that a red button with a label of SOS will show an emergency state for the unit that pressed the emergency key, and a red button showing a label of 1007 represent the event created as a result of the emergency key activation. The CAD/EAVL system will send this information to the map using the UNIT/UNT7 message indicating an emergency state for the unit, and the EVENT/EVT5 message, where the event type of '1007' will indicate the emergency event. The red SOS button will be displayed on the map as soon as the emergency button is pressed, but the 1007 button will only be displayed when the event is created. The SOS indicator will be removed when a dispatcher event clears the emergency situation using the EMERX command, or when the emergency event closes. The 1007 event will be removed when that event closes.

The normal unit icon is replaced by the SOS icon when the emergency key is activated.



Figure 3. Normal Unit Icon



Figure 4. SOS Unit Icon

GPS Disconnection

Montreal requested an enhancement to address disconnections by mobile data computer(s) and cell phones that stop reporting GPS information. In addition, a requirement to track mobile data computer(s) docked and undocked connections were requested. The disconnection information will be reported to the Enterprise Automatic Vehicle Location System (EAVL). As part of the business logic for this enhancement various notification and reporting requirements were requested. Northrop Grumman will respond to each section of the requirements as follows:

Requirement #1: New CAD Statuses

If a GPS disconnection occurs, the visual state of that unit will change on the map to show the disconnection. A new status/sign/color should appear on the status monitor when a unit is disconnected (no GPS DATA is sent/received).

Also, we need to know, if the PTM (laptop) is plugged into the base (car) or not. Need to create/add new statuses:

Docked

Undocked

Response #1

Northrop Grumman will provide the following change(s):

1. **Mobile Data Computer(s)** – A software program will be provided by Northrop Grumman for the mobile data computer to send in GPS information. The software will also detect when the GPS is not reporting GPS information and notify the EAVL server. The GPS reporting characteristics for the mobile data computer will be configurable based on time, distance, and radius.

   The program will also detect the mobile data computer dock and undock condition and report the information to the EAVL server.

   NOTE: *Montreal will supply a 3rd party software product to be placed on each mobile that allows for two applications to access the appropriate port to detect the dock/undock condition.*

Cell Phone(s) – A software program will be provided by Northrop Grumman for the cell phone to send in GPS information from the cell phone. The software also detects if the cell phone is not reporting GPS information and notifies the EAVL server. The GPS reporting characteristics are configurable for the cell phone device(s).

NOTE: Only Android devices will be supported by Northrop Grumman at this time.

ViewPoint™ GPS Reporting – EAVL will send a map message to the ViewPoint™ map to indicate a GPS device (MDC or Android Phone) is not reporting. Changes are made to the ViewPoint™ map to process the map message and provide an icon to indicate when the mobile GPS is not reporting. A corresponding message is sent to ViewPoint™ map when the condition returns to normal.

EAVL – EAVL server changes will be made to accommodate the business logic, sending and receiving of GPS status messages, and docking and undocking condition(s) along with the related data table changes to support the Disconnection Enhancement. This includes the changes to provide the status updates to support the status monitor changes.

CAD – The CAD system will provide a unit qualifier on the unit status monitor to indicate when a unit is disconnected and no GPS is available. A change will also be made to provide a status for each of the personnel associated with a unit if a two man vehicle if the cellphone(s) are not reporting GPS. A disconnect status is shown for the unit if one or the other cell phone is not reporting GPS. The CAD Active Unit table will be updated for unit and personnel statuses from EAVL.

CAD – The CAD system will provide a unit qualifier on the unit status monitor when the MDC is docked/undocked.

Requirement #2: Warning Notification on the Map

For any type of devices, if a GPS disconnection occurs, a visual warning sign should appear on the new map. For an example, a red X could be displayed on the car's icon representing the unit:



Figure 5. Warning Notification on the Map

Response #2

Northrop Grumman will provide the following change(s):

1. **ViewPoint™- 4-QTRS** – A visual warning like a red X will be displayed on the ViewPoint™ map when GPS of a unit is not reporting for the vehicle or the associated cell phones. This includes a change to display the mobile dock and undocked status.

Requirement #3: Message Notification

Single Disconnection:

A. An urgent message will be sent to unit's controlling dispatch group and the communication center supervisor's workstation.

The messages should follow the same path as when the EMER Key is activated:

e.g.,

1. DGP's ownership (assigned dispatch group)

Workstation displayed in 'Term Recpt 1007' field of the DGP form



Figure 6. Term Recpt 1007 Field

2. EMER group recipient workstation list displayed on the WGP form (GRM in French)

B. A warning pop-up message will also appear on the concerned MDT that is not reporting GPS data, advising its owner that the GPS function is inoperative (similar to the in range/out of range function of the cellular mobile connection)

Massive Disconnection:

C. If a massive GPS disconnection occurs: for example: a cellular tower loss, Montreal doesn't want to receive individual disconnection messages for each affected unit, which could produce very high traffic on the network. To alleviate this problem they requested that the system merge all urgent messages of disconnected unit into one single warning URGENT message

stipulating: '**Massive disconnection in progress'** listing all of the disconnected units in this message.

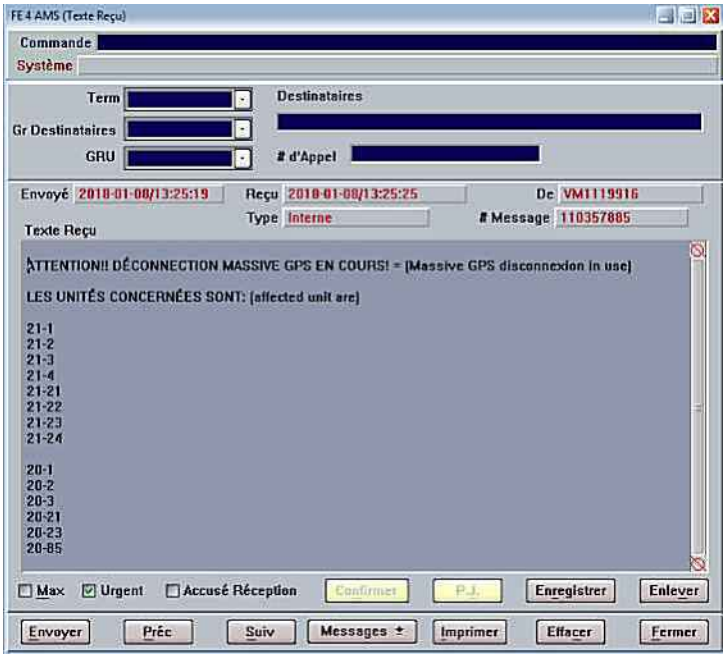


Figure 7. FE4 AMS Screen

Response #3

Northrop Grumman will provide the following change(s):

1. **EAVL/CAD** – A new "Notification" facility capability will be provided to avoid the potential for numerous GPS messages that could impact dispatch operations. The notification facility is generic in its design to allow for future expansion. A notification button will be added to the CAD UI, and a new notification display will show the last 'n' set of GPS notifications. The GPS notifications will be recorded in the EAVL exception tables.

   New EAVL table/child tables will be added to capture GPS notifications along with dock/undock status.

   The notification form will have the ability to select all for multiples or a single notification for acknowledgement; acknowledgement will be recorded in notification child table. When a single is displayed the OK will be illuminated and the user can just hit OK without selecting on a single and that is an acknowledgement.

   Notifications can be clicked on to see the GPS elements associated with an entry that are recorded or sent as part of the GPS2 messages to EAVL.

   A panel will be added to the Unit History Display to allow the user to view GPS disconnections for that unit.

EAVL/CAD – A new "Notification" indicator will be provided on the CAD UI that will be illuminated for the DGP's ownership (assigned dispatch group) and to the workstation(s) in the DGP form and to the EMER group listed in the WGP form.

When the notification button is selected the notification panel displays notifications for GPS devices not reporting and the Dock/Undock status for mobile data computers.

Notifications can be selected to see the GPS elements associated with an entry.

The dispatcher will be able to select the notification or multiple notifications and acknowledge receipt which then updates the status in the EAVL server regarding the date/time/dispatcher of who viewed it. This is used to ensure personnel on the agency side have viewed the notification.

Add DOS option to control whether GPS acknowledgement is required by owning dispatch group. The status keeping will be optional and the customer can make it part of the operational procedures.

EAVL/CAD – A notification query will be provided to allow for permitted users to query the notifications at any time by type and date/time range. The summary display allows the status to be marked and updated regarding the displayed notification records.

Massive Disconnections – Massive disconnection messages will be provided as part of the new notification facility described in this section. The definition of a massive disconnection will be based on time and volume of disconnection messages received.

Customer Responsibilities

City of Montreal will be responsible for providing for the following:

Provide a Project Manager to work with the on-site Northrop Grumman Project Manager as a single point of contact for this enhancement.

Provide test mobility devices, e.g., mobile computer(s), docking station, Android cell-phone(s), and GPS devices all network provisioned where applicable and accessible to the test, train and production environments as needed.

Provide personnel, vehicles along with the mobility devices to assist in the validation and testing of the enhancements during business hours and/or after hours as requested by Northrop Grumman.

Participate in meetings to resolve any issues/concerns with appropriate staff.

Provide personnel to executing the acceptance test plan.

Provide personnel to re-validate any software corrections or modifications prior to deployment.

Provide for the deployment of any client changes and/or mobility changes.

Assist Northrop Grumman in the cutover planning.

Montreal is responsible for the accuracy of the GIS data.

Montreal will provide the necessary staff to assist with installation and testing.

Montreal will purchase the Oracle database licenses required for the ArcSDE GIS databases.

Montreal will purchase Oracle database licenses.

Montreal will procure and supply the ArcGIS software required for mapping and routing solutions

Montreal will provide all hardware.

Montreal will provide additional temporary IP address for use for transferring databases from live system to new virtual system.

Montreal will support the NG personnel in the integration of the VMware host machines into the existing VMware farm.

Montreal will provide remote access to VMware Vcenter client.

Montreal will provide Geofence boundaries as an ESRI map layer

Montreal will provide a third-party tool to report the docked/undocked state of MDC, which will send the data to CAD.

Montreal will provide a third-party software product to be placed on each mobile that allows for two applications to access the appropriate port to detect the dock/undock condition.

Acceptance Criteria

These enhancements will be considered complete when:

- The functionality described above in Statement of Work can be demonstrated on the Altaris™ CAD "Live" system.

  Or,

- 30 days after Northrop Grumman notifies the City of Montreal that the enhancements are ready for installation on the "Live" system.

Training

This SOW includes training for the following teams:

CAD/EAVL/Map Administrators

The Northrop Grumman and 4QTRS teams will provide training for the staff with administrative responsibilities for the EAVL solution and the ViewPoint™ mapping solution.

This includes one (1) class, (approximately 40 hours). The focus here is on the EAVL reports, forms and configuration options.

GIS Personnel

Northrop Grumman will provide onsite GIS training, one (1) class, (approximately 40 hours). Training will focus on GIS file data structures, address locators, network datasets, ESRI database tables and the Geo Services that need to be updated and maintained going forward to support the GEO Premier Services used by CAD.

Dispatcher Trainers

Northrop Grumman will provide onsite training using a Train-the-Trainer approach for dispatchers. There will be two classes for the ViewPoint™ map solution, (after releases 6.1 and 6.2). Each ViewPoint™ map training session will be two to three days. There will also be a training session for the new CAD, AVS/AVRR and EAVL functionality available for use by Montreal dispatchers. The length of the training for CAD, AVS/AVRR and EAVL functionality has not be finalized but is expected to last at least two (2) days.

These classes support up to ten (10) persons per class.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1180206004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Approuver un projet d'avenant no 4, et autoriser une dépense additionnelle de 656 293,00 $ USD (1 041 310,57 $ CDN, taxes incluses) pour la mise jour du module CommandPoint Premier AVS (Automatic verification system) et de l'acquisition du module CommandPoint Premier AVRR (Automated Vehicle Routing and Recommendation) et la mise à jour du progiciel pour l'optimisation de la géolocalisation par proximité pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) dans le cadre du contrat accordé à Northrop Grumman Systems Trading inc. (CG09 0285), majorant ainsi le montant total du contrat de 5 791 971,67 $ USD à 6 448 264,67 $ USD.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD1180206004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au Budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-14

François FABIEN
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1187900007

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2015-2016 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 87 997,02 $, taxes incluses, pour le réaménagement de la portion nord du square Dorchester dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard (CG16 0122), majorant ainsi le montant total du contrat de 709 062,64 $ à 841 875,91 $, taxes incluses. / Approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels à cette fin.

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense additionnelle de 87 997,02 $, taxes incluses, pour le réaménagement de la portion nord du square Dorchester dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard (CG16 0122);

2. d'approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard (CG16 0122) majorant ainsi le montant total du contrat de 709 062,64 $ à 841 875,91 $, taxes incluses;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-26 12:47

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187900007**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2015-2016 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 87 997,02 $, taxes incluses, pour le réaménagement de la portion nord du square Dorchester dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard (CG16 0122), majorant ainsi le montant total du contrat de 709 062,64 $ à 841 875,91 $, taxes incluses. / Approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Approuver une deuxième modification à la convention de services professionnels dans le cadre du contrat n^{o} 15-4931
Le présent dossier vise à faire approuver une deuxième modification à la convention de services professionnels du contractant *Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard* (ci-après appelé CCAI) - (contrat n^{o} 15-4931).

Les travaux de réaménagement de la partie nord du square Dorchester sont en cours et des honoraires supplémentaires sont requis pour poursuivre le suivi et la surveillance des travaux.

Le contrat de services professionnels a été accordé à CCAI en février 2016. La description du mandat initial et le détail de la première modification à la convention de services professionnels figurent en pièce jointe du présent sommaire.

En résumé :
- Le mandat initial de services professionnels de CCAI incluait la gestion d'un appel d'offres

public pour l'exécution de travaux visant à octroyer un contrat de construction en août 2016;
- L'échéancier initial du mandat prévoyait une réalisation des travaux répartie sur deux (2) phases (août à novembre 2016 et de mai à août 2017), pour un total de 200 jours de calendrier; - L'appel d'offres public pour l'exécution des travaux a été publié à l'été 2016 et les travaux devaient débuter en septembre 2016. Pour diverses raisons, l'Administration a demandé de reporter les travaux au printemps 2018;
- Le projet est relancé à la fin de l'année 2017;
- Une première modification à la convention de services professionnels est accordée à CCAI en janvier 2018, permettant d'effectuer les mises à jour requises des documents d'exécution (plans et cahier des charges) pour un retour en appel d'offres public pour l'exécution des travaux;
- Le nouvel appel d'offres public a lieu à l'hiver 2018 et les travaux débute le 10 mai 2018;
- La Ville décide de concentrer les travaux en une seule phase de réalisation afin de minimiser l'impact d'un chantier supplémentaire dans ce secteur névralgique du centre ville (le chantier de la rue Ste-Catherine étant alors planifié pour l'été 2019);
- Le début des travaux est fixé au 10 mai 2018 et la fin au 3 décembre 2018, pour un total de 207 jours répartis désormais sur une seule année.

Au début du chantier, l'ensemble des livrables du mandat de CCAI est complété à l'exception du suivi et de la surveillance de chantier.

La décision de répartir l'échéancier sur une seule année, bien que réaliste, laisse peu de place aux imprévus et demande une coordination hors pair de la part des professionnels impliqués dans le suivi du projet. Or, le chantier s'avère plus complexe que prévu et de nombreux impondérables ont des conséquences importantes sur l'échéancier des travaux qui devront se poursuivre au printemps 2019, ainsi que sur la charge de travail de CCAI.

Cette charge de travail supplémentaire a pour résultat d'augmenter les coûts initialement prévus au contrat de CCAI. Ainsi, des honoraires supplémentaires sont essentiels pour assurer la finalité du projet.

Le montant requis pour les honoraires supplémentaires est de 87 997,02 $, taxes incluses.

Le mandat de CCAI se poursuit malgré le fait que des demandes d'honoraires supplémentaires soient en attentes d'approbation et de fonds. Au 31 décembre 2018, l'enveloppe budgétaire de CCAI sera complètement épuisée et des étapes cruciales restent à compléter jusqu'au printemps 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0226 - 26 avril 2018 - Accorder un contrat à Ceveco inc. pour le réaménagement de la portion nord du square Dorchester - Dépense totale de 9 342 184,63 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-6210 (3 soumissionnaires).
CG18 0050 - 25 janvier 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 44 816,25 $, taxes incluses, pour le réaménagement de la portion nord du square Dorchester dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard (CG16 0122), majorant ainsi le montant total du contrat de 709 062,64 $ à 753 878,89 $, taxes incluses.

CG16 0122 - 25 février 2016 - Accorder un contrat de services professionnels à Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard, pour le réaménagement de la portion nord du square Dorchester pour une somme maximale de 709 062,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public (15-14931) - (3 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Honoraires professionnels supplémentaires requis pour garantir le suivi des travaux
Le montant additionnel assurera le suivi et la surveillance des travaux qui se poursuivront au printemps 2019. Le montant servira également à défrayer les honoraires professionnels supplémentaires suivants :

- Indexation de 2,02 % par année des honoraires prévus pour la *phase de réalisation* du bordereau de soumission de CCAI, tenant compte du report du début des travaux de 2016 à 2018;
- Révision des documents d'exécution, émis pour construction, découlant d'imprévus liés à la complexité du déplacement de la chambre mécanique et d'erreurs dans les plans des conditions existantes fournies par la Ville à CCAI;
- Coordination additionnelle découlant d'une prolongation de chantier due à des impondérables;
- Augmentation du budget des contingences pour honoraires professionnels à titre de provision.

JUSTIFICATION

Chantier décalé de deux ans, complexité des ouvrages et prolongement des travaux : sollicitation accrue de CCAI
À l'hiver 2018, lors de la phase de l'élaboration des documents d'exécution (plans et cahier des charges), des changements significatifs au programme d'aménagement initial ont modifié la portée et la complexité des travaux. Ces modifications, auxquelles s'ajoute la compression de la réalisation des travaux sur une seule année, ont eu des répercussions non prévisibles dans l'exécution des travaux par CCAI, et par le fait même, sur les services professionnels pour effectuer le suivi et la surveillance des travaux.

De plus, certains plans des conditions existantes erronés, transmis par la Ville à CCAI, ont généré des efforts beaucoup plus importants que prévu initialement (révision des documents d'exécution émis pour construction, modification des méthodes de construction, fiches techniques, dessins d'atelier, etc.) et une coordination accrue de CCAI pour trouver rapidement des solutions, en cours de chantier, afin de ne pas ralentir ce dernier.

Ainsi, un deuxième avenant à la convention de services professionnels s'impose pour couvrir ces frais et assurer la complétion des travaux de réaménagement en conformité avec les exigences et le niveau de qualité élevé attendu du projet. Le montant supplémentaire, de 87 997,02 $, taxes incluses, se détaille comme suit :

- 13 195,91 $, correspondant à une indexation de 2,02 % par année des honoraires prévus pour la *phase de réalisation* au bordereau de soumission de CCAI, afin de tenir compte du report du début des travaux de 2016 à 2018;
- 14 683,05 $, pour des services supplémentaires liés à la révision des documents d'exécution découlant d'imprévus liés à la complexité du déplacement de la chambre mécanique et d'erreurs dans les plans des conditions existantes fournis par la Ville;
- 36 821,39 $, pour des honoraires de gestion et de suivi additionnels découlant de la prolongation de chantier;
- 1 082,98 $, pour chaque jour supplémentaire imprévu pour lequel des services de suivi de chantier et d'administration pourraient être requis avant le 24 mai 2019, jusqu'à concurrence toutefois d'un montant maximal de 10 829,82 $;
- 12 466,85 $, pour augmenter le budget des contingences pour honoraires professionnels, qui est épuisé.

Par ailleurs, un avenant n^{o} 1 a déjà été approuvé pour une somme de 44 816,25 $, taxes

incluses.

Une justification détaillée de la demande d'honoraires supplémentaires et le projet d'avenant n^{o} 2 à la convention de services professionnels figurent en pièce jointe du présent sommaire. Ce projet d'avenant a été élaboré de concert avec le Service des affaires juridiques dont l'intervention figure au présent sommaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal des honoraires professionnels supplémentaires de ce dossier est de 87 997,02 $, taxes incluses, et sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 80 353,01 $, net de ristournes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération n^{o} RCG 15-067 - « Réaménagement du square Dorchester et de la place du Canada ».

Les modifications au contrat principal sont de 197 813,27 $ (contingences 65 000 $, avenant n^{o} 1 - 44 816,25 $ et avenant n^{o} 2 - 87 997,02 $).

Le total de ces modifications correspond à 30,7 % d'augmentation des frais d'honoraires professionnels initiaux attribués à ce projet, soit 644 062,64 $, taxes incluses, excluant le budget des contingences initial.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, puisque le projet est assujetti à la Loi sur le patrimoine culturel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le réaménagement de la portion nord du square Dorchester s'inscrit dans une démarche globale dont les principes de base sont liés au développement durable. L'apport positif sur l'ambiance et la sécurité du secteur contribueront à l'amélioration de la qualité de vie par la protection des patrimoines paysager et culturel, par leur mise en valeur et par leur diffusion. Les travaux de réaménagement assureront la pérennité des équipements et l'accessibilité pour tous. Globalement, le réaménagement de la portion nord doit assurer la protection et la mise en valeur du square Dorchester, le maintien de la fréquentation du site et l'appréciation des usagers.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Suivi et surveillance complète des travaux (en résidence) : gage d'assurance de la qualité du projet
Dans l'éventualité où le présent dossier ne serait pas autorisé, la complétion des services professionnels pour le suivi et la surveillance des travaux, par la firme mandatée, ne serait pas possible. La totalité des honoraires professionnels de CCAI sont épuisés.

Des étapes cruciales du projet se poursuivront cet hiver (production de la deuxième partie de la fontaine) et au printemps prochain (mise en place du mât de la fontaine, supervision des réglages et des tests d'eau). Ces pièces maîtresses du projet nécessitent un suivi et une surveillance complète (en résidence) de l'équipe conceptrice du projet.

Ces étapes sont complexes et la Ville n'a pas les ressources spécialisées (coordonnateur du projet, ingénieur en mécanique de fontaine et autres spécialités en génie) nécessaires pour assurer le suivi adéquat de ces dernières, très techniques et essentielles pour livrer un projet où les normes de qualités élevées sont attendues.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au Comité exécutif : 16 janvier 2019
Passage au Conseil municipal : 28 janvier 2019
Autorisation de la dépense additionnelle au Conseil d'agglomération : 31 janvier 2019

Fin de la réalisation des travaux : fin mai 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia VIBERT, Service de la mise en valeur du territoire
Sophie VOYER, Service des communications
José PIERRE, Ville-Marie
Julie J BOIVIN, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Sophie VOYER, 22 novembre 2018
Julie J BOIVIN, 21 novembre 2018
José PIERRE, 21 novembre 2018
Isabelle BONNEAU, 21 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marthe LEMAY
Architecte paysagiste

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-21

Mathieu DRAPEAU
Chef de division - Division des grands parcs urbains et espaces publics

Tél : 514-872-5124
Télécop. :

Tél : 514 872-1461
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directrice - Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics
Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2018-12-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice - Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal
Tél : 514.872-1457
Approuvé le : 2018-12-20

Sommaire décisionnel # 1187900007-
Informations complémentaires

Mandat initial de la firme Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard (CCAI)

Le 25 février 2016, un contrat de services professionnels, pour la somme de 709 062,64 $, taxes incluses, comprenant 644 062,64 $ en honoraires professionnels et 65 000 $ en imprévus, est octroyé à la firme Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard (nommée ici CCAI). Le mandat comprend la production des documents d'exécution, la gestion du processus d'appel d'offres ainsi que le suivi et la surveillance des travaux de construction. Les documents d'appel d'offres de services professionnels incluent aussi un volet de coordination, car le projet intègre deux lots de construction, à savoir :

- le lot 1 comprenant les aménagements paysager de la portion nord du square Dorchester auxquels s'ajoutent les travaux de voirie de la rue du square-Dorchester réalisés par CCAI, sous la responsabilité du SGPVMR;
- le lot 2 incluant la restauration de la vespasienne ainsi que la réfection de la dalle et de la membrane d'étanchéité du toit du stationnement situé sous la rue du square-Dorchester réalisées par la firme Cardin, Ramirez, Julien inc. (CRJI), sous la responsabilité du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI).

Initialement, le mandat de CCAI comprend la gestion d'un appel d'offres public pour l'exécution de travaux se déroulant du 20 juin au 18 juillet 2016 visant à octroyer un contrat de construction au Conseil d'agglomération (CG) du 25 août 2016. L'échéancier initial du mandat prévoit une réalisation des travaux répartie sur deux phases (29 août 2016 au 20 novembre 2016 et du 11 mai 2017 au 28 août 2019), pour un total de 200 jours de calendrier. Cette répartition permet d'optimiser le déroulement du chantier (production des passerelles et de la fontaine pendant l'hiver et installation de ces équipements dans des conditions climatiques idéales).

Le projet a donc fait l'objet d'un appel d'offres public, dans les dates prévues, pour l'exécution des travaux devant débuter en septembre 2016. Pour diverses raisons, l'Administration a demandé de reporter les travaux au printemps 2018. Compte tenu de ce délai important, le Service des affaires juridiques (SAJ) a recommandé d'annuler l'appel d'offres public pour l'exécution des travaux et de solliciter le marché au moment opportun, ce qui fût fait.

Justification des honoraires supplémentaires requis :

1. Indexation
Au début du chantier, la somme réservée à la phase *Exécution des travaux* du mandat de services professionnels de CCAI, était toujours disponible pour accomplir les tâches y étant liées. Toutefois, les taux horaires prévus pour cette phase dans l'offre de services (No 15-14931), déposée en décembre 2015, sont basés sur les taux de 2016, l'échéancier initial prévoyant un début de chantier au plus tard à compter du mois d'août 2016 et devant se terminer au plus tard à la fin du mois d'août 2017. L'offre de services de CCAI a donc été établie dans le respect de cette demande. **Des honoraires supplémentaires sont requis pour couvrir les frais liés à l'indexation.** Cette dernière est de l'ordre de 2,02 % par année pour la période 2017-2018. Mentionnons qu'aucune provision pour l'inflation n'était prévue au contrat de services professionnels. L'indexation demandée vise uniquement les services rendus après la date à laquelle ils devaient l'être.

2. Complexité des ouvrages

Aussi, lors de l'élaboration du mandat en 2016, CCAI a dû composer avec des changements significatifs au programme d'aménagement initial, modifiant la portée et la complexité des travaux. Aucuns honoraires supplémentaires n'ont été autorisés pour ces modifications. L'avancement du chantier démontre cependant les impacts importants de ces changements dans l'exécution des travaux et conséquemment aux services professionnels supplémentaires requis de la part de CCAI pour garantir le suivi adéquat du mandat.

Les changements et les imprévus importants sont reliés, notamment :

- au déplacement de la chambre mécanique du bassin de la fontaine au deuxième sous-sol du stationnement souterrain (un étage plus bas que prévu, local exigu augmentant la complexité au niveau de l'exécution);
- aux plans des conditions existantes erronés, transmis par la Ville à CCAI (dalle du stationnement souterrain beaucoup plus haute que prévu, relevé des infrastructures souterraines incomplet).

Une implication constante des professionnels a été requise, car l'emplacement de la chambre mécanique, très éloignée de la fontaine à alimenter, a généré de nombreux percements de murs à travers lesquels se sont dévoilés de nombreux imprévus et problèmes à régler au chantier. Une coordination fine entre les ingénieurs en mécanique, ventilation et électricité s'est avérée souvent nécessaire d'où l'impact sur les coûts estimés dans l'offre de service initial.

Ces changements majeurs ont aussi nécessité de revoir rapidement les documents d'exécution, les méthodes de construction, les fiches techniques, les dessins d'atelier, etc. **Des honoraires supplémentaires sont requis pour couvrir ces frais liés à une plus grande coordination de la part de l'équipe de professionnels, générant des efforts beaucoup plus importants que prévu initialement dans l'offre de service**. Conséquemment, ces changements ont eu un impact significatif sur le calendrier des travaux.

3. Prolongation des travaux

Une prolongation de chantier a dû être accordée pour les impondérables suivants :

- Retard lié à l'événement de la Formule 1 qui empêchait la mobilisation. Malgré l'impossibilité pour l'entrepreneur de se mobiliser, la phase de réalisation était malgré tout bien amorcée, l'ordre de débuter les travaux ayant été donné;
- Imprévus majeurs résultant d'informations erronées fournies par la Ville dans le cadre de l'appel d'offres, occasionnant du retard dans les travaux (changements importants à la portée des travaux, démolition supplémentaire d'éléments sur dalle, changement de structure de chaussée, modification au tracé des égouts, etc.);
- Le report de l'installation de la deuxième partie de la fontaine au printemps 2019, incluant mise en eau et réglage (ce report implique tout de même un temps de production en atelier à l'hiver 2018-19, donc l'ajout de correspondance et supervision des travaux en atelier pendant cette période).
- Arrivée hâtive des conditions hivernales rendant une partie des travaux irréalisables cet automne.

Il s'agit de journées ne pouvant être objectivement prévisibles par le contractant lors de l'établissement de son prix.

Actuellement, compte tenu de la complexité du chantier, nous prévoyons que des jours supplémentaires de travaux (autres que ceux accordés) pourraient être requis au printemps 2019. Les travaux non complétés impliquent les professionnels spécialisés (ingénieur en structure pour les passerelles, ingénieur en électricité, ingénieur en mécanique de fontaine). À ce titre, **des honoraires supplémentaires sont requis pour assurer l'administration, le suivi et la surveillance des travaux pour les jours supplémentaires de chantier.**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1187900007

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 87 997,02 $, taxes incluses, pour le réaménagement de la portion nord du square Dorchester dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard (CG16 0122), majorant ainsi le montant total du contrat de 709 062,64 $ à 841 875,91 $, taxes incluses. / Approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le document juridique suivant:

FICHIERS JOINTS

Avenantno2.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

Avenant n^{o} 2

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

CI-APRÈS APPELÉE LA **« VILLE »**

ET : **CLAUDE CORMIER ET ASSOCIÉS INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1223, rue des Carrières, Studio A, Montréal, Québec, H2S 2B1, agissant et représentée par M. Claude Cormier, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 887149755
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1018492713TQ0001

CI-APRÈS APPELÉE L' « **ARCHITECTE PAYSAGISTE** »

ET : **LES SERVICES EXP INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1001 boulevard Maisonneuve O., bureau 800, Montréal, Québec, H3A 3C8, agissant et représentée par M. Guillaume Halde, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 894637008RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1217145241TQ0001

CI-APRÈS APPELÉE L' « **INGÉNIEUR EXP** »

ET : **NADEAU FORESTERIE URBAINE INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 233, boulevard Sainte-Rose, suite 420, Laval, Québec, H7L 1L7, agissant et représentée par M. Luc Nadeau, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 835496936RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1219829473TQ0001

CI-APRÈS APPELÉE L' « **INGÉNIEUR FORESTIER** »

ET : **AEDIFICA INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 606, rue Cathcart, bureau 800, Montréal, Québec, H3B 1K9, agissant et représentée par M. Alain Bergeron, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 892695347RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1019892979TQ0001

CI-APRÈS APPELÉE L' « **ARCHITECTE** »

Avenant n° 2

ET : **FRANÇOIS MÉNARD**, personne physique ayant sa principale place d'affaires au 530, boul. de l'Atrium, suite 201F, Québec, Québec, G1H 7H1, agissant et représentée par M. François Ménard, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 143530855RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1023473255TQ0001

CI-APRÈS APPELÉE L' « **INGÉNIEUR MÉNARD**»

CI-APRÈS L'ARCHITECTE PAYSAGISTE, L'INGÉNIEUR EXP, L'INGÉNIEUR FORESTIER, L'ARCHITECTE ET L'INGÉNIEUR MÉNARD ÉTANT COLLECTIVEMENT DÉSIGNÉS LE **« CONTRACTANT »**

ATTENDU QUE la Ville a approuvé, par la résolution CG16 0122, la conclusion d'une convention de services professionnels (ci-après, la « **Convention initiale** ») avec le Contractant;

ATTENDU QUE la Convention initiale a été modifiée par un premier avenant approuvé le 25 janvier 2018 par la résolution CG18 0050, afin d'augmenter les honoraires payables au Contractant d'un montant de 44 816.51 $ incluant les taxes applicables (ci-après l'« **Avenant no 1** »);

ATTENDU QUE les parties souhaitent à nouveau modifier la Convention initiale afin d'augmenter les honoraires payables au Contractant d'un montant de 87 997,02 $, incluant toutes les taxes applicables;

CONSIDÉRANT le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. Le budget d'honoraires maximal prévu dans la Convention initiale est augmenté d'un montant de 87 997,02 $, incluant toutes les taxes applicables. Cette somme est ventilée comme suit:

a) un montant de 13 195,91 $ pour couvrir les frais liés au report de la date de début des travaux au 10 mai 2018, correspondant à une indexation de 2% par année des prix indiqués au bordereau de soumission pour la phase de réalisation;

b) un montant de 36 821,39 $ pour couvrir les honoraires de suivi de chantier et d'administration pour un nombre estimé de 34 jours de travail additionnels découlant de la prolongation du chantier, la date prévue pour la fin des travaux étant reportée au 24 mai 2019;

c) un montant de 1 082,98 $, incluant toutes les taxes applicables, pour chaque jour supplémentaire au-delà du nombre de jours indiqué au paragraphe b pour lequel des services de suivi de chantier et d'administration pourraient être requis avant le 24 mai 2019, jusqu'à concurrence toutefois d'un montant maximal de 10 829,82 $, incluant toutes les taxes applicables;

d) un montant de 14 683.05 $ pour couvrir les honoraires découlant d'imprévus liés au déplacement de la chambre mécanique au deuxième sous-sol et de conditions existantes différentes de celles annoncées dans les documents remis au Contractant;

2. La Ville réserve par ailleurs un montant de 12 466,85 $ incluant les taxes applicables, pour augmenter le budget de contingences.

3. L'article 8.1 de la Convention initiale est donc remplacé par le suivant :

« 8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par l'Architecte paysagiste, l'Ingénieur EXP, l'Ingénieur forestier, l'Architecte, et l'Ingénieur Ménard, la Ville s'engage à

verser un montant maximal de 841 875,91 $ incluant toutes les taxes applicables, et toutes les contingences, le cas échéant.

2. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN SIX (6) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2019

CLAUDE CORMIER & ASSOCIÉS INC.

Par : _____
Claude Cormier, président

Le e jour de 2019

LES SERVICES EXP INC.

Par : _____
Guillaume Halde, ing., LEED AP BD + C

Le e jour de 2019

NADEAU FORESTERIE URBAINE INC.

Par : _____
Luc Nadeau, président et directeur général

Le e jour de 2019

AEDIFICA INC.

Par : _____
Alain Bergeron, architecte, directeur architecture

Le e jour de 2019

FRANÇOIS MÉNARD

Par : _____
François Ménard, ingénieur

Cet avenant nº 2 a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le …….e jour de …….. 2019 (CG19 .....).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187900007

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 87 997,02 $, taxes incluses, pour le réaménagement de la portion nord du square Dorchester dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard (CG16 0122), majorant ainsi le montant total du contrat de 709 062,64 $ à 841 875,91 $, taxes incluses. / Approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1187900007 SMVT.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Tél : 514-872-5911

Co- auteure
Marie Claude Pierre
Agente Comptable Analyste
514-868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Josée BÉLANGER
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-3238

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Point de service développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1183855007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure six (6) ententes-cadres en biens et services d'une durée de 48 mois avec les firmes Solmatech inc. (montant du contrat #1: 1 031 992,38 $, taxes incluses, montant du contrat #3: 589 671,13 $, taxes incluses et montant du contrat #5: 329 552,61 $, taxes incluses) et Groupe ABS inc. (montant du contrat #2: 889 049,65 $, taxes incluses, montant du contrat #4: 524 752,28 $, taxes incluses et montant du contrat #6: 238 182,84 $, taxes incluses) pour des services de forages et d'essais de laboratoire pour différents projets de réfection d'infrastructures routières - Appel d'offres public no 18-17185 (4 soumissionnaires).

Il est recommandé au comité exécutif :

1. de conclure deux (2) ententes-cadres, d'une durée de quarante-huit (48) mois ou jusqu'à épuisement du montant maximal du contrat, selon la survenance du premier de ces deux (2) événements, pour la fourniture sur demande de services de forages et d'essais de laboratoire pour différents projets de réfection d'infrastructures routières;
2. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour les biens mentionnés en regard de leur nom, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17185 ;

Contrat	**Firme**	**Montant du contrat (taxes incluses)**
# 5	*Solmatech inc.*	329 552,61 $
# 6	*Groupe ABS inc.*	238 182,84 $

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et ce, au rythme des besoins à combler.

Il est recommandé au conseil d’agglomération:

1. de conclure quatre (4) ententes-cadres, d’une durée de quarante-huit (48) mois ou jusqu'à épuisement du montant maximal des contrats, selon la survenance du premier de ces deux (2) événements, pour la fourniture sur demande de services de forages et d'essais de laboratoire pour différents projets de réfection d'infrastructures routières;

2. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour les biens mentionnés en regard de leur nom, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17185 ;

Contrat	**Firme**	**Montant du contrat (taxes incluses)**
# 1	*Solmatech inc.*	1 031 992,38 $
# 2	*Groupe ABS inc.*	889 049,65 $
# 3	*Solmatech inc.*	589 671,13 $
# 4	*Groupe ABS inc.*	524 752,28 $

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-21 15:57

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1183855007**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure six (6) ententes-cadres en biens et services d'une durée de 48 mois avec les firmes Solmatech inc. (montant du contrat #1: 1 031 992,38 $, taxes incluses, montant du contrat #3: 589 671,13 $, taxes incluses et montant du contrat #5: 329 552,61 $, taxes incluses) et Groupe ABS inc. (montant du contrat #2: 889 049,65 $, taxes incluses, montant du contrat #4: 524 752,28 $, taxes incluses et montant du contrat #6: 238 182,84 $, taxes incluses) pour des services de forages et d'essais de laboratoire pour différents projets de réfection d'infrastructures routières - Appel d'offres public no 18-17185 (4 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La *Division de l'expertise et du soutien technique* (DEST) de la *Direction des infrastructures* a pour mission de fournir des études de caractérisation environnementale, géotechnique et de conception de chaussée en préparation aux plans et devis de construction, de réhabilitation et de réfection des infrastructures routières qui seront réalisés par la *Direction des infrastructures* sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Dans le but de répondre à la forte demande des requérants et de conserver à l'interne l'expertise professionnelle, plusieurs de ces études sont produites par le personnel de la DEST.
Afin d'assurer la réalisation de ces études à l'interne, il est requis de procéder à des travaux de forages, pour obtenir les données essentielles à la conception et à la réalisation des projets de réfection d'infrastructures routières. L'identification de la nature des matériaux et de leurs propriétés permettent d'optimiser les techniques proposées pour la réalisation des travaux d'infrastructures. Toutefois, la DEST ne possède pas les ressources ou équipements spécialisés requis pour effectuer ce type de travaux. Il est donc nécessaire de confier ces travaux à des firmes externes spécialisées en géotechnique et en environnement par le biais d'ententes-cadres.

Des ententes-cadres similaires pour des travaux de forages seront épuisées dans les prochains mois, suite à une très forte demande des requérants conséquente aux investissements importants de la Ville dans le domaine des infrastructures. De nouvelles ententes-cadres doivent donc être conclues, afin de permettre la réalisation des projets planifiés par la *Direction des infrastructures* de la Ville de Montréal (Ville) pour les années à venir. À cette fin, il a été décidé de procéder à un appel d'offres public permettant de retenir les services de six (6) firmes et ce, pour une durée de quarante-huit (48) mois suite à

l'octroi des contrats ou jusqu'à épuisement du montant maximal des contrats.

En vertu de la Loi 76, l'appel d'offres 18-17185 été publié du 26 septembre au 30 octobre 2018 dans le journal *Le Devoir* et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 33 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la *Loi sur les cités et villes.*

Les soumissions sont valides pendant les cent quatre-vingt (180) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 28 avril 2019.

Deux (2) addendas ont été publiés dans le cadre de cet appel d'offres public. Le premier addenda, publié le 5 octobre 2018, indique que la condition d'admissibilité concernant la détention de la licence délivrée par la *Régie du bâtiment du Québec* est retirée de cet appel d'offres. Le deuxième addenda, publié le 25 octobre 2018, répond aux questions des preneurs du cahier des charges et précise la séquence d'adjudication, les conditions d'octroi des contrats et la définition d'une équipe.

L'appel d'offres #18-17185 fait suite à l'appel d'offres #18-16481 initialement publié du 28 février au 21 mars 2018, qui a été annulé en raison d'anomalies et d'imprécisions dans les documents de l'appel d'offres. Deux (2) soumissionnaires avaient alors été déposées des offres. Les résultats d'ouverture de l'appel d'offres annulé sont joints au dossier. L'appel d'offres précédent a donc été remplacé par le présent appel d'offres, en modifiant les bordereaux de soumission. De plus, la stratégie de sollicitation du marché a aussi été modifiée en vue d'octroyer un nombre plus élevé de contrats, passant de quatre (4) contrats à six (6) contrats.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0228 - 30 avril 2015 - Conclure des ententes-cadres en biens et services avec *Solmatech inc.* et *Groupe ABS inc.* pour l'exécution des travaux de forages pour différents projets de réfection d'infrastructures routières, pour les montants suivants (taxes incluses) : Contrat #1: *Solmatech inc.* 703 399,80 $ et Contrat #2: *Groupe ABS inc.* 681 083,16 $ - Appel d'offres public 14-13756 (3 soumissionnaires) (1143855008).
CE15 0622 - 15 avril 2015 - Conclure une entente-cadre en biens et services avec *Groupe ABS inc.* pour l'exécution des travaux de forages pour différents projets de réfection d'infrastructures routières, soit pour une somme maximale de 407 931,30 $ (Contrat #3), taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13756 (3 soumissionnaires) (1143855008).

DG144157001 - 4 octobre 2014 - Conclure avec *Solmatech inc* ., une entente-cadre en biens et services pour l'exécution de travaux de forages pour différents projets de réfection d'infrastructures routières, pour un montant maximum de 88 633,54 $, taxes incluses. - Appel d'offres sur invitation 14-13908 (3 soumissionnaires) (2144157001).

DESCRIPTION

Il s'agit de conclure six (6) ententes-cadres pour retenir les services de firmes externes pour la fourniture en biens et services de forages et d'essais en laboratoire requis pour différents projets de réfection d'infrastructures routières qui seront réalisés par la *Direction des infrastructures* de la Ville.
Selon les besoins, les firmes retenues auront à réaliser, à la demande et sous la supervision de la DEST, différents mandats de travaux de forages. Ces travaux impliquent également des activités connexes comme de l'installation de signalisation et de puits dans les trous laissés par les forages, l'échantillonnage de l'eau souterraine et de l'arpentage. Le montant total des mandats exécutés par chacune de ces firmes ne pourra excéder le montant maximum du contrat qui leur aura été octroyé. Le mode d'octroi des contrats est présenté à

l'intervention du *Service de l'approvisionnement* jointe au présent dossier décisionnel.

Les quantités inscrites aux bordereaux de soumission sont basées sur un scénario permettant de déterminer les meilleures propositions de prix. Ce scénario a été élaboré en tenant compte du nombre de forages nécessaire pour répondre aux besoins des requérants pour une période d'environ quatre (4) ans. Les quantités indiquées aux autres items des bordereaux ont été estimées en fonction du nombre de forages pour ainsi traduire un scénario réaliste de ce que la Ville demanderait comme travaux au cours des prochaines années. Les soumissionnaires sont ainsi en mesure de bien évaluer l'envergure des contrats et de soumissionner en conséquence.

La séquence d'adjudication des six (6) contrats s'est fait dans l'ordre numérique des lots identifiés (#1 à #6) aux documents d'appel d'offres, soit selon leur valeur par ordre décroissant.

Les ententes-cadres seront valides quarante-huit (48) mois suite à l'octroi des contrats ou jusqu'à épuisement du montant maximal des contrats.

Suite à l'analyse des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public 18-17185, il est recommandé de retenir les services des firmes suivantes:

- Contrat #1 : *Solmatech inc.* 1 031 992,38 $ (taxes incluses)
- Contrat #2 : *Groupe ABS inc.* 889 049,65 $ (taxes incluses)
- Contrat #3 : *Solmatech inc.* 589 671,13 $ (taxes incluses)
- Contrat #4 : *Groupe ABS inc.* 524 752,28 $ (taxes incluses)
- Contrat #5 : *Solmatech inc.* 329 552,61 $ (taxes incluses)
- Contrat #6 : *Groupe ABS inc.* 238 182,84 $ (taxes incluses)

Montant total des contrats: 3 603 200,89 $ (taxes incluses)

À la lumière du rapport SMCE125309007 de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le montant maximal des enveloppes budgétaires de ces ententes-cadres a été établi au prix des soumissions des adjudicataires recommandés.

JUSTIFICATION

Afin d'être en mesure de remplir les mandats qui lui sont confiés, la DEST doit constituer une réserve de firmes selon des tarifs fixes soumissionnés et concurrentiels, étant donné qu'elle ne possède pas les ressources ou équipements spécialisés requis pour effectuer des travaux de forages. La main-d'oeuvre spécialisée, les équipements lourds et les véhicules utilisés de même que leur entretien fréquent sont autant de facteurs qui justifient le recours à des services externes à la Ville. En plus d'être plus avantageux pour la Ville, ces services offrent plus de flexibilité pour répondre à la variation du volume de travail associée à la réalisation des projets d'infrastructures.

Documents d'appel d'offres

Le processus d'appel d'offres public no 18-17185 s'est déroulé du 26 septembre au 30 octobre 2018. Sur neuf (9) preneurs du cahier des charges, quatre (4) firmes ont déposé des offres et cinq (5) n'en ont pas déposé, pour une proportion respective de 44 % et 56 %.

Estimations à l'interne

Les estimations des coûts préalables à l'appel d'offres ont été effectuées par la DEST en septembre 2018. Afin de réaliser chaque estimé, la moyenne des taux unitaires qui avaient été soumis dans des contrats de même nature au cours des dernières années a été utilisée.

Analyse des soumissions

Dans les documents de l'appel d'offres, il est prévu que les contrats sont octroyés par équipe présentée pour chacun des lots, dans l'ordre numérique des lots identifiés, au plus bas soumissionnaire conforme. Le soumissionnaire peut soumettre des prix pour tous les lots ou seulement pour certains d'entre eux, le nombre d'équipes différentes présentées par un soumissionnaire détermine ainsi le nombre maximum de contrats que la ville peut lui octroyer.

Contrat #1			
SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Solmatech inc. (adjudicataire)	1 031 992,38 $	- $	1 031 992,38 $
Groupe ABS inc.	1 062 940,54 $	- $	1 062 940,54 $
Les Services EXP inc.	1 252 088,33 $	- $	1 252 088,33 $
Labo S.M. inc.	1 395 518,09 $	- $	1 395 518,09 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 093 897,44 $	- $	1 093 897,44 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			1 185 634,83 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			14,89%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			363 525,71 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			35,23%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			(61 905,07) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-5,66%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			30 948,17 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			3,00%

Contrat #2			
SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Groupe ABS inc. (adjudicataire)	889 049,65 $	- $	889 049,65 $
Solmatech inc.	918 927,34 $	- $	918 927,34 $
Les Services EXP inc.	1 114 575,12 $	- $	1 114 575,12 $
Labo S.M. inc.	1 242 537,81 $	- $	1 242 537,81 $
Dernière estimation réalisée ($)	973 995,77 $	- $	973 995,77 $

Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)		1 041 272,48 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)		17,12%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)		353 488,17 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)		39,76%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)		(84 946,12) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)		-8,72%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)		29 877,69 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)		3,36%

Contrat #3			
SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Solmatech inc. (adjudicataire)	589 671,13 $	- $	589 671,13 $
Groupe ABS inc.	613 272,63 $	- $	613 272,63 $
Les Services EXP inc.	714 930,07 $	- $	714 930,07 $
Labo S.M. inc.	832 554,96 $	- $	832 554,96 $
Dernière estimation réalisée ($)	624 948,91 $	- $	624 948,91 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			687 607,20 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			16,61%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			242 883,83 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			41,19%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			(35 277,78) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-5,64%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			23 601,49 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			4,00%

Contrat #4			
SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Groupe ABS inc. (adjudicataire)	524 752,28 $	- $	524 752,28 $
Solmatech inc.	542 465,16 $	- $	542 465,16 $

Les Services EXP inc.	657 781,29 $	- $	657 781,29 $
Labo S.M. inc.	767 550,22 $	- $	767 550,22 $
Dernière estimation réalisée ($)	574 876,15 $	- $	574 876,15 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			623 137,24 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			18,75%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			242 797,94 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			46,27%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			(50 123,87) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-8,72%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			17 712,88 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			3,38%

Contrat #5			
SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Solmatech inc. (adjudicataire)	329 552,61 $	- $	329 552,61 $
Groupe ABS inc.	333 361,79 $	- $	333 361,79 $
Les Services EXP inc.	399 744,16 $	- $	399 744,16 $
Labo S.M. inc.	496 061,82 $	- $	496 061,82 $
Dernière estimation réalisée ($)	349 412,47 $	- $	349 412,47 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			389 680,10 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			18,25%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			166 509,21 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			50,53%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			(19 859,86) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-5,68%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			3 809,18 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			1,16%

Contrat #6			

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Groupe ABS inc. (adjudicataire)	238 182,84 $	- $	238 182,84 $
Les Services EXP inc.	285 545,70 $	- $	285 545,70 $
Labo S.M. inc.	366 263,10 $	- $	366 263,10 $
Dernière estimation réalisée ($)	249 632,57 $	- $	249 632,57 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			296 663,88 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			24,55%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			128 080,25 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			53,77%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			(11 449,73) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-4,59%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			47 362,86 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			19,89%

La firme *Solmatech inc.* a présenté trois (3) équipes conformes, la firme *Groupe ABS inc.* a présenté six (6) équipes conformes, la firme *Les Services EXP inc.* a présenté quatre (4) équipes conformes et la firme *Labo S.M. inc.* a présenté deux (2) équipes conformes pour les six (6) contrats sollicités. La firme *Solmatech inc.* a été retirée du contrat #6 puisqu'elle a présenté trois (3) équipes conformes se limitant ainsi à l'obtention de trois (3) contrats seulement.

Les écarts entre les plus bas soumissionnaires conformes et les estimations à l'interne sont les suivants:

Contrat #1

(61 905,07) $	
	-5,66%

Contrat #2

(84 946,12) $	
	-8,72%

Contrat #3

(35 277,78) $	
	-5,64%

Contrat #4

(50 123,87) $	
	-8,72%

Contrat #5

(19 859,86) $	

-5,68%

Contrat #6

(11 449,73) $
-4,59%

Des écarts de moins de 10% ont été observés entre le prix du plus bas soumissionnaire et celui de la dernière estimation réalisée pour chacun des six (6) contrats. Les écarts obtenus entre le montant des contrats et les estimations internes traduisent des prix avantageux dans ce genre de contrat d'envergure conditionnés notamment par la stabilité contractuelle que ces contrats offrent aux firmes privées sur une période de 48 mois.

Par ailleurs, un écart de près de 20 %, entre les prix du plus bas et du deuxième plus bas soumissionnaire pour le contrat #6, a été observé. Il est courant de voir des écarts importants dans ce type de travaux. Ces écarts peuvent s'expliquer par la performance des équipements de forage et des équipes de travail sur le terrain, ainsi que les salaires différents selon le nombre d'années d'expérience, du personnel technique qui sera affecté à l'exécution des mandats. De plus, certains soumissionnaires possèdent leurs propres équipements d'arpentage et de forage alors que d'autres peuvent avoir recours à des sous-traitants dans ces domaines.

Suite à l'analyse des soumissions et conformément à l'intervention du *Service de l'approvisionnement* , il est justifié d'octroyer les contrats #1, #3 et #5 au plus bas soumissionnaire conforme : la firme *Solmatech inc.* et les contrats #2 , #4 et #6 au plus bas soumissionnaire conforme : la firme *Groupe ABS inc.*

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1) conformément au décret #795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés, soit *Solmatech inc.* et *Groupe ABS inc.* , détiennent une attestation de l'*Autorité des marchés financiers. Solmatech inc.* détient un renouvellement en vigueur depuis le 9 janvier 2017 et l'autorisation du *Groupe ABS inc.* est en vigueur depuis le 3 octobre 2014. Les copies de ces attestations se retrouvent en pièces jointes au dossier.

De plus, les adjudicataires recommandées ne sont inscrits pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et sont conformes en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Montant total des contrats (#1, #3 et #5) à octroyer à *Solmatech inc.* : 1 951 216,12 $ (taxes incluses)
Montant total des contrats (#2, #4 et #6) à octroyer à *Groupe ABS inc.* : 1 651 984,77 $ (taxes incluses)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire.

La réalisation des travaux de forages sera répartie sur plusieurs mandats. Ces mandats feront l'objet d'une autorisation de dépenses en conformité avec les règles prévues aux différents articles du *Règlement de délégation de pouvoir en matière d'ententes-cadres.* Ceux-ci seront confiés à l'aide de «bons de commande» dont les crédits proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (*Services centraux*). Les crédits sont prévus au budget du *Programme triennal d'immobilisation* (PTI).

Ces ententes pourraient donc se traduire par des dépenses d'agglomération dans le cadre

de projets pour lesquels les travaux à être réalisés sont situés sur le réseau cyclable pan montréalais ou sur le réseau des conduites d'eau principales.

La DEST s'assurera de la disponibilité des crédits auprès des requérants et du suivi des enveloppes budgétaires.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les directives de la *Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés* et du *Guide d'intervention – Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés* du *ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques* du Québec, ainsi que les obligations découlant de la *Loi sur la qualité de l'environnement* et du *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains* font en sorte que les projets d'infrastructures routières doivent faire l'objet d'études de caractérisation environnementale, afin d'évaluer le niveau de contamination des sols dans le but de gérer adéquatement les matériaux qui seront excavés.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi des ententes-cadres est reporté à une date ultérieure ou annulé, la DEST ne sera pas en mesure de respecter les échéances de ses requérants pour réaliser les études de caractérisation environnementale, géotechnique et de conception de chaussées qui lui sont confiées, ce qui retarderait la conception et la réalisation de leurs projets de réfections d'infrastructures routières.
Advenant le cas où l'octroi des ententes-cadres est reporté à une date ultérieure au 28 avril 2019, soit la date de la validité des soumissions, les plus bas soumissionnaires conformes pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts associés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi des contrats: à la suite à l'adoption du présent dossier
Début des contrats: février 2019
Fin des contrats: quarante-huit (48) mois suite à l'octroi des contrats ou jusqu'à épuisement du montant maximal des contrats.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Matthieu CROTEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie DUBÉ
Ingenieur(e) de section

Tél : 514 872-8596
Télécop. : 514 872-1669

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-07

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique

Tél : 514 872-3921
Télécop. : 514-872-1669

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2018-12-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-20

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : 18-16481
Numéro de référence : 1142677
Statut : Annulé
Titre : Exécution de travaux de forages pour différents projets de réfection d'infrastructures routières

Raison de l'annulation

Projet annulé

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Exécution de travaux de forages pour différents projets de réfection d'infrastructures routières
Date de fermeture de l'avis :	2018-03-21 Avant 10h30, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2018-04-26 10 h 34
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement** 255, boul. Crémazie Est 4e étage, bureau 400 Montréal, QC H2M 1L5
Contact(s) :	Eddy Dutelly Téléphone: 514 872-5253 Télécopieur : 514 872-0863 Courriel : eddydutelly@ville.montreal.qc.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Lot	Prix soumis
Solmatech Inc. 97 rue de la Couronne Repentigny, (QC) CAN J5Z 0B3	1145544798	Monsieur Éric Landreville Téléphone : 450 585-8592 Télécopieur : 450 585-5500	Lot 01	879 725,46 $
Groupe ABS 17, rue de l'Industrie Saint-Rémi, (QC) CAN J0L 2L0	1165977969	Madame Vicky Messier Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548	Lot 01	1 056 317,87 $
Solmatech Inc. 97 rue de la Couronne Repentigny, (QC) CAN J5Z 0B3	1145544798	Monsieur Éric Landreville Téléphone : 450 585-8592 Télécopieur : 450 585-5500	Lot 02	649 740,97 $
Groupe ABS 17, rue de l'Industrie Saint-Rémi, (QC) CAN	1165977969	Madame Vicky Messier Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548	Lot 02	790 117,40 $

J0L 2L0				
Solmatech Inc. 97 rue de la Couronne Repentigny, (QC) CAN J5Z 0B3	1145544798	Monsieur Éric Landreville Téléphone : 450 585-8592 Télécopieur : 450 585-5500	Lot 03	516 381,47 $
Groupe ABS 17, rue de l'Industrie Saint-Rémi, (QC) CAN J0L 2L0	1165977969	Madame Vicky Messier Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548	Lot 03	629 723,82 $
Solmatech Inc. 97 rue de la Couronne Repentigny, (QC) CAN J5Z 0B3	1145544798	Monsieur Éric Landreville Téléphone : 450 585-8592 Télécopieur : 450 585-5500	Lot 04	388 500,53 $
Groupe ABS 17, rue de l'Industrie Saint-Rémi, (QC) CAN J0L 2L0	1165977969	Madame Vicky Messier Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548	Lot 04	474 237,96 $

© 2003-2018 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 3 octobre 2014

GROUPE ABS INC.
A/S MONSIEUR DOMINIC STE-MARIE
17, DE L'INDUSTRIE
SAINT-RÉMI (QC) J0L 2L0

N° de décision : 2014-CPSM-1051557
N° de client : 3000144512

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LABORATOIRE A.B.S., LABORATOIRE ABS et SOLUTIONS OCRE, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). GROUPE ABS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **2 octobre 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 528-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Dernière mise à jour : lundi, 25 juin 2018 à 19:30

Fiche de l'entreprise

Nom : GROUPE ABS INC
Adresse du siège social : 17, DE L'INDUSTRIE, , SAINT-RÉMI, QC, J0L 2L0, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 3000144512
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1165977969

Autres noms d'affaires

- BÉTON OPTIMAL
- GROUPE ABS
- LABORATOIRE A.B.S.
- LABORATOIRE ABS
- OPTIMAL CONCRETE
- SOLUTIONS OCRE

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **dimanche, 16 décembre 2018 à 19:30**

Résultat de recherche par nom ou numéro pour : 3000144512

Nombre de résultats trouvés : 1

Nom	Autres noms d'affaires	Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	Numéro de client à l'Autorité	Adresse du siège social	Ville	Province/État	Co
GROUPE ABS INC.	BÉTON OPTIMAL GROUPE ABS GROUPE ABS / STRATUM CPT / GÉOWAVE LABORATOIRE A.B.S. LABORATOIRE ABS OPTIMAL CONCRETE SOLUTIONS OCRE	1165977969	3000144512	17, DE L'INDUSTRIE	SAINT-RÉMI	QC	J0I

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biai d'information.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 9 janvier 2017

SOLMATECH INC.
A/S MONSIEUR PIERRE-OLIVIER VERDON
97, RUE DE LA COURONNE
REPENTIGNY (QC) J5Z 0B3

N° de décision : 2017-CPSM-1001497
N° de client : 2700025594

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous SOLMATECH, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SOLMATECH INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1183855007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure six (6) ententes-cadres en biens et services d'une durée de 48 mois avec les firmes Solmatech inc. (montant du contrat #1: 1 031 992,38 $, taxes incluses, montant du contrat #3: 589 671,13 $, taxes incluses et montant du contrat #5: 329 552,61 $, taxes incluses) et Groupe ABS inc. (montant du contrat #2: 889 049,65 $, taxes incluses, montant du contrat #4: 524 752,28 $, taxes incluses et montant du contrat #6: 238 182,84 $, taxes incluses) pour des services de forages et d'essais de laboratoire pour différents projets de réfection d'infrastructures routières - Appel d'offres public no 18-17185 (4 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17185_Intervention_Lot 1.xls
18-17185_Intervention_Lot 2.xls
18-17185_Intervention_Lot 3.xls
18-17185_Intervention_Lot 4.xls
18-17185_Intervention_Lot 5.xls
18-17185_Intervention_Lot 6.xls
18-17185 PV.pdf
SEAO__Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Matthieu CROTEAU
Agent d'approvisionnement
Tél : 872-6777

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Richard DAGENAIS
Chef de section
Tél : 872-2608
Division : Acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17185

No du GDD : 1183855007

Titre de l'appel d'offres : Services de forages et d'essais de laboratoires pour différents projets de réfection d'infrastructures routières

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 9 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 30 - 10 - 2018

Ouverture faite le : 30 - 10 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 25 - 10 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 44,44

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 4 - 2019

Date d'échéance révisée : 28 - 4 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Solmatech inc.	1 031 992,38 $	√	1
Groupe ABS inc.	1 062 940,54 $		
Les Services EXP inc.	1 252 088,33 $		
Labo SM inc.	1 395 518,09 $		

Information additionnelle

Parmi les cinq firmes s'étant procurées les documents et n'ayant pas déposé de proposition, les raisons évoquées sont les suivantes: le carnet de commande était complet pour 2 des firmes et une autre a mentionné ne pas avoir eu le temps de préparer une proposition vu le trop grand nombre d'appel d'offres sur le marché. Les 2 autres firmes ne nous ont pas fourni de raison malgré la relance effectuée.

Préparé par : Matthieu Crôteau

Le 20 - 11 - 2018

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17185 — No du GDD : 1183855007

Titre de l'appel d'offres : Services de forages et d'essais de laboratoires pour différents projets de réfection d'infrastructures routières

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 9 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 30 - 10 - 2018

Ouverture faite le : 30 - 10 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 25 - 10 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 44,44

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 4 - 2019

Date d'échéance révisée : 28 - 4 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Solmatech inc.	918 927,34 $		
Groupe ABS inc.	889 049,65 $	√	2
Les Services EXP inc.	1 114 575,12 $		
Labo SM inc.	1 242 537,81 $		

Information additionnelle

Parmi les cinq firmes s'étant procurées les documents et n'ayant pas déposé de proposition, les raisons évoquées sont les suivantes: le carnet de commande était complet pour 2 des firmes et une autre a mentionné ne pas avoir eu le temps de préparer une proposition vu le trop grand nombre d'appel d'offres sur le marché. Les 2 autres firmes ne nous ont pas fourni de raison malgré la relance effectuée.

Préparé par : Matthieu Crôteau — Le 20 - 11 - 2018

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17185 — No du GDD : 1183855007

Titre de l'appel d'offres : Services de forages et d'essais de laboratoires pour différents projets de réfection d'infrastructures routières

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 9 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 30 - 10 - 2018

Ouverture faite le : 30 - 10 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 25 - 10 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 44,44

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 4 - 2019

Date d'échéance révisée : 28 - 4 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Solmatech inc.	589 671,13 $	√	3
Groupe ABS inc.	613 272,63 $		
Les Services EXP inc.	714 930,07 $		
Labo SM inc.	832 554,96 $		

Information additionnelle

Parmi les cinq firmes s'étant procurées les documents et n'ayant pas déposé de proposition, les raisons évoquées sont les suivantes: le carnet de commande était complet pour 2 des firmes et une autre a mentionné ne pas avoir eu le temps de préparer une proposition vu le trop grand nombre d'appel d'offres sur le marché. Les 2 autres firmes ne nous ont pas fourni de raison malgré la relance effectuée.

Préparé par : Matthieu Crôteau — Le 20 - 11 - 2018

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17185 — No du GDD : 1183855007

Titre de l'appel d'offres : Services de forages et d'essais de laboratoires pour différents projets de réfection d'infrastructures routières

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 9 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 30 - 10 - 2018

Ouverture faite le : 30 - 10 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 25 - 10 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 44,44

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 4 - 2019

Date d'échéance révisée : 28 - 4 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Solmatech inc.	542 465,16 $		
Groupe ABS inc.	524 752,28 $	√	4
Les Services EXP inc.	657 781,29 $		
Labo SM inc.	767 550,22 $		

Information additionnelle

Parmi les cinq firmes s'étant procurées les documents et n'ayant pas déposé de proposition, les raisons évoquées sont les suivantes: le carnet de commande était complet pour 2 des firmes et une autre a mentionné ne pas avoir eu le temps de préparer une proposition vu le trop grand nombre d'appel d'offres sur le marché. Les 2 autres firmes ne nous ont pas fourni de raison malgré la relance effectuée.

Préparé par : Matthieu Crôteau — Le 20 - 11 - 2018

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-17185
Numéro de référence : 1201766
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services de forages et d'essais de laboratoires pour différents projets de réfection d'infrastructures routières

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Amec Foster Wheeler Environnement & Infrastructure 1425, Transcanadienne, bureau 400 Dorval, QC, H9P2W9 http://www.amecFW.com	Monsieur Stéphan Bergeron Téléphone : 514 684-5555 Télécopieur : 514 684-1309	**Commande : (1497615)** 2018-10-04 12 h 07 **Transmission :** 2018-10-04 12 h 07	3009253 - 18-17185 Addenda 1 2018-10-05 10 h 58 - Courriel 3017147 - 18-17185 Addenda 2 2018-10-25 14 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 1200, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 400 Laval, QC, H7S2E4 http://www.englobecorp.com	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Commande : (1495727)** 2018-09-28 15 h 43 **Transmission :** 2018-09-28 15 h 43	3009253 - 18-17185 Addenda 1 2018-10-05 10 h 58 - Courriel 3017147 - 18-17185 Addenda 2 2018-10-25 14 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GHD Consultants Limitée 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com	Monsieur Philippe Savoie Téléphone : 514 333-5151 Télécopieur : 514 333-4674	**Commande : (1496934)** 2018-10-03 9 h 32 **Transmission :** 2018-10-03 9 h 32	3009253 - 18-17185 Addenda 1 2018-10-05 10 h 58 - Courriel 3017147 - 18-17185 Addenda 2 2018-10-25 14 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe ABS 17, rue de l'Industrie Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur Jean Elie Joseph Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548	**Commande : (1496886)** 2018-10-03 9 h **Transmission :** 2018-10-03 9 h	3009253 - 18-17185 Addenda 1 2018-10-05 10 h 58 - Courriel 3017147 - 18-17185 Addenda 2 2018-10-25 14 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Labo S.M. inc 6209, rue Marivaux Montréal, QC, h1p 3h6 http://www.groupesm.com	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur :	**Commande : (1502852)** 2018-10-19 13 h 46 **Transmission :** 2018-10-19 13 h 46	3009253 - 18-17185 Addenda 1 2018-10-19 13 h 46 - Téléchargement 3017147 - 18-17185 Addenda 2 2018-10-25 14 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 8487, 19e Avenue Montréal, QC, H1Z 4J2	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1495669)** 2018-09-28 13 h 58 **Transmission :** 2018-09-28 13 h 58	3009253 - 18-17185 Addenda 1 2018-10-05 10 h 58 - Courriel 3017147 - 18-17185 Addenda 2 2018-10-25 14 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Solmatech Inc. 97 rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3	Monsieur Éric Landreville Téléphone : 450 585-8592 Télécopieur : 450 585-5500	**Commande : (1494964)** 2018-09-27 9 h 24 **Transmission :** 2018-09-27 9 h 24	3009253 - 18-17185 Addenda 1 2018-10-05 10 h 58 - Courriel 3017147 - 18-17185 Addenda 2 2018-10-25 14 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 100 Boul. Alexis-Nihon suite 110 Montréal, QC, H4M 2N6	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1494972)** 2018-09-27 9 h 31 **Transmission :** 2018-09-27 9 h 31	3009253 - 18-17185 Addenda 1 2018-10-05 10 h 58 - Courriel 3017147 - 18-17185 Addenda 2 2018-10-25 14 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Terrapex Environnement Ltée. 135, rue Singapour Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3A0P6 http://www.terrapex.ca	Monsieur Martin Lebel Téléphone : 418 573-6311 Télécopieur :	**Commande : (1494799)** 2018-09-26 16 h 10 **Transmission :** 2018-09-26 16 h 10	3009253 - 18-17185 Addenda 1 2018-10-05 10 h 58 - Courriel 3017147 - 18-17185 Addenda 2 2018-10-25 14 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1188184001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Autoriser la cession de deux (2) contrats de services professionnels entre Cobalt Architectes inc. et St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L. 1) pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux et 2) pour la mise à niveau de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds / Approuver les projets de convention à cette fin

Il est recommandé:
1. d'autoriser la cession des contrats de services professionnels de Cobalt Architectes inc. en faveur de St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L, à partir de la date de l'approbation de l'acte de cession, pour :
- la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux (CG17 0313);
- la mise à niveau de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds (CG17 0081).

2. d'approuver les projets de convention de cession, entre Cobalt Architectes inc. et St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L., aux termes desquels interviennent la Ville de Montréal et SNC-Lavalin inc..

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-20 09:14

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1188184001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Autoriser la cession de deux (2) contrats de services professionnels entre Cobalt Architectes inc. et St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L. 1) pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux et 2) pour la mise à niveau de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds / Approuver les projets de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'agglomération a accordé deux (2) contrats de services professionnels en ingénierie et architecture aux firmes Cobalt Architectes inc. et SNC-Lavalin inc. pour les travaux suivants :
- la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux (CG17 0313);
- la mise à niveau de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds (CG17 0081).

Le 27 juin 2018, la Ville a reçu une lettre de la firme St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L. l'informant de la fusion entre Cobalt Architectes inc. et St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L.

À la suite de la fusion, la firme Cobalt Architectes inc. souhaite céder les contrats de services professionnels à la firme St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L. L'équipe de professionnels proposée par la firme pour reprendre les dossiers répond à toutes les exigences contractuelles, de qualification et d'expérience prévues aux documents d'appel d'offres, pour le reste des ententes, selon les mêmes termes et conditions.

Au moment de la signature de la convention de cession, la firme Cobalt Architectes inc. avait cessé ses activités d'architecture. Les ressources identifiées dans les soumissions pour l'exécution des contrats sont maintenant à l'emploi de la firme St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L.

En vertu des contrats, les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable des parties, en l'occurrence, la Ville de Montréal et SNC-Lavalin inc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 18 0109 – 22 février 2018 - Approuver des projets d'avenants modifiant les conventions de services professionnels pour plusieurs projets de mise à niveau de certaines infrastructures stratégiques intervenues entre la Ville de Montréal et 4 firmes d'architectes afin de modifier les modalités de paiement des honoraires.
CG17 0313 – 24 août 2017 – Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à SNC-Lavalin inc. et Cobalt Architectes inc. pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux, pour une somme maximale de 3 473 409,17 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15509 (6 soumissionnaires).

CG17 0081 - 30 mars 2017 - Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15596 (5 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à autoriser la cession des contrats de services professionnels entre Cobalt Architectes inc. et St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L., aux termes desquelles interviennent la Ville de Montréal et SNC-Lavalin inc., pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux et pour la mise à niveau de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds.
La firme St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L. s'engage à prendre à sa charge la partie architecture des projets.

Le Cessionnaire accepte la cession et s'engage auprès de la Ville de Montréal à faire exécuter les Contrats par les mêmes ressources que celles identifiées dans les soumissions déposées par le Cédant suivant les appels d'offres 17-15596 et 17-15509, à exécuter les Contrats aux mêmes termes et conditions, et à prendre à sa charge l'ensemble des droits et obligations du Cédant depuis le début des Contrats. Sans limiter la généralité de ce qui précède, il s'engage à prendre à sa charge la responsabilité de tous les services fournis par le Cédant depuis le début des Contrats, incluant la responsabilité qui pourrait découler d'erreurs ou d'omissions passées du Cédant.

La firme St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L. terminera le projet de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux, qui est en phase de conception, jusqu'à la réception définitive du projet incluant les services requis pendant l'année de garantie.

Pour ce qui est du contrat de mise à niveau de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds, la firme s'engage à assurer les services de base et les services supplémentaires (le cas échéant) pour l'achèvement des travaux en fonction des demandes de la Ville.

JUSTIFICATION

Les conventions de cession ont été préparées afin de finaliser les conditions pour officialiser les transactions permettant à St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L. de faire affaire avec la Ville de Montréal dans le cadre de la poursuite des contrats de Cobalt Architectes inc. Les projets de convention de cession sont joints à l'intervention du Service

des affaires juridiques.
Les validations requises à l'effet que la firme St-Gelais Montminy et associés Achitectes, S.E.N.C.R.L. ne fait pas partie de la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. De plus, cette firme est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle et elle n'est pas sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal.

La firme St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L. détient une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) portant le numéro 2700030230.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les cessions n'ont aucun impact budgétaire pour la Ville, puisque les mêmes conditions contractuelles s'appliquent.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La gestion des infrastructures de production de l'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'approbation des conventions de cession pourrait avoir un impact sur l'échéancier des projets en cours et sur le paiement des factures à la firme.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le conseil d'agglomération : 31 janvier 2019
Fin des travaux: Novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu TOUSIGNANT, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karim AZZOUZ
Ingénieur - Bureau Projets 2

Tél : 514) 868-4549
Télécop. :

Jean-Christophe DAMÉ
Chef de section

Faïçal BOUZID
Chef de section - Bureau Projets

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Christian MARCOUX
Chef de division - Infrastructure Usines & Réservoirs

Tél : 514 872-3483
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2018-12-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2018-12-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1188184001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Objet :	Autoriser la cession de deux (2) contrats de services professionnels entre Cobalt Architectes inc. et St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L. 1) pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux et 2) pour la mise à niveau de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds / Approuver les projets de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Cession 17-15509.pdf Cession 17-15596.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-13

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division : Contrats

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
13 DEC. 2018
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CESSION

ENTRE

COBALT ARCHITECTES INC., personne morale dûment constituée ayant son siège au 400, avenue Atlantic, bureau 402, Montréal Québec, H2V 1A5, ici représentée par son président, Éric Girard, dûment autorisé ainsi qu'il le déclare;

Ci-après le « **Cédant** »
NEQ : 1168801083

ET

ST-GELAIS MONTMINY ET ASSOCIÉS ARCHITECTES, S.E.N.C.R.L., une société en nom collectif à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de la province de Québec, ayant sont siège au 2980, boulevard Ste-Anne, Québec (Québec), G1E 3J3, représentée par Michel Gingras, architecte associé, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

Ci-après le « **Cessionnaire**»
NEQ : 3360024775

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après la « **Ville de Montréal** », à titre d'intervenante

ET

SNC-LAVALIN INC., personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 455 Boulevard René-Levesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1Z3, agissant et représentée par André Binette, Directeur Infrastructure de l'eau, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

NEQ : 1142775999

Ci-après appelée « **SNC** », à titre d'intervenante

ATTENDU QUE la Ville a conclu une convention de services professionnels en ingénierie et en architecture pour la modernisation et la réfection de la station de pompage de Dollard-des-Ormeaux avec le Cédant et SNC suite à l'appel d'offres public 17-15509 (ci-après le « Contrat »);

ATTENDU QUE le Cédant souhaite céder le Contrat au Cessionnaire et ce, rétroactivement au 1er juillet 2018;

ATTENDU QU'en vertu du Contrat, cette cession doit être dûment approuvée par la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal intervient donc aux présentes afin d'accepter cette cession aux conditions prévues aux présentes;

ATTENDU QUE SNC accepte également cette cession;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un règlement de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. À compter du 1er juillet 2018, le Cédant cède au Cessionnaire, qui accepte, tous ses droits et obligations dans le Contrat.

2. Le Cédant donne par la présente quittance complète et finale à la Ville de Montréal de toute réclamation de quelque nature que ce soit découlant dudit Contrat.

3. Le Cessionnaire accepte la cession et s'engage auprès de la Ville de Montréal à faire exécuter le Contrat par les mêmes ressources que celles identifiées dans la soumission déposée par le Cédant suivant l'appel d'offres 17-15509, à exécuter le Contrat aux mêmes termes et conditions, et à prendre à sa charge l'ensemble des droits et obligations du Cédant depuis le début du Contrat. Sans limiter la généralité de ce qui précède, il s'engage à prendre à sa charge la responsabilité de tous les services fournis par le Cédant depuis le début du Contrat, incluant la responsabilité qui pourrait découler d'erreurs ou d'omissions passées du Cédant.

4. Le Cessionnaire accepte de prendre fait et cause et tenir indemne la Ville de Montréal dans toute réclamation de quelque nature que ce soit et toute procédure découlant de l'acceptation de la cession de Contrat par la Ville de Montréal. Pour fins de précision, le Cessionnaire s'engage à acquitter tout règlement qui pourrait intervenir, en capital, intérêts, frais et autres accessoires s'y rattachant étant toutefois entendu que toutes les négociations seront menées par la Cessionnaire ou ses représentants légaux. Aux fins des présentes, le Cessionnaire devra notamment comparaître dans les délais requis pas la loi si une procédure lui est signifiée.

5. SNC accepte la cession et consent à collaborer pleinement avec le Cessionnaire.

6. Les parties aux présentes s'engagent à coopérer et à signer tout autre document accessoire qui pourrait être nécessaire à la cession du Contrat, le cas échéant.

7. Nonobstant la date de sa signature, la présente convention entre en vigueur le 1er juillet 2018.

8. La présente convention est régie et interprétée en vertu des lois en vigueur dans la province du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

En considération expresse de ce qui précède, la Ville de Montréal consent à la cession du Contrat en faveur du Cessionnaire et ce, rétroactivement au 1er juillet 2018.

SIGNÉ À MONTRÉAL CE _____

COBALT ARCHITECTES INC.

_____
Par :

Intervenante : Ville de Montréal

_____
Par :

ST-GELAIS MONTMINY ET ASSOCIÉS ARCHITECTES, S.E.N.C.R.L.

_____
Par :

SNC-LAVALIN INC.

_____
Par :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
13 DEC. 2018
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CESSION

ENTRE

COBALT ARCHITECTES INC., personne morale dûment constituée ayant son siège au 400, avenue Atlantic, bureau 402, Montréal Québec, H2V 1A5, ici représentée par son président, Éric Girard, dûment autorisé ainsi qu'il le déclare;

Ci-après le « **Cédant** »
NEQ : 1168801083

ET

ST-GELAIS MONTMINY ET ASSOCIÉS ARCHITECTES, S.E.N.C.R.L., une société en nom collectif à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de la province de Québec, ayant sont siège au 2980, boulevard Ste-Anne, Québec (Québec), G1E 3J3, représentée par Michel Gingras, architecte associé, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

Ci-après le « **Cessionnaire**»
NEQ : 3360024775

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après la « **Ville de Montréal** », à titre d'intervenante

ET

SNC-LAVALIN INC., personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 455 Boulevard René-Levesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1Z3, agissant et représentée par André Binette, Directeur Infrastructure de l'eau, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 134298132 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1014851123 TQ0001

Ci-après appelée « **SNC** », à titre d'intervenante

ATTENDU QUE la Ville a conclu une convention de services professionnels pour la mise à niveau de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds avec le Cédant (faisant alors affaires sous la dénomination sociale Girard Côté Bérubé Dion Architectes Inc.) et SNC suite à l'appel d'offres public 17-15596 (ci-après le « Contrat »);

ATTENDU QUE le Cédant souhaite céder le Contrat au Cessionnaire et ce, rétroactivement au 1er juillet 2018;

ATTENDU QU'en vertu du Contrat, cette cession doit être dûment approuvée par la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal intervient donc aux présentes afin d'accepter cette cession aux conditions prévues aux présentes;

ATTENDU QUE SNC accepte également cette cession;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un règlement de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. À compter du 1er juillet 2018, le Cédant cède au Cessionnaire, qui accepte, tous ses droits et obligations dans le Contrat.

2. Le Cédant donne par la présente quittance complète et finale à la Ville de Montréal de toute réclamation de quelque nature que ce soit découlant dudit Contrat.

3. Le Cessionnaire accepte la cession et s'engage auprès de la Ville de Montréal à faire exécuter le Contrat par les mêmes ressources que celles identifiées dans la soumission déposée par le Cédant suivant l'appel d'offres 17-15596, à exécuter le Contrat aux mêmes termes et conditions, et à prendre à sa charge l'ensemble des droits et obligations du Cédant depuis le début du Contrat. Sans limiter la généralité de ce qui précède, il s'engage à prendre à sa charge la responsabilité de tous les services fournis par le Cédant depuis le début du Contrat, incluant la responsabilité qui pourrait découler d'erreurs ou d'omissions passées du Cédant.

4. Le Cessionnaire accepte de prendre fait et cause et tenir indemne la Ville de Montréal dans toute réclamation de quelque nature que ce soit et toute procédure découlant de l'acceptation de la cession de Contrat par la Ville de Montréal. Pour fins de précision, le Cessionnaire s'engage à acquitter tout règlement qui pourrait intervenir, en capital, intérêts, frais et autres accessoires s'y rattachant étant toutefois entendu que toutes les négociations seront menées par la Cessionnaire ou ses représentants légaux. Aux fins des présentes, le Cessionnaire devra notamment comparaître dans les délais requis pas la loi si une procédure lui est signifiée.

5. SNC accepte la cession et consent à collaborer pleinement avec le Cessionnaire.

6. Les parties aux présentes s'engagent à coopérer et à signer tout autre document accessoire qui pourrait être nécessaire à la cession du Contrat, le cas échéant.

7. Nonobstant la date de sa signature, la présente convention entre en vigueur le 1er juillet 2018.

8. La présente convention est régie et interprétée en vertu des lois en vigueur dans la province du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

En considération expresse de ce qui précède, la Ville de Montréal consent à la cession du Contrat en faveur du Cessionnaire et ce, rétroactivement au 1er juillet 2018.

SIGNÉ À MONTRÉAL CE _____

COBALT ARCHITECTES INC.

_____
Par :

Intervenante : Ville de Montréal

_____
Par :

ST-GELAIS MONTMINY ET ASSOCIÉS ARCHITECTES, S.E.N.C.R.L.

_____
Par :

SNC-LAVALIN INC.

_____
Par :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1186232001

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Centre de services - Planification stratégique et opérationnelle , Division de la planification et des ressources informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	1- Approuver le protocole d'entente d'une durée de 2 ans, soit du 18 janvier 2019 au 17 janvier 2021, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre les organismes « La Société canadienne de la Croix-Rouge », « Jeunesse au Soleil » et la Ville de Montréal. 2- Autoriser l'octroi d'une contribution financière annuelle de 596 202,44 $ (incluant toutes les taxes applicables) indexée de 2 % au 1er janvier 2020 pour un total de 1 204 328,93 $ (incluant toutes les taxes applicables) répartie comme suit : 439 224,44 $ en 2019 et 448 008,93 $ en 2020 à la Société canadienne de la Croix-Rouge, Québec et de 156 978 $ en 2019 et 160 117,56 $ en 2020 à Jeunesse au Soleil.

Il est recommandé :

1. d'approuver le protocole d'entente d'une durée de 2 ans, soit du 18 janvier 2019 au 17 janvier 2021, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre les organismes « La Société canadienne de la Croix-Rouge, Québec » (ci-après, « Croix-Rouge »), « Jeunesse au Soleil » et la Ville de Montréal.

2. d'autoriser l'octroi d'une contribution financière annuelle de 596 202,44 $ (incluant toutes les taxes applicables) indexée de 2 % au 1er janvier 2020 pour un total de 1 204 328,93 $ (incluant toutes les taxes applicables) répartie comme suit : 439 224,44 $ en 2019 et 448 008,93 $ en 2020 à la Croix-Rouge et de 156 978 $ en 2019 et 160 117,56 $ en 2020 à Jeunesse au Soleil.

3. d'ajuster la base budgétaire 2020 relativement à l'indexation de 2 % prévu à l'entente pour l'année 2020.

4. de mandater le SIM à gérer cette entente au nom de la Ville, aux fins de l'agglomération.

5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-01-07 07:50

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1186232001**
Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Centre de services - Planification stratégique et opérationnelle , Division de la planification et des ressources informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	1- Approuver le protocole d'entente d'une durée de 2 ans, soit du 18 janvier 2019 au 17 janvier 2021, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre les organismes « La Société canadienne de la Croix-Rouge », « Jeunesse au Soleil » et la Ville de Montréal. 2- Autoriser l'octroi d'une contribution financière annuelle de 596 202,44 $ (incluant toutes les taxes applicables) indexée de 2 % au 1er janvier 2020 pour un total de 1 204 328,93 $ (incluant toutes les taxes applicables) répartie comme suit : 439 224,44 $ en 2019 et 448 008,93 $ en 2020 à la Société canadienne de la Croix-Rouge, Québec et de 156 978 $ en 2019 et 160 117,56 $ en 2020 à Jeunesse au Soleil.

CONTENU

CONTEXTE

Le protocole d'entente pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre les organismes suivants : la Société canadienne de la Croix-Rouge (ci-après, « Croix-Rouge »), Jeunesse au Soleil et la Ville de Montréal vient à échéance le 17 janvier 2019. Il est primordial de poursuivre cette aide à compter du 18 janvier 2019 puisque cette aide est considérée comme le prolongement de l'intervention du SIM.
La Croix-Rouge est partie intégrante de la Société canadienne de la Croix-Rouge, dont la mission est d'assister des individus, des groupes ou des communautés qui vivent des situations d'urgence ou des sinistres en leur offrant une assistance humanitaire. De plus, la Croix-Rouge, organisme à part entière du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, intervient selon les règles régissant l'aide humanitaire, conformément à ses principes fondamentaux et au code de conduite qu'elle a adopté, et est un organisme humanitaire sans but lucratif possédant des ressources et de l'expertise susceptibles d'aider et de supporter, à titre d'auxiliaire des pouvoirs publics, les villes et les municipalités, lors d'un sinistre mineur ou majeur, et ce, selon la disponibilité de ses ressources humaines et matérielles.

Les services de deuxième ligne sur le territoire de l'agglomération de la Ville de Montréal sont fournis par Jeunesse au Soleil. La Croix-Rouge et Jeunesse au Soleil ont convenu de faire une entente conjointe avec la Ville de Montréal afin d'assurer une dispensation de services uniformes sur tout le territoire de l'agglomération de Montréal.

Après avoir examiné plusieurs hypothèses, il a donc été jugé pertinent et préférable de proposer un modèle global sur le territoire de l'île en associant l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du SIM, comme le prolongement des interventions du Service de sécurité incendie, afin de s'assurer que toutes les personnes sinistrées sur le territoire soient traitées de façon équitable avec des services répondant partout aux mêmes critères de qualité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0009 - 26 janvier 2017 - Accorder un soutien financier annuel de 569 700 $, taxes incluses, indexé de 2,6 % au 1er janvier 2018, pour une période de 2 ans, soit du 18 janvier 2017 au 17 janvier 2019, pour une somme totale de 1 154 212,20 $, taxes incluses, à La Société canadienne de la Croix-Rouge, Québec et Jeunesse au Soleil pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal sur le territoire de l'agglomération de Montréal / Approuver un projet de protocole d'entente à cet effet (sommaire décisionnel # 1161887002)
CG10 0441 - 16 décembre 2010 - Autoriser une dépense de 54 500 $ afin de verser un soutien financier additionnel, à compter du 1er janvier 2011, à Jeunesse au Soleil inc., conformément à la convention intervenue entre la Société canadienne de la Croix-Rouge, Division du Québec, l'organisation Jeunesse au Soleil inc. et la Ville de Montréal (CG07 0507) / Approuver le projet d'avenant no 2 à cet effet (sommaire décisionnel # 1100124001).

CG09 0345 - 27 août 2009 - Accorder un soutien financier additionnel de 430 358 $ à la Société canadienne de la Croix-Rouge, Division du Québec, pour la prestation de services d'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal, pour les années 2008-2010 / Approuver le projet d'avenant no 1 à la convention intervenue entre la Société canadienne de la Croix-Rouge, Division du Québec, la Ville de Montréal et Jeunesse au Soleil inc. (sommaire décisionnel # 1092673001).

DESCRIPTION

Le projet de protocole d'entente soumis pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du SIM sur le territoire de l'agglomération de Montréal, entre la Croix-Rouge, Jeunesse au Soleil et la Ville de Montréal, vise à établir les paramètres de collaboration entre les parties. Il est important de préciser que cette entente ne couvre pas les services aux personnes sinistrées dans le cadre d'un sinistre comme défini dans la *Loi sur la sécurité civile* lorsque l'intervention d'urgence dépasse les capacités habituelles du SIM, nécessitant une coordination par l'Organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal (OSCAM).
Le protocole définit le rôle et les obligations de chacune des parties au plan opérationnel en s'appuyant sur les missions et les forces de chacune des parties.

En modifiant l'expression « personnes sinistrées d'incendies » utilisée antérieurement par « personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du SIM », cela élargit l'implication des organismes à d'autres situations pour lesquelles des citoyens doivent être temporairement et de manière urgente être pris en charge, à titre d'exemple, des personnes dont le logement est inondé à la suite d'une rupture d'une canalisation, les cas d'éviction urgente, etc.

La prestation de l’aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d’urgence du SIM et le suivi de l’entente demeurent donc sous la responsabilité du SIM. Un mécanisme de suivi de cette entente d'une durée de deux ans est également prévu. La Croix-Rouge et Jeunesse au Soleil conviennent de former un comité de gestion de l’entente sur les services aux personnes sinistrés qui aura pour mandat d’évaluer l’efficacité opérationnelle relativement à l'exercice des rôles et obligations de chacune des parties et d’apporter sans délai les ajustements nécessaires au bon fonctionnement de l’aide aux personnes sinistrées.

JUSTIFICATION

L'occasion de devoir trouver une solution pour la relève des services aux personnes sinistrées à travers l'agglomération de Montréal a permis de revoir le dossier de ces services sur une base globale afin d'assurer l'homogénéité, l'équité et l'uniformité dans la dispensation des services en mettant à contribution les ressources les plus appropriées parmi les organismes humanitaires et communautaires.
D'une part, la Croix-Rouge est un organisme d'envergure nationale et internationale en secours d'urgence qui peut offrir des ressources d’appoint provenant de l’extérieur de l’île advenant que les ressources bénévoles viennent à manquer sur le territoire de l’agglomération de Montréal, en raison du nombre d’interventions d’urgence en cours simultanément. Il est à noter que la Croix-Rouge dispense déjà ce service dans les arrondissements et dans les villes liées.

D'autre part, Jeunesse au Soleil est déjà impliqué en deuxième ligne et agit à titre d'intervenant d'appui à la demande de la Croix-Rouge lors d'une intervention d'urgence du SIM. Dans le contexte actuel, cet organisme connaît bien les problématiques associées à la détresse d'un incendie. De plus, Jeunesse au Soleil possède une grande diversité de programmes autres que les services d'urgence, de manière à pouvoir mieux aider les personnes sinistrées dans toutes les facettes de leurs besoins et sur l’ensemble de l’île.

L'approbation de ce protocole d'entente implique le versement d'une contribution financière annuelle de 596 202,44 $ (incluant toutes les taxes applicables) indexée de 2 % au 1er janvier 2020 pour un total de 1 204 328,93 $ (incluant toutes les taxes applicables) répartie comme suit :

- Croix-Rouge : 439 224,44 $ en 2019 et 448 008,93 $ en 2020 et
- Jeunesse au Soleil : 156 978 $ en 2019 et 160 117,56 $ en 2020

GRAND TOTAL : 1 204 328,93 $ (incluant toutes les taxes applicables)

Cette contribution financière de la Ville sera versée au début de chaque trimestre de chaque année.

Le budget 2019 nécessaire à ce dossier soit, une somme de 596 202,44 $ (net de ristourne) est prévue à la base budgétaire du SIM.

Ce dossier sera ajouté au registre des décisions au Service des finances afin de tenir compte de l'ajustement de la base budgétaire demandée, relativement à l'indexation annuelle de 2 % à compter de la deuxième année de l'entente, soit 2020.

Le protocole d'entente prévoit à l'article 3.3.10, un versement pour chaque année à la Croix -Rouge, un montant de 234,60 $ indexé de 2 % en 2020 par personne aidée au-delà d'un seuil de 1 280 (personnes aidées).

Par contre, pour l'année 2017, un montant supplémentaire de 3 680 $ a été remis pour les 16 personnes qui ont été aidées au-delà du nombre de 1 280 personnes aidées prévu à

l'entente.

Tenant compte de ce qui précède, il pourrait y avoir un montant supplémentaire à verser annuellement à la Croix-Rouge, se situant entre 1 000 $ et 10 000 $, montant qui demeure aléatoire.

Le SIM s'assurera de prioriser cette dépense à son budget de fonctionnement 2019. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les parties (Croix-Rouge, Jeunesse au Soleil et la Ville de Montréal) ont conclu une entente pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du SIM sur le territoire de l'agglomération qui prend fin le 17 janvier 2019 d'où l'importance de conclure une nouvelle entente à compter du 18 janvier 2019, afin d'assurer et de poursuivre la continuité des services aux personnes sinistrées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Conformément à l'alinéa 3.3.6 du protocole d'entente, entreprendre les actions de communication nécessaires afin d'informer le personnel concerné de la Ville du protocole d'entente ainsi que des modalités de son fonctionnement.

1. Par ailleurs, l'entente prévoit également que sur les lieux d'un sinistre la personne ressource du SIM, en relation avec les médias, mentionne le travail de collaboration avec la Croix-Rouge et Jeunesse au Soleil.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Comité exécutif : le 16 janvier 2019
- Conseil municipal : le 28 janvier 2019
- Conseil d'agglomération : le 31 janvier 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Guy AUCOIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Philippe GAUTHIER
Chef de division 121

Tél : 514 872-2589
Télécop. : 514 872-4132

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-20

Alexandre MIZOGUCHI
Assistant-Directeur

Tél : 514 872-4304
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard LIEBMANN
Directeur adjoint
Tél : 514 872-8420
Approuvé le : 2018-12-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-3761
Approuvé le : 2019-01-04

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1186232001

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Centre de services - Planification stratégique et opérationnelle , Division de la planification et des ressources informationnelles
Objet :	1- Approuver le protocole d'entente d'une durée de 2 ans, soit du 18 janvier 2019 au 17 janvier 2021, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre les organismes « La Société canadienne de la Croix-Rouge », « Jeunesse au Soleil » et la Ville de Montréal. 2- Autoriser l'octroi d'une contribution financière annuelle de 596 202,44 $ (incluant toutes les taxes applicables) indexée de 2 % au 1er janvier 2020 pour un total de 1 204 328,93 $ (incluant toutes les taxes applicables) répartie comme suit : 439 224,44 $ en 2019 et 448 008,93 $ en 2020 à la Société canadienne de la Croix-Rouge, Québec et de 156 978 $ en 2019 et 160 117,56 $ en 2020 à Jeunesse au Soleil.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Protocole d'entente Croix-Rouge et Jeunesse au Soleil.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-20

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division : Contrats

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
20 DEC. 2018
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

PROTOCOLE D'ENTENTE

Pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal sur le territoire de l'agglomération de Montréal

==========

ENTRE : **LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE,** personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* et ayant son siège social au 6, Place du Commerce, Verdun, Québec, H3E 1P4; représentée par Pascal Mathieu, vice-président, Larry Mills, chef des finances et des services intégrés et par Jean-Philippe Tizi, chef des opérations, dûment autorisés aux fins des présentes tel qu'ils le déclarent.

Ci-après désignée la « Croix-Rouge »

ET : **JEUNESSE AU SOLEIL,** organisme sans but lucratif constitué en vertu de la Partie 3 de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège social au 6700, avenue du Parc, Montréal, Québec, H2V 4H9, représenté par monsieur Helio Galego, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare.

Ci-après désignée « Jeunesse au Soleil »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

Ci-après désignée la « Ville »

ATTENDU QUE les Parties souhaitent conclure une entente pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (ci-après appelé le « SIM ») sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

ATTENDU QUE le SIM a la responsabilité de s'assurer que toutes les personnes sinistrées sur ce territoire soient traitées de façon équitable avec des services répondant partout aux mêmes critères de qualité;

ATTENDU QUE la Croix-Rouge est partie intégrante de la Société canadienne de la Croix-Rouge, dont la mission est d'assister des individus, des groupes ou des communautés qui vivent des situations d'urgence ou des sinistres en leur offrant une assistance humanitaire;

ATTENDU QUE la Croix-Rouge, organisme à part entière du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, intervient conformément à ses principes fondamentaux et au code de conduite qu'elle a adopté et selon les règles régissant l'aide humanitaire lesquelles sont jointes à l'Annexe A des présentes;

ATTENDU QUE la Croix-Rouge est un organisme humanitaire sans but lucratif possédant des ressources et de l'expertise susceptibles d'aider et de supporter, à titre d'auxiliaire des pouvoirs publics, les villes et les municipalités, lors d'un sinistre mineur ou majeur, et ce, selon la disponibilité de ses ressources humaines et matérielles;

ATTENDU QUE les ententes existantes relatives à la mission d'aide aux personnes sinistrées en sécurité civile entre la Croix-Rouge et les arrondissements ou les villes liées ne sont pas couvertes par la présente entente;

ATTENDU QUE Jeunesse au Soleil intervient lorsque nécessaire lors d'interventions d'urgence, et ce, en support à la Croix-Rouge;

ATTENDU QUE les Parties conviennent de conclure la présente entente concernant les interventions d'urgence relevant du SIM;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes.*

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS

Dans le cadre de la présente entente et son préambule, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions ou mots suivants signifient :

a) « Intervenant de première ligne » : membre du personnel des Organismes qui est le premier à porter secours à des sinistrés sur les lieux d'un sinistre;

b) « Intervenant de deuxième ligne » : membre du personnel des Organismes qui porte secours à des sinistrés une fois que ceux-ci ont été évacués des lieux d'un sinistre;

c) « Intervention d'urgence » : toute activité d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal qui a exigé l'intervention du SIM et nécessitant les services aux sinistrés offerts par la Croix-Rouge, comme convenu dans la présente entente;

d) « Jours » : lorsque des délais sont prévus, ils sont calculés en nombre de jours civils, c'est-à-dire que les samedis, les dimanches et les jours fériés sont inclus;

e) « Organismes » : Jeunesse au Soleil et la Croix-Rouge;

f) « Partie » : toute partie à la présente entente (au pluriel, « Parties »);

g) « Personnel de la Croix-Rouge » : ensemble des personnes qui travaillent pour la Croix-Rouge, dont, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, ses employés permanents ou contractuels, ses bénévoles et ses cadres;

h) « Personne sinistrée » : toute personne devant évacuer d'urgence un lieu par mesure préventive ou, suite à un événement, qui met en cause son intégrité physique, suite à une intervention d'urgence du SIM. Les personnes devant respecter des mesures de confinement sont également considérées comme sinistrées. L'avis d'évacuation d'urgence ou les mesures de confinement doivent être émit par le SIM;

i) « Services aux sinistrés » : intervention de la Croix-Rouge qui consiste à dispenser des services aux personnes sinistrées dans les catégories suivantes : l'inscription et renseignements (rétablissement des liens familiaux), accueil et information, hébergement de secours, alimentation de secours, habillement de secours et services personnels;

j) « Sinistre » : événement régi par le Centre de communications du SIM, susceptible d'être l'objet d'un code 10-42, ayant requis l'intervention du SIM et qui implique l'évacuation d'urgence de personnes sinistrées par mesure préventive ou qui met en cause leur intégrité physique.

2. OBJET DE L'ENTENTE

Cette entente vise à établir les paramètres de collaboration entre les Parties en ce qui a trait à l'aide aux personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du SIM, sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Cette entente ne couvre pas les services aux personnes sinistrées dans le cadre d'un sinistre majeur comme défini dans la *Loi sur la sécurité civile*.

3. RÔLE ET OBLIGATIONS DES PARTIES

3.1 Rôle et obligations de la Croix-Rouge

La Croix-Rouge s'engage à :

3.1.1 Agir à titre d'intervenant de première ligne sur les lieux d'une intervention d'urgence du SIM et mettre à la disposition de la Ville, 24 heures sur 24 et 365 jours par année, des ressources humaines, composées principalement de bénévoles, dans la mesure de leur disponibilité et sans mettre en danger leur santé ou leur sécurité, ainsi que les ressources matérielles requises afin d'assurer la prise en charge des personnes suite à une intervention d'urgence, ce qui comprend :

3.1.1.1 sur appel du centre de communications du SIM, la Croix-Rouge a l'obligation de dépêcher dans un délai maximal de 60 minutes des ressources sur les lieux d'un sinistre, de signaler son arrivée auprès d'un membre de l'état-major et de s'enquérir du nombre et de l'état des personnes sinistrées, ainsi que de l'ampleur des dommages. À tout moment, si elle le juge approprié, elle peut s'adjoindre un intervenant de Jeunesse au Soleil;

3.1.1.2 s'assurer que toute ressource de la Croix-Rouge qui entre dans le périmètre de sécurité porte l'équipement de sécurité approprié, comprenant minimalement un casque, des lunettes et des chaussures de protection;

3.1.1.3 l'intervenant de la Croix-Rouge doit fixer, avec la collaboration du SIM, un lieu de rencontre aux personnes sinistrées, procéder à leur recensement et évaluer leurs besoins sur les lieux de toute intervention d'urgence;

3.1.1.4 l'intervenant de la Croix-Rouge doit offrir aux personnes sinistrées, en fonction de l'évaluation des besoins, l'hébergement et l'alimentation de secours pour une période pouvant aller jusqu'à 72 heures, l'habillement de secours ainsi que les services personnels (couvertures, trousses d'hygiène et jouets) conformément aux Directives nationales d'aide aux sinistrés, phase d'urgence de la Croix-Rouge canadienne;

3.1.1.5 l'intervenant de la Croix-Rouge peut, s'il le juge à propos, référer les citoyens concernés vers les ressources psychosociales existantes;

3.1.1.6 l'intervenant de la Croix-Rouge doit informer les personnes sinistrées au sujet des services offerts par le Centre local d'emploi et doit les y référer lorsque nécessaire afin qu'elles puissent bénéficier d'une aide financière;

3.1.1.7 l'intervenant de la Croix-Rouge doit, dans un délai n'excédant pas 24 heures, transmettre la liste des personnes sinistrées et leurs besoins en hébergement temporaire au SIM, à Jeunesse au Soleil, au Service de référence de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) et au Centre local d'emploi;

3.1.2 travailler en étroite collaboration avec les intervenants de la Ville lorsqu'un membre de l'état-major du SIM estime que, vu le grand nombre de personnes évacuées ou sinistrées, un centre d'hébergement doit être ouvert afin d'accueillir les personnes sinistrées, étant entendu que la responsabilité d'ouvrir un tel centre incombe à la Ville; le cas échéant, le SIM informe la personne de garde du Centre de sécurité civile;

OT

3.1.3 fournir, à la Ville et à Jeunesse au Soleil, l'information sur son système d'alerte afin qu'ils puissent en tout temps faire appel à elle pour obtenir les services d'aide aux personnes sinistrées;

3.1.4 travailler en étroite collaboration avec les organismes du milieu afin d'éviter les dédoublements de services offerts aux personnes sinistrées;

3.1.5 informer les personnes sinistrées qu'un intervenant de Jeunesse au Soleil entrera en contact avec eux dans les meilleurs délais afin de leur offrir de l'aide supplémentaire;

3.1.6 informer la Ville et Jeunesse au Soleil, de tout changement pouvant modifier la prestation de l'aide aux personnes sinistrées, et ce, dans un délai de 30 jours de tel changement;

3.1.7 transmettre au SIM, dans les 90 jours après la fin de chaque année de calendrier, un rapport d'activités comportant une description de l'utilisation des fonds mis à sa disposition par la Ville;

3.1.8 identifier, dans le cadre de ses interventions d'urgence sur les lieux d'un sinistre, tout son personnel et son matériel avec l'emblème de la Croix-Rouge;

3.1.9 nommer un porte-parole autorisé qui travaillera de concert avec le responsable des communications de la Ville et, le cas échéant, de Jeunesse au Soleil;

3.1.10 travailler avec les services gouvernementaux appropriés afin de venir en aide aux enfants non accompagnés de moins de 16 ans (ci-après, les « Enfants ») et aux personnes adultes vulnérables jusqu'à ce qu'ils retrouvent un membre de leur famille qui n'est ni un Enfant ni un adulte vulnérable ou pris en charge par le service gouvernemental approprié. Chaque membre du personnel de la Croix-Rouge qui viendra en aide aux Enfants non accompagnés ou des adultes vulnérables aura fait l'objet d'une vérification de ses antécédents judiciaires avant d'être habilité à effectuer de telles surveillances;

3.2 <u>Rôle et obligations de Jeunesse au Soleil</u>

Jeunesse au Soleil s'engage à :

3.2.1 agir à titre d'intervenant d'appui à la demande de la Croix-Rouge lors d'une intervention d'urgence du SIM;

3.2.2 s'assurer que toute ressource de Jeunesse au Soleil qui entre dans le périmètre de sécurité porte l'équipement de sécurité approprié, comprenant minimalement un casque, des lunettes et des chaussures de protection;

3.2.3 offrir des services complémentaires aux personnes sinistrées en fonction de l'évaluation des besoins établis par l'intervenant de la Croix-Rouge. Les services complémentaires sont, sans en limiter la portée : le transport des personnes sinistrées, faciliter l'obtention de médicaments d'ordonnance, les effets de base pour bébé, l'habillement, l'alimentation de secours et tout autre matériel nécessaire et disponible, et ce, en dehors des heures d'ouverture des commerces;

3.2.4 procéder à une mise à l'abri temporaire des personnes sinistrées, selon les besoins, pour les accueillir entre le site de l'intervention d'urgence et le lieu d'hébergement temporaire;

3.2.5 rencontrer les personnes sinistrées suite à la réception de la liste produite par la Croix-Rouge dans les heures suivant le sinistre ou au plus tard le lendemain, afin d'évaluer leurs besoins immédiats ou subséquents et d'offrir des services additionnels aux personnes sinistrées ainsi que d'assurer le suivi de leurs démarches;

3.2.6 assurer un suivi auprès des personnes sinistrées qu'elles aient été ou non prises en charge par le Service de référence de l'Office municipal d'habitation après 48 heures suivant le sinistre;

3.2.7 travailler en collaboration avec les organismes du milieu afin d'éviter les dédoublements de services offerts aux personnes sinistrées;

3.2.8 fournir à la Croix-Rouge et à la Ville l'information sur son système d'alerte afin que ces derniers soient en mesure, en tout temps, de le contacter au besoin pour se rendre sur les lieux de l'intervention d'urgence;

3.2.9 informer la Ville et la Croix-Rouge, dans un délai de 30 jours, de tout changement pouvant modifier la prestation de l'aide aux personnes sinistrées;

3.2.10 transmettre au SIM, dans les 90 jours après la fin de chaque année de calendrier, un rapport d'activités comportant une description de l'utilisation des fonds mis à sa disposition par la Ville;

3.2.11 identifier, dans le cadre de ses interventions sur les lieux d'un sinistre, tout son personnel avec l'emblème de Jeunesse au Soleil.

3.3 Obligations de la Ville

La Ville s'engage à :

3.3.1 assurer la présence et l'accès aux autobus du SIM sur le site de l'intervention d'urgence, ou à désigner tout autre endroit si l'espace sur le site de l'intervention d'urgence est insuffisant, afin de

permettre aux intervenants de la Croix-Rouge et, le cas échéant, de Jeunesse au Soleil, d'assurer la prestation des services d'aide aux personnes sinistrées;

3.3.2 fournir, à titre de référence, à la Croix-Rouge et, le cas échéant, à Jeunesse au Soleil, les formulaires et le guide de procédures existants avant le début de la présente entente;

3.3.3 s'assurer que le Service de référence de l'Office municipal d'habitation de Montréal ou, le cas échéant, toute autre instance désignée, prenne en charge, lorsque requis, les personnes sinistrées référées par la Croix-Rouge conformément à la liste qu'elle aura fournie à cet effet et en fonction des critères établis;

3.3.4 procéder avec diligence à l'évaluation de l'habitabilité d'un logement par l'entremise du personnel du SIM et à transmettre l'information à l'intervenant de la Croix-Rouge au moment de l'intervention d'urgence, au Service de référence de l'Office municipal d'habitation de Montréal, à Jeunesse au Soleil, au Centre local d'emploi et à toute autre instance appropriée;

3.3.5 assurer qu'il y ait un contact entre le Centre de sécurité civile de la Ville et la Croix-Rouge ou Jeunesse au Soleil lorsque l'intervention d'urgence dépasse les capacités habituelles du SIM, nécessitant une coordination par l'Organisation de sécurité civile de Montréal;

3.3.6 informer le personnel concerné de la Ville de la présente entente ainsi que des modalités de son fonctionnement;

3.3.7 identifier une personne ressource sur les lieux de tout sinistre pour les relations avec les médias et mentionner dans les communications avec les médias le travail de collaboration avec la Croix-Rouge et Jeunesse au Soleil;

3.3.8 informer, dans un délai préalable de 30 jours, la Croix-Rouge et Jeunesse au Soleil de tout changement pouvant modifier la prestation de l'aide aux personnes sinistrées prévue à la présente entente, auquel cas une modification devra alors être effectuée à la présente entente d'un commun accord entre les Parties;

3.3.9 verser une contribution financière annuelle de quatre cent trente-neuf mille deux cent vingt-quatre dollars et quarante-quatre cents (439 224,44 $) incluant toutes les taxes applicables à la Croix-Rouge et de cent cinquante-six mille neuf cent soixante-dix-huit dollars (156 978,00 $) incluant toutes les taxes applicables à Jeunesse au Soleil. Les contributions seront versées en quatre versements égaux payables le 1er janvier, le 1er avril, le 1er juillet et le 1er octobre de chaque année de la présente entente.

Ces montants seront indexés annuellement à compter du 1er janvier 2020, à raison d'une indexation au taux de 2%;

3.3.10 verser à la Croix-Rouge, pour chaque année, un montant équivalent au produit obtenu en multipliant le nombre de personnes aidées durant l'année, au-delà de 1 280, par le coût moyen établi à 234,60 $, incluant toutes les taxes applicables. Ce montant sera indexé annuellement à compter du 1er janvier 2020, à raison d'une indexation au taux de 2%. Les personnes aidées sont celles à qui, après évaluation des besoins, la Croix-Rouge aura fourni l'hébergement, l'alimentation et l'habillement de secours. Le nombre de personnes aidées sera établi à partir des statistiques tenues par la Croix-Rouge et le SIM. En cas de divergence, les statistiques du SIM prévaudront. Le montant prévu au présent article sera versé par la Ville à la Croix-Rouge une fois par année dans le premier trimestre de chaque année;

3.3.11 respecter les normes d'utilisation de l'emblème et du logo de la Croix-Rouge pour l'identification des services, du personnel ainsi que pour le matériel, notamment par l'obtention du consentement écrit de la Croix-Rouge avant l'utilisation de celui-ci.

L'emblème de la Croix-Rouge est une croix rouge sur fond blanc, un signe reconnu internationalement comme un symbole de protection et de neutralité, tandis que le logo de la Croix-Rouge est constitué de l'emblème et la phrase « Croix-Rouge canadienne/Canadian Red Cross »;

3.3.12 collaborer avec la Croix-Rouge dans l'application des règles relatives à l'aide et à la surveillance des Enfants et des personnes adultes vulnérables;

3.3.13 transmettre à la Croix-Rouge une copie de la résolution du conseil municipal autorisant la signature de la présente entente dans les 30 jours suivant la signature de celle-ci par la personne autorisée de la Ville;

3.3.14 assurer la gestion de la présente entente incluant sa gestion financière.

4. MÉCANISMES DE SUIVI DE L'ENTENTE

4.1 Les Parties conviennent de former un comité de gestion de l'entente sur les services aux personnes sinistrées (ci-après appelé le « CGESPS ») qui aura pour mandat d'évaluer l'efficacité opérationnelle en lien avec l'exercice des rôles et obligations de chaque Partie et d'apporter sans délai les ajustements nécessaires au bon fonctionnement de l'aide aux personnes sinistrées.

4.2 Le CGESPS est composé de 5 membres, dont un représentant du SIM, un membre de chacun des Organismes, un représentant du Service de référence de l'Office municipal d'habitation de Montréal et un représentant du Centre

local d'emploi. La désignation des membres du CGEPSS est faite par chacune des Parties.

4.3 Chaque membre du comité sera par défaut réputé être l'agent de liaison de son organisation aux fins de l'application opérationnelle de l'entente. Il sera loisible à chacune des Parties de désigner un agent de liaison autre que le membre du CGESPS à condition que les autres Parties en soient avisées par écrit.

4.4 Le CGESPS se réunira au moins une fois par année, à l'exception de la première année d'application, année au cours de laquelle des rencontres plus fréquentes sont à prévoir afin d'assurer une transition coordonnée de la prestation de l'aide aux personnes sinistrées.

5. CONFIDENTIALITÉ

5.1 Les Parties reconnaissent que tous les renseignements personnels recueillis aux fins de la constitution des dossiers découlant de l'application de la présente entente ont été divulgués à la Croix-Rouge en tant que renseignements personnels, protégés par la politique de confidentialité de la Croix-Rouge et par toute législation applicable protégeant la confidentialité des renseignements personnels.

5.2 La Croix-Rouge et, le cas échéant, Jeunesse au Soleil s'engagent à informer les personnes sinistrées, de façon verbale ou écrite, de la raison de la cueillette de renseignements personnels, de la façon dont ils seront utilisés et qui y aura accès.

5.3 Les Parties reconnaissent qu'une personne sinistrée pourra exiger que les renseignements personnels qu'elle a divulgués à la Croix-Rouge ne puissent être transmis aux autres Parties. Le cas échéant, la Croix-Rouge divulguera uniquement aux autres Parties le nombre de personnes visées par une telle restriction.

5.4 La Ville et Jeunesse au Soleil s'engagent à respecter le caractère confidentiel de tous les renseignements et matériaux lui étant fournis par la Croix-Rouge qu'ils soient ou non expressément identifiés comme étant « confidentiels ». De plus, la Ville et Jeunesse au Soleil conviennent d'utiliser ces renseignements seulement aux fins de la prestation de leurs obligations selon la présente entente et à aucune autre fin.

5.5 Les Parties reconnaissent que les obligations de confidentialité ci-dessus devront faire l'objet d'exceptions pour des motifs d'urgence ou de sécurité, par exemple pour la recherche de personnes manquant à l'appel suite à un sinistre. Dans de tels cas, les informations transmises seront seulement celles qui seront nécessaires à ces fins d'urgence ou de sécurité.

5.6 Toutes les obligations de confidentialité demeurent valides une fois la présente entente terminée pour quelque raison que ce soit.

6. GESTION DE L'ENTENTE

Les Parties désignent les représentants suivants pour assurer la gestion et le suivi de la présente entente ainsi que pour recevoir tous les avis envoyés dans le cadre de cette entente :

Représentant la Croix-Rouge :
Madame Claudie Laberge
Directrice – Service, Gestion des urgences
6, Place du Commerce
Verdun (Québec) H3E 1P4
Téléphone : 418 648-9066, poste 6485302
Télécopieur : 418 648-1320
Courriel : ententesmunicipales@croixrouge.ca

Représentant Jeunesse au Soleil :
Monsieur Helio Galego
6700, avenue du Parc
Montréal (Québec) H2V 4H9
Téléphone : 514 842-6822
Télécopieur : 514 842-5241
Courriel : ann@jeunesseausoleil.com

Représentant la Ville :
Monsieur Philippe Gauthier
6150, avenue Royalmount
Montréal (Québec) H4P 2R3
Téléphone : 514 872-6761
Télécopieur : 514 280-0710
Courriel : philippe.gauthier@ville.montreal.qc.ca

7. RÈGLEMENT DE DIFFÉRENDS

7.1 Si un différend survient dans le cours de l'exécution de la présente entente ou sur son interprétation, les Parties s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution à l'amiable de ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche de la solution.

7.2 La présente entente est régie par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

8. DURÉE DE L'ENTENTE

8.1 La présente entente est d'une durée de 2 ans et entre en vigueur le 18 janvier 2019 nonobstant sa date de sa signature par les représentants autorisés de chaque Partie;

8.2 Toute Partie peut résilier la présente entente en tout temps par l'envoi, aux autres Parties, d'un avis écrit de résiliation transmis dans les quatre-vingt-dix (90) jours. Elles peuvent également la modifier en tout temps avec le consentement mutuel écrit des Parties;

8.3 En cas de résiliation de la présente entente, les Organismes auront le droit, le cas échéant, au remboursement des dépenses encourues pour toutes les activités réalisées dans le cadre de cette entente avant sa résiliation, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

9. DISPOSITIONS FINALES

9.1 Les Parties conviennent que le service dispensé aux personnes sinistrées lors d'une intervention d'urgence du SIM doit être dispensé pour une période pouvant aller jusqu'à 72 heures. Dans certains cas particuliers, les services pourront être offerts pour plus de 72 heures selon les critères établis par la Ville et l'OMHM;

9.2 Rien dans la présente entente ne fait naître une relation de travail ou un lien de subordination entre les Parties, sauf si cette situation est prévue dans une loi.

9.3 Chaque Partie s'engage à tenir les autres Parties indemnes de toute réclamation de tiers pour un préjudice découlant :

a) D'une faute commise par son personnel dans l'exécution de leurs fonctions;

b) De l'utilisation, de l'usage ou de la manipulation du matériel ou de l'équipement fourni par une Partie et sous sa supervision;

9.4 La Croix-Rouge et Jeunesse au Soleil sont en tout temps responsables de la sécurité de leur personnel et dégagent la Ville de toute responsabilité pour tout dommage subi par celui-ci en lien avec cette entente;

9.5 Chaque Partie est détentrice des droits d'auteur sur tous les documents qu'elle utilise lors d'une intervention d'urgence et en a l'usage exclusif;

9.6 Une Partie ne peut céder ses droits et obligations en vertu de la présente entente sans le consentement écrit des autres Parties;

9.7 Les Parties ne sont pas tenues responsables des engagements contractuels pris par une autre Partie avec un tiers pour l'exécution de leurs obligations en vertu de la présente entente;

9.8 Dans le cas d'une force majeure, c'est-à-dire lorsqu'un ensemble de circonstances entrave de manière significative la capacité de la Croix-Rouge à fournir des services aux personnes sinistrées en dépit d'efforts raisonnables incluant, mais sans restreindre, l'incapacité à accéder à du matériel d'urgence, la Croix-Rouge et la Ville se consulteront pour décider des mesures appropriées pour le respect des obligations découlant de la présente entente;

9.9 Les annexes mentionnées à la présente entente font partie intégrante de celle-ci. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaudra.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE

Par : _____
Pascal Mathieu, vice-président

Par : _____
Larry Mills, chef des finances et
des services intégrés

Par : _____
Jean-Philippe Tizi, chef des opérations

Le e jour de 20

JEUNESSE AU SOLEIL

Par : _____
Helio Galego

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Cette entente a été approuvée par la résolution _____

Annexe A

LES PRINCIPES ET LES RÈGLES RÉGISSANT L'AIDE HUMANITAIRE DE LA CROIX-ROUGE

Les principes et les règles de la Croix-Rouge proviennent d'un code de conduite formulé et adopté en 1994 par huit des plus anciens et importants organismes d'assistance du monde, dont la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et le Comité international de la Croix-Rouge. Depuis, pas moins de 142 gouvernements ont donné leur appui au code.

Ce code n'a aucun caractère coercitif et peut être appliqué librement par toute organisation humanitaire. Il propose des principes d'action qui sont des normes professionnelles pour agir en cas de catastrophes.

Voici les dix principes essentiels que nous devons respecter et qui rejoignent nos principes fondamentaux :

1. **L'impératif humanitaire est une priorité absolue.**

2. **L'aide doit être apportée sans aucune distinction de race, de croyance ou de nationalité du bénéficiaire et sans discrimination d'aucune sorte. Les priorités en matière d'assistance sont déterminées en fonction des seuls besoins.**

   La Croix-Rouge, qui s'efforce de prévenir et d'alléger la souffrance humaine, considère comme un devoir essentiel de : secourir toutes les victimes de désastre sans discrimination et de façon indépendante; apporter une aide humanitaire aux sinistrés à la mesure de leur souffrance; procéder à une analyse des besoins sur le terrain et soulager, par priorité, les détresses les plus urgentes.

3. **L'aide ne doit pas être utilisée pour subvenir à des besoins de convictions politiques ou religieuses, quelles qu'elles soient.**

   L'aide humanitaire de la Croix-Rouge est apportée gratuitement et sans aucune distinction de nationalité, de race, de religion, de condition sociale ou d'appartenance politique et respecte les sept principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge : humanité, impartialité, neutralité, indépendance, volontariat, unité et universalité.

4. **Nous nous efforcerons de ne pas servir d'instrument à la politique étrangère des gouvernements.**

5. **Nous respecterons les cultures et les coutumes.**

6. **Nous chercherons à fonder nos interventions sur les capacités locales.**

7. **Nous nous emploierons à trouver les moyens d'associer les bénéficiaires des programmes à la gestion des secours.**

8. **Les secours doivent viser autant à limiter les vulnérabilités futures qu'à satisfaire les besoins essentiels.**

   L'aide de la Croix-Rouge a, en principe, un caractère auxiliaire et complémentaire et s'exerce en premier lieu durant la phase d'urgence. Des circonstances particulières lors d'un sinistre pourraient amener la Croix-Rouge à développer un programme d'assistance exceptionnelle à plus long terme et temporaire. Lors d'un sinistre majeur, l'aide de la Croix-Rouge comble les besoins non couverts par les décrets gouvernementaux ou les polices d'assurance, selon l'analyse des besoins essentiels de première nécessité. La Croix-Rouge, le cas échéant, couvre des projets de développement ou de prévention.

9. Nous nous considérons responsables tant à l'égard des bénéficiaires potentiels de nos activités que vis-à-vis nos donateurs

10. Dans nos activités d'information, de promotion et de publicité, nous présentons les victimes comme des êtres humains dignes de respect et non comme des sujets de compassion.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1186232001

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Centre de services - Planification stratégique et opérationnelle , Division de la planification et des ressources informationnelles
Objet :	1- Approuver le protocole d'entente d'une durée de 2 ans, soit du 18 janvier 2019 au 17 janvier 2021, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal entre les organismes « La Société canadienne de la Croix-Rouge », « Jeunesse au Soleil » et la Ville de Montréal. 2- Autoriser l'octroi d'une contribution financière annuelle de 596 202,44 $ (incluant toutes les taxes applicables) indexée de 2 % au 1er janvier 2020 pour un total de 1 204 328,93 $ (incluant toutes les taxes applicables) répartie comme suit : 439 224,44 $ en 2019 et 448 008,93 $ en 2020 à la Société canadienne de la Croix-Rouge, Québec et de 156 978 $ en 2019 et 160 117,56 $ en 2020 à Jeunesse au Soleil.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière - Dossier 1186232001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guy AUCOIN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-4231

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-21

Hélène DÉRY
Chef d'équipe - Professionnelle d'expertise
Tél : 514 872-9782
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1181179013

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'avenant à la convention de contribution financière à PME MTL Centre-ville relatif à la tenue deux concours en entrepreneuriat pour les secteurs « rue Saint-Denis » et « rue Saint-Paul Est » dans le cadre du PR@M-Artère en chantier, afin de reporter son échéance au 31 décembre 2019.

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'avenant à la convention de contribution financière à PME MTL Centre-ville relatif à la tenue de deux concours en entrepreneuriat pour les secteurs « rue Saint-Denis » et « rue Saint-Paul Est » dans le cadre du PR@M-Artère en chantier, afin de reporter son échéance au 31 décembre 2019;

2. d'autoriser la directrice du Service du développement économique à signer cet avenant pour et au nom de la Ville de Montréal.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-14 12:19

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1181179013**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'avenant à la convention de contribution financière à PME MTL Centre-ville relatif à la tenue deux concours en entrepreneuriat pour les secteurs « rue Saint-Denis » et « rue Saint-Paul Est » dans le cadre du PR@M-Artère en chantier, afin de reporter son échéance au 31 décembre 2019.

CONTENU

CONTEXTE

Le PR@M-Artère en chantier est dédié aux commerçants qui s'unissent au sein de regroupements afin de contribuer au maintien et au développement des affaires ainsi qu'à la mise en valeur et à la dynamisation de l'offre commerciale des artères sélectionnées, pendant des travaux majeurs d'infrastructure et une fois que ceux-ci seront réalisés.
Le 16 décembre 2015, le comité exécutif donnait un accord de principe à la mise en oeuvre du PR@M-Artère en chantier dans les secteurs « rue Saint-Denis », entre les rues Roy Est et Gilford, et « rue Saint-Paul Est », entre les rues Berri et De Vaudreuil. Cette décision permettait le lancement des volets relatifs à l'accompagnement de la communauté d'affaires ainsi qu'à la réalisation de diagnostics, de plans d'action commerciaux et d'analyses relatives au cadre bâti.

L'ensemble des actions ont été réalisés, incluant la tenue d'un concours en entrepreneuriat organisé par le pôle en développement économique local en collaboration avec les sociétés de développement commercial responsables des territoires visés. À cet effet, PME MTL Centre-ville a reçu une contribution financière de 200 000 $ afin de prendre en charge l'organisation des concours sur ces deux rues. Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération le 15 juin 2017.

Récemment, PME MTL Centre-Ville a déposé une demande de report de l'échéance du projet au 31 décembre 2019. Celle-ci était initialement prévue pour le 31 décembre 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0254 (15 juin 2017) : accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à PME MTL Centre-ville afin de tenir deux concours en entrepreneuriat pour les secteurs « rue Saint-Denis » et « rue Saint-Paul Est » et de verser des bourses aux lauréats dans le cadre du PR@M - Artère en chantier; approuver le projet de convention entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier
CE15 2316 (16 décembre 2015) : approuver l'accord de principe à la mise en œuvre du

PR@M-Artère en chantier dans les secteurs rue Saint-Denis, entre les rues Roy et Gilford et rue Saint-Paul Est, entre Berri et De Vaudreuil;

DESCRIPTION

Sur la rue Saint-Denis, deux projets lauréats correspondant à des bourses totalisant 40 000 $, sont en voie de réalisation, mais ne respectent pas la date limite du 31 octobre 2018. L'ouverture des commerces est prévue au cours des prochaines semaines et le décaissement des deux bourses interviendrait donc d'ici un à deux mois. On souhaite donc autoriser le décaissement malgré le délai. Sur la rue Saint-Paul, dû aux conditions variables de disponibilité des locaux commerciaux dans le tronçon visé à différentes périodes de l'année, 45 000 $ ne sont pas engagés et demeurent disponibles. Dans ce dernier cas, on souhaite lancer un nouveau cycle de concours dans la première moitié de 2019 et d'y affecter la somme résiduelle de 45 000 $.
Afin de permettre la réalisation des demandes de PME MTL Centre-Ville exposées au paragraphe précédent, les modifications proposées à la convention en vigueur seraient les suivantes :

1. report du dépôt des bilans faisant état des réalisations des concours au 31 octobre 2019 (plutôt que 31 octobre 2018);
2. report du dépôt des bilans de la visibilité accordée aux concours au 31 octobre 2019 (plutôt que 31 octobre 2018);
3. report du remboursement à la Ville de toute partie de la contribution financière qui n’aura pas été utilisée au 15 décembre 2019 (plutôt que 15 décembre 2018);
4. report de la fin de la convention au 31 décembre 2019 (plutôt que 31 décembre 2018).

JUSTIFICATION

Malgré le report de l'échéance des concours aux dates mentionnées et les modifications proposées à la convention, cette dernière poursuit les mêmes finalités et prévoit l'application du soutien financier en poursuivant les mêmes objectifs.
Il n'y aura aucun impact sur le cadre financier de la convention et du programme et le report de l'échéance permettra d'éviter de pénaliser de commerçants en voie de démarrer de nouveaux commerces sur la rue Saint-Denis et de poursuivre les efforts de développement sur la rue Saint-Paul Est.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modifications proposées n'ont aucun impact sur le cadre financier de la convention et du programme.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Compte tenu du fait que le PR@M-Artère en chantier encourage la participation et la concertation des gens d'affaires d'un secteur commercial, le programme s'inscrit dans le principe qui vise l'aménagement de quartiers durables axés sur la mobilité urbaine durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si l'avenant proposé n'était pas approuvé, ceci aurait pour effet de d'empêcher le versement de bourses à de nouveaux commerçants de la rue Saint-Denis et de mettre un frein aux efforts de diversification commerciale de la rue Saint-Paul Est.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Poursuite de la mise en oeuvre de l'entente jusqu'au 31 décembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller en développement économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514 868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2018-12-13



Avenant-Concours.doc

AVENANT À LA CONVENTION INTERVENUE LE 27 JUIN 2017

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé en vertu de la résolution CG06 0006;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PME MTL Centre-ville,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est au 630, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec H3A 1E4, agissant et représentée par monsieur Christian Perron, directeur général, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS : 83070 1405 RT0001
N° d'inscription TVQ : 1217244605TQ0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

La Ville et l'Organisme, ci-après collectivement appelées les « parties ».

LESQUELLES parties, préalablement à l'avenant faisant l'objet des présentes, déclarent et conviennent de ce qui suit :

ATTENDU que la Ville et l'Organisme ont convenu en date du 27 juin 2017 d'une convention établissant les modalités et conditions du versement d'une contribution financière de la Ville à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a demandé des modifications à la convention;

CECI ÉTANT DÉCLARÉ, les parties conviennent de ce qui suit, à savoir :

1. OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention intervenue entre la Ville et l'Organisme le 27 juin 2017 afin d'y intégrer de nouvelles dispositions approuvées par la Ville le _____ 2019 en vertu de la résolution CM19 XXXX.

2. MODIFICATIONS À LA CONVENTION DU 27 JUIN 2017

2.1 L'article 4.4 de la convention est modifié par le remplacement du nombre « 2018 » par le nombre « 2019 »;

2.2 L'article 4.5 est modifié par le remplacement du nombre « 2018 » par le nombre « 2019 »;

2.3 L'article 4.20 est modifié par le remplacement du nombre « 2018 » par le nombre « 2019 »;

2.4 L'article 8 est modifié par le remplacement du nombre « 2018 » par le nombre « 2019 »;

3. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent avenant entre en vigueur à la date de sa signature par toutes les parties.

4. DISPOSITIONS FINALES

4.1 Le préambule fait partie intégrante du présent avenant;

4.2 Le présent avenant fait partie intégrante du contrat intervenu entre les parties le 27 juin 2017 et est soumis à toutes ses dispositions;

4.3 Toutes les autres clauses et conditions de la convention du 27 juin 2017 demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 2019

PME MTL CENTRE-VILLE

Par : _____
Christian Perron
Directeur général

Le …… e jour de …… 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Véronique Doucet
Directrice du Service du développement économique

Cet avenant a été approuvé par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le 20 e jour du mois de décembre 2016 (Résolution CM16 1438).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1183277001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité , Gestion des parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver une convention de contribution financière d'une durée de trente-cinq (35) mois, du 1 février 2019 au 31 décembre 2021, avec D-Trois-Pierres un organisme à but non lucratif de bienfaisance afin de soutenir sa mission d'insertion sociale au parc-nature du Cap-Saint-Jacques et au parc agricole du Bois-de-la-Roche pour une somme maximale de cent quatre-vingt douze mille huit cent cinq dollars (192 805,00 $).

Il est recommandé :
1. d'approuver une convention de contribution financière d'une durée de trente cinq (35) mois, du 1 février 2019 au 31 décembre 2021, avec D-Trois-Pierres un organisme à but non lucratif de bienfaisance afin de soutenir leur mission d'insertion sociale au parc-nature du Cap-Saint-Jacques et au parc agricole du Bois-de-la-Roche pour une somme maximale de cent quatre-vingt douze mille huit cent cinq dollars (192 805,00 $).

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-26 11:37

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183277001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité , Gestion des parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver une convention de contribution financière d'une durée de trente-cinq (35) mois, du 1 février 2019 au 31 décembre 2021, avec D-Trois-Pierres un organisme à but non lucratif de bienfaisance afin de soutenir sa mission d'insertion sociale au parc-nature du Cap-Saint-Jacques et au parc agricole du Bois-de-la-Roche pour une somme maximale de cent quatre-vingt douze mille huit cent cinq dollars (192 805,00 $).

CONTENU

CONTEXTE

D-Trois-Pierres (D3P) est un organisme à but non lucratif fondé en 1985, une entreprise socio-professionnelle, membre du Collectif des Entreprises d'Insertion du Québec et un exploitant agricole inscrit au MAPAQ.
D3P et la Ville de Montréal (auparavant la Communauté urbaine de Montréal) travaillent en partenariat depuis 1986 pour développer les activités agricoles et acéricoles biologiques au parc-nature du Cap-Saint-Jacques. Depuis 2008, une partie des terres du Bois-de-la-Roche sont également cultivées grâce à cette entente de partenariat.

D3P gère également le site de Boscoville 2000, où il y assure la direction des services techniques, d'entretien et la gestion de la cafétéria.

L'Organisme offre aux jeunes de 18-35 ans des parcours de réinsertion d'une durée de 32 semaines. Les participants vivent ainsi une expérience de travail favorisant leur insertion sociale et professionnelle grâce aux expériences acquises entre autres en restauration, en agriculture, en acériculture et en soins aux animaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0481- 20 août 2015 - Autoriser une contribution financière additionnelle maximale de 155 525,37 $ dans le cadre d'une entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'organisme à but non lucratif D-Trois-Pierres (2008-2018) (CG07 0499), majorant ainsi la

contribution de 450 000 $ à 605 525,37 $, taxes incluses / Approuver le projet d'addenda à cet effet**.**
CE15 0710-22 avril 2015- Approuver, conformément à la loi, un projet de convention de services de gré à gré, entre la Ville et D-Trois-Pierres, relativement à l'entretien et à la remise en culture des terres au parc agricole du Bois-de-la-Roche, à titre gratuit, dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Cultiver l'espoir ».

CG07-0499-20 décembre 2007-Accorder un soutien financier de 450 000 $ à l'organisme D-Trois-Pierres pour la réalisation des activités reliées à l'animation, à la restauration et à la gestion des activités d'opération et d'entretien de la ferme écologique du parc-nature du Cap-Saint-Jacques pour la période du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2018.

CE06 0911 - 7 juin 2006 - Accorder à l'organisme D-Trois-Pierres un soutien financier et approuver un projet de renouvellement de convention avec l'organisme D-Trois-Pierres pour la période du 1er juillet 2006 au 30 juin 2007 pour la réalisation des activités reliées à l'animation, à la restauration et à la gestion des activités d'opération et d'entretien de la ferme écologique du parc-nature du Cap-Saint-Jacques.

DESCRIPTION

L’appui de la Ville à D3P permettra d’assurer l’accès au public du site de la ferme écologique du parc-nature du Cap-Saint-Jacques ainsi que la préservation du patrimoine agricole de ce secteur grâce à la culture biologique des champs et l’exploitation de l’érablière et de la cabane à sucre – uniques sur l’île de Montréal.
En effet, les jeunes en situation de précarité qui s’inscrivent au parcours de réinsertion mettent en pratique les notions de base en agriculture biologique, du semis à l’emballage des légumes, en passant par les travaux dans les champs. L’acériculture ainsi que les soins aux animaux font également partie des apprentissages acquis au fil des 32 semaines du programme.

JUSTIFICATION

D3P est un organisme unique de réinsertion sociale spécialisé en agriculture biologique. Depuis 1986, il a développé ses expertises et compétences tant en agriculture qu’en accompagnement des jeunes en situation de précarité. Ces deux éléments fondateurs de la mission de l’organisme font également partie de deux enjeux importants pour la Ville, soit l’agriculture urbaine et péri-urbaine, ainsi que celui de la lutte à la pauvreté et l’exclusion sociale.
Depuis 2001, près de 1000 jeunes ont suivi les parcours de réinsertion sociale. De ce nombre, 75 % retournent soit sur le marché du travail, soit aux études. Les statistiques en la matière démontrent qu’il s’agit d’un haut taux de succès.

En 2018, près de 60 hectares de terres agricoles étaient en culture ou en préparation pour les prochaines années.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Provenance du budget	**N° de contrat**	**Budget requis 2019-2021**			
		2019	**2020**	**2021**	**Total**
Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, Division de la gestion des grands parcs, section Ouest.	18-1976	63 000,00 $	64 260,00 $	65 545,00 $	192 805,00 $

Cette dépense qui inclut le taux d'inflation annuel de 2 % sera versée annuellement à

l'Organisme en trois (3) versements et selon les modalités inscrites à l'article 5.2 de la convention de contribution financière jointe au sommaire.

Cette dépense est déjà prévue et priorisée au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, Division de la gestion des grands parcs, section Ouest.

Imputation comptable
101158.07161.61900.016491.0000.000000.054004

Toutes ces dépenses sont assumées à 100 % par l'agglomération, parce qu'elle concerne les parcs-nature qui sont une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue au principe de développement durable puisqu'il vise une meilleure qualité de vie de la collectivité montréalaise notamment en protégeant le patrimoine agricole et en leur permettant d'y avoir accès.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la convention n'est pas approuvée, les activités agricoles des parcs du Cap-Saint-Jacques et du Bois-de-la-Roche seront compromises, tout comme l'accès du public à la ferme écologique et à la seule cabane à sucre de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

16 janvier 2019 : approbation du comité exécutif
31 janvier 2019: approbation du conseil d'agglomération
1er février 2019: début de l'entente

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce dossier est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyn BRAZEAU
agent de développement

Tél : 280-3948
Télécop. : 280-6694

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-18

Guylaine PARR
Chef de division

Tél : 514 280-6721
Télécop. : 514 280-6787

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Johanne FRADETTE
c/d Biodiversité urbaine

Pour Daniel HODDER
Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11), je désigne Mme Johanne Fradette, chef de division - Biodiversité urbaine, pour me remplacer durant mes vacances 23 novembre 2018 au 31 décembre 2018 dans l'exercice de mes fonctions de directeur - Gestion des parcs et biodiversité, au Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, et exercer tous les pouvoirs qui y sont rattachés.

Et j'ai signé,
Daniel HODDER, directeur
Tél : 514-872-7147
Approuvé le : 2018-12-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2018-12-21



Convention(soutien-mission)V3final.doc

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Soutien à la mission de l'Organisme

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon greffier dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **(D-TROIS-PIERRES)**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 183, chemin du Cap-Saint-Jacques, Pierrefonds, Québec, H9K 1C6, agissant et représenté par madame Rachel Jetté, sa présidente dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 118888833
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006456959
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 11888 8833 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme est un organisme sans but lucratif d'insertion sociale spécialisé en agriculture et en acériculture dont la mission est d'offrir à de jeunes adultes un milieu de vie et de travail favorisant leur insertion sociale grâce aux nombreux plateaux de travail qu'offre l'exploitation et l'entretien du site de la ferme écologique du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, de ses terres agricoles, de son érablière et des terres agricoles du parc agricole du Bois-de-la-Roche : culture des champs, restauration, entretien des animaux, accueil et animation du public ;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser sa mission en l'aidant financièrement et en mettant à sa disposition les installations tel que décrit à l'Annexe 1;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : installations mises à la disposition de l'Organisme;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.6 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.4 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par la Responsable dans le cadre de la présente convention;

2.5 « **Responsable** » : Chef de section, Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal ;

2.6 « **Unité administrative** » : Division de la gestion des grands parcs, section Ouest

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention de contribution a pour objet de définir les modalités et les conditions des versements de la contribution financière de la Ville versée à l'Organisme et des installations qui lui sont prêtées afin de le soutenir dans la réalisation de sa mission.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville et des installations qui lui sont prêtées pour réaliser sa mission, l'Organisme s'engage à :

4.1 Contribution financière

4.1.1 Utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux seules fins de la réalisation de sa mission;

4.1.2 Assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation de sa mission et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

4.2 Installations mises à sa disposition

Respecter les conditions d'utilisation des installations mises à disposition tel que décrit à l'Annexe 1 de la présente convention.

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 Obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 Payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec ses activités qui y sont reliées.

4.4 Respect des lois

Se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 Déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendus que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le **1er octobre** de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention le ou vers le 1 février 2019 au 31 décembre 2019 pour la première année et pour la période du 1 janvier au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la date de terminaison;

4.5.2 Tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 Autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 Déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 Dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6 Promotion et publicité

4.6.1 Faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2 et selon les modalités applicables convenues par le comité de partenariat à l'article 12 dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué à la mission. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.6.2 Associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec la mission de l'Organisme.

4.7 Responsabilité

4.7.1 Garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 Assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'agglomération ou du comité exécutif

Lorsque la contribution financière est accordée par le conseil d'agglomération ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'agglomération ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Conseil d'administration

4.9.1 Si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.9.2 Sur demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville s'engage à :

5.1 Contribution financière

Verser une somme maximale de cent quatre-vingt-douze mille et huit cent-cinq dollars (192 805,00 $), taxes non applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de la mission de l'organisme.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2019 lui verser une somme maximale de soixante-trois mille dollars (63 000,00 $) payable selon les modalités de paiements suivantes :

⇒ Un premier versement de vingt-cinq mille deux cents dollars (25 200,00 $) correspondant à 40 % du montant maximal suite à l'approbation du conseil d'agglomération et la signature de la présente Convention par les parties le ou vers le 1er février 2019

⇒ Un deuxième versement de vingt-deux mille cinquante dollars (22 050,00 $) correspondant à 35 % du montant maximal le 1 mai 2019

⇒ Un versement final de quinze mille sept cents cinquante dollars (15 750,00 $) correspondant à 25 % du montant maximal le 1er septembre 2019

5.2.2 Pour l'année 2020 lui verser une somme maximale de soixante-quatre mille deux cents soixante dollars (64 260,00 $) payable selon les modalités de paiements suivantes :

⇒ Un premier versement de vingt-cinq mille sept cents quatre dollars (25 704,00 $$) correspondant à 40 % du montant maximal le 1er janvier 2020

⇒ Un deuxième versement de vingt-deux mille quatre cents quatre-vingt onze dollars (22 491,00 $) correspondant à 35 % du montant maximal le 1 mai 2020

⇒ Un versement final de seize mille soixante-cinq dollars (16 065,00 $) correspondant à 25 % du montant maximal le 1 septembre 2020

5.2.3 Pour l'année 2021 lui verser une somme maximale de soixante-cinq mille cinq cents quarante-cinq dollars (65 545,00 $) payable selon les modalités de paiements suivantes :

⇒ Un premier versement de vingt-six mille deux cents dix-huit dollars (26 218,00 $) correspondant à 40 % du montant maximal le 1er janvier 2021

⇒ Un deuxième versement de vingt-deux mille neuf cent quarante dollars et soixante quinze cents (22 940,75 $) correspondant à 35 % du montant maximal le 1 mai 2021

⇒ Un versement final de seize mille trois cents quatre-vingt-six et vingt cinq cents (16 386,25 $) correspondant à 25 % du montant maximal le 1 septembre 2021

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation de sa mission. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation de la mission ne requiert plus la somme maximale.

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

5.3 Prêt des installations

5.5.1 Mettre à la disposition de l'Organisme les installations décrites à l'Annexe 1 à titre gratuit et en bon état étant toutefois entendu que l'Organisme est responsable de les maintenir dans un état de propreté convenable par le Responsable;

5.5.2 Entretenir les installations décrites à l'Annexe 1 en cas d'usure normale;

5.5.3 Assumer les coûts pour tous les travaux curatifs et préventifs des bâtiments: réparations diverses, plomberie, électricité, équipements électromécaniques et autres;

5.5.4 Effectuer l'entretien horticole et général du site extérieur;

5.5.5 Assurer les travaux d'élagage de l'érablière;

5.5.6 Défrayer les coûts d'électricité et de chauffage des installations utilisées par l'Organisme;

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 Si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 Si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 Si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 Si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre de la mission de l'Organisme.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

1.1 La présente Convention est d'une durée de 35 mois et prend effet à sa signature par les Parties le ou vers le 1er février 2019 et se termine sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties auront rempli leurs obligations ou au plus tard le 31 décembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
COMITÉ DE PARTENARIAT

Les parties s'engagent à former un comité de partenariat intégrant au moins trois (3) représentants de la VILLE et au moins trois (3) représentants de l'Organisme. Ce comité de partenariat s'entende pour se réunir au moins à tous les six (6) mois et au besoin sur demande de la Ville ou de l'ORGANISME. Il a comme mandat :

- de faire le suivi de la convention de contribution financière (soutien à la mission)
- d'échanger sur les perspectives et les projets de développement;
- s'entendre sur les modalités d'application du protocole de visibilité à l'Annexe 2 applicables à la présente convention;
- de travailler à la résolution de différends et/ou de problèmes;
- de formuler des recommandations

ARTICLE 13
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

13.1 L'Organisme déclare et garantit :

13.1.1 Qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

13.1.2 Que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été;

13.1.3 Qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

13.1.4 Que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 14
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

14.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

14.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

14.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

14.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

14.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

14.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

14.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

14.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 183, chemin du Cap-Saint-Jacques, Pierrefonds, Québec, H9K 1C6 et tout avis doit être adressé à l'attention de sa présidente, Mme Rachel Jetté

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

14.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
(M. Yves Saindon, greffier)

Le .....e jour de ..... 20__

(**D-TROIS-PIERRES)**

Par : _____
(Mme Rachel Jetté, présidente)

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …… 20__ numéro de résolution : _____

ANNEXE 1

INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Les installations qui figurent à la liste et aux plans ci-joints, dans cette annexe, sont prêtées à l'ORGANISME aux conditions ci-après énoncées pendant toute la durée de l'entente. En considération des installations qui lui sont prêtées pour réaliser sa mission, l'Organisme s'engage à :

1. Utiliser les installations prêtées par la Ville aux seules fins de l'aider pour la réalisation de sa mission;

2. Effectuer l'entretien ménager des installations mises à sa disposition et les maintenir dans un état de propreté convenable pour la Ville;

3. Assurer l'ouverture et l'accessibilité libre et gratuite de la ferme et de ses installations pour les visiteurs et proposer un horaire d'ouverture à la satisfaction du Responsable;

4. Offrir un service d'accueil et de vente de produits de la ferme au magasin général et proposer un horaire d'ouverture à la satisfaction du Responsable;

5. Assurer le service de location de locaux et du site de la maison Brunet;

6. Effectuer la tonte de gazon et le déneigement du secteur de la ferme et de la maison Brunet;

7. Assurer une surveillance du secteur de la ferme notamment par des patrouilles périodiques d'un gardien tous les soirs de la semaine entre 19 h et 7 h;

8. Avoir une quantité et une variété d'animaux de ferme tels que des vaches, moutons, chèvres, porcs, poules, oies, ânes, chevaux, lapins et autres;

9. N'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les lieux sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

10. Informer sans délai, par écrit, le Responsable de tout incendie, même mineur, survenu dans les lieux ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux installations ou au matériel;

11. Faire l'entretien et la mise en culture biologique des terres agricoles du parc-nature du Cap-Saint-Jacques et du Bois-De-La-Roche tel qu'identifié sur les plans au point 3 et 4 de la présente Annexe et effectuer les travaux liés à l'agriculture, tels que la préparation des terres, des semis, le suivi des cultures, etc.

12. Déposer annuellement pour information au Responsable la planification agricole de l'année à venir, et le rapport de l'année précédente.

13. Assurer l'exploitation et la production biologique acéricole de l'érablière en conformité avec les normes du ministère de l'Alimentation, des Pêches et de l'Agriculture du Québec et veiller à ce que les équipements ne nuisent pas aux activités du parc;

14. Se conformer en tous points à toute législation, réglementation ou ordonnance applicables à lui-même, aux lieux ou aux activités qui y sont tenues, quelle que soit l'autorité compétente qui l'aura décrétée;

15. Remettre à l'expiration de l'entente dont la présente annexe fait partie intégrante, les installations dans l'état dans lequel ils lui ont été prêtés. Il doit également réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable, sous réserve de l'usure normale;

16. S’assurer que les installations et les équipements soient en tout temps sécuritaires et en bon état et aviser immédiatement le Responsable de toute dégradation ou déficience des installations et des équipements de la Ville susceptible de compromettre la sécurité des participants.

ANNEXE 1 (suite)

1. LISTE DES INSTALLATIONS MISES À LA DISPOSITION

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Utilisations
1. Maison de ferme	183 Chemin du Cap-Saint-Jacques.	Tout le bâtiment	Bureau et locaux administratif.
2. Étable	189 A ch.du Cap-Saint-Jacques	Toute l'étable	Abri des animaux de ferme
3. Poulailler	Secteur de la ferme. Pas d'adresse.	Tout	Abri des poules
4. Abri des oies	Secteur de la ferme. Pas d'adresse.	Tout l'abri	Entreposage
5. Serre de la ferme	183 C ch.du Cap-Saint-Jacques	Tout le bâtiment	Culture en serre
6. Magasin Général	191 ch.du Cap-Saint-Jacques	Tout le bâtiment	Accueil-vente de produits de la ferme et biologiques
7. Le garage du fermier L'atelier de mécanique	185 B.du Cap-Saint-Jacques 185 C ch.du Cap-Saint-Jacques	L'ensemble des bâtiments	Espace de rangement
8. Maison Brunet	187 ch.du Cap-Saint-Jacques	Toute la maison	Bureau administratif à l'étage Location de locaux pour réunions et réceptions Location du site extérieur Rangement au sous-sol
9. Cabane à sucre et l'érablière	202 ~~A~~ ch.du Cap-Saint-Jacques	Tout le bâtiment	Production acéricole Service alimentaire traditionnel de cabane à sucre pour le relais de ski de fond l'hiver
10. Château Gohier	231 ch.du Cap-Saint-Jacques	Tout le bâtiment	Service alimentaire pour le relais de ski de fond
11. Parc agricole du Bois-de-la-Roche	Ch. Senneville	Lots de terres agricoles	- Exploitation, culture et entretien
12. Maison du Bois-de-la-Roche	294 chemin Senneville, à Senneville	Maison	Besoins administratifs
13. Maison du Bois-de-la-Roche	295 chemin Senneville, à Senneville	Maison	Gardien de la ferme

ANNEXE 1 (suite)

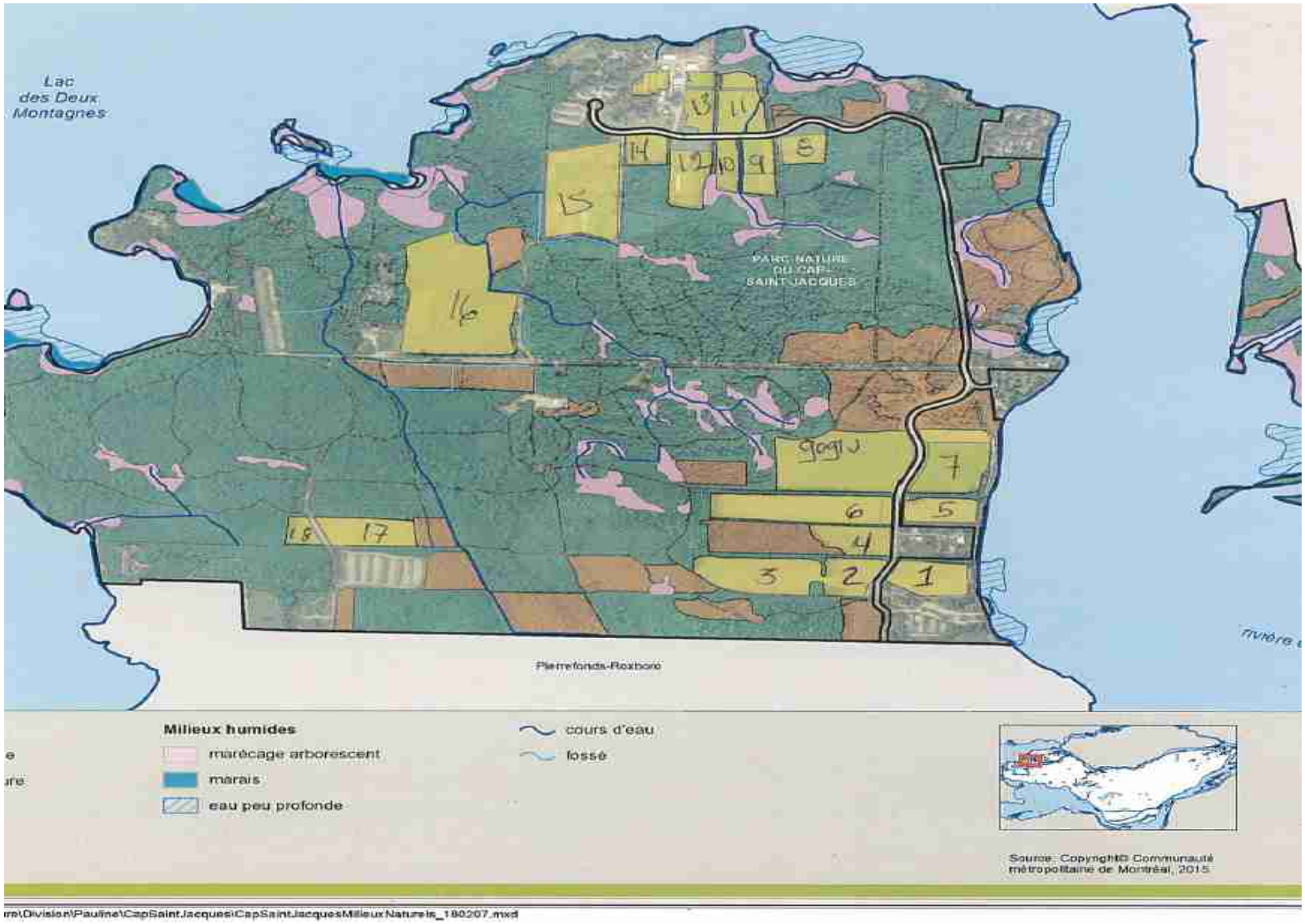
2. CARTE ESTIVALE / IDENTIFICATION DU PARC-NATURE DU CAP-SAINT-JACQUES / SECTEUR DE LA FERME



Révision : 2019-01-17
Par: JB

ANNEXE 1 (suite))

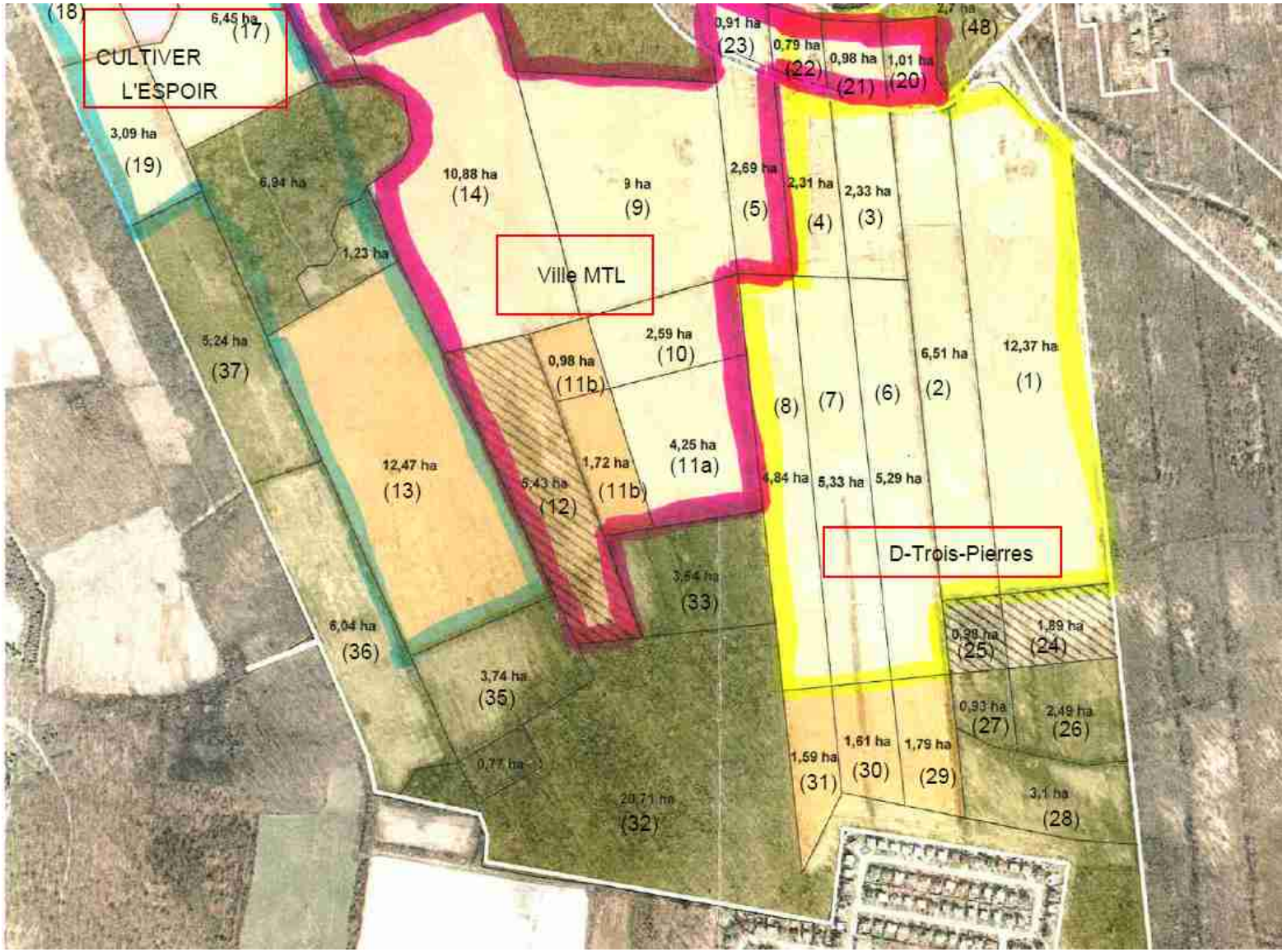
3. PLAN DES TERRES AGRICOLES CULTIVÉES ET ENTTRENUES AU CAP-SAINT-JACQUES



Révision : 2019-01-17
Par: JB

ANNEXE 1 (suite)

4. PLAN DES LOTS DE TERRES CULTIVÉES ET ENTRENUES AU PARC AGRICOLE DU BOIS DE LA ROCHE



Révision : 2019-01-17
Par: JB

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner sa participation dans toutes communications relatives à des projets en lien avec sa mission;
- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre de projets en liens avec la réalisation de sa mission et lors du bilan;
- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal.
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés)

et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus

- Diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1183277001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité , Gestion des parcs
Objet :	Approuver une convention de contribution financière d'une durée de trente-cinq (35) mois, du 1 février 2019 au 31 décembre 2021, avec D-Trois-Pierres un organisme à but non lucratif de bienfaisance afin de soutenir sa mission d'insertion sociale au parc-nature du Cap-Saint-Jacques et au parc agricole du Bois-de-la-Roche pour une somme maximale de cent quatre-vingt douze mille huit cent cinq dollars (192 805,00 $).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1183277001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au Budget
Tél : 514 872-7801

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 5148725872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2019/01/31
17:00

(1)

Dossier # : 1182346003

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division de la perception et des services à la clientèle , Section de l'exécution des jugements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Octroyer des contrats de services professionnels d'huissiers de justice aux fins de la signification des actes et de l'exécution des jugements de la cour municipale à trois (3) firmes d'huissiers : Paquette & Associés, Huissiers de jusitice s.e.n.c.r.l., Valade et Associés, huissiers de justice inc. et Hainault Gravel huissiers de justice inc. pour une période de 24 mois sans option de prolongation - Dépense estimée de 1 548 025,55 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 18-17347

Il est recommandé :

1. d'octroyer des contrats de services professionnels d'huissiers de justice aux firmes « Paquette et Associés, S.E.N.C.R.L., Huissiers de justice », «Valade et Associés, huissiers de justice inc.» et « Hainault Gravel huissiers de justice inc. ».

2. d'autoriser une dépense estimée de 1 548 025,55$ (taxes incluses) pour la période de 24 mois débutant le 31 janvier 2019 et se terminant le 30 janvier 2021 pour la somme totale des contrats pour la fourniture de services professionnels d'huissiers de justice;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-06 20:47

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1182346003**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division de la perception et des services à la clientèle , Section de l'exécution des jugements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Octroyer des contrats de services professionnels d'huissiers de justice aux fins de la signification des actes et de l'exécution des jugements de la cour municipale à trois (3) firmes d'huissiers : Paquette & Associés, Huissiers de jusitice s.e.n.c.r.l., Valade et Associés, huissiers de justice inc. et Hainault Gravel huissiers de justice inc. pour une période de 24 mois sans option de prolongation - Dépense estimée de 1 548 025,55 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 18-17347

CONTENU

CONTEXTE

Le percepteur des amendes est désigné par décret du ministre de la Justice aux fins de l'exécution des jugements rendus à la cour municipale. Les recours prévus par le Code de procédure pénale RLRQ c. C-25.1 et le Code de procédure civile RLRQ, c. C-25.01, afin de recouvrer les sommes dues à la Ville de Montréal, sont initiés par la section de l'exécution des jugements de la division de la perception et des services à la clientèle.
La cour municipale doit également assurer la signification de divers actes dans l'exercice de ses juridictions et les activités de signification des actes et procédures de la cour sont administrées par la chef de section de l'exécution des jugements, qui est également percepteur des amendes.

Pendant plusieurs années, la Ville a procédé par appel d'offres public afin de retenir les services professionnels requis pour la signification et l'exécution forcée des jugements rendus par la cour municipale de Montréal. De façon exceptionnelle, compte tenu de l'entrée en vigueur du nouveau Code de procédure civile en 2016, la Direction des services judiciaires (la cour municipale) a préféré conclure des ententes de gré à gré avec les quatre (4) mêmes firmes d'huissiers ayant été retenues au terme de l'appel d'offres public de 2011, afin de lui permettre d'intégrer adéquatement les nouveaux processus qui découlent de l'application du Code de procédure civile et qui ont un impact majeur sur l'exécution des jugements. La Loi sur les cités et villes RLR.Q., c. C-19, article 573.3 permet la conclusion d'entente de gré à gré dans les cas où l'objet du contrat est la fourniture de service pour laquelle un tarif est fixé par le gouvernement du Québec comme c'est le cas pour les services d'huissiers qui sont assujettis au Tarif d'honoraires des huissiers de justice, c. H-4.1, r.13.1. Il est important de mentionner qu'au cours de l'année 2017, deux (2) firmes d'huissiers ont été exclues du cadre contractuel avec la Ville, soit la firme Saulnier pour défaut d'exécution du contrat à la suite de l'inscription de la firme au RENA et la firme

Valade et associés en raison de la résiliation du contrat par le conseil d'agglomération. Dans le cadre de la gestion d'un contrat d'adhésion, la résiliation sans cause est un mode approprié de résolution de dossier pour la Ville.

La direction des services judiciaires a décidé en 2018 de poursuivre les activités d'huisserie avec les deux (2) firmes subsistantes au contrat par le biais de conventions de gré à gré offrant aux gestionnaires responsables de l'implantation des modifications législatives, l'occasion de définir les besoins du percepteur dans le cadre de la mise en production des nouveaux avis d'exécution (AVEX) et du redémarrage de l'opération Sabot de Denver. Des contrats de gré à gré ont été octroyés pour 1 année supplémentaire aux firmes Hainault Gravel, huissiers de justice Inc. et Paquette & Associés s.e.n.c.r.l. Ces contrats se termineront (sont terminés) depuis le 31 décembre 2018.

Ainsi, le recours à l'octroi de contrat gré à gré en matière de service professionnels d'huissiers de justice, à compter de l'année 2016, était une mesure d'exception afin de permettre aux gestionnaires et au STI de procéder aux modifications informatiques des systèmes de gestion de la cour et mettre en place les processus liés à l'entrée en vigueur du Nouveau Code de procédure civile (abolition du bref de saisie et remplacement par un Avis d'exécution « collectif »). Les gestionnaires croyaient qu'une période de 2 ans serait suffisante, mais ce ne fut pas le cas. Les phases de modifications informatiques requises n'ont pas été livrées et la première mise en production liée au NCPC a été effectuée en novembre 2017 seulement. Dans ce contexte, les contrats ont été octroyés de gré à gré pour une année supplémentaire, avec les 2 firmes ci-haut mentionnées.

La cour municipale a repris le mode d'attribution habituel des contrats de services professionnels d'huissiers de justice en ayant procédé au cours de l'automne 2018 à un appel d'offres public pour la rétention de services aux fins de la signification et de l'exécution des procédures de la cour municipale. L'appel d'offres public est le mode d'attribution de contrat le plus approprié pour les services professionnels d'huissiers de justice liés à la cour municipale. Le coût des services des huissiers de justice est important, le tout comme démontré dans la section aspects financiers du présent dossier. Tous les coûts liés à la signification des procédures sont à la charge unique de l'agglomération**,** ces honoraires n'étant jamais payés par un défendeur contrairement aux honoraires d'exécution des jugements. Depuis l'arrêt ***Jordan*** de la Cour Suprême du Canada, les besoins en matière de signification des procédures ont changé, le nombre de subpoenas et d'actes d'assignation a augmenté et le recours aux firmes a augmenté en raison de la réduction du nombre d'huissiers municipaux actifs et dédiés à la cour.
Quant à l'exécution des procédures, le coût des honoraires a baissé considérablement depuis l'entrée en vigueur du NCPC, puisqu'il n'y a pratiquement plus de brefs de saisie en activité. Les autres honoraires professionnels d'huissiers sont liés à l'opération du Sabot de Denver, et pour cette mesure d'exécution, les firmes d'huissiers ont été en mesure de percevoir, dans une proportion de 84 % des dossier, leurs honoraires professionnels directement auprès du défendeurs. L'attribution d'un contrat par la Ville de Montréal pour la signification et l'exécution des jugements est une source importante de revenus pour les firmes d'huissiers.

L'appel d'offres public permet donc de retenir les services de firmes d'huissiers qui sont en mesure de démontrer, à la satisfaction d'un comité de sélection indépendant, qu'elles sont en mesure de répondre aux besoins de la cour .

Les développements informatiques requis aux systèmes de gestion des dossiers de la cour sont toujours en cours de réalisation, mais quelques fonctionnalités ont été intégrées qui permettent la poursuite des activités de perception dont notamment l'opération Sabot de Denver, la saisie du salaire et d'ici la fin du 2e trimestre de l'année, la saisie de biens meubles. L'opération Sabot de Denver ainsi que la saisie de biens meubles relève du pouvoir du percepteur des amendes de la cour, mais l'exécution est confié à un huissier de

justice.

Nouveaux contrôles et tableaux de bord

Au cours de l'automne 2017, les modes de fonctionnement de l'opération Sabot de Denver ont été entièrement révisés et modifiés et les nouveaux procédés ont été mis en place au début du mois de mars 2018. Ces nouvelles mesures s'avèrent adéquates et très efficaces puisque les firmes d'huissiers ont dorénavant l'obligation de référer au percepteur des amendes, par le biais d'encadrement, à plusieurs étapes charnières de cette activité dont notamment le délai d'immobilisation du véhicule sur la voie publique (48 heures) et le déclenchement des procédures pour la vente sous contrôle de la justice. Le percepteur des amendes peut s'assurer de la conformité des actes posés à l'aide d'un fichier de suivi de tous les véhicules ayant fait l'objet d'un Sabot de Denver ainsi que de lui fournir des statistiques de gestion indispensables pour obtenir des précisions ou des redditions de comptes des firmes.

En matière de signification des procédures, un tableau de bord a été élaboré afin de suivre cette activité à la loupe, noter les écarts et apporter les correctifs requis. En terminant, dans le cadre de l'appel d'offres 18-17347, une fonction de « chargé de projet » au sein des firmes a été demandée. Ce responsable devra s'assurer de la conformité des significations effectuées par l'équipe d'huissier de la firme affectée à cette tâche et de pouvoir contrôler les démarches de ses huissiers. Le chef de section aura dorénavant un interlocuteur à cet égard.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE07 1481 - 12 septembre 2007 : Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour la fourniture de services professionnels d'huissiers de justice pour les années 2008, 2009 et 2010.
CG07 0489 - 20 décembre 2007 : Autoriser une dépense de 5 525 700 $ pour la fourniture de services professionnels d'huissiers de justice et approuver six (6) projets de convention.

CG10 0449 - 16 décembre 2010 : Autoriser la prolongation, jusqu'au 30 avril 2011, des contrats intervenus avec six (6) firmes d'huissiers.

CE11 0164 - 17 février 2011 : Autorisation de lancer un appel d'offres pour la rétention de services professionnels d'huissiers de justice pour les années 2011 à 2015 inclusivement.

CG11 0118 - 14 avril 2011 : Accorder un contrat de services professionnels aux quatre (4) firmes d'huissiers de justice pour la fourniture de services professionnels d'huissiers de justice pour la somme de 9 209 500 $ pour les années 2011 à 2015 inclusivement.

CG15 0682- 26 novembre 2015 : Accorder 4 contrats de services professionnels de gré à gré aux firmes Hainault Gravel, huissiers de justice inc., Paquette et Associés, S.E.N.C.R.L., huissiers de justice, Saulnier Robillard Lortie, huissiers de justice inc. et Valade et Associés, huissiers de justice, pour la somme de 1 677 301,68 $, par année pour les années 2016 et 2017 - Dépense totale de 3 354 603,36 $, taxes incluses.

CG17 0338 - 24 août 2017 : Autoriser la résiliation de la convention de services professionnels entre la Ville de Montréal et Valade et associés huissiers de justice.

CG17 0559 - 14 décembre 2017 : Accorder deux contrats de gré à gré à Hainault Gravel huissiers de justice inc. et à Paquette et Associés s.e.n.c.r.l. , huissiers de justice, pour la

fourniture de service professionnels pour l'année 2018, pour une somme totale de 1 439 220,34 taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise a octroyer trois (3) contrats de services professionnels d'huissiers de justice pour une durée de 2 ans à (3) trois firmes d'huissiers. À la suite d'un appel d'offres public portant le numéro 18-17347 les firmes retenues sont Paquette & Associés, huissiers de justice s.e.n.c.r.l., Valade et Associés, Huissiers de justice inc. et Hainault Gravel, huissiers de justice Inc. Les contrats ne comporte pas de prix puisque les tarifs applicables lors de la réalisation des actes de signification ou d'exécution par un huissier sont prévus au Tarif d'honoraires des huissiers de justice, c. H-4.1, r.13.1.
L'appel d'offres 18-17347 du Service de l'approvisionnement a été publié le 19 novembre 2018 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO. La période de soumission s'est terminée le 11 décembre 2018 à 13h30. Nous notons que 8 commandes ont été effectuées sur le site SEAO et qu'un (1) addenda a été publié.

Il y a eu six (6) soumissions déposées au service du Greffe de la Ville pour l'AO 18-17347 , soit les firmes :

- Paquette & Associés, Huissiers de justice s.e.n.c.r.l.
- Hainault Gravel, huissiers de justice inc.
- Michel Gaucher, huissier de justice inc.
- Galarneau, Sauvé inc.
- Charron Boissé Lévesque, Huissiers de justice inc.
- Valade et Associés , Huissiers de justice inc.

Le comité de sélection autorisé s'est réuni le 17 décembre 2018 afin d'évaluer les soumissions déposées. La grille d'évaluation pré autorisée pour les offres sans proposition a été utilisée et les critères suivants ont été analysés:

1) Présentation de l'offre **10 %**
2) Compréhension du mandat et de la problématique **20 %**
3) Capacité de production et échéancier **25 %**
4) Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables **20 %**
5) Expérience et expertise des chargés de projet pour la signification et l'exécution **25 %**

Pour un total de 100 points. Un soumissionnaire n'ayant pas obtenu la note minimale de 70 % était automatiquement non conforme.

Le résultat de l'analyse et de l'évaluation des soumissions a été déposé en pièce jointe au présent dossier.

La Ville octroie le contrat aux trois (3) firmes ayant obtenu les meilleurs pointages et les firmes d'huissiers ayant obtenu les meilleurs pointages sont :

- Paquette & associés, Huissiers de justice, s.e.n.c.r.l.
- Valade et Associés, Huissiers de justice inc.
- Hainault Gravel, huissiers de justice inc.

Les documents d'appels d'offres comportent les clauses d'évaluation des fournisseurs. Un

suivi rigoureux et documenté sera effectué pendant l'exécution des contrats et une firme qui n'offrira pas un rendement satisfaisant pourra être placée à terme sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Les contrats de services professionnels d'huissiers de justice aux fins de la signification et de l'exécution pour la cour municipale sont d'une durée de deux (2) ans prenant effet à compter de la date de l'adoption de la résolution (31 janvier 2019) et se terminant le 30 janvier 2021. Le devis prévoit que le nombre de procédures d'actes à signifier et de procédures d'exécution seront réparties entre les trois (3) firmes dans un pourcentage identique, soit 33% par firme, pour un estimé de 516 008,52 (taxes incluses) par firme. En regard de cet estimé de 516 000,00$ par firme, il faut tenir compte d'une éventuelle variation de ce montant en fonction du type de procédures remises, des démarches effectuées et des résultats obtenus. Ainsi, chacune des firmes se verra attribué 33% du nombre de procédures tel que prévu au devis, par contre le total des honoraires payés à chacune des firmes pourra être différent de 33% du total du contrat.

JUSTIFICATION

Le recours aux services d'huissiers de justice est essentiel afin d'assurer la signification des actes et des procédures de la cour en matière pénale et criminelle dont notamment les constats d'infraction, les subpoenas, les actes d'assignation et les sommations.
De plus, en matière d'exécution des jugements, l'huissier de justice à compétence exclusive afin d'agir sur instructions du percepteur des amendes à la saisie les biens meubles ou immeubles d'un défendeur en défaut de paiement ou lors des ventes sous contrôle de la justice qui est la finalité de l'opération Sabot de Denver. Le recours aux firmes dans le contexte de l'exécution des jugements est donc également essentiel à la mission du percepteur des amendes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier comporte le paiement des honoraires professionnels des huissiers de justice pour l'ensemble des actes de significations effectuées pour la cour municipale. Cette dépense annuelle varie en fonction des constats d'infraction, des subpoenas, des actes d'assignation et des sommations qui seront émis au cours de l'année et qui devront être signifiés par huissier, cette dépense est entièrement assumée par la cour municipale.
La cour municipale est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Dans le cadre de l'exécution forcée par Sabot de Denver ou saisie de bien mobilier, les honoraires de l'huissier sont généralement payés à l'huissier par le défendeur en défaut de paiement. Dans certaines circonstances, il arrive que les honoraires de l'huissier seront partiellement ou entièrement assumés par la cour municipale mais ils seront alors imputés aux dossiers des défendeurs en constituant des revenus pour la Ville.

Tant pour la signification des actes que pour l'exécution des jugements rendus, les tarifs d'huissiers sont prévus au *Tarif d'honoraires des huissiers de justice, c. H-4.1, r.13.1* ,

Les procédures à signifier et à exécuter seront réparties selon un pourcentage identique entre les trois (3) firmes de façon à équilibrer le volume de dossiers remis aux firmes. L'attribution du tiers des procédures à chacune des firmes vise également à répartir le budget de fonctionnement d'honoraires professionnels entre les firmes.

Le coût total des trois (3) contrats à octroyer est de 1 548 025,55$ taxes incluses, soit 1 413 400,00 net de ristourne pour une période de 24 mois (du 31 janvier 2019 au 31 janvier 2021). Pour une période de 12 mois, le montant est de 706 700$ (net de ristourne). Le coût

a été établi en fonction des dépenses réelles assumées par la Ville au cours des années antérieures.

Tableau comparatif des dépenses réelles d'honoraires d'huissiers de justice 2012 à 2017 ainsi que pour l'année 2018 :

Année	GRAND TOTAL						
	Exécution		Signification		Total		Dépense réelle (avec ristourne)
	Nombre	Coût	Nombre	Coût	Nombre	Coût	
2012	17461	1 147 274,52 $	4160	231 718,08 $	21621	1 378 992,60 $	1 379 408,00 $
2013	17167	1 015 584,10 $	3866	227 578,41 $	21033	1 243 162,51 $	1 223 033,00 $
2014	15581	929 111,24 $	3569	216 309,42 $	19150	1 145 420,66 $	1 035 448,00 $
2015	13342	902 003,16 $	2880	193 939,23 $	16222	1 095 942,39 $	1 001 120,00 $
2016	19227	530 938,41 $	3290	229 613,78 $	22517	760 552,19 $	695 092,00 $
2017	2336	153 692,79 $	8919	493 645,54 $	11255	647 338,33 $	591 360,00 $

Pour l'année 2018, la dépense réelle (signification et exécution) s'élève à 668 436,73 $ taxes incluses, 610 371,83$ (net de ristourne).

Il est important de préciser que ces contrats ne comportent aucune obligation contractuelle minimum quant au nombre de procédure à répartir, ni d'honoraires à payer aux firmes d'huissiers de justice.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le recours aux firmes d'huissiers de justice est essentiel dans le cadre des opérations de la cour municipale. Bien que la cour utilise les services d'une équipe d'huissiers municipaux, ceux-ci sont appelés à signifier les procédures de la cour municipale à l'intérieur d'un territoire défini au sein la région métropolitaine. Les firmes d'huissiers privées, quant à elles, possèdent un pouvoir d'action sur tout le territoire de la province du Québec. Elles sont également en mesure d'effectuer les actes requis en matière d'exécution forcée dont notamment l'opération Sabot de Denver. Sans cette fourniture de services, la cour sera dans l'impossibilité de se conformer à ses obligations légales liées à la signification des procédures et à sa mission relative à l'exécution des jugements rendus par la cour municipale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les coordonnés des nouvelles firmes ayant obtenus le contrat avec la cour municipale seront transmises à nos partenaires (SPVM, DPPC)

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le conseil d'agglomération : 31 janvier 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs de la Ville de Montréal.
Le dossier est conforme au RGC de la Ville et une copie a déja été remise aux adjudicataires dans les documents d'appel d'offres.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Josée BIBEAU)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Matthieu CROTEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie DAUPHINAIS
Chef de division perception et services à la clientèle

Tél : 514 872-6406
Télécop. : 514 872-6927

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-20

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2018-12-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2018-12-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1182346003

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division de la perception et des services à la clientèle , Section de l'exécution des jugements
Objet :	Octroyer des contrats de services professionnels d'huissiers de justice aux fins de la signification des actes et de l'exécution des jugements de la cour municipale à trois (3) firmes d'huissiers : Paquette & Associés, Huissiers de jusitice s.e.n.c.r.l., Valade et Associés, huissiers de justice inc. et Hainault Gravel huissiers de justice inc. pour une période de 24 mois sans option de prolongation - Dépense estimée de 1 548 025,55 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 18-17347

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17347_Intervention.xls
18-17347_TableauRésultatComitéSélection.pdf
18-17347 DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Matthieu CROTEAU
Agent d'approvisionnement
Tél : 872-6777

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-21

Richard DAGENAIS
Chef de section
Tél : 872-2608
Division : Acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17347 — No du GDD : 1182346003

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'huissiers de justicepour la cour municipale de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 11 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 11 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 11 - 12 - 2018

Date du comité de sélection : 17 - 12 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 28 - 11 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 6

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de réponses : 75

% de rejets : 33.33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Michel Gaucher, huissier de justice inc.	Pointage < 70 %
Galarneau, Sauvé inc.	Pointage < 70 %

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 6 - 2019

Date d'échéance révisée : 9 - 6 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Pointage final	√	# Lot
Paquette & Associés, Huissiers de justice, s.e.n.c.r.l.	89.67	√	1
Hainault Gravel, huissiers de justice inc.	86.33	√	3
Charron Boissé Lévesque, Huissiers de justice inc.	80.67		
Valade et Associés, Huissiers de justice inc.	87.00	√	2

Information additionnelle

Les tarifs, dans ce dossier, étant régis par la loi, il n'y avait pas de deuxième enveloppe (proposition financière). Les contrats sont donc octroyés aux firmes ayant obtenues les plus hauts pointages suite à l'évaluation du comité de sélection.

Préparé par : Matthieu Crôteau — Le 21 - 12 - 2018

18-17347 - Services professionnels d'huissiers de justice pour la cour municipale de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 10%	Compréhension du mandat et de la problématique 20%	Capacité de production et échéancier 25%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet pour la signification et l'exécution 25%	Pointage final 100%	Rang
Paquette & Associés, Huissiers de justice, s.e.n.c.r.l	8,67	16,67	22,67	18,33	23,33	89,67	1
Hainault Gravel, huissiers de justice inc.	8,00	16,00	22,67	17,00	22,67	86,33	3
Michel Gaucher, huissier de justice inc.	4,33	10,67	9,00	8,00	4,67	36,67	Non conforme
Galarneau, Sauvé inc.	7,67	14,67	15,00	13,33	14,67	65,33	Non conforme
Charron Boissé Lévesque, Huissiers de justice inc.	8,67	16,33	20,00	16,67	19,00	80,67	4
Valade et Associés, Huissiers de justice inc.	9,00	17,33	22,00	17,67	21,00	87,00	2
						-	
						-	
						-	
0						-	

Comité	
Date	lundi 17-12-2018
Heure	13 h 30
Lieu	255 boul. Crémazie Est, salle 436

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Matthieu Crôteau

18-17347 - Services professionnels d'huissiers de justice pour la cour municipale de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 10%	Compréhension du mandat et de la problématique 20%	Capacité de production et échéancier 25%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet pour la signification et l'exécution 25%	Pointage final 100%	Rang
Paquette & Associés, Huissiers de justice, s.e.n.c.r.l	8,67	16,67	22,67	18,33	23,33	89,67	1
Hainault Gravel, huissiers de justice inc.	8,00	16,00	22,67	17,00	22,67	86,33	3
Michel Gaucher, huissier de justice inc.	4,33	10,67	9,00	8,00	4,67	36,67	Non conforme
Galarneau, Sauvé inc.	7,67	14,67	15,00	13,33	14,67	65,33	Non conforme
Charron Boissé Lévesque, Huissiers de justice inc.	8,67	16,33	20,00	16,67	19,00	80,67	4
Valade et Associés, Huissiers de justice inc.	9,00	17,33	22,00	17,67	21,00	87,00	2
						-	
						-	
						-	
0						-	

Comité	
Date	lundi 17-12-2018
Heure	13 h 30
Lieu	255 boul. Crémazie Est, salle 436

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Matthieu Crôteau

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-17347
Numéro de référence : 1215327
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels d'huissiers de justice pour la cour municipale de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal (CIUSSS) 7401, rue Hochelaga Pavillon Lahaise, 5e étage, aile 505, bureau LA-505-19 Montréal, QC, H1N 3M5 http://www.ciusss-estmtl.gouv.qc.ca NEQ :	Monsieur Simon Laplante Téléphone : 514 251-4000 Télécopieur :	**Commande : (1520211)** 2018-12-10 10 h 30 **Transmission :** 2018-12-10 10 h 30	3031641 - 18-17347 Addenda 1 2018-12-10 10 h 30 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
CHARRON BOISSÉ LEVESQUE, HUISSIER DE JUSTICE INC. 407, BOUL. ST-LAURENT SUITE 700 Montréal, QC, H2Y2Y5 NEQ : 1172819691	Madame CAROLE CHARRON Téléphone : 514 878-3143 Télécopieur : 514 878-2158	**Commande : (1513434)** 2018-11-20 7 h 29 **Transmission :** 2018-11-20 7 h 29	3031641 - 18-17347 Addenda 1 2018-11-28 16 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Étude J.F. Bouchard Inc. 240 Chemin de la Grande-Côte Saint-Eustache, QC, J7P1B5 NEQ : 1166271842	Monsieur Jean Félix Bouchard Téléphone : 514 350-9000 Télécopieur : 514 350-9001	**Commande : (1514076)** 2018-11-21 10 h 10 **Transmission :** 2018-11-21 10 h 10	3031641 - 18-17347 Addenda 1 2018-11-28 16 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Galarneau Sauvé 955 des seigneurs, #21 Terrebonne, QC, j6w 3w5 NEQ : 1167711705	Monsieur Jocelyn Galarneau Téléphone : 450 471-8078 Télécopieur : 450 471-0534	**Commande : (1514304)** 2018-11-21 14 h 50 **Transmission :** 2018-11-21 14 h 50	3031641 - 18-17347 Addenda 1 2018-11-28 16 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Hainault Gravel huissiers de justice 195, Saint-Charles 201 Longueuil, QC, j4h1c8 NEQ : 1149137060	Monsieur Robert Hainault Téléphone : 450 443-3322 Télécopieur : 450 443-3326	**Commande : (1513618)** 2018-11-20 11 h 09 **Transmission :** 2018-11-20 11 h 09	3031641 - 18-17347 Addenda 1 2018-11-28 16 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Michel Gaucher, huissier de justice Inc. 577, rue Notre-Dame bureau 252 Repentigny, QC, J6A2T6 http://huissierdejustice.ca NEQ : 1170577481	Monsieur Michel Gaucher Téléphone : 450 654-6511 Télécopieur : 450 654-0341	**Commande : (1520189)** 2018-12-10 10 h 06 **Transmission :** 2018-12-10 10 h 06	3031641 - 18-17347 Addenda 1 2018-12-10 10 h 06 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
PAQUETTE ET ASSOCIÉS HUISSIERS DE JUSTICE 511 PLACE D'ARMES, BUREAU 800 Montréal, QC, H2Y 2W7 NEQ : 3341634171	Monsieur Simon Beauchesne-Paquette Téléphone : 514 228-1123 Télécopieur :	**Commande : (1513492)** 2018-11-20 9 h **Transmission :** 2018-11-20 9 h	3031641 - 18-17347 Addenda 1 2018-11-28 16 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Valade et associés, Huissiers de justice inc. 410 St-Nicolas Bureau 540 Montréal, QC, H2Y 2P5 http://www.huissiersvalade.com NEQ : 1145641909	Monsieur Luc Valade Téléphone : 514 842-2345 Télécopieur : 514 842-2347	**Commande : (1513184)** 2018-11-19 13 h 21 **Transmission :** 2018-11-19 13 h 21	3031641 - 18-17347 Addenda 1 2018-11-28 16 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1182346003

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division de la perception et des services à la clientèle , Section de l'exécution des jugements
Objet :	Octroyer des contrats de services professionnels d'huissiers de justice aux fins de la signification des actes et de l'exécution des jugements de la cour municipale à trois (3) firmes d'huissiers : Paquette & Associés, Huissiers de jusitice s.e.n.c.r.l., Valade et Associés, huissiers de justice inc. et Hainault Gravel huissiers de justice inc. pour une période de 24 mois sans option de prolongation - Dépense estimée de 1 548 025,55 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 18-17347

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1182346003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Josée BIBEAU
Préposée au budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514-872-1897

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-21

Celine D'AOUST
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-4938
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2019/01/31 17:00

(2)

Dossier # : 1181541002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une période de cinq (5) ans, avec la firme Techno-Feu inc., fournisseur unique, pour la fourniture de pièces authentiques de marque E-One – Dossier gré à gré 18-17146 (montant estimé de l'entente 1 599 755,45 $ incluant une indexation annuelle de 2 % et les taxes.)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre de gré à gré d'une durée de cinq (5) ans avec la firme Techno-Feu inc., fournisseur exclusif, pour la fourniture sur demande de pièces authentiques de marque E-One – Dossier gré à gré 18-17146 au montant estimé de l'entente 1 599 755.45 $, incluant une indexation annuelle de 2 % et les taxes. La durée est de cinq (5) ans à partir du 4 février 2019 au 3 février 2024;
2. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service du matériel roulant et des ateliers, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-10 09:04

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1181541002**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une période de cinq (5) ans, avec la firme Techno-Feu inc., fournisseur unique, pour la fourniture de pièces authentiques de marque E-One – Dossier gré à gré 18-17146 (montant estimé de l'entente 1 599 755,45 $ incluant une indexation annuelle de 2 % et les taxes.)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente-cadre pour la fourniture de pièces authentiques de marque E-One. Les pièces authentiques de marque E-One sont indispensables à l'entretien et la réparation des véhicules d'incendie du parc motorisé de la Ville de Montréal par ses ateliers mécaniques. Soixante-douze (72) camions d'incendie sont de la marque E-One.
Considérant que le fournisseur Techno-Feu inc. est le distributeur exclusif des pièces de marque E-One pour la province de Québec, une négociation de gré à gré a été entreprise. Nous avons fait parvenir un document de travail à la firme le 1er novembre 2018, afin qu'elle prenne connaissance de notre besoin et de nos conditions. Elle a déposé son offre de prix pour les articles que nous souhaitions mettre en inventaire ainsi que pour les pièces non inventoriées le 19 novembre 2018.

Par le passé, les acquisitions de pièces pour la réparation et l'entretien des appareils de la marque E-One étaient acquises de gré à gré en effectuant des bons de commande individuels. Pour faciliter et améliorer le processus d'approvisionnement, il a été décidé de conclure une entente-cadre de gré à gré permettant de commander les pièces par demande de livraison via le système SIMON évitant ainsi la négociation à la pièce à chaque occasion où ces pièces sont requises. De plus, comme les prix seront fixés à l'avance dans le système informatique, cela permettra un meilleur contrôle sur les prix facturés et payés. Pour choisir les bonnes pièces à inclure au sein de l'entente, nous avons consulté les responsables des ateliers mécaniques, la division logistique du Service de l'approvisionnement et consulté les rapports d'acquisitions extraits du système SIMON.

La période de validité de l'offre est de cent vingt (120) jours suivant sa date de réception par la Ville. La date limite de validité est donc fixée au 19 mars 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Conclure une entente-cadre pour la fourniture de pièces authentiques de marque E-One, sur demande, pour une période de cinq (5) ans, à la suite du dossier gré à gré 18-17146. Ces pièces sont indispensables à l'entretien et la réparation des camions d'incendie de cette marque américaine. Aux fins de garantie, les pièces d'origines sont utilisées. Par la suite, si des pièces équivalentes et à moindres coûts sont rendues disponibles, celles-ci seront utilisées.
Cette entente permettra de diminuer le nombre de bons de commande effectués par les employés des ateliers mécaniques et accélérera le traitement de l'approvisionnement des pièces pour l'entretien et la réparation des véhicules d'incendie.

Les montants d'achats prévisionnels mentionnés au bordereau de soumission reflètent les historiques de consommation de la Ville, de l'âge des appareils ainsi que des prévisions basées sur la variation anticipée du nombre de véhicules de ce type composant le parc de camions d'incendie.

Tous les ateliers mécaniques faisant l'entretien et la réparation de ces camions pourront bénéficier de cette entente.

JUSTIFICATION

Les pièces authentiques « OEM » de marque E-One sont indispensables à l'entretien et la réparation des 72 véhicules de cette marque.
Comme un seul fournisseur, Techno-Feu inc., peut nous fournir les pièces d'origine pour nos équipements E-One, nous avons négocié une entente de gré à gré avec celui-ci comme le permet la Loi sur les cités et villes. Une lettre provenant de E-One confirmant l'entente d'exclusivité envers Techno-Feu pour la distribution de leurs pièces a été reçue le 29 novembre 2018 et se trouve en pièce jointe au sommaire décisionnel.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué une évaluation préalable de la dépense s'élevant à 1 509 181,85 $ taxes incluses. Cette estimation a été établie en se basant sur l'historique de la consommation des dernières années. (Voir les détails en pièce jointe.)

Les prix soumis demeurent fermes pour toutes commandes émises dans les douze (12) premiers mois suivant la date de validité de l'entente. À la date anniversaire, et pour les années subséquentes, la révision des prix se fait sur la base d'une demande écrite du fournisseur à la Ville, au moins quatorze (14) jours avant la date d'entrée en vigueur de celles-ci, et ce, jusqu'à concurrence de trois (3) fois par année.

Cette demande doit être supportée par toute documentation pertinente demandée par la Ville dans les délais impartis. Le fournisseur étant le distributeur autorisé du manufacturier, il devra, sur demande de la Ville, demander à ce dernier de produire sur papier entête officiel, la lettre qui décrira la variation de prix. Celle-ci sera adressée à la Ville de Montréal.

Si, après analyse des justifications fournies, la Ville conclut que la variation des prix n'est pas justifiée, les prix actuels demeureront en vigueur. La Ville avisera le fournisseur par écrit de son choix. Une clause prévoit que la Ville pourra mettre fin au contrat entre les deux parties, advenant l'invalidité de l'entente d'exclusivité de distribution des pièces E-One par la firme Techno-Feu inc.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite de l'offre, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription du fournisseur sur l'une des listes qui nous

obligerait à considérer son rejet ou sa restriction. Le fournisseur dans ce dossier ne doit pas être déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle et ne pas être inscrit au Registre des entreprises non admissibles.

Le présent dossier ne requiert pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés financiers.

L'adjudicataire recommandé affirme s'être conformé en tous points au Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande émis devra faire l'objet d'une appropriation de crédit sur l'entente. Les dépenses de consommation seront imputées aux budgets de l'unité requérante.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non-approbation de cette entente alourdirait le processus d'approvisionnement quant à la demande des biens en obligeant la négociation à la pièce.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise par le bulletin Info-Achats aux utilisateurs pour les informer de la conclusion de l'entente ainsi que des modalités convenues. De plus, cette entente exclusive sera visible par le moteur de recherche du site Intranet de la Ville ainsi que dans les rapports des ententes valides du système informatique SIMON.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission de l'entente-cadre à la suite de l'adoption de la présente résolution.
Échéancier initial de réalisation du projet, début: 2019-03-04 Fin: 2024-03-03.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Éric CADOTTE, Service du matériel roulant et des ateliers
Claude SAVAGE, Service du matériel roulant et des ateliers

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eliane CLAVETTE
Agente d'approvisionnement, 2

Tél : 514 872-1858
Télécop. : 514-872-8140

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-14

Denis LECLERC
Chef de section, strat.en biens et services

Tél : 514-872-5241
Télécop. : 514-872-8140

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre GATINEAU
C/D Acquisition
Tél : 514-872-0349
Approuvé le : 2019-01-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2019-01-09

Dan Peters
President – REV Fire Group
ph:(352) 861-3230
fx: (352) 237-0245
dan.peters@revfiregroup.com

December 17, 2018

To Whom It May Concern:

RE: Dealer Exclusivity – Techno Feu, Inc.

This letter is to verify that Techno Feu, Inc. located at 105 Marie-Victorin, St. Francois-du-Lac, is the exclusive dealer for the sale of E-ONE emergency vehicles and parts in the Province of Quebec continuously and without disruption since 1988. In 2017, they expanded their investment into Eastern Ontario and the Maritime Provinces with the addition of Darch Fire.

Techno Feu operates factory authorized, fully-staffed service centers in Quebec and Ontario, offering mobile road service, pump testing, collision and paint repair, training and equipment services. Techno Feu is the only fire apparatus warranty repair center in the Province of Quebec and Eastern Ontario authorized to carry out repairs on E-ONE apparatus to ensure warranty compliances. Additionally, they are the only authorized E-ONE service provider for non-warranty work on E-ONE apparatus and proprietary E-ONE electrical, aerial, plumbing and hydraulic systems. Techno Feu has served in this capacity continuously and without interruption.

Sincerely,

Dan Peters
President

Estimation des acquisitions de pièces OEM E-One sur 5 ans, lots 1& 2

indexation de 2% par année				
Année	indexation de 2 %			avec taxes
1		252 230,45 $		**290 001,96 $**
2	5 044,61 $	257 275,06 $	509 505,51 $	**585 803,96 $**
3	5 145,50 $	262 420,56 $	771 926,07 $	**887 522,00 $**
4	5 248,41 $	267 668,97 $	1 039 595,04 $	**1 195 274,40 $**
5	5 353,38 $	273 022,35 $	1 312 617,39 $	**1 509 181,85 $**

Prix soumis des acquisitions de pièces OEM E-One sur 5 ans, lots 1& 2

Lots 1& 2 avec indexation de 2% par année				
Année	indexation de 2 %			avec taxes
1		267 368,07 $		**307 406,44 $**
2	5 347,36 $	272 715,43 $	540 083,50 $	**620 961,01 $**
3	5 454,31 $	278 169,74 $	818 253,24 $	**940 786,66 $**
4	5 563,39 $	283 733,13 $	1 101 986,38 $	**1 267 008,84 $**
5	5 674,66 $	289 407,80 $	1 391 394,17 $	**1 599 755,45 $**

Écart entre l'offre la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)	**90 573,61 $**

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) [((la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100]	**6%**

Lot 1, Pièces inventoriés

Lot 2, Pièces non inventoriés

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2019/01/31 17:00

(2)

Dossier # : 1184384001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division gestion des compétences et formation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure quatre ententes-cadres avec 3 fournisseurs (Nova concept, Médial conseil santé sécurité, Alia Concept) pour une durée de deux ans (avec option de renouvellement d'une année), pour des services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne. Montant estimé des ententes : 1 710 006,86 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public no 18-17223 - (6 soumissionnaires)

Il est recommandé au comité exécutif :
1- de conclure deux (2) ententes-cadres par lesquelles les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la fourniture sur demande de conception et production de solutions d'apprentissage en ligne, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17223;

	Adjudicataires	Total
Contrat 1	Nova concept	447 788,54 $
Contrat 4	Nova concept	249 467,01 $

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1- de conclure deux (2) ententes-cadres par lesquelles les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la fourniture sur demande de conception et production de solutions d'apprentissage en ligne, pour les sommes

maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17223;

	Adjudicataires	Total
Contrat 2	Médial	598 870,05 $
Contrat 3	Alia conseil	413 881,26 $

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-01-14 17:40

Signataire : Serge LAMONTAGNE

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184384001**

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division gestion des compétences et formation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure quatre ententes-cadres avec 3 fournisseurs (Nova concept, Médial conseil santé sécurité, Alia Concept) pour une durée de deux ans (avec option de renouvellement d'une année), pour des services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne. Montant estimé des ententes : 1 710 006,86 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public no 18-17223 - (6 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

En 2016, la Ville de Montréal a pris un virage technologique en matière de formation et s'est dotée d'une plateforme de gestion de la formation en ligne (LMS).
Une première entente-cadre (2017-2019) conclue avec des firmes spécialisées a permis de développer une vingtaine de formations en ligne qui ont pu être offertes à une clientèle diversifiée. Un récent exercice de collecte de besoins auprès de l'ensemble des unités de la Ville de Montréal (arrondissements et services) a permis de mettre en évidence l'intérêt envers ce mode d'apprentissage et la volonté de poursuivre le développement d'autres formations en ligne.

Le Service des ressources humaines (SRH), par un appel d'offres public, a retenu 3 firmes expertes en conception et production de solutions de formation en ligne. Les équipes de formation décentralisées dans les diverses unités d'affaire de la Ville de Montréal pourront donc confier leurs projets de développement à des fournisseurs reconnus et qualifiés. Nous nous assurons ainsi des qualifications professionnelles des fournisseurs retenus et de leur capacité de réalisation des mandats, nous évitons la duplication de procédures administratives et bénéficions d'une cohérence autant en matière de tarification que de stratégies pédagogiques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 0886 - 31 mai 2017 Conclure une entente-cadre pour des services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne avec les firmes Médial et Edgenda pour un montant total maximal de 825 000$ taxes incluses (GDD 1176750001)

DESCRIPTION

La présente entente-cadre vise spécifiquement à octroyer un contrat de services professionnels aux firmes Nova concept, Médial conseil santé sécurité et Alia conseil pour la conception et la production de solutions de formation en ligne. Ces activités requièrent plusieurs types d'experts : technopédagogues, andragogues, intégrateurs multimédias, graphistes, réalisateurs, comédiens, programmeurs, etc.
Plus spécifiquement, trois types de livrables pourraient être demandés aux fournisseurs :

1. Conception et production d'une formation en ligne avec interactivité moyenne pouvant inclure :

§ Conception et production du matériel de soutien (ex. aides à la tâche et documents de référence pouvant comporter des éléments vidéo ou audio, etc.)

§ Conception et production des documents pour un atelier de formation magistrale (en salle ou virtuel) dans le cadre d'une stratégie de formation hybride

2. Conception et production d'un jeu sérieux avec programmation complexe pouvant inclure :

§ Conception et production du matériel de soutien (ex. aides à la tâche et documents de référence incluant au besoin des éléments vidéo ou audio, etc.)

3. Production d'une formation en ligne avec interactivité moyenne à partir d'un scénarimage (élaboré par la Ville)

Les solutions d'apprentissage proposées et réalisées par les fournisseurs devront répondre aux besoins identifiés par le client, être de haute qualité et stimulantes pour les utilisateurs. La scénarisation devra être authentique et innovante pour permettre une expérience d'apprentissage enrichissante, motivante et transposable en situation de travail. L'apprenant devra être fortement engagé dans des activités variées qui permettront le développement d'habiletés cognitives diversifiées.

La formation en ligne requiert un certain investissement de développement, mais les avantages sont nombreux, parmi lesquels :

- Chaque apprenant peut progresser à son rythme et consulter ultérieurement les contenus au besoin.
- La formation peut être suivie n'importe où, n'importe quand (logistique simplifiée)
- L'information transmise ne varie pas selon le formateur.
- Le coût du développement est fixe, mais l'utilisation infinie (nombre de personnes, nombre de fois)
- Pas de frais de locaux, de déplacement, de documentation…
- Suivi détaillé des comportements des apprenants (temps requis, interruption, …)

Appel d'offres

L'appel d'offres a été publié le 17 octobre 2018. L'ouverture des enveloppes a eu lieu le 15 novembre 2018.

Cinq (5) addenda ont été émis dans le cadre de cet appel d'offres :

- 30 octobre : questions/réponses
- 2 novembre : bordereau et report de date d'ouverture
- 12 novembre : question/réponse

- 12 novembre : erreur de dossier
- 12 novembre : correction addenda 4

Le comité de sélection a eu lieu le 23 novembre 2018.

JUSTIFICATION

Sur les 15 preneurs de cahiers de charge :

· 9 désistements; 3 ont été fournis et 6 firmes n'ont pas donné de raison de désistement.
· 6 soumissions reçues
· 1 a été jugée non conforme par le comité de sélection, 2 non conformes avant le comité
· 3 ont obtenu la note de passage accordée par le comité de sélection, ils sont présentés dans les tableaux suivants.

	Adjudicataires	Prix de base[1] A	Contingences 10%[2] B	Ans 1 et 2 : montant des contrats A+B	Option de renouvellement an 3[3]	Grand total
Contrat 1	Nova concept	407 080,49$	40 708,05$	447 788,54$	223 894,27$	671 682,81$
Contrat 2	Médial	544 427,32$	54 442,73$	598 870,05$	299 435,02$	898 305,07$
Contrat 3	Alia conseil	376 255,69$	37 625,57$	413 881,26$	206 940,63$	620 821,89$
Contrat 4	Nova concept	226 788,19$	22 678,82$	249 467,01$	124 733,51$	374 200,52$
		1 554 551.60	155 455,17$	1 710 006,86$	855 003,43$	**2 565 010,29** $

[1] montant soumission des fournisseurs
[2] les montants attribués à enregistrement et studio (5%) ainsi que les banques d'heures (5%)
[3] les montants à prévoir pour le renouvellement des ententes à l'an 3

Les contrats à octroyer visent des services professionnels à la suite d'un système d'évaluation à deux (2) enveloppes.

Un budget de 10% de contingences est recommandé pour considérer l'étape « enregistrement et studio » qui ne peut être anticipée de manière systématique puisqu'elle dépend du contenu de formation qui sera entendu entre les parties. Il est également nécessaire de pallier aux imprévus lors de la conception par l'intermédiaire d'une banque d'heures utilisées lors d'ajout ou de changement d'orientation de la part du client ou pour des services et livrables non inclus (ex. éléments médiatiques)

Une pré-approbation devra obligatoirement être faite par le client pour son utilisation.

Les notes obtenues, les prix soumis et les autres informations pertinentes quant aux soumissions reçues sont présentés dans le tableau suivant:

Contrat 1 (scénario 1)

Soumissions conformes	**Pointage intérimaire/100**	**Prix de base pour une proposition fictive***	**Pointage final**	**Contingences (10%)**	**Total (avec taxes)**
Nova concept	**86,5**	**407 080,49 $**	**3,35**	**40 708,05$**	**447 788,54$**
Médial	77,1	601 735,46$	2,11		
Alia conseil	85,3	718 306,31$	1,88		
Montant estimé par le SRH avant de lancer l'appel d'offres (pour le scénario fictif)	658 185,89$				
Écart entre l'adjudicataire et l'estimé SRH ($)	-251 105,40$				
Écart exprimé en pourcentage (%)	-38,15%**				

C'est la firme Nova concept qui a obtenu le meilleur pointage final.

**En ce qui a trait à l'écart important entre l'estimation réalisée par le SRH et la soumission de la firme Nova concept, le SRH est d'avis que Nova concept souhaite intégrer la nouvelle entente-cadre, qui offre un potentiel de contrats important, et que le tarif avantageux fait partie de sa stratégie d'affaires. L'évaluation du SRH se situe en effet à la moyenne des deux autres soumissions et est représentative du marché actuel pour ces services professionnels.

Contrat 2 (scénario 1)

Soumissions conformes	**Pointage intérimaire /100**	**Prix de base pour une proposition fictive***	**Pointage final**	**Contingences (10%)**	**Total (avec taxes)**
Médial	**77,1**	**544 427,32$**	**2,34**	**54 442,73$**	**598 870,05$**
Alia conseil	85,3	649 896,19$	2,08		
Montant estimé par le SRH avant de lancer l'appel d'offres (pour le scénario fictif)	-595 501,52$ ttx				
Écart entre l'adjudicataire et l'estimé SRH ($)	-51074,20$				
Écart exprimé en pourcentage (%)	8,58%				

C’est la firme Médial qui a obtenu le meilleur pointage final.

Contrat 3 (scénario 1)

Soumissions conformes	**Pointage intérimaire/100**	**Prix de base pour une proposition fictive***	**Pointage final**	**Contingences (10%)**	**Total (avec taxes)**
Alia conseil	**85,3**	**376 255,69$**	**3,59**	**37 625,57$**	**413 881,26$**
Montant estimé par le SRH avant de lancer l’appel d’offres (pour le scénario fictif)	344 764,04$ ttx				
Écart entre l’adjudicataire et l’estimé SRH ($)	+31491,65$				
Écart exprimé en pourcentage (%)	9,13%				

C’est la firme Alia conseil qui a obtenu le meilleur pointage final.

Contrat 4 (scénario 2)

Soumissions conformes	**Pointage intérimaire /100**	**Prix de base pour une proposition fictive***	**Pointage final**	**Contingences (10%)**	**Total (avec taxes)**
Nova concept	**86,5**	**226 788,19$**	**6,02**	**22 678,82$**	**249 467,01$**
Médial	77,1	264 580,47$	4,80		
Alia conseil	85,3	310 432,50$	4,36		
Montant estimé par le SRH avant de lancer l’appel d’offres (pour le scénario fictif)	272 950,65$ ttx				
Écart entre l’adjudicataire et l’estimé SRH ($)	-46162,46$				
Écart exprimé en pourcentage (%)	-16,91%				

C’est la firme Nova concept qui a obtenu le meilleur pointage final.

Les soumissions ont été évaluées selon les critères du système prévu à cet objet dans la Loi sur les cités et villes (art.573 et 573.1.0.1.1)

*Aux fins du présent appel d’offres et d’évaluation des soumissionnaires, un projet de formation en ligne incluant 2 scénarios fictifs de complexité variable a été présenté dans le devis technique de l’appel d’offres. Ce projet permet de couvrir l’ensemble des services qui pourraient être confiés aux fournisseurs. Les soumissionnaires devaient indiquer le coût horaire consacré aux différents livrables de manière à obtenir un coût total projet.
Les fournisseurs n’étaient pas contraints de couvrir tous les services demandés (scénario 1 et scénario 2).

Les efforts (h) et tarifs ($) estimés serviront de normes pour toutes les offres de service découlant de cette entente-cadre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'expérience acquise avec la première entente-cadre et l'exercice de collecte des besoins réalisé cette année permettent à la Ville de Montréal d'estimer à 2 565 000$ taxes et contingences incluses, le montant à investir dans le projet pour les trois années (2 ans plus option renouvellement 1 an) que couvrira l'entente-cadre.
Le tableau suivant détaille les montants prévus (taxes incluses):

Honoraires professionnels	2 331 827,54 $
Contingences (10%)	233 182,75 $
Total	2 565 010,29 $

Il est important de souligner que la Ville de Montréal ne garantit aucun volume de travail aux fournisseurs retenus et se réserve le droit d'attribuer chacun des mandats à venir selon son estimation du fournisseur le plus pertinent à ces derniers.

Voici les tarifs horaires proposés par les trois fournisseurs selon les livrables attendus :

SERVICES/Livrables **Scénario 1**[1]	Contrat 1 Nova concept		Contrat 2 Médial		Contrat 3 Alia conseil	
Formation en ligne et aides à la tâche	Heures	Tarif/h ($)	Heures	Tarif/h($)	Heures	Tarif/h ($)
Analyse des contenus et design de la formation	30	75	30	98	30	150
Conception pédagogique	70	75	70	93	70	140
Production et intégration multimédia	90	54	90	93	90	75
Production aides à la tâche	20	40	20	93	20	75
Gestion de projet	24	75	24	98	24	150
Atelier formation magistrale	Heures	Tarif/h ($)	Heures	Tarif/h($)	Heures	Tarif/h($)
Analyse des contenus et design de l'atelier	20	75	20	98	20	150
Production du matériel	10	40	10	93	10	60
SERVICES/Livrables **Scénario 2**[2]	Contrat 1 Nova concept					
	Heures	Tarif/h($)				
Analyse des contenus et design du jeu sérieux	100	93,75				
Conception pédagogique	150	93,75				
Production et intégration multimédia			300	67,50		
Gestion de projet			60	93,75		

[1]- Conception et production d'une formation en ligne (20 min) avec interactivité moyenne

incluant le matériel de soutien (3 aides à la tâche) et le matériel pour un atelier de formation magistrale (60 min)
[2]- Conception et production d'un jeu sérieux avec programmation complexe (30mn)

La Ville de Montréal déboursera uniquement pour les services professionnels qui seront effectivement réalisés par les fournisseurs à partir de l'évaluation (temps et coût) qui inclut toutes les dépenses. Il n'y aura pas d'autres frais à prévoir que ceux encourus sur une base horaire.

Enfin, la totalité des coûts sera répartie en fonction du principe de l'utilisateur-payeur à toutes les unités administratives. Cette entente pourrait donc engager des dépenses d'agglomération.

Chacun des mandats confiés aux firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière de contrat-cadre.

Par conséquent, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le plan Montréal durable 2016-2020 a inspiré plusieurs actions reposant sur des principes comme la mobilité responsable ou une collectivité innovante et prospère. Ainsi la ville de Montréal souhaite intégrer ces principes de développement durable dans toutes les facettes de ses activités. Le principe de la formation en ligne permet d'éviter de nombreux déplacement et l'utilisation des véhicules de la Ville (« Montréal sobre en carbone »).
Une seule entente-cadre pour les fournisseurs de formation représente une économie de temps relativement aux démarches administratives nécessaires aux appels d'offres et améliore la collaboration entre les unités responsables du développement.
(« Montréal intelligente et collaborative »).
Le passage de la formation en classe à la formation en ligne a pour avantage non seulement de réduire voire totalement supprimer les médias papiers généralement utilisés, mais permet également une réutilisation des contenus au besoin et de manière totalement autonome dans chaque unité d'affaires. Qui plus est, elle permet un gain en temps très substantiel. (« Montréal créative »)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la décision d'octroyer le contrat était négative ou reportée, toutes les unités administratives qui désirent développer de la formation devraient elles-mêmes identifier des fournisseurs ou procéder à des appels d'offres. Plusieurs initiatives locales seraient mises de l'avant et il serait ainsi difficile d'assurer une cohérence de pratique. Par ailleurs, les coûts seraient plus élevés et plusieurs procédures administratives seraient requises par chacun pour octroyer des contrats.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La première entente-cadre 2017-2019 a permis de développer des partenariats de qualité entre les experts formation de la Direction des ressources humaines et les responsables formation des unités décentralisées. Un mode opérationnel pour tout développement de formations en ligne a été implanté. Il convient déjà aux deux parties et permet une collaboration très efficace et des échanges facilités entre ces partenaires de développement professionnel des ressources.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Chacun des projets initiés par les unités administratives, selon l'évolution des besoins, aura son propre échéancier et plan de réalisation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s/o

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Yves BELLEVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Diane LAROUCHE, Service des finances

Lecture :

Diane LAROUCHE, 6 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mélissa CORMIER
Chef de division

Tél : 514 872-1513
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-05

Mélissa CORMIER
Conseiller (specialite)

Tél : 514 872-1513
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Josée LAPOINTE
Directrice
Tél : 514 872-0609
Approuvé le : 2018-12-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2018-12-13

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1184384001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division gestion des compétences et formation
Objet :	Conclure quatre ententes-cadres avec 3 fournisseurs (Nova concept, Médial conseil santé sécurité, Alia Concept) pour une durée de deux ans (avec option de renouvellement d'une année), pour des services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne. Montant estimé des ententes : 1 710 006,86 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public no 18-17223 - (6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17223 pv.pdf
SEAO__Liste des commandes.pdf
comité contrat 1.pdf
comité contrat 2.pdf
comité contrat 3.pdf
comité contrat 4.pdf
adjudication contrat 1.pdf
adjudication contrat 2.pdf
adjudication contrat 3.pdf
adjudication contrat 4.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-10

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
chef de section
Tél : 872-5149
Division : acquisitions biens et services

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-17223
Numéro de référence : 1207589
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Actualisation IDH inc. 4080, rue Wellington Bureau 300 Montréal, QC, H4G1V4 http://www.actualisation.com	Madame Stefanie Siriani Téléphone : 514 282-42622 Télécopieur : 514 284-2625	**Commande : (1505708)** 2018-10-29 11 h 12 **Transmission :** 2018-10-29 11 h 12	3018937 - addenda 1 (devis) 2018-10-30 15 h 09 - Courriel 3019965 - addenda 2 (devis) 2018-11-01 11 h 12 - Courriel 3019966 - addenda 2 (bordereau) 2018-11-01 11 h 12 - Téléchargement 3020833 - addenda 3 2018-11-02 14 h 58 - Courriel 3024126 - addenda 3 2018-11-12 10 h 21 - Courriel 3024353 - addenda 4 2018-11-12 14 h 57 - Courriel 3024377 - addenda 5 2018-11-12 16 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ALIA CONSEIL inc. 550, rue Sherbrooke Ouest bureau 1780 Montréal, QC, H3A 1B9 http://www.aliaconseil.com	Monsieur Patrick Rivard Téléphone : 514 281-1200 Télécopieur : 514 281-1282	**Commande : (1503377)** 2018-10-22 13 h 53 **Transmission :** 2018-10-22 13 h 53	3018937 - addenda 1 (devis) 2018-10-30 15 h 09 - Courriel 3019965 - addenda 2 (devis) 2018-11-01 11 h 12 - Courriel 3019966 - addenda 2 (bordereau) 2018-11-01 11 h 12 - Téléchargement 3020833 - addenda 3 2018-11-02 14 h 58 - Courriel 3024126 - addenda 3 2018-11-12 10 h 21 - Courriel 3024353 - addenda 4 2018-11-12 14 h 57 - Courriel 3024377 - addenda 5 2018-11-12 16 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
APOP 120-1535, Chemin Ste-Foy Québec, QC, G1S2P9	Madame Marie-Christine Tardif Téléphone : 581 981-7002 Télécopieur :	**Commande : (1502840)** 2018-10-19 13 h 21 **Transmission :** 2018-10-19 13 h 21	3018937 - addenda 1 (devis) 2018-10-30 15 h 09 - Courriel 3019965 - addenda 2 (devis) 2018-11-01 11 h 12 - Courriel 3019966 - addenda 2 (bordereau) 2018-11-01 11 h 12 - Téléchargement 3020833 - addenda 3 2018-11-02 14 h 58 - Courriel 3024126 - addenda 3 2018-11-12 10 h 21 - Courriel 3024353 - addenda 4 2018-11-12 14 h 57 - Courriel 3024377 - addenda 5 2018-11-12 16 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Bell Canada 930, rue d'Aiguillon, RC-140 Québec, QC, G1R5M9	Monsieur Philippe Robitaille Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur : 418 691-4095	**Commande : (1502624)** 2018-10-19 8 h 45 **Transmission :** 2018-10-19 8 h 45	3018937 - addenda 1 (devis) 2018-10-30 15 h 09 - Courriel 3019965 - addenda 2 (devis) 2018-11-01 11 h 12 - Courriel 3019966 - addenda 2 (bordereau) 2018-11-01 11 h 12 - Téléchargement 3020833 - addenda 3 2018-11-02 14 h 58 - Courriel 3024126 - addenda 3 2018-11-12 10 h 21 - Courriel 3024353 - addenda 4 2018-11-12 14 h 57 - Courriel 3024377 - addenda 5 2018-11-12 16 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Collège de Rosemont. 6400, 16e Avenue Montréal, QC, H1X 2S9	Monsieur Maxime Robert Téléphone : 514 376-1620 Télécopieur : 514 376-6612	**Commande : (1504785)** 2018-10-25 12 h 26 **Transmission :** 2018-10-25 12 h 26	3018937 - addenda 1 (devis) 2018-10-30 15 h 10 - Télécopie 3019965 - addenda 2 (devis) 2018-11-01 12 h 27 - Messagerie 3019966 - addenda 2 (bordereau) 2018-11-01 11 h 12 - Téléchargement 3020833 - addenda 3 2018-11-02 15 h 29 - Télécopie 3024126 - addenda 3 2018-11-12 10 h 22 - Télécopie

			3024353 - addenda 4 2018-11-12 15 h 28 - Télécopie 3024377 - addenda 5 2018-11-12 17 h 17 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Collège de Rosemont. 6400, 16e Avenue Montréal, QC, H1X 2S9	Monsieur Maxime Robert Téléphone : 514 376-1620 Télécopieur : 514 376-6612	**Commande : (1507130)** 2018-11-01 11 h 17 **Transmission :** 2018-11-01 11 h 17	3018937 - addenda 1 (devis) 2018-11-01 11 h 17 - Téléchargement 3019965 - addenda 2 (devis) 2018-11-01 11 h 17 - Téléchargement 3019966 - addenda 2 (bordereau) 2018-11-01 11 h 17 - Téléchargement 3020833 - addenda 3 2018-11-02 14 h 59 - Télécopie 3024126 - addenda 3 2018-11-12 10 h 53 - Télécopie 3024353 - addenda 4 2018-11-12 14 h 58 - Télécopie 3024377 - addenda 5 2018-11-12 16 h 47 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Connexence 1135 Grande-Allée Ouest Bureau 310 Québec, QC, G1S1G4	Madame Stéphanie Gouin Téléphone : 418 929-0179 Télécopieur : 418 380-5815	**Commande : (1506626)** 2018-10-31 10 h 38 **Transmission :** 2018-10-31 10 h 38	3018937 - addenda 1 (devis) 2018-10-31 10 h 38 - Téléchargement 3019965 - addenda 2 (devis) 2018-11-01 11 h 12 - Courriel 3019966 - addenda 2 (bordereau) 2018-11-01 11 h 12 - Téléchargement 3020833 - addenda 3 2018-11-02 14 h 58 - Courriel 3024126 - addenda 3 2018-11-12 10 h 21 - Courriel 3024353 - addenda 4 2018-11-12 14 h 57 - Courriel 3024377 - addenda 5 2018-11-12 16 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ellicom inc. 2100, rue Sainte-Catherine Ouest 7e étage Montréal, QC, H3H 2T3 http://www.ellicom.com	Madame Soula Chronopoulos Téléphone : 514 788-8804 Télécopieur :	**Commande : (1504277)** 2018-10-24 11 h 45 **Transmission :** 2018-10-24 11 h 45	3018937 - addenda 1 (devis) 2018-10-30 15 h 09 - Courriel 3019965 - addenda 2 (devis) 2018-11-01 11 h 12 - Courriel 3019966 - addenda 2 (bordereau) 2018-11-01 11 h 12 - Téléchargement 3020833 - addenda 3 2018-11-02 14 h 58 - Courriel 3024126 - addenda 3 2018-11-12 10 h 21 - Courriel 3024353 - addenda 4 2018-11-12 14 h 57 - Courriel 3024377 - addenda 5 2018-11-12 16 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Gravité Médias 215 Jean-Leman Candiac, QC, J5R 6Z8	Madame Lucie Masse Téléphone : 450 616-8080 Télécopieur :	**Commande : (1502170)** 2018-10-18 9 h 40 **Transmission :** 2018-10-18 9 h 40	3018937 - addenda 1 (devis) 2018-10-30 15 h 09 - Courriel 3019965 - addenda 2 (devis) 2018-11-01 11 h 12 - Courriel 3019966 - addenda 2 (bordereau) 2018-11-01 11 h 12 - Téléchargement 3020833 - addenda 3 2018-11-02 14 h 58 - Courriel 3024126 - addenda 3 2018-11-12 10 h 21 - Courriel 3024353 - addenda 4 2018-11-12 14 h 57 - Courriel 3024377 - addenda 5 2018-11-12 16 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Edgenda inc. 1751, rue du Marais bureau 300 Québec, QC, G1M0A2 http://www.edgenda.com	Madame Flora Gaffuri Téléphone : 438 320-6456 Télécopieur :	**Commande : (1502161)** 2018-10-18 9 h 32 **Transmission :** 2018-10-18 9 h 32	3018937 - addenda 1 (devis) 2018-10-30 15 h 09 - Courriel 3019965 - addenda 2 (devis) 2018-11-01 11 h 12 - Courriel 3019966 - addenda 2 (bordereau) 2018-11-01 11 h 12 - Téléchargement 3020833 - addenda 3 2018-11-02 14 h 58 - Courriel 3024126 - addenda 3 2018-11-12 10 h 21 - Courriel 3024353 - addenda 4 2018-11-12 14 h 57 - Courriel 3024377 - addenda 5 2018-11-12 16 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Initiativenet Inc. 1820 ch Norway Montréal, QC, h4p1y5 http://www.initiativenet.com	Monsieur Sol Tanguay Téléphone : 514 256-6160 Télécopieur :	**Commande : (1509408)** 2018-11-07 17 h 39 **Transmission :** 2018-11-07 17 h 39	3018937 - addenda 1 (devis) 2018-11-07 17 h 39 - Téléchargement 3019965 - addenda 2 (devis) 2018-11-07 17 h 39 - Téléchargement

			3019966 - addenda 2 (bordereau) 2018-11-07 17 h 39 - Téléchargement 3020833 - addenda 3 2018-11-07 17 h 39 - Téléchargement 3024126 - addenda 3 2018-11-12 10 h 21 - Courriel 3024353 - addenda 4 2018-11-12 14 h 57 - Courriel 3024377 - addenda 5 2018-11-12 16 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Medial Conseil Santé Sécurité Inc. 1033, route de l'Église Québec, QC, G1V 3W1 http://www.medial.ca	Madame Julie Ménard Téléphone : 418 682-9909 Télécopieur :	**Commande : (1502174)** 2018-10-18 9 h 42 **Transmission :** 2018-10-18 9 h 42	3018937 - addenda 1 (devis) 2018-10-30 15 h 09 - Courriel 3019965 - addenda 2 (devis) 2018-11-01 11 h 12 - Courriel 3019966 - addenda 2 (bordereau) 2018-11-01 11 h 12 - Téléchargement 3020833 - addenda 3 2018-11-02 14 h 58 - Courriel 3024126 - addenda 3 2018-11-12 10 h 21 - Courriel 3024353 - addenda 4 2018-11-12 14 h 57 - Courriel 3024377 - addenda 5 2018-11-12 16 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Novaconcept Formation inc. 7245, rue Alexandra Bureau 300 Montréal, QC, H2R 2Y9	Monsieur Pierre Boucher Téléphone : 514 220-2844 Télécopieur :	**Commande : (1505410)** 2018-10-26 15 h 44 **Transmission :** 2018-10-26 15 h 44	3018937 - addenda 1 (devis) 2018-10-30 15 h 09 - Courriel 3019965 - addenda 2 (devis) 2018-11-01 11 h 12 - Courriel 3019966 - addenda 2 (bordereau) 2018-11-01 11 h 12 - Téléchargement 3020833 - addenda 3 2018-11-02 14 h 58 - Courriel 3024126 - addenda 3 2018-11-12 10 h 22 - Courriel 3024353 - addenda 4 2018-11-12 14 h 57 - Courriel 3024377 - addenda 5 2018-11-12 16 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Productions Cime 9250-0115 420, rue Marie-Morin bureau 200 Montréal, QC, H2Y 3P8	Monsieur Gabriel Gagnon Téléphone : 514 658-2463 Télécopieur :	**Commande : (1502923)** 2018-10-19 15 h 17 **Transmission :** 2018-10-19 15 h 17	3018937 - addenda 1 (devis) 2018-10-30 15 h 09 - Courriel 3019965 - addenda 2 (devis) 2018-11-01 11 h 12 - Courriel 3019966 - addenda 2 (bordereau) 2018-11-01 11 h 12 - Téléchargement 3020833 - addenda 3 2018-11-02 14 h 58 - Courriel 3024126 - addenda 3 2018-11-12 10 h 21 - Courriel 3024353 - addenda 4 2018-11-12 14 h 57 - Courriel 3024377 - addenda 5 2018-11-12 16 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SSTenligne 60, des Casernes Trois-Rivières, QC, G9A1X2	Monsieur Martin Fiset Téléphone : 844 381-5400 Télécopieur :	**Commande : (1503972)** 2018-10-23 15 h 39 **Transmission :** 2018-10-23 15 h 39	3018937 - addenda 1 (devis) 2018-10-30 15 h 09 - Courriel 3019965 - addenda 2 (devis) 2018-11-01 11 h 12 - Courriel 3019966 - addenda 2 (bordereau) 2018-11-01 11 h 12 - Téléchargement 3020833 - addenda 3 2018-11-02 14 h 58 - Courriel 3024126 - addenda 3 2018-11-12 10 h 21 - Courriel 3024353 - addenda 4 2018-11-12 14 h 57 - Courriel 3024377 - addenda 5 2018-11-12 16 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
swc technologie1 238 de la voliere Sainte-Anne-des-Plaines, QC, j0n 1h0	Monsieur martin bienvenue Téléphone : 450 478-7050 Télécopieur :	**Commande : (1505465)** 2018-10-27 12 h 33 **Transmission :** 2018-10-27 12 h 33	3018937 - addenda 1 (devis) 2018-10-30 15 h 09 - Courriel 3019965 - addenda 2 (devis) 2018-11-01 11 h 12 - Courriel 3019966 - addenda 2 (bordereau) 2018-11-01 11 h 12 - Téléchargement 3020833 - addenda 3 2018-11-02 14 h 58 - Courriel 3024126 - addenda 3 2018-11-12 10 h 21 - Courriel 3024353 - addenda 4 2018-11-12 14 h 57 - Courriel 3024377 - addenda 5 2018-11-12 16 h 46 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

18-17223 - services professionnels de conception et de production de solution de formation en ligne contrat 2

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	approche proposée 30%	capacité de production et échéancier 15%	expérience de la firme dans des travaux semblables 20%	expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Nova concept	3,75	8,50	26,50	13,00	17,00	17,75	86,5		-	contrat
medial conseil santé sécurité	3,63	7,00	23,00	11,75	15,75	16,00	77,1	544 427,32 $	2,34	1
groupe Edgenda	3,25	6,75	15,00	10,25	8,00	9,50	52,8			Non conforme
Alia conseil	4,00	8,00	26,25	12,75	17,00	17,25	85,3	649 896,19 $	2,08	2
0							-		-	

Comité	
Date	23-11-2018
Heure	13h30
Lieu	255 Crémazie Est bureau 400 salle gré à gré

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

18-17223 - services professionnels de conception et de production de solution de formation en ligne contrat 3

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	approche proposée 30%	capacité de production et échéancier 15%	expérience de la firme dans des travaux semblables 20%	expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Nova concept	3,75	8,50	26,50	13,00	17,00	17,75	86,5		-	contrat 1
medial conseil santé sécurité	3,63	7,00	23,00	11,75	15,75	16,00	77,1		-	contrat 2
groupe Edgenda	3,25	6,75	15,00	10,25	8,00	9,50	52,8			Non conforme
Alia conseil	4,00	8,00	26,25	12,75	17,00	17,25	85,3	376 255,69 $	3,59	1
0							-		-	

Comité	
Date	23-11-2018
Heure	13h30
Lieu	255 Crémazie Est bureau 400 salle gré à gré

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17223 — No du GDD : 1184384001

Titre de l'appel d'offres : services de conception et de production de solutions de formation en ligne contrat 2

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 10 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 8 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 15 - 11 - 2018

Date du comité de sélection : 23 - 11 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 12 - 11 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 37,5

Nbre de soumissions rejetées : 4

% de rejets : 83,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Ellicom inc.	non conforme administrativement
Connexence inc.	non conforme administrativement
groupe Edgenda inc	n'a pas obtenu la note de 70
Novaconcept formation inc	adjudicataire contrat 1

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 14 - 5 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 180 jrs

Date d'échéance révisée : 10 - 11 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Medial conseil santé et sécurité inc.	544 427,32 $	X	
Alia conseil inc.	649 896,19 $		

Information additionnelle

trois firmes ont fourni les raisons de désistement; deux firmes ne fournissent pas le service, une firme ne peut accompagner adéquatement la Ville

Préparé par : Yves Belleville — Le 6 - 12 - 2018

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17223 — No du GDD : 1184384001

Titre de l'appel d'offres : services de conception et de production de solutions de formation en ligne contrat 3

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 10 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 8 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 15 - 11 - 2018

Date du comité de sélection : 23 - 11 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 12 - 11 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 37,5

Nbre de soumissions rejetées : 5

% de rejets : 83,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Ellicom inc	non conforme administrativement
Connexvence inc.	non conforme administrativement
groupe Edgenda inc	n'a pas obtenu la note de 70
Novaconcept formation inc.	a obtenu contrat 1
Medial conseil santé sécurité inc.	a obtenu contrat 2

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 14 - 5 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 14 - 5 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Alia conseil inc.	376 255,69 $	X	

Information additionnelle

trois firmes ont fourni les raisons de désistement; deux firmes ne fournissent pas le service, une firme ne peut accompagner adéquatement la Ville

Préparé par : Yves Belleville — Le 6 - 12 - 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2019/01/31 17:00

(2)

Dossier # : 1187655002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec Systematix Technologies de l'information inc. (lot 1 au montant de 2 311 714,94 $ taxes incluses) et Documens Traduction inc. (lot 2 au montant de 172 577,48 $ taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions numériques et sites web (rédaction et traduction de contenu web) / Appel d'offres public (18-17271) - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. de conclure deux (2) contrats, d'une durée de 24 mois pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques et sites web (rédaction et traduction de contenu web);

2. d'octroyer le contrat, pour le lot 1, à la seule firme soumissionnaire et ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélections préétablis, ainsi que le contrat, pour le lot 2, à la seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélections préétablis, et par lesquels ces firmes s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacun d'eux, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17271;

Firme	Description	Montant
Systematix Technologies de l'information inc.	Lot 1 - Rédaction de contenu web	2 311 714,94 $
Documens Traduction inc.	Lot 2- Traduction de contenu web	172 577,48 $

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2018-12-17 13:17

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187655002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec Systematix Technologies de l'information inc. (lot 1 au montant de 2 311 714,94 $ taxes incluses) et Documens Traduction inc. (lot 2 au montant de 172 577,48 $ taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions numériques et sites web (rédaction et traduction de contenu web) / Appel d'offres public (18-17271) - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la refonte de sa présence numérique, la Ville de Montréal (Ville) travaille avec des partenaires qui seront à même de soutenir la production de contenus pour le nouveau site web montréal.ca et les autres services numériques. La Ville a entrepris, à cet effet, d'accélérer le déploiement des services au cours des trois (3) prochaines années.

C'est dans ce contexte que la Ville a lancé l'appel d'offres 18-17271. Cet appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO, paru du 3 octobre 2018 au 6 novembre 2018. La durée de la publication a été de 33 jours. La durée de la validité des soumissions est de cent quatre-vingt (180) jours de la date du dépôt des soumissions.

Au total, un (1) addenda a été publié à la date suivante:

No. addenda	Date de publication	Portée
1	25 octobre 2018	Précisions suite à des questions techniques et administratives

Le présent dossier vise donc à conclure deux (2) contrats de services professionnels avec les firmes Systematix Technologies de l'information inc. (lot 1 au montant de 2 311 714,94 $ taxes incluses) et Documens Traduction inc. (lot 2 au montant de 172 577,48 $ taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services de développement pour solutions numériques et sites web (rédaction et traduction de contenu web).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA187655002 - 27 septembre 2018 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre de l'appel d'offres 18-17271 portant sur la prestation de services professionnels de développement pour solutions numériques et sites web (rédaction et traduction de contenu web).

CG17 0501- 28 septembre 2017 - Conclure quatre contrats de services professionnels avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 $, taxes incluses - lot 2 au montant de 2 022 364,26 $, taxes incluses - lot 3 au montant de 866 727,54 $, taxes incluses) et Systematix inc. (lot 4 au montant de 747 038,57 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques, sites web et systèmes mission / Appel d'offres public 17-16214 (8 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin.

DA171805001 - 10 avril 2017 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre de futurs appels d'offres pour obtenir des services professionnels en informatique, dans le but de supporter la réalisation de différents projets du Service des technologies de l'information.

DESCRIPTION

Ces deux (2) contrats permettront de soutenir les initiatives déjà prévues au PTI 2019-2021, notamment les éléments suivants :

- 70150 - Remplacement du portail de la Ville
- 70190 - Présence numérique - Fondation
- 72660 - Reforme des services d'accueil - Espace pour la vie
- 72690 - Applications Mobiles Espace pour la vie
- 70120 - Refonte des plateformes numériques- Espace pour la vie
- 74993 - Services numériques transactionnel
- 74910 - Paiement en ligne
- 72720 - Refonte des plateformes numériques des bibliothèques

Le lot 1 (Rédaction de contenu web) permet à la Ville de Montréal de soutenir la production de contenus web tout en s'alignant avec l'objectif de faciliter et prioriser les informations pratiques recherchées par les citoyens. Ces travaux seront réalisés de concert avec l'équipe projet de la Ville qui travaille à concevoir le nouveau site web de la Ville. Ce contrat pourra également être utilisé pour la rédaction dans le cadre d'autres projets de site web.

Le lot 2 (Traduction de contenu web) permet d'assurer la traduction des contenus dit "utilitaires" du français à l'anglais, afin d'assurer un service accessible à tous les citoyens. Ces travaux seront intégrés dans le processus de production des contenus par l'équipe projet.

JUSTIFICATION

Il y a eu un total de douze (12) preneurs de cahier des charges. De ce nombre, deux d'entre eux ont déposé une soumission sur un ou plusieurs lots, soit 16,67 % des preneurs, alors que dix (10) firmes n'ont pas déposé de soumission (83,33%). De ces 10 firmes, trois d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. Les raisons de désistement invoquées sont:

- une firme n'offre pas les services demandés;

- une firme n'a pas l'expérience ni l'expertise requise pour la réalisation de ce mandat;
- une firme a indiqué que le projet mobiliserait un trop grand nombre de ressources.

Toutes les firmes ayant déposé des soumissions sont déclarées conformes d'un point de vue administratif. L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 27 septembre 2018 (DA187655002). Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

Lot 1 : Rédaction de contenu Web

Pour ce lot, un seul soumissionnaire a déposé une offre.

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix de base (taxes incluses)	Autre (préciser)	Total (taxes incluses)
Systématix technologies de l'information inc.	76,3	0,55	2 311 714,94 $		2 311 714,94 $
Dernière estimation réalisée			2 233 303,83 $		2 233 303,83 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					78 411,11 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					3,51%

Lot 2 : Traduction de contenu Web

Pour ce lot, des deux soumissions reçues, seule la soumission de Documens Traduction inc. est conforme. La soumission de Systematix Technologies de l'information inc. s'est avérée non conforme, n'ayant pas atteint le seuil minimal de 70% pour la note intérimaire.

Soumissions conformes	Note Intérimaire	Note finale	Prix de base (taxes incluses)	Autre (préciser)	Total (taxes incluses)
Documens Traduction inc.	81,4	7,61	172 577,48 $		172 577,48 $
Dernière estimation réalisée			227 075,63 $		227 075,63 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					(54 498,15 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(23.9%)

On constate un écart de (23,9%) entre la seule soumission conforme et la dernière estimation. Cet écart s'explique par le fait que l'approche de sourçage par prestations de services spécialisés est nouvelle pour des services de traduction de contenu web. Il n'y a donc aucune donnée historique et il est alors plus difficile de réaliser des estimations

précises.

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ (Lot 1).

Et répondant à la condition suivante :

- Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres (Lot 1).

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

- La firme Systematix Technologies de l'information inc. a obtenu son accréditation le 21 février 2018 et cette dernière demeure valide.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées principalement au PTI et peuvent occasionnellement être assumées au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée du contrat. Les prestations de services professionnels seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.
Il est à noter que cette dépense sera majoritairement imputée au projet #70150 - Remplacement du portail de la Ville, qui est un projet de compétence mixte. Ce projet permettra l'intégration de tous les éléments d'information des services de la Ville ainsi que des arrondissements dans la nouvelle plateforme numérique.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, ces ententes de prestation de services permettront au Service des TI réaliser les différents projets prévus au PTI et notamment d'accélérer les projets liées au site montréal.ca, aux services numériques et aux permis en ligne.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier au Comité exécutif : le 09 janvier 2019;

- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 16 janvier 2019;
- Retour du dossier au Comité exécutif : le 23 janvier 2019;

- Approbation du dossier par le Conseil municipal : le 28 janvier 2019
- Approbation du dossier par le Conseil d'agglomération : le 31 janvier 2019
- Rencontre de départ avec le fournisseur : février 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Bernard BOUCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

/

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maricela FERRER VISBAL
Conseillère analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-868-5701
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-06

Sylvain S HÉBERT
Chef de division - Solutions numériques

Tél : 514 872-2135
Télécop. : 514 872-6767

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard GRENIER
Directeur

Tél :
Approuvé le : 2018-12-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2018-12-11

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1187655002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec Systematix Technologies de l'information inc. (lot 1 au montant de 2 311 714,94 $ taxes incluses) et Documens Traduction inc. (lot 2 au montant de 172 577,48 $ taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions numériques et sites web (rédaction et traduction de contenu web) / Appel d'offres public (18-17271) - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17271_Intervention.pdf
18-17271_PV.pdf
18-17271_Det-Cah.pdf
18-17271_TABLEAU_SP_Lot_1.pdf
18-17271_TABLEAU_SP_Lot_2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5290

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-10

Richard DAGENAIS
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17271

No du GDD : 1187655002

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services de développement pour solutions numériques, sites web, (rédaction et traduction de contenu WEB)

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 10 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 6 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 6 - 11 - 2018

Date du comité de sélection : 26 - 11 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 25 - 10 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 25

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Sytematix inc,	n'a pas obtenu la note de passage au comité de sélection pour le lot 2

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 5 - 5 - 2019

Date d'échéance révisée : 5 - 5 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Systematix inc.	2 311 714,94	√	1
Documens Traduction inc.	172 577,48	√	2

Information additionnelle

Trois avis de désistement ont été reçus: une firme mentionne ne pas offris les produits ou services demandés, l'autre mentionne ne pas posséder l'expérience de firme , ni l'expertise requises pour la réalisation de ce mandat et la dernière que le projet mobiliserait un trop grand nombre de ressources.

Préparé par : Bernard Boucher

Le 10 - 12 - 2018

18-17271 - Prestation de services de développement pour solutions numériques, sites web, (rédaction et traduction de contenu WEB) Lot 1

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Description des processus et méthodologies 20%	Capacite de production 25%	Expérience du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience et expertise du ccordonnateur des services et analyse des expertises spécifiquesdu chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Systematix Technologie de l'information inc.	4,25	6,75	16,00	18,25	16,75	14,25	76,3	2 311 714,94 $	0,55	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Bernard Boucher

Comité	
Date	lundi 26-11-2018
Heure	13 h 30
Lieu	801 Brennan, Montreal

Multiplicateur d'ajustement
10000

18-17271 - Prestation de services de développement pour solutions numériques, sites web, (rédaction et traduction de contenu WEB) Lot 2

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Description des processus et méthodologies 20%	Capacite de production 25%	Expérience du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience et expertise du ccordonnateur des services et analyse des expertises spécifiquesdu chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Systematix Technologies de l'information inc.	4,25	6,75	16,25	16,00	12,50	12,25	68,0			Non conforme
Documens Traduction inc.	3,75	7,50	16,75	20,13	17,00	16,25	81,4	172 577,48 $	7,61	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Bernard Boucher**									

Comité	
Date	lundi 26-11-2018
Heure	13 h 30
Lieu	801 Brennan, Montreal

Multiplicateur d'ajustement
10000

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 21 février 2018

SYSTEMATIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.
A/S MONSIEUR NORBERT ROZKO
485, RUE MCGILL, BUR. 300
MONTRÉAL (QC) H2Y 2H4

N° de décision : 2018-CPSM-1012521
N° de client : 3000339759

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SYSTEMATIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **24 septembre 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée Fermer la session

English
Avis du jour
Service à la clientèle
Aide
Recherche avancée
Commandes
Panier
Mon SEAO
Mes avis
Rapports
Profil
Organisation

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- **Liste des commandes**
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-17271
Numéro de référence : 1202692
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Prestation de services de développement pour solutions numériques, sites web, (rédaction et traduction de contenu WEB)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Alithya Services-Conseils inc. 2875, boul. Laurier bureau 1250 Québec, QC, G1V 2M2 http://www.alithya.com	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1497212)** 2018-10-03 14 h 39 **Transmission :** 2018-10-03 14 h 39	3017123 - 18-17271 Addenda 1 QR 2018-10-25 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Association des agences de communication créative (A2C) 505, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1250	Madame Isabel Poirier Téléphone : 514 848-	**Commande : (1497610)** 2018-10-04 11 h 57	3017123 - 18-17271 Addenda 1 QR 2018-10-25 14 h 38 - Courriel

Montréal, QC, H2Z 1Y7 http://www.a2c.quebec	1732 Télécopieur : 514 848-1950	**Transmission :** 2018-10-04 11 h 57	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1497152)** 2018-10-03 13 h 18 **Transmission :** 2018-10-03 13 h 18	3017123 - 18-17271 Addenda 1 QR 2018-10-25 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CSF inc. 2100-2336, chemin Sainte-Foy Québec, QC, G1V1S5	Monsieur Bernard Cyr Téléphone : 418 656-1240 Télécopieur : 418 656-9430	**Commande : (1497477)** 2018-10-04 9 h 43 **Transmission :** 2018-10-04 9 h 43	3017123 - 18-17271 Addenda 1 QR 2018-10-25 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
espresso communication & design inc 4428 boul. Saint-Laurent suite 300 Montréal, QC, H2W1Z5	Madame Rebecca Anderson Téléphone : 514 286-2809 Télécopieur :	**Commande : (1497774)** 2018-10-04 16 h 33 **Transmission :** 2018-10-04 16 h 33	3017123 - 18-17271 Addenda 1 QR 2018-10-25 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Francotyp postalia Canada inc 962 Montée de Liesse Montréal, QC, H4T 1W7 http://francotyp.ca	Monsieur Gilles Arcand Téléphone : 418 580-3449 Télécopieur :	**Commande : (1515272)** 2018-11-23 14 h 56 **Transmission :** 2018-11-23 14 h 56	3017123 - 18-17271 Addenda 1 QR 2018-11-23 14 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LG2 - Labarre Gauthier Inc. 3575 boul. St-Laurent, suite 900 Montréal, QC, H2X 2T7 http://lg2.com	Monsieur Roger Provencher Téléphone : 514 281-8901 Télécopieur : 514 281-0957	**Commande : (1497742)** 2018-10-04 15 h 45 **Transmission :** 2018-10-04 15 h 45	3017123 - 18-17271 Addenda 1 QR 2018-10-25 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Systematix Technologies de l'Information Inc. 485, rue McGill, bureau 300 Montréal, QC, H2Y2H4 http://www.systematix.com	Monsieur Pierre Lecavalier Téléphone : 514 393-1363 Télécopieur	**Commande : (1497114)** 2018-10-03 12 h 13 **Transmission :** 2018-10-03 12	3017123 - 18-17271 Addenda 1 QR 2018-10-25 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

	: 514 393-8997	h 13	Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Traduction Documens 7245, rue Alexandra Bureau 301 Montréal, QC, H2L 2A5	Madame Nancy MacDonald Téléphone : 514 868-9899 Télécopieur : 514 844-0706	**Commande : (1497464)** 2018-10-04 9 h 35 **Transmission :** 2018-10-04 9 h 35	3017123 - 18-17271 Addenda 1 QR 2018-10-25 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Versacom 1501, av. McGill College 6e étage Montréal, QC, H3A 3M8 http://www.versacom.ca	Madame Wendy Wong So Téléphone : 514 397-0135 Télécopieur : 514 397-1940	**Commande : (1499482)** 2018-10-11 8 h 22 **Transmission :** 2018-10-11 8 h 22	3017123 - 18-17271 Addenda 1 QR 2018-10-25 14 h 38 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Vortex Solution 40 Jean Talon Est Montréal, QC, H2R 1S3 http://www.vortexsolution.com	Madame Evelyne Morissette Téléphone : 514 278-7575 Télécopieur : 514 278-7606	**Commande : (1500748)** 2018-10-15 11 h 53 **Transmission :** 2018-10-15 11 h 53	3017123 - 18-17271 Addenda 1 QR 2018-10-25 14 h 38 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Zip Communication 615, René-Lévesque Ouest Bureau 500 Montréal, QC, H3B 1P5 http://www.zipcommunication.ca	Monsieur Loic Brignou Téléphone : 514 844-6006 Télécopieur : 514 844-6010	**Commande : (1497748)** 2018-10-04 15 h 51 **Transmission :** 2018-10-04 15 h 51	3017123 - 18-17271 Addenda 1 QR 2018-10-25 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.19

2019/01/31 17:00

(2)

Dossier # : 1187655002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Performance TI et sourçage
Objet :	Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec Systematix Technologies de l'information inc. (lot 1 au montant de 2 311 714,94 $ taxes incluses) et Documens Traduction inc. (lot 2 au montant de 172 577,48 $ taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions numériques et sites web (rédaction et traduction de contenu web) / Appel d'offres public (18-17271) - 2 soumissionnaires

Rapport - mandat SMCE187655002.pdf

Dossier # :1187655002

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidentes

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 31 janvier 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE187655002

Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec Systematix Technologies de l'information inc. (lot 1 au montant de 2 311 714,94 $ taxes incluses) et Documents Traduction inc. (lot 2 au montant de 172 577,48 $ taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions numériques et sites web (rédaction et traduction de contenu web) / Appel d'offres public (18-17271) - 2 soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Karine Boivin Roy
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE187655002

Conclure deux (2) contrats de services professionnels avec Systematix Technologies de l'information inc. (lot 1 au montant de 2 311 714,94 $ taxes incluses) et Documents Traduction inc. (lot 2 au montant de 172 577,48 $ taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions numériques et sites web (rédaction et traduction de contenu web) / Appel d'offres public (18-17271) - 2 soumissionnaires.

À sa séance du 9 janvier 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres (contrat 1);*

Le 16 janvier 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont constaté que les efforts du Service pour ouvrir le marché n'ont pas donné les résultats escomptés puisqu'une seule soumission conforme a été reçue à la suite de l'appel d'offres. Considérant les besoins exprimés, on aurait pu s'attendre à la présence de plusieurs soumissionnaires.

Les membres ont bien compris que de nouvelles solutions numériques seront développées par l'adjudicataire, de concert avec l'équipe de projets affectée à la conception du nouveau site web de la Ville. Des ressources importantes seront aussi consacrées à la refonte des plateformes numériques et des applications mobiles d'Espace pour la Vie.

Des membres de la Commission ont manifesté des préoccupations quant à la qualité éventuelle de la langue sur le site web de la Ville. Le Service a expliqué que l'évaluation qualitative de l'offre soumise par l'adjudicataire a été faite sur la base de critères bien précis, permettant de mesurer sa capacité à rendre les services demandés.

Pour la Commission, il conviendra néanmoins de porter une attention particulière à la qualité de la langue sur le nouveau site web de la Ville et sur les nouvelles applications qui seront développées. Il aurait été intéressant d'accorder une place plus importante à la question de la langue dans les critères d'évaluation qualitative des soumissions.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres (contrat 1);*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE187655002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2019/01/31 17:00

(2)

Dossier # : 1187231099

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Les Services EXP inc. (contrat #1: 8 628 579 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux d'infrastructures - Appel d'offres public n° 18-17017 (5 soumissionnaires)

1- conclure une entente-cadre par laquelle Les Services EXP inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la surveillance de travaux de réfection de structures, pour une somme maximale de 8 628 579 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public n° 18-17017 ;
2- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des villes liées, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-21 15:58

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187231099**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Les Services EXP inc. (contrat #1: 8 628 579 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux d'infrastructures - Appel d'offres public n° 18-17017 (5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des infrastructures estime que les besoins en réfection et en réaménagement d'infrastructures nécessitent des investissements qui augmentent de 10% à 15% annuellement. Ces infrastructures comprennent des conduites d'aqueduc et d'égout, la voirie ainsi que les ponts et tunnels.
Compte tenu de l'ampleur des besoins et afin d'atteindre les objectifs de réalisation qui en découlent, la Direction des infrastructures sollicite les services professionnels de deux (2) firmes d'ingénierie pour l'assister dans la gestion et la surveillance des travaux prévus à sa programmation.

Dans ce contexte, le lancement d'un appel d'offres public a été requis afin de conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels. Le présent dossier concerne la conclusion de l'une d'elle, soit l'entente-cadre référant au contrat #1.

L'appel d'offres #18-17017 a été publié du 20 juin au 19 juillet 2018. Les soumissions sont valides pendant les cent quatre-vingts (180) jours qui suivent leur date d'ouverture, soit jusqu'au 15 janvier 2019. La soumission de Les Services EXP inc. a quant à elle, été prolongée jusqu'au 15 mars 2019, tel que confirmé par la firme (voir lettre en pièce jointe).

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 30 jours, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.

Deux (2) addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres:

· Addenda no 1 émis le 5 juillet 2018: Réponses aux questions des soumissionnaires sur les documents d'appel d'offres;
· Addenda no 2 émis le 12 juillet 2018: Réponses aux questions des soumissionnaires sur les documents d'appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0651- 20 décembre 2018 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme CIMA+ S.E.N.C. (contrat #2: 9 322 173 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux d'infrastructures - Appel d'offres public n° 18-17017 (5 soumissionnaires) (1185249003) ;
CG17 0095 - 30 mars 2017 - Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 5 462 146,07 $, taxes incluses), Les Services exp inc. (contrat #2: 5 706 209,25 $, taxes incluses) et Les Consultants S.M. inc. (contrat #3: 5 792 727,94 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux dans le domaine des égouts, de l'aqueduc, de la voirie et des structures - Appel d'offres public n° 17-15664 (5 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cette fin.(1175249001) ;

CG15 0391 - 18 juin 2015 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes pour une période de 24 mois: Les Consultants S.M. inc.(9 701 360,55 $) et Les Services exp inc. (9 818 328,07 $) pour des services professionnels de surveillance des travaux, gestion des impacts, maintien de la circulation et communications de chantier / appel d'offres public 15-13877 - 6 soumissionnaires, et approuver les projets de conventions à cette fin. (1155249001).

DESCRIPTION

Il s'agit de conclure une entente-cadre de services professionnels en gestion et surveillance des travaux d'infrastructures municipales représentant une somme maximale de 8 628 579 $ taxes incluses, laquelle est valide pour une période pouvant atteindre soixante (60) mois, à partir de la date d'octroi du contrat.
À la suite du lancement de l'appel d'offres public n° 18-17017 il a été recommandé de retenir les services des deux (2) firmes suivantes :

	Firme	**Montant (taxes incluses)**
Contrat #1:	Les Services Exp inc.	8 628 579 $
Contrat #2:	CIMA+ S.E.N.C. (1185249003)	9 322 173 $
	Montant total des contrats	**17 950 752 $**

Le présent dossier ne concerne que le contrat #1 pour Les Services EXP Inc.

JUSTIFICATION

Compte tenu du nombre et de l'envergure des projets de réfection des infrastructures de voirie prévus pour les années à venir, il est proposé de retenir les services professionnels de firmes externes afin d'assister les professionnels de la Direction des infrastructures dans la réalisation de leurs mandats et ce, principalement en période de pointe. Il est prévu que ces

ententes soient réservées exclusivement à la Direction des infrastructures.
La gestion des projets qui sont confiés aux firmes est assurée par un représentant de la Ville.

Par ailleurs, trois (3) ententes-cadres avaient été octroyées en 2017 pour des services similaires, et deux (2) d'entre-elles seront épuisées à la fin de l'année 2018. La troisième entente-cadre demeurera disponible pour les besoins des arrondissements et autres services de la Ville. Par conséquent, la Direction des infrastructures désire octroyer deux (2) nouveaux contrats afin de s'assurer de la disponibilité des firmes en période de pointe et permettre la réalisation du carnet de commandes de la direction.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats public* (Loi 1) conformément au décret #795-2014 adopté le 27 septembre 2014. L'adjudicataire recommandé est sur le registre des entreprises autorisées à conclure des contrats publics de l'Autorité des marchés financiers. La firme Les Services Exp inc. détient l'attestation de l'Autorité des marchés financiers renouvelée en date du 24 juillet 2017, laquelle se retrouve en pièce jointe au dossier.

L'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et est conforme en vertu du règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Le dossier répond à l'un des critères et l'une des conditions préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, le contrat #1 de la firme Les Services EXP inc. est supérieur à 1 000 000 $ et il s'agit de son troisième contrat consécutif similaire pour une entente-cadre de services professionnels en gestion et surveillance des travaux.

Analyse des soumissions

La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final et ce, au prix de sa soumission.

La rencontre du comité de sélection s'est tenue le 6 août 2018. Les soumissions reçues le 19 juillet 2018 pour les deux (2) contrats ont été analysées séparément par le comité de sélection selon les critères de sélection et de pondération spécifiés au devis.

Les offres des cinq (5) soumissionnaires ont été jugées recevables et analysées par le comité de sélection et chacune des firmes a soumissionné pour chacun des deux (2) contrats.

Le système de pondération et d'évaluation des offres à deux enveloppes, applicable aux appels d'offres de services professionnels, a été utilisé. Un pointage intérimaire a été établi à la suite de l'évaluation de l'offre de services qualitative et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

Tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, seules les soumissions ayant obtenu un pointage intérimaire d'au moins 70 sur 100 sont ouvertes et considérées pour l'établissement du pointage final. De plus, une firme retenue pour recommandation pour un contrat devient non conforme pour les contrats suivants.

Résultats de l'appel d'offres:

Contrat # 1 - présent dossier :

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1 - Les Services EXP inc.	73,17	0,14	8 628 579,00 $
2 - CIMA+ s.e.n.c.	73,83	0,13	9 485 438,00 $
3 - SNC-Lavalin inc.	77,00	0,12	10 417 425,00 $
4 - Les Consultants S.M. inc.	65,33		
5 - GBI Experts-Conseils inc.	65,67		
Estimation interne			8 389 364,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)* **Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)** *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			239 215 $ 2,85 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)* **Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)** *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100*			856 859,00 $ 9,93 %

Contrat # 2 (1185249003) :

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1 - Les Services EXP inc.	73,17		
2 - CIMA+ s.e.n.c.	73,83	0,13	9 322 173,00 $
3 - SNC-Lavalin inc.	77,00	0,12	10 417 425,00 $
4 - Les Consultants S.M. inc.	65,33		
5 - GBI Experts-Conseils inc.	65,67		
Estimation interne			8 389 364,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire - estimation)* **Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)** *(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100*			932 809,00 $ 11,12 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)* **Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)** *(2 e meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100*			1 095 252,00 $ 11,75 %

À la suite de l'évaluation qualitative, le pointage intérimaire obtenu par les firmes GBI Experts-Conseils inc. ainsi que Les Consultants S.M. inc. étaient inférieurs à 70 %. Par

conséquent, ces firmes n'ont pu être considérées pour l'établissement du pointage final puisque seules les soumissions ayant obtenu la note intérimaire de passage fixée à 70 % sont considérées pour l'ouverture de la seconde enveloppe.

Enfin, puisque la firme Les Services EXP inc. est recommandée comme adjudicataire pour le présent contrat (#1), cette dernière devenait non conforme pour le contrat #2, lequel a été octroyé par le Conseil d'agglomération du 20 décembre 2018.

Le détail de l'évaluation qualitative est présenté dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Dernières estimations réalisées:

Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres ont été établies en fonction des heures prévisionnelles prévues aux bordereaux de soumission selon les taux horaires établis lors des anciens processus pour des services équivalents, majorés afin de prendre en considération l'inflation. Il est à noter que les stratégies utilisées par chacune des firmes quant aux taux soumis leur sont propres et ne sont pas divulguées.

Les prix soumis par les firmes ayant obtenues les meilleurs pointages pour les deux (2) contrats au terme du comité d'évaluation sont plus élevés que les estimations internes.

Les écarts entre les adjudicataires et les estimations internes sont les suivants:

Contrat	Firme	Écart ($)	Écart (%)
1	Les Services EXP inc.	239 215,00 $	2,85 %
2	CIMA+ s.e.n.c.	932 809,00 $	11,12 %

Les écarts à la hausse pour les deux (2) contrats s'expliquent vraisemblablement par une demande accrue en services professionnels pour la surveillance des travaux dans le marché de la région métropolitaine en raison du grand nombre de projets d'envergure et de l'augmentation des investissements en infrastructures. Le bassin de ressources qualifiées pour offrir ce type de service spécialisé est également limité. Dans ces circonstances, il est recommandé d'octroyer le contrat #1 à l'adjudicataire Les Services EXP inc.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire qui permettra de couvrir plusieurs mandats. Les différents mandats seront effectués sur demande par la Direction des infrastructures qui assurera la gestion desdits services et s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes.
Chacun des mandats confiés à la firme devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre et selon la provenance des crédits déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux, arrondissements et villes liées). Ces mandats pourraient donc encourir des dépenses d'agglomération dans le cadre de projets touchant des travaux réalisés sur le réseau cyclable pan montréalais ou sur le réseau des conduites d'eau principales.

La dépense maximale d'honoraires professionnels de 8 628 579,00 $, taxes incluses, pour

cette entente-cadre représente un coût net maximal de 7 879 042,73 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 15 mars 2019, soit la date d'échéance de validité de la soumission, les Services Exp inc. pourrait alors retirer sa soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et ce retard dans l'octroi d'un nouveau contrat de services professionnels compromettrait la réalisation de la programmation des travaux 2019 de la Direction des infrastructures.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission permanente d'examen des contrats: 16 janvier 2019
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des services : Février 2019
Fin des services : à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou à la fin de la période de soixante (60) mois selon la première des deux (2) éventualités.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin BOULIANNE
Chef de division

Tél : 514 872-9552
Télécop. : 514 872-6123

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-18

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures

Tél : 514 872-4101
Télécop. : 514 872-1873

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2018-12-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2018-12-20

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 27 juillet 2017

LES SERVICES EXP INC.
A/S MADAME AHN HAE-JIN
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON (ON) L6V 4M8

N° de décision : 2017-CPSM-1041269
N° de client : 2700027173

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- DELSAER-GESTIONNAIRES DE PROJETS
- DELSAER-PROJECT MANAGERS
- EXP SERVICES INC.
- GÉODÉFOR
- LABORATOIRE DE CONSTRUCTION 2000
- LES CONSULTANTS L.B.C.D.
- LES LABORATOIRES SHERMONT
- PROCD TECHNOLOGIES
- PROJI-CONTROLE
- TEKNIKA HBA

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES SERVICES EXP INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 18 décembre 2018

Monsieur Guillaume Halde
Les Services EXP Inc
1001, boulevard De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B
Montréal Québec H3A3C8

Courriel: guillaume.halde @exp.com

Objet : Prolongation de la durée validité de soumission
Appel d'offres nº 18-17017
Services professionnels en gestion et surveillance des travaux

---

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 15 mars 2019.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 21 décembre 2018**.**

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation :  **18 décembre 2018**

Guillaume Halde
Signature Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature Date

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement II
Courriel: eddydutelly@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-5253

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1187231099

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Les Services EXP inc. (contrat #1: 8 628 579 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux d'infrastructures - Appel d'offres public n° 18-17017 (5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17017 pv.pdf
18-17017_DetCah.pdf
18-17017 TABLEAU_Résultat Global Final Contrat 1.pdf
Nouvelle Appel D'offres Contrat 1.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Denis LECLERC
Chef de Section, division acquisition
Tél : 514 872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17017 — No du GDD : 1187231099

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en gestion et surveillance des travaux

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 6 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 19 - 7 - 2018

Ouverture faite le : 19 - 7 - 2018

Date du comité de sélection : 6 - 8 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 12 - 7 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 45,45

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 40

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
GBI Experts-Conseils Inc.	Note de passage inférieure à 70 %
Les Consultants SM Inc.	Note de passage inférieure à 70 %

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 15 - 1 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 59 jrs

Date d'échéance révisée : 15 - 3 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les Services EXP Inc.	8 628 579,00 $	√	1
CIMA+S.E.N.C.	9 485 438,00 $		
SNC Lavalin Inc.	10 417 425,00 $		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat 1 à la firme ayant obtenu le plus haut pointage: Les Services EXP Inc.. Les deux (2) autres firmes soumissionnaires sont déclarées non conformes; leurs notes de passage étaient inférieures à 70 %.

Préparé par : Eddy Dutelly — Le 19 - 12 - 2018

18-17017 - Services professionnels en gestion et surveillance des travaux

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+S.E.N.C.	3,83	8,00	11,33	14,00	21,33	15,33	73,83	9 485 438,00 $	0,13	2
GBI Experts-Conseils Inc.	3,83	7,33	9,50	14,00	16,00	15,00	65,67			Non conforme
Les Consultants S.M. Inc.	3,17	6,33	8,33	15,33	20,67	11,50	65,33			Non conforme
Les Services EXP Inc.	3,50	6,33	10,17	18,00	22,67	12,50	73,17	8 628 579,00 $	0,14	1
SNC-LAVALIN Inc.	4,00	7,00	8,00	15,67	24,67	17,67	77,00	10 417 425,00 $	0,12	3

Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly

Comité	Contrat 1
Date	lundi 06-08-2018
Heure	10 h 00
Lieu	255 boulevard Crémazie Est, bureau 400, salle 436 / Sollicitation

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-17017
Numéro de référence : 1175024
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en gestion et surveillance de travaux d'infrastructure

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1461017)** 2018-06-22 11 h 11 **Transmission :** 2018-06-22 11 h 11	2967826 - 18-17017 Addenda 1 (devis) 2018-07-05 15 h 18 - Courriel 2967827 - 18-17017 Addenda 1 (bordereau) 2018-07-05 15 h 18 - Téléchargement 2971059 - 18-17017 Addenda 2 2018-07-12 12 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AECOM Consultants Inc. 1 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com NEQ : 1161553129	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 798-7845 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1461229)** 2018-06-22 16 h 25 **Transmission :** 2018-06-22 16 h 25	2967826 - 18-17017 Addenda 1 (devis) 2018-07-05 15 h 18 - Courriel 2967827 - 18-17017 Addenda 1 (bordereau) 2018-07-05 15 h 18 - Téléchargement 2971059 - 18-17017 Addenda 2

				2018-07-12 12 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1460268)** 2018-06-21 8 h 26 **Transmission :** 2018-06-21 8 h 26	2967826 - 18-17017 Addenda 1 (devis) 2018-07-05 15 h 18 - Courriel 2967827 - 18-17017 Addenda 1 (bordereau) 2018-07-05 15 h 18 - Téléchargement 2971059 - 18-17017 Addenda 2 2018-07-12 12 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1461095)** 2018-06-22 12 h 27 **Transmission :** 2018-06-22 12 h 27	2967826 - 18-17017 Addenda 1 (devis) 2018-07-05 15 h 18 - Courriel 2967827 - 18-17017 Addenda 1 (bordereau) 2018-07-05 15 h 18 - Téléchargement 2971059 - 18-17017 Addenda 2 2018-07-12 12 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GBi 255 Crémazie Est, 9e Étage Montréal, QC, H2M 1L5 http://www.gbi.ca NEQ : 1148115281	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1460335)** 2018-06-21 9 h 35 **Transmission :** 2018-06-21 9 h 35	2967826 - 18-17017 Addenda 1 (devis) 2018-07-05 15 h 18 - Courriel 2967827 - 18-17017 Addenda 1 (bordereau)

				2018-07-05 15 h 18 - Téléchargement 2971059 - 18-17017 Addenda 2 2018-07-12 12 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe de sécurité Garda SENC 1390, rue Barré Montréal, QC, H3C 1N4 http://www.garda.ca NEQ : 3368599133	Madame Valérie Jacob Téléphone : 514 281-2811 Télécopieur : 514 281-2860	**Commande : (1460073)** 2018-06-20 14 h 59 **Transmission :** 2018-06-20 14 h 59	2967826 - 18-17017 Addenda 1 (devis) 2018-07-05 15 h 18 - Courriel 2967827 - 18-17017 Addenda 1 (bordereau) 2018-07-05 15 h 18 - Téléchargement 2971059 - 18-17017 Addenda 2 2018-07-12 12 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1460856)** 2018-06-22 8 h 37 **Transmission :** 2018-06-22 8 h 37	2967826 - 18-17017 Addenda 1 (devis) 2018-07-05 15 h 18 - Courriel 2967827 - 18-17017 Addenda 1 (bordereau) 2018-07-05 15 h 18 - Téléchargement 2971059 - 18-17017 Addenda 2 2018-07-12 12 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest	Madame Ginette Laplante	**Commande : (1460313)** 2018-06-21 9	2967826 - 18-17017 Addenda 1 (devis) 2018-07-05 15 h 18 -

	Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	h 12 **Transmission :** 2018-06-21 9 h 12	Courriel 2967827 - 18-17017 Addenda 1 (bordereau) 2018-07-05 15 h 18 - Téléchargement 2971059 - 18-17017 Addenda 2 2018-07-12 12 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9 NEQ : 1169411510	Madame Rachel Pelletier Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1468367)** 2018-07-12 10 h 16 **Transmission :** 2018-07-12 10 h 16	2967826 - 18-17017 Addenda 1 (devis) 2018-07-12 10 h 16 - Téléchargement 2967827 - 18-17017 Addenda 1 (bordereau) 2018-07-12 10 h 16 - Téléchargement 2971059 - 18-17017 Addenda 2 2018-07-12 12 h 04 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1460119)** 2018-06-20 16 h 05 **Transmission :** 2018-06-20 16 h 05	2967826 - 18-17017 Addenda 1 (devis) 2018-07-05 15 h 18 - Courriel 2967827 - 18-17017 Addenda 1 (bordereau) 2018-07-05 15 h 18 - Téléchargement 2971059 - 18-17017 Addenda 2 2018-07-12 12 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.20

2019/01/31 17:00

(2)

Dossier # : 1187231099

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Les Services EXP inc. (contrat #1: 8 628 579 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux d'infrastructures - Appel d'offres public n° 18-17017 (5 soumissionnaires)

Rapport- mandat SMCE187231099.pdf

Dossier # :1187231099

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidentes

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 31 janvier 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE187231099

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Les Services EXP inc. (contrat #1: 8 628 579 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux d'infrastructures - Appel d'offres public n° 18-17017 (5 soumissionnaires).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Karine Boivin Roy
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE187231099
Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Les Services EXP inc. (contrat #1: 8 628 579 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux d'infrastructures - Appel d'offres public n° 18-17017 (5 soumissionnaires)

À sa séance du 9 janvier 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.*

Le 16 janvier 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures du réseau routier ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont été surpris de constater que la période de l'appel d'offres dans ce dossier s'était en partie déroulée durant le mois de juillet, une période que l'on devrait généralement éviter pour le lancement d'appel d'offres. Le Service a souligné que la période de soumission n'a pas été un problème et que plusieurs soumissions ont été reçues. L'important était de pouvoir compter sur les services professionnels requis dès le début de l'année 2019.

Les membres ont aussi rappelé au Service que le Bureau de l'inspecteur général (BIG) a présenté l'an dernier des observations sur l'importance de garder une expertise interne en matière de surveillance des chantiers. Le Service a souligné à ce propos qu'il était en contact régulier avec le BIG dans le but d'améliorer constamment ses pratiques en la matière.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs

interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE187231099 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2019/01/31 17:00

(2)

Dossier # : 1184069020

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la troisième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Gestion Gérard de cola inc., un espace à bureaux situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis, pour le poste de quartier 45 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 5 ans, à compter du 1er mars 2019, moyennant un loyer total de 698 200,86 $, incluant les taxes. (Bâtiment 3299).

Il est recommandé :
1. d'approuver la troisième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Gestion Gérard de cola inc., pour une période de 5 ans, à compter du 1er mars 2019, un espace à bureaux d'une superficie de 4 555 pi², situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis, utilisé pour les besoins du poste de quartier 45 du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 698 200,86 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la troisième convention de modification de bail;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-12-07 16:24

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184069020**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la troisième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Gestion Gérard de cola inc., un espace à bureaux situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis, pour le poste de quartier 45 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 5 ans, à compter du 1er mars 2019, moyennant un loyer total de 698 200,86 $, incluant les taxes. (Bâtiment 3299).

CONTENU

CONTEXTE

Le poste de quartier 45 (PDQ 45) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) occupe, depuis le 26 août 1998, un espace à bureaux situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles.
Le bail en vigueur du PDQ 45 viendra à échéance le 28 février 2019. En juillet dernier, le SPVM a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) afin de prolonger l'entente de location pour un terme additionnel de 5 ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0137- le 27 mars 2014 - Approuver la deuxième convention de modification du bail par lequel la Ville loue de Gestion Gerard de Cola inc., un espace à bureaux d'une superficie de 423,19 m² situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis à Montréal, pour les besoins du poste de quartier 45 du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de cinq ans, soit du 1er mars 2014 au 28 février 2019 au coût total approximatif de 554 226,02 $, incluant les taxes.
CG09 0410 - 24 septembre 2009 - d'approuver un projet de première convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Gestion Gerard de Cola inc. des espaces situés au 8200, boulevard Maurice Duplessis, pour les fins du poste de quartier 45 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de cinq ans, soit du 1er mars 2009 au 28 février 2014, au coût total approximatif de 502 644,25 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à faire approuver la troisième convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Gestion Gérard de cola inc., pour une période de 5 ans, à compter du 1er mars 2019, un espace à bureaux d'une superficie de 4 555 pi²

situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis, utilisé pour les besoins du PDQ 45 du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 698 200,86 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la troisième convention de modification de bail.
Pendant la durée prolongée, pourvu que la Ville ait respecté ses obligations en vertu du bail, elle pourra résilier le bail en tout temps, à compter du 1er mars 2022 sans pénalité, en remettant un préavis écrit de 6 mois au propriétaire à cet effet.

JUSTIFICATION

Le bail du PDQ 45 viendra à échéance le 28 février 2019 et il est nécessaire de le renouveler pour maintenir en opération le SPVM dans le quartier.

Avec l'accord du SPVM, le SGPI a négocié une entente de location de 5 ans. Le PDQ 45 doit être agrandi et l'immeuble dans lequel il est situé ne permet de satisfaire ce besoin. Les responsables des immeubles du SPVM au SGPI travaillent actuellement à faire approuver le projet de nouvelle construction du PDQ 45. D'ici le déménagement dans la nouvelle construction, le SPVM a besoin des locaux situés au 8200, boulevard Maurice-Duplessis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant présente la dépense pour la location du PDQ 45 pour la durée du bail :

	Loyer antérieur	**Loyer annuel**	**du 1er mars 2019 au 28 février 2024**
Superficie (pi²)	4 555	4 555	4 555
Loyer de base	54 204,50 $	61 492,50 $	368 955,00 $
Frais d'exploitation	26 806,83 $	31 885,00 $	191 310,00 $
Taxes foncières	28 075,14 $	28 075,14 $	168 450,84 $
Total avant taxes	109 086,47 $	121 452,64 $	607 263,20 $
TPS (5 %)	5 454,32 $	6 072,63 $	30 363,16 $
TVQ (9,975 %)	10 881,38 $	12 114,90 $	60 574,50 $
Total incluant taxes	125 422,17 $	139 640,17 $	698 200,86 $
Ristourne de TPS	(5 454,32) $	(6 072,63) $	(30 363,16) $
Ristourne de TVQ (50 %)	(5 440,69) $	(6 057,45) $	(30 287,26) $
Coût total net	114 527,16 $	127 510,09 $	637 550,45 $

Voir le détail annuel du loyer en pièce jointe.

Le loyer net antérieur payé est de 11,90 $/pi² et le nouveau loyer net projeté est de 13,50 $/pi², ce qui représente une augmentation de 13,45 %. Cette augmentation est acceptable étant donné que le loyer de 11,90 $/pi² a été fixe depuis les 5 dernières années et que le loyer projeté de 13,50 $/pi² sera également fixe pour la durée du terme, soit les 5 prochaines années. Le loyer net marchand pour un espace du même type dans ce secteur, oscille entre 12 $/pi² et 14 $/pi².

Le loyer de base est fixe pour la durée du terme, les frais d'exploitation seront indexés selon l'indice des prix à la consommation (IPC) et les taxes foncières seront ajustées selon les coûts réels.

La dépense totale de loyer pour le terme, incluant les taxes, est de 698 200,86 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le renouvellement du bail n'est pas en lien avec la Politique de développement durable. Le plan d'action de la politique de développement durable prévoit que pour les locations existantes de moins de 5000 m², au moment du renouvellement du bail, d'exiger du propriétaire que l'entretien ménager des lieux soit effectué de façon écologique. Dans le présent dossier, l'entretien ménager est effectué à contrat par la Ville.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait le SPVM à se trouver d'autres locaux afin de desservir le quartier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération de janvier 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maline GAGNÉ-TRINQUE, Service de l'approvisionnement
Claude MILLETTE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Manon LANDRY, Service de police de Montréal

Lecture :

Maline GAGNÉ-TRINQUE, 7 novembre 2018
Claude MILLETTE, 7 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-06

Nicole RODIER

Conseiller en immobilier

Tél : 514-872-0324
Télécop. :

Chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2018-11-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2018-12-05

GESTION GERARD DE COLA INC.

(la « Société »)

EXTRAIT DES RÉSOLUTIONS TENANT LIEU DE RÉUNION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

« Adoptée le 8 novembre 2018.

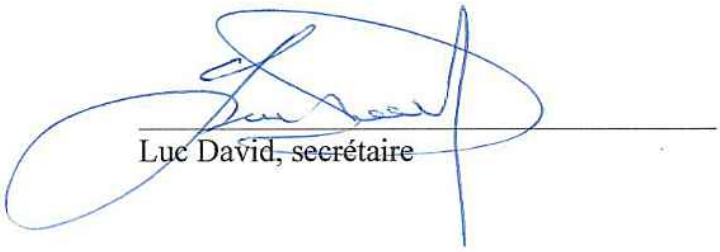
AUTORISATION

IL EST RÉSOLU d'autoriser Luc David, secrétaire de la Société, à signer, pour et au nom de la Société, une troisième convention de modification de bail entre la Ville de Montréal (locataire) et la Société (bailleur), dont un projet a été soumis au conseil d'administration et y approuvé, ainsi que tout document jugé utile ou nécessaire dans les circonstances.»

COPIE CONFORME

Je, soussigné, Luc David, secrétaire de GESTION GERARD DE COLA INC., certifie que le présent extrait est une copie conforme de la résolution adoptée, qu'elle est en vigueur et effective.

Signée et certifiée à Montréal, ce 8 novembre 2018.



Luc David, secrétaire

TROISIÈME CONVENTION DE MODIFICATION DE BAIL

ENTRE

GESTION GERARD DE COLA INC. personne morale, ayant un bureau d'affaires au 3766 avenue François-Foucault, Laval, Québec, H7E 4S5, agissant et représentée aux présentes par Luc David, dûment autorisé à agir aux termes des présentes, en vertu de la résolution adoptée par l'assemblée des administrateurs et dont copie certifiée est jointe aux présentes;

(ci-après appelée le « Bailleur»)

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) octobre deux mille six (2006); et

b) la résolution numéro CG19_____, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du_____ 2019;

(ci-après appelée le «Locataire»)

ATTENDU QUE Gerardino de Cola, en tant que bailleur, a signé une convention de bail (ci-après appelée le « Bail ») avec la Communauté urbaine de Montréal, le 26 août 1998, concernant des locaux ayant une superficie locative de 4 555 pi² (423,19 m²), (les « Lieux loués ») de l'édifice sis au 8200, boul. Maurice-Duplessis, Montréal, Québec (l'« Édifice »), pour un terme commençant le 1er mars 1999 et se terminant le 28 février 2009 (le « Terme original »);

ATTENDU QUE le 1er janvier 2002, la Communauté urbaine de Montréal est devenue la Ville de Montréal ;

ATTENDU QU'en vertu de l'acte de vente publié au registre foncier sous le numéro 12 845 478 le 14 novembre 2005, Gestion Gerard De Cola Inc. a assumé les obligations de Gerardino De Cola découlant du Bail et est le cessionnaire de tous les droits des locateurs antérieurs dans l'Édifice ;

ATTENDU QU'en vertu de la Première Convention signée le 24 septembre 2009, le terme du Bail pour les Lieux Loués a été prolongé pour une période de cinq (5) ans, commençant le 1er mars 2009 et se terminant le 28 février 2014 (la « Première Convention »);

ATTENDU QU'en vertu de la Deuxième Convention signée le 13 mai 2014, le terme du Bail pour les Lieux Loués a été prolongé pour une période de cinq (5) ans, commençant le 1er mars 2014 et se terminant le 28 février 2019 (la « Deuxième Convention »);

ATTENDU QUE le Locataire a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'il a remis une copie de ladite politique au Bailleur;

Paraphes

ATTENDU QUE les parties désirent par la présente convention prolonger le terme du Bail pour les Lieux Loués pour une période additionnelle de cinq (5) ans, commençant le 1er mars 2019 et se terminant le 28 février 2024 (la « Troisième Convention ») et de modifier le Loyer de Base, sous réserve des dispositions ci-après stipulées.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. Préambule

1.1 Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du Bail. Tout mot ou expression portant une majuscule dans cette convention a le sens qui lui est donné dans le Bail à moins d'indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement.

2. Durée

2.1 Le présent Bail est prolongé pour une période de cinq (5) ans à compter du 1er mars 2019 pour se terminer le 28 février 2024 («Durée Prolongée») à moins d'être autrement retardé, prolongé ou résilié, selon les dispositions qui y sont contenues.

2.2 Le Bailleur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour deux (2) termes additionnels de un (1) an, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer qui sera alors à négocier selon le taux du marché, mais qui ne pourra jamais être inférieur au Loyer de Base ci-après décrit, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Bailleur par écrit, à ses bureaux, au moins six (6) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Bailleur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de trente (30) jours à compter de la demande du Bailleur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et toutes celles restantes, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

3. Loyer de Base

3.1 Pendant la Durée prolongée, le Locataire s'engage à payer au Bailleur un loyer de base annuel de TREIZE DOLLARS ET CINQUANTE CENTS par pied carré (13,50 $/pi²) de la Superficie locative des Lieux loués sur une base annuelle (le « Loyer de Base») pour la période de renouvellement du 1er mars 2019 au 28 février 2024.

Loyer Taxes foncières

Les Taxes foncières seront payées par le Locataire au Locateur dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception d'une copie des comptes dûment acquittés, le tout calculé au prorata d'occupation établie à soixante-trois virgules vingt-six pour cent (63,26 %). Pour l'année 2018, les Taxes foncières représentent un montant de vingt-huit mille soixante-quinze dollars et quatorze cents (28 075,14 $) avant les taxes.

Paraphes

4. Option de résiliation

4.1 Pendant la Durée Prolongée, pourvu que le Locataire ait respecté ses obligations en vertu du Bail, il pourra résilier le Bail en tout temps, à compter du 1er mars 2022 sans pénalité, pourvu qu'il ait remis un préavis écrit de six (6) mois au Bailleur à cet effet.

5. Allocation

5.1 Les parties conviennent qu'aucune des allocations prévues à l'article 3.3 du Bail ne sera versée par le Bailleur au Locataire.

6. Transfert de titres de propriété / Enquête de sécurité

6.1 Le Bailleur devra aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout transfert de titres de la Propriété ou de tout changement d'administrateur qui pourrait survenir pendant la durée du Bail. À moins d'indication contraire du Locataire, tout nouveau propriétaire de la Propriété ou administrateur du Bailleur devra également faire l'objet d'une enquête de sécurité et être approuvé par le Locataire.

6.2 Advenant le cas où le Bailleur désire vendre la Propriété, le Locataire aura un droit de refus du nouvel acheteur. Le Bailleur fournira au Locataire, le nom et les coordonnées du nouvel acheteur. Le Locataire aura alors une période de quinze (15) jours ouvrables pour faire les vérifications et les enquêtes nécessaires (lorsque le formulaire d'enquête aura été complété correctement) et devra transmettre par écrit, au Bailleur, l'acceptation du nouvel acheteur. Si le Bailleur ne reçoit pas d'avis écrit dans la période mentionnée, le Locataire sera réputé avoir été consulté et avoir accepté le nouvel acheteur.

6.3 Advenant le cas où le Locataire refuse le nouvel acheteur, il pourra le faire, seule et uniquement, pour les motifs de bonnes mœurs.

7. Circulation et stationnement

7.1 L'article 15 du Bail est modifié par l'ajout du paragraphe 15.2 qui se lira comme suit ;

15.2 Malgré les espaces de stationnement réservés à l'usage exclusif du Locataire, le Locataire reconnaît que le Terrain extérieur de l'Édifice et l'allée mitoyenne entre l'Édifice et l'immeuble sis au 8166 boulevard Maurice-Duplessis, qui donne accès à la rue René-Descartes au sud et au boulevard Maurice-Duplessis au nord, sont des passages carrossables communs aux deux immeubles et accessibles aux locataires des dits immeubles et à leurs clients respectifs. Le Locataire ne pourra limiter, restreindre ou empêcher l'accès et/ou la libre circulation aux dits locataires et leurs clients respectifs ni aux véhicules des locataires et/ou ceux de leurs clients respectifs à ces endroits.

8. Dispositions générales

8.1 Sous réserve des dispositions et engagements de cette convention de modification, faisant partie intégrante du Bail, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail, demeurent inchangés et continuent de s'appliquer entre les parties.

Cette convention de modification est sujette à l'approbation des autorités municipales de la Ville de Montréal, à qui elle sera soumise. Nous vous ferons parvenir le numéro de la résolution de la décision qui confirmera l'acceptation de la Troisième convention de modification du bail.

Paraphes

Le Locataire a signé la présente Troisième Convention, dans la ville de Montréal, le _____ jour de _____ 2018.

VILLE DE MONTRÉAL
(le Locataire)

Par : _____
Yves Saindon
greffier

Le Bailleur a signé la présente Troisième Convention, dans la ville de Montréal, le 9e jour de novembre 2018.

GESTION GERARD DE COLA INC
(le Bailleur)

Par : _____
Luc David
représentant

Paraphes

Détail annuel du loyer - PDQ 45

	2019 (10 mois)	2020	2021	2022	2023	2024 (2 mois)	Total
Superficie (pi²)	**4 555,00**						
Loyer de base	51 243,75 $	61 492,50 $	61 492,50 $	61 492,50 $	61 492,50 $	10 248,75 $	368 955,00 $
Frais d'exploitation	26 570,83 $	31 885,00 $	31 885,00 $	31 885,00 $	31 885,00 $	5 314,17 $	191 310,00 $
Taxes foncières	23 395,95 $	28 075,14 $	28 075,14 $	28 075,14 $	28 075,14 $	4 679,19 $	168 450,84 $
Total avant taxes	101 210,53 $	121 452,64 $	121 452,64 $	121 452,64 $	121 452,64 $	20 242,11 $	607 263,20 $
TPS (5%)	5 060,53 $	6 072,63 $	6 072,63 $	6 072,63 $	6 072,63 $	1 012,11 $	30 363,16 $
TVQ (9,975%)	10 095,75 $	12 114,90 $	12 114,90 $	12 114,90 $	12 114,90 $	2 019,15 $	60 574,50 $
Total incluant taxes	116 366,81 $	139 640,17 $	139 640,17 $	139 640,17 $	139 640,17 $	23 273,36 $	698 200,86 $
Ristourne de TPS	(5 060,53) $	(6 072,63) $	(6 072,63) $	(6 072,63) $	(6 072,63) $	(1 012,11) $	(30 363,16) $
Ristourne de TVQ (50%)	(5 047,88) $	(6 057,45) $	(6 057,45) $	(6 057,45) $	(6 057,45) $	(1 009,58) $	(30 287,26) $
Coût total net	106 258,41 $	127 510,09 $	127 510,09 $	127 510,09 $	127 510,09 $	21 251,68 $	637 550,45 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1184069020

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la troisième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Gestion Gérard de cola inc., un espace à bureaux situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis, pour le poste de quartier 45 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 5 ans, à compter du 1er mars 2019, moyennant un loyer total de 698 200,86 $, incluant les taxes. (Bâtiment 3299).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1184069020 - Location 8200 Maurice-Duplesis pdq 45.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-13

Diane NGUYEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2019/01/31 17:00

(2)

Dossier # : 1180192001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 1 517 441,00 $ taxes incluses, pour les travaux d'audit supplémentaire non prévus à la convention initiale devant être effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., au cours des exercices financiers de 2019 et 2020, et ce, en conformité avec les modifications législatives. / Approuver le projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., majorant ainsi le montant total du contrat de 1 467 502,26 $ à 2 984 943,26 $, taxes incluses. / Pour 2019, autoriser le transfert budgétaire au montant de 390 500,00 $ du Bureau du vérificateur général vers le Service des finances / autoriser un budget supplémentaire de dépenses au Service des finances pour un montant de 173 500,00 $ financé à même une facturation à différents organismes et autoriser un transfert budgétaire de 136 000,00 $ en provenance des dépenses de contingences. Pour l'année 2020, ajuster de façon récurrente la base budgétaire du Service des finances de 686 400,00 $ au niveau des charges et de 152 500,00 $ au niveau des revenus, en contrepartie, diminuer de façon récurrente la base budgétaire du volet des charges de 390 500,00 $ et du volet des revenus pour 160 000,00 $ du Bureau du vérificateur général.

Il est recommandé :

- d'autoriser une dépense additionnelle de 1 517 441,00 $ taxes incluses pour les travaux d'audit supplémentaire devant être effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., au cours des exercices financiers de 2019 et 2020 en regard au volet des nouveaux services imposés au vérificateur externe par le projet de loi 155 devenu la loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec sanctionnée en avril 2018;

- d'approuver le projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG17 0491, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 467 502,26 $ à 2 984 943,26 $, taxes incluses ainsi que les nouveaux services devant être effectués par cette firme;

- d'autoriser le transfert budgétaire au montant de 390 500,00 $ du Bureau du vérificateur général en faveur du Service des finances afin d'absorber les coûts résultant des nouvelles exigences d'audit imposées au vérificateur externe de la Ville suite aux modifications apportées par le Projet de loi no 155 pour lesquels le Bureau du vérificateur général n'aura plus l'obligation d'effectuer ces travaux;

- d'autoriser pour l'année 2019 un budget supplémentaire de dépenses au Service des finances pour un montant de 173 500,00 $ financé à même une facturation par la Ville auprès de différents organismes pour lesquels le vérificateur externe de la Ville effectuera des travaux d'audit financier en relation avec le Projet de loi no 155. Ces travaux d'audit étaient antérieurement facturés par le Bureau du vérificateur général.

- d'autoriser pour l'année 2019 un transfert budgétaire de 136 000,00 $ en faveur du Service des finances en provenance des dépenses de contingences.

- d'autoriser pour l'année 2020 une augmentation de façon récurrente la base budgétaire du Service des finances de 686 400,00 $ au niveau des charges et de 152 500,00 $ au niveau des revenus.

- d'autoriser la diminution de façon récurrente la base budgétaire du volet des charges de 390 500,00 $ et du volet des revenus pour 160 000,00 $ du Bureau du vérificateur général.

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-01-14 17:43

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180192001**
Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 1 517 441,00 $ taxes incluses, pour les travaux d'audit supplémentaire non prévus à la convention initiale devant être effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., au cours des exercices financiers de 2019 et 2020, et ce, en conformité avec les modifications législatives. / Approuver le projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., majorant ainsi le montant total du contrat de 1 467 502,26 $ à 2 984 943,26 $, taxes incluses. / Pour 2019, autoriser le transfert budgétaire au montant de 390 500,00 $ du Bureau du vérificateur général vers le Service des finances / autoriser un budget supplémentaire de dépenses au Service des finances pour un montant de 173 500,00 $ financé à même une facturation à différents organismes et autoriser un transfert budgétaire de 136 000,00 $ en provenance des dépenses de contingences. Pour l'année 2020, ajuster de façon récurrente la base budgétaire du Service des finances de 686 400,00 $ au niveau des charges et de 152 500,00 $ au niveau des revenus, en contrepartie, diminuer de façon récurrente la base budgétaire du volet des charges de 390 500,00 $ et du volet des revenus pour 160 000,00 $ du Bureau du vérificateur général.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de loi 155 intitulé Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec (2018, Chapitre 8), (PL 155) a été sanctionnée le 19 avril 2018. Cette loi a apporté plusieurs modifications aux dispositions de la Loi sur les cités et villes (LCV) portant sur le rôle du vérificateur général et du vérificateur externe en ce qui concerne la vérification financière.
Suite à l'abrogation des articles 107.14 et 107.15 de la LCV inclut au PL 155, dorénavant le vérificateur général n'a plus l'obligation de faire rapport aux conseils de sa vérification du rapport financier de la Ville, du taux global de taxation réel établi conformément à la section III du chapitre XVIII.I de la Loi sur la fiscalité municipale ainsi que du rapport financier des personnes morales qui satisfont à l'une ou l'autre des conditions suivantes: fait partie du périmètre comptable défini dans les états financiers de la Ville, la Ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50 % des membres de son conseil d'administration. Néanmoins,

selon l'article 107.8 de la LCV, le vérificateur général peut, dans la mesure où il le juge approprié, effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité aux lois, règlements, politiques et directives et la vérification d'optimisation des ressources de la Ville et de toute personne morale mentionnée précédemment. Pour l'année 2019 et 2020, le Bureau du vérificateur général (BVG) a décidé d'effectuer, conjointement avec le vérificateur externe, la vérification des entités suivantes; la Société d'habitation de Montréal (SHDM), la Société du Parc Jean-Drapeau (SPJD), la Société en commandite Stationnement de Montréal (SCSM) et la Société des transports de Montréal (STM), incluant sa filiale Trangesco.

Le nouvel article 108.2 de la LCV confère maintenant l'obligation au vérificateur externe de la Ville d'effectuer la vérification financière de la Ville, de toute personne morale mentionnée précédemment ainsi que la conformité du taux global de taxation réel, et ce, pour les exercices financiers pour lesquels il est nommé. Étant donné que les dépenses mixtes représentent une portion importante du rapport financier de la Ville, le vérificateur externe devra aussi effectuer conjointement avec le BVG, l'audit du tableau de la ventilation des charges mixtes entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération.

Antérieurement à la sanction du PL 155, en vertu de l'article 107.5 le la LCV, le budget annuel alloué au Bureau du vérificateur général était égal ou supérieur au produit que l'on obtient en multipliant par 0,11 % le total des autres crédits prévus au budget de fonctionnement de la Ville, auquel s'ajoutait un crédit additionnel récurrent de quelque 0,6 M$ accordé depuis 2013 pour permettre au Bureau du vérificateur général de s'acquitter de ses responsabilités additionnelles au chapitre de la certification des états financiers des organismes visés par l'article 107.7 de la LCV.

Même si selon l'article 108 de la LCV qui fut amendée par l'article 49 du PL 155, le conseil aurait pu nommer un vérificateur externe, il a été décidé de procédé par appel d'offres public pour l'obtention de ces services. Étant donné que le type de services faisant l'objet du présent amendement est de même nature que le contrat initial, la Ville peut autoriser cette modification en vertu de l'article 108 de la LCV comme s'il s'agissait d'un nouveau contrat puisque le gré à gré est et demeure permis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0410 - 23 août 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 76 254,26 $, taxes incluses, pour des travaux supplémentaires effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2017 / Approuver le projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (CG17 0491), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 391 248 $ à 1 467 502,26 $, taxes incluses.
CG18 0052 - 25 janvier 2018- Approuver le remplacement de la convention de services professionnels pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2017, 2018 et 2019 dans le cadre du contrat à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

CG17 0491 - 28 septembre 2017 - Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2017, 2018 et 2019 pour une somme maximale de 1 391 248 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-16055) / Approuver un projet de convention à cette fin - 1 soumissionnaire, 1 conforme.

DESCRIPTION

Afin de se conformer aux nouvelles modifications apportées par le "PL 155 ", Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec (2018, Chapitre 8)", sanctionné le 9 avril 2018 et compte tenu que le mandat de

l'auditeur externe Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. couvre les exercices financiers 2017, 2018 et 2019, un addenda à la convention de services professionnels avec cette firme devra être signé entre les parties.
Tel que l'exige le PL 155, l'auditeur externe aura maintenant l'obligation d'effectuer les travaux d'audit pour l'ensemble des organismes incluent dans le périmètre comptable de la Ville, tel que défini dans le rapport financier de la Ville ainsi que pour les organismes pour lesquels la Ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50 % des membres de leur conseil d'administration. Pour l'année financière 2018, les organismes que la Ville contrôle sont : la Société de transport de Montréal (STM, incluant Trangesco), la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), le Technoparc Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD), le Conseil des arts de Montréal, le Conseil interculturel de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, Anjou 80, la Société en commandite Stationnement de Montréal (SCSM), le Bureau du taxi de Montréal et BIXI Montréal. Les organismes pour lesquels la Ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50 % des membres de leur conseil d'administration sont l'Office municipal d'habitation et la Corporation d'habitation Jeanne-Mance. En plus de ces travaux, l'auditeur externe devra aussi s'assurer de la conformité du taux global de taxation réel, et ce pour les exercices financiers pour lesquels il est nommé.

En plus des travaux mentionnés ci-dessus, le vérificateur externe devra aussi s'assurer de la conformité du taux global de taxation réel ainsi qu'effectuer conjointement avec le BVG, l'audit du tableau de la ventilation des charges mixtes entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération.

Par contre, le vérificateur général peut, dans la mesure où il le juge approprié, effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité aux lois, aux règlements, aux politiques et aux directives et la vérification d'optimisation des ressources de la Ville ainsi que de toute personne morale mentionnée précédemment. Pour les travaux d'audit réalisés en 2019 et 2020, le BVG a indiqué son intention d'effectuer un co-audit avec le vérificateur externe pour les organismes suivant: la SHDM, la SPJD, la SCSM ainsi que la STM (incluant Transgesco).

Étant donné qu'un budget supplémentaire au montant de 0,6 M$ est accordé depuis 2013 pour permettre au BVG de s'acquitter de ses responsabilités additionnelles au chapitre de la certification des états financiers des organismes visés par l'article 107.7 de la LCV et que ce dernier a indiqué son intention de seulement effectuer une co-audit avec le vérificateur externe pour les organismes suivant: la SHDM, la SPJD, la SCSM ainsi que la STM (incluant Trangesco), une portion de ce budget sera dirigée au Service des finances afin d'absorber les coûts supplémentaires occasionnés par les nouvelles obligations découlant du PL 155.

JUSTIFICATION

Conformément aux nouvelles dispositions du PL 155, dorénavant le vérificateur externe a l'obligation de faire rapport aux conseils de sa vérification du rapport financier de la Ville, de celui de toute personne morale qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes: fait partie du périmètre comptable défini dans les états financiers de la Ville; la Ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50 % des membres de son conseil d'administration. À cela s'ajoute l'obligation de s'assurer de la conformité du taux global de taxation réel. Étant donné l'importance que représentent les dépenses mixtes au rapport financier de la Ville, le vérificateur externe devra aussi effectuer conjointement avec le BVG, l'audit du tableau de la ventilation des charges mixtes entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération.

Néanmoins, selon l'article 107.8 de la LCV, le vérificateur général peut dans la mesure qu'il le juge approprié effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité aux lois, aux règlements, aux politiques et aux directives ainsi que la vérification d'optimisation des

ressources de la Ville et de toute personne morale mentionnée précédemment. Pour l'année 2019 et 2020, le BVG a décidé d'effectuer conjointement avec le vérificateur externe les entités suivantes; la Société d'habitation de Montréal (SHDM), la Société du Parc Jean-Drapeau (SPJD), la Société en commandite Stationnement de Montréal (SCSM), la Société des transports de Montréal (STM, incluant sa filiale Transgesco).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts des travaux supplémentaires pour les services non prévus à la convention initiale de l'auditeur externe s'élèveront à un montant maximal de 1 517 441,00 $, taxes incluses, au cours des exercices financiers 2019 et 2020, en regard au volet des nouveaux services imposés par le PL 155, faisant passer le montant total du contrat de 1 467 502,26 $ à 2 984 943,26 $. Le montant maximal de 1 517 441 $ est basé sur des taux horaires inclus à l'entente initial du 28 septembre 2017 et se détaille comme suit:

· Honoraires d'audit, pour une somme maximale de 1 475 416,73 $, concernant les états financiers pour les années financières 2018 et 2019 de toute personne morale qui satisfont à l'une ou l'autre des conditions suivantes : fait partie du périmètre comptable défini dans les états financiers de la Ville, la Ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50 % des membres de son conseil d'administration, soit :

- o Corporation Anjou 80 : 23 569,88 $ en 2018 et en 2019, pour un total de 47 139,76 $;
- o Bixi Montréal : 37 941,75 $ en 2018 et en 2019, pour un total de 75 883,50 $;
- o Bureau du taxi de Montréal : 20 408,06 $ en 2018 et en 2019, pour un total de 40 816,12 $;
- o Conseil des arts de Montréal : 19 545,75 $ en 2018 et en 2019, pour un total de 39 091,50 $;
- o Corporation d'habitation Jeanne Mance : 23 569,88 $ en 2018 et en 2019, pour un total de 47 139,76 $;
- o Office de consultation publique de Montréal : 13 797,00 $ en 2018 et en 2019, pour un total de 27 594 $;
- o Office municipal d'habitation de Montréal : 111 525,75 $ en 2018 et 113 825,25 $ en 2019, pour un total de 225 351,00 $;
- o Technoparc Montréal : 26 444,25 $ en 2018, pour un total de 26 444,25 $;
- o Société d'habitation de Montréal : 68 410,13 $ en 2018 et en 2019, pour un total de 136 820,26 $;
- o Société du Parc Jean-Drapeau : 37 366,88 $ en 2018 et 37 941,75 $ en 2019, pour un total de 75 308,63 $
- o Société en commandite Stationnement Montréal : 46 852,31 $ en 2018 et 47 427,19 $ en 2019, pour un total de 94 279,50 $;
- o Société de transport Montréal : 277 089,75 $ en 2018 et 284 563,13 $ en 2019, pour un total de 561 652,88 $;
- o Trangesco (filiale de la Société de transport de Montréal) : 38 516,63 $ en 2018 et 39 378,94 $ en 2019, pour un total de 77 895,57 $;

- Honoraires d'audit, pour une somme maximale de 23 339,93 $, soit 11 497,50 $ pour 2018 et 11 842,43 $ pour 2019, concernant le taux global de taxation réel de la Ville de Montréal ;

- Honoraires d'audit, pour une somme maximale de 18 684,34$, soit 9 198 $ pour 2018 et 9 486,34 $ pour 2019, concernant le tableau de la ventilation des charges mixtes entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération.

Ces coûts seront assumés d'une part par un transfert budgétaire annuel de 390 500,00 $ en provenance du Bureau du vérificateur général (BVG) et d'une facturation annuelle de 173 500,00 $ plus taxes à différents organismes pour lesquels le vérificateur externe de la Ville effectuera certains travaux d'audit financier, en relation avec le PL 155. Le solde des crédits nécessaires pour l'année financière 2019 au montant de 136 000,00 $ fera l'objet d'un transfert des dépenses de contingences vers le Service des finances.

Pour l'année 2020 augmenter de façon récurrente la base budgétaire du Service des finances de 686 400,00 $ au niveau des charges et de 152 500,00 $ au niveau des revenus. De plus, diminuer de façon récurrente la base budgétaire du volet des charges de 390 500,00 $ et du volet des revenus pour 160 000,00 $ du Bureau du vérificateur général.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés ou seront considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération de 2019 et 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre BLANCHARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Denis DUROCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mélanie DROUIN, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-27

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2018-11-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2018-11-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1180192001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 1 517 441,00 $ taxes incluses, pour les travaux d'audit supplémentaire non prévus à la convention initiale devant être effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., au cours des exercices financiers de 2019 et 2020, et ce, en conformité avec les modifications législatives. / Approuver le projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., majorant ainsi le montant total du contrat de 1 467 502,26 $ à 2 984 943,26 $, taxes incluses. / Pour 2019, autoriser le transfert budgétaire au montant de 390 500,00 $ du Bureau du vérificateur général vers le Service des finances / autoriser un budget supplémentaire de dépenses au Service des finances pour un montant de 173 500,00 $ financé à même une facturation à différents organismes et autoriser un transfert budgétaire de 136 000,00 $ en provenance des dépenses de contingences. Pour l'année 2020, ajuster de façon récurrente la base budgétaire du Service des finances de 686 400,00 $ au niveau des charges et de 152 500,00 $ au niveau des revenus, en contrepartie, diminuer de façon récurrente la base budgétaire du volet des charges de 390 500,00 $ et du volet des revenus pour 160 000,00 $ du Bureau du vérificateur général.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

L'article 108 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19; ci-après «LCV») prévoit que la Ville «doit nommer un vérificateur externe». Cette nomination peut être effectuée de gré à gré. En l'espèce, même si le service des finances a procédé par appel d'offres, la convention initiale visait à nommer ce vérificateur et à définir la vérification à réaliser selon les paramètres fixés par les articles 108 et suivants de la LCV. Le service des finances représente que les nouveaux services de vérification mentionnés dans l'Addenda n°2 doivent être accomplis par le vérificateur externe et qu'ils s'inscrivent dans sa mission de vérification. La Ville peut donc approuver l'Addenda n° 2 comme s'il s'agissait d'un nouveau contrat puisque le gré à gré était et demeure permis en cette matière.

FICHIERS JOINTS



Convention de modification - Addenda 2 - visée - 2019-01-14.pdf

---

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Denis DUROCHER
avocat
Tél : 514-868-4130

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-14

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
14 JAN. 2019
POUR DIRECTEUR
AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ADDENDA N° 2

MODIFIANT LA CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS (RÉSOLUTIONS CG17 0491 ET CG18 0052)

ENTRE: **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, Greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

ci-après appelée la «**Ville**»

ET: **Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.** personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1190, avenue des Canadiens-de-Montréal, Tour Deloitte, bureau 500, Montréal, Québec, H3B 0M7, agissant et représentée par M. Martin Granger, déclarant lui-même être un associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

ci-après appelée le «**Contractant**»

ci-après collectivement appelées les «**Parties**»

N° d'inscription TPS: R-122679988
N° d'inscription TVQ: 1009581789

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention de services professionnels pour la fourniture de services d'audit des états financiers de la Ville, à titre de vérificateur externe, pour les années 2017, 2018 et 2019; ladite convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville en vertu des résolutions n° CG17 0491 et n° CG18 0052 respectivement adoptée le 28 septembre 2017 et 25 janvier 2018 (ci-après la «Convention initiale»);

ATTENDU QUE les Parties ont convenu de modifier une première fois la Convention initiale par la conclusion d'une convention de modification (Addenda no. 1) pour ajouter des travaux supplémentaires d'audit non prévus effectués dans le cadre de l'audit des états financiers de l'année 2017, ladite Convention de modification a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 23 août 2018 en vertu de la résolution CG18 0410 (ci-après l'«Addenda n° 1»);

ATTENDU QUE l'Addenda n° 1 a notamment eu pour effet d'augmenter la somme maximale d'honoraire prévue à l'article 8 (Honoraires) de la Convention initiale; ainsi la somme maximale d'un million trois cent quatre-vingt onze mille deux cent quarante-huit dollars (1 391 248,00$) initialement prévue a été augmentée à la

somme maximale d'un million quatre cent soixante-sept mille cinq cent deux dollars et vingt-six cents (1 467 502,26$) taxes incluses, soit une majoration de soixante-seize mille deux cent cinquante-quatre dollars et vingt-six cents (76 254,26$), ladite somme maximale devant couvrir tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services rendus par le Contractant;

ATTENDU QUE l'entrée en vigueur de la «Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec» (L.Q. 2018, chapitre 8; projet de loi n° 155) a notamment eu pour effet d'accroître les tâches de vérifications qui doivent être accomplies par le vérificateur externe que doit nommer la Ville en vertu des articles 108 et suivants de la «Loi sur les cités et villes» (RLRQ, c. C-19) de sorte que le Contractant a maintenant l'obligation d'effectuer, en plus de l'audit financier des états financiers de la Ville, les tâches de vérification suivantes:

i. l'audit financier de toute personne morale qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes:

1) fait partie du périmètre comptable défini dans les états financiers de la Ville;

2) la Ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50 % des membres de son conseil d'administration;

ii. l'audit financier du taux global de taxation réel de la Ville de Montréal;

iii. l'audit financier du tableau de la ventilation des charges mixtes entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération;

CONSIDÉRANT ce qui précède, des services supplémentaires d'audit non prévus par la Convention initiale ou par l'Addenda n° 1 doivent être effectués par le Contractant et la réalisation desdits services supplémentaires nécessite une augmentation de la somme maximale d'honoraires prévue à l'article 8 (Honoraires) de la Convention initiale, tel que modifié par l'article 2 (Modifications) de l'Addenda n°1;

ATTENDU QUE les Parties conviennent par la présente convention de modification (Addenda n° 2) de majorer d'au plus un million cinq cent dix sept mille quatre cent quarante et un dollars (1 517 441,00$), taxes incluses, la somme maximale d'honoraires d'un million quatre cent soixante sept mille cinq cent deux dollars et vingt-six cents (1 467 502,26$) taxes incluses prévue à l'article 8 (Honoraires) de la Convention initiale, tel que modifié par l'article 2 (Modifications) de l'Addenda n°1;

ATTENDU QUE les services supplémentaires d'audit non prévus par la Convention initiale ou par l'Addenda n° 1 sont plus amplement décrits dans la présente convention de modification (Addenda n° 2);

ATTENDU QUE les services supplémentaires d'audit prévus par la présente convention de modification (Addenda n° 2) seront également facturés et payés conformément aux taux horaires stipulés dans la Convention initiale selon la ventilation stipulée à l'article 2 de la présente convention de modification (Addenda n° 2);

ATTENDU QUE la Ville a adopté un «Règlement sur la gestion contractuelle» et qu'elle en a transmis une copie au Contractant.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présente.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

Le premier alinéa de l'article 8 (Honoraires) de la Convention initiale, modifié par l'Addenda n° 1, est remplacé par le suivant:

« En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant pour la durée de la convention, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux millions neuf cent quatre vingt quatre mille neuf cent quarante trois dollars et vingt-six cents (2 984 943,26$) taxes incluses. Cette somme maximale couvre tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant conformément aux conditions et modalités stipulées et prescrites par la Convention initiale (notamment son Annexe 1), l'Addenda n° 1 et la présente convention de modification (Addenda n° 2). Cette somme maximale de deux millions neuf cent quatre vingt quatre mille neuf cent quarante-trois dollars et vingt-six cents (2 984 943,26 $) se ventile comme suit:

a) une somme maximale d'un million quatre cent soixante sept mille cinq cent deux dollars et vingt-six cents (1 467 502,26$) taxes incluses pour l'audit des états financiers consolidés de la Ville pour les années 2017, 2018 et 2019 étant entendu qu'une portion de cette somme a déjà été payée au Contractant;

b) une somme maximale d'un million quatre cent soixante quinze mille quatre cent seize dollars et soixante-treize cents (1 475 416,73$) taxes incluses pour l'audit des états financiers des personnes morales suivantes; ladite somme maximale est répartie ainsi:

- l'audit des états financiers de la Corporation Anjou 80: une somme maximale de vingt trois mille cinq cent soixante-neuf dollars et quatre-vingt-huit cents (23 569,88 $) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale identique pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de quarante sept mille cent trente-neuf dollars et soixante-seize cents (47 139,76$) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de Bixi Montréal: une somme maximale de trente sept mille neuf cent quarante et un dollars soixante-quinze cents (37 941,75$) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale identique pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de soixante quinze mille huit cent quatre-vingt-trois dollars et cinquante cents (75 883,50$) taxes incluses;

- l'audit des états financiers du Bureau du taxi de Montréal: une somme maximale de vingt mille quatre cent huit dollars et six cents (20 408,06) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale identique pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de quarante mille huit cent seize dollars et douze cents (40 816,12$) taxes incluses;

- l'audit des états financiers du Conseil des arts de Montréal: une somme maximale de dix neuf mille cinq cent quarante-cinq dollars et soixante-quinze cents (19 545,75$) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale identique pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de trente neuf mille quatre-vingt-onze dollars et cinquante cents (39 091,50$) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de la Corporation d'habitation Jeanne Mance: une somme maximale de vingt trois mille cinq cents soixante-neuf dollars et quatre-vingt-huit cents (23 569,88$) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale identique pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de quarante sept mille cent trente-neuf dollars et soixante-seize cents (47 139,76$) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de l'Office de consultation publique de Montréal: une somme maximale de treize mille sept cent quatre-vingt-dix-sept dollars (13 797,00$) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale identique pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de vingt sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze dollars (27 594,00$) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de l'Office municipal d'habitation de Montréal: une somme maximale de cent onze mille cinq cent vingt-cinq dollars et soixante-quinze cents (111 525,75$) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de cent treize mille huit cent vingt-cinq dollars et vingt-cinq cents (113 825,25$) taxes incluses pour

l'année 2019 pour une somme maximale totale de deux cent vingt cinq mille trois cent cinquante et un dollars (225 351,00$) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de Technoparc Montréal: une somme maximale de vingt six mille quatre cent quarante quatre dollars et vingt-cinq cents (26 444,25$) taxes incluses pour l'année 2018;

- l'audit des états financiers de la Société d'habitation de Montréal: une somme maximale de soixante huit mille quatre cent dix dollars et treize cents (68 410,13$) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale identique pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de cent trente six mille huit cent vingt dollars et vingt-six cents (136 820,26$) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de la Société du Parc Jean-Drapeau: une somme maximale de trente sept mille trois cent soixante-six dollars et quatre-vingt-huit cents (37 366,88$) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de trente sept mille neuf cent quarante et un dollars et soixante-quinze cents (37 941,75$) taxes incluses pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de soixante quinze mille trois cent huit dollars et soixante-trois cents (75 308,63$) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de la Société en commandite Stationnement Montréal: une somme maximale de quarante six mille huit cent cinquante deux dollars et trente et un cents (46 852,31$) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de quarante sept mille quatre cent vingt-sept dollars et dix-neuf cents (47 427,19$) taxes incluses pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de quatre vingt quatorze mille deux cent soixante-dix-neuf dollars et cinquante cents (94 279,50$) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de la Société de transport Montréal: une somme maximale de deux cent soixante dix sept mille quatre-vingt-neuf dollars et soixante-quinze cents (277 089,75$) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de deux cent quatre vingt quatre mille cinq cent soixante-trois dollars et treize cents (284 563,13$) taxes incluses pour l'année 2019 pour une somme maximale totale de cinq cent soixante et un mille six cent cinquante-deux dollars et quatre-vingt huit cents (561 652,88$) taxes incluses;

- l'audit des états financiers de Trangesco (filiale de la Société de transport de Montréal): une somme maximale de trente huit mille cinq cent seize dollars et soixante-trois cents (38 516,63$) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de trente neuf mille trois cents soixante-dix-huit dollars et quatre-vingt-quatorze cents (39 378,94$) taxes incluses pour l'année 2019 pour une somme

maximale totale de soixante dix sept mille huit cent quatre-vingt-quinze dollars et cinquante-sept cents (77 895,57$) taxes incluses ;

c) une somme maximale totale de vingt trois mille trois cent trente-neuf dollars et quatre-vingt-treize cents (23 339,93$) taxes incluses pour l'audit financier du taux global de taxation réel de la Ville; soit une somme maximale de onze mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept dollars et cinquante cents (11 497,50$) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de onze mille huit cent quarante-deux dollars et quarante-trois cents (11 842,43$) taxes incluses pour l'année 2019;

d) une somme maximale totale de dix huit mille six cent quatre-vingt-quatre dollars et trente-quatre cents (18 684,34$) taxes incluses pour l'audit financier du tableau de la ventilation des charges mixtes entre les compétences de natures locales et les compétences d'agglomération; soit une somme maximale de neuf mille cent quatre-dix-huit dollars (9 198,00$) taxes incluses pour l'année 2018 et une somme maximale de neuf mille quatre cent quatre-vingt-six dollars et trente-quatre cents (9 486,34$) taxes incluses pour l'année 2019.»

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2019

CONTRACTANT

Par: _____
Martin Granger, associé

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1180192001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 1 517 441,00 $ taxes incluses, pour les travaux d'audit supplémentaire non prévus à la convention initiale devant être effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., au cours des exercices financiers de 2019 et 2020, et ce, en conformité avec les modifications législatives. / Approuver le projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., majorant ainsi le montant total du contrat de 1 467 502,26 $ à 2 984 943,26 $, taxes incluses. / Pour 2019, autoriser le transfert budgétaire au montant de 390 500,00 $ du Bureau du vérificateur général vers le Service des finances / autoriser un budget supplémentaire de dépenses au Service des finances pour un montant de 173 500,00 $ financé à même une facturation à différents organismes et autoriser un transfert budgétaire de 136 000,00 $ en provenance des dépenses de contingences. Pour l'année 2020, ajuster de façon récurrente la base budgétaire du Service des finances de 686 400,00 $ au niveau des charges et de 152 500,00 $ au niveau des revenus, en contrepartie, diminuer de façon récurrente la base budgétaire du volet des charges de 390 500,00 $ et du volet des revenus pour 160 000,00 $ du Bureau du vérificateur général.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1180192001V3 - Informations financières.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre BLANCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-6714

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-14

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier
Tél : (514) 872-6630
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2019/01/31 17:00

(2)

Dossier # : 1186775003

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. , Division des avantages sociaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à SSQ Assurance pour la gestion des régimes d'assurance collective en cas de décès et mutilations accidentels offerts aux élus municipaux, aux employés et aux retraités, à compter du 1er février 2019. / Autoriser le versement d'une somme approximative de 1 596 390 $ (incluant la taxe de 9 %) pour la durée maximale du contrat de 9 ans 11 mois prenant fin le 31 décembre 2028. Ce montant est réparti de la façon suivante : la part de l'employeur est de 839 613 $ et la part des employés et retraités est de 756 776 $. / Appel d'offres public 18-17427 (3 soumissions). / Autoriser le versement d'une somme approximative de 15 700 $ (incluant la taxe de 9 %) pour la période du 1er janvier 2019 au 31 janvier 2019 et octroyer le contrat gré à gré à la Compagnie d'assurance AIG du Canada établi aux mêmes termes et conditions que le contrat approuvé par la résolution CG08 0527.

Il est recommandé:
1. d'approuver le contrat par lequel SSQ Assurance, firme ayant soumis le prix le plus bas, s'engage à fournir à la Ville de Montréal les services professionnels requis pour la gestion des régimes d'assurance collective en cas de décès et mutilations accidentels offerts aux élus municipaux, aux employés et aux retraités de la Ville de Montréal, pour une somme approximative de 1 596 390 $, taxe incluse, conformément aux documents de l'appel d'offres public (18-17427) et selon les termes et conditions stipulés au contrat;

2. d'approuver le contrat gré à gré, d'une valeur approximative de 15 700 $, taxe incluse, par lequel la Compagnie d'assurance AIG du Canada s'engage à maintenir les protections d'assurance décès mutilations accidentels des régimes d'assurance collective que la Ville de Montréal s'est engagée à offrir à ses employés, pour la période du 1er janvier au 31 janvier 2019;

3. d'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

4. de mandater le Service des ressources humaines afin qu'il procède à la mise en application des contrats.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-01-14 17:41

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186775003**

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. , Division des avantages sociaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à SSQ Assurance pour la gestion des régimes d'assurance collective en cas de décès et mutilations accidentels offerts aux élus municipaux, aux employés et aux retraités, à compter du 1er février 2019. / Autoriser le versement d'une somme approximative de 1 596 390 $ (incluant la taxe de 9 %) pour la durée maximale du contrat de 9 ans 11 mois prenant fin le 31 décembre 2028. Ce montant est réparti de la façon suivante : la part de l'employeur est de 839 613 $ et la part des employés et retraités est de 756 776 $. / Appel d'offres public 18-17427 (3 soumissions). / Autoriser le versement d'une somme approximative de 15 700 $ (incluant la taxe de 9 %) pour la période du 1er janvier 2019 au 31 janvier 2019 et octroyer le contrat gré à gré à la Compagnie d'assurance AIG du Canada établi aux mêmes termes et conditions que le contrat approuvé par la résolution CG08 0527.

CONTENU

CONTEXTE

Le 28 octobre 2008 (résolution CG08 0527) le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal octroyait à la Compagnie d'assurance commerciale AIG du Canada un contrat d'assurance collective pour la gestion des régimes d'assurance collective en cas de décès et mutilations accidentels offerts aux élus municipaux, aux employés et aux retraités pour une période de dix ans à compter du 1er janvier 2009. L'octroi du contrat résulte du processus d'appel d'offres 08-10805 au terme duquel la Ville avait reçu une seule soumission.
Afin de poursuivre la gestion de ses régimes d'assurance collective et maintenir les protections que la Ville s'est engagée à offrir à ses employés et retraités, un premier appel d'offres public a été lancé le 15 août 2018. Le dépôt des soumissions a eu lieu le 27 septembre 2018 (18-16385). Au terme de cet appel d'offres, la Ville a reçu trois soumissions. Suite à l'analyse de conformité des trois offres reçues, le Service de l'approvisionnement a conclu qu'aucune de celles-ci n'était conforme et par conséquent, l'appel d'offres 18 -16385 a été annulé le 4 octobre 2018.

Un second appel d'offres public a été lancé le 17 octobre 2018, après une révision mineure du devis technique. Le dépôt des soumissions a eu lieu le 6 novembre 2018 (18-17342). Au terme de cet appel d'offres, la Ville a reçu trois soumissions. L'une des soumissions a été jugée non conforme techniquement et une autre ne répondait pas à tous les critères

obligatoires. Une seule soumission a été présentée au comité de sélection tenu le 15 novembre 2018. Cette soumission a dû être rejetée en raison d'un pointage intérimaire inférieur à 70 %, note de passage du volet qualitatif.

L'appel d'offres a donc été simplifié en utilisant le modèle de services de nature technique. Un troisième appel d'offres public a été lancé le 28 novembre 2018. Le dépôt des soumissions a eu lieu le 18 décembre 2018 (18-17427). Au terme de cet appel d'offres, la Ville a reçu trois soumissions. Le comité technique a complété son analyse le 20 décembre 2018 afin de déterminer l'adjudicataire. Selon les règles applicables, l'adjudicataire est SSQ Assurance. Ce contrat prend effet le 1er février 2019 et se terminera le 31 décembre 2028.

Le contrat actuel entre la Ville de Montréal et la Compagnie d'assurance AIG du Canada se termine le 31 décembre 2018. Afin de maintenir les protections d'assurance décès mutilations accidentels des régimes d'assurance collective que la Ville s'est engagée à offrir à ses employés et retraités pour la période du 1er au 31 janvier 2019, un contrat gré à gré d'une valeur approximative de 15 700 $ (incluant la taxe de 9 %) a été octroyé à la Compagnie d'assurance AIG du Canada.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG08 0527 – 28 octobre 2008 : Octroyer à la Compagnie d'assurance AIG du Canada un contrat d'assurance collective pour l'administration des garanties décès mutilations accidentels offertes aux élus municipaux, aux employés et aux retraités de la Ville de Montréal, pour une période de dix ans à compter du 1er janvier 2009, au prix total approximatif de 1 132 342,82 $, taxe incluse, pour la durée maximale du contrat - Appel d'offres public 08-10805 (un soumissionnaire).

DESCRIPTION

SSQ Assurance fournira à la Ville les services requis dans l'appel d'offres, ce qui signifie plus précisément, le traitement des réclamations et le versement des prestations payables aux élus municipaux, aux employés et aux retraités admissibles aux régimes d'assurance collective, le tout conformément au contrat.
Les garanties souscrites sont l'assurance en cas de décès et mutilations accidentels.

Le contrat visé par les présentes portera sur une période de neuf années et onze mois, soit du 1er février 2019 au 31 décembre 2028. La Ville pourra résilier le contrat en cas de défaut de l'adjudicataire, sous réserve des dispositions lui permettant de le faire.

À partir du 1er janvier 2020, l'adjudicataire aura le droit de résilier le contrat par un préavis écrit signifié à la Ville d'au moins un an; cette résiliation prendra alors effet à minuit le 31 décembre de l'année au cours de laquelle le préavis se termine (exemple : préavis le 1er février 2021 : résiliation effective le 31 décembre 2022 à 23 h 59). Toutefois, la Ville se réserve le droit d'accepter un préavis de moins d'un an si la date de terminaison est moins contraignante pour elle.

À partir du 1er janvier 2021, la Ville aura le droit de résilier le contrat par un préavis écrit signifié à l'adjudicataire d'au moins quatre-vingt-dix jours; cette résiliation prendra alors effet à la date indiquée dans ledit préavis.

JUSTIFICATION

Soumissions conformes	Prix de base (taxes incluses)
SSQ Assurance	**1 596 389,63 $**
Compagnie AIG du Canada	1 824 476,55 $
Industrielle Alliance	2 280 515,54 $
Dernière estimation réalisée	1 825 809,17 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire - l'estimation)	(229 419,54 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire - l'estimation)	-12,57%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e meilleure note et l'adjudicataire ($) (2e meilleure note - adjudicataire)	228 086,92 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2e meilleure note et l'adjudicataire (%) (2e meilleure note - adjudicataire)	14,29%

Sur les quatre preneurs de cahier des charges, une firme n'a pas soumissionné car elle n'offre pas de contrat couvrant uniquement l'assurance décès et mutilations accidentels. Les trois autres firmes ont déposé une soumission.

C'est SSQ Assurance qui a obtenu le prix le plus bas. La date de l'obtention du renouvellement, par l'adjudicataire, de son attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) est le 19 mars 2018.

Les soumissions ont été évaluées selon les critères du système prévu à cet objet dans la Loi sur les cités et villes (art. 573 et 573.1.0.1.1).

Le présent dossier ne répond pas aux critères selon lequel le contrat doit faire l'objet d'un examen de la conformité du processus par la Commission permanente sur l'examen des contrats bien qu'il s'agisse d'un contrat de plus de 1 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La valeur approximative des primes à verser à SSQ Assurance pour la durée du contrat de neuf ans et onze mois est présentée ci-dessous.

Partage des coûts	Coûts (excluant taxe de 9 %)	Coûts (incluant taxe de 9 %)
Employeur	770 288 $	839 613 $
Employés et retraités	694 290 $	756 776 $
Total des primes à verser	1 464 578 $	1 596 390 $

Les primes versées à une compagnie d'assurance constituent la part principale de la dépense totale en assurances pour la Ville, les assurances syndicales représentant une autre part importante de cette dépense. Ces montants sont versés directement à certains syndicats qui doivent alors traiter directement avec les compagnies d'assurance pour garantir à leurs membres certaines couvertures qui ne sont pas comprises dans le présent projet de contrat d'assurance collective.

Les crédits nécessaires pour couvrir cette dépense sont compris dans les crédits budgétaires annuels et ventilés par unités d'affaires concernées à travers les avantages sociaux de la rémunération globale. Ceci en fonction du taux de répartition des compétences propres à chaque unité, en respect avec le règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054) mis à jour annuellement.

Imputation et provenance 2019
Crédits budgétaires annuels des unités d'affaires* 81 092,5 $

*Les crédits mentionnés ci-dessus comprennent la partie prévue du 1er janvier au 31 décembre 2019 du présent projet de contrat.

Les primes totales à verser pour la période du 1er février au 31 décembre 2019 sont présentées ci-dessous.

Partage des coûts	Coûts (excluant taxe de 9 %)	Coûts (incluant taxe de 9 %)
Employeur	71 203 $	77 612 $
Employés et retraités	64 178 $	69 954 $
Total des primes à verser	135 382 $	147 566 $

À titre de complément d'information, voici les principaux éléments ayant influencé la hausse des coûts des régimes d'assurance collective depuis dix ans :

- Les primes des garanties d'assurance de décès et mutilations accidentels de base sont déterminées en fonction du salaire. Ainsi, les augmentations salariales des dix dernières années ont une influence directe sur l'augmentation des coûts.
- Les groupes d'employés suivants ont été ajoutés au contrat de la Ville :
    - Contremaîtres syndiqués;
    - Officiers de direction du SPVM;
    - Pompiers retraités des villes liées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision dans ce dossier est nécessaire afin que la Ville soit en mesure d'offrir des régimes d'assurance collective aux employés et aux retraités dès le 1er janvier 2019.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conséquemment à l'approbation des instances décisionnelles de la Ville, la mise en place du contrat avec SSQ Assurance débutera le 31 janvier 2019.
Échéancier initial de réalisation du projet

Début : 31 janvier 2019 **Fin :** 31 décembre 2028

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Yves BELLEVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel SIERRA, Service des finances
Francyne GEMME, Service des affaires juridiques

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine S SIMARD
Cons.princ. (specialité)

Tél : 514 872-4361
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-11

Yves TARDIVEL
Chef de division - rémunération

Tél : 514 872-7315
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie GRÉGOIRE
Directeur(trice) remuneration globale et syst inf rh
Tél : 514 872-8293
Approuvé le : 2019-01-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES

Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2019-01-11

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1186775003

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. , Division des avantages sociaux
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à SSQ Assurance pour la gestion des régimes d'assurance collective en cas de décès et mutilations accidentels offerts aux élus municipaux, aux employés et aux retraités, à compter du 1er février 2019. / Autoriser le versement d'une somme approximative de 1 596 390 $ (incluant la taxe de 9 %) pour la durée maximale du contrat de 9 ans 11 mois prenant fin le 31 décembre 2028. Ce montant est réparti de la façon suivante : la part de l'employeur est de 839 613 $ et la part des employés et retraités est de 756 776 $. / Appel d'offres public 18-17427 (3 soumissions). / Autoriser le versement d'une somme approximative de 15 700 $ (incluant la taxe de 9 %) pour la période du 1er janvier 2019 au 31 janvier 2019 et octroyer le contrat gré à gré à la Compagnie d'assurance AIG du Canada établi aux mêmes termes et conditions que le contrat approuvé par la résolution CG08 0527.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

SEAO__Liste des commandes.pdf tableau des prix 18-17427.pdf 18-17427 PV.pdf

intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-15

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
chef de section
Tél : 872-5149
Division : acquisitions biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17427 — No du GDD : 1186775003

Titre de l'appel d'offres : programme d'assurance collective employés actifs et retraités pour l'assurance en cas de décès et mutilations accidentelles

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 11 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 18 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 18 - 12 - 2018

Date du comité de sélection : n/a - - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 19 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 75

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 16 - 6 - 2019

Date d'échéance révisée : 16 - 6 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SSQ assurance	1 596 389,63	X	
compagnie AIG du Canada	1 824 476,55		
Industrielle Alliance	2 280 515,54		

Information additionnelle

Une firme n'a pas présentée de soumission car elle n'offre pas de contrat couvrant uniquement l'assurance décès et mutilations accidentels

Préparé par : Yves Belleville — Le 15 - 1 - 2018

Annexe F taux soumis

Illustration des primes annuelles

appel d'offres 18-17427

Programme d'assurance collective employés actifs et retraités pour l'assurance en cas de décès et mutilations accidentelles

firme SSQ		
	2019	2020
	Primes annuelles	**Primes annuelles**
Assurance DMA de base et enrichi	122 252,68 $	133 365,76 $
Assurance DMA facultative	13 129,12 $	14 322,67 $
Sous-total	135 381,79 $	147 688,43 $
	total avec taxes	
2019	147 566,15 $	
2020	160 980,39 $	
2021	160 980,39 $	
2022	160 980,39 $	
2023	160 980,39 $	
2024	160 980,39 $	
2025	160 980,39 $	
2026	160 980,39 $	
2027	160 980,39 $	
2028	160 980,39 $	
TOTAL 9 ans 11 mois	**1 596 389,63 $**	
plus bas soumissionnaire conforme		

Firme Industrielle Alliance		
	2019	2020
	Primes annuelles	**Primes annuelles**
Assurance DMA de base et enrichi	174 642,91 $	190 518,74 $
Assurance DMA facultative	18 755,88 $	20 460,96 $
Sous-total	193 398,79 $	210 979,70 $
	total avec taxes	
2019	210 804,68 $	
2020	229 967,87 $	
2021	229 967,87 $	
2022	229 967,87 $	
2023	229 967,87 $	
2024	229 967,87 $	
2025	229 967,87 $	
2026	229 967,87 $	
2027	229 967,87 $	
2028	229 967,87 $	
TOTAL 9 ans 11 mois	**2 280 515,54 $**	

Firme AIG du Canada		
	2019	2020
	Primes annuelles	**Primes annuelles**
Assurance DMA de base et enrichi	139 757,29 $	152 416,75 $
Assurance DMA facultative	15 004,70 $	16 368,77 $
Sous-total	154 761,99 $	168 785,52 $
	total avec taxes	
2019	168 690,57 $	
2020	183 976,22 $	
2021	183 976,22 $	
2022	183 976,22 $	
2023	183 976,22 $	
2024	183 976,22 $	
2025	183 976,22 $	
2026	183 976,22 $	
2027	183 976,22 $	
2028	183 976,22 $	
TOTAL 9 ans 11 mois	**1 824 476,55 $**	

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-17427
Numéro de référence : 1218306
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Programme d'assurance collective employés actifs et retraités pour l'assurance en cas de décès et mutilations accidentels

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
iA 2000, avenue McGill College Bureau 1520 Montréal, QC, H3B 3K6	Monsieur Patrice Latour Téléphone : 514 499-3737 Télécopieur : 514 499-6698	**Commande : (1518016)** 2018-12-03 11 h 20 **Transmission :** 2018-12-03 11 h 20	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
La Capitale assureur de l'administration publique inc. 625, rue Jacques-Parizeau C.P.1500 Québec, QC, G1K8X9	Madame Paré Patricia Téléphone : 418 644-5236 Télécopieur : 418 644-4352	**Commande : (1517505)** 2018-11-30 10 h 10 **Transmission :** 2018-11-30 10 h 10	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
La Compagnie AIG du Canada 920-2000 Ave McGill college Ave Montréal, QC, H3A3H3	Madame Maryse Bossé Téléphone : 514 987-2906 Télécopieur :	**Commande : (1517562)** 2018-11-30 11 h 12 **Transmission :** 2018-11-30 11 h 12	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SSQ, Société d'assurance-vie inc. 1225, rue St-Charles ouest Bureau 200 Longueuil, QC, J4K 0B9 http://www.ssq.ca	Madame Roxane Ouimet Téléphone : 514 521-9097 Télécopieur : 514 521-1106	**Commande : (1516953)** 2018-11-29 8 h 21 **Transmission :** 2018-11-29 8 h 21	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1184922024

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 6 755 815,57 $, taxes et contingences incluses, pour l'acquisition de 7 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Maxi-Métal inc. » (CG18 0122).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 6 755 815,57 $, taxes et contingences incluses, pour l'acquisition de 7 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Maxi-Métal inc. » (CG 18 0122);
2. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-12-17 10:15

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184922024**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 6 755 815,57 $, taxes et contingences incluses, pour l'acquisition de 7 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Maxi-Métal inc. » (CG18 0122).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est l'unité d'affaires responsable de la gestion du parc de véhicules de la Ville. À ce titre, le SMRA voit à l'acquisition des véhicules et des équipements qui seront mis à la disposition des arrondissements et des services centraux.
Le 22 février 2018, le conseil d'agglomération approuvait la conclusion d'une entente-cadre, d'une durée de 5 ans, pour l'achat de 35 camions autopompes à raison de 7 véhicules par année. L'entente répondait à un besoin de standardisation des véhicules et s'inscrivait dans une démarche de gestion de la désuétude. Le 27 février 2018, la Ville émettait une première commande pour l'achat de 7 camions autopompes.

Le présent dossier vise à obtenir une autorisation de dépense pour l'achat de 7 camions prévus à l'an 2 de l'entente.

Ce dossier demande l'approbation du conseil d'agglomération car la dépense est liée à l'exercice d'une compétence d'agglomération supérieure à 500 000 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0122 – 22 février 2018 : Conclure avec « Maxi-Métal inc. », une entente-cadre d'une durée de 5 ans, pour la fourniture de 35 camions autopompes et de pièces de remplacement d'origine - Appel d'offres public 17-15795 (3 soumissionnaires) - (montant estimé de 36 946 435,95 $, taxes incluses) et autoriser une dépense de 7 364 996,60 $, taxes incluses, pour la l'acquisition de 7 camions autopompes et d'un module de pompe supplémentaire, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Maxi-Métal inc. ».

DESCRIPTION

Ce dossier vise une autorisation de dépense de 6 755 815,57 $, taxes et contingences incluses, pour l'acquisition de 7 camions autopompes d'une capacité de 6000 litres/minute

conformément aux dispositions de l'entente d'achat contractuelle 1258829 intervenue entre la Ville et « Maxi-Métal inc. ».
Un camion autopompe est un véhicule d'urgence équipé d'outils et d'équipements permettant de faire face à divers types d'interventions dont le combat d'incendie, l'alimentation en eau, les accidents de circulation, la désincarcération, la détection, les effondrements de structures, etc.

Les camions seront sous la garantie de base du manufacturier pour une période de 12 mois à l'exception de certaines composantes pour lesquelles la Ville exige une durée plus longue. C'est notamment le cas pour le système de climatisation, les feux d'urgence, certains éléments de structure du camion (cabine, carrosserie, etc.) et du réservoir d'eau dont la garantie sera respectivement de 2, 5, 10 et 20 ans.

Les délais de livraison exigés sont de 252 jours civils pour la première unité avec une cadence moyenne de 21 jours pour les unités subséquentes. Le contrat prévoit une pénalité équivalente à 1% par mois ou partie de mois (prorata) de retard à compter de la date prévue de livraison.

Provision - contingences
Un camion autopompe est un véhicule de spécialité susceptible de faire l'objet d'une adaptabilité en cours de fabrication. La modification d'un camion en cours de réalisation est une pratique courante qui permet d'optimiser un véhicule en fonction de son usage prévu. Conformément aux dispositions de l'entente-cadre, les prix doivent être indexés pour tenir compte de la fluctuation du taux de change entre la date d'ouverture des soumissions (26 juillet 2017) et la date d'émission du bon de commande. Pour pallier aux imprévus de fabrication et aux fluctuations du taux de change, le coût d'achat des 7 camions a été bonifié de 13 % (777 217,72 $, taxes incluses).

Résumé des coûts d'acquisition

Description	Coût (taxes incluses)
Camion autopompe (7)	5 978 597,85 $
Provision 13 %	777 217,72 $
Total de la dépense :	**6 755 815,57 $**

JUSTIFICATION

Cet achat vise le remplacement de 7 camions autopompes qui seront mis au rancart pour cause de désuétude. La liste des camions ciblés pour une mise au rancart est présentée en pièce jointe.
Selon les normes du National Fire Protection Association (NFPA) et le Service d'inspection des assureurs incendie (SIAI), la durée de vie d'un camion autopompe est de 15 ans. Au-delà de cette durée de vie, les camions ne peuvent pas être opérés avec des capacités fonctionnelles optimales. L'âge des camions à remplacer se situe entre 18 et 23 ans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 6 755 815,57 $, taxes et contingences incluses, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 6 168 961 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération (RCG 18-022) destiné aux achats de véhicules et leurs équipements (projet 71080).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération en 2019 et 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La motorisation des camions respecte les normes de l'Agence américaine de protection de l'environnement en matière de réduction des émissions polluantes dans l'air. Cet achat répond donc aux objectifs de la Ville en matière de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Pour que le SIM soit en mesure d'assurer sa mission, il doit posséder un parc de véhicules dont l'état de la mécanique est sans reproche.
Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de fait, les frais d'entretien et de réparation ainsi que les délais d'immobilisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Émission du bon de commande : février 2019
- Livraison progressive des camions : octobre 2019 à février 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François LEMOINE, Service du matériel roulant et des ateliers
Sylvie GIRARD, Service de sécurité incendie de Montréal
Richard LIEBMANN, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Jean-François LEMOINE, 10 décembre 2018
Richard LIEBMANN, 7 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie MC CUTCHEON
Agent(e) de recherche

Tél : 514 868-3620
Télécop. : 514 8721912

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-07

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2018-12-13

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1184922024

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Autoriser une dépense de 6 755 815,57 $, taxes et contingences incluses, pour l'acquisition de 7 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Maxi-Métal inc. » (CG18 0122).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1184922024 - Acquisition autopompes SIM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1188020007

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction , Division stratégies et pratiques d'affaires , Section processus_projets et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme pour une protection accrue des sources d'eau potable (PPASEP) du Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques ouvrant droit à une subvention évaluée à 345 000$ pour réaliser un rapport d'analyse de la vulnérabilité des sources d'eau potable de l'agglomération de Montréal.

Attendu que la Ville de Montréal a pris connaissance du cadre normatif détaillant les règles et normes du PPASEP;
Attendu que la Ville de Montréal désire présenter une demande d'aide financière au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans le cadre du volet 1 du PPASEP afin de réaliser l'analyse de la vulnérabilité des sources d'eau potable de la municipalité;

Il EST RECOMMANDÉ :

1- d'autoriser le Service de l'eau à présenter une demande d'aide financière d'une valeur de 345 000$ dans le cadre du volet 1 du PPASEP;

2- d'autoriser Madame Chantal Morissette à signer les documents de demande de subvention relatifs à la réalisation de l'analyse de la vulnérabilité des sources d'eau potable de la municipalité dans le cadre du volet 1 du PPASEP.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-31 14:57

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1188020007**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction , Division stratégies et pratiques d'affaires , Section processus_projets et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme pour une protection accrue des sources d'eau potable (PPASEP) du Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques ouvrant droit à une subvention évaluée à 345 000$ pour réaliser un rapport d'analyse de la vulnérabilité des sources d'eau potable de l'agglomération de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), a annoncé officiellement en août 2018 le lancement du Programme pour une protection accrue des sources d'eau potable (PPASEP). Le PPASEP découle de l'engagement du gouvernement du Québec d'offrir un soutien financier aux municipalités afin de les aider à se conformer aux obligations fixées par le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP). Les articles 68 et 75 du RPEP imposent en effet aux municipalités responsables d'un système de distribution d'eau alimentant plus de 500 personnes l'obligation de transmettre à la Ministre, au plus tard le 1er avril 2021, un rapport présentant les résultats de l'analyse de vulnérabilité des sources d'eau potable. L'objectif étant d'améliorer la protection des sources d'approvisionnement en eau potable.
Le **volet 1** du PPASEP offre aux municipalités concernées une aide financière afin de faciliter l'acquisition de connaissances par les municipalités sur les aires de protection et sur la vulnérabilité des sources d'eau potable et les communiquer aux parties prenantes. Cet objectif se concrétise par la réalisation du premier rapport d'analyse de la vulnérabilité des sources d'eau potable.

Le RPEP impose également des restrictions à certaines activités agricoles susceptibles de se réaliser au sein des aires de protection des installations de prélèvement d'eau potable. Les producteurs agricoles qui réalisent ces activités peuvent subir des pertes de revenus. Le **volet 2** du PPASEP offre aux municipalités concernées la possibilité d'obtenir un soutien financier pour compenser ces producteurs agricoles.

L'agglomération de Montréal compte six installations d'eau potable, dont cinq qui s'approvisionnent en eau de surface directement dans le Fleuve St-Laurent et une dans la Rivière des prairies. Les travaux d'analyse de vulnérabilité sont actuellement en cours en partenariat avec la Chaire de recherche en eau potable de la Polytechnique de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Non applicable

DESCRIPTION

L'aide financière accordée est modulée en fonction de l'indice de vitalité économique des organismes. Pour Montréal, cet indice donne droit à une aide financière de l'ordre de 50% du coût maximal admissible des travaux pour réaliser l'analyse de vulnérabilité concernant les six prises d'eau des usines de traitement d'eau potable.

JUSTIFICATION

Le Service de l'eau doit obtenir l'aval du Conseil d'agglomération afin de déposer cette demande d'aide financière au MELCC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant exact de l'aide financière demandé est de 345 000 $, pour un coût total des travaux estimés à 690 000$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux rendus possibles par ces subventions contribueront à assurer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'aide financière obtenue contribue à soutenir le Service de l'eau dans ses démarches pour se conformer au Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Obtention de l'aval du Conseil d'agglomération pour déposer la demande d'aide financière: 31 janvier 2019
Envoi de la demande d'aide financière au MELCC: Février 2019

Production par le MELCC d'une lettre d'engagement signée par le ministre qui confirme l'accord du ministère à l'égard de la demande : délai d'un mois après l'adoption.

Approbation et signature d'un protocole d'entente qui officialisera le tout : d'ici quelques mois.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Chantale POTVIN, Service des communications
Mathieu TOUSIGNANT, Service des communications
Marie-Claude B BESNER, Service de l'eau

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-France WITTY
Chargée d'expertise- Subventions gouvernementales

Tél : 514-280-4264
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-12

Alain LARRIVÉE
Chef de division - Stratégies et pratiques d'affaires

Tél : 514 872-4431
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2018-12-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2018-12-20

Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques
Québec

Programme pour une protection accrue des sources d'eau potable

Volet 1 : soutien aux municipalités pour la réalisation des analyses de vulnérabilité

Réservé au Ministère	
N° d'intervenant :	Y2007015
N° de dossier :	
Date de réception de la demande :	

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'intervenant	Ville de Montréal
Numéro de la région administrative	06
Numéro de la MRC	660
Numéro de la municipalité	66023
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	8831854870
Adresse postale	275, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec)
Code postal	H2Y 1C6
Courriel du responsable de la demande d'aide financière	marie-france.witty@ville.montreal.qc.ca
Indice de vitalité économique (2014)	1,618

2. Identification des installations de production d'eau potable

Nom de l'installation de production d'eau potable	Numéro de l'installation de production d'eau potable	Population alimentée par l'installation d'eau potable	Provenance de l'eau
Station de purification Dorval (usine)	X0008924	18803	Surface
Station de purification Lachine (usine 2)	X0008090	43228	Surface
Station de purification Montréal (usine Atwater)	X0008086	1716952	Surface
Station de purification Montreal (usine Desbaillets)	X0008085	1716952	Surface
Station de purification Pierrefonds (usine)	X0009132	141763	Surface
Station de purification Pointe-Claire (usine)	X0008943	133742	Surface

3. Nombre d'installations de production d'eau potable et de sites de prélèvement selon la source d'approvisionnement

Nombre d'installations de production					Nombre de sites de prélèvement	
Eaux souterraines	Eaux de surface				Eaux souterraines	Eaux de surface
	Fleuve Saint-Laurent	Rivière	Lac	Autres		6
	5	1				
Total : 6					Total : 6	

4. Aide financière accordée

Total des dépenses admissibles à une aide financière	690 000 $

5. Demande de bonification pour la révision des aires de protection des prélèvements en eau souterraine

Montant maximal de l'aide financière accordée à l'organisme 345 000 $

☐ Je demande une bonification de l'aide financière pour la révision des aires de protection du ou des sites de prélèvement de ___ installation(s) de production d'eau potable s'alimentant en eau souterraine, pour un total de _____$[1].

☐ Je **ne demande pas** une bonification de l'aide financière pour la révision des aires de protection du ou des sites de prélèvement d'eau souterraine.

Pour obtenir la bonification, vous vous devez nous faire parvenir l'avis d'un professionnel[2] justifiant la révision des aires de protection du ou des prélèvements d'eau souterraine, pour chacune des installations concernées. Si vous n'êtes pas en mesure de nous fournir cet avis au moment du dépôt de la demande d'aide financière, vous pouvez tout de même demander la bonification. Cependant, celle-ci ne vous sera versée qu'après la réception de l'avis d'un professionnel.

6. Plan et calendrier de réalisation du rapport d'analyse de vulnérabilité

[1] 15 000 $ par installation de production d'eau potable

[2] Au sens de l'article 2 du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection : « "professionnel" au sens de l'article 1 du Code des professions (chapitre C-26), dont l'ordre régit l'exercice d'une activité professionnelle visée par le présent règlement; est assimilée à un professionnel toute personne autorisée par un ordre professionnel à exercer une activité visée par le présent règlement, pour cette seule activité. »

Livrable/activité	Responsable	Début (MM-AAAA)	Fin (MM-AAAA)	Dépenses estimées ($)
Plan de localisation des aires de protection immédiate, intermédiaire et éloignée pour chaque site de prélèvement (6)	Ville de Montréal (VdM) Service des Infrastructures, voirie et transports Division de la géomatique	Avril 2015	Juillet 2017	**30 258$** (dépenses salariales)
Rapport d'étape (#1) d'analyse de vulnérabilité des sources incluant les livrables suivants: - Intégration de la délimitation préliminaire des aires de protection élaborée conjointement avec la Ville - Revue critique des méthodologies d'inventaire des menaces en agglomération hautement urbanisées et proposition des méthodes à adopter - Proposition de méthodologie d'évaluation des menaces et risques des bassins de drainage urbains - Formulation d'un calendrier de production de données consolidées (Montréal et autres villes dans les aires de protection) pour les informations requises pour les analyses de vulnérabilité tel que spécifié dans le GUIDE de réalisation - Identification des sources de données disponibles et établissement des besoins de consolidation - Collecte/analyse des données pour le calcul préliminaire des indicateurs	Octroi d'un contrat à l'École Polytechnique de Montréal	Avril 2017	Avril 2018	**147 613$** (contrat – sans taxe) **2 693$** (achat licence ArcGIS par VdM - net des ristournes de taxes)
Modélisation hydrodynamique du Lac Saint-Louis pour justification des inventaires à réaliser	Octroi d'un contrat au consultant Lasalle | NHC	Août 2017	Décembre 2017	**22 567$** (contrat – net des ristournes de taxes)

Rapport d'étape (#2) d'analyse de vulnérabilité des sources incluant les livrables suivants pour chaque site de prélèvement (6): - Caractérisation des sites de prélèvement (prises d'eau) et des usines de production d'eau potable de la Ville - Calcul des niveaux de vulnérabilité des eaux conformément à l'article 69 du RPEP - Calcul des barrières de traitement présentes dans les usines de traitement pour établir la robustesse des filières - Inventaires des activités anthropiques, événements potentiels et affectations du territoire susceptibles d'affecter la qualité et la quantité des eaux prélevées pour l'ensemble des aires de protection (incluant les bassins de drainage urbains) - Identification des sources probables de contamination	Octroi d'un contrat à l'École Polytechnique de Montréal	Avril 2018	Avril 2019	**147 612$** (contrat – sans taxe)
Rapport final d'analyse de vulnérabilité des sources pour chaque site de prélèvement (6): - Calcul final des indices de vulnérabilité - Évaluation des risques associés aux menaces et causes pouvant expliquer le niveau de vulnérabilité de chaque indicateur	Octroi d'un contrat à l'École Polytechnique de Montréal	Avril 2019	Octobre 2019	**147 612$** (contrat – sans taxe)
Coordination et supervision des analyses de vulnérabilité	Ville de Montréal Service de l'eau	Avril 2015	Avril 2021	**104 910$** (dépenses salariales)
Fourniture des données requises à la réalisation des analyses de vulnérabilité et rencontres de travail: - Service de l'eau - Direction de l'épuration des eaux usées/Direction de l'eau potable/Direction - Service de l'environnement - Division du contrôle des rejets	Ville de Montréal Service de l'eau	Décembre 2015	Avril 2021	**86 735$** (dépenses salariales)

industriels/Division de l'expertise technique - Service de sécurité incendie - Direction de la sécurité civile - Service des Infrastructures, voirie et transports - Division de la géomatique - Ville de Montréal - Direction générale				
			Dépenses totales ($) :	**690 000$**

Programme pour une protection accrue des sources d'eau potable

Volet 1 : soutien aux municipalités pour la réalisation des analyses de vulnérabilité

7. Déclaration du demandeur

Le responsable dûment désigné par le demandeur déclare :

- Qu'il demande une aide financière pour faire l'analyse de vulnérabilité des sites de prélèvement de 6 installation(s) de production d'eau potable;
- Qu'il a pris connaissance des conditions et des exigences du Programme;
- Que les renseignements fournis sont véridiques;
- Qu'il autorise le Ministère à utiliser toute l'information reçue concernant le présent projet aux fins d'analyse et de suivi.

Personne autorisée à agir au nom de l'organisme demandeur pour la demande d'aide financière

Nom et prénom	Fonction	Signature	Date

8. Liste de vérification des documents à fournir

☐ Formulaire du demandeur dûment rempli et signé par un représentant désigné par le demandeur

☐ a) Confirmation de l'identification des installations de production et de leur nombre

☐ b) Plan et calendrier de réalisation des analyses de vulnérabilité

☐ Résolution municipale

☐ Avis d'un professionnel justifiant la révision des aires de protection du ou des prélèvements d'eau souterraine (le cas échéant)

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.03

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1187534001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre 2019, renouvelable automatiquement pour 12 mois pour des paiements totalisant 300 000 $ maximum annuellement

Il est recommandé :

1. d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre 2019, renouvelable automatiquement pour 12 mois pour des paiements totalisant 300 000 $ maximum annuellement ;
2. de préciser, à des fins de transparence, que l'entente intervenue avec l'ARTM dans le cadre de son programme OPUS+ Entreprise (CG18 0301) est à durée indéterminée et non pour une période de 12 mois, et de tenir compte du fait que les élus et le personnel de cabinet peuvent également adhérer à cette entente intervenue selon les mêmes paramètres que ceux déterminés pour les employés de la Ville.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-26 11:14

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187534001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre 2019, renouvelable automatiquement pour 12 mois pour des paiements totalisant 300 000 $ maximum annuellement

CONTENU

CONTEXTE

L'équipe de mobilisation Montréal Sobre en carbone de la Ville de Montréal, par l'opérationnalisation du plan Montréal durable 2016-2020, a obtenu l'autorisation en mai 2018 (CG18 0301) concernant un projet visant à donner à ses employés la possibilité de participation aux programmes OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal (STM) et OPUS+ entreprise de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM). Les conditions d'abonnement sont déterminées par la Ville et cette dernière peut mettre fin au rabais octroyé si l'employé ne répond pas aux conditions d'abonnement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0416 – 26 septembre 2013 – Adopter les plans de réduction des émissions de gaz à effet de serre corporatives et de la collectivité montréalaise - Agglomération de Montréal / Mandater la Direction de l'environnement pour développer des indicateurs de résultats, assurer le suivi et produire les rapports afférents
CG16 0437 – 22 juin 2016 – Adopter le plan *Montréal durable 2016-2020*

CG18 0301 – 31 mai 2018 – Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre de chaque année, renouvelable automatiquement pour 12 mois et au programme OPUS+ Entreprise de l'Autorité régionale de transport métropolitain au programme pour 12 mois, renouvelable automatiquement / Autoriser les paiements totalisant 300 000 $ maximum annuellement / Ajuster la base budgétaire du Service des ressources humaines de façon récurrente à

compter du 1er janvier 2019 / Autoriser un virement budgétaire de 151 200 $ des dépenses contingentes d'agglomération et de 148 800 $ des dépenses contingentes locales vers le Service des ressources humaines en contrepartie d'un virement de 300 000 $ de compétence d'agglomération du Service de l'environnement vers les dépenses contingentes d'agglomération / Approuver les projets d'entente à cet effet

CG18 0328 – 21 juin 2018 – Dépôt des documents intitulés « Émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise - Inventaire 2014 » et « Émissions de gaz à effet de serre des activités municipales de l'agglomération de Montréal - Inventaire 2015 »

CG18 0329 – 21 juin 2018 – Dépôt du document intitulé « Suivi du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020

CG 18 0330 – 21 juin 2018 – Dépôt du document intitulé « Suivi du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre corporatives 2013-2020 »

DESCRIPTION

Dans le cadre du programme OPUS & Cie de la STM, la Ville contribue financièrement à l'achat d'une portion des abonnements de ses employés (10 %), de façon à maximiser la réduction octroyée par la STM (10 %). Les employés bénéficient d'un rabais total de 20 % sur leur abonnement annuel.
L'entente avec la STM est valide pour une période de 12 mois consécutifs ou pour le nombre de mois restants de l'année à partir de la date de signature de l'entente, puisqu'elle se termine le 31 décembre et est automatiquement renouvelable d'année en année. La Ville se réserve le droit de mettre fin à cette entente moyennant le préavis prévu à l'entente.

Dans le cadre du programme OPUS+ entreprise de l'ARTM, la Ville contribue financièrement à l'achat d'une portion des abonnements de ses employés (8,33 %), de façon à maximiser la réduction octroyée par l'ARTM (8,33 %). Les employés bénéficient d'un rabais total de 16,66 % sur leur abonnement annuel.

L'entente avec l'ARTM est valide pour une durée indéterminée et non pour une période de 12 mois. La Ville se réserve le droit de mettre fin à cette entente moyennant le préavis prévu à l'entente.

Les employés visés par ce projet sont les employés qui seront actifs au registre des postes au moment de la validation mensuelle des adhésions. Sont également visés les élus ainsi les membres du personnel de cabinet de la Ville selon les mêmes paramètres que ceux des employés de la Ville. Les adhésions sont des mesures incitatives temporaires et la Ville se réserve le droit d'y mettre fin selon les modalités prévues aux ententes.

JUSTIFICATION

Ce dossier décisionnel est nécessaire pour entériner le renouvèlement de l'adhésion au programme OPUS & Cie de la STM et pour refléter de façon transparente le contrat à durée indéterminée avec l'ARTM. Finalement, un ajustement pour préciser la validité de l'adhésion des élus et le personnel politique est nécessaire. Il ne remplace pas la décision antérieure (CG18 0301), mais il la complète.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour le programme OPUS & Cie de la STM et pour le programme OPUS+ entreprise de l'ARTM, le paiement annuel maximum autorisé est de 300 000 $, selon le nombre d'adhésions et selon la date de signature de l'entente de la STM. Chaque mois, la Ville de

Montréal sera facturée par la STM et l'ARTM (l'ARTM délègue la gestion des paiements au RTM).
Pour 2019, le coût de cette dépense, soit un montant de 300 000$ net de ristourne, a déjà été prévu lors de la confection du budget de 2019 du Service des ressources humaines. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal

En considérant une expérience passée qui est représentative à l'ensemble des employés de la Ville de Montréal, il a d'abord été supposé qu'un peu plus de 8 % des employés utilisent le transport collectif à l'année. Les revenus additionnels à la STM et à l'ARTM provenant des employés supplémentaires utilisant le transport en commun permettront de compenser les coûts de la mesure incitative des employés qui en bénéficieront.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet est directement relié au développement durable, car il vise une protection accrue de l'environnement par la lutte contre les changements climatiques et il cible une réduction des émissions de GES. Il permet la mise en œuvre de l'action 1 du plan *Montréal durable 2016-2020.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet permet de respecter la mise en œuvre d'un projet de développement durable pour l'Équipe de mobilisation « Montréal, sobre en carbone » et de mobiliser des partenaires du plan *Montréal durable 2016-2020* dans la collectivité afin de les faire participer à l'atteinte des objectifs de réduction d'émissions de la collectivité montréalaise de 30 % en 2020 par rapport à 1990. De plus, il représente une action supplémentaire à mettre à œuvre et à suivre en matière de réduction des émissions de GES.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Continuité de l'adhésion des employés ;
2. Validation mensuelle des adhésions des employés ;
3. Suivi des adhésions des employés entre 6 à 12 mois après l'implantation des programmes afin de mesurer l'impact sur leurs déplacements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Luis Felipe GUAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Ève GAGNÉ, Service des ressources humaines
Karine BÉLISLE, Service des communications
Janet MARCEAU, Service des finances
Luis Felipe GUAL, Service des finances

Lecture :

Karine BÉLISLE, 19 décembre 2018
Luis Felipe GUAL, 19 décembre 2018
Janet MARCEAU, 19 décembre 2018
Marie-Ève GAGNÉ, 19 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève MARQUIS
Ingénieure

Tél : 514-280-4335
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Marieke CLOUTIER
Chef de division Planification et suivi environnmental

Tél : 514-872-6508
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne Monsieur Arnaud Budka, directeur de la Gestion des matières résiduelles pour me remplacer du 14 au 23 décembre 2018 inclusivement dans l'exercice de mes fonctions de directeur du Service de l'environnement et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

Et j'ai signé,

Roger Lachance, ing
Directeur de l’environnement

Service de l’environnement
1555 Carrie-Derick, 1er étage
Montréal, Québec H3C 6W2
Téléphone: (514) 872-7540

Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2018-12-21

Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2018-12-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187534001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
Objet :	Autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre 2019, renouvelable automatiquement pour 12 mois pour des paiements totalisant 300 000 $ maximum annuellement

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1187534001 Opus Entreprise.xls.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Luis Felipe GUAL
Conseiller Budgétaire - Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514 872-7366

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-21

Michelle DE GRAND-MAISON
Conseillère budgétaire C/E

Tél : 514 872-7512
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.04

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1184922025

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 9 785 706,21 $, taxes et contingences incluses, pour l'acquisition de 8 camions échelles, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Aéro-feu ltée » (CG15 0354).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 9 785 706,21 $, taxes et contingences incluses, pour l'acquisition de 8 camions échelles, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Aéro-Feu ltée. » (CG 15 0354);
2. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-12-20 11:24

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184922025**
Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 9 785 706,21 $, taxes et contingences incluses, pour l'acquisition de 8 camions échelles, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Aéro-feu ltée » (CG15 0354).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est l'unité d'affaires responsable de la gestion du parc de véhicules de la Ville. À ce titre, le SMRA voit à l'acquisition des véhicules et des équipements qui seront mis à la disposition des arrondissements et des services centraux.
Le 28 mai 2015, le conseil d'agglomération approuvait la conclusion d'une entente-cadre, d'une durée de 5 ans, pour l'achat de 20 camions échelles afin de répondre aux besoins opérationnels du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM). L'entente répondait à un besoin de standardisation des véhicules et s'inscrivait dans une démarche de gestion de la désuétude. A ce jour, la Ville a émis deux commandes pour l'achat de 12 camions.

Le présent dossier vise à obtenir une autorisation de dépense pour l'achat de 8 camions échelles.

Ce dossier demande l'approbation du conseil d'agglomération car la dépense est liée à l'exercice d'une compétence d'agglomération supérieure à 500 000 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0405 – 23 août 2018 : Modifier la clause « indexation des prix » de l'entente-cadre 1049020 pour l'acquisition de 20 camions à échelles aériennes sur une période de 5 ans et procéder à l'ajustement du bon de commande 1259071 pour l'achat de 8 camions échelles pour l'année 2018.
CG18 0126 – 22 février 2018 : Autoriser une dépense de 9 365 024,18 $, taxes incluses, pour l'acquisition de huit (8) camions échelles pour le combat d'incendie, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Aréo-feu ltée » (CG15 0354).

CG15 0354 – 28 mai 2015 : Conclure avec Aréo-feu ltée, une entente-cadre d'une durée de 60 mois, pour la fourniture de 20 camions échelles (30 m) pour le combat d'incendie - Appel d'offres public 14-13433 (4 soumissionnaires - 3 conformes) (montant estimé de l'entente : 21 258 877,50 $). Autoriser une dépense de 4 652 017,27 $, taxes incluses et

tous les frais incidents, pour l'acquisition de 4 camions échelles, conformément à la présente entente-cadre.

DESCRIPTION

Ce dossier vise une autorisation de dépense de 9 785 706,21 $, taxes et contingences incluses, pour l'acquisition de 8 camions à échelle aérienne d'une portée verticale nominale de 100 pieds, conformément aux dispositions de l'entente d'achat contractuelle 1049020 intervenue entre la Ville et « Aéro-Feu ltée ».
Un camion échelle est un véhicule d'urgence équipé d'outils et équipements permettant de faire face à divers types d'interventions dont le combat d'incendie, les inondations, les sauvetages techniques, etc.

Les camions seront sous la garantie de base du manufacturier pour une période de 12 mois à l'exception de certaines composantes pour lesquelles la Ville exige une durée plus longue. C'est notamment le cas pour la structure du camion (cabine et carrosserie) et pour la composante « échelle » dont la garantie est respectivement de 10 et de 20 ans.

Les délais de livraison sont de 240 jours civils pour les deux premières unités avec une cadence moyenne de 7 jours pour unités subséquentes lesquelles seront livrées par groupe de deux. Le contrat prévoit une pénalité équivalente à 1% par mois ou partie de mois (prorata) de retard à compter de la date prévue de livraison.

Contingences
Un camion échelle est un véhicule de spécialité susceptible de faire l'objet d'une adaptabilité en cours de fabrication. La modification d'un camion en cours de réalisation est une pratique courante qui permet d'optimiser un véhicule en fonction de son usage prévu. Conformément aux dispositions de l'entente-cadre, les prix doivent être indexés pour tenir compte de la fluctuation du taux de change entre la date d'ouverture des soumissions (4 mars 2015) et la date d'émission du bon de commande. Pour pallier aux imprévus de fabrication et aux fluctuations du taux de change, le coût d'achat des 8 camions a été bonifié de 13 % (1 125 789,21 $, taxes incluses).

Résumé des coûts d'acquisition

Description	Coût (taxes incluses)
Camion échelle (x8)	8 659 917,00 $
Contingences 13 %	1 125 789,21 $
Total :	**9 785 706,21 $**

JUSTIFICATION

Cet achat vise le remplacement de 8 camions échelles qui seront mis au rancart pour cause de désuétude. La liste des camions ciblés pour une mise au rancart est présentée en pièce jointe.
Selon les normes du National Fire Protection Association (NFPA) et le Service d'inspection des assureurs incendie (SIAI), la durée de vie d'un camion échelle est de 15 ans. Au-delà de cette durée de vie, les camions ne peuvent pas être opérés avec des capacités fonctionnelles optimales. L'âge des camions à remplacer se situe entre 18 et 24 ans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 9 785 706,21 $, taxes et contingences incluses, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 8 935 655 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement

d’emprunt d’agglomération (RCG 18-022) destiné aux achats de véhicules et leurs équipements (projet 71080).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l’agglomération en 2019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La motorisation des camions respecte les normes de l’Agence américaine de protection de l’environnement en matière de réduction des émissions polluantes dans l’air. Cet achat répond donc aux objectifs de la Ville en matière de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Pour que le SIM soit en mesure d’assurer sa mission, il doit posséder un parc de véhicules dont l’état de la mécanique est sans reproche.
Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de fait, les frais d’entretien et de réparation ainsi que les délais d’immobilisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Émission du bon de commande : février 2019
- Livraison progressive des camions : septembre à octobre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Richard LIEBMANN, Service de sécurité incendie de Montréal
Sylvie GIRARD, Service de sécurité incendie de Montréal
Jean-François LEMOINE, Service du matériel roulant et des ateliers

Lecture :

Richard LIEBMANN, 13 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie MC CUTCHEON
Agent(e) de recherche

Tél : 514 868-3620
Télécop. : 514 8721912

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-12

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2018-12-18

Liste des véhicules à remplacer

Devis	Description	Remplace le	Année mise en service	Age	Unité d'affaires
33714A11	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	337-94183	1994	24	10-Service Sécurité Incendie de Montréal
33714A11	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	337-94184	1994	24	10-Service Sécurité Incendie de Montréal
33714A11	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	337-94185	1994	24	10-Service Sécurité Incendie de Montréal
33714A11	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	337-94186	1994	24	10-Service Sécurité Incendie de Montréal
33714A11	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	337-94187	1994	24	10-Service Sécurité Incendie de Montréal
33714A11	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	337-96048	1996	22	10-Service Sécurité Incendie de Montréal
33714A11	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	337-96050	1996	22	10-Service Sécurité Incendie de Montréal
33714A11	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	338-00081	2000	18	10-Service Sécurité Incendie de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1184922025

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Autoriser une dépense de 9 785 706,21 $, taxes et contingences incluses, pour l'acquisition de 8 camions échelles, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Aéro-feu ltée » (CG15 0354).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1184922025 - Acquisition camions échelles SIM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-13

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.05

2019/01/31 17:00

(2)

Dossier # : 1190029001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Report du dépôt des états financiers 2018 au bureau du greffier, du 31 mars au 30 avril 2019, au plus tard

Autoriser le report du dépôt au bureau du greffier des états financiers vérifiés de l'exercice financier 2018 du 31 mars au 30 avril 2019, au plus tard.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-01-14 17:39

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190029001**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Report du dépôt des états financiers 2018 au bureau du greffier, du 31 mars au 30 avril 2019, au plus tard

CONTENU

CONTEXTE

L'article 91 de l'annexe C de la charte de la Ville, en regard des obligations du trésorier, indique ce qui suit : « Il doit déposer ces états financiers et rapports au bureau du greffier au plus tard le 31 mars à moins que, sur rapport du comité exécutif, le conseil ne lui accorde un délai additionnel qui ne doit pas excéder un mois.»

Bien que l'ensemble des travaux permettant de dresser les états financiers 2018 seront complétés tel que l'échéancier accepté par les auditeurs et le comité de vérification, le Service des finances désire reporter la publication officielle des états financiers 2018 du 31 mars au 30 avril 2019, au plus tard, afin de lui permettre de publier simultanément le document intitulé « Reddition de comptes financière 2018 ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0127 - 22 février 2018 - Report du dépôt des états financiers 2017 au bureau du greffier, du 31 mars au 23 avril 2018

CG17 0100 - 30 mars 2017 - Report du dépôt des états financiers 2016 au bureau du greffier, du 31 mars au 24 avril 2017, au plus tard.

CG16 0138 - 25 février 2016 - Report du dépôt des états financiers 2015 au bureau du greffier, du 31 mars au 18 avril 2016, au plus tard.

CG15 0166 - 26 mars 2015 - Report du dépôt des états financiers 2014 au bureau du greffier, du 31 mars au 27 avril 2015, au plus tard.

DESCRIPTION

Afin de permettre une reddition de comptes financière plus détaillée que celle présentée au rapport financier, le Service des finances produit à partir de l'année financière 2014 un document intitulé « Reddition de comptes financière ». Ce document permet de mettre en lumière l'utilisation qui est faite des sommes mises à la disposition des différentes unités d'affaires, tout cela en donnant une perspective de ces dépenses au fil des dernières années.
Afin de permettre la production simultanée de ce document avec la production du rapport

financier 2018, le Service des finances après analyse des délais et de la charge de travail imposée par ce document, demande de reporter la date du dépôt du rapport financier au bureau du greffier de la Ville du 31 mars au 30 avril 2019, au plus tard.

Ce changement ne modifie en rien les dates de dépôt du rapport financier 2018 au conseil municipal et au conseil d'agglomération qui demeurent respectivement les 13 et 16 mai 2019.

Afin d'éviter de reporter annuellement la date du dépôt du rapport financier annuel à une date autre que le 31 mars, et ce tel qu'exigé par la Charte de la Ville de Montréal, une démarche a été effectuée en 2018 auprès du Service du contentieux pour inclure dans les prochains amendements à la Charte, la modification concernant la date du dépôt du rapport financier.

JUSTIFICATION

Afin de permettre la production simultanée du document « Reddition de comptes financière 2018 » avec la production du rapport financier 2018, le Service des finances après analyse des délais et de la charge de travail imposée par ce document, demande de reporter la date du dépôt du rapport financier au bureau du greffier de la Ville du 31 mars au 30 avril 2019, au plus tard.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun impact financier

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Amendement à la Charte de la Ville de Montréal afin de modifier la date du dépôt du rapport financier du 31 mars au 30 avril.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-11

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2019-01-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2019-01-11

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.06

2019/01/31 17:00

(2)

Dossier # : 1185841001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations , Enquêtes - Opérations spécialisées
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 743 600 $ annuellement, pour la location jusqu'à concurrence de 65 véhicules, pour la durée du financement des projets ACCES, ACCEF, EILP et ACCES Cannabis, et ce, conformément aux ententes 2001-0034 et 2011-0009 intervenues entre le Service de police de la Ville de Montréal et le Centre de gestion de l'équipement roulant du Gouvernement du Québec.

Il est recommandé au Conseil d'agglomération :
D'autoriser une dépense maximale de 743 600 $ annuellement, pour la location jusqu'à concurrence de 65 véhicules, pour la durée du financement des projets ACCES, ACCEF, EILP et ACCES Cannabis, et ce, conformément aux ententes 2001-0034 et 2011-0009 intervenues entre le Service de police de la Ville de Montréal et le Centre de gestion de l'équipement roulant du Gouvernement du Québec.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-01-10 17:43

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185841001**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations , Enquêtes - Opérations spécialisées
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 743 600 $ annuellement, pour la location jusqu'à concurrence de 65 véhicules, pour la durée du financement des projets ACCES, ACCEF, EILP et ACCES Cannabis, et ce, conformément aux ententes 2001-0034 et 2011-0009 intervenues entre le Service de police de la Ville de Montréal et le Centre de gestion de l'équipement roulant du Gouvernement du Québec.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier décisionnel vise à autoriser une dépense maximale de 743 600 $ annuellement pour la location de véhicules, jusqu'à concurrence de 65 véhicules auprès du Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER) du gouvernement du Québec.
La location des véhicules s'avère nécessaire dans le cadre des différents programmes coordonnés par le ministère de la Sécurité publique (MSP) et subventionnés par le ministère des Finances du Québec (MFQ), soit :

- Module ACCES (Actions concertées pour contrer les économies souterraines) qui procède à des enquêtes visant la contrebande de tabac et de l'alcool ;
- Module ACCEF (Actions concertées contre les crimes économiques et financiers) qui procède à des enquêtes visant la lutte contre la criminalité afin de priver les délinquants du profit de leurs crimes ainsi que des biens utilisés pour les commettre ;
- Module EILP (Équipe Intégrée de Lutte contre le Proxénétisme), pour lutter contre les réseaux de proxénétisme et de traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle qui opèrent sur une base interregionale, interprovinciale ou internationale ;
- Module ACCES Cannabis (Équipe de lutte à la contrebande de cannabis) ;

Il est important de souligner que le financement pour les modules ACCES et ACCEF sont reconduits d'année en année, et ce, depuis 1996 pour ACCES et 2007 pour ACCEF.

La création du Module EILP a été autorisée le 20 septembre 2018 par la résolution CG18

0498 tandis que la création du Module ACCES Cannabis a été autorisé le 12 décembre 2018 par la résolution CE18 2084.

Le présent dossier demeure valide pour la durée du financement du MFQ.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE11 0969 - 22 juin 2011 - Accorder au CGER du Gouvernement du Québec un contrat pour la location d'un maximum de 35 véhicules dans le cadre des projets ACCES et ACCEF, pour la période rétroactive du 1er avril 2011 et valide pour la durée du financement du MFQ.
CE03 0782 - 22 mai 2002 - Accorder à CGER du gouvernement du Québec le contrat de location pour 4 fourgonnettes et 11 berlines, pour un montant approximatif de 552 996$ (plus les taxes applicables) dans le cadre du projet ACCES, subventionné par le MSP

DESCRIPTION

Il est nécessaire pour ces modules financés d'avoir une flotte de véhicules banalisés disponible dans le cadre de leurs opérations. Les modules financés requièrent 55 véhicules en location au
CGER du gouvernement du Québec. La possibilité de louer 10 véhicules supplémentaires permet une latitude d'actions en fonction des besoins et de la complexité des enquêtes.

L'augmentation du nombre de véhicules, comparativement à l'autorisation antérieure, permettra de donner un support aux modules existants ainsi qu'aux nouvelles équipes EILP et ACCES Cannabis.

JUSTIFICATION

Le MFQ alloue des budgets annuels pour la location de véhicules aux modules financés. Les modules financés s'approvisionnent auprès du CGER du gouvernement du Québec qui offre des avantages considérables tant en matière d'économie d'argent, de fiabilité, de disponibilité et de qualité du service.
En vertu des dispositions de l'article 573.3 de la Loi sur les cités et villes, 2e paragraphe, une municipalité peut conclure une entente de gré à gré pour la fourniture de matériel ou de services avec un organisme public au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Il est important de préciser que l’entente 2001-0034 entrait en vigueur en 2003 et répondait aux besoins du Module ACCES à laquelle s'ajoutera le module ACCES Cannabis. Tandis que l’entente 2011-0009 entrait en vigueur en 2011 et répondait initialement aux besoins du Module ACCEF à laquelle s’ajouta le module EILP. Il y a une reconduction tacite des ententes jusqu'à ce que l'une ou l'autre des parties décide d'y mettre fin en tout ou en partie, à la suite d'un avis écrit de 90 jours avant la fin du financement d'un projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts varient selon le terme du contrat et la valeur du véhicule. Les besoins d'unités pour l'année 2018 sont de:

Modules financés	**ACCES**	**ACCEF**	**EILP**	**ACCES Cannabis**	**TOTAL**	**Disponibilité**
Nombre de véhicules requis	20	8	9	18	55	10

*Les dépenses annuelles varient selon l'échéance et/ou renouvellement de la location.

Les modules ACCES et ACCEF ont actuellement 35 véhicules. La présente demande permettra d'augmenter les ressources afin de répondre aux besoins de tous les modules.

Depuis 2015, le coût moyen annuel de location d'un véhicule auprès du CGER du gouvernement du Québec est évalué à 10 400 $. L'ajout des nouvelles responsabilités au SPVM (EILP et ACCES Cannabis) requiert la location d'une flotte maximale de 55 véhicules dont les coûts avoisineront 572 000 $ annuellement.

La possibilité de louer 10 véhicules supplémentaires permettra au SPVM de se doter (si nécessaire) jusqu'à concurrence de 65 véhicules en location ce qui représente un coût annuel de 676 000 $.

Une réserve de 10%, représentant une somme de 67 600 $, est demandée afin de prévoir la fluctuation des coûts de location de véhicule selon la disponibilité des marques et modèles du parc automobile au CGER du gouvernement du Québec. La liste des véhicules offerts est transmise une fois par année et comprend environ une dizaine de modèles. Les opérations des programmes ACCES, ACCEF, EILP et ACCES Cannabis requièrent une variété dans la sélection des modèles de véhicules ce qui peut occasionner des coûts mensuels plus élevés que prévu.

La dépense maximale est évaluée à 743 600 $ annuellement.

Coût moyen annuel d'un véhicule	Location jusqu'à concurrence de 65 véhicules	Réserve de 10% pour fluctuation des coûts	Dépense maximale annuellement
10 400 $	676 000 $	67 600 $	743 600 $

Notez que le MFQ rembourse toutes les dépenses reliées à la location des véhicules autant pour les projets ACCES, ACCEF, EILP ainsi qu'ACCES Cannabis.

Les crédits budgétaires nécessaires au fonctionnement des projets sont prévus au budget d'opération du SPVM, selon les ententes signées et jointes au dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les solutions alternatives étudiées ne sont pas adaptées aux besoins du SPVM, celles-ci ne permettent pas la flexibilité et les avantages offerts par le CGER du gouvernement du Québec. Cependant, le transport en commun est privilégié lorsque possible et l'utilisation de véhicules hybrides sont prévus.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le CGER qui est une unité du ministère des Transports du Québec, propose un forfait "clé en main". Ce forfait comprend :

- Le suivi du programme d'entretien préventif ;
- la gestion saisonnière des pneus ;
- les réparations mineures et majeures, les vérifications mécaniques, les coûts d'achat et d'amortissement du véhicule ;
- les coûts des réparations et de remplacement en cas d'accident et d'incident ;
- l'immatriculation du véhicule ;
- le service de dépannage 24 heures par jour, sept jours par semaine, dans les ateliers de mécanique répartis sur tout le répertoire québécois.

Dans l'éventualité d'une fin de financement des modules ACCES, ACCEF, EILP et ACCES Cannabis, le SPVM dispose de la possibilité de mettre fin aux ententes location avant la date de fin, selon les termes et le module visé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dès l'approbation des instances, le SPVM procédera à la location supplémentaire de véhicules.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre ST-HILAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Paul VERREAULT
commandant police

Tél : 514-280-0855
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-17

Antonio IANNANTUONI
inpecteur-chef

Tél : 514 280-7750
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain CARON
Directeur
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2018-12-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1185841001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations , Enquêtes - Opérations spécialisées
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 743 600 $ annuellement, pour la location jusqu'à concurrence de 65 véhicules, pour la durée du financement des projets ACCES, ACCEF, EILP et ACCES Cannabis, et ce, conformément aux ententes 2001-0034 et 2011 -0009 intervenues entre le Service de police de la Ville de Montréal et le Centre de gestion de l'équipement roulant du Gouvernement du Québec.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD_1185841001 (CGER)_REV.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre ST-HILAIRE
Conseiller budgétaire

Tél : 514 280-2930

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-16

Anne POIRIER

Chef de division - conseil et soutien financiers
Tél : 514 516-5877
Division :
Div. du Conseil et du soutien financier - Point de service Sécurité Publique

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 42.01

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1185092005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 878 720

JE RECOMMANDE :
De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 878 720.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-11-09 09:54

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 novembre 2018	Résolution: CA18 27 0360

Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal*, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 878 720.

Il est proposé par Suzie MIRON

appuyé par Karine BOIVIN ROY

Et résolu :

De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal*, un règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 878 720.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.18 1185092005

Dina TOCHEVA
_____
Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 7 novembre 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1185092005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 878 720

JE RECOMMANDE :
De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 878 720.

Signé par Denys CYR **Le** 2018-10-29 13:09

Signataire : Denys CYR

_____

Directeur d'arrondissement suppléant
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185092005**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 878 720

CONTENU

CONTEXTE

Un organisme de services sociaux ainsi que le groupe de ressources techniques « Bâtir son quartier » projette la démolition d'un bâtiment commercial situé sur le lot 1 878 720 et la construction d'un bâtiment comportant 20 unités d'habitation de différentes typologies, destinées à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance. Ce programme est financé par le programme AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec (SHQ). La Direction de l'habitation de la Ville de Montréal est désignée comme étant le mandataire de la gestion pour le territoire de l'agglomération.
Le projet à l'étude déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275). Les dérogations sont les suivantes :

- Le projet prévoit que 20 unités d'habitation seront aménagées dans le bâtiment à construire. Ce nombre déroge aux articles 124 et 142 qui limitent le nombre de logements à huit unités par bâtiment (catégorie d'usages H.2-4);

- Le bâtiment projeté comporte quatre étages et atteint environ 14,5 mètres de hauteur, dérogeant à la hauteur maximale autorisée en étages et en mètres (article 9). Ce secteur de zones permet un maximum de trois étages et 12,5 mètres de hauteur. Le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, pour sa part, autorise les bâtiments d'un maximum de quatre étages;

- Le projet requiert un minimum d'une case de stationnement par deux logements (article 561) pour un projet de cette envergure, soit un minimum de dix cases. Cependant, la clientèle visée n'est pas susceptible de posséder une automobile et d'engendrer une augmentation du nombre de véhicules stationnés sur le domaine public. Aucune case de stationnement n'est prévue sur le site puisque l'espace n'y est pas disponible. L'obligation d'aménager des cases de stationnement rendrait la

réalisation du projet impossible puisqu'il serait non rentable. Un projet comportant 20 logements sociaux comme celui-ci est déjà considéré comme étant de faible envergure et à la limite de la rentabilité;

- Le projet doit prévoir qu'au moins la moitié des cases de stationnement soient situées à l'intérieur puisqu'il comportera plus de 12 unités d'habitation (article 565). Or, le projet ne prévoit aucune unité de stationnement sur le site;
- L'alignement de construction doit respecter celui d'un plan de façade de référence (article 60). Or, l'alignement de construction du projet de construction n'est pas complètement déterminé avec précision même s'il est probable qu'il soit implanté à la limite de propriété donnant sur la place Jeanne-d'Arc;
- Le mode d'implantation pour le site à l'étude doit être de type contigu (article 46). Or, le bâtiment projeté ne sera pas implanté à la ligne de lot latérale gauche ce qui fait en sorte qu'il ne sera pas considéré comme contigu. Néanmoins, cette dérogation permettra d'aménager un espace vert à l'endroit où le bâtiment devrait être implanté. Par ailleurs, cela permettra d'assurer un dégagement envers le bâtiment voisin du côté est.

Le projet de démolition du bâtiment actuellement sur le site n'est pas soumis à l'autorisation du comité de démolition en vertu de l'article 6 paragraphe 10 du Règlement régissant la démolition d'immeubles (RCA02-27006).

Le conseil d'agglomération peut adopter un règlement en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal afin de permettre la réalisation du projet (article 89.1.1 de la Charte de la Ville de Montréal).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le bâtiment visé par la démolition est situé sur le lot 1 878 720. Il s'agit d'un bâtiment commercial ne présentant aucun caractère architectural significatif et dépourvu de trottoir en façade. Par ailleurs, le bâtiment à démolir est actuellement protégé par droits acquis et dérogatoire quant à l'usage et à la construction.
Le projet proposé par la présente demande, d'une hauteur de quatre étages, comporte 20 unités résidentielles de différentes typologies, soit :

- 3 unités d'une chambre à coucher;
- 13 unités de deux chambres à coucher;
- 4 unités de trois chambres à coucher.

Le projet possède également les caractéristiques suivantes :

- 6 unités de stationnement pour vélos;
- Taux de verdissement du site de 22 %.

Le concept architectural du bâtiment de style contemporain devra être soumis à une révision architecturale selon le titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275) en étant analysé par le comité consultatif d'urbanisme (CCU) à une séance ultérieure, et ce, suite au dépôt des demandes de permis de démolition et de construction.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à cette demande pour les raisons suivantes :

- Le bâtiment à démolir ne présente aucun caractère architectural significatif. De plus, il est protégé par droits acquis, étant dérogatoire à l'usage et à la construction;
- Le projet prévoit la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance;
- La plupart des logements sont de grandes dimensions et pouvant accueillir une famille;
- L'orientation du bâtiment (côté nord) ne nuit pas à l'ensoleillement des bâtiments environnants;
- Le projet permettra l'aménagement d'un trottoir face au nouveau bâtiment à construire, et ce, en continuité avec celui présent du côté est;
- Actuellement, on retrouve sur le site qu'une très faible présence de végétation. Le bâtiment à démolir couvre la quasi-totalité du terrain et est doté d'une toiture de couleur foncée, ce qui constitue un important îlot de chaleur. Le projet viendrait bonifier considérablement la présence de végétation sur le site et le bâtiment à construire serait doté d'une toiture de couleur blanche.

À sa séance du 2 octobre 2018, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la demande.

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) recommande d'accepter la présente demande selon les conditions suivantes :

- Les dérogations réglementaires à autoriser doivent être représentatives du projet présenté au comité consultatif d'urbanisme et seront détaillées dans le projet de règlement;
- Le projet doit être soumis à une révision architecturale selon le titre VIII du Règlement d'urbanisme (01-275), en étant analysé par le comité consultatif d'urbanisme (CCU) à une séance ultérieure, et ce, avant la délivrance d'un permis de construction;
- Avant l'émission du permis de démolition et de construction, le requérant doit déposer les garanties bancaires applicables à la démolition du bâtiment existant (180 933 $) et à l'aménagement paysager du site (5 000 $).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet bonifiera la présence de végétation sur le site et le bâtiment à construire sera doté d'une toiture de couleur blanche.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement (CA) - Demande au conseil d'agglomération d'adopter le règlement

- Comité exécutif (CE) - Inscription à l'ordre du jour du conseil d'agglomération pour avis de motion
- Conseil municipal (CM) - Orientation pour l'adoption du règlement
- Conseil d'agglomération (CG) - Avis de motion et adoption du projet du règlement
- Conseil d'agglomération (CG) - Adoption du règlement
- Parution d'un avis public et entrée en vigueur du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cette demande est conforme aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal et au Plan d'urbanisme.
À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-10-25

Carl BOUDREAULT
Conseiller en aménagement - Division de l'urbanisme

Tél : 514 872-7599
Télécop. : 514-872-2312

Réjean BOISVERT
Chef de division - Division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9635
Télécop. : 514 872-2312

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Myriame BEAUDOIN
Directrice Aménagement urbain et services aux entreprises
Tél : 514 868-3906
Approuvé le : 2018-10-25



Ville de Montréal

Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Date:20180917

Cadastre: Du Québec

Échelle:

A

1185 092 005



Ville de Montréal

Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

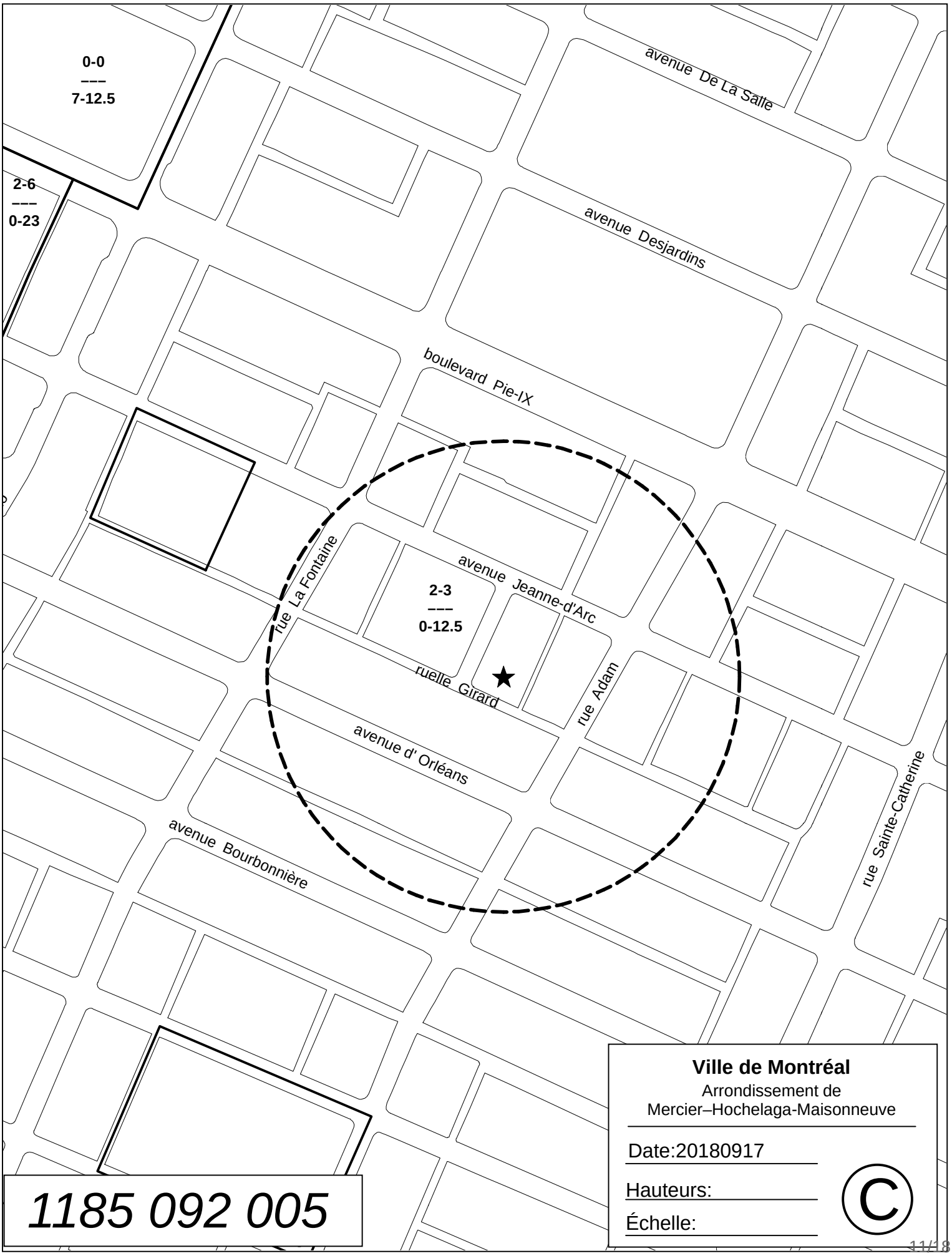
Date:20180917

Utilisation du sol:

Échelle:

B

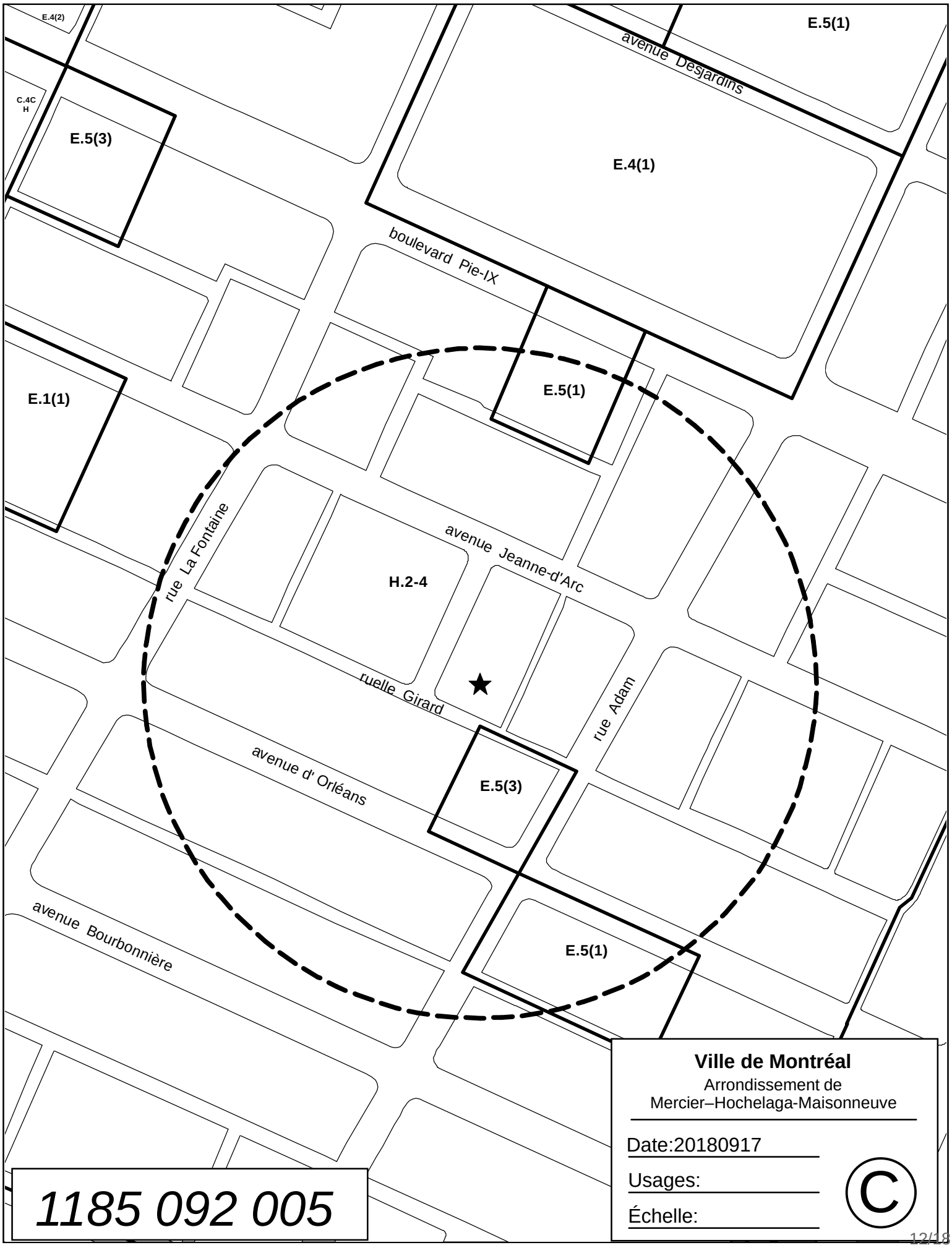
1185 092 005


0-0

7-12.5
2-6

0-23
avenue De La Salle
avenue Desjardins
boulevard Pie-IX
rue La Fontaine
avenue Jeanne-d'Arc
2-3

0-12.5
ruelle Girard
rue Adam
avenue d' Orléans
avenue Bourbonnière
rue Sainte-Catherine
1185 092 005
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20180917
Hauteurs:
Échelle:
©


E.4(2)
E.5(1)
avenue Desjardins
C.4C
H
E.5(3)
E.4(1)
boulevard Pie-IX
E.5(1)
E.1(1)
rue La Fontaine
avenue Jeanne-d'Arc
H.2-4
ruelle Girard
rue Adam
avenue d' Orléans
E.5(3)
avenue Bourbonnière
E.5(1)
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20180917
Usages:
Échelle:
©
1185 092 005

Comité consultatif d'urbanisme
CCU-2018-10

PROCÈS-VERBAL
Séance tenue le mardi, 2 octobre 2018, à 8 h 30
au 6854, rue Sherbrooke Est
à la salle DSA

8.1 AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

AVIS 27-CCU2018-2045

Dossier n° : 1185092005

Objet : Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance

Endroit : Lot 1 878 720

Responsable du dossier : M. Carl Boudreault, conseiller en aménagement

Recommandation du comité consultatif d'urbanisme :

- CONSIDÉRANT QUE le bâtiment à démolir ne présente aucun caractère architectural significatif. De plus, il est protégé par droits acquis, étant dérogatoire à l'usage et à la construction;
- CONSIDÉRANT QUE le projet prévoit la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance;
- CONSIDÉRANT QUE la plupart des logements sont de grandes dimensions et pouvant accueillir une famille;
- CONSIDÉRANT QUE l'orientation du bâtiment (côté nord) ne nuit pas à l'ensoleillement des bâtiments environnants;
- CONSIDÉRANT QUE le projet permettra l'aménagement d'un trottoir face au nouveau bâtiment à construire, et ce, en continuité avec celui présent du côté est;

- CONSIDÉRANT QU'actuellement, on retrouve sur le site qu'une très faible présence de végétation. Le bâtiment à démolir couvre la quasi-totalité du terrain et est doté d'une toiture de couleur foncée, ce qui constitue un important îlot de chaleur. Le projet viendrait bonifier considérablement la présence de végétation sur le site et le bâtiment à construire serait doté d'une toiture de couleur blanche.

Par conséquent, il est adopté, À L'UNANIMITÉ :

DE RECOMMANDER AU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE DONNER UNE SUITE FAVORABLE À LA DEMANDE SANS MODIFICATION.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1185092005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment commercial vacant et la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 878 720

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir pièce jointe

FICHIERS JOINTS

3944_Place_Jeanne_Darc_Est_Art_89_FINAL.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocat, division droit public
Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-29

Véronique BELPAIRE
Avocate, chef de division
Tél : 514 872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA DÉMOLITION, LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN BÂTIMENT À DES FINS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'ASSISTANCE SITUÉ SUR LE LOT 1 878 720

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé du lot 1 878 720 du cadastre du Québec.

SECTION II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire identifié à l'article 1, la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sont autorisées conformément au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 46, 60, 124, 142, 561 et 565 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

SECTION III
DÉMOLITION

3. Toute demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée d'une demande de permis de construction relative à une construction autorisée en vertu du présent règlement.

SECTION IV
CONDITIONS

4. Le nombre d'étages maximal est de 4.

5. La hauteur maximale du bâtiment est de 14,5 m.

6. L'alignement de construction doit être localisé entre 0 et 3 mètres de la limite de l'emprise de la voie publique.

SECTION V
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

7. Préalablement à la délivrance d'un permis de construction, les travaux visés par le présent règlement, incluant les travaux d'aménagement des espaces extérieurs, doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

SECTION VI
GARANTIES BANCAIRES

8. La délivrance d'un certificat d'autorisation de démolition visé par le présent règlement est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 180 933 $.

La garantie visée au premier alinéa doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux visés par le certificat d'autorisation de démolition et les travaux de construction soient complétés.

Si les travaux de démolition et de construction ne sont pas réalisés conformément au présent règlement et au plan d'implantation et d'intégration architecturale approuvé par le conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, la Ville peut réaliser la garantie afin de faire exécuter les travaux ou d'encaisser celle-ci à titre de pénalité.

9. La délivrance d'un permis de construction visé par le présent règlement est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 5 000 $.

La garantie visée au premier alinéa doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux d'aménagement des espaces extérieurs soient complétés.

Si les travaux d'aménagement des espaces extérieurs ne sont pas réalisés conformément au présent règlement et au plan d'implantation et d'intégration architecturale approuvé par le conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, la Ville peut réaliser la garantie afin de faire exécuter les travaux ou d'encaisser celle-ci à titre de pénalité.

SECTION VII
DÉLAIS DE RÉALISATION

10. Les travaux de démolition et de construction autorisés par le présent règlement doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, les autorisations prévues au présent règlement deviennent nulles et sans effet.

11. Les travaux de construction du bâtiment projeté sur le territoire d'application doivent débuter dans les 24 mois suivant la fin de la démolition.

12. Les travaux d'aménagement des espaces extérieurs doivent être complétés dans les 12 mois suivant la fin de la validité du permis de construction.

SECTION VIII
DISPOSITION PÉNALE

13. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, démolit ou permet la démolition, transforme ou permet la transformation, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 674 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le devoir* le XXXXXX.

GDD : 1185092005

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1184060001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division du contrôle des rejets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt de 2 685 000$ afin de financer les travaux de réfection requis pour la mise aux normes des écocentres existants et leurs équipements, pour l'achat d'équipements servant à l'échantillonnage des rejets industriels, pour l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, pour le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile et pour l'ergonomie des postes de travail et la mise à niveau des stations d'échantillonnage de la qualité de l'air.

Il est recommandé:
d'adopter un règlement d'emprunt de 2 685 000$ afin de financer les travaux de réfection requis pour la mise aux normes des écocentres existants et leurs équipements, pour l'achat d'équipements servant à l'échantillonnage des rejets industriels, pour l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, pour le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile et pour l'ergonomie des postes de travail et la mise à niveau des stations d'échantillonnage de la qualité de l'air ainsi que l'aménagement et l'achat de mobilier de laboratoire.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-11-26 10:50

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184060001**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division du contrôle des rejets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt de 2 685 000$ afin de financer les travaux de réfection requis pour la mise aux normes des écocentres existants et leurs équipements, pour l'achat d'équipements servant à l'échantillonnage des rejets industriels, pour l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, pour le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile et pour l'ergonomie des postes de travail et la mise à niveau des stations d'échantillonnage de la qualité de l'air.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2019-2021, l'Administration prévoit des investissements pour la mise aux normes des écocentres existants et leurs équipements, pour l'achat d'équipements servant à l'échantillonnage des rejets industriels, pour l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, pour le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile et pour l'ergonomie des postes de travail et la mise à niveau des stations d'échantillonnage de la qualité de l'air ainsi que l'aménagement et l'achat de mobilier de laboratoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0053 - 28 janvier 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 300 000 $ afin de financer les travaux de réfection requis pour la mise aux normes des écocentres existants, un emprunt de 750 000 $ pour financer le remplacement des instruments analytiques ayant atteint leur durée de vie utile et un emprunt de 300 000 $ pour financer le remplacement d'équipements désuets des stations d'échantillonnage de la qualité de l'air.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but l'obtention d'un règlement d'emprunt de 2 685 000 $ afin de financer, pour une période de trois ans (2019-2021), les programmes ci-dessous:
- Programme 1: Assurer les travaux de réfection requis pour la mise aux normes des écocentres existants et leurs équipements pour un montant de 300 000 $.

- Programme 2: Achat d'équipements servant à l'échantillonnage des rejets atmosphériques

et des rejets d'eaux usées industrielles afin de vérifier la conformité aux normes des règlements CMM 2001-10 et CMM 2008-47 dont la division du contrôle des rejets atmosphériques est responsable d'appliquer sur le territoire de l'agglomération de Montréal. La somme requise s'élève à 375 000 $. Achat d'équipements servant à l'analyse des rejets atmosphériques (règlement 2001-10), des rejets d'eaux usées et des rejets industriels (règlement CMM 2008-47) ainsi que l'analyse des échantillons d'eau potable (RQEP). La somme requise s'élève à 800 000 $. Aménagement et achat de mobilier de laboratoire pour rendre les installations ergonomiques. Celles-ci sont désuètes puisque le laboratoire a été construit dans le début des années 1990. La somme requise s'élève à 450 000 $. Achat d'instruments de mesure de la qualité de l'air servant à remplacer les appareils désuets ainsi qu'à mesurer les polluants émergents afin de mieux desservir les objectifs du réseau de surveillance de la qualité de l'air. La somme requise s'élève à 310 000 $.

- Programme 3: Aménagement de nouvelles stations d'échantillonnage de l'air ambiant du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA) et remplacement des stations dont les bâtiments ont atteint un seuil de désuétude avancé en conformité avec les exigences du Programme d'assurance et de contrôle de la qualité du réseau national de surveillance de la pollution atmosphérique d'Environnement et Changement Climatique Canada (ECCC). La somme requise s'élève à 450 000 $.

JUSTIFICATION

L'approbation par le gouvernement du Québec et le Conseil d'agglomération du règlement d'emprunt permet de réduire les délais administratifs lors de l'octroi de contrats et permet, par conséquent, de réaliser plus rapidement les travaux requis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les différents travaux sont prévus au programme triennal d'immobilisation 2019-2021 de la Ville de Montréal.
La période de financement de ces trois programmes est présentée ci-dessous:

- Le financement du programme 1 ne doit pas excéder 20 ans.
- Le financement du programme 2 ne doit pas excéder 10 ans.
- Le financement du programme 3 ne doit pas excéder 5 ans.

Ce règlement d'emprunt sera utilisé de 2019 à 2021 pour les travaux de réfection requis pour la mise aux normes des écocentres existants et leurs équipements, l'achat d'équipements servant à l'échantillonnage des rejets industriels, l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques pour le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile et pour l'ergonomie des postes de travail et la mise à niveau des stations d'échantillonnage de la qualité de l'air ainsi que l'aménagement et l'achat de mobilier de laboratoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le financement n'est pas octroyé, le Service de l'environnement ne pourra compléter ses mandats faute d'installations et d'équipements conformes

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Suzanne BOULET
Chef de section

Tél : 514 280-4292
Télécop. : 514 280-4230

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-22

Jamil Jimmy DIB
c/s interventions - environnement

Tél : 5142804328
Télécop. : 5142804230

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2018-11-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1184060001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division du contrôle des rejets industriels
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt de 2 685 000$ afin de financer les travaux de réfection requis pour la mise aux normes des écocentres existants et leurs équipements, pour l'achat d'équipements servant à l'échantillonnage des rejets industriels, pour l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, pour le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile et pour l'ergonomie des postes de travail et la mise à niveau des stations d'échantillonnage de la qualité de l'air.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1184060001-réfection des écocentres.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-16

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514 872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 300 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉFECTION REQUIS POUR LA MISE AUX NORMES DES ÉCOCENTRES EXISTANTS, UN EMPRUNT DE 1 935 000 $ POUR FINANCER L'ACHAT D'ÉQUIPEMENTS SERVANT À L'ÉCHANTILLONNAGE DES REJETS INDUSTRIELS, POUR L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET ÉLECTRONIQUES, POUR LE REMPLACEMENT D'INSTRUMENTS ANALYTIQUES EN FIN DE VIE UTILE ET POUR L'ERGONOMIE DES POSTES DE TRAVAIL ET UN EMPRUNT DE 450 000 $ POUR FINANCER LA PROTECTION ET LA RÉFECTION DE BÂTIMENTS DES STATIONS D'ÉCHANTILLONNAGE DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

A. TRAVAUX DE RÉFECTION DES ÉCOCENTRES

1. Un emprunt de 300 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de réfection requis pour la mise aux normes des écocentres existants.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

B. ACHAT D'ÉQUIPEMENTS SERVANT À L'ÉCHANTILLONNAGE DES REJETS INDUSTRIELS, ACQUISITION ET INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET ÉLECTRONIQUES, REMPLACEMENT D'INSTRUMENTS ANALYTIQUES EN FIN DE VIE UTILE ET ERGONOMIE DES POSTES DE TRAVAIL

4. Un emprunt de 1 935 000 $ est autorisé afin de financer l'achat d'équipements servant à l'échantillonnage des rejets industriels, l'acquisition et l'installation d'équipements

informatiques et électroniques, le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile et l'ergonomie des postes de travail.

5. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

6. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.

C. AMÉNAGEMENT DE NOUVELLES STATIONS D'ÉCHANTILLONNAGE DE LA QUALITÉ DE L'AIR

7. Un emprunt de 450 000 $ est autorisé afin de financer l'aménagement de nouvelles stations d'échantillonnage de l'air ambiant et le remplacement des stations qui ont atteint un seuil de désuétude avancé.

8. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

9. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.

D. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

10. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles des emprunts décrétés en vertu du présent règlement, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

11. Le conseil affecte à la réduction des emprunts décrétés au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité des dépenses décrétées par le présent règlement.

GDD 1184060001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1184060001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division du contrôle des rejets industriels
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt de 2 685 000$ afin de financer les travaux de réfection requis pour la mise aux normes des écocentres existants et leurs équipements, pour l'achat d'équipements servant à l'échantillonnage des rejets industriels, pour l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, pour le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile et pour l'ergonomie des postes de travail et la mise à niveau des stations d'échantillonnage de la qualité de l'air.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_ENV 1184060001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-22

Louise B LAMARCHE
Professionnelle - Chef d'équipe
Tél : 514-872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1188168001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité , Développement et programmation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de parc régional.

Il est recommandé d'adopter le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de parc régional.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2018-11-22 12:07

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1188168001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité , Développement et programmation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de parc régional.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire porte sur l'adoption d'un règlement de délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption, applicable sur les 71 lots visés par la résolution CG18 0559, adoptée le 25 octobre 2018. Ce règlement de délégation s'inscrit dans la continuité de l'adoption du règlement RCG 18-034, le règlement déterminant les territoires des parcs sur lesquels le droit de préemption peut être exercé, et permettra à la Ville de respecter les délais légaux afin d'exercer le droit de préemption.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

25 octobre 2018 - Adoption de la résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional (GDD 1180592004).
25 octobre 2018 - Adoption du règlement déterminant les territoires des parcs sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et sur lesquels des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional (GDD 1186620009).

21 septembre 2017 - Adoption de la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (Projet de loi 121 modifiant l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal pour y ajouter une sous-section traitant du droit de préemption - articles 151.1 à 151.7).

DESCRIPTION

Le droit de préemption prévu à la Charte accorde à la Ville la possibilité d'exercer un droit de premier refus sur l'acquisition d'immeubles mis en vente sur son territoire. La Ville peut exercer ce droit à des fins municipales sur tout immeuble, à l'exclusion d'un immeuble appartenant à un organisme public.
Le présent règlement de délégation de pouvoirs:

- Accorde au comité exécutif le pouvoir de se prévaloir du droit de préemption et d'acquérir un immeuble qui est assujetti à ce droit conformément aux dispositions du Règlement déterminant les territoires des parcs sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et sur lesquels des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional (RCG 18-034) ou celui d'y renoncer, eu égard aux 71 immeubles énumérés à la résolution CG18 0559 adopté le 25 octobre 2018;

- Délègue au comité exécutif le pouvoir de requérir la radiation de l'inscription au registre foncier d'un avis d'assujettissement au droit de préemption à la suite d'une renonciation à l'exercice de ce droit;

- Prévoit la sous-délégation à un fonctionnaire de la Ville le pouvoir d'acquérir un immeuble par préemption, ou d'y renoncer, lorsque celui-ci est d'une valeur inférieure à 150 000 $;

- Stipule que le comité exécutif doit soumettre trimestriellement au conseil d'agglomération un rapport faisant état de l'exercice du pouvoir délégué.

JUSTIFICATION

En raison des délais très courts associés à l'avis de l'intention d'acquérir un immeuble et à l'acquittement du prix de l'immeuble, ce règlement de délégation au comité exécutif permet d'exercer le droit de préemption pour les 71 lots visés par la résolution CG18 0559, et ce à l'intérieur du délai de 60 jours suivant la notification de l'avis de l'intention d'aliéner l'immeuble.
Il demeure cependant que le pouvoir de désignation des terrains sur lesquels s'applique le droit de préemption reste de compétence exclusive du conseil d'agglomération.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à ce que prévoit la Charte, les immeubles achetés par la Ville grâce à l'exercice du droit de préemption seront acquis au prix et aux conditions de l'aliénation projetée entre le propriétaire et le tiers. Avant de conclure la vente, le prix et les conditions de vente seront évalués par la Ville selon les procédures établies.
Une enveloppe de crédits est prévue au PTI 2019-2021, au programme 32300, de la Ville afin de rendre opérationnelle cette procédure d'acquisition d'immeubles en application du droit de préemption.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ultimement, le droit de préemption facilitera l'acquisition d'immeubles en vue d'agrandir les parcs-nature de l'agglomération. Cela s'inscrit dans les démarches poursuivies par la Ville de Montréal pour protéger les milieux naturels qui se retrouvent dans un écoterritoire, conformément aux orientations du Plan de développement durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du règlement permettra de mettre en place un mécanisme avantageux d'acquisition de terrains à des fins de parc régional. La délégation du pouvoir d'exercer le

droit de préemption au comité exécutif et à un fonctionnaire de la Ville permettra d'acquérir des terrains qui autrement ne pourraient être achetés à l'intérieur des délais impartis par la Loi.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Tel que convenu avec le Service des communications, il n'y aura pas d'opération de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

20 décembre 2018 - Avis de motion et présentation du règlement au conseil d'agglomération;
31 janvier 2018 - Adoption du règlement par le conseil d'agglomération.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvie ALLEN, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Antoine LAMOUREUX
Conseiller en planification

Tél : 514 280-6708
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-21

Véronique ANGERS
c/d developpement stratégique et programmation - grands parcs

Tél : 514 872-6746
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Daniel HODDER
Directeur - Gestion des parcs et biodiversité
Tél : 514 872-1712
Approuvé le : 2018-11-21

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2018-11-22

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1188168001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité , Développement et programmation
Objet :	Adopter le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de parc régional.

CG18 0559 **-** Résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional



Resolution1180592004.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Antoine LAMOUREUX
Conseiller en planification

Tél : 514 280-6708
Télécop. :

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération	
Assemblée ordinaire du jeudi 25 octobre 2018 Séance tenue le 25 octobre 2018	Résolution: CG18 0559

Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 octobre 2018 par sa résolution CE18 1708;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter la résolution suivante :

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL DÉSIGNANT LES IMMEUBLES SUR LESQUELS LE DROIT DE PRÉEMPTION EST EXERCÉ ET QUI PEUVENT ÊTRE AINSI ACQUIS AUX FINS DE PARC RÉGIONAL

Attendu le Règlement déterminant les territoires des parcs sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et sur lesquels des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional (RCG 18-034),

il est résolu :

1. d'assujettir au droit de préemption, aux fins de parc régional, les immeubles suivants, identifiés aux paragraphes 1° à 9° du présent article au moyen de leur numéro de lot au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal :

1° Dans le parc-nature de la Pointe-aux-Prairies, les lots :

1 270 063	1 455 810	1 455 813	1 455 822
1 455 894	1 455 895	1 455 898	1 874 359
1 874 441			

2° Dans le parc-nature du Bois-de-Liesse, les lots :

3 063 787	4 622 944	4 622 945	6 008 323
6 008 324	6 008 325		

3° Dans le parc-nature du Cap-Saint-Jacques, les lots :

1 977 324	1 978 978	4 589 367	4 589 390
4 590 015	4 590 104		

4° Dans le parc-nature du Bois-d'Anjou, les lots :

1 110 468	1 144 214	1 144 243	1 144 260
1 251 075	1 302 069	1 406 504	1 423 023
1 423 024	3 192 970	5 377 069	5 456 665
5 456 666	5 990 920	5 990 921	

5° Dans le parc-nature du Ruisseau-De Montigny, les lots :

1 055 834	1 055 899	1 276 343	1 276 347
1 276 349	1 276 351	1 279 562	

6° Dans le parc-nature des Rapides-du-Cheval-Blanc, les lots :

1 169 309	1 172 398	2 744 688

7° Dans le parc-nature des Sources, les lots :

2 455 247	3 178 143

8° Dans le parc-nature de l'Anse-à-l'Orme, les lots :

1 416 974	1 416 975	1 416 978	1 416 982
1 416 984	1 416 985	1 416 988	1 416 990
1 416 991	1 416 992	1 417 002	1 417 006
1 417 007	1 417 009	1 417 013	1 417 014
1 417 015	1 417 018	1 417 019	1 417 020
1 417 044	1 418 833	1 991 020	

2. de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

La présente résolution prend effet à compter de l'entrée en vigueur du Règlement déterminant les territoires des parcs sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et sur lesquels des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional (RCG 18-034).

Un débat s'engage.

Madame Julie Brisebois, mairesse de la Ville de Senneville, précise que le vote en faveur de cet article ne constitue pas une reconnaissance de l'inclusion du parc agricole du Bois-de-la-Roche à l'intérieur des limites actuelles du grand parc.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1180592004
/lc

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 26 octobre 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1188168001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction gestion des parcs et biodiversité , Développement et programmation
Objet :	Adopter le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de parc régional.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG 1188168001 règlement délégation CGA.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-21

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 18-XXX

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION AU COMITÉ EXÉCUTIF RELATIF À L'EXERCICE DU DROIT DE PRÉEMPTION AUX FINS DE PARC RÉGIONAL (RCG 18-XXX)

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Vu les articles 34 et 35 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le conseil d'agglomération délègue au comité exécutif les pouvoirs suivants :

1° le pouvoir de se prévaloir du droit de préemption et d'acquérir un immeuble qui est assujetti à ce droit conformément aux dispositions du Règlement déterminant les territoires des parcs sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et sur lesquels des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de parc régional (RCG 18-034) ou celui d'y renoncer, eu égard aux immeubles énumérés à la résolution CG18 0559 adoptée le 25 octobre 2018;

2° le pouvoir de requérir la radiation de l'inscription au registre foncier d'un avis d'assujettissement au droit de préemption à la suite d'une renonciation à l'exercice de ce droit.

2. Un pouvoir délégué en vertu du présent règlement peut être délégué à un fonctionnaire ou employé de la Ville en vertu de l'article 35 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à l'exception du pouvoir de se prévaloir du droit de préemption et d'acquérir un immeuble, assujetti à ce droit, dont la valeur excède 150 000 $.

3. Le comité exécutif doit soumettre trimestriellement au conseil d'agglomération un rapport faisant état de l'exercice du pouvoir délégué. Ce rapport doit notamment comporter la liste des immeubles préemptés par la Ville et le prix de leur acquisition.

GDD1188168001

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.04

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1172748001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur le remorquage des véhicules lequel abroge et remplace le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098) ainsi que tout règlement ou toute disposition d'un règlement applicable sur le territoire de l'agglomération de Montréal relatif au remorquage des véhicules

Il est recommandé d'adopter un Règlement sur le remorquage des véhicules lequel abroge et remplace le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098) ainsi que tout règlement ou toute disposition d'un règlement applicable sur le territoire de l'agglomération de Montréal relatif au remorquage des véhicules.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2018-11-26 18:31

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1172748001**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur le remorquage des véhicules lequel abroge et remplace le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098) ainsi que tout règlement ou toute disposition d'un règlement applicable sur le territoire de l'agglomération de Montréal relatif au remorquage des véhicules

CONTENU

CONTEXTE

En 2014, la Ville de Montréal a entrepris une réflexion sur les activités de remorquage pour mieux comprendre la gestion de ces activités sur le territoire de la Ville de Montréal. L'objectif était d'analyser tous les types de remorquage en présentant des enjeux et des recommandations liés à la gouvernance pour chaque type d'activité, et ce, pour optimiser et harmoniser l'encadrement des activités de remorquage sur son territoire.
Il est à noter que le remorquage est sous la responsabilité du Bureau du taxi de Montréal (BTM) depuis 2003.

En janvier 2016, la Ville de Montréal demandait le transfert de la responsabilité du remorquage au SPVM, notamment par l'application du règlement (03-098) intitulé « Règlement sur le remorquage des véhicules ». Or, la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (2017, chapitre 16) a été sanctionnée le 21 septembre 2017, laquelle a eu pour effet de modifier la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001) pour faire du dépannage, remorquage et remisage des véhicules une compétence d'agglomération. À noter que cette compétence relevait, avant l'entrée en vigueur de cette loi, des conseils d'arrondissement, du conseil de la ville et du conseil d'agglomération selon la nature des activités de remorquage.

L'ensemble des activités de remorquage relève désormais de la compétence du conseil d'agglomération, ce qui comprend le remorquage :

· des véhicules abandonnés et en situation d'infraction de stationnement ;
· des véhicules stationnés sur les terrains privés sans le consentement du propriétaire ;
· des véhicules obstruant la circulation ou qui présentent un danger sur la voie publique et finalement ;
· des véhicules en situation de délit.

À ce jour, le partage des compétences et responsabilités concernant les activités de remorquage n'était pas uniforme sur l'ensemble de l'agglomération et complètement inexistant à certains endroits ; certains arrondissements ou villes reconstituées étaient dépourvus de réglementation ou possédaient des dispositions minimales.

La standardisation et le service offert aux citoyens seront au premier plan de cette initiative, permettant d'uniformiser les contrats octroyés sur l'île de Montréal et de s'assurer de la capacité des compagnies de remorquage à offrir un service de qualité. La mise en place d'une réglementation claire et uniforme permettra aux villes de l'Agglomération et au SPVM de communiquer efficacement aux citoyens leurs droits dans le cadre d'un remorquage et d'en faciliter l'application.

Ainsi, au cours des derniers mois le SPVM a présenté différents dossiers décisionnels définissant les gestes juridiques requis à la suite du rapatriement des compétences en matière de remorquage au sein du conseil d'agglomération.

Un dossier décisionnel est actuellement en cours d'approbation (1162748005) pour l'adoption d'un Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation des activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement aux municipalités liées.

Le présent dossier vise à adopter un Règlement sur le remorquage des véhicules lequel remplace le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0511 - 20 septembre 2018 - Adoption d'un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098).
CG18 0455 - 23 août 2018 - Mandater le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal pour procéder à l'enregistrement du logo du Module inspection remorquage du SPVM - Dépense totale de 500 $.

CE18 0993 - 6 juin 2018 - Accorder une contribution financière de 48 072.82 $ à même le budget de fonctionnement du SPVM au Bureau du taxi de Montréal pour son soutien à la réalisation d'activités de remorquage pour l'année 2017, en provenance du budget de fonctionnement du SPVM.

CG18 0243 - 26 avril 2018 - Autoriser l'augmentation du budget de dépenses de fonctionnement et de revenus du SPVM de 353 700 $ en 2018 provenant du revenu additionnel de frais de gestion de contrats à la suite de la mise en place du nouveau Module inspection remorquage (MIR) au SPVM.

CG18 0204 - 29 mars 2018 - Adoption d'un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098).

DGBT160580210 - 10 mars 2017 - Création de deux (2) postes permanents d'inspecteur à l'unité inspection remorquage de la Direction des opérations BTM,et ce, en date du 1er février 2017.

DESCRIPTION

Certains arrondissements ou villes reconstituées sont dépourvus de règlementation ou possèdent des dispositions minimales. Dans ce contexte, et dans le but d'éviter toute ambiguïté, le SPVM profite du transfert de la responsabilité pour mettre en place une règlementation claire et uniforme sur les activités de remorquage pour l'ensemble de l'Agglomération.
La standardisation et le service offert aux citoyens sont au premier plan dans l'élaboration

des changements apportés au Règlement sur le remorquage de véhicules. Les modifications permettront aux villes de l'Agglomération et au SPVM de communiquer efficacement aux citoyens leurs droits dans le cadre d'un remorquage et d'en faciliter l'application par les policiers.

Il importe de souligner que les changements apportés au Règlement sur le remorquage de véhicules a tenu compte de la réalité actuelle et de l'évolution de l'activité de remorquage. Le regroupement de plusieurs règlements existants est maintenant sous un seul règlement juridique.

Le règlement proposé compte deux grands volets.

Le premier volet est une version optimisée de l'actuel règlement sur le remorquage qui exige que chaque entreprise qui opère sur l'île de Montréal détienne un permis d'entreprise, que chacune des dépanneuses de l'entreprise détienne une vignette d'identification et que chaque opérateur de dépanneuse soit détenteur d'un permis en lien avec la grosseur de la dépanneuse qu'il conduit.

Au fil du temps, les entreprises ont découvert certains moyens de contourner ces exigences et la version proposée vient resserrer l'encadrement au niveau de l'industrie du remorquage.

Le deuxième volet vient encadrer les pratiques de remorquage au niveau des façons de faire des entreprises. Il détermine quand et pourquoi un véhicule peut être remorqué ainsi que les procédures à respecter. Certains de ces éléments se retrouvent actuellement dans le règlement sur la circulation et le stationnement de la ville de Montréal (C- 4.1) mais ne sont pas applicables aux villes liées. De plus, cela permettra de contrôler les coûts chargés aux citoyens tout en leur offrant certains recours en cas de non-respect des règles de fonctionnement établies par le règlement proposé.

Globalement, le règlement proposé vient harmoniser les pratiques en matière de remorquage pour l'ensemble de l'agglomération de Montréal.

JUSTIFICATION

L'adoption d'un Règlement sur le remorquage des véhicules est justifiée afin d'avoir une règlement uniforme sur l'ensemble de l'Agglomération.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ce règlement par le conseil d'agglomération bénéficiera à l'ensemble des citoyens de l'Agglomération de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le SPVM conviendra avec les municipalités liées d'un plan de communication interne et externe approprié.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décembre : comité exécutif
Décembre : conseil municipal - Orientation
Décembre : conseil d'agglomération - Avis de motion
Janvier : conseil d'agglomération - Adoption du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain SAUVAGEAU
C/s- application de la reglementation du stationnement

Tél : 514 872-6407
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-16

Natalia SHUSTER
Inspecteur-chef
Service du soutien aux opérations policière

Tél : 514-280-3710
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Simonetta BARTH
Directeur adjoint
Direction des services corporatifs
Tél : 514-280-2003
Approuvé le : 2018-10-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin PRUD'HOMME
Directeur

Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2018-10-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1172748001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , -
Objet :	Adopter le Règlement sur le remorquage des véhicules lequel abroge et remplace le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098) ainsi que tout règlement ou toute disposition d'un règlement applicable sur le territoire de l'agglomération de Montréal relatif au remorquage des véhicules

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Règlement sur le remorquage des véhicules.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-25

Véronique BELPAIRE
Avocate - Chef de division
Tél : 514 872-3832
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG-XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LE REMORQUAGE DES VÉHICULES

Vu les paragraphes 3.1 et 12 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le paragraphe 2 de l'article 10 et les articles 80 et 81 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu les articles 369 et 411 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu les articles 123 à 128 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et les articles 154 et 268 de l'annexe C de cette Charte;

À l'assemblée du _____ 2018, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DÉFINITIONS ET ADMINISTRATION

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« autorité compétente » : le directeur du Service de police de la Ville de Montréal ou son représentant;

« Bureau » : le Bureau du taxi de Montréal;

« Code » : le Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2);

« dépanneuse » : un véhicule automobile muni d'un équipement fabriqué pour soulever et tirer un véhicule routier ou pour charger un véhicule routier sur sa plate-forme;

« dépanneuse en service » : une dépanneuse qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

1° la dépanneuse se trouve à un endroit autre que son port d'attache, sauf lorsque le véhicule est en réparation;

2° un chauffeur se trouve à bord de la dépanneuse;

3° la dépanneuse se trouve sur un lieu ou un remorquage est requis;

4° la dépanneuse se trouve sur un lieu ou un remorquage est en cour;

5° la dépanneuse circule sur la voie publique en remorquant ou non un véhicule;

6° un véhicule y est arrimé.

« inspecteur » : une personne employée à titre d'inspecteur par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ou agissant à ce titre;

« permis de chauffeur » : document délivré par l'autorité compétente en vertu de l'article 26 du présent règlement permettant à son titulaire de conduire une remorque sur le territoire de l'agglomération de Montréal et qui contient au moins les renseignements suivants :

1° le nom du détenteur;

2° une photographie couleur de son détenteur;

3° la date d'expiration;

4° le numéro du permis;

5° la signature de son détenteur;

6° la classe du permis de chauffeur prévue à l'annexe A;

7° le numéro de permis de conduire du détenteur;

« permis d'exploitation » : le document délivré par l'autorité compétente en vertu de l'article 8 du présent règlement pour une entreprise, association, coopérative ou organisme offrant des services de remorquage;

« policier » : un agent de la paix à l'emploi du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM);

« propriétaire d'une dépanneuse » : quiconque a la propriété ou est locataire d'une dépanneuse;

« remorquage » : toute opération de déplacement de véhicule routier effectuée au moyen d'une dépanneuse moyennant le paiement d'une somme d'argent;

« Société » : la Société de l'assurance automobile du Québec constituée par la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (RLRQ, chapitre S-11.011) et ses fonctionnaires autorisés;

« vignette d'identification » : vignette délivrée par l'autorité compétente permettant l'utilisation d'une dépanneuse dans le cadre d'un permis d'exploitation;

« Ville » : la Ville de Montréal en tant que municipalité centrale de l'agglomération de Montréal.

2. Le présent règlement régit le remorquage des véhicules sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Les obligations imposées aux articles 6 à 24 ne s'appliquent pas au propriétaire et au chauffeur d'une dépanneuse lorsque cette dernière est utilisée pour effectuer le remorquage d'un véhicule dont l'origine ou la destination est à l'extérieur du territoire de l'agglomération de Montréal.

Les obligations imposées aux articles 6 à 21, 23 ainsi qu'aux paragraphes 2°, 4° à 6° et 8° à 10° de l'article 24 ne s'appliquent pas au propriétaire et au chauffeur d'une dépanneuse lorsque cette dernière est utilisée pour effectuer le remorquage d'un véhicule dans le cadre d'une opération de chargement de la neige dûment autorisée par la Ville.

3. L'autorité compétente, les policiers et les inspecteurs sont chargés d'appliquer le présent règlement. Ils sont autorisés à :

1° pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain et faire l'inspection de tous véhicules, accessoires, appareils ou équipement visés par le présent règlement;

2° examiner et tirer copie des livres, registres, dossiers et autres documents, comportant des renseignements relatifs à l'application du présent règlement, de toute personne qui exploite ou fait fonctionner une dépanneuse;

3° faire l'inspection et examiner notamment, le permis de conduire du chauffeur, le permis de chauffeur, la preuve de classification, le certificat d'immatriculation, le certificat de vérification mécanique et tout autre document et rapport relatif à l'application du présent règlement;

4° exiger la communication, pour examen, du rapport de ronde de sécurité du véhicule exigée par le Code ainsi que tout document visé par le présent règlement;

5° exiger tout renseignement relatif à l'application du présent règlement, ainsi que la production de tout document s'y rapportant.

L'autorité compétente, un policier ou un inspecteur peut confisquer le permis de chauffeur qui n'est pas au nom du conducteur de la dépanneuse, qui n'est pas valide ou qui est altéré.

Toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle des documents mentionnés aux paragraphes 2° à 5° du premier alinéa doit, sur demande et sans délai, en donner communication à l'inspecteur et lui en faciliter l'examen.

Constitue une infraction le fait d'incommoder ou d'injurier l'autorité compétente, un policier ou un inspecteur dans l'exercice de ses fonctions, le fait de refuser ou de négliger de se conformer à une demande qui lui est formulée en vertu du présent règlement ou le

fait d'empêcher de quelque manière que ce soit la communication visée au premier alinéa.

CHAPITRE II
EXPLOITANT ET DÉPANNEUSE

SECTION I
CATÉGORIES

4. Nul ne peut effectuer un remorquage autrement qu'avec une dépanneuse appartenant à une catégorie visée à l'annexe A.

5. Nul ne peut utiliser une dépanneuse autrement que pour remorquer le type de véhicule mentionné à l'annexe A en regard de sa catégorie.

SECTION II
PERMIS D'EXPLOITATION

6. Nul ne peut exploiter, permettre ou tolérer que soit exploitée une dépanneuse sans être détenteur d'un permis d'exploitation valide délivré par l'autorité compétente.

7. Toute demande de permis d'exploitation doit indiquer et contenir les renseignements et documents suivants :

1° les noms, adresses et numéros de téléphone du propriétaire de la dépanneuse;

2° la raison sociale sous laquelle il opère, s'il y a lieu;

3° le nom des actionnaires et administrateurs de la corporation, s'il y a lieu;

4° la preuve de l'inscription au registre des propriétaires et exploitants des véhicules lourds;

5° la preuve d'incorporation, d'association, de constitution en coopérative ou d'enregistrement;

6° une copie de la grille tarifaire, laquelle comprend les tarifs maximums selon la classification prévue à l'annexe A ainsi que tous les frais accessoires incluant notamment les tarifs de recouvrement, de kilométrages, de fourrière, de nettoyage des lieux et de l'usage d'absorbant.

8. Un permis d'exploitation est délivré si toutes les conditions suivantes sont respectées :

1° le requérant a fourni tous les renseignements et documents mentionnés à l'article 7;

2° le requérant a payé le montant des droits de délivrance du permis prévu au règlement sur les tarifs.

9. Le titulaire d'un permis d'exploitation doit aviser l'autorité compétente par écrit, dans les 30 jours, de tout changement à l'un ou l'autre des renseignements prévus à l'article 7.

Malgré le premier alinéa, dans le cas où le titulaire d'un permis d'exploitation modifie la grille tarifaire prévue au paragraphe 6° de l'article 7, il doit, au moins deux semaines avant l'entrée en vigueur de ses nouveaux tarifs, remettre à l'autorité compétente une copie de sa nouvelle grille tarifaire.

10. Le titulaire d'un permis d'exploitation doit tenir une liste quotidienne des chauffeurs auxquels il confie l'exploitation d'une dépanneuse, en indiquant leur nom et numéro de permis de chauffeur ainsi que le numéro de la vignette de la dépanneuse.

11. Le titulaire d'un permis d'exploitation doit conserver, pendant une période de 2 ans :

1° la liste des chauffeurs auxquels il confie l'exploitation en application de l'article 10;

2° une copie des factures émises en application de l'article 38;

3° une copie des factures fournies par un chauffeur en application de l'article 39.

12. Le titulaire d'un permis d'exploitation doit s'assurer que le chauffeur auquel il confie l'exploitation de la dépanneuse est détenteur des permis requis par le présent règlement.

SECTION III
VIGNETTE D'IDENTIFICATION

13. Le Bureau ou l'autorité compétente délivre une vignette d'identification pour chaque dépanneuse exploitée par le titulaire d'un permis d'exploitation qui en fait la demande si toutes les conditions suivantes sont respectées :

1° la dépanneuse est conforme aux sections IV et V du présent chapitre;

2° le titulaire a payé le montant des droits prévu au règlement sur les tarifs;

3° le titulaire du permis d'exploitation a fourni à l'autorité compétente les documents suivants :

a) le certificat d'immatriculation de la dépanneuse;

b) une preuve de la classification de la dépanneuse délivrée par le ministère des Transports du Québec;

c) le certificat de vérification mécanique conforme délivré par la Société ou la fiche d'inspection du programme d'entretien préventif de l'entreprise reconnue par le centre de contrôle routier du Québec.

14. La vignette d'identification doit être fixée par un employé du Bureau ou de l'autorité compétente, de façon permanente directement dans la partie à droite du pare-brise de la dépanneuse.

15. Le titulaire du permis d'exploitation doit s'assurer que la vignette d'identification apposée sur la dépanneuse demeure visible et que les inscriptions qui y apparaissent sont lisibles en tout temps.

16. La vignette demeure la propriété de la Ville. L'autorité compétente, un policier ou un inspecteur qui constate l'invalidité de la vignette peut l'enlever ou autrement l'altérer afin de l'annuler.

17. La vignette d'identification cesse d'être valide lorsque le permis d'exploitation qui s'y rapporte est révoqué, non renouvelé à son expiration, cédé, transféré ou lorsque le détenteur change la dépanneuse visée par le permis.

La vignette cesse aussi d'être valide lorsque le certificat d'inspection mécanique de la dépanneuse délivré par la Société, expire, qu'une décision de la Commission des transports du Québec suspend le droit d'exploiter la dépanneuse ou que l'immatriculation du véhicule est révoquée, annulée ou suspendue.

18. L'autorité compétente suspend la vignette d'une dépanneuse et le droit d'en obtenir une dans les cas suivants :

1° lorsque le détenteur est déclaré coupable d'une infraction à l'article 12 et qu'il s'agit d'une récidive;

2° lorsqu'une vignette cesse d'être valide en vertu du deuxième alinéa de l'article 17.

La suspension imposée en vertu du 1er alinéa entre en vigueur le 15e jour qui suit la date de la mise à la poste d'un avis à cet effet expédié à la dernière adresse connue du titulaire.

La suspension prévue au 1er alinéa est d'une durée de 3 mois suivant une première suspension, de 6 mois suivant une deuxième suspension, et d'un an suivant chaque suspension subséquente. Ce délai débute le jour où la vignette a été suspendue.

19. Le détenteur d'un permis d'exploitation dont la vignette d'identification cesse d'être valide ou est suspendue doit la remettre à l'autorité compétente dans les 48 heures de l'invalidité ou de la suspension, et ce, sans autre avis.

20. Nul ne peut exploiter, permettre ou tolérer que soit exploitée une dépanneuse sur laquelle aucune vignette n'est apposée, dont la vignette qui y est fixée est délivrée pour un autre véhicule ou dont la vignette n'est plus valide ou est suspendue.

21. Sous réserve des articles 17 et 19 et sur paiement des frais de duplicata prévus au règlement sur les tarifs, le Bureau ou l'autorité compétente peut, sur présentation d'une preuve à cet effet, remplacer toute vignette maculée, détériorée ou autrement altérée.

Sur présentation d'une preuve à l'effet qu'une dépanneuse est hors d'usage, le Bureau ou l'autorité compétente peut émettre une vignette temporaire valable pour une période de 90 jours, et ce, sur paiement des frais de duplicata fixés au règlement sur les tarifs. Si, à l'expiration de ce délai de 90 jours la dépanneuse est toujours hors d'usage, cette période peut être prolongée d'une période additionnelle de 90 jours sans frais. Le titulaire du permis d'exploitation n'est pas tenu d'être propriétaire ou locataire pour une période supérieure à 12 mois de la dépanneuse identifiée temporairement en vertu du présent alinéa.

Lorsque la dépanneuse qui était hors d'usage est réparée, le titulaire du permis d'exploitation doit remettre à l'autorité compétente la vignette temporaire dans les 48 heures du retour sur la route de la dépanneuse.

SECTION IV
INSCRIPTIONS

22. La dépanneuse doit être identifiée de façon permanente au centre des portières par le nom du détenteur du permis d'exploitation, son adresse complète, sa raison sociale ou sa marque de commerce ou une marque de commerce qu'il est autorisé à utiliser conformément à la loi, s'il y a lieu, et son numéro de téléphone. Ces inscriptions doivent avoir une hauteur minimale de 4 cm et être de couleur contrastante par rapport à la couleur des portières où elles sont appliquées.

Toute autre inscription pourra être apposée sur les ailes avant ou, dans le cas d'une plate-forme, sur les côtés. L'intérieur et l'extérieur de la dépanneuse ne doivent pas comporter d'inscriptions qui ne sont pas reliées à l'exploitation d'une dépanneuse.

23. Le titulaire d'un permis d'exploitation doit afficher une grille tarifaire d'une grandeur minimale de 10 cm par 20 cm à l'intérieur de chaque dépanneuse, à la vue des clients.

Cette grille tarifaire doit obligatoirement inclure le numéro de téléphone identifié par l'autorité compétente ainsi que la mention suivante: « Copie de cette grille disponible au SPVM », tous deux en caractères suffisamment gros pour être lisibles en tout temps de l'extérieur du véhicule côté passager.

SECTION V
ÉQUIPEMENTS

24. Le titulaire du permis d'exploitation doit s'assurer que sa dépanneuse est munie, en tout temps, des équipements suivants et que ces derniers sont en bon état de fonctionnement :

1° des feux jaunes pivotants ou clignotants installés en permanence sur le véhicule;

2° un extincteur chimique de 2,25 kg (poudre sèche);

3° une pelle;

4° un balai en fibre;

5° un équipement de communication;

6° des courroies de nylon pour le remorquage de motocyclettes;

7° un dossard de sécurité homologué ou un vêtement avec bande réfléchissante;

8° un absorbant granulaire d'au moins 18 kg;

9° six (6) fusées routières ou son équivalent, tel que des triangles de sécurité règlementaires;

10° des feux de position amovibles rouges.

CHAPITRE III
CHAUFFEUR D'UNE DÉPANNEUSE

SECTION I
PERMIS DE CHAUFFEUR

25. Nul ne peut avoir la garde d'une dépanneuse en service ou effectuer un remorquage à moins d'être détenteur du permis de chauffeur en vigueur et conforme à l'annexe A.

26. Un permis de chauffeur est délivré à une personne physique qui en fait la demande et remplit les conditions suivantes :

1° être de citoyenneté canadienne ou être admis au Canada à titre de résident permanent;

2° être titulaire d'un permis de conduire valide de la classe appropriée délivré en vertu du Règlement sur les permis (RLRQ, chapitre C-24.2, r. 3.1.1);

3° ne pas faire l'objet d'une suspension ou d'une révocation d'un permis de chauffeur conformément à l'article 32;

4° payer le montant des droits de délivrance du permis prévus au règlement sur les tarifs.

27. Le permis de chauffeur expire à la même date que le permis de conduire délivré en vertu du Règlement sur les permis (RLRQ chapitre C-24.2, r. 3.1.1). Toutefois, en cas de révocation ou suspension du permis de conduire, le permis de chauffeur délivré par l'autorité compétente est automatiquement révoqué ou suspendu, selon le cas.

Le permis de chauffeur délivré dans le cadre des activités de déneigement est valide du 1er novembre au 30 avril de chaque année. Pour obtenir ce permis, le chauffeur doit démontrer qu'il est mandaté à cette fin pour effectuer le remorquage des véhicules nuisant au chargement de la neige.

28. Le détenteur d'un permis de chauffeur doit aviser par écrit l'autorité compétente de tout changement d'adresse et de téléphone dans les 30 jours de la modification. Cet avis doit être transmis par courrier recommandé, par télécopieur ou en se présentant au lieu prévu par l'autorité compétente.

29. Quiconque requiert un nouveau permis de chauffeur en raison de la perte, du vol, de la détérioration ou d'une autre altération doit en payer les frais de duplicata tel que fixés au règlement sur les tarifs. De plus, en cas de vol ou de perte, le chauffeur doit remplir un rapport à cet effet auprès de l'autorité compétente.

30. Le renouvellement d'un permis de chauffeur doit s'effectuer aux conditions énoncées à l'article 26.

31. Le permis de chauffeur demeure la propriété de la Ville. L'autorité compétente, un policier ou un inspecteur qui constate l'invalidité d'un permis ou son altération peut récupérer le permis.

32. L'autorité compétente suspend le permis de chauffeur, ou le droit d'en obtenir un, d'un chauffeur qui a été déclaré coupable d'une infraction à l'un ou l'autre des articles 4, 5, 25, 35, 36, 40 et 41 du présent règlement.

La suspension imposée en vertu du 1er alinéa entre en vigueur le 15e jour qui suit la date de la mise à la poste d'un avis à cet effet expédié à la dernière adresse connue du titulaire.

La suspension prévue au 1er alinéa est d'une durée d'une journée pour une première infraction, d'une semaine pour une première récidive et d'un mois pour une deuxième récidive. Ce délai débute le jour où le permis a été suspendu.

Dans le cas d'une troisième récidive, l'autorité compétente peut révoquer le permis de chauffeur et suspendre le droit d'en obtenir un pour une période d'un an. Après ce délai, le chauffeur doit se conformer aux conditions énoncées à l'article 26 afin d'obtenir un nouveau permis de chauffeur.

33. Le détenteur d'un permis de chauffeur qui est suspendu ou révoqué doit le remettre à l'autorité compétente dans les 48 heures de la prise d'effet, et ce, sans autre avis.

SECTION II
OBLIGATIONS DES CHAUFFEURS

34. Le chauffeur doit :

1° s'assurer que les inscriptions qui apparaissent sur la vignette et sur son permis de chauffeur sont en tout temps lisibles et complètes;

2° s’assurer que la dépanneuse contient les équipements prévus à l’article 24;

3° s’assurer que le poids du véhicule remorqué n’excède pas la capacité de charge permise sur la preuve de classification;

4° s’assurer de placer les feux de position amovibles rouges vis-à-vis les feux correspondants du véhicule remorqué, lorsque ceux-ci sont requis.

35. Le chauffeur doit fournir à sa clientèle un service courtois et sécuritaire et agir avec courtoisie auprès des autres chauffeurs.

36. Le chauffeur doit conduire le véhicule remorqué à l'endroit indiqué par le client.

37. Le chauffeur doit remettre, à la place d'affaires du titulaire du permis d'exploitation de la dépanneuse, les effets personnels oubliés par un client.

38. Le chauffeur ou le titulaire du permis d’exploitation doit, lorsqu’il y a des frais, remettre au client copie d’une facture numérotée contenant notamment les informations suivantes :

1° le numéro de la vignette d'identification de la dépanneuse;

2° le numéro de son permis de chauffeur;

3° la date;

4° le montant facturé;

5° la signature du chauffeur;

6° l’origine et la destination du véhicule remorqué;

7° l’heure à laquelle il a rendu le service;

8° le nom du titulaire du permis d'exploitation, son numéro de téléphone, son adresse et son numéro de permis d'exploitation;

9° l'adresse, le cas échéant, le numéro de téléphone et les heures d'ouverture de la fourrière où le véhicule est remorqué;

10° le consentement du client quant à la destination du remorquage et la signature de ce dernier.

Le montant facturé conformément au paragraphe 4° ne peut comprendre aucun frais non prévu à la grille tarifaire déposée par le titulaire du permis d'exploitation conformément au paragraphe 6° de l'article 7.

39. Le chauffeur doit remettre une copie des factures qu'il a émises au titulaire du permis d'exploitation.

CHAPITRE IV
CONTRATS D'EXCLUSIVITÉ ET SOLLICITATION

40. Nul ne peut permettre, effectuer ou tolérer que soit effectué un remorquage dans une zone visée par un contrat d'exclusivité conclu par la Ville s'il n'a pas la garde d'une dépanneuse dont le détenteur du permis d'exploitation est titulaire du contrat pour cette zone.

41. Il est interdit d'offrir un service de remorquage, sur ou à moins de 75 mètres d'un lieu où se trouve un véhicule qui obstrue la circulation ou qui présente un danger sur la voie publique.

CHAPITRE V
REMORQUAGE

SECTION I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

42. Sous réserve des articles 43 et 47, un véhicule routier stationné en un endroit où l'immobilisation ou le stationnement des véhicules routiers est interdit en vertu du Code ou d'un règlement peut être remorqué aux frais du propriétaire du véhicule.

43. Un véhicule routier stationné sur un terrain privé, autre qu'un parc de stationnement auquel le public a accès sur invitation expresse ou tacite, sans l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant du terrain, peut être remorqué aux frais du propriétaire du véhicule.

44. Il est interdit de remorquer ou de faire remorquer, sans le consentement de son propriétaire ou de son conducteur, un véhicule routier qui n'est pas stationné en contravention du Code ou d'un règlement.

45. Un véhicule remorqué pour cause de stationnement illégal ne peut être conduit à plus de 5 km du lieu où il était stationné illégalement ni hors du territoire de l'agglomération de Montréal. De plus, un véhicule qui a été déposé à un endroit ne peut pas être remorqué à nouveau pour être déplacé.

La distance indiquée au premier alinéa se calcule en empruntant le trajet le plus court, compte tenu des règles relatives à la circulation, entre le point de départ et le point d'arrivée du véhicule ainsi remorqué.

46. Quiconque effectue le remorquage d'un véhicule routier doit faire en sorte que ce véhicule ne soit pas laissé dans un endroit où le stationnement est prohibé.

SECTION II
PARCS DE STATIONNEMENT

47. Un véhicule routier stationné dans un parc de stationnement auquel le public a accès sur invitation expresse ou tacite peut être déplacé ou remorqué, aux frais du propriétaire du véhicule, s'il ne respecte pas l'une ou l'autre des exigences suivantes :

1° le véhicule est stationné en contravention avec la signalisation en place interdisant ou limitant le stationnement des véhicules ou le restreignant en faveur de personne ou de catégories de personne;

2° le véhicule est stationné dans une partie non prévue ou aménagée à une telle fin, de manière à gêner ou entraver la circulation ou le mouvement des autres véhicules.

48. Malgré l'article 47, dans le cas d'un parc de stationnement auquel le public a accès sur invitation expresse ou tacite, il est interdit de remorquer ou de faire remorquer un véhicule routier en infraction à moins que ce parc de stationnement ne soit pourvu, à chacun de ses accès, d'un panneau :

1° entièrement visible et lisible de la voie publique durant les heures pour lesquelles le remorquage est prévu et, à cette fin, muni d'un éclairage suffisant la nuit;

2° d'une superficie d'au moins 0,75 m²;

3° indiquant :
a) que tout véhicule en infraction sera remorqué aux frais de son propriétaire;
b) le nom de l'entreprise chargée du remorquage;
c) le tarif maximal prescrit au présent règlement pour le remorquage et pour le remisage, avec la mention « tout inclus » ou « tous frais inclus »;
d) un numéro de téléphone à composer pour obtenir, en tout temps, la désignation de l'endroit exact où un véhicule remorqué peut être récupéré, avec la mention « Renseignements si remorqué ».

49. Dans le cas d'un parc de stationnement auquel le public a accès sur invitation expresse ou tacite, un remorquage autorisé en vertu de présent règlement ne peut se faire que si les renseignements suivants ont été préalablement communiqués au numéro indiqué sur le panneau :

1° une description du véhicule en voie d'être remorqué, en indiquant la marque, la couleur et le numéro de la plaque d'immatriculation;

2° l'heure à laquelle le remorquage est effectué;

3° l'adresse de l'endroit où le véhicule pourra être récupéré.

De plus, les formalités suivantes doivent être accomplies :

1° préalablement au remorquage, le propriétaire ou l'occupant du parc de stationnement, ou le représentant dûment autorisé de l'un d'eux, doit remplir lisiblement et avec exactitude, signer et émettre une facture de remorquage conforme aux spécifications de l'article 38;

2° le propriétaire ou l'occupant du parc de stationnement, ou le représentant dûment autorisé de l'un d'eux ou l'entreprise chargée du remorquage doit remettre une copie de cette facture au propriétaire ou au conducteur du véhicule remorqué lorsqu'elle lui indique l'emplacement ou lui remet le véhicule.

Le propriétaire ou l'occupant du parc de stationnement, de même que l'entreprise chargée du remorquage, doivent conserver pendant 2 ans les copies des factures de remorquage prévues au premier alinéa et permettre à l'autorité compétente d'en prendre connaissance à sa demande.

50. Il est interdit au propriétaire ou à l'occupant d'un parc de stationnement de désigner comme représentant dûment autorisé, aux fins du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 49, une personne à l'emploi d'une entreprise de remorquage ou rémunérée de quelque manière ou à quelque titre que ce soit par une telle entreprise ou y ayant un intérêt pécuniaire quelconque, ou une personne qui agit déjà, aux mêmes fins, comme représentant dûment autorisé d'un autre propriétaire ou occupant de parc de stationnement.

51. Il est interdit à une personne à l'emploi d'une entreprise de remorquage ou rémunérée de quelque manière ou à quelque titre que ce soit par une telle entreprise ou y ayant un intérêt pécuniaire quelconque, de même qu'à une personne qui agit déjà, aux mêmes fins, comme représentant dûment autorisé d'un autre propriétaire ou occupant de parc de stationnement, d'agir comme représentant dûment autorisé du propriétaire ou de l'occupant d'un parc de stationnement aux fins du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 49.

52. Lorsque le remorquage est effectué par la Ville ou par un tiers rémunéré directement par elle, sur l'ordre d'un policier ou de l'autorité compétente, les formalités prévues au deuxième alinéa de l'article 49 sont remplacées par la délivrance d'un constat d'infraction comprenant les frais de remorquage.

53. Quiconque effectue le remorquage d'un véhicule routier en vertu de l'article 47 doit faire en sorte que ce véhicule puisse être récupéré, en tout temps, après l'expiration d'un délai d'au plus 30 minutes après le remorquage. Le propriétaire ou le conducteur du véhicule doit alors être immédiatement informée de l'endroit où le véhicule a été remorqué.

54. Il est interdit à toute personne qui a la garde d'un véhicule remorqué conformément à la présente section de retenir le véhicule au motif que les frais de remorquage et de garde du véhicule n'ont pas été acquittés.

Le gardien doit remettre le véhicule remorqué sans délai au propriétaire ou au conducteur du véhicule sur présentation d'une preuve de propriété ou de location du véhicule.

SECTION III
FRAIS DE REMORQUAGE ET DE REMISAGE

55. Les frais de remorquage réclamés au propriétaire d'un véhicule remorqué ne doivent pas excéder le montant fixé au règlement sur les tarifs. Ce tarif maximum couvre toutes les opérations reliées à ce remorquage et tous les accessoires utilisés à cette fin. Il est interdit de réclamer quelque somme supplémentaire que ce soit à ce titre.

56. Les frais de remisage réclamés au propriétaire d'un véhicule remorqué ne doivent pas excéder le montant fixé au règlement sur les tarifs, par jour ou fraction de jour. Il est interdit de réclamer quelque somme supplémentaire que ce soit à ce titre.

57. Lorsque le propriétaire ou le conducteur d'un véhicule routier en réclame la possession avant qu'il n'ait été retiré de l'endroit où il était immobilisé ou stationné en contravention de la loi ou du présent règlement, aucuns frais ne sont exigibles même si le véhicule est déjà attaché ou accroché à la dépanneuse. Il est interdit de réclamer quelque somme que ce soit à ce titre.

Pour l'application du premier alinéa, le mot « endroit » signifie, dans le cas du stationnement sur les terrains privés, le terrain ou le parc de stationnement.

CHAPITRE VI
DISPOSITIONS PÉNALES

58. Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :
   a) pour une première infraction, d'une amende de 200 $ à 500 $;
   b) pour une première récidive, d'une amende de 400 $ à 1 000 $;
   c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 800 $ à 2 000 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :
   a) pour une première infraction, d'une amende de 500 $ à 1 000 $;
   b) pour une première récidive, d'une amende de 1 000 $ à 2 000 $;
   c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 2 000 $ à 4 000 $.

59. Malgré l'article 58, quiconque contrevient aux articles 6, 40, 41 ou 54 commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 1 000 $;
b) en cas de récidive, d'une amende de 2 000 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :
a) pour une première infraction, d'une amende de 2 000 $;
b) en cas de récidive, d'une amende de 4 000 $.

CHAPITRE VII
DISPOSITION FINALE ET TRANSITOIRE

60. Le présent règlement abroge et remplace le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098) ainsi que tout règlement ou toute disposition d'un règlement applicable sur le territoire de l'agglomération de Montréal relatif au remorquage des véhicules.

61. Les permis d'exploitation et les permis de chauffeur délivrés en application du Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098) demeurent valides et sont réputés avoir été délivrés conformément au présent règlement jusqu'à leur renouvellement.

62. Le présent règlement prend effet le 1er janvier 2019.

ANNEXE A
CLASSIFICATION DES VÉHICULES SELON LEURS CAPACITÉS ET LE PERMIS DE CHAUFFEUR NÉCESSAIRE POUR LA CONDUITE DE CES VÉHICULES

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD : 1172748001

ANNEXE A

La présente annexe définit la classification des véhicules selon leurs capacités et le permis de chauffeur nécessaire pour la conduite de ces véhicules.

Classe de dépanneuse susceptible d'être utilisée	Masse[1] du véhicule remorqué doit être inférieure ou égale à	Types de véhicules pouvant être remorqués	Permis de chauffeur
A (4 roues)	**1 000 kg**	- Mini et sous compact	
B (6 roues)	**3 000 kg**	- Mini et sous compact - Autres véhicules de promenade - Camionnette ou camion de type fourgonnette (4 ou 6 roues) vide	
C (6 roues)	**4 500 kg**	- Tous les véhicules de la classe B - Habitation motorisée - Autobus (12 passagers et moins) - Minibus - Camion de livraison vide (6 roues) de masse nette de 4500 kg et moins - Camionnette ou camion de type fourgonnette (4 ou 6 roues) chargé	**R2**
D (6 roues)	**8 000 kg**	- Tous les véhicules de la classe C	
E (10 roues)	**14 500 kg**	- Tracteur ou camion porteur (6 roues) de masse nette de 6 500 kg et moins - Camion de livraison de masse nette de 4 500 kg et moins (6 roues) chargé - Tracteur (10 roues) 10 000 kg - Camion porteur vide ou tracteur (10 roues) - Autobus scolaire (6 roues) - Camion porteur (6 roues) chargé	**R1** **Inclut R2**
F (10 roues)	**23 000 kg**	- Grue - Pompe à béton (12 roues) - Bétonnière - Camion à rebut (12 roues) - Autobus (plus de 12 passagers) - Véhicule outil - Véhicule de forage - Camion porteur (10 roues) chargé	

Note [1] La masse du véhicule remorqué sans chargement est celle inscrite au certificat d'immatriculation. La masse du véhicule remorqué avec chargement correspond à la somme de la capacité des pneus.

Dernière mise à jour : 1er janvier 2014

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 50.01

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1175326002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un maximum de quatre (4) policiers à l'Équipe intégrée relative à la sécurité nationale (EISN) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), pour une durée de trois (3) ans, à compter du 25 septembre 2017, avec la possibilité d'une prolongation pour une durée maximale d'une année ; et le maintien de l'augmentation temporaire de l'effectif policier permanent de deux (2) postes pour la même période. Deux (2) poste sont financés par la GRC et deux (2) autres sont aux frais du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Il est recommandé au Comité exécutif:

1. d'autoriser rétroactivement le prêt de services d'un maximum de quatre (4) policiers à l'équipe intégrée sur la sécurité nationale (EISN) de la Gendarmerie royale du Canada GRC pour une période de trois (3) ans, à compter du 25 septembre 2017, avec la possibilité de prolongation pour une durée maximale d'une année;

2. d'autoriser le maintien de l'augmentation temporaire de l'effectif policier permanent de deux (2) postes pour la même période;

3. d'autoriser le Directeur du Service de police de la Ville de Montréal à signer tout document relatif à ce prêt de service pour et au nom de la Ville de Montréal;

4. d'imputer les revenus et dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-01-07 09:43

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175326002**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un maximum de quatre (4) policiers à l'Équipe intégrée relative à la sécurité nationale (EISN) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), pour une durée de trois (3) ans, à compter du 25 septembre 2017, avec la possibilité d'une prolongation pour une durée maximale d'une année ; et le maintien de l'augmentation temporaire de l'effectif policier permanent de deux (2) postes pour la même période. Deux (2) poste sont financés par la GRC et deux (2) autres sont aux frais du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2002, le gouvernement fédéral a créé des équipes intégrées sur la sécurité nationale (EISN) à Montréal, Ottawa, Toronto, Vancouver, Edmonton et Calgary dans le but d'adopter une approche coopérative intégrée pour aborder les enquêtes criminelles qui découlent des menaces à la sécurité nationale.
Grâce à la mise en commun des ressources fédérales, provinciales et municipales, les membres des EISN sont en mesure de mieux cibler et contrer l'activité criminelle des groupes terroristes ou des individus qui menacent la sécurité nationale du Canada. Cette capacité accrue permettra aux membres de l'EISN de travailler avec leurs partenaires nationaux et internationaux.

Le présent dossier vise à régulariser le prêt de service des ressources à l'EISN.

La résolution du 29 mai 2013 (CE13 0764) autorisait le prêt d'un sergent-détective du 1er juin 2012 au 1er juin 2014 avec une prolongation sur entente des parties jusqu'en septembre 2017.

En début d'année 2017, le processus de révision du protocole d'entente de l'EISN était entamé, et au même moment, le SPVM amorçait une analyse pour régulariser l'ensemble des protocoles afin de produire un *« protocole type »* approuvé par le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal. Cet exercice de révision a nécessité plusieurs échanges entre la GRC, le SPVM, le Service des affaires juridiques, le Service des ressources humaines occasionnant un délai dans le processus décisionnel. L'objectif étant d'avoir un *« protocole type »* qui s'adaptera aux différents prêts de service au SPVM.

Cependant, en raison de l'urgence du besoin de l'EISN, trois (3) policiers débutait leur prêt de service le 25 septembre 2017 et un 4e policier le 7 mai 2018. **Le présent dossier vise donc à autoriser rétroactivement le prêt de service de ces quatre (4) policiers à l'EISN**.

Le SPVM a aussi prêté deux autres policiers supplémentaires à la GRC sous la même entente (EISN), un policier au Centre de coordination provincial de la menace (CCPM) en février 2014 et un policier au Groupe intégré de renseignement criminel (GIRC) en mars 2015 ; un dossier décisionnel distinct sera présenté aux instances en début d'année 2019 pour régulariser ce prêt de service.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 0764 - 29 mai 2013 : Autoriser le prêt de service d'un sergent-détective au sein de l'EISN pour une période de 2 ans à compte du 1er juin 2012.
CE10 0986 - 16 juin 2010 : Autoriser le prêt de service d'un sergent-détective à l'EISN du 14 avril 2008 au 14 avril 2011.

CE04 0831 - 28 avril 2004 : Autoriser le prêt de service de 4 policiers à la GRC, soit : un commandant du 7 juillet 2002 au 21 janvier 2004, deux sergents-détectives du 15 octobre 2002 au 15 octobre 2005 et un sergent-détective du 20 janvier 2003 au 15 octobre 2005.

CE02 1153 - 3 juillet 2002 : Autoriser le prêt d'un commandant à la GRC afin de travailler conjointement le dossier du terrorisme à compter du 7 juillet 2002.

DESCRIPTION

La sécurité nationale nécessite une intervention intégrée afin de déceler et de contrer rapidement toute menace à la sécurité nationale et publique. Pour de nombreux pays, y compris le Canada, la réalité du terrorisme a fait ressortir l'importance d'accroître l'intégration des ressources et l'échange de renseignement.
La GRC a créé des EISN dans les grandes villes à l'échelle du pays. Cette initiative a pour but d'accroître la capacité de collecte, d'échange et d'analyse de renseignement par les partenaires concernant des individus et des entités qui menacent la sécurité nationale ainsi que d'améliorer la capacité d'enquête afin de les traduire en justice

Le mandat d'EISN est :

· d'enquêter sur les affaires de drogues, le crime organisé, la criminalité économique et les activités terroristes ;
· de veiller à l'exécution des lois fédérales
· de sécuriser les frontières du Canada ;
· d'assurer la liaison et le maintien de la paix à l'étranger, ainsi que ;
· d'assurer la sécurité des événements majeurs, des représentants de l'État, des dignitaires et des missions étrangères.

Les EISN comptent des représentants de la GRC ainsi que des partenaires et organismes fédéraux comme l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et des services de police provinciaux et municipaux.

Il est requis d'autoriser rétroactivement le prêt de service d'un maximum de quatre (4) policiers à l'EISN de la GRC, pour une durée de trois (3) ans, à compter du 25 septembre 2017, avec la possibilité de prolongation pour une durée maximale d'une année. Deux (2) policiers sont financés par la GRC et les deux (2) autres sont aux frais du SPVM.

Pour la durée du prêt, le SPVM maintien l'augmentation temporaire de l'effectif policier permanent à deux (2) postes.

JUSTIFICATION

Le gouvernement fédéral a créé les équipes intégrées à l'échelle nationale à la suite des événements du 11 septembre 2001. Leur mission consiste à mettre en place des mécanismes leur permettant de canaliser et de traiter le renseignement relatif au terrorisme d'une manière plus rapide et plus efficace. De ce fait, faire partie d'une équipe intégrée permet au SPVM d'être à l'affût de toute activité terroriste sur le territoire.
Depuis 2002, la GRC sollicite la participation du SPVM à cette équipe intégrée sur la sécurité nationale et celle-ci désire poursuivre cette collaboration avec le SPVM.

Le partenariat entre l'EISN de la GRC et le SPVM est indispensable, même si le SPVM assume une partie des dépenses encourues. Considérant que ce partenariat existe depuis plus de 15 ans, et considérant que plusieurs services de police y participent, la présence du SPVM est primordiale et incontournable. Par la mise en commun des ressources fédérales, provinciales et municipales, les membres de l'EISN sont en mesure de mieux cibler et contrer l'activité criminelle des groupes terroristes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La GRC rembourse le coût du salaire, des avantages, des cotisations et des allocations vestimentaires reliés à ce prêt de service, et ce, pour deux (2) policiers. Les deux (2) autres policiers sont aux frais du SPVM et sont prévus au budget.
La GRC rembourse pour les quatre (4) policiers, le temps supplémentaire ainsi que les dépenses reliées au travail comme les frais de formation, de transport et d'hébergement et de repas ainsi que les frais accessoires, et ce, conformément aux principes énoncés dans la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor du Canada et les politiques et procédures de la GRC applicables en la matière.

Les crédits budgétaires pour les revenus et dépenses sont prévus dans les budgets d'opération. Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La participation du SPVM à l'EISN optimise l'analyse et l'échange du renseignement au niveau national.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Thi Ly PHUNG)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Vladimir ANTOINE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lynne LABELLE, Service de police de Montréal
Martin M RENAUD, Service de police de Montréal
Claudia BLOUIN, Service des ressources humaines

Lecture :

Claudia BLOUIN, 11 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stavroula ARVANITIS
Lieutenant

Tél : 514 280-2975
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-04

Antonio IANNANTUONI
commandant police

Tél : 514 280-0653
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain CARON
directeur(trice) adjoint(e) au spvm
Tél : 514-280-2000
Approuvé le : 2018-10-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain CARON
Directeur
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2018-12-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1175326002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , -
Objet :	Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un maximum de quatre (4) policiers à l'Équipe intégrée relative à la sécurité nationale (EISN) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), pour une durée de trois (3) ans, à compter du 25 septembre 2017, avec la possibilité d'une prolongation pour une durée maximale d'une année ; et le maintien de l'augmentation temporaire de l'effectif policier permanent de deux (2) postes pour la même période. Deux (2) poste sont financés par la GRC et deux (2) autres sont aux frais du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Avis favorable. La présente intervention se limite à constater la validité du contenu des ententes de détachement.

FICHIERS JOINTS

Entente détachement_EISN_NonRemboursé_Version Finale.pdf

Entente détachement_EISN_Remb_Version Finale.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Vladimir ANTOINE
Avocat
Tél : 514-868-5752

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-05

Audrey LÉVESQUE
avocate et chef de division
Tél : 514-872-1437
Division : droit du travail

ENTENTE DE DÉTACHEMENT

2018

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL
REPRÉSENTÉE PAR
LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(ci-après « SPVM »)

ET

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA,
REPRÉSENTÉE PAR
LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA
(ci-après « GRC »)

CONCERNANT LE

DÉTACHEMENT D'EMPLOYÉS DU SPVM
(Non remboursés)

À

L'ÉISN DE LA DIVISION C DE LA GRC

Table des matières

1. BUTS ET OBJECTIFS 4
2. AUTORISATION 4
3. STATUT DE L'EMPLOYÉ EN DÉTACHEMENT 4
4. FONCTIONS DE L'EMPLOYÉ EN DÉTACHEMENT 5
5. CONGÉS ET RAPPORTS D'ÉVALUATION 6
6. INSTALLATIONS, SOUTIEN ADMINISTRATIF ET ÉQUIPEMENT 7
7. UTILISATION DES VÉHICULES DE POLICE 7
8. DISPOSITIONS FINANCIÈRES 8
9. INDEMNISATION 10
10. SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 10
11. SÉCURITÉ 11
12. UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS 11
13. SIGNALEMENT DES INCIDENTS OU DEMANDES D'INFORMATION 11
14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE 12
15. REPRÉSENTANTS 12
16. SUIVI 13
17. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS 13
18. DÉSIGNATION AUX TERMES DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE L'INFORMATION 13
19. DURÉE ET RÉSILIATION 13
20. INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE 14
21. SIGNATURES 14

Annexe A – Titre du poste et description des fonctions 15

Annexe B – POLITIQUES DE LA GRC 16

Annexe B.1 – Manuel des opérations de la GRC, parie 12 – Sécurité nationale 16

Ann. 12 – Généralités-1 – Instructions du ministre – Sécurité nationale – Responsabilité et obligation de rendre compte 19

Ann. 12 – Généralités-2 – Instructions du ministre – Accords et coopération reliés à la sécurité nationale 20

Ann. 12 – Généralités-3 – Instructions du ministre – Enquêtes liées à la sécurité nationale dans les secteurs exigeant des précautions spéciales 21

12.1 Signalement des incidents 21

12.2 Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale 23

Ann. 12-2-1 - Investigations (article 83.28 du C. cr.) 31

Ann. 12-2-2 - Engagement assorti de conditions - Arrestation préventive (article 83.3 du C.cr.) 33

12.3. Échange, traitement et communication ou diffusion des renseignements 35

12.4. Relations avec les médias/communications et exposés/notes de synthèse 41

12.5. Présentations, conférences, réunions de planification des activités, ateliers et formation 41

12.6. Financement des activités terroristes 41

12.7. Demandes d'aide provenant d'organismes étrangers 43

12.8. [omis] 44

12.9. Ententes de la Police fédérale 44

12.10. Évaluation des menaces et renseignements relatifs à la protection 45

Ann. 12-10-1 - Documents relatifs aux menaces 51

Ann. 12-10-2 – Catégories des niveaux de menace 52

Ann. 12-10-3 – Mises en garde 54

Ann. 12-10-4 – Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à certaines charges publiques 55

Ann. 12-10-5 – Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à des postes de juge visés par la loi sur les juges 61

12.11. Gestion de l'information obtenue de sources humaines 63

Annexe B.2 – Manuels des opérations de la GRC - Partie 5 – Sécurité routière - 5.4 Conduite d'un véhicule prioritaire (poursuites) 65

Annexe B.3 – Manuel d'administration de la GRC - Partie XI – Sécurité - 1. Sécurité organisationnelle et administrative - N – Communication de renseignements classifiés ou protégés 70

Annexe B.4 – Manuel de la sécurité de la GRC – Partie 1 – Sécurité du personnel - 15. Directives relatives à la loi sur la protection de l'information 71

Annexe B.5 – Manuel de la gestion de l'actif – Chapitre 6.4 – Appareils de communication sans fil 74

Annexe B.6 – Manuel d'administration – Partie VIII – Questions juridiques – 1. Perte, endommagement ou vol de biens appartenant à la GRC, loués par elle ou confiés à ses soins 77

Annexe B.7 – Manuel de l'informatique – Partie III – Informatique – 1. Normes sur la technologie de l'information - Annexe III-1-2 – Contraintes d'usage des technologies de l'information de la GRC 87

Annexe C – Attestation de l'employé(e) détaché(e) 92

1. BUT ET OBJECTIFS

1.1. La présente Entente de détachement vise à énoncer les droits et les obligations du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) et de la Division C de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) à l'égard du détachement d'un maximum de deux (2) employé(e)s du SPVM aux Enquêtes intégrées relatives à la sécurité nationale de la GRC (ÉISN), à Montréal, Québec. (Ci-après « employé(e) en détachement »). Le SPVM et la GRC conviennent que la présente Entente est une entente-cadre pour ces détachements. Chaque détachement sera finalisé par la signature d'une Annexe C par l'employé(e). L'Annexe C est réputée faire partie de la présente Entente.

1.2. Les objectifs de la présente Entente sont les suivants :

- améliorer la compréhension mutuelle du mandat, des responsabilités et des pratiques d'enquête de chaque organisme et tirer mutuellement profit des aptitudes, de l'expertise, des connaissances et des compétences de chacun d'eux.

- promouvoir un partenariat avec des services d'application de la loi locaux afin d'assurer une réponse coordonnée aux menaces à la sécurité nationale.

2. AUTORISATION

2.1. La présente Entente est conclue par Martin Prud'homme, Directeur du SPVM, sous réserve de l'autorisation de l'autorité compétente de la Ville de Montréal à cet effet et par le Commissaire adjoint François Deschênes, Commandant de la Division « C » de la GRC autorisé à signer en vertu des articles 5 et 20 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* (la « *Loi sur la GRC* »).

3. STATUT DE L'EMPLOYÉ(E) EN DÉTACHEMENT

3.1. L'employé(e) en détachement sera affecté(e) temporairement auprès de l'ÉISN de Montréal de la GRC, pendant la période décrite à l'Annexe C, et ce, à l'intérieur de la durée de la présente Entente.

3.2. L'employé(e) en détachement demeurera à l'emploi du SPVM et, à ce titre, restera assujetti(e) à celui-ci pour ce qui est de la discipline. L'employé(e) en détachement continuera de se conformer aux exigences des lois, règlements et règles applicables aux employés du SPVM pendant la période de détachement.

3.3. Il est entendu et convenu par les Parties que les enquêteurs et employés affectés à l'ÉISN de Montréal doivent bien connaître la nature des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale ou avoir de l'expérience dans la gestion des cas graves.

3.4. L'employé(e) en détachement est à l'emploi du SPVM et n'est ni employé(e) ni mandataire de la GRC.

3.5. Il est entendu et convenu par les Parties que l'employé(e) en détachement ne deviendra pas un membre, ni un(e) employé(e) de la GRC. À ce titre, il (elle) continuera d'avoir droit aux avantages et conditions de travail prévus à la Convention collective intervenue entre la Ville de Montréal et la Fraternité des policiers et policières de Montréal (ci-après la «convention collective»).

3.6. Pendant la période de détachement, l'employé(e) en détachement continuera d'avoir accès aux possibilités d'avancement conformément à la convention collective.

3.7. Il est convenu que si l'employé(e) en détachement ne répond pas aux exigences linguistiques du poste auquel il (elle) est affecté(e), l'officier responsable de l'ÉISN de Montréal veillera au respect des obligations prévues aux parties IV (communications avec le public et prestation des services) et V (langue de travail) de la *Loi sur les langues officielles*.

4. FONCTIONS DE L'EMPLOYÉ(E) EN DÉTACHEMENT

4.1. L'employé(e) en détachement devra s'acquitter de toutes les fonctions nécessaires afin de réaliser les objectifs de la présente Entente, conformément aux principes énoncés dans les politiques et procédures du gouvernement du Canada et de la GRC.

4.2. Les fonctions et responsabilités de l'employé(e) en détachement sont énoncées à l'Annexe A, conformément au code d'emploi qui figure dans le Manuel de la gestion des carrières de la GRC. L'Annexe A est réputée faire partie de la présente Entente.

4.3. L'officier responsable de l'ÉISN de Montréal de la GRC ou son remplaçant assurera la supervision de l'employé(e) en détachement et aura le pouvoir de formuler à son intention et en des termes précis les directives jugées raisonnables et nécessaires aux fins de la réalisation des objectifs de la présente Entente. Dans le cas où l'employé(e) en détachement a droit, dans la convention collective, à une compensation pour les heures supplémentaires, celles-ci seront approuvées au préalable par la GRC.

4.4. Le SPVM demeurera habilité à prendre des mesures disciplinaires et/ou administratives à l'égard de l'employé(e) en détachement.

4.5. L'employé(e) en détachement respecte les dispositions de l'article 10 de la partie 20.1 du *Manuel des opérations de la GRC* comme s'il/elle était un/une «employé (e)» au sens défini dans cet article, et il/elle observe les procédures propres à la Division de la GRC où il/elle est détaché/détachée en matière de divulgation, conformément aux exigences fixées par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *R.* c. *McNeil*, 2009 CSC 3, [2009] 1 R.C.S. 66, y compris la divulgation du casier criminel et celle des relevés de mesures disciplinaires simples et graves ou des conclusions faisant état d'une faute aux termes de quelconque loi fédérale ou provinciale.

4.6. La politique de la GRC intitulée Conflit d'intérêts, y compris la section concernant les relations interpersonnelles en milieu de travail, s'applique à toutes les ententes de détachement. Voir la partie XVII.1 du Manuel d'administration de la GRC.

L'employé(e) en détachement demeure soumis aux politiques et directives du SPVM et de la Ville de Montréal non incompatibles avec ses fonctions au sein de l'EISN. Celles s'appliquant à l'utilisation d'un outil ou d'un équipement de travail fourni par la Ville de Montréal ne s'appliquent toutefois pas à l'utilisation de cet outil ou équipement s'il est fourni par la GRC dans le cadre du détachement.

L'employé(e) en détachement continue de se conformer aux exigences des lois visant le SPVM, à savoir la Loi sur la police (RLRQ, c. P-13.1), avec ses modifications successives, le Code de déontologie des policiers du Québec (RLRQ, c. P-13.1, r. 1), le Règlement sur la discipline interne des policiers et policières de la Ville de Montréal, (RLRQ, c. P-13.1, r. 2.01), et le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG 12-026), pendant la période de détachement.

4.7. L'employé(e) en détachement prendra connaissance des politiques et directives de la GRC jointes à l'Annexe B. L'Annexe B est réputée faire partie de la présente Entente.

Dans l'éventualité où un employé(e) en détachement se considère devant une politique ou une directive de la GRC qui soit incompatible avec celle du SPVM ou de la Ville de Montréal, il doit se référer à son officier responsable pour déterminer laquelle doit être respectée dans les circonstances du détachement.

4.8. La GRC veillera à offrir à l'employé(e) en détachement toute formation spécialisée dont il (elle) aura besoin afin d'exécuter les fonctions propres aux activités de la GRC.

4.9. Durant la période de détachement, le SPVM veillera à ce que l'employé(e) en détachement obtienne la formation requise et maintienne ses compétences, le cas échéant, en matière de maniement d'armes à feu, de dispositifs de frappe, de vaporisateurs de défense, d'armes à impulsion et de tout autre outil et procédure dont l'utilisation est approuvée par le SPVM. Les coûts de la formation seront pris en charge en totalité par le SPVM.

4.10. L'employé(e) en détachement informera l'officier responsable de l'ÉISN de Montréal, ou son (sa) remplaçant(e), des dates de formation.

5. CONGÉS ET RAPPORTS D'ÉVALUATION

5.1. L'employé(e) en détachement pourra prendre des congés de maladie pendant la période de détachement conformément à la convention collective. Les demandes de congés de maladie seront présentées à la GRC pendant ou immédiatement après le congé.

5.2. L’employé(e) en détachement pourra prendre des congés annuels et tout autre congé accumulé au cours de la période de détachement, conformément à la convention collective. Les demandes de congés seront présentées au préalable à la GRC et seront recommandés par cette dernière en fonction des besoins opérationnels.

5.3. Chaque année, la GRC, en collaboration avec le gestionnaire de l’employé(e) en détachement, au SPVM, remettra au SPVM et à l’employé(e) en détachement un rapport d’évaluation du rendement de l’employé(e) en détachement conforme à la convention collective. L’employé(e) en détachement aura l’occasion d’examiner le rapport et de formuler des commentaires avant que celui-ci ne soit transmis au SPVM. De plus, le SPVM et la GRC doivent se communiquer dans les plus brefs délais tous renseignements pertinents concernant le travail et le comportement de l’employé(e) en détachement.

6. INSTALLATIONS, SOUTIEN ADMINISTRATIF ET ÉQUIPEMENT

6.1. La GRC fournira à l'employé(e) en détachement un espace de bureau, le mobilier, les fournitures, le téléphone, l'équipement, la technologie et les banques de données dont il (elle) aura besoin pour s'acquitter de ses fonctions; le tout conformément aux politiques de la GRC.

6.2. La GRC fournira un espace de stationnement à l’employé(é) en détachement avec un véhicule de police du SPVM en autant que l’attribution du véhicule à l’employé(e) en détachement fait partie de la convention collective. Ce véhicule de police du SPVM est payé et entretenu par le SPVM conformément aux politiques du SPVM.

6.3. Tous les biens de la GRC fournis en application du la présente Entente sont la propriété de la GRC et le demeurent jusqu’au terme de la période de validité de l’Entente. L’utilisation et la manipulation de ces biens doivent être parfaitement conformes aux politiques, directives, procédures et lignes directrices du gouvernement du Canada et de la GRC.

6.4. La GRC veillera à offrir à l’employé(e) en détachement toute formation spécialisée dont il (elle) aura besoin afin d’exécuter les fonctions propres aux activités de l’ÉISN de Montréal.

7. UTILISATION DES VÉHICULES DE POLICE

7.1. La GRC permettra à l’employé(e) en détachement de conduire des véhicules à moteur dont le gouvernement du Canada est propriétaire ou qu’il loue, et plus précisément les véhicules de police de la flotte divisionnaire, aux fins de l’exécution de ses fonctions aux termes de la présente Entente, aux conditions suivantes :

- Selon la disponibilité des véhicules;

- L’employé(e) en détachement devra être titulaire du permis requis pour conduire de tels véhicules dans la province de Québec; et

- L’employé(e) en détachement devra se conformer aux principes prévus aux politiques et procédures applicables du gouvernement du Canada, de la GRC et du SPVM.

7.2. Les véhicules de police sont fournis par la GRC à l’employé(e) en détachement selon ses politiques en vigueur, pour des fins opérationnelles et reliées aux fonctions de l’ÉISN.

7.3. Les directives et procédures du SPVM relatives à l’utilisation des véhicules sont, en outre des règlements édictés par la GRC et plus amplement décrits ci-après, applicables à l’employé(e) en détachement.

7.4. L’employé(e) en détachement s’engage à ne pas entamer ni à participer à titre de conducteur à une poursuite avec un véhicule de police de la GRC. Il est interdit d’utiliser un véhicule de police banalisé pendant une poursuite.

7.5. Il demeure entendu que la Loi sur l’assurance automobile (L.R.Q. ch. A-25) prévaut sur toutes les dispositions des règlements de la GRC ci-devant mentionnés qui lui sont inconciliables.

7.6. La GRC est responsable de mener, selon ses politiques et directives en vigueur, l’enquête des circonstances de tout accident impliquant un de ses véhicules.

7.7. Le SPVM sera tenu responsable du règlement des pertes partielles ou entières, si à défaut d’admission de sa part, la négligence de l’employé(e) en détachement, du SPVM ou de l’un de ses employé(e)s est établie lors de l’enquête décrite à l’article 7.6 ci-haut**.**

8. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

8.1. L’employé(e) en détachement travaillera dans les locaux de la GRC au 4225, boulevard Dorchester, Westmount, Québec, H3Z 1V5.

8.2. Pendant la période de détachement, le SPVM continuera de payer ses cotisations et de retenir les cotisations de l’employé(e) en détachement à tous les régimes d’avantages sociaux applicables, y compris les cotisations aux régimes d’assurance-maladie, d’assurance-invalidité, d’assurance-vie et de retraite.

8.3. Le SPVM continuera d’être tenu de verser, pendant la période de détachement, le taux de rémunération régulier, les avantages et les heures supplémentaires de l’employé(e) en détachement à l’ÉISN de Montréal, incluant heures supplémentaires approuvées par l’Officier responsable de l’ÉISN ou son remplaçant.

8.4. La GRC remboursera au SPVM les heures supplémentaires dont il est fait mention au paragraphe 8.3 et qui ont été versées à l’employé(e) en détachement

conformément à la présente Entente et qui ont été approuvées au préalable par l'Officier responsable de l'ÉISN ou son remplaçant. La GRC ne remboursera pas les heures supplémentaires effectuées à la demande du SPVM.

8.5. La GRC remboursera au SPVM les frais admissibles de l'employé(e) en détachement qui sont liés au travail à la GRC et qui sont engagés pendant la période de détachement, tels les frais de formation, de transport, de logement, de repas et les frais accessoires (ci-après « frais admissibles »), conformément aux principes énoncés dans la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor du Canada et les politiques et procédures de la GRC applicables en la matière.

8.6. Si l'employé(e) en détachement doit, durant ses fonctions en détachement auprès de la GRC, effectuer des heures supplémentaires ou engager des frais admissibles, il (elle) devra remplir les formulaires approuvés à cet effet par le SPVM pour obtenir paiement.

8.7. Chaque trimestre, le SPVM fera parvenir à la GRC une facture équivalant aux heures supplémentaires de l'employé(e) en détachement et frais admissibles payés conformément à la présente Entente. Afin de faciliter le processus comptable de la fin de l'exercice financier (31 mars) de la GRC, la facturation des services accumulés aura lieu au plus tard une semaine après le 31 mars.

8.8. La GRC reconnaît que les montants réclamés pour heures supplémentaires ou frais admissibles pourraient être revus et renégociés en fonction des augmentations salariales ou conventions collectives négociées par les syndicats ou agents négociateurs désignés de l'organisme participant, en l'occurrence le SPVM.

8.9. Le SPVM entend fournir à la GRC, sur demande, tous les renseignements et toutes copies de documents utiles à la vérification des montants des factures envoyées à la GRC en vertu de la présente Entente.

8.10. La GRC n'acquittera aucun frais de réinstallation concernant la présente Entente de détachement.

8.11. La présente Entente de détachement ne doit pas imposer d'obligations financières supplémentaires au SPVM.

8.12. Dans l'éventualité où l'employé(e) en détachement est appelé à témoigner devant un tribunal relativement à une intervention ou à une cause en lien avec les fonctions qu'il a effectuées à l'EISN, la GRC remboursera au SPVM uniquement le temps supplémentaire dudit(e) employé(e) aux fins de son témoignage, et ce, même si ce dernier n'est plus en détachement au moment de son témoignage.

9. INDEMNISATION

9.1. Le SPVM demeurera responsable à l'égard de toute réclamation ou demande en justice consécutive à une blessure que l'employé(e) en détachement peut subir, à une invalidité dont il (elle) peut être atteint(e), ou à son décès survenu dans le cadre de l'exécution de ses fonctions conformément à la présente Entente.

9.2. L'employé(e) en détachement sera dégagé de toute responsabilité dans la mesure où il (elle) a agi dans les limites de ses fonctions auprès de l'ÉISN de Montréal.

9.3. La GRC est tenue d'indemniser le SPVM et / ou l'employé(e) en détachement des dommages-intérêts, dépens, débours, intérêts, pertes et autres dépenses qui découlent de toute demande en justice (y compris les revendications, les demandes entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), réclamation, cause d'action, action, procédure judiciaire ou enquête intentée, présentée ou ouverte par un tiers relativement ou consécutivement à la conduite dont l'employé(e) a fait preuve dans l'exercice des fonctions qui lui incombent aux termes de l'Entente, pourvu que l'employé(e) en détachement ait agi de bonne foi sans sortir du cadre de ses fonctions et sans nuire aux intérêts de la Couronne.

9.4. La GRC peut prendre des mesures pour que le SPVM ou l'employé(e) en détachement assume les frais associés à la perte ou à l'endommagement d'un véhicule automobile appartenant au gouvernement du Canada ou loué par celui-ci dans le cas où cette perte ou ces dommages résultent de la négligence dont l'employé(e) a fait preuve dans la conduite du véhicule en question ou découlent du fait que l'employé(e) n'était pas occupé à remplir les fonctions qui lui incombent en vertu de l'Entente au moment où la perte ou les dommages se sont produits.

9.5. Si l'employé(e) en détachement n'est pas admissible à l'indemnisation prévue par la présente Entente, il (elle) bénéficiera tout de même des protections prévues à la convention collective à cet égard.

10. SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

10.1. La GRC a la responsabilité de veiller à la santé et à la sécurité de l'employé(e) en détachement dans les locaux de la GRC.

10.2. En cas de blessure de l'employé(e) en détachement, ce sont les dispositions pertinentes de la loi sur la rémunération des travailleurs à laquelle le SPVM est assujettie qui s'appliquent. La GRC s'acquitte des obligations que lui impose la partie II (« Santé et sécurité au travail ») du *Code canadien du travail* ainsi que de celles qui découlent des règlements visant les personnes ayant accès au lieu de travail. Il incombe en dernier ressort du SPVM d'assumer tous les frais associés à l'indemnisation des travailleurs, peu importe la partie désignée comme responsable par la commission d'indemnisation provinciale ou territoriale compétente

11. SÉCURITÉ

11.1. L'employé(e) en détachement pourra être assujetti(e) à un processus d'enquête de sécurité si celui-ci était jugé nécessaire aux fins de l'exécution de ses fonctions aux termes de la présente Entente. L'employé(e) en détachement devra se conformer aux exigences requises en matière d'enquête de sécurité pendant toute la période de détachement.

11.2. L'employé(e) en détachement devra se conformer en tout temps aux principes énoncés dans les politiques et procédures de sécurité du gouvernement du Canada et de la GRC. La GRC informera l'employé(e) en détachement des exigences en matière de sécurité à son arrivée et l'affranchira à son départ.

12. UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS

12.1. L'employé(e) en détachement doit se conformer à la politique de l'ÉISN de la GRC.

12.2. L'employé(e) en détachement veillera à ce que la collecte, la transmission, la divulgation, la conservation et l'élimination de l'information et/ou des documents traités dans le cadre de la présente Entente soient conformes à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, à la *Loi sur l'accès à l'information*, à la *Politique sur la sécurité du gouvernement* (Conseil du Trésor du Canada), aux politiques et directives de sécurité de la GRC et aux lois, règlements, politiques et procédures applicables.

12.3. L'employé(e) en détachement ne communiquera à aucune personne ou organisme (y compris le SPVM) de renseignements ou de documents auxquels il (elle) a accès dans le cadre de son détachement, sans le consentement préalable écrit et exprès de la GRC, à moins que la loi ne l'exige. Dans ce cas, il (elle) devra, dans la mesure du possible, en informer au préalable la GRC.

12.4. L'employé(e) en détachement se conformera aux mises en garde qui se rattachent aux renseignements et traitera les renseignements conformément à la classification de sécurité inscrite sur le document. Tous les renseignements fournis aux termes de la présente Entente de détachement seront pleinement protégés et toutes les mises en garde et classifications de sécurité imposées par une Partie seront respectées dans la mesure prévue par la loi.

13. SIGNALEMENT DES INCIDENTS OU DEMANDES D'INFORMATION

13.1. Le SPVM et la GRC doivent immédiatement se communiquer mutuellement tous les renseignements pertinents concernant des incidents qui mettent en cause la personne détachée ou qui sont survenus dans le cadre de la présente Entente et qui pourraient donner lieu à des réclamations (y compris les réclamations de tiers, les demandes entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), de demandes, de causes d'action, d'actions, de poursuites ou d'enquêtes. Le corps de police/organisme chargé d'enquêter sur de tels incidents ou de les gérer doit consulter l'autre service de police/organisme, et celui-ci doit offrir de l'aide. Le

service de police/organisme chargé d'enquêter sur de tels incidents ou de les gérer doit prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires pour empêcher que ne surviennent d'autres incidents.

13.2. Le SPVM et la GRC doivent immédiatement s'informer mutuellement, de toute demande faite en vertu de la loi applicable en matière d'accès à l'information ou sur la protection des renseignements personnels, ou de toute autre autorité légitime, concernant de l'information ou des documents traités dans le cadre de la présente Entente. Le service de police/organisme chargé de gérer ce type de demande doit consulter l'autre corps de police/organisme, et celui-ci doit fournir de l'aide. Le service de police/organisme chargé de gérer ce type de demande doit s'efforcer de protéger l'information ou les documents de manière à ce qu'ils ne soient divulgués que dans les limites prévues par la loi.

14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

14.1. Toute propriété intellectuelle développée dans le cadre de la présente Entente sera la propriété du gouvernement du Canada.

15. REPRÉSENTANTS

15.1. Les représentants du SPVM et de la GRC pour les besoins de la présente Entente sont :

Pour le SPVM :		Pour la GRC :	
Nom :	**Le responsable du module des missions internationales et des services affaires** Service de police de la Ville de Montréal	Nom : Titre :	Surintendant principal Claude Castonguay Officier responsable des Enquêtes criminelles Division C
Adresse :	1441, rue Saint-Urbain, Montréal (Québec) H2X 2M6	Adresse :	4225, boul. Dorchester Ouest, Westmount, Québec H3Z 2V5
Téléphone	514-280-2581 Prets.services@spvm.qc.ca	Téléphone :	514-939-8342

15.2. Le remplacement des représentants du SPVM et de la GRC doit faire l'objet d'un préavis écrit à l'intention de l'autre service de police/organisme.

16. SUIVI

16.1. Les représentants du SPVM et de la GRC se rencontreront au besoin afin d'examiner et d'évaluer l'application et l'efficacité des modalités de l'Entente.

17. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

17.1. Les représentants du SPVM et de la GRC se consulteront en cas de différends découlant de l'interprétation ou de l'application de la présente Entente et tenteront de bonne foi de résoudre le problème. Si les Parties n'y parviennent pas, elles conviennent de renvoyer la question au Directeur du SPVM ou son représentant et au surintendant Roland Gallant, OREC adjoint à la Sécurité nationale de la GRC à la Division « C ».

18. DÉSIGNATION AUX TERMES DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE L'INFORMATION (LPI)

18.1. L'employé(e) en détachement, à titre de membre affecté auprès de l'ÉISN de Montréal de la GRC, doit satisfaire aux exigences de la *Loi sur la protection de l'information (LPI)* afin d'être désigné(e) à titre de personne astreinte au secret à perpétuité. Il (elle) doit être désigné(e) à ce titre par le détenteur des renseignements à moins qu'il (elle) ne soit déjà astreint au secret à perpétuité.

18.2. L'employé(e) en détachement doit également être affranchi(e) à son départ, conformément aux exigences de la *Loi sur la protection de l'information (LPI)* et du Manuel de la sécurité de la GRC chapitre 1.15.

19. DURÉE ET RÉSILIATION

19.1. La présente Entente entrera en vigueur à la date de la dernière signature à la clause 21, et sera rétroactive à partir du 25 septembre 2017. Elle s'appliquera pendant trois (3) ans, sauf si elle est prolongée ou résiliée conformément aux dispositions ci-après.

19.2. Chacune des Parties peut en tout temps résilier la présente Entente ou un détachement signé en vertu de la présente Entente, pour quelque raison que ce soit, en donnant un préavis écrit de trente (30) jours à l'autre Partie.

19.3. La résiliation de la présente Entente ne dégage ni le SPVM ni la GRC des obligations contractées durant son exécution. Cependant, en cas de résiliation de la présente Entente, la totalité des détachements signés en vertu de la présente Entente seront aussi résiliés.

19.4. La présente Entente peut être modifiée sur consentement mutuel écrit du SPVM et de la GRC.

19.5. Aucune disposition de la présente Entente ne saurait avoir pour effet de remplacer ou de modifier une obligation dont le SPVM ou la GRC est tenue de s'acquitter ou d'exercer en vertu de la loi.

19.6. L'Entente doit être interprétée d'une façon qui soit compatible avec les lois de la province du Québec et avec les lois fédérales applicables.

20. INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE

20.1. La présente constitue l'intégralité de l'entente entre le SPVM et la GRC et annule et remplace toutes les communications, négociations ou ententes, écrites ou verbales, qui lui sont antérieures.

20.2. Comme la présente Entente servira d'entente-cadre pour plusieurs détachements, il est entendu qu'une Annexe C sera complétée et signée pour chaque employé(e) détaché(e).

21. SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les représentants autorisés du SPVM et de la GRC ont signé la présente Entente :

Pour le SPVM :

Signé à _____, province de Québec, le _____ 2018.

_____
Martin Prud'homme
Directeur
Service de police de la Ville de Montréal

Pour la GRC :

Signé à _____, province de Québec, le _____ 2018.

_____
Commissaire adjoint François Deschênes
Commandant de la Division « C »
GRC

Cette entente a été approuvée par la résolution : _____

ANNEXE A

TITRES DES POSTES ET DESCRIPTIONS DES FONCTIONS, SUIVANT LE CODE D'EMPLOI DE LA GRC.

POSTE : Enquêteur de la Police fédérale
Code d'emploi : 000518

Résumé des fonctions :

La Police fédérale (PF) a pour mandat d'enquêter sur les affaires de drogue, le crime organisé, la criminalité économique et les activités terroristes, de veiller à l'exécution des lois fédérales, de sécuriser les frontières du Canada, de s'occuper du renforcement des capacités, de la liaison et du maintien de la paix à l'étranger ainsi que d'assurer la sécurité des événements majeurs, des représentants de l'État, des dignitaires et des missions étrangères.

Le titulaire du poste remplit les fonctions suivantes :

- Repérer les organisations criminelles et enquêter sur ces dernières;
- Contrôler et recruter des sources humaines et des agents;
- Assurer la liaison et collaborer avec les organismes partenaires.

Les précisions suivantes s'appliquent à la description des fonctions reliées au poste d'enquêteur de la Police fédérale au sein de l'ÉISN Montréal:

Les fonctions de l'enquêteur, pendant qu'il est sous la supervision d'un membre de la GRC et conformément à la politique de la GRC, comprendront, mais sans s'y limiter, la prestation d'entrevues, la rédaction de rapports, la prestation de recherche et d'analyse, la prestation de la surveillance, des évaluations de la menace, le recrutement et l'interrogation de sources humaines, le traitement de l'information et du renseignement et la tenue à jour des documents appropriés.

L'enquêteur participera à tous les aspects des fonctions de l'enquête, autant administratives qu'opérationnelles.

L'enquêteur effectuera des enquêtes sur les infractions relatives à la sécurité nationale et préviendra ces infractions.

L'enquêteur devra témoigner en cour relativement à ses fonctions d'enquêteur, y compris après sa période d'affectation provisoire.

ANNEXE B – POLITIQUES DE LA GRC CONCERNANT LES ENQUÊTES CRIMINELLES RELATIVES À LA SÉCURITÉ NATIONALE ET DIRECTIVES MINISTÉRIELLES

ANNEXE B.1 – MANUEL DES OPÉRATIONS DE LA GRC
PARTIE 12 – SÉCURITÉ NATIONALE

1. **Législation et instructions du ministre**

1. 1. La GRC a, en vertu du par. 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité*, la responsabilité première, dans le cadre de ses fonctions d'application de la loi, de mener des enquêtes sur les menaces envers la sécurité du Canada, au sens de l'art. 2 de la *Loi sur le service canadien du renseignement de sécurité*, ou sur les menaces proférées ou les actes criminels perpétrés contre une personne jouissant d'une protection internationale, au sens de l'art. 2 du C. cr.

1. 2. Toutes les enquêtes relatives à la sécurité nationale doivent être conformes aux instructions suivantes du ministre :

1. 2. 1. Responsabilité et obligation de rendre compte, ann. 12-Généralités-1;

1. 2. 2. Accords et coopération reliés à la sécurité nationale, ann. 12-Généralités-2;

1. 2. 3. Enquêtes liées à la sécurité nationale dans les secteurs exigeant des précautions spéciales, ann. 12-Généralités-3.

2. **Programme de sécurité nationale**

2. 1. **Structure**

2. 1. 1. Le comm. adj. aux Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN), est responsable de tous les aspects du Programme de sécurité nationale de la GRC, et exerce en outre le pouvoir de décision final sur toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale menées par l'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN) ou la Section de la sécurité nationale (SSN). Trois directeurs généraux chargés des programmes suivants relèvent du comm. adj. aux ECSN : Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, Questions juridiques relatives à la sécurité nationale et Intégration stratégique et Soutien au programme.

2. 1. 2. Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale contrôle et supervise toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale afin de tenir le comm. adj. aux ECSN au courant de toute situation et de fournir une orientation et, au besoin, des directives aux divisions. Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale suit de près l'avancement de toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale grâce aux rapports qui lui sont présentés par les officiers responsables des enquêtes criminelles (OREC) des divisions. Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale coordonne également tous les échanges de renseignements liés à la sécurité nationale avec des organismes canadiens ou étrangers, et fournit des directives à ce sujet.

2. 1. 3. Questions juridiques relatives à la sécurité nationale règle des questions soulevées par le public, ainsi que par le contentieux des affaires civiles. Questions juridiques relatives à la sécurité nationale analyse en outre les événements du domaine public qui se répercutent sur les activités de la GRC dans le domaine de la sécurité nationale, et donne aux cadres supérieurs des conseils sur les questions qui ont des implications législatives et juridiques pour la GRC.

2. 1. 4. Intégration stratégique et Soutien au programme assure une orientation et un soutien stratégiques à ECSN en élaborant des directives, des programmes et des processus qui permettent à ECSN de s'acquitter de ses obligations envers ses partenaires internes, les divisions de la GRC et les hautes organisations gouvernementales et internationales.

2. 2. **Mandat**

2. 2. 1. Le Programme de sécurité nationale a pour responsabilité principale de faire enquête sur les infractions suivantes en matière de sécurité nationale :

2. 2. 1. 1. le terrorisme ou l'activité terroriste au sens du C. cr. (en particulier la partie II.1), y compris les dispositions modifiées par la *Loi antiterroriste*;

2. 2. 1. 2. les fonctions attribuées aux policiers en vertu du par. 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité*;

2. 2. 1. 3. les menaces envers la sécurité du Canada, au sens de l'art. 2 de la *Loi sur le service canadien de renseignement de sécurité*;

2. 2. 1. 4. les menaces envers une personne jouissant d'une protection internationale au sens de l'art. 2 du C. cr., ou une personne désignée personne protégée à l'art. 2.F. du MPP ;

2. 2. 1. 5. la communication illégale, non autorisée ou intentionnelle à une entité étrangère ou à un groupe terroriste de tout renseignement criminel relatif à la sécurité nationale à l'égard duquel le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial prend des mesures de protection, qui pourrait constituer une infraction à la *Loi sur la protection de l'information* ou à des dispositions semblables d'autres lois fédérales et du C. Cr.;

2. 2. 1. 6. toute autre infraction à une loi fédérale ou au C. Cr. qui peut toucher la sécurité nationale, par exemple :

2. 2. 1. 6. 1. une prise d'otages;

2. 2. 1. 6. 2. une infraction à la protection physique de substances nucléaires;

2. 2. 1. 6. 3. un acte illicite ou un acte de violence dirigé contre la sécurité de l'aviation civile ou visant la capture d'un aéronef;

2. 2. 1. 6. 4. un acte illicite contre la sécurité de la navigation maritime;

2. 2. 1. 6. 5. un acte illicite contre la sécurité d'une plate-forme de forage fixe;

2. 2. 1. 6. 6. un acte illicite qui contribue à la prolifération d'armes de destruction massive;

2. 2. 1. 6. 7. un acte illicite contre l'infrastructure essentielle.

2. 2. 1. 7. le financement du terrorisme en vertu de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, de la *Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)* et du *Règlement d'application des résolutions des Nations Unies sur la lutte contre le terrorisme*.

2. 2. 2. Le Programme de sécurité nationale a pour responsabilité principale d'évaluer tous les incidents concernant la prolifération possible d'armes de destruction massive et d'assurer l'échange des renseignements relatifs à toute enquête ultérieure par des programmes de la GRC.

2. 2. 2. 1. Tous les services de la GRC doivent renvoyer toute enquête pouvant se rapporter aux infractions indiquées aux art. 2.2. et 2.3. à l'EISN ou à la SSN la plus proche et se conformer aux modalités énoncées au chap. 12.1 concernant le signalement des incidents.

2. 3. **Responsabilités du Programme**

2. 3. 1. En collaboration avec d'autres ministères et organismes canadiens chargés de l'exécution de la loi, prévenir et déceler les infractions criminelles touchant la sécurité nationale et faire enquête sur celles-ci.

2. 3. 2. À l'appui des fonctions de la police de protection, évaluer la menace pesant sur des personnes désignées personnes protégées à l'art. 2.F. du MPP et sur des personnes jouissant d'une protection internationale, au sens de l'art. 2 du C. cr.

2. 3. 3. En réaction au terrorisme et conformément au par. 6(2) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité*, conclure des ententes avec d'autres ministères et organismes chargés de l'exécution de la loi afin de définir les rôles et les responsabilités respectives (consulter le chap. 12.9.).

2. 3. 4. Assurer la liaison avec les ministères et les organismes chargés de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi au Canada et à l'étranger. Consulter le chap. 12.9.

2. 4. **Coordination en matière d'exécution**

2. 4. 1. Les Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale, Direction générale, supervisent toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 4. 2. Le comm. adj. aux ECSN a le pouvoir de décision final sur toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 4. 3. Le c. div. ou l'OREC veille à ce que les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale soient conformes aux instructions du ministre et aux directives et priorités de la GRC.

3. **Avis juridiques et interprétations**

3. 1. Toutes les demandes d'avis juridique sur l'interprétation de lois concernant des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale doivent être transmises à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, pour qu'elles soient ensuite envoyées au Service des poursuites pénales du Canada.

4. **Plan national de lutte contre le terrorisme**

4. 1. ECSN est le centre de décision en ce qui touche le Plan national de lutte contre le terrorisme et le processus de notification dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

5. **Voyage à l'étranger**

5. 1. L'OREC examine toutes les demandes de voyage à l'étranger à des fins opérationnelles qui se rapportent à des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

5. 2. Si l'OREC recommande le voyage, la demande de voyage est alors envoyée à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, pour qu'elle soit ensuite soumise à l'approbation du comm. adj. aux ECSN.

5. 3. Se référer au chap. 40.1. concernant les voyages aux É.-U. à des fins opérationnelles et au chap. 40.2. concernant les voyages ailleurs qu'aux É.-U.

5. 4. Se référer au chap. XV.1. du MA concernant les voyages à l'étranger à des fins administratives.

Modifié le 2011-07-22

Ann. 12 – Généralités - 1 - Instruction du ministre - Sécurité nationale - Responsabilité et obligation de rendre compte

A. Cette instruction décrit les responsabilités et obligations de rendre compte du solliciteur général du Canada et du commissaire de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) en ce qui concerne les questions liées aux enquêtes de la GRC, conformément au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et aux enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*, telles que modifiées par la *Loi antiterroriste*.

Responsabilités

B. En ce qui concerne la GRC, les tâches, pouvoirs et fonctions du solliciteur général du Canada englobent toutes les questions relevant de la compétence du Parlement. En vertu du paragraphe 5(1) de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, le commissaire de la GRC, sous la direction du solliciteur général, a pleine autorité sur la GRC et tout ce qui s'y rapporte.

C. Une autre instruction du Ministre, allant de pair avec la présente, énoncera certains principes et lignes directrices concernant les activités de la GRC, conformément au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et les enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*.

D. Il revient au commissaire de veiller à ce que des politiques opérationnelles appropriées soient en place pour guider les membres. Le commissaire doit également s'assurer que toutes les enquêtes visées au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et les enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada* soient coordonnées de façon centralisée à l'administration centrale de la GRC. Une telle coordination renforcera la responsabilité opérationnelle du commissaire et, de façon subséquente, renforcera la responsabilité ministérielle en facilitant l'obligation de rendre compte du commissaire au Ministre.

Obligation de rendre compte

E. Le Ministre doit rendre compte au Parlement du Canada en ce qui concerne la GRC. Le commissaire, pour sa part, relève du Ministre, à qui il doit rendre des comptes.

F. Dans le cadre du processus de reddition de comptes, le Ministre s'attend à être informé de certaines activités de la GRC visées au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*. Le commissaire de la GRC exercera son jugement pour informer le Ministre de certaines enquêtes en vue de la GRC ou de celles qui soulèvent la controverse.

[Original signé par le solliciteur général du Canada le 4 novembre 2003]

Ann. 12 - Généralités - 2 - Instruction du ministre - Accords et coopération reliés à la sécurité nationale

A. La présente instruction établit le processus à suivre lorsque la Gendarmerie royale du Canada (GRC) conclut un accord avec des organisations étrangères de sécurité ou de renseignement, dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées relativement aux questions liées au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et aux enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du Code criminel du Canada. La GRC peut, avec l'approbation antérieure du Ministre, conclure un accord ou, d'une façon générale, coopérer avec des organisations étrangères de sécurité ou de renseignement. La présente instruction s'ajoute à la *Directive ministérielle sur les accords conclus par la GRC*, en date du 5 avril 2002.

B. Le commissaire gérera les accords ou la coopération sous réserve de toute condition imposée par le Ministre.

C. La présente instruction ne s'applique pas aux accords ni à la coopération avec des organismes d'application de la loi étrangers.

D. Les lignes directrices suivantes doivent être respectées en ce qui concerne la conclusion d'un accord :

- Des accords peuvent être établis et maintenus tant qu'ils sont compatibles avec la politique étrangère du Canada s'appliquant au pays ou à l'organisation internationale en question et qu'ils prennent en considération le niveau de respect, par ce pays ou organisation, des droits démocratiques ou des droits de la personne, tel qu'il est déterminé dans le cadre des consultations soutenues auprès du ministère des Affaires étrangères et du commerce international (MAECI);

- Des accords peuvent être établis et maintenus lorsqu'ils sont dans l'intérêt de la sécurité nationale, conformément aux activités de la GRC liées au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et à l'article 2 du *Code criminel du Canada*; et,

- Les accords respecteront les lois applicables relatives à la divulgation de renseignements personnels.

E. En ce qui a trait aux questions liées aux menaces pour la sécurité nationale, comme il est défini dans la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS)*, le SCRS est l'organisme responsable de la liaison et de la coopération avec les organisations étrangères de sécurité ou du renseignement. À cet égard, la GRC informera le SCRS de tous les échanges entre la GRC et un service de sécurité ou de renseignement étranger à moins d'une indication contraire de la partie étrangère.

F. Un accord écrit indiquera clairement l'objectif et les obligations, et respectera les dispositions législatives relatives à la protection des renseignements personnels et de l'accès à l'information.

G. Des registres des accords étrangers seront tenus par la GRC, y compris un registre écrit des conditions des ententes verbales. La GRC indiquera sa méthode d'évaluation ou de vérification périodique de l'accord, ainsi que les dispositions relatives à l'annulation de celui-ci. Chaque année, le commissaire donnera au Ministre un compte rendu des accords conclus par la GRC avec des organisations étrangères de sécurité ou de renseignements.

H. Dans le cas où un accord de ce genre soulèverait la controverse, le commissaire devrait en aviser le Ministre en temps opportun.

[Original signé par le solliciteur général du Canada le 4 novembre 2003]

Ann. 12 – Généralités - 3 - Instruction du ministre - Enquêtes liées à la sécurité nationale dans les secteurs exigeant des précautions spéciales

A. Cette instruction a pour but de guider les enquêtes de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), conformément au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et des enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*, se déroulant dans un secteur de la société canadienne exigeant des précautions spéciales.

B. Même si rien n'échappe à l'application de la loi, il faut porter une attention particulière aux activités de la GRC menées conformément au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et aux enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*, qui ont, ou semblent avoir, des répercussions sur les institutions fondamentales de la société canadienne, dont les principales sont celles qui relèvent des domaines universitaire, politique, religieux, médiatique et syndical.

C. Particulièrement, en ce qui concerne les campus universitaires ou postsecondaires, les activités entreprises par la GRC ne doivent en aucun cas nuire à la libre circulation et à l'échange d'idées normalement associées au milieu universitaire. En outre, les activités de la GRC ne doivent pas enfreindre les droits et libertés des personnes associées aux établissements d'enseignement supérieur.

D. II revient au commissaire adjoint aux Renseignements criminels à la Direction générale de la GRC, ou, en son absence, à son délégué, d'approuver toutes les activités de la GRC liées à ces secteurs de la société canadienne exigeant des précautions spéciales.

[Original signé par le solliciteur général du Canada le 4 novembre 2003]

12.1 Signalement des incidents

1. **Membre**

1. 1. Communiquer immédiatement à l'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN) ou à la Section de la sécurité nationale (SSN) tout renseignement relatif à ce qui suit :

1. 1. 1. une menace envers la sécurité du Canada au sens de l'art. 2 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*;

1. 1. 2. le terrorisme ou une infraction de terrorisme au sens du C. Cr. (en particulier la partie II.1), y compris les dispositions modifiées par la *Loi antiterroriste*;

1. 1. 3. une menace envers une personne jouissant d'une protection internationale au sens de l'art. 2 du C. cr. ou une personne protégée au sens du chap. 2. du MPP;

1. 1. 4. la communication illégale, non autorisée ou intentionnelle à une entité étrangère ou à un groupe terroriste de tout renseignement criminel relatif à la sécurité nationale à l'égard duquel le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial prend des mesures de protection, qui pourrait constituer une infraction à la *Loi sur la protection de l'information* ou à des dispositions semblables d'autres lois fédérales et du C. Cr.;

1. 1. 5. toute autre infraction à une loi fédérale ou au C. cr. qui peut toucher la sécurité nationale, par exemple :

1. 1. 5. 1. une prise d'otages;

1. 1. 5. 2. une infraction à la protection physique de substances nucléaires;

1. 1. 5. 3. un acte illicite ou un acte de violence dirigé contre la sécurité de l'aviation civile ou visant la capture d'un aéronef;

1. 1. 5. 4. un acte illicite contre la sécurité de la navigation maritime;

1. 1. 5. 5. un acte illicite contre la sécurité d'une plateforme de forage fixe;

1. 1. 5. 6. un acte illicite qui contribue à la prolifération d'armes de destruction massive;

1. 1. 5. 7. un acte illicite contre l'infrastructure essentielle;

1. 1. 6. les fonctions attribuées aux policiers en vertu du par. 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité*;

1. 1. 7. le financement du terrorisme en vertu de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, de la *Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)* et du *Règlement d'application des résolutions des Nations Unies sur la lutte contre le terrorisme*.

1. 2. Étant donné la complexité des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale et des risques élevés qui sy rattachent, communiquer avec l'EISN ou la SSN la plus proche pour obtenir des conseils si l'on doute de l'existence d'un lien entre l'activité ou le renseignement et la sécurité nationale.

1. 3. Signaler immédiatement à l'EISN ou à la SSN toute activité ou tout renseignement suspect qui peut avoir une incidence sur la sécurité nationale.

1. 4. Pour de plus amples renseignements, voir les indicateurs préopérationnels présentés dans le document intitulé *Faites échec au terrorisme*.

1. 5. Communiquer toute l'information ou tous les renseignements criminels recueillis à l'EISN ou à la SSN la plus proche de la façon décrite au chap. 12.3.

2. **EISN ou SSN**

2. 1. Signaler ce qui suit à l'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) et à la Direction générale par l'entremise du CNO au 613-993-4460, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale :

2. 1. 1. une enquête criminelle relative à la sécurité nationale où il y a une menace crédible;

2. 1. 2. un ressortissant étranger connu ou soupçonné d'une infraction et présentant un intérêt sur le plan de la sécurité nationale qui se trouve ou qui s'en vient au Canada;

2. 1. 3. un Canadien présentant un intérêt sur le plan de la sécurité nationale qui se déplace à l'intérieur du Canada ou qui s'en va à l'étranger;

2. 1. 4. toute question qui peut avoir une incidence sur la sécurité nationale et qui peut attirer l'attention des médias ou susciter la controverse;

2. 1. 5. toute question importante qui peut toucher la sécurité nationale et qui peut avoir une incidence sur un organisme gouvernemental, une infrastructure essentielle ou le transport public (sécurité aérienne, maritime ou ferroviaire);

2. 1. 6. une menace à l'égard d'une personne jouissant d'une protection internationale au sens de l'art. 2 du C. cr. ou d'une personne protégée au sens du chap. 2. du MPP. Dans un tel cas, le CNO

informe également l'off. resp. de la Section de l'évaluation des menaces relatives à la sécurité nationale.

2. 2. Dans les 24 heures suivant le début d'une enquête criminelle relative à la sécurité nationale, informer l'OREC et les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale au moyen du SIRPP.

12.2 Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale

1. **Généralités**

1. 1. Le Programme de sécurité nationale effectue des enquêtes criminelles conformément à l'art. 2.2. du chap. 12. Généralités.

1. 2. Toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale doivent être fondées sur une croyance raisonnable ou des soupçons raisonnables que des activités criminelles se sont produites ou se produiront.

1. 2. 1. Si, au cours d'une enquête criminelle, il est déterminé qu'une enquête criminelle n'est plus justifiée mais qu'on reste préoccupé par une menace éventuelle pour la sécurité des Canadiens, les renseignements pertinents doivent être transmis au Service canadien du renseignement de sécurité aux fins d'enquête par l'intermédiaire des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN) conformément au chap. 12.3.

1. 3. Toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale doivent être conformes aux directives sur les services de police sans préjugés énoncées au chap. 38.2.

1. 4. On doit ouvrir un dossier d'incident dans le SPIRP dans les 24 heures dans les circonstances suivantes :

1. 4. 1. si l'on a reçu des renseignements sur une activité qui pourrait constituer une menace pour la sécurité du Canada;

1. 4. 2. si l'on a entrepris une enquête criminelle relative à la sécurité nationale.

1. 5. Avant de saisir des renseignements dans une banque exempte, on doit suivre les directives énoncées au chap. 28.7.

1. 6. En ce qui concerne les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale mettant en cause :

1. 6. 1. le financement d'activités terroristes, consulter le chap. 12.6.;

1. 6. 2. des organismes étrangers (autres que les États-Unis) effectuant des enquêtes au Canada, consulter l'art. I.3.J.;

1. 6. 3. des organismes américains effectuant des enquêtes au Canada, consulter le chap. 43.1.;

1. 6. 4. des demandes provenant de bureaux d'ambassades ou de consulats, consulter l'art. I.3.G.;

1. 6. 5. la manipulation de sources humaines, consulter le chap. 31.3.;

1. 6. 6. le programme de recrutement des sources, consulter le chap. 31.10.;

1. 6. 7. l'approbation d'opérations d'infiltration, consulter le chap. 30.6.;

1. 6. 8. des demandes d'entraide juridique et d'extradition, consulter le chap. 12.3.

2. **Surveillance centralisée des enquêtes**

2. 1. **Généralités**

2. 1. 1. Toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale sont surveillées par les Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN), à la Direction générale.

2. 1. 2. Le comm. adj. aux ECSN est responsable de tous les aspects du Programme de sécurité nationale et donne au besoin des directives aux divisions. Il détient le pouvoir final de décision en matière d'enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 1. 3. Le c. div. est chargé de la supervision et de la gestion des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 1. 4. L'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) doit s'assurer que :

2. 1. 4. 1. toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale respectent le mandat du Programme de sécurité nationale;

2. 1. 4. 2. les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale sont conformes aux instructions du ministre et aux directives et priorités de la GRC;

2. 1. 4. 3. les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale sont menées sans délai;

2. 1. 4. 4. suffisamment de ressources sont allouées à l'exécution des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 1. 4. 5. les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN) sont immédiatement avisées de toute situation qui pourrait avoir des répercussions sur la sécurité du Canada et qui pourrait attirer l'attention des médias ou susciter la controverse.

2. 1. 5. L'OREC doit :

2. 1. 5. 1. gérer la situation, c'est-à-dire gérer la crise et les conséquences des incidents relatifs à la sécurité nationale là où la GRC est le service de police compétent et conformément à une entente donnée;

2. 1. 5. 2. assurer la liaison avec les organismes partenaires, notamment les services de police municipaux et provinciaux, afin d'établir des relations et des réseaux en vue d'assurer l'efficacité des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 1. 5. 3. suivre les directives des ECSN portant sur les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 1. 5. 4. rendre compte des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale aux ECSN et, le cas échéant, faire le point.

2. 1. 6. Le mandat des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale est le suivant :

2. 1. 6. 1. surveiller toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale afin de tenir le comm. adj. aux ECSN au courant de toute situation;

2. 1. 6. 2. suivre le déroulement de toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale par les rapports des OREC divisionnaires;

2. 1. 6. 3. coordonner tous les échanges de renseignements nationaux et étrangers relatifs à la sécurité nationale et donner des directives à leur égard;

2. 1. 6. 4. s'il y a lieu, attribuer des tâches et donner des conseils et des directives par écrit, par l'entremise de l'OREC;

2. 1. 6. 5. s'assurer que les enquêtes sont menées conformément aux instructions du ministre et aux politiques et directives de la GRC;

2. 1. 6. 6. attribuer des noms de projet en consultation avec les divisions;

2. 1. 6. 7. déterminer les activités posant des risques élevés pour les divisions.

2. 2. **Plans opérationnels**

2. 2. 1. L'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN) ou la Section de la sécurité nationale (SSN) transmet les plans opérationnels des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale à l'OREC pour examen et recommandation, avec copie à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 2. 2. L'OREC examine le plan opérationnel et, s'il l'appuie, le transmet au directeur général des OCSN pour approbation du comm. adj. aux ECSN ou de son représentant.

2. 2. 3. Les plans opérationnels relatifs à la sécurité nationale comportant des opérations d'infiltration sont examinés par les OCSN ainsi que par les Opérations d'infiltration, Opérations fédérales et internationales. S'il est appuyé, le plan opérationnel est retourné aux OCSN pour approbation du comm. adj. aux ECSN. Consulter la partie 30.

2. 3. **Enquêtes à l'état de projet**

2. 3. 1. Une enquête criminelle relative à la sécurité nationale peut être à l'état de projet si elle remplit au moins une des conditions suivantes :

2. 3. 1. 1. l'enquête criminelle nécessite un plan opérationnel, notamment une opération d'infiltration;

2. 3. 1. 2. la communication illégale, non autorisée ou intentionnelle des renseignements à l'égard desquels le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial prend des mesures de protection, qui pourrait constituer une infraction à la *Loi sur la protection de l'information* ou à des dispositions semblables d'autres lois fédérales et du C. Cr.;

2. 3. 1. 3. l'enquête criminelle est très complexe, compte tenu de la crédibilité de la menace et des besoins en matière de ressources humaines et financières.

2. 3. 2. Toutes les enquêtes criminelles sont menées conformément aux principes de la Gestion des cas graves. Consulter le chap. 25.3.

2. 3. 3. En ce qui concerne les calepins des enquêteurs dans le cadre d'enquêtes majeures ou à l'état de projet, consulter l'art. 4.3. du chap. 25.2.

2. 4. **Secteur exigeant des précautions spéciales**

2. 4. 1. **Généralités**

2. 4. 1. 1. L'instruction ministérielle sur les enquêtes liées à la sécurité nationale dans les secteurs exigeant des précautions spéciales (Ann. 12-Généralités-3) guide les enquêtes relatives à la sécurité nationale dans les secteurs exigeant des précautions spéciales.

2. 4. 1. 2. Particulièrement, l'instruction ministérielle énonce, en partie, ce qui suit :

- « Même si rien n'échappe à l'application de la loi, il faut porter une attention particulière aux activités de la GRC menées conformément au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et aux enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*, qui ont, ou semblent avoir, des répercussions sur les institutions fondamentales de la société canadienne, dont les principales sont celles qui relèvent des domaines universitaire, politique, religieux, médiatique et syndical.»

2. 4. 1. 2. 1. Les définitions des secteurs figurent sur le site Web des ECSN.

2. 4. 1. 3. Le comm. adj. aux ECSN est responsable de l'approbation de toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale visant des secteurs de la société canadienne exigeant des précautions spéciales, lorsque le secteur est le **principal objet de l'enquête**. Il approuve notamment toute proposition concernant une activité, un outil ou une technique d'enquête à utiliser dans le cadre de l'enquête.

NOTA : Le présent article s'applique également aux activités des groupes de recrutement des sources - Sécurité nationale (GRSSN).

2. 4. 1. 4. L'OREC ou son représentant est responsable de l'approbation de toute proposition concernant une activité, un outil ou une technique d'enquête qui a, ou semble avoir, des répercussions sur un secteur de la société canadienne exigeant des précautions spéciales, lorsque le secteur **n'est pas** le principal objet de l'enquête, mais semble accessoire ou non relié à l'activité criminelle faisant l'objet de l'enquête. L'OREC ou son représentant doit mettre le comm. adj. aux ECSN au courant de sa décision en temps utile.

NOTA : Le présent article s'applique également aux activités des GRSSN.

2. 4. 1. 5. Les activités, outils ou techniques d'enquête comprennent notamment les suivantes :

2. 4. 1. 5. 1. entrevues;

2. 4. 1. 5. 2. surveillance physique ou surveillance technique;

2. 4. 1. 5. 3. opérations d'infiltration;

2. 4. 1. 5. 4. relations avec des personnes appartenant ou affiliées à un secteur exigeant des précautions spéciales ou employées par celui-ci;

2. 4. 1. 5. 5. ordonnances judiciaires;

2. 4. 1. 5. 6. perquisition et saisie.

2. 4. 1. 6. On peut obtenir une approbation verbale dans une situation d'urgence. Toute approbation verbale ou électronique à chaque niveau doit être consignée et confirmée par écrit dans les plus brefs délais possibles.

2. 4. 2. **Éléments à prendre en considération**

2. 4. 2. 1. Lorsqu'on essaie de déterminer si une enquête criminelle relative à la sécurité nationale ou une activité, un outil ou une technique d'enquête a, ou semble avoir, des répercussions sur un secteur exigeant des précautions spéciales, il faut tenir compte des éléments suivants :

2. 4. 2. 1. 1. les droits et libertés garantis par la *Charte canadienne des droits et libertés*, qui ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique;

2. 4. 2. 1. 2. Il faut particulièrement tenir compte des éléments suivants :

2. 4. 2. 1. 2. 1. la liberté de conscience et de religion;

2. 4. 2. 1. 2. 2. la liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication;

2. 4. 2. 1. 2. 3. la liberté de réunion pacifique;

2. 4. 2. 1. 2. 4. la liberté d'association;

2. 4. 2. 1. 3. les attentes de la collectivité locale et de la collectivité en général;

2. 4. 2. 1. 4. les répercussions sur les rapports entre la GRC ou la police et le public canadien.

2. 4. 2. 2. On doit évaluer les objectifs de l'enquête en tenant compte de leur incidence possible sur les droits et libertés d'une personne en vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés* ou du dommage pouvant être infligé à une institution fondamentale de la société canadienne.

2. 4. 3. **EISN ou SSN**

2. 4. 3. 1. L'EISN ou la SSN détermine s'il existe d'autres moyens d'enquête.

2. 4. 3. 2. Si on est dans le doute au sujet des répercussions d'une enquête criminelle relative à la sécurité nationale ou d'une activité, d'un outil ou d'une technique d'enquête sur un secteur exigeant des précautions spéciales, consulter les OCSN.

2. 4. 3. 3. Remplir la « Demande d'approbation pour un secteur exigeant des précautions spéciales » disponible sur le site Web des ECSN et la présenter à l'OREC dans les plus brefs délais possibles.

2. 4. 3. 4. Aviser immédiatement l'OREC si l'activité, l'outil ou la technique d'enquête approuvé a des répercussions néfastes réelles ou apparentes sur :

2. 4. 3. 4. 1. l'institution canadienne fondamentale;

2. 4. 3. 4. 2. la collectivité locale ou la collectivité en général;

2. 4. 3. 4. 3. les rapports de l'institution avec la GRC ou la police en général.

2. 4. 4. **OREC ou son représentant**

2. 4. 4. 1. L'OREC ou son représentant examine chaque demande afin de déterminer la nécessité opérationnelle de l'activité, de l'outil ou de la technique d'enquête proposée.

2. 4. 4. 1. 1. Si la demande concerne une enquête criminelle relative à la sécurité nationale visée à l'art. 2.4.1.3. et :

2. 4. 4. 1. 1. 1. qu'on l'accepte, on la fait parvenir à la Direction générale, à l'att. du directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, aux fins d'approbation;

2. 4. 4. 1. 1. 2. qu'on la rejette, en avertir l'EISN ou la SSN par écrit et fournir une justification. Transmettre la demande rejetée et la justification à la Direction générale, à l'att. du directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 4. 4. 1. 1. 3. dans une situation d'urgence, obtenir l'approbation verbale du directeur des OCSN. Assurer le suivi et confirmer par écrit.

2. 4. 4. 1. 2. Si la demande concerne une activité, un outil ou une technique d'enquête proposée conformément à l'art. 2.4.1.4. et :

2. 4. 4. 1. 2. 1. qu'on l'accepte, en avertir l'EISN ou la SSN par écrit et la Direction générale, à l'att. du directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 4. 4. 1. 2. 2. qu'on la rejette, en avertir l'EISN ou la SSN par écrit et fournir une justification. Transmettre la demande rejetée et la justification à la Direction générale, à l'att. du directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 4. 4. 1. 2. 3. dans une situation d'urgence, on peut donner son approbation verbale à l'EISN ou à la SSN. Toute demande ou approbation verbale doit être confirmée par écrit. Confirmer sa décision par écrit auprès de l'EISN ou de la SSN et fournir une justification si la demande a été rejetée. Transmettre la demande approuvée ou rejetée et la justification à la Direction générale, à l'att. du directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 4. 4. 1. 3. Informer dans les plus brefs délais possibles le directeur des OCSN de toute situation qui a eu des répercussions néfastes réelles ou apparentes sur un secteur exigeant des précautions spéciales, conformément à l'art. 2.4.3.4.

2. 4. 5. **Directeur des OCSN**

2. 4. 5. 1. Le directeur des OCSN examine et fait parvenir les demandes de l'OREC ou de son représentant, qui doivent être approuvées conformément à l'art. 2.4.1.3., accompagnées de sa recommandation d'accepter ou de rejeter la demande, au comm. adj. aux ECSN ou à son représentant.

2. 4. 5. 1. 1. Aviser l'OREC ou son représentant par écrit de la décision du comm. adj. aux ECSN ou de son représentant, dans les plus brefs délais possibles.

2. 4. 5. 1. 2. Dans une situation d'urgence, l'OREC ou son représentant obtient l'approbation verbale du directeur des OCSN. Faire parvenir la demande au comm. adj. aux ECSN ou à son représentant. Assurer le suivi et confirmer par écrit.

2. 4. 5. 1. 3. Tenir un registre national des demandes qui ont des répercussions sur un secteur exigeant des précautions spéciales.

2. 5. **Saisies dans le CIPC**

2. 5. 1. Le chef de l'EISN ou de la SSN approuve toutes les saisies dans le CIPC et s'assure que tous les renseignements sont exacts et pertinents. Consulter l'art. 1.6. du chap. 12.3.

2. 5. 2. Envoyer une copie de toutes les saisies effectuées dans le CIPC à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 5. 3. Saisir les noms des sujets des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale dans le CIPC au niveau 2 ou 3. Consulter le Manuel de référence du CIPC.

2. 5. 4. Aviser le CNO ainsi que le service émetteur dans le cas d'un résultat positif. Le CNO se chargera d'aviser les OCSN.

2. 5. 5. S'assurer que les chargements dans le CIPC sont faits selon les directives du Manuel de référence du CIPC.

2. 6. **Demandes d'avis de surveillance aux postes frontaliers canadiens et étrangers**

2. 6. 1. Le chef de l'EISN ou de la SSN est responsable de l'approbation de toutes les demandes d'avis de surveillance aux postes frontaliers envoyées à l'Agence des services frontaliers du Canada. Envoyer une copie des avis de surveillance à l'OREC et à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 6. 2. Prendre note des types de demandes d'avis de surveillance suivants :

2. 6. 2. 1. Personne d'intérêt - utilisé dans des circonstances où la personne présente un intérêt, mais n'est pas un suspect dans le cadre d'une enquête criminelle relative à la sécurité nationale;

2. 6. 2. 2. Suspect - utilisé dans des circonstances où la personne est un suspect dans le cadre d'une enquête criminelle relative à la sécurité nationale ou est soupçonnée de participer à une activité criminelle posant une menace pour la sécurité du Canada.

2. 6. 3. Voici les renseignements qui doivent figurer dans les demandes d'avis de surveillance :

2. 6. 3. 1. l'objectif, le but et l'exigence opérationnelle de la demande;

2. 6. 3. 2. le type de demande d'avis de surveillance;

2. 6. 3. 3. la durée de la demande;

2. 6. 3. 4. les renseignements devant figurer sur l'avis de surveillance;

2. 6. 3. 5. les organismes qui auront accès à ces renseignements (du Canada et de l'étranger);

2. 6. 3. 6. la façon dont l'avis de surveillance fera progresser l'enquête;

2. 6. 3. 7. les mises en garde appropriées.

2. 6. 4. Les OCSN doivent approuver l'envoi des avis de surveillance à l'étranger et doivent respecter les directives sur l'échange de renseignements indiquées au chap. 12.3.

2. 6. 5. Chaque trimestre, le service demandeur examine ses demandes d'avis de surveillance aux postes frontaliers afin de déterminer s'ils sont pertinents et s'ils doivent être conservés.

2. 6. 6. On doit rapidement modifier ou supprimer une demande d'avis de surveillance pour tenir compte du changement de statut de l'individu ou des circonstances de l'enquête.

2. 7. **Demandes d'Interpol**

2. 7. 1. Interpol Ottawa transmet toutes les demandes de renseignements relatives à la sécurité nationale à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 7. 2. Les OCSN déterminent si les renseignements que veut obtenir un organisme étranger concernent la sécurité nationale ou les activités terroristes.

2. 7. 3. Tout échange de renseignements lié à la sécurité nationale doit être conforme aux dispositions du chap. 12.3.

2. 8. **Diffusions d'Interpol/vérifications de fichiers**

2. 8. 1. Les OCSN n'interrogent que des banques de données sécurisées (c.-à-d. Système de renseignements protégés sur la criminalité, Système protégé d'incidents et de rapports de police et systèmes électroniques protégés de gestion des cas graves).

2. 8. 2. Les OCSN n'envoient de réponse à Interpol Ottawa que dans les cas où les résultats des interrogations sont positifs.

2. 8. 3. Les résultats des vérifications de fichiers positives (renseignements classifiés ou délicats) sont, sur approbation de l'off. resp. des OCSN ou de son représentant, transmis à l'agent de liaison compétent aux fins de diffusion appropriée au demandeur. Consulter le chap. 12.7.

2. 8. 4. Une réponse au demandeur est faite selon les directives des OCSN par l'intermédiaire d'Interpol ou de l'agent de liaison compétent.

2. 9. **Demandes particulières d'Interpol**

2. 9. 1. Les demandes particulières provenant d'Interpol Ottawa doivent faire l'objet de vérifications de fichiers complètes (banques de données protégées et classifiées) par les OCSN.

2. 9. 2. Les OCSN n'envoient de réponse à Interpol Ottawa que lorsque les résultats des interrogations sont positifs.

2. 9. 3. Si les résultats des interrogations sont positifs, les OCSN déterminent les renseignements qui peuvent être communiqués au demandeur et communiquent ces renseignements par l'intermédiaire d'Interpol Ottawa ou de l'agent de liaison compétent.

2. 10. **Dépôt d'accusations**

2. 10. 1. Transmettre les demandes de dépôt d'accusations criminelles concernant des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale à l'OREC pour examen et approbation. Envoyer une copie de toutes les demandes à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 10. 2. Si le dépôt d'accusations doit être approuvé par le procureur général, l'OREC l'examine et, s'il l'appuie, transmet une recommandation à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale. Si le comm. adj. aux ECSN est d'accord, il demande l'autorisation du procureur général.

2. 10. 3. Envoyer une demande d'engager des poursuites en vertu de l'article 83.12 du C. cr. à l'OREC pour examen et, s'il l'appuie, l'envoyer à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale pour approbation.

2. 10. 4. Les ECSN doivent obtenir le consentement du procureur général avant d'engager des poursuites en vertu de l'article 83.12 (Blocage des biens) du C. cr., selon l'article 83.24 du C. cr.

3. **Divulgation illicite de renseignements**

3. 1. Signaler toutes les infractions à la *Loi sur la protection de l'information* ou à des dispositions semblables d'autres lois fédérales et du C. cr., notamment la communication illégale, non autorisée ou intentionnelle à une entité étrangère ou à un groupe terroriste des renseignements à l'égard desquels le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial prend des mesures de protection, à l'off. resp. des OCSN;

3. 2. Afin d'assurer l'impartialité et la transparence, le comm. adj. aux ECSN détermine, au cas par cas, le service compétent qui mènera l'enquête criminelle.

3. 3. Les ECSN examinent tous les motifs du dépôt d'accusations relativement à la *Loi sur la protection de l'information*, ou à des infractions connexes au C. cr., et si elles les approuvent, demandent l'autorisation du procureur général du Canada d'engager des poursuites criminelles.

Ann. 12-2-1 - Investigations (article 83.28 du C. cr.)

1. **Généralités**

1. 1. Le procureur général doit autoriser le début d'une investigation. Pour l'application de la *Loi antiterroriste*, « procureur général » s'entend du procureur général du Canada ou du procureur général de la province.

1. 1. 1. Dans le cas d'une infraction nationale, l'autorité approbatrice est le procureur général du Canada.

1. 1. 2. Dans le cas d'une infraction locale, l'autorité approbatrice est le procureur général de la province.

1. 2. Consulter les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale pour déterminer s'il s'agit d'une infraction nationale ou locale.

1. 3. Le comm. adj. aux Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN) est le seul membre de la GRC qui peut demander l'autorisation du procureur général de procéder à une investigation.

2. **Rapport à l'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC)**

2. 1. S'assurer qu'il existe des motifs raisonnables d'obtenir une ordonnance autorisant la collecte de renseignements. Les conditions sont énoncées au par. 83.28(4) du C. cr.

2. 2. Présenter, en consultation avec le ministère fédéral régional de la Justice et les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN), une demande écrite à l'OREC. Inclure dans sa demande les rubriques suivantes :

2. 2. 1. **Historique/situation actuelle** : Donner des précisions sur l'affaire, notamment des renseignements qui aideront le comm. adj. aux ECSN à traiter la demande.

2. 2. 2. **Infraction de terrorisme commise ou motifs raisonnables de croire qu'une telle infraction sera commise** :

2. 2. 2. 1. Donner des précisions sur l'infraction de terrorisme qui a été commise et sur les renseignements relatifs à l'infraction qui sont susceptibles d'être obtenus de l'investigation (al. 83.28(4)a) du C. cr.).

OU

2. 2. 2. 2. Lorsqu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une infraction de terrorisme sera commise, préciser les renseignements relatifs à l'infraction de terrorisme préméditée qui sont susceptibles d'être obtenus de l'investigation (al. 83.28(4)b) du C. cr.).

2. 2. 3. **Demandes judiciaires** : Divulguer toutes les demandes de mandat, d'ordonnance ou d'autorisation judiciaire qui ont déjà été présentées à un juge ou à un juge de paix relativement à l'enquête.

2. 2. 4. **Nature délicate des renseignements** : Évaluer la nature délicate des renseignements à divulguer.

2. 2. 5. **Source humaine confidentielle** : Indiquer si des renseignements ont été obtenus d'une source humaine confidentielle.

2. 2. 6. **Renseignements obtenus d'une entité étrangère** : Indiquer si des renseignements ont été obtenus d'une entité étrangère.

2. 2. 7. **Renseignements relatifs à des enquêtes en cours** : Indiquer s'il faudrait invoquer au cours de l'investigation tout autre privilège à l'égard de certains renseignements, p. ex. les renseignements nécessaires pour protéger des enquêtes en cours.

2. 2. 8. **Autres renseignements pertinents** : Indiquer si des faits pourraient militer contre le recours à ce pouvoir. Inclure tout autre renseignement qui peut aider le comm. adj. aux ECSN à déterminer le besoin de procéder à une investigation.

2. 2. 9. **Commentaires du ministère régional de la Justice** : Indiquer les commentaires et les directives du ministère fédéral ou provincial régional de la Justice, p. ex. consentement, recommandations ou motifs de refus de l'autorisation.

3. **Demande à un juge**

3. 1. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale informent l'enquêteur si le procureur général a autorisé le début d'une investigation.

3. 2. Présenter, en consultation avec le ministère fédéral régional de la Justice ou le procureur général de la province, une demande à un juge (au sens de la présente Loi) pour obtenir une ordonnance autorisant la conduite d'une investigation.

3. 3. Au cours de l'investigation, faire des mises à jour quotidiennes et les transmettre à l'off. resp. des OCSN par l'intermédiaire de l'OREC.

3. 4. À la fin de l'investigation, transmettre par l'intermédiaire de l'OREC un rapport final à l'off. resp. des OCSN, en veillant à donner des précisions sur la décision du tribunal.

Ann. 12-2-2 - Engagement assorti de conditions - Arrestation préventive (article 83.3 du C.cr.)

1. **S'assurer que le recours à ce pouvoir est nécessaire :**

1. 1. Faire tout son possible pour appliquer les dispositions ordinaires du *Code criminel* en matière d'arrestation (article 495(1) du C. cr.), lorsque les motifs nécessaires sont réunis.

1. 2. S'il n'y a aucun autre moyen raisonnable d'empêcher l'activité terroriste, exercer les pouvoirs prévus par la présente Loi en matière d'arrestation préventive.

1. 3. Faire preuve de prudence en tout temps : ne pas donner l'impression d'exercer arbitrairement ces pouvoirs afin d'opprimer la liberté d'une personne.

1. 4. En cas d'urgence, voir l'art. 4., Déposer la dénonciation.

2. **Appliquer le critère aux circonstances :**

2. 1. Apprécier tous les éléments de preuve disponibles.

2. 2. Existe-t-il des motifs raisonnables de croire qu'une activité terroriste sera mise à exécution?

2. 3. A-t-on des motifs raisonnables de soupçonner que l'imposition, à la cible, d'un engagement assorti de conditions ou son arrestation est nécessaire pour éviter la mise à exécution de l'activité terroriste?

2. 4. Voir la définition de activité terroriste au par. 83.01(1) du C. cr.

2. 5. Il n'est pas nécessaire que l'activité soit imminente pour exercer ce pouvoir. Il suffit d'avoir des motifs raisonnables de croire que l'activité terroriste sera mise à exécution.

2. 6. Ne pas procéder à une arrestation si une sommation suffira à atteindre les objectifs ou à éviter la mise à exécution de l'activité terroriste. Toutefois, si l'activité terroriste est imminente, procéder à l'arrestation.

3. **Avertir le s.-comm. aux Opérations et à l'Intégration :**

3. 1. Avertir immédiatement le comm. adj. aux Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN) et transmettre un rapport aux Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN) par l'intermédiaire de l'officier responsable des enquêtes criminelles, lorsque le critère est réuni.

3. 2. Indiquer si la cible a été arrêtée ou s'est tout simplement vu signifier une sommation à comparaître.

3. 3. Donner un résumé complet des motifs de croire qu'une activité terroriste sera mise à exécution.

3. 4. Expliquer les motifs de soupçonner que l'imposition, à une personne, d'un engagement assorti de conditions ou son arrestation est nécessaire pour éviter la mise à exécution de l'activité terroriste.

3. 5. Indiquer toutes les demandes de mandat, d'ordonnance ou d'autorisation judiciaire qui ont déjà été présentées à un juge ou à un juge de paix.

3. 6. Indiquer les renseignements qui ont été obtenus d'une source humaine confidentielle.

3. 7. Indiquer les renseignements qui ont été obtenus d'une source étrangère.

3. 8. Indiquer s'il faudrait invoquer au cours de l'audience d'engagement tout autre privilège, p. ex. les renseignements nécessaires pour protéger une enquête en cours.

3. 9. Présenter tout fait découlant de l'enquête qui pourrait militer contre le recours à ce pouvoir.

4. **Déposer la dénonciation :**

4. 1. Si le procureur général du Canada approuve la demande de dépôt d'une dénonciation, les OCSN en informent l'enquêteur.

4. 2. Un procureur est également affecté au dossier. Communiquer immédiatement avec le procureur et mettre tout en oeuvre pour le tenir ensuite au courant des faits nouveaux relativement à l'enquête.

4. 3. Déterminer, en consultation avec le procureur, s'il convient de demander au tribunal une sommation à comparaître ou un mandat d'arrestation.

4. 4. Déposer une dénonciation devant un juge de la cour provinciale. La dénonciation est semblable à celle visée à l'art. 810 du C. cr. (engagement de ne pas troubler l'ordre public).

4. 5. En cas d'urgence, on peut, sans mandat, arrêter une personne si on détermine que les motifs sont réunis pour le dépôt d'une dénonciation, mais que l'urgence de la situation rend difficilement réalisable le dépôt d'une dénonciation, ou qu'une sommation a déjà été décernée (mais aucun mandat n'a été délivré) et qu'on a des motifs raisonnables de soupçonner que la mise sous garde de la personne est nécessaire afin de l'empêcher de mettre à exécution une activité terroriste.

4. 5. 1. Toutefois, dans le cas d'une arrestation sans mandat, on doit déposer une dénonciation selon les étapes ci-dessus. Si aucune dénonciation n'a été déposée au moment où la personne est conduite devant un juge de la cour provinciale, ce dernier ordonnera qu'elle soit mise en liberté.

5. **Signifier la sommation ou le mandat d’arrestation :**

5. 1. Lorsqu'une sommation est décernée :

5. 1. 1. signifier la sommation à la personne et en informer ensuite le procureur;

5. 1. 2. renseigner le procureur sur les conditions pertinentes à présenter au tribunal;

5. 1. 3. préparer, en consultation avec le procureur, la prochaine comparution de la personne;

5. 1. 4. aller à l'art. 7., Audience d'engagement.

5. 2. Lorsqu'un mandat d'arrestation a été délivré :

5. 2. 1. exécuter le mandat d'arrestation et conduire la personne devant un juge sans retard, et à tout le moins, dans un délai de 24 heures; si un juge de la cour provinciale n'est pas disponible dans un délai de 24 heures, conduire la personne devant le juge le plus tôt possible;

5. 2. 2. se préparer immédiatement pour l'audience de justification;

5. 2. 3. si, avant que la personne ne soit conduite devant le juge, l'officier responsable est convaincu qu'elle devrait être mise en liberté inconditionnellement, mettre la personne en liberté.

6. **Audience de justification :**

6. 1. Dans le cas où la personne arrêtée est conduite devant le juge, être prêt à faire valoir que la mise sous garde continue de la personne est justifiée. Il y a trois principaux motifs qui peuvent justifier la mise sous garde continue de la personne :

6. 1. 1. assurer sa comparution;

6. 1. 2. assurer la protection ou la sécurité du public, notamment celle d'un témoin, dans toutes les circonstances, y compris la probabilité que, si la personne est mise en liberté, une activité terroriste sera mise à exécution, et toute probabilité marquée que la personne, si elle est mise en liberté, nuira à l'administration de la justice;

6. 1. 3. toute autre juste cause, voir la disposition 83.3(7)(C) du C. cr.

6. 2. Si le juge détermine que les motifs de l'enquêteur sont fondés, il peut ordonner que la mise sous garde se poursuive et ajourner la comparution pour une période maximale de 48 heures. Sinon, le juge peut ordonner que la personne soit mise en liberté.

7. **Audience d'engagement :**

7. 1. Le juge peut ordonner une audience d'engagement, s'il est convaincu qu'il est opportun de le faire.

7. 2. En vue de l'audience d'engagement, être prêt à conseiller et aider le procureur en ce qui concerne tout témoin qui peut être appelé à comparaître à l'audience.

7. 3. Être prêt à obtenir toute preuve disponible pour aider le procureur à présenter sa cause.

7. 4. Être prêt à faire, en consultation avec le procureur, une pleine et juste communication de la preuve, selon des principes bien établis, à la personne qui comparaît à l'audience.

7. 5. Renseigner le procureur sur toute condition qu'il conviendrait, à son avis, d'imposer à la personne.

Modifié le 2011-07-22

12.3. Échange, traitement et communication ou diffusion des renseignements

1. **Généralités**

1. 1. Se référer à l'art. XI.1.N. du MA concernant la communication des renseignements classifiés ou désignés.

1. 2. Se référer à l'art. I.3.L. concernant la communication des renseignements sur les antécédents judiciaires.

1. 3. Se référer au chap. 12.7. concernant la communication des renseignements aux agents de liaison de la GRC.

1. 4. Conformément aux art. 7 et 8 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, les renseignements classifiés ou désignés sur la sécurité nationale peuvent être communiqués à un ministère ou organisme compétent selon :

1. 4. 1. son **besoin de connaître**, c'est-à-dire le besoin qu'il éprouve d'accéder à des renseignements et de les connaître pour accomplir les tâches qui lui incombent; consulter la Politique sur la sécurité du gouvernement;

1. 4. 2. son **droit de savoir**, c'est-à-dire son autorisation légale, y compris son autorisation de sécurité, à accéder à des renseignements classifiés.

1. 5. Il faut consigner au dossier tous les renseignements liés à la sécurité nationale qui sont reçus d'un ministère ou organisme canadien ou étranger ou qui lui sont transmis.

1. 6. Il faut évaluer de la façon suivante la fiabilité, la pertinence et l'exactitude de tous les renseignements avant de les diffuser :

1. 6. 1. évaluer la fiabilité des renseignements, y compris de leur source, conformément au ch. 31.5.;

1. 6. 2. déterminer pourquoi un autre ministère ou organisme demande les renseignements (le besoin de connaître), la nature de l'enquête et la façon dont les renseignements pourraient être utilisés;

1. 6. 3. s'assurer que tous les renseignements qui sont communiqués et qui décrivent des faits ou des événements sont exacts et précis.

1. 7. Il faut évaluer tous les renseignements sous l'angle du respect des lois applicables en matière de communication des renseignements personnels.

1. 8. Tout doute concernant la fiabilité ou l'exactitude de la source ou des renseignements doit être clairement communiqué au destinataire.

1. 9. Tous les renseignements reçus d'un autre ministère ou organisme demeurent sa propriété et ne peuvent être reclassifiés ou diffusés sans son autorisation écrite.

1. 9. 1. Si une autorisation de reclassification ou de diffusion est obtenue, tout échange ultérieur des renseignements demeure assujetti aux mises en garde en vigueur touchant la nouvelle classification ou la diffusion.

1. 10. Tous les renseignements sensibles ou potentiellement préjudiciables liés à la sécurité nationale reçoivent la cote de sécurité Confidentiel, Secret ou Très Secret. Consulter les art. XI.1.J. et K. ainsi que l'ann. XI-1-3 du MA.

1. 10. 1. Le calepin d'un enquêteur qui contient des renseignements sensibles ou potentiellement préjudiciables doit être entreposé et recevoir une classification de sécurité équivalant à la cote la plus élevée attribuée aux renseignements protégés contenus dans le calepin. Consulter également le chap. 25.2.

1. 11. Tous les renseignements classifiés doivent être entreposés de la façon indiquée à l'art. XI.3.H. du MA.

1. 12. Pour l'attribution d'une cote de sécurité aux documents classifiés et leur transmission par courrier, consulter l'art. XI.1.L. et l'ann. XI-1-4 du MA.

1. 13. Pour la transmission par voie électronique des renseignements classifiés, consulter les chap. XI.4. et XI.5. du MA.

2. **Réunions et séances d'information**

2. 1. Toute réunion opérationnelle ou séance d'information avec un ministère ou organisme canadien ou étranger, notamment un ministère ou organisme chargé de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi, doit être étayée par des documents qui sont versés au dossier.

2. 2. En ce qui concerne l'échange de renseignements avec un ministère ou organisme canadien ou étranger, consulter le chap. 12.9.

2. 3. Le membre qui assiste à une réunion opérationnelle interministérielle doit consigner par écrit sa participation, de même que les décisions qui ont été prises.

3. **Échange de renseignements avec des ministères ou organismes étrangers**

3. 1. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale sont responsables de l'échange de renseignements avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi.

3. 2. Avant d'être envoyée, toute la correspondance échangée avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi par les équipes intégrées de la sécurité nationale (EISN) ou les sections de la sécurité nationale (SSN) doit être soumise à l'examen de l'officier responsable des enquêtes criminelles et envoyée à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale aux fins d'approbation et de plus ample diffusion.

3. 3. La GRC peut, avec le consentement préalable du ministre, conclure une entente verbale ou écrite avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité ou du renseignement ou collaborer avec lui.

3. 3. 1. L'entente écrite conclue avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité ou du renseignement doit être conforme à l'instruction du ministre sur les accords et la coopération reliés à la sécurité nationale. Consulter l'ann. 12-Généralités-2.

3. 3. 2. Les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN) conservent des exemplaires de toute entente conclue entre le Programme de sécurité nationale de la GRC et un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité ou du renseignement, de même que des documents sur les modalités des ententes verbales.

3. 4. Lorsque de nouvelles ententes sont conclues avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité ou du renseignement, il faut tenir compte de la question de savoir si le pays respecte les droits démocratiques et les droits de la personne, telle que déterminée de concert avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI). Consulter l'art. 4.

3. 5. Si un différend surgit au cours des rapports avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi, il faut en informer immédiatement les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

3. 6. Tous les renseignements classifiés ou liés à la sécurité nationale qui sont transmis à un ministère ou organisme étranger doivent être accompagnés de la mise en garde suivante :

3. 6. 1. *Ce document appartient au Programme de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre organisme à titre confidentiel et aux fins d'usage interne seulement. Il ne peut être reclassifié, copié, reproduit, utilisé en tout ou en partie ou diffusé à un plus large auditoire sans le consentement de l'auteur. Il ne peut être utilisé dans des affidavits, des procédures judiciaires ou des citations à comparaître ou encore à toute autre fin juridique ou judiciaire sans le consentement de l'auteur. Si vous êtes assujetti à une législation sur l'accès à l'information ou à toute autre loi intérieure qui vous empêche de prévenir la divulgation de ces renseignements, veuillez en aviser immédiatement le Programme de sécurité nationale de la GRC et retourner le document. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. Si le destinataire désire modifier ces conditions, il doit communiquer avec l'officier responsable des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, GRC.*

3. 7. Lorsqu'on demande des renseignements à un ministère ou organisme étranger ou qu'on en reçoit de lui, il faut s'assurer que la demande comporte ce qui suit :

3. 7. 1. le nom du ministère ou de l'organisme, ou de l'autorité compétente;

3. 7. 2. l'objet ou la nature de l'enquête;

3. 7. 3. une description du genre d'information ou de coopération recherchée;

3. 7. 4. s'il y lieu, les fins pour lesquelles on prévoit utiliser les renseignements demandés (p. ex. enquête, poursuite judiciaire).

3. 8. Il faut évaluer la fiabilité et la pertinence des renseignements reçus d'un ministère ou organisme étranger et consigner au dossier les résultats de l'évaluation. Consulter l'art. 1.6.

3. 9. Dans des situations d'urgence, les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale peuvent échanger verbalement des renseignements avec un ministère ou organisme étranger. Les échanges doivent être consignés par écrit.

3. 10. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale doivent immédiatement être informées de toutes les demandes émanant de ministères ou organismes étrangers concernant des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

4. **Pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne**

4. 1. En ce qui concerne les protocoles d'échange de renseignements avec des pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne, consulter l'ann. 12-Généralités-2 et le par. II.4.M.3.

4. 2. Pour évaluer les antécédents en matière de respect des droits de la personne d'un pays avec lequel la GRC entend échanger des renseignements, il faut consulter les rapports annuels du MAECI qui évaluent les antécédents de ce pays en cette matière.

4. 3. On doit consulter le MAECI avant de prendre des décisions au sujet des échanges avec un pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne.

4. 4. On doit consigner par écrit toutes les décisions concernant les échanges faits avec un pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne, en expliquant notamment l'importance que revêt l'obtention de ces renseignements et les répercussions qu'ils auront sur les obligations du Canada au chapitre du respect des droits de la personne. Les ECSN sont chargées de la coordination avec les autres ministères fédéraux.

4. 5. Les renseignements reçus de pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne sont consignés et leur fiabilité est évaluée (c.-à-d. le risque que le pays puisse fournir des renseignements erronés ou de faux aveux arrachés sous la torture, par la violence ou sous la menace).

4. 6. Lorsqu'on évalue les répercussions de l'échange de renseignements avec un pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne, il ne faut ménager aucun effort pour s'assurer que la démarche n'équivaut pas à avaliser ou à tolérer la torture ou les violations des droits de la personne.

4. 7. Lorsqu'il est établi qu'un Canadien est placé sous garde à l'étranger en rapport avec une enquête relative à la sécurité nationale, les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale doivent en informer immédiatement le MAECI.

4. 8. Le comm. adj. aux ECSN doit approuver tous les échanges de renseignements avec un pays à l'égard duquel des renseignements crédibles ont été reçus concernant le recours possible à la torture à l'endroit d'un Canadien détenu à l'étranger.

5. **Demandes faites en vertu d'un Traité d'entraide juridique**

5. 1. Toutes les demandes liées à la sécurité nationale qui sont reçues ou qui sont faites en vertu d'un Traité d'entraide juridique doivent être coordonnées par les ECSN.

5. 2. Lorsqu'une demande en vertu d'un Traité d'entraide juridique est reçue, les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale la confient à l'EISN ou à la SSN, selon le cas.

5. 2. 1. Une demande faite en vertu d'un Traité d'entraide juridique à un ministère ou organisme étranger doit être envoyée par la filière habituelle à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, pour qu'elle soit examinée et qu'elle reçoive l'approbation définitive du directeur général des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

5. 3. Les demandes faites en vertu d'un Traité d'entraide juridique doivent être conformes aux directives énoncées à l'art. II.1.M.

6. **Échange de renseignements avec des ministères ou organismes canadiens**

6. 1. Le chef de l'EISN ou de la SSN est responsable de l'échange de renseignements avec un ministère ou organisme canadien chargé de l'exécution de la loi tout en veillant au respect des art. 7 et 8 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

6. 2. L'officier responsable des enquêtes criminelles approuve la diffusion des renseignements transmis par suite d'une demande d'un ministère ou organisme canadien qui n'est pas chargé de l'exécution de la loi (municipal, provincial ou privé).

6. 3. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale approuvent toute demande émanant d'un ministère ou organisme fédéral non chargé de l'exécution de la loi (p. ex. le Service canadien du renseignement de sécurité, le ministère de la Défense nationale, le MAECI, Santé Canada), et communiquent les renseignements.

7. **Mises en garde**

7. 1. Les mises en garde qui suivent doivent accompagner tous les renseignements relatifs à la sécurité nationale qui sont communiqués au sein et à l'extérieur de la GRC.

7. 2. Tous les renseignements classifiés et liés à la sécurité nationale qui sont communiqués à un ministère ou organisme canadien doivent être accompagnés de la mise en garde suivante :

7. 2. 1. *Ce document appartient au Programme de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre organisme à titre confidentiel et aux fins d'usage interne seulement. Il ne peut être reclassifié, copié, reproduit, utilisé en tout ou en partie ou diffusé à un plus large auditoire sans le consentement de l'auteur. Il ne peut être utilisé dans des affidavits, des procédures judiciaires ou des citations à comparaître ou encore à toute autre fin juridique ou judiciaire sans le consentement de l'auteur. Le traitement et l'entreposage de ce document doivent respecter les directives établies par le gouvernement du Canada pour le traitement et l'entreposage des renseignements classifiés. Si votre service ne peut pas appliquer ces lignes directrices, veuillez lire le document et le détruire. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. Si vous avez des questions au sujet des renseignements ou de la mise en garde, veuillez communiquer avec l'officier responsable des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, GRC.*

7. 3. L'information ou les renseignements criminels qui ont été recueillis auprès de sources délicates ou dont la communication à un plus vaste auditoire risque de révéler les sources, les méthodes de travail ou les techniques d'enquête de la GRC – risquant de ce fait de porter préjudice à la *Loi sur la protection de l'information* qui vise à prévenir et à décourager les atteintes à la sécurité nationale par suite de la communication de renseignements opérationnels spéciaux – doivent être accompagnés de la mise en garde suivante en sus de celle énoncée à l'art. 7.2. :

7. 3. 1. *Ce document peut faire l'objet d'une exemption obligatoire en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Si l'accès y est demandé en vertu de ces lois, la décision relative à sa communication ne sera prise qu'après consultation préalable du coordonnateur de la protection de la vie privée de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Ce document peut renfermer des « renseignements opérationnels spéciaux » au sens de la Loi sur la protection de l'information. Ces renseignements peuvent également être protégés par les dispositions de la Loi sur la preuve au Canada (LPC). Le Programme de sécurité nationale de la GRC peut prendre toutes les mesures prévues à la LPC, ou à toute autre loi, pour protéger ces renseignements contre la communication ou la divulgation, notamment la présentation des avis nécessaires au procureur général du Canada.*

7. 4. Toute la correspondance interne renfermant des renseignements relatifs à la sécurité nationale doit contenir la mise en garde suivante :

7. 4. 1. *Ce document appartient au Programme de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est fourni à votre section ou service et il ne doit pas être diffusé, en totalité ou en partie, sans le consentement préalable de l'auteur. Il ne doit pas être déclassifié sans la permission écrite de l'auteur. Ce document peut renfermer des « renseignements opérationnels spéciaux » au sens de la Loi sur la protection de l'information. Le traitement et l'entreposage de ce document doivent respecter les directives établies par le gouvernement du Canada pour le traitement et l'entreposage des renseignements classifiés. Si votre service ne peut pas appliquer ces lignes directrices, veuillez lire le document et le détruire. Le défaut de se conformer à cette mise en garde constitue une infraction à la politique de la GRC et aux lois fédérales. Pour toute question concernant les renseignements, veuillez communiquer avec l'auteur du document.*

12.4. Relations avec les médias/communications et exposés/notes de synthèse

1. **Relations avec les médias/communications**

1. 1. La Direction générale assure le contrôle central de toutes les relations avec les médias/communications pour ce qui est des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

1. 2. Se référer au chap. 27.1. concernant les relations avec les médias.

1. 3. Se référer au chap. 27.3. concernant les demandes de renseignements des médias.

2. **Exposés/notes de synthèse**

2. 1. Si un exposé ou une note de synthèse est destiné à la Direction générale, il faut d'abord l'envoyer à l'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) pour examen et recommandation.

2. 2. Si l'exposé ou la note de synthèse est recommandé, l'OREC l'achemine, par l'intermédiaire du CNO, à la Direction générale, à l'att. du comm. adj. aux Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

Modifié le 2011-07-22

12.5. Présentations, conférences, réunions de planification des activités, ateliers et formation

1. **Présentations**

1. 1. L'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) s'assure que le contenu de toutes les présentations est à jour et qu'il cadre avec le Programme de sécurité nationale.

1. 2. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale approuvent au préalable toutes les présentations sur le Programme de sécurité nationale qui sont de nature opérationnelle ou qui sont destinées à un public international.

2. **Conférences, réunions de planification des activités et ateliers**

2. 1. Avant que des ressources financières ou humaines ne soient engagées, le directeur général des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale doit être informé de tout atelier, conférence ou réunion de planification des activités proposé par l'Équipe intégrée de la sécurité nationale ou la Section de la sécurité nationale (SSN).

3. **Formation**

3. 1. L'OREC doit s'assurer que tous les enquêteurs criminels de la sécurité nationale sont formés conformément aux normes et directives opérationnelles du Programme de sécurité nationale.

3. 2. Une initiative de formation assortie de normes nationales est élaborée en collaboration avec Apprentissage et Perfectionnement.

Modifié le 2011-07-22

12.6. Financement des activités terroristes

1. **Généralités**

1. 1. La *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* (LRPCFAT*)* prévoit des mesures précises visant à détecter et décourager le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes et à faciliter les enquêtes ou les poursuites relatives aux infractions de financement des activités terroristes.

1. 2. Les responsabilités de la GRC aux termes de la LRPCFAT comprennent les suivantes :

1. 2. 1. recevoir les renseignements communiqués par le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) au sujet de cas de financement d'activités terroristes;

1. 2. 2. communiquer volontairement au CANAFE des renseignements concernant des cas de financement d'activités terroristes;

1. 2. 3. envoyer des enquêteurs affectés aux produits de la criminalité donner suite aux appels de l'Agence des services frontaliers du Canada;

NOTA : Si l'on soupçonne qu'il y a financement d'activités terroristes, on doit faire appel à l'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN) ou à la Section de la sécurité nationale (SSN) compétente, qui apportera son aide ou fera enquête.

1. 2. 4. dispenser aux divers organismes ou clients partenaires une formation sur la LRPCFAT et sur les responsabilités de la GRC au chapitre des enquêtes sur le financement des activités terroristes (p. ex. indices concernant les passeurs d'argent);

1. 2. 5. tenir des statistiques et des exposés de situation conformément aux besoins des Enquêtes criminelles sur la sécurité nationale.

2. **Renseignements communiqués par le CANAFE à la GRC**

2. 1. Lorsque le CANAFE a des motifs raisonnables de soupçonner que des renseignements désignés seraient utiles aux fins d'enquête ou de poursuite relativement à une infraction de financement des activités terroristes, il communique les renseignements de façon centrale au coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN), conformément au par. 55(3) de la LRPCFAT. L'EISN ou la SSN ne reçoit pas directement les renseignements communiqués par le CANAFE.

2. 2. Le coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme des OCSN procède à une évaluation initiale des renseignements communiqués par le CANAFE.

2. 2. 1. Lorsque les renseignements le justifient, le coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme fournit des renseignements pertinents puisés dans les banques de renseignements de la GRC et demande à l'EISN ou à la SSN de faire enquête.

2. 2. 2. Si les renseignements ne justifient pas la tenue d'une enquête criminelle à ce stade, ils sont conservés pour les fins du renseignement criminel et stratégique.

2. 2. 3. L'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme cerne les renseignements communiqués par le CANAFE et les télécharge dans le SIRPP.

2. 2. 4. L'EISN ou la SSN qui a reçu les renseignements doit retourner tous les formulaires de réponse au CANAFE au coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme.

3. **Renseignements communiqués volontairement au CANAFE**

3. 1. Le coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme ou son représentant agit comme coordonnateur central pour la communication volontaire au CANAFE de renseignements concernant des cas de financement d'activités terroristes.

3. 2. Tous les services d'enquête criminelle qui communiquent volontairement des renseignements au sujet de cas de financement d'activités terroristes envoient les renseignements à communiquer au coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme qui les transmet par porteur au CANAFE.

3. 3. La lettre accompagnant les renseignements communiqués volontairement doit contenir les renseignements suivants :

3. 3. 1. le nom de la personne, de la société ou de l'entité qui fait l'objet d'une enquête criminelle et des renseignements complets à son sujet;

3. 3. 2. son adresse au complet et son numéro de téléphone;

3. 3. 3. des précisions au sujet des institutions bancaires (y compris les numéros de compte), les noms des banques ou des sociétés extraterritoriales, les prête-noms et tout autre renseignement connexe pertinent;

3. 3. 4. un bref résumé de l'activité terroriste ou de l'activité de financement d'activités terroristes qui fait l'objet d'une enquête criminelle, y compris le mode de fonctionnement;

3. 3. 5. les mises en garde habituelles concernant la règle touchant une tierce personne et les autres conditions applicables aux ministères et organismes fédéraux canadiens énoncées à l'ann. XI-1-5 du MA.

3. 4. Le coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme transmet au CANAFE les renseignements énoncés à l'art. 3.3., accompagnés d'une lettre signée par l'off. resp. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

4. **Ordonnance de production pour l'obtention d'autres renseignements du CANAFE**

4. 1. Conformément au par. 60(3) de la LRPCFAT, les membres de la GRC faisant partie de l'EISN ou de la SSN et l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale ont été autorisés par le procureur général du Canada :

à fournir un affidavit à l'appui d'une ordonnance de communication de renseignements du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, demandée par le procureur général du Canada ou en son nom, dans le cadre d'une enquête sur une infraction de recyclage des produits de la criminalité ou une infraction de financement des activités terroristes.

4. 2. Les enquêteurs criminels de l'EISN ou de la SSN qui préparent les ordonnances de production doivent aviser le coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme.

Modifié le 2011-07-22

12.7. Demandes d'aide provenant d'organismes étrangers

1. **Généralités**

1. 1. Toutes les demandes d'aide relatives à la sécurité nationale reçues de la part d'un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi doivent être transmises à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, aux fins de traitement.

1. 2. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale coordonnent toutes les demandes relatives à la sécurité nationale visant à fournir des renseignements aux agents de liaison ou à en recevoir de leur part. Consulter le chap. 12.3.

1. 3. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale déterminent les renseignements qui peuvent être communiqués à un ministère ou organisme étranger ainsi que la classification de sécurité de ces renseignements, en collaboration avec les agents de liaison.

1. 4. Se référer à l'art. 4. du chap. 12.3. concernant l'échange de renseignements avec des pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne.

2. **Agent de liaison**

2. 1. Si un différend surgit au cours des rapports avec un ministère ou organisme étranger, en informer immédiatement les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 2. Si l'on reçoit une demande d'aide relative à la sécurité nationale de la part d'un organisme d'exécution de la loi canadien ou d'un autre ministère, consulter immédiatement les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale pour obtenir des directives avant de traiter la demande.

2. 3. Tenir un registre de tous les renseignements relatifs à la sécurité nationale qui sont communiqués à un ministère ou organisme étranger, y compris le nom du destinataire.

2. 4. Lorsqu'on aide un ministère ou organisme étranger dans toute affaire relative à la sécurité nationale, suivre les modalités énoncées à l'art. 3. du chap. 12.3.

2. 5. Si l'on reçoit des renseignements concernant une menace à l'égard d'intérêts canadiens, au pays ou à l'étranger, en informer immédiatement les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale et la Section de l'évaluation des menaces relatives à la sécurité nationale par l'intermédiaire du CNO.

2. 6. Si l'on apprend ou si l'on soupçonne que des renseignements relatifs à la sécurité nationale provenant de la GRC sont utilisés contrairement aux mises en garde, ou à des fins autres que celles qui sont prévues, en informer immédiatement le directeur général des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

3. **EISN ou SSN**

3. 1. Comme l’indique le chap. 12.3., faire parvenir, par l'entremise de l'officier responsable des enquêtes criminelles, toutes les demandes d’aide relatives à la sécurité nationale reçues de la part d’un organisme étranger à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, aux fins d’approbation.

12.8. [omis]

12.9. Ententes de la Police fédérale

1. **Généralités**

1. 1. Tous les documents d’entente, de dispositions et d’accord de coopération de la Police fédérale (c.-à-d. les protocoles d’entente, les lettres d’entente) doivent être par écrit.

1. 2. Accords et ententes de collaboration par écrit (AECE), Politiques stratégiques et Relations extérieures, Police fédérale, rédige et révise toutes les ententes de la Police fédérale en consultation avec les services demandeurs, et en recommandent la signature.

1. 3. AECE s’assure que les ententes de la Police fédérale sont conformes aux politiques de la Police fédérale et à la directive ministérielle sur les ententes de la GRC énoncée au chap. VIII.3. du MA.

1. 4. AECE est le principal intermédiaire avec le Groupe de la coordination des PE de la GRC et est chargé de lui soumettre les ententes aux fins d’examen et d’en recommander la signature.

1. 4. 1. Une fois l’entente recommandée, AECE la transmet au directeur général de la Police fédérale compétent aux fins d’approbation finale.

1. 5. AECE élabore, en consultation avec les services compétents, les ententes de la Police fédérale conclues avec des organismes étrangers.

1. 6. Les personnes détachées auprès de la Police fédérale sont assujetties à un accord de détachement énonçant les modalités du détachement.

1. 6. 1. Les modalités du détachement doivent comprendre, sans s’y limiter, les dates de début et de fin du détachement, les obligations des parties, le financement (crédits salariaux, frais, etc.), une clause de responsabilité, les mécanismes de surveillance ou de supervision du détachement et les questions juridiques pouvant découler du détachement.

2. **Ententes relatives à la sécurité nationale**

2. 1. Le comm. adj. aux Opérations de la Police fédérale signe toutes les ententes relatives à la sécurité nationale.

2. 2. L'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN)/Section des enquêtes de sécurité nationale (SESN) fait parvenir à l’officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) toutes les ententes relatives à la sécurité nationale proposées, aux fins d’examen.

2. 3. Si l’OREC appuie l’entente, il l’envoie à la Direction générale, à l'att. des Accords et ententes de collaboration par écrit.

2. 4. Les ententes conclues avec des organismes étrangers doivent être conformes à l'instruction du ministre sur les accords et la coopération reliés à la sécurité nationale. Consulter l'ann. 12-Généralités-2.

2. 5. L'agent de liaison qui reçoit une demande d’aide relative à la sécurité nationale directement d’un organisme d’exécution de la loi canadien ou d’un autre ministère ou organisme communique avec les

Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale pour obtenir des directives sur les mesures à prendre.

2. 6. La participation aux affaires de sécurité nationale par des organismes extérieurs est régie par un protocole d'entente entre les deux organismes.

2. 6. 1. Toutes les ententes et tous les accords relatifs à la participation à des échanges de renseignements entre des organismes de sécurité nationale et des organismes extérieurs sont régis par l'Entente sur l'échange de renseignements.

12.10. Évaluation des menaces et renseignements relatifs à la protection

1. **Politique**

1. 1. La Section de l'évaluation des menaces relatives à la sécurité nationale (SEMSN) des Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN) est chargée de produire des évaluations des menaces à l'appui des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale et de la Police de protection en vertu des articles 1 et 2 de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et des paragraphes 17(1) et (2) du *Règlement de la GRC*.

1. 2. Toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale doivent être menées conformément au Cadre de gouvernance pour accroître l'efficacité des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. **Définitions**

2. 1. **Aucune menace connue** - Aucun renseignement ou information faisant état d'une menace n'est disponible.

2. 2. **Niveau de menace faible** - Selon des renseignements, une personne ou un groupe au Canada ou à l'étranger a la capacité ou l'intention de commettre un acte de violence.

2. 3. **Niveau de menace moyen** - Selon des renseignements, une personne ou un groupe au Canada ou à l'étranger a la capacité et l'intention de commettre un acte de violence grave. Aucun renseignement n'annonce un attentat prochain.

2. 4. **Niveau de menace élevé** - Selon des renseignements, une personne ou un groupe au Canada a la capacité et l'intention de commettre un acte de violence grave. Des renseignements indiquent qu'un attentat est probable.

2. 5. **Niveau de menace imminent** - Selon des renseignements, une personne ou un groupe au Canada ou à l'étranger a la capacité et l'intention de commettre un acte de violence grave contre une cible précise dans un avenir immédiat.

2. 6. **Aucun risque connu** - Aucun préjudice causé à la personne protégée relativement à son poste ou à sa fonction au moment du rapport.

2. 7. **Niveau de risque faible** - Il est possible qu'un préjudice soit directement ou involontairement causé à la personne protégée.

2. 8. **Niveau de risque moyen** - La possibilité de causer un préjudice à la personne protégée est élevée et peut avoir des effets nuisibles.

2. 9. **Niveau de risque élevé** - La situation est explosive et la sécurité de la personne protégée suscite de vives préoccupations.

2. 10. **Niveau de risque extrême** - Une forte probabilité de causer la mort ou des blessures graves à la personne protégée.

3. **Généralités**

3. 1. On attribue des catégories de niveaux de menace et de risque lorsqu'on dispose de suffisamment d'informations et de renseignements pour déterminer la menace ou le risque auquel s'exposent des intérêts canadiens au Canada ou à l'étranger, ou des intérêts étrangers au Canada.

3. 2. Le niveau de menace est l'évaluation d'une menace contre une personne, un lieu ou un événement à partir des informations et des renseignements disponibles, conjuguée à une analyse globale des menaces.

3. 3. Le niveau de risque est l'incidence que peut avoir la menace.

3. 3. 1. Un niveau de risque indique et détermine la gravité et la probabilité de l'incidence potentielle.

3. 3. 2. L'évaluation du risque est fondée sur le risque observable d'une situation donnée, sociale, politique ou autre, dans l'environnement physique, conjugué aux renseignements disponibles au sujet de la menace.

4. **SEMSN de la Direction générale**

4. 1. La SEMSN de la Direction générale assume les responsabilités suivantes :

4. 1. 1. demander aux équipes intégrées de la sécurité nationale et aux sections de la sécurité nationale (EISN/SSN) ainsi qu'aux groupes d'enquête d'établir les rapports sur les menaces qui serviront à produire les évaluations des menaces et les analyses des menaces;

NOTA : Les types de documents relatifs aux menaces, les exigences et les lignes directrices sont décrits à l'ann. 12-10-1.

4. 1. 2. faire des demandes au moyen du SIRP ou du SIRPP et ouvrir des incidents selon les besoins des clients;

4. 1. 3. assigner des tâches aux EISN/SSN et, dans les cas mettant en cause les divisions G, M et V, à leurs groupes des enquêtes fédérales respectifs;

4. 1. 4. assigner des tâches aux groupes et services partenaires de la Direction générale;

4. 1. 5. rassembler l'information de toutes les sources pertinentes, y compris les sources ouvertes, et appliquer des processus analytiques afin de déterminer le niveau de menace conformément à l'art. 2;

4. 1. 6. attribuer des niveaux de menace à des produits d'évaluation des menaces relatives à la sécurité nationale;

4. 1. 7. établir un document écrit avec une justification à l'appui conformément à l'ann. 12-10-1 pour communiquer au client toute menace ou problème de sécurité.

5. **EISN/SSN et groupes divisionnaires d'enquête**

5. 1. Lorsqu'ils répondent à des demandes, les EISN/SSN et les groupes divisionnaires d'enquête doivent :

5. 1. 1. fournir à la SEMSN toute information relative aux menaces qui peut avoir une incidence sur la sécurité de ce qui suit :

5. 1. 1. 1. les ambassades et consulats étrangers ainsi que les missions étrangères;

5. 1. 1. 2. les sites protégés désignés (p. ex. la Colline du Parlement, Rideau Hall), et les résidences officielles du Premier ministre ainsi que les autres propriétés qui relèvent du mandat de la Police de protection de la GRC (p. ex. la Cour suprême du Canada);

5. 1. 1. 3. les visites de personnes jouissant d'une protection internationale (PJPI) et les événements majeurs de la Police de protection;

5. 1. 1. 4. les personnalités canadiennes et autres personnes protégées au sens du par. D.1. du chap. 2 du MPP;

5. 1. 1. 5. les manifestations relatives à un événement qui peuvent avoir des répercussions sur la sécurité nationale au Canada;

5. 1. 1. 6. les affaires judiciaires, les programmes de protection des témoins, ou les autres événements liés aux enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale;

5. 1. 2. remplir le formulaire 5720 et le transmettre à leurs officiers responsables des enquêtes criminelles (OREC) respectifs au moyen du SIRPP ou d'une autre méthode protégée conformément à l'art. 1. du chap. 12.2.;

5. 1. 3. obtenir l'information en communiquant avec les milieux divisionnaires du renseignement et de l'application de la loi et avec les autres sources pertinentes;

NOTA : Les protocoles concernant l'échange, le traitement, la communication et la diffusion des renseignements sont indiqués au chap. 12.3.

5. 1. 4. informer immédiatement leurs OREC respectifs ou leur représentant et le directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN), ECSN, par l'intermédiaire du Centre national des opérations (CNO) au 613-993-4460, de toute menace contre une PJPI au sens de l'art. 2. du C. cr. ou contre une personne protégée au sens de l'art. D. du chap. 2. du MPP;

5. 1. 5. assurer la liaison avec les sections divisionnaires de protection des PDM dans le cas de toute nouvelle menace contre une personne protégée, notamment dans le cas de dommages ou de menace de dommages à leurs biens.

6. **Personnes d'intérêt de la Police de protection**

6. 1. **Généralités**

6. 1. 1. Pour les besoins de la Police de protection, une personne d'intérêt de la Police de protection (PIPP) est une personne qui constitue une menace pour une personne protégée au sens de l'art. D. du chap. 2 du MPP, ou qui lui fait des menaces.

6. 1. 2. Une personne est considérée comme une PIPP si elle appartient à l'une des catégories décrites à l'ann. 12-10-2.

6. 2. **SEMSN de la Direction générale**

6. 2. 1. Le Groupe de la gestion des menaces et des renseignements relatifs à la protection (GGMRP) de la SEMSN de la Direction générale assume les responsabilités suivantes :

6. 2. 1. 1. surveiller et examiner les incidents PIPP signalés par les EISN/SSN et les groupes d'enquête au moyen du SIRPP;

6. 2. 1. 2. veiller à ce que l'information sur les PIPP soit accessible à tous les agents de première ligne en remplissant le formulaire 5733 dans le SIRP.

NOTA : La catégorie d'incident du SIRP : « PDM - Sujets pouvant constituer une menace » a une période de conservation de cinq ans après la fermeture.

6. 3. **EISN/SSN et groupes divisionnaires d'enquête**

6. 3. 1. Les EISN/SSN et les groupes divisionnaires d'enquête fournissent un soutien en matière d'enquête pour tenir et mettre à jour les fichiers nationaux sur les PIPP avec l'aide des groupes divisionnaires de la police de protection.

NOTA : Dans le cas de la Division E, il est possible de consulter les données du SIRP sur les PIPP par le Portail d'informations policières en communiquant avec le Groupe d'échange de renseignements criminels (GERC) de la Division E ou avec le GGMRP de la SEMSN de la Direction générale.

6. 4. **Membre**

6. 4. 1. Pour recommander qu'une personne soit classée dans la catégorie PIPP, remplir le formulaire d'entrevue 0975 en consultation avec le GGMRP.

6. 4. 2. Le classement d'une PIPP peut changer de catégorie selon la dynamique du comportement humain. Lorsqu'un changement se produit, prendre les mesures suivantes :

6. 4. 2. 1. aviser le GGMRP et les sections divisionnaires de la protection des PDM (SPPDM);

6. 4. 2. 2. s'il y a lieu, aviser le Peloton de protection du Premier ministre (PPPM) et/ou le Peloton de protection du Gouverneur général (PPGG).

6. 4. 3. Signaler toutes les PIPP des catégories 1, 2 ou 3 au GGMRP de la SEMSN, au moyen du SIRPP.

6. 4. 4. Si les éléments constitutifs d'une infraction criminelle sont réunis, aviser et consulter les OCSN, ECSN, conformément au chap. 12.1.

6. 5. **Correspondance anonyme**

6. 5. 1. Les lettres manuscrites anonymes doivent être transmises au Groupe de la réception des dossiers de cas des laboratoires judiciaires à la Direction générale de la GRC aux fins d'analyse et de comparaison, à l'att. du Bureau national de lutte contre la contrefaçon (BNLC) - Dépôt de lettres anonymes.

6. 5. 2. Dans le cas d'un contenu menaçant, il faut consulter la Sous-direction des sciences du comportement pour s'assurer de la véracité de la menace.

6. 5. 3. Dans le cas des niveaux de menace des catégories 2 et 3, il faut remplir le formulaire 0975.

6. 6. **Analyse des menaces des Sciences du comportement**

6. 6. 1. Dans le cas des niveaux de menace des catégories 2 et 3, il faut consulter les analystes des menaces des Sciences du comportement de la GRC dans sa région.

6. 6. 1. 1. Dans les divisions E et M, communiquer avec le Groupe des sciences du comportement de Vancouver.

6. 6. 1. 2. Dans la Division K, communiquer avec le Groupe de la gestion des menaces.

6. 6. 1. 3. Dans toutes les autres divisions, communiquer avec la Sous-direction des sciences du comportement, à Ottawa.

6. 7. **Inscriptions au CIPC**

6. 7. 1. Les PIPP des catégories 2 et 3 doivent réunir les conditions de l'art. III.4.1.10. du *Manuel de l'utilisateur du CIPC* pour être inscrites dans la catégorie Intérêt particulier pour la police du CIPC.

6. 7. 2. Les EISN/SSN et les groupes divisionnaires d'enquête sont responsables des inscriptions au CIPC.

6. 8. **Fichier inconsultable des dossiers de renseignements sur la sécurité nationale**

6. 8. 1. Les EISN/SSN et les groupes divisionnaires d'enquête doivent examiner les incidents du SIRPP et déterminer si le contenu d'un fichier PIPP réunit les conditions d'attribution du statut de fichier inconsultable indiquées à l'ann. 28-7-3.

6. 8. 1. 1. Lorsqu'un incident du SIRPP réunit les conditions d'attribution du statut de fichier inconsultable, il faut remplir le formulaire 2893 et l'ajouter au fichier.

6. 8. 2. Il faut obtenir l'autorisation du superviseur pour ajouter un indicateur de fichier inconsultable AIPRP à l'incident, conformément à l'art. 6.2. du chap. 28.7.

6. 8. 3. Le fichier doit être transmis à la file d'attente du Groupe des fichiers inconsultables des OCSN, ECSN, à la Direction générale, aux fins d'approbation.

7. **Groupe de la coordination intergouvernementale**

7. 1. Le Groupe de la coordination intergouvernementale (GCI) de la SEMSN est responsable des vérifications des fichiers préalables aux nominations par décret et aux nominations à des postes de juge conformément à l'ann. 12-10-4 et à l'ann. 12-10-5.

7. 2. Ces vérifications sont effectuées en vertu des dispositions des articles 5 et 18 de la *Loi sur la GRC* et de la common law pour aider à préserver l'intégrité du Système judiciaire fédéral et du gouvernement du Canada.

7. 3. Les vérifications des fichiers préalables aux nominations par décret et aux nominations à des postes de juge sont effectuées à la demande des personnes suivantes :

7. 3. 1. le directeur des Opérations de la sécurité du ministère de la Justice Canada (JC);

7. 3. 2. le directeur des Opérations de la sécurité du Bureau du Conseil privé (BCP);

7. 3. 3. le directeur des Opérations de la sécurité du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI).

7. 4. Les vérifications des fichiers préalables à la nomination de candidats sont effectuées dans de courts délais et portent sur des renseignements de nature délicate; ces vérifications doivent être faites méticuleusement, les incidents devant être examinés plus attentivement.

7. 5. Les demandes de vérification de fichiers préalable à la nomination de candidats provenant du BCP, de JC ou du MAECI doivent être adressées au comm. adj. aux ECSN, par écrit, par des moyens de communication protégés et doivent comprendre un formulaire de consentement signé par le candidat éventuel.

7. 6. Un formulaire de consentement doit être rempli et signé par le candidat éventuel dans tous les cas avant la communication de tout renseignement.

7. 7. Les renseignements relatifs aux nominations par décret sont considérés comme des « documents confidentiels du Cabinet », conformément à l'ann. IV-1-1 du MI.

7. 8. Les vérifications effectuées doivent comprendre :

7. 8. 1. une vérification auprès des Services d'information sur les casiers judiciaires canadiens;

7. 8. 2. une demande faite aux Archives de la DG pour qu'ils effectuent des recherches dans les archives;

7. 8. 3. des recherches dans les bases de données SIRP, SIRPP, SRRJ NATII, SRPC Text, BNDC, SARC de la GRC et dans toute autre base de données pertinente;

7. 8. 4. l'attribution de tâches aux EISN/SSN relativement aux vérifications des fichiers des services de police provinciaux et municipaux (y compris le GERC de la Division E en ce qui concerne les vérifications au système PRIME).

7. 9. Toutes les communications doivent être effectuées par des moyens protégés et doivent comprendre une mise en garde, conformément à l'art. 7.2.1. du chap. 12.3.

7. 10. Les résultats doivent être consignés dans l'incident.

7. 11. Le GCI de la SEMSN ne doit communiquer les résultats des vérifications des antécédents préalables à la nomination de candidats qu'au titulaire du poste désigné au sein du ministère respectif.

7. 11. 1. Dans le cas de renseignements non défavorables, une lettre signée par l'off. resp. du Soutien spécialisé (OCSN) est transmise à l'organisme respectif, accompagnée des résultats des vérifications.

7. 11. 2. Dans le cas de renseignements défavorables :

7. 11. 2. 1. une lettre signée par le comm. adj. aux ECSN et indiquant les résultats des recherches dans les bases de données est transmise à l'organisme respectif;

7. 11. 2. 2. le comm. adj. aux ECSN transmet simultanément une copie de la lettre signée au commissaire de la GRC;

7. 12. Les EISN/SSN et les groupes divisionnaires d'enquête reçoivent des demandes de la SEMSN et effectuent des vérifications auprès des services de police provinciaux et municipaux dans le délai fixé.

Nouveau chapitre : 2012-01-27

Ann. 12-10-1 - Documents relatifs aux menaces

1. **Types de documents**

1. 1. **Évaluation des menaces** (EM) : Les EM sont élaborées à partir des renseignements disponibles, notamment des rapports sur les menaces fournis par les groupes divisionnaires, afin de déterminer les personnes qui pourraient constituer une menace ou nuire à la sécurité des personnes ou des biens relevant du mandat de la Police de protection de la GRC. Les EM sont en règle générale demandées par le Peloton de protection du Premier ministre (PPPM) ou par la Sous-direction des événements majeurs et des services de protection (SDEMSP). Les EM permettent d'évaluer les menaces au Canada ou à l'étranger. Les EM sont en règle générale fournies cinq à sept jours ouvrables avant le voyage ou l'événement.

NOTA : L'EM doit contenir un niveau de menace, aux termes de l'art. 2.

1. 2. **Analyse des menaces** (AM) : Les AM consistent principalement à utiliser les renseignements obtenus de sources ouvertes pour déterminer toute menace potentielle ou tout problème de sécurité relatif à la visite d'une PJPI ou à un événement majeur de la Police de protection. Les AM précèdent les EM et elles sont fournies au moins 28 jours avant l'événement.

1. 3. **Rapports sur les menaces** (RM) : Les RM sont des documents établis par les EISN/SSN, les groupes divisionnaires d'enquête, les bureaux de liaison et les autres partenaires internes. Les RM donnent une description des menaces locales et ils sont envoyés à la SEMSN pour qu'ils soient incorporés à l'évaluation générale des menaces.

Ann. 12-10-2 – Catégories des niveaux de menace

1. **Catégorie 1 : Niveau de menace à risque FAIBLE - non criminel**

1. 1. **Généralités :**

1. 1. 1. Cela NE veut PAS dire qu'il n'y a « aucun risque ».

1. 1. 2. Le sujet N'A PAS la capacité, l'intention ou les moyens de mettre ses menaces à exécution.

1. 2. **Les éléments constitutifs d'une infraction criminelle ne sont pas réunis.**

1. 3. **Indicateurs repérables pour rehausser le risque :**

1. 3. 1. Aucun en ce moment.

1. 4. **Une personne d'intérêt peut comprendre un individu qui :**

1. 4. 1. manifeste des fixations ou des intérêts inappropriés envers une personne protégée;

1. 4. 2. constitue une menace imprécise pour une personne protégée;

1. 4. 3. a la capacité, l'intention ou les moyens de causer un préjudice à une personne protégée, mais non les trois;

1. 4. 4. n'a pas tenté d'obtenir l'accès auprès d'une personne protégée;

1. 4. 5. a envoyé des lettres absurdes, des communications, des cadeaux, etc. à une personne protégée.

1. 5. **Points à prendre en considération :**

1. 5. 1. Déterminer le niveau d'intérêt actuel de l'individu pour la personne protégée.

1. 5. 2. L'entrevue initiale de la personne d'intérêt est tenue à la discrétion du chef de service.

1. 5. 3. Obtenir une photographie dans la mesure du possible.

1. 5. 4. Une fois que l'enquête est terminée, aucune gestion ou mise à jour de l'affaire n'est requise. L'incident est conservé et supprimé conformément aux directives sur le SIRP ou le SIRPP.

2. **Catégorie 2 : Niveau de menace à risque MOYEN**

2. 1. **Généralités :**

2. 1. 1. Risque moyen pour une personne protégée.

2. 2. **Les éléments constitutifs d'une infraction criminelle peuvent exister.**

2. 3. **Indicateurs repérables pour rehausser le risque :**

2. 3. 1. Oui, suffisamment d'indicateurs pour rehausser le niveau de risque de façon à ce qu'il soit supérieur à la catégorie 1.

2. 3. 2. Le sujet a partiellement la capacité, l'intention et les moyens de mettre ses menaces à exécution.

2. 4. **Une personne d'intérêt peut comprendre un individu qui :**

2. 4. 1. a fait des menaces implicites à une personne protégée et a continué de manifester un intérêt inapproprié pour elle;

2. 4. 2. s'est montré intéressé à commettre des actes criminels pour des motifs politiques;

2. 4. 3. a la capacité, l'intention ou les moyens de causer un préjudice à une personne protégée et peut avoir les trois;

2. 4. 4. n'a pas tenté d'obtenir l'accès auprès d'une personne protégée;

2. 4. 5. a indiqué à maintes reprises qu'il était convaincu d'avoir des relations avec une personne protégée et que les deux désiraient de telles relations.

2. 5. **Points à prendre en considération :**

2. 5. 1. Effectuer une enquête.

2. 5. 2. Mener une entrevue de suivi avec la personne d'intérêt pour déterminer son niveau actuel d'intérêt pour la personne protégée, au moyen du formulaire 0975.

NOTA : Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles que l'entrevue de suivi n'a pas lieu. Cette décision est prise par le chef de service en consultation avec l'off. resp. du Soutien spécialisé (OCSN) ou son représentant.

2. 5. 3. Obtenir une photographie dans la mesure du possible.

2. 5. 4. Réévaluer le risque et la catégorie au bout de 9 mois ou plus tôt lorsque les circonstances le justifient.

3. **Catégorie 3 : Niveau de menace à risque ÉLEVÉ**

3. 1. **Généralités :**

3. 1. 1. Risque ÉLEVÉ pour une personne protégée.

3. 1. 2. Le sujet a la capacité, l'intention et les moyens de mettre ses menaces à exécution.

3. 2. **Les éléments constitutifs d'une infraction criminelle sont réunis.**

3. 3. **Indicateurs repérables pour rehausser le risque :**

3. 3. 1. Oui, suffisamment d'indicateurs pour rehausser le niveau de risque de façon à ce qu'il soit supérieur aux catégories 1 et 2.

3. 4. **Une personne d'intérêt peut comprendre un individu qui :**

3. 4. 1. a commis une infraction au *Code criminel* contre une personne protégée;

3. 4. 2. a menacé ou agi d'une manière qui porte à croire pour des motifs raisonnables qu'il peut commettre une infraction au *Code criminel* contre une personne protégée;

3. 4. 3. a la capacité, l'intention et les moyens de causer un préjudice à une personne protégée et a effectivement les trois;

3. 4. 4. a tenté d'obtenir l'accès auprès d'une personne protégée, notamment de se rendre à un endroit à proximité d'une personne protégée;

NOTA : Cela comprend un comportement qui dégénère en de la violence ou en un acte criminel grave.

3. 5. **Points à prendre en considération :**

3. 5. 1. Effectuer une enquête.

3. 5. 2. Mener une entrevue de suivi avec le sujet pour déterminer son niveau d'intérêt actuel pour la personne protégée, au moyen du formulaire 0975.

NOTA : Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles que l'entrevue de suivi n'a pas lieu. Cette décision est prise par le chef de service en consultation avec l'off. resp. du Soutien spécialisé (OCSN) ou son représentant.

3. 5. 3. Obtenir une photographie qui doit être renouvelée tous les trois ans ou lorsque l'apparence physique du sujet a changé considérablement.

3. 5. 4. Faire appel aux membres de la famille ou au réseau de soutien, dans la mesure du possible.

3. 5. 5. Faire appel aux professionnels de la santé mentale, s'il y a lieu.

3. 5. 6. Réévaluer le risque et la catégorie au bout de six mois ou plus tôt lorsque les circonstances le justifient.

Ann. 12-10-3 – Mises en garde

1. Les évaluations des menaces doivent comprendre, entre autres, la mise en garde suivante :

« Les évaluations des menaces ne visent aucunement à orienter les opérations ou les mesures de sécurité préventive. Elles sont fournies strictement comme évaluations des menaces potentielles relativement à certains sujets et ne sont fondées que sur les renseignements dont dispose la SEMSN au moment de l'évaluation. »

1. 2. Les évaluations des menaces doivent également comprendre la ou les mises en garde pertinentes conformément au chap. 12.3., Échange, traitement et communication ou diffusion de renseignements. En voici des exemples :

1. 2. 1. *« Ce document appartient au Programme de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est fourni à votre section ou groupe et il ne doit pas être diffusé, en totalité ou en partie, sans le consentement préalable de l'auteur. Il ne doit pas être déclassifié sans la permission écrite de l'auteur. Ce document peut renfermer des « renseignements opérationnels spéciaux » au*

sens de la Loi sur la protection de l'information. Le traitement et l'entreposage de ce document doivent respecter les directives établies par le gouvernement du Canada pour le traitement et l'entreposage des renseignements classifiés. Si votre section ou groupe ne peut pas appliquer ces lignes directrices, veuillez lire le document et le détruire. Le défaut de se conformer à cette mise en garde constitue une infraction à la politique de la GRC et aux lois fédérales. Pour toute question concernant les renseignements, veuillez communiquer avec l'auteur du document. »

1. 2. 2. *« Ce document appartient au Programme de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre ministère ou organisme à titre confidentiel et aux fins d'usage interne seulement. Il ne doit pas être reclassifié, copié, reproduit, utilisé en tout ou en partie ou diffusé à un plus large auditoire sans le consentement de l'auteur. Il ne doit pas être utilisé dans des affidavits, des procédures judiciaires ou des citations à comparaître ou à toute autre fin juridique ou judiciaire sans le consentement de l'auteur. Le traitement et l'entreposage de ce document doivent respecter les directives établies par le gouvernement du Canada pour le traitement et l'entreposage des renseignements classifiés. Si votre ministère ou organisme ne peut pas appliquer ces lignes directrices, veuillez lire le document et le détruire. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. Si vous avez des questions au sujet des renseignements ou de la mise en garde, veuillez communiquer avec l'officier responsable des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, à la GRC.»*

1. 2. 3. *« Ce document peut faire l'objet d'une exemption obligatoire en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Si l'accès y est demandé en vertu de ces lois, la décision relative à sa communication ne doit pas être prise sans la consultation préalable du coordonnateur de la protection de la vie privée de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Ce document peut renfermer des « renseignements opérationnels spéciaux » au sens de la Loi sur la protection de l'information. Ces renseignements peuvent également être protégés par les dispositions de la Loi sur la preuve au Canada (LPC). Le Programme de sécurité nationale de la GRC peut prendre toutes les mesures prévues à la LPC ou à toute autre loi pour protéger ces renseignements contre la communication ou la divulgation, notamment déposer les avis nécessaires auprès du procureur général du Canada. »*

Ann. 12-10-4 – Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à certaines charges publiques

July 1, 2010	le 1er juillet 2010
Guidelines for Pre-Appointment Background Checks on Candidates for Certain Public Office Positions	**Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à certaines charges publiques**
1. Introduction	**1. Introduction**
1.1 These guidelines describe the pre-appointment background checks which are required to assist the Prime Minister in ensuring that there are no criminal, security or other concerns which could affect the suitability of candidates for certain public office positions, as well as the procedures for the conduct of these checks and the reporting on their results.	1.1 Les présentes lignes directrices décrivent la vérification des antécédents requise pour aider le Premier ministre à s'assurer qu'aucun fait criminel ou préoccupation en matière de sécurité ou autre ne rendrait les candidats inaptes à occuper certaines charges publiques, ainsi que la procédure relative à ces vérifications et aux rapports faisant étant de leurs résultats.
1.2 They replace the guidelines which were issued on January 1, 2006.	1.2 Ces lignes directrices remplacent celles datées du 1er janvier 2006.
2. Positions involving pre-appointment background checks	**2. Postes faisant l'objet d'une vérification préalable des antécédents**
2.1 A Four-Way check, as described below, is required for candidates for the following positions: • Ministers and Ministers of State; • Parliamentary Secretaries; • other Privy Councillors; • Senators; • Chief Justice and Justices of the Supreme Court; • Chief Justices of Superior Courts; • Deputy Ministers; • Heads of Agencies; • Heads of Crown Corporations; • Heads of Canadian Missions; • Ambassadors not serving abroad; • Senior Advisors to the Privy Council Office; • members of the Board of Management of the Canada Revenue Agency; and • members of the Board of Directors of the Bank of Canada.	2.1 Une vérification quadripartie, telle que détaillée ci-dessous, sera effectuée pour les candidats aux postes suivants : • ministres et ministres d'État, • secrétaires parlementaires, • autres conseillers privés, • sénateurs, • juge en chef et juges de la Cour suprême, • juges en chef des cours supérieures, • sous-ministres, • chefs d'organismes, • chefs de sociétés de la Couronne, • chefs de missions canadiennes, • ambassadeurs qui ne sont pas affectés à l'étranger, • conseillers principaux du Bureau du Conseil privé, • membres du conseil de direction de l'Agence du revenu du Canada et • membres du conseil d'administration de la Banque du Canada.
2.2 A Four-Way check is also required for the spouses or partners of candidates being considered for appointment as Minister, Minister of State or Parliamentary Secretary. For greater certainty,	2.2 Une vérification quadripartie est également nécessaire pour le conjoint ou partenaire du candidat considéré pour une nomination à un poste de ministre, de ministre d'État ou de

references to "candidate" in sections 3 and 5 below are meant to apply to the candidate's spouse or partner as well when one of these three positions is involved.

secrétaire parlementaire. Il est entendu que les références à « candidat » dans les sections 3 et 5 ci-dessous s'appliquent également au conjoint ou partenaire du candidat lorsqu'un de ces trois postes est en cause.

2.3 A Three-Way check, as described below, is required for candidates for Governor-in-Council appointments in the following organizations, or as directed by the Senior Personnel Secretariat, Privy Council Office (PCO):

- Canada Foundation for Innovation;
- Sustainable Development Technology Canada;
- Canada Pension Plan Investment Board;
- Public Sector Pension Investment Board; and
- Canada Employment Insurance Financing Board.

2.3 Une vérification tripartie, telle que détaillée ci-dessous, est requise pour les candidats aux nominations par le gouverneur en conseil dans les organismes suivants, ou selon les directives du Secrétariat du personnel supérieur du Bureau du Conseil privé (BCP) :

- la Fondation canadienne pour l'innovation;
- la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable;
- l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada;
- l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et
- l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada.

2.4 A Two-Way check, as described below, is required for candidates for Governor-in-Council or Ministerial appointments that are not mentioned in subsections 2.1, 2.2, and 2.3. In exceptional circumstances, candidates in this category may be subject to a Four-Way check as specifically requested by the Director of Appointments, Prime Minister's Office (PMO), or the Director of Appointments, Senior Personnel Secretariat, PCO..

2.4 Une vérification bipartie, telle que détaillée ci-dessous, sera effectuée pour les candidats aux nominations par le gouverneur en conseil et aux nominations ministérielles qui ne sont pas mentionnées au paragraphe 2.1. Dans des circonstances exceptionnelles, les candidats de cette catégorie pourraient faire l'objet d'une vérification quadripartie, si le directeur des Nominations du Cabinet du Premier ministre (CPM) ou le directeur des Nominations du Secrétariat du personnel supérieur du BCP l'exigent.

2.5 Judicial appointments, other than those listed in subsection 2.1, are governed by the *Guidelines for Pre-Appointment Background Checks on Prospective Judicial Appointees subject to the Judges Act.* These guidelines are issued separately.

2.5 Les nominations à la magistrature, autres que celles mentionnées au paragraphe 2.1, sont régies par les « Lignes directrices sur la vérification des antécédents des candidats aux nominations à la magistrature relevant de la *Loi sur les juges* ». Ces lignes directrices sont publiées séparément.

3. <u>Four-Way, Three-Way and Two-Way Checks</u>

3. <u>Vérifications quadripartie, tripartie et bipartie</u>

3.1 A Four-Way background check involves the following four elements:

- a check by the Royal Canadian Mounted Police (RCMP) of police records relating to the candidate, including, where applicable, enquiries with provincial police forces and municipal police forces as well – the expression "police records" includes information related to criminal charges and/or convictions, details

3.1 La vérification quadripartie des antécédents se fait en quatre étapes :

- une vérification auprès de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) des dossiers de police concernant le candidat et, s'il y a lieu, des enquêtes auprès des services de police provinciale et municipale. On entend par « dossiers de police » les renseignements sur des accusations ou des

surrounding an offence or intelligence concerning a candidate's involvement or suspected involvement in criminal activity;

- a security assessment on the candidate by the Canadian Security Intelligence Service (CSIS), pursuant to section 13 of the *CSIS Act*;

- a check by the Canada Revenue Agency (CRA) to determine whether there are any significant compliance-related issues relating to the candidate under any Act administered in whole or in part by the CRA; and

- a check with the Office of the Superintendent of Bankruptcy (OSB), Industry Canada, of publicly available information to determine if the candidate's name appears in its bankruptcy and insolvency databases, and if so, whether the bankruptcy has been discharged.

3.2 A Three-Way background check involves the same checks by the RCMP, by CSIS and with the OSB as those of the Four-Way check described in subsection 3.1 above.

3.3 A Two-Way background check involves the same checks by the RCMP and by CSIS as those of the Four-Way check described in subsection 3.1 above.

4. <u>Responsibilities</u>

4.1 The Director of Security Operations, PCO, is responsible for the administration of these guidelines on behalf of the Clerk of the Privy Council and Secretary to the Cabinet.

4.2 The PMO Director of Appointments or, for certain appointments, the PCO Director of Appointments, Senior Personnel are responsible for requesting and ensuring completion of background checks before any appointment to a position mentioned in these guidelines is made.

5. <u>Process</u>

condamnations, les détails relatifs à une infraction et les renseignements de sécurité sur la participation, réelle ou soupçonnée, à des activités criminelles;

- une évaluation de sécurité du candidat par le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), conformément à l'article 13 de la *Loi sur le SCRS*;

- une vérification par l'Agence du revenu du Canada (ARC) afin d'établir si des questions de conformité importantes se posent à l'égard du candidat relativement à toute loi dont l'ARC est responsable en tout ou en partie; et

- une vérification des renseignements accessibles au public auprès du Bureau du surintendant des faillites (BSF), Industrie Canada, afin de déterminer si le nom du candidat paraît dans ses bases de données sur la faillite et l'insolvabilité, et, le cas échéant, si le candidat a été libéré de la faillite.

3.2 Une vérification tripartie comporte les mêmes vérifications par la GRC, par le SCRS et auprès du BSF qui font partie de la vérification quadripartie décrite au paragraphe 3.1 ci-dessus.

3.3 Une vérification bipartie comporte les mêmes vérifications par la GRC et le SCRS qui font partie de la vérification quadripartie décrite au paragraphe 3.1 ci-dessus.

4. <u>Responsabilités</u>

4.1 Le directeur des Opérations de la sécurité du BCP est responsable de l'administration de ces lignes directrices au nom du greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet.

4.2 Le directeur des Nominations du CPM, et, dans le cas de certaines nominations, le directeur des Nominations du Secrétariat du personnel supérieur du BCP, sont chargés de demander une vérification des antécédents avant toute nomination à l'un des postes mentionnés dans ces lignes directrices et de s'assurer qu'elle est effectuée.

5. <u>Processus</u>

5.1 Requests by the PMO Director of Appointments or the PCO Director of Appointments, Senior Personnel for the completion of background checks will be in writing to the PCO Director of Security Operations. In pressing circumstances, a telephone call may precede a written request or reply..

5.1 Les demandes du directeur des Nominations du CPM ou du directeur des Nominations du Secrétariat du personnel supérieur du BCP sont faites par écrit et adressées au directeur des Opérations de la sécurité du BCP. Dans les cas pressants, un appel téléphonique peut précéder la demande ou la réponse écrite.

5.2 The PMO Director of Appointments or the PCO Director of Appointments, Senior Personnel will ensure that the candidate signs a consent form for the completion of the checks described in section 3 above, and will forward the consent form to the PCO Director of Security Operations.

5.2 Le directeur des Nominations du CPM ou le directeur des Nominations du Secrétariat du personnel supérieur du BCP veilleront à ce que le candidat signe le formulaire de consentement mentionné à la section 3 ci-dessus et à ce que ce dernier soit remis au directeur des Opérations de la sécurité du BCP.

5.3 For the checks performed by the RCMP, CSIS and the CRA, the PCO Director of Security Operations will forward separate requests in writing to those organizations and ensure that they are provided, upon request, with a copy of the consent form signed by the candidate. The replies to these requests will also be in writing. In pressing circumstances, a telephone call may precede a written request or reply.

5.3 Pour les vérifications effectuées par la GRC, le SCRS et l'ARC, le directeur des Opérations de la sécurité du BCP transmettra individuellement par écrit une demande à ces organismes et il veillera à ce qu'ils reçoivent, sur demande, une copie du formulaire de consentement signé par le candidat. Les réponses à ces demandes seront également formulées par écrit. Dans les cas pressants, un appel téléphonique peut précéder la demande ou la réponse écrite.

5.4 For the OSB check, the office of the PCO Director of Security Operations will conduct an electronic verification of the candidate's name in the OSB's bankruptcy and insolvency databases.

5.4 Quant à la vérification auprès du BSF, le bureau du directeur des Opérations de la sécurité du BCP effectuera une vérification électronique du nom du candidat dans les bases de données sur la faillite et l'insolvabilité du BSF.

5.5 The PCO Director of Security Operations will convey the results of the pre-appointment background checks to the requester – the PMO Director of Appointments or the PCO Director of Appointments, Senior Personnel, as the case may be.

5.5 Le directeur des Opérations de la sécurité du BCP transmettra les résultats des vérifications des antécédents au demandeur, c'est-à-dire soit le directeur des Nominations du CPM, soit le directeur des Nominations du Secrétariat du personnel supérieur du BCP, selon le cas.

6. Frequency of checks

6. Fréquence des vérifications

6.1 Generally, for each new appointment, background checks on the prospective candidate are conducted only once, prior to the appointment.

6.1 La vérification des antécédents de la personne nommée est généralement faite une seule fois, avant la nomination.

6.2 For re-appointments, background checks are conducted on the incumbent appointee prior to the re-appointment.

6.2 Pour le renouvellement d'une nomination, les vérifications des antécédents sont effectuées sur le titulaire du poste avant le renouvellement du mandat.

6.3 However, for Ministers, Ministers of State, Parliamentary Secretaries, and their spouses or partners, background checks are conducted every two years while the appointee occupies a position as Minister, Minister of State or Parliamentary Secretary.

6.3 Toutefois, pour ce qui est des ministres, des ministres d'État, des secrétaires parlementaires, et de leurs conjoints ou partenaires, des vérifications des antécédents sont faites à tous les deux ans tant que la personne nommée occupe un poste de ministre, de ministre d'État ou de secrétaire parlementaire.

7. Security Clearance

7. Cote de sécurité

7.1 For the purposes of the *Policy on Government Security* and related instruments, appointees to positions to which these guidelines apply, are deemed to have been screened at the *reliability* level.

7.1 Aux fins de la *Politique sur la sécurité du gouvernement* et des règles connexes, on considère que les personnes nommées à des postes visés par ces lignes directrices possèdent une *cote de fiabilité*.

7.2 However, if required by their position, they must obtain prior to the commencement of their duties a formal security clearance at the appropriate level to have access to classified information.

7.2 Cependant, si leur poste l'exige, elles doivent obtenir une cote de sécurité officielle au niveau approprié pour avoir accès à des renseignements classifiés avant d'entrer en fonction.

7.3 PCO handles the security clearances for appointees at the level of Associate Deputy Minister or above. For other positions, the Departmental Security Officer of the appropriate organization is responsible for processing the security clearance.

7.3 Le BCP s'occupe des cotes de sécurité des personnes nommées à des postes de sous-ministre délégué ou de niveau supérieur. Pour ce qui est des autres postes, l'agent de sécurité du ministère compétent est chargé du traitement de la cote de sécurité.

8. Enquiries

8. Demandes de renseignements

8.1 Enquiries regarding these guidelines should be directed to the PCO Director of Security Operations at 613-957-5363.

8.1 Toute demande de renseignements au sujet de ces lignes directrices doit être adressée au directeur des Opérations de la sécurité du BCP, au 613-957-5363.

Wayne G. Wouters
Clerk of the Privy Council and Secretary to the Cabinet
Greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet

Ann. 12-10-5 – Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à des postes de juge visés par la loi sur les juges

July 1, 2006

le 1er juillet 2006

Guidelines for Pre-Appointment Background Checks on Candidates for Judicial Positions Subject to the *Judges Act*

Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à des postes de juge visés par la *Loi sur les Juges*

1. Introduction

1.1 These guidelines describe the pre-appointment background checks which are required to assist the Minister of Justice in ensuring that there are no criminal, security or other concerns which could affect the suitability of candidates for judicial positions subject to the Judges Act, as well as the procedures for the conduct of these checks and the reporting on their results.

1.2 These guidelines replace those which were issued on November 23, 2000.

1.3 They do not apply to the following positions: Chief Justice and Justices of the Supreme Court, and Chief Justices of Superior Courts. These positions are subject to the "Guidelines for Pre-Appointment Background Checks on Candidates to Certain Public Office Positions" which are issued separately.

2. Responsibilities

2.1 The Deputy Minister of Justice is responsible for the administration of these guidelines on behalf of the Minister of Justice.

2.2 Designated personnel in the Minister's Office are responsible to request and ensure completion of background checks before any appointment to a judicial position subject to the Judges Act is made.

1. Introduction

1.1 Les présentes lignes directrices décrivent la vérification des antécédents requise pour aider le Ministre de la Justice à s=assurer qu=aucun fait criminel ou préoccupation en matière de sécurité ou autre ne rendrait les candidats inaptes à occuper des postes de juge visés par la *Loi sur les Juges*, ainsi que la procédure relative à ces vérifications et aux rapports faisant étant de leurs résultats.

1.2 Ces lignes directrices remplacent celles datées du 23 novembre 2000.

1.3 Elles ne s'appliquent pas aux postes de juge en chef et de juges de la Cour suprême, et de juges en chef des cours supérieures. Ces postes sont visés par les «Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à certaines charges publiques» qui sont publiées séparément.

2. Responsabilités

2.1 Le sous-ministre de la Justice est responsable de l=administration de ces lignes directrices au nom du ministre de la Justice.

2.2 Les personnes désignées au Bureau du ministre sont chargées de demander une vérification des antécédents avant toute nomination à un poste de juge visé par la *Loi sur les Juges* et de s'assurer qu'elle est effectuée.

3. Documentation

3.1 Requests from the Minister's Office for the completion of background checks will be in writing and will be directed to designated personnel in the Deputy Minister's Office.

3.2 Requests by designated personnel in the Deputy Minister's Office to the organizations which conduct the checks will be in writing. The replies to these requests will also be in writing.

3.3 In pressing circumstances, a telephone call may precede a written request or reply.

4. Two-Way Checks

4.1 Checks with the Royal Canadian Mounted Police (RCMP) and the Canadian Security Intelligence Service (CSIS) must be conducted for candidates to judicial positions subject to the Judges Act, except for positions mentioned in subsection 1.3 above.

4.2 On receipt of a request for two-way checks, designated personnel in the Deputy Minister's Office will ask:

(a) the RCMP to conduct a check of police records, including enquiries with provincial police forces and with municipal police forces where applicable, and to report on the results of this check. For the purpose of these guidelines, the expression "police records" includes information related to criminal charges and/or convictions, details surrounding an offence or intelligence concerning a candidate's involvement or suspected involvement in criminal activity;

(b) CSIS to conduct a security assessment and report in writing on its results, pursuant to section 13 of the CSIS Act;

3. Documentation

3.1 Les demandes du Bureau du ministre pour une vérification des antécédents sont faites par écrit et adressées aux personnes désignées au Bureau du sous-ministre.

3.2 Les demandes adressées par les personnes désignées au Bureau du sous-ministre aux agences chargées d=effectuer les parties de la vérification sont faites par écrit. Les réponses à ces demandes sont aussi faites par écrit.

3.3 Dans les cas pressants, un appel téléphonique peut précéder toute demande ou réponse écrite.

4. Vérification bipartie

4.1 Une vérification auprès de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et auprès du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) doit être effectuée pour les candidats aux postes de juge visés par *la Loi sur les Juges*, sauf pour les postes mentionnés à la sous-section 1.3.

4.2 Sur réception d'une demande de vérification bipartie, les personnes désignées au Bureau du sous-ministre demandent :

(a) à la GRC de vérifier les dossiers policiers, y compris les renseignements que pourraient avoir les forces provinciales et municipales le cas échéant, et de rendre compte des résultats. Aux fins de ces lignes directrices, l'expression «dossiers policiers» comprend des renseignements sur les accusations et/ou condamnations, les détails relatifs à une infraction et des renseignements de sécurité sur la participation, réelle ou soupçonnée, d=un candidat ou d=une candidate à des activités criminelles;

(b) au SCRS d=effectuer une évaluation de sécurité et d=en faire rapport par

and will convey the results to designated personnel in the Minister's Office.	écrit, conformément à l=article 13 de la *Loi sur le SCRS*; et communiquent les résultats aux personnes désignées au Bureau du ministre.
5. <u>Enquiries</u> Enquiries regarding these guidelines should be directed to the PCO Director of Security Operations at 957-5363.	**5. <u>Demandes de renseignements</u>** Toute demande de renseignements au sujet de ces lignes directrices doit être adressée au directeur des Opérations de sécurité du BCP, au 957-5363.

Kevin G. Lynch
Secretary to the Cabinet

12.11. Gestion de l'information obtenue de sources humaines

1. **Généralités**

1. 1. La S.-dir. des opérations secrètes est le centre de décision concernant les questions relatives aux sources humaines. Les politiques sur les sources humaines figurent à la partie 31.

1. 2. Les renseignements relatifs à la sécurité nationale qui sont fournis par des sources humaines sont entrés dans le Système d'incidents et de rapports de police protégé (SIRPP). Voir la partie 47.

NOTA : Les renseignements considérés comme étant de nature délicate dans l'intérêt national sont classifiés et ne peuvent pas être entrés dans une application ou une base de données à l'extérieur de l'environnement classifié.

1. 2. 1. Le SIRPP est le système de gestion des dossiers principal du Programme de la sécurité nationale.

1. 2. 2. Les dossiers qui ont déjà été ouverts dans le Système de renseignements protégés sur la criminalité (SRPC) demeurent dans le SRPC.

1. 2. 3. Les incidents à l'appui d'enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale qui ont été générés après le 1er mai 2006 sont entrés dans le SIRPP.

2. **Incidents impliquant des sources humaines dans le SIRPP**

2. 1. Les renseignements criminels relatifs à la sécurité nationale qui sont fournis par des sources humaines sont entrés dans le domaine PROG SN situé dans le SIRPP.

2. 2. Les rapports sont :

2. 2. 1. accessibles à tous les utilisateurs du domaine PROG SN;

2. 2. 2. limités à certains utilisateurs au moyen de la fonction Liste de contrôle de l'accès (ACL) disponible dans le SIRPP.

NOTA : Étant donné que les rapports ont pour but de communiquer des renseignements criminels relatifs à la sécurité nationale à un auditoire aussi vaste que possible au sein du Programme de la sécurité nationale, la fonction ACL est strictement limitée.

2. 2. 2. 1. Pour demander la fonction ACL, il faut suivre les modalités indiquées au chap. 47.5.

3. **Membre (agent contrôleur)**

3. 1. Après chaque contact avec une source matriculée, remplir la formule 2451, Rapport d'affranchissement d'une source, conformément au chap. 31.5. et à l'ann. 31-5-1. Veiller à ce que les renseignements ne révèlent pas l'identité de la source.

NOTA : Les rapports d'affranchissement de source liés à des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale sont classifiés (Confidentiel, Secret ou Très Secret).

3. 2. Rédiger un Rapport d'affranchissement de source distinct pour différentes catégories de renseignements. Par exemple, si la source fournit des renseignements relatifs à la sécurité nationale et des renseignements relatifs aux drogues, rédiger deux rapports d'affranchissement.

3. 3. Créer un incident dans le SIRPP en utilisant la catégorie « Sources humaines » de la DUC. Créer un incident pour chaque source matriculée. Tous les rapports d'affranchissement relatifs à la sécurité nationale afférents à cette source matriculée sont entrés dans cet incident.

NOTA : L'agent contrôleur qui prévoit soumettre plusieurs rapports d'affranchissement relativement à la source peut désirer créer un incident par année.

3. 4. Entrer dans la fenêtre Sommaire de l'incident la mise en garde suivante :

Les documents contenus dans cet incident sont la propriété du Programme de sécurité nationale de la GRC. Ils ne doivent pas être diffusés, en totalité ou en partie, sans le consentement préalable de l'auteur. Les documents ne doivent pas être déclassifiés sans la permission écrite de l'auteur. Ils peuvent renfermer des « renseignements opérationnels spéciaux » au sens de la Loi sur la protection de l'information. Le traitement et l'entreposage de ces documents doivent respecter les directives établies par le gouvernement du Canada pour le traitement et l'entreposage des renseignements classifiés. Le défaut de se conformer à cette mise en garde constitue une infraction à la politique de la GRC et aux lois fédérales. Pour toute question concernant les renseignements, veuillez communiquer avec l'auteur du document.

3. 5. Créer un Rapport général. Seul l'enquêteur principal utilise le Rapport général pour y consigner toutes les mesures d'enquête relatives à l'incident. Inscrire les demandes de renseignements ou les mesures relatives à l'incident, p. ex. l'enquêteur demande s'il peut utiliser les renseignements fournis par la source humaine dans un affidavit ou une dénonciation en vue d'obtenir.

3. 6. Télécharger le Rapport d'affranchissement vers le SIRPP.

NOTA : La formule 2451 n'est téléchargée vers le SIRPP que lorsque toutes les exigences du chap. 31.5. et de l'ann. 31-5-1 ont été remplies.

3. 6. 1. L'original de la formule 2451 est conservé par le coordonnateur divisionnaire des sources humaines ou par le service, selon les pratiques divisionnaires.

3. 7. Entrer ou relier les noms de personnes, de commerces, d'organisations, etc. comme entitées impliquées sous l'onglet Impliquées. Ne pas inscrire de noms de personnes, de commerces ou d'organisations dans des zones Remarques ou de texte libre.

3. 8. Envoyer une tâche à son superviseur pour qu'il examine l'incident.

4. **Superviseur**

4. 1. Examiner l'incident. Veiller à ce que l'incident soit conforme aux dispositions de l'art. 3.

ANNEXE B.2 - MANUELS DES OPÉRATIONS LA GRC
PARTIE 5 – SÉCURITÉ ROUTIÈRE

5.4 CONDUITE D'UN VÉHICULE PRIORITAIRE (POURSUITES)

1. Généralités

1. 1. La conduite d'un véhicule prioritaire comprend la poursuite, l'approche d'un véhicule et l'intervention en cas d'urgence.

1. 2. Les membres doivent s'appuyer sur le Modèle d'intervention pour la gestion d'incidents (MIGI) au moment de prendre la décision d'entreprendre, de continuer ou d'abandonner la conduite d'un véhicule prioritaire. Voir le chap. 17.1.

1. 2. 1. Pendant une intervention en cas d'urgence, la sécurité du public et des policiers doit être prise en considération. Il faut évaluer les risques de façon continue.

1. 2. 2. Au moment d'évaluer les risques liés au lancement d'une poursuite, il faut s'assurer que la gravité de la situation et la nécessité de procéder à une arrestation immédiate l'emportent sur le danger associé à la poursuite.

2. Définitions

2. 1. **Approche d'un véhicule** désigne l'action de rattraper un véhicule. Il ne s'agit pas d'une poursuite. Voir l'art. 8.

2. 2. **Intervention en cas d'urgence** désigne la conduite d'un véhicule de police en cas d'incident qui nécessite une action policière immédiate selon l'information reçue et l'évaluation des risques effectuée par le membre.

2. 3. **Poursuite** désigne la conduite d'un véhicule prioritaire en vue de l'appréhension d'une personne ou d'un suspect qui refuse d'immobiliser son véhicule sur l'ordre d'un agent de la paix et qui tente d'éviter d'être arrêté.

2. 4. **Premier véhicule de poursuite** désigne le véhicule de police qui se trouve le plus près du véhicule faisant l'objet d'une poursuite et dont le conducteur maintient un contact visuel direct avec ce véhicule.

2. 5. **Second véhicule de poursuite** désigne le véhicule de police qui se trouve le plus près du premier véhicule de poursuite de façon à lui assurer un soutien et dont le conducteur peut assumer la communication radio s'il peut voir les véhicules impliqués dans la poursuite.

2. 6. **Véhicule de police identifié** désigne un véhicule équipé de gyrophares, d'une sirène et des autocollants standards de la GRC.

2. 7 **STO** désigne une station de transmissions opérationnelles.

2. 8. **Superviseur de la poursuite** désigne la personne qui assume le commandement d'une « poursuite en cours » après que le conducteur du premier ou du second véhicule de poursuite en a fait la demande à la STO.

3. Participation à une poursuite et restrictions connexes

3. 1. Une poursuite peut avoir lieu lorsqu'un conducteur suspect refuse d'immobiliser son véhicule sur l'ordre d'un agent de la paix et tente d'éviter d'être arrêté.

3. 2. Lorsque l'identification ou l'arrestation du suspect peut être effectuée par d'autres moyens plus tard, la nécessité de la poursuite doit être réévaluée.

NOTA : Le fait qu'un conducteur tente de s'enfuir pour éviter d'être arrêté n'est pas un facteur à prendre en considération au moment de déterminer la gravité de l'infraction ou la nécessité de procéder immédiatement à une arrestation.

3. 3. Si l'utilisation d'un dispositif de dégonflage de pneus s'avère efficace ou si une équipe de soutien aérien est sur place, les membres doivent réévaluer la nécessité de continuer la poursuite.

3. 4. Seuls les membres réguliers et les gendarmes spéciaux surnuméraires peuvent conduire un véhicule de la GRC impliqué dans une poursuite.

3. 5. Seuls les agents de la paix peuvent être les passagers d'un véhicule de police pendant une poursuite.

3. 6. Seul un véhicule de police identifié muni d'une sirène et de gyrophares peut être utilisé pendant une poursuite.

EXCEPTIONS :

1. Une voiture de police banalisée peut être utilisée pendant une poursuite seulement si l'urgence de la situation l'exige et si la vie d'une personne est en danger. Dans une telle situation, un véhicule de police identifié doit prendre le relais dès que possible.

2. Une motocyclette de police peut être utilisée pendant une poursuite seulement si l'urgence de la situation l'exige, si la vie d'une personne est en danger et si les conditions météorologiques et routières le permettent. Dans une telle situation, un véhicule de police identifié doit prendre le relais dès que possible.

3. 7. La sirène et les gyrophares des véhicules de police doivent être activés durant une poursuite.

3. 8. Il est interdit aux membres de faire feu sur un véhicule automobile dans le seul but de l'immobiliser. Voir l'art. 1.2. du chap. 4.7. et l'art. 5. du chap. 2.3. du MOT.

3. 9. Sauf si l'urgence de la situation l'exige, seulement deux véhicules de police (premier et second véhicules de poursuite) doivent participer à une poursuite.

3. 10. Aucun autre véhicule de police n'est autorisé à poursuivre un autre véhicule en parallèle en milieu urbain. En région rurale, la poursuite en parallèle peut être justifiée si elle se fait à une distance sécuritaire.

4. Poursuite sur plus d'un territoire de compétence

4. 1. Si les véhicules impliqués dans une poursuite approchent un territoire voisin, le détachement de la GRC ou le service de police compétent doit en être informé et prendre la poursuite en charge le plus tôt possible.

4. 2. Si les véhicules impliqués dans une poursuite entrent sur un territoire qui ne relève pas de la GRC et si le service de police compétent ne peut prendre la poursuite en charge immédiatement, l'abandon de la poursuite doit être envisagé. On doit alors prendre certains facteurs en considération : la gravité de l'infraction et de la situation, la nécessité d'une arrestation immédiate et les directives du service de police compétent.

4. 3. Si les véhicules impliqués dans une poursuite ayant commencé dans un territoire qui ne relève pas de la GRC entrent sur un territoire de compétence de la GRC, la communication est établie, la raison de la poursuite est déterminée et la prise en charge de la poursuite est effectuée, s'il y a lieu.

4. 4. Les membres ne sont pas autorisés à continuer de l'autre côté de la frontière canado-américaine la poursuite d'un véhicule en fuite qui a commencé au Canada.

5. Infractions ne devant pas faire l'objet de poursuites policières

5. 1. Une poursuite ne doit pas être lancée dans le cas des infractions suivantes :

5. 1. 1. le fait de prendre un véhicule sans le consentement du propriétaire;

5. 1. 2. le vol d'un véhicule;

5. 1. 3. la possession d'un véhicule volé;

5. 1. 4. la fuite d'une personne afin d'éviter l'arrestation aux termes de l'art. 249.1 du *Code criminel* ou la conduite dangereuse lorsque la seule preuve permettant d'établir la perpétration de l'une ou l'autre des infractions est recueillie au moment d'arrêter un véhicule ou de s'en approcher;

5. 1. 5. la violation d'une loi ou d'un règlement provincial;

5. 1. 6. la violation d'un règlement municipal;

5. 1. 7. une infraction liée aux biens en général, p. ex. une introduction par effraction, la possession d'un bien volé et le vol;

5. 1. 8. la violation d'un règlement fédéral sur la sécurité routière.

6. Premier véhicule de poursuite

6. 1. Dès qu'une poursuite est lancée, la STO doit être avisée immédiatement.

6. 2. Le conducteur du premier ou du second véhicule de poursuite demande à la STO de trouver un chef de veille ou un superviseur de patrouille qui prendra le commandement de la poursuite.

6. 3. La communication radio doit être maintenue avec la STO, qui est tenue au courant de l'évolution de la poursuite, en ce qui concerne par exemple le lieu de la poursuite, la direction et la vitesse des véhicules, la circulation automobile et piétonne et les conditions météorologiques et routières.

6. 4. Après une poursuite, le conducteur du premier véhicule de poursuite doit remplir la formule 2088.

7. Second véhicule de poursuite

7. 1. Lorsqu'un second véhicule participe à la poursuite, son conducteur doit suivre le premier à une distance sécuritaire et aviser immédiatement la STO de sa participation.

7. 2. Dans la mesure du possible, le conducteur du second véhicule de poursuite doit se charger des radiocommunications si sa position lui permet de voir le déroulement de la poursuite.

7. 3. Le second véhicule de poursuite ne doit pas doubler le premier, sauf si celui-ci le lui demande.

8. Approche d'un véhicule

8. 1. Lorsqu'un véhicule de police tente de s'approcher d'un autre véhicule, il ne s'agit pas d'une poursuite, mais plutôt d'un contact entre un policier et un contrevenant à la suite d'une infraction à une loi provinciale ou territoriale, par exemple.

8. 2. Avant de tenter de s'approcher d'un autre véhicule, une évaluation des risques doit être effectuée et la sécurité du public et des policiers doit être prise en considération.

8. 3. Les gyrophares doivent être actionnés au moment de s'approcher d'un autre véhicule. La sirène doit aussi être utilisée si on estime que la sécurité du public et des policiers risque d'être compromise. La sirène peut être désactivée une fois que le contrevenant a rangé et immobilisé son véhicule.

8. 4. À l'approche d'une intersection, le conducteur du véhicule de police doit respecter les règlements municipaux ou la loi territoriale ou provinciale régissant la conduite d'un véhicule prioritaire.

8. 4. 1. Si aucun règlement ou aucune loi n'existe à cet égard, le conducteur doit au moins ralentir, faire preuve d'une prudence raisonnable et actionner les gyrophares et la sirène.

EXCEPTION : Les conducteurs de véhicules banalisés (de surveillance) ne sont pas tenus d'activer les gyrophares et la sirène lorsqu'ils suivent un véhicule ou s'en approchent. Les risques doivent être constamment évalués comme il est prévu dans le MIGI. Voir l'art. 1.2.1.

9. Abandon d'une poursuite

9. 1. Une poursuite doit être abandonnée si elle devient inutile ou trop dangereuse ou si d'autres moyens d'arrestation sont possibles.

9. 2. La décision de mettre fin à une poursuite peut être prise par le superviseur de la poursuite et le conducteur du premier ou du second véhicule de poursuite.

9. 3. Toutes les équipes mettent fin à une poursuite dès qu'un aéronef de police prend l'opération en charge.

9. 4. La décision de mettre fin à une poursuite est définitive et doit être communiquée immédiatement à tous les membres concernés. Ces derniers doivent accuser réception du message qui leur a été envoyé.

9. 5. Après avoir mis fin à une poursuite, tous les membres y ayant participé doivent, dans la mesure où les conditions sont sécuritaires :

9. 5. 1. se ranger sur l'accotement, immobiliser leur véhicule, désactiver les gyrophares et la sirène et informer la STO que la poursuite a été abandonnée et qu'ils se sont rangés sur le bord de la route.

10. Responsabilités

10. 1. Superviseur de la poursuite

10. 1. 1. Le superviseur de la poursuite remplit les fonctions suivantes :

10. 1. 1. 1. aviser tous les membres prenant part à la poursuite qu'il en a pris le commandement;

10. 1. 1. 2. surveiller la poursuite et en évaluer continuellement les risques;

10. 1. 1. 3. mettre fin à la poursuite si les circonstances l'exigent;

10. 1. 1. 4. examiner et remplir les sections requises de la formule 2088 (au besoin, se reporter au guide divisionnaire du superviseur des poursuites policières).

10. 2. STO

10. 2. 1. Lorsqu'il est informé d'une poursuite, le répartiteur, le superviseur ou l'opérateur des télécommunications de la STO applique les procédures et les politiques énoncées au chap. 46.2., les procédures opérationnelles réglementaires relatives à la conduite de véhicules prioritaires (poursuites) ou les politiques ou procédures opérationnelles réglementaires divisionnaires.

10. 2. 2. Lorsqu'elle est avisée d'une poursuite, la STO attribue immédiatement la priorité radio et conserve une voie de communication ouverte pour les membres qui participent à la poursuite. Elle envoie un message à toutes les patrouilles afin de les informer de la poursuite.

10. 2. 3. La STO communique avec un sous-officier de service du secteur où se déroule la poursuite pour qu'il en assume le commandement. Si aucun sous-officier de service n'est disponible, la STO communique avec un sous-officier d'un autre détachement du secteur de la STO. Si aucun sous-officier n'est joint, le membre ayant le grade le plus élevé assumera le commandement de la poursuite.

10. 2. 4. Au besoin, la STO peut communiquer avec un sous-officier qui n'est pas de service pour qu'il assume le commandement de la poursuite.

10. 2. 5. La STO doit informer les services de police de la région de la poursuite afin d'en faciliter la coordination.

10. 2. 6. Lorsque la poursuite est terminée, la STO doit en aviser toutes les patrouilles.

10. 3. Chef de service ou de détachement

10. 3. 1. Le chef doit s'assurer que tous les membres ont pris connaissance des politiques et des procédures relatives aux poursuites.

10. 3. 2. Après une poursuite, il tient une séance visant à faire un compte rendu et à déterminer si les membres ont respecté les politiques et procédures en vigueur.

10. 3. 3. La formule 2088 dûment remplie doit être envoyée à l'officier divisionnaire responsable des enquêtes criminelles ou à son remplaçant dans les 30 jours suivant l'incident.

10. 4. Division

10. 4. 1. Si une poursuite a causé des blessures corporelles ou la mort, un rapport préliminaire doit être soumis immédiatement au Centre national des opérations.

10. 4. 2. L'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) de la division ou son remplaçant doit examiner toutes les formules 2088. Si des mesures correctives sont recommandées (p. ex. de la formation ou des conseils opérationnels), l'OREC ou son remplaçant doit formuler des recommandations et les mettre en œuvre le plus tôt possible.

10. 4. 3. Avant la fin de janvier, les divisions doivent signaler toutes les poursuites qui ont eu lieu au cours de l'année civile précédente sur la formule 2438, puis transmettre celle-ci à la Direction générale. La formule sera acheminée automatiquement à la Police criminelle, Services de police contractuels et autochtones.

PARTIE XI – SÉCURITÉ
1.SÉCURITÉ ORGANISATIONNELLE ET ADMINISTRATIVE

N – COMMUNICATION DER ENSEIGNEMENTS CLASSIFIÉS OU PROTÉGÉS

N. 1. On ne doit communiquer les renseignements classifiés ou protégés qu'à une personne qui a le besoin de savoir et qui détient une habilitation sécuritaire ou une vérification de la fiabilité qui correspond au caractère délicat des renseignements qui sont divulgués.

NOTA : Les rapports préparés à la demande d'un tiers et contenant des renseignements classifiés ou protégés qui le concernent uniquement, peuvent lui être communiqués même s'il ne détient pas l'habilitation sécuritaire ou la vérification de la fiabilité requise.

N. 2. Lorsque des renseignements délicats qui sont classifiés dans l'intérêt national sont communiqués à d'autres gouvernements, ministères ou organismes non visés par la Politique et les normes concernant la sécurité du gouvernement du Canada, la GRC doit s'assurer par des conventions écrites, p. ex. un protocole d'entente, que des mesures appropriées sont établies pour la protection des renseignements. Voir l'ann. XI-1-5 pour les mentions pertinentes.

N. 3. Le personnel des dépôts des dossiers responsable de la tenue des dossiers communique les dossiers Très secret et Secret seulement aux employés habilités dont le nom figure sur les listes d'accès approuvées par le chef compétent.

N. 4. L'employé de la GRC qui laisse ou communique des renseignements classifiés ou protégés à d'autres organismes d'application de la loi, à des procureurs de la Couronne ou à des administrations provinciales, territoriales ou municipales, doit s'assurer que les renseignements sont rangés dans un coffre de sécurité approuvé, tel qu'indiqué dans le Guide d'équipement de sécurité.

N. 4. a. Si le ministère ou l'organisme ne peut pas assurer un entreposage approprié des renseignements, l'employé de la GRC rapporte les renseignements à une installation de la GRC, ou permet à l'organisme d'examiner le document à une installation de la GRC.

N. 4. b. L'omission de protéger des renseignements de nature délicate pourrait entraîner le déclassement ou la révocation de la cote de sécurité ou de la cote de fiabilité de l'employé. Le chef doit assurer la protection appropriée des renseignements de nature délicate en veillant à ce que cette question fasse partie du processus d'assurance de la qualité de son service.

ANNEXE B.4 - MANUEL DE LA SÉCURITÉ DE LA GRC
PARTIE 1 – SÉCURITÉ DU PERSONNEL

15. DIRECTIVES RELATIVES À LA LOI SUR LA PROTECTION DE L'INFORMATION

1. Politique

1. 1. Il y a deux catégories de personnes qui sont astreintes au secret à perpétuité :

1. 1. 1. les employés visés par l'annexe de la *Loi sur la protection de l'information*, voir les art. 2.5. et 3.;

1. 1. 2. les personnes qui doivent être désignées par avis, voir l'art. 4.

1. 2. Pour le processus de désignation, la personne « désignée » doit signer la partie D (Reconnaissance) du formulaire TBS/SCT 330-317b (Avis de désignation des « personnes astreintes au secret à perpétuité » conformément à l'article 10 de la *Loi sur la protection de l'information*). L'agent de la sécurité ministérielle (ASM) a délégué son pouvoir de mettre au courant l'employé en personne et de signer le formulaire TBS/SCT 330-317c au superviseur.

2. Généralités

2. 1. Les dispositions de la *Loi sur la protection de l'information* (LPI) astreignent au secret à perpétuité tous les employés de la GRC ou les non-employés de la GRC qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux.

2. 1. 1. Pour la définition de non-employé de la GRC, voir le chapitre Définitions.

2. 2. Les employés doivent respecter tous les renseignements dont ils prennent connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et sont astreints au secret à perpétuité après qu'ils quittent leur emploi à la GRC.

2. 3. La divulgation de renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux constitue un acte criminel.

2. 4. Le Groupe LPI est chargé de surveiller la mise en application des dispositions de la LPI.

2. 4. 1. Le Groupe LPI doit sensibiliser les employés à l'égard de la LPI et les informer de leurs responsabilités légales et des sanctions possibles en cas de non-conformité à la loi.

2. 5. L'annexe de la LPI liste les programmes dont le personnel est automatiquement astreint au secret à perpétuité, à savoir :

2. 5. 1. les Enquêtes relatives à la sécurité nationale et les Renseignements criminels;

2. 5. 2. le Programme des opérations techniques, à l'exception du Service de l'air;

2. 5. 3. l'ancien Service de sécurité de la GRC (employés qui travaillaient auparavant pour le Service de sécurité avant l'existence du Service canadien du renseignement de sécurité [SCRS]).

2. 6. L'employé qui travaille au sein d'un programme mentionné à l'art. 2.5. doit être désigné au moyen du formulaire TBS/SCT 330-316.

2. 7. Pour qu'un groupe, section ou service relève de l'un des programmes mentionnés à l'art. 2.5., il doit s'en remettre à un secteur du programme pour ses politiques, p. ex. le Groupe des Affaires spéciales I reçoit ses directives du centre de décision des Affaires spéciales I des Opérations techniques, à la Direction générale.

2. 8. Conformément à l'art. 10 de la LPI, le superviseur doit recommander la désignation d'une personne. Voir l'art. 4.

2. 8. 1. Les personnes désignées comprennent celles qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux, mais qui n'appartiennent pas aux programmes mentionnés à l'art. 2.5.

3. Employé visé par l'annexe

3. 1. Le superviseur remplit la section A du formulaire TBS/SCT 330-316 à l'aide du document « Procédures et instructions : employés des secteurs de la GRC visés par l'annexe (SCT 330 316) » et :

3. 1. 1. y joint une lettre ou une note sur laquelle sont inscrits le nom et le titre du superviseur ainsi que le nom de la division ou de la section et l'adresse de retour;

3. 1. 2. envoie le formulaire original à la Direction générale, à l'att. du Groupe de la Loi sur la protection de l'information, Sous-direction de la sécurité ministérielle, Opérations techniques;

NOTA : Ne pas envoyer le formulaire à l'adresse indiquée dans les instructions figurant sur le formulaire.

3. 1. 3. reçoit une copie du formulaire du Groupe LPI ainsi qu'une lettre d'information à remettre à l'employé;

3. 1. 4. informe l'employé de ses obligations découlant de la LPI et lui remet les documents nécessaires;

3. 1. 5. ne conserve aucune copie.

NOTA : Le Groupe LPI transmet l'original au SCRS et fait verser une copie au dossier de sécurité de la personne.

4. Personne désignée par avis

4. 1. Les personnes suivantes doivent être désignées par avis :

4. 1. 1. Le greffier du Conseil privé doit désigner le commissaire.

4. 1. 2. Le commissaire doit désigner et recommander à l'agent de la sécurité ministérielle les personnes de son cabinet, notamment les s.-comm. et les comm. adj. et leurs gestionnaires ou adjoints administratifs qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux.

4. 1. 3. Le superviseur doit désigner les employés de la GRC qui ne sont pas visés par l'annexe, mais qui prennent part à des projets ou à des affectations spéciales ou qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux.

4. 1. 4. Le superviseur doit désigner les non-employés de la GRC qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux.

4. 2. Pour désigner une personne comme étant astreinte au secret à perpétuité en vertu de la LPI, le superviseur :

4. 2. 1. remplit le formulaire TBS/SCT 330-317a;

4. 2. 2. y joint une lettre ou une note sur laquelle sont inscrits le nom et le titre du superviseur ainsi que le nom de la division ou de la section et l'adresse de retour;

4. 2. 3. envoie le formulaire original à la Direction générale, à l'att. du Groupe de la Loi sur la protection de l'information, Sous-direction de la sécurité ministérielle, Opérations techniques.

NOTA : Ne pas envoyer le formulaire à l'adresse indiquée dans les instructions figurant sur le formulaire.

4. 3. Le Groupe LPI traite le formulaire TBS/SCT 330-317a conformément à l'art. 4.2. et remplit le formulaire TBS/SCT 330-317b et le transmet au commissaire pour qu'il le signe. Au reçu de l'approbation, le Groupe LPI remplit le formulaire TBS/SCT 330-317c.

4. 3. 1. Une fois la désignation recommandée, le Groupe LPI renvoie les formulaires TBS/SCT 330-317b et TBS/SCT 330-317c au superviseur.

4. 4. Le superviseur rencontre et met au courant la personne et lui fait signer la partie des formulaires réservée à la reconnaissance.

4. 4. 1. Le superviseur signe le formulaire TBS/SCT 330-317c au nom de l'agent de la sécurité ministérielle.

4. 5. Une fois que les formulaires ont été signés et que la personne a été mise au courant, la personne en conserve une copie. Les originaux des formulaires TBS/SCT 330-317b et TBS/SCT 330-317c sont renvoyés au Groupe LPI.

4. 6. Le Groupe LPI transmet les originaux au SCRS et fait verser une copie au dossier de sécurité de la personne.

5. Départ ou mutation de la GRC

5. 1. Lorsqu'une personne quitte la GRC, le superviseur doit avoir un entretien final avec la personne au sujet de son statut continu comme personne astreinte au secret à perpétuité.

5. 2. Le superviseur peut préparer une lettre de départ pour quiconque est muté, retourne à son service d'attache, démissionne ou prend sa retraite.

ANNEXE B.5 - MANUEL DE LA GESTION DE L'ACTIF

CHAPITRE 6.4. APPAREILS DE COMMUNICATION SANS FIL

1. Politique

1. 1. Les appareils de communication sans fil, tels que les téléphones mobiles et les assistants numériques personnels (ANP), peuvent être alloués aux employés lorsque ces appareils sont considérés comme nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions.

1. 2. Un appareil de communication sans fil doit être facturé au service dont l'employé fait partie, et non directement à l'employé.

1. 3. Le gestionnaire ou le superviseur fournira un exemplaire imprimé de ces directives à tous les employés auxquels un appareil de communication sans fil a été assigné. L'employé doit confirmer qu'il en a pris connaissance et qu'il en comprend la teneur.

1. 4. L'employé est entièrement responsable de l'utilisation et de l'entretien de son appareil de communication sans fil.

1. 5. Si un employé est muté ou s'il quitte la GRC, il doit rendre son appareil sans fil à son supérieur ou au coordonnateur des télécommunications désigné.

2. Renseignements généraux

2. 1. Les appareils de communication sans fil sont fort appréciés lorsqu'il n'y a pas de service téléphonique conventionnel. Cependant, en raison de leur coût élevé d'utilisation, les gestionnaires et les employés doivent s'assurer qu'ils sont utilisés adéquatement et que les frais liés à leur utilisation n'excèdent pas la norme.

2. 2. Les appareils de communication sans fil sont les suivants : téléphone cellulaire ou mobile, terminal mobile de poche, assistant numérique personnel, etc. Les postes de radio ne sont pas inclus.

2. 3. Un plan de service est un plan pour les appareils de communication sans fil qui comprend une connexion réseau, différents services comme la messagerie vocale, etc. Un montant préétabli de temps d'antenne est également inclus dans le plan de service.

3. Gestionnaire

3. 1. Déterminer si un employé a besoin d'un appareil de communication sans fil dans l'exercice de ses fonctions. Chercher des solutions de rechange s'il y a lieu, par exemple, l'utilisation d'un téléavertisseur ou l'utilisation partagée d'un appareil avec un autre service. Voir l'art. 1.1.

3. 2. Examiner le plan de service relié à l'utilisation d'appareils de communication sans fil (connexion réseaux et le temps d'antenne inclus) et s'assurer qu'il est approprié aux besoins évalués. Vérifier et approuver tout changement au plan de service.

3. 3. Récupérer et vérifier les appareils de communication sans fil des employés qui cessent leurs activités pour une période prolongée ou dont l'appareil n'est plus nécessaire aux tâches qui lui sont assignées.

3. 4. Revoir annuellement les besoins des différents services concernant l'utilisation des appareils de communication sans fil et s'assurer que les plans de service sont adéquats.

3. 5. Désigner au besoin un coordonnateur des télécommunications pour contrôler les équipements de télécommunications. Vérifier régulièrement les comptes des appareils de communication sans fil afin de s'assurer qu'ils sont utilisés conformément aux directives énoncées dans le présent chapitre.

3. 6. Si le coordonnateur des télécommunications désigné n'assume pas cette responsabilité, veiller à ce que :

3. 6. 1. les appareils de communication sans fil soient obtenus conformément à la politique fédérale et de la GRC et selon les approbations nécessaires;

3. 6. 2. tous les employés reçoivent les informations concernant leur plan de service et un exemplaire des directives énoncées dans le présent chapitre;

3. 6. 3. les appareils de communication sans fil soient gérés comme des **articles attrayants**, conformément au chap. 1.6.

4. Coordonnateur des télécommunications

4. 1. Obtenir les appareils de communication sans fil conformément à la politique fédérale et de la GRC et selon les approbations nécessaires.

4. 2. Distribuer les appareils de communication sans fil, contrôler leur utilisation et coordonner les paiements.

4. 3. S'assurer que tous les employés reçoivent les informations concernant leur plan de service et qu'ils obtiennent un exemplaire des directives énoncées dans le présent chapitre.

4. 4. Assurer l'administration des plans de service et des appareils de communication sans fil.

4. 5. Gérer les appareils de communication sans fil comme des **articles attrayants**, conformément au chap. 1.6.

5. Employé

5. 1. Prendre connaissance et accuser réception des directives contenues dans le présent chapitre et des informations concernant le plan de service connexe.

5. 2. S'assurer que l'appareil de communication sans fil est utilisé et entretenu selon les modalités du présent chapitre.

5. 3. Aviser rapidement son gestionnaire ou le coordonnateur des télécommunications lorsque l'appareil de communication sans fil a été perdu, volé ou endommagé.

5. 4. Retourner à son gestionnaire ou au coordonnateur des télécommunications tout appareil de communication sans fil qui lui est assigné, et ce, avant sa mutation, son départ de la GRC ou lorsque l'appareil ne s'avère plus nécessaire à ses fonctions.

6. Services informatiques régionaux et de la Direction générale

6. 1. Les Services informatiques de la Direction générale déterminent les normes des appareils de communication sans fil.

6. 2. Dans la mesure du possible, les Services informatiques régionaux assument les responsabilités suivantes :

6. 2. 1. donner des conseils aux gestionnaires afin de s'assurer que le plan de service et l'équipement choisis sont les plus appropriés à l'égard des tâches prévues;

6. 2. 2. dans les limites des pouvoirs délégués en matière de passation de marchés, approuver l'acquisition des appareils de communication sans fil et de l'équipement et obtenir ou aider à obtenir ces appareils et équipement par l'entremise du fournisseur.

6. 3. Rester en communication avec les gestionnaires et les coordonnateurs des télécommunications concernant la gestion des appareils de communication sans fil.

7. Documents à l'appui

7. 1. En parallèle avec le présent chapitre, veuillez consulter les documents à l'appui suivants :

7. 1. 1. Chap. II.1. du MI, Télécommunications;

7. 1. 2. Éthique et intégrité à la GRC, Bureau du conseiller en matière d'éthique et d'intégrité.

ANNEXE B.6 - MANUEL D'ADMINISTRATION
PARTIE VIII - QUESTIONS JURIDIQUES

1. PERTE, ENDOMMAGEMENT OU VOL DE BIENS APPARTENANT À LA GRC, LOUÉS PAR ELLE OU CONFIÉS À SES SOINS

1. **Politique**

1. 1. L'employé doit signaler immédiatement à son superviseur la perte, l'endommagement ou le vol des biens suivants, dont il est responsable :

1. 1. 1. les biens publics confiés à ses soins;

1. 1. 2. les biens loués par la GRC ou confiés à ses soins;

1. 1. 3. les biens qui entrent en sa possession pendant l'exécution de son travail;

1. 1. 4. les sommes d'argent;

1. 1. 5. les véhicules loués, possédés, donnés ou sous son autorité et utilisés au service de la GRC. Par **véhicules**, on entend les véhicules de police, les navires de patrouille maritime, les aéronefs de police, les véhicules tout-terrain et les motoneiges.

2. **Généralités**

2. 1. La présente politique s'applique à toutes les collisions et à tous les incidents d'endommagement impliquant tout mode de transport de la GRC — terrestre, aérien et maritime — qu'ils aient été causés par une collision ou par un acte malveillant ou qu'ils soient d'origine inconnue.

2. 2. Un incident est tout événement entraînant des blessures ou des dommages matériels qui est susceptible de donner lieu à une réclamation :

2. 2. 1. contre la GRC;

2. 2. 2. déposée par la GRC contre toute autre partie pour dommages causés à des biens ou à de l'équipement de la GRC.

3. **Communication des renseignements**

3. 1. **Employé**

3. 1. 1. Afin de protéger les intérêts de l'État, du conseiller juridique, de l'expert en sinistres ou de toute autre personne chargée d'enquêter sur un incident susceptible de donner lieu à une réclamation contre l'État, ne fournir que les renseignements prescrits par la loi. On peut communiquer les faits suivants :

3. 1. 1. 1. le nom, l'âge et l'adresse de l'employé;

3. 1. 1. 2. s'il s'agit d'un accident impliquant un véhicule de police, le numéro de permis de conduire, la marque, le modèle et le numéro d'immatriculation du véhicule;

3. 1. 1. 3. le lieu, la date et l'heure de l'incident.

3. 1. 2. Consulter le bureau régional de Justice Canada pour toute demande de renseignements supplémentaires.

3. 1. 3. Les demandes d'entrevue avec un employé impliqué dans la perte, le vol ou l'endommagement de biens publics, de biens loués par la GRC ou confiés à ses soins doivent être transmises, par la voie hiérarchique, à Justice Canada qui communiquera les instructions voulues.

3. 1. 4. L'expert national en sinistres de la GRC peut demander et recevoir des renseignements supplémentaires destinés à servir dans le cadre du processus de règlement de sinistre. Si des renseignements supplémentaires sont demandés, on peut communiquer avec le Service régional du contentieux ou avec le directeur des Réclamations et du Contentieux pour obtenir des conseils.

4. **Démarches initiales en cas de perte, de vol ou d'endommagement, ou de décès ou blessures**

4. 1. **Employé**

4. 1. 1. L'employé ne doit reconnaître aucune responsabilité de sa part ou de celle de la GRC avant d'avoir consulté un avocat et la question de la responsabilité est examinée par la division, l'expert en assurances de la GRC ou Justice Canada.

4. 2. **Superviseur**

4. 2. 1. Aviser immédiatement le c. s.-div. de la perte, du vol ou de l'endommagement de biens publics ou des décès ou blessures découlant de l'usage de ces biens.

4. 2. 2. S'assurer que l'incident est signalé aux ministères et organismes qui, d'après la loi, doivent en être informés.

4. 3. **C. s.-div.** (y compris l'officier resp. d'un service qui rend directement compte au c. div.)

4. 3. 1. S'il s'agit d'un incident grave, désigner un enquêteur qui a de l'expérience dans ce genre de travail.

4. 3. 2. Si un membre est impliqué dans un accident mortel ou presque mortel, nommer un enquêteur provenant d'un autre service que celui du membre impliqué afin d'éviter la partialité.

4. 3. 3. S'il s'agit d'un accident de la route, désigner si possible un enquêteur qui a une formation spécialisée, c.-à-d. qui a suivi le cours d'enquêtes techniques sur les accidents de la circulation du CCP ou un cours divisionnaire d'enquête sur les accidents de la circulation.

4. 3. 4. Avertir le c. div. s'il s'agit de cas de décès ou de blessures graves, d'accidents subis par un aéronef ou un navire, de dommages s'élevant à plus de 1 000 $ ou d'incendies d'origine suspecte.

4. 3. 5. Signaler à la Section locale des télécommunications tous les cas de perte, de vol ou d'endommagement d'équipement de télécommunication. Demander au coordonnateur des télécommunications :

4. 3. 5. 1. d'établir le montant de la perte, et

4. 3. 5. 2. de recommander ce qu'il faut faire : se débarrasser de l'équipement, le réparer ou le remplacer.

4. 3. 6. Si du matériel appartenant aux Affaires spéciales I a été perdu, volé ou endommagé, avertir le coordonnateur divisionnaire des Affaires spéciales I qui fera un rapport à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Opérations techniques.

4. 4. **C. div.**

4. 4. 1. En cas de décès ou de blessures graves lors de l'usage de biens appartenant à la GRC, loués par elle ou confiés à ses soins, aviser par message la Direction générale, à l'att. du directeur des Relations avec les médias et du directeur des Réclamations et du Contentieux.

4. 4. 2. Signaler les cas de perte, d'endommagement ou de vol d'un aéronef de la GRC à la Direction générale, à l'att. du directeur des Services d'enquête techniques.

4. 4. 2. 1. Le directeur des Services d'enquêtes techniques nomme un agent du Service de l'air pour participer aux enquêtes sur les accidents impliquant des aéronefs.

4. 4. 3. Signaler les cas de perte, d'endommagement ou de vol d'un navire de patrouille maritime à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Programmes et de la Gestion de l'actif.

4. 4. 4. Signaler les cas de perte, de vol ou d'endommagement de matériel informatique ou de télécommunications à la Direction générale, à l'att. du DPI.

4. 4. 5. Signaler les cas de perte ou d'endommagement d'immeubles directement imputables à l'incendie, à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Programmes et de la Gestion de l'actif.

4. 4. 6. Si un acte de violence ou une introduction par effraction est fait contre des biens ou des locaux appartenant à la GRC, loués par elle ou confiés à ses soins, et que cela est préjudiciable au matériel de la GRC, à ses employés ou à leur famille immédiate, en aviser la Direction générale, à l'att. du DG de la Sécurité ministérielle à la Direction des opérations techniques.

5. **Enquête sur la perte, le vol ou l'endommagement de biens, ou sur les décès ou blessures**

5. 1. **Généralités**

5. 1. 1. Comme il n'y a pas deux incidents qui soient tout à fait identiques, il est impossible de fournir des directives applicables à tous les cas. Souvent, la nature de la perte, du vol, de l'endommagement ou même des blessures ne justifie pas une enquête approfondie. Cependant, il faut toujours effectuer une enquête suffisante, afin de satisfaire aux exigences de la GRC et de la Politique sur la gestion des risques du Conseil du Trésor.

5. 1. 2. Chaque cas de perte, de vol ou d'endommagement de biens doit faire l'objet d'une enquête pour établir clairement les causes de l'incident et déterminer la responsabilité légale.

NOTA : Il n'est pas dans nos intentions d'empiéter sur le territoire d'autres services de police. Toutefois, il faut effectuer une enquête suffisante afin de satisfaire aux exigences ainsi qu'aux critères de la politique sur les réclamations.

5. 2. **Enquêteur**

5. 2. 1. Se rendre sur les lieux des accidents graves et, si possible, des autres.

5. 2. 2. Obtenir une déclaration de chacun des employés impliqués.

5. 2. 2. 1. Inclure dans la déclaration les circonstances de l'incident et y indiquer si, à ce moment-là, l'employé agissait dans le cadre de ses fonctions ou de son travail.

5. 2. 3. Obtenir une déclaration de toute autre personne qui serait au courant des circonstances.

5. 2. 4. Si un véhicule, un aéronef ou un navire de patrouille maritime appartenant à la GRC ou loué par elle est impliqué dans un accident, obtenir tous les renseignements relatifs à son utilisation au moment de l'accident et tâcher de savoir si son usage était autorisé.

5. 2. 5. Noter le genre de travail alors effectué, p. ex. surveillance, patrouille, enquête criminelle.

5. 2. 6. Prendre note des dommages réels ou prétendus aux autres biens et des blessures subies au cours de l'accident.

5. 2. 7. Prendre des photographies des lieux et des dommages si l'accident est grave et autant que possible, si l'accident est minime.

5. 2. 7. 1. Écrire les détails en lettres moulées au dos de chaque photographie.

5. 2. 8. Dresser un croquis des lieux donnant :

5. 2. 8. 1. l'emplacement de la route;

5. 2. 8. 2. l'état de la chaussée;

5. 2. 8. 3. le point d'impact par rapport à la surface de la route;

5. 2. 8. 4. la position des véhicules impliqués et de tout autre véhicule dans le secteur immédiat;

5. 2. 8. 5. tout obstacle pouvant avoir quelque rapport avec l'accident;

5. 2. 8. 6. l'emplacement des panneaux de signalisation.

5. 2. 9. Écrire en lettres moulées les détails pertinents et les mesures sur le croquis ou le plan, puis l'identifier et le signer.

5. 2. 10. Inscrire les conditions météorologiques, les conditions routières, la visibilité et la limite de vitesse par rapport à la vitesse avant et pendant l'impact.

5. 2. 11. Obtenir des copies du constat de la police locale sur l'accident.

5. 2. 12. Obtenir diverses estimations des dommages subis. Si les réparations s'avèrent trop dispendieuses, engager les services d'un évaluateur indépendant ou obtenir des estimations de la valeur du bien avant la perte, le dommage ou le vol.

5. 2. 13. Ne pas tenter d'obtenir une déclaration ou d'interroger une personne qui a engagé un avocat, à moins que ce dernier n'y consente.

5. 2. 14. Conserver les originaux des déclarations, des croquis, des notes, des négatifs et de tout autre document utile à l'expert en assurances de la GRC et à Justice Canada.

6. **Modalités de rapport**

6. 1. **Généralités**

6. 1. 1. Si les dommages résultent de causes naturelles, p. ex., bris ou ennui mécanique soudain, dégâts occasionnés par la grêle ou par une tornade, l'employé doit :

6. 1. 1. 1. préciser la cause des dommages sur la facture des réparations;

6. 1. 1. 2. indiquer la date et dresser une liste des frais encourus;

6. 1. 1. 3. envoyer la facture au c. s.-div. par la voie hiérarchique.

EXCEPTION : S'il s'agit d'un bien loué dont l'entretien est à la charge du loueur, lui demander de faire les réparations qui s'imposent.

6. 1. 2. Si la perte ou les dommages résultent d'un incendie, d'un vol, d'un acte délibéré ou d'un remorquage et que l'État est susceptible de formuler une réclamation contre un tiers (p. ex. fabricant, garagiste) :

6. 1. 2. 1. on doit transmettre une note explicative au c. s.-div. par la voie hiérarchique et annexer les factures indiquant la date de l'accident et présentant la liste des frais de réparation.

6. 2. **Incidents impliquant des véhicules de police ou des véhicules loués**

6. 2. 1. Si des dommages, blessures ou décès résultent d'une collision ou d'un incident impliquant un véhicule (occupé ou non), le conducteur ou la personne à qui on a confié le véhicule doit signaler l'incident au Programme national de gestion des réclamations par l'entremise de son superviseur.

6. 3. **Navire de patrouille maritime**

6. 3. 1. Si un navire de patrouille maritime a subi des dommages, il faut présenter un Rapport d'un événement maritime/événement hasardeux (formule 1808 du Bureau de la sécurité des transports du Canada) au Bureau de la sécurité des transports du Canada.

6. 3. 2. On doit transmettre une copie du Rapport d'un événement maritime/événement hasardeux (formule 1808 du Bureau de la sécurité des transports du Canada) dûment rempli, à la Gestion régionale du parc automobile.

6. 4. **Signalement des incidents**

6. 4. 1. Les employés doivent signaler les incidents au Programme national de gestion des réclamations au 1-888-MP-CIVIL (1-888-672-4845) et fournir les renseignements pertinents à un téléphoniste bilingue, qualifié et autorisé de la GRC. Dans la mesure du possible, les superviseurs fournissent les détails de l'incident au téléphoniste du centre d'appels selon le processus pas à pas, notamment :

6. 4. 1. 1. l'heure de l'incident ou de l'événement;

6. 4. 1. 2. le lieu de l'incident ou de l'événement;

6. 4. 1. 3. les circonstances de l'événement;

6. 4. 1. 4. les personnes impliquées;

6. 4. 1. 5. les renseignements liés au permis et aux assurances;

6. 4. 1. 6. l'information sur les personnes ou les services à contacter;

6. 4. 1. 7. une description des dommages.

6. 4. 2. Les superviseurs doivent signaler immédiatement au c. s.-div. les vols, pertes ou endommagements importants de biens, ou les décès ou blessures graves découlant de l'usage de ces biens.

6. 5. **Signalement des incidents impliquant des véhicules de police ou des véhicules loués**

6. 5. 1. Les services ou les personnes impliqués dans l'incident doivent en informer la Gestion régionale du parc automobile.

6. 5. 2. Le service doit prendre des dispositions pour obtenir les estimations requises auprès de concessionnaires ou d'ateliers de réparation locaux comparables. Il doit veiller à ce que seules des

pièces d'origine du fabricant soient utilisées et à ce que les estimations soient identiques pour les pièces et le service.

6. 5. 3. La Gestion du parc automobile doit, par l'intermédiaire du garage de poste, veiller à ce que les données soient inscrites au Système de gestion du parc automobile et au dossier local d'entretien du véhicule.

6. 5. 4. Si le coût des réparations dépasse 1 500 $, il faut en informer le gestionnaire du parc automobile de la DG ou le gestionnaire du garage de poste pour qu'il donne son approbation de dépasser la limite.

6. 5. 5. Dans les régions où il n'y a pas de garage de poste, le service ou l'employé doit obtenir trois estimations auprès de concessionnaires ou d'ateliers de réparation locaux et, si le coût des réparations s'élève à moins de 1 499 $, peut faire faire les réparations selon le montant estimatif le plus bas.

6. 5. 6. Dans le cas d'un montant estimatif de plus de 250 $, il faut communiquer avec ARI (fournisseur des cartes de crédit du parc automobile) pour obtenir son approbation. ARI communique, à son tour, avec le gestionnaire du parc automobile qui, en consultation avec le gestionnaire du garage de poste, détermine s'il y a lieu de faire faire les réparations.

6. 6. **Effets et équipements**

6. 6. 1. On remplace généralement, aux frais de l'État, les articles des effets et équipements achetables par retenue sur la solde, à la suite d'une perte, d'un endommagement ou d'un vol, pourvu que les circonstances soient conformes aux dispositions pertinentes de la Politique sur la gestion des risques du Conseil du Trésor.

6. 6. 1. 1. Consulter le chap. 5. du MUT concernant la rédaction de la formule 1216.

6. 6. 1. 2. L'employé doit expliquer les circonstances de la perte, du vol ou de l'endommagement sur la formule 1216 ou dans une note ci-jointe et la transmettre au Bureau régional ou divisionnaire des ressources humaines aux fins d'approbation.

6. 7. **Tout autre bien**

6. 7. 1. On doit transmettre au c. s.-div. une note donnant les circonstances de la perte, du vol ou de l'endommagement.

6. 8. **Pertes ou dommages causés par le feu**

6. 8. 1. On doit transmettre dans les vingt-quatre heures, l'original de la formule Lab/Trav 767E directement au Commissaire fédéral des incendies, au bureau régional ou de district de Développement des ressources humaines Canada.

NOTA : Signaler immédiatement tout incendie d'origine suspecte mettant en cause des biens publics.

6. 8. 2. Si des personnes ont été blessées ou tuées, on doit annexer la formule Lab/Trav 766E.

6. 8. 3. On doit transmettre le rapport d'enquête au c. s.-div. sur une note de service et y annexer la formule C-237, Lab/Trav 767E et, s'il y a lieu, la formule 766E.

6. 9. **Fausse alerte d'incendie**

6. 9. 1. On doit transmettre, dans les vingt-quatre heures, une copie du rapport d'incident par la filière habituelle au c. div. et au SDI et y inscrire :

6. 9. 1. 1. le nom et l'adresse du détachement, du service ou de la section;

6. 9. 1. 2. l'heure et la date de l'alerte;

6. 9. 1. 3. les biens en cause;

6. 9. 1. 4. la cause de la fausse alerte;

6. 9. 1. 5. les mesures prises pour éviter la répétition de l'incident;

6. 9. 1. 6. si l'équipement était défectueux, le genre et le modèle utilisés.

6. 10. **Autres pertes, vols ou endommagements**

6. 10. 1. **Généralités**

6. 10. 1. 1. Les autres pertes, vols ou endommagements doivent être signalés par écrit, par la voie hiérarchique, au c. s.-div.

6. 10. 1. 2. L'employé doit s'assurer que les formules et documents appropriés sont dûment remplis.

6. 10. 2. **C. s.-div.**

6. 10. 2. 1. S'assurer que tous les rapports d'enquête sont complets.

6. 10. 2. 2. Transmettre les documents au c. div. et y joindre les observations et recommandations qui s'imposent.

6. 10. 3. **C. div.**

6. 10. 3. 1. Si les pertes ou dommages sont légers et qu'une enquête n'est pas nécessaire, on peut conclure l'affaire en présentant les formules de commande d'effets et équipement ou une note de service.

6. 10. 3. 2. Signaler immédiatement toute perte ou tout vol d'argent à l'off. resp. de la Sect. du contrôle interne. Suivre les modalités indiquées à l'art. 8.

7. **Modalités d'examen**

7. 1. **C. div.**

7. 1. 1. Il incombe au Programme national de gestion des réclamations ou au Groupe du contentieux des affaires civiles de classer, conformément aux dispositions du présent chapitre, tout accident impliquant un véhicule appartenant à la GRC, loué par elle ou confié à ses soins, et d'informer le conducteur, par l'intermédiaire du c. div. ou de son délégué, de la catégorie définitive dans laquelle l'accident a été classé.

7. 1. 2. Le classement définitif d'un accident dans une catégorie déterminée est effectué par le Programme national de gestion des réclamations ou le Groupe du contentieux des affaires civiles en consultation avec le superviseur et l'expert national en sinistres.

7. 1. 3. Le c. div. détermine si des mesures correctives s'imposent (conseils opérationnels ou administratifs, formation) et, le cas échéant, entreprend leur mise en œuvre.

7. 1. 3. 1. Le c. div. signale les mesures correctives qui ont été prises au Programme national de gestion des réclamations à l'adresse NCMP_Claims, dans GroupWise.

8. **Pertes d'argent subies par l'État**

8. 1. **Généralités**

8. 1. 1. Par « Perte d'argent », on entend :

8. 1. 1. 1. un manque ou une perte de la petite caisse, d'autres comptes d'avances et d'avances comptables permanentes;

8. 1. 1. 2. de l'argent versé, perçu ou reçu par la GRC à titre officiel dans un but quelconque et qui serait perdu, volé, détruit ou détourné;

8. 1. 1. 3. de l'argent appartenant à autrui qui serait confié à un fonctionnaire à titre officiel dans un but quelconque et qui serait détourné ou perdu, détruit ou volé;

8. 1. 1. 4. un trop-payé ou un paiement fait par erreur, ou une dépense engagée sans autorisation à la suite :

8. 1. 1. 4. 1. de la négligence ou de l'abstention d'un employé du gouvernement;

NOTA : Dans la plupart des cas, la responsabilité est fondée sur le degré de négligence ou d'abstention, mais il arrive (p. ex. dans les cas de perte d'une avance comptable) que la responsabilité soit absolue quelle que soit la faute.

8. 1. 1. 4. 2. d'une demande frauduleuse de rémunération pour l'exécution de tâches supplémentaires, des congés rémunérés, des voyages, une réinstallation ou d'autres dépenses;

8. 1. 1. 4. 3. d'une demande frauduleuse de paiement par un fournisseur ou un entrepreneur ou toute autre personne;

8. 1. 1. 4. 4. d'une fraude informatique ou une fraude réalisée à l'aide d'une carte de crédit.

8. 1. 2. Les avances de voyage relèvent de la responsabilité directe de la personne concernée. Elles ne constituent pas une perte d'argent subie par Sa Majesté et elles ne sont pas portées aux crédits du ministère. Lorsqu'il est jugé approprié, on peut indemniser un employé pour la perte d'une avance de voyage grâce à un paiement à titre gratuit pourvu que :

8. 1. 2. 1. les conditions de l'art. 8.1.7. aient été remplies, et

8. 1. 2. 2. le CT autorise ce genre de paiement.

8. 1. 3. Pour signaler une perte d'argent, on doit inclure les renseignements suivants dans le rapport préliminaire :

8. 1. 3. 1. une description de la nature de la perte;

8. 1. 3. 2. les circonstances entourant la perte;

8. 1. 3. 3. une description de la nature de l'enquête menée ou entreprise;

8. 1. 3. 4. le nom des membres, des employés ou des personnes impliqués;

8. 1. 3. 5. si la perte a été signalée à Justice Canada et les mesures recommandées;

8. 1. 3. 6. la poursuite ou le procès entrepris et leurs résultats;

8. 1. 3. 7. la description de toute autre action prise pour discipliner un employé dont les actes ont causé la perte;

8. 1. 3. 8. la description des mesures prises pour recouvrer la perte, la somme recouvrée et la probabilité de tout recouvrement futur;

8. 1. 3. 9. la liste des coûts reliés à toute poursuite ou procès ou autres mesures prises pour le recouvrement;

8. 1. 3. 10. la description des sauvegardes prises pour empêcher toute perte future.

8. 1. 4. Il faut produire un rapport supplémentaire dans les trois mois qui suivent et un rapport final lorsque l'affaire est réglée.

8. 1. 4. 1. Les rapports supplémentaire et final ne doivent contenir que des renseignements non inscrits dans le rapport précédent.

8. 1. 5. On doit signaler toutes les pertes d'argent dans les comptes publics.

8. 1. 5. 1. Inclure tous les genres de pertes, qu'il s'agisse de la conséquence d'un acte illégal ou autre et qu'elle se soit produite à partir d'un compte bancaire ministériel ou du Fonds du revenu consolidé.

8. 1. 5. 2. On doit signaler les sommes perdues à la suite d'une infraction ou de tout autre acte illégal même si elles ont été recouvrées.

8. 1. 6. Le recouvrement d'une somme perdue est autorisé par la *Loi sur la gestion des finances publiques*; voir le par. 38(2) et les art. 76 et 78 de cette loi.

8. 1. 6. 1. Lorsqu'une omission ou un acte commis par un employé entraîne ou contribue à une perte d'argent qui lui est confié, on s'attend à ce que la personne concernée rembourse la somme perdue.

8. 1. 6. 2. On s'attend à ce que les pertes ou manques dans la petite caisse ou les avances permanentes soient normalement recouvrés de l'employé à moins :

8. 1. 6. 2. 1. qu'il n'y ait des preuves matérielles de vol, comme une introduction forcée;

8. 1. 6. 2. 2. que les modalités établies soient respectées et que le comptant soit en sûreté;

8. 1. 6. 2. 3. qu'aucun acte ou omission du conservateur n'ait contribué à la perte.

8. 1. 7. Le recouvrement d'une perte d'argent autre qu'une avance comptable peut être remis dans les conditions suivantes :

8. 1. 7. 1. Justice Canada est d'avis qu'un recouvrement n'est pas justifié; ou

8. 1. 7. 2. le ministre de la Sécurité publique autorise que la perte soit portée au crédit de la GRC.

8. 2. **Chef**

8. 2. 1. À l'annonce par un membre ou à la découverte d'une perte d'argent pendant que celui-ci était sous la responsabilité de la GRC :

8. 2. 1. 1. procéder à l'enquête requise dans les circonstances, p. ex. en cas d'effraction dans un bureau de détachement, en cas de vol;

8. 2. 1. 2. signaler immédiatement la perte par la filière habituelle au c. div.;

8. 2. 1. 3. fournir le plus de renseignements possible sur la perte. Voir l'art. 8.1.3.

8. 2. 2. Si le chef détermine que la perte a été causée par les actes d'un employé, voir l'art. 8.1.6. , il doit recouvrer la perte de la personne concernée.

8. 2. 3. Énoncer dans un rapport les résultats de son enquête et toute mesure prise pour le recouvrement de la somme perdue et le présenter par la filière habituelle au c. div.

8. 3. **Commandant divisionnaire**

8. 3. 1. Présenter un rapport préliminaire à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. de la Section du contrôle financier aussitôt qu'il est établi qu'une perte d'argent est survenue.

8. 3. 1. 1. S'il y a lieu, présenter un rapport supplémentaire.

8. 3. 1. 2. Présenter un rapport final à la conclusion de l'affaire.

8. 3. 2. Comme les pertes d'argent sont toutes différentes, chaque incident peut exiger l'application de techniques d'enquête diverses ou la nomination d'un enquêteur interne, suivant la complexité ou la gravité de l'affaire en cause.

8. 3. 2. 1. Demander l'avis et les conseils de Justice Canada :

8. 3. 2. 1. 1. dans les cas possibles de vol, de fraude, d'infraction ou d'acte illégal, et

8. 3. 2. 1. 2. lorsque la responsabilité d'un employé est mise en doute relativement au recouvrement de la perte. Voir l'art. 8.1.6.

8. 3. 3. Si l'enquête et les renseignements recueillis indiquent que l'employé est responsable de la perte d'argent, présenter une réclamation pour recouvrer la somme perdue de l'employé. Voir l'art. VIII.2.M.

8. 3. 4. Si Justice Canada est d'avis qu'un recouvrement n'est pas justifié, énoncer dans un rapport les détails de l'affaire tel qu'indiqué aux art. 8.3.1. et 8.3.3. ainsi que sa recommandation et ses commentaires à l'intention du Commissaire et du ministre de la Sécurité publique.

Références

- *Chapitre VIII.2., Réclamations déposées par ou contre la Couronne*
- *Politique sur la gestion des risques du Conseil du Trésor du Canada*
- *Manuel du Conseil du Trésor, Module - Gestion des programmes et fonction de contrôleur, chap. 4-7*

ANNEXE B.7 - MANUEL DE L'INFORMATIQUE
PARTIE III – INFORMATIQUE
1. NORMES SUR LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

ANNEXE III-1-2 CONTRAINTES D'USAGE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DE LA GRC

1. **Définitions**

1. Le **contrôle** englobe toutes les mesures de visualisation, d'enregistrement et d'analyse subséquente de l'activité des utilisateurs autorisés dans les systèmes de GI/TI de la GRC ou de l'utilisation de tels systèmes ainsi que d'établissement de rapports sur une telle activité ou utilisation. Il peut comprendre l'enregistrement des comptes des utilisateurs, des activités des utilisateurs, du volume d'utilisation, des sites visités, de l'information téléchargée et des ressources informatiques utilisées pour une analyse régulière du volume d'échange d'information sur les réseaux, des habitudes d'utilisation et des sites visités par certains groupes de travail ou certaines personnes, ou le fait de donner suite à un subpoena ou à tout autre processus judiciaire. L'information enregistrée et analysée ne comprend normalement pas le contenu du courrier électronique, des fichiers de données et des transmissions d'utilisateurs particuliers, mais il peut nécessiter la collecte de renseignements personnels sur certains utilisateurs et l'établissement de rapports qui comprennent des renseignements personnels afin de déterminer si une activité illégale ou inacceptable a eu lieu.

2. Les **examens de conformité de la sécurité des systèmes d'information** désigne le Programme d'examen de conformité de la sécurité des systèmes d'information de la GRC. Le programme vise à s'assurer que les employés de la GRC respectent la politique de la GRC, la politique de Gestion de la sécurité des technologies de l'information du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et les mesures de sécurité concernant la protection des renseignements de nature délicate. Les examens consistent à vérifier au hasard les serveurs ou l'information contenue dans les disques durs des postes de travail des employés. Les examens permettent à la GRC d'évaluer la sécurité de la TI et de remédier aux lacunes.

2. **Généralités**

1. Le matériel, le logiciel et les systèmes de gestion de l'information (GI) et de technologie de l'information (TI) de la GRC, p. ex. les ordinateurs portatifs, les ordinateurs de bureau, le gros ordinateur, les réseaux, le courrier électronique, ont pour but de soutenir les activités administratives et opérationnelles de la GRC ainsi que les activités officielles des Services nationaux de police (SNP).

2. L'utilisation des systèmes de GI/TI de la GRC est limitée aux employés de la GRC, aux organismes autorisés et à leurs agents qui travaillent au nom de la GRC et aux organismes autorisés et à leurs agents encadrés par les SNP.

3. L'accès aux systèmes de GI/TI de la GRC est limité aux activités administratives et opérationnelles de la GRC et des SNP et aux fonctions spécialement conçues pour ces systèmes.

4. L'utilisation des systèmes de GI/TI de la GRC à des fins personnelles, de loisir personnel ou illégales ou pour le stockage de renseignements non liés au travail est interdite.

5. Les organismes extérieurs qui utilisent les systèmes de GI/TI de la GRC sont responsables des actes de leurs employés et de toute autre personne qui agit en leur nom.

6. La GRC contrôle l'utilisation des systèmes de GI/TI de la GRC et effectue des examens de conformité afin de s'assurer que les directives du gouvernement et de la GRC en matière de sécurité sont respectées et convenablement utilisées et que l'intégrité des systèmes est préservée. La GRC contrôle au hasard l'utilisation courante et l'utilisation individuelle des réseaux.

7. Tous les logiciels et le matériel utilisés dans les systèmes de GI/TI de la GRC ou qui y sont

connectés doivent être approuvés par l'agent régional de l'informatique (ARO) ou son représentant. Un logiciel ne peut être téléchargé de l'Internet par le personnel autorisé que s'il est lié au travail et qu'il a été approuvé par l'ARO ou son représentant. Tous les logiciels et le matériel doivent être configurés en fonction des normes nationales de la GRC.

8. Avant qu'ils soient utilisés dans un système de GI/TI de la GRC, tous les fichiers contenus dans un support externe, p. ex. une disquette, un CD, un bâtonnet de mémoire USB, doivent être balayés par un détecteur de virus approuvé par l'agent de sécurité pour le ministère (ASM), afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus.

9. Les utilisateurs d'ordinateurs portatifs doivent en assurer la protection ainsi que des données qu'ils contiennent. Les utilisateurs qui voyagent à l'extérieur de l'Amérique du Nord doivent chiffrer le disque dur de leur ordinateur portatif au moyen du logiciel de chiffrement approuvé par l'ASM.

10. Les jetons USB qui contiennent les clés de chiffrement de l'utilisateur ne doivent pas être laissés sans surveillance au poste de travail. Lorsque le jeton est inutilisé, on doit le mettre sous clé dans un contenant approuvé ou le conserver sur soi. Communiquer avec la Sect. de la sécurité matérielle, SDSM pour obtenir les spécifications du contenant. Communiquer immédiatement avec le Bureau d'assistance en cas de perte ou de vol du jeton.

3. **Systèmes de la GRC et des SNP**

1. Seuls les ordinateurs de bureau et les ordinateurs portatifs approuvés par l'ARI ou son représentant peuvent être connectés aux systèmes de GI/TI de la GRC.

1. Lorsqu'un ordinateur de bureau est relié au réseau, on ne doit pas le déplacer ailleurs. Toutes les demandes de déplacement doivent être présentées à l'administrateur RL ou au Bureau d'assistance.

2. L'utilisateur ne doit pas modifier la configuration du poste de travail. Toutes les demandes de modification des configurations doivent être présentées à l'administrateur RL ou au Bureau d'assistance.

2. L'administrateur RL ou un employé ayant obtenu l'autorisation de l'ARI ou de son représentant installe les logiciels dans les systèmes de GI/TI de la GRC.

3. La configuration normalisée des systèmes de GI/TI de la GRC permet de stocker et de transmettre les données allant jusqu'au niveau Protégé A. Il faut avoir recours au chiffrement approuvé pour stocker ou transmettre les données Protégé B. Les données de cote supérieure doivent être traitées au moyen d'un système de sécurité de la GI/TI approuvé.

4. On doit attribuer aux données sauvegardées sur le matériel amovible, p. ex. disque souple, disque dur amovible, disque optique, bâtonnet de mémoire USB, le niveau de la nature délicate le plus élevé de ces données. L'employé doit avoir recours au chiffrement approuvé ou à la sécurité matérielle, ou aux deux. On doit étiqueter les supports d'information selon le niveau le plus élevé des données qu'ils contiennent.

5. Les logiciels des systèmes de GI/TI de la GRC sont couverts par le Programme de concession de licences de la GRC. Toute copie non autorisée des programmes logiciels peut donner lieu à des poursuites, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*. Il est interdit d'utiliser des logiciels non brevetés dans les systèmes de GI/TI de la GRC.

6. Il incombe à l'utilisateur d'effectuer des copies de sauvegarde des données stockées sur les postes de travail locaux. Il convient d'utiliser un dispositif amovible pour y sauvegarder les données.

7. Le système ROSS ne doit pas remplacer le système des dossiers de la GRC. Toutes données satisfaisant aux critères précisés dans le chap. IV.1. du MI au sujet des **documents** doivent être

classées dans un dossier officiel de la GRC. Il incombe à l'utilisateur d'éliminer les données superflues des lecteurs communs ou personnels du système ROSS.

8. Le système de courrier électronique de la GRC (GroupWise) sert uniquement à transmettre le courrier électronique. Tout message électronique satisfaisant aux critères précisés dans le chap. IV.1. du MI doit être classé dans un dossier officiel de la GRC. Le système conservera ces messages pour une période maximale de 90 jours. L'utilisateur qui désire conserver ses messages de plus de 90 jours peut les stocker (archiver) sur son disque dur local, conformément à l'art. 3.6.

9. Lorsqu'on utilise le courrier électronique sur les systèmes de GI/TI de la GRC :

1. Si on s'absente durant une période pouvant aller jusqu'à trois mois, désigner un mandataire afin de prendre connaissance de ses messages et d'y donner suite ou de les transmettre à une autre personne pour qu'elle y donne suite.

2. Si on s'absente pendant plus de trois mois, créer une règle pour avoir une réponse automatique aux messages électroniques et désigner un mandataire afin de prendre connaissance de ses messages et d'y donner suite ou de les transmettre à une autre personne pour qu'elle y donne suite.

3. Faire attention en activant la fonction de réponse automatique (règle). Une erreur peut paralyser le système local. Communiquer avec le Bureau d'assistance pour obtenir l'aide nécessaire.

4. Les pièces jointes de plus de 100 Ko ne doivent être envoyées que durant les heures de faible encombrement, après 15 heures (heure locale). Ces messages, y compris les pièces jointes, ne doivent pas dépasser 5 Mo.

10. Les avis d'absence :

1. doivent être dans les deux langues officielles lorsque le profil linguistique du poste l'exige, conformément à la Directive sur l'utilisation des langues officielles dans les communications électroniques;

2. doivent contenir très peu de détails sur les circonstances et le titre du poste;

3. doivent fournir le nom d'une autre personne-ressource au sein de l'organisme pour répondre aux demandes de renseignements;

4. ne doivent pas contenir le message original, des renseignements de nature délicate et des pièces jointes.

11. Lorsqu'on s'absente de son poste de travail pendant moins de quatre heures :

1. Verrouiller le poste de travail, c.-à-d. Ctrl + Alt + Delete, suivi de la touche Enter.

2. Régler l'économiseur d'écran et l'option Mot de passe de façon à ce qu'ils se déclenchent après dix minutes d'inactivité.

12. On doit fermer les systèmes de GI/TI de la GRC si on quitte son poste de travail pendant plus de quatre heures.

4. **Courrier électronique externe (Internet)**

1. Ne pas transmettre de renseignements protégés sur des systèmes autres que les systèmes de chiffrement approuvés par l'ASM. La transmission de renseignements classifiés ou Protégé C par le courrier électronique externe est interdit.

2. Les messages avec annexes envoyés sur l'Internet sont limités à 5 Mo.

3. Ne pas donner suite à des demandes officielles sans vérifier l'identité de l'auteur de la demande et la validité de cette dernière.

4. L'accès aux sites de courrier Internet, p. ex. Hot Mail, messagerie instantanée, à partir des systèmes de GI/TI de la GRC est interdit. Utiliser son compte GroupWise pour tout le courrier électronique interne et externe.

5. Afin de réduire le risque de recevoir des messages non sollicités (pourriel), être prudent lorsqu'on divulgue son adresse électronique.

5. **Utilisation des réseaux privés virtuels (VPN)**

1. Utiliser la configuration approuvée par le DPI.

2. Dans les immeubles de la GRC (zone des opérations ou zone supérieure), terminer la séance VPN si on prévoit laisser le poste de travail sans surveillance pendant plus d'une heure.

3. Dans tout autre lieu (p. ex. maison, chambre d'hôtel), terminer la séance VPN immédiatement lorsque le poste de travail est laissé sans surveillance.

4. Être conscient du fait que son poste de travail est en direct et vulnérable sur l'Internet jusqu'à ce qu'on commence la séance VPN et immédiatement après avoir terminé la séance VPN. Débrancher physiquement son poste de travail de l'Internet lorsqu'on ne l'utilise pas.

6. **Accès Internet (autre que le courrier électronique)**

1. L'accès aux services Internet ne doit se faire qu'au moyen :

    1. de postes de travail autonomes par l'entremise d'un fournisseur de service Internet;

    2. de réseaux privés approuvés par l'ASM qui ne sont interconnectés à aucun autre réseau de la GRC;

    3. de postes disques durs amovibles approuvés où un disque dur est utilisé exclusivement pour l'accès Internet et les renseignements non sensibles;

    4. de postes de travail configurés par la GRC et utilisant l'Intranet de la GRC (InfoWeb).

2. La diffusion des informations de la GRC, y compris les photographies, sur tout site Internet doit être approuvée par le niveau de gestion précisé dans les manuels de la GRC ou, en l'absence de telles politiques, par le niveau de gestion responsable de la création de ces informations. Les renseignements iés à la GRC ne doivent pas être communiqués en ligne dans des lieux tels que les bavardoirs et les blogues (carnets Web).

3. Seuls les renseignements non sensibles peuvent être transmis en texte clair sur le réseau Internet. Les renseignements protégés ou classifiés ne doivent être transmis qu'au moyen de systèmes de chiffrement approuvés par l'ASM.

Reconnaissance des responsabilités

J'ai lu les contraintes d'usage des technologies de l'information de la GRC et j'accepte de m'y conformer.

Employé :	Témoin (superviseur ou gestionnaire) :
Signature : _____	Signature : _____
Nom (en caractères d'imprimerie) : _____	Nom (en caractères d'imprimerie) : _____
Date : _____	Date : _____
AAAA-MM-JJ	AAAA-MM-JJ

(Une fois signé, classer avec la formule 2871)

ANNEXE C
ATTESTATION DE L'EMPLOYÉ(E) DÉTACHÉ(E)

Prénom et Nom de l'employé(e) détaché(e) : _____

Grade / Rang : _____

Date de début du détachement : _____

Date de fin du détachement : _____

Poste occupé pendant son prêt : _____ (voir Annexe A)

Lieu du détachement : GRC, 4225, boul. Dorchester, Westmount, Qc, H3Z 1V5

ATTESTATION DE L'EMPLOYÉ(E) DÉTACHÉ(E)

J'ai lu et je comprends l'objet et les modalités de la présente Entente de détachement intervenue entre la Ville de Montréal et la GRC, incluant ce qui est prévu à ses Annexes A et B et j'accepte de m'y conformer.

J'accepte d'être affecté(e) à l'ÉISN de Montréal et d'y exercer les fonctions prévues pour la durée mentionnée plus haut et de respecter les conditions et modalités énoncées dans les présentes.

Je reconnais que je demeure, pour toute la durée de mon prêt, un(e) employé(e) de la Ville de Montréal, que je suis couvert(e) par l'accréditation et la convention collective intervenue entre la Ville de Montréal et la Fraternité des policiers et policières de la Ville de Montréal et renonce à contester ce statut.

Signé à_____, province de Québec, le _____2018.

_____
(Grade, Prénom, Nom)
Service de police de la Ville de Montréal
Détaché auprès de l'ÉISN de Montréal

Signé à_____, province de Québec, le _____2018.

_____
Martin Prud'homme
Directeur
Service de police de la Ville de Montréal

Signé à_____, province de Québec, le _____2018.

_____
Claude Castonguay
Surintendant principal
Officier responsable des Enquêtes criminelles
Division « C » de la GRC

ENTENTE DE DÉTACHEMENT

2018

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL
REPRÉSENTÉE PAR
LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(ci-après « SPVM »)

ET

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA,
REPRÉSENTÉE PAR
LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA
(ci-après « GRC »)

CONCERNANT LE

DÉTACHEMENT D'EMPLOYÉS DU SPVM
(Remboursés)

À

L'ÉISN DE LA DIVISION C DE LA GRC

Table des matières

1. BUTS ET OBJECTIFS 4
2. AUTORISATION 4
3. STATUT DE L'EMPLOYÉ EN DÉTACHEMENT 4
4. FONCTIONS DE L'EMPLOYÉ EN DÉTACHEMENT 5
5. CONGÉS ET RAPPORTS D'ÉVALUATION 6
6. INSTALLATIONS, SOUTIEN ADMINISTRATIF ET ÉQUIPEMENT 7
7. UTILISATION DES VÉHICULES DE POLICE 7
8. DISPOSITIONS FINANCIÈRES 8
9. INDEMNISATION 10
10. SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 10
11. SÉCURITÉ 11
12. UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS 11
13. SIGNALEMENT DES INCIDENTS OU DEMANDES D'INFORMATION 11
14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE 12
15. REPRÉSENTANTS 12
16. SUIVI 13
17. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS 13
18. DÉSIGNATION AUX TERMES DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE L'INFORMATION 13
19. DURÉE ET RÉSILIATION 13
20. INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE 14
21. SIGNATURES 14

Annexe A – Titre du poste et description des fonctions 15

Annexe B – POLITIQUES DE LA GRC 16

Annexe B.1 – Manuel des opérations de la GRC, parie 12 – Sécurité nationale 16

Ann. 12 – Généralités-1 – Instructions du ministre – Sécurité nationale – Responsabilité et obligation de rendre compte 19

Ann. 12 – Généralités-2 – Instructions du ministre – Accords et coopération reliés à la sécurité nationale 20

Ann. 12 – Généralités-3 – Instructions du ministre – Enquêtes liées à la sécurité nationale dans les secteurs exigeant des précautions spéciales 21

12.1 Signalement des incidents 21

12.2 Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale 23

Ann. 12-2-1 - Investigations (article 83.28 du C. cr.) 31

Ann. 12-2-2 - Engagement assorti de conditions - Arrestation préventive (article 83.3 du C.cr.) 33

12.3. Échange, traitement et communication ou diffusion des renseignements 35

12.4. Relations avec les médias/communications et exposés/notes de synthèse 41

12.5. Présentations, conférences, réunions de planification des activités, ateliers et formation 41

12.6. Financement des activités terroristes 41

12.7. Demandes d'aide provenant d'organismes étrangers 43

12.8. [omis] 44

12.9. Ententes de la Police fédérale 44

12.10. Évaluation des menaces et renseignements relatifs à la protection 45

Ann. 12-10-1 - Documents relatifs aux menaces 51

Ann. 12-10-2 – Catégories des niveaux de menace 52

Ann. 12-10-3 – Mises en garde 54

Ann. 12-10-4 – Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à certaines charges publiques 55

Ann. 12-10-5 – Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à des postes de juge visés par la loi sur les juges 61

12.11. Gestion de l'information obtenue de sources humaines 63

Annexe B.2 – Manuels des opérations de la GRC - Partie 5 – Sécurité routière - 5.4 Conduite d'un véhicule prioritaire (poursuites) 65

Annexe B.3 – Manuel d'administration de la GRC - Partie XI – Sécurité - 1. Sécurité organisationnelle et administrative - N – Communication de renseignements classifiés ou protégés 70

Annexe B.4 – Manuel de la sécurité de la GRC – Partie 1 – Sécurité du personnel - 15. Directives relatives à la loi sur la protection de l'information 71

Annexe B.5 – Manuel de la gestion de l'actif – Chapitre 6.4 – Appareils de communication sans fil 74

Annexe B.6 – Manuel d'administration – Partie VIII – Questions juridiques – 1. Perte, endommagement ou vol de biens appartenant à la GRC, loués par elle ou confiés à ses soins 77

Annexe B.7 – Manuel de l'informatique – Partie III – Informatique – 1. Normes sur la technologie de l'information - Annexe III-1-2 – Contraintes d'usage des technologies de l'information de la GRC 87

Annexe C – Attestation de l'employé(e) détaché(e) 92

1. BUT ET OBJECTIFS

1.1. La présente Entente de détachement vise à énoncer les droits et les obligations du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) et de la Division C de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) à l'égard du détachement d'un maximum de deux (2) employé(e)s du SPVM aux Enquêtes intégrées relatives à la sécurité nationale de la GRC (ÉISN), à Montréal, Québec. (Ci-après « employé(e) en détachement »). Le SPVM et la GRC conviennent que la présente Entente est une entente-cadre pour ces détachements. Chaque détachement sera finalisé par la signature d'une Annexe C par l'employé(e). L'Annexe C est réputée faire partie de la présente Entente.

1.2. Les objectifs de la présente Entente sont les suivants :

- améliorer la compréhension mutuelle du mandat, des responsabilités et des pratiques d'enquête de chaque organisme et tirer mutuellement profit des aptitudes, de l'expertise, des connaissances et des compétences de chacun d'eux.

- promouvoir un partenariat avec des services d'application de la loi locaux afin d'assurer une réponse coordonnée aux menaces à la sécurité nationale.

2. AUTORISATION

2.1. La présente Entente est conclue par Martin Prud'homme, Directeur du SPVM, dûment autorisé à signer en vertu de l'autorisation de l'autorité compétente de la Ville de Montréal à cet effet et par le Commissaire adjoint François Deschênes, Commandant de la Division « C » de la GRC autorisé à signer en vertu des articles 5 et 20 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* (la « *Loi sur la GRC* »).

3. STATUT DE L'EMPLOYÉ(E) EN DÉTACHEMENT

3.1. L'employé(e) en détachement sera affecté(e) temporairement auprès de l'ÉISN de Montréal de la GRC, pendant la période décrite à l'Annexe C, et ce, à l'intérieur de la durée de la présente Entente.

3.2. L'employé(e) en détachement demeurera à l'emploi du SPVM et, à ce titre, restera assujetti(e) à celui-ci pour ce qui est de la discipline. L'employé(e) en détachement continuera de se conformer aux exigences des lois, règlements et règles applicables aux employés du SPVM pendant la période de détachement.

3.3. Il est entendu et convenu par les Parties que les enquêteurs et employés affectés à l'ÉISN de Montréal doivent bien connaître la nature des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale ou avoir de l'expérience dans la gestion des cas graves.

3.4. L'employé(e) en détachement est à l'emploi du SPVM et n'est ni employé(e) ni mandataire de la GRC.

3.5. Il est entendu et convenu par les Parties que l'employé(e) en détachement ne deviendra pas un membre, ni un(e) employé(e) de la GRC. À ce titre, il (elle) continuera d'avoir droit aux avantages et conditions de travail prévus à la Convention collective intervenue entre la Ville de Montréal et la Fraternité des policiers et policières de Montréal (ci-après la «convention collective»).

3.6. Pendant la période de détachement, l'employé(e) en détachement continuera d'avoir accès aux possibilités d'avancement conformément à la convention collective.

3.7. Il est convenu que si l'employé(e) en détachement ne répond pas aux exigences linguistiques du poste auquel il (elle) est affecté(e), l'officier responsable de l'ÉISN de Montréal veillera au respect des obligations prévues aux parties IV (communications avec le public et prestation des services) et V (langue de travail) de la *Loi sur les langues officielles*.

4. FONCTIONS DE L'EMPLOYÉ(E) EN DÉTACHEMENT

4.1. L'employé(e) en détachement devra s'acquitter de toutes les fonctions nécessaires afin de réaliser les objectifs de la présente Entente, conformément aux principes énoncés dans les politiques et procédures du gouvernement du Canada et de la GRC.

4.2. Les fonctions et responsabilités de l'employé(e) en détachement sont énoncées à l'Annexe A, conformément au code d'emploi qui figure dans le Manuel de la gestion des carrières de la GRC. L'Annexe A est réputée faire partie de la présente Entente.

4.3. L'officier responsable de l'ÉISN de Montréal de la GRC ou son remplaçant assurera la supervision de l'employé(e) en détachement et aura le pouvoir de formuler à son intention et en des termes précis les directives jugées raisonnables et nécessaires aux fins de la réalisation des objectifs de la présente Entente. Dans le cas où l'employé(e) en détachement a droit, dans la convention collective, à une compensation pour les heures supplémentaires, celles-ci seront approuvées au préalable par la GRC.

4.4. Le SPVM demeurera habilité à prendre des mesures disciplinaires et/ou administratives à l'égard de l'employé(e) en détachement.

4.5. L'employé(e) en détachement respecte les dispositions de l'article 10 de la partie 20.1 du *Manuel des opérations de la GRC* comme s'il/elle était un/une «employé (e)» au sens défini dans cet article, et il/elle observe les procédures propres à la Division de la GRC où il/elle est détaché/détachée en matière de divulgation, conformément aux exigences fixées par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *R.* c. *McNeil*, 2009 CSC 3, [2009] 1 R.C.S. 66, y compris la divulgation du casier criminel et celle des relevés de mesures disciplinaires simples et graves ou des conclusions faisant état d'une faute aux termes de quelconque loi fédérale ou provinciale.

4.6. La politique de la GRC intitulée Conflit d'intérêts, y compris la section concernant les relations interpersonnelles en milieu de travail, s'applique à toutes les ententes de détachement. Voir la partie XVII.1 du Manuel d'administration de la GRC.

L'employé(e) en détachement demeure soumis aux politiques et directives du SPVM et de la Ville de Montréal non incompatibles avec ses fonctions au sein de l'EISN. Celles s'appliquant à l'utilisation d'un outil ou d'un équipement de travail fourni par la Ville de Montréal ne s'appliquent toutefois pas à l'utilisation de cet outil ou équipement s'il est fourni par la GRC dans le cadre du détachement.

L'employé(e) en détachement continue de se conformer aux exigences des lois visant le SPVM, à savoir la Loi sur la police (RLRQ, c. P-13.1), avec ses modifications successives, le Code de déontologie des policiers du Québec (RLRQ, c. P-13.1, r. 1), le Règlement sur la discipline interne des policiers et policières de la Ville de Montréal, (RLRQ, c. P-13.1, r. 2.01), et le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG 12-026), pendant la période de détachement.

4.7. L'employé(e) en détachement prendra connaissance des politiques et directives de la GRC jointes à l'Annexe B. L'Annexe B est réputée faire partie de la présente Entente.

Dans l'éventualité où un employé(e) en détachement se considère devant une politique ou une directive de la GRC qui soit incompatible avec celle du SPVM ou de la Ville de Montréal, il doit se référer à son officier responsable pour déterminer laquelle doit être respectée dans les circonstances du détachement.

4.8. La GRC veillera à offrir à l'employé(e) en détachement toute formation spécialisée dont il (elle) aura besoin afin d'exécuter les fonctions propres aux activités de la GRC.

4.9. Durant la période de détachement, le SPVM veillera à ce que l'employé(e) en détachement obtienne la formation requise et maintienne ses compétences, le cas échéant, en matière de maniement d'armes à feu, de dispositifs de frappe, de vaporisateurs de défense, d'armes à impulsion et de tout autre outil et procédure dont l'utilisation est approuvée par le SPVM. Les coûts de la formation seront pris en charge en totalité par le SPVM.

4.10. L'employé(e) en détachement informera l'officier responsable de l'ÉISN de Montréal, ou son (sa) remplaçant(e), des dates de formation.

5. CONGÉS ET RAPPORTS D'ÉVALUATION

5.1. L'employé(e) en détachement pourra prendre des congés de maladie pendant la période de détachement conformément à la convention collective. Les demandes de congés de maladie seront présentées à la GRC pendant ou immédiatement après le congé.

5.2. L’employé(e) en détachement pourra prendre des congés annuels et tout autre congé accumulé au cours de la période de détachement, conformément à la convention collective. Les demandes de congés seront présentées au préalable à la GRC et seront recommandés par cette dernière en fonction des besoins opérationnels.

5.3. Chaque année, la GRC, en collaboration avec le gestionnaire de l’employé(e) en détachement, au SPVM, remettra au SPVM et à l’employé(e) en détachement un rapport d’évaluation du rendement de l’employé(e) en détachement conforme à la convention collective. L’employé(e) en détachement aura l’occasion d’examiner le rapport et de formuler des commentaires avant que celui-ci ne soit transmis au SPVM. De plus, le SPVM et la GRC doivent se communiquer dans les plus brefs délais tous renseignements pertinents concernant le travail et le comportement de l’employé(e) en détachement.

6. INSTALLATIONS, SOUTIEN ADMINISTRATIF ET ÉQUIPEMENT

6.1. La GRC fournira à l'employé(e) en détachement un espace de bureau, le mobilier, les fournitures, le téléphone, l'équipement, la technologie et les banques de données dont il (elle) aura besoin pour s'acquitter de ses fonctions; le tout conformément aux politiques de la GRC.

6.2. La GRC fournira un espace de stationnement à l’employé(é) en détachement avec un véhicule de police du SPVM en autant que l’attribution du véhicule à l’employé(e) en détachement fait partie de la convention collective. Ce véhicule de police du SPVM est payé et entretenu par le SPVM conformément aux politiques du SPVM.

6.3. Tous les biens de la GRC fournis en application du la présente Entente sont la propriété de la GRC et le demeurent jusqu’au terme de la période de validité de l’Entente. L’utilisation et la manipulation de ces biens doivent être parfaitement conformes aux politiques, directives, procédures et lignes directrices du gouvernement du Canada et de la GRC.

6.4. La GRC veillera à offrir à l’employé(e) en détachement toute formation spécialisée dont il (elle) aura besoin afin d’exécuter les fonctions propres aux activités de l’ÉISN de Montréal.

7. UTILISATION DES VÉHICULES DE POLICE

7.1. La GRC permettra à l’employé(e) en détachement de conduire des véhicules à moteur dont le gouvernement du Canada est propriétaire ou qu’il loue, et plus précisément les véhicules de police de la flotte divisionnaire, aux fins de l’exécution de ses fonctions aux termes de la présente Entente, aux conditions suivantes :

- Selon la disponibilité des véhicules;

- L’employé(e) en détachement devra être titulaire du permis requis pour conduire de tels véhicules dans la province de Québec; et

- L’employé(e) en détachement devra se conformer aux principes prévus aux politiques et procédures applicables du gouvernement du Canada, de la GRC et du SPVM.

7.2. Les véhicules de police sont fournis par la GRC à l’employé(e) en détachement selon ses politiques en vigueur, pour des fins opérationnelles et reliées aux fonctions de l’ÉISN.

7.3. Les directives et procédures du SPVM relatives à l’utilisation des véhicules sont, en outre des règlements édictés par la GRC et plus amplement décrits ci-après, applicables à l’employé(e) en détachement.

7.4. L’employé(e) en détachement s’engage à ne pas entamer ni à participer à titre de conducteur à une poursuite avec un véhicule de police de la GRC. Il est interdit d’utiliser un véhicule de police banalisé pendant une poursuite.

7.5. Il demeure entendu que la Loi sur l’assurance automobile (L.R.Q. ch. A-25) prévaut sur toutes les dispositions des règlements de la GRC ci-devant mentionnés qui lui sont inconciliables.

7.6. La GRC est responsable de mener, selon ses politiques et directives en vigueur, l’enquête des circonstances de tout accident impliquant un de ses véhicules.

7.7. Le SPVM sera tenu responsable du règlement des pertes partielles ou entières, si à défaut d’admission de sa part, la négligence de l’employé(e) en détachement, du SPVM ou de l’un de ses employé(e)s est établie lors de l’enquête décrite à l’article 7.6 ci-haut**.**

8. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

8.1. L’employé(e) en détachement travaillera dans les locaux de la GRC au 4225, boulevard Dorchester, Westmount, Québec, H3Z 1V5.

8.2. Pendant la période de détachement, le SPVM continuera de payer ses cotisations et de retenir les cotisations de l’employé(e) en détachement à tous les régimes d’avantages sociaux applicables, y compris les cotisations aux régimes d’assurance-maladie, d’assurance-invalidité, d’assurance-vie et de retraite.

8.3. Le SPVM continuera d’être tenu de verser, pendant la période de détachement, le taux de rémunération régulier, les avantages et les heures supplémentaires de l’employé(e) en détachement à l’ÉISN de Montréal, incluant heures supplémentaires approuvées par l’Officier responsable de l’ÉISN ou son remplaçant.

8.4. La GRC remboursera au SPVM le salaire et les avantages (en vertu de la convention collective en vigueur) liés au travail versés à l’employé(e) en

détachement qui s'est acquitté(e) de ses fonctions conformément à la présente Entente, ou pendant un congé approuvé**.** Les heures supplémentaires dont il est fait mention au paragraphe 8.3 et qui ont été versées à l'employé(e) en détachement conformément à la présente Entente et qui ont été approuvées au préalable par l'Officier responsable de l'ÉISN ou son remplaçant, seront également remboursées par la GRC, en surplus du salaire. La GRC ne remboursera pas les heures supplémentaires effectuées à la demande du SPVM.

8.5. La GRC remboursera au SPVM les frais admissibles de l'employé(e) en détachement qui sont liés au travail à la GRC et qui sont engagés pendant la période de détachement, tels les frais de formation, de transport, de logement, de repas et les frais accessoires (ci-après « frais admissibles »), conformément aux principes énoncés dans la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor du Canada et les politiques et procédures de la GRC applicables en la matière.

8.6. Si l'employé(e) en détachement doit, durant ses fonctions en détachement auprès de la GRC, effectuer des heures supplémentaires ou engager des frais admissibles, il (elle) devra remplir les formulaires approuvés à cet effet par le SPVM pour obtenir paiement.

8.7. Chaque trimestre, le SPVM fera parvenir à la GRC une facture équivalant aux heures supplémentaires de l'employé(e) en détachement et frais admissibles payés conformément à la présente Entente. Afin de faciliter le processus comptable de la fin de l'exercice financier (31 mars) de la GRC, la facturation des services accumulés aura lieu au plus tard une semaine après le 31 mars.

8.8. La GRC reconnaît que les montants réclamés pour heures supplémentaires ou frais admissibles pourraient être revus et renégociés en fonction des augmentations salariales ou conventions collectives négociées par les syndicats ou agents négociateurs désignés de l'organisme participant, en l'occurrence le SPVM.

8.9. Le SPVM entend fournir à la GRC, sur demande, tous les renseignements et toutes copies de documents utiles à la vérification des montants des factures envoyées à la GRC en vertu de la présente Entente.

8.10. La GRC n'acquittera aucun frais de réinstallation concernant la présente Entente de détachement.

8.11. La présente Entente de détachement ne doit pas imposer d'obligations financières supplémentaires au SPVM.

8.12. Dans l'éventualité où l'employé(e) en détachement est appelé à témoigner devant un tribunal relativement à une intervention ou à une cause en lien avec les fonctions qu'il a effectuées à l'EISN, la GRC remboursera au SPVM uniquement le temps supplémentaire dudit(e) employé(e) aux fins de son témoignage, et ce, même si ce dernier n'est plus en détachement au moment de son témoignage.

9. INDEMNISATION

9.1. Le SPVM demeurera responsable à l'égard de toute réclamation ou demande en justice consécutive à une blessure que l'employé(e) en détachement peut subir, à une invalidité dont il (elle) peut être atteint(e), ou à son décès survenu dans le cadre de l'exécution de ses fonctions conformément à la présente Entente.

9.2. L'employé(e) en détachement sera dégagé de toute responsabilité dans la mesure où il (elle) a agi dans les limites de ses fonctions auprès de l'ÉISN de Montréal.

9.3. La GRC est tenue d'indemniser le SPVM et / ou l'employé(e) en détachement des dommages-intérêts, dépens, débours, intérêts, pertes et autres dépenses qui découlent de toute demande en justice (y compris les revendications, les demandes entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), réclamation, cause d'action, action, procédure judiciaire ou enquête intentée, présentée ou ouverte par un tiers relativement ou consécutivement à la conduite dont l'employé(e) a fait preuve dans l'exercice des fonctions qui lui incombent aux termes de l'Entente, pourvu que l'employé(e) en détachement ait agi de bonne foi sans sortir du cadre de ses fonctions et sans nuire aux intérêts de la Couronne.

9.4. La GRC peut prendre des mesures pour que le SPVM ou l'employé(e) en détachement assume les frais associés à la perte ou à l'endommagement d'un véhicule automobile appartenant au gouvernement du Canada ou loué par celui-ci dans le cas où cette perte ou ces dommages résultent de la négligence dont l'employé(e) a fait preuve dans la conduite du véhicule en question ou découlent du fait que l'employé(e) n'était pas occupé à remplir les fonctions qui lui incombent en vertu de l'Entente au moment où la perte ou les dommages se sont produits.

9.5. Si l'employé(e) en détachement n'est pas admissible à l'indemnisation prévue par la présente Entente, il (elle) bénéficiera tout de même des protections prévues à la convention collective à cet égard.

10. SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

10.1. La GRC a la responsabilité de veiller à la santé et à la sécurité de l'employé(e) en détachement dans les locaux de la GRC.

10.2. En cas de blessure de l'employé(e) en détachement, ce sont les dispositions pertinentes de la loi sur la rémunération des travailleurs à laquelle le SPVM est assujettie qui s'appliquent. La GRC s'acquitte des obligations que lui impose la partie II (« Santé et sécurité au travail ») du *Code canadien du travail* ainsi que de celles qui découlent des règlements visant les personnes ayant accès au lieu de travail. Il incombe en dernier ressort du SPVM d'assumer tous les frais associés à l'indemnisation des travailleurs, peu importe la partie désignée

comme responsable par la commission d'indemnisation provinciale ou territoriale compétente

11. SÉCURITÉ

11.1. L'employé(e) en détachement pourra être assujetti(e) à un processus d'enquête de sécurité si celui-ci était jugé nécessaire aux fins de l'exécution de ses fonctions aux termes de la présente Entente. L'employé(e) en détachement devra se conformer aux exigences requises en matière d'enquête de sécurité pendant toute la période de détachement.

11.2. L'employé(e) en détachement devra se conformer en tout temps aux principes énoncés dans les politiques et procédures de sécurité du gouvernement du Canada et de la GRC. La GRC informera l'employé(e) en détachement des exigences en matière de sécurité à son arrivée et l'affranchira à son départ.

12. UTILISATION ET DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS

12.1. L'employé(e) en détachement doit se conformer à la politique de l'ÉISN de la GRC.

12.2. L'employé(e) en détachement veillera à ce que la collecte, la transmission, la divulgation, la conservation et l'élimination de l'information et/ou des documents traités dans le cadre de la présente Entente soient conformes à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, à la *Loi sur l'accès à l'information*, à la *Politique sur la sécurité du gouvernement* (Conseil du Trésor du Canada), aux politiques et directives de sécurité de la GRC et aux lois, règlements, politiques et procédures applicables.

12.3. L'employé(e) en détachement ne communiquera à aucune personne ou organisme (y compris le SPVM) de renseignements ou de documents auxquels il (elle) a accès dans le cadre de son détachement, sans le consentement préalable écrit et exprès de la GRC, à moins que la loi ne l'exige. Dans ce cas, il (elle) devra, dans la mesure du possible, en informer au préalable la GRC.

12.4. L'employé(e) en détachement se conformera aux mises en garde qui se rattachent aux renseignements et traitera les renseignements conformément à la classification de sécurité inscrite sur le document. Tous les renseignements fournis aux termes de la présente Entente de détachement seront pleinement protégés et toutes les mises en garde et classifications de sécurité imposées par une Partie seront respectées dans la mesure prévue par la loi.

13. SIGNALEMENT DES INCIDENTS OU DEMANDES D'INFORMATION

13.1. Le SPVM et la GRC doivent immédiatement se communiquer mutuellement tous les renseignements pertinents concernant des incidents qui mettent en cause la personne détachée ou qui sont survenus dans le cadre de la présente Entente et qui pourraient donner lieu à des réclamations (y compris les réclamations de tiers, les demandes entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), de

demandes, de causes d'action, d'actions, de poursuites ou d'enquêtes. Le corps de police/organisme chargé d'enquêter sur de tels incidents ou de les gérer doit consulter l'autre service de police/organisme, et celui-ci doit offrir de l'aide. Le service de police/organisme chargé d'enquêter sur de tels incidents ou de les gérer doit prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires pour empêcher que ne surviennent d'autres incidents.

13.2. Le SPVM et la GRC doivent immédiatement s'informer mutuellement, de toute demande faite en vertu de la loi applicable en matière d'accès à l'information ou sur la protection des renseignements personnels, ou de toute autre autorité légitime, concernant de l'information ou des documents traités dans le cadre de la présente Entente. Le service de police/organisme chargé de gérer ce type de demande doit consulter l'autre corps de police/organisme, et celui-ci doit fournir de l'aide. Le service de police/organisme chargé de gérer ce type de demande doit s'efforcer de protéger l'information ou les documents de manière à ce qu'ils ne soient divulgués que dans les limites prévues par la loi.

14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

14.1. Toute propriété intellectuelle développée dans le cadre de la présente Entente sera la propriété du gouvernement du Canada.

15. REPRÉSENTANTS

15.1. Les représentants du SPVM et de la GRC pour les besoins de la présente Entente sont :

Pour le SPVM :		Pour la GRC :	
Nom :	**Le responsable du module des missions internationales et des services affaires** Service de police de la Ville de Montréal	Nom : Titre :	Surintendant principal Claude Castonguay Officier responsable des Enquêtes criminelles Division C
Adresse :	1441, rue Saint-Urbain, Montréal (Québec) H2X 2M6	Adresse :	4225, boul. Dorchester Ouest, Westmount, Québec H3Z 2V5
Téléphone	514-280-2581 Prets.services@spvm.qc.ca	Téléphone :	514-939-8342

15.2. Le remplacement des représentants du SPVM et de la GRC doit faire l'objet d'un préavis écrit à l'intention de l'autre service de police/organisme.

16. SUIVI

16.1. Les représentants du SPVM et de la GRC se rencontreront au besoin afin d'examiner et d'évaluer l'application et l'efficacité des modalités de l'Entente.

17. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

17.1. Les représentants du SPVM et de la GRC se consulteront en cas de différends découlant de l'interprétation ou de l'application de la présente Entente et tenteront de bonne foi de résoudre le problème. Si les Parties n'y parviennent pas, elles conviennent de renvoyer la question au Directeur du SPVM ou son représentant et au surintendant Roland Gallant, OREC adjoint à la Sécurité nationale de la GRC à la Division « C ».

18. DÉSIGNATION AUX TERMES DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE L'INFORMATION (LPI)

18.1. L'employé(e) en détachement, à titre de membre affecté auprès de l'ÉISN de Montréal de la GRC, doit satisfaire aux exigences de la *Loi sur la protection de l'information (LPI)* afin d'être désigné(e) à titre de personne astreinte au secret à perpétuité. Il (elle) doit être désigné(e) à ce titre par le détenteur des renseignements à moins qu'il (elle) ne soit déjà astreint au secret à perpétuité.

18.2. L'employé(e) en détachement doit également être affranchi(e) à son départ, conformément aux exigences de la *Loi sur la protection de l'information (LPI)* et du Manuel de la sécurité de la GRC chapitre 1.15.

19. DURÉE ET RÉSILIATION

19.1. La présente Entente entrera en vigueur à la date de la dernière signature à la clause 21, et sera rétroactive à partir du 25 septembre 2017. Elle s'appliquera pendant trois (3) ans, sauf si elle est prolongée ou résiliée conformément aux dispositions ci-après.

19.2. Chacune des Parties peut en tout temps résilier la présente Entente ou un détachement signé en vertu de la présente Entente, pour quelque raison que ce soit, en donnant un préavis écrit de trente (30) jours à l'autre Partie.

19.3. La résiliation de la présente Entente ne dégage ni le SPVM ni la GRC des obligations contractées durant son exécution. Cependant, en cas de résiliation de la présente Entente, la totalité des détachements signés en vertu de la présente Entente seront aussi résiliés.

19.4. La présente Entente peut être modifiée sur consentement mutuel écrit du SPVM et de la GRC.

19.5. Aucune disposition de la présente Entente ne saurait avoir pour effet de remplacer ou de modifier une obligation dont le SPVM ou la GRC est tenue de s'acquitter ou d'exercer en vertu de la loi.

19.6. L'Entente doit être interprétée d'une façon qui soit compatible avec les lois de la province du Québec et avec les lois fédérales applicables.

20. INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE

20.1. La présente constitue l'intégralité de l'entente entre le SPVM et la GRC et annule et remplace toutes les communications, négociations ou ententes, écrites ou verbales, qui lui sont antérieures.

20.2. Comme la présente Entente servira d'entente-cadre pour plusieurs détachements, il est entendu qu'une Annexe C sera complétée et signée pour chaque employé(e) détaché(e).

21. SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les représentants autorisés du SPVM et de la GRC ont signé la présente Entente :

Pour le SPVM :

Signé à _____, province de Québec, le _____ 2018.

_____
Martin Prud'homme
Directeur
Service de police de la Ville de Montréal

Pour la GRC :

Signé à _____, province de Québec, le _____ 2018.

_____
Commissaire adjoint François Deschênes
Commandant de la Division « C »
GRC

Cette entente a été approuvée par la résolution : _____

ANNEXE A
TITRES DES POSTES ET DESCRIPTIONS DES FONCTIONS, SUIVANT LE CODE D'EMPLOI DE LA GRC.

POSTE : Enquêteur de la Police fédérale
Code d'emploi : 000518

Résumé des fonctions :

La Police fédérale (PF) a pour mandat d'enquêter sur les affaires de drogue, le crime organisé, la criminalité économique et les activités terroristes, de veiller à l'exécution des lois fédérales, de sécuriser les frontières du Canada, de s'occuper du renforcement des capacités, de la liaison et du maintien de la paix à l'étranger ainsi que d'assurer la sécurité des événements majeurs, des représentants de l'État, des dignitaires et des missions étrangères.

Le titulaire du poste remplit les fonctions suivantes :

- Repérer les organisations criminelles et enquêter sur ces dernières;
- Contrôler et recruter des sources humaines et des agents;
- Assurer la liaison et collaborer avec les organismes partenaires.

Les précisions suivantes s'appliquent à la description des fonctions reliées au poste d'enquêteur de la Police fédérale au sein de l'ÉISN Montréal:

Les fonctions de l'enquêteur, pendant qu'il est sous la supervision d'un membre de la GRC et conformément à la politique de la GRC, comprendront, mais sans s'y limiter, la prestation d'entrevues, la rédaction de rapports, la prestation de recherche et d'analyse, la prestation de la surveillance, des évaluations de la menace, le recrutement et l'interrogation de sources humaines, le traitement de l'information et du renseignement et la tenue à jour des documents appropriés.

L'enquêteur participera à tous les aspects des fonctions de l'enquête, autant administratives qu'opérationnelles.

L'enquêteur effectuera des enquêtes sur les infractions relatives à la sécurité nationale et préviendra ces infractions.

L'enquêteur devra témoigner en cour relativement à ses fonctions d'enquêteur, y compris après sa période d'affectation provisoire.

ANNEXE B – POLITIQUES DE LA GRC CONCERNANT LES ENQUÊTES CRIMINELLES RELATIVES À LA SÉCURITÉ NATIONALE ET DIRECTIVES MINISTÉRIELLES

ANNEXE B.1 – MANUEL DES OPÉRATIONS DE LA GRC PARTIE 12 – SÉCURITÉ NATIONALE

1. **Législation et instructions du ministre**

1. 1. La GRC a, en vertu du par. 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité*, la responsabilité première, dans le cadre de ses fonctions d'application de la loi, de mener des enquêtes sur les menaces envers la sécurité du Canada, au sens de l'art. 2 de la *Loi sur le service canadien du renseignement de sécurité*, ou sur les menaces proférées ou les actes criminels perpétrés contre une personne jouissant d'une protection internationale, au sens de l'art. 2 du C. cr.

1. 2. Toutes les enquêtes relatives à la sécurité nationale doivent être conformes aux instructions suivantes du ministre :

1. 2. 1. Responsabilité et obligation de rendre compte, ann. 12-Généralités-1;

1. 2. 2. Accords et coopération reliés à la sécurité nationale, ann. 12-Généralités-2;

1. 2. 3. Enquêtes liées à la sécurité nationale dans les secteurs exigeant des précautions spéciales, ann. 12-Généralités-3.

2. **Programme de sécurité nationale**

2. 1. **Structure**

2. 1. 1. Le comm. adj. aux Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN), est responsable de tous les aspects du Programme de sécurité nationale de la GRC, et exerce en outre le pouvoir de décision final sur toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale menées par l'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN) ou la Section de la sécurité nationale (SSN). Trois directeurs généraux chargés des programmes suivants relèvent du comm. adj. aux ECSN : Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, Questions juridiques relatives à la sécurité nationale et Intégration stratégique et Soutien au programme.

2. 1. 2. Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale contrôle et supervise toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale afin de tenir le comm. adj. aux ECSN au courant de toute situation et de fournir une orientation et, au besoin, des directives aux divisions. Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale suit de près l'avancement de toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale grâce aux rapports qui lui sont présentés par les officiers responsables des enquêtes criminelles (OREC) des divisions. Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale coordonne également tous les échanges de renseignements liés à la sécurité nationale avec des organismes canadiens ou étrangers, et fournit des directives à ce sujet.

2. 1. 3. Questions juridiques relatives à la sécurité nationale règle des questions soulevées par le public, ainsi que par le contentieux des affaires civiles. Questions juridiques relatives à la sécurité nationale analyse en outre les événements du domaine public qui se répercutent sur les activités de la GRC dans le domaine de la sécurité nationale, et donne aux cadres supérieurs des conseils sur les questions qui ont des implications législatives et juridiques pour la GRC.

2. 1. 4. Intégration stratégique et Soutien au programme assure une orientation et un soutien stratégiques à ECSN en élaborant des directives, des programmes et des processus qui permettent à ECSN de s'acquitter de ses obligations envers ses partenaires internes, les divisions de la GRC et les hautes organisations gouvernementales et internationales.

2. 2. **Mandat**

2. 2. 1. Le Programme de sécurité nationale a pour responsabilité principale de faire enquête sur les infractions suivantes en matière de sécurité nationale :

2. 2. 1. 1. le terrorisme ou l'activité terroriste au sens du C. cr. (en particulier la partie II.1), y compris les dispositions modifiées par la *Loi antiterroriste*;

2. 2. 1. 2. les fonctions attribuées aux policiers en vertu du par. 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité*;

2. 2. 1. 3. les menaces envers la sécurité du Canada, au sens de l'art. 2 de la *Loi sur le service canadien de renseignement de sécurité*;

2. 2. 1. 4. les menaces envers une personne jouissant d'une protection internationale au sens de l'art. 2 du C. cr., ou une personne désignée personne protégée à l'art. 2.F. du MPP ;

2. 2. 1. 5. la communication illégale, non autorisée ou intentionnelle à une entité étrangère ou à un groupe terroriste de tout renseignement criminel relatif à la sécurité nationale à l'égard duquel le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial prend des mesures de protection, qui pourrait constituer une infraction à la *Loi sur la protection de l'information* ou à des dispositions semblables d'autres lois fédérales et du C. Cr.;

2. 2. 1. 6. toute autre infraction à une loi fédérale ou au C. Cr. qui peut toucher la sécurité nationale, par exemple :

2. 2. 1. 6. 1. une prise d'otages;

2. 2. 1. 6. 2. une infraction à la protection physique de substances nucléaires;

2. 2. 1. 6. 3. un acte illicite ou un acte de violence dirigé contre la sécurité de l'aviation civile ou visant la capture d'un aéronef;

2. 2. 1. 6. 4. un acte illicite contre la sécurité de la navigation maritime;

2. 2. 1. 6. 5. un acte illicite contre la sécurité d'une plate-forme de forage fixe;

2. 2. 1. 6. 6. un acte illicite qui contribue à la prolifération d'armes de destruction massive;

2. 2. 1. 6. 7. un acte illicite contre l'infrastructure essentielle.

2. 2. 1. 7. le financement du terrorisme en vertu de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, de la *Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)* et du *Règlement d'application des résolutions des Nations Unies sur la lutte contre le terrorisme*.

2. 2. 2. Le Programme de sécurité nationale a pour responsabilité principale d'évaluer tous les incidents concernant la prolifération possible d'armes de destruction massive et d'assurer l'échange des renseignements relatifs à toute enquête ultérieure par des programmes de la GRC.

2. 2. 2. 1. Tous les services de la GRC doivent renvoyer toute enquête pouvant se rapporter aux infractions indiquées aux art. 2.2. et 2.3. à l'EISN ou à la SSN la plus proche et se conformer aux modalités énoncées au chap. 12.1 concernant le signalement des incidents.

2. 3. **Responsabilités du Programme**

2. 3. 1. En collaboration avec d'autres ministères et organismes canadiens chargés de l'exécution de la loi, prévenir et déceler les infractions criminelles touchant la sécurité nationale et faire enquête sur celles-ci.

2. 3. 2. À l'appui des fonctions de la police de protection, évaluer la menace pesant sur des personnes désignées personnes protégées à l'art. 2.F. du MPP et sur des personnes jouissant d'une protection internationale, au sens de l'art. 2 du C. cr.

2. 3. 3. En réaction au terrorisme et conformément au par. 6(2) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité*, conclure des ententes avec d'autres ministères et organismes chargés de l'exécution de la loi afin de définir les rôles et les responsabilités respectives (consulter le chap. 12.9.).

2. 3. 4. Assurer la liaison avec les ministères et les organismes chargés de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi au Canada et à l'étranger. Consulter le chap. 12.9.

2. 4. **Coordination en matière d'exécution**

2. 4. 1. Les Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale, Direction générale, supervisent toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 4. 2. Le comm. adj. aux ECSN a le pouvoir de décision final sur toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 4. 3. Le c. div. ou l'OREC veille à ce que les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale soient conformes aux instructions du ministre et aux directives et priorités de la GRC.

3. **Avis juridiques et interprétations**

3. 1. Toutes les demandes d'avis juridique sur l'interprétation de lois concernant des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale doivent être transmises à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, pour qu'elles soient ensuite envoyées au Service des poursuites pénales du Canada.

4. **Plan national de lutte contre le terrorisme**

4. 1. ECSN est le centre de décision en ce qui touche le Plan national de lutte contre le terrorisme et le processus de notification dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

5. **Voyage à l'étranger**

5. 1. L'OREC examine toutes les demandes de voyage à l'étranger à des fins opérationnelles qui se rapportent à des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

5. 2. Si l'OREC recommande le voyage, la demande de voyage est alors envoyée à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, pour qu'elle soit ensuite soumise à l'approbation du comm. adj. aux ECSN.

5. 3. Se référer au chap. 40.1. concernant les voyages aux É.-U. à des fins opérationnelles et au chap. 40.2. concernant les voyages ailleurs qu'aux É.-U.

5. 4. Se référer au chap. XV.1. du MA concernant les voyages à l'étranger à des fins administratives.

Modifié le 2011-07-22

Ann. 12 – Généralités - 1 - Instruction du ministre - Sécurité nationale - Responsabilité et obligation de rendre compte

A. Cette instruction décrit les responsabilités et obligations de rendre compte du solliciteur général du Canada et du commissaire de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) en ce qui concerne les questions liées aux enquêtes de la GRC, conformément au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et aux enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*, telles que modifiées par la *Loi antiterroriste*.

Responsabilités

B. En ce qui concerne la GRC, les tâches, pouvoirs et fonctions du solliciteur général du Canada englobent toutes les questions relevant de la compétence du Parlement. En vertu du paragraphe 5(1) de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, le commissaire de la GRC, sous la direction du solliciteur général, a pleine autorité sur la GRC et tout ce qui s'y rapporte.

C. Une autre instruction du Ministre, allant de pair avec la présente, énoncera certains principes et lignes directrices concernant les activités de la GRC, conformément au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et les enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*.

D. Il revient au commissaire de veiller à ce que des politiques opérationnelles appropriées soient en place pour guider les membres. Le commissaire doit également s'assurer que toutes les enquêtes visées au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et les enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada* soient coordonnées de façon centralisée à l'administration centrale de la GRC. Une telle coordination renforcera la responsabilité opérationnelle du commissaire et, de façon subséquente, renforcera la responsabilité ministérielle en facilitant l'obligation de rendre compte du commissaire au Ministre.

Obligation de rendre compte

E. Le Ministre doit rendre compte au Parlement du Canada en ce qui concerne la GRC. Le commissaire, pour sa part, relève du Ministre, à qui il doit rendre des comptes.

F. Dans le cadre du processus de reddition de comptes, le Ministre s'attend à être informé de certaines activités de la GRC visées au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*. Le commissaire de la GRC exercera son jugement pour informer le Ministre de certaines enquêtes en vue de la GRC ou de celles qui soulèvent la controverse.

[Original signé par le solliciteur général du Canada le 4 novembre 2003]

Ann. 12 - Généralités - 2 - Instruction du ministre - Accords et coopération reliés à la sécurité nationale

A. La présente instruction établit le processus à suivre lorsque la Gendarmerie royale du Canada (GRC) conclut un accord avec des organisations étrangères de sécurité ou de renseignement, dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées relativement aux questions liées au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et aux enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du Code criminel du Canada. La GRC peut, avec l'approbation antérieure du Ministre, conclure un accord ou, d'une façon générale, coopérer avec des organisations étrangères de sécurité ou de renseignement. La présente instruction s'ajoute à la *Directive ministérielle sur les accords conclus par la GRC*, en date du 5 avril 2002.

B. Le commissaire gérera les accords ou la coopération sous réserve de toute condition imposée par le Ministre.

C. La présente instruction ne s'applique pas aux accords ni à la coopération avec des organismes d'application de la loi étrangers.

D. Les lignes directrices suivantes doivent être respectées en ce qui concerne la conclusion d'un accord :

- Des accords peuvent être établis et maintenus tant qu'ils sont compatibles avec la politique étrangère du Canada s'appliquant au pays ou à l'organisation internationale en question et qu'ils prennent en considération le niveau de respect, par ce pays ou organisation, des droits démocratiques ou des droits de la personne, tel qu'il est déterminé dans le cadre des consultations soutenues auprès du ministère des Affaires étrangères et du commerce international (MAECI);

- Des accords peuvent être établis et maintenus lorsqu'ils sont dans l'intérêt de la sécurité nationale, conformément aux activités de la GRC liées au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et à l'article 2 du *Code criminel du Canada*; et,

- Les accords respecteront les lois applicables relatives à la divulgation de renseignements personnels.

E. En ce qui a trait aux questions liées aux menaces pour la sécurité nationale, comme il est défini dans la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS)*, le SCRS est l'organisme responsable de la liaison et de la coopération avec les organisations étrangères de sécurité ou du renseignement. À cet égard, la GRC informera le SCRS de tous les échanges entre la GRC et un service de sécurité ou de renseignement étranger à moins d'une indication contraire de la partie étrangère.

F. Un accord écrit indiquera clairement l'objectif et les obligations, et respectera les dispositions législatives relatives à la protection des renseignements personnels et de l'accès à l'information.

G. Des registres des accords étrangers seront tenus par la GRC, y compris un registre écrit des conditions des ententes verbales. La GRC indiquera sa méthode d'évaluation ou de vérification périodique de l'accord, ainsi que les dispositions relatives à l'annulation de celui-ci. Chaque année, le commissaire donnera au Ministre un compte rendu des accords conclus par la GRC avec des organisations étrangères de sécurité ou de renseignements.

H. Dans le cas où un accord de ce genre soulèverait la controverse, le commissaire devrait en aviser le Ministre en temps opportun.

[Original signé par le solliciteur général du Canada le 4 novembre 2003]

Ann. 12 – Généralités - 3 - Instruction du ministre - Enquêtes liées à la sécurité nationale dans les secteurs exigeant des précautions spéciales

A. Cette instruction a pour but de guider les enquêtes de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), conformément au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et des enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*, se déroulant dans un secteur de la société canadienne exigeant des précautions spéciales.

B. Même si rien n'échappe à l'application de la loi, il faut porter une attention particulière aux activités de la GRC menées conformément au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et aux enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*, qui ont, ou semblent avoir, des répercussions sur les institutions fondamentales de la société canadienne, dont les principales sont celles qui relèvent des domaines universitaire, politique, religieux, médiatique et syndical.

C. Particulièrement, en ce qui concerne les campus universitaires ou postsecondaires, les activités entreprises par la GRC ne doivent en aucun cas nuire à la libre circulation et à l'échange d'idées normalement associées au milieu universitaire. En outre, les activités de la GRC ne doivent pas enfreindre les droits et libertés des personnes associées aux établissements d'enseignement supérieur.

D. II revient au commissaire adjoint aux Renseignements criminels à la Direction générale de la GRC, ou, en son absence, à son délégué, d'approuver toutes les activités de la GRC liées à ces secteurs de la société canadienne exigeant des précautions spéciales.

[Original signé par le solliciteur général du Canada le 4 novembre 2003]

12.1 Signalement des incidents

1. **Membre**

1. 1. Communiquer immédiatement à l'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN) ou à la Section de la sécurité nationale (SSN) tout renseignement relatif à ce qui suit :

1. 1. 1. une menace envers la sécurité du Canada au sens de l'art. 2 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*;

1. 1. 2. le terrorisme ou une infraction de terrorisme au sens du C. Cr. (en particulier la partie II.1), y compris les dispositions modifiées par la *Loi antiterroriste*;

1. 1. 3. une menace envers une personne jouissant d'une protection internationale au sens de l'art. 2 du C. cr. ou une personne protégée au sens du chap. 2. du MPP;

1. 1. 4. la communication illégale, non autorisée ou intentionnelle à une entité étrangère ou à un groupe terroriste de tout renseignement criminel relatif à la sécurité nationale à l'égard duquel le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial prend des mesures de protection, qui pourrait constituer une infraction à la *Loi sur la protection de l'information* ou à des dispositions semblables d'autres lois fédérales et du C. Cr.;

1. 1. 5. toute autre infraction à une loi fédérale ou au C. cr. qui peut toucher la sécurité nationale, par exemple :

1. 1. 5. 1. une prise d'otages;

1. 1. 5. 2. une infraction à la protection physique de substances nucléaires;

1. 1. 5. 3. un acte illicite ou un acte de violence dirigé contre la sécurité de l'aviation civile ou visant la capture d'un aéronef;

1. 1. 5. 4. un acte illicite contre la sécurité de la navigation maritime;

1. 1. 5. 5. un acte illicite contre la sécurité d'une plateforme de forage fixe;

1. 1. 5. 6. un acte illicite qui contribue à la prolifération d'armes de destruction massive;

1. 1. 5. 7. un acte illicite contre l'infrastructure essentielle;

1. 1. 6. les fonctions attribuées aux policiers en vertu du par. 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité*;

1. 1. 7. le financement du terrorisme en vertu de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, de la *Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)* et du *Règlement d'application des résolutions des Nations Unies sur la lutte contre le terrorisme*.

1. 2. Étant donné la complexité des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale et des risques élevés qui sy rattachent, communiquer avec l'EISN ou la SSN la plus proche pour obtenir des conseils si l'on doute de l'existence d'un lien entre l'activité ou le renseignement et la sécurité nationale.

1. 3. Signaler immédiatement à l'EISN ou à la SSN toute activité ou tout renseignement suspect qui peut avoir une incidence sur la sécurité nationale.

1. 4. Pour de plus amples renseignements, voir les indicateurs préopérationnels présentés dans le document intitulé *Faites échec au terrorisme*.

1. 5. Communiquer toute l'information ou tous les renseignements criminels recueillis à l'EISN ou à la SSN la plus proche de la façon décrite au chap. 12.3.

2. **EISN ou SSN**

2. 1. Signaler ce qui suit à l'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) et à la Direction générale par l'entremise du CNO au 613-993-4460, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale :

2. 1. 1. une enquête criminelle relative à la sécurité nationale où il y a une menace crédible;

2. 1. 2. un ressortissant étranger connu ou soupçonné d'une infraction et présentant un intérêt sur le plan de la sécurité nationale qui se trouve ou qui s'en vient au Canada;

2. 1. 3. un Canadien présentant un intérêt sur le plan de la sécurité nationale qui se déplace à l'intérieur du Canada ou qui s'en va à l'étranger;

2. 1. 4. toute question qui peut avoir une incidence sur la sécurité nationale et qui peut attirer l'attention des médias ou susciter la controverse;

2. 1. 5. toute question importante qui peut toucher la sécurité nationale et qui peut avoir une incidence sur un organisme gouvernemental, une infrastructure essentielle ou le transport public (sécurité aérienne, maritime ou ferroviaire);

2. 1. 6. une menace à l'égard d'une personne jouissant d'une protection internationale au sens de l'art. 2 du C. cr. ou d'une personne protégée au sens du chap. 2. du MPP. Dans un tel cas, le CNO

informe également l'off. resp. de la Section de l'évaluation des menaces relatives à la sécurité nationale.

2. 2. Dans les 24 heures suivant le début d'une enquête criminelle relative à la sécurité nationale, informer l'OREC et les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale au moyen du SIRPP.

12.2 Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale

1. **Généralités**

1. 1. Le Programme de sécurité nationale effectue des enquêtes criminelles conformément à l'art. 2.2. du chap. 12. Généralités.

1. 2. Toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale doivent être fondées sur une croyance raisonnable ou des soupçons raisonnables que des activités criminelles se sont produites ou se produiront.

1. 2. 1. Si, au cours d'une enquête criminelle, il est déterminé qu'une enquête criminelle n'est plus justifiée mais qu'on reste préoccupé par une menace éventuelle pour la sécurité des Canadiens, les renseignements pertinents doivent être transmis au Service canadien du renseignement de sécurité aux fins d'enquête par l'intermédiaire des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN) conformément au chap. 12.3.

1. 3. Toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale doivent être conformes aux directives sur les services de police sans préjugés énoncées au chap. 38.2.

1. 4. On doit ouvrir un dossier d'incident dans le SPIRP dans les 24 heures dans les circonstances suivantes :

1. 4. 1. si l'on a reçu des renseignements sur une activité qui pourrait constituer une menace pour la sécurité du Canada;

1. 4. 2. si l'on a entrepris une enquête criminelle relative à la sécurité nationale.

1. 5. Avant de saisir des renseignements dans une banque exempte, on doit suivre les directives énoncées au chap. 28.7.

1. 6. En ce qui concerne les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale mettant en cause :

1. 6. 1. le financement d'activités terroristes, consulter le chap. 12.6.;

1. 6. 2. des organismes étrangers (autres que les États-Unis) effectuant des enquêtes au Canada, consulter l'art. I.3.J.;

1. 6. 3. des organismes américains effectuant des enquêtes au Canada, consulter le chap. 43.1.;

1. 6. 4. des demandes provenant de bureaux d'ambassades ou de consulats, consulter l'art. I.3.G.;

1. 6. 5. la manipulation de sources humaines, consulter le chap. 31.3.;

1. 6. 6. le programme de recrutement des sources, consulter le chap. 31.10.;

1. 6. 7. l'approbation d'opérations d'infiltration, consulter le chap. 30.6.;

1. 6. 8. des demandes d'entraide juridique et d'extradition, consulter le chap. 12.3.

2. **Surveillance centralisée des enquêtes**

2. 1. **Généralités**

2. 1. 1. Toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale sont surveillées par les Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN), à la Direction générale.

2. 1. 2. Le comm. adj. aux ECSN est responsable de tous les aspects du Programme de sécurité nationale et donne au besoin des directives aux divisions. Il détient le pouvoir final de décision en matière d'enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 1. 3. Le c. div. est chargé de la supervision et de la gestion des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 1. 4. L'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) doit s'assurer que :

2. 1. 4. 1. toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale respectent le mandat du Programme de sécurité nationale;

2. 1. 4. 2. les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale sont conformes aux instructions du ministre et aux directives et priorités de la GRC;

2. 1. 4. 3. les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale sont menées sans délai;

2. 1. 4. 4. suffisamment de ressources sont allouées à l'exécution des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 1. 4. 5. les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN) sont immédiatement avisées de toute situation qui pourrait avoir des répercussions sur la sécurité du Canada et qui pourrait attirer l'attention des médias ou susciter la controverse.

2. 1. 5. L'OREC doit :

2. 1. 5. 1. gérer la situation, c'est-à-dire gérer la crise et les conséquences des incidents relatifs à la sécurité nationale là où la GRC est le service de police compétent et conformément à une entente donnée;

2. 1. 5. 2. assurer la liaison avec les organismes partenaires, notamment les services de police municipaux et provinciaux, afin d'établir des relations et des réseaux en vue d'assurer l'efficacité des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 1. 5. 3. suivre les directives des ECSN portant sur les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 1. 5. 4. rendre compte des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale aux ECSN et, le cas échéant, faire le point.

2. 1. 6. Le mandat des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale est le suivant :

2. 1. 6. 1. surveiller toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale afin de tenir le comm. adj. aux ECSN au courant de toute situation;

2. 1. 6. 2. suivre le déroulement de toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale par les rapports des OREC divisionnaires;

2. 1. 6. 3. coordonner tous les échanges de renseignements nationaux et étrangers relatifs à la sécurité nationale et donner des directives à leur égard;

2. 1. 6. 4. s'il y a lieu, attribuer des tâches et donner des conseils et des directives par écrit, par l'entremise de l'OREC;

2. 1. 6. 5. s'assurer que les enquêtes sont menées conformément aux instructions du ministre et aux politiques et directives de la GRC;

2. 1. 6. 6. attribuer des noms de projet en consultation avec les divisions;

2. 1. 6. 7. déterminer les activités posant des risques élevés pour les divisions.

2. 2. **Plans opérationnels**

2. 2. 1. L'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN) ou la Section de la sécurité nationale (SSN) transmet les plans opérationnels des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale à l'OREC pour examen et recommandation, avec copie à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 2. 2. L'OREC examine le plan opérationnel et, s'il l'appuie, le transmet au directeur général des OCSN pour approbation du comm. adj. aux ECSN ou de son représentant.

2. 2. 3. Les plans opérationnels relatifs à la sécurité nationale comportant des opérations d'infiltration sont examinés par les OCSN ainsi que par les Opérations d'infiltration, Opérations fédérales et internationales. S'il est appuyé, le plan opérationnel est retourné aux OCSN pour approbation du comm. adj. aux ECSN. Consulter la partie 30.

2. 3. **Enquêtes à l'état de projet**

2. 3. 1. Une enquête criminelle relative à la sécurité nationale peut être à l'état de projet si elle remplit au moins une des conditions suivantes :

2. 3. 1. 1. l'enquête criminelle nécessite un plan opérationnel, notamment une opération d'infiltration;

2. 3. 1. 2. la communication illégale, non autorisée ou intentionnelle des renseignements à l'égard desquels le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial prend des mesures de protection, qui pourrait constituer une infraction à la *Loi sur la protection de l'information* ou à des dispositions semblables d'autres lois fédérales et du C. Cr.;

2. 3. 1. 3. l'enquête criminelle est très complexe, compte tenu de la crédibilité de la menace et des besoins en matière de ressources humaines et financières.

2. 3. 2. Toutes les enquêtes criminelles sont menées conformément aux principes de la Gestion des cas graves. Consulter le chap. 25.3.

2. 3. 3. En ce qui concerne les calepins des enquêteurs dans le cadre d'enquêtes majeures ou à l'état de projet, consulter l'art. 4.3. du chap. 25.2.

2. 4. **Secteur exigeant des précautions spéciales**

2. 4. 1. **Généralités**

2. 4. 1. 1. L'instruction ministérielle sur les enquêtes liées à la sécurité nationale dans les secteurs exigeant des précautions spéciales (Ann. 12-Généralités-3) guide les enquêtes relatives à la sécurité nationale dans les secteurs exigeant des précautions spéciales.

2. 4. 1. 2. Particulièrement, l'instruction ministérielle énonce, en partie, ce qui suit :

- « Même si rien n'échappe à l'application de la loi, il faut porter une attention particulière aux activités de la GRC menées conformément au paragraphe 6(1) de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et aux enquêtes liées aux infractions de terrorisme et aux activités terroristes, telles que définies à l'article 2 du *Code criminel du Canada*, qui ont, ou semblent avoir, des répercussions sur les institutions fondamentales de la société canadienne, dont les principales sont celles qui relèvent des domaines universitaire, politique, religieux, médiatique et syndical.»

2. 4. 1. 2. 1. Les définitions des secteurs figurent sur le site Web des ECSN.

2. 4. 1. 3. Le comm. adj. aux ECSN est responsable de l'approbation de toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale visant des secteurs de la société canadienne exigeant des précautions spéciales, lorsque le secteur est le **principal objet de l'enquête**. Il approuve notamment toute proposition concernant une activité, un outil ou une technique d'enquête à utiliser dans le cadre de l'enquête.

NOTA : Le présent article s'applique également aux activités des groupes de recrutement des sources - Sécurité nationale (GRSSN).

2. 4. 1. 4. L'OREC ou son représentant est responsable de l'approbation de toute proposition concernant une activité, un outil ou une technique d'enquête qui a, ou semble avoir, des répercussions sur un secteur de la société canadienne exigeant des précautions spéciales, lorsque le secteur **n'est pas** le principal objet de l'enquête, mais semble accessoire ou non relié à l'activité criminelle faisant l'objet de l'enquête. L'OREC ou son représentant doit mettre le comm. adj. aux ECSN au courant de sa décision en temps utile.

NOTA : Le présent article s'applique également aux activités des GRSSN.

2. 4. 1. 5. Les activités, outils ou techniques d'enquête comprennent notamment les suivantes :

2. 4. 1. 5. 1. entrevues;

2. 4. 1. 5. 2. surveillance physique ou surveillance technique;

2. 4. 1. 5. 3. opérations d'infiltration;

2. 4. 1. 5. 4. relations avec des personnes appartenant ou affiliées à un secteur exigeant des précautions spéciales ou employées par celui-ci;

2. 4. 1. 5. 5. ordonnances judiciaires;

2. 4. 1. 5. 6. perquisition et saisie.

2. 4. 1. 6. On peut obtenir une approbation verbale dans une situation d'urgence. Toute approbation verbale ou électronique à chaque niveau doit être consignée et confirmée par écrit dans les plus brefs délais possibles.

2. 4. 2. **Éléments à prendre en considération**

2. 4. 2. 1. Lorsqu'on essaie de déterminer si une enquête criminelle relative à la sécurité nationale ou une activité, un outil ou une technique d'enquête a, ou semble avoir, des répercussions sur un secteur exigeant des précautions spéciales, il faut tenir compte des éléments suivants :

2. 4. 2. 1. 1. les droits et libertés garantis par la *Charte canadienne des droits et libertés*, qui ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique;

2. 4. 2. 1. 2. Il faut particulièrement tenir compte des éléments suivants :

2. 4. 2. 1. 2. 1. la liberté de conscience et de religion;

2. 4. 2. 1. 2. 2. la liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication;

2. 4. 2. 1. 2. 3. la liberté de réunion pacifique;

2. 4. 2. 1. 2. 4. la liberté d'association;

2. 4. 2. 1. 3. les attentes de la collectivité locale et de la collectivité en général;

2. 4. 2. 1. 4. les répercussions sur les rapports entre la GRC ou la police et le public canadien.

2. 4. 2. 2. On doit évaluer les objectifs de l'enquête en tenant compte de leur incidence possible sur les droits et libertés d'une personne en vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés* ou du dommage pouvant être infligé à une institution fondamentale de la société canadienne.

2. 4. 3. **EISN ou SSN**

2. 4. 3. 1. L'EISN ou la SSN détermine s'il existe d'autres moyens d'enquête.

2. 4. 3. 2. Si on est dans le doute au sujet des répercussions d'une enquête criminelle relative à la sécurité nationale ou d'une activité, d'un outil ou d'une technique d'enquête sur un secteur exigeant des précautions spéciales, consulter les OCSN.

2. 4. 3. 3. Remplir la « Demande d'approbation pour un secteur exigeant des précautions spéciales » disponible sur le site Web des ECSN et la présenter à l'OREC dans les plus brefs délais possibles.

2. 4. 3. 4. Aviser immédiatement l'OREC si l'activité, l'outil ou la technique d'enquête approuvé a des répercussions néfastes réelles ou apparentes sur :

2. 4. 3. 4. 1. l'institution canadienne fondamentale;

2. 4. 3. 4. 2. la collectivité locale ou la collectivité en général;

2. 4. 3. 4. 3. les rapports de l'institution avec la GRC ou la police en général.

2. 4. 4. **OREC ou son représentant**

2. 4. 4. 1. L'OREC ou son représentant examine chaque demande afin de déterminer la nécessité opérationnelle de l'activité, de l'outil ou de la technique d'enquête proposée.

2. 4. 4. 1. 1. Si la demande concerne une enquête criminelle relative à la sécurité nationale visée à l'art. 2.4.1.3. et :

2. 4. 4. 1. 1. 1. qu'on l'accepte, on la fait parvenir à la Direction générale, à l'att. du directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, aux fins d'approbation;

2. 4. 4. 1. 1. 2. qu'on la rejette, en avertir l'EISN ou la SSN par écrit et fournir une justification. Transmettre la demande rejetée et la justification à la Direction générale, à l'att. du directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 4. 4. 1. 1. 3. dans une situation d'urgence, obtenir l'approbation verbale du directeur des OCSN. Assurer le suivi et confirmer par écrit.

2. 4. 4. 1. 2. Si la demande concerne une activité, un outil ou une technique d'enquête proposée conformément à l'art. 2.4.1.4. et :

2. 4. 4. 1. 2. 1. qu'on l'accepte, en avertir l'EISN ou la SSN par écrit et la Direction générale, à l'att. du directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 4. 4. 1. 2. 2. qu'on la rejette, en avertir l'EISN ou la SSN par écrit et fournir une justification. Transmettre la demande rejetée et la justification à la Direction générale, à l'att. du directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale;

2. 4. 4. 1. 2. 3. dans une situation d'urgence, on peut donner son approbation verbale à l'EISN ou à la SSN. Toute demande ou approbation verbale doit être confirmée par écrit. Confirmer sa décision par écrit auprès de l'EISN ou de la SSN et fournir une justification si la demande a été rejetée. Transmettre la demande approuvée ou rejetée et la justification à la Direction générale, à l'att. du directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 4. 4. 1. 3. Informer dans les plus brefs délais possibles le directeur des OCSN de toute situation qui a eu des répercussions néfastes réelles ou apparentes sur un secteur exigeant des précautions spéciales, conformément à l'art. 2.4.3.4.

2. 4. 5. **Directeur des OCSN**

2. 4. 5. 1. Le directeur des OCSN examine et fait parvenir les demandes de l'OREC ou de son représentant, qui doivent être approuvées conformément à l'art. 2.4.1.3., accompagnées de sa recommandation d'accepter ou de rejeter la demande, au comm. adj. aux ECSN ou à son représentant.

2. 4. 5. 1. 1. Aviser l'OREC ou son représentant par écrit de la décision du comm. adj. aux ECSN ou de son représentant, dans les plus brefs délais possibles.

2. 4. 5. 1. 2. Dans une situation d'urgence, l'OREC ou son représentant obtient l'approbation verbale du directeur des OCSN. Faire parvenir la demande au comm. adj. aux ECSN ou à son représentant. Assurer le suivi et confirmer par écrit.

2. 4. 5. 1. 3. Tenir un registre national des demandes qui ont des répercussions sur un secteur exigeant des précautions spéciales.

2. 5. **Saisies dans le CIPC**

2. 5. 1. Le chef de l'EISN ou de la SSN approuve toutes les saisies dans le CIPC et s'assure que tous les renseignements sont exacts et pertinents. Consulter l'art. 1.6. du chap. 12.3.

2. 5. 2. Envoyer une copie de toutes les saisies effectuées dans le CIPC à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 5. 3. Saisir les noms des sujets des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale dans le CIPC au niveau 2 ou 3. Consulter le Manuel de référence du CIPC.

2. 5. 4. Aviser le CNO ainsi que le service émetteur dans le cas d'un résultat positif. Le CNO se chargera d'aviser les OCSN.

2. 5. 5. S'assurer que les chargements dans le CIPC sont faits selon les directives du Manuel de référence du CIPC.

2. 6. **Demandes d'avis de surveillance aux postes frontaliers canadiens et étrangers**

2. 6. 1. Le chef de l'EISN ou de la SSN est responsable de l'approbation de toutes les demandes d'avis de surveillance aux postes frontaliers envoyées à l'Agence des services frontaliers du Canada. Envoyer une copie des avis de surveillance à l'OREC et à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 6. 2. Prendre note des types de demandes d'avis de surveillance suivants :

2. 6. 2. 1. Personne d'intérêt - utilisé dans des circonstances où la personne présente un intérêt, mais n'est pas un suspect dans le cadre d'une enquête criminelle relative à la sécurité nationale;

2. 6. 2. 2. Suspect - utilisé dans des circonstances où la personne est un suspect dans le cadre d'une enquête criminelle relative à la sécurité nationale ou est soupçonnée de participer à une activité criminelle posant une menace pour la sécurité du Canada.

2. 6. 3. Voici les renseignements qui doivent figurer dans les demandes d'avis de surveillance :

2. 6. 3. 1. l'objectif, le but et l'exigence opérationnelle de la demande;

2. 6. 3. 2. le type de demande d'avis de surveillance;

2. 6. 3. 3. la durée de la demande;

2. 6. 3. 4. les renseignements devant figurer sur l'avis de surveillance;

2. 6. 3. 5. les organismes qui auront accès à ces renseignements (du Canada et de l'étranger);

2. 6. 3. 6. la façon dont l'avis de surveillance fera progresser l'enquête;

2. 6. 3. 7. les mises en garde appropriées.

2. 6. 4. Les OCSN doivent approuver l'envoi des avis de surveillance à l'étranger et doivent respecter les directives sur l'échange de renseignements indiquées au chap. 12.3.

2. 6. 5. Chaque trimestre, le service demandeur examine ses demandes d'avis de surveillance aux postes frontaliers afin de déterminer s'ils sont pertinents et s'ils doivent être conservés.

2. 6. 6. On doit rapidement modifier ou supprimer une demande d'avis de surveillance pour tenir compte du changement de statut de l'individu ou des circonstances de l'enquête.

2. 7. **Demandes d'Interpol**

2. 7. 1. Interpol Ottawa transmet toutes les demandes de renseignements relatives à la sécurité nationale à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 7. 2. Les OCSN déterminent si les renseignements que veut obtenir un organisme étranger concernent la sécurité nationale ou les activités terroristes.

2. 7. 3. Tout échange de renseignements lié à la sécurité nationale doit être conforme aux dispositions du chap. 12.3.

2. 8. **Diffusions d'Interpol/vérifications de fichiers**

2. 8. 1. Les OCSN n'interrogent que des banques de données sécurisées (c.-à-d. Système de renseignements protégés sur la criminalité, Système protégé d'incidents et de rapports de police et systèmes électroniques protégés de gestion des cas graves).

2. 8. 2. Les OCSN n'envoient de réponse à Interpol Ottawa que dans les cas où les résultats des interrogations sont positifs.

2. 8. 3. Les résultats des vérifications de fichiers positives (renseignements classifiés ou délicats) sont, sur approbation de l'off. resp. des OCSN ou de son représentant, transmis à l'agent de liaison compétent aux fins de diffusion appropriée au demandeur. Consulter le chap. 12.7.

2. 8. 4. Une réponse au demandeur est faite selon les directives des OCSN par l'intermédiaire d'Interpol ou de l'agent de liaison compétent.

2. 9. **Demandes particulières d'Interpol**

2. 9. 1. Les demandes particulières provenant d'Interpol Ottawa doivent faire l'objet de vérifications de fichiers complètes (banques de données protégées et classifiées) par les OCSN.

2. 9. 2. Les OCSN n'envoient de réponse à Interpol Ottawa que lorsque les résultats des interrogations sont positifs.

2. 9. 3. Si les résultats des interrogations sont positifs, les OCSN déterminent les renseignements qui peuvent être communiqués au demandeur et communiquent ces renseignements par l'intermédiaire d'Interpol Ottawa ou de l'agent de liaison compétent.

2. 10. **Dépôt d'accusations**

2. 10. 1. Transmettre les demandes de dépôt d'accusations criminelles concernant des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale à l'OREC pour examen et approbation. Envoyer une copie de toutes les demandes à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 10. 2. Si le dépôt d'accusations doit être approuvé par le procureur général, l'OREC l'examine et, s'il l'appuie, transmet une recommandation à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale. Si le comm. adj. aux ECSN est d'accord, il demande l'autorisation du procureur général.

2. 10. 3. Envoyer une demande d'engager des poursuites en vertu de l'article 83.12 du C. cr. à l'OREC pour examen et, s'il l'appuie, l'envoyer à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale pour approbation.

2. 10. 4. Les ECSN doivent obtenir le consentement du procureur général avant d'engager des poursuites en vertu de l'article 83.12 (Blocage des biens) du C. cr., selon l'article 83.24 du C. cr.

3. **Divulgation illicite de renseignements**

3. 1. Signaler toutes les infractions à la *Loi sur la protection de l'information* ou à des dispositions semblables d'autres lois fédérales et du C. cr., notamment la communication illégale, non autorisée ou intentionnelle à une entité étrangère ou à un groupe terroriste des renseignements à l'égard desquels le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial prend des mesures de protection, à l'off. resp. des OCSN;

3. 2. Afin d'assurer l'impartialité et la transparence, le comm. adj. aux ECSN détermine, au cas par cas, le service compétent qui mènera l'enquête criminelle.

3. 3. Les ECSN examinent tous les motifs du dépôt d'accusations relativement à la *Loi sur la protection de l'information*, ou à des infractions connexes au C. cr., et si elles les approuvent, demandent l'autorisation du procureur général du Canada d'engager des poursuites criminelles.

Ann. 12-2-1 - Investigations (article 83.28 du C. cr.)

1. **Généralités**

1. 1. Le procureur général doit autoriser le début d'une investigation. Pour l'application de la *Loi antiterroriste*, « procureur général » s'entend du procureur général du Canada ou du procureur général de la province.

1. 1. 1. Dans le cas d'une infraction nationale, l'autorité approbatrice est le procureur général du Canada.

1. 1. 2. Dans le cas d'une infraction locale, l'autorité approbatrice est le procureur général de la province.

1. 2. Consulter les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale pour déterminer s'il s'agit d'une infraction nationale ou locale.

1. 3. Le comm. adj. aux Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN) est le seul membre de la GRC qui peut demander l'autorisation du procureur général de procéder à une investigation.

2. **Rapport à l'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC)**

2. 1. S'assurer qu'il existe des motifs raisonnables d'obtenir une ordonnance autorisant la collecte de renseignements. Les conditions sont énoncées au par. 83.28(4) du C. cr.

2. 2. Présenter, en consultation avec le ministère fédéral régional de la Justice et les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN), une demande écrite à l'OREC. Inclure dans sa demande les rubriques suivantes :

2. 2. 1. **Historique/situation actuelle** : Donner des précisions sur l'affaire, notamment des renseignements qui aideront le comm. adj. aux ECSN à traiter la demande.

2. 2. 2. **Infraction de terrorisme commise ou motifs raisonnables de croire qu'une telle infraction sera commise** :

2. 2. 2. 1. Donner des précisions sur l'infraction de terrorisme qui a été commise et sur les renseignements relatifs à l'infraction qui sont susceptibles d'être obtenus de l'investigation (al. 83.28(4)a) du C. cr.).

OU

2. 2. 2. 2. Lorsqu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une infraction de terrorisme sera commise, préciser les renseignements relatifs à l'infraction de terrorisme préméditée qui sont susceptibles d'être obtenus de l'investigation (al. 83.28(4)b) du C. cr.).

2. 2. 3. **Demandes judiciaires** : Divulguer toutes les demandes de mandat, d'ordonnance ou d'autorisation judiciaire qui ont déjà été présentées à un juge ou à un juge de paix relativement à l'enquête.

2. 2. 4. **Nature délicate des renseignements** : Évaluer la nature délicate des renseignements à divulguer.

2. 2. 5. **Source humaine confidentielle** : Indiquer si des renseignements ont été obtenus d'une source humaine confidentielle.

2. 2. 6. **Renseignements obtenus d'une entité étrangère** : Indiquer si des renseignements ont été obtenus d'une entité étrangère.

2. 2. 7. **Renseignements relatifs à des enquêtes en cours** : Indiquer s'il faudrait invoquer au cours de l'investigation tout autre privilège à l'égard de certains renseignements, p. ex. les renseignements nécessaires pour protéger des enquêtes en cours.

2. 2. 8. **Autres renseignements pertinents** : Indiquer si des faits pourraient militer contre le recours à ce pouvoir. Inclure tout autre renseignement qui peut aider le comm. adj. aux ECSN à déterminer le besoin de procéder à une investigation.

2. 2. 9. **Commentaires du ministère régional de la Justice** : Indiquer les commentaires et les directives du ministère fédéral ou provincial régional de la Justice, p. ex. consentement, recommandations ou motifs de refus de l'autorisation.

3. **Demande à un juge**

3. 1. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale informent l'enquêteur si le procureur général a autorisé le début d'une investigation.

3. 2. Présenter, en consultation avec le ministère fédéral régional de la Justice ou le procureur général de la province, une demande à un juge (au sens de la présente Loi) pour obtenir une ordonnance autorisant la conduite d'une investigation.

3. 3. Au cours de l'investigation, faire des mises à jour quotidiennes et les transmettre à l'off. resp. des OCSN par l'intermédiaire de l'OREC.

3. 4. À la fin de l'investigation, transmettre par l'intermédiaire de l'OREC un rapport final à l'off. resp. des OCSN, en veillant à donner des précisions sur la décision du tribunal.

Ann. 12-2-2 - Engagement assorti de conditions - Arrestation préventive (article 83.3 du C.cr.)

1. **S'assurer que le recours à ce pouvoir est nécessaire :**

1. 1. Faire tout son possible pour appliquer les dispositions ordinaires du *Code criminel* en matière d'arrestation (article 495(1) du C. cr.), lorsque les motifs nécessaires sont réunis.

1. 2. S'il n'y a aucun autre moyen raisonnable d'empêcher l'activité terroriste, exercer les pouvoirs prévus par la présente Loi en matière d'arrestation préventive.

1. 3. Faire preuve de prudence en tout temps : ne pas donner l'impression d'exercer arbitrairement ces pouvoirs afin d'opprimer la liberté d'une personne.

1. 4. En cas d'urgence, voir l'art. 4., Déposer la dénonciation.

2. **Appliquer le critère aux circonstances :**

2. 1. Apprécier tous les éléments de preuve disponibles.

2. 2. Existe-t-il des motifs raisonnables de croire qu'une activité terroriste sera mise à exécution?

2. 3. A-t-on des motifs raisonnables de soupçonner que l'imposition, à la cible, d'un engagement assorti de conditions ou son arrestation est nécessaire pour éviter la mise à exécution de l'activité terroriste?

2. 4. Voir la définition de activité terroriste au par. 83.01(1) du C. cr.

2. 5. Il n'est pas nécessaire que l'activité soit imminente pour exercer ce pouvoir. Il suffit d'avoir des motifs raisonnables de croire que l'activité terroriste sera mise à exécution.

2. 6. Ne pas procéder à une arrestation si une sommation suffira à atteindre les objectifs ou à éviter la mise à exécution de l'activité terroriste. Toutefois, si l'activité terroriste est imminente, procéder à l'arrestation.

3. **Avertir le s.-comm. aux Opérations et à l'Intégration :**

3. 1. Avertir immédiatement le comm. adj. aux Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN) et transmettre un rapport aux Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN) par l'intermédiaire de l'officier responsable des enquêtes criminelles, lorsque le critère est réuni.

3. 2. Indiquer si la cible a été arrêtée ou s'est tout simplement vu signifier une sommation à comparaître.

3. 3. Donner un résumé complet des motifs de croire qu'une activité terroriste sera mise à exécution.

3. 4. Expliquer les motifs de soupçonner que l'imposition, à une personne, d'un engagement assorti de conditions ou son arrestation est nécessaire pour éviter la mise à exécution de l'activité terroriste.

3. 5. Indiquer toutes les demandes de mandat, d'ordonnance ou d'autorisation judiciaire qui ont déjà été présentées à un juge ou à un juge de paix.

3. 6. Indiquer les renseignements qui ont été obtenus d'une source humaine confidentielle.

3. 7. Indiquer les renseignements qui ont été obtenus d'une source étrangère.

3. 8. Indiquer s'il faudrait invoquer au cours de l'audience d'engagement tout autre privilège, p. ex. les renseignements nécessaires pour protéger une enquête en cours.

3. 9. Présenter tout fait découlant de l'enquête qui pourrait militer contre le recours à ce pouvoir.

4. **Déposer la dénonciation :**

4. 1. Si le procureur général du Canada approuve la demande de dépôt d'une dénonciation, les OCSN en informent l'enquêteur.

4. 2. Un procureur est également affecté au dossier. Communiquer immédiatement avec le procureur et mettre tout en oeuvre pour le tenir ensuite au courant des faits nouveaux relativement à l'enquête.

4. 3. Déterminer, en consultation avec le procureur, s'il convient de demander au tribunal une sommation à comparaître ou un mandat d'arrestation.

4. 4. Déposer une dénonciation devant un juge de la cour provinciale. La dénonciation est semblable à celle visée à l'art. 810 du C. cr. (engagement de ne pas troubler l'ordre public).

4. 5. En cas d'urgence, on peut, sans mandat, arrêter une personne si on détermine que les motifs sont réunis pour le dépôt d'une dénonciation, mais que l'urgence de la situation rend difficilement réalisable le dépôt d'une dénonciation, ou qu'une sommation a déjà été décernée (mais aucun mandat n'a été délivré) et qu'on a des motifs raisonnables de soupçonner que la mise sous garde de la personne est nécessaire afin de l'empêcher de mettre à exécution une activité terroriste.

4. 5. 1. Toutefois, dans le cas d'une arrestation sans mandat, on doit déposer une dénonciation selon les étapes ci-dessus. Si aucune dénonciation n'a été déposée au moment où la personne est conduite devant un juge de la cour provinciale, ce dernier ordonnera qu'elle soit mise en liberté.

5. **Signifier la sommation ou le mandat d’arrestation :**

5. 1. Lorsqu'une sommation est décernée :

5. 1. 1. signifier la sommation à la personne et en informer ensuite le procureur;

5. 1. 2. renseigner le procureur sur les conditions pertinentes à présenter au tribunal;

5. 1. 3. préparer, en consultation avec le procureur, la prochaine comparution de la personne;

5. 1. 4. aller à l'art. 7., Audience d'engagement.

5. 2. Lorsqu'un mandat d'arrestation a été délivré :

5. 2. 1. exécuter le mandat d'arrestation et conduire la personne devant un juge sans retard, et à tout le moins, dans un délai de 24 heures; si un juge de la cour provinciale n'est pas disponible dans un délai de 24 heures, conduire la personne devant le juge le plus tôt possible;

5. 2. 2. se préparer immédiatement pour l'audience de justification;

5. 2. 3. si, avant que la personne ne soit conduite devant le juge, l'officier responsable est convaincu qu'elle devrait être mise en liberté inconditionnellement, mettre la personne en liberté.

6. **Audience de justification :**

6. 1. Dans le cas où la personne arrêtée est conduite devant le juge, être prêt à faire valoir que la mise sous garde continue de la personne est justifiée. Il y a trois principaux motifs qui peuvent justifier la mise sous garde continue de la personne :

6. 1. 1. assurer sa comparution;

6. 1. 2. assurer la protection ou la sécurité du public, notamment celle d'un témoin, dans toutes les circonstances, y compris la probabilité que, si la personne est mise en liberté, une activité terroriste sera mise à exécution, et toute probabilité marquée que la personne, si elle est mise en liberté, nuira à l'administration de la justice;

6. 1. 3. toute autre juste cause, voir la disposition 83.3(7)(C) du C. cr.

6. 2. Si le juge détermine que les motifs de l'enquêteur sont fondés, il peut ordonner que la mise sous garde se poursuive et ajourner la comparution pour une période maximale de 48 heures. Sinon, le juge peut ordonner que la personne soit mise en liberté.

7. **Audience d'engagement :**

7. 1. Le juge peut ordonner une audience d'engagement, s'il est convaincu qu'il est opportun de le faire.

7. 2. En vue de l'audience d'engagement, être prêt à conseiller et aider le procureur en ce qui concerne tout témoin qui peut être appelé à comparaître à l'audience.

7. 3. Être prêt à obtenir toute preuve disponible pour aider le procureur à présenter sa cause.

7. 4. Être prêt à faire, en consultation avec le procureur, une pleine et juste communication de la preuve, selon des principes bien établis, à la personne qui comparaît à l'audience.

7. 5. Renseigner le procureur sur toute condition qu'il conviendrait, à son avis, d'imposer à la personne.

Modifié le 2011-07-22

12.3. Échange, traitement et communication ou diffusion des renseignements

1. **Généralités**

1. 1. Se référer à l'art. XI.1.N. du MA concernant la communication des renseignements classifiés ou désignés.

1. 2. Se référer à l'art. I.3.L. concernant la communication des renseignements sur les antécédents judiciaires.

1. 3. Se référer au chap. 12.7. concernant la communication des renseignements aux agents de liaison de la GRC.

1. 4. Conformément aux art. 7 et 8 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, les renseignements classifiés ou désignés sur la sécurité nationale peuvent être communiqués à un ministère ou organisme compétent selon :

1. 4. 1. son **besoin de connaître**, c'est-à-dire le besoin qu'il éprouve d'accéder à des renseignements et de les connaître pour accomplir les tâches qui lui incombent; consulter la Politique sur la sécurité du gouvernement;

1. 4. 2. son **droit de savoir**, c'est-à-dire son autorisation légale, y compris son autorisation de sécurité, à accéder à des renseignements classifiés.

1. 5. Il faut consigner au dossier tous les renseignements liés à la sécurité nationale qui sont reçus d'un ministère ou organisme canadien ou étranger ou qui lui sont transmis.

1. 6. Il faut évaluer de la façon suivante la fiabilité, la pertinence et l'exactitude de tous les renseignements avant de les diffuser :

1. 6. 1. évaluer la fiabilité des renseignements, y compris de leur source, conformément au ch. 31.5.;

1. 6. 2. déterminer pourquoi un autre ministère ou organisme demande les renseignements (le besoin de connaître), la nature de l'enquête et la façon dont les renseignements pourraient être utilisés;

1. 6. 3. s'assurer que tous les renseignements qui sont communiqués et qui décrivent des faits ou des événements sont exacts et précis.

1. 7. Il faut évaluer tous les renseignements sous l'angle du respect des lois applicables en matière de communication des renseignements personnels.

1. 8. Tout doute concernant la fiabilité ou l'exactitude de la source ou des renseignements doit être clairement communiqué au destinataire.

1. 9. Tous les renseignements reçus d'un autre ministère ou organisme demeurent sa propriété et ne peuvent être reclassifiés ou diffusés sans son autorisation écrite.

1. 9. 1. Si une autorisation de reclassification ou de diffusion est obtenue, tout échange ultérieur des renseignements demeure assujetti aux mises en garde en vigueur touchant la nouvelle classification ou la diffusion.

1. 10. Tous les renseignements sensibles ou potentiellement préjudiciables liés à la sécurité nationale reçoivent la cote de sécurité Confidentiel, Secret ou Très Secret. Consulter les art. XI.1.J. et K. ainsi que l'ann. XI-1-3 du MA.

1. 10. 1. Le calepin d'un enquêteur qui contient des renseignements sensibles ou potentiellement préjudiciables doit être entreposé et recevoir une classification de sécurité équivalant à la cote la plus élevée attribuée aux renseignements protégés contenus dans le calepin. Consulter également le chap. 25.2.

1. 11. Tous les renseignements classifiés doivent être entreposés de la façon indiquée à l'art. XI.3.H. du MA.

1. 12. Pour l'attribution d'une cote de sécurité aux documents classifiés et leur transmission par courrier, consulter l'art. XI.1.L. et l'ann. XI-1-4 du MA.

1. 13. Pour la transmission par voie électronique des renseignements classifiés, consulter les chap. XI.4. et XI.5. du MA.

2. **Réunions et séances d'information**

2. 1. Toute réunion opérationnelle ou séance d'information avec un ministère ou organisme canadien ou étranger, notamment un ministère ou organisme chargé de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi, doit être étayée par des documents qui sont versés au dossier.

2. 2. En ce qui concerne l'échange de renseignements avec un ministère ou organisme canadien ou étranger, consulter le chap. 12.9.

2. 3. Le membre qui assiste à une réunion opérationnelle interministérielle doit consigner par écrit sa participation, de même que les décisions qui ont été prises.

3. **Échange de renseignements avec des ministères ou organismes étrangers**

3. 1. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale sont responsables de l'échange de renseignements avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi.

3. 2. Avant d'être envoyée, toute la correspondance échangée avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi par les équipes intégrées de la sécurité nationale (EISN) ou les sections de la sécurité nationale (SSN) doit être soumise à l'examen de l'officier responsable des enquêtes criminelles et envoyée à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale aux fins d'approbation et de plus ample diffusion.

3. 3. La GRC peut, avec le consentement préalable du ministre, conclure une entente verbale ou écrite avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité ou du renseignement ou collaborer avec lui.

3. 3. 1. L'entente écrite conclue avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité ou du renseignement doit être conforme à l'instruction du ministre sur les accords et la coopération reliés à la sécurité nationale. Consulter l'ann. 12-Généralités-2.

3. 3. 2. Les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN) conservent des exemplaires de toute entente conclue entre le Programme de sécurité nationale de la GRC et un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité ou du renseignement, de même que des documents sur les modalités des ententes verbales.

3. 4. Lorsque de nouvelles ententes sont conclues avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité ou du renseignement, il faut tenir compte de la question de savoir si le pays respecte les droits démocratiques et les droits de la personne, telle que déterminée de concert avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI). Consulter l'art. 4.

3. 5. Si un différend surgit au cours des rapports avec un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi, il faut en informer immédiatement les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

3. 6. Tous les renseignements classifiés ou liés à la sécurité nationale qui sont transmis à un ministère ou organisme étranger doivent être accompagnés de la mise en garde suivante :

3. 6. 1. *Ce document appartient au Programme de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre organisme à titre confidentiel et aux fins d'usage interne seulement. Il ne peut être reclassifié, copié, reproduit, utilisé en tout ou en partie ou diffusé à un plus large auditoire sans le consentement de l'auteur. Il ne peut être utilisé dans des affidavits, des procédures judiciaires ou des citations à comparaître ou encore à toute autre fin juridique ou judiciaire sans le consentement de l'auteur. Si vous êtes assujetti à une législation sur l'accès à l'information ou à toute autre loi intérieure qui vous empêche de prévenir la divulgation de ces renseignements, veuillez en aviser immédiatement le Programme de sécurité nationale de la GRC et retourner le document. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. Si le destinataire désire modifier ces conditions, il doit communiquer avec l'officier responsable des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, GRC.*

3. 7. Lorsqu'on demande des renseignements à un ministère ou organisme étranger ou qu'on en reçoit de lui, il faut s'assurer que la demande comporte ce qui suit :

3. 7. 1. le nom du ministère ou de l'organisme, ou de l'autorité compétente;

3. 7. 2. l'objet ou la nature de l'enquête;

3. 7. 3. une description du genre d'information ou de coopération recherchée;

3. 7. 4. s'il y lieu, les fins pour lesquelles on prévoit utiliser les renseignements demandés (p. ex. enquête, poursuite judiciaire).

3. 8. Il faut évaluer la fiabilité et la pertinence des renseignements reçus d'un ministère ou organisme étranger et consigner au dossier les résultats de l'évaluation. Consulter l'art. 1.6.

3. 9. Dans des situations d'urgence, les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale peuvent échanger verbalement des renseignements avec un ministère ou organisme étranger. Les échanges doivent être consignés par écrit.

3. 10. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale doivent immédiatement être informées de toutes les demandes émanant de ministères ou organismes étrangers concernant des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

4. **Pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne**

4. 1. En ce qui concerne les protocoles d'échange de renseignements avec des pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne, consulter l'ann. 12-Généralités-2 et le par. II.4.M.3.

4. 2. Pour évaluer les antécédents en matière de respect des droits de la personne d'un pays avec lequel la GRC entend échanger des renseignements, il faut consulter les rapports annuels du MAECI qui évaluent les antécédents de ce pays en cette matière.

4. 3. On doit consulter le MAECI avant de prendre des décisions au sujet des échanges avec un pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne.

4. 4. On doit consigner par écrit toutes les décisions concernant les échanges faits avec un pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne, en expliquant notamment l'importance que revêt l'obtention de ces renseignements et les répercussions qu'ils auront sur les obligations du Canada au chapitre du respect des droits de la personne. Les ECSN sont chargées de la coordination avec les autres ministères fédéraux.

4. 5. Les renseignements reçus de pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne sont consignés et leur fiabilité est évaluée (c.-à-d. le risque que le pays puisse fournir des renseignements erronés ou de faux aveux arrachés sous la torture, par la violence ou sous la menace).

4. 6. Lorsqu'on évalue les répercussions de l'échange de renseignements avec un pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne, il ne faut ménager aucun effort pour s'assurer que la démarche n'équivaut pas à avaliser ou à tolérer la torture ou les violations des droits de la personne.

4. 7. Lorsqu'il est établi qu'un Canadien est placé sous garde à l'étranger en rapport avec une enquête relative à la sécurité nationale, les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale doivent en informer immédiatement le MAECI.

4. 8. Le comm. adj. aux ECSN doit approuver tous les échanges de renseignements avec un pays à l'égard duquel des renseignements crédibles ont été reçus concernant le recours possible à la torture à l'endroit d'un Canadien détenu à l'étranger.

5. **Demandes faites en vertu d'un Traité d'entraide juridique**

5. 1. Toutes les demandes liées à la sécurité nationale qui sont reçues ou qui sont faites en vertu d'un Traité d'entraide juridique doivent être coordonnées par les ECSN.

5. 2. Lorsqu'une demande en vertu d'un Traité d'entraide juridique est reçue, les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale la confient à l'EISN ou à la SSN, selon le cas.

5. 2. 1. Une demande faite en vertu d'un Traité d'entraide juridique à un ministère ou organisme étranger doit être envoyée par la filière habituelle à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, pour qu'elle soit examinée et qu'elle reçoive l'approbation définitive du directeur général des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

5. 3. Les demandes faites en vertu d'un Traité d'entraide juridique doivent être conformes aux directives énoncées à l'art. II.1.M.

6. **Échange de renseignements avec des ministères ou organismes canadiens**

6. 1. Le chef de l'EISN ou de la SSN est responsable de l'échange de renseignements avec un ministère ou organisme canadien chargé de l'exécution de la loi tout en veillant au respect des art. 7 et 8 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

6. 2. L'officier responsable des enquêtes criminelles approuve la diffusion des renseignements transmis par suite d'une demande d'un ministère ou organisme canadien qui n'est pas chargé de l'exécution de la loi (municipal, provincial ou privé).

6. 3. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale approuvent toute demande émanant d'un ministère ou organisme fédéral non chargé de l'exécution de la loi (p. ex. le Service canadien du renseignement de sécurité, le ministère de la Défense nationale, le MAECI, Santé Canada), et communiquent les renseignements.

7. **Mises en garde**

7. 1. Les mises en garde qui suivent doivent accompagner tous les renseignements relatifs à la sécurité nationale qui sont communiqués au sein et à l'extérieur de la GRC.

7. 2. Tous les renseignements classifiés et liés à la sécurité nationale qui sont communiqués à un ministère ou organisme canadien doivent être accompagnés de la mise en garde suivante :

7. 2. 1. *Ce document appartient au Programme de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre organisme à titre confidentiel et aux fins d'usage interne seulement. Il ne peut être reclassifié, copié, reproduit, utilisé en tout ou en partie ou diffusé à un plus large auditoire sans le consentement de l'auteur. Il ne peut être utilisé dans des affidavits, des procédures judiciaires ou des citations à comparaître ou encore à toute autre fin juridique ou judiciaire sans le consentement de l'auteur. Le traitement et l'entreposage de ce document doivent respecter les directives établies par le gouvernement du Canada pour le traitement et l'entreposage des renseignements classifiés. Si votre service ne peut pas appliquer ces lignes directrices, veuillez lire le document et le détruire. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. Si vous avez des questions au sujet des renseignements ou de la mise en garde, veuillez communiquer avec l'officier responsable des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, GRC.*

7. 3. L'information ou les renseignements criminels qui ont été recueillis auprès de sources délicates ou dont la communication à un plus vaste auditoire risque de révéler les sources, les méthodes de travail ou les techniques d'enquête de la GRC – risquant de ce fait de porter préjudice à la *Loi sur la protection de l'information* qui vise à prévenir et à décourager les atteintes à la sécurité nationale par suite de la communication de renseignements opérationnels spéciaux – doivent être accompagnés de la mise en garde suivante en sus de celle énoncée à l'art. 7.2. :

7. 3. 1. *Ce document peut faire l'objet d'une exemption obligatoire en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Si l'accès y est demandé en vertu de ces lois, la décision relative à sa communication ne sera prise qu'après consultation préalable du coordonnateur de la protection de la vie privée de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Ce document peut renfermer des « renseignements opérationnels spéciaux » au sens de la Loi sur la protection de l'information. Ces renseignements peuvent également être protégés par les dispositions de la Loi sur la preuve au Canada (LPC). Le Programme de sécurité nationale de la GRC peut prendre toutes les mesures prévues à la LPC, ou à toute autre loi, pour protéger ces renseignements contre la communication ou la divulgation, notamment la présentation des avis nécessaires au procureur général du Canada.*

7. 4. Toute la correspondance interne renfermant des renseignements relatifs à la sécurité nationale doit contenir la mise en garde suivante :

7. 4. 1. *Ce document appartient au Programme de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est fourni à votre section ou service et il ne doit pas être diffusé, en totalité ou en partie, sans le consentement préalable de l'auteur. Il ne doit pas être déclassifié sans la permission écrite de l'auteur. Ce document peut renfermer des « renseignements opérationnels spéciaux » au sens de la Loi sur la protection de l'information. Le traitement et l'entreposage de ce document doivent respecter les directives établies par le gouvernement du Canada pour le traitement et l'entreposage des renseignements classifiés. Si votre service ne peut pas appliquer ces lignes directrices, veuillez lire le document et le détruire. Le défaut de se conformer à cette mise en garde constitue une infraction à la politique de la GRC et aux lois fédérales. Pour toute question concernant les renseignements, veuillez communiquer avec l'auteur du document.*

12.4. Relations avec les médias/communications et exposés/notes de synthèse

1. **Relations avec les médias/communications**

1. 1. La Direction générale assure le contrôle central de toutes les relations avec les médias/communications pour ce qui est des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

1. 2. Se référer au chap. 27.1. concernant les relations avec les médias.

1. 3. Se référer au chap. 27.3. concernant les demandes de renseignements des médias.

2. **Exposés/notes de synthèse**

2. 1. Si un exposé ou une note de synthèse est destiné à la Direction générale, il faut d'abord l'envoyer à l'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) pour examen et recommandation.

2. 2. Si l'exposé ou la note de synthèse est recommandé, l'OREC l'achemine, par l'intermédiaire du CNO, à la Direction générale, à l'att. du comm. adj. aux Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

Modifié le 2011-07-22

12.5. Présentations, conférences, réunions de planification des activités, ateliers et formation

1. **Présentations**

1. 1. L'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) s'assure que le contenu de toutes les présentations est à jour et qu'il cadre avec le Programme de sécurité nationale.

1. 2. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale approuvent au préalable toutes les présentations sur le Programme de sécurité nationale qui sont de nature opérationnelle ou qui sont destinées à un public international.

2. **Conférences, réunions de planification des activités et ateliers**

2. 1. Avant que des ressources financières ou humaines ne soient engagées, le directeur général des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale doit être informé de tout atelier, conférence ou réunion de planification des activités proposé par l'Équipe intégrée de la sécurité nationale ou la Section de la sécurité nationale (SSN).

3. **Formation**

3. 1. L'OREC doit s'assurer que tous les enquêteurs criminels de la sécurité nationale sont formés conformément aux normes et directives opérationnelles du Programme de sécurité nationale.

3. 2. Une initiative de formation assortie de normes nationales est élaborée en collaboration avec Apprentissage et Perfectionnement.

Modifié le 2011-07-22

12.6. Financement des activités terroristes

1. **Généralités**

1. 1. La *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* (LRPCFAT*)* prévoit des mesures précises visant à détecter et décourager le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes et à faciliter les enquêtes ou les poursuites relatives aux infractions de financement des activités terroristes.

1. 2. Les responsabilités de la GRC aux termes de la LRPCFAT comprennent les suivantes :

1. 2. 1. recevoir les renseignements communiqués par le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) au sujet de cas de financement d'activités terroristes;

1. 2. 2. communiquer volontairement au CANAFE des renseignements concernant des cas de financement d'activités terroristes;

1. 2. 3. envoyer des enquêteurs affectés aux produits de la criminalité donner suite aux appels de l'Agence des services frontaliers du Canada;

NOTA : Si l'on soupçonne qu'il y a financement d'activités terroristes, on doit faire appel à l'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN) ou à la Section de la sécurité nationale (SSN) compétente, qui apportera son aide ou fera enquête.

1. 2. 4. dispenser aux divers organismes ou clients partenaires une formation sur la LRPCFAT et sur les responsabilités de la GRC au chapitre des enquêtes sur le financement des activités terroristes (p. ex. indices concernant les passeurs d'argent);

1. 2. 5. tenir des statistiques et des exposés de situation conformément aux besoins des Enquêtes criminelles sur la sécurité nationale.

2. **Renseignements communiqués par le CANAFE à la GRC**

2. 1. Lorsque le CANAFE a des motifs raisonnables de soupçonner que des renseignements désignés seraient utiles aux fins d'enquête ou de poursuite relativement à une infraction de financement des activités terroristes, il communique les renseignements de façon centrale au coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN), conformément au par. 55(3) de la LRPCFAT. L'EISN ou la SSN ne reçoit pas directement les renseignements communiqués par le CANAFE.

2. 2. Le coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme des OCSN procède à une évaluation initiale des renseignements communiqués par le CANAFE.

2. 2. 1. Lorsque les renseignements le justifient, le coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme fournit des renseignements pertinents puisés dans les banques de renseignements de la GRC et demande à l'EISN ou à la SSN de faire enquête.

2. 2. 2. Si les renseignements ne justifient pas la tenue d'une enquête criminelle à ce stade, ils sont conservés pour les fins du renseignement criminel et stratégique.

2. 2. 3. L'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme cerne les renseignements communiqués par le CANAFE et les télécharge dans le SIRPP.

2. 2. 4. L'EISN ou la SSN qui a reçu les renseignements doit retourner tous les formulaires de réponse au CANAFE au coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme.

3. **Renseignements communiqués volontairement au CANAFE**

3. 1. Le coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme ou son représentant agit comme coordonnateur central pour la communication volontaire au CANAFE de renseignements concernant des cas de financement d'activités terroristes.

3. 2. Tous les services d'enquête criminelle qui communiquent volontairement des renseignements au sujet de cas de financement d'activités terroristes envoient les renseignements à communiquer au coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme qui les transmet par porteur au CANAFE.

3. 3. La lettre accompagnant les renseignements communiqués volontairement doit contenir les renseignements suivants :

3. 3. 1. le nom de la personne, de la société ou de l'entité qui fait l'objet d'une enquête criminelle et des renseignements complets à son sujet;

3. 3. 2. son adresse au complet et son numéro de téléphone;

3. 3. 3. des précisions au sujet des institutions bancaires (y compris les numéros de compte), les noms des banques ou des sociétés extraterritoriales, les prête-noms et tout autre renseignement connexe pertinent;

3. 3. 4. un bref résumé de l'activité terroriste ou de l'activité de financement d'activités terroristes qui fait l'objet d'une enquête criminelle, y compris le mode de fonctionnement;

3. 3. 5. les mises en garde habituelles concernant la règle touchant une tierce personne et les autres conditions applicables aux ministères et organismes fédéraux canadiens énoncées à l'ann. XI-1-5 du MA.

3. 4. Le coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme transmet au CANAFE les renseignements énoncés à l'art. 3.3., accompagnés d'une lettre signée par l'off. resp. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

4. **Ordonnance de production pour l'obtention d'autres renseignements du CANAFE**

4. 1. Conformément au par. 60(3) de la LRPCFAT, les membres de la GRC faisant partie de l'EISN ou de la SSN et l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale ont été autorisés par le procureur général du Canada :

à fournir un affidavit à l'appui d'une ordonnance de communication de renseignements du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, demandée par le procureur général du Canada ou en son nom, dans le cadre d'une enquête sur une infraction de recyclage des produits de la criminalité ou une infraction de financement des activités terroristes.

4. 2. Les enquêteurs criminels de l'EISN ou de la SSN qui préparent les ordonnances de production doivent aviser le coordonnateur CANAFE de l'Équipe de lutte contre le financement du terrorisme.

Modifié le 2011-07-22

12.7. Demandes d'aide provenant d'organismes étrangers

1. **Généralités**

1. 1. Toutes les demandes d'aide relatives à la sécurité nationale reçues de la part d'un ministère ou organisme étranger chargé de la sécurité, du renseignement ou de l'exécution de la loi doivent être transmises à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, aux fins de traitement.

1. 2. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale coordonnent toutes les demandes relatives à la sécurité nationale visant à fournir des renseignements aux agents de liaison ou à en recevoir de leur part. Consulter le chap. 12.3.

1. 3. Les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale déterminent les renseignements qui peuvent être communiqués à un ministère ou organisme étranger ainsi que la classification de sécurité de ces renseignements, en collaboration avec les agents de liaison.

1. 4. Se référer à l'art. 4. du chap. 12.3. concernant l'échange de renseignements avec des pays ayant des antécédents douteux en matière de respect des droits de la personne.

2. **Agent de liaison**

2. 1. Si un différend surgit au cours des rapports avec un ministère ou organisme étranger, en informer immédiatement les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. 2. Si l'on reçoit une demande d'aide relative à la sécurité nationale de la part d'un organisme d'exécution de la loi canadien ou d'un autre ministère, consulter immédiatement les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale pour obtenir des directives avant de traiter la demande.

2. 3. Tenir un registre de tous les renseignements relatifs à la sécurité nationale qui sont communiqués à un ministère ou organisme étranger, y compris le nom du destinataire.

2. 4. Lorsqu'on aide un ministère ou organisme étranger dans toute affaire relative à la sécurité nationale, suivre les modalités énoncées à l'art. 3. du chap. 12.3.

2. 5. Si l'on reçoit des renseignements concernant une menace à l'égard d'intérêts canadiens, au pays ou à l'étranger, en informer immédiatement les Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale et la Section de l'évaluation des menaces relatives à la sécurité nationale par l'intermédiaire du CNO.

2. 6. Si l'on apprend ou si l'on soupçonne que des renseignements relatifs à la sécurité nationale provenant de la GRC sont utilisés contrairement aux mises en garde, ou à des fins autres que celles qui sont prévues, en informer immédiatement le directeur général des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale.

3. **EISN ou SSN**

3. 1. Comme l'indique le chap. 12.3., faire parvenir, par l'entremise de l'officier responsable des enquêtes criminelles, toutes les demandes d'aide relatives à la sécurité nationale reçues de la part d'un organisme étranger à la Direction générale, à l'att. des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, aux fins d'approbation.

12.8. [omis]

12.9. Ententes de la Police fédérale

1. **Généralités**

1. 1. Tous les documents d'entente, de dispositions et d'accord de coopération de la Police fédérale (c.-à-d. les protocoles d'entente, les lettres d'entente) doivent être par écrit.

1. 2. Accords et ententes de collaboration par écrit (AECE), Politiques stratégiques et Relations extérieures, Police fédérale, rédige et révise toutes les ententes de la Police fédérale en consultation avec les services demandeurs, et en recommandent la signature.

1. 3. AECE s'assure que les ententes de la Police fédérale sont conformes aux politiques de la Police fédérale et à la directive ministérielle sur les ententes de la GRC énoncée au chap. VIII.3. du MA.

1. 4. AECE est le principal intermédiaire avec le Groupe de la coordination des PE de la GRC et est chargé de lui soumettre les ententes aux fins d'examen et d'en recommander la signature.

1. 4. 1. Une fois l'entente recommandée, AECE la transmet au directeur général de la Police fédérale compétent aux fins d'approbation finale.

1. 5. AECE élabore, en consultation avec les services compétents, les ententes de la Police fédérale conclues avec des organismes étrangers.

1. 6. Les personnes détachées auprès de la Police fédérale sont assujetties à un accord de détachement énonçant les modalités du détachement.

1. 6. 1. Les modalités du détachement doivent comprendre, sans s'y limiter, les dates de début et de fin du détachement, les obligations des parties, le financement (crédits salariaux, frais, etc.), une clause de responsabilité, les mécanismes de surveillance ou de supervision du détachement et les questions juridiques pouvant découler du détachement.

2. **Ententes relatives à la sécurité nationale**

2. 1. Le comm. adj. aux Opérations de la Police fédérale signe toutes les ententes relatives à la sécurité nationale.

2. 2. L'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN)/Section des enquêtes de sécurité nationale (SESN) fait parvenir à l'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) toutes les ententes relatives à la sécurité nationale proposées, aux fins d'examen.

2. 3. Si l'OREC appuie l'entente, il l'envoie à la Direction générale, à l'att. des Accords et ententes de collaboration par écrit.

2. 4. Les ententes conclues avec des organismes étrangers doivent être conformes à l'instruction du ministre sur les accords et la coopération reliés à la sécurité nationale. Consulter l'ann. 12-Généralités-2.

2. 5. L'agent de liaison qui reçoit une demande d'aide relative à la sécurité nationale directement d'un organisme d'exécution de la loi canadien ou d'un autre ministère ou organisme communique avec les

Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale pour obtenir des directives sur les mesures à prendre.

2. 6. La participation aux affaires de sécurité nationale par des organismes extérieurs est régie par un protocole d'entente entre les deux organismes.

2. 6. 1. Toutes les ententes et tous les accords relatifs à la participation à des échanges de renseignements entre des organismes de sécurité nationale et des organismes extérieurs sont régis par l'Entente sur l'échange de renseignements.

12.10. Évaluation des menaces et renseignements relatifs à la protection

1. **Politique**

1. 1. La Section de l'évaluation des menaces relatives à la sécurité nationale (SEMSN) des Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale (ECSN) est chargée de produire des évaluations des menaces à l'appui des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale et de la Police de protection en vertu des articles 1 et 2 de la *Loi sur les infractions en matière de sécurité* et des paragraphes 17(1) et (2) du *Règlement de la GRC*.

1. 2. Toutes les enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale doivent être menées conformément au Cadre de gouvernance pour accroître l'efficacité des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale.

2. **Définitions**

2. 1. **Aucune menace connue** - Aucun renseignement ou information faisant état d'une menace n'est disponible.

2. 2. **Niveau de menace faible** - Selon des renseignements, une personne ou un groupe au Canada ou à l'étranger a la capacité ou l'intention de commettre un acte de violence.

2. 3. **Niveau de menace moyen** - Selon des renseignements, une personne ou un groupe au Canada ou à l'étranger a la capacité et l'intention de commettre un acte de violence grave. Aucun renseignement n'annonce un attentat prochain.

2. 4. **Niveau de menace élevé** - Selon des renseignements, une personne ou un groupe au Canada a la capacité et l'intention de commettre un acte de violence grave. Des renseignements indiquent qu'un attentat est probable.

2. 5. **Niveau de menace imminent** - Selon des renseignements, une personne ou un groupe au Canada ou à l'étranger a la capacité et l'intention de commettre un acte de violence grave contre une cible précise dans un avenir immédiat.

2. 6. **Aucun risque connu** - Aucun préjudice causé à la personne protégée relativement à son poste ou à sa fonction au moment du rapport.

2. 7. **Niveau de risque faible** - Il est possible qu'un préjudice soit directement ou involontairement causé à la personne protégée.

2. 8. **Niveau de risque moyen** - La possibilité de causer un préjudice à la personne protégée est élevée et peut avoir des effets nuisibles.

2. 9. **Niveau de risque élevé** - La situation est explosive et la sécurité de la personne protégée suscite de vives préoccupations.

2. 10. **Niveau de risque extrême** - Une forte probabilité de causer la mort ou des blessures graves à la personne protégée.

3. **Généralités**

3. 1. On attribue des catégories de niveaux de menace et de risque lorsqu'on dispose de suffisamment d'informations et de renseignements pour déterminer la menace ou le risque auquel s'exposent des intérêts canadiens au Canada ou à l'étranger, ou des intérêts étrangers au Canada.

3. 2. Le niveau de menace est l'évaluation d'une menace contre une personne, un lieu ou un événement à partir des informations et des renseignements disponibles, conjuguée à une analyse globale des menaces.

3. 3. Le niveau de risque est l'incidence que peut avoir la menace.

3. 3. 1. Un niveau de risque indique et détermine la gravité et la probabilité de l'incidence potentielle.

3. 3. 2. L'évaluation du risque est fondée sur le risque observable d'une situation donnée, sociale, politique ou autre, dans l'environnement physique, conjugué aux renseignements disponibles au sujet de la menace.

4. **SEMSN de la Direction générale**

4. 1. La SEMSN de la Direction générale assume les responsabilités suivantes :

4. 1. 1. demander aux équipes intégrées de la sécurité nationale et aux sections de la sécurité nationale (EISN/SSN) ainsi qu'aux groupes d'enquête d'établir les rapports sur les menaces qui serviront à produire les évaluations des menaces et les analyses des menaces;

NOTA : Les types de documents relatifs aux menaces, les exigences et les lignes directrices sont décrits à l'ann. 12-10-1.

4. 1. 2. faire des demandes au moyen du SIRP ou du SIRPP et ouvrir des incidents selon les besoins des clients;

4. 1. 3. assigner des tâches aux EISN/SSN et, dans les cas mettant en cause les divisions G, M et V, à leurs groupes des enquêtes fédérales respectifs;

4. 1. 4. assigner des tâches aux groupes et services partenaires de la Direction générale;

4. 1. 5. rassembler l'information de toutes les sources pertinentes, y compris les sources ouvertes, et appliquer des processus analytiques afin de déterminer le niveau de menace conformément à l'art. 2;

4. 1. 6. attribuer des niveaux de menace à des produits d'évaluation des menaces relatives à la sécurité nationale;

4. 1. 7. établir un document écrit avec une justification à l'appui conformément à l'ann. 12-10-1 pour communiquer au client toute menace ou problème de sécurité.

5. **EISN/SSN et groupes divisionnaires d'enquête**

5. 1. Lorsqu'ils répondent à des demandes, les EISN/SSN et les groupes divisionnaires d'enquête doivent :

5. 1. 1. fournir à la SEMSN toute information relative aux menaces qui peut avoir une incidence sur la sécurité de ce qui suit :

5. 1. 1. 1. les ambassades et consulats étrangers ainsi que les missions étrangères;

5. 1. 1. 2. les sites protégés désignés (p. ex. la Colline du Parlement, Rideau Hall), et les résidences officielles du Premier ministre ainsi que les autres propriétés qui relèvent du mandat de la Police de protection de la GRC (p. ex. la Cour suprême du Canada);

5. 1. 1. 3. les visites de personnes jouissant d'une protection internationale (PJPI) et les événements majeurs de la Police de protection;

5. 1. 1. 4. les personnalités canadiennes et autres personnes protégées au sens du par. D.1. du chap. 2 du MPP;

5. 1. 1. 5. les manifestations relatives à un événement qui peuvent avoir des répercussions sur la sécurité nationale au Canada;

5. 1. 1. 6. les affaires judiciaires, les programmes de protection des témoins, ou les autres événements liés aux enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale;

5. 1. 2. remplir le formulaire 5720 et le transmettre à leurs officiers responsables des enquêtes criminelles (OREC) respectifs au moyen du SIRPP ou d'une autre méthode protégée conformément à l'art. 1. du chap. 12.2.;

5. 1. 3. obtenir l'information en communiquant avec les milieux divisionnaires du renseignement et de l'application de la loi et avec les autres sources pertinentes;

NOTA : Les protocoles concernant l'échange, le traitement, la communication et la diffusion des renseignements sont indiqués au chap. 12.3.

5. 1. 4. informer immédiatement leurs OREC respectifs ou leur représentant et le directeur des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale (OCSN), ECSN, par l'intermédiaire du Centre national des opérations (CNO) au 613-993-4460, de toute menace contre une PJPI au sens de l'art. 2. du C. cr. ou contre une personne protégée au sens de l'art. D. du chap. 2. du MPP;

5. 1. 5. assurer la liaison avec les sections divisionnaires de protection des PDM dans le cas de toute nouvelle menace contre une personne protégée, notamment dans le cas de dommages ou de menace de dommages à leurs biens.

6. **Personnes d'intérêt de la Police de protection**

6. 1. **Généralités**

6. 1. 1. Pour les besoins de la Police de protection, une personne d'intérêt de la Police de protection (PIPP) est une personne qui constitue une menace pour une personne protégée au sens de l'art. D. du chap. 2 du MPP, ou qui lui fait des menaces.

6. 1. 2. Une personne est considérée comme une PIPP si elle appartient à l'une des catégories décrites à l'ann. 12-10-2.

6. 2. **SEMSN de la Direction générale**

6. 2. 1. Le Groupe de la gestion des menaces et des renseignements relatifs à la protection (GGMRP) de la SEMSN de la Direction générale assume les responsabilités suivantes :

6. 2. 1. 1. surveiller et examiner les incidents PIPP signalés par les EISN/SSN et les groupes d'enquête au moyen du SIRPP;

6. 2. 1. 2. veiller à ce que l'information sur les PIPP soit accessible à tous les agents de première ligne en remplissant le formulaire 5733 dans le SIRP.

NOTA : La catégorie d'incident du SIRP : « PDM - Sujets pouvant constituer une menace » a une période de conservation de cinq ans après la fermeture.

6. 3. **EISN/SSN et groupes divisionnaires d'enquête**

6. 3. 1. Les EISN/SSN et les groupes divisionnaires d'enquête fournissent un soutien en matière d'enquête pour tenir et mettre à jour les fichiers nationaux sur les PIPP avec l'aide des groupes divisionnaires de la police de protection.

NOTA : Dans le cas de la Division E, il est possible de consulter les données du SIRP sur les PIPP par le Portail d'informations policières en communiquant avec le Groupe d'échange de renseignements criminels (GERC) de la Division E ou avec le GGMRP de la SEMSN de la Direction générale.

6. 4. **Membre**

6. 4. 1. Pour recommander qu'une personne soit classée dans la catégorie PIPP, remplir le formulaire d'entrevue 0975 en consultation avec le GGMRP.

6. 4. 2. Le classement d'une PIPP peut changer de catégorie selon la dynamique du comportement humain. Lorsqu'un changement se produit, prendre les mesures suivantes :

6. 4. 2. 1. aviser le GGMRP et les sections divisionnaires de la protection des PDM (SPPDM);

6. 4. 2. 2. s'il y a lieu, aviser le Peloton de protection du Premier ministre (PPPM) et/ou le Peloton de protection du Gouverneur général (PPGG).

6. 4. 3. Signaler toutes les PIPP des catégories 1, 2 ou 3 au GGMRP de la SEMSN, au moyen du SIRPP.

6. 4. 4. Si les éléments constitutifs d'une infraction criminelle sont réunis, aviser et consulter les OCSN, ECSN, conformément au chap. 12.1.

6. 5. **Correspondance anonyme**

6. 5. 1. Les lettres manuscrites anonymes doivent être transmises au Groupe de la réception des dossiers de cas des laboratoires judiciaires à la Direction générale de la GRC aux fins d'analyse et de comparaison, à l'att. du Bureau national de lutte contre la contrefaçon (BNLC) - Dépôt de lettres anonymes.

6. 5. 2. Dans le cas d'un contenu menaçant, il faut consulter la Sous-direction des sciences du comportement pour s'assurer de la véracité de la menace.

6. 5. 3. Dans le cas des niveaux de menace des catégories 2 et 3, il faut remplir le formulaire 0975.

6. 6. **Analyse des menaces des Sciences du comportement**

6. 6. 1. Dans le cas des niveaux de menace des catégories 2 et 3, il faut consulter les analystes des menaces des Sciences du comportement de la GRC dans sa région.

6. 6. 1. 1. Dans les divisions E et M, communiquer avec le Groupe des sciences du comportement de Vancouver.

6. 6. 1. 2. Dans la Division K, communiquer avec le Groupe de la gestion des menaces.

6. 6. 1. 3. Dans toutes les autres divisions, communiquer avec la Sous-direction des sciences du comportement, à Ottawa.

6. 7. **Inscriptions au CIPC**

6. 7. 1. Les PIPP des catégories 2 et 3 doivent réunir les conditions de l'art. III.4.1.10. du *Manuel de l'utilisateur du CIPC* pour être inscrites dans la catégorie Intérêt particulier pour la police du CIPC.

6. 7. 2. Les EISN/SSN et les groupes divisionnaires d'enquête sont responsables des inscriptions au CIPC.

6. 8. **Fichier inconsultable des dossiers de renseignements sur la sécurité nationale**

6. 8. 1. Les EISN/SSN et les groupes divisionnaires d'enquête doivent examiner les incidents du SIRPP et déterminer si le contenu d'un fichier PIPP réunit les conditions d'attribution du statut de fichier inconsultable indiquées à l'ann. 28-7-3.

6. 8. 1. 1. Lorsqu'un incident du SIRPP réunit les conditions d'attribution du statut de fichier inconsultable, il faut remplir le formulaire 2893 et l'ajouter au fichier.

6. 8. 2. Il faut obtenir l'autorisation du superviseur pour ajouter un indicateur de fichier inconsultable AIPRP à l'incident, conformément à l'art. 6.2. du chap. 28.7.

6. 8. 3. Le fichier doit être transmis à la file d'attente du Groupe des fichiers inconsultables des OCSN, ECSN, à la Direction générale, aux fins d'approbation.

7. **Groupe de la coordination intergouvernementale**

7. 1. Le Groupe de la coordination intergouvernementale (GCI) de la SEMSN est responsable des vérifications des fichiers préalables aux nominations par décret et aux nominations à des postes de juge conformément à l'ann. 12-10-4 et à l'ann. 12-10-5.

7. 2. Ces vérifications sont effectuées en vertu des dispositions des articles 5 et 18 de la *Loi sur la GRC* et de la common law pour aider à préserver l'intégrité du Système judiciaire fédéral et du gouvernement du Canada.

7. 3. Les vérifications des fichiers préalables aux nominations par décret et aux nominations à des postes de juge sont effectuées à la demande des personnes suivantes :

7. 3. 1. le directeur des Opérations de la sécurité du ministère de la Justice Canada (JC);

7. 3. 2. le directeur des Opérations de la sécurité du Bureau du Conseil privé (BCP);

7. 3. 3. le directeur des Opérations de la sécurité du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI).

7. 4. Les vérifications des fichiers préalables à la nomination de candidats sont effectuées dans de courts délais et portent sur des renseignements de nature délicate; ces vérifications doivent être faites méticuleusement, les incidents devant être examinés plus attentivement.

7. 5. Les demandes de vérification de fichiers préalable à la nomination de candidats provenant du BCP, de JC ou du MAECI doivent être adressées au comm. adj. aux ECSN, par écrit, par des moyens de communication protégés et doivent comprendre un formulaire de consentement signé par le candidat éventuel.

7. 6. Un formulaire de consentement doit être rempli et signé par le candidat éventuel dans tous les cas avant la communication de tout renseignement.

7. 7. Les renseignements relatifs aux nominations par décret sont considérés comme des « documents confidentiels du Cabinet », conformément à l'ann. IV-1-1 du MI.

7. 8. Les vérifications effectuées doivent comprendre :

7. 8. 1. une vérification auprès des Services d'information sur les casiers judiciaires canadiens;

7. 8. 2. une demande faite aux Archives de la DG pour qu'ils effectuent des recherches dans les archives;

7. 8. 3. des recherches dans les bases de données SIRP, SIRPP, SRRJ NATII, SRPC Text, BNDC, SARC de la GRC et dans toute autre base de données pertinente;

7. 8. 4. l'attribution de tâches aux EISN/SSN relativement aux vérifications des fichiers des services de police provinciaux et municipaux (y compris le GERC de la Division E en ce qui concerne les vérifications au système PRIME).

7. 9. Toutes les communications doivent être effectuées par des moyens protégés et doivent comprendre une mise en garde, conformément à l'art. 7.2.1. du chap. 12.3.

7. 10. Les résultats doivent être consignés dans l'incident.

7. 11. Le GCI de la SEMSN ne doit communiquer les résultats des vérifications des antécédents préalables à la nomination de candidats qu'au titulaire du poste désigné au sein du ministère respectif.

7. 11. 1. Dans le cas de renseignements non défavorables, une lettre signée par l'off. resp. du Soutien spécialisé (OCSN) est transmise à l'organisme respectif, accompagnée des résultats des vérifications.

7. 11. 2. Dans le cas de renseignements défavorables :

7. 11. 2. 1. une lettre signée par le comm. adj. aux ECSN et indiquant les résultats des recherches dans les bases de données est transmise à l'organisme respectif;

7. 11. 2. 2. le comm. adj. aux ECSN transmet simultanément une copie de la lettre signée au commissaire de la GRC;

7. 12. Les EISN/SSN et les groupes divisionnaires d'enquête reçoivent des demandes de la SEMSN et effectuent des vérifications auprès des services de police provinciaux et municipaux dans le délai fixé.

Nouveau chapitre : 2012-01-27

Ann. 12-10-1 - Documents relatifs aux menaces

1. **Types de documents**

1. 1. **Évaluation des menaces** (EM) : Les EM sont élaborées à partir des renseignements disponibles, notamment des rapports sur les menaces fournis par les groupes divisionnaires, afin de déterminer les personnes qui pourraient constituer une menace ou nuire à la sécurité des personnes ou des biens relevant du mandat de la Police de protection de la GRC. Les EM sont en règle générale demandées par le Peloton de protection du Premier ministre (PPPM) ou par la Sous-direction des événements majeurs et des services de protection (SDEMSP). Les EM permettent d'évaluer les menaces au Canada ou à l'étranger. Les EM sont en règle générale fournies cinq à sept jours ouvrables avant le voyage ou l'événement.

NOTA : L'EM doit contenir un niveau de menace, aux termes de l'art. 2.

1. 2. **Analyse des menaces** (AM) : Les AM consistent principalement à utiliser les renseignements obtenus de sources ouvertes pour déterminer toute menace potentielle ou tout problème de sécurité relatif à la visite d'une PJPI ou à un événement majeur de la Police de protection. Les AM précèdent les EM et elles sont fournies au moins 28 jours avant l'événement.

1. 3. **Rapports sur les menaces** (RM) : Les RM sont des documents établis par les EISN/SSN, les groupes divisionnaires d'enquête, les bureaux de liaison et les autres partenaires internes. Les RM donnent une description des menaces locales et ils sont envoyés à la SEMSN pour qu'ils soient incorporés à l'évaluation générale des menaces.

Ann. 12-10-2 – Catégories des niveaux de menace

1. **Catégorie 1 : Niveau de menace à risque FAIBLE - non criminel**

1. 1. **Généralités :**

1. 1. 1. Cela NE veut PAS dire qu'il n'y a « aucun risque ».

1. 1. 2. Le sujet N'A PAS la capacité, l'intention ou les moyens de mettre ses menaces à exécution.

1. 2. **Les éléments constitutifs d'une infraction criminelle ne sont pas réunis.**

1. 3. **Indicateurs repérables pour rehausser le risque :**

1. 3. 1. Aucun en ce moment.

1. 4. **Une personne d'intérêt peut comprendre un individu qui :**

1. 4. 1. manifeste des fixations ou des intérêts inappropriés envers une personne protégée;

1. 4. 2. constitue une menace imprécise pour une personne protégée;

1. 4. 3. a la capacité, l'intention ou les moyens de causer un préjudice à une personne protégée, mais non les trois;

1. 4. 4. n'a pas tenté d'obtenir l'accès auprès d'une personne protégée;

1. 4. 5. a envoyé des lettres absurdes, des communications, des cadeaux, etc. à une personne protégée.

1. 5. **Points à prendre en considération :**

1. 5. 1. Déterminer le niveau d'intérêt actuel de l'individu pour la personne protégée.

1. 5. 2. L'entrevue initiale de la personne d'intérêt est tenue à la discrétion du chef de service.

1. 5. 3. Obtenir une photographie dans la mesure du possible.

1. 5. 4. Une fois que l'enquête est terminée, aucune gestion ou mise à jour de l'affaire n'est requise. L'incident est conservé et supprimé conformément aux directives sur le SIRP ou le SIRPP.

2. **Catégorie 2 : Niveau de menace à risque MOYEN**

2. 1. **Généralités :**

2. 1. 1. Risque moyen pour une personne protégée.

2. 2. **Les éléments constitutifs d'une infraction criminelle peuvent exister.**

2. 3. **Indicateurs repérables pour rehausser le risque :**

2. 3. 1. Oui, suffisamment d'indicateurs pour rehausser le niveau de risque de façon à ce qu'il soit supérieur à la catégorie 1.

2. 3. 2. Le sujet a partiellement la capacité, l'intention et les moyens de mettre ses menaces à exécution.

2. 4. **Une personne d'intérêt peut comprendre un individu qui :**

2. 4. 1. a fait des menaces implicites à une personne protégée et a continué de manifester un intérêt inapproprié pour elle;

2. 4. 2. s'est montré intéressé à commettre des actes criminels pour des motifs politiques;

2. 4. 3. a la capacité, l'intention ou les moyens de causer un préjudice à une personne protégée et peut avoir les trois;

2. 4. 4. n'a pas tenté d'obtenir l'accès auprès d'une personne protégée;

2. 4. 5. a indiqué à maintes reprises qu'il était convaincu d'avoir des relations avec une personne protégée et que les deux désiraient de telles relations.

2. 5. **Points à prendre en considération :**

2. 5. 1. Effectuer une enquête.

2. 5. 2. Mener une entrevue de suivi avec la personne d'intérêt pour déterminer son niveau actuel d'intérêt pour la personne protégée, au moyen du formulaire 0975.

NOTA : Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles que l'entrevue de suivi n'a pas lieu. Cette décision est prise par le chef de service en consultation avec l'off. resp. du Soutien spécialisé (OCSN) ou son représentant.

2. 5. 3. Obtenir une photographie dans la mesure du possible.

2. 5. 4. Réévaluer le risque et la catégorie au bout de 9 mois ou plus tôt lorsque les circonstances le justifient.

3. **Catégorie 3 : Niveau de menace à risque ÉLEVÉ**

3. 1. **Généralités :**

3. 1. 1. Risque ÉLEVÉ pour une personne protégée.

3. 1. 2. Le sujet a la capacité, l'intention et les moyens de mettre ses menaces à exécution.

3. 2. **Les éléments constitutifs d'une infraction criminelle sont réunis.**

3. 3. **Indicateurs repérables pour rehausser le risque :**

3. 3. 1. Oui, suffisamment d'indicateurs pour rehausser le niveau de risque de façon à ce qu'il soit supérieur aux catégories 1 et 2.

3. 4. **Une personne d'intérêt peut comprendre un individu qui :**

3. 4. 1. a commis une infraction au *Code criminel* contre une personne protégée;

3. 4. 2. a menacé ou agi d'une manière qui porte à croire pour des motifs raisonnables qu'il peut commettre une infraction au *Code criminel* contre une personne protégée;

3. 4. 3. a la capacité, l'intention et les moyens de causer un préjudice à une personne protégée et a effectivement les trois;

3. 4. 4. a tenté d'obtenir l'accès auprès d'une personne protégée, notamment de se rendre à un endroit à proximité d'une personne protégée;

NOTA : Cela comprend un comportement qui dégénère en de la violence ou en un acte criminel grave.

3. 5. **Points à prendre en considération :**

3. 5. 1. Effectuer une enquête.

3. 5. 2. Mener une entrevue de suivi avec le sujet pour déterminer son niveau d'intérêt actuel pour la personne protégée, au moyen du formulaire 0975.

NOTA : Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles que l'entrevue de suivi n'a pas lieu. Cette décision est prise par le chef de service en consultation avec l'off. resp. du Soutien spécialisé (OCSN) ou son représentant.

3. 5. 3. Obtenir une photographie qui doit être renouvelée tous les trois ans ou lorsque l'apparence physique du sujet a changé considérablement.

3. 5. 4. Faire appel aux membres de la famille ou au réseau de soutien, dans la mesure du possible.

3. 5. 5. Faire appel aux professionnels de la santé mentale, s'il y a lieu.

3. 5. 6. Réévaluer le risque et la catégorie au bout de six mois ou plus tôt lorsque les circonstances le justifient.

Ann. 12-10-3 – Mises en garde

1. Les évaluations des menaces doivent comprendre, entre autres, la mise en garde suivante :

« Les évaluations des menaces ne visent aucunement à orienter les opérations ou les mesures de sécurité préventive. Elles sont fournies strictement comme évaluations des menaces potentielles relativement à certains sujets et ne sont fondées que sur les renseignements dont dispose la SEMSN au moment de l'évaluation. »

1. 2. Les évaluations des menaces doivent également comprendre la ou les mises en garde pertinentes conformément au chap. 12.3., Échange, traitement et communication ou diffusion de renseignements. En voici des exemples :

1. 2. 1. *« Ce document appartient au Programme de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est fourni à votre section ou groupe et il ne doit pas être diffusé, en totalité ou en partie, sans le consentement préalable de l'auteur. Il ne doit pas être déclassifié sans la permission écrite de l'auteur. Ce document peut renfermer des « renseignements opérationnels spéciaux » au*

sens de la Loi sur la protection de l'information. Le traitement et l'entreposage de ce document doivent respecter les directives établies par le gouvernement du Canada pour le traitement et l'entreposage des renseignements classifiés. Si votre section ou groupe ne peut pas appliquer ces lignes directrices, veuillez lire le document et le détruire. Le défaut de se conformer à cette mise en garde constitue une infraction à la politique de la GRC et aux lois fédérales. Pour toute question concernant les renseignements, veuillez communiquer avec l'auteur du document. »

1. 2. 2. *« Ce document appartient au Programme de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre ministère ou organisme à titre confidentiel et aux fins d'usage interne seulement. Il ne doit pas être reclassifié, copié, reproduit, utilisé en tout ou en partie ou diffusé à un plus large auditoire sans le consentement de l'auteur. Il ne doit pas être utilisé dans des affidavits, des procédures judiciaires ou des citations à comparaître ou à toute autre fin juridique ou judiciaire sans le consentement de l'auteur. Le traitement et l'entreposage de ce document doivent respecter les directives établies par le gouvernement du Canada pour le traitement et l'entreposage des renseignements classifiés. Si votre ministère ou organisme ne peut pas appliquer ces lignes directrices, veuillez lire le document et le détruire. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. Si vous avez des questions au sujet des renseignements ou de la mise en garde, veuillez communiquer avec l'officier responsable des Opérations criminelles relatives à la sécurité nationale, à la GRC.»*

1. 2. 3. *« Ce document peut faire l'objet d'une exemption obligatoire en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Si l'accès y est demandé en vertu de ces lois, la décision relative à sa communication ne doit pas être prise sans la consultation préalable du coordonnateur de la protection de la vie privée de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Ce document peut renfermer des « renseignements opérationnels spéciaux » au sens de la Loi sur la protection de l'information. Ces renseignements peuvent également être protégés par les dispositions de la Loi sur la preuve au Canada (LPC). Le Programme de sécurité nationale de la GRC peut prendre toutes les mesures prévues à la LPC ou à toute autre loi pour protéger ces renseignements contre la communication ou la divulgation, notamment déposer les avis nécessaires auprès du procureur général du Canada. »*

Ann. 12-10-4 – Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à certaines charges publiques

July 1, 2010	**le 1er juillet 2010**
Guidelines for Pre-Appointment Background Checks on Candidates for Certain Public Office Positions	**Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à certaines charges publiques**
1. Introduction	**1. Introduction**
1.1 These guidelines describe the pre-appointment background checks which are required to assist the Prime Minister in ensuring that there are no criminal, security or other concerns which could affect the suitability of candidates for certain public office positions, as well as the procedures for the conduct of these checks and the reporting on their results.	1.1 Les présentes lignes directrices décrivent la vérification des antécédents requise pour aider le Premier ministre à s'assurer qu'aucun fait criminel ou préoccupation en matière de sécurité ou autre ne rendrait les candidats inaptes à occuper certaines charges publiques, ainsi que la procédure relative à ces vérifications et aux rapports faisant étant de leurs résultats.
1.2 They replace the guidelines which were issued on January 1, 2006.	1.2 Ces lignes directrices remplacent celles datées du 1er janvier 2006.
2. Positions involving pre-appointment background checks	**2. Postes faisant l'objet d'une vérification préalable des antécédents**
2.1 A Four-Way check, as described below, is required for candidates for the following positions: • Ministers and Ministers of State; • Parliamentary Secretaries; • other Privy Councillors; • Senators; • Chief Justice and Justices of the Supreme Court; • Chief Justices of Superior Courts; • Deputy Ministers; • Heads of Agencies; • Heads of Crown Corporations; • Heads of Canadian Missions; • Ambassadors not serving abroad; • Senior Advisors to the Privy Council Office; • members of the Board of Management of the Canada Revenue Agency; and • members of the Board of Directors of the Bank of Canada.	2.1 Une vérification quadripartie, telle que détaillée ci-dessous, sera effectuée pour les candidats aux postes suivants : • ministres et ministres d'État, • secrétaires parlementaires, • autres conseillers privés, • sénateurs, • juge en chef et juges de la Cour suprême, • juges en chef des cours supérieures, • sous-ministres, • chefs d'organismes, • chefs de sociétés de la Couronne, • chefs de missions canadiennes, • ambassadeurs qui ne sont pas affectés à l'étranger, • conseillers principaux du Bureau du Conseil privé, • membres du conseil de direction de l'Agence du revenu du Canada et • membres du conseil d'administration de la Banque du Canada.
2.2 A Four-Way check is also required for the spouses or partners of candidates being considered for appointment as Minister, Minister of State or Parliamentary Secretary. For greater certainty,	2.2 Une vérification quadripartie est également nécessaire pour le conjoint ou partenaire du candidat considéré pour une nomination à un poste de ministre, de ministre d'État ou de

references to "candidate" in sections 3 and 5 below are meant to apply to the candidate's spouse or partner as well when one of these three positions is involved.

secrétaire parlementaire. Il est entendu que les références à « candidat » dans les sections 3 et 5 ci-dessous s'appliquent également au conjoint ou partenaire du candidat lorsqu'un de ces trois postes est en cause.

2.3 A Three-Way check, as described below, is required for candidates for Governor-in-Council appointments in the following organizations, or as directed by the Senior Personnel Secretariat, Privy Council Office (PCO):

- Canada Foundation for Innovation;
- Sustainable Development Technology Canada;
- Canada Pension Plan Investment Board;
- Public Sector Pension Investment Board; and
- Canada Employment Insurance Financing Board.

2.3 Une vérification tripartie, telle que détaillée ci-dessous, est requise pour les candidats aux nominations par le gouverneur en conseil dans les organismes suivants, ou selon les directives du Secrétariat du personnel supérieur du Bureau du Conseil privé (BCP) :

- la Fondation canadienne pour l'innovation;
- la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable;
- l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada;
- l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et
- l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada.

2.4 A Two-Way check, as described below, is required for candidates for Governor-in-Council or Ministerial appointments that are not mentioned in subsections 2.1, 2.2, and 2.3. In exceptional circumstances, candidates in this category may be subject to a Four-Way check as specifically requested by the Director of Appointments, Prime Minister's Office (PMO), or the Director of Appointments, Senior Personnel Secretariat, PCO..

2.4 Une vérification bipartie, telle que détaillée ci-dessous, sera effectuée pour les candidats aux nominations par le gouverneur en conseil et aux nominations ministérielles qui ne sont pas mentionnées au paragraphe 2.1. Dans des circonstances exceptionnelles, les candidats de cette catégorie pourraient faire l'objet d'une vérification quadripartie, si le directeur des Nominations du Cabinet du Premier ministre (CPM) ou le directeur des Nominations du Secrétariat du personnel supérieur du BCP l'exigent.

2.5 Judicial appointments, other than those listed in subsection 2.1, are governed by the *Guidelines for Pre-Appointment Background Checks on Prospective Judicial Appointees subject to the Judges Act.* These guidelines are issued separately.

2.5 Les nominations à la magistrature, autres que celles mentionnées au paragraphe 2.1, sont régies par les « Lignes directrices sur la vérification des antécédents des candidats aux nominations à la magistrature relevant de la *Loi sur les juges* ». Ces lignes directrices sont publiées séparément.

3. <u>Four-Way, Three-Way and Two-Way Checks</u>

3. <u>Vérifications quadripartie, tripartie et bipartie</u>

3.1 A Four-Way background check involves the following four elements:

- a check by the Royal Canadian Mounted Police (RCMP) of police records relating to the candidate, including, where applicable, enquiries with provincial police forces and municipal police forces as well – the expression "police records" includes information related to criminal charges and/or convictions, details

3.1 La vérification quadripartie des antécédents se fait en quatre étapes :

- une vérification auprès de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) des dossiers de police concernant le candidat et, s'il y a lieu, des enquêtes auprès des services de police provinciale et municipale. On entend par « dossiers de police » les renseignements sur des accusations ou des

surrounding an offence or intelligence concerning a candidate's involvement or suspected involvement in criminal activity;

- a security assessment on the candidate by the Canadian Security Intelligence Service (CSIS), pursuant to section 13 of the *CSIS Act*;

- a check by the Canada Revenue Agency (CRA) to determine whether there are any significant compliance-related issues relating to the candidate under any Act administered in whole or in part by the CRA; and

- a check with the Office of the Superintendent of Bankruptcy (OSB), Industry Canada, of publicly available information to determine if the candidate's name appears in its bankruptcy and insolvency databases, and if so, whether the bankruptcy has been discharged.

3.2 A Three-Way background check involves the same checks by the RCMP, by CSIS and with the OSB as those of the Four-Way check described in subsection 3.1 above.

3.3 A Two-Way background check involves the same checks by the RCMP and by CSIS as those of the Four-Way check described in subsection 3.1 above.

4. <u>Responsibilities</u>

4.1 The Director of Security Operations, PCO, is responsible for the administration of these guidelines on behalf of the Clerk of the Privy Council and Secretary to the Cabinet.

4.2 The PMO Director of Appointments or, for certain appointments, the PCO Director of Appointments, Senior Personnel are responsible for requesting and ensuring completion of background checks before any appointment to a position mentioned in these guidelines is made.

5. <u>Process</u>

condamnations, les détails relatifs à une infraction et les renseignements de sécurité sur la participation, réelle ou soupçonnée, à des activités criminelles;

- une évaluation de sécurité du candidat par le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), conformément à l'article 13 de la *Loi sur le SCRS*;

- une vérification par l'Agence du revenu du Canada (ARC) afin d'établir si des questions de conformité importantes se posent à l'égard du candidat relativement à toute loi dont l'ARC est responsable en tout ou en partie; et

- une vérification des renseignements accessibles au public auprès du Bureau du surintendant des faillites (BSF), Industrie Canada, afin de déterminer si le nom du candidat paraît dans ses bases de données sur la faillite et l'insolvabilité, et, le cas échéant, si le candidat a été libéré de la faillite.

3.2 Une vérification tripartie comporte les mêmes vérifications par la GRC, par le SCRS et auprès du BSF qui font partie de la vérification quadripartie décrite au paragraphe 3.1 ci-dessus.

3.3 Une vérification bipartie comporte les mêmes vérifications par la GRC et le SCRS qui font partie de la vérification quadripartie décrite au paragraphe 3.1 ci-dessus.

4. <u>Responsabilités</u>

4.1 Le directeur des Opérations de la sécurité du BCP est responsable de l'administration de ces lignes directrices au nom du greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet.

4.2 Le directeur des Nominations du CPM, et, dans le cas de certaines nominations, le directeur des Nominations du Secrétariat du personnel supérieur du BCP, sont chargés de demander une vérification des antécédents avant toute nomination à l'un des postes mentionnés dans ces lignes directrices et de s'assurer qu'elle est effectuée.

5. <u>Processus</u>

5.1 Requests by the PMO Director of Appointments or the PCO Director of Appointments, Senior Personnel for the completion of background checks will be in writing to the PCO Director of Security Operations. In pressing circumstances, a telephone call may precede a written request or reply..

5.2 The PMO Director of Appointments or the PCO Director of Appointments, Senior Personnel will ensure that the candidate signs a consent form for the completion of the checks described in section 3 above, and will forward the consent form to the PCO Director of Security Operations.

5.3 For the checks performed by the RCMP, CSIS and the CRA, the PCO Director of Security Operations will forward separate requests in writing to those organizations and ensure that they are provided, upon request, with a copy of the consent form signed by the candidate. The replies to these requests will also be in writing. In pressing circumstances, a telephone call may precede a written request or reply.

5.4 For the OSB check, the office of the PCO Director of Security Operations will conduct an electronic verification of the candidate's name in the OSB's bankruptcy and insolvency databases.

5.5 The PCO Director of Security Operations will convey the results of the pre-appointment background checks to the requester – the PMO Director of Appointments or the PCO Director of Appointments, Senior Personnel, as the case may be.

6. <u>Frequency of checks</u>

6.1 Generally, for each new appointment, background checks on the prospective candidate are conducted only once, prior to the appointment.

6.2 For re-appointments, background checks are conducted on the incumbent appointee prior to the re-appointment.

5.1 Les demandes du directeur des Nominations du CPM ou du directeur des Nominations du Secrétariat du personnel supérieur du BCP sont faites par écrit et adressées au directeur des Opérations de la sécurité du BCP. Dans les cas pressants, un appel téléphonique peut précéder la demande ou la réponse écrite.

5.2 Le directeur des Nominations du CPM ou le directeur des Nominations du Secrétariat du personnel supérieur du BCP veilleront à ce que le candidat signe le formulaire de consentement mentionné à la section 3 ci-dessus et à ce que ce dernier soit remis au directeur des Opérations de la sécurité du BCP.

5.3 Pour les vérifications effectuées par la GRC, le SCRS et l'ARC, le directeur des Opérations de la sécurité du BCP transmettra individuellement par écrit une demande à ces organismes et il veillera à ce qu'ils reçoivent, sur demande, une copie du formulaire de consentement signé par le candidat. Les réponses à ces demandes seront également formulées par écrit. Dans les cas pressants, un appel téléphonique peut précéder la demande ou la réponse écrite.

5.4 Quant à la vérification auprès du BSF, le bureau du directeur des Opérations de la sécurité du BCP effectuera une vérification électronique du nom du candidat dans les bases de données sur la faillite et l'insolvabilité du BSF.

5.5 Le directeur des Opérations de la sécurité du BCP transmettra les résultats des vérifications des antécédents au demandeur, c'est-à-dire soit le directeur des Nominations du CPM, soit le directeur des Nominations du Secrétariat du personnel supérieur du BCP, selon le cas.

6. <u>Fréquence des vérifications</u>

6.1 La vérification des antécédents de la personne nommée est généralement faite une seule fois, avant la nomination.

6.2 Pour le renouvellement d'une nomination, les vérifications des antécédents sont effectuées sur le titulaire du poste avant le renouvellement du mandat.

6.3 However, for Ministers, Ministers of State, Parliamentary Secretaries, and their spouses or partners, background checks are conducted every two years while the appointee occupies a position as Minister, Minister of State or Parliamentary Secretary.

6.3 Toutefois, pour ce qui est des ministres, des ministres d'État, des secrétaires parlementaires, et de leurs conjoints ou partenaires, des vérifications des antécédents sont faites à tous les deux ans tant que la personne nommée occupe un poste de ministre, de ministre d'État ou de secrétaire parlementaire.

7. Security Clearance

7. Cote de sécurité

7.1 For the purposes of the *Policy on Government Security* and related instruments, appointees to positions to which these guidelines apply, are deemed to have been screened at the *reliability* level.

7.1 Aux fins de la *Politique sur la sécurité du gouvernement* et des règles connexes, on considère que les personnes nommées à des postes visés par ces lignes directrices possèdent une *cote de fiabilité*.

7.2 However, if required by their position, they must obtain prior to the commencement of their duties a formal security clearance at the appropriate level to have access to classified information.

7.2 Cependant, si leur poste l'exige, elles doivent obtenir une cote de sécurité officielle au niveau approprié pour avoir accès à des renseignements classifiés avant d'entrer en fonction.

7.3 PCO handles the security clearances for appointees at the level of Associate Deputy Minister or above. For other positions, the Departmental Security Officer of the appropriate organization is responsible for processing the security clearance.

7.3 Le BCP s'occupe des cotes de sécurité des personnes nommées à des postes de sous-ministre délégué ou de niveau supérieur. Pour ce qui est des autres postes, l'agent de sécurité du ministère compétent est chargé du traitement de la cote de sécurité.

8. Enquiries

8. Demandes de renseignements

8.1 Enquiries regarding these guidelines should be directed to the PCO Director of Security Operations at 613-957-5363.

8.1 Toute demande de renseignements au sujet de ces lignes directrices doit être adressée au directeur des Opérations de la sécurité du BCP, au 613-957-5363.

Wayne G. Wouters
Clerk of the Privy Council and Secretary to the Cabinet
Greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet

Ann. 12-10-5 – Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à des postes de juge visés par la loi sur les juges

July 1, 2006	**le 1er juillet 2006**
Guidelines for Pre-Appointment Background Checks on Candidates for Judicial Positions Subject to the *Judges Act*	**Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à des postes de juge visés par la *Loi sur les Juges***
1. Introduction	**1. Introduction**
1.1 These guidelines describe the pre-appointment background checks which are required to assist the Minister of Justice in ensuring that there are no criminal, security or other concerns which could affect the suitability of candidates for judicial positions subject to the Judges Act, as well as the procedures for the conduct of these checks and the reporting on their results.	1.1 Les présentes lignes directrices décrivent la vérification des antécédents requise pour aider le Ministre de la Justice à s=assurer qu=aucun fait criminel ou préoccupation en matière de sécurité ou autre ne rendrait les candidats inaptes à occuper des postes de juge visés par la *Loi sur les Juges*, ainsi que la procédure relative à ces vérifications et aux rapports faisant étant de leurs résultats.
1.2 These guidelines replace those which were issued on November 23, 2000.	1.2 Ces lignes directrices remplacent celles datées du 23 novembre 2000.
1.3 They do not apply to the following positions: Chief Justice and Justices of the Supreme Court, and Chief Justices of Superior Courts. These positions are subject to the "Guidelines for Pre-Appointment Background Checks on Candidates to Certain Public Office Positions" which are issued separately.	1.3 Elles ne s'appliquent pas aux postes de juge en chef et de juges de la Cour suprême, et de juges en chef des cours supérieures. Ces postes sont visés par les «Lignes directrices sur la vérification des antécédents préalable à la nomination de candidats à certaines charges publiques» qui sont publiées séparément.
2. Responsibilities	**2. Responsabilités**
2.1 The Deputy Minister of Justice is responsible for the administration of these guidelines on behalf of the Minister of Justice.	2.1 Le sous-ministre de la Justice est responsable de l=administration de ces lignes directrices au nom du ministre de la Justice.
2.2 Designated personnel in the Minister's Office are responsible to request and ensure completion of background checks before any appointment to a judicial position subject to the Judges Act is made.	2.2 Les personnes désignées au Bureau du ministre sont chargées de demander une vérification des antécédents avant toute nomination à un poste de juge visé par la *Loi sur les Juges* et de s'assurer qu'elle est effectuée.

3. Documentation

3.1 Requests from the Minister's Office for the completion of background checks will be in writing and will be directed to designated personnel in the Deputy Minister's Office.

3.2 Requests by designated personnel in the Deputy Minister's Office to the organizations which conduct the checks will be in writing. The replies to these requests will also be in writing.

3.3 In pressing circumstances, a telephone call may precede a written request or reply.

4. Two-Way Checks

4.1 Checks with the Royal Canadian Mounted Police (RCMP) and the Canadian Security Intelligence Service (CSIS) must be conducted for candidates to judicial positions subject to the Judges Act, except for positions mentioned in subsection 1.3 above.

4.2 On receipt of a request for two-way checks, designated personnel in the Deputy Minister's Office will ask:

(a) the RCMP to conduct a check of police records, including enquiries with provincial police forces and with municipal police forces where applicable, and to report on the results of this check. For the purpose of these guidelines, the expression "police records" includes information related to criminal charges and/or convictions, details surrounding an offence or intelligence concerning a candidate's involvement or suspected involvement in criminal activity;

(b) CSIS to conduct a security assessment and report in writing on its results, pursuant to section 13 of the CSIS Act;

3. Documentation

3.1 Les demandes du Bureau du ministre pour une vérification des antécédents sont faites par écrit et adressées aux personnes désignées au Bureau du sous-ministre.

3.2 Les demandes adressées par les personnes désignées au Bureau du sous-ministre aux agences chargées d=effectuer les parties de la vérification sont faites par écrit. Les réponses à ces demandes sont aussi faites par écrit.

3.3 Dans les cas pressants, un appel téléphonique peut précéder toute demande ou réponse écrite.

4. Vérification bipartie

4.1 Une vérification auprès de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et auprès du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) doit être effectuée pour les candidats aux postes de juge visés par *la Loi sur les Juges*, sauf pour les postes mentionnés à la sous-section 1.3.

4.2 Sur réception d'une demande de vérification bipartie, les personnes désignées au Bureau du sous-ministre demandent :

(a) à la GRC de vérifier les dossiers policiers, y compris les renseignements que pourraient avoir les forces provinciales et municipales le cas échéant, et de rendre compte des résultats. Aux fins de ces lignes directrices, l'expression «dossiers policiers» comprend des renseignements sur les accusations et/ou condamnations, les détails relatifs à une infraction et des renseignements de sécurité sur la participation, réelle ou soupçonnée, d=un candidat ou d=une candidate à des activités criminelles;

(b) au SCRS d=effectuer une évaluation de sécurité et d=en faire rapport par

	écrit, conformément à l=article 13 de la *Loi sur le SCRS*;
and will convey the results to designated personnel in the Minister's Office.	et communiquent les résultats aux personnes désignées au Bureau du ministre.
5. Enquiries	**5. Demandes de renseignements**
Enquiries regarding these guidelines should be directed to the PCO Director of Security Operations at 957-5363.	Toute demande de renseignements au sujet de ces lignes directrices doit être adressée au directeur des Opérations de sécurité du BCP, au 957-5363.

Kevin G. Lynch
Secretary to the Cabinet

12.11. Gestion de l'information obtenue de sources humaines

1. **Généralités**

1. 1. La S.-dir. des opérations secrètes est le centre de décision concernant les questions relatives aux sources humaines. Les politiques sur les sources humaines figurent à la partie 31.

1. 2. Les renseignements relatifs à la sécurité nationale qui sont fournis par des sources humaines sont entrés dans le Système d'incidents et de rapports de police protégé (SIRPP). Voir la partie 47.

NOTA : Les renseignements considérés comme étant de nature délicate dans l'intérêt national sont classifiés et ne peuvent pas être entrés dans une application ou une base de données à l'extérieur de l'environnement classifié.

1. 2. 1. Le SIRPP est le système de gestion des dossiers principal du Programme de la sécurité nationale.

1. 2. 2. Les dossiers qui ont déjà été ouverts dans le Système de renseignements protégés sur la criminalité (SRPC) demeurent dans le SRPC.

1. 2. 3. Les incidents à l'appui d'enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale qui ont été générés après le 1er mai 2006 sont entrés dans le SIRPP.

2. **Incidents impliquant des sources humaines dans le SIRPP**

2. 1. Les renseignements criminels relatifs à la sécurité nationale qui sont fournis par des sources humaines sont entrés dans le domaine PROG SN situé dans le SIRPP.

2. 2. Les rapports sont :

2. 2. 1. accessibles à tous les utilisateurs du domaine PROG SN;

2. 2. 2. limités à certains utilisateurs au moyen de la fonction Liste de contrôle de l'accès (ACL) disponible dans le SIRPP.

NOTA : Étant donné que les rapports ont pour but de communiquer des renseignements criminels relatifs à la sécurité nationale à un auditoire aussi vaste que possible au sein du Programme de la sécurité nationale, la fonction ACL est strictement limitée.

2. 2. 2. 1. Pour demander la fonction ACL, il faut suivre les modalités indiquées au chap. 47.5.

3. **Membre (agent contrôleur)**

3. 1. Après chaque contact avec une source matriculée, remplir la formule 2451, Rapport d'affranchissement d'une source, conformément au chap. 31.5. et à l'ann. 31-5-1. Veiller à ce que les renseignements ne révèlent pas l'identité de la source.

NOTA : Les rapports d'affranchissement de source liés à des enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale sont classifiés (Confidentiel, Secret ou Très Secret).

3. 2. Rédiger un Rapport d'affranchissement de source distinct pour différentes catégories de renseignements. Par exemple, si la source fournit des renseignements relatifs à la sécurité nationale et des renseignements relatifs aux drogues, rédiger deux rapports d'affranchissement.

3. 3. Créer un incident dans le SIRPP en utilisant la catégorie « Sources humaines » de la DUC. Créer un incident pour chaque source matriculée. Tous les rapports d'affranchissement relatifs à la sécurité nationale afférents à cette source matriculée sont entrés dans cet incident.

NOTA : L'agent contrôleur qui prévoit soumettre plusieurs rapports d'affranchissement relativement à la source peut désirer créer un incident par année.

3. 4. Entrer dans la fenêtre Sommaire de l'incident la mise en garde suivante :

Les documents contenus dans cet incident sont la propriété du Programme de sécurité nationale de la GRC. Ils ne doivent pas être diffusés, en totalité ou en partie, sans le consentement préalable de l'auteur. Les documents ne doivent pas être déclassifiés sans la permission écrite de l'auteur. Ils peuvent renfermer des « renseignements opérationnels spéciaux » au sens de la Loi sur la protection de l'information. Le traitement et l'entreposage de ces documents doivent respecter les directives établies par le gouvernement du Canada pour le traitement et l'entreposage des renseignements classifiés. Le défaut de se conformer à cette mise en garde constitue une infraction à la politique de la GRC et aux lois fédérales. Pour toute question concernant les renseignements, veuillez communiquer avec l'auteur du document.

3. 5. Créer un Rapport général. Seul l'enquêteur principal utilise le Rapport général pour y consigner toutes les mesures d'enquête relatives à l'incident. Inscrire les demandes de renseignements ou les mesures relatives à l'incident, p. ex. l'enquêteur demande s'il peut utiliser les renseignements fournis par la source humaine dans un affidavit ou une dénonciation en vue d'obtenir.

3. 6. Télécharger le Rapport d'affranchissement vers le SIRPP.

NOTA : La formule 2451 n'est téléchargée vers le SIRPP que lorsque toutes les exigences du chap. 31.5. et de l'ann. 31-5-1 ont été remplies.

3. 6. 1. L'original de la formule 2451 est conservé par le coordonnateur divisionnaire des sources humaines ou par le service, selon les pratiques divisionnaires.

3. 7. Entrer ou relier les noms de personnes, de commerces, d'organisations, etc. comme entitées impliquées sous l'onglet Impliquées. Ne pas inscrire de noms de personnes, de commerces ou d'organisations dans des zones Remarques ou de texte libre.

3. 8. Envoyer une tâche à son superviseur pour qu'il examine l'incident.

4. **Superviseur**

4. 1. Examiner l'incident. Veiller à ce que l'incident soit conforme aux dispositions de l'art. 3.

5.4 CONDUITE D'UN VÉHICULE PRIORITAIRE (POURSUITES)

1. Généralités

1. 1. La conduite d'un véhicule prioritaire comprend la poursuite, l'approche d'un véhicule et l'intervention en cas d'urgence.

1. 2. Les membres doivent s'appuyer sur le Modèle d'intervention pour la gestion d'incidents (MIGI) au moment de prendre la décision d'entreprendre, de continuer ou d'abandonner la conduite d'un véhicule prioritaire. Voir le chap. 17.1.

1. 2. 1. Pendant une intervention en cas d'urgence, la sécurité du public et des policiers doit être prise en considération. Il faut évaluer les risques de façon continue.

1. 2. 2. Au moment d'évaluer les risques liés au lancement d'une poursuite, il faut s'assurer que la gravité de la situation et la nécessité de procéder à une arrestation immédiate l'emportent sur le danger associé à la poursuite.

2. Définitions

2. 1. **Approche d'un véhicule** désigne l'action de rattraper un véhicule. Il ne s'agit pas d'une poursuite. Voir l'art. 8.

2. 2. **Intervention en cas d'urgence** désigne la conduite d'un véhicule de police en cas d'incident qui nécessite une action policière immédiate selon l'information reçue et l'évaluation des risques effectuée par le membre.

2. 3. **Poursuite** désigne la conduite d'un véhicule prioritaire en vue de l'appréhension d'une personne ou d'un suspect qui refuse d'immobiliser son véhicule sur l'ordre d'un agent de la paix et qui tente d'éviter d'être arrêté.

2. 4. **Premier véhicule de poursuite** désigne le véhicule de police qui se trouve le plus près du véhicule faisant l'objet d'une poursuite et dont le conducteur maintient un contact visuel direct avec ce véhicule.

2. 5. **Second véhicule de poursuite** désigne le véhicule de police qui se trouve le plus près du premier véhicule de poursuite de façon à lui assurer un soutien et dont le conducteur peut assumer la communication radio s'il peut voir les véhicules impliqués dans la poursuite.

2. 6. **Véhicule de police identifié** désigne un véhicule équipé de gyrophares, d'une sirène et des autocollants standards de la GRC.

2. 7 **STO** désigne une station de transmissions opérationnelles.

2. 8. **Superviseur de la poursuite** désigne la personne qui assume le commandement d'une « poursuite en cours » après que le conducteur du premier ou du second véhicule de poursuite en a fait la demande à la STO.

3. Participation à une poursuite et restrictions connexes

3. 1. Une poursuite peut avoir lieu lorsqu'un conducteur suspect refuse d'immobiliser son véhicule sur l'ordre d'un agent de la paix et tente d'éviter d'être arrêté.

3. 2. Lorsque l'identification ou l'arrestation du suspect peut être effectuée par d'autres moyens plus tard, la nécessité de la poursuite doit être réévaluée.

NOTA : Le fait qu'un conducteur tente de s'enfuir pour éviter d'être arrêté n'est pas un facteur à prendre en considération au moment de déterminer la gravité de l'infraction ou la nécessité de procéder immédiatement à une arrestation.

3. 3. Si l'utilisation d'un dispositif de dégonflage de pneus s'avère efficace ou si une équipe de soutien aérien est sur place, les membres doivent réévaluer la nécessité de continuer la poursuite.

3. 4. Seuls les membres réguliers et les gendarmes spéciaux surnuméraires peuvent conduire un véhicule de la GRC impliqué dans une poursuite.

3. 5. Seuls les agents de la paix peuvent être les passagers d'un véhicule de police pendant une poursuite.

3. 6. Seul un véhicule de police identifié muni d'une sirène et de gyrophares peut être utilisé pendant une poursuite.

EXCEPTIONS :

1. Une voiture de police banalisée peut être utilisée pendant une poursuite seulement si l'urgence de la situation l'exige et si la vie d'une personne est en danger. Dans une telle situation, un véhicule de police identifié doit prendre le relais dès que possible.

2. Une motocyclette de police peut être utilisée pendant une poursuite seulement si l'urgence de la situation l'exige, si la vie d'une personne est en danger et si les conditions météorologiques et routières le permettent. Dans une telle situation, un véhicule de police identifié doit prendre le relais dès que possible.

3. 7. La sirène et les gyrophares des véhicules de police doivent être activés durant une poursuite.

3. 8. Il est interdit aux membres de faire feu sur un véhicule automobile dans le seul but de l'immobiliser. Voir l'art. 1.2. du chap. 4.7. et l'art. 5. du chap. 2.3. du MOT.

3. 9. Sauf si l'urgence de la situation l'exige, seulement deux véhicules de police (premier et second véhicules de poursuite) doivent participer à une poursuite.

3. 10. Aucun autre véhicule de police n'est autorisé à poursuivre un autre véhicule en parallèle en milieu urbain. En région rurale, la poursuite en parallèle peut être justifiée si elle se fait à une distance sécuritaire.

4. Poursuite sur plus d'un territoire de compétence

4. 1. Si les véhicules impliqués dans une poursuite approchent un territoire voisin, le détachement de la GRC ou le service de police compétent doit en être informé et prendre la poursuite en charge le plus tôt possible.

4. 2. Si les véhicules impliqués dans une poursuite entrent sur un territoire qui ne relève pas de la GRC et si le service de police compétent ne peut prendre la poursuite en charge immédiatement, l'abandon de la poursuite doit être envisagé. On doit alors prendre certains facteurs en considération : la gravité de l'infraction et de la situation, la nécessité d'une arrestation immédiate et les directives du service de police compétent.

4. 3. Si les véhicules impliqués dans une poursuite ayant commencé dans un territoire qui ne relève pas de la GRC entrent sur un territoire de compétence de la GRC, la communication est établie, la raison de la poursuite est déterminée et la prise en charge de la poursuite est effectuée, s'il y a lieu.

4. 4. Les membres ne sont pas autorisés à continuer de l'autre côté de la frontière canado-américaine la poursuite d'un véhicule en fuite qui a commencé au Canada.

5. Infractions ne devant pas faire l'objet de poursuites policières

5. 1. Une poursuite ne doit pas être lancée dans le cas des infractions suivantes :

5. 1. 1. le fait de prendre un véhicule sans le consentement du propriétaire;

5. 1. 2. le vol d'un véhicule;

5. 1. 3. la possession d'un véhicule volé;

5. 1. 4. la fuite d'une personne afin d'éviter l'arrestation aux termes de l'art. 249.1 du *Code criminel* ou la conduite dangereuse lorsque la seule preuve permettant d'établir la perpétration de l'une ou l'autre des infractions est recueillie au moment d'arrêter un véhicule ou de s'en approcher;

5. 1. 5. la violation d'une loi ou d'un règlement provincial;

5. 1. 6. la violation d'un règlement municipal;

5. 1. 7. une infraction liée aux biens en général, p. ex. une introduction par effraction, la possession d'un bien volé et le vol;

5. 1. 8. la violation d'un règlement fédéral sur la sécurité routière.

6. Premier véhicule de poursuite

6. 1. Dès qu'une poursuite est lancée, la STO doit être avisée immédiatement.

6. 2. Le conducteur du premier ou du second véhicule de poursuite demande à la STO de trouver un chef de veille ou un superviseur de patrouille qui prendra le commandement de la poursuite.

6. 3. La communication radio doit être maintenue avec la STO, qui est tenue au courant de l'évolution de la poursuite, en ce qui concerne par exemple le lieu de la poursuite, la direction et la vitesse des véhicules, la circulation automobile et piétonne et les conditions météorologiques et routières.

6. 4. Après une poursuite, le conducteur du premier véhicule de poursuite doit remplir la formule 2088.

7. Second véhicule de poursuite

7. 1. Lorsqu'un second véhicule participe à la poursuite, son conducteur doit suivre le premier à une distance sécuritaire et aviser immédiatement la STO de sa participation.

7. 2. Dans la mesure du possible, le conducteur du second véhicule de poursuite doit se charger des radiocommunications si sa position lui permet de voir le déroulement de la poursuite.

7. 3. Le second véhicule de poursuite ne doit pas doubler le premier, sauf si celui-ci le lui demande.

8. Approche d'un véhicule

8. 1. Lorsqu'un véhicule de police tente de s'approcher d'un autre véhicule, il ne s'agit pas d'une poursuite, mais plutôt d'un contact entre un policier et un contrevenant à la suite d'une infraction à une loi provinciale ou territoriale, par exemple.

8. 2. Avant de tenter de s'approcher d'un autre véhicule, une évaluation des risques doit être effectuée et la sécurité du public et des policiers doit être prise en considération.

8. 3. Les gyrophares doivent être actionnés au moment de s'approcher d'un autre véhicule. La sirène doit aussi être utilisée si on estime que la sécurité du public et des policiers risque d'être compromise. La sirène peut être désactivée une fois que le contrevenant a rangé et immobilisé son véhicule.

8. 4. À l'approche d'une intersection, le conducteur du véhicule de police doit respecter les règlements municipaux ou la loi territoriale ou provinciale régissant la conduite d'un véhicule prioritaire.

8. 4. 1. Si aucun règlement ou aucune loi n'existe à cet égard, le conducteur doit au moins ralentir, faire preuve d'une prudence raisonnable et actionner les gyrophares et la sirène.

EXCEPTION : Les conducteurs de véhicules banalisés (de surveillance) ne sont pas tenus d'activer les gyrophares et la sirène lorsqu'ils suivent un véhicule ou s'en approchent. Les risques doivent être constamment évalués comme il est prévu dans le MIGI. Voir l'art. 1.2.1.

9. Abandon d'une poursuite

9. 1. Une poursuite doit être abandonnée si elle devient inutile ou trop dangereuse ou si d'autres moyens d'arrestation sont possibles.

9. 2. La décision de mettre fin à une poursuite peut être prise par le superviseur de la poursuite et le conducteur du premier ou du second véhicule de poursuite.

9. 3. Toutes les équipes mettent fin à une poursuite dès qu'un aéronef de police prend l'opération en charge.

9. 4. La décision de mettre fin à une poursuite est définitive et doit être communiquée immédiatement à tous les membres concernés. Ces derniers doivent accuser réception du message qui leur a été envoyé.

9. 5. Après avoir mis fin à une poursuite, tous les membres y ayant participé doivent, dans la mesure où les conditions sont sécuritaires :

9. 5. 1. se ranger sur l'accotement, immobiliser leur véhicule, désactiver les gyrophares et la sirène et informer la STO que la poursuite a été abandonnée et qu'ils se sont rangés sur le bord de la route.

10. Responsabilités

10. 1. Superviseur de la poursuite

10. 1. 1. Le superviseur de la poursuite remplit les fonctions suivantes :

10. 1. 1. 1. aviser tous les membres prenant part à la poursuite qu'il en a pris le commandement;

10. 1. 1. 2. surveiller la poursuite et en évaluer continuellement les risques;

10. 1. 1. 3. mettre fin à la poursuite si les circonstances l'exigent;

10. 1. 1. 4. examiner et remplir les sections requises de la formule 2088 (au besoin, se reporter au guide divisionnaire du superviseur des poursuites policières).

10. 2. STO

10. 2. 1. Lorsqu'il est informé d'une poursuite, le répartiteur, le superviseur ou l'opérateur des télécommunications de la STO applique les procédures et les politiques énoncées au chap. 46.2., les procédures opérationnelles réglementaires relatives à la conduite de véhicules prioritaires (poursuites) ou les politiques ou procédures opérationnelles réglementaires divisionnaires.

10. 2. 2. Lorsqu'elle est avisée d'une poursuite, la STO attribue immédiatement la priorité radio et conserve une voie de communication ouverte pour les membres qui participent à la poursuite. Elle envoie un message à toutes les patrouilles afin de les informer de la poursuite.

10. 2. 3. La STO communique avec un sous-officier de service du secteur où se déroule la poursuite pour qu'il en assume le commandement. Si aucun sous-officier de service n'est disponible, la STO communique avec un sous-officier d'un autre détachement du secteur de la STO. Si aucun sous-officier n'est joint, le membre ayant le grade le plus élevé assumera le commandement de la poursuite.

10. 2. 4. Au besoin, la STO peut communiquer avec un sous-officier qui n'est pas de service pour qu'il assume le commandement de la poursuite.

10. 2. 5. La STO doit informer les services de police de la région de la poursuite afin d'en faciliter la coordination.

10. 2. 6. Lorsque la poursuite est terminée, la STO doit en aviser toutes les patrouilles.

10. 3. Chef de service ou de détachement

10. 3. 1. Le chef doit s'assurer que tous les membres ont pris connaissance des politiques et des procédures relatives aux poursuites.

10. 3. 2. Après une poursuite, il tient une séance visant à faire un compte rendu et à déterminer si les membres ont respecté les politiques et procédures en vigueur.

10. 3. 3. La formule 2088 dûment remplie doit être envoyée à l'officier divisionnaire responsable des enquêtes criminelles ou à son remplaçant dans les 30 jours suivant l'incident.

10. 4. Division

10. 4. 1. Si une poursuite a causé des blessures corporelles ou la mort, un rapport préliminaire doit être soumis immédiatement au Centre national des opérations.

10. 4. 2. L'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) de la division ou son remplaçant doit examiner toutes les formules 2088. Si des mesures correctives sont recommandées (p. ex. de la formation ou des conseils opérationnels), l'OREC ou son remplaçant doit formuler des recommandations et les mettre en œuvre le plus tôt possible.

10. 4. 3. Avant la fin de janvier, les divisions doivent signaler toutes les poursuites qui ont eu lieu au cours de l'année civile précédente sur la formule 2438, puis transmettre celle-ci à la Direction générale. La formule sera acheminée automatiquement à la Police criminelle, Services de police contractuels et autochtones.

PARTIE XI – SÉCURITÉ
1.SÉCURITÉ ORGANISATIONNELLE ET ADMINISTRATIVE

N – COMMUNICATION DER ENSEIGNEMENTS CLASSIFIÉS OU PROTÉGÉS

N. 1. On ne doit communiquer les renseignements classifiés ou protégés qu'à une personne qui a le besoin de savoir et qui détient une habilitation sécuritaire ou une vérification de la fiabilité qui correspond au caractère délicat des renseignements qui sont divulgués.

NOTA : Les rapports préparés à la demande d'un tiers et contenant des renseignements classifiés ou protégés qui le concernent uniquement, peuvent lui être communiqués même s'il ne détient pas l'habilitation sécuritaire ou la vérification de la fiabilité requise.

N. 2. Lorsque des renseignements délicats qui sont classifiés dans l'intérêt national sont communiqués à d'autres gouvernements, ministères ou organismes non visés par la Politique et les normes concernant la sécurité du gouvernement du Canada, la GRC doit s'assurer par des conventions écrites, p. ex. un protocole d'entente, que des mesures appropriées sont établies pour la protection des renseignements. Voir l'ann. XI-1-5 pour les mentions pertinentes.

N. 3. Le personnel des dépôts des dossiers responsable de la tenue des dossiers communique les dossiers Très secret et Secret seulement aux employés habilités dont le nom figure sur les listes d'accès approuvées par le chef compétent.

N. 4. L'employé de la GRC qui laisse ou communique des renseignements classifiés ou protégés à d'autres organismes d'application de la loi, à des procureurs de la Couronne ou à des administrations provinciales, territoriales ou municipales, doit s'assurer que les renseignements sont rangés dans un coffre de sécurité approuvé, tel qu'indiqué dans le Guide d'équipement de sécurité.

N. 4. a. Si le ministère ou l'organisme ne peut pas assurer un entreposage approprié des renseignements, l'employé de la GRC rapporte les renseignements à une installation de la GRC, ou permet à l'organisme d'examiner le document à une installation de la GRC.

N. 4. b. L'omission de protéger des renseignements de nature délicate pourrait entraîner le déclassement ou la révocation de la cote de sécurité ou de la cote de fiabilité de l'employé. Le chef doit assurer la protection appropriée des renseignements de nature délicate en veillant à ce que cette question fasse partie du processus d'assurance de la qualité de son service.

ANNEXE B.4 - MANUEL DE LA SÉCURITÉ DE LA GRC
PARTIE 1 – SÉCURITÉ DU PERSONNEL

15. DIRECTIVES RELATIVES À LA LOI SUR LA PROTECTION DE L'INFORMATION

1. Politique

1. 1. Il y a deux catégories de personnes qui sont astreintes au secret à perpétuité :

1. 1. 1. les employés visés par l'annexe de la *Loi sur la protection de l'information*, voir les art. 2.5. et 3.;

1. 1. 2. les personnes qui doivent être désignées par avis, voir l'art. 4.

1. 2. Pour le processus de désignation, la personne « désignée » doit signer la partie D (Reconnaissance) du formulaire TBS/SCT 330-317b (Avis de désignation des « personnes astreintes au secret à perpétuité » conformément à l'article 10 de la *Loi sur la protection de l'information*). L'agent de la sécurité ministérielle (ASM) a délégué son pouvoir de mettre au courant l'employé en personne et de signer le formulaire TBS/SCT 330-317c au superviseur.

2. Généralités

2. 1. Les dispositions de la *Loi sur la protection de l'information* (LPI) astreignent au secret à perpétuité tous les employés de la GRC ou les non-employés de la GRC qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux.

2. 1. 1. Pour la définition de non-employé de la GRC, voir le chapitre Définitions.

2. 2. Les employés doivent respecter tous les renseignements dont ils prennent connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et sont astreints au secret à perpétuité après qu'ils quittent leur emploi à la GRC.

2. 3. La divulgation de renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux constitue un acte criminel.

2. 4. Le Groupe LPI est chargé de surveiller la mise en application des dispositions de la LPI.

2. 4. 1. Le Groupe LPI doit sensibiliser les employés à l'égard de la LPI et les informer de leurs responsabilités légales et des sanctions possibles en cas de non-conformité à la loi.

2. 5. L'annexe de la LPI liste les programmes dont le personnel est automatiquement astreint au secret à perpétuité, à savoir :

2. 5. 1. les Enquêtes relatives à la sécurité nationale et les Renseignements criminels;

2. 5. 2. le Programme des opérations techniques, à l'exception du Service de l'air;

2. 5. 3. l'ancien Service de sécurité de la GRC (employés qui travaillaient auparavant pour le Service de sécurité avant l'existence du Service canadien du renseignement de sécurité [SCRS]).

2. 6. L'employé qui travaille au sein d'un programme mentionné à l'art. 2.5. doit être désigné au moyen du formulaire TBS/SCT 330-316.

2. 7. Pour qu'un groupe, section ou service relève de l'un des programmes mentionnés à l'art. 2.5., il doit s'en remettre à un secteur du programme pour ses politiques, p. ex. le Groupe des Affaires spéciales I reçoit ses directives du centre de décision des Affaires spéciales I des Opérations techniques, à la Direction générale.

2. 8. Conformément à l'art. 10 de la LPI, le superviseur doit recommander la désignation d'une personne. Voir l'art. 4.

2. 8. 1. Les personnes désignées comprennent celles qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux, mais qui n'appartiennent pas aux programmes mentionnés à l'art. 2.5.

3. Employé visé par l'annexe

3. 1. Le superviseur remplit la section A du formulaire TBS/SCT 330-316 à l'aide du document « Procédures et instructions : employés des secteurs de la GRC visés par l'annexe (SCT 330 316) » et :

3. 1. 1. y joint une lettre ou une note sur laquelle sont inscrits le nom et le titre du superviseur ainsi que le nom de la division ou de la section et l'adresse de retour;

3. 1. 2. envoie le formulaire original à la Direction générale, à l'att. du Groupe de la Loi sur la protection de l'information, Sous-direction de la sécurité ministérielle, Opérations techniques;

NOTA : Ne pas envoyer le formulaire à l'adresse indiquée dans les instructions figurant sur le formulaire.

3. 1. 3. reçoit une copie du formulaire du Groupe LPI ainsi qu'une lettre d'information à remettre à l'employé;

3. 1. 4. informe l'employé de ses obligations découlant de la LPI et lui remet les documents nécessaires;

3. 1. 5. ne conserve aucune copie.

NOTA : Le Groupe LPI transmet l'original au SCRS et fait verser une copie au dossier de sécurité de la personne.

4. Personne désignée par avis

4. 1. Les personnes suivantes doivent être désignées par avis :

4. 1. 1. Le greffier du Conseil privé doit désigner le commissaire.

4. 1. 2. Le commissaire doit désigner et recommander à l'agent de la sécurité ministérielle les personnes de son cabinet, notamment les s.-comm. et les comm. adj. et leurs gestionnaires ou adjoints administratifs qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux.

4. 1. 3. Le superviseur doit désigner les employés de la GRC qui ne sont pas visés par l'annexe, mais qui prennent part à des projets ou à des affectations spéciales ou qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux.

4. 1. 4. Le superviseur doit désigner les non-employés de la GRC qui ont accès à des renseignements, techniques ou équipements opérationnels spéciaux.

4. 2. Pour désigner une personne comme étant astreinte au secret à perpétuité en vertu de la LPI, le superviseur :

4. 2. 1. remplit le formulaire TBS/SCT 330-317a;

4. 2. 2. y joint une lettre ou une note sur laquelle sont inscrits le nom et le titre du superviseur ainsi que le nom de la division ou de la section et l'adresse de retour;

4. 2. 3. envoie le formulaire original à la Direction générale, à l'att. du Groupe de la Loi sur la protection de l'information, Sous-direction de la sécurité ministérielle, Opérations techniques.

NOTA : Ne pas envoyer le formulaire à l'adresse indiquée dans les instructions figurant sur le formulaire.

4. 3. Le Groupe LPI traite le formulaire TBS/SCT 330-317a conformément à l'art. 4.2. et remplit le formulaire TBS/SCT 330-317b et le transmet au commissaire pour qu'il le signe. Au reçu de l'approbation, le Groupe LPI remplit le formulaire TBS/SCT 330-317c.

4. 3. 1. Une fois la désignation recommandée, le Groupe LPI renvoie les formulaires TBS/SCT 330-317b et TBS/SCT 330-317c au superviseur.

4. 4. Le superviseur rencontre et met au courant la personne et lui fait signer la partie des formulaires réservée à la reconnaissance.

4. 4. 1. Le superviseur signe le formulaire TBS/SCT 330-317c au nom de l'agent de la sécurité ministérielle.

4. 5. Une fois que les formulaires ont été signés et que la personne a été mise au courant, la personne en conserve une copie. Les originaux des formulaires TBS/SCT 330-317b et TBS/SCT 330-317c sont renvoyés au Groupe LPI.

4. 6. Le Groupe LPI transmet les originaux au SCRS et fait verser une copie au dossier de sécurité de la personne.

5. Départ ou mutation de la GRC

5. 1. Lorsqu'une personne quitte la GRC, le superviseur doit avoir un entretien final avec la personne au sujet de son statut continu comme personne astreinte au secret à perpétuité.

5. 2. Le superviseur peut préparer une lettre de départ pour quiconque est muté, retourne à son service d'attache, démissionne ou prend sa retraite.

ANNEXE B.5 - MANUEL DE LA GESTION DE L'ACTIF

CHAPITRE 6.4. APPAREILS DE COMMUNICATION SANS FIL

1. Politique

1. 1. Les appareils de communication sans fil, tels que les téléphones mobiles et les assistants numériques personnels (ANP), peuvent être alloués aux employés lorsque ces appareils sont considérés comme nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions.

1. 2. Un appareil de communication sans fil doit être facturé au service dont l'employé fait partie, et non directement à l'employé.

1. 3. Le gestionnaire ou le superviseur fournira un exemplaire imprimé de ces directives à tous les employés auxquels un appareil de communication sans fil a été assigné. L'employé doit confirmer qu'il en a pris connaissance et qu'il en comprend la teneur.

1. 4. L'employé est entièrement responsable de l'utilisation et de l'entretien de son appareil de communication sans fil.

1. 5. Si un employé est muté ou s'il quitte la GRC, il doit rendre son appareil sans fil à son supérieur ou au coordonnateur des télécommunications désigné.

2. Renseignements généraux

2. 1. Les appareils de communication sans fil sont fort appréciés lorsqu'il n'y a pas de service téléphonique conventionnel. Cependant, en raison de leur coût élevé d'utilisation, les gestionnaires et les employés doivent s'assurer qu'ils sont utilisés adéquatement et que les frais liés à leur utilisation n'excèdent pas la norme.

2. 2. Les appareils de communication sans fil sont les suivants : téléphone cellulaire ou mobile, terminal mobile de poche, assistant numérique personnel, etc. Les postes de radio ne sont pas inclus.

2. 3. Un plan de service est un plan pour les appareils de communication sans fil qui comprend une connexion réseau, différents services comme la messagerie vocale, etc. Un montant préétabli de temps d'antenne est également inclus dans le plan de service.

3. Gestionnaire

3. 1. Déterminer si un employé a besoin d'un appareil de communication sans fil dans l'exercice de ses fonctions. Chercher des solutions de rechange s'il y a lieu, par exemple, l'utilisation d'un téléavertisseur ou l'utilisation partagée d'un appareil avec un autre service. Voir l'art. 1.1.

3. 2. Examiner le plan de service relié à l'utilisation d'appareils de communication sans fil (connexion réseaux et le temps d'antenne inclus) et s'assurer qu'il est approprié aux besoins évalués. Vérifier et approuver tout changement au plan de service.

3. 3. Récupérer et vérifier les appareils de communication sans fil des employés qui cessent leurs activités pour une période prolongée ou dont l'appareil n'est plus nécessaire aux tâches qui lui sont assignées.

3. 4. Revoir annuellement les besoins des différents services concernant l'utilisation des appareils de communication sans fil et s'assurer que les plans de service sont adéquats.

3. 5. Désigner au besoin un coordonnateur des télécommunications pour contrôler les équipements de télécommunications. Vérifier régulièrement les comptes des appareils de communication sans fil afin de s'assurer qu'ils sont utilisés conformément aux directives énoncées dans le présent chapitre.

3. 6. Si le coordonnateur des télécommunications désigné n'assume pas cette responsabilité, veiller à ce que :

3. 6. 1. les appareils de communication sans fil soient obtenus conformément à la politique fédérale et de la GRC et selon les approbations nécessaires;

3. 6. 2. tous les employés reçoivent les informations concernant leur plan de service et un exemplaire des directives énoncées dans le présent chapitre;

3. 6. 3. les appareils de communication sans fil soient gérés comme des **articles attrayants**, conformément au chap. 1.6.

4. Coordonnateur des télécommunications

4. 1. Obtenir les appareils de communication sans fil conformément à la politique fédérale et de la GRC et selon les approbations nécessaires.

4. 2. Distribuer les appareils de communication sans fil, contrôler leur utilisation et coordonner les paiements.

4. 3. S'assurer que tous les employés reçoivent les informations concernant leur plan de service et qu'ils obtiennent un exemplaire des directives énoncées dans le présent chapitre.

4. 4. Assurer l'administration des plans de service et des appareils de communication sans fil.

4. 5. Gérer les appareils de communication sans fil comme des **articles attrayants**, conformément au chap. 1.6.

5. Employé

5. 1. Prendre connaissance et accuser réception des directives contenues dans le présent chapitre et des informations concernant le plan de service connexe.

5. 2. S'assurer que l'appareil de communication sans fil est utilisé et entretenu selon les modalités du présent chapitre.

5. 3. Aviser rapidement son gestionnaire ou le coordonnateur des télécommunications lorsque l'appareil de communication sans fil a été perdu, volé ou endommagé.

5. 4. Retourner à son gestionnaire ou au coordonnateur des télécommunications tout appareil de communication sans fil qui lui est assigné, et ce, avant sa mutation, son départ de la GRC ou lorsque l'appareil ne s'avère plus nécessaire à ses fonctions.

6. Services informatiques régionaux et de la Direction générale

6. 1. Les Services informatiques de la Direction générale déterminent les normes des appareils de communication sans fil.

6. 2. Dans la mesure du possible, les Services informatiques régionaux assument les responsabilités suivantes :

6. 2. 1. donner des conseils aux gestionnaires afin de s'assurer que le plan de service et l'équipement choisis sont les plus appropriés à l'égard des tâches prévues;

6. 2. 2. dans les limites des pouvoirs délégués en matière de passation de marchés, approuver l'acquisition des appareils de communication sans fil et de l'équipement et obtenir ou aider à obtenir ces appareils et équipement par l'entremise du fournisseur.

6. 3. Rester en communication avec les gestionnaires et les coordonnateurs des télécommunications concernant la gestion des appareils de communication sans fil.

7. Documents à l'appui

7. 1. En parallèle avec le présent chapitre, veuillez consulter les documents à l'appui suivants :

7. 1. 1. Chap. II.1. du MI, Télécommunications;

7. 1. 2. Éthique et intégrité à la GRC, Bureau du conseiller en matière d'éthique et d'intégrité.

ANNEXE B.6 - MANUEL D'ADMINISTRATION
PARTIE VIII - QUESTIONS JURIDIQUES

1. PERTE, ENDOMMAGEMENT OU VOL DE BIENS APPARTENANT À LA GRC, LOUÉS PAR ELLE OU CONFIÉS À SES SOINS

1. **Politique**

1. 1. L'employé doit signaler immédiatement à son superviseur la perte, l'endommagement ou le vol des biens suivants, dont il est responsable :

1. 1. 1. les biens publics confiés à ses soins;

1. 1. 2. les biens loués par la GRC ou confiés à ses soins;

1. 1. 3. les biens qui entrent en sa possession pendant l'exécution de son travail;

1. 1. 4. les sommes d'argent;

1. 1. 5. les véhicules loués, possédés, donnés ou sous son autorité et utilisés au service de la GRC. Par **véhicules**, on entend les véhicules de police, les navires de patrouille maritime, les aéronefs de police, les véhicules tout-terrain et les motoneiges.

2. **Généralités**

2. 1. La présente politique s'applique à toutes les collisions et à tous les incidents d'endommagement impliquant tout mode de transport de la GRC — terrestre, aérien et maritime — qu'ils aient été causés par une collision ou par un acte malveillant ou qu'ils soient d'origine inconnue.

2. 2. Un incident est tout événement entraînant des blessures ou des dommages matériels qui est susceptible de donner lieu à une réclamation :

2. 2. 1. contre la GRC;

2. 2. 2. déposée par la GRC contre toute autre partie pour dommages causés à des biens ou à de l'équipement de la GRC.

3. **Communication des renseignements**

3. 1. **Employé**

3. 1. 1. Afin de protéger les intérêts de l'État, du conseiller juridique, de l'expert en sinistres ou de toute autre personne chargée d'enquêter sur un incident susceptible de donner lieu à une réclamation contre l'État, ne fournir que les renseignements prescrits par la loi. On peut communiquer les faits suivants :

3. 1. 1. 1. le nom, l'âge et l'adresse de l'employé;

3. 1. 1. 2. s'il s'agit d'un accident impliquant un véhicule de police, le numéro de permis de conduire, la marque, le modèle et le numéro d'immatriculation du véhicule;

3. 1. 1. 3. le lieu, la date et l'heure de l'incident.

3. 1. 2. Consulter le bureau régional de Justice Canada pour toute demande de renseignements supplémentaires.

3. 1. 3. Les demandes d'entrevue avec un employé impliqué dans la perte, le vol ou l'endommagement de biens publics, de biens loués par la GRC ou confiés à ses soins doivent être transmises, par la voie hiérarchique, à Justice Canada qui communiquera les instructions voulues.

3. 1. 4. L'expert national en sinistres de la GRC peut demander et recevoir des renseignements supplémentaires destinés à servir dans le cadre du processus de règlement de sinistre. Si des renseignements supplémentaires sont demandés, on peut communiquer avec le Service régional du contentieux ou avec le directeur des Réclamations et du Contentieux pour obtenir des conseils.

4. **Démarches initiales en cas de perte, de vol ou d'endommagement, ou de décès ou blessures**

4. 1. **Employé**

4. 1. 1. L'employé ne doit reconnaître aucune responsabilité de sa part ou de celle de la GRC avant d'avoir consulté un avocat et la question de la responsabilité est examinée par la division, l'expert en assurances de la GRC ou Justice Canada.

4. 2. **Superviseur**

4. 2. 1. Aviser immédiatement le c. s.-div. de la perte, du vol ou de l'endommagement de biens publics ou des décès ou blessures découlant de l'usage de ces biens.

4. 2. 2. S'assurer que l'incident est signalé aux ministères et organismes qui, d'après la loi, doivent en être informés.

4. 3. **C. s.-div.** (y compris l'officier resp. d'un service qui rend directement compte au c. div.)

4. 3. 1. S'il s'agit d'un incident grave, désigner un enquêteur qui a de l'expérience dans ce genre de travail.

4. 3. 2. Si un membre est impliqué dans un accident mortel ou presque mortel, nommer un enquêteur provenant d'un autre service que celui du membre impliqué afin d'éviter la partialité.

4. 3. 3. S'il s'agit d'un accident de la route, désigner si possible un enquêteur qui a une formation spécialisée, c.-à-d. qui a suivi le cours d'enquêtes techniques sur les accidents de la circulation du CCP ou un cours divisionnaire d'enquête sur les accidents de la circulation.

4. 3. 4. Avertir le c. div. s'il s'agit de cas de décès ou de blessures graves, d'accidents subis par un aéronef ou un navire, de dommages s'élevant à plus de 1 000 $ ou d'incendies d'origine suspecte.

4. 3. 5. Signaler à la Section locale des télécommunications tous les cas de perte, de vol ou d'endommagement d'équipement de télécommunication. Demander au coordonnateur des télécommunications :

4. 3. 5. 1. d'établir le montant de la perte, et

4. 3. 5. 2. de recommander ce qu'il faut faire : se débarrasser de l'équipement, le réparer ou le remplacer.

4. 3. 6. Si du matériel appartenant aux Affaires spéciales I a été perdu, volé ou endommagé, avertir le coordonnateur divisionnaire des Affaires spéciales I qui fera un rapport à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Opérations techniques.

4. 4. **C. div.**

4. 4. 1. En cas de décès ou de blessures graves lors de l'usage de biens appartenant à la GRC, loués par elle ou confiés à ses soins, aviser par message la Direction générale, à l'att. du directeur des Relations avec les médias et du directeur des Réclamations et du Contentieux.

4. 4. 2. Signaler les cas de perte, d'endommagement ou de vol d'un aéronef de la GRC à la Direction générale, à l'att. du directeur des Services d'enquête techniques.

4. 4. 2. 1. Le directeur des Services d'enquêtes techniques nomme un agent du Service de l'air pour participer aux enquêtes sur les accidents impliquant des aéronefs.

4. 4. 3. Signaler les cas de perte, d'endommagement ou de vol d'un navire de patrouille maritime à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Programmes et de la Gestion de l'actif.

4. 4. 4. Signaler les cas de perte, de vol ou d'endommagement de matériel informatique ou de télécommunications à la Direction générale, à l'att. du DPI.

4. 4. 5. Signaler les cas de perte ou d'endommagement d'immeubles directement imputables à l'incendie, à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. des Programmes et de la Gestion de l'actif.

4. 4. 6. Si un acte de violence ou une introduction par effraction est fait contre des biens ou des locaux appartenant à la GRC, loués par elle ou confiés à ses soins, et que cela est préjudiciable au matériel de la GRC, à ses employés ou à leur famille immédiate, en aviser la Direction générale, à l'att. du DG de la Sécurité ministérielle à la Direction des opérations techniques.

5. **Enquête sur la perte, le vol ou l'endommagement de biens, ou sur les décès ou blessures**

5. 1. **Généralités**

5. 1. 1. Comme il n'y a pas deux incidents qui soient tout à fait identiques, il est impossible de fournir des directives applicables à tous les cas. Souvent, la nature de la perte, du vol, de l'endommagement ou même des blessures ne justifie pas une enquête approfondie. Cependant, il faut toujours effectuer une enquête suffisante, afin de satisfaire aux exigences de la GRC et de la Politique sur la gestion des risques du Conseil du Trésor.

5. 1. 2. Chaque cas de perte, de vol ou d'endommagement de biens doit faire l'objet d'une enquête pour établir clairement les causes de l'incident et déterminer la responsabilité légale.

NOTA : Il n'est pas dans nos intentions d'empiéter sur le territoire d'autres services de police. Toutefois, il faut effectuer une enquête suffisante afin de satisfaire aux exigences ainsi qu'aux critères de la politique sur les réclamations.

5. 2. **Enquêteur**

5. 2. 1. Se rendre sur les lieux des accidents graves et, si possible, des autres.

5. 2. 2. Obtenir une déclaration de chacun des employés impliqués.

5. 2. 2. 1. Inclure dans la déclaration les circonstances de l'incident et y indiquer si, à ce moment-là, l'employé agissait dans le cadre de ses fonctions ou de son travail.

5. 2. 3. Obtenir une déclaration de toute autre personne qui serait au courant des circonstances.

5. 2. 4. Si un véhicule, un aéronef ou un navire de patrouille maritime appartenant à la GRC ou loué par elle est impliqué dans un accident, obtenir tous les renseignements relatifs à son utilisation au moment de l'accident et tâcher de savoir si son usage était autorisé.

5. 2. 5. Noter le genre de travail alors effectué, p. ex. surveillance, patrouille, enquête criminelle.

5. 2. 6. Prendre note des dommages réels ou prétendus aux autres biens et des blessures subies au cours de l'accident.

5. 2. 7. Prendre des photographies des lieux et des dommages si l'accident est grave et autant que possible, si l'accident est minime.

5. 2. 7. 1. Écrire les détails en lettres moulées au dos de chaque photographie.

5. 2. 8. Dresser un croquis des lieux donnant :

5. 2. 8. 1. l'emplacement de la route;

5. 2. 8. 2. l'état de la chaussée;

5. 2. 8. 3. le point d'impact par rapport à la surface de la route;

5. 2. 8. 4. la position des véhicules impliqués et de tout autre véhicule dans le secteur immédiat;

5. 2. 8. 5. tout obstacle pouvant avoir quelque rapport avec l'accident;

5. 2. 8. 6. l'emplacement des panneaux de signalisation.

5. 2. 9. Écrire en lettres moulées les détails pertinents et les mesures sur le croquis ou le plan, puis l'identifier et le signer.

5. 2. 10. Inscrire les conditions météorologiques, les conditions routières, la visibilité et la limite de vitesse par rapport à la vitesse avant et pendant l'impact.

5. 2. 11. Obtenir des copies du constat de la police locale sur l'accident.

5. 2. 12. Obtenir diverses estimations des dommages subis. Si les réparations s'avèrent trop dispendieuses, engager les services d'un évaluateur indépendant ou obtenir des estimations de la valeur du bien avant la perte, le dommage ou le vol.

5. 2. 13. Ne pas tenter d'obtenir une déclaration ou d'interroger une personne qui a engagé un avocat, à moins que ce dernier n'y consente.

5. 2. 14. Conserver les originaux des déclarations, des croquis, des notes, des négatifs et de tout autre document utile à l'expert en assurances de la GRC et à Justice Canada.

6. **Modalités de rapport**

6. 1. **Généralités**

6. 1. 1. Si les dommages résultent de causes naturelles, p. ex., bris ou ennui mécanique soudain, dégâts occasionnés par la grêle ou par une tornade, l'employé doit :

6. 1. 1. 1. préciser la cause des dommages sur la facture des réparations;

6. 1. 1. 2. indiquer la date et dresser une liste des frais encourus;

6. 1. 1. 3. envoyer la facture au c. s.-div. par la voie hiérarchique.

EXCEPTION : S'il s'agit d'un bien loué dont l'entretien est à la charge du loueur, lui demander de faire les réparations qui s'imposent.

6. 1. 2. Si la perte ou les dommages résultent d'un incendie, d'un vol, d'un acte délibéré ou d'un remorquage et que l'État est susceptible de formuler une réclamation contre un tiers (p. ex. fabricant, garagiste) :

6. 1. 2. 1. on doit transmettre une note explicative au c. s.-div. par la voie hiérarchique et annexer les factures indiquant la date de l'accident et présentant la liste des frais de réparation.

6. 2. **Incidents impliquant des véhicules de police ou des véhicules loués**

6. 2. 1. Si des dommages, blessures ou décès résultent d'une collision ou d'un incident impliquant un véhicule (occupé ou non), le conducteur ou la personne à qui on a confié le véhicule doit signaler l'incident au Programme national de gestion des réclamations par l'entremise de son superviseur.

6. 3. **Navire de patrouille maritime**

6. 3. 1. Si un navire de patrouille maritime a subi des dommages, il faut présenter un Rapport d'un événement maritime/événement hasardeux (formule 1808 du Bureau de la sécurité des transports du Canada) au Bureau de la sécurité des transports du Canada.

6. 3. 2. On doit transmettre une copie du Rapport d'un événement maritime/événement hasardeux (formule 1808 du Bureau de la sécurité des transports du Canada) dûment rempli, à la Gestion régionale du parc automobile.

6. 4. **Signalement des incidents**

6. 4. 1. Les employés doivent signaler les incidents au Programme national de gestion des réclamations au 1-888-MP-CIVIL (1-888-672-4845) et fournir les renseignements pertinents à un téléphoniste bilingue, qualifié et autorisé de la GRC. Dans la mesure du possible, les superviseurs fournissent les détails de l'incident au téléphoniste du centre d'appels selon le processus pas à pas, notamment :

6. 4. 1. 1. l'heure de l'incident ou de l'événement;

6. 4. 1. 2. le lieu de l'incident ou de l'événement;

6. 4. 1. 3. les circonstances de l'événement;

6. 4. 1. 4. les personnes impliquées;

6. 4. 1. 5. les renseignements liés au permis et aux assurances;

6. 4. 1. 6. l'information sur les personnes ou les services à contacter;

6. 4. 1. 7. une description des dommages.

6. 4. 2. Les superviseurs doivent signaler immédiatement au c. s.-div. les vols, pertes ou endommagements importants de biens, ou les décès ou blessures graves découlant de l'usage de ces biens.

6. 5. **Signalement des incidents impliquant des véhicules de police ou des véhicules loués**

6. 5. 1. Les services ou les personnes impliqués dans l'incident doivent en informer la Gestion régionale du parc automobile.

6. 5. 2. Le service doit prendre des dispositions pour obtenir les estimations requises auprès de concessionnaires ou d'ateliers de réparation locaux comparables. Il doit veiller à ce que seules des

pièces d'origine du fabricant soient utilisées et à ce que les estimations soient identiques pour les pièces et le service.

6. 5. 3. La Gestion du parc automobile doit, par l'intermédiaire du garage de poste, veiller à ce que les données soient inscrites au Système de gestion du parc automobile et au dossier local d'entretien du véhicule.

6. 5. 4. Si le coût des réparations dépasse 1 500 $, il faut en informer le gestionnaire du parc automobile de la DG ou le gestionnaire du garage de poste pour qu'il donne son approbation de dépasser la limite.

6. 5. 5. Dans les régions où il n'y a pas de garage de poste, le service ou l'employé doit obtenir trois estimations auprès de concessionnaires ou d'ateliers de réparation locaux et, si le coût des réparations s'élève à moins de 1 499 $, peut faire faire les réparations selon le montant estimatif le plus bas.

6. 5. 6. Dans le cas d'un montant estimatif de plus de 250 $, il faut communiquer avec ARI (fournisseur des cartes de crédit du parc automobile) pour obtenir son approbation. ARI communique, à son tour, avec le gestionnaire du parc automobile qui, en consultation avec le gestionnaire du garage de poste, détermine s'il y a lieu de faire faire les réparations.

6. 6. **Effets et équipements**

6. 6. 1. On remplace généralement, aux frais de l'État, les articles des effets et équipements achetables par retenue sur la solde, à la suite d'une perte, d'un endommagement ou d'un vol, pourvu que les circonstances soient conformes aux dispositions pertinentes de la Politique sur la gestion des risques du Conseil du Trésor.

6. 6. 1. 1. Consulter le chap. 5. du MUT concernant la rédaction de la formule 1216.

6. 6. 1. 2. L'employé doit expliquer les circonstances de la perte, du vol ou de l'endommagement sur la formule 1216 ou dans une note ci-jointe et la transmettre au Bureau régional ou divisionnaire des ressources humaines aux fins d'approbation.

6. 7. **Tout autre bien**

6. 7. 1. On doit transmettre au c. s.-div. une note donnant les circonstances de la perte, du vol ou de l'endommagement.

6. 8. **Pertes ou dommages causés par le feu**

6. 8. 1. On doit transmettre dans les vingt-quatre heures, l'original de la formule Lab/Trav 767E directement au Commissaire fédéral des incendies, au bureau régional ou de district de Développement des ressources humaines Canada.

NOTA : Signaler immédiatement tout incendie d'origine suspecte mettant en cause des biens publics.

6. 8. 2. Si des personnes ont été blessées ou tuées, on doit annexer la formule Lab/Trav 766E.

6. 8. 3. On doit transmettre le rapport d'enquête au c. s.-div. sur une note de service et y annexer la formule C-237, Lab/Trav 767E et, s'il y a lieu, la formule 766E.

6. 9. **Fausse alerte d'incendie**

6. 9. 1. On doit transmettre, dans les vingt-quatre heures, une copie du rapport d'incident par la filière habituelle au c. div. et au SDI et y inscrire :

6. 9. 1. 1. le nom et l'adresse du détachement, du service ou de la section;

6. 9. 1. 2. l'heure et la date de l'alerte;

6. 9. 1. 3. les biens en cause;

6. 9. 1. 4. la cause de la fausse alerte;

6. 9. 1. 5. les mesures prises pour éviter la répétition de l'incident;

6. 9. 1. 6. si l'équipement était défectueux, le genre et le modèle utilisés.

6. 10. **Autres pertes, vols ou endommagements**

6. 10. 1. **Généralités**

6. 10. 1. 1. Les autres pertes, vols ou endommagements doivent être signalés par écrit, par la voie hiérarchique, au c. s.-div.

6. 10. 1. 2. L'employé doit s'assurer que les formules et documents appropriés sont dûment remplis.

6. 10. 2. **C. s.-div.**

6. 10. 2. 1. S'assurer que tous les rapports d'enquête sont complets.

6. 10. 2. 2. Transmettre les documents au c. div. et y joindre les observations et recommandations qui s'imposent.

6. 10. 3. **C. div.**

6. 10. 3. 1. Si les pertes ou dommages sont légers et qu'une enquête n'est pas nécessaire, on peut conclure l'affaire en présentant les formules de commande d'effets et équipement ou une note de service.

6. 10. 3. 2. Signaler immédiatement toute perte ou tout vol d'argent à l'off. resp. de la Sect. du contrôle interne. Suivre les modalités indiquées à l'art. 8.

7. **Modalités d'examen**

7. 1. **C. div.**

7. 1. 1. Il incombe au Programme national de gestion des réclamations ou au Groupe du contentieux des affaires civiles de classer, conformément aux dispositions du présent chapitre, tout accident impliquant un véhicule appartenant à la GRC, loué par elle ou confié à ses soins, et d'informer le conducteur, par l'intermédiaire du c. div. ou de son délégué, de la catégorie définitive dans laquelle l'accident a été classé.

7. 1. 2. Le classement définitif d'un accident dans une catégorie déterminée est effectué par le Programme national de gestion des réclamations ou le Groupe du contentieux des affaires civiles en consultation avec le superviseur et l'expert national en sinistres.

7. 1. 3. Le c. div. détermine si des mesures correctives s'imposent (conseils opérationnels ou administratifs, formation) et, le cas échéant, entreprend leur mise en œuvre.

7. 1. 3. 1. Le c. div. signale les mesures correctives qui ont été prises au Programme national de gestion des réclamations à l'adresse NCMP_Claims, dans GroupWise.

8. **Pertes d'argent subies par l'État**

8. 1. **Généralités**

8. 1. 1. Par « Perte d'argent », on entend :

8. 1. 1. 1. un manque ou une perte de la petite caisse, d'autres comptes d'avances et d'avances comptables permanentes;

8. 1. 1. 2. de l'argent versé, perçu ou reçu par la GRC à titre officiel dans un but quelconque et qui serait perdu, volé, détruit ou détourné;

8. 1. 1. 3. de l'argent appartenant à autrui qui serait confié à un fonctionnaire à titre officiel dans un but quelconque et qui serait détourné ou perdu, détruit ou volé;

8. 1. 1. 4. un trop-payé ou un paiement fait par erreur, ou une dépense engagée sans autorisation à la suite :

8. 1. 1. 4. 1. de la négligence ou de l'abstention d'un employé du gouvernement;

NOTA : Dans la plupart des cas, la responsabilité est fondée sur le degré de négligence ou d'abstention, mais il arrive (p. ex. dans les cas de perte d'une avance comptable) que la responsabilité soit absolue quelle que soit la faute.

8. 1. 1. 4. 2. d'une demande frauduleuse de rémunération pour l'exécution de tâches supplémentaires, des congés rémunérés, des voyages, une réinstallation ou d'autres dépenses;

8. 1. 1. 4. 3. d'une demande frauduleuse de paiement par un fournisseur ou un entrepreneur ou toute autre personne;

8. 1. 1. 4. 4. d'une fraude informatique ou une fraude réalisée à l'aide d'une carte de crédit.

8. 1. 2. Les avances de voyage relèvent de la responsabilité directe de la personne concernée. Elles ne constituent pas une perte d'argent subie par Sa Majesté et elles ne sont pas portées aux crédits du ministère. Lorsqu'il est jugé approprié, on peut indemniser un employé pour la perte d'une avance de voyage grâce à un paiement à titre gratuit pourvu que :

8. 1. 2. 1. les conditions de l'art. 8.1.7. aient été remplies, et

8. 1. 2. 2. le CT autorise ce genre de paiement.

8. 1. 3. Pour signaler une perte d'argent, on doit inclure les renseignements suivants dans le rapport préliminaire :

8. 1. 3. 1. une description de la nature de la perte;

8. 1. 3. 2. les circonstances entourant la perte;

8. 1. 3. 3. une description de la nature de l'enquête menée ou entreprise;

8. 1. 3. 4. le nom des membres, des employés ou des personnes impliqués;

8. 1. 3. 5. si la perte a été signalée à Justice Canada et les mesures recommandées;

8. 1. 3. 6. la poursuite ou le procès entrepris et leurs résultats;

8. 1. 3. 7. la description de toute autre action prise pour discipliner un employé dont les actes ont causé la perte;

8. 1. 3. 8. la description des mesures prises pour recouvrer la perte, la somme recouvrée et la probabilité de tout recouvrement futur;

8. 1. 3. 9. la liste des coûts reliés à toute poursuite ou procès ou autres mesures prises pour le recouvrement;

8. 1. 3. 10. la description des sauvegardes prises pour empêcher toute perte future.

8. 1. 4. Il faut produire un rapport supplémentaire dans les trois mois qui suivent et un rapport final lorsque l'affaire est réglée.

8. 1. 4. 1. Les rapports supplémentaire et final ne doivent contenir que des renseignements non inscrits dans le rapport précédent.

8. 1. 5. On doit signaler toutes les pertes d'argent dans les comptes publics.

8. 1. 5. 1. Inclure tous les genres de pertes, qu'il s'agisse de la conséquence d'un acte illégal ou autre et qu'elle se soit produite à partir d'un compte bancaire ministériel ou du Fonds du revenu consolidé.

8. 1. 5. 2. On doit signaler les sommes perdues à la suite d'une infraction ou de tout autre acte illégal même si elles ont été recouvrées.

8. 1. 6. Le recouvrement d'une somme perdue est autorisé par la *Loi sur la gestion des finances publiques*; voir le par. 38(2) et les art. 76 et 78 de cette loi.

8. 1. 6. 1. Lorsqu'une omission ou un acte commis par un employé entraîne ou contribue à une perte d'argent qui lui est confié, on s'attend à ce que la personne concernée rembourse la somme perdue.

8. 1. 6. 2. On s'attend à ce que les pertes ou manques dans la petite caisse ou les avances permanentes soient normalement recouvrés de l'employé à moins :

8. 1. 6. 2. 1. qu'il n'y ait des preuves matérielles de vol, comme une introduction forcée;

8. 1. 6. 2. 2. que les modalités établies soient respectées et que le comptant soit en sûreté;

8. 1. 6. 2. 3. qu'aucun acte ou omission du conservateur n'ait contribué à la perte.

8. 1. 7. Le recouvrement d'une perte d'argent autre qu'une avance comptable peut être remis dans les conditions suivantes :

8. 1. 7. 1. Justice Canada est d'avis qu'un recouvrement n'est pas justifié; ou

8. 1. 7. 2. le ministre de la Sécurité publique autorise que la perte soit portée au crédit de la GRC.

8. 2. **Chef**

8. 2. 1. À l'annonce par un membre ou à la découverte d'une perte d'argent pendant que celui-ci était sous la responsabilité de la GRC :

8. 2. 1. 1. procéder à l'enquête requise dans les circonstances, p. ex. en cas d'effraction dans un bureau de détachement, en cas de vol;

8. 2. 1. 2. signaler immédiatement la perte par la filière habituelle au c. div.;

8. 2. 1. 3. fournir le plus de renseignements possible sur la perte. Voir l'art. 8.1.3.

8. 2. 2. Si le chef détermine que la perte a été causée par les actes d'un employé, voir l'art. 8.1.6. , il doit recouvrer la perte de la personne concernée.

8. 2. 3. Énoncer dans un rapport les résultats de son enquête et toute mesure prise pour le recouvrement de la somme perdue et le présenter par la filière habituelle au c. div.

8. 3. **Commandant divisionnaire**

8. 3. 1. Présenter un rapport préliminaire à la Direction générale, à l'att. de l'off. resp. de la Section du contrôle financier aussitôt qu'il est établi qu'une perte d'argent est survenue.

8. 3. 1. 1. S'il y a lieu, présenter un rapport supplémentaire.

8. 3. 1. 2. Présenter un rapport final à la conclusion de l'affaire.

8. 3. 2. Comme les pertes d'argent sont toutes différentes, chaque incident peut exiger l'application de techniques d'enquête diverses ou la nomination d'un enquêteur interne, suivant la complexité ou la gravité de l'affaire en cause.

8. 3. 2. 1. Demander l'avis et les conseils de Justice Canada :

8. 3. 2. 1. 1. dans les cas possibles de vol, de fraude, d'infraction ou d'acte illégal, et

8. 3. 2. 1. 2. lorsque la responsabilité d'un employé est mise en doute relativement au recouvrement de la perte. Voir l'art. 8.1.6.

8. 3. 3. Si l'enquête et les renseignements recueillis indiquent que l'employé est responsable de la perte d'argent, présenter une réclamation pour recouvrer la somme perdue de l'employé. Voir l'art. VIII.2.M.

8. 3. 4. Si Justice Canada est d'avis qu'un recouvrement n'est pas justifié, énoncer dans un rapport les détails de l'affaire tel qu'indiqué aux art. 8.3.1. et 8.3.3. ainsi que sa recommandation et ses commentaires à l'intention du Commissaire et du ministre de la Sécurité publique.

Références

- *Chapitre VIII.2., Réclamations déposées par ou contre la Couronne*
- *Politique sur la gestion des risques du Conseil du Trésor du Canada*
- *Manuel du Conseil du Trésor, Module - Gestion des programmes et fonction de contrôleur, chap. 4-7*

ANNEXE B.7 - MANUEL DE L'INFORMATIQUE
PARTIE III – INFORMATIQUE
1. NORMES SUR LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

ANNEXE III-1-2 CONTRAINTES D'USAGE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DE LA GRC

1. **Définitions**

1. Le **contrôle** englobe toutes les mesures de visualisation, d'enregistrement et d'analyse subséquente de l'activité des utilisateurs autorisés dans les systèmes de GI/TI de la GRC ou de l'utilisation de tels systèmes ainsi que d'établissement de rapports sur une telle activité ou utilisation. Il peut comprendre l'enregistrement des comptes des utilisateurs, des activités des utilisateurs, du volume d'utilisation, des sites visités, de l'information téléchargée et des ressources informatiques utilisées pour une analyse régulière du volume d'échange d'information sur les réseaux, des habitudes d'utilisation et des sites visités par certains groupes de travail ou certaines personnes, ou le fait de donner suite à un subpoena ou à tout autre processus judiciaire. L'information enregistrée et analysée ne comprend normalement pas le contenu du courrier électronique, des fichiers de données et des transmissions d'utilisateurs particuliers, mais il peut nécessiter la collecte de renseignements personnels sur certains utilisateurs et l'établissement de rapports qui comprennent des renseignements personnels afin de déterminer si une activité illégale ou inacceptable a eu lieu.

2. Les **examens de conformité de la sécurité des systèmes d'information** désigne le Programme d'examen de conformité de la sécurité des systèmes d'information de la GRC. Le programme vise à s'assurer que les employés de la GRC respectent la politique de la GRC, la politique de Gestion de la sécurité des technologies de l'information du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et les mesures de sécurité concernant la protection des renseignements de nature délicate. Les examens consistent à vérifier au hasard les serveurs ou l'information contenue dans les disques durs des postes de travail des employés. Les examens permettent à la GRC d'évaluer la sécurité de la TI et de remédier aux lacunes.

2. **Généralités**

1. Le matériel, le logiciel et les systèmes de gestion de l'information (GI) et de technologie de l'information (TI) de la GRC, p. ex. les ordinateurs portatifs, les ordinateurs de bureau, le gros ordinateur, les réseaux, le courrier électronique, ont pour but de soutenir les activités administratives et opérationnelles de la GRC ainsi que les activités officielles des Services nationaux de police (SNP).

2. L'utilisation des systèmes de GI/TI de la GRC est limitée aux employés de la GRC, aux organismes autorisés et à leurs agents qui travaillent au nom de la GRC et aux organismes autorisés et à leurs agents encadrés par les SNP.

3. L'accès aux systèmes de GI/TI de la GRC est limité aux activités administratives et opérationnelles de la GRC et des SNP et aux fonctions spécialement conçues pour ces systèmes.

4. L'utilisation des systèmes de GI/TI de la GRC à des fins personnelles, de loisir personnel ou illégales ou pour le stockage de renseignements non liés au travail est interdite.

5. Les organismes extérieurs qui utilisent les systèmes de GI/TI de la GRC sont responsables des actes de leurs employés et de toute autre personne qui agit en leur nom.

6. La GRC contrôle l'utilisation des systèmes de GI/TI de la GRC et effectue des examens de conformité afin de s'assurer que les directives du gouvernement et de la GRC en matière de sécurité sont respectées et convenablement utilisées et que l'intégrité des systèmes est préservée. La GRC contrôle au hasard l'utilisation courante et l'utilisation individuelle des réseaux.

7. Tous les logiciels et le matériel utilisés dans les systèmes de GI/TI de la GRC ou qui y sont

connectés doivent être approuvés par l'agent régional de l'informatique (ARO) ou son représentant. Un logiciel ne peut être téléchargé de l'Internet par le personnel autorisé que s'il est lié au travail et qu'il a été approuvé par l'ARO ou son représentant. Tous les logiciels et le matériel doivent être configurés en fonction des normes nationales de la GRC.

8. Avant qu'ils soient utilisés dans un système de GI/TI de la GRC, tous les fichiers contenus dans un support externe, p. ex. une disquette, un CD, un bâtonnet de mémoire USB, doivent être balayés par un détecteur de virus approuvé par l'agent de sécurité pour le ministère (ASM), afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus.

9. Les utilisateurs d'ordinateurs portatifs doivent en assurer la protection ainsi que des données qu'ils contiennent. Les utilisateurs qui voyagent à l'extérieur de l'Amérique du Nord doivent chiffrer le disque dur de leur ordinateur portatif au moyen du logiciel de chiffrement approuvé par l'ASM.

10. Les jetons USB qui contiennent les clés de chiffrement de l'utilisateur ne doivent pas être laissés sans surveillance au poste de travail. Lorsque le jeton est inutilisé, on doit le mettre sous clé dans un contenant approuvé ou le conserver sur soi. Communiquer avec la Sect. de la sécurité matérielle, SDSM pour obtenir les spécifications du contenant. Communiquer immédiatement avec le Bureau d'assistance en cas de perte ou de vol du jeton.

3. **Systèmes de la GRC et des SNP**

1. Seuls les ordinateurs de bureau et les ordinateurs portatifs approuvés par l'ARI ou son représentant peuvent être connectés aux systèmes de GI/TI de la GRC.

1. Lorsqu'un ordinateur de bureau est relié au réseau, on ne doit pas le déplacer ailleurs. Toutes les demandes de déplacement doivent être présentées à l'administrateur RL ou au Bureau d'assistance.

2. L'utilisateur ne doit pas modifier la configuration du poste de travail. Toutes les demandes de modification des configurations doivent être présentées à l'administrateur RL ou au Bureau d'assistance.

2. L'administrateur RL ou un employé ayant obtenu l'autorisation de l'ARI ou de son représentant installe les logiciels dans les systèmes de GI/TI de la GRC.

3. La configuration normalisée des systèmes de GI/TI de la GRC permet de stocker et de transmettre les données allant jusqu'au niveau Protégé A. Il faut avoir recours au chiffrement approuvé pour stocker ou transmettre les données Protégé B. Les données de cote supérieure doivent être traitées au moyen d'un système de sécurité de la GI/TI approuvé.

4. On doit attribuer aux données sauvegardées sur le matériel amovible, p. ex. disque souple, disque dur amovible, disque optique, bâtonnet de mémoire USB, le niveau de la nature délicate le plus élevé de ces données. L'employé doit avoir recours au chiffrement approuvé ou à la sécurité matérielle, ou aux deux. On doit étiqueter les supports d'information selon le niveau le plus élevé des données qu'ils contiennent.

5. Les logiciels des systèmes de GI/TI de la GRC sont couverts par le Programme de concession de licences de la GRC. Toute copie non autorisée des programmes logiciels peut donner lieu à des poursuites, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*. Il est interdit d'utiliser des logiciels non brevetés dans les systèmes de GI/TI de la GRC.

6. Il incombe à l'utilisateur d'effectuer des copies de sauvegarde des données stockées sur les postes de travail locaux. Il convient d'utiliser un dispositif amovible pour y sauvegarder les données.

7. Le système ROSS ne doit pas remplacer le système des dossiers de la GRC. Toutes données satisfaisant aux critères précisés dans le chap. IV.1. du MI au sujet des **documents** doivent être

classées dans un dossier officiel de la GRC. Il incombe à l'utilisateur d'éliminer les données superflues des lecteurs communs ou personnels du système ROSS.

8. Le système de courrier électronique de la GRC (GroupWise) sert uniquement à transmettre le courrier électronique. Tout message électronique satisfaisant aux critères précisés dans le chap. IV.1. du MI doit être classé dans un dossier officiel de la GRC. Le système conservera ces messages pour une période maximale de 90 jours. L'utilisateur qui désire conserver ses messages de plus de 90 jours peut les stocker (archiver) sur son disque dur local, conformément à l'art. 3.6.

9. Lorsqu'on utilise le courrier électronique sur les systèmes de GI/TI de la GRC :

1. Si on s'absente durant une période pouvant aller jusqu'à trois mois, désigner un mandataire afin de prendre connaissance de ses messages et d'y donner suite ou de les transmettre à une autre personne pour qu'elle y donne suite.

2. Si on s'absente pendant plus de trois mois, créer une règle pour avoir une réponse automatique aux messages électroniques et désigner un mandataire afin de prendre connaissance de ses messages et d'y donner suite ou de les transmettre à une autre personne pour qu'elle y donne suite.

3. Faire attention en activant la fonction de réponse automatique (règle). Une erreur peut paralyser le système local. Communiquer avec le Bureau d'assistance pour obtenir l'aide nécessaire.

4. Les pièces jointes de plus de 100 Ko ne doivent être envoyées que durant les heures de faible encombrement, après 15 heures (heure locale). Ces messages, y compris les pièces jointes, ne doivent pas dépasser 5 Mo.

10. Les avis d'absence :

1. doivent être dans les deux langues officielles lorsque le profil linguistique du poste l'exige, conformément à la Directive sur l'utilisation des langues officielles dans les communications électroniques;

2. doivent contenir très peu de détails sur les circonstances et le titre du poste;

3. doivent fournir le nom d'une autre personne-ressource au sein de l'organisme pour répondre aux demandes de renseignements;

4. ne doivent pas contenir le message original, des renseignements de nature délicate et des pièces jointes.

11. Lorsqu'on s'absente de son poste de travail pendant moins de quatre heures :

1. Verrouiller le poste de travail, c.-à-d. Ctrl + Alt + Delete, suivi de la touche Enter.

2. Régler l'économiseur d'écran et l'option Mot de passe de façon à ce qu'ils se déclenchent après dix minutes d'inactivité.

12. On doit fermer les systèmes de GI/TI de la GRC si on quitte son poste de travail pendant plus de quatre heures.

4. **Courrier électronique externe (Internet)**

1. Ne pas transmettre de renseignements protégés sur des systèmes autres que les systèmes de chiffrement approuvés par l'ASM. La transmission de renseignements classifiés ou Protégé C par le courrier électronique externe est interdit.

2. Les messages avec annexes envoyés sur l'Internet sont limités à 5 Mo.

3. Ne pas donner suite à des demandes officielles sans vérifier l'identité de l'auteur de la demande et la validité de cette dernière.

4. L'accès aux sites de courrier Internet, p. ex. Hot Mail, messagerie instantanée, à partir des systèmes de GI/TI de la GRC est interdit. Utiliser son compte GroupWise pour tout le courrier électronique interne et externe.

5. Afin de réduire le risque de recevoir des messages non sollicités (pourriel), être prudent lorsqu'on divulgue son adresse électronique.

5. **Utilisation des réseaux privés virtuels (VPN)**

1. Utiliser la configuration approuvée par le DPI.

2. Dans les immeubles de la GRC (zone des opérations ou zone supérieure), terminer la séance VPN si on prévoit laisser le poste de travail sans surveillance pendant plus d'une heure.

3. Dans tout autre lieu (p. ex. maison, chambre d'hôtel), terminer la séance VPN immédiatement lorsque le poste de travail est laissé sans surveillance.

4. Être conscient du fait que son poste de travail est en direct et vulnérable sur l'Internet jusqu'à ce qu'on commence la séance VPN et immédiatement après avoir terminé la séance VPN. Débrancher physiquement son poste de travail de l'Internet lorsqu'on ne l'utilise pas.

6. **Accès Internet (autre que le courrier électronique)**

1. L'accès aux services Internet ne doit se faire qu'au moyen :

    1. de postes de travail autonomes par l'entremise d'un fournisseur de service Internet;

    2. de réseaux privés approuvés par l'ASM qui ne sont interconnectés à aucun autre réseau de la GRC;

    3. de postes disques durs amovibles approuvés où un disque dur est utilisé exclusivement pour l'accès Internet et les renseignements non sensibles;

    4. de postes de travail configurés par la GRC et utilisant l'Intranet de la GRC (InfoWeb).

2. La diffusion des informations de la GRC, y compris les photographies, sur tout site Internet doit être approuvée par le niveau de gestion précisé dans les manuels de la GRC ou, en l'absence de telles politiques, par le niveau de gestion responsable de la création de ces informations. Les renseignements iés à la GRC ne doivent pas être communiqués en ligne dans des lieux tels que les bavardoirs et les blogues (carnets Web).

3. Seuls les renseignements non sensibles peuvent être transmis en texte clair sur le réseau Internet. Les renseignements protégés ou classifiés ne doivent être transmis qu'au moyen de systèmes de chiffrement approuvés par l'ASM.

Reconnaissance des responsabilités

J'ai lu les contraintes d'usage des technologies de l'information de la GRC et j'accepte de m'y conformer.

Employé :	Témoin (superviseur ou gestionnaire) :
Signature : _____	Signature : _____
Nom (en caractères d'imprimerie) : _____	Nom (en caractères d'imprimerie) : _____
Date : _____	Date : _____
AAAA-MM-JJ	AAAA-MM-JJ

(Une fois signé, classer avec la formule 2871)

ANNEXE C
ATTESTATION DE L'EMPLOYÉ(E) DÉTACHÉ(E)

Prénom et Nom de l'employé(e) détaché(e) : _____

Grade / Rang : _____

Date de début du détachement : _____

Date de fin du détachement : _____

Poste occupé pendant son prêt : _____ (voir Annexe A)

Lieu du détachement : GRC, 4225, boul. Dorchester, Westmount, Qc, H3Z 1V5

ATTESTATION DE L'EMPLOYÉ(E) DÉTACHÉ(E)

J'ai lu et je comprends l'objet et les modalités de la présente Entente de détachement intervenue entre la Ville de Montréal et la GRC, incluant ce qui est prévu à ses Annexes A et B et j'accepte de m'y conformer.

J'accepte d'être affecté(e) à l'ÉISN de Montréal et d'y exercer les fonctions prévues pour la durée mentionnée plus haut et de respecter les conditions et modalités énoncées dans les présentes.

Je reconnais que je demeure, pour toute la durée de mon prêt, un(e) employé(e) de la Ville de Montréal, que je suis couvert(e) par l'accréditation et la convention collective intervenue entre la Ville de Montréal et la Fraternité des policiers et policières de la Ville de Montréal et renonce à contester ce statut.

Signé à_____, province de Québec, le _____2018.

_____
(Grade, Prénom, Nom)
Service de police de la Ville de Montréal
Détaché auprès de l'ÉISN de Montréal

Signé à_____, province de Québec, le _____2018.

_____
Martin Prud'homme
Directeur
Service de police de la Ville de Montréal

Signé à_____, province de Québec, le _____2018.

_____
Claude Castonguay
Surintendant principal
Officier responsable des Enquêtes criminelles
Division « C » de la GRC

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175326002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , -
Objet :	Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un maximum de quatre (4) policiers à l'Équipe intégrée relative à la sécurité nationale (EISN) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), pour une durée de trois (3) ans, à compter du 25 septembre 2017, avec la possibilité d'une prolongation pour une durée maximale d'une année ; et le maintien de l'augmentation temporaire de l'effectif policier permanent de deux (2) postes pour la même période. Deux (2) poste sont financés par la GRC et deux (2) autres sont aux frais du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1175326002 EISN.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Thi Ly PHUNG
Conseillère budgétaire
Tél : 514-280-9146

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-16

Line DESJARDINS
Chef d'équipe
Tél : 514 280-2192
Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.01

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1185075005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Nomination des membres du Comité technique tel que prévu au règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002)

Il est recommandé,
de nommer, à compter du 31 janvier 2019 et pour une période de deux ans, à titre de membres du comité technique, tel que prévu au règlement RCG 05-002 du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées, les personnes suivantes :

Membres provenant de la Ville de Montréal:

- monsieur Hervé Logé, président du comité, chef de division, Division de la gestion durable de l'eau, Service de l'eau;
- madame Christianne Cyrenne, directrice des travaux publics, arrondissement de LaSalle;
- monsieur Jean-François Dubuc, chef de division, Direction de l'eau potable, Service de l'eau;
- monsieur Alain Dufresne, directeur des travaux publics, arrondissement de Ville-Marie;
- monsieur Patrice Langevin, surintendant, Direction de l'épuration des eaux usées, Service de l'eau;

Membres provenant des autres municipalités liées:

- madame Ava L. Couch, directrice générale, Ville de Mont-Royal;
- monsieur Erik Rolland, directeur des travaux publics, Ville de Pointe-Claire;
- monsieur Carl Minville, directeur des travaux publics, Ville de Dorval;
- monsieur Charles Senekal, directeur, Service de l'ingénierie et de l'urbanisme, Ville de Côte-Saint-Luc.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-20 09:18

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185075005**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Nomination des membres du Comité technique tel que prévu au règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002)

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'agglomération a adopté le règlement RCG 05-002 - Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées. Le règlement prévoit à l'article 10 la formation d'un comité technique.
La composition du comité, tel que prévu à l'article 11, est comme suit: neuf membres choisis parmi les employés des municipalités liées dont cinq membres proviennent de la Ville de Montréal et quatre membres proviennent des autres municipalités liées. L'article 12 prévoit que le conseil d'agglomération nomme les membres du comité et précise la durée de leur mandat au moment de leur nomination.

Le rôle du comité, selon l'article 13, est :

1. de proposer, le cas échéant, des mises à jour ou des modifications du guide d'entretien contenu à l'annexe C du règlement;

2. d'établir et, s'il y a lieu, de mettre à jour le format du rapport annuel exigé en vertu du paragraphe 5 de l'article 4 du règlement;

3. d'analyser les rapports annuels des municipalités liées et faire un rapport consolidé au conseil d'agglomération;

4. de soumettre toute recommandation qu'il juge appropriée relativement à l'application du présent règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0034 - 26 janvier 2017 - Nomination des membres du comité technique tel que prévu au règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002).
CG15 0060 - 29 janvier 2015 - Nomination des membres du comité technique tel que prévu au règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002).

DESCRIPTION

À la demande de monsieur Patrice Langlois, directeur adjoint, Gestion du territoire, Ville de Pointe-Claire, un poste doit être comblé à titre de membre représentant des villes liées. À cet effet, les directeurs généraux des villes liées ont proposé la candidature de monsieur Erik Rolland, directeur des travaux publics à la Ville de Pointe-Claire, afin d'assurer le remplacement de monsieur Langlois. Les membres du comité appuient cette proposition.
Le mandat des autres membres du comité arrivant à échéance en janvier 2019, le Service de l'eau propose de nommer, pour une période de deux ans se terminant en janvier 2021, les représentants suivants :

Membres provenant de la Ville de Montréal:

- monsieur Hervé Logé, président du comité, chef de division, Division de la gestion durable de l'eau, Service de l'eau;
- madame Christianne Cyrenne, directrice des travaux publics, arrondissement de LaSalle;
- monsieur Jean-François Dubuc, chef de division, Direction de l'eau potable, Service de l'eau;
- monsieur Alain Dufresne, directeur des travaux publics, arrondissement de Ville-Marie;
- monsieur Patrice Langevin, surintendant, Direction de l'épuration des eaux usées, Service de l'eau;

Membres provenant des autres municipalités liées:

- madame Ava L. Couch, directrice générale, Ville de Mont-Royal;
- monsieur Erik Rolland, directeur des travaux publics, Ville de Pointe-Claire;
- monsieur Carl Minville, directeur des travaux publics, Ville de Dorval;
- monsieur Charles Senekal, directeur, Service de l’ingénierie et de l’urbanisme, Ville de Côte-Saint-Luc.

JUSTIFICATION

Conformément à l'article 11 du règlement RCG 05-002 qui régit la composition du comité technique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'agglomération : Janvier 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Patrice LANGEVIN, Service de l'eau
Ava L. COUCH, Ville de Mont-Royal
Christianne CYRENNE, LaSalle
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Jean-François DUBUC, 18 décembre 2018
Christianne CYRENNE, 17 décembre 2018
Alain DUFRESNE, 17 décembre 2018
Patrice LANGEVIN, 17 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MARIN
Agente technique

Tél : 514-280-0179
Télécop. : 514-872-3587

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-17

Hervé LOGÉ
Chef de division Gestion durable de l'eau

Tél : 514-872-3944
Télécop. : 514 872 8827

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2018-12-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2018-12-19

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.02

2019/01/31 17:00

(1)

Dossier # : 1188021004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Compétence d'agglomération :	Conseil des Arts
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de monsieur Philippe Lambert, en remplacement de madame Marie-Christine Lê-Huu à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal.

Il est recommandé:
- d'approuver la nomination de monsieur Philippe Lambert, en remplacement de madame Marie-Christine Lê-Huu à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-07 11:28

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1188021004**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Compétence d'agglomération :	Conseil des Arts
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de monsieur Philippe Lambert, en remplacement de madame Marie-Christine Lê-Huu à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil des arts de Montréal (CAM) est au service du milieu artistique de la métropole depuis 1956. Son rôle métropolitain est reconnu par sa compétence de niveau agglomération par la Charte de la Ville de Montréal. Ses membres sont déterminés à l'interne et par consultation avec le milieu culturel tel que l'extrait suivant de la Charte le démontre par les trois articles suivants :
231.4 : Le Conseil des arts détermine, par un règlement soumis à l'approbation du conseil d'agglomération, le nombre de ses membres, les qualifications qu'ils doivent posséder, la durée de leur mandat, ainsi que l'époque et le mode de leur nomination et de leur remplacement. Il détermine également, de la même façon, ses règles de régie interne et de fonctionnement et la procédure à suivre lors de ses assemblées.

231.5. Les membres du Conseil des arts doivent être des citoyens canadiens domiciliés dans l'agglomération de Montréal.

231.6. Après consultation d'organismes qu'il considère représentatifs du milieu des arts, le conseil d'agglomération nomme, par une décision prise aux 2/3 des voix exprimées, les membres du Conseil des arts et parmi eux, un président et deux vice-présidents.

En vertu du règlement 51-1 relatif au CAM (règlement 51 de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal, modifié), le mandat des membres du conseil d'administration du Conseil est de trois ans à compter de la date de leur nomination. Le mandat des membres peut être renouvelé une seule fois pour une durée de trois ans.

Les actions du CAM s'inscrivent dans le cadre de la Charte de Montréal, la Politique de développement culturel et le Plan d'action 2007-2017 Montréal métropole culturelle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0474 du 23 août 2018 - Approuver les nominations de Madame Nadia Drouin, en remplacement de monsieur Nassib El Husseini, madame Nadine Gomez en remplacement de monsieur Philippe Baylaucq, de madame Katia Grubisic en remplacement de madame Hélène Messier et de monsieur Charles Milliard en remplacement de madame Liza Frulla à titre de membres du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal, le renouvellement de mandat, pour trois (3) ans, de monsieur Francis Guimond, et la nomination de monsieur Hugues Sweeney à titre de deuxième vice-président en remplacement de monsieur Philippe Baylaucq.

CG17 0404 du 28 août 2017 - Approuver la nomination de madame Hannah Claus à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal.

CG17 0216 du 18 mai 2017 - Approuver la nomination de monsieur Gideon Arthurs, à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal en remplacement de madame Annabel Soutar, et le renouvellement, pour un mandat de trois ans, des nominations de madame Madeleine Féquière, à titre de première vice-présidente, de monsieur Jean-Fryderyk Pleszczynski, à titre de président, de monsieur Hugues Sweeney, à titre de président du comité arts numériques, et de madame Johanne Turbide, à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal.

CG16 0759 du 22 décembre 2016 - Approuver la nomination de madame Agathe Alie à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal, en remplacement de madame Madeleine Careau.

CG16 0098 du 28 janvier 2016 - Rendre officielle les nominations de madame Madeleine Féquière , à titre de première vice-présidente et Philippe Baylaucq, à titre de deuxième vice-président du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal

CG15 0724 du 11 novembre 2015 - Approuver les nominations de messieurs Harold Faustin et Philippe Lambert, à titre de membres du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal

CG15 0329 du 30 avril 2015 - Approuver les nominations de madame Hélène Messier et messieurs Eric Fournier et Francis Guimond, à titre de membres du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal.

CG15 0061 du 29 janvier 2015 - Approuver les nominations de mesdames Pascale Labrie et Marie-Christine Dufour, à titre de membres du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal; reconduire pour un deuxième mandat de trois ans, madame Karla Etienne et monsieur Jean-Pierre Desrosiers, à titre de membres; reconduire pour un deuxième mandat de trois ans, M. Philippe Baylaucq à titre de vice-président.

CG14 0176 du 27 mars 2014 - Approuver les nominations au conseil d'administration à titre de président, M. Jan-Fryderyk Pleszczynski, vice-présidente, Mme Madeleine Féquière, vice-président, M. Philippe Baylaucq et de membres Mme Johanne Turbide et M. Hughes Sweeney au Conseil des arts de Montréal.

CG13 0433 du 26 septembre 2013 - Approuver les nominations de Mme Annabel Soutar et de M. Michel de la Chenelière à titre de membres du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal.

CG12 0327 du 23 août 2012 - Approuver les nominations de messieurs Ben Marc Dienderé et Nassib El Husseini,à titre de membres du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal.

CG12 1030 du 19 avril 2012 - Approuver la nomination de Mme Manon Blanchette,à titre de membres du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal.

DESCRIPTION

Il est proposé de nommer au conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal, à titre de membre, monsieur Philippe Lambert en remplacement de madame Marie-Christine Lê-Huu.
La note biographique de monsieur Philippe Lambert ainsi que le tableau des nominations et l'extrait du procès-verbal de l'assemblée des membres du conseil d'administration du CAM, se trouvent en pièces jointes.

JUSTIFICATION

Le conseil d'administration (CA) du CAM est composé de membres bénévoles, majoritairement issus du milieu culturel mais aussi du monde de l'éducation et des affaires. Depuis 2016, un représentant de la Ville est observateur et non plus membre du CA.
Par le passé, le choix des nouveaux membres se faisait en fonction des besoins disciplinaires à combler au sein du Conseil car les membres du Conseil eux-mêmes étaient alors appelés à analyser les demandes de subvention provenant des différents secteurs artistiques. Depuis septembre 2009, le fonctionnement du Conseil a été modifié avec la mise en place de comités de pairs, issus du milieu artistique, qui sont désormais responsables de l'évaluation des demandes de subvention.

Le processus de sélection se déroule comme suit: un comité de gouvernance et de nominations - sur lequel siègent des membres du CA et des membres externes - examine les recommandations faites par différents acteurs des milieux culturels, des affaires, de l'éducation, d'associations disciplinaires, de Culture Montréal, de la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain, etc. Les propositions sont examinées afin de correspondre à des principes d'équité et de parité, de diversité culturelle et générationnelle. De plus, le comité veille à refléter l'ensemble des secteurs artistiques et à intégrer des représentants provenant de toutes les tailles d'organisations. Les membres du comité de gouvernance et de nominations votent sur les propositions qui sont ensuite soumises en recommandation aux instances décisionnelles de la Ville (CE, CM, CG) pour approbation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ces recommandations n'ont aucun impact financier puisque les membres du conseil d'administration du Conseil des Arts de Montréal agissent à titre bénévole.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville appuie la reconnaissance de la culture comme quatrième pilier du développement durable. Le Conseil des arts de Montréal est un acteur de premier plan pour le développement du secteur artistique contribuant directement au développement de la métropole.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Conseil des arts de Montréal joue un rôle majeur dans le développement culturel de l'agglomération.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie MAILLÉ, Conseil des Arts

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève TRÉPANIER
Agente de développement culturel

Tél : 514 868-5020
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-20

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice

Tél : 514-872-4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2019-01-07

Membres du Conseil des arts de Montréal
et mandats
Novembre

	Nom	Fonction	Mandat	Date échéance	Statut	Homme / Femme
1.	Agathe Alie	Membre	1er	Décembre 2019		F
2.	Gideon Arthurs	Membre	1er	Mai 2020		H
3.	Jennifer Bourdages	Membre	1er	Janvier 2021		F
4.	Hannah Claus	Membre	1er	Août 2020		F
5.	Ben Marc Dienderé	Membre	2e	Août 2018		H
6.	Nadia Drouin	Membre	1er	Août 2021		F
7.	Marie-Christine Dufour	Membre	1er	Janvier 2021		F
8.	Karla Étienne	Membre	2e	Janvier 2018		F
9.	Madeleine Féquière	Vice-présidente	2e	Mars 2020	1ère vice-présidente	F
10.	~~Éric Fournier~~ Poste à combler	~~Membre~~	~~1er~~	~~Avril 2018~~		~~H~~
11.	Sylvie François	Membre	1er	Janvier 2021		F
12.	Nadine Gomez	Membre	1er	Août 2021		F
13.	Nadia Grubisic	Membre	1er	Août 2021		F
14.	Francis Guimond	Membre	2e	Août 2021		H
15.	~~Marie-Christine Lê-Huu~~ Philippe Lambert	~~Membre~~ Membre	~~1er~~ 1er	~~Sept 2018~~		~~F~~ H
16.	Charles Milliard	Membre	1er	Août 2021		H
17.	Matthieu Perrier	Membre du comité exécutif - Trésorier	Représentant du Trésorier de la Ville	Octobre 2018		H
18.	Jan-Fryderyk Pleszczynski	Président	2e	Décembre 2020	Président	H
19.	Hughes Sweeney	Membre	2e	Mars 2020	2e vice-président	H
20.	Johanne Turbide	Membre	2e	Mars 2020		F
21.	Poste à combler					

Répartition équité :
Hommes : 8
Femmes : 11
2 postes à combler

curriculum vitae
Metteur en scène/enseignement

Philippe Lambert

- Promotion 1996 de l'École Nationale de Théâtre (interprétation).
- Stage de jeu caméra : Actor's Center, Sydney, Australie, automne 2001.

SOMMAIRE D'EXPÉRIENCE ET COMPÉTENCES

Depuis 2007, adjoint à la direction artistique Théâtre La Manufacture/Licorne. Mise sur pied des saisons théâtrales et suivi artistique des productions. Développement dramaturgique avec les auteurs en résidence. Participation à la rédaction des demandes de subventions.

Bientôt vingt ans d'expérience comme metteur en scène à explorer le répertoire classique et contemporain autant dans le milieu professionnel que dans les écoles de théâtre.

Présent comme acteur dans de nombreuses productions télévisuelles, cinématographiques et théâtrales et membre de différents comités d'évaluations des Conseils des arts.

Mise en scène / dramaturgie / enseignement

2015 Mise en scène de ***Voiture américaine*** de Catherine Léger présenté au Théâtre La Licorne produit par le Théâtre de la banquette arrière (Aut-2015).

2015 Mise en scène de ***Normal*** de Jean-Philippe Lehoux présenté au Théâtre La Licorne produit par le Théâtre Hors Taxes (Aut-2015).

2015 Mise en scène de ***Cuisiner avec Elvis*** de Lee Hall présenté au Théâtre La Licorne produit par Urbi & Orbi (Hiver-2015).

2014 Mise en lecture de trois pièces québécoises en traduction anglaise au Traverse Theatre d'Édimbourg dans le cadre de l'événement Québec/Écosse (Aut-2014).

2014 Mise en scène de ***Napoléon voyage*** de Jean-Philippe Lehoux présenté au Théâtre La Licorne produit par le Théâtre Hors Taxes (Aut-2014).

2014 Mise en scène de ***J'ai perdu mon mari*** de Catherine Léger pour les productions À tour de rôle de Carleton (Été 2014).

2014 Membre pour trois ans du comité d'évaluation en théâtre du Conseil des arts de Montréal.

2013 Mise en scène de ***Minuit Chrétien*** de François Tilly avec les finissants de l'École de Théâtre de St-Hyacinthe. (Aut-2013)

2013 Membre du comité d'évaluation au Conseil des arts et lettres du Québec pour les demandes aux projets.

2013 Chargé de cours (Techniques de jeu réaliste) avec les étudiants de 3ième année en enseignement à l'École Supérieure de Théâtre de l'UQAM (Hiver-2013).

2012 Membre du comité de négociation de l'entente metteur en scène entre l'UDA et TUEJ.

2012 Mise en scène de ***Pervers*** de Stacey Gregg au Théâtre La Licorne produit par le Théâtre de La Manufacture.

2012 Mise en scène de ***Midsummer, une pièce et neuf chansons*** de David Greig au Théâtre La Licorne produit par le Théâtre de La Manufacture (Reprise en 2013, 2014 et 2015).

2012 Chargé de cours (Techniques de jeu réaliste) avec les étudiants de 3ième année en enseignement à l'École Supérieure de Théâtre de l'UQAM (Hiver-2012).

2011 Mise en scène de ***L'Éveil du printemps*** de Frank Wedekind avec les étudiants de 1ères année interprétation à l'École Supérieure de Théâtre de l'UQAM (Hiver-2011).

2011 Mise en scène de ***La persistance du sable*** de Marcel Romain Thériault, co-produit par le Théâtre populaire d'Acadie (Caraquet) et le Théâtre du Tandem (Rouyn).

2011 Chargé de cours (Techniques de jeu réaliste) avec les étudiants de 3ième année en enseignement à l'École Supérieure de Théâtre de l'UQAM (Hiver-2011).

2010 Mise en scène de ***Mars et Vénus*** de Stéphane E. Roy et Sylvain Laroque au Théâtre Marcellin-Champagnat à Laval (Été 2010).

2010 Membre du comité d'évaluation au Conseil des arts du Canada pour les demandes aux projets.

2010 Mise en scène des soirées Théâtre à lire organisées par le CEAD et la grande Bibliothèque (de 2010 à 2013).

2009 Mise en scène de ***Sac à sacs*** de Jean-François Nadeau produit par Le Petit Théâtre du Nord (été 2009).

2009 Mise en scène de la pièce ***Les Estivants*** avec les finissants en interprétation de l'École Supérieure de Théâtre de l'UQAM (Hiver-2009).

2009 Chargé de cours (Techniques de jeu réaliste) avec les étudiants de 3ième année en enseignement à l'École Supérieure de Théâtre de l'UQAM (Aut-2009).

2009 Mise en scène de ***Rearview*** de Gilles-Poulin Denis, produit par la troupe du jour de Saskatoon et présenté en tournée à travers le Canada en 2009 et 2010.

2009 Mise en scène de la pièce ***J'aurais voulu être un artiste*** présenté au Théâtre La Licorne, produit par Les collègues précaires.

2008 Mise en lecture de la pièce ***www.désir*** de René Gingras pour le FTA dans le cadre de la série *Les Mots du Théâtre* présenté par le CEAD.

2008 Mise en scène du spectacle des humoristes 1ères année pour l'École Nationale de l'Humour.

2007 Chargé de cours (Techniques de jeu réaliste) avec les étudiants de 3ième année en enseignement à l'École Supérieure de Théâtre de l'UQAM (Aut-2007).

2007 Mise en scène de ***Un Sofa dans le parc*** de Martin Doyon pour le Théâtre des Tournesols de Cowansville (Été 2007).

2007 Mise en scène de ***Semi-Détaché***, de Fanny Britt, Nico Gagnon et Stéphane Hogue produit par Le Petit Théâtre du Nord (Été 2007).

2007 Mise en scène du spectacle des humoristes 1ères année pour l'École Nationale de l'Humour.

2007 Mise en scène de ***Musée Haut, Musée Bas*** de Jean-Michel Ribes avec les étudiants de 1ères année interprétation à l'École Supérieure de Théâtre de l'UQAM (Hiver-2007).

2006 Mise en lecture de la pièce ***Voiture Américaine*** de Catherine Léger (lauréate du prix Gratien Gélinas) lors de la Semaine de la Dramaturgie présentée par le CEAD.

2006 Mise en scène de la pièce ***Les Points Tournants*** de Stephen Greenhorn au Théâtre La Licorne, produit par le Théâtre de la Manufacture (Reprise et tournée à l'hiver 2009).

2006 Professeur invité è l'École Nationale de Théâtre. Mise en scène d'un collage de textes de Michel Tremblay avec les étudiants en interprétation de 2ième année.

2006 Mise en scène de ***Beaver*** de Claudia Dey au Théâtre La Licorne, produit par Urbi & Orbi.

2005 Mise en scène de ***Coin St-Laurent*** (collectif d'auteurs) au Théâtre La Licorne, produit par Urbi & Orbi (reprise au printemps 2007).

2005 Mise en scène de l'Exercice d'ensemble à l'École Nationale de Théâtre avec les étudiants de 1ères années de toutes les sections (aussi en 2006).

2005 Mise en scène de l'exercice public des étudiants de 1ères année en critique & dramaturgie à l'École Supérieure de Théâtre de l'UQAM (automne 2005).

2004 Mise en scène et co-écriture du spectacle de La Roulotte 2004 présenté par la Ville de Montréal : ***La Grande Traversée*.**

2004 Mise en lecture en anglais de la pièce ***Cheech*** de François Létourneau dans le cadre du Festival On the Verge d'Edmonton.

2004 Résidence de mise en scène au théâtre PàP pour la saison 2003-2004 et assistant de Claude Poissant sur la production ***Louisiane Nord*.**

2004 Direction artistique de la soirée "Hommage aux Héros" de la Fondation Farha (également en 2005).

2004 Mise en lecture de la pièce ***Reliquaire*** de Mélissa Déslande et Émilie Gauvin à l'Espace Go, présentée par le Théâtre PàP.

2004 Participation à l'écriture des textes du Gala des Masques.

2003 Mise en lecture de la pièce ***Agnita*** de François Godin lors de la Semaine de la Dramaturgie présentée par le CEAD. Reprise au Festival Annuel d'Innovation Théâtrale 2004.

2003 Mise en scène du spectacle de La Roulotte 2003 présenté par la Ville de Montréal : ***Capitaine Fracasse*,** adapté par Jean-Stéphane Roy.

2002 Mise en scène de la pièce ***Vie de Chat*** de Steve Laplante, présentée par les Productions À tour de Rôle de Carleton (été 2002).

2000 Mise en scène de la pièce ***Entre-Deux*** de Steve Laplante présentée par le Théâtre Quatre/Corps de Châteauguay.

2000 Mise en scène de la pièce ***Le temps court, Marithé*** de François-Étienne Paré, présentée par le Théâtre du P'tit Loup et la Maison des Arts de Laval.

1999 Mise en scène de la pièce ***À la Conquête du Soleil*** de François Tardif, présentée par le Théâtre du P'tit Loup et la Maison des Arts de Laval.

1999 Mise en scène de la pièce ***Et puis après ?*** de Guillaume Lemée, présentée par la compagnie du Théâtrium de Drummondville (Été 1999).

1998 Mise en scène de la pièce ***Entre-Deux*** de Steve Laplante, présentée par la compagnie du Théâtrium de Drummondville (Été 1998).

1997 Mise en scène de la pièce ***l'histoire du vieux Pat*** de Steve Laplante, présentée par la compagnie du Théâtrium de Drummondville (Été 1997).

CONSEIL
DES ARTS
DE MONTRÉAL

CA18-06

EXTRAIT du procès-verbal de l'assemblée des membres du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal, tenue le mercredi 28 novembre 2018, à 16 heures, à la salle du Conseil, au 1210, rue Sherbrooke Est, niveau 0, à Montréal.

Nominations

ATTENDU QUE le comité de gouvernance et nominations s'est réuni le jeudi 25 octobre 2018;

ATTENDU QU'UN membre du conseil d'administration du Conseil des arts a terminé son mandat;

ATTENDU QUE le Conseil des arts de Montréal s'assure que les nominations traduisent les valeurs ainsi que les orientations qu'il véhicule, à savoir :

a) la parité homme-femme
b) la diversité générationnelle
c) la diversité culturelle

Sur proposition dûment appuyée,
Il est

RÉSOLU : a) de recommander au conseil d'agglomération de la Ville de Montréal les nominations suivantes :

Nomination d'un membre du Conseil

- Monsieur Philippe Lambert
  (remplacement Marie-Christine Lê-Huu)

Secrétaire

Signé à Montréal le : 12/12/2018